

*MASTER
NEGATIVE
NO. 91-80070-3*

MICROFILMED 1991

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES/NEW YORK

as part of the
“Foundations of Western Civilization Preservation Project”

Funded by the
NATIONAL ENDOWMENT FOR THE HUMANITIES

Reproductions may not be made without permission from
Columbia University Library

COPYRIGHT STATEMENT

The copyright law of the United States -- Title 17, United States Code -- concerns the making of photocopies or other reproductions of copyrighted material...

Columbia University Library reserves the right to refuse to accept a copy order if, in its judgement, fulfillment of the order would involve violation of the copyright law.

AUTHOR: LECLERCQ, HENRI

TITLE: HISTOIRE DE LA
REGENCE

PLACE: PARIS

DATE: 1921-22

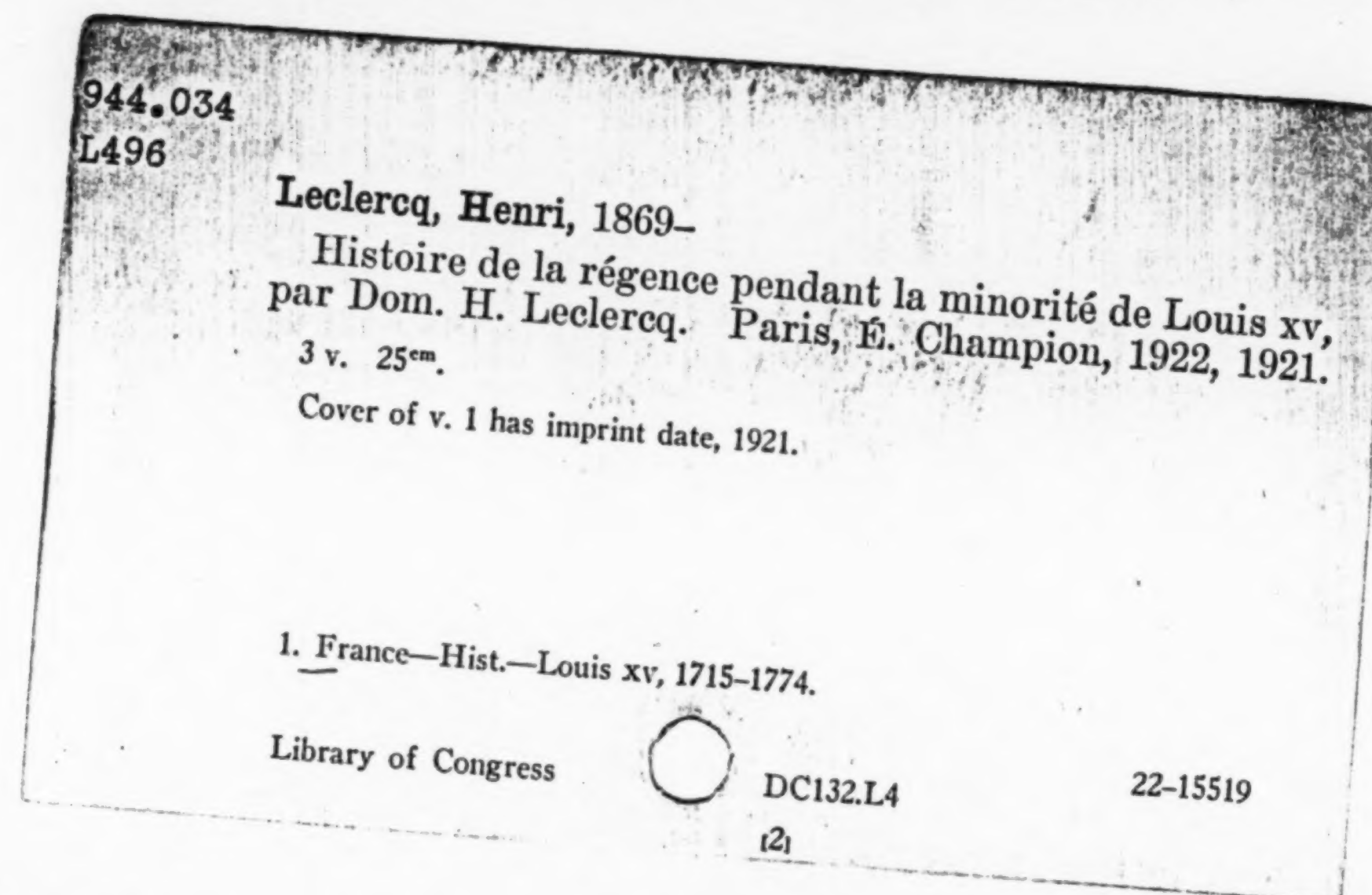
Master Negative #

91-80070-3

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES
PRESERVATION DEPARTMENT

BIBLIOGRAPHIC MICROFORM TARGET

Original Material as Filmed - Existing Bibliographic Record



Restrictions on Use:

TECHNICAL MICROFORM DATA

FILM SIZE: 35 mm

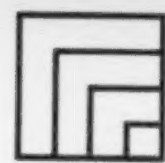
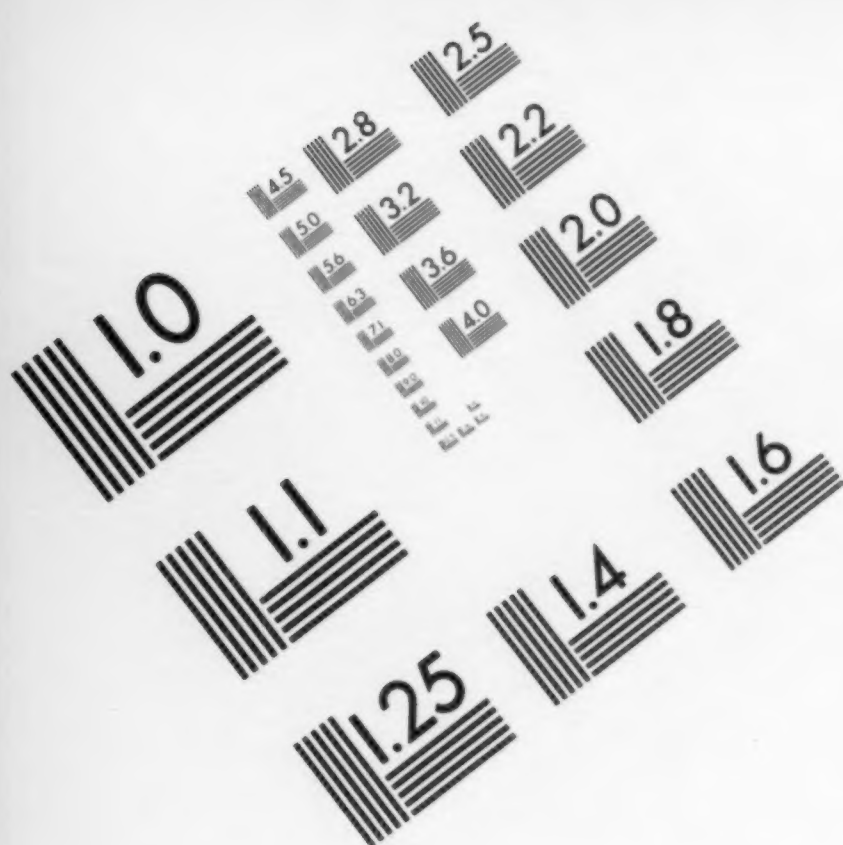
REDUCTION RATIO: 11x

IMAGE PLACEMENT: IA IIA IB IIB

DATE FILMED: 6-20-91 INITIALS MT

FILMED BY: RESEARCH PUBLICATIONS, INC WOODBRIDGE, CT

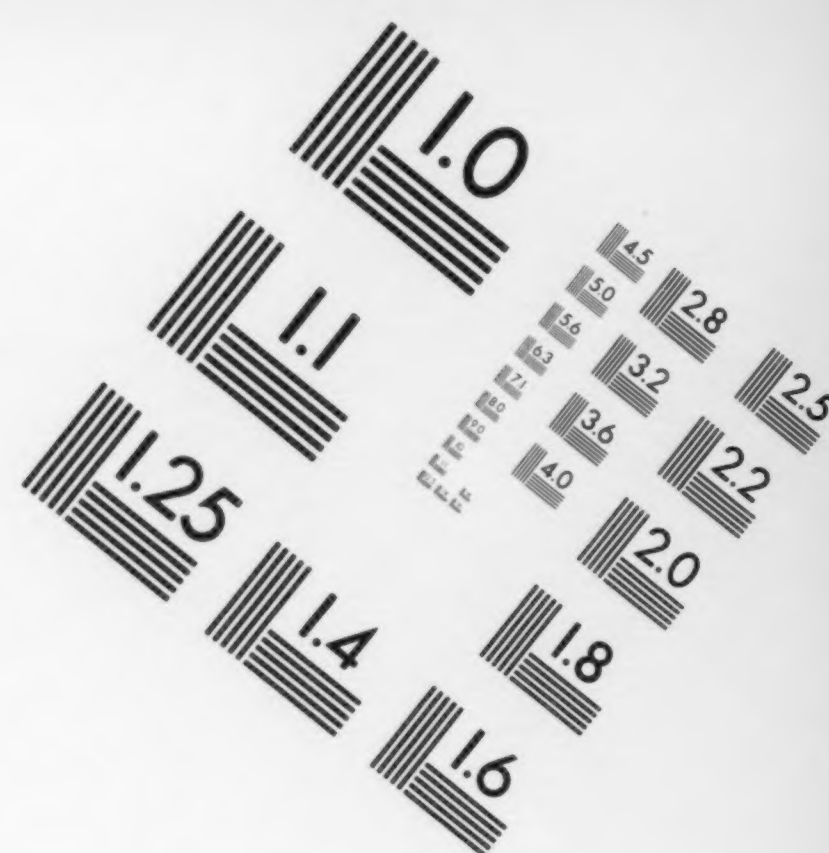
VOLUME 1



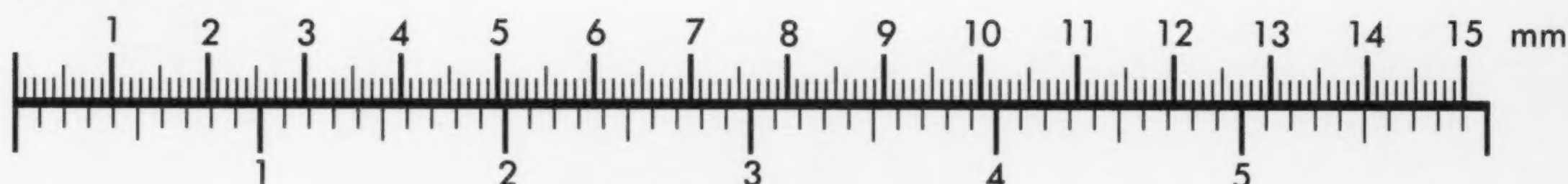
AIM

Association for Information and Image Management

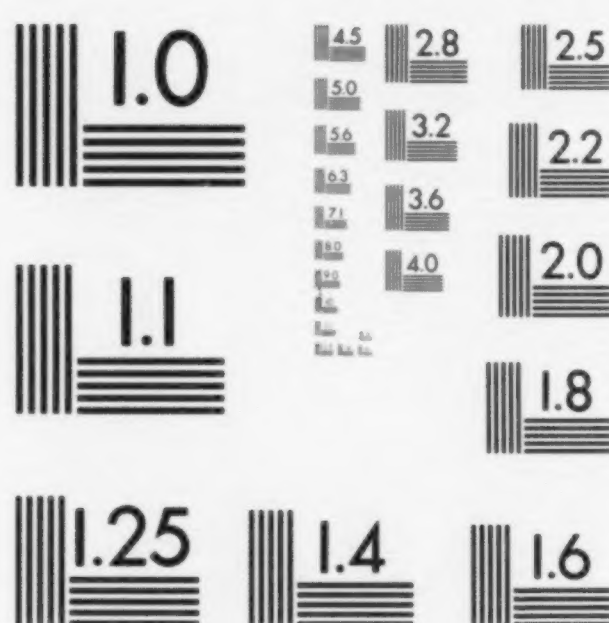
1100 Wayne Avenue, Suite 1100
Silver Spring, Maryland 20910
301/587-8202



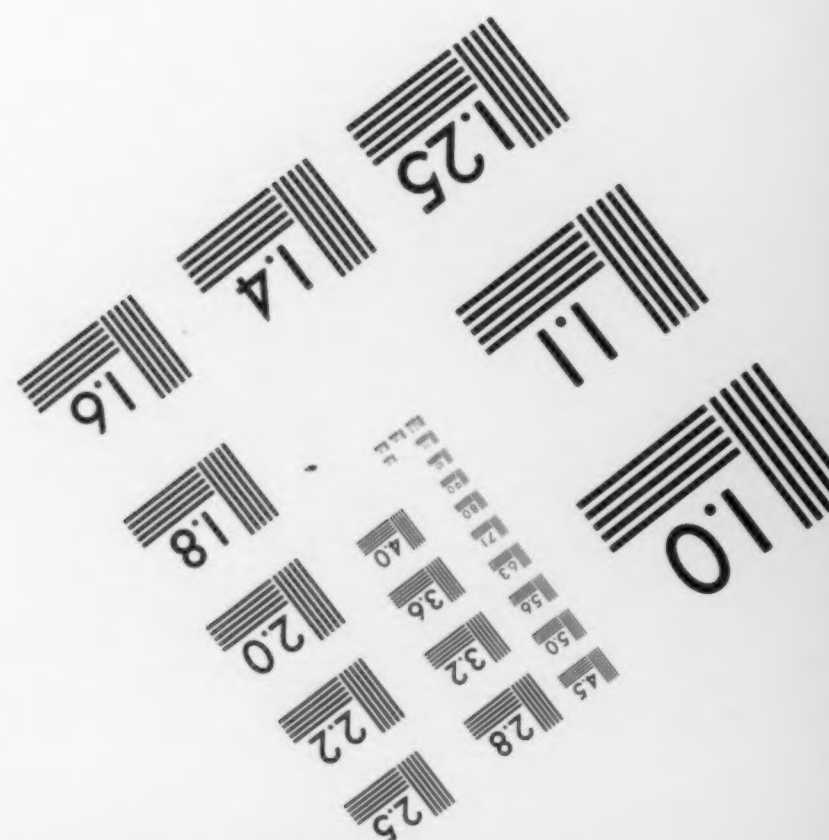
Centimeter

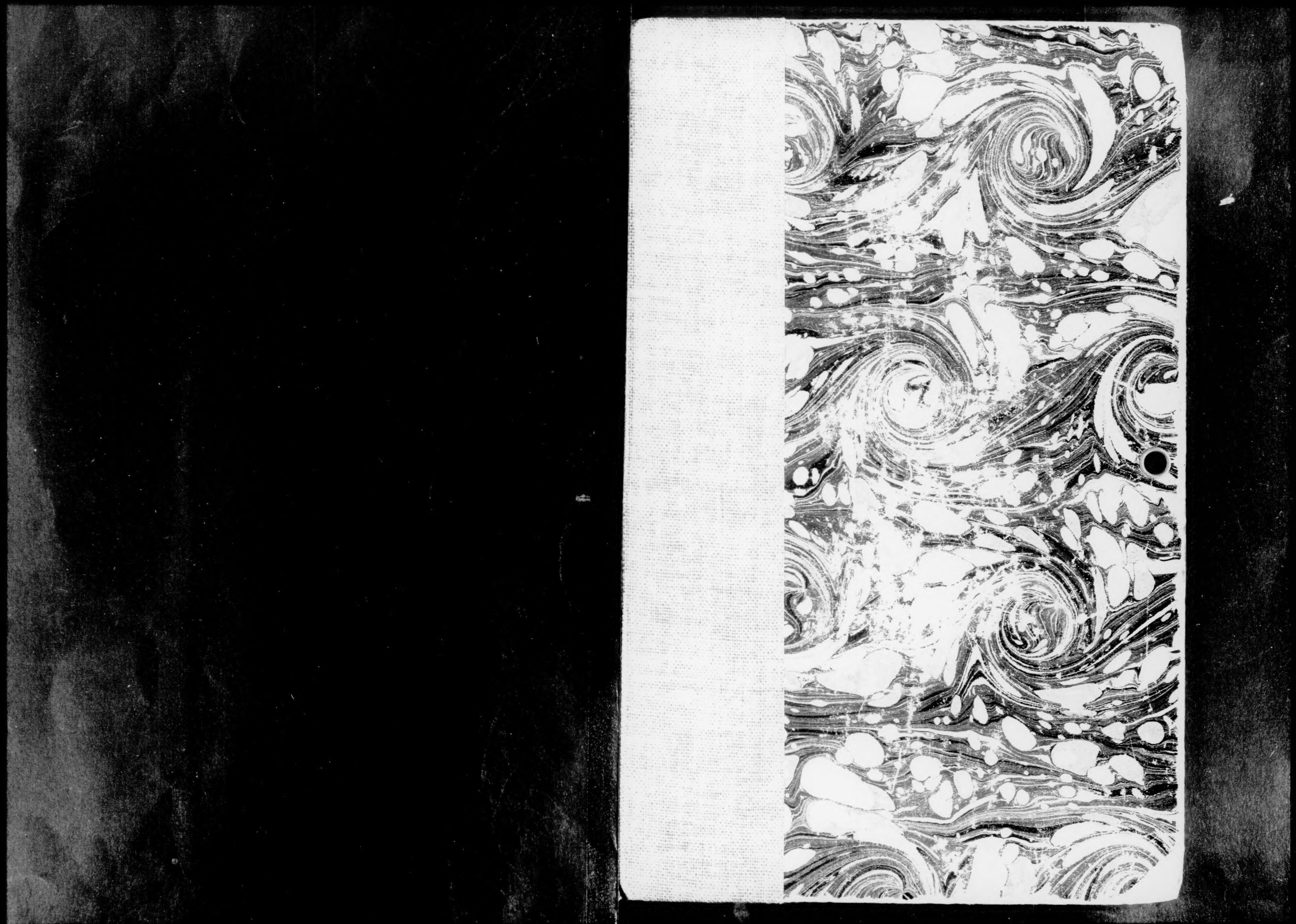


Inches



MANUFACTURED TO AIM STANDARDS
BY APPLIED IMAGE, INC.



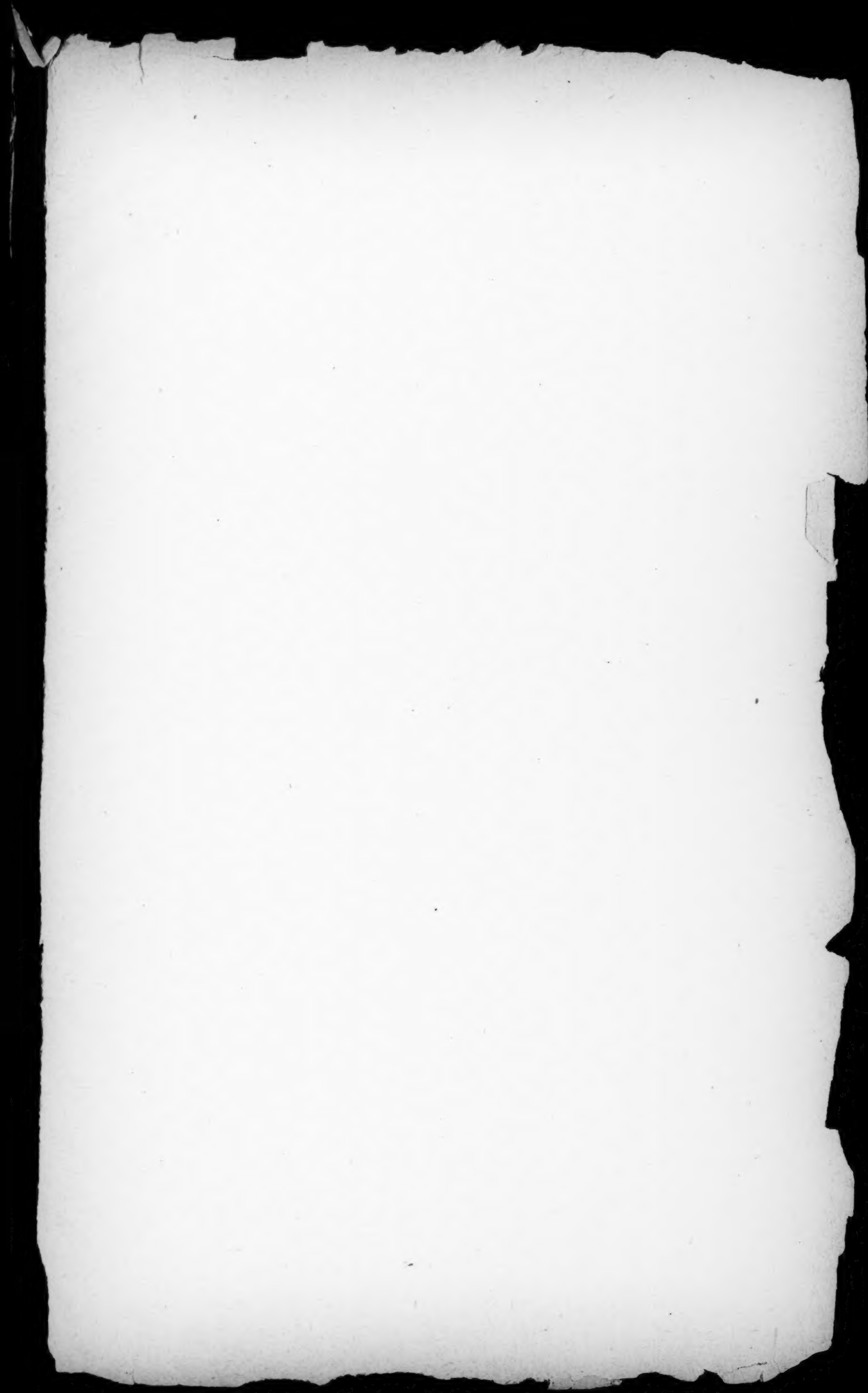
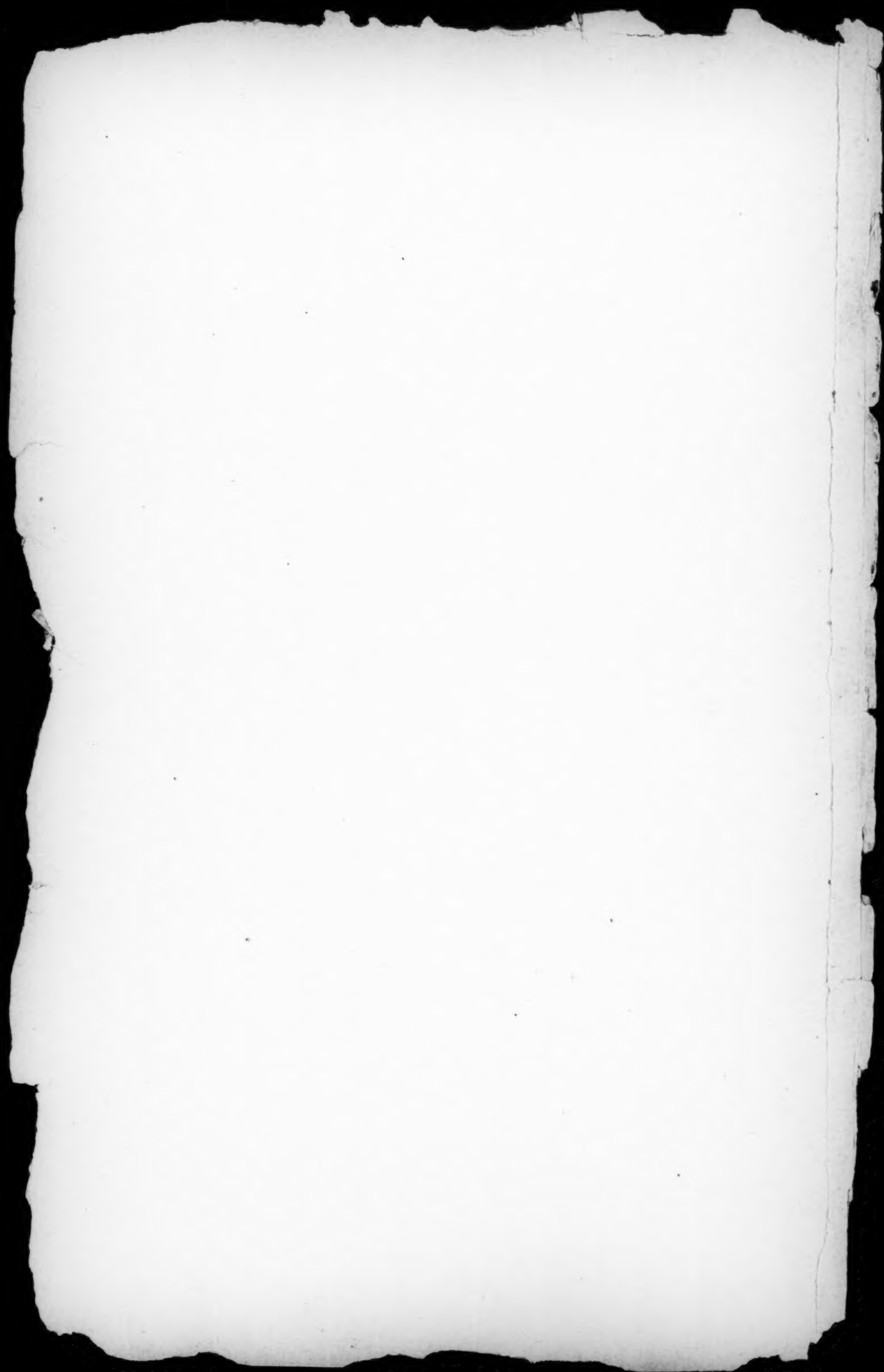


344.034 L496

Columbia University
in the City of New York

LIBRARY





HISTOIRE
DE LA
RÉGENCE

PENDANT LA MINORITÉ DE LOUIS XV

PAR
DOM H. LECLERCQ

—
TOME PREMIER
—



PARIS
LIBRAIRIE ANCIENNE HONORÉ CHAMPION
ÉDOUARD CHAMPION
5, QUAI MALAQUAIS

—
1921
— Tous droits réservés

Col 47339
3

HISTOIRE

DE LA

RÉGENCE

PENDANT LA MINORITÉ DE LOUIS XV

HISTOIRE
DE LA
RÉGENCE

PENDANT LA MINORITÉ DE LOUIS XV

PAR
DOM H. LECLERCQ

TOME PREMIER



PARIS
LIBRAIRIE HONORÉ CHAMPION
ÉDOUARD CHAMPION SUCCESSEUR
5, QUAI MALAQUAIS, 5
—
1922

ANGERS. — IMPRIMERIE F. GAULTIER

44-47339

3 vols.

944.834

L496

vol.

Clo 1100 5.1928
P. 1
257-19

INTRODUCTION

La Révolution française débuta modestement; elle parut sortir d'un aveu d'insolvabilité. Vers l'année 1786, la monarchie succombait sous le poids d'une dette de quatre milliards et demi et d'un déficit annuel de cinquante six millions de livres. L'expérience ou l'habileté des financiers de l'ancien régime eussent, en peu d'années, acquitté cette dette si tous les Français en avaient supporté également la charge; mais le Clergé et la Noblesse repoussaient loin d'eux toute imposition, et le Tiers-État se refusait à souffrir de nouvelles taxes. Derrière le déficit, les moins clairvoyants eux-mêmes entrevoyaient la banqueroute; il ne fallut pas moins que cette perspective pour décider la royauté à consulter la nation.

Une convocation des États-Généraux du royaume équivalait à l'humiliation la plus éclatante pour la doctrine du pouvoir absolu que la monarchie professait depuis cent soixante-quinze ans, presque sans une seule défaillance; ainsi en jugèrent les citoyens appelés à prendre place dans cette solennelle consultation, ils tinrent la doctrine pour ruineuse, l'autorité royale pour décrépite et n'hésitèrent pas à s'emparer du pouvoir et à l'exercer, d'abord indirectement, ensuite et bientôt après, sans intermédiaire. L'audace était grande, mais elle s'inspirait d'une longue suite de revendications et de déceptions dont il ne paraît pas superflu de résumer ici les vicissitudes.

I

Que la Royauté s'était affranchie de tout contrôle.

Au cours de sa glorieuse histoire, la France s'était, à plusieurs reprises, élevée jusqu'à la conception d'un gouvernement national conciliant l'autorité monarchique avec le droit populaire.

Au début du règne de Charles VI, le chancelier Miles de Dormans reconnaît que « les rois auraient beau le nier cent fois, c'est par la volonté du peuple qu'ils règnent; c'est la force du peuple qui les rend redoutables ». Tandis que les prédicateurs, les polémistes se livrent aux attaques les plus véhémentes contre la souveraineté royale, mettent en circulation les maximes les plus sévères à l'égard de la royauté, les légistes, les conseillers officiels font l'éloge du gouvernement absolu. Pierre Salmon rappelle à Charles VI que « le peuple a toujours l'œil au roi » et si celui-ci n'est homme droiturier et équitable, son royaume est tôt corrompu et détruit, néanmoins, lui dit-il, « gardez sur toutes choses que nulles grandes assemblées de nobles ni de communes ne se fassent en votre royaume ».

Le chancelier Gerson n'est pas moins hostile au contrôle d'une assemblée nationale, car « c'est expédient à l'état populaire qu'il soit en subjection »; pour tenir les rois en haleine il ne recommande que le tyrannicide. « C'est, à l'entendre, une erreur de croire que les rois peuvent user à leur gré de la personne et du bien de leurs sujets, les grever arbitrairement d'impôts sans que l'utilité publique l'exige. C'est une autre erreur de croire que les rois sont affranchis de toute obligation envers leurs sujets, bien au contraire : selon le droit naturel et selon le droit divin, ils leur doivent fidélité et protection. S'ils manquent à ce devoir, s'ils se conduisent injustement, surtout s'ils persévèrent dans leur iniquité, c'est le cas d'appliquer cette règle de droit, qu'il est permis de repousser la force par la force. Senèque n'a-t-il pas dit qu'il n'y a pas de victime plus agréable à Dieu qu'un tyran. »

Pierre d'Ailly, pour contrebalancer « ce grand pouvoir qu'on accorde au Roi », suggère l'élection d'un conseil aristocratique par le peuple entier; tandis que Christine de Pisan refuse aux « gens de mestier » tout droit électoral¹. Et pendant que les uns dissertent et que les autres discutent, la royauté française, à la faveur des troubles civils du règne de Charles VI et des périls tragiques du règne de Charles VII, s'empare sans résistance et exerce sans contrôle un pouvoir arbitraire. C'est en vain que la noblesse assemblée à Nevers, en 1441, essaie d'entraîner le clergé et la bourgeoisie « pour faire tous ensemble nouvelles ordonnances, et bailler gouvernement entier du royaume de par les trois États »; Charles VII leur fait savoir que si jamais ils ten-

¹ L. Morin, *La participation des artisans aux affaires publiques avant la Révolution*, dans *Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques. Section des sciences économiques et sociales*, 1902, p. 160-172.

taient pareille chose, « il laisseroit toute autre besogne pour leur courir sus ».

L'épreuve traversée et son issue victorieuse inspirent au représentant de la royauté cette intransigeance. En la conduisant de Bourges à Reims, à coups de prodiges, Jeanne d'Arc a, pour longtemps, sacré cette royauté française d'un caractère national et quasi divin. Une conviction s'impose à tous désormais : c'est que, le cas échéant, Dieu accordera un miracle pour la conservation du royaume de saint Louis et pour le salut du trône de ses descendants. La royauté s'identifie avec la patrie qu'elle symbolise; le véritable roi de France c'est Dieu qui donne le royaume « en commande » au dauphin, son vicaire. Celui-ci reçoit avec la royauté une manière de sacerdoce dont il exerce jalousement les prérogatives merveilleuses et incommunicables. Louis XI ne manque pas de se confesser chaque semaine afin de pouvoir toucher les écroelles; Charles VIII se confesse deux fois la semaine dans le même but; Louis XII, un sceptique, remplace l'attouchement par une distribution d'aumônes.

Louis XII est le seul monarque, qu'avant 1789, nous puissions nommer « un roi parlementaire² ». La pensée de s'appuyer sur des assemblées politiques et de partager avec elles son pouvoir ne lui vint sans doute jamais; le pays ne réclamait pas des assemblées permanentes, n'en concevait pas le fonctionnement et l'utilité. Le peuple de France ne voyait dans les députés aux États que les délégués du Roi et ne s'expliquait leur réunion qu'à titre consultatif et exceptionnel. Peut-être s'est-on mépris sur le sens des revendications présentées aux États de 1484 par un député bourguignon, Philippe Pot, seigneur de la Roche³ : « Comme l'Histoire le raconte, disait-il, et comme je l'ai appris de mes pères, dans l'origine, le peuple souverain créa des rois par son suffrage... N'avez-vous pas lu souvent que l'État est la chose du peuple? Or, puisqu'il est sa chose... comment des flatteurs attribuent-ils la souveraineté au prince qui n'existe que par le peuple? ». L'orateur voulait inculquer cette croyance que la royauté est une magistrature instituée en vue du peuple, mais pas plus que ses collègues, il ne réclamait un régime par-

² R. de Maulde-la-Clavière, *Les origines de la Révolution française au commencement du XVI^e siècle. La veille de la Réforme*, in-8, Paris, 1889, p. 34.

³ E. Remy, *Recherches historiques et critiques sur la légende de Philippe Pot*, dans *Bulletin d'histoire et d'archéologie religieuse du diocèse de Dijon*, 1893, t. XI, p. 65, 212; 1894, t. XII, p. 6, 42.

⁴ Ch. Jourdain, *La royauté française et le droit populaire au moyen âge*, dans *Annuaire-bulletin de la Société d'Histoire de France*, 1874, p. 142-154.

lementaire et électif. Toute la vie politique se concentrait alors dans l'exercice des franchises locales, chaque ressort provincial n'imaginait rien en dehors et au-dessus de ses États, que la royauté toute seule. Ce particularisme donnait naissance à une sorte de fédération dans laquelle chacun prenait à tâche d'élever autour de soi les barrières économiques les plus infranchissables. Qu'importait aux gens du Languedoc les délibérations prises aux États de Bretagne, à ceux de Bourgogne ou d'Artois et en quoi les décisions des États-Généraux réunis à Senlis ou à Noyon pouvaient-elles influencer ou contraindre ceux qui affectaient de les ignorer?

L'opinion publique se montre disposée à ne voir dans les États-Généraux qu'un mécanisme onéreux et superflu, de qui la nation n'a aucun service à attendre. Cette défaveur n'est pas ignorée de ceux qu'elle atteint : en 1484, ils se séparent sans attendre la fin de la session; en 1506, ils se déclarent satisfaits que le Roi pût gouverner sans recourir à eux. Les États provinciaux eux-mêmes sont en décadence. Sous Charles VII et sous Louis XI, les agents de la royauté ne laissent échapper aucune occasion de faire observer à quels minces services répondent les grandes dépenses entraînées par la réunion de personnages tour à tour défiants ou obséquieux⁶, et c'est presque soulager le peuple que de réduire les deux convocations annuelles à une seule⁶.

La période des guerres de religion suivie de la Ligue fit mettre une sourdine aux prétentions de la royauté qui n'abandonna rien de ses droits prétendus⁷. Néanmoins, au sortir de ces années difficiles, il lui fallut compter avec une situation acquise. Il ne fallait rien moins alors que l'habileté d'Henri IV, cet art de franchise cauteleuse, de spontanéité réfléchie, pour ressaisir une prépondérance qu'on pourrait être tenté de lui contester. Il esquiva une convocation des États-Généraux dont le nom lui rappelait de fâcheux souvenirs, il se rejeta sur une réunion de notables, simple assemblée consultative dont les membres n'étaient pas élus par leurs Ordres mais mandés par le Roi, afin de l'aider à

⁵ Ch. Robillart de Beaurepaire, *Les États de Normandie sous la domination anglaise*, in-8, Evreux, 1859, p. 128.

⁶ Jean d'Auton, *Chronique de Louis XII*, édit. R. de Maulde-la-Clavière, in-8, Paris, 1889, t. I : Année 1499.

⁷ Elle eut alors des adversaires comme Bodin, Hubert Languet, Fr. Hotman; voir Ed. Congny, *Étude sur le XVI^e siècle. Théories politiques, François Hotman. La « France-Gaule »*, dans *Mémoires de la Société des sciences, des lettres et des arts de Seine-et-Oise*, 1874, t. X, p. 241-322.

« recouvrer ailleurs ce qui ne se trouvera en nos finances ». On a cité maintes fois la harangue du Béarnais aux notables de Rouen, d'une brusquerie charmante et d'une adresse raffinée : « Je ne vous ai point appelés, comme faisaient mes prédécesseurs, pour vous faire approuver leurs volontés. Je vous ai assemblés pour recevoir vos conseils, pour les croire, pour les suivre, bref, pour me mettre en tutelle entre vos mains, envie qui ne prend guère aux rois, aux barbes grises et aux victorieux. » Voilà le grand mot prononcé : la royauté *en tutelle*; et comme, autour de lui, le mot fait scandale, Henri ajoute : « Il est vrai, mais je l'entends avec mon épée au côté. » Si les notables avaient entretenu quelques illusions sur le rôle qui leur était préparé, ils savaient dès lors à quoi s'en tenir et la place qu'ils tiendraient dans l'État.

Le règne d'Henri IV s'écoula sans qu'il fut question d'États-Généraux; la régence qui ouvrit le règne de Louis XIII et les intrigues des princes déterminèrent leur convocation, comme s'il était devenu nécessaire de rendre un témoignage public de leur impuissance et de la vanité d'un essai de gouvernement représentatif⁸. Réunie à Paris le 14 octobre 1614, l'assemblée fut congédiée le 24 février de l'année suivante. Elle comptait un peu moins de cinq cents députés, parmi lesquels on ne rencontre qu'un seul personnage hors de pair : l'évêque de Luçon, Richelieu. Le Tiers-État était si rempli de gens de loi qu'il parut et se posa comme un ordre judiciaire opposé à la noblesse et au clergé; dans ses rangs, pas un député n'était qualifié du titre de marchand, quelques-uns à peine s'avouaient agriculteurs. Les hostilités entre les différents Ordres s'engagèrent au cours de la séance royale d'ouverture (27 octobre). Quinze jours, plus tard, un député du Tiers, Savaron, demanda la suppression des pensions profitables à la seule noblesse; il fit observer que le peuple accablé par tant d'autres fardeaux pourrait un jour peut-être ne prendre conseil que de son désespoir et secouer le joug. Jadis

⁸ Florimond Rapine, *Recueil très exact et curieux de tout ce qui s'est fait et passé de singulier et mémorable en l'Assemblée générale des États tenus à Paris en l'année 1614 et particulièrement en chacune séance du tiers Ordre*. Paris, 1651, Ch. Molle, *Journal de ce qui s'est passé en la Chambre du Tiers-État aux États-Généraux de 1614*, par Claude Le Doux de Melleville, lieutenant général d'Evreux, dans *Recueil des travaux de la Société libre d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres de l'Eure*, 1889-1890, t. XLIII, p. 495-697; D'Avenel, *Richelieu et la Monarchie absolue*, t. I, in-8, Paris, 1895; G. Hanotaux, *Histoire du cardinal de Richelieu*, t. II, 1^{re} partie : Le chemin du pouvoir. Le premier ministère (1614-1617), in-8, Paris, 1896; G. Picot, *Histoire des États-Généraux*, 2^e édit., 1888, t. IV.

les Francs avaient fondé la monarchie en se soustrayant à l'obéissance des Romains qui les écrasaient d'impôts; ne reverrait-on pas la même chose? Cet avertissement frappa l'assemblée de stupeur, mais Savaron, s'adressant au Roi lui-même, demanda : « Que diriez-vous, sire, si vous aviez vu dans vos païs de Guyenne et d'Auvergne les hommes paistre l'herbe à la manière des bestes? » Richelieu tenta d'apaiser le différend entre la Noblesse et le Tiers qui chargea Henri de Mesmes de ses intérêts. Celui-ci soutint « que les trois Ordres estoient trois frères, enfans de leur mère commune la France..., que la noblesse devoit reconnoître le Tiers Estat comme son frère et ne pas le mépriser de tant que de ne le compter pour rien... et qu'au reste il se trouvoit bien souvent dans les familles particulières que les aisnez ravaloiert les maisons et les cadets les relevoient et portoient au point de la gloire ». Mais les nobles demandèrent au Roi réparation, ne voulant pas, disaient-ils « que des enfans de cordonniers et savetiers les appelassent frères ». A quoi De Mesmes répliqua qu'ils « estoient bien honnrez de prendre alliance dans le Tiers-Etat et fort aises quand le Tiers-Etat la prenoit chez eux ».

Ensuite le Tiers-Etat fit parade d'un zèle gallican outré. Sachant que l'Ordre du clergé soutenait les doctrines ultramontaines, il demanda que le Roi fut « supplié de faire arrêter en l'assemblée de ses Etats, pour loy fondamentale du royaume... que comme il est reconnu souverain en son Estat, ne tenant sa couronne que de Dieu seul, il n'y a puissance en terre quelle qu'elle soit, spirituelle ou temporelle, qui ait aucun droit sur son royaume, pour en priver les personnes sacrées de nos rois ». Le Clergé prit l'alarme, le cardinal Du Perron argumenta, Miron, président du Tiers, répliqua, on s'adressa au Roi en son Conseil et après beaucoup de paroles et beaucoup d'intrigues, le Tiers reçut défense d'inscrire cette demande dans son *Cahier*.

La Cour assistait, ravie, à la dissension croissante entre les Ordres; les maladresses et les sottises du Tiers-Etat dispensaient désormais de le craindre; on ne le ménagea plus. En la séance de clôture, Richelieu énonça un programme de gouvernement, la noblesse complimenta, le président du Tiers fit des récriminations et de vagues menaces. On le laissa dire et, le lendemain matin, quand les députés des communes se présentèrent dans le lieu ordinaire de leurs séances ils trouvèrent la salle démeublée. Alors leurs yeux s'ouvrirent. « Nous commençâmes, avoue l'un d'entre eux, de voir et de remarquer comme dans un miroir, nos fautes passées et les plus gens de bien regrettoient infiniment

la lascheté et foiblesse de laquelle nous avions usé en toutes les procédures des Etats. » Ils s'obstinèrent pendant un mois, puis, un jour on leur fit savoir qu'il était temps de rentrer chez eux; ils obéirent.

Ce furent les derniers États-Généraux de la monarchie. Entre 1615 et 1789 le nom fut encore prononcé parfois, mais l'institution fut considérée comme désuète; nous verrons quelles répugnances et quelles appréhensions soulevèrent la convocation de 1789. Richelieu les ayant vu à l'œuvre ne les réunit jamais, il se borna à une assemblée unique de notables composée de membres désignés par le Roi. Dès le premier jour, il leur signifia que la session devait « estre courte » (2 décembre 1626). Les notables semblèrent ne pas entendre et s'attardèrent fort à toute occasion; voyant cela, le 27 février suivant, on les congédia. Le terrain ainsi déblayé, l'autorité royale allait jouer le rôle de la Providence. « Lorsque l'excès de nos douleurs donnera lieu à nos plaintes, disait l'évêque de Luçon au Roi, nous ne vous mettrons en avant que pour rechercher en votre autorité et mendier de votre bonté des remèdes à nos maux. » Arrivé au pouvoir, il veut prendre modèle sur les Conseils tels qu'ils existent en Espagne « composés de nombre de personnes qui se contraignent, en s'éclairant les uns les autres, à bien faire ». Ce n'est qu'une velléité, le tout-puissant ministre se borne à une réorganisation du Conseil secret dont le chef dirige, en fait, tout le royaume, car, dit-il, « si le souverain ne peut ou ne veut pas lui-même avoir continuellement l'œil sur sa carte et sur sa boussole, la raison veut qu'il en donne particulièrement la charge à quelqu'un par-dessus tous les autres¹⁰ ».

Dès lors que le souverain délègue Richelieu, celui-ci prend pour règle « qu'il n'y a rien de plus dangereux en un État que diverses autorités égales en l'administration des affaires », en conséquence il attire et retient tout dans ses mains. Pendant quelques années il ménage la magistrature, bien qu'il partage tous les préjugés de la Noblesse et du Clergé contre les « officiers »; mais le Parlement s'étant avisé d'opposer son refus à l'enregistrement d'un édit, il est averti qu'il n'est « permis ni loisible aux cours de Parlement, ni à aucun autre officier, de prendre cognoissance des affaires d'État, administration et gou-

¹⁰ Il y eut une assemblée à Rouen, voir É. de Beaurepaire, *Louis XIII et l'Assemblée des Notables à Rouen en 1617, documents recueillis et annotés*, in-8. Rouen 1883.

¹¹ *Maxime d'État ou testament politique d'Armand Du Plessis, cardinal duc de Richelieu*, 1764, chap. VIII sect. vi. p. 289-290.

vernement du royaume qu'au Roi seul, établi et proposé de Dieu, et auquel seul il en doit rendre compte (1631). » Désormais toute occasion devient bonne pour humilier, évincer, débouter le Parlement. Louis XIII a sa leçon faite et débite à merveille les réprimandes : « Je veux, dit-il, que les choses qui viennent de mon commandement ne soient plus mises en question, mais que chacun y obéisse... Vous n'êtes établis que pour juger maître Pierre et maître Jean..., et, si vous continuez vos entreprises, je vous rognerai les ongles de si près qu'il vous en cuira (1632) ». Tout ceci n'est que l'écho des maximes du cardinal qui écrit dans son *Testament politique* : « Il faut restreindre les officiers de justice à ne se mêler que de la rendre aux sujets du Roi, qui est la seule fin de leur établissement¹¹ ». C'est pour en finir avec des prétentions sans cesse renaissantes que, le 21 février 1641, le Roi déclare « qu'il n'y a rien qui conserve et qui maintienne davantage les empires que la puissance du souverain » et « afin qu'une chose qui est établie pour le bien des peuples ne produise des effets contraires, comme il arriverait si les officiers voulaient entreprendre sur le gouvernement de l'État qui n'appartient qu'au Prince », celui-ci enjoint à ses Parlements « de cesser de prendre à l'avenir connaissance des affaires d'État et d'administration et gouvernement d'icelui, que nous réservons à notre personne seule et de nos successeurs rois, si ce n'est que nous leur en donnions le pouvoir et commandement spécial par nos lettres patentes ». Tous autres édits vérifiés en présence du Roi séant en son lit de justice seront pleinement exécutés, « sauf néanmoins à nosdits officiers à nous faire telles remontrances qu'ils aviseront bonnes être sur l'exécution des dits édits... après lesquelles remontrances nous voulons et entendons qu'ils aient à obéir à nos volontés ». Les édits et déclarations vérifiés en la forme ordinaire, hors de la présence du Roi, seront, quand ils regardent le gouvernement de l'État, enregistrés sans délibération; mais quand ils concernent les finances, les officiers pourront s'ils « trouvent quelques difficultés en la vérification... nous les représenter, afin que nous y pourvoyions..., sans qu'ils puissent, de leur autorité, y apporter aucune modification ni changement, ni user de ces mots : nous ne devons ni ne pouvons, qui sont injurieux à l'autorité du prince ». Les remontrances repoussées, l'enregistrement aura lieu, « toutes affaires cessantes, si ce n'est que nous leur permettions de nous faire de secondes remontrances, après lesquelles nous voulons qu'il soit passé outre sans

¹¹ *Testament politique de Richelieu*, chap. iv. Sect. III.

aucun délai¹² ». Sous sa forme impérieuse, l'édit consent encore certaines concessions; en tout ce qui n'est pas du ressort des affaires d'État, le contrôle du Parlement est reconnu et autorisé à s'exercer, même en présence du Roi; les remontrances sont souffertes et, en matière de finances, elles peuvent être renouvelées. Tous ces ménagements aboutissent, sans doute, à l'enregistrement obligatoire, mais ce sont néanmoins des ménagements et destinés, dans peu, à disparaître.

Les troubles de la Fronde vont favoriser une réaction contre l'absolutisme. En 1650, un illuminé, François Davenne lance une brochure dans laquelle il écrit que « les hommes ayant élu leurs rois afin de leur administrer la justice, il est raisonnable de les ôter, quand, au lieu de [la] leur rendre, ils les molestent sous prétexte d'une injuste autorité, qu'ils ont usurpée par fraude¹³. » S'adressant au jeune Louis XIV, âgé de douze ans, l'auteur l'avertit que les peuples ne lui doivent que l'obéissance conditionnelle¹⁴; et, vers le même temps, une mazarinade expose que « tout empire ayant originairement commencé par une élection, ce ne sont pas les rois qui ont fait les peuples, au contraire ce sont les peuples qui ont fait les rois¹⁵ ». Une autre pièce de même genre risque, en manière d'axiome « que dès lors qu'un roi abuse du pouvoir que Dieu lui donne en cette qualité et qu'il contrevient à son devoir, il cesse d'être roi et les sujets d'être sujets¹⁶ »; l'exemple des Francs qui élurent Mérovée et chassèrent son fils Childéric prouve assez que les Français ne peuvent être traités en esclaves¹⁷.

¹² *Édit qui défend aux Parlements et autres Cours de justice de prendre à l'avenir connaissance des affaires d'État et d'administration, et qui supprime plusieurs charges de conseillers au parlement de Paris*, dans Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises*, t. XVI, p. 529 suiv.

¹³ *De la puissance qu'ont les rois sur les peuples et du pouvoir des peuples sur les rois*, in-12 s. l. 1650, 20 pages, p. 11; sur l'auteur, voir C. Moreau, *Bibliographie des mazarinades*, in-8, Paris, 1850, t. I, p. 35-43.

¹⁴ *Harmonie de l'amour et de la justice de Dieu. Au roi, à la reine régente et à messieurs du Parlement*, in-12. A la Haye [Paris] 1650, p. 93.

¹⁵ *Discours chrétien et politique de la puissance des rois*, in-4, s. l. 1649, p. 4.

¹⁶ *Lettre à messieurs du parlement de Paris, écrite par un provincial* [attribuée à Jean Beaucourt, marquis de Clanleu, gouverneur de Château-Chinon]; cette pièce passait, au jugement de Gui Patin, *Lettres*, t. I, p. 440, pour une des meilleures mazarinades.

¹⁷ *Lettre d'avis* : voir C. Moreau, *Choix de Mazarinades*, t. I, p. 398-399; réflexions analogues dans *Manuel du bon citoyen ou Bouclier de défense légitime contre les assauts de l'ennemi*, 1649; voir C. Moreau, *Choix de Mazarinades*, t. I, p. 451.

Claude Joly, avocat au Parlement et, depuis, chanoine de Notre-Dame de Paris¹⁸, publie un recueil de maximes politiques inspiré des théories libérales de la seconde moitié du xvi^e siècle, ce qui lui attirera une condamnation du Châtelet¹⁹. Il y soutient « que le pouvoir des rois est fini est borné »; « que la monarchie françoise n'est pas purement monarchie, à cause du pouvoir des États et des Parlements »; « que le Roi tient son autorité des peuples », car « de tout tems, il y a eu des peuples sans rois, mais jamais il n'y a eu des rois sans peuples²⁰ ». A ces derniers seuls appartient le droit de consentir à l'impôt²¹, dont le souverain n'a que la disposition. Cette constitution de monarchie tempérée s'inspire de la thèse de François Hotman, évoque le souvenir des assemblées tenues sous les rois des deux premières races, mais ne montre pas comment et pourquoi les États-Généraux auraient recueilli les droits et la succession politique de ces assemblées. Joly oppose à la tradition absolutiste la tradition libérale, et veut faire voir que si on remonte assez haut dans le passé, le droit royal s'efface devant le droit populaire²².

L'échec de la Fronde et le mouvement de réaction absolutiste qui lui succéda emportèrent toutes ces affirmations hasardeuses ou prématurées. Cependant l'épisode politique coïncidait avec un réveil des préoccupations historiques, un retour d'attention vers les origines de l'histoire nationale, un souci d'aller chercher loin dans le passé des faits et des preuves favorables aux thèses soutenues. André Du Chesne, Mézerai initient les esprits à un ordre nouveau de recherches et c'est ainsi qu'on en arrive à reconnaître qu'une opération élective s'est accomplie vers le temps où les Francs occupèrent la Gaule. Cependant l'idée d'élection ne laisse pas que d'inspirer certaines alarmes; si ce qui s'est

¹⁸ Brissaud. *Un libéral au XVII^e siècle, Claude Joly, 1607-1700*, dans *Recueil de l'Académie de législation de Toulouse*, 1897-1898, t. XLVI, p. 1 suite.

¹⁹ *Recueil de maximes véritables et importantes pour l'institution du Roi contre la fausse et pernicieuse politique du cardinal Mazarin, prétendu surintendant de l'éducation de Sa Majesté*, 1652.

²⁰ *Recueil de maximes*, ch. V, p. 114. Voir H. See, *Les idées politiques à l'époque de la Fronde*, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1901, t. III, p. 113-138.

²¹ C'est la matière du chapitre XI du *Recueil de maximes*. Pour établir le droit des peuples à s'imposer eux-mêmes, P. Bayle, *Dictionnaire philosophique* in-fol. Rotterdam, 1713, t. II, p. 98, cite ce chapitre de Cl. Joly.

²² Sur l'opinion qui voulait faire venir la formule : « tel est notre plaisir » d'une reminiscence des anciens *placita*, voir L. de Mas-Latrie : *De la formule « Cor tel est notre plaisir »*, dans la *chancellerie française* dans *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, 1881, t. XLII, p. 560-564; G. Demante dans même recueil, 1893, t. LII, p. 86-96.

fait jadis se renouvelait ne verrait-on pas la monarchie discutée, ébranlée peut-être? Pour parer à cette éventualité, les théoriciens répandent l'opinion que cette élection primitive s'associait à une dépossession irrévocable de l'électeur. En usant de son droit il l'anéantissait, en sorte que l'élection entraînait un « transport éternel » au bénéfice de l'élu de qui la souveraineté ne dépendait plus désormais que de la naissance²³. Lorsque, vers les dernières années du règne de Louis XIV, l'érudit Fréret s'avisa d'exposer de façon rigoureuse « l'origine des Français et leur établissement dans la Gaule », on l'enverra passer quelques mois à la Bastille²⁴.

Une confusion, peut-être intentionnelle, s'introduit généralement entre la source et la forme de l'autorité souveraine. Docilement, les contemporains répètent et glosent à l'envi cette maxime du cardinal Bellarmin : « Tous les princes de l'univers sont comme les vice-rois de Dieu et ses principaux ministres²⁵ ». Nicole ajoute qu'« encore que la royauté et les autres formes de gouvernement viennent originairement du choix et du consentement des peuples, néanmoins l'autorité du Roi ne vient point du peuple, mais de Dieu seul...; ce n'est pas le seul consentement des peuples qui fait les rois, c'est la communication que Dieu leur fait de sa royauté et de sa puissance qui les établit rois légitimes et qui leur donne un droit véritable sur leurs sujets²⁶ ». Bossuet inculque au Dauphin, son élève, que « les rois sont des dieux, qu'ils participent en quelque façon à l'indépendance divine²⁷ ». Boileau écrit à Racine qu'un prince tel que Louis « est vraisemblablement inspiré du Ciel, et toutes les choses qu'il dit sont des oracles²⁸ »; en sorte que Voltaire donne bien la vérité moyenne lorsqu'il écrit que vers la fin du

²³ Silhou, *De la certitude des connaissances humaines*, in-8. Paris, 1661, l. III ch. II, p. 326-329.

²⁴ Champollion-Figeac, *Vie de Fréret*, au tome I^{er} de ses *Œuvres*, in-8 Paris, 1825. Le mémoire fut lu à l'Académie le 11 novembre 1714, Fréret fut arrêté et enfermé le 26 décembre, à la Bastille, d'où il sortit le 31 mars 1715.

²⁵ *Le Monarque parfait où le devoir d'un prince chrétien*, composé en latin par feu M. le cardinal Bellarmin et mis en français par Jean de Lannel [pseudonyme probable de Guillaume Colletet], in-8. Paris, 1625, p. 3, 11.

²⁶ Nicole [sous le pseudonyme de Chanterresne], *De la grandeur*, 1^{re} partie, ch. XII-XV, *De l'éducation d'un prince*, in-12. Paris, 1670, p. 182-186.

²⁷ *Politique tirée de l'écriture Sainte*, IV, 1, 2, dans *Œuvres complètes*, in-8. Bar-le-Duc 1863, t. VII, 630.

²⁸ *Boileau à Racine*, A Bourbon, 19 août 1687, dans *Œuvres de J. Racine*, édit. P. Mesnard 1865, t. VI, p. 591.

xvii^e siècle, « la plupart des Parisiens, nés sous le règne de Louis XIV, regardaient un roi comme une divinité²⁹. »

Du Parlement, il n'était plus question. Corps judiciaire qui s'était arrogé des fonctions politiques, le Parlement ne revendiquait plus sa part, si modeste qu'on consentît à la lui faire, dans le gouvernement de l'État. Si ses flatteurs lui avaient dit qu'il était « institué principalement pour cette cause et cette fin de réfréner la puissance absolue dont voudraient user les Rois³⁰ », la dure réalité lui apprenait qu'il n'avait désormais qu'à se taire et à obéir. Pris individuellement, ses membres étaient accessibles aux opinions libérales, antipathiques au despotisme, compatissants aux misérables, ce qui les avait entraînés maintes fois dans des cabales hostiles à la Cour. Mais, de leur part, toute opposition était viciée du fait que par l'acquisition de leurs offices ils ne pouvaient se hausser au ton qui appartient aux seuls élus du peuple. De plus, les attributions dont ils se réclamaient très haut avaient été des concessions souvent extorquées à la faveur des troubles de l'État, ou bien le prix de complaisances ou de services sur la nature, l'étendue et la réalité desquelles personne n'était fixé. « Puissance seconde » disait-on, « auguste Sénat », terme vagues qui garantissaient mal des coups répétés sous lesquels le Parlement semblerait bientôt anéanti.

C'est que, de même que les États-Généraux, en 1614, le Parlement sous la Fronde avait manqué l'occasion de faire compter avec lui. Une confiance passionnée montait vers « messieurs » qui n'y savaient pas répondre, tandis que la Cour, toujours vigilante et vindicative, saisisait les moindres occasions qui s'offraient à elle. Le 21 octobre 1652, déclaration royale faisant « très expresse inhibition et défense aux gens tenant notre Cour du Parlement à Paris de prendre à l'avenir aucune connaissance des affaires générales de notre État et de la direction de nos finances³¹ ». Le 13 avril 1655, visite royale interdisant toute délibération sur les édits présentés car « chacun sait, dit le Roi, combien vos assemblées ont excité de troubles dans mon État et combien de dangereux effets elles ont produits³² ». Le

²⁹ *Siècle de Louis XIV*, ch. XV, dans *Œuvres complètes*, édit. F. Didot, t. IV, p. 132.

³⁰ *La grant monarchie de France, composée par messire Claude de Seyssel, lors évesque de Marseille*, in-8. Paris, 1519, p. 5.

³¹ Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises*, t. XVII, p. 299.

³² P. Chéruel, *Histoire de France sous le ministère de Mazarin (1651-1661)*, in-8. Paris, 1882, t. II, p. 253-256.

8 juillet 1661, arrêt du Conseil d'en haut rappelant « aux compagnies qui se disent souveraines » que toute justice émane du Roi, que tout conflit de juridiction lui appartient, que les Compagnies ne sont instituées que pour rendre justice aux sujets³³. Enfin, le 22 décembre 1665, le Roi donne le coup de grâce. A l'issue du lit de justice, quelques conseillers ayant demandé à rouvrir la délibération sur les édits qui venaient d'être enregistrés³⁴, et pendant que le président de Lamoignon s'employait à apaiser les esprits, Louis XIV lui-même prescrivit la convocation des Chambres. « Je sus, écrit-il, que le Président, pensant me faire un grand service, pratiquoit avec soins divers délais, comme si les assemblées des Chambres eussent encore quelque chose de dangereux. Mais pour faire voir qu'en mon esprit, elles passaient pour fort peu de chose, je lui ordonnai moi-même d'assembler le Parlement, et de lui dire que je ne voulois plus que l'on parlât des édits vérifiés en ma présence, et de voir si l'on oseroit me désobéir, car enfin je voulois me servir de cette rencontre pour faire un exemple éclatant ou de l'entier assujettissement de ma Compagnie, ou de ma juste sévérité à la punir³⁵. » Après que le premier président eut parlé, toute la Compagnie demeura dans le silence, et, après quelque temps, personne n'ouvrant la bouche, M. Le Coigneux, président de la Tournelle, se leva, et chacun le suivit, l'un après l'autre, et ainsi la Compagnie se sépara sans qu'il y fût dit une seule parole, la consternation paraissant sur le visage de tous³⁶.

Et ce silence ne suffit pas encore. Deux ans plus tard, au mois d'avril 1667, une ordonnance supprima, en fait, le droit de remontrances. A l'avenir, toute ordonnance sera enregistrée par les Cours aussitôt après sa réception. Un délai est accordé pour faire parvenir au Roi des représentations; à l'expiration de ce délai, les ordonnances seront réputées publiées³⁷. Ce délai est

³³ *Arrêt du Conseil d'en haut*, 8 juillet 1661, dans Isambert, *op. cit.*, t. XVII, p. 403 suiv.

³⁴ P. Chéruel, *Histoire de l'administration monarchique en France, depuis l'avènement de Philippe-Auguste jusqu'à la mort de Louis XIV*, in-8. Paris, 1855, t. II, p. 99 suiv.

³⁵ *Œuvres de Louis XIV, Mémoires*, t. II, p. 48.

³⁶ *Journal d'Olivier d'Ormesson*, 2^e partie, fol. 117, dans P. Chéruel, *op. cit.*, t. II, p. 99 suiv.; il s'agissait d'édits concernant la modération du prix des charges, enregistrés antérieurement en présence du Roi et qui touchaient aux intérêts pécuniaires des parlementaires; L. Vian, *Louis XIV au Parlement, d'après les manuscrits du Parlement, dans Mémoires de la Société des sc. mor., des lett. et des arts de Seine-et-Oise*, 1883, t. XIII, p. 103-115.

³⁷ Isambert, *op. cit.*, t. XIX, p. 70.

une concession vite retirée. Une ordonnance du 24 février 1673 prescrit l'enregistrement préalable. Sans aucune exception, les Cours devront enregistrer édits, ordonnances et déclarations *immédiatement* après leur réception; c'est seulement lorsque l'enregistrement sera acquis qu'elles pourront présenter leurs observations³⁸. Le Parlement tenta d'obtenir ce délai qu'on lui retirait, il lui fallut obéir, et Daguesseau constate que depuis ce jour on ne trouve plus aucun exemple de remontrances jusqu'à la mort du Roi³⁹.

Pendant plusieurs années, la France, fascinée par les victoires et la magnificence de Louis XIV, adhéra sans réserve et avec enthousiasme, à l'absolutisme royal, trouvant en lui sa sécurité, sa force, et on doit le dire : sa fierté. Le Roi n'a plus qu'à constater son triomphe : « Il est constant, dit-il en s'adressant à son fils, que dans l'État où vous devez régner après moi, vous ne trouverez point d'autorité qui ne se fasse honneur de tenir de vous son origine et son caractère; point de corps, de qui les suffrages osent s'écarter des termes du respect; point de compagnie, qui ne se croie obligée de mettre sa principale grandeur dans le bien de votre service et son unique sûreté dans son humble soumission⁴⁰ ». Au Roi seul, désormais « s'adressent tous les vœux, lui seul reçoit tous les respects, lui seul est l'objet de toutes les espérances. On ne poursuit, on n'attend, on ne fait rien que pour lui seul, tout le reste est rampant, tout le reste est impuissant, tout le reste est stérile⁴¹. »

Grand-prêtre du culte royal, Louis XIV possède lui-même la foi que rien n'effleure et impose autour de lui le dogme auquel nul ne contredit. S'il n'a jamais dit : « L'État, c'est moi », c'est que Bossuet se chargeait d'écrire que « tout l'État est en lui⁴², et c'est que le ministre Jurieu protestait au nom des protestants du royaume qu'il n'en est point « qui ne vénère et qui n'adore » cette image que Dieu a posée de lui-même sur la terre⁴³. Le culte royal aboutit à l'idolâtrie du Roi qu'« on ne se contente pas de comparer à Dieu, on l'y compare d'une manière où l'on voit clairement que Dieu n'est que la copie⁴⁴ », et « qui consi-

³⁸ Ibid, t. XIX, p. 72.

³⁹ Œuvres de Daguesseau, 1779, t. III, p. 545.

⁴⁰ Œuvres de Louis XIV. Mémoires, t. II, p. 9.

⁴¹ Ibid, t. II, p. 16.

⁴² Politique tirée de l'Écriture Sainte, l. VI, art. I, proposition 1.

⁴³ Jurieu, Les derniers efforts de l'innocence affligée, in-12, La Haye, 1682.

⁴⁴ M^{me} de Sévigné, Lettres, du 13 juin 1685, édit. Monmerqué, in-8. Paris, 1862, t. VII, p. 402.

dérera que le visage du Prince fait toute la félicité du courtisan, comprendra un peu comment voir Dieu peut faire toute la gloire et tout le bonheur des saints⁴⁵ ».

Que pèsent désormais, en présence d'une majesté qui confine à la divinité, toutes les garanties jadis imposantes : Lois fondamentales, États-Généraux, Parlements? Louis XIV n'est pas éloigné d'apercevoir le simple rappel de leurs prétentions comme une attaque à ses droits et l'idée d'y souscrire lui apparaît sous l'aspect d'une faute de conscience. Parlant de ce « pouvoir qu'un peuple assemblé s'attribue, plus vous lui accordez, dit-il, plus il prétend; plus vous le caressez, plus il vous méprise, et ce dont il est une fois en possession est retenu par tant de bras que l'on ne le peut arracher sans une extrême violence; en sorte que le Prince qui veut laisser une tranquillité durable à ses peuples et sa dignité tout entière à ses successeurs ne saurait trop soigneusement réprimer cette audace tumultueuse⁴⁶. » Non content de réduire au silence les Parlements, en matière politique, le pouvoir royal essaie de leur refuser toute collaboration dans la confection des Ordonnances générales sur la procédure civile, l'instruction criminelle, etc.⁴⁷; sa rancune pour le passé n'a d'égale que sa vigilance pour l'avenir. En 1697, des instructions envoyées aux intendants leur demandent d'« examiner toute la conduite du Parlement [de leur province] pendant la minorité du Roi...; si elle a été mauvaise, savoir... si en un temps pareil elle demeurerait bonne⁴⁸ ».

Il ne suffit pas d'avoir réduit à néant les États-Généraux et réduit les Parlements au silence, il existe encore d'autres foyers d'opposition qu'une circonstance inattendue peut raviver. Le Clergé de France s'inspire parfois de maximes gallicanes entièrement favorables aux prétentions de la royauté, parfois aussi il consulte et ménage la Cour de Rome, laquelle « ne cherche, au dire de Louis XIV, que les prétextes et les occasions d'entreprendre, [et] ce qu'elle obtient par la nécessité des temps et dans les conjonctures où l'on croit avoir besoin de la ménager, est

⁴⁵ La Bruyère, Les Caractères, La Cour, édit. G. Servois, in-8. Paris, 1865, t. I, p. 329.

⁴⁶ Œuvres de Louis XIV. Mémoires, t. II, p. 26.

⁴⁷ P. Clément, Lettres, Instructions et Mémoires de Colbert, in-4, Paris, 1861, t. VI, appendice, p. 352; Glasson, La codification en Europe au XVII^e siècle, dans Revue politique et parlementaire, 1894, p. 401 suiv.

⁴⁸ P.-A. Chéruel, Histoire de l'administration monarchique en France depuis l'avènement de Philippe-Auguste jusqu'à la mort de Louis XIV, in-8. Paris, 1855, t. III, p. 355 suiv.

ensuite regardé comme un droit⁴⁹. » Aussi toute la politique religieuse tend à relâcher le lien disciplinaire qui rend trop tenace la résistance offerte par l'Église de France aux entreprises du pouvoir royal⁵⁰. En tout ce qui n'est pas de foi, lit-on dans un écrit inspiré par lui, « c'est l'Église qui est dans l'État et non pas l'État dans l'Église, ... et l'Église est subordonnée à l'État⁵¹. »

La Noblesse plus endettée et plus besoigneuse que le Clergé se laissa asservir par nécessité et par vanité, car on tirait vanité de vivre des « bienfaits » du Roi et sous ses yeux, c'est-à-dire sous sa surveillance. Les grandes charges de Cour, compliquées de survivances, étaient venues à bout de « domestiquer » les plus rétifs et les plus turbulents. Pour les incorrigibles il ne restait que la retraite et l'oubli au fond d'une province, suprême disgrâce. Par cette Cour, Louis XIV achève l'œuvre de sa politique, c'est moins une Cour qu'une clientèle. Les princes du sang y donnent l'exemple de la soumission; les nobles rivalisent entre eux de servilité. « Toute la France », comme ils disent, est là, saluant, marchant, piaffant, frondeurs repentis, fils de frondeurs oublieux ou ignorants d'un passé dédaigné. Les chefs, les comparses, tous doivent comparaître afin de ne pas s'attirer cette condamnation : « C'est un homme que je ne vois pas. » Le point d'honneur du Roi est d'avoir « grosse Cour », il l'aura, mais elle lui coûtera cher. Ainsi qu'on avait vu, à Rome, les empereurs nourrir la populace, on voit le roi de France nourrir sa noblesse ruinée.

Il en coûtait au service : achat de charges, équipement, réceptions consumaient tout l'avoir et les terres, l'une après l'autre, châteaux et maisons, changeaient de propriétaire. Le désordre et les dettes achèvent d'abîmer les fortunes qu'aucun travail, métier ou négoce, ne permettait de relever. Réduits aux expédients, les gentilshommes jouaient, faisaient des dettes, se mésaliaient, et comme ces expédients ne suffisaient point, ils s'adres-

⁴⁹ Louis XIV au cardinal d'Estrées, 27 mai 1703, dans *Œuvres de Louis XIV. Lettres*, t. VI, p. 124.

⁵⁰ Ch. Gérin, *Louis XIV et le Saint-Siège*, 2 vol. in-8. Paris, 1894; H. Jung, *La France et Rome, Étude historique, xvii-xviii^e et xix^e siècles, d'après des documents tirés des archives de France et de l'étranger*, in-12. Paris, 1874; A. Le Roy, *Le Gallicanisme au xvii^e siècle. La France et Rome de 1700 à 1715; histoire diplomatique de la bulle Unigenitus jusqu'à la mort de Louis XIV*, in-8. Paris, 1892.

⁵¹ Le Voyer de Boutigny, *Dissertation sur l'autorité légitime des rois en matière de régale*, in-4. Paris, 1682.

saient au Roi. Lui disposait d'un très grand nombre de bénéfices, il les distribua avec plus de calcul que de discernement, mais accrut sa clientèle d'obligés faméliques, en sorte qu'il est possible que le Concordat de 1516 « qui mit dans les mains du prince la collation des biens ecclésiastiques » valut peut-être à la monarchie, nantie de ce fonds presque inépuisable, une prolongation d'existence de plus de deux siècles. De féodale devenue courtisane, la noblesse se précipita vers toutes les servitudes, se disputa toutes les gratifications. Ce qui palpitait encore de fierté et d'énergie s'apaisa dans cette mendicité⁵².

Le Tiers-État n'était pas redoutable et on lui mesurait, goutte à goutte, l'influence. Laborieux et riche il était confiné et comme parqué dans le sentiment de sa dépendance. L'accès du pouvoir ne lui était consenti qu'à la condition de se sentir toujours prêt à en être précipité. « Il fallait faire connaître au public, par le rang même où je prenois [les ministres], que mon dessein n'était pas de partager mon autorité avec eux, il m'importait qu'ils ne conçussent pas eux-mêmes de plus hautes espérances que celles qu'il me plaisait de leur donner⁵³. »

Dans les provinces survivent quelques vestiges d'indépendance. Beaucoup de villes ont conservé les institutions symboliques de la vie républicaine du temps passé : un corps municipal composé de magistrats désignés à l'élection, une milice locale armée tant bien que mal mais par ses propres moyens, des attributions de justice et de police, une administration autonome répartissant les produits de l'octroi. Les hobereaux avaient été réduits à l'inaction dans les campagnes lorsque les villes continuaient à se gouverner. Plusieurs subsistent jusqu'à la fin du xvii^e siècle, offrant les caractères de petites démocraties soucieuses d'élire leurs magistrats responsables, de défendre leurs droits traditionnels et jalouses de leur indépendance. Malheureusement des plaintes s'élèvent contre les friponneries dont se rendent coupables ces officiers locaux : à Saint-Quentin, à Bordeaux, à Issoudun, à Dijon, ailleurs encore, mayeurs, jurats, consuls, sont coupables des pires tripotages : en Provence, ils volent; dans le Dauphiné, ils pillent; et les communes n'émettent d'autre vœu que d'en être délivrées. Le Roi s'empresse de leur donner, sur ce point, satisfaction, et, en 1683, peu de jours avant la mort de Colbert, un édit consacre la mise en tutelle administrative des municipi-

⁵² P. de Vaissières, *Gentilshommes campagnards de l'ancienne France*, in-8. Paris, 1904.

⁵³ *Œuvres de Louis XIV, Mémoires*, t. I, p. 36

palités. En 1692, les élections sont abolies, les charges municipales vendues, dans chaque ville, à quelques habitants. Les États provinciaux étaient moins déçus, il fallut plus d'efforts pour les réduire, mais on y parvint.

Ainsi les dernières années du siècle marquent le nivellement complet des institutions et des individus dans l'État où un seul pouvoir subsiste, la royauté, un seul maître, le Roi. Sous sa main se forme, au centre du royaume, un corps administratif d'une puissance singulière, le conseil du Roi⁵⁴. Son origine est antique, mais la plupart de ses fonctions sont de date récente; c'est tout à la fois notre Cour de cassation et notre Conseil d'État : judiciaire et administratif. Plus encore, il légifère sous le bon plaisir du Roi, tempère ou aggrave les lois existantes, fixe le montant et détermine la répartition de l'impôt. L'impulsion part de lui vers les agents supérieurs du gouvernement et le mouvement remonte vers lui de tous les pouvoirs secondaires. Cependant il n'a point de juridiction propre; il s'efface devant la décision du Roi. Ceux qui le composent sont d'origine trop modeste pour porter la parole en leur nom, mais ils savent par expérience tous les détours et subtilités de la pratique des affaires et de la vanité des hommes. Puisque personne en France ne contredit plus aux ordres du Roi, le Roi donnera ses ordres rédigés par son conseil; à ce prix on obtient tout ce qu'on exige et le conseil souvent, exigera tout et l'obtiendra. C'est à ces prodiges d'endurance qu'aboutit le despotisme.

En face du conseil du Roi prend place le *contrôle-général*; le premier gouverne et administre, le deuxième exploite et tous les deux travaillent à effacer cadres, souvenirs et droits du temps passé afin de mettre la France entière en la main du Roi. On est venu à bout de l'opposition parlementaire, on lasserait l'indépendance provinciale. Déjà celle-ci a renoncé à la lutte armée, ensuite à la résistance ouverte, elle recourt maintenant à la force d'inertie dont viendra rapidement à bout la circonscription créée nouvellement et qu'on nomme : « généralité ».

La « généralité » avait pour objet l'exploitation financière du royaume et l'administration publique presque tout entière. La création de ces cadres nouveaux était presque aussi hardie que sera le découpage en départements en 1790. On vit une même province, — la Normandie, par exemple, — donner naissance à plusieurs « généralités », et telle « généralité », — celle de

⁵⁴ A. de Tocqueville, *L'ancien régime et la Révolution*, in-8. Paris, 1857, p. 75-77.

Tours, — empiéter sur le Maine et sur l'Anjou⁵⁵. On atteignit au nombre d'une trentaine de « généralités » mises chacune sous l'autorité d'un intendant à qui appartient toute la réalité du gouvernement. « Personne n'a été supprimé pour leur faire place, mais ils prennent à peu près la place de tout le monde⁵⁶. » Devant eux, les gouverneurs de province ne possèdent plus qu'un titre sonore, des honneurs ruineux et des appointements mal payés; les corps de justice ne se sentent plus à l'abri d'une dénonciation que suivra la réprimande. L'intendant est un homme du commun, sans famille et sans relations dans la province, envoyé par le ministre qui l'a tiré du conseil d'État le voyant jeune, intelligent et ambitieux. Le reste, c'est-à-dire son avenir, dépend de lui. Il est dans la province, l'émanation du conseil d'État dont il possède presque tous les pouvoirs et il opère par le moyen des *subdélégués*, ses commis qui lui doivent tout. « Le royaume de France, disait Law à d'Argenson est gouverné par trente intendants. Vous n'avez ni parlement, ni États, ni gouverneurs; ce sont trente maîtres des requêtes commis aux provinces de qui dépendent le malheur ou le bonheur de ces provinces, leur abondance ou leur stérilité⁵⁷. »

Vers la fin du règne, chaque intendant entretient dans chaque chef-lieu d'élection et dans chaque bailliage un subdélégué dont la résidence symbolise et réalise à la fois l'omniprésence de l'autorité royale. Le despotisme règne partout sans contrôle, mais non sans appel.

II

Que la tradition libérale survécût à la liberté.

Entre la séance du Parlement du 22 décembre 1665 et la séance du 2 septembre 1715 le silence n'est pas troublé une seule fois dans les « Compagnies ». Cependant des murmures et des menaces se font entendre au-delà des frontières, des avertissements s'élèvent sur divers points du royaume⁵⁸. « Les grands ne sont

⁵⁵ A. Leroux, *Inventaire des archives de la Vienne*, série C. (Généralité de Limoges), in-8. Paris, 1891, préface.

⁵⁶ E. Lavisse, *Histoire de France*, in-8. Paris, 1905, t. VII, part. I, p. 166-167.

⁵⁷ A. de Tocqueville, *op. cit.*, p. 78-79; voir Ch. Godard, *Les pouvoirs des Intendants sous Louis XIV*, in-8. Paris, 1901.

⁵⁸ Bouchez, *Le mouvement libéral en France au XVII^e siècle (1610-1700)*, in-8, Lille, 1908.

grands que parce que nous les portons sur nos épaules, nous n'avons qu'à les secouer pour en joncher la terre. » Les privilèges « ne sont que des ombres et des toiles d'araignée qui ne mettent à l'abri de rien⁵⁹ ». Ces violences de langage s'expliquent par l'excès des maux infligés aux Français réduits à fuir la France pour garder leur croyance religieuse; mais ces imprécations dépassent le but. Si des discussions se poursuivent sur la nature, l'origine et l'étendue du pouvoir royal, ce sont des exercices académiques, parfaitement inoffensifs, où, d'un commun accord, le droit divin et le droit populaire sont confinés en d'inaccessibles lointains historiques, au berceau de sociétés imaginaires. Et voici que, soudain, éclate une révolution populaire. A Londres, en 1688, le peuple chasse un monarque, le remplace, et change l'ordre dynastique. Il n'est plus question maintenant de théories et de situations irréelles, mais de faits concrets, d'intérêts immédiats et de personnages contemporains. Un problème de droit public a surgi, le problème de la souveraineté nationale.

Le ministre Jurieu, que la persécution ouverte de ses coreligionnaires a rendu aux réalités, s'érige en théoricien du droit de Guillaume d'Orange et de ses sujets. Tout de suite la querelle s'allume. Bossuet, Arnauld, Pierre Bayle s'enflamment. Jurieu leur réplique, expose, avec fougue et précision, la théorie de la souveraineté absolue de la nation⁶⁰. « Les peuples, à l'entendre, font les rois et leur donnent leur puissance. Or, la cause doit être, en quelque sorte, plus noble que l'effet; les rois assurément sont au-dessus des peuples, mais aussi les peuples, à certains égards, sont au-dessus des rois... Le peuple fait les souverains. Donc le peuple possède la souveraineté, et la possède dans un degré plus éminent; car celui qui communique doit posséder ce qu'il communique d'une manière plus parfaite⁶¹. » En résumé, écrit Jurieu, « le peuple est la source de l'autorité du souverain; le peuple est le premier sujet [en qui] réside la souveraineté; le peuple rentre en possession de la souveraineté aussitôt que la

⁵⁹ H. Sée, *Les idées politiques à l'époque de la Fronde*, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1901, t. III, p. 113 suiv., comparez l'épigramme des *Révolutions de Paris*, dans A. Tuetey, *Bibliographie de l'histoire de Paris pendant la Révolution française*, in-4, Paris, 1894, t. II, p. 519, n. 10249.

⁶⁰ Jurieu, *Lettres pastorales adressées aux fidèles de France qui gémissent sous la captivité de Babylone*, in-12, Rotterdam, 1689, t. III, lettres, XV-XVIII; Le même, *Examen d'un libelle contre la religion, contre l'État et contre la religion d'Angleterre intitulé: « Avis important... »*, in-8, La Haye, 1691.

⁶¹ Jurieu, *Lettres pastorales*, p. 367 suiv.

personne ou les familles à qui il l'avait donnée viennent à manquer; le peuple enfin est celui qui fait les rois⁶². » Pour terminer et par une jolie malice, Jurieu rappelle comment on se débarrassa des deux premières dynasties françaises sans attendre la disparition des héritiers mâles. Toutes ces assertions consternaient les uns, révoltaient les autres. Mais « où donc est cette prétendue souveraineté du peuple que vous prônez depuis quelques mois, interrogea Pierre Bayle; cette chimère favorite, le plus monstrueux et en même temps le plus pernicieux dogme dont on puisse infatuer le monde? » — « On ne peut pas plus basement ni plus indignement flatter la populace », gronde Bossuet, qui voit « le fondement des empires renversé » par de semblables théories⁶⁴, sans parvenir à ébranler sérieusement la doctrine qu'il essaie de refuter⁶⁵. L'auteur anonyme des *Soupirs de la France esclave* est plus hardi encore. « Le Roi, dit-il, a pris la place de l'État...; le Roi est tout et l'État n'est rien⁶⁶ »; mais l'Angleterre, redresseuse des torts, va intervenir. Grâce à elle, la France recouvrera ses « anciennes libertés », substituera le gouvernement aristocratique à la monarchie.

Cette littérature passionnée trouvait des échos parmi les Réfugiés, mais aussi en France, en dépit des sages et des timides. A partir de l'année 1690, le revirement d'opinion devient perceptible⁶⁷. En 1692, on peut noter un indice nouveau : une petite académie composée de treize associés forme le dessein de tenir chaque mardi une séance chez l'abbé de Choisy, au Luxembourg, pour discuter des sujets de morale et des questions politiques. Ces réunions ne se soutinrent pas une année entière. En matière politique, la simple curiosité prenait un air d'opposition. Bayle et Saint-Evremond ne pouvaient parler ou écrire qu'à la condition de s'expatrier. Quelques années se passent et, en 1695, Féné-

⁶² *Ibid.*, p. 390; voir R. Lureau, *Les doctrines politiques de Jurieu* 1637-1713, in-8, Bordeaux, 1904.

⁶³ *Avis important aux Réfugiés sur leur prochain retour en France*, in-8, Amsterdam 1790, p. 97; voir Desmaizeaux, *La Vie de Bayle*, in-12, La Haye, 1732, t. I, p. 238 suiv.; t. II, p. 1-35; J. Denis, *Bayle et Jurieu*, in-8, Paris, 1886; Ch. Bastide, *Bayle est-il l'auteur de l'avis aux réfugiés*, dans *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, 1907, t. LVI, p. 544-588.

⁶⁴ *Cinquième avertissement aux protestants sur les lettres du ministre Jurieu*, in-8, Paris, 1889, p. xxxi.

⁶⁵ G. Lacour-Gayet, *L'éducation politique de Louis XIV*, in-8, Paris, 1898, p. 311.

⁶⁶ *Les soupirs de la France esclave qui aspire après la liberté*, in-12, Amsterdam, 1691, p. 30. Ce pamphlet fut publié en livraisons par Jurieu qui en fut peut-être l'auteur.

⁶⁷ H. Leclercq, *Les Martyrs*, t. XI, in-12, Paris, 1911. Préface p. XXXVI.

lon s'enhardit à écrire à Louis XIV une lettre fameuse, véritable réquisitoire qui n'épargne pas plus les ministres que le souverain de qui la royauté repose « sur les ruines de toutes les conditions de l'État »; en sorte que « vos peuples, lui dit-il, que vous devriez aimer comme vos enfans et qui ont été jusqu'ici passionnés pour vous, meurent de faim. La culture des terres est presque abandonnée; les villes et les campagnes se dépeuplent; tous les métiers languissent et ne nourrissent plus les ouvriers. Tout commerce est anéanti... Au lieu de tirer de l'argent de ce pauvre peuple, il faudrait lui faire l'aumône et le nourrir. La France entière, n'est plus qu'un grand hôpital désolé et sans provisions... Vous êtes importuné de la foule de gens qui demandent et qui murmurent. C'est vous-même, Sire, qui vous êtes attiré tous ces embarras; car, tout le royaume ayant été ruiné, vous avez tout entre vos mains, et personne ne peut plus vivre que de vos dons... Pendant qu'ils manquent de pain, vous manquez vous-même d'argent et vous ne voulez pas voir l'extrémité où vous êtes réduit... Vous craignez d'ouvrir les yeux; vous craignez qu'on ne vous les ouvre; vous craignez d'être réduit à rabattre quelque chose de votre gloire. Cette gloire, qui enduret votre cœur, vous est plus chère que la justice, que votre propre repos, que la conversion de vos peuples, qui périssent tous les jours des maladies causées par la famine⁶⁸. » En cette même année 1695 paraît le *Détail de la France* de Boisguilbert et peu après, à l'instigation de Fénelon⁶⁹, le duc de Bourgogne, son élève, sollicite et obtient de Louis XIV l'ouverture d'une enquête étendue à toutes les « Généralités » du royaume sous la direction et la responsabilité des Intendants.

Le petit volume de Boisguilbert passa si complètement inaperçu lors de son apparition que l'enquête des Intendants, en 1697,

⁶⁸ *Lettre de Fénelon à Louis XIV*, édit. A. A. Renouard, in-8, Paris 1825; publiée pour la première fois par D'Alembert, *Histoire des membres de l'Académie Française*, in-12, Paris, 1787 t. III, p. 351 suiv.

⁶⁹ A défaut d'autre suggestion celle-ci se lisait dans l'*Examen de conscience sur les devoirs de la royauté*, qui condense les instructions données au prince depuis plusieurs années : ch. IX : « Il ne suffit pas de savoir le passé, il faut connaître le présent. Savez-vous le nombre d'hommes qui composent votre nation, combien d'hommes, combien de femmes; combien de laboureurs, combien d'artisans, combien de praticiens, combien de commerçants, combien de prêtres et de religieux, combien de nobles et de militaires?... connaître la nature des habitants des différentes provinces, leurs principaux usages, leurs franchises, leurs commerces et les lois de leurs divers trafics au dedans et au dehors du royaume... savoir les divers tribunaux établis en chaque province, les droits des charges, les abus de ces charges... » C'était ce qu'il appelait des « dénombrements ».

doit d'abord retenir l'attention. L'éducation du duc de Bourgogne avait réuni quelques-uns des hommes les plus vertueux et les plus capables du royaume : Beauvilliers, Chevreuse, Fénelon, et les sous-précepteurs étaient dignes de leur être comparés; mais l'inspirateur de tout ce qui s'accomplit fut Fénelon, qui relégué dans son archevêché de Cambrai, après 1695, resta présent, en esprit, dans ce cénacle de réformateurs dans lequel sera introduit un peu plus tard le duc de Saint-Simon. De ce groupe qui gravite autour de l'héritier désigné de la monarchie sortent des écrits profonds ou amers. C'est qu'il s'y rencontre des réformateurs *en arrière* aspirant à rétrograder vers une constitution primitive imaginaire, vers un régime féodal-libéral de leur invention; il s'y rencontre aussi des réformateurs *en avant*, progressifs hasardeux, conseillant des institutions dont le moindre tort eut été d'être improvisées. Entre le duc de Saint-Simon et l'abbé de Saint-Pierre tous s'accordent dans la critique du régime et suggèrent des transformations plus ou moins radicales et promptes. Tous dénoncent le pouvoir ministériel, l'invasion de la bureaucratie, l'avilissement des Conseils. L'idée de faire retomber la responsabilité des maux de l'État sur les ministres, souvent exprimée par Fénelon et par Saint-Simon, sera avidement recueillie par le XVIII^e siècle et aura son écho dans les *Cahiers* de 89.

Avec les ministres, les intendants partagent l'animadversion des réformateurs qui dénoncent la fiscalité, la violence qui règne partout tarissant la richesse, détruisant la confiance. Même plaie à l'extérieur qu'au dedans. La politique étrangère du Roi est parvenue à rendre l'Europe entière hostile à la France; la guerre ne s'apaise que pour renaître parce que les Etats « n'espèrent plus de sécurité qu'en mettant un prince belliqueux dans l'impuissance de leur nuire ». Le peuple a besoin de la paix, il la demande, ainsi que la liberté commerciale et les réformateurs y ajoutent la liberté politique, telle qu'ils la conçoivent.

Pour comprendre l'importance durable de ces plans de réforme élaborés par Fénelon, il est nécessaire de se rappeler que si, pendant quelques mois, on put croire qu'ils seraient appliqués intégralement, leur abandon par suite de la mort du duc de Bourgogne, n'empêcha pas qu'ils exerçassent une influence capitale sur toute la philosophie et la politique du XVIII^e siècle⁷⁰. Le prestige de Fénelon fut grand et durable sans

⁷⁰ A. Chérel, *Fénelon au XVIII^e siècle en France (1715-1820). Son prestige. — Son influence*, in-8, Paris, 1917.

doute, mais son autorité fut réelle. La séduction des idées et le charme du style survivaient à l'homme et plaidaient en faveur du prélat. Vivant, il avait su imposer sa transcendance à deux jeunes hommes d'un mérite éminent mais aussi dissemblables entre eux que le jour et la nuit : le duc de Bourgogne et le duc d'Orléans⁷¹. Absent, il avait su imposer à son élève la ferme volonté de « connaître à fond l'état du royaume » tant au dedans qu'au dehors⁷²; il lui avait suggéré l'enquête officielle de 1697 dont le programme fut dressé par le prince lui-même âgé de quinze ans⁷³.

Il n'est pas exagéré de dire que toute l'histoire économique du xviii^e siècle est comme encadrée par ces deux monuments inestimables : Les *Rapports* des Intendants en 1697 et les *Cahiers* de 1789. Les quarante-deux volumes de format in-folio, dont le duc de Bourgogne s'imposa l'étude assidue, contiennent des documents précieux bien que, au dire du comte de Boulainvillier⁷⁴, les Intendants se soient « arrangés de façon que la conscience du prince n'en pût être éclairée, ni son jugement instruit »⁷⁵. Ils en disent assez néanmoins pour que cette lec-

⁷¹ Il est superflu de rappeler la confiance du duc de Bourgogne, quant à celle du duc d'Orléans il « avait » que, si par de ces hasards qu'il est impossible d'imaginer, il se trouvait le maître des affaires ce prélat vivant et encore éloigné, le premier courrier qu'il dépêcherait serait pour le faire venir et lui donner part dans toutes ». Saint-Simon. *Mémoires*, édit. A. de Boislisle, t. XIX, p. 209.

⁷² Cl. Fleury, *Portrait de Monseigneur le Dauphin*, in-12, Paris, 1714.

⁷³ *Mémoire de M. le duc de Bourgogne, envoyé par ordre de Sa Majesté à MM. les Maîtres des Requêtes Commissaires départis* [ce qui était leur titre officiel] dans les Provinces, dans Proyard, *Vie du Dauphin, père de Louis XV, écrite sur les mémoires de la Cour, enrichie des écrits du même Prince*, in-12, Paris, 1792, t. I, p. 311-348; « l'Instruction que nous avons donnée, monsieur de Beauvilliers et moi », *ibid.*, p. 349.

⁷⁴ « Car c'est ainsi qu'il écrivait son nom dont il était très jaloux » M. Marais ou président Bouhier, Paris, 2 janvier 1726, dans M. Marais, *Journal et Mémoires*, in-8, Paris, 1863, t. III, p. 384. Nous nous en tiendrons à l'orthographe reçue.

⁷⁵ H. de Boulainvilliers. *État de la France dans lequel on voit tout ce qui regarde le Gouvernement ecclésiastique, le militaire, la justice, les finances, le commerce, les manufactures, le nombre des habitants, et en général tout ce qui peut faire connoître à fond cette Monarchie : Extrait des Mémoires dressés par les Intendants du Royaume par ordre du roi Louis XIV, à la sollicitation de Mgr le duc de Bourgogne, père de Louis XV, à présent régnant. Avec des Mémoires de l'ancien gouvernement de cette Monarchie jusqu'à Huques Capet*, 3 vol. in-fol., Londres, 1727-1728; un résumé dans J.-E. Horn, *L'économie politique avant les physiocrates*, in-8, Paris, 1867, p. 5-15. Voir A. de Boislisle, *Note sur les Mémoires dressés par les Intendants en 1697 pour l'Instruction du duc de Bourgogne*, dans *Annuaire-Bulletin de la*

ture laisse sur lui une impression ineffaçable. Le voilà bien loin du *Télémaque* dans les pages duquel le maître à esquissé l'entreprise audacieuse de former le futur maître de la France très différent de son maître actuel.

Entre le *Télémaque* et les *Tables de Chaulnes* vingt ans se sont écoulés et dans cet intervalle Fénelon a résumé ses vues politiques dans l'*Examen de conscience sur les devoirs d'un Roi*, dans sa *Correspondance avec le duc de Chevreuse*, dans ses *Entretiens* avec Ramsay, enfin surtout dans le *Plan de gouvernement*, rédigé au mois de novembre 1711.

Tandis que « Bossuet, avec tout son génie, n'a pas vu que la machine se détraquait, n'a pas douté un seul instant de la perpétuité de la monarchie, Fénelon, plus clairvoyant, entendait les sourdes plaintes des peuples; à la Cour même il avait démêlé ce qu'avait de fragile ce colosse monarchique. Il avait fait le diagnostic de la maladie mortelle de la royauté⁷⁶ ». Cependant « violer les droits de la subordination établie est, selon lui, un crime de lèse-majesté divine; vouloir renverser la supériorité des rangs, réduire les hommes à une égalité imaginaire, envier la fortune et la dignité des autres, ne se point contenter de la médiocrité et de la bassesse de son état, c'est blasphémer contre la Providence, c'est attenter sur les droits du souverain père de famille qui donne à chacun de ses enfants la place qui lui convient⁷⁷ ». Ceci n'est point, assurément, doctrine révolutionnaire. Il y a plus : Fénelon refuse aux particuliers le droit de rien entreprendre sur la forme du gouvernement « sans le concours de la puissance souveraine », sinon pense-t-il, il n'existera « plus de règle fixe pour arrêter l'inconstance de la multitude et l'ambition des esprits turbulents, qui entraîneront sans cesse la populace sous le prétexte spécieux de réformer l'État et de corriger les abus. « Aucune révolte n'est tolérable, même contre les princes injustes : les juger, c'est se précipiter

Société de l'Histoire de France, 1873, p. 149-160, 167-175; *Mémoires des Intendants sur l'état des Généralités dressés pour l'Instruction du duc de Bourgogne*, t. I, Paris; in-4°, Paris, 1881; *Description des pays de Bresse, Bugey et Gex, dressée par l'intendant de Bourgogne en 1698 ... pour le duc de Bourgogne*, dans *Bulletin de la Société de géographie de l'Ain*, 1891, t. VI, p. 16, 33, 87, 120, 172, 207.

⁷⁶ M. Cagnac, *Fénelon, Etudes critiques*, in-12, Paris, 1910, p. 111.

⁷⁷ A. M. Ramsay, *Essai de politique où l'on traite de la nécessité, de l'origine, des droits, des bornes et des différentes formes de la souveraineté, selon les principes de l'auteur du Télémaque*. La Haye, 1719, devenu *Essai philosophique sur le gouvernement civil, selon les principes de feu M. François de Salignac de La Mothe Fénelon, Archevêque, duc de Cambrai*, Londres 1721.

du despotisme dans l'anarchie à laquelle le régime monarchique est préférable⁷⁸.

Fénelon ne doute pas que tous les gouvernements portent « au dedans d'eux-mêmes les semences d'une corruption inévitable, et de leur propre chute et ruine⁷⁹ ». Ainsi donc ceci tuera cela. Ce que, par dessus tout, pendant un règne et dans une Cour pénétrés d'absolutisme, réclame Fénelon, ce qu'il inculque à son élève, ce sur quoi il revient sans se lasser, ce sont les « règles certaines », les « maximes de gouvernement », les souffrances du peuple. Il lui rappelle qu'un roi « peut tout sur les peuples, mais les lois peuvent tout sur lui. Il a une puissance absolue pour faire le bien, et les mains liées dès qu'il veut faire le mal. Les lois lui confient le peuple comme le plus précieux de tous les dépôts, à condition qu'il sera le père de ses sujets... Ce n'est point pour lui-même que les dieux l'ont fait roi; il ne l'est que pour être l'homme des peuples⁸⁰ ». Ainsi les lois sont au-dessus des rois.

La religion aussi et ils ne doivent pas inquiéter ceux qui ne pensent pas comme eux-mêmes. « Sur toutes choses, recommande-t-il, ne jamais forcer ses sujets à changer leur religion. Nulle puissance humaine ne peut forcer le retranchement impénétrable de la liberté du cœur. La force ne peut jamais persuader les hommes; elles ne fait que des hypocrites. Quand les rois se mêlent de religion, au lieu de la protéger, ils la mettent en servitude. Accordez donc à tous la liberté civile, non en approuvant tout comme indifférent, mais en souffrant avec patience tout ce que Dieu souffre, et en tâchant de ramener les hommes par une douce persuasion ». C'est au fils de Jacques II que s'adressent ces avis, mais le petit-fils de Louis XIV pouvait profiter à les recueillir.

La critique du gouvernement n'inspire pas seule les maximes de Fénelon qui voit plus haut et plus loin que l'état présent du royaume. Cette Salente idéale n'est pas irréaliste, les règlements que son législateur lui destine ne soulignent pas seulement des erreurs, ils suggèrent des progrès. Rendre les paysans prospères sinon riches c'est le meilleur moyen de peupler le royaume parce que « presque tous les hommes ayant l'inclination de se marier,

⁷⁸ H. Sée, *Les idées politiques de Fénelon*, dans *Revue d'Histoire moderne et contemporaine* 1899, t. I, p. 545-565; G. Gidal, *La politique de Fénelon*, in-12, Paris, 1906.

⁷⁹ *Essai philosophique sur le gouvernement civil*, dans *Œuvres complètes*, édit. Caume, in-8, Paris, 1851, t. VII, p. 141.

⁸⁰ *Télémaque*, édit. Mazure, in-12, Paris, 1888, p. 87.

il n'y a que la misère qui les en empêche »⁸¹. Instaurer la liberté du commerce, nouveauté audacieuse qui apparaît dès le *Télémaque* : à Salente « tout y était apporté et tout en sortait librement » — et qui reparait dans les *Tables de Chaulnes*. Instaurer la décentralisation par « l'établissement d'États particuliers dans toutes les provinces, comme en Languedoc »⁸². Rétablir l'association entre la royauté et la nation, inculquer à celle-ci le sentiment que ce pourquoi elle peine et elle souffre ce sont ses propres affaires. « Alors chacun dirait en soi-même : Il n'est plus question du passé, il est question de l'avenir ». Plus de guerre, assez de conquêtes, la paix ! Tel est le cri de Fénelon pendant ces funestes années de la guerre de succession d'Espagne. « Il faudrait qu'il se répandît dans toute notre nation une persuasion intime et constante que c'est la nation elle-même qui soutient le poids de la guerre... Notre mal vient de ce que cette guerre n'a été jusqu'ici que l'affaire du Roi⁸³ ».

On a vu que le premier cri d'alarme de Fénelon fut jeté l'année même où Boisguilbert publiait un petit volume de format, in-12, ne comptant que 215 pages, et intitulé : *Le Détail de la France, la cause de la diminution de ses biens, et la facilité du remède en fournissant en un mois tout l'argent dont le Roi a besoin et enrichissant tout le monde*. L'auteur de cette panacée merveilleuse était président et lieutenant-général au baillage et siège présidial de Rouen. Après avoir traversé la littérature sans succès et l'agriculture avec gros bénéfices, Boisguilbert « sans rien faire de dérogeant à [sa] naissance, ni à la qualité d'honnête homme » s'était trouvé en mesure d'acheter des charges. Sa position de fortune n'en avait pas été améliorée et se trouvant atteint personnellement, dans une forte mesure, par la politique économique du gouvernement il puisa dans son tempérament agité et dans ses intérêts compromis le courage de dénoncer les causes de la désolation du pays en même temps qu'il trouva dans son expérience des remèdes à appliquer. Réputé extravagant, difficile à vivre, « incompatible », Boisguilbert ne redoute pas les conflits, il semble parfois les rechercher, en tout cas il ne fait jamais rien pour les éviter ou pour les apaiser; aussi est-il servi à souhait. En quelques années il a réussi à se rendre hostiles le gouverneur de la province, l'intendant, la municipalité, le corps des marchands. Dénoncé au contrôleur-

⁸¹ *Ibid.* p. 217.

⁸² *Tables de Chaulnes*, dans *Œuvres complètes*, t. VII, p. 183.

⁸³ *Œuvres complètes*, t. VII, p. 321.

général il laisse dire, prend l'offensive, envoie mémoires sur mémoires, obtient d'être reçu par le ministre et lui débite tout ce qu'il a dans la tête et sur le cœur. Renvoyé chez lui, il se met à écrire. Comme le mal auquel il propose des remèdes ne fait qu'empirer après la désastreuse récolte des années 1693 et 1694, Boisguilbert rédige son premier ouvrage d'économie financière, ce *Détail de la France* qui, malgré ses quatre éditions, passa à peu près inaperçu, malgré le sous-titre assez factieux : *La France ruinée sous le règne de Louis XIV, par qui et comment, avec les moyens de la rétablir en peu de temps*⁸⁴.

Boisguilbert gardait l'anonymat et son livre s'imprimait sur une presse clandestine, mais l'auteur ne cherchait ni gloire ni profit, il se tenait pour satisfait pourvu qu'il dénonçât au peuple les causes de sa misère : la guerre, les traitants, les intendants, les ministres, et il se flattait que cette dénonciation serait, quelque jour, mise sous les yeux du Roi. La présence dans l'ancienne bibliothèque de Versailles d'un recueil d'extraits tirés du *Détail de la France*⁸⁵ autoriserait la supposition que le vœu de l'auteur fut accompli; on sait d'ailleurs que Louis XIV ne se déroba pas à la connaissance d'une situation dont il ne pouvait méconnaître la gravité chaque jour accrue⁸⁶.

En thèse générale, Boisguilbert voulait prouver que la richesse ne consiste pas dans l'abondance des métaux précieux, mais dans celle des denrées commercables; que, revenu et consommation étant une même chose, pour activer celle-ci et augmenter celle-là, il n'est besoin que de la liberté et d'une loyale concurrence, exempte d'égoïsme et de cupidité. Aux ministres qui vivent dans les anciennes erreurs et prolongent l'agonie de la France, il indique ces voies de salut : la liberté dans le Commerce, l'égalité dans l'impôt. La réforme est des plus aisées, elle n'exige ni révolution ni bouleversement, à la seule condition de venir d'en haut,

⁸⁴ E. Daire, *Notice historique sur la vie et les travaux de Boisguillebert*, dans *Collection des principaux économistes*, in-8, Paris, [Guillaumin] 1846, t. I, p. 163; J. E. Horn, *L'Economie politique avant les physiocrates*, in-8, Paris, 1867; E. Aubergé, *Introduction à une étude sur Boisguilbert, économiste du XVIII^e siècle*, dans *Bulletin de la Société d'archéologie, des sciences, lettres et arts du département de Seine-et-Marne*, 1872-1873, t. VI, p. 443; A. de Boislisle, *Boisguilbert et les contrôleurs généraux*, dans *Mémoires de Saint-Simon*, t. XIV. (1899), p. 573-599; A. Jourdan, *Discours* [sur l'abbé de Saint-Pierre, P. de Boisguilbert et Vauban] dans *Séance publique de l'Académie des sciences, agriculture, arts et belles-lettres d'Aix*, 1890.

⁸⁵ Aujourd'hui à la *Bibl. nat.*, ms. franç. 1733, petit in-4° de 146 pages.

⁸⁶ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. de Boislisle, t. XIII, p. 306, note 6, p. 571-572.

et, si Louis le Grand le veut bien, la France réparera toutes ses pertes, triplera ses revenus, fournira les millions indispensables au soutien de la guerre et à l'obtention de la victoire contre l'Europe coalisée.

Plus calculateur que raisonneur, Boisguilbert débute avec calme, expose avec logique, puis s'emporte, s'étourdit, s'échauffe; il ne raisonne plus, il invective; il ne réfute pas, il condamne; il ne prouve pas, il affirme et voulant trop affirmer finit par faire remettre tout en question. Sans doute, il a dix fois raison de soutenir que la mauvaise assiette et l'inéquitable répartition de l'impôt font un tort immense au royaume et au roi; que la fausse appréciation du rôle que l'argent est appelé à remplir dans la circulation cause bien des mécomptes et porte préjudice au développement économique de l'État; que les entraves apportées au commerce des grains sont nuisibles à toutes les classes de citoyens. Ce sont là, à cette date de 1695, des innovations, presque des découvertes. Mais Boisguilbert décrit certains maux auxquels il attribue la misère du peuple, sans paraître s'apercevoir qu'ils n'en sont pas, même dans leur réunion, les seules et uniques causes. Ses remèdes sont également trop particuliers et inopérants pour les misères à guérir. Absorbé par les thèses qu'il soutient, Boisguilbert ne paraît rien voir et rien savoir en dehors d'elles. La désastreuse influence des fausses mesures et des détestables pratiques économiques n'a pas été seule à conduire le royaume au bord de l'abîme. D'autres erreurs et d'autres crimes coopéraient à cette funeste situation. Le dépeuplement et l'appauvrissement des campagnes, la disparition et l'exode des capitaux ou encore d'iniques mesures telles que la levée des milices et la persécution des protestants. Les exactions des troupes, les prodigalités des bâtiments ne semblent pas avoir été aperçues par Boisguilbert.

Boisguilbert ne se fait pas l'apologiste du régime dont il condamne certains excès; on doit regretter toutefois le silence calculé qu'il s'impose sur telles mesures, lui qui déborde sur d'autres sujets. Il n'est pas douteux que ces ménagements ne soient voulus et on l'en doit blâmer. Impitoyable aux ministres disparus de la scène, il abuse de l'indulgence pour les ministres en place et cette diplomatie aide à comprendre en quelle piètre estime Boisguilbert était tenu par Vauban qui fit sa connaissance en 1694⁸⁷.

⁸⁷ A. de Boislisle, *Mémoire sur le projet de D^{me} royale et la mort de Vauban*, dans *Comptes-rendus de l'Académie des sciences morales et politiques*,

Les voyages continuels, les séjours que le service du Roi imposait à Vauban dans les pays frontières avaient révélé au maréchal l'étendue des maux dont souffrait le royaume. Dès l'année 1688 il semble s'en être ouvert à Louvois qui le reçut fort mal, ce qui ne le détourna pas d'observer et de réfléchir sur ce qu'il voyait. On sait qu'il rencontra plusieurs fois Boisguilbert, mais il leur fallut s'entourer de mystère. En 1695, Vauban s'enhardit à proposer au Roi un système de taxes progressives qui fut repoussé; alors il se rejeta sur l'imposition « la plus légale et la plus productive » qu'il nomme « dîme royale sur toutes les natures de revenus » et consacra près de trois années à la préparation et à la rédaction de son *Projet*. A peine terminé, le manuscrit en fut envoyé au Contrôle général et au Roi¹⁸ (fin 1699). « Sujet à trop d'inconvénients », le *Projet* ne reçut aucune suite et Boisguilbert, heureux de faire sa cour et de dénigrer un émule, s'empressa d'en adresser au Contrôle-général une réfutation en règle. Stimulé par son échec, Vauban employa trois années de plus à retoucher la forme de certains passages sans modifier le fond de son travail; en 1704, les corrections étaient terminées et, en 1706, il résolut de donner quelque publicité à son livre.

La situation de l'État s'aggravait d'année en année, l'inquiétude devenait poignante, Boisguilbert et Vauban se résolurent presque en même temps à faire appel au public. Dix années auparavant « il y avait encore, pour ainsi dire, de l'huile dans la lampe; ...aujourd'hui tout a pris fin faute de matières¹⁹ » écrit Boisguilbert dans son *Factum de la France, ou moyens très-faciles de faire recevoir au Roi quatre-vingts millions par-dessus la capitation, praticable par deux heures de travail de MM. les ministres et un mois d'exécution de la part des peuples, sans congédier aucun fermier général ni particulier, ni autre mouvement que de rétablir quatre ou cinq fois davantage de revenu à la France, c'est-à-dire plus de 500 millions sur plus de 1.500 anéantis depuis 1661, parce qu'on fait voir clairement, en même temps, que l'on ne peut faire d'objection contre cette proposition, soit par rapport au temps et à la conjecture, comme n'étant pas propre à aucun changement, soit au prétendu péril,*

1875, t. CIV, p. 229-247, 522-537; dans la lettre du 26 avril 1704 à Chamillard, Vauban dit que Boisguilbert est « un peu éveillé du côté de l'entendement. mais cela ne l'empêche pas qu'il ne puisse être capable d'ouvrir un bon avis; quelquefois les plus fous donnent de fort bons avis aux plus sages ».

¹⁸ Bibl. nat., ms. franç., 7758.

¹⁹ P. de Boisguilbert, *Factum de la France*, ch. I, p. 248.

risque, ou quelques autres causes que ce puissent être, sans renoncer à la raison et au sens commun; en sorte que l'on maintient qu'il n'y a point d'homme sur la terre qui ose mettre sur le papier une pareille contradiction et la souscrire de son nom sans se perdre d'honneur, et qu'on montre en même temps l'impossibilité de sortir autrement de la conjoncture présente²⁰. Ce *Factum* — où il y a bien du fatras — n'est qu'une paraphrase du *Détail de la France*, mais exaspérée, ne ménageant plus personne, prodigue d'impertinences, et il est suivi d'un livret fort court, brochure d'une quinzaine de pages intitulées *Supplément au Détail de la France*²¹, écrit plein de feu et d'entrain, ultimatum éloquent et emporté qui déclencha les colères et consumma la disgrâce de Boisguilbert, frappé par arrêt du Conseil le 14 février 1707.

Un autre arrêt du même jour atteignait Vauban. Celui-ci n'ignorait pas les risques que la publication de son livre pouvait lui faire courir, il les bravait par dévouement au bien public. Lorsqu'il fut averti que deux ballots de bonnes feuilles imprimées étaient arrivés de Rouen (?) le maréchal les alla chercher aux portes de Paris, les transporta dans son carrosse et les ramena furtivement chez lui. La reliure imposa des précautions analogues et quelques exemplaires à peine avaient été distribués à des amis lorsque le chancelier, averti, fit condamner le livre²². A ne considérer que la nouveauté des idées et l'audace des remèdes Vauban laissait Boisguilbert loin derrière lui.

Tous deux demandaient le rétablissement de la dîme, mais Vauban faisait de celle-ci la base de tout son système financier. les impôts maintenus n'étant qu'accessoires. Boisguilbert n'y voit qu'un supplément utile seulement pour valoir au Roi un superflu de quatre-vingts millions de revenu qui le mettra à l'aise, lui permettra des dépenses de luxe et l'extinction progressive de sa dette. Après l'avoir déclarée « ridicule dans la proposition et impossible dans l'exécution²³ », Boisguilbert se décida à faire entrer la dîme dans ses projets de réforme financière.

« Vauban, le plus honnête homme de son siècle, avait fort

²⁰ Sur la date de publication : 1705 ou 1706, voir Horn. *op. cit.*, p. 72, A. de Boislisle, dans *Mémoires de Saint-Simon*, t. XIV, p. 594, note 1.

²¹ Voir A. de Boislisle, *op. cit.*, t. XIV, p. 594, note 4.

²² Arch. nat., Conseil privé, carton V⁶⁸⁰⁷, dixième arrêt du 14 février 1707.

²³ Boisguilbert à Chamillard, 13 juin 1700. Boisguilbert s'oubliait jusqu'à imputer la Dîme non à Vauban mais à son « faiseur », un chanoine de Tournaï, relégué à Rouen et que le maréchal employait pour corriger son style.

l'air de guerre, en même temps un extérieur rude et grossier, pour ne pas dire brutal et féroce; il n'était rien moins : jamais homme plus doux, plus compatissant, plus ménager de la vie des hommes ». Avare de son temps et de ses paroles, il trouvait aux chiffres une signification plus éloquente qu'à l'éloquence même et ce furent les chiffres, les lamentables statistiques qu'enregistrait son cahier de notes, qui gonflèrent son cœur et lui mirent la plume à la main. Devant les chiffres qui lui révèlent la grandeur des maux du peuple, Vauban trouve des paroles chaleureuses, une langue abondante et imagée pour traduire sa commisération. Pour entendre ce qu'il a consigné dans le *Projet de dixme royale* et dans les *Oisivetés*, il faut parcourir les nombreux Mémoires où il a consigné les réflexions d'une intelligence qui s'appliquait à tout. C'est là qu'on saisit comme les palpitations d'un cœur qui ne battait que pour la gloire du Roi et la félicité de ses peuples.

Au cours de ses voyages d'inspection militaire, Vauban ne néglige aucun détail, il voit, interroge, prend note, suggère des travaux à entreprendre, observe les méthodes agricoles, lit tout ce qu'il peut atteindre. C'est la lecture du *Détail de la France* qui a démontré à Vauban par de fortes raisons et posée comme un principe de sagesse et de richesse publique, la règle de la proportionnalité de l'impôt; néanmoins l'influence de Boisguilbert ne s'est exercée que très peu sur la pensée de Vauban. Entre ces deux hommes animés d'un grand amour pour le peuple, les points de contact sont rares, les tempéraments différents, mais le but reste identique. Tous deux demandent la réforme de l'impôt afin de voir cesser des rigueurs abominables et d'insupportables vexations. Le soulagement du peuple est aisé à obtenir; il suffit de le laisser tirer profit pour lui-même de son bien et de son travail, ainsi il enrichira le pays en s'enrichissant lui-même. Boisguilbert possède un sentiment plus positif et une connaissance plus pratique des nécessités économiques d'un grand peuple et des lois fondamentales de la richesse; il s'oppose à toute violence faite à la nature. Vauban a plus d'émotion, de grandeur et de génie, il croit plus à l'action du Roi qu'à celle des lois économiques. Vauban et Boisguilbert sont tous deux grands, tous deux supérieurs à leur époque, tous deux annonciateurs de l'ère nouvelle ouverte en 1789.

L'idéal social de Vauban s'arrange d'une exacte discipline et d'une hiérarchie fixée; toutefois il veut une aristocratie ouverte, recrutée parmi les capacités, admise à commercer sans déroga-tion à son rang et cessant d'être confinée dans le service mili-

taire. C'est que le Roi n'a pas seulement besoin d'une armée pour la guerre, il lui faut posséder une armée pour la paix, laborieuse, entreprenante, économe de ses deniers mais non de ses efforts, instruite des ressources et des besoins du royaume et de ceux des divers États. Vauban, qui ne sépare pas la royauté de la France, entrevoit les avantages que le Roi peut attendre d'une administration exacte, rapide, honnête et intéressée au progrès de la richesse générale. Des statistiques annuelles, méthodiques, lui apprendront chaque année le nombre de ses sujets, l'état de ses affaires en sorte que d'un coup d'œil il verra le progrès accompli ou le déchet survenu. S'il faut prendre des mesures énergiques, il n'y a rien de bon à attendre des bouleversements.

Vauban ne s'est pas élevé jusqu'à la notion de la liberté du travail et de l'indépendance professionnelle, premier besoin de l'économie politique. Il n'a pas non plus pressenti la puissance économique de la solidarité internationale des peuples et du développement du commerce extérieur; du moins, a-t-il réclamé par de bonnes raisons pour le commerce intérieur les avantages d'une très grande liberté et le développement des moyens de transport. Ses idées sur le commerce avec l'étranger sont timides, ce sont les idées de son temps, et sur le rôle de la monnaie dans les changes il est imbu des maximes du système mercantile. Il faut augmenter à tout prix la quantité d'argent qui se trouve dans le royaume, la prospérité est là et n'est que là. L'État peut et doit fixer le prix du blé grâce aux approvisionnements de ses greniers d'abondance. Le royaume ressemble à une vaste place de guerre dont le Roi assure la subsistance et les colonies ne sont que des villes de garnison, détachées au loin, et qu'oppriment les compagnies coloniales.

Ce qui se trouve de timide et de caduc dans ces conceptions ne doit pas donner le change sur ce qui s'y trouve, pour l'époque, de révolutionnaire. Ni Pontchartrain ni d'Argenson ne s'y sont trompés en condamnant cette *Dixme royale* que ne protégeaient même pas les services, la gloire et la popularité de son auteur. Sur un point encore Vauban rompait avec les maximes du gouvernement de Louis XIV. « Les rois, disait-il, sont maîtres des vies et des biens de leurs sujets, mais non de leurs opinions, parce que les sentiments intérieurs sont hors de leur puissance et Dieu seul les peut diriger comme il lui plaît ». La politique religieuse avait privé le royaume de quatre-vingts à cent mille personnes ayant emporté avec elles trente millions de livres « de l'argent le plus comptant »; elle avait désorganisé certaines industries, compromis l'avenir de beaucoup de manufactures, il fallait

savoir reconnaître l'erreur commise et la réparer : « Il faut, concluait Vauban, rappeler les huguenots à pur et à plein⁹⁴ ».

Pour porter sur des questions moins directement rattachées au gouvernement, les préoccupations de Boisguilbert et de Vauban formaient, en quelque manière, un des aspects techniques de la réforme libérale méditée par Fénelon et une préparation aux vœux économiques dont s'inspireraient les physiocrates du XVIII^e siècle et les rédacteurs des *Cahiers* de 1789.

C'est un des symptômes les plus manifestes de la réaction qui s'opère dans les esprits contre l'absolutisme que de pouvoir grouper des esprits et des tempéraments aussi divers que ceux de Fénelon, de Vauban et de Saint-Simon, un homme d'église, un de guerre et un homme de cour. Saint-Simon est devenu un de nos grands classiques après avoir été un incorrigible mécontent et un réformateur dédaigné. Imbu des idées de sa caste au moins autant que de son mérite personnel, il s'abandonne aux préjugés aristocratiques avec l'intransigeance d'un croyant aux vérités dogmatiques. Mais cet homme pétri de vanité et d'orgueil ne laisse pas de songer au soulagement du peuple et à l'intérêt général. On le verra écrire au cardinal de Fleury afin de l'apitoyer sur ce peuple, n'ayant à cela, a-t-il soin de dire, d'autre intérêt « que celui de la charité publique, le bien de l'Etat, l'honneur du Roy et l'acquit de sa conscience ». Pour se bien instruire de ce dont il veut parler, il a regardé et écouté « les curés et autres gens seurs⁹⁵ ». Mais il n'a pas attendu l'heure de la disgrâce définitive pour observer et s'instruire et son amertume soigneusement répandue à huis clos et canalisée dans ses manuscrits ne semble pas trop surprise ni alarmée de se trouver au diapason de l'opinion publique. Celle-ci commence à s'en prendre à la personne du Roi. Il y eut à Paris des placards injurieux et « une multitude de vers et de chansons où rien ne fut épargné⁹⁶ », et Saint-Simon s'entretient souvent de la situation difficile de l'Etat avec le duc de Beauvilliers et avec le duc de Chevreuse; son système politique est en partie inspiré par le spectacle des événements contemporains, il marque une réaction consciente contre les institutions du despotisme.

Au même degré que Fénelon, il abhorre la politique de conquêtes grâce à laquelle un monarque « acquiert un grand prestige,

⁹⁴ L. Soy, *Vauban économiste*, dans *Comptes-rendus de l'Académie des sciences morales et politiques*, 1891, t. CXXXVI, p. 556-581.

⁹⁵ P. Faugère, *Écrits inédits de Saint-Simon*, in-8, Paris, 1882, t. IV, p. 178-179.

⁹⁶ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. VI, p. 407-408.

il fait trembler ses voisins, il leur fait la loy, mais c'est aux dépens de son royaume; tandis qu'au dehors tout retentit de ses exploits, de la terreur qu'il imprime, de la gloire qui l'environne et qu'il augmente chaque jour, tout au dedans gémit et pleure; ses peuples accablés périssent de faim et de misère, et, indépendamment des revers si communs dans les armes, ce prince laisse un Etat ruiné et la haine et la jalousie de ses voisins pour héritage⁹⁷. Comme Fénelon encore il condamne la centralisation bureaucratique et le pouvoir arbitraire des intendants⁹⁸; mais par-dessus tout il déplore l'avilissement de la noblesse et son exclusion du gouvernement. Volontiers il ne verrait dans la noblesse que les ducs et pairs⁹⁹, mais il consent à y faire place à des gentilshommes pourvu que ceux-ci se résignent au second rang. Le premier acte d'un gouvernement réformateur devra être le rétablissement de la hiérarchie nobiliaire, la fixation des préséances, un conseil aura pour fonction de dissiper « l'extrême confusion qui s'est établie entre les rangs ». Création destinée dans sa pensée à « guérir les Français de cette lèpre d'usurpation et d'égalité qui séduit et confond tous les estats et toutes les conditions¹⁰⁰ ».

Désormais plus d'anoblissements, suppression d'un grand nombre de charges inutiles qui font « un peuple entier anobli pour de l'argent¹⁰¹ », ce qui « écrase le peuple, sur qui est nécessairement rejetée la taille, les logements de guerre et toutes les autres charges de l'Etat »; seuls les services militaires pourront légitimer de nouveaux anoblissements¹⁰². Artistes, lettrés, savants ne doivent jamais avoir accès à la noblesse, pas plus que négociants et magistrats. Tout ceci n'est que puéril, mais c'est le seul remède que Saint-Simon songe à appliquer à cette « confusion prodigieuse » qui ne « lui présente plus qu'un chaos dont la face épouvante¹⁰³ ». A ce prix il espère restaurer l'ancienne tradition.

Amené à changer le présent afin de restaurer le passé, il épargne l'autorité royale garantie par la loi salique dont la force ne peut s'éteindre qu'avec la dynastie, et alors il lui faut reconnaî-

⁹⁷ Saint-Simon, *Parallèle des trois premiers rois bourbons*, p. 26-27.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 285; *Lettre anonyme au Roi* (avril 1712) dans *Écrits inédits*, t. IV, p. 37.

⁹⁹ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XIII, p. 385 suiv.

¹⁰⁰ Saint-Simon, *Projets de gouvernement du duc de Bourgogne*, édit. P. Mesnard, 1860, p. 55 suiv.

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 91-92.

¹⁰² *Ibid.*, p. 93.

¹⁰³ *Projets de rétablissement du royaume de France* (janvier 1712), dans *Écrits inédits*, t. IV, p. 193.

tre que « la disposition de la couronne apparten[dra] à la nation¹⁰⁴ ». Mais peut-être n'est-il entraîné à cet aveu que par sa haine à l'égard des légitimés que cette loi salique rend inhabiles à succéder. Comme la plupart des contemporains, Saint-Simon n'admet pas la possibilité concrète de l'extinction de la dynastie, et il va son train, réformateur irréel plus encore qu'idéal.

« L'inapplication de la noblesse accoutumée à n'être bonne à rien qu'à se faire tuer... et à croupir dans la plus mortelle inutilité¹⁰⁵ » ne le détourne pas de lui destiner la plus lourde tâche et la plus accablante responsabilité. « Établissez, dit-il au Roi, comme dans tous les pays policés de l'univers des conseils sur chaque matière principale, sur le gouvernement de vos provinces, sur vos finances, sur les affaires étrangères, sur la marine militaire et politique, sur les matières ecclésiastiques de Rome et du clergé¹⁰⁶ ». Avec le temps, son programme se précise et il arrive à combiner sept conseils ressortissant tous au Conseil d'État composé du Roi et de cinq ministres « dont aucun ne sera de robe ni de plume et n'en aura jamais été¹⁰⁷ ».

Saint-Simon déteste l'absolutisme royal au point d'être amené à parler avec bienveillance d'une république comme la Hollande ou d'une monarchie constitutionnelle comme l'Angleterre¹⁰⁸. Mais jamais il n'ira jusqu'à proposer l'adoption d'institutions libérales; comme garantie contre le despotisme il n' imagine et ne consent rien autre chose que la puissance de l'aristocratie. Les Parlements, composés de roturiers qu'il méprise et de légistes qu'il hait, n'ont rien à espérer de lui, ils seront confinés dans leurs attributions judiciaires¹⁰⁹. Quant aux États-Généraux « ils ne furent jamais, écrit-il, qu'une assemblée de remontrances et de plaignans sans pouvoir que de délibérer les moyens d'augmenter ou de changer les impôts, lorsque les rois ont bien voulu et à chaque fois le leur permettre; et, le tout, sans que jamais les rois ayant esté tenus de se conformer à leur avis ny à leurs requêtes¹¹⁰ ». S'il lui arrive, dans un jour d'embarras, d'envisager un recours à ces états ce sera pour leur nuire et les discréditer. Ces États sont surtout « un grand nom qui séduit quelques personnes, un leurre auquel on peut prendre la nation et une multi-

¹⁰⁴ *Mémoire sur les légitimés*, dans *Écrits inédits*, t. II, p. 121.

¹⁰⁵ *Mémoires*, t. XI, p. 427-428.

¹⁰⁶ *Lettre anonyme*, dans *Écrits inédits*, t. IV, p. 43 suiv.

¹⁰⁷ *Projets de gouvernement*, p. 61 suiv.

¹⁰⁸ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XVII, p. 12-13.

¹⁰⁹ *Ibid.*, t. X, p. 392, suiv., p. 473.

¹¹⁰ *Mémoire sur la renonciation*, dans *Écrits inédits*, t. II, p. 186.

tude ignorante qui les croit revêtus d'un grand pouvoir, tandis que le moindre nombre est instruit qu'ils n'ont aucun pouvoir par leur nature, simples plaignans et supplians¹¹¹ ». Ceci n'est guère libéral, mais on ne peut refuser à Saint-Simon la clairvoyance lorsqu'il prévoit ce qu'une convocation des États-Généraux peut entraîner d'embarras. « Leur nom, dit-il, est d'autant plus grand qu'il n'a paru qu'en éloignement depuis un grand nombre d'années et il sera difficile de les faire se tenir à de simples remontrances, et de les amener à ne délibérer que sur les objets qui leur seront soumis. Le manque absolu de confiance réglera le fond et la forme des demandes, et la nation, en vue du soulagement qu'elle attend, se mettra tout entière du côté des États. » Ici, à quels désordres ne sera-t-on pas exposé. « Quelle confusion dans les propositions contradictoires qui se produiront! Et qu'on ne dise pas qu'il y aura dans cette assemblée une foule de bonnes têtes remplies d'expédients : le malheur, et non la faute de la nation gouvernée depuis tant d'années sans avoir presque le temps ni la liberté de penser que chacun a ses affaires domestiques, ne peut pas permettre d'espérer qu'il se soit formé dans ce long genre de gouvernement un assez grand nombre de gens pour l'administration des affaires publiques, à travers les périls attachés à cette sorte d'application, et le dégoût de l'inutilité qui s'y trouvait jointe. »

Le grief de Saint-Simon contre les États-Généraux tient à leur constitution en trois Ordres entre lesquels il faut partager le pouvoir politique dont il exclut le clergé et la bourgeoisie. Cependant il ne les supprime pas, car ils sont anciens, mais il les annule. On leur présentera la loi qu'ils voteront par acclamation sans avoir eu le loisir ni le droit de la discuter. Dès lors, c'est pure bonté que de les convoquer tous les quatre ans; il est vrai que, réduits au nombre de trente-six députés, ils ne représentent plus rien ni personne.

Des États particuliers, au nombre de douze, diviseront la France en autant de régions égales « non en étendue, mais en produit ». Les États de chaque région s'assembleront annuellement « pour administrer son commerce et sa finance ». Chacun des trois Ordres y enverrait douze députés et la présidence serait déférée à un lieutenant-général qui ne s'occuperait que de la police et n'assisterait pas aux délibérations. Les sessions se prolongeraient six semaines, sans mélange de fêtes et de banquets¹¹². Toute l'administration de la région dépendrait de ces

¹¹¹ *Mémoires*, t. XI, p. 293.

¹¹² *Projets de gouvernement*, 1860, p. 4.

États particuliers qui exerceraient le contrôle financier le plus rigoureux et, à cet effet, aurait dans ses attributions, la nomination des trésoriers. Chacun de ces États particuliers déléguerait trois de ses membres aux États-Généraux à qui « on présenterait l'état des sommes à lever pour le Roi et les besoins de l'État »; ils n'auraient qu'à voter ce budget, enguirlandé de très humbles remontrances sur l'issue desquelles ils ne devaient entretenir aucune illusion, se tenant prêts à « recevoir avec obéissance et soumission tout ce qu'il plairoit au Roi de répondre et de statuer ».

Annulés au point de vue politique, les États-Généraux conserveraient une sérieuse influence en matière d'administration. A eux appartiendrait la répartition des impôts entre les douze provinces et, dans chacune d'elles, la répartition serait confiée aux États particuliers. Les trésoriers généraux seraient nommés par le Roi, mais on soumettrait leur nomination aux États-Généraux, devant lesquels ils rendraient leurs comptes. Dans l'intervalle des sessions, l'assemblée serait représentée par trois députés en Cour, qui correspondraient avec les trois députés permanents de chaque assemblée provinciale. Pour Saint-Simon, les États-Généraux ne doivent être que les agents de la réforme financière : grâce à eux, on évitera les exactions et les brigandages qui accablent le royaume¹¹³.

Dès le mois de juin 1711, deux mois à peine après que le duc de Bourgogne était devenu Dauphin de France et entré plus avant dans la confiance du Roi, la rumeur courait et arrivait jusqu'à Rome que Fénelon allait rentrer d'exil et être investi de quelque autorité¹¹⁴. Lui-même pouvait croire le moment tout proche de reparaitre et d'initier de vive voix son élève à ces conseils qu'il allait lire furtivement et remettre dans leur cachette chez M. de Beauvilliers. Afin de n'être pas pris au dépourvu par les événements et de se trouver à pied d'œuvre sans plans arrêtés et concertés d'avance, Fénelon correspondait avec le duc de Chevreuse qu'il se destinait, sans doute, pour collaborateur; ils jugèrent plus prudent de s'aboucher, la réunion eut lieu à Chaulnes, entre Roye et Péronne, au mois d'octobre. Fénelon s'y attarda un mois. Pour mettre de la méthode dans leurs délibérations, il avait par avance prescrit à son ami de préparer « des espèces de tables » contenant toutes les questions qu'ils voulaient résoudre; elles ont gardé le nom de *Tables de Chaulnes* et le titre pompeux de

¹¹³ H. Sée, *Les idées politiques de Saint-Simon*, dans *Revue historique*, 1900, t. LXXIII, p. 1-22.

¹¹⁴ Fénelon, *Œuvres complètes*, t. VIII, p. 6.

*Plans de gouvernement concertés avec le duc de Chevreuse pour être proposés au duc de Bourgogne*¹¹⁵. Cette pièce fut, par les soins du duc de Beauvilliers communiquée au Dauphin.

Fénelon avait formé son élève à entendre de pénibles vérités. « Autrefois, lui disait-il, le Roi ne prenoit jamais rien sur les peuples par sa seule autorité : c'étoit le Parlement, c'est-à-dire l'assemblée de la nation qui lui accorderoit les fonds nécessaires pour les besoins extraordinaires de l'État. Hors de ce cas, il vivoit de son domaine. Qu'est-ce qui a changé tout cela sinon l'autorité absolue que les rois ont prise¹¹⁶? » Ce despotisme les a conduits à nommer besoins de l'État leurs propres prétentions, et « si vous aviez des prétentions personnelles pour quelque succession dans les États voisins, vous devriez soutenir cette guerre sur votre domaine, sur vos épargnes, sur vos emprunts personnels ou, du moins, ne prendre à cet égard que les secours qui vous auraient été donnés par la pure affection de vos peuples, et non pas les accabler d'impôts pour soutenir des prétentions qui n'intéressent pas vos sujets, car ils ne seront pas plus heureux, quand vous aurez une province de plus¹¹⁷ ». C'est le spectacle donné par la guerre désastreuse de succession d'Espagne qui provoque cette amertume à la vue du précipice où la France semble prête à tomber. « Si je prenois, dit-il encore, liberté de juger l'état de la France par les morceaux du gouvernement que j'entrevois sur cette frontière [à Cambrai], je conclurois qu'on ne vit plus que par miracle, que c'est une vieille machine délabrée qui va encore de l'ancien branle qu'on lui a donné et qui achèvera de se briser au premier choc¹¹⁸. » La misère et l'escroquerie subsistent seules. « Il paraît une banqueroute universelle de la nation. »

Quels remèdes y apportent les *Tables de Chaulnes*? Fénelon propose la création d'une série d'assemblées. Un premier type sera installé dans chaque diocèse avec mission de fixer l'assiette des impôts et d'en régler la prescription conformément au cadastre. Un deuxième type d'assemblée constituera les États dans chacune des vingt provinces à créer, elle se composera de dépu-

¹¹⁵ *Ibid.*, t. VII, p. 182 suiv.

¹¹⁶ *Examen de conscience sur les devoirs de la Royauté*, art. III, n. xviii; *Fénelon au duc de Chevreuse*, 4 août 1710, *Œuvres complètes*, t. VII, p. 331, suiv.

¹¹⁷ *Examen de conscience sur les devoirs de la Royauté*, art. III, n. xiv.

¹¹⁸ *Mémoire sur la situation déplorable de la France* (1710); voir E. de Broglie, *Fénelon à Cambrai d'après sa correspondance* (1699-1715), in-8, Paris, 1884, p. 249.

États particuliers qui exerceraient le contrôle financier le plus rigoureux et, à cet effet, aurait dans ses attributions, la nomination des trésoriers. Chacun de ces États particuliers déléguerait trois de ses membres aux États-Généraux à qui « on présenterait l'état des sommes à lever pour le Roi et les besoins de l'État »; ils n'auraient qu'à voter ce budget, enguirlandé de très humbles remontrances sur l'issue desquelles ils ne devaient entretenir aucune illusion, se tenant prêts à « recevoir avec obéissance et soumission tout ce qu'il plairait au Roi de répondre et de statuer ».

Annulés au point de vue politique, les États-Généraux conserveraient une sérieuse influence en matière d'administration. A eux appartiendrait la répartition des impôts entre les douze provinces et, dans chacune d'elles, la répartition serait confiée aux États particuliers. Les trésoriers généraux seraient nommés par le Roi, mais on soumettrait leur nomination aux États-Généraux, devant lesquels ils rendraient leurs comptes. Dans l'intervalle des sessions, l'assemblée serait représentée par trois députés en Cour, qui correspondraient avec les trois députés permanents de chaque assemblée provinciale. Pour Saint-Simon, les États-Généraux ne doivent être que les agents de la réforme financière : grâce à eux, on évitera les exactions et les brigandages qui accablent le royaume¹¹³.

Dès le mois de juin 1711, deux mois à peine après que le duc de Bourgogne était devenu Dauphin de France et entré plus avant dans la confiance du Roi, la rumeur courait et arrivait jusqu'à Rome que Fénelon allait rentrer d'exil et être investi de quelque autorité¹¹⁴. Lui-même pouvait croire le moment tout proche de reparaitre et d'initier de vive voix son élève à ces conseils qu'il allait lire furtivement et remettre dans leur cachette chez M. de Beauvilliers. Afin de n'être pas pris au dépourvu par les événements et de se trouver à pied d'œuvre sans plans arrêtés et concertés d'avance, Fénelon correspondait avec le duc de Chevreuse qu'il se destinait, sans doute, pour collaborateur; ils jugèrent plus prudent de s'aboucher, la réunion eut lieu à Chaulnes, entre Roye et Péronne, au mois d'octobre. Fénelon s'y attarda un mois. Pour mettre de la méthode dans leurs délibérations, il avait par avance prescrit à son ami de préparer « des espèces de tables » contenant toutes les questions qu'ils voulaient résoudre; elles ont gardé le nom de *Tables de Chaulnes* et le titre pompeux de

¹¹³ H. Sée. *Les idées politiques de Saint-Simon*, dans *Revue historique*, 1900, t. LXXIII, p. 1-22.

¹¹⁴ Fénelon, *Œuvres complètes*, t. VIII, p. 6.

*Plans de gouvernement concertés avec le duc de Chevreuse pour être proposés au duc de Bourgogne*¹¹⁵. Cette pièce fut, par les soins du duc de Beauvilliers communiquée au Dauphin.

Fénelon avait formé son élève à entendre de pénibles vérités. « Autrefois, lui disait-il, le Roi ne prenoit jamais rien sur les peuples par sa seule autorité : c'étoit le Parlement, c'est-à-dire l'assemblée de la nation qui lui accordoit les fonds nécessaires pour les besoins extraordinaires de l'État. Hors de ce cas, il vivoit de son domaine. Qu'est-ce qui a changé tout cela sinon l'autorité absolue que les rois ont prise¹¹⁶? » Ce despotisme les a conduits à nommer besoins de l'État leurs propres prétentions, et « si vous aviez des prétentions personnelles pour quelque succession dans les États voisins, vous devriez soutenir cette guerre sur votre domaine, sur vos épargnes, sur vos emprunts personnels ou, du moins, ne prendre à cet égard que les secours qui vous auraient été donnés par la pure affection de vos peuples, et non pas les accabler d'impôts pour soutenir des prétentions qui n'intéressent pas vos sujets, car ils ne seront pas plus heureux, quand vous aurez une province de plus¹¹⁷ ». C'est le spectacle donné par la guerre désastreuse de succession d'Espagne qui provoque cette amertume à la vue du précipice où la France semble prête à tomber. « Si je prenois, dit-il encore, liberté de juger l'état de la France par les morceaux du gouvernement que j'entrevois sur cette frontière [à Cambrai], je conclurois qu'on ne vit plus que par miracle, que c'est une vieille machine délabrée qui va encore de l'ancien branle qu'on lui a donné et qui achèvera de se briser au premier choc¹¹⁸. » La misère et l'escroquerie subsistent seules. « Il paraît une banqueroute universelle de la nation. »

Quels remèdes y apportent les *Tables de Chaulnes*? Fénelon propose la création d'une série d'assemblées. Un premier type sera installé dans chaque diocèse avec mission de fixer l'assiette des impôts et d'en régler la prescription conformément au cadastre. Un deuxième type d'assemblée constituera les États dans chacune des vingt provinces à créer, elle se composera de dépu-

¹¹⁵ *Ibid.*, t. VII, p. 182 suiv.

¹¹⁶ *Examen de conscience sur les devoirs de la Royauté*, art. III, n. xviii; *Fénelon au duc de Chevreuse*, 4 août 1710, *Œuvres complètes*, t. VII, p. 331, suiv.

¹¹⁷ *Examen de conscience sur les devoirs de la Royauté*, art. III, n. xiv.

¹¹⁸ *Mémoire sur la situation déplorable de la France* (1710); voir E. de Broglie, *Fénelon à Cambrai d'après sa correspondance* (1699-1715), in-8, Paris, 1884, p. 249.

tés des trois Ordres ayant mission de « policer, corriger, destiner les fonds », ce qui permettra de proportionner les impôts aux ressources du pays, d'abolir la gabelle, les cinq grosses « fermes » la capitation et le « dixième ». Un troisième type sera l'assemblée des États-Généraux auxquels chaque diocèse délèguera un évêque, un noble et un roturier élus chacun par son Ordre. Les États-Généraux exerceront le contrôle sur les actes des deux assemblées inférieures, voteront la levée des subsides, discuteront les projets d'ordre militaire ou naval, corrigeront les abus. Leur convocation sera triennale et la durée de leur session illimitée. L'unification administrative, la réforme de l'impôt, la politique étrangère, la gestion des intendants relèveront de leur compétence; l'abolition des justices seigneuriales, de la survivance des charges et des pensions de Cour, la répression de la vénalité des offices de judicature, la révision des coutumes provinciales, la rédaction d'un Code unique leur seront dévolus, — et c'est déjà toute l'esquisse du programme que remplira l'Assemblée Constituante. Une place privilégiée encore, mais déjà plus exclusive est faite à l'aristocratie. Fénelon entrebaille la porte par où se glisera la démocratie. « Il faudroit, écrit-il au duc de Chevreuse, que le Roi entrât en matière avec un certain nombre de notables des diverses conditions et des divers pays. Il faudroit prendre leurs conseils... J'avoue qu'un tel changement pourroit émouvoir trop les esprits et les faire passer tout d'un coup d'une dépendance absolue à un dangereux excès de liberté. C'est par la crainte de ces inconvénients que je ne propose point d'assembler les États-Généraux, qui, sans cette raison, seroient très nécessaires et qu'il serait capital de rétablir; mais comme la trace en est presque perdue et que le pas à faire est très glissant dans la conjoncture présente, j'y craindrois de la confusion. Je me bornerai donc d'abord à des notables que le Roi consulteroit l'un après l'autre »; ce qui serait une façon de « se ressouvenir de la vraie forme du royaume¹¹⁹ ».

Pendant les années qui suivirent la mort soudaine du duc de Bourgogne, le nom de ce prince servit de recommandation à des plans de gouvernement auxquels il n'avait eu peut-être aucune part. Saint-Simon a laissé un mémoire volumineux sur les *Projets de gouvernement résolus par M. le duc de Bourgogne*,

¹¹⁹ De Bausset, *Histoire de Fénelon*, 3^e édit., t. IV, n. 148-149: Voir G. Tréca, *Les doctrines et les Réformes de droit public en réaction contre l'absolutisme de Louis XIV dans l'entourage du duc de Bourgogne*, in-8, Paris, 1909.

dauphin, après y avoir mûrement pensé¹²⁰. En réalité, ce mémoire n'a point été écrit par lui comme, par moments, il le donne à croire, sous la dictée du prince dont il n'eût été en quelque sorte que le secrétaire. Composé plus de deux ans après la mort du Dauphin¹²¹, il peut renfermer quelques opinions de celui-ci parmi beaucoup d'autres qu'il n'a peut-être jamais examinées avec son interlocuteur¹²². Si fréquentes et prolongées qu'on suppose les conversations de l'héritier du trône avec le duc et pair, — et comme elles étaient mystérieuses le nombre en a dû être forcément limité, — il n'est pas possible d'admettre que tant de questions et de si diverses aient été abordées et décidées entre eux et par eux dans l'espace de moins d'une année (avril 1711-février 1712). Lors donc que Saint-Simon se sert, presque à chaque page de ces formules : le Dauphin voulait..., le Dauphin a jugé à propos..., le Dauphin s'est résolu..., il s'en fait manifestement accroire, et cette prétention ne saurait être acceptée.

Saint-Simon ne fut pas au reste le seul à recourir à ce procédé. Quand l'abbé de Saint-Pierre fit paraître en 1725, son *Discours sur la Polysynodie* et en 1732 son *Projet pour perfectionner le gouvernement des États*, il en usa de même. « Il était, dit-il en parlant de celui qu'il appelle feu le Dauphin Bourgogne, un prince très appliqué à la science du Gouvernement, qui demandoit aux hommes les plus vertueux et les plus habiles des mémoires pour bien gouverner, qui mettoit à part et apostilloit de sa main ceux qu'il approuvoit pour les relire et les perfectionner. Or il n'est pas étonnant que quelques-uns de ces projets qu'il approuvoit aient été connus de quelques personnes à qui il avoit confiance...¹²³ » Et l'abbé s'empresse de publier comme approuvés par le duc de Bourgogne la *Polysynodie* ou gouvernement par les conseils, l'*Aristomonarchie*, scrutin perfectionné qui servi-

¹²⁰ *Biblioth. nation.*, Supplém. franç. 1260; *Projets de gouvernement du duc de Bourgogne, Dauphin. Mémoire attribué au duc de Saint-Simon et publié pour la première fois...* par M. Paul Mesnard, in-8, Paris, 1860; voir O. d'Haussonville, *La duchesse de Bourgogne et l'alliance savoyarde sous Louis XIV*, in-8, Paris, 1908, t. IV, p. 257 suiv.; R. Tabournel, *Le roi de l'avant-règne : le duc de Bourgogne*, dans *Revue des Études historiques*, 1901, t. LXVII, p. 340-347.

¹²¹ Composé entre le mois de mars 1714 et le mois d'août 1715.

¹²² Sur la véracité de Saint-Simon on peut rappeler P. Chéruel, *Saint-Simon considéré comme historien de Louis XIV*, in-8, Paris, 1865 et A. de Boislisle, *Fragments inédits de Saint-Simon*, dans *Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, 1880, p. 117-144; il donne comme ayant été prononcé un discours qui demeura en portefeuille; autre preuve dans *Revue des Questions historiques*, 1903, t. LXXIII, p. 448 suiv.

¹²³ Abbé de Saint-Pierre. *Œuvres complètes*, 1732, t. III, p. 191.

rait à la fois d'*Anthropomètre* aux rois pour mesurer la valeur de leurs sujets, et de *Bazilimètre* aux sujets pour mesurer la valeur de leurs rois. Le comte de Boulainvilliers n'hésite pas à représenter le duc de Bourgogne comme « lui ayant mis la plume à la main » et le préambule de l'Édit de 1715, instituant les Conseils, assure que le projet en fut trouvé dans la cassette du duc de Bourgogne.

Il y eut ainsi une véritable exploitation attachée au souvenir du duc de Bourgogne qui studieux, réservé, « tâchoit à connaître les hommes, à tirer d'eux les instructions et les lumières qu'il pouvoit espérer. Il conféroit quelquefois, mais rarement avec quelques-uns, mais à la passade, sur des matières particulières... Il se laissoit aller sur les plans qu'il croyoit nécessaires; il se livroit sur les choses générales; il se retenoit sur les particulières et plus encore sur les particuliers¹²⁴ ». Les quarante-deux volumes in-folio de l'enquête des Intendants lui avaient dû apprendre entre autres choses qu'interroger les fonctionnaires sur ce qui se passe dans leurs services n'est pas une manière très sûre d'atteindre la vérité, il lisait donc beaucoup, recevant de toutes mains car « quand il n'y auroit, disait-il, qu'une seule observation judicieuse dans un volume entier de spéculations chimériques, on ne doit pas regretter le temps qu'on a passé à le lire¹²⁵ ». Parfois une main inconnue s'enhardissait à déposer sur la table de travail du Dauphin un mémoire où les conseils étaient mêlés de vives critiques sur l'administration actuelle du royaume¹²⁶.

Le prince travaillait beaucoup, écrivait, et une partie de ses papiers trouvés, après sa mort, dans son bureau et sa cassette, fut détruite par Louis XIV¹²⁷; parmi ce qui échappa, l'abbé Proyart publia ce qui fut trouvé dans la succession du Dauphin fils de Louis XV, mais il semble qu'il « n'eut pas les coudées franches » et « qu'une conclusion pratique manque presque toujours aux maximes, aux principes cités » par ce biographe semi-officiel¹²⁸. Ce qui nous a été conservé du duc de Bourgogne ne s'éloigne guère des considérations générales et n'arrive pas jusqu'aux propositions concrètes. A quelles résolutions pratiques

¹²⁴ Saint Simon. *Mémoires*, édit. Chérueil, 1857, t. X, p. 104-105.

¹²⁵ S. Proyart. *Vie du Dauphin, père de Louis XV*, 1782, t. I, p. 360.

¹²⁶ Bibliothèque du Musée Calvet, en Avignon. Papiers inédits de la marquise d'Huxelles.

¹²⁷ Bibliothèque du Sénat, ms. 168, fol. 69 : *Traits de M. le Dauphin auparavant duc de Bourgogne*.

¹²⁸ P. Mesnard, *op. cit.* p. LXVII-LXVIII.

se fut-il arrêté? On ne saurait le dire puisqu'on ignore, là où il y avait matière à hésitation, de quel côté il penchait. Mort avant de régner, il s'y préparait par une réflexion assidue, il se préoccupait d'exercer son pouvoir avec justice et dans l'intérêt de son peuple : malheureusement nous ne savons par aucun document émané directement de lui quelles limites il entendait de lui-même imposer à ce pouvoir.

Saint-Simon l'a entendu dire maintes fois : qu'un roi est fait pour les sujets et non les sujets pour lui, « mot de père de la Patrie », bien en garde contre le despotisme. Mais dans quelles institutions entendait-il chercher une garantie contre la tyrannie, le despotisme ou la liberté? Son biographe assure qu'à ses yeux « après le secours du ciel, rien n'étoit plus nécessaire à un roi qu'un ami fidèle... un ami généreux et sincère, un ami bien éprouvé qui soit autorisé et même obligé sur la foi de l'amitié de l'avertir quand il s'écarte de ses devoirs et que le mal se fait en son nom, sans qu'il y ait part ou qu'il l'ignore¹²⁹. Et comme un ami fidèle est lui-même sujet à erreur et peut ne pas être au courant de tout, le Dauphin vouloit encore qu'un roi cherchât la vérité dans le commerce des personnes qui peuvent l'en instruire, et qu'il l'accueille de quelque manière qu'elle lui soit présentée, lors même que ce ne seroit pas avec ces ménagements que souhaiteroit l'amour-propre. »

Mais un ami fidèle n'est pas une institution, Saint-Simon, suspect, lorsqu'il attribue au Prince ses propres desseins, peut être tenu pour sincère lorsqu'il dit formellement que le duc de Bourgogne était « ami des États-Généraux¹³⁰ »; il est moins recevable lorsqu'il lui fait honneur d'avoir toujours pensé « que ce corps ne peut être qu'un corps de plaignans, de remontrans, et, quand il plaît au Roi de le lui permettre, de proposans¹³¹ ». Fénelon, dans les *Tables de Chaulnes* se fait des États une conception très différente. S'il ne les assemble que tous les trois ans et leur refuse le pouvoir législatif, il leur reconnaît le droit de délibérer « sur les fonds à lever par rapport aux charges extraordinaires » et celui d'étendre « par voie de représentations » leurs délibérations sur toutes les matières de justice, de police, de finance, de guerre, d'alliances et négociations, de paix, d'agriculture, de commerce¹³² »; enfin, il ne limite pas la durée de leur session.

¹²⁹ S. Proyart, *op. cit.*, t. II, p. 52.

¹³⁰ P. Faugère. *Écrits inédits de Saint-Simon*, in-8. Paris, 1880, t. II, p. 419.

¹³¹ Saint-Simon. *Mémoires*, édit. Chérueil, 1856, t. X, p. 111.

¹³² Fénelon. *Œuvres complètes*, édit. de Saint-Sulpice, t. VII, p. 233.

Le duc de Bourgogne eut-il partagé ces vues? Il préférerait les entretiens particuliers aux délibérations d'apparat, ne connaissant rien, disait-il, « de plus ignorant qu'une assemblée de savans ni de moins clairvoyant qu'une assemblée de sages » en sorte que « celui qui n'étoit que dans l'obscurité avant de consulter, se trouve dans les plus épaisses ténèbres, après l'avoir fait¹³³ ». Professant sur les assemblées cette opinion un peu dédaigneuse, il n'est pas probable qu'il eût pris son parti, comme le lui aurait proposé Fénelon, d'associer les États-Généraux à son administration, quoique Saint-Simon dise encore qu'il se serait servi de leur réunion, au moins comme moyen d'information et qu'il se serait plu « dans le sein de sa nation rassemblée ».

Ce qui n'est guère contestable c'est que le Prince eût rétabli les États provinciaux là où ils avaient été abolis, il eut supprimé les Intendants remplacés par des visiteurs. Sur ce point les *Tables de Chaulnes* et les *Projets de gouvernement* sont d'accord, en sorte que cette importante réforme eut été certainement appliquée, changeant la face et la marche générale de l'administration. Cet essai de décentralisation eut été complété par le transport à des conseils administratifs des pouvoirs accaparés par les ministres. Prôné par Saint-Simon, Chevreuse et Fénelon, le système des Conseils avait été adopté par le Dauphin et le projet tout rédigé en fut trouvé dans sa cassette¹³⁴, mais c'est tout ce qu'on en peut dire puisqu'il n'a pas été conservé.

Désireux de relever la noblesse, il lui réservait les principaux sièges de l'épiscopat, tenant pour « certain que la religion a quelque chose de plus respectable aux yeux du vulgaire quand il la voit annoncée par un homme de naissance ». Toutefois il reconnaissait que « c'est servir l'Église que d'élever à l'épiscopat des ecclésiastiques d'un mérite reconnu et d'une éminente sainteté, lors même qu'ils seroient des roturiers, car les talens et la vertu peuvent tenir lieu de la plus haute naissance. » De même il estimait avantageux que chaque régiment possédât un officier sorti du rang et rappelait avec satisfaction l'exemple donné par lui lorsqu'il avait promu un sergent au grade de capitaine.

Hostile à tous ceux qu'il voyait s'enrichir au milieu de la ruine générale, il éclatait un jour à l'occasion de l'impôt du dixième en sorte que « le feu et les malédictions lui sortaient des yeux et de la bouche¹³⁵ ». Le système des « fermes » l'indignait.

¹³³ S. Proyard, *op. cit.*, t. II, p. 67.

¹³⁴ « Le plan en avait déjà été tracé par notre très honoré père », lit-on dans le Préambule de l'Édit de 1715.

¹³⁵ P. Faugère, *op. cit.*, t. II, *Mélanges*, t. I, p. 481.

« Emprisonner pour une modique somme un misérable, réduit à ne pouvoir la payer parce qu'il aura essuyé une longue maladie, ou parce qu'il sera chargé d'élever un troupeau d'enfants qui mangent du pain sans en gagner, c'est, disait-il, une cruauté que personne n'est autorisé à exercer au nom du Roi¹³⁶. » Aussi se prononce-t-il nettement pour que les grêles, les inondations, les incendies, les épizooties donnent lieu à des modérations ou à des exemptions de subsides. Il se préoccupait aussi d'une plus juste répartition des charges publiques et accueillait toute pensée de réforme qui lui apparaissait équitable et judicieuse. On ignore ce qu'il pensait de l'universalité de l'impôt mise en avant par Boisguilbert et Vauban, mais on l'entendit dire : « J'aime à entendre raisonner Vauban... Ses vues sur les impositions publiques me paroissent offrir nombre d'avantages réels. »

Pénétré du sentiment de ses obligations envers Dieu, le duc de Bourgogne n'était pas éloigné de se croire tenu de lui amener les âmes de ses sujets et, pour y mieux réussir, de les tenir à l'abri de l'erreur. S'il n'allait pas jusqu'à approuver l'ingérence du magistrat dans la pratique religieuse des particuliers, il louait sans réserve la répression publique du blasphème, de la profanation et des écrits impies. La révocation de l'Édit de Nantes obtenait son entière approbation fondée non seulement sur les principes politiques mais les résultats obtenus « sans effusion de sang et sans désordre¹³⁷ ». Le retour à une politique de tolérance aurait eu, à ses yeux, le tort « d'imprimer à l'hérésie le sceau de la perpétuité en France ». Hostile aux protestants, il se montrait indulgent aux jansénistes, ayant su, pour ceux-ci, se mettre « en garde contre les accusations vagues et les soupçons mal fondés¹³⁸ »; ce qui donna lieu de dire qu'ils l'avaient « gagné¹³⁹ ». On peut regretter, sans en être surpris, que le Dauphin ne se fût pas élevé jusqu'à la notion de la tolérance religieuse et que, partageant les idées de ses contemporains, il considérât, suivant son expression, comme *l'un des sept sacrements de la politique*, « le devoir d'étouffer dès sa naissance toute espèce de nouveauté en matière de religion » et de punir les novateurs sous prétexte d'épargner leurs futures dupes.

Imbu de cette opinion que « ce seroit une très mauvaise politique d'augmenter sans discrétion la classe des gens de lettres¹⁴⁰,

¹³⁶ S. Proyard, *op. cit.*, t. II, p. 6.

¹³⁷ S. Proyard, *op. cit.*, t. II, p. 107.

¹³⁸ *Ibid.*, t. II, p. 305.

¹³⁹ Fénelon, *Œuvres complètes*, t. VII, p. 365.

¹⁴⁰ S. Proyard, *op. cit.*, t. II, p. 77.

on peut prévoir qu'il aurait engagé sur ce point avec l'esprit général du XVIII^e siècle, une lutte dont il ne serait pas sorti vainqueur¹⁴¹. On peut regretter aussi que, des réformes qu'il projetait, quelques-unes ne fussent pas assez hardies et que d'autres puissent paraître un peu chimériques. Le souvenir de ces projets réformateurs ne peut laisser indifférent et ce n'est pas un spectacle banal que la préoccupation, chez l'héritier du plus haut potentat de la terre, de réviser l'origine du pouvoir qui lui sera transmis afin d'en limiter l'exercice aux droits incontestables tempérés par les devoirs les plus stricts. On a parlé sans équité des projets éclos et mûris parmi l'entourage du Dauphin, enfant précoce, enfant célèbre, a-t-on écrit, très doué, très appliqué, mais timide, moutonnier, bon élève, le plus brillant des élèves, mais toujours élève¹⁴². L'éducation avait transfiguré le duc de Bourgogne, l'étude l'avait illuminé, il appartenait au contact des réalités de la vie, à l'expérience, d'achever l'œuvre dont il était permis de tant espérer. A l'heure où la France, épuisée mais encore vivace, pouvait, à l'aide d'institutions nouvelles ou rajeunies, poursuivre sa destinée et trouver sous un régime traditionnel par son principe, moderne dans son application, la prospérité nécessaire, la disparition du Dauphin, guide clairvoyant et énergique, fut la plus terrible disgrâce qui la pût frapper. Par un phénomène bien rare, le peuple eut l'intuition de la grandeur de sa perte et associa longtemps la mémoire du duc de Bourgogne au souvenir d'Henri IV¹⁴³. Il apprit ou il devina tout ce que ce jeune homme portait de compatissante tendresse dans son âme pour ceux en qui il voyait des enfants autant que des sujets; il ne s'en consola jamais.

Tandis que Louis XIV se complaisait au spectacle de cette for-

¹⁴¹ O. d'Haussonville, *op. cit.*, t. IV, p. 341.

¹⁴² C. A. Sainte-Beuve, *Nouveaux Lundis*, t. II, p. 134.

¹⁴³ C. Rollin, *Traité des Études*, t. III, p. 41 : le duc de Bourgogne « dont la France regrettera éternellement la perte... était surtout éloigné de tout faste et de toute dépense inutile... ». Voir *Histoire littéraire de l'Europe*, novembre 1727, p. 224; Voltaire, *Siècle de Louis XIV* : « Il aurait mérité d'être célèbre, même s'il n'eût été qu'un simple particulier ». Michelet, *Histoire de France*, t. XVI, p. 305-306 : « Quelque ombre que jette sur ce caractère sa bigote intolérance, on ne condamnera pas entièrement la faveur unanime dont les opinions diverses l'ont entouré. On doit considérer sa naissance, son éducation, la Cour où il vécut, le mur insurmontable dont furent entourés son esprit ami du vrai, son âme sympathique... Il était né justement identique à ce qu'il eût fallu changer... Il n'eût ni appui, ni levier... Comptons-lui sa droite intention, sa vie pure, l'amour du devoir, le désir du bonheur des hommes. Il fit peu, mais voulut. L'histoire est et restera attendrie de sa mémoire ».

midable machine d'administration toute-puissante pour l'oppression, un prince né de son sang, élevé sous ses yeux, admis dans ses conseils, initié à ses desseins s'était affranchi de la fascination de Versailles, avait prêté l'oreille à la voix plaintive d'une populace en haillons et sans pain, et préparé, résolu même, la destruction pièce à pièce de ce grinçant mécanisme, non par goût de contradiction ou recherche de la popularité, mais par conscience des devoirs contractés envers le peuple et envers l'État. Trop jeune pour avoir étendu ses investigations à tous les objets qui le sollicitaient, trop surveillé pour n'avoir dû s'interdire certaines recherches, trop consciencieux et trop intelligent pour ne pas réparer très vite, le moment venu, ces lacunes et ces insuffisances, le duc de Bourgogne demeure une figure touchante et énigmatique qu'une destinée impitoyable terrasse au moment où tous les yeux et tous les cœurs tournés vers lui en attendaient le salut de la France. De jour en jour, une transformation s'accomplissait en lui, il n'était plus cet homme « engoncé, contraint, embarrassé », il parlait, souriait, s'exprimait avec agrément, parfois avec éloquence, tellement que la Cour, elle-même, le regretta.

III

Que le despotisme laissa la France épuisée.

Louis XIV avait réalisé le plein épanouissement du pouvoir absolu vers lequel, depuis des siècles, tendait la royauté. La misère des peuples fut la rançon d'un éclat qui a ébloui les contemporains et la postérité; mais cette misère ininterrompue¹⁴⁴ fut si universelle, si effroyable qu'elle commença l'œuvre de lassitude, de rancœur et de sombre désespoir qui fut la première cause des événements d'où devait sortir la Révolution.

Toutes les ressources fondent dans le creuset de la guerre, ou dans celui des bâtiments. En 1686, Desmaretz avoue que « tout l'argent qu'on a tiré du dedans du royaume et qu'on en tire encore journellement est porté au dehors pour faire subsister les troupes

¹⁴⁴ A. Feillet. *La misère du temps de la Fronde et saint Vincent de Paul ou un Chapitre de l'histoire du Paupérisme en France*, in-8, Paris, 1862; P. Clement, *La police sous Louis XIV*, in-8, Paris, 1866; F. Rocquain. *La misère au temps de Louis XIV*, dans *Études sur l'ancienne France*, in-12, Paris, 1875, p. 229-270.

on peut prévoir qu'il aurait engagé sur ce point avec l'esprit général du XVIII^e siècle, une lutte dont il ne serait pas sorti vainqueur¹⁴¹. On peut regretter aussi que, des réformes qu'il projetait, quelques-unes ne fussent pas assez hardies et que d'autres puissent paraître un peu chimériques. Le souvenir de ces projets réformateurs ne peut laisser indifférent et ce n'est pas un spectacle banal que la préoccupation, chez l'héritier du plus haut potentat de la terre, de réviser l'origine du pouvoir qui lui sera transmis afin d'en limiter l'exercice aux droits incontestables tempérés par les devoirs les plus stricts. On a parlé sans équité des projets éclos et mûris parmi l'entourage du Dauphin, enfant précoce, enfant célèbre, a-t-on écrit, très doué, très appliqué, mais timide, moutonnier, bon élève, le plus brillant des élèves, mais toujours élève¹⁴². L'éducation avait transfiguré le duc de Bourgogne, l'étude l'avait illuminé, il appartenait au contact des réalités de la vie, à l'expérience, d'achever l'œuvre dont il était permis de tant espérer. A l'heure où la France, épuisée mais encore vivace, pouvait, à l'aide d'institutions nouvelles ou rajeunies, poursuivre sa destinée et trouver sous un régime traditionnel par son principe, moderne dans son application, la prospérité nécessaire, la disparition du Dauphin, guide clairvoyant et énergique, fut la plus terrible disgrâce qui la pût frapper. Par un phénomène bien rare, le peuple eut l'intuition de la grandeur de sa perte et associa longtemps la mémoire du duc de Bourgogne au souvenir d'Henri IV¹⁴³. Il apprit ou il devina tout ce que ce jeune homme portait de compatissante tendresse dans son âme pour ceux en qui il voyait des enfants autant que des sujets; il ne s'en consola jamais.

Tandis que Louis XIV se complaisait au spectacle de cette for-

¹⁴¹ O. d'Haussonville, *op. cit.*, t. IV, p. 341.

¹⁴² C. A. Sainte-Beuve, *Nouveaux Lundis*, t. II, p. 134.

¹⁴³ C. Rollin, *Traité des Études*, t. III, p. 41 : le duc de Bourgogne « dont la France regrettera éternellement la perte... était surtout éloigné de tout faste et de toute dépense inutile... ». Voir *Histoire littéraire de l'Europe*, novembre 1727, p. 224; Voltaire, *Siècle de Louis XIV* : « Il aurait mérité d'être célèbre, même s'il n'eut été qu'un simple particulier ». Michelet, *Histoire de France*, t. XVI, p. 305-306 : « Quelque ombre que jette sur ce caractère sa bigote intolérance, on ne condamnera pas entièrement la faveur unanime dont les opinions diverses l'ont entouré. On doit considérer sa naissance, son éducation, la Cour où il vécut, le mur insurmontable dont furent entourés son esprit ami du vrai, son âme sympathique... Il était né justement identique à ce qu'il eût fallu changer... Il n'eut ni appui, ni levier... Comptons-lui sa droite intention, sa vie pure, l'amour du devoir, le désir du bonheur des hommes. Il fit peu, mais voulut. L'histoire est et restera attendrie de sa mémoire ».

midable machine d'administration toute-puissante pour l'oppression, un prince né de son sang, élevé sous ses yeux, admis dans ses conseils, initié à ses desseins s'était affranchi de la fascination de Versailles, avait prêté l'oreille à la voix plaintive d'une populace en haillons et sans pain, et préparé, résolu même, la destruction pièce à pièce de ce grinçant mécanisme, non par goût de contradiction ou recherche de la popularité, mais par conscience des devoirs contractés envers le peuple et envers l'État. Trop jeune pour avoir étendu ses investigations à tous les objets qui le sollicitaient, trop surveillé pour n'avoir dû s'interdire certaines recherches, trop consciencieux et trop intelligent pour ne pas réparer très vite, le moment venu, ces lacunes et ces insuffisances, le duc de Bourgogne demeure une figure touchante et énigmatique qu'une destinée impitoyable terrasse au moment où tous les yeux et tous les cœurs tournés vers lui en attendaient le salut de la France. De jour en jour, une transformation s'accomplissait en lui, il n'était plus cet homme « engoncé, contraint, embarrassé », il parlait, souriait, s'exprimait avec agrément, parfois avec éloquence, tellement que la Cour, elle-même, le regretta.

III

Que le despotisme laissa la France épuisée.

Louis XIV avait réalisé le plein épanouissement du pouvoir absolu vers lequel, depuis des siècles, tendait la royauté. La misère des peuples fut la rançon d'un éclat qui a ébloui les contemporains et la postérité; mais cette misère ininterrompue¹⁴⁴ fut si universelle, si effroyable qu'elle commença l'œuvre de lassitude, de rancœur et de sombre désespoir qui fut la première cause des événements d'où devait sortir la Révolution.

Toutes les ressources fondent dans le creuset de la guerre, ou dans celui des bâtiments. En 1686, Desmaretz avoue que « tout l'argent qu'on a tiré du dedans du royaume et qu'on en tire encore journellement est porté au dehors pour faire subsister les troupes

¹⁴⁴ A. Feillet. *La misère du temps de la Fronde et saint Vincent de Paul ou un Chapitre de l'histoire du Paupérisme en France*, in-8, Paris, 1862; P. Clement, *La police sous Louis XIV*, in-8, Paris, 1866; F. Rocquain. *La misère au temps de Louis XIV*, dans *Études sur l'ancienne France*, in-12, Paris, 1875, p. 229-270.

qui sont en Allemagne, en Alsace, en Flandre, en Luxembourg, en Italie, dont il en revient peu en France et fort lentement¹⁴⁵ ». Les finances sont tellement obérées que durant les années 1685, 1686 et 1687, en pleine paix, il a fallu trouver, en sus des revenus habituels, soixante-cinq millions de livres en recettes extraordinaires¹⁴⁶. C'est à qui fera retomber sur autrui la charge dont on le menace, et on voit « les plus riches et les plus aisés des paroisses, pour se mettre à couvert de la taille, acheter des emplois qui les exemptent, et les plus pauvres demeurent surchargés¹⁴⁷ ». Pour profiter de l'exemption beaucoup se disent nobles qui ne le sont pas; à Lyon, il suffit de se dire bourgeois¹⁴⁸, et cette qualité est aussi courue qu'ailleurs est recherchée la noblesse. Dans les pays de taille personnelle, qui représentent les trois quarts du royaume, l'arbitraire, la corruption, la fraude accablent tout ce que Vauban nommait « la partie basse du peuple ». En 1684, l'intendant du Dauphiné reconnaît que « les plus riches des communautés, et par conséquent les plus hauts en cote, ne paient presque jamais leur taille jusqu'à la dernière extrémité, parce que les collecteurs, qui craignent toujours de se faire des affaires avec les coqs de paroisse, trouvent moyen de leur épargner les frais de la brigade¹⁴⁹ en les faisant tomber fort injustement sur ceux qui n'y avaient pas donné lieu¹⁵⁰ ». En 1688, l'intendant de Poitiers écrit que « le grand abus des tailles ne vient pas de l'inégalité des impositions sur les paroisses, mais des injustices que commettent les collecteurs¹⁵¹ ». En plus de la taille, il faut acquitter les frais de contrainte s'élevant au quart de l'imposition ou bien se laisser mettre en geôle dans un cachot, parfois dans un puits asséché où on est descendu au moyen d'une échelle¹⁵². Ces

¹⁴⁵ A. de Boislesle. *Correspondance des Contrôleurs généraux des finances avec les Intendants des provinces*, in-4. Paris, t. I (1874): *Mémoire de M. Desmaretz sur l'état présent des affaires* (1686), p. 543-547.

¹⁴⁶ *Mémoire présenté au Roi par M. Le Peletier après avoir quitté les finances par lequel il rend compte de son administration* (juin 1691) *ibid.*, t. I, p. 556.

¹⁴⁷ *Mémoire de M. Desmaretz sur l'état présent des affaires* (1686) *ibid.*, t. I, p. 546.

¹⁴⁸ Lettre de M. de Bérulle, intendant de Lyon au Contrôleur-général, 26 décembre 1687, *ibid.*, t. I, p. 132, n. 506.

¹⁴⁹ Brigadiers et soldats logeant chez les contribuables non payants.

¹⁵⁰ Lettre de M. Lehet, intendant en Dauphiné au Contrôleur général, 6 décembre 1684, *ibid.*, t. I, p. 35, n. 130.

¹⁵¹ Lettre de M. Foucault, intendant à Poitiers au Contrôleur général, 8 avril, 1688, *ibid.*, t. I, p. 147, n. 562, note.

¹⁵² Lettre de M. le Vayer, intendant à Soissons au Contrôleur général, 24 octobre 1684, *ibid.*, t. I, p. 32, n. 124.

excès arrivent quelquefois à la connaissance du Roi qui désapprouve « un aussy grand nombre d'emprisonnements, la plupart sans règles ni formalités... sans contraintes ni écrous¹⁵³ ». Aussi « c'est une commune voix que la pauvreté des peuples, dans les provinces est fort sensible. Ce n'est pas une chose nouvelle que d'entendre les plaintes de la misère. La plupart des gens sages, ajoute Desmaretz, deviennent à peu près insensibles aux discours qu'on fait sur cela de tous côtés, par l'habitude d'entendre toujours la même chose, mais on peut dire qu'on n'a jamais parlé avec tant de raison de la misère des peuples¹⁵⁴. »

La répercussion exercée par la politique religieuse sur la situation économique se fait sentir par une aggravation de misère. Le commerce et l'industrie sont frappés par l'émigration des individus et la sortie des capitaux; le revenu des impôts s'en trouve sensiblement diminué et le recouvrement en est rendu impossible dans certaines localités. Le déchet est si grave qu'il fait suspendre le projet d'expulsion des Juifs du royaume, car le « commerce qui est déjà beaucoup altéré par la retraite des huguenots, pourrait tomber dans une ruine entière si l'on agissoit trop ouvertement contre les Juifs¹⁵⁵. »

Lorsqu'au mois de septembre 1688 éclate une nouvelle guerre, c'est un pays qu'on peut croire épuisé qui va soutenir ce redoutable effort. Le Peletier, en quittant le Contrôle général, ne peut cacher ses appréhensions¹⁵⁶ et il s'adresse au patriotisme des villes avec d'autant plus d'embarras que le Roi voulait « que la chose semblât venir de l'entière liberté des habitants des villes¹⁵⁷ ». Paris et Toulouse donnent l'exemple avec 400.000 et 300.000 livres; Rouen et Dieppe offrirent ensemble 140.000 écus; Reims, Châlons, Bordeaux, Bayonne, Clermont, Marseille s'exécutèrent à leur tour. La Bretagne « par des batteries adroites et secrètes » offrit des présents considérables¹⁵⁸. Nantes et Saint-Malo donnèrent chacune 50.000 écus, Vannes et Morlaix 100.000

¹⁵³ Lettre du Contrôleur Général à M. de Saint-Contest, intendant à Limoges, 10 décembre 1687, *ibid.*, t. I, p. 131, n. 502.

¹⁵⁴ *Mémoire de M. Desmaretz sur l'état présent des affaires* (1686), t. I, p. 545.

¹⁵⁵ Lettre du Contrôleur-général à M. de Bezons, intendant à Bordeaux, 6 mai 1688, *ibid.*, t. I, p. 148, n. 567.

¹⁵⁶ *Mémoire présenté au Roi par M. Le Peletier* (juin 1691), *ibid.*, t. I, p. 554-557.

¹⁵⁷ Lettre du Contrôleur-général à M. de Vaubourg, intendant en Auvergne, 14 avril 1689, *ibid.*, t. I, p. 179, n. 686.

¹⁵⁸ Lettres de M. de Pomereu, commissaire du Roi en Bretagne, au Contrôleur-général, 3, 17, 27 avril, *ibid.*, t. I, p. 177, n. 677.

livres. Les parlements, chambres des comptes s'inscrivirent pour des sommes importantes¹⁵⁹. Le 24 novembre 1688, le président des États du Languedoc écrivait au Contrôleur général : « Jugez de la consternation de toute la province : c'est la dernière goutte d'eau qui fait le comble de la mesure¹⁶⁰. »

Les créations d'office prirent alors le développement d'une calamité nationale. Pontchartrain, élevé au Contrôleur général, augmenta le nombre des officiers dans les cours supérieures, pensa à en créer de nouveaux, à étendre le nombre des généralités ce qui entraînait une multitude de charges nouvelles à négocier. On vit apparaître des receveurs et contrôleurs de consignation, des enquêteurs et commissaires examinateurs des greniers à sel, des contrôleurs des actes notariés, des receveurs d'octrois, des médecins et chirurgiens-jurés, des courtiers en vin, des jaugeurs de vin, des jurés gourmets en boissons, des jurés vendeurs de sel à petite mesure, des jurés mouleurs de bois, des jurés crieurs d'enterrements, des greffiers des baptêmes, des marqueurs de chapeaux, etc., etc. Pour tirer de ces créations le plus d'argent possible, on vendit le même office à deux ou trois acquéreurs qui l'exerçaient tour à tour. Dans la plupart des cas, ces offices représentaient une taxe nouvelle et un préjudice croissant pour les populations. Le titulaire ne sachant pas combien tout cela durerait se hâtait, par des perceptions vexatoires, de rentrer dans son déboursé, il y parvenait quelquefois en deux ans.

La confiance était à ce point ébranlée que l'État aguichait les acquéreurs d'offices par divers avantages, en particulier, par l'exemption des impôts. Ce fut, dès lors, à qui se ferait exonérer. Le 28 novembre 1691, M. de Miroménil, intendant de Tours envoyait au Contrôleur général la liste des personnes, privilégiées de nouvelle création, qui prétendaient être exemptés de l'« ustensile » : vingt-cinq officiers des bureaux des finances; vingt receveurs des consignations, autant de commissaires aux saisies réelles, deux cent trente officiers d'élections, deux cents officiers de présidiaux, bailliages, etc., quinze cents jurés crieurs, cent experts jurés, quatre-vingts procureurs et greffiers des villes, seize cents greffiers des rôles, cinq cents contrôleurs d'exploits¹⁶¹. « Dans un an, écrivait le 11 novembre 1692, l'intendant

¹⁵⁹ Le contrôleur-général aux Intendants, 5 août 1689, *ibid.*, t. I, p. 197, n. 740.

¹⁶⁰ Le cardinal de Bonzy au Contrôleur-général, 24 novembre 1688, *ibid.*, t. I, p. 165, n. 634.

¹⁶¹ M. de Miroménil, intendant à Tours au Contrôleur-général, 28 novembre 1691, *ibid.*, t. I, p. 268, n. 1016.

de la généralité de Bordeaux, il n'y aura dans toutes les paroisses que les misérables pour payer les subsides¹⁶². » Le logement des gens de guerre n'était pas moins redouté. En 1695, les habitants de Gorze « exposent que, pour s'exempter des logemens continuels des gens de guerre, presque tous les bourgeois qui avoient quelque chose ont acquis des offices de contrôleurs des exploits, experts-jurés, arpenteurs, greffiers des baptêmes, et plusieurs autres dont l'énumération seroit trop longue. Les autres habitants cherchent présentement à se mettre à couvert par des commissions pour la distribution des lettres, recette des consignations, distribution de papier timbré, garde du tabac, et autres de pareille qualité. Les fermiers et les traitans ont des arrêts du Conseil qui exemptent en général tous leurs commis¹⁶³. » Dans la ville de Metz, il ne restait plus que deux mille deux cents maisons non exemptes, dont les trois quarts consistaient en boutiques ou chambres basses, de façon que chaque artisan allait avoir à loger six soldats au moins dans son arrière-boutique et à leur donner vingt sols par jour, le bois et la chandelle¹⁶⁴. Le lieutenant-général en Bretagne, M. de Lavardin, se plaint de son côté de ne plus trouver de logements pour les troupes¹⁶⁵. L'intendant de Provence dénonce une situation analogue et ajoute que les plus pauvres ne pouvant ni se faire exempter ni loger les soldats désertent la ville à l'approche de l'hiver¹⁶⁶.

En 1685, la paroisse de Saint-Maclou, à Rouen, renfermait cinq mille pauvres¹⁶⁷; en 1688, la misère devient si grande que les intendants n'en peuvent retenir l'aveu. En 1691, l'intendant de la généralité de Bordeaux déclare que les paysans, obligés de vendre le blé de la prochaine récolte pour payer la taille, seront sans aucune ressource et déjà « dans presque tous les endroits, il y a plus de la moitié et près des trois quarts qui demandent l'aumône¹⁶⁸ ». A la même date, l'intendant de Limoges se plaint de « la quantité prodigieuse de pauvres qu'il

¹⁶² Lettre de M. de Bezons, Bordeaux, 15 septembre 1691, *ibid.*, t. I, p. 268, n. 1016, note.

¹⁶³ M. de Sève, intendant à Metz, au Contrôleur-général, 21 mai 1695, *ibid.*, t. I, p. 391, n. 1431.

¹⁶⁴ Lettres des 24 et 26 octobre 1695, *ibid.*, t. I, p. 391, n. 1431, note.

¹⁶⁵ Lettre du 27 août 1695, *ibid.*, t. I, p. 391, n. 1431, note.

¹⁶⁶ Lettre de M. Lebreton, intendant de Provence, 12 septembre 1693, *ibid.*, t. I, p. 391, n. 1431, note.

¹⁶⁷ M. de Marillac, intendant à Rouen, au Contrôleur-général, 16 février 1685, *ibid.*, t. I, p. 42, n. 162.

¹⁶⁸ M. de Bezons, intendant à Bordeaux, au Contrôleur-général, 15-17-24 mai; 15-16 juin 1691, *ibid.*, t. I, p. 245, n. 942.

lui faut nourrir¹⁶⁹ » et il en compte six mille. Un mois plus tard, le prince de Condé, gouverneur de Bourgogne, écrit à Pontchartrain : « Je suis obligé de vous dire que j'ay trouvé plus de misère que je ne croyais. Dans tous les villages de la route que j'ay faite, je n'ay pas vu un seul habitant qui ne m'ayt demandé l'aumône¹⁷⁰. »

Le 12 janvier 1692, l'intendant du Limousin annonce que, dans sa généralité, plus de soixante-dix mille personnes de tout âge et des deux sexes seront réduites à mendier leur pain avant le mois de mars.¹⁷¹ Trois mois plus tard, Pontchartrain est averti que dans la partie de la généralité de Moulins appartenant au diocèse de Limoges (cent dix paroisses), on compte vingt-six mille individus réduits à la mendicité et cinq mille pauvres honteux.¹⁷² Au mois d'avril l'intendant de Bordeaux lui écrit : « Je ne puis vous exprimer le nombre des paroisses qu'il y a où ceux qui sont le mieux font du pain avec du son ; les autres n'en ont point. Il y a près de trois mois jusqu'à la récolte; il est à craindre qu'il ne périsse beaucoup de personnes de faim¹⁷³. » Au mois de novembre, Vauban écrivait d'Embrun que les maladies et la faim allaient faire périr les trois quarts des populations du Dauphiné « si le Roy, par sa bonté, ne leur faisoit donner ou prêter quelque quantité de blé¹⁷⁴ ». Une correspondance du mois de septembre 1693 affirme que « depuis l'année 1690 la plus grande partie des provinces de Tarentaise et de Maurienne ont vécu de coquilles de noix moulues, dans lesquelles les plus aisés habitants ne mêlent qu'un dixième ou environ de farine d'orge ou d'avoine¹⁷⁵ »

Et voici en quel état se trouve la Normandie. Le 4 mai 1693, le lieutenant-général, M. de Beuvron, écrit à Pontchartrain : « En cette province, la misère et la pauvreté est au-delà de tout ce que vous pouvez vous imaginer, et principalement dans le pays de

¹⁶⁹ S. A. R. Mgr le Prince, au Contrôleur-général, 2 juin 1691, *ibid.*, t. I, p. 248, n. 953.

¹⁷⁰ M. de Bouville, intendant à Limoges, au Contrôleur-général, 26 et 29 mai 1691, *ibid.*, t. I, p. 248, n. 952.

¹⁷¹ M. de Bouville, intendant à Limoges, au Contrôleur-général, 12 janvier 1692, *ibid.*, t. I, p. 274, n. 1038.

¹⁷² M. de Châteaurenard, intendant à Moulins, au Contrôleur-général, 6 avril 1692, *ibid.*, t. I, p. 274, n. 1038, note.

¹⁷³ M. de Bezons, intendant de Bordeaux, au Contrôleur-général, 19 avril 1692, *ibid.*, t. I, p. 284, n. 1072.

¹⁷⁴ Lettre de Vauban, 30 novembre, *ibid.*, t. I, p. 295, n. 1114, note.

¹⁷⁵ M. Bouchu, intendant en Dauphiné, au Contrôleur-général, 26 septembre 1693, *ibid.*, t. I, p. 337, n. 1235.

Caux, qui est le long des costes de la mer. Une infinité de peuple y meurt fréquemment de faim, et le reste languit et aura le mesme sort, s'il n'est secouru. Non-seulement l'argent y manque pour acheter du blé, mais ceux qui en ont n'en trouvent pas. Beaucoup de ces peuples se sont voulu retirer à Rouen; on ne peut les y recevoir, la ville estant accablée et surchargée de pauvres; il y en a vingt-un ou vingt-deux mille à recevoir journellement l'aumosne, sur l'estat qui en est fait, et plus de trois mille demandant par les rues, et un très grand nombre d'artisans qui, faute de travail et ayant mangé si peu qu'ils avoient, vont estre au mesme estat. Le blé enchérit tous les jours, et par conséquent il faut augmenter le prix du pain, ce qui paroist injuste et cruel à ces habitans et aux pauvres, qui n'en veulent on ne peuvent pas concevoir les raisons. Cela les fait crier, comme si c'estoit un défaut de police, et les met au désespoir, et dont la plupart, n'ayant pas d'argent pour acheter leurs nécessités, ne songent qu'à exciter un pillage pour s'empescher de mourir de faim. Tout ce qui s'achète pour sortir de la ville est pillé dans la campagne par un nombre infini de femmes et enfans et aussy d'hommes, qui n'ont pas figure humaine. Il faut mesme avoir toujours du monde sous les armes pour laisser le cours du marché libre et empescher le pillage, et aussy dans les chemins et aux avenues de la ville, pour la sûreté de ce qui peut entrer ou sortir; et les rues sont remplies de pauvres familles qui y couchent, sans aucune retraite. Cependant tout cela n'est rien en comparaison de ce qu'il y a dans les campagnes et par tout le pays de Caux, où le blé manque mesme pour ceux qui ont de quoy l'acheter. On y a donné de bons ordres de la part du Parlement suivant ce qui avoit esté fait autrefois; on a défendu aux pauvres de sortir de leurs villages et ordonné une cotisation sur les habitans pour les nourrir, ce qui s'exécute un peu en quelques endroits et qui ne se peut aux autres, où ils n'en ont pas le moyen et deviennent tous aussy pauvres les uns que les autres, et où ils ne peuvent avoir du blé¹⁷⁶. »

La mortalité devient effroyable. Le 6 juin 1693, on écrit de Limoges : « Il meurt tous les jours un si grand nombre de pauvres, qu'il y aura des paroisses où il ne restera pas le tiers des habitans¹⁷⁷; » et le 7 octobre, on avertit que « par la diminution des habitans dont il mourait une prodigieuse quantité

¹⁷⁶ M. de Beuvron, lieutenant-général en Normandie, au Contrôleur-général, 4 mai 1693, *ibid.*, t. I, p. 319, n. 1187.

¹⁷⁷ M. de Bouville, intendant de Limoges, au Contrôleur-général, 6 juin 1693, *ibid.*, t. I, p. 319, n. 1186, note.

non seulement dans les villes mais dans quasi toutes les paroisses de la campagne » les envois de blé sont devenus moins urgents; « il y a en effet telles paroisses où il se fait tous les jours dix à douze enterrements¹⁷⁸ ». Dans le Périgord il y a eu soixante mille décès en un an¹⁷⁹. A Montauban, écrit l'évêque, « nous trouvons presque tous les jours, à la porte de cette ville et sur nos remparts, sept ou huit personnes mortes; et, dans mon diocèse, qui contient 750 paroisses, il meurt bien 400 personnes tous les jours¹⁸⁰ ». « Dans le bas Armagnac, écrit l'évêque d'Auch, il ne nous reste pas le quart des âmes qui estoient il y a trois ans¹⁸¹. » Faute d'habitants, la solitude se fait, « en beaucoup d'endroits, il n'y en a pas suffisamment pour la culture des terres¹⁸² »; et tout ceci n'est que la confirmation des paroles de Fénelon : « Sire, vos peuples meurent de faim. La culture des terres est presque abandonnée; les villes et les campagnes se dépeuplent; tous les métiers languissent, tout le commerce est anéanti. »

A la suite de ces témoignages confidentiels puisqu'ils sont adressés au Contrôleur général, prend place l'enquête ouverte par les intendants dans leurs généralités à la demande du duc de Bourgogne. Le jeune prince reçut, pour son instruction des rapports dont on a parlé déjà et où les aveux ne sont, à coup sûr, jamais exagérés puisqu'ils sont faits par les auteurs souvent et parfois par les bénéficiaires des désordres et des plaies qu'ils mettent à nu. Boulainvilliers qui résume et, parfois, complète, ces renseignements officiels n'est pas suspect, lui non plus, d'un excès de tendresse pour ces « paysans, lesquels, selon lui, originairement, ne sont libres et propriétaires de leurs biens que par la grâce des seigneurs ». Néanmoins, partout nous rencontrons un tableau concordant avec celui qui est tracé dans les correspondances déjà étudiées.

L'intendant de Picardie parle de la fabrique des serges qui, dans les villages voisins d'Aumale et de Grandvilliers, occupe onze cent soixante-dix métiers et produit plus de quinze cent mille livres de serges : « C'est la seule manufacture de cette

¹⁷⁸ M. de Bouville, intendant de Limoges, au Contrôleur-général, 7 octobre 1693, *ibid.*, t. I, p. 319, n. 1186, note.

¹⁷⁹ M. de Bezon, intendant de Bordeaux, au Contrôleur-général, 6, 9, 17 et 29 octobre, 9 novembre 1693, *ibid.*, t. I, p. 340, n. 1241.

¹⁸⁰ M. l'évêque de Montauban, au Contrôleur-général, 16 avril 1694, *ibid.*, t. I, p. 360, n. 1308.

¹⁸¹ M. l'évêque d'Auch, au Contrôleur-général, 6 septembre 1694, *ibid.*, t. I, p. 360, n. 1308, note.

¹⁸² M. Sanson, intendant à Montauban, au Contrôleur-général, 28 mai 1693, *ibid.*, t. I, p. 391, n. 1432.

espèce qui soit dans le royaume, et cependant la plupart des ouvriers meurent de faim, et sont contraints d'abandonner leurs métiers, soit à cause de la cherté des laines, soit parce que les impositions ordinaires et extraordinaires passent le produit de leur gain¹⁸³. » — Dans la généralité d'Orléans, le commerce est tellement réduit et l'imposition tellement multipliée que l'on compte moins de marchands que d'officiers tant royaux que seigneuriaux, de finance et des hôtels de ville. Dans la Beauce « le meilleur pays du monde pour le rapport du froment, le paysan se contente de manger de l'orge avec du blé et du seigle; les plus riches se passent avec quelque salaison qu'ils font après les moissons; les vigneron ne boivent que de l'eau et du vin mêlés, pour avoir les uns et les autres de quoi payer les subsides, payer les maîtres, et acheter ce qui est absolument nécessaire pour la subsistance des familles¹⁸⁴ ». — La généralité de Rouen contient environ sept cent mille âmes, mais « ce nombre diminue tous les jours. Les années de cherté ont emporté beaucoup de monde; la guerre, les milices et enfin la misère en font sortir incessamment de la généralité, de sorte qu'on s'aperçoit que les hommes manquent pour le travail ordinaire, et plusieurs terres demeurent incultes pour cette raison...¹⁸⁵ partout le commerce semble se perdre, tant par la guerre que par l'abattement des peuples qui ne font aucune consommation... la capitation, l'ustensile, les milices, les eaux et fontaines, les eaux-de-vie, les diverses charges créées dans les paroisses et une infinité d'autres ont réduit le peuple à un état de misère qui fait compassion, puisque de sept cent mille âmes on peut assurer qu'il n'y en a pas cinquante mille qui mangent du pain à leur aise et qui couchent autrement que sur la paille¹⁸⁶ », heureux ceux qui ont des logements. — Dans la généralité d'Alençon on écrit que « les villes sont presque abandonnées; on est touché de voir partout la moitié des maisons tomber, faute de réparations et d'entretien; les propriétaires n'y sont pas à couvert, le plus souvent, et la pauvreté répand partout une effroyable tristesse et une surprenante férocité¹⁸⁷ » n'a-t-on pas vu dans cette généralité les taillables « obligés de payer des droits à ceux qui achetaient des charges pour s'exempter de la taille, c'est-à-dire aux riches qui acca-

¹⁸³ Boulainvilliers, *Etat de la France*, 1727-1728, t. I, p. 72.

¹⁸⁴ *Ibid.*, t. I, p. 132.

¹⁸⁵ *Ibid.*, t. II, p. 3.

¹⁸⁶ *Ibid.*, t. II, p. 13.

¹⁸⁷ *Ibid.*, t. II, p. 46.

blaient les pauvres¹⁸⁸ ». — Dans la généralité de Caen, on a vu la ville de Valognes perdre tous ses fabricants de draps sauf quatre, tous les autres ont disparu « à cause des tailles et impositions, et surtout à cause de la création de plusieurs charges, portant exemption ou fixation d'impôts, dont les riches se trouvent pourvus¹⁸⁹ ». Granville, Dieppe, Saint-Malo vivaient du commerce de la batellerie, « les traitants ont fait interdire la plus grande partie des petits havres¹⁹⁰ ». — En Champagne, on vit de blé noir et le chiffre de la population ne cesse de décroître. Troyes est tombée de 60.000 à 20.000 âmes; Reims a perdu la moitié de ses métiers, dans l'élection de Sainte-Menehould le sol est en friche¹⁹¹. L'intendant a dû se résoudre à réduire la taille de 2.160.000 livres à 1.362.000 livres : la généralité n'en pouvait plus. — L'Auvergne pourvoyait l'Europe de papier de choix, mais « la quantité d'impositions qu'on y a mises a fait abandonner le travail à plus de la moitié des maîtres papetiers¹⁹² ». — La Touraine est plus misérable encore. Dans la ville de Tours au lieu de 8.000 métiers à soie, 700 moulins et 40.000 ouvriers, on compte 1.200 métiers, 70 moulins et 4.000 ouvriers subsistant à grand'peine. La tannerie est dans un pareil état puisque de 400 métiers il n'en reste que 54, et « la raison de cette diminution est du peu de consommation du gros bétail tant à cause de la diminution générale du peuple que de la grande pauvreté¹⁹³ ». Dans le Bourbonnais « la pauvreté est telle parmi les maîtres et par conséquent parmi les ouvriers que, quoique les blés soient au plus vil prix, ils manquent de pain¹⁹⁴ ». — La généralité de la Rochelle a perdu, en vingt ans, le tiers de sa population, la cause en est dans « la guerre, l'extrême pauvreté et misère des paysans, qui retranchent leur nourriture et leurs forces et les font mourir avant l'âge parce que la moindre maladie détruit aisément les corps consumés d'inanition et de souffrance¹⁹⁵ ». — Enfin, dans la généralité de Paris le « nombre des peuples est fort diminué¹⁹⁶ ».

La paix de Ryswick semble n'avoir apporté aucun soulagement. A Laval, le boisseau de blé pesant 32 livres se vend 42 sols ce

¹⁸⁸ Ibid., t. II, p. 44.

¹⁸⁹ Ibid., t. II, p. 28.

¹⁹⁰ Ibid., t. II, p. 30.

¹⁹¹ Ibid., t. I, p. 207.

¹⁹² Ibid., t. II, p. 266.

¹⁹³ Ibid., t. II, p. 155.

¹⁹⁴ Ibid., t. II, p. 239.

¹⁹⁵ Ibid., t. II, p. 118.

¹⁹⁶ Ibid., t. I, p. 30.

qui ne s'était pas vu de mémoire d'homme; aussi la population de 6 à 8.000 tisserands que renferme cette ville est à l'aumône¹⁹⁷; à Pontoise, les paysans ne se rendent plus au marché¹⁹⁸; à Tours, « la désolation est infinie par le nombre de plus de 3.000 hommes et femmes, presque tous ouvriers en soie à façon, qui sont sans aucun ouvrage, demandent l'aumône par attroupements¹⁹⁹ »; en Bretagne, où l'argent devient plus rare de jour en jour, les gentilshommes venus aux États n'ont pas un sol pour payer leur dépense²⁰⁰; en Flandre, les villes sont « tellement épuisées par les efforts qu'elles ont faits pendant la dernière guerre » que l'intendant demande pour elles quelques années « de repos pour respirer et se remettre²⁰¹ ».

C'est cependant à un pays épuisé à ce point que va être imposée une nouvelle guerre qui durera douze ans. Les premiers succès que doivent suivre des révers accablants ne font illusion à personne « Je suis si renfermée dans ma petite sphère, écrit Mme de Grignan, que je ne vois que misère, au lieu de ne voir que triomphe, victoires et prospérités²⁰² ». Ce mot *misère* reparait, implacable, dans toutes les correspondances officielles. A Tours : « Ce qui fait dans cette ville la misère²⁰³ »; à Limoges : « Cette généralité a été si accablée par la misère²⁰⁴ »; à Pau : « La ville est des plus misérables²⁰⁵ »; En Provence : « La misère des peuples augmente tous les jours²⁰⁶ »; à la Rochelle : « La misère des peuples est si grande²⁰⁷ »; à Orléans : « La misère est

¹⁹⁷ Lettre de l'intendant de Tours au Contrôleur-général, 29 septembre, 21 et 23 octobre 1699, dans A. de Boislisle, *Correspondance des Contrôl.-génér.*, t. II, p. 4, n. 13.

¹⁹⁸ 5 novembre 1699; *ibid.*, t. II, p. 10, n. 35.

¹⁹⁹ 16 novembre 1699; *ibid.*, t. II, p. 12, n. 44.

²⁰⁰ 17 novembre 1699; *ibid.*, t. II, p. 13, n. 47.

²⁰¹ M. Dugué de Bagnols, intendant en Flandre, au Contrôleur-général, 19 novembre 1699, *ibid.*, t. II, p. 14, n. 48.

²⁰² Lettre de la comtesse de Grignan, 31 août 1702, *ibid.*, t. II, p. 117, n. 421.

²⁰³ M. Taschereau de Baudry, lieutenant-général de police à Tours, au Contrôleur-général, 24 mars 1700, *ibid.*, t. II, p. 32, n. 109.

²⁰⁴ M. de Bernage, intendant à Limoges, au Contrôleur-général, 15 juin 24 et 30 juillet 1700, *ibid.*, t. II, p. 42, n. 146.

²⁰⁵ M. Lebre fils, intendant du Béarn, au Contrôleur-général 8 octobre 1701, *ibid.*, t. II, p. 38, n. 323.

²⁰⁶ M. Lebre, intendant de Provence, au Contrôleur-général, 7 janvier 1704, *ibid.*, t. II, p. 166, n. 560.

²⁰⁷ M. Bégon, intendant à La Rochelle, au Contrôleur-général, 31 mai 1704, *ibid.*, t. II, p. 185, n. 616.

plus grande que je ne puis la dépeindre²⁰⁸; » à Montauban : « La misère devient extrême en ce pays-ci²⁰⁹; » en Guyenne : « Le peuple est dans la dernière misère²¹⁰; » dans le Berry : « La misère des laboureurs de Picardie est commune à ceux du Berry²¹¹; » dans le Bas-Poitou : « La misère est à un si haut point que la plupart des contribuables, réduits à la dernière extrémité, n'ayant rien à perdre, se rebellent contre les collecteurs qui sont journellement maltraités à coups de faux, fourches et autres instruments en fer²¹². » Vers le Roi monte une plainte universelle : « il aime ses sujets », dit l'un²¹³, pendant que d'autres sont persuadés de son « extrême tendresse... pour son peuple²¹⁴; mais il ne manque pas de gens pour rendre le gouvernement et les administrateurs responsables de la souffrance générale²¹⁵.

²⁰⁸ M. de Bouville, intendant à Orléans, au Contrôleur-général, 1^{er} et 22 novembre 1704, *ibid.*, t. II, p. 207, n. 683.

²⁰⁹ M. Le Gendre, intendant à Montauban, au Contrôleur-général, 24 juin 1705, *ibid.*, t. II, p. 258, n. 838.

²¹⁰ Lettre de Guyenne (envoyée à M. Desmaretz), septembre 1706, *ibid.*, t. II, p. 358, n. 1120.

²¹¹ M. de Montgeron, intendant de Berry, au Contrôleur-général, 13 avril 1707, *ibid.*, t. II, p. 394, n. 1226.

²¹² M. de Mahé, receveur des tailles à Fontenay-le-Comte, 15 mai 1707, *ibid.*, t. II, p. 421, n. 1269.

²¹³ L'évêque de Nantes au Contrôleur-général, 2 janvier 1706, *ibid.*, t. II, p. 296, n. 945.

²¹⁴ Les curés de l'élection de Cahors au Contrôleur-général, 13 novembre 1705, *ibid.*, t. II, p. 283, n. 911.

²¹⁵ A. de Boislisle, *Le Grand Hiver et la disette de 1709*, dans *Revue des Questions historiques*, 1903, t. LXXIII, p. 444-447; H. Wallon, *Les événements de 1709 d'après Saint-Simon*, dans *Journal des Savants*, 1904, t. II, p. 77-89, 232-239; J. Tissier, *L'hiver de 1709 dans le diocèse de Narbonne*, dans *Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne*, 1894, t. III, p. 565-594; Chauvet, *Extrait des registres paroissiaux de Salles relatif à l'hiver de 1709*, dans *Bulletins et mémoires de la Société archéologique et historique de la Charente*, 1898, t. XLII, p. CXXXI; N. Gautier, *L'hiver de 1709. Relation de Léonard Blanchier, maître chirurgien à Bouez*, dans même recueil, 1892, t. XXXVI, p. LXXV; Egreteaud, *Hiver de 1709, note extraite du registre de l'État-civil de Saint-Cyr du Dauret*, dans *Recueil de la Commission des arts et monuments historiques de la Charente-Inférieure et Société d'archéologie de Saintes*, 1893-1894, t. XII, p. 118; Les indications bibliographiques données par A. de Boislisle, *op. cit.*, 1903, t. LXXII, p. 445, note 5; A. Forterre, *L'hiver de 1709 [à Aps]*, dans *Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme*, 1892, t. XXVI, p. 98; E. Monst, *La disette de 1709 à Lons-le-Saulnier*, dans *Mémoires de la Société d'émulation du Jura*, 1898, t. LXI, p. 285; A. Braud, *L'hiver de 1709*, dans *Bulletin et compte-rendu des travaux de la Société d'histoire et d'archéologie de Brie-Comte Robert, Mormant, Tournan et la vallée de l'Yères*, 1902-1903, t. II, p. 102-105; Taillefer, *L'hiver de 1709 dans Bulletin de la Société ar-*

Cette souffrance, l'hiver fameux de 1709, le « Grand Hiver », va la porter au comble²¹⁶. On n'avait pas souvenance d'un pareil froid depuis l'année 1608, disent Madame et Saint-Simon. A Versailles, la violence des gelées fut telle, que l'eau de la reine de Hongrie, les elixirs les plus forts et les liqueurs les plus spiritueuses cassèrent leurs bouteilles dans les armoires des chambres à feu²¹⁷; il devint impossible aux prêtres de célébrer la messe²¹⁸; le Roi dut même renoncer, bien qu'il lui en coûtât, aux promenades, revues, processions, parades ou autres cérémonies extérieures. La maladie et la mort faisaient de tels ravages dans l'entourage du souverain qu'au mois de février on ne reconnaissait plus la Cour de France²¹⁹. A Paris, la souffrance fut extrême²²⁰ et suspendit, en partie au moins, la vie extérieure. « Les spectacles cessèrent aussi bien que les procès²²¹; » le bois faisait défaut, le lieutenant de police d'Argenson en fit distribuer aux pauvres en quantité insuffisante²²².

Que pouvaient quelques fagots dans cette calamité où on vit le pain geler sur la table à mesure qu'on le mangeait, le vin geler dans la cave et où un magistrat parisien vit « deux pauvres petits savoyards trouvés morts, gelés de froid, au coin d'une porte où ils s'étoient cantonnés et embrassés l'un l'autre pour se réchauffer²²³ ». Dans les provinces la pitié était aussi grande. Un

chéologique du midi de la France, 1895, t. VIII, p. 88, N. Perrossier, *Note sur le grand hiver de 1709*, dans *Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse des diocèses de Valence, Gap, Grenoble et Viviers*, 1888-1889, t. IX, p. 255, Delgrange, 1709 à Rumegies, dans *Bulletin de la Société d'études de la province de Cambrai*, 1908, t. XII, p. 95-98; Bouchel, *Le grand hiver de 1709 à Serval*, dans le *Soissonnais*, dans *Bulletin de la Société archéologique, historique et scientifique de Soissons* 1903-1904, 3^e série, t. XII, p. 133-135; Loir, *Documents concernant la commune de Couchy-les-Pots, canton de Ressons-sur-Metz (Oise)* dans *Bulletin de la Société d'études historiques et scientifiques de l'Oise*, 1907, t. III, p. 253; J. Pelisson, *La misère à Tournac en 1709*, dans *Revue de Saintonge et d'Aunis*, 1906, t. XXVI, p. 309-317.

²¹⁶ *Ibid.* 1903, t. LXXIII, p. 442-509; t. XXIV, p. 486-542.

²¹⁷ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. de Boislisle, t. XVII, p. 105-106.

²¹⁸ J. Vanière, S. J. *Prædium rusticum*, édit. 1774, l. VIII, p. 206-211 : *sacra ipsa quierunt*.

²¹⁹ Sourches, *Mémoires*, édit. de Cosnac et Bertrand, t. XI, p. 267.

²²⁰ *Mercurius historique et politique*, t. XLVI, p. 185-186, 291-292.

²²¹ Dangeau, *Journal*, édit. Soulié-Dussieux, t. XII, p. 307; Madame, *Correspondance*, édit. Jaeglé, t. II, p. 79.

²²² M. Daguesseau fils, procureur général au Parlement de Paris au Contrôleur général, 19 janvier 1709, dans A. de Boislisle, *Correspondance*, t. III, p. 87, n. 274.

²²³ Menin, *Pot-pourri*, édit. P. d'Estrées, dans *Souvenirs et mémoires*, 1900, p. 439-440.

bourgeois de Chartres écrit que « les hommes geloient sur les chemins, en sorte que depuis Paris à Orléans, on dit que plus de trente hommes sont morts de froid. Des vaches, boucs, chèvres, moutons et agneaux d'un an ont été trouvés morts et gelés en leurs étables; les volailles et pigeons morts, les pieds gelés; les perdrix et oiseaux trouvés morts, les corbeaux tuant et mangeant jusqu'à des lièvres²²⁴ ». Le Midi de la France ne fut pas épargné²²⁵ et Mme de Maintenon décrit à la princesse des Ursins cet hiver « qui gèle tous les blés et toutes les vignes, qui ne laisse pas un fruit, non seulement pour le présent, mais qui fait mourir tous les arbres. Les oliviers en Provence et en Languedoc, les châtaigniers en Limousin, les noyers par toute la France²²⁶ ». Les arbres et les arbustes des jardins, les légumes furent également détruits. La mortalité humaine dépassait ce qui s'était jamais vu. « Les gens du peuple meurent de froid comme des mouches » écrit Madame²²⁷.

La disette consécutive à l'hiver se fit sentir pendant plus d'une année; disette d'autant plus cruelle que « la bêtise et l'abrutissement²²⁸ » des populations affamées étaient sans bornes pendant que la guerre, durant depuis huit ans, absorbait les grains pour la subsistance des armées aux frontières et privait la France de presque toutes les importations par voie de mer. La récolte de 1708 avait été médiocre, aussi dès le mois de septembre 1709 les rapports devinrent alarmants, au mois de novembre le blé atteignit le prix de 20 livres le setier à Paris. Deux mois d'un pareil hiver survenant dans ces conditions achevèrent le désastre; ce fut partout une vraie panique. Un cri de terreur se répandit sur tout le royaume et les mandements épiscopaux, nécessaires pour solliciter la charité publique et ordonner des prières, achevèrent d'affoler les fidèles qui en écoutaient la lecture au prône paroissial. « La terre paraît comme morte, disait Fénelon; elle ne promet ni fruits ni moissons et le printemps même ne la ranime point. » Plus confiant, Fléchier disait à ses diocésains : « Cessez de vous troubler : le pain ne vous a pas encore manqué...; nous vivons, nous mangeons notre pain de chaque jour avec poids

²²⁴ Jean Bouvart, *Journal dans Magasin pittoresque*, 1854, p. 170-172; dans P. Clément, *La Police sous Louis XIV*, in-8, Paris, 1866, p. 349.

²²⁵ A. de Boislisle, dans *Revue des Sociétés savantes*, 1875, 6^e série, t. II, p. 394.

²²⁶ *Lettres de Mme de Maintenon*, recueil Bossange, t. II, p. 13-14, lettre du 25 novembre 1709.

²²⁷ Madame, *Correspondance*, édit. Brunet, t. I, p. 111.

²²⁸ Ce sont les expressions mêmes de Boisguilbert.

et mesure, même avec quelque inquiétude, mais enfin nous vivons. » Les appels à la charité se succédaient. Un *Nouvel avis important sur les misères du temps* passe en revue les provinces de l'Orléanais, du Blésois, le pays Chartrain, le Vendômois, le Gâtinais, le Berry, la Touraine, et partout montre la famine. A Romorantin, le 18 avril 1709, plus de mille pauvres avaient déjà succombé. A Étampes, à Angerville, à Beaugency, à Blois la misère était indescriptible. La forêt d'Orléans était pleine de misérables vaguant comme des bêtes. Un père jésuite écrivait qu'à Onzain²²⁹ il avait prêché à quatre ou cinq cents squelettes qui, ne mangeant plus que des chardons crus, des limaces, des débris de charognes et d'autres ordures, ressemblaient plus à des morts qu'à des vivants²³⁰. Il n'est pas douteux que la disette fut, dans une proportion très appréciable, plus apparente que réelle, et horriblement aggravée par la spéculation des accapareurs²³¹, les « blatiers », que l'on voyait arriver en nombre sur les marchés, avec leurs troupes de chevaux, enlever les grains à des prix inaccessibles pour le menu peuple et les faire passer en longs convois, sur des marchés plus favorables, ou jusqu'en pays étranger²³².

L'état du royaume défie tout essai de description. « Je suis outré de douleur écrit l'intendant Trudaine; ce que je vois tous les jours, l'humanité, je ne dis pas le christianisme, ne le peut pas supporter²³³. » A Reims, douze mille pauvres ne vivent que du pain distribué par le bureau de la Miséricorde²³⁴. Des villages entiers du Charolais et leurs cultures sont abandonnés²³⁵. En Craonnais, sur les confins de la Bretagne, « il n'y a que des misérables qui n'ont ni les choses nécessaires à la vie pour se nourrir, ni paille pour se coucher, ni d'habits ni de toile pour se couvrir²³⁶. » Dans le Nivernais, c'est une multitude affamée et ré-

²²⁹ Loir-et-Cher, arrondissement de Blois, canton d'Herbault.

²³⁰ Cette circulaire conservée dans le *Journal de Bouvart* a été publiée par le *Magasin pittoresque*, juin 1854.

²³¹ N. Delamare, *Traité de la police*, t. II, p. 707, 954, 1007; Dupont de Nemours, *Analyse historique de la législation des grains*, 1789, p. 75-83.

²³² Mme de Maintenon, *Lettres*, édit. La Beaumelle, 1789, t. VIII, p. 190-194, deux lettres de la princesse d'Harcourt, 19 août et 8 septembre 1709.

²³³ M. Trudaine, intendant à Lyon au Contrôleur général, 26 mars et 16 avril 1709, dans A. de Boislisle, *Correspondance*, t. III, p. 115, n. 345.

²³⁴ *Lettre des officiers de la ville de Reims*, 2 mai 1709, *ibid*, t. III, p. 139, n. 390.

²³⁵ Benêt, dans *Bulletin du Comité. Section d'histoire et de philosophie*, 1884, p. 163-176; 1890, p. 242-250.

²³⁶ M. l'évêque d'Angers au Contrôleur général, 23 janvier 1709, *ibid*, t. III, p. 91, n. 281.

duite au brigandage²³⁷. En Languedoc tout semble prêt à périr²³⁸; en Mâconnais, en Dauphiné, en Provence, les moins malheureux se nourrissent d'avoine, les autres d'herbes cuites sans sel²³⁹. Au nord, dans la châtellenie de Bouchain, voici le tableau que trace l'Intendant : « Il n'est pas seulement resté une paille dans aucun village; non seulement la récolte y a manqué, mais encore les mars qui étaient en terre et les fourrages ont été entièrement enlevés jusques à la paille, ou, pour mieux dire, jusques aux chaumes qui couvraient les maisons, dont quantité ont été renversées et démolies, les bestiaux pris, et les chevaux presque tous périés par les corvées continuelles, depuis dix-huit mois et le défaut de nourriture. Enfin, pour comble de malheur, les maladies sont venues, et la mortalité a été tout l'hiver et est encore à un point qu'il est mort plus d'un tiers des habitants²⁴⁰. »

Partout se présente le même spectacle : en Autunois, les pauvres « la peau collée sur le dos²⁴¹ »; dans le Bordelais, les paysans « foibles et languissants, le visage pâle, décharné²⁴² »; en Bourgogne, des enfants de quatre à cinq ans broutant l'herbe dans les prairies comme des moutons²⁴³; ailleurs, des adultes pâturent comme les bêtes, leurs visages décharnés pâles, livides, noirs, leurs corps chancelants faisant peur aux plus résolus²⁴⁴. Partout « on voit les gens s'affaïsser, littéralement morts de faim²⁴⁵ »; le chevalier de Laubépin compte trente-deux cadavres gisant en travers ou bien rangés le long de la grand'route depuis Roanne²⁴⁶. « L'Estat dans lequel est tombé ce royaume est si triste de quelque côté qu'on le considère, écrit Saint-Simon au mois de janvier 1712, qu'il n'est point de françois, capable de quelque ré-

²³⁷ M. l'archevêque de Sens au Contrôleur général, 5 mai 1709, *ibid.*, t. III, p. 144, n. 399.

²³⁸ Lettre de l'évêque de Carcassonne, 18 avril 1709, *ibid.*, t. III, p. 130, n. 378; L. Charpentier, *Un évêque de l'ancien régime*, 1899, p. 119-124.

²³⁹ L'évêque de Mâcon au Contrôleur général, 2 juin 1709, *ibid.*, t. III, p. 125, n. 364.

²⁴⁰ M. de Bernières, intendant en Flandre, au Contrôleur général, 22 février 1710, *ibid.*, t. III, p. 273, n. 706.

²⁴¹ E. Martène et U. Durand, *Voyage littéraire de deux religieux bénédictins*, in-4°, Paris 1717, p. 164.

²⁴² M. de la Bourdonnaye, intendant à Bordeaux, au Contrôleur général, 11 mai 1709, *op. cit.*, t. III, p. 152, n. 410.

²⁴³ Lettre de M. Carré, procureur général au Parlement de Dijon, 4 mai 1709, dans *Correspondance*, t. II, p. 136, n. 383.

²⁴⁴ *Revue des Sociétés savantes*, 1890, p. 246.

²⁴⁵ Madame, *Correspondance*, édit. Jaeglé, t. II, p. 35, septembre 1709.

²⁴⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 403-404 et 411 note.

flexion qui n'en ait les entrailles émues et point d'étranger raisonnable en qui la pitié n'ait succédé à la jalousie de la nation. Non seulement il est vray de dire qu'il ne luy reste aucune partie saine, mais la vérité veut encore qu'on ajoute qu'il n'y a plus rien que d'entièrement méconnaissable²⁴⁷. »

Sous l'excès des maux il ne reste à la nation qu'à succomber sous les coups. Les émeutes se multiplient²⁴⁸, des rumeurs perfides circulent. « Tout est à craindre des peuples qui meurent de faim et qu'on prend soin d'exciter, écrit Mme de Maintenon; ils disent que le Roi enlève tous les blés et s'enrichit en les leur vendant bien cher²⁴⁹. » La coalition espère, par ces mensonges, détacher le peuple du Roi ou du moins ébranler la fidélité et rendre impossible la résistance au dernier effort qu'elle prépare pour désarmer son vieil adversaire, démembrer le royaume et réduire la France « si bas que les enfants des enfants n'auraient même pas la tentation de s'en relever ». Alors ce ne fut qu'un cri d'indignation et de vengeance, ce ne furent que propos de donner tout son bien pour soutenir la guerre, et d'extrémités semblables pour signaler son zèle. En un mot, les choses en vinrent à un point si extrême qu'il ne dut plus estre permis de penser qu'à la patrie²⁵⁰. Mais voici que par un de ces renversements qui ne se voient qu'en France, la guerre maudite, fatale, qui avait conduit le royaume au bord de l'abîme, allait se transformer en victoire soudaine, triomphale, conduisant à une paix glorieuse et profitable.

C'est pendant ces jours d'angoisse patriotique qui séparèrent la mort tragique du duc de Bourgogne de la victoire de Denain, au mois d'avril 1712, que « tapi » dans son « trou d'entresol » de Versailles, Saint-Simon, brisé par la douleur mais s'oubliant lui-même et la perte de ses espérances pour ne songer qu'au bien public, eut l'idée d'écrire à Louis XIV une lettre anonyme, comme avait fait Fénelon, dix-sept années auparavant²⁵¹. C'est un

²⁴⁷ *Projets de rétablissement du royaume de France*, dans *Écrits inédits de Saint-Simon*, publiés par P. Faugère, in-8, Paris, 1882, t. IV, p. 193.

²⁴⁸ A. de Boislisle, dans *Revue des Questions historiques*, 1903, t. LXXII, p. 501-509.

²⁴⁹ Mme de Maintenon à la princesse des Ursins, dans *Recueil Bossange*, t. IV, p. 288.

²⁵⁰ *Projets de rétablissement*, p. 194.

²⁵¹ Anonyme au Roy, dans *Écrits inédits*, t. IV, p. 10-59 et pour la discussion de l'authenticité : *Avant-propos*, p. I-XV. L'auteur dit au début : « Je sais que Vostre Majesté ... en a reçu assez souvent en sa vie, n'a pas laissé souvent aussi de les lire. »

duite au brigandage²³⁷. En Languedoc tout semble prêt à périr²³⁸; en Mâconnais, en Dauphiné, en Provence, les moins malheureux se nourrissent d'avoine, les autres d'herbes cuites sans sel²³⁹. Au nord, dans la châtelainie de Bouchain, voici le tableau que trace l'Intendant : « Il n'est pas seulement resté une paille dans aucun village; non seulement la récolte y a manqué, mais encore les mars qui étaient en terre et les fourrages ont été entièrement enlevés jusques à la paille, ou, pour mieux dire, jusques aux chaumes qui couvraient les maisons, dont quantité ont été renversées et démolies, les bestiaux pris, et les chevaux presque tous périés par les corvées continuelles, depuis dix-huit mois et le défaut de nourriture. Enfin, pour comble de malheur, les maladies sont venues, et la mortalité a été tout l'hiver et est encore à un point qu'il est mort plus d'un tiers des habitants²⁴⁰. »

Partout se présente le même spectacle : en Autunois, les pauvres « la peau collée sur le dos²⁴¹ »; dans le Bordelais, les paysans « foibles et languissants, le visage pâle, décharné²⁴² »; en Bourgogne, des enfants de quatre à cinq ans broutant l'herbe dans les prairies comme des moutons²⁴³; ailleurs, des adultes pâturent comme les bêtes, leurs visages décharnés pâles, livides, noirs, leurs corps chancelants faisant peur aux plus résolus²⁴⁴. Partout « on voit les gens s'affaïsser, littéralement morts de faim²⁴⁵ »; le chevalier de Laubépin compte trente-deux cadavres gisant en travers ou bien rangés le long de la grand'route depuis Roanne²⁴⁶. « L'Etat dans lequel est tombé ce royaume est si triste de quelque côté qu'on le considère, écrit Saint-Simon au mois de janvier 1712, qu'il n'est point de François, capable de quelque ré-

²³⁷ M. l'archevêque de Sens au Contrôleur général, 5 mai 1709, *ibid.*, t. III, p. 144, n. 399.

²³⁸ Lettre de l'évêque de Carcassonne, 18 avril 1709, *ibid.*, t. III, p. 130, n. 378; L. Charpentier, *Un évêque de l'ancien régime*, 1899, p. 119-124.

²³⁹ L'évêque de Mâcon au Contrôleur général, 2 juin 1709, *ibid.*, t. III, p. 125, n. 364.

²⁴⁰ M. de Bernières, intendant en Flandre, au Contrôleur général, 22 février 1710, *ibid.*, t. III, p. 273, n. 706.

²⁴¹ E. Martène et U. Durand, *Voyage littéraire de deux religieux bénédictins*, in-4°, Paris 1717, p. 164.

²⁴² M. de la Bourdonnaye, intendant à Bordeaux, au Contrôleur général, 11 mai 1709, *op. cit.*, t. III, p. 152, n. 410.

²⁴³ Lettre de M. Carré, procureur général au Parlement de Dijon, 4 mai 1709, dans *Correspondance*, t. II, p. 136, n. 383.

²⁴⁴ *Revue des Sociétés savantes*, 1890, p. 246.

²⁴⁵ Madame, *Correspondance*, édit. Jaeglé, t. II, p. 35, septembre 1709.

²⁴⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 403-404 et 411 note.

flexion qui n'en ait les entrailles émues et point d'étranger raisonnable en qui la pitié n'ait succédé à la jalousie de la nation. Non seulement il est vrai de dire qu'il ne lui reste aucune partie saine, mais la vérité veut encore qu'on ajoute qu'il n'y a plus rien que d'entièrement méconnaissable²⁴⁷. »

Sous l'excès des maux il ne reste à la nation qu'à succomber sous les coups. Les émeutes se multiplient²⁴⁸, des rumeurs perfides circulent. « Tout est à craindre des peuples qui meurent de faim et qu'on prend soin d'exciter, écrit Mme de Maintenon; ils disent que le Roi enlève tous les blés et s'enrichit en les leur vendant bien cher²⁴⁹. » La coalition espère, par ces mensonges, détacher le peuple du Roi ou du moins ébranler la fidélité et rendre impossible la résistance au dernier effort qu'elle prépare pour désarmer son vieil adversaire, démembrer le royaume et réduire la France « si bas que les enfants des enfants n'auraient même pas la tentation de s'en relever ». Alors ce ne fut qu'un cri d'indignation et de vengeance, ce ne furent que propos de donner tout son bien pour soutenir la guerre, et d'extrémités semblables pour signaler son zèle. En un mot, les choses en vinrent à un point si extrême qu'il ne dut plus être permis de penser qu'à la patrie²⁵⁰. Mais voici que par un de ces renversements qui ne se voient qu'en France, la guerre maudite, fatale, qui avait conduit le royaume au bord de l'abîme, allait se transformer en victoire soudaine, triomphale, conduisant à une paix glorieuse et profitable.

C'est pendant ces jours d'angoisse patriotique qui séparèrent la mort tragique du duc de Bourgogne de la victoire de Denain, au mois d'avril 1712, que « tapi » dans son « trou d'entresol » de Versailles, Saint-Simon, brisé par la douleur mais s'oubliant lui-même et la perte de ses espérances pour ne songer qu'au bien public, eut l'idée d'écrire à Louis XIV une lettre anonyme, comme avait fait Fénelon, dix-sept années auparavant²⁵¹. C'est un

²⁴⁷ *Projets de rétablissement du royaume de France*, dans *Écrits inédits de Saint-Simon*, publiés par P. Faugère, in-8, Paris, 1882, t. IV, p. 193.

²⁴⁸ A. de Boislisle, dans *Revue des Questions historiques*, 1903, t. LXXII, p. 501-509.

²⁴⁹ Mme de Maintenon à la princesse des Ursins, dans *Recueil Bossange*, t. IV, p. 288.

²⁵⁰ *Projets de rétablissement*, p. 194.

²⁵¹ Anonyme au Roy, dans *Écrits inédits*, t. IV, p. 10-59 et pour la discussion de l'authenticité : *Avant-propos*, p. I-XV. L'auteur dit au début : « Je sais que Votre Majesté ... en a reçu assez souvent en sa vie, n'a pas laissé souvent aussi de les lire. »

des ouvrages qui font le plus d'honneur à celui qu'on croyait capable d'entendre d'aussi dures vérités²⁵².

Votre État, lui dit-on, « vous le sçavez, n'a plus de ressources; à peine sous l'ombre de Vostre Majesté se peut-il soustenir contre vos ennemis ». Les trois ordres « qui forment le corps de vostre nation » sont dégénérés. Le clergé « ne retrace en rien l'idée ny en général ny en particulier de cette ancienne Église gallicane si fameuse, si lumineuse, et dont les commencements de vostre règne ont vu éteindre les restes »; à un épiscopat médiocre répond un corps sacerdotal « tombé dans une abjection de pédanterie et de crasse qui l'a tout à fait enfoncé dans un profond oubli. »

La noblesse ruinée, ignorante, amoindrie, « avilie et confondue avec le plus bas peuple par des mesalliances honteuses pour avoir du pain », des propriétaires absents de leurs terres ou bien, s'ils y résident, à peine distincts des paysans.

Le tiers-état « tombé en général dans le mesme néant que les deux premiers corps ».

Des magistrats « contents de sçavoir juger les procès » et qui « s'en acquittent comme ils peuvent », en sorte que « la magistrature est généralement tombée dans le mesme abisme qui enfouit le clergé et la noblesse. Pour ce qui est du reste du tiers-État, sièges subalternes, corps de ville bourgeois, la misère, la mécanique, la grossièreté les a tous ensevelis sans éducation et sans étude que celle de vivre au jour la journée avec un pénible travail, de là on peut inférer ce que sont les artisans et les paysans de la campagne. »

Le royaume est dévasté par l'administration. « De degré en degré, de nécessité en nécessité, vous en êtes venu à des impôts sur les choses saintes, sur les sacrements de l'Église... Avec une guerre presque continuelle, vostre peuple, Sire, a esté affligé depuis peu de deux fléaux qui peuvent trop véritablement porter le nom de famine et de peste... Tel est le fruit de soixante et dix années de règne... Attendez-vous à changer la forme d'un gouvernement si ruineux, que la matière, c'est-à-dire le royaume ait manqué et qu'il n'y ait plus de monarchie...? Quel compte, Sire, et pardonnez à ma tendresse pour vous si elle s'échappe,

²⁵² « Vous pensez, Sire, à une régence, à luy former un conseil ... de quelque manière que vous ayez regardé toute vostre vie les Estats généraux du royaume vostre ancien sentiment change dès que les exemples ... vous monstrent que les meilleurs et les plus authentiques dispositions des Rois n'ont rien de solide après eux sans le concours des Estats généraux; en un mot Vostre Majesté pense à les assembler. »

quel compte qu'un règne de soixante et dix ans pour soy tout seul en toutes manières, et jusqu'aux adversités mesmes par lesquelles Dieu essaie de vous rappeler à luy; quel compte que tant de fleuves de sang dont vos ministres vous ont fait inonder l'Europe; quel compte que tant d'autres déluges d'un sang d'une autre espèce mais non moins réel, je veux dire tant de trésors que ces ministres vous ont fait répandre, et qui vous ont réduit à force d'en répandre, de les rechercher jusque dans les os de vos sujets, dont la nudité et la défaillance rend les champs incultes, tarit l'espèce du bestail et ne laisse plus en proie aux durs exacteurs des impôts que les restes de leurs maisons délabrées dont ils démontent la charpente pour être vendue à vil prix! Ce ne sont point, Sire, des figures et des exagérations. Et si Vostre Majesté les regarde comme telles, autre compte, Sire, plus terrible que tous les autres que vous vous préparez, puisque vous répondrez de ce que vous ignorez comme de ce que vous connoissez, puisque la vérité ne fuit point les Rois qui l'aiment et qui la cherchent; et puisque ne remédiant pas à ce que vous sçavez, vous remédiez bien moins encor à ce que vous ne sçavez pas, peut estre à ce que vous ne voulez pas apprendre, très certainement à ce que vous avez mis en estat qu'on n'ose et qu'on ne peut vous dire. »

Entre l'hiver de 1709 et l'été de 1712, la France toucha le fond de l'abîme, mais aussitôt la paix rétablie, elle retrouva une apparence de prospérité. Quelques jours avant la mort de Louis XIV, lord Stair écrivait au premier ministre Stanhope : « Ce royaume tombe en ruine. La capitation et le dixième qu'on vient d'imposer sans terme, achèvent de le perdre; et le peuple est avili par la servitude à un point qu'on ne saurait concevoir²⁵³. » Allons donc! Jugements d'étrangers incapables de recourir à ces notations subtiles, à ces analyses délicates que réclame le caractère de la nation française.

L'œuvre monarchique de Louis XIV ne demande pas une moindre pénétration pour être appréciée avec justice. L'institution qui avait succédé à la féodalité et incarné l'unité nationale dans la personne royale n'avait pas desservi la France; elle l'avait agrandie, unifiée et asservie. A l'intérieur, la monarchie avait épuisé les ressources financières, dilapidé les forces morales, tari les richesses, inspiré le goût et le besoin de la dépense sans inculquer les méthodes qui eussent produit des sources nouvelles et plus abondantes de prospérité agricole, commerciale et indus-

²⁵³ *Oxenfoord Castle, Stair Papers, Lord Stair à lord Stanhope, 21 juillet 1715.*

trielle. Le despotisme laissait la France épuisée au point de vue économique. Au point de vue religieux, il la laissait déchirée par des querelles, des rancunes et des haines, moins pacifiée qu'au temps d'Henri IV; en sorte qu'elle ne mangeait pas à sa faim et ne priait pas à sa guise. Jamais elle n'avait été plus pénétrée de gallicanisme, plus férue de jansénisme, qu'au moment où on lui imposait l'ultramontanisme. A l'extérieur, le prestige de la France, un moment obscurci, brillait de nouveau. Ses frontières reculées et tracées par une ceinture admirable de forteresses avaient pris presque partout leur configuration définitive. C'est dans son attitude de défenseur de la France, face à l'Europe, que Louis XIV conserve sa durable grandeur. Trop souvent orgueilleux, violent ou injuste, il fut alors inspiré et soutenu par le souci de la dignité et de la grandeur du pays.

On lui a contesté le mérite d'avoir été l'inspirateur du siècle qui porte son nom; il en fut le régulateur et, pour ainsi parler, le propriétaire, tant ce siècle est inséparable de celui qui l'accapara, le modela, le présida en vue de lui-même pour la postérité. Grâce à l'égoïsme de ce superbe ordonnateur, la France fut pendant un demi-siècle l'inspiratrice et la dominatrice de l'Europe; et l'âme de la nation fut conquise à ce Roi dont les paroles et les gestes exprimaient tout l'orgueil, toute la fierté que chaque Français ressent à la vue des autres peuples. Elle lui pardonna tout, lui permit tout parce qu'elle l'aimait trop pour ne pas sentir que lui-même l'aimait aussi. C'était pour qu'elle fût la plus grande, la plus illustre et la plus belle qu'il jetait, en prodigue, son sang et son or dans le gouffre des guerres et des bâtiments. Un instinct profond de ces exigences cruelles faisait tout accorder, sans marchander, par le pays au maître qui parlait, qui agissait avec tant de dignité, de bonne grâce et de courage qu'il ajoutait quelque chose au sentiment de joie et à l'intime satisfaction qu'éprouvait chacun de se savoir si noblement servi et si magnifiquement représenté.

IV

Du dessein de ce livre.

Cette majestueuse monarchie ne devait survivre à Louis XIV que trois quarts de siècle, et dès le lendemain du jour où le Roi eut cessé de vivre la ruine de l'institution se précipita. Ce ne fut d'abord, en apparence, qu'une révolution de palais; en réalité

c'était le début de la Révolution française dont la Régence fut le prologue. Si la Régence ne fut pas « tout un siècle en huit ans²⁵⁴ », elle ouvrit à ce siècle un théâtre et lui traça un programme, car pendant ces huit ans elle fit, dans tous les sens, l'essai d'une révolution. Du long règne rempli de travaux, chargé de gloire, on ne sentait plus depuis trop d'années que la contrainte et les misères; la mort du vieux monarque, l'avènement d'un enfant à la lisière parurent la promesse d'un immense soulagement. On s'ébroua, on entra « avec un mélange de joie et d'effroi dans l'inconnu, et, suivant l'usage, pour mieux s'étourdir, on s'y précipita²⁵⁵. » Ce fut une ivresse de liberté, une frénésie de critique, une jactance, une fanfaronnade, une provocation et comme un pavoiement de paradoxes. Après un silence de plus d'un demi-siècle, les plus plates sottises semblèrent ingénieuses et charmantes, chacun eut son mot à dire, son conseil à donner, son blasphème à lancer. Les vieux courtisans, domestiqués par une soumission trop ancienne pour être si rapidement secouée, branlaient la tête. « On peut désormais tout croire, disait l'un d'entre eux²⁵⁶, les plus grands malheurs peuvent arriver. »

Tout de suite, la grande explosion de la Régence dévia en libertinage et, par sa violence, mit sur les dents la première génération révolutionnaire. Entre la politique et la débauche le choix fut bientôt fait; les longues années de misère et de dévotion qu'il avait fallu subir laissaient place à une fringale de plaisir, mais fringale à en crever, et plusieurs, Dubois, le Régent, sa fille Berry, la duchesse d'Albret, d'autres encore, restèrent sur le carreau. A une hypocrisie méprisable succéda une impudence furibonde, le besoin et la joie du désordre autant pour jouir que pour scandaliser. Ce qu'on avait estimé modération sembla timidité, on cessa de se dire « libertin » pour se proclamer « incrédule ». En religion, le ricanement; en morale, le cynisme; en politique, le mensonge, devinrent la règle dont il y eut courage, et parfois péril, à s'affranchir. Au sein de cette fermentation, de ce bouillonnement, tout s'altère et se transforme : l'art, la littérature, la mode, les mœurs; d'anciennes pratiques se dissimulent : la piété, la ferveur; des notions nouvelles s'affirment : la tolérance, l'indifférence; une conception inconnue surgit et s'impose : le crédit.

²⁵⁴ Michelet, *Histoire de France*, t. XVII, Préface.

²⁵⁵ Ch. Aubertin, *L'esprit public au XVIII^e siècle. Etude sur les Mémoires et les Correspondances politiques des contemporains, 1715 à 1789*, in-8, Paris, 1873, p. 52.

²⁵⁶ Le duc d'Antin.

Tout cela achemine le royaume vers des changements et des réformes dont personne n'a encore la claire prévision. C'est à peine si, de loin en loin, on entend prononcer le mot de *révolution*, et toujours édulcoré, vidé de toute intention violente. C'est bien cependant vers la Révolution française que se porte le mouvement qui conduira la France de 1715 à 1789. Nul n'est assez hardi pour l'appeler de ses vœux, mais un grand nombre espère en elle, confusément, comme en l'idéale redresseuse de torts, la bienfaisante réformatrice vers laquelle se tournent leurs obscurs et timides désirs. Imbus d'une forte culture historique, les hommes de ce temps ne sont pas éloignés de tenir tout changement politique pour un dévergondage d'imagination et cette tendance les empêche d'envisager autre chose que ce qui s'est vu en France, de temps immémorial, dans les transformations du pouvoir, c'est-à-dire une réforme sur la base de l'ordre existant. C'est aussi cette tendance qui les détourne des grandes aventures politiques où se précipiteront leurs arrière-petits fils en 1789 et, faute d'avoir cette audace, ils s'embourbent dans le libertinage.

L'effervescence s'émoussera, et de cette ivresse libérale il semble que rien ne subsiste qu'une lassitude sans repentir pendant les années de convalescence que ménage le ministère du cardinal de Fleury. Mais si le pétilllement est tombé, le mouvement persiste et se transmet; les observateurs perspicaces ne s'y méprennent pas. Quinze années d'un repos bienfaisant pour l'État sont, au point de vue des idées, comme une lente et sûre incubation, comme une sourde et continuelle pénétration des audaces émancipatrices qui ont apparu pendant la Régence : le rappel des protestants, la suppression des jésuites, la convocation des États-Généraux. Voilà, dès 1715, le programme qui s'achèvera au seuil de la Révolution.

Ce qui était à peine moins hardi de la part du Régent c'était l'affectation de prêter l'oreille à l'opinion publique et la promesse d'en tenir grand compte. Si la Régence évoque principalement le souvenir d'une licence effrénée et d'un agiotage éhonté, c'est un motif de plus de rechercher par quel biais un gouvernement tellement décrié et inconsistant a pu avoir une politique capable d'engager les destins de la France et l'avenir de la monarchie. C'est que, sous un régime despotique, les affaires étant livrées à un seul individu, si celui-ci se rencontre intelligent, aventureux et sceptique, l'État recevant sans résistance l'impulsion donnée s'en ira, à la dérive, vers les écueils. En livrant à une Cour judiciaire les attributions politiques auxquelles elle n'avait

aucun droit et dont le feu Roi l'avait dépouillée, le Régent faisait plus que d'acheter le vote qui lui livrerait le pouvoir, plus que d'offrir au Parlement l'occasion impatiemment attendue d'une éclatante revanche sur l'oppresseur qui avait su le réduire au silence, le Régent ouvrait une voie à l'opposition qu'il lui faudrait bientôt combattre et réduire en recourant à des procédés non moins énergiques que ceux de Louis XIV. L'alternance presque régulière des remontrances et des exils du Parlement au cours du XVIII^e siècle est le meilleur commentaire de l'imprudent compromis qui, au cours des négociations secrètes entamées par le Régent pour aboutir à la cassation du testament de Louis XIV, a restauré le droit parlementaire en face du pouvoir monarchique et dressé l'arrêt de la Cour par dessus la volonté du Roi. À partir du 2 septembre 1715, le Parlement ne cessera de mettre en échec l'autorité royale et, de concession en concession, l'acculera à la nécessité de recourir aux États-Généraux, dont la convocation donnera le signal de la Révolution.

Dès l'audience de rentrée, à la Saint-Martin de 1715, Daguesseau proclamait la nécessité de la participation des citoyens aux affaires publiques, faute de quoi, ils « regardent la fortune de l'État comme un vaisseau qui flotte au gré de son maître, et qui ne se conserve et ne périt que pour lui²⁵⁷. » Serons-nous donc réduits, demandait-il, à chercher l'amour de la patrie dans les États populaires? » Moins de deux années plus tard, l'édit de juillet 1717 rédigé par le même magistrat, envisageait le cas où l'extinction de la dynastie régnante livrerait la forme politique à l'élection populaire²⁵⁸. C'est comme une prévision lointaine des discussions qu'entendra la Constituante.

C'est ce premier éveil des esprits à la pensée d'un état politique et d'institutions sociales différentes de ce qui existait qu'on entreprend de raconter ici. La Régence est le prologue de la Révolution et, à ce titre, elle a paru mériter une étude minutieuse. Période de transition, elle liquide tout un passé et sème les germes d'un avenir. Mais l'avènement de la démocratie se fera attendre longtemps encore parce que les calamités de la fin du dernier règne n'ont pas altéré encore le tempérament politique de l'ancienne France. Les impertinences qu'on signalera sur le

²⁵⁷ Fr. Monnier, *Le chancelier Daguesseau, sa conduite et ses idées politiques avec des documents nouveaux et plusieurs ouvrages inédits du chancelier*, in-8, Paris, 1859, p. 153.

²⁵⁸ Isambert, *Réueil des anciennes lois françaises*, t. XXI, p. 144-148 : édit du 2 juillet 1717; voir M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. II, p^{re} 210, 6 juillet 1717.

Sources

parcours du cortège funèbre de Louis XIV ne sont que la revanche des âmes basses devant le spectacle d'une grandeur abâtue; en 1715, le pouvoir royal reste hors d'atteinte et l'idée monarchique demeure intacte. Par dessus le bruit de ces imprécations éclate la clameur de tendresse qui entoure le petit roi Louis XV; c'est là que se mesure le prestige encore entier de la monarchie. La Régence elle-même ne parviendra pas à le détruire, mais elle l'aura ébranlé.

Politique intérieure et étrangère, finances, diplomatie, littérature, arts, mœurs, la Régence a laissé partout sa marque et on n'en saurait être surpris si on se rappelle que pendant ces années si courtes, au sortir d'une longue angoisse et à la veille d'une plus longue torpeur, la nation vécut et vibra plus bruyamment et plus vite, comme pendant une crise de croissance. Le plus pénétrant historien de cette époque, Lémontey, a fait observer que cette période de dix ans pendant laquelle la France fut gouvernée par les chefs des deux branches collatérales de la maison régnante « se fait remarquer par une prodigieuse variété d'événements et par un jeu de passions qui intéresse sans relâche l'observateur²⁵⁹. » Ces événements fourniront la matière du présent livre, il serait superflu d'en parler ici. Depuis le temps où vécut et travailla Lémontey, cette histoire qu'il avait écrite après des recherches considérables et avec un art délicat, a été abordée à différentes reprises suivant des points de vue variés. L'œuvre de Lémontey conserve son mérite, étant de celles qu'on corrige, qu'on complète, mais qu'on ne supprime pas. Cette œuvre fut, malgré son éclat, presque éclipsée dès son apparition par le prestigieux récit du premier historien de la Régence, le duc de Saint-Simon. Les célèbres *Mémoires* n'étaient connus alors du public que par des extraits faits « sans discernement, sans liaison, sans aucune vue historique ». Depuis cette époque, les éditions complètes, révisées, commentées se sont succédées consacrant le mérite littéraire de l'écrivain et multipliant les exemplaires de son ouvrage historique au point de rendre la lutte quasi impossible contre ce charmeur.

Inimitable portraitiste, Saint-Simon n'était pas plus apte à entendre les grandes affaires qu'il n'était propre à les raconter, il se laissait prendre à tout ce qui était superficiel et ne pénétrait pas au-delà. Les absurdités ne lui coûtent rien pourvu qu'elles servent ses haines et satisfassent ses vengeances; c'est un artiste

²⁵⁹ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence et de la minorité de Louis XV jusqu'au ministère du cardinal de Fleury*, in-8, Paris, 1832, t. I, p. 2.

ce n'est, à aucun degré un historien. Rapproché par sa naissance, mêlé par ses relations mondaines à tout ce qui composait alors le personnel dirigeant de l'État, il a amassé des notes qui servirent à la rédaction de ses *Mémoires* et prodigué une correspondance qui dura toute sa vie. Lémontey, qui en avait eu connaissance, n'avait pas manqué d'observer qu'elle « offre à l'historien un aliment plus pur et plus substantiel » que ses autres écrits rédigés à loisir; « quelquefois elle explique ou rectifie les injustices des *Mémoires*. Au lieu de réminiscences équivoques, on y entend, pour ainsi dire, en présence des faits, le langage de l'homme vrai et du citoyen courageux²⁶⁰. »

Mais la correspondance de Saint-Simon entrée presque entière et très volumineuse aux archives du ministère des Affaires étrangères, au début du XIX^e siècle²⁶¹, y a été l'objet de prélèvements si considérables qu'elle n'est plus représentée aujourd'hui que par un nombre de lettres insignifiant. Les investigations de M. de Boislisle n'ayant pu venir à bout de découvrir le sort éprouvé par ces pièces, que certains étaient fort intéressés à faire disparaître, il semble illusoire désormais d'espérer la confrontation souhaitée par Lémontey. On peut toutefois prendre une idée des conséquences qui s'en seraient dégagées en se reportant à l'essai dans lequel l'historien d'une autre régence, P. Chérueil, montra, à l'aide de quelques débris de cette correspondance l'improbité systématique avec laquelle Saint-Simon a dénaturé les événements, calomnié les individus, altéré la vérité afin de satisfaire ses rancunes et de composer son propre personnage aux yeux de la postérité²⁶². Atteint d'une sorte de graphomanie, Saint-Simon avait conservé lui-même cette correspondance compromettante pour sa mémoire; il semble avoir été de ces hommes qui ne se résignent jamais à supprimer rien de leurs papiers et les dernières années de sa longue vie furent occupées par la rédaction de factums, le classement de sa correspondance et la composition de ses *Mémoires*. Ceux-ci n'étaient que le développement des notes dont il avait enrichi un exemplaire interfolié à son usage du *Journal* de Dangeau. L'existence de ce *Journal*, dont les copies étaient assez nombreuses et l'original hors d'atteinte préoccupait Saint-Simon pour sa réputation future. Il écrivit ses *Additions* de 1734 à 1738; s'y mit en scène à la troisième per-

²⁶⁰ Ibid, t. I, p. 3-4.

²⁶¹ A. Baschet, *Le duc de Saint-Simon, son cabinet et l'histoire de ses manuscrits*, in-8, Plon, 1874.

²⁶² P. Chérueil, *Saint-Simon et l'abbé Dubois*, dans *Revue historique*, 1876, t. I, p. 140-153.

sonne et fit un effort méritoire pour se montrer exact, impartial, véridique. Ce premier travail terminé, il dut réfléchir que le *Journal* ferait son chemin indépendamment des *Additions*, que celles-ci ne contrebalanceraient pas l'impression produite par le *Journal* et, de 1740 à 1746, il rédigea ses *Mémoires*.

Ce serait un travail instructif de montrer la déformation subie par les additions à leur entrée dans les mémoires. Il est difficile d'imaginer le même homme racontant le même fait à une dizaine d'années de distance et émettant des jugements si divers d'esprit et de ton. L'anecdote se transforme, s'arrange, surtout elle se complète et s'envenime; la perfection littéraire y gagne parfois, mais l'effort intense de l'auteur se révèle à la recherche d'un effet plus saisissant destiné à impressionner les lecteurs. Il songeait à eux en annotant le *Journal*, le complétant, le corrigeant et s'imposant un énorme travail de tables pour s'en rendre l'usage très facile. Aussi lorsqu'il a composé les *Mémoires*, Saint-Simon ayant ses notes prises dès 1694, ses généalogies, ses *factums* sur les bâtards, les ducs, le bonnet, etc., a eu devant lui, toujours ouvert, sans cesse consulté, son exemplaire annoté du *Journal*, comme une base chronologique certaine, un évocateur continu commode, lui permettant de donner à son récit l'apparence d'avoir été composé sous l'impression des événements. Il suit la trame, parfois emprunte des mots, des phrases entières à Dangeau, dont il se moque et qu'il dénigre avec persistance comme pour détourner son lecteur de s'adresser à ce loyal chroniqueur²⁶³.

« Toutes les fois que nous avons vu contrôler Saint-Simon, sauf une, nous l'avons toujours trouvé dans le faux, dans l'exagération, dans l'erreur ou dans le mensonge. » Ce jugement rigoureux des éditeurs de Dangeau n'est pas démenti par les éditeurs de Saint-Simon. Chéruel montra Louis XIV et sa Cour vengés du dénigrement frénétique d'un « avorton », d'un « roquet », car c'est ainsi que le dépeignent ses contemporains²⁶⁴, jaloux, hargneux, et assez peu intelligent; il montra aussi, après Ch. Aubertin, Saint-Simon ami et flatteur de l'abbé Dubois dont l'astre se levait alors²⁶⁵. Boislisle soumit les *Mémoires* à une révision d'où la réputation du duc et pair sort en piteux état, médisant, calom-

²⁶³ Eudore Soulié et Louis Dussieux, *Note sur la date des éditions de Saint-Simon*, dans *Journal de Dangeau*, 1860, t. XVII, p. 487-490.

²⁶⁴ *Recueil Maurepas*, XIII, 401, dans *Journal de Dangeau*, t. XVII, p. 397, note.

²⁶⁵ Ch. Aubertin, *L'Esprit public au XVIII^e siècle*, in-8, Paris, 1873.

niateur et pour tout dire en un seul mot : menteur. Et nonobstant les démonstrations accablantes, Saint-Simon conservera longtemps son prestige d'historien de la Régence.

Lémontey y aurait plus de droits. « Son livre est de ceux qui ne périront pas²⁶⁶. » Il offre les qualités solides et les défauts trop apparents de l'ancienne école historique. Une enquête étendue et approfondie forme la base de ce récit brillant, elle a suggéré des vues justes, des explications parfois certaines et toujours vraisemblables des problèmes politiques, une exposition lucide d'événements enchevêtrés; mais c'est comme à regret que l'auteur fait connaître les autorités sur lesquelles il s'appuie, on sait que les archives des Affaires étrangères lui furent largement ouvertes, peut-être a-t-il eu connaissance des papiers de Simancas²⁶⁷, il faudra de plus minutieuses recherches pour l'établir. Composé sous le premier Empire, à partir de 1808 et destiné à faire partie d'une Histoire de France sous le règne de Louis XV et de Louis XVI, son livre ne pouvait satisfaire la censure du gouvernement de la Restauration, il lui fallut attendre les premiers jours de la monarchie de juillet. Mais c'était alors une œuvre posthume, le maniaque et critique Lémontey était mort en 1825²⁶⁸. Cependant son livre était achevé et on y retrouve, avec le fruit d'immenses lectures, les qualités d'un esprit caustique et d'un sceptique. En toute occasion l'auteur s'interdit d'épargner l'ancienne dynastie, partout il recherche les occasions de lancer ses épigrammes sur l'Eglise et son clergé. Papes, cardinaux, prélats de tous rangs sont malmenés avec une verve et une malice qu'on ne peut applaudir et qu'on hésite à blâmer, tant ceux qui s'attirent ces piqures semblent parfois s'y être maladroitement exposés. Mais qu'est-ce cela en comparaison des diatribes de Saint-Simon, de ses fureurs épileptiques à la vue ou au souvenir d'un Novion, d'un Mesme ou d'un Dubois. Entre Lémontey et Saint-Simon il existe la même distance qu'entre une malice et la perfidie.

On ne saurait compter Duclos et Marmontel au nombre des historiens de la Régence. Duclos était breton, c'est dire qu'il

²⁶⁶ A. Baudrillart, *Philippe V et la Cour de France*, in-8, Paris, 1890, t. II, p. 15.

²⁶⁷ « J'ai appris que six cents volumes de documents originaux, que j'achevais à peine de compiler, avaient passé entre les mains des puissances dont Paris a reçu les armées à la fin de mars 1814. » P. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 1.

²⁶⁸ [Mme Lenormant], *Madame Récamier, les amis de sa jeunesse et sa correspondance intime*, in-8, Paris, 1872, préface.

avait plus d'ambition que de moyens et la prétention à une éminente vertu. Il se croyait un parfait honnête homme et un esprit supérieur, il se donnait pour tel, naïvement, comme persuadé par l'évidence. Sa vertu, dont il était trop fier, était de celles que la postérité égratigne, son esprit était vif, pimpant et superficiel. Se trouvant de loisir, il lut les papiers de Saint-Simon et s'en pénétra, façonna son style, l'égaya d'anecdotes d'après ce maître, en sorte qu'il n'apporta à peu près rien de nouveau qu'un abrégé élégant et suspect. Quant à ce qu'on a nommé « la valeur des mémoires de Duclos » elle est nulle, et voici pourquoi. A part quelques réflexions, quelques anecdotes, un long épisode sur l'histoire de Russie, Duclos a emprunté tout le reste à Saint-Simon qu'il suit pas à pas et qu'il calque, quand il ne l'imité pas ou qu'il désespère d'en approcher. Duclos semble doué d'un sens qui lui fait choisir, parmi les récits de Saint-Simon, les plus invraisemblables; alors que Lémontey n'a pas manqué de consacrer une note à la fable « de la restitution de Gibraltar » manquée par l'aversion d'Alberoni pour le marquis de Louville²⁶⁹. Au point de vue historique, les *Mémoires secrets* n'existent pas et c'est presque en avoir trop dit que de leur avoir consacré un paragraphe; au point de vue littéraire, ils ne soutiennent pas la comparaison avec le modèle dont ils s'inspirent et la bile de Duclos semble fade à qui a goûté au fiel de Saint-Simon²⁷⁰.

Il semble superflu de rien dire des histoires de la Régence par Marmontel²⁷¹ et par Capefigue²⁷², dont les titres méritent à peine une place dans une liste bibliographique.

Le goût des *Mémoires* était si général au XVIII^e siècle qu'on doit s'attendre à rencontrer une littérature nombreuse sous ce titre. Quelques-uns ont été l'objet d'éditions suffisamment critiques pour que leur texte soit invoqué avec assurance. Dans ce nombre les *Mémoires* du maréchal de Villars tiennent une place distinguée. Venus par voie d'héritage dans la famille de Vogüé

²⁶⁹ P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 394-398; P. Bliard, *La question de Gibraltar (1720-1721)*, dans *Revue des Questions historiques*, t. LVII, p. 192-210.

²⁷⁰ L. Mandon, *De la valeur des « Mémoires secrets » de Duclos*, dans *Mémoires de l'Académie de Montpellier*, 1870-1873, t. V, p. 245, suiv.; L. Le Bourgo, *Duclos, sa vie et ses ouvrages*, Bordeaux 1902, p. 181-190.

²⁷¹ Marmontel, *Histoire de la régence du duc d'Orléans*, 2 vol. in-8, Paris, 1805, (terminée dès 1788).

²⁷² J.-B. Capefigue, *Philippe d'Orléans, Régent de France*, 2 vol. in-8, Paris, 1838. A. Houssaye; Michelet; F. Funck-Brentano, *La Régence (1715-1723)*, in-4, Paris, 1909.

ils forment un document souvent utile à consulter dans l'édition du marquis de Vogüé²⁷³. Les *Mémoires* du maréchal de Noailles n'ont pas été repris depuis l'édition de 1776 par l'abbé Millot; depuis, les papiers du maréchal encore conservés à la bibliothèque du Louvre ont péri en 1871^{273*}. Nous parlerons plus loin des *Mémoires* du duc d'Antin. Les *Mémoires* du maréchal de Berwick cessent de lui appartenir depuis l'avènement de Louis XV et sont l'œuvre d'un faiseur. Les *Mémoires* du maréchal de Tessé renferment quelques pièces utiles qui semblent encadrées dans un récit auquel le maréchal n'a eu aucune part^{273**}.

Les *Mémoires* de Torcy sont d'une qualité très différente. Ils sont conservés à la Bibliothèque nationale, manuscrits français, supplément 10670 à 10672, et forment trois volumes in-folio, sous ce titre : *Mémoires diplomatiques concernant les affaires étrangères de l'Europe dans les premières années qui suivirent la mort de Louis XIV, d'après les correspondances secrètes*. Ces *Mémoires* furent rédigés par Torcy, de 1715 à 1718, communiqués par lui à Saint-Simon. « J'ai puisé, dit celui-ci, le détail du récit que j'ai donné depuis la mort du Roi... Je les ai abrégés et n'ai rapporté que le nécessaire. Mais de qui s'est passé en 1718 m'a paru si curieux et si important que j'ai cru devoir non pas abréger ni extraire, mais m'astreindre à copier fidèlement tout²⁷⁴. » C'est un admirable recueil de correspondances diplomatiques d'Italie, d'Espagne, d'Allemagne, de Suède dont Torcy eut connaissance après sa sortie des Affaires étrangères grâce à sa charge de directeur et, plus tard, de surintendant de la poste. Outre le secret de la poste, Torcy avait la haute main sur tous les correspondants plus ou moins avoués que la France entretenait à l'étranger.

A ces *Mémoires* s'ajoutent ceux du prince de Cellamare, conservés au British Museum²⁷⁵, ceux du marquis de San-Felipe,

²⁷³ Villars, *Mémoires*, édit. de Vogüé, t. IV-VI, (1894).

^{273*} Louis Paris. *Les papiers de Noailles à la Bibliothèque du Louvre; dépouillement de toutes les pièces*, 2 vol. in-8, Paris, 1875.

^{273**} On a depuis publié sa correspondance : De Rambuteau, *Lettres du maréchal de Tessé*, in-8, Paris, 1888.

²⁷⁴ Saint-Simon, *Mémoires*, édit., in-12, (1905), t. VIII, p. 316; E. Bourgeois, *La collaboration de Saint-Simon et de Torcy*, dans *Revue historique* 1905, t. LXXXVII.

²⁷⁵ British Museum, State papers, 8756, *Memorie delle cose accadute a Don Antonio Giudice Principe di Cellamare, cavallerizzo maggiore della Regina Elisabetta Farnese, Gentiluomo della Camera ed Ambasciadore del Re Filippo V nella Corte di Francia*.

connus depuis 1756²⁷⁶; ceux de Louville²⁷⁷, enfin ceux du comte de Bothmar²⁷⁸. Il y faut joindre les chroniqueurs.

La place d'honneur appartient à Dangeau, dont le *Journal* se poursuit depuis le 1^{er} septembre 1715 jusqu'au 16 août 1720. Ce précieux monument d'un courtisan attentif, avisé, homme d'honneur et de sens rassis est un guide excellent dont la privation reste sensible malgré les suppléants qui se sont rencontrés²⁷⁹. Ils sont là quelques bourgeois de Paris l'œil ouvert sur ce qui se passe, écrivant chaque soir, avec un zèle qui ne se dément pas l'histoire contemporaine dont l'écho est parvenu jusqu'à eux. Ceux-ci sont les historiographes du Tiers-État, interprètes discrets mais avertis d'une opinion avec laquelle les gouvernants sont réduits à compter. Le regard de Dangeau s'égarait rarement sur Paris, celui des bourgeois chroniqueurs ne dédaigne pas de plonger dans le château, mais s'attarde et s'amuse au spectacle de la rue, du carrefour, de l'église, des galeries du Palais, de la Sorbonne, du quartier latin et du carreau des Halles. Ceux-ci sont, au XVIII^e siècle, les premiers *reporters*. Perdus parmi les classes laborieuses, ils en recueillent les voix, en traduisent les bruits, en interprètent les sentiments.

Le premier que nous rencontrons est un copiste, employé au département des manuscrits de la Bibliothèque du Roi et appointé cinquante livres par mois, Jean Buvat. Calligraphe émérite, qui grelottait dans sa mansarde et vendait ses meubles l'un après l'autre afin de manger à sa faim, Buvat oubliait ses maux en écoutant M. l'abbé Bignon ou M. l'abbé Sallier et, de retour dans son galetas écrivait ce qu'il venait d'entendre. « Il lui serait

²⁷⁶ *Mémoires pour servir à l'histoire d'Espagne sous le règne de Philippe V* depuis 1699 jusqu'en 1725, trad. de Maudave, 4 vol. in-12, Amsterdam (Paris), 1756 et l'article de Weiss sur cet ouvrage dans *Biographie universelle* (Michaud), t. XXXVII, p. 384 (les *Mémoires* fourmillent d'inexactitudes).

²⁷⁷ *Mémoires secrets sur l'établissement de la maison de Bourbon en Espagne*, 2 vol. in-8, Paris 1818. Sous le titre de *Mémoires* c'est une compilation dont l'auteur est le comte Scipion du Roure, faite à l'aide des quatre volumes infolio de la correspondance du marquis de Louville, conservée au château de Louville et du recueil de *Lettres relatives à Philippe V* qui appartient au duc de la Trémoille.

²⁷⁸ *Memoiren des Grafen von Bothmar über die Quadrupel Allianz*, (aux archives de Hanovre; voir J. Weber, *Die Quadrupel-Allianz vom Jahre, 1718*, in-8, Wien 1887, préface), publiés par R. Dœbner, *Forschungen zur deutschen Geschichte*, Göttingen, 1886, t. XXVI, p. 219-261.

²⁷⁹ G. Boissier, *Saint-Simon*, in-12, Paris, 1892, p. 87-99 : Saint-Simon et Dangeau. On mentionne ici le *Journal inédit du duc de Crôly* (1718-1784), édit., Grouchy et Cottin, in-8, Paris, 1906-1907 : Ce tome I, va de 1718 à 1761 et ne s'astreint à la forme de *journal* qu'à une date postérieure à la Régence.

facile, à l'entendre, de se livrer à des réflexions politiques, mais il faudrait être en pays de liberté. » Il s'interdit donc les réflexions, et même il passe sous silence certains faits où il lui faudrait montrer le gouvernement en conflit avec ceux que le copiste entoure de confiance et de respect : les appelants et les magistrats; à telle enseigne que le lit de justice du 26 août 1718 est passé sous silence. Il faut dire adieu à la belle régularité des articles quotidiens de Dangeau, ici le désordre prévaut, des jours sont omis, d'autres sont désignés sans précision et l'édition complique ce désordre jusqu'au gâchis²⁸⁰. Quoiqu'il en soit, Buvat a voulu, et peut-être cru, faire œuvre historique. Son *Journal* s'ouvre et s'achève avec les dates extrêmes de la Régence qu'il considère comme une période distincte.

Au contraire Marais et Barbier entament un *Journal* le jour où leur vient cette fantaisie. Ceux-ci occupent un rang social plus relevé. Marais est un bourgeois lettré, ironique et frondeur, plus conservateur en politique qu'en religion. Cependant, même en politique il n'obéit qu'en critiquant, il est vrai qu'il critique en souriant. Fils d'un procureur au Châtelet, avocat, très répandu parmi la société parlementaire, il en partage les préventions et les aversions. Parmi la génération philosophique du XVIII^e siècle commençant, il occupe un rang estimable : ami de Boileau, biographe de La Fontaine, admirateur intransigeant et correspondant assidu de Pierre Bayle, défenseur du jeune Arouet, lié au président Bouhier, Mathieu Marais est un observateur avisé mais prudent qui estime qu'« il ne faut pas écrire contre ceux qui peuvent proscrire²⁸¹ ».

Buvat et Marais reproduisent sans se lasser tout ce qui leur semble digne d'être consigné dans leurs journaux : anecdotes, chansons, bons mots, scandales, cérémonies, tous ces riens fugitifs que la vie fait éclore, qu'elle colore, parfume et emporte sans laisser d'autre trace que celle d'une mention rapide dans le carnet d'un observateur. Barbier, autre avocat, n'a que vingt-cinq ans au début de la Régence et ouvre son *Journal* au mois

²⁸⁰ *Journal de la Régence* (1715-1723) par Jean Buvat, édit. E. Campardon, 2 vol. in-8, Paris, 1865; par exemple l'éditeur intercale en juin 1717, (p. 278-281), trois pages qui se rapportent aux événements de juin 1718; il insère en décembre (page 348) un événement du mois de janvier précédent.

²⁸¹ *Journal et Mémoires de Mathieu Marais, avocat au Parlement de Paris sur la Régence et le règne de Louis XV*, édit. M. de Lescure, in-8, Paris, 1864. Après le lit de justice du 2 septembre 1715, on passe au 17 juin-10 septembre 1717 (p. 206-241) et de là au mois d'avril 1720 où commence le *Journal* (p. 242).

d'avril 1718, le jour de l'incendie du Petit-Pont. Dès lors, il aura les yeux ouverts sur tout ce qui survient dans la comédie humaine, jouée sur la scène de Paris. Barbier est du nombre de ceux qui n'osent pas toujours dire leur avis à voix haute, même à voix basse, mais qui en ont un et qui plutôt que de ne pas le dire du tout préfèrent l'écrire et font de leur journal leur confident. Selon lui « il faut faire son emploi avec honneur sans se mêler d'affaires d'État sur lesquelles on n'a ni pouvoir ni mission²⁸² », car « en général, il est toujours dangereux à un sujet de jouer avec son maître; il ne faut pas jouer de son mieux, crainte qu'il ne se fâche et qu'il ne jette les cartes au nez²⁸³ ». L'esprit frondeur de Barbier se donne carrière sur deux points : la religion et les finances. La dilapidation des deniers publics l'indigne : « Notre pauvre argent ! » soupire-t-il; la politique ultramontaine le met en gaieté, on a ici l'avant-goût des hautains sarcasmes du voltairianisme dans sa fleur : les cardinaux en conclave « se débattent crochetalement²⁸⁴ » ou bien « le pape fait un tour de calotte²⁸⁵ ». Ce n'est encore que le voltairianisme en boutons.

C'est aussi un *Journal* que tient l'abbé Dorsanne, secrétaire du Conseil de Conscience, mais le plus diffus, le plus inextricable des journaux²⁸⁶. Villefore²⁸⁷ a tenté de l'élaguer et l'opération vaudrait d'être reprise non pour supprimer mais pour canaliser une source trop copieuse et que son volume rend trouble et rebu- tante. Les notes du président de Blancmesnil ne font que confirmer ce récit chaotique qui est à l'histoire composée par Lafitau²⁸⁸, ce que la loyauté abrupte et dénigrée est à la fourberie satisfaite et récompensée. Comme Dorsanne, Jean Buvat, Mathieu Marais et Barbier, et Saint-Simon lui-même, tous sont jansénistes; d'ail- leurs, à les entendre, l'opinion publique est janséniste, et ceci n'est que trop vrai.

De sorte qu'il est impossible de faire l'histoire de la Régence

²⁸² *Chronique de la Régence et du règne de Louis XV (1718-1763) ou Jour- nal de Barbier*, in-12, Paris, t. II, p. 32; février 1728.

²⁸³ Barbier, *Journal*, t. V, p. 274.

²⁸⁴ Barbier, *Journal*, t. I, p. 358.

²⁸⁵ Barbier, *Journal*, t. II, p. 70.

²⁸⁶ A. Dorsanne, *Journal*, contenant tout ce qui s'est passé à Rome et en France dans l'affaire de la Constitution *Unigenitus*; avec des anecdotes pour connaître les intrigues et le caractère de ceux qui ont demandé la dite con- stitution, 2 vol. in-4°, Rome (Paris), 1753.

²⁸⁷ *Anecdotes ou mémoires secrets sur la Constitution Unigenitus*, in-12, 1733, [par J. F. Bourgoing de Villefore].

²⁸⁸ Lafitau, *Histoire de la Constitution Unigenitus*, 2 vol., Avignon, 1737.

sans prêter longuement attention à la querelle religieuse qui déchirait l'Église et partageait les esprits en partisans et adver- saires de la bulle *Unigenitus*. Chose surprenante, s'il est permis à l'historien de contester le patriotisme du Régent, la moralité de Dubois, la probité de Law, la loyauté de Cellamare, lui sera-t- il défendu de mettre en doute la modération de Clément XI et l'opportune intervention des Jésuites, de rendre justice à Noailles et de rendre hommage à Jean Soanen. Aucune décision cano- nique ne le lui interdit, assurément, mais l'indulgence apitoyée, moins que cela, la vérité rigide est dénoncée comme une com- plicité janséniste et un reproche détourné à l'adresse de ses vain- queurs. A ces appelants si orgueilleux dans leur intransigeante conviction, refusera-t-on même la justice, même la pitié! Vaincus supprimés, disparus, évanouis, encore veut-on qu'ils soient ou- bliés; à ce prix seulement il sera permis de ne plus les maudire.

Dans une querelle aussi passionnée et aussi prolongée que celle dont nous racontons la crise qui précipita l'issue, nous croirions oiseux de chercher à ressusciter des polémiques depuis longtemps abandonnées, aussi bien que de préjuger l'issue du conflit si l'Église de Rome n'avait compté au nombre de ses par- tisans la Compagnie de Jésus. De même que les jansénistes, qu'ils accablèrent, les jésuites ont trouvé des panégyristes pour célé- brer leurs prouesses, glorifier leurs méthodes, applaudir à leurs stratagèmes; on peut, à deux siècles de distance porter sur la lutte et les lutteurs un jugement moins favorable; nous avons cru ne devoir à tous que la vérité, plus amère parfois que le dénigrement.

Une autre source moins abondante que les *Mémoires* et *Jour- naux* se trouve dans les *Correspondances*. Si elle se réduisait à celle de Madame, mère du Régent elle n'offrirait guère que des ordures, des extravagances et des ragots de la plus médiocre qualité. Plus variée, sans être telle qu'on la souhaiterait, la cor- respondance de la marquise de Balleroy nous a conservé un exemple de ces nouvelles à la main, écrites sans apprêt et sou- vent sans assez de scrupule, qui apportaient à la province les rumeurs du grand Paris, matière pittoresque sur laquelle s'exer- çait l'imagination du lecteur, mais trop souvent aussi celle du correspondant émerveillé par le joli spectacle qui se déroule devant ses yeux. En adressant cette pâture à la jeune marquise, un de ses informateurs lui écrit : « Qu'en dites-vous, Madame, de la situation présente? Ne fournit-elle pas assez d'événements pour amuser dans la campagne? On n'a jamais vu la roue de la Fortune tourner avec tant de rapidité. » Mieux informée est une

correspondance anonyme, dont l'auteur à ses entrées à la Cour et qui saisit au passage bien des confidences, perçoit bien des indiscretions que les événements se chargeront de vérifier.

Mais ce titre de correspondances semble devoir être réservé à deux dossiers d'une valeur hors de pair : les lettres de Dubois et celles d'Alberoni.

Dès 1815, M. de Sévelinges avait publié suivant un ordre chronologique, une série de lettres et de mémoires de Dubois jadis en la possession de Le Dran, son exécuteur testamentaire. Celui-ci les avait donnés en guise d'étrennes à un collègue, Gérard de Rayneval, de qui les tenait M. de Sévelinges. Ces pièces avaient été extraites des registres conservés au ministère des Affaires étrangères : Fonds d'Angleterre, tomes 277 et 278 (Dubois, I, II; 1716); Fonds de Hollande, tomes 310 et 311 et Fonds d'Angleterre, tomes 300 à 303 (Dubois, II, III, IV, V; 1717); Fonds de Rome.

Depuis cette époque, Lémontey, Ch. Aubertin, le P. Bliard et M. Em. Bourgeois ont consulté et tiré le plus heureux parti de cette riche correspondance qui, au début, est l'œuvre exclusive de l'abbé. A mesure que son influence s'affermirait, ses vues s'étendent et sa correspondance prend un développement qui rend nécessaire le recours aux secrétaires. A partir de 1718, son écriture devient rare; dès 1719 elle cesse en général dans les pièces officielles, mais toujours et partout la pensée et le plus souvent l'expression continuent à être de lui; Destouches, Chavigny, Pecquet, Le Dran et le neveu Dubois se relayent pour tenir la plume sous la dictée du maître. Les archives ont conservé les témoins innombrables de l'activité de Dubois : papiers, lettres, rapports, mémoires, objet de recherches méthodiques au cours de ces dernières années, de la part d'un hagiographe, le P. Bliard, en vue d'un panégyrique, et de la part d'un historien, M. Em. Bourgeois, en vue de l'examen de la politique de la Régence. Ce dernier a fait connaître les fonds auxquels il a recouru aux Archives des Affaires étrangères.

Fonds *Angleterre*, tome 277, fol. 20 : Instructions de l'abbé Dubois allant à la Haye, jusqu'au tome 345 contenant les Instructions données à Chavigny, le 3 août 1723.

Fonds *Hollande*, tome 310 au tome 335; principalement pour la période octobre 1716 à janvier 1718.

Fonds *Espagne*, tome 249 au tome 330; principalement pour les années 1720 à 1723.

Fonds *Prusse*, tome 48 au tome 70; correspondance relative aux affaires du Nord.

Fonds *Russie*, tome 7 au tome 14; en tenant compte des pièces dispersées dans les fonds *Hollande*, *Prusse* et *Suède*.

Fonds *Rome*, tome 586 au tome 615; qui fournissent en partie le tome II^e du recueil de M. de Sévelinges.

Fonds *Turquie*, tome 61 au tome 65; fonds *Portugal*, tomes 54 et 55; fonds *Gênes*, tome 6; fonds *Parme*, tome 74; fonds *Venise*, tome 174; fonds *Saxe*, tome I^{er} et suppl.; fonds *Pologne*, tomes 170 et 171. Le fonds *Autriche* n'offre pas l'importance présumée d'après les intérêts dépendant de cette Cour où la France, à cette époque n'entretient qu'un représentant officiel dont l'insignifiance est complète. Tout ce qui importe de traiter à Vienne est confié aux envoyés de l'Angleterre, Stanhope, Schaub ou Saint-Saphorin.

A ces fonds distincts il faut ajouter certains fonds spéciaux des mêmes archives désignés sous le nom de *Mémoires et documents*, recueils de pièces de toute sorte utilement groupées, quoiqu'un peu au hasard. On y rencontre aux tomes 481 à 484 de *France*, toute la correspondance de Dubois relative au Congrès de Cambrai; aux tomes 312 et 1251 les pièces ayant trait au choix d'un confesseur jésuite pour Louis XV; aux tomes 1251 à 1253 quelques lettres et documents de Dubois désireux de devenir et de rester premier ministre; enfin au tome 1233, fol. 300, un fragment d'un *Journal de la main du Cardinal*, dont M. Em. Bourgeois signale une autre trace dans le catalogue à la vente Trémond, en 1852 : *fragment autographe de son journal qu'il tenait pour lui seul*. C'est une manière de réquisitoire contre Torcy et d'autres adversaires.

Au Dépôt de la guerre, se sont égarées quelques lettres à Berwick, commandant l'armée française en Espagne, en 1719; quelques autres sont signalées dans des collections privées.

Il faut revenir aux Archives des Affaires étrangères pour mentionner divers recueils auxquels la politique de Dubois n'est pas moins redevable. Dans le fonds *Mémoires et Documents*, le tome 87 d'*Espagne* contient un *Mémoire de M. de Montucla sur les négociations de la Quadruple Alliance et celles des années suivantes*, et dans la même série les tomes 140-143 renferment un important travail sur les *Négociations de la France pour le rétablissement de la paix entre la maison d'Autriche et la branche de Bourbon établie en Espagne*, par le premier commis Le Dran; où il examine différents points qui ont dû être débattus dans le cabinet de Dubois hanté par la pensée de regagner à la France l'alliance espagnole afin d'écarter le principal obstacle à l'obtention du chapeau. Le Dran traite 1^o la question de la réconciliation entre l'Espagne et la maison d'Anjou; 2^o celle du rapproche-

ment entre les branches d'Anjou et d'Orléans par les mariages franco-espagnols; 3° enfin, celle de l'établissement des Bourbons en Italie.

Dans les *Mémoires et documents*, les tomes 445 et 457 de France, contiennent (en double) des *Mémoires contenant quelques observations sur les anecdotes les plus importantes qu'il a recueillies dans différentes négociations depuis 1712 jusqu'au mois de mai 1736*, cet il n'est autre que Chavigny, le collaborateur assidu et lucide interprète de Dubois. L'autre collaborateur du cardinal, Le Dran, écrivit de sa main et donna à un ami un volume d'*Anecdotes sur l'élévation de l'abbé Dubois aux premières dignités de l'Eglise et de l'Etat*, in-4°, 1725. Trouvé dans l'inventaire de l'abbé de la Ville (guillotiné le 12 fructidor an III) le manuscrit relié en veau brun échut, sans nom d'auteur, à la Bibliothèque Mazarine (in-4°, H 2354) sous la rubrique : *Vie du cardinal Dubois*. Aubertin l'avait signalé, le P. Bliard en a tiré parti. Le commis Le Dran, le vicomte de Seilhac et le P. Bliard ont présenté avec plus de conviction que de succès le panégyrique de leur « grand homme » en qui le premier chérissait un bienfaiteur, le deuxième un compatriote et que le dernier présentait à ses lecteurs comme le marteau de l'hérésie.

Il va sans dire que les recueils contenant la correspondance de la diplomatie officielle, celle de d'Huxelles, de Châteauneuf, d'Iberville, de Saint-Aignan ne peut pas plus être négligée que les recueils d'*Instructions données aux ambassadeurs et ministres de France* et publiés, depuis 1884, par la Commission des archives diplomatiques.

La période historique comprise sous le nom de Régence est certainement une des plus favorisées de notre histoire moderne, car outre le travail auquel s'est astreint M. Em. Bourgeois dans les pièces d'archives qui viennent d'être énumérées, nous possédons les résultats de longues et fructueuses recherches faites en Espagne, vers 1890, dans les archives d'Alcala et de Simancas dont la substance a passé dans le tome deuxième de l'ouvrage consacré à *Philippe V et la Cour de France*. Malgré l'épisode connu sous le nom de « conspiration de Cellamare », la correspondance de cet ambassadeur avec le ministre d'Etat Grimaldo offre peu d'intérêt. Saisie lors de l'arrestation de l'ambassadeur elle n'est plus jamais sortie des archives des Affaires étrangères. Les *Memorie delle cose accadute* au même personnage sont conservés au British Museum et n'apportent que des informations de même ordre : nouvelles mondaines, disputes de rang et d'étiquette, pétition de la noblesse, affaire des légitimés. Cependant, le 13 août 1720,

rentré à Madrid, Cellamare composa, à la demande de Grimaldo, un long récit de la conspiration avec les noms et le degré de responsabilité de chacun. On lit par dessus ces mots : *Reservada solo para V. Mag. y la Reyna* (Sobre pedir à Chelamar una lista de los personajes franceses que seguian el Partido espanol, en tiempo de la Regencia²⁸⁹). Archives de Simancas, *Estado*, liasses, 4320, 4323, 4326, 4329, 4331.

Ces mêmes archives conservent, liasse 4327, la correspondance de dom Feliz Cornejo, secrétaire de l'ambassade d'Espagne à Paris, de 1715 à 1717. En outre, les liasses 4330, 4341, 4344, 4347, 4352 et la liasse 2733 des archives de Alcala de Henarès sont remplies de la correspondance de Laulès, « cet Irlandais qui rétablit les relations diplomatiques entre la France et l'Espagne après la guerre de 1719. Toutes les lettres de 1720 et 1721 semblent destinées à envenimer la haine de Philippe V contre le Régent et à lui faire illusion sur les dispositions de la France; on exagère les moindres désordres et représente le gouvernement du duc d'Orléans comme toujours prêt à crouler. Les lettres de 1720 ont un intérêt particulier, grâce aux faits précis qu'elles rapportent sur le luxe insensé, la cherté prodigieuse de toutes choses à Paris, aux beaux temps du système de Law, et les perturbations de toutes sortes qui en suivirent la décadence²⁹⁰. »

Enfin les archives de Simancas comptent vingt-sept liasses de pièces, 7513-7539, relatives au Congrès de Cambrai.

A ces documents viennent s'ajouter ceux dont W. Coxe a eu connaissance et qui lui ont servi à composer son *Histoire de l'Espagne sous les rois de la maison de Bourbon*, dans laquelle il a inséré nombre de lettres du Bubb, qui représenta l'Angleterre à Madrid pendant le ministère d'Alberoni.

Le nom de ce ministre nous transporte d'Espagne en Italie, car il faut reconnaître « qu'au moins pour le temps où Alberoni a été le maître de l'Espagne, sa correspondance n'abonde pas en renseignements neufs ou intéressants ». C'est que Alberoni avait substitué à la *via de Estado* la *via reservada* qui aboutissait directement au cabinet du Roi. Il faut donc chercher en Italie toute la correspondance privée et une partie du journal d'Alberoni conservés à Plaisance et publiés par M. Em. Bourgeois, en 1893, sous le titre de *Lettres intimes de J.-M. Alberoni adressées au comte J. Rocca, ministre des finances du duc de Parme*. A Naples où sont venues les archives des Farnèse, dès

²⁸⁹ A. Boudrillart, *op. cit.*, t. II, p. 579-583.

²⁹⁰ *Ibid.*, t. II, p. 11.

ment entre les branches d'Anjou et d'Orléans par les mariages franco-espagnols; 3° enfin, celle de l'établissement des Bourbons en Italie.

Dans les *Mémoires et documents*, les tomes 445 et 457 de France, contiennent (en double) des *Mémoires contenant quelques observations sur les anecdotes les plus importantes qu'il a recueillies dans différentes négociations depuis 1712 jusqu'au mois de mai 1736*, et il n'est autre que Chavigny, le collaborateur assidu et lucide interprète de Dubois. L'autre collaborateur du cardinal, Le Dran, écrivit de sa main et donna à un ami un volume d'*Anecdotes sur l'élévation de l'abbé Dubois aux premières dignités de l'Eglise et de l'Etat*, in-4°, 1725. Trouvé dans l'inventaire de l'abbé de la Ville (guillotiné le 12 fructidor an III) le manuscrit relié en veau brun échut, sans nom d'auteur, à la Bibliothèque Mazarine (in-4°, H 2354) sous la rubrique : *Vie du cardinal Dubois*. Aubertin l'avait signalé, le P. Bliard en a tiré parti. Le commis Le Dran, le vicomte de Seilhac et le P. Bliard ont présenté avec plus de conviction que de succès le panégyrique de leur « grand homme » en qui le premier chérissait un bienfaiteur, le deuxième un compatriote et que le dernier présentait à ses lecteurs comme le marteau de l'hérésie.

Il va sans dire que les recueils contenant la correspondance de la diplomatie officielle, celle de d'Huxelles, de Châteauneuf, d'Iberville, de Saint-Aignan ne peut pas plus être négligée que les recueils d'*Instructions données aux ambassadeurs et ministres de France* et publiés, depuis 1884, par la Commission des archives diplomatiques.

La période historique comprise sous le nom de Régence est certainement une des plus favorisées de notre histoire moderne, car outre le travail auquel s'est astreint M. Em. Bourgeois dans les pièces d'archives qui viennent d'être énumérées, nous possédons les résultats de longues et fructueuses recherches faites en Espagne, vers 1890, dans les archives d'Alcala et de Simancas dont la substance a passé dans le tome deuxième de l'ouvrage consacré à *Philippe V et la Cour de France*. Malgré l'épisode connu sous le nom de « conspiration de Cellamare », la correspondance de cet ambassadeur avec le ministre d'Etat Grimaldo offre peu d'intérêt. Saisie lors de l'arrestation de l'ambassadeur elle n'est plus jamais sortie des archives des Affaires étrangères. Les *Memorie delle cose accadute* au même personnage sont conservés au British Museum et n'apportent que des informations de même ordre : nouvelles mondaines, disputes de rang et d'étiquette, pétition de la noblesse, affaire des légitimés. Cependant, le 13 août 1720,

rentré à Madrid, Cellamare composa, à la demande de Grimaldo, un long récit de la conspiration avec les noms et le degré de responsabilité de chacun. On lit par dessus ces mots : *Reservada solo para V. Mag. y la Reyna* (Sobre pedir à Chelamar una lista de los personajes franceses que seguian el Partido espanol, en tiempo de la Regencia²⁹⁹). Archives de Simancas, *Estado*, liasses, 4320, 4323, 4326, 4329, 4331.

Ces mêmes archives conservent, liasse 4327, la correspondance de dom Feliz Cornejo, secrétaire de l'ambassade d'Espagne à Paris, de 1715 à 1717. En outre, les liasses 4330, 4341, 4344, 4347, 4352 et la liasse 2733 des archives de Alcala de Henarès sont remplies de la correspondance de Laulès, « cet Irlandais qui rétablit les relations diplomatiques entre la France et l'Espagne après la guerre de 1719. Toutes les lettres de 1720 et 1721 semblent destinées à envenimer la haine de Philippe V contre le Régent et à lui faire illusion sur les dispositions de la France; on exagère les moindres désordres et représente le gouvernement du duc d'Orléans comme toujours prêt à crouler. Les lettres de 1720 ont un intérêt particulier, grâce aux faits précis qu'elles rapportent sur le luxe insensé, la cherté prodigieuse de toutes choses à Paris, aux beaux temps du système de Law, et les perturbations de toutes sortes qui en suivirent la décadence³⁰⁰. »

Enfin les archives de Simancas comptent vingt-sept liasses de pièces, 7513-7539, relatives au Congrès de Cambrai.

A ces documents viennent s'ajouter ceux dont W. Coxe a eu connaissance et qui lui ont servi à composer son *Histoire de l'Espagne sous les rois de la maison de Bourbon*, dans laquelle il a inséré nombre de lettres du Bubb, qui représenta l'Angleterre à Madrid pendant le ministère d'Alberoni.

Le nom de ce ministre nous transporte d'Espagne en Italie, car il faut reconnaître « qu'au moins pour le temps où Alberoni a été le maître de l'Espagne, sa correspondance n'abonde pas en renseignements neufs ou intéressants ». C'est que Alberoni avait substitué à la *via de Estado* la *via reservada* qui aboutissait directement au cabinet du Roi. Il faut donc chercher en Italie toute la correspondance privée et une partie du journal d'Alberoni conservés à Plaisance et publiés par M. Em. Bourgeois, en 1893, sous le titre de *Lettres intimes de J.-M. Alberoni adressées au comte J. Rocca, ministre des finances du duc de Parme*. A Naples où sont venues les archives des Farnèse, dès

²⁹⁹ A. Baudrillart, *op. cit.*, t. II, p. 579-583.

³⁰⁰ *Ibid.*, t. II, p. 11.

1738, on lit dans les liasses 50 à 59 et 62 à 64 du fonds *farnesiana*, de nombreuses lettres du cardinal et des souverains de Parme. Enfin, M. A. Baudrillart a pu prendre connaissance d'une collection de minutes ou de copies, datées mais non signées formant une suite de lettres d'Alberoni au duc d'Ormond, relatives aux deux expéditions de 1719 sur l'Ecosse et sur la Bretagne. Elles permettent de déterminer très exactement la part de l'Espagne dans le soulèvement de cette province contre le Régent²²¹.

En Allemagne, des publications documentaires suppléent utilement à des éditions intégrales. Les livres de Weber, Arneth, Droysen, Doebner sont dans ce cas.

En Angleterre, deux séries de documents renferment la presque totalité des pièces relatives à la grande négociation qui occupa les premières années de la Régence : le *Public Record Office* et les papiers de lord Stair. Au *Public Record Office* le fonds *France* (de 1715 à 1723) comprend les volumes 346-369 et il faut consulter, pour la période correspondante les fonds *Holland* et *Germany*. Lord Mahon en avait tiré bon parti pour son *History of England from the peace of Utrecht to the peace of Versailles 1713-1783* et avant lui W. Coxe, dans les *Memoirs of the life and administration of sir R. Walpole*. Les papiers de lord Stair conservés à Oxenfoord Castle ont fourni la matière de plusieurs publications. D'abord S. Hardwick, *Miscellaneous State Papers from 1501 to 1726*, en 1778, donna le *Journal* de Stair et sa correspondance avec Craggs, de 1717 à 1720; ensuite, en 1875, John Murray Graham publia *The Annals and Correspondance of the first and second Earls of Stair*; enfin, au cours d'un séjour prolongé, M. Wiesener analysa ou traduisit la correspondance de Stair avec Stanhope et ses compatriotes diplomates ou hommes d'État; il en sortit un livre remarquable : *Le Régent, l'abbé Dubois et les Anglais d'après les sources britanniques*, les seules qui paraissent avoir été connues par l'auteur. Celui-ci a porté si loin l'exclusivisme à l'égard des documents non anglais qu'il n'a même pas recouru au *Journal* de Dangeau pour certaines vérifications chronologiques élémentaires.

Cette énumération détaillée et, néanmoins, sommaire présente une vue d'ensemble des sources documentaires auxquelles l'auteur a recouru; il n'y faut voir ni une bibliographie de l'histoire la Régence ni autre chose qu'une première initiation proposée au lecteur et comme un fil placé entre ses mains pour se

²²¹ *Ibid.*, t. II, p. 14.

guider dans l'étude d'une période historique. La table des matières permettra, au moyen de l'ordre alphabétique, de retrouver les titres des ouvrages cités. Ces titres ont été presque toujours transcrits entièrement ou abrégés de façon à demeurer reconnaissables, cette méthode a semblé préférable à celle des renvois devenus énigmatiques sous prétexte de brièveté. On s'est interdit, sauf quelques très rares exceptions, la transcription en note de citations, souvent curieuses et utiles, mais encombrantes et onéreuses. L'illustration du texte par des estampes du temps a dû être abandonnée pour les mêmes raisons.

Tel quel, ce livre contient, dans notre pensée, le premier chapitre d'une *Histoire de la Révolution française*.

H. LECLERCQ.

CHAPITRE I^{er}

Le Testament du Roi

(Février 1712 — Août 1715)

Le Roi. — Le Dauphin. — Mort du duc de Berry. — Inaptitude du roi d'Espagne. — Les bâtards légitimés habilités à la succession. — La tradition constante. — Déclaration de l'habilité des bâtards. — Solitude morale du Roi. — Le duc du Maine. — Le roi d'Espagne. — Le duc d'Orléans. — Cabale formée contre lui. — Projet de lui enlever la Régence. — Dépôt du testament par le Roi. — Dispositions du testament. — Peu d'illusions que conserve le Roi à cet égard. — Dépôt du testament. — La santé du Roi. — Prétentions de Philippe V à la régence, peu encouragées par la cabale des princes. — Premiers rapports de Georges I^{er} avec le duc d'Orléans. — L'envoyé de Georges I^{er}. — Politique française de 1713 à 1715. — Politique anglaise de 1714 à 1715. — Instructions secrètes de lord Stair. — Il s'abouche avec le parti du duc d'Orléans. — Comment composé. — Procédés blessants de lord Stair. — Il parie la mort du Roi pour le mois de septembre, et poursuit son intrigue avec le duc d'Orléans. — Offres du roi d'Angleterre au duc d'Orléans. — Première apparition de l'abbé Dubois.

Louis XIV se survivait. Depuis l'hiver tragique de 1712, la Cour de France ne connaissait plus ni fêtes ni cérémonies. Le *Journal* du marquis de Dangeau donne l'impression pesante de cette existence monotone et mécanique. Chaque jour, quelquefois deux fois par jour, le Roi tient un de ses conseils, il entend la messe, dîne chez Mme de Maintenon ou bien y passe quelques moments, promène dans ses jardins qu'il embellit sans cesse, ou encore va courre le cerf. Versailles, Marly, Rambouillet, Fontainebleau sont comme les quatre points cardinaux entre lesquels s'écoule la vie laborieuse du vieillard qui « ne veut pas que ses voyages lui fassent perdre aucun conseil¹ ». Parfois il se dirige vers Saint-Cyr à l'heure de vêpres, se rend à la chapelle et psalmodie le verset alternativement avec le chœur. Rentré à

Le Roi

¹ *Journal du marquis de Dangeau, avec les additions inédites du duc de Saint-Simon*, édit. E. Soulié et L. Dussieux, in-8, Paris 1858, t. XV, p. 164, (1714).

Versailles, il gagne l'appartement de Mme de Maintenon et, comme il aime la musique avec passion et chante volontiers, il demande à Mlle d'Aumale ses airs favoris et fredonne une vieille chanson à boire :

Vive Bacchus! vive Grégoire!
A tous deux honneurs sans fin.
Vive Grégoire!
Pour nous verser à boire.

Avec Mme de Caylus et Mme d'Auxy, Mlle d'Aumale joue *Esther*, par morceaux détachés, ou bien elle chante en s'accompagnant avec la basse de viole et la flûte². Parfois, pour s'égayer, le Roi fait jouer par ses musiciens le *Bourgeois gentilhomme* ou quelques actes de Molière. L'après-dînée s'achève ainsi, mais les soirées sont interminables dans le désœuvrement d'une intimité trop guindée pour être amicale. Ce qui reste de la famille royale se réunit dans le *Sanctuaire*, chez Mme de Maintenon, pour l'après-souper. « On parle beaucoup du passé, mais on ne dit mot du présent, ni de la guerre ni de la paix; on ne parle pas davantage des trois Dauphins et de la Dauphine, pour n'y pas faire penser le Roi. Dès qu'il se met à en parler, nous dit Madame, vite je cause d'autre chose en feignant de n'avoir pas entendu³ ». On passe des limons, des orangeades; un petit concert où quelques comédiens viennent un instant distraire. Le Roi « se fait raconter ses chasses par le comte de Toulouse, qui lui décrit aussi la façon dont il arrange ses maisons et aménage ses forêts⁴ », notamment Rambouillet dont Louis XIV s'est épris⁵; « avec les princesses il s'entretient de leurs maisons⁶ » ou bien il apaise les querelles et fait taire les jalousies. Le maréchal de Villeroy, seul étranger à la famille royale admis dans le *Sanctuaire*, rappelle les prouesses du jeune temps et Madame, par son bavardage, réussit quelquefois à faire rire son beau-frère⁷ qui connaît l'af-

² O. d'Haussonville et G. Hanotaux, *Souvenirs sur Mme de Maintenon*, t. I, Notice biographique, in-8, Paris, (1902), p. LXII-LXV.

³ Madame à la duchesse de Hanovre, Versailles, 24 mars 1712, dans *Correspondance de Madame*, édit., E. Jaeglé, in-8, Paris, 1890, t. II, p. 173.

⁴ Madame à la duchesse de Hanovre, Versailles, 16 décembre 1712, op. cit., t. II, p. 190; Saint-Simon, *Mémoires*, in-8, Paris, 1905, t. VII, p. 105.

⁵ Dangeau, *Journal*, t. XV, p. 165, (1714).

⁶ Madame à la duchesse de Hanovre, Versailles, 16 décembre 1712, op. cit., t. II, p. 190.

⁷ Madame à la duchesse de Hanovre, Versailles, 19 mars 1712, op. cit., t. II, p. 173; Versailles, 16 décembre 1712, op. cit., t. II, p. 190.

fection jalouse mais sincère que lui porte cette virago. « De toute la famille royale, a-t-elle coutume de dire, le Roi est encore celui qui a meilleur cœur. S'il mourait tout serait sens dessus dessous, car nulle part il n'y a amitié ni confiance, quelque proche parent qu'on soit⁸ ».

De toute la descendance légitime du Roi, il ne restait que le Dauphin, un enfant malingre, dont le visage rappelait absolument celui de sa mère⁹ qu'il avait failli suivre dans la mort. Pendant que neuf médecins s'empressaient autour de son frère aîné, atteint du même mal que lui, et le tuaient à force de saignées et d'émétique, leur gouvernante, Mme de Ventadour, défendait le puîné, le tenait chaudement et, avec du vin et des biscuits, lui sauvait la vie¹⁰. Il vivait donc, mais si délicat et si frêle que, n'osant le faire pleurer en le contrariant, on lui passait toutes ses volontés¹¹. La vieille Madame, qui le trouve fort mal élevé, le dépeint avec « de très grands yeux noirs, le visage rond, une jolie petite bouche qu'il tient cependant un peu trop souvent ouverte, un nez si bien fait qu'il serait difficile d'imaginer mieux, de jolies jambes ainsi que les pieds; en somme, plutôt joli que laid¹² ».

De nouveaux deuils vinrent frapper la famille royale : le duc d'Alençon mourut en bas-âge¹³, et la santé de son père, le duc de Berry, miné par une fièvre lente¹⁴, donnait de l'inquiétude. Ce Berry était un excellent prince, ignorant à ne savoir rien, absolument rien, sachant à peine qu'il était lui-même¹⁵, colère, opiniâtre, débauché, paresseux et gourmand, mais avec tout cela le meilleur homme du monde quand on ne le contrariait pas¹⁶. A la suite d'un accident de chasse, il fut saisi de frissons, pris de vomisse-

Le Dauphin

Mort du duc de Berry

⁸ Madame à la duchesse de Hanovre, Marly, 19 novembre 1712, op. cit., t. II, p. 189.

⁹ Madame à la duchesse de Hanovre, Marly, 17 avril 1712, op. cit., t. II, p. 176.

¹⁰ Madame à la duchesse de Hanovre, Versailles, 10 mars 1712, op. cit., t. II, p. 170.

¹¹ Madame à la raugrave Louise, Versailles, 27 octobre 1714, op. cit., t. II, p. 222; en 1714, il eut des convulsions, Mme de Maintenon à Mme Ursins, 19 août, dans le recueil Bossange, t. III, p. 101.

¹² Madame à la raugrave Louise, Versailles, 18 novembre 1714, dans *Correspondance*, édit., G. Brunet, t. I, p. 152-153.

¹³ Madame à la duchesse de Hanovre, Versailles, 16 avril 1713, dans *Correspondance*, édit., Jaeglé, t. II, p. 195.

¹⁴ Madame à la duchesse de Hanovre, Versailles, 16 avril 1713, op. cit., t. II, p. 195.

¹⁵ Madame à la duchesse de Hanovre, Versailles, 21 mai 1712, op. cit., t. II, p. 179.

¹⁶ Saint Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XV, p. 136, (1714).

ments et mourut en peu de jours (4 mai 1714)¹⁷, laissant sa femme grosse d'un enfant qui ne vécut que douze heures¹⁸; enfin, la reine d'Espagne mourut elle aussi¹⁹.

Inaptitude
du roi
d'Espagne

Sous ces coups répétés, Louis XIV prévit l'extinction prochaine de sa race et songea à y pourvoir. Il ne lui était pas possible de faire état des droits que Philippe V tenait de sa naissance puisque la renonciation solennelle qu'il en avait fait était la garantie de la paix conclue depuis peu de temps à Utrecht²⁰. Sans doute, le roi d'Espagne n'était aucunement persuadé de la validité de son engagement et, à la nouvelle de la mort de son frère Berry, son premier soin avait été d'envoyer à Marly le cardinal del Giudice avec mission de revendiquer son droit éventuel à la régence du royaume²¹; mais les Anglais avertis de cette démarche avaient fait des représentations²² et Louis XIV n'avait pu moins faire que de renvoyer le cardinal sans l'entendre²³.

Les bâtards
légitimés
habilités
à la
succession

A défaut de descendance directe, le Roi trouvait des héritiers légitimes dans la famille d'Orléans et dans la branche de Condé; c'était le sang de France, mais les princes dans les veines desquels il coulait étaient méprisés ou dédaignés et devaient bientôt, élevés au pouvoir, achever de perdre l'ombre de respect qu'on leur témoignait encore. Leur indignité ou leur insuffisance d'une part, et, d'autre part, la tendresse qu'il ressentait pour ses bâtards entraînèrent Louis XIV à une décision hardie. Non content de les combler d'honneurs et de richesses, le Roi avait légitimé le duc du Maine et le comte de Toulouse, et marqué leur rang après les princes du sang, avant les princes étrangers et les ducs

¹⁷ Dangeau, *Journal*, t. XV, p. 134-140.

¹⁸ Dangeau, *Journal*, t. XV, p. 167, Saint-Simon, *Mémoires*, in-12, Paris, 1905, t. VII, p. 55. Le Roi s'était rattaché à l'espoir d'avoir un prince, mais ce fut une fille.

¹⁹ Elle était sœur de la duchesse de Bourgogne, elle mourut le 14 février 1714, voir L. Percy [L. Herpin], *Une reine de douze ans, Marie-Louise-Gabrielle de Savoie, reine d'Espagne*, in-8, Paris, 1905.

²⁰ M. R. de Courcy, *Renonciation des Bourbons d'Espagne au trône de France*, in-8, Paris, 1889; E. Kirkpatrick de Closeburn, *Les renonciations des Bourbons et la succession d'Espagne*, in-8, Paris, 1907; S. de Bourbon, *Le traité d'Utrecht et les lois fondamentales du royaume*, in-8, Paris, 1914.

²¹ Grimaldo au cardinal del Giudice, 23 mai 1714, dans M. R. de Courcy, *L'Espagne après la paix d'Utrecht*, in-8, Paris, 1891, p. 171.

²² Lord Bolingbroke à M. de Torcy, Londres, 9 août 1714, dans *Lettres de Henri Saint John, vicomte de Bolingbroke*, in-8, Paris, 1808, t. II, p. 414.

²³ Louis XIV à Philippe V, Versailles, 14 août 1714, dans M. R. de Courcy, *L'Espagne après la paix d'Utrecht*, p. 190, *British Museum*, ms. 8756, *Mémoires inédits du prince de Cellamare*, 1^{re} partie, fol. 10; Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XV, p. 256; 5 octobre 1714.

et pairs. Cette complaisance fut étendue aux fils du duc du Maine, enfin, au mois de juillet 1714, le Roi déclara ses bâtards aptes à succéder à la couronne à défaut d'héritiers légitimes.

Or, à défaut de constitution écrite qui n'existait nulle part²⁴, le royaume de France reconnaissait l'existence de certaines règles de droit public traditionnelles, supérieures à toute atteinte et désignées sous le titre de « lois fondamentales », dénomination superbe mais vague, personne n'ayant jamais vu le texte ni jamais su le nombre de ces lois. Tout au plus croyait-on que les lois fondamentales concernaient l'hérédité dynastique, l'incapacité et l'exclusion successorale des femmes, le droit des aînés, l'inaliénabilité du domaine royal. L'incapacité des bâtards à la Couronne avait force d'axiome et paraissait ne pouvoir même pas être l'objet des entreprises de l'arbitraire le plus audacieux.

La tradition
constante

Si incertaine pour tout le reste, la notion de « loi fondamentale » semblait précise et inébranlable dès qu'il était question de la succession royale, laquelle, suivant les légistes, n'était pas « héréditaire ni paternelle, mais légale et statutaire, de sorte que les rois de France sont simplement successeurs à la Couronne par vertu de la loi et coutume générale de France²⁵ ». Les jurisconsultes apportaient maints exemples montrant que ladite succession ne pouvait être empêchée par « exhérédation, confiscation, indignité ou cas que ce fût²⁶ ». C'était de cette tradition constante que méditait de s'affranchir Louis XIV.

Toute l'affaire avait été conduite en grand secret. Dans l'après-dinée du 28 juillet 1714, les courtisans apprirent, sans surprise, que le Roi travaillait avec le chancelier²⁷; le lendemain, ils surent que le Premier Président et le procureur général avaient été mandés « pour une affaire de très grande importance et qu'on ne saurait que le lendemain »; vers le soir, il « transpira » que les Légitimés recevaient « le rang de princes du sang dans toute son étendue²⁸ ».

Déclaration
de l'habilité
des bâtards

Ce jour-là, le président de Maisons fit prier le duc de Saint-Simon « de venir sur-le-champ chez lui à Paris ». Le duc trouva le président tenant conseil avec le duc de Noailles. « Du premier

²⁴ A. Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, I. Les mœurs politiques et les traditions, in-8, Paris, 1885, t. I, p. 187-188.

²⁵ De Lhommeau, *Maximes générales du droit français*; sur la maxime 6^e; dans J. Hittier, *La doctrine de l'absolutisme*, in-8, Paris, 1903, p. 117.

²⁶ J. du Tillet, *Recueil des guerres et traictés d'entre les Roys de France et d'Angleterre*, in-fol., Paris, 1602, p. 197.

²⁷ Dangeau, *Journal*, t. XV, p. 199; 28 juillet 1714.

²⁸ Dangeau, *Journal*, t. XV, p. 200; 29 juillet 1714.

coup d'œil je vis, raconte-t-il, deux hommes éperdus, qui me dirent d'un air mourant, mais après une vive quoique courte préface, que le Roi déclarait ses deux bâtards et à l'infini leur postérité masculine vrais princes du sang... capables de succéder à la Couronne au défaut de tous les autres princes du sang. A cette nouvelle, dont le secret s'était conservé sans la plus légère transpiration, les bras me tombèrent. » Après avoir bien pesté, les trois personnages reconnurent qu'il n'y avait point de remède à l'événement et nulles mesures à prendre. Saint-Simon, craignant que son absence n'eût été remarquée, regagna Marly en grande hâte, s'y glissa vers l'heure du souper du Roi. « J'allai droit au salon, dit-il, je le trouvai très morne. On se regardait, on n'osoit presque s'approcher, tout au plus quelque signe dérobé ou quelque mot en se frôlant coulé à l'oreille. Je vis mettre le Roi à table, il me sembla plus morgué qu'à l'ordinaire, et regardant fort à droite et à gauche. Il n'y avoit qu'une heure que la nouvelle avoit éclaté²⁹, la bombe étoit tombée tout-à-coup sans que personne eût pu s'y attendre, chacun se jeta ventre-à-terre comme on fait aux bombes³⁰. » Mais à chose sans ressource il faut prendre son parti et, dès que le Roi fut à table, le duc de Saint-Simon se rendit chez le duc du Maine et lui fit son compliment. Le Parlement enregistra l'édit, la Cour murmura en silence, Paris se déchaîna sans bruit; en réalité l'événement passa presque inaperçu et Madame, loin de blâmer, approuva. « Du moment, dit-elle, que nous avons dans notre famille la sœur du duc du Maine et du comte de Toulouse³¹, je préfère qu'on les élève plutôt qu'on ne les abaisse³² ».

Tandis que Louis XIV se justifiait à ses propres yeux en exposant « qu'il regardoit comme un devoir indispensable envers ce nombre innombrable de peuples composant ce grand royaume de ne pas les laisser exposés aux troubles et à l'ambition qui déchireroient infailliblement les entrailles de l'État, si la succession à la Couronne ne se trouvoit pas réglée et établie³³ », tandis

²⁹ Saint-Simon, *Mémoires*, in-12, Paris, 1905, t. VIII, p. 77-79.

³⁰ Dangeau, *Journal*, t. XV, p. 201; 29 juillet 1714.

³¹ Marie-Françoise de Bourbon, légitimée de France, mariée le 18 février 1692 à Philippe d'Orléans, alors duc de Chartres, Saint-Simon, *Mémoires* (1905), t. VII, p. 83.

³² *Madame à la rangrave Louise*, Fontainebleau, 2 septembre 1714. *op. cit.*, t. II, p. 221.

³³ Isambert, Decker et Taillandier, *Recueil général des anciennes lois françaises*, in-8, Paris, 1830, t. XX, p. 619, suiv. : Edit qui, en cas de défiance des princes légitimes de la maison de Bourbon, appelle à la succession du trône les princes légitimes, 28 juillet 1714.

LE TESTAMENT DU ROI

que le président de Maisons faisait fête dans son hôtel aux deux légitimés, Saint-Simon donnait libre cours, derrière sa porte bien fermée et la plume à la main, à son indignation. Elle compterait pour peu de chose s'il ne se trouvait avoir exprimé avec une précision rigoureuse, (résultat probable de ses entretiens), la situation juridique créée par le nouvel édit.

« Que les rois, dit-il, soient les maîtres de donner, d'augmenter, de diminuer, d'intervertir les rangs, de prostituer à leur gré les plus grands honneurs, comme à la fin ils se sont approprié le droit d'envahir les biens de leurs sujets de toutes conditions et d'attenter à leur liberté d'un trait de plume..., c'est le malheur auquel la licence effrénée des sujets a ouvert la carrière... Ce renversement général, qui rend tout esclave... accoutume bientôt à vouloir tout ce qu'on peut. Un prince arrivé et vieilli dans ce comble extrême de la puissance, oublie que sa couronne est fidéi-commis qui ne lui appartient pas en propre et dont il ne peut disposer, qu'il l'a reçue de main en main de ses pères à titre de substitution, et non pas de libre héritage, conséquemment qu'il ne peut toucher à cette substitution³⁴. »

Le 2 août, les nouveaux princes du sang prirent séance au Parlement, à la grand'chambre³⁵. Ce jour-là même, à Marly, Louis XIV écrivit son testament³⁶. Il vieillissait et son entourage commençait à craindre qu'il ne lui restât que peu de temps à vivre. Les revers de fortune et les catastrophes domestiques succédant à une prospérité inouïe l'avaient respecté dans son intelligence et sa volonté, mais la nature succombait. La perte du duc de Bourgogne lui imposait de nouveau la charge d'une part du gouvernement que ce prince avait assumée; la disparition de la duchesse de Bourgogne laissait un vide impossible à remplir et tout l'art de Mme de Maintenon, les prévenances de Mlle d'Aumale, le gazouillement de la jeune Jeannette de Pincré, la verve piquante du duc du Maine n'y pouvaient rien désormais; le ressort de cette âme si forte se détendait un peu plus chaque jour.

Le duc du Maine prodiguait au Roi ses assiduités, l'entretenait du détail de ses grandes charges, le persuadait de son désintéressement, de sa piété, de son zèle pour le service, enfin le distrayait

Solitude
morale du
Roi

Le duc du
Maine

³⁴ Saint-Simon, *Mémoires* (1905), t. VII, p. 89-90.

³⁵ Dangeau, *Journal*, t. XV, p. 202-203, additions, et Saint-Simon, *Mémoires*, t. VII, p. 95-96; J. Buvat, *Journal de la Régence*, édit. Campardon, in-8, Paris, 1865, t. I, p. 503-510.

³⁶ Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises*, t. XX, p. 623 : Testament de Louis XIV (nous le donnons au chapitre IV^e). Pour l'emploi, de la journée du 2 août 1714, voir Dangeau, *Journal*, t. XV, p. 202.

par ses contes, ses plaisanteries fines auxquelles il excellait avec un tour charmant et si aisé que l'art y semblait étranger et l'intention absente; en même temps ce prince relevait d'un mot un ridicule, sans insistance et comme à regret, ou bien le pressait jusqu'à en faire jaillir la bouffonnerie, mais avec mesure encore et toujours suivant le temps, l'occasion, l'humeur du Roi qu'il connaissait bien et dont il savait ce que la tendresse, ou même la faiblesse pour lui, permettait de dire en sa présence. Mme de Maintenon favorisait en toutes choses cet élève qu'elle considérait comme un fils et à qui elle souhaitait tout ce que l'ambition la plus large pouvait souhaiter. Elle appréhendait au moins autant que lui un avenir qu'ils pressentaient prochain où la main puissante qui les soutenait viendrait à manquer; quant au Roi, s'il devinait ces pensées et ces manèges, sa longue expérience du pouvoir lui laissait entrevoir l'inutilité des plus sages précautions. Quelques jours après la promulgation de l'édit du 28 juillet, il ne put se retenir de dire au duc du Maine : « Vous l'avez voulu, mais sachez que quelque grands que je vous fasse, et que vous soyez de mon vivant, vous n'êtes rien après moi, et c'est à vous après à faire valoir ce que j'ai fait pour vous, si vous le pouvez³⁷ ». Celui à qui s'adressait cet avertissement ne le pouvait pas. C'était un gentilhomme agréable et habile à qui manquaient deux vertus : la franchise et le courage; on l'avait vu à l'armée insuffisamment brave, on le verrait poltron à la grand'chambre. L'étoffe manquait.

Le roi
d'Espagne

Ses rivaux cependant paraissaient peu redoutables. Le premier vivait hors de France, régnant sur l'Espagne depuis 1701. « Prévenu de gravité dès le ventre de sa mère », il parlait peu et lentement, avec une sorte d'effort. Élève de Fénelon et de Beauvilliers, il n'avait jamais éprouvé la prétention de marcher sur les traces de son frère aîné, le duc de Bourgogne. « Né pour être réduit au rôle de sujet », docile et passif, il avait désappris l'action, abdiqué sa personnalité. Quand la politique eut besoin de lui, il n'avait pas vingt ans et le caractère était si complètement dissous qu'on ne trouva qu'une ombre. La royauté l'accabla, l'Espagne l'abrutit. Sans être imbécile il en donna l'impression. Brave à la guerre, il allait au feu comme un soldat à condition qu'on lui dit d'y aller, si on lui avait dit de se cacher il se fut caché. La chasse était son unique passion, il s'y ruait avec frénésie; pour le calmer on le maria; il abandonna le gouvernement

³⁷ Saint-Simon, *Mémoires* (1905), t. VII, p. 106; édit de Boislisle, t. XXV, p. 17.

à la Reine qui sauva sa couronne et régna à sa place, mais il la tua de grossesses. Dès qu'elle fut morte, il retourna chasser, contra le cortège qui transportait le cadavre à l'Escorial et, suprême témoignage d'affection, ralentit la chasse et arrêta son cheval pour regarder passer le convoi³⁸. Il ruminait à ce moment quelle princesse remplacerait la défunte, et un rival si préoccupé semblait devoir faire bon marché de ses droits à la régence. Cependant il n'avait prononcé que contraint la renonciation exigée de lui à Utrecht et la tenait pour extorquée et inexistante, le prétendu droit qu'il pensait tenir de sa naissance étant si essentiel à sa personne que, le voulût-il de bonne foi, il ne pouvait s'en dépouiller. Et ce droit lui imposait un devoir d'ordre surnaturel : il devait conduire les âmes de ses sujets à la béatitude éternelle, leur épargner les erreurs, les impiétés, les scandales qui compromettraient leur salut et dont le duc d'Orléans promettait de tolérer ou même d'encourager les funestes exemples.

Celui-ci, — le deuxième rival — était un autre homme. Il atteignait la quarantaine et décourageait l'indulgence. Grandi au milieu des mignons de son père et initié à leurs infamies, mal défendu par sa mère, souillé peut-être par son précepteur, le duc d'Orléans avait reçu en partage tous les dons de l'intelligence, toutes les curiosités de l'esprit, une bonté réelle et expansive, une bravoure, une endurance et des talents qui avaient brillé à la guerre. Sa dépravation morale déconcertait ses contemporains, indignait la foule, attristait sa mère et inspirait au Roi un dégoût marqué pour ce « fanfaron de vices »; dégoût qui s'ajoutait à des impressions plus anciennes. Instruit jusque dans le plus petit détail de ce qui concernait sa famille, Louis XIV savait l'ambitieux désir de régner que nourrissait son neveu, désir que le duc de Bourgogne avait pénétré³⁹. Ne voyant aucun jour en France pour satisfaire son ambition, Philippe d'Orléans s'était rabattu sur l'Espagne, guettant l'occasion propice⁴⁰, escomptant des chances qui lui échappèrent et revêtant à ce jeu une certaine allure de conspirateur⁴¹. Disgracié après deux brillantes campagnes, rentré à Paris, toléré à Versailles, il était celui qu'on

Le duc
d'Orléans

³⁸ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XV, p. 85; *Madame à la duchesse de Hanovre*, Versailles, 11 mars 1714, op. cit., t. II, p. 210.

³⁹ *Journal inédit de J.-B. Colbert, marquis de Torey, pendant les années 1709, 1710 et 1711*, édit. Fr. Masson, in-8, Paris, 1884, p. 194.

⁴⁰ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence et de la minorité de Louis XV jusqu'au ministère du Cardinal Fleury*, in-8, Paris, 1832, t. I, p. 200, note 1.

⁴¹ A. Baudrillart, *Philippe V et la Cour de France*, t. II, Philippe V et le duc d'Orléans, in-8, Paris, 1898, p. 55-94.

peut soupçonner des pires desseins, accuser des crimes les plus noirs. La mort de la Dauphine, du Dauphin et de leur fils le rapprochait du trône, on la lui imputa⁴², dès lors il ne mourut personne à la Cour qu'on ne l'en accusât⁴³ et s'il laissait vivre un enfant en bas-âge qui paraissait rendre ses forfaits inutiles, ce n'était que calcul, disait-on, pour empêcher le retour en France du roi d'Espagne⁴⁴. Louis XIV affectait du mépris pour ces clauderies⁴⁵, mais les vices affichés du duc d'Orléans, ses débauches publiques lui inspiraient pour son neveu un éloignement insurmontable et le rendait indigne, à ses yeux, de la garde d'un roi mineur et du soin de son éducation⁴⁶.

Si, chez Philippe V, la volonté paraissait dissoute, chez Philippe d'Orléans elle était pourrie. Tous les entraînements lui plaisaient moins encore par faiblesse de caractère que par dégénérescence physique. Adulte et vigoureux, il succombait avant tout excès, un seul verre de vin suffisait à troubler sa raison. L'ivrognerie lui répugnait, cependant il s'enivrait afin de faire « le bon drolle » et, pris de vin, perdait toute notion de ses paroles et de ses gestes⁴⁷. La débauche, l'inconduite et le blasphème ne lui suffisaient plus il avait roulé jusqu'à l'orgie, l'inceste et l'athéisme⁴⁸.

Connaissant les limites de son tempérament, au lieu d'en déplorer et d'en surveiller la faiblesse, il s'en infatua et la débrida; il érigea la débauche en principe, méprisa les bienséances, bafoua la probité chez les hommes et la pudeur chez les femmes, pour aboutir à cette conclusion que tout n'est en ce monde qu'artifice et mensonge, perfidie et préjugé. Ce fut avec ce bagage qu'il se produisit dans une Cour où le vice se dissimulait mais prospérait. Robuste et de mâle apparence, son rang l'eût dispensé d'être beau et gracieux pour suivre la carrière des succès liber-

⁴² Madame à la duchesse de Hanovre, Versailles, 21 février 1712, op. cit., t. II, p. 168.

⁴³ Madame à la duchesse de Hanovre, Versailles, 10 mars 1712, op. cit., t. II, p. 170.

⁴⁴ Madame à la duchesse de Hanovre, Versailles, 10 mars 1712, op. cit., t. II, p. 170-171.

⁴⁵ Madame à la duchesse de Hanovre, Versailles, 20 février, 8 avril 1712, op. cit., t. II, p. 168, 175.

⁴⁶ Ém. Bourgeois, *La diplomatie secrète au XVIII^e siècle. Ses débuts. Le secret du Régent et la politique de l'abbé Dubois*, 1716-1718, in-8, Paris, 1909, t. I, p. 5-8.

⁴⁷ Madame à la duchesse de Hanovre, Versailles, 21 février, 14 avril 1712, op. cit., t. II, p. 168-169, 175.

⁴⁸ Madame à la duchesse de Hanovre, Versailles, 27 mars 1712, op. cit., t. II, p. 174.

tins, vigoureux et ardent, il courait les aventures sans délaisser sa femme et défrayait la chronique avec ses bâtards tandis que la Gazette enregistrerait les naissances de ses filles.

Le plaisir l'attirait moins que le scandale, et du scandale il recherchait l'éclat tapageur comme la plus sûre garantie d'une bravade adressée à l'opinion publique, d'un défi jeté à la morale commune. Cette préoccupation l'entraîna à des excès étranges et monstrueux qui révoltèrent et où il se complut; dès lors, il souhaita éclipser les pires débauchés, les dépasser en outrances de toutes sortes et en impiétés d'un ragoût nouveau et inconnu, choisissant les jours les plus consacrés par la piété chrétienne pour tenir les discours et combiner les orgies les plus criminels. Bien qu'il fit profession de n'estimer personne, un sentiment de modestie qui ressemblait au respect le saisissait au souvenir des libertins fameux, il les considérait comme ses maîtres et ses modèles, désespérant d'atteindre à une si rare perversité. Le grand prieur de Vendôme obtenait de la part de ce blasé une sorte de culte et un sentiment de déférence ressemblant à de la vénération; c'est qu'au cours d'une longue vie et chaque soir, depuis plus de quarante ans, Vendôme s'était couché ivre.

La disgrâce qui suivit ses louches manigances en Espagne le ramena au Palais-Royal, oisif, inquiet, curieux. La chimie l'attira et des sciences naturelles, alors si vagues, il passa de plain-pied aux sciences occultes, c'était encore une manière de provocation! Brave devant l'ennemi, une fausse idée de courage le jeta dans les évocations et les diableries; car cet athée était crédule, niait Dieu et confessait Satan jusqu'à espérer de le voir et de le faire parler. Il s'y appliqua, passant des nuits entières dans des taudis, se livrant à de puériles et répugnantes supplications, sans résultat. Déçu mais non dégoûté, il s'adonna aux plus abjectes supercherries de la divination n'ayant désormais qu'un désir : acquérir la preuve que Dieu n'est pas, car il était trop intelligent pour ne pas sentir que nier n'est pas supprimer. Il ne voulait plus croire, il ne savait plus croire et cependant son incrédulité n'était qu'un doute et ce doute, dans les deux sens, l'importunait. Quand il eut épuisé les expériences, il conclut que si l'existence de Dieu échappait à la preuve positive, son inexistence y échappait aussi et, loin de reconnaître l'infirmité de sa raison, il pensa découvrir cette preuve qui le fuyait. Une âme mortelle arrangeait tout et la disparition complète de l'être humain, son anéantissement, le soustrayait à cette Providence qu'on reléguait dans une impuissante solitude. Nouvelle déception! Après de longs raisonnements, le prince dut s'avouer que si cette âme mortelle

existait, il ne pouvait la concevoir. Ainsi, d'expérience en expérience, il traversait tous les systèmes; le déisme lui sembla un refuge, après l'avoir parcouru, il y renonça. Saint-Simon qui eut pour Philippe d'Orléans une manière d'attachement où l'affection avait peu de place et la vanité beaucoup, ne se méprenait guère sur cette incrédulité ostentatoire. Ces prêtres, ces capucins, ces moines que le prince, alerte et dispos, faisait trophée de tant mépriser, à qui il prodiguait les plus plates injures et les plus viles calomnies, s'il s'était senti malade et avait vu sa vie en péril, il se fut jeté entre leurs mains et prosterné à leurs pieds. Toujours le « fanfaron de vices ».

Tout était contraste et contradiction dans cette nature. Sa bravoure lui faisait affronter les balles et dédaigner les poignards parce que son fatalisme l'avait persuadé que rien ne pouvait le soustraire au destin. Son incrédulité s'arrangeait d'une croyance très ferme à la prédestination; quoiqu'il pût faire, disait-il, son sort était décidé : élu ou réprouvé. Sa politesse admettait des interruptions que remplissait le débordement d'un langage d'une grossièreté inexprimable. Son rang lui imposait des devoirs de bienséance dont il s'acquittait avec décence sauf à publier au moyen de quel détour il s'y déroba. Il lui arriva une nuit de Noël, à Versailles, d'accompagner le Roi à l'office de matines et d'assister à la messe de minuit et aux deux messes qui suivent celle-ci; la Cour fut édifiée par l'application qu'il mit à suivre toutes les prières dans un livre; mais ce livre, c'était un Rabelais. Tout autre qui eût agi de cette façon l'eût tenue secrète, Philippe d'Orléans s'en vanta bien haut : fanfaronnade! Cependant Rabelais n'avait plus pour lui, depuis longtemps, l'attrait ou l'excuse de la découverte, et la musique de la chapelle du Roi, la meilleure qui fût en France, eut suffi à intéresser et à charmer un homme capable de composer, mais tout cela n'était que prétexte et occasion à scandaliser, il fallait faire l'impie et le « bon drolle ».

L'ennui, un incurable ennemi assombrissait cette Altesse, tour à tour éprise et rebutée des arts, des sciences ou des lettres. Peut-être n'avait-elle rien de plus que des aptitudes variées, sans aucun don supérieur : en rien elle ne dépassait la médiocrité de ceux qu'on nomme des « amateurs ». Sa physique consistait à employer quelques réactifs sur des métaux, sa chimie à cuisiner des élixirs, sa peinture n'a laissée aucune trace, ses illustrations de *Daphnis et Chloé* sont pitoyables; somme toute, elle n'a excellé en rien de ce à quoi elle a touché. La société ne l'attirait pas, elle l'importunait plutôt; le seul service que le prince lui demandait

était de le distraire un moment de son ennui. La guerre lui plaisait surtout par ce qu'elle apporte d'imprévu et la débauche par ce qu'elle apporte d'oubli; autres moyens de combattre l'ennui.

A peine découvre-t-on dans cette âme flottante, malsaine, un recoin salubre. Philippe d'Orléans était naturellement bon, il l'était jusqu'à la tendresse et jusqu'à la compassion. Sa mère, ses amis lui en faisaient un reproche et c'est que, chez lui, la bonté elle-même était corrompue par la faiblesse. On le voyait pratiquer le pardon des offenses non par esprit de miséricorde mais par indifférence pour l'injure. On l'entendait prodiguer les promesses non par désir d'apporter la joie ou l'espoir, mais par calcul pour se délivrer des solliciteurs. L'impudence avec laquelle il manquait aux paroles les plus solennelles lui avait nui plus que sa réputation de débauché et de blasphémateur. La tromperie lui était devenue si naturelle qu'on ne croyait plus ce qu'il disait; on ne croyait même plus le contraire de ce qu'il disait⁴⁹.

Il n'était que trop aisé de desservir un prince tellement décrié. On accusa Mme des Ursins d'avoir poursuivi sa vengeance contre lui en répandant l'accusation d'empoisonnement⁵⁰; plus tard on imputa cette noirceur à Mme de Maintenon désireuse de voir son élève sur le trône⁵¹, mais il est bien hasardeux d'en décider car ces rumeurs, soi-disant recueillies par d'ardents adversaires, ne sont appuyées que sur leur témoignage isolé et fanatique. « Ces bruits ne pouvoient pas toujours durer; on se lasse enfin de dire et de parler de la même chose. Ils tomboient donc; mais tôt après ils reprenoient une nouvelle vigueur. On n'entendoit plus s'entretenir d'autre chose, sans savoir pourquoi cela avait repris⁵². » Parmi ceux qui entretenaient ces rumeurs on trouvait l'ambassadeur de Philippe V. C'était un Napolitain de grande naissance, le prince de Cellamare, neveu du cardinal del Giudice. Après l'échec et le départ de celui-ci, Cellamare avait recueilli sa succession à la Cour de France où il parut sans éclat, mais avec une politesse et une réserve qui lui attirèrent les menues faveurs de Louis XIV. Assidu à Versailles, invité à Marly, Cellamare fut reçu chez Mme de Maintenon et bien accueilli par le duc du Maine.

La cabale, une fois en possession de l'édit qui habilitait les

Cabale
formée
contre lui

Projet de
lui enlever
la Régence

⁴⁹ Saint-Simon, *Mémoires* (1905), t. VII, chap. XXVII.

⁵⁰ *Madame à la duchesse de Hanovre*, Marly, 20 février 1712, *op. cit.*, t. II, p. 168.

⁵¹ *Madame à la duchesse de Hanovre*, Marly, 8 avril 1712, *op. cit.*, t. II, p. 175.

⁵² Saint-Simon, *Mémoires* (1905), t. VII, p. 100.

bâtards à la succession, ne perdit pas de temps pour obtenir du Roi un testament par lequel seraient renforcées les dispositions de l'édit; de sorte que non seulement la personne du Roi mineur serait soustraite à un prince décrié et suspect, mais encore elle serait remise en dépôt entre les mains d'un prince sur lequel la calomnie s'exerçait plus aisément que la médisance. Le vieux monarque hésita sur la conduite à tenir. Pour triompher de sa répugnance à deshériter son neveu, un long mémoire fut rédigé, probablement sous l'influence du marquis de Torcy. On cherchait à y établir que la disposition des régences ne se règle, en France, ni par les droits du sang, ni par la volonté des lois; on montrait ensuite quelle imprudence ce serait d'escompter la soumission des Parlements; ce qui s'était passé à l'occasion du testament de Louis XIII était suffisamment révélateur de ces dispositions subversives de gens dont « on savait par expérience combien le parchemin était souple quand on ne touchait pas à leurs gages ». Ensuite le mémoire recommandait au Roi, comme « la seule mesure convenable », la nomination, dès à présent, d'un régent par les États-Généraux. « Il est hors de doute, lisait-on, qu'une telle assemblée, convoquée pour ce seul objet, opérera sans trouble, se séparera sans résistance et fixera sur la tête la plus agréable au Roi une qualité au-dessus de toute atteinte⁵³; » la personne du duc du Maine, doucement suggérée aux membres des États eut été désignée sans doute.

La prévention contre le duc d'Orléans ne s'en tint pas là; elle suggéra l'institution d'un conseil de régence en une sorte de cour nationale qui serait composée d'un député de chaque Parlement et d'un délégué des États de chaque province. Le chancelier Voysin favorisait ce plan à tel point que, pour le faire aboutir, il n'hésitait pas à envoyer un homme à lui sonder sur ces questions les Cours étrangères. Mais Louis XIV, soit hostilité soit lassitude, adopta une méthode différente et résolut de consigner l'expression de sa volonté dans un testament. La journée entière du 31 juillet fut pluvieuse, le Roi ne sortit pas et retint le chancelier pendant de longues heures⁵⁴ employées sans doute à dicter la minute qu'il recopia ensuite de sa main. Le secret ne transpira point et la vie de Cour se poursuivit monotone et cérémonieuse. A quelques jours de là, le Dauphin tombe malade et « quoique cette maladie soit peu violente, la personne est si considérable qu'on ne laisse pas d'en être fort en peine⁵⁵ ».

⁵³ P. E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 14-15.

⁵⁴ Dangeau, *Journal*, t. XV, p. 201; 31 juillet 1714.

⁵⁵ Dangeau, *Journal*, t. XV, p. 208; 14 août 1714.

Un autre jour, le Dauphin « prend les chausses et en paroît encore plus joli⁵⁶ »; un dimanche, le 26 août, le Roi mande à Versailles le Premier Président, de Mesme, et le procureur général Daguesseau, il leur parle longtemps dans son cabinet. « On croit, note Dangeau, que c'est pour une affaire très importante et qu'on ne sait point encore⁵⁷. »

Lorsque le Roi et les deux magistrats furent seuls, Louis XIV prit dans un tiroir un grand et gros paquet cacheté de sept cachets. « Messieurs, dit-il en le leur remettant, c'est mon testament; il n'y a qui que ce soit qui sache ce qu'il contient. Je vous le remets pour le garder au Parlement, à qui je ne puis donner un plus grand témoignage de mon estime et de ma confiance, que de l'en rendre dépositaire. L'exemple des rois mes prédécesseurs et celui du testament de mon père ne me laissent pas ignorer ce que celui-ci pourra devenir; mais on l'a voulu, on m'a tourmenté, on ne m'a point laissé de repos quoique j'aie pu dire. Ho bien! j'ai donc acheté mon repos. Le voilà, emportez-le, il deviendra ce qu'il pourra; au moins j'aurai patience et je n'en entendrai plus parler. » A ce dernier mot, qu'il finit avec un coup de tête fort sec, il leur tourna le dos, passa dans un autre cabinet et les laissa tous deux presque changés en statues. Ils se regardèrent glacés de ce qu'ils venoient d'entendre, et encore mieux de ce qu'ils venoient de voir aux yeux et à toute la contenance du Roi, et dès qu'ils eurent repris leurs sens ils se retirèrent et s'en allèrent à Paris⁵⁸. »

⁵⁶ Dangeau, *Journal*, t. XV, p. 214; 24 août 1714.

⁵⁷ Dangeau, *Journal*, t. XV, p. 215; 26 août 1714.

⁵⁸ Saint-Simon, *Mémoires* (1905), t. VII, p. 107; édit. de Boislisle, t. XXV, p. 18-19 : L'original du testament a disparu, mais il existe une copie figurée faite par Gilbert de Voisins lors de l'ouverture, le 2 septembre 1715 (*Arch. nat.*, carton K 137, n° 1b). L'original était « un acte en papier commun compris entre quatre feuilles, dont le dernier feuillet n'est point écrit, ledit acte finissant au milieu de la quatorzième page, recouvert d'une cinquième feuille de papier blanc, lequel paroît avoir été enfermé de toute sa grandeur sans être plié en une feuille de papier cacheté de sept cachets du cachet particulier du feu Roi, sur laquelle se trouvent ces mots qui paroissent de la main du feu Roi : Ceci est notre testament, et au-dessous Louis. Les cachets avaient été exécutés par Pajot d'Ons-en-Bray, intendant général des postes. Le général de Grimoard dans *Œuvres de Louis XIV*, t. II, p. 472, suiv., dit que le testament fut écrit de la main de Voysin sous la dictée du Roi, nous en reparlerons; le greffier Gilbert de Voisins dit formellement qu'il était autographe. Le peu d'illusions que le Roi se faisait sur le sort réservé à son testament n'est pas seulement attesté par Saint-Simon et par Duclos, *Mémoires secrets*, édit. Michaud et Poujoulat, p. 470 (qui l'a sans aucun doute emprunté à Saint-Simon), mais encore par Madame *Correspondance*, édit. G. Brunet, 1904, t. I, p. 271; celle-ci écrivait dès 1716 : « Le

Remise du
testament
par le Roi

Dispositions
du
testament

L'acte qu'ils emportaient maltraitait à peu près également les deux compétiteurs à la Régence, Philippe V était sacrifié à la paix de l'Europe. Louis XIV ne voulait pas léguer à son successeur une de ces guerres interminables qu'il se reprochait d'avoir « trop aimé »; cependant il n'ignorait pas que, chez son petit-fils, l'orgueil et l'obstination tenaient la place de l'intelligence; asservi par sa première femme, on pouvait prévoir que celle qu'il allait épouser⁵⁹, exercerait sur lui un pouvoir aussi absolu. Mais celui de Gabrielle de Savoie avait été, comme toute, tutélaire, et personne n'imaginait à quel point serait tyrannique le pouvoir d'Elisabeth de Parme qui s'acheminait alors à petites journées vers l'Espagne. L'exclusion de la régence à l'égard de Philippe V pouvait devenir « la source de grands maux, ouvrir la porte aux intrigues et aux guerres intestines dans le royaume même⁶⁰ », cependant la parole donnée à Utrecht devait être observée. Toutefois, pour que le duc d'Orléans ne pût retirer de cette situation un avantage trop signalé, Louis XIV avait adopté une disposition ingénieuse autant que juste qui respectait le droit et donnait satisfaction à la morale, il séparait la tutelle du roi mineur de la régence du royaume. Le duc d'Orléans présiderait un conseil dont les membres lui étaient imposés et dont il ne ferait que totaliser les décisions, le duc du Maine présiderait à l'éducation de l'enfant-roi et commanderait sa maison militaire. Entre Philippe V ahuri par les scrupules et Philippe d'Orléans énervé par les orgies⁶¹, le duc du Maine s'insinuait comme une trouvaille providentielle. Par la prévoyance et la justice des dispositions comme par l'équilibre des mesures prises, Louis XIV se flatta peut-être d'avoir découvert une solution faite « pour éloigner tout ce qui pouvoit troubler la tranquillité du peuple ».

Peu
d'illusions
que
conserve le
Roi à cet
égard

Ses illusions, s'il en eut, durèrent peu. Il venait de le laisser entendre aux deux magistrats, le lendemain il s'en ouvrit à la reine douairière d'Angleterre. Venue de Chaillot à Versailles sur les cinq heures, elle entra d'abord chez Mme de Maintenon, où

le Roi n'a jamais pensé que son testament fut maintenu ». Il a dit à plusieurs personnes : « On m'a fait écrire mon testament et plusieurs choses; je l'ai fait pour avoir du repos; mais je sais bien que cela ne subsistera pas. »

⁵⁹ Dangeau, *Journal*, t. XV, p. 214; le mariage fixé au 25 août fut retardé jusqu'au 16 septembre. Saint-Simon, *Mémoires* (1905), t. VII, p. 137.

⁶⁰ *Arch. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 237, fol. 115 : M. de Torcy à M. de Saint-Jean, 28 mars 1712.

⁶¹ Madame à la raugrave Louise, Versailles, 2 décembre 1714, *op. cit.*, t. II, p. 223.

LE TESTAMENT DU ROI

Le Roi la vint trouver⁶². « Dès qu'il l'aperçut : « Madame, lui dit-il, en homme plein et fâché, j'ai fait mon testament, on m'a tourmenté pour le faire », passant lors les yeux sur Mme de Maintenon : « J'ai acheté du repos. — J'en connais l'impuissance et l'inutilité. Nous pouvons tout ce que nous voulons tant que nous sommes; après nous, nous pouvons moins que les particuliers; il n'y a qu'à voir ce qu'est devenu celui du roi mon père, et aussitôt après sa mort et ceux de tant d'autres rois. Je le sais bien, malgré cela on l'a voulu, on ne m'a donné ni paix ni patience, ni repos qu'il ne fût fait; oh bien! donc, Madame, le voilà fait, il deviendra ce qu'il pourra, mais au moins on ne m'en tourmentera plus⁶³ ». L'humeur du Roi dura plus de huit jours et s'évapora ensuite peu à peu⁶⁴.

Aussitôt que le Premier Président et le procureur général furent de retour à Paris, ils envoyèrent chercher des ouvriers qu'ils conduisirent dans une tour du Palais, qui est derrière la buvette de la grand'chambre et le cabinet du Premier Président, et qui répond au greffe⁶⁵. Ils firent creuser un grand trou dans la muraille de cette tour qui est fort épaisse, y déposèrent le testament, en firent fermer l'ouverture par une porte de fer, avec une grille de fer en deuxième porte, et murailleur encore par dessus. La porte et la grille eurent trois serrures différentes, mais les mêmes à la porte et à la grille, et une clef pour chacune des trois, qui par conséquent ouvroit chacune deux serrures. Le Premier Président en garda une, le procureur général une autre, et le greffier en chef du Parlement la troisième. Le Parlement fut assemblé en même temps, à qui le Premier Président rendit le compte le plus propre qu'il lui fut possible à flatter la Compagnie et à la piquer d'honneur sur la confiance de ce dépôt et le maintien de toutes les dispositions qui s'y trouvaient contenues⁶⁶.

Dépôt du
testament

⁶² Dangeau, *Journal* t. XV, p. 215; 27 août 1714.

⁶³ Saint-Simon, *Additions au Journal* de Dangeau, t. XV, p. 216; le même, *Mémoires* (1905), t. VII, p. 108; édit. de Boislisle, t. XXV, p. 20-21, 341; cet entretien est confirmé, sinon pour les paroles au moins pour leur sens par Berwick, *Mémoires*, édit. Michaud et Poujoulat, p. 437, et par une lettre de Madame à la raugrave Louise, 8 octobre 1716, édit. G. Brunet, t. I, p. 271-272 : « le Roi ne croyait pas qu'on respectât son testament ».

⁶⁴ Saint-Simon, *Mémoires* (1905), t. VII, p. 109; édit. de Boislisle, t. XXV, p. 23.

⁶⁵ Les démolitions et remaniements n'ont pas laissé subsister cette niche qui devait se trouver dans la tour Bonbec, au voisinage du greffe, voir le plan du premier étage du Palais conservé aux *Arch. nat.*, N³ Seine 415².

⁶⁶ Saint-Simon, *Mémoires* (1905) t. VII, p. 109; édit. de Boislisle, t. XXV, p. 24 et p. 381-390, le texte du procès-verbal de dépôt du testament le 12 septembre, un peu différent et plus précis.

La santé
du Roi

Après que les courtisans se furent entretenu de ce que pouvaient être ces mystérieuses dispositions, la vie de la Cour de France se poursuivit immuable. Louis XIV avait une année encore à vivre et aucun indice ne permettait de présager sa fin prochaine. « Dieu merci! écrit Dangeau qui l'observe et le contemple depuis plus de trente ans, il ne s'est jamais si bien porté⁶⁷. » Quelques mois plus tard ce fut la santé du duc d'Orléans qui donna des inquiétudes. Ce prince s'évanouit, tout le monde se précipita : médecins, garçons bleus, quelques pelotons de courtisans, le Roi fut averti et envoya prendre des nouvelles, enfin tout s'expliqua : Le duc « avait, chez sa fille (la duchesse de Berry) bâfré comme un loup et lampé davantage encore⁶⁸ » ; c'est sa mère qui nous l'apprend. Quant au Roi, il venait d'entrer dans l'année dont il ne verrait pas la fin; c'était un beau vieillard, alerte et laborieux, conservant ce grand air tempéré de bonne grâce qui avait fait de sa Cour la plus polie de l'Europe. Les étrangers, même prévenus ou hostiles subissaient le charme. L'envoyé des Provinces-Unies, M. Buys, adversaire déclaré s'était, peu à peu, trouvé séduit; le ministre plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, au sortir de sa première audience ne pouvait cacher son impression : « J'avoue, disait-il, que la vieille machine m'a imposé⁶⁹ »

Prétentions
de
Philippe V
à la régence

Le diplomate qui usait de ce langage trop pittoresque se nommait lord John Dalrymple Stair; il cumulait les fonctions d'envoyé extraordinaire et d'agent secret, et c'était sans doute le seul trait de ressemblance qui existât entre ce personnage et le prince de Cellamare, autre ambassadeur doublé d'un agent secret. Le cardinal del Giudice avait agi avec une si rare maladresse⁷⁰ que la situation de son successeur s'en trouva, à ses débuts du moins, rendue délicate au point d'être périlleuse. Son maître lui faisait un devoir de découvrir les dispositions du testament en s'adressant soit à Torcy, soit à Louis XIV lui-même. A condition que ses droits fussent proclamés, Philippe V consentait à la nomination d'un vice-régent pourvu que ce substitut « ne fût reconnu pour non affectionné et contraire à ma personne » disait l'insti-

⁶⁷ Dangeau, *Journal*, t. XV, p. 243; 17 septembre 1714.

⁶⁸ *Madame à la raugrave Louise*, Versailles, 2 décembre 1714, *op. cit.*, édit. Jaeglé, t. II, p. 223-224; Dangeau, *Journal*, t. XV, p. 286; 28 novembre 1714; Saint-Simon, *Mémoires* (1905) t. VII, p. 154-155.

⁶⁹ L. Wiesener, *Le Régent, l'abbé Dubois et les Anglais, d'après les sources britanniques*, in-8, Paris, 1891, t. I, p. 23.

⁷⁰ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XV, p. 255-256; le même, *Mémoires*, édit. de Boislisle, t. XXV, p. 88, et p. 400-419 : la disgrâce du cardinal del Giudice; voir A. Baudrillart, *Philippe V et la Cour de France*, in-8, Paris, 1890, t. I, p. 587-590.

truction secrète donnée à l'ambassadeur. Le substitut redouté n'était autre que le duc d'Orléans auquel le roi d'Espagne voulait bien rendre son amitié mais non sa confiance. « Je ne rappelle point, disait-il, les sujets qui ont rapport à l'indignation que j'avais conçue contre lui précédemment, et mettant à part la considération du rétablissement de ce prince dans nos bonnes grâces, vous devez toujours, sans manquer au respect et à l'attention extérieure, le considérer comme ayant des prétentions à la tutelle et au gouvernement du royaume dans le temps de la minorité, et vous vous réglerez sur cette connaissance avec la circonspection et la dextérité convenables. » Non content de faire échec au duc d'Orléans, Cellamare devait organiser un parti favorable aux prétentions de Philippe V, « et vous me rendrez compte, lui disait ce prince du nombre et de la qualité de ceux qui y entreront, et des circonstances et dépendances qui y auront rapport, tant dans Paris que dans les provinces ». Un pouvoir particulier, signé par le roi d'Espagne autorisait son ambassadeur à émettre, au moment de la mort de Louis XIV, « les protestations nécessaires pour arrêter et invalider les résolutions contraires et faire connaître, dit-il, la ferme intention dans laquelle je suis de ne point souffrir qu'il me soit fait aucun préjudice, et de maintenir inviolablement nos droits royaux établis et fondés sur les lois de France, et qui ne me sont pas moins acquis par mon affection spéciale pour la nation⁷¹ ».

L'ordre de pénétrer les dispositions du testament pouvait être donné à Madrid sans hésitation, il n'en était pas moins inexécutable à Versailles. Cellamare cependant ne se découragea point. Il était italien et croyait à la toute-puissance de l'intrigue; par dessus tout il songeait à exploiter la rivalité voisine de la haine existant entre la branche de Condé et la maison d'Orléans; en outre, il espérait tirer parti de l'ambition du duc du Maine. Il les sonda et, craignant d'être mal compris, exposa son plan de régence par substitut qui souleva une risée générale. Tout ce qu'il put recueillir fut une vague promesse de concours sur la nature et les conditions duquel chacun évita de s'expliquer clairement et plus encore de se compromettre. Condés et bâtards, adversaires irréductibles du duc d'Orléans, se faisaient assez peu d'illusions pour donner au roi d'Espagne le sage conseil de ne

Peu
encouragés
par la cabale
des princes

⁷¹ *Arch. des Aff. Etrang., Espagne*, t. 245, fol. 45-69 : *Pouvoirs et Instruction de Philippe V*, en date du 19 mai 1715 (saisi en décembre 1718 avec les papiers de Cellamare); voir P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 18-19; A. Baudrillart, *op. cit.*, t. I, p. 670-672; J. Vatout, *La conspiration de Cellamare*, in-12, Paris 1832, t. I, p. 382-396.

jamais s'aventurer en France tout seul ou avec des troupes étrangères, car on l'y traiterait en ennemi. Tout au plus serait-il possible de mettre à profit le temps qui s'écoulerait jusqu'à l'avènement du successeur de Louis XIV en attirant en Espagne des déserteurs français dont le nombre permettrait, peut-être, de former un petit corps d'armée⁷². Mais Philippe V, tout entier à sa haine contre Philippe d'Orléans, ruminait la composition d'un conseil de régence qui gouvernerait l'Espagne en son nom et lui permettrait de rentrer en France et d'y revendiquer la Régence du royaume⁷³.

Premiers
rapports de
Georges I^{er}
avec le duc
d'Orléans

Pendant qu'il s'abandonnait à ce rêve, le roi d'Angleterre envisageait une conduite très différente. Georges-Louis, électeur de Hanovre, avait été appelé au mois d'août 1714⁷⁴ à recueillir la succession de la reine Anne et régnait sous le nom de Georges I^{er}. Ce prince et le duc d'Orléans étaient unis par un lien de parenté⁷⁵ et le duc d'Orléans en avait pris occasion de féliciter son cousin de son avènement à la couronne⁷⁶. Il est douteux que l'affection rapprochât ces deux hommes qui ne s'étaient jamais rencontrés, mais il est certain que leur intérêt à tous les deux suggérait leur rapprochement. En effet, la paix d'Utrecht, signée le 11 avril 1713, abordait et réglait trois questions politiques délicates entre la France et l'Angleterre. Premièrement, la succession protestante à la couronne d'Angleterre à l'exclusion de la dynastie catholique des Stuarts était reconnue par Louis XIV en son nom propre et au nom de ses successeurs. Le roi de France qui avait prodigué ses finances, ses troupes et ses efforts pour la restauration de Jacques II se détournait de Jacques III, s'engageait à lui interdire tout séjour ou même le simple passage dans le royaume, à plus forte raison à lui refuser conseil et assistance par terre ou par mer, argent, armes, volontaires, etc., s'il en était prié

⁷² Cellamare au card. del Giudice, 15 juillet 1715, et Cellamare au marq. de Grimaldo, 2 septembre 1715, dans P.-E. Lémontey, op. cit., t. I, p. 43; J. Vatout, op. cit., t. I, p. 390-394.

⁷³ Saint-Aignan à Torcy, 12 août 1715, dans P.-E. Lémontey, op. cit., t. I, p. 24.

⁷⁴ 1^{er} août (vieux style) = 12 août (nouveau style) 1714. Dangeau, Journal, t. XV, p. 210.

⁷⁵ Madame, mère du duc d'Orléans était cousine germaine de Georges I^{er}.

⁷⁶ Public Record Office, France, t. 346 : le duc d'Orléans au roi d'Angleterre. Marly, 15 novembre 1714; voir L. Wiesener, *Rapports secrets du duc d'Orléans avec George I^{er} du vivant de Louis XIV*, dans *Revue de la Société des Études historiques*, 1884, 4^e série, t. II, (t. LV de la Collection) p. 198, suiv.; le même, *La Régent. l'abbé Dubois et les Anglais d'après les sources britanniques*, in-8, Paris, 1801, t. I, p. 1-51.

par le prince exilé et désireux de faire valoir son droit prétendu au trône de la Grande-Bretagne.

Deuxièmement, la succession éventuelle de Philippe V au trône de France était rendue impossible par sa renonciation aux droits qu'il tenait de sa naissance, tandis que la renonciation du duc d'Orléans à toute prétention à la couronne d'Espagne assurait la séparation des deux couronnes. Troisièmement, le démantèlement de la place de Dunkerque, le comblement du port, la destruction des écluses incombaient à la charge du roi de France dans un délai de cinq mois afin que le commerce anglais n'eût désormais rien à craindre de ce nid de corsaires qui lui avait causé tant d'alarmes et infligé tant de pertes. La démolition de Dunkerque ne devait commencer qu'après que Louis XIV aurait été mis en possession de Lille, occupée par les Hollandais⁷⁷; mais tandis qu'on sacrifiait Dunkerque, l'intendant de Flandre, M. Le Blanc, suggérait à M. Pelletier, chargé des fortifications, la création d'un port à deux lieues de là, sous prétexte de nettoyer et remettre en état le canal de Mardyck⁷⁸. Les Anglais n'avaient pas tardé à comprendre ce dessein, ils s'étaient récriés, avaient mis leurs espions en campagne⁷⁹, et pendant que la presse anglaise menait grand bruit au sujet des travaux du canal, le roi Georges portait sa principale attention sur le contenu du testament de Louis XIV. Si, comme la rumeur avait couru, les droits du duc d'Orléans à la régence étaient méconnus, il fallait s'attendre à voir reparaitre Philippe V qui, sans doute, ne ferait pas plus de cas des engagements pris par son aïeul contre le Prétendant Stuart que des engagements consentis par lui-même contre son propre intérêt.

L'âge avancé de Louis XIV et l'extrême gravité autant que l'infinie complication des affaires que sa mort pouvait faire sur-

L'envoyé de
Georges I^{er}

⁷⁷ J.-B. de Torcy, *Mémoires et Négociations*, de 1687 à 1713, édit. Michaud et Poujoulat, 3^e série, t. VIII, p. 687.

⁷⁸ Dangeau, Journal, t. XV, p. 262, avec l'Addition de Saint-Simon; A. de Saint-Léger, *La question de Dunkerque et du canal de Mardyck à la fin du règne de Louis XIV*, documents tirés du Public Record Office, publiés avec une introduction et des notes, dans Union Faulconnier, *Société historique et archéologique de Dunkerque et de la Flandre maritime*, Bulletin, 1903, t. VI, p. 493-595; V. de Swarte, Claude le Blanc, intendant d'Auvergne, intendant de la Flandre maritime, secrétaire d'État au département de la Guerre (1669-1728), sa vie, sa correspondance, particularités administratives, dans *Mémoires de la Société dunkerquoise pour l'encouragement des sciences, des lettres et des arts*, 1899-1900, t. XXXIII, p. 3-234; A. Bossaut, *Le port de Dunkerque avec la paix d'Utrecht*, notes d'histoire locale, dans même recueil, 1897-1898, t. XXX, p. 237, suiv.

⁷⁹ Dangeau, Journal, t. XV, p. 262; 16 octobre 1714.

gir d'un jour à l'autre décidèrent Georges I^{er} à entamer une négociation secrète. Les élections du commencement de l'année 1715 ayant donné au parti whig une majorité imposante, le roi désigna un membre connu parmi les plus déterminés de ce parti pour représenter son gouvernement auprès du cabinet de Versailles, lord Stair. C'était un Écossais mieux partagé des dons de l'intelligence que de ceux de la fortune, honnête homme cependant, d'une probité suffisante pour préférer une belle carrière à une opulente fortune; avec cela attaché à la grandeur de son pays au point de méconnaître l'intérêt et l'honneur des autres États dès qu'ils se trouvaient en contradiction avec ceux de l'Angleterre. L'homme était tour à tour cauteleux et impertinent dans ses meilleurs jours, tortueux et grossier parfois, prompt à l'invective, au soupçon, au ricanement, poussant ses avantages à l'extrême, non content d'avoir raison et voulant qu'on avouât devant lui des torts vrais ou prétendus. En somme, dans une société polie, il représentait un gentilhomme mal élevé. Ce qui paraissait rudesse aux yeux de la société, était évalué comme une force au jugement des hommes d'État anglais et avait sans doute déterminé le choix du gouvernement et suggéré les instructions données à son représentant.

Politique
française de
1713 à 1715

Les traités d'Utrecht, de Bade et de Rastadt n'avaient pas seulement mis fin à une guerre qui durait depuis plus de dix ans avec, pour la France, des revers où elle faillit périr; ils avaient valu à notre politique nationale un grand et légitime triomphe : l'Empire d'Allemagne sortait de la lutte démantelé et un Bourbon de France était monté sur le trône d'Espagne⁸⁰. L'empereur pouvait, certes, se consoler avec des compensations telles que l'Italie, le Milanais, le royaume de Naples, la Sardaigne et les Pays-Bas catholiques. Mais ici son acquisition était tempérée par une manière de partage avec les Provinces-Unies ou, si l'on veut, un contrôle de cette république. En Allemagne, il lui fallait se résigner à voir le Hanovre, le Brandebourg, la Saxe, la Bavière agrandis ou affermis aux dépens de l'Empire. En somme, au point de vue français, cette guerre tragique et épuisante aboutissait à une issue inespérée : la puissance française subsistait intacte, fortifiée d'alliances solides en Espagne et en Hollande, de frontières non moins solides sur les Alpes et sur le Rhin, d'un glacis bien défendu en Flandre par le réseau de forteresses de Vauban.

⁸⁰ H. Hippeau, *Avènement des Bourbons au trône d'Espagne, correspondance inédite du marquis d'Harcourt*, in-8, Paris, 18-5; Dangeau, *Journal*, t. XIV, p. 425, Berwick, *Mémoires*, édit. Michaud et Poujoulat, 3^e série, t. VIII, p. 422.

Le traité d'Utrecht avait modifié toute la balance des forces. En face des convoitises d'une Autriche immense mais segmentée, la France se tenait vigoureuse, compacte, son unité territoriale presque achevée. Son ennemi traditionnel éparpillait sa force tandis qu'elle ramassait la sienne sans avoir beaucoup à craindre ni à attendre d'États environnants, trop faibles pour ne pas se trouver dans l'obligation de la redouter et de la rechercher⁸¹. Ce n'était pas avoir acheté trop cher une telle paix que de l'avoir payée de tant d'épreuves.

La France saignante, épuisée, s'était moins vite lassée de ses douleurs que l'Angleterre de ses dépenses. Dès 1711, les diplomates toriens avaient proposé la paix dans le but de la conclure avantageuse au point de vue commercial, profitable au point de vue politique, quant au point de vue militaire ils s'en désintéressaient⁸². La paix qu'ils avaient su imposer était une paix de marchands pour l'Angleterre et, pour la France, une paix de soldats et de diplomates. Villars et Torcy s'en réjouissaient pour leur pays, Louis XIV la trouvait « chèrement achetée⁸³ ». En effet, il voyait l'Angleterre établie à Gibraltar et à Port-Mahon, maîtresse de Terre-Neuve, de la presqu'île d'Acadie, du territoire de la baie d'Hudson, étendant une main avide sur le Canada démembré et fermant l'Amérique du Sud au commerce français. C'était assurément beaucoup; mais déjà le vieux roi préparait sa revanche. Par l'intermédiaire de Torcy, il adressait à tous nos représentants accrédités auprès des cabinets de l'Europe, des instructions dignes par leur lucidité, leur vigueur, leur prévoyance des plus beaux temps du règne. Bien que ses jours fussent comptés, Louis XIV entreprit l'exécution de cette tâche lointaine, et sa haute intelligence, à laquelle la vieillesse semblait apporter de nouvelles lumières, ne s'y montra pas inférieure. On est pénétré d'admiration en voyant de quelle façon il la conçut et il entreprit de la réaliser. L'étendue et la sûreté des informations, la maturité des jugements, la clarté, la vigueur et la solidité des conclusions, l'enchaînement logique qui les relie les unes aux autres font de ces *Instructions* un tableau achevé de

⁸¹ A. Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, t. I, p. 289.

⁸² Voltaire, *Siècle de Louis XIV*, édit. E. Bourgeois, in-12, Paris, 1890, p. 423; Seeley, *L'expansion de l'Angleterre*, trad. Rambaud, in-12, Paris, 1885, p. 157-159; W. Coxe, *L'Espagne sous les rois de la Maison de Bourbon*, trad. Muriel, in-8, Paris, 1827, t. II, p. 160.

⁸³ Saint-Simon, *Parallèle des trois premiers rois Bourbons dans Ecrits inédits*, édit. P. Faugère, in-8, Paris, 1880, p. 90, p. 348.

l'Europe et un modèle de diplomatie avisée et féconde⁸⁴. Avec une tenacité inlassable, Louis XIV fortifiait cette paix d'Utrecht si précieuse mais si fragile depuis que l'avènement de Georges I^{er} et le triomphe du parti whig autorisaient toutes les appréhensions.

Politique
anglaise de
1714 à 1715

L'électeur de Hanovre avait compté au nombre des ennemis les plus opiniâtres de Louis XIV, de sorte qu'on était en droit de tout craindre de la part du roi d'Angleterre épaulé par un parti qui ne se résignait pas à la paix d'Utrecht, mais qui la maudissait et, conduit par Townshend, Stanhope et Robert Walpole eut, de grand cœur, déchiré le traité et recommencé la guerre. Lord Stair partageait les sentiments de ses amis et y apportait l'empressement d'une nature bouillante. L'opinion publique s'était déclarée bruyamment en faveur du parti whig. A la nouvelle de l'avènement du roi hanovrien, « la joie déborda, les fonds montèrent prodigieusement, les marchands se promettant de grandes affaires et les soldats beaucoup d'occupation⁸⁵ ». L'ouverture du Parlement était fixée au 17 (=28) mars 1715, et Georges I^{er} s'y rendit quelques jours après; il déplora l'issue de la guerre, certaines clauses du traité et l'accroissement de la dette publique. L'animosité se tournait principalement, sans qu'on pût en donner la raison, contre Jacques III, qu'on nommait « le Prétendant ». Mais ce jeune homme inoffensif n'avait pas encore donné publiquement la mesure de son insignifiance, on lui prêtait des intentions agressives et des dessins redoutables. Cette animadversion s'affichait avec fracas et n'eût été que risible s'il n'avait été aisé d'y apercevoir l'expression de la haine nationale pour le champion de la dynastie Stuart, Louis XIV.

Le traité d'Utrecht approuvé par deux Parlements successifs devait être observé coûte que coûte, mais une semblable obligation n'était qu'un motif nouveau d'acharnement contre le grand monarque qu'on avait pensé tenir à merci et qui, après s'être redressé, restait debout, actif et puissant. Le prodigieux éblouissement de gloire, de bonheur et de beauté des années triomphantes du grand règne semblait illuminer de ses reflets le serein

⁸⁴ E. Bourgeois, *Le secret du Régent et la politique de l'abbé Dubois*, in-8, Paris, 1909, t. I, p. 43-44; *Instructions données aux ambassadeurs et ministres de France depuis les traités de Westphalie* : Sorel, *Autriche* (1884), p. 154; Lebon, *Bavière* (1889), p. 151, 18 janvier 1715; Geffroy, *Suède* (1885), p. 248; 4 avril 1715; *Arch. des Aff. Etrang.*, Hollande, t. 254, fol. 287 : Instructions à M. de Châteauneuf.

⁸⁵ Lecky, *A History of England in the eighteenth Century*, in-8, London, 1878, t. I, p. 166.

crépuscule dans lequel il s'achevait. Après les erreurs, les fautes, les revers accumulés pendant plus de vingt années, la France de Denain et d'Utrecht paraissait aussi majestueuse et terrible à ses ennemis que la France de Senef et de Nimègue. Un suprême effort venait de la montrer toujours capable de ces redressements prodigieux dont la soudaine explosion semble tenir du miracle. Le représentant de l'Angleterre à La Haye, Horace Walpole, exprimait avec justesse dans un mémoire adressé au premier ministre, lord Townshend, cette obsession de la puissance française : « L'expérience de deux guerres longues et d'une grande dépense, a fait voir, disait-il, que la France est une puissance égale aux forces unies du Roi [d'Angleterre], de l'Empereur et des États [de Hollande]. Et la paix présente étant si avantageuse à la France, il s'ensuit qu'aucune de ces trois puissances n'est en état ni n'oserait entreprendre d'attaquer la France sans la concurrence des deux autres; et on peut fort raisonnablement supposer que tout unies qu'elles puissent être, elles ne renouvelleront point la guerre sans y être forcées⁸⁶. »

Les instructions données à lord Stair confirmaient ces vues. Arrivé à Paris le 23 janvier 1715, admis à faire son compliment à Versailles le 29, il exprima le désir de son maître « d'observer religieusement la paix dernièrement faite..., de faire tout ce qui pourra contribuer à établir et à cultiver une bonne et sincère amitié... Le Roy, mon maître, ajouta-t-il, croit une telle bonne intelligence absolument nécessaire pour le repos et le bien de son peuple et pour la tranquillité de l'Europe; et il ne doute pas que Votre Majesté, ayant des sentiments semblables ne fasse de son côté les pas nécessaires pour lever tout d'un coup les ombrages et les jalousies qui pourraient encore rester à aigrir les esprits de vos peuples et qui pourraient être fomentées, à troubler un jour la tranquillité publique⁸⁷. » Louis XIV ne releva pas cet avertissement déplacé, première incartade d'un diplomate mal éduqué. Peut-être le vieux Roi n'eût-il pas fait preuve d'une pareille longanimité s'il avait su que l'envoyé anglais, tout comme l'ambassadeur d'Espagne, avait mission « d'avoir connaissance du contenu du testament que notre bon frère a dernièrement fait et envoyé au Parlement de Paris, pour y estre gardé en seureté. Vous aures à employer toute votre habileté et votre savoir faire, disait l'instruction secrète, ou auprès dudit duc [d'Orléans] ou

Instructions
secrètes de
lord Stair

⁸⁶ *Public Record Office*, Hollande, vol. 373, fol. 46-49 : *Réflexions sur la situation politique jointes à une dépêche du 31 décembre 1715*.

⁸⁷ *Public Record Office*, France, vol. 349 : lord Stair à lord Stanhope, Paris, 29 janvier 1715.

par quelque autre canal que vous pourrés pour parvenir à la connoissance de ce qui est contenu dans ledit testament. » En même temps, Stair devait « tâcher par tout moyen d'entretenir la plus étroite et la plus intime correspondance » avec le prince destiné à la Régence, profiter de chaque occasion pour l'assurer en notre nom combien nous sommes prêts à favoriser et soutenir son droit à la succession à la couronne de France, comme elle a été établie par les derniers actes de renonciation. Vous l'encouragerés à s'appuyer sur nous et sur nos royaumes pour avoir l'assistance la plus efficace, lorsque le cas arrivera et vous tâcherés de luy persuader... à vous faire ouverture de ses vues, afin de concerter par avance un plan sur lequel on agira, et l'on disposera les affaires en sa faveur⁸⁸. »

Il s'abouche
avec le
parti du
duc
d'Orléans
— Comment
composé

Lord Stair ne perdit pas de temps; on voit, en effet, que la réponse du duc d'Orléans à ses premières ouvertures porte la date du 2 février 1715. Ce n'était pas une nouveauté dans la vie de Philippe d'Orléans que ces conciliabules; en 1708, on le voit sonder le cabinet anglais sur les dispositions qu'il en devrait attendre au cas d'une candidature au trône d'Espagne. Les tractations se faisaient alors par l'intermédiaire de James Stanhope, général des troupes anglaises, le même qui occupait, en 1715, le poste de secrétaire d'État et à qui Stair adressait ses dépêches. Soit surprise, soit calcul, le duc d'Orléans mit une sorte de vivacité dans l'expression de ses sentiments et sut persuader lord Stair de sa profonde affection à l'endroit de Georges I^{er}, qui n'en douta pas et parut satisfait et rassuré⁸⁹. Dès ce moment, l'ambassadeur multiplia les bons procédés, et reconnut dans le prince français « l'homme le plus poli que j'aie jamais vu, dit-il, le mieux élevé, le plus instruit en toute chose⁹¹ ». Philippe d'Orléans, de son côté, gardait une extrême réserve. « Point de discours sur la Régence avec nul autre, aucun plan formé avec ses conseillers ordinaires pour soutenir ses droits⁹² »; attitude calculée pour déjouer l'encombrante sollicitude du duc de Saint-Simon. Avec ses intimes, les roués, compagnons d'orgie dont il

⁸⁸ Public Record Office, France, vol. 352 : lettres de L. Stair, L. Stanhope, S. Robert Sutton.

⁸⁹ Public Record Office, France, vol. 346 : le duc d'Orléans à Stair, Versailles, 2 février 1715; Ozenfoord Castle, Stair Papers, t. II : lord Stair à lord Stanhope, Paris, 8 et 9 mars 1715.

⁹⁰ Ozenfoord Castle, Stair Papers, t. II : lord Stanhope à lord Stair, 4 (= 15) avril 1715.

⁹¹ Ozenfoord Castle, Stair Papers, t. II : lord Stair à lord Stanhope, Paris, 8 mars 1715.

⁹² Saint-Simon, Mémoires, édit. Chéruel, 1887, t. XI, p. 241.

faisait plus de cas que du trop vertueux duc et pair, le prince s'ouvrait de ses desseins, de son plan pour s'assurer, à tout événement de la Régence⁹³. Ces confidents s'appelaient Effiat, Nocé, Canillac et le président de Maisons; à peine un groupe auquel il suffit d'agréer le duc de Noailles pour en faire un parti. Neveu par alliance de Mme de Maintenon, Noailles n'en était pas moins tenu à l'écart par Louis XIV. Instruit, spirituel, entreprenant, doué à merveille, Noailles poussait le goût et le besoin de l'action jusqu'à l'agitation stérile. Impatient de tenir les plus grands rôles de l'État, il se rabattit sur l'intrigue d'une cabale, au terme de laquelle son imagination lui laissait découvrir une carrière éclatante, des charges, des emplois, et plus que tout, le Pouvoir. Stair le rencontra et tomba sous le charme : « Il a lu un bon nombre de nos livres, écrivit-il, c'est un homme franc, très intelligent, un parfait anglais⁹⁴. »

Canillac se chargea de faire rencontrer le duc d'Orléans et Noailles dans le salon du président de Maisons. Des goûts communs et des haines semblables les rapprochaient, ils s'entendirent et ainsi se forma un trio qui, par ses ambitions du moins, méritait le nom de triumvirat : Philippe d'Orléans apportait les droits de sa naissance, Maisons son crédit à la Grand'Chambre, Noailles son savoir-faire, ses relations avec les jansénistes par son oncle, son influence sur le régiment des gardes françaises par son beau-frère, ses accointances avec les libertins par son ami Longepierre⁹⁵. Et pendant qu'ils liaient partie, Saint-Simon combinait des plans dont le succès lui semblait certain et la profondeur admirable⁹⁶. On le laissait faire!

La situation politique apparaissait de plus en plus instable, grâce en partie à l'attitude de lord Stair. Celui-ci croyait tout ce qui flattait sa passion. A l'issue de sa première audience royale, un évêque de Rennes lui avait succédé qui n'avait pas manqué de bénir le monarque pour cette bienfaisante paix grâce à laquelle la France commençait à guérir des maux dont il faisait une désolante énumération⁹⁷, et Stair en tirait cette conclusion que la France était prête à périr. Reçu dans les meilleures sociétés grâce à son titre et à sa naissance, Stair ne manquait pas d'y découvrir

Procédés
blessants
de lord
Stair

⁹³ Lenglet-Dufresnoy, Mémoires de la Régence, 1749, t. I, p. 6.

⁹⁴ Ozenfoord Castle, Stair Papers, t. II, lord Stair à lord Stanhope, Paris, 8 mars 1715.

⁹⁵ Saint-Simon, Mémoires (1905), t. VII, p. 376-384.

⁹⁶ Saint-Simon, Mémoires (1905), t. VII, p. 385.

⁹⁷ Hardwicke, Miscellaneous State Papers from 1501 to 1726, in-4, London, 1778, t. II, p. 528 : Stair's Journal.

la plus extrême lassitude du régime et ignorant cet enthousiasme artificiel avec lequel les Français s'expriment sur les pays voisins quand ils s'adressent aux étrangers, il entrevoyait des symptômes d'émancipation. « C'est une chose inconcevable, écrivait-il à Stanhope, combien ils détestent ici leur condition et raffolent de la nôtre. On me parle très librement de tout⁹⁸. » Énivé par ces confidences auxquelles il était seul à ajouter foi, il concluait : « Ce royaume tombe en ruine⁹⁹ », et il s'employait discrètement à rendre la catastrophe inévitable. « Le nez au vent avec un air insolent, il soutenait les plus audacieux propos sur les ouvrages de Mardyck, les démolitions de Dunkerque, le commerce, et toutes sorte de querelles et chicanes, en sorte que l'on le jugeoit moins chargé d'entretenir la paix et de faire les affaires de son pays, que de causer une rupture. Homme d'esprit, du reste, et qui haïssait merveilleusement la France¹⁰⁰ », il entreprit, dès son arrivée, le ministre Torcy sur la question de Mardyck¹⁰¹, porta ses réclamations jusqu'au Roi¹⁰², fit tant que moins de deux mois après son arrivée la rupture parut inévitable et peut-être imminente. Ses rencontres avec le ministre étaient orageuses¹⁰³, jusqu'au jour où Torcy lui interdit l'entrée de son cabinet et rompit sur cet avertissement : « Monsieur l'ambassadeur, si jamais, en me parlant, vous vous écarterez du respect qui est dû au Roi, je vous ferai jeter par les fenêtres¹⁰⁴. »

Il parie la mort du Roi pour le mois de septembre

Cet ambassadeur vraiment extraordinaire portait intérêt à la santé du Roi au point de faire le pari que le vieillard ne dépasserait pas le mois de septembre¹⁰⁵. Louis XIV ne modifiait en quoi que ce fut sa manière de vivre, cependant il s'amaigrissait peu à peu; son appétit qui avait toujours été égal et considérable, diminuait. Ce déclin frappa des étrangers et, en Angleterre, des paris s'ouvrirent en public sur la fin prochaine du vieillard; beau-

⁹⁸ Ozenfoord Castle, Stair Papers, t. II; lord Stair à lord Stanhope, Paris, 8 mars 1715.

⁹⁹ Ozenfoord Castle, Stair Papers, t. II; lord Stair à lord Stanhope, Paris, 21 juillet 1715.

¹⁰⁰ Saint-Simon, *Mémoires* (1905), t. VII, p. 311.

¹⁰¹ Public Record Office, France, vol. 349 : lord Stair à lord Stanhope, Paris, 29 janvier 1715.

¹⁰² Dangeau, *Journal*, t. XV, p. 381; 13 mars 1715.

¹⁰³ M. de Torcy à M. d'Iberville, 8 juillet 1715, dans P.-E. Lémontey, op. cit., t. I, p. 30.

¹⁰⁴ Duclos, *Mémoires secrets sur le règne de Louis XIV, la Régence et le règne de Louis XV*, in-8, Paris, 1836, t. I, p. 471.

¹⁰⁵ Dangeau, *Journal*, t. XV, p. 420; Lord Mahon, *History of England from the peace of Utrecht to the peace of Versailles 1713-1783*, in-8, Leipzig, 1853, ch. v.

coup parièrent qu'il se soutiendrait à peine jusqu'aux premiers jours du mois de septembre. Un jour que Torcy lisait à haute voix quelques gazettes qu'il n'avait pas parcourues auparavant, il lui arriva de s'arrêter court et de reprendre la lecture comme fait un homme qui saute un passage. Le Roi s'en aperçut, en fit la remarque et voulut tout entendre. Torcy dut obéir, c'était l'article des paris anglais. Sur l'heure même, Louis XIV s'y montra indifférent, mais le 18 juin, à son souper, il dit : « Si je continue de manger d'aussi bon appétit que je fais présentement, je ferai perdre quantité d'Anglois qui ont fait de grosses gageures que je dois mourir le premier jour de septembre prochain¹⁰⁶. » Là dessus, un courtisan, M. de Cheverny fit une longue rapsodie de pareils bruits sur la santé du Roi qui avaient couru dix-huit ou vingt années auparavant¹⁰⁷. Tout semblait dans l'existence royale destiné à la perpétuité. Travail, promenade, prière, repas, délassement, chaque chose reparaissait au moment déterminé avec une régularité mécanique. L'imprévu, l'inusité trouvait sa place dans le programme immuable. Pendant l'octave de la Fête-Dieu, le Roi assiste chaque jour au salut de la paroisse et accompagne la procession jusqu'au reposoir. Quelques jours après, au début du mois de juillet, il passe la revue de ses gardes du corps, les voit à pied, en fin connaisseur et témoigne sa satisfaction : « Jamais, dit-il, il ne les avoit vus si beaux¹⁰⁸. » Il s'amuse quelques instants avec le Dauphin qui grandit et commence à parler avec gentillesse¹⁰⁹, il discute l'enregistrement de la bulle *Unigenitus* avec le Premier Président et le procureur général, passe de nouvelles revues et gagne ainsi le commencement du mois d'août. Il n'abandonne rien de ce qui a fondé son immense prestige en Europe, il reste l'arbitre suprême et universel; la mode elle-même recherche ses décisions. Le 1^{er} août, la duchesse d'Orléans et la princesse de Conti viennent après son souper lui soumettre un nouvel habillement, mais il leur déclare « qu'il n'aime ni leurs tabliers ni leurs écharpes¹¹¹ ».

Pendant ces mois d'été, le duc d'Orléans et lord Stair poursuivent en grand secret leurs négociations. Le duc vivait dans

Poursuit son intrigue avec le duc d'Orléans

¹⁰⁶ J. Buvat, *Journal de la Régence* (1715-1723), édit. Campardon, in-8, Paris, 1865, t. I, p. 37; voir G. Mareschal de Bièvre, *Georges Mareschal, seigneur de Bièvre, chirurgien et confident de Louis XIV* (1658-1736), in-8, Paris, 1906, p. 342.

¹⁰⁷ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XV, p. 420.

¹⁰⁸ Dangeau, *Journal*, t. XV, p. 449, 456; 9 et 24 juillet 1715.

¹⁰⁹ Dangeau, *Journal*, t. XV, p. 449; 10 juillet 1715.

¹¹⁰ Dangeau, *Journal*, t. XV, p. 457; 25 juillet 1715.

¹¹¹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 1; 1^{er} août 1715.

un isolement injurieux, à ce point qu'« il était évité de presque tous ceux qui sortaient de sa table¹¹² ». Insouciant et crédule, il se répétait qu'il aurait son heure et sa revanche, des nécromans l'en avaient assuré et il s'y préparait à sa manière, par l'intrigue qui flattait son goût pour tout ce qui ressemblait au mystère, à la cabale, à la conspiration. Sa bravoure à la guerre allait jusqu'à la témérité, sa pusillanimité devant une maîtresse allait jusqu'à la poltronnerie¹¹³, mais le point d'honneur pouvait tout sur son âme. Du moment qu'on vint à bout de le persuader que la résignation à la perte de ses droits à la régence ferait mettre en doute son courage, il résolut de ne jamais souffrir pareil affront, délaissa la peinture, la chimie et l'occultisme pour se jeter dans la politique.

Il semblait destiné à réussir tant ses dons extérieurs dégageaient de séduction. De moyenne taille et gros sans être gras, l'air et le port aisé, le visage agréable, très coloré dans le cadre d'une perruque noire¹¹⁴, le duc d'Orléans avait un sourire et des gestes d'une grâce infinie, une élocution facile, nette et sonore. Son esprit qui touchait à tout en tirait le suc et en conservait la fleur, c'est ainsi qu'il exposait avec aisance et clarté les sujets qui s'y prêtent le moins : finance, politique, guerre, administration. Improvisateur, il évitait la banalité; causeur, il possédait la réplique; conteur, il affinait l'épigramme; né un siècle plus tard, il eut brillé à la tribune entre Barnave et Vergniaud. On le verra dans peu conduire et entraîner la Grand'Chambre avec l'adresse d'un parlementaire consommé. C'est qu'il mettait tant d'affectation à s'inspirer d'Henri IV, à l'imiter, à lui ressembler que l'art si fin des harangues de son aïeul ne lui paraissait pas moins enviable que sa bravoure et sa galanterie. Au crépuscule d'un long règne où l'éloquence politique avait été impitoyablement étouffée, c'était une découverte surprenante d'en rencontrer le goût, l'estime et les moyens chez le propre neveu de Louis XIV.

Cette tendance était faite pour lui concilier la sympathie de lord Stair, très pénétré de la valeur des institutions libérales de son pays, et capable de lui en dépeindre le fonctionnement et les avantages. Cependant leurs entretiens étaient forcément rares et écourtés. Stair s'était conformé avec tant d'exactitude à ses ins-

¹¹² Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, 1881, t. XII, p. 125.

¹¹³ Madame à la duchesse d'Hanovre, Versailles, 12 mai 1712, *op. cit.*, édit. Jaéglé, t. II, p. 178.

¹¹⁴ Voir le portrait du duc d'Orléans par Santerre, au musée de Versailles, n° 3701.

tructions qu'en l'espace de moins de six mois il s'était rendu impossible; on le mit dès lors en une sorte de quarantaine¹¹⁵. Non seulement Torcy le tenait à l'écart, mais le maréchal de Villeroy l'évitait, les courtisans l'ignoraient et le roi de la Grande-Bretagne se trouvait obligé de lui recommander de ne plus soulever pendant quelque temps de questions irritantes. Il eut été imprudent de lui faire accueil au Palais-Royal et le duc d'Orléans communiquait avec l'atrabilaire écossais par des intermédiaires, l'abbé de Thésut et l'abbé Dubois, peu empressés à se compromettre.

Lord Stair était d'autant plus avide d'approcher le duc d'Orléans, de le faire parler, qu'il croyait, comme son gouvernement, que la Cour de France était disposée à favoriser une nouvelle tentative du Prétendant; le diplomate prisait assez haut sa propre finesse pour ne pas douter qu'un entretien lui apporterait quelques lumières sur ce sujet¹¹⁶. Stanhope prenait soin de faire savoir au prince que ses moindres confidences seraient entourées d'un secret inviolable; mais soit défiance persistante, soit qu'il n'eût à faire aucune confidence, le duc d'Orléans restait distant, impénétrable. L'interdiction faite à Stair de jamais parler de lui dans ses dépêches était superflue; mais cette réserve piquait au vif celui qui rêvait à tout ce qu'il saurait faire jaillir d'une conversation, elle provoquait des avances de plus en plus significatives. Le 14 juillet, Stanhope prenait ses mesures pour que le duc d'Orléans fut bien persuadé qu'on n'exigeait de lui que « des assurances » sur l'affaire de Mardyck, en revanche le roi Georges était « très déterminé à prendre de concert avec [le duc] toutes les mesures possibles pour lui procurer la régence; et, en cas de mort du jeune Dauphin, lui assurer la succession de la couronne de France. C'est à M. le duc d'Orléans lui-même, ajoutait le ministre anglais, à nous suggérer quelles mesures on pourra prendre¹¹⁷ ». Le jour même où son chef lui expédiait cette dépêche, Stair notait dans son *Journal* que le confident Thésut témoignait depuis peu de temps beaucoup de froideur. Thésut était une manière de personnage; Stair, qui veut être renseigné, descendra jusqu'à s'aboucher avec un infime prestolet, un cer-

Offres du
roi
d'Angle-
terre

¹¹⁵ Saint-Simon, *Mémoires* (1905) t. VII, p. 311; L. Wiesener, *Lord Stair et M. de Torcy, 1715-1720*, dans *Revue de la Société des Études historiques*, 1883, 4^e série, t. I, p. 177-213.

¹¹⁶ *Ozenford Castle*, Stair Papers, t. III, B : lord Stair à lord Stanhope, 18 juillet 1715.

¹¹⁷ *Public Record Office*, France, vol. 349; lord Stanhope à lord Stair, Whitehall, 3 (=14) juillet 1715.

tain abbé Dubois et, le 24 juillet, se ménage une entrevue avec lui, loin de toute surveillance, de toute indiscretion, en forêt.

Première
apparition
de Dubois

Ce Dubois s'est incrusté dans un recoin du Palais-Royal; tel un renard qui guette une poule¹¹⁸, il attend son heure et, sexagénaire, ne désespère pas de sa Fortune. Il passe pour « le plus grand fourbe, le plus grand hypocrite de Paris : il se garde donc bien de dévoiler les fourberies des autres; c'est déjà beaucoup de sa part de n'y rien ajouter de son crû¹¹⁹. » Il n'est encore qu'une sorte de policier-amateur, celui qui pénètre les secrets afin qu'on les lui confie, l'homme qui ne compromet pas ceux qui se servent de lui parce qu'on le désavoue, sauf à le payer. Dubois n'ignore pas les accointances et les sympathies de son maître dans le parti jacobite et c'est tout ce que Stair veut arracher à sa discrétion; mais il résiste aux séductions, se montre touché, se déclare ignorant et se dérobe. Stair est joué et laisse voir de l'humeur, mais il se rassure bien vite en se répétant que Louis XIV n'est pas en mesure d'accorder un secours d'argent à Jacques Stuart¹²⁰ et que, au pis aller, l'été avance et les jours du vieux monarque sont comptés¹²¹.

¹¹⁸ *Madame à la raugrave Louise*, 27 septembre 1718, dans *Correspondance* édit. G. Brunet, t. II, p. 4.

¹¹⁹ *Madame à la duchesse de Hanovre*, Marly, 19 novembre 1713, dans *Correspondance*, édit. E. Jaeglé, t. II, p. 202.

¹²⁰ Hardwicke Papers, *Stair's Journal*, 31 juillet 1715.

¹²¹ Hardwicke Papers, *Stair's Journal*, 11 août 1715.

CHAPITRE II.

La dernière maladie du Roi.

(10 août — 24 août 1715).

Du dernier spectacle que donna le Roi. — Affaiblissement de la santé du Roi. — Le 9 août. — La journée du 10. — Retour à Versailles. — La journée du 11. — Journée du lundi 12. — La nuit du 12 au 13. — Journée du mardi 13. — Journée du mercredi 14. — Mécanique de l'appartement du Roi pendant sa dernière maladie. — Intrigues et projet du duc d'Orléans. — Journée du jeudi 15. — Journée du vendredi 16. — Journée du samedi 17. — Journée du dimanche 18. — Journée du lundi 19. — La gangrène devient visible. — Journée du mardi 20. — Journée du mercredi 21. — Journée du jeudi 22. — Rivalité du duc d'Orléans et du duc du Maine. — Entretien du Roi avec le maréchal de Villars. — Journée du vendredi 23. — Lettre du Roi à son arrière petits-fils. — Après-dinée et soirée. — Intrigues du duc d'Orléans et de son entourage. — L'affaire du bonnet. — Achats de consciences. — Journée du samedi 24. — Le Roi apprend qu'il a la gangrène et se confesse.

Pendant les vingt-trois jours de sa maladie, Louis XIV donna un des plus nobles spectacles qu'aient admiré les hommes. « Le demi-dieu, qui jadis, au milieu des adulations unanimes, trônait sur un Olympe, s'était évanoui; il était resté un vieillard auguste, un aïeul se confessant devant un enfant des glorieuses erreurs de sa vie, un chrétien déjà détaché de la terre et se recueillant longuement avant d'aller rendre compte au souverain juge de ses résolutions, qui si souvent avaient pesé sur les destinées du monde. Ce malade de soixante-dix-sept ans rongé par la gangrène montra un héroïsme plus rare que le courage du champ de bataille : pendant trois semaines, il envisagea la mort en face, mettant ordre aux moindres affaires avec un calme incomparable, adressant ses adieux aux plus humbles de ses serviteurs, prenant congé affectueusement de tous ceux qui avaient été les amis de sa jeunesse, prolongeant sa volonté au delà même de cette vie sans se faire d'illusion sur le respect qu'on aurait pour ses derniers ordres, réglant avec une sérénité sans égale les préparatifs de ce grand voyage, où il n'avait plus à dresser de liste

Du dernier
spectacle
que donna
le Roi

d'invitations comme pour Marly et pour Fontainebleau. Pas un regret chez cet homme qui avait tout possédé et qui allait tout perdre, pas une minute de trouble, pas une de ces paroles où se trahit la faiblesse du mourant qui se cramponne à l'existence prête à lui échapper, pas une de ces phrases non plus où l'on sent l'orgueil humain qui se raidit et veut en imposer encore à cette Humanité qu'il va quitter. Louis XIV, on peut le dire, est entré dans l'Éternité de ce pas majestueux et tranquille dont il traversait la galerie des Glaces devant tous les fronts inclinés¹.

Affaiblissement
de la santé
du Roi

Depuis près d'un an la santé du Roi tomboit; ses valets intérieurs s'en aperçurent d'abord et en remarquèrent tous les progrès, sans que pas un osât en ouvrir la bouche. Fagon, son médecin, fort tombé de corps et d'esprit, étoit le seul qui ne s'aperçut de rien. Mareschal, premier chirurgien, lui en parla plusieurs fois et fut toujours durement repoussé; pressé enfin par son devoir et son attachement, il se hasarda d'aller un matin trouver Mme de Maintenon, vers la Pentecôte², et de lui dire ce qu'il voyoit et combien Fagon se trompoit grossièrement; il l'assura que le Roi, à qui il avoit tâté le pouls souvent, avoit depuis assez longtemps une petite fièvre, lente et interne; que son tempérament étoit si bon, qu'avec des remèdes et de l'attention tout étoit encore plein de ressources; mais que si on laissoit gagner le mal il n'y en auroit plus. Mme de Maintenon se fâcha, et tout ce qu'il remporta de son zèle, fut de la colère, et qu'il n'y avoit que les ennemis personnels de Fagon qui trouvassent ce qu'il disoit là de la santé du Roi, sur laquelle la capacité, l'application et l'expérience ne se pouvoient tromper... Mareschal outré n'eut plus de mesures à prendre.

Son régime

Fagon ne vouloit ni raison ni réplique, continuoit de conduire la santé du Roi comme il avoit fait dans un âge moins avancé et le tua³. C'étoit miracle déjà d'avoir résisté à un régime exténuant soutenu pendant une longue suite d'années. De 1647 à 1715, en comptant en moyenne deux par mois, Louis XIV prit quinze cents à deux mille médecines purgatives, reçut plusieurs centaines de clystères, usa plusieurs livres de quina, expéri-

¹ E. Drumont, *La mort de Louis XIV. Journal des Anthoine publié pour la première fois*, in-12, Paris, 1880. Introd., p. m-iv.

² La Pentecôte tomba le 9 juin 1715; le 16, lord Stair écrit à lord Stanhope (*Oxford Castle, Stair Papers*, t. III, B.) que le Roi a prolongé son séjour à Marly pour dissimuler son déclin. Sur la scène entre Mareschal et Mme de Maintenon, voir Duc de Luynes, *Mémoires*, 16 décembre 1736; Villars, *Mémoires*, édit. de Vogüé, t. IV, p. 55-56; Saint-Simon, *Mémoires*, édit. de Boislisle, t. XXVII, p. 181.

³ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVI, p. 12-13.

menta tous les cordiaux, toutes les tablettes, tous les bouillons, tous les juleps, toutes les emplâtres, tous les spécifiques ridicules, inoffensifs ou malfaisants. La goutte dont il avoit eu de longues attaques, avoit engagé Fagon à emmailloter pour ainsi dire le Roi tous les soirs dans un tas d'oreillers de plume, qui le faisoient tellement suer toutes les nuits, qu'il le falloit frotter et changer les matins avant que le grand chambellan entrât. Il ne buvoit depuis longues années que du vin de Bourgogne, si vieux qu'il étoit entièrement usé, avec la moitié d'eau, et jamais d'autre vin, ni d'aucune sorte de liqueur quelconque, ni thé, ni café, ni chocolat jamais. En se levant seulement deux tasses de sauge et de véronique; souvent entre ses repas des verres d'eau, avec un peu d'eau de fleurs d'orange, qui tenoient plus de chopine, et toujours à la glace...; beaucoup de fruits à la glace, et surtout des figues pourries d'être mûres, à l'entrée de son repas⁴.

Dès le printemps, l'affaiblissement du Roi devint manifeste pour quiconque n'avait pas l'esprit prévenu. Vers la fin du mois de juillet Mareschal dit à l'oreille de l'abbé Dubois : « Le Roi est perdu⁵ »; en effet, tout à la fin du séjour à Marly, il parut si affaibli, quoiqu'il n'eût encore rien changé à ses journées, que la cabale des légitimés commença à prendre des mesures⁶. Le retour à Versailles étoit fixé au 10 août. Le 9, le Roi travailla le matin et courut le cerf l'après-dinée, menant toujours sa calèche, mais il en éprouva un peu de fatigue. Le soir, il y eut grande musique chez Mme de Maintenon⁷. Le lendemain 10, le Roi, à son réveil, dit à Mareschal « qu'il se sentoit la tête extrêmement embarrassée et qu'il croyoit qu'une saignée pourroit le soulager⁸. » Fagon s'y opposa, mais après-dîner il envoya le sieur Anthoine, garçon de la chambre, à l'apothicaire dire que l'on apportât du *Carabé* dont le Roi n'eut pas plutôt pris une dose qu'il en ressentit du soulagement et peu après se trouva en état de sortir pour prendre l'air et voir poser des statues de marbre blanc qu'il avait fait apporter depuis peu de Rome pour l'ornement de ses jardins. Il monta dans sa chaise roulante suivi du

Le 9 août

La journée
du 10

⁴ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVI, p. 13; P. Narbonne, *Journal des règnes de Louis XIV et de Louis XV de l'année 1701 à l'année 1744*, édit. J.-A. Le Roi, in-8, Paris, 1866, p. 41.

⁵ *Mémoires du cardinal Dubois* [par Paul Lacroix], in-8, Paris, 1829, t. III, p. 156, assertion fort douteuse, vu l'ouvrage d'où elle est tirée.

⁶ Saint-Simon, *Mémoires*, 1905, t. VII, p. 29; édit. de Boislisle, t. XXVII, p. 174.

⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 9; Saint-Simon, *Mémoires* 1905, t. VII, p. 30.

⁸ *Lettre d'un grand seigneur inconnu*, dans *Journal de Dangeau*, t. XVIII, p. 372.

duc d'Antin, pour voir en passant la disposition et l'effet de ces figures⁹. Cet exercice l'occupa jusqu'à six heures du soir qu'il partit pour Versailles.

Retour à
Versailles

En arrivant il entra chez M^{me} de Maintenon, dont l'appartement était de plain-pied avec le sien, pour s'y reposer et éviter la foule des courtisans. Le chancelier y vint travailler¹⁰. A dix heures, le Roi se rendit dans son appartement où il avait fait servir le souper à son grand couvert; il mangea en public avec les princes et princesses du sang, à son ordinaire, mais comme son indisposition lui avait causé du dégoût, il mangea peu et le souper fut très court. Il s'y trouva cependant une foule de personnes de toute qualité que le zèle, la politique ou la curiosité y avaient attirées sur le bruit qui s'était répandu de l'accident qui était arrivé à Marly. Après souper, le Roi entra dans son cabinet pour s'y entretenir avec les princesses; il y demeura jusqu'à onze heures et rentra dans sa chambre pour faire ses prières¹¹, mais il était si abattu et si faible qu'il eut peine à aller de son cabinet à son prie-Dieu¹² et il parut fort mal à tout le monde¹³.

La journée
du 11

La nuit du samedi au dimanche fut pénible. Le Roi la passa dans l'insomnie et avec une ardeur dévorante qui l'obligea toute la nuit à boire. Il se leva néanmoins en public sur les huit heures et demie à son ordinaire et fut entendre la messe dans la tribune de la chapelle. Ensuite le Roi tint le conseil des finances qui se prolongea jusqu'à une heure après-midi et dîna au petit couvert, il mangea peu. Fagon lui dit : « Votre Majesté, Sire, m'a

⁹ Anthoine, *La mort de Louis XIV*, édit. E. Drumont, 1880, p. 8; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 10.

¹⁰ Anthoine, *op. cit.*, p. 8; Saint-Simon, *op. cit.*, t. VII, p. 30; Dangeau, *op. cit.*, t. XVI, p. 10.

¹¹ Anthoine, *op. cit.*, p. 8. On peut négliger J. Travers. Analyse et extraits du *Journal historique ou récit fidèle de ce qui s'est passé de plus considérable pendant la maladie et à la mort de Louis XIV, roi de France et de Navarre par les sieurs Anthoine dans Mémoires lus à la Sorbonne, Hist. philol. sc. mor.*, 1864, t. III, p. 471.

¹² Mémoire du marquis de Dangeau sur ce qui s'est passé dans la chambre du Roi pendant sa maladie, dans *Journal*, t. XVI, p. 118. Ce mémoire fut abrégé et publié en supplément au *Mercure galant* d'octobre 1715 par Le Febvre de Fontenay, *Journal historique de tout ce qui s'est passé depuis les premiers jours de la maladie de Louis XIV jusqu'au jour de son service à Saint-Denis avec une relation exacte de l'avènement de Louis XV à la Couronne de France*, in-16, Paris, 1715. Marmontel réimprima le récit de Le Febvre, dans le *Nouveau choix de pièces tirées des anciens Mercuriales et d'autres journaux*, t. XXXII, p. 5, d'où F. Danjou l'a tiré pour l'insérer sans nom d'auteur dans les *Archives curieuses de l'Histoire de France... 2^e série*, t. XII (1840), p. 431-456 : *La mort de Louis XIV*, 1715.

¹³ Saint-Simon *Mémoires*, t. VII, p. 30; édit. de Boislisle, t. XXVII, p. 176.

paru dégoûtée. » — « Je suis d'un grand dégoût, répondit le Roi, je crois que c'est la mauvaise nuit que j'ai passée qui me le cause. » Tout ce jour-là, le Roi se sentit faible, et, ne se trouvant pas en état de sortir, ordonna à Blouin, premier valet de chambre et gouverneur de Versailles, de contremander les équipages de chasse, son indisposition ne lui permettant pas d'aller à cheval¹⁴. Après une promenade à Trianon, il rentra pour ne plus sortir de sa vie¹⁵. Le temps destiné à la chasse fut consacré à tenir conseil avec M. Pelletier, ministre, pour les fortifications. Le conseil dura jusqu'à quatre heures, que le Roi en tint un second chez M^{me} de Maintenon avec le chancelier¹⁶. Ensuite il donna audience au procureur général avec lequel il eut une forte prise, jusqu'à sortir de son naturel et en venir aux menaces de lui ôter sa charge; ce disant il lui tourna le dos¹⁷. Le conseil se prolongea jusqu'à dix heures¹⁸.

Alors le Roi vint souper en public à son grand couvert; il avait le visage pâle et abattu et on savait qu'il prendrait médecine le lendemain, néanmoins la Cour commença à redouter que cette indisposition eut des suites. Après souper, Louis XIV passa dans son cabinet et prolongea l'entretien jusqu'à onze heures et demi¹⁹.

La nuit du 11 au 12 fut plus calme que la précédente. Le Roi reposa assez bien et fut purgé le matin à demi-dose ce qui procura un soulagement considérable. On célébra la messe dans la chambre; le Roi l'entendit dans son lit où il dîna. Se sentant mieux, il ordonna au Premier gentilhomme de service, duc de Tresmes, de faire entrer toutes les personnes de qualité qui se présenteraient, disant que cela lui ferait plaisir. Bon nombre se présentèrent. Le dîner fut long, le Roi s'attardant à entretenir le duc d'Antin de bâtiments et de jardins²⁰. Il se plaignait d'une douleur à la jambe gauche et à la cuisse qui le tourmentait assez²¹; Fagon expliqua tout par un accès de sciatique dont la médecine aurait raison, sa tranquillité ne fut pas partagée. Le péril devenait certain, c'était l'opinion générale. Les courtisans comme le maréchal de Villeroy, le duc d'Antin, qui éprouvaient pour le Roi une sincère et ancienne affection, frémissaient de

Journée du
lundi 12

¹⁴ Anthoine, *op. cit.*, p. 9.

¹⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 10; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VII, p. 30.

¹⁶ Anthoine, *op. cit.*, p. 9.

¹⁷ Saint-Simon, *Mémoires* t. VII, p. 30, édit. de Boislisle, t. XXVII, p. 177-343.

¹⁸ Anthoine, *op. cit.*, p. 9.

¹⁹ Anthoine, *op. cit.*, p. 9-10; Dangeau, *op. cit.*, t. XVI, p. 10.

²⁰ Anthoine, *op. cit.*, p. 10-11.

²¹ Dangeau, *op. cit.*, t. XVI, p. 11.

l'indifférence de Fagon. « Il s'affaiblit, tout le monde s'en aperçoit, murmure d'Antin, M. Fagon est le seul qui n'en veut point convenir et attribue à des prétextes imaginaires les maux véritables. Il [a] gagné l'esprit de M^{me} de Maintenon. Personne n'ose parler et tout le monde devient complice. Ceux qui, poussés par leur affection osent entamer le discours sont traités de fanatiques et de sujets mal intentionnés²². » Villeroy s'enhardit jusqu'à écrire à M^{me} de Maintenon : « Vous êtes auprès du Roi, Madame, vous le voyez et vous savez tout; je n'ai rien à vous apprendre ni à vous représenter qu'une chose : voulez-vous que l'opinion seule de M. Fagon décide de la vie du Roi? Le dernier bourgeois, quand sa famille le croit en danger, assemble ce qu'il y a de plus habiles médecins pour faire une consultation : le Roi sera-t-il le seul dans son royaume privé d'un tel secours? M. Fagon peut-il vouloir décider seul d'une chose si importante? En vérité, Madame, cela fait trembler? Tout le monde pense comme moi et n'ose le dire²³. »

Sur les quatre heures, le Roi se trouvant soulagé par l'effet de la médecine se leva et travailla seul avec M. de Pontchartrain jusqu'à six heures qu'il passa dans l'appartement de M^{me} de Maintenon, où il demeura jusqu'à dix heures, il y eut petite musique. Il alla souper à son grand couvert avec les princes dans son appartement; il demeura peu de temps à table, mangea à peine et, en se levant, dit à M. de Livry, premier maître d'hôtel, et à Fagon : « Je n'ai rien trouvé de bon en tout ce qu'on m'a servi, il faut que j'aie un grand dégoût. » Il ne laissa pas de passer dans le cabinet avec les princes et de s'entretenir avec eux suivant sa coutume de ne se coucher qu'à minuit. Alors il rentra dans sa chambre pour se coucher et, au témoignage de Dangeau, parut, en se déshabillant, un homme mort. Jamais dépérissement d'un corps vigoureux n'est venu avec une précipitation semblable; il semblait, à voir son corps nu, qu'on en avait fait fondre les chairs²⁴.

La nuit du
12 au 13

La nuit suivante fut pénible. Le malade sentait ses entrailles dévorées par une ardeur qu'aucun calmant ne put apaiser quoi-

²² *Mémoires du duc d'Antin*, dans *Mélanges publiés par la Société des bibliophiles français*, in-8, Paris, 1822, t. I, p. 120 (rédigés en 1716).

²³ Cette lettre est donnée par La Beaumelle, ce qui impose quelques réserves sur l'authenticité. Voir H. Frère, *Notes sur Fagon, premier médecin de Louis XIV*, dans *Précis analytiques des travaux de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Rouen*, 1901-1902, t. CIV, p. 299-322.

²⁴ Anthoine, *op. cit.*, p. 11; Dangeau, *Mémoire sur ce qui s'est passé...* t. XVI, p. 118.

que à chaque moment il appelât Champcenetz, premier valet de chambre, Binet et Bazire pour lui donner à boire²⁵, absorbant ainsi jusqu'à vingt verres d'eau pendant la nuit²⁶, sans pouvoir se désaltérer. Enfin, étant un peu assoupi sur le matin il dit, en s'éveillant, qu'il avait beaucoup souffert²⁷.

Avant le lever, Blouin, premier valet de chambre fort considéré du Roi, dit assez haut que tout le monde avait bien peur que cette maladie ne devint très sérieuse et qu'il serait bien à propos de provoquer une consultation. Fagon reçut assez mal cette ouverture, mais, réflexion faite, il s'y rendit et convoqua pour le lendemain quatre des plus habiles médecins de Paris. Cependant le Roi se leva à huit heures et demie à l'ordinaire, prit de l'eau de sauge, entendit la messe où il se fit rouler dans sa chaise. L'assistance témoignait de l'inquiétude qui s'était répandue d'après ce qu'on savait de la nuit précédente. En revenant de la messe, le Roi donna audience de congé dans la chambre du trône à l'ambassadeur de Perse. Louis XIV se tint debout durant l'audience qui fut assez longue et s'en trouva fatigué; il résista cependant à l'envie de se coucher et fit appeler Voysin et Desmaretz avec lesquels il tint le conseil de finances qui dura une heure. Après que Voysin se fut retiré, le Roi garda Desmaretz jusqu'à l'heure de son dîner²⁸.

Le Roi se mit à table, à son petit couvert, avec un meilleur visage, mangea avec appétit et dit qu'il avait trouvé bon tout ce qu'on lui avait servi. En sortant de table il y eut grosse Cour : les princes du sang, les légitimés, les quatre premiers gentils-hommes de la chambre, d'Antin, Villeroy, beaucoup d'autres et les ministres. Chacun s'empressait de faire sa Cour au Roi qui y répondait et l'espoir renaissait déjà. Après dîner, il y eut un travail avec le chancelier, ensuite le Roi se fit porter chez M^{me} de Maintenon où il y eut petite musique. C'est au moment de s'y rendre qu'il se sentit attaqué d'une si vive douleur à la jambe gauche qu'il n'osait marcher; en peu d'heures le mal augmenta

Journée du
mardi 13

²⁵ Anthoine, *op. cit.*, p. 11.

²⁶ *Mémoires du maréchal de Villars*, publiés d'après le manuscrit original, édit. de Vogüé, in-8, Paris, 1891, t. IV, p. 59.

²⁷ Anthoine, *op. cit.*, p. 12.

²⁸ Anthoine, *op. cit.*, p. 12; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 11; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VII, p. 30-31; Narbonne, *Journal*, p. 39-40; *Journal historique du voyage et des aventures singulières de l'ambassadeur de Perse* [Muhammad Riza] en France. *Augmenté et corrigé sur de nouveaux mémoires*, mars 1715, in-12, Paris 1715 (par Le Febvre de Fontenay). M. Herbette, *Une ambassade persane sous Louis XIV, d'après des documents inédits*, in-8, Paris, 1907.

tellement qu'on envoya quérir Mareschal. Celui-ci, en présence de Fagon, visita attentivement la jambe; ils n'aperçurent qu'une petite rougeur au-dessous de la jarretière, sur laquelle Mareschal fit des frictions avec des linges chauds qui donnèrent un léger apaisement²⁹.

Vers dix heures le Roi repassa dans son appartement pour souper; il ne mangea presque point et but plusieurs grands coups d'eau rougie, ce qui fut applaudi de ses médecins entêtés à lui faire boire beaucoup d'eau. Le Roi, de retour dans son cabinet, fut attaqué une seconde fois de la même douleur et si vivement qu'il fut obligé de rompre la conversation pour venir se coucher sans délai. Il fut alors décidé que Fagon et Champcenetz coucheraient dans la chambre du Roi, tandis que Boudin, médecin ordinaire, Mareschal premier chirurgien, Biot apothicaire, Anthoine et Bazire, garçons de la chambre coucheraient dans le grand cabinet du Conseil³⁰.

Journée du
mercredi 14

La nuit fut mauvaise, le redoublement de douleur ne laissait aucun repos au malade que pendant l'instant des frictions, remède aussi bénin qu'inefficace, mais on n'osait en tenter d'autres. Dans cette perplexité arrivèrent les médecins mandés de Paris parmi lesquels se trouvaient Helvétius et Falconnet. Ils saluèrent le Roi, lui touchèrent le pouls, lui trouvèrent de la fièvre qui se manifestait assez par la rougeur de son visage. Le Roi leur dit d'un ton ferme : « Eh bien, messieurs, comment me trouvez-vous? Qu'allez-vous me faire? Je sens bien du mal partout le corps et particulièrement à la jambe. » Ils répondirent : « Sire, nous allons passer tous ensemble dans le cabinet pour consulter sur les moyens de soulager votre Majesté, et d'apaiser les douleurs qu'elle ressent. » On ne vit jamais mieux le peu de ressource qu'il y a dans la médecine, écrit le garçon de la chambre Anthoine : après de longs discours on conclut que le Roi prendrait le lait d'ânesse et, peu d'heures après, une seconde consultation fit suspendre la résolution de la première sur ce que le mal augmenta.

Le matin, Louis XIV ne prit qu'un bouillon, entendit la messe dans son lit, tint le conseil d'État. L'heure du dîner étant venue, il se leva et fut servi en gras mais toucha à peine à une panade, ainsi le dîner fut fort court et il s'y trouva peu de monde. Sur la fin arriva M^{me} de Maintenon, inquiète, quoiqu'à toute heure

²⁹ Anthoine, *op. cit.*, p. 13-14; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VII, p. 31.

³⁰ Anthoine, *op. cit.*, p. 14-15. Le cabinet du Conseil tel qu'il existe de nos jours comprend l'ancien cabinet du Conseil, contre la chambre du Roi et le cabinet des Perruques.

elle envoyât s'informer de son état; elle l'entretint quelque temps, mais le Roi était triste et abattu et, ne parvenant plus à cacher sa douleur, elle se retira toute en pleurs.

Après dîner, le Roi se fit rouler dans son cabinet; déjà il ne pouvait plus se soutenir sur sa jambe, ni trouver une situation commode ou un adoucissement à ses souffrances. On gagna ainsi l'heure du souper qui se composa d'un peu de panade et de gelée, toute autre nourriture causant du dégoût. Le Roi contre-manda le voyage à Fontainebleau, fixé au 28, afin que personne ne fit de préparatifs coûteux et inutiles³¹.

Depuis que le Roi ne sortait plus, toute la Cour se tenait tout le jour dans la galerie³². Personne ne s'arrêtait dans l'antichambre la plus proche de sa chambre³³, que les valets familiers et la pharmacie qui y faisaient chauffer ce qui était nécessaire; on y passait seulement, et vite, d'une porte à l'autre. Les « entrées » passaient dans les cabinets par la porte de glace qui y donnait de la galerie qui était toujours fermée, et qui ne s'ouvrait que lorsqu'on y grattait, et se refermait à l'instant. Les ministres et les secrétaires d'État y entraient aussi, et tous se tenaient dans le cabinet qui joignait la galerie. Les princes du sang, ni les princesses filles du Roi n'entraient pas plus avant, à moins que le chancelier ne les demandât, ce qui n'arrivait guère. Le maréchal de Villeroy, le chancelier, les deux bâtards, le duc d'Orléans, le P. Le Tellier, le curé de la paroisse, quand Mareschal, Fagon et les premiers valets de chambre n'étaient pas dans la chambre se tenaient dans le cabinet du Conseil qui est entre la chambre du Roi et cet autre cabinet où étaient les princes et princesses du sang, les « entrées » et les ministres.

Le duc de Tresmes, premier gentilhomme de la chambre en année, se tenait sur la porte, entre les deux cabinets, qui demeurait ouverte, et n'entrait dans la chambre du Roi que pour les moments de son service absolument nécessaire. Dans tout le jour personne n'entrait dans la chambre du Roi que par le cabinet du Conseil, excepté ces valets intérieurs ou de la pharmacie qui demeuraient dans la première antichambre. M^{me} de Maintenon et les dames familières, et pour le dîner et le souper, le service et les courtisans qu'on y laissait entrer. Le duc d'Orléans n'entrait dans la chambre qu'une fois ou deux le jour au plus, un instant, lorsque le duc de Tresmes y entrait, et se présentait un autre ins-

Mécanique
de l'appar-
tement du
Roi pendant
sa dernière
maladie

³¹ Anthoine, *op. cit.*, p. 15-18.

³² Saint-Simon, *Mémoires*, t. VII, p. 63-64; édit. de Boislisle, t. XXVII, p. 254-256. C'est la galerie des Glaces qu'on désignait ainsi.

³³ Aujourd'hui salon de l'Oeil-de-Bœuf, alors grande antichambre.

tant une fois le jour sur la porte du cabinet du Conseil dans la chambre, d'où le Roi le pouvait voir de son lit. Il demandait quelquefois le chancelier, le maréchal de Villeroy, le P. Le Tellier, rarement quelque ministre, le duc du Maine souvent, peu le comte de Toulouse, point d'autres, ni même les cardinaux de Rohan et de Bissey, qui étaient souvent dans le cabinet où se tenaient les « entrées ». Quelquefois, lorsqu'il était seul avec M^{me} de Maintenon, il faisait appeler le maréchal de Villeroy ou le chancelier, ou tous les deux, et fort souvent le duc du Maine. Madame ni Mme la duchesse de Berry n'allaient point dans ces cabinets et ne virent presque jamais le Roi dans cette maladie.

Dans l'après-dînée du 14, l'excès de souffrance empêcha la visite chez M^{me} de Maintenon, cependant le Roi voulut se faire voir pendant le souper et ordonna au Premier gentilhomme d'y laisser entrer tous ceux qui le souhaiteraient; cet ordre donna un instant de joie que la vue du malade très abattu et changé tourna en vive inquiétude. Le souper fut avancé d'une heure et ne fut qu'une pure cérémonie. Après quelques moments passés avec les princes et princesses dans son cabinet, les souffrances reparurent et le Roi se coucha peu après dix heures³⁴.

Intrigues et
projets du
duc
d'Orléans

La vie du Roi était menacée et les courtisans agissaient en conséquence. Le duc de Noailles, qui ne rencontrait le duc d'Orléans qu'en secret, redoublait peu à peu ses visites, et tous deux jouaient leur ami Saint-Simon qui débordait de conseils et de projets et se croyait à la veille de devenir un personnage. Le président de Maisons s'était donné corps et âme à cette cabale et poussait l'extravagance jusqu'à suggérer d'avoir à l'instant de la mort du Roi des troupes sûres et des officiers sages, avisés et affidés tout prêts, avec eux des maçons et des serruriers, [pour] marcher au palais, enfoncer les portes et la niche [et] enlever le testament³⁵. Noailles entretenait Saint-Simon d'un projet de démolition de Versailles³⁶ et pendant qu'on détournait son attention sur ces billevesées lord Stair s'abouchait avec le duc d'Orléans avec lequel il prolongeait l'entretien. Le prince parla de la santé du Roi et des espérances personnelles qu'il en pouvait concevoir, se plaignit de Torcy et avoua que le Prétendant après une tentative malheureuse renonçait pour le moment à son entreprise. Stair l'assura de nouveau que le roi Georges était fermement résolu à soutenir ses intérêts sans exiger de lui autre chose

³⁴ Anthoine, *op. cit.*, p. 19-20; Dangeau, *Journal*, p. 95; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VII, p. 33; édit. de Boislisle, t. XXVII, p. 189.

³⁵ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VII, p. 20; édit. de Boislisle, t. XXVII, p. 155.

³⁶ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VII, p. 27; édit. de Boislisle, t. XXVII, p. 171.

que la démolition du canal et l'abandon du projet de port de Mardyck. Le duc s'engagea sur l'honneur à étudier la question dès qu'il serait en position d'exécuter ce qu'on attendait de lui³⁷. Au même moment, le duc laissait M^{me} de Tencin suggérer à lord Bolingbroke un projet de mariage entre Jacques III et une des princesses d'Orléans³⁸; en même temps il méditait la pensée d'une convocation des États-Généraux³⁹.

D'un jour à l'autre, les chances de la maladie permettaient ou refusaient tout espoir. Le 15 août, fête de l'Assomption on eut espérance de guérison. La nuit avait été pénible jusqu'à trois heures du matin où le sommeil survint et le Roi s'éveilla, reposé, à dix heures. Sa faiblesse était grande et lui fit remettre au dimanche suivant la sainte communion, il se leva néanmoins, prit un bouillon et se fit porter dans la tribune de la chapelle où il entendit la messe. On ne croyait pas dans Versailles qu'il fût en état de paraître en public, aussi sa vue causa une grande surprise et, de toutes parts, éclatèrent les acclamations : « Vive le Roi! Que Dieu nous le conserve! »

Au retour de la messe, le Roi, qui était bien aise de se faire voir, passa par la Galerie, qui était remplie d'une si grande foule qu'il eut peine à trouver son passage; rentré chez lui, il reçut le chancelier, les ministres Desmaretz et Pontchartrain, dîna à son petit couvert, mangea peu, but beaucoup. Ensuite il s'enferma seul avec son confesseur pour arrêter la feuille des bénéfices vacants; nonobstant les instances du P. Le Tellier, le Roi ne fit aucune nomination et, lassé de l'importunité du jésuite, lui dit : « Mon Père, je me trouve déjà assez accablé de tant de nominations de bénéfices que j'ai faites pendant mon règne, je crains bien d'avoir été trompé au choix des sujets que l'on m'a indiqués, dont il me faudra peut-être bientôt rendre compte au jugement de Dieu; pourquoi voulez-vous encore me charger de cette nomination? Nous pouvons attendre quelques jours pour choisir à loisir de bons sujets, si Dieu me fait la grâce de revenir de cette maladie⁴⁰. »

Dans l'après-dînée, le Roi se fit porter de nouveau à la tribune de la chapelle pour ouïr les vêpres en musique, ensuite chez M^{me} de Maintenon où il y eut petite musique. Il en revint à neuf

Journée du
jeudi 15

³⁷ Hardwicke Papers, *Stair's Journal*, 14 août.

³⁸ Lord Bolingbroke au Prétendant, Paris, 15 août, dans Lord Mahon, *History of England*, 1853, t. I, p. 398-399.

³⁹ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VII, p. 28; édit. de Boislisle, t. XXVII, p. 172.

⁴⁰ Anthoine, *op. cit.*, p. 20-21; Saint-Simon, *Mémoires*, édit. de Boislisle, t. XXVII, p. 253, reporte ceci au 23 août.

heures, soupa, reçut sa famille dans le cabinet et se coucha à dix heures.

Journée du
vendredi 16

La nuit du 16 au 17 la douleur de la jambe se calma, néanmoins l'inquiétude et la soif le tinrent éveillé jusqu'à trois heures, il dormit alors jusqu'à six heures et dit en s'éveillant qu'il avait eu une sueur extraordinaire. Mareschal et Champcenetz, aidés par les garçons de la chambre, eurent bien de la peine à tirer le Roi de son lit et le mettre dans son fauteuil pour l'essuyer et changer de linge, parce que le moindre mouvement augmentait ses souffrances. La sueur avait été si ample que les matelas en avaient été traversés.

Le grand lever se fit à onze heures, le Roi restant au lit y entendit la messe, tint le conseil d'État qui se prolongea jusqu'au dîner, à une heure. Aussitôt après, on le leva avec plus de peine encore que le matin parce que la souffrance avait gagné tout le corps. Il fallut, pour en venir à bout, le soulever par les bras, les jambes et la tête pour le déposer sur son fauteuil. Pendant cette manœuvre, le duc d'Orléans, le prince de Conti, le duc du Maine et le comte de Toulouse étaient arrivés. Le Roi les ayant aperçu leur dit : « Vous avez vu, messieurs, les belles cérémonies qu'il a fallu pour me lever. Je suis bien à plaindre, mais il faut bien le vouloir, puisque c'est la volonté du Seigneur que je sois réduit en cet état. » Voyant que ses deux fils étaient en habit de chasse, il les congédia en disant : « Allez à la chasse, messieurs, ne perdez point le temps qui est très beau. » Ensuite le Roi donna audience dans son cabinet à l'envoyé de Wolfenbüttel. Cependant il était tellement abattu qu'il ne put demeurer que fort peu de temps sur son siège et il fallut lui faire souffrir une troisième fois les mêmes douleurs pour le remettre au lit où il mangea une panade et des gelées en public. Après quoi on le leva encore une fois, il fut roulé chez M^{me} de Maintenon où il passa l'après-dînée à jouer avec les dames et entendre des motets et des airs italiens. Le souper fut à neuf heures et le Roi se coucha tout de suite sans voir sa famille⁴¹. Celle-ci passait par les mêmes incertitudes que les courtisans. « Notre Roi, hélas ! n'est pas bien, avait écrit Madame la veille. J'en suis angoissée à en être à moitié malade⁴². » Et le 16, elle reprend confiance : « Grâce en soient rendues à Dieu ! j'ai trouvé le Roi bien mieux portant : il était très gai ; mais je ne suis pas tout à fait à mon aise encore⁴³. »

⁴¹ Anthoine, *op. cit.*, p. 22-24 ; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 96.

⁴² Madame à la marquise Louise, Versailles, 15 août, *op. cit.*, t. II, p. 233.

⁴³ Madame à la marquise Louise, Versailles, 16 août, *op. cit.*, t. II, p. 233.

Le Roi avait voulu combattre le mal par le mouvement, aussi la nuit suivante fut mauvaise : douleurs aiguës, soif ardente, sueur abondante, les frictions de la jambe ne procuraient plus aucun soulagement. A quatre heures, il s'endormit par excès de lassitude jusqu'à dix heures, entendit la messe à son réveil, tint le conseil de finances dans son lit. Il ne trouvait plus aucun repos dans les situations, se faisant lever et recoucher à tout instant. A une heure, le Roi s'habilla en robe de chambre et se mit à table, mangea de la panade et de la gelée, vit les courtisans, donna une audience dans son cabinet et, repris de nouvelles douleurs très vives à la jambe, se remit au lit. Mareschal fut appelé et opina que le mal était très dangereux, mais s'il diagnostiqua la gangrène le mot n'en fut pas prononcé. Le Roi demeura au lit jusqu'au soir et s'entretint avec le duc d'Antin de ses bâtiments et jardins avec un plaisir visible.

L'heure du souper étant venue, le Roi se fit lever, mangea panade, gelée et gruau, causa un peu et se coucha. Fagon coucha cette nuit dans sa chambre⁴⁴.

Après une nuit passée dans un grand abattement, le Roi ne permit l'entrée de sa chambre que sur les dix heures lorsque, fatigué du lit et des sueurs, il voulut se lever pour changer de linge. Il ne demeura qu'un quart d'heure dans son fauteuil, la faiblesse l'obligea de se remettre au lit. Les princes et les courtisans qui l'y vinrent saluer jugèrent dès ce jour le mal incurable. Après la messe, le Roi tint son conseil d'État, mangea un peu, reprit son conseil, travailla avec Pelletier. Vers quatre heures de l'après-dînée il se fit lever, conduire chez M^{me} de Maintenon où il s'enferma avec Pelletier jusqu'à sept heures. Après un peu de musique il revint chez lui à neuf heures, soupa d'un bouillon ayant l'estomac chargé de six ou sept grands verres d'eau absorbés pendant le conseil⁴⁵.

Chacun dès lors faisait ses plans de fortune et songeait à un avenir qu'on imaginait à son gré. Saint-Simon, ayant appris par Mareschal que tout espoir était perdu pour le Roi, alla trouver le duc d'Orléans et obtint de lui le maintien de la pension de 60.000 livres dont jouissait Chamillard. Dans la soirée de ce jour, il alla chez Noailles qui après plusieurs propos aboutit à un projet de chasser de France tous les jésuites et de livrer leurs biens aux universités⁴⁶. C'était le temps des projets.

⁴⁴ Anthoine, *op. cit.*, p. 25-26 ; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VII, p. 33.

⁴⁵ Anthoine, *op. cit.*, p. 26-27.

⁴⁶ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VII, p. 33-37, édit. de Boislisle, t. XXVII, p. 193.

Journée du
samedi 17

Journée du
dimanche
18

Journée du
lundi 19

La nuit du 18 au 19 ne fut pas meilleure que les précédentes. Le Roi n'eut aucun repos et seulement de légères sueurs. Sur les sept heures du matin, Fagon et ses confrères trouvèrent la fièvre fort augmentée, ils se consultèrent et ne découvrirent aucun remède⁴⁷. Leur incapacité désolait les domestiques; quant aux courtisans ils se rassasiaient de rumeurs. « La sciatique tourmente toujours le Roi, écrit Dangeau; Fagon a envie de faire venir des eaux de Bourbonne, mais cela n'est pas encore bien résolu. Fagon est persuadé que le Roi n'a point de fièvre, mais Mareschal et quelques autres croient qu'il en a un peu la nuit⁴⁸. » La journée différerait peu des journées précédentes : travail avec Pontchartrain, visite à M^{me} de Maintenon, musique, et, le surlendemain, le Roi espérait passer en revue la gendarmerie de dessus son balcon. Ce fut une journée de détente.

La gan-
grène
devient
visible

Vers dix heures du matin, au moment du lever, les médecins revinrent pour voir panser la jambe du Roi, ils y trouvèrent un grand changement, elle était enflée et Mareschal remarqua une petite noirceur sur le cou de pied qui lui sembla de mauvais augure, il dissimula le jugement qu'il en portait et ayant frotté la jambe de linges chauds put soulager un peu le patient. Le Roi en profita pour entendre la messe avec plus de recueillement, dîna d'un bouillon, une panade et d'autres petits ragoûts qui lui plurent. La soirée avec la visite des princes et le coucher public ramena quelques espérances⁴⁹.

Journée du
mardi 20

Elles disparurent dès la nuit qui se passa en souffrances et en agitations terribles. Les médecins qui vinrent de grand matin, le trouvèrent encore en cet état, et, ayant conféré ensemble, proposèrent un bain d'herbes aromatiques dans de gros vin de Bourgogne. Le malade y consentit, même il proposa de faire des incisions à sa jambe ou d'en faire l'amputation si c'était nécessaire. On prépara le bain ordonné dans une grande cuvette d'argent, Louis XIV mit sa jambe dans ce bain tout chaud en disant à ses médecins : « Croyez-vous, messieurs, que ce bain puisse me soulager. J'en ai grand besoin, faites je vous prie tout ce que vous pourrez. » Après un bain d'une bonne heure et des frictions suivies d'un bouillon, le Roi se recoucha. Il était abattu et les médecins inquiets. « Je vois bien messieurs par vos manières, leur dit-il, que vous me trouvez plus mal. Je suis véritablement bien abattu, mais comment voulez-vous que je fusse autrement, souf-

⁴⁷ Anthoine, *op. cit.*, p. 27-28.

⁴⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 97.

⁴⁹ Anthoine, *op. cit.*, p. 28.

frant jour et nuit sans relâche, et ne prenant presque point de nourriture depuis le commencement de ma maladie, sans que vous ayez pu me donner un peu de soulagement. — Sire, répondirent-ils, nous y faisons de notre mieux et nous allons encore consulter ensemble sur les remèdes que nous pourrions appliquer à votre jambe, qui est votre plus grand mal⁵⁰. » Après la messe il travailla avec le chancelier, reçut le corps diplomatique et s'enferma jusqu'à deux heures avec le père Le Tellier⁵¹. Après son dîner, composé de bouillon, panade et gelée, il travailla avec Desmaretz et fit appeler M^{me} de Maintenon dans sa chambre. Sa jambe le faisait moins souffrir, mais à condition d'être enveloppée de linges qui l'empêchaient de s'habiller. M^{me} de Caylus et M^{me} de Dangeau furent admises à la suite de M^{me} de Maintenon et le Roi parut fort tranquille. Il donna ordre au Premier gentilhomme de laisser l'entrée de la chambre libre à tous ceux qui souhaiteraient le voir, disant qu'il y prendrait plaisir. On n'eût pas plutôt annoncé cette liberté que la chambre fut tellement remplie de monde qu'on ne pouvait remuer; vers le soir seulement le Roi ordonna que l'on fit retirer tout le monde. Il se leva et soupa en robe de chambre dans son fauteuil, vit ensuite les princesses dans son cabinet et salua au passage la duchesse de Saint-Simon arrivée des eaux de Forges et qui assura qu'elle n'eût pas reconnu le Roi si elle l'avait rencontré ailleurs que chez lui⁵²; il était en effet changé de façon à n'avoir plus rien qui lui ressemblât et sa taille s'était raccourcie de la valeur d'une tête⁵³. Personne n'ignorait plus maintenant le péril du vieux monarque. A Paris on le disait si affaibli qu'il gâtait son linge sans s'en apercevoir⁵⁴; les nouvellistes rapportaient l'établissement de deux cents chevaux de relais depuis Versailles jusqu'à Bourbon-l'Archambault pour en apporter les eaux minérales avec diligence, voiturées sur six grandes charettes⁵⁵.

La belle assurance de Fagon était ébranlée, lui-même provoquait maintenant de nouvelles consultations⁵⁶. Après une nuit relativement bonne, le Roi s'était éveillé le 21 en se déclarant

Journée du
mercredi 21

⁵⁰ Anthoine, *op. cit.*, p. 28-30.

⁵¹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 98; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VII, p. 37; Anthoine, *op. cit.*, p. 30.

⁵² Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 99; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VII, p. 37.

⁵³ Extrait d'une lettre de Madame, cité par P. E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 31, note 2.

⁵⁴ J. Buvat, *Journal de la Régence*, édit. Campardon, 1865, t. I, p. 39.

⁵⁵ J. Buvat, *op. cit.*, t. I, p. 40.

⁵⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 98.

mieux que les jours précédents. Il se leva en robe de chambre sur les neuf heures, vit les secrétaires d'État et les ministres, se recoucha et permit l'entrée de sa chambre à tout le monde pendant la messe. Ensuite quatre médecins conduits par Fagon vinrent toucher le pouls et approuvèrent le traitement qui avait consisté en une nouvelle purge. A onze heures, le dîner fut servi au lit, en public. Alors se présenta le premier président de la Chambre des comptes qui annonça la mort de M. de Maisons, président à mortier au Parlement et sollicita la charge du défunt pour le fils de celui-ci; ce que le Roi accorda de bonne grâce⁵⁷.

Après le dîner le Roi travailla avec Voysin jusqu'à six heures; à plusieurs reprises il avait interrompu ce conseil pour faire débarrasser, frotter et rebarrasser sa jambe, sans en retirer aucun soulagement. Après ce conseil, vers sept heures, arriva M^{me} de Maintenon et un moment après le duc d'Orléans, et les princes qui s'apitoyèrent sur ces souffrances persistantes. « Je n'ai jamais ressenti de si vives douleurs, leur dit le Roi, mais ma plus grande peine est de voir que les médecins ni les chirurgiens n'ont pu encore trouver le moyen de me soulager un seul jour. » Il se fit lever pour se délasser un peu par le changement de situation et fut mis dans sa chaise roulante en robe de chambre, parce qu'on ne pouvait plus l'habiller. La jambe était posée sur un petit tabouret. Il y eut, ce soir là encore, grande musique.

Le souper fut servi entre neuf et dix heures. Le maréchal de Villeroy cherchant à distraire le malade, lui recommandait quelques petits mets extraordinaires, mais ne put triompher du dégoût persistant. Le Roi se fit rouler par Blouin dans son cabinet où il demeura une heure environ avec sa famille, mais les douleurs le ramenèrent dans sa chambre. Mareschal, qui le frictionnait presque d'heure en heure, s'aperçut d'une aggravation et en donna avis à Fagon qui proposa une nouvelle consultation pour le lendemain⁵⁸.

Journée du
jeudi 22

Après une nuit sans aucun repos jusqu'à trois heures suivie d'un assoupissement, le Roi prit de bon matin un bain d'herbes pendant lequel il s'évanouit; on le recoucha. Sur les neuf heures arrivèrent dix médecins de Paris qui se joignirent à ceux de la Cour et furent introduits par Fagon. Le Roi les apercevant leur dit d'un ton affable : « Vous me voyez, messieurs, dans un fâcheux état de maladie depuis le dix de ce mois sans pouvoir

⁵⁷ Anthoine, *op. cit.*, p. 31-32.

⁵⁸ Anthoine, *op. cit.*, p. 32-33; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 99; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VII, p. 37.

trouver aucun secours, je vous ai mandé pour savoir de vous si vous ne pouvez me procurer quelque soulagement aux maux qu'il plaît au Seigneur de m'envoyer; ils sont grands mais je m'y soumetts puisque c'est sa volonté. » L'un d'eux répondit : « Sire, nous espérons avec l'aide de Dieu et des remèdes, vous donner du soulagement et que cette maladie ne sera rien. » On tâta le pouls, en cérémonie; par rang d'ancienneté, on trouva beaucoup de fièvre sans découvrir le moyen de la casser. Ensuite la consultation se tint dans le cabinet, chacun loua Fagon, approuva le traitement, approuva le lait d'ânesse, approuva le retard apporté à la prescription⁵⁹. Le Roi prit finalement du lait d'ânesse; ce fut l'unique résultat.

Après la messe, le Dauphin vint demander au Roi la permission d'aller voir la gendarmerie dans l'après-dînée. Louis XIV avait fait venir la gendarmerie à Versailles pour en passer la revue, mais sa maladie l'en empêcha, ne pouvant plus s'habiller à cause de tous les linges qui enveloppaient sa jambe. Il chargea le duc du Maine de passer cette revue; celui-ci, peu rassuré par ce nouvel empiètement et ses conséquences, fit suggérer au petit Dauphin d'y assister. L'enfant commençait à enfourcher un petit bidet, on l'habilla en officier de gendarmerie et le Roi, le trouvant très joli, approuva la fantaisie et donna la permission. Ravi, le Dauphin courut chez le duc d'Orléans et le pria de l'accompagner. Lorsqu'ils arrivèrent, le duc d'Orléans salua le Dauphin à la tête des gendarmes d'Orléans et le duc du Maine se retira presque aussitôt pour assurer le Roi qu'il avait trouvé la gendarmerie d'une « beauté étonnante »⁶⁰. Les rivalités futures s'annonçaient ainsi. L'extrémité du Roi, qui n'était plus ignorée de personne, avait rempli l'appartement du duc d'Orléans, auparavant si vide et si compromettant à fréquenter. « La foule y lima les murailles »; on s'y portait; lui-même en était embarrassé; mais un rayon d'espoir le vidait tout d'un coup à n'y pas laisser un seul homme. Un biscuit mangé par le Roi tira la foule pour vingt-quatre heures de chez le duc d'Orléans⁶¹. Les gens atta-

Rivalité du
duc
d'Orléans
et du duc
du Maine

⁵⁹ Anthoine, *op. cit.*, p. 34.

⁶⁰ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 99-100; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VII, p. 38-39; P. Narbonne, *Journal*, p. 41; Mascara, *Lettre*, Paris, 27 août, dans le t. XXVII, p. 347 des *Mémoires* de Saint-Simon, édit. de Boislisle.

⁶¹ Saint-Simon, *Additions au Journal* de Dangeau, t. XVI, p. 88; P. Narbonne, *op. cit.*, p. 43 : « Les jours où le Roi paraissait s'approcher du moment critique, sa chambre se trouvait vide de seigneurs et de courtisans, qui allaient en foule chez le duc d'Orléans; mais dès qu'il se répandait que le Roi se trouvait mieux, on voyait tout-à-coup la même foule de seigneurs

chés de longue main à ce prince épanouissaient leur visage; ceux qui n'avaient point encore découvert leur attachement pour lui commençaient à lever la tête; on allait, on venait, on s'assemblait, on réglait tout, on partageait tout⁶².

Entretien du
roi avec le
maréchal de
Villars

A l'heure de son dîner, le Roi laissa entrer tout le monde; il aperçut le premier président de Mesme et lui dit : « Monsieur, vous me voyez bien incommodé et bien souffrant. Vous venez de perdre un bon sujet dans votre Compagnie et moi aussi par la mort de M. de Maisons; c'était un parfaitement honnête homme et c'est à sa considération que j'ai bien voulu accorder à son fils la charge de président à mortier qu'il possédait, quoiqu'il n'ait pas l'âge pour l'exercer. J'ai cru le devoir faire en considération de son père et de ses aïeux qui m'ont bien servi pendant ma minorité ». — « Sire, répondit M. de Mesme, je suis venu pour en remercier très humblement Votre Majesté de la part de toutes les Compagnies et Chambres de votre Parlement »⁶³. Le maréchal de Villars, arrivé en poste, se trouvait là; le Roi lui dit : « J'ai donné la charge de président à mortier ainsi que vous l'avez désiré »⁶⁴. Il ajouta : « Vous me voyez bien mal, monsieur le maréchal » — « Votre Majesté accoutumée à beaucoup d'exercices, se croit mal pour une incommodité qui l'empêche d'en faire », répondit le maréchal. — « Non, dit le Roi, je sens de très grandes douleurs ». Après cela, il lui parla de la Reine de Pologne que le maréchal avait été visiter à Blois, des hôtelleries de la route, des lits et des meubles qu'il y avait vus. Il est certain que c'étaient les seules du royaume qui fussent richement meublées. Autrefois, la plupart avaient même de la vaisselle d'argent et le Roi se souvint et des lits et des miroirs qu'il avait vus dans ces maisons et qui y étaient encore presque les mêmes partout. « Vous irez apparemment coucher ce soir à Paris, ajouta le Roi, je veux espérer que vous me trouverez mieux à votre retour »⁶⁵.

Après dîner, le Roi, se sentant mieux, se fit porter dans son grand cabinet où se rendirent les princes du sang et les courtisans en si grand nombre qu'on ne pouvait passer. Loin d'en être importuné, Louis XIV y prit plaisir et sembla pendant ce temps

et de courtisans, quitter les appartements du duc d'Orléans pour retourner chez le Roi ».

⁶² D'Antin, *Mémoires*, 1822, p. 122.

⁶³ Anthoine, *op. cit.*, p. 35; Dangeau, suivi par Saint-Simon met ceci au 23 août, voir Boislisle, *op. cit.*, t. XXVII, p. 160, 164, note 4, 254.

⁶⁴ Villars, *Mémoires*, 1891, t. IV, p. 59. Le maréchal de Villars et le président de Maisons avaient épousé deux sœurs, Mlles de Varangeville.

⁶⁵ Villars, *Mémoires*, t. IV, p. 52-60.

ne plus souffrir; mais ce relâche dura peu de temps, il dut rentrer dans sa chambre pour se faire panser. Après avoir pris un bouillon, le Roi ordonna au duc de La Rochefoucauld de lui faire voir des habits le lendemain matin pour choisir celui qui lui conviendrait en quittant le deuil du prince de Lorraine⁶⁶; ensuite il congédia tous ceux qui n'étaient pas nécessaires au service et le repos de la nuit ne fut interrompu que par la nécessité de boire quelques verres d'eau.

Vers six heures du matin, Fagon s'approcha du lit du Roi, tenant une écuelle pleine de lait d'ânesse et dit : « Sire, c'est du lait d'ânesse qui faut que Votre Majesté prenne présentement, pour lui humecter la poitrine ». Le Roi le prit et dit qu'il le trouvait bon, se rendormit un moment, fut réveillé par une vive douleur à sa jambe, se rendormit jusqu'à neuf heures et s'éveilla trempé de sueur. Sa jambe seule le faisait souffrir, mais considérablement; il dit aux médecins : « Messieurs, comme le bain ci-devant qu'on m'a fait m'a soulagé, je crois qu'il ne serait pas mal à propos de le réitérer ». Ce qui fut fait, mais après une demi-heure, le Roi fit retirer la cuvette disant : « Cette odeur me monte à la tête si fort que je craindrois qu'elle me fit tomber en faiblesse ». Ce bain procura un adoucissement et le Roi se fit raser, ce à quoi il ne manqua pas de trois en trois jours.

Journée du
vendredi 23

Après avoir reçu le duc d'Orléans et les deux bâtards légitimés qu'il congédia en disant : « Adieu, Messieurs, ne perdez point l'heure de la chasse », il but deux grands verres d'eau et se recoucha. Mareschal débanda sa jambe en présence des médecins qui n'osèrent témoigner leur surprise de la voir en si mauvais état, ils se retirèrent pour faire place aux officiers de la Chambre et de la Garde-robe qui entrèrent pour lever le Roi. Lorsqu'il fut assis et eut pris un bouillon, la troupe médicale rentra, toujours menée par Fagon, fit sa révérence de cérémonie, tâta le pouls par rang d'ancienneté et interrogea le malade sur l'effet du lait d'ânesse. « Assez bien, dit le Roi, mais point de soulagement à ma jambe »; ils promirent d'en conférer, ce qu'ils firent et, après une heure entière, imputèrent à l'ânesse le médiocre succès de leur consultation⁶⁷.

La Chambre s'était sensiblement remplie de monde, le Roi le fit retirer et demeura seul avec le P. Le Tellier jusqu'à onze heures. C'est alors qu'il aurait rédigé le deuxième codicille à son

⁶⁶ Anthoine, *op. cit.*, p. 36; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 100; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VII, p. 42; édit. de Boislisle, t. XXVII, p. 210.

⁶⁷ Anthoine, *op. cit.*, p. 37-38.

testament, lequel est daté de ce jour⁶⁶. Il écrivit de sa main une lettre adressée au jeune enfant qui lui succéderait et la confia au maréchal de Villeroy pour la remettre à Louis XV lorsqu'il aurait atteint l'âge de dix-sept ans⁶⁷. La voici :

Lettre du
Roi à son
arrière-
petit-fils

« Mon Fils, si la divine providence en qui je me confie daigne conserver vos jours jusqu'au temps où la raison puisse vous faire agir par vous même, recevez avec respect cette lettre des mains de ce fidèle sujet à qui je fais jurer qu'il vous la rendra en mains propres : dans laquelle vous trouverez les dernières volontés de votre père et votre Roi, qui, au moment de quitter la vie, sent redoubler sa tendresse pour vous en qui il voit tous ses enfants revivre et dans un âge si tendre que les troubles qu'il prévoit sous votre minorité lui donnent plus d'inquiétude que les horreurs du trépas qu'il va bientôt subir ne lui causent d'effroi. Si quelque chose peut adoucir ma peine dans cet état, c'est, mon Fils, la promesse des bons sujets qui ont tous fait serment dans mon sein de veiller sur vos jours et verser leur sang pour votre conservation. Récompensez-les, mon Fils, lorsque vous en aurez connaissance et ne les oubliez jamais, ni les soins que mon Fils le duc du Maine que j'ai jugé digne de mettre auprès de votre personne prendra de vous. Cette distinction, que j'ai crue nécessaire pour l'amour de vous-même, lui suscitera sans doute pour ennemis ceux qui se trouveront par cette sage prévoyance éloignés de la cupidité qu'ils ont de régner, et si par quelque trouble qui pourroit survenir dans votre royaume il arrivoit quelque malheur à ce prince, ou quelque changement dans ce que j'ai établi en sa faveur, je désire, mon Fils, si Dieu vous conserve, que vous rétablissiez les choses dans le même état où elles se trouveront à ma mort, tant pour la religion que pour tout ce qui touche le duc du Maine. Ayez de la confiance en lui; suivez ses conseils; il est très capable de vous bien conduire, et si la

⁶⁶ Plus probablement le codicille est du 25. voir A. de Boislisle, op. cit., t. XXVII, p. 360-361.

⁶⁷ Cette lettre nous a été conservée par Mlle d'Aumale qui l'inséra dans ses *Mémoires*, voir *Souvenirs sur Madame de Maintenon*, publiés par A. d'Haussonville et G. Hanotaux, t. II, (1903), *Les Cahiers de Mlle d'Aumale*, p. 332. En rappelant la dernière entrevue du Roi avec le Dauphin, laquelle eut lieu le 26, Mlle d'Aumale écrit : « Il avait écrit quelque temps avant une lettre qu'il adressait au Dauphin ». Villeroy, un des rares visiteurs de Mme de Maintenon à Saint-Cyr a pu lui montrer cette lettre originale qu'a vu et copié Mlle d'Aumale. Elle n'aura jamais été remise à Louis XV, car, en 1727, Villeroy était rélégué dans son gouvernement de Lyon. La lettre a été publiée pour la première fois dans les *Souvenirs*, cités, t. II, p. 372-3-4, depuis dans Saint-Simon, édit. Boislisle, t. XXVII, p. 276 note 1, et p. 373-375.

mort vous privoit d'un si bon sujet, rendez à ses enfants, en leur conservant le rang que je leur ai donné, toute l'amitié que vous devez à leur père, qui m'a promis, juré, de ne vous abandonner qu'à la mort.

« Que le sang et l'amitié vous unisse toujours avec le roi d'Espagne, sans qu'aucune raison d'intérêt ou de politique mal entendue vous en sépare jamais; c'est là le seul moyen de conserver la paix et la balance en Europe.

« Ayez toujours un attachement inviolable au père commun des fidèles, et ne vous séparez jamais, pour quelque motif que ce puisse être, du sein et du centre de l'Eglise. Mettez en Dieu toute votre confiance, vivez en chrétien plus qu'en Roi, et n'attirez jamais sa main sur vous par aucun dérèglement dans vos mœurs. Remerciez sa divine providence qui protège si visiblement ce royaume. Donnez à vos sujets le même exemple qu'un père chrétien donne à sa famille; regardez-les comme vos enfants; rendez-les heureux si vous le voulez être; soulagez-les le plus tôt que vous pouvez de tous les impôts violents dont la nécessité d'une longue guerre les a surchargés et que leur fidélité leur a fait supporter avec soumission. Faites-les jouir d'une longue paix qui seule peut rétablir les affaires de votre royaume; préférez toujours la paix aux événements douteux de la guerre et souvenez-vous, mon Fils, que la plus éclatante victoire coûte toujours trop cher quand il faut la payer du sang de ses sujets. Ne le versez jamais, s'il est possible, que pour la gloire de Dieu; cette conduite attirera sur vous la bénédiction du ciel pendant le cours de votre règne; recevez la mienne dans mes derniers embrassements. »

Après que le P. Le Tellier se fut retiré, le Roi fit appeler Mme de Maintenon, qui attendait; elle engagea le malade à prendre quelque nourriture, mais le Roi n'accepta qu'un bouillon. Il donna des ordres pour que la gendarmerie regagnât ses quartiers de Normandie. A son dîner, il ne mangea presque rien. Tout l'après-midi fut violent. « Je suis bien à plaindre, dit le Roi à ses médecins, que vous n'ayez pu jusqu'à présent trouver aucun remède aux maux que je sens. » — « Nous faisons, Sire, ce que nous pouvons, lui dirent-ils, mais la maladie de Votre Majesté l'emporte sur les remèdes; nous espérons cependant avec la grâce de Dieu, d'en trouver des spécifiques qui pourront la surmonter. » Ces paroles tranquilliserent un peu le malade qui dina debout, en robe de chambre; il fut assez gai, badina avec Dangeau sur les projets d'embellissement projetés à Dangeau. Mme de Maintenon, avec les dames familières, passa l'après-dînée dans la

Après-dîner
et soirée

chambre du Roi qui avait la langue extrêmement sèche et semblait plus altéré à mesure qu'il buvait. Mareschal débandait, frictionnait et rebandait la jambe sans succès; les médecins dissertaient infatigablement sur les vertus du lait d'ânesse.

Sur les sept heures du soir, raconte Anthoine, garçon de la chambre, le Roi qui a toujours beaucoup aimé la musique, s'avisait pour faire diversion d'ordonner au Premier gentilhomme de faire venir quelques-uns de ses musiciens chanter dans sa chambre, expédient assez peu en usage, quoiqu'il soit conseillé entre plusieurs autres non moins étranges par le Père Binet, jésuite dans son livre de Consolation des malades. Je ne pense pas que le Roi eut perdu de temps à lire un livre si grotesque... quoi qu'il en soit... le Roi prit plaisir à entendre chanter des airs italiens depuis sept heures jusqu'à neuf, et demeura fort tranquille tout ce temps. S'étant fait lever avec peine, il fit le simulacre de souper, passa quelques instants avec sa famille et revint se mettre au lit⁷⁰.

Intrigues
du duc
d'Orléans
et de son
entourage

Pendant ces journées remplies d'incertitude les conciliabules continuaient. L'abbé Dubois sollicitait de lord Stair un rendez-vous aux Tuileries et se montrait fort rassuré relativement aux mauvais desseins que l'on prêtait à la Cour contre le duc d'Orléans, ce dernier ayant un parti trop fort, disait-il, pour qu'on entreprit de lui nuire⁷¹. Peut-être la véritable raison de cette assurance se trouve-t-elle dans l'active diplomatie secrète des roués qui, l'un après l'autre, amenaient à leur compagnon de débauche les collaborateurs indispensables au triomphe de sa cause. Ainsi furent conclus des marchés où l'avidité rivalisait avec l'ambition. Le duc de Guiche promit le concours de son régiment des gardes françaises moyennant cinq cent mille francs, Reynolds traita pour les gardes suisses, Villars s'engagea contre la promesse de la présidence du conseil de la guerre, Noailles avait la promesse du conseil des finances. Saint-Simon rêvait tout et n'avait de capacité pour rien. Un soir Noailles lui dit : « Vous n'avez pas voulu des finances, vous ne voulez vous charger directement de rien; vous avez raison : vous vous réservez pour être de tout et vous attaquer uniquement à M. le duc d'Orléans : au point où vous êtes avec lui, vous ne sauriez mieux faire; en nous entendant bien vous et moi, nous en ferons tout ce que nous voudrions; mais pour cela ce n'est pas assez des

⁷⁰ Anthoine, *op. cit.*, p. 38-40; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 101.

⁷¹ *Hardwicke Papers*, Stair's Journal, 23 août; L. Wiesener, *op. cit.*, t. I, p. 43.

finances, il me faut les autres parties, il ne faut point que nous ayons à compter avec personne. Des États-Généraux, poursuivait-il, c'est un embrouillement dont vous ne sortirez point; j'aime le travail, je vous le dirai franchement; c'est une pensée qui m'est venue, je la crois la meilleure; encore une fois, agissons de concert, entendons-nous bien, faites-moi faire premier ministre et nous serons les maîtres. » Saint-Simon sursauta. « Premier ministre! Premier ministre! monsieur, je veux bien que vous sachiez que s'il y avait un premier ministre à faire et que j'en eusse envie, ce seroit moi qui le serois, et que je pense aussi que vous ne vous persuadez pas que vous l'emportassiez sur moi⁷². »

Les ducs tenaient entre eux de petites assemblées particulières sans bruit. Ils traitaient ensemble une affaire qui divisait un peu plus profondément encore que tout le reste les ducs et pairs et le Parlement; c'était l'« affaire du bonnet ». L'usage voulait que le premier président, en prenant les voix lorsque l'on est dans les sièges bas de la grand'chambre, n'ôtât pas son bonnet aux conseillers, ni aux pairs de France, mais qu'il l'ôtât aux princes légitimés en les nommant et se levât aux princes du sang sans les nommer. Le Roi avait refusé d'intervenir dans la querelle, le duc d'Orléans se disait favorable aux pairs qui songeaient moins à la mort prévue et prochaine du Roi qu'à ce qui s'ensuivrait lorsqu'ils iraient au Parlement pour la régence⁷³.

L'affaire du
bonnet

Et pendant qu'ils se préparaient par de semblables futilités à exercer le gouvernement d'un royaume, le duc d'Orléans s'abouchait avec deux personnages comblés des bienfaits de Louis XIV et honorés d'une longue affection. Seuls ou presque seuls ils savaient les dispositions consignées dans le testament du Roi, ils en livreront le secret sans oublier de stipuler leur récompense. C'étaient le chancelier Voysin et le duc de Villeroy⁷⁴; ils voyaient le Roi d'assez près pour le savoir perdu sans ressource.

Achat de
consciences

⁷² Saint-Simon, *Mémoires*, t. VII, p. 45-46; édit. de Boislisle, t. XXVII, p. 215-218; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 153.

⁷³ *Ibid.*, t. VII, p. 46, A. Grellet-Dumazeau, *L'affaire du bonnet et les mémoires de Saint-Simon*, in-8, Paris 1913.

⁷⁴ P. E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 28. Saint-Simon, *Mémoires*, édit. de Boislisle, t. XXV, p. 19, fait dire au Roi à propos de son testament : « Il n'y a qui que ce soit que moi qui sache ce qu'il contient »; or, dix ans plus tôt, en annotant le *Journal* de Dangeau, le même écrivait : « Le testament du Roi fut minuté par le chancelier. Le Roi, Mme de Maintenon, M. du Maine, le Chancelier et le maréchal de Villeroy furent seuls dans ce secret ». Cette participation du chancelier Voysin à la rédaction du testament est confirmée par une note contemporaine conservée au Cabinet des titres, dossier

La nuit du 23 au 24 fut pénible; le Roi fut attaqué de vapeurs qui l'incommodèrent fort. Fagon n'y trouva qu'un prétexte à une nouvelle consultation qui aboutit à la disgrâce de l'ânesse dont le lait ne suppléait pas à leur ignorance. Ils virent l'indice de la gangrène « au-dessous de la jarretière » et firent envelopper la jambe dans des compresses d'eau-de-vie camphrée. On continuait à parler d'érysipèle⁷⁵, mais Dangeau lui-même reconnaît qu'« on commence à craindre que ce mal ne soit beaucoup plus sérieux qu'on n'avoit cru d'abord⁷⁶. »

Journée du
samedi 24

Le Roi entendit la messe, prit un bouillon, tint le conseil des finances jusqu'à onze heures avec des interruptions pour donner le temps à Mareschal de frictionner sa jambe. L'heure du dîner venue on demanda au Roi l'ordre pour servir, mais il n'accepta qu'un bouillon. Il fit appeler ensuite Desmaretz avec lequel il travailla quelque temps, mais la nécessité de panser sa jambe ayant interrompu le conseil de finances, Villeroy, qui en faisait partie, regarda la jambe quand Mareschal la débanda, elle se trouva noire jusqu'au pied. Villeroy sortit en pleurant et le bruit de la gangrène se répandit. Le Roi souffrait moins mais il était extrêmement triste. Après le conseil Mme de Maintenon se rendit près de lui⁷⁷.

Le Roi
apprend
qu'il a la
gangrène
et se
confesse

Après son souper, le Roi sentit ses douleurs augmenter considérablement⁷⁸. Comme on voyait l'affaiblissement continu et

b'eu, Voysin, n° 18011 (vol. 677), fol. 12; en voici le texte : [Il fut] l'un des confidents de Louis XIV; le testament [fut] en partie écrit de sa main. Cependant il nia constamment au Régent en avoir jamais eu connaissance, jusqu'à ce que, au Parlement, on eût fait la lecture du testament, où le Régent reconnut l'écriture du Chancelier. Reproches aigres. Reparties plus vives, qu'il étoit en droit de lui mentir dans une chose qu'il n'étoit pas en droit de lui demander; que la mort du Roi n'empêchoit pas qu'il ne dût lui garder un secret qu'il lui avoit juré, et que cette preuve de sa fidélité, dans un temps où il n'avoit plus de grâces à attendre de son maître, au contraire de l'indignation de S. A. R., lui étoit une sûreté de celle qu'il lui voueroit quand il lui feroit l'honneur de lui faire part de sa confiance; qu'au reste il ne méritoit ni les reproches ni les ressentiments de S. A. R. mais plutôt son amitié et ses bonnes grâces. » La scène a pu être arrangée pour sauvegarder Voysin de tout soupçon. A. de Boislisle, *op. cit.*, t. XXVII, p. 360, adopte cette solution : le testament fut minuté par Voysin et retranscrit par le Roi.

⁷⁵ Cottard, *Mort du roi Louis XIV*, dans *Bulletin du Comité de la langue, de l'histoire et des arts de la France* 1857, t. IV, p. 913; c'est une lettre écrite de Paris, le 28 août 1715, par un courtisan qui passait ses journées à Versailles, reproduit par de Boislisle, *op. cit.*, t. XXVII, p. 341-343.

⁷⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 109.

⁷⁷ Anthoine, *op. cit.*, p. 41-42; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 110.

⁷⁸ *Gazette d'Amsterdam*, n° LXXIII : « S. M. se préparoit à dîner en public; mais il lui survint des douleurs si cuisantes, qu'elle ordonna de

que lui-même s'aperçut de la gangrène, il jugea que son mal allait devenir sérieux; en conséquence, comme il avait toute confiance en Mme de Maintenon, il ordonna, dès le jour même, qu'on accommodât une chambre tout près de la sienne, pour qu'elle pût plus aisément passer la nuit auprès de lui, quand elle voudrait. Mlle d'Aumale, qui ne quittait pas Mme de Maintenon, passa avec elle presque toutes les nuits auprès du Roi; elles allaient quelquefois le matin se coucher deux ou trois heures et revenaient passer le reste de la journée auprès du malade⁷⁹. Mme de Maintenon lui suggérait des sentiments chrétiens pour sanctifier sa maladie et pour se préparer au terme qu'y mettraient les desseins de Dieu. Dès qu'elle fut instruite du danger, elle ne balança pas à en avertir le Roi et à lui proposer de recevoir les sacrements de l'Eglise. « C'est de bonne heure, dit-il, car je me sens bien, mais c'est toujours bien fait de se prémunir de ce secours⁸⁰. » Dès ce moment il s'y prépara; elle l'aida elle-même à s'examiner, en le faisant ressouvenir de plusieurs fautes qu'elle lui avait vu faire, afin qu'il s'en humiliât et qu'il en demandât pardon à Dieu⁸¹.

Sur les quatre heures, il manda le Père Le Tellier qui s'enferma avec lui et désormais ne le quitta presque plus⁸². Dès l'instant qu'il eut fini sa confession, il fit s'approcher Mme de Maintenon et lui dit : « Madame, je suis un peu plus en paix; je me suis confessé de mon mieux; mon confesseur m'a dit qu'il faut que j'aie une grande confiance dans la miséricorde de Dieu, vous me le dites aussi », et en pleurant, il ajouta tout haut : « Mais je ne me consolerais jamais de l'avoir offensé⁸³. »

L'approche de la fête de Saint-Louis avait attiré à Versailles une infinité de personnes⁸⁴, le Roi l'apprit et, vers huit heures

faire sortir tout le monde qui étoit dans la chambre, excepté le maréchal de Villeroy, avec lequel elle resta seul plus de deux heures et demie, lui donnant toutes les marques possibles de son amitié et de sa confiance, lui disant qu'elle voyoit que son heure approchoit et qu'il falloit songer sérieusement à mourir. »

⁷⁹ *Mémoires de Mlle d'Aumale*, édit. d'Haussonville et Hanotaux, t. II, p. 325-326.

⁸⁰ Th. Lavallée, *La famille d'Aubigné et l'enfance de Mme de Maintenon*, suivi des *Mémoires inédits de Languet de Gergy, sur Mme de Maintenon et la Cour de Louis XIV*, in-8, Paris, 1863, p. 455.

⁸¹ Mlle d'Aumale, *Mémoires*, t. I, p. 198; t. II, p. 326.

⁸² Anthoine *op. cit.*, p. 42; Mlle d'Aumale, *Mémoires*, t. II, p. 326.

⁸³ Mlle d'Aumale, *Mémoires*, t. II, p. 326. Quincy, *Histoire militaire du règne de Louis XIV*, in-4, Paris, 1726, t. VII, p. 392.

⁸⁴ Anthoine, *op. cit.*, p. 42.

du soir, se fit rouler à son balcon; ayant été reconnu par la foule et acclamé à plusieurs reprises, il salua trois fois en ôtant son chapeau et répétant : « Messieurs, je vous en remercie de bon cœur⁵⁵. » Après avoir pris un bouillon, il se coucha sans voir sa famille⁵⁶.

⁵⁵ Buvat, *op. cit.*, t. I, p. 41.

⁵⁶ Anthoine, *op. cit.*, p. 42; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 110.

CHAPITRE III

La mort du Roi

(25 août-1^{er} septembre 1715)

Journée du dimanche 25 août. — Aubades. — Dîner. — Le Roi a le délire. — Il reçoit le viatique. — Il écrit un deuxième codicille, parle à Villeroy et au duc d'Orléans. — Autres entrevues. — Le chancelier livre le codicille. — Nuit du 25 au 26 août. — Journée du lundi 26 août. — Adieux au Dauphin. — Recommandations aux princesses. — Apostrophe aux cardinaux. — Adieux aux courtisans, aux officiers, au Maréchal de Villeroy, à Mme de Maintenon, aux princesses du sang, au curé de la paroisse. — Lettre et conditions posées au cardinal de Noailles. — Destruction de papiers. — Intrigues du duc d'Orléans; il apprend le contenu du testament. — Journée du mardi 27. — Destruction de papiers. — Journée du mercredi 28. — L'empirique de Marseille. — Départ de Mme de Maintenon. — Journée du jeudi 29. — Retour de Mme de Maintenon. — Journée du vendredi 30. — Départ de Mme de Maintenon. — Journée du samedi 31. — Recommandation de l'âme. — Agonie et mort.

On ne faisait plus mystère du danger¹. La nouvelle que le Roi

Journée du
dimanche
25 août¹

¹ On donne ici l'énumération des récits historiques contemporains de l'événement mis à profit pour la rédaction du présent chapitre. 1^o *Lettre de Mme de Maintenon à Mme de Villette*, Saint-Cyr, 6 septembre 1715, dans Th. Lavallée, *Madame de Maintenon et la maison royale de Saint-Cyr*, in-8, Paris, 1862, p. 271-275; 2^o *Mémoire sur Mme de Maintenon* par Mlle d'Aumale, sa secrétaire, dans O. d'Haussonville et G. Hanotaux, *Souvenirs sur Mme de Maintenon*, in-8, Paris, 1902, t. I, p. 198-202; et une version plus développée dans les *Cahiers de Mlle d'Aumale*, *ibid.*, t. II, p. 323-351; c'est un témoin oculaire qui n'a guère quitté la chambre du Roi, d'une véracité indiscutable; 3^o La Bibliothèque municipale de Versailles conserve les *Mémoires des Dames de Saint-Cyr* où se trouve une relation composée par Mme du Pérou d'après la lettre de Mme de Maintenon à Mme de Villette et les *Cahiers de Mlle d'Aumale*; 4^o *Mémoires de Languet de Gergy*, archevêque de Sens, publiés par Th. Lavallée, *La famille d'Aubigné et l'enfance de Mme de Maintenon*, in-8, Paris, 1863, p. 455-464, rédigé d'après les quatre documents déjà énumérés; 5^o Dangeau, *Journal*, édit. E. Soulié et L. Dussieux, in-8, Paris, 1859, t. XVI, p. 95-110, du 14 au 25 août, continué, p. 111-115 par un secrétaire pour les journées des 26, 27 et 28 août, les trois derniers jours du mois manquent. Dangeau a interrompu son récit dès les premiers mots du 26 août et composé un écrit séparé, intitulé : *Mémoire, sur ce qui s'est passé dans la chambre du Roi pendant sa maladie*, du 25 août au 1^{er} septembre, inséré en appendice, *ibid.*, t. XVI, p. 117-136, et représenté par plusieurs manuscrits au

s'était enfermé avec son confesseur pour se réconcilier avec Dieu

sujet desquels ont trouvé des renseignements dans Saint-Simon, *Mémoires*, édit. de Boislisle, t. XXVII, p. 335-337; on citera donc ici Dangeau, *Journal et Mémoires*. La valeur historique est celle qui s'attache à toute l'œuvre de Dangeau; 6° La bibliothèque de Caen possède sous le n° 350 un « Journal historique ou récit fidèle de ce qui s'est passé de plus considérable pendant la maladie et [à] la mort de Louis XIV, roi de France et de Navarre, fait et dressé par les sieurs Anthoine »; autre exemplaire à Paris, bibl. nat. ms. Nouv. acquis. franc. 5012; publié sous le titre : *La mort de Louis XIV. Journal des Anthoine*, publié pour la première fois avec introduction de E. Drumont, in-12, Paris, 1880. Ce sont deux frères, Jean et François, valets intérieurs dont le récit minutieux consigne les moindres détails matériels, ignore les entretiens intimes et brouille les événements des trois derniers jours; pour la période antérieure la chronologie semble sûre; 7° *L'Histoire militaire du règne de Louis le Grand*, par le marquis de Quincy, 1726, t. VII^e, p. 391-407, a inséré une « Relation de la maladie et de la mort de Louis XIV » qui fut au témoignage de Ducloux, *Mémoires secrets*, p. 482, communiquée en manuscrit au P. Le Tellier qui proposa des modifications dont Quincy tint compte. Le P. Griffet la réimprima dans *L'Histoire de France* du P. Daniel (1755-1757) et Oroux dans *L'Histoire ecclésiastique de la cour de France*, 1776, t. II, p. 578-590. Saint-Simon n'a guère eu sous les yeux que le *Journal* de Dangeau et la *Relation* de Quincy; 8° Le *Mémoire* de Dangeau fut utilisé par Lefebvre de Fontenay, dont la relation anonyme parut en supplément au *Mercur galant* d'octobre 1715, réimprimé sous le titre de *Journal historique de tout ce qui s'est passé depuis les premiers jours de la maladie de Louis XIV jusqu'au jour de son service à Saint-Denis, avec une relation exacte de l'avènement de Louis XV à la couronne de France*, in-12, Paris, 1715; réimprimé par Marmontel, dans *Nouveaux choix de pièces tirées des anciens Mercur et d'autres journaux*, t. XXXII, et par Danjou, dans *Archives curieuses de l'Histoire de France*, 2^e série, 1846, t. XII, p. 433-451; 9° *Lettre anonyme des archives de Dampierre*, insérée en appendice au *Journal de Dangeau*, t. XVIII, p. 371-381; 10° Archives de la Ciotat, *Lettre anonyme*, publiée par Cottard, *La mort de Louis XIV*, dans *Bulletin du Comité de la langue, de l'histoire et des arts de la France*, 1857, t. IV, p. 913-916., datée du 28 août 1715, écrite par un témoin qui a vu ou qui a su ce qu'il rapporte par ceux qui ont le privilège des « entrées ». Réimprimé dans Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Boislisle, t. XXVII, p. 341-343; 11° *Relation anonyme*, conservée en copie dans le t. II, du *Recueil de pièces concernant l'histoire de France* de Fevret de Fontette, à la bibl. de l'Arsenal, ms. 3724, fol. 174, suiv., l'auteur est janséniste avéré. Réimprimé dans Saint-Simon, *op. cit.*, t. XXVII, p. 343-345; 12° *Lettres inédites* de l'abbé Mascara, au sujet desquelles, voir A. Baudrillart, *Rapport sur les archives d'Alcala*, dans *Archives des Missions scient. et littér.* 3^e série, t. XV, p. 40-48; des extraits traduits sont publiés dans Saint-Simon, *op. cit.* t. XXVII, p. 345-358; 13° La *Gazette de France* donna (n° du 24 août) l'annonce du début de la maladie et (n° du 31 août et 1^{er} septembre) quelques lignes sommaires sur l'événement; 14° *Gazette d'Amsterdam*, n° LXVIII, 23 août, n° LXX, LXXI, LXXII, LXXIII et son supplément contiennent des extraits de lettres; 15° Saint-Simon *Écrits inédits*, t. I, p. 357-365, 371-374; *Parallèle des trois rois Bourbons*; *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVI, p. 12-95; *Mémoires*, édit. de Boislisle, t. XXVII, p. 176-295, 305-308, 333-358.

² Saint-Simon, *Mémoires*, édit. de Boislisle, t. XXVII, p. 258.

et se disposer à la mort se répandit partout³ et ouvrit la phase dernière qui allait se prolonger huit jours entiers.

Louis XIV passa une partie de la nuit à s'entretenir avec le Père Le Tellier; il s'assoupit vers le matin et, à son réveil, ayant le visage rouge et enflammé, il dit à ses médecins : « Messieurs, je vous avertis que je ne sens plus tant de douleurs à la jambe que de coutume, mais aussi je me sens très faible; les forces me manquent à tous moments quand je veux un peu me soutenir. » Un des chirurgiens chuchota : « Il vaudrait mieux qu'elle fit encore mal au Roi. » Le pansement révéla que la gangrène avait gagné toute la jambe⁴.

Le 25 août on célébrait la fête de Saint Louis, ancêtre et patron du Roi, qui ordonna expressément l'observation de toutes les réjouissances de cette solennité⁵. Vers dix heures du matin, le duc de Gesvres, premier Gentilhomme de la chambre, vint annoncer l'aubade des tambours et des fifres des gardes françaises et suisses qui jouèrent dans la Cour de Marbre, sous les fenêtres de la chambre du Roi⁶ qui les fit approcher afin de mieux entendre de son lit⁷, écouta avec plaisir et dit au P. Le Tellier : « Ce bruit trouble un peu la conversation, laissons-les faire⁸. » Quand l'aubade fut terminée, on distribua à chaque musicien un louis d'or suivant l'usage⁹. Les hautbois de la musique de la chambre et les vingt-quatre violons sollicitèrent, eux aussi, la permission¹⁰ de donner un concert; le Roi y consentit et recommanda de les retenir dans l'antichambre¹¹, à quelque distance, afin que l'éloignement atténuaît le bruit.

La messe fut entendue avec un redoublement de ferveur, le malade ayant toujours les mains jointes et les yeux élevés au ciel¹²; ensuite il donna ses ordres et voulut dîner en public, répon-

³ Anthoine, *Journal*, p. 42.

⁴ Anthoine, *Journal*, p. 44.

⁵ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 119; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 258.

⁶ Anthoine, *Journal*, p. 45; la permission fut sollicitée par le duc du Maine, colonel des Suisses et Grisons, et par le duc de Guiche, colonel des gardes françaises.

⁷ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 119.

⁸ Villars, *Mémoires* édit. de Vogüé, 1891, t. IV, p. 60; P. Narbonne, *Journal*, 1866, p. 42-43; il y eut d'autres aubades.

⁹ Anthoine, *Journal*, p. 45.

¹⁰ C'est le salon qui prit sous Louis XV et a conservé le nom de l'*Oeil de Bœuf*; Mascara à Grimaldi, Paris, 26 août, dans Saint-Simon, *op. cit.*, t. XXVII, p. 345-346.

¹¹ Anthoine, *Journal*, p. 45.

Aubades

Dîner

dant à ceux qui lui représentaient son état : « J'ai vécu parmi les gens de ma Cour; je veux mourir parmi eux. Ils ont suivi tout le cours de ma vie; il est juste qu'ils me voient finir¹². » Lassé d'être au lit, il fut mis dans son fauteuil¹³, sa jambe posée sur des carreaux¹⁴. On lui servit « plusieurs petits metz regalants pour exciter son appétit¹⁵, mais il ne mangea qu'une panade et un potage, parlant à son ordinaire¹⁶. Après le repas, il fit retirer la table de devant lui et causa un quart d'heure avec tout le monde; après quoi, il dit : « Messieurs, il ne seroit pas juste que le plaisir que j'ai de prolonger les derniers moments que je passerai avec vous vous empêche de dîner; je vous dis adieu et vous prie d'aller manger. » Les courtisans se retirèrent, plusieurs d'entre eux fondaient en larmes¹⁷. Dans l'après-midi, « un vieux bonhomme de cent quatorze ans vint, selon sa coutume, apporter un bouquet au Roi pour le jour de sa fête. On l'amena par la main auprès du lit du malade qui interrogea : « Hé bien, bonhomme, comment te portes-tu? — Sire, répondit le vieillard, fort bien et, si je n'avais que votre âge, je me porterois encore mieux. » Le Roi répliqua : « Je voudrois me porter aussi bien que toi¹⁸. »

Le Roi a le
délire

Le Roi fut ensuite en particulier avec M^{me} de Maintenon, le Chancelier Voysin et un peu le duc du Maine¹⁹. Ainsi que la veille, le chancelier écrivit sous la dictée du Roi, ce qui donna lieu de croire à la rédaction d'un codicille²⁰. Après le départ du chancelier, M^{me} de Maintenon manda les dames familières et les musiciens arrivèrent à sept heures du soir. Cependant le Roi, qui s'était endormi pendant la conversation des dames, se réveilla la tête embarrassée, ce qui les effraya et leur fit appeler les méde-

¹² Lettre anonyme, des archiv. de la Ciotat, dans *Bulletin*, p. 913; dans Saint-Simon, *op. cit.*, t. XXVII, p. 341.

¹³ Anthoine, *Journal*, p. 45.

¹⁴ Lettre anonyme, dans *Bulletin*, p. 913 (dans Saint-Simon, *op. cit.*, t. XXVII, p. 341).

¹⁵ Anthoine, *Journal*, p. 45.

¹⁶ Lettre anonyme, dans *Bulletin*, p. 913 (dans Saint-Simon, *op. cit.*, t. XXVII, p. 341).

¹⁷ Lettre anonyme, dans *Bulletin*, p. 913 (dans Saint-Simon, *op. cit.*, t. XXVII, p. 341).

¹⁸ *Gazette d'Amsterdam*, n° LXXIII.

¹⁹ Saint-Simon n'emprunte pas ces détails à Dangeau ni à Quincy; aucune autre relation n'en parle.

²⁰ Saint-Simon, *op. cit.*, t. XXVII, p. 259; Lettre anonyme, dans *Bulletin*, p. 913 (dans Saint-Simon, *op. cit.*, t. XXVII, p. 341-342); Mascara à Grimaldo, 27 août, *ibid.*, t. XXVII, p. 349.

cins²¹; ceux-ci trouvèrent le poulx fort mauvais²² et aussitôt on songea à l'administration des sacrements. Le maréchal de Ville-roy « qui ne sortait presque point de l'appartement » s'adressa au cardinal de Rohan, grand-aumônier de France, trop courtisan pour se charger d'un semblable message qu'il renvoya au confesseur²³.

La veille, en se confessant, le Roi avait déterminé d'entendre la messe à minuit et d'y communier. Conscient du moment de délire qu'il venait de traverser et craignant de retomber dans cet état, il pensa lui-même à recevoir le viatique sans plus de délai²⁴, et aux premières ouvertures de son confesseur il l'interrompit : « De tout mon cœur, mon père, je souhaite très ardemment le viatique; je vous ai témoigné plusieurs fois pendant le cours de ma maladie que je souhaitois avoir cette consolation²⁵. » On renvoya les musiciens qui avaient déjà préparé livres et instruments, les dames familières sortirent²⁶ et le P. Le Tellier demeura seul avec le Roi tandis qu'on courait avertir le cardinal de Rohan qui était chez lui en compagnie et ne songait à rien moins, pas plus d'ailleurs que la famille royale²⁷.

Comme personne n'était averti pour cette cérémonie, il s'écoula quelque temps avant l'arrivée du cardinal portant le saint viatique²⁸, qu'il lui avait fallu aller chercher à la Chapelle pendant qu'on amenait le curé de la paroisse muni des saintes huiles²⁹. Pendant ces allées et venues, le Roi se préparait chrétiennement à l'acte solennel, la joie rayonnait sur son visage et on l'entendit prononcer ces paroles : « Hé, mon Dieu, voulez-vous bien encore me faire la grâce de venir à moi vous qui êtes le Roi des Rois³⁰. » Dès que le curé de Versailles³¹ et deux aumôniers de quartier furent arrivés, le petit cortège se mit en marche vers huit heures du soir³². Six garçons bleus du château, deux laquais

Il reçoit le
viatique

²¹ Saint-Simon, *op. cit.*, t. XXVII, p. 260.

²² Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 119.

²³ Anthoine, *Journal*, p. 46; Quincy, *Relation* (corrigée par Le Tellier), t. VII, p. 394.

²⁴ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 119.

²⁵ Anthoine, *Journal*, p. 46; Quincy, *Relation*, t. VII, p. 393, dit que le Roi appréhendait de jeter l'alarme en recevant plus tôt le viatique.

²⁶ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 261.

²⁷ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 261.

²⁸ Quincy, *Relation*, t. VII, p. 394.

²⁹ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 262.

³⁰ Anthoine, *Journal*, p. 47.

³¹ Claude Huchon; sur ce prêtre, voir Saint-Simon, *Mémoires*, édit. de Scisliste, t. XXII, p. 346.

³² Anthoine, *Journal*, p. 47; Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 119;

de Fagon et un de M^{me} de Maintenon³³ portaient les flambeaux, un clerc agitait la clochette et deux chapelains portaient le dais sous lequel marchaient le cardinal et le curé. Ils entrèrent dans l'appartement par le petit escalier aboutissant au « salon du petit escalier du Roi ». La nouvelle que le Roi allait recevoir le viatique avait retenti dans Versailles comme un coup de foudre. De toutes parts les ecclésiastiques, les courtisans, le public accouraient : le duc d'Orléans, les princes du sang, les princesses et leurs dames d'honneur se pressaient et grossissaient le cortège³⁴.

Le P. Le Tellier et Mme de Maintenon attendaient dans la chambre³⁵ où le Saint-Sacrement fut posé sur une table magnifiquement parée³⁶. Le cardinal de Rohan s'avança jusqu'à la balustrade et se tournant vers le lit, dont les rideaux étaient ouverts³⁷, il adressa au Roi une longue allocution³⁸ que le malade écouta les yeux élevés vers le ciel; il récita ensuite le *Confiteor* en joignant les mains et reçut le viatique³⁹. Après quelques paroles d'exhortation précédant l'extrême-onction⁴⁰, le Roi ouvrit lui-même sa chemise pour offrir sa poitrine⁴¹, répondit à toutes les prières et répéta plusieurs fois d'un ton attendri : « Mon Dieu ayez pitié de moi, j'espère en votre miséricorde⁴². » De toutes parts on entendait le bruit des sanglots, principalement parmi les princesses demeurées dans le cabinet du Conseil⁴³.

La cérémonie et les prières terminées, le cardinal adressa encore quelques paroles au Roi sur la grâce que Dieu venait de lui faire, lui donna la bénédiction du Saint-Sacrement et sortit de la chambre⁴⁴. Tout ceci avait duré un peu plus d'une demi-heure⁴⁵. Les

³³ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 120; Quincy, *Relation*, t. VII, p. 394.

³⁴ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 120; Quincy, *Relation*, t. VII, p. 394; Anthoine, *Journal*, p. 47; Desgranges, *Relation dans le Carnet historique*, 1899, t. IV, p. 151.

³⁵ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 263.

³⁶ Anthoine, *Journal*, p. 47.

³⁷ Anthoine, *Journal*, p. 47.

³⁸ Quincy, *Relation*, t. VII, p. 395.

³⁹ Anthoine, *Journal*, p. 47. Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 263.

⁴⁰ Quincy, *Relation*, t. VII, p. 395.

⁴¹ Lettre anonyme, dans *Bulletin*, p. 914 (dans Saint-Simon, *op. cit.*, t. XXII, p. 341).

⁴² Anthoine, *Journal*, p. 48; Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 327.

⁴³ Anthoine, *Journal*, p. 48; Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 120; Madame à la raugrave Louise, Versailles, 27 août, *op. cit.*, édit. Jaéglé, t. II, p. 233-234.

⁴⁴ Anthoine, *Journal*, p. 48.

⁴⁵ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 120.

princes et plusieurs grands officiers firent escorte au cardinal jusqu'à la chapelle⁴⁶, lui frayant son chemin parmi la foule qui remplissait le château et refluaient jusque dans les cours⁴⁷.

Dès que Notre-Seigneur fut hors de l'appartement, M^{me} de Maintenon, qui avait passé toute l'après-midi dans la chambre du Roi, s'éloigna, conduite par le duc de Noailles son neveu, et Louis XIV se fit apporter sur son lit une petite table sur laquelle il écrivit quelques lignes, sous forme de deuxième codicille à son testament, et les remit au chancelier⁴⁸. Pendant que le Roi écrivait, Mme de Maintenon revint prendre sa place dans la ruelle la plus éloignée de la porte du cabinet, d'où les courtisans ne pouvaient l'apercevoir⁴⁹. Le Père Le Tellier entretenait son pénitent et leur conversation se prolongea environ une heure⁵⁰; après quoi, ayant demandé à boire, il fit appeler les officiers de la chambre et de la garde-robe⁵¹. Les courtisans les plus près de la porte avancèrent deux ou trois pas dans la chambre, à la vue du Roi⁵². Il leur témoigna sa joie d'avoir reçu les sacrements de l'Eglise en pleine connaissance, il s'était aperçu que les médecins n'avaient connu son mal que lorsqu'il fut sans remède, mais « il faut vouloir, dit-il, ce qui plaît au Seigneur⁵³. »

Le Roi appela le maréchal de Villeroy, qui, avec très peu des plus marqués, se trouvait dans la porte qui faisait communiquer la chambre avec le cabinet du Conseil⁵⁴; il l'appela d'une voix si forte qu'elle n'avait rien d'un mourant⁵⁵, et lui dit d'un accent très gracieux : « Monsieur le Maréchal, ayant toujours eu beaucoup d'amitié et d'estime et de considération pour vous et me voyant prêt à vous quitter et à mourir puisqu'il n'y a plus de remèdes à nos maux, pour vous marquer ma reconnaissance des services que vous m'avez rendus, et de ceux de Monsieur votre père, qui m'a gouverné pendant ma minorité, je vous fais aussi gouverneur de M. le Dauphin, mon arrière petit-fils; je vous demande en grâce de l'élever dans la crainte de Dieu, de lui inspirer un amour pour ses peuples qui le porte à les soulager autant

⁴⁶ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 121; Quincy, *Relation*, t. VII, p. 396.

⁴⁷ Anthoine, *Journal*, p. 48.

⁴⁸ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 121.

⁴⁹ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 121.

⁵⁰ Anthoine, *Journal*, p. 49.

⁵¹ Anthoine, *Journal*, p. 49.

⁵² Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 121.

⁵³ Anthoine, *Journal*, p. 48.

⁵⁴ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 263.

⁵⁵ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 121.

Le Roi écrit
son
deuxième
codicille

Parle à
Villeroy

qu'il lui sera possible; ayez attention sur sa conduite, faites-en sorte qu'elle soit bien réglée, et ne l'abandonnez jamais. » Le Roi ajouta quelques phrases qu'on ne put entendre, le vieux maréchal tombant à genoux lui baisa la main et sortit tout baigné de ses larmes⁵⁶.

Et au duc
d'Orléans

Cet entretien n'avait duré qu'un demi-quart d'heure⁵⁷. Le Roi manda ensuite le chancelier Voysin et le ministre Desmarets et leur parla en particulier pendant une ou deux minutes⁵⁸. Après avoir pris un bouillon, il fit appeler le duc d'Orléans qu'il entretenait pendant près d'un quart d'heure⁵⁹. Dans l'espoir de ramener cette âme vicieuse il « lui recommanda sur toutes choses d'avoir de la religion, en lui disant qu'il n'y avait que cela de bon et de solide⁶⁰ », ensuite il aborda un sujet délicat entre tous, « Mon cher neveu, dit-il, j'ai fait un testament où je vous ai conservé tous les droits que vous donne votre naissance. Je vous recommande le Dauphin, servez-le aussi bien et aussi fidèlement que vous m'avez servi, travaillez de votre mieux à lui conserver son royaume, comme pour vous-même, s'il venait à manquer vous seriez le maître. Je connais votre bon cœur, votre sagesse, votre courage et l'étendue de votre esprit, je suis bien persuadé du soin que vous prendrez pour la bonne éducation du Dauphin, et que vous n'omettrez rien pour le soulagement des peuples de son royaume. Je vous recommande aussi en particulier tous les officiers de ma maison tant grands que petits, ils m'ont tous fidèlement servi avec affection, et je suis très content d'eux, faites-leur tout le bien que vous pourrez, ne les abandonnez pas, je vous en prie, dans leurs besoins et nécessités. Mon cher neveu, ayez souvenance de moi. J'ai fait les dispositions que j'ai cru les plus sages et les plus équitables pour le bien du royaume, mais, comme on ne saurait tout prévoir, s'il y a quelque chose à changer ou à réformer, l'on fera ce que l'on trouvera à propos. » Le duc d'Orléans répondit : « Sire, je prie Votre Majesté d'être bien persuadée de ma reconnaissance pour toutes les bontés qu'elle a toujours eues pour moi. Je la supplie de croire que j'exécuterai

⁵⁶ Je suis la version d'Anthoine, *Journal*, p. 49-50, qui place cette entrevue au 25 et je la crois différente de celle qui sera rapportée plus loin, à la date du 26.

⁵⁷ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 121; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 263, dit « près d'un quart d'heure ».

⁵⁸ Anthoine, *Journal*, p. 50; Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 121; Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 337.

⁵⁹ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 121.

⁶⁰ Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 336.

très ponctuellement tout ce qu'elle m'ordonne. » Il s'agenouilla, fondant en larmes, embrassa le Roi⁶¹ deux fois fort tendrement⁶² et reçut sa bénédiction⁶³. Il sortit de la chambre secoué de sanglots⁶⁴ et le bruit courut qu'il venait d'être déclaré régent⁶⁵.

Comme l'entretien du Roi avec le duc d'Orléans se prolongeait, le duc du Maine retourna dans son appartement; il reparut à temps pour succéder à son cousin auprès du Roi qui le retint un demi-quart d'heure⁶⁶, et, vers le milieu de ce temps, appela le comte de Toulouse⁶⁷. Il n'y avait que peu de valets, tous indispensables dans la chambre, avec Mme de Maintenon qui se tint à l'écart tout le temps que le Roi parla au duc d'Orléans⁶⁸; le chancelier se tenait de même hors de portée d'entendre, entre la cheminée et la porte du cabinet du Conseil⁶⁹, où attendaient les trois filles du Roi avec le duc de Bourbon, le comte de Charolais et le prince de Conti appartenant à la branche de Condé⁷⁰. Le Roi les ayant aperçus sur la porte du cabinet⁷¹ les appela et leur dit quelques mots point en particulier ni bas⁷² : « Mes cousins, je me souviens de vos grand-pères; ils m'ont fait bien de la peine pendant ma minorité; vous n'en n'avez pas mieux valu depuis ce temps-là; soyez plus sages qu'eux⁷³. » Il les exhorta à vivre en paix et unis, tant pour leur intérêt particulier que pour celui de la France. Ils promirent, pleurèrent et sortirent.

Louis XIV fit rappeler le duc du Maine et lui dit : « Votre sagesse, Monsieur, et la capacité que j'ai toujours remarqué en

Autres
entrevues

⁶¹ Anthoine, *Journal*, p. 51-52.

⁶² Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 336; Quincy, *Relation*, t. VII, p. 598.

⁶³ Anthoine, *Journal*, p. 52.

⁶⁴ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 121.

⁶⁵ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 265; Mascara à Grimaldo, 27 et 28 août, *ibid.*, t. XXVII, p. 348, 350.

⁶⁶ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 121-122; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 265 : « plus d'un quart d'heure ».

⁶⁷ Anthoine, *Journal*, p. 52; Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 122; Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 337.

⁶⁸ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 265.

⁶⁹ Quincy, *Relation*, t. VII, p. 597; Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 122.

⁷⁰ Anthoine, *Journal*, p. 52; Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 122; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 265.

⁷¹ Saint-Simon, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 122; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 265.

⁷² Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 122; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 265.

⁷³ *Relation anonyme*, dans Fevret de Fontette, fol. 174, sq., dans Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 344; Quincy, *Relation*, t. VII, p. 598.

vosre personne ont fait que j'ai jeté les yeux sur vous pour vous donner la charge de surintendant de l'éducation de M. le Dauphin, convaincu que vous vous en acquitterez parfaitement. Je vous dis adieu; souvenez-vous de moi⁷⁴. » Aucune des princesses ne fut appelée auprès du Roi⁷⁵ que ces adieux avaient fort ému. Fagon dut insister beaucoup pour lui faire prendre un bouillon après lequel il s'assoupit et reposa près d'une heure⁷⁶.

Le chancelier
livre
le codicille

Pendant ce temps le chancelier Voysin, sorti de la chambre royale, s'approcha du duc d'Orléans, qui était assis dans l'embrasement de la fenêtre du cabinet la plus proche de la chambre et tous deux se dirigèrent vers la table du Conseil, au bout où le Roi avait accoutumé de s'asseoir. Le chancelier tira d'une enveloppe non-cachetée le codicille que le Roi venait d'écrire et le donna au duc d'Orléans qui le lut, appuyé sur la table, sans s'asseoir, ayant Voysin debout à ses côtés. Les courtisans virent que les lignes et l'écriture étaient fort serrées. Après que le duc d'Orléans eut achevé sa lecture, le chancelier remit le papier dans l'enveloppe dont il fit lire au prince la suscription et l'introduisit dans sa poche sans la cacheter. Ils causèrent ensuite pendant un quart d'heure environ; le chancelier s'éloigna et le prince causa avec les médecins⁷⁷.

Vers onze heures, le Roi en s'éveillant aperçut auprès de son lit Mme de Maintenon éplorée : « Quoi, madame, lui dit-il, vous vous affligez de me voir en état de bientôt mourir? N'ai-je pas assez vécu? M'avez-vous cru immortel? Non, non, je sais très bien qu'il faut tout quitter. Il y a longtemps que j'y ai pensé et que je m'y suis préparé étant bien persuadé qu'il y a un souverain infiniment élevé au-dessus des Rois de la terre et que c'est à nous à nous soumettre à ses ordres suprêmes »⁷⁸. Dès que le Roi fut réveillé, les médecins procédèrent au pansement⁷⁹ et les princesses revinrent dans le cabinet d'où le malade les fit entrer dans sa chambre. C'étaient Madame, sa belle-fille la duchesse d'Orléans et sa petite-fille la duchesse de Berry; la princesse de Condé douairière, la duchesse de Bourbon douairière et sa belle-fille la duchesse de Bourbon; la princesse de Conti douairière et la princesse de Conti. Elles s'approchèrent en poussant des lamentations. « Quoi, leur dit le Roi, est-ce que vous m'avez cru

⁷⁴ Anthoine, *Journal*, p. 52-53.

⁷⁵ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 122.

⁷⁶ Anthoine, *Journal*, p. 53.

⁷⁷ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 122-123.

⁷⁸ Anthoine, *Journal*, p. 53.

⁷⁹ Anthoine, *Journal*, p. 53.

immortel? Ne faut-il pas que je paie à Dieu le tribut de ma vie qui est à lui⁸⁰? » Mais comme leurs cris le fatiguaient, il dit : « Nous nous attendrissions », et il les pria de se retirer parce qu'il voulait reposer⁸¹. Elles sortirent, le rideau du lit fut un peu tiré et Mme de Maintenon passa dans les arrière-cabinets⁸².

La nuit ne fut pas meilleure que les précédentes. Le malade ne dormit que par intervalles et ses forces diminuèrent tellement qu'on était obligé de soulever la tête pour faire prendre quelques cordiaux et de porter et soutenir les membres chaque fois qu'il fallait le remuer. Néanmoins, vers huit heures du matin, il manifesta le désir d'entendre la messe.

Entre neuf et dix heures du matin, le cabinet se remplit des grands officiers et des courtisans⁸³ qui jouissaient des grandes entrées, des premières entrées et des entrées. Bientôt arrivèrent toutes les princesses; déjà la galerie des glaces était pleine de gens de considération qui, faute de jouir des entrées, ne pouvaient aller plus avant⁸⁴.

Sur les dix heures, on pansa la jambe; Mareschal donna quelques coups de lancette et trouva que la gangrène gagnait jusqu'à l'os. Mme de Maintenon était seule dans la chambre et au pied du lit pendant qu'on pansait le Roi qui la pria de sortir et de ne plus revenir parce que sa présence l'attendrissait trop; elle obéit⁸⁵.

Un moment après que les chirurgiens se furent retirés, à midi, le Roi pria son confesseur de lui amener le Dauphin, qui attendait dans la galerie avec sa gouvernante, Mme de Ventadour⁸⁶. Il les fit approcher et Mme de Ventadour installa l'enfant dans un fauteuil au chevet du lit. L'aïeul considéra quelques instants son frère héritier « avec application et une espèce de complaisance » et lui dit, les larmes aux yeux : « Mon cher enfant, vous allez être le plus grand roi du monde, n'oubliez jamais les obligations que vous avez à Dieu. Ne m'imitiez pas dans les guerres; tâchez de maintenir toujours la paix avec vos voisins, de soula-

Nuit du 25
au 26 août

Journée du
lundi 26
août

Adieux au
Dauphin

⁸⁰ Languet de Gergy, *Mémoires*, p. 455.

⁸¹ Quincy, *Relation*, t. VII, p. 597; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 266.

⁸² Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 123; Saint-Simon, *op. cit.*, t. XXVII, p. 266.

⁸³ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 124-125, donne la liste des « entrées ».

⁸⁴ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 126.

⁸⁵ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 126.

⁸⁶ Anthoine, *Journal*, p. 60; Quincy, *Relation*, t. VII, p. 599.

ger votre peuple autant que vous pourrez, ce que j'ai eu le malheur de ne pouvoir faire par les nécessités de l'État. Suivez toujours les bons conseils, et songez bien que c'est à Dieu à qui vous devez ce que vous êtes. Je vous donne le Père Le Tellier pour confesseur; suivez ses avis et ressouvenez-vous toujours des obligations que vous avez à Madame de Ventadour⁸⁷ ».

« Pour vous, madame, dit-il à la gouvernante, j'ai bien des remerciements à vous faire du soin avec lequel vous élevez cet enfant et de la tendre amitié que vous avez pour lui; je vous prie de la lui continuer, et je l'exhorte à vous donner toutes les marques possibles de sa reconnaissance. » Le Roi s'était fort attendri en parlant de la sorte, faisant un dernier effort il ajouta : « Madame, approchez-moi ce cher enfant que je l'embrasse pour la dernière fois, puisqu'il plaît à Dieu de me priver de la consolation de l'élever jusqu'à un âge plus avancé. » Alors élevant les yeux au ciel et joignant les mains, il le bénit en disant : « Seigneur, je vous l'offre cet enfant, faites-lui la grâce qu'il vous serve et honore en roi très chrétien et vous fasse adorer et respecter par tous les peuples de son royaume. » Voyant le Roi répandre des larmes, Mme de Ventadour retira l'enfant des bras de l'aïeul, qui le suivit du regard tant qu'il l'aperçut, les mains élevées vers le ciel et priant pour celui qui allait être Louis XV.

⁸⁷ Ces recommandations ont été remaniées et défigurées par la plupart de ceux qui les ont citées : Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 126-127; Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 331-332; Languet de Gergy, *Mémoires*, p. 456; Quincy, *Relation*, t. VII, p. 399; *Lettre anonyme* dans Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 375; Mascara à Grimaldo, 27 août dans Saint-Simon, *op. cit.*, t. XXVII, p. 348, et les *Mémoires* dudit Saint-Simon, t. XXVII, p. 274-275. Les auteurs postérieurs tels que Bruzen de la Martinière, Reboulet, le P. Daniel et Voltaire n'ont pas été plus scrupuleux. Mais Anthoine, *Journal*, p. 61, donne un texte presque identique à celui que nous avons transcrit d'après le texte même tracé, entre le 26 et le 31 août, par Gilbert, maître d'écriture, sur l'ordre de Mme de Ventadour pour être placé au chevet du lit du Dauphin, J. A. Le Roi. *Curiosités historiques sous Louis XIII, Louis XIV, Louis XV*, etc., in-8, Paris, 1864, p. 200-206, a retrouvé ce placard qui fut recommencé par le calligraphe après la mort du Roi et l'exil du P. Le Tellier dont il fallait omettre le nom. En 1718, une imprimerie fut installée aux Tuileries pour l'amusement du jeune Louis XV. La première pièce fut le texte donné ici moins la phrase relative au confesseur; ensuite on composa sur le thème une amplification qui est celle que Voltaire a insérée dans son *Siècle de Louis XIV*, au chapitre 18^e et qu'il dit avoir copié au chevet du lit où, peut-être, cette amplification remplaça la calligraphie de Gilbert. Voir H. Omont, *L'imprimerie du cabinet du Roi au Château des Tuileries sous Louis XV*, dans *Bulletin de la Société d'histoire de Paris et de l'Ile-de-France*, 1891.

Celui-ci criait et pleurait, on le trouva dans son appartement caché dans les recoins pour y pleurer à l'aise⁸⁸.

Un moment après, le Roi envoya quérir le duc du Maine et le comte de Toulouse et leur parla assez longtemps à huis clos⁸⁹; ensuite on alla chercher de sa part le duc d'Orléans qui était retourné chez lui et ne lui dit que peu de mots, comme s'il s'éloignait il le rappela mais pour un instant⁹⁰ et lui recommanda MM. du Maine et de Toulouse « pour les raisons qu'il pouvait savoir » et aussi Desmaretz, l'assurant que ce seul ministre avait sauvé l'État et le pria de l'en récompenser⁹¹. Ensuite, en présence des princes qui se trouvaient là et qu'on avait laissé entrer dans la chambre, le Roi s'adressant à son neveu lui dit sur un ton de majesté : « Mon neveu, je vous fais régent du royaume. Vous allez voir un Roi dans le tombeau et un autre dans le berceau; souvenez-vous toujours de la mémoire de l'un et des intérêts de l'autre⁹². » Il ajouta que le nouveau Roi serait, dès son avènement, conduit à Vincennes, dont l'air est bon, jusqu'à ce que toutes les cérémonies fussent terminées à Versailles et le Château bien nettoyé⁹³. Il poussa la prévoyance jusqu'à commander lui-même, nom par nom, la garde et l'escorte voulant que les chevaux soient harnachés et les gendarmes, mousquetaires, chevau-légers et gardes du corps bottés⁹⁴. Ensuite il rappela aux princes et aux princesses de ne jamais manquer au respect qu'ils devaient à leur maître et à leur roi et de se souvenir que ceux qui avaient pris un parti opposé à ses intérêts s'en étaient repentis toute leur vie, lui-même n'ayant jamais pu, comme roi, satisfaire l'inclination qu'il avait eue de leur faire plaisir⁹⁵.

Quand les princes furent sortis, le Roi précisa ses ordres pour l'ameublement de Vincennes⁹⁶. Ce fut alors que la duchesse du Maine, qui ne s'était pas dérangée de ses passe-temps ordinaires,

Recommen-
dations aux
princes

⁸⁸ Anthoine, *Journal*, p. 62-63; *Lettre anonyme*, dans *Bulletin*, p. 914 (et t. XXVII, p. 342); Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 332; Languet de Gergy, *Mémoires*, p. 456-457.

⁸⁹ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 127; Quincy, *Relation*, t. VII, p. 399; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 276.

⁹⁰ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 127; Saint-Simon, *Mémoires* t. XXVII, p. 276.

⁹¹ Mascara à Grimaldo, 28 août, dans Saint-Simon, *op. cit.*, t. XXVII, p. 350.

⁹² *Lettre anonyme*, dans *Bulletin*, p. 914 (et t. XXVII, p. 342); Mascara à Grimaldo, 27 août (*ibid.*, t. XXVII, p. 348).

⁹³ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 277.

⁹⁴ *Lettre anonyme*, dans *Bulletin*, p. 914 (et t. XXVII, p. 342).

⁹⁵ *Lettre anonyme*, dans *Bulletin*, p. 914 (et t. XXVII, p. 342).

⁹⁶ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 277.

arriva à Versailles et sollicita d'être admise. Le Roi ne la reçut qu'un instant⁹⁷, et après avoir dit un mot au marquis de Torcy⁹⁸ entendit la messe avec sa ferveur accoutumée (midi et demi).

Apostrophe
aux cardinaux

Après la messe, le Roi retint les cardinaux de Rohan et de Bissy et, en présence du maréchal de Villeroy, du P. Le Tellier et du chancelier⁹⁹ ainsi que « d'un grand nombre de courtisans¹⁰⁰ » il leur dit d'un air majestueux et sur un ton assez élevé : « Messieurs. Je suis bien aise de vous déclarer publiquement mes sentiments devant toutes les personnes ici présentes. Je veux vivre et mourir dans la religion catholique, apostolique et romaine que j'ai soutenue, autant qu'il m'a été possible, pendant le cours de mon règne. Vous avez pu savoir que dans toutes les affaires qui ont regardé la religion et l'Eglise, je les ai protégées avec fermeté et zèle, mais dans les dernières affaires qui sont survenues depuis je n'ai suivi que vos avis et n'ai fait que ce que vous m'avez conseillé de faire. C'est pourquoi si j'ai pu mal faire, c'est sur vos consciences, n'y en ayant point eu d'autre part et vous en répondrez devant Dieu; pour moi, je n'ai eu que de très bonnes intentions. » Les cardinaux gardèrent le silence¹⁰¹. Élevant les yeux vers le ciel et sortant une main du lit, le Roi dit encore : « Messieurs, c'est à ce tribunal que je vous cite ». Les cardinaux et le confesseur protestèrent n'avoir rien fait que dans l'intérêt de la vérité : « C'est ce que Dieu jugera », conclut le mourant¹⁰².

Adieux aux
courtisans

Après que les deux cardinaux furent sortis, le Roi dina dans son lit, d'un bouillon, en présence de ce qui avait les entrées. Il les fit approcher comme on desservait et leur dit : « Messieurs,

⁹⁷ Quincy, *Relation*, t. VII, p. 399; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 277.

⁹⁸ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 127.

⁹⁹ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 266.

¹⁰⁰ Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 333.

¹⁰¹ Anthoine, *Journal*, p. 57, que confirme Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVI, p. 90; *Mémoires*, t. XXVII, p. 267; *Parallèle des trois rois Bourbons*, p. 357-358, ainsi que la *Relation anonyme* conservée par Fevret de Fontette et, dans une certaine mesure Mme de Maintenon dans sa lettre à Mme de Villette, citée par Th. Lavallée, *op. cit.*, p. 273. Elle rapporte qu'elle n'était pas dans la chambre et, comme elle y rentrait, elle entendit ces mots : « Vous en répondrez devant Dieu ». Villars, *Mémoires*, t. IV, p. 61, écrit : « Il recommanda aux cardinaux de Rohan et de Bissy les affaires de la religion et leur dit que c'était une véritable douleur pour lui de n'avoir pu les terminer, mais que, si Dieu lui avoit donné quelques jours de plus, il auroit espéré faire cesser les divisions ».

¹⁰² *Relation anonyme*, conservée par Fevret de Fontette, dans Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 345 : « Ce sont ici ses propres paroles et on a fait tous les efforts possibles pour les cacher ».

je vous demande pardon du mauvais exemple que je vous ai donné : j'ai bien à vous remercier de la manière dont vous m'avez tous servi et de l'attachement et de la fidélité que vous m'avez toujours marqué. Je suis bien fâché de n'avoir pas fait pour vous ce que j'aurois bien voulu faire : les mauvais temps en sont cause. Je vous demande pour mon petit-fils la même application et la même fidélité que vous avez eues pour moi; c'est un enfant qui pourra essayer bien des traverses, que votre exemple en soit un pour tous mes sujets. Suivez les ordres que mon neveu vous donnera; il va gouverner le royaume, j'espère qu'il le fera bien. J'espère aussi que vous contribuerez tous à l'union, et que si quelqu'un s'en écartoit, vous aideriez à le ramener. Je sens que je m'attendris et que je vous attendris aussi, je vous en demande pardon. Adieu, messieurs. Je compte que vous vous souviendrez quelquefois de moi¹⁰³. »

Là dessus il ordonna au duc de Tresmes de faire entrer tous les officiers qu'il trouverait dans l'appartement. La chambre en fut remplie en un instant, grands et petits sans distinction à genoux, outrés de douleur; il s'en trouvait dans la ruelle et derrière le balustre. Le Roi fit tirer son rideau afin de les voir et d'en être vu. « Messieurs, leur dit-il, je suis content de vos services; vous m'avez fidèlement servi et avec envie de me plaire. Je suis fâché de ne vous avoir pas mieux récompensés que j'ai fait; les derniers temps ne l'ont pas permis. Je vous quitte avec regret. Servez le Dauphin avec la même affection qui vous m'avez servi; c'est un enfant de cinq ans, qui peut essayer bien des traverses, car je me souviens d'en avoir beaucoup essuyé pendant mon jeune âge. Je m'en vais, mais l'Etat demeurera toujours; soyez-y fidèlement attaché, et que votre exemple en soit un pour tous mes autres sujets. Soyez tous unis et d'accord, c'est l'union et la force d'un Etat; et suivez les ordres que mon neveu vous donnera. Il va gouverner le royaume; j'espère qu'il le fera bien. J'espère aussi que vous ferez votre devoir et que vous vous souviendrez quelquefois de moi¹⁰⁴. » Puis adressant la parole aux supérieurs il leur recommanda de traiter leurs inférieurs avec douceur et honnêteté, « comme je l'ai fait, dit-il, le mieux qu'il m'a été possible, et j'espère que vous en userez de même. Je vous dis adieu, mes bons officiers, voilà ce que j'avois à vous dire

Aux
officiers

¹⁰³ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 112; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 271-272; Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 334; Languet de Gergy, *Mémoires*, p. 457-458; Quincy, *Relation*, t. VII, p. 401.

¹⁰⁴ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 128; Quincy, *Relation*, t. VII, p. 400-401.

avant de vous quitter¹⁰⁵ ». Sa voix n'était point entrecoupée et seulement beaucoup plus faible qu'à l'ordinaire¹⁰⁶. Tous se retirèrent en sanglotant¹⁰⁷.

Au maré-
chal de
Villeroy

Un peu après que tout le monde fut sorti, le Roi demanda le maréchal de Villeroy et lui répéta ce qu'il avait dit la veille : « Monsieur le Maréchal, je vous donne une nouvelle marque de mon amitié et de ma confiance en mourant. Je vous fais gouverneur du Dauphin, qui est l'emploi le plus important que je puisse donner. Vous saurez par ce qui est dans mon testament ce que vous aurez à faire à l'égard du duc du Maine. Je ne doute pas que vous ne me serviez après ma mort avec la même fidélité que vous l'avez fait pendant ma vie. J'espère que mon neveu vivra avec vous avec la considération et la confiance qu'il doit avoir pour un homme que j'ai toujours aimé. Adieu, Monsieur le Maréchal, j'espère que vous vous souviendrez de moi¹⁰⁸. »

A Mme de
Maintenon

Ces entrevues avaient beaucoup fatigué le mourant qui avait dû faire de pénibles efforts pour être maître de lui et parler assez haut pour être entendu; il avait les yeux injectés, le teint brillant mais le corps si abattu qu'il ne prit pour ainsi dire aucune attention aux médecins qui lui trouvèrent une fièvre violente. La gangrène gagnait toujours, en conséquence on continua la lotion d'eau-de-vie camphrée; mais après une demi-heure de ce remède le patient déclara qu'il ne sentait plus sa jambe « que devers le genouil ». Mareschal donna quelques coups de lancette. Vers deux heures, on introduisit quelques chirurgiens venus de Paris. Surpris de voir la jambe noire et gangrenée, ils s'entre-regardèrent en secouant la tête. Le Roi s'aperçut de leur trouble, leur dit de couper sans crainte et qu'il se sentait assez de courage pour souffrir l'amputation; puis s'adressant à son chirurgien : « Mareschal, n'avez-vous pas là des rasoirs? Coupez! et ne craignez rien. » Les plus courageux avaient les yeux mouillés de larmes, Louis s'en aperçut : « Me sauvera-t-on la vie? » demanda-t-il. Mareschal répondit qu'il y avait peu d'apparence. — « Eh bien, il est inutile que vous me fassiez souffrir. » Mieux valait qu'on le laissât mourir en repos et il interrogea Mareschal sur le temps qui lui restait à vivre. — « Sire, nous pouvons espérer jusqu'à mercredi. » — « Voilà donc mon arrêt prononcé pour

¹⁰⁵ Anthoine, *Journal*, p. 58.

¹⁰⁶ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 128.

¹⁰⁷ Anthoine, *Journal*, p. 58; Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 128.

¹⁰⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 112-113; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 272-273; Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 334-335; Languet de Gergy, *Mémoires*, p. 458; Quincy, *Relation*, t. VII, p. 397-398.

mercredi¹⁰⁹. » Et se tournant vers Mme de Maintenon : « Madame, il faut nous séparer. Je vous dis adieu; peut-être vous renverrai-je chercher; mais, si je ne le fais pas, ne croyez pas que ce soit manque d'amitié¹¹⁰. » C'était le plus pénible sacrifice qu'il lui restait à accomplir¹¹¹; tandis qu'elle s'éloignait il lui dit avec tendresse : « Qu'allez-vous devenir, Madame? Car vous n'avez rien. — Je suis un rien, répondit-elle, ne vous occupez que de Dieu. » Elle fit deux pas et réfléchissant à l'incertitude du traitement qu'elle pouvait attendre, elle revint et pria le Roi de demander au duc d'Orléans d'avoir pour elle de la considération; il le lui promit¹¹².

Le duc d'Orléans fut appelé et le Roi lui dit : « Mon neveu, je vous recommande Mme de Maintenon; vous savez la considération et l'estime que j'ai toujours eues pour elle; elle ne m'a donné que de bons conseils, j'aurois bien fait de les suivre; elle m'a été utile en tout, mais surtout pour mon salut; faites tout ce qu'elle vous demandera pour elle, pour ses parents, ses alliés, ses amis; elle n'abusera pas de votre bonne volonté, qu'elle s'adresse directement à vous pour tout ce qu'elle voudra. » Il ajouta qu'elle était pauvre et qu'elle avait besoin de la pension qu'il lui payait et qu'il désirait que le duc lui continuât. Celui-ci était à genoux, il se tourna vers Mme de Maintenon et, en signe d'acquiescement, fit une profonde inclination¹¹³. Le prince répéta ces paroles au sortir de la chambre¹¹⁴ où le Roi venait de l'embrasser à deux reprises en lui disant : A Dieu¹¹⁵.

Comme il rentrait dans le cabinet du Conseil et pendant que la porte s'ouvrait devant lui, le Roi entendit des voix de femmes; comprenant qui elles étaient, tout de suite il leur manda d'en-

Aux prin-
cesses du
sang

¹⁰⁹ Anthoine, *op. cit.*, p. 58-59; Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 126; Languet de Gergy, *op. cit.*, p. 456; P. Narbonne, *Journal*, p. 44; Quincy, *Relation* t. VII, p. 597; *Lettres et mémoires de Mme de Maintenon*, édit. La Beaumelle, 1789, t. VI, p. 243; J. Buvat, *Journal de la Régence*, 1865, t. I, p. 43; *Gazette de Hollande*, n° du 30 août.

¹¹⁰ Lettre anonyme, dans *Bulletin*, p. 914 (et Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 342).

¹¹¹ Quincy, *Relation*, t. VII, p. 597; Dangeau, *Mémoire*, t. XVI, p. 126.

¹¹² Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 329-331; Languet de Gergy, *Mémoires*, p. 463, *Mme de Maintenon à Mme de Villette*, dans Th. Lavallée, *op. cit.*, p. 274-275.

¹¹³ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 128; Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 336; Languet de Gergy, *Mémoires*, p. 460-461; Saint-Simon t. XXVII, p. 276-277; *Mascara à Grimaldo*, 28 et 30 août (*ibid.*, t. XXVII, p. 350, 355).

¹¹⁴ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 128; Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 335-336.

¹¹⁵ Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 335-336.

trer¹¹⁶. Elles se précipitèrent, suivies de leurs dames d'honneur, criant, se lamentant d'une manière si bruyante¹¹⁷ que le moribond ne put s'empêcher de rire et leur dit : « Il ne faut pas pleurer comme cela¹¹⁸. » Il les fit toutes approcher de son lit¹¹⁹, et leur « dit adieu avec des paroles si tendres que je m'étonne, disait Madame, de n'être pas tombée à la renverse sans connaissance. Il m'a assuré qu'il m'avait toujours aimée et plus que je ne le croyais moi-même, qu'il regrettait de m'avoir quelquefois causé du chagrin. Il m'a demandé de me souvenir quelquefois de lui, ajoutant qu'il pensait que je le ferais volontiers, car il était persuadé que je l'avais toujours aimé; il a dit de plus qu'il me donnait sa bénédiction et qu'il faisait des vœux pour le bonheur de toute ma vie. Je me suis jetée à ses genoux, et, prenant sa main, je l'ai baisée. Il m'a embrassée et il a recommandé l'union à ses filles légitimées. En l'entendant dire : « Je vous recommande surtout d'être unies », je crus qu'il disait cela pour moi et pour la femme de mon fils, et je répondis : « Oui, je vous obéirai, Monsieur »; le Roi se retourna alors vers moi et dit d'une voix rude : « Vous croyez que je dis cela pour vous; non, non vous êtes raisonnable et je vous connais; c'est à ces princesses que je parle qui ne le sont pas autant que vous¹²⁰ ». Après avoir dit à chacune d'entre elles ce qui lui convenait, il en exhorta deux¹²¹ qui étaient fort mal ensemble à bien vivre entre elles dorénavant et à se raccommoier, ce qu'elles firent sur le champ¹²².

Il était malaisé de suivre le fil des paroles du Roi à cause de la faiblesse de sa voix et des lamentations de l'auditoire. Sur la fin cependant, le malade élevant un peu le ton, termina par ces paroles : « Je vous dis adieu, messieurs et mesdames, puisqu'il faut mourir et nous quitter, n'y ayant plus de remèdes. Je vous conjure de vous ressouvenir de moi et de vivre tous en grande union. Je vous recommande le Dauphin très particulièrement¹²³ »;

¹¹⁶ Anthoine, *Journal*, p. 55; Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 129.

¹¹⁷ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 129; Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 335; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 273.

¹¹⁸ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 129; Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 335; Quincy, *Relation*, t. VII, p. 398-399; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 273.

¹¹⁹ Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 335.

¹²⁰ Madame à la raugrave Louise, Versailles, 27 août 1715 et Paris, 22 juillet 1716, dans *Correspondance complète de Madame*, trad. G. Brunet, in-12, Paris (1904), t. I, p. 182, 257; trad. Jaéglé, t. II, p. 234.

¹²¹ La duchesse d'Orléans et la duchesse de Bourbon; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 273; Mascara à Grimaldo, 31 août ibid., t. XXVII, p. 357.

¹²² Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 335.

¹²³ Anthoine, *Journal*, p. 55-56.

et s'adressant au duc d'Orléans : « Je vous recommande sa personne et mon royaume que je laisse dans un pitoyable état; mais je prends Dieu à témoin qu'il n'y a que vingt-quatre heures que je le sais¹²⁴. » Ensuite il embrassa tous les membres de sa famille et leur donna sa bénédiction¹²⁵. A peine sorties de la chambre, les princesses reprirent leurs lamentations, tellement que, par les fenêtres ouvertes, on conclut dans les cours que le Roi était mort; la nouvelle vola à Paris et se propagea dans les provinces¹²⁶.

Un moment après, le Roi demanda le curé de Versailles et, sitôt qu'il l'aperçut, lui dit : « M. le curé, je vous prie de vous souvenir de moi dans vos prières et de faire prier pour le repos de mon âme, quand Dieu aura disposé de moi. » — « Oui, Sire, nous prions Dieu jour et nuit pour votre heureuse éternité et pour votre convalescence; nous ne désespérons pas encore. » — « Non, non, monsieur, ne demandez pas mon retour, mais mon heureuse éternité! Je l'espère, ô mon Dieu, et vous la demandez de tout mon cœur et de toute mon âme¹²⁷. »

Cette journée était comme une évocation de tout ce qui préoccupait la pensée du mourant. Parmi ces soucis, celui des affaires religieuses si pénibles engagées à propos de la Constitution *Unigenitus* rappelait à son souvenir le cardinal de Noailles, archevêque de Paris. Au moment où il apostrophait Rohan et Bissy, le Roi avait ajouté que, « pour le cardinal de Noailles, Dieu lui étoit témoin qu'il ne le haïssoit point, et qu'il avoit toujours été fâché de ce qu'il avoit cru devoir faire contre lui. A ces dernières paroles, Blouin, Fagon et Mareschal qui étoient assez près du Roi se regardèrent, et se demandèrent entre haut et bas si on laisseroit mourir le Roi sans voir son archevêque, sans marquer par là réconciliation et pardon, que c'étoit un scandale nécessaire à éviter. Le Roi, qui les entendit, reprit la parole aussitôt, et

Au curé de la paroisse

Lettre et conditions posées au cardinal de Noailles

¹²⁴ Relation anonyme, dans Fevret de Fontette (*op. cit.*, t. XXVII, p. 344). Cet aveu ne laisse pas que d'être un peu suspect en égard à la source d'où il procède et dont l'auteur est janséniste avéré et agressif; de plus la *Lettre anonyme* (*ibid.*, t. XXVII, p. 342) omet ces paroles après avoir rapporté celles qui s'en trouvent rapprochées ici.

¹²⁵ Anthoine, *Journal*, p. 55-56.

¹²⁶ Quincy, *Relation*, t. VII, p. 599; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 274; J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 42-43 : On arrêta dès ce moment tous les courriers, avec défense aux bureaux de poste de louer aucun cheval ni voiture à qui que ce fût, sans un ordre écrit du duc d'Orléans.

¹²⁷ Anthoine, *Journal*, p. 56; Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 343; Languet de Gergy, *Mémoires*, p. 457; Quincy, *Relation*, t. VII, p. 404; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 288.

déclara que non seulement il ne s'y sentoit point de répugnance, mais qu'il le désiroit¹²⁸. »

Cependant Noailles n'osait se présenter à Versailles et souffrait de ne pouvoir rendre ses devoirs au Roi qu'il aimait¹²⁹. Il écrivit à Mme de Maintenon¹³⁰ qui communiqua son désir au cardinal de Rohan et au chancelier Voysin, qui ne crurent pouvoir cacher au Roi cette démarche¹³¹. En conséquence, Mme de Maintenon rentra dans la chambre, appuyée sur le duc de Noailles, fit retirer tout le monde et s'étant approché du lit donna lecture de la lettre du cardinal¹³². Cette lettre était si touchante que le Roi en fut ému¹³³. On lui demanda s'il n'avait rien contre le prélat : « Non, répondit-il, et s'il veut venir tout à l'heure, je l'embrasserai de bon cœur, pourvu qu'il se soumette au pape, car je veux vivre et mourir comme j'ai vécu, catholique, apostolique et romain¹³⁴. » Il manda le chancelier et lui dit : « Monsieur, écrivez de ma part à monsieur l'archevêque de Paris, marquez-lui l'estime que j'ai toujours fait de son mérite et de sa piété, faites-lui connaître dans l'état où je suis et assurez-le que mon plus grand plaisir seroit de mourir entre ses bras¹³⁵. » Ces paroles semblent avoir plongé dans l'embarras quelques-uns de ceux qui les entendirent.

Rohan, Bissy, Le Tellier et Mme de Maintenon s'éloignèrent et tinrent conseil dans l'embrasure d'une fenêtre¹³⁶. Le confesseur cria tout bas, Bissy appuya, Mme de Maintenon parut inquiète. Rohan et Voysin, songeant à l'avenir gardèrent le

¹²⁸ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 268.

¹²⁹ Languet de Gergy, *Mémoires*, p. 461.

¹³⁰ Languet de Gergy, *Mémoires*, p. 461; *Relation anonyme*, dans Fevret de Fontette (*op. cit.*, t. XXVII, p. 344). Si l'insinuation faite par les chirurgiens eut lieu dans la matinée ou bien au pansement de deux heures, ou enfin à l'issue de l'apostrophe du Roi aux cardinaux, Blouin ou Mareschal ont eu le temps d'en donner avis à Paris au cardinal de Noailles qui, tenant sa lettre prête, l'aurait pu envoyer aussitôt, dans la journée même à Mme de Maintenon.

¹³¹ Languet de Gergy, *Mémoires*, p. 461.

¹³² Anthoine, *Journal*, p. 63.

¹³³ Anthoine, *Journal*, p. 63; *Relation anonyme*, dans Fevret de Fontette (*op. cit.*, t. XXVII, p. 344).

¹³⁴ Languet de Gergy, *Mémoires*, p. 461; Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 342.

¹³⁵ Anthoine, *Journal*, p. 64.

¹³⁶ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 269. Comment a-t-il connu ces détails ? Très probablement par Voysin qui venait de trahir le secret du testament au Régent et songeait peut-être, par une confidence, à s'acquiescer la bienveillance du personnage qui semblait désigné pour un ministère sous ce prince.

silence. Le groupe revint auprès du lit, montra qu'il ne fallait pas risquer par excès de délicatesse de conscience le triomphe de la bonne cause à des adversaires sans scrupule. La visite de Noailles devait dépendre de l'engagement qu'il prendrait d'accepter la Bulle. Le Roi acquiesça et Voysin écrivit à l'instant au cardinal¹³⁷ « qu'il avoit été témoin que Mme de Maintenon avoit rendu au Roi un compte fidèle de la peine que Son Éminence souffroit de ne pouvoir lui rendre ses devoirs, et même d'avoir lieu d'appréhender qu'il ne restât à Sa Majesté quelque ressentiment contre Son Éminence; que le Roi lui avoit commandé sur le champ de lui écrire qu'il ne reste dans son cœur ni dans son esprit rien de personnel contre elle, Sa Majesté ayant fait un sacrifice à Dieu de tout ce qui pouvoit intéresser son autorité dans la résistance que Son Éminence avoit apportée à l'exécution des ordres du Roi pour la réception et la publication de la Constitution, après avoir été acceptée par plus de cent quinze évêques de France : que Sa Majesté le recevoit avec plaisir et qu'elle auroit une consolation particulière de mourir entre les bras de son archevêque », si celui-ci promettoit sincèrement son acceptation du projet remis au duc de Noailles au mois de mai précédent. « Si M. le Cardinal étoit prêt d'acquiescer à cette condition, il pouvoit venir sur le champ, il seroit reçu à bras ouverts; rien ne pouvoit faire au Roi un plaisir plus sensible, mais tant qu'il demeurerait dans le sentiment de se séparer du corps des pasteurs, ne voulant déférer ni à l'autorité du Saint-Siège, ni à l'exemple que Sa Majesté n'emploie en cette occasion que pour appuyer la décision de l'Église, Sa Majesté ne croit pas devoir consentir que Son Éminence vienne le trouver, de peur de paraître autoriser par cette dernière action, la conduite qu'a tenue Son Éminence¹³⁸. » On dépêcha un courrier au cardinal qui ne crut pas devoir accepter la condition posée par le Roi et se borna à prescrire l'exposition du Saint-Sacrement dans toutes les églises de Paris où la foule s'entassait, priant pour la guérison du Roi¹³⁹.

¹³⁷ Languet de Gergy, *Mémoires*, p. 461-462. On conserve à la *Bibl. nat.*, 178. franç. 23210-23229, la correspondance du cardinal dans laquelle ne s'est retrouvée ni cette lettre du chancelier, ni la réponse faite par Noailles, au dire de Saint-Simon, *op. cit.*, t. XXVII, p. 271; voir Fevret de Fontette, *op. cit.*, t. XXVII, p. 344, et un essai d'apologie des cardinaux Rohan et Bissy ainsi que du confesseur dans P. Bliard. *Les mémoires de Saint-Simon et le père Le Tellier, confesseur de Louis XIV*, in-8, Paris, 1891, p. 379-390.

¹³⁸ Anthoine, *Journal*, p. 64, dit que le Roi signa « avec beaucoup de faiblesse » et fit ajouter à côté de sa signature cette apostille : « Je vous attends à condition que vous vous rejoindrez aux autres évêques vos confrères. »

¹³⁹ Anthoine, *Journal*, p. 64-65; J. Buvat, *Journal de la Régence*, t. I, p. 44.

Destruction
de papiers

Mme de Maintenon, nonobstant la tristesse dont elle était pénétrée, ne s'éloignait guère du lit du Roi¹⁴⁰; lorsqu'elle ne pouvait retenir ses larmes elle cherchait un prétexte pour disparaître quelques instants. Louis l'avait priée de se retirer vers deux heures, mais il ne tarda pas à l'envoyer chercher¹⁴¹, désireux de s'entretenir de pensées conformes à sa situation¹⁴²; il la pria aussi de rapporter une cassette qu'il lui avait donnée à garder depuis quinze ans¹⁴³, manda le chancelier et, devant lui, mit ordre à ses papiers. Mme de Maintenon et Mlle d'Aumale l'y aidaient¹⁴⁴, en présence du duc d'Orléans à qui furent remis plusieurs documents¹⁴⁵. « Quand il en fut à certains écrits qui pouvaient brouiller deux ministres, le Roi dit à Mme de Maintenon : « Brûlons ceux-ci avec grand soin : il ne faut pas qu'un tel en ait connaissance. » Il regardait d'autres papiers en souriant, comme les listes de Marly, de Fontainebleau, etc., et disoit : « Nous pouvons brûler tout cela¹⁴⁶. » Cette occupation le tint environ deux heures¹⁴⁷; dès que le chancelier se fut retiré, « restant seul avec Mme de Maintenon il la pria de lui donner ses poches, les fouilla lui-même, et chercha tout ce qu'il y avoit à en ôter; y ayant trouvé son chapelet, il le donna à Mme de Maintenon en lui disant : « Ce n'est pas comme relique, mais pour souvenir. » Il trouva aussi sa boîte de bonbons, une petite boîte d'écaille ronde cerclée d'or, des plus simples, il la donna à Mlle d'Aumale¹⁴⁸. »

« Lorsqu'il eut fini la visite de ses poches, il parla à Mme de Maintenon d'une manière et dans des termes qui prouvaient bien toute l'estime et toute la confiance qu'il avait toujours eues avec

¹⁴⁰ Muscara à Grimaldo, 27 août, op. cit., t. XXVII, p. 348; Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 338.

¹⁴¹ Lettre anonyme, dans *Bulletin*, p. 915 (dans Saint-Simon, op. cit., t. XXVII, p. 342).

¹⁴² Languet de Gergy, *Mémoires*, p. 459-460.

¹⁴³ Lettre anonyme, dans *Bulletin*, p. 915 (dans Saint-Simon, op. cit., t. XXVII, p. 342).

¹⁴⁴ Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 328-329.

¹⁴⁵ Lettre anonyme, dans *Bulletin*, p. 915 (dans Saint-Simon, op. cit., t. XXVII, p. 342).

¹⁴⁶ Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 328-329.

¹⁴⁷ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 130. Il y a eu destructions de papiers deux jours de suite, voir Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 328; ceci explique pourquoi Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 113; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 278 et les Anthoine, *Journal*, p. 66, placent le fait au 27 août, tandis que Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 130; Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 329; Languet de Gergy, *Mémoires*, p. 460 et Quincy, *Relation*, t. VII, p. 400, le placent au 26.

¹⁴⁸ Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 329.

elle. J'entendis presque tout ce qu'il lui dit, confesse Mlle d'Aumale. Mme de Maintenon, sensible, comme elle devoit l'être, à toutes ses paroles, les recueillit précieusement¹⁴⁹. A trois reprises, en deux jours différents, il lui fit ses adieux, n'ayant, dit-il, de regret en mourant que de la quitter, mais avec l'espoir que si Dieu lui faisait miséricorde, il la rejoindrait un jour dans l'autre monde. Mme de Maintenon le pria de ne penser qu'à Dieu, de ne s'occuper que de Lui seul et non d'elle qui n'était rien. A un autre moment il lui demanda pardon de n'avoir pas assez bien vécu avec elle, de ne l'avoir pas rendue heureuse, quoiqu'il l'eût toujours aimée et estimée également. Ce disant, il ne put retenir ses larmes et demanda s'il n'y avait personne dans la chambre. « Au reste, poursuivit-il, quand on verroit que je m'attendris avec vous, personne n'en seroit surpris¹⁵⁰. »

Vers six heures, le Roi fit appeler une fois de plus le chancelier et travailla une demi-heure avec lui¹⁵¹. Mme de Maintenon et le P. Le Tellier se succédaient auprès du lit, en sorte qu'une heure ne se passait pas sans qu'il entendit les exhortations de son confesseur¹⁵². Tranquille, n'ayant plus aucun espoir de vivre, il s'était abandonné lui-même; on essayait d'entretenir ses forces par des bouillons et de la gelée, mais il n'en prenait qu'après de longues instances et pour complaire à ses serviteurs¹⁵³. A dix heures du soir, on procéda au pansement : la gangrène n'avait fait aucun progrès et le mal s'arrêtait au-dessous de la marque tracée sur la jambe du Roi par le long usage des jarrettières¹⁵⁴. C'en fut assez pour faire naître des rumeurs favorables que les esprits sensés n'écoutaient même pas.

Le Roi était perdu et les intrigues allaient leur train. Dans l'entourage de Mme de Maintenon on en savait quelque chose. « Les approches de la mort du Roi, écrit Mlle d'Aumale, mettoient toute la Cour en grand mouvement. Le contenu de son testament avoit transpiré¹⁵⁵ et étoit venu à la connaissance du duc d'Orléans qui, ne trouvant pas dans les dispositions du Roi qu'il

Intrigues du
duc
d'Orléans

¹⁴⁹ On les a trouvées écrites de sa main.

¹⁵⁰ Mme de Maintenon à Mme de Villette, dans Th. Lavallée, op. cit., p. 274-275; Mlle d'Aumale, *Cahiers* t. II, p. 330-331; Languet de Gergy, *Mémoires*, p. 462-463.

¹⁵¹ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 130.

¹⁵² Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 130; Quincy, *Relation*, t. VII, p. 400; Languet de Gergy, *Mémoires*, p. 462-463.

¹⁵³ Anthoine, *Journal*, p. 60.

¹⁵⁴ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 131.

¹⁵⁵ Muscara à Grimaldo, 28 août, op. cit., t. XXVII, p. 350; J. Buvat, op. cit., t. I, p. 42.

fut traité comme il le méritoit, ni comme il le désiroit, avoit déjà pris des mesures pour s'assurer la part qu'il croyoit lui être due dans le gouvernement. Dès que la maladie du Roi avoit été déclarée mortelle, il avoit travaillé sérieusement à venir à bout de son dessein; en conséquence, il avoit traité secrètement avec plusieurs seigneurs qu'il s'étoit attachés. Ses menées ne transpirèrent pas d'abord; mais les derniers jours de la vie du Roi, on s'aperçut bien que le duc n'étoit occupé que de ses intérêts et tout le monde en raisonna tout bas¹⁵⁶. »

Il apprend
le contenu
du testa-
ment

Le maréchal de Villeroy, courtisan émérite, et le chancelier Voysin, son compère dans la confiance de Louis XIV, jugèrent l'heure venue d'exploiter le secret du testament connu d'eux seuls¹⁵⁷. Le chancelier, dans les temps du règne, s'était fait « le dépositaire, l'âme et l'instrument... de tout le mal qu'on avoit voulu faire au duc d'Orléans¹⁵⁸ »; le maréchal « examinant sa conscience » se reprochait ses avances d'argent et son excessive politesse à l'égard de la princesse des Ursins, ennemie jurée du duc. Plus souple et plus plat, Villeroy se chargea de négocier le raccommodement de son camarade et le sien. Il alla trouver en secret la duchesse d'Orléans et l'intéressa à leur cause. Celle-ci pressa son mari de recevoir le maréchal, de s'entendre avec lui « sur des choses fort principales auxquelles il vouloit bien se prêter sous un grand secret, et qui l'embarrasseroient périsseusement s'il refusoit d'y entrer¹⁵⁹ ». Villeroy obtint son audience, elle dura une heure entière, et il laissa entendre que son interlocuteur l'avait berné, « toujours badinant, folâtrant et riant, sans s'expliquer ni entrer dans le détail¹⁶⁰ ». Tout au contraire, l'audience eut des résultats positifs, Villeroy n'était pas d'humeur, possédant son secret, à baguenauder et, tout de suite, posa ses conditions : pour prix de ce qu'il consentait à livrer au prince il demandait la conservation du chancelier dans sa charge et le remboursement intégral de celle de secrétaire d'État¹⁶¹. Après une forte dispute et la parole donnée pour Voysin, le maréchal avoua tout ce qu'il savait du testament et les avantages accordés au duc du Maine. On ne sait pas ce que Villeroy stipula pour lui-même, mais il sut conduire cette négociation avec une arro-

¹⁵⁶ Mile d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 338.

¹⁵⁷ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXV, p. 475; connu de Mme de Maintenon, du duc du Maine, du chancelier et du maréchal.

¹⁵⁸ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVI, p. 174-175.

¹⁵⁹ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 285.

¹⁶⁰ *Muscara à Grimaldo*, 27 août, dans Saint-Simon, *op. cit.*, t. XXVII, p. 346.

¹⁶¹ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 285.

gance et une désinvolture que pénétrèrent le duc d'Orléans d'un sentiment de modestie comme devant l'étalage d'une corruption supérieure.

Revenu chez lui, il s'abouchait avec lord Stair, lui exposait ce qu'il venait d'apprendre au sujet des clauses destinées à entraver son pouvoir. Mais, ajoutait-il, il s'en mettait peu en peine, parce qu'il était sûr du Parlement et des troupes. Stair, toujours pressé, renouvela les offres de service de sa Cour et la promesse de toute l'assistance dont il pourrait avoir besoin contre les prétentions du roi d'Espagne. Philippe se confondit en remerciements et réitéra sa promesse de donner pleine satisfaction à l'Angleterre touchant l'affaire de Mardyck. Stair le quitta en lui garantissant que son maître considérerait la désignation du roi d'Espagne à la régence comme une infraction aux traités¹⁶².

Ces négociations disaient clairement ce que personne ne dissimulait plus. La nuit du 26 au 27 apporta au mourant de vives douleurs par tout le corps, excepté à la jambe devenue insensible. Vers dix heures du matin, les chirurgiens exécutèrent les scarifications résolues la veille. Mareschal fit de profondes incisions, le Roi ne ressentit rien, un deuxième essai donna le même résultat; Mareschal pénétra plus avant, alors le Roi cria : « Ah, Mareschal, vous me faites grand mal »; ce qui fit espérer que les corrosifs amèneraient la suppuration¹⁶³. Mais déjà toute réaction était impossible dans ce corps à demi-détruit et qui, au dire d'un courtisan, « était devenu un squelette livré à l'opiniâtreté d'un automate¹⁶⁴ »; car Fagon bataillait toujours¹⁶⁵. Quoique la faiblesse du Roi fut extrême, il ne perdit rien de sa fermeté et offrait à Dieu ses souffrances en expiation des péchés dont il espérait, disait-il, la rémission de la grande miséricorde de Dieu¹⁶⁶. Très peu entrèrent ce jour-là dans la chambre du Roi, en dehors du P. Le Tellier qui fut appelé à vingt reprises¹⁶⁷, de Mme de Maintenon qui ne s'éloigna que peu de moments¹⁶⁸ et des premiers gentilhommes qui n'entrèrent qu'avec les bouillons¹⁶⁹. Pour la

Journée du
mardi 27

¹⁶² *Hardwicke Papers*, Stair's Journal, 26 août 1715, dans L. Wiesener, *op. cit.*, t. I, p. 44.

¹⁶³ Anthoine, *Journal*, p. 65-66.

¹⁶⁴ *Mémoires du duc d'Antin dans Mélanges publiés par la Société des bibliophiles français*, 1822, t. I, p. 121.

¹⁶⁵ Anthoine, *Journal*, p. 59.

¹⁶⁶ Anthoine, *Journal*, p. 66.

¹⁶⁷ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 131.

¹⁶⁸ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 131; Quincy, *Relation*, t. VII, p. 401.

¹⁶⁹ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 131.

messe, célébrée à midi, le Roi ne laissa entrer que le Cardinal de Rohan et deux aumôniers de quartier¹⁷⁰.

Destruc-
tion
de papiers

Sur les deux heures, le chancelier fut appelé pour terminer l'examen des cassettes tenues dans un ordre merveilleux et dont toutes les étiquettes étaient présentes à la mémoire du Roi¹⁷¹. Il chargea Blouin, en qui il « avait beaucoup de confiance » d'apporter toutes les cassettes de son petit cabinet, ce qui fut exécuté à l'instant par les garçons de la chambre qui les déposèrent près du lit et se retirèrent, laissant leur maître seul avec M^{me} de Maintenon et le chancelier. « On ne sait ce qui se passa dans cette occasion, dit Anthoine¹⁷², si ce n'est que les officiers de la chambre étant rentrés lorsque M^{me} de Maintenon et le Chancelier sortirent, ils s'aperçurent qu'on avait brûlé beaucoup de papier. Les médecins et chirurgiens attendaient aussi la fin de cette conférence; ils trouvèrent la jambe plus enflée et plus gangrenée. Une nouvelle incision ne parvint même plus à atteindre aucune partie sensible. Le dénouement approchait.

Sur le soir, le Roi fit appeler le P. Le Tellier pour lui dire qu'il laissait son cœur aux Grands-Jésuites. Le confesseur pria le mourant de le dire lui-même au ministre Pontchartrain, lequel ne voudrait pas croire sa parole¹⁷³. Pontchartrain se trouvait dans le cabinet du Conseil, il entra et le Roi lui dit : « Aussitôt que je serai mort, vous expédiez un brevet pour faire porter mon cœur à la Maison professe des Jésuites et l'y faire placer de la même manière que celui du feu roi mon père. Je ne veux pas qu'on y fasse plus de dépense¹⁷⁴. » Peu après, songeant aux mesures à prendre pour le transfert de son successeur à Vincennes, il se souvint que M. de Cavoye, grand maréchal des logis de sa maison, n'avait jamais fait les logements de la Cour dans ce château, inhabité depuis plus d'un demi-siècle. Il désigna une cassette où on trouverait un plan de Vincennes et ordonna de l'y

¹⁷⁰ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 131; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 278.

¹⁷¹ Lettre anonyme, dans *Bulletin*, p. 915 (et op. cit., t. XXVII, p. 342); Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 328.

¹⁷² Anthoine, *Journal*, p. 66-67.

¹⁷³ Mascara à Grimaldo, 31 août, dans Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 356.

¹⁷⁴ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 131; Piganiol de la Force, *Description de Paris*, 1742, t. IV, p. 378-380, exécuté par Coustou le jeune, le monument coûta plus de 600.000 livres et fut détruit à la Révolution. Sur la destinée du cœur de Louis XIV, voir *Intermédiaire des chercheurs et curieux*, 1905, t. LII, col. 721-722; M. Billard, *Les tombeaux des Rois sous la terreur*, in-8, Paris, 1907, p. 170.

prendre et de le porter à Cavoye¹⁷⁵. Quelqu'un en prit occasion de dire que ce grand officier, perclus d'infirmités avait vendu sa charge et voulu en cesser l'exercice, le Roi lui dit : « Cavoye, mourons ensemble » et le grand maréchal reprit le bâton¹⁷⁶. Ensuite il se préoccupa de l'ameublement du château, voulut qu'on s'en occupât sur-le-champ et à l'objection que rien ne pressait, il répliqua qu'on aurait, à l'instant de sa mort, tant d'autres soucis, que celui-là serait négligé¹⁷⁷.

A quelque temps de là, il se tourna vers M^{me} de Maintenon : « J'ai beaucoup offensé Dieu, Madame, dit-il, mais il est bien bon, il me fera peut-être miséricorde; on me dit même que je dois l'espérer. Je vous avoue que je commence à croire qu'il n'est pas si difficile de mourir qu'on se l' imagine. — Cela n'est pas aisé à tout le monde, répondit-elle; quand il faut commencer par le catéchisme auprès d'un mourant qui a été impie toute sa vie, qui tient à des attachements, qui a la haine dans le cœur, des restitutions à faire — Ah! répliqua le Roi, je n'en ai à faire à personne comme particulier, mais pour ce qui regarde le royaume, je n'ai d'autre ressource que d'espérer en la miséricorde de Dieu¹⁷⁸. »

Pendant cette journée, l'ambassadeur d'Angleterre revint à Versailles harceler le duc d'Orléans. Il répétait qu'il n'était de bon accord possible entre les deux pays qu'au prix de l'expulsion du Prétendant et des jacobites notoires hors de France. Son interlocuteur laissa dire, changea l'entretien, insinua l'étude d'un traité de commerce, battit la campagne. Lord Stair changea de propos et mit l'entretien sur le personnel ministériel. Philippe d'Orléans lui confia « que Torcy n'avait pas mis le pied chez lui, mais qu'il s'en vengeroit bientôt »; ce qui ne pouvait qu'enchâner le vindicatif Écossais¹⁷⁹. Cette fois il croyait la partie gagnée ou si près de l'être que « je restay, écrit-il dans son *Journal*, la nuit à Versailles dans la confiance que cela auroit fini cette nuit, mais point du tout. Le lendemain matin, il [le Roi] se trouvoit à peu près dans le même état¹⁸⁰. »

¹⁷⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 113-114; *Mémoire spécial*, p. 131; Quincy, *Relation*, t. VII, p. 401-402; Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 337.

¹⁷⁶ Mascara à Grimaldo, 28 août, dans Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 350.

¹⁷⁷ Quincy, *Relation*, t. VII, p. 402.

¹⁷⁸ Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 339; Quincy, *Relation*, t. VII, p. 402; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 114; Saint-Simon, op. cit., t. XXVII, p. 279.

¹⁷⁹ *Hardwicke Papers*, Stair's Journal, 27 août 1715.

¹⁸⁰ *Hardwicke Papers*, Stair's Journal, 28 août.

Journée du
mercredi 28

Cependant cette nuit avait été « plus mauvaise que les précédentes, dans des agitations terribles¹⁸¹, » et « à tout moment on l'entendait prier Dieu et faire toutes les prières qu'il faisait ordinairement dans son lit, frappant sa poitrine au *Confiteor*, et nommant entre haut et bas toutes les personnes pour qui il prioit, comme : le Roi mon père, la Reine ma mère¹⁸². » Il pria le Seigneur de lui donner la force de souffrir pour l'amour de lui. Le P. Le Tellier l'exhortant à se soumettre à la volonté de Dieu dans cette extrémité s'avisait de lui demander s'il n'avait regret de quitter son royaume et toutes les grandeurs du monde. « Non, mon Père, dit-il, je les ai oubliées. Et je suis bien persuadé, ajouta-t-il, que la grandeur de Dieu est infiniment élevée au-dessus des rois de la terre¹⁸³. » Sur les sept heures du matin on lui proposa un bouillon, il répondit : « Ce n'est pas ce qu'il me faut, appelez mon confesseur¹⁸⁴. » Celui-ci ne faisait que sortir du cabinet où il avait couché, ce qui fit croire que le péril était imminent¹⁸⁵. Tandis que le confesseur lui parlait, le Roi vit deux garçons bleus assis au pied de son lit qui pleuraient. Il leur dit : « Pourquoi pleurez-vous ? Est-ce que vous m'avez cru immortel ? Pour moi je n'ai point cru l'être, et vous avez dû, à l'âge où je suis, vous préparer à me perdre¹⁸⁶. » Quoiqu'il eût souvent la tête embarrassée, quand on lui parlait de Dieu, il paraissait toujours revenir à lui et répondait exactement à tout ce qu'on lui disait. On l'entendait presque toujours parler entre ses dents, et quand on approchait pour entendre ce qu'il disait, on n'entendait que des prières¹⁸⁷.

Dès qu'il aperçut M^{me} de Maintenon, il lui dit que leur âge faisait qu'ils ne seraient pas longtemps séparés¹⁸⁸; il perdait connaissance de temps en temps et parfois la parole¹⁸⁹, en revenant à lui, il disait au Père Le Tellier : « Mon Père, donnez-moi encore

¹⁸¹ Anthoine, *Journal*, p. 67.

¹⁸² Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 340-341; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 114; Quincy, *Relation*, t. VII, p. 402; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 279.

¹⁸³ Anthoine *Journal*, p. 67-68.

¹⁸⁴ Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 341.

¹⁸⁵ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 132.

¹⁸⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 114; Saint-Simon, *op. cit.*, t. XVII, p. 280; Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 132; Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 341; Languet de Gergy, *Mémoires*, p. 455; Anthoine, *Journal*, p. 53; Quincy, *Relation*, t. VII, p. 403.

¹⁸⁷ Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 341.

¹⁸⁸ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 280, et note 1.

¹⁸⁹ Anthoine, *Journal*, p. 68.

une absolution générale de tous mes péchés¹⁹⁰. » Il eut encore la force ce jour-là de réciter son chapelet¹⁹¹, mais ne fut pas en état d'entendre la messe¹⁹². Sa pensée ne se détournait plus de l'éternité. « J'espère, disait-il, que Dieu me fera miséricorde », ajoutant : « Il est bien vrai que nous n'avons qu'une chose à faire qui est notre salut, mais nous y travaillons toujours trop tard. » A M^{me} de Maintenon qui lui demandait s'il souffrait beaucoup : « Non, dit-il, c'est ce qui m'afflige, je voudrais souffrir davantage pour l'expiation de mes péchés¹⁹³; » et s'adressant aux médecins : « M'aviez-vous donc cru immortel ? Pour moi je ne me l'étois pas cru¹⁹⁴. »

« Comme j'étais presque toujours dans sa chambre avec M^{me} de Maintenon, je fus, raconte Mlle d'Aumale, chargée par le maréchal de Noailles de lui parler un peu du Cardinal, son frère, et de tâcher qu'il consentit à le voir : « Non, me répondit-il, je n'ai rien de personnel contre lui, et s'il veut venir tout-à-l'heure je l'embrasserai de tout mon cœur, s'il veut se soumettre au pape. Car je veux mourir comme j'ai vécu, catholique, apostolique et Romain. » Il n'en fut plus question depuis¹⁹⁵. »

On voit par les relations du temps que le malade étant perdu sans espoir et abandonné par les médecins, les empiriques se présentèrent. L'un venait d'Amiens, se disant possesseur d'un remède immanquable pour la gangrène¹⁹⁶; un autre venait de Beauvais¹⁹⁷; un troisième les éclipsa tous deux en sa qualité de méridional. C'était « un espèce de manant provençal fort grossier » qui apprenant sur la route de Marseille à Paris l'extrémité du Roi, se présenta au duc d'Orléans se disant en possession d'un remède spécifique pour toutes sortes de gangrènes. Le prince l'amena à la Cour¹⁹⁸ vers onze heures et il entra en conférence avec les médecins auxquels il expliqua que son elixir était fabriqué

L'empirique
de Marseille

¹⁹⁰ et ¹⁹¹ Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 341.

¹⁹² Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 283; Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 134.

¹⁹³ Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 341; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 114-115, donne seul le deuxième membre de phrase; Quincy, *Relation*, t. VII, p. 402.

¹⁹⁴ Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 341; Quincy, *Relation*, t. VII, p. 403.

¹⁹⁵ Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 342 : Au lieu de : frère, lire : neveu.

¹⁹⁶ La Lettre anonyme, dans *Bulletin*, p. 915 (et *op. cit.*, t. XXVII, p. 343) est écrite le 28 août à quatre heures du matin, avant l'arrivée du médecin de Marseille et fixe l'arrivée de l'empirique d'Amiens au 27 à deux heures après-midi et il « a mis de son eau. »

¹⁹⁷ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 44 : il s'agit d'une application de plantes sur la jambe et la cuisse.

¹⁹⁸ Anthoine, *Journal*, p. 68.

avec le corps d'un animal, de la même manière à peu près qu'on fait les gouttes d'Angleterre avec des crânes d'hommes¹⁹⁹. Fagon se rebiffa, dit qu'il ne pouvait consentir à laisser prendre un tel remède²⁰⁰, le charlatan le malmena fort brutalement à la grande satisfaction du duc du Maine²⁰¹ et Fagon, abasourdi d'un tel procédé, se tint coi. Mareschal interrogea l'homme qui, avec la faconde habituelle à ses compatriotes, protesta qu'il n'était pas médecin, ni chirurgien, ni apothicaire, mais désintéressé, ayant des rentes, ne demandant rien, possesseur d'un secret de famille et d'attestations de malades guéris par lui. Les médecins branlaient la tête, appelaient le Marseillais « un empoisonneur, un misérable qui avancerait de six heures la mort du Roi²⁰²; Mareschal, sceptique, se contentait de dire : « Je n'ai aucune foi en ce que vous ferez, mais il n'y a point de risque à tout tenter²⁰³. On n'avancait à rien, voyant cela, la duchesse d'Orléans, MM. du Maine et de Toulouse usèrent de leur autorité et se décidèrent pour le remède²⁰⁴.

On en parla au Roi qui, préparé à la mort, et jugeant toute tentative inutile, n'y voulut pas croire ni en faire l'expérience. A la fin, comme il n'y avait pas grand mal à le faire entrer²⁰⁵, le duc d'Orléans amena le charlatan au lit du Roi. Après avoir tâté le pouls l'homme dit qu'il n'y avait pas à désespérer, qu'il n'osait promettre une guérison absolue car il était un peu tard²⁰⁶. A midi²⁰⁷, le Marseillais versa quatre gouttes de son *Elixir vitae* dans un petit verre de vin de Bourgogne²⁰⁸ et le présenta au Roi en disant : « Sire, c'est un très bon remède du médecin de Marseille qui fera du bien à Votre Majesté. » A ces paroles le Roi se réveilla comme en sursaut²⁰⁹, approcha le verre de son nez et

¹⁹⁹ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 132; Mascara à Grimaldo, 29 août, dans *op. cit.*, t. XXVII, p. 351.

²⁰⁰ Anthoine, *Journal*, p. 69.

²⁰¹ Saint Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 281; *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVI, p. 88-89.

²⁰² Mascara à Grimaldo, 29 août, dans *op. cit.*, t. XXVII, p. 352.

²⁰³ *Mémoires du cardinal Dubois* par P. Lacroix, in-8, Paris, 1829, t. III, p. 180. (Ceci est plutôt un roman historique que tout autre chose).

²⁰⁴ Mascara à Grimaldo, 29 août, dans *op. cit.*, t. XXVII, p. 352; Anthoine, *Journal*, p. 69.

²⁰⁵ Mascara à Grimaldo, 28 août, dans *op. cit.*, t. XXVII, p. 351.

²⁰⁶ Anthoine, *Journal*, p. 69-70.

²⁰⁷ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 132; Mascara à Grimaldo, 29 août, dans *op. cit.*, t. XXVII, p. 352.

²⁰⁸ Anthoine, *Journal*, p. 70; Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 132; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 282.

²⁰⁹ Anthoine, *Journal*, p. 70.

rebuté par l'odeur l'éloigna, puis but le remède : « Je ne le prends ni dans l'espérance ni avec le désir de guérir, dit-il, mais je sais qu'en l'état où je suis je dois obéir aux médecins²¹⁰. » — « Sire, lui dit-on, on veut vous rappeler à la vie. » — « La vie ou la mort, répondit-il, tout ce qu'il plaira à Dieu²¹¹. »

Le médecin défendit de donner à boire au malade qu'après deux heures passées, ce temps expiré, il lui en donna une seconde dose et, peu après, le Roi se trouva plus calme, la vue plus claire et la parole plus libre et plus ferme. Il le dit au duc d'Orléans et aux autres princes rangés près de son lit et tous manifestèrent une extrême satisfaction. Un changement si soudain éleva jusqu'aux nues la réputation de l'empirique qui joua son rôle, ordonna des bouillons composés, autorisa un biscotin²¹². L'amélioration ne se soutint pas, même le pouls devint si mauvais qu'on agita la question de savoir si on continuerait l'*Elixir*, le duc d'Orléans en décida et, à quatre heures, le mourant prit encore quelques gouttes²¹³ avec le même excellent effet²¹⁴. Mais à six heures, nouvelle rechute²¹⁵. M^{me} de Maintenon n'était venue dans la chambre que l'après-dîner, même assez tard²¹⁶; le Roi se croyant à l'instant de passer lui dit : « Vous n'avez qu'un quart d'heure à ménager, et vous pouvez vous en aller²¹⁷ »; puis il s'assoupit, elle sortit sans lui parler et, à sept heures, alla coucher à Saint-Cyr²¹⁸ pour y faire ses dévotions le lendemain matin et revenir si la vie du Roi se soutenait²¹⁹.

La Cour et le public passaient par des alternatives de confiance et de crainte. A Paris, dès le matin, les badauds regardaient poser des lanternes dans les rues que traverserait, de nuit peut-être, le cortège du roi Louis XV²²⁰; à Versailles on criait au miracle,

²¹⁰ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 132.

²¹¹ Quincy, *Relation*, t. VII, p. 403; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 282; Mile d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 327.

²¹² Anthoine, *Journal*, p. 70; Mascara à Grimaldo, 29 août, dans *op. cit.*, t. XXVII, p. 351.

²¹³ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 133; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 282.

²¹⁴ Mascara à Grimaldo, 29 août, dans *op. cit.*, t. XXVII, p. 351.

²¹⁵ Mascara à Grimaldo, 29 août, dans *op. cit.*, t. XXVII, p. 352.

²¹⁶ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 133.

²¹⁷ Mascara à Grimaldo, 29 août, dans *op. cit.*, t. XXVII, p. 352.

²¹⁸ Mascara à Grimaldo, 29 août dans *op. cit.*, t. XXVII, p. 352; Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 133.

²¹⁹ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 133; Quincy, *Relation*, t. VII, p. 404.

²²⁰ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 44.

les dames réclamaient qu'on jetât tous les médecins à la rivière²²¹ pour la plus grande gloire de « l'ange descendu du ciel²²² » et dont le nom volait sur toutes les lèvres. Ce le Brun était un charlatan, tour à tour matelot et le reste, changeant de métier et de domicile comme il changeait de nom²²³, étonné de son succès et craignant pour sa tête²²⁴. A huit heures, le Roi prit une nouvelle dose, fut pansé à dix heures par Mareschal qui constata que la gangrène n'avait fait aucun progrès; néanmoins, et malgré les bruits de guérison répandus à Paris²²⁵, la journée n'avait pas été bonne, le pouls mauvais, l'assoupissement presque continu et la tête par intervalles embarrassée²²⁶, en sorte que le mourant n'avait presque parlé qu'à son confesseur. Le départ de M^{me} de Maintenon pour Saint-Cyr, tout en larmes, avait dérangé quelques têtes : celle du duc de Saint-Simon, rêvant du ministère²²⁷, celle d'Albergotti rêvant du bâton. Celui-ci était dans l'antichambre du Roi quand il vit sortir la dame; sans s'informer autrement, enragé de se faire remarquer, il courut à l'appartement du Dauphin, qui soupait, salua bien bas et dit : « Voilà notre Roi ». La gouvernante riposta : « Donc le Roi est mort » et, dévotement, se mit à pleurer; le Dauphin cria tant et tant qu'il vomit et tout fut en l'air jusqu'à ce qu'on sût que le Roi n'était pas mort²²⁸.

Journée du
jeudi 29

Cependant la fin paraissait prochaine. On continua les gouttes d'*Elixir* de huit en huit heures²²⁹. Pendant toute la nuit, le Roi poussa des soupirs fréquents sans perdre toutefois la parole ni la connaissance²³⁰. Chaque fois qu'il avait la tête un peu libre, il récitait quelque prière; on l'entendait dire : « O mon Dieu, quand me ferez-vous la grâce de me délivrer de cette misérable vie? Je vous le demande de tout mon cœur²³¹. » Après quatre

²²¹ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 134; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 351.

²²² Mascara à Grimaldo, 29 août, dans *op. cit.*, t. XXVII, p. 351; Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 134.

²²³ Desgranges, *Relation*, dans *Carnet historique et littéraire* 1899, t. IV, p. 152; Mascara à Grimaldo, 30 août, dans *op. cit.*, t. XXVII, p. 354.

²²⁴ Mascara à Grimaldo, 29 août, dans *op. cit.*, t. XXVII, p. 352.

²²⁵ Anthoine, *Journal*, p. 71; Mascara à Grimaldo, 29 août, dans *op. cit.*, t. XXVII, p. 351-352.

²²⁶ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 133.

²²⁷ Il est superflu de rappeler que le seul nom de Mme de Maintenon jette son ennemi dans les plus graves erreurs.

²²⁸ Mascara à Grimaldo, 30 août, dans *op. cit.*, t. XXVII, p. 355-356.

²²⁹ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 133.

²³⁰ Anthoine, *Journal*, p. 71.

²³¹ Mile d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 343.

heures de sommeil²³², le Roi, à son réveil, parut un peu ranimé et il « passa pour si constant qu'il alloit guérir que ceux qui disoient que le pouls étant toujours détestable, il ne falloit regarder l'effet de l'*Elixir* que comme un peu d'huile qu'on remet dans une lampe qui s'éteint et qui s'éteindra entièrement dans peu de moments, sembloient ne souhaiter pas la guérison²³³. »

Dès le matin, le malade s'aperçut de l'absence de M^{me} de Maintenon et la demanda²³⁴; le maréchal de Villeroy envoya un exprès à Saint-Cyr²³⁵, d'où elle revint à l'instant et s'installa au chevet du lit. Elle lui parlait dès qu'elle en trouvait l'occasion, lui demandait de temps en temps s'il s'occupait de Dieu, il répondait chaque fois : « Oui, Madame, j'y pense de tout mon cœur²³⁶. »

N'ayant plus la force de prononcer toujours des prières, il élevait très souvent les mains vers le ciel, priant intérieurement. Dans le cours d'une exhortation, le P. Le Tellier lui expliqua les dernières paroles de l'*Ave Maria* : *nunc et in hora mortis nostrae*; et depuis ce temps-là, toutes les fois qu'il avait la force de prononcer quelques mots, il les répétait et disait d'un ton pénétré à Mme de Maintenon : « Cela veut dire : maintenant, présentement, et à l'heure de ma mort²³⁷. » Souvent on l'entendait dire : « O mon Dieu! ayez pitié de moi; j'en ai besoin de toutes façons²³⁸. »

Dans la matinée, le Roi entendit la messe²³⁹ pendant un moment lucide et les bonnes nouvelles remplirent Paris. « La plaie va bien disait-on, on le soigne. Si ce bon temps se continue jusqu'à demain au lever du soleil le Roi pourra guérir. » Lord Stair se promenait dans le jardin des Tuileries et ne cachait pas sa déconvenue²⁴⁰. Une foule de Parisiens allait jusqu'à Versailles raisonnant sur la médecine, les médecins, faisant le procès à Fagon²⁴¹ estimé, vénéré, contemplé et redouté jusqu'alors comme une indulgence plénière et tombé soudain dans un si grand mé-

Retour de
M^{me} de
Maintenon

²³² Mascara à Grimaldo, 29 août, dans *op. cit.*, t. XXVII, p. 351-352.

²³³ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 134; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 284.

²³⁴ Mascara à Grimaldo, 29 août, dans *op. cit.*, t. XXVII, p. 352.

²³⁵ Le Maréchal de Villeroy à Mme de Maintenon, dans *Lettres de Mme de Mme de Maintenon*, édit 1758, t. VIII, p. 108.

²³⁶ Mile d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 343.

²³⁷ Mile d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 345; Languet de Gergy, *Mémoires*, p. 459.

²³⁸ Mile d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 343.

²³⁹ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 134; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 283.

²⁴⁰ Mascara à Grimaldo, 29 août, dans *op. cit.*, t. XXVII, p. 352-353.

²⁴¹ Anthoine, *Journal*, p. 72.

pris et une abomination si générale qu'il ne lui resterait plus qu'à cacher sa vieille, brutale et désagréable figure au Jardin du Roy²⁴². Tous les éloges allaient à l'empirique qui, effrayé par les menaces des médecins, décampa et disparut²⁴³. Cependant le Roi paraissait mieux, il avait mangé un peu et aussitôt toutes les intrigues renaissaient. L'affaire du bonnet revenait comme un ferment de discorde²⁴⁴, le duc d'Orléans était abandonné et disait en riant : Si le Roi mange encore une fois je n'aurai plus personne²⁴⁵.

Celui qui flottait maintenant entre la vie et la mort priait d'une voix faible et tremblotante²⁴⁶; il recevait souvent le curé de la paroisse, lui disant : « Il n'est pas question de ma vie mais de mon salut, et je vous prie de bien le demander à Dieu car j'ai confiance en vos prières²⁴⁷. » Il ne se considérait plus comme étant de ce monde et parlant du Dauphin, l'appelait : le jeune Roi. Ceux qui l'entendirent laissant voir leur émotion, il s'en aperçut et leur dit : « Eh! pourquoi cela vous fait-il cette impression, cela ne me fait point de peine²⁴⁸. » Entre six et sept heures du soir, le mourant mangea deux petits biscuits trempés dans du vin d'Alicante avec beaucoup d'appétit²⁴⁹. A huit heures, pour la dernière fois, il absorba une dose de l'*Elixir*²⁵⁰, et avoua qu'il n'en pouvait plus²⁵¹. A dix heures et demie, on leva l'appareil de la jambe et on vit que la gangrène avait gagné le genou, la cuisse même était enflée et le patient s'évanouit pendant cet examen²⁵².

La journée se passa dans un assoupissement presque continu.

Journée du
vendredi 30

²⁴² Mascara à Grimaldo, 31 août, dans *op. cit.*, t. XXVII, p. 357.

²⁴³ Anthoine, *Journal*, p. 72; Mascara à Grimaldo, 30 août, dans *op. cit.*, t. XXVII, p. 354.

²⁴⁴ Mascara à Grimaldo, 30 août, dans *op. cit.*, t. XXVII, p. 353-354; Villars, *Mémoires*, 1891, t. IV, p. 64.

²⁴⁵ Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 340; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 284.

²⁴⁶ Anthoine, *Journal*, p. 72.

²⁴⁷ Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 343; Languet de Gergy, *Mémoires*, p. 457; Quincy, *Relation*, t. VII, p. 404.

²⁴⁸ Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 344; Languet de Gergy, *Mémoires*, p. 458; Quincy, *Relation*, t. VII, p. 405.

²⁴⁹ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 134; Quincy, *Relation*, t. VII, p. 405; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 284.

²⁵⁰ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 134; Mascara à Grimaldo, 30 août, dans *op. cit.*, t. XXVII, p. 354; *ibid.* p. 289.

²⁵¹ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 134; Quincy, *Relation*, t. VII, p. 405.

²⁵² Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 134; Quincy, *Relation*, t. VII, p. 405; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 289.

A quatre heures du matin, le Roi avait perdu connaissance, le dernier moment semblait proche, les mousquetaires avaient ordre de monter à cheval au premier roulement du tambour. A cinq heures il prit un bouillon. A six heures Mareschal et son neveu pansèrent la jambe, noire comme un charbon; le poulx était « abominable ». Tandis que Mareschal le pansait, Louis XIV le reconnut et lui demanda si ses souffrances seraient encore longues et, devant l'embarras de son chirurgien, il ajouta : « Je demande à Dieu de vouloir que je souffre, je souffrirai et je veux souffrir tant et aussi longtemps qu'il voudra²⁵³. » De temps en temps on mouillait les lèvres et la bouche avec de l'eau ou de la gelée introduite dans une tasse à bec²⁵⁴. M^{me} de Maintenon et le P. Le Tellier, qui ne s'éloignaient guère, mettaient à profit les moments de lucidité pour parler de Dieu²⁵⁵. Les forces étaient si considérablement diminuées et l'assoupissement si continu que M^{me} de Maintenon et Mlle d'Aumale, de chaque côté du lit, s'efforçaient de le réveiller. « Il avoit une chienne qu'il aimoit beaucoup, et qui, quoiqu'il fût malade, passoit tous les jours plusieurs heures, ou sur le pied de son lit, ou dans la ruelle, et il lui donnait de temps en temps quelques bonbons. Dans un moment où je vis qu'il se donnoit un peu de mouvement, raconte Mlle d'Aumale, je pris une dragée, et, pour tâcher de le ranimer, je lui présentai en lui disant de la donner à sa chienne, mais il me répondit : « Donnez-lui vous-même », et je ne pus rien en tirer davantage²⁵⁶. »

Après être revenu d'une grande faiblesse et quelques moments avant d'entrer en agonie, il dit à M^{me} de Maintenon : « Il faut, madame, que vous ayez bien du courage et bien de l'amitié pour moi, pour demeurer là si longtemps ». Un moment après il dit encore : « Ne vous tenez plus là, madame; c'est un spectacle trop triste, mais j'espère qu'il finira bientôt ». Ensuite il ajouta : « Priez pour moi maintenant et à l'heure de la mort; mon Dieu, faites-moi miséricorde, venez à mon aide, hâtez-vous de me secourir²⁵⁷. » Peu de temps après il perdit connaissance²⁵⁸ et son confesseur, qui ne le quittait plus, n'en put obtenir aucune

Départ de
M^{me} de
Maintenon

²⁵³ Mascara à Grimaldo, 30 août, dans *op. cit.*, t. XXVII, p. 355.

²⁵⁴ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 135; Quincy, *Relation*, t. VII, p. 405; Anthoine, *Journal*, p. 74.

²⁵⁵ Quincy, *Relation*, t. VII, p. 405.

²⁵⁶ Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 344-345.

²⁵⁷ Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 345-346.

²⁵⁸ Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 346.

lueur pendant toute l'après-dînée²⁵⁹. On le croyait mort²⁶⁰. Alors Mme de Maintenon voyant qu'on ne pouvait plus rien essayer pour pénétrer jusqu'à son intelligence, pria son confesseur, M^r Brideray, supérieur des Lazaristes, de voir le mourant. Mlle d'Aumale mena le prêtre dans la ruelle, revint et dit à Mme de Maintenon : « Vous pouvez partir, vous ne lui êtes plus nécessaire²⁶¹. » Il était trois heures de l'après-midi; elle se rendit dans son appartement, distribua à « son domestique » le peu de meubles qu'elle avait, donna ses équipages à la princesse de Conti, dit adieu à ses nièces et, à cinq heures, s'en alla à Saint-Cyr, pour n'en sortir jamais²⁶².

Le soir, on leva l'appareil à l'heure ordinaire; on trouva la jambe pourrie comme celle d'un cadavre et la gangrène dans la cuisse. On humectait la bouche d'eau pure car il repoussait l'odeur du vin; ses lèvres murmuraient des sons inintelligibles²⁶³.

Journée du
samedi 31

Le mourant n'eut plus que de courts instants de lucidité, il gardait le silence et semblait s'impacienter de cette si longue agonie²⁶⁴. Par instant, on pouvait entendre quelques paroles : « Mon Dieu, ayez pitié de moi!... Seigneur je suis prêt à paraître devant vous!.. A quoi tient-il, mon Dieu, que vous me preniez²⁶⁵. » Il ne se plaignait plus²⁶⁶. De temps en temps on lui donnait quelques cuillerées de gelée et un peu de bouillon à l'aide d'un biberon et il fallait lui ouvrir la bouche et tenir les mains pendant ce temps. On lui donna un remède pour la petite vérole²⁶⁷; les médecins s'étaient retirés, comme aussi tous les courtisans, fuyant l'odeur. Seul le P. Le Tellier demeurait là où l'attachait son devoir²⁶⁸.

Recommen-
dation
de l'âme

A dix heures et demie du soir, le clergé récita les prières des agonisants. La voix des aumôniers rappela le Roi à lui-même et d'une voix plus forte que celle des ecclésiastiques il récita l'Ave

²⁵⁹ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 134.

²⁶⁰ *Madame à la raugrave Louise*, Paris, 13 septembre, dans *Correspondance*, édit. G. Brunet, t. I, p. 189; *Mascara à Grimaldo*, 31 août, dans *op. cit.*, t. XXVII, p. 356.

²⁶¹ Mlle d'Aumale, *Cahiers*, t. II, p. 346-347.

²⁶² Quincy, *Relation*, t. VII, p. 405; Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 135; *Mascara à Grimaldo*, 31 août, dans *op. cit.*, t. XXVII, p. 356.

²⁶³ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 134-135.

²⁶⁴ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 135.

²⁶⁵ *Madame à la raugrave Louise*, Paris, 13 septembre, *op. cit.*, t. I, p. 190.

²⁶⁶ *Mascara à Grimaldo*, 31 août, dans *op. cit.*, t. XXVII, p. 356.

²⁶⁷ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 135; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 292.

²⁶⁸ *Mascara à Grimaldo*, 31 août, dans *op. cit.*, t. XXVII, p. 356; J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 46.

*Maria et le Credo*²⁶⁹. A la fin des prières, il reconnut le cardinal de Rohan et lui dit : « Ce sont là les dernières grâces de l'Eglise²⁷⁰. » Il répéta plusieurs fois : *Nunc et in hora mortis*; puis dit : « O mon Dieu, venez à mon aide; hâtez-vous de me secourir. » Ce furent ses dernières paroles²⁷¹.

La nuit se passa sans aucune connaissance²⁷². Le mourant poussait de longs et profonds soupirs. Sur les cinq heures du matin, il perdit absolument toute apparence de vie, excepté la respiration; son visage livide et ses yeux fermés, il ne donna plus aucune marque de sentiment²⁷³. Entre six et sept heures l'agonie commença et à huit heures un quart²⁷⁴, après quelques petits soupirs et deux hoquets, Louis XIV rendit l'âme²⁷⁵. C'était le 1^{er} septembre 1715.

Agonie
et mort

²⁶⁹ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 135; Madame, *lettre citée*, p. 190, dit : « l'Oraison dominicale et le symbole ».

²⁷⁰ Quincy, *Relation*, t. VII, p. 406; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 292.

²⁷¹ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 293, Quincy, *Relation*, t. VII, p. 406; Languet de Gergy, *Mémoires*, p. 459.

²⁷² Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 136; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXVII, p. 293.

²⁷³ Anthoine, *Journal*, p. 74-75.

²⁷⁴ Dangeau, *Mémoire spécial*, t. XVI, p. 136 : « huit heures un quart et demi »; *Journal*, 1^{er} septembre 1715, t. XVI, p. 137 : « huit heures et un quart »; Quincy, *Relation*, t. VII, p. 406 : huit heures un quart; Anthoine, *Journal*, p. 75 : « huit heures et demy quart »; *Mascara à Grimaldo*, 1^{er} septembre, dans *op. cit.*, t. XXVII, p. 358 : « huit heures ou huit heures et demie selon les horloges »; P. Narbonne, *Journal*, p. 44 : « huit heures un quart du matin »; J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 46 : « au moment que l'horloge de la Chapelle-Neuve eut frappé huit heures et un quart ».

²⁷⁵ Anthoine, *Journal*, p. 75.

CHAPITRE IV

La Cassation du testament

(2 septembre 1715)

Derniers soins rendus au Roi. — Hommages au nouveau Roi. — Exposition du cadavre. — Prévisions du duc d'Orléans. — Décisions des ducs et pairs. — Déploiement de forces militaires. — Débuts de la séance du Parlement. — Arrivée des princes. — Incident des ducs. — Discours du duc d'Orléans. — L'avocat-général opine. — Testament du Roi. — Codicilles. — La Régence est déférée au duc d'Orléans. — Proclamation du Régent. — Discours de ce prince. — Paroles du duc du Maine. — Conclusions en faveur de M. le Duc. — Le Régent attaque les codicilles. — Altercation entre le Régent et le duc du Maine. — Retour du Régent au Palais. — Discours du Régent. — Conclusions des gens du Roi. — Arrêt rendu par acclamation. — La protestation des ducs se renouvelle. — Fin de la séance et de la journée.

Dès que le Roi fut mort, le Saint-Sacrement, qui était exposé, fut remis dans le tabernacle¹. Mareschal aidé des garçons de la Chambre, tira le corps du lit pour le changer de linge², l'accommoda proprement et l'exposa dans le même lit où il était mort³. Tartillière et Lagamie rendirent à leur maître le dernier service en lui fermant la bouche et les yeux⁴, on soutint la mâchoire avec un bandeau⁵ retenu par le bonnet. Le visage était jaunâtre et amaigri mais reconnaissable⁶. Les mains jointes tenaient un petit crucifix⁷. Le corps fut élevé de façon à être vu et le maître

Derniers
soins
rendus
au Roi

¹ P. Narbonne, *Journal*, p. 44; J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 46, à Paris on sut la mort à dix heures; Mascara à Grimaldo, 30 août, dans *op. cit.*, t. XXVII, p. 353.

² *Biblioth. Mazarine*, ms. 2346, Registre de Michel Ancel-Desgranges, maître des cérémonies, dans Saint-Simon, *Mémoires*, édit. de Boislisle, t. XXVII, p. 376.

³ « En observant de mettre sous le drap un dessus de table [en marbre] pour empêcher la corruption pendant les vingt-quatre heures qu'il avait à y rester ». Desgranges, *loc. cit.*

⁴ Anthoine, *Journal*, p. 75.

⁵ Mascara à Grimaldo, 2 septembre, dans *op. cit.*, t. XXVII, p. 358; J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 47.

⁶ Anthoine, *Journal*, p. 75.

⁷ *Registre de Desgranges*, *op. cit.*, p. 376; J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 47.

des cérémonies, Desgranges, fit entourer le lit de douze chandeliers et, aux pieds, une crédence couverte d'un riche tapis et d'une toilette à dentelle surmontée d'un crucifix avec deux chandeliers de vermeil. Des sièges furent disposés, à droite et à gauche, dans la balustrade, destinés aux prélats, aumôniers, confesseur et aux grands officiers⁷. Quand ces dispositions furent terminées, le duc de Bouillon, grand chambellan, ayant un plumet noir à son chapeau, s'avança sur le balcon de la chambre du Roi et cria : « Le Roi Louis XIV est mort. » S'étant retiré, il changea son plumet noir contre un blanc, reparut sur le balcon et cria à trois reprises : « Vive le Roi Louis XV⁸. » A dix heures, le cardinal de Rohan commença le *De profundis* et la psalmodie des prêtres et des religieux se poursuivit, pendant que des messes étaient célébrées jusqu'à midi sur deux autels dressés contre la cheminée et à l'opposite. Six gardes de la manche et cinquante gardes du corps de la compagnie écossaise, avec vingt suisses de la garde, rendaient les honneurs⁹.

Hommages
au nouveau
Roi

Depuis le 30 août, les gardes du corps, bottés et harnachés, n'attendaient que le signal pour mener le nouveau Roi à Vincennes¹⁰; peu d'instant après la mort, l'ordre fut porté de prendre les armes et de se rendre avec leurs officiers à l'appartement du jeune Roi; ils se rangèrent en haie le long de la galerie avec les Cent-Suisses et virent bientôt le duc d'Orléans sortant de la chambre après avoir rendu les derniers devoirs, suivi de tous les princes, les princesses, la plupart des courtisans en habits de cérémonie. Gentilhommes de la chambre, ducs et pairs, cordons bleus, évêques, archevêques, lieutenants-généraux formaient leur cortège, grossi à tous moments des retardataires¹¹. Le duc d'Orléans présenta cette foule à l'enfant de cinq ans et demi en lui disant : « Sire, je viens rendre mes devoirs à Votre Majesté comme le premier de vos sujets¹²; » et montrant tous ceux qui l'accompagnaient : « Voilà la principale noblesse de votre royaume qui vient vous assurer de sa fidélité¹³. »

⁷ *Registre de Desgranges, op. cit., p. 377.*

⁸ P. Narbonne, *Journal*, p. 44; J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 47; Anthoine, *Journal*, p. 76.

⁹ *Registre de Desgranges, op. cit., p. 377; J. Buvat, Journal, t. I, p. 47.*

¹⁰ P. Narbonne, *Journal*, p. 44.

¹¹ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, Paris, 1906, t. VIII, p. 194.

¹² J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 46; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 137 : Le duc d'Orléans mit un genou en terre devant lui et lui baisa la main.

¹³ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 137; *Journal et Mémoires de Mathieu Marais, avocat au Parlement de Paris, sur la Régence et le règne de Louis XV (1715-1737)*, édit. M. de Lescure, in-8, Paris, 1863, t. p. 177.

L'enfant répandait de grosses larmes¹⁴; lorsqu'elles furent séchées, on l'amena sur un balcon et la foule, déjà nombreuse dans la cour du Château, l'acclama longuement¹⁵. A midi, cette foule fut admise à pénétrer dans les appartements et, contenue par un rigoureux service d'ordre, défila devant la dépouille mortelle jusqu'à huit heures du soir¹⁶. La curiosité, la tristesse ne suffisaient pas à ce public de Parisiens endimanchés, toujours désireux de distractions en sorte que bientôt, dans Versailles, on entendit de tous côtés jouer les violons¹⁷. Les plus sages s'entretenaient des derniers moments du vieux monarque et concluaient : « Il est mort en chrétien, en Roi et en héros, quoique dans les bras d'un jésuite¹⁸. »

Exposition
du cadavre

Une foule non moins bruyante s'attachait aux pas du duc d'Orléans, s'entassait dans « son appartement, plein à n'y pas pouvoir faire tomber une épingle par terre¹⁹. » Fort de sa longue fidélité, le duc de Saint-Simon pénètre jusque dans le cabinet où le prince est enfermé, lui rappelle que le moment est venu de convoquer les États-Généraux et donner satisfaction aux ducs sur « l'affaire du bonnet ». Le prince le laisse dire, songeant à autre chose. Il avait mandé le cardinal de Noailles qui se présenta à midi. « Qu'il entre, dit-il en entendant son nom, c'est moi qui l'ai fait venir²⁰; » et il l'entretint une heure, le mena chez Louis XV, au milieu d'une sorte de triomphe dont le cardinal paraissait ne pas s'apercevoir²¹. Philippe d'Orléans ne perdait pas un instant. Ayant aperçu le duc d'Antin, il lui donnait rendez-vous pour l'après-midi et lui envoyait dire par le duc de Noailles qu'il le destinait au conseil des finances²². Au maréchal de Villars il promettait en deux mots la présidence du conseil de

Prévisions
du duc
d'Orléans

¹⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 137; Marais, *Journal*, t. I, p. 195.

¹⁵ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 47.

¹⁶ *Registre de Desgranges, dans op. cit., t. XXVII, p. 377; J. Buvat, Journal, t. I, p. 47.*

¹⁷ P. Narbonne, *Journal*, p. 44, Paul d'Estrée, *Le « Pot Pourry » de Menin. Documents inédits, dans Souvenirs et Mémoires*, 1900, t. V, p. 298.

¹⁸ P. Narbonne, *Journal*, p. 44; Marais, *Journal*, t. I, p. 190.

¹⁹ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 194.

²⁰ *Gazette de la Régence*, Janvier 1715-juin 1719, édit. E. de Barthélemy, in-12, Paris, 1887, p. 7; Marais, *Journal*, t. I, p. 177; Anthoine, *Journal*, lettre annexée, p. 136.

²¹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 137 et *Additions de Saint-Simon*, p. 162; *Gazette de la Régence*, p. 7; Anthoine, *Journal*, p. 76.

²² *Mémoires du duc d'Antin, dans Mélanges publiés par la Société des bibliophiles français*, 1882, t. I, p. 124.

la guerre²³. Aux ducs réunis chez le duc de la Trémoille il dépêchait le duc de Noailles pour obtenir d'eux qu'ils ne fissent aucun désordre dans la séance du Parlement où devait être dévolue la régence du royaume²⁴ et, confiant dans l'habileté ou dans l'autorité du négociateur, il montait en chaise et courait en poste à Paris sans même attendre ses gardes²⁵. Après y avoir vu Daguesseau et quelques-uns des principaux membres du Parlement, il était de retour à Versailles vers neuf heures du soir²⁶. A peine rentré, il appelait Saint-Simon, qui accourait chez lui avec quelques ducs, et par un « discours bien doré » leur fit comprendre la nécessité de « n'innover rien le lendemain ». Les ducs étaient atterrés. Ne leur parlait-on pas de « préférer les affaires générales aux leurs ». Saint-Simon éclata : « Mais, Monsieur, dit-il, quand les [affaires] publiques seront réglées, vous vous moquerez de nous et des nôtres. » Le prince protesta, promit, jura, donna sa parole et pas un de ces grands seigneurs, « accoutumés à la servitude » n'osa discuter avec celui dans lequel il croyaient entrevoir l'ombre de Louis XIV. Enfin Saint-Simon arracha la permission d'ouvrir la séance du lendemain par une protestation générale des droits de la pairie²⁷.

Cette séance du Parlement, à laquelle se trouvaient convoqués tous les principaux personnages et magistrats du royaume, allait décider d'intérêts si graves que l'attention publique se détournerait des cérémonies exécutées à Versailles pour l'autopsie et la mise au cercueil de Louis XIV dont les restes ne devaient être conduits à Saint-Denis que le 9 septembre²⁸.

²³ *Mémoires du maréchal de Villars*, édit. de Vogüé, in-8, Paris, 1891, t. IV, p. 64.

²⁴ *Mémoires de Villars*, t. IV, p. 65.

²⁵ Dès le 30 août, le duc d'Orléans avait fait connaître ses prétentions au président de Mesme, voir Marais, *Journal*, t. I, p. 174-176.

²⁶ P. Narbonne, *Journal*, p. 44. Depuis un an, le duc d'Orléans avait eu des entretiens secrets au Palais-Royal avec le cardinal de Noailles, le président de Maisons, Daguesseau, Joly de Fleury, MM. de Fortia, Gaumont et l'abbé Pucelle qui s'introduisaient par des maisons du voisinage, voir *La vie de Philippe d'Orléans, petit-fils de France, Régent du royaume pendant la minorité de Louis XV*, par M. L. M. D. M. in-12, Londres, 1736, t. I, p. 121.

²⁷ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 196; E. Fyot, *L'affaire du bonnet avec deux documents inédits*, dans *Mémoires de l'Académie de Mâcon*, 1901, 3^e série, t. VI, p. 211-235.

²⁸ Le procès-verbal d'autopsie a été publié par Chéreau, dans *l'Union médicale*, 1862, p. 452; par Corlieu, *La mort des rois de France*, in-12, Paris, 1873, p. 117-118; par A. Franklin, *La vie privée d'autrefois, Les Chirurgiens*, in-12, Paris, 1893, p. 290-291; par de Grouchy, dans *Carnet historique et littéraire*, 1899, t. IV, p. 156-158; par de Boislisle et Lecestre, *Mémoires de*

Le 2 septembre, entre cinq et six heures du matin, presque tous les ducs se rencontrèrent au logis de M. de Mailly, archevêque de Reims, situé au bout du pont Royal; le prélat exposa à l'assemblée ce qui s'était passé dans la soirée de la veille entre le duc d'Orléans et les duc d'Antin, de Sully, de Charost, de Saint-Simon et quelques autres. Le murmure fut grand et la soumission absolue et immédiate. Saint-Simon, que M. d'Orléans avait désigné pour donner lecture de la protestation, la tenait prête, quoiqu'il se défendit, pour la forme²⁹. Peut-être essaya-t-il à ce moment l'effet de son projet de discours, dont une copie raturée, corrigée, nous a été conservée³⁰. Cependant le temps pressait et un peu après sept heures, une file de carrosses se dirigea vers le Palais³¹.

Là, dès les premières lueurs du jour, le régiment des gardes françaises s'était, à petit bruit, emparé de toutes les avenues, tandis que les officiers et les soldats d'élite s'infiltraient à l'intérieur. Leur colonel, le duc de Guiche, avait fait payer son concours six cent mille livres et se tenait, en habit d'ordonnance, le bâton de commandement à la main, dans la lanterne basse de la

Décisions
des ducs et
pairs

Déploiement
des forces
militaires

Saint-Simon, t. XXVII, p. 379, dans le *Registre du maître des cérémonies Desgranges*. Ce texte diffère de celui conservé par les Anthoine, *Journal*, p. 77-78, lequel est également reproduit dans l'ouvrage susdit, t. XXVII, p. 381, note 1. Desgranges a donné le texte de la plaque du cercueil de plomb, plaque retrouvée depuis et entrée au musée de Cluny, voir M. Billard, *Les tombeaux des Rois sous la Terreur*, in-12, Paris, 1907, p. 50, pl. : « Ici est le corps de Louis XIII par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, décédé en son château de Versailles, le 1^{er} septembre 1715 ». (a) Sur le cercueil de chêne une autre inscription, perdue, et un peu plus longue est donnée par Anthoine, *op. cit.*, p. 79. Desgranges, *op. cit.*, p. 381-383 et Anthoine, *op. cit.*, p. 79-80 ont donné les détails de l'exposition du corps dans la chambre du lit « tendue d'un des plus riches meubles qui fussent à Versailles ». Le cercueil et le cœur étaient posés sur le lit de parade. Cette « chambre du lit de parade » contiguë à la « chambre du trône » était la deuxième après le Salon de la guerre. Marais, *Journal*, t. I, p. 193, raconte que le lit de parade exécuté par ordre de Mme de Montespan offrait le portrait de cette dame dans le ciel du lit. — (a). Le texte de Desgranges n'est pas tout à fait exact : le voici d'après l'original : Ici est le Corps de Louis 14 p[ar] la grace de Dieu Roy de Fran[ce] et de Navarre très Chrestie[n] dé-cédé en son Chasteau de Versailles le premier jour [de] Septembre 1715. Requiescat in pace.

²⁹ Saint-Simon, *Mémoires*, 1906, t. VIII, p. 197-198.

³⁰ A. de Boislisle, *Projet de discours pour le lit de justice du 2 septembre 1715*, dans *Annuaire-bulletin de la Société de l'Histoire de France*, 1880, p. 125-128; A. de Boislisle dit que les corrections sont de la main du président de Maisons; lequel était mort depuis dix jours (voir ci-dessus, chap. 2^e).

³¹ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 199.

cheminée³². Les dehors du Palais par les quais, les deux côtés, depuis le Pont-Neuf jusqu'au pont Saint-Michel, et au pont au Change étaient occupés par une double haie de gardes françaises, officiers en tête portant le hausse-col. Les magistrats qui aperçurent ce déploiement de forces militaires ne cachèrent pas leur désapprobation. On les apaisa en leur expliquant que la mesure n'était pas prise contre le Parlement, mais pour enlever au duc du Maine, général des troupes suisses, la possibilité et jusqu'à l'idée de faire aucun mouvement³³. En effet, on avait mis sur pied environ 3.000 hommes ayant chacun plus de dix coups, à tirer³⁴. Le duc d'Orléans, ménageant l'avenir et la possibilité d'un secours du roi d'Angleterre, avait fait placer lord Stair dans une autre lanterne de la Grand'Chambre³⁵.

Débuts de
la séance
du
parlement

Convoqués dès le dimanche par billet³⁶, les magistrats remplissaient la Grand'Chambre vers six heures du matin, les présidents dans les bas sièges. Lorsque l'ordre et le silence furent établis³⁷, le premier président de Mesme annonça une séance importante. Il était instruit du dessein des ducs de soulever des incidents sur l'affaire du bonnet et voulait interroger la Compagnie sur la question de savoir si elle tolérerait qu'on troublât une séance consacrée aux affaires d'État. Un seul membre proposa la dissimulation, tous les autres inspirés et guidés par M. de Novion rendirent arrêt portant que « la voix de ceux des pairs qui ne voudraient pas se découvrir suivant les anciens usages ne seroit pas comptée³⁸ ». Cela fait, les gens du Roi furent mandés. Ils présentèrent une lettre de cachet de Louis XV annonçant la mort de son bisaïeul et invitant la Compagnie à continuer ses fonctions³⁹. Celle-ci remarqua avec satisfaction le retrans-

³² Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 201; Marais, *Journal*, t. I, p. 183; P. Narbonne, *Journal*, p. 45.

³³ Président d'Aligre, *Relation de ce qui se passa au Parlement de Paris à la mort de Louis XIV* (août et septembre 1715) dans *Revue rétrospective*, 1836, 2^e série, t. VI, p. 22.

³⁴ Marais, *Journal*, t. I, p. 183.

³⁵ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 201; L. Wiesener, *Le Régent, l'abbé Dubois et les Anglais*, in-8, Paris, 1891, t. I, p. 48, note 2.

³⁶ *Journal de ce qui s'est passé au Parlement à la mort du roi Louis XIV*, dans Marais, *Journal*, t. I, p. 157; Aligre, *Relation*, p. 7.

³⁷ A six heures et demie. Anthoine, *op. cit.*, p. 141.

³⁸ Marais, *Journal*, t. I, p. 158; Aligre, *Relation*, p. 8, et p. 10 : « M. le premier président avait écrit secrètement et en place à M. le duc d'Orléans pour l'avertir, avant son arrivée, de la délibération arrêtée ».

³⁹ Aligre, *Relation*, p. 8; Marais, *Journal*, t. I, p. 158; *Ce qui se passa au Parlement à la mort de Louis XIV*, dans J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 479; c'est le Procès-verbal des registres du Parlement. Procès-verbal qui avait été publié

chement d'une formule qui avait blessé lors de l'avènement de Louis XIV et fit décider l'envoi d'une députation qui saluerait le nouveau roi et l'inviterait à « venir en son Parlement, se faire voir à ses sujets en son lit de justice⁴⁰ ». Ensuite, on reçut le duc de La Rochefoucauld qui alla prendre sa place⁴¹. Puis on délibéra sur les honneurs à rendre au duc d'Orléans et on désigna une députation composée des deux derniers présidents et de deux sous-doyens, un laïc et un ecclésiastique, pour aller à sa rencontre⁴².

Entre huit et neuf heures, les ducs arrivèrent et prirent place sans soulever de difficultés⁴³. Bientôt parurent les princes arrivés de Versailles dans le carrosse du duc d'Orléans⁴⁴, qui les laissa venir prendre leurs places. C'était M. le Duc, le comte de Charolais, le prince de Conti et les bâtards. « M. du Maine crevait de joie. Le terme est étrange, mais on ne peut rendre autrement son maintien. L'air riant et satisfait surnageoit à celui d'audace, de confiance, qui perçoient néanmoins, et à la politesse qui sembloit les combattre. Il saluoit à droite et à gauche, et perçoit chacun de ses regards. Entré dans le parquet de quelques pas, son salut aux présidents eut un air de jubilation..., aux pairs le sérieux..., le respectueux, la lenteur, la profondeur de son inclination fut parlante⁴⁵. » Pour le comte de Toulouse et le prince de Dombes on y fit peu d'attention⁴⁶. A peine assis, la Cour fut avertie que le duc d'Orléans entendait la messe à la Sainte-Chapelle⁴⁷. La députation et les princes se rendirent à sa rencontre, les magistrats ayant ordre d'appeler le duc d'Orléans Monsieur, de se couvrir s'il se couvrait et d'encadrer le prince sans souffrir personne entre lui et eux⁴⁸.

Arrivée des
princes

par Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises*, t. XXI, p. 2 suiv.; voir aussi Lenglet-Dufresnoy, *Mémoires de la Régence*, édit. 1749, t. I, p. 145-190; *Mercure Historique*, reproduit dans *Archives curieuses de l'histoire de France*, par F. Danjou, 2^e série, t. XII, p. 451 suiv.

⁴⁰ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 480.

⁴¹ Aligre, *Relation*, p. 8; Marais, *Journal*, t. I, p. 158-159; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 199.

⁴² Aligre, *Relation*, p. 9; Marais, *Journal*, t. I, p. 159; J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 480.

⁴³ Aligre, *Relation*, p. 9; Marais, *Journal*, t. I, p. 159.

⁴⁴ *Gazette de la Régence*, p. 8; P. Narbonne, *Journal*, p. 45; Anthoine, *Journal*, p. 80.

⁴⁵ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 200.

⁴⁶ Marais, *Journal*, t. I, p. 159.

⁴⁷ Aligre, *Relation*, p. 10; J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 481; *Relation de ce qui s'est passé au Parlement lors de la Régence*, dans Anthoine, *op. cit.*, p. 142.

⁴⁸ Aligre, *Relation*, p. 10.

Incident des
ducs

Complimenté par le Trésorier de la Sainte-Chapelle à la tête du Chapitre⁴⁹, le duc d'Orléans se livra ensuite à la députation qui l'amena à la Grand'Chambre vers dix heures⁵⁰. Le prince traversa le parquet⁵¹ et prit sa place ordinaire à la droite du premier président, les autres princes gagnèrent leurs places. Pendant le mouvement causé par cette entrée, le duc d'Orléans prononça en hâte quelques mots pour calmer l'impatience des ducs, les priant de s'interdire tout ce qui pouvait agiter l'assemblée et ajoutant qu'on verrait plus tard à discuter leurs prétentions. Les plus rapprochés qui purent l'entendre murmurèrent et l'archevêque de Reims, premier pair du royaume se leva, s'avança et présenta au prince une requête en forme de protestation. Le duc d'Orléans, impatienté, l'invita à regagner sa place et à parler à haute voix. Mailly commença sa lecture dans laquelle il expliquait que les ducs ne se relâchaient de leurs droits que pour complaire au prince et ne pas troubler la séance. On entendit une petite voix qui criait : « Acte, acte... Oui, nous étions résolus », (sans dire de quoi faire). C'était « le petit boudrillon » qui trépassait sur son banc. On le laissa se démener, et le duc d'Orléans expliqua au premier président qu'il avait prié les ducs de ne pas occuper d'eux; de Mesme répondit que rien de ce qui passerait dans cette séance ne pourrait préjudicier aux réclamants. Une fois de plus, Saint-Simon bondit, criant de sa voix aigrelette : « Pour cette fois seulement et sans tirer à conséquence⁵². » Mais personne ne faisait attention à lui.

Discours du
duc
d'Orléans

Le premier président avait pris la parole et, s'adressant au prince, l'assurait, au nom de la Cour du désir de travailler avec lui au service du Roi et de l'État, et protestait de sa résolution d'aller « au devant de tout ce qui pourra prouver le profond respect » qu'elle a pour lui⁵³. Le duc d'Orléans répondit pour demander qu'on introduisit les gens du Roi; ce qui fut fait⁵⁴. Il se fit soudain un si profond silence que le prince parut déconcerté

⁴⁹ Anthoine, *Journal*, p. 80; *Gazette de la Régence*, p. 8.

⁵⁰ *Gazette de la Régence*, p. 8.

⁵¹ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 481. Toute cette scène rapide est bien racontée dans la *Relation* à la suite du *Journal* des Anthoine, p. 142-143.

⁵² Aligre, *Relation*, p. 11; Marais, *Journal*, t. I, p. 159-160; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 200; P. Chéruel, *Saint-Simon considéré comme historien de Louis XIV*, in-8, Paris, 1865, p. 90 suiv.

⁵³ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 481; Lémontey, *Histoire de la Régence*, 1832, t. I, p. 34.

⁵⁴ Aligre, *Relation*, p. 11; J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 481.

un instant⁵⁵, mais il se ressaisit, salua la Compagnie avec un air de majesté⁵⁶ et, lisant un papier posé sur son bureau⁵⁷ :

« Messieurs, après tous les malheurs qui ont accablé la France, et la perte que nous venons de faire d'un grand Roi, notre unique espérance est en celui que Dieu nous a donné; c'est à lui, Messieurs, que nous devons à présent nos hommages et une fidèle obéissance; c'est moi, comme le premier de ses sujets, qui dois donner l'exemple de cette fidélité inviolable pour sa personne, et d'un attachement encore plus particulier que les autres aux intérêts de son État. Ces sentiments, connus du feu Roi, m'ont attiré sans doute ces discours pleins de bonté qu'il m'a tenus dans les derniers instants de sa vie. Après avoir reçu le viatique, il m'appela et me dit : « Mon neveu, j'ai fait un testament où je vous ai conservé tous les droits que vous donne votre naissance; je vous recommande le Dauphin, servez-le aussi fidèlement que vous m'avez servi, et travaillez à lui conserver son royaume. S'il vient à manquer, vous serez le maître, et la couronne vous appartient. » A ces paroles, il en ajouta d'autres, qui me sont trop avantageuses pour pouvoir les répéter, et il finit en disant : « J'ai fait les dispositions que j'ai cru les plus sages; mais comme on ne saurait tout prévoir, s'il y a quelque chose qui ne soit pas bien on le changera. » Ce sont ses propres termes. Je suis donc persuadé, que, suivant les lois du royaume, suivant les exemples de ce qui s'est fait dans de pareilles conjonctures, et suivant la destination même du feu Roi, la Régence m'appartient : mais je ne serai pas satisfait, si à tant de titres qui se réunissent en ma faveur, vous ne joignez vos suffrages et votre approbation, dont je ne serai pas moins flatté que de la Régence même; je vous demande donc, lorsque vous aurez lu le testament que le feu Roi a déposé entre vos mains, et les codicilles que je vous apporte, de ne point confondre mes différents titres et de délibérer également sur l'un et sur l'autre, c'est-à-dire sur le droit que ma naissance m'a donné, et sur celui que le testament pourra y ajouter : je suis persuadé que vous jugerez à propos de commencer par délibérer sur le premier; mais à quelques titres que j'aie droit à la Régence, j'ose vous assurer, Messieurs, que je la mériterai par mon zèle pour le service du Roi, et par mon amour pour le bien public, surtout étant aidé par vos conseils et par vos sages remontrances; je vous les demande par avance, en protestant

⁵⁵ *Collection de Fontanieu*, dans Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 35.

⁵⁶ Anthoine, *Journal*, p. 81; J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 481.

⁵⁷ Aligre, *Relation*, p. 11; Marais, *Journal*, t. I, p. 161.

devant cette auguste assemblée que je n'aurai jamais d'autres desseins que de soulager les peuples, de rétablir le bon ordre dans les finances, de retrancher les dépenses superflues, et d'entretenir la paix au dedans et au dehors du royaume, de rétablir surtout l'union et la tranquillité de l'Église, et de travailler enfin avec toute l'application qui me sera possible à tout ce qui peut rendre un État heureux et florissant. Ce que je demande donc à présent, Messieurs, est que les gens du Roi donnent leurs conclusions sur la proposition que je viens de faire, que l'on délibère, aussitôt que le testament aura été lu, sur les titres que j'ai pour parvenir à la Régence, en commençant par le premier, c'est-à-dire par celui que je tire de ma naissance et des lois du royaume⁵⁸.

L'avocat
général
opine

Les gens du Roi se levèrent et l'avocat-général, Joly de Fleury prit la parole, fit un grand éloge du prince que ses droits appelaient à la Régence, comme si « la nature qui l'y a destiné avait pris plaisir à justifier son choix par des qualités éminentes qui l'[en] rendaient digne ». Ses conclusions tendaient à délibérer d'abord sur les droits du duc d'Orléans « suivant l'ordre de la nature » et ensuite d'après les dispositions du testament⁵⁹.

Ceci ayant été arrêté⁶⁰, le premier président sortit avec le procureur-général et le greffier en chef⁶¹ gardien des clefs de l'armoire du testament qu'ils rapportèrent du greffe peu d'instant après. M. de Mesme tira le testament du coffret qui le contenait⁶², présenta l'enveloppe, sans s'en dessaisir⁶³, au duc d'Orléans, lui faisant remarquer que la suscription était de la main du feu Roi et les cachets sains et entiers⁶⁴. Après avoir coupé les lacs de

⁵⁸ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 481-483.

⁵⁹ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 483-484; Aligre, *Relation*, p. 12.

⁶⁰ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 485; Aligre, *Relation*, p. 12.

⁶¹ C'étaient MM. de Mesme, Daguesseau et Dongois.

⁶² Aligre, *Relation*, p. 12. D'après la *Relation* à la suite du *Journal* des Anthoine p. 144 : « l'enveloppe s'est trouvée fort gâtée et moisie, le corps du testament fort humide ».

⁶³ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 201.

⁶⁴ Aligre, *Relation*, p. 12; Marais, *Journal*, t. I, p. 161. Voici la description matérielle faite par Gilbert de Voisins, greffier en chef du Parlement : « Dans le portefeuille se trouve un acte en papier commun [c.-à-d. non timbré], compris en quatre feuilles [doubles, soit huit feuillets ou seize pages], dont le dernier feuillet n'est point écrit, ledit acte finissant au milieu de la quatorzième page, recouvert d'une cinquième feuille de papier blanc, lequel paroît avoir été enfermé de toute sa grandeur, sans être plié, en une feuille de papier cachetée de sept cachets du cachet particulier du feu Roi, sur laquelle se trouvent ces mots qui paroissent de la main du feu Roi : « Ceci est nostre testament ». Et au-dessous « Louis ».

soie qui retenaient le testament attaché sous le contre-scel de l'édit du mois d'août 1714, la pièce passa de mains en mains, avec le codicille du 25 août que le duc d'Orléans venait de remettre, jusqu'aux mains de M. Dreux, conseiller au Parlement⁶⁵, doué d'une voix forte et claire, placé sur un des sièges hauts près de la lanterne de la buvette⁶⁶. Après avoir réclamé que la discussion de ses droits précédât la lecture, le duc d'Orléans y renonçait, par suite de cette versatilité dont il donnerait bien d'autres exemples. Peut-être s'était-il laissé convaincre de la raison de convenance pour la mémoire du feu Roi et la dignité du Parlement de commencer par cette lecture exigée préalablement à tout le reste par l'édit dont M. Dreux fit d'abord la lecture⁶⁷. Ensuite on passa au testament⁶⁸.

« Ceci est nostre disposition et ordonnance de dernière volonté pour la tutelle du Dauphin nostre arrièr[er] petit fils et pour le

Testament
du Roi
[page 1]

⁶⁵ C'était le père du grand-maitre des cérémonies, Thomas Dreux, dont le fils ajouta à son nom celui du marquisat de Brézé.

⁶⁶ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 201; Aligre, *Relation*, p. 12; Villars, *Mémoires*, t. IV, p. 73.

⁶⁷ Aligre, *Relation*, p. 13; Marais, *Journal*, t. I, p. 162; Buvat, *Journal*, t. I, p. 485.

⁶⁸ *Gazette d'Amsterdam*, n° extraordinaire du 27 septembre 1715, n° LXXVIII, Dumont, *Corps diplomatique*, t. VIII, part. 1^{re}, p. 434-438; ce texte a été maintes fois reproduit et avec de grandes inexactitudes. L'original étant perdu on donne ici la copie figurée par Gilbert de Voisins, exécutée après la séance du 2 septembre et conservée aux *Arch. nat.*, carton K 137 n° 1^{er}; elle a été connue dans Saint-Simon, *Mémoires*, édit. de Boislisle, t. XXVII, p. 359-372. Les fautes d'orthographe ne sauraient être mises au compte de Voisins, le chancelier, d'où il suit que le testament aura été transcrit par Louis XIV lui-même d'après la minute du chancelier. La date du premier codicille a beaucoup varié, on peut s'en tenir à celle de la copie figurée : 13^e avril, que confirme le procès-verbal de la séance du Parlement du 2 septembre (*Arch. nat.* X¹A 8431, fol. 404 v°) où on lit : treizième avril. Ce codicille rédigé depuis quatre mois et demi était resté entre les mains du chancelier qui le donna au duc d'Orléans lequel l'apporta à la séance du 2 septembre dans une enveloppe cachetée. Le second codicille est datée (en chiffres) du 23 août; nous avons dit dans les chapitres précédents qu'il fut tracé non le 23 mais le 25, « sur la quatrième page d'un codicille [celui du 13 avril] qu'il avait fait et dont les trois premières étoient remplies » (*Dangeau*). Le greffier remarque que l'écriture du second codicille est tremblante, les fautes abondent, il y a des mots illisibles. Or, le 25 août, le Roi venait de perdre le sens un moment, ceci explique assez qu'il ait écrit 23 pour 25, ou bien le 3 fut si douteux que Gilbert de Voisins et de Mesme l'ont pris pour un 5. Marais, *Journal*, t. I, p. 162, dit que le testament tient « sept ou huit pages de la propre main du Roi et assez mal écrites ». La *Relation* à la suite du *Journal* des Anthoine, p. 144, dit que « le corps du testament [est] signé Louis sans être écrit de la main du Roy », et dit que le deuxième codicille est signé du 25 août.

Conseil de regence] que nous voulons estre estably aprez [nostre decez pendant la minorité du Roy.]

[Page 2] « Comme par la misericorde infinie | de dieu la guerre qui a pendant | plusieurs années agité nostre | royaume avec des esvenemens | différents et qui nous ont laissé | de justes inquiétudes est heu- | reu | sement terminée nous n'avons | présentement rien plus à cœur | que de procurer à nos peuples le | soulagement que ie temps de | guerre ne nous a pas permis de leur | donner les mettre en estat de jouir | longtemps des fruits de la paix et | esloigner tout ce qui pourroit trou- | bler leur tranquillité nous croyons | dans cette veue devoir estendre | nos soins parternels a prévoir | et prevenir autant qu'il despend | de nous les maux dont nostre | royaume pourroit estre troublé || si par l'ordre de la divine pro- | vidence | notre decez arrive avant que le | Dauphin nostre arriere petit fils | qui est lesritier presomtif de | nostre couronne ait atteint sa | quatorziesme année qui est | l'age de sa majorité. |

« C'est ce qui nous engage a pour | voir a la tutelle a l'education | de sa personne et a former pendant | sa minorité un conseil de regence | capable par sa prudence sa pro | bité et la grande experience | de ceux que nous choisissons | pour le composer de con- | server | le bon ordre dans le gouverne | ment de l'estat et mainte- | nir | nos sujets dans l'obeissance qu'ils | doivent au roy mineur. |

« Ce conseil de regence sera composé | du duc d'orleans chef du conseil du | duc de bourbon quand il aura vingt | quatre ans accomplis du duc du | maine du comte de toulouse du chancel- | lier de france du chef du Conseil | royal⁹⁹ des mareschaux de Villeroy | de villar duxelles de tallart et d'harcourt | des quatre secrétaires d'estat et du controleur general des finances. |

[Feuillet 2, page 3] « Nous les avons choisis par la connoi- | ssance que nous avons de leur | capacité de leurs talens et du | fidelle attachement qu'ils | ont | toujours eu pour nostre personne | et que nous sommes persuadés | qu'ils auront de mesme pour le roy | mineur. |

« Voulons que la personne du Roy | mineur soit sous la tutelle et garde | du conseil de regence mais comme | il est necessaire que sous l'autorité | de ce conseil quelque personne d'un | mérite universellement reconnu | et distinguée par son rang soit | particulièrement chargée de | veiller à la sureté conservation | et éducation du roy mineur nous | nommons le duc du maine pour | avoir cette autorité et remplir cette | importante fonction du jour | de notre decez nous nommons | aussy pour gouver-

⁹⁹ C'était le duc de Beauvilliers qui mourut quatre jours après le dépôt du testament.

neur du roy | mineur sous l'autorité du duc | du maine le mareschal de villeroy | qui par sa bonne conduite sa | probité et ses talens nous a paru || paru meriter destre honoré de cette | mar- | que de nostre estime et de nostre | confiance, nous sommes persuadés | que pour tout ce qui aura rapport | a la personne et a l'éducation du | roy mineur le duc du maine et le | mareschal de Villeroy gouverneur | animés tous deux par un mesme esprit agiront avec un parfait | concert et qu'ils nobmettront | rien pour luy inspirer les | sentimens de vertu de religion | et de grandeur d'ame que nous | souhaittons qu'il conserve toute | la vie. voulons que tous les officiers | de la garde et de la maison du roy | soient tenus de reconnoistre le | duc du maine et de lui obeir en tout | ce qu'il leur ordonnera pour le fait | de leur charge qui aura raport | à la personne du roy mineur a sa | garde et a sa sureté. |

[Page 4*]

« au cas que le duc du maine vienne | à manquer avant nostre decez | ou pendant la minorité du roy | nous nommons à la place le comte | de toulouse pour avoir la mesme || auctorité et remplir les mesmes fonc- | tions. |

[Feuillet 3 page 5*]

« pareillement si le mareschal de | Villeroy decede avant nous ou | pendant la minorité du roy | nous nommons pour gouver- | neur | à sa place le mareschal d'harcourt. |

« Voulons que toutes les affaires qui | doivent estre desidées par lauctori- | té du roy sans aucune exception | ni reserve soit quelles consernent | la guerre ou la paix la disposition | et administration des finances | ou qu'il s'agisse du choix des | personnes qui doivent remplir | les archeveschés éveschés abbaies | et autre benefices dont la nomi- | nation doit appartenir au roy | mineur la nomination aux | charges de la couronne aux | charges de secretares d'estat | a celles de controleur general des | finances a toutes celles des officiers | de guerre tant des troupes de terre | que d'officiers de marine et gal- | leres | aux offices de judi- | cature tant || des Cours supérieurs qu'autres a | celles de fi- | nances aux charges de gou- | verneurs et lieutenants genera- | ux pour | le roy dans les provinces et celles des | estats majors des places fortes tant | des frontieres que des provinces du | dedans du royaume aux charges | de la maison du roy sans distinc- | tion | des grandes et petites qui sont à | la nomination du roy et generale | ment pour toutes les charges com | missions et emplois auxquels le | roy doit nommer soient proposées | et deliberées au conseil de la regence | et que les resolutions y soient | prises à la pluralité des suffrages | sans que le duc d'orleans chef du | conseil puisse seul et par son | auctorité particuliere rien deter-

[Page 6*]

mi|ner statuer et ordonner et faire | expedier aucun ordre au
nom du | roy mineur autrement que sui | vant l'avis du conseil
de la regen | ce. |

[Feuillet 4
page 7]

« s'il arrive qu'il y ait sur quelques | affaires diversité de sen-
timens || dans le conseil de la regence ceux qui | y assisteront
seront obligés de se reunir|a deux avis et celui du plus
grand | nombre prevaudra toujours mais | sil se trouvoit quil y
eust pour | les deux avis nombre esgal de | suffrages en ce cas
seulement ladvis | du duc dorleans comme chef du | conseil pre-
vaut. |

« Lorsquil sagira de nommer aux benefices | le confesseur du
roy entrera au conseil | de regence pour y presenter le memoire |
des benefices vacans et proposer les | personnes qu'il verra capables
de les | remplir, seront aussi admis au mesme | conseil extraor-
dinairement lorsquil | sagira de la nomination aux benefices]
deux archevesques ou evesques de ceux | qui se trouveront à la
cour et qui | seront advertis par lordre du conseil | de regence
pour sy trouver et | donner leur avis sur le choix des | sujets
qui seront proposés. |

[Page 8']

« le conseil de regence sassemblera | quatre ou cinq jours de la
semaine | le matin dans la chambre ou cabinet | de lapartement
du roy mineur et | aussitost que le roy aura dix ans accom-
plis || il pourra y assister quand il voudra | non pour ordonner
et decider mais | pour entendre et pour prendre les premi | eres
connoissances des affaires. | en cas dabsence ou empeschement
du | duc dorleans celui qui se trouvera | estre le premier par
son rang tiendra | le conseil afin que le cours des affaires | ne
soit pas interrompu et sil y a partage | de voix la sienne pre-
vaut. |

« Il sera tenu registre par le plus ancien | des secretares destat
qui se trouveront | presens au conseil de tout ce qui aura | esté
délibéré et resolu pour estre | ensuite les expeditions faites
au | nom du roy mineur par ceux qui | en sont chargés.

[Feuillet 5
page 9']

« Si avant qu'il plaise à dieu nous appeler | à luy quelquun de
ceux que nous avons | nommé pour remplir le conseil de la | re-
gence decede ou se trouve hors destat | dy entrer nous nous reser-
vons de | pouvoir nommer une autre personne | pour remplir
la place et nous le ferons | par un escrit qui sera entierement |
de nostre main et qui ne paroistra | pareillement qu'apres nostre
deces | et si nous ne nommons personne || le nombre de ceux
qui devront composer | le conseil de la regence demeurera re-
duit | a ceux qui se trouveront vivans au jour | de nostre mort. |

« Il ne sera fait aucun changement au | conseil de la regence

tant que durera | la minorité du roy et si pendant le temps | de
cette minorité quelquun de ceux que nous | y avons nommé vient
à manquer la | place vacquante pourra estre remplacée | par
le choix et deliberation du conseil | de la regence sans que le
nombre de | ceux qui doivent le composer tel | quil aura esté au
jour de nostre deces | puisse estre augmenté et le cas arrivant |
que plusieurs de ceux qui le composent | ne puissent pas y
assister par maladie | ou autre empeschement il faudra | toujours
quil sy trouvent au moins | le nombre de sept de ceux qui sont |
nommés pour le composer afin que | les deliberations qui y
auront esté | prises ayant leur entiere force et | autorité et à cet
effet dans tous les | edits declarations lettres patentes pro | vi-
sions et actes qui doivent estre | deliberés au conseil de regence
et | qui seront expediées pendant la || minorité il sera fait mention
expresse | du nom des personnes qui auront | assisté au conseil
dans lequel les | edits declarations lettres patentes et | autres
expeditions auront esté resolu. | notre principale application
pendant | la durée de nostre regne a toujours esté | de conserver
dans nostre royaume la | pureté de la religion catolique | ro-
maine en esloigner toute sorte | de nouveauté et nous avons
fait tous | nos efforts pour reunir à l'eglise ceux | qui en estoient
separés nostre intention | est que le conseil de la regence s'a |
tache à maintenir les lois et regle | mens que nous avons fait à
ce | sujet et nous exhortons le dauphin | nostre arriere petit fils
lorsquil sera en aage de gouverner par luy | mesme de ne jamais
souffrir | quil y soit donné atteinte comme | aussy de maintenir
avec la mesme | fermeté les edits que nous avons | fait contre
les duels regardant | ces loix sur le fait de la religion | et sur le
fait des duels comme les plus necessaires et les plus || utiles pour
attirer la benediction de | dieu sur nostre posterité et nostre |
royaume et pour la conservation | de la noblesse qui en fait la
principale force. |

[Page 10]

« Notre intention est que les dispo|sitions contenues dans
nostre | edict du mois de juillet dernier en | faveur du duc du
maine et du comte | de Toulouse et⁷⁰ leurs descendants ait | pour
toujours leur entiere execution | sans qu'en aucun temps il
puisse | estre donné atteinte à ce que nous | avons déclaré estre
en cela de nostre | volonté. |

« Entre les differents établissemens | que nous avons fait dans
le | cours de nostre regne il n'y en a | point qui soit plus utile
à l'etat | que celui de l'Hostel royal des | invallides il est bien

⁷⁰ de effacé ici.

[Feuille 6°
page 11]

[Page 12]

juste que | les soldats qui par les blessures | qu'ils ont reçus
à la guerre où par | leurs longs services et leur âge | sont hors
d'état de travailler et | gagner leur vie aient une | subsistance
assurée pour le reste || de leurs jours plusieurs officiers | qui
sont dénués des biens de la | fortune y trouvent aussi une |
retraite honorables toutes | sortes de motifs doivent engager |
le dauphin et tous les roys nos successeurs à soutenir cet éta-
blis | sement et lui accorder une protec | tion particulière nous
les y | exhortons autant qu'il est en | notre pouvoir. |

[Page 13]

« La fondation que nous avons | faite d'une maison à St-Cir
pour | l'éducation de deux cent cinquante | demoiselles donnera
perpetuelle | ment à l'avenir aux roys nos successeurs un moyen
de faire des | grâces à plusieurs familles de la | noblesse du
royaume qui se trouvant | chargées d'enfants avec peu de bien |
auroient le regret de ne pouvoir | pas fournir à la dépense neces-
saire | pour leur donner une éducation | convenable à leur
naissance nous | voulons que si de notre vivant | les cinquante
mil livres de || revenu en fons de terre que nous | avons donné
pour la fondation (ne sont pas entièrement remplis | il soit fait
des acquisitions le plus | promptement qu'il se pourra après |
notre décès pour fournir à ce qu'il en | manquera et que les
autres sommes | que nous avons assignées à cette | maison sur
nos domaines et recettes | générales tant pour augmentation |
de fondation que pour doter les | demoiselles qui sortent à l'âge
de | vingt ans soient régulièrement | payées en sorte qu'en nul
cas ny | sous quelque prétexte que ce soit | notre fondation ne
puisse être | diminuée et qu'il ne soit donné | aucune atteinte
à l'union qui y a | été faite de la manse abbatiale | de l'abbaye
de St Denis comme aussi | qu'il ne soit rien changé aux | règle-
ments que nous avons jugé | à propos de faire pour le gouver-
nement de la maison et pour | la qualité des preuves qui | doi-
vent être faites par les demoiselles | qui obtiennent des places
dans la | maison. |

« Nous navons d'autre vue dans | toutes les dispositions de
notre | présent testament que le bien de | notre état et de nos
sujets | nous prions Dieu qu'il bénisse nos | très postérité et qu'il
nous fasse | la grâce de faire un assez bon | usage du reste de
notre vie pour | effacer nos péchés et obtenir | sa miséricorde. |

« Fait à Marly le deuxième d'oust | dix sept cens quatorze. |

LOUIS.

A cette lecture la surprise de l'auditoire allait grandissant
jusqu'à la stupéfaction. De son banc, le duc de Saint-Simon

observait, dévisageait chacun. « Je remarquai, dit-il, un morne
et une sorte d'indignation qui se peignit sur tous les visages, à
mesure que la lecture avançait et qui se tourna en une sorte de
fermentation muette⁷¹. » On peut l'en croire puisque un témoin
oculaire anonyme écrivant le lendemain de l'événement assure
que « pendant qu'on lisait, il s'éleva un bruit sourd. Mais le
Premier Président, qui est du parti du duc du Maine, dit : « Il
faut écouter car ce testament est notre loi, après l'arrêt que nous
avons rendu par lequel nous promettons de l'exécuter. » Il
s'éleva sur le champ un murmure universel qui démonta le Pre-
mier Président⁷². » Soit fatigue soit émotion, Dreux quitta sa
place que vint occuper l'abbé Menguy, conseiller-clerc, pour
procéder à la lecture des codicilles⁷³ que le duc d'Orléans venait de
tirer de sa poche et de remettre au Premier Président⁷⁴.

Sur une feuille de papier de même grandeur que le testament,
pliée en quatre et insérée dans une enveloppe non cachetée on
lisait un écrit de trois pages, avec une addition de trois lignes
et demie à la quatrième page. L'abbé Menguy lut :

Codicilles

« Codicille. |

[Page 1]

« Par mon testament déposé au | parlement j'ai nommé le |
mareschal de Villeroy pour | gouverneur du dauphin et | j'ai
marqué quelle devait | être son autorité et ses | fonctions. |

« Mon intention est que du | moment de mon décès jusques |
à ce que l'ouverture de mon | testament ait été faite il | ait toute
l'autorité sur les | officiers de la maison du | jeune roy et sur les
troupes | qui la composent il ordonnera aux dites troupes
aussi | tout après ma mort de se rendre au | lieu où sera le jeune
roy | pour le mener à Vincennes | lair y étant très bon | le jeune
roy allant à Vincennes | passera par Paris et ira au | parlement
pour y être fait | l'ouverture de mon testament || en sa présence
et des princes | des pairs et autres qui ont droit | et qui voudront
sy trouver | dans la marche et pour la | séance du jeune roy
au parle | ment le mareschal de Villeroy | donnera tous les ordres
pour | que les gardes du corps les gardes françaises et suisses

[Page 2]

⁷¹ Saint-Simon. *Mémoires*, t. VIII, p. 201.

⁷² *Relation à la suite du Journal des Anthonie*, p. 137; Marais, *Journal*, p. 162.

⁷³ Saint-Simon. *Mémoires*, t. VIII, p. 201.

⁷⁴ Buvat, *Journal*, t. I, p. 485; Aligre, *Relation*, p. 14; Marais, *Journal*, t. I, p. 162, 179; Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVI, p. 164, écrit par erreur que le « codicille avait été mis en même lieu [que le testament] après qu'il eut été fait ». Non; il resta à la garde de Voysin qui l'exploita comme on a dit plus haut.

prennent | les postes dans les rues et au | palais que lon a accoutumés | de prendre lorsque les rois vont | au parlement en sorte que tout | se face avec la sureté et la | dignité convenable.

« Après que mon testament | aura esté ouvert et leu le | mareschal de Villeroy men | nera le jeune roy avec sa | maison à vinciennes ou il demeurera tant que le | conseil de regence le jugera | a propos. |

[Page 3*]

« Le mareschal de Villeroy aura | le titre de gouverneur suivant | ce qui est porté par mon testament | ment aura l'œil⁷⁵ | sur la conduite du jeune | roy quoyquil neust pas encore | sept ans jusques auquel | aage de sept ans accomplis la | duchesse de vintadour demeu | rera ainsi quil est accoustumé | toujours gouvernante et chargée | des mesmes soins quelle a prise | jusques a present. |

« Je nomme pour sous gouver | neurs Sommery qui la deja esté du dauphin mon petit fils | et geofreville lieutenant | general de mes armées au | surplus je confirme tout | ce qui est dans mon testament | que je veux estre executé en | tout ce qu'il contient. Fait | a versailles le 13^{me} avril 1715: |

LOUIS.

Au revers de ce feuillet, d'une main tremblante « qui cependant paroît toujours la même⁷⁶ », ce qui suit :

« Je nome pour preneur precepteur du dauphin | le s^r de fleurivy ancien evesque⁷⁷ de | fregeous et pour confesseur le pere le tellier⁷⁸. |

« Ce 23 aout 1715

LOUIS

LOUIS⁷⁹

La Régence
est déferée
au duc
d'Orléans

A ces derniers mots, le duc d'Orléans joua la surprise et dit de façon à être entendu : « Il m'a trompé⁸⁰. » Le duc du Maine promenait ses regards sur l'assemblée tout entière⁸¹, son adver-

⁷⁵ Sur l'enveloppe du codicille on lisait : « Addition à mon testament ».

⁷⁶ D'après une note de la copie figurée de Gilbert de Voisins, avant et après ce mot, il y a un autre mot biffé dans l'original.

⁷⁷ Avant ce mot il y a deves, biffé.

⁷⁸ Ces quatre mots ont été écrits en dessous de la ligne et sous d'autres mots biffés.

⁷⁹ D'après une note de la copie, cette seconde signature est placée dans l'original sous les mots le pere le tellier et paraît avoir été destinée à en faire l'approbation.

⁸⁰ Marais, *Journal*, t. I, p. 180.

⁸¹ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 202.

saire prit la parole, dit que malgré le respect qu'il avait toujours eu pour les volontés du feu Roi, et qu'il conserverait pour ses dernières dispositions, il ne pouvait pas n'être pas touché de voir qu'on refusait le titre qui lui était dû par droit de naissance et que les derniers adieux du Roi semblaient reconnaître. La Compagnie ayant statué une double discussion sur ses droits; il insistait pour qu'elle opinât sur la Régence avant qu'il présentât ses observations sur les clauses du testament⁸².

L'avocat-général entama un assez long discours dans lequel il soutenait la nécessité de « s'attacher plutôt à l'esprit qu'à la lettre du testament » et, après avoir énuméré des précédents historiques, concluait que « la Cour n'avoit pas besoin du témoignage éclatant » de la capacité du prince, de ses sages dispositions et de ses désirs connus de procurer le bien du royaume, de son zèle pour la paix de l'Eglise, de sa confiance dans les lumières, les avis et remontrances du Parlement; ce qu'il venait de dire à ce sujet n'ajoutait rien « à ce que toute la France avoit lieu de se promettre de la droiture de ses intentions ». En conséquence, il requérait « qu'il plût à la Cour déclarer M. le duc d'Orléans Régent en France, pour avoir en cette qualité l'administration des affaires du royaume pendant la minorité du Roi, sauf à délibérer ensuite sur les autres propositions qui pourroient être faites par M. le duc d'Orléans⁸³. » Là dessus les gens du Roi se retirèrent du parquet⁸⁴ et la délibération fut ouverte, mais les têtes bouillantes des enquêtes ne souffrirent même pas qu'on recueillît les voix dans la forme accoutumée et la Régence fut déferée au prince par acclamation⁸⁵. Celui-ci semblait souhaiter que l'arrêt fût prononcé sur le champ; le Premier Président

Proclama-
tion du
Régent

⁸² J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 486; Marais, *Journal*, t. I, p. 164; Aligre, *Relation*, p. 14-15; *Relation* à la suite du *Journal* des Anthonne, p. 146. Il y a moins à prendre qu'à laisser dans un travail de J.-C. Barbier. *Le testament de Louis XIV*, dans *L'Investigateur, Journal de la Société des Etudes historiques*, 1875, t. XLI, p. 139-156. Le *Journal* de Narbonne dit, p. 46, que « le testament du feu Roi fut anéanti sans avoir été ouvert » et donne ce détail : « On opina. L'avis du président Boullanger et de quelques autres fut de lire le testament pour en connaître les dispositions et d'en envoyer des copies collationnées aux autres Parlements pour avoir leur opinion avant d'admettre M. le duc d'Orléans à la régence. Ces sages avis ne furent point écoutés... Le Parlement qui avait été emmiellé... »

⁸³ Buvat, *Journal*, t. I, p. 486-488; Marais, *Journal*, t. I, p. 164; *Relation* à la suite du *Journal* des Anthonne, p. 146.

⁸⁴ Buvat, *Journal*, t. I, p. 488.

⁸⁵ *Relation* à la suite du *Journal* des Anthonne, p. 146; Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 35.

lui remontra qu'il ne le serait qu'au lit de justice mais, jusque-là, demeurerait immuable⁸⁶.

Discours de
ce prince

Les gens du Roi reparurent et le Régent engagea le fer. Promenant son regard sur tous les bancs, il se découvrit, se recouvrit, dit un mot de louange et de regret du feu Roi. Élevant le ton, il approuva tout ce qui concernait l'éducation du jeune Roi, quant aux personnes, et s'associa à l'éloge sur l'utilité et la beauté de Saint-Cyr. Mais le titre de Régent lui suggérait des observations sur lui-même et sur les princes. Le conseil de régence imaginé par le testament semblait destiné à un prince expérimenté dans l'art de régner; tel n'était pas son cas particulier, il avait besoin de lumières et au lieu de décider d'après le rapport des ministres il se proposait d'établir plusieurs conseils chargés de soumettre, après discussion, les matières au Conseil de régence où l'on pourrait peut-être appeler quelques membres de ces conseils particuliers. Ce projet avait été conçu par le duc de Bourgogne et le feu Roi semblait l'adopter par rapport à la distribution des bénéfices; lorsqu'il l'aurait mûri, le Régent ne manquerait pas de le soumettre aux lumières de la Compagnie. Ensuite, il demandait l'admission immédiate dans le conseil de régence de M. le Duc, qui n'y devait siéger qu'à vingt-quatre ans, et en avait vingt-trois; ce qui lui vaudrait la présidence du conseil en l'absence du Régent. Quant au prince de Conti, un oubli seul pouvait l'avoir fait omettre sur la liste des membres du conseil, et il fallait réparer cet oubli.

Ayant ainsi caressé les bienveillances douteuses, le Régent se tourna vers le duc du Maine. Il allait, dit-il, parler séparément du testament et du codicille, qu'il avait peine à concilier avec les paroles et les actes du feu Roi, renvoyant vers lui ses ministres pendant les derniers moments de sa vie pour prendre ses ordres. Ceci montrait assez qu'il n'avait pas compris les dispositions qu'on lui avait arrachées. « Le conseil de régence est, dit-il, choisi à l'avance, je n'ai aucune autorité; cette atteinte portée au droit de ma naissance, à mes sentiments d'attachement pour la personne du Roi, à mon amour, à ma fidélité pour l'État, est incompatible avec la conservation de mon honneur. J'ai lieu d'espérer assez de l'estime de toutes les personnes ici présentes que ma régence sera déclarée telle qu'elle doit être, c'est-à-dire entière, indépendante, avec la faculté de désigner les personnes dont

⁸⁶ Marais, *Journal*, t. I, p. 164, 181. Madame, *Correspondance*, édit. G. Brunet, t. I, p. 188, ne tint la régence de son fils pour « chose sûre et certaine » qu'après le lit de justice.

j'aurai à prendre les avis. Je suis loin de disputer au conseil le droit de délibérer sur les affaires; mais si je dois le composer de personnes ayant l'approbation publique, il faut qu'elles aient aussi ma confiance. « L'éducation du Roi, ajouta-t-il, est remise en bonnes mains, celles du duc du Maine, mais un Régent ne peut consentir à déférer à personne le commandement des troupes de la maison du Roi que les nécessités de la défense du royaume peuvent l'obliger à mettre en mouvement; de plus le grand-maître de la maison du Roi ne devait pas se trouver dans la dépendance du duc du Maine⁸⁷. »

Le duc du Maine se leva. Comme il se découvrait, le Régent avança la tête par-devant M. le Duc et lui dit d'un ton sec : « Monsieur, vous parlerez à votre tour. » Interloqué, le bâtard vit M. le Duc se lever et appuyer la demande du Régent; il ne doutait pas qu'on le laisserait dans le Conseil avec la qualité de Chef du Conseil, quant à sa charge de grand-maître il entendait n'être pas subordonné au duc du Maine⁸⁸.

Celui-ci put enfin prendre la parole et se mit en devoir de donner lecture d'un « grand papier qui avoit trois pages écrites in-folio⁸⁹. » Il dit en substance qu'il sacrifierait toujours ses intérêts pour le bien de l'État, que prévoyant le trouble qui pourrait naître à l'occasion des droits que le testament lui attribuait, il avait pris la liberté de le représenter au feu Roi lorsque celui-ci lui en donna une notion peu de jours avant sa mort, mais Louis XIV avait répliqué qu'il voulait être obéi. Au surplus, il suppliait la Compagnie de vouloir faire un règlement sur les prérogatives à lui attribuées afin qu'il n'eût pas que la vaine apparence d'une fonction aussi importante que celle de la garde du jeune Roi sans les moyens convenables pour l'assurer⁹⁰.

Joly de Fleury, voyant l'aigreur qui se mêlait à la discussion, dit que les propositions et les demandes des princes paraissaient d'une si haute importance que les gens du Roi demandaient à se retirer quelques moments du parquet pour en délibérer et qu'ils prendraient leurs conclusions après avoir examiné le testament, le codicille et les propositions des princes. On leur remit le testament et les codicilles et ils prolongèrent leur discussion pen-

Paroles
du duc
du Maine

Conclusions
en faveur de
M. le Duc

⁸⁷ Buvat, *Journal*, t. I, p. 488-490; Marais, *Journal*, t. I, p. 164-166; Aligre, *Relation*, p. 15-16; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 202.

⁸⁸ Buvat, *Journal*, t. I, p. 490; Marais, *Journal*, t. I, p. 166; *Relation à la suite du Journal des Anthonne*, p. 147; Aligre, *Relation*, p. 17.

⁸⁹ Marais, *Journal*, t. I, p. 166.

⁹⁰ Buvat, *Journal*, t. I, p. 490-491; *Relation à la suite du Journal des Anthonne*, p. 147-148.

dant une heure après laquelle ils reparurent et présentèrent leurs conclusions favorables à l'entrée de M. le Duc au Conseil de régence, en qualité de Chef du Conseil sous l'autorité du Régent. Pour l'établissement des conseils, le choix des personnes qui les composeraient, l'éducation du Roi et le commandement des troupes on proposait d'en remettre la discussion à une deuxième séance qui serait tenue l'après-midi ou le lendemain⁹¹. Sur quoi, M. le Duc fut nommé par acclamation Chef du Conseil de régence⁹² et le Régent demanda au Premier Président si une deuxième séance n'interromprait pas quelque affaire et à quelle heure le Parlement pouvait se réunir de nouveau? M. de Mesme répondit qu'il n'y avait pas d'affaire qui ne dût céder à celle qui se traitait et que, pour l'heure, le prince en serait le seul maître. Le Régent fixa trois heures et demie⁹³.

Le Régent
attaque les
codicilles

L'acclamation avait été telle que le duc du Maine gardait le silence. Son adversaire comprit qu'il se réservait pour soutenir le codicille, dont la conservation eut annulé tout ce que lui-même venait d'obtenir. Avant de lever la séance et après quelques minutes de silence il reprit la parole. « Les clauses du testament, dit-il, ont paru si étranges aux personnes qui les avaient suggérées que, pour se rassurer elles-mêmes, elles ont voulu devenir les maîtres de la personne du Roi, du Régent, de la Cour et de Paris. Si la Compagnie a senti combien mon honneur étoit blessé par les dispositions du testament, il est impossible qu'elle n'apprécie pas à quel point toutes les lois et toutes les règles sont violées par les dispositions des codicilles. Ils ne laissent en sûreté ni ma liberté ni ma vie. Ils mettent le Roi dans la dépendance absolue de ceux qui ont osé profiter de la faiblesse d'un roi mourant. La régence est impossible à de telles conditions et la sagesse de la Compagnie ne peut admettre la validité de codicilles qui jetteroient la France dans les plus grands malheurs. »

Le duc du Maine avait passé par toutes les couleurs; il prit la parole et soutint que la charge de l'éducation et de la garde du Roi entraînait l'entière autorité sur sa maison civile et militaire sous peine de ne pouvoir répondre du service et de la personne même du monarque. Son attachement, si connu du feu Roi, lui avait valu cette marque de confiance... Le Régent interrompit,

⁹¹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 491-493; Marais, *Journal*, t. I, p. 166-167; *Relation* à la suite du *Journal* des Anthonne, p. 148; Aligre, *Relation*, p. 16.

⁹² *Relation* à la suite du *Journal* des Anthonne, p. 148; Buvat, *Journal*, t. I, p. 493.

⁹³ Marais, *Journal*, t. I, p. 167; Buvat, *Journal*, t. I, p. 493-494; Aligre, *Relation* à la suite du *Journal* des Anthonne, p. 148.

M. du Maine se jeta dans les louanges du maréchal de Villeroy, son adjoint et qui avait joui de la même confiance. Le Régent répliqua qu'« il seroit étrange que la première et la plus entière confiance ne fût pas en lui, et plus encore qu'il ne pût vivre auprès du Roi que sous l'autorité et la protection de ceux qui se seroient rendus les maîtres absolus du dedans et du dehors, et de Paris même par les régiments des gardes. »

La dispute s'échauffait, se morcelait par phrases coupées de l'un à l'autre, raconte Saint-Simon⁹⁴, lorsque en peine de la fin d'une altercation qui devenoit indécente et cédant à l'ouverture que le duc de la Force venoit de me faire par-devant le duc de La Rochefoucauld qui siégeoit entre nous deux, je fis signe de la main à M. le duc d'Orléans de sortir et d'aller achever cette discussion dans la quatrième des enquêtes⁹⁵, qui a une porte de communication dans la Grand'Chambre, et où il n'y avoit personne... Il avoit la vue basse. Il étoit tout entier à attaquer et à répondre, en sorte qu'il ne vit point le signe que je lui faisois. Quelques moments après je redoublai, et n'en ayant pas eu plus de succès, je me levai et m'avançai quelques pas, et lui dis, quoique d'assez loin : « Monsieur, si vous passiez dans la quatrième des enquêtes, avec M. du Maine, vous y parleriez plus commodément, » et m'avançant au même instant davantage, je l'en pressai par un signe de la main et des yeux qu'il put distinguer. Il m'en rendit un de la tête, et à peine fus-je rassis que je le vis s'avancer par-devant M. le duc à M. du Maine; et aussitôt après tous deux se levèrent et s'en allèrent dans la quatrième des enquêtes. Je ne pus voir qui, de ce qui étoit épars hors de la séance, les y suivit⁹⁶, car toute la séance se leva à leur sortie, et se rassit en même temps sans bouger, et tout en grand silence. Quelque temps après M. le Comte de Toulouse sortit de place et alla dans cette chambre. M. le Duc l'y suivit un peu après. Au bout de quelques temps le duc de La Force en fit autant.

« Il y fut assez peu. Revenant en séance, il dépassa le duc de Rochefoucauld et moi, mit sa tête entre celle du duc de Sully et la mienne... et me dit : « Au nom de Dieu, allez-vous en là-dedans, cela va fort mal. M. le duc d'Orléans mollit, rompez la dispute, faites rentrer M. le duc d'Orléans; et dès qu'il sera en place, qu'il dise qu'il est trop tard pour achever, qu'il faut laisser

Altercation
entre le
Régent
et le duc
du Maine

⁹⁴ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 203-205; Saint-Simon, *Additions* au *Journal* de Dangeau, t. XVI, p. 164.

⁹⁵ Dans les *Additions*, il écrit deux fois : la première des enquêtes.

⁹⁶ Nous verrons que les gens du Roi s'y trouvèrent.

la Compagnie aller dîner, et revenir achever au sortir de table; et pendant cet intervalle, ajouta La Force, mander les gens du Roi au Palais-Royal, et faire parler aux pairs dont on pourroit douter, et aux chefs de meute parmi les magistrats.

« L'avis me parut bon et important. Je sortis de séance et allai à la quatrième des enquêtes. Je trouvai un grand cercle assez fourni de spectateurs. M. le comte de Toulouse vers l'entrée en avant, mais collé à ce cercle, M. le duc vers le milieu en même situation, tous assez éloignés de la cheminée, devant laquelle M. le duc d'Orléans et le duc du Maine étoient seuls, disputant d'action à voix basse, avec l'air fort allumé tous deux. Je considérai quelques moments ce spectacle, puis je m'approchai de la cheminée, en homme qui voudroit parler.

— « Qu'y a-t-il, monsieur? me dit M. le duc d'Orléans d'un air vif d'impatience.

— « Un mot pressé, monsieur, lui dis-je, que j'ai à vous dire. »

« Il continuoit à parler au duc du Maine, moi presque en tiers; je redoublai, il me tendit l'oreille.

— « Non pas cela », lui dis-je, et lui prenant la main : « Venez-vous en ici. »

« Je le tirai au coin de la cheminée. Le comte de Toulouse qui étoit là auprès se recula beaucoup, et tout le cercle de ce côté-là. Le duc du Maine se recula aussi d'où il étoit en arrière.

« Je dis à l'oreille à M. le duc d'Orléans qu'il ne devoit pas espérer de rien gagner sur M. du Maine, qui ne sacrifieroit pas le codicille à ses raisons, que la longueur de cette conférence devoit indécemment, inutile, dangereuse; qu'il étoit là en spectacle à tout ce qui y étoit entré comme en séance, et encore mieux vu et examiné; qu'il n'avoit de parti que de rentrer en séance, et dès qu'il y seroit la rompre. » Le conseil étoit sage. Peut-être le prince vit-il alors ce que Saint-Simon a négligé de dire mais que le duc d'Antin nous apprend. L'altercation se prolongeant, les amis du Régent avaient introduit dans la quatrième des enquêtes les capitaines des gardes, des gendarmes, et des cheveau-légers qui protestaient en présence des gens du Roi que, par le droit de leurs charges, ils ne pouvaient recevoir d'ordres que du Roi ou du Régent⁹⁷. Quoiqu'il en soit le prince répondit à Saint-Simon :

⁹⁷ Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 36, note 2, renvoie à « *Mémoires du duc d'Antin*, 9 vol. in-fol. manuscrits »; il les cite plusieurs fois ensuite. En 1856, Sainte-Beuve dans son introduction aux *Mémoires* de Saint-Simon de l'édition Chéruel les suppose aux « archives de l'État »; en 1860, dans son *lundi* sur les *Mémoires* du duc de Luynes, il ne donne plus aucun indice. En 1858,

— « Vous avez raison, je vais le faire. »

— « Mais, faites-le donc sur le champ, et ne vous laissez point amuser. C'est M. de La Force à qui vous devez cet avis, et qui m'envoie vous le donner. »

On rentra en séance et « le bruit qui accompagne toujours ces rentrées étant apaisé » le Régent « dit à la Compagnie qu'il étoit tard, qu'il y en avoit encore pour longtemps, qu'il falloit aller dîner et venir achever après. » Il se leva et chacun alla chez soi.

De retour au Palais-Royal, le Régent fit appeler Daguesseau et Joly de Fleury pour concerter la conduite à tenir, dîna avec Canillac, Conflans et Saint-Simon qui monta peu après en carrosse, précédant le prince, lequel arriva entouré des suisses de sa garde traversant les rues d'où les troupes avaient été retirées et que remplissait la foule à qui on jeta quelques poignées d'argent. Comme il étoit défendu de crier sur son passage « Vive le Roi! » on entendit seulement crier plusieurs fois *Vivat!*⁹⁸

Entre trois et quatre heures⁹⁹ le Régent fut reçu par la même députation que le matin et conduit en la Grand'Chambre. Lorsqu'il eut pris place¹⁰⁰ et le bruit inséparable d'une nombreuse suite apaisé¹⁰¹, il dit qu'il falloit reprendre l'affaire au point où elle étoit demeurée et fit entrer les gens du Roi. Devant tous il exposa avec plus de détail les propositions relatives au conseil de régence. Il ne pouvait s'assujettir à celui qu'avait prévu le testament, il voulait outre un conseil de régence où se rapporteraient toutes les affaires, un conseil de la guerre, un des finances, un de la

Retour
du Régent
au Palais

Discours
du Régent

Louvet, n'en sait pas plus dans une notice sur le duc d'Antin. Ces neuf volumes in-folio ne peuvent être confondus avec le mince cahier publié sous le titre de *Mémoires du duc d'Antin* dans les *Mélanges* de la Société des bibliophiles français, Paris, 1882, t. I, cahier qui dut être écrit en 1716, et qui a disparu. H. Jouin a demandé *Que sont devenus les mémoires du duc d'Antin?* dans *Revue de l'art français ancien et moderne*, 1884, t. I, p. 145-146, et Tamizey de Laroque sollicitait des prières pour que fussent retrouvés les *mémoires du duc d'Antin?* dans *Revue de Gascogne*, 1884, t. XXV, p. 557, puis en 1885, t. XXVI, p. 540, il citait le *Bulletin du bibliophile*, janvier-février 1885, *Chronique*, p. 93, contenant ces mots : « Nous savons pertinemment que ces mémoires existent et qu'ils sont aujourd'hui partie de la bibliothèque de M. le duc de Monchy. »

⁹⁸ Aligre, *Relation*, p. 21-22.

⁹⁹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 494; Marais, *Journal*, t. I, p. 167 (à trois heures); *Relation* à la suite du *Journal* des Anthonne, p. 148 (à quatre heures); Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 206 (un peu avant quatre heures); Aligre, *Relation* (à trois heures); *Lettre* du 3 septembre dans Anthonne, *op. cit.*, p. 140 (à quatre heures).

¹⁰⁰ Buvat, *Journal*, t. I, p. 494.

¹⁰¹ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 206.

marine, un des affaires étrangères, une des affaires du dedans et un conseil de conscience composé de personnes attachées aux maximes du royaume, il espérait que la Compagnie ne lui refuserait pas quelques-uns de ces magistrats qui, par leur capacité et leurs lumières pussent soutenir les droits et les libertés de l'Église gallicane. Bien qu'il fût au-dessous de sa dignité d'être soumis à la pluralité des voix dans le Conseil de régence, il y consentait de bon cœur dans les affaires, sachant le besoin qu'il avait des lumières d'autrui, mais en s'assujettissant à cette condition il croyait que la Compagnie lui permettrait de composer à son gré ce conseil. Quant à la distribution des grâces, des charges, des emplois, des bénéfices il en revendiquait la responsabilité pour lui seul, voulant pouvoir récompenser ce qui méritait de l'être. Il voulait être libre pour accomplir le bien et consentait à être lié pour ne pouvoir faire du mal à personne. Sur tout ceci il demandait les conclusions des gens du Roi; après quoi il s'expliquerait sur le reste. Mais ceux-ci demandèrent qu'il achevât de faire connaître ses desseins, afin qu'ils pussent prendre des conclusions sur l'ensemble et la Cour rendre un seul arrêt.

Le Régent aborda la question du commandement des troupes de la maison du Roi, affirma qu'il ne pouvait être divisé sous peine de faire naître une occasion de troubles et de guerre civile. Malgré qu'il fut bien persuadé que M. du Maine concourrait toujours avec lui au bien de l'État, il ne devait pas permettre que les officiers de la maison, qui ne reçoivent d'ordres que du Roi seul, en pussent recevoir de tout autre que du Régent¹⁰². En un mot, il prétendait avoir seul le commandement des troupes et réclamait pour M. le Duc, en sa qualité de grand-maitre de la maison du Roi, la nomination à toutes les charges indépendamment du duc du Maine.

Conclusions
des gens
du Roi

Les gens du Roi donnèrent de grandes louanges au projet de formation des conseils qui, conçus par le duc de Bourgogne ne pouvaient, à son défaut, être mieux réalisés que par le duc d'Orléans de qui les réticences apparaissaient comme des gages de sagesse et des promesses de félicité. « La Cour pourrait-elle refuser à un prince qui ne veut conduire ce grand royaume que par l'avis des personnes sages et éclairées, le pouvoir d'ajouter et retrancher et de changer ce qu'il jugera à propos dans le Conseil de régence? » En accordant au Régent tout ce qu'il réclamait, on évitait le péril de « rendre tout électif en France »; or, « la seule idée d'élection

¹⁰² Buvat, *Journal*, t. I, p. 494-495; Marais, *Journal*, t. I, p. 167; *Relation à la suite du Journal des Anthonie*, p. 148-149.

fait envisager d'abord les intrigues, les cabales, sources funestes de divisions. » Le pouvoir ainsi affermi, on devait envisager l'éducation du petit Roi et rien n'était nouveau ni singulier dans la séparation entre le gouvernement de l'État et la surveillance du monarque. La volonté du feu Roi, le suffrage de M. le Régent, les lumières et les vertus de M. le duc du Maine concouraient à lui faire déférer cette précieuse éducation avec le titre de Surintendant, titre qui renfermait toute l'étendue de pouvoir que M. du Maine devait avoir dans cet emploi.

Deux difficultés subsistaient. Celle relative aux droits du grand-maitre était admise et M. le Duc les exercerait indépendamment du duc du Maine. Celle relative au partage du commandement était résolue en faveur du Régent, car l'intérêt de l'État exige l'unité de commandement et l'éducation du Roi n'a rien à en souffrir. D'ailleurs, « l'union si parfaite qui règne entre M. le Régent, M. le duc de Bourbon et M. le duc du Maine donnera à celui-ci les mêmes avantages pour l'éducation du Roi que s'il avait le commandement des troupes, et le concert qui subsistera toujours entre M. le duc du Maine et les officiers des troupes de la maison du Roi, sans lui donner une autorité de droit, lui procurera un pouvoir de déférence et d'affection aussi réel et aussi utile au Roi que si ce pouvoir lui eût été déferé¹⁰³. »

Sous ce dernier sarcasme, le duc du Maine était devenu livide¹⁰⁴, il expliqua qu'on ne lui laissait qu'un titre sans pouvoir, et demandait à être déchargé de tout, satisfait de la qualité de Surintendant de l'éducation du Roi. Le Régent demanda qu'on prit acte de cette déclaration et, pour lui, il se chargerait avec plaisir de la garde du jeune Louis XV. Mais l'assemblée paraissait entraînée dans un ouragan. On opinait, on votait; le codicille était abrogé par acclamation comme l'avait été le testament. Daguesseau n'eut que le temps de placer quelques mots. Joly de Fleury fut plus disert, réclamant le loisir indispensable pour délibérer sur la déclaration du duc du Maine. Celui-ci, poussé à bout, d'un ton élevé, quoique avec mesure, déclara qu'il était fort inutile de délibérer et renouvela son désistement. Il voulait, à tout prix, être déchargé. « Hé bien, monsieur, on vous décharge, » dit une voix; celle du duc d'Orléans¹⁰⁵. Il proposa de donner cette charge à M. le Duc comme lui appartenant de droit, mais cette propo-

Arrêt rendu
par acclamation

¹⁰³ Buvat, *Journal*, t. I, p. 495-496; *Relation à la suite du Journal des Anthonie*, p. 149; Aligre, *Relation*, p. 18.

¹⁰⁴ Buvat, *Journal*, t. I, p. 496-501.

¹⁰⁵ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 206.

sition souleva un grand murmure dans la Compagnie et le Régent, décontenancé, dit d'aller aux voix¹⁰⁶.

Les gens du Roi, qui s'étaient, une fois de plus, retirés pour délibérer sur le désistement du duc du Maine, rentrèrent et dirent que les questions militaires passaient leur compétence. M. Le Nain, doyen du Parlement, s'empessa d'appuyer ces conclusions. Le Premier Président objecta que ces conclusions n'en étaient pas. « Je le savais bien » répondit le doyen. Et comme M. du Maine persistait à demander acte de son désistement, le Régent l'interrogea sur ses craintes pour la sûreté du jeune Roi, qu'il comptait ne quitter guère et mener à Vincennes où il serait comme à Paris. Le duc du Maine répondit des choses vagues et réclama encore son désistement. « Messieurs, dit le Régent, il ne faut point faire de violence à Monsieur. » Et aussitôt, par une espèce d'acclamation universelle, on le désista de tout¹⁰⁷.

L'arrêt fut applaudi de la foule éparse hors de la Grand'Chambre, et celle qui remplissait le reste du Palais y répondit à mesure que la nouvelle lui parvint. Ce bruit apaisé, le Régent fit un remerciement court, poli, majestueux à la Compagnie, promit de faire servir son autorité au bien de l'État et reçut le compliment du Premier Président¹⁰⁸.

Cette dure journée était finie. Le Régent n'osa pas manquer complètement de parole à ses amis et laissa tomber un mot pour que les protestations des ducs fussent reçues. M. de Mesme répéta ce qu'il avait dit le matin, Mais déjà, le petit Saint-Simon se dressait et criait : « Inscrit dans vos registres qu'à la considération de M. le Régent nous n'avons rien fait, car nous étions résolus et très-résolus... »

— « Non, monsieur, on n'en mettra pas un mot dans nos registres, » interrompit le président de Novion.

— « Mais, mais, acte de nos protestations », criait à tue-tête Saint-Simon.

— « A qui le demandez-vous ? Est-ce à la Cour ? »

— « Oui, à la Cour ! »

— « Cela étant, vous la reconnaissez donc pour vos juges ? »

— « Non pas ! » répliqua Saint-Simon qui ne sut que répondre¹⁰⁹.

¹⁰⁶ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 206-207; *Relation* à la suite du *Journal* des Anthonie, p. 151; *Lettre* du 3 septembre, p. 139, M. Marais, *Journal*, t. I, p. 168-169; Buvat, *Journal*, t. I, p. 501; Aligre, *Relation*, p. 18-19.

¹⁰⁷ *Lettre* du 3 septembre, *op. cit.*, p. 139.

¹⁰⁸ Marais, *Journal*, t. I, p. 169-170; 181-182.

¹⁰⁹ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 207-208.

La
protestation
des ducs se
renouvelle

— « Non, non » se mirent à crier tous les ducs¹¹⁰. Le maréchal de Villars, toujours avantageux, s'empessa de dire qu'il ne doutait pas que le jugement du feu Roi ne dût être d'un grand poids dans cette affaire¹¹¹.

— « Le feu Roi, dit-il, m'a dit plus de vingt fois qu'il vouloit juger cette contestation et la finir. »

— « Et à moi, monsieur, répliqua le Premier Président, il m'a dit plusieurs fois le contraire et qu'il ne vouloit point s'en mêler¹¹². »

Villars imagina à l'instant une conversation dans laquelle il disait au feu Roi qu'il était indécent de voir les ducs et pairs obligés d'attendre que le Premier Président les questionnât et tenus de se découvrir alors qu'il s'adressait à eux la tête couverte, et Louis XIV blâmait cette conduite extraordinaire et peu convenable à leur dignité.

— « A moi, monsieur, dit aussitôt M. de Mesme, le Roi m'a fait l'honneur de me dire, lorsque vous avez voulu agiter vos prétentions, qu'il fallait tâcher de vous concilier, mais qu'il ne prendroit jamais connaissance de cette affaire. »

— « Il y a deux cents ans qu'on vit de même, prononça M. le Nain, il ne faut rien changer aux anciens usages¹¹³. »

— « Monsieur, accommodons-nous, et n'en parlons plus » proposa le duc de Noailles¹¹⁴. Et aussitôt, quelques pairs, parmi lesquels Saint-Simon¹¹⁵, dirent que l'affaire regardait le Régent. Celui-ci s'empessa de répondre qu'il donnassent leurs mémoires et qu'il tâcherait de les accommoder¹¹⁶.

— « Nous vous rendrons toujours le respect que nous vous devons, dit le président de Novion, mais vous voulez bien me permettre de vous dire que vous ne pouvez pas être juge de ce différent et qu'il n'y a que le Roi seul qui puisse, de son autorité,

¹¹⁰ Marais, *Journal*, t. I, p. 171; Aligre, *Relation*, p. 20; *Relation* à la suite du *Journal* des Anthonie, p. 153.

¹¹¹ *Lettre* du 3 septembre 1715, à la suite du *Journal* des Anthonie p. 139.

¹¹² Aligre, *Relation*, p. 20.

¹¹³ Marais, *Journal*, t. I, p. 182 et p. 171; Aligre, *Relation*, p. 20-21; Chéruel a publié en note au t. VIII, p. 483, un passage d'un manuscrit de la bibliothèque du Louvre, F n° 401, venant de la famille de Caumartin et donnant quelques détails sur les incidents de la fin de la séance du 2 septembre.

¹¹⁴ Marais, *Journal*, t. I, p. 171; Aligre, *Relation*, p. 20-21; *Relation*, à la suite du *Journal* des Anthonie, p. 152.

¹¹⁵ Aligre, *Relation*, p. 21.

¹¹⁶ *Relation*, à la suite du *Journal* des Anthonie, p. 151.

changer cet ancien usage¹¹⁷; il faut attendre qu'il soit en âge¹¹⁸. »

— « Ou par le Régent représentant la personne du Roi, » ajouta Saint-Simon.

— « Le Roi seul, et majeur », conclut Novion¹¹⁹.

Visiblement contrarié, le Régent se leva brusquement pour se retirer¹²⁰ suivi des princes et des ducs. Comme il traversait le parqu岸, on entendit une voix se plaindre que l'on n'avait pas pris tous les avis, mais décidé par acclamation sur la décharge donnée au duc du Maine. Il fallut regagner chacun sa place et le Premier Président prit les voix. L'abbé Bouret, conseiller de la première des enquêtes, et de qui la plainte entraînait cette formalité, dit :

— « Nous voyons bien à qui on ôte la garde du Roi, mais nous ne voyons pas à qui on la donne. La personne du Roi est assez précieuse pour l'assurer ».

Fin
de la séance
et de la
journée

— « Je m'en charge », dit le Régent et il sortit¹²¹, monta en carrosse et alla droit à Versailles parce qu'il était six heures du soir et qu'il voulait saluer son jeune maître avant que celui-ci fût couché, comme pour lui rendre compte de ce qui s'était passé. Son compliment achevé, il s'en alla chez sa mère qui « fut au-devant de lui l'embrasser, ravie de joie, et après les premières questions et conjouissances, elle lui dit qu'elle ne désiroit rien autre chose que le bonheur de l'État par un bon et sage gouvernement, et sa gloire à lui; qu'elle ne lui demanderoit jamais rien qu'une seule chose qui n'étoit que pour son bien et son honneur, mais qu'elle lui en demandoit sa parole précise : c'était de n'employer jamais en rien du tout, pour peu que ce fût, l'Abbé Dubois, qui était le plus grand coquin et le plus insigne fripon qu'il y eût au monde, ce dont elle avoit mille preuves, qui, pour peu qu'il pût se fourrer, voudroit aller à tout, et le vendroit, lui et l'État pour son plus léger intérêt. Elle en dit bien d'autres sur son compte, et pressa tant son fils qu'elle en tira parole positive de ne l'employer jamais¹²². »

¹¹⁷ Lettre du 3 septembre, *op. cit.*, p. 139; Marais, *Journal*, t. I, p. 172.

¹¹⁸ Relation, à la suite du *Journal des Anthonie*, p. 153; Lettre du 3 septembre, *op. cit.*, p. 140; Marais, *Journal*, t. I, p. 172, 183.

¹¹⁹ Ms. de l'anc. bibl. du Louvre F n° 401, loc. cit.

¹²⁰ Aligre, *Relation*, p. 21.

¹²¹ Aligre, *Relation*, p. 21.

¹²² Marais, *Journal*, t. I, p. 172-182.

¹²³ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VII, p. 208.

CHAPITRE V

La création des Conseils

(3-15 septembre 1715)

Satires contre le feu Roi. — L'opinion impatiente de changements. — La question religieuse et la question de l'alliance. — Premiers bruits de réformes. — Lit de justice retardé. — Transfert du Roi à Vincennes. — Accueil des Parisiens. — Funérailles de Louis XIV. — Lit de justice du 12 septembre. — Idolâtrie du petit Roi. — Politique religieuse du Régent. — Création des Conseils. — Par qui imaginés et recommandés. — Leur institution. — Mécanisme des Conseils. — Suppression des secrétaires d'État. — Attributions des Conseils. — Crozat fait les fonds nécessaires. — Leur composition : Conscience. — Affaires étrangères. — Guerre. — Marine. — Affaires du dedans. — Finance. — Le Conseil de Régence. — Émoluments. — Rivalités. — Le duc de Saint-Simon. — Le duc de Noailles.

Il avait suffi au Régent de faire allusion au droit de remontrances pour entraîner tout le Parlement pendant que ses émissaires, répandus parmi la foule, promettaient la diminution des impôts déchaînant la joie publique. La mémoire du feu Roi faisait tous les frais de cette réaction. « Je suis irritée, écrira Madame, lorsque je songe combien on a mal parlé du feu Roi, et combien Sa Majesté a été peu regrettée de tous ceux à qui elle avait fait le plus de bien¹. » Le lieutenant de police, d'Argenson, se disait « scandalisé des discours qui se tenoient dans le public contre la mémoire du feu Roi ». — « Mais encore que dit-on ? » demanda le Régent. D'Argenson répugnait à répondre, enfin il

Satires
contre
le feu Roi

¹ Madame, *Correspondance*, édit. G. Brunet, in-12, Paris 1904, t. I, p. 296; 19 mars 1717. Dans *La Vie de Philippe d'Orléans, petit-fils de France, Régent du Royaume pendant la minorité de Louis XV*, par M. L. M. D. M. (dont on a fait le P. de la Motte, jésuite, fugitif en Hollande où il prit le nom de La Hode. Le P. C. Sommervogel, *Bibliothèque de la Compagnie de Jésus*, 1894, t. V, col. 1340, n'admet pas l'identification), in-12, Londres 1736, t. I, p. 148-149 : « Toutes ses entreprises furent condamnées, ses vertus flétries, ses vices exagérés, ses statues insultées par de sanglantes affiches qu'on y attacha, personne n'osait parler en sa faveur et il n'était pas sûr de le faire. »

dit « qu'on traitoit le feu Roi de banqueroutier, de voleur, d'homme qui avoit emporté le bien de tous ses sujets », et proposa des arrestations. — « Vous n'y entendez rien, répondit le Régent, il faut payer les dettes du défunt et tous ces gens-là se tairont². »

Ils ne se tairont pas, ils chanteront. Le chansonnier de Clairambault-Maurepas a recueilli un choix de ces pauvretés où la vie, les derniers moments, les adieux, la mort, le deuil, les exploits, le tombeau de Louis XIV provoquent les invectives, les reproches, les injures les plus grossières et les plus plates dont l'origine ou l'inspiration janséniste semble évidente lorsqu'on relève le nombre d'allusions faites au Père Le Tellier. Son confrère, le P. de la Rue, dira³ :

*Quel bruit impétueux, quelle rage effrénée
Travaille à l'instant tous les cœurs?
A peine de Louis la course est terminée,
Ses sujets déchaînés vomissent mille horreurs;
De libelles grossiers l'injurieux déluge
Inonde la ville et la cour.
La halle même.....*

Parmi tant de satires, une seule a mérité de n'être pas oubliée parce qu'on l'imputait à un jeune imprudent, « le petit Arouët », qu'elle conduisit à la Bastille⁴. L'opinion s'engouait pour le Régent qui avait épuisé la calomnie. Sous lui, disait-on, on va⁵

*.....voir des merveilles,
Et la France va recueillir
Le fruit de mille veilles.*

L'opinion
impatiente
de change-
ments

« On se promet ici d'heureux changements⁶ », lit-on dans la *Gazette de la Régence* et les chroniqueurs ne manquent pas de

² Marais, *Journal et mémoires*, édit. de Lescure, in-8, Paris, 1863, t. I, p. 204; 17 septembre 1715.

³ *Recueil Clairambault-Maurepas, Chansonnier historique du XVIII^e siècle*, édit. E. Raunier, in-12, Paris 1879, t. I, p. 63.

⁴ Les *J'ai vu ...* avaient pour auteur Ant. L. Lebrun (1680-1743), auteur d'opéras qui ne trouvèrent jamais de musiciens, Buvat, *Journal*, t. I, p. 63.

⁵ *Recueil Clairambault-Maurepas*, t. I, p. 127 : Les bienfaits de la Régence; *Gazette*, p. 13 : « On n'a jamais vu si peu de tristesse de la mort d'un roi et tant de joie de ce que la justice a été rendue au duc d'Orléans par rapport à sa naissance et par rapport à son mérite personnel. »

⁶ *Gazette de la Régence*, janvier 1715-juin 1719, édit. E. de Barthélemy, in-12, Paris, 1887, p. 10.

noter chaque jour nouvelles, symptômes et promesses. La Bastille s'ouvre et laisse sortir ceux qui n'y sont pas retenus pour des « crimes énormes⁷ ». Saint-Éloi, la Conciergerie et le For-l'Évêque cessent de retenir bon nombre de détenus pour dettes⁸. Mais l'opinion se passionne beaucoup plus pour les disgrâces qui vont frapper l'entourage du feu Roi et renouveler l'atmosphère du pouvoir. Déjà on escompte le renvoi du chancelier et du contrôleur-général⁹. Passant à côté de Desmaretz, le chevalier de Bouillon, chantonne : « Adieu paniers, vendanges sont faites¹⁰ ». La réception faite au Père Le Tellier enchante tous ceux qui se flattent que, sous le nouveau règne, la *Constitution* « perdra quatre-vingt-quinze pour cent¹¹ ». Flanqué du Père du Trévou, confesseur du Régent, le P. Le Tellier fut au Palais-Royal et dit au duc d'Orléans : « Je viens pour savoir ce que Votre Altesse Royale a résolu de disposer de ma personne ». A quoi le prince répondit : « Mon père, vous me prenez pour un autre. C'est à vos supérieurs de disposer de vous et nullement à moi¹² »; et saluant la députation : « Mes pères, j'ai bien des affaires; je me recommande à vos prières », et il s'esquiva. On en fait des gorges chaudes, on tourne la réception en dialogue : « Je me recommande à vos prières » — « Prières de jésuites » — Ce n'est pas la grâce efficace¹³. »

C'est que la question religieuse prime toutes les autres, même les finances. Tandis que les opposants se persuadent que « le Régent semble vouloir montrer beaucoup d'indulgence sur le fait de la religion¹⁴ », les constitutionnaires s'inquiètent. L'évêque d'Angers déclare au Régent que « le clergé espère surtout que l'Église alarmée trouvera dans [le prince] un juste et zélé défenseur¹⁵ ». Mais le cardinal de Noailles se montre tous les jours au Palais-Royal et la Sorbonne dépose son syndic, coupable d'avoir fait opposition au cardinal¹⁶. En même temps, le Régent, qui cul-

La question
religieuse
et la
question
de l'alliance

⁷ Buvat, *Journal de la Régence*, édit. E. Campardon, in-8, Paris, 1865, t. I, p. 93-94; Marais, *op. cit.*, p. 184; *Gazette*, p. 11.

⁸ Buvat, *Journal*, t. I, p. 91.

⁹ *Gazette*, p. 11.

¹⁰ *Gazette*, p. 15.

¹¹ *Gazette*, p. 11.

¹² Buvat, *Journal*, t. I, p. 50-51.

¹³ Marais, *Journal*, t. I, p. 189.

¹⁴ *Gazette*, p. 12.

¹⁵ Marais, *Journal*, t. I, p. 185.

¹⁶ *Gazette*, p. 11. Voir aussi Buvat, *Journal*, t. I, p. 97, Le Rouge fut remplacé par Ravechet, que nous retrouverons.

tive sa popularité, procède à des économies chétives qu'on présente comme des réformes considérables : suppressions sur les écuries, sur la bouche, sur la musique du Roi et réductions promises sur sa maison¹⁷. Le bruit court dans Paris que le prince s'est « déclaré pour l'entretien de la paix et pour ôter tout sujet de plainte aux étrangers. Nous verrons, disent ceux que préoccupe la politique étrangère, comment l'affaire de Marduyck ira désormais¹⁸ »; et ils n'ignorent pas que, le 3 septembre, au lendemain de la cassation du testament, « l'ambassadeur d'Angleterre et celui de Hollande se rendirent secrètement au Palais-Royal, où le premier fit offre d'argent... et le second fit offre de troupes » au Régent « pour lui assurer la couronne de France en cas que le jeune Roi vint à mourir et que le Roi d'Espagne voulut s'y opposer¹⁹ ». En effet, dès le 5 septembre, Philippe d'Orléans écrit à Georges I^{er} que « si quelque chose peut me flatter, c'est de pouvoir librement à présent marquer à Votre Majesté combien j'ai été sensible à l'honneur de son amitié » et il « la supplie de croire que, tandis que son administration durera, il n'oubliera rien de tout ce qui pourra en assurer les liens²⁰ ». Et lord Stair se multiplie pour circonvenir le Régent, poussant le scrupule jusqu'à se souvenir de la vieille Madame qui a son franc-parler avec son fils et à qui un présent fait à propos inspire ou rafraîchit des sympathies pour la famille royale d'Angleterre²¹.

Premiers
bruits
de réformes

Avant de songer à la politique étrangère, le Régent avait à surmonter de graves difficultés intérieures et même des périls. « On a répandu dans la ville, écrit sa mère, plus de quarante placards contre lui... J'avoue que je m'inquiète en le voyant en butte à tant d'animosité²². » Secouant cette nonchalance que lui imposait l'état de demi-disgrâce où le retenait le feu Roi, il « prend les affaires tellement à cœur, qu'il n'a plus de repos ni jour ni nuit²³;... travaille depuis six heures du matin jusqu'à minuit²⁴ ». Il lui faut assister à de longues cérémonies : messe de *Requiem*, compliments des cours souveraines, entendre des

¹⁷ Gazette, p. 11; Buvat, *Journal*, t. I, p. 49, 98.

¹⁸ Gazette, p. 11.

¹⁹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 54.

²⁰ *Public Record Office*, France, vol. 346; le Régent à Georges I^{er}, Versailles, 5 septembre 1715.

²¹ Madame, *Correspondance*, édit. Brunet, t. I, p. 185, Versailles, 6 septembre 1715.

²² Madame, *Correspondance*, t. I, p. 190, Paris, 17 septembre.

²³ Madame, *Correspondance*, t. I, p. 184, Versailles, 10 septembre.

²⁴ Madame *Correspondance*, t. I, p. 191, Paris, 24 septembre.

harangues, y répondre²⁵. Ses moindres démarches sont épiées, commentées; mais le prince ne se hâte pas. Le 3 septembre, il tient deux conseils où ne se trouvent que les ministres du feu Roi, « tous fort en peine²⁶ »; le lendemain, conseil d'État avec les mêmes; le surlendemain « on ne doute pas qu'il n'y ait de grands changements,... mais cela ne sera déclaré que quand le Roi aura été au Parlement », et on parle de six conseils²⁷. Dès ce jour, les réformes se confirment dans la maison du Roi, dans les bâtiments et dans les équipages de chasse, qui sont mis sur le pied où ils étaient à la mort de Louis XIII. Les matelots du grand canal sont congédiés, toutes les terres au-delà du grand canal affermées pour la culture, les quatre cents chevaux de la petite écurie réduits à quatre attelages et il est question de confier la garde et l'entretien de Versailles à six Suisses et à douze jardiniers²⁸.

Les cérémonies funèbres alternaient avec les pompes de l'avènement. Le 4 septembre, les entrailles de Louis XIV furent portées à Notre-Dame dans un carrosse²⁹; le 6, le cœur fut présenté à la maison professe des jésuites par le cardinal de Rohan³⁰. Ce jour avait d'abord été fixé pour le premier lit de justice de Louis XV, « mais les dames de la Cour firent entendre que cela ne se pouvoit point, parce qu'en France, on n'entreprendoit et on ne faisoit rien de grand ni de solennel le vendredi, qui passoit pour un jour malheureux. On a eu, dit Mathieu Marais, cette complaisance pour les dames et pour cette superstition³¹. » La séance fut donc remise au lendemain et le Premier Président fit assembler les chambres pour concerter le cérémonial³².

Après-dîner les gardes du corps étaient venus prendre les clés

Lit
de justice
retardé

²⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 167; Buvat, *Journal*, t. I, p. 49; Aligre, *Relation*, p. 24-25.

²⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 165; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 209.

²⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 167.

²⁸ Buvat, *Journal*, t. I, p. 50.

²⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 166; Anthoine, *Journal*, p. 98; Buvat, *Journal*, t. I, p. 50; Marais, *Journal*, t. I, p. 185; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 209.

³⁰ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 167; Anthoine, *Journal*, p. 98-100; Buvat, *Journal*, t. I, p. 51; Marais, *Journal*, t. I, p. 187; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 209; A. Callet, *Les cœurs de Louis XIII et de Louis XIV*, dans *La Cité*, Bulletin de la Société historique et archéologique du IV^e arrondissement, 1906-1907, t. III, p. 195-199.

³¹ Marais, *Journal*, t. I, p. 187-188.

³² Aligre, *Relation*, p. 25.

et se rendre les maîtres du Palais d'où ils firent retirer tous les marchands²³. La curiosité des Parisiens rêvait aux moyens de triompher des « difficultés presque insurmontables » opposées à ceux qui voulaient pénétrer dans la Grand-Chambre²⁴. Le samedi 7 septembre, dès huit heures du matin, les présidents pénétraient dans la salle fameuse où une partie des conseillers, en robe rouge, s'étaient présentés dès quatre heures du matin. Le lit de justice de velours violet à bandes de velours cramoisi, chargé de fleurs de lys et de porcs-épics d'or, était placé dans l'angle du fond et la place du Roi marquée par un carreau de velours cramoisi fleurdelysé avec trois oreillers de même pour appuyer l'enfant de tous les côtés. Carreaux, pliants, chaise à bras, bancs, forment une disposition compliquée où viennent prendre place magistrats, dignitaires, invités, curieux et jusqu'à un abbé, maître des requêtes, faufilé entre messieurs, que découvre le président de Novion qui l'interpelle, le gourmande, lui reproche de n'être pas à sa place, lui ordonne de se retirer ou de se cacher si bien qu'on ne puisse l'apercevoir et, finalement, l'oblige « de s'asseoir à plate-terre ».

Tout le monde en place, les députations prêtes à se rendre au devant du Roi, les présidents prêts, au signal, à se draper dans leurs fourrures, on attend²⁵. Au dehors, les officiers du Châtelet, la connétable, la maréchaussée, le gouverneur de Paris, le prévôt des marchands, les échevins et autres officiers de l'Hôtel de ville, tous à cheval, en habits de cérémonie, avec les régiments des gardes françaises et suisses et les Cent-Suisses de la garde du Roi attendent sur le Cours la Reine²⁶. Paris, en habits de fête, est dans les rues. Vers dix heures débouche un carrosse à huit chevaux, escorté des gendarmes d'Orléans, c'est le Régent qui remercie et renvoie tout le monde : le Roi est enrhumé et n'a pas bien dormi la nuit, il ne viendra pas²⁷. Pendant que la nouvelle circule et disperse la foule, un bruit sourd se répand au Palais que le Roi s'est trouvé incommodé et reste à Versailles. Bientôt le sieur Millin, premier secrétaire du chancelier, en habit de grand deuil, manteau long et crêpe traînant, se présente à l'entrée du parquet où le Premier Président lui fait signe de la main de ne point avancer davantage. Il annonce que le Régent et le chancelier

²³ Aligre, *Relation*, p. 26; *Gazette*, p. 12.

²⁴ *Gazette*, p. 12.

²⁵ Aligre, *Relation*, p. 26-31.

²⁶ Buvat, *Journal*, t. I, p. 51; Marais, *Journal*, t. I, p. 188.

²⁷ Buvat, *Journal*, t. I, p. 51; Marais, *Journal*, t. I, p. 188; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 168.

prient le Premier Président et le procureur-général d'aller se concerter avec eux au Palais-Royal. Ils partent et le président de Novion les remplace en attendant leur retour.

L'attente semble longue, les uns disputent sur la convenance du procédé, les autres n'ont de souci que pour la santé du Roi; ces derniers peuvent se rassurer. L'enfant n'est ni enrhumé ni souffrant, mais sa gouvernante n'a pu venir à bout de sa mauvaise tête. Pour n'aller pas à Paris il a fait semblant d'être malade, a boudé, s'est mutiné, a refusé son déjeuner. Mme de Ventadour alors l'a conduit à Trianon où l'appétit lui est revenu avec la gaieté et, pendant que Messieurs se morfondent sur les fleurs de lys, il gambade avec un enfant de son âge qu'il nomme son hussard²⁸. Enfin le Premier Président rentre, en robe rouge, explique que le Roi a une maladie qui ne se peut nommer en si bonne compagnie²⁹ et que le Parlement est prorogé jusqu'à ce que la santé du jeune Louis XV soit rétablie³⁰.

« Le lendemain, le Régent qui était importuné du séjour de Versailles parce qu'il aimait à demeurer à Paris où il avait tous ses plaisirs sous sa main³¹, » songea à exécuter la seule des volontés du feu Roi qui fut à sa convenance. Les médecins de la Cour, tous « commodément logés à Versailles » opinaient contre le transport du Roi à Vincennes; le Régent envoya chercher à Paris les médecins appelés en consultation les jours précédents, les aborda, les chambra dans le cabinet de Mme de Ventadour et, en présence de la gouvernante, du duc du Maine et du maréchal de Villeroy leur demanda leur avis sur la salubrité de Vincennes. Tous les six médecins de Paris « qui n'avoient rien à gagner au séjour de Versailles » s'étendirent sur les avantages de Vincennes qui jouit d'« un air médiocre dans un terrain uni, où il n'y a ni montagnes ni vallées, la rivière assez loin et couverte par le bois ». Le feu Roi y avait été élevé et y avait pris cette forte constitution qui l'avait fait vivre soixante-dix-sept ans; « au lieu qu'à Versailles l'air étoit épais, marécageux plein de brouillards entre les montagnes, parmi des eaux forcées et croupissantes » et trois Dauphins y étaient morts. La cause était gagnée

Transfert
du Roi
à Vincennes

²⁸ Buvat, *Journal*, t. I, p. 51-52.

²⁹ Marais, *Journal*, t. I, p. 188, nous dit qu'il n'osa prononcer le mot le *dévolement*.

³⁰ Aligre, *Relation*, p. 33; Marais, *Journal*, t. I, p. 188; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 210; Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution de 1789*, in-8, Paris, 1830, t. XXI, p. 25, n° 3; Buvat, *Journal*, t. I, p. 54-55.

³¹ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 211.

d'avance. On laissa Poirier, Boudin et Dodart, médecins de la Cour, dissenter à l'aise sur les avantages de Versailles avec l'appui de Mme de Ventadour⁴², et il fut résolu qu'on mènerait Louis XV à Vincennes, le lendemain.

Accueil
des
Parisiens

Le lundi 9 septembre, à deux heures⁴³, le jeune Roi quitta Versailles dans son carrosse d'où il fit jeter quelque argent au peuple au bas de la place d'Armes⁴⁴. Il arriva à Paris vers quatre heures. Le cortège se composait de cinq carrosses avec une escorte de gardes du corps, gendarmes et cheveau-légers⁴⁵. On suivit le Cours jusqu'à la porte Saint-Honoré et on traversa le rempart jusqu'à la porte Saint-Antoine. Partout une infinité de carrosses et de peuple criait : « Vive le Roi ! » si bien que l'enfant criait lui-même « Vive le Roi ! » de toute sa force⁴⁶. Tous les regards se dirigeaient vers son carrosse où, entre le Régent et la duchesse de Ventadour, Louis XV était assis sur un siège un peu plus bas et un peu plus avancé, pour être plus aisément aperçu. Il était vêtu de noir en justaucorps, avec un chapeau noir tout uni, portant le cordon bleu et la plaque du Saint-Esprit en broderie d'argent sur son habit. L'appétit lui étant venu, le Régent fit arrêter le carrosse au droit de la porte Gaillon, derrière le jardin de l'hôtel de Conti. Pendant qu'il mangeait, le Régent lui fit remarquer l'empressement des Parisiens en lui disant : « Voyez, Sire, combien votre peuple de Paris vous aime et comme il prend plaisir à vous voir; il est bon que vous lui en sachiez bon gré, ainsi, saluez-le⁴⁷. » On admira sa beauté, sa taille, sa bonne grâce, on trouva qu'il portait son chapeau de bon air, bref, il ne se put rien ajouter aux tendresses et aux acclamations des Parisiens⁴⁸.

Funérailles
de
Louis XIV

Le même jour, à sept heures du soir, commencèrent les funérailles de Louis XIV. Après le chant des vêpres des morts, le cercueil fut levé du lit de parade et porté par seize officiers de la chambre et de la garde-robe dans la salle des gardes d'où ceux-ci le transportèrent sur le chariot d'armes arrêté dans la cour de marbre. Le corps était couvert d'un poêle de velours noir

⁴² Marais, *Journal*, t. I, p. 190-191; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 169.

⁴³ Narbonne, *Journal*, p. 46; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 169; Marais, *Journal*, t. I, p. 192.

⁴⁴ Narbonne, *Journal*, p. 46.

⁴⁵ Anthoine, *Journal*, p. 100.

⁴⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 170; Marais, *Journal*, t. I, p. 192.

⁴⁷ Buvat, *Journal*, t. I, p. 52.

⁴⁸ Marais, *Journal*, t. I, p. 192.

croisé de moire d'argent. Vers huit heures on se mit en marche dans cet ordre :

Pauvres à pied, en deuil, portant des flambeaux. Les officiers d'office, à pied; quelques-uns à cheval. Les pages et les gens de livrée. Carrosses des principaux officiers. Le maître des cérémonies. Le grand maître des cérémonies. Les mousquetaires noirs. Les mousquetaires gris. Les cheveau-légers. Les officiers de la chambre et de la garde-robe. Premier carrosse du Roi où étaient les aumôniers ordinaires et le P. Le Tellier. Deuxième carrosse où étaient : le duc de Bourbon, grand-maitre de France; le cardinal de Rohan, grand-aumônier; le duc de Tresmes, le duc de la Trémouille, le duc de Mortemart tous premiers gentilhommes de la chambre, et le chevalier de Dampierre, premier écuyer de M. le Duc⁴⁹. Les trompettes de la chambre, à cheval. Le roi et les hérauts d'armes caparaçonnés. Quatre aumôniers à cheval, portant les quatre coins du poêle. Le prince Charles de Lorraine, grand-écuyer, à cheval. Le duc de Villeroy, capitaine des gardes du corps, à cheval. Les gardes du corps, les gendarmes.

Le convoi traversa le pont de Sèvres et le bois de Boulogne. En passant au parc de Madrid, on renouvela les flambeaux au nombre de huit à neuf cents⁵⁰; on se trouva arrêté par une des portes du parc de Boulogne qu'il fallut abattre afin de laisser passer le chariot funèbre⁵¹. Ensuite on se dirigea vers Montmartre pour gagner la plaine Saint-Denis. Outre l'illumination d'un millier de flambeaux, tous les carrosses de Paris bordaient les chemins, également éclairés avec des torches. « Le peuple regardait cela comme une fête, et, plein de la joie d'avoir vu le Roi vivant, n'avoit pas toute la douleur » convenable⁵². Aux pre-

⁴⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 170; Additions de Saint-Simon, p. 171 et *Mémoires*, t. VIII, p. 211.

⁵⁰ Anthoine, *Journal*, p. 102.

⁵¹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 170.

⁵² Marais, *Journal*, t. I, p. 192. C'est tout; ni les Anthoine, ni Buvat ne soufflent mot, pas même Saint-Simon, des prétendues scènes d'outrages et de ripailles rapportées par Duclos, *Mémoires secrets*, édit Michaud, p. 498. Dans *La vie de Philippe d'Orléans*, par M. L. M. D. M., 1736, t. I, p. 148-149, on lit que « la joie qu'on avoit d'être délivré de sa tyrannie (c'est ainsi qu'on s'exprimait) éclata surtout le jour du convoi qui transportait son corps à Saint-Denis, au chant des prêtres, on mêloit des chansons pleines de satyres grossières, cette marche eut plus l'air d'une masquerade que d'une pompe tant elle fut accompagnée d'éclats de rire et d'action encore plus indécentes. » La légende se forme, Duclos, Lémontey, Michelet, H. Martin, Jobez y ajoutent tous plus ou moins. Il faut se souvenir qu'il était cinq heures du matin à la mi-septembre.

mières lueurs du jour, vers cinq heures du matin, le cortège arriva au grand pavé qui conduit de Paris à Saint-Denis, entre la Croix penchée et la Croix des Caves⁵³; il y fut joint par un grand nombre d'officiers des sept-offices à pied, par les gardes de la prévôté de l'Hôtel et par les Cent-Suisses. Là attendaient dom Robert Marchand, prieur de l'abbaye, à la tête de cent vingt moines tous revêtus de chapes de velours noir, du clergé séculier et régulier et du corps de ville⁵⁴.

Toute cette troupe s'ouvrit, formant deux haies, pour donner passage à la tête du cortège. Lorsqu'arriva le chariot, le cardinal de Rohan et le prieur de Saint-Denis encensèrent le cercueil, ensuite on reprit la marche au chant des psaumes, et on arriva au seuil de la basilique sur les sept heures du matin. Le cardinal présenta le corps qui fut déposé à l'entrée de l'église pendant les discours, encensements et aspersions⁵⁵, et porté de là au chevet du chœur où il devait être gardé nuit et jour par deux moines, deux gardes du corps et deux gardes de la manche pendant quarante jours, jusqu'au service solennel⁵⁶.

Il restait à réparer le contre-temps qui avait fait manquer le lit de justice et la déclaration de la Régence.

Le jeudi 12 septembre⁵⁷, le Roi partit de Vincennes après son dîner, à une heure après-midi pour aller au Parlement. Dans un premier carrosse à six chevaux les grands officiers qui jetaient de l'argent au peuple; dans le carrosse royal, attelé de huit chevaux pie, le Roi avec le Régent, Mme de Ventadour, M. le Duc, le duc du Maine, le comte de Toulouse et le maréchal de Villeroy. L'escorte se composait de deux compagnies de mousquetaires, suivis d'un détachement de cinquante cheval-légers, après lesquels venaient quatre brigades des gardes du corps suivis de hoquetons de la prévôté de l'Hôtel, des Cent-Suisses précédant le carrosse du Roi de chaque côté duquel marchaient les valets de pied les uns à sa livrée, les autres en deuil; derrière venait tout le guet des gardes du corps et un détachement de cinquante gendarmes vêtus de neuf. Enfin les carrosses de suite.

⁵³ Anthoine, *Journal*, p. 102.

⁵⁴ Anthoine, *Journal*, p. 102; Narbonne, *Journal*, p. 47-48; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 170; Buvat, *Journal*, t. I, p. 54.

⁵⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 170; Anthoine, p. 102-104.

⁵⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 219; Anthoine, *Journal*, p. 115-123; Buvat, *Journal*, t. I, p. 100.

⁵⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 172; Buvat, *Journal*, t. I, p. 55-57; Marais, *Journal*, t. I, p. 199-201; Aligre, *Relation*, p. 37-42; Anthoine, *Journal*, p. 105-113.

Depuis Vincennes jusqu'au Palais, on marcha en cet ordre, au pas, au travers d'une foule si compacte qu'on fut obligé, pour ouvrir le passage, de faire mettre les baïonnettes aux fusils, ce qui n'empêcha pas qu'il n'y eût quelques personnes étouffées. Les fenêtres des maisons étaient ornées de riches tapis et remplies de spectateurs. En arrivant à la barrière du Trône, le duc de Tresmes gouverneur de Paris, présenta au Roi M. Bignon, prévôt des marchands, suivi de quatre échevins, de tous les officiers de l'Hôtel de ville quarteniers, dizainers, juges-conseils, notables et bourgeois, tous à cheval. Le Roi descendit de carrosse dans les bras du maréchal de Villeroy et reçut les clefs de la ville avec un compliment de bienvenue du prévôt des marchands. Le Roi remonta en carrosse et reprit sa marche entre une haie d'archers du guet à cheval et à pied, de gardes françaises et suisses. Un exempt des gardes du corps en avant du carrosse et deux écuyers aux portières jetaient de l'argent au peuple, de temps en temps. On suivit le faubourg et la rue Saint-Antoine, la Grève, le quai Pelletier, le pont Notre-Dame pour entrer au Palais par la porte qui fait face à la rue de la *Vieille-Draperie*.

Vers trois heures, le Roi arriva au Palais, son carrosse s'arrêta au pied de l'escalier de la Sainte-Chapelle et les oiselières de Paris, suivant l'usage, lui présentèrent à la portière deux cages remplies d'oiseaux pour les ouvrir lui-même et leur donner la liberté, ce qu'il fit. Sur les degrés l'attendaient depuis longtemps le comte de Charolais, le prince de Conti et le prince de Dombes; l'abbé de Champigny, trésorier, en chape, attendait à la tête du Chapitre. Louis XV était vêtu de violet foncé, avec un long manteau et un rabat de toile de Hollande. Il monta à pied le grand degré, le duc de la Trémoille portant la queue de son manteau. Quand il fut sur le perron, le prince Charles de Lorraine, le prit dans ses bras et le porta dans le chœur de la Sainte-Chapelle pour adorer la vraie croix, voir les reliques et entendre la députation composée des quatre présidents de Novion, de Ménars, de Lamignon et d'Aligre avec six conseillers. Tous se dirigèrent alors vers la Grand'Chambre. Le prince Charles portait le Roi, derrière qui le duc de Villeroy, le Premier Président et Mme de Ventadour tenaient chacun une lisière. L'enfant voulut marcher, on le mit à terre quelque temps, ensuite le prince Charles le reprit sur ses bras et le porta jusqu'à l'entrée de la Grand'Chambre. Là, le duc de Tresmes, faisant l'office de grand chambellan, s'empara de lui et le porta jusqu'au lit de justice, l'y déposa et s'assit à ses pieds entre le maréchal de Villeroy et la duchesse de Ventadour tenant toujours la lisière. Le chancelier prit place,

les princes du sang, le pairs et le duc de Tresmes ôta le chapeau du Roi trois fois, qui est la salutation d'usage. L'enfant s'avisait de l'enlever une fois de plus car la longueur du crêpe lui déplaisait, mais le silence s'étant établi, la séance commença.

Le Roi avait oublié son discours. Le duc de Villeroy le lui chuchotta trois ou quatre fois à l'oreille, alors, ôtant son chapeau, l'enfant dit de bonne grâce : « Messieurs, je viens vous assurer de mon affection : mon chancelier vous dira le reste. »

Le chancelier se découvrit, mit un genou devant le Roi pour lui demander la permission de parler, se rassit et fit un discours analogue aux circonstances; puis vint le tour du Premier Président et celui de l'avocat-général qui conclut à la Régence conformément à l'arrêt du 2 septembre. Le chancelier prit les opinions et prononça l'arrêt de Régence⁵⁸. La séance avait duré une heure. Le Roi avait tout regardé de sa place, sans bouger, faisant attention à tout, s'épongeant avec un mouchoir. On le reconduisit avec le même cérémonial, parmi les acclamations et les cris de la foule, au bruit du canon de la Bastille, soulevant une joie et des espérances que sa vie et son règne devaient tristement démentir.

Idolâtrie
du
petit Roi

Mais un sentiment d'infinie tendresse soulevait alors tous les cœurs pour ce frère rejeton de qui la beauté, la pâleur, la gentillesse tenaient en éveil l'instinct maternel de la nation tout entière. Cet orphelin a miraculeusement retrouvé une mère, c'est la France. Il n'était cœur de femme qui ne se serrât à la pensée de le perdre, c'était l'enfant gâté dont les caprices et les espiègleries dérident les fronts les plus sévères, dont les bobos attendrissent les indifférents, dont les colères et les escapades n'épuisent aucune indulgence. On recueille ses mots et on admire ses enfances. Un grave avocat au Parlement, philosophe, érudit, récolte ces traits qui courent sur toutes les lèvres.

Quand on eut appris au petit Roi sa phrase pour le lit de justice, il a trouvé mauvais qu'on le traitât en enfant, a protesté qu'il ne voulait pas que son chancelier dise le reste et qu'il dirait tout lui-même. Cependant il oublie sa réponse à la députation du clergé, ne songeant qu'à un chapeau qui l'intéresse et qui tombe à terre. « Ah! le voilà tombé! crie-t-il enchanté. » A la Vrillière il demande ce qu'il est : « Secrétaire d'État, ayant l'honneur de travailler avec Sa Majesté. » Vite, il l'amène dans son cabinet et lui donne, pour travail, à éplucher des noisettes. A Bontemps qui entre dans son cabinet, il crache au nez en riant :

⁵⁸ Buvat, *Journal*, t. I, p. 73-74; Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. XXI, p. 26-36.

Retirez-vous, je suis avec mon chancelier »; le chancelier c'est le petit camarade habillé en housard⁵⁹.

Tout ceci délassait, déridait, après ces dernières années de gravité morose; mais pendant que le petit Roi occupait les imaginations et les cœurs, le Régent inaugurait des méthodes nouvelles de gouvernement. D'abord, tout alla bien. Le Parlement, remis en possession du droit de remontrances nageait dans l'ivresse. Non seulement, le nouveau maître se montrait chaud parlementaire, mais encore hostile aux jésuites et à la bulle; son entourage n'avait pas besoin d'être stimulé dans cette voie et dépassait le prince qui par inclination, nonchalance et dédain n'eut tracassé personne sur le fait de la religion⁶⁰. Le public, amusé, assistait à un étrange chassé-croisé. Tandis que la Bastille laissait sortir les jansénistes, la province cessait de retenir les exilés. L'archevêque de Tours, l'évêque de Châlons se montraient à Paris⁶¹, le nonce Bentivoglio, perdu de mœurs, avait reçu, disait-on, l'invitation de « retourner au plus tôt possible à Rome⁶² » et le Père Le Tellier était exilé à Amiens⁶³. Aux cardinaux de Rohan et de Bissy venus prendre ses ordres sur l'affaire de la Constitution, le Régent répondait : « Messieurs, n'y pensez plus; il auroit été bien plus à propos que vous ne vous en fussiez pas tant mêlés⁶⁴. » Cette conduite ne pouvait manquer de soulever contre lui les jésuites et leur parti sans que les jansénistes et les parlementaires compensassent ce déchet. Quant aux protestants, très nombreux encore mais impuissants et opprimés par une législation implacable, ils ne pouvaient compter pour rien politiquement. Le duc d'Orléans sollicité par sa mère et par lord Stair en faveur des galériens n'osait faire que de vagues promesses⁶⁵, sachant que jansénistes et jésuites ne tombaient d'accord que sur ce seul point de ne pas souffrir qu'on donnât quelque relâche à la persécution. Le peuple n'était pas moins animé contre les hérétiques. Ainsi au milieu de la réaction bruyante contre tout ce qui avait appartenu et tout ce qui se réclamait du

Politique
religieuse
du Régent

⁵⁹ Marais, *Journal*, t. I, p. 194-195.

⁶⁰ *Madame à la raugrave Louise*, Paris, 27 septembre 1715, dans *Correspondance*, édit. G. Brunet, t. I, p. 191; Marais, *op. cit.*, t. I, p. 204, 17 septembre.

⁶¹ Marais, *Journal*, t. I, p. 198-199.

⁶² Buvat, *Journal*, t. I, p. 96-97.

⁶³ Avec une pension annuelle de six mille francs, Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 44.

⁶⁴ Buvat, *Journal*, t. I, p. 99.

⁶⁵ *Madame à la raugrave Louise*, Paris 8 oct., 15 oct., 1715, *op. cit.*, t. I, p. 193-195.

dernier règne, le Régent n'était pas dispensé de recourir aux ménagements. Il a, écrivait sa mère « autant d'ennemis que d'amis et je crains que le nombre de ses ennemis n'aille en augmentant⁶⁶ ».

Créations
des conseils

Après quelques conseils tenus avec les ministres du feu Roi, le Régent ne se sentit pas en mesure d'entrer en lutte contre ses amis et leur sacrifia des administrateurs émérites. La réaction présentait un fougueux caractère aristocratique et réclamait la disgrâce de ministres tirés du tiers-état; celle du contrôleur-général, Desmaretz, semblait certaine⁶⁷; celle du chancelier l'était plus encore et le rusé compère avait eu l'adresse de répandre dans le public que sa disgrâce n'aurait d'autre cause que son refus de révéler le contenu du testament. Enfin, le 14 septembre, on apprit que Voysin donnait sa démission de secrétaire d'État de la guerre pour se conserver les sceaux. Le lendemain on sut que Pontchartrain et Torcy étaient épargnés; Desmaretz payant pour tous, était mis à l'écart sans compensation. Ce jour-là, deux *Déclarations*, datées de Vincennes, annoncèrent la création des Conseils et la suppression des secrétaires d'État. « On s'attendoit bien, dira le président Hénault, à voir de nouveaux favoris, mais ce qu'on n'attendoit pas, c'est que les ministres fussent choisis parmi les favoris et que les courtisans devinssent les arbitres du gouvernement. Le pouvoir absolu dont avoit joui le feu Roi sembloit avoir appris à ses pareils qu'ils ne devoient confier leur autorité qu'à ceux qui n'ayant nul droit d'y prétendre par leur état, s'efforcent de se maintenir par leur travail dans une place qu'on peut leur ôter sans conséquence, au lieu qu'en donnant sa confiance aux grands du royaume, il est à craindre qu'ils n'en abusent et que plus ils semblent avoir droit au gouvernement, plus il est dangereux de les y appeler⁶⁸. »

Rien n'était plus opposé à l'esprit du gouvernement de Louis XIV que le recours aux Conseils. L'idée, on le sait déjà, appartenait au groupe de consultants politiques qu'interrogeait le duc de Bourgogne. Louis XIV en trouva le projet dans la cassette de ce prince et l'ayant lu devant le duc d'Antin, le jugea en deux mots : « Ces gens-là, dit-il ne connaissent guère les Français, ni

⁶⁶ Madame à la raugrave Louise, Paris, 18 octobre, op. cit., t. I, p. 195.

⁶⁷ Buval, *Journal*, t. I, p. 95-96; Marais, *Journal*, t. I, p. 196.

⁶⁸ Marais, *Journal*, t. I, p. 196.

⁶⁹ Mémoires du président Hénault, dans L. Perey, *Le président Hénault et Mme du Deffand. La Cour du Régent et la Cour de Louis XV et de Marie Leszcinska*, in-8, Paris, 1893, p. 41.

la manière dont il faut les gouverner⁷⁰. » Les Français d'ailleurs, épuisés, lassés par un régime qui avait tari la fortune publique, impatients d'un système qui avait conduit l'État au bord de la ruine, s'émancipaient, rêvaient d'autre chose. « C'est chose inconcevable, écrivait l'ambassadeur d'Angleterre, combien ils détestent ici leur condition et raffolent de la nôtre⁷¹. » Le Régent était disposé à tenter l'aventure au sujet de laquelle, à la suite de quelques entretiens avec Saint-Simon, Noailles et les roués, il s'imaginait avoir profondément réfléchi. Rien, cependant n'était plus prématuré que l'expérience dans laquelle il allait se lancer sans savoir ce qu'il voulait obtenir et ce qu'il voulait éviter. Le duc d'Orléans n'avait pas même tiré profit des longues journées de l'agonie du feu Roi pour déterminer ses choix à tête reposée, en sorte que cette mort prévue parut le surprendre et il se trouva « noyé d'affaires, d'ordres à donner et de choses à régler. Il se trouva en même temps assiégé de gens qui vouloient être de ces conseils⁷². »

Le nom du duc de Bourgogne, si populaire alors, suffisait à la recommandation des Conseils au jugement de la foule. A la Cour l'idée rencontrait aussi, mais pour d'autres raisons, de chauds adhérents. Saint-Simon, qui s'en était fait le prôneur et qui, de bonne foi, s'en croyait l'inventeur, a pris soin d'expliquer ce qu'il a dû, vingt fois, exposer au duc d'Orléans. « Mon dessein, dit-il, fut de commencer à mettre la noblesse dans le ministère, avec la dignité et l'autorité qui lui convenoit, aux dépens de la robe et de la plume, et de conduire sagement les choses par degrés et selon les occurrences, pour que peu à peu cette roturité perdît toutes les administrations qui ne sont pas de pure judicature... pour soumettre tout à la noblesse en toute espèce d'administration. L'embarras fut l'ignorance, la légèreté, l'inapplication de cette noblesse accoutumée à n'être bonne à rien qu'à se faire tuer, à n'arriver à la guerre que par ancienneté, et à croupir, du reste dans la plus mortelle inutilité, qui l'avoit livrée à l'oisiveté et au dégoût de toute instruction hors de guerre, par l'incapacité d'état de s'en pouvoir servir à rien. Il étoit impossible de faire le premier pas vers ce but sans renverser le monstre qui avoit dévoré la noblesse, c'est-à-dire le contrôleur-général

Par qui
imaginés
et recom-
mandés

⁷⁰ Mémoires du duc d'Antin, cités par Lémontey, op. cit., t. I, p. 44.

⁷¹ Ozenfoord Castle, Stair Papers, t. II, Lord Stair à lord Stanhope, 8 mars 1715.

⁷² Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVI, p. 179; *Mémoires*, t. VIII, p. 215.

et les secrétaires d'État⁷³. » Après la mort du duc de Berry, Saint-Simon avait vu jour au succès de son plan destiné au duc de Bourgogne. Il le relut, le remania, le récrivit vers la fin de 1714 ou au commencement de 1715 pour le duc d'Orléans⁷⁴. On en a déjà fait connaître quelque chose⁷⁵. L'auteur préconise l'institution de sept conseils chargés de la religion, des affaires étrangères, de la guerre, de la marine, des finances, des dépêches (affaires principales) et d'ordre (veillant à tout ce qui est relatif aux titres, honneurs, dignités, rangs et préséances). Le conseil des parties et le conseil d'État étaient conservés; ce dernier composé de cinq ministres, dont aucun ne sera de robe ni de plume et n'en aura jamais été. Ce que Saint-Simon, tout entier à ses haines et à ses rancunes, poursuivait avec acharnement c'était la satisfaction « de dépouiller les secrétaires d'État de toutes les plumes étrangères que ces oiseaux de proie ont arrachées à tous et partout, et de ne leur laisser que leur naturel plumage »; c'est-à-dire l'habit de gens de robe, le rabat, — et un rabat sans ressemblance à cravate — jamais d'or, d'argent sur leurs habits, ni couleur rouge ou bleue, encore moins d'épée. Ce plumage les réduira « à écrire les ordres qu'ils reçoivent, à faire les expéditions qui leur seront ordonnées, ... à ne signer que ce qui lui sera commandé en toute affaire, [à n']influencer sur aucune et sur rien que les bagatelles...⁷⁶ »

Trente années plus tard, Saint-Simon condamnera la tentative de 1715 où le Régent n'avait pris de ce premier plan « que la plus faible écorce⁷⁷ ». La déclaration du Roi portant « établissement de plusieurs Conseils pour la direction des affaires du royaume » exposait, dans son préambule, les motifs de la réforme⁷⁸.

Leur
institution

« Le feu Roi, faisait-on dire à Louis XV, pouvoit par ses qualités personnelles et ses vertus éminentes suffire seul au gouvernement de son royaume : la droiture de son cœur, l'élévation de son esprit, l'étendue de ses lumières, augmentées et soutenues par une longue expérience, lui rendoient tout facile dans l'exercice de la royauté; mais la faiblesse de notre âge demande de plus

⁷³ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XI, p. 427.

⁷⁴ P. Mesnard, *Projets de gouvernement du duc de Bourgogne, Dauphin, Mémoire attribué au duc de Saint-Simon*, in-8, Paris, 1860.

⁷⁵ Introduction du présent volume, p. XLI.

⁷⁶ P. Mesnard, *op. cit.*, p. 72-73.

⁷⁷ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 215.

⁷⁸ Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises*, t. XXI, p. 36-40; donné le 15, enregistré au Parlement le 16 septembre.

grands secours; et quoique nous pussions trouver tous ceux dont nous avons besoin dans la personne de notre très cher oncle le duc d'Orléans, régent de notre royaume, sa modestie lui a fait croire, que pour soutenir le poids d'une régence qui lui a été si justement déferée, il devoit proposer d'abord l'établissement de plusieurs conseils particuliers, où les principales matières qui réclament l'attention directe et immédiate du souverain, seroient discutées et réglées, pour recevoir ensuite une dernière décision dans un conseil général, qui ayant pour objet toute l'étendue du gouvernement, seroit en état de réunir et de concilier les vues différentes des conseils particuliers. Cette forme de gouvernement a paru d'autant plus convenable à notre très-cher oncle le duc d'Orléans, régent du royaume, qu'il sait que le plan en avoit déjà été tracé par notre très-honoré père, dont nous aurons au moins la satisfaction de suivre les vues, si le Ciel nous a privé de l'avantage d'être formé par ses grands exemples. Il étoit persuadé que toute l'autorité de chaque partie du ministère étant réunie dans la personne d'un seul, devenoit souvent un fardeau trop pesant pour celui qui en étoit chargé, et pouvoit être dangereuse auprès d'un prince qui n'auroit pas la même supériorité de lumières que le Roi notre bisaïeul; que la vérité parvenoit si difficilement aux oreilles d'un prince qu'il étoit nécessaire que plusieurs personnes fussent également à portée de la lui faire entendre, et que si l'on n'intéressoit au gouvernement un certain nombre d'hommes aussi fidèles qu'éclairés, il seroit presque impossible de trouver toujours des sujets formés et instruits, qui fissent moins regretter la perte des personnes consommées dans la science du gouvernement et qui fussent même en état de les remplacer. »

Le préambule ajoutait que « cet établissement ne pouvoit être suspect par sa nouveauté, puisqu'on ne feroit ainsi que suivre l'exemple de ce qui s'observoit avec succès dans d'autres royaumes (allusion à l'Espagne)⁷⁹, et qui s'étoit observé en France pendant le règne de plusieurs rois. » Après des assurances de prospérité et de félicité publiques, le Régent exprimait le désir d'une large collaboration, en sorte « que les bons sujets de toutes conditions, et surtout ceux de la plus haute naissance, donnent aux autres l'exemple de travailler continuellement pour le bien de la patrie », et « que toutes les affaires soient réglées, plutôt par un concert unanime, que par la voie de l'autorité. »

⁷⁹ Le prince de Cellamare disoit à ce propos : « Les Français ont habillé leur gouvernement à l'espagnole. »

Mécanisme
des Conseils

Le mécanisme du nouveau gouvernement consistait en six conseils particuliers désignés sous les noms de *conseil de conscience*, pour les matières ecclésiastiques; *conseil des affaires étrangères*; *conseil de la guerre*; *conseil de finance*; *conseil de la marine* et *conseil des affaires du dedans du royaume*, succédant à l'ancien conseil des dépêches. Le conseil privé et les directions contentieuses des finances ainsi que les cours, tribunaux et juridictions étaient maintenus avec leurs attributions. Une commission mixte tirée des conseils de finance et de la marine devait s'occuper des intérêts du commerce et donna naissance, trois mois plus tard, à un septième conseil⁸⁰. Toutes les affaires discutées au sein des conseils faisaient l'objet de rapports soumis au Conseil général de Régence, à qui seul appartenait la décision à la pluralité des voix, sauf en ce qui concernait les charges et emplois, les nominations et collations de bénéfices, les gratifications, pensions, grâces et rémissions, laissées à la seule volonté du Régent.

Chacun des six (puis sept) conseils était composé d'un président, de conseillers et de secrétaires. Le président rapportait les résolutions au Conseil général de Régence, où il avait séance et voix délibérative. Le Régent pouvait, à son gré, convoquer tous les présidents et même quelques membres des conseils afin d'éclaircir le Conseil de Régence dans les questions importantes.

Les trois derniers articles de la déclaration du 15 septembre (art. 7-9) concernaient la réception des placets, leur analyse et leur renvoi par le Régent suivant la nature de l'affaire; les règlements d'administration judiciaire élaborés par le chancelier; enfin les questions relatives au domaine et aux droits de la Couronne.

Suppression
des
secrétaires
d'Etat

Sur un point essentiel la *Déclaration* donnait pleine satisfaction aux ennemis des secrétaires d'Etat qu'elle anéantissait, excluait des conseils, réduisait à la signature des expéditions ayant besoin de la formule « en commandement » et quelques autres plus insignifiantes. Comme humiliation suprême et pour leur faire épuiser la lie du calice, on les introduisait au Conseil de Régence, privés de voix délibérative et même consultative, pour tenir registre de ses décisions. Toutefois « l'ombre de ce qu'ils ne faisoient que cesser d'être pouvant les y rendre dangereux », on imagina de les avilir en quelque façon en associant leurs noms à des chiffres dont l'énormité pouvait engendrer le soupçon. Voy-

⁸⁰ Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 47, exagère en écrivant : « Aux premiers mouvements de cette machine on s'aperçut que le commerce y avait été oublié. »

sin rendait sa charge de secrétaire d'Etat de la guerre, et recevait en échange 400.000 francs. Torcy ne gardait pas sa charge de secrétaire d'Etat des affaires étrangères, « mais, écrit Dangeau, M. le duc d'Orléans veut qu'il soit content, et il lui a dit de lui demander avec confiance tout ce qui pourra lui faire plus de plaisir en cette occasion, et pour lui marquer l'estime et la considération qu'on a pour lui on lui fera payer 800.000 francs, qui est le prix de sa charge, et on lui fera encore d'autres grâces aussi considérables⁸¹. Pontchartrain fut épargné six semaines, puis sacrifié et démis de sa charge d'où le poussait la haine furieuse de Saint-Simon⁸². La Vrillière, une sorte de nain ridicule, mais souple, serviable, un peu servile aussi, resta seul en place et en fonction de secrétaire d'Etat et devenait une manière de greffier du Conseil de Régence, avec voix délibérative, lorsque Pontchartrain en fut sorti⁸³. C'était encore l'œuvre de Saint-Simon.

A l'instigation de Saint-Simon, toujours, Desmaretz fut le seul des ministres de Louis XIV congédié par un court billet du Régent⁸⁴; il y répondra de la belle façon par un *Mémoire* demeuré le parfait modèle de la manière simple, noble, respectueuse, ferme dont un homme droit, modeste, sûr de lui-même peut seul exposer et défendre sa gestion financière. Nous le retrouvons.

Plusieurs règlements d'organisation déterminèrent les attributions des Conseils. On y aperçoit un tableau de l'administration au début du XVIII^e siècle. Si le nouveau régime entraîna une modification importante, il ne toucha guère aux rapports établis entre les autorités locales et le gouvernement central. Trop ignorants et présomptueux, les parrains de ce régime n'y avaient pas apporté l'attention scrupuleuse et l'étude assidue que le duc de Bourgogne lui avait consacrée et ne se trouvaient

Attributions
des Conseils

⁸¹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 175; *Additions de Saint-Simon*, (p. 176), « qui l'avoit voulu perdre et fut outré de le voir » épargner, finit par se rapprocher de lui, et l'amitié s'en suivit, « tellement qu'ils sont demeurés amis intimes. » Torcy obtint l'érection en office, avec 50.000 francs de traitement, de la charge de grand maître et surintendant général des postes, courriers et relais de France, Villars, *Mémoires*, t. IV, p. 75.

⁸² Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 175, 176; p. 202-204; p. 229, 230; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 252-254, 289; Buvat, *Journal*, t. I, p. 107.

⁸³ Saint Simon, *Mémoires*, t. VII, p. 229-230, 290-292; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 198, 299.

⁸⁴ Au renouvellement des fermes, le Régent, pressé par d'Effiat et Villeroi, fit donner 350.000 livres à Desmaretz qui, y ayant droit en qualité de contrôleur général, avait refusé de les toucher au dernier renouvellement, dans l'extrémité où se trouvait l'Etat, Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 195.

pas en mesure de réaliser le plan de décentralisation médité par ce prince. Toute l'utilité des conseils devait consister à assouvir des rancunes, à substituer la lenteur et l'incompétence à l'arbitraire éclairé, à maintenir, à développer et à perpétuer les abus qu'on se vantait de détruire.

Le *Conseil de conscience*⁸⁵ fut chargé, en général, des affaires de religion ce qui entraînait les règlements au sujet des hérétiques, la protection des convertis, la discipline ecclésiastique en ce qui regardait le culte, les diocèses, chapitres, monastères et communautés, les droits régaliens, les libertés de l'Église gallicane, la nomination et la collation de bénéfices, les conflits en matière théologique dans les universités.

Le *Conseil des affaires étrangères* avait les attributions que son titre suffit à faire connaître.

Le *Conseil de la guerre*⁸⁶ délivrait les pouvoirs et « provisions » aux maréchaux de France, lieutenants-généraux, brigadiers, gouverneurs et lieutenants du Roi, expédiait les commissions de directeurs et inspecteurs de troupes, dressait l'état des officiers à placer et à remplacer, contrôlait les marchés de vivres et de fourrages, les transports, l'habillement, l'armement, les munitions, révisait la comptabilité de la guerre faisait la solde et réglait tous les comptes de fortifications. Des décisions ultérieures précisèrent et étendirent sur différents points les attributions du conseil de la guerre⁸⁷.

Le *Conseil de marine*⁸⁸ s'occupait de tout ce qui avait trait à la marine du Levant et du Ponant, galères, consulats, colonies, concessions et compagnies coloniales; établissement, agrandissement, défense et entretien des ports, havres, rades et arsenaux; protection du commerce, inspection des négociants en chaque échelle (sauf pour le détail de leur commerce), sûreté des côtes, privilèges et garanties de la marine marchande. Le conseil était chargé, sauf à en référer aux affaires étrangères, des relations et traités avec les régences d'Alger, de Tunis, de Tripoli et du Maroc, des rachats et échanges d'esclaves et de la protection des Lieux

⁸⁵ Isambert, *op. cit.*, t. XXI, p. 71; Règlement du 22 décembre 1715; p. 121; Arrêt du conseil du 10 août 1716. Il s'appela aussi *Conseil des affaires ecclésiastiques*.

⁸⁶ Isambert, *op. cit.*, t. XXI, p. 49 : Ordonnance du 3 novembre 1715.

⁸⁷ De Luçay, *Des origines du pouvoir ministériel en France. Les secrétaires d'État depuis leur institution jusqu'à la mort de Louis XV*, in-8, Paris, 1881, p. 191.

⁸⁸ Isambert *op. cit.*, t. XXI, p. 56 : Ordonnance du 3 novembre 1715.

saints. Tous les marchés pour les fournitures générales et particulières se faisaient par adjudication à ce conseil.

Au *Conseil du dedans*⁸⁹ ressortissait tout ce qui regardait les affaires contentieuses et administratives des provinces (pays d'élection); les pays d'État demeuraient sous La Vrillière.

Le *Conseil de finance*⁹⁰ entraînait la suppression du contrôleur-général dont il recueillait l'héritage. En même temps étaient supprimés les sept intendants des finances⁹¹ et les six intendants du commerce⁹².

Enfin le *Conseil du commerce*⁹³ de terre et de mer, tant au dedans qu'au dehors du royaume, attirait à lui les fabriques, manufactures et les questions relatives à la pêche, à l'exportation des blés, etc...

Chaque conseil devait compter dix membres et on ne pouvait promulguer les règlements et organisation sans faire connaître les noms de ceux qui devaient les interpréter. La promesse faite au Parlement le 2 septembre tardait fort à recevoir son exécution. Le Régent différait de jour en jour les nominations dans l'espoir que la convoise lui vaudrait d'avantageux pots-de-vin. Aussi sa déception était-elle grande de voir les conseils si peu recherchés qu'on leur préférait les charges abolies de secrétaires d'État que les ambitieux s'attendaient à voir revivre⁹⁴. Dans cet embarras humiliant, un simple négociant, nommé Crozat, prêta un million au Roi en barres d'argent et s'engagea pour deux autres millions⁹⁵. On n'attendait que cette aubaine, la *Déclaration* fut envoyée au Parlement et enregistrée avec celle qui restituait à cette Cour le droit de remontrances⁹⁶.

La France connut alors le nom des hommes qui allaient la gouverner. Qu'en pensa l'opinion publique? Jean Buvat et Mathieu Marais n'en soufflent mot. Dangeau transcrit les noms

Crozat fait
les fonds
nécessaires

Leur
composition
Conscience

⁸⁹ Isambert, *op. cit.*, t. XXI, p. 43 : Ordonnance du 1^{er} octobre 1715.

⁹⁰ Isambert, *op. cit.*, t. XXI, p. 61 : Ordonnance du 14 novembre 1715.

⁹¹ Isambert, *op. cit.*, t. XXI, p. 48 : Édit du 17 octobre 1715; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 220; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 174.

⁹² Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 212.

⁹³ Isambert, *op. cit.*, t. XXI, p. 69 : Déclaration du 14 décembre 1715.

⁹⁴ D'Armenonville acheta 400.000 l., la charge de Voysin, De Luçay, *op. cit.*, p. 182, il pensait, dit Saint-Simon « que cette carcasse inanimée pouvoit se relever, et étoit une bonne provision à faire: »

⁹⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 177, *Additions* de Saint-Simon, 177-178, et *Mémoires*, t. VIII, p. 213.

⁹⁶ Isambert, *op. cit.*, t. XVI, p. 36 : Déclaration portant établissement de plusieurs conseils, 15 septembre; *ibid.*, p. 40 : Déclaration restituant le droit de remontrances, 15 septembre 1715.

des élus, la *Gazette de la Régence* offre une lacune à cette date; mais Saint-Simon parle pour tous ceux qui se taisent⁹⁷. A l'en croire le choix des membres fut arrêté dans les conférences tenues entre le Régent et lui⁹⁸. Dans les sentiments où se trouvait le prince à l'égard des partisans de la Bulle, le conseil de conscience « se trouva tout fait⁹⁹ ». L'alarme était vive dans le camp ultramontain; les cardinaux de Rohan, de Bissy, le nonce Bentivoglio et les autres chefs de la Constitution « mouroient de frayeur » de voir le cardinal de Noailles à la tête des affaires ecclésiastiques, « ils remuoient tout pour l'empêcher, ils crioient à l'aide à tout le monde ». Bissy « éperdu », s'était même adressé à Saint-Simon qui, avec le duc de Noailles et Canillac, pressentant l'embarras où jetterait une intervention du pape, décida d'enlever la nomination. « Il n'y avait pas de temps à perdre » et, sur l'heure, il s'adressa au Régent, lui représenta l'alternative « où il se trouveroit entre désobliger si formellement le pape, ou lui donner pied à se mêler du gouvernement intérieur, avec les conséquences pernicieuses qui en résulteroient ». Le prince comprit, mais hésita, balança; « je le pressai, dit Saint-Simon, et j'en vins à bout. Il appela le duc de Noailles, en s'approchant du monde « et annonça qu'il lui donnoit le conseil de finance et, à son oncle, le conseil de conscience ». Tout retentit de cette nouvelle aussitôt après dans le Palais-Royal, et dès le soir à Paris. Le lendemain toute la ville le sut, et la joie et les applaudissements parurent universels, autant que la douleur et le dépit furent extrêmes dans le parti opposé. Il était temps. On sut que la prière du pape était résolue. Il la changea en plaintes, mais assez douces, auxquelles le Régent répondit plus doucement encore, mais avec une fermeté, mêlée de force compliments et respects¹⁰⁰. » Outre la présidence, le cardinal avait la feuille des bénéfices. Le Régent lui composa un conseil de gens de métier et rompus aux affaires ecclésiastiques, les uns tirés du clergé, les autres du Parlement, bien instruits des revendications gallicanes. C'étaient l'archevêque de Bordeaux, M^r de Bezons, frère du maréchal, homme d'honneur, instruit et considéré, rude d'abord et complaisant en affaires autant qu'on pouvait l'être honnêtement. Avec lui, Daguesseau, procureur général, qui avait tenu

⁹⁷ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVI, p. 178.

⁹⁸ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 215-216.

⁹⁹ Saint-Simon, *Additions*, t. XVI, p. 183-184.

¹⁰⁰ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 216-217.

tête au feu Roi; Joly de Fleury, avocat général, fin, adroit; l'abbé Pucelle, conseiller-clerc au Parlement, neveu de Catinat, de la première réputation pour la capacité et l'intégrité. »

Les chefs de la Constitution furent atterrés, supplièrent le pape d'intervenir et n'en obtinrent rien du tout. Le Parlement débordait de joie et d'orgueil et le public approuvait. Ce conseil se réunit à l'archevêché et désigna en qualité de secrétaire l'abbé Dorsanne, docteur de Sorbonne, grand vicaire et official de Paris, prêtre d'une haute conscience et d'une rare sincérité, en qui ses ennemis eux-mêmes ne trouvaient rien à reprendre¹⁰¹.

Eu égard à l'émotion générale des esprits par suite de la querelle religieuse, la composition du conseil de conscience était celle qui passionnait le plus vivement l'opinion. Elle apprit sans être troublée, on peut le croire, que le maréchal d'Huxelles, l'abbé d'Estrées, le marquis de Canillac et le comte de Cheverny dirigeraient d'assez loin les affaires étrangères où Pecquet, l'un des principaux commis de Torcy, tint la place de secrétaire; c'était un de ces laborieux qui travaillent autant par goût que par devoir avec le sentiment d'être utiles et la joie d'être ignorés¹⁰². Villars ne pouvait pas ne pas présider le conseil de la guerre, ayant avec lui le duc de Guiche, le marquis de Biron et le chevalier d'Asfeld, tous maréchaux longtemps après, Reynolds, Jeoffreville, Levis, Puységur ayant chacun un département, enfin deux intendants des provinces frontières, Saint-Contest et Le Blanc pour la comptabilité¹⁰³. Le conseil de marine fut aisé à composer avec le comte de Toulouse comme chef; le maréchal d'Estrées vice-amiral, président; le maréchal de Tessé, général des galères.

La présidence du conseil du dedans fut offerte au maréchal d'Harcourt qui s'en excusa sur son bafouillement, suite de plusieurs apoplexies; on mit le duc d'Antin à sa place. Il a raconté l'affaire à sa façon, qui n'est pas celle de Saint-Simon¹⁰⁴; sous lui se trouvaient Beringhem, premier écuyer; Brancas, depuis maré-

Affaires
étrangères

Guerre

Marine

Dedans
du royaume

¹⁰¹ Voir la notice acerbe que lui consacre Picot dans la *Biographie universelle*, 1852, t. XI, p. 244-245; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VII, p. 219; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 197.

¹⁰² Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 220-221; *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVI, p. 188-190.

¹⁰³ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 221-223; *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVI, p. 185-187 et *Dangeau Journal*, t. XVI, p. 178.

¹⁰⁴ *Mémoires du duc d'Antin*, in-8, Paris, 1822, p. 128; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 223-224; *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVI, p. 190.

chal; Fieubet et Roujeault, maîtres des requêtes, Goislard, Fer-
rand et Menguy, conseillers au Parlement¹⁰⁵.

Finance

Au conseil de finance, le Régent se réservait le titre d'ordon-
nateur¹⁰⁶, comme l'avait été le feu Roi, signant et arrêtant tous
les états de fonds et toutes les ordonnances comptables et les
comptants, tant pour dépenses secrètes, remises, intérêts qu'au-
tres de toute nature. Villeroy fut chef du conseil, « mais sans s'en
mêler directement, et il demeura à cet égard comme il étoit du
temps du feu Roi ». Le duc de Noailles fut président¹⁰⁷ par suite
du refus opposé par Saint-Simon aux offres du Régent auquel
il expliqua que « le commerce, les monnaies, le change, la cir-
culation, toutes choses essentielles à la question des finances, il
n'en connaissait que les noms, et que c'étoit un détail devenu
science et grimoire qui le passait ». Les conseillers furent : le
marquis d'Effiat, ami du Régent, Rouillé du Coudray « qui fait
trembler les gens d'affaires parce qu'il est informé de tous les
traités¹⁰⁸ », Le Pelletier des Forts, La Houssaye et Fagon, con-
seillers d'État; les présidents Dodun et Gilbert de Voisins; les
maîtres des requêtes d'Ormesson, de Gaumont et de Baudry¹⁰⁹.

Le Conseil
de Régence

Toute l'activité des conseils aboutissait au Conseil général de
Régence, dont la composition ne dépendait qu'en partie du Ré-
gent obligé de subir certains choix parmi ceux qui lui étaient
adversaires ou suspects¹¹⁰. Tels étaient le duc du Maine, le comte
de Toulouse, le maréchal de Villeroy, le maréchal d'Harcourt
qui n'avait décliné le conseil du dedans que pour une destina-
tion plus relevée¹¹¹, le chancelier Voysin. Il fallut contre-balan-
cer ces gens douteux par des hommes sûrs. On ne pouvait
compter pour rien M. le Duc déclaré chef, sous le duc d'Orléans,
dans la séance du 2 septembre, « jeune homme de vingt-trois

¹⁰⁵ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VII, p. 224-225.

¹⁰⁶ Isambert, *op. cit.*, t. XXI, p. 42 : Déclaration du 23 septembre 1715.

¹⁰⁷ Il écrivait à sa tante, Mme de Maintenon, le 24 septembre 1715, cette
lettre : « Mgr. le duc d'Orléans exige de moi absolument d'entrer dans le
conseil de finance qu'il a formé ... composé de gens les plus accrédités
dans le public ... Ce sont eux qui gouverneront la barque et nous les
verrons faire. Quoiqu'il ne puisse rien rouler sur mon compte particulier ...
c'est avec la dernière peine que je me suis rendu aux instances, C. Millot,
Mémoires politiques et militaires pour servir à l'histoire de Louis XV,
composés sur les pièces originales recueillies par M. A. M. de Noailles,
in-12, Paris, 1776-1777, t. V, p. 11.

¹⁰⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 169.

¹⁰⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 174; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII,
p. 225.

¹¹⁰ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 215, 226.

¹¹¹ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVI, p. 180.

ans dont l'intelligence n'avait rien de prématuré¹¹² ». Le Régent
ne pouvait refuser son ami éprouvé et encombrant le duc de Saint-
Simon, mais pour les autres il n'en fit qu'à son idée et imposa
ses choix : le maréchal de Bezons, vieux soldat peu loquace et
très dévoué au prince; le marquis de Torcy dont lord Stair
escomptait la disgrâce et qui s'imposa par son mérite, son expé-
rience de tous les cabinets de l'Europe et par le secret des postes
qu'il possédait¹¹³. Le Régent voulait un évêque, il prit Bouthil-
lier vivant depuis quinze ou seize ans dans la retraite sauf quatre
jours par an où il faisait, à Fontainebleau, sa cour au feu Roi,
d'où il retournait s'ensevelir à Troyes où « il ne voyait pas même
les passants » et faisait de longs séjours à la chartreuse. Rompu
aux affaires ecclésiastiques, bien instruit des prétentions et des
méthodes romaines, gai, poli, mais reclus par persuasion et par
goût. A défaut de Fénelon, le Régent appela ce saint homme, que
l'air de la Régence ébroua un peu plus qu'il n'eût fallu¹¹⁴. Tous
ces membres avaient voix délibérative. Pontchartain et La Vrill-
lière se trouvaient là. Celui-ci tenant le registre, l'autre sans
fonction aucune « que celle qu'il avoit prise, de moucher les
chandelles, ce qui s'étoit tourné également en coutume de sa
part et en dérision, sans contrainte, de celles de tous les assis-
tants¹¹⁵ ».

Les chefs des conseils, les ducs de Noailles, de Guiche et le
maréchal d'Estrées, reçurent 20.000 livres d'appointements; les
membres du conseil 10.000, à l'exception du cardinal de
Noailles, de Daguesseau et Joly de Fleury. Au Conseil de Régence,
les traitements furent de 20.000 livres; M. le duc de Maine et le
comte de Toulouse ne voulurent rien accepter. Les secrétaires
reçurent 6.000 livres. Au total la dépense s'élevait à six cent qua-
rante-huit mille livres¹¹⁶.

Emolu-
ments

Les conseils se rassemblèrent au Louvre, sauf celui de cons-
cience, qui se tint à l'archevêché. Les chefs et les présidents fixè-

¹¹² P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, in-8, Paris, 1832, t. II, p. 22.

¹¹³ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 227-228.

¹¹⁴ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVI, p. 181-182.

¹¹⁵ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 288; voir Buvat, *Journal*, t. I,
p. 107.

¹¹⁶ *Dépôt de la Guerre*, t. 2520 : Registre des délibérations du conseil
de la guerre depuis le 28 septembre 1715 jusqu'au 28 août 1716. Le chan-
celier, Villeroy, Torcy, La Vrillière, Pontchartrain conservèrent leurs ap-
pointements sans innovation. Buvat, *Journal*, t. I, p. 24, dit que la charge
de chancelier valait soixante mille écus de traitement par an, outre les émo-
luments des sceaux.

rent à leur discrétion les jours et le nombre des séances. Ils eurent des audiences réglées avec le Régent et durent une fois par semaine ou davantage faire leur rapport au Conseil de Régence. Ici, le Régent, décidé « à vivre en bonne amitié avec ses parents¹¹⁷ » faisait bon visage à M. le Duc, gardait une mesure froide et polie avec le duc du Maine, plus d'onction quoique avec de la réserve avec le comte de Toulouse. Il marquait beaucoup de prévenance à Villeroy qui laissait faire, se croyant admirable. Bezons, Harcourt, Voysin comptaient pour rien; d'Antin non content de sa présidence, se ménageait une plus grande faveur et visait déjà à faire rétablir à son profit la charge de surintendant et ordonnateur général des bâtiments¹¹⁸. Ainsi chacun songeait à se pouvoir.

Rivalités

Ce n'est guère anticiper de dire dès maintenant que les conflits et les rivalités ne tardèrent pas à surgir; conflits d'attributions entre les conseils, rivalités entre les divers membres. « Trois espèces d'hommes, choisis par la convenance, par la faiblesse et par la nécessité remplissaient les listes des conseils : d'abord de grands seigneurs, vieux dans les intrigues, novices dans les affaires, et moins utiles par leur crédit qu'embarrassants par leur morgue et par leurs petitesse; ensuite les amis du Régent, l'élite des roués, esprits frondeurs et pervers, ignorants et spirituels, hardis et paresseux, et bien mieux faits pour harceler que pour conduire un gouvernement. Enfin au-dessous d'eux étaient jetés pêle-mêle des conseillers d'États, des maîtres des requêtes, des membres du Parlement, gens instruits et laborieux, destinés désormais à ramper dans le fond des comités, et à réparer sans gloire et sans émulation les bévues qu'il fallait attendre de l'incapacité de leurs premiers collègues et de l'étourderie des seconds¹¹⁹. »

Dans les rangs de cette assemblée peu nombreuse et extrême en tout, par le talent comme par l'ineptie, par le vice comme par la vertu, où la bêtise solennelle d'un Villeroy collaborait avec l'activité trépidante d'un Noailles, et la probité d'un Daguesseau avec l'avidité d'un d'Antin, les arts et les lettres n'avaient aucun représentant. Les sciences, mieux partagées, y avaient leur protecteur, et c'était le Régent en personne. « Je

¹¹⁷ Madame à la marquise Louise, Paris 13 septembre 1715, dans *Correspondance*, édit. G. Brunet, t. I, p. 188.

¹¹⁸ Isambert, *op. cit.*, t. XXI, p. 78, n° 40 : Edit de janvier 1716. enregistré le 7 septembre suivant; Villars, *Mémoires*, t. IV, p. 75-76.

¹¹⁹ P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 46-47.

compte, dit-il avec cette grâce spirituelle qui lui appartenait, demander au Roi, à sa majorité, d'être toujours secrétaire-d'état de l'Académie des sciences; ce serait, ajoutait-il, un amusement pour ma vieillesse¹²⁰. »

Les lettres auraient pu se réclamer d'un autre protecteur mais dont personne, ni lui-même, ne soupçonnait alors la gloire littéraire. A ses contemporains, le duc de Saint-Simon paraissait avoir le langage d'un « crocheteur¹²¹ », et son style laconique, sec, dur, bouillant, inconsideré lui ressemblait trop pour qu'on pût s'y méprendre. « Il ne pouvoit être imité par personne¹²² ». Le goût a changé depuis lors et cette trivialité, ces incorrections auxquelles on était alors très sensible sont devenus des originalités qui ont conquis à leur auteur du premier coup et au premier rang, dans la littérature française, une place qui ne lui sera pas disputée. Figurer parmi les grands écrivains de la France eut été pour ce duc et pair la suprême disgrâce : il avait d'autres ambitions et le métier d'auteur ne convenait pas aux gens de sa sorte, aussi n'a-t-il voulu et pensé n'être qu'historien. « Je n'ai pas dû me piquer de savoir bien écrire, dit-il. Je n'ai songé qu'à l'exactitude et à la vérité. » Et lorsque cette prodigieuse galerie de portraits, de caricatures et de grimaces, d'anecdotes, d'historiettes et de ragots, d'indiscrétions, de médisances et de calomnies fut ouverte au public, l'éblouissement fut tel qu'on ne lui contesta pas ce titre d'historien, le seul cependant auquel il n'eut aucun droit. Portraitiste inimitable, il note un trait du visage, un geste, une attitude, une ressemblance, crayonne autour quelques lignes et laisse une figure aussi vivante qu'un croquis de La Tour. A force d'en dessiner, toute une classe d'hommes, toute la société de son temps semble revivre dans ses *Mémoires*, parfois il tente une scène épisodique et lui donne les dimensions d'un événement où chacun s'agite, se trémousse, donne l'illusion d'une journée historique alors qu'il ne s'agit que de ce coup d'État anodin et périodique qu'on nommait, en ce temps, lit de justice. N'importe, l'illusion fut complète et Saint-Simon apparut comme l'historien de la Régence.

Le duc
de
Saint-Simon

¹²⁰ Histoire de l'Académie des Sciences, 1716; le règlement pour l'Académie des Sciences est du 3 janvier 1716; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 205, 7 octobre 1715; Caumartin de Saint-Ange à Mme de Balleroy, Paris, 11 octobre 1715, dans E. de Barthélemy, *Les correspondants de la marquise de Balleroy*, in-8, Paris, 1883, t. I, p. 50; P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 50-51.

¹²¹ Caumartin de Saint-Ange à Mme de Balleroy, Paris, 1^{er} février 1716, dans E. de Barthélemy, *op. cit.*, t. I, p. 71.

¹²² Marais.

C'était sa revanche contre une fatalité qui lui avait interdit d'en être le régulateur. Du moins ferait-il tout ce qui dépendait de lui pour s'en représenter comme le metteur en scène. Inséparable du Régent, il le fréquentait moins par goût que par hasard et parce que tous deux insociables, le prince par abjection le duc par outrecuidance, leurs deux isolements s'attiraient. Saint-Simon aurait, à l'en croire, désigné et imposé au duc d'Orléans presque tous les choix dont furent composés les conseils. La réalité est très différente et le favori imaginaire ne put faire prévaloir ses amis particuliers que comme une compensation des dégoûts qu'on lui infligea. Le sens politique du Régent le mettait à couvert des accès de rage d'un maniaque qui eût sacrifié le repos et la prospérité du royaume aux prérogatives de la pairie, mais par ménagement pour une susceptibilité intraitable, le prince écoutait patiemment des projets, discutait complaisamment des titres dont il était déterminé à ne tenir aucun compte. Parfois devant une attaque imprévue ou irrésistible le Régent accordait une victime à son implacable janissaire. La disgrâce de Pontchartrain était décidée depuis des semaines le jour où l'impétuosité de Saint-Simon l'arracha de haute lutte.

Beauvilliers lui disait un jour que « tout ce qui lui passait par la tête, il croyait le voir »; il ne croyait pas le voir, il le voyait réellement et il le peint avec des traits si précis que, nous-mêmes, nous croyons voir ce qui n'a jamais existé. Il en est ainsi pour ces États-Généraux qu'il conseillait au duc d'Orléans de réunir aussitôt après la mort de Louis XIV pour déposséder les princes légitimes. Tout est prévu, préparé, disposé d'avance : le salon de Marly, les carrosses, les discours, les délibérations; cependant rien n'aboutit quoique rien n'ait manqué que l'homme d'État qui emporte les convictions et soumet les résistances. Il avait conseillé au Régent de se proclamer régent lui-même avec l'assentiment des ducs et pairs et des grands officiers de la couronne. Le prince loua l'idée, approuva le plan et, le moment venu, l'écarta pour s'adresser au Parlement. Lié avec Saint-Simon depuis l'enfance il avait eu le temps de le connaître et de voir qu'il était le contraire d'un homme d'État. Obstiné et indécis, le pygmée se montrait résolu pour les bagatelles, intransigeant sur les distinctions, hésitant dans les intérêts d'État. La plume aux doigts il réformait le royaume, mais au moment d'agir il bronchait; découvrant des difficultés nouvelles, il retardait et renonçait. La volonté était infirme autant que le corps était chétif.

C'est ainsi que la plupart des mesures qu'il avait le plus souhaitées, il y a renoncé à l'instant de l'exécution. Au commence-

ment de la Régence, il conseillait au duc d'Orléans la convocation des États-généraux; un an après, quand le Régent y paraissait disposé, il l'en détournait. Il détestait le Parlement, et condamnait en principe la vénalité des offices; lorsqu'il fut question du remboursement aux magistrats du prix de leurs charges, il souleva des objections et le projet fut abandonné. Il s'apitoyait sur l'infortune et l'exil des protestants dont il souhaitait le retour jusqu'à l'instant où le Régent lui communiqua son projet de rappel des huguenots fugitifs; Saint-Simon le déconseilla.

Ces contradictions trouvent dans la débilité de cette âme fougueuse leur explication. Saint-Simon aimait les apparences de la force et les vanités du pouvoir, il en redoutait les responsabilités. Le Régent lui proposa la présidence du conseil de finance, lui offrit les sceaux, le voulut faire gouverneur de Louis XV, Saint-Simon refusa tout; finalement il accepta une ambassade où les affaires étaient remplacées par des cérémonies. Ce fut son apothéose; désormais il ne compta plus. Le Régent le combla d'amitié, l'écouta avec patience, souffrit ses algarades, colères ou bouderies, et s'amusa de ses ricanements. Ce petit homme loyal, chaste et dévot apparaissait un peu plus chaque jour un anachronisme. Au milieu des orgies de la Régence, il fait songer à ces philosophes cyniques, hargneux et inutiles, qui rôdaient sans être invités autour des festins infâmes, acceptaient l'aumône dédaigneuse d'une sportule et s'éloignaient en insultant les convives.

Le duc de Noailles n'avait pas, comme Saint-Simon, vécu au sein d'une demi-disgrâce. Courtisan par tradition de famille et par aptitude personnelle il avait épousé une nièce de Mme de Maintenon en temps opportun pour sa fortune, guerroyé pour Philippe V au moment où ses services assuraient sa carrière, recherché le duc d'Orléans dès le jour où ce prince allait devenir maître des affaires. Adrien-Maurice de Noailles gai, vif, séduisant, cultivé, ambitieux, doué d'une imagination dont lui-même était dupe, ne s'embarrassait d'aucune difficulté parce qu'au lieu de les résoudre il les escamotait, sauf à les retrouver plus graves et plus menaçantes. Avec les projets éclos et mûris dans son esprit très ouvert et très chimérique, il possédait un arsenal de solutions séduisantes et impraticables, dont il pensait venir à bout grâce à une rare obstination au travail et à une fertilité d'invention déconcertante. Il exposait les problèmes d'administration, avec la magnificence d'un feu d'artifice, et ses projets en avaient tout le brillant et l'inconsistance. Ce hâbleur ensorcelait tout le monde et devait les sages mesures de son ad-

Le duc
de Noailles

ministration à l'expérience consommée de son conseiller Rouillé du Coudray, il lui suffisait d'en recueillir les fruits. Avidé de popularité il procédait à quelques économies mesquines destinées à frapper les imaginations plus qu'à soulager le trésor. Cependant l'opinion ne s'en laissait pas imposer. De dévot devenu libertin, Noailles passait pour n'être pas incorruptible. Un jour que Rouillé arrivait un peu tard au conseil des finances, Noailles lui dit : « Le vin de Champagne vous a peut-être arrêté ? » A quoi l'autre répliqua : « Je n'ai pas été jusqu'au pot-de-vin¹²³ ». Duclos a dit de lui avec justesse : « Il n'a de suite que son intérêt personnel qu'il ne perd jamais de vue¹²⁴. » La maturité l'éclaira et l'améliora, elle tira de lui des ressources solides; à cette heure on ne trouve encore que le grand seigneur éloquent, séduisant, superficiel, sujet à éblouir les autres et lui-même et à quitter la route pour se jeter dans les chemins de traverse.

¹²³ Buvat, *Journal*, t. I, p. 117.

¹²⁴ Duclos, *Mémoires secrets*, coll. Petitot, 2^e série, t. LXXVI, p. 212-213.

CHAPITRE VI

L'opposition à la bulle « Unigenitus »

(2 septembre 1715 — 12 novembre 1716)

Revirement de la politique religieuse. — La bulle *Unigenitus*, comment reçue et publiée ? — L'Instruction pastorale. — Les évêques opposants disgraciés. — La Bulle reçue par le Parlement et la Faculté de théologie. — Revirement des débuts de la Régence. — Haine contre les Jésuites. — Travaux de l'Assemblée du clergé. — Le sermon du P. de la Motte. — Rigueurs contre les Jésuites. — Rétractation de la Faculté de théologie. — Dispute générale. — Méthodes d'apaisement : le silence, l'envoi des négociateurs. — Mandements épiscopaux. — Libelles. — Brefs et bulles. — Lettre ostensible du Régent au cardinal de la Trémoille. — Accueil fait par le Pape. — Congrégation cardinalice. — Bruits d'accommodement. — Mesure spirituelle contre les Jésuites. — Dispositions du Sacré-Collège. — Lassitude en France. — Nouvelles mesures contre les Jésuites.

Le 1^{er} septembre 1715, quelques heures après la mort de Louis XIV, le cardinal de Noailles, mandé par le Régent, était arrivé à Versailles d'où la disgrâce le tenait éloigné depuis plus d'un an et demi. Le dédain du duc d'Orléans pour les discussions théologiques, son incrédulité éclatante ne permettaient pas de lui supposer aucune opinion dans la querelle religieuse qui déchirait l'Eglise de France; tout au plus ses sympathies l'eussent-elles attiré vers le parti le plus maltraité sous le règne qui venait de finir si la question en litige ne s'était ramenée pour lui à une affaire personnelle. Au cours de la journée décisive du 2 septembre, dans la Grand'Chambre, les jansénistes soutenaient les prétentions du duc d'Orléans contre celles du duc du Maine qui ralliait à sa cause les ultramontains. Victorieux, le Régent se montra magnifique et donna au cardinal la présidence du Conseil de conscience. Pour un homme qu'on s'appropriait à « décardinaliser » quelques jours auparavant¹, l'événement était notable; en un moment il éclaira l'opinion.

Revirement
de la
politique
religieuse

¹ *Journal de M. l'abbé Dorsanne ... contenant tout ce qui s'est passé à Rome et en France dans l'affaire de la Constitution Unigenitus*, in-4^o, Rome [Amsterdam], 1753, t. I, p. 222.

La bulle
Unigenitus
Comment
reçue

Celle-ci se passionnait pour la querelle qui, depuis deux ans, avait transformé une discussion théologique de tout repos en une polémique confessionnelle sans pitié. Pendant six mois, le mercredi de chaque semaine, une congrégation de cinq cardinaux flanqués de onze théologiens, causait du livre du Père Quesnel et d'autre chose. Comme ils ne concluaient guère, ils eurent ordre de tenir deux séances hebdomadaires. Ensuite, le pape lui-même y vint en personne et, après dix-huit mois de discussions la sentence pontificale fut insérée dans la bulle *Unigenitus* datée du 8 septembre 1713 et qui arriva, le 25, à Fontainebleau. En quelques heures la Cour fut instruite et la nouvelle gagna Paris et, de là, les provinces². Le texte passait bientôt de main en main et Daguesseau, toujours perspicace, écrivait dans son journal que cette bulle serait « la croix, non seulement des théologiens, mais des premiers magistrats du royaume³ ». L'évêque de Senez, Jean Soanen ne peut se tenir d'appeler « vraie tempête ce nouveau décret qui fait trembler, dit-il, pour l'Église de France⁴ ». Le P. Le Tellier triomphait. « Il comptait nous dit Daguesseau, le nombre des propositions condamnées, comme César auroit pu compter celui de ses victoires : Cent une propositions condamnées, s'écriait-il, quelle honte pour les approbateurs d'un tel livre⁵. » A Rome, le pape gémissait, dit-on, épanchait son chagrin dans le sein d'un ami qui lui demandait pourquoi cette censure de cent une propositions : « Eh, monsieur Amelot, monsieur Amelot, que vouliez-vous que je fisse, je me suis battu à la perche, pour en retrancher, mais le P. Le Tellier avoit dit au Roi qu'il y avoit dans ce livre plus de cent propositions censurables; il n'a pas voulu passer pour menteur, et on m'a tenu le pied sur la gorge pour en mettre plus de cent, pour montrer qu'il avoit dit vrai, et je n'en ai mis qu'une de plus. Voyez, voyez, monsieur Amelot, comment j'aurois pu faire autrement⁶. » Il s'agissait de recevoir la Bulle, Daguesseau souhaitait la voir déposée au greffe du Parlement⁷, le ministre Voysin songeait à une assemblée générale du clergé, Fénelon suggéra de « faire

Et publiée ?

² A. Le Roy, *Le Gallicanisme au XVIII^e siècle. La France et Rome de 1700 à 1715*, in-8, Paris, 1892, p. 463.

³ Collection Adrien Le Paige, *Mémoire de Daguesseau*, dans A. Le Roy, *op. cit.*, p. 465.

⁴ M. de Senez au cardinal de Noailles 25 octobre 1713, dans *La Vie et les Lettres de ... J. Soanen* (par J.-B. Gaultier), in-4°, Cologne 1750, t. II, p. 36.

⁵ *Mémoire cité de Daguesseau, op. cit.*, p. 467.

⁶ Saint-Simon, *Mémoires*, 1906, t. VIII, p. 246.

⁷ *Mémoire cité de Daguesseau, op. cit.*, p. 472.

d'abord à Paris une assemblée de trente ou quarante, tant cardinaux qu'archevêques et évêques pour accepter la bulle d'une manière courte, claire, précise, pure, simple et absolue. Le procès-verbal de cette assemblée peut servir de modèle à ceux des provinces. On peut y dresser un modèle de mandement que les provinces suivront aussi⁸. »

Le cardinal de Noailles s'empessa de désavouer l'approbation donnée jadis par lui au livre condamné (28 septembre), et, deux semaines plus tard, il chercha dans un discours à justifier cette approbation⁹ (16 octobre). Ces fluctuations s'expliquaient par l'inquiétude générale des esprits. Chacun parlait de la bulle à sa manière et le pape s'inquiétait de l'accueil qui lui serait fait en France¹⁰. Après de longs délais, une commission établit un rapport qui demanda six séances. Le rapport conclut que la bulle contenait la doctrine de l'Église et que l'assemblée ouverte le 16 octobre l'acceptait avec respect et soumission, s'associait aux condamnations prononcées par le pape et arrêterait, avant sa séparation un modèle d'*Instruction pastorale*. Quarante évêques adhèrent à l'avis de la commission. Neuf autres voulurent attendre l'*Instruction pastorale*, afin de conformer leur conduite à celle du cardinal de Noailles dont l'adhésion eût entraîné le reste des opposants, mais il fut impossible de l'obtenir. On lui proposa de concerter avec lui l'*Instruction pastorale*, il s'y refusa.

Le 1^{er} février, cette *Instruction* fut approuvée par quarante évêques et Noailles, parlant au nom de huit autres, soutint que le dissentiment ne portait pas sur la foi mais que lui et les siens réclamaient des explications. Cette opposition ne détourna pas l'assemblée d'adopter l'*Instruction pastorale*, mais le résultat commençait à donner de l'inquiétude. « Si la bulle étoit à refaire, écrivait le cardinal de la Trémoille, notre ambassadeur à Rome, Sa Sainteté y prendroit plus de garde qu'elle n'a fait¹¹ » et Polignac, plus prévoyant, disait : « Si le pape traite le cardinal de Noailles avec rigueur et le veut forcer sans autre cérémonie à signer la Constitution, voilà un homme cabré avec toute sa suite, qui résistera jusqu'au bout et qui se laissera pousser aux

L'instruction
pastorale

⁸ Fénelon au marquis de Fénelon, 11 septembre 1713, dans *Œuvres*, édit. des Sulpiciens, t. VIII, p. 471.

⁹ *Archiv. nat.*, L 438 : Discours de M. le cardinal de Noailles; Dangeau, *Journal*, t. XV, p. 9; 16 octobre 1713.

¹⁰ *Archiv. des Aff. étrang.*, Rome, 530 : le cardinal de la Trémoille au Roi, 21 octobre 1713.

¹¹ *Archiv. des Aff. étrang.*, Rome, t. 535; le cardinal de la Trémoille à M. de Torcy, 6, 15, 26 février 1714.

dernières extrémités¹². » Ce qui ramassait quelques années d'histoire en quelques lignes.

Les évêques
opposants
disgraciés

Le résultat le plus certain et le plus durable de l'assemblée avait consisté à couper en deux partis irréconciliables l'épiscopat français. L'assemblée s'était séparée le 5 février et, le surlendemain, Noailles recevait du chancelier de Pontchartrain l'ordre de ne plus se présenter à Versailles¹³. Ses partisans furent également frappés, ayant reçu l'ordre de regagner leurs diocèses dans les trois jours. Ils obéirent, mais l'un d'eux, l'évêque de Senez écrivait au cardinal de Noailles : « Après tout, au pis aller, un appel au concile général serait-il si extraordinaire, si criminel, puisque la France l'a souvent employé légitimement pour arrêter Rome... A Dieu ne plaise qu'on en vienne là ! On ne prend l'émétique qu'à l'extrémité¹⁴. » Après le tour des évêques vint le tour des magistrats. Le 9 février 1714, le président de Mesme et les gens du Roi furent appelés à Versailles. Louis XIV fut vif, presque violent et menaçant. Il dit qu'on ne jouât pas avec lui qu'on s'en trouverait mal, « il avait le pied levé sur eux et s'ils faisoient la moindre bronchade, il leur marcherait à deux pieds sur le ventre. Il ajouta que le chemin n'étoit pas long de son cabinet à la Bastille¹⁵. » Tout cet appareil avait pour but d'imposer l'enregistrement pur et simple de la Bulle.

La bulle
reçue par le
Parlement
et la Faculté
de théologie

Le 14 février, Joly de Fleury, avocat-général requit l'enregistrement qui ne fut retardé quelques instants que par une fougueuse improvisation de l'abbé Pucelle, conseiller-clerc; et tout fut voté, tellement que Louis XIV put écrire : « J'ai été obligé de modérer le zèle de mon Parlement de Paris¹⁶. » Dix membres seulement avaient osé appuyer l'opposition de l'abbé¹⁷. La bulle fut envoyée à tous les évêques ainsi que l'*Instruction pastorale*. Plus de soixante-dix de ceux qui vivaient dans les provinces se joignirent aux quarante de l'assemblée de sorte que la Constitution se trouva reçue dans plus de cent diocèses; quelques évêques tinrent une conduite particulière : six ne publièrent pas la bulle, un l'expliqua par un mandement, deux autres firent de même,

¹² Bibl. nat., ms. 17748; lettre de l'abbé de Polignac, 8 février 1714.

¹³ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 100.

¹⁴ Soanen, *Lettres*, t. I, p. 68.

¹⁵ Collection Adrien Le Paige : Récit de M. Joly de Fleury, premier avocat général, de ce qui s'est passé relativement à la bulle depuis l'arrivée de cette Constitution jusqu'à la mort de Louis XIV, dans Le Roy, *op. cit.*, p. 561.

¹⁶ *Archiv. des Aff. étrang.*, Rome, t. 536 : le Roi au cardinal de la Trémoille, 2 avril 1714.

¹⁷ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 103.

trois ou quatre eurent une conduite mitoyenne; tous les autres, au nombre d'environ cent dix, acceptèrent unanimement. Le 5 mars, la bulle fut reçue à la pluralité des suffrages par la Faculté de théologie de Paris. Noailles cherchait à gagner du temps, il y réussit pendant six mois sous prétexte de travailler à une *Instruction pastorale*. Le 17 octobre 1714, il envoya son projet qui parut insuffisant et le Roi envoya à Rome Amelot de Chaillou solliciter du pape un concile où on jugerait les opposants. Des lettres de Rome, datées du 13 août 1715, arrivèrent à Paris au lendemain de la mort du Roi et apprirent que les cardinaux de Rohan et de Bissy avaient demandé au pape, de la part de Louis XIV, la convocation d'un concile national, l'envoi de légats pontificaux et la décardinalisation du cardinal de Noailles. C'est sur ces entrefaites que s'ouvrait la Régence, et Paris janséniste répétait avec satisfaction la réponse du duc d'Orléans à Rohan et à Bissy qui lui représentaient que le feu Roi les avait chargés de finir au plus tôt l'affaire de la Constitution. « Et moi, Messieurs, dit le Régent, je vous en tiens déchargés; ainsi n'y pensez plus¹⁸. » Et les Parisiens de conclure que la Constitution perd quatre-vingt-quinze pour cent¹⁹.

Après la cassation du testament du Roi, l'autorité du Régent semblait n'avoir, de longtemps, rien à craindre. Le nonce Bentivoglio, les Jésuites et les évêques constitutionnaires pensaient néanmoins s'opposer efficacement par leurs cabales à la fortune renaissante du cardinal de Noailles. Le nonce attirait chez lui, par pelotons, et quelquefois la nuit, les plus emportés, concertait avec eux des mesures pour prolonger l'assemblée du clergé jusqu'à la fin de novembre afin d'avoir toujours sous la main un corps épiscopal en état de résister à Noailles et à ses partisans. Ces brouillons allaient jusqu'à insinuer que le Saint-Père prendrait fort mal la nomination du cardinal à la tête de affaires ecclésiastiques, que le père Le Tellier devait faire partie du Conseil de conscience, que les Jésuites enfin s'ils n'étaient amis utiles pouvaient devenir ennemis redoutables. Le cardinal éclairait le Régent et lui rappelait ce que, depuis douze ans, les Jésuites avaient tenté pour détruire entièrement les libertés de l'Eglise gallicane et y substituer en France la doctrine de l'infailibilité pontificale. Le prince ne voulut rien régler sur ce sujet avant que sa Régence eût été confirmée en lit de justice²⁰, mais il n'at-

Revire-
ment
des débuts
de
la Régence

¹⁸ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 99, Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 226.

¹⁹ *Gazette de la Régence*, 6 septembre 1715, p. 11.

²⁰ Dorsanne *Journal*, t. I, p. 225-226; Villefore, *Anecdotes ou mémoires secrets sur la Constitution Unigenitus*, in-16, Utrecht, 1731, t. I, p. 4-8.

tendit pas pour ouvrir les portes de la Bastille et de Vincennes à quelques prisonniers. Saint-Simon a imaginé un malheureux enfermé depuis trente-cinq ans « qui ne sachant plus où donner de la tête », demande en grâce d'être logé, nourri, vêtu dans le Château le reste de ses jours »; on l'y retrouvera le 14 juillet 1789! Dangeau se contente d'avancer qu'on libéra « beaucoup » de prisonniers; Buvat, plus exact, parle de quatre ecclésiastiques : Lenoir, d'Albizzi et [Duplessis ?] auxquels il associe l'abbé Servien dont l'internement relevait non du jansénisme mais de la morale; un pamphlet de l'année 1726 parle aussi de quatre prisonniers à la Bastille et deux à Vincennes²¹. C'est à ce chiffre que paraît s'être borné l'arbitraire royal.

Haine
contre
les Jésuites

Le Père de la Rue²², le Père du Trévou²³ se donnaient de grands mouvements pour sauver du naufrage le P. Le Tellier, sur qui le Régent prenait sa revanche²⁴, disant que le cardinal n'ayant plus à craindre d'être étranglé par le jésuite, tout devait s'aplanir promptement²⁵. On ne saurait dire à quel point était poussée l'animosité contre les Jésuites. Chaque jour ils recueillaient dans Paris une nouvelle mésaventure. Comme le cardinal traversait le Pont-Neuf, un jésuite ne le salua pas; aussitôt un officier le saisit au collet et lui crie : « De la part de tous les diables, tu salueras ton archevêque! » Les Dames de la Halle se qualifiaient entre elles de « Jésuite » et « pire qu'un Jésuite²⁶ ». Toutes les disgrâces qui atteignaient les religieux étaient applaudies, commentées, exagérées. Un jour on raconte que le P. Le Tellier, pour sauver sa pension de 2.000 écus a consenti à livrer au Régent beaucoup de papiers qu'il détenait par devers lui²⁷; un autre jour sa pension n'est plus que de quatre mille livres, réduites à quatre cents²⁸; bientôt on saura qu'un matin, sa messe dite, l'ancien confesseur ayant vendu ses chevaux et son carrosse, congédié ses gens, s'est retiré à Amiens²⁹, l'évêque de Bourges ayant

²¹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 171; *Additions de Saint-Simon*, p. 171-172; *Preuves de la liberté de l'Eglise de France dans l'acceptation de la Constitution ou Recueil des ordres émanés de l'autorité séculière pour faire recevoir la Bulle*, in-4°, 1726; Buvat, *Journal*, t. I, p. 372.

²² *Gazette de la Régence*, p. 16.

²³ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 226.

²⁴ Buvat, *Journal*, t. I, p. 50.

²⁵ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 226.

²⁶ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 227.

²⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 222, 26 octobre 1715.

²⁸ Buvat, *Journal*, t. I, p. 111.

²⁹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 112-113; *Gazette de la Régence*, p. 70; 10 février, 1716.

refusé de le recevoir dans son diocèse³⁰; sa dernière étape sera à La Flèche où il mourra oublié.

On avait d'autres sujets de préoccupation. Dès le 1^{er} octobre, la Faculté de Théologie de Paris se réunissait au complet, c'est-à-dire avec tous ses docteurs exclus ou exilés et au syndic Le Rouge substituait le syndic Ravechet aussi pieux qu'instruit, et intraitable sur la question de la Bulle³¹. Sa réputation était telle, même à Rome, qu'on n'était pas éloigné d'y découvrir une aggravation du choix fait de Noailles pour la présidence du Conseil de conscience. Le cardinal Fabroni, qui entraînait le Sacré-Colège vers les rigueurs aggravées de violences, trouvait dans le nonce Bentivoglio un collaborateur animé des mêmes passions et partisan des mêmes moyens. Ils n'oubliaient rien pour faire durer l'Assemblée du clergé, nonobstant le désir publiquement exprimé par le Régent de sa prochaine clôture³². Cette Assemblée offrait le regrettable spectacle de discussions d'où la gravité était bannie et remplacée par des « paroles vives et piquantes ». Son principal souci portait sur l'examen de deux écrits : *les Hexaples* et le *Témoignage de la vérité dans l'Eglise*. Le premier de ces ouvrages consistait en une collection de passages des Pères servant à justifier la doctrine du Père Quesnel; le deuxième subordonnait les pasteurs à leur troupeau. Avant la mort du Roi, la censure n'était pas douteuse, il n'en allait plus de même après cet événement. « Il y eut presque autant de variations que de séances »; les uns alléguaient le bien de la paix, les autres soutenaient que le silence serait une lâcheté. Finalement les deux livres furent condamnés avec des qualifications très fortes. Le Régent fit interdire l'impression de ces censures et leur transcription dans les registres, alors les évêques en tirèrent eux-mêmes des copies pour les emporter dans leurs diocèses, contresignées par les secrétaires de l'Assemblée³³.

Cette solution dérangeait tous les plans des constitutionnaires qui pouvaient à grand-peine contenir leurs sentiments. Dans leurs correspondances avec Rome, les Jésuites ne se privaient pas de dénigrer le Régent, prince incapable, faible, versatile³⁴; mais le papier souffre tout. Un des leurs porta plus loin l'audace. Prêchant, le 20 octobre, dans la cathédrale de Rouen, le Père de la Motte s'écriait : « Hélas! mes chers Frères, ce pieux mo-

Travaux de
l'Assemblée
du Clergé

Le sermon
du P. de
la Motte

³⁰ Dangeau *Journal*, t. XVI, p. 253; 30 décembre 1715.

³¹ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 229.

³² Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 227.

³³ Dangeau, *Journal*, t. I, p. 225, 31 octobre 1715.

³⁴ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 235.

narque est mort dans un temps où nous avons le plus besoin de lui pour la destruction de l'hérésie. Il n'a pas plutôt été mort, que, quinze jours après, on a vu avec surprise des gens que la sagesse du Roi avoit fait mettre dans les fers et dans les cachots, pour porter la peine due à leurs crimes et à leur rébellion, en sortir avec éclat et être élevés à des dignités dont quinze jours auparavant ils n'auraient osé regarder le titre. N'est-il pas surprenant de voir que ceux qui sont à la tête des affaires renversent aujourd'hui ce que la sagesse du Roi avoit établi? N'est-il pas étonnant de voir ce petit homme bouffi d'orgueil, sans science et sans mérite, gouverner la religion et l'État?³⁵ »

Rigueurs
contre
les Jésuites

Un instant stupéfait, ahuri d'une telle audace, l'auditoire se ressaisit et tout s'ébranla : l'antique officialité d'abord, puis l'archevêque, le gouverneur de Normandie, le procureur-général du Parlement, et le sieur Pinard, marchand, et le sieur Campion, et le sieur Caumont, et la demoiselle Duval...; entre temps le jésuite était conduit au vieux-Château; interrogé en public, il n'a tout, se retira de la Société, s'éclipsa. Cette ardeur provocatrice avait saisi également le Père Hardouin qui s'était mis en tête, en ce même mois d'octobre de faire paraître sa *Collectio Conciliorum* dont la Préface, dédiée au feu Roi, traitait Noailles et son groupe de schismatiques³⁶, aussi le public accueillait avec plaisir la nouvelle de l'exil des membres les plus remuants de la Société, les pères Daniel, Doucin, Lallemand, Hardouin et Gernont³⁷. Dangeau écrit tranquillement dans son *Journal* : « On croit qu'il y en aura encore quelques autres qui auront le même ordre; on a ôté à plusieurs de leur Compagnie le pouvoir de confesser et aucun de ceux à qui on a laissé la permission n'a le pouvoir d'aller confesser dans les couvents. M. l'évêque de Metz a interdit tous les jésuites de son diocèse et on croit que M. de Verdun les a interdit aussi dans le sien³⁸. » La *Gazette de la Régence*, qui enregistre la même nouvelle, ajoute, et on l'en croit sans peine, que tous les révérends pères sont fort mortifiés³⁹. L'abbé

³⁵ Sermon sur la foi prêché par le P. de la Motte, jésuite, dans l'église cathédrale de Rouen, le 20 d'octobre 1715, in-12. Rouen; voir C. Sommer-vogel, *Bibliothèque des écrivains de la Compagnie de Jésus*, in-4, Paris, 1894, t. V, col. 1339-1340; N. Weiss, *Deux cris du cœur*, 1642, 1715, dans *Bulletin de la Société du protestantisme français*, 1893, p. 553.

³⁶ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 231.

³⁷ Buvat, *Journal*, t. I, p. 111, 113, Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 242; 22 novembre; *Gazette de la Régence*, p. 26 : 25 novembre 1715.

³⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 242-243; 22 novembre 1715.

³⁹ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 237; *Gazette*, p. 26. La décision du cardinal de Noailles est du 20 novembre 1715.

Dorsanne, leur adversaire, trouve fort bonne cette mesure qui n'épargne que douze jésuites que « ce coup humilia et consterna prodigieusement » ainsi que « tous leurs amis. Mais il fut, dit-il, si fort approuvé du public qu'ils n'osèrent s'en plaindre⁴⁰. » Quelques Ursulines du faubourg Saint-Jacques se désolèrent, Paris s'occupa d'autre chose et se divertit d'une répartie du cardinal de Noailles au cardinal de Bissy. Celui-ci était venu visiter son collègue avec l'espoir de lui persuader les avantages que l'Eglise de France retirerait d'un concile national, il le conjurait de se dépouiller comme lui, Bissy, s'était dépouillé. « Dépouillé, dit Noailles en le toisant de la tête aux pieds, dépouillé! Il me semble pourtant que je ne vous ai jamais trouvé si bien vêtu : je ne sais pas ce que vous avez quitté, mais je sais bien ce que vous avez acquis. Pour moi, je n'ai pas besoin de me dépouiller, n'ayant qu'un seul habit; il est vrai qu'on avait voulu m'en dépouiller, mais Dieu me l'avait donné et il me l'a conservé⁴¹. »

Ces anecdotes aident à connaître l'état de l'opinion de plus en plus hostile à la Bulle. La Faculté de théologie de Paris était transformée en une façon de champ clos, où le nouveau syndic Ravechet, agent-général de cette Faculté; entraînait tous ses confrères à la bataille. Ravechet avait entrepris de faire rapporter les résolutions prises sous le syndic Le Rouge, son prédécesseur, dont le zèle constitutionnaire avait fait recevoir la Bulle. Après quelques mesures préparatoires qui révélaient la nouvelle tendance, Ravechet soutint que la Faculté avait bien enregistré la constitution, mais ne l'avait pas acceptée. On pouvait s'attendre dès lors à ce que la réunion désignée sous le nom de *Prima mensis* de Sorbonne serait plus que vive. En effet, le 2 décembre 1715, il s'y passa beaucoup de choses dont on croit, disait Dangeau, que le pape ne sera pas content; ils ont déclaré à la pluralité des voix, et des voix en grand nombre, qu'ils n'avaient jamais eu l'intention de recevoir la bulle *Unigenitus*, et que ce qu'ils avaient fait en cela n'était que pour obéir au feu Roi⁴². » « Dieu merci écrit l'auteur de la *Gazette*, voilà la pauvre Constitution, à vau-l'eau de toutes parts, et nous voilà de parfaits hérétiques dans l'esprit du Saint-Père que beaucoup de docteurs disent être hérétique. Je vous jure ma foy et ma parole que, si la censure vient de Rome, elle ne m'empêchera pas de dormir⁴³. » Trois

Rétra-
ction
de la
Faculté
de
Théologie

⁴⁰ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 238; Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 34.

⁴¹ Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 33; 16 novembre 1715.

⁴² Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 254; 2 décembre 1715.

⁴³ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 239; Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 38; *Gazette*, p. 30; 6 décembre 1715.

jours après, le 5, nouvelle assemblée en Sorbonne qui confirme les décisions du lundi précédent⁴⁴ par cent quarante voix sur cent soixante votants⁴⁵.

Dispute
générale

Le nonce menaça d'aller boudier en Avignon, puis se ravisa; le cardinal de Rohan parla de renvoyer à la Faculté ses lettres de docteur qu'il tenait d'elle, se remua beaucoup (dans son lit où la goutte le retenait) et s'évapora en discours⁴⁶. C'était peut-être ce qu'il y avait de meilleur puisque les évêques du parti de Noailles ne s'entendaient pas entre eux. Presque tous s'étaient rendus à Paris pour se concerter sur la conduite à tenir, ils parlaient beaucoup et on était surpris de constater qu'ils soutenaient des opinions différentes. Les uns disaient que le livre du P. Quesnel était bon, qu'on ne pouvait le condamner, que la Constitution était mauvaise, qu'on ne pouvait la recevoir. Les autres croyaient que le livre n'était pas sans de grands défauts et que la constitution pouvait être reçue avec une explication⁴⁷. Les évêques de Montpellier et de Senes étaient ceux qui se montraient « les plus opposés à toute voie de conciliation », ce dont « leurs meilleurs amis ne pouvoient s'empêcher de les blâmer ». Chaque parti nuisait au parti opposé avec un acharnement que la bonne foi excuse, peut-être, à défaut de la justice et de la charité. Noailles avait défendu « sous peine de suspension encourue *ipso facto*, à tout ecclésiastique de son diocèse d'accepter la bulle indépendamment de son autorité⁴⁸ » et l'évêque de Toulon avait déclaré repousser des ordres sacrés les jeunes ecclésiastiques qui auraient fait leurs études aux facultés de théologie hostiles à la bulle⁴⁹. Le parlement d'Aix annule ce dernier mandement, comme le Parlement de Paris supprime un mémoire qui invite les évêques « à se remuer, à s'assembler, à délibérer, à se concerter dans les provinces, à s'unir au nonce et à agir avec lui⁵⁰ »; le conseil d'État relève trois curés de la ville de Reims de l'excommunica-

⁴⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 257; 5 décembre; *Gazette*, p. 32; 9 décembre 1715; Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 240, Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 40.

⁴⁵ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 240.

⁴⁶ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 240-241; Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 40-41.

⁴⁷ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 242.

⁴⁸ Picot, *Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique pendant le XVIII^e siècle*, 3^e édit., in-8, Paris, 1853, t. I, p. 382.

⁴⁹ Buvat, *op. cit.*, t. I, p. 134-135; *Déclaration de Mgr l'illustrissime et reverendissime évêque de Toulon*, 14 mars 1716; *Mandement dudit*, 25 avril; Dorsanne, *op. cit.*, t. I, p. 263.

⁵⁰ *Mémoire pour le corps des évêques qui ont reçu la constitution Unigenitus*, supprimé par arrêt du Parlement, du 4 avril 1716.

tion portée par leur archevêque pour refus d'accepter la Constitution⁵¹. Pendant que la Faculté de théologie de Reims retracte son adhésion à la bulle, la Faculté de théologie de Poitiers y donne la sienne⁵² et l'évêque d'Amiens oblige les ecclésiastiques de son diocèse qui ont pris leurs degrés à la Faculté de théologie de Paris d'aller recevoir les ordres sacrés à Sens⁵³.

Partout la discorde s'étale avec une sorte de complaisance; il semble qu'on songe bien moins à soutenir son point de vue qu'à ruiner celui du contradicteur. Le Régent s'est, un instant, flatté de ramener le calme en fermant les bouches par une lettre de cachet. Au moment où les docteurs de Sorbonne allaient rouvrir la dispute, le syndic Ravechet donna lecture de cette lettre : « M. le Syndic, vous ayant ci-devant défendu de faire imprimer les décrets de Sorbonne touchant la Constitution, je vous défends aujourd'hui de recevoir aucune opposition qui regarde cette affaire et je veux qu'on n'en parle davantage⁵⁴. » La Sorbonne se taira donc, ce jour-là, mais ce jour-là seulement, et ne manquera pas de se plaindre au Régent du procédé. Celui-ci s'excusera aussitôt, protestera qu'il n'a pas envoyé une lettre de cachet ni un ordre, mais seulement adressé une prière et exhortation et que, de sa vie, il ne contraindra aucune assemblée⁵⁵.

C'est aussi le silence qu'on préconise à Rome⁵⁶ : un silence par Déclaration du Roi enregistrée au Parlement! Mais ceci ne fait pas l'affaire du parti de Noailles qui veut parler et écrire. C'est ainsi qu'on proposa, autant pour gagner du temps que pour mettre les opposants dans l'embarras, une lettre des évêques constitutionnaires au Régent pour lui demander d'obtenir du Pape une explication de la bulle. Cette manœuvre n'eut pas le résultat qu'on en attendait. Dix-huit évêques signèrent cette lettre qu'on représenta comme un aveu que la bulle, au dire de ses partisans, avait besoin d'explications; en sorte que plusieurs retirèrent leur signature⁵⁷.

Cependant les évêques opposants continuaient à travailler aux

Méthodes
d'apaise-
ments :
le silence

L'envoi de
négo-
cia-
teurs

⁵¹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 118-119, 138-139, 142; Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 265-267.

⁵² Buvat, *Journal*, t. I, p. 118.

⁵³ Buvat, *Journal*, t. I, p. 138.

⁵⁴ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 247; Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 49; *Gazette*, p. 51.

⁵⁵ *Gazette*, p. 58; 17 janvier 1716.

⁵⁶ Villefore, *op. cit.*, t. II, p. 42.

⁵⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 269 : 24 décembre 1715; p. 271.

deux ouvrages qu'ils avaient promis pour le 22 mars, tâchant de n'y rien laisser paraître qui put offenser la Cour romaine; mais ne s'entendant guère entre eux⁵⁸. Quand ce travail fut achevé, on l'envoya à Rome par les soins d'un abbé Chevalier et du P. de la Borde, oratorien⁵⁹ qui, ainsi que l'écrit Buvat, « partirent le 17 avril pour aller à Rome tâcher de faire changer de sentiment au sujet de la Constitution⁶⁰. » Ils se rendaient là-bas « au nom du Roi » et « de la part de tous les théologiens et de tous les Ordres du royaume⁶¹. » Ces deux négociateurs étaient trop peu modérés de caractère pour qu'on fut en droit d'attendre un résultat de leur mission.

Mandements
épiscopaux

D'ailleurs tout concourrait à enflammer les esprits. Dès le 11 mars, un mandement de l'évêque de Marseille, Belzunce, sonnait la charge avec une ardeur qui se retrouvera en des circonstances plus tragiques et ornait de quelques injures, qui n'étaient sans doute pas de lui, une érudition dont ses amis l'avaient fourni⁶².

L'évêque de Toulon renchérit sur son collègue avec un luxe d'épithètes tout méridional⁶³, mais il laissait, ainsi qu'il convient à un suffragant, la palme à son métropolitain, Forbin-Janson, archevêque d'Arles, qui déclara dans son mandement « que ceux qui refuseroient d'accepter la Constitution et de s'y soumettre en tout ce qu'elle contenoit, étoient certainement plus excommuniés que ne le fut Adam après avoir mangé le fruit défendu⁶⁴. » L'évêque de Castres trouva mieux encore, administrant la communion pascale aux chanoines de son église cathédrale, il s'approcha du théologal, tenant l'hostie entre les doigts, et, modifiant la formule, dit en la déposant sur la langue : *Corpus Domini nostri Jesu Christi convertat te in vitam aeternam. Amen*⁶⁵. Après de semblables exemples pouvait-on s'étonner d'entendre l'évêque de Chalon-sur-Saône avancer que la Constitution était « règle de foi », ce que condamnait le parlement de Dijon⁶⁶, tandis que le parlement d'Aix dénonçait ces « écoles où l'on veut faire passer comme le point le plus essentiel de la religion l'obéissance aveugle et sans

⁵⁸ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 258-259.

⁵⁹ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 259; Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 67.

⁶⁰ Buvat, *Journal*, t. I, p. 138.

⁶¹ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 259.

⁶² Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 70-71.

⁶³ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 263, 267; Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 74-79; Buvat, *Journal*, t. I, p. 140, 142; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 355; 3 avril 1716, p. 368, 372.

⁶⁴ Buvat, *Journal*, t. I, p. 142.

⁶⁵ Buvat, *Journal*, t. I, p. 140.

⁶⁶ Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 72-73.

borne pour le pape⁶⁷. » Les mandements des évêques d'Apt, de Grasse n'étaient pas plus ménagés⁶⁸.

Mais il n'y avait pas que les mandements, les libelles se multipliaient de telle sorte qu'on ne savait plus à qui entendre; imprimés ou manuscrits, avoués ou non désavoués par des évêques, réfutés et applaudis, supprimés et contredits, ces pamphlets se débitaient en grand nombre, sous le titre alarmant de *Tocsins*⁶⁹. Jansénistes et Jésuites y prodiguaient pêle-mêle accusations, arguments, insinuations, invectives et inepties. A qui veut, de nos jours, prendre une connaissance personnelle de cette littérature polémique il faut des réserves inépuisables de patience⁷⁰. L'anecdote survient heureusement pour varier cette monotonie. L'archevêque de Vienne, Crillon, expédie à ses curés une condamnation de la Bulle avec injonction de la lire au prône. Ceux-ci se soumettent, mais le curé Murette ne fait que d'entamer la série des anathèmes épiscopaux lorsqu'un de ses paroissiens se lève, Capitaine de cavalerie réformé. Il proteste, se déclare offensé d'une condamnation des *Hexaples*, qualifie la Constitution de « bête monstrueuse », le Mandement et la censure, d'« ouvrages de pures ténèbres » et s'en prend alors à l'archevêque qui a de bons bénéfices dont le moindre eut suffi pour nourrir les douze apôtres. Le reste était à l'avenant et exposé en style militaire. Cette protestation « cavalière » fit la joie du Palais Royal et de tout Paris⁷¹.

Libelles

La Sorbonne, elle, ne souriait pas. A la *Prima mensis* d'avril elle prit, nous dit Dangeau, « des partis violents⁷² » et Buvat, toujours l'oreille aux aguets, apprend qu'« elle s'assembla en grand nombre, et il y fut résolu d'appeler de cette Constitution au Parlement, au Roi, à M. le Régent, au concile général futur, au Pape et à tous les évêques du monde chrétien⁷³ ». « Aux incar-

Brefs
et bulles

⁶⁷ Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 75.

⁶⁸ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 267, 269.

⁶⁹ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 262; Buvat, *Journal*, t. I, p. 152, 154; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 357; Saint-Simon, *Mémoires* (1858), t. XVII, p. 334; C. Sommervogel, *op. cit.*, t. III, p. 162, n° 14 et 15.

⁷⁰ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 262, 268; Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 77; *Mémoire pour le Corps des Pasteurs qui ont reçu la Constitution; Réfutation de deux mémoires séditieux qui ont paru à la fin de Février 1716 touchant l'acceptation de la Constitution; Réponse d'un théologien à un prélat sur le refus que M. le cardinal de Noailles a fait de continuer les pouvoirs aux P. Jésuites; Lettres d'un théologien à un évêque sur cette question importante : S'il est permis d'approuver les Jésuites pour prêcher et pour confesser.*

⁷¹ Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 70; 19 avril 1716; *Gazette*, p. 76.

⁷² Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 355; 3 avril 1716.

⁷³ Buvat, *Journal*, t. I, p. 139; 3 avril 1716.

tades le nonce répondait par des maladresses. Il demanda une audience du Régent pour lui remettre un bref pontifical. L'usage voulait qu'il en donnât copie, préalablement à la présentation au chef de l'État⁷⁴. Bentivoglio déclara que s'il n'approchait pas le Régent, le Pape n'admettrait plus devant lui notre ambassadeur. En réalité, il avait reçu trois brefs; un, très vif, adressé au Régent; un autre contenant des monitions au cardinal de Noailles et à la Sorbonne; un troisième qui cassait le Conseil de conscience⁷⁵. C'était une revanche sur la *Prima mensis* d'avril⁷⁶. Sur ce terrain, il était malaisé de dire où on s'arrêterait. Le Pape refusait-il les bulles aux nouveaux évêques qui refusaient de s'engager préalablement contre la bulle, on lui répliquait qu'on ne marquait pas, en France, de précédents pour s'en passer⁷⁷. Le nonce se plaignait-il du plaidoyer de la Grand'Chambre au sujet de la Constitution et de la licence des avocats, le Régent lui répondait : « Monsieur le nonce, ce sont vos gens qui ont commencé la querelle, il paroît juste que les autres se défendent⁷⁸. » Déjà, certains répandaient la rumeur de la rupture du Concordat de 1515 et du rétablissement pur et simple de la Pragmatique sanction, au risque d'encourir toutes les excommunications du monde. On élèverait le petit Roi dans des sentiments favorables aux maximes gallicanes et au lieu d'un confesseur jésuite il s'adresserait à son curé⁷⁹.

L'auteur de la *Gazette*, qui recueille complaisamment ces on-dit, observe avec raison que « sur le fait de la religion, les affaires s'aigrissent de plus en plus⁸⁰. » Le Pape traitait notre ambassadeur avec peu d'égards et l'opinion blâmait le cardinal de la Trémouille de cette condescendance à l'égard d'un pontife « auprès duquel il sçavoit bien qu'on ne gagne rien à être trop bon, parce qu'il ne ménage que ceux qui sçavent se faire craindre. » Déjà on pouvait prévoir que l'abbé Chevalier et le P. de la Borde échoueraient dans leur négociation nonobstant la sagesse et la modération de tout ce qu'il leur était recommandé

⁷⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 380; 16 mai 1716; p. 381; 18 mai; p. 384; 22 mai.

⁷⁵ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 264; Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 81-82; Buvat, *Journal*, t. I, p. 141; 12 mai 1716; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 395; 12 juin.

⁷⁶ Buvat, *Journal*, t. I, p. 145; *Gazette*, p. 79-80; 18 mai 1716.

⁷⁷ Buvat, *Journal*, t. I, p. 145.

⁷⁸ *Gazette*, p. 80-81; 22 mai 1716.

⁷⁹ *Gazette*, p. 86; 19 juin.

⁸⁰ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 269-271; Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 85-93.

de faire valoir pour éclairer le Saint-Père sur les suites funestes qu'entraînerait la publicité tôt ou tard inévitable des Instructions remises aux deux négociateurs. Le Régent, que ces querelles théologiques excédaient, espéra faire impression sur l'esprit de Clément XI en exposant, lui-même, au cardinal de la Trémouille les besoins si graves de l'Eglise de France.

Le Pape, disait-il, a trop d'expérience pour ignorer qu'il ne peut imposer une loi lorsqu'il lui faut ménager les esprits, négocier et traiter avec eux, obtenir de la persuasion ce que ne lui donnerait pas l'autorité. Le temps, loin d'apaiser les préventions, y avait ajouté l'aigreur dont témoignaient les démarches des Facultés de théologie et les mandements épiscopaux. La période d'une régence ne semblait que trop favorable aux brouillons, car « quelque prévention que tous les ordres du royaume aient marqué pour le duc d'Orléans, Sa Sainteté ne sauroit ignorer que l'autorité d'un Régent ne peut être égale à celle d'un Roi. La minorité est regardée, même par les esprits les plus modérés, comme un temps où l'autorité absolue ne sçauroit presque être employée sans s'exposer à la commettre : où les loix doivent régner plus souverainement que le Roi même, et où les formes établies par le droit public du Royaume sont absolument inviolables. Telle est la véritable situation d'un Régent, et Sa Sainteté peut juger à combien de ménagements, de précautions, de condescendances elle l'engage dans une affaire de cette nature, et surtout dans les premiers mois d'un gouvernement, qui tient en quelque manière le milieu entre une autorité absolue et une entière liberté. » La conduite et les arguments des évêques du parti de Noailles étaient exposés avec précision, les voies de conciliation étudiées avec le désir d'y entrer, les objections prévues, les difficultés aplanies et la condition posée, une fois pour toutes, qu'on ne réduirait jamais ces évêques à une acceptation pure et simple.

Pour induire le Pape à consentir à une interprétation, le Régent disait encore : « La Puissance royale qui s'exerce avec un empire plus absolu que l'autorité ecclésiastique, ne croit rien perdre de ses droits quand elle interprète elle-même ses décisions. Qu'elle le fasse de son propre mouvement, ou sur les remontrances de ses sujets, elle ne croit pas avilir sa majesté; et l'on a été si éloigné de trouver en cela quelque chose qui déroge à l'autorité du souverain, qu'on le regarde au contraire comme un de ses privilèges, en établissant cette règle générale que c'est à l'auteur de la loi qu'il est réservé de l'interpréter. » L'interprétation ne suppose point erreur dans la décision à expliquer mais

Lettre
ostensible
du Régent
au cardinal
de la
Trémouille

obscurité d'une part et incertitude d'autre part. La bulle avait été reçue non pas absolument mais relativement et, pour ainsi dire, à l'essai. N'était-ce pas de cette même façon que l'avaient reçue les prélats du monde chrétien dont on faisait sonner si haut le consentement silencieux et équivoque. « Qui sait s'ils ne diffèrent pas de le rompre, parce qu'ils savent qu'il y a un certain nombre de prélats qui ont déclaré qu'ils avoient des doutes sur le véritable esprit de la Constitution, et que, sans vouloir se commettre personnellement, ils attendent avec prudence que les doutes soient levés, pour prendre leur dernière résolution ? »

Afin de ménager la susceptibilité du Souverain Pontife, le Régent suggérait au Saint-Père de lui adresser, à lui-même et non aux évêques, les explications tant souhaitées; la même conduite pouvait être suivie pour le *Corps de Doctrine* : « Il suffiroit, disait le prince, qu'il me fit l'honneur de m'écrire ses sentiments, et il ne lui en coûteroit qu'un seul mot pour finir la plus grande affaire qu'il y ait eu dans l'Eglise depuis plusieurs siècles. » Si tous ces moyens étaient repoussés, la France se trouverait réduite à la convocation d'un concile national dont les conséquences auraient leurs inconvénients. « Je voudrois que le Pape fût en état d'en juger par lui-même; et quand Sa Sainteté auroit vu de près les esprits aussi échauffés qu'ils le sont, les Evêques animés contre les Universités, et les Universités contre les Evêques; l'Episcopat divisé, le second Ordre entraîné dans la même division, excepté que le plus grand nombre paroît être pour les [non Acceptants] : en un mot, le schisme prêt à éclater de toutes parts, je prendrois la liberté de demander à Sa Sainteté s'il m'est, je ne dis pas permis, mais même possible, d'attendre tranquillement un événement si triste²¹. »

Accueil fait
par le pape

Ces avances, que le Régent avait trop intérêt à faire pour qu'on ne pût mettre en doute leur sincérité, étaient vouées à un échec. En Italie, le Pape n'était rien moins que pacifique; en France toutes les nouvelles arrivées de Rome produisaient l'effet de l'huile sur la flamme. On assurait que le Pape avait agité en plein consistoire la décardinalisation de Noailles²², au moment où le Régent s'entremettait pour procurer la réconciliation entre Noailles et Rohan²³ et au moment où l'archevêque d'Arles « d'une parfaite bêtise et d'une ignorance crasse » se comparait à l'ânes-

²¹ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 269-271; Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 85-93.

²² Buvat, *Journal*, t. I, p. 158.

²³ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 272; Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 95.

se de Balaam, « brayait » un avertissement suprême à Noailles qu'il voyait prêt à rouler aux abîmes²⁴. Et ce fut pis encore quand on apprit la réception faite au cardinal de la Trémouille porteur de la lettre du Régent :

« Que pensez-vous de ce qu'on nous propose ? » demanda Clément XI.

« Je crois que Votre Sainteté pourroit entrer dans ces expédients, » dit le cardinal.

« Ce seroit bouleverser tout l'ordre de l'Eglise » répliqua le Saint-Père qui, pour empêcher son interlocuteur de placer un mot, entama un monologue interminable. Le cardinal saisit une seconde, entre deux phrases pour jeter le nom de l'abbé Chevalier; mais le Pape, ayant repris haleine, se récria, protesta que sachant sa commission il ne le pouvait pas entendre. La Trémouille insista, mais ne put rien obtenir. Un cardinal italien vint sonder l'abbé qui, voulant parler au Pape en personne, « se tint sur les hauteurs²⁵. » L'italien désappointé décida le Saint-Père à convoquer une Congrégation générale des cardinaux présents à Rome et aux environs²⁶ (27 juin). La Trémouille ne consentit à y assister qu'après s'être informé des sujets qu'on y traiterait.

La loquacité de Clément XI s'y donna carrière; quand la fatigue se fit sentir il larmoya, sanglota, aspira longuement et repartit de plus belle. Après les trois brefs adressés au nonce et refusés par le Régent, vint une lettre du cardinal de Noailles, vieille de onze ans. A peine lue, le pape la saisit, l'étudia, en pesa tous les mots, s'attendrit derechef, transforma le Sacré-Collège en Synagogue, ensuite en Sanhédrin et répéta à cinq ou six reprises qu'il ne pouvait différer le châtiment sans péché mortel. Comment s'y prendre ? Toute la question était là. Un cardinal hasarda de dire que c'était affaire au Maître des cérémonies; un autre, Grimaldi, opina pour qu'on s'adressât à un avocat. On allait dévier, le Pape abrégé et dit qu'il donnait à chacun quinze jours de réflexion, après quoi il interrogerait sur la conduite à l'égard des évêques désobéissants, des Parlements, des bulles, de la Sorbonne et du traitement à faire à l'abbé Chevalier. La séance avait duré quatre heures et le secret en était confié à cent quatorze personnes!

Congrégation
cardinalice

²⁴ Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 96-97; l'épithète accolée au nom de l'archevêque d'Arles est de Saint-Simon.

²⁵ Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 102.

²⁶ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 227; Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 103.

Bruits
d'accommodement

Cette Congrégation — c'est le nom qu'on donne à ces sortes d'assemblées — ne donna pas les fruits qu'on en attendait. Les cardinaux Ottoboni et Patrizzi proposèrent de laisser le cardinal de Noailles « accepter la Constitution à sa mode⁸⁷ »; Fabroni eut préféré « moins de bruit et plus d'effet »; l'abbé Chevalier avait lu ces lignes du cardinal Davia : « Il y a déjà longtemps que je m'aperçois qu'il sera difficile, ou plutôt qu'il nous est impossible de sortir du jeu sans perte, et toute la question est de savoir si elle sera grande ou petite⁸⁸. » Ces sentiments ne laissaient pas que d'être connus en France où on n'oubliait rien pour terminer l'affaire indépendamment du Pape. Le 14 août, le Régent avait remis à Noailles des projets d'acceptation dressés par le Procureur-Général dans l'espoir de faire admettre le *Corps de Doctrine* par tous les évêques de France dont l'unanimité ne permettrait pas au Pape de se dérober. Et voici que, le 18 août, Clément XI recevait notre ambassadeur et semblait disposé à approuver le *Corps de Doctrine*; bien plus, le 20, il envoyait en France le jésuite Lafitau, en qui il avait confiance, pour conférer avec le Régent sur les moyens d'approuver le *Corps de Doctrine* et d'accepter la Constitution⁸⁹. Il y avait dans l'air des idées d'accommodement⁹⁰, mais en descendant sur terre on y trouvait les mêmes passions qui avaient tout perdu. Le P. de la Ferté, jésuite, prêchant à Chaillot devant la reine d'Angleterre, se mit dans le cas de se faire arrêter et n'obtint l'indulgence du Régent que sur le témoignage de cette princesse qu'apparemment le prédicateur n'avait rien dit de fâcheux que pendant le temps qu'il la vit dormir⁹¹. Le Régent souriait et laissait courir, mais Noailles ne riait jamais à propos de jésuites.

Mesure
spirituelle
contre
les jésuites

Le mardi 18 août⁹², au lieu d'envoyer aux révérends pères le renouvellement des pouvoirs pour la confession et la prédication expirés le 15 août, le cardinal leur envoya son secrétaire chargé de remerciements pour leurs services passés et de l'interdiction de les continuer plus longtemps, et même de faire des catéchismes. A la suite du P. Gaillard, confesseur de la reine d'Angleterre, les autres confesseurs épargnés : les pères du Trévou, de Linieres et Martinot attachés au Régent, à Madame et à la duchesse

⁸⁷ Le Cardinal Ottoboni à l'abbé Tamisier, 30 juin, dans Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 279.

⁸⁸ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 281.

⁸⁹ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 288.

⁹⁰ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 426; 9 août 1716.

⁹¹ *Gazette de la Régence*, p. 102; 7 août 1716.

⁹² Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 431; 18 août 1716.

de Berry n'étaient pas absorbés par leurs pénitents; le père de la Rue jouissait dans la direction spirituelle de la femme du Régent de loisirs prolongés. Cette déférence du cardinal pour des apôtres si notoirement inoccupés amusa Paris comme une épigramme. « La sainte société ne sait où elle en est, dit la *Gazette*; tout Paris ricane de ces bons Pères⁹³ » et Buvat ajoute d'un air entendu : « Les jésuites ont depuis avoué que cet interdit leur faisait tort au moins de deux mille livres par an⁹⁴. » Mais le P. de la Rue ne se décourageait pas. « Peut-être en viendra-t-on, disait-il, à nous interdire nous aussi, mais cependant nous cinq, nous nous disposons à faire l'ouvrage que faisaient tous les autres, dussions-nous en crever⁹⁵. » Les évêques de Châlons, de Metz, de Montpellier et de Verdun suivirent l'exemple du cardinal de Noailles⁹⁶.

Ce coup fut si sensible qu'il décida vingt-cinq évêques à une démarche remarquable. Ils remirent au Régent une Déclaration authentique de la manière dont ils avaient accepté la Constitution du 8 septembre 1713, ne voulant pas qu'il fut dit que la Bulle avait été reçue « purement et simplement », mais « relativement à l'*Instruction pastorale*⁹⁷. » Cette pièce fut envoyée à Rome où l'abbé Chevalier, à force d'obstination, obtenait audience des cardinaux, tantôt l'un tantôt l'autre, et leur expliquait infatigablement cette acceptation *relative* de la bulle. Toutes les Eminences ne lui réservaient pas le même accueil : aux premiers mots d'accommodement, Fabroni parla d'infailibilité; Cassano s'embarqua dans un sermon; Valemani pleurnicha et se tut, il était en enfance. Les cardinaux Albani, d'Adda, Cazoni servaient de parure diplomatique au Sacré-Collège; Davia et Olivieri comptaient pour peu de chose. Quant au cardinal de la Trémouille il considérait l'abbé comme un surveillant, un espion et, pis que cela à ses yeux, un suppléant chargé de conduire ce que lui-même était devenu incapable de terminer. Circonvenu par les Jésuites, par les Italiens, touché par le prestige du Pape, il adoptait les maximes ultramontaines les plus intransigeantes⁹⁸. Au Palais-Royal on savait à quoi s'en tenir sur le zèle et les moyens du cardinal et on ferait à son nouveau projet d'accep-

Dispositions
du Sacré
Collège

⁹³ *Gazette*, p. 104, 21 août.

⁹⁴ Buvat, *Journal*, t. I, p. 164.

⁹⁵ *Gazette*, p. 105.

⁹⁶ Picot, *op. cit.*, t. I, p. 386.

⁹⁷ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 290-291; Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 110-116.

⁹⁸ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 281; Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 123.

tation l'accueil à prévoir. D'ailleurs, il en était de même à Rome, Chevalier entrant en conférence avec les cardinaux Ferrari et Tolomei s'était entendu dire par ce dernier : « Le Saint-Père se moque de vous, des cardinaux et du public⁹⁹. » La plupart des cardinaux n'étaient pas fâchés de voir en quel embarras leur collègue Fabroni avait jeté le Saint-Père qui n'écoutait que lui et quelques jésuites insaisissables. Tout ce qui, dans le Sacré-College était à la dévotion ou à la solde de l'Empereur entretenait du mieux possible un conflit si désavantageux à la France et à son gouvernement.

Lassitude
en France

Pendant ce temps on conférait par-devant le Régent, sans résultat¹⁰⁰; on assemblait des évêques à l'Hôtel de Soubise pour donner lecture du *Corps de Doctrine* que le cardinal de Rohan croyait « plus propre à nuire qu'à édifier. » Bref « tous ces discours faisoient désespérer d'une paix prompte et entière¹⁰¹. » Le public n'y prêtait plus qu'une attention intermittente; ces subtilités de casuistes le déroutaient. A l'issue des conférences tenues par les évêques, ceux-ci se répandaient en éloges sur le *Corps de Doctrine* : « une des plus belles et des plus sçavantes dissertations qui eût paru depuis long-tems : où étoient recueillis un grand nombre de principaux points de la religion dont les principes sont développés avec une érudition profonde »; mais toutes ces louanges ne s'adressaient qu'à l'ouvrage considéré en lui-même et disparaissaient dès qu'on le rapportait à la Constitution. Le naïf Dangeau n'entendait rien à ces finesses et croyait « revoir l'union dans l'Eglise¹⁰². » Buvat entendait dire que Noailles « rebuté de la longueur de ce différend, était résolu de le finir de son côté en acceptant la Constitution pour complaire au Pape et au Régent¹⁰³. » Ce qui était certain c'était la lassitude générale. Le 10 octobre on se sépara en s'ajournant au 20 novembre¹⁰⁴.

Dans cet intervalle on présageait la paix, on eut une nouvelle

Nouvelles
mesures
contre les
jésuites

⁹⁹ Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 125.

¹⁰⁰ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 294; Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 137; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 454; 16 septembre; Buvat, *Journal*, t. I, p. 167.

¹⁰¹ Dorsanne *Journal*, t. I, p. 294; Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 139; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 454.

¹⁰² Dangeau, *Journal*, t. I, XVI, p. 466, 1^{er} octobre 1716.

¹⁰³ Buvat, *Journal*, t. I, p. 180.

¹⁰⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 471; 10 octobre 1716; Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 145.

escarmouche¹⁰⁵. Le P. de la Ferté, jésuite, avait été désigné pour prêcher devant le Roi, avant le 18 août où tous les pouvoirs furent éteints pour ceux de son Ordre. A l'approche de la Toussaint, sans aucune démarche de sa part ni de celle de ses supérieurs, il annonça qu'il prêcherait au Louvre et poussa la bravade jusqu'à aller essayer la chaire de la chapelle des Tuileries. Le cardinal, instruit par des rumeurs, en parla au Régent qui s'associa à ses critiques et l'abbé Couturier fut désigné et agréé. La veille de la fête, le prince harcelé par les courtisans¹⁰⁶, changea d'opinion et désigna le P. de la Ferté qui monta en chaire et apostropha le jeune Roi en ces termes : « Il me semble, Sire, voir l'âme du Roi votre bisaïeul à genoux au pied du trône du Dieu tout-puissant, lui demander de donner à Votre Majesté le même zèle et la même fermeté qu'il a eue pendant toute sa vie pour défendre et pour protéger l'Eglise de France contre toutes sortes d'hérésies nouvelles, et surtout contre celles qui l'affligent actuellement¹⁰⁷. » Le cardinal de Noailles, retenu dans sa cathédrale par la solennité du jour, se plaignit au Régent qui lui donna raison, avoua sa « sottise », son désir de la réparer et sacrifia le P. de la Ferté au ressentiment du cardinal. Déjà les curés de Paris prenaient feu et flamme, puis le Chapitre de Notre-Dame donna l'assaut, réclamant une punition exemplaire qui éclata le 12 novembre. Dès le matin l'huissier Morice, de l'Officialité, vint signifier dans les formes au P. Martinot provincial, au P. Richebourg supérieur de la maison professe, et aux supérieurs du collège et du noviciat, révocation de tous pouvoirs ci-devant donnés et défense de prêcher et de confesser dans toute l'étendue du diocèse. Les P.P. Gaillard, de Linières et du Trévou furent épargnés cette fois encore, mais on n'osa plus faire mention d'un confesseur quelconque de la duchesse de Berry¹⁰⁸.

¹⁰⁵ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 296; Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 153; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 481, 482.

¹⁰⁶ Buvat, *op. cit.*, t. I, p. 191; Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 296.

¹⁰⁷ Buvat, *op. cit.*, t. I, p. 190.

¹⁰⁸ Dangeau, *Journal*, t. I, p. 488; 12 novembre; Buvat, *Journal*, t. I, p. 192-193. La duchesse l'avait congédié; le curé de sa paroisse suffisait à sa dévotion.

CHAPITRE VII

L'administration des finances

(1715-1718)

Nicolas Desmaretz disgracié. — Son administration. — Situation des finances à la mort de Louis XIV. — Efforts pour y porter remède. — Recours aux vieux moyens. — Répudiations de rentes. — Réduction de capital. — Révision des contrats, des pensions et suppressions d'offices. — Exécutions illusoires. — Théorie de la banqueroute. — Impôts directs : La taille personnelle. — La taille réelle. — La Capitation. — Le dixième. — Impôts indirects : La gabelle. — Les aides. — Les octrois. — Les douanes. — L'édit du Visa. — Altérations des monnaies. — Réformes dans la comptabilité. — Économies et murmures. — Projets de taille tarifée. — Son échec. — Essai de dime royale.

« C'est une maxime constante et reconnue généralement dans tous les États du monde, disait Colbert, que les finances en sont la plus importante et la plus essentielle partie. » Cette maxime constante avait été depuis longtemps mise si complètement en oubli que le conseil de finance se trouva, dès son début, aux prises avec une catastrophe qui paraissait inévitable. La situation avait de quoi troubler le duc de Noailles et ses collègues, qui non contents d'avoir sacrifié Desmaretz méditèrent un ordre d'exil; ils eussent fait plus sagement de recourir à ses lumières.

Nicolas Desmaretz, neveu et disciple de Colbert, avait expié par vingt années d'exil dans sa terre de Maillebois, le soupçon d'avoir tiré profit d'une opération monétaire dont il était chargé. L'incapacité de Chamillard lui avait fait rechercher Desmaretz, dont il avait obtenu le rappel sans pouvoir le faire reparaître devant le Roi. Cependant, à force de persévérance, il triompha de cette prévention, puis, succombant sous le poids de ses propres fautes, il supplia le Roi d'accepter sa démission et désigna Desmaretz pour lui succéder. Louis XIV se résigna, ex-

Nicolas
Desmaretz
disgracié

¹ P. Clément, *Lettres, Instructions et Mémoires de Colbert*, in-8, Paris, 1861, t. II, p. 17.

posa lui-même au nouveau contrôleur-général l'état des finances et conclut : « Je vous serais obligé, monsieur, si vous pouvez trouver quelque remède, et point du tout surpris si tout continuait d'aller de mal en pis². » On pouvait croire que l'État succomberait cette année même 1708; il l'aida à vivre et lui donna le temps et les moyens de vaincre pendant sept années et, peut-être, s'il fut demeuré en charge, eût-il fait plus encore. « Ce ministre, a-t-on pu dire de lui, offre le spectacle du phénomène d'administration le plus surprenant. Un homme convaincu d'improbité, forcé de se reconnoître coupable, flétri par l'opinion publique, puni par la perte de ses places est appelé à la régie de la fortune publique. Dans cette fonction il montre une intelligence supérieure et une intégrité qui ne permet pas à la méchanceté des soupçons. Tous les genres de calamités physiques, politiques, militaires se réunirent contre la France, elle résista. C'est par tant de difficultés vaincues que Desmaretz, quoiqu'il l'eut perfectionné ni la constitution ni la répartition des impôts, — ce que ne permettait pas la crise de l'État — mérite d'être placé parmi les plus grands ministres des finances³. »

Les reproches qui lui furent adressés sont fondés en eux-mêmes mais injustes eu égard aux circonstances. En 1708, la France ruinée n'avait plus de crédit, ne trouvait plus de prêteurs; le ministre avait eu recours aux expédients, il avait trouvé de l'argent, fait rentrer dans le trésor celui que détenaient les comptables, rendu la liberté au commerce. En 1709, il avait prescrit une refonte des monnaies, mais c'était entre les journées d'Oudenarde et de Malplaquet, et cette opération avait rapporté quelques millions. Ces onze millions avaient peut-être sauvé la France. En 1710, Desmaretz sut trouver l'introuvable, créa de nouvelles rentes et attira la confiance par la substitution du système des régies à celui des fermes. Mieux encore, il institua le dixième levé sur tous les biens, tardivement il est vrai, mais nonobstant toutes les résistances. En 1711 et en 1712, les efforts redoublèrent avec les difficultés, cependant il avait atteint 1714

² E. Levasseur, *Recherches historiques sur le système de Law*, in-8, Paris, 1854, p. 343-351 : Sur le contrôleur-général Desmaretz.

³ A. de Montyon, *Particularités et observations sur les ministres des finances*, in-8, Paris, 1812, p. 93. Le célèbre mémoire adressé par Desmaretz au Régent pour justifier, année par année, son administration, a été souvent imprimé, et, en dernier lieu, d'après *Arch. nationales*, *Papiers du Contrôleur général*, G¹ 1903, dans A. de Boislisle et P. de Brotonne, *Correspondance des contrôleurs-généraux des finances avec les intendants des provinces*, in-4, Paris, 1897, t. III, p. 673-682, n° VIII.

et la paix. C'était au prix d'opérations parfois violentes qui dénaturaient la dette et ruinaient d'honnêtes créanciers, de malheureux rentiers à qui, toutefois, les trois dernières années du règne apportèrent quelque soulagement. En 1713, la liberté fut rendue au commerce maritime, l'impôt sur le sel et les viandes de boucherie diminué; en 1714 et 1715 quelques-unes des charges créées pendant la guerre furent rachetées; avant 1718, le désordre devait avoir disparu et le revenu royal devait être rétabli tel qu'en 1683. Si on juge le ministre non sur des projets mais sur des réalités, on voit que, au cours des sept années qui s'écoulèrent de 1708 à 1715, les dépenses s'élevèrent à près de deux milliards, les recettes à un milliard et demi. Quel savoir-faire il a fallu pour soutenir cette situation et en triompher, c'est ce dont les membres du conseil de finance n'étaient pas tous capables de prendre une idée claire; médiocre préparation pour mieux faire. D'ailleurs ils allaient précipiter l'État dans des mesures et livrer les finances à un aventurier qui feraient regretter bien vite Desmaretz et son administration.

A la mort de Louis XIV, le trésor comptait sept à huit cent mille livres environ en numéraire et quatre à cinq millions sur les impositions à échoir. Le Régent, satisfait de décrier un régime qui l'avait malmené et soupçonné, se faisait un plaisir de prendre le public pour confident d'une situation dont il ne voulait pas être rendu responsable. « Il n'y avoit, dit la Déclaration royale, pas le moindre fonds, ni dans notre trésor, ni dans nos recettes, pour satisfaire aux dépenses les plus urgentes; et nous avons trouvé le domaine de notre couronne aliéné, les revenus de l'État presque anéantis par une infinité de charges et de constitutions, les impositions ordinaires consommées par avant, des arrérages de toute espèce accumulés depuis plusieurs années, le cours des recettes interverti, une multitude de billets, d'ordonnances et d'assignations anticipées de tant de natures différentes, et qui montent à des sommes si considérables, qu'à peine en peut-on faire la supputation⁴. »

Si, des mots, on passe aux chiffres, on obtient les approximations suivantes : capital de la dette constituée, 1.200 millions; rentes sur l'Hôtel de Ville, 45 millions; charges, remboursements, gages, augmentations de gages, 40 millions; anticipations, 137.222.259 livres (qui avoient englouti les revenus de 1716 et de

⁴ Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises*, t. XXI, p. 67, n. 24 : Déclaration, du 7 décembre 1715.

Situation
des
finances
à la mort
de Louis XIV

Son
administra-
tion

1717 et une partie des revenus jusqu'en 1722⁸); arriéré, 185 millions; billets d'État perdant 80 à 90 pour cent, 596,696.959 livres; offices de nouvelle création, 542.063.078 livres⁹. Le revenu brut, de 165.500.000 livres était, par les charges, réduit à 69 millions⁷, et la dépense excédait 146 millions 824.182 liv., 13 s., 5 d.⁸. Les principaux articles de dépense étaient : les maisons royales, 7 millions et demi; la maison militaire du Roi, 6 millions; les garnisons du royaume, 43 millions⁹; la marine et les galères, 18 millions; les ambassades, un million; les pensions, 7 millions; les appointements et gages du Conseil, 2 millions et demi; les affaires secrètes, 6 millions et demi; les intérêts d'avances et remises de traités, 15 millions; les remboursements, 14 millions; les ordonnances de comptant 22 millions; les bâtiments et fortifications, 3 millions et demi. Le déficit dépassait 77 millions, et le désordre apparaissait au duc de Noailles sous l'aspect du « chaos ». Moins de huit jours après son entrée en fonctions et encore sous l'impression de cette avalanche de millions, il écrivait à Mme de Maintenon : « On a trouvé les choses dans un état plus terrible qu'on ne peut le dépeindre : le Roy et ses sujets également ruinez, rien de payé depuis plusieurs années, les revenus de deux ou trois ans mangés d'avance, la confiance entièrement détruite, en sorte qu'il n'y a guères d'exemple d'avoir vu la monarchie dans une pareille situation quoiqu'elle ayt été deux ou trois fois bien près de sa ruine¹⁰. » Le royaume n'était pas en meilleure situation que le trésor. « Le crédit était, au dire de du Tot, universel, le commerce anéanti, la consommation affaiblie de moitié, la culture des terres négligée : les ouvriers passaient chez l'étranger. Le peuple était désolé, le paysan mal nourri et mal habillé... La noblesse ruinée par les taxes et par les dépenses de la guerre, ne tirant presque rien du Roi ni en pensions ni en appointements, se voyait accablée par ses créanciers. Les gens de robe, sans paiement de leurs

⁸ E. Levasseur, *op. cit.*, p. 5, note 5, donne le total des sommes dépensées par anticipation et dues en 1715.

⁹ E. Levasseur, *op. cit.*, p. 11-12; M. Marion, *Histoire financière de la France depuis 1715*, in-8, Paris, 1914, t. I, p. 63-64.

⁷ Bibliothèque nationale, ms. franç. 7766.

⁸ Archives nationales, K 886.

⁹ F. Véron du Verger de Forbonnais, *Recherches et considérations sur les finances de la France depuis l'année 1595*, in-4°, Basle, 1757, t. II, p. 360; voir Véron-Duverger, *Étude sur Forbonnais*, 1722-1800, in-8, Paris, 1900.

¹⁰ Bibl. nat., supplém. franç. 2232, n° 22 : Le duc de Noailles à Mme de Maintenon, Paris, 21 septembre 1715.

gages, étaient aussi accablés de dettes. Point d'espérance de pouvoir débrouiller ce chaos¹¹. »

C'est en effet le mot que suggère la situation, mais Noailles ne se décourage pas. « Comme le désespoir est, dit-il, la dernière de toutes les ressources, on est bien éloigné de s'y abandonner... Chacun met du sien et tout le monde se livre de bonne foy avec toute l'union et le concert que l'on peut désirer. C'est au tems à faire¹². » Toutefois « au milieu d'une situation si violente, déclare le Régent, nous n'avons pas laissé de rejeter la proposition qui nous a été faite de ne point reconnaître des engagements que nous n'avions pas contractés. Nous avons aussi évité de suivre le dangereux exemple d'emprunter à des usures énormes; et nous avons refusé des offres intéressées dont l'odieuse condition était d'abandonner nos peuples à de nouvelles vexations. » Les principales mesures auxquelles il s'arrête sont les suivantes : paiement de la solde des troupes et des arrérages de rentes constituées sur l'Hôtel de Ville de Paris; vérification et liquidation de tous les papiers décriés et leur conversion « dans une seule espèce de billets qui ne seront plus sujets à aucune variation jusqu'à ce qu'ils aient été entièrement retirés¹³. »

Le conseil de finances se met à l'œuvre, il annule, réduit de plus de moitié et convertit les billets décriés en billets d'État qui rapportent un intérêt de quatre pour cent, mais qui perdront bientôt sur la place soixante-douze pour cent, et ses autres remèdes ne seront pas plus efficaces. Nous sommes surpris d'entendre le Régent se faire un mérite de n'avoir pas répudié les dettes de Louis XIV. Cette probité élémentaire semblait duperie aux contemporains. Montesquieu ne reproche à la Régence qu'un excès de timidité dans ces répudiations de dettes publiques¹⁴.

Est-ce l'opinion des rentiers? On ne les interroge point. Pourvu qu'un arrêt, un édit, une déclaration, une ordonnance s'ouvre par un beau préambule, ils doivent être satisfaits; on les invite à soumettre toutes les rêveries qui leur viendront en tête « pour

Efforts pour
y porter
remède

Recours
aux vieux
moyens

¹¹ Ch. de Ferrare du Tot, *Réflexions politiques sur les finances et le commerce*, in-12, La Haye, 1738, réimprimé dans E. Daire, *Économistes-financiers du XVIII^e siècle*, in-8, Paris, 1843, t. I, p. 804.

¹² Bibl. nat., supplém. franç. 2232, n° 22 : Le duc de Noailles à Mme de Maintenon, Paris, 21 septembre 1715.

¹³ Isambert, *op. cit.*, t. XXI, p. 68.

¹⁴ Forbonnais, *Recherches*, t. V, p. 311.

Montesquieu, *Fragments inédits*, publiés par le baron de Montesquieu, in-8, Bordeaux, 1892, t. II, p. 239; A. Esslinger, *Le conseil particulier des finances à l'époque de la Polysynodie*, 1715-1718, in-8, Paris, 1908.

le soulagement des peuples et l'avantage du royaume » à des commissaires qui en feront l'examen¹⁶. Pendant ce temps on leur jette en pâture quelque histoire bien rassurante. Un particulier employé dans les vivres, fourrages et munitions de guerre par Berthelot de Pléneuf et qui avait gardé toutes les minutes de ce qu'il avait eu en maniement, accuse Pléneuf de malversations et de faux marchés. Le Régent dit au dénonciateur : « Vous êtes un homme perdu si vous ne pouvez prouver ce que vous avancez; mais si vous le prouvez, vous devez compter d'en être récompensé et je vous promets par avance trois sols pour livre. — Monseigneur, je serais trop riche. Si votre Altesse Royale voulait bien avoir la bonté de m'adjuger seulement un sol pour livre. » Les mémoires sont fournis, Pléneuf et ses associés rendront gorge, le trésor recevra douze millions. Seulement le fripon sort du royaume et la vente de ses biens et autres effets ne donnera qu'une somme dérisoire¹⁷, mais les rentiers s'imaginent que, tôt ou tard, ces douze millions seront pour eux.

Répudia-
tions
de rentes

Jusqu'à ce moment on vit à l'aventure, sans budget, sans prévisions financières, sans recettes calculées et sans dépenses fixées à l'avance. « Il n'y a aucune partie de rente, assure Noailles, qui doive être plus privilégiée que celles de la Ville¹⁸. » Et voici en quoi consiste le privilège. Au mois d'octobre 1713, un édit avait réduit à 4 pour cent toutes les rentes sur l'Hôtel de Ville et imposé au capital des réductions du quart, des deux cinquièmes, de moitié selon les différentes catégories; néanmoins quelques semaines avant la mort du Roi il a fallu, pour acquitter ces rentes, solliciter de chacun des fermiers généraux une avance personnelle de cent mille livres, et malgré ce secours « les fonds se trouvent si juste que, pour peu que ces messieurs retardent, la caisse serait hors d'état de satisfaire au paiement des rentes. » Desmaretz tente un effort suprême avant son départ du contrôle général et arrache quatre millions aux fermiers généraux et deux millions par mois aux receveurs généraux, de septembre à décembre.

On durera donc, mais à quel prix? Deux édits d'octobre et de décembre 1715 réduisent au denier 25 (quatre pour cent) les rentes sur les tailles, sur les recettes générales, sur les postes, sur le contrôle, etc., etc., constituées au cours des quinze dernières

¹⁶ Isambert, *op. cit.*, t. XXI, p. 100, n. 56 : Arrêt du 25 avril 1716.

¹⁷ Buvat, *Journal*, t. I, p. 53-54; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 207; M. de Guilaut à Mme de Balleroy, Paris, 18 octobre 1715, dans E. de Barthélemy, *Les Correspondants*, t. I, p. 51.

¹⁸ Arch. nat., K 886.

années et pour la plupart imposées aux acquéreurs¹⁹ qui auraient mauvais gré à se plaindre leur dit le préambule de l'édit, car ils devaient s'attendre à cette réduction « soit parce que le taux a dû leur paraître excessif, soit parce que plusieurs de ceux qui en ont acquis » avaient déjà vu accomplir la même opération sur les rentes de l'Hôtel de Ville²⁰. Argument inattendu qui découvre dans l'improbité la justification d'une indécatesse. Et pour que rien ne manquât à la satisfaction des victimes, on les autorisait à aller recevoir les arrérages de leurs rentes rognées dans les bureaux du payeur des rentes, à l'Hôtel de Ville.

Après les rentes le capital ne fut pas épargné; il eut à subir une réduction des deux cinquièmes dans le contrôle, les recettes générales, les dons gratuits de telle sorte qu'un capital nominal de 104.378.974 liv. 13 s., se trouva réduit à 79.849.374 liv. et, de ce fait, les arrérages tombèrent de 6.649.589 liv. à 3.483.793 liv.²¹. Des rentes viagères sur les tailles, de 1714 et 1715, furent également soumises à des réductions proportionnelles à la quantité d'effets royaux fournis pour les acquérir et ces réductions allèrent souvent jusqu'à moitié, parfois jusqu'aux trois quarts de la rente primitive.

Réduction
de capital

Les contrats d'affaires conclus avec l'ancien gouvernement ne furent pas respectés²²; les pensions au-dessus de six cent livres furent réduites de moitié, on n'excepta de cette mesure que celles des chevaliers de Saint-Louis « attendu qu'elles sont le prix du sang répandu pour le service de l'État²³. » Quelques privilégiés échappèrent seuls. Les offices furent supprimés en grand nombre, principalement ceux dont la création était récente, et on sait que le feu Roi avait battu monnaie sur l'humaine vanité qui faisait dire à Pontchartrain : « Toutes les fois que Votre Majesté crée un office, Dieu crée un sot pour l'acheter. » Ce sot s'appelait légion et raisonnait comme un sage. Il se disait qu'un office, que tout office, valait à son titulaire de précieux avantages et d'appréciables profits : exemptions pécuniaires, prérogatives sociales; au sein d'une société aristocratique, la possession d'un office désuet ou ridicule ne va pas sans compensations. Il tire

Revisions
des contrats
des
pensions
et suppres-
sions
d'offices

¹⁹ Bibl. nat., ms. franç., 7740, p. 206; M. Marion, *Histoire financière de la France depuis 1715*, t. I, p. 66, note 2.

²⁰ Isambert, *op. cit.*, t. XXI, p. 48, n. 17 : Edit. d'octobre 1715.

²¹ Bibl. nat., ms. franç., 7740, p. 206; Arch. nat., G¹ 1595; M. Marion, *op. cit.*, t. I, p. 66, note 4.

²² Isambert, *op. cit.*, t. XXI, p. 43, n. 9 et note 1.

²³ Isambert, *op. cit.*, t. XXI, p. 129, n. 117, Déclaration, du 30 janvier 1717.

son homme de la foule, l'affuble d'une sorte de droit à esquiver quelques exactions et quelques tracasseries. Louis XIV le savait et le Régent ne tarderait pas à l'apprendre : ces titres formaient un filon inépuisable qu'on pouvait exploiter indéfiniment, en sorte qu'avec un jeu de réductions et de retenues, le Roi se procurait de l'argent à 1.75 pour cent²⁴. Le duc de Noailles pensa découvrir que ces offices « accompagnés de gages, d'exemptions et de privilèges, avaient déterminé tous ceux ayant quelque fortune à se faire pourvoir de charges pour jouir d'un plus grand revenu et ne plus contribuer aux impositions. » C'était la surenchère dont le résultat faisait retomber « le poids entier des impositions sur un petit nombre de commerçants, d'artisans et de laboureurs, perpétuellement surchargés de ce que ne portaient pas les privilégiés. »

Exécutions
illusoires

Pendant dix-huit mois (octobre 1715-février 1717) on assista au défilé de la troupe innombrable des bas figurants de la monarchie aux appellations magnifiques et compliquées, quelquefois savoureuses et énigmatiques : intendants, directeurs-généraux, commissaires-généraux, inspecteurs-généraux, contrôleurs-généraux menaient le branle et, à leur suite, la troupe bigarrée des tireurs, chargeurs et botteleurs de foin, mesureurs de grains et de farines, gourmets sur les vins, débâcleurs, planchéieurs, contrôleurs de porcs et pourceaux, inspecteurs de veaux, langueyeurs de cochons, contrôleurs de fromages, essayeurs de fromages, aulneurs de toile, contrôleurs des amendes, maîtres des ports et pertuis, trésoriers de la vénerie, de la fauconnerie et des toiles de chasse, receveurs des revenus casuels et deniers extraordinaires, etc., etc., derrière eux, et l'oreille basse, la multitude jadis si fière des officiers municipaux, maires, lieutenants de maire, échevins, consuls, greffiers, huissiers, vergers, et tant d'autres parmi lesquels « personne ne peut rien connaître²⁵ ». Ils le savent et c'est ce qui modère leur chagrin; ils repousseront, comme la mauvaise herbe qu'on arrache sans la déraciner. Disparus en 1717 ils se retrouveront tous, à leur poste dès 1718 et 1719.

Ces fantoches onéreux, extravagants et ridicules succombent par milliers et le public ne doute plus qu'enfin le gouvernement réalise des économies, mot fatidique auquel se laisse toujours prendre le Français, curieux d'épargne et de prévoyance. Il accueillera donc avec bienveillance les commissaires chargés de

²⁴ *Bibl. nat.*, ms. franç. 14084; M. Marion, *op. cit.*, t. I, p. 45, note 3.

²⁵ G. F. Le Trosne, *De l'Administration provinciale et de la réforme de l'impôt*, in-8, Basle, 1788, p. 243.

la vérification des différentes caisses, de l'examen des contrats, de l'apurement des comptes, de la révision des mémoires, de l'inspection des entrepôts²⁶, tous vocables qui résonnent agréablement à l'oreille. On sacrifiera quelques grasses victimes : sept intendants des finances et six intendants du commerce²⁷, qui recevront d'honnêtes dédommagements. A l'autre extrémité de l'engrenage administratif, quelques exécutions adroitement infligées à des receveurs, des huissiers, des commis des fermes ne permettront pas de mettre en doute l'impartiale vigueur du nouveau gouvernement. Le Régent a d'ailleurs pris soin d'expliquer aux intendants son désir de voir épargner les taillables, « établir une juste égalité dans les impositions et empêcher les vengeances que les collecteurs exercent contre ceux dont ils croient avoir lieu de se plaindre, et les protections injustes qu'ils donnent à leurs parents et amis. » Je suis informé, ajoutait-il, que la liaison qui est souvent entre les officiers de l'élection et les électeurs donne lieu à la multiplicité des frais qu'ils regardent comme revenant bons de leur charge; je sais que plusieurs d'entre eux emploient leur autorité plutôt à protéger les riches qu'à soulager les pauvres et que les frais qu'on fait toujours payer par préférence à la taille, les empêchent ou en retardent le recouvrement²⁸. » Ces avertissements laissent subsister les désordres qu'ils prétendaient faire disparaître. Il ne servit de rien d'annuler tous les contrats extraordinaires antérieurs à 1713, car la confusion et la variété des engagements consentis par l'État permettaient d'éluder, sous différents prétextes, les récentes décisions.

Une liquidation complète fut suggérée : la banqueroute. Elle comptait des partisans convaincus qui reprochaient aux rentiers le taux usuraire du prêt fait par eux à l'État et qui oubliaient que cette usure n'était qu'une avance prise sur un paiement toujours douteux. Saint-Simon plaida en faveur de la banqueroute devant le conseil de Régence, mais le machiavélisme qui inspirait sa politique lui fit souhaiter une combinaison qu'il jugeait ingénieuse en ce qu'elle ferait retomber sur autrui l'odieux de la décision. Dans ce but, il demandait la convocation préalable des États-Généraux. « La multitude qui les croit revêtus d'un grand pouvoir, nagera dans la joie, disait-il au Régent, et vous

Théorie
de la
ban-
queroute

²⁶ *Bibl. nat.* ms. Mortemar 17 : Conseil général de Régence, 1^{er} octobre 1715; ms. supplém. franç. 152 : Arrêts du Conseil, (28 septembre 1715).

²⁷ Isambert, *Recueil*, t. XXI, p. 48, n° 16 : Édit du 17 octobre 1715.

²⁸ *Ibid.*, Foubonnais, *Recherches*, t. II, p. 375 suiv.; Lenglet-Dufresnoy, *Mémoires de la régence du duc d'Orléans*, in-12, La Haye, 1737, t. I, p. 27.

bénira comme le restaurateur des droits anéantis de la nation. Le moindre nombre, qui sait que les membres de ces États ne sont que de simples plaignants et suppliants, verront votre complaisance comme les arrhes du gouvernement le plus juste et le plus doux, et ceux qui auront l'œil plus perçant apercevront bien que vous ne faites que vous décharger sur eux du choix des remèdes qui ne peuvent être que cruels et odieux. » La plus grande partie de la nation aura intérêt à « préférer la banqueroute à la durée de toute augmentation possible des impositions, et comptera pour peu les ruines et les cris qu'elle causera²⁹ ». Et « quand on parcourt les innombrables mémoires, projets, propositions³⁰, que la gravité de la situation financière fit éclore dans ces premiers temps de la Régence, on est frappé de voir avec quelle désinvolture leurs auteurs entendent qu'on traite ceux qui ont prêté à l'État ou même qui en ont reçu des rentes par force³¹, sans en avoir acheté. Retarder indéfiniment le paiement des arrérages, diminuer les intérêts, imputer les intérêts déjà payés sur le capital, réduire sous différents prétextes ce capital, ne leur suffit pas; tel préconise un remboursement général en papier-monnaie, circulant dans tout le royaume, ce qui aura le double avantage de soulager le Trésor et d'obvier à rareté du numéraire...; tel autre propose une réduction d'un quart sur les rentes à chaque mutation en ligne directe, de moitié en ligne collatérale, du huitième en donation par mariage; les gens de mainmorte possesseurs de rentes les verront aussi diminuer d'un quart tous les dix ans; et, ce faisant, le Roi fera encore plus qu'il ne doit, puisque c'est par une insigne bonté qu'il consent à se charger des dettes de son prédécesseur et qu'il pourrait se dispenser de les acquitter sans faire d'injustice à personne³². »

Après le paysan qu'on taille, le commerçant qu'on décourage, l'artisan qu'on entrave, le rentier qu'on ruine. Voilà l'ancien régime.

Pour posséder une notion exacte de la situation financière du royaume pendant les années précaires de la Régence, il est indispensable de porter ses regards sur les sources d'où une monar-

²⁹ Saint-Simon, *Mémoires*, in-12, Paris, 1840, t. XII, p. 290 suiv., 316, 319, 321-322; C. F. X. Millot, *Mémoires politiques* (de Noailles), t. III, p. 129.

³⁰ *Bibl. nat. ms. franc.* 7765, 7766, 7767.

³¹ *Bibl. nat. ms. franc.* 7740, p. 206; voir M. Marion, *op. cit.*, t. I, p. 66, note 1.

³² M. Marion, *op. cit.*, t. I, p. 67-68.

Impôts directs.

chie magnifique et besoigneuse tire les maigres moyens de subsistance que lui disputent obstinément les corps privilégiés. Le gouvernement, aux prises avec de continuels besoins d'argent, voudrait pressurer les contribuables jusqu'à complet épuisement, il ne l'ose pas; il voudrait imaginer un système fiscal plus avantageux à son point de vue, il ne le peut pas. Force lui est donc de se traîner dans l'ornière des impôts directs établis.

Le plus odieux de tous, onéreux et avilissant à la fois, c'est la taille. Impôt exécré, réparti avec une injustice tellement criante qu'elle est devenue partout, dans les pays d'État comme dans les pays d'élections, « une source intarissable de haines et de vengeances par lesquelles les taillables s'abiment tour à tour les uns les autres³³ ». Pour se soustraire à l'accablant d'une taille « violente et outrée³⁴ », le paysan cherche à se ménager un puissant protecteur et, s'il n'y peut mettre le prix, dissimule ses ressources, dénature ses biens, va jusqu'à restreindre récoltes, commerce, profits. « Le plus riche d'un village, écrit en 1709 le grand bailli de l'Ile-de-France, n'oserait à présent tuer un cochon que nuitamment et à l'insu de tout le monde car si cela se faisait en public, on lui augmenterait son imposition³⁵ ».

Chacun s'efforce à échapper à la taille, beaucoup y réussissent à l'aide de privilèges, d'exemptions, de dispenses, de telle sorte que bientôt, écrit l'intendant de Bordeaux, « il n'y aura plus dans les paroisses que les plus misérables pour payer les subsides³⁶ ». Les fermiers des privilégiés sont taillables, mais en fait ils sont toujours ménagés et les taillables voient leur situation aggravée sans cesse de surcharges considérables par l'entrée de quelque ancien compagnon d'infortune dans les rangs des exempts. Pour échapper à la moindre surcharge, rien ne semble coûter trop cher. L'auteur d'un mémoire de 1717 sur la généralité de Rouen affirme avoir vu des paysans venir de Pont-l'Évêque à Rouen plaider en appel pour dix sous de taille de plus ou de moins³⁷. Toute la finesse processive des ruraux se donne

La taille personnelle

³³ *Arch. nat.*, G⁷ 1130 : M. Laugeois, intendant de Montauban, au duc de Noailles, 9 décembre 1716.

³⁴ *Arch. nat.*, G⁷ 503 : Mémoire de Brideron, inspecteur des finances de la généralité de Rouen, 1716.

³⁵ M. d'Onghyes, grand bailli de l'Ile-de-France au contrôleur-général, 28 octobre, 27 novembre et 18 décembre 1709, dans A. de Boislisle et P. de Brotonne, *Correspondance*, t. III, p. 235, n. 608.

³⁶ A.-M. de Boislisle, *Correspondance des Contrôleurs généraux des Finances*, t. I, p. 278.

³⁷ *Art. nat.*, G⁷ 1130 : Mémoire sur la généralité de Rouen, 1717.

carrière afin de retarder le plus possible l'heure de l'échéance et un peuple de rongeurs vit de ces contestations, de ces refus et des contraintes qu'ils entraînent. Sous peine de s'attirer le ressentiment des sergents, huissiers et garnisaires qui n'existent qu'à ses dépens, le contribuable sait qu'il ne doit acquitter la taille qu'à la dernière extrémité, après que ces parasites auront vécu assez longtemps à ses frais; il ne paiera l'impôt qu'après avoir nourri cette vermine. En général la taille ne se recouvre qu'en deux ou trois ans, — en cinq ou six ans en Auvergne — et pendant ce temps d'énormes frais de contrainte, d'odieuses vexations, créent par le fait une seconde taille, plus lourde que la première. Le plus mauvais calcul serait de s'endetter afin de payer à l'échéance; des paroisses s'y sont risquées, il leur en a coûté cher et la leçon n'a pas été perdue pour les particuliers; certains désormais s'abonnent pour la contrainte. C'est qu'il y a pis que la contrainte, pis que les garnisaires; il y a les huissiers. Ceux-ci ne viennent pas relancer le misérable, ils laissent silencieusement s'accumuler les frais jusqu'à ce que le total écrase le redevable et le livre aux gens de loi, aux poursuites implacables, aux exécutions impitoyables.

La taille
réelle

Il existait une taille dite *réelle*, c'est-à-dire assise sur les biens roturiers, par opposition aux biens nobles, mais cette taille restait confinée dans les généralités d'Auch et de Montauban, dans les élections d'Agen et de Condom appartenant à la généralité de Bordeaux, dans le Dauphiné et, en général, dans les pays d'États. Ici comme partout ailleurs, lorsqu'on examine de près le privilège on y découvre l'abus. Tout l'avantage que possédaient sur les pays de taille personnelle les pays de taille réelle, consistait à succomber sous la charge d'une imposition excessive : l'industrie, les facultés mobilières, tout ce qui n'était pas biens fonds n'était imposé que dans une très faible mesure; la terre seule était accablée, et souvent n'y suffisait pas. « Bois-Guillibert, dans le passage célèbre où il oppose la stérilité voulue et la désolation des environs de Rouen à l'exploitation intense et fructueuse de ceux de Montauban, est suspect de quelque exagération : une déclaration du 31 octobre 1718, visant le grand nombre de biens abandonnés précisément dans cette généralité de Montauban, promet décharge de taille, capitation et droits seigneuriaux, pendant cinq ans, à ceux qui voudront les mettre en valeur; et, en Languedoc, les abandons de terre pour surcharge d'impôts étaient fréquents. Lourdemment taxée, la terre l'était en outre de manière fort inégale; les cadastres avaient été dès l'origine mal faits, à la hâte ou sur de faux principes, com-

me par exemple d'après le prix d'achat de biens; le temps y avait amené des changements considérables; les cadastres avaient été, dans des intentions frauduleuses ou par simple négligence, altérés, lacérés, surchargés; des usurpations de nobilité de fonds s'étaient produites; aucun ordre n'avait été observé dans l'indication des mutations, dans l'état des charges et décharges; parfois même les cadastres avaient disparu et il n'existait d'autre règle de répartition que les répartitions antérieures, elles-mêmes peut-être erronées. Les recouvrements n'y étaient guère moins longs et moins pénibles qu'en pays personnel. Il était particulièrement difficile de faire payer des gentilshommes, des gens de main forte, des hobereaux, soumis à la taille pour les biens roturiers ou *ruraux* qu'ils pouvaient posséder. Leur résistance pouvait être une cause de ruine pour leurs paroisses : leurs récoltes, saisies sur pied, étaient confiées à la garde de séquestres, petits bourgeois ou paysans de la localité, auxquels incombait la responsabilité d'en percevoir le montant et de payer les cotes en souffrance; terrorisés par ces redoutables voisins, mis dans l'impossibilité de remplir leur mission, emprisonnés d'autre part pour y avoir manqué, ces malheureux finissaient par être obligés de payer de leur bourse la cote de ces contribuables récalcitrants et pouvaient parfois envier le sort, si misérable qu'il fût, fait aux collecteurs dans les pays de taille personnelle. « Je vois que dans le Languedoc, qui est pays de taille réelle, écrivait en 1715 l'intendant Basville³⁸, il y a de très grands abus sur le recouvrement de la taille, que les frais coûtent des sommes excessives; les règles qui sont établies pour ce recouvrement sont très défectueuses et ont besoin d'être corrigées³⁹. »

Ayant à ruminer sans cesse ce grief, faut-il s'étonner que le paysan, dès 1715, aspire obscurément à un nouvel ordre de choses, appelle de ses vœux un changement quel qu'il soit pourvu qu'il le délivre de la taille, des collecteurs, des garnisaires et des huissiers; s'apprête, à tout événement, à rendre possible et durable le coup de surprise que sera le vote de la nuit du 4 août 1789 dont ses récriminations, ses résistances, ses lamentations de plus en plus énergiques et précises depuis trois quarts de siècle ont préparé en partie l'explosion. En se plaçant à ce point de vue, la taille, cette exaction maudite, a utilement amené

³⁸ Art. nat., G^r 1127 : M. de Basville, intendant du Languedoc, au duc de Noailles, 26 décembre 1715.

³⁹ M. Marion, *Histoire financière de la France depuis 1715*, t. I, p. 9-10.

les paysans à n'attendre que d'une révolution un changement dans leur condition.

La
capitation

Un autre impôt, la capitation, ne va pas contribuer à la réconciliation du contribuable avec l'État. Cet impôt n'a de probité qu'en apparence puisque, loin d'établir l'égalité entre tous les contribuables en raison de leur état, il n'est qu'un expédient imaginé par un gouvernement aux abois. Successivement créée, supprimée, rétablie, la capitation, à partir de l'année 1705, n'est plus qu'une aggravation de la taille dont l'assiette de répartition va, quoique fautive, être adoptée. Dans les pays de taille personnelle, la capitation n'est qu'un supplément de taille, arbitrairement fixé; dans les pays de taille réelle et dans les villes non taillables, elle est une répartition encore arbitraire mais qui est calculée parfois sur la base des loyers. Les privilégiés sont parvenus à éluder cette imposition à laquelle nul, sauf le Dauphin de France, ne devait échapper, déclare l'édit de janvier 1695. S'ils ne sont pas exemptés du tout, leur part est dérisoire et il leur arrive souvent de ne pas l'acquitter. A la fin de 1711, dans la généralité de Bordeaux, les officiers de justice doivent encore 70.882 livres sur 74.430 de la capitation de 1710, et plus de 100.000 sur les 102.436 livres de la capitation de 1709. Les gens de Cour ne daignent pas répondre aux admonitions. « On leur envoie de temps en temps des avertissements, dit un mémoire manuscrit, ou on leur fait même des commandements pour les engager à payer, mais on ne peut porter plus loin les poursuites par le respect qu'on leur doit⁴⁰. » Le clergé s'était racheté par un versement une fois fait de vingt-quatre millions, bientôt engloutis. Le plus clair des trente-trois millions que la capitation rendait vers le milieu du XVIII^e siècle venait encore des taillables.

Le dixième

Sur eux retombait le poids de chaque impôt imaginé, en apparence, pour les exonérer du rôle de contribuable unique. Voici une déclaration royale du 14 octobre 1710 qui crée un impôt sur les revenus, veut ignorer les personnes, exclure les complaisances, atteindre les fortunes, toutes les fortunes, pour les faire contribuer par le prélèvement d'un dixième au service et au salut de l'État. Au lieu d'une application méthodique basée sur des recherches et des vérifications, on assiste à une improvisation chaotique dans laquelle le prétendu dixième n'est qu'un prétexte pour se procurer de l'argent comptant. Ceux qui en ont, provinces, villes, contribuables prennent des abonnements

⁴⁰ Bibl. nat., ms. franç. 6798.

et le clergé se rachète moyennant un don de huit millions. Nobles et privilégiés ne prennent pas cette peine, ils ne sollicitent ni abonnements, ni exemptions, ni rachats, il leur suffit de déclarer qu'ils ne paieront rien et on renoncera à leur rien réclamer. « Il est inutile, écrivait l'intendant de Guyenne, de faire des poursuites lorsqu'elles n'aboutissent à rien : cela n'est que d'un mauvais exemple qui ne fait qu'augmenter les difficultés des recouvrements. Les receveurs particuliers et les receveurs de tailles ne veulent se donner aucun mouvement dans la crainte qu'ils ont des dénonciations dont on les menace, dès qu'ils veulent faire quelques poursuites. Aussi, pour ménager tout le monde, ils prennent le parti de ne rien demander à personne⁴¹. » Cette timidité laissait retomber sur les contribuables, le poids d'une vingtaine de millions qu'on retira de l'impôt du dixième, bien qu'il fut notoire qu'on en pouvait attendre le triple si, acceptant la proposition d'une compagnie de gens d'affaires, le Régent avait affermé l'impôt pour une somme de soixante millions moyennant l'engagement de ne laisser échapper personne⁴².

En 1715, les impôts directs, principalement la taille, absorbaient l'attention du peuple; en 1789, les impôts indirects, principalement la gabelle, soulevaient contre eux la plus bruyante impopularité. Vers 1715, la gabelle produisait environ la moitié, soit plus de vingt millions, de la recette des fermes générales; en 1789, elle atteignait cinquante-huit millions et demi; c'est assez dire que personne, parmi les non-privilegiés, n'y échappait. Bien mieux, dans les pays de « grandes gabelles » (Ile-de-France, Orléanais, Berry, Bourbonnais, Nivernais, Bourgogne, Champagne, Picardie, Normandie, Maine, Anjou, Touraine) chaque individu au-dessus de huit ans est imposé de sept livres, pour pot et salière seulement. Dans les pays de « petite gabelle » (Lyonnais, Dauphiné, Languedoc, Provence, Roussillon, prévôtés de Brioude, Langeac, Auzon, Livradois et Saint-Flour, élections de Rodez et de Millau) on paie le sel six à huit sous la livre, tandis qu'on ne paie que deux sous et demi à cinq sous dans les

Impôts indi-
rects.
La gabelle

⁴¹ Arch. départem. de la Gironde, C. 3145. : M. Lamoignon de Courson, intendant de Guyenne, au duc de Noailles, 29 août 1716. Sur Courson et son administration, voir Duclos, *Mémoires secrets*, in-8, Paris, 1791, t. I, p. 330-334; Ph. de Bosredon, *Un épisode de l'histoire de Périgueux sous la Régence*, dans *Bulletin de la Société historique et archéologique de Périgord* 1889, t. XVI, p. 134, 211.

⁴² Bibl. nat., ms. franç. 7774, fol. 348; voir *Revue des Questions historiques*, t. XXV, p. 156.

pays de saline (Lorraine, Alsace, Franche-Comté); deux sous et demi dans les pays de quart bouillon (Avranches, Coutances, Valognes, Bayeux, Pont-l'Évêque); un sou et demi et un sou dans les pays rédimés (Poitou, Aunis, Saintonge, Angoumois, Limousin, partie de l'Auvergne); un sou dans l'Artois et la Flandre; un demi-sou en Béarn et Navarre; quatre à six deniers seulement en Bretagne. Ces inégalités qu'aggravent encore l'existence de localités privilégiées et d'exemptions personnelles font de cet impôt une oppression si lourde et de sa violation un profit si net que le faux-saunage devient une véritable industrie pour des populations entières. Celles-ci opèrent sous la protection et pour le profit de la noblesse qui recèle la marchandise et les fraudeurs dans ses châteaux, sous la protection et pour le profit du clergé qui abrite dans les églises et, de préférence, dans des couvents de femmes, les faux-sauniers aux abois.

Les aides

Les aides étaient à peine moins odieuses que la gabelle et s'appliquaient aux droits perçus sur diverses marchandises, et plus particulièrement sur les boissons. Une fois déduits les frais de perception, le Trésor retirait peu de chose de tant d'ingénieuses vexations : droit de marque des fers, droit de marque des ouvrages d'or et d'argent, droit d'essai et de contrôle, droit sur les cartes à jouer, droits sur les papiers et cartons, sur les cuirs, sur les huiles et savons, sur les amidons, droits d'inspecteurs aux boucheries. Avec les droits sur les boissons commençaient les recettes importantes et les complications inextricables. Une fois de plus, l'ancien régime paraît n'avoir envisagé le commerce que comme un moyen sûr d'exploiter le commerçant obligé de se débattre dans un labyrinthe de règlements obscurs concernant les droits à la vente, en gros ou au détail, les droits de circulation et les droits d'octroi. Aux droits de vente se rattachent le gros, l'augmentation, le huitième, le quatrième et l'annuel. Aux droits de circulation appartiennent la subvention générale, la subvention par doublement; les droits de jauge et de courtage différents des droits de jaugeurs, de courtiers, d'inspecteurs aux boissons. Et puis il y a les droits locaux, les 9 l. 18 s. par tonneau de vin importé en Picardie, les 9 l. par tonneau de la généralité de Rouen, les 13 l. 10 s. par muid de la généralité de Champagne, la simple, double et triple cloison d'Angers, le vingt-quatrième d'Angoulême, les droits du pont de Joigny, du pont de Meulan, etc., etc... La situation faite au négoce n'était donc pas plus favorable que celle de l'agriculture; commerçants et paysans avaient des griefs très différents de nature mais très semblables dans leurs conclusions. Les uns et les autres avaient trop à faire pour gagner leur vie et

défendre leurs biens pour se mêler aux querelles théologiques, mais leur mécontentement était plus profond peut-être, leur anxiété plus poignante aussi, que ne pouvait être l'opposition tapageuse du clergé et des parlementaires.

Une ordonnance de 1680 et des déclarations de 1684 et 1688 avaient fixé la consommation familiale du vin de façon plutôt large, aussitôt intervenait l'inquisition tyrannique des commis chargés de déterminer, sous le nom de *trop bu* ou *gros manquant*, l'excès de consommation des récoltants accusés d'avoir vendu la différence sans déclaration. Le *trop bu*, au dire des *Cahiers* de 1789, était perçu avec une rigueur et une injustice révoltantes. Même en faisant une part à l'exagération, il faut reconnaître que, d'après un arrêt du Conseil, le *trop bu* ne doit s'exercer que sur les gens du commun et ceux-ci auraient plus que tous les autres, besoin de la protection de l'autorité publique parce que, lit-on dans un mémoire de la Cour des aides de Paris, ils sont trop souvent dans un état d'abattement qui leur ôte le courage de demander justice, et dans une impuissance et une pauvreté qui les mettent hors d'état de pouvoir l'obtenir.

Depuis 1681 les octrois étaient compris dans la ferme générale des aides et donnaient lieu à d'autres abus. Déjà l'intendant de Grenoble dénonçait à Colbert le trafic des consuls et officiers des villes habiles à faire introduire du vin bien au-delà de leur consommation et le vendant aux cabaretiers à beaux bénéfices. A Bordeaux, il devient nécessaire d'interdire aux bourgeois la possession de plus de trois cabarets et l'introduction sous leur nom de vins qui ne sont pas de leur crû. A Lyon et ailleurs, on signale des faits semblables, de sorte qu'un économiste déplore « l'injustice avec laquelle presque tous les bourgeois des villes auxquelles on a accordé des octrois ont trouvé moyen de s'affranchir de la contribution aux dépenses communes, pour la faire supporter en entier aux plus pauvres habitants, aux petits marchands et au peuple des campagnes... Presque partout on a chargé par préférence les denrées que les pauvres consomment : si, par exemple, on a mis des droits sur le vin, on a eu soin de ne les faire porter que sur celui qui se consomme dans les cabarets, et d'en exempter celui que les bourgeois font entrer pour leur consommation⁴³. »

Les octrois

Pendant que le commerce se débattait contre l'étreinte des aides et des octrois, il trouvait dans les douanes un adversaire aussi tenace et aussi avide. La royauté avait su conquérir la

Les douanes

⁴³ Turgot, *Lettre au contrôleur général Terray*, dans *Œuvres*, t. II, p. 112.

France pièce à pièce, elle en avait rapproché les fragments, elle avait été impuissante à les fondre dans une organisation rationnelle et cohérente. L'uniformité, symbole de l'unité, faisait totalement défaut, en sorte qu'on ne pouvait faire un pas dans le royaume sans se heurter à des lois différentes, à des usages contraires, à des coutumes contradictoires, à des survivances bizarres, à des complications ruineuses. A mesure que par conquête, par achat ou par héritage le domaine royal s'étendait et donnait naissance au royaume, les frontières politiques avaient disparu, les frontières douanières avaient subsisté dans leur enchevêtrement indescritible. Des faveurs personnelles, des privilèges locaux, des intérêts transitoires avaient été reconnus, consacrés, éternisés, et comme si ces entraves n'eussent pas été jugées suffisamment efficaces, la transformation des tarifs, le défaut de concordance entre les noms anciens et nouveaux de marchandises, et surtout la diversité des poids et mesures s'ajoutaient aux complications des traités et aux vexations des péages⁴⁴, en sorte qu'une marchandise expédiée de Bretagne et allant en Provence par terre était assujettie à huit déclarations, à autant de visites, elle acquittait sept droits différents, changeait deux fois de voituriers, éprouvait de longs retards, souvent des avaries. Les mêmes entraves atteignaient tout ce qui était expédié de la Flandre, de l'Artois, du Hainaut, du Cambrésis et de la Guyenne pour la Provence. Les camelots et calmandes de Lille, les draperies de Bordeaux et de Carcassonne étaient assujettis à des droits de 10 et 15 pour cent au cours de leurs pérégrinations à travers le réseau douanier du royaume.

L'édit
du Visa

L'esprit de spoliation qui inspirait la politique financière de la Régence suggéra trois grandes opérations : le visa, la refonte et la chambre de justice.

Le feu Roi laissait 600 millions de papier déprécié, avili jusqu'à cette proportion presque incroyable de 70 à 90 pour cent⁴⁵. Une Déclaration du 7 décembre 1715 fit valoir la résistance opposée à ceux qui voulaient « obliger à recevoir des billets dans les paiements ou à les convertir en rentes⁴⁶ ». Mieux inspiré, le conseil de finance préférait recourir à un autre expédient et ne découvrait rien « de plus convenable que de faire faire la vérifi-

⁴⁴ En 1789, il subsistait seize cents péages, au dire de Cormeré, *Mémoire général sur les finances et le crédit*, 1789.

⁴⁵ Isambert, *Recueil*, t. XXI, p. 47, n° 14 : Déclaration du 12 octobre 1715 ; Forbonnais, *Recherches*, t. II, p. 380 suiv. ; [Pâris-Duverney], *Examen du livre intitulé : Réflexions politiques sur les finances*, in-12, La Haye, 1740.

⁴⁶ Isambert, *Recueil*, t. XXI, p. 67, n. 24.

cation et la liquidation de tous les différents papiers dont la possession est devenue presque inutile par le décri où ils sont tombés, pour les convertir dans une seule espèce de billets qui ne seront plus sujets à aucune variation jusqu'à ce qu'ils aient été entièrement retirés⁴⁷. » Une déclaration du 1^{er} avril 1716 imposa la présentation de tous les billets d'État devant une commission dirigée par les frères Pâris. Billets de l'ancienne caisse des receveurs généraux, appelée caisse Legendre (du nom de celui qui l'administrait), billets de la caisse des emprunts, de l'extraordinaire des guerres, de la marine et de l'artillerie, billets de loterie royale et de tontine, certificats donnés aux ingénieurs et entrepreneurs des fortifications, assignations de toute nature, etc., présentant une valeur nominale de 596, 696, 959 l. furent réduits à 250 millions de billets de type uniforme, auxquels fut promis un intérêt de 4 pour cent. Non content de réaliser une opération de cette nature, le gouvernement s'en félicitait et exaltait son savoir faire. On lisait dans la déclaration du 1^{er} avril ces considérations surprenantes : « Quoique nous nous fussions proposé de réduire le montant des billets d'État à 200 millions, parce que nous estimions dans le temps de notre déclaration du 7 décembre ne pouvoir prélever sur nos revenus au delà de huit millions par an sans nous exposer à discontinuer le paiement des charges les plus nécessaires et les plus privilégiées, cependant nous nous sommes déterminé à en faire signer jusqu'à concurrence de 250 millions après avoir reconnu que le succès des soins que nous prenons pour arranger nos finances nous mettrait en état d'acquitter régulièrement les intérêts de ce capital, et même d'éteindre successivement une partie des capitaux. » En réalité, sur ces 250 millions de billets nouveaux, 195.817.103 seulement furent donnés aux porteurs soumis à la liquidation, auxquels fut infligée ainsi une perte des deux tiers. Les malheureux détenteurs de billets d'État eurent d'autres mécomptes encore. Tantôt ils apprenaient, qu'à partir du 1^{er} janvier 1718, leurs papiers ne produiraient plus aucun intérêt ; tantôt la rumeur circulait que les billets une fois rentrés, au lieu d'être brûlés ainsi que l'engagement en avait été pris, étaient remis en circulation pour payer des dettes criardes⁴⁸.

Les monnaies n'offraient pas de plus sûre garantie que le pa-

Altérations
des
monnaies

⁴⁷ Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises*, t. XXI, p. 67, n. 24, Déclaration du 7 décembre 1715.

⁴⁸ Bibliothèque de la Chambre de commerce de Bordeaux : Anonyme, *Abrégé historique des papiers royaux depuis 1701* ; ce travail date de 1725.

pier. Depuis 1689 une série d'arrêts et de déclarations modifiait incessamment la quantité d'unités monétaires à extraire du marc d'argent ou d'or. A partir de 1709, les monnaies changeaient de valeur si fréquemment qu'on ne pouvait en savoir le cours exact qu'à grand peine. Lorsqu'on se fut convaincu que le public n'apportait plus son numéraire aux hôtels des monnaies, un arrêt du 7 octobre 1710 mit le comble au gâchis en faisant revivre les anciennes espèces avec une valeur nominale inférieure à celle qu'elles avaient eue; mais en 1713, le gouvernement revint sur les altérations qu'il avait fait subir aux espèces et éleva leur valeur réelle, en abaissant par onze diminutions successives le nombre d'unités monétaires qu'elles représentaient⁴⁹. Le terme de ces diminutions devait être atteint le 1^{er} septembre 1715; ce jour-là même commençait la Régence, c'est-à-dire au milieu d'une crise peut-être sans précédent. La diminution de la quantité d'unités monétaires représentée par une pièce contenant le même poids de métal amena une baisse des prix. Les fermiers et les débiteurs qui avaient à payer un nombre d'unités monétaires déterminé, furent obligés de s'acquitter avec un numéraire contenant un tiers d'or ou d'argent de plus que le jour où ils avaient pris leurs engagements. Les étrangers, heureux de cette aubaine, exigèrent en monnaie forte la quantité de livres qu'ils avaient fournie en monnaie faible. L'usure des prêteurs ne connut plus de bornes, la consommation s'arrêtait, les manufactures se fermaient, les ouvriers passaient à l'étranger où se révoltaient. Les banqueroutes se multipliant, les maisons de commerce retardèrent ou réduisirent leurs paiements, une dizaine seulement à Paris résistèrent⁵⁰. Il arrivait que la ruine des uns faisait la fortune des autres, ce qui explique qu'au début de la Régence l'expédient d'une augmentation de monnaies conservait des partisans⁵¹. Le Conseil de régence hésitait. Les plaintes des négociants obligés, par la date de leurs engagements, à rembourser en monnaie forte les sommes qu'ils avaient reçues en monnaie faible, n'empêchaient pas d'entendre les récriminations des créanciers qui ayant prêté leurs fonds après les arrêts de diminution s'alarmaient de voir réduire la dette contractée envers eux. Un nou-

⁴⁹ Ch. de Ferrare du Tot, *Réflexions politiques sur les finances et le commerce*, in-12, La Haye, 1738, t. II, p. 28, suiv., 61 suiv., 66 suiv.; F. Véron du Verger de Forbonnais, *Recherches et considérations sur les finances de la France* 1757, t. II, p. 248, 293.

⁵⁰ F. Véron du Verger et Forbonnais, *op. cit.*, t. II, p. 248; A. Jobez, *La France sous Louis XV*, (1715-1774), in-8, Paris, 1864.

⁵¹ *Bibl. nat., ms. franç.* 7759 (Mémoire du 15 février 1716).

vel arrêt, du 12 octobre 1715, promit que la valeur des espèces d'or et d'argent resterait invariable. Promesse trompeuse. Deux mois plus tard, le 15 décembre, un nouvel édit alléguait que « les six corps de marchands de notre bonne ville de Paris, les députés pour le Conseil de commerce, les marchands et négociants des principales villes de notre royaume, et une infinité d'autres personnes, nous ont demandé avec tant d'empressement de donner une valeur plus considérable aux espèces et matières d'or et d'argent... que nous avons cru ne devoir pas résister plus longtemps à leurs instances réitérées sur une matière qui les intéresse de si près⁵². »

Les hôtels des monnaies eurent l'ordre de racheter seize livres les louis d'or de quatorze livres et quatre livres les écus de trois livres dix sols⁵³; les pièces ainsi retirées devant être réformées et remises en circulation respectivement pour vingt livres et cinq livres⁵⁴. Mais cette opération suscita dans le royaume et aux frontières une concurrence des plus actives. Les pièces à retirer, réduites en pièces nouvelles, circulèrent partout; l'argent n'arriva pas aux hôtels des monnaies et le duc de Noailles dut constater que dans l'espace de dix-huit mois, les hôtels des monnaies ne reçurent que 379.237.000 livres au lieu du milliard attendu. Le désappointement fut grand; on mit des commissaires à la recherche des faux-monnayeurs et toutes les monnaies portant l'empreinte fixée par l'édit du 15 décembre 1715 furent prohibées à leur entrée en France⁵⁵.

Les rumeurs les plus alarmantes trouvaient accueil dans le public. « On assurait que le duc d'Orléans était en balance d'accepter les offres que les Hollandais faisoient de prêter au Roi une somme de quarante millions à dix pour cent d'intérêt, et cinquante millions de la république de Gènes sur le même pied, afin de répandre des espèces dans le public. On assuroit même que pour attirer de l'argent dans le royaume, il avoit résolu d'y donner cours aux monnaies étrangères d'or et d'argent, comme d'Espagne, d'Allemagne, d'Angleterre, de Hollande, etc.⁵⁶. » La

⁵² Isambert, *Recueil*, t. XXI, p. 71, 73 : arrêt du 17 décembre et édit du 15 décembre 1715; F. Véron du Verger de Forbonnais, *op. cit.*, t. II, p. 386 suiv., Ch. de Ferrare du Tot, *op. cit.*, t. I, p. 110; C. F. X. Millot, *Mémoires [sur le duc de Noailles]* 1777, t. III, p. 132.

⁵³ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 261, 268; 12 et 22 décembre 1715.

⁵⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 268; 23 décembre 1715; Buvat, *Journal*, t. I, p. 113.

⁵⁵ Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises*, t. XXI, p. 126, n° 106.

⁵⁶ Buvat, *Journal*, t. I, p. 104-105; arrêt du Conseil d'Etat du 4 novembre 1715.

découverte de l'argent devenait une sorte de hantise, et toutes les imaginations se donnaient carrière. L'un racontait que les curés de campagne seraient chargés d'asseoir les tailles selon les facultés de chacun de leurs paroissiens, comme les mieux informés⁵⁷; l'autre soutenait que les invalides feraient le guet à pied et à cheval et veilleraient aux barrières pour percevoir les droits⁵⁸; un troisième prétendait qu'on songeait à établir une espèce de dîme de vingt sols par jour sur chaque paroisse qui s'en acquitterait sans s'en apercevoir et sans recourir aux receveurs, commis ou sergents⁵⁹. Et pendant que ces novellistes colportent leur marchandise, les sceptiques vont se faire payer à l'Hôtel de Ville avec des écus de quatre livres promis au titre de pièces de cent sols; à qui leur soutient « que cette augmentation mettra cent millions dans les coffres du Roi », ils répondent « que le peuple la paiera au centuple⁶⁰ ». Quoiqu'en aient pu dire « plusieurs gros marchands de Paris » et « les six corps des marchands », le relèvement des monnaies « n'est pas goûté de tous les gens intelligents⁶¹ ». En guise de consolation, ils peuvent admirer la beauté de la frappe des louis, qui garderont le nom de « louis d'or de Noailles », les plus beaux qui aient été frappés depuis les *varins* sous Louis XIII⁶².

Réformes
dans la
compta-
bilité

L'administration du duc de Noailles devait laisser des souvenirs plus durables. Un édit du mois de juin 1716⁶³ imposa à tous les receveurs généraux et receveurs de tailles, et, en général, à tous les officiers comptables, l'obligation de tenir des registres-journaux avec mention du détail et de la nature de chaque recette et paiement, dont copie serait adressée tous les quinze jours au Conseil de finance. Le 10 juin 1716, une déclaration créa pour les vingt généralités des pays d'élection une caisse commune des recettes générales où furent centralisés leurs versements et dont le caissier dut rendre compte formellement du montant de la recette et de la dépense, distinction faite du numéraire et du papier. Ces précautions produisirent d'utiles effets; en peu de temps, les administrateurs eurent liquidé les billets des receveurs généraux et ceux de la caisse Legendre⁶⁴. La recette nette

⁵⁷ Buvat, *Journal*, t. I, p. 94, 13 septembre 1715.

⁵⁸ Buvat, *Journal*, t. I, p. 95.

⁵⁹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 105.

⁶⁰ *Gazette de la Régence*, p. 47; 3 janvier 1716.

⁶¹ *Gazette de la Régence*, p. 49; 6 janvier 1716.

⁶² P. Narbonne, *Journal des règnes de Louis XIV et Louis XV*, 1866, p. 48.

⁶³ Isambert, *Recueil*, t. XXI, p. 120, n° 78; édit de juin 1716; Marion, *op. cit.*, t. I, p. 78.

⁶⁴ *Bibl. nat.*, ms. franç. 14083, p. 85.

du deuxième semestre de 1716 atteignit le chiffre inespéré de 25.650.169 livres⁶⁵.

Parmi les essais d'économie dont l'opinion se montra émue, se trouvait une réforme considérable de l'armée, matière délicate entre toutes dans une nation militaire. Le préambule de la Déclaration du 30 novembre 1715 s'ingéniait à faire entendre que les soldats, par leur paresse, étaient une plaie dans l'État, d'autant plus grave que les réformes accomplies avaient déjà licencié vingt-cinq mille hommes et leur nombre irait croissant. Or, « comme il seroit injuste que la paix, qui doit être la source du bien commun, fût nuisible à ceux qui ont le plus contribué à la procurer, nous avons cru, disait le Régent, devoir leur faciliter les moyens de travailler en même temps à leur propre utilité, et à multiplier l'abondance dans le royaume; un nombre considérable de maisons de campagne étant tombées en ruine faute d'être habitées, et une grande partie des terres ayant été abandonnée par le malheur des temps, et parce que beaucoup de sujets qui étaient nés pour les cultiver ont pris parti dans nos armées, rien n'est plus convenable que de les rappeler avec honneur à leur première condition, en leur accordant des privilèges qu'on regardera sans envie, comme la récompense de leurs services et qui les encourageront à se donner plus volontiers au travail⁶⁶. » Une exemption de six années de taille fut accordée aux soldats congédiés ou réformés.

Économies

Les mesures se multipliaient avec une hâte fébrile sans apporter une amélioration appréciable à la situation économique. Interdiction de fabriquer en France des monnaies étrangères⁶⁷; engagement de ne plus faire subir aux monnaies des variations⁶⁸; abolition de la compagnie de Guinée et rétablissement de la liberté du commerce sur cette côte⁶⁹; dispensé de passeports pour le négoce des vaisseaux dans les lieux non interdits⁷⁰; prohibition des étoffes et des tissus de l'Inde⁷¹; et par contre interdiction de faire commerce et naviguer dans la mer du Sud, sous peine de confiscation des vaisseaux et de mort des capitaines ou comman-

et
murmures

⁶⁵ M. Marion, *op. cit.*, t. I, p. 79.

⁶⁶ Isambert, *Recueil*, t. XXI, p. 66, n. 21; Déclaration du 30 novembre 1715.

⁶⁷ Isambert, *Recueil*, t. XXI, p. 66, n. 21 : Déclaration du 5 octobre 1715.

⁶⁸ Arrêt du Conseil du 12 octobre 1715, voir Isambert, *Recueil*, t. XXI, p. 74.

⁶⁹ Isambert, *Recueil*, t. XXI, p. 78, n. 38 : lettres patentes, janvier 1716; Lemontey, *op. cit.*, t. I, p. 56.

⁷⁰ Isambert, *Recueil*, t. XXI, p. 79, n. 46 : édit, février 1716.

⁷¹ Arrêt du Conseil du 20 janvier et 22 février 1716; Buvat, *Journal*, t. I, p. 120; Marais, *Journal*, t. II, p. 368-369.

dants des vaisseaux⁷². Quoiqu'on puisse faire « l'argent, écrit-on de Paris, est plus rare que jamais, tout le monde meurt de faim et on ne voit pas que l'on fasse beaucoup d'arrangement pour y remédier⁷³ ». On écrit d'Amiens : « Je ne puis vous exprimer la misère du peuple, riche ou pauvre, tout se plaint si fort que cela fait compassion. Il n'y a ni argent ni crédit, l'un se défie de l'autre, l'argent est aussi rare que les diamants⁷⁴. » Et de Rochefort : « Il n'est pas possible de vous exprimer la misère des provinces⁷⁵. » L'explication s'en trouve dans la situation générale sans doute, mais plus encore dans l'accaparement des espèces. La nuit de Noël, le feu ayant pris à l'hôtel d'Albret, on jeta le mobilier par les fenêtres et même des coffres remplis d'argent jusqu'à une somme de 800.000 livres⁷⁶. Aussi le peuple « commence à réfléchir sur tout ce qui se passe », il « voit que l'on a bien diminué la dépense de l'État, mais nullement les charges, si odieuses et si petites qu'elles puissent être ». Il « fait encore réflexion à la belle lettre écrite aux intendants⁷⁷ et aux avis qu'on reçoit des provinces qu'ils sont aussi puissants que jamais et qu'ils exercent leur pouvoir absolu comme sous le règne précédent »; en sorte qu'il est à craindre « que le Régent ne perde l'affection publique s'il continue à ne soulager le peuple en rien⁷⁸. » Et dès la fin de 1716 il se répand dans Paris « un lardon de Hollande » au prix d'un écu pièce « où l'auteur fait voir que la France pendant tout le règne du feu Roi ne s'était jamais vue dans une situation si fâcheuse pour la rareté des espèces que depuis la mort de ce monarque⁷⁹ » et déjà on commence à murmurer : « Au milieu de nos misères, la Cour se divertit à merveille⁸⁰ », « les plaisirs se perpétuent et se multiplient⁸¹ ».

La lettre aux intendants qui avait soulevé tant d'espoirs leur signalait un abus à réformer. « Je suis informé, leur disait le Régent, que la liaison qui est souvent entre les officiers des élections et les receveurs donne lieu à la multiplicité des frais, qu'ils

⁷² Isambert, *Recueil*, t. XXI, p. 78, n. 37. Déclaration du 29 janvier 1716.

⁷³ M. Caumartin de Saint-Ange à Mme de Balleroy, Paris, 9 novembre 1715, dans E. de Barthélemy, *Les Correspondants*, t. I, p. 64; lettre du 16 *ibid.*, p. 67.

⁷⁴ *Gazette de la Régence*, p. 25, 25 novembre 1715.

⁷⁵ *Gazette*, p. 36, 9 décembre.

⁷⁶ *Gazette*, p. 50, 6 janvier 1716.

⁷⁷ Lettre du Régent aux intendants, du 4 octobre 1715.

⁷⁸ *Gazette*, p. 53, 10 janvier 1716.

⁷⁹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 187, 5 novembre 1716.

⁸⁰ *Gazette*, p. 105, 21 août 1716.

⁸¹ *Gazette*, p. 112, 11 septembre 1716.

regardent comme des revenants bons de leurs charges; je sais que plusieurs d'entre eux emploient leur autorité plutôt à protéger les riches qu'à soulager les pauvres, et que les frais que l'on fait toujours payer par préférence à la taille en empêchent ou en retardent le recouvrement... C'est à cet abus que je veux remédier... Je me propose, pour arrêter ces vexations, de faire supporter par les officiers des élections les frais qu'ils auront faits lorsqu'ils seront excessifs. »

Le Régent et le duc de Noailles songeaient à entreprendre une réforme plus importante. A la taille arbitrairement répartie par les collecteurs ils désiraient substituer une répartition fondée sur une estimation exacte des sources de revenus, en sorte que le taillable put les augmenter sans avoir à redouter une surtaxation ruineuse⁸².

Il s'agissait donc de substituer un impôt réel à un impôt personnel, un impôt cédulaire sur les revenus à l'impôt global, et le problème à résoudre consistait à se procurer un état exact des facultés contributives, surtout des revenus tirés de la possession et de l'exploitation de la terre (le reste avait alors bien peu d'importance, et la taille était et devait rester un impôt essentiellement rural et foncier). A défaut d'une administration instruite des ressources réelles des taillables, la déclaration de ceux-ci devait faire foi et cependant il eut été par trop naïf de s'en rapporter à la sincérité des paysans qui considéraient non sans raison une description de leurs biens et facultés comme vexatoire. La surveillance des intendants ne pourrait rectifier qu'à grand peine des déclarations adroitement calculées en vue d'induire en erreur. Le projet de taille tarifée se heurtait ainsi à des obstacles qui en altéraient les mérites et en rendaient les avantages illusoire. Néanmoins les avantages du système étaient réels, pour peu qu'on pût les appliquer. Les journaliers devaient être taxés avec beaucoup de modération, en proportion du produit de deux cents journées au plus de travail par an. Si le total ainsi obtenu était supérieur ou inférieur à la taille de la paroisse, chaque cote

Projet
de taille
tarifée

⁸² S. Siegler-Pascal, *Un contemporain égaré aux XVIII^e siècle. Les projets de l'abbé de Saint-Pierre, 1658-1743*, Paris 1900, p. 230-236; J. Drouet, *L'abbé de Saint-Pierre, l'Homme et l'Œuvre*, 1712, p. 184-205; *Projet de taille tarifée pour faire cesser les maux que causent en France les disproportions ruineuses dans la répartition de la taille arbitraire* in-4°, Paris, 1723; *Projet de taille tarifée. Eclaircissements aux difficultés*, in-4°, Paris, 1723, t. II; C. Paultre, *La taille tarifée de l'abbé de Saint-Pierre et l'administration de la taille*, in-8, Paris, 1903.

était diminuée ou rehaussée au marc la livre, de manière à atteindre le chiffre requis¹³.

Son échec

Un arrêt du 19 décembre 1716 enjoignit à tous les intendants l'application dans leur ressort de la taille proportionnelle. L'intendant de Guyenne objecta la rusticité et l'ignorance des populations qui imposeraient le recours aux praticiens de village qui « ne servent qu'à faire des malversations » et à exploiter les particuliers en sorte que le remède serait pis que le mal¹⁴. Son collègue du Languedoc soutint que « les peuples payant par habitude n'ont presque point de répugnance pour les anciennes impositions..., mais si c'est un nouvel impôt, quoique beaucoup plus léger, ils ne pourront le supporter¹⁵ ». L'intendant d'Amiens estima que « quelque proportionnée que pût être la taille, jamais le paysan, animal indocile, ne paierait s'il n'y était contraint¹⁶ ». Nonobstant cette répugnance, la plupart des intendants s'employèrent à ce qu'on réclamait d'eux¹⁷. Dans la généralité de Paris, on obtint des résultats assez satisfaisants. A Lisieux, les collecteurs furent accueillis avec des feux de joie¹⁸. Evreux ne fut pas moins enthousiaste pour la taille proportionnelle, le Poitou menaça d'assommer les novateurs¹⁹ et, d'une manière générale « la réforme ne fut pas heureuse, elle ne put ni pénétrer partout, ni se maintenir partout où elle avait pénétré²⁰ ». Un de ses plus chauds partisans, l'abbé de Saint-Pierre ne peut nier qu'elle donnait lieu à des inégalités et à des plaintes; en outre, il était presque impossible de surmonter la répugnance du taillable à faire l'aveu de ses moyens réels. « L'énorme fardeau d'impositions dont il est accablé le rend, dit un document du temps, craintif, avare, soucieux et défiant. Lorsqu'on lui demande quelques éclaircissements, il craint de se découvrir et on parvient toujours

¹³ M. Marion, *L'impôt sur le revenu au dix-huitième siècle, principalement en Guyenne*, in-8, Paris, 1901; M. Marion, *Les Impôts directs sous l'Ancien Régime principalement au XVIII^e siècle*, in-8, Paris 1910; *Histoire financière de la France depuis 1715*, in-8, Paris 1914, t. I, p. 83.

¹⁴ *Archiv. nationales*, G¹ 1130, Mémoire de M. Lamoignon de Courson, 30 mars 1717.

¹⁵ *Archiv. nat.*, H. 9441, Mémoire de M. Lamoignon de Basville, 30 novembre et 24 décembre 1716.

¹⁶ *Archiv. nat.*, H. 673 : M. de Bernage à l'abbé de Saint-Pierre, juin 1717.

¹⁷ *Archiv. nat.* G¹ 1130 : Le duc de Noailles aux intendants, 3 novembre 1716.

¹⁸ Forbonnais, *Recherches et considérations sur les finances*, t. II, p. 477.

¹⁹ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. I, p. 55, Villars, *Mémoires*, t. IV, p. 95, dit de Renau « envoyé en Poitou, il manda des merveilles de ces opérations et fut près d'être assommé » M. d'Argenson à Mme de Balleroy, 31 janvier 1718, dans *Les Correspondants de Mme de Balleroy* t. I, p. 253.

²⁰ M. Marion, *Histoire financière*, t. I, p. 85.

très difficilement à tirer de lui les connaissances dont on a besoin²¹. »

Une autre tentative fut faite. De même qu'on avait mis sur pied, en la déformant, la théorie du duc de Bourgogne sur les conseils, de même on entreprit d'expliquer, en le retouchant, le projet de Vauban sur la dîme. Un personnage minuscule, Renau d'Elicagaray, connu sous le nom de *petit Renau*, ami de Malebranche et de Vauban, ingénieur, soldat, marin, économiste fut choisi par le Régent pour une entreprise dont son opiniâtreté proverbiale faisait espérer le succès. *Petit Renau* succomba à la tâche, mourant de fatigue et de chagrin. « Sa mort, dit Fontenelle, fut celle d'un religieux de la Trappe »; sa vie avait été celle d'un bon citoyen²². Armé d'un arrêt du Conseil²³ Renau tenta de faire exécuter dans l'élection de Niort la substitution de la dîme au dixième sur les produits de la terre à la taille, mais seulement dans les paroisses qui y consentiraient. Partisans et adversaires prirent feu et flamme, en somme la dîme réussit assez bien à Niort, fut étendue à toutes les paroisses de l'élection et subsista pendant cinq années, jusqu'en 1723. Les élections de Thouars et de Fontenay sollicitèrent l'extension de la réforme à leurs territoires. Au contraire, l'élection de la Rochelle lui fit une opposition très forte, Pont-l'Évêque ne se montra pas plus favorable. En somme, il y fallut renoncer. Renau était mort en 1719, la dîme végéta jusqu'en 1721; dans l'élection de Niort jusqu'en 1723, après quoi il n'en fut plus question. Elle était allée rejoindre les autres essais de réforme fiscale tentés sous la Régence, dont aucun ne résista à l'épreuve de la pratique.

²¹ *Archiv. départ. de la Somme*, C. 1111 : Mémoire de l'élection de Doullens.

²² Fontenelle, *Éloge de B. Renau*, dans *Histoire de l'Académie des Sciences*, année 1719; Weiss, Renau, dans *Biographie universelle*, t. XXXV, p. 404-405; Villars, *Mémoires*, 1891, t. IV, p. 95; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 358; 8 avril 1716; t. XVII, p. 240; 29 février 1718; Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVIII, p. 132; 30 octobre 1719.

²³ Cet arrêt du Conseil est daté du 31 janvier 1718; ce qui déborde un peu les limites chronologiques de ce chapitre auquel l'essai de dîme royale se rattache par son intention.

Essai
de dîme
royale

CHAPITRE VIII

Le premier hiver de la Régence

(Septembre 1715-Mai 1716)

Le prélude de la Régence. — Prodigalités. — Plaisirs. — Bals de l'Opéra. — Drame et misères. — Chômages, gages non payés. — Orgies. — Sacrilège public du Régent. — Madame, mère du Régent. — Son caractère. — Sa correspondance. — Sa famille. — Enfants légitimes et bâtards. — La duchesse de Berry. — Son orgueil. — Son amant. — M. de Riom. — Ses retraites pénitentes. — Ses amours avec son père. — L'ivresse dans la famille royale. — La vie d'affaires et de plaisirs du Régent. — Mécontentement de l'opinion publique.

L'hiver parisien de 1715 à 1716 fut plein d'animation, de gaieté, de licence. Grands seigneurs, riches financiers, bourgeois et laquais se livrent sans contrainte à une fringale de plaisir qui ferait douter parfois que ces initiateurs de la Régence impudente et grivoise fussent, la veille encore, les contemporains recueillis et moroses du grand Règne. Mais, de 1712 à 1715, les événements avaient ramené une sorte de dissipation; la victoire et la paix rendaient au goût et au besoin d'amusement, contrariés pendant les quatre années tragiques, 1708-1712, l'occasion de se satisfaire. On avait secoué la tristesse et même la décence, Louis XIV favorisait moins l'hypocrisie qu'il ne contenait l'explosion de désordres avant-coureurs de la Régence. « Je me garderai bien, écrit Mme de Maintenon à la princesse des Ursins, de vous faire une description de nos mœurs présentes, il me semble que je pécherois contre l'amour qu'on doit avoir pour sa nation¹... Les maris s'accommodent des promenades nocturnes : ce sont eux qui les facilitent... Les hommes sont pires que les femmes; ce sont eux qui laissent ruiner leurs maisons, qui veulent que leurs femmes prennent du tabac, boivent, jouent, ne s'habillent plus;

Le prélude
de
la Régence

¹ Mme de Maintenon à la princesse des Ursins, 8 octobre 1713.

et cela a passé aux plus raisonnables². » Le vice du temps n'est pas l'hypocrisie mais l'effronterie : « On manque à tous ses devoirs par maximes³. »

Les Parisiens ne sont pas les moins empressés à se divertir. Dangeau écrit dans son *Journal*, à la date du 4 août 1714 : « Il y a présentement un usage établi à Paris, c'est qu'on va se promener au Cours à minuit, où il y a presque autant de carrosses qu'aux heures où on y alloit d'ordinaire, et on y danse presque tous les soirs dans le rond du Cours⁴. » Le *Mercure* ajoute qu'« on n'est point à la mode si l'on n'a à présent un soufflet ou une carriole découverte pour aller se promener la nuit au Cours, si l'on n'y profite pas jusqu'au jour du clair de lune, lorsqu'il y en a, ou si l'on ne fait provision de flambeaux lorsqu'il n'y en a pas. On m'a assuré que la mode viendrait bientôt de se passer de la lune et des flambeaux... On danse, on joue à colin-maillard et à d'autres jeux. Rien n'est plus galant que cette promenade⁵. » Si galant que la police dut l'interdire.

Prodigalités

La Régence ne fut pas une génération spontanée, et la société cynique de 1716 se composait des derniers figurants du siècle de Louis XIV. Un coup de baguette, fût-elle magique, n'opère pas instantanément la transformation d'une société. Rapacité, imprévoyance, dissipation sont les caractères essentiels d'une Cour oisive et incapable d'économie et de sérieux. Tandis que, pour rétablir les finances, on congédie une centaine d'infimes serviteurs, suisses ou portiers aux appointements dérisoires⁶, on jette dans le gouffre un repas de plus de 20.000 écus pour six ou sept cents figurants convoqués aux funérailles du feu Roi⁷. Suprême libéralité dont le public ne s'étonne même pas. Le Régent prodigue d'une main l'argent qu'il attire de l'autre main; c'est ainsi qu'il règle qu'on dépensera mille écus par mois pour les habits d'un roi de cinq ans. « Madame de Ventadour n'en demandoit pas tant et le duc d'Orléans, au dire de Dangeau, en vouloit donner davantage⁸. » A l'égard de sa fille, la duchesse de Berry, les prodigalités sont sans bornes. Pendant qu'on ré-

² Mme de Maintenon à la princesse des Ursins, 1^{er} janvier et 5 novembre 1714.

³ Conversation, composée en 1715, par Mme de Maintenon.

⁴ Dangeau, *Journal*, t. XV, p. 204; 4 août 1714.

⁵ *Mercure*, août 1714, p. 177.

⁶ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 98; 24 septembre 1715.

⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 195; 20 septembre 1715; M. de Caumartin à Mme de Balleroy, 26 octobre 1715, dans *Les correspondants de la marquise de Balleroy*, édit. de Barthélemy, 1883, t. I, p. 54.

⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 208; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 247.

duit les rentes sur les tailles afin de retrancher aux rentiers la moitié de leur revenu⁹, Mme de Berry veut avoir une surintendante et un capitaine des gardes; son père résiste à cette fantaisie, il y cède bientôt et comme la vieille Madame jouit des mêmes honneurs que Mme de Berry elle recevra, elle aussi, un capitaine des gardes. Mais l'aïeule a déjà une grosse maison à laquelle ses revenus suffisent à peine; elle refuse; c'est donc le Régent qui paiera, c'est-à-dire le trésor¹⁰. Ce n'est pas tout. Mme d'Orléans ne peut avoir un capitaine des gardes, on lui donnera quatre dames de compagnie avec quatre mille livres de pension à chacune¹¹. Le Régent aime à voir autour de lui des visages satisfaits, il veut « qu'on soit content », il provoque les demandes. Torcy, encouragé, ne s'en fait faute et recevra 800.000 francs et d'autres grâces au moins aussi considérables¹²; Villars et le duc de Guiche trouvent à leur dissentiment un terrain d'entente : Guiche recevra, comme vice-président du Conseil de la guerre, 24.000 livres d'appointements¹³; Desmaretz présente sa note, il réclame 350.000 francs au titre du bail des fermes, le Régent promet de les lui faire payer¹⁴. Il voulait « donner de gros appointements » à Rouillé du Coudray¹⁵ qui se contente de beaucoup moins; il se fait faire la leçon par Le Peletier de Souzy qui refuse une pension de 20.000 livres, sachant dit-il, « dans quel embarras sont les affaires de l'État... et n'étant pas juste d'être payé pour ne faire aucun travail¹⁶ ». M. le Grand et M. le Premier ne mangent pas de ce pain. La mort du Roi les a mis aux prises à qui des deux s'emparerait de toute la dépouille de la petite écurie; le premier écuyer obtient gain de cause et en retirera

⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 212; 17 octobre 1715. Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVI, p. 383, avoue que « en dons, en pensions, en gouvernements achetés et mis sur le grand pied pour les princes du sang, il est innombrable ce que les princes et princesses du sang ont tiré de cette Régence, et ce que tous ensemble ont eu du feu Roi n'est rien auprès, en comptant même ce qu'ont eu de lui les fils et filles, petits-fils et petites-filles de France, les dots que le Roi a fournies et les pensions du roi Jacques et de sa famille depuis qu'il fut réfugié en France. »

¹⁰ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 285; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 223, 227.

¹¹ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 286; *Correspond. de Balleroy*, t. I, p. 64; Dangeau, *op. cit.*, p. 225.

¹² Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 175; 15 septembre.

¹³ M. de Guilaut à Mme de Balleroy, 18 octobre 1715, *op. cit.*, t. I, p. 51.

¹⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 195-196; 21 septembre.

¹⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 197; 24 septembre.

¹⁶ Buvat, *Journal*, t. I, p. 106; novembre; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 231; 8 novembre.

plus de 100.000 écus¹⁷. M. de Brancas se fera 20.000 livres de rente aux dépens des Juifs de Metz¹⁸; M. de Beaucour qui acheta un régiment 40.000 écus « demande quelques petites diminutions sur ce prix¹⁹ » et M. de la Feuillade 10.000 francs par an d'augmentation sur ses appointements²⁰. C'est la curée! « M. le duc d'Orléans donnait à toutes mains à qui vouloit avoir²¹ », et les plus austères ou réputés tels se laissaient tenter. Saint-Simon voyant les survivances prodiguées avait eu patience quelque temps, à la fin cela le piqua, il dit son avis au prince ajoutant « que puisqu'il donnoit tout indifféremment à tout le monde, il vouloit aussi la survivance de ses deux gouvernements pour ses deux fils », ce qu'il obtint sur le champ²². Canillac, le roué, obtient un don considérable²³.

Plaisirs.
Bals
de l'Opéra

Des gens si bien nantis veulent s'amuser. Le 1^{er} octobre 1715, les spectacles ont recommencé à Paris²⁴ et on y en établira de nouveaux²⁵. On joue le lansquenet au Palais-Royal, le brelan au Luxembourg²⁶; on dîne chez le cardinal de Noailles au sortir du service célébré pour le feu Roy, on y fait grande chère et « on n'a jamais vu tant de gaieté et une conversation plus enjouée parmi les convives » fort émoustillés²⁷; on se bat en duel devant les Tuileries²⁸, et surtout on invente des plaisirs nouveaux. Dès la mi-novembre, on sait que le Régent a donné à M. d'Antin la permission d'assembler cet hiver des bals, trois fois la semaine, dans la salle de l'Opéra; on n'y entrera que masqué et payant, et les loges donneront la commodité de voir le bal à qui ne voudra pas s'y risquer. On crut qu'un bal public, gardé comme l'est l'Opéra, serait à l'abri des aventures et mettrait fin à celles trop fréquentes des petits bals borgnes épars dans Paris. Le prince d'Auvergne, qui en avait donné l'idée, reçut 2.000 écus de pen-

¹⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 216; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 256-268.

¹⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 222, 298; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 288.

¹⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 266; 19 décembre.

²⁰ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 266.

²¹ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 242.

²² Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 242.

²³ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 223; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XVI, p. 247. nous le retrouverons à propos des négociations de Dubois.

²⁴ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 247.

²⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 201.

²⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 220; *Gazette*, p. 33; décembre.

²⁷ *Gazette*, p. 27; 2 décembre.

²⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 234; *Gazette*, p. 20-21.

sion et on inventa un plancher mobile qui couvrait l'orchestre et mettait la scène et la salle de niveau. Le malheur voulut que cette installation touchait le Palais-Royal et que le duc d'Orléans n'avait qu'un pas à faire pour y aller au sortir de ses soupers²⁹. Le 2 janvier, un premier bal s'ouvrit à onze heures du soir et se prolongea toute la nuit. « Les chefs des Conseils y étoient un peu plus que chauds de vin. Il y en eut un qui cria à M. d'Orléans, qui étoit dans sa loge : « Descends, Régent! » Il obéit et dansa tant qu'on voulut³⁰. » Le deuxième bal dura jusqu'à quatre heures du matin. « On dansa force contre-danses qui sont à la mode, le menuet, la gavotte, la courante et autres, les anciennes danses n'étant presque plus de saison. » Le Régent et le duc de Noailles arrivèrent à une heure du matin et dansèrent deux fois³¹. Ces divertissements, où les femmes les plus libres osent à peine s'aventurer, dépassent la mesure d'indulgence de la bourgeoisie parisienne, en sorte que « l'on commence à réfléchir sur tout ce qui se passe et l'on voit que l'on a bien diminué la dépense de l'État, mais nullement les charges du peuple, si odieuses et si petites qu'elles puissent être³². » Peu importe; « les bals de l'Opéra ne font que croître et embellir », la recette du 6 janvier fut de 49.000 livres et la dépense de 400 livres seulement³³.

Pendant qu'on danse à l'Opéra, on vaque au Palais où le froid empêche les juges de rester en place; la débâcle de la Seine menace le Pont-Neuf et tout le quai de l'Horloge³⁴, les marchands de bois et autres sont inquiets sur le sort de leurs bateaux et de leurs marchandises, une partie du quai des Orfèvres s'écroule dans la rivière sur une longueur de sept ou huit toises³⁵; les lavoirs sont fracassés, engloutis, les têtes coupées des blanchisseuses flottent sur des glaçons³⁶ et c'est à peine si on semble y songer. Des pauvres meurent de faim, par centaines³⁷. A peine nous le dit-on.

Drames
et misères

²⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 235; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 316-317; *Gazette*, p. 41, 42, 49; *Correspond. de Balleroy*, t. I, p. 70.

³⁰ *Gazette*, p. 53; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 317; *Correspond. t. I*, p. 69; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 288-289, 291.

³¹ *Gazette*, p. 49-50; Dangeau, *op. cit.*, t. XVI, p. 292.

³² *Gazette*, p. 52.

³³ *Gazette*, p. 54; M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. I, p. 481.

³⁴ *Gazette*, p. 61; *Correspond. de Balleroy*, t. I, p. 74.

³⁵ Buvat, *Journal*, t. I, p. 116-118; *Gazette*, p. 63.

³⁶ Buvat, *Journal*, t. I, p. 118; *Correspondants*, t. I, p. 76; Madame, *Correspondance*, t. I, p. 215-216, 11 février 1716.

³⁷ Buvat, *Journal*, t. I, p. 116.

Non seulement entre la capitale et les provinces mais entre les classes d'une même ville semble se dresser une muraille de Chine. Un mince filet de nouvelles, une gazette intermittente sous forme de correspondance circule lentement, arrêtée et supprimée parfois si elle énonce trop crûment les faits dont le pouvoir veut interdire la connaissance. Pendant que les mains avides se tendent, pendant que le duc d'Antin et le duc d'Aumont font imposer de vingt sols par jour les carrosses de remise avec l'espoir d'en retirer chacun 35.000 écus — et davantage de malédictions³⁸, — on entrevoit l'horrible misère au sein de laquelle se débattent à Amiens et à Douai « plus de deux mille officiers qui n'ont point pu payer leur blanchisseuse³⁹; à Toulon, « plus de deux cents soldats armés » qui fraudent la gabelle de plus de mille quintaux⁴⁰; à Rochefort où « quantité d'officiers vont par charité dîner chez les capucins et même les capucins amassent la quête pour eux⁴¹ »; à Paris, où après avoir refusé aux curés de la ville la continuation d'une aumône de 12.000 livres que faisait le feu Roi⁴², le Régent interdit l'aumône sous peine d'amende⁴³.

Chômage,
gages
non payés

Ouvriers de la fabrique des Gobelins et élèves de l'Académie des Inscriptions sont congédiés, battent le pavé, arrêtent les passants, font les rues périlleuses⁴⁴. Il est défendu de les soulager, mais il leur est permis de se divertir, car « on étoit bien simple autrefois, on ne se divertissait qu'à force d'argent; aujourd'hui sans argent, même sans espérance d'en avoir, on se divertit à merveille... et on ne voit pas un écu⁴⁵ »; ceux qui se laissent dénicher dans leur cachette vont en droiture à la Monnaie pour être transformés en pièces de cent sols. On escompte un rendement de cent millions de cette opération qui doit enrichir le Roi par la ruine de ses sujets et achever l'anéantissement de notre commerce à l'étranger⁴⁶. On veut qu'il soit sorti du royaume 200 millions d'espèces et par Rouen seul, de compte fait, cin-

³⁸ M. de Caumartin à Mme de Balleroy, Paris, 6 janvier 1716, op. cit., t. I, p. 69; Gazette de la Régence, p. 52, 56; 10 et 13 janvier; Dangeau, Journal, t. XVI, p. 289, 292.

³⁹ Gazette, p. 26, extrait d'une lettre d'Amiens du 29 novembre 1715.

⁴⁰ Gazette, p. 31, extrait d'une lettre de Toulon, du 25 novembre 1715.

⁴¹ Gazette, p. 36, extrait d'une lettre de Rochefort, du 9 décembre 1715.

⁴² Gazette, p. 47; 3 janvier 1716.

⁴³ Gazette, p. 56; 13 janvier 1716.

⁴⁴ Gazette, p. 56; 13 janvier 1716.

⁴⁵ M. de Caumartin à Mme de Balleroy, Paris, 30 novembre 1716, op. cit., t. I, p. 99.

⁴⁶ Gazette, p. 47, 3 janvier; J. Buvat, Journal, t. I, p. 114.

quante-trois millions⁴⁷. Des placards injurieux, des estampes burlesques, des almanachs satiriques montrent en fâcheuse posture le Régent⁴⁸ qui a installé à la place du despotisme « une sorte de république⁴⁹ ». On accueille et on répète les rumeurs fâcheuses parce qu'elles expriment à merveille le mécontentement qui s'étale et gagne partout. Certains assurent que les placides Berrichons eux-mêmes commencent à perdre patience, refusent d'acquitter le dixième et la capitation, mettent en fuite les commis du fisc; de semblables désordres éclatent dans le Lyonnais et d'autres provinces, tandis que sur la frontière du Nord, deux compagnies de dragons, lassées de recevoir des promesses au lieu de solde, se retirent à Namur après avoir commis de grands excès. Diplomates⁵⁰ et magistrats⁵¹ ne sont pas mieux payés. Depuis trois ans, le parlement de Rouen n'a reçu aucun paiement de ses gages; le parlement de Paris n'est pas autrement traité⁵², celui de Toulouse non plus⁵³.

On est sans cesse ramené à ce fond tragique du tableau dont le premier plan est rempli par les divertissements de la régence. Les meilleures peintures qu'on nous en donne sont celles qui racontent, sans élever le ton, les épisodes dont chaque jour les contemporains s'étonnent de moins en moins. M. de Caumartin écrit à la marquise de Balleroy qu'au bal du Palais-Royal il existe deux cabarets pour les masques. Courcillon, fils du marquis de Dangeau, devoit quatre cents livres, dont on lui avoit fait crédit. Il voulut continuer à boire sans payer; la limonadière lui dit des injures : il lui donna un soufflet. Ils s'arrachèrent perruques, escoiffons et tout, se roulèrent par terre. Courcillon, en tombant, attira les verres, carafes, etc., et qui plus est, une bourse, où il y avoit, dit-on, pour cinq cents livres de monnaie : on lui réclama douze cents livres. Toujours à ce bal de l'Opéra, le duc de Richelieu se prend de querelle avec le fils du maréchal de Matignon et ils vont se battre dans la rue⁵⁴, pendant que M. le

Orgies

⁴⁷ Gazette, p. 48; 6 janvier 1716.

⁴⁸ Gazette, p. 37, 39; 20, 21 décembre 1715; p. 49, 6 janvier 1716.

⁴⁹ Gazette, p. 46, 3 janvier 1716.

⁵⁰ Dangeau, Journal, t. XVI, p. 213; 19 octobre 1715; Saint-Simon, Mémoires, t. VIII, p. 343.

⁵¹ Buvat, Journal, t. I, p. 125; mars 1716.

⁵² Buvat, Journal, t. I, p. 125.

⁵³ M. de Guitaut à Mme de Balleroy, 8 janvier 1716, dans Les Correspondants, t. I, p. 71.

⁵⁴ M. de Caumartin à Mme de Balleroy, Paris, 22 février 1716, op. cit., t. I, p. 77; Saint-Simon, Mémoires, t. VIII, p. 340.

duc se met derrière la princesse de Conti et chante tout haut :

« Maman ça, maman là, maman carogne »

Alors les masques crient de partout : « Non, non ce n'est pas celle-là, c'est l'autre qui est la carogne⁵⁵. »

Chez le prince de Conti, en présence de la princesse, les invités se souflètent à table et tout s'oublie dans l'ivresse⁵⁶, incroyable exemple des turpides dont les princes du sang donnent à la France le spectacle.

Sacrilège
public
du Régent

Un reste de contrainte avait subsisté jusqu'à la mort de Louis XIV; à partir de ce jour, princes et princesses se dispersent et ne savent pas où chacun d'eux est allé jeter sa gourme⁵⁷. La popularité qui entoure l'enfant royal, s'égare un jour sur le Régent mais se détourne de lui presque aussitôt. On le sait tolérant sur le fait de la religion⁵⁸, mais les contemporains n'y voient pas généralement matière à l'éloge; un peu de fanatisme ne leur déplairait pas. Au début le prince n'ose encore s'affranchir de toute règle. Le 24 décembre 1715, Dangeau note sa présence à la messe de minuit chez les Pères de l'Oratoire de la rue Saint-Honoré, « où feu Monsieur l'entendait toujours⁵⁹ »; la duchesse de Berry assiste à la messe à Saint-Sulpice, mais déjà elle a congédié son confesseur en charge, le P. du Trévou, qui est également celui du Régent⁶⁰. Le temps pascal arrivé, la princesse obtient de son curé « la permission de faire ses Pâques dans une église autre que sa paroisse⁶¹ »; son père, moins scrupuleux fera le sacrilège d'une communion publique à Saint-Eustache. « Les rapports qu'entretenait ce couple criminel ne convenaient pas à des pâques et la princesse étoit accoutumée, dit Saint-Simon, à escroquer les grandes fêtes où la bienséance de son état fait approcher des sacrements... » Plût à Dieu que le duc d'Orléans en eût usé de même et qu'il eût cru Saint-Simon qui le pressa d'aller passer une huitaine à Villers-Cotterets avec quelques gens qui ne l'eussent pas ennuyé, mais qui n'eussent pas été du nombre de

⁵⁵ Madame à la raugrave Louise, 18 février 1716, dans *Correspondance*, édit. G. Brunet, t. II, p. 218.

⁵⁶ M. de Caumartin à Mme de Balleroy, Paris, 22 février, *op. cit.*, t. I, p. 77; Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVI, p. 357; *Mémoires*, t. VIII, p. 341.

⁵⁷ Madame à la raugrave Louise, Paris, 10 septembre 1715, dans *Correspondance*, édit. G. Brunet, t. I, p. 186.

⁵⁸ Madame à la raugrave Louise, Paris, 27 septembre 1715, *op. cit.*, t. I, p. 191; *Gazette*, p. 12.

⁵⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 269; 24 décembre 1715.

⁶⁰ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 225; 31 octobre 1715.

⁶¹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 355; 5 avril 1716.

ses soupeurs... « Personne n'auroit été la dupe de ce voyage, il est vrai, mais il auroit sauvé le sacrilège, et auroit marqué du moins du respect pour la religion, et les affaires le permettaient de reste. Le Régent fut ébranlé et trouva le conseil bon, mais il ne le suivit pas, et cette malheureuse communion fut la dernière de sa vie. Elle fit tant de bruit, qu'il ne crut pas devoir la réitérer les années suivantes, et passa les pâques sans s'en cacher⁶². »

On pouvait croire revenues les mœurs du règne de Henri III. Du mercredi au vendredi saint, la duchesse de Berry va s'enfermer aux Carmélites de la rue de Grenelle auxquelles elle remet 2.000 francs et « beaucoup de petits présents⁶³ », le vendredi saint le grand prieur de Vendôme, effréné, débauché, souillé de tous les vices, ivre-mort tous les soirs, inflige à la vraie croix l'outrage de ses adorations⁶⁴. Cette étrange et perverse famille vit dans une désunion complète. La vieille Madame « livre sa vivacité expirante tantôt aux dévotions, tantôt aux plaisirs, tantôt aux promenades et quelquefois à ses sentiments bienfaisants qui passent bientôt⁶⁵. » Sauvage et bizarre, furonne et écrivassière, point méchante mais point bonne, elle aimait les chiens, les chevaux, la chasse, les saucisses, et l'Allemande par-dessus tout. Cette allemande jamais française, cette catholique demeurée luthérienne, aima son fils comme une femelle aime son petit, plus tard elle en devint fière, avec un peu de honte cependant de l'excès de sa dépravation. Son cœur n'avait jamais quitté la patrie de son enfance, elle vivait à Versailles les yeux tournés, le regard attaché là-bas à Heidelberg, à Hanovre où s'était écoulée sa jeunesse garçonne. La politesse de la Cour de France n'avait rien pu sur ce naturel grossier et inculte dont une correspondance volumineuse révèle toutes les bassesses misérables en même temps que la belle et rude franchise. Accouplée par la politique à l'être de plus vil, le plus mou, le plus tracassier, le plus oisif, elle avait pris pour elle le rôle de l'homme dans le ménage de cet inverti, s'était rendue respectable par son honnêteté, sa loyauté, avait vécu et vieilli trop laide pour attirer des hommages, trop fière pour tolérer une intrigue, trop médiocre pour épurer son âme et ennoblir sa vie. Elle écrivait des lettres de quinze feuillets, de

Madame
mère
du Régent

Son
caractère

Sa corres-
pondance

⁶² Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVI, p. 356; *Mémoires*, t. VIII, p. 349-351. Non; le 13 avril 1721, le Régent communique à Saint-Eustache sa paroisse, M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 9.

⁶³ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 358; 8 avril 1716.

⁶⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 359; 10 avril 1716.

⁶⁵ *Gazette*, p. 113; 11 septembre 1716. Voir Arvède Barine, *Madame, mère du Régent*, in-12, Paris 1909.

vingt feuillets, entassait les sonnettes sur les mensonges, les injures sur les platitudes, et mettait ces fardes à la poste, racontant à ses correspondants toutes les ordures, toutes les obscénités, toutes les infections matérielles et morales qu'elle avait pu recueillir; mais elle l'écrivait en allemand car la langue française n'a point de mots pour exprimer ce qu'elle raconte. La crudité des anecdotes, la hardiesse des récits sont au niveau de la dégoûtante liberté de ce langage fécal. Certaines lettres de cette incorrigible stercoraire⁶⁶ n'ont jamais pu être traduites, celles notamment qui racontent à une jeune allemande les vices contre nature qui régnaient à la Cour de Monsieur.

Sa famille

Vieille quinquaise, égoïste, Madame subissait l'étiquette de son rang avec une farouche résignation : « Je ne vois mon fils qu'une fois par jour, et il ne reste avec moi qu'une demi-heure. Je prends mes repas seule à table, ayant autour de moi cent personnes auxquelles il faut que je parle, que j'en aie envie ou non; tout le long du jour je reçois des visites qui m'interrompent pendant que j'écris, et il faut faire la conversation : cela dure jusqu'à huit heures du soir. En somme je n'ai que vexation et ennui; pas le moindre contentement : telle est ma misérable vie, mais il faut se résigner à la volonté de Dieu⁶⁷. On est tenu à vivre d'après les usages du pays et on n'est nullement maître de sa conduite. »

Madame vit sur le pied d'hostilité avec la duchesse d'Orléans, sa belle-fille. « Nous ne serons pas si souvent ensemble, disait-elle, que nous puissions nous devenir à charge l'une à l'autre... Se dire le matin *bonjour* et le soir *bonsoir*, c'est bientôt fait. » « Mme d'Orléans a eu six filles⁶⁸; elle voudrait qu'elles se fissent toutes religieuses; elle n'est pas assez bête pour croire que cela les menât au ciel; c'est de sa part pure paresse, elle craint, si elle les avait près d'elle, d'avoir la peine de les élever⁶⁹. Je les laisse se quereller et s'arranger, qu'ils se débrouillent. Je suis persuadée que toutes les incommodités et les faiblesses de Mme d'Orléans viennent de ce qu'elle est toujours au lit ou sur sa chaise longue; elle mange et boit couchée; c'est chez elle pure paresse, de là vient que nous ne pouvons manger ensemble. Depuis la mort

⁶⁶ Buvat nous dit qu'à Paris on l'appelait la *pétarde*! *Journal*, t. I, p. 279.

⁶⁷ *Madame à la raugrave Louise*, Paris, 24 septembre 1715, op. cit., t. I, p. 190-191.

⁶⁸ *Madame à la raugrave Louise*, Paris, 13 septembre 1715, op. cit., t. I, p. 189.

⁶⁹ *Madame à la raugrave Louise*, Paris, 4 janvier 1716, dans *Correspondance*, édit. G. Brunet, t. I, p. 202.

⁷⁰ *Madame à la raugrave Louise*, Marly, 8 août 1715, op. cit., t. I, p. 178-179.

du Roi, elle ne m'a pas parlé⁷¹. Cette femme mange tant que l'on n'en croit pas ses yeux. Ses filles aussi sont ainsi faites; elles mangent jusqu'à ce qu'elles rendent et recommencent après, c'est écœurant⁷²!

L'aînée est la duchesse de Berry. « Je ne veux rien avoir à démêler avec elle; nous ne sympathisons pas ensemble; je vis poliment avec elle comme avec une étrangère, mais je ne la vois pas souvent et je ne me mêle de rien de ce qu'elle fait, ni de ce que font sa mère et ses sœurs⁷³, je ne la regarde plus comme un de mes petits-enfants⁷⁴. La seconde s'appelle Mlle de Chartres, elle doit être religieuse. Je fais mon possible pour la détourner de ce projet, mais elle a toujours cette folie en tête. Pour la figure comme pour la taille c'est la plus jolie de toutes, elle a de très-jolies mains, un teint rose et blanc et dix-sept ans⁷⁵. » Les autres ne sont encore que des enfants, mais pleines de promesses qu'elles se hâteront de tenir. Mlle de Valois vient d'accomplir sa quinzième année et on lui permet de passer la journée entière sans corps de baleine; quand l'aïeule survient en visite, on cherche vite le corset qui, d'ordinaire, est égaré. Cette aïeule indulgente n'admet pas de distinction entre enfants légitimes et bâtards. Elle, impitoyable à la bâtardise, s'éprend de tendresse pour l'abbé de Saint-Albin qui est « après le duc de Chartres, de tous les enfants de mon fils, tant légitimes que de la main gauche, celui que j'aime davantage⁷⁶. » Elle dresse des autres une nomenclature complète, parsemée de détails intraduisibles.

Enfants
légitimes
et bâtards

Gazettes, chroniques, journaux, mémoires n'accordent qu'une attention distraite à toutes ces princesses. Ce qu'on en sait et ce qu'on en dit c'est que « le duc d'Orléans et les autres princes et princesses payent fort mal leurs maisons⁷⁷ », et se querellent

La duchesse
de Berry

⁷¹ *Madame à la raugrave Louise*, Paris, 6 janvier 1716, op. cit., t. I, p. 203.

⁷² E. Jaeglé, *Madame, duchesse d'Orléans*, dans *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} janvier 1879, p. 206.

⁷³ *Madame à la raugrave Louise*, Paris, 8 octobre 1715, op. cit., t. I, p. 192.

⁷⁴ *Madame à la raugrave Louise*, Paris, 7 janvier 1716, op. cit., t. I, p. 203.

⁷⁵ *Madame à la raugrave Louise*, Paris, 3, 4 janvier 1716, op. cit., t. I, p. 202, 203.

⁷⁶ E. Jaeglé, op. cit., p. 209, Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVII, p. 248; 16 février 1718 : « Madame avoit pris ce petit garçon en amitié, à peu près comme elle y prenoit quelqu'un de ses chiens et oublioit pour lui une naissance qu'elle détestoit dans sa belle-fille et dans les autres bâtards du Roi. »

⁷⁷ *Gazette de la Régence*, p. 34; 13 décembre 1715.

entre eux⁷⁸. Après quelques semaines de régence on chuchote et, bientôt, on raconte et on répète ce qui se sait partout : qu' « on prétend entamer le Régent par les plaisirs et par Mme de Berry⁷⁹. » La jeune Illec, la petite Heuzé, danseuses de l'Opéra et passe-temps de Son Altesse n'inquiètent guère le public⁸⁰ qui préfère des amusettes de cette qualité à un engagement plus relevé qui rappellerait le pouvoir de Mme de Maintenon. Dès le mois de novembre 1713, Madame écrivait : « Mon fils et sa fille s'aiment tant que malheureusement cela a fait dire de vilaines choses sur leur compte⁸¹. » En 1714, la mort du duc de Berry permit de quitter toute retenue; peu de temps avant sa fin, ce prince instruit enfin des bruits qui circulaient, avait forcé son beau-père le duc d'Orléans à dégainer sur la terrasse de Marly⁸². La duchesse déjà ne comptait plus ses amants et, lorsque mourut un enfant dont elle accoucha avant terme, les chansonniers dirent⁸³ :

*Il faut bien lui donner un nom :
Ainsi, sans être téméraire,
C'est la Rochefoucauld, de Pont,
Gontaut, la Haye, Rion, Salvaire.*

Son orgueil La mort de Louis XIV allait rendre tout possible, même l'incroyable. Dès la seconde moitié du mois de septembre 1715, les Parisiens la voyaient s'établir au palais du Luxembourg et courir de là à Saint-Germain, en chaise de poste, « pour s'égayer⁸⁴. » Les assiduités de son père l'y suivaient⁸⁵ et, dès le 30 septembre, ils soupaient ensemble⁸⁶. Dès lors on vit la duchesse de Berry « usurper tous les honneurs d'une reine ». Malgré les représentations de Mme de Saint-Simon, sa dame d'honneur, et les dégoûts dont elle l'assura que de telles entreprises seraient suivies, elle marcha dans Paris avec des timbales sonnantes et tout du long du quai des Tuileries où le Roi étoit. Le maréchal de Villeroy en porta le lendemain ses plaintes à M. le duc d'Orléans qui lui pro-

⁷⁸ Gazette, p. 47; 3 janvier.

⁷⁹ Gazette, p. 48; 6 janvier.

⁸⁰ Gazette, p. 52, 69; 10 janvier, 10 février 1716; M. de Caumartin à Mme de Balleroy, 28 août 1716, dans *Les Correspondants*, t. I, p. 85, 87.

⁸¹ E. de Barthélemy, *Les Filles du Régent*, in-8, Paris, 1874, t. I, p. 151.

⁸² *Mémoires du comte de Maurepas*, in-8, Paris, 1792, t. I, p. 52.

⁸³ E. de Barthélemy, *op. cit.*, t. I, p. 137.

⁸⁴ Buvat, *Journal de la Régence*, in-8, Paris, 1865, t. I, p. 98.

⁸⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 196, 197; 23, 24 septembre 1715.

⁸⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 200; 30 septembre 1715.

mit que tant que le Roi seroit à Paris, on n'y entendroit d'autres timbales que les siennes, et onques depuis Mme la duchesse de Berry n'y en a eu. Elle alla aussi à la Comédie, y eut un dais dans sa loge, quatre de ses gardes sur le théâtre, d'autres dans le parterre, la salle bien plus éclairée qu'à l'ordinaire, et fut haranguée par les comédiens⁸⁷. Cela fit un étrange bruit dans Paris, comme avoit fait son haut dais au parterre de l'Opéra; néanmoins elle n'osa retourner aux spectacles de la sorte... Allant un jour à l'Opéra, ses gardes firent arrêter le carrosse du prince de Conti qui y arrivoit, et maltraitèrent son cocher, ce prince étant dans son carrosse. La vérité est que ce n'étoit qu'entreprises de toutes parts⁸⁸.

Rien n'égalait l'orgueil de la princesse et son empire sur l'esprit du duc d'Orléans. Elle avait voulu avoir un capitaine des gardes, elle l'obtint, donna la lieutenance à Riom et l'enseigne à Courtaumer⁸⁹. « Après maintes passades, elle s'étoit tout de bon éprise de Riom. C'étoit un gros garçon court, joufflu, pâle, qui avec force bourgeons ne ressembloit pas mal à un abcès. Il avoit de belles dents et n'avoit pas imaginé causer une passion qui en moins de rien devint effrénée, et qui dura toujours, sans néanmoins empêcher les passades et les goûts de traverse. A peine fut-il arrivé que le goût se déclara et qu'il devint le maître au Luxembourg. M. de Lauzun, dont il étoit petit neveu, en riait sous cape. Il étoit ravi, ...lui donnoit des instructions.

« Riom étoit doux et naturellement poli et respectueux, bon et honnête garçon. Il sentit bientôt le pouvoir de ses charmes qui ne pouvoient captiver que l'incompréhensible fantaisie dépravée d'une princesse. Il n'en abusa avec personne, ...mais il traita la duchesse de Berry comme M. de Lauzun avoit traité Mademoiselle. Il fut bientôt paré des plus belles dentelles et des plus riches habits, plein d'argent, de boîtes, de bijoux et de pierreries. Il se faisoit désirer; il se plaisoit à donner de la jalousie à sa princesse, à en paroître lui-même encore plus jaloux, il la faisoit pleurer souvent. Peu à peu il la mit sur le pied de n'oser rien faire sans sa permission, non pas même les choses les plus indifférentes. Tantôt prête de sortir pour l'Opéra, il la faisoit demeurer; d'autres fois il l'y faisoit aller malgré elle. Il l'obligeoit à faire du bien à des dames qu'elle n'aimoit point, ou dont elle étoit

Son amant
M. de Riom

⁸⁷ Le 1^{er} mars 1716.

⁸⁸ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 344.

⁸⁹ *Ibid.*, t. VIII, p. 286. Sur le mariage avec Riom, voir M. d'Argenson à Mme de Balleroy, 9 novembre 1717, dans *Les Correspondants*, t. I, p. 221-222.

jalouse, du mal à des gens qui lui plaisoient, et dont il faisoit le jaloux. Jusqu'à sa parure, elle n'avoit pas la moindre liberté. Il se divertissoit à la faire décoiffer ou lui faire changer d'habits quand elle étoit toute prête, et cela si souvent, et quelquefois si publiquement qu'il l'avoit accoutumée à prendre le soir ses ordres pour la parure et l'occupation du lendemain, et le lendemain il changeoit tout, et la princesse pleuroit tant et plus. Enfin elle en étoit venue à lui envoyer des messages par des valets affidés; car il logea presque en arrivant au Luxembourg; et ces messages se répétoient plusieurs fois pendant sa toilette, pour savoir quels rubans elle mettroit; ainsi de l'habit et des autres parures, et presque toujours il lui faisoit porter ce qu'elle ne vouloit point. Si quelquefois elle osoit se licencier à la moindre chose sans son congé, il la traitoit comme une servante, et les pleurs duroient quelquefois plusieurs jours. Cette princesse si superbe, et qui se plaisoit tant à montrer et à exercer le plus démesuré orgueil, s'avilit à faire des repas avec lui et des gens obscurs, elle avec qui nul homme ne pouvoit manger s'il n'étoit prince du sang. Un jésuite, qui s'appeloit le P. Riglet, qu'elle avoit connu enfant, et qui l'avoit toujours cultivée depuis, étoit admis dans ces repas particuliers sans qu'il en eût honte, ni que Mme de Berry en fût embarrassée... Cette vie étoit publique : tout au Luxembourg s'adressait à M. de Riom, qui de sa part avoit grand soin d'y bien vivre avec tout le monde, même avec un air de respect qu'il refusoit, même en public, à sa seule princesse. Il lui faisoit, devant le monde, des réponses brusques qui faisoient baisser les yeux aux spectateurs et rougir ceux de Mme de Berry, qui ne contraindroit point ses manières soumises et passionnées devant les compagnies.

Ses retraites
pénitentes

« Le rare est que, parmi cette vie, elle prit un appartement aux Carmélites [de la rue de Grenelle], où elle alloit quelquefois les après-dînées, et toujours coucher aux bonnes fêtes, et souvent y demeuroit plusieurs jours de suite. Elle n'y menoit que deux dames, rarement trois, presque point de domestiques, elle mangeoit avec ses dames ce que le couvent lui apprêtoit, alloit au Chœur ou dans une tribune à tous les offices du jour, et fort souvent de la nuit; et outre les offices, elle y demeuroit quelquefois longtemps en prières, et y jeûnoit très exactement les jours d'obligation. Deux carmélites de beaucoup d'esprit, et qui connoissoient le monde, étoient chargées de la recevoir et d'être souvent auprès d'elle. Il y en avoit une fort belle; l'autre l'avoit été aussi. Elles étoient assez jeunes, surtout la plus belle, mais d'excellentes religieuses, et des saintes qui faisoient cette fonc-

tion fort malgré elles. Quand elles furent devenues plus familières, elles parlèrent franchement à la princesse, et lui dirent que, si elles ne savoient rien que ce qu'elles en voyaient, elle l'admireroient comme une sainte, mais que d'ailleurs elles apprennoient qu'elle menoit une étrange vie, et si publique, qu'elles ne comprenoient pas ce qu'elle venoit faire dans leur couvent. Mme de Berry rioit et ne s'en fâchoit point. Quelquefois elles la chapiroient, lui nommoient les gens et les choses par leurs noms, l'exhortaient à changer une vie si scandaleuse, et, avec esprit et tour, pousoient ou enrayoient à propos, mais jamais sans lui avoir parlé ferme. Elles le contoient après à celles de ces dames qui étoient les plus propres à goûter leurs peines sur l'état de Mme de Berry qui ne cessa de vivre comme elle faisoit au Luxembourg et aux Carmélites, et de laisser admirer un contraste aussi surprenant, et qui du côté de la débauche augmenta toujours⁹⁰. »

La chronique scandaleuse du premier hiver de la Régence s'alimente des aventures de la princesse. Au mois de février elle se fait remarquer par sa liberté au bal masqué de l'Opéra⁹¹; quelques mois plus tard, elle provoque des promeneurs dans le jardin du Luxembourg⁹². Paris n'ignore plus rien de ses déportements. La *Gazette de la Régence* dit que la princesse « a toujours les grands honneurs du gouvernement; c'est le canal à la mode pour obtenir les grâces du Régent⁹³. » Le 6 février, on parle d'un accouchement clandestin, « cette conduite rappelle les Messalines⁹⁴ »; quelques jours plus tard, on pousse l'audace jusqu'à envoyer au prince son portrait en cire avec sa fille dans des attitudes indécentes⁹⁵. On fait circuler un pamphlet intitulé *les Amusements de la princesse Amélie*⁹⁶ et qui raconte l'histoire de ces criminelles amours. Ceux et celles qui veulent ignorer à tout prix devront ouvrir les yeux devant l'évidence. Madame, elle-même, sera obligée d'ajouter foi aux rumeurs qui enveloppent le père et la fille d'un égal opprobre. Elle avoue que la princesse est ce que le Régent aime le plus au monde; « tous deux, dit-elle en parlant

Ses amours
avec
son père

⁹⁰ Ibid, t. VIII, p. 345-346; Caumartin à Mme de Balleroy, 1^{er} février 1716, op. cit., t. I, p. 72.

⁹¹ M. de Caumartin à Mme de Balleroy, Paris, 29 février 1716, dans *Les Correspondants*, t. I, p. 81.

⁹² Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 270; 27 avril 1716; voir aussi *Gazette*, p. 89; 6 juillet (à Vincennes).

⁹³ *Gazette*, p. 65; 31 janvier 1716.

⁹⁴ *Gazette*, p. 68; 6 février 1716.

⁹⁵ *Gazette*, p. 74; 17 février 1716.

⁹⁶ M. de Caumartin à Mme de Balleroy, 16 novembre 1715, op. cit., t. I, p. 68.

des soupers, y perdent honneur et réputation », et quand la mort aura emporté cette impure : « Ce qu'il y a de mieux à faire, prononce l'aïeule, c'est de ne plus parler du tout de la pauvre duchesse de Berry. Plût à Dieu que j'aie moins de motifs de me consoler de sa mort ! C'est pis que tout ce que vous sauriez imaginer⁹⁷. »

L'ivresse
dans la
famille
royale

Messaline et Agrippine tout ensemble, la duchesse de Berry a étonné une société qui pensait ne savoir s'étonner de rien. Les ridicules, les défauts des autres princesses ne comptent plus pour rien, quand on lit que Mme la duchesse tourne les gens en ridicule⁹⁸, qu'elle ressemble à un joli chat qui, tout en jouant, fait sentir ses griffes, qu'elle se moque de tout le monde d'une manière si plaisante qu'on ne peut s'empêcher de rire, aussi gaie que fausse, il ne faut pas se fier à elle⁹⁹, qu'elle peut boire beaucoup sans être ivre, ses trois filles veulent l'imiter, mais elles n'y réussissent pas et se trouvent bientôt ivres¹⁰⁰. On en vient à regretter le temps où, sous le feu Roi, les princesses s'émancipaient au point de se faire apporter des pipes du corps-de-garde. L'ivresse devient un plaisir distingué. Chez Conti on s'enivre à table¹⁰¹, chez Mme de Berry, la duchesse d'Albret absorbe de telles quantités de liqueurs qu'elle ne tardera pas à en mourir à la fleur de l'âge¹⁰².

La vie
d'affaires
et de plaisirs
du Régent

Au début de la Régence, le public voit le duc d'Orléans travailler assidûment et il craint l'altération de sa santé¹⁰³, mais bientôt il s'aperçoit qu'on essaye de l'« entamer par les plaisirs¹⁰⁴ ». Notre Régent, commence-t-on à dire, « s'en donne trop de toutes façons et le rang où il se trouve semble l'accabler de joie et lui déranger son bon esprit à force d'aises et d'honneur¹⁰⁵. » Ce n'est plus un jeune homme d'une vingtaine d'années, il en a quarante-deux,

⁹⁷ *Madame à la raugrave Louise*, 13 septembre 1719. On n'insiste pas sur ses prodigalités ; en voici un unique exemple : elle offre à sa tante Mme de Lorraine à l'occasion d'un voyage à Paris une commode contenant pour vingt mille écus de rubans et colifichets, *M. de Breteuil à Mme de Balleroy*, 23 février 1717, dans *Les correspondants*, t. I, p. 118.

⁹⁸ *Madame à la raugrave Louise*, 16 janvier 1716, dans *Correspondance* édit. G. Brunet, 1904, t. I, p. 207.

⁹⁹ *Madame à la raugrave Louise*, 26 janvier 1716, *op. cit.*, t. I, p. 213.

¹⁰⁰ *Madame à la raugrave Louise*, 21 mai 1716, *op. cit.*, t. I, p. 238-239.

¹⁰¹ *M. de Caumartin à Mme de Balleroy*, 22 février 1716, *op. cit.*, t. I, p. 77.

¹⁰² Buvat, *Journal*, t. I, p. 256 ; *M. de Breteuil à Mme de Balleroy*, 6 mars 1717, *op. cit.*, t. I, p. 121.

¹⁰³ *Gazette*, p. 28 ; 6 décembre 1715.

¹⁰⁴ *Gazette*, p. 48 ; 6 janvier 1716.

¹⁰⁵ *Gazette*, p. 73-74 ; 17 février 1716.

aussi on ne peut lui pardonner à Paris de courir les dames comme un écerelé, lorsqu'il a toutes les affaires du royaume sous les bras¹⁰⁶. « Toutes les matinées cependant étaient livrées aux affaires, et les différentes sortes d'affaires avoient leurs jours et leurs heures. Il les commençoit seul avant de s'habiller, voyoit du monde à son lever, qui étoit court et toujours précédé et suivi d'audiences auxquelles il perdoit beaucoup de temps ; puis ceux qui étoient chargés plus directement d'affaires le tenoient successivement jusqu'à deux heures après midi. Ceux-là étoient les chefs des Conseils ; La Vrillière, bientôt après Le Blanc dont il se servoit pour beaucoup d'espionnages, ceux avec qui il travailloit sur les affaires de la Constitution, celles du Parlement, d'autres qui survenoient ; souvent Torcy, pour les lettres de la poste ; quelquefois le maréchal de Villeroy pour piaffer ; une fois la semaine, les ministres étrangers ; quelquefois les Conseils ; la messe dans sa chapelle en particulier, quand il étoit fête ou dimanche.

« Les premiers temps il se levait matin ; ce qui ralentit peu à peu, et devint après incertain et tardif, suivant qu'il s'étoit couché. Sur les deux heures ou deux heures et demie, tout le monde lui voyait prendre du chocolat ; il causait avec la compagnie. Cela duroit selon qu'elle lui plaisoit ; le plus ordinaire en tout n'alloit pas à une demi-heure. Il rentroit et donnoit audience à des dames et à des hommes, alloit chez Mme la duchesse d'Orléans, puis travailloit avec quelqu'un ou alloit au Conseil de régence ; quelquefois il alloit voir le Roi, le matin rarement, mais toujours matin ou soir, avant ou après le Conseil de Régence, et l'abordait, lui parloit, le quittoit avec des révérences et un air de respect qui faisoit plaisir à voir, au Roi lui-même, et qui apprenoit à vivre à tout le monde.

Après le conseil, ou sur les cinq heures du soir, s'il n'y en avoit point, il n'étoit plus question d'affaires : c'étoit l'Opéra ou le Luxembourg, ou souper chez la duchesse d'Orléans, ou sortir par ses derrières, ou faire entrer compagnie par les mêmes derrières, ou si c'étoit en belle saison, aller à Saint-Cloud ou en d'autres campagnes. Ses soupers étoient toujours en compagnie fort étrange. Ses maîtresses, quelquefois une fille de l'Opéra, souvent Mme de Berry, et une douzaine d'hommes, tantôt les uns, tantôt les autres, que sans façon, il ne nommoit jamais autrement que ses *roués*. La chère exquise s'appretoit dans des endroits faits exprès, de plain-pied, dont tous les ustensiles étoient d'argent ; eux-mêmes mettoient souvent la main à l'œuvre avec les cuisiniers.

¹⁰⁶ *Madame à la raugrave Louise*, 2 avril, *op. cit.*, t. I, p. 226.

C'étoit en ces séances où chacun étoit repassé, les ministres et les familiers tout au moins comme les autres, avec une liberté qui étoit licence effrénée. Les galanteries passées et présentes de la Cour et de la ville sans ménagement; les vieux contes, les disputes, les plaisanteries, les ridicules, rien ni personne n'étoit épargné. M. le duc d'Orléans y tenoit son coin comme les autres, mais il est vrai que très-rarement tous ces propos lui faisoient ils la moindre impression. On buvoit d'autant, on s'échauffoit, on disoit des ordures à gorge déployée, et des impiétés à qui mieux mieux, et quand on avoit bien fait du bruit, et qu'on étoit bien ivre, on s'alloit coucher, et on recommençoit le lendemain. Du moment que l'heure venoit de l'arrivée des soupeurs, tout étoit tellement barricadé au dehors que quelque affaire qu'il eût pu survenir, il étoit inutile de tâcher de percer jusqu'au Régent; pas seulement des affaires inopinées des particuliers, mais de celles qui auroient le plus dangereusement intéressé l'État ou sa personne, et cette clôture duroit jusqu'au lendemain matin.

Le Régent perdoit ainsi un temps infini en famille et en amusements ou en débauches. Il en perdoit encore beaucoup en audiences trop faciles, trop longues, trop étendues et se noyoit dans ces mêmes détails où il reprochait au feu Roi de se complaire. Mille affaires particulières, et quantité d'autres de manutention de gouvernement qu'il auroit pu finir en une demi-heure d'examen le plus souvent, et décider net et ferme après, il les prolongeait, les unes par faiblesse, les autres par ce misérable désir de brouiller, et cette maxime empoisonnée qui lui échappait quelquefois comme favorite : *Divide et impera*; la plupart par cette défiance générale de toutes choses et de toutes personnes, et de cette façon des riens devenoient des hydres dont lui-même après se trouvoit fort embarrassé. Sa familiarité et la facilité de son accès plaisoit extrêmement; mais l'abus qu'il en faisoit étoit excessif. Il alloit quelquefois au manque de respect; ce qui, à la fin, eut des inconvénients d'autant plus dangereux qu'il ne put, quand il le voulut, réprimer des personnages qui l'embarrassèrent plus qu'eux-mêmes ne s'en trouvoient embarrassés. Tels furent Stair, tels les chefs de la Constitution, tels le maréchal de Villeroy, tels le parlement en particulier, et en gros la magistrature.

Ce qui est fort extraordinaire, c'est que ni ses maîtresses, ni Mme la duchesse de Berry, ni ses roués, au milieu même de l'ivresse, n'ont jamais pu rien savoir de lui de tant soit peu important, sur quoi que ce soit du gouvernement et des affaires. Il vivoit publiquement avec Mme de Parabère; il y vivoit en même temps avec d'autres; il se divertissoit de la jalousie et du dépit

de ces femmes; il n'en étoit pas moins bien avec toutes, et le scandale de ce sérail public, et celui des ordures et des impiétés journalières de ses soupers étoit extrême, et répandu partout¹⁰⁷.

La lassitude et le dégoût se font bientôt sentir. « Notre Cour, dit-on dès le mois de février, commence à se jeter dans tous les plaisirs outrés, et les deux sexes s'apprivoisent plus que de raison¹⁰⁸. » L'honnête Daguesseau s'en tient de plus en plus à l'écart « gémissant tout bas des allures qu'il voit. Cependant tous s'étonnent de la politique de Son Altesse qui ne répond pas au commencement de sa Régence. Ce sont les femmes qui gâtent tout et les jeunes flatteurs que les pots de vin tentent¹⁰⁹. » Sa fille lui a donné de sa main Mme de Parabère; « après elle le vin de Pomard et celui de Champagne rangent assez bien le prince à trouver tout ce qu'on désire. Ceux qui ont intérêt à le mettre en goût des plaisirs de la table, voient avec plaisir que leurs soins ont été efficaces¹¹⁰. Il devient indéterminé et peu fixé, il s'amollit et est inappliqué¹¹¹, trop peu ferme pour choisir les sujets suivant leur mérite propre et leur caractère¹¹². » Un jour, en sortant du Luxembourg, il perd l'équilibre et tombe sur les degrés¹¹³; un autre jour, il se sent incapable de se lever après une forte débauche¹¹⁴; le public murmure, la Cour observe, le vieux Dangeau s'étonne. Lui qui, tous les mois, pendant trente-deux ans, a vu le feu Roi prendre médecine « par pure précaution » et travailler à l'ordinaire, qui a pris soin de noter les effets de la purgation, a d'abord pensé que ce rite auguste serait immuable comme la monarchie. Quoique la santé du Régent lui soit fort indifférente, Dangeau cherche à savoir quand le prince s'est purgé; mais il ne peut plus donner cet avis mensuel comme auparavant. Le désordre se met décidément partout, et l'on s'écarte en toutes choses de la noble ordonnance du dernier règne.

Mécontentement
de l'opinion
publique

¹⁰⁷ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 347-349.

¹⁰⁸ *Gazette*, p. 68; 6 février 1716.

¹⁰⁹ *Gazette*, p. 71; 10 février.

¹¹⁰ *Gazette*, p. 71-72; 14 février.

¹¹¹ *Gazette*, p. 73; 14 février.

¹¹² *Gazette*, p. 83; 15 juin.

¹¹³ *Gazette*, p. 64; 27 janvier; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 307.

¹¹⁴ *Gazette*, p. 73; 14 février.

CHAPITRE IX

Rivalité du Régent et de Philippe V

(Septembre 1715-juillet 1716)

Louis XIV procure la réconciliation du roi d'Espagne et du duc d'Orléans. — Philippe V se dispose à venir en France. — Nature de la rivalité persistante entre le roi d'Espagne et le duc d'Orléans. — Les renonciations de Philippe V. — Il tombe sous l'influence de la Reine. — Condescendance du Régent. — Attitude de Philippe V. — Asservissement et claustration de Philippe V et d'Elisabeth. — Ascendant d'Alberoni. — Il repousse les avances du Régent et négocie avec l'Angleterre. — Alberoni joué par les Anglais. — Colère de Philippe V. — Renvoi du cardinal del Giudice. — Mission de Louville. — Son chiffre, ses instructions. — Il est renvoyé en France.

L'échec du cardinal del Giudice et son renvoi en Espagne n'avaient pas détourné Philippe V d'obtenir la tutelle du Dauphin. L'existence du testament de Louis XIV et le mystère de ses dispositions entretenaient l'émotion populaire en France et y suggéraient de fantasques combinaisons dont l'écho parvenait soigneusement à Madrid¹. Le correspondant du roi d'Espagne, Don Feliz Cornejo, l'entretenait dans ses illusions, lui faisait entrevoir la régence, l'influence du duc du Maine, la disgrâce et peut-être l'exil du duc d'Orléans, l'annulation des renonciations². Un autre correspondant, l'abbé Mascara-Torriani mettait en garde contre ces illusions et répétait sans se lasser : « Une fois le Roi mort, on fera et on dira ce que voudra M. le duc d'Orléans³ » ; allant jusqu'à craindre pour les adversaires du prince. Louis XIV avait vu plus haut et plus loin. Ses préventions, trop justifiées, contre son neveu n'avaient pu l'entraîner à désigner son petit-fils que

Louis XIV
procure
la réconci-
liation
du roi
d'Espagne
et du duc
d'Orléans

¹ *Archiv. de Simancas*, Estado, liasses 4309 et 4314 ; Cornejo à Grimaldo, 28 mars et 20 mai 1712, 16 janvier, 26 juin 1713.

² *Archiv. de Simancas*, Estado, l. 4318 : Cornejo à Grimaldo, 3 et 17 septembre 1714 ; *ibid.*, l. 4321 : le même au même, 2 septembre 1715.

³ *Archiv. d'Alcala*, Estado, l. 3975 : Mascara à Grimaldo, 25 juin, 23 et 27 août 1715.

les stipulations d'Utrecht écartaient de toute participation au pouvoir en France. On lui avait suggéré la nomination de Philippe V qui se déchargerait du pouvoir sur le duc du Maine; ce choix pouvait replonger la France dans la guerre, il l'avait écarté. Cependant il devait craindre de la part du roi d'Espagne une déception d'autant plus cuisante qu'elle s'ajouterait à l'animosité régnant entre lui et le duc d'Orléans, et il s'était employé à les réconcilier. La disgrâce de la princesse des Ursins en fournit les moyens, tous les griefs pouvaient impunément tomber sur elle. Philippe V se prêta de bonne grâce aux vues de son aïeul « étant prêt, si cela vous fait plaisir, lui écrivait-il, à oublier tous les sujets de ressentiment que m'a donné le prince..., vous en connaissez comme moi toute l'étendue, puisque je vous en ai instruit à fond. Cependant quelques motifs que j'aie de me plaindre de lui, la religion, la proximité du sang et le désir de vous donner cette satisfaction me portent volontiers à cette réconciliation, et je ferai de mon côté avec joie les pas nécessaires pour y réussir⁴. » Le cardinal del Giudice et l'abbé Alberoni s'employèrent au raccommodement des deux princes⁵ qui s'écrivirent simultanément; le roi avec froideur, le duc avec déférence. Le duc d'Orléans y joignit une lettre plus affectueuse pour la reine Elisabeth Farnèse et des remerciements chaleureux à l'adresse d'Alberoni⁶.

Philippe V
se dispose
à venir
en France

Il ne serait pas malaisé de conjecturer la mesure de sincérité apportée par les deux cousins dans ce rapprochement. Philippe V s'y prêtait par déférence, mais ne renonçait ni à ses droits éventuels au trône ni à ses prétentions à la régence. On a rappelé déjà les instructions adressées au prince de Cellamare sur les intrigues à conduire avant la mort du Roi et les démarches à remplir aussitôt après cet événement. Cellamare emportait ces instructions dans le même portefeuille qui contenait la lettre de réconciliation adressée au duc d'Orléans, « mon adversaire », ainsi que Philippe continuait à le désigner⁷. Le duc d'Orléans manifestait une satisfaction extrême de la réconciliation, au point

⁴ *Archiv. des Aff. Etr.*, Espagne, t. 244, fol. 367 : Philippe V à Louis XIV, 29 avril 1715.

⁵ *Archiv. des Aff. Etr.*, Espagne, t. 241, fol. 9 : Saint-Aignan à Torcy, 1^{er} juin 1715; *ibid.*, t. 224, fol. 341 : Torcy à Saint-Aignan, 15 avril 1715.

⁶ *Archiv. des Aff. Etr.*, Espagne, t. 240 et t. 245 : lettres relatives à la réconciliation du duc d'Orléans et du roi d'Espagne, publiées dans A. Baudrillart, *Philippe V et la Cour de France*, in-8, Paris, 1890, t. I, p. 692-695.

⁷ *Archiv. des Aff. Etr.*, Espagne, t. 245, fol. 45-69 : Instruction secrète du prince de Cellamare du 19 mai 1715.

de rendre embarrassante la mission secrète de Cellamare, et son affectation de parfaite sécurité autorisait toutes les inquiétudes. Aussi, dès la première nouvelle de l'indisposition de Louis XIV, une assemblée secrète, réunie autour de Philippe V et d'Elisabeth Farnèse, décida que, laissant à la Reine l'administration des affaires, Philippe s'approcherait de la frontière de France « il serait plus à portée de prendre un parti⁸ ».

La rivalité entre Philippe d'Orléans et Philippe V ne concernait pas seulement leurs droits éventuels à la couronne de France. Dès l'année 1700, Monsieur, frère de Louis XIV, avait formulé des protestations contre le silence gardé par le testament de Charles II sur ses prétentions à la couronne d'Espagne. Philippe d'Orléans avait hérité de ces prétentions, les avait fait valoir et avait eu la satisfaction de les voir admettre par le conseil de Castille en une déclaration royale (29 octobre 1703)⁹. Au cours des dix années qui suivirent, l'entente s'était changée en haine ouverte, et on vient de dire comment une réconciliation y avait mis fin; mais cette circonstance ne modifiait en rien une situation acquise. Sous le coup de désastres multipliés et de l'impossibilité de prolonger la lutte contre l'Europe, le roi d'Espagne avait été amené à subir la condition mise à la paix : il avait renoncé à tous les droits qu'il tenait de sa naissance sur la couronne de France, au bénéfice de la branche d'Orléans. L'acte officiel de renonciation portait que « si de fait ou sous quelque prétexte, nous voulions nous emparer du royaume de France..., faisant ou excitant une guerre offensive ou défensive... elle [devait être] tenue, jugée et déclarée pour illicite, injuste, mal entreprise, et pour violence, invasion et usurpation faite contre la raison et contre la conscience¹⁰. » Cette déclaration publique fut aggravée par serment. En retour, le duc d'Orléans avait renoncé à son droit éventuel sur la couronne d'Espagne et consenti « qu'au défaut de Philippe V et de ses descendants, la couronne d'Espagne passât à la maison du duc de Savoie¹¹. »

On a vu comment Philippe V, dès avant la mort de Louis XIV, tenait pour vaine et de nul effet sa renonciation. Cependant cette

Nature de la
rivalité
persistante
entre le roi
d'Espagne
et le duc
d'Orléans

Les
renoncia-
tions de
Philippe V

⁸ *Archiv. des Aff. Etr.*, Espagne, t. 243, fol. 81 : Saint-Aignan à Torcy, 12 août 1715.

⁹ *Archives nat.*, K. 1684 : Déclaration faite par Philippe V interprétant le testament de Charles II et les lois en faveur de la postérité d'Anne d'Autriche.

¹⁰ J. Dumont, *Corps universel diplomatique du droit des gens*, in-fol. La Haye, 1726-1731, t. VIII, p. 304.

¹¹ J. Dumont, *op. cit.*, t. VIII, p. 314.

renonciation avait été l'œuvre de sa volonté libre, acceptée par qui de droit, insérée dans un traité, confirmée par un serment. Pendant cette délicate négociation, Louis XIV s'était interdit toute parole ou menace qui put influencer son petit-fils; celui-ci avait, de lui-même, multiplié les liens qui fortifiaient son engagement. Enfin, par-dessus tout, il avait juré et rendu valide ce qui eut pu être discuté sans l'intervention de ce serment. Tout ce que Philippe invoqua depuis pour se dégager de la promesse faite et jurée ne saurait être admis par le droit ni par la conscience. La renonciation avait été formulée dans des conditions de liberté suffisante, elle fut revêtue des formes légales nécessaires et suffisantes en France à l'époque où elle fut accomplie. Conforme aux exigences du droit public en France et en Espagne, elle l'était de même aux fondements du droit public européen établi par un traité de paix consacrant la prohibition du cumul des deux couronnes. Quoiqu'il pût penser ou dire pour complaire à l'ambition de l'épouse à laquelle il obéissait servilement, Philippe V était exclu pour lui-même et pour ses descendants de tout droit au trône de France, dès lors toute tentative pour s'en emparer était illégitime et toute guerre pour s'y établir était usurpatrice.

Il tombe
sous
l'influence
de la Reine

La loyauté profonde de Philippe V, sa fidèle tendresse pour la France, ses scrupules religieux l'eussent peut-être tenu en garde et détourné d'une politique à laquelle il est impossible d'épargner le nom de parjure, s'il n'avait été toujours asservi. Après la mort de sa première femme, Marie-Louise de Savoie, il avait subi sans résistance le despotisme de la princesse des Ursins qui l'avait remarié. A vrai dire un autre personnage, l'abbé Alberoni, avait mené l'intrigue et fait agréer une princesse italienne, Elisabeth Farnèse, de qui il attendait tout. C'était, disait-il, « une bonne lombarde, sans fiel, tout cœur, d'un naturel doux et maniable. » qui s'emparerait vite de l'esprit du roi et s'en rendrait maîtresse absolue¹². Car tel était le but de ce mariage, qu'on nommerait plus justement le complot « d'une cabale d'Italiens qui se proposaient depuis longtemps d'occuper les premiers emplois de la monarchie¹³. » Les traités d'Utrecht et de Rastadt avaient fermé l'Italie à Philippe V; ce mariage la lui rouvrait par l'espérance des successions de Parme et de Toscane qu'Elisabeth apportait en dot. La cabale ne comptait pour rien dans les traités, les renonciations; elle voulait faire servir l'Espagne à la grandeur de l'Italie et la

¹² Archiv. de Naples, Farnesiana, 54 : Alberoni au duc de Parme, 30 juillet 1714.

¹³ De Courcy, *L'Espagne après la paix d'Utrecht*, in-8, Paris, 1891, p. 372.

grasse et luisante parmesane, empâtée de fromage et de saucisson, flairant l'ail, aimant le vin, ferait de son mari ce qu'il lui plairait d'en faire. « Dieu veuille, écrivait Alberoni, qu'elle s'applique à gouverner! Ce n'est pas la besogne qui lui manquera. J'ai toujours dit que l'Espagne, bien gouvernée, peut faire figure dans le monde¹⁴. » « Dieu veuille que la Reine s'applique aux affaires¹⁵. » Pour son coup d'essai, la jeune Reine se débarrassa de la princesse des Ursins, la fit arrêter, mettre en carrosse et conduire à la frontière (23 décembre 1714). De ce jour, Elisabeth Farnèse et son compatriote Alberoni gouvernèrent l'Espagne; d'abord avec modération et sous le couvert du cardinal del Giudice rétabli dans ses fonctions de premier ministre, mais pour peu de temps. Alberoni était satisfait et fier de son élève. « Elle est fort pénétrante et très sagace pour ne pas dire plus... Sous peu, elle sera premier ministre¹⁶. »

Mieux encore, elle fut le Roi. Deux mois à peine après le mariage, les premiers symptômes de grossesse obligèrent la Reine au repos, qu'elle occupa à ouvrir les dépêches des ministres. De ce jour, le cardinal ne les vit plus¹⁷. Alberoni multipliait ses soins, gavait la Parmesane de toutes les friandises italiotes : saucissons, fromages, truffes, compotes, et des vins et des comédiens et des farces. L'abbé était entré en tiers dans le ménage royal et la Reine lui proposait, en badinant, de lui servir de sage-femme¹⁸! Il jouissait d'une faveur inusitée, l'entrée secrète qui l'introduisait partout où se trouvait la princesse à laquelle il était devenu indispensable, car ce n'était que par l'intermédiaire de ce conseiller qu'elle pouvait gouverner un pays qu'elle ignorait. Dès le mois de mai 1715, les envoyés d'Angleterre, de Hollande et même l'ambassadeur de France, duc de Saint-Aignan, délaissent le cardinal del Giudice et s'adressent à l'abbé, confident et mentor de la Reine. La mort de Louis XIV devint le signal et la cause d'un progrès décisif dans la fortune et le crédit d'Alberoni. « Le monsieur, écrivait l'envoyé d'Angleterre à Madrid, est ici le maître absolu. Il a un ascendant illimité sur la Reine et par là sur le Roi qui n'aime pas les affaires

et
d'Alberoni

¹⁴ Archiv. de Naples, Farnesiana 54 : Alberoni au duc de Parme, 21 octobre 1714; Alberoni à Rocca, 1^{er} octobre 1714, dans E. Bourgeois, *Lettres intimes du cardinal Alberoni au comte Rocca, ministre du duc de Parme*, d'après le manuscrit du collège S. Lazaro, in-8, Paris, 1892, p. 341.

¹⁵ Alberoni à Rocca, 29 octobre et 19 novembre 1714, op. cit., p. 343-346.

¹⁶ Alberoni à Rocca, 3 janvier, 11 février, 16 mai 1715, op. cit., p. 365 à 375.

¹⁷ Alberoni à Rocca, 21 janvier, 11 février, 18 mars, 6 mai 1715.

¹⁸ Alberoni à Rocca, 3 février 1715, op. cit., p. 365.

et se laisse mener par sa femme. Je dois ajouter que je ne vois ici aucun parti qui puisse lui résister¹⁹. »

Condescen-
dence
du Régent

La mort de Louis XIV donna à une multitude de froissements l'occasion de se manifester. Cependant le Régent, qui n'ignorait pas tout des instructions du prince de Cellamare et des dispositions de Philippe V, satisfait du triomphe remporté le 2 septembre au Parlement, ne négligea rien pour entretenir de bons rapports entre les deux Couronnes. Écrivant, au nom du jeune Roi au duc de Saint-Aignan, il protestait « qu'il n'oublierait rien pour entretenir l'intelligence si nécessaire au bonheur mutuel²⁰ » des Français et des Espagnols. Un mois plus tard, le Régent écrivait de sa main à Alberoni que son maître « connoîtroit certainement en toutes occasions sa passion extrême de conserver et d'affermir pour jamais l'union qui devoit régner entre les deux couronnes²¹ ». Le maréchal d'Huxelles, succédant à Torcy aux Affaires étrangères eut l'ordre de ne rien négliger de ce qui pouvait entretenir une étroite amitié; au mois de novembre 1715, la France offrit au roi d'Espagne, dont la flotte avait été dispersée et en partie détruite, deux vaisseaux chargés de ramener une partie des épaves²². Peu après, le Régent montrait une extrême condescendance afin d'obtenir le règlement général des difficultés survenues entre les négociants français et les négociants indigènes dans presque toutes les villes de la Péninsule²³; un mois plus tard, toujours pour l'avantage de l'Espagne, il promulguait cette Déclaration qui défend le commerce et la navigation de la mer du Sud, sous peine de confiscation des vaisseaux et de mort des capitaines ou commandants de vaisseaux²⁴.

Ces prévenances, qui pouvaient paraître excessives, se justifiaient par la conviction dont le Régent était pénétré. « Il jugea qu'entre les principales obligations qu'il contractait en recevant

¹⁹ W. Coxe, *L'Espagne sous les rois de la maison de Bourbon*, trad. Muriel, in-8, Paris 1827, t. II, p. 262.

²⁰ *Archiv. des Aff. Etr.*, Espagne, t. 242, fol. 113 : Louis XV à Saint-Aignan, 4 septembre 1715.

²¹ *Arch. des Aff. Etr.*, Espagne, t. 242, fol. 201 : Le Régent à Alberoni, 4 octobre 1715.

²² *Arch. des Aff. Etr.*, Espagne, t. 243, fol. 130 : Le Régent à Philippe V, 27 novembre 1715; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 315; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 233, 234.

²³ *Archiv. des Aff. Etr.*, Espagne, t. 243, fol. 109 : Saint-Aignan au Régent, 15 décembre 1715.

²⁴ *Archiv. des Aff. Etr.*, Espagne, t. 243, fol. 139 : Saint-Aignan au maréchal d'Huxelles, 2 décembre 1715; Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, 1830, t. XXI, p. 78, n. 37. Déclaration, du 29 janvier 1716.

le dépôt de l'autorité royale, la plus essentielle pour les peuples du royaume était qu'il suivît ponctuellement les vues du feu Roi pour l'affermissement de la paix, et S.A.R. ressentit encore plus vivement la nécessité d'y travailler efficacement lorsqu'elle eut reconnu elle-même le véritable état des finances et jusqu'à quel point elles se trouvaient épuisées par les efforts violents que la France avait faits pour soutenir la dernière guerre²⁵. »

La conduite de Philippe V était très différente. A son dessein de se rapprocher de la frontière de France et de la franchir pour revendiquer, les armes à la main, des droits qu'il ne possédait plus, la mort rapide de l'aïeul et la débile volonté du petit-fils n'avaient pas même procuré un commencement d'exécution. La décision du Parlement avait mis en déroute les légitimés et la mutinerie de la maison de Condé n'aboutit pas même à une protestation. Le prince de Cellamare se tint coi et Philippe V présida pacifiquement aux couches de sa femme. Cette résignation s'expliquait suffisamment par l'inutilité ou le péril d'une tentative quelconque; « dans l'état présent des choses, il était fort heureux qu'aucune mention de Philippe V n'eût été faite dans le testament de Louis XIV; il eût été impraticable de confier la régence à un prince absent; le duc d'Orléans était le maître absolu de la France et il l'eût été de toutes façons²⁶ ». Philippe V se résigna et imposa silence au Conseil de Castille qui lui présentait une protestation contre le testament de Louis XIV²⁷, il adressa même au Régent quelques assurances banales de bonne volonté, promit de travailler à tout ce qui pourrait être avantageux à Louis XV, « l'Espagne et la France devant être désormais plus unies que jamais par toutes sortes de raisons²⁸ ».

Philippe V était de ces hommes qui, oubliant très vite le mal qu'ils ont fait, s'étonnent que ceux qui en ont souffert s'en souviennent. Après avoir poursuivi de sa haine le duc d'Orléans à qui il eut volontiers souhaité l'échafaud, il semblait surpris que le Régent lui retirât les régiments dont il gardait le commande-

Attitude
de
Philippe V

²⁵ *Archiv. des Aff. Etr.*, Espagne, *Mémoires et documents*, t. 140, fol. 52, mémoire de Le Dran.

²⁶ *Archiv. des Aff. Etr.*, Espagne, t. 248, fol. 17 : Cellamare à del Giudice, 2 septembre 1715; *Archiv. de Simancas*, Estado, l. 4320 : Cellamare à Grimaldo, 2 et 3 septembre 1715; *Archiv. des Aff. Etr.*, Espagne, t. 248, fol. 60 : Cellamare à Monteleon, 10 septembre 1715.

²⁷ *Archiv. des Aff. Etr.*, Espagne, t. 246, fol. 81 : Saint-Aignan à d'Huxelles, 3 novembre 1715; *ibid.*, t. 243, fol. 39 : Saint-Aignan au Roi, 11 novembre 1715.

²⁸ *Archiv. des Aff. Etr.*, Espagne, t. 246, fol. 16 : Philippe V au duc d'Orléans, 16 septembre 1715.

ment. Surtout il accueillait, il provoquait tout ce qui atteignait l'honneur, la réputation, la dignité de son oncle. Les débuts de la Régence, l'attitude cynique et débraillée du duc d'Orléans et de son entourage prêtaient à un dénigrement sans mesure. Tandis que Cellamare²⁹ et Montéleon³⁰ relevaient tout ce qui se pouvait dire sur les Conseils, l'abbé Mascara se voilait la face au récit des turpitudes dont son imagination faisait en partie les frais³¹, don Cornejo tenait le rôle de Basile et parlait de poisons³², pendant que le cardinal del Giudice découvrait l'avenir tragique, tel que pouvait l'imaginer un grand inquisiteur³³.

Après beaucoup de clabauderies, force fut de reconnaître que toute chance de révolution en France était illusoire; alors le roi d'Espagne cessa de se contraindre et adopta des procédés qu'il eut été facile d'envenimer. Non content de relever sur la frontière de France les fortifications négligées depuis 1701³⁴, Philippe V s'attacha à causer tout le préjudice possible aux négociants français établis en Espagne et commença par retirer leurs exemptions et privilèges dans le royaume de Valence et à Barcelone. Le duc de Saint-Aignan présenta des observations auxquelles Philippe V répondit que toutes les plaintes ne changeraient rien à sa résolution. Alberoni rejeta la responsabilité sur del Giudice et le Régent entra dans la voie des concessions. Il prescrivit à notre ambassadeur de ne soutenir que des réclamations bien fondées, de réviser la juridiction de nos consuls et de sacrifier leurs usurpations, de distinguer entre négociants établis et négociants de passage; enfin il exigea que tout ce qui serait retiré aux Français le fût aux autres étrangers, et que tout ce qui serait accordé aux étrangers le fût aux Français³⁵. Ces concessions ne servirent de rien, Philippe V cherchait bien moins à nuire à ses compatriotes qu'à plaire à des étrangers résolus à

²⁹ *Archiv., des Aff. Étr., Espagne*, t. 248, fol. 116 : Cellamare à Montéleon, 20 septembre 1715.

³⁰ *Archiv. des Aff. Étr., Espagne*, t. 248, fol. 155 : Montéleon à Cellamare, 30 septembre 1715.

³¹ *Archiv. d'Alcala*, l. 3975 : Journal de Mascara.

³² *Archiv. de Simancas, Estado*, l. 4305 : Cornejo à Grimaldo.

³³ *Archiv. des Aff. Étr., Espagne*, t. 242, fol. 190 : Saint-Aignan au Roi, 30 septembre 1715.

³⁴ *Archiv. des Aff. Étr., Espagne*, t. 242, fol. 238 : Saint-Aignan au Régent, 13 octobre 1715.

³⁵ *Archiv. des Aff. Étr., Espagne*, t. 250, fol. 47 : Projet de décret à demander au roi d'Espagne pour assurer aux Français les avantages accordés aux Anglais par le traité de commerce signé à Madrid le 14 décembre 1715; *Ibid.*, t. 243, fol. 199 : Saint-Aignan au Régent, 15 décembre 1715.

abattre le commerce français qu'il leur sacrifiait sans hésiter³⁶.

Au nombre de ces conseillers mystérieux, Alberoni tenait le premier rang. Dès le mois d'octobre on l'avait vu s'enfermer avec le Roi et la Reine pour lire les dépêches chiffrées des ambassadeurs. « Alberoni avoit persuadé à la Reine d'Espagne de tenir le Roi, son mari, enfermé comme avoit fait la princesse des Ursins. C'était le moyen certain de gouverner un prince que le tempérament et la conscience attachoient également à son épouse, qui par là le conduisoit toujours où elle vouloit, et le meilleur expédient, dès qu'il s'y abandonnoit lui-même, pour n'être pas contredite, et que le Roi ne sût rien de quoi que ce fût que par elle et par Alberoni, qui étoit la même chose. Tous les officiers du Roi, grands, médiocres et petits, furent donc écartés, les entrées et les fonctions auprès du Roi ôtées. Il ne vit plus que trois gentilshommes de sa chambre, toujours les mêmes, et encore des moments de services, à son lever, et peu à son coucher, et quatre ou cinq valets, dont deux étoient Français. Le roi d'Espagne se laissa enfermer dans cette prison effective et fort étroite, gardé sans cesse à vue de la Reine, en tous les instants du jour et de la nuit. Par là elle-même étoit geôlière et prisonnière; étant sans cesse avec le Roi, personne ne pouvoit approcher d'elle, parce qu'on ne le pouvoit sans approcher du Roi en même temps. Ainsi Alberoni les tint tous deux enfermés, avec la clef de leur prison dans sa poche³⁷. » Le roi et la reine d'Espagne s'éveillaient tous les jours à huit heures, déjeûnaient ensemble. Le Roi s'habillait et revenait ensuite chez la Reine y passer au moins un quart d'heure pendant que cette princesse étoit encore au lit. Il entrait après dans son cabinet, y tenait son conseil et lorsqu'il finissait avant onze heures et demie, il retournait chez la Reine. Alors elle se levait et pendant qu'elle s'habillait le Roi employait cet intervalle de temps à donner ses ordres. La Reine étant habillée, leurs Majestés Catholiques allaient ensemble à la messe. Après l'avoir entendue, elles dinaient ensemble, passaient une heure de l'après-dînée en conversation particulière. Cette conversation étoit suivie de l'oraison qu'elles faisaient encore ensemble jusqu'à l'heure de la chasse où le Roi et la Reine allaient aussi ensemble. Au retour, le roi d'Espagne faisait appeler quelqu'un de ses ministres, et, pendant qu'il travaillait avec lui, la Reine écrivait ou bien travaillait en tapisserie. Ils passaient ainsi la

Asservissement et claustration de Philippe V et d'Elisabeth

³⁶ *Arch. des Aff. Étr., Espagne*, t. 231, fol. 98 : Saint-Aignan au maréchal d'Huxelles, 17 juin 1716.

³⁷ Saint-Simon, *Mémoires* (1906), t. VIII, p. 366.

journée jusqu'à neuf heures et demie du soir. Alors on leur servait à souper. Le repas finissait à dix heures. Alberoni entra et son audience durait ordinairement jusqu'à onze heures et un quart que Leurs Majestés se couchaient³⁸.

Ascendant
d'Alberoni

La puissance d'Alberoni ne serait affermie que par la disgrâce de del Judice. Au mois de novembre, les deux rivaux tentèrent la partie suprême qui n'aboutit pas. Le cardinal recruta les Espagnols mécontents et les Italiens faméliques venus à la suite d'Élisabeth Farnèse, et les lança contre l'abbé. Depuis le nonce du pape, Aldovrandi, jusqu'à la nourrice de la Reine, Laura Piscatori, le cardinal mettait en œuvre tout ce qu'il trouvait à sa portée et il n'aboutissait qu'à être témoin de la faveur croissante du prestolet, à qui, au mois de janvier 1716, Philippe V donna un appartement voisin de celui de la Reine pour y tenir plus commodément des conférences avec les secrétaires des finances, de la guerre et de la marine. Le duc de Parme avait peine à contenir sa joie et ne lésinait plus trop sur les moyens réclamés par son habile mais onéreux représentant.

Il repousse
les avances
du Régent

Celui-ci avait eu l'adresse de se donner pour plus espagnol qu'eux-mêmes aux plus intransigeants des Espagnols. A peine conservait-il à l'égard de l'ambassadeur de France le respect convenable; il écoutait avec impatience les observations du gouvernement français sur l'inconcevable réduction des forces militaires et le renvoi des officiers entrés au service de l'Espagne³⁹. « Le Roi, répondait-il, n'avait besoin des conseils de personne et pouvoit fort bien se passer de ceux de la France, il conseilloit à l'ambassadeur à se tenir en repos; on ne voyoit point que le roi d'Espagne allât s'inquiéter des résolutions que l'on pouvoit prendre dans les Conseils du gouvernement français; il étoit étonnant qu'on ne voulût pas lui laisser la même liberté qu'il laissoit aux autres⁴⁰ ». Néanmoins Saint-Aignan ne renonçait pas à gagner l'abbé et le Régent partageait cette illusion⁴¹. Ils s'abusaient d'étrange façon.

Saint-Aignan put bientôt s'en convaincre. Étant aller visiter Alberoni à Aranjuez, l'abbé répondit au salut de l'ambassadeur

³⁸ *Mémoires de Torcy*, t. II, p. 181, cités par Baudrillart, *op. cit.*, t. II, p. 416.

³⁹ *Arch. des Aff. Etr.*, Espagne, t. 249, fol. 39 : *Saint-Aignan au Roi*, 28 janvier 1716; *Mémoires de Torcy*, t. I, p. 171-173, 220-222.

⁴⁰ *Arch. des Aff. Etr.*, Espagne, t. 249, fol. 127 : *Saint-Aignan au Roi*, 3 février 1716.

⁴¹ *Arch. des Aff. Etr.*, Espagne, t. 243, fol. 199 : *Saint-Aignan au Régent*, 15 décembre 1715.

que « si c'étoit des compliments qu'il venoit lui faire, il le remercioit de sa visite, n'ayant pas de temps à perdre à ces inutilités ». Commencée sur ce ton la conversation se haussa bientôt à un diapason plus élevé. L'ambassadeur sachant à quelle espèce d'homme il s'adressait lui ouvrit des perspectives séduisantes. « Je ne lui laissai rien ignorer, dit-il, de tout ce qu'il se pouvoit proposer d'utile et de flatteur de vos bontés et de votre reconnaissance. Tout autre auroit été ébloui ou embarrassé du champ que j'ouvrais à ses désirs, mais pour lui il reçut mes offres avec le sang-froid d'un homme dont l'imagination est accoutumée aux plus grands objets et qui croit voir des routes plus courtes et plus sûres pour réussir dans tous ses desseins. — Vous venez me tendre des pièges, cria l'abbé, je ne veux plus vous voir! Je ne me soucie ni de vous ni de vos offres! — Je vous permets, répliqua l'ambassadeur, d'avoir de moi, comme particulier, tous les sentiments qu'il vous plaira, mais je vous prie de vous souvenir qu'en qualité d'ambassadeur de S.M.T.C. je ne puis pas avoir la même indulgence, et je crois que vous êtes le seul homme qui pût se résoudre à marquer de l'emportement dans une occasion pareille⁴². »

Inspiré par ses attaches avec le duc de Parme, son souverain, Alberoni ne visait qu'à faire servir l'Espagne au succès de ses combinaisons italiennes. Dès le mois de septembre 1715, il avait orienté la politique du cabinet de Madrid vers une direction nouvelle. Il ne fallait rien moins que le crédit d'un tel homme sur l'esprit de Philippe V pour amener celui-ci à l'idée d'un accord avec la Hollande et l'Angleterre, puissances protestantes. Par l'entremise du baron de Ripperda, ministre hollandais, Alberoni s'était approché de l'envoyé anglais, Dodington, d'autant mieux disposé à son égard qu'il le savait « maître absolu ».

Et négocie
avec
l'Angleterre

Les négociations furent menées rapidement, en quelques semaines, et, le 14 décembre 1715, Philippe V signa un traité de commerce qui accordait à l'Angleterre plus de privilèges en Amérique que la France n'en avait jamais obtenu⁴³. Ripperda exultait de ce traité « comme de la ruine du commerce de France⁴⁴ », et Alberoni en triomphait ayant dû, à la lettre, l'imposer

⁴² *Arch. des Aff. Etr.*, Espagne, t. 250, fol. 182 : *Saint-Aignan au Roi*, 3 mai 1716.

⁴³ *Arch. des Aff. Etr.*, Espagne, t. 242, fol. 238 et 270 : *Saint-Aignan au Régent*, 13 octobre 1715; *Saint-Aignan au Roi*, 26 octobre 1715.

⁴⁴ *Mémoires de Torcy*, t. I, p. 150; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 364-366.

au roi d'Espagne⁴⁵. Mais ce résultat ne suffisait pas à Dodington; aux avantages commerciaux il voulait ajouter un triomphe politique.

Comme tout le personnel diplomatique qui étudiait le trio Philippe-Élisabeth-Alberoni, l'envoyé anglais savait que le plus sûr moyen de conquérir la Reine était de flatter son orgueil maternel. Épousée trop tard pour que les fils du premier lit pussent la considérer et l'aimer ainsi qu'une mère, Élisabeth Farnèse savait qu'elle aurait peu de bienfaits à attendre personnellement du prince des Asturies devenu roi d'Espagne; elle comptait assurer l'avenir en obtenant pour son fils aîné un établissement souverain où elle trouverait un jour une retraite sûre et honorée⁴⁶. Dodington n'avait pas manqué de laisser entendre qu'en échange de la garantie de l'Espagne à la succession hanovrienne, l'Angleterre assurerait aux princes issus d'Élisabeth les duchés de Parme et de Toscane. En réalité, la dynastie hanovrienne avait peu à attendre de l'attitude de l'Espagne, mais Dodington poursuivait un autre but : « Ce serait pour moi, écrivait-il, une grande satisfaction de voir S.M. brouiller la France et l'Espagne plus qu'une guerre de quinze ans n'aurait pu faire⁴⁷ ».

Stanhope et les Hollandais ne négligeaient rien pour amener cette brouille⁴⁸; Montéleon, ambassadeur d'Espagne à Londres travaillait à « former une union étroite entre sa Cour et celle d'Angleterre⁴⁹ » et comptait en augmenter sa considération personnelle et sa fortune⁵⁰; Alberoni recevait des sommes considérables du ministre d'Angleterre⁵¹ et faisait agir la Reine au gré de son intérêt. « Sans elle, écrivait Dodington à son ministre, j'en ai la conviction la plus intime, nous n'aurions avancé en rien ici; lorsqu'elle cessera de défendre nos intérêts, nous pourrions prendre congé de l'Espagne. Je la crois à présent tout à fait dévouée à nos intérêts et ennemie jurée des Français⁵². » On voit par ces

⁴⁵ Dodington à Stanhope, 12 décembre 1715, dans W. Coxe, *L'Espagne sous les rois de la maison de Bourbon*, 1827, t. II, p. 263-265.

⁴⁶ *Archiv. des Aff. Étr.*, Espagne, t. 299, fol. 62 : Instructions de M. de Maulévrier; A. Baudrillart, *op. cit.*, t. II, p. 238, note 2.

⁴⁷ Dodington à Stanhope, 9 février 1715, dans W. Coxe, *op. cit.*, t. II, p. 271.

⁴⁸ *Mémoires de Torcy*, t. I, p. 156-157, 197, 240.

⁴⁹ *Mémoires de Torcy*, t. I, p. 25; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 364.

⁵⁰ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 364.

⁵¹ *Archiv. des Aff. Étr.*, Espagne, t. 250, fol. 34 : *Saint-Aignan au Roi*, 16 mars 1716.

⁵² Dodington à Stanhope, dans W. Coxe, *op. cit.*, t. II, p. 281.

indices, tous concordants, à quel parti-pris se heurtait la politique du Régent et quelles excellentes raisons il avait de n'accorder presque aucune créance aux paroles de Philippe V et de son conseiller qui prescrivait à Montéleon de resserrer de plus en plus l'union avec l'Angleterre⁵³ à l'instant même où celle-ci se jouait de lui.

Vers le milieu du mois de juin on apprit en Espagne que l'empereur d'Allemagne et le roi d'Angleterre venaient de signer le traité de Westminster (25 mai = 5 juin 1716) pour se garantir réciproquement leurs territoires⁵⁴. A cette nouvelle, Philippe apostropha Alberoni : « Eh bien, voilà vos Anglais et vos Hollandais dont vous vantiez tant l'amitié et l'assistance! Que pouvez-vous dire maintenant pour les défendre, en les voyant entrer dans de nouvelles alliances avec nos plus grands ennemis, après que je leur ai accordé par vos conseils toutes les demandes, après avoir adopté toutes leurs mesures? » Alberoni mit en doute la nouvelle et, à la supposer vraie, se rabattit sur ce que l'Angleterre n'avait pas conclu avec l'Espagne un traité d'alliance. « Je ne l'aurois jamais cru, interrompit Philippe. Qu'ils fassent ce qu'ils voudront, je prendrai des mesures; cela est de toute nécessité, car je ne peux pas me fier à ces deux nations. Cependant je continuerai d'être dans des dispositions amicales jusqu'à ce que je sois convaincu qu'il n'y a plus de remède. » Puis s'approchant plus près d'Alberoni, il ajouta avec animosité : « Sur votre parole, j'ai abandonné mes anciens amis. A quelle extrémité je me trouve réduit! Je ne puis compter sur un seul ami! Vous m'avez très bien conseillé⁵⁵! » Alberoni, qui venait de sentir le souffle de la disgrâce, eut grand peur, courut chez Dodington, criant très haut : « Pour vous, le Roi mon maître a rompu ses conventions avec la France, il s'est séparé à jamais de la maison de Bourbon ».

A la suite d'un tel déboire, Alberoni, se sentant vulnérable, comprit que s'il ne se hâtait de renverser le cardinal c'était lui-même qui succomberait. Il prit les devants et, dès le mois de juillet prépara l'attaque du premier ministre nominal. « Pou-
vons-nous, disait-il à Philippe V, tandis que l'empereur se dispose à de vastes desseins, rester ainsi totalement inactifs, laisser le royaume dans la décadence, sans troupes, sans marine, sans

⁵³ *Mémoires de Torcy*, t. I, p. 286, 436, 439.

⁵⁴ Dumont, *Corps diplomatique*, t. VIII, p. 477.

⁵⁵ Dodington à Stanhope, 27 avril, 4 mai, 18 juillet 1716, dans W. Coxe, *op. cit.*, t. II, p. 271-281; *Mémoires de Torcy*, t. I, p. 562.

Colère de
Philippe V

Renvoi
du cardinal
del Giudice

Alberoni
joué
par les
Anglais

finances, sans commerce, sans crédit, les peuples accablés de contributions, la noblesse réduite à la mendicité, au désespoir. » S'il ne s'agissait, pour réparer tant de maux que de disgracier un serviteur, le Roi était prêt; volontiers il lui eut infligé un traitement honteux, accablant, cruel, le dernier supplice. Les princes s'imaginent volontiers que, faits à l'image de Dieu, ils peuvent comme lui se montrer impitoyables sans cesser d'être justes. Alberoni n'y consentit pas, sachant l'embarras que lui donnerait dans un pays superstitieux, « un saint Pierre-Martyr ou un saint Thomas de Cantorbéry⁵⁶ ». Le 13 juillet, le secrétaire Grimaldo remit au cardinal un billet du Roi, lui faisant connaître que la charge de gouverneur du prince des Asturies était incompatible avec celle de Grand Inquisiteur. Sans plus attendre, le duc de Popoli était installé auprès du prince héritier; le cardinal remit ses deux charges et quitta le pays, se rendant à Rome.

Mission
de Louville

A Paris, la nouvelle du traité de Westminster n'avait pas moins ému le Régent que Philippe V à Madrid⁵⁷. Le duc d'Orléans avait lieu d'être inquiet de la tournure que prenaient les événements. Avant de se détourner définitivement de l'Espagne, il résolut de tenter un dernier effort; mais il n'en voulut pas confier l'essai à la diplomatie officielle. Un ami commun pouvait servir d'intermédiaire secret entre Philippe d'Orléans et son neveu, c'était le marquis de Louville. Hardi, courageux, entreprenant et dévoré de l'ambition de jouer un rôle, Louville avait été quelque temps le conseiller et le guide du duc d'Anjou arrivant régner sur l'Espagne; il ne se consolait pas d'avoir été supplanté, annulé, évincé par la première Reine et, finalement, rappelé en France par Louis XIV.

Son chiffre

Il s'y morfondait, les yeux sans cesse tournés vers l'Espagne qu'il gouvernait, réformait, administrait en imagination, rédigeant des mémoires, prodiguant des conseils dont on n'avait que faire. Cette obstination triompha finalement lorsque le Régent choisit Louville pour une mission secrète auprès de Philippe V. Toutes les prévenances n'avaient servi de rien, les concessions avaient été accueillies avec indifférence presque avec humeur, cet insuccès pouvait tenir au manque d'habileté de l'ambassadeur à qui nombre de lettres reprochent sa roideur⁵⁸; un ancien

⁵⁶ Archiv. Nap., Farnesiana, fasc. 58 : Alberoni au duc de Parme, du Pardo, 6 juillet 1716.

⁵⁷ O. Weber, *Die Quadrupel Allianz vom Jahre 1718*, in-8, Wien 1887, p. 15-19.

⁵⁸ A. Baudrillart, *Philippe V et la Cour de France*, in-8, Paris 1890, t. II, p. 221, note 1.

favori devait mieux réussir et Louville partit pour Madrid. Le Conseil des Affaires étrangères avait désapprouvé la mission, blâmé l'agent⁵⁹, contesté l'opportunité de la démarche; le Régent avait passé outre. Saint-Simon en fait retomber la responsabilité sur le duc de Noailles désireux de « tout faire »; l'abbé d'Estrées n'y fut certainement pas étranger et le baron de Longepierre, secrétaire de Noailles, rédigea les instructions données à Louville et fut dépositaire du chiffre⁶⁰. Suivant une méthode qui plaira au Régent ce chiffre est souvent gaillard et plus souvent mal propre; par exemple s'il s'agit de dire « que les Jésuites font le diable en Espagne contre S.A.R », Louville écrira : « J'ai des hémorroïdes qui me font enragier ». Le reste est du même goût et on ne peut tout citer⁶¹.

Ses
instructions

La véritable mission de Louville consistait à découvrir si Philippe V voulait revenir en France? En outre il lui fallait savoir ce qu'en pensait la Reine, et les Italiens, et les Jésuites? ce que la Reine éprouvait pour le Régent? et si l'ancien favori se sentait en mesure de tenter une réconciliation sincère et non plus verbale comme celle intervenue pour donner satisfaction au feu Roi. Louville devait aussi exploiter le dissentiment entre de del Judice et Alberoni, prendre parti pour ce dernier, flatter son ressentiment contre le cardinal dont il obtiendrait l'exil, le pousser ensuite à rompre avec la clique italienne et, lorsqu'il n'aurait plus d'appui que sur des Espagnols, déterminer ceux-ci à le chasser et à le remplacer par un indigène. S'il ne réussissait pas sur tous les points de ce programme, Louville devait du moins obtenir le rappel du prince de Cellamare « dont les manèges à la Cour de France, soutenus d'une profonde habileté et d'une grande expérience dans les affaires, ainsi que de toute l'industrie d'un très habile Italien, fomentaient presque ouvertement les intrigues des personnes suspectes et mal affectionnées qui, prévoyant un avenir que Dieu voulut à jamais détourner, sans aucun respect ni pour les traités, ni pour les volontés du feu Roi, faisaient tous leurs efforts par leurs pratiques et leurs assemblées illicites, pour former un parti qui, au cas de la mort du Roi, replongerait la France et l'Espagne dans de nouveaux malheurs, en rendant

⁵⁹ Louville, *Mémoires Secrets sur l'Établissement de la maison Bourbon en Espagne*, in-8, Paris 1818; voir Baudrillart, *op. cit.*, t. II, p. 228-235.

⁶⁰ Archiv. des Aff. Etr., Espagne, t. 251, fol. 164; voir Baudrillart, *op. cit.*, t. II, p. 577-579.

⁶¹ Archiv. des Aff. Etr., Espagne, t. 251, fol. 145 à 166 : Instruction secrète du marquis de Louville, envoyé en Espagne par S. A. R., le 4 juin 1716.

incertain à l'égard des deux royaumes ce qui ne devoit plus l'être, et en allumant et nourrissant en France une guerre civile qui seroit la destruction du Royaume⁶² ».

Il est
renvoyé
en France

Louville devoit faire un secret de sa mission au duc de Saint-Aignan, solliciter la Toison d'Or pour Louis XV et pour le jeune fils du Régent, observer beaucoup, parler peu et, dans les cas embarrassants, consulter et attendre. Le favori disgracié, improvisé diplomate, ne se trouva pas même au niveau de l'intrigue qu'on lui confiait. Arrivé à Madrid le 24 juillet 1716, onze jours après la disgrâce du cardinal, il n'en fut pas troublé. Cette date coïncidait avec la fête de saint Jacques et il ne manqua pas de se comparer à l'apôtre qui avait chassé les Maures d'Espagne, comme lui en chasserait les Italiens⁶³. Il en était là, lorsque le 25 juillet, à trois heures de l'après-midi, le secrétaire d'État Grimaldo lui fit tenir cet ordre : « Monsieur, le Roi mon maître ayant su que vous êtes arrivé en cette Cour, sans que S.M. en ait été nullement informée, et se souvenant que lorsque vous en sortîtes pour passer à Paris, ce fut par un ordre exprès de sa part, en sorte que vous ne pouviez ni ne deviez y revenir sans sa permission, S.M. me commande expressément de vous le marquer, et de vous ordonner en son nom qu'aussitôt que vous aurez reçu ce papier vous sortiez de Madrid et retourniez en France sans venir au Palais ni paraître en la présence de Sa Majesté. Je vous l'écris par son ordre⁶⁴ ».

Louville feignit d'être malade, et se mit toute une après-midi au bain. Alberoni vint l'y trouver pour le plaindre et le faire causer; s'il ne put se refuser à recevoir la lettre du Régent qui lui était destinée et à entendre les protestations véhémentes de Louville, il ne se laissa pas entamer. Lui « à qui tout François était suspect⁶⁵ » était décidé à n'en rien croire; il avait persuadé à la Reine de ne pas permettre le moindre séjour et confirmé l'ordre de départ immédiat qui ne fut retardé que par une crise de colique néphrétique du malheureux Louville dont les médecins espagnols s'écartaient avec terreur⁶⁶. Le Régent consentit

⁶² *Archiv. des Aff. Etr.*, Espagne, t. 251, fol. 145, suiv.

⁶³ *Lettre de Louville*, Madrid, 30 juillet 1716, dans P. E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. I, p. 124.

⁶⁴ *Archiv. des Aff. Etr.*, Espagne, t. 254, fol. 279 : Ordre envoyé par le marquis de Grimaldo au marquis de Louville, le 25 juillet 1716.

⁶⁵ *Mémoires de Torcy*, t. I, p. 692; Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVI, p. 416-418.

⁶⁶ *Mémoires de Torcy*, t. I, p. 637; P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 125.

à le rappeler et Philippe V l'en remercia⁶⁷, désormais, et pendant plusieurs années, Élisabeth Farnèse et Jules Albéroni allaient, sans contradiction, gouverner l'Espagne.

⁶⁷ *Archiv. des Aff. Etr.*, Espagne, t. 252, fol. 201 : *Philippe V au Régent*, 24 août 1716; *Louville à d'Huxelles*, 29 juillet; *Louville à Noailles*, 29 juillet; *Saint-Aignan à d'Huxelles*, 31 juillet; *d'Huxelles à Saint-Aignan*, 7 août; *Louville au Régent*, 10 août; *Saint-Aignan au Régent*, 10 août; *Louville au Régent*, 18 août 1716; Torcy, *Mémoires*, t. I, p. 629 suiv.

CHAPITRE X

Esquisse d'une alliance anglaise

(Septembre 1715-février 1716)

Le Régent forcé de se tourner vers l'Angleterre. — Sympathies jacobites en France. — Situation de Georges I^{er}. — Triomphe du parti tory. — Défiance et haine persistantes à l'égard de la France. — Violente réaction en Angleterre. — Lord Stair. — Projets de descente du Prétendant. — Moyens dont il dispose. — Hésitations du Régent. — Avertissement de Stanhope. — Exigences de Stair auxquelles s'associe l'ambassadeur des Provinces-Unies. — Proposition d'une garantie réciproque. — Les affidés de lord Stair. — Insistance pour la conclusion du traité. — Mécontentement de Stanhope. — Le Régent veut ménager tout le monde. — Fuite du Prétendant. — Stair place sur sa route le colonel Douglas. — Le guet-apens de Nonancourt. — Arrivée du Prétendant. — Il échappe aux assassins. — Stair réclame ses complices. — L'opinion publique l'accuse. — Désastre des jacobites. — Dépit du cabinet anglais. — Fin de l'équipée du Prétendant. — Revanche de lord Stair. — Le projet d'alliance se soutient. — Projet de démembrement de lord Stair.

A toutes les avances du Régent, l'Espagne, impatiente de s'allier à l'Angleterre, avait opposé les procédés les plus désobligeants; ils pouvaient non seulement rompre l'accord des deux nations, mais encore la paix de l'Europe, à laquelle était attaché le salut de la France, incapable de soutenir la lutte contre une nouvelle coalition. La situation générale de l'Europe et la situation particulière du royaume ne laissaient au Régent d'autre politique à suivre qu'une négociation avec l'Angleterre.

Personnellement, le duc d'Orléans était sympathique à une nation et à un gouvernement aussi différents que possible de la nation française et du gouvernement despotique. Il lui fallait cependant compter avec l'opinion publique en France, disons mieux, avec le sentiment national hostile à l'Angleterre et passionnément attaché au descendant des Stuarts. On reporta sur cet adolescent l'intérêt affectueux que son père avait lassé par sa sottise et par ses ridicules, en sorte que Jacques III, — le Prétendant — jouissait en France d'une popularité réelle et générale. La paix d'Utrecht ayant imposé à Louis XIV l'obligation de fer-

Le Régent
forcé de se
tourner vers
l'Angleterre

Sympathies
jacobites
en France

mer son royaume à « la personne qui avait pris le titre de roi de la Grande-Bretagne », Jacques s'était retiré sur les terres du duc de Lorraine. Cependant un espoir survivait. La Reine Anne détestait l'héritier d'occasion que lui destinait une loi successorale rédigée dans le but de rassurer les protestants; elle avait résolu de ne rien oublier pour écarter l'électeur de Hanovre et assurer le trône à son jeune frère. De Châlons-sur-Marne ce prince s'était transporté à Bar-le-Duc où les whigs le jugeaient trop à portée d'intervenir en Angleterre, néanmoins il y demeurerait sachant qu'on travaillait pour lui. Dans son exil il affectait de faire accueil aux protestants, de les admettre à son service, de les autoriser à pratiquer leur culte, ce qui devait, espérait-il, faire tomber les préventions confessionnelles. Bolingbroke et ses collègues du ministère étaient divisés entre eux par des haines trop violentes pour avancer beaucoup une affaire si difficile à conduire; lorsque le 12 août 1714 la reine Anne mourut, après quelques jours à peine de maladie, la dynastie hanovrienne fut saluée en Angleterre d'une acclamation unanime. « La joie déborde ici, écrit un témoin oculaire. Les fonds montent prodigieusement. Les marchands se promettent de grandes affaires; les soldats beaucoup d'occupation; les gens hors de place, tous les emplois qui sont aux mains des autres¹. » Ces circonstances ignorées du Prétendant lui eussent fait comprendre l'inutilité de sa course de Bar à Versailles, d'où Torcy l'envoya prendre les eaux à Plombières. Là, il lança, le 29 août, un manifeste affirmant ses droits à la couronne et assumant le titre royal. La prudence de Torcy était d'autant plus louable que notre envoyé à Londres, M. d'Iberville, impressionné par les incidents journaliers de la session parlementaire et quelques émeutes survenues dans divers comtés, écrivait que le parti du Prétendant était si considérable qu'on touchait à une révolution totale. A Paris, on pariait pour la victoire de Jacques III, vers qui montaient tous les vœux².

Situation
de
Georges I^{er}

A Londres, l'alliance avec la France était aussi impopulaire que pouvait l'être, en France, l'alliance anglaise. Les Anglais n'ignoraient pas l'affection des Français pour le chevalier de Saint-Georges et s'en offensaient comme d'une provocation et d'une menace à leur indépendance. Loin en arrière des deux

¹ W.-E. Lecky, *A History of England in the eighteenth Century*, in-8. London, 1878, t. I, p. 166.

² *Ozenfoord Castle*, *Stair Papers*, t. III, B; *lord Stair à lord Stanhope*, 9 et 18 juillet 1715.

grands partis, whig et tory, le parti jacobite était faible par le nombre, plus faible encore par l'influence, mais il pouvait offrir un appoint appréciable aux tories et provoquer ainsi de graves embarras ou même de sérieux dangers à un gouvernement identifié avec les whigs. Georges I^{er} s'appuyait sur eux et entendait faire triompher leur politique à laquelle il associait étroitement la sienne. Prince allemand possédant en Allemagne des intérêts territoriaux, d'une exceptionnelle importance, George venait d'acquérir du roi de Danemark, moyennant argent, les duchés de Brême et de Verden (17 mai 1715), arrachés à Charles XII. Pour se maintenir en possession de ces nouveaux états, Georges avait besoin de la sanction de l'empereur Charles VI qu'il ménageait de son mieux, tâche difficile, car l'Empereur n'était pas moins hostile à l'électeur de Hanovre, trop avide d'agrandissements, qu'au roi d'Angleterre responsable³ de la paix d'Utrecht si funeste à l'Empire.

Cette paix glorieuse et utile à la France n'était pas moins avantageuse à l'Angleterre de qui elle atteignait le but politique poursuivi pendant toute la guerre de Succession. Votée, applaudie avec enthousiasme, elle avait obtenu l'approbation du pays et de la Cité de Londres et valu aux tories quatre années de suprématie électorale. Mais les whigs se taisaient, ils ne désarmaient pas; leur colère impuissante attendait l'heure de se manifester. James Stanhope, Charles Townshend, Robert Walpole attaquaient la paix sans parvenir à ébranler la majorité qui la défendait. Stanhope avait d'autres soucis, il voyait la succession hanovrienne compromise et formait une association armée pour la défense des droits de Georges à qui le baron Schutz, envoyé de Hanovre, faisait savoir que si le Prétendant se montrait le premier dans un port d'Angleterre, neuf personnes sur dix l'acclameraient⁴.

Proclamé et acclamé, Georges I^{er} s'achemina sans trop de hâte vers son royaume, débarqua à Greenwich le 18 septembre 1714 et prodigua aussitôt aux tories toutes les avanies d'une disgrâce éclatante. Le règne des whigs commençait. Les élections leur donnèrent une majorité irrésistible que l'attitude prise par la Cour rendait certaine d'avance⁵, ils se conduisirent comme des conquérants en pays ennemi, annoncèrent la répression des par-

Triomphe
du
parti tory

Défiance
et haine
persistantes
à l'égard
de la France

³ Responsable parce que héritier de la reine Anne qui avait imposé cette paix, à laquelle Georges était personnellement hostile.

⁴ W.-E. Lecky, *A History of England in the eighteenth Century*, in-8, London, 1878, t. I, p. 140, 155.

⁵ P. de Rapin-Thoyras, *Dissertation sur les Whigs et les Torys*, p. 71.

tisans du Prétendant et le châtimement des négociateurs de la paix d'Utrecht. La crainte du Prétendant ne se faisait si bruyante que parce qu'elle servait à manifester l'aversion persistante envers son protecteur, Louis XIV. L'esprit de haine insufflé par Guillaume III survivait au spectacle des désastres et des humiliations infligés à son vieil adversaire. La France de Ramillies et de Malplaquet, de la Haye et de Gertruydenberg était un spectacle si nouveau, si incroyable que ceux-là même qui s'en repaissaient n'en étaient pas convaincus et se croyaient les jouets d'une illusion. La France, arbitre des nations à Nimègue et à Ratisbonne, les offusquait encore après trente années. Son endurance au sein d'inénarrables douleurs, sa fermeté devant les revers, son génie réveillé à Denain, révélaient tant de vitalité que l'imagination troublée de ses ennemis la voyait telle qu'autrefois : triomphante et menaçante. Ceux d'entre eux qui savaient se souvenir du rôle de leur pays, lorsque Charles II y régnait sous le protectorat du roi de France, n'étaient pas éloignés de voir dans Georges I^{er} une manière de défenseur providentiel.

Cette hantise de la puissance française est clairement exprimée dans une dépêche de Horace Walpole, représentant de la Grande-Bretagne à la Haye : « La dernière paix, y est-il dit, fut faite tellement à l'avantage de la France, avec un si grand dérangement des mesures des alliés; et les desseins d'un certain ministre [Bolingbroke] étaient si pernicioeux, qu'on ne pouvoit que s'attendre aux conséquences les plus fatales, si la Providence ne se fût interposée en plaçant Sa Majesté [Georges I^{er}] sur le trône de la Grande-Bretagne. Cet heureux événement donna un nouveau tour aux affaires, et les rétablit jusqu'à ce point que de faire espérer au public que le roi de France seroit fort content, dans un si grand âge, de finir ses jours en repos. Mais nous avons vu depuis que, jusqu'au dernier moment de sa vie, il a gardé ses vieilles maximes de bigoterie et d'ambition, et qu'il avoit concerté le projet de soutenir le Prétendant dans le dessein qu'il avoit formé d'envahir les États de Sa Majesté, directement contraire au traité de paix qu'il avoit si fraîchement signé. Mais la Providence a bien voulu, par la mort de ce monarque, arrivée si à propos, détourner encore ce coup qui menaçoit la religion protestante et la liberté de l'Europe⁶. » La conclusion tendait au raffermissement de l'alliance entre l'Angleterre, l'Empire et les Provinces-Unies, car « l'expérience de deux guerres longues et d'une grande

⁶ Public Record Office, Holland, vol. 3-3, fol. 46-49 : *Réflexions sur la situation politique*, 31 décembre 1715.

dépense a fait voir que la France est une puissance égale aux forces unies du Roi, de l'Empereur et des États. Et, la paix présente étant si avantageuse à la France, il s'ensuit qu'aucune de ces trois puissances n'est en état ni n'oseroit entreprendre d'attaquer la France sans la concurrence des deux autres; et on peut fort raisonnablement supposer que tout unies qu'elles puissent être, elles ne renouvelleront point la guerre sans y être forcées. »

Si Georges I^{er} et ses ministres Townshend et Stanhope n'avaient que faire des conseils de Walpole, ils accueillaient avec bienveillance cette manifestation d'hostilité à l'égard du Prétendant et du traité d'Utrecht qui leur étaient également odieux. Dès le mois d'avril 1715, la Chambre des communes procédait à l'examen des actes du ministère tory; en juin, Bolingbroke, le comte d'Oxford, le duc d'Ormond, le comte de Strafford furent mis en accusation. Strafford n'était coupable que d'avoir été l'un des deux plénipotentiaires britanniques à Utrecht; le poète Mathieu Prior, ambassadeur de la reine Anne à Versailles était rappelé et ceux qui lui avaient prédit « que la potence serait la récompense de ses travaux » commençaient à craindre d'avoir dit trop vrai⁷.

Lord Stair, qui remplaçait Prior, réglait sa conduite d'après d'autres maximes. Quelques semaines à peine lui avaient suffi pour se rendre à charge à Louis XIV, se brouiller avec Torcy, intriguer avec le duc d'Orléans, cabaler avec l'abbé de Thésut ou l'abbé Dubois, insupportable et redoutable par ses façons communes, son langage violent, sa manie querrelleuse, son besoin d'espionnage. Ce n'était là qu'un aspect du personnage; l'autre aspect était très différent. Homme de plaisir, joueur et viveur, il s'arrêtait au seuil de la débauche sans le franchir, poussant ses hôtes à le dépasser afin d'en tirer des indiscretions utiles à son maître. Poli, empressé, galant, il savait perdre son argent pour provoquer une confiance, mais il n'en savait pas gagner⁸ et sa probité fut inattaquable. Somme toute un de ces hommes qu'on ne peut ni évincer, ni acheter, ni mépriser, qu'on peut haïr mais qu'on ne saurait dédaigner.

L'état de demi-rupture créé depuis le 11 juillet 1715 par l'interdiction faite à lord Stair de reparaitre chez M. de Torcy ne déplaisait ni à Versailles ni à Londres où on profitait de cette situation indécise pour soulever des embarras à l'adversaire. Le 28 juil-

Violente
réaction en
Angleterre

Lord Stair

Projets
de descente
du
Prétendant

⁷ Torcy à M. d'Iberville, 8 juillet 1715, dans P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. I, p. 79, note 1; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 258, au 8 octobre 1714 : « Il y a de furieux changements en Angleterre ».

⁸ Le Système de Law lui rapporta cependant trois millions.

let, le duc d'Orléans donnait des gages de son bon vouloir à l'Angleterre en informant lord Stair d'une entreprise imminente du Prétendant; Dubois devait aller l'espionner à Bar-le-Duc⁹. Trois jours plus tard Stair acquérait la certitude que Louis XIV ne donnerait aucun appui effectif à Jacques Stuart, tout au plus quelques secours dissimulés. La Cour de France, disait Samuel Bernard, n'étant pas en état de donner un sol¹⁰, mais Louis XIV avait écrit à Philippe V d'avancer quelque argent. Obsédés par le fantôme d'un soulèvement et d'une guerre civile, Stanhope et Stair ne prenaient patience qu'à la vue des progrès de la maladie de Louis XIV, n'ayant d'espoir que dans le duc d'Orléans qui laissait entendre qu'un mariage pourrait se conclure entre une de ses filles et le prétendu Jacques III, à qui Bolingbroke écrivait : « Il est extrêmement délicat et difficile de donner suite à cette affaire, parce que des engagements particuliers de cette sorte pourraient nuire ici et en Angleterre, préjudicier à vos affaires dans le présent et vous embarrasser dans l'avenir. Et néanmoins l'avantage de gagner un homme de cette ambition, de tant de talent, et tenant de si près au pouvoir, mérite grande considération¹¹. »

Moyens dont
il dispose

Tandis que le duc d'Orléans oscillait, suivant son caractère, entre des séductions inégalement attrayantes, Torcy faisait amener au Havre des navires chargés d'armes et de munitions, préparait une chaise de poste qui amènerait le chevalier de Saint-Georges de Bar au port d'embarquement choisi, où un vaisseau l'attendait. Le mystère dont on entourait ces préparatifs était percé à jour, on en parlait sans contrainte et lord Stair avait toute facilité d'en suivre le progrès et d'en transmettre le détail. Notre ministre à Londres était allé se concerter en cachette avec les mécontents d'Angleterre et d'Écosse; la brutale réaction des whigs et le rôle de Georges I^{er}, rabaissé au niveau de celui d'un chef de parti, faisait concevoir des espérances assez solides pour que Marlborough eut risqué dans l'aventure quatre mille livres sterling¹²; Philippe V avait fait payer par Cellamare cent quatre-vingt-dix mille piastres et Louis XIV, par Crozat, trois cent mille

⁹ *Hardwicke Papers*, Stair's Journal, t. II, 27 et 28 juillet 1715.

¹⁰ *Ibid.*, 31 juillet 1715.

¹¹ Lord Mahon, *History of England from the peace of Utrecht to the peace of Versailles*, 1713-1783, in-8, Leipzig, 1853, t. I, p. 398-399 : Bolingbroke au Prétendant, Paris, 15 août 1715; Ch. de Rémusat, *L'Angleterre au XVIII^e siècle*, I, Bolingbroke, in-8, Paris 1875.

¹² *Berwick à Torcy*, 24 août 1715, dans P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 88, note 1.

livres. Tels étaient les moyens rassemblés et, après bien des conférences, il fut arrêté qu'une descente aurait lieu le 15 septembre dans une petite île voisine de Newcastle¹³. Louis XIV mourant le 1^{er} septembre, la situation était renversée et Bolingbroke écrivait au comte de Marr : « Au lieu d'avoir un vaisseau fourni par la France pour transporter le Roi, ainsi que nous l'avions obtenu... toute la côte depuis le Jutland jusqu'à l'Espagne est contre nous; et, à moins que le Roi ne s'échappe furtivement, sans être reconnu, chose qui me semble presque impossible, à cause de la grande étendue du pays à traverser et de la vigilance exercée partout en France, il sera arrêté ou trahi. On nous refuse les troupes que nous espérons de la Suède; les ordres donnés pour leur embarquement ont été contremandés. L'argent que nous attendions d'Espagne est, je crois, toujours dans les nuages; et fut-il réellement entre nos mains, nous ne saurions comment le mettre à bord. Au lieu d'avoir les armes promises par le feu Roi, nous ne savons pas si nous pourrions expédier celles qui sont notre propriété... En un mot, toutes les ressources nous ont manqué; tous les accidents que nous pouvions appréhender sont arrivés¹⁴. »

Le Régent était insaisissable. Stair grondait, Bolingbroke suppliait, faisait venir d'Angleterre une jeune fille idéalement belle destinée à arracher dans l'alcôve ce que les diplomates ne pouvaient obtenir dans le cabinet¹⁵. Thésut et Dubois ne se montraient pas moins fuyants que leur maître, toujours tardifs à promettre et prompts à se dérober. Le maréchal d'Huxelles et le marquis d'Effiat étaient moins décevants. Huxelles supportait à peine l'arrogance de Stair et donnait des ordres pour que ses prétentions fussent éludées. Ces bons procédés rendaient l'espoir à Bolingbroke. « Ils flottent étrangement dans leurs mesures, écrivait-il au Prétendant; leurs inclinations sont avec nous, leurs craintes travaillent pour les whigs. Un bon petit succès leur fixerait le droit chemin... Je me suis ouvert une nouvelle porte d'accès près du Régent. [Nous la connaissons cette porte!] Il a toujours le mariage en tête; et une bonne petite faveur de la fortune le tirerait à nous par cet appât¹⁶. »

Hésitations
du Régent

¹³ P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 88.

¹⁴ Bolingbroke au comte de Marr, 20 septembre 1715, dans Mahon, *op. cit.*, t. I, Append. p. 402-405.

¹⁵ *Mémoires secrets de Bolingbroke*, dans P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 90; L. Wiesener, *Le Régent, l'abbé Dubois et les Anglais*, 1891, t. I, p. 113.

¹⁶ Bolingbroke au Prétendant, Paris, 9 novembre 1715, dans Mahon, *op. cit.*, t. I, p. 419.

Avertissement
de Stanhope

Stair était moins rassuré. Il venait de voir entrer au Conseil des affaires étrangères Huxelles et ses collaborateurs, tous « vieille Cour »; Torcy, dont le duc d'Orléans lui avait fait espérer la disgrâce, gardait sinon sa charge du moins son influence et ses moyens d'action. Le Régent lui accordait quelques chétives satisfactions¹⁷, en même temps, Stanhope avivait tous ses soupçons sur les accointances du Régent avec les jacobites. Le Roi, lui écrivait-il, « ne peut pas s'imaginer qu'après les assurances réitérées d'amitié données par le duc d'Orléans, les bruits que répandent les jacobites avec tant d'assurance aient le moindre fondement. Les offres de Sa Majesté et les déclarations d'amitié qu'Elle fit au duc dans un temps où il était très probable qu'il aurait besoin d'amis, méritent certainement de sa part un sincère retour. Les dispositions du Roi sont toujours les mêmes, et ainsi que je l'ai dit précédemment et souvent à Votre Seigneurie, vous pouvez hardiment renouveler l'assurance de la cordiale amitié du Roi, sans crainte d'être désavoué. Mais si, pendant que de telles avances viendraient de notre part, vous ne parveniez pas à obtenir des déclarations claires et franches des intentions du Régent de manière à imposer silence à nos jacobites et aux rebelles, il est de la dernière conséquence que Sa Majesté en soit informée le plus tôt possible, afin de prendre les mesures qu'exigeront la sécurité et le repos de ses royaumes. Je suis persuadé, milord, que vous ne négligerez aucun effort pour dissiper nos craintes et notre confiance et que vous saurez démontrer au Régent qu'il a un intérêt majeur à vivre avec le Roi en parfaite amitié et confiance. Vous saurez lui faire comprendre que ni amitié ni confiance ne seront possibles s'il ne désavoue par parole et par action toute intention d'aider le Prétendant et ses adhérents. »

Exigences
de Stair

A cette mise en demeure, Stanhope ajouta une menace. Instruit de la présence au Havre de vaisseaux chargés d'armes pour les jacobites, le ministre anglais exigeait une « apologie » et « un refus ou même un retard... à se justifier de favoriser une telle chose, devra être et sera considéré comme une déclaration en faveur du Prétendant¹⁸ ». Enfin, poussant au comble l'inso-

¹⁷ *Oxenfoord Castle*, Stair Papers, t. III, B : lord Stair à lord Stanhope, 14 septembre 1715.

¹⁸ *Oxenfoord Castle*, Stair Papers, t. II : lord Stanhope à lord Stair, Whitehall, 7=18 septembre 1715. Cette double date est celle du calendrier julien qui ne fut abandonné en Angleterre pour le calendrier grégorien qu'en 1752. Le vieux style était en retard de onze jours. En Angleterre les dépêches étaient datées d'après le vieux style, mais sur le continent les diplomates anglais adoptaient le nouveau style.

lence, Stanhope envoya l'amiral sir Georges Byng avec une escadre devant le Havre réclamer la livraison des navires suspects. Le Régent fit décharger les armes et les déposer à l'arsenal, promit de ne recevoir ni Bolingbroke ni le duc d'Ormond mais reçut froidement lord Stair et abrégua l'entretien¹⁹. Ces procédés n'étaient pas faits pour rendre sympathique la dynastie de Hanovre. Madame elle-même, mère du Régent, très portée pour ses parents²⁰ n'est pas surprise, dit-elle, « si le Prétendant a le désir de remonter sur un trône qui lui appartient par tous les droits de la naissance et d'où sa religion seule l'éloigne²¹; mais ses partisans doivent recourir aux armes et non à l'assassinat²² »; c'est tout ce qu'elle consent à accorder à Stair. La personne du Prétendant offrait un ensemble de qualités puériles et de touchante niaiserie. « Je ne sais, disait encore Madame, comment les Anglais peuvent le haïr; c'est un des meilleurs et des plus honnêtes personnages que notre Seigneur Dieu ait créés²³, le meilleur homme qu'il y ait au monde²⁴, ayant su charmer tous ceux qui le voyaient en Lorraine²⁵. » Cette réputation le précédait et stimulait l'impatience qu'éprouvaient ses partisans de le voir parmi eux.

La descente fixée au 15 septembre, puis au 15 octobre, parut si longue à attendre que le comte de Marr s'échappant de Londres courut soulever les Highlands dans les derniers jours du mois de septembre. Le branle une fois donné, il fallut le suivre. Le duc d'Ormond obtint du Régent une audience de nuit et en tira la promesse d'armes et de munitions en quantité; l'intendant de Dunkerque, Le Blanc, serait chargé de leur transport. Ormond, radieux, consentit à la condition imposée par le Régent de garder ce secours secret même pour Bolingbroke, principal ministre du Prétendant²⁶, et il s'embarqua en Normandie pour l'Angleterre (18 octobre).

¹⁹ *Hardwicke Papers*, Stair's Journal, 3 octobre 1715.

²⁰ Madame, *Correspondance*, édit. G. Brunet, 1904, t. I, p. 168, 172, 183,

199.

²¹ Madame à la raugrave Louise, Marly, 8 août 1715, *op. cit.*, t. I, p. 176.

²² Madame à la raugrave Louise, Paris, 15 octobre 1715, *op. cit.*, t. I, p.

195.

²³ Madame à la raugrave Louise, Marly, 8 août 1715, *op. cit.*, t. I, p. 176.

²⁴ Madame à la raugrave Louise, Paris, 14 novembre 1715, *op. cit.*, t. I, p.

199.

²⁵ Dangeau, *Journal*, t. XV, p. 24, 11 novembre 1713.

²⁶ P.-M. Thornton, *The Stuart Dynasty : short studies of its rise, course and early exile*, in-8, London 1890, p. 401 : Ormond au Prétendant, 21 octobre 1715.

Auxquelles
s'associe
l'ambassa-
deur des
Provinces-
Unies

Lord Stair, toujours aux aguets, était instruit de certaines allées et venues, notamment du rassemblement d'officiers irlandais à Dieppe et à Boulogne. Suivant sa méthode, il en menait grand bruit, adressait un mémoire au Régent pour le prier de s'opposer à tout ce qui pourrait porter préjudice à Georges I^{er}, d'interdire à tout officier ou soldat du service de France de suivre le Prétendant, de prescrire au Havre et à Gravelines l'interdiction d'embarquer aucun officier à destination de l'Angleterre s'il n'était pourvu d'un passeport délivré par le gouvernement français ou par le ministre de la Grande-Bretagne²⁷. Il réclama en outre, de vive voix, des mesures contre le Prétendant et ses agents; toutes ces demandes furent appuyées par Buys, l'ambassadeur des Provinces-Unies à Paris. Le Régent répondit qu'il donnerait des ordres pour que le Prétendant ne pût pénétrer en France, qu'il jugeait que l'embarquement de Bolingbroke et d'Ormond souffrirait de graves difficultés, mais la lettre du traité d'Utrecht ne lui permettait pas de s'y opposer, encore moins lui permettait-elle de leur interdire le séjour à Paris et de leur assigner un lieu d'exil. Enfin, dit-il, puisqu'« on lui faisait tant de demandes au delà des traités, comme une marque d'amitié, il était raisonnable qu'il fut assuré réciproquement d'autres choses pour l'entretien de l'amitié²⁸. »

Proposition
d'une
garantie
réciproque

Les mêmes observations avaient été faites à Stair dont le gouvernement pensa avoir trouvé enfin l'occasion de faire admettre l'offre de garantie réciproque déjà insinuée avant la mort du feu Roi. Georges I^{er} renouvela au Régent ses assurances d'amitié²⁹, nomma lord Stair ambassadeur extraordinaire avec « pleins pouvoirs pour contracter et conclure un traité tel que celui que vous avez proposé..., le nombre de troupes à fournir par chaque couronne à l'autre, étant fixé à huit mille hommes ». Les déboursés et les remboursements étaient abandonnés au savoir-faire du diplomate à qui on recommandait de se hâter et de promettre au Régent que, ce traité conclu, il ne serait pris d'engagement à son préjudice avec aucune puissance, quelle qu'elle fût. Bien plus on lui faciliterait une régence paisible et une succession certaine si le jeune Louis XV venait à mourir. Ainsi, de part et d'autre, on écartait toute question étrangère à la succession

²⁷ *Oxenfoord Castle*, Stair Papers, vol. III, B; John Murray Graham, *The Stair Annals*, in-8, Edimburgh, 1875, t. I, p. 388.

²⁸ *Public Record Office*, Holland. vol. 370 : Buys à l'Etat (à la Haye), Paris, 14 octobre 1715.

²⁹ *Oxenfoord Castle*, Stair Papers, vol. II, lord Stanhope à lord Stair, Whitehall, 3=14 octobre 1715.

dynastique, « sans cela, précisait Stanhope, vous comprenez que nous aurions inséré un article sur Mardyck. Vous savez que le Roi l'a tellement à cœur, qu'il n'y aura jamais une confiance réelle entre les deux Cours, tant que cette matière n'aura pas été réglée selon le véritable esprit du traité d'Utrecht. » On n'avait pas le loisir d'attendre les événements, il fallait les prévenir et redoubler de surveillance à l'égard des jacobites dont le péril ne s'éloignerait qu'à partir du moment où le traité serait signé et public³⁰. Mais lord Stair ne se dissimulait pas que le Régent provoquerait des délais et ne s'engagerait à rien avant que le sort des armes eut décidé entre Georges I^{er} et Jacques III, l'issue n'étant pas douteuse selon lui. « Nous ne le presserons pas, écrit Stair dans son *Journal*, et prendrons notre parti de finir nos affaires; et nous pouvons avoir confiance³¹. »

Stair connaissait parfaitement le terrain sur lequel il marchait : « J'ai des raisons, disait-il, de me persuader que les intentions du Régent sont parfaitement bonnes; mais il reste toujours des gens du vieux régime et cela ne produit pas bon effet, car le Prétendant et ses adhérents en tirent des motifs de se flatter et des apparences pour soutenir l'ardeur de leur parti³². » Huxelles, Saint-Simon, Torcy, Effiat, et surtout l'abbé de Thésut plaidaient la cause du Stuart, et lord Stair contrecarrait à grand peine leur influence. Il avait ramassé « une de ces espèces qui ne peuvent guère être caractérisées sous un autre nom³³. » C'était un petit homme nommé Rémond, qui « à force de grec et de latin, de belles-lettres et de bel esprit, s'étoit fourré où il avoit pu; il étoit galant, faisoit des vers, il étoit aussi philosophe, fort épicurien, grossier de fait, sublime et épuré de discours, admirateur des savants anglois. Il avoit fait grande connoissance avec l'abbé Dubois et par lui s'étoit produit à Mme d'Argenton et à M. le duc d'Orléans, dont peu à peu il avoit tiré un bouge au Palais-Royal, et un autre à Saint-Cloud, où de fois à autre il alloit faire le philosophe solitaire et n'y manquoit pas M. le duc d'Orléans. Stair l'écuma, et lui courtoisa Stair et, peu à peu, se livra entièrement à lui. Rien ne convenait davantage à l'abbé Dubois qui, déjà éloigné par le duc d'Orléans pour avoir voulu trop se mêler, ne

Les affidés
de lord Stair

³⁰ *Oxenfoord Castle*, Stair Papers, vol. II, lord Stanhope à lord Stair, Whitehall, 5=16 octobre 1715; Saint-Simon, *Mémoires* (1906), t. VIII, p. 307.

³¹ *Hardwicke Papers*, Stair's Journal, 24 octobre 1715.

³² *British Museum*, mss. Egerton, vol. 2170 : lord Stair à Bubb [Dorington], Paris 27 octobre 1715.

³³ Saint-Simon, *Mémoires* (1906), t. VIII, p. 303, comparer avec l'Addition au *Journal* de Dangeau, t. XVI, p. 337-338.

savoit par où se reprendre, et qui regarda sa liaison avec Stair, et par lui avec l'Angleterre comme une ressource dont il se promit de grands avantages. Rémond lia donc bien aisément ces deux hommes dont l'intérêt de chacun le demandait également. Dubois l'étoit déjà avec Canillac et le duc de Noailles; il l'étoit aussi avec Nocé. Il leur persuada qu'il n'y avoit de salut pour M. le duc d'Orléans que par l'Angleterre. »

Insistance
pour la
conclusion
du traité

Ce groupe infime n'était pas encore en mesure de faire prévaloir son manège sur la politique de l'ancien règne. Le Régent n'osait pas se dégager complètement des influences et ne savoit comment rétorquer les assertions des hommes de la vieille Cour. Ceux-ci vinrent à bout de le persuader que le roi Georges se jouait de sa confiance; alors le Régent devint pointilleux, proposa d'ajouter à la garantie réciproque des deux couronnes une alliance défensive avec la Hollande, ce qui entraînait de longs retards. Il repoussa l'offre de Stair de signer le traité de garantie en le tenant secret, jusqu'à la conclusion d'une alliance défensive. Ces atermoiements stimulaient l'impatience du cabinet anglais et décidaient Stanhope à accepter un article par lequel les deux parties s'obligeaient à informer immédiatement les Hollandais de l'accord, en les invitant à y entrer. A ce coup, les Hollandais devenaient garants de la succession en France et des droits de Philippe d'Orléans, comme ils étaient garants des droits de la dynastie hanovrienne en Angleterre. Ces concessions paraissaient devoir entraîner le Palais-Royal. « S'il y a quelque sincérité dans cette Cour, écrivait Stanhope, je pense que cela devra les satisfaire pleinement; sans aucun doute, il est tout à fait à l'avantage de la France, aussi bien que du Régent, d'avoir une telle sécurité contre le roi d'Espagne, qui a beaucoup d'amis en France, dont la plupart sont également les amis du Prétendant. Notre traité sur ce pied peut être fini en peu de jours. Il n'y a aucune raison de douter que les Hollandais n'y entrent volontiers, surtout dès que le Roi promet d'employer ses bons offices pour les y engager. » D'ailleurs Georges I^{er} ne voulait souffrir aucun retard. Les nouvelles d'Écosse étaient bonnes et, sous peu, la situation serait telle que toutes les puissances d'Europe rechercheraient son amitié, « le duc d'Orléans, concluait-il, a maintenant une occasion de se l'assurer pour toujours³⁴. »

Mécontentement
de Stanhope

La situation était loin d'être telle que Stair avait commission de dire. Des bruits sinistres circulaient. On n'était pas éloigné

³⁴ *Oxenfoord Castle*. Stair Papers, vol. II, lord Stanhope à lord Stair, Whitehall, 20-31 octobre 1715.

en France de croire au triomphe prochain des jacobites qui s'étaient rendus maîtres de Perth, Dundée, Inverness et Aberdeen et menaçaient Edimbourg³⁵. A Londres il était question d'un grand complot et de nombreuses arrestations³⁶, et le gouvernement réclamait aux Provinces-Unies l'envoi d'un corps de six mille hommes promis par les traités à la dynastie protestante³⁷. Tout ceci était trop peu réconfortant pour que le cabinet anglais demeurât impassible. Pendant qu'à Paris couraient des nouvelles douteuses, qu'on y parlait d'une victoire du comte de Marr et de la prise de Bristol³⁸, Stair paraissait en public « embarrassé et affligé³⁹ » et Stanhope lui écrivait : « Nous ne savons rien de l'ex-duc d'Ormond⁴⁰. Pour ma part, je suis loin de penser qu'il serait contraire aux affaires du Roi que lui et son nouveau maître [le Prétendant] vinssent à débarquer. Mais le Roi prend cette conduite de la Cour de France comme il doit; et il ne sera pas inutile à Sa Majesté d'avoir appris de si bonne heure quel fond il peut faire sur le Régent... Les jacobites n'ont pas de chance... En somme, plus on y pense, plus on est stupéfait de la folie et de la perversité des fauteurs du Prétendant, et je peux ajouter de la faiblesse du Régent qui se laisse détourner par la frénésie de ces insensés du soin d'avancer ses propres intérêts⁴¹. »

Cette méchante humeur s'explique par la gravité de la situation. A Paris, dès les premiers jours du mois de novembre il n'était bruit que de l'embarquement à Cherbourg du duc d'Ormond avec 7 à 8.000 mousquets⁴². Peu de jours après, on sut que « le roy d'Angleterre estoit parti » et nul ne douta que « s'il arrive en Écosse, la plus grande partie de l'Angleterre ne se

Le
Régent veut
ménager
tout
le monde

³⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 210; 14 octobre 1715.

³⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 211; 16 octobre; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 304.

³⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 215, 227; Saint-Simon, *op. cit.*, t. VIII, p. 305; *Public Record Office*, Holland, vol. 372, fol. 369 : lord Cadogan à lord Townshend. Anvers, 30 octobre 1715.

³⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 223-224, 226 : « Le bruit court ici que le duc d'Ormond est parti ».

³⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 226; 1^{er} novembre.

⁴⁰ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 224; à Paris on le croyait arrivé en Angleterre.

⁴¹ *Oxenfoord Castle*, Stair Papers, vol. II : lord Stanhope à lord Stair, Whitehall, 31 octobre (=11 novembre) 1715.

⁴² M. de Caumartin à Mme de Balleroy, Paris, 9 novembre, dans *Les correspondants de la m^{re} de Balleroy*, t. I, p. 62, 65; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 230.

joigne à lui⁴³ ». Le Régent, « qui, avec adresse, nageoit entre deux eaux⁴⁴ » permettait au Prétendant de traverser la France « pourvu que ce fût sous le dernier secret », en même temps donnait des ordres pour lui interdire l'embarquement en Normandie ou en Picardie et avertissait le maréchal de Berwick que, sur tout le reste du littoral, le prince ne rencontrerait point d'obstacle⁴⁵. Même pour les armes et les munitions, le Régent autorisa leur embarquement moyennant caution qu'on ne les dirigerait ni vers l'Écosse ni vers l'Angleterre; puis il se ravisa⁴⁶. Cependant Stair marchait sur des charbons, chaque jour, chaque heure ajoutait un degré de plus à ses alarmes; la politesse imperturbable et les retards perpétuels du Régent l'avaient mis hors de lui au point qu'il s'oublia jusqu'à dire à ce prince que s'il regardait les troubles d'Écosse avec indifférence, l'Angleterre traiterait de même les troubles qu'elle pourrait voir naître en France⁴⁷. L'entretien en était à ce diapason quand Stair apprit que le Prétendant avait disparu de Bar-le-Duc.

Fuite du
Prétendant

Le prince de Vaudemont avait arrangé une grande partie de chasse à Commercy; après la chsse, la curée et le souper qui se prolongea bien après minuit, Jacques Stuart entra dans sa chambre et, simulat une extrême fatigue, ordonna qu'on le laissât dormir jusqu'à ce qu'il appelât. Dès qu'il fut seul, il se leva, prit un vêtement qui le déguisait, sortit par un escalier dérobé et partit avec un ou deux compagnons. A deux heures de l'après-midi, comme le prince n'avait pas donné signe de vie, ses gens eurent peur, entrèrent dans son appartement et, voyant le lit vide, coururent porter cette nouvelle au prince de Vaudemont qui joua la surprise, feignit d'ordonner des recherches, fit lever les ponts-levis, afin d'ôter aux espions la connaissance de son départ et annonça alors la fuite du prince (3-4 novembre). Pendant ce temps, le fugitif montait dans une chaise de poste préparée par les soins de Torcy et gagnait « Chaillot où Lauzun avoit une ancienne petite maison où il n'alloit jamais et qu'il gardoit par fantaisie ». Ce fut où le Prétendant coucha, et où il vit la reine

⁴³ M. de Caumartin à Mme de Balleroy, dans *op. cit.*, t. I, p. 62; Madame à la raugrave Louise, Paris, 14 novembre, dans *Correspondance*, t. I, p. 198.

⁴⁴ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 307.

⁴⁵ P. M. Thornton, *The Stuart dynasty*, p. 409 : le maréchal de Berwick au Prétendant, 3 novembre 1715.

⁴⁶ P.-M. Thornton, *op. cit.*, p. 428; le général George Hamilton au Prétendant, s. d.

⁴⁷ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 307.

sa mère; de là il partit par la route d'Alençon pour s'embarquer en Bretagne⁴⁸.

La nouvelle de la fuite de Bar éclata à Paris le 8 novembre, Stair courut au Palais-Royal⁴⁹, cria, tonna, réclama l'arrestation du Prétendant et obtint du Régent l'envoi d'un officier de confiance à Château-Thierry avec mission d'arrêter le prince et de l'obliger à regagner Bar. M. de Contades, maréchal de camp et major des gardes françaises, après une longue conférence avec le Régent, partit en poste avec deux officiers, courut à Château-Thierry, bien résolu et instruit à manquer celui qu'il cherchait, mit le maître de poste en prison et se tint tranquille⁵⁰.

Stair se gardait, comme il le dit, de « prendre pour argent comptant » cette affectation à entraver le voyage du Prétendant⁵¹ dont il sut découvrir l'itinéraire⁵² et résolut alors de délivrer son parti de ce reste unique des Stuarts. Il dépêcha sourdement des gens sur différentes routes, surtout sur celle de Paris à Alençon. Il chargea particulièrement de cette dernière un colonel Douglas, réformé du service de France, ainsi que beaucoup d'officiers par mesure d'économie. Douglas, à l'abri de son nom et par son esprit, son entregent et son intrigue, s'était insinué dans beaucoup de bonnes sociétés à Paris depuis la Régence, et s'était mis sur un pied de familiarité distinguée avec le Régent. Réputé pour sa bravoure, sa politesse, sa pauvreté⁵³, il était mieux vu en France que dans son pays où on lui imputait la mort de quatre jeunes filles⁵⁴, ce qui n'était guère pour un homme qui conseillait au Prétendant de s'acquérir la confiance des Anglais par le moyen suivant : « Embarquez-vous, prenez douze jésuites avec vous, et, aussitôt que vous serez arrivé, faites-les pendre

Stair place
sur sa route
le col.
Douglas

⁴⁸ Buvat, *Journal*, t. I, p. 107-108; Madame, *Correspondance*, t. I, p. 198; *Gazette de la Régence*, p. 20.

⁴⁹ Il remit au Régent un *Mémoire* du 5 novembre, conservé à Ozenfoord Castle, Stair Papers, Vol. III B; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 307.

⁵⁰ Huzelles à d'Iberville, Paris, 9 décembre, dans P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. II, p. 371; *Public Record Office*, France, vol. 349 : M. de Contades à lord Stair, Paris, 9 novembre 1715; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 307; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 231; Caumartin à Mme de Balleroy, 19 novembre, *op. cit.*, t. I, p. 65.

⁵¹ Ozenfoord Castle, Stair Papers, vol. II : lord Stair à lord Stanhope, 12 novembre 1715.

⁵² Le Prétendant n'avait été accompagné que d'un valet de chambre au début, à Nonancourt il ne l'avait plus. P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 372.

⁵³ Saint-Simon, *Additions au Journal* de Dangeau, t. XVI, p. 237-241, et *Mémoires*, t. VIII, p. 307-310.

⁵⁴ Lettre de M. d'Iberville, 9 décembre 1715, dans P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 381.

joigne à lui⁴³ ». Le Régent, « qui, avec adresse, nageoit entre deux eaux⁴⁴ » permettait au Prétendant de traverser la France « pourvu que ce fût sous le dernier secret », en même temps donnait des ordres pour lui interdire l'embarquement en Normandie ou en Picardie et avertissait le maréchal de Berwick que, sur tout le reste du littoral, le prince ne rencontrerait point d'obstacle⁴⁵. Même pour les armes et les munitions, le Régent autorisa leur embarquement moyennant caution qu'on ne les dirigerait ni vers l'Écosse ni vers l'Angleterre; puis il se ravisa⁴⁶. Cependant Stair marchait sur des charbons, chaque jour, chaque heure ajoutait un degré de plus à ses alarmes; la politesse imperturbable et les retards perpétuels du Régent l'avaient mis hors de lui au point qu'il s'oublia jusqu'à dire à ce prince que s'il regardait les troubles d'Écosse avec indifférence, l'Angleterre traiterait de même les troubles qu'elle pourrait voir naître en France⁴⁷. L'entretien en était à ce diapason quand Stair apprit que le Prétendant avait disparu de Bar-le-Duc.

Fuite du
Prétendant

Le prince de Vaudemont avait arrangé une grande partie de chasse à Commercy; après la chsse, la curée et le souper qui se prolongea bien après minuit, Jacques Stuart rentra dans sa chambre et, simulant une extrême fatigue, ordonna qu'on le laissât dormir jusqu'à ce qu'il appelât. Dès qu'il fut seul, il se leva, prit un vêtement qui le déguisait, sortit par un escalier dérobé et partit avec un ou deux compagnons. A deux heures de l'après-midi, comme le prince n'avait pas donné signe de vie, ses gens eurent peur, entrèrent dans son appartement et, voyant le lit vide, coururent porter cette nouvelle au prince de Vaudemont qui joua la surprise, feignit d'ordonner des recherches, fit lever les ponts-levis, afin d'ôter aux espions la connaissance de son départ et annonça alors la fuite du prince (3-4 novembre). Pendant ce temps, le fugitif montait dans une chaise de poste préparée par les soins de Torcy et gagnait « Chaillot où Lauzun avoit une ancienne petite maison où il n'alloit jamais et qu'il gardoit par fantaisie ». Ce fut où le Prétendant coucha, et où il vit la reine

⁴³ M. de Caumartin à Mme de Balleroy, dans *op. cit.*, t. I, p. 62; Madame à la raugrave Louise, Paris, 14 novembre, dans *Correspondance*, t. I, p. 198.

⁴⁴ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 307.

⁴⁵ P. M. Thornton, *The Stuart dynasty*, p. 409 : le maréchal de Berwick au Prétendant, 3 novembre 1715.

⁴⁶ P.-M. Thornton, *op. cit.*, p. 428; le général George Hamilton au Prétendant, s. d.

⁴⁷ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 307.

sa mère; de là il partit par la route d'Alençon pour s'embarquer en Bretagne⁴⁸.

La nouvelle de la fuite de Bar éclata à Paris le 8 novembre, Stair courut au Palais-Royal⁴⁹, cria, tonna, réclama l'arrestation du Prétendant et obtint du Régent l'envoi d'un officier de confiance à Château-Thierry avec mission d'arrêter le prince et de l'obliger à regagner Bar. M. de Contades, maréchal de camp et major des gardes françaises, après une longue conférence avec le Régent, partit en poste avec deux officiers, courut à Château-Thierry, bien résolu et instruit à manquer celui qu'il cherchait, mit le maître de poste en prison et se tint tranquille⁵⁰.

Stair se gardait, comme il le dit, de « prendre pour argent comptant » cette affectation à entraver le voyage du Prétendant⁵¹ dont il sut découvrir l'itinéraire⁵² et résolut alors de délivrer son parti de ce reste unique des Stuarts. Il dépêcha sourdement des gens sur différentes routes, surtout sur celle de Paris à Alençon. Il chargea particulièrement de cette dernière un colonel Douglas, réformé du service de France, ainsi que beaucoup d'officiers par mesure d'économie. Douglas, à l'abri de son nom et par son esprit, son entregent et son intrigue, s'était insinué dans beaucoup de bonnes sociétés à Paris depuis la Régence, et s'était mis sur un pied de familiarité distinguée avec le Régent. Réputé pour sa bravoure, sa politesse, sa pauvreté⁵³, il était mieux vu en France que dans son pays où on lui imputait la mort de quatre jeunes filles⁵⁴, ce qui n'était guère pour un homme qui conseillait au Prétendant de s'acquérir la confiance des Anglais par le moyen suivant : « Embarquez-vous, prenez douze jésuites avec vous, et, aussitôt que vous serez arrivé, faites-les pendre

Stair place
sur sa route
le col.
Douglas

⁴⁸ Buvat, *Journal*, t. I, p. 107-108; Madame, *Correspondance*, t. I, p. 198; *Gazette de la Régence*, p. 20.

⁴⁹ Il remit au Régent un *Mémoire* du 5 novembre, conservé à Ozenfoord Castle, Stair Papers. Vol. III B; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 307.

⁵⁰ Huxelles à d'Iberville, Paris, 9 décembre, dans P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. II, p. 371; *Public Record Office*, France, vol. 349 : M. de Contades à lord Stair, Paris, 9 novembre 1715; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 307; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 231; Caumartin à Mme de Balleroy, 19 novembre, *op. cit.*, t. I, p. 65.

⁵¹ Ozenfoord Castle, Stair Papers, vol. II : lord Stair à lord Stanhope, 12 novembre 1715.

⁵² Le Prétendant n'avait été accompagné que d'un valet de chambre au début, à Nonancourt il ne l'avait plus. P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 372.

⁵³ Saint-Simon, *Additions au Journal* de Dangeau, t. XVI, p. 237-241, et *Mémoires*, t. VIII, p. 307-310.

⁵⁴ Lettre de M. d'Iberville, 9 décembre 1715, dans P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 381.

publiquement; rien ne saurait être plus agréable aux Anglais⁵⁵. » Un pareil homme ne pouvait connaître les scrupules lorsqu'il y allait de sa fortune.

Le
guel-apens
de
Nonancourt

Douglas se mit dans une chaise de poste, flanquée de deux hommes à cheval, tous trois fort armés et courut en poste, mais lentement sur la route d'Alençon. Le dimanche 10 novembre, entre dix heures et midi, tous trois arrivèrent à Nonancourt, qui est une espèce de petite villette, à peu près à mi-chemin entre Dreux et Verneuil-au-Perche. Le particulier se dit Anglais, voyageant avec ses domestiques, demanda un coup à boire et entra en conversation avec la femme du maître de poste, lequel était absent⁵⁶. Il s'informa s'il n'était pas passé la veille un Anglais, long et mince, le visage maigre et picoté de petite vérole, portant une perruque blonde. « Je n'ai point pris garde de quelle manière était le dernier courrier qui a passé; autant qu'il m'en peut souvenir, c'était une personne de taille moyenne, mais je ne sais point s'il est Anglais ou non. » Là dessus, le voyageur demanda à parler au postillon qui l'avait mené; mais le postillon ne savait rien sinon que l'homme ne parlait point comme nous. Dépité, Douglas descendit à la cuisine de la poste, se mit auprès du feu avec le maître de poste et sa femme et tira de sa poche une carte routière qu'il tenait, dit-il, du marquis de Torcy. La maîtresse de poste, très intriguée, fit tout ce qu'elle put pour tirer quelque éclaircissement, sans y réussir; elle se confondit en protestations, en promesses, tant et tant que le particulier monta dans sa chaise, y fit monter un de ses prétendus domestiques et ne demanda que trois chevaux au lieu de quatre qu'il avait en arrivant. La maîtresse voulut savoir pourquoi, on lui dit que le deuxième domestique resterait, se trouvant incommodé de la route et courant depuis vingt-deux jours.

Dès que la chaise fut partie, la maîtresse demanda à l'homme s'il resterait longtemps. — « Je ne sais pas, répondit-il, peut-être trois ou quatre jours. » Elle lui demanda encore : « Et votre maître revient-il bientôt. » — « Moi, dit-il, je n'ai point de maître, je suis maître moi-même. » Après avoir nommé Douglas, « gentilhomme de bien d'Angleterre », l'homme s'en alla dans l'écurie dire à son postillon : « Je vous prie, mon ami, s'il vient un courrier en chaise, éveillez-moi cette nuit si c'est un Anglais. » Il se coucha après souper.

⁵⁵ Madame à M. de Harling, 3 décembre 1715, dans Madame, *Correspondance*, édit. G. Brunet, 1904, t. I, p. 250.

⁵⁶ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 308.

Le lendemain matin sur les six à sept heures du matin, des courriers passèrent dont la maîtresse monta l'avertir. L'homme se leva sur le champ, vit que ces courriers étaient à cheval et répéta qu'il n'en voulait qu'à une chaise de poste. Un moment après une chaise arriva, dans laquelle se trouvait un Anglais, seul, sans domestique, et, du bas de l'escalier, la femme L'Hôpital appela son hôte qui, dans sa précipitation, ne prit pas le temps d'attacher ses bas, descendit et courut dévisager l'Anglais, revint dans la maison, monta dans sa chambre, sans perdre le temps déchargea dans la cuisine une espèce de mousqueton brisé qu'il recharga sur le champ après l'avoir amorcé. Pendant ce temps le voyageur quitta sa chaise, entra dans la salle et demanda une demi-bouteille de vin. « Voilà la personne » dit le maître de poste à sa femme. C'était un jeune homme de cinq pieds cinq pouces et demi, portant une perruque blonde à la cavalière, visage long picoté de petite vérole avec, au menton, un poireau couvert de poil; il était habillé d'un surtout gris-noisette, doublé de serge de même couleur et au-dessous habit et veste noirs, camisole d'écarlate, culotte noire, bas de botte recouvrant des bas noirs. Pendant qu'il buvait sa demi-bouteille, l'homme arrivé de la veille l'examinait depuis les pieds jusqu'à la tête, rechargeait son mousqueton et demandait un cheval pour suivre la chaise de l'Anglais.

Tout ceci était si louche que le maître de poste dit à sa femme qu'on ne pouvait laisser l'Anglais se remettre en route sans l'avertir du danger qu'il allait courir. Celle-ci chargea un ami d'aller prévenir le voyageur déjà remonté dans sa chaise, la maîtresse de poste y courut aussi en se dissimulant et dit à l'inconnu qu'un Anglais arrivé la veille le cherchait, qu'un autre dans la maison l'observait et l'allait suivre. Le voyageur répondit qu'on lui sauvait la vie, que ces gens-là le voulaient tuer et que son affaire était de la politique dont le Régent et M. de Torcy étaient instruits, dont il exécutait les ordres. L'homme au mousqueton attendait dans la cour, la maîtresse de poste fit venir un de ses parents et emmena l'Anglais chez le vicomte de Nonancourt à qui le voyageur se fit connaître en particulier. Après un moment d'entretien, on décida de travestir Jacques Stuart en ecclésiastique. Aussitôt il revêtit soutane, rabat, perruque, fourra sa valise dans un sac de toile, sauta à cheval et, escorté d'un garde-français rencontré à Nonancourt et vêtu d'un habit pinchina⁵⁷ bordé d'argent, détaile et court encore.

⁵⁷ Buvat, *Journal*, t. I, p. 108; le pinchina était une étoffe de laine non croisée.

Arrivée du
Prétendant

Il échappe
aux
assassins

Stair
réclame ses
complices

La maîtresse de poste rentrée chez elle; trouvé l'homme au mousqueton au coin du feu, lui explique que l'Anglais a rencontré un de ses amis qui l'a mené visiter la duchesse de Vendôme à Anet, son absence pouvant durer quatre à cinq jours. L'homme décide d'attendre, mais on l'arrête le surlendemain avec un tout jeune homme qui vient se jeter étourdiment dans les bras de la police. Sur tous les deux on trouve une manière de passeport signé par lord Stair et ainsi conçu : « Nous, ambassadeur du roy de la Grande-Bretagne, prions et exhortons tous ceux qu'il appartiendrait de laisser passer librement et partout le présent porteur qui voyage pour des affaires qui regardent Sa Majesté Royale. » Nonobstant cette pièce, dont l'intendant n'était pas en mesure de vérifier l'authenticité, on remet les deux hommes au grand-prévôt de Normandie qui commence l'information lorsque lui arrive l'ordre de relâcher les prisonniers et d'abandonner l'instruction de l'affaire. Lord Stair réclamait les assassins comme ses domestiques et le Régent, de peur d'un éclat, renonçait à la procédure.

L'opinion
publique
l'accuse

En France l'opinion fut indignée. Dangeau, Saint-Simon, Caumartin, Buvat, tous ceux qui alors tenaient une plume ont noté ou commenté ce guet-apens organisé par l'ambassadeur d'Angleterre dont la culpabilité ne fit doute pour personne. On l'en a déchargé depuis sans réussir à expliquer la mission de Douglas et de ses estaffiers, qui ne cherchaient pas le Prétendant pour lui rendre hommage. S'ils voulaient se défaire de lui, Stair, en les réclamant, se reconnaissait solidaire de leur projet et si on manque de preuves pour l'accuser, on manque de raisons pour le disculper. Après avoir fait grand bruit, traité l'arrestation de ses complices « d'attentat contre le droit des gens », Stair obtint une audience du Régent et baissa le ton, Villars l'ayant rencontré lui dit en public : « Sauf le respect que je dois à M. le duc d'Orléans, ici présent, vous êtes un fourbe. » Douglas essaya de se montrer à Paris, il se heurta à des portes fermées; ayant osé paraître aux Tuileries, le maréchal de Villeroy l'en fit chasser; il ne reparut plus⁵⁹.

⁵⁹ P. E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, 1832, t. I, p. 93-96; t. II, p. 371-383 a publié le commencement d'enquête et les quelques extraits de lettres qui nous ont fourni les éléments de ce récit, assez différent de celui de Saint-Simon. *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVI, p. 237-241, et *Mémoires*, t. VIII, p. 307-310; Buvat, *Journal*, t. I, p. 108-110 est incomplètement renseigné; Dangeau, *op. cit.*, t. XVI, p. 241, 19 novembre; Caumartin à Mme de Balleroy, dans *op. cit.*, t. I, p. 66, 68; *Gazette de la Régence*, p. 18-19, 20-21, 22-25, 27-28, 32-33; *Madame à la raugrave Louise*, 14 no-

Désastre
des
jacobites

Cependant, partis de Nonancourt, le Prétendant et son garde-française traversèrent Verneuil, l'Aigle, Argentan et Falaise, d'où le prince gagna seul Saint-Malo où des obstacles inattendus s'opposèrent à son embarquement. Il se rejeta dans l'intérieur, gagna Dunkerque à cheval⁶⁰, d'où il écrivit au Régent : « Les paroles me manquent pour vous témoigner combien je suis vivement pénétré de toutes les marques que vous m'avez données en cette occasion de votre amitié pour moi. Je touche au moment de mon départ et j'espère que je ne suis pas éloigné de celui auquel je me verrai en état de vous marquer par des effets la vivacité de ma reconnaissance⁶¹. » (20 décembre.) Au moment où il se livrait à ces illusions, le Prétendant aurait dû comprendre que sa cause était perdue depuis le 13 novembre. Ce jour-là, les jacobites du nord de l'Angleterre, réunis à des bandes écossaises, capitulèrent à Preston, et d'autre part, les clans des Highlands commandés par le comte de Marr furent vaincus et mis en déroute à Sheriffmuir, non loin de Stirling⁶².

Cette issue victorieuse d'une campagne bien conduite contre une insurrection mal concertée rendit au cabinet anglais tout son orgueil. « Le Roi, écrivit Stanhope à Stair, regarde comme inutile, vu la disposition où semble être le Régent, de lui demander dorénavant aucune faveur. Le bon succès des affaires de S. M. par ici, sur lequel nous avons toute raison de compter, donnera à S. A. plus de lumière que tous les arguments auxquels nous pourrions recourir⁶³. » A la nouvelle des succès de Preston et de Sheriffmuir, Stair reparut, provoquant, au Palais-Royal où le Régent éludait ses visites; cependant la rumeur se répandait, d'abord favorable puis alarmante⁶⁴. Stair répandait à tous vents les nouvelles du désastre jacobite⁶⁵, « mais les nouvelles qu'il débite sont suspectes » disait-on⁶⁶. De son côté, Stair

Dépit
du cabinet
anglais

vembre, *op. cit.*, t. I, p. 199; pas un mot dans Ch. S. Terry, *op. infra cit.*, p. 235.

⁵⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 287; 1^{er} janvier 1716.

⁶⁰ *Le Prétendant au Régent*, Dunkerque, 26 décembre 1715, dans P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 94, note 1; *Arch. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 274, fol. 421.

⁶¹ Ch. S. Terry, *The Chevalier de Saint-George and The Jacobite Movements in his Favour 1701-1720*, in-12, London 1915, p. 125-311.

⁶² *Oxenfoord Castle*, Stair Papers, vol. II : lord Stanhope à lord Stair, Whitehall, 9-20 novembre 1715.

⁶³ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 251, 256, 257, 262, 266; 27 novembre, 3, 5, 13, 19 décembre 1715.

⁶⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 269; 23 décembre 1715.

⁶⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 270; 26 décembre 1715.

notait malignement dans son *Journal*, le 2 décembre : « Il y a deux jours [le Prétendant] étoit le roy d'Angleterre partout et tout le monde avoit levé le masque. Il n'y avoit plus un seul français, quasi personne de la Cour, qui mettoit le pied chez moy⁶⁶. » Et le 15 décembre : « La conduite de cette Cour, dans ces derniers temps, a été très singulière. Quand ils crurent les affaires en bonne voie, ils jetèrent le masque et montrèrent tout à fait à découvert leur penchant. Le Régent, ce me semble, inclinait de notre côté plus qu'aucun de ses conseillers. En somme, leur manière d'agir leur permet tout juste de prétendre qu'ils n'ont pas enfreint le traité. Il est certain que le Prétendant a été un mois en France, sans qu'on fît rien pour empêcher son passage à travers le royaume, ou pour découvrir l'endroit où il étoit; et de là le ramener à Bar... Aujourd'hui on commence à s'apercevoir qu'on a eu tort⁶⁷. »

Fin
de l'équipée
du
Prétendant

La petite Cour de Saint-Germain faisait de son mieux pour conjurer l'aveu et les effets de la débâcle. Elle débitait que Stanhope s'étoit rendu chez M. d'Iberville, notre représentant à Londres, et, lui montrant le poing, lui aurait dit : « Si vous voulez la guerre, vous en aurez bientôt une, la plus sanglante que la France ait jamais eue⁶⁸. » Quelques jours plus tard, on annonçait que Jacques III avoit débarqué à Peter-Head, le 2 janvier « en très bonne santé et qu'il avoit trouvé ses affaires encore en meilleur état qu'il ne pensoit⁶⁹ ». De Peter-Head, il écrivait au Régent : Suscitez en ma personne un appui solide à la France; unissez-vous à nous comme ami utile, et mettez-moi en droit de faire paraître sans contrainte les sentiments que j'ai pour vous⁷⁰. » Si les nouvelles se faisaient rares on se rassurait en disant que « la mer gelée sur nos côtes plus d'une lieue en avant » ne permettait pas aux bateaux d'aborder⁷¹; cependant tout allait bien, Jacques se faisait couronner tantôt à Perth⁷², tantôt à Sconen⁷³, gagnait des victoires, pardonnait à ses ennemis⁷⁴, jusqu'au moment où il fallut convenir qu'il manquait de tout et, battu, fugi-

⁶⁶ *Hardwicke Papers*, Stair's Journal, 1^{er} et 2 décembre 1715.

⁶⁷ *British Museum*, mss Egerton, vol. 2170 : lord Stair à Bubb [Dodington], Paris, 11 décembre 1715.

⁶⁸ *Gazette de la Régence*, p. 38; 20 décembre 1715.

⁶⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 296; 10 janvier 1715.

⁷⁰ Jacques III au Régent, Peter-Head, 2 janvier 1716, dans P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 96.

⁷¹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 304; 20 janvier 1716.

⁷² Buvat, *Journal*, t. I, p. 118.

⁷³ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 316, 6 février 1716.

⁷⁴ Buvat, *Journal*, t. I, p. 120.

tif, débarquait à Gravelines d'où il regagnait Commercy (9 mars)⁷⁵. Sa destinée d'aventures étoit terminée, son parti écrasé, son serviteur le plus illustre, Bolingbroke, disgracié⁷⁶. Le Prétendant aux abois se glissa furtivement vers Avignon et se ménagea un entretien avec le prince de Cellamare, auquel il demanda l'aumône, c'est l'expression même dont il ne craignit pas de se servir⁷⁷. De son excursion il ne rapportait pas une égratignure car il n'avoit pas combattu, mais il garda le souvenir de s'être fait servir à table par des nobles à genoux.

Lord Stair prit sa revanche. « Milord Stairs est infatigable et très fatigant auprès du Régent, lit-on dans la *Gazette* : il s'efforce sans relâche de l'entraîner; quelque réservé que soit ce prince, il en arrache toujours quelque chose : il est au moins de deux jours l'un au Palais-Royal, il observe tout, il a sept ou huit hommes qui courent les provinces maritimes de France⁷⁸. » La politesse inaltérable et souriante du Régent se trouve mise parfois à une si rude épreuve qu'il lui arrive un jour de répondre aux plaintes de l'ambassadeur au sujet des secours envoyés de France pour l'entreprise d'Écosse : « Comptez, monsieur, que si je m'en étois mêlé, les choses auroient tourné bien autrement⁷⁹. » Stair laissait dire, se sentant en fonds d'impertinences et négligeant de répondre afin d'avancer ses affaires. Un premier *Mémoire au Régent*, daté du 5 novembre, n'avoit rien produit⁸⁰; un deuxième mémoire « très fort⁸¹ » du 14 décembre 1715, rappelait l'amitié réciproque du duc d'Orléans et du roi Georges et faisait entrevoir la possibilité d'établir une entière amitié. Sous le feu Roi, étoit-il dit, la protection maintenue au Prétendant, la construction du port de Mardyck substitué à celui de Dunkerque retardaient la confiance entre les deux nations. Ces causes d'aigreur ne subsistaient plus; le Régent préférerait sans doute l'amour et le respect de son peuple à la domination sur ses voisins. Les Anglais s'y attendaient parce qu'ils l'estimaient fort et l'aimaient personnellement. Ces sentiments ne demandaient pour

Revanche
de lord Stair

⁷⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 321, 324, 325, 326; Buvat, *Journal*, t. I, p. 122, 124.

⁷⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 337; 13 mars 1716; Buvat, *Journal*, t. I, p. 124.

⁷⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 351; 27 mars 1716.

⁷⁸ Cellamare à Alberoni, cité par P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 97.

⁷⁹ *Gazette*, p. 60-61; 24 janvier 1716.

⁸⁰ Buvat, *Journal*, t. I, p. 135, avril 1716.

⁸¹ Ozenfoord Castle, Stair Papers vol. III B; *Mémoire au Régent*, 5 novembre 1715.

⁸² Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 373.

s'affirmer qu'une conduite franche : éloignement du Prétendant au-delà des Alpes, ce qui rendrait possible la garantie réciproque de l'ordre de succession établi à Utrecht. L'affaire de Mardyck s'accommoderait facilement et un traité de commerce équitable arrangerait tout le reste⁸³.

Le projet
d'alliance
se soutient

Le dépit manifesté par Stanhope devant la politique tortueuse et les sympathies jacobites du Régent ne résistait pas au calcul des avantages escomptés d'une alliance avec la France. Philippe répugne à l'expulsion du Prétendant dont Georges I^{er} fait la condition préalable à l'alliance; en même temps le Régent, pour n'être pas à l'entière discrétion de l'Angleterre, recherche le moyen d'introduire la Hollande dans cet accord tandis que le roi d'Angleterre préfère garder celle-ci à l'écart afin de se la réserver pour lui seul. De là une concurrence pour séduire et entraîner la république des Provinces-Unies devenue la pierre angulaire du système politique continental. Mais lord Stair ignore ces fins calculs et non content de s'être conduit ainsi qu'on l'a vu dans l'affaire du Prétendant, il imagine mieux encore et, d'accord avec l'ambassadeur de Victor-Amédée, il combine un plan de coalition contre la France, dont l'immanquable défaite sera suivie du démembrement⁸⁴.

Projet
de démembrement
de Stair

En 1703, Victor-Amédée, alors duc de Savoie, avait renoncé au parti de la France afin de grossir les rangs de la coalition et, pour prix de sa défection, le transfuge avait reçu de l'Empereur de vastes territoires en Italie, le Montferrat, une partie du Milanais et le royaume de Sicile. En 1712, le même prince avait faussé compagnie à l'Empereur, conclu sa paix avec le roi de France et conservé tout ce qui, jadis avait récompensé sa défection. Charles VI était homme à ne le pardonner jamais et à travailler toujours à récupérer les états détachés de sa couronne. Lord Stair qui savait cette animosité doublée de rancune s'aboucha, en décembre 1715, avec M. de Pendtenriedter et chercha à le convaincre qu'il importait de ménager une réconciliation entre les deux princes afin de fermer à la France tout espoir de s'étendre

⁸³ Public Record Office, France, vol. 349 : *Mémoire au Régent*, 14 décembre 1715.

⁸⁴ G. Syveton, *Un projet de démembrement de la France en 1716*, dans *Revue d'histoire diplomatique* 1892, p. 497-517. Voir Filon, *L'alliance anglaise au XVII^e siècle depuis la paix d'Utrecht jusqu'à la guerre de succession d'Autriche*, dans *Comptes rendus de l'Académie des sciences morales et politiques* 1860, 4^e série, t. II, p. 121, 385; J. Br. Perkins, *France under the Regency with a Review of the administration of Louis XIV*, in-8, London 1892; P. Bliard, *Dubois et l'alliance de 1717*, dans *Revue des Questions historiques*, 1900, t. LXVII, p. 132-207.

du côté de l'Italie. C'était l'heure où le Régent fermait volontairement les yeux sur les démarches du Prétendant, en revanche l'Angleterre songeait à nous jeter dans quelque guépier, par exemple à nouer une coalition contre la France. Mais sous aucun prétexte l'Empereur ne voulait être détourné de ses projets en Orient et ce n'est pas quand on se bat contre les Turcs qu'on peut se faire bien redoutable sur le Rhin. Pour le détourner d'attaquer les Turcs et l'attirer contre nous, à la tête d'une coalition où entreraient la Hollande et l'Angleterre, lord Stair faisait appel aux instincts connus de l'Allemand : on se jetterait sur la France à l'improviste et on lui arracherait les territoires nécessaires à la future sécurité de l'Europe (*zur künftigen Sicherheit*).

Charles VI ne pouvant être entraîné qu'après la restitution des provinces jadis livrées au Savoyard, restait à découvrir un troc avantageux. Victor-Amédée, qui sentait la menace toujours dirigée contre lui, consentait à restituer « le bien mal acquis » si on lui donnait en échange un royaume taillé dans la France. Son représentant à Paris ne pouvait faire à Pendtenriedter des avances suspectes, mais lord Stair se chargeait d'amorcer la négociation. C'est assurément un spectacle qui vaut la peine d'être signalé que celui de cet ambassadeur qui organise la défaite et le dépècement de l'État auprès duquel il est accrédité; si un pareil exemple était nécessaire, celui-ci ferait voir la valeur morale d'un tel personnage.

Le 6 février 1716, Stair, poussé par le baron de Perone, soumit à Pendtenriedter des offres positives : « Le duc de Savoie, lui dit-il, est prêt à céder à l'Empereur toutes ses acquisitions de la dernière guerre, la Sicile, le Montferrat et les places du Milanais. Mais il demande naturellement un dédommagement. Pour le lui fournir, on pourra entamer une guerre générale contre la France. On enlèvera à celle-ci la Provence et le Dauphiné et on donnera ces deux provinces à Victor-Amédée lui constituant ainsi une sorte de royaume de Bourgogne transjurane dont le Rhône formera la frontière. Tout le monde se trouvera ainsi satisfait : l'Empereur qui recouvrera la Sicile et les cessions de 1703; le duc de Savoie qui ne perdra des possessions éphémères et dangereuses que pour devenir un roi puissant; les deux puissances maritimes (Angleterre et Hollande) qui verront affaiblir leur éternelle rivale par la perte de ses deux grands ports de Marseille et de Toulon et de son riche commerce du Levant. De plus, et afin de mettre la France complètement hors d'état de nuire, il sera nécessaire de dégarnir ses frontières du nord et de l'est; le canal de Bergues sera comblé; Dunkerque, Lille, Condé, Maubeuge enlevées au roi

de France; Sarrelouis sera rasé; Landau et Kaiserslautern seront rasés et donnés à l'électeur palatin, les places de Marsal et de Phalsbourg seront rendues au duc de Lorraine dans l'état où elles sont pour le tirer de l'esclavage; Strasbourg, le Fort-Louis, Neuf-Brisach, Huningue, Schlestadt seront donnés à l'Empereur⁸⁵. »

Stair promettait d'en référer à son gouvernement qui pensait-il, ne le désavouerait pas. Pendtenriedter, pris de court, d'abord très réservé, se laissa gagner et Stair, plein de confiance dans le succès, se montra de plus en plus rogue avec le Régent. Vers le milieu de mars l'autrichien, tout à fait conquis, prônait l'affaire à son maître⁸⁶ qui lui signifiait huit jours plus tard de n'y plus songer⁸⁷. L'incident ne devait pas être passé sous silence, il montre à quels périls la France était alors exposée.

⁸⁵ Wiener Staatsarchiv; Correspondance de France : Relation de Pendtenriedter à Charles VI, février 1716.

⁸⁶ Ibid., Relation de Pendtenriedter à Charles VI, mars 1716.

⁸⁷ Ibid., Charles VI à Pendtenriedter, 21 mars 1716. Il est curieux de rapprocher ce passage d'une lettre de M. Caumartin de Saint-Ange à Mme de Balleroy, du 9 novembre 1715, op. cit., t. I, p. 64 : « Les grands armements de l'Empereur ont suspendu la réforme [des régiments français]. Le prince Eugène veut qu'on aille contre les Turcs; les autres ministres que l'on vient contre la France. Si on nous déclarait la guerre, il n'y aura qu'à leur [aban] donner ce qu'ils nous demanderont. »

CHAPITRE XI

La politique française en Hollande

(Septembre 1715 — Juillet 1716)

Rapide exaltation de la Hollande et fléchissement qui en résulte. — Elle reprend son rang véritable en Europe. — Altération des mœurs. — Vénalité. — Compétitions. — Les particuliers riches dans l'État ruiné et asservi à l'Angleterre. — Instructions données à notre ambassadeur. — Politique de l'empereur Charles VI. — Dissentiments entre lui et les États de Hollande. — M. de Châteauneuf exploite le pacifisme hollandais. — Le cabinet anglais en prend de l'inquiétude. — Humeur des whigs. — Adresse insinuante de Châteauneuf. — But qu'il poursuit, il fait échec à Walpole, et entreprend d'ébranler Stair. — La question d'alliance française se trouve posée. — L'Angleterre réclame l'expulsion du Prétendant. — Mémoire de lord Stair. — Accueil du Régent. — Réponse au mémoire. — Audience et apologie de lord Stair. — Nouvelles exigences de Stanhope. — Les trois points. — Hypocrisie du cabinet de Londres. — Propositions de M. de Châteauneuf aux États. — Traité de Westminster. — Guerre de Pamphlets. — Georges I^{er} transporte la négociation en Hollande. — Mécontentement de lord Stair. — Départ de Georges I^{er} pour le Hanovre.

Au début du xvii^e siècle, la nation hollandaise était à la merci d'un accident militaire. Heureux, il consacrerait son existence politique; funeste, il entraînerait sa disparition peut-être totale et définitive. Vaincue, la Hollande serait soumise, c'est-à-dire sujette; son héroïsme, son génie la firent victorieuse et, dès lors, indépendante. « On dirait que la Providence avait les yeux sur ce petit peuple, qu'Elle examina ses griefs, pesa ses titres, s'assura de ses forces, jugea que le tout était selon Ses desseins, et qu'au jour venu Elle fit en sa faveur un miracle unique. La guerre, au lieu de l'appauvrir, l'enrichit; la lutte, au lieu de l'énerver, le fortifie, l'exalte et le trempe. Ce qu'il a fait contre tant d'obstacles physiques, la mer, la terre inondée, le climat, il le fait contre l'étranger. Il réussit. Ce qui devait l'anéantir le sert. Il n'a plus d'inquiétude que sur un point, la certitude de vivre; il signe, à trente ans de distance, deux traités qui l'affranchissent, puis le consolident¹. » En 1609, le destin est fixé, la Hollande vivra; en

Rapide
exaltation
de la
Hollande

¹ E. Fromentin, *Les maîtres d'autrefois, Belgique, Hollande*, in-8, Paris, 1876, p. 167-169.

1648, le traité de Westphalie sanctionne son indépendance; en 1678, le traité de Nimègue consacre son intégrité territoriale. Ses marchands, ses marins et ses artistes la font prospère, glorieuse et séduisante. Sur mer elle éclipsa l'Angleterre, sur terre elle tient tête à la France, dans la guerre comme dans la paix elle assume le rôle de grande puissance continentale. La Haye devient la capitale de l'Europe coalisée contre les entreprises de Louis XIV; l'Angleterre hésite à s'associer à elle, la Hollande y envoie son stathouder et Guillaume d'Orange réduit la Grande-Bretagne au rôle de satellite des Sept Provinces. Entre 1672 et 1712, la Hollande passa d'une perspective de servitude à l'éblouissement du triomphe grâce à la sagesse de ses hommes d'État, à la générosité de ses citoyens, à l'énergie de ses conducteurs; mais elle abusa de la fortune. Après Guillaume, le grand pensionnaire Heinsius inspira et régenta l'Europe antifrançaise, entreprit d'humilier la France, de commander à l'Angleterre et d'entraîner l'Empire. On n'aurait donc lutté si longtemps et avec une telle âpreté que pour substituer un despotisme à un autre despotisme. Le délire de l'orgueil et la soif de vengeance troublèrent le sens politique de Heinsius et l'illusionnèrent sur l'étendue des moyens dont il disposait. La Hollande ne possédait ni l'étendue territoriale, ni la population, ni, en un mot, les ressources de fonds nécessaires pour prodiguer indéfiniment l'effort. Elle y jeta sa fortune maritime et commerciale; elle s'endetta et s'épuisa. La nature ne l'avait pas dotée pour ce destin trop ambitieux.

Et fléchissement
qui en
résulte

L'Angleterre possédait, intactes, toutes les ressources dont la Hollande ne disposait plus chez elle. Sa lenteur à saisir les problèmes internationaux ne lui révéla que lentement le calcul de Guillaume d'Orange qui, non content de la soumettre, l'exploitait, arrachant chaque année au Parlement britannique subsides, soldats et marins pour le succès d'une lutte indifférente à l'intérêt national. Quand s'ouvrit, en 1701, une nouvelle guerre, où la Grande-Bretagne se sentait bravée, elle s'y jeta avec toutes ses forces pendant que la Hollande, surmenée, ne pouvait même plus faire honneur à ses engagements. Parcimonieuse de subsides et de soldats, elle n'était plus prodigue que de haine et de conseils; on en fit moins de cas que de ses florins et de son infanterie. Le prestige de Heinsius compensa en partie ce déchet, mais malgré la déférence des whigs, animés des mêmes passions que les Hollandais et consentant à leur laisser toute l'apparence de la direction des affaires, l'axe de prépondérance se déplaça de la Hollande à l'Angleterre et la défection des tories entraîna la ruine de la coalition nonobstant les remontrances et les colères du

cabinet de La Haye. De Gertruydenberg à Utrecht, les Hollandais avaient mesuré le fléchissement de leur pays, il avait suffi pour cela que l'Angleterre consultât ses seuls intérêts et ne stipulât que pour elle-même.

L'avènement de la dynastie hanovrienne parut restaurer l'hégémonie des Sept Provinces, non moins hostiles au traité d'Utrecht que le parti whig et l'empereur Charles, mais désormais la Hollande n'est plus qu'un appoint et on la traite en conséquence. Le jour où Georges I^{er} renouvelle son alliance avec Charles VI et envisage un rapprochement avec Louis XV, il ne soumet pas ses vues à Heinsius, il l'invite seulement à y adhérer. La Hollande reprenait son rang en Europe : rang subalterne.

Elle
reprend
son rang
véritable
en Europe

De la période éblouissante qui s'achevait en décadence à peine dissimulée, la Hollande conservait des souvenirs glorieux et des vices funestes. Cet excès d'influence avait altéré gravement le caractère moral de la nation... L'orgueil du succès, l'habitude d'être recherchés et tentés par les plus fières puissances de l'Europe, engendrèrent chez les Hollandais le désir de briller et de jouir, l'amour de l'argent.

Altération
des mœurs

Si Horace Walpole pouvait se flatter de faire faire tout ce qu'il voudrait à Heinsius, à son successeur désigné Vanderdussen, au trésorier de la République, au secrétaire Slingelandt, au greffier Fagel, on ne saurait mettre ces paroles au compte de la seule vantardise lorsqu'on sait que le maréchal d'Huxelles comptait lui aussi des amis d'autant plus sûrs qu'on pouvait les acquérir argent comptant. Lord Stair avait observé en Hollande les progrès du luxe entraînant les députés aux États-Généraux à des dépenses fort au delà de leurs moyens. Ils deviennent nécessiteux, dit-il, et beaucoup, peut-être la plupart, sont au plus offrant. L'Empereur savait, à l'occasion, mettre le prix. A Gertruydenberg il avait acheté un plénipotentiaire mille pistoles; une autre fois il avait payé un secret vingt mille florins. Le Régent, instruit de ces exemples saurait, le cas échéant, ne pas lésiner et « cela étant, concluait lord Stair, je vous donne à penser si nos raisons l'emporteront sur un million d'argent français ». Dubois, plus économe de son argent, soutient qu'en Hollande, il n'est pas un secret qu'on n'achète au prix de quatre pistoles².

Vénalité

² *Oxenfoord Castle, Stair Papers, vol. III B : lord Stair à lord Stanhope, 27 juin 1716.*

³ *Dubois au Régent, Hanovre, 23 août 1716, dans C. L. de Sévelinges, Mémoires secrets et correspondance du cardinal Dubois, in-8, Paris, 1815, t. I, p. 218.*

Compé-
titions

Cette vénalité avait opéré une sorte d'abdication nationale. A la mort de Guillaume d'Orange, le parti républicain, revenu au pouvoir, favorisait les compétitions et entretenait les tiraillements. Les assemblées provinciales déléguaient aux États-Généraux et dans chacune de ces deux assemblées toute décision devait être prise à l'unanimité. C'était, suivant le mot de Walpole, « un gouvernement ayant autant de maîtres que d'avis », timide, inquiet, avaricieux, où, disait Stanhope, « personne n'ose rien prendre sur soi » et il ajoutait : pourvu que le roi d'Angleterre « veuille bien se donner la peine et avoir la patience de les diriger, je crois qu'il leur fera faire tout ce qu'il voudra⁴ ». Ceux qui ne se résignaient pas à se mettre aux enchères et à voir leur pays à l'encan poussèrent un cri d'alarme. La province d'Over-Yssel dénonça aux États-Généraux la corruption des mœurs. Les États rédigèrent un projet de répression que repoussa la province de Groningue; or l'opposition d'une seule province suffisait à paralyser la mesure la plus utile et la plus urgente. Tout s'arrêta donc. Groningue lança son projet portant interdiction aux députés de dîner fréquemment chez les ministres étrangers. Quant, après d'interminables discussions, on fut tombé d'accord sur l'érection d'un tribunal modelé sur l'inquisition de Venise, on ne découvrit personne qui fût digne de le présider. Au sein de cette confusion, notre ambassadeur à La Haye, M. de Châteauneuf sut travailler habilement à rétablir l'influence française et à neutraliser celle de l'Empire et celle de l'Angleterre; il avait fort à faire.

Les
particuliers
riches
dans l'Etat
ruiné

« Pour entendre ce point, d'espèce de servitude de la Hollande à l'Angleterre, il faut savoir qu'outre les liaisons intimes dont le roi Guillaume avoit uni ces deux puissances, par tous les liens qu'il avoit pu imaginer, tant qu'il fut à la tête de toutes les deux, la guerre de succession d'Espagne y en avoit ajouté un autre bien plus fort. Heinsius, pensionnaire de Hollande, gouvernoit cette république avec un art qui l'en rendit tout à fait maître. Il étoit créature du roi Guillaume, son confident et l'âme de son parti. Il avoit pleinement hérité de sa haine contre la France et contre la personne du feu Roi. Il étoit flatté des soumissions que lui prodiguèrent le duc de Marlborough et le prince Eugène, qui lui déféroient tout, et qui avoient un intérêt personnel et pressant de perpétuer la guerre qui étoit tout leur appui à Vienne et à Londres, et qui leur valoit infiniment en particulier. Ils n'avoient

⁴ Lord Stanhope à lord Townshend, 6 novembre 1714, dans Mahon, *History of England*, in-8, Leipzig, 1853, t. I, p. 121; t. II, p. 341, 342.

pas honte d'attendre quelquefois des heures entières dans l'anti-chambre d'Heinsius, par le moyen duquel ils firent que les Hollandais supplèrent à ce que l'Empereur ne pouvoit et à ce qu'on n'osoit demander au Parlement d'Angleterre, qui donnoit souvent le triple des engagements et qu'on ne pouvoit pousser au delà. De cette façon, la République se ruina si bien, que, si les Sept Provinces avoient pu être vendues comme on vend une terre, le prix n'en auroit pas payé les dettes.

« Les plus riches du pays ne voyant donc plus de sûreté pour les fonds qu'ils prêteroient à l'État, les mirent tant qu'ils purent sur la banque d'Angleterre, en sorte que dans un État ruiné les particuliers demeurèrent riches. Ces particuliers, pour la plupart, étoient toujours à la tête des villes, des États-Généraux, et dans les premiers emplois et les principales commissions. Ils étoient donc à peu près les maîtres des affaires, et le sont toujours demeurés par leur nombre, leur succession des uns aux autres, leur crédit. Mais en même temps leurs richesses et même tout le bien de la plupart étant entre les mains des Anglais, les met dans une telle dépendance de l'Angleterre qu'ils se trouvent forcés d'en préférer les intérêts à ceux de leur République, et de la faire consentir, contre son propre avantage, à toutes les volontés des Anglais⁵. »

et asservi à
l'Angleterre

La France étoit représentée à La Haye par le marquis de Châteauneuf, diplomate de carrière, formé à l'école de Torcy. Ses instructions lui prescrivaient de rassurer les Hollandais, de les rapprocher de la France et surtout de s'employer à rompre la coalition entre l'Angleterre, l'Autriche et les Provinces-Unies. C'étoit chose d'autant plus difficile que ces trois puissances savaient trop ce qu'elles devoient à cette alliance pour ne pas chercher à la faire revivre. Georges I^{er} y poussait pour son compte et s'efforçait d'apaiser les dissentiments que faisait naître, entre la Hollande et l'Autriche, le traité de la Barrière. Ce rapprochement étoit un péril pour la paix, raison de plus pour Charles VI de le désirer, car il redoutait d'autant moins la guerre qu'il préférerait personnellement aux hasards d'une bataille la sécurité d'un monastère ou d'un château voisin. La défection de la reine Anne ne l'avait pas moins indigné que les Hollandais; mais pendant que ceux-ci signaient la paix d'Utrecht, l'Empereur, dépit du sacrifice de l'Espagne exigé de lui, se déroba. « La privation de l'Espagne et des Indes lui causait plus de peine qu'il n'avoit de satisfaction d'avoir ajouté la possession du royaume de Naples,

Instruction
donnée
à notre
ambassa-
deur

⁵ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 305-306.

celle du Milanais et des Pays-Bas à la succession de ses pères. » Il avait obstinément refusé la reconnaissance de la cession de l'Espagne à un Bourbon⁶; en attendant qu'il se déclarât prêt à recueillir les provinces belges, les États-Généraux en étaient administrateurs et réglaient, d'accord avec l'Angleterre, le tracé d'une frontière dont l'occupation leur servirait de *barrière*. Ce traité, dit de la Barrière, était repoussé par l'Empereur tout comme le traité d'Utrecht et alimentait entre la Hollande et la chancellerie impériale les plus amères contestations. En même temps il demandait à faire entrer des troupes en Belgique avant que la convention de la Barrière fut conclue⁷.

Politique
de
l'Empereur
Charles VI

Georges I^{er} envoya secrètement à Vienne sir Richard Temple et lord Stanhope en qualité d'ambassadeur extraordinaire, tandis que son compagnon deviendrait ambassadeur permanent. Charles leur fit le meilleur accueil, parla avec sympathie d'une alliance étroite avec l'Angleterre et ne s'engagea à rien. Il adressa les deux envoyés au prince Eugène qui persifla et s'étendit sur le dévouement que demandait l'acceptation d'un présent aussi onéreux que la Belgique. D'autres ministres suggéraient un troc entre ce pays et la Bavière, beaucoup plus avantageuse à leur maître. L'Empereur était insatiable; il faisait confiance aux Anglais de ses prétentions sur la Sicile, la Toscane, les duchés de Parme et de Plaisance⁸, sollicitait l'envoi d'une flotte anglaise dans la Méditerranée, et préparait une intervention armée en Italie. Cette politique toute de rancunes et d'ambitions, ne rencontrait qu'une contradiction assez timide de la part du prince Eugène⁹, et en tout cas insuffisante pour vaincre l'obstination de Charles VI. Celui-ci voyait à Parme les Farnèse disposant, par Albéroni, des ressources de l'Espagne et préoccupés d'amoindrir la part de l'Autriche dans la péninsule. Ainsi à Vienne, à Madrid, à Parme et aussi à Turin¹⁰, les stipulations d'Utrecht relatives à l'Italie

⁶ Louis XIV, *Instructions au comte du Luc*, dans *Instructions données aux ambassadeurs de France depuis les traités de Westphalie*, in-8, Paris, 1884; *Autriche*, par A. Sorel, p. 161.

⁷ Lord Stanhope à Lord Townshend, 6 novembre 1714, dans Mahon, *History of England*, t. II, p. 341.

⁸ Hoffmann à la Cour de Vienne, Londres, 13 mai 1715, dans O. Weber, *Die Quadrupel Allianz vom Jahre 1718*, p. 3, 6.

⁹ Louis XIV, *Instructions au comte du Luc*, dans *op. cit.*, p. 155; Torcy, *Mémoires*, t. I, fol. 324-325; A. von Arneth, *Prinz Eugen von Savoyen* Wien, 1858, t. II, p. 515-516.

¹⁰ Torcy, *Mémoires*, t. I, fol. 425-426; Baraudon, *La Maison de Savoie et la Triple Alliance*, in-8, Paris, 1896; D. Carutti, *Storia della diplomazia della Corte di Savoia*, in-8, Torino, 1879, t. III, p. 50.

paraissaient fort instables et faisaient pressentir un prochain bouleversement en Europe, bouleversement dont personne ne pouvait se flatter de limiter les effets à la péninsule.

Le marquis de Châteauneuf suivait d'assez près ces prévisions pour les exploiter au profit de son pays. Il représentait à la Hollande les avances faites à Charles VI par Georges I^{er} comme une machination qui disposait sans leur aveu des Sept-Provinces qui se trouveraient engagées malgré elles dans une coalition qu'elles réprouvaient et dans une guerre qui les épouvantait. Ces insinuations ne pouvaient agir qu'à la longue et l'ambassadeur de France le savait, aussi ne fut-il pas découragé ni troublé en apprenant que, le 15 novembre 1715, Georges I^{er} était venu à bout de faire signer le traité de la Barrière. Aussitôt Charles VI en viola une des clauses par la cession du Limbourg à l'électeur palatin, contrairement à l'article du traité qui interdisait toute aliénation partielle. La Hollande, pour n'être pas en reste de mauvais procédés, refusa le retrait de la garnison qu'elle tenait à Bonn. Enfin les litiges naissaient à tout propos et à tout moment, et il n'était pas jusqu'au protocole qui ne soulevât des difficultés. Les États voulaient recevoir le titre de *Celsi et Potentes* que leur refusait l'Empereur, et son dédain leur était peut-être plus sensible que tout le reste.

Dissen-
timent
entre lui
et les États
de Hollande

L'ambassadeur de France sut aigri adroitement le ressentiment des « Hauts et Puissants Seigneurs » et, abondant dans le sens de leur antipathie pour la guerre, il les alarma sur la rumour d'une garantie mutuelle des trois puissances, Angleterre, Autriche, Hollande, dont cette dernière pourrait être dupe. Voyant l'effet produit par ses paroles, il proposa à l'improviste la neutralité perpétuelle des Pays-Bas autrichiens. « Sa Majesté, disait-il, n'a pas plutôt été instruite de la signature du traité de la Barrière qu'Elle m'a ordonné de communiquer à Vos Seigneuries les moiens qu'elle se propose, pour assurer, de concert avec Vos Seigneuries la tranquillité réciproque de ses États de la frontière des Pays-Bas, et de ceux de la même frontière, qui sont présentement sous la domination de l'Empereur, ou occupez par les troupes de Vos Seigneuries, en convenant d'une neutralité aussi étendue qu'elle sera jugée nécessaire, soit par rapport à sa durée, de manière que quelque événement qui arrive, ces mêmes Pays soient toujours exemts des malheurs de la guerre, et qu'elle ne puisse en aucun cas y être portée de quelque part que ce soit, et qu'aucun autre pays ne puisse être attaqué par le Pays-Bas ».

M. de Châ-
teauneuf
exploite
le pacifisme
hollandais

Cette proposition enchantait les Hollandais et déconcertait les ambassadeurs étrangers. Horace Walpole affecta de la prendre

à peine au sérieux, car, dit-il, l'Empereur n'irait pas attaquer la France de gaieté de cœur, néanmoins les États ne laissèrent pas d'envoyer le projet d'alliance défensive et de garantie avec l'Angleterre et l'Autriche à toutes les provinces; ils y joignirent le mémoire de M. de Châteauneuf¹¹.

Le cabinet anglais en prend de l'inquiétude

Le ministre anglais prit la peine de le réfuter de son mieux. Lord Townshend écrivit à Walpole cette lettre qui découvre son embarras. « Le Roi, dit-il, a été heureux de voir que l'ambassadeur français ait été déçu dans ses espérances du grand effet que sa proposition de neutralité pour les Pays-Bas autrichiens, en cas de guerre, produirait en Hollande. En vérité, son projet semble si chimérique, et il est si plein d'illusions, qu'il était à peine bon à être sérieusement offert ou reçu d'aucun côté. La France, qui est coutumière de ces sortes d'amusettes, est seule capable de proposer de stipuler avec une tierce puissance la neutralité de territoires appartenant à un autre, qui pourrait fort bien n'y pas consentir. Car, que signifierait une convention de cette espèce entre les Hollandais et les Français, si l'Empereur, qui est le maître du pays, ne croyait pas de son intérêt d'y avoir égard? Il me semble que nous fournissons à la France l'occasion de jouer le même jeu qu'après la paix de Ryswick, quand les terribles appréhensions d'une nouvelle guerre nous firent donner, nous et les Hollandais, dans les combinaisons du traité de partage, que l'on croyait un merveilleux préservatif contre la guerre, mais qui, au fait, en devint la source et l'occasion principale. Quant à nous, les États peuvent en être sûrs, nous n'avons nul goût à nous engager dans une nouvelle guerre, nous qui, en ce moment, éprouvons les effets d'une guerre intestine. Tenons-nous-en donc à nos vieilles maximes et unissons-nous fortement ensemble. Le moyen d'éviter la guerre est de ne pas en avoir trop peur, et de former une telle union entre les alliés, que les Français voient que s'ils veulent rompre avec l'un de nous, ils entraîneront certainement tout le reste dans la querelle¹². »

Humour des whigs

Au moment où il écrivait cette lettre, lord Townshend était inquiet du succès possible du Prétendant et d'autant plus mal disposé à l'égard de la France qu'il croyait favorable à l'expédition de Jacques Stuart. Les dépêches de lord Stair avivaient les

¹¹ Public Record Office, Holland, vol. 373 : H. Walpole à lord Townshend, la Haye, 27, 31 décembre 1715.

¹² W. Coxe, *Memoirs of the life and administration of sir R. Walpole*, in-4, London 1798, t. I, p. 90; lord Townshend à H. Walpole, 27 décembre 1715, 7 janvier 1716.

soupons, ajoutaient sans cesse à l'aigreur et à la défiance¹³. La conduite de Châteauneuf devenait un acte de perfidie à ajouter à tous ceux dont le Régent s'était rendu coupable au jugement de Georges I^{er} et de Stanhope¹⁴. Notre ambassadeur à Londres écrivait que « Stanhope lui avait dit par deux fois que le duc d'Orléans avait méprisé l'amitié de Sa Majesté britannique, ...qu'il ne tarderait pas à s'en repentir..., que le temps de se venger viendrait et dans peu. Après avoir répété quelque chose d'approchant sur la fin de la conversation, il lâcha que dans un couple de mois on pourroit s'expliquer plus nettement¹⁵. » Les whigs faisaient écho à ces menaces. « Ils ont jeté feu et flamme ces jours passés, écrit M. d'Iberville, et ne parloient que de guerre contre la France¹⁶ », prêts, disaient-ils « à sacrifier leur vie et leurs biens pour effacer la honte de la dernière paix » et tirer satisfaction des secours que nous avions accordés au Prétendant¹⁷. Notre ambassadeur ne se laissait pas émouvoir par ces manifestations un peu puériles. « Il faut selon moi, disait-il, les mépriser et laisser les Anglais évaporer leur bile¹⁸ »; aussi refusait-il paisiblement les accusations portées contre le Régent « sans marquer aucune crainte des résolutions que le gouvernement d'Angleterre pourroit prendre pour troubler la tranquillité publique¹⁹. »

Pas plus que M. d'Iberville, le marquis de Châteauneuf ne se laissait impressionner par l'attitude et par les impertinences des whigs. Très instruit de la politique anglaise, il multipliait ses avances et redoublait d'insistance à l'égard des États auxquels sa proposition de neutralité perpétuelle des Pays-Bas autrichiens semblait admirable. L'Empereur n'en voulait pas entendre parler, le Roi d'Angleterre tenait l'affaire pour oiseuse, mais les

Adresse-insinuante de Châteauneuf

¹³ Archiv. des Aff. Etr., Angleterre, t. 288, fol. 18 : M. d'Iberville au maréchal d'Huxelles, 6 janvier 1716.

¹⁴ Archiv. des Aff. Etr., Angleterre, t. 285, fol. 55 : Instruction à M. d'Iberville; Torcy, *Mémoires*, t. I, fol. 152.

¹⁵ Archiv. des Aff. Etr., Angleterre, t. 276, fol. 480, 481 : M. d'Iberville au Roi, 28 novembre 1715; Torcy, *Mémoires*, t. I, fol. 122, 152.

¹⁶ Archiv. des Aff. Etr., Angleterre, t. 276, fol. 523 : M. d'Iberville au Roi, 5 décembre 1715.

¹⁷ Archiv. des Aff. Etr., Angleterre, t. 270, fol. 218 : M. d'Iberville au Roi, 17 mai 1716; *ibid.*, t. 288, fol. 25 : M. d'Iberville à M. d'Huxelles, 2 janvier 1716.

¹⁸ Archiv. des Aff. Etr., Angleterre, t. 279, fol. 187 : M. d'Iberville à M. d'Huxelles, 10 février 1716.

¹⁹ Archiv. des Aff. Etr., Angleterre, t. 276, fol. 543 : Le Roi à M. d'Iberville, 3 janvier 1716.

Hollandais en étaient épris et l'ambassadeur de France en prenait occasion de leur faire voir la France pacifique et pacificatrice autour d'elle. L'affirmation était alors d'autant plus nécessaire que les Anglais s'étaient plaints très haut de l'appui donné au Prétendant par le Régent; l'échec et la fuite de Jacques Stuart permettaient de nier cet appui; bien plus, les partisans de la France invoquèrent en leur faveur le traité de la Barrière et les stipulations d'Utrecht respectées rigoureusement par le duc d'Orléans. Châteauneuf n'avait dans son jeu diplomatique qu'un atout : sa politesse, qui rendait encore plus sensible aux Hollandais l'outrecuidante attitude des Anglais et la morgue rebutante des Autrichiens.

But qu'il poursuit

Le résultat était tel qu'il pouvait le souhaiter : les Hollandais retardaient tout engagement, à plus forte raison toute alliance défensive avec leurs anciens alliés²⁰, nonobstant les objurgations de Walpole qui voyait clair dans le jeu de Châteauneuf, lequel sera, dit-il, « très satisfait de ce qu'on n'accepte pas sa proposition, s'il peut en même temps empêcher les États d'entrer dans de plus grands engagements avec d'autres puissances²¹. »

Il fait échec à Walpole

Walpole, qui s'était vanté de faire adopter toutes ses vues par les hommes d'État hollandais, sentait chez eux une résistance insurmontable à ses impulsions. Au début du mois de mars 1716, il relançait avec son impétuosité coutumière le comité des affaires étrangères aux États, leur exposait comment la Providence ayant pris le parti du roi Georges contre le Prétendant, les États demeuraient seuls garants de la succession protestante, ce qui entraînait la nécessité d'un renforcement du traité par l'admission d'autres princes et d'autres États dont l'accord détournerait et découragerait les entreprises possibles de l'héritier des Stuarts. Non content de ces insinuations qui risquaient par trop de n'être pas entendues, Walpole remit un mémoire et un projet de traité pour une alliance défensive conçue d'après ce système plus étendu. Antoine Heinsius suggéra aux États une réponse satisfaisante aux termes de laquelle les États se déclaraient disposés à renforcer la garantie de la succession protestante par l'admission d'autres princes. Quant au renouvellement de l'alliance défensive avec l'Autriche et l'Angleterre, le respect de la constitution offrait un

²⁰ *Public Record Office*, Holland. vol. 373 : H. Walpole à lord Townshend, la Haye, 28 février 1716.

²¹ *Public Record Office*, Holland. vol. 373 : H. Walpole à lord Townshend, la Haye, 31 janvier 1716.

échappatoire; le projet fut envoyé aux différentes provinces pour que chacune d'elles l'examinât séparément²², et en particulier la province de Hollande dont l'influence était prépondérante.

Châteauneuf n'ignorait plus rien des démarches de Walpole, et, sans les contrecarrer positivement, empêchait leur effet par ses démarches habiles et répétées. Il visitait la société, y était bien accueilli et recherché, ce qui le mettait à même d'acquiescer des alliés féminins souvent utiles lorsqu'il ne s'agit que de faire affirmer bien haut ce dont on serait embarrassé de faire la preuve²³. A force d'entendre répéter que le Régent était demeuré étranger à l'équipée du Prétendant par sentiment de fidélité au traité d'Utrecht, il arriva que beaucoup commencèrent à en être persuadés. Châteauneuf alla plus loin. Il n'ignorait pas à quel point lord Stair était à charge au Régent; il entreprit de l'en débarrasser. Stair fut dépeint aux Hollandais pacifiques comme un boute-feu, un énergumène, n'ayant d'autre but que de mettre aux prises, une fois encore, la France avec l'Angleterre. Très adroitement, Châteauneuf faisait de Stair à Paris l'indice de la mauvaise foi du cabinet de Londres qui ne pouvait mieux témoigner de ses vues qu'en éloignant un ambassadeur qu'on nommerait plus justement un provocateur. Et toujours, l'ambassadeur de France revenait à son projet et pressait les États de lui donner une réponse positive sur sa proposition de neutralité perpétuelle des Pays-Bas autrichiens.

Et entreprend d'ébranler Stair

Les États particuliers de Hollande, au moment de clore leur session (mars 1716), ne pouvaient hésiter à aborder la discussion d'un projet aussi grave que celui de Walpole sur l'alliance défensive. Le Grand Pensionnaire fit connaître les propositions émanées de l'Empereur, du roi d'Angleterre et du roi de France. Heinsius avait été engagé personnellement trop à fond contre Louis XIV pour envisager la possibilité d'une alliance française, du moins laissait-il la liberté de discussion. Orateur du parti noble, il prônait l'alliance défensive entre l'Empereur, l'Angleterre et les États, demandait que le projet Walpole fut pris en considération et entraînait le vote favorable des députés les plus marquants des sept villes principales de la province. Mais tandis que Heinsius réchauffait les anciennes préventions, le Régent s'assurait d'un allié presque aussi influent. « Je sais de bon lieu,

La question d'alliance française se trouve posée

²² *Public Record Office*, Holland, vol. 373 : H. Walpole à lord Townshend, la Haye, 10 et 17 mars 1716.

²³ *Oxenfoord Castle*, Stair Papers, vol. VI, H. Walpole à lord Stair, la Haye, 24 mars 1716.

écrit l'auteur de la *Gazette*, que Son Altesse Royale aura pour politique d'entretenir une correspondance sincère avec les États-Généraux et qu'il croit de l'intérêt de la France d'être bien avec la République. Les gens sensés ont pensé de même du vivant du feu Roi²⁴. » Parmi ces « gens sensés » un des plus écoutés était M. Buys, pensionnaire d'Amsterdam, jadis ennemi juré de Louis XIV qu'il avait appris à mieux connaître depuis que la paix avait fait du négociateur impitoyable un ambassadeur sympathique et respectueux. Buys adopta les vues de Châteauneuf, et, prenant la parole aux États de la province, il soutint que nul pays et nul prince ne pouvait être tenu à l'écart d'un traité destiné à affermir la paix; l'Angleterre, la France et les États-Généraux pouvaient tomber d'accord au sujet de la succession protestante dans la Grande-Bretagne.

Châteauneuf avait atteint son but. De ce moment, la question de l'alliance française se trouvait introduite officiellement dans les conseils de la Hollande. Walpole fut interrogé par plusieurs membres considérables du gouvernement qui lui demandèrent si le roi Georges I^{er} ne serait pas disposé à entrer dans une alliance défensive avec la France, par laquelle les garanties des successions, tant à la couronne d'Angleterre qu'à celle de France, pourraient être fermement établies, en conformité du traité d'Utrecht. Walpole trouva l'occasion propice pour rendre à Châteauneuf quelque chose d'aussi fâcheux que tout ce qu'il en avait reçu. Il se répandit sur les avances du roi Georges au duc d'Orléans qui les avait éludées par la proposition d'une alliance défensive entre l'Angleterre, la France et les États-Généraux. A cette suggestion avait succédé le projet de neutralité perpétuelle des Pays-Bas (autrichiens); ensuite était survenue l'expédition du Prétendant, soutenu par des officiers, des armes et des munitions sortis des ports de France. Ces procédés très notoires contre le traité d'Utrecht avaient donné au Roi des motifs de se défier de la sincérité de la France; depuis l'échec du Prétendant, il n'y avait pas lieu d'être surpris que, sentant son isolement, le Régent souhaitât s'insinuer dans une alliance défensive qui ne visait sans doute à rien autre qu'à retarder ou à rendre impossible la conclusion de l'alliance défensive projetée entre l'Angleterre, l'Empereur et les États. Georges I^{er} ne repoussait pas l'alliance française, mais il voulait avoir auparavant la preuve que le Régent se détachait à tout jamais de la cause du Prétendant. Walpole s'efforçait donc d'amener les Hollandais à renouveler l'an-

²⁴ *Gazette de la Régence*, p. 21; 18 novembre 1715.

cienne confiance et amitié entre les trois puissances, « sans se laisser écarter de ce point principal par les « spécieux amusements » de la France. Mais c'est en vain qu'il insistait sur le ton de la réponse du Régent à la requête formulée contre le séjour en France des Jacobites, inutilement qu'il montrait cette réponse plus « garnie de belles paroles que de preuves réelles et solides de sa bonne disposition » envers le roi Georges. Tout ceci pouvait être véritable, mais les Hollandais souffraient de l'entendre dire, tant était grande parmi eux la terreur d'une rupture entre la France et l'Angleterre qui replongerait leur pays dans la guerre. Ils ne songeaient qu'à excuser la conduite du Régent, parlaient de préventions, de malentendus, suggéraient que le prince consentirait un peu plus tard, sans doute, à ce que l'intérêt et l'inclination devaient le porter à accorder. Cette perspective leur suffisait à entrevoir le moment où la France et l'Angleterre entretiendraient des rapports vraiment amicaux.

Il était assurément original de voir la Hollande pousser l'Angleterre vers la France au moment où le roi Georges se montrait fort revenu du projet qu'il avait lancé le premier. C'est ainsi que la disposition favorable de toutes les provinces-unies au renouvellement de l'alliance avec l'Angleterre ne lui suffit pas, il poursuivit son dessein de faire entrer l'Autriche dans cette alliance, malgré la répugnance peu dissimulée des États-Généraux. Châteauneuf opposant manœuvre à manœuvre, se rendit chez le Grand-Pensionnaire Heinsius et l'informa qu'il avait reçu de sa Cour l'ordre de faire connaître que le roi de France était disposé à entrer dans une alliance défensive avec l'Angleterre et la Hollande. (17 avril 1716).

Georges I^{er} venait à peine d'abattre les Jacobites et de célébrer sa victoire par d'odieuses vengeances qu'un nouveau sujet d'alarmes lui vint. Le bruit courait que Charles XII de Suède, pour se venger d'avoir été dépouillé de Brème et de Verden, équipait une flotte destinée à soutenir le parti jacobite en Écosse. Ce fantôme de Prétendant suffisait à jeter le parti whig et son chef couronné dans d'extraordinaires terreurs. Cette fois l'Angleterre n'aperçut de salut pour elle-même que dans l'expulsion de son rival hors de Lorraine et hors de France. Stanhope prescrivit à lord Stair d'insister « de la manière la plus forte pour que le Prétendant ne soit pas admis à séjourner sur le territoire français, et en outre d'obtenir du gouvernement une pression sur le duc de Lorraine qui détournât ce prince de recevoir jamais plus Jacques Stuart. Enfin les partisans les plus qualifiés du parti jacobite devaient être expulsés de France et les officiers ayant

L'Angle-
terre
réclame
l'expulsion
du
Prétendant

servi le Prétendant exclus de l'armée et privés de leurs anciens emplois²⁵.

Mémoire
de lord Stair

Lord Stair se hâta de rédiger un mémoire d'une impertinence soutenue. Il se faisait un plaisir d'énumérer les prétentions de son maître et il était assurément original d'entendre l'ambassadeur d'un pays qui accueille tous les pires représentants de la politique des nations continentales déclarer que « la Grande-Bretagne ne sauroit être en sûreté ni tranquillité tant qu'elle verra des personnes qui ont conspiré et entrepris à force armée la ruine et subversion totale de leur patrie, reçues et entretenues dans son voisinage ». Après avoir longuement insisté, Stair avoue sans détours que cette situation obligerait l'Angleterre « d'avoir toujours les armes à la main, tourmentée par des soupçons et des inquiétudes continuelles ». Cela dit, il réclame une réponse par écrit, « laquelle il souhaite fort qu'elle puisse être telle, qui pourroit contribuer à rétablir la bonne intelligence entre les deux nations²⁶ (9 mars). »

Accueil
du Régent

Porteur de ce mémoire, l'ambassadeur se présenta au Palais-Royal et ne fut pas reçu²⁷. Le lendemain, 10, il se rendit au lever du Régent, obtint une audience, donna lecture de son écrit et le glosa. Le Régent eut peine à se contenir. Il était de ces hommes qu'une sorte de scepticisme général rend indulgents aux pires injures et qui prodiguent leur bienveillance selon la mesure de leur dédain. A mesure que Stair développait ses griefs et énumérait ses réclamations Philippe d'Orléans laissait échapper sa joie, son enthousiasme pour le succès des armes du roi d'Angleterre. Le Prétendant avait traversé le royaume juste le temps nécessaire pour se laisser rejoindre et avertir d'avoir à en sortir; ce qu'il avait fait. Les chefs rebelles condamnés par le Parlement allaient être éloignés sur-le-champ; c'était chose si certaine que le Régent demandait au roi Georges semblable traitement pour les Français rebelles réfugiés en Angleterre. Il en prit occasion pour gronder amicalement lord Stair d'avoir écrit sans bienveillance sur son compte; Stair jeta les hauts cris, il n'avait jamais fait que l'éloge du prince, à peine avait-il malmené ses ministres qui, certes, ne le valaient pas, et il conclut

²⁵ *Oxenfoord Castle*, Stair Papers, vol. V : lord Stanhope à lord Stair, Whitehall, 22 février, 5 mars 1716; *Stair's Journal*, 7 mars; *Brit. Mus.*, ms. Egerton, vol. 2171 : Stair à Bubb, 9 mars 1716.

²⁶ Stair, *Mémoire* du 9 mars 1716, dans G. de Lamberty, *Mémoires pour servir à l'histoire du XVIII^e siècle*, in-4, Amsterdam 1735-1740, t. IX, p. 386, 387.

²⁷ *Hardwicke Papers*, Stair's Journal, lundi 10 mars.

en demandant une réponse prompte et catégorique qui rendrait inexécutable, à supposer qu'il fut possible, le projet d'expédition navale du roi de Suède. Le Régent promit tout ce qu'il voulut et Stair sortit de l'audience, rayonnant²⁸.

Le lendemain, lord Stair remit son mémoire au maréchal d'Huxelles qui répondit, le 13 mars, que le Régent avait appris la déroute du Prétendant avec d'autant plus de satisfaction que cet événement assurait la paix à l'Angleterre et l'intimité entre son souverain et le roi de France. Le Régent avait déjà pourvu à la sortie du royaume du Prétendant et veillerait à empêcher son retour. Au sujet des jacobites les plus compromis, « quoique personne n'ignore quelles sont les loix de l'azile dans tous les États souverains », le Régent adopterait, d'accord avec le roi d'Angleterre, « tous les moyens convenables » pour maintenir la bonne intelligence en éloignant tout sujet d'ombrage. Quant aux officiers sortis du royaume sans permission pour grossir le parti des rebelles, l'ordonnance prise contre eux avait été exécutée à la rigueur. Par contre, le gouvernement français s'interdisait toute démarche auprès du duc de Lorraine afin de le détourner de recevoir le chevalier de Saint-Georges dans ses États²⁹. Cette réponse différait beaucoup de celle qu'avait escomptée lord Stair. Le parti de la « vieille Cour » imposait, une fois encore, son point de vue au Régent; il épargnait les jacobites notoires jusqu'à l'heure d'une occasion plus propice à leurs desseins hostiles et gardait sous la main le Prétendant pour le cas où des troubles se produiraient en Angleterre³⁰. De son côté, le duc de Lorraine alléguait la crainte de mécontenter le roi de France lorsqu'il apprit coup sur coup le retour de son hôte compromettant à Commercy et l'insistance du roi Georges pour son éloignement. Il n'hésita plus et pria Jacques Stuart de s'en aller³¹; celui-ci se retira en Avignon (fin mars).

Non content d'une réponse fort sèche, le maréchal d'Huxelles recourut à un procédé fort rigoureux et qui faisait sentir à quel point lord Stair avait excédé les bornes de la patience des diplomates. Au lieu de lui être remise en mains propres, la réponse à son mémoire fut transmise directement à notre représentant à

Réponse
au mémoire

Audience
et apologie
de lord Stair

²⁸ *Hardwicke Papers*, Stair's Journal, lundi 10 mars.

²⁹ *British Museum* ms. Egerton, n° 2171; G. de Lamberty, *op. cit.*, t. IX, p. 388-389.

³⁰ *Public Record Office*, Germany, vol. 202 : lord Townshend à Schaub, ministre d'Angleterre à Vienne, Whitehall, 9-20 mars; 13-24 mars 1716.

³¹ *Oxenfoord Castle*, Stair Papers, vol. V : lord Stanhope à lord Stair, 19-30 mars 1716.

Londres, M. d'Iberville, chargé de la remettre au gouvernement britannique. Cette réponse, datée du 13 mars, ne fut communiquée à Stair que le 20 et, le 21, il alla trouver le Régent et se plaindre que le texte concernant l'expulsion des jacobites rebelles et condamnés était moins clair que la réponse verbale à lui faite par le prince. Stair avait affaire à trop forte partie. Le Régent lui répliqua qu'il avait, en effet, bien entendu. « Je suis encore de même sentiment touchant les fugitifs et j'ai fait dire la même chose au Roy par M. d'Iberville, et encore plus fortement. Il est vrai qu'on ne s'est si clairement expliqué dans la réponse, parce qu'il faut observer un certain décorum et qu'il y a des choses sur lesquelles il faut s'entendre. » Les projets des jacobites faisaient sourire, mais puisqu'on était disposé, en Angleterre, à les prendre au tragique, le Régent avait voulu rassurer sans délai, c'est pourquoi il avait adressé à M. d'Iberville la réponse au mémoire de lord Stair. Si hargneux que fût ce dernier, il n'osa pas se fâcher, mais s'embarqua dans une apologie de sa conduite depuis le commencement de la Régence. Comme le discours se prolongeait plus que de raison, le duc d'Orléans interrompit : « Mylord, dit-il, il est bien fâcheux que les picques des ministres brouillent les Princes, et que nous devons souffrir pour les fautes d'autrui. » Stair repartit de plus belle, le prince, pour en finir, prodigua les politesses qui ne lui coûtaient guère et les promesses qu'il ne tenait pas. Stair, complètement joué, s'éloigna radieux. « Je le laissay dans son cabinet, dit-il, très content de moy³². »

Nouvelles
exigences
de
Stanhope

Stanhope, à Londres, moins accessible à la parole charmante du Régent, remâchait les griefs anciens et nouveaux, combinait des impertinences inédites. Eminemment doué pour ce manque de tact que ses compatriotes confondent avec l'affirmation de leur force, Stanhope s'était mis en tête d'avilir le Régent comme s'il l'eût tenu à sa merci. Il imagina un interrogatoire que Stair ferait subir au chef du gouvernement français à peu près comme s'il se fût agi d'un lord prisonnier à la Tour de Londres. Voici les chefs d'accusation tels que Stair les a conservés :

1° Ce qu'a fait [le Régent] pour empêcher [le Prétendant] d'entrer en France, d'y rester ou de passer dans la Grande-Bretagne

2° S'il a puni, selon sa promesse, ceux qui ont fait sortir les armes du Havre.

3° De quelle manière ont été traités, à leur retour d'Écosse,

³² *Oxenfoord Castle*, Stair Papers, vol. III, B : lord Stair à lord Stanhope, Paris, 22 mars 1716.

les officiers et les cavaliers du régiment de Nugent, qui avaient déserté pour s'embarquer avec le Prétendant et le duc d'Ormond;

4° De quelle manière le Régent a montré son ressentiment contre les officiers au service de France qui avaient passé au service du Prétendant, ou qui attendaient à Boulogne et à Calais, le moment de se rendre en Écosse;

5° Si Bolingbroke, qui avait dû recevoir, il y a six semaines, l'ordre de quitter Paris, l'a quitté en effet;

6° Si on a saisi les armes qui étaient à bord d'un vaisseau destiné à passer en Angleterre et venu en relâche à Morlaix³³.

Stair lui-même n'osa pas introduire tous ces griefs dans son nouveau mémoire, daté du 7 avril. Son insistance porta sur le danger que faisait courir à la dynastie hanovrienne la présence du dernier Stuart en Avignon d'où il pouvait correspondre, intriguer et envahir facilement l'Angleterre. Non seulement Avignon, mais l'Europe devaient être interdites à l'exilé. Le Régent ferait les démarches nécessaires auprès du pape avec lequel l'Angleterre avait interrompu les conversations depuis longtemps; il semblait difficile de pousser plus loin l'aberration, Stanhope et Stair en furent pour leurs réclamations. Le côté plaisant de l'affaire c'est qu'ils imaginaient faire de ces conditions celles mêmes de l'alliance défensive dont M. de Châteauneuf poursuivait la conclusion³⁴.

Le cabinet anglais ne voyait dans tous ces événements qu'une question de partis; il avait frappé les vaincus avec la hache, il entendait ne pas ménager leurs partisans. « La France pendant tout le cours de la rébellion, disait Stanhope, a montré tant de mauvais vouloir pour le Roi, qu'il semble très nécessaire qu'elle nous donne quelque preuve réelle de ses dispositions amicales, avant que le Roi puisse songer à entrer dans de nouveaux engagements... Le Roi est non seulement en disposition, mais il a le désir d'établir entre la France, l'Angleterre et les États de bons rapports capables de contribuer à la paix de toute l'Europe. » Reste à savoir « si la France est subitement devenue amie sincère de la succession protestante, ou si, par d'adroits artifices, elle ne songe pas à nous amener, ainsi que les Hollandais, en nous leurrant, à une sécurité qui nous fasse négliger et dédaigner nos amitiés et nos alliances de vieille date. La maxime fondamentale dans l'opinion du Roi est qu'aucun plan d'alliance avec la

³³ *Hardwicke Papers*, Stair's Journal.

³⁴ *Oxenfoord Castle*, Stair Papers, vol. III, B : lord Stair à lord Stanhope, Paris, 6-17 avril 1716; *ibid.*, vol. V, lord Stanhope à lord Stair, Whitehall, 28 mars = 8 avril 1716.

France ou de neutralité des Pays-Bas ne doit détourner l'Angleterre et la Hollande de conclure une alliance défensive et une garantie mutuelle avec l'Empereur; ensuite, si la France prouve par sa conduite une intention sincère de bien vivre avec le Roi, il s'empressera de se joindre aux États pour faire une alliance à cette fin. » Auparavant il exigeait l'envoi du Prétendant au delà des Alpes, l'expulsion hors de France des jacobites notoires, l'exécution de l'article du traité d'Utrecht relatif au port de Mardyck³⁵. En même temps, le parti whig poursuivait un autre but. A l'accueil triomphal qui avait signalé l'avènement de Georges I^{er}, succédait une impopularité accrue chaque jour et qui menaçait d'emporter la dynastie et ses fougues partisans. La ruine des jacobites autorisait toutes les audaces que le parti tory n'oserait pas combattre. Le ministère proposa la prorogation de trois à sept années pour le mandat de la chambre existante et le bill septennal fut voté le 26 avril = 7 mai 1716. Ainsi s'ouvrait une carrière de corruption inouïe qui précipita l'énervement de l'institution parlementaire.

Les trois points

Ce dernier succès acheva d'enfler le parti whig qui eut l'illusion de posséder le pouvoir indéfiniment, et trouva dans Stanhope un interprète selon son cœur. Dès lors, le cabinet résuma les clauses fondamentales de sa politique en trois exigences qu'on nomma couramment les *trois points* ou les *trois articles* qui étaient : 1^o renvoi du Prétendant d'Avignon en Italie; 2^o expulsion de ses partisans hors de France; 3^o destruction du port de Mardyck. « Sa Majesté, écrivait Stanhope, a déclaré péremptoirement aux États-Généraux qu'aussi longtemps que ces conditions n'auront été admises préalablement, elle ne pourra ni ne voudra entendre à ouvrir des négociations avec la France³⁶. » Stair ressentit quelque embarras à énoncer les trois points, il se rejeta sur des protestations obligeantes, des marques d'amitié de son souverain, des promesses d'alliance aussitôt que le Prétendant serait éloigné. Le Régent répondit que l'affaire de Mardyck étant une suite du traité d'Utrecht ne souffrait aucune difficulté; que le Prétendant serait à merveille en Italie, qu'il souhaitait l'y voir, mais ne pouvait le contraindre à s'y acheminer en arrêtant la pension de la reine, veuve de Jacques II. D'ailleurs cette demande prendrait place tout naturellement dans le traité qu'on envisageait, la matière était trop importante pour être réso-

³⁵ Ozenfoord Castle, Stair Papers, vol. V : lord Stanhope à lord Stair, Whitehall, 28 mars = 8 avril 1716.

³⁶ Ozenfoord Castle, Stair Papers, vol. V : lord Stanhope à lord Stair, Whitehall, 16 = 27 avril 1716.

lue sous la forme de préliminaire. Stair souhaitait qu'on rassurât, sans aucun retard, son souverain car « il y a, disait-il, des puissances qui ne croient pas que c'est de leur intérêt que ce traité se fasse, qui pourront se donner du mouvement pour le traverser. Les conjonctures ont une grande influence sur les affaires. » Le Régent comprit le sens de cet oracle sibyllin et se plaignit de l'empressement apporté à conclure l'alliance entre l'Angleterre, l'Empereur et les Provinces-Unies; à quoi Stair répondit que cette conduite « étoit fort conforme à leur système de maintenir la tranquillité de l'Europe; que la prudence demandoit qu'on se mit à couvert contre les entreprises que la France pourroit former dans la suite du temps, semblables à celles qu'elle a formées par le passé et que cette précaution juste et raisonnable n'empêcheroit pas qu'on prit des mesures avec la France pour n'avoir rien à craindre des entreprises que des autres puissances pourroient former³⁷. »

L'intérêt de la France ne permettait pas d'hésiter plus longtemps. Le 8 mai, le Régent dit à lord Stair qu'il envisageait un projet dont il lui remit les grandes lignes : le traité d'Utrecht servant de base à la garantie de la succession de Georges I^{er} et aux renoncations de Philippe V, avec stipulation de secours mutuel, le cas échéant; renvoi du Prétendant hors d'Avignon; interdiction du séjour en France à ceux de ses partisans déclarés rebelles (en Angleterre); réduction du nouveau canal de Mardyck à des écluses qui ne pourraient recevoir que de petits navires. Si le roi Georges admettait ces conditions, le Prétendant quitterait Avignon avant la signature. Stair, obligé, bon gré mal gré, de découvrir la fourberie de son cabinet, répliqua qu'il ne pouvait négocier avant que Jacques Stuart fût en Italie. Le Régent ne pouvant croire à la sincérité d'une pareille défaite, en voulut avoir le cœur net. Il dit qu'il ferait savoir à la reine-mère que son fils devait gagner l'Italie, et au pape que le séjour en Avignon était incommode et fâcheux pour la France³⁸. Stair ne put rien répondre sinon que les *trois points* devaient être acquis préalablement à toute négociation. L'hypocrisie du cabinet de Londres n'était pas même fardée avec adresse; le piège était si grossier et à découvert qu'on s'étonne presque d'une si rare impudence. Du jour où le Prétendant aurait évacué le sol français, le hanovrien eut posé des conditions nouvelles dont sa ruse

Hypocrisie
du cabinet
de Londres

³⁷ Ozenfoord Castle, Stair Papers, vol. III B : Lord Stair à lord Stanhope, Paris, 2 mai 1716.

³⁸ Ozenfoord Castle, Stair Papers, vol. III B : lord Stair à lord Stanhope, Paris, 9 mai 1716.

teutonne eut sans peine imaginé l'humiliante obligation. Pendant que cette négociation aboutissait à un point mort, la lutte diplomatique reprenait, en Hollande, toute sa vivacité.

Propositions de
M. de Châteauneuf
aux États

M. de Châteauneuf n'y avait pas connu le repos et les Hollandais se sentaient flattés de l'importance que cette activité conservait à leur pays. Au lieu de disperser son effort, l'ambassadeur français l'avait concentré sur un seul point. Entre tous les conseils des Provinces-Unies, Amsterdam, métropole du commerce et capitale, possédait une importance avec laquelle il fallait compter. Or, tandis que la majorité des États et des villes demeurait attachée à la politique de l'Angleterre, Amsterdam se tourna vers la France et proposa deux négociations d'alliances simultanées : l'une, entre l'Angleterre, l'Autriche et les États; l'autre, entre l'Angleterre, la France et ces mêmes États. C'était là une nouveauté subversive que la prudence du caractère national ne pouvait ni accueillir ni repousser sans un mûr examen, mais Amsterdam ne se rebutait pas pour si peu. Châteauneuf non plus. Instruit d'une démarche tentée par Walpole auprès du Grand Pensionnaire pour hâter la conclusion de l'alliance défensive, l'ambassadeur de France venait, par ordre de sa Cour, notifier au Pensionnaire, que si l'Angleterre et la Hollande voulaient entrer en négociations avec la France, elles trouveraient toutes les facilités imaginables de la part du Régent à faire tout ce qu'elles pouvaient raisonnablement attendre de lui pour la garantie de la succession des deux couronnes, et que même l'Empereur pourrait en être content, s'il le voulait. » Il répéta ce langage au président de semaine des États de Hollande. Celui-ci et Heinsius avouèrent à Horace Walpole que cette déclaration était insuffisante, mais que le temps découvrirait les véritables intentions de la France qui leur paraissaient tendre à conclure un traité avec le roi d'Angleterre et les Provinces-Unies; auparavant il fallait obtenir des paroles plus claires du Régent sur les demandes de Georges I^{er}.

Le Grand-Pensionnaire ne s'était jamais mal trouvé du système de temporisation et il y eut recouru une fois encore si Walpole et Châteauneuf le lui eussent permis. Le 19 mai, le Régent envoya à Châteauneuf la copie des propositions communiquées, le 8, à lord Stair. Châteauneuf s'empressa de les transmettre à Heinsius en l'informant que le roi de France désirait conclure une alliance défensive avec le roi d'Angleterre sur la

²² Public Record Office, Holland, vol. 375 : Hor. Walpole à lord Townshend, la Haye, 8 mai 1716.

base du traité d'Utrecht et de la garantie mutuelle des deux successions et des renonciations. Ni la question du Prétendant, ni celle de Mardyck n'étaient de nature à y faire obstacle et le roi de France désirait si fort voir les États-Généraux entrer dans cette alliance qu'il se ferait un plaisir de donner sa garantie au traité de la Barrière. Cette démarche inquiéta Walpole au point qu'il se décida à haranguer les députés des Affaires étrangères dans l'espoir d'en arracher un prompt et complet acquiescement. Le roi Georges, leur dit-il, se flattait que les États, qui avaient eu un si long délai pour considérer son projet d'alliance défensive avec l'Empereur, étaient disposés à s'y associer; dans le cas contraire, son déplaisir serait extrême, néanmoins il passerait outre et conclurait son traité avec Charles VI. Il souhaitait y admettre les États-Généraux et nul autre prince. Cela fait, il serait prêt à entrer dans une alliance défensive avec tout autre prince ou État qui s'y montrerait sincèrement disposé⁴⁰. Cet empressement eut suffi, à lui seul, à mettre les Hollandais en garde contre toute précipitation. Le pensionnaire d'Amsterdam opina pour un délai et persuada ses collègues des États qui firent prier Walpole d'employer ses bons offices auprès du roi Georges pour obtenir de lui de nouveaux retards à la conclusion du traité avec l'Empereur.

Mais Georges I^{er} était à bout de patience. Les atermoiements des Hollandais le décidèrent à se passer d'eux. Le jour même où, à la Haye, Heinsius réclamait un nouvel ajournement, l'Angleterre et l'Autriche signaient à Londres le traité de Westminster (25 mai = 5 juin 1716), dont la disposition essentielle était ainsi conçue : « L'unique but de cette alliance est de se défendre l'un l'autre et de se maintenir dans la possession de ses provinces et droits dont chacun jouit actuellement. Si l'un des alliés est hostilement attaqué, l'autre s'engage à le maintenir contre tous agresseurs dans les mêmes honneurs, dignités, royaumes et droits qu'il possède en Europe dans le temps de cette alliance, et dans ceux qu'ils s'acquerront d'un commun consentement pendant qu'elle durera; comme aussi à lui procurer une juste satisfaction pour le tort qu'il aurait souffert⁴¹. »

La communication que Walpole fit de ce traité au Grand-Pensionnaire fut reçue de façon glaciale. Heinsius dit sèchement qu'il ne voyait pas l'avantage que le roi d'Angleterre

Traité de
West-
minster

Guerre de
pamphlets

⁴⁰ Public Record Office, Holland, vol. 375 : le même au même, la Haye 29 mai; Ozenfoord Castle, Stair Papers, vol. VI : H. Walpole à lord Stair, la Haye, 29 mai 1716.

⁴¹ Dumont, Corps diplomatique, t. VIII, p. 477; G. de Lamberty, Mémoire pour servir à l'histoire du XVIII^e siècle, t. IX, p. 472.

en retirerait⁴², et il sentit quelque embarras lorsque Château-neuf soutint que, désormais, les États-Généraux pouvaient conclure avec la France une alliance à part. Non content d'exploiter son avantage, l'ambassadeur de France provoqua et soutint une vive polémique à laquelle prirent part les *revêches*, hostiles à l'alliance anglo-autrichienne⁴³, et les réfugiés français. Il s'agissait de persuader aux Hollandais que l'entente de l'Autriche et de l'Angleterre mettait leur République en péril politique et économique d'où la tirerait l'alliance française⁴⁴. Les anciennes alliances avaient été onéreuses, le traité de la Barrière drainait hors du pays plusieurs millions de soldes militaires dont rien ne rentrait en Hollande et c'était pour ce maigre résultat que la République avait entretenu des armées, des flottes, payé des subsides, tellement que, épuisée, ses anciens alliés lui étaient plus redoutables que la France qu'elle avait combattue.

Entre deux nations également âpres au gain on ne pouvait négliger l'évocation des rivalités commerciales. « Le meilleur ami des Anglais est le commerce, disait une brochure; lorsqu'ils peuvent le faire fleurir à nos dépens c'est pour eux une double satisfaction. Nous les aidons à nous perdre et ils nous ruinent à l'ombre de mille protestations d'amitié... Les Anglais veillent à leurs intérêts, veillons aux nôtres... Nous ne devons pas conclure l'alliance proposée par l'Empereur et Sa Majesté Britannique tendant directement à nous jeter dans une nouvelle guerre, pour des intérêts absolument étrangers à la République. » Après avoir montré la France, très différente de la nation agressive qu'on représentait, mais pacifique et rassurante, l'auteur disait : « Nous ne devons pas croire à ce qu'on nous dit contre la France, parce que l'expérience nous apprend qu'on crie sans raison, et que souvent on ne crie contre la France que pour parvenir à d'autres fins. » L'alliance avec la France et l'Angleterre assurera le repos durable de la République. « Quelle gloire pour nous, quels avantages pour nos peuples, si nous assurons la tranquillité publique. Nous y parviendrons infailliblement par l'alliance entre la République, la France et l'Angleterre. »

Georges I^{er}
transporte
la
négociation
en Hollande

Les échos de cette polémique parvenaient à Georges I^{er} et l'inquiétaient au moins autant qu'ils l'irritaient. Sa résolution d'arracher au Régent les *trois points* préalablement à tout traité n'avait

⁴² Public Record Office, Holland, vol. 375 : H. Walpole à lord Townshend, la Haye, 9-23 juin 1716.

⁴³ G. de Lamberty, *op. cit.*, t. IX, p. 475, 504.

⁴⁴ L. Wiesener, *Le Régent, l'abbé Dubois et les Anglais, d'après les sources britanniques*, in-8, Paris, 1891, t. I, p. 212-218.

pas faibli⁴⁵. Stanhope en faisait une condition essentielle, à défaut de laquelle « il ne saurait y avoir d'amitié possible⁴⁶ », et néanmoins il fallait ménager les susceptibilités hollandaises. Celles-ci ne pourraient qu'être flattées de voir la négociation se poursuivre en Hollande. Le cabinet anglais s'y résigna donc sous la réserve du renvoi du Prétendant hors de France, « car, attendu, disait lord Townshend, que d'un côté il n'est pas compatible avec l'honneur de Sa Majesté de signer aucun traité avec la France avant l'accomplissement préalable de cette condition; et que, d'un autre côté, l'objection du Régent au renvoi du Prétendant avant la signature du traité, est fondée sur ce qu'il se soumet à une certaine humiliation (comme il leur plaît de l'estimer en France) sans aucune certitude d'obtenir ensuite le traité, Sa Majesté pense que l'expédient qu'elle propose maintenant, à la fois sauvera son honneur et écartera l'objection du Régent, puisque, par ce moyen, les assurances qu'il obtiendra sont aussi fortes que si le traité était déjà ratifié⁴⁷. » Cette condescendance apparente avait surtout pour but d'adoucir les Hollandais et de les décider à entrer dans l'alliance anglo-autrichienne. Stanhope ne manquait pas de faire valoir à Stair la modération de son maître qui n'attendait que l'avis officiel de l'arrivée du Prétendant en Italie pour envoyer des pleins pouvoirs à son représentant en Hollande⁴⁸.

Dans ce pays, le duc d'Orléans possédait ce premier avantage d'y inspirer la faction française, très entreprenante; il tenait l'Angleterre séparée de l'Autriche et pouvait se flatter de l'influencer plus aisément qu'à Londres, deuxième avantage, presque aussi illusoire que le précédent. L'homme d'État un peu novice qu'il était prit conseil de l'homme de guerre expérimenté qu'il n'avait pas cessé d'être et traita le marchandage et les marchands anglais, à la française. Le 20 juin 1716, le Régent expliqua à lord Stair qu'il était en mesure de renvoyer le Prétendant, qu'il n'en ferait rien avant la signature du traité, n'écouterait rien et ne croyait que vaguement à la sincérité de ses interlocuteurs. Stair, sous cette brusque attaque, rompit, parla de ne renvoyer le Prétendant que lorsque le traité serait commencé *dans les formes*. Le Régent

Mécontentement
de lord Stair

⁴⁵ *Oxenfoord Castle*, Stair Papers, vol. V : lord Stanhope à lord Stair, Whitehall, 27 mai = 7 juin 1716.

⁴⁶ *Oxenfoord Castle*, Stair Papers, vol. V : lord Stanhope à lord Stair, Whitehall, 31 mai = 11 juin 1716.

⁴⁷ *Oxenfoord Castle*, Stair Papers, vol. V : lord Townshend à H. Walpole, Whitehall, 5 = 16 juin 1716.

⁴⁸ *Oxenfoord Castle*, Stair Papers, vol. V : lord Stanhope à lord Stair, Whitehall, 7 = 18 juin 1716.

le poussa, laissa entendre qu'il avait autre chose en vue et qu'il ne craignait pas se battre⁴⁹. Consterné, Stair cherchait une explication; la lettre de Stanhope la lui apporta : la négociation était transportée en Hollande, on n'y avait que faire de sa hargneuse intervention. Vexé, il affecta la satisfaction⁵⁰ et prit des airs de pythionisse : « Le Roi, écrivit-il, avait en main l'entière direction des affaires de l'Europe : dans mon humble opinion, il n'aurait pas dû s'en départir aisément⁵¹... La France, à l'en croire, est et sera jalouse de la Grande-Bretagne. Elle cherchera à lui arracher des mains la principale direction des négociations et à la placer chez les Hollandais, à cause de l'influence qu'elle compte avoir sur eux⁵². » Cette jalousie des Français était si vive qu'elle avait retourné les dispositions du Régent qui, sous le feu Roi et pour s'assurer le pouvoir, parlait d'une alliance qu'il repousse depuis qu'il est le maître « de peur de contribuer à l'accroissement de la puissance et de l'autorité du roi de la Grande-Bretagne; il préféra [dès lors] mettre en hasard ses propres prétentions à la couronne et exposer le royaume dans l'état misérable et sans défense où il le trouva, aux plus grands dangers. Aussitôt Régent, il abandonna ses vues personnelles, entra dans le système du vieux Roi, fit tout pour soutenir le roi de Suède et favoriser les prétentions chimériques du Prétendant; et, quand il vit ses plans à bas, il aima mieux faire la Cour aux Hollandais tout inférieure qu'est leur situation... D'après ce que j'ai dit, il est trop évident, que si jamais la France peut nous faire du mal, elle nous fera du mal; et que nous ne devons jamais compter sur son amitié⁵³. »

Pendant que le roi d'Angleterre et l'Empereur traitaient les Hollandais en quantité négligeable, M. de Châteauneuf se répandait en prévenances. Il était, de l'aveu de Walpole, si habile et si insinuant, que beaucoup se mettaient à le croire après avoir écouté ses paroles⁵⁴; les Hollandais ne s'en défendaient pas. Le 1^{er} juillet, le baron de Heems, ministre d'Autriche à la Haye, vint exprimer aux députés pour les affaires étrangères le regret de l'Empereur de ne pas les avoir attendus; le 2 juillet, les dépu-

⁴⁹ *Oxenfoord Castle*, Stair Papers, vol. III B : lettre d'un secrétaire (anonyme) à lord Stanhope, Paris, 22 juin 1716.

⁵⁰ *British Museum*, ms. Egerton, vol. 217, : lord Stair à Bubb (Dodington), Paris, 23 juin 1716.

⁵¹ *British Museum*, ms. Egerton, ol. 2172 : même lettre.

⁵² *Oxenfoord Castle*, Stair Papers, vol. III B : lord Stair à lord Stanhope, Paris, 27 juin 1716.

⁵³ *Oxenfoord Castle*, Stair Papers, vol. III B : même lettre.

⁵⁴ *Public Record Office*, Holland, vol. 375, H. Walpole à lord Townshend, la Haye, 16 mai 1716.

tés appelèrent M. de Châteauneuf et lui dirent qu'ils étaient disposés à traiter; Walpole entendit le même langage. Cela pouvait se prolonger indéfiniment. Le 8 juillet, les députés donnaient de bonnes paroles à l'Empereur; le 9, ils s'abouchaient avec M. de Châteauneuf; ces lenteurs ne pouvaient plus conduire à rien du moment qu'elles arrêtaient tout. Un événement imprévu pouvait tout transformer.

Georges I^{er} souffrait en Angleterre d'une sorte de nostalgie; ses ministres hanovriens et ses maîtresses hanovriennes, rapaces et hostiles à ce royaume qu'ils dévalisaient, son secrétaire lui-même, le réfugié Robethon, l'attiraient vers l'Allemagne. Le premier ministre anglais, lord Townshend blâma ce voyage en termes respectueux mais fermes⁵⁵, le Roi qui ne supportait aucune contradiction décida son départ, le fit autoriser par le Parlement, conféra au prince de Galles une vague autorité avec le titre désuet de « gardien du royaume » et, accompagné de Stanhope, s'embarqua le 20 juillet 1716 pour le Hanovre⁵⁶.

Départ de
Georges I^{er}
pour
le Hanovre

⁵⁵ W. Coxe, *Memoirs of Walpole*, t. II, p. 51.

⁵⁶ J. Fr. Chance, *The foreign Policy of George I (1714-1721)*, dans *The Cambridge Modern History*, 1909, t. VII; J. Fr. Chance, *George I and the Northern War. A Study of British Hanoverian Policy in the North of Europe in the years 1709 to 1721*, in-8, London, 1909.

CHAPITRE XII

La Chambre de Justice

(14 mars 1716. — 20 mars 1717)

Symptômes alarmants pour les financiers. — Vérification des billets. — Les « traitants ». — L'annonce d'une Chambre de Justice. — L'édit du 14 mars. — Bourvalais. — Autres traitants. — Méthodes de la Chambre de Justice. — Elle frappe les petits, épargne les autres. — L'opinion publique commence à se ressaisir. — Mécontentement et corruption. — Démêlés de la Chambre avec d'Argenson. — Les rôles de taxation. — Les « taxés ». — Les scènes de pilori. — Suppression de la Chambre. — Le souvenirs qu'elle a laissé.

A peine Louis XIV eut-il disparu, un vent de disgrâce menaça les financiers. Dès le 8 septembre 1715 on lit dans le *Journal de Dangeau* que M. Rouillé du Coudray sera du Conseil des finances, « ce qui fait trembler les gens d'affaires, parce qu'il est informé de tous les traités¹. Le 9 septembre, Berthelot de Pléneuf est dénoncé², poursuivi, condamné à rembourser quinze cent mille livres³, il prend la fuite⁴. Le 25, M. de Bercy, gendre de Desmaretz, reçoit la visite du Roi et du Régent⁵; six semaines plus tard il est relégué en Normandie⁶ avec défense d'approcher de Paris à moins de trente lieues⁷. Desmaretz lui-même est menacé⁸, aussi « tous les financiers sont fort intrigués, remarque encore

Symptômes
alarmants
pour les
financiers

¹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 169; 8 septembre 1715.

² Buvat, *Journal*, t. I, p. 53; 9 septembre 1715.

³ *Ibid.*, p. 53; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 207; 13 octobre; M. de Guitaut à Mme de Balleroy, Paris, 18 octobre 1715, dans *Les Correspondants*, t. I, p. 51.

⁴ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVI, p. 207. Nous retrouvons Pléneuf à Rome avec le P. Lafitau.

⁵ Buvat, *Journal*, t. I, p. 97; 25 septembre 1715; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 107; 25 septembre 1715.

⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 231-232; 10 novembre 1715.

⁷ Buvat, *Journal*, t. I, p. 106; M. Caumartin de Saint Ange à Mme de Balleroy, 19 novembre 1715, *op. cit.*, t. I, p. 64.

⁸ *Gazette*, p. 39, 49; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 266, 268, 270.

Dangeau, et il y en a beaucoup parmi eux qui veulent faire des offres à M. le duc d'Orléans pour éviter la recherche⁸. Le 15 octobre, il est plus loquace : « On a, dit-il, supprimé beaucoup de traitants dans les provinces, qui viendront rendre compte ici de leur régie. Un peu avant la mort du feu Roi on avoit supprimé presque toutes les compagnies qui avoient avancé de l'argent pour acquérir des droits sur les entrées de Paris; c'est ce qu'on appelle les communautés. Les traitants vouloient jouir de ces droits-là et se charger de rembourser ces compagnies, ce qui leur auroit fort nui; on diminue une partie de leurs droits, mais on leur en laisse l'administration jusqu'à ce qu'ils soient remboursés de leurs avances. Quelques-uns des plus gros financiers de Paris sont venus offrir à M. le duc d'Orléans quatre-vingt millions, argent comptant, s'il vouloit faire cesser la recherche de tous les traités depuis 1687, et qu'ils s'assembleroient pour se cotiser entre eux pour lui fournir l'argent qu'ils offrent. M. le duc d'Orléans leur a répondu qu'il vouloit huit cent millions en papiers qu'ils ont du Roi et qu'il sait qui sont entre leurs mains⁹. » Enfin, le 4 novembre, on publie « un arrêt du Conseil d'État qui oblige les traitants, sous-traitants et autres gens d'affaires, de rendre compte de leurs geries¹⁰ ».

Alors les habiles se dégagent et les autres succombent. La Garde, payeur des rentes, à qui on redemandait 650.000 francs¹¹ est justifié¹²; Samuel Bernard rend compte de toutes les affaires qu'il a négociées et reçoit des félicitations et des remerciements¹³; Regnault, receveur des tailles de la généralité de Paris, fait une faillite de plus de trois millions¹⁴; d'autres vont suivre tant à Paris que dans les grandes villes du royaume¹⁵. La confiance hésite et le Conseil des finances se repent des deux arrêts qui ont donné le branle à l'opinion contre les gens d'affaires; il travaille à en donner un troisième qui ramène la confiance. Ce ne sera pas une chose aisée¹⁶. On compte qu'il y a, en tout, dans le commerce,

⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 207; 10 octobre 1715.

⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 211; 15 octobre 1715.

¹⁰ Buvat, *Journal*, t. I, p. 104.

¹¹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 235; 14 novembre 1715; *Gazette de la Régence*, p. 17; 6 septembre 1715.

¹² Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 243, 23 novembre 1715.

¹³ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 236; 16 novembre 1715.

¹⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 234; 13 novembre 1715; Buvat, *Journal*, t. I, p. 114.

¹⁵ *Gazette de la Régence*, p. 19; 15 novembre 1715.

¹⁶ M. Caumartin de Saint-Ange à Mme de Balleroy, 16 novembre, *op. cit.*, t. I, p. 67.

pour plus de six cent millions de papiers et on espère en retrancher une partie quand on aura bien vérifié les agiotages qui ont été faits sur quelques-uns de ces billets¹⁷.

Le Conseil de finance, après lecture et examen de trois cent trente-trois mémoires sur la manière de régler cette montagne de billets¹⁸, hésite, lambine¹⁹, décide finalement l'établissement de « quatre bureaux où on portera tous les billets et on examinera avec soin ceux qui peuvent avoir été agiotés, et on fera les retranchements proportionnés à l'agiotage²⁰. » Les chefs de ces quatre bureaux établis au Louvre sont M. de Caumartin de Saint-Ange pour les billets de la caisse des emprunts, M. Amelot pour ceux de la marine, M. de la Houssaye pour l'extraordinaire des guerres et l'artillerie, et M. des Forts pour les ordonnances et assignations²¹. Le 13 décembre, le Parlement publie une déclaration du Roi ordonnant de porter au Louvre tous les billets des fermiers généraux, de la caisse des emprunts, de la douane, du sieur Legendre, de subsistance et autres, pour être visés par les bureaux susdits, pendant un mois à compter du jour de la déclaration, faute de quoi ils seraient réputés de nulle valeur. Les particuliers qui en sont détenteurs doivent déclarer de quelle manière ils les ont acquis et si c'est par agiotage, ou par mauvais commerce, comme ceux de subsistance, ils recevront en échange des « billets de l'État » pour leur valeur sans préjudice de future réduction²². Pendant qu'on imprime à force les nouveaux billets²³, le public commence à se porter vers les quatre bureaux²⁴ où Caumartin bougonne d'être obligé de se rendre avec la goutte pour « la plus fatigante besogne que l'on puisse jamais faire. On s'écrase, dit-il, pour venir apporter des papiers²⁵ ». Dès la fin du mois de janvier, on en a apporté pour quatre cents millions²⁶, mais tout n'a point reparu²⁷; ce qui s'explique par la décision de

Vérification
des billets

¹⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 237; 18 novembre 1715.

¹⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 243; 23 novembre 1715.

¹⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 252, 256; 29, 30 novembre, 4 décembre 1715.

²⁰ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 257; 6 décembre 1715.

²¹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 260; 9 et 10 décembre 1715.

²² Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 261; 13 décembre 1715; Buvat, *Journal*, t. I, p. 113, 14 décembre 1715.

²³ Buvat, *Journal*, t. I, p. 120.

²⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 267; 21 décembre 1715.

²⁵ M. de Caumartin de Saint-Ange à Mme de Balleroy, 6 janvier 1716, dans *op. cit.*, t. I, p. 60.

²⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 307, 24 janvier 1716.

²⁷ M. de Caumartin à Mme de Balleroy, 1^{er} février 1716; dans *op. cit.*, t. I, p. 72.

certaines hommes d'affaires qui ont préféré détruire des centaines de mille livres de billets royaux qui leur avaient coûté dix fois moins cher plutôt que de consentir à ce qu'on lût leur nom au dos d'aucun de ces billets²⁸. Au reste, le nombre des billets est resté inférieur à celui qu'on attendait²⁹; le remède dont on avait fait si grand bruit, s'était, à l'usage, trouvé peu efficace.

Les
« traitants »

Le Conseil de finance chercha autre chose. Il existait alors une variété de personnages sur lesquels, quelques années auparavant, *Turcaret* avait jeté une lumière fâcheuse, on les nommait « traitants » et ce mot exprimait des trésors de haine et d'envie. On attribuait, avec raison, aux traitants des malversations criminelles, source des plus scandaleuses fortunes; on leur reprochait des opérations trop fructueuses aux dépens de l'État qui, obligé de recourir à eux à certaines heures tragiques où se jouait le destin de la France, avait dû tolérer, approuver, et quelquefois provoquer des contrats onéreux dont il porterait le poids, mais qui, pour l'instant, l'aidaient à vivre et à durer. Assurément ces traitants étaient tous plus ou moins fripons, mais la noblesse, leur débitrice, ne leur en eut pas fait grief, ayant elle-même de graves peccadilles à faire oublier; ce qui soulevait contre eux l'avidité des courtisans c'était la curée énorme, monstrueuse, qui était promise. La caste qui détenait le pouvoir n'avait pas à user de ménagements à l'égard de gens de rien, très soucieux de dissimuler une origine fort humble et un passé souvent répréhensible d'où l'intelligence, l'audace, l'habileté, le travail et l'absence complète de scrupules les avaient élevés à la plus haute fortune. Toujours besoigneuse, l'aristocratie allait chercher des épouses parmi les filles de ces traitants méprisés. Le marquis de la Fare donnait son nom à la fille du sieur Paparel³⁰ et le marquis de La Rochefoucault-Roye épousait la fille du sieur Prondre, un des hommes les plus tarés de ce temps³¹, mais la fiancée apportait huit cent mille francs en dot, et peut-être quelque chose de plus qui ne paraissait pas dans le contrat³², sans avoir la certitude que Prondre ne serait pas « recherché³³ ».

L'annonce
d'une
Chambre
de Justice

En effet, des menaces d'abord vagues et de plus en plus pré-

²⁸ *Gazette de la Régence*, p. 55; 12 janvier.

²⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 309, 313; 28 janvier et 2 février 1716.

³⁰ Buvat, *Journal*, t. I, p. 141; *Gazette*, p. 81.

³¹ M. de Caumartin à Mme de Balleroy, 28 novembre, dans *op. cit.*, t. I, p. 68-69.

³² *Gazette de la Régence*, p. 43; 30 décembre 1715; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 258; 7 décembre.

³³ *Gazette de la Régence*, p. 36; 16 décembre 1715.

cises allaient aboutir, au commencement du mois de mars à la création d'une Chambre de Justice. « On en repaile beaucoup, note Dangeau dans son *Journal*, le 1^{er} mars; les avis ont été partagés, mais enfin l'avis de ceux qui vouloient qu'on en établît une l'a emporté. Nous n'en savons pas encore toute la forme, on sait seulement que M. le président de Lamoignon sera à la tête et M. le président Portail, en son absence³⁴. » Des listes circulent de ceux qui doivent composer cette Chambre dont les gens d'affaires sont fort alarmés; on assure qu'il leur sera interdit de quitter les lieux où la promulgation de l'arrêt les surprendra³⁵. La nouvelle juridiction se compose de deux présidents à mortier, six maîtres des requêtes, dix conseillers au Parlement, huit maîtres des comptes et quatre conseillers de la Cour des aides. M. de Fourqueux sera procureur général³⁶.

Le 7 mars, le Conseil de régence approuva à l'unanimité l'établissement de la Chambre de Justice³⁷, expédient renouvelé de l'année 1625. Le nouvel édit portait la date du 14 mars 1716 et accordait « la justice demandée contre les traitants et gens d'affaires, leurs commis et préposés qui par leurs exactions ont forcé nos sujets de payer beaucoup au delà des sommes que la nécessité des temps avait contraint de leur demander : aux officiers comptables, munitionnaires et autres, qui ont détourné la plus grande partie des deniers qui devaient être portés au Trésor royal, ou qui en avaient été tirés pour être employés suivant leur destination..., et à une autre espèce de gens, auparavant inconnus, qui ont exercé des usures énormes en faisant un commerce des assignations, billets et rescriptions des trésoriers, receveurs et fermiers généraux. Les fortunes immenses et précipitées de ceux qui se sont enrichis par ces voies criminelles, l'excès de leur luxe et de leur faste qui semble insulter à la misère de la plupart de nos autres sujets, sont déjà, par avance, une preuve manifeste de leurs malversations... Les richesses qu'ils possèdent sont les dépouilles de nos provinces, la substance de nos peuples et le patrimoine de l'État... Les restitutions qui seront ordonnées à notre profit serviront uniquement à acquitter les dettes légitimes de notre royaume, et nous mettront en état de supprimer bientôt les nouvelles impositions, de rouvrir à nos peuples les plus riches sources de l'abondance par le rétablissement du commerce et

L'édit
du 14 mars

³⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 330, 1^{er} mars 1716.

³⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 332-333, 5 mars 1716.

³⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 333; 6 mars 1716.

³⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 333; 7 mars; M. de Breteuil à Mme de Balleroy, 7 mars 1716, dans *op. cit.*, t. I, p. 82.

de l'agriculture, et de les faire jouir de tous les bienfaits de la paix. »

Cet appel à la cupidité, à l'envie, à la haine eût été incomplet s'il n'eût fait appel à la délation; en conséquence, les baillis, les sénéchaux, les lieutenants généraux et tous autres juges publièrent dans toutes les villes et bourgades de leur juridiction « que toutes les personnes, de quelque qualité et condition qu'elles soient, qui auroient à faire des plaintes ou dénonciations... aient à venir en toute liberté les exposer devant la Chambre de justice. » A défaut de répugnance, la peur pouvait retenir certaines âmes, l'édit les prenait sous « sa protection et sauvegarde, faisant inhibitions et défenses à toutes personnes de les détourner ou intimider, soit par menace ou par quelque autre voie directe ou indirecte à peine de la vie, de méfaire ou médire aux personnes susdites et à tous dénonciateurs, lesquels, à cette fin nous avons pris et mis en notre sauvegarde et protection spéciale. » Le cinquième des amendes infligées fut attribué aux dénonciateurs; le dixième des effets cachés ou des dépôts livrés par eux leur fut assuré, enfin une déclaration du 1^{er} avril 1716 ramena la France aux pratiques du règne de Domitien puisqu'il « serait (désormais) loisible à toutes personnes qui voudroient faire des dénonciations, même aux laquais et autres domestiques de ceux qui sont justiciables de la Chambre de justice, de faire lesdites dénonciations sous leurs noms, si bon leur semble, ou sous des noms empruntés. » A la délation anonyme l'édit joignait la confiscation déguisée sous le nom d'amende, élevée jusqu'à la valeur totale des biens et il énumérait avec complaisance la multitude de ceux qu'une législation atroce jetait d'une situation éclatante ou prospère et considérée au rang des suspects; « officiers de finance, officiers comptables, trésoriers, traitants, sous-traitants et gens d'affaires, leurs associés, croupiers et autres participes, leurs receveurs, caissiers, commis-préposés et autres qui ont vaqué et travaillé tant en la perception et régie de nos droits et des deniers de nos recettes, qu'autres levées ordinaires, traités, sous-traités, entreprises et marchés, pour fournitures de vivres aux troupes et hôpitaux, étapes, fourrages, artillerie, munitions de guerre et de bouche aux villes et armées de terre et de mer, circonstances et dépendances; et contre toute autre personne de quelque condition et qualité qu'elles puissent être, pour raison de pécumat, concessions, exactions, malversations et abus commis tant dans les recouvrements, perception et maniement, que dans l'emploi et distribution des deniers publics, soit par suppositions de noms, compositions, dons, prêts, achats, voyages, ports, voitures de

deniers, pertes supposées, frais de contrainte, adjudications à vil prix et par monopole, doubles quittances ou faux emplois, certifications, compositions faites sur les comptants, acquits patents, mandements, assignations ou rescptions, gains illicites et commerces usuraires... et généralement tous crimes, délits et abus commis au préjudice de nos finances depuis le 1^{er} janvier 1689³⁸.

Sans attendre la promulgation de l'édit, dès le 9 mars, Bourvalais et Miotte sont menés à la Bastille avec trois de leurs associés³⁹, leurs maisons sont mises sous le scellé et on y laisse garnison. En même temps, la poste reçoit défense de fournir aucune chaise ni chevaux à qui que ce fût sans un ordre écrit de M. de Torcy⁴⁰; ainsi seront pris au gîte, comme vient de l'être Miotte dans son grenier à foin⁴¹, tous ceux qui n'ont pas les mains nettes. On ne saurait être surpris de l'intérêt passionné que la France entière porta à ces poursuites. Pendant une année, les chroniqueurs accordent à ces procès et aux révélations qu'ils amènent une attention jamais lassée. Quelques maltôtiers vont surtout occuper les imaginations; un des plus célèbres est Bourvalais sur qui on ne savait rien avant qu'on le rencontrât laquais, ensuite tour à tour facteur, huissier, piqueur à la construction du pont Royal, intéressé dans les affaires du huitième et traitant, accusé d'avoir fait depuis peu sortir du royaume douze cent mille louis d'or à seize livres chacun qui faisaient la somme de 19.200.000 livres. On assurait en outre qu'il avait fait dire au Régent qu'il ferait en sorte d'acquitter pour cent millions de l'État au profit du Roi, par les gens d'affaires qu'il connaissait et qu'il contribuerait aussi de son côté. De son hôtel de la place Vendôme il n'emporte que douze chemises, sa femme autant⁴², pendant qu'on charge six tombereaux de meubles précieux dont trois d'argenterie qui fut aussitôt portée à la Monnaie et mise en pièces⁴³. Quelques jours plus tard on met en vente son écurie : une trentaine de chevaux d'Espagne et d'Angleterre⁴⁴. Après l'avoir condamné à financer de grosses sommes — quatre millions quatre

Bourvalais

³⁸ Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises*, t. XXI, p. 80, 85, 100, n° 50, 52, 55; Buvat, *Journal*, t. I, p. 126.

³⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 335; 9 mars 1716; Buvat, *Journal*, t. I, p. 124; *Mercure*, mars 1716, p. 261-275.

⁴⁰ Buvat, *Journal*, *Journal*, t. I, p. 125.

⁴¹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 124; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 335; 9 mars 1716.

⁴² Aujourd'hui hôtel du Ministère de la Justice. On l'y ramena pour la levée du scellé, Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 344; 17 mars 1716.

⁴³ Buvat, *Journal*, t. I, p. 126-127; 20 mars 1716.

⁴⁴ Buvat, *Journal*, t. I, p. 127; 23 mars 1716.

⁴⁵ Buvat, *Journal*, t. I, p. 131; 31 mars 1716.

cent mille livres⁴⁶ — et accordé à sa femme une obole de six francs par jour⁴⁷, le malheureux est l'objet d'un nouvel arrêt pour instruire son procès au criminel et accablé par tant d'infortunes ne peut retenir ses larmes chaque fois qu'on l'amène subir l'interrogatoire. Naturellement les historiettes obligées pululent : armoire de fer, sacs d'écus dissimulés, etc.⁴⁸

Autres
traitants

Miotte n'est pas plus épargné, et sa maîtresse, dénoncée par son propre fils, est également conduite à la Bastille⁴⁹. Les sieurs Lenormand, Thévenot, Cabou, Barangue vont l'y rejoindre⁵¹ ainsi que Gruet⁵², que nous retrouverons. Les dénonciations se multiplient et sont récompensées⁵³; les visites domiciliaires n'épargnent rien ni personne⁵⁴; si on signale quelques bravades⁵⁵, on rencontre aussi des suicides⁵⁶ qu'on met au compte de la fièvre chaude. Certains se dénoncent eux-mêmes et jouent les magistrats. Un homme d'affaires logé proche les Jacobins de la rue Saint-Honoré, s'avisa d'aller trouver M. de Fourqueux et lui dit : « Je viens, monsieur, vous dénoncer un homme qui a cinq millions de biens; mais avant que de vous en dire le nom, je vous prie de m'en assurer le cinquième par écrit signé de vous puisque la déclaration du Roi le porte. » Ce que M. de Fourqueux lui ayant expédié, il ajouta : « C'est moi-même, monsieur qui ai présentement cinq millions de biens et je n'avais que la valeur de huit cents livres quand je commençai à exercer un emploi, ainsi conformément à la déclaration du Roi, voilà un million qui m'appartient pour ma dénonciation, qui est juste et sincère. Pour les quatre autres millions, il faudra voir si je les ai bien ou mal acquis dans les affaires où j'ai eu quelque part⁵⁷. » Cet homme finança deux millions en deniers comptants et la

⁴⁶ Buvat, *Journal*, t. I, p. 127; 26 mars 1716.

⁴⁷ Buvat, *Journal*, t. I, p. 129.

⁴⁸ Buvat, *Journal*, t. I, p. 136; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 366; 20 avril; p. 367; 22 avril.

⁴⁹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 136, 138, 139.

⁵⁰ Buvat, *Journal*, t. I, p. 127; 21 mars 1716; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 349; 24 mars 1716; *Gazette*, p. 77; 15 mai 1716.

⁵¹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 127, 131.

⁵² Buvat, *Journal*, t. I, p. 131.

⁵³ Buvat, *Journal*, t. I, p. 131. Un prêtre de Saint-Sulpice gagna cent livres pour avoir dénoncé un dépôt, un notaire plus délicat fut envoyé à la Bastille.

⁵⁴ Buvat, *Journal*, t. I, p. 128; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 353-354, 1^{er} avril 1716.

⁵⁵ Buvat, *Journal*, t. I, p. 130.

⁵⁶ Buvat, *Journal*, t. I, p. 133; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 355; 4 avril 1716; *Gazette*, p. 77, 15 mai 1716; Buvat, *Journal*, t. I, p. 184, 254.

⁵⁷ Buvat, *Journal*, t. I, p. 129.

Chambre le déchargea du reste; au sieur Rivier décharge de toute recherche ainsi qu'au sieur Charpentier mais seulement après qu'on leur eut rayé une dette prétendue de deux millions au premier pour fourniture de chevaux, de trois millions au deuxième pour fourniture de viande⁵⁸.

Les pièces conservées dans la collection Bertin du Rocheret nous permettent de prendre une idée des opérations de la Chambre de Justice. Voici comment elle éclaire ses doutes et forme sa conviction⁵⁹ :

Méthodes
de la
Chambre
de Justice

X..., âgé de cinquante ans, a bien 400.000 livr. Il est, depuis l'âge de vingt ans, dans les affaires. Il a été huit ans commis à 1200 livr. Depuis ce temps jusqu'à présent il a toujours été dans les traités et, suivant sa déclaration il a eu, savoir :

Dix mille de patrimoine, ci	10.000 l.
De dot	3.000 l.
De succession	7.000 l.
	20.000 l.

La déclaration de biens monte à 400.000 livr. consistant en :

une charge de secrétaire du Roi valant	80.000 l.
rente sur la ville	40.000 l.
billets d'État	50.000 l.
terres	50.000 l.
maisons	60.000 l.
patrimoine ci-dessus spécifié	20.000 l.
fonds dans les affaires	100.000 l.
	400.000 l.

Les dettes à distraire montent à 50.000 livr. ensemble les 20.000 l. de patrimoine, au total 70.000 l.; reste partant, 330.000 livr. qu'il a de reste, distraction faite de son patrimoine et de ses dettes.

Il est taxé à 230.000 livr., payables savoir :

En sa charge de secrétaire du Roi	80.000 l.
rentes sur la ville	40.000 l.
billets de l'État	50.000 l.
en argent comptant	60.000 l.
Somme pareille	230.000 l.

⁵⁸ Buvat, *Journal*, t. I, p. 129.

⁵⁹ A. Nicaise, *La Chambre de justice, Episode de l'histoire du xviii^e siècle 1716-1717*, dans *Mémoires de la Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne*, 1876-1877, t. XXI; Documents inédits de la collection Bertin du Rocheret, vol. ms. 115 de la bibliothèque d'Épernay.

Par ainsi prélevée son patrimoine, la dot de son épouse et ses dettes payées, le tout suivant sa déclaration, il reste au cotisé un gain de la somme de 100.000 livres.

Elle frappe
les petits,
épargne
les autres

Cet arbitraire s'étendait au royaume tout entier, puisque la Chambre de Justice avait pouvoir de commettre et subdéléguer dans tous les bailliages et sénéchaussées tels juges et en tel nombre qu'elle trouverait à propos pour y connaître, à l'exclusion de tous autres juges, de l'exécution de l'édit. Comme s'il eut appréhendé qu'un retard involontaire dérobât les agents du fisc aux vengeances des petits officiers de justice, le duc de Noailles pressait les intendants d'établir dans les principales villes de leurs généralités des personnes chargées de recevoir les dénonciations à transmettre aux subdélégués⁶⁰. A ce coup, la terreur fit place à l'affolement, chacun se crut désigné en vertu d'un édit affirmant « que ceux qui ont fait un commerce et un métier ordinaire de négocier à l'occasion et au détriment [des finances du Roi] les différents papiers qui ont eu cours dans le public, ont fait, par des voies obliques et frauduleuses des gains illicites. » Si peu dignes d'intérêt qu'ils fussent, ces traitants ne devaient être frappés que si leur culpabilité était évidente. Comme si souvent, les petits, les humbles furent sacrifiés : Pénot, huissier aux tailles à Guéret; Chartier, receveur des traites à Vichy furent condamnés à mort; Paparel, dont la fille était marquise, obtint une commutation de peine; Dumoulin, trésorier provincial; Seigne, huissier aux tailles à Nevers; Lempereur, subdélégué à Montdidier furent envoyés aux galères⁶¹.

L'opinion
publique
commence
à se
ressaisir

Afin d'amuser l'opinion, le gouvernement prodiguait les promesses et les chiffres. Le Régent ne demandait que d'atteindre le 1^{er} janvier 1717 pour ôter le dixième et la capitation. La Chambre de Justice devait lui fournir de quoi décharger le peuple de la plus forte de ces deux impositions et peut-être même de toutes les deux⁶². On raconte que de 1689 à 1715 les traitants ont profité de dix-huit cents millions. Ce calcul « paraît bien excessif » ne peut s'empêcher de dire Dangeau, qui sait compter, mais qu'importe, ce calcul-là fait espérer, ajoute-t-il, que malgré les dépenses immenses qu'ont faites les gens d'affaires on en tirera des sommes qui diminueront bien les dettes du Roi⁶³. On se flatte de retirer, avant le 15 avril, plus de soixante millions en papier,

⁶⁰ Archiv. départem. de la Gironde, C 3276.

⁶¹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 470, 473.

⁶² Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 344; 16 mars 1716.

⁶³ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 345; 19 mars 1716.

sans préjudice de trois cents millions qu'on espère atteindre⁶⁴, mais au 1^{er} mai on n'a pas encore dépassé seize millions en papier⁶⁵ et l'opinion publique commence à se lasser. Le 22 mai, on emprisonne des particuliers qui ont écrit en faveur des gens d'affaires et pour blâmer la conduite de la Chambre de Justice à leur égard⁶⁶.

La Chambre de Justice frappait à tort et à travers, s'attaquait au gré de ses rancunes, de ses fantaisies, de ses vengeances, menaçait les fortunes, scrutait les contrats. « On citait, on arrêtait tous les jours de nouveaux accusés, ceux même qui avaient applaudi à l'établissement de ce tribunal commencèrent à craindre d'y être appelés, leur innocence n'étant pas capable de les rassurer; et ce formidable appareil, loin de libérer l'État et de lui procurer aucun avantage réel, loin de rouvrir au peuple les riches sources de l'abondance, se réduisit à la dispersion de plusieurs familles, à la perte du reste de confiance, à une disette prodigieuse d'espèces, et à la chute totale du commerce. Les marchands, appuyés du prévôt des marchands, s'en plaignirent, et prièrent le Régent de mettre fin à ces recherches. La Chambre des comptes fit des remontrances dans le même esprit. Les Parlements de Provence et de Toulouse indignés de la rigueur des arrêts de ce tribunal, en firent publier d'autres... par lesquels il était défendu de mettre à exécution ceux de cette Chambre. Les Parlements de Dijon et de Grenoble se déclarèrent contre elle avec la même fermeté⁶⁷. » L'intérêt public ne souffrait pas moins des excès de la Chambre que l'intérêt particulier. En beaucoup d'endroits les commis des fermes n'osèrent plus quitter leur domicile, trésoriers, receveurs, fermiers s'interdirent l'exercice de leur charge et la fraude put s'exercer avec une facilité dont le trésor fit les frais, les impositions ne rentrèrent plus⁶⁸. Les particuliers qui vivaient de l'opulence des traitants furent réduits à l'indigence à partir du jour où ceux-ci furent ruinés ou affectèrent de le laisser paraître. On savait d'ailleurs à quels marchés donnait lieu cette juridiction impitoyable. L'argent des financiers loin d'alléger les charges du peuple servait à enrichir l'entourage du Régent. Les traitants n'eurent pas à rechercher des

Mécontentement et corruption

⁶⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 347, 349; 21 mars, 25 mars 1716.

⁶⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 374, 3 mai 1716.

⁶⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 384, 22 mai 1716.

⁶⁷ Cl. Dupin, *Œconomiques*, in-4, Carlsruhe, 1745, t. I, p. 146; M. Marion, *op. cit.*, t. I, p. 74-75; Buvat, *Journal*, t. I, p. 156.

⁶⁸ Bibl. nat., ms franç. 7726 : *Mémoire des fermiers généraux*, 30 août 1716.

protecteurs mais à se défendre contre l'avidité de leurs protectrices⁶⁹. Mme de Parabère, maîtresse du régent, fit remettre à Hénaut partie de son amende moyennant commission; le fait fut rendu public et aussi l'anecdote du grand seigneur offrant à un financier taxé à 1.200.000 livres sa libération moyennant 300.000 l. : « Vous venez trop tard M. le comte, répond-il; je viens de faire affaire avec Mme la comtesse pour 150.000 livres. »

L'affaire Paparel montrait à tous ce qu'il était possible d'attendre de cette prétendue justice. Avant même que le jugement fut rendu et qu'on pressentait impitoyable, la *Gazette* ne manquait pas d'insinuer : « C'est en ce cas qu'on verra agir la clémence du Régent et ses bontés pour M. de la Fare⁷⁰. » Le voilà condamné et aussitôt la Fare intercède⁷¹, le Régent accorde tout et pendant que ce compromettant beau-père est enfermé au château de Saurmur avec ses domestiques et son cuisinier⁷², sa fille, que la Fare ne pouvait plus souffrir, se retire dans un couvent⁷³ et c'est le gendre qui reçoit les biens confisqués à charge de rembourser le Roi et les créanciers⁷⁴. Pour le consoler de ces tribulations familiales, le petit Roi lui remet la croix de Saint-Louis⁷⁵. Dans le cas de l'exempt Pommereu, âme damnée de d'Argenson⁷⁶, l'homme est arrêté, relâché par ordre du Régent, mis en sûreté et alors, mais alors seulement, la Chambre reçoit permission de courre après; aussi l'affaire « fait grand bruit⁷⁷ », la Chambre refuse de travailler à toute autre affaire aussi longtemps qu'elle ne recevra pas satisfaction, il ne faut rien moins qu'une démarche du duc de Noailles pour l'apaiser⁷⁸.

Démêlés de
la Chambre
avec
d'Argenson

Lenormand et Gruet, nous dit la *Gazette*, rejetaient tout ce qu'on leur reprochait sur M. d'Argenson qui leur prescrivait la sévérité dont ils usaient. D'Argenson était depuis trop d'années lieutenant de police pour n'avoir pas beaucoup d'ennemis, mais il faisait bonne mine à mauvais jeu⁷⁹. C'était une consigne obser-

⁶⁹ H. Baudrillart, *Histoire du Luxe privé et public depuis l'antiquité jusqu'à nos jours*, in-8, Paris, 1878, t. IV, p. 246.

⁷⁰ *Gazette de la Régence*, p. 79; 18 mai 1716.

⁷¹ *Gazette*, p. 81; Buvat, *Journal*, t. I, p. 141.

⁷² Buvat, *Journal*, t. I, p. 157; *Gazette*, p. 94; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 407.

⁷³ Buvat, *Journal*, t. I, p. 142.

⁷⁴ Buvat, *Journal*, t. I, p. 151.

⁷⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 392; 8 juin 1716.

⁷⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVI, *Additions de Saint-Simon*, p. 159.

⁷⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 459; 26 septembre 1716; p. 460; 27 septembre.

⁷⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 460; 28 septembre 1716.

⁷⁹ *Gazette de la Régence*, p. 86, 96; 15 juin, 24 juillet.

vée par toute la famille, mais à laquelle nous devons une jolie lettre de son fils.

« La Chambre de Justice, écrit-il à une amie, continue ses poursuites avec un zèle et un désintéressement dignes d'admiration et de respect. Leur amitié pour mon père ne s'est point refroidie : mais M. le duc d'Orléans s'est tellement opposé aux marques qu'ils vouloient lui en donner, qu'ils ont été obligés de modérer leur empressement. Les taxes font maintenant ce que tous les prédicateurs du monde n'avoient jamais osé seulement entreprendre. Le luxe est absolument tombé et une simplicité noble, mais modeste a pris sa place. Les ris sont à la vérité plus modérés; mais les financiers commencent à goûter le repos que donne la bonne conscience et que leur assurent les quittances et les arrêts de décharge que l'on leur fait prendre, par lesquels on leur remet toutes les malversations, exactions, vexations, concussions et autres crimes qu'ils ont commis : et ces titres magnifiques qu'ils transmettront un jour à leur postérité seront la première illustration des maisons dont ils seront les chefs.

« Les bals de l'Opéra et de la Comédie sont aussi déserts que l'antichambre de M. Desmaretz ou de M. de Pontchartrain. Les églises sont un peu plus fréquentées. On y voit, par exemple, des gens d'affaires, qui n'ont pas encore été taxés, demander aux pieds des autels un sort plus doux que celui de leurs compagnons; mais Dieu n'écoute ni leurs prières ni leurs larmes, et l'on voit, quatre jours après, les gens qui ont reçu leur arrêt, le renier et le maudire... On y voit maintes jeunes filles en pleurs regretter la bourse des traitants qui les entretenoient avec tant d'éclat et de profusion, ou se plaindre de la dureté de ceux qui ont maintenant part au gouvernement et qui travaillent à bâtir leur fortune avant que de songer à faire celle de leurs maîtresses⁸⁰. »

L'arrestation de Pommereu et deux autres exempts était un stratagème de la Chambre de Justice pour compromettre d'Argenson et même le Régent, car ce bas policier semble avoir été initié à quelques intrigues du cordelier Le Marchand⁸¹. Malgré l'intervention du prince, la Chambre ne veut pas lâcher prise⁸²,

⁸⁰ Le chevalier d'Argenson à Mme de Balleroy, Paris, 4 janvier 1717, dans *Les Correspondants*, p. 99-101; Ch. Aubertin, *L'Esprit public au XVIII^e siècle*, in-8, Paris, 1873, p. 146-147.

⁸¹ Sur l'affaire de ce personnage qui mourut en prison en Espagne, voir A. Baudrillart, *Philippe V et la Cour de France*, t. II, p. 104-145; Buvat, *Journal*, t. I, p. 177; *Gazette de la Régence*, p. 118.

⁸² Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 458-459; 25 septembre; p. 459; 26 septembre 1716.

car il est certain que d'Argenson a eu le talent de se brouiller avec elle⁸³ et ses avances tardives ne parviendront pas à les réconcilier⁸⁴. Il veut que les Partisans parlent d'autre chose et le fait savoir aux maîtres de cafés qu'il reçoit dans son arrière-cabinet, leur disant « avec beaucoup d'honnêteté qu'ils devoient empêcher que l'on parlât chez eux contre le gouvernement, contre la Chambre de Justice et surtout contre la personne du Régent⁸⁵. » Tel est l'ordre : il faut admirer l'institution qui a réglé en quelques mois pour neuf cent et tant de millions de taxes⁸⁶. « Parcourez tout l'univers et tout ce qui s'est passé depuis la création : il n'y a eu aucun endroit où l'on ait vu ce qui se pratique aujourd'hui en France, et que six à sept hommes rendent à leur prince cinq à six cents millions sans que cela cause aucun désordre et sans qu'il en coûte la vie à plus de quatre ou cinq personnes⁸⁷. »

Les rôles de
taxation

Chaque confiscation entraînait après elle des lenteurs insupportables à l'avidité impatiente du duc de Noailles. Une Déclaration du 18 septembre 1716 y mit ordre. Elle donnait dix jours pour tout délai aux traitants ou aux gens d'affaires, à leurs croupiers et participes pour donner une déclaration de leurs biens et de leurs effets au vrai, et pour rectifier celles qu'ils pouvaient avoir données, à peine de subir la rigueur des ordonnances ci-devant rendues à ce sujet, et qu'après avoir payé ce à quoi ils seraient taxés, ils seraient obligés de reconnaître et d'avouer pour ce qui leur resterait de bien qu'ils l'auraient reçu comme une pure grâce de la bonté du Roi, sans l'avoir méritée, et que la Chambre de Justice aurait toujours la même autorité sur eux en général pour examiner dans la suite s'ils auraient déclaré juste⁸⁸. La commission de taxation fut composée de six membres, dont la moitié tirée de la Chambre de Justice : Lamoignon, Portail, Fourqueux, l'autre moitié tirée du Conseil des finances, Le Pelletier-des-Forts, Fagon, Rouillé-Ducoudray.

Les « taxes »

Dès le mois de juillet on annonçait le rôle des « taxés » qui, dit-on, « passera 300 millions⁸⁹ » et cette rumeur terrifiait les traitants à ce point qu'ils venaient « en foule faire des soumissions et donner au Roi une partie de leurs biens, moyennant une amnistie « pour le passé » et une assurance qu'on leur lais-

⁸³ Gazette, p. 120; 5 octobre 1716.

⁸⁴ Gazette, p. 122; 30 novembre 1716.

⁸⁵ Gazette, p. 122; 30 novembre 1716.

⁸⁶ Buvat, Journal, t. I, p. 183.

⁸⁷ Gazette, p. 121-122; 30 novembre 1716.

⁸⁸ Buvat, Journal, t. I, p. 175; la déclaration datée du 18 fut publiée le 21.

⁸⁹ Gazette, p. 97, 27 juillet 1716.

sera le surplus⁹⁰. Le calcul des ces offres ne satisfait pas et afin d'en provoquer de plus avantageuses « on use d'une grande sévérité envers les prisonniers de la Chambre de Justice dans la Conciergerie : ils étaient dans ce qu'on appelle les cachots blancs où il y avait des croisées grillées donnant sur une petite cour qui fait d'un cachot blanc un cachot noir⁹¹. » Ces procédés odieux pour extorquer de l'argent n'ayant pas donné ce qu'on en espérait, la commission en vint aux listes tant redoutées. La première fut signifiée le 5 novembre 1716, elle atteignait cinquante-deux individus ou familles et le total s'élevait à 17.526.900 livres⁹². Le 14 novembre, deuxième liste portant soixante-deux noms et un total de plus de 13 millions⁹³. D'autres rôles succèdent, — on en comptera vingt — atteignant quatre mille quatre cent soixante-dix chefs de famille⁹⁴. On a parlé de la terreur et du désespoir qui s'emparèrent de ces maisons superbes dont les financiers avaient décoré Paris⁹⁵, mais beaucoup ne virent changer que leur extérieur. « Les taxés, nous dit-on, se mortifient en apparence et se contentent de ne plus étaler que des écriteaux au-devant de leurs maisons, qu'ils ne vendent pourtant point; mais au-dedans ils se réjouissent et font aussi bonne chère qu'auparavant⁹⁶. » « Ces messieurs prennent le parti de diminuer leurs dépenses, leurs domestiques, leur table par où ils espèrent vivre encore assez largement⁹⁷. »

Sur de pauvres diables, tombait la honte et l'ignominie. Le peuple s'associa d'abord à ces cruautés bouffonnes de l'exposition, du pilori, de l'amende honorable. Le 11 juillet, on le régala de l'exécution du sieur Lenormand, qui fit amende honorable nu-pieds, tête nue et en chemise, tenant une torche allumée à la main. Il portait un écriteau sur la poitrine, un autre sur le dos avec ces mots : *Voleur du peuple*. En approchant de la halle, les harangères hurlaient : « Qu'on le roue, qu'on le pende, ce fripon, ce faussaire ! » Ramené à la Tournelle, le concierge l'attachait debout à un arbre au milieu de la cour et la multitude payait quatre sols pour l'aller regarder, injurier et frapper⁹⁸.

Les scènes
de pilori

⁹⁰ Gazette, p. 102, 3 août.

⁹¹ Gazette, p. 110, 31 août.

⁹² Buvat, Journal, t. I, p. 187-190.

⁹³ Buvat, Journal, t. I, p. 197-200.

⁹⁴ Lémontey, op. cit., t. I, p. 68.

⁹⁵ Lémontey, op. cit., t. I, p. 66.

⁹⁶ M. d'Argenson à Mme de Balleroy, 22 janvier 1717, op. cit., t. I, p. 104.

⁹⁷ Gazette, p. 121, 30 novembre 1716.

⁹⁸ Buvat, Journal, t. I, p. 157, 11 juillet 1716; Gazette, p. 93, 19 juillet; Dangeau, Journal, t. XVI, p. 411; 11 juillet 1716.

Ces scènes répugnantes se renouvelèrent plusieurs fois; c'était la part faite à la populace dans la récupération des biens mal acquis. Le supplice du nommé Gruet, reconnu coupable de vexations à l'égard des communautés de marchands et artisans fut particulièrement ignoble⁹⁹. Condamné à faire amende honorable au pilori pendant trois jours de marché pour être, de là, mené aux galères et ses biens confisqués¹⁰⁰, Gruet avait, en onze ans, gagné 200.000 livres. Le 12 décembre, plus de deux cent mille Parisiens étaient aux fenêtres et dans les rues pour le voir passer. Il fut conduit faire amende honorable devant l'église Notre-Dame et à la Chambre de justice, puis exposé au pilori pendant deux heures, nu-tête et nu-pieds, transi de froid. Étant arrivé devant Notre-Dame, il poussa la torche allumée qu'il tenait à deux mains, à droite et à gauche, et il en brûla le visage d'une femme et la perruque de deux hommes richement vêtus, et renversa comme un furieux plusieurs personnes à coups de pied. Après avoir demandé pardon à Dieu à haute voix, il s'obstina à ne vouloir point demander pardon au Roi, disant qu'il n'avait rien fait de ce qu'on lui avait imputé, qu'en exécution des ordres qu'on lui avait donnés de sa part, et, que si Sa Majesté vivoit, elle ne souffriroit pas qu'on lui fit un pareil traitement. Étant arrivé proche du pilori devant l'image ou statue de la sainte Vierge, après avoir demandé pardon à Dieu, il refusa de le demander à la justice en proférant des paroles les plus obscènes. Étant mis à la roue du pilori, qui se tourne de tous côtés pour être vu du public, les vendeuses de la halle, harengères et autres lui firent des huées dont tout autre que lui auroit été démonté, en criant de toutes leurs forces : « Au voleur! au voleur! et lui jetèrent de la boue et des trognons de chou. Assises à plusieurs tables dans les Halles elles buvoient à sa santé par dérision. Il ne fut pas insolent comme à son amende honorable, mais après avoir été exposé deux heures on le fit descendre tout tremblotant de froid et il revint à la Tournelle le visage tout vert et défait comme un mourant.

Cette scène hideuse se renouvela le 16 et le 19 décembre. On entendait des femmes crier à pleine voix : « Arrêt de condamnation de Gruet, inspecteur de M. d'Argenson »; mais la police affectait de ne rien entendre. « D'autres disoient qu'il y avait un homme aussi coupable que Gruet et qu'ils le verraient volon-

⁹⁹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 131, 159.

¹⁰⁰ *Gazette*, p. 123, 11 décembre 1716.

tiers à ses côtés. C'est une terrible bête qu'une populace ameutée et qui, heureusement, ne connaît pas sa force, car si celle de Paris se ruoit sur le reste des habitants, on auroit de la peine à s'en rendre maître¹⁰¹. »

L'opinion publique se ressaisit; elle compara les châtiments infligés à quelques misérables, les dilapidations pardonnées aux puissants, les scandales révélés chaque jour, alors elle s'attendrit sur ceux qu'elle avait détestés naguère et s'enflamma contre les spoliateurs. C'était le moment où la Chambre de justice, trouvant les condamnations individuelles trop lentes, procédait par fournées, frappait des corporations entières. Les notaires furent taxés à douze millions sous la menace de rechercher dans leurs minutes les contrats frauduleux qu'ils auraient pu dresser; les « gens d'affaires » furent tarifés à des amendes s'élevant au dixième de leur fortune. Ces procédés monstrueux faisaient toujours rentrer quelque argent et le gouvernement imagina de prolonger un peu plus l'existence de sa complice en la rajeunissant. Une déclaration du 18 septembre 1716 réduisit la Chambre à six membres, dont trois tirés du Conseil de finance. Pendant six mois de plus on taxa, à peu près à l'aventure, tous ceux de qui l'on pouvait espérer quelque paiement. Un édit du mois de mars 1717 supprima enfin la Chambre de justice, la dernière juridiction de cette nature qui déshonora l'ancienne monarchie¹⁰². Elle avait accompli peu de bien et beaucoup de mal; ouvert la voie aux exactions futures et constitué la plus large entreprise de spoliation tentée en France par un gouvernement légal entre le procès des chevaliers du Temple et la saisie des biens nationaux en 1789. La morale y reçut un fâcheux accroc et le sens persistant de l'équité, qui réside au fond de la plupart des âmes fut péniblement froissé. Les observations émanées des intendances montrent que les injustices dont furent victimes les malheureux « manieurs d'argent » sont de celles qui laissent un long mépris et une sourde colère parmi les populations : Pierre Mauroy, receveur des tailles à Bordeaux, taxé à 14.000 livres « est en réputation d'être fort honnête homme et d'être trop

Suppression
de la
Chambre

¹⁰¹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 234-235, 12 décembre; *Gazette*, p. 128, 14 décembre.

¹⁰² Le discours de fermeture par le Chancelier, dans une lettre du chevalier d'Argenson à Mme de Balleroy, 20 mars 1717, dans *Les Correspondants de la marquise de Balleroy*, t. I, p. 135-136; *Gazette de la Régence*, p. 155-156; 26 mars 1717.

taxé ». Robert Branda, taxé à 9.400, « travaille depuis trente-six ans dans les affaires du roi. Quelque recherche que j'aie faite, je n'ai pu découvrir aucune sorte de bien qu'il n'ait gagnée par son travail. La surprise est générale qu'il ait été taxé à une si forte somme, et on ne croit pas que son bien soit suffisant pour la payer ». Jean Vendryès, employé dans les vivres, taxé à 10.000, n'a qu'un petit bien de 6.000 à 7.000 livres à Gradignan et sa charge de greffier des affirmations du Parlement; neuf enfants; passe pour être fort honnête homme; taxe excessive ». Pierre Marot, contrôleur de la monnaie, « est pauvre et a neuf enfants... a beaucoup de peine à faire subsister sa famille; il y a de la justice à le décharger¹⁰³. »

Le souvenir
qu'elle
a laissé

La poursuite des traitants préoccupe plus que tout le reste l'opinion publique qui répète les mots de millions sans se faire une idée précise de leur signification. Le profit réel du Trésor fut des plus médiocres. Les 219 millions de taxes n'étaient pas toutes payables en numéraire; en outre, on vit des taxes réduites au tiers, au quart, à moins encore, on en vit d'autres payables en espèces déclarées payables en billets jusqu'à un certain délai, plusieurs fois prorogé inutilement. Les réclamations se succèdent toujours inefficaces. En 1718, on se contenta du paiement d'un vingt-cinquième en espèces¹⁰⁴; en 1722, il n'est plus question d'espèces; en 1726, le contrôleur réclame toujours ce qui lui est dû¹⁰⁵. En définitive l'institution avait déshonoré ceux qui s'y étaient employés, l'État y avait gagné peu de chose et une faible quantité de papier avait été écoulee. « Ce fut d'ailleurs la dernière fois que l'État recourut à ce procédé détestable; l'expérience était faite, et, à défaut de sentiments plus élevés, le souvenir des scandales et des embarras graves auxquels avait donné lieu la Chambre de 1716 suffit pour empêcher désormais les contrôleurs-généraux d'y recourir¹⁰⁶. » De cet épisode il subsista des monuments singuliers. Tandis que Voltaire flétrissait dans des vers médiocres la Chambre de justice, on répandait des chansons barbares et des estampes atroces. L'une intitulée *l'Opéra d'enfer* représentait les financiers dans des tortures hideuses, l'autre montrait la Justice et la mort assises sur un pressoir achevant d'épuiser l'or et le sang de membres humains. Le Régent voulut mieux, il fit

¹⁰³ Bibl. nat., ms, franç. 11381.

¹⁰⁴ Archiv. départ. de la Gironde, C 3276; Arrêt du Conseil du 26 février 1718.

¹⁰⁵ Archiv. départ. de la Gironde C. 3276 : Lettre du 12 octobre 1726.

¹⁰⁶ M. Marion, op. cit., t. I, p. 77.

frapper une médaille sur laquelle on voyait Hercule terrassant le voleur Cacus avec cette légende¹⁰⁷ :

VICTOR AVARAE FRAVDIS

Le public négligea médaille et hémistiches, il fit mieux, il supputa les dépenses. Cette Chambre qui devait enrichir le Roi on ne savait d'elle au juste que ce qu'elle avait coûté. En une année elle avait englouti neuf cent mille livres qu'on ne reverrait pas et en quatre mois d'hiver elle avait brûlé du bois pour dix mille francs¹⁰⁸.

¹⁰⁷ P.-E. Lémontey, op. cit., t. I, p. 66.

¹⁰⁸ Gazette de la Régence, p. 157; 27 mars 1717.

CHAPITRE XIII

La carrière de l'abbé Dubois

(6 septembre 1656 — 1^{er} juillet 1716)

La carrière de Dubois. — Enfance et jeunesse. — Dubois attaché au duc de Chartres. — Il succède à M. de Saint Laurent. — Tolère et favorise les vices de son élève. — Le plan d'éducation n'est rempli qu'en partie. — L'incrédulité. — La perversité. — L'avidité. — La fourberie. — Son premier voyage en Angleterre. — Il est rappelé en France précipitamment. — Ce qu'il rapporte de son voyage. — Années d'incertitude. — Tares physiques et morales. — Son langage et son style. — Ses apologistes. — Son génie politique. — L'abbé est nommé conseiller d'Etat. — Cabale imaginée par Saint Simon. — Première lettre de Dubois à Stanhope. — Réponse de Stanhope. — Deuxième lettre de Dubois. — Avances de Dubois et situation de l'Angleterre. — Langage de lord Stanhope. — Diversion faite par l'Empereur. — Hostilité à l'égard de l'alliance : en France, en Angleterre. — La mission de Dubois.

La maison du duc d'Orléans était, au témoignage de d'Argenson¹, « farcie de scélérats » parmi lesquels l'abbé Dubois jouissait d'une place d'honneur, car si « on ramasse tout ce que la haine et la malignité ont répandu de venin sur les favoris des princes, on trouvera qu'ils furent ménagés en comparaison du traitement fait à Dubois. Si l'on en croit ses accusateurs, écrit le chevalier de Piossens, il n'avoit ni religion, ni probité, ni honneur, ni sentiments d'humanité, ni aucune espèce de mérites et étoit absolument incapable des emplois qu'on lui confioit². » Dubois était à tel point décrié que sa réputation bravait la médisance et décourageait la calomnie. Ses contemporains ne le voyaient pas autrement que la postérité, à laquelle la griffe de Saint-Simon l'a abandonné, livide, hideux et inquiétant. Sans naissance, il avait l'âme d'un laquais et les vices d'un grand seigneur, capable de s'égaliser à toutes les corruptions, de se prêter à toutes les complaisances, de se livrer à toutes les infamies,

La carrière
de Dubois

¹ *Mémoires et journal inédit du marquis d'Argenson, ministre des Affaires Étrangères de Louis XIV*, édit. Rathery, in-8, Paris, 1857, t. I, p. 88.

² Piossens, *Mémoires de la Régence de S. A. R. le duc d'Orléans*, in-12, La Haye, 1729, t. II, p. 123.

pourvu qu'il en retirât un profit ou un avantage quel qu'il fut. Le Régent, son élève, rendait à certaines dépravations, dont il se sentait personnellement incapable, l'hommage d'une sorte de vénération; Dubois ne croyait pas plus au vice qu'à la vertu, il ne les dédaignait pas, ne les méprisait pas, il les ignorait comme des affectations sans réalité, des niaiseries capables tout au plus de divertir un moment l'esprit. Chimérique, il ne pouvait se défendre de la faiblesse de faire une place dans les calculs de son ambition à la fantaisie du hasard, qu'il se réservait de corriger à force de tenacité, de sagacité ou de fourberie. Courageux jusqu'à la bravoure, il lui plaisait de faire compter avec lui ceux qui affectaient de ne le compter pour rien, et il s'amusait à ce rôle de provocateur silencieux et pacifique dont se flattent volontiers les avortons en révolte contre les conventions sociales. Il n'avait garde d'ébranler l'édifice, il préférait élargir et embellir le logement qu'il s'y destinait. Grand chasseur de bénéfices, qu'il collectionnait sans vergogne et exploitait sans merci, Dubois n'était pas homme à sacrifier son intérêt à la morale. N'ayant du sacerdoce que la couleur et la forme de son habit, l'impatience du pouvoir et l'avidité des richesses l'amenèrent à convoiter la prêtrise, ce qui était un sacrilège; à s'emparer de l'épiscopat, ce qui était une profanation; à se hausser au cardinalat, ce qui n'était plus qu'une comédie. Cette surprenante carrière valut à celui qui la remplit des haines vigoureuses, un mépris sans bornes et de médisantes indulgences, qui n'ont rien laissé ignorer des circonstances singulières de la vie de Guillaume Dubois.

Enfance
et jeunesse

Il était fils d'un apothicaire, profession sur les prérogatives de laquelle Molière venait de répandre un comique ineffaçable. Ce nom d'apothicaire avait le privilège, depuis la « cérémonie » du *Malade imaginaire*, de mettre nos pères en gaieté; on pouvait porter les noms les plus idoine : Dubois, par exemple, ou Dupont ou Durand, c'était en vain; l'apothicaire ne portait qu'un seul nom et ne répondait qu'à ce nom : Diafoirus; et le fils de l'apothicaire s'appelait : Thomas Diafoirus. Pour combler la mesure, cet apothicaire sortait de Brive-la-Gaillarde, au vocable truculent, et venait tenter la fortune à Paris. Il avait seize ans pour lors, un habit sur le dos, quelques chemises dans sa besace, peut-être un écu ou deux dans sa bourse, une tonsure toute fraîche, les yeux et le museau d'une jeune renard³. Quelques succès de rhétorique remportés dans sa bourgade natale lui avait valu l'au-

³ Madame à la raugrave Louise, Paris, 13 novembre 1716, dans *Correspondance*, édit. G. Brunet, 1904, t. I, p. 281.

baine d'une bourse au collège Saint-Michel, proche de la place Maubert⁴. Dénué de ressources, tout lui était bon pourvu qu'il en tirât pied ou aile. Le principal du collège se délivrait sur lui, pour quelques sols, des corvées par trop importunes et Dubois paraissait dans les obits des paroisses environnantes⁵, sommeillait dans une stalle, musardait à une absoute, écornait la sportule due à son collège, ou bien, entre deux cours, il donnait une répétition et « courait le cachet ».

Des leçons particulières lui donnaient accès dans quelques maisons cossues, lui découvraient un monde à exploiter : marchand, marquis, prince ou duc⁶, il s'insinua, se faufila, expliquant l'histoire ou bien montrant la géographie, prêt à tout pourvu qu'il sortit de cette condition précaire. Comme il enseignait les quatre parties du monde à un jeune Choiseul, il fut présenté à M. de Saint-Laurent, sous-gouverneur du duc de Chartres, qui songea à l'abbé pour une place de sous-précepteur du neveu de Louis XIV, aux appointements annuels de cinq cents livres, dont le pauvre hère s'estima fort honoré⁷. Il avait le pied à l'étrier.

Dans l'éducation de son fils, Monsieur ne voyait qu'une seule chose : le gouverneur, qu'il voulait de grande maison; le reste ne lui importait guère. Le sous-gouverneur, Saint-Laurent, était un parfait honnête homme et le plus propre à élever un prince doué admirablement et rapproché du trône. Un pareil Mentor était un gêneur dont la société du Palais-Royal ne pouvait se défaire mais qu'elle saurait annuler. Dubois, qui avait rôdé, on ne sait avec quel titre, dans l'entourage ou dans la valetaille de Mlle de Lenclos, y avait sans doute appris, s'il l'ignorait encore, qu'on ne fait pas fortune au service des honnêtes gens et il s'attacha de préférence à ceux de qui les scrupules égalaient les siens. Des récits qu'on n'a aucune bonne raison de récuser font voir l'abbé imposé à M. de Saint-Laurent plutôt que choisi par lui, et ses parrains sont les hommes les plus compromettants qu'il

Dubois attaché au duc de Chartres

⁴ Rue de Bièvre; les nos 10 et 12 de cette rue, occupés par des logements ouvriers ont fait partie du collège.

⁵ *Archiv. nat.*, 877; quittances du 18 octobre 1678; du 12 août 1679; du 25 mai 1680 « pour droits de bourse et d'obits d'une demi-année ».

⁶ *Archiv. nat.*, M 762, f. 31 : *Recueil des ecclésiastiques tant séculiers que réguliers qui n'ont pas écrit*.

⁷ Sévelinges mentionne un sieur Maroy, marchand du Petit-Pont, un marquis de Pluvault, un prince de Gourgues, un duc de Choiseul.

⁸ *Archiv. nat.*, M 762, fol. 31 : papiers du P. Léonard; Saint-Simon, *Mémoires*, édit. A. de Boislisle, t. I, p. 63.

soit possible d'imaginer : le chevalier de Lorraine, le marquis d'Effiat et le duc de Vendôme⁹.

il succède à
M. de Saint-
Laurent

Contraint de souffrir un collaborateur aussi fâcheusement recommandé, Saint-Laurent « comptait l'éloigner de son élève aussitôt que celui-ci aurait terminé ses études, et il ne voulait pas qu'il fût un seul instant auprès du duc de Chartres, si ce n'est à l'heure des études¹⁰. » Au Palais-Royal, la surveillance restait possible et permettait de contenir la perversité de l'abbé; à Saint-Cloud, la responsabilité de Saint-Laurent ne pouvait se flatter d'éviter tout accident. En conséquence, le sous-précepteur annonça sa démission si l'accès du château et du parc n'était interdit à Dubois¹¹. On ne s'étonne plus dès lors que Saint-Laurent fut en butte à une sorte de conjuration dont il racontait à Racine, son ami, les pénibles circonstances : tracasseries, rebuffades, déchaînement de toute la maison du jeune prince contre lui, sans en excepter le sous-précepteur et les valets de chambre¹². « Pour mon malheur, écrira trente ans plus tard, la mère du Régent, Saint-Laurent mourut en quelques heures. L'abbé se présenta alors; on n'avait aucun précepteur sous la main; il resta donc auprès de mon fils et il pouvait si bien s'exprimer comme un honnête homme que je l'ai regardé comme tel jusqu'au mariage de mon fils¹³. »

Tolère
et favorise
les vices
de son élève

Le jeune prince après avoir convenablement déploré la mort du sous-gouverneur ne tarda pas à l'oublier. Dubois laissa flotter les rênes et l'enfant fit ses débuts dans le vice. « Il n'avait que treize ans, écrit sa mère, lorsqu'une dame de qualité l'instruisit¹⁴ »; or c'est presque au jour de sa treizième année que Dubois avait commencé à avoir autorité sur son élève¹⁵. On ne peut guère admettre que cette initiation fut restée inconnue à l'abbé, qui favorisait des aventures plus périlleuses encore. « Je tiens de

⁹ *Biblioth. Mazarine*, ms. 2354 : Vie de Dubois, fol. 3, 8; Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 2; *Biblioth. nat.*, ms. 67, Recueil Cangé; Piossens, *op. cit.*, p. 57.

¹⁰ *Madame à la raugrave Louise*, 23 octobre 1716, dans *Correspondance*, édit. G. Brunet, 1904, t. I, p. 274.

¹¹ Duc de Luynes, *Mémoires*, édit. L. Dussieux et E. Soulié, in-8, Paris, 1860, t. V, p. 78; 18 juillet 1743.

¹² *Racine à Boileau*, 8 août 1687, dans *Œuvres de Racine*, édit. Regnier, t. VI, p. 575.

¹³ *Madame à la raugrave Louise*, 23 octobre 1716, dans *Correspondance*, édit. G. Brunet, t. I, p. 274.

¹⁴ *Madame à la raugrave Louise*, 15 juin 1716, *op. cit.*, t. II, p. 121.

¹⁵ Le duc de Chartres était né le 2 août 1674, le brevet de précepteur est du 30 septembre 1687.

mon fils lui-même, écrira Madame, que l'ayant rencontré un jour tout seul dans une rue au moment où son élève se disposait à une criminelle fréquentation, l'abbé ne fit qu'en rire au lieu de le prendre par le bras et de le ramener à la maison¹⁶. » Qu'y eut-il trouvé « à la maison? » D'abominables débauchés associés aux dépravations de son père, des libertins comme Sillery, des invertis comme d'Effiat, des ivrognes comme Cayeux! En comparaison de ces effrontés, la réputation de Dubois paraissait chargée, tout au plus, de peccadilles, et le personnage était si mince que tout ce qu'il pouvait faire ou penser ne comptait pour rien. Au reste, Monsieur se souciait fort peu des progrès intellectuels de son fils; il ne se souciait pas plus de lui que s'il n'eut pas été au monde¹⁷. Madame se reposait volontiers de l'éducation de cet enfant sur le petit abbé qui lui avait plu, qu'elle trouvait capable, beau parleur et de bonne compagnie¹⁸ et qui lui permettait de consacrer le meilleur de son temps à ses dix chiens, ses perroquets, ses canaris, ses chasses et ses correspondances. Entre une lettre de quinze pages et une autre lettre de vingt pages, Madame griffonnait à l'adresse de Dubois un de ces billets — quarante-trois ont été conservés¹⁹ — où elle prodigue les formules laudatives qui justifiaient à ses propres yeux le coupable abandon dans lequel grandissait le jeune prince. A six jours de distance cette mère mondaine, au sens le plus frivole du mot, reprochait à son fils les larmes que son inconduite lui coûtait et remerciait le précepteur de l'application qu'il mettait à faire de ce fils un honnête homme²⁰!

Dubois devait à lui-même autant qu'à son élève d'élaborer un plan d'éducation; il n'y manqua pas. La pièce nous a été conservée²¹, elle est telle qu'on doit l'attendre d'un pédagogue avisé

Le plan
d'éducation

¹⁶ *Madame à la raugrave Louise*, 8 novembre 1715, *op. cit.*, t. III, p. 183.

¹⁷ Lettre de Madame, citée dans la *Revue bleue*, 18 juillet 1896.

¹⁸ *Madame à la raugrave Louise*, 13 novembre 1716, dans *Correspondance*, t. I, p. 281.

¹⁹ Les autographes se trouvent aux Archives du château de Chantilly, Papiers de Condé, série I, t. IX; publiés par V. de Seilhac, *L'abbé Dubois*, in-8, Paris, 1862, t. I. *Pièces justificatives*, p. 205-245; L. Wiesener, *Le Régent, l'abbé Dubois et les Anglais*, t. I, p. 248-253, a groupé les passages les plus avantageux pour Dubois; G. Depping, *La princesse Palatine, son fils et l'abbé Dubois*, dans *Revue politique et littéraire* (*Revue bleue*), 1898, 4^e série, t. X, p. 197-204, 298-308.

²⁰ *Madame au duc de Chartres*, 19 mars 1691; et *Madame à Dubois*, 25 mars 1691.

²¹ *Extrait du plan d'éducation pour le duc de Chartres* (écrit en juillet 1688), dans V. de Seilhac, *op. cit.*, t. I, p. 185 suiv.; voir H. Druon, *Philippe d'Orléans, Régent. Sa jeunesse, l'influence que son éducation eut sur sa vie*, dans

à qui la Fortune a donné pour pupille le neveu unique d'un roi très puissant et qui ne se défend pas d'entrevoir la perspective d'une brillante carrière. M. de Chartres a « beaucoup d'esprit, extrêmement de bon sens... et un génie particulier pour les affaires », de sorte que si les circonstances l'amènent à prendre part au gouvernement « il se rendra très considérable ». C'était un horoscope dans lequel l'abbé, sans doute, ne s'oubliait pas. « Puisque le prince a l'esprit excellent, disait-il encore, il faut le faire valoir. »

n'est
rempli
qu'en partie

Le plan devait servir à cela et on doit reconnaître que l'élève se montra admirablement doué et merveilleusement formé; Dubois avait eu le mérite de déterminer les connaissances nécessaires et d'en adapter l'acquisition aux facultés du prince dans l'esprit duquel il s'insinua par degrés et dont il finit par s'emparer tout-à-fait²². L'abbé « est instruit, disait Madame, il a donné de l'instruction à mon fils²³ » et elle s'en remettait à lui de montrer au jeune homme « le vrai chemin de la vertu²⁴ ». La science comme la vertu demeurèrent d'aimables étrangères pour le Régent qui posséda des connaissances générales sur tout ce qui faisait l'« honnête homme » de son temps, mais qui effleura toutes choses et n'approfondit rien de ce qui rentrait dans le plan majestueux et compliqué de son précepteur : religion, histoire, philosophie, droit public, langues modernes, mathématiques. Ce que le duc d'Orléans connut le mieux, il ne le tenait pas de l'abbé Dubois; peinture, musique, chimie, cérémonial. Peut-être le maître avait-il contribué à développer chez l'élève l'art d'une diction facile, claire et séduisante, que possédait Dubois avec en plus un pétilllement de mots très bas, d'expressions deshabillées et d'images malsaines ou malpropres.

L'incrédulité

Quant à l'irréligion portée jusqu'à l'athéisme et l'impiété pratiquée avec une affectation cynique par le jeune prince, il est impossible de déterminer la part de Dubois dans cette perversion. Si c'est une grave responsabilité d'imputer à autrui des pratiques et des opinions qu'il semble avoir adoptées, c'est à coup sûr une naïveté excessive de recourir à des formules protocolaires pour faire la preuve de croyances auxquelles la conscience n'ac-

Mémoires de l'Académie Stanislas, 1894, 5^e série, t. XII, p. 104-151; P. Bliard, *Dubois et l'éducation du duc de Chartres*, dans *Bulletin de la Société scientifique et archéologique de la Corrèze*, 1901, t. XXIII, p. 21-61.

²² Duclos, *Mémoires secrets*, édit. Michaud, 3^e série, t. X, p. 494.

²³ Madame à la raugrave Louise, 23 octobre 1716, op. cit., t. I, p. 274.

²⁴ Archiv. du château de Chantilly, Papiers de Condé, série I, t. IX, fol. 137 : Madame à l'abbé Dubois, 25 septembre 1693.

quiesçait pas. Dans un royaume où la religion et le clergé étaient « institutions d'État », certains ménagements s'imposaient; gestes ou locutions, on ne pouvait braver l'esprit public et, sous la Régence, on n'y songea pas tout de suite. On a vu le Régent faire ses Pâques en 1716, jusqu'à la fin de sa vie on le verra suivre la procession de la Fête-Dieu sans que personne puisse apercevoir dans cette soumission à un usage consacré l'acquiescement de l'esprit à des croyances qu'il repousse publiquement et à des dogmes qu'il nie. De même Dubois, faisant courir sa plume, laisse échapper quelque phrase dont on pourrait à la rigueur conclure à un assentiment quelconque aux vérités chrétiennes; ce serait s'abuser volontairement. Ceux qui l'ont vu vivre et qui l'ont regardé mourir n'ont pu croire qu'une lueur de foi chrétienne continuât à éclairer cette âme déchue. Consternés, ils observaient cet homme qui « sans croire en Dieu, sans religion, sans le moindre ombre de probité, sans mœurs, connu pour tel des François et des étrangers, se fit faire archevêque et devint cardinal par le moyen du roy d'Angleterre²⁵ »; cet abbé qui « s'il était aussi bon chrétien qu'il est habile serait un homme excellent, mais qui ne croit à rien²⁶ »; ce moribond qui refusait le sacrement suprême et de qui on ne peut dire avec certitude qu'il se soit confessé à l'instant de paraître devant Dieu; ses dernières heures ponctuées de jurons et de blasphèmes, ressemblant à la fin d'un désespéré.

Laissons cette conscience au jugement de Celui à qui rien n'est caché, continuons à dévisager le fils d'apothicaire qui trouva le secret d'émouvoir par le scandale de son élévation et de sa perversité une société cuirassée contre la surprise autant que contre la colère. Ce que cette société reprochait à Dubois elle n'en avait fait grief ni à Colbert, ni à Vauban, dont l'origine n'offrait rien d'illustre, mais dont toute la carrière s'était développée en pleine lumière. Au contraire c'est dans l'obscurité d'une salle d'étude qu'avait poussé cette plante malsaine, dans le voisinage suspect d'une jeune garçon trop précoce, qui en avait fait plus tard l'ornement, le confident et l'associé d'une existence de plaisirs louches et d'amusements débraillés. L'histoire de France, à aucune époque de sa durée, n'avait présenté un spectacle analogue; pour rencontrer une faveur et une souillure qui pussent être comparées à la sienne il eut fallu remonter haut dans le passé,

La perversité

²⁵ British Museum, ms. addit. 20319, fol. 279 v^o : M. de Torcy au cardinal Gualterio, 4 mars 1720.

²⁶ Madame à la raugrave Louise, 23 octobre 1716, op. cit., t. I, p. 274.

évoquer les carrières de Rufin ou d'Eutrope, imaginer quelque chose des dépravations monstrueuses d'une Cour byzantine. Dubois végétait dans cette ombre équivoque qui autorise tous les mépris, étant de ceux devant lesquels il est permis de tout faire et de tout dire. Il pouvait entendre sans sourciller les propos des roués, mais il ne lui était plus permis de participer aux orgies; sa santé ruinée devenait comme la rançon publique de ses fredaines et son frugal régime apparaissait aux convives comme l'expiation des ripailles d'autrefois. La machine était trop frêle pour le service qu'il en exigeait. L'un après l'autre, les organes lui refusaient l'obéissance. Le mal qui l'emporta est du nombre de ceux qu'on ne peut décrire et les couplets qu'il inspira n'ont pu se chanter qu'aux tables où, vivant, il s'était assis.

L'avidité

La vraie place de Dubois, celle que lui assignait son tempérament, et peut-être ses aptitudes, était à l'armée. « C'est un abbé, dira de lui le maréchal de Luxembourg, dont on ferait sans peine un vaillant mousquetaire²⁷ ». Mais le sort en avait décidé autrement et au lieu de collectionner les blessures, l'abbé collectionnait prébendes et bénéfices. Outre son traitement doublé²⁸, il obtenait un canonicat à la collégiale Saint-Honoré, le rectorat du collège Saint-Michel, l'abbaye d'Airvaux en Poitou « de préférence à cent compétiteurs²⁹ », le prieuré de Brive³⁰, l'abbaye de Saint-Just en Beauvaisis. Insatiable, il demandait autre chose encore³¹, s'adressait à Madame, à Fénelon, au P. de la Chaise, à Mme de Maintenon, au Roi lui-même, si l'historiette qui le montre sollicitant le chapeau de cardinal, en récompense d'une négociation délicate, pouvait être acceptée³².

La fourberie

Avide de bénéfices crottés, Dubois sollicite tout ce qui passe à portée de ses convoitises et de son avarice. « J'avais eu d'abord de l'attachement pour lui, avouera Madame, parce que je croyais qu'il aimait tendrement mon fils et qu'il ne cherchait en tout que son bien et son avantage; mais quand j'ai vu que c'était un chien perfide que ne s'occupe que de ses propres intérêts... toute

²⁷ C. de Sévelinges, *Mémoires secrets du cardinal Dubois*, t. I, p. 4.

²⁸ *Archiv. nat.*, M 762, fol. 31 : *Papiers du P. Léonard*.

²⁹ *Archiv. du château de Chantilly*, *Papiers de Condé*, I, t. IX, fol. 55 : le P. de la Chaise au duc de Chartres, 25 décembre 1690.

³⁰ V. de Seilhac, *op. cit.*, t. I, p. 246-250; P. Bliard, *op. cit.*, t. I, p. 61-64.

³¹ *Archiv. du château de Chantilly*, *Papiers de Condé*, I, t. IX, fol. 57, 135, 137; P. Bliard, *op. cit.*, t. I, p. 67, note 1.

³² V. de Seilhac, *op. cit.*, t. II, p. 280; Dubois au P. de la Chaise, juin 1694.

³³ D'Argenson, *Mémoires*, 1857, t. I, p. 190.

mon estime s'est changée en mépris³⁴. » Il le savait, mais que lui importait alors l'estime de cette vieille princesse radoteuse et acariâtre. « Quelque chose de désagréable que je puisse lui dire, il tourne tout en plaisanterie³⁵. » Voilà l'homme qu'a eu devant les yeux la société de la Régence, allant son chemin, poussant sa pointe, toujours souriant, toujours rageant, toujours mentant. « C'est le plus grand fourbe, le plus grand hypocrite de Paris, dit-on³⁶; il est tellement fourbé que son plus grand plaisir est de raconter des choses où il n'y a pas un mot de vrai³⁷. » Vivant en marge du sacerdoce qu'il exploite, ni abbé, ni soldat, ni partisan, ni diplomate, il s'est accroché à la maison d'Orléans, il s'y est pour ainsi dire incrusté, sans titre désormais, sans charge, « exclu de toute grâce³⁸ », il en convient, et persévère dans son rôle indécis et fâcheux, sorte de bouffon domestique qu'on croirait par la taille, par la laideur et par la malice, comme par l'esprit, de la lignée des Chicot et des Triboulet.

Il ne vise pas encore à la succession de Richelieu, pas plus d'ailleurs qu'à celle de Fénelon; il y a temps pour tout. Son début dans la « carrière » convient merveilleusement à ses aptitudes; ce n'est pas une mission diplomatique, ce n'est qu'un rôle d'espionnage. Dans les dernières années du XVII^e siècle il n'était à peu près personne qui ne pressentît l'épreuve imminente d'une guerre terrible que retardait de quelques mois ou de quelques jours à peine la santé chancelante du roi d'Espagne Charles II³⁹. Pour la prévenir, si c'était possible, Louis XIV envoya à Londres le maréchal de Tallard afin de négocier avec Guillaume III⁴⁰; dans sa suite on glissa l'abbé Dubois, sans titre, sans mission, sans appointements. Mlle de Lenclos le fournissait de recommandations. « C'est un petit homme délié qui vous plaira », écrivait-elle à Saint-Evremond⁴¹ et celui-ci exhibait cette bouture d'épicurien

Son premier voyage en Angleterre

³⁴ Madame à la raugrave Louise, 8 novembre 1719, dans *Correspondance*, édit. G. Brunet, t. II, p. 183.

³⁵ Madame à la raugrave Louise, 13 novembre 1716, *op. cit.*, t. II, p. 281.

³⁶ Madame à la duchesse de Hanovre, 19 novembre 1713, dans *Correspondance*, édit. E. Jaeglé, t. II, p. 202.

³⁷ Madame à la duchesse de Hanovre, 17 décembre 1713, *op. cit.*, t. II, p. 203.

³⁸ V. de Seilhac, *op. cit.*, t. I, p. 285-287 : Dubois au P. de la Chaise, août 1682.

³⁹ Madame à la raugrave Louise, 1^{er} octobre 1699, dans *Correspondance*, édit. G. Brunet, t. I, p. 40; Torey, *Mémoires*, édit. Michaud, p. 525.

⁴⁰ Dangeau, *Journal*, t. VI, p. 223; 6 novembre 1697; Sourches, *Mémoires*, t. V, p. 355.

⁴¹ Saint-Evremond, *Œuvres mêlées*, édit. Giraud, t. III, p. 396.

parmi les sociétés où l'on ne se piquait que d'esprit et de politesse, chez Hortense Mancini, chez Stanhope, chez la comtesse de Sandwich avec laquelle Dubois se lia d'amitié.

Pendant que le maréchal négociait au compte du Roi, l'abbé tripotait pour le service de Monsieur qui invoquait en faveur des droits successoraux de la branche d'Orléans ceux qu'il tenait de sa mère Anne d'Autriche. Ce fut son début dans la diplomatie secrète⁴², début qui lui laissa tout le loisir de découvrir et étudier l'Angleterre. Ce séjour écourté ne laissa pas d'exercer sur Dubois une influence si profonde et d'amener des conséquences tellement imprévues qu'on ne peut lui accorder moins d'attention qu'au voyage de Voltaire ou à celui de Montesquieu dont les résultats se sont faits sentir pendant une partie du XVIII^e siècle. En 1698, quelques-uns des principaux effets de la révolution survenue dix années auparavant se faisaient pleinement sentir. Le pouvoir était obligé de compter avec l'opinion et de ménager quiconque pouvait l'influencer ou la conduire. Les écrivains avaient montré de quel poids pouvait peser une plume et le développement de la presse grandissait chaque jour leur importance. Les whigs faisaient appel à plusieurs hommes de lettres pour des postes considérables, par eux une tradition favorable aux lettres s'établit dans les régions ministérielles et cette tradition fut adoptée et appliquée par les tories. La profession d'écrivain grandit dans l'estime et, de métier précaire, s'éleva à la dignité de carrière honorée; une vague d'égalité porta au niveau des plus grands seigneurs et des plus hauts fonctionnaires Swift, Congreve, Addison et bien d'autres. Tout leur fut accessible. « Grâce à vous, écrivait Steele à Montague, l'homme d'esprit s'est mis à devenir homme d'affaires⁴³. »

Ceci fut pour Dubois une révélation. Parti de rien on pouvait donc arriver à tout, et il se proposait d'aller étudier sur place, à Oxford et à Cambridge, ces phénomènes qu'il ne désespérait pas d'imiter. Cependant soit turbulence naturelle soit émerveillement, il se trémoussait si bien qu'on le remarqua. L'ambassadeur impérial et les partisans de l'Autriche prirent ombrage de cette agitation dont le but leur échappait⁴⁴. Ils supposèrent donc qu'à l'abri de la mission officielle de Tallard, l'abbé rem-

⁴² V. de Seilhac, *op. cit.*, t. I, p. 66.

⁴³ A. Beljame, *Le public et les hommes de lettres en Angleterre au XVIII^e siècle*, in-8, Paris, 1881, p. 225-236.

⁴⁴ *Wien Staats Archiv, Anglica*; Auersperg à Léopold I^{er}, Londres, 4 avril 1798, dans Gœdeke, *Geschichte des Spanischen Erbfolgekriegs*, t. I, App., p. 110.

plissait une mission secrète de la part de Jacques II auprès des catholiques anglais. Ce soupçon semble avoir germé parmi le groupe de protestants réfugiés à Londres⁴⁵ aussi mal disposés à l'égard d'un abbé présumé catholique qu'à l'endroit d'un libertin de la coterie de Chelsea. Torcy entretenait des correspondances avec ces réfugiés, mis au courant de leur préventions il écrivit à Tallard : « L'abbé Dubois fait beaucoup de bruit en Angleterre; on croit qu'il y est avec des ordres et de grands desseins. Le Roi croit que la curiosité seule l'y a mené. Cependant, monsieur, vous lui rendrez un grand service de lui conseiller de revenir. Ce que je vous en dis est plus que de moy seul, mais je crois que vous ne devez le conseiller que comme de vous⁴⁶. » Le ton presque comminatoire sur lequel l'ordre était donné de la part de Louis XIV et l'indication fournie au maréchal de soutenir au gouvernement de Guillaume III qu'il ne s'agissait que d'un voyage de curieux, montrent assez quel embarras le diplomate novice attirait à son gouvernement. Dès le 18 mai, le maréchal avait signifié au remuant « curieux » d'avoir à regagner la France, sans lui laisser le temps nécessaire à la double visite d'Oxford et de Cambridge⁴⁷; il semble d'ailleurs avoir éprouvé un vif soulagement à être délivré de ce surveillant qui savait les affaires de l'ambassade mieux que l'ambassadeur lui-même. Comme Torcy l'interrogeait sur une audience de Guillaume III, Tallard répondit au ministre : « Si le Roi désire être informé de quelque particularité, l'abbé Dubois vous en rendra compte mieux que moi⁴⁸ ». Présenté à Louis XIV, l'abbé ne recueillit pour prix de sa mésaventure que ce persiflage : « Voilà ce que c'est d'avoir tant d'esprit! monsieur. On ne saurait aller par le monde avec tout le mérite que vous possédez sans s'attirer des affaires⁴⁹. »

Dubois rapportait de son voyage tout autre chose et beaucoup plus que la reconnaissance de droits contestables à la succession de la couronne d'Espagne dans la branche d'Orléans. Il rapportait une conception dynastique opposée à celle qui prévalait alors

⁴⁵ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 175, fol. 60; Tallard à Torcy, Londres, 16 mai 1698.

⁴⁶ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 175, fol. 24; Torcy à Tallard, Londres, 6 mai 1698.

⁴⁷ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 175, fol. 60; Tallard à Torcy, Londres, 18 mai 1698.

⁴⁸ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 175, fol. 105-106; Tallard à Torcy, Londres, 29 mai 1698.

⁴⁹ C. de Sévelinges, *Mémoires secrets et correspondance inédite du cardinal Dubois*, 1815, t. I, p. 5.

Il est
rappelé
en France
précipitam-
ment

Ce qu'il
rapporte
de son
voyage

en France. La révolution de 1688 ouvrait aux ambitions principales des perspectives très différentes de celles que leur ménageait la conception française du droit divin. Il est difficile de ne pas croire que Dubois ait entretenu son ancien élève, dont l'audace était sans limites, des chances nouvelles que lui offrait la théorie de la couronne au plus digne, au plus capable, au plus populaire; il n'est guère moins difficile de penser que ces entretiens furent sans influence sur les tentatives esquissées quelques années plus tard en Espagne par le duc d'Orléans pour se faire substituer, avec le concours de l'Angleterre, à Philippe V devenu impossible.

Agent confidentiel et *domestique*, comme on disait alors, de la maison d'Orléans, Dubois attachait ses destins personnels à la fortune de ses maîtres. N'ayant pu les servir à Londres à leur gré, il était homme à chercher une revanche et l'événement la lui procura. Lorsque s'ouvrit la succession d'Espagne, Philippe d'Orléans ne put que faire constater le silence gardé sur ses droits par le testament de Charles II; il entreprit de faire connaître ces droits, mais la mort l'ayant prévenu, son fils réitéra la protestation paternelle et la pièce nous a été conservée corrigée de la main de Dubois. Cette fois il ne s'agissait plus d'une mission clandestine, mais, de l'aveu de Louis XIV et de Torcy, l'abbé se rendit en Languedoc sous prétexte de saluer Philippe V, en réalité pour s'informer des motifs de ce silence dans le testament et de la conduite à suivre pour annuler les effets de cette omission et garantir les droits de la branche cadette en cas d'extinction de la branche aînée. Dubois, après une longue attente, rapporta de son voyage de bonnes paroles et de belles promesses qui, après de longs mois d'attente et d'interminables formalités, aboutirent à la reconnaissance des droits éventuels du duc d'Orléans au trône d'Espagne⁵⁰.

Inséparables, Philippe d'Orléans et son abbé reparurent à l'armée devant Turin, en 1706. L'année suivante, le prince reçut un commandement en Espagne où Dubois ne put se faire tolérer. Sa faveur subissait une éclipse, on lui préférait l'abbé de Thésut pour la charge de secrétaire des commandements, la première de la maison d'Orléans⁵¹; mais peut-être n'était-ce qu'une feinte disgrâce. La suspicion et la distance n'étaient pas des obstacles de nature à séparer les deux compères; ils entreten-

⁵⁰ A. Baudrillart, *Philippe V et la Cour de France*, in-8, Paris, 1890, t. II, p. 17-23.

⁵¹ V. de Seilhac, *op. cit.*, t. I, p. 112; P. Bliard, *op. cit.*, t. I, p. 96-97.

rent une correspondance dont une partie seulement a été retrouvée⁵². C'est alors, et sans aucun doute, sous cette influence que le duc d'Orléans suggérait à Philippe V l'introduction dans les provinces de Valence, Aragon et Catalogne d'« un vrai gouvernement à l'anglaise⁵³ ». Lord Stanhope suggérait la candidature de Philippe d'Orléans⁵⁴ laquelle aboutissait pour celui-ci à une éclatante disgrâce. En 1709, sa carrière politique semblait terminée; en 1712, les morts de la famille royale et la renonciation de Philippe V ramenaient le duc d'Orléans sur la première marche du trône au moment où la vieillesse et le déclin de Louis XIV décidaient lord Stair et Dubois à se tâter et à peser les chances de leur candidat.

En 1715, celui qu'on nommait l'abbé Dubois atteignait la soixantaine. C'était un petit homme maigre et mince, à museau de fouine; plissé, ridé, ratatiné, livide dans la broussaille d'une perruque blonde. Deux yeux perçants et malins trouaient comme des escarboucles cette face blafarde et mauvaise d'oiseau rapace, qu'on désigne en mauvais français sous le nom de *sacre*, que que tous comprennent et qu'il est impossible de désigner autrement. Tous les vices combattaient en lui à qui en demeurerait le maître, toutes les corruptions rivalisaient à laquelle submergerait son âme pourrie. L'avarice, l'ambition et la débauche étaient ses dieux et le but de sa vie; le mensonge porté jusqu'à la perfidie, la flatterie poussée jusqu'à la servilité, l'impiété érigée jusqu'à l'athéisme étaient ses moyens et le secret de sa carrière. Bigame, empoisonneur, sodomite a-t-on dit; et comment le savoir? De tels crimes, à les supposer commis par un tel homme, n'auraient pas laissé trace et ne comportent aucune preuve. Celui qui avait pris sur lui-même au point de réprimer le don de répartie et jusqu'à simuler le bégaiement pour se donner le loisir de la réflexion a-t-il été imprévoyant à ce point de laisser subsister les pièces qui le condamneraient?

Il savait ce que valent quelques lignes d'écriture et il collectionnait les témoignages : ceux de Fénelon et ceux du P. la Chaise, de qui il soutirait ces vagues politesses dont les apologistes font des certificats; ceux de Madame et ceux de Saint-Simon, qui pour se venger d'avoir été ses dupes l'ont, celle-ci, griffé de sa lourde

Tares
physiques
et morales

⁵² V. de Seilhac, *op. cit.*, t. I, p. 316, 331, 335, 338.

⁵³ Le duc d'Orléans à Philippe V, 16 juillet 1708, dans A. Baudrillart, *op. cit.*, t. I, p. 292.

⁵⁴ Torcy, *Journal*, édit. F. Masson, p. 319; 19 décembre 1710.

patte, celui-là cloué au pilori⁵⁵. Les contemporains assistèrent avec stupeur à cette élévation, consignèrent avec dégoût chaque progrès de la scandaleuse ascension de cet homme qui n'était ni plus incrédule, ni plus pervers, ni plus repoussant que beaucoup d'entre eux, mais qui était tout cela si absolument qu'il s'en dégageait quelque chose de diabolique qui donnait le frisson. Et ils ne savaient pas tout. Ce qui manqua à leur instruction ce sont les lettres que ce représentant de la France adressait à son plus constant ennemi; après deux siècles écoulés la lecture fait monter la rougeur au front. Il eut mieux valu pour la mémoire de celui qui les a écrites que fut retrouvé le chiffre de la pension que lui servait, dit-on, l'Angleterre : on saurait le prix auquel il tarifait ses flagorneries, faute de quoi on doit craindre d'y lire l'aveu de ses trahisons.

Son langage
et son style

Son langage était volontiers insolent, délibérément obscène; on ne peut citer ses réparties qu'après corrections, ses mots ne brûlent pas le papier, ils le souillent. Son style a moins de verveur que son langage, n'osant pas être grossier il n'est que trivial. Est-ce vraiment là une langue nouvelle et si agile qu'elle fait penser à Voltaire? N'est-ce pas plutôt l'enflure d'une rhétorique indigente dissimulée sous le papillotage de comparaisons mal-séantes. Tous les dictons du plat pays corrézien sont érigés en règles de sagesse par ce provincial émancipé.

Ses
apologistes

Dubois n'a pas eu que des détracteurs, il a trouvé pis encore : des apologistes⁵⁶. Celui-ci, le premier en date, s'est laissé piper par les textes et après avoir enfilé les témoignages a pensé voir son « héros » réhabilité. Celui-là a réclamé de bonne foi l'aveu de la pension, en a poursuivi l'impossible trouvaille dans les documents et conclu, de sa déconvenue, à la probité du négociateur. Cet autre n'a aperçu qu'une victime des luttes religieuses au cours desquelles Dubois immola les jansénistes aux jésuites. Le dernier venu, non content d'encadrer Dubois entre Mazarin et Talleyrand, découvre Minerve sous les traits de l'abbé soufflant la sagesse et prêchant la modestie dans les cabinets du Palais-Royal.

⁵⁵ A. Chéruel, *Saint-Simon et l'abbé Dubois. Leurs relations de 1718 à 1722 d'après les mémoires de Saint-Simon et les correspondances du temps*, dans *Revue historique*, 1876, t. I, p. 140-153, a montré qu'en 1718, Saint-Simon vivait en bons termes avec Dubois et approuvait ce qu'il savait de sa politique; en 1720, il n'en était plus de même et il semble qu'il ne s'exprimait pas alors d'une manière différente de celle qu'on peut lire dans les *Additions* à Dangeau en 1730 et dans les *Mémoires* en 1740.

⁵⁶ MM. Y. de Seilhac, L. Wiesener, P. Bliard et E. Bourgeois.

Entre d'Effiat et Chaulieu ses parrains, de même qu'entre Saint-Evremond et Fontenelle ses amis, Dubois apparaît comme un génie politique; il n'était rien moins que cela. Une vieille princesse peu clairvoyante mais que la haine rendait perspicace l'a mis à son rang le jour où elle écrivait : « Albéroni a un copain⁵⁷! » Qu'on lui accorde l'invention, la ténacité, l'ardeur au travail; on ne peut les lui contester pas plus qu'à son « copain ». Il a entrevu avec lucidité ce que peut valoir à Philippe d'Orléans l'alliance avec l'Angleterre, il ne comptera jamais ce qu'elle peut coûter à la France. Albéroni a aperçu quelle destinée réserve la suprématie de la Méditerranée au roi d'Espagne qui saura étendre la main sur l'Italie. Entre les deux abbés, champions de politiques rivales, se livre un combat qui retient pendant plusieurs années l'attention de l'Europe. Agent occulte, artisan de diplomatie secrète, Dubois a pu souhaiter la grandeur de son ancien élève, il y a travaillé assidûment, bien que, en réalité, il n'ait envisagé et poursuivi que sa grandeur personnelle. « Dubois sorti du néant, a dit Lémontey, eut dans sa volonté la hardiesse que son maître avait dans l'esprit, et s'éleva toujours. » Mais il n'éleva que sa fortune, qui fut, tout compte fait, une fortune de scandale. Il s'usa à la peine et tomba comme étouffé en arrivant au sommet, énérvé par la perpétuelle inquiétude et les incessants recommencements d'une œuvre subtile, toute en échafaudages, s'écroulant sur soi-même à mesure qu'elle monte, dépourvue du seul fondement des édifices d'État, l'intérêt permanent de la nation, — et très inutile enfin dans son objet même, car si Louis XV était mort avant sa majorité, le même intérêt national que Dubois blessa par ses alliances d'Angleterre et d'Autriche, aurait comme poussé le Régent au trône et l'y aurait soutenu; les prétentions de l'Espagne ne l'auraient rendu que plus populaire, et l'Autriche et l'Angleterre, pour épouser sa cause, n'auraient eu qu'à suivre leur propre politique; le traité d'Utrecht n'avait point besoin de garanties⁵⁸.

Cette carrière tourmentée, fiévreuse, haletante dans son escalade continue; sans autre mobile que l'intérêt particulier d'un maître servi par égoïsme d'ambition plutôt que par dévouement personnel, sans véritable proposition d'État; sans grande lumière; carrière faite avec les ressources de la France, parfois

Son génie
politique

⁵⁷ Madame à la raugrave Louise, Saint-Cloud, 26 juillet 1721, dans *Correspondance*, édit. E. Jaeglé, t. II, p. 103.

⁵⁸ A. Sorel, *Rapport sur le concours pour le Prix du Budget (Section d'Histoire)* dans *Comptes rendus de l'Académie des Sciences morales*, nouv. série 1892, t. XXXVIII, p. 131, suiv.

contre la France, pour elle dans les rencontres, mais jamais, comme il aurait convenu, pour elle-même et pour elle exclusivement, éveille la curiosité et la retient, mais n'appelle point la sympathie; elle n'inspire point d'admiration, elle ne laisse pas de regrets; elle manque de souffle et de grandeur.

L'abbé est
nommé
conseiller
d'Etat

Le 2 septembre 1715, Madame avait arraché au Régent la promesse de ne pas donner d'emploi à l'abbé, et de toutes les places dont le prince disposa souverainement aucune ne fut attribuée à son ancien précepteur. La vieille princesse pensa peut-être avoir partie gagnée, mais « quand je prie mon fils de ne pas faire une chose, disait-elle, il la fait à plusieurs reprises et sous mes yeux⁵⁹ »; quatre mois, jour pour jour, après la promesse consentie, Dubois entra dans la voie des honneurs. Voulant être conseiller d'Etat, il pria le duc de Saint-Simon d'en faire au Régent les premières ouvertures. Saint-Simon lui souhaite toute sorte de bien, mais l'invite à considérer de plus près s'il était l'homme d'une telle place, le dépit que sa nomination causerait aux conseillers d'Etat et l'animosité que tout le conseil et tous ses concurrents voueraient au Régent, qu'il professait toujours vouloir servir. Dubois fut un peu surpris, répliqua maladroitement et se retira⁶⁰. La duchesse de Berry se montra plus accessible⁶¹ et, quatre jours après leur première entrevue, l'abbé reparut chez Saint-Simon, l'aborda radieux : « Je viens, dit-il, vous rendre compte que je suis conseiller d'Etat. » Le duc s'en déclara ravi. « Prenez seulement garde aux suites, ajouta-t-il, et puisque l'affaire est faite, tenez-vous gaillard, et veillez-y seulement sans les craindre. » Les suites furent telles qu'on les pouvait prévoir. « Il n'y eut personne, depuis le chancelier jusqu'au dernier des maîtres des requêtes, qui ne se crût personnellement offensé, et qui ne le montrât. L'abbé, qui ne pensait qu'à soi, tenait ce qu'il avoit voulu, et ne se soucia point du bruit ni de son maître⁶². »

Cabale
imaginée
par
Saint-Simon

L'échec désormais certain de la tentative du Prétendant en Ecosse, donnait raison à la politique préconisée par Dubois⁶³;

⁵⁹ *Lettres nouvelles inédites de la Princesse Palatine*, trad. par A. Rolland, in-12, Paris 1863, lettre du 9 mai 1700.

⁶⁰ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 329.

⁶¹ *Gazette de la Régence*, p. 48; 6 janvier 1716.

⁶² Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 329-330; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 287-289, 1^{er} janvier 1716, s'aventure jusqu'à dire que le choix de l'abbé « lui a fait d'autant plus plaisir et d'honneur qu'il ne l'avoit point demandé », voir les *Additions* de Saint-Simon, op. cit., t. XVI, p. 288.

⁶³ V. de Seilhac, *L'abbé Dubois, premier ministre de Louis XV, d'après des mémoires manuscrits de l'abbé d'Espagnac, accompagnés de lettres inédites*

l'humeur hargneuse de Stair, les objurgations hautaines de Stanhope ne pouvaient être contenues que par un personnage nouveau plus souple que le maréchal d'Huxelles. Saint-Simon a imaginé l'existence d'un triumvirat formé par Canillac, le roué, Noailles et Dubois d'accord avec lord Stair, afin de pousser le Régent à l'alliance anglaise⁶⁴. Saint-Simon, partisan convaincu de l'alliance espagnole, n'a eu qu'à laisser libre cours à son imagination pour composer une conspiration bien noire, très active et fort invraisemblable. Il est remarquable que ce complot dont lord Stair tient et manœuvre tous les fils n'a laissé aucune trace dans la correspondance de l'ambassadeur avec son gouvernement. Dans les dépêches de la période correspondante, les noms de Dubois et de Canillac ne se lisent jamais et celui de Noailles est accompagné de la recommandation de s'en méfier. Ce qui paraît plus certain que l'existence de cette obscure cabale c'est que le Régent compta sur le savoir-faire de l'abbé et y fit appel dans l'espoir de réparer une situation compromise par ses hésitations et le manque de franchise de sa politique. Les sympathies de Dubois pour l'Angleterre, ses relations avec lord Stanhope le désignaient pour une tentative de rapprochement.

Par ordre de Stanhope, lord Stair avait remis au Régent, le 9 mars, un mémoire rédigé en termes capables d'obtenir de graves concessions. Le maréchal y donna, le 13, une réponse flatteuse mais négative; dans l'intervalle, le 12 mars, Dubois entra en scène. Il écrivait à lord Stanhope⁶⁵ :

« Milord, on ne peut faire profession, comme je fais, d'être de vos anciens amis, sans prendre beaucoup de part aux succès que vos soins et votre vigilance ont eus dans les derniers mouvements d'Ecosse, et sans vous congratuler sur l'événement qui les a fait finir si promptement. J'ai été trop instruit des liaisons d'estime et de confiance que vous avez eues avec Monseigneur le duc d'Orléans, pour n'être pas charmé du prompt retour du Prétendant, parce que d'une part il vous est glorieux, et d'autre part il vous désabuse des bruits qui s'étaient répandus d'une influence secrète de notre Cour pour cette entreprise, et vous fait voir qu'ils n'ont eu aucun fondement. J'espère que rien n'altérera les anciennes dispositions où je vous ai vu, et je souhaite qu'on ne

Première
lettre
de Dubois
à Stanhope

écrites par la mère du Régent et de nombreux papiers de la famille Dubois, in-8, Paris, 1862, t. I, p. 168.

⁶⁴ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 355-358.

⁶⁵ *Archiv. des Aff. Etrang.*, Angleterre, t. 277, fol. 1 : Dubois à Stanhope, 12 mars 1716; C. de Sévelinges, op. cit., t. I, p. 165-166; L. Wiesener, op. cit., t. I, p. 275; P. Bliard, op. cit., t. I, p. 128-129.

néglige rien de part ni d'autre de ce qui peut contribuer à la correspondance entre nos deux maîtres. Je vous supplie, Milord, de me continuer l'honneur de votre bienveillance et d'être persuadé que dans toutes les occasions qui se présenteront, vous trouverez en moi l'ami que vous avez si bien traité, et toute l'estime et la reconnaissance que je vous dois, avec laquelle je suis... »

Réponse
de Stanhope

Le 19, Stanhope répondait sur un ton glacial⁶⁶ : « Je suis très aise d'apprendre d'aussi bonne part l'heureuse disposition de votre Cour. Les apparences véritablement commençaient à nous alarmer; mais comme nous savons très certainement que non seulement nos intentions, mais toute notre conduite n'a pu donner aucun fondement aux bruits que certaines gens ont affecté de publier par tout le monde, comme si le Roi voulait la guerre, et qu'il fit agir auprès d'autres puissances pour les y porter, nous voulons bien croire que ces bruits n'ont point été autorisés ni débités à dessein de colorer les projets qui se pourraient former contre nous. Nous voulons bien croire aussi, sur ce que vous nous faites dire, que tous les bruits d'une influence secrète de votre Cour pour l'entreprise du Prétendant, n'ont été qu'une pure invention des jacobites pour animer leur parti. Quelques soupçons que l'on ait pu avoir par le passé, il est sûr qu'il n'y a rien de si aisé pour l'avenir, que de se convaincre les uns les autres que l'on veut vivre en paix, si tant est que véritablement on le souhaite.

« Pour [ce qui est] d'ici, je vous en réponds; et il faut espérer qu'un prince aussi éclairé que monseigneur le Régent, ne sera point la dupe de nos malheureux fugitifs, qui lui attireront très certainement de mauvaises affaires, pour peu qu'il leur prête l'oreille. La France aussi bien que l'Angleterre serait bien à plaindre si de pareilles gens étaient capables de nous brouiller. Mais je veux espérer qu'il n'en sera rien, et que de part et d'autre, comme vous le dites très bien, on ne négligera rien de ce qui peut contribuer non seulement à la correspondance, mais à une étroite amitié entre nos maîtres : j'ose vous assurer hardiment que votre conduite à cet égard sera la règle de la nôtre. Pour mon particulier, je souhaiterais par dessus toutes choses de contribuer à une telle correspondance.

« Vous savez ce qui nous blesse, et vous êtes les maîtres de faire cesser tout fondement de jalousie. Quand monseigneur le

⁶⁶ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 277, fol. 3 et 4 : Stanhope à Dubois, 19 (= 30) mars 1716; C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 166-168; L. Wiesener, *op. cit.*, t. I, p. 275-277; P. Bliard, *op. cit.*, t. I, p. 129.

Régent y aura bien fait attention, je suis persuadé qu'éclairé comme il est, il trouvera que c'est une très mauvaise politique, et très contraire à ses intérêts personnels, que de nous obliger d'être toujours dans un état plus violent que n'est celui d'une guerre ouverte. Vous voyez que je vous tiens parole et vous parle franchement : je crois que c'est toujours le meilleur que de savoir à quoi s'en tenir. »

Quelques jours après avoir reçu cette réplique, Dubois écrivit de nouveau, le 10 avril⁶⁷ :

« Milord, votre lettre du 19 [= 30] mars me fait voir clair au travers des nuages, que mille bruits confus, produits par divers intérêts, et peut-être par le zèle de quelques acteurs, avoient répandus, et je suis ravi de savoir par un canal aussi sûr que le vôtre, les véritables intentions de votre gouvernement. Je crois pouvoir vous répondre que celles du nôtre sont bonnes et droites. Le caractère de notre Régent ne laisse pas lieu de craindre qu'il se pique de perpétuer les préjugés et le train de notre ancienne Cour; et comme vous le remarquez vous-même, il a trop d'esprit pour ne pas voir son véritable intérêt.

« Je n'ai pas oublié que dans nos anciennes conversations, vous m'avez souvent dit qu'il ne peut y avoir de solide liaison entre les souverains, qu'autant que chacun d'eux y trouve également son intérêt; et vous avez sagement observé dans votre lettre, que ce principe conduit nos deux maîtres, non seulement à une honnête correspondance entre eux, mais même à une étroite amitié. Je vous suis trop redevable de vous être souvenu de la parole que vous m'aviez donnée autrefois, de me parler franchement dans les occasions qui se présenteroient, pour ne vous pas avouer avec la même franchise que je pense tout comme vous, et que cet intérêt réciproque doit leur assurer la solidité et la durée des liaisons qu'ils prendroient ensemble. Je suis tellement convaincu de cette vérité, que je suis déterminé à contribuer de tous mes soins à cette union, et que je vous assure que si, dans les mesures qui se peuvent prendre de part et d'autre, vous avez lieu de craindre que des intérêts détournés n'apportent quelque obstacle au bien commun des deux maîtres, au premier avis que vous me donnerez, je ferai tout ce qui dépendra de moi pour vous aider à démêler la vérité, à rendre simple ce qui prendroit quelque détour, et à parvenir à une liaison qui ne soit plus sujette

Deuxième
lettre
de Dubois

⁶⁷ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 277, fol. 5 et 6 : Dubois à Stanhope, 10 avril 1716; C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 172-175; L. Wiesener, *op. cit.*, t. I, p. 277-279; P. Bliard, *op. cit.*, t. I, p. 129-130.

à aucun soupçon. » La suite n'était que compliments, mais Dubois pensait avoir inspiré confiance en parlant de sa volonté de contribuer à la liaison; en réalité, soit aversion, soit dédain, Stanhope négligea cette promesse. Il éprouvait peu d'attrait pour la France et ne supposait pas au dernier venu parmi les conseillers d'État les moyens de parvenir à réaliser l'alliance franco-anglaise; la lettre de l'abbé demeura sans réponse.

Avances
de Dubois
et situation
de l'Angle-
terre

Dès le mois de janvier, c'est-à-dire dès que Dubois est parvenu à s'infiltrer au conseil d'État et à convaincre le Régent de la nécessité d'une alliance anglaise, notre ambassadeur à Londres, M. d'Iberville, reçoit une direction ferme et des ordres pressants : « Insinuez, lui écrit-on, à la fin de janvier, qu'un traité avec moi de l'Angleterre, l'Empire et la Hollande assurerait la tranquillité de l'Europe. Laissez entendre que je n'ai point changé de sentiments depuis la proposition faite en mon nom au comte de Stair, quoique je n'aie reçu aucune réponse de la part du roi de la Grande-Bretagne⁶⁸. » Au mois d'avril, on recommandait de « persuader aux ministres que rien n'affermiroit mieux l'autorité⁶⁹ » de Georges I^{er} qu'une alliance avec Louis XV. Au mois de mai, il était enjoint à notre ambassadeur de mettre en relief les avantages personnels que les membres du cabinet britannique retireraient d'une alliance franco-anglaise, et de n'oublier rien en vue de les convaincre « que l'on n'avait point en France d'éloignement pour eux, qu'au contraire on contribuerait volontiers⁷⁰ » à leur satisfaction.

Ces avances venaient d'autant mieux à leur heure que le succès militaire remporté sur les jacobites n'avait pas affermi autant qu'on pourrait le croire la situation de la dynastie hanovrienne. L'entourage de George I^{er}, avide, rapace et grossier, n'attirait que haine et mépris; la présence d'une troupe de 6.000 hollandais entretenait la défiance et on devait s'attendre, tantôt sur un point tantôt sur un autre, à des mouvements séditieux. Cette considération eut suffi à donner aux avances du Régent un sérieux attrait⁷¹. Les conseillers du souverain s'étaient, l'un après l'autre, humanisés. Bernstorff, Bothmar et Gortz, tous allemands et hos-

Langage
de Lord
Stanhope

⁶⁸ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 284, fol. 55 : Louis XV à M. d'Iberville, 31 janvier 1716.

⁶⁹ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 288, fol. 413 : Louis XV à M. d'Iberville, 22 avril 1716.

⁷⁰ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 280, fol. 277 : Instructions à M. d'Iberville, 8 mai 1716.

⁷¹ Lord Stanhope à lord Stair, 16 avril, dans John Murray Graham, *The Stair Annals*, in-8, Edimbourg, 1875, t. I, p. 397.

tiles à l'entente étaient gagnés⁷²; Robert Walpole et lord Townshend renonçaient à combattre un projet⁷³, dans lequel Marlborough, lui-même, était « entré à pleines voiles⁷⁴ ». Duywenworden, ambassadeur des États-Généraux et le marquis de Montéleon, ambassadeur d'Espagne, le recommandaient chaleureusement⁷⁵. Aux instances de ces deux derniers diplomates, lord Stanhope répondait que « la France pendant tout le cours de la rébellion a montré tant de mauvais vouloir pour le Roi qu'il semble très nécessaire qu'elle nous donne quelque preuve réelle de ses dispositions amicales avant que le Roi puisse songer à entrer dans de nouveaux engagements » et il réitérait les exigences relatives au renvoi du Prétendant « au delà des Alpes », l'expulsion des jacobites notoires et l'abandon du canal de Mardyck. Une fois ces *trois points* obtenus, nul obstacle ne détournerait plus Georges I^{er} de se joindre à l'alliance entre la Hollande et la France⁷⁶. Stanhope conservait avec ses deux interlocuteurs des formes courtoises auxquelles succédait, dans la correspondance avec lord Stair le ton péremptoire. « Sa Majesté, lui écrivait-il, a déclaré aux États-Généraux qu'aussi longtemps que ce pas n'aura pas été franchi préalablement, elle ne pourra ni ne voudra entendre à ouvrir des négociations avec la France. Si les Français sont sincères dans leurs propositions, c'est à eux, qui ont envoyé le Prétendant à Avignon, à trouver les moyens de l'en faire sortir, et il importe à S. M. que S. A. R. ait à la tirer d'incertitude sur cette matière le plus tôt possible, puisque la conduite qu'elle tiendra à cet égard, devra servir de règle à S. M. pour sa gouverne⁷⁷. »

Le Régent n'apercevait aucun moyen de se soustraire à ces fâcheux *trois points*. Il connaissait les desseins formés par Alberoni et, comme le secret d'Alberoni ressemblait au secret de Polichinelle, Charles VI était également instruit du projet d'alliance

Diversión
faite par
l'Empereur

⁷² W. Coxe, *Memoirs of the Life and Administration of sir Robert Walpole*, in-8, London, 1798, t. I, p. 88.

⁷³ Lord Townshend à Georges I^{er}, 11 novembre 1716, dans Mahon, *History of England, from the peace of Utrecht to the peace of Versailles, 1713-1783*, in-12, Leipzig, 1853, t. I, p. 325.

⁷⁴ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 281, fol. 58, 67 : Instructions à M. d'Iberville, 28 mai 1716.

⁷⁵ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 281, fol. 232 : M. d'Iberville au maréchal d'Huxelles; voir *ibid.*, t. 284, fol. 222, 224, 227; lord Stanhope à lord Stair, 8 mars, dans *The Stair Annals*, t. I, p. 494.

⁷⁶ Oxenfoord Castle, Stair Papers, t. V : lord Stanhope à lord Stair, Whitehall, 28 mars (= 8 avril) 1716.

⁷⁷ Oxenfoord Castle, Stair Papers, t. V; lord Stanhope à lord Stair, Whitehall, 16 (= 27 avril) 1716.

anglo-espagnole. Pour le prévenir, il proposait à la France un accord dans lequel, pour entrée de jeu, l'Alsace était livrée à l'Empire. Le Régent répondit qu'en sa qualité d'administrateur du royaume il ne pouvait envisager une cession territoriale⁷⁸. L'Empereur se rabattit sur la Sicile, la succession éventuelle de la Toscane, de Parme et de Plaisance, enfin le Mantouan, autant valait dire : la guerre avec l'Espagne. Le Régent refusa de prolonger la conversation⁷⁹ et n'ayant plus le choix, se décida pour l'alliance anglaise. Par un sentiment de délicatesse presque excessive, le Régent chargea notre ambassadeur à Madrid, M. de Saint-Aignan, d'instruire Philippe V des motifs de sa conduite et de lui remontrer les avantages qu'il retirerait pour lui-même à concourir à cette alliance (28 avril). Philippe V, qui se croyait au moment de conclure un traité avec l'Angleterre, répondit ironiquement qu'il n'y avait rien dans le traité d'Utrecht qui eût besoin d'être garanti ni confirmé⁸⁰.

Hostilité à
l'égard de
l'Alliance
En France

Les suggestions de Dubois triomphaient et l'alliance franco-anglaise sortait de la région des rêves. Cette alliance avait contre elle l'opinion publique en France et en Angleterre, elle ne comptait guère de partisan convaincu que le mince prestelet qui allait s'en faire le courtier en Hollande, le négociateur à Hanovre et le diplomate triomphant à Londres. La France, si elle eût été mise au courant de ses démarches l'eût désavoué d'un cri unanime. De même qu'elle se sentait éprise de tendresse pour le chevalier de Saint-Georges, elle gardait à son duc d'Anjou une inviolable fidélité. Depuis qu'elle l'avait envoyé, presque enfant, loin d'elle, la représenter en Espagne, elle l'avait suivi à travers les récits des diplomates, des négociants et des soldats qui l'avaient vu à l'œuvre, n'apercevant que ses qualités : droiture, courage, fermeté; ignorant tout le reste, cette dévotion étroite, cette sensualité malade, cette sauvagerie farouche connues seulement d'un très petit nombre. Sentimentale, la France est en même temps réaliste; elle se souvenait de ce qu'une guerre de douze années lui avait coûté d'hommes et d'argent, elle se souvenait qu'on la lui avait représenté comme un fructueux placement et elle voulait qu'il rapportât. Tenue dans l'ignorance des combinaisons louches et des rancœurs d'Albéroni et d'Élisabeth Farnèse, la France eût

⁷⁸ Archiv. de Vienne, Protokoll der Konferenz-Sitzung, 2 février 1716; voir Weber, *Die Quadrupel Allianz vom Jahre 1718*, p. 14.

⁷⁹ Archiv. des Aff. Étrang., Autriche, *Le maréchal d'Huxelles à M. de Saint-Luc*, 20 août 1716; Weber, *op. cit.*, p. 22.

⁸⁰ Archiv. des Aff. Étrang., Espagne, t. 251, fol. 98 : Saint-Aignan au maréchal d'Huxelles, 17 juin 1716.

difficilement compris la politique anti-française de ce roi à qui son aïeul avait dit publiquement : « Souvenez-vous que vous êtes prince français »; elle n'eût pu croire qu'il fût possible de se détacher de l'Espagne pour s'unir à l'Angleterre. Mais calculs et répugnances ne comptaient guère en regard de l'ambition furieuse de Dubois déterminé à faire prévaloir sa politique à tout prix. « Il est clair, écrivait-il au Régent, que cette alliance [avec l'Angleterre] déterminera le système de l'Europe pour longtemps et donnera à la France une supériorité qu'elle ne pourra acquérir autrement. Cela posé, elle me paraît sans prix » et le Régent écrivit dans la marge : « Je pense comme vous sur tout cela⁸¹. »

L'Angleterre ressentait à l'égard de la France une aversion aussi bruyante dans ses manifestations que l'antipathie française. Depuis le revirement amené par la mort de la reine Anne et la disgrâce qui avait frappé les inspirateurs et les négociateurs de la paix d'Utrecht, il n'était pas un ministre whig qui consentit à jouer sa fortune et à risquer sa tête en participant à un traité avec la France. « Les Anglais, écrivait Dubois, portent leurs scrupules et leur timidité si loin qu'ils refusent de corriger une faute d'orthographe dans la crainte que dans dix ans cela puisse servir à faire leur procès au Parlement, ce qui est devenu en eux comme un sentiment involontaire contre lequel rien ne les rassure⁸². » C'est contre ces répugnances que Dubois, en France, et Stanhope, en Angleterre, eurent à combattre. Ni l'un ni l'autre ne pouvait faire appel à la popularité de leur maître car les acclamations qui avaient accueilli Georges I^{er} et Philippe d'Orléans faisaient place à l'indifférence. Cependant ces princes se trouvaient dans des situations analogues, ils évitaient à l'Angleterre et à la France la guerre civile. Ils représentaient des utilités plus que des principes; mais, en politique, les utilités deviennent parfois des nécessités.

En Angle-
terre

Dubois eut le mérite de le comprendre, le talent de le faire voir et le courage d'aller au cœur de la situation. Elle se réduisait à un triple règlement de succession : celle d'Angleterre à la maison de Hanovre, celle d'Espagne à la maison d'Anjou, celle de France à la maison d'Orléans, et les conséquences n'allaient à rien moins qu'à maintenir la dynastie protestante en Angleterre, empêcher la réunion des deux couronnes de France et d'Espagne sur la même tête, contraindre l'Empereur à rester

⁸¹ Léon Aubertin, *L'Esprit public au XVIII^e siècle*, in-8, Paris, 1873, p. 81.

⁸² Dubois au maréchal d'Huxelles, dans Ch. Aubertin, *op. cit.*, p. 78.

chez lui. Ainsi ramassée la conception ne gagnerait rien à être livrée à des exécutants officiels prévenus ou hostiles ou maladroits. « Milord, avait dit un jour le duc d'Orléans à lord Stair, il est bien fâcheux que les picques des ministres brouillent les princes⁵³ » ; l'occasion étant propice, le Régent s'affranchit des ministres et des chancelleries et employa un « confident ».

La mission
de Dubois

Dubois était indiqué par ses relations amicales et sa correspondance récente avec Stanhope qu'on savait devoir accompagner Georges I^{er} dans le voyage projeté au Hanovre. Le choix déplut à d'Huxelles, mais fut confirmé par le Régent qui, dès le 6 juin, par un billet écrit de sa main, priait « M. le marquis de Torcy de faire expédier un ordre aux maîtres de poste de fournir au sieur de Sourdeval les chevaux dont il aura besoin pour une chaise à deux personnes et pour les gens de sa suite. » Un deuxième billet, de la même main, ordonne de délivrer un passeport pour le sieur de Sourdeval et son secrétaire, afin qu'il puisse librement passer sans être arrêté, retardé ni fouillé. Sourdeval était le secrétaire de Dubois : son maître et lui ayant interverti les rôles⁵⁴. Muni de 10.000 livres en argent blanc et de 4.000 livres en or, Dubois emportait en outre une instruction datée des 16 et 20 juin⁵⁵, une lettre du Régent adressée à lord Stanhope⁵⁶ et une lettre de créance qui ne devait être présentée à Georges I^{er} qu'après le succès des premières ouvertures : « Si l'abbé Dubois, qui va en Hollande pour ses affaires particulières, s'y trouve lorsque Sa Majesté y passera, et s'il a l'occasion d'avoir l'honneur de lui rendre témoignage des sentiments qu'il connaît en moi pour la personne de Votre Majesté et pour l'union de la Grande-Bretagne et de la France, je la supplie d'avoir créance en lui, et d'être persuadée qu'il ne peut exagérer mon estime et mon respect pour Votre Majesté⁵⁷. » Le prince ne s'était arrêté à cette formule qu'après plusieurs essais dont les brouillons nous sont parvenus et qui furent jugés trop expressifs.

Rien de plus vague et de plus irrégulier que la mission confiée au courtier diplomate dont le voyage ressemblait à une de ces

⁵³ *Oxenfoord Castle, Stair Papers, t. III, B : Lord Stair à lord Stanhope, Paris, 22 mars 1716.*

⁵⁴ Ch. Aubertin, *op. cit.*, p. 69-70.

⁵⁵ *Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 277, fol. 20, suiv. : Instructions à l'abbé Dubois, 16-20 juin 1716.*

⁵⁶ *Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 277, fol. 15 : le Régent à lord Stanhope, dans P. Bliard, op. cit., t. I, p. 143.*

⁵⁷ Ch. Aubertin, *op. cit.*, p. 70 ; *Archiv. des Aff. étrang., Angleterre, t. 277, fol. 12, 13, 19 : le Régent à Georges I^{er}.*

aventures qui assureront le succès de Gil Blas. Non seulement il jouait son avenir, mais il allait jouer la fortune de la France. « Caché sous un faux nom, déguisé en cavalier hollandais et se donnant tantôt pour un malade en voyage, tantôt pour un amateur en quête de livres ou de tableaux, l'abbé devait courir en poste au fond de la Hollande, guetter le passage du roi Georges sur la route du Hanovre, se glisser dans le cortège, remettre au secrétaire d'État Stanhope la lettre du Régent, et, dans l'éclair de cette unique entrevue, saisir la chance d'un rapprochement⁵⁸. »

⁵⁸ Ch. Aubertin, *op. cit.*, p. 69.

CHAPITRE XIV

Le voyage de l'abbé Dubois à la Haye

(Juillet 1716).

Dubois arrive à la Haye. — Il fait épier l'arrivée de Georges I^{er}. — Son billet à Stanhope. — Leur première entrevue. — Justification de la politique du Régent. — Stanhope fait le jeu de Dubois. — La discussion commence. — Impressions de Dubois et de Stanhope. — Deuxième entretien. — Impressions de Stanhope. — Conférence le 22. — Lettre du Régent à Stanhope. — Entretiens de Dubois et de Stanhope. — Lettre à lord Townshend. — Conséquences de la politique nouvelle. — Opinion du cabinet anglais. — Opinion de lord Stanhope. — Craintes inspirées par M. de Châteauneuf. — Dubois fait adopter sa politique. — Ses instructions. — Dubois annonce son arrivée à Stanhope. — Départ et voyage. — Arrivée à Hanovre.

Le jeudi 2 juillet 1716, l'abbé Dubois déguisé, grisé, son fin « museau de fouine » pointant à peine hors des boucles d'une énorme perruque, quitta Paris avec son secrétaire Sourdeval¹. Des espions, mis en éveil par ses allures, l'avaient filé et suivirent sa chaise de poste; avant d'arriver à la frontière, il les dépista², traversa les Pays-Bas, Bruxelles et Anvers, sans débri-der, et le 5, à la tombée du jour³, entra à la Haye et se jeta dans une auberge « avec des dispositions merveilleuses, raconte-t-il, presque les seules infailibles pour ne faire aucune sottise dans l'exécution des ordres, c'est-à-dire avec tant de fièvre et une toux si violente qu'il n'y avoit aucune apparence qu'il pût de long-temps ni agir, ni parler, ni se présenter nulle part⁴. » Dès le lendemain cependant, l'abbé envoya un billet à M. de Châteauneuf, notre ambassadeur en Hollande, pour lui annoncer sa présence

Dubois
arrive
à La Haye

¹ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 277, fol. 39-127 : Dubois au Régent, 23 juillet 1716.

² Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, t. 297, fol. 226 : M. de Châteauneuf à d'Huzelles, 21 août 1716.

³ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 277, fol. 39-127 : Dubois au Régent, 23 juillet 1716.

⁴ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 277, fol. 39 : Dubois au Régent, 23 juillet 1716.

et son désir de le rencontrer. Le 7, de bon matin, Dubois était sur pied. Dans l'auberge remplie d'Allemands, il s'était fait inscrire sous le nom de chevalier de Saint-Albin⁵ et personne n'avait soupçonné son incognito, mais il était plus périlleux de s'exposer aux curiosités du personnel de l'ambassade. L'abbé se risqua d'abord à la chapelle française, et fut pris à la gorge par l'atmosphère du lieu. Une quinte de toux à cette saison de l'année attire toujours plus ou moins l'attention, Dubois écourta sa prière et vint au grand air. Tout en flânant, il se dirigea vers les communs de l'ambassade, regarda étriller les chevaux, lia conversation avec les palefréniers. L'ambassadeur survient — il venait chaque jour caresser ses chevaux au sortir de la messe — Dubois loue et critique en maquignon, les deux hommes discutent et s'écartent sans provoquer le soupçon⁶. Le lendemain, deuxième entrevue au même lieu; le 9, nouvelle rencontre, et cette fois dans le cabinet de l'ambassadeur. Entre temps, Dubois n'oublie pas la mise en scène destinée à donner le change sur ses desseins, il achète des livres d'occasion, rassemble des catalogues de vente, s'informe du prix des objets d'art, rachète une précieuse série de tableaux du Poussin, les *Sept Sacrements* que des marchands juifs avaient fait sortir de France, où il les renvoie aussitôt.

Il fait épier
l'arrivée de
Georges I^{er}

Tout cela n'était qu'amusettes. L'abbé était venu se mettre sur le chemin du roi d'Angleterre dont nul, pas même l'ambassadeur de France, ne savait la date et le lieu du débarquement; les ministres anglais assuraient que le voyage ne se ferait pas et les ministres hanovriens le déclaraient indispensable aux affaires et à la santé du Roi⁷. Cependant, le 20 juillet, Georges I^{er} débarqua à Helvoetsluis, aux bouches de la Meuse, accompagné du seul Stanhope et de quelques valets; le soir du même jour il couchait à la Haye chez son ambassadeur Horace Walpole. Le secret absolu dont s'entourait ce voyage permit à Georges de se dérober à la visite et aux compliments de l'ambassadeur de France, mais toutes ses précautions avaient été éventées par Dubois.

Dès le 15 juillet, celui-ci avait posé deux *mouches*, — c'est son expression — devant les maisons des ministres anglais « avec ordre de rester jour et nuit et de l'avertir dans le moment que l'un d'eux partirait dans un carrosse à six ou quatre chevaux, ne pouvant pas douter que dans la crise présente ce seroit pour aller au débarquement du Roi », car, ajoutait l'abbé, « je com-

⁵ C'était le nom d'un bâtard du Régent, fils de la Florence.

⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 423; 1^{er} août 1716, dit qu'à Paris on ne sut rien des motifs du voyage de l'abbé.

⁷ *Archiv. de la Marine*, B¹, 10, fol. 210 : dépêche de M. d'Iberville.

pris que, si je manquais ce moment, je n'avois qu'à m'en retourner avec la seule consolation d'avoir eu bonne intention et d'avoir pris beaucoup de peine inutile ». Outre ses *mouches*, Dubois posta des groupes de deux sentinelles bien montées aux divers endroits où, vraisemblablement, débarquerait le roi d'Angleterre, « avec un billet à chacun de ces courriers pour milord Stanhope⁸. » La rédaction de ces billets, qui devaient tout engager et qui pouvaient tout rompre, tourmenta l'abbé qui essaya sept rédactions différentes⁹, pour s'en tenir, finalement, à celle-ci :

« Je n'ai pu résister, Milord, à la tentation de profiter de votre passage par la Hollande pour avoir l'honneur de vous embrasser. Je suis à la Haye à l'insu de tout le monde et entièrement inconnu; je vous en demande le secret, et je vous supplie de vouloir bien me faire savoir en quel endroit vous jugerez à propos que je me rende, et en quel temps, pour pouvoir vous entretenir librement; j'espère que vous voudrez bien accorder cette grâce à l'ancienne amitié dont vous m'avez honoré et à l'intérêt sincère que je prends à tout ce qui vous regarde¹⁰. »

Son billet
à Stanhope

Ce billet parvint à son destinataire qui donna rendez-vous à l'abbé chez Horace Walpole, à la Haye, le lendemain 21 juillet. A huit heures du matin, Dubois attendait, Stanhope arriva, ils s'embrassèrent et, aussitôt, l'abbé entama un long récit qui des eaux de Valenciennes l'amenait en Hollande à la piste d'une correspondance secrète de Guillaume III et de précieux manuscrits dont la vente était annoncée à Leyde, même il tira de sa poche le catalogue et le fit voir à Stanhope. Tout en furetant il avait retrouvé les *Sept Sacrements* de Nicolas Poussin et, pour comble de bonheur, son vieil ami survenait comme par hasard. Celui-ci fut-il dupe de cette historiette, peu importe, Dubois allait son chemin, bourrait Stanhope de compliments, s'extasiait de l'honneur qu'il s'était acquis dans le gouvernement d'Angleterre, déplorait le silence qui avait mis fin à la correspondance esquissée par les lettres du 12 mars et du 10 avril. « Je l'ai d'autant plus regretté, glissa-t-il, que j'augure mieux d'une entente cordiale entre les deux nations¹¹. » Stanhope espéra encore échapper à une explication : « Vous connaissez, dit-il, mes

Leur
première
entrevue

⁸ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 277, fol. 43 : Dubois au Régent, 23 juillet 1716.

⁹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 277, fol. 128, 130, 131, 132; voir P. Bliard, *Dubois, cardinal et premier ministre*, t. I, p. 148-149.

¹⁰ Ch. Aubertin, *L'Esprit public au XVIII^e siècle*, p. 72.

¹¹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 277, fol. 39-127 : Dubois au Régent, 23 juillet 1716.

sentiments à l'égard de Son Altesse Royale et de votre personne, à quoi bon les manifester de nouveau? » A quoi bon? Mais à connaître l'affection du Régent qui, instruit d'incidents survenus dans la petite Cour du prince de Galles à Londres, autorisait l'abbé à offrir de sa part à Stanhope s'il s'y trouvait compromis, bons offices, amis, argent, en un mot tout ce qui dépendrait de lui¹². L'anglais refusa, mais il fut touché.

Justification
de la
politique
du Régent

Dubois reprit de plus belle : « Que je serois heureux, dit-il, de vous voir attacher votre nom à une chose aussi glorieuse qu'un traité entre la France et l'Angleterre. Pour moi, je commencerai à m'estimer quelque chose du jour où il me sera permis de contribuer à la conclusion d'une alliance si désirable pour le bien de l'humanité.

« Mais cette alliance, interrompit Stanhope, vous l'avez méprisée lorsqu'on vous l'offroit, vous avez dédaigné la main qui vous était amicalement tendue. Aussi, je le sais, il sera bien difficile de faire revenir Sa Majesté de son irritation contre votre gouvernement, d'autant qu'elle connoît votre conduite lors de nos derniers embarras.

— « Notre conduite, mais elle fut toujours correcte! car, permettez-moi de vous l'affirmer, Son Altesse Royale n'a jamais manqué aux relations de bon voisinage. En croyant le contraire, Sa Majesté Britannique rend bien peu de justice aux véritables intentions de mon maître. Considérez, je vous prie, ce qui s'est passé. Vous savez quels étaient chez nous les sentiments d'un grand nombre, et non des moins considérables; où alloient leurs sympathies relativement à vos discordes. En de telles conjonctures, n'est-il pas indubitable, qu'en se déclarant avec éclat contre le chevalier de Saint-Georges, le Régent se seroit attiré le reproche de manquer de religion et d'humanité, et même pis encore? Il lui a donc fallu dissimuler pour ne point révolter les nombreux partisans que le Prétendant comptoit dans le royaume. Voilà notre seul crime, crime nécessaire et bien pardonnable vous l'avouerez. Mais que nous ayons efficacement favorisé votre ennemi! non assurément : le dénuement où vous l'avez vu en Écosse le prouve évidemment. Le chevalier de Saint-Georges a traversé la France, il est vrai, mais toujours, on le reconnaîtra dans le plus profond mystère. Il seroit donc souverainement injuste d'en conclure que Son Altesse Royale l'ait su et toléré. Daignez, en effet, ne pas oublier, Milord, que les ordres et la surveillance des souverains les

¹² L. de Sévelinges, *Mémoires secrets et correspondance du cardinal Dubois*, t. I, p. 190.

plus absolus ne peuvent rien sur certaines choses. Qui fut jamais plus ferme et plus redouté que le feu Roi Louis XIV? Que de mesures ne prit-il pas pour rendre impossible aux religionnaires la sortie de son royaume! Et pourtant des milliers de familles franchirent la frontière. Après ce grand exemple, voudroit-on faire un crime à Son Altesse Royale de n'avoir pas empêché l'évasion d'un prince que tous les catholiques plaignoient, que chacun d'eux se croyoit tenu de favoriser par principe de conscience?

« Je n'ignore pas que le comte de Stair nous a de mille manières accusés, poursuivis; mais s'il a vraiment ajouté créance à toutes les rumeurs dont il a rempli ses dépêches, il faut qu'il ait cédé à des préventions bien étranges. Ne savoit-il pas que le Conseil des Affaires étrangères, dépositaire des plus secrètes résolutions de Son Altesse Royale avoit toujours été constant dans le principe que la France ne pouvoit se prêter à aucun projet en faveur du Prétendant? L'échafaudage de ses récriminations calomnieuses tombe donc en poussière dès qu'on le touche du bout des doigts. Milord, mon maître n'a point défavorablement interprété les attaques que vous vous êtes permises contre lui en plein Parlement : il voyoit que ce moyen étoit nécessaire pour tirer des Anglais les secours dont vous aviez besoin. Malgré de telles invectives, Son Altesse Royale a continué de compter sur les nobles sentiments et les bonnes dispositions de lord Stanhope à son endroit; je ne pense donc pas me montrer trop exigeant en vous demandant d'être aussi équitable envers le Régent de France qu'il a su l'être à votre égard. »

Stanhope sentit la pointe et se défendit personnellement, puis revint aux préventions du Roi, qui « après s'être présenté et livré avec une entière confiance, fut frappé au delà de ce que je pourrai vous dire, non seulement de n'avoir pas reçu de Son Altesse Royale, la réciprocité de services qu'il étoit en droit d'attendre, mais d'avoir vu même la rébellion s'introduire dans ses États par la France, et lever la tête sous les auspices en quelque sorte, du pouvoir qui la gouvernoit. Cette sinistre impression n'est pas encore effacée du cœur de Sa Majesté. Aussi, malgré la force réelle de vos réponses, je ne sais comment il me seroit possible de les faire agréer des autres membres du cabinet et spécialement de mon maître.

— « Les avances dont vous êtes maintenant le témoin, répliqua Dubois, seroient pourtant de nature à rassurer les plus ombrageux, en les éclairant sur la pureté de nos intentions et la

Stanhope
fait le jeu
de Dubois

loyauté de nos promesses¹³. » Mais il n'en avait que trop dit sur une affaire que traitaient directement Châteauneuf à la Haye et d'Iberville à Londres. A ce coup, Stanhope ne put se contenir. Il ne le savait que trop, ainsi que ses collègues, le rôle de M. de Châteauneuf qui entravait toute la politique anglaise, l'aheurtait à l'obstination des Hollandais, soustrayait ceux-ci à l'influence de Cadogan et de Walpole. Quel coup de partie s'il pouvait écarter cet obstacle d'un diplomate trop perspicace, et lui substituer le petit abbé si accommodant, l'Anglais vit tout cela dans un éclair et dit vivement :

— « Ne savez-vous pas que vous et moi en brasserions plus en une heure qu'il ne s'en feroit en six mois dans des conférences officielles? Le meilleur parti est donc d'étudier ce qui seroit le plus avantageux à l'une et à l'autre couronne.

— « C'est peut-être vrai, » fit modestement Dubois qui avait joué supérieurement et amené son interlocuteur à offrir ce qu'il était venu lui demander. Ayant en portefeuille un plein pouvoir, il s'empessa de dire : « Je n'ai aucune mission; je ne suis même qu'imparfaitement instruit de l'état de cette négociation : car il y a longtemps que je suis parti pour les eaux de Saint-Amand.

— « Vous en savez assez, riposta Stanhope; je suis d'ailleurs persuadé que M. le duc d'Orléans ne vous désavoueroit pas, si vous trouviez quelque chose de raisonnable¹⁴. »

Mais Dubois tenait à sa trouvaille, se dérobait derrière la situation officielle de Châteauneuf, tout en laissant entrevoir autre chose : « Si la négociation était trop difficile dans des conférences quel autre moyen de mieux faire? demanda-t-il ». « Prendre et signer le projet que nous avons donné » répliqua Stanhope¹⁵. « Mais il faut discuter avant de signer » reprit Dubois, et l'entretien recommença :

La
discussion
commence

— Une alliance avec vous, dit-il, rien certes de plus désirable pour les deux nations; mais vraiment l'on peut se demander si elle est possible, tant vos exigences sont excessives, déshonorantes pour nous! Vous nous imposez comme préliminaires de faire passer les Alpes au Prétendant! Ne voyez-vous pas ce que cette prétention a d'exorbitant? Naguère, malgré toute l'arrogance de son caractère et l'enivrement que lui causoient les avances de l'Espagne, Cromwell, lorsqu'il traitoit avec Louis XIV

¹³ *Archiv. des Aff. Étrang.*, t. 277, fol. 73; Sévelinges, t. I, p. 197; Wiesener, t. I, p. 282; Bliard, t. I, p. 152; Bourgeois, t. I, p. 105.

¹⁴ *Archiv. des Aff. Étrang.*, t. 277, fol. 75-79; Bliard, t. I, p. 153; Bourgeois, t. I, p. 105.

¹⁵ *Archiv. des Aff. Étrang.*, t. 277, fol. 80 v^o; Bourgeois, t. I, p. 106.

se montra moins difficile à contenter. Il suffit qu'on lui promit de vive voix l'éloignement de Charles II et du duc d'York. La raison et la justice ne protestent-elles pas d'ailleurs contre l'exécution d'un article de si haute importance, avant même qu'on ait posé les bases du traité futur; car vous ne pouvez le nier, le renvoi du Prétendant au delà des Alpes est le but principal que vise le roi d'Angleterre en se liant avec nous. Quels cris dans la France entière, si Son Altesse Royale prenait une mesure grave, pénible à la majorité de ses sujets, sans être en état de produire une convention régulière assurant en compensation le maintien du repos public et la paix du royaume? Pensez-vous encore que l'expulsion d'un vaincu, allié d'aussi près à la maison de France, soit un sacrifice indifférent au cœur de M. le duc d'Orléans? Lord Stair put en juger lorsqu'il en parla à mon maître et remarqua dans ses yeux et sa contenance combien il en étoit indigné, votre envoyé crut même devoir aussitôt colorer cette proposition. C'étoit, dit-il, pure affaire de délicatesse, d'amitié et de sentiment. »

Stanhope admit la valeur de ces raisons; pour sa part, il regardait l'éloignement du Prétendant comme la chose la plus indifférente; si jamais la France hasardait quelque entreprise contre l'Angleterre, il souhaiterait, pour la faire échouer, que le Prétendant fût à la tête de l'expédition. Mais par le projet que nous avons donné, poursuivit Stanhope, la France sera dans une parfaite sûreté pour la guerre. Pourquoi revenir sur les traités d'Utrecht? L'abbé n'en convint pas, mais il songeait qu'une alliance où les renonciations ne seraient pas rappelées n'aurait aucune utilité pour le duc d'Orléans. Stanhope le devina et offrit au Régent le concours ultérieur de l'Angleterre à ses projets pour la succession de France, s'il acceptait présentement de conclure¹⁶.

— « Notre jeune Roi, répondit l'abbé, se porte bien, grâce à Dieu, et il nous donnera quelque jour des successeurs. Pourquoi penser à d'autres? Il ne faut pas faire penser M. le duc d'Orléans à des choses auxquelles il ne pense pas. N'a-t-il pas assez témoigné qu'il ne connoissoit d'autre intérêt que celui du Roi et de l'État? Ne s'est-il pas nettement expliqué avec vous qu'il ne feroit aucun traité qui ne regardât que ses droits particuliers¹⁷? »

Stanhope dut se sentir embarrassé, il avait rencontré plus rusé que lui-même. Alors il avoua que Georges I^{er} ne consentirait

¹⁶ *Archiv. des Aff. Étrang.*, t. 277, fol. 87; Bliard, t. I, p. 154; Wiesener, t. I, p. 282.

¹⁷ *Archiv. des Aff. Étrang.*, t. 277, fol. 87-88; Bourgeois, t. I, p. 107.

jamais à garantir la paix d'Utrecht. « La maison d'Autriche, dit-il, a toujours vu la paix d'Utrecht de mauvais œil, et Sa Majesté pense qu'elle ne doit point choquer d'anciens amis pour plaire à des alliés nouveaux et incertains¹⁸. D'ailleurs, poursuivit-il d'un ton dégagé, le roi d'Angleterre n'a plus rien à craindre tout est soumis et tranquille dans ses royaumes. Mais la France a besoin absolument d'une alliance avec nous pour se garantir d'une guerre civile, et j'ai de bonnes raisons pour assurer que, sans cette précaution, elle est inévitable.

— « Vous vous trompez, rétorqua Dubois. S'il pouvoit y avoir quelque danger, ce qui n'est pas possible, la douceur et l'équité, de M. le duc d'Orléans suffiroient pour nous mettre à couvert¹⁹. » Il s'était levé pour prendre congé et dit encore : « Si Son Altesse Royale me fait l'honneur de me demander mon sentiment, je ne pourrai m'empêcher de lui conseiller d'attendre paisiblement que votre maître connaisse mieux les périls de sa position et les avantages qu'il lui seroit aisé de tirer d'une étroite concorde avec la France. »

Impressions
de Dubois
et de
Stanhope

On annonçait la visite du greffier des États-Généraux, Fagel, l'abbé s'esquiva et courut chez notre ambassadeur. Il récapitula tout ce qu'il venait d'entendre et de dire, pesa les mots, retrouva les intonations et conclut que Stanhope ayant molli sur l'expulsion du Prétendant ne se trouvait donc pas dans un éloignement invincible de traiter avec la France et que son gouvernement n'avait pas d'engagements positifs de ne pas traiter avec nous²⁰. L'affaire de Mardyck semblait tenir à cœur au cabinet anglais plus que l'expulsion du Prétendant. De son côté, Stanhope pensait avoir fait merveilles. Ayant promis à Dubois de l'aller voir à son hôtel à neuf heures du soir, il écrivit, avant de s'y rendre, ces quelques lignes au premier ministre lord Townshend : ...Le [Grand]-Pensionnaire a fort approuvé la conduite que j'ai tenue... [il] désire vivement que nous entrions en négociations. Il veut espérer que l'intérêt du Régent le rendra sincère. Il m'a prié de revoir l'homme (*the man*) et de ne pas le renvoyer complètement désespéré (*in utter despair*). Je lui ai promis

¹⁸ Archiv. des Aff. Étrang., t. 277, fol. 89-90; Sévelinges, t. I, p. 201; Wiesener, t. I, p. 282-283; Bliard, t. I, p. 155; Bourgeois, t. I, p. 107.

¹⁹ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 277, fol. 89; Bliard, t. I, p. 155.

²⁰ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 277, fol. 97; Sévelinges, t. I, p. 202; Bourgeois, t. I, p. 107.

d'avoir une nouvelle conversation et même d'entretenir une correspondance avec lui²¹. »

A neuf heures, Stanhope arriva à l'auberge du Plain, *Aux Armes de Nassau*, et trouva Dubois entouré de gros livres et bien déterminé à ne parler que d'érudition et de brocantage. Stanhope s'y résigna, mais quand il vit se prolonger la comédie, il sortit du rôle et reprit l'entretien de l'après-midi²². Dubois en brûlait d'envie. « Est-ce que l'Angleterre, demanda-t-il, va s'attacher à l'Autriche au point de laisser rompre les traités d'Utrecht? Que deviendroient alors la garantie de la succession protestante, la renonciation de Philippe V, la barrière des Pays-Bas? Tout le système politique seroit bouleversé. Les Anglais consentiroient-ils à passer pour des incendiaires qui, sans intérêt, auroient de nouveau mis l'Europe en feu²³. » Dubois, voyant que Stanhope gardait le silence, insista; il lui demanda s'il avait fait part à son maître des intentions du Régent²⁴.

Deuxième
entretien

Stanhope se rejeta sur la difficulté de persuader le Roi, mais promit ses bons offices; critiqua l'initiative française qui avait transféré la négociation en Hollande. Comment y porter remède maintenant que des résolutions avaient été prises en conseil avant l'embarquement du Roi, et des ordres donnés en conséquence à la régence d'Angleterre. Pour lui, il ferait tout et ses collègues du ministère aussi, même sans traité : l'Angleterre dépenserait jusqu'à son dernier sol et son dernier homme pour soutenir les droits du Régent à la couronne de France²⁵. Quant au Roi, il ne s'aveuglait pas sur ses véritables intérêts. Il était persuadé que rien ne serait plus avantageux à l'Angleterre qu'une alliance étroite avec la France et qu'à sûreté et fidélité égales, elle devrait la préférer à celle de toute autre puissance de l'Europe, puisque la France était la seule qu'elle eût à craindre. Tous les Anglais sages étaient convaincus qu'ils avaient tout à perdre et rien à gagner dans une guerre contre elle. Victorieuse, la nation ne permettrait pas

²¹ Public Record Office, Regencies, vol. 8: lord Stanhope à lord Townshend, la Haye, 21 juillet 1716, L. Wiesener, *op. cit.*, t. I, p. 472; cette lettre a été commencée entre la visite du greffier Fagel et la deuxième visite à Dubois, Fagel avait probablement rapporté à Stanhope le point de vue de Heinsius.

²² Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 277, fol. 97; Sévelinges, t. I, p. 203; Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. I, p. 104.

²³ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 277, fol. 98; Bourgeois, t. I, p. 108.

²⁴ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 277, fol. 98-102; Sévelinges, t. I, p. 203-204; Bourgeois, t. I, p. 108.

²⁵ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 277, fol. 106; Bourgeois, t. I, p. 108.

qu'on acceptât rien des conquêtes faites sur la France. Unies ensemble, les deux puissances n'auraient rien à craindre des autres; elles pourraient maintenir la tranquillité générale et même gouverner l'Europe. Toutes considérations seraient oiseuses, si le gouvernement français s'étudiait à entretenir la défiance dans l'esprit du roi d'Angleterre. Pour détruire les soupçons, il fallait que, sans délai, le duc d'Orléans entamât une correspondance directe et personnelle avec Georges I^{er}, lui fournît une explication loyale du passé et, surtout, abandonnât formellement la cause du Prétendant. Le succès, à le supposer possible, était à ce prix.

Impressions
de Stanhope

Vers onze heures Dubois, voyant que le temps fuyait en vaines paroles, demanda brusquement : « Doit-on renoncer à tout espoir d'alliance²⁶ ? » Stanhope abattit son jeu. Il voulait que la négociation fut enlevée aux Hollandais; que l'Angleterre et son Roi en tirassent profit, l'un aux dépens du Prétendant, l'autre dans l'affaire de Mardyck. A minuit, ils se séparèrent²⁷ et Stanhope reprit sa lettre interrompue²⁸ : « ...Je l'ai revu ce soir, et après force propos, nous sommes convenus qu'il retournerait immédiatement à Paris; et, de là, m'écrirait nettement ce que le Régent compte faire à Mardyck. Le seul moyen, lui dis-je, qu'il me fût possible de lui suggérer pour faire quelque bien, c'était une déclaration franche et explicite sur ce point; ce serait la meilleure chance auprès du Roi, que je lui représentai tout le temps comme absolument maître et directeur de ses conseils, et comme extrêmement piqué de toute la conduite que le Régent avait tenue après les offres pleines de franchise que le Roi lui avait faites de si bonne heure. L'homme, à ce que je crois, est réellement effrayé (*the man, I believe, is really frightened*). Il m'a promis de travailler de son mieux à obtenir une prompte déclaration au sujet de Mardyck, et à faire donner des ordres à M. de Châteauneuf pour ne pas presser les affaires ici, jusqu'à ce qu'il ait reçu de mes nouvelles; et si j'ai à lui donner quelque encouragement de Hanovre, il promet ou bien de retourner à la Haye, ou bien de venir à Hanovre, en cas que je lui en donne le conseil. »

Conférence
le 22

Le lendemain, 22 juillet, Dubois pria Stanhope à souper. Avant de se mettre à table, l'abbé récapitula, par écrit, les deux

²⁶ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 277, fol. 105-106; Bourgeois, t. I, p. 109.

²⁷ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 277, fol. 114; Sévelinges, t. I, p. 206.

²⁸ *Public Record Office*, Regencies, vol. 8 : lord Stanhope à lord Townshend, la Haye, 21 juillet 1716; L. Wiesener, op. cit., t. I, p. 472.

conversations de la veille et avoua que la première l'avait si peu satisfait qu'il avait gardé en réserve deux lettres du Régent adressées à Georges I^{er} et à lui, Stanhope, lettres qu'il allait lui remettre à l'instant. Stanhope prit de suite connaissance de la sienne, ainsi conçue :

A Paris, ce 8 juillet 1716

« Je mortifierois votre ami l'abbé Dubois qui est en Hollande pour sa curiosité, si je ne lui permettois pas, Monsieur, de vous faire connoître que je suis toujours persuadé que vous désirés plus que personne que je sois uny d'amitié avec le Roy de la Grande-Bretagne, et que vous y contribués en tout ce que vous pouvés. Je n'oublieray rien de ma part de ce qui pourra y servir et je laisse à votre zèle pour nos avantages communs à faire le reste. Je serai ravi d'une liaison qui mette en évidence mes intentions et ma satisfaction sera entière si elle se fait par votre canal et se maintient par vos soins. Je dois ces sentimens à l'ancienne confiance que j'ay en vous et vous me ferez plaisir, Monsieur, de compter toujours également sur mon amitié.

Lettre
du Régent
à Stanhope

PHILIPPE D'ORLÉANS.

Stanhope parut satisfait et dit qu'il ne pouvait faire sa réponse avant d'avoir pris les ordres du Roi²⁹. Pendant le repas, Dubois fut éblouissant de verve et de paradoxes qu'il livrait sans compter à l'espionnage des serviteurs. Comme à la plupart de ses contemporains, la dette publique de l'Angleterre lui était chose inexplicable. Quelqu'un, dit-il, lui avait assuré qu'elle s'élevait à 1.300.000 livres tournois. — Elle ne dépasse pas de beaucoup la moitié de cette somme, assura Stanhope. « Au reste, mon cher abbé, j'aime à penser pour l'honneur de vos lumières que vous n'attachez pas d'importance à être aussi ponctuellement instruit de cet objet qu'un premier commis de l'échiquier. Je passe aux politiques des cafés de Paris de faire grand bruit de la dette nationale de l'Angleterre, mais un homme qui, comme vous, commence à être initié aux affaires d'État, doit avoir des idées plus nettes à ce sujet. Quelle que soit notre dette publique, elle augmentera sans doute beaucoup encore, et jamais, croyez-moi, elle

Entretiens
de Dubois
et de
Stanhope

²⁹ *Public Record Office*, Regencies, vol. 8 : le Régent à lord Stanhope, Paris, 8 juillet 1716; L. Wiesener, op. cit., t. I, p. 474.

³⁰ Sévelinges, op. cit., t. I, p. 208.

ne causera plus d'embarras au gouvernement et plus d'inquiétude à la nation qu'elle ne leur en cause aujourd'hui.

— « J'en suis charmé, reprit Dubois, mais quelque fond que puisse faire votre souverain sur les richesses de son Parlement, vous me permettrez de le croire moins riche que le nôtre puisqu'il jouit de la portion des revenus de tous ses sujets qui lui convient, et qu'en un mot il peut se regarder à bon droit comme le propriétaire du territoire entier de son royaume.

— « Comment donc l'abbé, dit Stanhope en sursautant, auriez-vous fait votre cours de droit public en Turquie³¹ ?

Tous deux se mirent à rire, Stanhope insista :

— « Quand un homme cherche à me faire des phrases sur la dette publique d'Angleterre, je me dis : « Voilà un ignorant ou un sot, et je lui tourne le dos. »

« Nous nous amusâmes ainsi, ajouta Dubois, à récapituler quelques-unes de ces sentences banales qui font la richesse des petits esprits; et nous convînmes, par exemple, que lorsque de graves personnages viendraient nous affirmer que nos pères valaient mieux que nous; que le monde va de mal en pis; que l'on ne peut plus goûter le Tasse, quand on a lu Euripide et Sophocle, etc., etc.; nous convînmes, dis-je, que nous saurions à quoi nous en tenir sur le compte de ces pédants³². » — Parmi ces pirouettes auxquelles se plaisait son esprit, Dubois s'était senti piqué par le mot de Stanhope et revenait à la charge :

— « Ah! Milord, vous ne connaissez pas la force d'un gouvernement qui fait banqueroute quand il veut. Vous parlez de mécontents; mais savez-vous qu'il n'en est aucun qui, au premier coup de tambour, ne se crût deshonoré si nous ne lui permettions pas d'aller se faire tuer pour nous. Mazarin était un habile homme quand il disait que le meilleur fonds d'un roi de France est dans la folie des Français³³. »

Ce fut sous une grêle de traits aussi piquants que s'arrangea cette grande affaire. Si des sots, a dit Lémontey³⁴, ont quelquefois décidé du sort du monde, on ne fera pas ce reproche à cette rencontre dans une taverne hollandaise qui changea pour trente années la face politique de l'Europe. Quand les serviteurs se furent retirés, la discussion politique recommença. Stanhope parla du traité comme « d'une chose faite qui serait du goût de

³¹ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 277, p. 115-118; Sévelinges, t. I, p. 207.

³² Sévelinges, op. cit., t. II, p. 406.

³³ P.-E. Lémontey, op. cit., t. I, p. 104-105.

³⁴ P.-E. Lémontey, op. cit., t. I, p. 105.

Madame toute hanovrienne³⁵ ». Il devint loquace, complimenta l'abbé, félicita le Régent de posséder un tel serviteur et ils se séparèrent, enchantés l'un de l'autre.

Stanhope partait le lendemain pour l'Allemagne, il s'empressa d'écrire à lord Townshend « le compte-rendu de la troisième conversation avec l'abbé³⁶. Elle m'a montré que je ne m'étais pas trompé en vous disant qu'il était fort effrayé (*thoroughly frightened*) et mortifié de ce qui s'était passé dans notre première entrevue. Il me l'avoua franchement hier soir... Je suis convenu avec l'abbé Dubois qu'il devra m'envoyer un courrier de Paris avec une claire et positive résolution quant à Mardyck; que le Régent voudra bien également envoyer ordre à M. de Châteauneuf de ne pas presser la négociation pendant le temps qu'il faudra pour recevoir ma réponse de Hanovre, de sorte que si je lui donne quelque encouragement, il reviendra lui-même muni d'instructions complètes du Régent, soit à la Haye, soit même à Hanovre, si je le désire... Je congédiai l'abbé fort content de moi, mais très défiant du succès de l'affaire, lui ayant représenté que le Roi y est extrêmement contrairement actuellement. Autant que j'en peux juger ils offriront Mardyck; ils feront tout, même jusqu'à rompre absolument les négociations, plutôt que d'en venir à laisser débattre le grand point dans des conférences³⁷. C'est par là que nous les tenons; et je ne doute pas que nous ne tirions bon parti de cet avantage durant toute la transaction avec eux. »

Le 24 juillet, Stanhope roulait en chaise de poste vers l'Allemagne et Dubois s'embarquait à Rotterdam sur un yacht qui le porta à Anvers. Le 30, il arrivait à Paris où l'avait précédé un rapport de cent soixante-dix-sept pages. Son voyage s'était ébruité, mais le motif et le résultat demeuraient mystérieux³⁸; les initiés ne disaient rien ou bien s'enveloppaient de réticences. Châteauneuf mandait au maréchal d'Huxelles que l'abbé avait remporté un succès considérable³⁹. Dubois triomphait avec ses intimes, leur racontait « que le roi de la Grande-Bretagne entrerait dans l'alliance » et que lord Stanhope « concourrait de tout son cré-

Lettre
à lord
Townshend

Consé-
quence de la
politique
nouvelle

³⁵ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 277, fol. 126-127; E. Bourgeois, t. I, p. 110.

³⁶ Public Record Office, Régencies, vol. 8 : lord Stanhope à lord Townshend, la Haye, 23 juillet 1716; L. Wiesener, op. cit., t. I, p. 473-474.

³⁷ Ce « grand point », c'est les renonciations du traité d'Utrecht; voir plus bas la lettre de lord Townshend.

³⁸ Dangeau, Journal, t. XVI, p. 423, 1^{er} août 1716.

³⁹ Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, t. 305, fol. 254 : M. de Châteauneuf au maréchal d'Huxelles, 24 juillet 1716.

dit pour en avancer l'effet⁴⁰. » Le 31 juillet, Dubois eut une audience du Régent. Il n'avait guère à ajouter à son volumineux rapport que la mimique, dans laquelle il était passé maître. Ce n'était pas un art superflu lorsqu'il s'agissait de convaincre et d'entraîner un prince français dans une voie aussi nouvelle que hasardeuse. Dubois associait son intérêt à celui de l'électeur de Hanovre. Georges I^{er} ne pouvait avoir les mains libres en Allemagne que s'il était assuré de la tranquille possession de l'Angleterre; Philippe d'Orléans ne pouvait gouverner et régner, peut-être, que si les renonciations d'Utrecht demeuraient valables. Georges et Philippe dépendaient de l'Angleterre où les whigs au pouvoir soutenaient le prince protestant mais condamnaient la paix d'Utrecht. Pour se les rendre favorables il fallait offrir à leur avidité de fructueux avantages commerciaux et d'humiliantes et onéreuses concessions : sacrifice du port de Mardyck, abandon du parti français reconstitué par Châteauneuf en Hollande. Tels étaient les résultats du voyage de l'abbé Dubois et la matière des conseils qu'il allait soutenir devant le Régent.

C'est plus que l'abandon de la politique de Louis XIV, pis que le démenti donné à toute politique française, c'est la conséquence logique du coup d'état du 2 septembre 1715 qui a mis le Régent à la merci du Parlement auquel il veut se soustraire et de l'étranger auquel il doit complaire. Force lui étant, comme à tout gouvernement, de s'appuyer sur quelqu'un ou sur quelque chose, le duc d'Orléans n'ayant ni parti à l'intérieur ni amis à l'extérieur s'adressait, en désespoir de cause à des exploiters. L'Angleterre ne s'y était pas méprise un seul instant et le voyage de Dubois avait suscité d'après espoirs. A peine instruit de ce qui s'était fait à la Haye, le premier ministre lord Townshend écrivait à son collègue Stanhope l'impression produite sur le cabinet.

Opinion
du cabinet
anglais

« Son Altesse Royale [le prince de Galles] a été surprise très agréablement à la nouvelle de l'envoi de l'abbé Dubois à votre rencontre en Hollande. Elle regarde cette démarche, comme une preuve que le Régent est arrivé à une plus juste appréciation de l'importance de la garantie de Sa Majesté pour assurer la succession et la tranquillité de la France. S. A. R. approuve entièrement ce que vous avez dit à l'abbé dans vos trois conférences avec lui sur ce sujet; et elle pense que vous avez mis cette négociation sur le meilleur pied possible en le consternant tout d'abord (*by frightening him thoroughly at first*) par l'appréhension

⁴⁰ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 298, fol. 159 : Instructions adressées à l'abbé Dubois allant en Angleterre, 10 septembre 1717.

qu'on ne puisse jamais gagner sur le Roi d'admettre dans ce traité la garantie des renonciations⁴¹, et en ne le laissant pas finalement sans quelque espoir que si le Régent veut effectivement donner satisfaction sur la demande relative à Mardyck, alors il y aura quelque probabilité d'amener Sa Majesté à le satisfaire sur la garantie. S. A. R. est d'avis que quelque désagréable qu'une telle garantie puisse être aux Cours de Vienne et de Madrid, si néanmoins le Régent consent à l'acheter au prix de la ruine effective du port de Mardyck, il ne serait pas sage de refuser l'insertion de cette garantie dans notre traité, en considérant combien est populaire dans ce pays-ci tout ce qui est susceptible d'empêcher l'union des couronnes de France et d'Espagne, chose que l'intérêt de Sa Majesté l'obligera toujours d'avoir en vue avec ou sans engagements formels pour cet objet, et en considérant aussi à quel degré la sûreté et l'intérêt de la nation, autant que l'honneur et la gloire de Sa Majesté, sont engagés dans l'affaire de Mardyck⁴². »

Stanhope était moins satisfait, tout au plus quelques-unes de ses préventions s'étaient-elles ébranlées au contact de l'impétueux abbé. Installé, avec son souverain, aux eaux de Pyrmont, il écrivait à lord Stair pour le tenir au courant de la rencontre de la Haye, « démarche qui semble avoir, dit-il, un air de sincérité plus marqué que tout ce qui s'est passé jusqu'ici. Mais comment cette affaire se terminera-t-elle? C'est ce qui demeure très incertain. Car l'abbé était totalement dépourvu d'instructions relativement à Mardyck, sur quoi vous pouvez être assuré que le Roi insistera péremptoirement, sans admettre aucun changement dans l'article... Je m'aperçois également par le langage de l'abbé qu'il s'oppose à tout l'ensemble du projet du Roi; et cependant je crois qu'il sera très difficile d'amener le Roi à le modifier. » Quant au Régent il n'inspire plus confiance, mais la confiance pourra renaître⁴³.

Opinion
de lord
Stanhope

Par-dessus toute chose, Stanhope s'attachait aux *trois points*, retardait le plus possible l'alliance défensive franco-hollandaise, subordonnait les démarches de son souverain à celles du Régent : « Le Roi ayant, comme preuve de sa sincérité, fait dresser et délivrer un projet à l'ambassadeur de France, il s'attend que, de même, le Régent lui fera connaître ses sentiments sur cet objet

Craintes
inspirées
par M. de
Châteauneuf

⁴¹ Voir note 37, ci-dessus.

⁴² Public Record Office, Regencies, n° 48 : lord Townshend à lord Stanhope, Whitehall, 17 (=28) juillet 1716.

⁴³ Ozenfoord Castle, Stair Papers, vol. VI : lord Stanhope à lord Stair, Pyrmont, 3 août 1716.

en termes francs et précis, avant d'ouvrir des conférences. C'est, dans sa pensée, le meilleur moyen de parvenir à une heureuse conclusion, attendu que les conférences publiques sont ordinairement sujettes à beaucoup d'inconvénients; elles donnent occasion de soulever des difficultés nouvelles, des disputes; elles servent plutôt à traîner en longueur qu'à terminer les affaires à l'amiable⁴⁴. » On ne pouvait laisser entendre plus clairement l'appréhension que donnait M. de Châteauneuf; pour l'évincer et l'annuler, Stanhope en venait à préférer les entretiens secrets avec un abbé Dubois dont la souplesse se prêtait à tout entendre et à tout faire espérer; il avait osé pousser l'audace jusqu'à le charger d'obtenir le dessaisissement de ce diplomate actif et habile que l'Angleterre ne savait comment contrecarrer et Dubois se prêta à ce qu'on attendait de lui. Ce fut, sur le terrain diplomatique, sa première complaisance criminelle.

M. de Châteauneuf après avoir accueilli l'abbé et étudié la situation créée par ses conférences avec Stanhope avait vu arriver Duywenworden et, le lendemain, Walpole réitérant la condition du renvoi du Prétendant. Châteauneuf sentait que le voyage de Dubois risquait de compromettre les fruits de sa campagne diplomatique et cherchait à la faire aboutir promptement, peut-être même prématurément. A l'en croire, il fallait dresser deux traités identiques, dont l'un serait signé par la France et les États; immédiatement le Prétendant serait renvoyé en Italie, et le traité définitif entre les trois puissances serait signé aussitôt. Dans cette proposition, le cabinet anglais ne voyait qu'un « expédient en vue d'ouvrir immédiatement les conférences, sans aucun égard à ce qui s'était passé entre l'abbé Dubois et Stanhope⁴⁵ ». Ces conférences donnaient le frisson aux Anglais, Walpole, qui s'y sentait battu d'avance, n'y voyait « qu'artifices et chicanes de négociations, où les Français, grâce à une longue expérience, sont passés maîtres⁴⁶ ». Poyntz, Methuen, lord Townshend s'évertuaient à découvrir les raisons que pouvait avoir le Régent de tromper et de se dérober à ses promesses, notamment pour Mardych. L'entourage hanovrien de Georges I^{er} n'était pas moins

⁴⁴ Public Record Office, Holland, vol. 375 : Hor. Walpole à lord Townshend, la Haye, 28 juillet 1716.

⁴⁵ Public Record Office, Domestic Various, n° 24 : lord Townshend à lord Stanhope, Hampton Court, 31 juillet (= 11 août) 1716.

⁴⁶ Public Record Office, Holland, vol. 375 : Hor. Walpole à lord Townshend, la Haye, 7 août 1716.

hostile à toute négociation avec la France⁴⁷ et ces personnages magnifiques daignaient sourire en songeant à l'équipée de Dubois fuyant la Hollande « la puce à l'oreille, la tête perdue de peur, par la réception qu'il y a trouvée⁴⁸ ».

Tout au contraire, Dubois s'était présenté au Régent, satisfait de lui-même, confiant dans l'avenir de sa politique. Il donna lecture, en présence du maréchal d'Huxelles, d'un précis des conférences de la Haye et des exigences de Stanhope, ce qui n'alla pas sans soulever des résistances⁴⁹. Le Régent avait sa leçon faite, il répondit que la paix d'Utrecht devait être maintenue à tout prix, surtout étant donné le désir des whigs de saisir le premier prétexte venu pour la dénoncer. Toute l'affaire se ramenait à la question de Mardych. L'achèvement de ce port exigeait trente-cinq millions que le Trésor n'avait pas, qu'il emprunterait à grand-peine et à titre fort onéreux afin de réaliser un plan qui semblait un défi jeté aux puissances à l'heure où il nous importait de les calmer afin de désagréger leur union. L'hésitation persistait dans le Conseil, le Régent dicta un projet sacrifiant Mardych et l'imposa d'autorité⁵⁰. Le maréchal d'Huxelles sentant de quelle main partait ce coup demanda qu'au lieu d'un courrier de cabinet, ce fût l'abbé Dubois qui reçût mission de porter à Hanovre les propositions françaises, sans toutefois recevoir des ordres écrits. Dubois comprit qu'on l'éloignait, craignit un piège⁵¹, se débattit, exigea au moins des instructions écrites. Mais quelles instructions donner à celui qui connaissait toute l'affaire mieux que d'Huxelles lui-même? L'abbé tint bon. Le Régent s'en mêla, demanda à Dubois ce voyage, comme un témoignage personnel d'attachement, laissa entendre qu'il priait alors qu'il pouvait ordonner⁵², en sorte qu'il fallut obéir⁵³, mais avec des instructions. D'Huxelles s'y résigna de fort méchante humeur : « Vous y retrancherez ce que vous jugerez à propos,

Dubois
fait adopter
sa politique

⁴⁷ W. Coxe, *Memoirs of Walpole*, t. II, p. 101 : lord Stanhope à lord Townshend, Hanovre, 9 octobre 1716.

⁴⁸ *Oxenfoord Castle*, Stair Papers, vol. V : Methuen à lord Stair, 26 juillet (= 6 août) 1716.

⁴⁹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 277, fol. 143-144 : Dubois à lord Stanhope, 4 août 1716; *Ibid.*, t. 285, fol. 223 : Dubois à Châteauneuf, 7 avril 1716.

⁵⁰ L. Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 209.

⁵¹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 227, fol. 151 : Dubois à Châteauneuf, 7 août 1716.

⁵² L. Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 210 : Dubois à Stanhope, 4 août 1716.

⁵³ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 277, fol. 151 : Dubois à Châteauneuf, 7 août 1716.

vous y ajouterez : après quoi, vous renverrez, s'il vous plaît [l'instruction], pour qu'on la mette au net⁵⁴. » L'abbé partirait donc, mais à son corps défendant, inquiet, anxieux « Je ne répons de rien en mon absence⁵⁵ », écrivait-il à Châteauneuf. En même temps, ce dernier recevait l'ordre de modérer ses instances sur les conférences. Walpole s'en aperçut sans tarder⁵⁶.

Les
instructions

« Je quitte Paris au premier jour » écrivait l'abbé⁵⁷. Malgré leur mutuelle convention d'attendre un avis favorable de Stanhope⁵⁸, Dubois hâtait ses préparatifs de départ comme s'il eût redouté d'être oublié ou contremandé. Tout lui avait réussi dans son début diplomatique, il suivait sa veine au risque d'épuiser sa chance. A la Haye, Stanhope engageait de lui-même l'affaire que Dubois venait de lui suggérer; à Paris, d'Huxelles avouait officiellement le négociateur qu'il voulait d'abord lancer en aventurier⁵⁹. Les instructions qu'emportait l'abbé faisaient peu d'honneur au maréchal qui désavouait ce qui avait été la portion la plus solide de sa politique étrangère. Il allait jusqu'à dire que « le parti hollandais reconstitué après cinquante années, n'est pas assez fort pour détourner la Hollande de son alliance traditionnelle avec l'Angleterre ni pour amener la République à accepter les propositions du roi de France. Cette politique n'a servi qu'à mécontenter les Anglais, naturellement vains, qui lui opposent des obstacles insurmontables⁶⁰. » Pour les aplanir, Dubois avait su arracher d'importantes concessions destinées à satisfaire le roi Georges et son cabinet. Au roi on accordait l'expulsion du Prétendant de sa retraite d'Avignon aussitôt après l'échange des ratifications; au cabinet, des promesses fermes sur Mardyck. « Ce dernier article est le plus important de tous et comme décisif, dirait le Maréchal. Le Conseil aurait pu et peut-être dû le rejeter;

⁵⁴ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 277, fol. 153 : D'Huxelles à Dubois, 8 août 1716.

⁵⁵ Et il continue à signer « Saint-Albin », Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 277, fol. 151 : Dubois à Châteauneuf, 7 août 1716.

⁵⁶ Public Record office, Angleterre, vol. 375 : Horace Walpole à lord Stanhope, La Haye, 8 août 1716; Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 277, fol. 163 : Instructions du Roi à l'abbé Dubois, 9 août 1716.

⁵⁷ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 285, fol. 224 : Dubois à Châteauneuf, Paris 7 août 1716.

⁵⁸ Public Record office, Regencies, vol. 8 : Lord Stanhope à lord Townshend, La Haye, 21 juillet 1716.

⁵⁹ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 277, fol. 156-174 : Mémoire du Roy pour servir d'instruction au Sr abbé Dubois allant à Hanovre de la part du Roy, 9 août 1716.

⁶⁰ Mémoire susdit, fol. 156-159.

mais les sages conseils du duc d'Orléans, qui veut donner la paix au peuple l'ont convaincu : le gouvernement s'engage à ne jamais faire de port militaire à Mardyck, à n'y conserver qu'un canal d'écoulement pour les eaux du pays et un petit port pour le commerce de cette frontière⁶¹. » A ce prix, on attendait des whigs une attitude franche et favorable et une garantie formelle des traités d'Utrecht. « Ou le ministère anglais veut la paix, et la mention des traités d'Utrecht est la meilleure preuve qu'il puisse donner de la sincérité de ses intentions pacifiques... Ou il ne la veut pas, et ses intentions sont coupables et doivent être dénoncées à l'Europe. Cette mention des traités d'Utrecht, il la faut à tout prix : c'est l'objet même de la négociation. » Dubois avait donc arraché l'autorisation de traiter avec l'Angleterre, à l'exclusion des Hollandais, 1° l'affaire du Prétendant; 2° celle de Mardyck; 3° celle de la garantie de la paix d'Utrecht.

Mais il n'avait pas attendu le moment où ces instructions, rédigées à son gré, se trouveraient entre ses mains, pour avertir Stanhope de son prochain départ pour Hanovre. Après avoir écarté cinq ou six brouillons⁶², il s'arrêta au texte que voici : « J'ai rendu compte à Monseigneur le duc d'Orléans des entretiens que nous avons eu ensemble à la Haye... Plus je lui ai fait remarquer ce que vous m'avez fait l'honneur de me dire du caractère du roi de la Grande-Bretagne, sensible et délicat sur la bonne foi et sur l'amitié, plus il m'a paru touché des préventions que l'on avait données au Roi contre lui, du désir d'en être mieux connu, et de mériter son estime et son amitié; et il vous aura une obligation éternelle si vous avez travaillé efficacement à effacer les mauvaises impressions qu'on avait données au Roi et à établir une véritable union entre eux, que la proximité du sang et les intérêts communs semblent demander, et qu'une estime et une attention réciproques achèveront de rendre parfaite. » Ensuite Dubois expliquait comment, sur sa proposition, M. de Châteauneuf avait reçu les ordres que l'on connaît et lui-même était chargé d'explications décisives sur la question de Mardyck. De plus, le Régent voulait que Stanhope et Dubois examinassent ensemble tout ce qui pouvait regarder le traité, afin qu'il ne fût plus douteux qu'il en voulût déférer l'honneur et avoir l'obligation au roi d'Angleterre. L'abbé terminait en annonçant au ministre qu'il se rendrait à Osnabrück et y attendrait ses ordres au logis de la poste, faisant le voyage

Dubois
annonce
son arrivée
à Stanhope

⁶¹ Mémoire susdit, fol. 164-165.

⁶² Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 277, fol. 134-151.

Départ
et voyage

« avec assez de circonspection pour être assuré qu'il ne sera vu ni remarqué de personne⁶³. »

Dubois comptait partir le 8 août⁶⁴; la rédaction de ses instructions le retarda d'un jour. Le 9 août il se mit en route avec Sourdeval, et, se donnant toujours pour le chevalier de Saint-Albin⁶⁵, emporta ces instructions dont il ferait l'usage qu'il lui conviendrait d'en faire⁶⁶, ainsi qu'un « plein pouvoir, commission et mandement spécial pour, au nom de Sa Majesté, convenir, arrêter, conclure et signer tels traité d'alliance, articles et convention qu'il avisera bon être⁶⁷. » La hâte apportée au départ s'explique par cette phrase des instructions : « Le Roi voulait que l'abbé partît incessamment, et que sans laisser au sieur Stanhope le temps de délibérer s'il convenait à ses vues qu'il fit cette démarche, il arrivât à Osnabrück⁶⁸. » L'abbé brûlait la route et trouvait à Osnabrück un billet de Stanhope, daté de Pyrmont, le 13, et disant : « Puisque vous devez, à l'heure qu'il est, avoir fait une grande partie du chemin, vous trouverez bon que je vous prie de venir jusqu'à Hanovre. Je crois qu'il sera bon d'user de la circonspection que vous dites et d'éviter autant que faire se peut, d'être remarqué. Si vous m'envoyez un de vos domestiques quelques heures avant que vous arriviez, j'aurai soin de vous faire trouver un logis où vous pourrez être aussi retiré qu'il vous plaira⁶⁹. »

Arrivée
à Hanovre

Dubois se rendit à l'invitation. Il était temps que prit fin son voyage, ses préoccupations et les événements l'avaient mis sur les dents. « Tout ce dont vous m'aviez instruit, écrit-il au commis Pecquet a tellement fermenté dans ma tête que j'ai ergoté comme un Hibernois pendant tout le chemin⁷⁰. » En passant à Louvain, il apprenait la nouvelle de la victoire remportée par les Impé-

⁶³ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 277, fol. 143-144 : Dubois à Stanhope, Paris, 4 août 1716; Sévelinges, op. cit., t. I, p. 210-211.

⁶⁴ Archiv. des Aff. Étrang., t. 277, fol. 151 : Dubois à Châteauneuf, 7 août 1716.

⁶⁵ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 277, fol. 249 : Dubois à d'Huxelles, 22 août 1716; d'après Sévelinges, op. cit., t. I, p. 213, il ne partit que le 10 août.

⁶⁶ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 290, fol. 27, 25 : Dubois à Pecquet, 6 août 1716.

⁶⁷ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 285, fol. 239.

⁶⁸ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 290, fol. 28 suiv.; t. 277, fol. 156 suiv.

⁶⁹ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 285, fol. 239 : lord Stanhope à Dubois, Pyrmont 13 août 1716, Dubois arriva à Osnabrück le 16 août.

⁷⁰ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 290, fol. 106 : Dubois à Pecquet, 23 août 1716.

riaux sur les Turcs à Peterwardein; il la retrouvait, grossie, enflée, à chaque relais, en sorte qu'« il semble, disait-il, que l'air en Allemagne en soit chargé et, je puis dire, empoisonné⁷¹ ». A son arrivée à Hanovre, le 19 août, Stanhope lui prodigua les marques d'amitié, lui donna « un appartement séparé du sien par un grand salon et la faculté de communiquer avec lui à toute heure⁷² »; en réalité, sous le prétexte de se rencontrer aussi souvent qu'ils le désireraient sans donner l'éveil, Stanhope avait mis Dubois au secret. L'abbé ne pouvait ni sortir ni causer, il se trouvait « réduit au rôle d'acteur muet⁷³ » et pouvait méditer à l'aise sur la situation. Il n'était pas homme à s'en laisser embarrasser. « Vous voilà dans la machine, lui écrivait Pecquet, je ne suis pas en peine de la manière dont vous remplirez la mission dont vous êtes chargé⁷⁴. »

⁷¹ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 277, fol. 250 : Dubois à Pecquet, 22 août 1716.

⁷² Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 278, fol. 10 : Dubois au Régent, Hanovre, 4 septembre 1716.

⁷³ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 277, fol. 228 : Dubois au Régent, 22 août, ibid., fol. 227 : Dubois à d'Huxelles, 22 août.

⁷⁴ Ch. Aubertin, *L'esprit public au XVIII^e siècle*, p. 73.

CHAPITRE XV

L'abbé Dubois à Hanovre

(10 août — 11 octobre 1716)

Dispositions des Anglais. — Soucis de l'électeur de Hanovre. — La question de Mardyck. — Intransigeance de Stanhope et souplesse de Dubois. — Dépêche de Stanhope à Methuen. — Fatigue de Dubois. — Georges I^{er} accorde la mention du traité d'Utrecht. — Lettre de Dubois au Régent. — 23 août. — Signature de la Convention. — Tentative pour évincer la France de la Hollande. — Légers remords de Dubois. — Stratagème de Dubois pour faire parler Stanhope. — Impatience de Dubois. — Il tente Stanhope par un pot-de-vin. — Pression du cabinet anglais. — Revanche de d'Huxelles. — Instructions à M. d'Iberville. — Oppositions qu'il rencontre. — Tactique de M. d'Iberville. — Impatience de Dubois. — Oppositions qu'il rencontre, chez Châteauneuf, au Palais-Royal, de la part de d'Huxelles et du duc de Noailles. — Association avec Canillac. — Capitulation de M. d'Iberville. — Triomphe du cabinet anglais. — Soucis persistants de Georges I^{er}. — Il semble prêt à recourir aux armes. — Infâmes calomnies de Dubois contre M. d'Iberville. — Signature de la convention. — Son but.

« J'espère bien, disait Stanhope, faire perdre aux Anglais l'habitude de regarder les Français comme leurs ennemis naturels¹ » ; et, pour y réussir, il aurait assurément fort à faire. La victoire des Impériaux à Peterwardein avait soulevé de grands espoirs en Angleterre. « Si l'on en sait tirer parti convenablement, disait-on, l'Empereur sera en mesure d'exécuter ses vues sur l'Italie, de manière que lui et le Roi y trouveront leur compte². » Quant aux Français on ne songeait qu'à les amuser pour s'en amuser³. Lord Townshend poussait Stanhope à hausser ses exigences dans l'espoir de faire échouer la négociation⁴. A peine installé, ou pour mieux dire : chambré à Hanovre, Dubois s'apercevait d'un chan-

Dispositions
des Anglais

¹ Ch. Aubertin, *L'Esprit public au xviii^e siècle*, in-8, Paris, 1873, p. 73.

² W. Coxe, *Memoirs of Walpole*, t. II, p. 67 : M. Poyntz à lord Stanhope, Hampton-Court, 10 (= 21 août) 1716.

³ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 277, fol. 237 : Dubois au Régent, Hanovre, 22 août 1716.

⁴ W. Coxe, *Memoirs of Walpole*, t. III, p. 57-58 : Poyntz à Stanhope, 31 juillet (= 10 août) 1716.

gement de ton dans les entretiens du ministre anglais et pouvait concevoir des inquiétudes sur l'opportunité et sur l'issue de son voyage. Tandis qu'il négociait avec le roi d'Angleterre, c'était l'intérêt de l'électeur de Hanovre qui dominait la négociation.

Soucis
de l'électeur
de Hanovre

L'électeur avait acheté au roi de Danemark les duchés de Brême et de Verden; le roi de Prusse et le roi de Pologne avaient absorbé le reste des anciennes possessions suédoises en Allemagne, de sorte que le tsar de Russie, principal artisan de la chute de l'empire de Charles XII, n'eut pas même un lopin de terre ni un port de mer pour assouvir ses convoitises. Le port de Wismar, sur la Baltique, lui fut fermé. Entre ces quatre larrons également avides et déloyaux, la partie n'était pas égale; le Moscovite possédait une flotte imposante, une armée nombreuse et aguerrie et de vastes états à l'abri d'une invasion tandis que ses troupes campaient dans le Mecklembourg, séparés par l'Elbe seulement du Hanovre. L'électeur en était d'autant plus justement préoccupé qu'une haine tenace et ancienne rendait tout accommodement impossible entre le Tsar et lui⁵. En outre, le baron de Bernsdorff, conseiller intime de l'électeur s'inspirant de ses intérêts personnels, avait poussé Georges I^{er} à une démarche offensive, presque hostile envers le Tsar. Lorsque l'électeur et le baron y réfléchirent, ils aperçurent le Tsar tirant vengeance du maître et du serviteur, s'alliant à la France et mettant à mal le Hanovre. Aussitôt Georges devint aussi désireux de l'amitié de la France qu'il avait affecté jusque là de la dédaigner. Ces circonstances devaient dominer la négociation, mais Dubois en ignorait tout et Stanhope, à force d'arrogance et d'exigences, comptait lui donner le change.

La question
de Mardyck

A peine reposé du voyage, Dubois s'aboucha avec Stanhope qu'il trouva instruit de l'échec de la mission de Louville à Madrid⁶ et d'autant plus disposé à mener la conversation « bride en main »⁷, ce qui amena l'abbé à cette réflexion « qu'il ne faut pas se flatter de trouver des ministres publics qui se piquent ni d'une générosité, ni d'une fidélité scrupuleuse à ce qu'ils ont fait espérer ». Dubois exposa le projet français pour Mardyck, mais Stanhope s'écria et répéta plusieurs fois : « Nous sommes loin de

⁵ Lord Mahon, *History of England*, in-8, Leipzig, 1863, t. I, p. 237; L. Wiesener, *Le Régent, l'abbé Dubois et les Anglais*, 1891, t. I, p. 304.

⁶ A. Baudrillart, *Philippe II et la Cour de France*, t. II, p. 228-233.

⁷ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 277, fol. 231 : Dubois au Régent, 22 août 1716.

compter⁸ » En effet, écrit-il au cabinet de Londres « les écluses sont à peine modifiées, la profondeur de l'eau est la même. Il est seulement question d'obstruer la grande écluse et non pas de la détruire, comme dans notre projet⁹ ». La discussion n'ébranla aucun des deux interlocuteurs et Stanhope assura que, commencée de cette façon, elle ne pourrait aboutir. « Rappelez-vous, dit-il avec hauteur, que lorsque les Français eurent pris Dunkerque, en 1658, le cardinal Mazarin donna cette place toute fortifiée à Cromwell pour obtenir son amitié. Dans un temps où votre Régent a besoin de nous, souffrez que je vous dise qu'il fait trop de façons pour un simple canal¹⁰. »

Dubois laissait dire et déliait une grosse liasse de tracés et autres pièces, mais Stanhope coupa court et lui dit que c'était en pure perte. « J'en ai, ajouta-t-il, d'autant plus de chagrin que c'est sur mon rapport de nos premières conférences, et sur le désir ardent exprimé par l'abbé, au nom du Régent, d'obtenir l'amitié du Roi, désir que j'avais représenté comme très sincère, que Sa Majesté a, en grande partie, surmonté sa répugnance de se rendre garante de la succession en France, question d'un si grand intérêt pour Son Altesse Royale. Bref, c'est là une matière sur laquelle Sa Majesté est si loin de pouvoir rien concéder que je suis sûr qu'elle ne me permettrait même pas d'en parler avec elle, la demande faite par elle étant le résultat de plusieurs conférences en conseil privé, en sa présence, après mûre délibération, et après avoir interrogé à fond les ingénieurs, les marins, etc¹¹... » Stanhope brodait sur ce thème tout ce que lui suggérerait une riche imagination. A l'entendre, il avait eu beaucoup d'efforts à fournir pour changer les sentiments à notre égard et depuis quelques heures à peine « il avait reçu d'Angleterre les dernières résolutions favorables à cette alliance, sans lesquelles le Roi n'y pouvait consentir¹² ». Si vous saviez « tout ce qui a traversé et traverse encore cette affaire, le nombre infini de personnes qui s'y opposent, vous seriez surpris qu'elle soit encore sur le pied où elle est » et il poursuivait, comme se parlant à

Intransi-
gence
de Stanhope
et souplesse
de Dubois

⁸ L. de Sévelinges, *Mémoires secrets et correspondance inédite du cardinal Dubois*, t. I, p. 214.

⁹ W. Coxe, *Memoirs of R. Walpole*, t. II, p. 68-72 : lord Stanhope à M. Methuen, Hanovre 24 août 1716.

¹⁰ Dubois au Régent, Hanovre, 22 août 1716.

¹¹ W. Coxe, *Memoirs of R. Walpole*, t. II, p. 68-72 : lord Stanhope à M. Methuen, Hanovre, 24 août 1716.

¹² *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 277, fol. 230 : Dubois au Régent, Hanovre, 22 août 1716.

lui-même, « que dans huit jours il y auroit vingt projets et vingt propositions de la part de l'Empereur¹³ ». Soit qu'il fut dupe, ce qui est douteux, soit qu'il voulut inspirer à Paris une salubre inquiétude et y faire valoir ses futurs succès, l'abbé écrivait au Régent : « J'ai tout lieu de craindre que tous les jours la cause de Son Altesse Royale, qui est celle de tout le royaume, ne devienne plus mauvaise¹⁴... Chaque heure a son danger, et milord Stanhope ne revient pas une seule fois de la Cour sans m'apporter quelques difficultés et quelques traverses dont il paraît lui-même très embarrassé¹⁵...; Je supplie V.A.R. de n'avoir aucun soupçon que milord Stanhope veuille m'amuser : il travaille avec sincérité¹⁶. » Même aux prétentions excessives, Dubois découvrait des excuses. « S'il m'a tenu rigueur et s'il a exigé des conditions qui m'ont paru dures, écrit-il, c'est qu'il a eu besoin et a besoin encore de grandes avances pour faire revenir les acteurs principaux de leurs préventions et leur faire voir qu'il fait une bonne affaire pour le Roy et pour la Nation¹⁷. »

Avec un antagoniste ainsi disposé, la roideur de Stanhope se trouvait mise en défaut. Le ministre pensait avoir découragé l'abbé sur le projet de Mardyck, l'abbé suggéra l'envoi de M. d'Iberville¹⁸, accompagné d'un ingénieur muni de plans, et Georges I^{er} répondit qu'on écouterait ce que l'ingénieur aurait à dire mais qu'on ne se relâcherait pas sur les demandes. Dubois ne s'était jamais montré « plus gai, plus haut, plus gascon » sans parvenir toutefois à « donner le change à un homme qui avoit l'esprit bien présent¹⁹ ». Comme il venait de marquer un petit succès sur l'affaire de Mardyck, il s'enhardit, entama la question du Prétendant et celle de la succession de la couronne de France. Stanhope, toujours en garde, déclara que tout ce qu'il dirait sur

¹³ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 277, fol. 231 : Dubois au Régent, 22 août 1716.

¹⁴ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 277, fol. 231 : le même au même, 22 août 1716.

¹⁵ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 277, fol. 239 : le même au même, 23 août 1716.

¹⁶ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 277, fol. 237 : le même au même, 22 août 1716.

¹⁷ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 278, fol. 23 : le même au même, 4 septembre 1716.

¹⁸ M. d'Iberville, notre ambassadeur à Londres, était alors à Paris pour affaires personnelles.

¹⁹ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 277, fol. 247 : Dubois à d'Huxelles, 22 août 1716.

ces deux points serait subordonné à une rédaction acceptable de l'article touchant Mardyck.

« Quant à la succession de la couronne de France, je lui offris, dit Stanhope, de dresser un article exprimant la garantie du Roi en faveur du duc d'Orléans, en termes aussi forts qu'il pourrait lui suggérer; mais, quand il en vint au fait, je trouvai que, quoique la garantie de cette succession fût le seul vrai et réel motif qui porte le Régent à rechercher l'amitié de Sa Majesté, l'abbé avait néanmoins pour instructions de l'introduire comme accessoire au traité, au lieu d'en faire un article conçu de manière à rendre évident que c'était là son unique but et objet. Il insista donc très fortement pendant trois jours pour que Sa Majesté garantît le traité d'Utrecht, dont le sixième article contient tout ce qui concerne la succession à la couronne de France. Je lui dis que, selon moi, l'intention de la France, de la Grande-Bretagne et de la Hollande dans cette négociation n'avait pas été autre que d'établir une paix durable entre elles respectivement; qu'il savait bien que le traité d'Utrecht ayant été fait après une longue guerre, dans laquelle toute l'Europe avait été engagée, il avait fallu régler les intérêts de beaucoup d'États fort étrangers à l'affaire en préparation actuellement : que tout État ou prince qui aurait à réclamer la garantie de quelque intérêt ou d'un avantage résultant pour lui des stipulations d'Utrecht, serait libre de s'adresser directement ou à notre Roi, ou au roi de France, ou aux États, lesquels, sur sa réquisition, pourraient entrer en telles conventions ou engagements qu'ils jugeraient convenables; mais que, selon moi, notre affaire, quant à présent, consistait uniquement à régler ce qui concernait immédiatement les deux parties contractantes. Comme il continuait à me presser sur ce point, j'eus commandement du Roi de lui dire nettement qu'on ne s'y prêterait jamais : que ceci devant aboutir à une triple alliance, l'insertion d'un article général portant garantie du traité d'Utrecht aurait pour conséquence d'obliger l'Angleterre à devenir garante de toutes les conditions quelconques stipulées à Utrecht entre la France et la Hollande, et *vice versa*; qu'on savait de reste que jamais les Hollandais n'avaient reconnu le duc de Savoie comme roi de Sicile; et qu'ils avaient refusé d'être parties, en quoi que ce fût, à toute transaction relative à ce prince et au traité d'Utrecht; que d'insérer une telle clause, ce serait les forcer au moment où nous prétendons rechercher leur amitié, à une mesure qu'ils n'avaleraient pas, malgré les grandes difficultés où ils sont, que d'ailleurs, elle serait ressentie très fortement par l'Empereur, avec qui Sa Majesté a con-

Dépêche
de Stanhope
à Methuen

clu si récemment une alliance, et a résolu de vivre en bons termes. »

Fatigue
de Dubois

Les deux antagonistes étaient aux prises. « La chandelle brûle, écrit Dubois au Régent, nous sommes dans un moment critique²⁰ » et Stanhope, plus maître de soi, ajoute que « l'abbé, le trouvant si péremptoire, parla de s'en aller immédiatement, menace que je pris très patiemment; mais, se ravisant, il dit qu'il se contenterait de l'insertion d'un article qui garantirait les 4^e, 5^e et 6^e articles du traité d'Utrecht entre la France et l'Angleterre, et le 31^e entre la France et la Hollande, desquels les deux premiers ont trait seulement à la succession d'Angleterre; et les deux derniers contiennent tout ce qui regarde celle de France, avec les renonciations qui lui servent de base²¹ ». Stanhope entrevit de ce côté une solution qui assurât les successions de France et d'Angleterre, garantît l'intérêt du Régent et de Georges I^{er} « sans offenser mal à propos la maison d'Autriche²² ». Dubois souffla un instant; il se battait sans répit, « comme un prévôt de salle, disait-il; mais j'ai reçu de terribles estocades et j'aurais eu grand besoin d'un aussi bon revenger que vous — s'adressant à Pecquet — et s'il me prend fantaisie de faire la relation des combats en champ clos que j'ai essayés chez M. Stanhope... vous aurez pitié de moi²³ ». De fait, il était malade²⁴.

Georges I^{er}
accorde
la mention
du traité
d'Utrecht

Quant à Stanhope, il travaillait avec plus de calme et plus de suite. Il avait préparé un article aux termes duquel les trois puissances se garantissaient réciproquement les articles du traité d'Utrecht concernant les intérêts de chacune d'elles et la succession aux deux couronnes de France et d'Angleterre. Georges I^{er} approuva et enjoignit à son ministre de faire tout ce qu'il dépendrait de lui pour amener l'abbé à y consentir, « ce qui me coûta, dit Stanhope, trois jours de discussion ». Georges I^{er} mollissait. Sur l'affaire du Prétendant il consentait à adopter un expédient aussitôt qu'il aurait satisfaction sur l'affaire de Mardyck. Sur la question de la garantie réciproque des couronnes, Georges pensa qu'une stipulation de cette nature ne pourrait longtemps rester

²⁰ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 277, fol. 235 : Dubois au Régent, 22 août 1716.

²¹ W. Coxé, *op. cit.*, t. II, p. 68-72 : lord Stanhope à M. Methuen, 24 août 1716.

²² W. Coxé, *op. cit.*, t. II, p. 68-72 : lord Stanhope à M. Methuen, 24 août 1716.

²³ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 277, fol. 250 : Dubois à Pecquet, 22 août 1716.

²⁴ Ozenfoord Castle, Stair Papers, vol. VII : Robelhon, secrétaire de Georges I^{er}, à lord Stair, Hanovre, 25 août 1716.

secrète et que la reconnaissance de la renonciation de Philippe V causerait de la peine à l'Empereur qu'on ménageait fort depuis sa victoire à Peterwardein²⁵. Tenu au courant par Stanhope des moindres incidents de la discussion, Georges I^{er} avait pris de l'inquiétude en apprenant que Dubois menaçait de se retirer. Georges voulait une prompte conclusion et, pour y parvenir il pensa qu'en mentionnant dans le traité les articles du traité d'Utrecht relatifs à la succession des deux couronnes, il donnerait satisfaction à la France sans blesser l'Autriche.

Dans l'après-midi du 22 août, au moment où Dubois, « fourbu », renonçait à convaincre Stanhope²⁶, Georges I^{er} prenait un parti dont l'abbé fut instruit le lendemain, et il écrivit aussitôt au Régent : « Il arriva hier après-dîner une crise qui a changé, selon mon petit sens, notre condition en mieux. Dieu veuille que cela se soutienne jusqu'au tems où l'on pourra signer. Par ma lettre d'hier, je demandais différentes choses à Votre Altesse Royale, et la situation où nous étions hier matin l'exigeait; aujourd'hui, je me réduis à lui demander beaucoup de secret, jusqu'à ce que l'affaire soit baclée, et une diligence extraordinaire pour envoyer M. d'Iberville et un ingénieur au fait sur l'affaire de Mardyck en Angleterre, avec ordre de ne point barguigner et de céder promptement ce qu'on ne peut pas conserver. Je supplie Votre Altesse Royale de se souvenir qu'un jour de retardement peut lui faire perdre le seul moyen assuré qu'elle puisse avoir pour conserver la paix au dedans et au dehors du royaume. J'attendrai ici le retour du courrier que je lui dépêche aujourd'hui, et je tremblerai jusqu'à la signature du traité : véritablement jusqu'à ce temps-là, il n'y aura pas un moment qui n'ait son danger. Ayez la bonté, monseigneur, je vous en conjure, de faire partir en poste M. d'Iberville, de lui parler et à celui qui devra l'accompagner, et de leur prescrire de trancher et de ne perdre pas un moment, et de leur dire positivement que le succès et le mérite de leur commission consistera, non pas à vous ménager avec le tems certains avantages, mais à vous envoyer en peu de jours un acquiescement et une convention des Anglais sur le point qui se doit changer à Mardyck. Je voudrais pouvoir racheter d'une partie de mon sang le tems que cela fera perdre.

« Je vous avoue, Monseigneur, que j'ai une impatience incroyable que M. le maréchal d'Uxelles vous porte le traité signé.

²⁵ L. de Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 216.

²⁶ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 209, fol. 102 : Dubois à d'Huxelles, 22 août 1716.

Lettre
de Dubois
au Régent,
23 août

Pour lors vous pourrez écouter avec plus de tranquillité les balivernes qui se peuvent dire sur ce que dans le traité il sera fait mention de la succession à la couronne. Que pouvez-vous faire de plus important pour le Roi que d'assurer la paix dans son royaume, et de le lui rendre tranquille et muni de bonnes alliances? Si on vous impose la condition de garantir la succession d'Angleterre, et que cela attire nécessairement de faire mention de celle de France; il faut vous remercier de faire cette alliance à si bon compte et votre intérêt n'a aucune part à cette disposition. Mais si ce traité vient à bonne fin, il me paraît par tout ce que j'apprends ici que le bruit qu'il fera dans l'Europe fera taire celui des bourgeois de Paris, parmi lesquels je compte nos plus merveilleux seigneurs. Je soutiens qu'il est plus honnête et plus utile que la clause qui regarde la succession soit dans le traité que si on cherchait à la cacher dans un article secret, qui ne peut pas même l'être ni en Hollande où, pour quatre pistoles, on voit tout ce qu'on veut, ni en Angleterre, où le Parlement fait porter sur le bureau, quand il lui plaît, les papiers les plus secrets²⁷.

Signature
de la
convention

Aussitôt que Dubois eut compris l'inconcevable revirement qui sacrifiait les intérêts de l'Angleterre à ceux du Hanovre, il pressa la conclusion craignant une nouvelle saute de vent. « L'abbé Dubois, écrivait Stanhope, (que je ne savais pas être conseiller d'État de France), a des pleins pouvoirs en forme et m'a proposé de signer le traité ici même; mais sur ma réponse que cela ne se pouvait pas, parce que le ministre de Sa Majesté à la Haye avait les pleins pouvoirs, il écrit en France pour qu'on lui donne un ordre d'aller à la Haye; il le recevra probablement par le retour de son courrier²⁸. » Mais la fièvre qui agitait Dubois ne lui permettait pas d'attendre le retour de ce courrier, il proposa à Stanhope de signer sur le champ ce dont ils étaient convenus et, le 24 août, tous deux signèrent un projet de convention. Le préambule et le 1^{er} article du traité d'Utrecht ne recevaient aucun changement. Le 2^e article recevait en apostille que le roi Georges accepterait un des trois expédients proposés relativement au chevalier de Saint-Georges²⁹. Le 3^e article comportant refus d'asile en France et en Angleterre aux rebelles de ces deux nations n'était

²⁷ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 277, fol. 251 : Dubois au Régent, 23 août 1716; Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 216-217.

²⁸ W. Coxe, *op. cit.*, t. II, p. 68-72 : lord Stanhope à M. Methuen, 24 août 1716.

²⁹ Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 219; L. Wiesener, *op. cit.*, t. I, p. 314.

pas modifié. Le 4^e article relatif au canal de Mardyck portait qu'il serait rendu conforme à ce qui serait décidé en Angleterre³⁰.

La France faisait les frais de l'accord. Georges I^{er} et son ministre, mis en goût par le succès, imaginèrent mieux encore. M. de Châteauneuf, dans ses pourparlers avec les États-Généraux, avait obtenu que, dans le futur traité, on reconnût la France garante de la Barrière hollandaise. Le roi d'Angleterre affectait de s'en inquiéter. La France, disait-il, prendrait de là « occasion à son plaisir de faire naître et de fomentier des disputes entre les Hollandais et les Flamands, disputes qui pourraient très aisément être amenées non seulement à créer une rupture entre l'Empereur et la Hollande, mais même à mettre l'Angleterre dans la nécessité de désobliger l'une ou l'autre de ces puissances, chaque fois que la France épouserait dans ces démêlés le côté de la question qui serait connu pour être désagréable à l'Angleterre. Nous avons, ajoutait Stanhope, quelque chose de pareil à craindre même dans la présente négociation. Car si nous paraissions peu disposés à mentionner leur Barrière dans ce traité, la France ne manquera pas de s'en servir à notre préjudice en Hollande. Aussi le Roi croit-il qu'il vaut la peine d'examiner s'il ne serait pas plutôt de l'intérêt de l'Angleterre et de la Hollande elle-même que celle-ci ne fût point partie à ce traité... L'influence de l'Angleterre ne sera-t-elle pas d'autant plus forte en Hollande, qu'il y aura moins de liens avec la France³¹. » Le Grand-Pensionnaire et l'administration politique des Provinces-Unies étaient si lents à se mettre en branle qu'on aurait le loisir de tout achever avant qu'ils fussent prêts à répondre, or c'était tout le contraire du côté de la France. Là, le Régent était si impatient de finir, qu'aussitôt l'article de Mardyck réglé, l'abbé Dubois presserait Walpole de signer au nom de l'Angleterre sans soupçonner l'intention des Anglais en se prêtant à son désir.

Le cabinet anglais abonda dans ce sens, écrivit à H. Walpole pour qu'il dissuadât le Pensionnaire et son entourage d'accepter la France comme garante de la Barrière, et les impressionna dans ce sens; mais il n'admit pas l'idée de tenir les Provinces-Unies en dehors du traité avec la France, car « les Hollandais ne seraient pas satisfaits d'être engagés avec l'Angleterre seule, ils se regarderaient comme abandonnés du Roi; si l'alliance avec la France

³⁰ Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 219; L. Wiesener, *op. cit.*, t. I, p. 314; *Ozenfoord Castle, Stair Papers*, vol. V, M. Methuen à lord Stair, Whitehall, 27 août (= 7 septembre) 1716.

³¹ *Public Record Office, Regencies*, vol. 8 : lord Stanhope à lord Townshend (Hanovre), 29 août 1716.

Tentative
pour
évincer
la France
de la
Hollande

se faisait sans eux; et alors, probablement dans cette humeur, les artifices et la faction des Français en Hollande les séduiraient bientôt et les pousseraient à se jeter entièrement dans les bras de la France³². » Le projet fut abandonné³³.

Légers
remords
de Dubois

Depuis sa lettre du 23 au Régent, l'abbé Dubois rongait son frein, calculait les distances, expédiait des courriers à Paris. Ce qu'il pouvait avoir gardé de conscience s'éveillait au sein de ce désceuvrement, lui reprochait, faiblement, sa trahison envers la France. Mais le petit homme criait plus haut que cette infortune. « Que ne faut-il point dévorer pour parvenir à un bien capital? Si nous étions à bille égale avec les Anglais, nous aurions ménagé avec plus de dignité et de hauteur quelques avantages. Mais au fond l'essentiel de tout ce qui nous est nécessaire s'y trouve en termes précis et substantiels et vous met en état de jouir de la paix et d'être libre dans votre taille de tout côté³⁴. » Sentant ce qu'il lui manquait, l'abbé se couvrait de la parole d'un évêque : « Dans les grandes affaires, avait dit Fléchier, quand on a à peu près ce qui compte, il ne faut regretter les petites choses que l'on perd. » La petite chose c'était Mardyck!

Dans l'attente de la réponse du Régent, Dubois restait claque-muré et Stanhope, Robethon, faisaient bonne garde. « Combien de temps sa présence restera-t-elle secrète, on ne sait; mais moins on en parlera, mieux cela vaudra³⁵. Dès le matin, Stanhope « en robe de chambre et en bonnet de nuit » traversait le salon qui séparait les deux appartements, s'installait chez l'abbé qui le recevait en pareil équipage et quelquefois la journée entière s'écoulait en discussions, chacun observant, écoutant, rusan avec délices. Un soir, le 4 septembre, l'abbé raconte au Régent un tour de sa façon qu'il vient de jouer à Stanhope.

Stratagème
de Dubois
pour faire
parler
Stanhope

« J'ai dressé une embuscade qui a eu tout le succès que je pouvois espérer. Le premier étage de la maison qu'occupe milord Stanhope est composé d'un grand salon peint qui a à chaque bout un grand appartement; je suis logé dans l'un et il habite l'autre, de sorte que, comme il n'y a que le salon entre nos deux

³² *Public Record Office*, Domestic Various, n° 24 : lord Townshend à lord Stanhope, Hampton Court, 25 août (= 5 septembre) 1716.

³³ *Public Record Office*, Regencies, vol. 8 : lord Stanhope à lord Townshend, Hanovre, 15 septembre 1716.

³⁴ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 277, fol. 278-279 : Dubois au Régent, 31 août 1716.

³⁵ W. Coxe, *op. cit.*, t. II, p. 68-72 : lord Stanhope à M. Methuen, Hanovre, 24 août 1716; *Ozenfoord Castle*, Stair Papers, vol. VII : Robethon à lord Stair, Hanovre, 25 août 1716, L. Wiesener, *op. cit.*, t. I, p. 315, note 2.

logements, cela fait une communication continuelle de lui chez moi et nulle de moi chez lui pour ne le pas interrompre dans les occupations de sa charge et ne pas m'exposer tous les jours à trouver en face ceux dont il est important que je ne sois pas vu. M. Stanhope devait donner à dîner mardi à l'envoyé de l'Empereur. Il invita le général des troupes, le ministre d'Hanovre et les principaux de l'État au nombre de quatorze à ce dîner, qui se fit dans le salon qui est entre nos deux appartements, et pendant lequel le mien fut fermé. Comme ce festin allemand devait être beaucoup arrosé, il me vint en pensée que, si le vin du secrétaire d'État étoit, comme je l'avois vu autrefois, gai et parleur, je pourrais peut-être, après le dîner, profiter de quelques-unes des vérités que le vin se vante de tirer des plus taciturnes; et, lorsque les derniers convives furent accompagnés, je laissai ma porte ouverte, ce qui invita Stanhope d'y entrer en remontant comme je l'avois espéré.

« En se jetant dans un fauteuil, il me dit : « Mon cher prisonnier, j'ai bien des excuses à vous faire de l'incommodité que vous avez eue d'être enfermé tout l'après-dinée; vous voyez un homme qui s'est enivré en faisant les honneurs sa table! » En effet, il s'étoit distingué parmi treize Allemands qui avoient bu soixante-dix bouteilles de vin et cinq ou six bouteilles des liqueurs les plus violentes, qu'ils avoient avalé comme de l'orgeat. L'ayant trouvé à peu près comme je le désirois, je lui conseillai de prendre du thé pour abattre les fumées du vin, et après qu'on eut établi devant nous un cabaret propre à une longue conversation, je lui montrai en confidence une lettre tout en chiffre de M. de Châteauneuf. Je n'eus besoin que de cette confidence pour le mettre en mouvement, et il commença à me parler avec une rapidité qui ne s'arrêta depuis neuf heures jusqu'à une heure après minuit, et qui m'instruisit de la plupart des choses que je voulois savoir, sans qu'il m'en coûtât que le soin de lui faire quelques petites objections pour le faire passer d'une matière à une autre. « Mais, mon Dieu, mon cher petit ami, me dit-il à la fin et un peu tard, je crois que tu m'as ensorcelé, oui, mordieu, je le crois, car sans prudence je me laissai ébranler par tout ce que vous me dites³⁶. »

Le succès de cette ruse ne fut pour Dubois que le divertissement d'une soirée. Il voyait, il comptait les jours qui s'écoulaient sans que reparût son courrier envoyé à Paris. A tout instant il se

Impatience
de Dubois

³⁶ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 278, fol. 14 : t. 290, fol. 181-186 : Dubois au Régent, 4 septembre 1716.

jetait sur sa plume, griffonnait un appel véhément adressé à l'indolence de son ancien élève : « Ces longueurs nous coupent la gorge... Les minutes me paraissent plus longues que des heures... Souvenez-vous, Monseigneur, que la chandelle brûle et les pieds me grillent... Ces lenteurs m'ont coûté plus de larmes qu'il n'en tiendrait dans un seau. Je vois les difficultés grossir à tous moments, comme les boules de neige qui tombent des Alpes, qui n'auraient pas d'abord couvert un oiseau, et qui, à la fin, accablent des caravanes tout entières... Je crois pouvoir assurer Votre Altesse Royale que les concessions qu'elle fait seront rejetées si on les fait défiler chiquette par chiquette, et qu'au contraire il faut former de ces petites grâces un plat en pyramide qui ait une belle apparence, parce que cette même dragée présentée grain à grain ne paraîtrait rien³⁷. » La dépêche du 4 septembre est sur ce ton.

Il lente
Stanhope
par un
pot-de-vin

Cette pétulance et ce jargon ne parvenaient pas à stimuler ceux qui, à Paris, plaisantaient un négociateur si fort « échauffé dans le harnois ». Le maréchal d'Huxelles le félicitait sans conviction³⁸ le Régent écrivait : « Je suis content de vous et de votre négociation³⁹ »; le Roi lui-même faisait expédier un témoignage de satisfaction⁴⁰. Dubois, hors de lui, obéissant à ses nerfs, se lançait dans d'aventureuses démarches et, tout d'un coup, offrait à Stanhope, de la part du Régent, un pot-de-vin de 600.000 livres, « ce qu'il écouta gracieusement et sans se gendарmer ». L'Anglais répondit qu'il n'y avait pas à rougir de recevoir les grâces d'un si grand prince, mais qu'il voulait avoir gagné cet argent. Sept ou huit fois depuis cet entretien, Dubois revint à l'affaire, tantôt s'excusant de ne pas se connaître en diamants et priant Stanhope de choisir lui-même, tantôt lui demandant s'il devait prendre des lettres de change sur Londres ou sur Amsterdam ou sur Hambourg, tantôt enfin offrant trente mille louis d'or neufs comptés et préparés⁴¹.

Pression
du cabinet
anglais

Stanhope ne montrait pas moins de hâte que Dubois lui-même d'en finir, il trouvait que la négociation avait été mise sur un

³⁷ Ch. Aubertin, *L'Esprit public au XVIII^e siècle*, p. 81, 82.

³⁸ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 290, fol. 147 : Huxelles à Dubois, 29 août 1716.

³⁹ *Le Régent à Dubois*, 30 août 1716, dans E. Charavay, *Inventaire des autographes et documents historiques réunis par M. Benjamin Fillon*, in-4, Paris, 1878, t. I, n. 150.

⁴⁰ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 290, *Le Roi à Dubois*, 30 août 1716.

⁴¹ *Dubois au Régent*, 30 octobre, dans Ch. Aubertin, *op. cit.*, p. 74-75.

très bon pied; restait la question de Mardyck sur laquelle il ne fallait attendre aucune concession⁴². Lord Stair recevait l'avis d'insister auprès du Régent obligé de compter avec d'Huxelles qui n'avait pas perdu l'espoir de faire échouer les plans de Dubois. L'envoi en Angleterre d'un négociateur pour l'affaire de Mardyck offrait l'occasion de transporter la négociation de Hanovre à Londres, Stanhope avait suggéré le nom de M. d'Iberville, notre ambassadeur, contre lequel Dubois ne trouvait aucune objection à soulever⁴³; or d'Iberville avait été formé à l'école de Torcy et n'était pas suspect de complaisances aux dépens de la France pour le plus grand profit de l'Angleterre. Le cabinet de Londres redoutait un tel choix. « Si M. d'Iberville devait être la personne désignée, écrivait lord Townshend, ce ne serait pas une agréable perspective pour le succès de la négociation. Ce personnage est si mal disposé envers Sa Majesté et la famille royale; il est dans une intimité si bien établie avec le parti jacobite d'ici..., qu'il trahira infailliblement auprès de ces gens tout ce qui se passera dans ces conférences et qu'il fera son possible pour gâter l'affaire... Si le Régent n'a pas réellement l'intention d'amener le traité à bonne fin, il ne peut pas le mettre en meilleures mains que celles de M. d'Iberville, pour le ruiner. Mais s'il a à cœur de finir l'affaire à notre satisfaction, il faut qu'un autre ministre en ait la conduite, et... nul ne conviendrait mieux pour nous être envoyé que l'abbé Dubois lui-même⁴⁴. »

Cette pression à peine déguisée rencontrait à Paris des diplomates peu disposés à se laisser intimider. La signature des préliminaires de Hanovre, le 24 août, retirait l'affaire à la diplomatie secrète et la restituait à la diplomatie officielle, c'est-à-dire à d'Iberville et à Châteauneuf qui prenaient leurs ordres auprès du maréchal d'Huxelles. Celui-ci pouvait à son gré exclure un agent d'ordre inférieur tel que Dubois et se plaisait à le lui faire sentir. C'était sa revanche et Dubois se débattait contre ce silence qui l'enveloppait et paraissait devoir l'étouffer, il jetait des cris de désespoir : « Voilà vingt-deux jours que mon premier cour-

Revanche de
d'Huxelles

⁴² *Ozenfoord Castle*, Stair Papers, vol. VI : lord Stanhope à lord Stair, Hanovre, 7 septembre 1716.

⁴³ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 277, fol. 237 : Dubois au Régent, 22 août 1716.

⁴⁴ *Public Record Office*, Domestic various, n° 24 : lord Townshend à lord Stanhope, Hampton Court, 25 août (= 5 septembre); d'après *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 290, fol. 89 : Dubois au Régent, 22 août, où Dubois s'offre « à passer en Angleterre pour aider M. d'Iberville », il est permis de croire que le cabinet anglais avait su quelque chose de cette proposition.

rier est arrivé à Paris sans que j'aie aucune nouvelle de M. d'Iberville⁴⁵. » Et trois jours plus tard : « J'ai crié, j'ai pressé, écrit seize dépêches et lettres, envoyé deux courriers sans avoir eu un mot de réponse⁴⁶. » Le maréchal n'était pas homme à s'émouvoir outre mesure des réclamations de l'abbé qu'il trouvait si bien à sa place à Hanovre qu'il l'y eût volontiers oublié. Ce qui s'était fait là-bas sans son aveu allait subir l'épreuve de l'hostilité des whigs aussi hostiles à l'alliance française que M. d'Iberville l'était à la dynastie hanovrienne.

Instructions
à M. d'Iber-
ville

Celui-ci reçut l'ordre de rejoindre son poste et quitta Paris dans la soirée du 2 septembre avec des instructions lui prescrivant « de ne pas perdre un seul instant à régler le point qui est remis à vos soins, et qu'il est de l'intérêt essentiel de finir sans aucun retardement... Il ne doit point être question de ménager aujourd'hui ni les légères considérations ni même la dépense qu'il faudra faire pour l'exécution de ce que les Anglais peuvent désirer, et vous devez, sans attendre aucun nouvel ordre, épuiser toute l'étendue des pouvoirs que S. A. R. vous a donnés, qui sont conformes aux demandes des Anglais... Ni la raison d'économie ni l'espérance de ce que vous pourriez obtenir après de longs délais ne peuvent entrer en aucune manière en comparaison avec le risque qu'il y auroit de faire échouer une affaire aussi capitale; ainsi ne discutez sur rien de ce que demandent les Anglais qu'autant que l'exécution en seroit absolument impossible, et finissez sans aucun retardement⁴⁷. »

Des instructions si bien faites pour surprendre celui auquel elles étaient remises pouvaient être l'œuvre du Régent. Lord Stair, qui l'approchait souvent, ne doutait plus de ses excellentes dispositions et de son désir de favoriser les intérêts anglais⁴⁸. Il désire passionnément la conclusion de l'alliance défensive. Il la regarde comme absolument nécessaire au maintien de ses intérêts et de son crédit, au dedans comme au dehors; et il ne reculera devant aucune difficulté qui viendrait à la traverse de la conclusion⁴⁹. Bien plus « pour Mardyck, le Régent allait de

⁴⁵ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 278, fol. 123 : Dubois au Régent, 18 septembre 1716.

⁴⁶ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 278, fol. 149 : Dubois à Nocé, 21 septembre 1716.

⁴⁷ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 282, fol. 161-163 : Instructions à M. d'Iberville.

⁴⁸ Ozenfoord Castle, Stair Papers, vol. III B : lord Stair à M. Methuen, Paris, 26 août 1716.

⁴⁹ Ozenfoord Castle, Stair Papers, vol. III B : lord Stair à M. Methuen, Paris, 9 et 12 septembre 1716.

bonne grâce au devant de ce que nous pouvions souhaiter⁵⁰. » ajoute Stair, jadis si défiant et qui n'hésitait plus à se porter garant, auprès du cabinet de Londres, de son absolue sincérité.

Nonobstant ses instructions et son entrevue avec le prince qui les lui imposait, d'Iberville, fidèle à son passé et aux intérêts français s'appretait à interpréter plutôt qu'à suivre à la lettre ces avis. Il savait de longue date le terrain sur lequel il allait manœuvrer et les chances qu'il avait d'aboutir à un échec que son patriotisme souhaitait. Le vieux ministère whig n'était pas moins hostile à un rapprochement français que le parti « vieille Cour » de France à une alliance anglaise. Georges I^{er} conduit par la hantise d'une ligue du Tsar du Régent et du Prétendant pouvait souhaiter ce rapprochement. Stanhope pouvait s'y employer par suite d'une étendue d'esprit qui le mettait au-dessus de la plupart de ses compatriotes, mais ceux-ci se cramponnaient à la politique de Guillaume III et au dogme d'un antagoniste éternel. Lord Townshend et M. Methuen croyaient que le Régent n'accepterait jamais la démolition de Mardyck, ce qui arrêterait tout, ainsi se trouvaient-ils rassurés contre l'événement. Dès lors ils trouvaient bon que la négociation eût amoindri le rôle de la Hollande, grand celui du roi d'Angleterre, diminué le Régent et déconcerté les Jacobites. Avec des hommes de son parti qu'il sentait à ce point irréconciliables à toute idée d'alliance, Stanhope faisait des concessions, flattait les passions. « Je crois, leur écrivait-il, que ce que le Roi aimerait le mieux, ce serait que le Régent n'acceptât pas notre article de Mardyck; mais comptez qu'il sera bien aise si, par son acceptation, la France achève le traité⁵¹. »

Opposition
qu'il
rencontre

M. d'Iberville loin de se hâter de conclure, contesta, disputa, ergota, se fit un point d'honneur d'arracher des concessions, battait sur la largeur et la profondeur des écluses et du canal, sous prétexte de faciliter l'écoulement des eaux. Une expérience déjà longue lui avait appris que le véritable moyen de rendre les Anglais intraitables est de leur faire des avances trop marquées⁵², mais la tactique contraire paraissait donner raison à ceux qui prétendaient n'apercevoir dans ce projet d'alliance qu'une mystification. Les Anglais voulaient rendre le canal impraticable aux vaisseaux de guerre et aux corsaires. L'Amirauté

Tactique
de M. d'Iber-
ville

⁵⁰ Ozenfoord Castle, Stair Papers, vol. V : lord Stair à M. Methuen, Paris, 14-15 septembre 1716.

⁵¹ W. Coxe, op. cit., t. II, p. 79 : lord Stanhope à Stephen Poyntz, Hanovre, 8 septembre 1716.

⁵² Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 283, fol. 79 : d'Iberville à Dubois, 21 septembre 1716.

accepta une modification apparente qui entraînait une aggravation réelle de la ruine du port. Si le Régent la repousse, disaient-ils, les obstinés seront convaincus, en Angleterre et en Hollande, de la mauvaise foi des Français, en sorte que le roi Georges sera justifié devant le monde entier d'une rupture sur ce point tandis qu'en Hollande on pourra brider l'empressement de trop de gens désireux de négocier avec la France⁵³. La discussion s'éternisait; d'Iberville présentait toutes ses remarques par écrit, exigeait des réponses et demandait chaque fois des ordres. On piétinait: d'Huxelles était servi à son gré: l'affaire se cristallisait.

Impatience
de Dubois

Seulement Dubois était là, à Hanovre, trépignant, écrivant, relançant les uns et les autres, le Régent, Canillac⁵⁴, Châteauneuf⁵⁵, d'Huxelles⁵⁶, Pecquet⁵⁷, etc., pressant celui-ci, adjurant celui-là. Un jour il apprend l'arrivée du sieur Metsch, second plénipotentiaire de l'empereur pour la paix du Nord, et le suppose venu tout exprès pour empêcher l'alliance⁵⁸, et Stanhope se joue de ses frayeurs, simule une vive appréhension de l'échec final⁵⁹, lui annonce l'arrivée à la Haye, en qualité d'ambassadeur extraordinaire, de milord Cadogan, « brutalement » hostile à l'alliance⁶⁰, et, qui pis est, de milord Sunderland, autre adversaire déclaré que, malheureusement, le Roi écoute volontiers⁶¹. Sous ces coups répétés, l'abbé prend le meilleur parti à suivre, il se dit malade: fièvre, bile, dyssenterie, tout ce qu'il plaira. Georges I^{er}, qui s'est pris de sympathie pour cet étranger qui le sert plus utilement que ses sujets les meilleurs, et à qui Dubois a fait de vives protestations d'intérêt dynastique, lui envoie son médecin qui guérit le

⁵³ W. Coxe, *op. cit.*, t. II, p. 80: Steph. Poyntz à lord Stanhope, Hampton Court, 8 (=19) septembre 1716.

⁵⁴ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 278, fol. 55: Dubois à Canillac, 8 septembre 1716.

⁵⁵ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 278, fol. 2: Dubois à Châteauneuf, 1^{er} septembre 1716.

⁵⁶ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 278, fol. 34: Dubois à d'Huxelles, 7 septembre 1716.

⁵⁷ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 278, fol. 90-91: Dubois à Pecquet, 11 septembre 1716.

⁵⁸ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 277, fol. 274; t. 290, fol. 162.

⁵⁹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 277, fol. 274: Dubois au ministre, 28 août 1716.

⁶⁰ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 277, fol. 278: Dubois au Régent, 28 août 1716.

⁶¹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 277, fol. 279: Dubois au Régent, 28 août 1716.

malade, ce qui montre assez que celui-ci n'avait rien⁶². Ce qui vaut mieux c'est un panier de vin de Tokay dont Georges « était fort curieux ». Mais ce petit abbé ne le rassure qu'à demi, il préfère l'avoir sous la main, c'est-à-dire sous les yeux et sous la clef de Stanhope et fait répondre à lord Townshend que « jusqu'à ce qu'une nécessité manifeste résulte des dépêches qu'il recevra de M. d'Iberville, l'humanité ne permet pas de lui proposer de passer la mer⁶³ ». Ce n'était pas à Londres que Dubois pouvait être le plus utile, mais « à Paris et en s'y efforçant d'y obtenir du Régent les ordres convenables⁶⁴ ».

Cette pétulance mise en regard de la gravité sereine de d'Huxelles ou de la lenteur savante de d'Iberville prenait des apparences de comédie et le langage de Dubois offrait souvent les trivalités de la comédie de la foire. La méthode de M. d'Iberville n'est qu'« un ménage de bouts de chandelle⁶⁵ »; le Régent reçoit sa part d'avertissements aigre-doux: « Quand on se moque du danger, on appelle cela tenter Dieu⁶⁶ »; Châteauneuf a les confidences: « Jusqu'à ce que cela soit basclé, les pieds me grilleront⁶⁷ »; d'Iberville a les avertissements: « Vous ne pouvez rien perdre, pourvu que vous ne perdiez pas de temps⁶⁸. »

Ces inquiétudes étaient justifiées. A mesure que le temps s'écoulait, la rumeur d'un projet d'alliance s'ébruitait et ses nombreux adversaires s'employaient à circonvenir le roi d'Angleterre et ne ménageaient pas la réputation du Régent; le hanovrien Bernstorff, « homme très vertueux⁶⁹ », ne s'y épargnait pas et l'abbé leur donnait raison. « Ces gens avaient leurs préventions et leurs intérêts: ils espéraient de l'empereur des titres qu'ils ména-

Opposition
qu'il
rencontre

⁶² *Public Record Office*, Regencies, vol. VIII, lord Stanhope à lord Townshend, Hanovre, 15 septembre 1716.

⁶³ *Public Record Office*, Regencies, vol. VIII, lord Stanhope à lord Townshend, 15 septembre 1716.

⁶⁴ *Public Record Office*, Regencies, vol. VIII, lord Stanhope à lord Townshend, 15 septembre 1716.

⁶⁵ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 278, fol. 46: Dubois au Régent, 7 septembre 1716.

⁶⁶ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 278, fol. 123: Dubois au Régent, 18 septembre 1716.

⁶⁷ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 278, fol. 115: Dubois à Châteauneuf, 15 septembre 1716.

⁶⁸ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 278, fol. 87 et 128: Dubois à d'Iberville, 11 et 19 septembre 1716.

⁶⁹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 278, fol. 121: Dubois au Régent, 18 septembre 1716.

geaient depuis longtemps⁷⁰. » Sunderland, Cadogan, Marlborough lui-même ne négligeaient rien pour faire avorter la négociation⁷¹, s'abouchaient avec le marquis de Prié⁷², Dubois épiait toutes leurs démarches, et à plus forte raison celles de Stanhope⁷³. Il avait raison de s'attendre à quelque perfidie de la part du cabinet de Vienne, et cependant il ignorait alors que l'envoyé impérial à Paris, Holendorf, irritait la défiance de lord Stair, espérant quelque esclandre de la violence de ce diplomate. « Nous sommes traversés par tout le monde, c'est-à-dire par les Impériaux et leurs adhérents, par la Cour d'Espagne et par toute l'Angleterre, excepté milord Stanhope et le frère de M. Walpole, de sorte que le plus grand bonheur que nous ayons eu est que milord Stanhope se soit trouvé ici seul et que mon séjour en ce pays-ci ait été caché⁷⁴. »

Chez
Châteauneuf

Et c'est bien en agent secret et non avoué que le traitait d'Huxelles, chargé de suivre une négociation qu'il désapprouvait. Dubois se trouvait desservi par son chef et Châteauneuf, à la Haye, servait l'animosité du maréchal. Jaloux de la personnalité envahissante qui l'avait privé de l'avantage de recueillir les fruits de son habile conduite en Hollande, Châteauneuf, fatigué d'un poste où il s'était ruiné sans dédommagement et avait vieilli sans gloire, tourmenté par sa goutte et par ses créanciers, se prêta volontiers à un espionnage qui satisfaisait ses rancunes et flattait celles du ministre. Tout en protestant, dans les dépêches officielles, de l'étroit accord qui régnait entre lui et son collègue, il accusait en secret les emportements de l'abbé, son orgueil ambitieux, ses discours inconsidérés, ses imprudentes démarches, les extravagances de cet ambassadeur vraiment extraordinaire, qu'il dépeignait comme un brouillon et un fou. Huxelles, entrant dans ses chagrins, lui recommandait une patience habile et amassait en silence ces griefs vrais ou prétendus pour en accabler Dubois le jour où éclaterait l'échec définitif qu'il n'avait pas cessé d'espérer.

⁷⁰ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 278, fol. 130 : Dubois au Régent, 18 septembre 1716.

⁷¹ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 286, fol. 48 : Dubois à Châteauneuf, 22 septembre 1716.

⁷² Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 278, fol. 230 : Châteauneuf à Dubois, 26 septembre 1716.

⁷³ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 290, fol. 169 : Dubois au Régent, 4 septembre 1716.

⁷⁴ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 286, fol. 8 : Dubois à d'Huxelles, 1^{er} septembre 1716.

L'abbé, dont l'œil profond perceait les intrigues des Cours de Vienne et de Madrid, n'avait garde d'ignorer ce qui se tramait au Palais-Royal. Opposant à la cabale d'Huxelles le crédit des amis particuliers du Régent, les fortes têtes du tripot des roués, il écrivait à Nancré, à Nocé, leur dénonçait les menées du maréchal, ses lenteurs calculées, ses indiscretions perfides. « N'est-il pas étonnant qu'au moment où je suis venu à bout de la seule chose qui puisse assurer la paix au royaume et mettre M. le duc d'Orléans hors d'atteinte, et lorsque j'ai l'Europe à mes trousses pour nous enlever ce bonheur inespéré, les obstacles viennent de France et de certains serviteurs du prince. » A celui-ci il écrit : « Je vous supplie de ne communiquer mes lettres à personne et de ne pas les laisser tomber entre les mains des canailles qui touchent à vos papiers, car nous avons besoin du secret. J'espère aussi qu'on prendra des moyens pour faire taire le carillon du Palais-Royal, de peur qu'à force de sonner les cloches on n'attire le tonnerre. »

Au Palais-
Royal

Dans sa guerre contre d'Huxelles, Dubois garde facilement l'avantage : scrupuleux observateur des formes, il reçoit avec déférence les ordres du ministre, fait appel « à la supériorité de ses lumières et l'invoque comme un dévot son saint patron » ; il prie le commis Pecquet de lui montrer le droit chemin du cœur et de l'estime « de ce grand homme », affirmant qu'un seul mot d'éloge accordé par un tel connaisseur « est un opium souverain pour tous les maux ». En même temps il se tient ferme sur cette habile défensive, ne cédant rien d'essentiel, attentif à réprimer les empiètements de l'adversaire et à relever ses torts. Huxelles, un jour, ayant eu l'air de lui faire la leçon sur d'apparentes variations, Dubois lui répond finement que varier à propos est l'art du diplomate, comme louvoyer est celui du marin ; le maréchal, piqué au jeu, marque son dépit par une inconvenance, Dubois, se souvenant qu'il est conseiller d'État, s'informe à Paris des égards dus aux conseillers et les impose à la mauvaise humeur du maréchal. De là ce billet adressé à Fontenelle : « Mon illustre, faites-moi l'amitié, lorsque vous rencontrerez M. l'abbé Bignon, de lui demander, par manière de conversation et sans qu'il puisse deviner que cela vienne de moi, comment les maréchaux de France finissent leurs lettres en écrivant aux conseillers d'État⁷⁵. » D'Huxelles eut un autre dégoût : il fut obligé de faire adresser à Dubois une pancarte de *ministre extraordinaire*. A cette vue

De la part
de
d'Huxelles

⁷⁵ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 278, fol. 186 : Dubois à Pecquet, 11 septembre 1716, Ch. Aubertin, op. cit., p. 86-88.

Dubois pense que la tête va lui tourner⁷⁶, et il remercie Pecquet, le premier commis, à qui il doit ce service : « Je prie le Seigneur, lui dit-il, ...j'offre un holocauste d'un couple de cardinaux, du double de présidents à mortier et d'une douzaine de ducs pourvu qu'il vous conserve... Vous deviez bien, en m'envoyant la pancarte de plénipotentiaire m'instruire du personnage que cela m'oblige à faire, car il faut que je prenne garde à *Jodelet prince*⁷⁷. »

et du duc
de Noailles

Dubois avait encore un concurrent à écarter. Depuis l'échec piteux de la mission de Louville en Espagne, le duc de Noailles entretenait à Madrid une correspondance secrète avec le duc de Saint-Aignan, notre ambassadeur. Lord Stair ne put l'ignorer longtemps et espéra en tirer avantage. Il s'en ouvrit à Stanhope, mais Dubois était tenu au courant de cette intrigue par Canillac⁷⁸ et, au premier mot de Stanhope, le pria de contenir Stair dans le droit chemin⁷⁹ pendant que Dubois chargeait Canillac de surveiller « cette diablerie imprévue » et avertissait le Régent⁸⁰. Noailles protesta ne vouloir ni de près ni de loin se mêler d'Affaires étrangères et l'alerte, pour le moment, n'eut pas de suites.

Association
avec
Canillac

Canillac portait au succès de Dubois un vif intérêt dont la nature était honteuse. Ce roué s'était fait concéder l'étang de Moër, proche de Mardyck et comptait sur le négociateur pour obtenir l'autorisation de le dessécher⁸¹. Dubois le soutenait dans son cupide espoir et faisait valoir ses combats entre l'intérêt public et celui du roué⁸². Canillac était donc pis qu'un ami, c'était un associé et bien déterminé à emporter l'affaire. Tandis que d'Iberville bataillait et retardait l'accord, Canillac se rendait le 13 septembre dans l'après-midi chez le Régent, arrachait de lui des ordres péremptoires qui, expédiés le lendemain matin,

⁷⁶ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 278, fol. 186 : Dubois à Pecquet, 25 décembre 1716.

⁷⁷ Ch. Aubertin, op. cit., p. 83.

⁷⁸ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 278, fol. 70 : Canillac à Dubois, 13 septembre 1716.

⁷⁹ Ozenfoord Castle, Stair Papers, vol. VI : lord Stanhope à lord Stair, Hanovre, 7 septembre 1716.

⁸⁰ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 278, fol. 86 : Dubois au Régent, 11 septembre 1716.

⁸¹ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 278, fol. 128 : Dubois à d'Iberville, 19 septembre; *ibid.*, Hollande, t. 310, fol. 3 : Dubois à Pecquet, 2 octobre 1716.

⁸² Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 278, fol. 136 : Dubois à Canillac, 19 septembre 1716.

mettaient fin aux contestations⁸³. Celles-ci menaçaient d'amener une rupture. Le 18 septembre, lord Townshend signifia par écrit à M. d'Iberville que s'il ne pouvait accepter les modifications admises par l'Amirauté anglaise, la constitution des conférences deviendrait sans objet⁸⁴. Le lendemain, à Hanovre, Dubois autorisait Stanhope à proposer en son nom « que le conseil d'Angleterre, quand il aura épuisé la discussion avec M. d'Iberville, et, naturellement, examiné les points en question, pose un ultimatum qui sera transmis ici et à Paris⁸⁵. »

L'avertissement de lord Townshend fut décisif. Le 21 septembre, notre ambassadeur vint trouver le premier ministre et déclara consentir au rasement des jetées du canal de Mardyck et à la réduction de l'écluse à seize pieds de largeur⁸⁶. Il prit soin de dire que ce n'était pas dans ses instructions, mais connaissant « l'ardeur du désir qu'a Mgr. le duc d'Orléans d'affermir le repos des deux royaumes, je me flatte que S.A.R. me pardonnera de n'avoir pas suivi ponctuellement ses ordres, quand elle verra par la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire qu'il fallait renoncer à l'alliance ou passer cet article⁸⁷. » Cette capitulation enthousiasma le cabinet anglais qui s'empressa de féliciter Georges I^{er} d'avoir su « montrer au monde que la réputation de son gouvernement est telle, que, même au milieu des difficultés qu'il a eu à combattre au dedans depuis son avènement au trône, elle l'a mis en état d'arracher à la France l'engagement solennel de détruire cet ouvrage... qui, cela est évident d'après l'énormité de la dépense pour le plan que le feu roi de France se proposait, était destiné à se dresser dans les âges à venir comme un perpétuel échec à notre île et un monument durable de la supériorité de sa politique et de sa gloire.

« Que le Régent ait conclu ce traité et se soit soumis à l'acheter au prix de cette démolition, cela le mettra si irréparablement mal avec le vieux ministère et la faction espagnole en France, qu'il doit, dès ce moment, avoir pris la résolution de se jeter dans les

Capitulation
de
M. d'Iber-
ville

Triomphe
du cabinet
anglais

⁸³ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 278, fol. 70 : Canillac à Dubois, 13 septembre 1716.

⁸⁴ Ozenfoord Castle, Stair Papers, vol. V; lord Townshend à M. d'Iberville, Hampton-Court, 7 (= 18) septembre; Public Record Office, Domestic Various, n° 23 : Methuen à Stanhope, 8 (= 19) septembre 1716.

⁸⁵ Public Record Office, Regencies, vol. 8 : Stanhope à M. Methuen, Hanovre, 19 septembre 1716.

⁸⁶ Public Record Office, Domestic Various, n° 23 : M. Methuen à lord Stanhope, Hampton-Court, 11 (= 22) septembre 1716.

⁸⁷ Ozenfoord Castle, Stair Papers vol. V, M. d'Iberville à M. Methuen, 10 (= 21) septembre 1716.

bras du Roi comme son support. » Le parti jacobite en sera la première victime. « Et quant aux affaires étrangères, le prestige d'un traité avec la France à des conditions si avantageuses, joint aux bons effets qu'il produira immédiatement chez nous, mettra Sa Majesté en état de faire sur le continent la figure que les rois d'Angleterre devraient toujours faire, en lui assurant la balance et l'arbitrage des affaires de l'Europe. Cela peut non seulement incliner le roi de Suède à se soumettre à un accommodement aux conditions mêmes de Sa Majesté, mais encore fournir une occasion au Tsar de demander jusqu'à quel point il lui est loisible de procéder avec sûreté à de certaines mesures, à présent que Sa Majesté va avoir les mains plus libres pour en marquer son ressentiment. » L'Empereur et le roi d'Espagne n'avaient ni raison ni prétexte de s'offenser et le cabinet ne ménageait pas ses congratulations à Stanhope, artisan de ce traité « non moins glorieux en lui-même qu'avantageux dans ses conséquences⁸⁸. »

Soucis
persistants
de
Georges I^{er}

Cet enthousiasme ne détournait pas Georges I^{er} de ses préoccupations. « On prétend, écrivait Châteauneuf, que le roi d'Angleterre est fort animé contre le Tsar⁸⁹ ». Châteauneuf était bien instruit car Stanhope écrivait le 25 septembre que « le Tsar a envoyé ordre jusque dans ses ports de la Baltique les plus éloignés, de rassembler en toute hâte tous les vaisseaux disponibles, lesquels devront le rejoindre dans le Sund. On ne fait pas de doute qu'il compte cantonner ses troupes, montant à 40.000 hommes, sur les territoires de Danemark, de Holstein et de Mecklembourg. Il y aura probablement de l'opposition, de sorte que je crains qu'on n'en vienne sous peu aux extrémités. Cette situation ne cause pas un médiocre souci au Roi⁹⁰. »

Il semble
prêt
à recourir
aux armes

Georges I^{er} en était arrivé à rouler dans son esprit les projets les plus violents. Bernstorff, inquiet pour ses domaines du Mecklembourg, l'y poussait et comme le roi de Danemark sollicitait l'intervention de la flotte anglaise commandée par sir John Norris, Bernstorff proposait une attaque soudaine contre la flotte moscovite qu'on détruirait tandis qu'on s'assurerait de la personne du Tsar, alors à Copenhague⁹¹. Le roi d'Angleterre demanda

⁸⁸ W. Coxe, *Memoirs of R. Walpole*, t. II, p. 82-84 : Steph. Poyntz à lord Stanhope, Hampton-Court, 11 (= 22) septembre 1716; L. Wiesener, *op. cit.*, t. I, p. 324-326.

⁸⁹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 278, fol. 101 : M. de Châteauneuf à Dubois, 19 septembre 1716.

⁹⁰ *Public Record Office*, Regencies, n. VIII : lord Stanhope à M. Methuen, 25 septembre 1716.

⁹¹ *Oxenford Castle*, Stair Papers, vol. VIII; correspondance de Robethon.

à Stanhope s'il prendrait sur lui de donner des ordres en conséquence à Norris. Stanhope répondit qu'il était prêt à associer ses réclamations à celles du roi de Danemark et à en écrire à Norris. Le 25 septembre, il écrivait au cabinet de Londres deux lettres fort importantes. On voit par celle adressée à Methuen que, la peur aidant, Georges I^{er} était prêt à réduire ses exigences à « ce que le conseil d'Angleterre jugerait suffisant pour empêcher Mardych de servir de retraite aux vaisseaux de guerre et aux corsaires », et « considérant le danger immédiat où il semble que nous mettent les troubles du Nord, on doit s'assurer, s'il se peut, l'amitié du Régent. » Il recommandait de donner à la négociation avec M. d'Iberville « un tour capable de l'amener à une issue » et d'exploiter la vénalité de Canillac⁹². La lettre de Stanhope à lord Townshend était plus imprévue encore : « Je crois fort, lui disait-il, que les choses en viendront à un éclat, peut-être avant que j'aie pu recevoir votre réponse. En cette occasion, je briderai ma nature qui a toujours été portée aux coups hardis, jusqu'à ce que je reçoive votre réponse. Mais vous imaginerez aisément si je serai pressé chaque jour d'envoyer des ordres à sir John Norris. » Stanhope ne voyait pas où pouvait conduire toute cette politique des puissances du Nord et n'apercevait rien de plus désirable que l'alliance. « Le Roi désire ardemment, et votre humble serviteur avec lui, que nous nous assurions de la France. L'abbé parle à souhait; il me montra ce matin une partie d'une dépêche du maréchal d'Huxelles portant la promesse qu'aussitôt le traité signé, ils nous révéleront franchement tout ce qu'ils savent des projets des jacobites depuis le commencement. J'étais vous le savez, très opposé d'abord à ce traité; mais je pense véritablement que, dans l'état actuel des choses, nous devons le finir sans perdre une minute. » Ignorant encore la capitulation de M. d'Iberville, Stanhope proposait de lui soustraire la négociation et de tout terminer à Hanovre où « je ne désespère pas de gagner sur notre homme qui a reçu une nouvelle commission et des pleins pouvoirs. » Et poursuivi par la hantise du Tsar, il termine ainsi : « Peut-être m'alarmé-je trop aisément. Mais j'avoue que, selon moi, ce serait une chose de fatale conséquence que la négociation vînt à avorter; ce qui aurait lieu certainement, si cet éclat dans le Nord nous surprenait avant que nous eussions fini⁹³. »

⁹² *Public Record Office*, Regencies, vol. 8 : lord Stanhope à M. Methuen Hanovre, 25 septembre 1716.

⁹³ W. Coxe, *op. cit.*, t. II, p. 84-85 : lord Stanhope à lord Townshend, Hanovre, 25 septembre 1716.

Infâme
calomnie
de Dubois
contre
d'Iberville

Maintenant la négociation devait être avouée pour la rendre plus assurée et le négociateur ne devait plus être caché. Dubois n'était pas sorti de sa chambre depuis six semaines, sauf peut-être à la nuit tombante, sa réclusion allait prendre fin; le 26 septembre il fut présenté au roi d'Angleterre⁹⁴ qui prit la peine de le flatter, de le cajoler, l'assura que personne ne pouvait faire mieux ni tant qu'il avait fait, puis ajouta, avec une grâce teutonne, que désormais il croirait en lui jusqu'à ce qu'il le trompât⁹⁵. Dubois fut transporté, se crut un prodige, s'attribua le mérite du succès de la négociation. « J'ai tenu, disait-il, depuis quelque temps, un langage et une conduite qui ont mis le roi d'Angleterre dans la résolution et même dans l'impatience de finir⁹⁶. » Stanhope l'entretenait, le tâtait, cherchant toujours à prendre avantage, à captiver son homme, redoutant que ce traité si avantageux ne lui échappât. Tout lui devenait matière à appréhensions; l'arrivée imminente à la Haye de Beretti Landi, ambassadeur d'Espagne; faisait craindre des complications⁹⁷; les lenteurs tracassières d'Iberville lui semblaient encore redoutables et Dubois avait l'infamie de vouloir tirer vengeance des obstacles qu'avait opposé à son impatience le patriotisme vigilant de ce bon Français. Il osa accuser d'Iberville d'avoir, pour obtenir le dessèchement de l'étang de Moër au profit de Canillac, accepté la destruction des jetées du canal de Mardyck et sacrifié le commerce de cette ville s'élevant à un demi-million par an⁹⁸. L'abbé fut assez vil pour réitérer cette accusation d'une friponnerie dont lui seul était coupable⁹⁹, jusqu'à ce que le maréchal d'Huxelles et le commis Pecquet l'obligeassent à préciser son affirmation. Alors le misérable se déroba par le billet suivant : « A mon retour, je vous exposerai les faits qui m'ont frappé, et je souhaiterais de tout mon cœur m'être trompé en mon jugement. J'étois pour lors dans l'obligation d'ouvrir les yeux; je puis présentement les fermer

⁹⁴ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 290, fol. 351-358; Relation de l'entretien de Dubois avec le roi d'Angleterre au sujet de l'alliance du 29 septembre 1716.

⁹⁵ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 290, fol. 351-358 : Relation, du 29 septembre 1716.

⁹⁶ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 278, fol. 212 : Dubois à d'Huxelles, 27 septembre 1716.

⁹⁷ Coxe, op. cit., t. II, p. 86 : lord Stanhope à lord Townshend, Hanovre, 29 septembre 1716.

⁹⁸ Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, t. 310, fol. 2, 3, 4 : Dubois à Pecquet, 2 octobre 1716.

⁹⁹ Public Record Office, Regencies, vol. 8 : lord Stanhope à M. Methuen, Hanovre, 25 septembre 1716; L. Wiesener, op. cit., t. I, p. 492-493.

sur tout le passé et me taire, et je demeurerai dans cette situation tant qu'il me sera possible.

Les jours s'écoulaient en causeries sans fin et sans résultats. Le 30 septembre, Georges I^{er} apprit que l'accord sur Mardyck était conclu à Londres, mais Stanhope souleva ce jour-là un dernier scrupule. Pour bien préciser la nature spéciale du traité, ne fallait-il pas y désigner formellement la maison d'Orléans. Dubois transmit la proposition que le Régent repoussa¹⁰¹.

On arrivait au terme. Le 6 octobre, Dubois fut présenté à la Cour de Hanovre par Stanhope¹⁰² qui n'eut de loisir que pour adresser quelques lignes à Horace Walpole : « Le Roi n'est pas dans une mince inquiétude relativement aux affaires du Nord. Il craint une rupture entre les Danois et les Moscovites. Pour cette raison, il désire mettre la dernière main au traité avec la France, le plus tôt possible; ce traité même serait-il moins avantageux qu'il l'est réellement à mes yeux, la situation des affaires du Nord nous met dans une absolue nécessité de conclure¹⁰³. » A Londres comme à la Haye on était un peu surpris de cette impatience dévorante; mais la volonté du Régent était d'accord avec celle du roi d'Angleterre, celle de Dubois avec celle de Stanhope et après que ceux-ci eurent mis le traité par écrit, les deux négociateurs signèrent la convention spéciale, le vendredi 9 octobre.

A cette date, Dangeau était à Paris : « On parle fort d'un traité de ligue défensive entre la France et l'Angleterre; on dit même qu'il a été signé à Londres. On n'en sait point les conditions; elles se contentent différemment¹⁰⁴. Tous les articles du traité y étaient relatés dans leur entière teneur¹⁰⁵ : une clause finale portait que le traité serait signé à la Haye dès l'arrivée dans cette ville de l'abbé Dubois, ambassadeur et plénipotentiaire de Sa Majesté Très Chrétienne. Les États-Généraux des Provinces-Unies seraient invités à y accéder; en cas de refus de leur part, l'alliance ne

Signature
de la
Convention

¹⁰⁰ Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, t. 300, fol. 164 : Dubois à Pecquet, 20 octobre 1716.

¹⁰¹ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 278, fol. 234 : Dubois au Régent, 30 septembre 1716.

¹⁰² Public Record Office, Regencies, vol. 8 : Ch. Stanhope à Methuen, Hanovre, 6 octobre 1716; Ozenfoord Castle, Stair Papers, vol. VIII, Robethon à lord Stair, Hanovre, 9 octobre 1716; Sévelinges, op. cit., t. I, p. 221.

¹⁰³ W. Coxe, op. cit., t. II, p. 98 : lord Stanhope à H. Walpole, Hanovre, 6 octobre 1716.

¹⁰⁴ Dangeau, Journal, t. XVI, p. 470 : 9 octobre.

¹⁰⁵ Sévelinges, op. cit., t. I, p. 221.

serait pas moins obligatoire dans tous ses points entre les deux parties contractantes¹⁰⁶.

Son but

On a dit la satisfaction avec laquelle le cabinet anglais accueillait non l'alliance, ni le traité, mais l'éclatante humiliation de la France. Les whigs pensaient souffleter Louis XIV dans sa tombe en détruisant Mardyk. Ils avaient garrotté l'Espagne le 15 février, joué l'Empereur le 5 juin, humilié la France le 9 octobre; l'année 1716 pouvait être, par eux, marquée d'un caillou blanc. Au duc d'Orléans, ils imposaient la ruine des ports français de la mer du Nord, le sacrifice de l'alliance franco-hollandaise éprouvée par une longue série de services et de succès, l'abandon de nos alliés riverains de la Baltique. L'Angleterre n'avait plus rien à redouter du continent dont elle devenait l'arbitre. De tout ceci Dubois ni le Régent n'avaient cure. Cette alliance anglaise, disait Dubois, « assurera si fort les droits de Son Altesse Royale qu'il ne sera plus possible d'y donner atteinte et qu'elle produira la paix entre l'Empereur et le roi d'Espagne, par laquelle l'Empereur renoncera aux États qui composent la monarchie d'Espagne et le roi d'Espagne confirmera sa renonciation au royaume de France. Cette alliance me paraît sans prix : si j'étais maître de la France, j'aimerais mieux donner trente millions que de la manquer ».

Ayant lu ceci, le Régent prit une plume et écrivit dans la marge : « Je pense comme vous sur tout cela : Il n'y a nulle dépense qui puisse contrebalancer l'importance de l'alliance »; et il signa : « Philippe d'Orléans¹⁰⁷ ».

En 1709, Stanhope avait fait espérer à Philippe la couronne d'Espagne; en 1716, le tentateur lui montrait la couronne de France. Telle était l'unique stipulation à retenir d'un accord qu'on représentait comme utile au royaume et qui garantissait les traités d'Utrecht, mais seulement dans leurs clauses relatives à l'ordre successoral en France, en Angleterre et en Espagne. L'omission d'un nom de famille ne trompait que ceux qui voulaient être trompés et laissait le champ libre, à Stanhope pour offrir « tout ce qu'on peut stipuler de plus sûr et de meilleur pour ce prince » qui, disait un diplomate, « sachant à quel fil débile tenaient ses droits à la couronne de France, voulut sur les conseils de Dubois les assurer, et, pour recouvrir ses desseins

¹⁰⁶ G. de Lamberty, *Mémoires pour servir à l'histoire du XVIII^e siècle*, in-4°, Amsterdam 1734, t. IX, p. 560-563.

¹⁰⁷ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 278, fol. 174; Note du 2 octobre par Dubois et Nocé; dans Kaulek et Plantet, *Recueil de fac-similés de Paléographie moderne*, Paris 1889, pl. X.

privés, il inventa les prétextes spécieux du repos général et du bien public dans l'espoir de cacher ses vrais desseins qui n'échappaient pas à la sagacité des politiques¹⁰⁸ ». Ce que poursuivaient Philippe et l'abbé c'était la promulgation des droits au trône de la branche cadette; ils la payaient d'un port de guerre et de nos anciennes alliances. Le marché était avéré et Philippe estimait la dépense sans proportion avec le bénéfice; c'est que le sacrifice était pour la France et le profit pour lui¹⁰⁹.

¹⁰⁸ *Brit. Mus.* nouv. acq. 8756 : *Mémoires de Cellamare*, fol. 130.

¹⁰⁹ E. Bourgeois, *Le Secret du Régent et la politique de l'abbé Dubois* (1909), t. I, p. 140.

CHAPITRE XVI

La Triple alliance

(16 octobre 1716 — 25 février 1717)

Diplomatie personnelle. — Hostilité au projet d'alliance. — Résistance de H. Walpole et de lord Cadogan. — Intervention de d'Huxelles. — Lettres de Dubois le 26 octobre à d'Huxelles, à Nocé, au Régent, à Saint-Simon. — L'abbé sollicite un délai. — Stanhope de même. — Ouverture des conférences entre Français et Hollandais. — Insuffisance des pleins pouvoirs. — Mécontentement de Georges I^{er}. — Justification de lord Townshend. — Suite des conférences avec les Hollandais. — Pouvoirs définitifs de lord Cadogan. — Signatures. — La démolition de Mardyck. — Le protocole du traité. — Le titre de « Roi de France ». — Négociations en Hollande. — Dubois prêt aux concessions. — Il pense berner les Hollandais et se fait jouer par eux. — Ultimatum de d'Huxelles. — Inquiétude et soumission des États. — Joie triomphante de Dubois. — Opinion publique en France, en Angleterre, en Hollande. — Le traité de la Triple Alliance. — Article 1^{er}, art. 2^e, 3^e, 4^e, 5^e, 6^e, 7^e, 8^e. — Dubois fait ses adieux au roi Georges. — Prend congé des États. — Ratifications. — Artisans et bénéficiaires du traité. — Dubois récompensé.

Plusieurs ont avancé que l'état monarchique associe l'intérêt du monarque à celui du peuple, au point de les rendre non seulement inséparables mais encore identiques. Le coup d'essai de l'abbé Dubois et du Régent montre comment le chef de la nation entendait servir son intérêt personnel aux dépens de l'intérêt de l'État. L'exemple ainsi donné fut suivi par Louis XV et l'opération, remarquable à tant d'égards, de Dubois devint funeste à la royauté qu'elle prétendait servir; elle inaugura la diplomatie personnelle opposée, sinon hostile, à la diplomatie officielle. Cette innovation était une des multiples conséquences de l'esprit politique nouveau créé par la révolution de 1688. Dubois s'en était pénétré en Angleterre, il allait avoir l'occasion de l'étudier à sa source même : en Hollande.

Parti de Hanovre le 11 octobre, l'abbé arriva à la Haye dans la nuit du 16 au 17¹, courut droit chez Châteauneuf; à minuit il se

Diplomatie
personnelle

Hostilité
au projet
d'alliance

¹ Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, t. 310, fol. 84 : Châteauneuf au Roi, 20 octobre 1716.

présentait chez Horace Walpole. Celui-ci n'était pas rentré; Dubois se campa dans un fauteuil et attendit. « Avant que j'aie dans ma poche une signature qui mette en sûreté ce que nous avons fait, disait-il, je ne puis avoir aucun repos². » Ses appréhensions étaient justifiées. Les lettres de lord Stanhope à lord Townshend et à M. Methuen, le 25 septembre, avaient inquiété le cabinet anglais et provoqué de sa part une véhémence opposition. Les projets du roi Georges d'engager la lutte armée contre le Tsar semblaient pure aberration. « Cette guerre du Nord, disait-il, a été menée de si sotte façon (*so stupidly*) qu'elle sera votre ruine³. » Le péril moscovite laissait les Anglais très sereins et exclusivement soucieux des maladresses et des erreurs auxquelles les intérêts du Hanovre pouvaient entraîner les souverains de l'Angleterre dont une clique étrangère dirigeait les conseils au détriment de la sécurité du royaume⁴. Stanhope n'ignorait pas ces contradictions et le jour même où l'abbé quittait Hanovre — probablement aussi par son intermédiaire — il envoyait plusieurs dépêches explicatives que H. Walpole était chargé de transmettre. Il devait tenter tout ce qui dépendrait de lui pour décider et presser les Hollandais à signer le traité sans perdre de temps et, d'autre part, persuader le représentant de l'Empereur à la Haye que la substance du traité avec la France était à l'avantage de l'Empereur⁵. Les Hollandais n'avaient pas moins lieu d'approuver, le Pensionnaire n'ayant pas caché ses appréhensions au sujet des affaires du Nord⁶.

Mais ni l'Empereur ni les Hollandais n'étaient faciles à persuader et Horace Walpole ne semblait pas devoir être l'homme qui entraînerait leurs convictions récalcitrantes. A la première nouvelle du voyage de Dubois à Hanovre, le Grand-Pensionnaire prit l'alarme, vint questionner Walpole qui répondit que les signatures échangées n'avaient d'autre but que de prévenir tout malentendu sur les points convenus entre les deux négociateurs. Croyant se voir exclus tout ensemble de l'alliance avec la France

² Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, t. 310, fol. 153 : Dubois à Pecquet, 26 octobre 1716.

³ W. Coxe, *Memoirs of R. Walpole*, t. II, p. 86 : lord Townshend à lord Stanhope, 23 septembre (= 4 octobre) 1716.

⁴ W. Coxe, *Memoirs of R. Walpole*, t. III, p. 91-92 : Steph. Poyntz à Stanhope, Hampton-Court, 25 septembre (= 6 octobre) 1716.

⁵ W. Coxe, *Memoirs of Walpole*, t. II, p. 98 : lord Stanhope à Horace Walpole, Hanovre, 6 octobre 1716.

⁶ W. Coxe, *Memoirs of R. Walpole*, t. II, p. 101 : lord Stanhope à lord Townshend, Hanovre, 9 octobre 1716.

et de l'alliance avec l'Empereur, les Hollandais chargeaient Walpole de plaider leur cause. Eux qui s'étaient opposés à ce qu'on traitât avec la France sans l'Angleterre ne seraient-ils pas payés de retour? Le déboire que leur avait été le traité de Westminster, conclu sans eux, se renouvellerait-il? Auquel cas les Français ne manqueraient pas de recourir à tous les artifices pour exploiter leur mécontentement, les attirer à eux et leur assurer la garantie de la Barrière. De Londres, Walpole se faisait autoriser à communiquer officiellement les articles signés à Hanovre aux députés aux États-Généraux et, en vue d'une négociation le cabinet anglais lui associait lord Cadogan, créature de Marlborough.

Les envoyés de l'Empereur, MM. de Prié et de Heems, ne montraient pas moins d'aversion pour l'alliance française et pensaient convaincre aisément les Hollandais; mais à leur première ouverture, le Grand-Pensionnaire répondit qu'on ne pouvait éviter l'alliance française, qu'on ne pouvait la retarder sans indisposer la France qui s'en vengerait en faisant agir le Prétendant, dont les intrigues seraient préjudiciables, même à l'Empereur⁷.

L'Empereur et ses ministres n'en croyaient rien; ils avaient donné comme instructions à leurs diplomates d'encourager la résistance des whigs à l'alliance franco-anglaise⁸ et MM. de Prié et de Heems ne se conduisaient pas autrement à la Haye que M. de Wolkra à Londres et M. de Hohendorf à Paris⁹. C'était un mot d'ordre. A la Haye les envoyés impériaux se refusaient à une démarche quelconque en vue d'une alliance avec les Provinces-Unies si celles-ci ne renonçaient pas à en conclure une avec la France¹⁰. Fort empêtrés par cette intransigeance, Horace Walpole et lord Cadogan obtinrent de Georges I^{er} l'autorisation de leur communiquer les articles signés à Hanovre; mais il n'y gagnèrent rien et le « premier » anglais s'en plaignit humblement, laissant échapper cet aveu : « la démolition des écluses de Mardyck à elle seule suffirait à justifier notre alliance, d'autant que si nous n'avions pas pu nous retirer du flanc cette épine

⁷ *Public Record Office*, Holland, vol. 375; Hor. Walpole à Stanhope, la Haye, 1^{er} septembre 1716.

⁸ *Public Record Office*, Holland, vol. 375 : Hor. Walpole à Stanhope, la Haye, 6 octobre 1716.

⁹ *Bibl. nat.*, ms. fr. 10670, fol. 818 : Torcy, *Mémoires diplomatiques*; Weber, *Die Quadrupel Allianz vom Jahre 1718*, 1887, p. 23.

¹⁰ G. de Lamberty, *Mémoires pour servir à l'histoire du XVIII^e siècle*, t. IX, p. 558.

¹¹ *Ozenfoord Castle*, Stair Papers, vol. VI : H. Walpole à lord Stair, la Haye, 13 octobre 1716.

nous aurions été tellement bridés et tenus en respect que nous nous serions trouvés dépourvus de toute sécurité chez nous et continuellement exposés à de dangereuses entreprises sur nos côtes¹². » C'est de ce souci que le Régent et Dubois les avaient délivrés.

Enfin, parmi les adversaires les moins importants mais non les moins remuants de l'alliance, il faut nommer le ministre d'Espagne à la Haye, marquis de Beretti Landi¹³ et Goertz, ministre de Suède.

Résistance
de
H. Walpole
et de lord
Cadogan

C'est à eux tous à la fois que Dubois allait tenir tête. Les plus redoutables étaient Walpole et Cadogan, whigs convaincus et très disposés à croire que Stanhope avait abandonné sinon trahi leur cause et leur parti. La simple idée de concourir personnellement à une alliance entre l'Angleterre et la France apparaissait à Walpole comme un démenti infligé au bon sens britannique, l'exclusion des Provinces-Unies de cette alliance où leur place était, avait-il dit tant de fois, marquée, devenait à ses yeux un manquement à l'honneur auquel il préférerait sacrifier sa carrière. Quant à lord Cadogan, moins tragique, il se bornait à répondre que ses pouvoirs ne l'autorisaient pas à signer avec l'abbé Dubois. Puis il se ravisait, se déclarant prêt, par crainte du Roi, à tout terminer. Alors Walpole eut recours aux finasseries du métier : « Est-il donc impossible que les vents contraires, les délais d'usage lorsqu'il s'agit de passer des pouvoirs au grand sceau, nous empêchent de signer avec l'abbé avant que les États soient prêts¹⁴? » Deux jours se passent et les compères tombent d'accord pour avertir lord Townshend qu'ils ont reçu l'ordre du Roi de signer l'alliance défensive aussitôt l'arrivée de l'abbé, en cas qu'ils aient des pouvoirs suffisants. Alors ils répètent que lord Cadogan n'a pas de pouvoirs du tout; et que ceux de Walpole ayant été calculés pour un traité entre l'Angleterre, la France et la Hollande simultanément, ils ne peuvent rien signer avec l'abbé sans les États, jusqu'à ce qu'ils aient reçu de nouveaux pouvoirs¹⁵.

Stanhope avait eu le temps d'instruire Dubois avant son départ de Hanovre de cette situation, en sorte que l'abbé ne fut pas surpris; même il trouva bon que Walpole et Cadogan eussent

¹² Public Record Office, Germany, vol. 202 : lord Townshend à Schaub, Hampton-Court 5 (=16) octobre 1716.

¹³ Bibl. nat. ms. fr. 10670, fol. 821, Torcy, Mémoires diplomatiques.

¹⁴ W. Coxe, *Memoirs of R. Walpole*, t. II, p. 103-106 : H. Walpole à lord Townshend, la Haye, 14-16 octobre 1716.

¹⁵ W. Coxe, *Memoirs of R. Walpole*, t. II, p. 103-106 : H. Walpole à lord Townshend, la Haye, 14-16 octobre 1716.

donné connaissance aux États des stipulations de Hanovre, lui aussi voulut se montrer ouvert et leur communiqua la copie française. Le Grand-Pensionnaire se déclara touché de ces attentions et disposé à abrégé ou à omettre quelques-unes des formalités interminables prescrites dans le gouvernement des États-Généraux¹⁶. Bonnes paroles qui n'engageaient à rien et qui ne compensaient pas du tout le refus opposé par les représentants de l'Angleterre à toute signature sans la participation des Hollandais¹⁷. Aux lenteurs protocolaires de la Haye venaient s'ajouter les lenteurs insidieuses de Londres en sorte que toute l'impétuosité de Georges I^{er} et de Stanhope se brisait sur ce double obstacle. Georges I^{er} s'en désespérait. « Si, disait-il, étant allé si loin après mûre délibération, il arrivait qu'on fit avorter ce dont il était convenu, nul prince en Europe ne voudrait plus jamais tenir compte d'aucun accord fait avec lui¹⁸. » Les ordres partaient de Hanovre et rencontraient de la résistance. Walpole, au lieu d'obéir, discutait. « Ce matin (21 octobre), écrit-il à Poyntz, un messenger nous est arrivé de Hanovre, porteur d'ordres réitérés de signer avec l'abbé; et la seule raison que j'y trouve, c'est la crainte que le Tsar ne se rende maître de la noblesse du Mecklembourg. Sur ma vie, je ne vois pas le rapport qu'il y a entre la signature immédiate ici et cette affaire-là, ni pourquoi tout le système de l'Europe, spécialement en ce qui regarde l'intérêt de l'Angleterre, doit être entièrement bouleversé à propos du Mecklembourg¹⁹. » A Londres on voulait gagner du temps, ménager le Roi, endoctriner les États de Hollande et, par-dessus tout, éviter l'esclandre d'une démission; mais Georges I^{er} se faisait si impérieux qu'on ne pouvait plus se dérober : « Je suis de votre avis touchant les inconvénients de l'alliance séparée, écrit Poyntz à H. Walpole, mais nous ne pouvons décliner les ordres formels du Roi, et d'ici nous ne pouvons espérer de les faire changer²⁰. »

A Londres, le cabinet se soumettait finalement à la volonté omnipotente du Roi et Stanhope rassurait Dubois sur la durée

Intervention
de
d'Huxelles

¹⁶ Public Record Office, Holland, vol. 375 : lord Cadogan et H. Walpole à lord Stanhope, la Haye, 20 octobre 1716.

¹⁷ W. Coxe, *Memoirs of R. Walpole*, t. II, p. 112 : Steph. Poyntz à H. Walpole, 20 octobre 1716.

¹⁸ Public Record Office, Holland, vol. 375 : lord Stanhope à lord Cadogan et à H. Walpole, Gœhre, 21 octobre 1716.

¹⁹ W. Coxe, *op. cit.*, t. II, p. 212 : H. Walpole à Poyntz, la Haye, 21 octobre.

²⁰ W. Coxe, *op. cit.*, t. II, p. 212 : Steph. Poyntz à Walpole, Hampton-Court.

et l'efficacité de ces résistances²¹. A Paris, la lutte n'était guère moins vive, mais d'allure tout-à-fait différente. Le maréchal d'Huxelles ne renonçait pas à son dessein d'entraver et de faire échouer la négociation; voyant quitter Hanovre pour la Haye, et comprenant que l'abbé touchait à l'heure des résultats il ne songea qu'à l'empêcher de les recueillir. Jadis plénipotentiaire de la France aux négociations préparatoires du traité d'Utrecht, le maréchal y avait eu l'occasion d'observer la complication infinie de l'administration politique en Hollande et il comptait sur les délais qu'elle impose pour ruiner l'accord signé contre son gré. En conséquence, il ordonna à Dubois et à Châteauneuf de ne rien signer avec les Anglais qu'à la condition d'obtenir l'adhésion formelle des États de Hollande²². Huxelles ne manquait pas de faire valoir d'excellentes raisons, comme le mécontentement des Hollandais qui se croiraient méprisés, la duplicité des Anglais qui se débarrasseraient plus aisément d'un traité avec une seule puissance que d'une triple alliance, mais le maréchal comptait sans la volonté tenace de l'abbé.

Lettres
de Dubois
le 26 octobre
à d'Huxelles

Celui-ci, à l'en croire, « passa les plus cruelles nuits qu'il eut passées de sa vie²³. » Ces Hollandais, dont le maréchal faisait si grand état, il montra qu'à les attendre on risquait de perdre les Anglais. Faisant trop peu de cas de d'Huxelles pour entreprendre de le persuader il se contente de le flagorner avec impertinence : « ...Comme je suis persuadé qu'un ange pourroit se tromper s'il raisonne sur des faits faux ou s'il ignoroit les faits dont il est question, je suis aussi convaincu que lorsque vous serez informé de la véritable situation, vous découvrirez dans un moment le chemin le plus sûr... J'ai au moins le sens d'avoir bientôt reconnu la supériorité de vos lumières et de n'avoir pas voulu partir de Paris pour Hanovre sans vos instructions; ...j'estime que nous sommes bien heureux d'être à portée de les recevoir souvent. » Ce ton, à lui seul, suffit à faire voir pour combien peu de chose comptait le Chef du Conseil des Affaires étrangères. Dubois se permet de lui faire la leçon. « Quand nous aurons, lui dit-il, cette sûreté que je désire depuis si longtemps et que nous serons à couvert des dangers qui m'intimident, je sens bien que nous pourrions être tranquilles et nous exécuterons vos ordres avec tout le flegme

²¹ Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, t. 310, fol. 156 : lord Stanhope à Dubois, 24 octobre 1716.

²² Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, t. 310, fol. 63 : Huxelles à Châteauneuf et à Dubois, 17 octobre 1716.

²³ Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, t. 300, fol. 243 : Dubois à Pecquet, 26 octobre 1716.

que vous pourrez désirer... Rien ne me coûteroit moins à avouer que les fautes, les inadvertances et les galimatias dont mes lettres peuvent être remplies parce que je n'ai pensé qu'à employer le peu de temps dont je pouvois disposer, à vous rendre compte précipitamment derrière un paravent de tous les faits qui viennent à ma connaissance, afin de vous mettre en état de m'aider de vos excellents conseils²⁴. »

A Pecquet, il écrivait le même jour avec cette outrance d'expression qui lui est familière : « Je suis dans cette inquiétude comme un amant désespéré²⁵. » Ensuite il s'adresse au roué Nocé, qui fera tenir la lettre au Régent²⁶ : « Dans le tems, monsieur, que tout ce que l'on a pu désirer tourne entre mes mains au-delà de toute espérance, on m'écrit des lettres très désobligeantes, où l'on me reproche sans rime ni raison, des variations, et sans savoir l'état présent des choses, sur d'anciennes idées et de vieux lieux communs, on m'envoie des ordres qui dérangent tout mon système et qui me font enrager. Et Son Altesse Royale a la facilité de souscrire à tout celà! ce qui m'oblige de lui écrire pour la supplier de révoquer ses ordres, ou de me révoquer moi-même... Il ne faut pas vouloir raisonner de si loin, et je vous assure qu'ils n'ont pas d'idée de ce pays-ci. *Mitte sapientem et nihil dicas*. On a plus de peine à les désabuser qu'à faire l'affaire principale, et on emploie à leur faire des dissertations le tems dont on aurait besoin pour le service. Dorénavant je tiendrai pour un miracle au-dessus de tous ceux de saint Antoine de Padoue quand une affaire étrangère réussira. J'ai des choses très importantes à communiquer [au Régent] que je n'ose lui écrire, de peur qu'elles ne tombent entre les mains de gens qui ne peuvent souffrir ceux qui sont attachés à lui personnellement, et qui cheminent droit. Ce qui m'afflige, car il y a des moyens pour lui faire faire le plus grand personnage de l'Europe. »

Dans sa lettre au Régent, Dubois lui dit : « Je me flatte que Votre Altesse Royale n'aura pas assez mauvaise opinion de moi pour croire qu'une sotte vanité ou quelque chose de personnel ait part au chagrin que j'ai. J'ose me vanter d'être de cent piques au-dessus de telles faiblesses; mais je ne puis pas dissimuler que les dangers que je connais m'intimident et m'abattent au point

à Nocé

au Régent

²⁴ Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, t. 300, fol. 218 : Dubois à d'Huxelles, 26 octobre 1716.

²⁵ Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, t. 310, fol. 153 : Dubois à Pecquet, 26 octobre 1716.

²⁶ Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, t. 310, fol. 151 : Dubois à Nocé, 26 octobre 1716; Sévelinges, op. cit., t. I, p. 225.

de me rendre presque inutile. » Et il conclut : « Si ce que je prends la liberté de vous représenter vous paraît entêtement plutôt que raison, sans vous fatiguer davantage, je vous supplie de me permettre de retourner à Paris pour avoir soin de ma santé²⁷. » Dans cette même lettre, Dubois, toujours mené par l'imagination, montrait le marquis de Prié allant « de porte en porte » déclamer contre notre alliance, conférant tous les jours avec lord Cadogan qui n'oublie rien pour détacher H. Walpole de nos intérêts, pendant qu'il rappelle que Stanhope lui a fait l'aveu que le Parlement d'Angleterre n'acceptera pas l'alliance si elle n'est conclue avant sa convocation et qu'il laisse entrevoir comme possible la mort du Prétendant et le changement que cet événement ferait dans l'esprit du roi d'Angleterre.

à Saint-Simon

Enfin, le même jour encore, Dubois écrivait au duc de Saint-Simon, autant pour l'appivoiser par un acte de déférence auquel la vanité du duc et pair n'était jamais insensible, que pour influencer par lui le duc d'Orléans. « Je vous supplie d'exhorter ce prince, que Dieu semble destiner à de grandes choses, à être ferme dans ses opinions et sa confiance²⁸. » A son très-vif regret, Saint-Simon se rendait compte de l'inutilité de son opposition et, pour conserver la faveur du prince, il lui fallait se résoudre à aider ce qu'il désapprouvait, « mais, je ne puis, protestait-il, vous dissimuler la peine où je suis de voir signer un traité sans l'autre. » Et, faisant allusion à une lettre dans laquelle Dubois écrivait : « Quand on se moque du danger, on appelle cela tenter Dieu²⁹ », Saint-Simon ajoutait à propos de ces traités signés séparément : « C'est cela que j'appelle tenter Dieu³⁰ ! » Mais son opinion ne comptait guère alors, et, le 30 octobre, le Régent écrivait à Dubois de sa propre main, qu'il l'autorisait à signer, avec les seuls Anglais, les articles convenus, si les lenteurs coutumières aux Hollandais lui donnaient lieu de craindre que la négociation ne fut compromise ou ruinée³¹.

L'abbé sollicita un délai

L'abbé pensait toucher enfin le but, mais d'Huxelles tenta une

²⁷ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Hollande, t. 310, fol. 131-138 : Dubois au Régent, 26 octobre 1716; Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 223.

²⁸ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Hollande, t. 310, fol. 131-138 : Dubois au Régent, 26 octobre 1716; Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 223.

²⁹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 278, fol. 123 : Dubois au Régent, 18 septembre 1716.

³⁰ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel et Regnier, 1881, t. XXI, p. 395; Saint-Simon à Dubois, 11 novembre 1716.

³¹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Hollande, t. 310, fol. 172 : le Régent à Dubois, 30 octobre 1716, Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 227.

dernière manœuvre. Le chevalier de Saint-Georges était souffrant, on ne pouvait sans barbarie l'obliger au départ; l'opinion publique en France serait révoltée, et on comptait sur Dubois pour obtenir un délai de la condescendance de lord Stanhope qui ne se fit pas trop prier pour l'accorder³². Il hésita au sujet d'une autre concession sollicitée par Dubois comme un service personnel, à savoir que les articles signés entre la France et l'Angleterre ne seraient pas publiés ni exécutoires avant leur signature publique par les États-Généraux³³. Cette demande, écrit Stanhope, causa au roi Georges « une certaine inquiétude comme ayant l'air de préluder dans cette affaire au manque de sincérité que nous devons toujours appréhender dans nos relations avec la France³⁴ »; néanmoins le ministre répondit qu'il accordait un mois pour tout délai³⁵. Dubois se déclara ravi; cette nouvelle, disait-il, lui avait rafraîchi le sang en comblant de joie M. de Châteauneuf³⁶.

Stanhope de même

Dès lors il aurait eu mauvaise grâce à ne pas user de réciprocité. Georges I^{er} n'accordait rien de ce qui dépendait de lui sans une arrière-pensée. Stanhope avait fixé le terme d'un mois « qui sera plus que suffisant, disait-il, pour donner le tems qu'il faut aux Hollandais à [signer] »; en effet, le roi d'Angleterre souhaitait maintenant obtenir que la République signât simultanément l'alliance avec l'Empereur et l'alliance avec la France. Pour l'y décider il était nécessaire d'avoir quelques jours devant soi et l'attente des pleins pouvoirs envoyés de Londres à lord Cadogan et à Horace Walpole aiderait à faire prendre patience. Stanhope, à son tour, sollicitait ce délai comme un « sensible plaisir » et un « service très réel » et tandis qu'il réitérait à lord Cadogan l'ordre de signer, dès que le plein pouvoir serait venu de Londres et qu'il en serait requis par l'abbé, il disait à ce dernier : « Si les choses sont au point que l'on me fait espérer, vous me rendriez assurément un service très considérable, si vous nous accordiez un délai de huit ou dix jours. Je crois même qu'un

³² *Archiv. des Aff. Étrang.*, Hollande, t. 310, fol. 108 : Dubois à Stanhope,

21 octobre 1716, *Post scriptum*, fol. 110.

³³ *Public Record Office*, Regencies, vol. 8 : Dubois à Stanhope, la Haye, 20 octobre 1716.

³⁴ *Public Record Office*, Regencies, vol. 8 : lord Stanhope à lord Townshend, Gœhre, 26 octobre 1716.

³⁵ *Public Record Office*, Regencies, vol. 8 : lord Stanhope à Dubois, Gœhre, 25 octobre 1716.

³⁶ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Hollande, t. 301, fol. 56 : Dubois au Régent, 30 octobre 1716.

pareil délai sera le plus sûr, et même le plus prompt acheminement pour finir tout à fait³⁷. » Au moment où Cadogan et Walpole recevaient notification de cette demande, leur arrivait de Londres le plein pouvoir; aussitôt, ils le firent savoir à Dubois, ajoutant que les États-Généraux ne devant pas être prêts à signer à la date prévue, la demande de délai de dix jours était sans objet et qu'ils signeraient à l'instant si l'abbé le désirait. Celui-ci ayant transmis au Régent la demande de Stanhope devait attendre la décision du prince et toutes les instances de Cadogan ne l'ébranlèrent pas³⁸. Walpole, voyant tout arrêté, partit pour Londres à petit bruit, laissant l'affaire épineuse à son compatriote.

Ouverture
des
conférences
entre
Français
et
Hollandais

Au cours de cette espèce de trêve, des conférences officielles s'ouvrirent entre la France et les Provinces-Unies. Les Hollandais formulaient quatre demandes : 1° adoption d'un cérémonial unique pour la réception des ambassadeurs vénitiens ou hollandais à la Cour de France; 2° concession à eux faite du titre de Hautes Puissances; 3° règlement des réclamations françaises contre les Zélandais auteurs de prises faites indûment après la paix d'Utrecht; 4° rétablissement du tarif de commerce de 1664. A Cadogan, porteur de ces réclamations, l'abbé répondit que les deux premières n'étaient pas de nature à soulever beaucoup de difficultés; la troisième relevait surtout des tribunaux ou du droit administratif; quant à la quatrième, la France n'y consentirait jamais³⁹.

Cette fin de non-recevoir déconcerta Leyde et Rotterdam, la province de Hollande borna ses demandes à la révocation des placards émanés de France depuis cinquante ans au préjudice du commerce de la République; les six autres provinces s'en désintéresseraient, mais surtout Amsterdam blâmait une réclamation qui retardait l'alliance⁴⁰.

Insuffisance
des pleins
pouvoirs

Le mercredi 4 novembre, dans la matinée, l'abbé fit avertir lord Cadogan que la réponse du duc d'Orléans lui permettait de traiter à part avec les Anglais et qu'il était, en conséquence, prêt à signer. Cadogan lui envoya son pouvoir. Dubois l'examina et le trouva insuffisant. La pièce était conçue en termes si géné-

³⁷ *Public Record Office*, Holland, vol. 375 : lord Stanhope à lord Cadogan et à Hor. Walpole, Gœhre, 24 octobre 1716; Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 227.

³⁸ *Public Record Office*, Holland, vol. 375 : lord Cadogan et Hor. Walpole à lord Townshend, la Haye, 30 octobre 1716.

³⁹ *Public Record Office*, Holland, vol. 375 : lord Cadogan à lord Stanhope, 3 novembre 1617.

⁴⁰ *Public Record Office*, Holland, vol. 379 : lord Cadogan à lord Stanhope, 10 novembre 1716.

raux que le nom même de la France n'y figurait pas. Dans un cas particulier, il fallait des attributions précises et la signature de lord Cadogan n'engagerait que lui-même. Cadogan répliqua qu'un pouvoir général comprenait tous les cas particuliers. Il offrit de certifier sous sa responsabilité que la signature du traité ne serait valable qu'autant qu'il produirait un nouveau pouvoir dans la forme réclamée par l'abbé. Dubois fut inflexible et en référé au maréchal d'Huxelles⁴¹. Cadogan paya d'audace et affecta de soutenir que le minutieux examen auquel l'abbé avait soumis le « pouvoir » pendant vingt-quatre heures montrait jusqu'à l'évidence « qu'il n'avait pas envie de finir⁴² ». Mais Dubois avait réponse à tout, si bien que Cadogan, subit l'ascendant du petit homme et le pria de rédiger lui-même la forme qu'il consentirait à signer. L'abbé ne souhaitait rien autant que cela, mais il manda aussitôt, au Régent et à Stanhope, le nouvel obstacle dressé devant eux.

A Gœhre, où il chassait, Georges I^{er} apprit avec indignation ce contre-temps. C'était au moment où le Tsar, après l'évacuation du Danemark, se repliait sur le Mecklembourg et menaçait le Hanovre, que le ministère anglais se livrait à ces subtilités. Le roi d'Angleterre y voyait une manière de trahison préméditée, et chargeait Stanhope de le faire entendre à lord Townshend : « La forme nouvelle du plein pouvoir que l'on a envoyé à my Lord Cadogan, me fait croire que ce n'est pas sans dessein que l'on s'est écarté de la route commune, et des formes constamment usitées en dressant des pleins pouvoirs pour les traités particuliers que l'on a en vue. » Après avoir énuméré tout ce qui semblait reprehensible dans cette mauvaise chicane, Stanhope apprenait à Townshend que, des deux rivaux, ce n'était pas lui qui céderait la place à l'autre. Il avait supplié « très humblement et très instamment » le Roi de lui permettre de résigner sa charge, mais « Sa Majesté n'a pas jugé qu'il fut de son service de m'accorder pour le présent la grâce que je lui avais demandée avec instance⁴³ ». Georges I^{er}, afin qu'on ne pût douter qu'il conduisait toute l'affaire⁴⁴, faisait savoir au premier ministre de s'expliquer en langue française afin qu'on la pût mettre sous les yeux du

Mécontentement
de
Georges I^{er}

⁴¹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Hollande, t. 301, fol. 56 : Dubois au Régent, 30 octobre 1716.

⁴² *Public Record Office*, Holland, vol. 379 : lord Cadogan à lord Stanhope, la Haye, 5 novembre 1716.

⁴³ W. Coxe, *op. cit.*, t. II, p. 126 : lord Stanhope à lord Townshend, Gœhre, 11 novembre 1716.

⁴⁴ La lettre du roi Georges à lord Townshend ne s'est pas retrouvée.

Roi. Mais ce n'était pas encore assez, Lord Sunderland fut chargé de faire pressentir au « premier » que les jours de son gouvernement étaient comptés. « Je dois vous dire franchement, lui écrivait-il, que je n'ai jamais vu le Roi aussi irrité que dans cette affaire où il regarde que ce n'est pas seulement à M. le secrétaire Stanhope, mais à lui-même qu'on a manqué; et, en vérité, la chose a besoin d'explication⁴⁵. »

Justification
de lord
Townshend

Townshend, sentant échapper le pouvoir, fut atterré; il se justifia comme il put auprès du Roi. A l'entendre, depuis le premier voyage de l'abbé Dubois à la Haye, il avait été des plus zélés à pousser et à avancer le traité, plus zélé que le Roi lui-même qui hésitait alors. Cette apologie maladroite se trouvait contredite par Townshend écrivant à Slingenlandt : « Ma véritable raison de signer les pouvoirs en termes généraux était de leur laisser leur véritable forme pour le jour où les États de Hollande accéderaient⁴⁶. » Townshend n'en défendait pas moins la formule rejetée, à bon droit, par Dubois; rappelait que la convention de Methuen, qui consacra l'asservissement du Portugal à l'Angleterre, en 1701, avait été conclue de cette manière; bien plus, il invoquait l'opinion de M. d'Iberville qui, enchanté d'être désagréable à l'abbé, déclarait que Dubois « n'étoit qu'un novice dans ces affaires et que son objection n'avoit pas la moindre force ». Néanmoins il avait poussé la déférence jusqu'à faire rédiger de nouveaux pouvoirs selon la formule prescrite par l'abbé et fait toute la diligence possible. Enfin Townshend avait déconseillé à Walpole un brusque départ qui eût manifesté de façon éclatante sa désapprobation des ordres du Roi⁴⁷. Lorsque lord Cadogan reçut le plein pouvoir rédigé d'après le libellé fourni par Dubois, celui-ci soumit la pièce à examen attentif et y découvrit de nouveaux vices de forme. On ne voyait pas que les mots *Georgius, P[rin]ceps, C[ustos] R[egni]*, écrits au début de l'acte, fussent de la main du Prince de Galles, en outre cette signature ne se lisait pas au bas de la pièce; enfin, ces anomalies ne se voyaient pas dans le plein pouvoir déjà refusé. On pouvait craindre d'être entré dans une voie sans issue si ces chicanes

⁴⁵ W. Coxe, *op. cit.*, t. II, p. 127, 128 : lord Sunderland à lord Townshend, Gœhre, 11 novembre 1716.

⁴⁶ W. Coxe, *op. cit.*, t. II, p. 158-159 : lord Townshend à Slingenlandt, 1^{er} (= 12) janvier 1717.

⁴⁷ W. Coxe, *op. cit.*, t. II, p. 129-134 : lord Townshend à Georges 1^{er} Whitehall, 11 (= 22) novembre 1716.

⁴⁸ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 283, fol. 271-272 : d'Iberville à Dubois, 23 novembre 1716.

nes continuaient; d'Iberville⁴⁸ et Stanhope⁴⁹ écrivirent à Dubois et firent taire ses scrupules qui portaient plus encore sur l'absence de contre-seing d'un secrétaire d'État. Incontestablement, ce fait était plus grave. Le ministre britannique à la Haye montra ses archives où les actes de Ryswick et d'Utrecht n'étaient pas non plus contresignés; Townshend invoqua les registres de la secrétairerie d'après lesquels le contre-seing des secrétaires d'État n'était pas requis sur les pleins pouvoirs, mais toutes ses excuses ne corrigeaient plus l'impression fâcheuse attachée à son nom dans l'esprit du roi Georges.

En réalité, Townshend avait partie liée avec les whigs sur le concours desquels il croyait pouvoir obtenir, dès l'ouverture prochaine du Parlement, un vote de blâme et peut-être le rejet de l'alliance avec la France. Dès lors il se réservait, comme un coup de maître, le désaveu du traité signé précipitamment par le négociateur français; mais Dubois avait déjoué cette manœuvre. Quant au roi Georges il lui eut suffi de deviner que son fils le prince de Galles, qu'il haïssait, favorisait cette timide opposition, pour ne lui pardonner jamais, et Stanhope savait que ces escarmouches préludaient à une lutte plus décisive. Dubois l'y animait et ne ménageait pas les whigs qui lui donnaient tant d'inquiétudes et tant d'impatiences⁵⁰.

Son amertume ne le détournait pas de la poursuite d'autres intérêts. Les conférences se poursuivaient avec les Hollandais. Leyde et Rotterdam maintenaient leurs prétentions commerciales dont Amsterdam se désintéressait sous prétexte qu'on ne devait pas retarder la conclusion du traité afin de soutenir des demandes sans espoir⁵¹. Le Grand-Pensionnaire tenait le même langage. La réponse française arriva à la Haye le 20 novembre. L'abbé et Châteauneuf refusèrent de la communiquer aux députés pour les affaires étrangères avant que ceux-ci fussent suffisamment autorisés à adopter une conclusion sur laquelle on pourrait tomber d'accord après discussion. C'était une tactique pour amener la République à se prononcer sur le fonds même des

Suites
des
conférences
avec les
Hollandais

⁴⁹ Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, t. 302, fol. 196 : lord Stanhope à Dubois, 23 novembre 1716.

⁵⁰ Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, t. 311, fol. 231 : Dubois à Stanhope, 18 novembre 1716; fol. 218 : Dubois à d'Huxelles, 17 novembre; fol. 53 : Dubois au Régent, 6 novembre; fol. 18 : Dubois au duc d'Orléans, 1^{er} novembre.

⁵¹ Oxenfoord Castle, Stair Papers, vol. VI : lord Cadogan à lord Stair, la Haye, 24 novembre; Public Record Office, Holland, vol. 379 : lord Cadogan à lord Townshend, la Haye, 20 novembre 1716.

arrangements, et conséquemment à revenir sur sa résolution antérieure de faire les deux alliances avec l'Empereur et avec la France, simultanément⁵²; elle réussit. Les mandataires de l'Autriche à la Haye et à Londres ne voulaient entendre à rien, Dubois et Châteauneuf faisaient assaut d'intransigeance et le Grand-Pensionnaire s'employait à ménager la France. Le 24 novembre, les États de la province de Hollande autorisèrent leurs députés à s'aboucher avec les diplomates français; l'exemple donné devait entraîner les autres provinces. Dubois avait gagné la partie sur les impériaux, il présenta ses lettres de créance comme « ambassadeur à l'État⁵³ ».

Pouvoirs
définitifs
de lord
Cadogan

Le 26 novembre, lord Cadogan reçut la déclaration de lord Townshend au sujet des pouvoirs non contresignés. La signature fut fixée au lendemain, à la condition d'en garder le secret pendant un mois, ou moins si les États-Généraux consentaient avant ce terme à signer.

Signatures

Le 27, le ministre de France fit connaître aux députés aux Affaires étrangères les réponses du Régent à leurs demandes. Les distinctions honorifiques étaient accordées, les litiges sur les prises renvoyés aux tribunaux, les concessions commerciales réduites à tout ce qui ne préjudicierait pas au commerce français. Dès à présent, le Régent supprimait les quatre sous par livre établis en 1699 sur les marchandises importées en Hollande, et il étendait à tous les ports de France l'entrée des étoffes de laine et autres marchandises, limitée jusque-là aux ports de Calais et de Saint-Valery. Un règlement définitif ferait l'objet d'une convention particulière. Le Pensionnaire porta aussitôt cette réponse aux États de la province de Hollande. Tous, sauf Leyde et Rotterdam, étaient satisfaits; mais, écrivait le ministre anglais si [ces villes] voient qu'elles n'obtiennent rien, elles se rangeront avec les autres⁵⁴. Enfin, le 28 novembre, Dubois et Cadogan échangèrent leurs pleins pouvoirs et signèrent le traité d'alliance défensive entre la France et l'Angleterre, littéralement identique à la convention de Hanovre.

La
démolition
de Mardyck

Cadogan le fit savoir aussitôt à Stanhope et lui rendit compte qu'il avait introduit à propos de la démolition de Mardyck les paroles suivantes : « Quand ce traité sera ratifié, le roi de la

⁵² *Id.*, *ibid.*

⁵³ *Public Record Office*, Holland, vol. 379 : lord Cadogan à lord Townshend, la Haye, 24 novembre; le même à lord Stanhope, même date.

⁵⁴ *Id.*, *ibid.*, vol. 377 et 378 : lord Cadogan à lord Townshend, la Haye, 20, 27 novembre 1716; *Ozenfoord Castle*, *Stair Papers*, vol. VI : Cadogan à *Stair*, 3, 4 décembre 1716.

Grande-Bretagne et les seigneurs les États-Généraux des Provinces-Unies pourront envoyer des commissaires sur les lieux pour être témoins oculaires de l'exécution de cet article. » Dubois ne trouva rien à objecter, mais se retrancha derrière la défense à lui faite de rien signer qui ne se trouvât dans le texte arrêté à Hanovre, tout en consentant à ce que ces paroles fissent partie du traité à signer avec les Hollandais. Dès le jour même il écrivait à Cadogan : « ...je suis persuadé que Mgr le duc d'Orléans sera très content qu'il y ait quelqu'un à Mardyck de la part du roi de la Grande-Bretagne, qui soit témoin de la fidélité et de la diligence avec laquelle on exécutera ce qui a été promis⁵⁵. »

A force de concessions et de bassesses l'abbé Dubois se flattait de fléchir l'insultante prétention du protocole anglais. A Londres on prétendait n'admettre que la rédaction en langue latine qui donnait au souverain de ce pays les titres de roi de Grande-Bretagne, de France et d'Irlande, avec la préséance sur le roi de France. Dubois réclama la rédaction d'un texte français, ayant même valeur que le texte latin, et réservant à Louis XV le titre de roi de France et de Navarre. Cadogan invoquait le traité d'Utrecht où Louis XIV laissait donner à la reine Anne le titre (en latin : de reine de France. Il ne manquait pas d'esprits sensés en Angleterre qui tenaient cette revendication pour dénuée de fondement, mais il ne se rencontrait pas un homme d'État qui consentît à risquer sa tête si le Parlement recherchait l'auteur d'une si criminelle omission⁵⁶. Cette crainte pouvait paraître frivole, fait observer Torcy, à qui n'aurait pas connu la Constitution de l'Angleterre et le danger continuel où étaient exposés ceux qui avaient en main l'administration des principales affaires de l'État⁵⁷.

Le protocole
d. traité

Jusqu'à cette époque, les traités conclus entre Louis XIV et l'Angleterre comportaient toujours un texte français pour le roi de France, un texte latin pour son collègue et le préambule de ce dernier portait invariablement, pour désigner Louis XIV, le titre *Rex Christianissimus* et *Magnae Britanniae, Franciae et Hiberniae Rex* (ou *Regina*) pour désigner Charles II, Guillaume III, ou la reine Anne. Au contraire, sur l'exemplaire français on lisait toujours : *Louis XIV, par la grâce de Dieu, Roi Très-Chrétien de France et de Navarre*, et le souverain anglais devenait *roi de la Grande-Bretagne*; dans le détail des articles on abrège sous la

Le titre de
« Roi de
France »

⁵⁵ *Public Record Office*, Holland, vol. 379 : Dubois à lord Cadogan, 28 novembre 1716; Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 233 et la note.

⁵⁶ Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 231-232; Ch. Aubertin, *op. cit.*, p. 78.

⁵⁷ Torcy, *Mémoires*, collect. Michaud et Poujoulat, p. 680.

forme : *Roi Très-Chrétien*. Le traité d'Utrecht rédigé en français et en latin, et le traité de commerce annexé au traité de paix font usage des mêmes appellations pour Louis XIV, tandis que dans le texte latin la reine Anne est qualifiée comme ci-dessus, de même encore, en 1697, le traité de Ryswick donne à Guillaume III les titres de *Magnae Britanniae, Franciae et Hiberniae Rex*; enfin la paix de Bréda conclue, en 1667, entre Louis XIV et Charles II, considérée comme l'acte régulateur, la forme modèle, était représentée, à défaut des instruments originaux par deux exemplaires imprimés à l'époque même : l'un en latin, l'autre en français, tous deux offrant la garantie de publications officielles. Dans le titre de l'exemplaire latin (qui ne contient pas de préambule), Charles II énumère ses trois royaumes, Grande-Bretagne, France et Irlande, il se borne à prendre au cours des articles, le titre de roi de la Grande-Bretagne et accorde à Louis XIV celui de roi Très-Chrétien. Dans l'exemplaire français, le préambule nomme Louis XIV, roi de France et de Navarre et Charles II, roi de la Grande-Bretagne. Dans les articles, Louis XIV devient le roi Très-Chrétien.

Telle était la tradition constante que Dubois n'a fait qu'accepter. Dans les transactions avec l'Angleterre, on tolérait au roi de cette contrée la fantaisie de se parer d'un titre sans réalité et de commettre un manque de tact et une impertinence, à condition qu'il le fit dans cette langue latine qui ne brave pas que l'honnêteté, mais se dérobe parfois à la politesse. En français, on ne badinait plus et le roi de France portait son titre historique. Tel avait été l'usage sous Louis XIV qui, dans le corps des traités, acceptait le titre de roi Très Chrétien comme une désignation suffisamment claire. Tel avait été déjà l'usage sous Louis XIII⁶⁰.

Négocia-
tions
en Hollande

Dubois avait maladroitement soulevé cette question, mais elle n'avait pas absorbé son attention. Il sentait son œuvre incomplète et, à l'occasion, le Régent abondait dans ce sens : « Vous vous souviendrez, écrivait-il à son plénipotentiaire, que je n'ai jamais regardé cette grande affaire comme couronnée et qu'on ne peut la regarder comme telle que par la signature de la *Triple-Alliance*⁶¹. » Mais ce résultat ne pouvait être atteint qu'après beaucoup d'efforts car un député fort influent aux États n'avait pas dissimulé à l'abbé « que si bonne mine que fissent alors les principaux de la République, nous devons compter qu'il y avait dans le plus grand nombre un fonds de préjugés contre la

⁶⁰ Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 231-232; L. Wiesener, *op. cit.*, t. I, p. 406-421.

⁶¹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Hollande, t. 300, fol. 165 : le Régent à Dubois, 30 octobre 1716.

France, et un attachement à ses ennemis dont on verroit des effets et des marques sitôt qu'ils pourroient impunément ne pas se contraindre⁶². » Le parti français avait pour chef Duywenworden, ancien ambassadeur de Hollande à Londres, et son frère l'amiral, qui poussait vers un rapprochement intime avec la France. Le parti opposé guidé par Heinsius, Fagel, Vanderdussen, Slingelandt et Hop n'avait d'égards que pour les whigs et pour l'Empereur, Duywenworden avait pris ombrage du traité de Westminster et redouté qu'il ne rendit l'alliance franco-anglo-hollandaise impossible; aussi fit-il le meilleur accueil à Dubois dont les manœuvres semblaient « l'avoir ressuscitée⁶³ ». Il lui promit son concours et lui déclara « qu'il n'y avoit pas un sujet en Hollande qui ne mît jusqu'à sa chemise pour soutenir la garantie de la succession de la France, réglée par les traités d'Utrecht. » Le parti adverse marquait plus de froideur, affectait une crainte extrême de se brouiller avec l'Empereur⁶⁴. Il avait obtenu des États-Généraux une résolution ferme de ne pas conclure d'alliance avec la France avant la conclusion de l'alliance avec l'Empereur, demeurée en suspens depuis le mois de juin.

Dubois voulut d'abord visiter tous les chefs de ce parti et se persuada qu'ils formulaient des objections identiques à celles des Anglais quelques mois auparavant, d'un côté comme de l'autre les intrigues de la Cour impériale n'y étaient pas étrangères⁶⁵. Tout d'abord l'abbé, on l'a vu, avait laissé entendre que les concessions touchant le cérémonial étaient possibles, celles relatives aux prises réservées, celles concernant le tarif de Commerce repoussées. Le retour au tarif de 1664 avait été consenti par Louis XIV au cours de l'année 1709 lorsque la France paraissait perdue, mais en 1716 une telle concession semblait inouïe et, pour ainsi dire, provocatrice. D'Huxelles l'avait fait comprendre à Châteauneuf et à Dubois⁶⁶, mais ce dernier revint à la charge, allégua qu'autorisé par d'Huxelles, Châteauneuf avait fait

Dubois prêt
aux
concessions

⁶² *Archiv. des Aff. Étrang.*, Hollande, t. 301, fol. 32 : Châteauneuf et Dubois au Roi, 30 octobre 1716.

⁶³ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Hollande, t. 310, fol. 13 : Dubois à d'Huxelles, 31 octobre 1716.

⁶⁴ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Hollande, t. 310, fol. 84 : Châteauneuf au Roi, 20 octobre 1716 (conférence avec Slingelandt, le 19 octobre).

⁶⁵ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Hollande, t. 310, fol. 96 : Dubois au Régent, 20 octobre; *ibid.*, Hollande, t. 311, fol. 260; Dubois à Nocé, 21 novembre 1716.

⁶⁶ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Hollande, t. 310, fol. 209-212 : Louis XV à Châteauneuf et à Dubois, 4 novembre 1716.

avant lui quelque promesse aux Hollandais⁶⁵. Le 9 novembre, le maréchal fit espérer la suppression possible, dans un an, du droit de quatre sols par livre établi en 1699 sur les marchandises du Nord⁶⁶.

Il pense
berner les
Hollandais

L'abbé faisait aussi bon marché de la dignité que de l'intérêt du royaume pourvu que sa carrière diplomatique ne connût que des succès. Selon lui, « la Triple Alliance étant essentielle au repos du royaume, il seroit fort sage de sacrifier quelque chose plutôt que de s'exposer à la perdre. » Et cette fois comme pour la question de Mardyck il réclamait le sacrifice, ajoutant : « Nous n'avons pas le temps de marchander⁶⁷. La précipitation avait fait conclure à Hanovre des stipulations onéreuses, invoquée une fois de plus elle allait faire signer à la Haye un traité utile mais prématuré une fois de plus l'intérêt de la France était sacrifié à l'avantage du Régent. Dubois écrivait à ce prince « de ne pas croire que tout ce qu'il veut faire soit contenu dans les lettres au Roi et à monsieur le Maréchal que M. de Châteauneuf écrira et que l'abbé signera avec lui... Notre situation devient gaillarde, mais j'y perdrai mon latin et vous n'en aurez pas le démenti. J'ai formé un projet assez effronté; j'entreprends de faire solliciter notre alliance par les députés qui nous étoient les plus opposés. Le détail de ce plan seroit plus ample que celui de M. de Louvois pour le siège de Gand⁶⁸. »

Il ne s'agissait que de séparer les Hollandais des Impériaux par l'offre de « quelque douceur sur le commerce⁶⁹ »; ce qui ferait « bien enrager » le marquis de Prié. C'était un marché raisonné que Dubois proposait et, une fois de plus, le prix en était payé par la France et les bénéfices allaient à la Hollande et au Régent. Pour appâter ce dernier, son compère se faisait trivial, lui recommandait de ne pas lésiner « chiquète à chiquète⁷⁰ » et pressentant une résistance, Dubois écrivait à Nocé avec une jolie désinvolture : « Examinez si l'article de commerce causerait un pré-

⁶⁵ Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, t. 311, fol. 25 : Dubois à d'Huzelles, 5 novembre 1716.

⁶⁶ Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, t. 311, fol. 29, 30 : D'Huzelles à Châteauneuf et à Dubois, 9 novembre 1716.

⁶⁷ Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, t. 311, fol. 137-142; t. 311, fol. 174 : Dubois à d'Huzelles, 10 et 14 novembre 1716.

⁶⁸ Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, t. 311, fol. 146 : Dubois au Régent, 10 novembre 1716.

⁶⁹ Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, t. 311, fol. 150 : Dubois au Régent, 10 novembre 1716.

⁷⁰ Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, t. 311, fol. 163 : Dubois au Régent, 14 novembre 1716.

judice au royaume. Si cela n'est pas important, exhortez-le à m'en laisser le maître⁷¹. » Le Régent hésitait, redoutait, malgré ses conseillers, de faire passer son profit avant celui du pays, Dubois le harcelait : « Cette affaire est telle, lui écrivait-il, que la France et les autres États ne pourroient plus, si elle réussissoit, se passer de l'influence de Son Altesse et que lorsque la Régence seroit finie, le Roy ne pourroit gouverner sans son assistance⁷². » C'était le programme que l'avenir devait réaliser. Dans cet avenir Dubois avait déjà fixé son rang, à côté et même au-dessus du duc d'Orléans. Nul ne le soupçonnait encore d'une si haute ambition à le voir tourbillonner, argumenter avec les uns, ergoter avec les autres, parler, écrire sans trêve et sans merci : « Vos lettres, écrit-il au Régent, me font de la force. Le seul miracle qu'elles ne font pas, c'est de m'engraisser. Je n'ai que la peau sur les os. Je suis accablé de travail. Je ne dors que trois heures par nuit; » en sorte que « l'envie, qui gémissait de sa fortune, se fut consolée, a-t-on dit, si elle eût connu ses travaux⁷³. »

Vers la fin du mois de novembre, Dubois présentait ses lettres de créance comme ambassadeur. Le 1^{er} décembre, les villes de Hollande faisaient connaître leurs résolutions. Amsterdam se déclarait pour la France, le 4, Leyde se ralliait à la promesse de l'abolition du droit de 4 sols par livre; le 8, la presque unanimité du pays, sauf Rotterdam, était acquise à l'alliance française et abandonnait l'Empereur⁷⁴. Le 11, l'abbé en donnait avis au Régent : « Votre alliance avec les États-Généraux est conclue et sera signée sous peu, après que les députés aux États, qui avaient pouvoir de la faire et de la conclure, et qui l'ont arrêtée, en auront donné connaissance à leurs maîtres et auront eu leur approbation, ce qui est une formalité inévitable⁷⁵. »

Il fallait s'attendre à de nouveaux retards. « J'ai vu entre les mains de Cadogan une lettre du marquis de Prié, disait encore Dubois; il assure qu'on fera reculer la signature des Hollandais si longtemps qu'on n'en verra pas la fin⁷⁶. Mais, ajoute-t-il, les

et se fait
jouer
par eux

⁷¹ Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, t. 311, fol. 161 : Dubois à Nocé, 14 novembre 1716.

⁷² Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, t. 311, fol. 260, 263 : Dubois à Nocé, 21 novembre 1716.

⁷³ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, 1832, t. I, p. 109.

⁷⁴ Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, t. 312, fol. 83 : Dubois et Châteauneuf au Roi, 5 décembre 1716.

⁷⁵ Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, t. 312, fol. 154 : Dubois au Régent, 11 décembre 1716; Sévelinges, op. cit., t. I, p. 233-234.

⁷⁶ Archiv. nat., ms. franç. 10670, *Mémoires inédits de Torcy*, t. I, p. 848.

États-Généraux qui veulent mettre l'Empereur dans son tort s'il se fâche de ce qu'ils font avec nous, ont résolu d'abord que l'alliance avec la France sera signée, de lui offrir d'entrer dans celle qu'il a faite l'an dernier avec le roi d'Angleterre, quand il lui plaira. » C'était une petite trahison, mais réparable, où Dubois et Châteauneuf avaient été bernés comme des débutants⁷⁷. L'abbé, mortifié au fond de l'âme, joua la modestie, parla de ses peines intérieures et de son désir de garder le silence sur ces événements, désir aussi ardent que celui d'un religieux de la Trappe vers le paradis⁷⁸. Cette déconvenue décida un changement de tactique. Sachant que la confiance est le mode le plus efficace de la publicité, Dubois confia à demi-mots à Duywenworden l'impatience du Régent, le mécontentement du Conseil et la possibilité de son rappel à raison de ces délais et défaites des États⁷⁹. Duywenworden en fit part à Heinsius qui se laisse voir très ému et que va troubler l'ultimatum du maréchal d'Huxelles. Il était ainsi conçu⁸⁰ :

Ultimatum
de
d'Huxelles

« Je veux désormais éviter s'il m'est possible que l'on me puisse reprocher d'avoir prostitué la dignité du Roi comme elle le seroit en effet si Sa Majesté continuait de faire plus longtemps des démarches qui ont été faites de sa part depuis quelques mois. Ainsi si la République ne se détermine pas à fixer un terme pour la signature de l'alliance, je vous supplie, monsieur, de vouloir bien m'en informer par un courrier exprès afin que sur le compte que j'aurais l'honneur de rendre à Son Altesse Royale elle puisse prendre les résolutions qu'elle jugera le plus à propos sans s'arrêter plus longtemps à de vaines assurances et de bonnes intentions dont on ne voit jusqu'à présent nul effet. »

Inquiétude
et
soumission
des États.

Le 26 décembre Dubois, flanqué de Châteauneuf, se présenta à l'audience du Grand-Pensionnaire, parla d'un ton sec des procédés des États, du mécontentement du Régent et de la nécessité d'en finir sur-le-champ. Heinsius prit peur, céda, conseilla de se soumettre. Les députés sollicitèrent un répit de quatre jours. Les États, assemblés le 27, annoncèrent qu'ils signeraient l'alliance le 31 décembre ou, si le Régent y consentait, le 4 janvier

⁷⁷ Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 235.

⁷⁸ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Hollande, t. 303, fol. 158 : Dubois à Pecquet, 15 décembre 1716.

⁷⁹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Hollande, t. 312, fol. 240 : Dubois à d'Huxelles, 25 décembre 1716.

⁸⁰ Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 236-237.

1717⁸¹. Les Hollandais comprirent que leurs coutumières lenteurs, bien loin de les servir, pourraient leur porter préjudice; ils abrégèrent donc, simplifièrent, suspendirent la règle de l'unanimité et tinrent l'acquiescement de deux membres dans chaque ville ou province pour suffisant et valable, nonobstant le désaccord de leur collègue⁸². Les précédents d'ailleurs ne manquaient pas. En 1648, en 1701 on n'avait pas attendu la réponse de la province de Zélande; en 1701, tout avait été discuté, voté, conclu et signé, c'est-à-dire baclé, en vingt-quatre heures, « terme trop court pour consulter les provinces et les villes et pour en obtenir le consentement⁸³ ».

Pendant que les États se soumettaient à une certaine hâte, les commis ne négligeaient rien pour maintenir les traditions de lenteur. Comme le texte des articles échappait à leurs atteintes, ils prenaient leur revanche sur le protocole; quant aux scribes ils alignaient leurs plus grosses bévues et leurs malices les plus délicates, comme de substituer *Galliarum Rex* à *Rex Christianissimus*; enfin ils prodiguaient les fautes d'orthographe au point d'imposer une transcription nouvelle, — et cela aussi faisait gagner du temps. Pour l'article relatif à Mardyck, le ministère anglais avait rédigé un texte déplaisant pour le roi de France qui était censé vouloir manifester son éloignement de se soustraire aux conventions antérieures. Georges I^{er} modifia, de sa main, cette rédaction pour faire dire au roi de France qu'il désirait exécuter ce qui avait été convenu. La nuance était subtile, le ministère anglais s'en offensa et maintint dans le traité la forme non corrigée.

Enfin, le 4 janvier, le traité de la Triple-Alliance fut signé à la Haye, entre la France, l'Angleterre et la Hollande. Dubois triomphait. Le jour même il écrivit au Régent ce billet fameux : « J'ai signé à minuit. Vous voilà hors de page, et moi hors de mes frayeurs, que Votre Altesse Royale canonisera, lorsque j'aurai eu l'honneur de lui rendre compte de tout. Je m'estime très heureux d'avoir été honoré de vos ordres dans une affaire si essentielle à votre bonheur, et je vous suis plus redevable de

Joie
triumphante
de Dubois

⁸¹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Hollande, t. 312, fol. 252 : Dubois au Régent, 29 décembre 1716; Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 237-240; *Public Record Office*, Holland, vol. 379 : lord Cadogan à lord Townshend, la Haye, 25 décembre; Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 240.

⁸² *Public Record Office*, Holland, vol. 379 : lord Cadogan à lord Townshend, la Haye, 25 mai, 1716.

⁸³ Torcy, *Mémoires*, édit. Michaud et Poujoulat, p. 722.

m'avoir donné cette marque de l'honneur de votre confiance que si vous m'aviez fait cardinal⁸⁴. »

Opinion
publique
en France

Le mot était lâché! Dubois entendait bien ne pas être récompensé par « de la guenille⁸⁵ ». Il était en droit d'attendre beaucoup de la reconnaissance de celui qu'en toute occasion il appelait « Son maître ». Le Régent était radieux. Au moment où il venait de recevoir le courrier de Dubois lui annonçant la signature, Madame se présenta chez lui et il dit : « Ma mère, permettez-moi de vous embrasser pour la joie que me cause la nouvelle que je viens d'apprendre de la triple alliance⁸⁶. On embrassa le traité et on le fit embrasser au maréchal d'Huxelles, qui s'en fût bien passé; mais on manifestait une extrême satisfaction, plus bruyante que sincère peut-être. Le Régent ne pouvait se retenir de dire à lord Stair : « Nous verrons bien des visages allongés⁸⁷ »; il disait vrai et on sait le cas qu'il faut faire des éloges de d'Huxelles⁸⁸ et des louanges de Pecquet⁸⁹. Ceux de Saint-Aignan faisaient ressouvenir de la fable du pavé de l'ours. « La voilà donc conclue, disait-il, cette triple alliance contre laquelle on a crié si fort de son tems. On s'est élevé de même contre tous les traités avec l'Angleterre depuis celui de Brétigny. Pourtant la paix avec les Anglais nous a presque toujours plus profité que la guerre, en dépit de nos victoires. Aujourd'hui moins que jamais, il ne doit exister d'inimitié entre eux et nous. Il faut que les préjugés du tems cèdent à l'évidence et qu'on ne dise plus quand Dieu tonne ou que la terre tremble : C'est l'Anglais!⁹⁰ »

en
Angleterre

En Angleterre, la nouvelle de la démolition de Mardyck déclenchait l'enthousiasme. « Nous voyions avec admiration, disait l'adresse de la Chambre des Communes, les conditions désavantageuses imposées dans le traité d'Utrecht à [notre] Nation, lors-

⁸⁴ Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, t. 313, fol. 42 : Dubois au Régent, 4 janvier 1717; Ch. Aubertin, *op. cit.*, p. 89; Wiesener, *op. cit.*, t. I, p. 477; Bourgeois, *op. cit.*, t. I, p. 167, note 4; Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 105.

⁸⁵ Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, t. 310, fol. 130 : Dubois à Nocé, 26 octobre 1716. Peut-être fût-ce sous une forme analogue que Dubois insinua la même pensée à Louis XIV, voir D'Argenson, *Mémoires*, 1857, t. I, p. 190; Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. XII, p. 105.

⁸⁶ J. Buvat, *Journal de la Régence*, t. I, p. 243.

⁸⁷ Ozenfoord Castle, Stair Papers, vol. IX : lord Stair à M. Methuen, Paris, 13 janvier 1717.

⁸⁸ Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, t. 313, fol. 55 : D'Huxelles à Dubois, 13 janvier 1717.

⁸⁹ Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, t. 323, fol. 34 : Pecquet à Dubois, 13 janvier 1717.

⁹⁰ Saint-Aignan à Louville, 1^{er} février 1717, dans *Mémoires secrets de Louville*, t. II, p. 233.

qu'elle était à la tête d'une confédération puissante et victorieuse, redressées par Votre Majesté, au milieu même des dangers et des troubles intestins... Nous ne saurions dire si d'avoir souffert que la démolition du port de Dunkerque ait été indignement éludée fera dans l'avenir plus de déshonneur à la nation britannique, qu'elle ne recevra d'honneur d'avoir procuré la destruction des écluses de Mardyck. » Mais la question de Mardyck couvrait adroitement la question hanovrienne qui retirait le principal bénéfice. Les tories, certains whigs et les jacobites fidèles ne s'y trompèrent pas un seul instant.

En Hollande on aimait assez un traité qui ne coûtait rien et qui affermissait la paix, ouvrant au commerce des perspectives avantageuses.

en Hollande

Le traité exprimait d'abord l'intention des contractants d'affermir de plus en plus la paix entre leurs royaumes et États respectivement, d'éloigner entièrement de part et d'autre tout sujet de soupçon qui pourrait en quelque manière que ce fût troubler la tranquillité de leurs États et de resserrer plus fortement encore par de nouveaux nœuds l'amitié qui était entre eux.

Le traité de
la Triple-
Alliance

Il comprenait huit articles⁹¹ :

L'article I^{er} stipulait une alliance et une union étroite, tant au dedans qu'au dehors de l'Europe, avec promesse des Parties de se procurer réciproquement et fidèlement leur utilité et leurs avantages, de détourner et empêcher par les moyens les plus convenables les pertes et dommages qui pourraient leur arriver.

Article I^{er}

L'article II concernait celui qui avait pris le titre de prince de Galles, pendant la vie du feu roi Jacques II, et après la mort dudit roi, celui de roi de la Grande-Bretagne. Comme l'expérience avait fait connaître que la proximité de son séjour pouvait exciter des troubles dans la Grande-Bretagne, le roi Très-Chrétien s'obligeait d'engager ladite personne de sortir du comtat d'Avignon et d'aller faire son séjour au-delà des Alpes, immédiatement après la signature du traité et avant l'échange des ratifications; et pour témoigner encore davantage de son désir sincère d'observer religieusement tous les engagements que la couronne de France avait pris ci-devant touchant ladite personne, le roi Très-Chrétien s'engageait à ne lui donner, en quelque temps que ce fût, directement ou indirectement, aucun conseil, secours ou assistance, etc. Il ne lui permettrait pas de revenir en Avignon ou en Lorraine, ni en aucun lieu de sa domination, encore moins

Article II

⁹¹ Nous donnons le résumé très exact de L. Wiesener, *op. cit.*, t. I, p. 450-453.

d'y demeurer, sous quelque nom et sous quelque apparence que ce fût.

Article III L'article III promettait au nom des contractants le refus de toute sorte d'asile et de retraite aux sujets de l'un d'entre eux qui auraient été ou qui pourraient être déclarés rebelles, et l'on réglait la procédure de l'expulsion.

Article IV L'article IV prescrivait la démolition de Dunkerque et de l'écluse de Mardyck. Il avait été rédigé en français à cause de l'impossibilité d'exprimer en latin le détail technique des ingénieurs. Mais l'esprit de cet article était résumé préalablement en quelques lignes, latines dans l'un des instruments, françaises dans l'autre, avec cette singularité que la rédaction latine conservait la forme peu aimable qu'avait adoptée et maintenue le ministère de Londres, malgré l'adoucissement suggéré par le Roi, tandis que la rédaction française n'était pas autre chose que la traduction mot par mot du texte plus gracieux de Georges I^{er}.

On continuait en posant en principe que le nouveau port ou canal de Mardyck ne devait servir qu'à l'écoulement des eaux qui sans cela inonderaient le pays, et au commerce nécessaire pour la subsistance des peuples, lequel se ferait par des bâtiments qui ne pourraient pas avoir plus de seize pieds de largeur. Venait ensuite le menu détail de la destruction tel que l'avaient arrêté, en français, à Londres, lord Townshend, M. Methuen et M. d'Iberville : la grande écluse de Mardyck détruite; la petite, réduite de vingt-six pieds à seize; les jetées et fascines rasés au niveau de l'estran, tant à Dunkerque qu'à Mardyck. Les matériaux provenant des démolitions pourraient être employés ailleurs, à tels usages que Sa Majesté Très-Chrétienne jugerait à propos, pourvu que ce fût à deux lieues de distance de l'une et de l'autre place. Après la ratification du traité, le roi d'Angleterre et les États pourraient « envoyer des commissaires sur les lieux pour être témoins oculaires de l'exécution de cet article ».

Article V L'article V contenait, avec l'alliance défensive, la sanction partielle du traité d'Utrecht, qui lui servait de base et que Stanhope avait d'abord rejetée si loin dans ses conférences avec Dubois. Il y était dit que le véritable but de cette alliance était de conserver la paix établie par les traités d'Utrecht entre le roi Très-Chrétien, la reine de la Grande-Bretagne et les Hauts et Puissants Seigneurs les États-Généraux des Provinces-Unies, on était convenu et demeuré d'accord que tous et chacun des articles de ces traités de paix, en tant qu'ils regardaient les intérêts des trois puissances respectivement et de chacune d'elles en particulier, et ensemble les successions à la couronne de la Gran-

de-Bretagne dans la ligne protestante et à la couronne de France suivant ces traités, demeureraient dans toute leur force et vigueur. Les contractants promettaient leur garantie réciproque pour l'exécution de toutes les conventions contenues dans ces articles, concernant les successions, les intérêts des deux royaumes et des États, le maintien et la défense des royaumes, provinces, états, droits, immunités et avantages que chacun des alliés posséderait réellement au temps de la signature de cette alliance. Et à cette fin, ils étaient convenus que si l'un d'eux était attaqué par les armes par quelque prince ou État que ce fût, les autres alliés interposeraient leurs offices auprès de l'agresseur, pour procurer satisfaction à la partie lésée et engager l'agresseur à s'abstenir de toute hostilité.

L'article VI déterminait le contingent en troupes de terre, vaisseaux ou argent, qu'ils auraient à fournir si, dans le délai de deux mois, ils n'avaient pas obtenu satisfaction.

L'article VII étendait cette garantie au cas des discussions intestines ou des rebellions au sujet des successions ou sous quelque autre prétexte que ce fût; il prévoyait l'éventualité d'une déclaration de guerre des alliés aux agresseurs, avec l'obligation de s'assister réciproquement de toutes leurs forces.

L'article VIII et dernier stipulait l'échange des ratifications dans un délai de quatre semaines, ou plus tôt si faire se pouvait.

Un article séparé entre la France et la Hollande spécifiait que la garantie réciproque et les secours stipulés par les articles V et VI n'auraient lieu que pour leurs États et possessions en Europe. Il en fut de même avec l'Angleterre.

Avant de regagner Paris, Dubois vit arriver à la Haye, le 15 janvier, lord Stanhope avec qui il brûla la convention secrète de Hanovre signée par Cadogan et l'abbé le 28 novembre et qui perdait sa raison d'être; le texte du 4 janvier laissait entrevoir moins clairement les intérêts particuliers qui avaient abouti au traité. Georges I^{er} vit Dubois à Utrecht, le 22 janvier. « Il me pria, raconte celui-ci, de le suivre dans son yacht, ce qui me permit d'être auprès de lui pendant sept ou huit heures et de l'entretenir en toute liberté de choses publiques et particulières. J'ai eu l'honneur de le voir tous les jours jusqu'à hier et d'être à portée, sans demander audience, d'en avoir autant et de si longues que j'ai pu souhaiter²². » On se quitta avec mille démonstrations d'amitié et Dubois dit à Stanhope en se séparant de lui :

²² *Archiv. des Aff. Étrang.*, Hollande, t. 313, fol. 199 : Dubois à d'Huzelles, 26 janvier 1717.

Article VI

Article VII

Article VIII

Dubois fait
ses adieux
au roi
Georges

« Je m'en retourne très disposé à ne rien négliger de ce qui peut entretenir et fortifier l'amitié entre le Roi et Mgr. le Régent⁹³. »

Prend congé
des États

Le 28 janvier, le plénipotentiaire prit congé des États en les assurant que Louis XV et le Régent « voient avec une complaisance infinie le renouvellement de cette liaison, déjà accompagnée de leur part d'une amitié aussi attentive aux intérêts de la République qu'à ceux mêmes de la France, et qui commence à faire revivre les temps où la couronne de France reconnoissoit ses amis et ses ennemis à la conduite qu'ils tenoient à l'égard des Provinces-Unies. » Ce n'était que compliments, remerciements, applaudissements⁹⁴. Dubois, bien pourvu de contrebande pour les princesses de la famille d'Orléans⁹⁵, s'embarqua le 3 février dans le yacht des États parmi les salves, les fanfares⁹⁶, les beuveries⁹⁷. Ayant toute honte bue, il débarqua à Mardyck! « Je ferme mon portefeuille, écrivait-il, avec la satisfaction de ne pouvoir pas me reprocher d'avoir écouté une pensée ou dit une parole qui n'eût pas pour but le service de Son Altesse Royale⁹⁸. » — A la France il n'avait pas songé.

Ratifica-
tions

A Londres, où Georges I^{er} arriva à la fin du mois de janvier, le cabinet Townshend allait être renvoyé et devenir la victime de la politique du Roi et de Stanhope⁹⁹. A Paris, le Conseil de Régence se soumit au fait accompli et ordonna le renvoi du Prétendant qui sortit d'Avignon le 6 février se rendant à Rome, laissant des dettes nombreuses et emportant quarante-cinq pièces d'excellent vin de Bourgogne¹⁰⁰. Rien ne retardait plus les ratifications qui s'échangèrent dans l'hôtel de l'ambassadeur de France à la Haye, le 25 février 1717, par les soins de MM. de Châteauneuf, Fagel et Leathes représentant la France, la Hollande et l'Angleterre¹⁰¹.

Artisans et
bénéficiaires
du traité

« Votre voyage à la Haye, avait dit Stanhope à Dubois, a sauvé bien du sang humain et il y a bien des peuples qui vous auront

⁹³ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Hollande, t. 323, fol. 127 : Dubois à Stanhope, 26 janvier 1717.

⁹⁴ G. de Lamberty, *Mémoires pour servir à l'histoire du XVIII^e siècle*, t. X, p. 14-16.

⁹⁵ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Hollande, t. 312 fol. 294 : Dubois au Régent, 29 décembre 1716.

⁹⁶ V. de Scilhac, *L'abbé Dubois, premier ministre de Louis XV*, t. II, p. 8.

⁹⁷ P. Bliard, *Dubois, cardinal et premier ministre*, t. I, p. 226.

⁹⁸ Ch. Aubertin, *L'Esprit public en France au XVIII^e siècle*, p. 93.

⁹⁹ L. Wiesener, *Le Régent, l'abbé Dubois et les Anglais*, t. I, p. 422-439.

¹⁰⁰ *Public Record Office*, France, vol. 348 : *Avis de Marseille*, 11 mars 1717.

¹⁰¹ Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 242-243 ; V. de Scilhac, *op. cit.*, t. II, p. 8.

obligation de leur tranquillité sans s'en douter¹⁰². » C'était ce qu'on pouvait dire de plus juste à la décharge de l'inventeur de cette alliance qui affermissait les chances de paix générale. Cette paix, qui était pour la France une nécessité absolue, on n'avait pu y travailler d'accord avec le roi d'Espagne déterminé à n'aider en rien le Régent et à le contrarier en tout. Plus efficacement que Dubois et par des moyens toujours avouables, Châteauneuf avait préparé les voies à un effort diplomatique original qui constituait un parti français au cœur de la Hollande, parti assez fort pour y tenir en échec nos adversaires, obliger le roi Georges à compter avec lui, éliminer l'influence de l'empereur Charles et mettre la France à même d'épier et de saisir une conjoncture favorable. Celle-ci s'était offerte sous la forme d'une menace dans le Nord de l'Europe lorsque le Tsar parut menacer les États allemands de Georges; l'avis que le Tsar envoyait secrètement un ministre en France¹⁰³, quoique ignoré de Dubois, décida du succès de la mission de celui-ci par le coup de théâtre de Hanovre.

Georges I^{er} restait le principal bénéficiaire du traité de la triple alliance qui l'assurait de la couronne d'Angleterre et lui ouvrait de vastes ambitions en Allemagne. Les whigs auraient à se satisfaire avec Mardyck et l'expulsion du Prétendant. Stanhope recueillit la succession de Townshend et les bénéfices de la victoire que son parti avait remporté à la Haye et qui grandissait beaucoup le prestige de son maître.

Heinsius et les Hollandais s'estimaient pleinement satisfaits à la lecture d'un traité qui ne leur coûtait rien et leur ouvrait la perspective de fructueuses opérations commerciales.

Le Régent faisait sonner haut le gage de paix générale à l'abri duquel il avait poursuivi son intérêt particulier : la succession au trône de France. Tous les autres points litigieux en Italie, en Allemagne, dans le Nord demeurèrent en suspens de sorte, qu'en France, la Triple Alliance de la Haye n'avança les affaires que du seul duc d'Orléans. Il y avait mis le prix en livrant Mardyck. Que la création de ce port fut contraire à l'esprit du traité d'Utrecht on peut le soutenir, mais que son maintien dût déclencher une nouvelle guerre on est en droit de le nier. L'admission de commissaires assistant à la démolition était une lâcheté sans excuse,

¹⁰² Ch. Aubertin, *op. cit.*, p. 93.

¹⁰³ W. Coxe, *Memoirs of R. Walpole*, t. II, p. 101 : lord Stanhope à lord Townshend, Hanovre, 9 octobre 1716.

quant au renvoi du Prétendant et à la proscription des Jacobites on ne pouvait songer sérieusement à faire un reproche.

Dub. is
récompensé

Toute la carrière politique de Dubois sortit du traité de la Haye comme un fruit vénéneux éclot sur une souche empoisonnée. « Le traité de la Haye, disait-il lui-même, ne se seroit jamais fait par le train ordinaire. Il n'avoit pas eu besoin d'être sorcier pour y réussir », il lui avait suffi d'être « le dépositaire du secret du prince et tout ce qu'il avoit dit avoit la valeur de ce qu'auroit dit le prince lui-même ». C'est, en quelques mots, l'histoire de cette nouveauté funeste qu'est la diplomatie secrète. Après le succès obtenu nul n'était plus en mesure de faire la part à cette puissance occulte, Dubois pouvait tout entreprendre, tout espérer. Il reçut l'abbaye du Saint-Riquier, au diocèse d'Amiens, valant vingt-cinq mille livres de rentes¹⁰⁴; quelques semaines plus tard il était désigné pour la charge de secrétaire du cabinet du Roi « avec la distinction d'avoir seul droit de tenir la plume du Roi à l'exclusion des trois autres secrétaires¹⁰⁵ ». Enfin, le 26 mars, il était nommé au Conseil de Affaires étrangères en raison de sa « capacité et expérience ». Dès lors, Dubois tenait dans sa main tous les fils, ceux de la diplomatie officielle comme ceux de la diplomatie secrète. Le secret de son succès ne se trouvait pas dans un mérite hors ligne, une habileté ou une expérience sans rivales, mais dans l'avantage d'avoir un plan, de le suivre et de l'imposer autour de lui. « Le Régent qui suit presque toujours les idées qui lui viennent, sans s'arrêter à aucune est ordinairement arrêté et fixé par celles de l'abbé Dubois, disait un contemporain. Si celles-ci ne sont pas accompagnées d'autant de lumières que celles du Régent, elles sont au moins soutenues par quelque chose de plus solide et par un plan fixe et suivi dont le Régent est incapable¹⁰⁶. » Tel était le secret du succès de Dubois. Il avait trouvé et fourni au duc d'Orléans le triple moyen de gouverner la France pendant la minorité, après la majorité et, peut-être, après la disparition, toujours prévue, de Louis XV¹⁰⁷. Pour lui-même, il était sans inquiétude comme sans ambition, installé au cœur de la place, pouvant choisir et prendre à son gré, à portée de tout, capable de tout, mais sans hâte et sans bruit.

¹⁰⁴ J. Buvat, *Journal de la Régence*, t. I, p. 253.

¹⁰⁵ Le 11 avril 1717, c'était un revenu de 60.000 livres. Il succéda à Callières, M. de Breteuil à Mme de Balleroy, 23 mars 1717, dans *Les Correspondants*, t. I, p. 129.

¹⁰⁶ Pichon, *Vie de Charles-Henry, comte de Hoym*, 1694-1736, in-8, Paris, 1880, t. I, p. 35.

¹⁰⁷ E. Bourgeois, *Le secret du Régent*, t. I, p. 177.

On venait de le voir « se fourrer » dans le Conseil des Affaires étrangères, « comme ces plantes qui s'introduisent dans les murailles et qui enfin les renversent¹⁰⁸ ».

¹⁰⁸ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. XIV, p. 196.

CHAPITRE XVII

Le Tsar Pierre I^{er} et le Régent

(13 janvier — 15 août 1717)

Ambition de Dubois. — Il s'appuie sur l'Angleterre. — Projets suédo-jacobites. — Incident de la lettre de Gyldenborg. — Dubois organise sa diplomatie. — Ambitions de l'Angleterre vers la Baltique. — Desseins de Charles XII. — Voyage de Pierre I^{er} en Occident. — Hésitations sur l'alliance. — Avances faites à M. de Châteauneuf. — L'intérêt national. — Les vues de Pierre I^{er} servies par la Prusse et contrecarrées par Dubois. — Rumeurs du voyage du Tsar à Paris. — Voyage de Dunkerque à Paris. — Entrée du Tsar à Paris. — Entrevues officielles. — Les occupations du Tsar à Paris. — Inquiétudes que donne son séjour aux Cours étrangères. — Il insiste pour nouer l'alliance. — Ses considérations. — Instructions données au maréchal de Tessé. — Intervention de lord Stair. — Dubois livre le secret de la négociation à l'Angleterre. — Le Régent s'efforce de dissoudre la ligue du Nord. — Fin du séjour et départ du Tsar. — Le traité de commerce.

Au moment où l'abbé Dubois entrait au Conseil des Affaires étrangères, son plan consistait à affermir par l'éclat de sa politique extérieure le pouvoir personnel du Régent et de s'ouvrir à lui-même l'accès de la plus haute carrière. La tribu des Noailles, qui avait exercé depuis la Régence un pouvoir multiforme¹, s'y était révélée insuffisante. Le duc n'avait su restaurer les finances ni détruire les abus; le cardinal avait envenimé la querelle religieuse; à la marine d'Estrées, un beau-frère; à la guerre, Guiche, autre beau-frère; au Conseil du dedans, d'Antin, livré à sa belle-fille « qui était fort Noailles », tous avaient échoué dans l'entreprise ardue de créer une politique et de constituer un véritable gouvernement. De bonne foi, au lendemain d'un succès diplomatique, l'abbé pouvait se croire en mesure de faire plus et mieux que ces grands seigneurs qu'il aspirait à remplacer.

Après être venu à bout de conclure cette alliance franco-anglaise qui « ne comptait guère d'autres partisans bien décidés

Ambition
de Dubois

Il s'appuie
sur
l'Angleterre

¹ *British Museum*, ms. n. 8756, Mémoires de Cellamare, fol. 72 : Nei primi tempi della Regenza a tutte altre privalse la casa di Noailles.

que les diplomates qui la négociaient² », Dubois et Stanhope visaient plus loin. Stanhope espérait « faire perdre aux Anglais l'habitude de regarder les Français comme leurs ennemis naturels³ », Dubois se flattait de leur faire gagner le goût de nos grands crus et de notre argent. « Jé supplie Votre Altesse Royale, écrivait-il au Régent, de faire choisir par quelque connaisseur fidèle, d'une part, trente pièces de vin de Champagne du plus fort, et de celui qui aura le plus de qualité, tel que le bon vin de Sillery, et d'autre part quinze pièces de vin de Champagne de la même qualité, dix pièces de Bourgogne et du plus fort aussi, et cinq pièces de vin de Volnay. Les trente pièces de vin de Champagne seront pour le Roi, et les trente autres seront pour M. Stanhope⁴. » D'autres ont des goûts différents. Le beau-père de lord Stanhope, un membre de la Chambre des Communes appelé Pitt, dirigeait l'opposition et l'ameutait contre l'alliance franco-anglaise. Des transactions commerciales avaient mis aux mains de Pitt un diamant énorme du poids de six cents grains dont il ne savait comment se défaire. Il le fit proposer au Régent à qui l'état du trésor ne permettait pas cette onéreuse acquisition. Alors Pitt attaqua la triple alliance, menaçant ainsi la politique et la carrière de Dubois qui décida le Régent à acheter le joyau, moyennant deux millions cinq cent mille livres en or, et que le sieur Rondet, escorté de sept grenadiers à cheval, armés jusqu'aux dents, alla chercher à Londres⁵, d'où il rapporta le diamant.

Projets
suédo-
jacobites

L'alliance soutenue et affirmée à l'aide de ces moyens devait, dans l'esprit de Dubois; « déterminer le système de l'Europe pour longtemps »; elle fixa, en effet, le système fédératif de l'Europe pendant un quart de siècle environ. Pour l'obtenir, Dubois n'hésita pas à soutenir la dynastie protestante qui pouvait seule assurer la succession française à la maison d'Orléans; il prit cette décision en politique avisé et le résultat « changea totalement la face des affaires générales, et fit succéder un calme parfait aux alarmes que les ennemis de la paix avaient jusqu'alors entretenues⁶. » Georges I^{er} délivré du souci des complaisances françaises

² Ch. Aubertin, *L'Esprit public en France au XVIII^e siècle*, in-8, Paris, 1873, p. 78.

³ Ch. Aubertin, *op. cit.*, p. 73-74.

⁴ Ch. Aubertin, *op. cit.*, p. 77.

⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 103, 8 juin 1717; Buvat, *Journal*, t. I, p. 281-282; 20 juin; Lémontey, *Histoire de la Régence*, in-8, Paris, 1832, t. I, p. 107-108; Ch. Aubertin, *op. cit.*, p. 112; Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. XIV, p. 417; L. Wiesener, *op. cit.*, t. II, p. 36.

⁶ Arch. des Affaires Étrangères, Espagne, *Mémoires et Documents*, t. 140, fol. 78.

pour le Prétendant n'était pas cependant à l'abri des menées jacobites. Tandis que Charles XII, de Suède, défendait Stralsund en désespéré, le baron de Spaar, son ambassadeur à Paris combinait avec le maréchal de Berwick un projet de transport de huit mille Suédois de Gottembourg sur le Cattégat jusqu'en Écosse, ce n'était pas d'ailleurs la première fois qu'on rêvait d'unir la démenche de Charles XII à la folie des jacobites⁷. Ceux-ci offraient deux cent mille livres sterling pour l'expédition, et l'aubaine tenta trois aigrefins de haut parage : Spaar à Paris, Goertz à la Haye et Gyllenborg à Londres, tous trois ambassadeurs du roi de Suède⁸.

Ces trois personnages projetaient la réconciliation de Charles XII et du tsar Pierre dont les armées réunies renversaient le Régent et débarquaient douze mille hommes en Écosse pendant que l'argent du roi d'Espagne soulèverait l'Angleterre. Tout cela était inepte et on ne pouvait mettre en doute que Goertz ne cherchât qu'à tirer de l'argent de toutes mains. « Il passe depuis longtemps pour un fripon, disait-on de lui; il mérite à présent le titre d'étourdi, sa négociation est celle d'un filou⁹. » Dès son retour à Londres, Georges I^{er} averti de l'activité insolite des jacobites et conseillé par Stanhope fit arrêter Gyllenborg et saisir ses papiers (9 février 1717) qu'il fit imprimer et distribuer aux représentants diplomatiques à Londres et à l'étranger¹⁰. En même temps, à la requête des Anglais, la Hollande fit arrêter Goertz fugitif. Afin de justifier des procédés si nouveaux, le roi d'Angleterre manifesta une grande indignation et voulut tirer vengeance de la Suède, affamée par une disette, en interdisant l'exportation des céréales non seulement d'Angleterre, mais de Hollande et, même, de France. Les Hollandais qui voyaient là une occasion de se substituer en Suède aux Anglais dans le commerce des grains, du sel, etc., firent la sourde oreille et le Régent semblait n'avoir pas d'autre conduite à tenir.

⁷ M. d'Iberville à M. de Torcy, la Haye, 10 février 1715, dans Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 385; Brit. Mus., Addit. mss. 20292. *Papiers du cardinal Gualterio*, fol. 186-190.

⁸ Sur le personnage et les projets de Goertz, voir G. Syveton, *L'erreur de Goertz*, dans *Revue d'histoire diplomatique*, 1895-1896.

⁹ M. de Châteauneuf au maréchal d'Huxelles, la Haye, 12 et 19 mars 1717, dans P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 386.

¹⁰ *Letters which passed between Count Gyllenborg the barons Gærtz, Spaar and other relating to the design of raising a rebellion in his Majesty's dominions to be supported by a force from Sweden*. Published by authority, 1717, (franç. et angl.), il existe une édition française in-4^o; Dublin, 1717; Chance, *George I and his relations with the Sweden et The Swedish Plot of 1716*; dans *English historical review*, 1902, 1903.

Incident
de la lettre
de
Gyllenborg

Cependant, le ministère anglais, en faisant imprimer les papiers de Gyllenborg, avait laissé paraître une lettre outrageante pour le duc d'Orléans. Gyllenborg y faisait allusion au péril que l'ambition du Régent faisait courir à la vie de Louis XV et à la possibilité du rappel de Philippe V. Était-ce inadvertance ou préméditation de la part de Stanhope? on ne savait que croire, surtout en voyant le secrétaire de l'ambassade britannique à Paris présenter à Dubois un exemplaire du volume qui renfermait ces injures¹¹. Le scandale fut grand. Dubois étourdi de ce coup, trépigna de fureur, protesta — c'était une clause de style chez lui — qu'il eut préféré donner la moitié de son sang plutôt que de voir paraître cette lettre¹². Après avoir beaucoup crié, l'abbé se calma, n'ayant rien de mieux et surtout rien d'autre à faire¹³. Bien plus, le Régent consentit à ce que refusaient les Hollandais; il interdit l'exportation des grains et des céréales des ports de France à destination de la Suède. Dubois alla plus loin, car il atteignait d'instinct à la platitude. Il se rendit chez le chargé d'affaires anglais et l'assura qu'il était allé de sa personne chez le maréchal d'Estrées et avait demandé à voir les ordres envoyés aux ports, il pouvait s'enquérir si ce n'était pas vrai. De la publication intempestive il n'était plus question, Dubois ne savait point garder rancune aux Anglais, même il s'intéressait tant à l'Angleterre, disait-il, qu'il était persuadé qu'on le croyait aux gages du roi de la Grande-Bretagne¹⁴. Pour sortir de cette affaire délicate, on imagina d'attribuer au duc d'Orléans le rôle de médiateur entre les rois d'Angleterre et de Suède. Tout s'arrangea, les ambassadeurs furent relâchés¹⁵ et il n'en eut plus été question si, en Angleterre, ce complot n'avait amené la rupture du parti whig et le remaniement du ministère; mais l'alliance s'en trouva affermie, lord Stanhope devenait Premier lord de la trésorerie et le chef réel de la politique étrangère et du gouvernement¹⁶.

¹¹ *Oxenfoord Castle, Stair Papers*, vol. IX : Crawford à lord Stair, Paris, 9 mars 1717.

¹² *Oxenfoord Castle, Stair Papers*, vol. IX : Crawford à lord Stair, Paris, 10 mars 1717; *Public Record Office*, France, vol. 350 : Crawford à Methuen, Paris, 10, 17 mars 1717.

¹³ *Public Record Office*, France, vol. 350 : Th. Crawford à Methuen, Paris, 27 mars 1717.

¹⁴ *Public Record Office*, France, vol. 350 : Crawford à Methuen, Paris, 17 avril 1717.

¹⁵ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, 1832, t. I, p. 129-130; t. II, p. 383-387.

¹⁶ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 300, fol. 10 : lord Stanhope à Dubois, 5 avril 1717.

Dubois
organise
sa
diplomatie

Stanhope faisait de la faveur, de l'élévation et de la puissance de Dubois les échelons du succès de leur politique commune et Dubois le cajolait comme son bienfaiteur et, un peu aussi, sa dupe, l'entretenait de ses desseins et de l'empressement qu'il allait mettre à « soigner leur grand projet¹⁷ ». Pendant ce temps, l'abbé ne cessait d'étendre ses relations et multiplier ses complaisances. Il avait, non sans peine, désarmé les préventions du huguenot Robethon, secrétaire de Georges I^{er}, et procuré à cet austère les grâces du Régent en échange de confidences précieuses¹⁸; en Hollande, il rendait des services ingénieux ou imprévus aux belles amies qui faisaient de lui « de douces et respectueuses commémorations¹⁹ », il entretenait une correspondance secrète avec Duywenworden au sujet du personnel diplomatique de la Haye²⁰, il mettait à contribution l'érudit Basnage, qui n'y perdait rien²¹. Par ces correspondances et par les procédés flatteurs qu'il savait prodiguer, Dubois, dernier introduit au Conseil des affaires étrangères, s'emparait de tous les fils de la politique extérieure, avec l'aisance et l'autorité d'un premier ministre, prêt à donner de sa personne et à engager son maître. « Je suis, écrit-il à Stanhope, à la disposition de Votre Excellence, prêt à tout ce qu'elle voudra de moi, même à me rendre à Londres quand elle le désirera²². Il nous faut rester dans l'ombre pour que votre maître paroisse seul. Je vous supplie néanmoins, si nous devons être de quelque secours, de ne pas nous épargner; car quelque proposition que Votre Excellence fasse à Vienne et à Madrid, suivant le plan qu'elle a formé, je suis persuadé que Mgr. le Régent y donnera les mains²³. »

A une époque où la guerre paraissait tellement certaine qu'on ne se demandait autre chose sinon où et quand elle éclaterait,

¹⁷ *Arch. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 300, fol. 23 : Dubois à lord Stanhope, 16 avril 1717.

¹⁸ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 300, fol. 48 : Robethon à Dubois, 12 avril; *ibid.*, fol. 244; 20 mai; fol. 263 et 320; Dubois à Robethon, 9 juin et 17 juillet 1717.

¹⁹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 300, fol. 95 : Beretti Landi à Dubois, 4 mai 1717.

²⁰ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 300, fol. 64 : Duywenworden à Dubois, 20 avril 1717; *ibid.*, fol. 96 : Dubois à Duywenworden, 13 mai 1717.

²¹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 300, fol. 43, 69, 285, 351, 379 : Dubois à Basnage, 23, 30 avril, 18 juin, 19 juillet, 8 août 1717; *ibid.*, t. 300, fol. 70 : Dubois à La Sarras (gendre de Basnage), 30 avril 1717.

²² *Arch. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 300, fol. 27 : Dubois à Stanhope, 16 avril 1717.

²³ *Arch. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 300, fol. 73 : Dubois à Stanhope, 10^{er} mai 1717.

Dubois ne pouvait grandir et même subsister que dans la paix et par la paix. Comme en d'autres temps certains se sont employés à déchaîner la guerre, lui imaginait sans cesse des moyens de la retarder et de l'empêcher. Avant toute chose il fallait rétablir l'entente entre le roi d'Espagne et l'Empereur; ensuite ramener l'accord entre les puissances du nord de l'Europe.

Ambitions
de
l'Angleterre
vers
la Baltique

Le roi de Suède et le tsar de Russie inquiétaient tous leurs voisins à peu près comme un frénétique et un monstre jetteraient l'alarme autour d'eux. Charles XII par égarement d'esprit, Pierre I^{er} par immensité de moyens laissaient craindre à tout moment une entreprise nouvelle, formidable, désastreuse. Redoutant le second pour son Hanovre chéri et le premier pour son trône d'Angleterre, le roi Georges avait, on s'en souvient, conclu la triple alliance afin d'écarter le péril moscovite de ses états allemands. Le procédé auquel il venait d'avoir recours à l'égard des deux représentants de Charles XII montre qu'il ne laissait pas que de le redouter. Goertz, en effet, était un diplomate entreprenant qui pouvait inspirer à son maître des vues embarrassantes pour l'Angleterre s'il parvenait à la mettre aux prises avec la Russie. Le Danemark et le Hanovre se trouvaient réduits au rang de provinces anglaises de terre ferme, la Pologne réduite à l'impuissance, la Prusse s'interdisant une politique active, il se trouvait que les premiers rôles appartenaient à la Russie et à l'Angleterre²⁴. Celle-ci par sa flotte et son commerce, pénétrait dans la Baltique d'où elle évinçait les Hollandais pour y rencontrer les Moscovites, et sa presse, avide autant que bruyante, dénonçait avec une apparente conviction le péril russe et la formidable puissance du Tsar. « Le commerce de la Baltique, écrivait Walpole, crie vengeance de se voir réduit à la discrétion du Tsar²⁵ » et « nous nous demandons encore si nous serons whigs ou tories²⁶ ».

Desseins
de
Charles XII

Pendant que les Anglais tremblaient de crainte et de colère à la pensée de la proie commerciale qui pouvait leur échapper, Goertz comprit que la Baltique, devenue le champ clos de ces

²⁴ Mémoires remis par le comte de Goertz au Cabinet de Versailles, mars 1717, dans *Instructions données aux ambassadeurs et ministres de France depuis les traités de Westphalie*. Geffroy, Suède, in-8, Paris, 1885, p. 485; *Instructions du Comte de la Marck*, mars 1717, *ibid.*, p. 285.

²⁵ *The interests of Great Britain steadily pursued*, 1715; W. Coxe, *Memoirs of Walpole*, t. I, p. 87.

²⁶ *La crise du Nord et Mémoire d'une personne intéressée et sensible au commerce de la Baltique*, décembre 1716, dans Lamberty, *Mémoires pour servir à l'histoire du XVIII^e siècle*, in-4, Amsterdam, 1734-1735, t. IX, p. 663; Chance, *The Baltic expedition; the Northern question in 1716*, dans *English historical review*, 1903, 1904.

puissants adversaires, échappait pour toujours aux convoitises de la Suède qui brisant l'étreinte prête à l'étouffer, se détournait vers l'Ouest et s'ouvrait du côté de la Norvège l'accès à la mer libre²⁷. Le ministre persuada le souverain qui se crut vengé du Tsar, son vainqueur, en le mettant aux prises avec le souverain du Hanovre et de l'Angleterre. Dès la fin de 1716 le plan de Goertz était arrêté et « jamais homme, dit Voltaire, ne fut si audacieux, à la fois, si plein de ressources dans les disgrâces, si vaste dans ses desseins ou si actif dans ses démarches. Il prodiguait les dons, les promesses, les serments, la vérité et le mensonge²⁸. » Un agent de cette trempe pouvait devenir redoutable et l'Angleterre avait espéré le discréditer à jamais en révélant son rôle dans la conspiration de Spaar et Gyldenborg; si Charles XII se refusait à désavouer Goertz, on retiendrait ce grief pour lui déclarer la guerre et le but serait atteint. Le Parlement faillit tomber dans le piège que lui tendait Stanhope, il manifesta une excessive irritation, envisagea un instant la possibilité d'une déclaration de guerre dont il ne se détourna qu'après avoir aperçu l'intrigue de la Cour pour engager le pays dans une aventure tout hanovrienne²⁹. La mèche ainsi éventée on se rappela que « ce ne serait pas la première fois qu'une conjuration révélée au Parlement au commencement de ses séances aurait produit des effets merveilleux pour les volontés de la Cour³⁰ ». Cependant l'Angleterre ne souhaitait pas un conflit avec la Suède, aussi longtemps du moins qu'elle ne serait pas entièrement rassurée sur les intentions de Pierre I^{er}.

Celui-ci n'était rien moins que rassurant pour l'électeur de Hanovre. Ses troupes occupaient et ruinaient le Mecklembourg pendant que, de sa personne, le Tsar arrivait à Amsterdam (17 décembre 1716) où le ministre de l'Empereur vint lui enjoindre d'évacuer tout territoire de l'Empire. Pierre n'en tint aucun compte et menaça de n'évacuer le Mecklembourg que pour occuper le Hanovre en punition des mauvais offices que ne cessait de lui rendre l'Électeur³¹. Cette rodomontade ne détournait pas

Voyage
de Pierre
en Occident

²⁷ Mémoire remis par le comte de Goertz au Cabinet de Versailles, mars 1717, *op. cit.*, p. 485.

²⁸ Voltaire, *Histoire de Charles XII*, édit. Waddington, p. 264.

²⁹ Bonnet au roi de Prusse, 16 mars 1717, dans J.-G. Droysen, *Geschichte der preussischen Politik*, in-8, Leipzig, 1869, Part IV, sect. II, t. I, p. 203, note 2.

³⁰ *Bibl. nat. ms. franç.* 10670-10672, Torcy, *Mémoires inédits*, t. I, p. 116; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XIII, p. 320.

³¹ *Public Record Office*, Holland, vol. 379 : *Leathes à lord Stanhope*, la Haye, 2 avril 1717.

le Tsar d'un profond calcul politique. Il se sentait obligé d'avoir, contre l'Autriche et le Hanovre, un point d'appui en Occident et ce point d'appui ne se trouverait qu'en France. Dès qu'on sut l'intention de ce prince de visiter les Pays-Bas, nos deux représentants à la Haye reçurent à ce sujet une instruction détaillée. Dubois et Châteauneuf avaient ordre de « lui rendre les devoirs que tous les autres ministres lui rendroient... de relever ses vertus et ses actions aussi bien que sa persévérance dans l'exécution de ses grands projets », en sorte que Son Altesse Royale verra toujours avec plaisir tout ce qui pourra contribuer à former des liaisons entre elle et lui... mais vous éviterez quant à présent de faire nulle ouverture au prince et vous écouterez ce qu'il voudra vous confier de ses vues pour en rendre compte au Roi³². »

Hésitations
sur l'alliance

Peu après, Châteauneuf recevait des instructions qui lui semblaient faire présager un projet d'alliance. Je connais, faisait-on dire à Louis XV, le peu d'avantages que l'on doit attendre de « l'alliance d'un prince dont les états sont aussi éloignés que ceux du Tsar, et je sais que son fils, n'a pas les qualités nécessaires pour soutenir la réputation qu'il s'est acquise, ni les établissements qu'il a faits..., mais d'autres raisons supérieures me font passer sur ces considérations quelque fortes qu'elles soient, et mon intention est que vous profitiez du séjour de ce prince en Hollande pour lui faire connaître que je vous ai prescrit de l'assurer... que j'ai regardé son voyage en Hollande comme une conjoncture favorable pour convenir des moyens d'établir entre mes sujets et les siens une correspondance directe et réciproquement utile pour leur commerce... Vous pouvez encore laisser entendre aux ministres du Tsar que je ne m'éloignerais pas d'admettre dans les liaisons que je prendrais avec lui ceux de ses alliés qu'il voudroit y faire entrer... Il est bon enfin que vos démarches confirment ces assurances³³. »

En même temps que cette dépêche, Châteauneuf en recevait une autre du maréchal d'Huxelles, datée du même jour, 5 janvier 1717, qui lui recommandait une extrême circonspection : « Ayez principalement en vue de ne rien engager sans de nouveaux ordres, mais d'entretenir les espérances du Tsar autant que vous le jugerez nécessaire pour empêcher que ce prince ne

³² *Archiv. des Aff. Étrang.*, Hollande, t. 301, fol. 124 : Instructions à Dubois et à Châteauneuf.

³³ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Hollande, t. 303, fol. 279; suiv. : Louis XV à Châteauneuf, 5 janvier 1717.

prenne d'ailleurs des engagements contraires aux vues et aux intentions du Roi, avant que Sa Majesté puisse prendre les mesures qu'elle jugera convenables à l'un et à l'autre³⁴. Le motif de cet appel à la prudence était la susceptibilité de l'Angleterre qui trouverait sans doute mauvais un accord entre la France et Pierre I^{er} à l'heure même où venait de se conclure la Triple Alliance.

Déjà le bruit courait que le Tsar viendrait passer l'hiver à Paris³⁵, et Dubois s'inquiétait de ce voyage et de ses conséquences, cherchait à alarmer le Régent. Si vous ne restez pas uni au roi d'Angleterre, lui écrivait-il, « vous tombez du grenier à la cave : je vous conjure, au nom de Dieu, jusqu'à ce que j'aie eu l'honneur de vous entretenir, quelque occasion qui se présente, de ne rien risquer qui puisse refroidir cette liaison et réveiller le moindre soupçon³⁶. » Châteauneuf, qu'aucun intérêt personnel n'enchaînait à l'alliance anglaise, approuvait l'idée d'une alliance russe³⁷. Il ne s'en cachait pas trop à Dubois qui écrivait des lettres éplorées au Régent³⁸, faisait appel à la sagesse (!) du maréchal d'Huxelles³⁹, qui le rassurait⁴⁰. Mais au plus fort de cette correspondance, le 13 janvier, l'un des ministres que le Tsar avait amenés avec lui, le prince Kourakin, alla trouver M. de Châteauneuf. « Je ne vous parle pas, lui dit-il, comme à un ambassadeur, mais comme à un ami à qui je révèle le secret que m'a confié mon maître. » Il ajouta que « le Tsar, d'accord avec le roi de Prusse, avoit reconnu l'utilité de former des liaisons avec la France, qu'il y étoit entièrement disposé, qu'il souhaitoit avec empressement la conclusion d'un traité et tenoit à ce que l'affaire se négociât immédiatement sous ses yeux ». Huit jours après cette démarche destinée à préparer le terrain, Kourakin renouvela officiellement, au nom de son souverain la même communication. Châteauneuf se hâta d'informer sa Cour. Le Tsar proposait la garantie des traités d'Utrecht et de Bade, se bornant à réclamer les bons

Avances
faites à
Châteauneuf

³⁴ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Hollande, t. 303, fol. 300 : D'Huxelles à Châteauneuf, 5 janvier 1717.

³⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVI, 22 novembre et 23 décembre 1716.

³⁶ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Hollande, t. 312, fol. 156 : Dubois au Régent, 10 décembre 1716.

³⁷ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Hollande, t. 313, fol. 86 : Châteauneuf à d'Huxelles, 12 janvier 1717.

³⁸ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Hollande, t. 318, fol. 63, suiv. : Dubois au Régent, 12 janvier 1717; Bliard, Dubois, t. I, p. 261-263.

³⁹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Hollande, t. 313, fol. 97 : Dubois à d'Huxelles, 12 janvier 1717.

⁴⁰ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Hollande, t. 313, fol. 102 : D'Huxelles à Dubois, 19 janvier 1717.

offices de la France pour la paix du Nord sans partialité en faveur de la Suède. Mais la France cesserait de payer des subsides à cette puissance et lui accorderait à lui-même un subside mensuel⁴¹. Cette dernière condition semblait aisée à obtenir puisque, dans sa dépêche du 5 janvier, d'Huxelles manifestait le dessein de retrancher le subside à la Suède à laquelle il n'offrait plus que « ses offices pour parvenir à la paix du Nord⁴² ». C'était le prélude d'une évolution générale des alliances de la France dans le Nord; elle conduirait à de grands et solides résultats et rappellerait certaines vues de Louis XIV. Sans abandonner la Suède notre ancienne alliée, épuisée d'hommes et d'argent par la folie de son roi, la France se tournait vers la Russie en vue de favoriser son développement et d'y introduire notre commerce.

L'intérêt
national

A cette politique nationale s'opposait l'intérêt de Philippe d'Orléans dont Dubois restait l'interprète avisé et vigilant. Étendre l'influence française, élargir son commerce, accroître sa puissance c'était nuire au souverain de l'Angleterre et du Hanovre qui ne le pardonnerait jamais, c'était compromettre les chances à la couronne pour le Régent et l'espoir du chapeau pour son confident. « Si, en établissant le Tsar, vous chassez les Hollandais et les Anglais de la mer Baltique, vous serez éternellement odieux à ces deux nations. Si la Triple Alliance peut vous suffire, examinez si le reste vous est nécessaire⁴³. » Celui qui parlait ainsi au maître de la France était le même qui faisait savoir au maître de l'Angleterre que notre gouvernement « ne ferait rien que ce qui conviendrait au roi de la Grande-Bretagne⁴⁴ ». Il fallait tout l'aveuglement d'une ambition insatiable, d'une avidité sans bornes et d'une intelligence sans grandeur pour méconnaître la signification de l'alliance qui s'offrait à nous en Russie, jeune et vigoureuse héritière des trois États que la France opposait à l'ambition de l'Empire. La Turquie dépérissait, la Pologne et la

⁴¹ Archiv. des Aff. Étrang., Dépêches de Châteauneuf, 14 et 21 janvier 1717, dans Vandal, *Louis XV et Elisabeth de Russie. Étude sur les relations de la France et de la Russie au XVIII^e siècle*, in-8, Paris, 1882, p. 24. Châteauneuf avait ordre d'écouter ces ouvertures : *Instructions données aux ambassadeurs et ministres de France depuis les traités de Westphalie*, Rambaud, *Russie*, 1590, t. I, p. 138, Rotterdam à Berlin avait ménagé cette entrevue, Bruckner, *Peter des Grosse*, p. 435.

⁴² Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, t. 303, fol. 300 : D'Huxelles à Châteauneuf, 3 janvier 1717; Rambaud, *op. cit.*, p. 139.

⁴³ Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, Châteauneuf à d'Huxelles et du Roi, 14 janvier 1717; Vandal, *op. cit.*, p. 24.

⁴⁴ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 300, fol. 92 : Dubois à Robethon, 12 mai 1717; *Annals of Stair*, t. II, p. 15.

Suède n'évoquaient plus que des souvenirs, au moment où une puissance nouvelle marquait son rang en Europe et s'offrait à remplir dans nos combinaisons politiques la place que l'effacement de nos anciens alliés laissait vacante⁴⁵.

Pierre I^{er} s'offrait « à nous tenir lieu de Suède » et à valoir mieux qu'elle. Versez, disait-il, dans mes mains l'or que vous perdez dans les siennes; je tiendrai ses engagements, et je vous apporte de plus l'alliance de la Prusse et de la Pologne⁴⁶. Cette politique franchement mercenaire, semblait cynique à ceux qui n'avaient rien appris ou rien compris de l'effort gigantesque tenté et poursuivi sur les bords de la Néva par le maître hautain et familier, impitoyable et accessible, commandant son armée, ses ouvriers, son clergé, créant une flotte, une capitale, un empire imposant des lois, des réformes, des administrations et fondant un État moderne doté de tous ses organes indispensables au moment où l'épuisement de la Suède, l'anarchie de la Pologne et la décrépitude de la Turquie faisaient de lui l'arbitre du Nord. Après maintes prouesses et d'amers déboires, en 1716, Pierre était vainqueur des Suédois et des Polonais, il regardait avidement l'Europe, non pour y agrandir son immense empire, mais pour consolider par un système d'alliances l'État qu'il avait créé. Dans ce concert diplomatique où il voulait prendre place, il n'entendait pas figurer une force lointaine et excentrique, mais il voulait faire sentir son action au centre même. Il lui fallait pour cela un introducteur, un répondant, un parrain, service qu'il ne pouvait attendre de la Prusse chétive, de l'Autriche hostile, de l'Angleterre hargneuse, de l'Espagne lointaine; il s'adressait donc à la France.

Les vues de
Pierre I^{er}

Dès 1716, un agent russe, Zotof, était venu sonder la Cour de France, mais Pierre I^{er} ne voulait d'autre négociateur que lui-même. Il laissa voir au roi de Prusse, — le « gros Guillaume » — son penchant pour la France et le madré prussien conçut aussitôt le projet de servir de trait d'union entre la France et la Russie; de travailler à leur alliance et de s'y associer afin de l'exploiter contre l'Autriche. Il chargea l'un de ses ministres, le comte de Kniphausen de faire escorte au Tsar en Hollande et jusqu'en France où lui-même viendrait peut-être le retrouver, disait-il⁴⁷.

Servies
par la
Prusse et
contre-
carrées
par Dubois

⁴⁵ A. Vandal, *op. cit.*, Introd. p. vi.

⁴⁶ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, n-8, Paris 1832, t. I, p. 116; P. Roux, *Politique extérieure de Pierre le Grand*, dans *Revue d'histoire diplomatique*, 1903, t. XVII, p. 182-215.

⁴⁷ *Bibl. nat.*, ms. fr. 10670, Torey, *Mémoires inédits*, t. II, fol. 353, 359; Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. XIV, p. 30, 59; De Guichen,

Ainsi présenté et épaulé, le Tsar pouvait attendre un heureux résultat des ouvertures du prince Kourakin, si Dubois ne s'était mis en travers. Dubois n'avait ni les vues lointaines ni le jugement supérieur d'un homme d'État; il n'interrogeait que les circonstances présentes et ne calculait que l'intérêt personnel, le sien et celui du Régent *en fonction* du sien. L'alliance russe lui parut de nature à froisser l'Angleterre et à compromettre ce qu'il attendait d'elle. Sa lettre secrète du 12 janvier⁴⁸ fut remise au Régent avant les dépêches de Châteauneuf des 14 et 21, rendant compte des propositions du Tsar qui, en toute autre circonstance, eussent été accueillies avec joie.

Quand ces propositions arrivèrent à Paris, le Régent avait, une fois de plus, sacrifié l'avantage du royaume à l'intérêt de la maison d'Orléans et obligé le maréchal d'Huxelles à décliner les avances du Tsar; il s'excusait même auprès de Dubois en le rassurant⁴⁹, sans pouvoir se retenir d'ajouter : « Lorsqu'on connaît l'instabilité de la nation anglaise, il y auroit de la témérité à mettre toute sa confiance dans ce seul appui, et de ne pas ménager les moyens d'entretenir une bonne intelligence avec les puissances de l'Empire et du Nord⁵⁰. » Nous étions donc enchaînés à l'Angleterre qui nous imposait ses alliances et s'opposait à celles qui s'offraient à nous. Georges I^{er} avait vraiment raison de se dire « roi de France et d'Angleterre », il l'était réellement avec Philippe d'Orléans et Dubois pour le servir.

Rumeurs
de voyage
du Tsar
à Paris

Pierre tenait assez à l'alliance pour s'arranger des refus qu'on lui opposait : d'abord alliance défensive entre les deux couronnes qui se fussent garanti réciproquement leurs États, y compris les nouvelles provinces arrachées à la Suède par la Russie. La France refusa, le Tsar n'insista pas et se rabattit sur un subside de 25.000 écus par mois aussi longtemps que durerait la guerre du Nord. Le jour même où il faisait cette concession il se mettait secrètement en route pour Paris, et il eut souhaité entourer son voyage d'une sorte de mystère. « Le vœu de mon maître, disait Kourakin à Châteauneuf, est que l'on parle de lui en France

Pierre le Grand et le premier traité franco-russe, 1682-1717, in-12, Paris, 1908, p. 23-71; Les relations franco-russes depuis l'avènement de Pierre le Grand jusqu'à la fin de 1716.

⁴⁸ Dubois au Régent, la Haye, 12 janvier 1717, dans Ch. Filon, *L'alliance anglaise au XVIII^e siècle, depuis la paix d'Utrecht jusqu'à la guerre de la succession d'Autriche*, in-12, Orléans 1860.

⁴⁹ Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, t. 313, fol. 170 : D'Huxelles à Dubois, 19 janvier 1717, Rambaud, *Instructions... (de) Russie*, p. 150.

⁵⁰ Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, t. 313, fol. 197 : D'Huxelles à Châteauneuf, 14 janvier; Rambaud, *op. cit.*, p. 149.

le moins possible avant qu'il soit arrivé⁵¹. » Mais depuis plus d'un mois il était attendu et annoncé⁵². « Le Tsar vient ici et le Roy deffraye depuis l'entrée du royaume », écrit le baron de Breteuil, le 7 avril⁵³, et vingt jours plus tard il annonce l'arrivée du roi de Prusse⁵⁴. Buvat apprend que M. de Saint-Olon ira sur les frontières de Flandre, avec quelques gardes du corps pour recevoir le Tsar et sa femme⁵⁵ et que le Régent a envoyé ordre « dans tous les lieux de leur passage de les bien régaler⁵⁶ », on compte que la table seule du prince et de sa suite coûtera quinze cents livres par jour⁵⁷ et il est attendu pour le 26 avril⁵⁸, un maréchal de France ira le recevoir à dix lieues et un prince du sang à deux⁵⁹. Le Régent se propose de divertir le Moscovite autant qu'il se pourra⁶⁰. Déjà son appartement est préparé au vieux Louvre, meublé magnifiquement, quand il fait savoir qu'il ne l'occupera pas; alors on lui prépare l'hôtel de Lesdiguières⁶¹.

Le Tsar débarqua à Dunkerque le 30 avril⁶²; M. du Libois l'y attendait « avec des carrosses, des chevaux et des officiers de la maison du Roi pour lui faire trouver ses commodités partout et pour les voitures et pour sa subsistance⁶³ »; on s'attendait bien

Voyage de
Dunkerque
à Paris

⁵¹ Archiv. des Aff. Étrang., Hollande, Dépêche de Châteauneuf, 30 mars 1717, dans A. Vandal, *op. cit.*, p. 30.

⁵² Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 53; 27 mars : « le bruit commence à se répandre que le tsar veut venir en France; on dit même qu'il y amènera sa femme. »

⁵³ M. de Breteuil à Mme de Balleroy, 7 avril 1717, dans *Les correspondants de la Marquise de Balleroy*, t. I, p. 145.

⁵⁴ M. de Breteuil à Mme de Balleroy, 27 avril 1717, dans *op. cit.*, t. I, p. 159; *Gazette de la Régence*, p. 167; 9 mai; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 72; 24 avril 1717.

⁵⁵ Buvat, *Journal*, t. I, p. 261; A. Gachard, *Voyages de Pierre le Grand dans les Pays-Bas autrichiens*, in-8, Bruxelles, 1878.

⁵⁶ Buvat, *Journal*, t. I, p. 263.

⁵⁷ Buvat, *Journal*, t. I, p. 264.

⁵⁸ *Gazette de la Régence*, p. 164; 23 avril 1717.

⁵⁹ *Gazette de la Régence*, p. 165; 26 avril 1717; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 63; 12 avril 1717.

⁶⁰ *Gazette de la Régence*, p. 166; 26 avril 1717.

⁶¹ *Gazette de la Régence*, p. 167; 30 avril 1717; Buvat, *Journal*, t. I, p. 261; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 63; 12 avril 1717; p. 71; 23 avril.

⁶² E. Bouchet, *Origine des relations franco-russes. Pierre le Grand à Dunkerque*, 21-25 avril 1717, dans *Mémoires de la Société dunkerquoise pour l'encouragement des sciences, des lettres et des arts*, 1901, t. XXXV, p. 93-204; J. du Teil, *Le Czar à Dunkerque*, 1717, dans *Union Faulconnier, Société historique de Dunkerque et de la Flandre maritime*, 1902, t. V, p. 113-190.

⁶³ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 58; 4 avril 1717. Les instructions données à M. du Libois sont aux Archiv. des Aff. Étrang., Russie, VII, fol. 23, dans Rambaud, *op. cit.*, p. 158 suiv.

à quelques innovations de la part d'un monarque si impétueux, aussi devait-on se conformer à toutes ses fantaisies en matière de cérémonial⁶⁴. Le maréchal de Tessé, vieux courtisan, n'était plus homme à s'étonner de rien, il laisserait faire et laisserait dire le fantasque souverain à la rencontre duquel il se rendit jusqu'à Beaumont pour l'amener à Paris⁶⁵. Le marquis de Nesle poussa jusqu'à Calais et dut s'accommoder du cortège le plus étrange. Également incommodé par les carrosses du Roi, dans lesquels il étouffait, et par les chaises à deux roues, dont l'état de sa santé lui rendait les cahots pénibles, Pierre imagina de se fabriquer lui-même une voiture. Ayant rencontré sous une remise la caisse vermoulue d'une espèce de phaéton, il la fit lier avec des cordes sur deux longues solives, et en chargea des chevaux en forme de litière. Il se plaça lui-même sur ce siège élevé et totalement découvert. Les Français de son cortège lui représentèrent en vain que cet appareil était aussi peu convenable à son rang que dangereux pour sa sûreté; car les chevaux qui n'avaient pas l'habitude de porter de tels fardeaux et de régler leur pas comme l'exige le transport des litières, l'exposaient à chaque instant aux chutes les plus funestes. Mais le Tsar, accoutumé à voir tout plier sous sa volonté, rejeta les observations avec impétuosité, et l'on fut plus effrayé de sa colère que de ses dangers. Des hommes soutinrent les chevaux et les brancards, et le souverain traversa deux de nos provinces, étalé avec indifférence sur cette grotesque et périlleuse machine⁶⁶.

La suite du Tsar se composait de quelques personnages aux noms rocaillieux, tous asservis au despote et modelés d'après lui : chancelier, conseillers, chambellans, bouffon, aumônier, tous ivrognes, cupides et malpropres. L'aumônier buvait jusqu'à l'ivresse et revendait les cierges de sa chapelle dont il exigeait une abondante provision. Du Libois amusé écrivait de Calais :

« Il n'est pas possible de faire entendre raison à personne de cette Cour pour aujourd'hui : c'est le jour de leurs Pâques et, pour célébrer le mystère avec plus de dignité, ils se sont tous enivrés, hors Sa Majesté Czarienne qui, dit-on, ne boit jamais jusqu'à perdre la raison. Quand ils auront dormi, si je puis en tirer

⁶⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 63, 74; 12 et 28 avril 1717.

⁶⁵ *Gazette de la Régence*, p. 167; [3] mai; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 71; 23 avril 1717; sur Tessé, voir *Revue histor. et archéol. du Maine*, 1905, p. 31.

⁶⁶ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. I, p. 111-113; les lettres de M. du Libois dans *Recueil de la Société impériale d'Histoire de Russie*, t. XXXIV. De Guichen, *op. cit.*, p. 175-176.

quelque chose de positif, j'aurai l'honneur de vous le faire savoir. » A Amiens, l'intendant de Picardie, M. du Bernage, le marquis de Nesle et M. du Libois attendaient le Tsar à l'évêché, au milieu de toute la noblesse provinciale, quand ils apprirent que le « Cosaque » avait pris des chevaux de courrier, traversé la ville à fond de train et courait sur la route de Beauvais. Déçus mais amusés, les invités mangèrent le souper du Tsar et dansèrent chez l'évêque. A Beauvais, un concert, une illumination, un feu d'artifice et un dîner attendaient le voyageur qui mangea un morceau à la Poste aux chevaux et remonta en carrosse, brûlant le pavé.

A mesure qu'il approchait de Paris, Pierre devait rencontrer les personnages envoyés vers lui : Tessé d'abord, puis le comte de Toulouse, ensuite le duc de Bourbon et le prince de Conti, à Saint-Denis; le Régent à la porte Saint-Denis, le Roi enfin au bas de l'escalier du Louvre⁶⁷. Mais on avait sagement agi en réservant l'imprévu. Le Tsar arriva vendredi 7 mai à Paris sur les neuf heures et demie du soir, courant depuis Beauvais qu'il avait quitté le matin et n'ayant pris que le temps de dîner à Nointel, près de Clermont en Beauvaisis. Il avait rompu avec affectation toutes les mesures pour lui rendre les honneurs, s'était opposé au cérémonial projeté, avait déconcerté les princes dont pas un ne se trouva l'attendre lorsque, haletant et poussiéreux, il arriva au Louvre avec une escorte de trois cents grenadiers à cheval lestement vêtus. Il était près de dix heures. Louis XV dormait, le Régent soupait, on mena donc le Tsar dans l'appartement de la reine-mère, qui était meublé et éclairé magnifiquement. Il le trouva trop éclairé et trop magnifique et n'en voulut pas. On lui avait préparé deux tables de vingt-cinq couverts chacune, il refusa de souper, but deux coups de bière sans presque goûter à rien et décida de se rendre sur le champ à l'hôtel de Lesdiguières où il arriva passé onze heures. Il y témoigna dès l'entrée son mécontentement de trouver encore l'appartement trop beau pour lui, il fit choix d'un autre et fit tendre son lit dans une garde-robe⁶⁸. Dès le lendemain ces incidents défrayèrent la gaieté

Entrée
du Tsar
à Paris

⁶⁷ *Gazette de la Régence*, p. 169.

⁶⁸ Buvat, *Journal*, t. I, p. 265; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 80; 7 mai 1717; *Gazette de la Régence*, p. 171-172; 8 mai M. Caumartin de Saint-Ange à Mme de Balleroy, 10 mai, dans *op. cit.*, t. I, p. 162-163; De Grouchy, *Pierre le Grand à Paris en 1717* (récit de P. Furcy) dans *Bulletins de la Société d'histoire de Paris et de l'Ile-de-France*, t. XVIII, 1891, p. 15.

des Parisiens à qui on promettait que la comédie durerait cent jours de suite⁶⁹.

Entrevues
officielles

Le samedi matin le Régent alla, sur les dix heures, visiter le Tsar à l'hôtel de Lesdiguières; les deux princes s'embrassèrent plusieurs fois et après un entretien d'un quart d'heure en public s'enfermèrent dans un cabinet, avec le prince Kourakin qui leur servait d'interprète, ils s'y entretinrent une heure et demie⁷⁰, et parurent fort contents l'un de l'autre, mais sans intimité⁷¹. Après cette visite, le Tsar ne voulut pas sortir de l'hôtel de Lesdiguières, quelque curiosité qu'il eût, ni donner aucun signe de vie, qu'il n'y eût reçu la visite du Roi. Elle fut faite le lundi 10, sur les quatre heures. Louis XV accompagné du duc du Maine et du maréchal de Villeroy, escorté par ses gardes, se rendit à l'hôtel de Lesdiguières où les gardes entrèrent dans la cour, l'épée à la main, comme à l'ordinaire. Le Tsar s'avança jusqu'à la portière du carrosse, embrassa l'enfant, le descendit lui-même et lui donnant la droite, le soutenant le long de l'escalier, le mena dans l'appartement en haut, marchant de front jusqu'à la chambre où ils trouvèrent deux fauteuils égaux. Le Roi s'assit dans celui de droite, le Tsar à côté de lui. On avait appris à l'enfant un joli petit compliment qu'il répéta à merveille, le Tsar en fut charmé, se leva, prit le petit garçon sous les deux bras, le haussa à son niveau, l'embrassa ainsi en l'air sans lui causer frayeur ni embarras. Pierre loua fort le Roi, joua avec ses belles boucles blondes, l'admira tandis qu'on le fit promener dans la galerie pour le mieux faire voir, ne pouvant se lasser de l'embrasser. M. du Maine, le maréchal de Villeroy, et ce qui se trouva là de distingué fournirent la conversation. Après un petit quart d'heure, le Tsar ramena le Roi à son carrosse. En descendant le degré, le Tsar le tenait par la main, le maréchal de Villeroy dit : « Nous le laissons sous votre conduite⁷². »

Les
occupations
du Tsar
à Paris

Ensuite se déroula le programme officiel avec visites écourtées, compliments ravalés et présents acceptés et emballés. Défilé du Corps de Ville en robes de velours offrant douze douzaines de flambeaux de cire blanche et douze douzaines de boîtes de

⁶⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 58; 4 avril 1717.

⁷⁰ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 82; 8 mai; *Gazette de la Régence*, p. 172; M. de Caumartin à Mme de Balleroy, 10 mai, dans *op. cit.*, t. I, p. 163.

⁷¹ Saint-Simon, *Mémoires*, (1905), t. IX, p. 230-231.

⁷² Buvat, *Journal*, t. I, p. 265-266; *Gazette de la Régence*, p. 173, 14 mai; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 83-84; 10 mai 1717; Saint-Simon, *loc. cit.*

confitures sèches⁷³. Promenades matinales à la place Royale, à la place des Victoires et à la place Vendôme, aux Gobelins, au Jardin du Roi, à l'Observatoire⁷⁴, à la manufacture des glaces du faubourg Saint-Antoine⁷⁵, tout cela entremêlé de purgations, de visites aux ouvriers en réputation⁷⁶. On avait pensé intéresser le Tsar en lui montrant les plans des places de guerre, mais il était surtout curieux des places maritimes⁷⁷. La construction du Pont-Tournant le retint longtemps⁷⁸, l'Opéra l'ennuya⁷⁹, l'hôtel des Invalides l'enthousiasma. Là il voulut examiner et voir tout, jusqu'à goûter la soupe des vieux soldats et boire à leur santé, en les appelant « camarades » et en leur frappant sur l'épaule en signe d'amitié. Il fut très content de la manière dont les officiers étaient nourris et entretenus, visita l'église qu'il trouva superbe; il fut aussi charmé de la lingerie, de l'apothicairerie et de l'infirmerie où il vit un vieux soldat qu'on croyait perdu, lui tâta le pouls, soutint que le malade vivrait, et celui-ci lui donna raison⁸⁰.

Chaque jour amenait une visite, une promenade, une fête; le grand monde qui ne voyait dans tout cela qu'une occasion de parader et de se dissiper trouvait le Tsar fort à son goût⁸¹, le peuple observait et remarquait la ladrerie de ce grand monarque qu'on défrayait de tout et qui lésinait à propos de tout et sur tout. Après sa visite aux Gobelins il donna un écu de cent sols aux ouvriers pour boire à sa santé⁸²; paya un écu quatre tasses de chocolat chez la Fresnaye⁸³; marchanda un manchon sou à sou jusqu'à ce qu'on le lui abandonnât pour onze francs⁸⁴. Le chro-

⁷³ *Arch. nat.*, H 1847, fol. 147; De Guichen, *op. cit.*, p. 195-199; *Gazette de la Régence*, p. 174. Hub. Le Blanc, *Le Czar Pierre I^{er} en France*, 2 vol. in-8, Amsterdam, 1741.

⁷⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 84, 85; 11-12 mai 1717; *Gazette*, p. 174, 176.

⁷⁵ Buvat, *Journal*, t. I, p. 266.

⁷⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 85, 87; 13, 15 mai, *Gazette de la Régence*, p. 176.

⁷⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 86; 14 mai; *Gazette*, p. 176.

⁷⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 86; 14 mai 1717.

⁷⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 86; 15 mai 1717; M. de Caumartin à Mme de Balleroy, 19 mai, dans *op. cit.*, t. I, p. 163; Saint-Simon, *Mémoires* (1905), t. IX, p. 231.

⁸⁰ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 90; 16 mai; Caumartin, *loc. cit.*, p. 164, Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 113.

⁸¹ M. de Caumartin à Mme de Balleroy, 19 mai, dans *op. cit.*, t. I, p. 163.

⁸² Buvat, *Journal*, t. I, p. 266.

⁸³ *Gazette de la Régence*, p. 176.

⁸⁴ *Gazette de la Régence*, p. 176; Buvat, *Journal*, t. I, p. 266-267.

niqueur Buvat, à qui l'existence avait appris la valeur d'un écu et même d'un sol, s'étonne et prend soin de noter qu'à la Ménagerie le Tsar donna un pourboire de vingt-cinq sols⁸⁵, aux Gobelins il ne donna rien aux ouvriers qui lui apportèrent six pièces de tapisserie d'une beauté parfaite⁸⁶, à Trianon, rien aux musiciens qui le divertirent pendant quatre jours⁸⁷. On savait que cet hôte coûtait à la France six cents écus par jour; — une obole pour de grands seigneurs, une fortune pour les gens du peuple⁸⁸.

Il eut la curiosité de voir Meudon, Saint-Cloud, Versailles, Trianon, Sceaux, Fontainebleau, Petit-Bourg, Marly, etc. Cette agitation était illustrée d'incidents graveleux⁸⁹, d'ivresses suivies d'épisodes ignobles⁹⁰, d'amusements érotiques terminés par une avarie⁹¹, et entrecoupée d'une visite à Saint-Cyr où Mme de Maintenon ne put éviter ses hommages⁹². « Le Tsar, raconte-t-elle ensuite à Mme de Caylus, est arrivé à sept heures du soir; il s'est assis au chevet de mon lit, il m'a demandé si j'étais malade; j'ai répondu que oui; il s'est informé de la cause de mon mal, je lui dis : une grande vieillesse. Il ne savoit qu'ajouter et son interprète ne paroissoit pas m'entendre. La visite a été fort courte. Il a ouvert les rideaux de mon lit pour me voir : vous croyez qu'il aura été satisfait. » Après cela c'est la procession de la Fête-Dieu, des chasses, des singularités et partout « de grandes marques de mesquinerie, causant souvent des dépenses aux particuliers qui n'en sont pas remboursés... ce qui fait murmurer⁹³. Dangeau prend le parti de n'en plus parler, mais Buvat et le *Gazetier* ne l'épargnent guère : « Ce prince est fatigant sur bien des choses, pour courir comme un basque sans songer si ceux qui l'accompagnent peuvent le suivre. Le maréchal de Tessé est sur les dents, le duc d'Antin a déserté la Cour; il fatigue, il rebute, il honore de sa couche quelques fillettes qu'il paie mal » et qui lui imposent le recours aux chirurgiens. A Versailles, il habite dans le Château avec une fille de seize ans, sa suite festoie dans les cabarets sans rien payer, vole le linge des chambres

⁸⁵ Buvat, *Journal*, t. I, p. 267-268.

⁸⁶ Buvat, *Journal*, t. I, p. 269.

⁸⁷ Buvat, *Journal*, t. I, p. 275; *Gazette de la Régence*, p. 182-183.

⁸⁸ *Gazette de la Régence*, p. 186, 188; Saint-Simon, *Mémoires* (1905), t. IX, p. 233.

⁸⁹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 268.

⁹⁰ Buvat, *Journal*, t. I, p. 271-272.

⁹¹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 275-276.

⁹² Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 101, 104; 4. 10 janvier 1717.

⁹³ *Gazette de la Régence*, p. 182-183, 184.

où elle couche⁹⁴, et son aumônier ne boit pas moins de quinze bouteilles de Champagne à chaque repas⁹⁵. Et le même *Gazetier* toujours bien instruit ajoute : « Il est certain que le Tsar travaille à se nouer étroitement avec le Régent⁹⁶. »

S'il faut en croire Saint-Simon ce serait lui qui suggéra au Régent le choix du maréchal de Tessé pour mettre auprès du Tsar pendant son séjour, « comme un homme qui n'avoit rien à faire, qui avoit fort l'usage et le langage du monde, fort accoutumé aux étrangers par ses voyages de guerre et de négociations en Espagne, à Turin, à Rome, en d'autres Cours d'Italie, qui avoit de la douceur et de la politesse, et qui sûrement y feroit fort bien⁹⁷. » Outre sa mission d'apparat, Tessé en eut une d'un caractère moins éclatant et qui lui fut moins honorable. Le voyage du Tsar en France attirait l'attention de toute l'Europe et la jalousie de l'Angleterre. On savoit que le roi de Prusse avoit eu dessein de le rejoindre à Paris et les sentiments de Pierre et de Frédéric-Guillaume à l'égard de l'Empereur Charles VI et du roi Georges I^{er} ne permettaient pas de douter qu'ils n'eussent en vue de conclure, par l'intermédiaire de la France, une paix avantageuse avec la Suède. Le roi de Prusse y poussait avec toute l'impétuosité de son caractère, demandait qu'on mit à profit les occupations que la guerre avec les Turcs donnait à l'Empereur pour se hâter, et signalait les agissements du roi d'Angleterre à qui, en sa qualité de gendre, il souhaitait tout le mal possible. Le Prussien fit dire au Moscovite de se hâter de conclure une bonne alliance avec la France, il savoit de source sûre que l'Empereur ne reculait pas devant l'idée de chasser à main armée les troupes russes du Mecklembourg. Le Tsar touché, ou feignant de l'être, répondit qu'il pensait sérieusement à un traité avec la France, qu'il tiendrait Frédéric-Guillaume au courant de tout et ne conclurait rien sans lui. Les autres Cours n'étaient pas moins préoccupées du voyage et du séjour du Tsar. Qu'en venait-il faire en France? Le ministre Kniphausen espionnait pour le compte de son maître; le roi de Pologne paya un ministre chargé de l'instruire des moindres démarches de Pierre I^{er}; le roi de Danemark, quoique assez mal en point, ne recula pas devant la même dépense et l'Autriche entretint sous les noms d'agents plusieurs espions, insinuants comme des parasites et indiscrets

Inquiétudes
que donne
son séjour
aux Cours
étrangères

⁹⁴ *Gazette de la Régence*, p. 184, 186, 187-188 : « Nous espérons qu'il partira le 15 ou le 16. »

⁹⁵ *Gazette de la Régence*, p. 186.

⁹⁶ *Gazette de la Régence*, p. 183.

⁹⁷ Saint-Simon, *Mémoires* (1905), t. IX, p. 227.

comme eux. Pierre Romanof dédaignait cette clique, allait son train et marchait à son but.

Il insiste
pour nouer
l'alliance

Immédiatement après son entrevue avec Louis XV, le Tsar réitéra formellement ses ouvertures de la Haye, et le Régent, mis en demeure, n'osa se dérober; il désigna le maréchal de Tessé pour s'aboucher avec les trois ministres moscovites : Chafirof, Tolstoï et Dolgorouki. Ceux-ci avaient le mérite de s'exprimer sans détours. Voici leurs propositions, le 19 mai¹⁰⁰ : « Une amitié réciproque entre les nations, et une alliance. Il sera fait un traité de défensive, par lequel le Tsar et le roi de Prusse garantiront à la France les traités de Bade et d'Utrecht, et la France, de son côté garantira les conquêtes que le Tsar a faites sur la Suède, laquelle Suède ne sera point assistée d'argent ni de troupes directement ou indirectement. » Tessé ne promettait autre chose que de ne pas renouveler le traité existant avec la Suède et refusait toute garantie de conquêtes récentes et incertaines¹⁰¹. A cela les ministres, ou plutôt le Tsar lui-même, répondait dans son langage saccadé :

Ses
considérations

« En effet, vous ne pouvez pas garantir les conquêtes que le Tsar a faites sur la Suède? Eh bien! laissez le Tsar agir comme il l'entendra sur la Suède, sans garantir ses conquêtes, mais mettez le Tsar au lieu et place de la Suède. Le système de l'Europe a changé, la base de tous vos traités c'est celui de Westphalie; pourquoi la France s'est-elle unie à la Suède? c'est que le roi de Suède avoit alors des États en Allemagne, et qu'au moyen de la puissance de la Suède et des alliés que vous aviez en Allemagne, cette alliance balançoit la puissance de l'Empereur. Cette situation de l'Europe a changé, la France a perdu ses alliés en Allemagne; la Suède, quasi-anéantie, ne peut plus vous être d'aucun secours, la puissance de l'Empereur s'est infiniment augmentée, et moi, Tsar, je viens m'offrir à la France pour lui tenir lieu de la Suède; je lui offre non-seulement mon alliance, mais ma puissance, et en même temps celle de la Prusse, sans laquelle je ne pouvois pas agir; la Pologne ne demandera pas mieux que d'y entrer, et quand la France, la Prusse, la Pologne et moi, Tsar, serons unis, non seulement par moi, Tsar, la balance que l'alliance de Suède vous devoit faire sera rétablie, mais le grain

¹⁰⁰ *Mémoires et lettres du maréchal de Tessé, contenant des anecdotes et des faits historiques inconnus, sur une partie des règnes de Louis XIV et de Louis XV*, édit. Grimoard, in-8, Paris, 1806, t. II, p. 313 : Mémoire du maréchal de Tessé au maréchal d'Huxelles, le 19 mai 1717. Propositions des ministres du Tsar.

¹⁰¹ *Ibid.*, t. II, p. 314 : Réponse du maréchal de Tessé.

que j'y mets l'emporte; et bien que vous ayez fait un traité très à propos avec l'Angleterre et la Hollande, ce que moi, Tsar, vous propose n'y est point contraire; la Hollande y trouvera son compte; c'est son intérêt que l'Empereur ne soit pas si puissant et l'Angleterre est une puissance entr'elle si déchirée et si variable dans ses projets, que si à l'avenir elle vous manquait, lorsque vous aurez mis dans votre alliance le Tsar au lieu et place de la Suède, ledit Tsar vous tiendra lieu de tout ce que vous pouviez espérer de la Suède et de l'Angleterre; de sorte que puisque vous ne pouvez ni ne voulez garantir les conquêtes que le Tsar a faites sur la Suède, il consent que vous ne les garantissiez pas; mais il vous demande d'entrer avec vous au lieu et place de la Suède, et vous demande par conséquent le même traitement que vous faites à la Suède, puisque je vous tiendrai lieu non-seulement de la Suède, mais que je vous amène la Prusse¹⁰². »

Tessé transmettait à D'Huxelles cette vive et curieuse objurgation, se gardant de donner son avis et demandant la conduite à tenir. D'Huxelles répondait le même jour et lui adressait une instruction confidentielle « servant d'instruction pour la négociation entamée¹⁰³ » et dont D'Huxelles abandonnait la conduite au Régent¹⁰⁴ dont l'entourage n'avait pas assez de mépris pour ce Tsar qu'ils traitaient d'« extravagant, né pour être contre-maître d'un vaisseau hollandais¹⁰⁵ ».

Les instructions données au maréchal n'avaient d'autre but que de lui prescrire d'amuser le Tsar par une feinte négociation pour l'empêcher de se jeter dans les bras de l'Autriche; on lui suggérait des réponses dilatoires, embarrassées, entortillées qu'en sa qualité de Manceau Tessé eut facilement trouvées dans son propre fonds. Le Roi était lié à la Suède par un traité signé à Versailles le 3 avril 1715, à la Pologne par un traité conclu à Rizzina le 20 août 1714, à la Prusse par un traité passé à Berlin le 14 décembre 1716; enfin à l'Angleterre et à la Hollande par le traité du 4 janvier précédent. Hanté par ce dernier engagement, le Régent, qui avait inspiré l'instruction donnée à Tessé, se montre uniquement dominé par la peur de l'Angleterre. « On croit devoir répé-

Instructions
données
au Maréchal
de Tessé

¹⁰⁰ *Ibid.*, t. II, p. 314-316 : Réplique des ministres du Tsar.

¹⁰¹ *Ibid.*, t. II, p. 321 : Mémoire secret pour M. le maréchal de Tessé, servant d'instruction pour la négociation entamée; *Archiv. des Aff. étrang.*, Russie, VII, fol. 126; Rambaud, *Russie*, p. 170, suiv.

¹⁰² *Ibid.*, t. II, p. 320 : Réponse du maréchal d'Huxelles au maréchal de Tessé, 19 mai 1717.

¹⁰³ Voltaire à M. de Chauvelin, 30 octobre 1760, dans P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 111, note 1.

ter surtout que S.A.R. ne veut s'écarter en quoi que ce puisse être des engagements pris par le traité de la Haye, ni donner le moindre sujet d'ombrage au roi de la Grande-Bretagne...et comme elle croit ne pas devoir porter les liaisons avec le Tsar au-delà de simples termes d'amitié et de correspondance, fortifiés d'un traité de commerce, [le maréchal] ne peut trop peser ses expressions dans la conférence en sorte que les ministres du Tsar se portent par eux-mêmes, s'il est possible, à ne rien exiger de plus. »

Interven-
tion
de lord Stair

Tessé ne s'illusionnait pas sur le rôle qu'on lui demandait de tenir. « Le gouvernement, a-t-il écrit, n'avait d'autre intention que de voltiger et amuser le Tsar jusqu'au temps de son départ, sans rien conclure avec lui¹⁰⁴ ». Pour cela il fallait « ne pas laisser tomber la négociation » mais n'accepter « qu'une convention de bonne amitié et de commerce » sauf à « éluder tout autre engagement plus précis et plus fort », de nature à compromettre la Triple Alliance. « Tout, disait-on, doit être subordonné à cette vue. » Georges I^{er} était bien servi. Dubois assurait Crawford qu'il regardait comme inséparable de l'intérêt de la France, celui de l'Angleterre et de la Hollande, aussi, par rapport au Tsar, ne ferait-on rien sans communication préalable au roi d'Angleterre et sans son assentiment¹⁰⁵. Ces protestations ne suffisant pas à lord Stair, celui-ci, au retour d'un voyage à Londres, se rendit chez Dubois qui réitéra ses serments de fidélité (29 mai). Le lendemain, Stair était au Palais Royal où le Régent lui « marqua dans les termes les plus forts son attachement inviolable pour les intérêts du Roy » et il en donnait les preuves en se dérochant à toutes les avances du Tsar aussi longtemps que celui-ci ne serait pas en bons rapports avec l'électeur de Hanovre. Et comme Pierre I^{er} répondait qu'il désirait vivre en amitié avec Georges I^{er}, Philippe d'Orléans poussait la complaisance jusqu'à lui dire qu'il fallait au préalable retirer les Moscovites du Mecklembourg, et le Tsar répondit que telle était son intention. Se fiant peu aux bons offices d'autrui, Stair employa la première moitié du mois de juin à préparer un rapprochement entre l'Angleterre et la Russie sur la base d'un traité de commerce et de l'évacuation du Mecklembourg. Ces ouvertures ne furent pas mal accueillies¹⁰⁶,

¹⁰⁴ Tessé, *Mémoires*, t. II, p. 314 : Rambaud, *Instructions...* (Russie), p. 178.

¹⁰⁵ *Public Record Office*, France, vol. 350 : Crawford à Addison, Paris, 24 mai 1717.

¹⁰⁶ *Oxenfoord Castle*, Stair Papers, vol. XI : *Instructions de l'amiral Norris*, Londres, 25 juin (= 6 juillet), 1717.

mais Pierre I^{er} voulait obtenir de prime abord le concours de l'escadre anglaise contre la Suède et Georges I^{er} exigeait au préalable l'évacuation. Le Tsar se borna à envoyer de Paris à ses troupes l'ordre de se tenir prêtes à marcher¹⁰⁷. Rien, dans ces conditions, ne pouvait aboutir entre la Russie et l'Angleterre, ni entre la Russie et la France qui eût souhaité « pour plaire à l'Angleterre » l'engagement ferme de retirer les troupes d'occupation du Mecklembourg¹⁰⁸. Comment consentir un subside qui servira peut-être à leur entretien. Le roi Georges ne l'eût pas pardonné; ce fut ainsi que « l'Angleterre nous rendit sourd aux invitations du Tsar¹⁰⁹ »; l'asservissement était complet.

Le Régent ne manqua pas seulement de fierté, il manqua de droiture. Au lieu de convenir avec franchise que la France, en vertu d'engagements antérieurs devait payer des subsides à la Suède pendant dix mois encore, le maréchal de Tessé eut ordre de fabriquer un faux traité franco-suédois qu'il montrerait aux Russes comme étant l'original¹¹⁰. Et voici qui est pis encore; malgré le secret solennellement promis, la Cour d'Angleterre fut tenue au courant de toute la marche de la négociation. Le nom du Tsar fut compromis, sa politique livrée, sa confiance bafouée; quand il apprit cette trahison, Pierre s'indigna, réclama le châtiment de l'indiscret. Dubois attendit huit mois pour répondre et avoua finalement que la faute avait eu lieu à Paris¹¹¹; il ne s'en reconnut pas l'auteur, l'aveu lui sembla superflu.

Toute cette aventure diplomatique était son œuvre, car plus que jamais le Régent s'abandonnait aux inspirations de l'abbé. A son instigation il fit plus que de repousser les offres de Pierre I^{er}, il travailla à affaiblir le Tsar dans le nord de l'Europe. Par ses ordres, ses agents s'employèrent à dissoudre la ligue de la Prusse, de la Pologne et de la Russie parce qu'elle était suspecte à l'Angleterre¹¹². Cette fois la servilité allait jusqu'à l'écœurement. Après

Dubois livre
le secret à
l'Angleterre

Le Régent
s'efforce
de dissoudre
la ligue
du nord

¹⁰⁷ *Oxenfoord Castle*, Stair Papers, vol. XI : Robethon à lord Stair, Saint-James 8 (= 19) juillet 1717.

¹⁰⁸ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 300, fol. 263 : Dubois à Robethon, 9 juin 1717; Rambaud, *op. cit.*, p. 186-187; D'Hurelles à Tessé, dans *Mémoires de la Société impér. d'histoire de Russie*, t. XXXIV.

¹⁰⁹ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. XIV, p. 33-36.

¹¹⁰ Tessé, *Mémoires*, t. II, p. 347.

¹¹¹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Russie, ann. 1721-1722; les plaintes du Tsar sont du 21 décembre 1721, la réponse de Dubois du 14 octobre 1722.

¹¹² *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 300, fol. 287 : Dubois à Heinsius, juin 1717; *ibid.*, Angleterre, t. 300, fol. 262 : Dubois à Robethon, 9 juin 1717.

avoir fait mine d'accueillir les propositions de Goertz, on le désavoua durement : « La France, écrivait Dubois, ne s'intéresse pas à Goertz¹¹³. » Et afin d'arracher tout espoir à la Suède et toute force à la Russie, l'abbé entreprit de détacher la Prusse de cette ligue en lui faisant entrevoir la possibilité d'acquiescer Stettin. Il chargea M. de Rottembourg de faire miroiter devant l'avidité Frédéric-Guillaume ce gage magnifique d'un rapprochement et acheta trente mille écus le ministre prussien Ilgen pour le gagner à ces vues¹¹⁴. Il engagea La Marck à déterminer le roi de Suède à se rapprocher de la Prusse isolément¹¹⁵ et Dubois suppliait les ministres anglais d'admettre le roi de Prusse dans la Triple alliance « pour le guérir de la peur du Tsar¹¹⁶ ». Lorsque le ministre de Prusse, Kniphausen arriva à Paris, le maréchal de Tessé fut chargé de lui représenter les avantages « d'avoir des alliés plus solides que la puissance russe éloignée de ses États, incapable de la défendre contre l'Empereur et peut-être éphémère¹¹⁷ ». Tandis que Châteauneuf négociait avec les Russes à Amsterdam, on songeait à former contre eux une coalition dans laquelle les troupes suédoises, danoises et prussiennes, appuyées par la flotte anglaise, reprendraient tout ou partie des conquêtes de Pierre I^{er}. La politique et l'intérêt de la France étaient méconnus, la Suède remise en péril, l'alliance russe refusée, mais l'Angleterre, à ce prix, voyait se dissoudre une coalition, s'éloigner un péril, s'affermir son influence dans la Baltique, et l'Électeur de Hanovre gardait ses conquêtes sur la Suède sans avoir à redouter celles de la Russie¹¹⁸.

Fin
du séjour

Aheurté à de pareilles dispositions, le Tsar ne pouvait rien obtenir et son séjour se prolongeait sans résultat. L'attention bienveillante des premiers moments se lassait et faisait place à la fatigue. « Nous espérons qu'il partira bientôt » commençait-on à chuchoter et on le regardait, on le devisageait sans surprise comme sans sympathie. Lorsqu'il vint visiter la Bibliothèque du Roi, le copiste Jean Buvat nous le montre « vêtu simplement

¹¹³ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 300, fol. 263, Dubois à Robethon, 9 juin 1717.

¹¹⁴ *Archiv. des Aff. Étrang.*, France, t. 56, fol. 109-118 : Rottembourg au Régent, 27 février (= 9 mars) 1717.

¹¹⁵ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Prusse, t. 56, fol. 129 : D'Huzelles à Rottembourg, 24 mars 1717.

¹¹⁶ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 300, fol. 263 : Dubois à Robethon, 9 juin 1717; *ibid.*, fol. 345 : Dubois à lord Stanhope, 17 juillet 1717.

¹¹⁷ E. Bourgeois, *Le secret du Régent et la politique de l'abbé Dubois*, p. 214; A. Rambaud, *Instructions...* (Russie), p. 180-181.

¹¹⁸ E. Bourgeois, *op. cit.*, p. 213-214.

d'un surtout de bouracan gris, assez grossier, tout uni, avec veste d'étoffe de laine grise dont les boutons étoient de diamant, sans cravate et sans manchettes ni dentelles aux poignets de sa chemise, ayant une perruque brune à l'espagnole, dont il avoit fait couper le derrière pour lui avoir paru trop longue et sans être poudrée. Il avoit un petit collet à son surtout, comme celui d'un voyageur. Il avoit un ceinturon garni d'argent, par dessus son surtout, auquel pendoit un coutelas à la manière des Orientaux. Ce prince étoit de haute taille, assez menu, plus maigre que gras, ayant le teint un peu pâle, sans aucun vermillon; la vue un peu effarée et clignant fort souvent les yeux¹¹⁹. » Dans sa visite chez le duc d'Antin, il finit par remarquer l'insistante curiosité d'un tout petit homme, c'étoit Saint-Simon¹²⁰, qui le décrit tel à peu près que le copiste Buvat et qui, lui aussi, a remarqué « le regard majestueux et gracieux quand il y prenoit garde, sinon sévère et farouche, avec un tic qui ne revenoit pas souvent, mais qui lui démontait les yeux et toute la physionomie, et qui donnoit de la frayeur. Cela duroit un moment avec un regard égaré et terrible, et se remettoit aussitôt¹²¹ ». « Quelque simplement vêtu qu'il fût, quelque mal accompagné et voituré qu'il pût être ou qu'il parût, c'étoit en roi et en maître qui ne se pouvoit méconnaître dans ses manières et jusque dans sa personne. L'envie de voir à son aise, l'importunité d'être en spectacle, l'habitude d'une liberté au-dessus de tout, lui fit souvent préférer les carrosses de louage, les fiacres, le premier carrosse qu'il trouvoit sous sa main de gens qui étoient chez lui et qu'il ne connoissoit pas, pour aller par la ville et souvent dehors; après quoi c'étoit au maréchal de Tessé et sa suite de courir après, qui souvent ne le pouvoient joindre¹²² », et se lamentaient : « Avec tous ces dérangements, il n'y a tête d'homme à qui la tête ne tournât¹²³. » Pierre ne s'avisait-il pas de visiter les docteurs de Sorbonne qui l'entretenaient de l'union des Églises et de la facilité à l'établir. Le Tsar vit dans quel guépier il s'étoit jeté et répondit que cette affaire étoit trop grave et qu'il étoit impossible de l'arranger à bref délai; qu'en outre il s'occupait davantage des affaires militaires » et il leur conseilla d'en écrire aux évêques russes qui leur feraient

¹¹⁹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 270; Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 111, note 1; Saint-Simon, *Mémoires* (1905), t. IX, p. 229-230.

¹²⁰ Saint-Simon, *Mémoires*, (1905), t. IX, p. 235.

¹²¹ Saint-Simon, *Mémoires*, (1905), t. IX, p. 229.

¹²² Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVII, p. 80-81; *Gazette de la Régence*, p. 176.

¹²³ *Mémoires de la Société impériale de Russie*, 1881, t. XXXIV, p. 206.

réponse¹²⁴. La Sorbonne rédigea un mémoire de ton modéré qui horrifia la Cour romaine et le Saint-Synode par l'énoncé des prétentions gallicanes et des superstitions catholiques. Pendant ce temps, quelques jésuites infiltrés à Pétersbourg s'alarmèrent à l'idée de voir leur Tsar rapporter le jansénisme en Russie¹²⁵.

et départ
du Tsar

Il n'y rapporta que des Gobelins et un titre d'académicien¹²⁶. Avant son départ, il souhaitait passer l'inspection de la maison du Roi, des régiments des gardes suisses et françaises sous les armes; on y ajouta deux compagnies de mousquetaires et du guet, des gendarmes et des cheval-légers, dans la plaine des Sablons. Il s'y rendit à cheval, passa la revue avec le Régent et tout ce que la France comptait d'illustrations militaires, Villars et le comte de Toulouse, jeta un coup d'œil, tourna bride et partit au galop, ce qui fit dire qu'il avait été saisi d'une colique¹²⁷. Suivi du Régent il entra dans le jardin des Tuileries par le pont-tournant pour saluer Louis XV qui s'amusait aux jeux de son âge, ensuite il attira le Régent dans une loge de suisse et ils restèrent enfermés une demi-heure avec l'interprète¹²⁸. Le 20 juin, le Tsar quitta Paris se dirigeant vers Spa¹²⁹, attendri au départ sur cette France « que son luxe ne pouvoit manquer de perdre et bientôt¹³⁰ ».

Le traité
d'Am-
sterdam

Après le départ du Tsar, la négociation reprit avec plus d'activité, mais elle se déplaça et revint à son lieu d'origine, à Amsterdam. Le roi de Prusse y était représenté par Kniphausen chargé d'introduire une clause réservant ses obligations de prince de l'Empire, ce dont le Régent ne voulut pas entendre parler. Le Prussien n'insista pas et le traité d'amitié et d'alliance entre le roi de France, le Tsar de Russie et le roi de Prusse fut signé à Amsterdam le 15 août 1717, pour le maintien des traités d'Utrecht et de Bade et de ceux qui seraient conclus pour la paix du Nord.

¹²⁴ De Guichen, *op. cit.*, p. 225.

¹²⁵ P. E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 115, note 1.

¹²⁶ Procès-verbaux des séances de l'Académie des sciences, du mercredi 22 décembre 1717.

¹²⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 108; Buvat, *Journal*, t. I, p. 276; le 16 (non pas le 17) juin 1717; Paul d'Estrée, *Le « Pot Pourry » de Menin*, *Documents inédits*, dans *Souvenirs et mémoires*, 1900, t. IV, p. 148.

¹²⁸ Buvat, *Journal*, t. I, p. 277.

¹²⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 114; 20 juin 1717, J. Bourguignon, *Un empereur de Russie dans les Ardennes. Le passage de Pierre-le-Grand à son départ de France en 1717*, dans *Revue d'Ardenne et d'Argonne* (Sedan), 1901-1902, t. IX, p. 1, 65, 181; Le même, *Nouvelles notes sur le passage de Pierre-le-Grand en 1717*, dans même revue, 1903-1904, t. XI, p. 81-92.

¹³⁰ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVII, p. 81.

On convenait de concerter un traité de commerce sur le pied des nations les plus favorisées. On prévoyait aussi le cas où, l'une des trois puissances contractantes, venant à être attaquée, on réglerait par une convention particulière les secours à fournir par les deux autres. Le Tsar et le roi de Prusse admettaient le principe de la médiation française pour la paix avec la Suède.

A la suite du traité d'Amsterdam, M. de Campredon fut envoyé en Russie en qualité de ministre plénipotentiaire, et M. Villardeau comme consul; ils furent nos premiers agents diplomatiques dans ce pays.

CHAPITRE XVIII

L'œuvre d'Alberoni

(Juillet 1716 — Juillet 1717)

La Triple Alliance pacifique. — L'Empereur intéressé. — Alberoni. — Les réformes d'Alberoni. — Il se tourne vers l'Angleterre. — Relèvement de l'Espagne. — Avances réitérées à l'Angleterre. — Désir de revanche à Madrid. — Les vues d'Alberoni sur l'Italie. — Les vues des Parmesans. — Menées pour renverser Alberoni. — Ses véritables adversaires. — Le plan qui lui est opposé. — La *combinazione* pontificale. — Inquiétude des Farnèse. — Dispositions à Vienne, à Madrid, à Paris. — L'arrestation de Molinès. — Lettre d'Alberoni au duc de Popoli. — Alberoni et le duc de Parme prêts à la guerre. — Impatience des Farnèse. — La guerre.

Pendant qu'en France, Dubois faisait triompher la politique de la Triple Alliance, en Angleterre, Stanhope venait à bout des adversaires de cette même politique. Ses anciens collègues du ministère, Pulteney, Walpôle ne l'avaient pas ménagé, néanmoins les bonnes raisons de Stanhope, le vin de Champagne de Dubois et les millions du Régent avaient eu raison de la plus violente opposition dont la Chambre des Communes gardât le souvenir. La Triple Alliance durait, sans qu'on osât encore lui prédire une longue destinée¹, mais ses parrains voulaient qu'elle vécût et plus rien ne paraissait pouvoir leur résister : Dubois était presque un premier ministre et Stanhope l'était de fait. Maintenant tous deux ne se contentaient plus de l'œuvre accomplie, ils visaient à l'exécution d'un vaste projet embrassant toute l'Europe, réglant, selon les principes posés à Utrecht, les possessions des anciens belligérants. Le passé leur apprenait que l'accord de la France avec l'Angleterre imposait aux Provinces-Unies leur commune volonté; l'Empereur lui-même devait, tôt ou tard, s'y soumettre; cependant l'Espagne pouvait se tenir en dehors de leur influence et l'Italie se soustraire à leurs décisions. C'était

La Triple
Alliance
pacifique

¹ Cobbet's *Parliamentary History of England*, t. VII, p. 437-438.

ce que Dubois ni Stanhope ne sauraient admettre, mais tandis que dans le Nord ils rencontraient Goertz, dans le Midi il leur fallait compter avec Alberoni.

L'empereur
intéressé

L'empereur Charles VI était, moins que jamais, disposé à reconnaître le fait accompli; il retenait passionnément ses droits sur l'Espagne et se fût laissé assiéger dans Vienne plutôt que de les céder². Faute de pouvoir se saisir de la péninsule, il s'employait à en détacher tout ce qui en constituait la splendeur. Non content de s'être fait attribuer les Pays-Bas espagnols, le Milanais, les Présides de Toscane, Naples et la Sardaigne, Charles réclamait la Sicile, Parme, la Toscane et, au delà des mers, le Mexique et le Pérou³. Son rival Philippe V non seulement ne consentait à rien, mais revendiquait tout ce que la force seule avait pu lui arracher, même il étendait ses vues sur les duchés de Parme et de Plaisance et sur le grand-duché de Toscane dont on s'attendait à voir les dynasties, Farnèse et Médicis, s'éteindre dans un avenir prochain. De ces ambitions et de ces avidités pouvait sortir une guerre dans la région méditerranéenne, menaçante pour le reste de l'Europe. Alberoni le sentait et s'y préparait. « Je crois, écrivait-il au duc de Parme, qu'il serait convenable de se mettre en état sans bruit, en douceur et avec prudence de pouvoir agir quand la nécessité et l'occasion le demanderont⁴... pendant ce temps, j'organiserai l'administration, la marine et le commerce des Indes *in cui consiste il tutto*⁵. »

Alberoni

Philippe d'Orléans et Georges I^{er} ne montraient un si vif désir de pacifier l'Europe que dans l'espoir d'affermir leur position chancelante qui n'eut pas résisté à une commotion générale. La trêve équivoque existant entre l'Autriche et l'Espagne pouvait être dénoncée à tout instant et mettre l'Europe en feu. Pour éviter ce péril, il fallait étendre la Triple Alliance à l'Empereur, sauf à laisser l'Espagne s'armer en guerre contre un adversaire qui se déroberait. La guerre devenait pour elle plus qu'une chance à courir, c'était une nécessité à subir. Un homme se trouvait là pour lever les scrupules religieux qu'aurait Philippe V à verser le sang, stimuler l'ambition d'Élisabeth Farnèse d'imposer

² Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 301, fol. 84 : Mémoire joint à la lettre de Dubois à Stanhope, 7 novembre 1716.

³ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 300, fol. 107 : Mémoire de mai 1717; *ibid.*, t. 300, fol. 323 : Mémoire pour le Régent.

⁴ Arch. Napl. Farnesiana, fasc. 58 : Alberoni au duc de Parme, 29 juillet 14 décembre 1716.

⁵ Arch. Napl., Farnesiana, fasc. 58 : Alberoni au duc de Parme, 14 décembre 1716.

sa politique personnelle, favoriser l'influence du duc de Parme et, mieux que tout cela, réorganiser les forces de la monarchie espagnole : c'était Alberoni⁶. Celui-ci pouvait, à certains égards, rappeler à Dubois. Fils d'un jardinier, élève des jésuites, précepteur, il se frottait au monde, se découvrait des protecteurs, cherchant la fortune, quand il la découvrit sous les traits du duc de Vendôme, s'attacha à ce personnage et devint près de lui l'agent en titre du duc de Parme; ce qu'il ne cessera d'être pendant trente ans, dans le camp du général français et à la cour de Philippe V. La nature ne l'avait pas mieux traité que Dubois, bien que d'autre façon : c'était un petit homme, rond de partout, roulant sur ses jambes grêles une panse énorme, évoquant l'idée d'une toupie que surmonterait un masque bouffi et grotesque : front dépouillé, nez épaté, lèvres lippues, et dans la masse charnue, luisante et malsaine, des yeux vifs, clairs et gais. Comme pour Dubois, l'écorce déplaisante enfermait une âme de boue, plus vile encore et plus contaminée chez Alberoni puisque italienne.

Aussitôt que la toupie ronflait, une métamorphose semblait s'accomplir; le mouvement lui donnait une vie si intense qu'elle se transfigurait, saisissait, charmait, les étincelles sortaient des yeux, la voix enchanteresse trouvait une harmonie si neuve, un éclat si soutenu qu'on ne se lassait pas d'écouter, pas plus que le cabotin ne se lassait de parler. C'était l'exubérance fait homme. La destinée l'avait, semble-t-il, promis aux tréteaux de la foire, au lieu de cette carrière, qui lui convenait à merveille, il aboutit au Sacré-Collège, il y parut déplacé. Son début dans l'histoire fut une bouffonnerie dégoûtante, cri instinctif d'un tempérament porté vers l'ignoble, saillie répugnante d'une nature populacière, car son imagination se barbouillait délicieusement dans tous les cloaques et s'abreuvait goulûment à tous les purins. Le sacerdoce n'était, à ses yeux, qu'une comédie et le cardinalat qu'une carrière. Sordide et dépravé on le vit s'acoquiner à une fille publique et faire accoucher celle-ci dans son propre lit tendu de pourpre; on lui reprochait de n'avoir pas pendant un an entendu une seule fois la messe et on a lieu de douter qu'il crût à l'existence de Dieu. Quel rôle jouait-il dans le ménage royal? il importe assez peu de le savoir et mieux vaut, peut-être, l'ignorer!

Ni prélat, ni amant, ni fripon, on ne sait pas même avec cer-

⁶ Un essai de réhabilitation par E. Bourgeois, *Le secret des Farnèse, Philippe V et la politique d'Alberoni*, in-8, Paris, s. d. [1911]. Voir De Mazade, *Alberoni*, dans *Revue des deux mondes*, novembre 1860; G. Professione, *Alberoni*, 2 vol. in-8, Padova, 1890-1897.

titude s'il était ambitieux, mais il ne l'était pas à la manière d'un Richelieu ou d'un Ximenès. Il aimait moins le pouvoir que l'impunité de tout dire, de tout essayer, de tout risquer, par curiosité et divertissement plutôt que par instinct et goût des grandes choses. Le cabotin qu'il était lançait la plaisanterie salée, la moquerie acerbe, submergeait l'auditeur sous un déluge d'épithètes, d'épigrammes, de lazzi, s'amusait de sa propre verve et de la confusion de sa victime. Tour à tour attendri et impitoyable, laconique et diffus, il ne lui était pas possible d'être obscur ni embarrassé. Cette profusion, ce ruissellement, où il y a plus de mots que d'idées, mais où surnagent quelques idées, donne l'illusion d'une facilité sans mesure, bien que ce ne soit qu'une façon de boniment, — toujours l'homme des tréteaux de la foire. Cela semble à Philippe V profondeur et génie, alors que ce n'est que truculence et comédie.

D'un comédien, il possède la qualité essentielle, il demeure maître de soi au milieu du trouble de la voix, de l'émotion des traits, de la violence des gestes. Chez Alberoni, la platitude seule est congénitale, tout le reste est acquis, employé, retiré, selon les besoins de l'affaire et du moment. On croit le saisir en flagrant délit de contradiction, mais ni ses actes ni ses paroles n'expriment sa conviction, car il n'en a aucune sinon dominer pour tout oser et se faire applaudir. C'est non seulement par sa fidélité au duc de Parme qu'il reste italien, mais encore par ce besoin morbide d'applaudissements.

Mais s'il est tout cela il n'est pas que cela. Il est un laborieux, un administrateur. Il a des idées et il entreprend de les mettre en œuvre, à force de travail il y réussit. Son immense effort soulève un instant l'Espagne pour laquelle tout ne sera pas perdu de ce qui aura été tenté dans ces années de fièvre. Pour que tout fût fécond, il eût fallu moins d'imagination et, plus de sens commun. On a justement remarqué qu'ayant commencé sa fortune par un mot bouffon, il crut toujours à l'efficacité des procédés de la *commedia dell'arte*, alors si florissante en Italie; et son âme ne se haussa pas au-dessus de son premier niveau. L'imagination aussi eut trop de part à sa conduite. Impétueuse et démesurée, elle l'empêche de distinguer ce qui est possible de ce qui ne l'est pas; en réalité, il marche à l'aventure, également destiné aux apothéoses et aux culbutes. Ce qui le fait tel, c'est le mélange de trivial et de médiocre, soit dans le bien, soit dans le mal, qui retient ce favori au-dessous de la sphère des grands politiques. Il se venge, mais sans détruire; il ne sait tromper que par des mensonges; son goût pour les choses neuves et hardies

ne va pas jusqu'à l'amour de la gloire, il a l'insolence de sa fortune sans en avoir le génie.

Cette Fortune, a écrit un de ses biographes, a voulu le conduire à la grandeur par des voies extravagantes. Sa vie entière n'est qu'une suite d'extravagances et un grain de bon sens l'eut mieux servi qu'une pleine mesure d'imagination. Car Alberoni était tout autre chose qu'un vulgaire brouillon, il avait des vues élevées et lointaines, songeait à fonder une grande puissance méditerranéenne, absorbant la France et dominant l'Europe. Mais le plan était caduc à l'heure même où il était tracé parce que l'Espagne et l'Italie ne peuvent marcher du même pas et servir l'intérêt d'un même maître. Dubois n'eut pas commis cette erreur, lui, du moins, en alliant la France et l'Angleterre ne prétendait nullement les associer « à bille égale »; il sacrifiait résolument la France à l'Angleterre, il la lui inféodait; c'était l'action d'un mauvais citoyen, ce n'était pas celle d'un rêveur. Cependant, dans la lutte qu'ils se livrèrent, si l'on ne peut dire lequel des deux poussa le plus loin l'absence de scrupules et la fertilité de moyens, on peut affirmer que le plus chimérique ne fut pas toujours Alberoni. Entre ces deux champions, plus dignes de s'entendre qu'ils n'en étaient capables, s'engagea un assaut qui figure parmi les plus illustres parties de l'escrime diplomatique : tous deux souples, rusés, surprenants, l'un tirant à la française mais plutôt en prévôt de salle qu'en gentilhomme, l'autre tirant à l'italienne avec des feintes de spadassin d'Espagne.

Instrument d'un souverain tel que Louis XIV, éclairé et volontaire, Alberoni eut rendu d'importants services, il eut même aidé à de grandes choses : mais entre Philippe V et Élisabeth Farnèse, atteints de frénésie conjugale, entre la nourrice Laura Piscatori rusée, cupide et brutale et le confesseur Daubenton, cauteleux, sournois et insinuant, Alberoni ne savait à qui et à quoi se prendre pour asseoir durablement sa puissance. En réalité, son unique appui se trouvait être la Reine. Dépositaire des sentiments les plus secrets d'une princesse qui lui devait sa grandeur et de qui il soutenait l'influence, confident des lassitudes et des dégoûts comme des langueurs et des envies d'une épouse excédée par de continuelles grossesses, tenant dans cet intérieur un rôle mal connu, Alberoni y trouvait la source de sa puissance. On lui passait tout et il se permettait tout; Élisabeth Farnèse crut un jour avoir égaré un paquet de lettres de la dernière importance, elle le chercha longtemps sans pouvoir le trouver et accusa tout le monde; finalement on les découvrit

chez Alberoni. La Reine aime mieux incriminer sa propre sottise, que de laisser un seul instant soupçonner par le Roi la fidélité ou la discrétion de cet impeccable ministre. C'est ainsi, observe Torey, qu'Alberoni gouvernoit les affaires d'Espagne pendant « que les princes qui avoient le plus d'intérêt à la bonne administration de la monarchie paroissent absolument insensibles au bien de l'État. » L'Espagne n'était d'ailleurs entre les mains du ministre qu'une colonie italienne, de sorte qu'il faut rabattre beaucoup du seul éloge que Lémontey trouvait à faire de lui : d'avoir été « le premier cardinal ministre et... probablement le dernier qui n'ait pas préféré les intérêts de Rome à ceux de son pays⁷. »

Les
réformes
d'Alberoni

Après avoir fait asseoir une princesse parmesane sur le trône d'Espagne, Alberoni avait successivement évincé Mme des Ursins et le cardinal del Giudice et entrepris la régénération du royaume. « Dans quelle confusion, écrira-t-il, j'ai trouvé cette Cour! C'est à faire horreur. Dans quel désordre j'ai vu cette monarchie! » Il entreprit de relever les finances, tenta des réformes, combattit le gaspillage. On supprima deux compagnies de gardes du corps sur quatre et on annonça d'autres suppressions. Courtisans, fonctionnaires, mirent en circulation les bruits les plus fâcheux, tellement qu'Alberoni douta du succès. « Vraiment je me demande si je pourrai établir ici un système d'ordre et de gouvernement. Tous s'y opposent, et quand bien même il s'établirait, je me demande s'ils ne le détruiront pas, en l'exécutant mal⁸. » Et presque au lendemain du jour où le Régent introduisait en France les Conseils, Alberoni entreprenait la destruction de ceux qui, depuis trois siècles assuraient la décadence de l'Espagne. La grande réforme s'opéra au mois de janvier 1717. Le Conseil d'État perdit son président et ses attributions. Le Conseil de Castille fut également frappé; le Conseil de la guerre fut ébranlé plus profondément encore; le Conseil des finances eût exigé des mesures aussi radicales car le désordre y était au comble et la friponnerie générale. Alberoni se désolait du nombre des couvents dont la continence et la paresse privaient l'Espagne de population et d'agriculture. « Quelle nation

⁷ P. E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. I, p. 128; E. Bourgeois, *Le secret des Farnèse. Philippe V et la politique d'Alberoni*, p. 206.

⁸ Alberoni à Rocca, 9 mars 1716, dans *Lettres intimes de J.-M. Alberoni adressées au comte J. Rocca, ministre des finances du duc de Parme*, publiées par E. Bourgeois, in-8, Paris, 1893, p. 444.

⁹ Alberoni à Rocca, 27 avril 1716, dans *Lettres intimes*, p. 433.

fainéante », s'écriait-il¹⁰. « Il n'y a pas à vingt milles autour de Madrid une maison de campagne, un arbre, un fruit. Voilà une nation qui a gouverné les plus riches pays d'Europe et prétend vivre à la façon des nègres¹¹. » Et pour inculquer aux Espagnols le goût du travail, Alberoni fit venir... des Italiens! D'autres innovations furent plus heureuses, par exemple l'introduction du tissage des draps et toiles fines d'après les méthodes des Hollandais, l'effort tenté pour unifier la monnaie partout dépréciée, les réglemens portés en vue d'assurer à dates fixes le départ des flottes et la reconstitution de la marine espagnole. Avec sagesse, le ministre s'attachait à relever la puissance maritime et commerciale de l'Espagne. Des magasins pour la construction et le grément des flottes s'organisaient au Ferrol et à Cadix, bientôt il ne serait plus nécessaire de se procurer les bois de construction en Norvège, les agrès en Hollande : on en fabriquerait au Ferrol.

Dès le mois de septembre et d'octobre 1715, Alberoni s'était déterminé à un rapprochement économique avec la Hollande et l'envoyé de ce pays à Madrid, baron de Ripperda, lui conseilla une alliance avec l'Angleterre¹²; elle fut conclue par le traité de décembre qui accordait à l'Angleterre plus de privilèges en Amérique que la France n'en avait jamais obtenus. Alberoni avait voulu devancer le duc d'Orléans auprès du roi d'Angleterre. Sa politique combattue par le cardinal del Giudice avait finalement triomphé et l'influence française était plus qu'ébranlée à Madrid, l'envoyé britannique y travaillant de son mieux¹³. « Les Français, écrit-il à son ministre, n'ont plus ici la moindre influence. Ouvrir et achever cette brèche a été la difficulté principale de la négociation (relative au traité de commerce). Cette Cour a depuis peu traité les Français très froidement; et elle est disposée à les traiter selon qu'il plaira à Sa Majesté, de sorte que je crois qu'ils ne pourront jamais plus lever la tête ici... Le roi d'Espagne a rompu tout à fait avec ses vieux amis en faisant un traité qui les a fort désobligés, sans rien stipuler pour lui-même et en opposition avec tous ses ministres. Si bas que soit l'Espagne, nul autre État n'est capable de se relever aussi vite. Elle le fera

Il se tourne
vers
l'Angleterre

¹⁰ Alberoni à Rocca, 8 juin 1716, dans *op. cit.*, p. 471.

¹¹ Alberoni à Rocca, 25 mai 1716, dans *op. cit.*, p. 461.

¹² Bubb à Stanhope, 20 septembre 1715, dans W. Coxe, *L'Espagne sous la maison de Bourbon*, t. II, p. 261-265.

¹³ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 242, fol. 238 et 270 : Saint-Aignan au Régent, 13 octobre 1715; le même à Louis XV, 26 octobre 1715; Arch. Nap., Farnesiana, fasc. 58 : Alberoni au duc de Parme, 20 avril 1716.

aujourd'hui plus rapidement que jamais... En fait, les ressources [de Philippe V] dépassent d'un tiers celles de tous ses prédécesseurs, et ses dépenses sont réduites de moitié; de sorte qu'avec un peu d'ordre, il saura bientôt se rendre un allié utile¹⁴. » Non seulement le cabinet anglais résista à ces perspectives, derrière lesquelles il était aisé d'entrevoir les avances d'Alberoni, mais il signa le traité de Westminster avec l'Empereur, qui confirmait à celui-ci ses acquisitions en Italie.

Alberoni fut atterré, mais ne renonça pas à briguer l'alliance anglaise, soutenu par Élisabeth Farnèse « sans laquelle, écrivait l'envoyé britannique, nous ne ferons jamais rien ici. Si elle cessait de soutenir nos intérêts, nous n'aurions plus qu'à prendre congé de l'Espagne. Je suis pleinement persuadé qu'elle est de cœur avec nous maintenant. Elle est ennemie jurée des Français... En un mot, l'influence absolue sur l'Espagne appartiendra au plus offrant et dernier enchérisseur en faveur du fils de la Reine¹⁵. »

Relèvement
de l'Espagne

Lorsque le marquis de Louville se présenta à Madrid les mains vides, Élisabeth et Alberoni ne l'y tolérèrent qu'un moment et le conseiller tout puissant et seul écouté de Philippe V ne manqua pas de se prévaloir auprès du Bubb de la déconvenue de Louville, de lui réitérer que l'Espagne était totalement séparée de la France et, comme preuve, il termina la discussion relative au traité régularisant le privilège que l'Espagne avait promis à Utrecht de transférer à l'Angleterre, privilège d'importer en Amérique la main-d'œuvre nègre, traité qui a gardé nom d'*assiento*. Ces complaisances étaient-elles accompagnées de présents, on ne sait, mais Alberoni ne voyait dans l'*assiento*, comme dans le rapprochement commercial avec l'Angleterre, qu'un début et une entrée en matière¹⁶. Tout ceci n'était proposé ou consenti qu'en vue du rôle destiné à Philippe V et aux Farnèse en Italie, le jour où le trésor, la flotte et l'armée du Bourbon d'Espagne seraient de taille à faire reculer l'Empereur dans la péninsule au profit de la grandeur et de la sécurité des princes italiens¹⁷. Dubois ne s'y méprenait pas, et, dès le mois d'avril 1717, il avertissait Stanhope que les préparatifs d'Alberoni rendraient impos-

¹⁴ Bubb à Stanhope, 19 février 1716, dans W. Coxe, *op. cit.*, t. II, p. 121.

¹⁵ Bubb à Stanhope, 15 juin 1716, dans W. Coxe, *op. cit.*, t. II, p. 139.

¹⁶ Alberoni à Rocca, 8 avril 1716, dans *Lettres intimes*, p. 454.

¹⁷ E. Bourgeois, *Le secret des Farnèse, Philippe V et la politique d'Alberoni*, in-8, Paris, s. d. [1891], p. 193.

sible la réconciliation de l'Espagne avec l'Empereur¹⁸. Stanhope, averti par Bubb, ne renonçait pas à l'idée d'offrir à Élisabeth Farnèse des compensations en Italie et pendant ce temps un semblant d'ordre se rétablissait dans l'administration, le gaspillage devenait moins effréné, plusieurs entreprises arrivaient à un commencement d'exécution, les travaux entrepris au Ferrol prenaient tournure. Cadix, la Corogne, Barcelone étaient témoins d'une certaine activité. Pampelune complétait son artillerie. Dans la période du premier semestre de l'année 1717, le roi d'Espagne avait vu sa flotte de la Méditerranée passer de l'état de fantôme à la réalité de treize vaisseaux dont un de quatre-vingts pièces de canon¹⁹; l'armée de terre avait suivi un progrès analogue. Philippe V n'était pas en mesure de récompenser par ses propres moyens de si beaux résultats; ni les titres, ni les richesses dont il disposait ne pouvaient valoir à Alberoni l'autorité que, seul, le chapeau de cardinal lui conférerait. Mais il fallait compter avec Clément XI.

Pour obtenir ce chapeau Alberoni était disposé à mettre en mouvement l'antique machine qu'était la monarchie espagnole. Et d'abord, pour complaire au pape il envoya une escadre procurer la délivrance de Corfou assiégé par les Turcs (août 1716) et reçut la promesse du chapeau. Il importait aux Anglais, pour le bien de leurs affaires, qu'Alberoni l'obtint le plus tôt possible afin que, nanti d'une situation et d'un titre officiels, ils pussent traiter avec lui et non plus avec de vaines ombres, comme Grimaldo, secrétaire du Roi, mais sans pouvoir réel. Pas à pas, le prestolet se rapprochait de l'autorité effective, s'infiltrant tour à tour dans les départements des finances et des Indes. Les ministres adresseront désormais leurs correspondances au cabinet du Roi où siège, omnipotent, Alberoni qui s'empare ainsi de toute la diplomatie étrangère comme il surveille de haut le ministère de la guerre. Ce ne sont encore là que les avenues du pouvoir, mais le candidat à la pourpre laisse tout espérer de ses futures complaisances. Aussitôt maître des affaires, dit-il à Bubb, il s'emploiera de tout son pouvoir et sans tarder à ce que les Anglais ressentent les bons effets de son désir cordial de les ser-

Avances
réitérées à
l'Angleterre

¹⁸ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 300, fol. 61-62; Dubois à Stanhope, 28 avril 1717.

¹⁹ Bibl. nat., ms. fr. 10670-10672, t. II, fol. 276, 745; De Saint-Hilaire, *Mémoires pour servir à l'histoire d'Espagne sous le règne de Philippe V*, in-12, Amsterdam, 1756, t. III, p. 175; Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. XIV, p. 38 suiv.

vir²⁰. Les Anglais approuvent mais ne dévient pas leur politique d'une ligne pour complaire à un partisan si empressé. Nonobstant les protestations d'Alberoni, ils ont signé avec l'Empereur le traité de Westminster et ils signent avec le Régent la Triple Alliance de la Haye; le premier avec Charles VI qui revendique la couronne d'Espagne que porte Philippe V, la seconde avec Philippe d'Orléans qui prétend à la couronne de France que réclame le même Philippe V. Celui-ci s'empporte, éclate en reproches contre le malencontreux ministre auquel il reproche de l'avoir séparé de ses anciens amis, mais cette colère s'évanouit dès l'instant où Elisabeth Farnèse prend la défense d'Alberoni dont le prestige est suffisant pour triompher de la répugnance de son maître, superstitieux et bigot, à l'endroit du protestant Georges I^{er}. Il n'était pas de pires griefs que ceux qu'il entretenait contre le roi de la Grande-Bretagne, assis sur un trône usurpé, allié à ses adversaires les plus odieux : l'Empereur et le Régent; cependant Alberoni réussissait à entretenir des rapports cordiaux entre Philippe et George. Au nom de son maître, il protestait contre la pensée d'un accommodement avec l'Empereur par l'intermédiaire du pape auquel il n'hésiterait pas à préférer les bons offices du roi d'Angleterre²¹. Non content de ces protestations, Philippe V, à l'instigation d'Alberoni, sollicitait de Georges I^{er} l'autorisation de créer un corps de troupes sûres composé de trois mille Irlandais²². Cette démarche inattendue et embarrassante ne semble pas même avoir été discutée.

Désir
de revanche
à Madrid

Ainsi toutes les avances d'Alberoni à l'Angleterre et aux Provinces-Unies n'avaient abouti à aucun résultat; mais le Parmesan était d'une race qui compte pour rien les rebuffades et ignore les humiliations, il ne se découragea pas, il comprit cependant qu'il lui fallait temporiser. La pensée d'une revanche contre les traités qui avaient été signés à Utrecht et à Rastadt était entretenue avec une égale ferveur à Madrid et à Vienne. Autour de Philippe V, d'avidés Italiens, Cellamare, Popoli, Judice, Grimaldo entretenaient l'espoir et cultivaient les germes d'un conflit qui rendrait à l'Espagne Naples, Milan et la Sicile. Alberoni ne pouvait moins faire que de s'associer à ces revendications, du moins eut-il la sagesse de vouloir éviter une entreprise trop hâtive, mal concertée et qui ne pourrait être que désastreuse.

Les vues
d'Alberoni
sur l'Italie

Il n'envisageait pas l'indépendance italienne, mais seulement

²⁰ Bubb à Stanhope, 25 janvier 1717, dans W. Coxe, *op. cit.*, t. II, p. 151.

²¹ Bubb à Methuen, 12 avril 1717, dans W. Coxe, *op. cit.*, t. II, p. 154, 155.

²² Bubb à Stanhope, 7 juin 1717, dans W. Coxe, *op. cit.*, t. II, p. 156.

la libération de l'emprise autrichienne et la restitution de la péninsule à l'Espagne. « L'Italie, disait-il, est un trop bon pays pour que les Allemands la négligent. Et ils la tiennent, hélas! avec un caporal. » Mais la nation était tellement déchue et avilie qu'il la tenait pour irrémédiablement vouée à une suzeraineté étrangère, en fait à l'exploitation espagnole. N'était-ce, à ses yeux, qu'un pis aller? Prévoyait-il une régénération plus complète et une destinée plus haute le jour où il écrivait : « L'Italie souffre d'un mal qui ne pourra se guérir que par le fer et le feu²³ ». Peut-être? Quoiqu'il en soit, l'Espagne fut dans ses calculs, le levier destiné à soulever l'Italie et l'instrument de sa libération. Pour acquérir le droit de travailler avec une sorte de fanatisme à mettre cet instrument en état de produire ce qu'il en attendait. Alberoni se soumettait à la nécessité de flagorner le ménage royal, lui faisait entrevoir d'éblouissantes perspectives. Tel était le thème des entretiens confidentiels qui assuraient son crédit et « pour disposer de l'Espagne, le jour venu, il se mettait au ton des ambitions qu'il avait éveillées; il en soignait et surveillait le cours, de manière à s'en trouver maître à toute heure²⁴. »

La tâche était si vaste et si ardue, les moyens si disproportionnés aux résultats à atteindre qu'Alberoni sentait l'absolue nécessité de gagner du temps pour assurer ses préparatifs : « Je ne crois pas, écrivait-il à la Cour de Parme qu'il faille provoquer des haines et des querelles : mais il serait bon de se mettre en état prudemment, doucement, sans bruit, de pouvoir agir quand la nécessité et l'occasion l'exigeront. Il faudrait abandonner alors toutes les vues lointaines, comme la succession au trône de France, et profiter de ce sacrifice pour entraîner les mieux disposés à fournir une compensation à l'Espagne, pour les obliger et les lier par les engagements les plus étroits à soutenir les intérêts et les droits de l'Italie²⁵. » Ces conseils n'étaient pas aisés à faire prévaloir, car si Elisabeth Farnèse frémissait de haine au seul nom de l'Empereur, elle se desséchait de désir à la pensée du trône de France. « Si jamais le petit roi de France venait à mourir, écrit encore Alberoni, le génie et la volonté de la Reine sont entièrement portés à réclamer le trône. C'est un point critique, une matière où il faut se conduire fort secrètement, fort prudemment : n'a-t-on pas le droit de dire qu'elle abandonnerait le cer-

Les vues
des
Parmesans

²³ Alberoni à Rocca, 8 mai et 21 août 1713, dans *Lettres intimes*, p. 217, 243.

²⁴ E. Bourgeois, *Le secret des Farnèse*, p. 201-202.

²⁵ Arch. Nap. Farnesiana, fasc. 58 : Alberoni au duc de Parme, 29 juillet 1716.

tain pour l'incertain²⁶ ? » Le duc de Parme, dont Alberoni restait le serviteur docile et inquiet, n'était guère plus patient. « Je me déssole, lui écrivait-il, de vous voir si persuadé, si obstiné à croire qu'il faut attendre pour employer l'Espagne au bien de l'Italie²⁷. » L'idée de songer au trône de France lui paraissait de la part de sa nièce une sorte de trahison domestique. « Rappelez-lui ce que nous avons fait pour la placer sur ce trône qu'elle voudrait quitter sans égards pour le danger auquel nous nous exposions, pour le sacrifice que nous avons fait à sa grandeur et à sa fortune de tout notre être pour ainsi dire. Elle doit spécialement fixer ses regards sur nos intérêts, les mettre sous la protection de son mari, travailler à notre sûreté d'abord et ensuite au progrès de nos avantages²⁸. »

Menées
pour
renverser
Alberoni

Alberoni résistait aux impatiences et aux avidités qui eussent compromis sa tentative. Tirailé ici, attaqué ailleurs, il lui fallait se défendre contre les cabales d'une noblesse qui ne lui pardonnait pas son élévation et contre les intrigues d'une diplomatie qui n'acceptait pas un échec. Au lendemain du départ forcé du marquis de Louville, le duc d'Orléans installait à Madrid des agents dirigés de Paris et embrigadés par notre ambassadeur le duc de Saint-Aignan pour combattre l'influence d'Alberoni dont le renvoi devint le premier but assigné à leurs efforts.

Auprès d'Alberoni, personne ne comptait pour rien et ceci n'était pas pour lui concilier tous ceux auxquels il fermait le chemin du pouvoir. Les uns laissaient voir leur humeur; d'autres affectaient l'indifférence ou la satisfaction, mais on ne pouvait ignorer que la France ne comptât parmi eux beaucoup d'amis. « Assurez-les, écrivait le Régent, de l'extrême envie que j'ai de leur rendre le gouvernement et d'en éloigner les Italiens, mais qu'il faut qu'ils y travaillent de leur côté le plus qu'ils pourront. Parmi ceux dont le concours paraissait devoir être le plus effectif se trouvaient Bernardo Tingerio, secrétaire du Conseil des Indes, Ronquillo président du Conseil de Castille et le comte d'Agui-lar » qu'on ne pouvoit estimer, mais si plein de nerf et d'ambition qu'il ne falloit pas le mépriser²⁹. » Beaucoup de grands seigneurs se joindraient à eux, qui tous avaient vu avec dégoût

²⁶ Arch. Nap., Farnesiana, fasc. 58 : Alberoni au duc de Parme, 5 octobre 1716.

²⁷ Arch. Nap., Farnesiana, fasc. 58 : le duc de Parme à Alberoni, 31 janvier 1716.

²⁸ Arch. Nap., Farnesiana, fasc. 58 : le duc de Parme à Alberoni, 30 octobre 1716.

²⁹ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. XVIII, p. 85.

l'invasion italienne qui suivit l'arrivée de la reine parmesane; déçus, aigris, parfois dépouillés de leurs charges, presque besogneux, on pouvait compter sur leurs rancunes et leur zèle plus que sur leur intelligence et leur discrétion³⁰. A en croire ces mécontents, l'opinion publique était soulevée, la révolution imminente, et on les croyait beaucoup trop. Saint-Aignan, Torcy, le duc d'Orléans admettaient un peu légèrement que « le Roi catholique après avoir possédé l'affection de ses peuples au plus haut point de perfection s'en trouvait présentement privé³¹. »

Le pouvoir d'Alberoni tenait « à ce qu'il enfermait le Roi et la Reine », mais le pouvoir du confesseur, le jésuite Daubenton, qui à toute heure du jour et de la nuit entretenait Philippe V sans témoins, était presque aussi grand et Alberoni avait partie liée avec Daubenton, non par sympathie, mais par crainte réciproque de leur puissance. Une intrigue bien vile essaya de les brouiller en les rendant suspects tous deux au Roi, elle échoua³².

Saint-Aignan pensa découvrir autre chose : répondre aux avances de Daubenton de façon à mettre le ministre en défiance sur cette intimité; il y réussit en partie et crut toucher le but. Louville le détrompa sans ménagements³³ et sans pouvoir le détourner de chétives intrigues et de bas espionnages³⁴. En même temps, une brigue dans laquelle entraient le maréchal d'Huxelles et Mme des Ursins se formait pour rappeler Orry et n'aboutit à rien. Le Régent n'en voulait pas entendre parler³⁵ et Louville croyait y découvrir la façon des Jésuites³⁶. Alberoni n'eut aucune peine à triompher d'adversaires si peu redoutables; le 22 janvier 1717, son pouvoir n'avait plus rien à appréhender³⁷. Ses craintes étaient ailleurs. Elisabeth Farnèse semblait toujours à l'instant de donner sa confiance à son entourage de serviteurs et de familiers accourus de Parme derrière elle et attachés comme

Les
véritables
adversaires

³⁰ Arch. des Aff. Etrang., Espagne, t. 252, fol. 270-275 : Instruction secrète de Saint-Aignan.

³¹ Arch. des Aff. Etrang., Espagne, t. 253, fol. 83 : Le Roi à Saint-Aignan, 27 octobre 1716.

³² E. Bourgeois, *Le secret des Farnèse*, p. 229-232; Baudrillart, *Philippe V et la Cour de France*, t. II, p. 247-248.

³³ Louville à Saint-Aignan, novembre 1716, dans Louville, *Mémoires*, t. II, p. 225.

³⁴ Archiv. des Aff. Etrang., Espagne, t. 253, fol. 272 : Saint-Aignan au Régent, 22 décembre 1716; Louville, *Mémoires*, t. II, p. 221.

³⁵ Archiv. des Aff. Etrang., Espagne, t. 257, fol. 27 à 30 : Le Régent à Saint-Aignan; 11 janvier 1717.

³⁶ Archiv. des Aff. Etrang., Espagne, t. 144, fol. 200 : Le Régent à Saint-Aignan; Louville, *Mémoires*, t. II, p. 228.

³⁷ Louville, *Mémoires*, t. II, p. 219, 225.

des parasites à une proie : guitaristes, histrions, danseurs, mimes, tous ces saltimbanques que la courtoisie italienne qualifie d'artistes et leur coryphée, cette Laura Piscatori, la nourrice, personnage tel à peu près qu'il nous a été transmis par les peintres des mœurs antiques³⁸. Alberoni avait fort à faire pour retenir cette jeune femme avide d'amusements plus effectifs que les dissertations politiques du favori et les caresses brutales de son mari. Odieuse aux Espagnols, qui ne le lui cachaient pas, Alberoni ne lui demandait pour l'instant que cette forme de dissimulation qu'on nomme patience. Trois ans seulement et l'Espagne posséderait une flotte, des finances, un commerce, une place en Europe qu'il ne serait au pouvoir de personne de lui arracher. « Trois ans, ce n'est pas une éternité », disait Alberoni. Pourvu qu'un accident inopiné ne vienne pas bouleverser nos mesures³⁹ ! »

Le plan
qui lui est
opposé

L'accident se produirait sans attendre trois ans, parce que Alberoni était fatalement entraîné vers la guerre et qu'à ses vues s'opposait un plan pacifique élaboré par Dubois et Stanhope. Ce plan tendait à imposer un règlement définitif, selon les principes posés à Utrecht, aux puissances dont les possessions territoriales s'étaient accrues aux dépens de l'Espagne. L'Empereur accepterait le traité d'Utrecht dans toute sa teneur et recevrait pour prix de cette concession la Sicile en échange de la Sardaigne dont le duc de Savoie aurait à se contenter⁴⁰. La Toscane, Parme et Plaisance, à l'extinction désormais prochaine de leurs dynasties, seraient déclarées fiefs impériaux, c'est-à-dire remis à l'Empereur qui disposerait en temps voulu de Parme et Plaisance pour le premier né d'Élisabeth, don Carlos. Dubois s'était emparé de cette dernière combinaison qu'il paraissait tenir pour immanquable⁴¹, à ce prix il ne doutait pas que la paix ne se conclut entre Philippe V et Charles VI : « Le meilleur usage que l'on pourroit faire de l'alliance entre la France, l'Angleterre et les États-Généraux, écrivait Dubois à Stanhope, et le plus grand fruit que l'on en pourroit tirer, seroit de travailler incessamment à procurer une paix fixe et permanente entre l'Empe-

³⁸ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. I, p. 123.

³⁹ Alberoni à Rocca, 21 septembre 1716, dans E. Bourgeois, *Le secret des Farnèse*, p. 239.

⁴⁰ Weber, *Die Quadrupel Allianz vom Jahre 1718*, in-8, Leipzig, 1887, p. 29-31.

⁴¹ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 300, fol. 85; Mémoire joint à la lettre de Dubois à Stanhope, 7 novembre 1716; Ibid., Hollande, t. 311, fol. 263; Plan de Stanhope touchant les affaires d'Italie pour S. A. R. toute seule.

reur et le roi d'Espagne⁴². » Dès qu'on put tenir l'alliance franco-anglaise pour certaine, Georges I^{er} fit des ouvertures à Vienne, qui envoya M. de Pendtenriedter s'aboucher à Hanovre avec Stanhope, lord Sunderland et M. de Saint-Saphorin⁴³ (décembre 1716). On ne s'entendit pas, mais on se garda de rompre. De son côté, le Régent, à peine signé le traité de la Triple Alliance, fit des avances au roi d'Espagne⁴⁴ et chercha à atténuer l'impression que devait faire à Philippe V la nouvelle d'une alliance franco-anglaise⁴⁵.

Cette alliance rencontrait un adversaire peu traitable dans la personne du pape Clément XI, très animé contre le roi d'Angleterre et contre le Régent à qui il reprochait de ne pas persécuter les jansénistes. Afin de leur nuire, il « travaillait avec beaucoup d'ardeur à réunir l'Empereur, le roi d'Espagne et celui de Sicile dans la même cause contre le roi de la Grande-Bretagne et contre le Régent. Sa Sainteté tâchait pour cet effet d'engager Philippe V à convenir avec l'Empereur d'un partage en Espagne, moyennant quoi Sa Majesté Impériale concourrait à assurer le royaume de France à ce prince, en cas que le jeune Roi vint à mourir, et même à en ôter dès lors l'administration au duc d'Orléans que l'on regardait à Rome comme fauteur d'hérétiques; que ces princes devaient travailler en même temps à établir le Prétendant sur le trône de la Grande-Bretagne⁴⁶. » La *combinazione* pontificale n'aboutit pas, ainsi qu'on pouvait le prévoir, et c'était encore une chance de guerre en Europe qui s'évanouissait et le plan pacifique s'en trouvait affermi.

Cette alliance franco-anglaise avait d'ailleurs inquiété, dès qu'ils avaient pu en soupçonner l'existence, les patrons d'Alberoni. Les Farnèse, mis au courant du voyage de Dubois à Hanovre avaient dépêché dans cette ville un agent à toutes fins utiles⁴⁷, ils inter-

La
combinazione
pontificale

Inquiétudes
des
Farnèses

⁴² Arch. des Aff. Étrang., France, *Mémoires et Documents*, t. 140, fol. 79.

⁴³ Weber, *op. cit.*, p. 29 : Saint-Saphorin à Robethon, 10 octobre et 4 novembre 1716. Ce personnage se nommait François-Louis de Pesmes, né en 1668, à Saint-Saphorin, canton de Vaud (Suisse), il servit successivement la Hollande, l'Autriche, la Suisse et l'Angleterre. En 1717, il était représentant du roi Georges I^{er} à Vienne.

⁴⁴ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 257, fol. 62 : Louis XV à Saint-Aignan, 9 février 1717.

⁴⁵ Bibl. nat., mss. franç. 10670-10672, t. I, p. 958; t. II, p. 79.

⁴⁶ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, *Mémoires et Documents*, t. 140, fol. 114.

⁴⁷ Arch. Nap., Farnesiana, fasc. 59 : Alberoni au duc de Parme, 4 janvier 1717.

rogeaient leur ministre à Madrid, stimulaient son obligeance⁴⁸, pressentaient quelque piège, quelque traité secret⁴⁹. Or c'était le moment où le plan pacifique suggérait à Vienne le remaniement territorial en Italie. Ce plan favorisait l'Autriche au détriment de l'Espagne, l'Autriche n'en doutait pas et s'en trouvait flattée. C'était leurs anciens alliés impériaux que les Anglais voulaient ménager non seulement en souvenir du passé, mais en prévision de l'avenir, sans trop se préoccuper de ce qu'en penseraient ou diraient les Espagnols, à qui on ferait accroire que ce mauvais procédé était l'ouvrage des Français⁵⁰. Au contraire tout ce qui paraîtrait flatterie ou déférence pour l'Empereur ou pour l'Espagne serait porté au compte de l'Angleterre. Le Régent et Dubois étaient inquiets; Dubois ne voulait pas que l'Angleterre pût nous jouer de la sorte. « Il serait très important, selon lui, que le roi d'Angleterre parût agir de son propre mouvement à Madrid et à Vienne. » Le ministère anglais répugnait non seulement à un engagement formel, mais à une proposition trop claire, et il trouva dans Saint-Saphorin un diplomate avisé, entreprenant qui osa attacher le grelot. S'adressant au marquis de Rialp, un des principaux membres du parti espagnol qui entourait l'Empereur et entretenait ses prétentions, Saint-Saphorin lui exposa le plan, si avantageux pour l'Autriche. Rialp releva l'exigence de la renonciation au trône d'Espagne qu'il qualifia de « morceau dur à avaler⁵¹ »; les ministres allemands Sinzendorff et Staremborg allèrent jusqu'à accorder que l'Empereur n'entreprendrait rien contre l'Espagne si Philippe V s'abstenait de toute entreprise en France et en Italie. C'est sur cette base que Pendtenriedter était venu s'entretenir à Hanovre avec Stanhope. Après une honnête résistance, l'Autriche transmit à sa Cour le plan de Stanhope⁵².

Dispositions
à Vienne

A Vienne, le conseil secret décida de prolonger la conversation avec Stanhope, mais de tout marchander. A la renonciation demandée il substituait la garantie de l'*uti possidetis*, consentait à excepter le Mexique et le Pérou de ses revendications, à condition que le roi de Sicile perdit, outre la Sicile, le Mont-

⁴⁸ Arch. Nap., Farnesiana, fasc. 58 : le duc de Parme à Alberoni, 13 novembre 1716.

⁴⁹ Arch. Nap., Farnesiana, fasc. 59 : le duc de Parme à Alberoni, 12 mars 1717.

⁵⁰ Arch. des Aff. étrang., Angleterre, t. 300, fol. 323.

⁵¹ Arch. de Hanovre, Saint-Saphorin à Robethon, 10 octobre 1716.

⁵² Arch. de Vienne, Rapport de Pendtenriedter, Hanovre, 24 décembre 1716; Weber, op. cit., p. 31.

feriat et vit annuler ses droits de succession à la couronne d'Espagne⁵³. Une maladresse de Pendtenriedter permit à Saint Saphorin de prendre connaissance, en même temps que lui, des instructions impériales. Il se hâta d'en avertir Stanhope⁵⁴ qui le répéta de vive voix à Dubois, en passant à la Haye. En même temps Stanhope instruisit l'ambassadeur espagnol en Hollande, Beretti-Landi, des offres de médiation qui allaient partir à l'adresse de l'Empereur et du roi d'Espagne. Beretti-Landi se crut en chemin pour surpasser Alberoni, rêva d'une grande alliance entre l'Espagne et les puissances occidentales, conseilla à Madrid de s'appuyer sur les Provinces-Unies, mais ne put, quelque envie qu'il en éprouvât, supplanter Alberoni de qui tout dépendait en Espagne. Alberoni captivé et actablé par les questions financières, maritimes, commerciales et autres n'était peut-être pas mécontent de délaissier quelques instants la diplomatie, aussi confia-t-il ses pleins pouvoirs à Beretti-Landi pour traiter avec les puissances maritimes; celles-ci feignirent d'entrer avec empressement dans ses vues, Stanhope se plut même, abusant des secrets de l'abbé Dubois, à exciter le ressentiment d'Alberoni contre la France afin de lui faire mieux sentir le prix de l'amitié des Anglais⁵⁵.

A Madrid, ces mêmes Anglais se sentaient mal à l'aise. Dubois leur conseillait d'amorcer l'entretien par la promesse de la Sardaigne, mais comment promettre ce que l'Empereur retenait d'une main qui ne s'entr'ouvrait jamais que pour saisir et non pour rendre. Aux propositions qui lui furent adressées, Philippe V répondit qu'il « ne les croyait pas suffisantes pour rétablir l'équilibre, alors même que les duchés [de Parme et de Plaisance] seroient cédés par un traité à un fils de la Reine [sa femme]; car tant que l'Empereur seroit puissant en Italie, il seroit toujours le maître de tenir ou non sa parole. Le Roi seroit d'ailleurs forcé par cet arrangement de renoncer pour jamais à toutes ses justes prétentions en Italie, pour des droits dont il ne jouiroit que trop tard, peut-être jamais⁵⁶. » On pouvait d'autant moins espérer modifier ce point de vue qu'il était fondé en raison et recommandé par de grands intérêts.

A Paris, on souffrait de la contradiction où jetait cette politique de la Triple Alliance qui avait garanti le traité d'Utrecht

à Madrid

à Paris

⁵³ Weber, op. cit., p. 33 : Baudrillart, op. cit., t. II, p. 271.

⁵⁴ Arch. de Hanovre, Saint-Saphorin à Stanhope, 21 janvier 1717.

⁵⁵ Bibl. nat., ms. franc. 10670-10672 : Mémoires de Torcy, t. II, p. 109, 187.

⁵⁶ Bubb à Methuen, 12 avril 1717, dans W. Coxe, op. cit., t. II, p. 323.

pour affermir la paix et qui risquait de faire naître la guerre en ne confirmant pas le traité de Rastadt. Dubois n'apercevait à cette situation qu'une seule issue, la dotation de la Sardaigne à Philippe V ou à son fils Carlos et l'admission du roi de Prusse dans la Triple Alliance⁵⁷. Stanhope refusait, il destinait la Sardaigne à la Savoie, en dédommagement de la perte de Sicile, et écartait le roi de Prusse de l'alliance, « trouvant plus simple et plus logique, au lieu d'abandonner ses alliés anciens, d'abandonner Philippe V et son ministre : pour ne pas renoncer à ses alliances, il proposait à la France au mois de mai le sacrifice des siennes, celles que Louis XIV avait formées et soutenues au prix de tant d'efforts⁵⁸. » Il s'en fallait d'ailleurs que cette aveugle politique, qui restaurait la coalition qu'avait détruite Louis XIV, en nous y faisant une place peu enviable, ne jetât point l'alarme parmi les serviteurs vigilants formés aux traditions nationales. Dans un mémoire adressé au Régent, le maréchal d'Huxelles donnait au prince ce grave avertissement : Le seul fruit que la France et Son Altesse Royale elle-même remporteroient d'une pareille alliance, si elle n'étoit pas précédée ou du moins accompagnée d'un traité entre le roi d'Espagne et l'Empereur, seroit le reproche d'avoir consenti à l'infraction des traités solennels qui ont rendu la paix à l'Europe, uniquement pour procurer les avantages d'un prince [Charles VI] dont l'ambition ne peut être retenue par les liens les plus forts, d'avoir augmenté sa puissance enfin de s'être assuré le juste ressentiment du roi d'Espagne et du roi de Sicile. Ce seroit de tristes, mais cependant d'inévitables effets d'une démarche aussi inconsidérée⁵⁹. »

L'arresta-
tion
de Molinès

Tous sentaient les affaires si incertaines, la paix si branlante, qu'on attendait l'événement qui déchaînerait la crise attendue, lorsqu'on apprit que le grand inquisiteur don José Molinès, vieillard octogénaire, se rendant de Rome en Espagne par le Milanais pour éviter le voyage par mer, muni d'un passeport de Clément XI visé par le cardinal de Schrattenbach, ministre impérial, avait été, dès ses premiers pas sur le territoire autrichien, arrêté par le lieutenant de Charles VI, jeté dans la prison de Colmenero où il mourut peu de jours après pendant que ses papiers étaient dirigés sur Vienne. L'infortuné, à qui une vanité sénile avait fait échanger un titre respecté contre celui qu'il

⁵⁷ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 300, fol. 107, Mémoire de Dubois, mai 1717.

⁵⁸ E. Bourgeois, *Le secret du Régent*, t. 199.

⁵⁹ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 300, p. 323 : Mémoire de d'Huxelles au Régent, mai 1717.

eût dû repousser avec horreur, était victime d'un guet-apens longuement prémédité⁶⁰; de semblables éclats n'étant jamais exécutés par l'effet d'un zèle indiscret. Sous cet outrage, Philippe V se redressa, résolut la guerre immédiate, la Reine se fût bien gardée de le contredire, Alberoni fut d'un avis différent et un courrier partit de l'Escurial pour Madrid dont le gouverneur, duc de Popoli, ne fut pas moins ardent que les souverains, réclamant la guerre tout de suite et partout : en Sardaigne, en Sicile, à Naples et « qu'on se mit entre les mains de la Providence dont les voies dépassent l'entendement humain ». Alberoni laissait dire, souriait, décochait à Molinès ses meilleurs traits, ne l'appelant que *la solennissima bestia* qui s'allait fourrer dans le guépier préparé pour elle⁶¹. Pour guider l'opinion, si tant est qu'il existât une opinion publique en Espagne, Alberoni écrivit le 10 juin au duc de Popoli, une « lettre si forte qu'elle dut, semble-t-il, convaincre celui-là même qui l'écrivit, à supposer qu'en prenant la plume il ne fût point encore persuadé des dangers que l'Espagne allait courir » avant d'être en état de les affronter⁶².

« Je n'ai pas le courage de dire ni de penser avec Votre Excellence qu'il faille s'abandonner à la Providence. Il ne me paraît pas que nous soyons en état d'opposer la force à la force. J'ai dit tout cela à leurs Majestés dès les premiers mots qu'elles me firent l'honneur de m'adresser sur cette matière, et je serais très content, quand même l'affaire réussirait de la manière la plus heureuse, que tout le monde sût que mon très court entendement ne l'avait pas approuvée. » Le succès même ajouterait aux maux et aux périls d'un royaume abattu, épuisé. En somme, de quoi s'agissait-il ? D'un mauvais procédé de l'Archiduc à l'égard du roi d'Espagne et non d'un acte hostile lésant les stipulations d'Utrecht ou attentant à la neutralité de l'Italie.

En fût-il ainsi, sur quels vaisseaux se rendrait-on à Naples ? quelles troupes s'y établiraient ? quelles excuses fournirait-on au Pape du manquement à la parole donnée de ne pas attaquer l'Archiduc en Italie pendant qu'il guerroyerait contre les infidèles ? On irait à Naples, on s'y établirait et, pendant ce temps, les Allemands s'installeraient à Parme, à Plaisance, en Toscane. Que diraient l'Angleterre et les Provinces-Unies ? Qu'advierait-il

Lettre
d'Alberoni
au duc
de Popoli

⁶⁰ Bibl. nat., ms. franc. 10670-10672, *Mémoires de Torcy*, t. II, p. 415 ; Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. XIII, p. 69.

⁶¹ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. I, p. 135.

⁶² A. Baudrillart, *Philippe V et la Cour de France*, t. II, p. 274-275.

du projet de réconciliation entre le Roi catholique et l'Archiduc? Que retirerait à ce jeu le petit infant Carlos à pourvoir?⁶³

Alberoni
et le duc
de Parme
prêts
à la guerre

Popoli était napolitain, chez lui les ardeurs guerrières duraient peu de temps. Il écrivait au Roi pour se dédire, le dissuader de l'expédition et lui rappeler la gloire qui l'attendait dans le Levant. Philippe V, peu soucieux de la croisade, ayant eu connaissance de la lettre d'Alberoni à Popoli, chargea le P. Daubenton de faire connaître son mécontentement à Popoli et à Alberoni; à ce dernier, le jésuite dit ces mots : « Je suis pour la guerre; et je dois vous faire observer sans détour que votre refus exaspérera le Roi et qu'il peut vous exposer à la disgrâce⁶⁴. » L'avertissement était trop clair pour que l'hésitation fut possible. Alberoni ignorait l'embarras des palinodies. S'il fallait l'en croire, il aurait proposé au Roi de porter la guerre contre Oran⁶⁵. Pareille aventure eut déridé, même dans la patrie de don Quichotte. Il est fort possible et tout à fait vraisemblable que, dans tout ce récit, dont Alberoni est l'auteur, il se trouve plus de mensonge que de vérité. Partageant une ivresse commune aux parvenus, le ministre-novice prit quelques bataillons pour une armée, des vaisseaux radoubés pour une flotte et risqua joyeusement l'aventure dans laquelle l'Espagne pouvait périr. Ce n'est jamais à Madrid, c'est à Parme qu'il faut chercher les raisons d'agir du ministre de Philippe V. Or, dans la nuit du 27 mai, quelques heures après l'arrestation du vieil inquisiteur, un courrier emportait de Plaisance à Madrid, une dépêche chiffrée ainsi conçue : « A vous de considérer s'il n'y aurait pas là une occasion bien opportune de faire partir pour Gènes la flotte et de répondre à ces provocations par des marques effectives de ressentiment. Sans doute une telle affaire demande bien des réflexions : nous nous en

⁶³ Rousset, *Storia del cardinale Alberoni*, Amsterdam 1720, appendice, p. 131; Saint-Philippe, *Mémoires*, t. III, p. 197; cette lettre se trouve au *British Museum*, Addit. mss. 20425, Papiers du cardinal Gualterio, fol. 26-27; W. Coxe, *op. cit.*, t. II, p. 158-161.

⁶⁴ W. Coxe, *op. cit.*, t. II, p. 161, ces paroles ne se trouvent pas dans les papiers de Gualterio. Dans ces papiers, *loc. cit.*, fol. 25, on voit que Daubenton rendit à Alberoni la lettre à Popoli que, sans doute, le secrétaire Grimakdo avait fait parvenir entre les mains du Roi. Le jésuite écrivit ces mots : « Par ordre du Roy j'ay rendu cette lettre à M. le comte Alberoni, le 12 juin 1717, Daubenton ».

⁶⁵ *Brit. Mus.*, Addit. mss. 20425. Alberoni adjoignit toute la correspondance relative à cet incident à son mémoire justificatif envoyé de Sestri, le 28 mars 1720 au cardinal camerlingue Paulucci, publié par Rousset, par Bersani, par Wiesener.

remettons à votre prudence⁶⁶. » Cette lettre arrive le 7 juin entre les mains d'Alberoni qui, dès le lendemain, répond : « Qu'on en vienne à l'idée que vous suggérez de marquer par l'envoi d'une escadre le ressentiment du Roi, il faudra donc abandonner l'entreprise du Levant. Cela ferait un bien vilain effet dans le monde : nous aurions l'air d'avoir fait cet armement comme un prétexte⁶⁷. » Voilà l'aveu de l'imposteur pris en flagrant délit. L'entreprise du Levant, simple prétexte!

Ainsi s'expliquaient les préparatifs poussés avec une activité fébrile dans le port de Barcelone depuis qu'on voyait l'Empereur aux prises avec les Turcs. La grande victoire remportée à Peterwardein l'année précédente n'avait pas découragé le futur agresseur; au contraire elle lui avait appris la nécessité de créer une flotte imposante, de fabriquer des munitions abondantes, de réunir une armée nombreuse. Au nonce Aldobrandi et au Vénitien Mocenigo, leur compatriote trouvait le moyen de persuader que l'Espagne allait combattre les Infidèles; il ne pouvait empêcher Saint-Aignan, Bubb, l'abbé del Maro de pressentir la véritable destination de cette *armada* : un débarquement en Italie. Enfin, aux Hollandais, qu'il croyait ses amis, le ministre ne cachait pas son dessein de rétablir l'équilibre entre la puissance impériale et le prestige espagnol dans la péninsule⁶⁸. Bien que, jusqu'à ce jour, on n'ait pas découvert la trace d'une collusion entre Alberoni et l'Empereur et qu'on doive hésiter à admettre que l'arrestation de Molinès ait été concertée entre eux, il n'est pas possible de douter que cet incident ou tout autre destiné à rendre la guerre inévitable ait été machiné à Parme. Alberoni tremblait à l'idée que cette origine pût être découverte. « Pour l'amour de Dieu, écrivait-il au duc, que Votre Altesse Sérénissime se garde bien de donner à l'Empereur la moindre ombre de prétexte à querelles⁶⁹. » Une provocation trop évidente pouvait tout compromettre, réveiller la défiance et l'hostilité de Clément XI dont il avait obtenu, par ses promesses de secours contre les Turcs, l'engagement de sa promotion imminente au cardinalat. Provoquer l'Empereur, l'attaquer, le battre ou l'affaiblir c'était faire le jeu des Turcs, c'était relever le pacte de son

Impatience
des
Farnèse

⁶⁶ *Arch. Nap.*, Farnesiana, fasc. 59 : le duc de Parme à Alberoni, 27 mai 1717.

⁶⁷ *Arch. Nap.*, Farnesiana, fasc. 59 : Alberoni au duc de Parme, 8 juin 1717.

⁶⁸ *Relation de l'abbé del Maro*, publiée par D. Carutti, dans *Memorie della Accademia reale di Torino*, 2^e série, t. XIX, 1861, p. 128-131.

⁶⁹ *Arch. Nap.*, Farnesiana, fasc. 59 : Alberoni au duc de Parme, 14 juin 1717.

engagement. A tout prix il fallait gagner du temps, c'est-à-dire atteindre la date du consistoire⁷⁰. Mais les Farnèse étaient hors d'eux, ils craignaient que leur machination n'aboutît pas. « Vous ne devez pas abandonner l'Italie à vos ennemis! » s'écriait le duc de Parme⁷¹.

La guerre

Alberoni n'y songeait pas. Aux objurgations trop pressantes, il répondait : « J'obéirai à ce que Votre Altesse Sérénissime m'ordonne⁷² ». Cette docilité lui obtiendrait, sans aucun doute, un nouveau répit nécessaire. Au reste, il ne s'agissait plus du bon vouloir du pape, de qui Jacques Stuart avait la parole et qui ne pouvait la reprendre⁷³, la promotion était acquise si elle n'était déjà faite. Le consistoire se tint le 12 juillet et, dès le 9, Alberoni envoya à Parme ce billet chiffré, non signé, mais écrit de sa main : « L'escadre que vous savez partira le 17 courant de Barcelone pour la conquête de la Sardaigne : on a jugé cette île plus facile à conserver. C'est l'unique motif pour lequel on a renoncé à l'entreprise de Naples. Ce sera un prétexte pour l'Empereur de faire la paix avec les Turcs et de porter toutes ses forces en Italie. On vous recommande le secret⁷⁴. »

Et à l'heure marquée, c'est-à-dire cinq jours après la proclamation cardinalice en consistoire, la flotte mit à la voile sous les ordres du marquis de Lède. On forma deux escadres, l'une prenant par les Baléares, l'autre par les côtes de France et la Corse, elles arrivèrent le 20 août devant Cagliari, débarquèrent neuf mille hommes qui, par quelques sièges entremêlés d'escarmouches, s'emparèrent de toute la Sardaigne en moins de deux mois.

⁷⁰ Weber, *Die Quadrupel Allianz vom Jahre 1718*, p. 39-40; *Bibl. nat. ms. franc.* 10670-10672, *Mémoires de Torcy*, t. II, p. 511.

⁷¹ *Arch. Nap.*, Farnesiana, fasc. 59 : le duc de Parme à Alberoni, 2 juillet 1717.

⁷² *Arch. Nap.*, Farnesiana, fasc. 59 : Alberoni au duc de Parme, 9 juillet 1717.

⁷³ *Brit. Mus.*, Addit. mss. 20.295 : le cardinal Gualterio à la reine d'Angleterre, Marie d'Este, 1^{er} juin, 6, 13 juillet 1717.

⁷⁴ *Arch. Nap.*, Farnesiana, fasc. 59 : billet d'Alberoni conservé dans la minute d'une lettre du duc de Parme, écrite le 23 juillet 1717.

CHAPITRE XIX

Les Politiques rivales

(22 juillet — 31 décembre 1717)

Incertitude sur le but de la flotte espagnole. — Épouvante des princes italiens. — Alberoni sème l'alarme. — Georges I^{er} sème l'argent. — L'Empereur disposé à écouter et à négocier. — Projet de rapprochement des Bourbons de France et d'Espagne. — Le duc de Savoie y serait associé. — Alberoni caresse le Régent et bouscule les Anglais. — Maladie de Philippe V. — Desseins du Régent sur l'Espagne. — La politique de la vieille Cour va l'emporter. — Les origines de l'idée d'une conférence. — Dubois y est destiné. — Situation analogue à celle de 1716. — Instructions données à Dubois. — Paix de dupes entre d'Huxelles et Dubois, qui continuent à se contrecarrer. — Départ de Dubois pour Londres. — Incidents de voyage. — Installation à Londres. — Réception à la Cour. — Ressorts et adresses de l'abbé. — Accord de Dubois et de Stanhope. — Les alliés de Dubois. — Le personnage de Pendtenriedter. — Triomphe imminent du parti de la vieille Cour. — Lettre du 11 novembre au Régent. — Conseils à Paris. — Dubois revient à Paris. — Le Régent ramené à l'alliance anglaise. — Dubois rentre à Londres.

Le secret de l'expédition avait été bien gardé, aucune indiscretion ne se produisit, et la préoccupation fut vive et générale. Le 19 juillet Dangeau apprend qu'avec les vaisseaux envoyés au secours des Vénitiens « les Espagnols veulent faire quelque entreprise¹ »; le 22, il croit « que les troupes pourroient bien être destinées à attaquer la Sardaigne² »; le 24, « on discourt beaucoup sur la flotte du roi d'Espagne, mais personne ne sait encore à quoi elle est destinée³ »; le 30, « il y a nouvelle que la flotte du roi d'Espagne a relâché à Majorque; on comprend moins que jamais quel est le dessein de cette flotte, ni ce que peut faire le roi d'Espagne en Italie, si le roi de Sicile ne joint point ses forces aux siennes⁴. » En même temps, Dubois écrit à Robethon : « Nous venons d'être informés d'un projet qui nous apporte de

Incertitude
sur le but
de la flotte
espagnole

¹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 132; 19 juillet 1717.

² Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 133; 22 juillet 1717.

³ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 136; 24 juillet 1717.

⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 139; 30 juillet 1717.

nouveaux obstacles : c'est un armement de l'Espagne pour quelque entreprise en Italie. Notre surprise est au-delà de tout ce que vous pouvez imaginer, et je ne me hâte de vous en écrire un mot que pour vous assurer que nous n'en avons eu aucune notion et que nous n'y participons directement, ni indirectement. Quelle que puisse être la vue de cette équipée comptez sur notre sincérité et sur notre correspondance pour la paix de l'Europe⁵. » L'incertitude persistait. « Il avoit couru un bruit que la flotte d'Espagne avoit paru sur les côtes d'Italie, mais, le 11 août, cela ne se confirmoit pas, et, au contraire, on disoit que la tempête l'avoit fait relâcher sur les côtes de l'île de Majorque. On devine moins que jamais quel peut être le dessein de cette flotte et, ajoutait Dangeau, tous les raisonnements là-dessus sont bien différents⁶. »

Epouvante
des princes
italiens

L'incertitude allait prendre fin. Dans un manifeste expédié, le 9 août, à tous les agents de l'Espagne au dehors, Philippe V revendiquait pour lui seul la décision de venger son honneur outragé par l'Archiduc⁷. Deux jours après, le 11, Alberoni déclara au duc de Saint-Aignan que la Sardaigne était le but mais non le terme de l'expédition. Ces rodomontades n'étaient pas de nature à ramener les sympathies des gouvernements pacifiques vers les auteurs de cette politique guerrière. A l'inquiétude de l'abbé Dubois pour l'avenir du plan, Robethon s'était empressé de répondre que « la conduite de l'Espagne déterminerait le Régent à conclure avec l'Empereur, à l'exclusion de l'Espagne, et à pousser l'affaire du plan avec fermeté⁸. L'Empereur y venait à ce plan, lui découvrait des mérites⁹ depuis que l'agression espagnole servait ses ambitions en Italie où le Habsbourg comptait s'indemniser largement aux dépens des princes de Parme, de Savoie, de Toscane, du Pape lui-même et de Venise. Le pape Clément éclata. Le nouveau cardinal l'avait joué, la flotte destinée à combattre le Turc, attaquait les provinces impériales, et voici qu'on l'accusait de mauvaise foi sinon de complicité pour avoir accordé à Philippe V la dîme des revenus ecclésiastiques, en vue de cette croisade transformée en agression contre l'Empereur. Celui-ci

⁵ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, Mémoires et Documents, t. 140, fol. 139 : Dubois à Robethon, 28 juillet 1717.

⁶ Dangeau, Journal, t. XVII, p. 146 ; 11 août 1717.

⁷ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 259 : Grimaldo à Cellamare, 9 août ; Torey, Mémoires, t. II, p. 603 ; W. Coxe, Histoire de l'Espagne sous la maison de Bourbon, t. II, p. 348.

⁸ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 300, fol. 378 : Robethon à Dubois, 2 août 1717.

⁹ Arch. de Hanovre, Saint-Saphorin à Robethon, 1^{er} septembre 1717 ; Weber, Die quadrupel Allianz vom Jahre 1718, p. 43.

était redevenu redoutable depuis que, le 16 août, six jours avant le débarquement espagnol en Sardaigne, le prince Eugène avait remporté l'éclatante victoire de Belgrade. A ce coup, autrement formidable que les mousquetades de Cagliari, les princes italiens tremblèrent. Le Farnèse se fit délivrer par Philippe V un certificat d'innocence¹⁰, les autres tombèrent le front dans la poussière devant l'ogre impérial. « C'est un vray divertissement, écrivait-on de Vienne, que de voir icy les mouvements des ministres des princes d'Italie depuis la victoire de Belgrade, chacun d'eux se peinant à persuader cette Cour que son maître n'a eu aucune part dans l'entreprise du roi d'Espagne, mais insinuant en même temps que l'un ou l'autre de ses voisins y a contribué par ses intrigues¹¹. »

Tandis que Philippe V revendiquait la responsabilité de sa décision, Alberoni s'appliquait à montrer le péril que l'ambition autrichienne faisait courir aux puissances. « La résolution que vous savez, d'autres qui suivront, disait-il, arracheront peut-être certains princes à leur indolence... Les mesures qui se prendront au printemps prochain, donneront cet hiver de l'occupation aux cabinets européens. Puissent-elles procurer un équilibre qui donnera la sûreté à l'Italie, et empêcher l'Empereur de commander au genre humain : échéance fatale le jour où on le laissera maître de cette fertile province ! Voilà ce que je viens de dire à la France, à la Hollande et l'Angleterre¹². »

Alberoni
sème
l'alarme

Mais la France, la Hollande et l'Angleterre avaient chacune leurs raisons de ménager l'Empereur. Le roi d'Angleterre voulait l'amener à la Triple-Alliance et le décider à rompre ses attaches avec le parti jacobite. Charles VI se faisait un point d'honneur de ne pas abandonner l'héritier des Stuarts, seulement celui-ci était pauvre et tendait la main tandis que son heureux rival était riche et offrait une grosse somme d'argent ; en outre Charles VI était couvert de gloire et criblé de dettes, il n'hésita pas plus longtemps, s'engagea à interdire au Prétendant les États autrichiens et moyennant cette complaisance reçut cent trente milles livres sterling (3.250.000 frs) qui lui furent payées à beaux

Georges 1^{er}
sème
l'argent

¹⁰ Arch. Nap., Farnesiana, fasc. 59 : Alberoni au duc de Parme, 27 août 1717.

¹¹ Ozenfoord Castle, Stair Papers, vol. X : Saint-Saphorin à lord Stair, Vienne, 8 septembre 1717.

¹² Arch. Nap., Farnesiana, fasc. 59 : Alberoni au duc de Parme, 16 août 1717.

deniers comptants¹³. Cette négociation était un acheminement vers la Quadruple-Alliance.

L'Empereur
disposé
à écouter et
à négocier

La France aussi devait user de ménagements à l'égard de l'Empereur, mais le Régent ne ressentait aucune animosité contre le roi d'Espagne qu'il souhaitait de bonne foi voir adhérer au plan; en cas de refus définitif, « vous pouvez regarder comme certain, écrivait lord Stair, que le Régent traitera séparément avec l'Empereur, s'il ne survient pas d'accident en Hongrie ou en Angleterre¹⁴ ». Et de son côté l'Empereur se montrait plus accessible que par le passé. Le 11 août il décidait l'envoi à Londres de M. de Pendtenriedter, muni des instructions nécessaires pour traiter avec les ministres du Régent sous la médiation et par l'entremise du roi de la Grande-Bretagne, touchant les moyens d'établir une paix et une tranquillité permanentes en Europe, et de lier l'Empereur et le Régent de France par une alliance également utile à l'un et à l'autre¹⁵. Le même jour, le comte de Sinzendorff, ministre impérial, informait lord Stair du départ de Pendtenriedter dès l'instant où l'on apprendrait que l'abbé Dubois se rendait à Londres¹⁶. Il en coûtait d'autant plus à Vienne de faire ces avances que les soupçons avaient été ravivés par le voyage du Tsar et le projet de voyage du roi de Prusse à Paris; on savait qu'un traité secret serait signé le 15 août à Amsterdam entre la France, la Prusse et la Russie. « On cherche à comprendre, écrivait de Vienne Saint-Saphorin à lord Stair, de quelle utilité il peut-être au Régent à moins qu'il ne veuille troubler l'Empire. Car pour peu qu'on connaisse les principes de MM. les Russes et de la Cour de Prusse, on doit être persuadé que jamais le Régent ne tirera aucun parti pour la succession de France de ces deux puissances qui ne songent uniquement qu'à se servir des autres pour leurs vues particulières. Si la négociation entre cette Cour [d'Autriche] et Son Altesse Royale n'avoit pas été si avancée par les soins de Sa Majesté [Georges I^{er}] ce traité fait avec la Prusse et avec le Tsar auroit aisément pu la faire échouer; et encore ai-je eu be-

¹³ Public Record Office, Germany, vol. 202; L. Wiesener, *Le Régent, l'abbé Dubois et les Anglais*, in-8, Paris, 1893, t. II, p. 47-49.

¹⁴ Ozenfoord Castle, Stair Papers, vol. III, B. Stair à Stanhope, Paris, 7 juillet 1717.

¹⁵ Ozenfoord Castle, Stair Papers, vol. X : Saint-Saphorin à Stair, Vienne, 11 août 1717.

¹⁶ Ozenfoord Castle, Stair Papers, vol. X : Sinzendorff à lord Stair, Vienne, 11 août 1717.

soin de faire des représentations bien vives pour retenir la chose dans le bon chemin où elle est¹⁷ ».

L'Empereur eut bien plus encore froncé le sourcil s'il eût ajouté foi aux paroles et aux démarches par lesquelles Alberoni s'efforçait de faire croire qu'il était pleinement d'accord avec le Régent. Le mystère soigneusement entretenu sur la destination de la flotte à son départ de Barcelone n'avait pour but que de permettre au roi Très-Christien d'affirmer sa complète ignorance du projet et, de le mettre dans l'impossibilité de l'en détourner, ce qui permettait le soupçon d'une sorte de complicité. A l'instant où la nouvelle de la victoire de Belgrade étendait une ombre, et presque l'oubli, sur l'expédition de Sardaigne¹⁸, l'Empereur en tirait un tel supplément de prestige qu'Alberoni ne voyait rien de mieux à faire que d'afficher une extrême modération. Dès la mi-septembre, il s'engageait par écrit à ne pas envoyer de nouvelles troupes en Italie et à s'en remettre au Régent du soin de négocier la paix¹⁹. Et voici que sur ces entrefaites, un étrange personnage, milord Peterborough²⁰, lui faisait proposer un projet de ligue entre les Bourbons de France et d'Espagne réconciliés, associés aux princes italiens pour faire, tous ensemble, échec à l'Empereur. Ce projet avait reçu à Paris un accueil favorable du maréchal d'Huxelles et du Régent lui-même; à Turin, le duc de Savoie, présentement roi de Sicile, se montrait bien disposé à l'égard de tout adversaire de l'Autriche; à Parme, le Farnèse régnant ne demandait qu'à se laisser « convaincre que la sûreté de l'Espagne, la liberté des Italiens et sa propre conservation dépendaient de l'amitié à établir entre Philippe V et le Régent » séparés par la seule question de la succession de France. Cette question, au jugement du Farnèse, n'existait pas en réalité. Le traité d'Utrecht, l'avait soulevée, toutes les garanties et toutes les ratifications n'y feraient rien du tout, aucun nouvel engagement ne créerait à son sujet une obligation nouvelle. « La même opposition s'y pourrait faire, avec les forces nécessaires pour la soutenir. Et, en échange d'une concession sans importance sur un événement incertain qui peut arriver

Projet de
rapprochement
des
Bourbons
de France
et d'Espagne

¹⁷ Ozenfoord Castle, Stair Papers, vol. X : Saint-Saphorin à Stair, Vienne, 8 septembre 1717.

¹⁸ Bibl. nat., ms. franc. 10670-10672, Torcy, *Mémoires*, t. II, p. 653.

¹⁹ Archiv. des Aff. Étrang., Espagne, t. 259; Saint-Aignan à D'Huxelles, 13 septembre 1717; Torcy, op. cit., t. II, p. 683.

²⁰ Stebbing, *Peterborough*, in-8, London 1890; E. Bourgeois, *Le secret des Farnèse*, p. 268, suiv.; Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. XIV, p. 123, 132, 142, 143, 241, 264, 457;

ou n'arrivera que dans un délai fort éloigné, on obligerait le Régent à des engagements précis envers le roi d'Espagne. Ce serait tout profit²¹. »

Le duc
de Savoie
y serait
associé

Peterborough n'eut pas le loisir de pousser l'affaire entamée par lui; le pape le fit arrêter à Bologne et mettre en prison sous prétexte de « méchants desseins » contre Jacques Stuart²². Mais il suffisait qu'il eût amorcé l'affaire pour qu'Alberoni ne la laissât pas échapper. Serait-il assez rusé pour faire entrer le duc de Savoie dans cette ligue italienne. Ce personnage avait lassé tout le monde par sa fourberie, tellement que nul ne lui souhaitait rien d'avantageux et ne se fût affligé de ses déboires. Menacé d'être dépouillé par l'Empereur ou par l'Espagne, il observait, s'avantait, ne se donnait jamais à personne. Victor-Amédée avait pour représentant à Madrid l'abbé Del Maro vers qui Alberoni dirigea son intime ami, le baron de Ripperda, ambassadeur de Hollande. Celui-ci était chargé de faire entendre au Sicilien que le roi d'Espagne attaquerait sans doute le royaume de Naples au printemps et associerait volontiers le roi de Sicile à l'entreprise²³. Victor-Amédée séduit, convaincu, envoya au Régent un ambassadeur extraordinaire, le comte de Provana qui s'entendit aussitôt avec le prince de Cellamare à Paris²⁴. Le Régent se montrait favorable à ces ouvertures, faisait rendre la liberté à Peterborough, envoyait au duc de Parme un homme de confiance muni de ses instructions « par rapport aux dispositions... qui n'ont pour objet que le bien public et la sécurité commune²⁵ ». A la même date, Monti partait pour l'Espagne (26 octobre) et portait à Alberoni l'avis qu'on laissait traîner à dessein la négociation d'Angleterre sans l'abonner tout à fait, « car elle pourrait encore à un moment donné servir leurs desseins communs²⁶ ». Une fois de plus le Régent s'était laissé ressaisir par

²¹ Archiv. de Naples, Farnesiana, fasc. 59 : Le duc de Parme à Alberoni, 10 septembre 1717.

²² Dangeau, Journal, t. XVII, p. 166; 26 septembre 1717; Buvat, Journal, t. I, p. 305-306.

²³ D. Carutti, Relazioni sulla Corte di Spagna dell'abbate Doria, dans Memorie della reale Accademia di Torino, série 2, t. XIX, 1861, p. 151; La Lumia, La Sicilia sotto Vittorio Amedeo di Savoia, dans Archivio Storico Italiano, Firenze, 1874, t. I, p. 77, 282; t. II, p. 95, 256.

²⁴ Brit. Mus. n° 8756; Mémoires inédits de Cellamare, part. II, fol. 172; Bibl. nat., ms. franc. 10670-10672, Mémoires de Torcy, t. III, p. 423.

²⁵ Archiv. des Aff. Etrang., Espagne, t. 263, fol. 48 : le Régent au duc de Parme, 30 octobre 1717.

²⁶ Archiv. des Aff. Etrang., Espagne, t. 263, fol. 58 : le Régent à Alberoni, 26 octobre 1717.

d'Huxelles et la vieille Cour. A ce moment Dubois était à Londres depuis un mois (28 septembre) et les prévisions de Stanhope se réalisaient lorsqu'il refusa à lord Stair la permission de se rendre à Madrid : « Ce serait trop hasarder que Votre Seigneurie s'absentât si peu de temps que ce fût, surtout que très probablement l'abbé Dubois sera également loin de son maître, qui alors resterait entièrement abandonné au vieux Ministère²⁷. » Ce fut le colonel Stanhope, cousin du ministre, qui se rendit en Espagne, en qualité d'ambassadeur extraordinaire.

Il y fut mal reçu. Plus Alberoni s'attachait à gagner la France, plus il affectait de rudesse à l'égard des Anglais, toutes ses caresses étaient réservées à Monti. « La démarche du duc d'Orléans, écrivait-il, n'est pas moins inattendue qu'audacieuse, mais il peut être utile pour leurs Majestés d'en faire usage dans une occasion favorable. Vous pouvez donc lui faire savoir qu'en plaçant sa confiance dans ma personne, elle sera servie au gré de son désir... Comme le Régent a déjà fait une telle proposition, que Votre Altesse lui recommande bien la nécessité du plus grand secret : une fois assurés de l'Italie par l'Espagne, les intérêts du Régent seront assurés, ainsi qu'une union parfaite d'intérêts et de convenances entre les deux couronnes. Et maintenant puisse le Régent dire vrai. Je vous assure que Sa Majesté sera en état de donner à penser aux Allemands, et plus d'une puissance l'y aidera²⁸. » Le 4 octobre, Alberoni écrivait au Régent lui-même : J'ai ressenti une véritable joie à l'avis donné... que Votre Altesse Royale a pris le vrai chemin pour assurer ses intérêts présents et à venir... Si Son Altesse Royale voulait entrer dans la ligue, le roi de Sicile se déclarerait contre l'Autriche. Ce serait un bon moyen de rendre votre nom glorieux et immortel²⁹ ! » Dubois lui tenait un langage tout pareil s'il s'engageait dans une politique contraire; entre ces deux prometteurs d'immortalité, Philippe d'Orléans, sans doute, aura souri parfois dans son scepticisme amusé.

Alberoni
caresse
le Régent

Tout à son espoir de conquérir le Régent, Alberoni ne ménagea pas le colonel Stanhope. L'Anglais arriva à Madrid le 7 octobre, chargé de deux missions; l'une secrète, offrir à Alberoni

et bouscule
les Anglais

²⁷ Ozenfoord Castle, Stair Papers, vol. IX : lord Stanhope à lord Stair, Thistleworth, 5 (=16) septembre 1717.

²⁸ Arch. Nap., Farnesiana, fasc. 59 : Alberoni au duc de Parme, 22 septembre 1717.

²⁹ Arch. des Aff. Etrang., Espagne, t. 260, fol. 126, 127 : Alberoni au Régent, 4 octobre 1717.

un million³⁰; l'autre, officielle, offrir à Philippe V Parme et Plaisance pour l'infant Don Carlos. Sur les instances du Régent et de Dubois, Stanhope avait été autorisé à y joindre, à la dernière extrémité, la Toscane, nonobstant ce que pourrait dire la Cour de Vienne; car l'Angleterre n'était pas hostile à un agrandissement des Bourbons en Italie faisant compensation aux acquisitions de l'Empereur du côté des Balkans et du côté de l'Apenin³¹. Stanhope, flanqué de Bubb, fut reçu par Alberoni de façon à n'y jamais revenir. Sous la peau du cardinal, crevant de toutes parts, le malotru, l'ancien sonneur de cloches reparaissait, lâchant les injures choisies de son répertoire; c'était ce qu'il appelait : se conduire « en honnête homme³² ». Sous cette avalanche de scories et d'immondices, les deux Anglais déconcertés, s'éloignèrent sans avoir exposé tout leur mandat, notamment en ce qui concernait la Sicile³³. Alberoni pensa n'avoir plus de ménagements à garder lorsque les rapports inexacts de Beretti-Landi lui firent croire à l'hostilité des Provinces-Unies contre l'Angleterre, tandis que le baron de Ripperda laissait entrevoir la possibilité de désagréger la Triple-Alliance pour lui substituer une alliance nouvelle entre la France, la Hollande et la Savoie aux frais de l'Autriche qu'on dépouillerait à plaisir dans les Pays-Bas et dans le Milanais.

Maladie
de
Philippe V

Seulement l'Autriche n'était pas d'humeur à se laisser dépouiller. Ajoutant l'orgueil de ses récentes victoires à sa hauteur naturelle, elle ne soupçonnait plus la nécessité de mettre des bornes à ses exigences. Sinzendorff déclarait que « jamais l'Empereur ne renoncerait à l'Espagne », Pendtenriedter réclamait l'abandon de l'île de Majorque en dédommagement de l'attaque contre la Sardaigne³⁴. Des prétentions à ce point désordonnées s'expliquaient en partie par le désir de tirer profit du désarroi où un événement inattendu avait jeté la Cour d'Espagne. Elisabeth Farnèse, « vigoureuse et pouvant tout supporter³⁵ » avait subjugué son mari « par le moins noble des liens³⁶ ». Avec du courage, de la droi-

³⁰ Ozenfoord Castle, Stair Papers, vol. IX : lord Stanhope à lord Stair, Thistleworth 5 (=16) septembre 1717; Wiesener, op. cit., t. II, p. 109, note 1.

³¹ Weber, *Die Quadrupel Allianz vom Jahre 1718*, p. 46.

³² Arch. Nap., Farnesiana, fasc. 59 : Alberoni au duc de Parme, 26 novembre 1717.

³³ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, Saint-Aignan à D'Huzelles, 18 octobre 1717.

³⁴ Archives de Hanovre, Robethon à Saint-Saphorin, 9 novembre 1717.

³⁵ Lettre de Louville du 10 août 1716; Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 253, fol. 42 : Mémoire de Saint-Aignan, octobre 1716.

³⁶ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. I, p. 122.

ture, de la vertu, Philippe V n'était guère plus qu'une loque humaine. Passant deux fois par jour des bras de sa femme aux pieds de son confesseur, exténué, flétri, épuisé, la raison chancelante, il fut saisi de la fièvre au mois de septembre. « Le 4 octobre, raconte Alberoni, il fut pris d'une si noire mélancolie qu'on crut qu'il allait mourir d'un moment à l'autre. Les instances du confesseur, du médecin, les miennes ne furent d'aucun effet. Il s'imaginait, et il n'est pas aujourd'hui désabusé, que sortant à cheval, il avait été atteint par le soleil à cette partie de la tête où il se croit malade. A toutes les raisons qu'on lui opposait, il répondait qu'il était triste de n'être pas cru, mais que sa mort prochaine le justifierait. Et le fait est que le médecin le voyant maigrir à vue d'œil est venu me conseiller de ne pas perdre de temps et de prendre les mesures nécessaires³⁷. Et ce jour-là et les jours suivants, jusqu'au 24, on continua de hisser Philippe dans un carrosse, de le jucher sur un cheval, afin de ne pas perdre une seule chasse. Le 25, il y fallut renoncer; le 26, on crut la mort imminente. Le Roi voulut faire son testament afin d'y témoigner son « amour pour la Reine qui l'avait mis en cet état ». Celle-ci, avec son compère Alberoni, avait tout prévu, afin que la tutelle avec la régence lui fussent dévolues³⁸. Le 27 octobre, à deux heures du matin, le testament était rédigé et signé. Quand Saint-Aignan, toujours aux aguets, apprit cette nouvelle, il vit déjà Philippe V à l'agonie et avertit le Régent que l'Espagne entière l'appelait à la Régence des deux monarchies³⁹.

Philippe d'Orléans était prêt à tous les dévouements, il n'hésita pas : « Il faut à tout prix, répondit-il, exclure la Reine de la Régence et du gouvernement. La Reine, envers qui je suis bien aise d'ailleurs de ne manquer en rien à ce que je lui dois, comprendra qu'il ne seroit ni bienséant, ni raisonnable pour elle de retenir l'administration d'un royaume qui appartient à des princes dont elle est la belle-mère. » Il marqua même l'intention d'en appeler au duc de Savoie « dont ces princes sont les petits-fils, tandis qu'ils sont mes neveux⁴⁰ ». Pour plus de sûreté enfin, un gouvernement dit « national », composé de quelques grands d'Espa-

Desseins
du Régent
sur
l'Espagne

³⁷ Arch. Nap., Farnesiana, fasc. 59 : Alberoni au duc de Parme, 12 octobre 1717.

³⁸ Arch. Nap., Farnesiana, fasc. 59 : Alberoni au duc de Parme, 1^{er} et 22 novembre 1717.

³⁹ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, Supplément, t. 144, fol. 294, 299 : Saint-Aignan au Régent, 20 et 27 octobre 1717.

⁴⁰ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, Supplément, t. 144, fol. 301 : le Régent à Saint-Aignan, 8 novembre 1717.

gne, soutiendrait cette politique qu'appuieraient au besoin trente bataillons et cinquante escadrons discrètement rapprochés de la frontière et « à portée d'entrer en Espagne à la moindre réquisition des Espagnols en telle quantité qu'il leur plaira⁴¹. » Ces mesures, si révélatrices en apparence, n'étaient qu'un divertissement nouveau pour l'esprit tortueux du Régent, qui continuait à protester de la sincérité de ses intentions⁴². Les intrigues s'enchevêtraient dans son cerveau sans brouiller leurs fils, mais le manque de conviction qui réglait toute sa conduite, décidait aussi de la prépondérance d'une intrigue et d'une politique sur une autre. Un prince qui n'avait que des velléités au service de son ambition, qui ne s'engageait jamais en rien qu'avec le souci de se pouvoir dégager, qui se sentait contesté en France et qui jetait un œil avide sur l'Espagne, allait de l'un à l'autre, promenant cette ambition inquiète, de Dubois à Alberoni, à d'Huxelles et à Torcy.

La politique
de la vieille
Cour va
l'emporter

Vers le 10 novembre, d'Huxelles, Villeroy et les hommes de la vieille Cour avaient reconquis le Régent à leur politique anti-anglaise et anti-autrichienne, contre laquelle se déchaînait le cri public⁴³. Ni Habsbourg, ni Hanovre, mais une entente avec l'Espagne. Les hommes qui vantaient cette politique ne manquaient pas de faire valoir la façon plus que cavalière avec laquelle Alberoni avait traité Stanhope et la rapidité avec laquelle il avait enlevé la Sardaigne à l'Empereur. Déjà on croyait sentir à Londres une conviction moins ferme que par le passé chez le duc d'Orléans, on comprenait qu'il ne s'associait aux démarches et aux protestations à Madrid de Stanhope et de Bubb que du bout des lèvres. Si ce sentiment pénétrait le premier ministre anglais, on devine que son confident Dubois en devait être instruit, on sait qu'il n'était pas homme à laisser faire ce qu'il pouvait empêcher.

Les origines
de l'idée
d'une
conférence

Le voyage de Dubois à Londres répondait à un calcul déjà ancien. Dès le 14 novembre 1716, Stanhope écrivait à Dubois qu'on avait pressenti les dispositions de la Cour impériale au sujet d'une réconciliation avec l'Espagne⁴⁴. Le 25 décembre c'était

⁴¹ Arch. des Aff. Etrang., Espagne, Supplément, t. 144, fol. 34; t. 145, fol. 3 : le Régent à Saint-Aignan, 18 et 29 novembre 1717.

⁴² Arch. des Aff. Etrang., Espagne, t. 263, fol. 48 : le Régent à Alberoni, 26 octobre 1717.

⁴³ Arch. des Aff. Etrang., Angleterre, t. 301, fol. 200 : Nancre à Dubois, 19 octobre 1717.

⁴⁴ Arch. des Aff. Etrang., Hollande, t. 311, fol. 257 : Stanhope à Dubois, 14 novembre 1716.

d'Huxelles qui prescrivait à Dubois de sonder Stanhope au sujet des mesures à prendre pour réconcilier les deux princes qui continuaient à se qualifier d'Archiduc et de duc d'Anjou; le Régent était disposé, le cas échéant, à s'en mêler. « Dites-lui, ajoutait-il, qu'il est bon que cette négociation soit remise entre les mains des contractants de la Triple Alliance, autrement on introduirait peut-être dans le traité des changements inacceptables⁴⁵. »

Dubois entrevit sans doute une seconde étape à fournir dans la carrière où il venait de s'imposer; il élaborait le plan d'une convention et adressa sur-le-champ le mémoire à Paris⁴⁶, d'où on lui écrivit de se calmer et de ne rien précipiter⁴⁷. « C'est, lui écrivait d'Huxelles, une négociation qu'il faut laisser mûrir après que vous en aurez jeté les premiers fondements⁴⁸. » Dubois répondait qu'il n'avait agi que « comme de lui-même⁴⁹ ». Cette réserve n'était pas du goût de lord Stair toujours pétulant, mais assez pénétrant pour observer néanmoins que le Régent « d'abord que le roi d'Espagne auroit consenti [à la proposition] concourrait avec empressement et de tout son pouvoir à la conclusion⁵⁰ ». Avant que l'expédition de Sardaigne plaçât l'Europe en présence d'un péril imminent de guerre générale, on était revenu à l'idée d'une conférence et il fut question d'envoyer le marquis d'Aligre représenter la France⁵¹. Ceci n'eut pas plu à Stanhope qui voulait son ami Dubois : « Il serait fort à souhaiter, lui écrivait-il, que vous puissiez faire un tour chez nous⁵² »; promettant de ne l'y retenir pas plus de quinze jours. — « Je suis prêt à partir, répondait Dubois, car votre Excellence aura, je l'espère, si bien préparé les choses du côté de Vienne et du côté de l'Espagne que le succès de la négociation ne sera presque point douteux, et qu'elle ne me fera pas faire un moins bon personnage en cette

Dubois
y est destiné

⁴⁵ Arch. des Aff. Etrang., Hollande, t. 303, fol. 173, 212 : D'Huxelles à Dubois, 25 décembre 1716.

⁴⁶ Arch. des Aff. Etrang., Hollande, t. 303, fol. 237, suiv. Mémoire de Dubois, décembre 1716.

⁴⁷ Arch. des Aff. Etrang., Hollande, t. 303, fol. 288 : D'Huxelles à Dubois, 4 janvier 1717.

⁴⁸ Arch. des Aff. Etrang., Hollande, t. 303, fol. 289 : D'Huxelles à Dubois, 4 janvier 1717.

⁴⁹ Arch. des Aff. Etrang., Hollande, t. 313, fol. 90 : Dubois à D'Huxelles, 12 janvier; *ibid.*, t. 323, fol. 106 : Dubois à D'Huxelles, 19 janvier 1717.

⁵⁰ John Murray Graham, *The Stair Annals*, in-8, Edimburgh, 1875, t. II, p. 19.

⁵¹ *Gazette de la Régence*, p. 136; 15 janvier 1717; p. 205; 10 septembre.

⁵² Arch. des Aff. Etrang., Hollande, t. 323, fol. 131 : lord Stanhope à Dubois, 28 janvier 1717.

occasion que dans la conclusion de l'alliance qui en est la source⁵³. » Stanhope s'empessa de le tranquilliser : « Nous avons trop d'égards pour ce qui vous touche, pour vous exposer à un succès douteux et pour vous faire rien perdre auprès de Mgr le Régent d'un crédit où nous rencontrons tant d'utilité et qui ne sera jamais si grand que nous le souhaitons⁵⁴. »

Situation
analogue
à celle
de 1716

Vers le mois d'août 1717, au moment où la flotte d'Espagne faisait ses derniers préparatifs, une sorte d'accalmie, inspirée peut-être par la crainte d'une fausse démarche, avait comme suspendu la politique active des puissances européennes. Dubois, qui possédait le sens des occasions, conseilla au Régent d'employer cette trêve dans le Nord et au Sud, pour la transformer en une paix stable. Une fois de plus les intérêts de Georges I^{er} et de Stanhope concordaient avec les intérêts de Philippe d'Orléans et de Dubois. Le roi allemand et le ministère allemand, ainsi qu'on nommait George et ses hommes d'État, avaient de fâcheux instants à passer. Si les avantages inouïs du traité de l'*assiento* venaient à être contestés ou retirés par l'Espagne, l'Angleterre commerçante cesserait peut-être de soutenir le ministre et la dynastie elle-même serait ébranlée. Le prince de Galles, en haine de son père, ne négligeait rien pour affermir et développer l'opposition.

Stanhope, instruit de ce danger, avait été ramené à l'idée de traiter avec Charles VI, sans et même contre Philippe V. Par acquit de conscience et pour échapper aux reproches il avait envoyé en Espagne, n'y pouvant aller lui-même⁵⁵, son cousin le colonel Stanhope, chargé d'une mission pacifique quoique légèrement comminatoire puisqu'il devait rappeler qu'en cas de guerre générale, l'Angleterre, garante de la neutralité de l'Italie, serait contrainte à intervenir⁵⁶. Les ministres hanovriens de Georges I^{er} éprouvaient pour la paix dans la Baltique les mêmes appréhensions que Stanhope pour la paix méditerranéenne. Ils n'ignoraient pas grand'chose des efforts tentés par Goertz pour séduire le Tsar, confondre ses intérêts avec ceux de la Prusse et les opposer tous deux à l'Angleterre et au Hanovre.

⁵³ Arch. des Aff. Étrang., Hollande, t. 323, fol. 159, 160 : Dubois à Stanhope, 19 février 1717.

⁵⁴ Arch. des Aff. Étrang., Hollande, t. 323, fol. 225 : Stanhope à Dubois, 15 mars 1717.

⁵⁵ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 301, fol. 140 : Dubois au Régent, 4 octobre 1717.

⁵⁶ E. Bourgeois, *Secret du Régent*, p. 228, note 1 ; référence inexacte à Wiesener.

C'est ce que Dubois avait su découvrir et ce qu'il s'évertuait à montrer : le Régent, le roi d'Angleterre et l'électeur de Hanovre devaient souhaiter la paix à tout prix, la vouloir à toute force et, au besoin, l'imposer à tout risque. Alberoni et Goertz, ces boute-feux, l'un au septentrion l'autre au midi, menaçaient tout l'édifice européen que la paix seule pouvait affermir. De là son empressement à se rendre à Londres pour y transformer une trêve incertaine en une paix durable. Les Anglais feraient entendre la modération à Vienne, lui se chargeait de mettre Charles XII à la raison. Car Dubois n'allait pas à Londres comme jadis à la Haye et à Hanovre, il avait une mission officielle, des instructions, un rang. « Non seulement, y était-il dit, Sa Majesté approuve la vue d'engager le roi d'Espagne et l'Empereur à convenir de leurs intérêts et à faire leur paix, mais elle se propose d'y contribuer par ses offices et par le consentement qu'elle donnera aux dérogations qui pourront être faites à cette occasion aux traités d'Utrecht et de Bade. Sa Majesté consent à céder la Sardaigne au duc de Savoie et à le reconnaître comme roi ; elle veut faire reconnaître les droits de la reine d'Espagne sur Parme et la Toscane, mais croit bon de ne pas parler dans le traité des successions de Parme et de Toscane. En même temps que M. l'abbé Dubois conviendra qu'il serait à désirer que le roi d'Espagne eût oublié les contraventions dont il a lieu de se plaindre de la part de la Cour de Vienne et qu'il les eût sacrifiées au désir de conserver la paix, il ne doit cependant rien négliger pour assurer les avantages de ce prince et pour le rendre le plus considérable qu'il sera possible, soit qu'il entre dans le traité, soit qu'à son refus l'on statue pour lui entre les puissances contractantes⁵⁷. »

Instructions
données à
Dubois

Celui qui emportait ces instructions était en passe de devenir un personnage et de faire compter avec lui. Sa faveur était éclatante et la Cour avertie. Le 10 septembre, on lit dans le *Journal* de Dangeau : « M. le duc d'Orléans alla à Saint-Cloud voir Madame et n'y mena dans son carrosse que l'abbé Dubois seul avec lui ; il le fait partir incessamment pour l'Angleterre⁵⁸. » Le 18, nouvelle audience aussi affichée : « L'abbé Dubois entra chez M. le duc d'Orléans qui sortoit ; il avoit déjà eu une conférence avec lui⁵⁹. » L'abbé prévoyait tout, autant qu'on peut se flatter de tout prévoir. « Je vous supplie, disait-il à son prince, d'exa-

Paix
de dupes
entre
Huxelles
et Dubois

⁵⁷ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 298, fol. 181 : Instructions données à l'abbé Dubois.

⁵⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 160 ; 10 octobre 1717.

⁵⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 163 ; 18 septembre 1717.

miner toutes les raisons que je puis dire aux Impériaux et aux Anglais, en commun et séparément⁶⁰. » Il partait, disait-il à ses amis pour « conjurer l'orage qui menace toute l'Europe⁶¹ », n'ayant négligé aucune précaution pour neutraliser les influences hostiles auxquelles son départ laisserait le champ libre. Une manière de compromis, un « marché » pour reprendre le mot de celui qui en fut le courtier, Chavigny⁶², avait enfin mis d'accord la diplomatie officielle et la diplomatie secrète : d'Huxelles et Dubois; la première faisait tous les frais de l'entente puisqu'elle adoptait les vues, les plans et, jusqu'à un certain point, les méthodes de la seconde. D'Huxelles recommandait à Dubois « de réclamer à l'Empereur sa renonciation au trône d'Espagne, article aussi important pour Son Altesse Royale que pour le roi d'Espagne: cette condition étant la seule qui puisse assurer les droits de S.A.R. et la déterminer à entrer dans le traité que l'on propose⁶³. » Ainsi, le maréchal n'avait pu « se défendre des poursuites et des séductions de l'abbé⁶⁴ ». En revanche, il avait obtenu de Dubois l'engagement de faire « tous ses efforts pour assurer et rendre les plus considérables qu'il sera possible les avantages [du roi d'Espagne] qu'il entre ou non dans le traité : Parme, la Toscane et même la Sardaigne⁶⁵ ». Il était donc vrai de dire que les instructions données à notre plénipotentiaire n'envisageaient nullement les intérêts du royaume, elles stipulaient au nom du Régent et au nom de Philippe V; de la France et de Louis XV il n'était pas question. Outre ces précautions, Dubois chargeait quelques créatures éprouvées de le tenir au courant de tout, des faits, des rumeurs, des simples indices; c'étaient son neveu Joseph Dubois, qui n'avait rien à lui refuser⁶⁶, Nancré, « valet à tout faire, qui sentant de loin jusqu'où pouvoit aller l'abbé Dubois, s'étoit livré à lui sans mesure⁶⁷ », Chavigny, louche personnage, ayant « essuyé des aventures fâcheuses

⁶⁰ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 298, fol. 225.

⁶¹ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 301, fol. 45 : Dubois à Basnage, 17 septembre 1717.

⁶² Arch. des Aff. Étrang., France, Mém. et Docum., t. 457, fol. 1-32 : Mémoires de Chavigny : « J'entrai pour quelque chose dans le marché ».

⁶³ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 301, fol. 225 : D'Huxelles à Dubois, 22 octobre 1717.

⁶⁴ Mémoires cités de Chavigny.

⁶⁵ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 301, fol. 84-92 : Instructions pour l'abbé Dubois.

⁶⁶ Troisième fils du frère de l'abbé, devint chanoine de Saint-Honoré à Paris.

⁶⁷ Saint-Simon, Additions au Journal de Dangeau, t. XVII, p. 183.

qui n'étoient, pour son honneur, que trop connues du public⁶⁸. »

Huxelles et ses amis le maréchal de Tallard, le marquis de Beringhen, le duc d'Aumont comptaient pour rien l'accord conclu avec Dubois auquel ils ne songeaient qu'à ménager un échec retentissant⁶⁹. Tallard, surtout, blâmait la mission de Londres, « si leur sentiment eût prévalu, Dubois auroit passé bien du temps avant de conclure, et l'on eût conclu auparavant avec l'Espagne⁷⁰. » Ils se gardaient cependant d'en rien laisser voir, affectaient de garder le silence sur les Renonciations⁷¹. Les ministres de France dans les Cours du Nord recevaient des instructions secrètes en contradiction flagrante avec la politique de Dubois. A Berlin, Rottembourg était chargé de former en faveur de la Suède une alliance des princes protestants de l'Allemagne du Nord dont le roi de Prusse aurait la direction et où entreraient les Moscovites⁷².

Dubois n'était pas homme à se laisser jouer de la sorte, il avait fait alliance avec Nancré, un des *roués* du Régent et convenu d'une correspondance secrète où les personnages importants étaient désignés par des noms de guerre. D'Huxelles s'appellait *le poète*; Torcy, *Saint-Pierre*; Tallard, Nancré et Nocé, *Saint-Brice*, *Lamarche* et *Bassigny*⁷³. Nancré recevait en cachette les lettres de Dubois, donnait ses réponses au neveu de l'abbé⁷⁴ et ne pénétrait dans les appartements secrets du prince que sous la conduite du valet de chambre Desbagnets, acheté depuis longtemps⁷⁵. Pas plus que d'Huxelles, Dubois ne se croyait lié par l'engagement pris au sujet de l'Espagne à laquelle il ne songeait qu'à imposer, par intimidation au besoin, les conditions formulées par l'Angleterre. Il employait Nancré à convaincre le Régent que le roi d'Espagne « quelque satisfaction qu'on lui donnât,

qui
continuent
à se
contre-
carier

⁶⁸ Torcy, Mémoires inédits, t. II, fol. 991; M. Marais, Journal, t. I, p. 364; Saint-Simon, Mémoire édit. de Boislisle, t. XIX, Appendice, notice sur les Chavigny.

⁶⁹ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 301, fol. 52-54 : Nancré à Dubois, 22 septembre 1717.

⁷⁰ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 301, fol. 120-121 : Nancré à Dubois, 5 octobre 1717.

⁷¹ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 259, fol. 169 : d'Huxelles à Saint-Aignan, 15 septembre 1717.

⁷² Arch. des Aff. Étrang., Prusse, t. 57 : instructions à Rottembourg et lettres, juillet-octobre 1717.

⁷³ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 301, fol. 50 : Dubois à Nancré, 20 septembre 1717.

⁷⁴ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 301, fol. 88 : Dubois à Saint-Prest, 26 septembre 1717.

⁷⁵ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 301, fol. 87 : Dubois à Nancré, 26 septembre 1717.

quelque désir qu'il en eût, n'entrerait pas dans le traité, et qu'on serait obligé de traiter sans lui, tout en lui réservant sa place⁷⁶. » Lors de son départ, Dubois ne songeait à autre chose, il demandait à Nancré des mémoires « sur les projets de paix qui ont été faits sans le concours de toutes les parties intéressées en leur laissant un certain temps pour accéder⁷⁷. » Il interrogeait Torcy « sur l'aversion des Espagnols sur les traités que l'on fait sans eux⁷⁸. »

Départ
de Dubois
pour
Londres

« Le 19 septembre, Dubois partit en chaise de poste avec son secrétaire et cinq hommes à cheval. Ses équipages étaient partis huit jours auparavant. Le frère du sieur Law avait eu ordre de lui préparer un hôtel meublé superbement⁷⁹. » Dubois emportait une lettre de créance adressée à Georges I^{er} et ainsi conçue :

« Monseigneur, il est si juste de concourir aux bonnes intentions de Votre Majesté pour la tranquillité de l'Europe que j'envoie auprès d'elle l'abbé Dubois à qui elle a eu la bonté de confier elle-même ses vœux pour conférer avec les ministres des Princes qu'il seroit important de réunir et contribuer de ma part autant qu'il sera possible à un bien si nécessaire, et comme personne n'est plus instruit que luy de mes véritables sentimens, je suis ravi qu'il ait occasion de luy rendre compte de nouveau de mon zèle pour sa gloire et pour ses intérêts et de l'attachement sincère avec lequel je suis...⁸⁰ » Une autre lettre, adressée au prince de Galles, qui haïssait la France en haine de son père, lui demandait d'appuyer la politique de la paix, et lui rappelait « la proximité du sang qui l'unissait au Régent, son très affectionné frère⁸¹. »

Incident
du voyage

Des incidents fâcheux signalèrent le voyage du diplomate. Près d'Amiens, les commis des fermes, sans respect pour sa qualité, pillèrent ses bagages, paniers de vins, coffres et papiers, en criant : « Voilà des affaires étrangères! c'est un homme gagné par les ennemis! » Le 22, il arrivait à Calais, où « un vent du Nord insurmontable » rendait la traversée impossible. Le 24,

⁷⁶ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 301, fol. 95 : Nancré à Dubois, 1^{er} octobre 1717.

⁷⁷ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 301, fol. 88 : Dubois à Saint-Prest, 26 septembre 1717.

⁷⁸ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 301, fol. 87 : Dubois à Nancré, 26 septembre 1717.

⁷⁹ Buvat, Journal, t. I, p. 303; le mot « superbement » manque dans le ms. 13601 de la Bibl. nat.

⁸⁰ Public Record Office, France, vol. 346 : le Régent à Georges I^{er}, 14 septembre 1717.

⁸¹ Ch. Aubertin, L'Esprit public au XVIII^e siècle, in-8, Paris, 1873, p. 95.

dans la soirée, le vent fléchit. « On m'avait fait espérer, écrit l'abbé à Nancré, de pouvoir partir cette nuit à une heure après minuit, et j'ai fait toute la nuit la veillée des armes pour saisir le premier moment où le bâtiment pourroit sortir du port; mais il s'est élevé un vent du Nord qui a empêché entièrement la sortie. Je suis donc à la merci des vents et, si plusieurs avis qui m'ont été donnés sont véritables, à la merci de la Providence, car on m'a averti que les Jacobites avaient conjuré ma perte. Il en arrivera ce qu'il plaira à Dieu; je suis dévoué à tout sans réserve pour le service de mon maître qui est celui de l'État⁸². » Ce contre-temps parut de bon augure à Paris. On y fit courir le bruit que Dubois, embarqué, avait été jusqu'à Douvres où trouvant les ports fermés et l'Angleterre en pleine révolte, il n'avait eu d'autre parti à prendre que de rentrer⁸³; on ne tarda pas à savoir que tous ces bruits étaient faux⁸⁴, mais le séjour se prolongea⁸⁵ et l'abbé tua le temps en écrivant force lettres, songeant à son carrosse, à sa provision de bois de chauffage⁸⁶, à se procurer une carte d'Italie « divisée, collée, enluminée suivant les possessions⁸⁷ », enfin à des mémoires sur différents sujets⁸⁸.

Enfin, le dimanche 26, le vent tourna et Dubois leva l'ancre sans attendre le yacht envoyé d'Angleterre à sa rencontre; il « essuya, raconte-t-il, les incommodités ordinaires à ceux qui ont l'estomac délicat⁸⁹ », débarqua à Douvres, coucha à Cantorbéry et, le 28 au soir, arriva à Londres⁹⁰. Aussitôt il donna au maréchal d'Huxelles son adresse : « rue des Ducs à Westminster, *Duke's street in Westminster* »; et à l'ami Basnage, son correspondant à la Haye, il envoya l'adresse du taudis où il lui convenait de se dissimuler : « Vous m'enverrez vos lettres sous une enveloppe au nom de M. Dubuisson, maître à danser, chez M. Hamton,

Installation
à Londres.
Réception
à la Cour

⁸² Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 298, fol. 222 : Dubois à Nancré, 24 septembre 1717 : Ch. Aubertin, op. cit., p. 96.

⁸³ Buvat, Journal, t. I, p. 305 : M. de Balleroy à sa femme, 29 septembre, dans Les correspondants, t. I, p. 213.

⁸⁴ Dangeau, Journal, t. XVII, p. 166; 25 septembre 1717.

⁸⁵ Dangeau, Journal, t. XVII, p. 168; 30 septembre 1717.

⁸⁶ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 301, fol. 71 : Dubois à son neveu, 24 septembre 1717.

⁸⁷ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 301, fol. 83 : Dubois à son neveu, 26 septembre 1717.

⁸⁸ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 301, fol. 86 : Dubois à M. de Saint-Prest, 27 septembre 1717.

⁸⁹ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 301, fol. 122 : Dubois à Molé, 30 septembre 1717.

⁹⁰ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 295, fol. 109 : Dubois à d'Huxelles, 30 septembre 1717.

maître charpentier à *Saint Martin's court*, derrière l'église, proche *Charing-cross*, à Londres⁹¹. Depuis son voyage écourté de 1698, Dubois n'avait pas revu Londres qu'il retrouvait populeux, bruyant, affairé plus que Paris⁹² : « J'ai été étourdi de l'affluence du peuple, comme un provincial qui arrive au Pont-Neuf à Paris, lequel Pont-Neuf paraîtrait une solitude en comparaison de ce que l'on voit ici. Je n'ai encore eu l'occasion de rien observer mais je n'ai pu m'empêcher d'être frappé de la prodigieuse quantité de belles personnes et de leur bonne grâce. » L'abbé était en veine de compliments. A la comtesse de Sandwich, le vieux galantin écrivait : « Quelque objet, Madame, que je puisse avoir dans mon voyage, rien ne m'y peut tant toucher que d'être encore une fois à vos pieds avant de mourir⁹³. » Avant de se risquer dans aucune société, Dubois voulait entretenir Stanhope qu'il fit prévenir de son arrivée. Stanhope accourut de la campagne le 1^{er} octobre⁹⁴, témoigna un vif désir de cimenter de bonnes relations, bref on se répéta de part et d'autre les banalités d'usage au cours d'une première rencontre. Le lendemain, Stanhope conduisit Dubois à Hampton-Court, résidence royale, où Georges I^{er} fut poli et empressé, invita le plénipotentiaire à sa table, parla du Régent en termes élogieux et aborda les principales questions : la paix dans la Baltique et dans la Méditerranée⁹⁵. Toujours dépourvu de mesure, Dubois exultait, écrivait à son maître : « On ne saurait désirer des dispositions meilleures. Pour soutenir les droits de Votre Altesse Royale à la couronne, les Anglais mettront jusqu'au dernier sol et au dernier homme. Le Roi est si bien disposé qu'il semble qu'il vous ait mis à la place de son fils. Quant à M. Stanhope, c'est un philosophe homme de bien qui aime sa patrie, mais qui aime Votre Altesse Royale presque autant qu'elle. »

Ressorts
et adresses
de l'abbé

Vint ensuite la présentation au prince et à la princesse de Galles et, une fois terminées ces corvées solennelles, l'abbé chercha à renouer avec toutes ses anciennes et fidèles relations, s'occupa à les étendre, à en créer de nouvelles. Ce fut une manière de

⁹¹ Ch. Aubertin, *op. cit.*, p. 96.

⁹² *Ibid.*, p. 97; *The Stair Annals*, t. II, p. 27; *Arch. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 301, fol. 151 : Dubois à Oppenort.

⁹³ *Arch. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 301, fol. 181 : Dubois à Mme de Sandwich, 9 octobre 1717.

⁹⁴ *Arch. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 295, fol. 111 : Dubois au Régent, 4 octobre 1717.

⁹⁵ *Arch. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 301, fol. 140-149 : Dubois au Régent, 4 octobre 1717; Ch. Aubertin, *op. cit.*, p. 97-98; *Gazette de la Régence*, p. 209; 25 octobre 1717.

passer le temps sans le perdre tout à fait. Entre deux causeries avec Stanhope, disposé à abandonner l'Empereur si ses exigences allaient trop loin; entre deux visites aux Hanovriens Bernstorff et Bothmar, Dubois prenait confiance dans le succès final du Régent, « mieux servi à Londres qu'à Paris⁹⁶ », et il entretenait de son mieux ces bonnes dispositions. Une *Vie* manuscrite de Dubois conservée à la bibliothèque Mazarine⁹⁷, relate le long détail des fêtes célébrées à Londres en l'honneur de l'abbé pendant son ambassade. « Bals, diners, chasses et concerts », tout y figure, jusqu'aux indigestions de l'abbé, « survenues à la suite de banquets de 800 couverts ». Sur plus d'un point, la correspondance diplomatique confirme les dires du biographe Le Dran : « Je suis allé lundi souper avec le Roi à Hamptoncourt, écrit Dubois au Régent; le lendemain je l'ai suivi à Guilford pour voir les courses de chevaux. Milord Onslow, chez qui le Roi dina m'ayant porté à petit bruit la santé de Votre Altesse Royale avec du vin de Chypre de quatre-vingt-dix ans que son frère lui a envoyé de Constantinople, le Roi, s'en étant aperçu, demanda du même vin, et m'ordonna de choquer mon verre avec le sien, et dit tout haut : « A la santé de M. le Régent, le bon ami de l'Angleterre! » ce qui fut répété par cinq cents voix et bu de la même manière à sept ou huit tables où était la principale noblesse d'Angleterre. »

Ces *santés* trop fréquentes mirent au lit pour quinze jours l'hôte de la Grande-Bretagne, avec la toux, la fièvre, la goutte au genou et un rhumatisme à la hanche. Menacé « d'une catastrophe dans sa fragile machine », il consulta Chirac. « Le travail et les chagrins, les repas et le vin ne m'ont pas fait un sang fort doux. Incapable de toute occupation suivie, je ne fais plus que souffrir impatiemment. Je prends du lait de vache coupé le matin et le soir, un lavement par vingt-quatre heures et un potage à diner. » Ce régime d'anachorète n'eut pas convenu à ses invités. Dubois avait laissé à Paris, pour garder la maison, un sien neveu de Brives-la-Gaillarde, qu'il appelle dans ses lettres « un homme de l'autre monde », dévoué à l'oncle protecteur de la famille, tremblant sous la menace de ses terribles vivacités, naïf et madré comme un paysan de comédie.

Au premier rang de ses attributions et de ses multiples responsabilités était la cave, grand objet des sollicitudes de l'abbé

⁹⁶ *Arch. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 302, fol. 10, 15 : Dubois au Régent, 18 octobre 1717.

⁹⁷ Bibliothèque Mazarine, ms. H 2354.

et l'un des instruments de sa diplomatie. Sur un signe du maître, les expéditions de vin se succèdent; le neveu préside, emballe, compte les bouteilles vides, les bouteilles cassées et celles que « la force du vin et de la bière avait fait peter »; il prévoit que le retour de Saint-Cloud ramènera les « emprunts » de vin de Tokay de la mère du Régent : « Faudra-t-il dire qu'il n'y en a plus ? » demande maître Jacques.

Après la cave, la garde-robe; autre sujet d'active correspondance et parfois de controverse. Dubois avait débarqué à Londres sans habit et sans carrosse, ne voyant rien arriver il écrit au neveu : « Je vous recommande avec instance mon carrosse; faites en sorte que tout soit du meilleur et du plus beau. Priez le tailleur, M. Coche de m'envoyer un justaucorps et une culotte de velours violet, avec une veste et des manches qui relèvent sur l'habit, d'une belle étoffe à son choix. Dès qu'il sera fait, il faut mettre un peu de poudre sur les épaules, comme s'il avait été porté. Ne perdez pas de temps. » Le neveu répond : « J'ai remis au messenger une boîte couverte de toile cirée qui contient votre habit de velours, avec l'étoffe d'or pour les manches, l'un et l'autre sont très beaux et très chers. On a mis à l'habit des boutons et des boutonnieres d'or, quoique vous ne le marquiez pas, parce qu'autrement il aurait été trop simple. Vous trouverez aussi dans la boîte un paquet de cure-dents à la carmeline et votre cachet d'or. » Ce bel habit, dont l'étoffe coûtait 105 francs 12 sous l'aune, ne suffisant pas, l'ambassadeur en demande un autre moins façonné. « Faites-moi faire un habit de camelot violet pour ne pas porter toujours le même. Les souliers que vous m'avez envoyés sont trop pointus, et la semelle en dedans est si raboteuse que je n'ai pu m'en servir... Si vous savez où je prends du tabac à râper, qui est dans une boutique à l'entrée de la place Dauphine, je vous prie de m'en envoyer quatre livres. »

Ensuite vient tout le défilé des gourmandises. « Vos jambons se gâtaient, Monsieur, et les souris les mangeaient, quoiqu'ils soient suspendus à des crochets; je fis choisir les deux meilleurs que nous enveloppâmes dans du foin et que nous mîmes dans le coffre de votre carrosse. » — « Envoyez-moi, répond l'abbé, un petit panier de fromages de Pont-l'Évêque ou de Marolles et deux fromages de Brie. Dès qu'il fera assez froid pour faire voyager des truffes en sûreté, écrivez à Brives qu'on vous en envoie. » Le premier secrétaire d'ambassade réclame des poires de bon chrétien et des pommes reinettes que le neveu expédie à onze sous pièce, il y joint deux douzaines de pots de marmelade de fleurs

d'oranger de madame Duclos, quelques vieilles hardes de Thoinon et un ballot de linge : serviettes communes, tabliers de cuisine, nappes, essuie-mains, torchons, etc.

Rien n'est négligé. Dubois écrit à Mademoiselle Fillion, couturière « de choisir une étoffe riche dont le fond soit blanc pour en faire un habit à la duchesse de Münster, qui est une très grande et très grosse femme qui a des cheveux et des sourcils noirs et la peau fort blanche. Il faut un autre habit riche pour mademoiselle de Schulembourg, sa nièce, qui a des sourcils noirs et des cheveux châtons. » Puis viennent des avis, des recommandations, des avertissements et la demande adressée à mademoiselle Fillion « de faire fabriquer une grande poupée, laquelle puisse faire voir aux dames anglaises de quelle manière celles de France sont habillées et coiffées et portent le linge ».

Tout le mois d'octobre s'écoula ainsi à attendre l'envoyé autrichien Pendtenriedter qui n'arriva à Londres que le 1^{er} novembre. Celui-ci en passant à la Haye avait dit qu'il écouterait tout mais ne se prêterait à rien avant la restitution de la Sardaigne⁹⁸, ce qui donnait à croire que les entrevues de Londres et le savoir-faire de Dubois échoueraient.

Les entretiens avec Stanhope se poursuivaient et Dubois écrivait au Régent qu'il en fallait moins attendre qu'on ne le souhaitait sur l'affaire d'Espagne et plus qu'on ne s'y attendait sur les droits du Régent⁹⁹. Mais le Conseil de Régence pouvait soulever des difficultés aux desseins du prince et de son adroit compère; il fallait « l'accoutumer à entendre les vérités générales qui servent de fondement au parti que S.A.R. a résolu de prendre et introduire ainsi, malgré les malintentionnés, sans laisser aucune délibération, les conséquences et la conclusion qui en résultent¹⁰⁰. » Dans une lettre ostensible, l'abbé posait en principe la nécessité d'effrayer l'Espagne pour la mettre à la raison. « Si l'Espagne faisait des difficultés insurmontables, et que l'Empereur continuât à vouloir bien traiter avec les membres de la Triple Alliance, Sa Majesté Britannique supplie Sa Majesté d'examiner s'il faudra laisser le repos de l'Europe à la merci du

Accord
de Dubois
et de
Stanhope

⁹⁸ Arch. des Aff. Étrang., Hollande, t. 316, fol. 130, 134 : Châteauneuf à d'Huzelles, 28 et 29 octobre 1717.

⁹⁹ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 301, fol. 45 à 48 : Dubois au Régent, 25 octobre 1717.

¹⁰⁰ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 302, fol. 16 à 18 : Dubois à Nancre, 18 octobre 1717.

ministère espagnol¹⁰¹ »; et faisant la leçon indirectement à son maître, Dubois écrivait le même jour à Nancré : « Si j'étais le Régent, j'aurais une telle contenance en lisant cette lettre que personne n'oseroit desserrer les dents pour combattre le projet qu'il a formé, et cela lui donneroit occasion d'observer la contenance de chacun¹⁰². »

Les alliés
de Dubois

Dubois savait trop bien son élève pour ne craindre pas les défaillances; aussi avait-il gagné Torcy à ce plan, et chargeait-il Nancré d'obtenir l'aide de Nocé, tandis qu'il grondait son prince et lui recommandait « de ne pas laisser traîner ses billets quand il les avait lus¹⁰³ ». En même temps, il glissait dans la main du réfugié protestant Robethon, « conseiller privé d'ambassade de S. M. Britannique » une lettre de change de quinze mille livres « pour inspirer à M. de Bernstorff, ce qui pourra nous être favorable¹⁰⁴ » et, non content de cela, il enveloppait de tentation l'envoyé autrichien Pendtenriedter, « l'argent ayant, dit-il, de l'ascendant sur lui »; Basnage et Duywenworden à la Haye l'entameaient et il ne tiendrait pas à Robethon que Stantope ne l'achevât dès son débarquement.

Le
personnage
de Pendten-
riedter

Pendtenriedter débarqua. « C'étoit une manière de géant qui avoit plus de sept pieds de haut, de la corpulence à peu près de sa taille, pétri des maximes et des hauteurs autrichiennes¹⁰⁵ », convaincu que sur un signe de lui l'Angleterre et les Provinces-Unies déclareraient la guerre à l'Espagne coupable d'avoir manqué à l'Empereur à qui elle restituerait la Sardaigne et livrerait Majorque. Stanhope et Dubois répondirent tout net qu'il fallait que l'Empereur renonçât formellement à l'Espagne; le petit présent ajouterait sa persuasion à leur parole insinuante et on allait voir, sans doute, le colosse autrichien entrer en accommodement quand un nuage s'éleva.

Triomphe
imminent
du parti
de la vieille
Cour

A la fin d'octobre, Alberoni était parvenu à impressionner le Régent et à l'attirer à l'idée d'une alliance espagnole. N'ayant pas le courage d'avouer ce revirement à Dubois, il espéra les lettres à son confident; le maréchal d'Huxelles qui sentait le parti

¹⁰¹ Arch. des Aff. Etrang., Angleterre, t. 302, fol. 4 à 7 : Dubois au Roi, 18 octobre 1717.

¹⁰² Arch. des Aff. Etrang., Angleterre, t. 302, fol. 20 : Dubois à Nancré, 18 octobre 1717.

¹⁰³ Arch. des Aff. Etrang., Angleterre, t. 302, fol. 20 : Dubois à Nancré, 18 octobre 1717.

¹⁰⁴ Arch. des Aff. Etrang., Angleterre, t. 302, fol. 2 : Dubois au Régent, 18 octobre 1717.

¹⁰⁵ Saint-Simon, Mémoires, édit. Chéruel, t. XIII, p. 74.

vieille Cour près du triomphe, jugea Dubois perdu et cessa de lui écrire; Torcy soignait sa femme gravement malade et ne voyait qu'elle au monde. L'abbé, pris de frayeur, crut qu'on « voulait le mettre à sec, lui faire faire des fautes », écrivit à Nancré : « Aidez-moi de tout ce que vous pourrez, renseignez-moi, dirigez-moi¹⁰⁶. » Il ne tarda pas à être instruit de l'intrigue ménagée par Peterborough, le duc de Parme et d'Huxelles. Un mot du Régent à lord Stair qui l'avait répété à Stanhope avait mis sur la voie : on jouait une partie d'où Dubois était exclu. « Il est étonnant, écrivait-il encore à Nancré, que Monseigneur ait reçu des lettres d'Espagne qui signifient quelque chose et écouté le comte de Provana, envoyé de Sicile, et que je ne sois en rien informé¹⁰⁷. » Une fois de plus, le plaisir morbide des tractations secrètes avait emporté le Régent dans une aventure qui pouvait le perdre. Toujours hanté par le désir de faire reconnaître ses droits à la couronne de Louis XV, il songeait à en solliciter la confirmation de Philippe V au lieu de la lui imposer après son alliance conclue avec Georges I^{er} et Charles VI. Le duc de Parme et Alberoni, renforcés du duc de Savoie et servis par d'Huxelles allaient donc triompher de Dubois. La cabale, renforcée du maréchal de Tallard, prônait l'alliance espagnole par dessus tout le reste. Torcy l'appelait la « cabale du roi d'Espagne¹⁰⁸ » et n'en vouloit pas entendre parler; mais d'autres s'agitaient, familiers du Palais-Royal¹⁰⁹, ayant ou prenant le droit de tout dire, luttant maintenant à découvert contre Dubois dont l'éloignement permettait de tout entreprendre. A Londres, on suivait les phases de ce revirement avec inquiétude. Pareil au renard qui s'accroupit en guettant une poule¹¹⁰, Dubois flairait l'embûche, devinait la manœuvre, éventait la malice de ses adversaires et soudain, bondissait sur sa proie. C'était le 11 novembre 1717, jour décisif dans l'histoire de la politique française.

Dubois écrivit au Régent¹¹¹ :

La lettre du
11 novembre
au Régent

¹⁰⁶ Arch. des Aff. Etrang., Angleterre, t. 302, fol. 122 : Dubois à Nancré, 1^{er} octobre 1717.

¹⁰⁷ Arch. des Aff. Etrang., Angleterre, t. 302, fol. 173 : Dubois à Nancré, 4 novembre 1717.

¹⁰⁸ Bibl. nat., ms. franç. 10670-10672, Mémoires inédits de Torcy, t. II, fol. 995; Saint-Simon, Mémoires, t. XIV, p. 259.

¹⁰⁹ Il y a un personnage désigné sous le nom de « l'homme du bassin des Tuileries » dont l'anonymat n'a pu être découvert.

¹¹⁰ Madame à la raugrave Louise, dans Correspondance, édit. G. Brunet, t. II, p. 4.

¹¹¹ Arch. des Aff. Etrang., Angleterre, t. 302, fol. 217 : Dubois au Régent 11 novembre 1717.

« C'est un point bien délicat, Monseigneur, que les nouvelles ouvertures que l'on a faites à Votre Altesse Royale. J'ay frémi à la vue de ce qu'on lui propose qui ne peut être que très pernicieux, s'il n'est pas très bon, c'est-à-dire s'il n'est pas possible, heureux et sûr. Quand je seray instruit du détail de ce projet, je consulteray mon sixième sens qui me donne quelque instinct pour ce qui regarde votre A. R., et je lui diray pour lors mon sentiment. Cependant sans m'arrêter au proverbe qui dit qu'il ne faut courir en mesme temps deux lièvres, sur l'idée générale que ces lettres m'offrent, je ne croy point que ce soit une ruse, mais un parti forcé de gens outrés et dans le dernier embarras. Malheureusement ceux avec qui il s'agit de s'embarquer ne peuvent que vous estre très suspects par leur caractère, par leur mauvaise foy qu'ils ont montrée dans tous les engagements qu'ils ont pris, par leurs sentiments particuliers à l'égard de V.A.R. Quand on a affaire à des fous, des fripons, des ennemis personnels et des concurrents, la prudence veut que l'on ne prenne aucun engagement avec eux ou qu'on prenne de grandes précautions avant que de s'engager, et on a raison de craindre que *passato il pericolo, gabbato il santo*. Le lion qui a une épine au pied se la laisse tirer avec toute douceur, mais lorsqu'il a repris ses forces, il n'y a que dans la fable qu'il se souvient du bienfait. Vous allez armer ces gens-là, les amener, augmenter leur puissance, les établir de plain pied dans la France, et les mettre à portée de vous prendre de tous costés, et de vous embarrasser et vous nuire, dans l'occasion mesme en faveur de laquelle vous les écoutez. Il seroit beau au Roy d'Espagne de joindre l'Italie à sa couronne, mais quelque jour on trouvera plus magnifique encore et indispensable d'y joindre le royaume de France lorsqu'on sera en estat de le faire; et la seule modération dont on se piquera, sera d'en céder quelques provinces à ceux qui pourroient y apporter obstacle. Une aussi grande puissance, avec un droit direct à la Couronne de France, est plus à craindre en Italie, que l'Empereur avec tous ses succès, et tout ce qu'on vous faisoit craindre de luy pour l'avenir, s'il violoit le traité. C'est une guerre à laquelle il faut vous engager par le nouveau projet et l'attirer au Royaume, d'entrée de jeu. On a fait appréhender à V.A.R. que si elle traitoit avec l'Empereur, elle donneroit atteinte à ses droits par quelque petite dérogation qu'il faudroit faire au traité d'Utrecht, quoy que cette dérogation dust avoir pour motif le maintien de la tranquillité publique et estre réparée par des indemnités. Mais ne risqueroit-elle pas davantage par une violation formelle du traité de Bade, qui renverseroit entière-

ment celui d'Utrecht? On ne voit aucun inconvénient essentiel pour votre A.R. dans un traité avec l'Empereur. Il peut y en avoir d'infinis pour Elle dans les nouveaux engagements proposés, et il faudroit acheter tous ces dangers par une dépense sans bornes qui achèverait d'épuiser le royaume, et par une guerre en Italie, en Alsace et en Flandres dont l'homme le plus pénétrant ne pourrait prévoir les suites pour le royaume et pour nous. Pour bien juger de ce qu'on lui a proposé nouvellement qu'elle ait la bonté de comparer les trois partis qu'elle peut prendre, qui sont : 1° « le projet nouvellement proposé ou 2° un traité avec l'Empereur ou 3° de ne prendre d'engagement avec personne et de ne se mêler de rien. Qu'elle choisisse celui où il y aura plus de sûreté et de solidité, et moins d'inconvénients, ce qu'il ne sera pas difficile de calculer. Ce qu'on désire par le système nouveau seroit à souhaiter sans doute pour la liberté de l'Italie, et pour établir un équilibre plus égal dans l'Europe, mais ce n'est pas votre faute si le feu Roy a esté forcé de consentir aux établissemens que l'Empereur a conservés en Italie, et ce seroit une gloire mal placée que de vouloir estre le libérateur de l'Italie aux dépens du repos et des forces du Royaume, et en luy suscitant un ennemi redoutable, au lieu que par le traité avec l'Empereur nous pouvons n'avoir personne ni contre le Royaume, ni contre vous. Le pas est si glissant qu'il n'y a qu'à prier Dieu qu'il inspire sa sagesse à V.A.R. et je la conjure de ne point prendre de résolution sur une affaire aussi importante, sans l'avoir examinée de tous sens avec une grande attention, et de ne consulter qu'elle-même ou, si elle en veut parler à quelqu'un, qu'elle n'écoute que ceux de ses serviteurs en qui elle a reconnu plus de droiture et d'attachement et qui ne sont dans aucune intrigue. M. de Torcy est bon par son expérience dans les affaires, et parce qu'il n'est point meslé dans les manèges du Ministère. M. de Nocé est fidèlement attaché à V. A. R. et a très bon esprit, et mon correspondant est fort sensé, et je le tiens bien intentionné. A l'égard ce qui se pourra mesnager ici, quelque parti que V. A. R. prenne, je feray de mon mieux, mais je ne puis pas la flatter qu'elle conservera l'estime et la confiance du Roy et des ministres d'Angleterre s'ils croient qu'elle les a employés pour amuser l'Empereur. »

Le lendemain, Dubois revenait à la charge¹¹²; en même temps il écrivait à Nancre : « Par trop de facilité pour ceux dont il connoît les travers et la mauvaise volonté, il perdra l'Angleterre et

¹¹² Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 302, fol. 239, 251 : Dubois à Nancre, 11 et 12 novembre 1717.

la Hollande, qu'il doit conserver à quelque prix que ce fût. Ne voit-il pas qu'il se forme une cabale, et contre qui, si ce n'est pas contre lui-même? Ce qui est pitoyable et unique, c'est que ceux qui ont à travailler pour les intérêts de S. A. R. aient plus à craindre de la France que de tout le reste de l'Europe¹¹³. » Le Régent eut perdu l'alliance anglaise si George I^{er} qui l'avait conclue principalement en raison de la menace qui planait sur le Hanovre, ne s'était trouvé dans une position presque identique. Contre les mouvements des puissances du Nord, l'électeur n'avait pas de meilleur appui que le Régent, aussi prodiguait-il les traitements les plus aimables à Dubois qui, seul de tous les ministres étrangers, était logé à Hampton-Court¹¹⁴.

Conseils
à Paris

Au moment même où il écrivait au Régent, celui-ci rassemblait deux conseils et leur faisait part de ses hésitations. Le 10 novembre au matin, première réunion où se trouvent Daguesseau, Villeroy, Torcy; dans l'après-dînée Saint-Simon, Noailles et Amelot. La sottise de Villeroy faisait courir risque de quelque maladresse, aussi Torcy, « inimitable pour ces sortes de choses » l'endoctrina et « lui ferma la bouche ». Le plus dangereux était d'Huxelles.

Torcy et Nancré, partisans de Dubois exposèrent sa négociation, réfutèrent les objections des « malicieux » et se plaignirent de la notoriété donnée à des négociations « qui valaient surtout par leur caractère secret »; ils s'indignèrent enfin « contre l'âme qui faisait mouvoir tous ces personnages et leur distribuait les rôles, qui avait bien compris que plus il y aurait de gens consultés, plus il seroit aisé de faire tomber la négociation¹¹⁵. » Ainsi visé, d'Huxelles tint bon, appela à son aide ses adhérents, parla au Conseil, clabauda dans les compagnies, assez pour laisser le Régent indécis sur le parti à suivre. Le 12 novembre, Monti partit pour l'Espagne où l'attendait Alberoni¹¹⁶, tandis que Saint-Aignan pensait faire merveille en combinant de son chef un mariage entre le prince des Asturies et une fille du Régent. A Paris, le parti espagnol ne ménageait plus rien, croyait la victoire gagnée et le voyage de Dubois compromis, sinon sans objet désormais.

¹¹³ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 302, fol. 239, 254 : Dubois à Nancré, 11 et 12 novembre 1717.

¹¹⁴ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 302, fol. 254 : Dubois à Nancré, 12 novembre 1717.

¹¹⁵ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 302, fol. 179 : Nancré à Dubois, 12 novembre 1717.

¹¹⁶ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 263, fol. 82 : D'Huxelles à Saint-Aignan, novembre 1717.

Lord Stair s'inquiétait. Le 2 novembre, il avait écrit à Stanhope : « M. le Régent auroit bien besoin ici de M. l'abbé Dubois. » L'abbé ne tenait plus en place, il sentait sa présence nécessaire auprès de ce prince blasé d'intrigues comme de plaisirs, au point de sacrifier les intérêts les plus graves à la distraction présente. « Est-ce ainsi que l'on traite les affaires de l'État? s'écriait Dubois, Monseigneur pleurera des larmes de sang, s'il perd cette occasion, la seule qui pouvoit le rendre indépendant et sauver le royaume. Quant à lui, il ne peut plus servir S. A. R. avec ces oppositions et sans secours. Si S. A. R. ne lui permet pas de venir lui rendre compte, il abandonne tout, et la vie même, plutôt que d'être témoin de la perfidie de gens qui jettent S. A. R. dans le précipice¹¹⁷. » Et voici que le 22 novembre, le duc d'Orléans envoyait l'autorisation demandée pourvu que l'abbé « fit prendre un tour à sa course qui ne pût donner d'ombrage à Pendtenriedter et lui faire croire à une rupture de la négociation¹¹⁸. » Le 5 décembre Dubois arriva à Paris où sa présence fut remarquée et commentée. A peine entré au Palais-Royal, il courut chez le duc d'Orléans et ils demeurèrent enfermés deux heures¹¹⁹; le public ne mettait pas en doute que ce voyage ne fût provoqué par les affaires d'Espagne¹²⁰.

Il semble que Dubois ait eu peu de frais de raisonnement à faire pour ramener le Régent à la politique de la Triple-Alliance. La maladie de Philippe V avait pu le détourner du projet de Peterborough en lui suggérant une intervention, qui eût fort ressemblé à une intrusion, afin d'exclure de la régence Élisabeth Farnèse, mais vers la fin du mois de novembre Philippe V se portait « de mieux en mieux¹²¹ »; et par-dessus tout l'esprit volage de Philippe d'Orléans ne trouvait plus dans une intrigue, vieille de deux mois au moins, le ragoût qui l'y avait attiré et retenu quelques moments. Dès le 24 novembre, l'entente avec l'Espagne ne l'intéressait plus. « Il faut mâcher, écrivait-il à Dubois, la besogne à prendre ou à laisser aux Espagnols. Il ne s'agit donc plus que des conditions du plan; l'Espagne y viendra, soit le gouvernement subsistant, soit qu'il arrive des changements. Si

Dubois
revient
à Paris

Le Régent
revenu
à l'alliance
anglaise

¹¹⁷ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 302, fol. 195, 293 : Dubois au Régent et Dubois à Nancré, 17 novembre 1717.

¹¹⁸ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 302, fol. 296-297 : Nancré à Dubois, 22 novembre 1717.

¹¹⁹ Dangeau, Journal, t. XVII, p. 206; 5 décembre 1717.

¹²⁰ Gazette de la Régence, p. 210; 10 décembre, Buvat, Journal, t. I, p. 310.

¹²¹ Dangeau, Journal, t. XVII, p. 202; 29 novembre 1717.

vous venez ici je vous parlerai plus en détail¹²². » Tel fut le sujet de l'entretien de deux heures, au sortir duquel il écrivait : « Bien loin, Mylord, d'avoir trouvé la moindre variation dans les résolutions de Mgr le Régent, j'ai été très édifié de sa fermeté pour résister aux offres les plus avantageuses et les plus séduisantes qui lui ont été faites et que l'on renouvelle tous les jours, ainsi qu'aux représentations des plus habiles et des plus honnêtes gens du Royaume, et à une espèce de clameur publique qui s'est élevée contre notre projet... Mgr le duc d'Orléans n'a point changé de sentiment et ne sera ébranlé par aucune proposition contraire si avantageuse qu'elle puisse être, pourvu que l'Empereur consente à une Renonciation pour toujours, et accorde la Toscane. Je tiens le parti que S. A. R. a pris, au cas que ces deux points soient accordés, si ferme, si assuré, qu'il me paraît inutile que je reste ici plus longtemps et cela me fait prendre la résolution de m'en retourner incessamment en Angleterre pour ne pas apporter le moindre retardement à la conclusion de cette affaire, d'abord que l'Empereur aura pris les résolutions que je prie Dieu de lui inspirer pour le salut de toute l'Europe et pour la gloire qui reviendra à Sa Majesté Britannique d'avoir, au milieu de la tempête, donné le calme à toute la chrétienté¹²³. »

Dubois
rentre
à Londres

L'abbé avait regagné le Régent à l'alliance anglaise et à l'alliance impériale. Cette dernière était certaine et prochaine si l'Empereur accordait les conditions posées; auquel cas on se passerait de l'Espagne : « Je m'en retournerai bien autorisé à conclure avec l'Empereur sans attendre personne¹²⁴. » Le 25, l'abbé quitta Paris¹²⁵ et il rentra à Londres le 31 décembre¹²⁶.

¹²² Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 302, fol. 309 : le Régent à Dubois, 24 novembre 1717.

¹²³ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 303, fol. 110 : Dubois à Stanhope, 8 décembre 1717.

¹²⁴ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 303, fol. 125 : Dubois à Robethon, 11 décembre 1717.

¹²⁵ Dangeau, Journal, t. XVII, p. 219; 26 décembre : Gazette de la Régence, p. 213.

¹²⁶ Arch. des Aff. Étrang., Hollande, t. 324, fol. 223 : Châteauneuf à La Marck, 8 janvier 1718.

CHAPITRE XX

Fluctuations du Régent

(31 décembre 1717 — 18 juin 1718)

Conseil privé à Vienne. — Dispositions du Régent. — Restitution de Gibraltar! — Réflexions d'Alberoni. — Le projet définitif de Stanhope. — Mission de Schaub à Paris. — Discussions. — Accord sur tous les points. — Schaub part pour Vienne. — Le prince Eugène. — Victor-Amédée. — Acquiescement de l'Empereur. — Mission de Nancré en Espagne. — Il se lie à Alberoni et trompe Dubois. — Les signataires de la Quadruple Alliance remplis de satisfaction et de confiance. — Le mécontentement italien. — Les démarches tentées. — La volonté de faire la guerre. — Alberoni et l'Angleterre. — Sa confiance dans les jacobites. — Retour offensif de la vieille Cour. — Désaveu de la diplomatie secrète. — Découragement de Dubois. — Ses projets d'avenir. — Retour à Paris de Schaub. — Triomphe de la vieille Cour.

À l'heure même où l'abbé Dubois rentrait à Londres, l'Empereur réunissait à Vienne le Conseil privé afin d'examiner la situation telle qu'elle résultait du rapport de Pendtenriedter et des dépêches de Koenigsegg. Elle était peu satisfaisante. L'Angleterre s'était dérobée à une alliance offensive contre l'Espagne et s'était abstenue de toute intervention lors de l'attaque de la Sardaigne. La Hollande se montrait, s'il était possible, plus réservée encore. La France était hésitante et ses accointances avec l'Espagne étaient connues. Les pays du Nord n'offraient pas plus de satisfaction; un accord entre la Russie et la Suède paraissait imminent, enfin la guerre avec les Turcs pouvait se prolonger longtemps encore. Dès lors, il n'y avait pas lieu de se montrer trop strict ni trop condescendant. Si Philippe V consentait à reconnaître, le premier, le titre d'empereur de Charles VI, celui-ci accorderait sa renonciation à l'Espagne, mais jamais il ne livrerait la Toscane à un prince de la maison de Bourbon¹.

Conseil
privé
à Vienne

Ces concessions n'étaient pas suffisantes pour permettre une marche active des négociations. Dubois l'eût souhaité, car le climat et la cuisine de Londres lui étaient funestes. Stanhope, non

Dispositions
du Régent

¹ Weber, Die Quadrupel Allianz vom Jahre 1718, p. 55-57.

moins impatient de conclure, mais pour d'autres motifs, sentait la nécessité d'admettre les conditions du Régent dont il ne se départirait à aucun prix, il imaginait donc une solution à l'insoluble problème de la Toscane par le démembrement du grand-duché dont Florence demeurerait la capitale et duquel on détacherait Pise et Livourne². Mais le duc d'Orléans se faisait, de bonne foi, le défenseur de son cousin. « On commence, écrivait-il, à prendre de force à l'Espagne la Sardaigne, et elle pourra dire qu'on ne lui offre rien que ce qu'elle a naturellement par le traité d'Utrecht. Quelle apparence que le cardinal Alberoni, du caractère dont on sait qu'il est, qu'il n'a songé qu'à troubler l'Europe par la guerre, veuille confirmer les Renonciations, sans en tirer aucun avantage que d'avoir eu l'affront de voir échouer sa levée de boucliers? Faudra-t-il faire des hostilités contre le roi d'Espagne pour lui rendre la Sardaigne? » Et à propos de la partialité de l'Angleterre pour l'Empereur, il disait : Toute difficulté seroit levée s'il paraissoit plus d'égalité. Je sais bien que mon intérêt personnel ne s'oppose point à cette inégalité, et que c'est une espèce de pierre de touche pour connoître mes amis tant au dedans qu'au dehors. Mais je suis Régent de France, et je dois me conduire de façon qu'on ne puisse pas me reprocher de n'avoir songé qu'à moi.

Restitution
de Gibraltar

« Je dois aussi des ménagements aux Espagnols que je révolterois entièrement par un traitement inégal avec l'Empereur, auquel leur gloire et l'honneur de leur monarchie les rendroient très sensibles. Par là, je les réunirois à Alberoni, au lieu que s'il falloit une guerre pour l'amener à notre point, il faudroit qu'on pût dire ce que le comte de Gramont disoit au Roi : « Dans le temps que nous servions Votre Majesté contre le cardinal Mazarin. » Alors les Espagnols même nous aideroient³. » Une autre marque d'intérêt donnée à l'Espagne avait été soulevée à Londres, par Dubois, dès le mois de novembre 1717 et ne tendait à rien moins qu'à la restitution de Gibraltar à l'Espagne. Stanhope avait répondu « que si cela pouvoit terminer cette affaire [de l'alliance], quoiqu'en faisant faire cette cession il risquât sa tête, il la tenteroit et ne doutoit pas de réussir⁴. » Toutefois il demandait le secret, même à l'égard du Régent, pour qui Dubois s'empres-

² Weber, *op. cit.*, p. 56-57.

³ *Arch. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 314, fol. 88 : le Régent à Dubois, 17 janvier 1718.

⁴ *Arch. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 314, fol. 181 : le Régent à Dubois, 24 janvier 1718; dans Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 138.

⁵ Dubois au Régent, 11 novembre, 1717, dans Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 395.

de le violer. On ne peut douter que Gibraltar ne fut abordé au cours des entretiens pendant le voyage à Paris et, dès son retour à Londres, l'abbé ne renonça pas à jeter cette idée dans le chaos des négociations : « Si M. de Nancré va à Madrid, écrivait-il au Régent, il pourra parler de Gibraltar au cardinal⁶. » Il semble toutefois que, dans la pensée de Dubois, c'était là pure amusette, car lorsque Nancré lui demanda des instructions plus positives, Dubois répondit : « Vous ne devez point être en peine de l'article de Gibraltar, ni souhaiter pour cela aucune lettre du roi d'Angleterre qu'on n'a jamais eu l'intention de vous donner, ni aucune lettre de mylord Stanhope. Il suffira de dire au cardinal que Son Altesse Royale ne peut pas l'obtenir ou par échange ou par argent ou autrement. Elle ne le pressera pas d'accéder et l'en dispensera⁷. »

D'ailleurs Alberoni ne lâchait pas la proie pour l'ombre, et les Farnèse de Parme, ses maîtres, ne l'eussent pas permis. Tandis que Dubois jetait dans le débat le nom de Gibraltar, ceux-ci estimaient nécessaire de conquérir à la fois Naples, Livourne et Gênes et d'acheter Victor-Amédée sans lequel on ne pouvait rien entreprendre en Lombardie. Stimulé de la sorte, Alberoni déclarait dès le mois de décembre que l'Espagne disposerait au printemps d'une escadre de trente bons vaisseaux et d'un corps expéditionnaire de 20.000 hommes traînant à leur suite cent cinquante canons. Et le 31 janvier 1718, le cardinal écrivait triomphant : « Votre Altesse me presse d'entrer en campagne de bonne heure. Elle sera contente de moi, et l'Empereur obligé, au risque de perdre la péninsule, de faire passer des armées en Italie⁸. » Déjà cependant, certains symptômes l'avertissaient que la partie était compromise. Le Régent s'était tourné vers l'Angleterre et l'Empereur; Victor-Amédée, trop circonspect pour s'allier à un gouvernement isolé, n'accorderait aucun concours à l'Espagne, la flotte anglaise avait quitté la Baltique pour rallier ses ports d'attache et y faire des préparatifs. Ces indices étaient assez peu rassurants pour qu'Alberoni donnât ce suprême avertissement à la Cour de Parme : « Pour votre gouverne, sachez que l'Espagne entrera seule en danse : car il est sûr que l'Empereur sera appuyé d'une flotte anglaise dans la Méditerranée⁹. »

Réflexions
d'Alberoni

⁶ Dubois au Régent, 31 janvier 1718, *ibid.*, t. II, p. 395.

⁷ Dubois à Nancré, 17 février 1718, *ibid.*, t. II, p. 395.

⁸ *Arch. de Naples*, Farnesiana, fasc. 59 : Alberoni au duc de Parme, 31 janvier 1718.

⁹ *Arch. de Naples*, Farnesiana, fasc. 59 : Alberoni au duc de Parme, 22 mars 1718.

Le projet
définitif
de Stanhope

L'Empereur s'était résigné à accepter les lignes principales du plan de Stanhope, modifié suivant les exigences du Régent. De ceci il résultait que Charles VI renonçait définitivement à l'Espagne au profit des Bourbons et, après eux, de la maison de Savoie; en retour, Philippe d'Orléans et Georges I^{er} s'engageaient par un article secret à le mettre en possession de la Sicile, que l'Espagne y consentit ou non. De son côté, l'Empereur promettait à un fils d'Élisabeth Farnèse l'expectative de la Toscane; en lui accordait en échange, la séparation de Pise et Livourne formant une république vassale de l'Empire, tandis que la Toscane et Parme seraient déclarés fiefs impériaux¹⁰. Cette troisième et dernière rédaction de Stanhope, fut confiée à un jeune Bâlois, nommé Schaub, ministre d'Angleterre à Vienne pour arracher l'adhésion de l'Empereur. On avait supprimé l'article prévoyant le retour, dans certaines éventualités, du duché de Parme au duc de Savoie, par contre, Pendtenriedter avait inutilement sollicité une alliance offensive contre l'Espagne et l'envoi d'une flotte anglaise dans la Méditerranée.

Mission
de Schaub
à Paris

Schaub arriva à Paris le 8 février, porteur du plan et d'une lettre de Stanhope à Stair, dans laquelle on lisait que le Régent verrait le soin apporté, relativement aux renonciations, « à donner toute la force possible à ses titres », et relativement à la Toscane à tenir compte de ses vues. « Je souhaite que nous ne soyons pas allés trop loin et qu'il soit possible d'obtenir de la Cour de Vienne de régler cet article, tel qu'il est proposé. Jusqu'ici nous n'avons pas d'indication contraire. Ceci, j'en suis sûr, devra être pour le Régent une raison invincible d'apporter dans le reste du traité toutes les facilités qu'il pourra; et si j'osais lui donner un conseil, il ferait bien de ne pas chercher à changer le texte concernant Pise et Livourne¹¹. » Stanhope faisait ensuite allusion à la disgrâce récente du chancelier Daguesseau et du duc de Noailles (28 janvier) qui avait transporté Dubois dans une sorte de joie frénétique¹². Leur retraite ne laissait plus aux affaires qu'un seul membre du premier triumvirat de la Régence, le maréchal d'Huxelles, dont Stanhope souhaitait de même la

¹⁰ Bothmar, *Memoiren über die Quadrupel-Allianz*, dans *Forschungen zur deutsche Geschichte*, Göttingen, 1886, t. XXVI, p. 229.

¹¹ *Arch. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 314, fol. 85 : Dubois au Régent, 10 janvier, 1718.

¹² Stanhope à Stair, Londres, 23 janvier (=3 février) 1718, dans L. Mahon, *Histoire d'Angleterre*, t. II, p. 355.

¹³ *Arch. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 315, fol. 26 : Dubois à Nancre, 2 février 1718.

disparition. Espérant, disait-il, que « S.A.R. continuerait à suivre son véritable intérêt et à témoigner moins d'égards et de ménagements à ceux qui, sous le spécieux prétexte de mettre ce traité plus au goût de l'Espagne, travaillent à établir les droits du roi par là sur la France et à priver le Régent de tout appui étranger par la rupture de la présente négociation¹⁴ ».

Du 8 au 18 février la lutte fut chaude entre d'Huxelles et Torcy d'une part, Schaub et Stair d'autre part. Schaub « batailla comme un grenadier » pour les intérêts de la Cour de Vienne¹⁵ et rédigea une relation circonstanciée des discussions¹⁶. Le Régent y avait assisté et, parfois s'y était mêlé. Rien ne put le détourner de sa demande de la Toscane tout entière, outre Parme, pour les enfants d'Élisabeth Farnèse. Sans se laisser émouvoir par Schaub et par Stair qui déclarent tout perdu, le Régent leur répond que son intérêt lui conseille d'affaiblir la branche aînée des Bourbons, mais la nation française est hostile au traité projeté à moins d'avantages stipulés pour l'Espagne, à défaut de ces stipulations on dira qu'il sacrifie la branche aînée et le royaume à son propre intérêt. Si l'Espagne refuse la restitution de la Sardaigne et, pour cette raison, s'attire une guerre, il veut que sa conduite à lui soit approuvée des honnêtes gens. S'il traitait avec l'Empereur, il serait très fort, et en grand péril, au contraire, s'il ne traitait pas; néanmoins il lui vaudrait mieux de manquer cette alliance que de perdre la confiance du royaume, que la plus solide alliance ne compenserait pas¹⁷.

Un autre document rédigé par Schaub met le maréchal d'Huxelles et lord Stair en présence. Sans se lasser Stair et son collègue soutenaient que le Régent ne pouvant compter sur l'Espagne devait s'appuyer sur l'Empereur qui avait le même intérêt que Philippe d'Orléans et Georges I^{er} à la séparation des couronnes de France et d'Espagne. En conséquence, il fallait rédiger le traité de telle façon qu'il obtint l'agrément de Charles VI.

« Je vous entends, répliqua le maréchal, vous ne voulez vous mettre en peine que des avantages de l'Empereur, sous prétexte de sauver le Régent; mais scavez-vous bien que de faire un traité

¹⁴ Stanhope à Stair, lettre citée.

¹⁵ Dubois à Schaub, Londres, 1^{er} mars 1718, dans L. Mahon, *op. cit.*, t. II, p. 358.

¹⁶ *Public Record Office*, Germany, vol. 210 : *Pro Memoria*, Vienne 14 mars 1718, remis au prince Eugène, signé de Schaub et de Saint-Saphorin, ambassadeur de Georges I^{er} à Vienne.

¹⁷ *Ibid.*, voir L. Wiesener, *Le Régent, l'abbé Dubois et les Anglais*, t. II, p. 129-130.

Discussions

qui contraigne le Roy d'Espagne, c'est couper la gorge à S.A.R. Car si vous trouvez le moyen de mettre le roi Philippe mal à l'aise en Espagne, comme il n'a renoncé à la France que sous la condition de séparation des deux monarchies, rien n'empêche qu'il puisse revenir en ce royaume dès qu'il veut quitter l'Espagne; et il faudra que le Régent lui fasse place comme au premier prince du sang.

« Sur quoy, Mylord Stair prit la parole et dit au Régent : Je sçavois bien, Monseigneur, que de pareils discours se tenoient icy; mais je ne sçavois pas qu'il y eût des gens assez hardis ou assez bons (*sic*), pour les tenir à V.A.R. en face. La séparation des deux monarchies étoit bien le motif des renonciations du roy Philippe sur la France, mais ce n'en est nullement la condition; elles ne sont conditionnées qu'à celles de l'Empereur. Du reste le roy d'Espagne a opté purement et simplement; il a préféré le royaume d'Espagne à ses droits sur la France, et il faut qu'il s'y tienne. S'il y a des Français qui voulussent l'aider à revenir de son choix, nous sommes bien déterminés à y mettre jusqu'au dernier homme pour l'empêcher. Et il faudra qu'il nous détruise avant de débusquer V.A.R. Si ce que M. le maréchal a eu la bonté d'avancer étoit vray, le roy d'Espagne n'auroit qu'à changer de royaume quand bon lui sembleroit; ou bien, comme il a plusieurs fils, il n'auroit qu'à envoyer l'un en France et laisser l'autre en Espagne. S'il n'y avoit d'autre motif de faire le traité, cette doctrine seule devroit suffire pour le faire signer sur le champ à V.A.R. Et je pense qu'il n'y a plus qu'à passer à sa lecture¹⁸. »

Accord
sur tous
les points

Le maréchal se jeta dans des explications, pataugea et fit si bien qu'à la conférence du lendemain, 13 février, on omit de le convoquer. Il s'agissait de régler les articles secrets du traité; le Régent hésitait encore lorsque Dubois lui manda que le cabinet de Londres n'imposait pas ses conditions de manière absolue. Aussitôt son parti fut pris, on raya l'article qui démembrait la Toscane; on stipula le retour de la Sardaigne à l'Espagne après l'extinction de la maison de Savoie, enfin on supprima dans la renonciation de l'Empereur à l'Espagne les mots *in perpetuum*. En même temps, le Régent désireux de plaire à Georges I^{er} admit l'insertion d'une amnistie en faveur des Espagnols rebelles à Phi-

¹⁸ Public Record Office, Germany, vol. 210 : Relation [en français] de ce qui s'est passé dans les conférences que mylord Stair et moy [Schaub] avons eues avec le Régent de France sur le traité à faire entre l'Empereur, le roy mon maître, le roy très chrétien et les États Généraux, Vienne, 14 mars 1718. (21 pp.).

lippe V et le droit de la branche de Soissons, représentée par le prince Eugène, à succéder à la maison de Savoie.

On était d'accord sur tous les points, le Régent envoya à Dubois l'ordre de signer le traité à Londres, et donna, le soir même, audience à Schaub qui le pria, au nom du roi d'Angleterre, de renvoyer le maréchal d'Huxelles, trop attaché à l'Espagne¹⁹. Ils se séparèrent enchantés l'un de l'autre. Dubois avait averti le Régent que Schaub était « très désintéressé »; néanmoins il accepterait en souvenir du prince « un petit diamant d'environ deux mille écus²⁰ ». Schaub ne cachait pas sa satisfaction « de la candeur et de la droiture de S.A.R. » et Dubois, radieux, s'écriait : *Credidisti, Thoma, quia vidisti*²¹, souhaitant bon voyage et bon succès au négociateur qui partait, le 18 février, pour Vienne : « Il n'y a qu'à prier Dieu qu'il bénisse votre mission; car je ne crois pas que jamais apôtre, si catholique et si protestant qu'il soit, pourvu qu'il ne soit pas Romain, puisse faire un ouvrage plus agréable au Ciel que celui dont vous êtes chargé²². » Schaub avait apporté un si bel entrain à défendre la rédaction britannique favorable à l'Autriche, que certains appréhendèrent l'attitude qu'il aurait à Vienne, Dubois leur répondait « que la chaleur qu'il avait montrée pour l'Empereur ne tendait qu'à mettre les choses en état qu'il pût accepter le projet et que s'il avait paru impérialiste à Paris, il paraîtrait encore plus français à Vienne²³ »; et, sur ce point, Dubois paraît avoir eu raison.

Entre le moment où l'accord s'était fait entre la France et l'Angleterre sur le troisième projet de Stanhope et celui où l'Empereur y avait donné son consentement, Dubois avait arrêté le programme de son ambition et préparé les moyens de le remplir. De Paris, Chavigny lui écrivait : « Hier j'ai eu audience de M. le Régent.

Les projets
personnels
de Dubois

— « Oh! m'a-t-il dit, l'abbé a bien de l'esprit et me sert bien! »

Et comme, en parlant de vos envieux et de leurs intrigues, j'ajoutais que c'est sans doute votre esprit et votre zèle qui les offusquent, Son Altesse Royale a répondu :

— « Vous l'avez dit.

¹⁹ Bothmar, *Memoiren über die Quadrupel-Allianz*, dans *Forschungen zur deutsche Geschichte*, Göttingen, 1886, t. XXVI, p. 237.

²⁰ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 114, fol. 197 : Dubois au Régent, 19 janvier 1718.

²¹ Dubois à Schaub, Londres, 1^{er} mars 1718, dans L. Mahon, *op. cit.*, t. II, p. 358.

²² Dubois à Schaub, Londres 1^{er} mars 1718, *ibid.*

²³ Dubois à Schaub, Londres, 5 mars 1718.

« Là dessus, M. de Nocé m'a appuyé et a fait merveille. Je suis persuadé, Monsieur, qu'à votre retour vous serez le maître absolu de cette Cour. J'ai causé aussi avec M. d'Argenson, qui m'a assuré de son dévouement pour vous, et qui m'a dit :

— « Oh! M. l'abbé est bien avec le maître, ce qui s'appelle bien. Il peut avoir toutes les vues qu'il voudra²⁴. »

Il n'en eut qu'une seule, dès lors, mais qui les réunissait toutes : être premier ministre. Les chicanes des bureaux, les manques d'égards de d'Huxelles le mettaient souvent dans une posture embarrassante et dans une ignorance périlleuse, Dubois comprit que sous peine d'être arrêté, retardé, entravé dans sa marche il devait se constituer son personnel à lui, en mesure et en état de rivaliser avec le ministère d'État. Il fit le siège de Torcy et le conquit par des prévenances et d'adroites flatteries, peut-être y ajouta-t-il des promesses à l'ancien secrétaire d'État qui rêvait de reprendre la direction des Affaires étrangères. Il le consultait sur ses démarches et ses projets, lui soumettait ses brouillons, le priait de faire connaître les mots à employer²⁵ et obtenait en retour explications, dissertations, mémoires²⁶.

Torcy, par sa situation et son expérience, était à la fois un appui et un guide, l'homme « qui en savait plus que les autres²⁷ » ; loin derrière lui, mais encore en un bon rang, venaient nos représentants diplomatiques à l'étranger. Afin de mettre la main sur les Affaires étrangères, il importait à Dubois de changer le personnel attaché à la personne de d'Huxelles et disposé à suivre ses vues. La négociation de Londres lui avait fourni l'occasion de s'y substituer à M. d'Iberville, d'autres ambassadeurs seraient de même évincés. — A la Haye, M. de Châteauneuf paraissait faire cause commune avec les envoyés d'Alberoni, mais certainement il gardait rancune à l'abbé de la façon dont celui-ci l'avait dépossédé de la négociation de 1717. Dubois pouvait lui substituer un agent secret éprouvé, le fidèle Basnage, homme d'une complaisance infinie et d'une discrétion irréprochable, homme de bon conseil aussi sur ce qui faisait l'objet de ses observa-

²⁴ Aubertin, *L'esprit public en France au XVIII^e siècle*, p. 113.

²⁵ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 314, fol. 8, fol. 27, fol. 83 : Dubois à Nancre, 3, 6 et 10 janvier 1718.

²⁶ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 314, fol. 27 : Dubois à Saint-Brice (Nancre), 6 janvier 1718.

²⁷ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 314, fol. 231 : Dubois à Nancre, 20 janvier 1718.

tions²⁸, assez influent parmi le haut personnel politique des Provinces-Unies pour que ses instances, jointes à celles de l'envoyé anglais Withworth fissent rappeler de Madrid l'ambassadeur hollandais Ripperda. Non content de ce succès, Dubois faisait rappeler Châteauneuf à Paris et lui faisait donner pour successeur M. de Morville « garçon plein de douceur et de sagesse²⁹ » qu'il appela près de lui à Londres afin de lui « apprendre à ne pas débiter mal ». — A Stockholm, La Marck s'amendait depuis un ou deux mois, « écoutant moins les avis de d'Huxelles », prenant avec une chaleur marquée les intérêts de l'Angleterre et méritant ainsi d'être épargné. — A Berlin, Rottembourg s'opiniâtait à servir les intérêts de la France, à pratiquer les maximes traditionnelles de sa diplomatie, à préparer l'alliance du Tsar et de la Prusse contre l'Angleterre³⁰. Dubois lui mettait le marché à la main et Rottembourg dut abandonner un poste qui l'aidait à vivre et qu'on livra à un Irlandais. — A Vienne, Dubois eût voulu remplacer « un nommé Du Bourg » par Chavigny, son âme damnée; mais le passé de celui-ci était trop récent, il fallut faire un autre choix, dont le Bâlois Schaub fut favorisé. Le petit diamant de deux mille écus, des avantages pour la ville de Bâle, la promesse « d'une protection et une ressource assurées, supposé qu'il en eût jamais besoin³¹ » l'engagèrent dans les intérêts de Dubois. — A Madrid, Saint-Aignan n'était plus utile à quoi que ce pût être, mais le choix de Nancre ne remplissait pas, on l'a dit, les prévisions de Dubois.

Pendant ces mois de janvier et de février 1718, Dubois prépare les futurs instruments de son ministère, écrit lettres sur lettres, dicte des mémoires et trouve même les loisirs nécessaires à sa santé délabrée que le repos tout seul pourrait rétablir. Par ses ordres, Chavigny allait visiter Saint-Simon, Torcy, Villeroy, tous plus ou moins déclarés contre d'Huxelles qu'il s'agit de miner, de démanteler de tout ce qui fait sa force, afin que, l'instant venu, une chiquenaude le jette à terre. En attendant cet instant prévu et prochain, Dubois paraissait destiné à tout. « On parloit ces jours-ci, écrit le *Gazetier* de donner les sceaux à l'abbé Dubois.

²⁸ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 315, fol. 106 : Dubois à Basnage, 11 février 1718.

²⁹ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 314, fol. 329 : Dubois à Basnage, 20 janvier 1718.

³⁰ Arch. des Aff. Étrang., Prusse, t. 60, fol. 87 : D'Huxelles à Rottembourg, 25 mars 1718.

³¹ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 315, fol. 155, 158 : Saint-Brice (Nancre) à Dubois, 18 février 1718.

Je vous assure qu'il y a apparence que cet heureux ministre en sera honoré au retour de ses négociations³². »

Schaub part
pour Vienne

Schaub arriva à Vienne le 4 mars et eut fort à faire. Une copie envoyée par Stanhope à Saint-Saphorin et arrivée pendant la nuit avait été lue sur le champ par cet ambassadeur aux ministres impériaux dont la stupéfaction, la colère furent sans mesure en allant de la renonciation à l'Espagne à l'attribution de la Toscane et au retour éventuel de la Sardaigne à Philippe V. C'était, à les entendre un déni de justice et l'abdication de l'Empire et de l'Angleterre devant la France³³. Saint-Saphorin et Schaub rétorquèrent et montrèrent les solides avantages qu'on tirerait d'une acceptation rapide et complète. Un des plus malaisés à convaincre était le prince Eugène. Lord Stair lui avait écrit pour lui exposer les embarras de Georges I^{er}; Saint-Saphorin l'avait pris à parti, essayant de lui montrer la Hollande, rivale commerciale de l'Angleterre, la France alliée aux puissances du Nord, impatientes d'assaillir la Grande-Bretagne. Avec de pareils sujets d'appréhension, il ne pouvait s'aventurer à envoyer une flotte dans la Méditerranée au service de l'Empereur qui avait toujours, et pour longtemps encore, les Turcs sur les bras. Au contraire, l'alliance avec le Régent permettait de retrouver la sécurité. En même temps la séparation des couronnes de France et d'Espagne rétablissait l'équilibre en Europe, satisfaisait le roi d'Angleterre et l'Empereur de qui les renonciations conditionnaient la situation générale³⁴.

Le prince
Eugène

Le prince Eugène, à qui s'adressaient ces considérations, tenait un rôle considérable, encore que mal défini, dans les conseils de l'Empereur. Homme de guerre, il devait le plus solide de sa gloire et de son importance à ses actions militaires dont les autres ministres impériaux étaient empressés à marquer le terme en procurant une paix qui le rendrait inutile. On négociait activement une paix avec la Turquie et on aboutit le 21 juillet 1718 à une trêve de vingt-cinq ans qui, pour le prince Eugène, équivalait à ce qu'on appelait alors « prendre ses Invalides ».

Victor-
Amédée

En même temps Saint-Saphorin et Schaub s'évertuaient à convaincre le ministère autrichien de la nécessité de l'alliance, leurs efforts étaient traversés par les intrigues du duc de Savoie. Victor-Amédée, condamné à perdre la Sicile, reprenait son vieux métier de duperie et de mensonge, cherchait à tromper, en les

³² Gazette de la Régence, p. 253; 13 mai 1718.

³³ Weber, *Die Quadrupel-Allianz von dem Jahre 1718*, p. 59-61.

³⁴ Public Record Office, Germany, vol. 210 : Saint-Saphorin à lord Stanhope, 23 mars, Pro Memoria, 14 mars 1718.

exploitant, Vienne et Madrid. A Vienne, il suggérait l'abandon volontaire de la Sicile moyennant des expectatives sur la Toscane, promettait d'obtenir le consentement du roi d'Espagne pourvu que l'Empereur s'engageât à procurer à ce prince le royaume de France, en cas de mort de Louis XV. En ce cas, Victor-Amédée aurait l'Espagne et remettrait à l'Empereur tout ce qu'il possédait en Italie³⁵; le troc lui plaisait tant qu'il offrit vingt mille écus à Saint-Saphorin qui refusa³⁶. Mais cette négociation avait contre elle le prince Eugène, qui y perdait ses droits éventuels à la succession de Savoie; elle fut bientôt écartée par Dubois et condamnée par Stanhope qui déclara que « de telles propositions ne pouvaient émaner que de têtes à projets; elles ne sauraient offrir une base sérieuse de négociations³⁷ ».

Tout le mois de mars se consuma en délibérations. Stanhope — devenu premier ministre le 1^{er} avril 1718 — insistait sans cesse et réussissait, avec l'aide de Saint-Saphorin et de Schaub, à persuader au Conseil privé que l'obstination traditionnelle de l'Autriche sur ses prétendus droits avait maintes fois été chèrement payée; que le rétablissement de l'empire de Charlemagne était une chimère; l'acquisition de la Sicile un avantage certain et immédiat tandis que l'Espagne ne recevait que des promesses d'un lointain effet; enfin le troisième projet de Stanhope était une manière d'ultimatum duquel dépendait l'amitié de la France et des puissances maritimes et qu'il fallait accepter le « cœur serré³⁸ ». Charles VI exigea néanmoins que du vivant des princes régnants, aucune garnison espagnole ou française ne pût être introduite en Toscane et à Parme. De plus, il fallut insérer que les couronnes de France et d'Espagne ne pourraient être réunies sur la même tête, « ni dans la même ligne »; enfin, le roi de France dut passer une renonciation à toute prétention sur l'Espagne³⁹. Moyennant ces concessions, les ministres impériaux souscrivirent un traité qui, au dire des Anglais, leur assurait ce qu'une guerre heureuse n'aurait pas pu leur procurer en plusieurs campagnes⁴⁰.

Acquiesce-
ment
de
l'Empereur

³⁵ A. Baraudon, *La maison de Savoie et la Triple-Alliance 1713-1722*, in-8, Paris, 1896.

³⁶ Public Record Office, Germany, vol. 210 : Saint-Saphorin à Robethon, Vienne, 26 mars 1718.

³⁷ Oxenfoord Castle, Stair Papers, vol. XIII, A : Lord Stanhope à lord Stair, Whitehall, 31 mars (=11 avril) 1718.

³⁸ Weber, *Die Quadrupel Allianz vom Jahre 1718*, p. 59-63.

³⁹ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, Mémoires et documents, t. 141, fol. 158.

⁴⁰ Oxenfoord Castle, Stair Papers, vol. XIII B : Craigs à Stair, Londres 27 mars (=7 avril) 1718.

Le 4 avril 1718, le comte de Sinzendorff communiqua officiellement à l'ambassadeur anglais l'acceptation de son maître au projet anglais. Pendtenriedter et Koenigsegg en furent avertis sur le champ. L'essentiel était acquis, mais de nombreuses difficultés de détail surgiraient encore⁴¹.

Qu'allait faire le roi d'Espagne?

Mission
de Nancré
en Espagne

Pendant les trois premiers mois de cette année 1718, Stanhope et Dubois n'étaient pas moins préoccupés de Madrid que de Vienne. Stanhope écrivait confidentiellement à Stair : « Il est de grande conséquence... que l'Espagne soit amenée à notre plan sans l'emploi de la force⁴² »; en même temps, Dubois profitait de son voyage à Paris pour arranger une mission du marquis de Nancré en Espagne. Après la lettre du 8 décembre à Stanhope, les dispositions du Régent n'avaient plus varié et, reconnaissant l'inutilité de ses efforts pour attirer l'Espagne vers lui et la faire traiter avec l'Empereur, il négocia sincèrement la Quadruple Alliance dont il ne songeait plus qu'à imposer les clauses à Philippe V. Cellamare, ne songea qu'à le faire entendre à son maître⁴³ et la mission de Nancré n'eut pas d'autre origine⁴⁴.

Dès la mi-janvier, Nancré faisait ses préparatifs de départ, nonobstant les obstacles que soulevait d'Huxelles. L'abbé, au contraire, lui recommandait de se tenir prêt à partir au moment où Schaub quitterait Paris pour Vienne; mais la mission était si délicate que Nancré, désireux de s'éclairer à loisir, retarda son départ jusqu'au mois de mars. Ses instructions avaient été dressées par Dubois en double rédaction; la première fort placide destinée à l'envoyé⁴⁵; la deuxième plus vive et plus énergique destinée à « être communiquée aux ministres d'Angleterre dans la supposition que c'étoit la véritable instruction dont il demandaient une copie avec de grandes instances⁴⁶ ». Elles rappelaient les efforts du Régent depuis 1715 pour maintenir et affermir la paix en Europe. Ce faisant, il s'était conformé aux vues du feu Roi désireux d'amener la paix entre l'Espagne et l'Empire. Il eut

⁴¹ Weber, *op. cit.*, p. 63.

⁴² Lord Stanhope à lord Stair, Cockpit, 17 (28) février 1718, dans L. Mahon, *op. cit.*, t. II, p. 357-358.

⁴³ Bibl. nat., ms. franc., n. 10670-672, *Mémoires*, t. III, p. 170.

⁴⁴ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 263 à 272 inclus.

⁴⁵ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 263, fol. 23 : Mémoire pour le marquis de Nancré allant à Madrid, février 1718.

⁴⁶ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 268, fol. 9, 23-71, 95 : Mémoire pour servir d'instruction au marquis de Nancré allant auprès du roi d'Espagne.

souhaité que cette paix fût négociée par le roi d'Angleterre afin que la France ne parût exercer aucune contrainte sur le roi d'Espagne et que lui, Régent, ne semblât avoir aucune part au renouvellement des renonciations; mais Philippe V avait rejeté toutes les propositions faites par cette voie; il ne restait plus qu'un remède à la dangereuse situation de l'Europe : un traité de la France et de l'Angleterre avec l'Empereur. Nancré avait mission de le faire savoir au roi d'Espagne en lui précisant que la France était obligée de faire cause commune avec les puissances. Nancré promettait à Philippe V les bons services de la France dans l'affaire des duchés italiens et de la rétrocession de Gibraltar; dans le cas où Philippe V viendrait à mourir, le Régent favoriserait à Madrid une régence d'Élisabeth Farnèse et d'Alberoni. Tels étaient les expédients dont se berçait Dubois et qui faisaient dire à Cellamare « que quand même Nancré auroit l'éloquence persuasive de Cicéron ou de Démosthènes il ne trouveroit pas le grand secret de contenter la Cour de Madrid avec les avantages peu solides du projet formé par les médiateurs⁴⁷. »

Arrivé à Madrid le 23 mars, Nancré fut reçu le 25 par Alberoni et merveilleusement insulté par le faquin parmesan, qui a, disait-il, « des emportements jusqu'à la fureur qui ne se peuvent dépeindre⁴⁸ ». Alberoni connaissait jusqu'aux moindres détails le projet français et savait qu'il avait été examiné à Vienne; il bafoua Nancré, le plaignit de s'être chargé d'une pareille commission⁴⁹, déblatéra sur les traités d'Utrecht — c'était son thème favori — et quand il eut parlé, tonné, vociféré à sa suffisance, la conversation commença; elle dura dix heures, aussi longtemps le lendemain et autant le surlendemain. Quand tout eut été dit, Alberoni conclut que les propositions de Nancré étaient illusoires et insultantes pour Élisabeth Farnèse⁵⁰. Nancré répliqua que Gibraltar rendu au Roi et la régence assurée à la Reine n'étaient pas si fort à dédaigner⁵¹. Ce disant Nancré savait que ses paroles seraient relevées et il apportait tant de bonne grâce à soutenir que Français et Anglais étaient désormais insé-

Il se lie
à Alberoni

⁴⁷ Bibl. nat., ms. franc. 10670-10672, *Mémoires inédits* de Torcy, t. III, p. 289.

⁴⁸ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 268, fol. 203 : Nancré au Régent, 28 mars 1718.

⁴⁹ Bibl. nat., ms. franc. 10670-10672, *Mémoires* de Torcy, t. III, p. 328.

⁵⁰ Arch. de Naples, Farnesiana, fasc. 59 : Alberoni au duc de Parme, 28 mars 1718.

⁵¹ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 268, fol. 203 : Nancré au Régent, 28 mars 1718.

parables, tant d'aménité à se faire l'interprète des griefs et des désirs de Philippe V que celui-ci prenait à gré un diplomate si bienveillant que Dubois ne tarda pas à l'accuser de s'être « barbouillé dans des patricotages⁵² » et le prit en défiance. Soit qu'il eut été circonvenu par d'Huxelles avant son départ de Paris, soit que l'ambition de se tailler un rôle ait amené Nancré à reprendre le projet d'entente entre Bourbons de France et d'Espagne, Nancré découvrit un Alberoni pacifique qu'on ne connaissait guère⁵³ et que dément sa correspondance secrète avec le duc de Parme, pour le profit duquel il exploitait l'Espagne. Celle-ci, il la sacrifiait de gaieté de cœur et il prévoyait pour elle les pires aventures, sans doute la raison eût prescrit d'admettre un accommodement, n'importe lequel, « mais leurs Majestés encouragées par nos vastes préparatifs, par les dispositions favorables des peuples et leurs adresses venues de toutes parts considéraient comme un acte de lâcheté ou de faiblesse l'abandon d'une entreprise si notoire, de sorte que mes réflexions n'ont pas trouvé jusqu'ici la moindre approbation⁵⁴. » On courait donc au désastre et le cardinal criait bien haut que « quoiqu'il pût arriver, le roi d'Espagne ne changeroit pas de sentiment; qu'avec la fermeté qu'il avoit marquée dans les temps les plus malheureux, il ne recevrait pas des lois honteuses avec quatre-vingt mille hommes bien lestes et bien complets, des forces de mer au-delà de ce que l'Espagne en avoit jamais eu, des finances réglées comme une horloge et le commerce des Indes bien disposé; qu'il mourrait l'épée à la main s'il le falloit plutôt que de laisser les Anglais distribuer et changer les États à leur gré en maîtres du monde⁵⁵. »

Ces rodomontades ne trompaient personne, mais elles achevaient d'aveugler l'Espagne courant sur la pente qui ne pouvait la conduire qu'à une catastrophe, dont Alberoni prendrait son parti allègrement dès l'instant où le duc de Parme lui ferait savoir s'il daignerait s'exposer dans sa principauté à la vengeance impériale, dont il se préserverait difficilement⁵⁶. Pour mieux berner

⁵² Ch. Aubertin, *L'Esprit public au XVIII^e siècle*, p. 110; Arch. des Aff. Etrang., Angleterre, t. 318, fol. 81 : Dubois à Nocé, 12 mars 1718.

⁵³ Arch. des Aff. Etrang., Espagne, t. 269, fol. 117-135 : Nancré au Régent, 18 avril 1718.

⁵⁴ Arch. de Naples, Farnesiana, fasc. 59 : Alberoni au duc de Parme, 5 avril 1718.

⁵⁵ Arch. des Aff. Etrang., Espagne, t. 269, fol. 177 : Nancré au Régent, 26 avril 1718; *ibid.*, t. 270 : le même au même, mai; *Mémoires de Torcy*, t. III, p. 386.

⁵⁶ Arch. de Naples, Farnesiana, fasc. 59 : Alberoni au duc de Parme, 5 avril 1718.

le marquis de Nancré, Alberoni laissait entendre que Philippe V consentirait à entrer en négociations si on lui assurait au préalable le droit de garnison à Parme, à Plaisance et en Toscane ainsi que la possession incontestée de la Sardaigne. La France et l'Angleterre promettaient de tout mettre en œuvre pour lui obtenir au moins la Sardaigne et, à ce moment même, il continuait ses pourparlers avec la Savoie et ses préparatifs de guerre⁵⁷.

La mission de Nancré, imaginée et organisée par Dubois, aboutissait à une trahison que Chavigny et Nocé dénonçaient à Londres et l'abbé était obligé de convenir qu'« il y a des traits dans les lettres de Nancré qui me font craindre que je n'aie lieu de me repentir de lui avoir fait donner cette commission⁵⁸ ». C'était la revanche de Peterborough et de d'Huxelles; Alberoni, sans doute averti, eut peu d'efforts à faire pour gagner cet envoyé dont toutes les dépêches allaient critiquer et combattre la politique de Dubois, réduit à se dire, penaud : « Tu l'as voulu, George Dandin!⁵⁹ »

Cette déconvenue une fois admise, et tournée même en plaisanterie, la question se posait plus instante encore : Qu'allait faire le roi d'Espagne? L'intimidation exercée par Stanhope sur Pendtenriedter avait contribué à faire réfléchir l'Empereur et arraché la signature du 4 avril. Faudrait-il recourir aux mêmes moyens pour persuader et entraîner l'Espagne? Faudrait-il que le roi de France « fit claquer son fouet?⁶⁰ » — Dès la fin du mois de mars, le Parlement anglais avait décidé l'envoi d'une flotte dans la Méditerranée⁶¹ et le Régent, Dubois, Stanhope et Stair affectaient de croire cet avertissement décisif⁶². Dubois et Stair, ces antagonistes farouches des heures difficiles, se congratulaient, s'attendaient. « Je vous restitue le compliment que vous m'avez fait sur l'acceptation de l'Empereur, écrivait Dubois. S'il appartient à quelqu'un d'être remercié et applaudi, c'est à

⁵⁷ Carutti, *Storia della diplomazia*, t. III, p. 503-521; Weber, *op. cit.*, p. 67-70.

⁵⁸ Arch. des Aff. Etrang., Angleterre, t. 318, fol. 81 : Dubois à Nocé, 12 mai 1718.

⁵⁹ Arch. des Aff. Etrang., Angleterre, t. 318, fol. 81 : Dubois à Nocé, 12 mai 1718.

⁶⁰ Arch. des Aff. Etrang., Angleterre, t. 317, fol. 113 : Dubois à Saint-Saphorin, 12 avril 1718.

⁶¹ Message de Georges I^{er}, 27 mars 1718; Th. Lediard, *Histoire navale de l'Angleterre*, trad. franç., t. III, p. 587, note a.

⁶² Arch. des Aff. Etrang., Angleterre, t. 269, fol. 153 : D'Huxelles à Nancré, 3 mai 1718; *ibid.*, t. 317, p. 99 : le Régent à Dubois, 18 avril 1718; fol. 236 : lord Stair à lord Stanhope, 30 avril 1718.

et trompe
Dubois

Les
signataires
de la
Quadruple
Alliance
remplis de
satisfaction
et de
confiance

Votre Excellence, sans laquelle la négociation seroit tombée et auroit cédé aux contradictions qu'elle a trouvées en France, et aux difficultés que l'on faisoit à Vienne, en quoi vous avez fait du bien à toute l'Europe et fait jouer au Roi, votre maître, le plus grand rôle qu'aucun prince puisse faire... Notre joye sera parfaite, si l'Espagne est raisonnable. J'espère que le parti que l'Empereur a pris sera un puissant motif, et que suivant la prédiction que vous m'avez souvent faite, le Roi catholique ne voudra pas perdre les avantages qu'on lui a ménagés⁶³. » Aussi croyait-on pouvoir ne le pas trop ménager et les instructions envoyées à Madrid, à M. de Nancre, lui enjoignaient de faire savoir à Philippe V « que le Régent demeurerait inséparablement uni au roi d'Angleterre et que le roi d'Espagne, en ne l'écoutant pas, s'exposoit à perdre à la fois la paix et les successions de Parme et de Toscane⁶⁴. » Ce qui ressemblait assez à un ultimatum; mais on ne doutait pas à Paris et à Londres que ce ton ne fût habile et dût intimider Philippe V, l'homme le moins intimidable qui fût au monde puisque reclus, ahuri, farouche, il vivait dans ce monde sans lui appartenir et sans compter avec lui. L'idée seule d'une contrainte à user envers lui eut suffi pour l'y soustraire, tant son opiniâtreté morbide procédait également de la conception mystique de son prétendu droit divin et de l'égarement réel de son cerveau dégénéré. « On a déjà su vaincre les plus grandes difficultés, écrivait lord Stair; il ne faut qu'un peu de fermeté pour surmonter celles qui restent... Ce traité signé, j'oserois répondre de l'exécution sans qu'il y ait une goutte de sang répandu⁶⁵. » De son côté, Saint-Saphorin n'attendait que cette signature pour voir le temple de Janus fermé pour longtemps et le retour du siècle d'or⁶⁶.

Alberoni se chargeait de dissiper ces illusions à bref délai.

Farnèse, Médicis, Savoyards, tous plus ou moins déguenillés, tous également immoraux et avides, maudissaient une paix conclue à leurs dépens, dût-elle procurer à l'Europe une longue prospérité, et Alberoni, dans son langage de bateleur, ne trouvait qu'un terme pour qualifier cette paix, il la nommait « un

⁶³ *Oxenfoord Castle, Stair Papers*, vol. XVI : Dubois à lord Stair, 20 avril (=1 mai) 1718, dans *The Stair Annals*, t. II, p. 356.

⁶⁴ *Arch. des Aff. Étrang.*, Espagne, t. 268, fol. 232 : D'Huxelles à Nancre, 14 avril 1718; *ibid.*, t. 269, fol. 177 : Nancre au Régent, 26 avril 1718.

⁶⁵ *Oxenfoord Castle, Stair Papers*, vol. XIII, A : lord Stair à Dubois, 19 mai 1718.

⁶⁶ *Public Record Office, Germany*, vol. 210 : Saint-Saphorin à Dubois, Vienne, 22 mai 1718.

Le mécontentement italien

emplâtre⁶⁷ ». Ce fut un concert de lamentations suraiguës auxquelles on daigna faire à peine attention⁶⁸. Ces rapaces n'avaient que la taille et les appétits des parasites, on les dédaignait. « Ah! si l'État de Parme pouvait entretenir 30.000 hommes de troupes », gémissait Alberoni plus que jamais déterminé à tenter « une nouvelle expédition en Italie, je travaille sans relâche, écrivait-il, à disposer la flotte de manière qu'elle mette à la voile de bonne heure. Il faudra bien que l'Empereur envoie de nombreuses troupes en Italie⁶⁹. » Pendant le mois de février 1718, il pressa les préparatifs, envoya 25.000 ducats au duc de Parme pour lui permettre d'armer ses forteresses et d'équiper sa petite armée⁷⁰. Les principicules auraient leur guerre et, si elle n'était pas leur revanche, du moins troublerait-elle assez l'Europe pour qu'à la faveur des changements qu'elle entraînerait, ils pussent espérer quelque profit. Alberoni, leur agent ou leur interprète, ne négligerait rien pour que leur politique secrète fit échec à la politique secrète de Stanhope et de Dubois.

La maison de Savoie qu'on dépouillait de la plantureuse Sicile et à qui on offrait comme compensation l'indigente Sardaigne, trouvait à Vienne un avocat audacieux et retors, le prince Eugène, qu'on flattait de l'illusion qu'il défendait les intérêts de sa famille. Eugène prit fait et cause et retarda notablement la négociation qui se poursuivait à Vienne (mars-mai 1718)⁷¹. Médicis mettait en œuvre des concours plus modestes mais tout aussi efficaces et leur influence balança pendant tout le mois de mars celle qui, finalement, emporta le consentement impérial du 4 avril. Ce tenace effort avait d'ailleurs servi à épargner les garnisons espagnoles dans les places toscanes destinées à l'infant fils de Philippe V. Le Farnèse avait préféré garnir ses poches de bons ducats⁷². Tous jetaient les hauts cris, s'attendrissaient à la pensée de ce qu'on allait leur prendre, s'indignaient à l'idée de ce qu'ils

Les démarches tentées

⁶⁷ *Arch. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 316, fol. 102-103 : Note de Torcy pour Dubois, 22 mars 1718.

⁶⁸ E. Bourgeois, *Le secret des Farnèse*, p. 298.

⁶⁹ *Arch. de Naples, Farnesiana*, fasc. 59 : Alberoni au duc de Parme, Madrid, 8 et 24 janvier 1718.

⁷⁰ *Arch. de Naples, Farnesiana*, fasc. 59 : Alberoni au duc de Parme, Madrid, 7 mars 1718.

⁷¹ *Arch. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 316, fol. 142, 168 : Dubois à Nancre, 23 mars, et à du Bourg, 25 mars 1718 : Carutti, *Storia della diplomazia della Corte di Savoia*, t. III, p. 520.

⁷² *Arch. de Naples, Farnesiana*, fasc. 59 : le duc de Parme à Alberoni 3 et 8 avril 1718.

La volonté
de faire
la guerre

allaient perdre de par la volonté de ceux dont la force écrasante et l'accord intéressé faisaient tout le droit de retirer aux uns et d'attribuer aux autres⁷³.

Toujours trivial, Alberoni se plaignait de ces Cabinets de l'Europe qui « coupent et rognent des États et des royaumes comme s'ils étaient des fromages de Hollande⁷⁴. » Leur excuse se trouve dans le fait que si les princes italiens avaient tenu le couteau, ils eussent entaillé avec plus de fantaisie et moins de désintéressement. Lorsque l'Empereur eut définitivement rejeté les offres des Toscans et des Savoyards, les Parmesans ne renoncèrent pas à la lutte. Qu'un si mince personnage qu'était alors un prince Farnèse réussit à tenir en échec à Madrid les représentants des plus grandes puissances, qu'il ait voulu la guerre et l'ait, finalement, décidée; la disproportion semble trop énorme pour être possible, elle est cependant conforme à la réalité. Par sa nièce, dont il avait fait une reine, et par son envoyé, dont il avait fait un premier ministre, le duc de Parme régnait à Madrid et réduisait l'Espagne au service de ses ambitions. Elisabeth voulait la guerre parce que son oncle l'exigeait; dès lors Philippe V énonça des conditions d'où la guerre devait nécessairement sortir. Il réclama la Sardaigne, refusa l'échange de Parme et la Toscane garanti par des garnisons espagnoles, il offrit la Sicile à l'Empereur. Dès le 20 avril, ces décisions étaient arrêtées à Madrid: l'Italie redevenait l'enjeu des rivalités européennes, que le traité d'Utrecht avait su mettre à l'abri. « Par déférence pour le Roi mon grand-père et pour le bien de la paix et le repos général de l'Europe, j'ai acquiescé, disait Philippe V, au traité d'Utrecht, où quelques particuliers ont fait la loi. Je ne veux pas la recevoir d'eux une seconde fois, puisque Dieu m'a mis dans un état d'indépendance et de force à ne pas subir le joug de mes ennemis avec honte et scandale et à la dernière indignation de mes sujets⁷⁵. »

Alberoni et
l'Angleterre

Cette réponse avait l'allure d'un défi et Nancre, chargé de la transmettre au Régent, le conjurait de tenter un suprême effort pour obtenir à l'Espagne la Sardaigne dont « la conservation, disait-il, est regardée ici comme une affaire de punto⁷⁶ ». D'Huxel-

⁷³ Ch. de Mazade, *Le cardinal Alberoni*, dans *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} novembre 1860, t. XXX, p. 183-201.

⁷⁴ Alberoni à Bubb, 16 mars, dans Weber, *op. cit.*, p. 65-66.

⁷⁵ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 270, fol. 36 : Nancre au Régent, 16 mai 1718.

⁷⁶ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 269, fol. 177 : Nancre au Régent, 26 avril 1718.

les lui répondait, le 16 mai ; « Pourvu que Sa Majesté de la Grande-Bretagne y consente, ce que je n'ose espérer⁷⁷. » La veille même, Georges I^{er} avait refusé formellement cette concession. A dire vrai, Alberoni n'avait à s'en prendre qu'à lui-même. L'Angleterre était devenue pour lui un objet d'exécration. Après avoir traité le ministre Bubb et le colonel Stanhope avec une insolence et des invectives de la plus basse canaille italienne, le cardinal avait récidivé et choisi Bubb, son favori d'autrefois, comme souffre-douleurs. Dans une lettre datée du 5 mai, il lui disait que le ministre Stanhope « n'est plus anglais mais allemand et qu'il est vendu laschement à la Cour de Vienne, et que par les brigues inconnues dans votre pays on tâche de faire donner dans le panneau la nation aussi. » Le subside servi en grand mystère par Georges I^{er} à Charles VI était dénoncé, ainsi il ne suffisait pas que l'Angleterre se fut « épuisée d'hommes et d'argent pour acquérir à l'Archiduc des États et des royaumes », son roi faisait plus encore, il payait le concours impérial à prix d'argent⁷⁸. Cette lettre envoyée par la poste en Angleterre ne pouvait, par cette voie, échapper à Georges I^{er}. Mais pour l'irriter Alberoni avait fait choix d'un procédé plus efficace encore; dès le début de l'année 1718, il avait lié parti avec les Jacobites.

Un mémoire, en date du 5 février 1718, avait exposé à Philippe V, les vues, les espérances et laissé entrevoir les besoins du parti jacobite. L'état troublé de l'Angleterre, l'ardente rivalité des partis autorisaient l'espoir fondé sur les tories à la première ouverture qui serait faite en faveur du roi légitime. Les partisans de Jacques Stuart cachés en Angleterre souhaitaient d'engager leur gouvernement dans quelque guerre étrangère, unique moyen de provoquer la puissance attaquée à venir à leur aide. « L'union donc qui se trouve entre les intérêts de leurs Majestés Britannique et Catholique est, disaient-ils, claire et manifeste; ils ont les mêmes ennemis à craindre et le rétablissement de l'un peut seul assurer la possession de l'autre en luy ôtant la seule puissance qui la peut troubler efficacement en prêtant la main à leurs ennemis⁷⁹. » Sous la promesse d'un inviolable secret, on confiait à Philippe V les raisons que celui qui se disait Jacques III, croyait avoir de compter sur le concours de Charles XII

Sa confiance
dans
les Jacobites

⁷⁷ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 269, fol. 200 : D'Huxelles à Nancre, 16 mai 1718.

⁷⁸ Alberoni à Bubb (5 avril 1718) dans *Steward's anecdotes*, London, 1798, t. III, p. 271.

⁷⁹ Brit. Mus., Addit. ms. suppl., n° 20.292, *Gualterio Papers*; la date est donnée par une lettre de Gualterio à Jacques III.

de Suède et du Tsar Pierre I^{er} qu'une paix prochaine ait mettre en état d'agir de concert contre l'Électeur de Hanovre qui se dit Roi d'Angleterre. Il ne manque à la réussite de l'entreprise qu'une somme de cent mille livres sterling (2.500.000 francs) que le roi d'Espagne est prié de tenir prête.

Rien ne pouvait être plus sensible à Georges I^{er} que cette menace, ou la simple possibilité de cette menace d'une alliance du Nord contre son électorat bien-aimé et la simple idée d'un retour offensif du Prétendant. Il est bien difficile de penser que soit maladresse, soit vantardise, Alberoni n'ait pas songé à tourner les inquiétudes de Georges de ce côté⁸⁰ sensible, car à cette époque, il croyait n'en avoir rien à redouter. La suggestion du mémoire jacobite au sujet d'une entente avec les puissances du Nord s'était déjà présentée à lui, les embarras du gouvernement anglais tiraillé entre des partis d'une violence extrême, les hésitations du Régent de France toujours accessible aux séductions du parti de la vieille Cour, le confirmaient dans les vastes et fragiles desseins d'une imagination désordonnée.

Jusqu'à l'instant où il serait prêt à donner à la flotte espagnole l'ordre de mettre à la voile, Alberoni entretenait adroitement les illusions pacifiques qui servaient son dessein en amusant ses ennemis pendant qu'il poussait ses préparatifs. L'Autriche ne s'y trompait pas, elle dénonçait à Londres les armements espagnols et Pentenrieder réclamait l'intervention d'une flotte britannique pour le maintien de la neutralité de l'Italie dont l'Angleterre était garante. De Vienne, Saint-Saphorin réclamait des mesures énergiques et un vote de fonds par le Parlement couvrit les dépenses des armements commencés à Portsmouth. Le Régent tergiversait, cédant une fois de plus à la vieille Cour.

Retour
offensif
de la vieille
Cour

Un nouvel assaut lui était livré afin d'arracher à sa faiblesse la disgrâce de Dubois. Celui-ci était tenu au secret, son nom était tu, ses correspondances dédaignées, d'Huxelles ne lui écrivait plus depuis trois mois⁸¹, ne lisait plus ses dépêches au Conseil de Régence⁸². L'abbé ne s'en était d'abord pas trop inquiété : « Je suis un pestiféré avec qui ils ne veulent pas avoir de com-

⁸⁰ Ozenfoord Castle, Stair Papers, vol. XV : colonel Stanhope à lord Stanhope, Madrid, 27 avril 1718, connaît l'existence des Jacobites à Madrid.

⁸¹ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 316, fol. 137 : Dubois (neveu) à l'abbé Dubois, 1^{er} avril 1718.

⁸² Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 318, fol. 17 : Chavigny à Dubois, 11 mai 1718.

merce⁸³ », et il mettait ses agents en campagne, Nocé, Chavigny, son neveu; leur dictant leur conduite⁸⁴. Stair se montrait des plus animés et n'ayant jamais pratiqué la modération ne s'y essayait pas à la vue « des intrigues de ceux qui ont toujours souhaité de faire échouer le plan⁸⁵ ». Le hargneux Écossais admirait, sans y prétendre pour lui-même, la mansuétude avec laquelle le Régent écoutait tranquillement et sans humeur les choses déplaisantes. « Véritablement, disait-il, c'est un grand talent en un prince⁸⁶ »; c'était surtout une grande faiblesse, car Philippe d'Orléans se laissait fatalement circonvenir par ces donneurs d'avis et, une fois de plus, on en avait la preuve. D'Huxelles avait eu l'art de regrouper les partisans de sa politique : Nancré, Villeroy, Torcy⁸⁷, Pecquet⁸⁸, tous ceux que Dubois appelle des « pédants renchérés⁸⁹ » mais qui sont enfin au moment de triompher de lui et de faire donner un éclatant démenti à sa politique. Ce n'est pas que le Régent méconnaisse le dévouement passionné de son serviteur et qu'il se détache des ambitions qui lui ont fait adopter la politique de la Triple et de Quadruple Alliance en vue de ses droits éventuels à la couronne, mais les années d'exercice du pouvoir lui ont appris qu'on peut à peu près tout ce que l'on veut du moment qu'on méprise le droit, qu'on dédaigne la contradiction et qu'on impose par la force ce qu'on ne pourrait obtenir d'autre façon. Stair s'obstine à vouloir l'éclairer; il lui expose les sentiments du royaume et l'état de l'opinion touchant son droit à la succession royale. On l'admettrait sous réserve du consentement de la nation donné dans les États-Généraux; à défaut de ce consentement, toutes stipulations, traités et renonciations ne seraient comptés pour rien. Philippe d'Orléans était bien revenu de ses anciennes idées en matière d'États-Généraux dont il ne voulait plus entendre parler et il dit étourdiment à Stair :

⁸³ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 317, fol. 168 : Dubois au Régent, 19 avril 1718.

⁸⁴ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 317, fol. 81 : Dubois à Chavigny, 11 avril 1718.

⁸⁵ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 318, fol. 129 : lord Stair à Dubois, 29 mai 1718.

⁸⁶ Public Record Office, France, vol. 349 : lord Stair à Craggs, Paris 30 avril 1718.

⁸⁷ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 319, fol. 32 : Chavigny à Dubois, 5 juin; *ibid.*, t. 319, fol. 60 : Chavigny à Dubois, 13 juin 1718.

⁸⁸ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 318, fol. 175 : Dubois (neveu) à l'abbé Dubois, 27 mai 1718.

⁸⁹ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 317, fol. 168 : Dubois au Régent, 18 avril 1718.

« Mais, au bout du compte, qu'est-ce que la nation? — Ce n'est pas grand chose, répliqua Stair, tant qu'il n'y a pas un étendart levé; mais si le roi d'Espagne levait son étendart et réclamait son droit, cela pourrait être quelque chose de très dangereux, et cette considération doit montrer à V. A. R. combien il lui est important que notre traité se fasse, et combien il est important pour le roi d'Espagne qu'il ne se fasse pas⁹⁰. » A cela le Régent ne trouvait rien à répondre et s'évadait dans des discours⁹¹, mais Stair revenait à la charge, ne mâchait pas les mots : « Si notre traité vient à manquer, il aura beaucoup de peine à soutenir son autorité comme Régent, et il lui est impossible de parvenir à la succession de la couronne⁹². »

Désaveu
de la
diplomatie
secrète

Quoiqu'il pût dire, un moment vint où le Conseil de Régence toucha au triomphe, lorsque S.A.R. « crut nécessaire de remettre dans le cours ordinaire de la diplomatie officielle la négociation de Madrid, de la mettre à découvert⁹³ ». C'était le désaveu brutal, la condamnation de la diplomatie secrète, de l'œuvre conduite parmi tant de contradictions non seulement à Madrid, mais encore à Hanovre, à la Haye, à Londres. Il y eut plus qu'un désaveu, il y eut abandon consommé. Le 17 mai, le Régent enjoignit à Saint-Aignan, en cas de mort de Philippe V, d'abandonner le parti espagnol et de s'attacher à la fortune d'Élisabeth Farnèse et d'Alberoni. « Vos démarches, lui disait-il, doivent donc dépendre de l'état de la négociation de Nancré⁹⁴. » Ainsi la mission secrète de Nancré s'était changée en mission officielle et tout l'art de Nancré n'y eut pas suffi s'il n'avait été dirigé par son maître Torcy que ses bons offices auprès de Dubois n'empêchaient pas de convoiter, pour lui-même, le ministère où il rétablirait les méthodes et renouerait les traditions et les alliances du feu Roi.

Découragement
de Dubois

Cette fois l'enjeu était digne des compétiteurs. Dubois connut cette heure de découragement, à laquelle les plus fortement trempés n'échappent pas toujours. La goutte — qu'il traitait par le vin de Tokay — une retention d'urine, que maltrahaient les médocastres anglais, une existence brûlante de conférences et

⁹⁰ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, Mémoires et Documents, t. 135 : lord Stair à lord Stanhope, 21 mai 1718.

⁹¹ Public Record Office, France, vol. 349 : lord Stair à lord Stanhope, 30 mai 1718.

⁹² Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 320, fol. 2 : lord Stair à lord Stanhope, 31 mai 1718.

⁹³ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 318, fol. 185 : Chavigny à Dubois, 31 mai 1718.

⁹⁴ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 270, fol. 25 : le Régent au duc de Saint-Aignan, 17 mai 1718.

correspondances assaisonnées d'inquiétudes le poussèrent à bout. « Je suis outré de douleur, disait-il à Chavigny, et je ne vous dis pas la centième partie de ce que j'ai sujet de penser. Il y a longtemps que je me suis familiarisé avec les sujets d'affliction, mais aucun ne m'a tant touché que ce qui se passe en ce moment⁹⁵. » Et il parlait de démission!⁹⁶

Un sursaut de colère lui rendit santé et ardeur; il pesta « contre les gens, qui, travaillant tous les jours avec le Régent, un prince qui a cent fois plus d'esprit qu'eux, mais nulle malice, font glisser en lui tout le venin qu'ils veulent, et le persuadent⁹⁷. » Même absent, Dubois pouvait porter des coups funestes à d'Huxelles, mais Torcy réclamait plus de ménagements. « Il faut, écrivait Chavigny à l'abbé, ménager pour le moment Nancré qui a beaucoup d'approbation et Torcy surtout qui augmente tous les jours en crédit, quitte à se venger plus tard⁹⁸. » Il ménagerait donc Torcy, mais n'avait-il pas d'autres indulgences? On s'y perdait!

Au moment où le Régent proposait la cession de la Sardaigne à l'Espagne et s'attirait de la part de lord Stair un refus catégorique⁹⁹ qui éclaircissait l'horizon à Paris¹⁰⁰, les nuages s'accumulaient à Londres grâce à Dubois qui entrelaçait ses vues personnelles avec la politique de son maître. Déjà mordu de l'ambition du cardinalat, l'abbé voulait acquérir des titres à la faveur pontificale et s'assurer des bonnes grâces de Clément XI. Pour cette raison il s'était mis en tête de restituer au pape la suzeraineté sur les duchés de Parme et de Plaisance revendiquée par l'Empereur à qui le traité les transférait à titre de fiefs masculins. Six mois de contestations inutiles, cinq ou six expédients repoussés n'avaient pu le faire déprendre d'une cause à laquelle il attachait un intérêt personnel et où son obstination semblait d'autant plus inexplicable qu'elle avait mis plusieurs fois le traité

Ses projets
d'avenir

⁹⁵ Ch. Aubertin, *L'Esprit public au XVIII^e siècle*, p. 117.

⁹⁶ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 318, fol. 32 : Dubois à Chavigny, 2 mai 1718 : « Je suis une dupe que les Anglais ont trompé comme un imbécile. Voilà assez de défauts corporels et spirituels pour obtenir mon congé et n'être pas regretté. Je le demanderai plutôt qu'on ne pense : démêlera les fusées qui vaudra ».

⁹⁷ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 319, fol. 16 : Dubois à son neveu, 3 juin 1718.

⁹⁸ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 318, fol. 204 : Chavigny à Dubois, 4 juin 1718.

⁹⁹ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 270, fol. 61 : D'Huxelles à Nancré, 15 mai 1718; Bothmar, *Memoiren*, p. 252.

¹⁰⁰ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 270, fol. 140 : D'Huxelles à Nancré, 31 mai 1718.

« en danger d'avortement¹⁰¹ ». Stair ne découvrait dans cette conduite que « frivole finesse et manque de courage », et, fonçant droit sur l'obstacle, menaçait le Régent de la perte de ses droits à la couronne que « ni l'Espagne ni la nation française n'étaient disposées à reconnaître », s'il ne pouvait faire appel pour les soutenir aux puissances étrangères. Le temps était venu de choisir entre l'alliance anglaise et le parti espagnol¹⁰². A toute sommation nettement articulée, le Régent se ressaisissait; une fois de plus il revint à l'alliance anglaise et fit savoir à Nancré qu'il se refusait à réclamer la Sardaigne. Dubois triomphait, mais ses adversaires ne lâchaient pas prise.

Retour
à Paris
de Schaub

Le 18 juin, Schaub rapporta de Vienne à Paris le projet de traité retouché par les ministres impériaux. Ainsi, jour après jour, semaine après semaine, les mois s'ajoutaient aux mois qui s'écoulaient en conversations, en allées et venues. Comme le Régent et comme Dubois, l'Empereur avait ses calculs que servaient des retards multipliés. Il discutait à Passarowitz avec les Turcs, écoutait les propositions du duc de Savoie, finalement il avait dû céder aux instances de Schaub et de Saint-Saphorin, mais non sans avoir imposé une grave modification au texte accepté, à savoir, la prétention de mettre des garnisons impériales dans les duchés de Parme et de Plaisance et de n'y souffrir aucunes troupes françaises ni espagnoles. Qu'en penserait le roi d'Espagne et qu'en dirait-il? Au point où les esprits étaient montés, on n'hésitait plus à croire que de cet article sortirait la guerre. Dubois y était très résigné : « Avec l'Espagne, il n'y a rien de bon à faire, disait-il, que ce qui peut l'affaiblir¹⁰³. » L'opinion publique, par contre, se révoltait à la pensée de s'armer contre le petit-fils de Louis XIV et le parti de la vieille Cour ne pouvait manquer d'exploiter ce sentiment. Le Conseil de Régence prit feu et flamme. D'Huxelles et Villeroy clabaudaient, échauffaient les esprits à la Cour, à la ville¹⁰⁴; Torcy plus circonspect, tenait cependant le même langage, Nancré qualifiait le traité de « chaos, monstre, boîte de Pandore¹⁰⁵ ». Nocé, bien placé pour être instruit des

¹⁰¹ Public Record Office, France, vol. 352 : lord Stair à Craggs, 16 juillet 1718.

¹⁰² Arch. des Aff. Etrang., Angleterre, t. 320, fol. 2 : lord Stair à lord Stanhope, 31 mai 1718.

¹⁰³ Arch. des Aff. Etrang., Espagne, t. 270, fol. 222 : Dubois à Nancré, 14 juin 1718.

¹⁰⁴ Arch. des Aff. Etrang., Angleterre, t. 319, fol. 172 : Chavigny à Dubois, 18 juin 1718.

¹⁰⁵ Arch. des Aff. Etrang., Espagne, t. 271, fol. 138 : Nancré à d'Huxelles, 27 juin 1718.

dispositions du maître, écrivait le jour même du retour de Schaub à Paris : « Le Régent a eu plusieurs conférences avec MM. de Torcy et d'Huxelles. Il me paroît avoir changé de système, et vous ne pouvez pas douter que tous les gens opposés à ce traité ne se servent des changements que l'Empereur y a faits pour le faire échouer¹⁰⁶. » Chavigny envoyait le même avertissement : « Tous les changements ont été débattus. La négociation a été renvoyée à Londres. S.A.R. vous envoie son ultimatum, c'est-à-dire les réflexions de M. le maréchal d'Huxelles : S.A.R. ne peut aller plus loin¹⁰⁷. »

C'était à cet état d'esprit que Schaub allait donc se heurter. Le Régent traversait des journées brûlantes d'émotions : la querelle religieuse, la crise financière, l'opposition parlementaire avaient soulevé contre sa personne et son gouvernement cette nation dont il dédaignait la clairvoyance. A cette heure, il se prenait à douter qu'il lui fut possible d'imposer à une opinion publique si troublée la plus impopulaire des alliances et une guerre sacrilège. Circonvenu par ses conseillers officiels, il adoptait les vues de d'Huxelles et chargeait Dubois de présenter à l'Empereur, en guise d'ultimatum la garantie de la succession des duchés à l'Espagne¹⁰⁸. La cabale triomphait.

Triomphe
de la vieille
Cour

¹⁰⁶ Arch. des Aff. Etrang., Angleterre, t. 319, fol. 110 : Nocé à Dubois, 18 juin 1718.

¹⁰⁷ Arch. des Aff. Etrang., Angleterre, t. 319, fol. 172 : Chavigny à Dubois, 18 juin 1718.

¹⁰⁸ Arch. des Aff. Etrang., Angleterre, t. 319, fol. 110 : Nocé à Dubois, 18 juin 1718; A. Delacour, *La conspiration antibritannique de 1717-1719*, dans *Revue hebdomadaire*, 1900, 2^e série, 4^e année, t. V, p. 252-261.

TABLE DES CHAPITRES ⁽¹⁾

	Pages
INTRODUCTION	1
I. Que la royauté s'était affranchie de tout contrôle.	1
II. Que la tradition libérale survécut à la liberté.	XIX
III. Que le despotisme laissa la France épuisée.	XLVII
IV. Du dessein de ce livre.	LXVI
CHAPITRES	
I. Le testament du Roi (février 1712-août 1715).	1
II. La dernière maladie du Roi (10 août-24 août 1715).	33
III. La mort du Roi (25 août-1 ^{er} septembre 1715).	59
IV. La cassation du testament (2 septembre 1715).	97
V. La création des Conseils (3-15 septembre 1715).	127
VI. L'Opposition à la bulle <i>Unigenitus</i> (2 septembre 1715-12 novembre 1716).	157
VII. L'administration des finances (1715-1718).	179
VIII. Le premier hiver de la Régence (septembre 1715-mai 1716).	207
IX. Rivalité du Régent et de Philippe V (septembre 1715-juillet 1716).	227
X. Esquisse d'une alliance anglaise (septembre 1715-février 1716).	245
XI. La politique française en Hollande (septembre 1715-juillet 1716).	269
XII. La Chambre de Justice (14 mars 1716-20 mars 1717).	295
XIII. La carrière de l'abbé Dubois (6 septembre 1656-1 ^{er} juillet 1716).	315
XIV. Le voyage de l'abbé Dubois à la Haye (juillet 1716).	341
XV. L'abbé Dubois à Hanovre (10 août-11 octobre 1716).	363
XVI. La Triple alliance (16 octobre 1716-25 février 1717).	391
XVII. Le Tsar Pierre I ^{er} et le Régent (13 janvier-15 août 1717).	421
XVIII. L'œuvre d'Alberoni (juillet 1716-juillet 1717).	494
XIX. Les politiques rivales (22 juillet-31 décembre 1717).	471
XX. Fluctuations du Régent (31 décembre 1717-18 juin 1718).	499

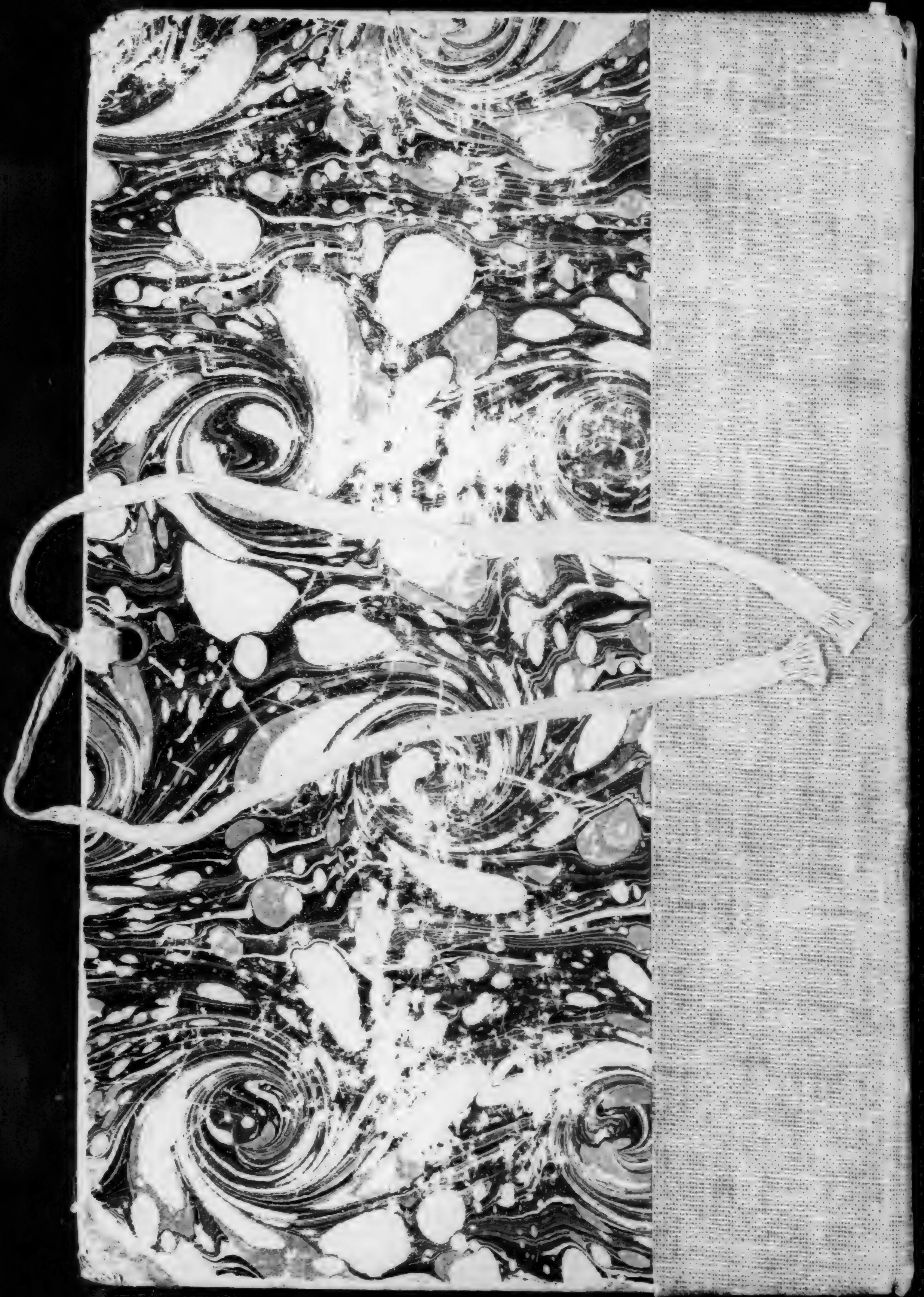
(1) On donnera au tome III, la table détaillée des chapitres des trois volumes et la table alphabétique des matières de l'ouvrage.

LIBRAIRIE ANCIENNE HONORÉ CHAMPION
ÉDOUARD CHAMPION, 5, QUAI MALAQUAIS — PARIS

- ALLIER (R.). Une société secrète au XVII^e siècle. La Compagnie du Très Saint-Sacrement de l'autel à Marseille. Documents inédits, 1908, in-8..... 9 fr.
- La Compagnie du Très Saint-Sacrement à Toulouse, 1914, in-8 9 fr.
- Annuaire de la noblesse de France, fondé en 1843 par BOREL d'HAUTERIVE, 70^e volume (72^e année), 1914, in-8, blasons en couleurs..... 15 fr.
- En préparation, 1915-21. — Toutes années précédentes en vente.
- AUERBACH (R.). La France et le Saint Empire romain germanique depuis la paix de Westphalie jusqu'à la Révolution française. In-8..... 22 fr.50
- BABUT. (E.-Ch.). Mort au champ d'honneur. Le Concile de Turin. Essai sur l'histoire des églises provençales au V^e siècle et sur les origines de la monarchie ecclésiastique romaine. In-8, 9 fr. — Priscillien et le Priscillianisme. 1909, in-8, 12 fr. — Saint-Martin de Tours. 1912, in-8..... 9 fr.
- BARRIÈRE (F.) et de LESCURE. Mémoires relatifs à l'histoire de France pendant le XVIII^e siècle. Table alphabétique des noms propres cités, dressée par A. MARCUSET. In-8..... 15 fr.
- Bibliographie des Bénédictins de la congrégation de France, par des Pères de la même congrégation. 1906, in-8 à col. accompagné d'héliogravures et tiré à 385 exemplaires numérotés..... 18 fr.
- Importante bibliographie contenant plus de dix mille mentions de volumes, articles de revues, etc. C'est un manuel de première utilité.
- Bibliothèque de la Révolution et de l'Empire. 1^{re} série in-8. Chaque volume, sauf exception indiquée..... 5 fr. 25
- T. I. A. Chuquet. Lettres de 1815.
- T. II. Lettres de 1812.
- T. III. Lettres de 1793.
- T. IV. Lettres de 1792.
- T. V. Lettres du Baron de Castelnau. Edit. Blay de Gay.
- T. VI. A. Marquiset. Napoléon sténographié.
- T. VII. Mémoires du chevalier de Fréminville (1817-1848), capitaine des frégates du roi, par E. Herpin.
- T. VIII. J. Loutschisky. Quelques remarques sur la vente des Biens nationaux. 3 fr.
- T. IX. A. Marquiset. Les Bas bleus du Premier Empire.
- T. X. H. Jagot. Les origines de la guerre de Vendée.
- Nouvelle série in-8 raisin. T. I. Karmin (Otto). La question du sel pendant la Révolution. In-8..... 11 fr. 25
- T. II. Loutschisky (J.). La propriété paysanne en France à la veille de la Révolution (principalement en Limousin). In-8 et table..... 11 fr. 55
- T. III. Kareiev (N.). La densité de la population des différentes sections de Paris pendant la Révolution, traduit par J. Patouillet. In-8 et plan en couleurs 4 fr. 15
- BOURBON (Le Prince Sixte de). Chambord et la Maison de France. In-8 carré de VIII-42 pages..... 2 fr.
- Le traité d'Utrecht et les lois fondamentales du royaume. 1914, in-8, 374 p. 50 fr.
- CARRÉ (Henri), doyen de la Faculté des Lettres de l'Université de Poitiers. La noblesse de France et l'opinion publique au XVIII^e siècle. 1920, in-8, de 650 p..... 20 fr.
- CATHERINE, reine de Westphalie (née princesse de Wurtemberg). Correspondance inédite (1810 à 1831), par le baron A. Du Casse. 1893, in-8..... 11 fr. 25
- CHAMPION (Pierre). Le procès de condamnation de Jeanne d'Arc. Texte et traduction. Notes et appendices. 1921, 2 vol. in-8, xxxii-416 et ex-452 p. et 9 planches en phototypie. Les 2 vol. ensemble..... 50 fr.
- CHENESSEAU (L'abbé Georges). Sainte-Croix d'Orléans. Histoire d'une cathédrale gothique réédifiée par les Bourbons (1599-1829). 1921. Tome I. L'œuvre artistique, 388 p. — Tome II. L'œuvre historique, 214 p. — Tome III. Album in-4 de 218 figures en phototypie, dont 8 plans coloriés et un frontispice en sanguine. Les 3 volumes in-4..... 200 fr.
- CHUQUET (A.). Épisodes et Portraits. 3 séries, in-12 à 5 fr. 25. — Lettres de 1792, 1793, 1812, 1814. 4 vol. in-8 à..... 5 fr. 25
- Correspondance de Madame, duchesse d'Orléans (1672-1722). Trad. et notes par E. Jaeglé, 2^e éd. 1890, 3 vol. in-8, br..... 10 fr. 50

LIBRAIRIE ANCIENNE HONORÉ CHAMPION
ÉDOUARD CHAMPION, 3, QUAI MALAQUAIS — PARIS

- CORLIEU (D^r A.). **La mort des rois de France depuis François I^{er}.** Études médicales et historiques. 1892, in-16..... 7 fr. 50
L'auteur détruit un nombre infini de légendes faussement accréditées sur la mort des Valois (François I^{er}, Henri II, Charles IX, Henri III), des Bourbons (Henri IV, Louis XIII, Louis XIV, Louis XV, Louis XVI, Louis XVII, Charles X et Louis-Philippe), de Napoléon I^{er} et Napoléon III. Appendices sur le Grand Dauphin, la duchesse de Bourgogne, l'assassinat du duc de Berry.
- DAHLGREN (M. E. W.). **Les relations commerciales et maritimes entre la France et les côtes de l'Océan Pacifique** (commencement du XVIII^e siècle). — Tome I. Le commerce de la mer du Sud jusqu'à la paix d'Utrecht. Gr. in-8..... 30 fr.
Prix GOBERT à l'Académie.
- DARTIGUE (L'abbé G.). **Le traité des Études de l'abbé Claude Fleury** (1686). 1921, in-8, 304 p..... 20 fr.
- DENIS (Dom.). **Le cardinal de Richelieu et la réforme des monastères bénédictins.** Préface de G. HANOTAUX, de l'Académie française, 1912, in-8..... 18 fr.
- DEPEYRE (G.). **Les ducs de Bourbon.** 1897, in-8..... 7 fr. 50
— **Les ducs de Montpensier.** 1891, in-16..... 7 fr. 50
- DEPREZ. **Étude de diplomatie anglaise de l'avènement d'Édouard II celui d'Henri VI** (1272-1485). Le sceau, privé, le sceau secret, le signet. 1907, in-12..... 7 fr. 50
Couronné par l'Académie des Inscriptions.
- **Les funérailles de Clément VI et d'Innocent VI, d'après les comptes de la cour pontificale.** 1900, in-8..... 3 fr.
- DROUIT (J.). **L'abbé de Saint-Pierre. L'homme et l'œuvre.** In-8, avec un portrait..... 11 fr. 20
- DUPORTAL (J.). **Étude sur les livres à figures édités en France de 1601 à 1660.** In-4, 45 pl. hors texte..... 37 fr. 50
- DURIEUX (J.). **Les vainqueurs de la Bastille.** Vainqueurs brevetés. Gardes françaises. Basoches du Châtelet et du Palais. Volontaires de la Bastille. 35^e division de gendarmerie à pied. Autres assiégeants : citoyens, soldats, femmes. In-8 écu et fac-similé de brevet de vainqueurs..... 6 fr.
- ERIAU (J.-B.). **Pourquoi les Pères de l'Église ont condamné le théâtre de leur temps.** 1914, in-8..... 3 fr. 75
- FALCONET. **Correspondance de Falconet, avec l'impératrice Catherine II,** publiée avec une introd. par Louis RÉAU, 1921, in-8, 271 p.
- FEBVRE (L.). **Philippe II et la Franche-Comté.** Étude d'histoire politique, religieuse et sociale. 1913, in-8, LVI..... 22 fr. 50
- FRANCE (Anatole), de l'Académie française. **Sur la voie glorieuse.** 1915, un beau volume in-4 coquille, fac-similé..... 5 fr. 25
- Gallia Typographica.** Répertoire biographique et chronologique de tous les imprimeurs de France depuis les origines de l'imprimerie jusqu'à la Révolution, p. G. LEPREUX. T. I. Flandres, Artois, Picardie, 15 fr. — T. II. Champagne et Barrois, 37 fr. 50. — T. III. Normandie, 2 vol., 60 fr. — T. IV. Bretagne, 30 fr. — Série Parisienne, 2 vol., 37 fr. 50. — Ensemble, 7 vol. (R. des B., supp.). 180 fr.
Prix BRUNET à l'Académie des Inscriptions.
- GAZIER (Augustin). **Jeanne de Chantal et Angélique Arnaud, d'après leur correspondance** (1620-1641). Étude historique et critique. 1915, in-12 de 204 p. avec trois portraits 5 fr. 25. — **Bossuet et Louis XIV,** in-12, 2 pl., 3 fr. 75. — **Blaise Pascal et Antoine Escobar,** 3 pl., 2 fr. 25. — **Les derniers jours de Blaise Pascal,** 2 pl..... 2 fr. 25
- GÉRARD-GAILLY (E.). **Un académicien grand seigneur et libertin au XVII^e siècle. Bussy-Rabutin.** Sa vie, ses œuvres et ses amies. In-8..... 9 fr.
- GODEFROY (Jean). **Les Bénédictins de Saint-Vanne et la Révolution.** 1918, in-8 de 321 p..... 7 fr.
- GRUZEL (L.). **La Madeleine depuis son établissement à la Ville l'Evêque.** Étude historique et archéologique accompagnée d'un plan, de 27 pl. hors texte et de 17 dans le texte. Fort vol. in-4..... 75 fr.
- HANOTAUX (G.), de l'Académie française. **Origine de l'institution des intendants des provinces, d'après les documents inédits.** In-8..... 7 fr. 50



VOLUME 2



244.034 L496

Columbia University
in the City of New York

LIBRARY



... from the last day



HISTOIRE
DE LA
RÉGENCE

PENDANT LA MINORITÉ DE LOUIS XV

PAR
DOM H. LECLERCQ

TOME II



PARIS
LIBRAIRIE ANCIENNE HONORÉ CHAMPION
ÉDOUARD CHAMPION
5, QUAI MALAQUAIS

1921
Tous droits réservés

944.034 L496

Columbia University
in the City of New York

LIBRARY



HISTOIRE

DE LA

RÉGENCE

PENDANT LA MINORITÉ DE LOUIS XV

DU MEME AUTEUR

Monumenta Ecclesiae liturgica	4 vols parus
Dictionnaire d'archéologie chrétienne et liturgie A-E . . .	8 vols. parus
Histoire des Conciles	16 vols. parus
Manuel d'archéologie chrétienne	2 vols.
L'Afrique chrétienne	2 vols.
L'Espagne chrétienne	1 vol.
Les Martyrs	15 vols.
L'Eglise Sainte Marguerite au faux-bourg Saint-Anthoine .	1 vol.

HISTOIRE
DE LA
RÉGENCE

PENDANT LA MINORITÉ DE LOUIS XV

PAR

DOM H. LECLERCQ

TOME II



PARIS
LIBRAIRIE ANCIENNE HONORÉ CHAMPION
ÉDOUARD CHAMPION
5, QUAI MALAQUAIS

1921
Tous droits réservés

944.034

L496

v. 2

CHAPITRE XXI

La Quadruple-Alliance

(19 juin — 2 août 1718)

Dubois mis en quarantaine. — Manœuvre de d'Huxelles. — Schaub quitte Paris. — Convention nouvelle. — Voyage de Stanhope à Paris. — Réception par le Régent. — Entretien privé. — Objection du Régent. — Conférence et accord. — Activité d'Alberoni. — Dérobade de d'Huxelles. — Retour offensif des Anglais. Sommaton à d'Huxelles, qui se soumet. Le lendemain, il refuse de nouveau. — Embarras du Régent. — Recours au Conseil de Régence. — Préparatifs. — Séance du 17 juillet. — Signatures. — Signatures à Londres, le 2 août. — Traité entre l'Empereur et le roi d'Espagne. — Traité entre l'Empereur et Victor-Amédée. — Traité de la Quadruple Alliance. — Les articles secrets. — Le Protocole. — Utilité du traité. — L'opinion publique. — Gratifications. — Prévisions et retour de Dubois.

Ce jeu de bascule ne pouvait s'éterniser. Dubois était mis en quarantaine et réduit à l'impuissance et à l'inutilité. Le commis Pecquet prenait la revanche des bureaux sur l'intrus qui leur avait passé sur le corps « M. l'abbé Dubois, disait-il, ne manque pas de lumières; il en a plus que tout autre, et ce que M. le maréchal d'Huxelles lui manderait ne feroit que troubler son repos; et si cela se trouvoit contraire à ce qu'il pense, il n'en feroit ni plus ni moins : ainsi cela ne serviroit de rien¹. » Traité avec cette désinvolture, Dubois ne pouvait compter sur quelques amis tièdes ou pétulants, mais sans réelle influence sur le Régent, comme Saint-Simon, alors enthousiaste de l'abbé dont, à l'entendre, il « adorait la besogne² ». Il devenait nécessaire de frapper un coup décisif.

Schaub, arrivé le 18 juin à Paris, visita lord Stair qui lui montra l'ordre du roi Georges de faire agréer au Régent les modifications au traité introduites à Vienne. Dès leur première au-

Dubois
mis en
quarantaine

Manœuvre
de
d'Huxelles

¹ Arch. des Aff. Etrang., Angleterre, t. 318, fol. 177; Dubois (neveu) à l'abbé Dubois, 27 mai 1718.

² Ch. Aubertin, *L'Esprit public au XVIII^e siècle*, p. 113-114; Arch. des Aff. Etrang., Angleterre, t. 317, fol. 287 : Chavigny à Dubois, 3 mai 1718; *ibid.*, t. 320, fol. 210 : Chavigny à Dubois, 17 juillet 1718.

dience, Stair et Schaub obtinrent l'acquiescement du prince à la plupart des changements, sauf sur l'article des garnisons de sûreté dans les duchés. Après une longue discussion, le duc d'Orléans proposa d'y employer des troupes neutres procurées par le roi d'Angleterre. Stair fut flatté de cette proposition, il le fut moins d'apprendre que les ministres français substituaient aux Anglais des Suisses. Lorsque Stair et Schaub obtinrent leur deuxième audience du Régent, ils rencontrèrent le maréchal d'Huxelles bourré de contre-remarques renchérissant sur celles d'Angleterre, mais présentant des exigences nouvelles que Vienne n'accepterait jamais. On s'entendit néanmoins ou bien on fit semblant de s'entendre et les ministres anglais prièrent le Régent de leur désigner quelqu'un avec qui ajuster le projet, dans les termes dont ils venaient de convenir avec lui, il les adressa à Pecquet, secrétaire du Conseil des Affaires étrangères et promit de donner ensuite des ordres à Dubois. Ils attendirent en vain la visite de Pecquet et apprirent bientôt qu'on envoyait les contre-remarques de d'Huxelles à Londres, à l'abbé Dubois, comme un ultimatum pour y conformer le projet de traité. Sans hésitation ni discussion, Schaub partit pour Londres.

Schaub
quitte Paris

Auparavant, il fallait prendre congé du Régent. Le prince, averti de la présence des deux Anglais, prolongea dans son cabinet des audiences insignifiantes; et, lorsqu'au bout de deux heures, il vint prendre son chocolat dans le cercle de la Cour, il les vit avec tout le monde et se retira sans avoir ouvert la bouche sur les affaires. Comme eux-mêmes s'éloignaient, il leur envoya demander s'ils n'avaient rien à lui dire, et ils se rapprochèrent. Il ne fallait pas se séparer, leur dit-il, sans un mot d'explication. Eux se plaignirent du procédé qui dévoyait la négociation vers Dubois dans le temps où ils croyaient avoir tout terminé avec le prince lui-même; en conséquence, Schaub ne pouvait mieux faire que d'aller informer le Roi de l'état des affaires et des vrais sentiments de S.A.R. Le Régent répondit qu'en effet il n'y avait plus rien qui dût le retenir. Il offrit de leur donner copie des apostilles qu'il avait mises de sa main aux contre-remarques, dans le sens qu'on avait arrêté ensemble. Lord Stair dit qu'il suffisait que l'abbé les eût de sa main, qu'elles ne leur serviraient de rien à eux puisqu'ils savaient déjà en quoi elles devaient consister. Ils lui représentèrent avec force à quel but tendaient les manœuvres de ses ministres; que, de la manière dont on s'y prenait; le traité ne pouvait plus guère réussir que par une espèce de miracle. En tout cas, ni le Roi leur maître, ni l'Empereur n'auraient rien à se reprocher. Le Régent répliqua qu'il espérait

qu'on ne lui reprocherait rien non plus. « Non pas à V.A.R., dirent-ils, mais à vos ministres, lesquels ayant d'autres vues qu'elle, agissent aussi différemment; et nous n'avons à nous plaindre d'autre chose, si ce n'est que V.A.R. les laisse faire. » Le Régent prit la défense du maréchal, et après divers autres propos de cette nature, il les congédia avec des compliments. Son attitude leur parut très suspecte, celle d'un homme songeant à dénouer poliment l'alliance³.

Tel fut le récit qu'à Londres, Schaub fit à Dubois réduit au désespoir et qui exhalait ses plaintes sans ménagement⁴.

En cette détresse, il ne restait qu'une ressource. « Il faudrait, avait écrit Nocé, quelque démarche du roi de la Grande-Bretagne qui donnât plus de confiance et de certitude, au cas que l'Empereur ne veuille pas accepter, qu'on resterait intimement uni avec l'Angleterre et la Hollande pour maintenir la paix de l'Europe⁵. » Telle était bien l'opinion des Anglais et de Stanhope avec qui Dubois établit les articles d'une convention particulière que résumât en quatre articles l'essentiel de la Quadruple Alliance : 1° Renonciation de Charles VI au trône d'Espagne; 2° Renonciation de l'Espagne à la Sardaigne en faveur de l'Empereur qui la céderait contre la Sicile, au duc de Savoie; 3° Cession éventuelle de Parme et de la Toscane aux enfants d'Elisabeth Farnèse, garantie par des garnisons neutres, suisses; 4° un délai de trois mois à Philippe V et à l'Autriche pour accéder à ces conditions volontairement. Enfin, entente étroite de l'Angleterre et de la France, pour y contraindre celle des deux puissances qui refuserait⁶. Tout ceci se ramenait à une alliance étroite entre la France et l'Angleterre, ou plus exactement entre Philippe d'Orléans et Georges I^{er}, et c'est à l'instant où elle se négociait que Dubois, sentant ses adversaires victorieux, courut à Hampton Court et pria « comme à genoux », le Roi qu'il envoyât lord Stanhope à Paris. L'abbé triompha et, sur-le-champ, reprit espoir. Dès le 22 juin, il avertit Nocé, Chavigny, les priant de taire ce voyage « de peur que la cabale et M. de Torcy ne le détournent⁷ ».

Convention
nouvelle

³ L. Wiesener, *Le Régent, l'abbé Dubois et les Anglais*, t. II, p. 174-178.

⁴ *Arch. des Aff. Etrang.*, Angleterre, t. 319, fol. 20 : Dubois au Régent, 26 juin 1718; Bothmar, *Memoiren über die Quadrupel Allianz*, p. 255.

⁵ *Arch. des Aff. Etrang.*, Angleterre, t. 319, fol. 110 : Nocé à Dubois, 18 juin 1718.

⁶ *Arch. des Aff. Etrang.*, Angleterre, t. 319, fol. 197 : Dubois au Régent, 16 juin 1718.

⁷ *Arch. des Aff. Etrang.*, Angleterre, t. 319, fol. 219 : Dubois à Nocé, 22 juin 1718.

Le 22 juin également, Stanhope informa Stair que devant le péril de voir le Régent s'engager avec Philippe V et Victor-Amédée, leur roi l'envoyait avec pleins pouvoirs pour ajuster le plan en conformité des changements qu'on a fait à Londres et pour régler l'article des garnisons (à mettre dans les duchés). M. de Pendtenriedter en était instruit et en cas de succès, le roi Georges jugeait bon que Stanhope poussât jusqu'en Espagne. « Car, disait-il, si je suis autorisé à parler au nom de Sa Majesté avec l'appui de sa flotte et si j'ai permission de produire l'instrument signé du Régent, on pense ici que le cardinal Alberoni, en dépit de toutes ses rodomontades, réfléchira plus sérieusement et en viendra à des mesures plus prudentes et plus pacifiques que celles qu'il se propose actuellement. » Il fallait, jusque-là, tenir bon et compter sans réserve sur Dubois. « Je regarde comme évident, disait encore Stanhope, d'après toute cette conduite de l'abbé, qu'il est parfaitement sincère, car il se met tout-à-fait à notre discrétion; attendu que le moindre indice que l'on donnerait au Régent de la méfiance qu'il a conçue de son maître, et de sa franchise à nous mettre au courant et à nous avertir, le ruinerait totalement. Cette manière d'agir lui donne droit, selon moi, à toute la réciprocité possible de confiance de notre part; elle a été pour nous un motif de lui communiquer très librement toute notre pensée, et j'ose dire qu'il n'en a pas fait d'autre usage que d'avancer au mieux de son habileté la conclusion de cet ouvrage. » Jusqu'à l'arrivée de Stanhope, il était recommandé à Stair de ne pas ralentir ses efforts auprès du Régent, car « un prince de ce caractère peut être, un certain jour, en humeur de conclure, ce qu'on aurait ensuite grand-peine à obtenir de lui, une fois l'occasion échappée. »

Les instructions données à Stair lui prescrivirent de prendre comme base le projet porté à Vienne par Schaub au printemps, d'accepter l'article des garnisons suisses et d'offrir des troupes anglaises jusqu'à ce que les premières fussent au complet. On écartait les autres modifications émanées du cabinet de Vienne. Par-dessus tout il devait éviter de rompre la négociation.

Stanhope accompagné de Schaub, quitta Londres le 25 juin porteur de cette lettre du Roi : « Mon frère et cousin, ayant trouvé à propos, dans cette conjecture délicate, de faire partir incessamment le comte Stanhope, un de mes principaux secrétaires

* *Ozenfoord Castle*, vol. XIII, A : lord Stanhope à lord Stair, Londres, 11 (22) juin 1718; *The Stair Annals*, t. II, p. 67.
* O. Weber, *Die Quadrupel Allianz vom Jahre 1718*, in-8, Wien, 1887, p. 74.

d'État, je l'ai chargé de vous renouveler, de la manière la plus forte, les assurances de mon amitié et de mon estime très parfaite pour votre personne. Il vous exposera plus au long avec le comte Stair, le sujet de son voyage et mes sentiments pour la grande affaire à laquelle nous travaillons ensemble pour le bien de l'Europe. Je me persuade que vous apporterez toutes les facilités possibles à l'accomplissement d'un ouvrage si nécessaire et je vous prie d'ajouter une entière foi à ce que ledit comte vous dira de ma part, et principalement aux assurances que je lui ai ordonné de vous faire de mon amitié constante et de la sincérité très particulière de mes sentiments pour vous¹⁰. » Le Régent manifesta la joie la plus vive et Chavigny s'empressa d'écrire à Dubois : « Le voyage de M. Stanhope est notre salut. Son Altesse Royale est ravie de le voir arriver; il lui est échappé plus de dix fois des exclamations de joie¹¹. »

À Calais, les deux voyageurs trouvèrent une lettre de lord Stair très alarmante. Deux postes plus loin, à Marquise, autre lettre de Stair annonçant le revirement du prince, son désir de traiter et son mécontentement des retards apportés par Dubois à propos des duchés. Le 29 juin, Stanhope et Schaub étaient reçus au Palais-Royal avec de grandes démonstrations de joie¹². Stanhope remit au Régent une lettre dans laquelle le roi de la Grande-Bretagne, prêtant aux querelles parlementaires dont Paris était le théâtre, une gravité que les idées anglaises attachent au nom de Parlement, et croyant son allié en péril lui offrait tous les secours d'hommes et d'argent nécessaires en ces circonstances¹³.

Dès le premier entretien tout paraissait aplani. Cependant lorsque Stair et Stanhope revinrent au Palais-Royal avec les changements dont on était tombé d'accord, ils s'aperçurent que le prince recommençait son manège. Le parti « vieille Cour » ne renonçait pas à la lutte, mais sa tactique consistait à fuir Stanhope afin de retarder la discussion. M. de Châteauneuf, maintenu par d'Huxelles à son poste de la Haye avait monté la tête des Hollandais assez pour qu'on put invoquer leur attitude pour éloigner la signature du traité et gagner un nouveau délai de deux mois environ¹⁴. Mais Stanhope n'était pas homme à attendre ni

Réception
par
le Régent

¹⁰ Ch. Aubertin, *L'Esprit public au XVIII^e siècle*, in-8, Paris, 1873, p. 118.

¹¹ Ch. Aubertin, *op. cit.*, p. 119.

¹² *Public Record Office*, France, vol. 349 : Stanhope à Craggs, 30 juin 1718; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 333; 29 juin 1718.

¹³ P. E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, 1832, t. I, p. 178.

¹⁴ *Arch. des Aff. Etrang.*, Angleterre, t. 320, fol. 125 : Dubois au Régent, 7 juillet 1718.

à reculer. Le Régent affecta de lui faire comprendre qu'il ne voulait pas être talonné de cette façon. Il l'admit au cercle de la Cour, l'entretint de sujets indifférents plus d'une heure et demie et ne l'emmena pas dans son cabinet. Toutefois, en se retirant, il donna rendez-vous pour le lendemain.

Entretien
privé

Nocé avait introduit Stanhope dans les petits cabinets du Régent à raison de leur amitié nouée jadis en Espagne, mais cette faveur ressemblait à un traquenard. Le prince se ménageait ainsi un moyen d'exclure lord Stair, pour qui il ne pouvait être question d'une si étroite intimité, toutefois Stanhope se tenait sur ses gardes. « Cette affectation de vouloir entamer une négociation séparée avec moi, et plusieurs autres finesses que l'on remarque font que je me défierai extrêmement d'eux jusqu'à ce que l'affaire soit entièrement finie. En attendant, il faut s'accommoder à leur manière¹⁵. » Dans l'après-midi du 1^{er} juillet, Nocé introduisit Stanhope chez le Régent par les derrières et un escalier dérobé. Le duc d'Orléans confirma les décisions prises dans le premier entretien, relativement aux changements à introduire dans le traité et aux garnisons neutres. Il refusa de donner l'ordre à l'abbé Dubois de signer dès que M. de Pendtenriedter serait prêt, sans s'attarder à attendre les Hollandais dont la temporisation légendaire, exploitée par M. de Châteauneuf en une sorte de méfiance jalouse, rendait l'accession au traité extrêmement douteuse¹⁶. Néanmoins, après quelques jours, le Régent passa outre.

Une autre question s'était élevée à propos des garnisons neutres dans les duchés italiens. Le ministre autrichien à Paris, M. de Koenigsegg, tenu au courant des pourparlers par les Anglais, avait accepté en principe et les changements et les garnisons neutres, sauf approbation de sa Cour. Comme, de jour en jour, on introduisait des prétentions nouvelles et qu'on n'en pouvait préjuger le terme, il demanda qu'on prit l'engagement de n'apporter plus aucun changement au texte du traité et de n'en laisser introduire aucun par l'Espagne.

Objection
du Régent

Il y eut dès lors en discussion deux sortes d'instruments diplomatiques : d'une part, les articles publiés et secrets de la future Quadruple-Alliance, réglant les questions territoriales que tenait en suspens dans la Méditerranée le furieux et cauteleux anta-

¹⁵ *Public Record Office, France, vol. 352 : lord Stanhope à Craggs, 1^{er} juillet 1718.*

¹⁶ *Public Record Office, France, vol. 352 : Schaub à Saint-Saphorin, Paris, 15 juillet 1718.*

gonisme de l'Autriche, de l'Espagne et de la Savoie; d'autre part, une convention préparatoire, dite aussi Ultimatum, dans le sens requis par l'envoyé impérial, c'est-à-dire excluant toute modification ultérieure au traité principal, et constituant immédiatement entre la France et l'Angleterre un pacte défensif, à étendre à la Hollande et à l'Autriche, à imposer à l'Espagne et à la Savoie, fallût-il en venir à la guerre. Le maréchal d'Huxelles s'y opposa de toutes ses forces et fit composer deux mémoires. Le Régent en avait un dans la poche de son habit; on lui apporta l'autre tandis qu'il s'entretenait avec Stanhope. Parmi beaucoup de critiques, il s'en trouvait une qu'on ne pouvait esquiver : Si la France et l'Angleterre signaient sur-le-champ elles pourraient être obligées à la guerre contre l'Espagne, tandis que l'Empereur ne serait pas lié. Or si l'Empereur ne signait pas, les hostilités survenant entre la flotte anglaise et les Espagnols ne résulteraient pas de la Quadruple-Alliance mais du traité de Westminster (5 juin 1716), auquel la France n'était d'aucune façon intéressée. Stanhope reconnut la justesse de l'observation et, quelques jours plus tard, y donna satisfaction. Au cours de la conversation, Stanhope rappela que la flotte anglaise n'avait été envoyée dans la Méditerranée que pour satisfaire aux instances de Nancré et de l'abbé Dubois. Le Régent en convint¹⁷.

Cette conversation fut suivie, le même jour, d'une conférence officielle où le Régent fut accompagné par d'Huxelles et Pecquet. De son côté, Stanhope était flanqué de Stair et de Schaub. On s'entendit à merveille. Le maréchal et Pecquet approuvèrent tout, louèrent tout, applaudirent tout¹⁸. « Tout ce que nous propositions fut agréé après quelques légères disputes, écrit Schaub, et le maréchal nous comble d'applaudissements¹⁹. » Il arriva même que dans ces contestations tout amicales, le Régent soutint contre ses propres ministres « avec netteté et solidité » les sentiments du roi d'Angleterre. Toutes choses se trouvèrent « ajustées » dit Stanhope, l'Ultimatum aussi bien que le traité. Pecquet et Schaub reçurent mission d'insérer les modifications adoptées et de procéder à la mise au net pour l'envoyer à Dubois avec l'ordre de signer dès que Pendtenriedter consentirait, lui aussi, à signer.

Bien qu'on renonçât à compter les revirements d'idées du duc

Conférence
et accord

Activité
d'Alberoni

¹⁷ *Public Record Office, France, vol. 352 : lord Stanhope à Craggs, 1^{er} juillet 1718.*

¹⁸ *Public Record Office, France, vol. 352 : Stanhope et Stair à Craggs, 1^{er} juillet.*

¹⁹ *Public Record Office, France, vol. 352 : Schaub à Saint-Saphorin, 15 juillet.*

d'Orléans, celui-ci semblait le plus grave de tous parce qu'il décidait la partie si disputée. Les nouvelles arrivées d'Espagne avaient eu ce résultat. Dès le 9 mai, Alberoni avait annoncé ses projets au duc de Parme : « Trois cents voiles se verraient dans la Méditerranée, trente-trois mille hommes de troupe, cent pièces de vingt-quatre et vingt-quatre canons de campagne, vingt mille quintaux de poudre, cent mille balles, soixante-dix mille instruments à remuer la terre, des bombes, des grenades et tout ce que comportait une pareille expédition largement formée de trente-trois mille combattants sans compter six mille chevaux; un convoi d'un million et demi de pièces de huit, auquel s'ajouterait pour la solde des troupes une somme portée déjà de Gênes en Sardaigne et remplacée aussitôt par un dépôt d'argent formé des sommes destinées à l'achat de vaisseaux en Hollande et non employées²⁰. Tout le mois de mai se passa à presser ces préparatifs. Le 6 juin, Alberoni annonça à son ami Rocca l'action prochaine²¹. Le 15 juin l'ordre de mise à la voile fut donné et, le 17, la flotte appareilla²². Le 22, Alberoni démasqua ses projets. « La foudre, écrivit-il au duc de Parme, va frapper la Sicile, conquête indispensable à nous donner à Naples les garanties nécessaires, et à empêcher le duc de Savoie de nous jouer un mauvais tour. Votre Altesse dira que me voilà un ennemi de plus; il n'en est pas moins vrai que voilà aussi une conquête facile à conserver et le moyen de gagner le temps nécessaire à semer les discordes en France et en Angleterre où j'espère trouver des bonnes dispositions pour des intrigues que ces deux nations préparent actuellement contre le duc Régent et le roi Georges²³. » Philippe d'Orléans n'avait pas ignoré ce dessein du cardinal de l'occuper suffisamment en France par des embarras intérieurs²⁴ et sa résolution en avait été affermie.

Dérobade
de
d'Huxelles

Le maréchal d'Huxelles cependant n'avait pas capitulé. Après que Pecquet et Schaub eurent terminé leur travail de collation, Stanhope et Stair allèrent demander au maréchal l'heure qui lui plairait pour l'échange des signatures. D'Huxelles leur dit

²⁰ Arch. de Naples, Farnesiana, fasc. 59 : Alberoni au duc de Parme, 9 mai 1718; De Saint-Philippe, *Mémoires pour servir à l'histoire d'Espagne*, in-12, Amsterdam, 1756, t. III, p. 260.

²¹ Alberoni, *Lettres intimes*, 1893, p. 584; 6 juin 1718.

²² Arch. de Naples, Farnesiana, fasc. 59 : Alberoni au duc de Parme, 22 juin 1718.

²³ Arch. de Naples, Farnesiana, fasc. 59 : Alberoni au duc de Parme, 22 juin 1718.

²⁴ Public Record Office, France, vol. 352 : Stanhope et Stair à Craggs, Paris, 6 juillet 1718.

tout net qu'il ne signerait pas²⁵. Les deux Anglais ne firent qu'un bond jusqu'au Palais-Royal où le Régent lisait, stupéfait, un billet du maréchal remis à l'instant. Il lui annonçait son refus de signer parce que l'abbé Dubois avait renvoyé le traité de Londres à Paris pour ne pas se compromettre en signant; lui, de son côté ne voulait pas plus se compromettre en signant à Paris²⁶. Ce refus était consigné dans une lettre « tellement ridicule, que le duc d'Antin, son meilleur ami, la retira par pitié des mains du prince et ne put s'empêcher de l'appeler une jalousie de femme²⁷. » Huxelles se croyait intangible et nécessaire, le Régent était d'un avis opposé. Après s'être soulagé, — car c'était sa façon — en couvrant son ministre absent des plus viles injures, il le remplaça par le comte de Cheverny, membre du Conseil des Affaires Étrangères, pour tenir la plume. Le plein pouvoir fut expédié, le jour de la signature fixé. On ne saurait admettre que ce fut une scène arrangée pour faire valoir aux Anglais la bonne volonté du Régent²⁸, le maréchal dupé dans son calcul, invité à s'effacer devant Cheverny chargea Nocé de raccommorder l'affaire et Cheverny se déroba; il vint déclarer au Régent qu'il signerait comme son serviteur, sur un ordre écrit de sa main, mais point comme ministre. Il y avait dans tout ceci une vanité sénile à entraîner et à ménager à la fois. Dangeau, toujours si nuancé dans sa concision, insinue l'affaire en une phrase : « On fera signer [le traité] par M. de Cheverny; mais le duc d'Orléans espère que le maréchal signera; ...ce qui sera de meilleure grâce pour le traité²⁹. » Tout ceci n'était pris au sérieux par personne et « on disoit à Paris que [les signatures avaient été données] peu de jours auparavant (la veille, 5 juillet, exactement) dans un souper que le Régent avait donné à Stanhope au château de Saint-Cloud³⁰. »

Il fallait en revenir à l'abbé Dubois. Le Régent songeait à lui et proposait de lui envoyer ordre à Londres de signer avec le ministre anglais. Stanhope, l'homme aux décisions soudaines et

Retour
offensif
des Anglais

²⁵ Ibid., et Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 320, fol. 108 : Dubois (neveu) à l'abbé Dubois, 9 juillet 1718.

²⁶ Public Record Office, France, vol. 352 : Stanhope et Stair à Craggs, Paris, 6 juillet 1718.

²⁷ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, 1832, t. I, p. 141.

²⁸ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 320, fol. 156 : Dubois (neveu) à l'abbé Dubois, 12 juillet 1718.

²⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 335; 6 juillet.

³⁰ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. XVI, p. 160, souper nié par Wiesener, *op. cit.*, t. II, p. 190, note 3 et confirmé par Dangeau, *op. cit.*, t. XVII, p. 335; 5 juillet 1718.

aux mesures rapides apercevait d'un coup d'œil Huxelles renvoyé et Dubois « mis à la tête des affaires étrangères à la place du maréchal³¹ »; mais lui et Stair sachant le faible du prince avec lequel ils traitaient lui adressèrent les remontrances les plus vives sur le sort qu'il se causerait à lui-même s'il reculait devant une résolution prise, annoncée au vu et au su de tout Paris. Le Régent se rendit et l'échange des signatures fut fixé au douze juillet. Stanhope alla se délasser deux jours, le *week-end* anglais, 9 au 11 juillet, chez lord Stair à Montfermeil³². Au retour il apprit que d'Huxelles avait de nouveau assiégé le Régent et obtenu de lui le renvoi à Londres pour les signatures. Le prince, son entourage, les deux Anglais étaient consternés. Nocé ramena ceux-ci à la charge et après une conférence de trois quarts d'heure tout fut convenu, décidé... pour le lendemain ou le surlendemain. Mais il était onze heures du soir³³.

Sommission
à d'Huxelles

D'Huxelles ne dormit pas; le Régent non plus, il combina un plan nouveau. « Personne du Conseil de Régence ne savoit un mot du traité, sinon qu'il y en avoit un, et que le maréchal d'Huxelles ne vouloit pas le signer³⁴. » En réalité Villeroy, Torcy, Saint-Simon n'ignoraient que peu de chose, mais ils n'avaient rien appris que par des indiscrétions. « Le leur expliquer c'eût été former une troupe au maréchal; le leur taire, en leur demandant une approbation, étoit un parti absurde et dangereux. On commença donc avant tout, dit Saint-Simon, par faire donner l'extrême-onction au maréchal d'Huxelles. Le duc d'Orléans lui envoya d'Antin, chargé de lui dire qu'en deux mots il falloit opter entre signer tout à l'heure, sans plus alléguer un seul mot, ou quitter sa place, toute affaire, et demeurer particulier disgracié.

qui se
soumet

Personne au monde, par sa nature et par son genre d'esprit, n'étoit plus propre que d'Antin à cette commission³⁵. » A une première invitation portée par le marquis d'Effiat, le maréchal avait répondu qu'il se laisseroit couper la main plutôt que de signer³⁶. D'Antin « réussit du premier mot ». Il fit observer au maréchal « qu'il n'y avoit que trois choses qui pussent l'empêcher de

³¹ *Public Record Office*, France, vol. 352 : Stanhope et Stair à Craggs, Paris, 6 juillet 1718.

³² *Arch. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 320, fol. 151 : Chavigny à Dubois, 12 juillet 1718.

³³ *Arch. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 320 : Dubois (neveu) à l'abbé, 12 juillet 1718.

³⁴ et ³⁵ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVII, p. 337.

³⁶ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. XIV, p. 186.

signer : la première ce seroit de regarder le traité comme mauvais, ce qui ne pouvoit être, puisque le maréchal avoit toujours dit à S.A.R. que le traité étoit bon; la deuxième, des engagements avec l'Espagne, auquel cas il ne conviendrait pas à Son Altesse Royale de se servir de lui; la troisième, une jalousie de femmelette contre M. l'abbé Dubois, ce qui rendrait inexcusable le procédé de M. le maréchal³⁷. » « Ce fer chaud l'étourdit à un point (parce qu'il ne s'y étoit jamais attendu) qu'il ne songea point qu'en cédant après tout ce qu'il avoit dit et publié il se deshonoreroit. Il promit tout court de signer et de se taire³⁸. Oh! la grande puissance de l'orviétan, s'écrie Saint-Simon. Cet homme si ferme, ce grand citoyen, ce courageux ministre qui venoit de déclarer deux jours auparavant qu'on lui couperoit plutôt le bras que de signer, n'eût pas plutôt ouï la menace et senti qu'elle alloit être suivie de l'effet, qu'il baissa la tête sous son grand chapeau qu'il avoit toujours dessus, et signa tout court sans mot dire³⁹. »

Aussitôt cette soumission consentie, un plein pouvoir fut expédié. A la demande des deux lords anglais, le Régent, prenant l'avis du maréchal, convoqua tout le monde au Palais-Royal pour l'après-midi du 14 juillet. A l'heure fixée, Stanhope et Stair se présentent et apprennent que le maréchal les a devancés et qu'il est déjà sorti, laissant au Régent un mémoire rempli de difficultés. Les points principaux étoient qu'il falloit fixer un terme à l'Empereur pour sa signature, convenir des mesures à prendre contre l'Empereur s'il refusait de faire signer (par Pendtenriedter à Londres); signer à Paris le traité public seulement et renvoyer les articles secrets à signer à l'abbé Dubois. Le premier point étoit pleinement justifié : il ne convenait pas que le Régent fut engagé envers l'Empereur sans réciprocité de la part de celui-ci. On convint que si, dans un délai de trois mois, l'Empereur ne faisait pas signer, le Régent serait dégagé.

Le lendemain matin, 15 juillet, le maréchal rendit visite aux lords anglais. Il étoit gai, loquace, si différent de son allure quotidienne que ses interlocuteurs s'attendirent à un nouveau coup de jarnac. En effet, d'Huxelles leur annonça qu'il ne signerait pas la convention secrète⁴⁰. Dans le traité composé de deux parties, l'une destinée à être rendue publique, l'autre à rester secrète :

Le
lendemain
il refuse

³⁷ Ch. Aubertin, *L'Esprit public au XVIII^e siècle*, p. 120.

³⁸ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVII, p. 338.

³⁹ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. XIV, p. 186.

⁴⁰ Le récit de Schaub à Saint-Saphorin finit ici.

celle-ci, qui prévoyait les voies et moyens d'exécution, selon les diverses éventualités d'acceptation ou de refus de la part des rois de Sicile et d'Espagne, était, de l'aveu des Anglais, ce que le traité contenait de plus dur pour l'Espagne. Mais aussi elle constituait, à leurs yeux, la seule sécurité réelle pour l'Empereur et pour le roi de la Grande-Bretagne⁴¹. Or le maréchal, séparant ces deux parties d'une même transaction, acceptait l'une et repoussait l'autre. Il signait la Quadruple-Alliance, et refusait de signer les articles secrets, ceci par point d'honneur : car, disait-il, l'alliance serait communiquée au Conseil de Régence, tandis qu'il ne serait point à propos d'y porter les articles secrets, puisqu'ils devaient rester secrets, de sorte que quand le Conseil viendrait à savoir qu'on les aurait supprimés en lui communiquant le reste, il regarderait cette conduite comme une tromperie, à laquelle aucun ministre ne voudrait prendre part. En s'exprimant ainsi, le maréchal ne s'apercevait pas qu'il indiquait l'issue par laquelle le Régent devait lui échapper. Il voulait qu'on donnât à Dubois les articles secrets à signer en Angleterre, bien assuré que cette partie de la négociation se perdrait entre les mains de l'abbé, et avec elle, la négociation tout entière. Il pensait non sans raison que nul n'oserait mettre sa signature sur les articles secrets. Il dit en propres termes aux lords que le Régent n'était pas assez puissant pour l'obliger à signer⁴². Déçus, encore plus inquiets, Stanhope et Stair se rendirent l'après-midi du même jour chez le Régent.

Embarras
du Régent

« Il est difficile, écrivent-ils à leur correspondant, de vous bien représenter l'inquiétude où se trouvoit S. A. R. partagée entre le désir de se rendre à nos instances et les appréhensions que la cabale lui avait inspirées. La grande difficulté était en ce qu'il ne pouvoit trouver personne d'assez hardi pour mettre sa signature sous les articles secrets⁴³. Nous avons eu toutes les peines imaginables, plus grandes qu'on ne sauroit vous les dépeindre, à soutenir le Régent contre les efforts redoublés des ennemis du traité... Nous l'avons trouvé très ébranlé par les représentations de la plupart de ses conseillers et, pour ainsi dire, de presque tout le royaume contre le traité et principalement contre la convention. Il nous a fait voir : d'un côté, beaucoup de bonne volonté et une envie sincère de conclure; et, de l'autre côté, l'âme et l'es-

⁴¹ *Public Record Office, France, vol. 352 : Stair et Stanhope à Craggs, Paris, 16 juillet 1718.*

⁴² L. Wiesener, *Le Régent, l'abbé Dubois et les Anglais*, t. II, p. 194-195.

⁴³ *Public Record Office, France, vol. 352 : Stair et Stanhope à Craggs, Paris, 16 juillet 1718.*

prit remplis d'inquiétudes et de frayeurs, causées par la peinture qu'on lui avoit faite des dangers où il s'exposeroit en faisant une chose qui étoit contre le goût de la nation⁴⁴. Il n'est pas à dire combien de répugnance on a contre ce traité généralement par toute la France, ni combien de bruits malicieux de toutes les espèces l'on répand pour rendre le Régent odieux⁴⁵. » Telle était l'impression que lui avaient causée ces manœuvres, que les lords reconnurent l'impossibilité de lui persuader de donner des ordres; il était convaincu qu'il ne seroit pas obéi, s'il en donnoit pour signer les articles secrets.

Il proposa divers expédients pour suppléer à la signature. Eux les rejetèrent tous. Sans signature, le traité serait partout réputé abandonné, eux-mêmes en feraient part à l'empereur sans plus de retard. Ils insistèrent beaucoup sur ce que M. de Koenigsegg différât depuis plusieurs jours l'envoi d'un courrier à sa Cour, dans l'espoir de la signature, et ne voyait pas la possibilité de le retarder davantage. Ils priaient donc le Régent de leur dire ce qu'ils auraient à écrire à Vienne par le même courrier, et de manifester à Koenigsegg ses intentions. A ces mots, l'embarras du prince fut à son comble; les lords anglais l'en tirèrent.

Le maréchal avait agité devant eux, comme épouvantail, le recours au Conseil de Régence; c'était cet organisme qu'il faisoit viser et atteindre, lui faire approuver la convention et souscrire le traité. Ils proposèrent au duc d'Orléans de porter le traité entier devant le Conseil de Régence, avec courage et franchise. Cette audace le surprit, mais ils lui représentèrent que c'était le parti le plus convenable, le plus sûr et, quoique le plus hardi, le moins dangereux. Bien loin de se faire du tort, lui dirent-ils, en communiquant les articles secrets au Conseil de Régence, ce serait au contraire le moyen le plus efficace de détruire toutes les impostures que ses ennemis seraient en liberté d'inventer et de débiter, tant qu'on sauroit qu'il y avait des articles séparés qu'on aurait pris soin de cacher au Conseil de Régence⁴⁶. Peu à peu le prince consentit à envisager les chances de succès de cette entreprise, passa en revue l'un après l'autre les membres du Conseil, pointa les adversaires, les douteux, les amis. Il s'engagea à conduire l'affaire en personne, à tenir son dessein secret

Recours
au Conseil
de Régence

⁴⁴ *Public Record Office, France, vol. 352 : Stair et Stanhope à Saint-Saphorin, Paris, 15 juillet 1718.*

⁴⁵ *Public Record Office, France, vol. 352 : Stair et Stanhope à Craggs, Paris, 16 juillet 1718.*

⁴⁶ *Public Record Office, France, vol. 352 : Stair et Stanhope à Craggs, Paris, 16 juillet 1718.*

devant ceux qu'il ne pouvait conquérir, et à ne s'en ouvrir aux douteux que le matin même du jour où il l'exécuterait, c'est-à-dire le dimanche suivant, 17 juillet, jour habituel des séances du Conseil. Afin de l'enhardir, les deux lords confirmèrent la convention qui l'affranchissait de tout engagement envers l'Empereur, si ce prince ne signait pas dans le délai de trois mois. « Il faut faire la justice au Régent, écrivirent-ils le soir même à Saint-Saphorin, que cette affaire est due entièrement à lui-même. Il l'a conduite contre vent et marée et contre l'inclination de quasi toute la nation. Il faut espérer aussi que la Cour de Vienne ne s'opposera pas par de nouveaux délais à tous les dangers dont elle a été menacée de tous côtés, et le Roy notre maître en même temps, par la conjonction de la France, et de l'Espagne et de tout le Nord contre nous⁴⁷. En se séparant de Stanhope et de Stair, le Régent leur dit que son parti était pris et qu'ils pouvaient en avvertir M. de Koenigsegg, ce qu'ils s'empressèrent d'exécuter afin de le compromettre tout à fait.

Préparatifs

Le lendemain, samedi matin, 16 juillet, les deux Anglais revirent le prince très résolu et très confiant. Il avait récapitulé les voix et escomptait celle du maréchal de Bezons qui ne comptait pour rien, celle du maréchal de Tallard qui était gagnée, celle même du maréchal d'Huxelles; car il n'avait pas d'autre conduite à tenir après avoir si souvent et si bruyamment approuvé la substance du traité et ses articles secrets que d'y consentir. La présence du Régent l'intimiderait, celle du Conseil de Régence lui enlèverait sa dernière objection, enfin pris au dépourvu, le dimanche matin seulement, il n'aurait pas le temps de se concerter avec autrui, pas même le temps de réfléchir⁴⁸.

Séance
du 17 juillet

Le dimanche matin, le prince envoya chercher les principaux membres du Conseil; « il ne les manda que sur-le-champ chacun et à des temps différents, et, sans expliquer rien au net à pas un, il tâcha de les capter les uns par autorité, les autres par amitié, quelques-uns par confiance, se tirant mal avec tous d'une confiance si tardive, et plus mal encore de ce qu'il ne leur disoit rien qu'en gros de ce qu'il leur demandoit si affectueusement d'approuver. Saint-Simon, dont ils s'étaient cachés plus soigneusement que de personne — c'est lui-même qui s'en flatte — parce qu'ils n'avoient jamais pu dans aucun temps le gagner pour

⁴⁷ Public Record Office, France, vol. 352 : Stair et Stanhope à Saint-Saphorin, Paris, 15 juillet 1718.

⁴⁸ Public Record Office, France, vol. 352 : Stair et Stanhope à Craggs, Paris, 16 juillet 1718.

l'Angleterre ni contre l'Espagne, et dont la liberté d'opinion les intriguait fort en cette occasion, fut aussi mandé. Le Régent lui parla avec grand embarras et ne fit point façon de le prier, et de le conjurer même de ne raisonner ni de s'opposer au traité dont on devoit parler l'après-dînée et que le maréchal rapporteroit sommairement⁴⁹. » Deux heures avant la séance décisive, le Régent dit aux Anglais qu'il était sûr de son fait et que le Conseil de Régence devoit s'assembler à trois heures et demie pour entendre le maréchal d'Huxelles qui parleroit fortement en faveur du traité. Voyant le scepticisme de Stanhope et de Stair, il tira de sa poche un papier qui était la minute de la harangue que réciterait le maréchal. Elle leur sembla éloquente et péremptoire, Pecquet venait de la rédiger le matin même⁵⁰!

« Le conseil assis, M. le duc d'Orléans dit deux mots de la nécessité de convenance d'être bien avec les puissances contractantes et d'un traité dont le maréchal d'Huxelles allait rendre compte. Le maréchal, plus mort que vif et la voix entrecoupée, lut à l'instant le traité sans aucune préface et après avoir lu, dit ces seuls mots qu'il le croyait utile et avantageux, et qu'il en étoit d'avis. Aussitôt après, les voix furent recueillies; quelques-uns, en petit nombre, ne dirent mot et s'inclinèrent comme en étant d'avis; la plupart parlèrent beaucoup, s'embrouillèrent, tous approuvèrent, mais plusieurs montrèrent que c'étoit malgré eux⁵¹. Le garde des sceaux d'Argenson et le marquis de Torcy, qui aspiraient à rentrer aux affaires, le prince de Conti et le maréchal d'Estrées approuvèrent; le comte de Toulouse, La Vrillière, Tallard, d'Antin, Noailles, Villars, Saint-Simon et l'évêque de Troyes s'en rapportèrent à la sagesse du Régent; Le Pelletier et Villeroy demandèrent un ajournement de l'alliance; le duc de Bourbon refusa de s'expliquer sur une communication aussi précipitée; le duc du Maine soutint que le traité serait aussi funeste à l'État qu'au Régent; le marquis d'Effiat, le seul de ses fidèles roués que le duc de Régence eût placé dans le Conseil de Régence, s'absenta sous prétexte de la goutte, mais il courut le cerf le lendemain⁵².

« Les Français, nourris dans les délices, les aises de la bonne chère, du sommeil et d'un bon duvet, par crainte de voir trou-

⁴⁹ Saint Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVII, p. 338.

⁵⁰ *Oxford Castle. Stair Papers*, vol. III, B : Stair et Stanhope à Craggs, 18 juillet 1718.

⁵¹ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVII, p. 338.

⁵² P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 141-142, d'après les « Mémoires du duc d'Antin ». *Gazette de la Régence*, p. 271; 22 juillet 1718.

bler leurs biens, leurs beaux jardins, leurs jolies maisons et les compagnies des dames, pour ne pas perdre seulement un souper étoient toujours prêts à courber la tête sous le joug du Régent. Ils voyaient certes, le mal dont souffrait la France par son oppression, le commerce ruiné; mais, on n'ignore pas que, quand la majorité souffre, bien peu cherchent à se tirer d'affaire. On supporte avec plus de patience un dommage qui frappe sur tous, que celui qui frappe quelques particuliers⁵³. » L'acceptation, — on devrait peut-être dire la capitulation — avait été unanime.

Signatures

Lorsque, dans la soirée, les lords chargèrent Schaub d'aller prendre heure avec le maréchal pour l'échange des signatures, il fut impossible de le rencontrer. Le lendemain, cependant, assisté de M. de Cheverny, il signa la convention avec Stanhope et Stair. On signa également l'acte aux termes duquel la France n'étais engagée que pour trois mois si, dans ce délai, l'Empereur ne signait pas le traité⁵⁴. Cela fait les lords vinrent présenter leurs félicitations au Régent. « Tout est fini! » s'était-il écrié « Dieu merci⁵⁵ ». Il rayonnait, se sentant devenu à cet instant, le maître de la France, désormais assez fort pour détruire les princes légitimés, soumettre le Parlement, supprimer les Conseils, démentir toutes ses promesses et restaurer en vue de vils trafics ce pouvoir absolu que le feu Roi avait établi pour de grands et glorieux desseins. Cette bataille gagnée lui causait une joie d'autant plus vive qu'il n'avait rien négligé de ce qu'il fallait faire pour la perdre. L'opinion publique, froissée, dérivait vers les chansons, tourna en ridicule les fanfaronnades du maréchal⁵⁶ :

*D'Huxelles dit : « Cette paix,
Cette Quadruple Alliance
Est la peste de la France,
Je n'y souscrirai jamais.
Contre ces projets iniques
Je fus toujours indigné. »
Après ces mots héroïques,
Le maréchal a signé.*

Ce qui fut signé le 18 juillet à Paris consistait en une conven-

⁵³ Erit. Mus. add. 8756, Mémoires inédits du prince de Cellamare, 2^e partie, fol. 261.

⁵⁴ Dangeau, Journal, t. XVII, p. 343; 18 juillet 1718.

⁵⁵ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 320, fol. 213 : Chavigny à Dubois, 18 juillet 1718.

⁵⁶ Bibl. nat., ms. 13629, fol. 331 : Recueil de Chansons.

tion particulière n'engageant que le roi de France et le roi de la Grande-Bretagne, un projet de traité proposé par eux à l'Empereur qui y avait apporté divers changements. Après examen, tels de ces changements avaient été acceptés, tels autres ajoutés, en sorte que finalement les deux signataires avaient décidé d'arrêter le projet dans son texte immuable qu'ils soumettraient à l'Empereur comme un *ultimatum* à adopter ou à repousser.

Le 21 juillet, Crawford, secrétaire de l'ambassade d'Angleterre à Paris, arriva à Londres porteur de la convention signée le 18 et des exemplaires du traité destiné à être signé par les quatre puissances, à Londres seulement. Le Régent talonnait Dubois. « Rien n'est plus pressé, lui écrivait-il, que de signer avec l'Empereur. Dès que Pendtenriedter aura pouvoir de signer le traité, tel que je vous l'envoie, ne perdez pas un moment, et signez sans attendre d'autres ordres, ni un plus grand éclaircissement touchant les États-Généraux auxquels je dépêche M. de Morville⁵⁷. » Cependant Pendtenriedter attermoyait. Sa Cour lui avait transmis l'acceptation des demandes de la France, mais ayant remarqué dans le texte apporté de Paris par Crawford quelques modifications de pure forme, l'autrichien voulait obtenir de nouvelles instructions de Vienne. Craggs, Sunderland, Bothmar et Dubois le sermonèrent tant et si bien, la nouvelle du débarquement des Espagnols en Sicile opéra si efficacement sur le ministre impérial qu'il se déterminait à apposer son nom au bas du traité⁵⁸.

Dubois pour la France, Sunderland pour l'Angleterre, Pendtenriedter pour l'Autriche signèrent, à Cockpit, le 2 août 1718, le traité de la Quadruple Alliance, ainsi qu'on le nomma par anticipation et dans l'attente de l'adhésion des Hollandais, trop flegmatiques pour arriver à temps.

Le traité comprenait trois parties ou trois traités distincts : 1^o entre l'Empereur et le roi d'Espagne; 2^o entre l'Empereur et le roi de Sicile; 3^o « alliance et amitié » entre l'Empereur, les rois de France, de Grande-Bretagne et les Provinces-Unies.

Six articles composaient la première partie et décidaient de la restitution de la Sardaigne à l'Empereur telle qu'elle était avant l'agression de l'année précédente avec ses fortifications, ses vaisseaux, son artillerie, ses munitions, etc. L'Empereur renonçait pour lui et ses descendants à toute prétention sur l'Espagne et

Signatures
à Londres
le 2 août

Traité entre
l'Empereur
et le roi
d'Espagne

⁵⁷ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 320, fol. 250, Le Régent à Dubois, 21 juillet 1718.

⁵⁸ Dumont, Corps diplom., t. VIII, part. 2 (texte latin); Lamberty, Mémoires pour servir à l'histoire du XVIII^e siècle, t. X, 2^e partie.

sur les Indes, par compensation des renonciations en vertu desquelles les couronnes de France et d'Espagne ne pourraient jamais être ni sur une même tête, ni dans une même ligne. En conséquence, Charles VI reconnaissait Philippe V en qualité de roi d'Espagne et des Indes et, en échange, Philippe V renonçait à toute prétention sur les États d'Italie et des Pays-Bas, reconnus à l'Empereur par les traités d'Utrecht et de Rastadt, ainsi qu'à la réversibilité de la Sicile.

Les duchés de Parme et de Plaisance et le grand duché de Toscane, considérés comme fiefs impériaux seraient, à la mort des princes titulaires attribués à l'infant don Carlos ou, à son défaut, à tout autre fils légitime d'Élisabeth Farnèse par ordre de primogéniture. Don Carlos recevait l'investiture éventuelle dans un délai maximum de deux mois. Le roi d'Espagne remettrait alors à son fils Porto-Longone et la partie de l'île d'Elbe encore détenues par lui; Livourne demeurerait port libre à perpétuité. En aucun temps, le roi d'Espagne ne pourrait détenir les États ainsi octroyés à don Carlos ni être le tuteur de celui qui les posséderait. Aucune garnison n'y pourrait être introduite jusqu'à l'ouverture de la succession, soit par l'Empereur, soit par le roi de France, soit par le roi d'Espagne. Six mille Suisses tiendraient garnison à Livourne, Porto-Ferrajo, Parme et Plaisance.

Le roi d'Espagne consentait-il à l'échange conclu de la Sicile et de la Sardaigne entre l'Empereur et Victor-Amédée, Philippe V et Charles VI se garantissaient mutuellement la possession de leurs États; ils accordaient une amnistie générale et réciproque à tous ceux qui en Espagne, en Flandre ou en Italie, avaient suivi l'un ou l'autre parti depuis la mort de Charles II.

Traité entre
l'Empereur
et Victor-
Amédée

Six articles composaient le traité entre l'Empereur et le provisoire roi de Sicile qu'on dépouillait de cette aubaine dont on le jugeait peu digne et à laquelle il ne pouvait faire valoir aucun droit. Au reste la séparation de Naples et de la Sicile, si longtemps unis, nuisait à leurs intérêts communs et au reste de l'Italie. On laissa à Victor-Amédée un délai de deux mois pour s'exécuter et il recevrait en échange la Sardaigne à titre perpétuel, sauf réversion à la couronne d'Espagne à défaut de descendance mâle dans la maison de Savoie. Les cessions faites au duc de Savoie par le traité de Turin, en 1703, d'une partie du Montferrat et de territoires milanais étaient confirmés. Reconnaissance des droits de la maison de Savoie à succéder au trône d'Espagne dans les conditions prévues par le traité d'Utrecht. Les deux souverains se garantissaient réciproquement leurs possessions en

Italie, s'engageaient à échanger les ratifications du traité dans les deux mois et à envoyer des plénipotentiaires au congrès.

Huit articles constituaient le traité conclu entre les quatre puissances qu'elles unissaient par un *foedus arctissimum* pour maintenir la paix générale de l'Europe. La France, l'Angleterre et les Provinces-Unies s'emploieront après du roi d'Espagne pour en obtenir l'abandon de la Sardaigne à l'Empereur, sinon elles prendraient les mesures indispensables à la conservation de la paix en Italie. Les six premiers articles contiennent les stipulations usuelles d'amitié, garanties de possessions territoriales et autres, promesse de maintenir, « même par la force des armes » l'ordre de succession établi en France et en Angleterre par les traités d'Utrecht, règlement des contingents militaires à fournir, accès offert dans cette alliance au roi de Portugal. Un article séparé admettait que les titres pris ou omis par les divers contractants ne tiraient pas à conséquence et n'enlèveraient rien à la force des renonciations réciproques.

Traité
de la
Quadruple-
Alliance

À la suite de ce traité public venaient les articles secrets, au nombre de douze.

Les articles
secrets

I. Le Roi Très Chrétien, le roi de Grande-Bretagne et les États-Généraux étant convenus par le traité convenu entre eux et signé ce dit jour de certaines conditions conformément auxquelles la paix pourrait se faire entre l'Empereur et le roi de Sicile (lequel on juge à propos de nommer le roi de Sardaigne) et ayant communiqué les conditions à ces trois princes, l'Empereur déclare accepter ces conditions ou articles et consent à conclure une paix perpétuelle entre lui, le roi d'Espagne et le roi de Sardaigne.

II. Les deux princes auront un délai de trois mois à compter de la signature du présent traité pour déclarer s'ils veulent les accepter.

III. S'ils n'acceptent pas dans ce délai, les Puissances joindront leurs forces à celles de l'Empereur pour les y obliger; elles fourniront les secours stipulés par l'article VII du traité d'alliance signé ce jourd'hui. On consent unanimement que le Roi Très Chrétien fournisse des subsides en argent au lieu de troupes. Si à cause des secours fournis à l'Empereur, les rois d'Espagne et de Sardaigne, ou l'un d'eux font la guerre à l'une des trois Puissances, les deux autres feront la guerre au roi qui l'aura déclarée et ne poseront pas les armes que l'Empereur ne soit en possession de la Sicile et en sûreté pour ses États d'Italie, et que juste satisfaction ne soit faite à celle des Puissances qui aura été attaquée.

IV. Si l'un seulement des deux rois accepte les conditions de

paix, il se joindra aux quatre Puissances contractantes pour contraindre celui qui les aura refusées.

V. VI. VII. On prévoit les diverses éventualités de la conquête à faire de la Sicile et de la Sardaigne. Elles devront alors être confiées en dépôt entre les mains de l'Angleterre et des États-Généraux pour être remises à qui de droit à la paix.

VIII. En cas qu'on soit obligé de faire la guerre au Roi Catholique et au roi de Sardaigne ou à l'un des deux seulement, l'Empereur devra se contenter des avantages stipulés d'un commun consentement, sauf qu'il pourra revendiquer les parties de l'État de Milan que le roi de Sardaigne possède. Les trois autres contractants décideront avec l'Empereur du prince à qui, à l'exclusion du roi de Sardaigne, sera donnée la partie du duché de Montferrat que ce roi possède; et à quel autre prince seront données des lettres d'expectative du grand-duché de Toscane et du duché de Parme et de Plaisance, à l'exclusion des fils de la présente reine d'Espagne, bien entendu que jamais, en aucun cas, ni l'Empereur, ni aucun prince de la maison d'Autriche qui possèdera des royaumes, provinces et États d'Italie, ne pourra s'approprier les États de Parme ou de Toscane.

IX. Si l'Empereur ne peut pas parvenir à s'emparer de la Sicile ou de la Sardaigne, il sera délié de tous engagements à l'égard des rois d'Espagne et de Sardaigne.

X. Il sera fait des renonciations réciproques par l'Empereur et le roi d'Espagne. Si le roi Catholique persiste à refuser de souscrire à la paix, l'Empereur remettra cependant sa renonciation au roi de Grande-Bretagne lequel ne l'exhibera au Roi Très-Chrétien qu'après que l'Empereur aura été mis en possession de la Sicile. Alors l'exhibition et la publication se feront à la première sommation du Roi Très-Chrétien; et ces renonciations auront leur effet, soit que le Roi Catholique ait signé la paix avec l'Empereur ou non, vu en ce dernier cas la garantie des Puissances contractantes.

XI. L'Empereur s'engage à ne rien entreprendre contre le Roi Catholique ni contre le roi de Sardaigne pendant les trois mois accordés à ces deux princes pour accepter les conditions de paix avec l'Empereur; mais s'ils continuent les hostilités contre lui, les Puissances lui fourniront tous les secours dont on est convenu, et même davantage s'ils ne suffisent pas.

XII. Les onze articles qui précèdent demeureront secrets entre les signataires pendant trois mois à compter de la signature, à moins que les Puissances d'un commun accord ne jugent à propos d'abrégier ou de prolonger ce terme.

La chancellerie dressa un *instrumentum* latin du traité de Londres à l'usage des Anglais, des Hollandais et des Impériaux, un autre en français à l'usage des Français. Les Anglais reconnurent qu'on avait procédé de cette façon à Ryswick, à Utrecht, à la Haye. Une innovation intéressante fut introduite : les Anglais avaient coutume de donner à leur monarque dans le préambule de l'acte latin des traités le titre de roi de France et n'accordaient à nos rois que le titre de « très-chrétien ». Cette fois Louis XV, dans le préambule de ce même texte latin dressé pour et par les Anglais, fut qualifié *Ludovicus decimus quintus, Franciae Navarraeque Rex Christianissimus*, avec la préséance sur *Georgius Magnae Britanniae Rex, dux Brunsvicensis et Luneburgensis*, sans mention de son titre dérisoire de roi de France. A plus forte raison, le protocole fut-il le même dans le préambule du texte français. Au cours des articles de l'un et de l'autre texte, Louis XV, selon la coutume immémoriale n'est pas appelé autrement que le Roi Très-Chrétien. George n'a pas d'autre appellation que celle de roi de la Grande-Bretagne.

Ce traité imposé par l'arbitrage de deux grandes puissances sans malveillance et sans mission, prétendait empêcher la guerre qu'il rendait inévitable et prochaine; mais c'était la guerre contre une puissance déchue et nullement redoutable. « Dans l'épuisement où la France était tombée, comment eût-elle soutenu la guerre contre l'Empereur et les puissances maritimes? Cependant après l'invasion de la Sardaigne et de la Sicile, il fallait ou se perdre avec l'Espagne ou lui résister pour la sauver²². » Si, au mois d'août 1718, l'Europe était partagée en deux ligues, l'une était étroitement unie et tous ses éléments rapprochés et coordonnés : Angleterre, Hollande, France, Autriche; l'autre était désagrégée avant d'être ébauchée : Espagne, Suède, Russie. Dès l'instant où ces deux ligues entraient en conflit, leur sort ne pouvait être un seul instant douteux, l'Espagne devait succomber malgré son grand effort militaire et en raison même de cet effort.

L'opinion publique en France demeurait hésitante avec une tendance hostile. Il est curieux d'observer qu'après la réaction qui en 1715, avait condamné tout, sans exception, de la politique du feu Roi, Dubois ne trouvait pas de plaidoyer plus efficace pour son œuvre que de la représenter comme le perfectionnement et l'achèvement de l'œuvre de Louis XIV : « L'unique moyen de calmer l'Europe et de prévenir toutes sortes de guerres et de troubles étoit de former un projet qui pût achever le grand

²² P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. I, p. 143.

Le
Protocole

Utilité
du traité

L'opinion
publique

ouvrage que le feu Roi avoit si fort avancé⁶⁰ le président Hénault s'étonnait à la vue de ces souverains qui réglaient et qui partageaient ce qui ne se trouvait pas entre leurs mains, disaient d'États non vacants et forçaient chacun à accepter leurs décisions arbitraires⁶¹. Saint-Simon louait sans réserve cette convention qu'il devait dans la suite critiquer sans ménagements⁶².

Gratifications

Le traité de la Quadruple-Alliance une fois signé, la tâche de Dubois était terminée et ses intérêts le rappelaient à Paris. Pecquet⁶³, Saint-Simon exprimaient leur impatience de le revoir⁶⁴, le Régent lui écrivait : « Mon cher abbé, je vous attends avec impatience⁶⁵ », et l'abbé précipita son départ, mais auparavant il se montra magnifique. « Il ne faut rien négliger, écrivait-il au duc d'Orléans, pour gagner l'affection des acteurs grands et petits, non par des propositions directes qui leur fassent penser qu'on les croit capables d'être subornés, mais par des manières nobles qui paraissent partir plutôt de générosité que d'un dessein de surprendre leur fidélité. Votre Altesse Royale a éprouvé le désintéressement de milord Stanhope. Je voudrais pourtant le tenter encore par quelque galanterie, et si V.A.R. le priait d'accepter un portrait du Roi ou d'Elle, garni de diamants pour le prix de 50.000 écus ou de 200.000 francs, je doute s'il l'accepterait, mais qu'il le refusât ou non, cela ne pourrait faire que bon effet. » Pour lord Stair, on déboursa 100.000 livres en bijoux, et il suffira de 40.000 livres de vaisselle pour le ministre de l'Empereur, car « il est certain que l'argent a de l'ascendant sur Pendtenriedter, aussi la prudence veut qu'on en profite pour animer sa bonne volonté. » Dubois avait à tirer vengeance du commis Pecquet, tout dévoué à d'Huxelles; il le fit désigner pour une gratification de 15.000 livres du Régent et un diamant de 500 livres sterling du roi d'Angleterre. Pecquet refusa, Dubois s'indigna : « C'est un beau diamant que le désintéressement et la vertu dont il se pique, mais le petit diamant que le roi d'Angleterre lui fait envoyer est si joli qu'il faut que M. Pecquet ou moi l'ayons et je le conjure donc de ne pas se faire tirer l'oreille

⁶⁰ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 312, fol. 303 : Mémoire de Dubois.

⁶¹ Hénault, *Mémoires*, édit. de Vigan, in-8, Paris, 1885, p. 58.

⁶² Chéruel, dans *Revue historique*, t. I, p. 145.

⁶³ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 321, fol. 23 : Chavigny à Dubois, 28 juillet 1718.

⁶⁴ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 321, fol. 82 : Chavigny à Dubois, 1^{er} août 1718.

⁶⁵ Chavigny à Dubois, dans Ch. Aubertin, *L'esprit public au XVIII^e siècle*, p. 120.

pour le recevoir⁶⁶. En Angleterre, où ces présents de corruption s'étaient au grand jour⁶⁷, le refus de Pecquet sembla une leçon et fut fort mal reçu. « Il y a une telle affectation à refuser, écrit Craggs, que je serais porté à croire que celui qui, en pareil cas, refuse un petit présent qu'on lui offre publiquement, comme civilité, en attendait un considérable, en cachette, pour acheter ses services⁶⁸. » Ces *bounties* ou pots-de-vin étaient si peu indifférents que Pecquet refusa obstinément de s'en laisser salir, de « faire le sot » suivant le langage de Craggs; il y eut un exemple plus considérable, Dubois lui-même ne consentit sous aucun motif à encaisser les 3.000 livres sterling auxquels Georges I^{er} tarifait ses services. Il jugea qu'à les recevoir il donnerait prise sur lui. D'autres furent moins scrupuleux⁶⁹, lui suivait son sentier sans en dévier.

Riche par ses bénéfices et ses gratifications, possédant tout en abondance, carrosse, garde-robe, cave, ameublement, Dubois n'avait que faire des guinées anglaises et monnayait d'autre façon la reconnaissance étrangère. De Londres, le comte de Sunderland écrivait à lord Stair : « L'abbé Dubois nous quitte la semaine prochaine. J'espère, une fois qu'il sera en France, que vous saurez persuader au Régent de ne pas laisser lui-même et ses affaires entre les mains de ses ennemis, sinon tout notre grand ouvrage, j'en ai peur, tombera à rien⁷⁰. » C'était le ministre qu'on lui destinait de Londres et, de Londres aussi, lui écrivait Chavigny, « M. Stanhope songe à vous faire cardinal⁷¹ ». L'insinuation reparait pour la deuxième fois.

Le samedi 13 août, Dubois quitta l'Angleterre qu'il ne devait plus revoir, arriva au Palais-Royal, le 17, à une heure du matin, entra la clef à la main chez le Régent qui l'embrassa tendrement, et, dans l'après-dînée, l'emmena à Saint-Cloud; Law les y rejoignit⁷².

⁶⁶ Dubois au Régent, dans Ch. Aubertin, *op. cit.*, p. 122.

⁶⁷ L. Wiesener, *op. cit.*, t. II, p. 216-217.

⁶⁸ *Oxenfoord Castle*, Stair Papers, vol. XIII, B : Craggs à Stair, Hampton Court, 1 (=12) septembre 1718.

⁶⁹ L. Wiesener, *op. cit.*, t. II, p. 219-220.

⁷⁰ *Oxenfoord Castle*, Stair Papers, vol. XIII, A : Sunderland à lord Stair, 26 juillet (=6 août), 1718.

⁷¹ Chavigny à Dubois, dans Aubertin, *op. cit.*, p. 120; Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 310, fol. 9 : Chammorrel à Dubois, 1^{er} octobre 1718.

⁷² *Gazette de la Régence*, p. 274; 19 août; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 359 : 17 août 1718.

Prévisions
et retour
de Dubois

CHAPITRE XXII

L'appel au concile général

(20 novembre 1716 — 8 septembre 1718)

L'appel. — Refus du Bref. — Lettres violentes pour et contre la bulle. — Le cardinal de Noailles mollit. — Conférence au Palais Royal. — Engagement secret pris par les Appelants. — Inutilité des conférences. — Mort du chancelier Voysin. — Daguesseau reçoit les sceaux. — Satisfaction publique. — Fin des conférences. — Appel des évêques. — Adhésion de la faculté. — Le Régent averti. — Mesures de rigueur contre les appelants. — Adhésions nombreuses. — Opinions contradictoires. — L'exploit de l'huissier Le Grand. — Appel du cardinal de Noailles. — Nombreuses adhésions. — Allées et venues. — Réponse du cardinal au Pape. — Humeur du Pape. — Nouveaux projets et violences. — Déclaration de silence forcé. — Intrigues clandestines de Lafitau. — L'appel du cardinal de Noailles publié furtivement. — L'opinion publique. — Les libelles. — Les vues du duc de Saint-Simon. — L'affaire des bulles. — Disgrâce de Daguesseau. — Le décret du 19 février. — La lettre *Pastoralis officii* du 8 septembre 1718. — L'appel du Cardinal et l'adhésion du chapitre.

Le 4 janvier 1717 trois plénipotentiaires signaient, à la Haye, la Triple-Alliance; le même jour, quatre évêques signaient, à Paris, l'appel au futur concile. Ces deux événements allaient engager les destinées politiques et religieuses de la France pour une longue suite d'années.

Dès le 20 novembre 1716, les évêques négociateurs étaient rentrés à Paris afin de poursuivre les conférences d'accommodement. Beaucoup de prélats, il est vrai, faisaient défaut¹, mais si le cardinal de Rohan se montrait plein de confiance², le public demeurerait sceptique³. Le nonce faisait de son mieux, à chaque courrier, pour alarmer et irriter le Saint-Père, réclamant des mesures rigoureuses contre Noailles. Il représentait les Parlements à la tête de l'opposition aux évêques qui ne comptaient plus que très peu de fidèles dans les villes de Toulon, Marseille,

L'appel

Refus
du bref

¹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 494; 20 novembre 1716.

² Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 494; 21 novembre 1716.

³ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 496; 24 novembre 1716.

Grasse, Nevers, Reims, Beauvais, Nantes et Rouen. A l'entendre, le parti de Noailles gagnait chaque semaine douze mille adhérents et la France s'acheminait rapidement vers le presbytérianisme⁴. Bientôt arriva un courrier de Rome porteur de la lettre attendue du Sacré-Collège au cardinal de Noailles⁵, d'un bref au Régent, un autre aux évêques acceptants, et un troisième à la Sorbonne pour suspendre ses privilèges⁶. Ces pièces ne laissaient pas que d'embarrasser. Un jour ou deux après, le prince chargea les agents du clergé d'écrire à tous les évêques de ne pas recevoir le bref circulaire⁷. Cet avis fut le prélude de tous les arrêts rendus par les Parlements pour la suppression des Brefs⁸. Le cardinal Paulucci n'avait pas manqué d'adresser par la poste le bref circulaire à chaque évêque; la plupart le renvoyèrent au Régent, comme il l'ordonnait. Dès que les Parlements eurent prononcé sur cette pièce, le prince, qui la tenait pour non-avenue, la remit entre les mains du cardinal de Noailles⁹.

Lettres
violentes
pour
et contre
la Bulle

Cependant les conférences allaient leur train parmi l'inattention générale; chacun suivant son idée et travaillant à la faire triompher. Le 17 décembre, les curés du diocèse de Paris s'assemblèrent et écrivirent à leur archevêque qu'ils ne recevraient pas la bulle sans explications, « ni même avec des explications quand même le Pape en donnerait » et ne pourraient que lui désobéir si leur Ordinaire prescrivait autre chose¹⁰. Le lendemain, il n'était bruit que de l'admonestation du Régent au cardinal de Bissy qui, avec onze autres évêques, avait écrit au Pape de tenir ferme au sujet de la Bulle¹¹. Le surlendemain c'était l'archevêque de Reims, Mailly, qui adressait une lettre publique à l'épiscopat assemblé à Paris, pour jeter la suspicion sur les évêques non-acceptants¹². « On ne sauroit s'empêcher de craindre, écrit Dangeau, que ces lettres n'aigrissent encore les esprits¹³ ». Mais les

⁴ Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 162.

⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 501, 502; 4 et 6 décembre 1716; Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 304-305.

⁶ Le 6 décembre; Buvat, *Journal*, t. I, p. 235.

⁷ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 306; Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 165; Dangeau, t. XVI, p. 503; 9 décembre 1716.

⁸ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 307-309; Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 167-173.

⁹ Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 174.

¹⁰ Buvat, *Journal*, t. I, p. 236, 241; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 510; 21 décembre 1716; Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 312; Villefore, *op. cit.*, t. II, p. 198.

¹¹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 237.

¹² Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 509; Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 178.

¹³ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 510; 21 décembre 1716.

deux camps renfermaient des combattants visiblement lassés. L'Hôtel de Soubise en face de l'Archevêché, Rohan en face de Noailles, les conversations començaient à désagréger les partis et à ébranler les chefs¹⁴. Noailles surtout mollissait.

Le 28 décembre les évêques de Mirepoix, la Broue, de Montpellier, Colbert, et de Senez, Soanen, dinaient à l'archevêché. Sur la fin du repas Daguesseau et le duc de Noailles survinrent et toute la compagnie se rangea auprès du feu. Le duc de Noailles, de ce ton d'un homme qui pense tout haut, dit : « Pendant que voilà messieurs les principaux chefs de la Constitution, il faut ici la brusquer. » — « On ne brusque pas ainsi ce qui regarde l'Eglise », riposta Colbert; et comme il aimait à rendre les coups, il ajouta « ...comme on a ci-devant brusqué la campagne de Catalogne ». Daguesseau s'embarqua dans un long discours, la Broue prit ensuite la parole, puis Colbert, toujours agressif : « En vérité, dit-il, je ne reconnais plus monsieur Daguesseau de 1714 dans celui de 1716. » Et se tournant vers l'amphitryon : « Est-il possible que Votre Éminence veuille changer de sentiment et abandonner le parti de la vérité, vous que nous avons regardé jusqu'à présent comme notre chef, sur qui nous pouvions compter comme une colonne inébranlable? — Que voulez-vous que je fasse, répliqua le cardinal; M. le duc d'Orléans me presse de me déclarer et d'accommoder cette affaire qui l'inquiète; plusieurs évêques me pressent, ma famille me presse : voilà ce qui m'embarrasse. » Il se fit un silence. Colbert, Soanen et la Broue saluèrent et disparurent¹⁵. Toute illusion s'évanouit et ils sentirent venue l'heure de la confession, peut-être du martyre. A deux jours de là, Colbert eut une longue audience du Régent, et lui dit : « Votre Altesse Royale peut compter en sûreté sur ma personne, sur tout ce que je possède au monde; ma vie même vous est dévouée en cas de besoin; mais, pour ma conscience, c'est à Dieu seul que je la réserve comme le maître de mon âme; ainsi je ne puis changer de sentiment à l'égard de la Constitution¹⁶. »

Le cardinal
de Noailles
mollit

N'ayant rien à attendre de ce côté, le Régent, aidé par le duc de Noailles, entreprit de venir à bout d'une affaire qu'il croyait gâtée par la seule obstination de quelques-uns. Il convoqua une

Conférence
au
Palais-Royal

¹⁴ Buvat, *Journal*, t. I, p. 180, 230; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 511; 26 décembre; Villefore, *Anecdotes*, t. I, p. 179.

¹⁵ Buvat, *Journal*, t. I, p. 238-239; janvier 1717.

¹⁶ Buvat, *Journal*, t. I, p. 240. Tout ceci a été ignoré par V. Durand. *Le jansénisme au XVIII^e siècle et Joachim Colbert, évêque de Montpellier*, in-8. Toulouse, 1907; *Gazette de la Régence*, p. 140; 25 janvier 1717.

conférence au Palais-Royal le dimanche 3 janvier. Le cardinal de Noailles, les évêques de Châlons-sur-Marne, d'Arras, de Bayonne, de Boulogne et de Mirepoix s'y rendirent et rencontrèrent le Régent, le maréchal d'Huxelles, le marquis d'Effiat, MM. Daguesseau et Amelot. On discuta un projet d'acceptation rédigé par Daguesseau et, après quatre heures de dispute, on se sépara sans qu'il « y eut rien de résolu », sinon de se réunir le jeudi suivant¹⁷.

Engagement
secret
des
Appelants

L'évêque de Mirepoix n'avait, sans doute, consenti à prendre part à cette conférence que pour instruire ses trois collègues de Senez, de Montpellier et de Boulogne du tour que prendrait l'affaire. Ces quatre évêques, réunis chez celui de Mirepoix, le lendemain 4 janvier, trouvèrent toutes les avances inacceptables, toutes les précautions insuffisantes et se lièrent ce jour-là par un engagement réciproque et secret en vue de prendre les seules mesures efficaces à leurs yeux. Les explications de Rome ne vaudraient pas mieux, pensaient-ils, que le reste de la bulle, et recevraient en France un accueil analogue à celui qui attendait à Rome les explications venues de France; ils en conclurent que ni les explications ni la bulle elle-même n'étaient recevables¹⁸.

Inutilité
des
conférences

Maintenant les conférences se succédaient, sans le moindre résultat acquis, ni prévu. « Il ne paroît pas que les affaires avancent beaucoup; ...les esprits ne se rapprochent point¹⁹. » Loin de là. « Il paroît plusieurs écrits fort libres de différents ecclésiastiques qui sont tous contre la Cour romaine », écrit Dangeau le 9 janvier²⁰ et, le 12, c'est Buvat qui mentionne la démarche de la Sorbonne allant en corps à l'archevêché, au nombre de cent trente-deux docteurs, où ils protestèrent que, monobstant les bruits qui se répandaient alors d'un prochain accommodement de M. le cardinal, la Faculté étoit résolue de persister à soutenir le parti de la vérité²¹. » Cette démarche fit grand bruit²² et tandis que se succèdent les entrevues et les conférences, que le duc d'Orléans « se donne tout entier à cette affaire », on commence à dire « qu'il sera mal-aisé de la finir que par un concile natio-

¹⁷ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 311; Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 180-181; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 2-3; 3 janvier 1717.

¹⁸ Villefore, *Anecdotes*, t. I, p. 181.

¹⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 6; 5 et 6 janvier 1717; Buvat, *Journal*, t. I, p. 240, 241.

²⁰ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 7; 9 janvier 1717.

²¹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 241; 12 janvier 1717; Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 203, 206.

²² Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 9; 12 janvier 1717.

nal²³. » Chaque jour c'est une nouvelle assemblée²⁴ et le Régent qui ne s'y ménage pas est surpris de l'ardeur des adversaires. « Les saints se battront ici tantôt », dit-il à son aumônier en les attendant²⁵ et, après les avoir congédiés, il rit de tout cœur : « Je pourrai bien venir à bout de la mitraille, dit-il, mais la prêtraille m'embarrasse²⁶. »

Le malheureux n'avait rien vu encore! Tandis qu'il essayait vainement de mettre les évêques d'accord, la Sorbonne s'était ébranlée. Maintenant les cinquante-deux curés de Paris répandaient à foison leur lettre imprimée, les trois cents curés du diocèse écrivaient trois lettres signées d'eux tous, et voici que s'élançaient les moines et les mendiants : Bénédictins de Saint-Germain-des-Prés, de Saint-Denis-de-la-Chartre, de Saint-Martin-des-Champs, des Blancs-Manteaux et de Saint-Denis en France; Augustins, Prémontrés, Jacobins, Cordeliers, tous écrivaient à Noailles leur résolution de vivre et de mourir dans la défense de la vérité, quand même son Éminence voudrait changer de sentiment²⁷. Enfin l'Oratoire se mit de la fête²⁸.

Les gens avertis se demandaient de bonne foi comment sortir de cette impasse, où « le plus grand obstacle était la résistance de tout le second ordre qui augmentoit tous les jours en partisans²⁹ », lorsque survint un événement considérable et fort inattendu : Le lundi 1^{er} février, le chancelier Voysin, régaland sa famille à souper, voulut au dessert prendre une poire en compote avec sa fourchette, manqua de forces de la main droite, ce qui l'obligea de prendre sa fourchette de la main gauche qui ne le servit pas mieux. Il dit là-dessus : « Je me trouve mal ». Et se laissant aller sur le dossier de son fauteuil, tomba en apoplexie. On courut chercher prêtre et médecin, mais le chancelier mourut vers deux heures du matin, sans avoir repris connaissance un seul instant. Il fut fort regretté de ses parents, de ses domestiques et des Jésuites. Vu l'heure avancée, la nouvelle s'ébruita peu. Le duc de Noailles averti le soir même, puis dans la nuit, ne songea guère au défunt, mais à son successeur. Avant le jour il fut au Palais-Royal, trouva le Régent sur sa chaise percée, sor-

Mort du
chancelier
Voysin

²³ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 8; 11 janvier 1717.

²⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 9, 10, 11; 13, 15, 18, 20 janvier 1717.

²⁵ *Gazette de la Régence*, p. 136; 22 janvier 1717, rapporte ce qui s'est passé le 18.

²⁶ Buvat, *Journal*, t. I, p. 241; 18 janvier 1717.

²⁷ Buvat, *Journal*, t. I, p. 241-242; Picot, *op. cit.*, 3^e édit., t. II, p. 11, note 1.

²⁸ *Gazette de la Régence*, p. 138; 25 janvier 1717.

tant de son lit et dont la digestion n'était pas terminée. « Votre Altesse Royale, lui dit-il, peut brusquer cette affaire et se déterminer au plus tôt sur le sujet qu'elle juge digne de remplir la charge de chancelier de France, pour ne pas être accablée de sollicitations. » Le duc avait son candidat qu'il comptait bien gouverner en tout, c'était Daguesseau, à qui son beau-frère Saint-Contest était venu, à son réveil, annoncer cette subite et grande vacance. Sans s'émouvoir Daguesseau fit sa toilette et se rendit à sa paroisse entendre la messe. C'était le jour de la Chandeleur.

Daguesseau
reçoit
les sceaux

Le Régent n'avait pris le temps que d'envoyer réclamer les sceaux chez le défunt et d'expédier un gentilhomme chez le procureur-général qu'il trouverait à la messe de paroisse en l'église de Saint-André-des-Arcs. Le magistrat dérangé par cet importun se contenta de répondre : « Vous voyez, monsieur, que j'entends la messe; aussitôt qu'elle sera finie je ne manquerai pas d'obéir aux ordres de Son Altesse Royale. » Le gentilhomme ayant fait ce rapport, le duc d'Orléans le renvoya avec ordre d'amener M. Daguesseau en diligence, lequel ayant paru, le prince, à qui les proches parents de Voysin venaient d'apporter les sceaux, lui dit d'un air riant et engageant : « Tenez, monsieur Daguesseau, gardez les clefs de la chancellerie jusqu'à ce que je vous les redemande. » Le magistrat voulant s'étendre en compliments, le prince lui répliqua : « Tenez, encore une fois, prenez-les et ne faites pas le benêt. Il suffit que je connaisse ce que vous savez faire. » Peu après il l'emmena au Louvre le présenter au Roi et lui faire prêter serment. A M. Joly de Fleury, avocat-général, le prince dit en l'abordant : « Bonjour, Monsieur le procureur-général, je m'assure que vous remplirez parfaitement le poste de M. Daguesseau²⁹. »

Satisfaction
publique

La nouvelle se répandit dans tout Paris et « ce choix, dit la Gazette, fut universellement approuvé, si l'on excepte la partie des molinistes dont le défunt était le chef... La Constitution et les Jésuites, qui ne font qu'un, perdent un appui considérable, tandis que l'autre parti gagne une personne ferme, habile et zélée pour l'Eglise gallicane... Les Jésuites sont dans la dernière consternation et depuis cet événement on n'en a point vu dans les rues. Les bons Pères se tiennent enfermés dans leurs couvents comme renards dans leurs trous. L'accommodement avec Rome

²⁹ Gazette, p. 138; 25 janvier 1717.

³⁰ Gazette, p. 144; 5 février; p. 147; 8 février; Buvat, Journal, t. I, p. 245; Dangeau, Journal, t. XVII, p. 14, Additions de Saint-Simon, t. XVII, p. 15; le serment prêté seulement le lendemain, Dangeau, Journal, t. XVII, p. 17; Gazette, p. 146.

paroît autant éloigné que jamais³¹. » On ne sait si le choix du nouveau chancelier inclina le cardinal de Rohan vers la paix ou si sa disposition nouvelle s'expliquait mieux par deux grâces obtenues en ces jours-là pour son neveu, mais il parut entrer dans les vues du cardinal de Noailles et on se crut, un instant, sur la voie de la conciliation³². Illusion bientôt dissipée.

Toute conciliation échoue avant même d'être ébauchée par l'effet des précautions prises pour la rendre irréprochable. Noailles tient toujours en réserve quelque mémoire tout bourré de principes intangibles et d'exemples décisifs³³. Les pages succèdent aux pages et les cahiers aux cahiers; le Régent, résigné, subit ce déluge non sans laisser échapper « quelques mouvements d'impatience » sous cette profusion de « vérités si solidement détaillées ». Alors il se rejette vers l'espoir de diviser les évêques partisans de Noailles, ayant ouï qu'ils étaient divisés en trois classes dont une intraitable et composée naturellement des quatre prélats : Mirepoix, Montpellier, Senes et Boulogne. Mais les six autres n'étaient pour l'instant, guère plus faciles à entamer, on décida en conséquence de dresser une Déclaration imposant un silence absolu sur toute cette affaire³⁴. Le Régent dégoûté de tout le reste, comptait que ce moyen rendrait, enfin, la paix. Noailles sentait son diocèse lui échapper. Le jour où se tenaient au Palais Royal des assemblées, les fidèles s'entassaient dans les églises pour demander à Dieu que le cardinal ne les trahit pas³⁵. Le 26 février une assemblée plus nombreuse n'aboutit pas à de meilleurs résultats. « Voilà, disait-on à la Cour, toutes les conférences finies sans nul espoir d'accommodement³⁶ » et dans le public « on assurait que M. le Régent voyant les prélats si peu d'accord entre eux sur ce point, leur avoit dit de n'y plus penser et de s'en retourner chacun dans son diocèse³⁷. »

Fin des
conférences

Après l'assemblée de *prima mensis* on avait remarqué chez tous les docteurs une surexcitation extrême sur la manière dont ils étaient traités. Le jour même de l'assemblée à sept heures du matin, le secrétaire d'État La Vrillière envoyait au syndic Ravechet, qui ne put se dispenser d'en donner lecture publiquement,

Appel
des évêques

³¹ Gazette, p. 146; 5 février 1717.

³² Villefore, Anecdotes, t. II, p. 184; 5 février; Dangeau, Journal, t. XVII, p. 17; 5 février 1717.

³³ Villefore, Anecdotes, t. II, p. 184-196.

³⁴ Villefore, Anecdotes, t. II, p. 196; 20 février.

³⁵ Villefore, Anecdotes, t. II, p. 197.

³⁶ Dangeau, Journal, t. XVII, p. 32; 26 février 1717.

³⁷ Buvat, Journal, t. II, p. 253; 26 février 1717.

une lettre de cachet ordonnant à la Faculté de Théologie de biffer la conclusion inscrite dans ses registres sous la délibération du 15 janvier précédent. Cette lettre avait été sollicitée par le cardinal de Rohan; voyant l'émotion produite par cette mesure, les évêques de Mirepoix, de Montpellier, de Senez et de Boulogne, crurent la conjoncture favorable pour publier leur appel, qu'ils signèrent ce jour là, 1^{er} mars, et y associer la Faculté. Ces quatre évêques passèrent donc un acte authentique devant deux notaires du Châtelet de Paris, par lequel ils appelaient comme d'abus au futur concile général prochain de la constitution *Unigenitus* et de tout ce qui s'en était suivi jusqu'alors, soit de la part du pape, soit de la part des évêques de France qui l'avaient acceptée. Eussent-ils résolu de porter cet acte en Sorbonne, le vendredi suivant, à l'assemblée qu'on devait tenir. Leur dessein fut conduit avec un profond secret. A leur arrivée, la délibération venait de s'ouvrir sur les affaires courantes. Un docteur vint avertir le doyen que quelques évêques demandaient l'entrée de la salle de l'assemblée et une députation de six docteurs les alla recevoir. Tous se levèrent pour leur faire honneur et on garda le silence jusqu'à ce qu'ils eussent pris place sur le banc du doyen. L'évêque de Mirepoix prit la parole, exposa la nature et les raisons de cet appel; il les tira du fond de la Constitution, par laquelle, dit-il, les vérités étaient renversées, la morale et la discipline de l'Eglise mortellement blessées, l'autorité des souverains violée, et les droits de l'épiscopat attaqués. Il ajouta, que n'ayant pu trouver de remède à ces maux, ils avaient eu recours à celui qu'on avait employé dans tous les temps et qu'ils appelaient de la Constitution au futur concile général; il pria la Faculté d'entendre lire leur appel, ce qui fut fait par l'évêque de Senez. L'évêque de Mirepoix prit ensuite la parole et dit qu'ils mettaient entre les mains de la Faculté une copie authentique de leur acte d'appel, par préférence à toute autre Compagnie.

Adhésion de
la Faculté

Le syndic Ravechet complimenta les quatre, les remercia de l'honneur rendu et de la préférence accordée à la Faculté et conclut par ces paroles prononcées d'un ton plus ferme et plus grave que tout le reste : « à présent je déclare que j'adhère à l'appel interjeté par nos seigneurs les prélats, et que, Dieu aidant, j'y adhérerai toujours »; et il prit la Faculté à témoin, lui demandant acte. Quelques docteurs voulurent adhérer par voie d'acclamation: mais la matière parut trop importante pour être ainsi décidée et la délibération s'engagea selon les formes ordinaires. L'évêque de Senez, qui n'était pas de la Faculté voulut sortir, on l'obligea de rester, puis chacun opina paisiblement. Sur cent

dix docteurs présents, quatre-vingt-dix-sept adhérèrent à l'appel, douze se partagèrent en divers avis, un seul fut opposant, mais sans demander acte de son opposition. Les deux notaires du Châtelet, qui avaient suivi leurs quatre clients, réclamèrent une copie de la délibération qui leur fut accordée³⁸ (5 mars).

Pendant que les quatre évêques s'attardaient en Sorbonne, le curé de Saint-Merry³⁹, seul docteur opposant, s'esquiva et courut avertir de ce qui se passait le cardinal de Rohan qui ne fit qu'un saut jusqu'au Palais-Royal où le Régent dit tout haut « qu'il n'avoit jamais été si en colère⁴⁰ ». Quand le cardinal de Noailles arriva à onze heures à l'audience ordinaire, la première chose que lui dit le duc d'Orléans fut ce qui se passait en Sorbonne. Noailles joua le mécontentement et mit l'esclandre au compte de la lettre de cachet; il s'abusait. Un des quatre, l'évêque Jean Soanen, de Senez, a raconté depuis les motifs de la conduite tenue par ses collègues et par lui-même : « Après la mort de Louis XIV, nous retournâmes à Paris, pour l'affaire de la Constitution. On ne cessait, dit-il, de négocier, de tenir des conférences, de proposer divers projets qui tous, supposant pour condition essentielle que les évêques opposants accepteraient la Bulle, ne roulaient que sur la manière de l'accepter. Pour nous, nous ne prenions aucune part à ces mouvements, persuadés que la Bulle n'étoit pas une affaire à mettre en négociation, et qu'avec quelque correctif que la Constitution pût être proposée, nous ne pourrions jamais l'accepter. Mais nous comprîmes bientôt que ce n'est point assez pour un évêque de ne prendre aucune part aux plaies qu'on fait à la vérité et qu'il doit employer les derniers remèdes que Jésus-Christ a laissés à son Eglise. Ces réflexions nous déterminèrent à former notre appel au futur concile⁴¹. »

A peine eut-il instruit le Régent de ce qui se passait, le cardinal de Rohan concerta avec le prince une conférence qui se tiendrait au Palais-Royal l'après-dînée; il s'y trouva les cardinaux de Rohan et de Bissy, le chancelier Daguesseau, le duc de Noailles, le maréchal d'Huxelles, M. Amelot et le marquis d'Effiat, on envoya

Le Régent
averti

Mesures
de rigueurs
contre les
appelants

³⁸ Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 208-210; Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 323; Buvat, *Journal*, t. I, p. 256-257; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 37; 5 mars 1717.

³⁹ C. Baloché, *Eglise Saint-Merry de Paris. Histoire de la paroisse et de la collégiale (700-1910)*, in-8, Paris, s. d. [1911], t. I, p. 432-449, a ignoré cet incident.

⁴⁰ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 37; 5 mars.

⁴¹ *Instruction pastorale de l'évêque de Senez, dans laquelle il rend son clergé et son peuple dépositaires de ses derniers sentiments sur les contestations qui agitent l'Eglise, 1727.*

chercher MM. d'Armenonville et de la Vrillière pour libeller les lettres de cachet. Pendant la séance le Procureur général apporta l'acte d'appel que les quatre évêques, au sortir de la Sorbonne, étaient venus lui notifier et qu'il avait reçu sans leur en donner acte, quoiqu'ils l'en eussent requis. Quand ce magistrat se fut retiré, les deux cardinaux sollicitèrent des mesures de rigueur, auxquelles répugnait le Régent. Les quatre évêques eurent ordre de sortir de Paris dès le jour même; le syndic Ravechet fut exilé à Lyon, le notaire Touvenot envoyé à la Bastille⁴². Ravechet fut introuvable. Au sortir de l'assemblée il avait monté dans un carrosse qu'on lui tenait prêt, et emporté avec lui les registres dont le Régent voulait faire arracher quelques feuillets⁴³. Les prélats reçurent respectueusement, mais en évêques, l'ordre transmis par d'Armenonville. M. de Mirepoix en le reconduisant lui cita ce passage des *Actes des Apôtres* qui les montre joyeux d'avoir été trouvés dignes de souffrir pour Jésus-Christ⁴⁴. Touvenot fut appréhendé dans les rues par une troupe d'archers à pied et à cheval qui le tirèrent du carrosse de l'évêque de Montpellier et le menèrent à la Bastille⁴⁵.

Adhésions
nombreuses

Dès que M. d'Armenonville les eut quittés, les quatre évêques se rendirent à l'Officialité, l'audience tenante, et demandèrent les lettres *Apostolos* qui leur furent délivrées par l'official qui ne pouvait s'y refuser⁴⁶. Cela fait ils se retirèrent aux environs de Paris⁴⁷ et M. de Mirepoix y fut relancé avec ordre de gagner sur-le-champ son diocèse pour n'en pas sortir. A peine l'appel fut-il connu dans la foule qu'on vit les appelants se multiplier. Presque tous les curés de Paris et du diocèse, plusieurs communautés religieuses, la faculté de théologie de Reims, les chapitres de Chartres et d'Orléans, beaucoup de curés du diocèse de Rouen et une telle multitude d'autres qu'on n'y faisait plus attention. Le recteur de l'Université prenait ses mesures pour faire adhérer le

⁴² Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 324; Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 213; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 37; 5 mars.

⁴³ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 323; remplacé par l'abbé Quinaut, Dangeau, *op. cit.*, t. XVII, p. 41, 11 mars 1717, l'abbé Ravechet mourut le 24 avril, à Rennes, chez les Bénédictins en allant à Saint-Brieuc qui lui était désigné pour lieu d'exil; Buvat, *Journal*, t. I, p. 263; voir Dangeau, *op. cit.*, t. XVII, p. 38, 39; Dorsanne, p. 331.

⁴⁴ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 324; Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 214.

⁴⁵ Il y resta près d'un mois, Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 324 : *Gazette de la Régence*, p. 160; 5 avril 1717.

⁴⁶ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 324.

⁴⁷ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 324; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 39; 7 mars; *Gazette de la Régence*, p. 156; 26 mars.

corps entier des quatre Facultés de Paris, mais le Premier Président en informa le duc d'Orléans qui fit défense de rien statuer. Le maréchal d'Huxelles se mêlait de plus en plus à ces disputes et le Régent semblait heureux de l'y laisser agir, bien persuadé qu'il s'y userait vite.

Le coup de surprise des quatre avait nui à Noailles, qui passait au second plan, éclipsé par ces évêques de province. Rohan, n'agissait pas, mais parlait haut et s'imposait au nom d'une trentaine d'évêques qu'il tenait en main et traitait à sa table. Dans ce nombre on choisit huit prélats qui se tiendraient à la disposition du Régent pour répondre à ses interrogations⁴⁸, sorte de synode de cour, permanent et domestique, tel qu'on l'avait vu jadis à Byzance : *Synodos endémousa*⁴⁹. Celui-ci compterait les inévitables cardinaux de Rohan et de Bissy, les archevêques de Bordeaux, de Bourges et d'Aix, les évêques de Bazas, d'Uzès et de Viviers. Cependant; même dans l'entourage de Rohan, les quatre ne manquaient pas de défenseurs⁵⁰, aussi Noailles ne se décourageait pas, il écrivait⁵¹, il parlait. A la tête de quatorze évêques, il alla demander au Régent le rappel des quatre⁵². Le prince admit que leur appel était canonique, mais leur reprocha de l'avoir émis sans lui en parler dans un temps où il travaillait à tout pacifier⁵³. Noailles lui-même ne se cachait plus maintenant de dire « qu'il ne voyait plus rien de meilleur à faire qu'un appel au Concile oecuménique »; il s'y résoudrait le plus tard possible, avertirait le prince au préalable et servirait tous les adversaires autant que l'intérêt de l'Eglise le demanderait⁵⁴. Le Régent laissait tout dire en sa présence, cela comme le reste; quand Noailles invoquait les droits de sa conscience il se taisait, quand Rohan ou Bissy disaient la même chose il souriait. Comme tout le monde, il riait de tout ce qu'un conflit si grave suscitait de petites choses et d'étrangetés. A Rome on avait brûlé par ordre du Pape les lettres des curés du diocèse de Paris à leur archevêque; le bourreau, homme ingénieux, imagina d'enduire de graisse ces papiers gallicanes qui dégagèrent une fumée aveuglante, ce que

Opinions
contra-
dictoires

⁴⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 40; 8 mars 1717.

⁴⁹ J. Pargoire, *L'Eglise byzantine de 527 à 847*, in-12, Paris 1905, p. 55-56.

⁵⁰ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 40; 8 mars 1717.

⁵¹ Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 216.

⁵² Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 41; 10 mars 1717.

⁵³ Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 221.

⁵⁴ Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 221; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 42; 12 mars 1717.

le peuple romain tint pour vrai miracle⁵⁵. Mais il y eut mieux, tellement que, d'abord, les Parisiens n'y voulurent croire⁵⁶. Cependant l'histoire était véritable et Jean Buvat ne manqua pas de la recueillir⁵⁷ :

L'exploit de
l'huissier
Le Grand

« Le 1^{er} d'avril 1717, le sieur Le Grand, huissier au Châtelet de Paris, arriva du voyage qu'il avait fait à Rome par ordre des évêques de Mirepoix, de Montpellier, de Senez et de Boulogne. Pour dérober sa marche, il partit de Paris le 6 mars, sous prétexte d'aller, à son ordinaire, à la campagne faire quelques exploits d'assignation ou de saisie. Il prit la poste à douze lieues de Paris, et continua sa course en diligence jusqu'à vingt milles ou six ou sept lieues de Rome, où ayant quitté la poste, il acheva son voyage à pied jusqu'à Rome, comme un pèlerin. Le lendemain de son arrivée il fut au Palais du Vatican, après-dîner, et se glissa parmi ceux qui eurent audience du Pape, où après avoir à son tour baisé la pantoufle du Saint-Père, il lui présenta un papier que Sa Sainteté remit entre les mains du cardinal Paulucci, son premier ministre d'État, pour lui en rendre compte une autre fois et pour y faire réponse, croyant que c'étoit un *placet* ou mémorial; puis l'huissier se retira, et la nuit suivante, à minuit, il afficha deux copies de l'acte d'appel des quatre évêques à côté de la principale porte de l'église de Saint-Pierre et une autre copie au *Campo di fiore*, au bas desquelles copies il se dit huissier au Châtelet de Paris et avoir signifié ledit acte d'appel de ces quatre évêques au prochain concile général oecuménique à notre Saint-Père le pape Clément XI, en parlant à la personne de Sa Sainteté; la nuit même il sortit de Rome et reprit la poste. »

Appel du
cardinal
de Noailles

Pendant qu'on attendait en France de savoir l'accueil que le Pape ferait à l'appel, le cardinal de Noailles jugea opportun de faire appel au futur concile avant que les censures n'eussent été prononcées. Le 3 avril il fit inscrire son appel sur les registres de son secrétariat, mais il ne le rendit public que dix-huit mois plus tard. Cependant il fit enregistrer l'original au greffe de l'Officialité. Le 6 avril devait se tenir un synode diocésain, Noailles y fit donner connaissance aux curés de son *Corps de Doctrine*⁵⁸. Ce n'était pas seulement à Paris que l'appel mettait les esprits en mouvement; les provinces participaient à ce beau zèle. Reims était

⁵⁵ Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 223; *Gazette*, p. 156; 26 mars 1717.

⁵⁶ *Gazette*, p. 160; 5 avril 1717.

⁵⁷ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 257.

⁵⁸ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 328; Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 225; Buvat, *Journal*, t. I, p. 259.

particulièrement agitée, mais Bourges n'était pas plus tranquille, ni Grenoble, ni l'inflammable Provence. L'archevêque d'Arles, les évêques de Marseille et de Toulon écrivaient au Régent de « ne pas davantage se laisser flatter par les espérances frauduleuses de pouvoir surmonter les difficultés; tandis que les non-acceptants apprivoisent le public au scandale de leur appel au concile général⁵⁹ ». L'archevêque de Lyon laissait entendre que les appelants pourraient bien faire le voyage de Pierre-en-Scize; l'intendant du Languedoc, Basville, se disait nanti de quatre ordres d'exil destinés aux quatre premiers appelants. Nonobstant ces procédés de persuasion, l'appel gagnait des partisans.

Deux universités, celle de Reims et celle de Nantes, se prononcèrent avec des circonstances qui retinrent l'attention. L'archevêque de Reims, Mailly, avait imposé à ses diocésains l'acceptation de la Bulle sous peine d'excommunication et prononcé la suspension contre les ecclésiastiques récalcitrants. Son ordonnance fut cassée par arrêt du Parlement de Paris (28 mai 1716) et la guerre durait depuis ce temps lorsqu'à la suite de l'appel des quatre, la Faculté de théologie de Reims y donna son adhésion, puis le chapitre, puis l'université de Reims en corps, plus de cent curés et différents monastères firent des actes du même genre⁶⁰. A la même époque, la Faculté de théologie de Nantes fit appel et le notifia au parlement de Bretagne. A cette nouvelle on vit des curés, des religieux affluer au Parlement ou chez les notaires royaux pour y faire recevoir leur adhésion. Un prêtre vénéré de toute la ville, M. de la Noë-Ménard, se fit porter à l'audience de la Faculté pour y déposer son appel⁶¹. Le diocèse de Rouen fut un de ceux où l'appel se propagea le plus rapidement; ceux de Troyes, de Metz, de Toulon, de Tours suivirent de près. Les évêques d'Agen et de Condom, de Châlons-sur-Marne et de Saint-Malo adhérèrent, le 23 avril, à l'appel du cardinal de Noailles. Afin que ces actes ne fussent vus de qui que ce fût, le car-

Nombreuses
adhésions

⁵⁹ Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 229.

⁶⁰ Relation des délibérations de la Faculté de théologie de Reims au sujet de l'acceptation de la bulle *Unigenitus*, in-12, 1715; Lettre d'un théologien catholique aux docteurs de Reims sur le mémoire que ces messieurs ont présenté à Mgr le duc Régent au sujet de la signature du Formulaire, in-12, [1716]; Actes principaux, faits dans l'archevêché de Reims au sujet de la Constitution *Unigenitus*. — Acte d'appel de la Faculté de théologie. — Lettre de ladite Faculté aux quatre évêques appelés. — Décret de l'Université. — Ordonnance de... l'archevêque du 20 mars 1717. — Protestation de la Faculté de théologie contre ladite ordonnance, in-12, 1717; Buvat, *Journal*, t. I, p. 263.

⁶¹ Vie de M. de la Noë-Ménard, prêtre du diocèse de Nantes, avec l'exposé de son culte et les relations des miracles opérés à son tombeau, Bruxelles 1734.

dinal garda le registre dans son cabinet ce qui fit que personne n'ayant vu l'acte, chacun en parla différemment.

Allées et
venues

La conscience en repos depuis qu'il avait fait appel, Noailles se prêtait complaisamment à toutes les propositions d'accommodement. Elles renaissaient l'une après l'autre. Le maréchal d'Huxelles, qui venait de faire sourire toute la Cour en demandant à se retirer⁶², conçut un projet qui lui parut admirable. Les évêques et cardinaux acceptants écriraient au Pape d'accepter le *Corps de Doctrine* et les évêques et le cardinal non-acceptants recevraient sur-le-champ la Constitution. En réalité on ne se faisait guère d'illusions sur les chances de succès de cette combinaison. A Rome, on ne se montrait pas moins ingénieux. Le P. Lafitau s'était fait une spécialité d'aller d'un camp à l'autre parler sur la Bulle et sept cardinaux s'engageaient à réduire le Pape à l'inaction et au silence. C'était, trop visiblement, un marché de dupes, et le clergé du second ordre ainsi que le Tiers-Etat éprouvaient une si grande défiance à l'égard de Rome qu'on n'eût pu faire accepter rien de semblable⁶³. Clément XI ne doutait pas cependant du prestige attaché à sa personne et, pour mieux faire passer cette proposition, écrivit de sa main au cardinal de Noailles une lettre toute débordante de tendresse et d'exhortations, à la manière italienne⁶⁴. Cette lettre, arrivée le 22, fut lue le 25 avril, au Conseil de régence⁶⁵, qui décida que le cardinal répondrait sans prendre aucun engagement⁶⁶.

Réponse
du cardinal
au pape

Cette réponse ne s'écartait pas des plus excellents modèles de la correspondance officielle : assurances de soumission, protestations de respect, citations adroitement enfilées de manière à devenir embarrassantes, on entendait parler tout à tour les Molinistes et leurs contradicteurs, la Sorbonne et le clergé de Paris défilaient en bel ordre, on rappelait que l'appel est de droit, qu'il est suspensif et nullement schismatique. Tout cela était présenté avec beaucoup de dignité, de modération, de justesse, tellement que le maréchal d'Huxelles disait de cette lettre qu'« elle étoit épiscopale en diable⁶⁷ » (1^{er} juillet).

Ainsi donc après les projets, les conférences, les entrevues, les correspondances, on se retrouvait dans le même inextricable

⁶² Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 44; 15 mars 1718; *Gazette de la Régence*, p. 158; 25 mars 1718.

⁶³ *Gazette*, p. 163; 12 avril 1718.

⁶⁴ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 336; Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 243.

⁶⁵ Buvat, *Journal*, t. I, p. 264-265; *Gazette*, p. 169-170.

⁶⁶ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 337.

⁶⁷ Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 261.

conflit. Le 8 juillet, une assemblée de Sorbonne autorisée par le Régent, sans que les vingt-deux Docteurs exclus eussent permission d'y rentrer, s'attendrissait sur les derniers moments du syndic Ravechet dont l'administration était approuvée par lettres testimoniales équivalant à une confirmation de l'appel du 5 mars⁶⁸. Bissy et Rohan, qui sentaient le coup, se hâtaient de demander dans une réunion tenue au Palais-Royal, que dans les diocèses où les évêques avaient reçu la Bulle le clergé eût obligation de s'en arranger. Le Régent et d'Huxelles approuvaient, lorsque Daguesseau demanda si la foi différerait du diocèse d'Orléans au diocèse de Paris? (10 juillet). Les deux cardinaux se désistèrent. Le lendemain, changeant de batteries, ils se bornèrent à réclamer seulement une lettre du Régent, et l'obtinrent, de guerre lasse, après quatre heures de discussion (11 juillet). Noailles survenait de Conflans et récriminait contre la lettre dans laquelle, tout de suite, le Régent proposait de « mettre une tempérance », qu'il imposa au grand déplaisir des deux cardinaux constitutionnaires (13 juillet)⁶⁹.

La lettre de Noailles au Pape n'obtenait pas meilleur accueil. Le 23 juillet, Clément XI se trouvait de méchante humeur lorsque le cardinal de la Trémouille lui présenta cette réponse attendue. Le Pape souffrait de son asthme, avait mal dormi et ne voulait ni causer avec l'ambassadeur de France ni lire la lettre que celui-ci présentait. La Trémouille insista, le Pape lui dit que le paquet était fort gros et qu'il ne fallait pas un si gros volume pour dire que l'on acceptait la Constitution. A ce coup, le cardinal perdit patience, dit au Pape que s'il n'était pas satisfait, il devait l'être, que sa bulle avait bouleversé le royaume entier, que Noailles vint-il à manquer l'opposition tiendrait ferme; le feu Roi avait compromis son autorité pour cette bulle, qu'il était temps que le Pape mit du sien pour rendre la paix aux consciences⁷⁰. Sorti de l'audience, la Trémouille se rendit chez le cardinal Paulucci qui reçut la bordée sans riposter un seul mot.

Humeur
du pape

Pour le sortir de l'embarras où la lettre de Noailles plaçait Clément XI, celui-ci recourut une fois encore à un personnage qui jouissait auprès de lui d'une haute faveur, le P. Lafitau. C'était un de ces courtiers qu'on emploie en les méprisant et qu'on désavoue tout en les récompensant. On ignore l'époque précise à

Nouveaux
projets

⁶⁸ Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 269-270; Buvat, *Journal*, t. I, p. 284.

⁶⁹ Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 269-275; Buvat, *Journal*, t. I, p. 297; Marais, *Journal*, t. I, p. 217.

⁷⁰ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 347; Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 276.

laquelle cet agent cessa d'appartenir nominale-ment à la Compagnie de Jésus, mais, avec ou sans le lien des vœux, Lafitau mettait toute son activité au service des Jésuites. Ceux-ci le chargèrent de persuader le Saint-Père que sa dignité ne pouvait admettre l'explication d'une bulle pontificale dressée par les évêques de France. S'y résigner c'était recevoir une leçon alors qu'il avait, seul, droit de la faire. En même temps, Lafitau exposait à d'Huxelles un nouveau projet d'accommodement : le Saint-Père répondrait à Noailles en termes généraux que les vérités contenues dans sa lettre n'avaient souffert aucune atteinte dans la Bulle et qu'il condamnait tous les abus qu'on en avait fait. La Trémouille, séduit par l'artificieux Lafitau, adopta et transmit cette proposition qui parut trop vaine pour être prise en considération. Après cet échec en vint un autre : la conférence assemblée chez le cardinal de la Trémouille (7 août)⁷¹; et pendant ces vaines tentatives l'appel gagnait des adhérents. A l'Officialité de Paris, la journée entière se passait à enregistrer les actes d'appel tant du diocèse de Paris que de celui de Beauvais et d'ailleurs. Il en allait de même dans toutes les provinces⁷².

Nouveaux
projets
et violences

Le chancelier Daguesseau poussait le Régent à agir d'autorité en donnant une Déclaration royale imposant silence aux partis, mais il voulait auparavant qu'on envoyât à Rome un projet fort vif, assurant le Pape qu'on le publierait s'il n'acceptait pas les explications. Afin d'éviter de nouveaux délais, il fut arrêté qu'on ferait une Déclaration qui ne durerait que pendant le temps de la négociation. Le chancelier la rédigea et elle obtint l'approbation de Noailles, d'Huxelles, du Premier Président et des Gens du Roi. Un conseiller fit observer que cette Déclaration ne pourrait empêcher les assemblées d'évêques dans le royaume, qu'on signalait à Gaillon, à Dijon, à Soissons. Ces conciliabules de trois, quatre ou cinq évêques rédigeaient et expédiaient des mandements auxquels on ne pouvait reprocher la dissimulation. Un de ces projets de mandement adressé aux évêques du Languedoc proclamait la bulle *Unigenitus* règle de foi obligeant en conscience, l'Appel frivole, illégitime et nul, les Appelants et leurs adhérents excommuniés devant Dieu, les ecclésiastiques appelants frappés d'irrégularité majeure, les sacrements administrés par eux illicites et sacrilèges, et sacrilèges ceux qui les reçoivent⁷³.

Déclaration
de silence
forcé

Ce n'était pas ainsi qu'on pouvait espérer l'apaisement des

⁷¹ Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 283.

⁷² Buvat, *Journal*, t. I, p. 295.

⁷³ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 356; Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 290-293.

esprits, aussi le chancelier n'en était que plus persuadé de l'efficacité du silence, et, le 18 octobre, il écrivait à tous les Premiers Présidents et leur annonçait l'envoi d'une « Déclaration pacifique par laquelle le Roi a jugé à propos de suspendre toutes les disputes, contestations et différends qui se sont élevés dans le royaume au sujet de la dernière Constitution du Pape, jusqu'à ce que Sa Sainteté ait trouvé les moyens de rétablir une paix solide et durable dans l'Eglise... Ce seroit avoir peu fait d'imposer un silence général et absolu... si les premiers magistrats ne veilloient à faire observer religieusement et inviolablement un silence si nécessaire... Vous ne devez donc souffrir dans votre ressort nul acte, nulle déclaration, nuls procès, nuls différends et contestations sur le sujet de la Constitution... J'ajouterai seulement sur ce qui regarde les libelles toujours réprouvés par eux-mêmes selon les règles de la police, mais qui porteraient un nouveau caractère de malignité... que votre Compagnie n'en sçaurait faire une justice trop rigoureuse⁷⁴ ».

Pendant que Daguesseau exposait ces raisons, D'Huxelles envoyait, par ordre du Régent, deux courriers à Rome avec ordre au cardinal de la Trémouille de déclarer au Pape que si Sa Sainteté n'expédiait pas les bulles des évêques nommés, avant le 1^{er} janvier 1718, on prendrait en France les mesures convenables. Et comme on avait peu de confiance dans le résultat de ces démarches, on mettait en mouvement les ressorts les plus vils de la diplomatie secrète : le P. Lafitau, il va sans dire, et le traitant Pléneuf, fugitif et sous le coup d'un mandat de prise de corps. La fille de Pléneuf, alors la maîtresse du duc de Bourbon, aboucha le Régent avec ces aigrefins. Lafitau tenait les fils des deux négociations, l'officielle et la clandestine, jouait la confiance de la Trémouille, de qui la candeur retournait vers l'enfance, et troublait la sérénité de Clément XI en lui laissant entrevoir quelque chose de sa négociation secrète. Mot après mot, et comme goutte à goutte, il parlait d'une lettre de d'Huxelles remplie de menaces pour la Cour de Rome en cas qu'elle voulût recourir à des censures contres les Parlements. Mais, ajouta-t-il, la Déclaration de silence obligatoire offrait un préliminaire favorable vers un accommodement. Intrigué, le Pape réclama plus de clarté. Alors Lafitau insinua la possibilité d'une approbation donnée aux explications concertées en France; approbation suivie d'une acceptation relative de Noailles. A ce mot de *relative* le

Intrigue
clandestine
de Lafitau

⁷⁴ Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 304-306; Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises*, t. XXI, p. 156.

Pape dressa l'oreille, mais Lafitau allait toujours : *Relative*, mais sans qu'on le dit et tenant pour suffisant qu'on s'en aperçût. En France, on attendait tout du Pape, mais on ne serait pas ingrat envers lui et le retour de la paix religieuse lui vaudrait une marque solide de reconnaissance et une somme qui ne serait pas indigne de considération.

Le mot était lâché! Curieux, peut-être un peu narquois, le Pape demanda « à combien pourroit monter la somme ». Lafitau se garda d'être précis et de rien spécifier. Alors le Pape dit que pareilles choses ne pouvaient se faire à découvert afin d'éviter les voies officielles. Lafitau assura que ni la Trémouille ni d'Huxelles ne savaient rien et n'en auraient aucun soupçon. Clément répliqua qu'il ne s'en fierait qu'au Régent en personne et le tentateur reprit que le Français avec qui il avait engagé l'affaire n'avait pu, de son chef, former une telle entreprise, en sorte qu'il y avait lieu de croire que le Régent était le mobile de tout. Ceci rassura le Pape et ne parut pas lui déplaire⁷⁵.

L'appel
de Noailles
publié
furtivement

Pendant que se poursuivait cette obscure négociation, un événement fortuit jetait le cardinal de Noailles dans un grand embarras. Un des évêques qui avaient adhéré à son appel et en avait reçu copie, l'évêque de Lectoure venait de mourir; la copie trouvée dans ses papiers fut imprimée sur le champ. Averti, Noailles envoya chez le Lieutenant de Police réclamer des perquisitions immédiates (16 novembre) qui n'aboutirent pas. Trois jours plus tard l'appel fut répandu dans le public⁷⁶. On apprit bientôt que des gens en carrosse et d'autres à pied l'avoient distribué dans tout Paris et avec tant de hardiesse que celui qui le porta à la princesse de Conti interrogé de quelle part il apportait ce paquet, répondit : « De la part de Dieu⁷⁷. » Il fallait maintenant supprimer l'écrit sans qu'on pût induire que l'appel était supprimé, et les Gens du Roi rédigèrent l'arrêt⁷⁸ sans consulter le cardinal qui, de dépit s'alla cacher à Conflans⁷⁹, d'où il se mit à écrire au Régent, au chancelier, à l'avocat général et l'affaire se termina péniblement. Au reste, le chancelier n'était pas moins mortifié

⁷⁵ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 364-365; Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 314-315.

⁷⁶ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 27 décembre 1717, dans *Les Correspondants de la M^{me} de Balleroy*, t. I, p. 235. Acte d'appel de S. E. Mgr. le cardinal de Noailles, archevêque de Paris, du 3 avril 1717, au Pape mieux conseillé et au futur Concile général de la Constitution de N. S. P... du 8 septembre 1713, et de tout ce qui s'en est suivi et pourra s'en suivre.

⁷⁷ Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 318-319.

⁷⁸ Buvat, *Journal*, t. I, p. 309.

⁷⁹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 309; Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 319.

depuis qu'il avait pu lire la Déclaration royale du 7 octobre sur le silence imposé — son œuvre — publiée en parallèle avec une ancienne ordonnance de l'empereur Constance, le *Type*, où ce prince hérétique faisait défense aux catholiques d'écrire et de parler de la secte monothélite⁸⁰. Et pour qu'aucune déconvenue ne manquât, le coche débarqua un matin d'octobre l'abbé Chevalier et le P. de la Borde qui, pendant dix mois de séjour à Rome, n'avaient pu obtenir d'approcher du Pape⁸¹. Ce fut l'évêque de Nîmes qui paya pour tout le monde. Le 22 novembre, d'Armenonville vint lui conseiller de regagner son diocèse, l'évêque résista, son visiteur tira une lettre de cachet et M. de la Parisière ramassa six cents francs d'argent et se mit en route⁸². Ce fut tout le fruit retiré de sa propagande à l'étranger en faveur de la Bulle.

Les évêques appelants ne formaient qu'une escouade en face du bataillon compact des constitutionnaires; quinze, à peine, contre cent. Le bataillon était manœuvré par les Jésuites; l'escouade entraînait après elle toute la nation. Tous s'en mêlaient; non seulement docteurs en Sorbonne, curés ou vicaires, religieux, parlementaires, mais encore chanoines et abbés, moniales et « bonnes sœurs », et jusqu'au menu fretin des sacristies, suisses et huissiers, bedeaux et chaisières, toute la gent sordide et rapace qui vit des rognures du sanctuaire. Les laïques prenaient parti, s'affichaient, portaient à l'épée des nœuds de rubans — blanc, rouge et jaune, à la *Régence* —, noir et rouge à la *Constitution*; ou bien dégainaient dans le lieu saint et défendaient la bulle l'épée à la main⁸³. La conviction y était chez un grand nombre pour quelque chose, chez beaucoup d'autres, la mode, l'engouement suffisaient à tout et justifiaient tout; ceux enfin qui voyaient de près tout ce qui s'agitait, tout ce qui grouillait derrière ces grands mots et ces phrases pompeuses qu'on se jetait à la tête d'un parti à l'autre parti pour s'étourdir plus que pour se convaincre, ceux-là étaient sceptiques sur les principes comme sur les individus. En opposant sa signature au bas d'une liste de bénéfices le Régent disait : « J'ai tout donné à la grâce et rien au mérite⁸⁴! »

L'opinion
publique

⁸⁰ Buvat, *Journal*, t. I, p. 309. Arrêt du Parlement de Paris, du 2 décembre 1717 condamnant au feu un imprimé à deux colonnes contenant, l'une : la Déclaration du 7 octobre 1717; l'autre une traduction en français du *Type* de l'empereur Constant.

⁸¹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 308; Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 360.

⁸² Buvat, *Journal*, t. I, p. 307; Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 299.

⁸³ *Gazettes à la main*, année 1717.

⁸⁴ Mouffle d'Angerville, *Vie privée de Louis XV*, in-12, Londres 1784, t. I, p. 21.

Et il ne manquait pas de gens pour penser et parler comme lui. Un esprit malicieux adressait au Conseil de conscience requête en forme tendant à la reconstruction du monastère de Port-Royal-des-Champs aux dépens des Jésuites⁸⁵.

Les libelles

Le Régent se plaignait « de la licence des écrits sans nombre » répandus dans le royaume, rappelait les lois relatives à la librairie et l'obligation de soumettre tout écrit à la censure, de plus il enjoignait aux Parlements de poursuivre et punir tous auteurs de « livres, libelles ou mémoires » ayant trait aux controverses religieuses. Or sa lettre du 13 juillet aux évêques avait été publiée avec une « petite histoire au bas » qui en dénaturait la signification⁸⁶. Deux jours plus tard paraissait un mémoire de 195 pages, sans nom d'imprimeur, réfutant le mémoire des quatre évêques appelants⁸⁷. On y annonçait un *Examen de l'appel*, pendant que l'Université faisait imprimer un mémoire en réponse au mémoire de vingt-huit prélats; « excellent ouvrage, nous dit Mathieu Marais, où on a recueilli tout ce qui est à la gloire de l'Université et ce qu'elle a fait pour l'épiscopat et contre les jésuites et les ordres religieux⁸⁸ ». A quelques jours de là paraît « un gros recueil in-4° de toutes les lettres écrites par les curés de la ville et du diocèse de Paris au sujet de la Constitution⁸⁹ ». C'était comme un feu croisé continu et qui ne laissait pas que d'alarmer ceux qui se trouvaient visés et atteints. L'écrit qui mettait en parallèle la Déclaration du 7 octobre et le Type sur l'affaire du Monothélisme fut revendiqué par les deux partis, non pas réconciliés mais tombant d'accord pour nuire au gouvernement⁹⁰. Brûlé par la main du bourreau, cet écrit n'inclina pas les auteurs vers la modération et les magistrats n'en eurent pas moins d'occasions de requérir⁹¹. Ils arguaient de la Déclaration du 7 octobre et nonobstant la Déclaration, on parlait, on écrivait, on protestait. L'évêque d'Apt lançait un *Appel du Roi mineur au Roi majeur de la Déclaration du 7 octobre*⁹².

⁸⁵ Lenglet-Dufresnoy, *Mémoires sur la Régence*, 1737, t. I, p. 231.

⁸⁶ M. Marais, *Journal et Mémoires*, 1863, t. I, p. 217; *Mémoires de la Régence*, t. I, p. 390.

⁸⁷ *Dissertation sur l'appel interjeté de la constitution Unigenitus au concile général*, par l'abbé Leroy, in-12, Paris, 1717.

⁸⁸ M. Marais, *Journal*, t. I, p. 218.

⁸⁹ *Le témoignage de MM. les Curés, etc., et membres du clergé séculier et régulier*, in-4, Paris, 1717.

⁹⁰ Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 335; *Le nouveau Mercure*, décembre 1717, p. 195-197.

⁹¹ Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 336.

⁹² Arrêt du Parlement de Provence, du 20 décembre 1718 condamnant

C'était à ce résultat qu'on avait abouti. Dédaigneux de ces contestations, le Régent avait pensé d'abord les voir s'éteindre faute d'aliment; son indulgence et son indifférence n'avaient pas produit ce résultat. La Sorbonne, les Appelants et Noailles avaient soufflé sur la braise, mais le prince ne s'était pas moins laissé convaincre « que le très grand nombre était pour la bulle et qu'il n'y avait qu'une poignée du parti opposé ». Décidé de tirer l'affaire au clair, il emmena un soir dans sa loge, à l'Opéra, le duc de Saint-Simon et le mit sur ce sujet. Saint-Simon vida son fiel sans ménagement pour personne, fit voir que « le gros de la Cour, du clergé, du monde, du public par tout le royaume » était appelant; bien plus, ce parti avait pour lui, avec le nombre, l'illustration. Dans ce camp on rencontrait les évêques les plus savants et les plus pieux, les abbés « de ce second ordre qui ne prétendoit à rien et qui ne vendait point sa doctrine et sa foi », les magistrats, les docteurs, les maîtres de la jeunesse, en un mot tout ce qui comptait et tout ce avec quoi il fallait compter. Catholique pratiquant, Saint-Simon mit le prince en garde contre l'esprit de domination de la Cour romaine avec la même âpreté qu'il eut dénoncé l'esprit d'envahissement de la bourgeoisie française. D'abord cette Cour n'avait fait qu'insinuer la poursuite d'un livre dangereux, on l'avait laissée le condamner; maintenant, le livre était oublié et il ne s'agissait de rien moins que de « faire recevoir, signer, croire et juger comme article de foi » tout ce que contenait la Bulle. Si on cédait une fois de plus, il en serait désormais de la France comme il en était du Portugal, de l'Espagne, de l'Italie, asservis au Saint-Siège. Si on résistait il fallait encourager les appels, intimider le nonce, avertir les Jésuites d'un mot sec, prélude de la menace qui les ferait rentrer sous terre⁹³.

Les vues
du duc
de Saint-
Simon

Saint-Simon avait eu son mot à dire dans une autre affaire qui occupa longtemps les esprits.

L'affaire
des bulles

Le second jansénisme, sorti de la condamnation du livre des *Réflexions morales* fut bien loin d'égaliser celui auquel donna naissance la condamnation de l'*Augustinus*; les lutteurs n'étaient plus des athlètes de la taille et de la vigueur d'Arnauld, les hommes avaient dégénéré, les idées étaient rapetissées, l'opiniâtreté sans talent tenait lieu de la conviction sans faiblesse. La Sorbonne et les jansénistes d'une part, Rome et les Jésuites, d'autre part ne

L'acte d'appel interjeté du Roi mineur au Roi majeur de la Déclaration du 7 octobre 1717.

⁹³ Saint-Simon, *Mémoires*, édit Chéruel et Regnier, t. XIII, p. 346-359, Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 389-392, *Additions de Saint-Simon*.

ménageaient plus rien ni personne. Inspiré par le nonce à Paris, Bentivoglio, prélat licencieux marqué du doigt par les honnêtes gens, le pape Clément XI crut découvrir le moyen de triompher des adversaires de la Bulle; en conséquence il ordonna de suspendre les expéditions de la *Daterie*. Au mois d'avril 1716, le nonce reçut plusieurs bulles pour les évêques et autres bénéficiaires nommés, avec ordre de ne les point délivrer qu'après avoir signé une espèce de formulaire ou d'engagement à recevoir la *Constitution*. Le Régent l'invita à persuader le Pape de prendre une voie plus pacifique⁹⁴. Douze sièges se trouvaient vacants et seraient privés de pasteurs aussi longtemps que ceux-ci ne consentiraient à passer un examen doctrinal par devant Bentivoglio.

Cette prétention surprit les uns, indigna les autres. Le procureur général et le Régent lui-même avertirent le nonce que si le Pape maintenait son exigence, le gouvernement prendrait ses mesures pour faire sacrer les évêques et les introniser⁹⁵. Cette menace ne fut pas prise au sérieux, alors le Régent envoya un courrier à Rome, avec ordre au cardinal de La Trémouille de déclarer au Pape que si, par le retour du même courrier, on apprenait que Clément XI ne se relâchait pas de son refus d'accorder les bulles, on s'en passerait et le concile national y pourvoirait⁹⁶. Les canonistes et les historiens se mirent en campagne; ils rappelèrent la consultation adressée dans une circonstance analogue par le roi Jean IV aux universités du Portugal et à l'Assemblée du clergé de France qui opinèrent que les bulles refusées sans bon motif cessaient d'être nécessaires, ils citèrent le réquisitoire donné en 1688 par l'avocat-général Talon qui soutient que le métropolitain possède les pouvoirs suffisants pour l'institution de ses suffragants. Dans un assaut de citations, la Cour romaine avait peu de chose à redouter, elle soutint le parti qu'elle avait pris; il y eut dès lors une « affaire des bulles » qui ajouta une difficulté à toutes celles que tirait avec elle l'affaire de la Bulle.

Cela dura environ deux années jusqu'à ce que au mois de mai 1718 le Régent déclarât au Conseil « qu'il falloit pourvoir à la dureté de la Cour de Rome; que, puisqu'elle s'opiniâtroit depuis si longtemps contre la loi réciproque du Concordat, il falloit cher-

⁹⁴ Buvat, *Journal*, t. I, p. 137.

⁹⁵ *Gazette de la Régence*, p. 79-80; 18 mai 1716; Buvat, *Journal*, t. I, p. 145.

⁹⁶ Buvat, *Journal*, t. I, p. 196; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 8; 11 janvier 1717.

cher et trouver le moyen de se passer d'elle là-dessus; qu'il étoit d'avis d'établir un bureau de personnes capables de faire les recherches nécessaires à cet effet, d'en rendre compte au Conseil de Régence le plus tôt qu'il seroit possible, et aussitôt après se servir de la voie qui auroit été reconnue pour faire sacrer tous les évêques nommés⁹⁷. » Le Conseil applaudit d'une voix, saut l'ancien évêque de Troyes qui approuva d'un coup de tête. Tout de suite le Régent proposa les noms de cinq commissaires : le maréchal d'Huxelles, inspirateur de la démarche⁹⁸, le maréchal de Villeroy, le duc d'Antin, le marquis de Torcy et le duc de Saint-Simon, président et qui serait rapporteur au Conseil de Régence. Pour étoffer la compétence de ces personnages on leur donnait Ellies du Pin et Petitpied, théologiens de Sorbonne, l'abbé Pucelle et Mainguy conseillers de Grand'Chambre, Arrault et Nouet avocats au Parlement⁹⁹. Saint-Simon, complètement dépaycé, pensa s'instruire à fond en consultant Petitpied et l'abbé Hennequin; mais je n'eus pas le temps, dit-il, de me rendre bien habile ni de tenir un seul bureau. Rome en prit une telle frayeur que sans balancer, le Pape manda le cardinal de La Trémouille, à qui le Régent avait défendu de prendre les bulles de Cambrai, sans que les autres nommés eussent les leurs en même temps. Le Pape sans perdre de temps en plaintes superflues, déclara qu'il accordait toutes les bulles et de le faire savoir à Paris par un courrier spécial. Les bulles furent expédiées incontinent après et pendant quelques jours, on n'entendit parler à Paris que de sacres d'évêques. Il y avait trois archevêques, une douzaine d'évêchés à pourvoir et une coadjutorerie¹⁰⁰.

Cette capitulation réjouit et affermit tous ceux que les exigences ultramontaines rendaient partisans des libertés gallicanes. La commission avait été instituée le 5 mai et, le 28, les bulles étaient à Paris; les appelants pensèrent découvrir dans l'inspiration de cet empressement quelque chose de cette condescendance italienne qu'on nomme, en France, la peur.

Saint-Simon ne doutait pas que à défaut d'une compétence universelle, à laquelle il ne prétendait pas, son dévouement, ses services, sa franchise et ses lumières ne donnassent grand poids à son opinion sur l'esprit du Régent. Le chancelier Daguesseau avait eu la même illusion dans ses rapports avec le prince qui ne

Disgrâce de
Daguesseau

⁹⁷ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XV, p. 334; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 302; 5 mai 1717.

⁹⁸ *Gazette de la Régence*, p. 254.

⁹⁹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 319; *Gazette de la Régence*, p. 255.

¹⁰⁰ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 316; 28 mai 1718.

tenait aucun compte de ce que les plus honnêtes gens lui pouvaient dire. Un an à peine après avoir reçu les sceaux, le 28 janvier 1718, Daguesseau était exilé à Fresne et remplacé par d'Argenson. Dans la matinée, le cardinal vint au Palais-Royal pour son audience du vendredi et s'entendit dire que, désormais, le prince lui-même serait son défenseur dans l'affaire de la Constitution. Saint-Simon crut devoir, lui aussi, rassurer le cardinal, mais le public n'ignorait pas ce que la disgrâce de Daguesseau signifiait; s'il avait pu s'y méprendre, un tout petit fait l'eût instruit : à l'occasion de cet événement les Jésuites donnèrent à leurs écoliers un jour de congé¹⁰¹.

Le décret
du
19 février

Ce ne fut pas en France seulement que les Constitutionnaires se réjouirent, à Rome ils pensèrent avoir gain de cause et ne gardèrent plus aucun ménagement. Rohan et Bissy représentaient la disgrâce de Daguesseau comme un sujet de triomphe pour eux. Le 8 mars sans que personne s'y attendît, on vit paraître un décret de l'Inquisition daté du 19 février, condamnant l'appel des quatre évêques, celui de Noailles et tous les appels émis en France par les Facultés et par les individus. Quand ce décret arriva en France, le maréchal d'Huxelles comprit enfin que le cardinal de La Trémouille avait été dupé par le pape et lui, Huxelles, dupé par Lafitau. Il s'indigna, trouva un écho dans le Régent qui promit à Noailles de faire rendre un arrêt contre le décret dès le lundi suivant et ensuite par tous les Parlements du royaume. Noailles consentit à n'agir qu'après tous les Parlements. Le Conseil de Régence ne fut pas moins irrité et, finalement, le Régent retourna le décret à la Cour romaine sans s'être donné la peine d'ouvrir le paquet¹⁰². Tous les Parlements, chacun dans son ressort, rendirent des arrêts qui supprimaient le décret¹⁰³.

La lettre du
8 septembre

Six mois se passèrent en chicanes, si mesquines que l'histoire n'y rencontre rien qui vaille d'être retenu. Le 8 septembre, Clément XI publia une lettre adressée à tous les fidèles « de quelque état, degré, ordre ou condition qu'ils fussent », exigeant de chacun, sous peine d'excommunication, une obéissance entière et

¹⁰¹ Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 362.

¹⁰² Arrêt du Parlement de Paris, du 28 mars 1718 supprimant un décret de l'Inquisition de Rome du 15 février 1718 portant condamnation 1° de l'écrit intitulé *Acte d'appel interjeté le 1^{er} mars 1717 par les évêques de Mirepoix, de Senez, de Montpellier et de Boulogne au futur concile général... et 2° de l'écrit intitulé : Acte d'appel de S. E. le Cardinal de Noailles, archevêque de Paris, du 3 avril 1717 au pape mieux conseillé et au futur concile général...*

¹⁰³ Villefore, *Anecdotes*, t. II, p. 386.

sans réserve à la Constitution *Unigenitus*; cette nouvelle pièce fut désignée sous le nom de *Pastoralis officii*. Les Parlements la condamnèrent¹⁰⁴ l'accusant de tendre à introduire en France la doctrine de l'infailibilité.

Le 16 septembre, le duc d'Orléans accorda dans la matinée au cardinal de Noailles son audience hebdomadaire. Déjà courait dans Paris la copie de la lettre *Pastoralis officii* qui « met, dit Dangeau, un grand mouvement dans les deux partis du clergé¹⁰⁵. » Dans la conversation, le cardinal dit au Régent qu'il ne pouvait s'empêcher de rendre public son appel au pape mieux informé ou au futur concile général¹⁰⁶, ce que le Régent ne parut pas désapprouver; il dit seulement qu'il ne croyait pas devoir entrer dans cet appel. Alors le cardinal tira sa commission de président du Conseil de Conscience et le pria de vouloir bien la reprendre, ce qu'il refusa gracieusement; mais le cardinal insista, représentant que cela le détournerait des fonctions de son archevêché et que cela d'ailleurs lui paroissait fort inutile, et enfin le persuada de la reprendre, ce qui fut fait¹⁰⁷.

L'appel
du cardinal

Le 21, l'abbé de Gontaut, doyen de l'Eglise métropolitaine de Paris, proposa au sortir du chœur, aux chanoines présents la convocation d'un chapitre extraordinaire pour le vendredi 23, à dix heures du matin. Les invitations portaient qu'on délibérerait sur une affaire de la dernière importance. Le 23, le chapitre rassemblé comptait vingt-neuf chanoines. L'abbé de Montmort, chambrier, rendit compte du motif de la convocation, qui était l'appel du cardinal dont il donna lecture, à la suite de laquelle on ouvrit la délibération. L'abbé Dorsanne, chantre, auquel en cette qualité il appartenait d'opiner en premier lieu, fit un beau discours et adhéra à l'appel. Il fut suivi par vingt-sept capitulants, un seul, M. de Mondebise¹⁰⁸ se déroba derrière la Déclaration du 7 octobre. Le Chapitre opina sur son opposition — car il s'opposait à la délibération — et décida à la pluralité de n'y avoir aucun égard. Sur le champ, une députation de douze chanoines dont dix prêtres, trois diacres et trois sous-diacres fut envoyée rendre compte au

et
l'adhésion
du Chapitre

¹⁰⁴ Arrêt du Parlement de Paris du 3 octobre 1718 appelant d'abus un décret (la lettre *Pastoralis officii*). Arrêts des Parlements de Rouen (13 octobre), d'Aix (21 octobre), de Metz (25 octobre), de Grenoble (26 octobre), de Rennes (4 novembre), de Bordeaux (15 novembre), de Toulouse (3 décembre).

¹⁰⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 384; 16 septembre 1718.

¹⁰⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 388; 23 septembre 1718.

¹⁰⁷ M. à Mme de Balleroy, 24 septembre 1718, *op. cit.*, t. I, p. 357.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 359 : « un seul moliniste s'y trouva qui s'appelle Judas de Mont-Bize. »

Cardinal¹⁰⁹. L'appel fut affiché le samedi 24 partout, publié le dimanche à tous les prônes dans toutes les paroisses excepté celles de Saint-Sulpice, de Saint-Nicolas du Chardonneret, de Saint-Paul-Saint-Louis.

Au sortir de la grand'messe, les nouvellistes faisaient les importants. Entre autres choses ils annonçaient « que tous les conseils étaient anéantis..., même celui de Conscience¹¹⁰. »

¹⁰⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 388-389.

¹¹⁰ M. à Mme de Balleroy, 25 septembre, *op. cit.*, t. I, p. 359-360.

CHAPITRE XXIII

La décadence des Conseils.

(Fin août 1718)

Disputes dans les Conseils. — Prétentions des conseillers d'État. — Décadence des Conseils. — Invasion de personnages étrangers. — Sévérité de l'opinion publique. — L'œuvre du Conseil de finances. — L'œuvre du Conseil de marine. — L'œuvre du Conseil de la guerre. — L'œuvre du Conseil des affaires étrangères. — Le Conseil des affaires étrangères condamné à disparaître. — Projet de Dubois. — Il se destine la succession. — Intervention de l'abbé de Saint-Pierre. — Apparition du discours sur la Polysynodie. — L'abbé de Saint-Pierre est exclu de l'Académie. — Chavigny poursuit ses intrigues. — Dubois recourt aux étrangers. — Ruse de d'Huxelles. — Alertes de Dubois. — Intervention de Stanhope. — D'Huxelles demeure en place. — Arrivée de Dubois à Paris. — Ses arguments. — Gravité de la situation intérieure. — Manœuvre de lord Stair.

Ayant que de se réunir, les Conseils se disputèrent. Une première difficulté surgit. « La difficulté du rang en est cause¹ » et fait retarder la publication des listes. Les conseillers d'État qui sont dans le conseil des finances disputent le rang au marquis d'Effiat, quoiqu'il soit chevalier de l'Ordre. Le duc d'Orléans imagine finir la contestation en le faisant vice-président, les conseillers d'État tiennent bon et leur tenacité portera ses fruits dix-huit mois plus tard. Lorsque l'abbé Dubois entra, le 3 avril 1717 au Conseil des affaires étrangères, il était conseiller d'État et, en cette qualité, devait prendre place au-dessus du marquis de Cannillac et du comte de Cheverny. « Mais pour ne point causer de jalousie ni de division pour le rang² », le Régent fit délivrer à ces deux seigneurs et à l'abbé d'Estrées, des brevets antidatés

Disputes
dans
les conseils

¹ M. Caumartin de Saint-Ange à Mme de Balleroy, Paris, 11 octobre 1715. dans E. de Barthélémy. *Les correspondants de la M^{me} de Balleroy*, in-8, Paris, 1883, t. I, p. 48.

² Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 195, 196; Saint-Simon, *Mémoires* (1906), t. VIII, p. 233; *Archiv. nat.*, E, 3640.

³ Buvat, *Journal de la Régence*, t. I, p. 258; M. d'Argenson à Mme de Balleroy, Paris, 7 avril 1717, *op. cit.*, t. I, p. 142.

d'expectative de conseiller d'État. L'abbé d'Estrées avait déjà eu maille à partir avec M. Amelot et M. de Troyes avec M. de Torcy¹. Le Conseil du dedans se réunit pour la première fois le 5 octobre et il y a « une place distinguée des autres qu'on croit qui sera changée² »; en effet, le surlendemain « tous les sièges sont égaux³ ». Au Conseil de Marine, Vauvray dispute le rang à Bonrepaux, qui est devant lui, et dit publiquement qu'il ne viendra plus dans ce conseil si on ne lui donne la place qu'il prétend⁴. » Saint-Simon qui lit tout ceci dans le *Journal* de Dangeau trouve fort mesquines ces querelles où il n'est pas question d'un seul duc et pair. « Ces disputes de rang dans les Conseils particuliers, note-t-il d'un coup de griffe, ne furent qu'entre des subalternes, et point entre des gens de qualité ni d'état distingué⁵. »

Prétentions
des
conseillers
d'État

Au Conseil de la guerre, qu'enfièvre Villars, on n'est pas plus endurant⁶. Saint-Hilaire, lieutenant-général, est aux prises avec M. de Saint-Contest au sujet de leurs attributions respectives par rapport à l'artillerie⁷. Ce dernier ayant été nommé conseiller d'État, ses nouveaux collègues l'obligent à renoncer au Conseil de la guerre, à raison de la préséance que lui donne ce titre sur les lieutenants-généraux. Le procès-verbal qui mentionne cette retraite ne manque pas de mettre en doute la prétention⁸ dont Dangeau ne laisse pas que de s'alarmer. Sans doute, dit-il, « ils ont de grandes prétentions fondées sur de bons arrêts et une longue possession; [mais] il est à craindre que cela ne fasse des embrouillements dans les différents conseils⁹. » Ces prétentions allèrent jusqu'au Conseil de Régence, où l'on fut, dit Saint-Simon, « bien étonné la première fois qu'un maître des requêtes eut à rapporter; il déclara au chancelier qu'il prétendait rapporter assis, ou que tout ce qui n'étoit ni duc, ni officier de la couronne ou conseiller d'État, se tint debout tant qu'il seroit lui-même debout. On se récria, on hua, mais il n'en fut autre chose; le Régent n'eut

¹ M. de Caumartin à Mme de Balleroy, 11 octobre 1715, op. cit., t. I, p. 48.

² Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 205.

³ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 206.

⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 209, 214.

⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 209.

⁶ M. de Guitaut à Mme de Balleroy, Paris, 18 octobre 1715, op. cit., t. I, p. 51; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 226.

⁷ Dépôt de la Guerre, t. 2520, fol. 91-92 : Mémoire pour régler les fonctions de MM. Saint-Hilaire et de Saint-Contest.

⁸ De Luçay. *Les secrétaires d'État depuis leur institution jusqu'à la mort de Louis XV*, in-8, Paris, 1881, p. 205, note 1.

⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 498; Additions de Saint-Simon, p. 499; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 233.

pas la force de commander. On eut recours aux conseillers du Parlement qui répondirent qu'ils ne prétendaient pas moins que les maîtres des requêtes¹². » Le Régent ne trouva rien de mieux que de faire rapporter les affaires par les chefs et présidents des différents Conseils. D'Antin y excella, mais Villars qui ne pouvait pas lire sa propre écriture, d'Estrées qui exposait ses vues comme une bouteille fort pleine répand son contenu, tantôt goutte à goutte, tantôt rien du tout, tantôt à gros bouillons, les autres, qui n'étaient ni mieux préparés ni plus experts, contribuaient à rendre plus ardu et plus illusoire le travail des Conseils.

« Dans les commencements ces Conseils étaient réellement des Conseils, nous dit Villars. Quelque temps après ils n'en eurent plus que les apparences et enfin il n'y fut plus question que d'entendre lire la *Gazette*, à la réserve de quelques procès rapportés par des maîtres des requêtes¹³. Les présidents avaient leurs jours marqués pour rendre compte au Régent des détails. Le maréchal d'Huxelles lisait, le duc de Noailles parlait, « mais peu à peu le Régent, pour être le maître de tout plus absolument ne donna plus lieu à aucune délibération ni sur la guerre, ni sur les finances, ni sur les affaires étrangères¹⁴. » Le Conseil de Régence lui-même deviendra une parfaite sinécure. « On n'y a rien à faire, dit le duc d'Antin, on n'y traite d'aucune affaire d'État, on n'en entend même pas parler, hors qu'elle n'ait mal réussi et qu'il ne faille prendre des partis qu'il faut qui soient autorisés... On peut juger avec cela de l'importance de nos places. Il faut dire, pour la justification de M. le Régent qu'à la manière dont il est composé, et au peu de secret qu'il y a, il auroit grand tort de traiter autrement un ramassis de toutes sortes de caractères et de génies, dont la plupart sont peu versés dans les affaires¹⁵. » Ce « ramassis » soulève l'impatience de Saint-Simon qui voit s'accroître indéfiniment le Conseil et dont l'humeur éclate un matin. « Une fois, raconte-t-il, que le Roy y vint, un petit chat qu'il avait le suivit et quelque temps après sauta sur lui et, de là, sur la table où il se mit à se promener et aussitôt le duc de Noailles à crier parce

Décadence
des Conseils

¹² Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 237.

¹³ Villars, *Mémoires*, t. IV, p. 76.

¹⁴ Villars, *Mémoires*, t. IV, p. 78.

¹⁵ *Mémoires du duc d'Antin*, dans *Mélanges de la Société des bibliophiles français*, 1822, t. II, p. 138-139; voir comment les vingt-cinquième et vingt-sixième membres du Conseil de Régence y sont introduits, dans M. de Balleroy à sa femme, 22 août 1718, dans op. cit., t. I, p. 344-345, et comment le maréchal de Tessé sort du conseil de marine, M. de Caumartin Saint-Ange à Mme de Balleroy, 6 août 1717, op. cit., t. I, p. 195-196.

qu'il craignait les chats. Le duc d'Orléans se mit en peine pour l'ôter et moi à sourire et à lui dire : « Eh, Monsieur, laissez ce petit chat, il fera le dix-septième¹⁶ ».

Invasion
de person-
nages
étrangers

Chaque conseil devenait une manière de cercle que la faiblesse du Régent ouvrait aux indifférents, aux curieux. Cédant aux instances des ducs de Bourbon et du Maine, il leur avait accordé l'entrée du Conseil de la guerre sous la condition de ne se mêler de rien (janvier 1716), ensuite ce fut le prince de Conti qui vint y distraire son oisiveté (avril 1717). Cette réserve ne dura guère. A peine introduit, M. le Duc voulut diriger et, le 22 février 1716, fut déclaré chef du Conseil, Villars ayant ordre de se retirer dans son gouvernement de Provence¹⁷. « On attribuait sa disgrâce, rapporte Buvat, au mépris qu'il paraissait avoir pour les personnes qui lui présentaient des mémoires ou placets, les recevant en sifflant, et faisant la même chose lorsqu'on revenait pour en recevoir la réponse. On l'attribuait encore à ce que le maréchal semblait prendre à tâche de contrarier S.A.R. lorsque ce prince disait son sentiment sur ce qui se proposait au conseil¹⁸. » Il ne balança donc pas, s'il faut l'en croire, à quitter la Cour pour quelques mois, laissant au duc de Guiche la présidence¹⁹. C'est ce qu'attendait M. le Duc qui revendiqua la prérogative de porter chaque semaine la *liasse*, c'est-à-dire le portefeuille et le rapport, au duc d'Orléans, lequel, pour arranger l'affaire, décida qu'à l'avenir on ne lui porterait plus la *liasse* mais qu'il se rendrait, de sa personne, au Conseil de la guerre tous les quinze jours²⁰. A son retour, Villars apprit qu'on avait profité de son absence pour décider une réforme de troupes à laquelle il était opposé²¹.

Les gens de robe n'étaient pas seuls à se rebiffer, les gentilshommes eux-mêmes, qui avaient accepté sans murmurer le style des dépêches de Louvois et de ses successeurs, marquaient de l'humeur en recevant les instructions de Villars qui préférait la discipline à la bienséance, à en juger par ce passage du procès-verbal de la séance du 30 novembre 1716 : « M. le maréchal de

¹⁶ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVII, p. 362.

¹⁷ *Dépôt de la Guerre*, t. 2520 : Registre des délibérations du Conseil de la guerre, fixe le départ du maréchal au 28 février et son retour au 26 juillet 1716.

¹⁸ Buvat, *Journal*, t. I, p. 116-117, 122-124; *Gazette de la Régence*, p. 72; 14 février 1716.

¹⁹ Villars, *Mémoires*, t. IV, p. 78.

²⁰ M. d'Argenson à Mme de Balleroy, Paris, 2 février 1718, *op. cit.*, t. I, p. 254.

²¹ Villars, *Mémoires*, t. IV, p. 78, 92.

Villars a dit que M. le duc d'Estrées s'est plaint de ce qu'il a reçu une lettre du Conseil de la guerre où il n'y avait point de *mon-sieur*; sur quoi il a été délibéré et résolu qu'à l'avenir on en mettra au commencement et à la fin des lettres qu'on écrira à MM. les ducs; officiers de la couronne, et aux autres personnages de considération et même qu'il n'y aura pas de mal d'en mettre à tout le monde²². » Cette précaution ne suffit pas sans doute à plaire aux plus animés, car il arriva au marquis de Bauffremont de répondre à Villars « d'une façon si étrange qu'il fut mis à la Bastille. Mais il y coucha à peine deux ou trois nuits, et en sortit se moquant de plus belle des maréchaux de France, qui étaient assemblés en ce moment sur cette affaire et ne savaient pas un mot de sa sortie²³ ».

L'opinion publique se prononçait fortement contre ce mode de gouvernement. Dès le 3 février 1716, on lit dans la *Gazette de la Régence*, qu'« il y a toujours beaucoup de division et encore plus de lenteur dans les Conseils. Les gens éclairés commencent à être convaincus que cette sorte de gouvernement ne peut subsister dans un royaume aussi monarchique que le nôtre et sur un peuple aussi vif ». Vers la mi-janvier 1717, le Parlement se propose de faire au Roi des remontrances entre autres choses « sur l'inutilité des conseils, qui coûtent plus de 500.000 écus par an²⁴ ». L'année suivante, à la même époque, « le Parlement, écrit Dangeau fera des représentations à M. le duc d'Orléans sur les nouveaux conseils établis depuis la mort du feu Roi. Ils prétendent que ces conseils retardent fort les affaires au lieu de les avancer, et qu'ils coûtent plus que ne coûtait le ministère²⁵ ». Voltaire se fait l'interprète de ce sentiment lorsque dans le *Puero regnante*, il qualifie les conseils d'*ignaris et instabilibus consiliis*²⁶.

La disgrâce du duc de Noailles et sa retraite du Conseil de finance qu'il avait dirigé pendant deux ans et demi ont été appré-

Sévérité
de l'opinion
publique

L'œuvre
du Conseil
des finances

²² *Dépôt de la Guerre*, t. 2520 : Registre, séance du 30 novembre 1716.

²³ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XV, p. 314 suiv. M. de Balleroy à sa femme, 9 avril 1718, *op. cit.*, t. I, p. 300-301; *Gazette*, p. 249-250; P. d'Estrées, *Le Pot Pourry de Menin*, dans *Souvenirs et Mémoires*, 1900, t. V, p. 329.

²⁴ M. d'Argenson à Mme de Balleroy, Paris, 19 janvier 1717 dans E. de Barthélémy, *op. cit.*, t. I, p. 103.

²⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 230, 244, 13 janvier et 7 février 1718; M. d'Argenson à Mme de Balleroy, Paris, 2 février 1718, *op. cit.*, t. I, p. 254; *Remontrances du Parlement de Paris au XVIII^e siècle*, publiées par J. Flamermont, in-4, Paris, 1888, t. I; Les représentations adressées au Régent, le 7 février 1718, sur les inconvénients des Conseils.

²⁶ *Revue rétrospective*, 1833, 1^{re} série, t. II, p. 125.

ciés avec plus de passion que d'équité. Noailles n'avait sans doute pas fait disparaître le péril, mais il avait fait mieux que « de le masquer un moment en inspirant quelque confiance... et justifiant la rigueur de ses mesures par des considérations spécieuses et populaires²⁷ ». Loin d'être « investi par l'inexpérience de ses collègues d'une direction presque sans contrôle », il avait joui de pouvoirs moins étendus que l'étaient ceux des anciens contrôleurs-généraux²⁸, néanmoins il avait apporté un zèle infatigable poussé parfois jusqu'à l'abnégation. On a dit l'état lamentable des finances à la mort de Louis XIV et dans un rapport, du 17 juin 1717, au conseil de Régence. Noailles rappelait « le dérangement extrême où se trouvaient les affaires²⁹ » et il n'exagérait rien puisqu'il fallait, avec 69 millions, faire face à une dépense de 146 millions; et sur ces 69 millions à encaisser, 64 avaient été consommés par anticipation; en outre les dettes exigibles atteignaient, si elles ne dépassaient 750 millions. La banqueroute semblait inévitable et imminente, ce fut le mérite du Conseil et de son président de l'avoir évitée.

On recourut à des moyens violents et à des moyens timides, mais il se trouva qu'en résumé beaucoup de dettes foncières avaient été éteintes et des charges onéreuses à l'État supprimées. Noailles ne laissait pas d'y apporter une jolie désinvolture. Il annonçait en ces termes à Mme de Maintenon la création d'une Chambre de justice : « J'auray l'honneur de vous rendre compte quelquefois des succès qu'elle aura. Quant à présent tous mes pénitents travaillent à leur examen pour parvenir à faire la confession qu'on leur demande. Je souhaite que la conjonction du temps où nous sommes [le temps pascal] leur inspire une bonne contrition accompagnée cependant de la restitution qui est l'acte le plus essentiel pour l'objet dont il s'agit. Au surplus, comme l'opération est douloureuse, je suis persuadé que l'on criera beaucoup contre les auteurs; mais j'espère que dans la suite et après que chacun aura eu son absolution, on redeviendra aussi bons amis qu'auparavant³⁰. » La refonte des monnaies lui sug-

²⁷ L. de Carné, *La Régence et le Régent*, dans *Revue des Deux-Mondes*, 1858, 2^e période, t. XV, p. 543.

²⁸ *Arch. nat.*, ms. franç. supplém. 2232, t. I : Le duc de Noailles au duc de Caderousse, Paris, 26 février 1716.

²⁹ *Mémoire concernant les finances et les charges de l'État*, conservé à la *Bibl. nat.*, ms. franç., 11.152; Forbonnais, *Recherches et considérations sur les finances de la France*, in-4, Basle, 1758, t. VI, p. 112-154.

³⁰ *Arch. nat.*, ms. franç. supplém. 2232, t. I : le duc de Noailles à Mme de Maintenon, Paris, 23 mars 1716.

gerait des considérations analogues : « Nous avons fait de notre mieux, écrivait-il à M. de Châteauneuf, pour tâcher de soutenir les principes et les maximes établis en fait de la monnoye; mais après avoir bien combattu, il a fallu céder à la nécessité qui est au-dessus des règles et des principes, et se rendre aux instances qui ont été faites de toutes parts pour l'augmentation des espèces³¹. » Malheureusement l'étranger profita de cette mesure plus que la France pour qui le profit n'excéda pas 90 millions³².

Dès le mois de mars 1716, l'État avait réduit sa dette de 482 millions, mais restait débiteur de trois milliards et sans moyen de s'en acquitter. Le rapport du 17 juin 1717 offrait un tableau sincère quoique embelli de la gestion du Conseil grâce auquel l'ordre renaissait et permettait d'entrevoir des jours meilleurs. Eu égard à la situation laissée par Louis XIV c'était beaucoup. Un soulagement véritable avait été procuré par la révocation des traités et la remise des quatre sous par livre levés sur tous les droits du Roi; les pays d'élections avaient reçu 8 millions de remises sur les tailles et 6 millions et demi sur la capitation et le dixième; quelques mois plus tard (décembre 1717) une Déclaration supprimait le dixième. Ces résultats ne pouvaient être contestés. A l'égard de la dépense des retranchements, des réduction de rentes, de gages et de pensions, à l'égard du bon ordre administratif la création des registres-journaux constituaient des améliorations notables; enfin par rapport au commerce, l'abrogation des billets payables au porteur³³, l'établissement de la Banque générale, les traités pour le commerce étranger et les règlements établis pour soutenir et perfectionner les manufactures du royaume et la prospérité des colonies³⁴ témoignaient d'une intelligence avisée. « Plus de cent quinze édits ou déclarations, plus de quatre mille cinq cents arrêts, autant de décisions particulières écrites sur nos registres, disait le rapporteur, font la preuve de ce que j'ai l'honneur de vous dire à ce sujet du zèle et de la louable émulation de tous les membres du Conseil³⁵. »

Noailles avait encore raison de dire que le Conseil se faisait gloire « de n'avoir jamais voulu souscrire au parti violent qu'on

³¹ *Arch. nat.*, ms. franç. supplém. 2232, t. I : le duc de Noailles à M. de Châteauneuf, Paris, 28 septembre 1715.

³² Isambert, *Recueil*, t. XXI, p. 121, n. 92 : Déclaration, du 29 août 1716.

³³ Isambert, *Recueil*, t. XXI, p. 114, n. 69 : Édit, mai 1716.

³⁴ Isambert, *Recueil*, t. XXI, p. 142, n. 129 : Édit, avril 1717.

³⁵ *Arch. nat.*, ms. franç. suppl. 3640 à 3653, depuis la création du Conseil jusqu'au 22 janvier 1718.

conseillait au commencement de la Régence de déclarer le Roi quitte des dettes contractées par son bisaïeul. La France ne s'en serait jamais relevée ». On cessa de recourir aux affaires extraordinaires, créations d'offices, augmentations de gages, aliénations d'impôts et autres emprunts ruineux faits aux traitants. La liquidation du passé entraînait à recourir à des procédés empiriques comme le visa et la loterie³⁶, taches légères sur le vaste tableau d'un effort presque surhumain dont l'honneur appartenait en grande partie à l'impulsion et à l'aptitude technique du président du Conseil. Son administration fut de trop courte durée et entravée par trop d'obstacles pour qu'au moment de sa démission on put déclarer la situation satisfaisante; du moins était-elle améliorée et permettait-elle d'espérer, sans trop attendre, le rétablissement de l'ordre financier et de l'équilibre budgétaire. En 1715, le déficit s'élevait à 821.145.827 livres; en 1716, il n'était plus que de 18.275.306 livres, et en 1717, de 7 millions. La balance se trouvait presque rétablie entre les recettes et les dépenses, et si les 821 millions du déficit de 1715 n'avaient pas été remboursés, ils avaient été du moins classés avec les autres dettes de l'État et avaient cessé d'être une cause permanente de désordre et de danger pour le trésor.

L'œuvre
du Conseil
de marine

Le Conseil de marine avait dû à la situation personnelle, à l'influence incontestée de son chef, le comte de Toulouse, peut-être aussi à la spécialité de ses attributions et à la compétence de ses membres, de conserver intacts ses pouvoirs et sa liberté d'action. Son rôle n'avait pas été moins ardu que celui des autres conseils et l'état dans lequel se trouvaient nos escadres, nos ports, nos équipages en 1715 n'était pas moins pitoyable que la situation des finances. Le ministère des deux Pontchartrain avait réduit la marine de Colbert et de Seignelay à n'être qu'une ombre. Une statistique de 1715 ne parle plus que de quarante vaisseaux³⁷. L'année suivante, le maréchal de Villars visitant Toulon et Martigues « vit avec douleur la destruction de cette redoutable marine... Il trouva à Toulon près de trente vaisseaux entièrement abandonnés... L'état des galères de Marseille étoit également déplorable : il y en avoit quarante dans ce port dont aucune ne pouvoit mettre à la mer³⁸ ». A Rochefort, l'incurie avait laissé dissiper et perdre plus de la moitié des bois amassés pour la

³⁶ Isambert, *Recueil*, t. XXI, p. 149, n. 142 : Déclaration, du 21 août 1717.

³⁷ [Bajot], *Revue de la marine française*, an IX, tableau à la fin du volume.

³⁸ Villars, *Mémoires*, édit. de Vogüé, 1891, t. IV, p. 84-85.

construction des vaisseaux³⁹. De toutes parts s'élevaient des malédictions contre le ministre qui avait si longtemps opprimé la marine et l'avait réduite à l'impuissance. A Brest, « le corps de la marine n'a plus aucune ressource pour subsister⁴⁰; à Toulon, « les gardiens, canonniers et apprentis canonniers n'ont rien reçu; quelques-uns sont morts de faim et de misère » et l'intendant voit « les officiers dans une si grande misère qu'il ne croit pas que la plupart puissent prendre le deuil [du feu Roi]⁴¹ ». La misère des élèves-officiers « est si grande que quelques-uns ne vont point aux salles faute de souliers et ne vivent que de charité⁴²; » à Rochefort, « le maître d'hydrographie n'a plus de sphère, plus de compas, ni de carte... Le maître d'escrime n'a plus que deux fleurets et point de sandales⁴³ ». C'est de cet excès d'abaissement qu'il fallait relever la marine.

Le comte de Toulouse et le maréchal d'Estrées, que Pontchartrain avait « anéantis », ne le ménagèrent pas et après l'avoir malmené au Conseil de régence⁴⁴ eurent la satisfaction de l'en voir chasser⁴⁵. « Cette nouvelle répandit la joie dans Paris, et après dans les provinces⁴⁶; » restait à réparer le mal, ce serait l'œuvre du Conseil de marine⁴⁷. Les témoignages qui viennent d'être rapportés laissent entrevoir la situation, lamentable mais pas désespérée. Le corps des officiers demeurait instruit et vaillant, la flotte avait surtout besoin de réparations auxquelles les arsenaux pouvaient suffire. Le rétablissement d'une grande et forte marine dépendait des sommes qu'on y emploierait et de la volonté du Régent. A la plupart des demandes, celui-ci oppose

³⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 202.

⁴⁰ *Archiv. de la Marine*, B¹, 1, fol. 8 : L'intendant de la marine à Brest au Secrétaire d'Etat, 18 septembre 1715.

⁴¹ *Archiv. de la Marine*, B¹, 1, fol. 296 : L'intendant de la marine à Toulon au Secrétaire d'Etat, 15 septembre 1715.

⁴² *Archiv. de la Marine*, B¹, 1, fol. 322 : Le bailli de Vattan, commandant des gardes-marine à Toulon au Secrétaire d'Etat.

⁴³ G. Lacour-Gayet, *La marine militaire de France sous le règne de Louis XV*, in-8, Paris, 2^e édit., 1910, p. 26.

⁴⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 203; Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 252; Jérôme de Ponchartrain composa une défense de son administration, elle est conservée aux *Archiv. de la Marine*, G, 127, fol. 4-9; voir G. Lacour-Gayet, *op. cit.*, p. 28.

⁴⁵ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVI, p. 230, et *Mémoires*, t. VIII, p. 288-290.

⁴⁶ Saint-Simon, *Mémoires*, t. VIII, p. 292.

⁴⁷ *Archiv. de la Marine*, A¹, 51; B¹, 7, fol. 24-32 : Ordonnance du 3 novembre 1715 et du 11 juillet 1716.

cette réponse : « On y pourvoira le plus tôt qu'il se pourra⁴⁸; S.A.R. y pourvoira le plus promptement qu'il se pourra. » Or, les fonds destinés aux besoins les plus pressants sont dérisoirement faibles et tardivement expédiés.

Le budget de la marine s'était élevé, en 1705, à trente millions; en 1707, à quatorze; dès ces premières séances, le Conseil de marine décida qu'à partir de 1716 les fonds ne seraient plus que de huit millions et qu'il en serait accordé d'extraordinaires pour la mise en état des navires en temps de paix. Sur ce total de huit millions, la moitié n'intéressait pas le budget propre de la Marine, car un million et demi de livres étaient affectées aux galères et deux millions et demi aux colonies. Les quatre millions restants suffisaient à peine aux dépenses indispensables, solde des officiers et des troupes, entretien des hôpitaux, comptabilité des ports, etc... Le Conseil de marine se débattait contre un dessein arrêté de rendre la marine impuissante et « parmi les motifs qui ont pu porter à réduire ainsi la marine, j'ai reconnu, dit Maurepas, que l'économie y avait beaucoup moins de part que le système politique que l'on s'étoit formé pendant la Régence, de ne point donner de jalousie aux puissances maritimes, surtout à la Grande-Bretagne⁴⁹. »

« Dès qu'il était intérieurement résolu de laisser de plus en plus tomber le peu qu'il restait de marine, le Conseil qui en portait le nom était fort vide et très inutile. » Les cinquante-six registres manuscrits remplis du détail de ses délibérations⁵⁰ justifient cette remarque de Saint-Simon. On n'y rencontre que des question de détail, des points de vue étiés parmi lesquelles semblent étouffés une ou deux délibérations consacrées à des points secondaires incapables de donner ombrage à Georges I^{er}. Cette activité timide ne se signale que par l'institution de la compagnie des gardes du pavillon amiral⁵¹ (1716) et par la création à Paris d'un dépôt pour la conservation et la garde des cartes, plans, journaux, mémoires, etc. concernant la navigation, qui devait être l'origine du Service hydrographique de la Marine.

Le Conseil de la guerre avait un champ d'action si bien défini qu'il n'eut que peu à faire pour se maintenir dans les termes de son institution primitive. Des réformes considérables furent opérées

⁴⁸ Archiv. de la Marine, B¹, 1, fol. 325.

⁴⁹ Archiv. de la Marine, G, 127, fol. 29, suiv. : Maurepas *Réflexions sur le commerce et sur la marine* (en 1745).

⁵⁰ Archiv. de la Marine, B¹, 1-56, de novembre 1715 à décembre 1731.

⁵¹ Isambert, *Recueil*, t. XXI, p. 126, n. 105 : Ordonnance du 18 novembre 1716.

dans les corps de troupes et dans les cadres, elles réclamaient toute l'attention et toute l'habileté de militaires éprouvés et jouissant de la confiance de leurs camarades. Un *État des dépenses de la guerre et de tout ce qui y a rapport pour l'année 1715*⁵², nous fait connaître la situation de l'armée au moment où le Conseil en prit la direction.

L'Infanterie était composée de 150 bataillons compris les gardes françaises et suisses, et de 32 bataillons étrangers, soit ensemble 182 bataillons qui, avec 7 compagnies de mineurs et canonniers, formaient un effectif de 107.915 hommes, dont la dépense annuelle, compris celle des officiers en pied et des états-majors, montait à 18.531.731 livres. En y ajoutant 127 compagnies d'invalides, de 60 hommes chacune, coûtant 982.404 livres, la dépense de l'infanterie s'élevait à 19.514.135 livres.

La Cavalerie comptait 135 escadrons de 128 maîtres chacun, ce qui faisait 16.200 chevaux, dont la dépense annuelle, officiers et états-majors compris, s'élevait à 4.091.868 livres. En outre 42 escadrons de dragons coûtant 970.460 livres. Les fourrages, à 8 sols la ration, faisaient une somme de 3.050.560 livres.

La Maison du Roi : gardes du corps, gendarmes, chevaux-légers, mousquetaires, gendarmerie, grenadiers à cheval, en tout 2.260 chevaux portait la dépense à 2.099.000 livres.

Les dépenses nécessaires à la suite des troupes arrivaient au total de 5.483.115 livres; les pensions au trésor attachées à la teste des troupes, 554.589 livres; les pensions au trésor aux officiers de guerre, 2.500.000 livres; les fortifications, 1 million, non compris 500.000 livres imposées sur les Flandres et l'Artois pour l'entretien des casernes, et 250.000 livres pour les fortifications des plans maritimes.

Les 7.192 bouches à feu de tous calibres entraînaient une dépense de 1.500.000 liv.; les étapes, 3 millions; les garnisons ordinaires du dedans du royaume, 2.436.933 livres, compris les gages des gouverneurs et lieutenant-généraux des provinces, gouverneurs particuliers des places et autres; enfin les dépenses du tailleur et de l'ordinaire des guerres montaient à 1.741.630 livres.

Le budget de la guerre, en 1715, s'élevait donc à 47.950.290 livres.

Les réductions et réformes commencèrent presque aussitôt après la mort du Roi. Huit cents gardes du corps furent réformés avec dix sols par jour afin de les aider à subsister avec

⁵² *Dépôt de la Guerre*, t. 2520, fol. 117; voir de Luçay, *Les secrétaires d'État*, p. 219, note 1.

exemption de taille et des autres impositions, et avec ordre de se retirer chacun en son pays pour n'en revenir qu'en temps de guerre. Chaque compagnie des deux régiments des gardes françaises et suisses eut vingt sujets réformés; les deux compagnies de mousquetaires furent réduites de moitié, excepté: les régiment à qui les chevaux furent conservés; on réduisit aussi tous les capitaines de dragons à la paye des capitaines d'infanterie⁵³. Villars, brouillé avec la chronologie, prétend qu'on ne fit passer cette réforme « à laquelle il étoit opposé⁵⁴ » que grâce à son absence; il prit des mesures pour récupérer une partie des gardes du corps qu'il incorpora dans les régiments de cavalerie et les dragons, « avec une petite distinction dans leurs habits⁵⁵ ».

L'ordonnance de 28 avril 1716 ramena tous les régiments à huit compagnies de 25 hommes au pied de pied et 40 hommes au pied de guerre; organisation qui subsista jusqu'en 1740. Les aumôniers régimentaires étaient invités à se retirer « chez eux ou ailleurs, où bon leur semblera, avec assurance que S. M. est satisfaite de leur conduite⁵⁶ ». On voulait par ce moyen couper court à l'agitation religieuse que la création de confréries anti-jansénistes commençait à introduire dans l'armée⁵⁷.

Le Conseil de la guerre eut l'honneur d'achever et d'inaugurer les premières casernes, ce qui permit d'abaisser la solde des troupes sans réduire leur bien-être. L'étude des registres du Conseil pour l'année 1717 montre que jusqu'à la fin de cette année, il fonctionna avec régularité, s'occupant des moindres détails de l'administration militaire, ce qui n'allait pas sans de vives contestations⁵⁸. Toutefois des ordonnances comme celles du 6 et du 15 avril 1718 arrivaient à bon terme et contribuaient utilement à la réorganisation de l'armée⁵⁹. D'autres moins importantes n'avaient pas laissé que de préciser des points de détail tels que police et discipline des maréchaussées⁶⁰, levées et enrôlements

⁵³ Buvat, *Journal*, t. I, p. 111-112.

⁵⁴ Villars, *Mémoires*, t. IV, p. 78.

⁵⁵ Villars, *Mémoires*, t. IV, p. 92.

⁵⁶ Pajol, *Les guerres sous Louis XV*, in-8, Paris, 1881, t. I, p. 33-34; *Dépôt de la Guerre*, t. 2520, séance du 19 juillet 1716.

⁵⁷ On parlera plus loin de ces confréries introduites par le zèle de plusieurs jésuites.

⁵⁸ Villars, *Mémoires*, t. IV, p. 105-111; De Lucay, *op. cit.*, p. 221.

⁵⁹ *Dépôt de la Guerre*, t. 2545; Pajol, *op. cit.*, t. I, p. 35-37.

⁶⁰ Isambert, *Recueil*, t. XXI, p. 120, n. 79 : Ordonnance, du 1^{er} juillet 1716.

de gens de guerre⁶¹; ordre et discipline des troupes en marche et en garnison⁶², casernement⁶³, déserteurs⁶⁴, haras⁶⁵, hôpitaux et soldats malades⁶⁶, etc. Pas plus que les autres conseils celui de la guerre n'avait été inutile à l'État.

Le Conseil des Affaires étrangères ne pouvait s'accommoder d'une transformation totale des méthodes diplomatiques et d'un renouvellement complet du personnel auxquels Louis XIV avait accoutumé les principaux cabinets de l'Europe. Tandis que Saint-Simon pressait le Régent d'exclure de tout le ministre Torcy, il n'en avait jamais pu obtenir une réponse nette. « J'espérois pourtant son exclusion, dit-il, et j'y travaillois encore lorsque le Régent me laissa entrevoir que je n'y devois pas compter. Je redoublai mes efforts; à la fin il m'avoua avec grand embarras qu'il se le croyoit nécessaire pour avoir le secret de toutes les affaires étrangères depuis tant d'années qu'il en étoit le ministre, et par le secret des postes dont lui ne pouvoit se passer. Ce fut en effet ce qui conserva Torcy⁶⁷. » C'est ce que lui-même a pris soin de nous apprendre : « Son Altesse Royale, écrit-il, jugea nécessaire de conserver autant qu'il seroit possible les correspondances secrètes entretenues exactement sous le règne du feu Roy avec différents étrangers, soit au dedans soit au dehors du royaume. Elle continua d'en laisser le soin à celui des ministres qui en étoit chargé depuis plusieurs années. Et comme le secret ne pouvoit en être gardé trop exactement, qu'il convenoit pour ne le pas risquer de brûler les lettres des correspondants, qu'il étoit en même temps nécessaire de conserver sûrement la mémoire de plusieurs faits importants rapportés dans les avis reçus, celui qui les reçut encore pendant quelques années eut soin de les rassembler et d'en composer comme un corps d'anecdotes qui

L'œuvre
du Conseil
des affaires
étrangères

⁶¹ Isambert, *Recueil*, t. XXI, p. 120, n. 80 : Ordonnance, du 2 juillet 1716.

⁶² Isambert, *Recueil*, t. XXI, p. 120, n. 81 : Ordonnance, du 4 juillet 1716.

⁶³ Isambert, *Recueil*, t. XXI, p. 122, n. 101 : Ordonnance, du 25 octobre 1716.

⁶⁴ Isambert, *Recueil*, t. XXI, p. 127, n. 113 : Ordonnance, du 2 janvier 1717.

⁶⁵ Isambert, *Recueil*, t. XXI, p. 132, n. 120 : Ordonnance, du 22 février 1717.

⁶⁶ Isambert, *Recueil*, t. XXI, p. 142, n. 129 : Ordonnance, du 20 avril 1717.

⁶⁷ Saint-Simon, *Mémoires*, 1906, t. VIII, p. 228.

ne put donner lieu de découvrir ni de soupçonner ceux de qui venoient les avis⁶⁸. »

Le résultat de cette transaction entre le principe et la réalité fut la coexistence de trois diplomaties souvent contradictoires : celle de Torcy qui conservait le fil des affaires commencées, la confiance des agents et des commis, la connaissance du personnel des cabinets européens; celle de d'Huxelles qui ne se contentait pas d'un rôle de parade, voulait guider, décider au besoin et ne faisait rien que sous le contrôle de l'abbé d'Estrées, de Cheverny et de Canillac qui entravaient tout ce qu'ils ne pouvaient empêcher; enfin, celle du Régent qui aimait les missions secrètes, les agents mystérieux, croyait les guider et s'essayait aux combinaisons souterraines. Entre ces trois rouages, celui de d'Huxelles, appuyé par les bureaux, sournoisement suggestionné par eux, était le principal, pour un temps — jusqu'à ce que Dubois parût sur la scène. Huxelles n'était pas d'humeur à se laisser confisquer, pas plus qu'il n'était de taille à s'imposer; après s'être vaillamment défendu, ce héros capitulait. « Rusé, égoïste et voluptueux avec une écorce de probité et de vertu feintes, cet étui de sage de la Grèce, ainsi que le décrit Saint-Simon, timide de cœur et d'esprit⁶⁹ » en face du Régent et de ses roués, engageait les affaires et les laissait régler par d'autres que par lui. « Toutes les contradictions sont associées dans ce gouvernement pour l'affaiblir⁷⁰ » disait l'envoyé de l'Empereur.

D'Huxelles était acquis à la politique du feu Roi, à l'alliance espagnole, aux maximes de la « vieille Cour » et le Conseil qu'il présidait était, de tous, celui où l'influence de la maison de Noailles se faisait le moins sentir. Néanmoins il n'était pas homme à faire plier sous lui les diplomates véreux qui comme Louville à Madrid et Dubois à Hanovre mettaient en déroute le plan officiel. Il n'exerçait sur le Régent pas même l'influence empirique

⁶⁸ Bibl. nat., ms. franç. 19670-10672 : *Mémoires diplomatiques concernant les affaires étrangères de l'Europe dans les premières années qui suivirent la mort de Louis XIV...* rédigés par Torcy de 1715 à 1718 et qu'il communiqua à Saint-Simon qui dit : « Ils méritent tous d'être lus d'un bout à l'autre; on y trouvera une instruction infinie et beaucoup de plaisir dans une grande simplicité. Je les ai fait copier tout entiers comme les meilleures pièces originales qu'il soit possible de ramasser ». *Mémoires*, t. VIII, p. 316. M. A. Baudrillart, *op. cit.*, t. II, p. 13-14; E. Bourgeois, *Le secret du Régent et la politique de l'abbé Dubois*, p. XXVI; *La collaboration de Saint-Simon et de Torcy*, dans *Revue historique*, 1905, t. LXXXVII.

⁶⁹ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. A. de Boislisle, t. XI, p. 40.

⁷⁰ Penkner à la Cour de Vienne, 4 janvier 1716, dans O. Weber, *Die Quadrupel Allianz*, p. 13.

d'un Saint-Simon qui, à force d'insistance, arrachait parfois une concession; d'ailleurs le Régent supportait à peine la gravité empesée du personnage qui se croyait le front auréolé de l'éclat du traité d'Utrecht. Entre Torcy et Dubois, le président solennel du Conseil des affaires étrangères ne représentait qu'une incapacité majestueuse et encombrante. Un jour, le duc de Brancas s'avisa de dire que « le Conseil des finances était mal réglé et très mal composé, le Régent répondit : « La Régence est toute entière de même, et je ne vois aucun Président, à commencer par moi, où il n'y ait bien des choses à dire », et là-dessus, il fit son portrait et celui de tous les membres de ses Conseils avec un pinceau très fidèle, mais ridicule, donnant à chacun son paquet⁷¹. »

Le Conseil des affaires étrangères était destiné à disparaître à partir du jour où Dubois le jugea contraire à son ambition. Au début, sa mise en branle avait éprouvé quelques difficultés : « Les ministres étrangers, rapporte d'Argenson, ne savoient à qui s'adresser pour toutes les affaires : l'on fut obligé de commettre, pour les entendre, un homme qui n'étoit pas du conseil et n'en a jamais été, M. d'Armenonville, qui avoit acheté la charge de M. de Torcy, mais à condition de n'en pas exercer les fonctions⁷². » On a vu que la politique espagnole du maréchal d'Huxelles était en contradiction avec la politique anglaise de l'abbé Dubois et du Régent; dès lors le Conseil des affaires étrangères était condamné à l'impuissance, ses efforts entravés, ses services dénaturés. Ce fut à l'occasion de ce Conseil que se joua la partie décisive qui entraîna la suppression de tous les autres.

Au mois de mars 1718, Dubois envoya de Londres au Palais-Royal son confident Chavigny pour y tenir la place de Nancre qui allait partir pour l'Espagne. Quelques jours plus tard, il exposait lui-même ses vues au Régent : Établir dans son gouvernement un ordre qui puisse se soutenir après la majorité du Roi, un arrangement fixe et durable qui ne peut se mieux faire qu'après la conclusion du traité [de la Quadruple Alliance] qui est sur le tapis. Étant alors assuré de la succession où S.A.R. est appelée, Elle n'aura plus personne à ménager par rapport à cet objet capital; Elle n'aura plus aucun motif de laisser en place quelqu'un sur qui Elle ne puisse pas compter après la majorité. Ce plan devrait être assez semblable à celui du gouvernement du feu

Le Conseil des Affaires étrangères condamné à disparaître

Projet de Dubois

⁷¹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 300, fol. 17 : Bonneval à Stanhope, 10 février 1717.

⁷² D'Argenson, *Mémoires*, édit. Janet, t. I, p. 28.

Roi, suppression des Conseils, rétablissement des secrétaires d'État⁷³. » Maintenant que le mot était lâché, il n'eut servi de rien de déguiser les ambitions personnelles qui visaient cette succession avant qu'elle ne fût ouverte. Il sera bon et sûr ajoutait Dubois que S. A. R. réserve les principales places à des personnes d'un caractère sûr, dévouées à sa personne, et intéressées à ne jamais s'éloigner d'Elle. »

Il se destine
la
succession

Chavigny redoubla de zèle, sonda Nocé avec adresse et le trouva désireux de détacher le Régent du maréchal d'Huxelles, mais ayant besoin d'être stimulé. Chavigny scruta Law, qui sembla bien disposé⁷⁴ et le garde des Sceaux, d'Argenson « très présumé, sans doute, pour le gouvernement du feu Roi, mais trop timide pour conseiller au Régent un coup d'autorité tel que la suppression des Conseils⁷⁵ ». Sur ces entrefaites, on apprit à Paris, le 9 avril, l'adhésion de l'empereur d'Allemagne à l'alliance et l'occasion sembla propice pour opérer la suppression des conseils et l'exaltation de Dubois. Après plusieurs conférences quotidiennes, Law se chargea d'entamer l'affaire. Le 13 avril, il eut une longue conversation avec le Régent et fit « habilement tomber le discours sur l'intérêt et la vue de disposer le gouvernement de façon que S. A. pût, à la majorité du Roi, être son premier ministre. » Dans cette vue, il ne fallait pas confier les places importantes à des gens d'une si haute volée qu'il craignît avec raison de les voir inspirer au Roi le désir de s'affranchir de l'autorité de son oncle. Le prince abonda dans ce sens et observa qu'il y conformait sa conduite puisque déjà la plupart des affaires essentielles ne passaient plus par le maréchal d'Huxelles. Law ne manqua pas l'occasion d'insinuer la candidature de Dubois, de vanter « son habileté et crédit chez les étrangers » et il trouva le Régent dans les dispositions les plus favorables⁷⁶. Nocé tint à écarter tout soupçon de froideur⁷⁷ et insista à son tour. Dubois, mis au courant, joua l'attendrissement. « Je me sens plus touché que je ne saurais vous dire, écrit-il, de la reconnaissance que je dois à M. Law, il m'a gagné

⁷³ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 316, fol. 133 : Dubois au Régent, 23 mars 1718.

⁷⁴ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 316, fol. 189 : Chavigny à Dubois, 1^{er} avril 1718.

⁷⁵ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 317, fol. 17 : Chavigny à Dubois, 8 avril 1718.

⁷⁶ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 317, fol. 77 : Chavigny à Dubois, 14 avril 1718.

⁷⁷ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 317, fol. 107 : Chavigny à Dubois, 18 avril 1718.

pour le reste de ma vie⁷⁸ » et « faites mes compliments à M. de Nocé, à qui je n'écris point pour ne pas le fatiguer⁷⁹ ». Cependant Dubois appréhendait un excès de zèle, faisait recommander à Law la circonspection. « Je crois, écrit-il à Chavigny, qu'il est essentiel que la personne principale [le Régent] n'en vienne jamais à savoir « que j'aie connaissance des ouvertures qu'on lui a faites... Je persiste à être persuadé qu'il faut que je ne puisse pas être soupçonné d'avoir la moindre influence dans ce que l'on conseillera et proposera. (Ce qui semblerait le plus à propos), ce serait au cas où la personne principale entrât dans ces vues, que M. Law, ou M. de Nocé ou M. le garde des Sceaux engageassent M. le duc d'Orléans à m'ordonner de lui mander naturellement ma pensée sur le projet qu'il pourrait former touchant les affaires étrangères..., j'écirai avec la modestie qui me convient ce que je pense, mes pensées, Dieu merci, ne sont pas intéressées et sont irrépréhensibles⁸⁰. » Il était si assuré du succès que déjà il composait le personnel de son ministère. « Informez-vous, écrivait-il à Chavigny, des personnes soit d'épée, soit de robe, propres à des ambassades considérables. M. le maréchal de Bezons et M. le Blanc pourront vous indiquer les gens d'épée. En parcourant les gens de robe sur les listes de l'almanach, M. le garde des Sceaux vous désignera aussi les personnes les plus propres aux Affaires étrangères⁸¹. »

Avant l'envoi de son confident Chavigny, Dubois s'était ménagé quelques correspondants assidus qui lui envoyaient régulièrement des nouvelles de Paris. De ce nombre était l'abbé de Saint-Pierre⁸², aumônier de Madame; ils habitaient tous les deux au Palais-Royal mais se livraient à des occupations très différentes. « J'ai vécu trente ans dans la même maison avec le cardinal Dubois et même en quelque société, écrira l'abbé. J'ai vu combien il souffroit, combien il avoit à souffrir de ses inquié-

Intervention
de l'abbé
de
Saint-Pierre

⁷⁸ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 317, fol. 251 : Dubois à Chavigny, 28 avril 1718.

⁷⁹ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 317, fol. 259 : Dubois à son neveu, 28 avril 1718.

⁸⁰ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 317, fol. 251 : Dubois à Chavigny, 28 avril 1718.

⁸¹ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 317, fol. 251 : Dubois à Chavigny, 28 avril 1718.

⁸² Cette correspondance semble avoir été anéantie, on n'en peut juger que d'après une pièce publiée par Ch. Aubertin, *L'esprit public au XVIII^e siècle. Étude sur les Mémoires et les Correspondances politiques des contemporains, 1715 à 1789*, in-8, Paris, 1873, p. 114 : J. Drouet, *L'abbé de Saint-Pierre, L'Homme et l'Œuvre*, in-8, Paris, 1912, p. 62-63.

tudes, de ses jalousies, des dégoûts qu'on lui donnoit et des obstacles qu'il rencontrait à son élévation. Ainsi il ne m'est jamais arrivé de lui porter envie dans ses richesses et dans son crédit... Ainsi, ne pouvant par la constitution présente de notre monarchie et par mon peu de talents pour la flatterie, devenir ministre général, je me suis fait une occupation particulière à méditer tous les jours durant cinq ou six heures du matin pour montrer sur divers sujets aux rois et aux ministres futurs le but où ils doivent tendre et les moyens qu'ils doivent employer pour augmenter leur bonheur, en augmentant le bonheur des familles qu'ils gouvernent⁸³. » De ces méditations sortit, en 1718, un *Discours sur la Polysynodie*, où l'on démontre que la Polysynodie ou pluralité des conseils est la forme du ministère la plus avantageuse pour un roi et pour son royaume⁸⁴. L'auteur s'était fait connaître par un « projet de paix perpétuelle » qui lui avait peut-être obtenu l'honneur d'accompagner aux conférences d'Utrecht l'abbé de Polignac et le maréchal d'Huxelles, négociateurs pour la France⁸⁵, son nouvel ouvrage devait attirer sur lui une véritable tempête, qui n'était pas pour déplaire à Dubois, heureux de voir succomber le malencontreux apologiste des Conseils.

Apparition
du
*Discours
sur la
Polysynodie*

L'ouvrage parut dans les derniers jours du mois d'avril et cette coïncidence a fait dire qu'il avait été comme le coup de grâce donné à l'institution condamnée à disparaître. D'Argenson a même prétendu que l'abbé de Saint-Pierre avait été chargé par le Régent de donner aux Conseils une sorte d'extrême-onction, dont on n'aperçoit guère l'utilité. Saint-Simon s'est étendu sur le « furieux bruit » que fit la Polysynodie où l'abbé prétendait instruire les « bons Français » de leurs véritables intérêts. Beaucoup disaient : le gouvernement des Conseils est déplorable, bon tout au plus pour les esprits creux et bâti sur des rêveries. — Le gouvernement actuel est déplorable, j'en conviens, répondait l'abbé, mais vous préconisez le retour de l'ancien état de choses qui est pire que l'état présent. Prenons un autre parti : gardons les Conseils en les modifiant de façon à enrayer les abus. Voici les modifications proposées.

« Il ne faut pas penser, dit-il, que si une Polysynodie particu-

⁸³ *Biblioth. de Rouen*, ms. 950, *Documents généalogiques et biographiques*, Annales de Castel, à l'année 1721, voir J. Drouet, *op. cit.*, p. 36.

⁸⁴ *Biblioth. Mazarine*, ms. 2649. Le *Discours* a été édité à Londres 1718, chez Tousson, in-4°, et la deuxième édition, à Amsterdam, chez du Villard et Changuion, 1719, in-12.

⁸⁵ *Le Mémoire pour rendre la paix perpétuelle en Europe* parut à Cologne, en 1712, voir J. Drouet, *op. cit.*, p. 60.

lière est défectueuse, surtout dans les premières années de son établissement et dans un royaume où presque tout est bouleversé quand elle y a été introduite, la Polysynodie en général ne soit pas infiniment préférable au vizirat », c'est-à-dire au pouvoir ministériel. « Un établissement aussi vaste, qui n'a point encore eu dans le monde d'excellent modèle, ne peut pas en si peu de temps acquérir la perfection; et c'est en partie pour donner quelques idées propres à le perfectionner que j'ai entrepris cet ouvrage. » L'abbé propose en conséquence la création de deux nouveaux Conseils : l'un pour la justice, l'autre pour le commerce. Mais à cette modification secondaire s'en ajoutent deux autres que Jean-Jacques Rousseau estime aussi graves qu'une révolution⁸⁶. Le scrutin devait transformer l'institution rendue accessible à tous : noblesse, magistrature, bourgeoisie; les conseils auraient le droit de se recruter eux-mêmes et l'élection fournirait le pays de magistrats, d'officiers, de prêtres et même de rois. Le gouvernement issu de ce mécanisme serait non seulement meilleur que les autres, mais excellent à tous points de vue et s'appellerait *aristomonarchie*. Pour cette raison les mauvais citoyens, les séditeux pouvaient, seuls, lui être hostiles et chercher à ébranler la *despoticité* qu'il fallait armée, dans l'intérêt de sa propre défense et du bonheur social, des plus larges pouvoirs de répression. C'était déjà la théorie qui condamne les citoyens à être heureux selon la formule du législateur.

Avec une singulière audace, l'abbé de Saint-Pierre instituait un conseil suprême destiné à être « le centre, le soutien, l'âme et le lien de tous les conseils particuliers », c'est-à-dire à tenir la place du Roi, à penser et à travailler pour celui que la maladie, la minorité, le plaisir ou la paresse détournent de « faire ses fonctions ». « Un conseil n'est point sujet aux défaillances des rois; il n'est jamais infirme, il ne vieillit point, il est toujours laborieux et intelligent. Il n'y a pas à craindre avec lui ces temps calamiteux si communs dans les monarchies. » Quant au monarque il n'aura à intervenir que « dans les grandes circonstances, dans les affaires extraordinaires », en sa qualité de « dictateur-né ». On trouve ici l'idéal politique du XVIII^e siècle, un *despotisme éclairé*, qu'ont prôné Voltaire et Daguesseau, Grimm et Turgot, mais avec plus d'audace puisque le monarque n'y obtient plus qu'un rôle purement décoratif. Après l'avoir réduit

⁸⁶ J.-J. Rousseau, *Extrait du discours sur la polysynodie de M. l'abbé de Saint-Pierre*, édit. Houssiaux, t. I; *Jugement sur la Polysynodie de M. l'abbé de Saint-Pierre*, même édition, t. I.

à l'impuissance, l'abbé fait appel à la noblesse qu'il ne croit pas incapable de labeur intelligent et il compte sur elle pour empêcher le règne des ministres et des maîtresses.

Le Régent avait eu la pensée de faire circuler dans les départements d'un même conseil les membres divers. L'abbé propose d'étendre cette disposition du Conseil de finance à tous les autres en sorte que « changeant de bureaux avec leurs maîtres, [les commis] n'auront pas le temps de s'arranger pour leurs friponneries aussi commodément qu'ils le font aujourd'hui. » Les présidents des conseils soumis à ce chassé-croisé n'auraient pas le loisir de s'identifier avec leur poste et d'en faire une quasi-propriété.

Enfin la polysynodie devait donner au monarque le goût du travail, l'aptitude aux affaires, l'intelligence des questions et entretenir la prospérité et la félicité, sauf à disparaître dans les moments de crise et lorsque l'état du royaume réclamait la dictature d'un Sully ou d'un Colbert. Au cours de ces pages bizarrement écrites on rencontre bien d'autres surprises. L'auteur réclame l'abolition du droit d'ainesse et de la vénalité des charges; la réforme de la taille, le développement de l'enseignement primaire, la fondation d'un *Moniteur* officiel.

Tout ceci eut sans doute passé inaperçu si l'abbé ne s'était avisé de faire la critique la plus rigoureuse de Louis XIV et de son gouvernement. « Quelle opinion, demandait-il, le feu Roi a-t-il laissé de lui à ses voisins? N'ont-ils pas cru, n'ont-ils pas écrit qu'il était un voisin fâcheux, sans parole, injuste, et d'autant plus digne de leur haine qu'il employait plus de puissance à les ruiner?... D'un autre côté, a-t-il forcé ses sujets, par l'abondance qu'il leur a procurée, à regretter son administration? Plût à Dieu que, pour sa réputation et notre utilité, il eût été durant tout son règne occupé à faire fleurir le commerce, à diminuer tant d'obstacles qui le gênent, à augmenter les facilités qui le multiplient, à paver les grands chemins, à les rendre encore plus sûrs, à rendre les rivières navigables, à rendre nos lois plus propres à diminuer le nombre des procès, à perfectionner la manière de lever des subsides, de sorte que les peuples en payassent moins et qu'il en revint plus aux coffres publics, à perfectionner les établissements qui regardent les pauvres et l'éducation des enfants, à favoriser les arts et les sciences à proportion de leur utilité, à trouver les moyens de faire distribuer les emplois et les récompenses avec justice et sans égard pour les recommandations, à ôter la vénalité des charges, les survivances et les bre-

vets de retenue, à diminuer nos besoins en diminuant nos jeux de hasard, à perfectionner nos mœurs... »

Ce tableau d'un passé trop récent mis en contraste avec l'avenir idéal assuré à la *Polysynodie* déclencha les colères du parti de la « vieille Cour », très mal en point en ce moment et avide de saisir l'occasion inespérée d'atteindre le Régent en frappant un « officier de sa maison ». Le Régent eut passé condamnation sur les attaques contre Louis XIV, il eut peut-être souri des nouveautés introduites dans le *Discours* subversif si l'auteur n'avait eu la maladresse d'insinuer que le Conseil de Régence était un conseil de parade. Le livre fut saisi et le libraire jeté en prison⁸⁷; quant à l'abbé de Saint-Pierre il eut, peu de jours après, toute l'Académie française à ses trousses.

Au lendemain de la mort du feu Roi elle s'était vouée à « rendre ses regrets aussi immortels et aussi publics que la gloire de son héros⁸⁸ »; l'occasion s'offrait propice. L'abbé — devenu cardinal — de Polignac paraissait s'être approprié la garde de cette illustre mémoire; il supplia l'Académie de déférer au Régent l'auteur de la *Polysynodie* pour « lui témoigner la douleur qu'elle avait qu'un de ses membres se fût porté à un excès si condamnable⁸⁹. » Vingt-quatre heures plus tard, la Compagnie était convoquée pour statuer sur le cas du délinquant et dans la séance du 5 mai. Fleury et Polignac s'évertuèrent à obtenir un châtiment exemplaire de l'« attentat » et obtinrent l'exclusion perpétuelle de l'abbé de l'indignation complaisante de leurs confrères. Le Régent le trouva bon, mais défendit de remplir sa place⁹⁰.

Chavigny ne se laissait pas distraire par cet épisode. D'Argenson et Torcy étaient utiles à gagner. Ce dernier avait servi Dubois dans la négociation secrète de l'année précédente, il recevait Chavigny à sa table et recueillait les allusions à un nouvel état de choses où il reprendrait sa place de secrétaire d'État bien qu'il affectât de n'y plus vouloir songer⁹¹. Saint-Simon recevait à bras

L'abbé de Saint Pierre est exclu de l'Académie

Chavigny poursuit ses intrigues

⁸⁷ Procès-verbal de la séance de l'Académie française, du 7 mai 1718; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 300, 30 avril 1718.

⁸⁸ Procès-verbal de la séance de l'Académie française, du 2 septembre 1715.

⁸⁹ Procès-verbal de la séance de l'Académie française, du 28 avril 1718.

⁹⁰ Procès-verbal de la séance de l'Académie française, du 7 mai 1718; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 303, 6 mai et *Additions* de Saint-Simon, p. 304; Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 192, note 1, dit qu'il n'eut ni messe ni éloge; il eut la messe et non l'éloge, voir J. Drouet, *op. cit.*, p. 105.

⁹¹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 317, fol. 224 : Chavigny à Dubois, 28 avril 1718; *ibid.*, fol. 285. Chavigny à Dubois, 3 mai, c'est le récit d'un long entretien avec Torcy, qui cherche à découvrir les intentions de Dubois et proteste avoir quitté par goût les Affaires Étrangères et n'y être plus possible.

à l'impuissance, l'abbé fait appel à la noblesse qu'il ne croit pas incapable de labeur intelligent et il compte sur elle pour empêcher le règne des ministres et des maîtresses.

Le Régent avait eu la pensée de faire circuler dans les départements d'un même conseil les membres divers. L'abbé propose d'étendre cette disposition du Conseil de finance à tous les autres en sorte que « changeant de bureaux avec leurs maîtres, [les commis] n'aient pas le temps de s'arranger pour leurs friponneries aussi commodément qu'ils le font aujourd'hui. » Les présidents des conseils soumis à ce chassé-croisé n'auraient pas le loisir de s'identifier avec leur poste et d'en faire une quasi-propriété.

Enfin la polysynodie devait donner au monarque le goût du travail, l'aptitude aux affaires, l'intelligence des questions et entretenir la prospérité et la félicité, sauf à disparaître dans les moments de crise et lorsque l'état du royaume réclamait la dictature d'un Sully ou d'un Colbert. Au cours de ces pages bizarrement écrites on rencontre bien d'autres surprises. L'auteur réclame l'abolition du droit d'ainesse et de la vénalité des charges; la réforme de la taille, le développement de l'enseignement primaire, la fondation d'un *Moniteur* officiel.

Tout ceci eut sans doute passé inaperçu si l'abbé ne s'était avisé de faire la critique la plus rigoureuse de Louis XIV et de son gouvernement. « Quelle opinion, demandait-il, le feu Roi a-t-il laissé de lui à ses voisins? N'ont-ils pas cru, n'ont-ils pas écrit qu'il était un voisin fâcheux, sans parole, injuste, et d'autant plus digne de leur haine qu'il employait plus de puissance à les ruiner?... D'un autre côté, a-t-il forcé ses sujets, par l'abondance qu'il leur a procurée, à regretter son administration? Plût à Dieu que, pour sa réputation et notre utilité, il eût été durant tout son règne occupé à faire fleurir le commerce, à diminuer tant d'obstacles qui le gênent, à augmenter les facilités qui le multiplient, à paver les grands chemins, à les rendre encore plus sûrs, à rendre les rivières navigables, à rendre nos lois plus propres à diminuer le nombre des procès, à perfectionner la manière de lever des subsides, de sorte que les peuples en payassent moins et qu'il en revint plus aux coffres publics, à perfectionner les établissements qui regardent les pauvres et l'éducation des enfants, à favoriser les arts et les sciences à proportion de leur utilité, à trouver les moyens de faire distribuer les emplois et les récompenses avec justice et sans égard pour les recommandations, à ôter la vénalité des charges, les survivances et les bre-

vets de retenue, à diminuer nos besoins en diminuant nos jeux de hasard, à perfectionner nos mœurs... »

Ce tableau d'un passé trop récent mis en contraste avec l'avenir idéal assuré à la *Polysynodie* déclencha les colères du parti de la « vieille Cour », très mal en point en ce moment et avide de saisir l'occasion inespérée d'atteindre le Régent en frappant un « officier de sa maison ». Le Régent eut passé condamnation sur les attaques contre Louis XIV, il eut peut-être souri des nouveautés introduites dans le *Discours* subversif si l'auteur n'avait eu la maladresse d'insinuer que le Conseil de Régence était un conseil de parade. Le livre fut saisi et le libraire jeté en prison⁸⁷; quant à l'abbé de Saint-Pierre il eut, peu de jours après, toute l'Académie française à ses trousses.

Au lendemain de la mort du feu Roi elle s'était vouée à « rendre ses regrets aussi immortels et aussi publics que la gloire de son héros⁸⁸ »; l'occasion s'offrait propice. L'abbé — devenu cardinal — de Polignac paraissait s'être approprié la garde de cette illustre mémoire; il supplia l'Académie de déférer au Régent l'auteur de la *Polysynodie* pour « lui témoigner la douleur qu'elle avait qu'un de ses membres se fût porté à un excès si condamnable⁸⁹. » Vingt-quatre heures plus tard, la Compagnie était convoquée pour statuer sur le cas du délinquant et dans la séance du 5 mai. Fleury et Polignac s'évertuèrent à obtenir un châtiment exemplaire de l'« attentat » et obtinrent l'exclusion perpétuelle de l'abbé de l'indignation complaisante de leurs confrères. Le Régent le trouva bon, mais défendit de remplir sa place⁹⁰.

Chavigny ne se laissait pas distraire par cet épisode. D'Argenson et Torcy étaient utiles à gagner. Ce dernier avait servi Dubois dans la négociation secrète de l'année précédente, il recevait Chavigny à sa table et recueillait les allusions à un nouvel état de choses où il reprendrait sa place de secrétaire d'État bien qu'il affectât de n'y plus vouloir songer⁹¹. Saint-Simon recevait à bras

L'abbé de Saint-Pierre est exclu de l'Académie

Chavigny poursuit ses intrigues

⁸⁷ Procès-verbal de la séance de l'Académie française, du 7 mai 1718; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 300, 30 avril 1718.

⁸⁸ Procès-verbal de la séance de l'Académie française, du 2 septembre 1715.

⁸⁹ Procès-verbal de la séance de l'Académie française, du 28 avril 1718.

⁹⁰ Procès-verbal de la séance de l'Académie française, du 7 mai 1718; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 303, 6 mai et *Additions de Saint-Simon*, p. 304; Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 192, note 1, dit qu'il n'eut ni messe ni éloge; il eut la messe et non l'éloge, voir J. Drouet, *op. cit.*, p. 105.

⁹¹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 317, fol. 224 : Chavigny à Dubois, 28 avril 1718; *ibid.*, fol. 285. Chavigny à Dubois, 3 mai, c'est le récit d'un long entretien avec Torcy, qui cherche à découvrir les intentions de Dubois et proteste avoir quitté par goût les Affaires Étrangères et n'y être plus possible.

cuvrés un homme qui ne venait chez lui que pour aviver ses rancunes contre d'Huxelles et protestait de sa tendresse et de son admiration pour Dubois, étant, disait-il, « fort des amis de l'abbé, de ses plus anciens amis dévoués et reconnoissants, adorant sa besogne et la prêchant sans cesse à S.A.R.⁹² ». Ensuite c'était le maréchal de Tallard qui s'entretenait « des six heures durant » avec l'infatigable Chavigny, toujours aux dépens de d'Huxelles⁹³ que le maréchal de Bezons ne ménageait pas plus⁹⁴, en sorte que le président du Conseil des affaires étrangères paraissait déjà n'exister plus que de nom.

Dubois
recourt aux
étrangers

Non content d'agir par lui-même ou par Chavigny, Dubois avait recours à des influences qu'il tenait pour irrésistibles. Deux jours après la disgrâce de Noailles et Daguesseau, le roi d'Angleterre s'était empressé de féliciter le Régent « d'avoir pris le bon chemin », Stanhope approuvait lui aussi et Schaub, profitait de son passage à Paris pour conseiller au prince le renvoi des « gens mal intentionnés ». Le duc d'Orléans avait répondu à Georges I^{er} avec une déférence nuancée de platitude : « Je reçois volontiers ce conseil du Roi comme d'un ami et d'un père... Sitôt le traité conclu je m'y rendrai⁹⁵ ». Dès son arrivée au Palais-Royal, Chavigny avait jugé la partie belle, sinon gagnée et avait écrit à Dubois : « Je suis persuadé qu'à votre retour, vous serez le maître absolu de cette Cour⁹⁶ ». En attendant le retour de Schaub, lord Stair pouvait donner un utile appui⁹⁷. C'étaient tous les principaux pions de l'échiquier des Affaires étrangères, aussi doit-on s'attendre à voir le vigilant Pecquet éventer l'intrigue. Dès le 1^{er} avril, ce commis entretenait Chavigny de « la prochaine suppression des Conseils⁹⁸ » et, un mois plus tard,

⁹² Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 317, fol. 285 : Chavigny à Dubois, 3 mai 1718; Chéruel, *L'abbé Dubois et Saint-Simon*, dans *Revue historique*, 1876, t. I, p. 142.

⁹³ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 317, fol. 285 : Chavigny à Dubois, 3 mai 1718; t. 318, fol. 67, Chavigny à Dubois, 11 mai.

⁹⁴ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 317, fol. 260 : Dubois à Chavigny, 23 avril 1718.

⁹⁵ Bothmar, *Memoiren des Grafen von Bothmar über die Quadrupel Allianz*, dans *Forschungen zur deutschen Geschichte*, 1886, t. XXVI, p. 238.

⁹⁶ Ch. Aubertin, *L'esprit public au XVIII^e siècle*, in-8, Paris, 1878, p. 112-113.

⁹⁷ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 317, fol. 224 : Chavigny à Dubois, 28 avril 1718.

⁹⁸ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 316, fol. 189 : Chavigny à Dubois, 1^{er} avril 1718.

Canillac tenait le même langage⁹⁹ rattachant ce dessein au renvoi de Noailles et Daguesseau; enfin d'Huxelles pressentait que Dubois « voulait prendre à son retour l'administration des Affaires étrangères¹⁰⁰ ».

Sa crainte fut assez vive pour l'entraîner à une démarche maladroite. Comprenant que son antagoniste tirait sa force du succès de l'alliance franco-anglaise, le maréchal imagina de se l'approprier et se répandit en louanges au point de s'en rendre ridicule. « Rien de plus comique, écrit Chavigny à Dubois, que ses jurements, ses protestations pour prouver à Stair, par exemple, son approbation du traité, jusqu'à traiter la reine d'Espagne de p... et Alberoni de j...-f...¹⁰¹ » Dubois ne voyait dans tout cela rien de comique, mais seulement une noirceur abominable de l'homme qui « a fait profession de cet art toute sa vie » et qui après avoir traversé de toute sa force la négociation de la Triple-Alliance, en a « reçu les compliments en robe détournée¹⁰² ».

Ruse de
d'Huxelles

En ce moment, le Régent semblait revenir à la politique espagnole sous l'influence de Nancré et peut-être aussi de Torcy, mais Chavigny reconfortait son patron découragé¹⁰³, lui rendait confiance : « Vos forces augmentent tous les jours », lui écrivait-il¹⁰⁴. Law et Nocé défendaient Dubois pendant que Stair obtenait du Régent l'abandon de toute complaisance pour l'Espagne et, jugeant du coup ainsi porté, rappelait à Dubois la nécessité de rentrer promptement à Paris « recueillir la gloire et le fruit que ses grands services méritaient¹⁰⁵ ». Une autre crise s'ouvrait à quelques jours de là. Le 18 juin, Schaub arrivait de Vienne à Paris porteur du projet de traité franco-anglais sérieusement retouché sur divers points où le Régent se trouvait dans l'impossibilité morale de faire aucune concession, ce qui avait pour

Alertes
de Dubois

⁹⁹ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 318, fol. 49 : Chavigny à Dubois, 5 mai 1718.

¹⁰⁰ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 316, fol. 197 : Chavigny à Dubois, 5 avril; *ibid.*, t. 317, fol. 140-145 : Chavigny à Dubois, 22 avril 1718.

¹⁰¹ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 318, fol. 67 : Chavigny à Dubois, 11 mai 1718.

¹⁰² Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 317, fol. 260 : Dubois à Chavigny, 28 avril 1718.

¹⁰³ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 318, fol. 32 : Dubois à Chavigny, 2 mai 1718.

¹⁰⁴ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 318, fol. 171 : Chavigny à Dubois, 27 mai 1718.

¹⁰⁵ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 318, fol. 185 : Chavigny à Dubois, 31 mai 1718.

résultat de le replacer sous la dépendance du parti espagnol et de d'Huxelles. Dubois se crut perdu sans ressource et simula le découragement. « Je vous conjure de laisser tomber, dit-il à Chavigny, tout ce qui pourra me regarder, je ne vaudrais pas la peine qu'on se donne pour moi et c'est gresler sur le persil que de traverser un homme qui est si peu de chose¹⁰⁶. » En l'absence de ses cautions ordinaires, Law et Saint-Simon, ce fut Nocé qui entraîna le Régent et le décida à soutenir jusqu'au bout Dubois et sa politique¹⁰⁷.

Intervention
de Stanhope

De son côté, Dubois obtenait de Georges I^{er} l'envoi de lord Stanhope à Paris. Avant son départ, les deux compères étaient convenus de tous leurs faits et gestes. Le premier ministre anglais exigerait du maréchal d'Huxelles la signature de la convention particulière qui devait lier le Régent à l'Angleterre, « pour le forcer, s'il la refusait, à se démasquer et à se retirer au besoin sur le champ ». On espérait ainsi « lui faire montrer la corde¹⁰⁸ ». Stanhope, doublé de Stair, n'hésita pas à aborder avec le Régent la question du renvoi du maréchal qu'« il n'y a aucune sûreté à laisser la tête des Affaires étrangères¹⁰⁹ ». Dubois, enfin, touchait le but et n'hésitait plus à se découvrir. « Il fallait, selon lui, que S.A.R. rétablît la charge de secrétaire d'État des Affaires étrangères, et en revêtit quelqu'un de si dévoué à sa personne, et si intéressé à ne s'éloigner jamais d'elle, qu'il borne son ambition à travailler sous ses ordres. On lui adjoindrait au besoin un Conseil d'Affaires étrangères, composé des maréchaux de Villeroy, d'Huxelles, et surtout de Torcy dont le caractère est tel qu'il choisit mieux qu'il n' imagine et n'invente. » Quelques grâces arrangeraient l'affaire, « à d'Huxelles, un brevet de duc, à Torcy la survivance, pour son fils, de la charge de secrétaire d'État des Affaires étrangères. Je ne refuserai jamais aucun emploi où S.A.R. croira que je puis la servir avec plus d'attachement que personne. Mais lorsque quelqu'un lui pourra rendre ou mieux ou aussi bien le même service, j'aimerais encore mieux le repos que le poste le plus brillant. Je vous supplie, dit-il au

¹⁰⁶ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 319, fol. 18 : Dubois à Chavigny, 3 juin 1718.

¹⁰⁷ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 319, fol. 172 : Dubois à Nocé, 22 juin 1718.

¹⁰⁸ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 320, fol. 192 : Dubois au Régent, 13 juillet 1718.

¹⁰⁹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 320, fol. 195 : Dubois à Chavigny, 13 juillet 1718.

Prince, de ne pas considérer cette déclaration comme un jargon faux, mais comme un aveu très sincère¹¹⁰. »

L'incartade de d'Huxelles refusant de signer la convention semblait consommer sa perte. Torcy et Saint-Simon s'indignaient, Chavigny chantait victoire. « Pour nous, écrivait-il à Dubois, M. le maréchal d'Huxelles ne pouvait rien faire de plus avantageux. Il se déshonore aux yeux de tous et vous justifie selon toutes règles, il ne peut plus conserver sa place¹¹¹. » Ce cri de triomphe était poussé le 17 juillet, et, le 18, le maréchal signait la convention. Nocé s'était entremis¹¹², car le trop grand succès de Dubois l'inquiétait. Il « veut bien avoir en vous un compagnon de sa faveur et de ses privautés, écrivait Chavigny, mais il ne voudrait peut-être pas vous voir dans un état si supérieur¹¹³ ». D'Huxelles ne l'appréhendait pas moins et sa complaisance le sauvait : il garda sa place. Nocé jugea inutile de présenter au Régent le plan de Dubois pour éliminer Torcy et d'Huxelles, quant à l'abbé il s'en remit aux desseins de la Providence¹¹⁴, ce qui était sa manière de dire qu'il ne comptait désormais que sur lui-même. Lord Stair pensait de même qu'on n'obtiendrait jamais sans lui le renvoi de d'Huxelles. « Pour le débarrasser, écrit-il, on aura besoin de l'abbé Dubois au plus tôt¹¹⁵. » Celui-là demanda son rappel dans le plus bref délai¹¹⁶.

Le renfort de l'Angleterre avait peu servi. Stanhope n'avait pas caché son désir « que M. l'abbé Dubois fût mis à la tête des Affaires étrangères¹¹⁷ », Craggs avait pris la peine de convaincre Stair de la nécessité « d'affermir ce petit homme, fort bien inten-

D'Huxelles
reste
en place

¹¹⁰ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 320, fol. 178 : Dubois à Nocé, 13 juillet 1718.

¹¹¹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 320, fol. 203 : Chavigny à Dubois, 17 juillet 1718 ; De Seilhac, *L'abbé Dubois, premier ministre de Louis XV*, in-8, Paris, 1862, t. II, p. 32.

¹¹² *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 320, fol. 156, 160 : Dubois, neveu, à l'abbé Dubois, 12-13 juillet 1718.

¹¹³ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 320, fol. 333 : Chavigny à Dubois, 24 juillet 1718.

¹¹⁴ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 320, fol. 323 : Dubois à Chavigny, 23 juillet 1718.

¹¹⁵ *Public Record Office*, France, vol. 352 : lord Stair à Craggs, Paris, 24 juillet 1718.

¹¹⁶ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 320, fol. 282 : Dubois à Chavigny, 19 juillet 1718.

¹¹⁷ *Public Record Office*, France, vol. 352 : lord Stanhope à Craggs, 6 juillet 1718.

tionné, et qui n'a d'autre appui que nous¹¹⁸ », Sunderland prévenait Stair que l'heure d'agir vigoureusement allait sonner et quoique « la déception de l'abbé fut telle qu'il méditât — une fois de plus — de se séparer de tout¹¹⁹, l'ambassadeur devait l'aider de toutes façons et, imposant une sourdine à ses sentiments personnels, « persuader au Régent de ne pas laisser ses affaires entre les mains de ses ennemis¹²⁰ ».

Arrivée
de Dubois
à Paris. Ses
arguments

Le Régent continuait à tergiverser entre les partis qui s'offraient à lui. Il ne lui déplaisait pas d'entendre les uns colporter le bruit qu'il allait créer trois secrétaires d'État : Dubois, Le Blanc et Law; en même temps il se gardait de démentir la rumeur, accueillie par d'Antin, d'Huxelles et Noailles, du maintien des Conseils, bien plus il y faisait des nominations nouvelles¹²¹. C'est sur ces entrefaites que Dubois arriva à Paris (16 août). « Votre retour, venait de lui mander Chavigny ne fut jamais si nécessaire et vous ne pouviez trop le précipiter¹²². » L'instant était grave et n'admettait plus les réticences. « Je n'examine pas, disait Dubois au Régent, la théorie des Conseils. Elle fut, vous le savez, l'objet idolâtré des esprits creux de la vieille Cour. Humiliés de leur nullité sur les fins du dernier règne, ils engendrèrent ce système sur les rêveries de M. de Cambrai. Mais je songe à vous, je songe à votre intérêt. Le Roi deviendra majeur; ne doutez pas qu'on ne l'engage à faire revivre la manière de gouverner du feu Roi, si commode, si absolue, et que les nouveaux établissements ont fait regretter. Vous aurez l'affront de voir détruire votre ouvrage. Mais ce n'est pas tout : les grands du royaume approchent le monarque par le privilège de leur naissance; si à cet avantage ils joignent celui d'être alors à la tête des affaires, craignez qu'ils ne vous surpassent en complaisances et en flatteries, qu'ils ne vous représentent comme un simulacre inutile et ne s'établissent sur votre ruine. Supprimez donc les Conseils si vous voulez être toujours nécessaire, et hâtez-vous de remplacer des grands seigneurs qui deviendraient

¹¹⁸ J. Murray Graham, *The Stair Annals*, in-8, Edimburgh, 1875, t. II, p. 378 : Sunderland à Stair, 26 juillet 1718.

¹¹⁹ *Archiv. des Aff. Etrang.*, Angleterre, t. 320, fol. 310 : Dubois à son neveu, 23 juillet 1718.

¹²⁰ J. Murray Graham, *The Stair Annals*, t. II, p. 378 : Sunderland à Stair, 26 juillet 1718.

¹²¹ *Archiv. des Aff. Etrang.*, Angleterre, t. 320, fol. 66 : Chavigny à Dubois 30 juillet 1718.

¹²² *Archiv. des Aff. Etrang.*, Angleterre, t. 321, fol. 173 : Chavigny à Dubois, 10 août 1718.

vos rivaux, par de simples secrétaires d'État qui, sans crédit et sans famille, resteront forcément vos créatures¹²³. »

Outre cette grave raison d'agir, le Régent en avait une autre plus immédiate. Entre le Parlement et lui les hostilités étaient ouvertes depuis le 12 août et l'opinion publique fort émue se détournait du prince. Déjà, à l'étranger on parlait d'une révolte à Paris. « Tout tendait à l'extrême » dit Saint-Simon qui reprochait la situation à la « léthargie » du prince, lequel sentait la gravité de la situation et, le 20 août, confiait à son ami qu'il s'agissait de tout pour lui en cette occasion¹²⁴.

Gravité de
la situation
intérieure

Dubois, à peine débotté, était dispensé de se jeter en pleine mêlée, il affecta de ne s'y point exposer, restant le négociateur des Affaires étrangères. Il pouvait s'abstenir, ses complices agissaient pour lui. Le jour même où le Régent faisait à Saint-Simon l'aveu de son embarras, lord Stair se rendait au Palais-Royal porter un nouveau coup à d'Huxelles, mais il se gardait d'en dire plus. Sans doute « il seroit très important, écrit-il à Craggs, que M. l'abbé Dubois fût mis à la teste des affaires étrangères. Car certainement tant que M. le maréchal en a le manie-ment, nous sommes en danger de voir bouleverser ou saper notre grand ouvrage. Mais en même temps, il faut éviter avec grand soin de faire aucune démarche qui pourroit donner de la défiance ou de la jalousie à M. le duc d'Orléans. Il est naturellement susceptible de telles impressions¹²⁵. »

Manœuvre
de Stair

Stair commença par s'excuser d'incommoder le prince si souvent, mais c'est qu'on ne peut avoir aucune communication avec ses ministres, ni prendre aucune confiance en eux : situation fâcheuse, suspecte à ses alliés, et pouvant être très dangereuse à lui-même. Le duc en convient; il assure que cette situation ne se prolongera pas. Pourtant, ajoute-t-il, il aimera toujours à avoir le secret des affaires étrangères entre les mains, afin qu'à la majorité du Roi personne ne puisse être en état de le lui livrer. Et il rappelle que le cardinal de Richelieu agit ainsi et s'en trouva bien. Quand Louis XIII songea à le congédier, il dut y renoncer à cause que le cardinal savait tout et lui rien. Stair répliqua que rien n'est plus aisé à S.A.R. de garder la haute direction tout

¹²³ Dubois au Régent, août 1718, dans P. E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 193; *Arch. nat.*, K 676, 1^{re} partie : Mémoire du cardinal Dubois à M. le Régent sur les Etats-généraux que ce prince avoit envie de convoquer quand le système eut mis tout l'État dans le désordre (1720).

¹²⁴ Saint-Simon.

¹²⁵ *Public Record Office*, France, vol. 352 : Lord Stair à Craggs, Paris 20 août 1718.

en ayant un homme à lui pour les détails et les dépêches. Et Stair, enchanté de sa finesse, conclut le récit de son audience par ces mots : « Si j'avois nommé l'abbé Dubois, je ne luy aurois pas rendu si bon service¹²⁶. »

Tout occupé à se faire valoir, l'ambassadeur ignore et ne se doute pas que l'abbé, arrivé le 16 août à Paris, a été reçu, à Saint-Cloud, le 18. La plus grande partie de la journée, presque jusqu'à la nuit, s'est passée à entretenir le Régent¹²⁷. De cette conférence sortit un coup d'État.

¹²⁶ *Public Record Office*, France, vol. 352 : *Lord Stair à Craggs*, Paris 29 août 1718.

¹²⁷ *Biblioth. Mazarine*, ms. 2354, fol. 91 : *Vie manuscrite de l'abbé Dubois*. On citera, pour mémoire et cette fois seulement, le ms. 3858 de la *Biblioth. de l'Arsenal*, qui contient une *Vie de Dubois*, par La Houssaye-Pegeault.

CHAPITRE XXIV

Les Princes, les Ducs, le Parlement

(Septembre 1715 — Septembre 1717)

Le Parlement publie des remontrances. — Existence d'une « affaire du bonnet ». — Ce qu'il en était jusqu'à la mort de Louis XIV. — Les ducs préparent leur revanche, ils échouent à la séance du 2 septembre. — M. de Mesme. — M. de Novion. — L'arrêt du 2 septembre. — Polémiques. — Premières opérations. — Le *mémoire contre les Ducs et Pairs*. — Réplique des ducs. — L'opinion s'en mêle. — L'affaire du bonnet semble finie. — Elle s'envenime par la question des légitimés. — Mémoire des trois Condés contre les légitimés. — La duchesse du Maine jette la noblesse dans le conflit. — Requête des pairs contre les légitimés. — Mémoire de la noblesse. — Requête des légitimés. — Edit du 6 juillet. — Effervescence du Parlement.

Le coup d'État du 26 août 1718 ne fut que l'inévitable conséquence du coup d'État du 2 septembre 1715. Au cours de ces trois années on assiste au développement progressif du conflit entre le Parlement et la Royauté. Le duc d'Orléans avait acheté la Régence du Parlement de Paris par des concessions dangereuses pour l'autorité royale : l'appât des Conseils et principalement du Conseil de conscience avait ébranlé les magistrats qui se flattaient d'y faire figure; le rétablissement du droit de remontrances avait emporté les dernières résistances. En réalité, la magistrature fut à peu près éliminée des Conseils et quand fut dissipé l'engouement qui salua cette innovation, le Régent eut toute facilité de l'énervé en attendant de la supprimer. Les Conseils ne purent, ne surent ni ne voulurent se défendre, on cessa de les compter pour quelque chose avant même qu'ils fussent réduits à rien.

Il n'en allait pas de même avec le Parlement. Celui-ci ne sacrifiait pas un seul titre de ses droits, ne se laissait reprendre pas un pouce de ses conquêtes, sans des luttes farouches et interminables. Or on pouvait laisser les Conseils végéter et disparaître, on ne pouvait pas supprimer le Parlement et celui-ci savait qu'en recourant à lui pour faire casser le testament du feu Roi le Régent

Le
Parlement
publie des
remontran-
ces

s'était mis à sa merci. Persuadé qu'il allait renaître à la vie politique, le Parlement avait hâte de ressaisir ses anciennes prérogatives. Dès le mois de mai 1716, il présenta des remontrances, mais sur un ton assez bénin. Il s'agissait de la création de deux charges dans lesquelles l'opinion publique voyait une source de dépenses nouvelles et insuffisamment justifiées¹. Le Parlement aurait pu mieux choisir le motif de son intervention², mais le Régent comprit qu'il ne pouvait dédaigner ni passer outre à ce premier essai d'un droit jugé si précieux, il modifia les édits. La Compagnie ne se tint pas pour satisfaite et prépara d'itératives remontrances. Le duc d'Orléans ne les attendit pas, envoya au Parlement le marquis d'Effiat qui, par de bonnes paroles, décida l'enregistrement, sauf des réserves insignifiantes, des deux édits et des deux déclarations qui les modifiaient³. On n'eut donc pas à recourir aux lettres de jussion déjà prêtes, car l'entourage du Régent ne mettait pas ces remontrances au compte du zèle pour l'intérêt public mais de l'impatience d'amoindrir le Régent⁴.

Existence
d'une
« affaire du
Bonnet »

Cependant, à ces débuts, les rapports entre le Régent et le Parlement restaient agréables; de part et d'autre on adoptait des ménagements, un *mezzo termine* suivant l'expression mise à la mode par le duc d'Orléans. On était au paroxysme de l'« affaire du Bonnet⁵ » et le prince ne voulait pas plus indisposer les magistrats que les ducs. L'« affaire du Bonnet⁶ » nous apparaît aujourd'hui comme une réplique de la « querelle du Lutrin », et ce serait peu entendre l'histoire de la traiter avec dédain ou de lui faire l'aumône de quelques lignes. Depuis l'époque de la Fronde la discussion était ouverte entre le Parlement et la plus haute noblesse de France sur la question de savoir si, en séance du Parlement, le Premier Président doit retirer son bonnet de dessus sa tête ou l'y garder en prenant l'avis des ducs et pairs. Dans cette discussion les plus hauts magistrats du royaume, des

¹ J. Flammermont, *Remontrances du Parlement de Paris au XVIII^e siècle*, in-4, Paris, 1888, t. I, p. 42-46 : *Remontrances sur les édits créant la surintendance des postes et relais et la surintendance des bâtiments et manufactures*, Buvat, Journal, t. I, p. 280.

² E. Glasson, *Le Parlement de Paris. Son rôle politique depuis le règne de Charles VII jusqu'à la Révolution*, in-8, Paris, 1901, t. I, p. 16.

³ J. Flammermont, *op. cit.*, t. I, p. 46-49; *Gazette de la Régence*, p. 201-202; 9 septembre 1717; Dangeau, Journal, t. XVII, p. 155, 156-160.

⁴ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, 1873, t. XIII, p. 99, 130.

⁵ A. Grellet-Dumazeau, *L'affaire du Bonnet et les mémoires de Saint-Simon*, in-8, Paris, 1913.

⁶ La coiffure des présidents à mortier ne s'appelait pas bonnet, mais mortier.

maréchaux, des prélats illustres, un écrivain fameux se sont livrés à tous les emportements de leur fougue ou à toutes les malices de leur esprit. L'opinion publique y mettait sa note coutumière; plaisante et gaillarde⁷. A l'affaire du bonnet s'ajouta une deuxième usurpation : la « garde des bancs ». Voici en quoi elle consistait : Un jour que les pairs vinrent prendre séance à la Grand'Chambre, leur étonnement fut vif de voir un conseiller assis à l'extrémité de chacune des trois banquettes qu'ils avaient l'habitude d'occuper. Interrogés, ces conseillers répondirent qu'ils étaient chargés de garder le banc! Outrageante promiscuité infligée aux ducs.

L'usurpation du bonnet, seule à retenir, remontait, de l'aveu du duc de Saint-Simon à l'année 1643⁸; en 1680 une algarade du duc d'Uzès gâta l'affaire. Lors de la réception de l'évêque-comte de Châlons⁹, le président de Novion interpella tous les ducs et ne se découvrit que lorsqu'il s'adressa aux princes du sang. Le duc d'Uzès perdit patience, enfonça son chapeau et opina couvert avec un air de menace¹⁰. Le feu Roi le trouva mauvais et, dans sa déclaration du 5 mai 1694 portant reconnaissance des légitimes, il décida que le duc du Maine et le comte de Toulouse occuperaient au Parlement « un rang intermédiaire entre les ducs et les princes du sang, avec cette précision qu'en prenant leur avis le premier Président ne ferait qu'une demi-révérence, mais se découvrirait. Ceci condamnait les prétentions des ducs. Or, après la déclaration royale qui l'habilitait à la succession au trône, le duc du Maine témoigna aux ducs une bienveillance extrême, et, pour faire montre de zèle, ne manqua pas de les entretenir « de l'indécence du bonnet », de la nécessité et de la facilité qu'il y aurait à confondre les prétentions de la robe. Les intéressés charmés, surpris, redoutaient un piège destiné à rabaisser les ducs « par le mauvais succès de leur entreprise ». Néanmoins ils s'aventurèrent; d'Antin rédigea un bref mémoire qu'il remit au Roi, le 6 décembre 1714, pour réclamer deux points : 1^o que le premier Président saluât les ducs en demandant leur avis; 2^o qu'on ne mît point de conseiller au bout de leur

Ce qui en
était jusqu'à
la mort
de Louis XIV

⁷ Archiv. départem. de la Côte-d'Or, B. 12175 bis : *Réponse* (burlesque) des ducs et duchesses à S. A. R. Mgr. le duc d'Orléans, dans E. Fyot, *L'affaire du bonnet avec deux documents inédits*, dans *Annales de l'Académie de Mâcon. Société des arts, sciences, belles-lettres et agriculture de Saône-et-Loire*, 3^e série, t. VI, 1901, p. 222-225.

⁸ Saint-Simon, *Écrits inédits*, édit. P. Faugère, t. III, p. 87, 315.

⁹ C'était le futur cardinal de Noailles, archevêque de Paris.

¹⁰ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. X, p. 424.

banc. De cela le Parlement prenait ombrage, formulait ses exigences et le président de Mesme insinuait au Roi que les ducs n'attendaient qu'une régence pour dépouiller les deux bâtards légitimés de leur rang et escomptaient la mort du jeune Dauphin pour établir en France une monarchie élective, à l'instar de la Pologne¹¹. Déjà ils avaient des écrivains à gages travaillant à inculquer l'opinion que l'attribution de la couronne appartenait exclusivement à la pairie, dès l'instant où l'héritier légitime venait à manquer¹². Bien plus, ils obtenaient de Mme la Princesse, parlant au nom de ses fils, une protestation que feu M. le Prince regardait « le refus du bonnet » comme attentatoire à la dignité ducale. Mieux encore, la duchesse du Maine au cours d'une entrevue avec les représentants de la pairie, concluait l'entretien par ces mots : « Donnant, donnant, messieurs les ducs. Engagez-vous par écrit à maintenir les faveurs accordées à M. du Maine : nous ferons de notre mieux pour que vous ayez satisfaction¹³. » Enfin, le Roi répugnait à s'engager dans cette querelle et laissait les adversaires s'y fatiguer. L'impétueux Villars qui chercha à l'y entraîner, perdit sa peine¹⁴ : « Il sera plus agréable pour les pairs que le Parlement se rende de lui-même que si c'étoit par mon ordre. »

Les ducs
préparent
leur
revanche

Devant cette fin de non-recevoir, les ducs mirent leur espérance dans les changements que ne pouvait manquer de produire la mort du Roi. Des conciliabules de quatre ou cinq seulement se tenaient à Versailles, s'entourant de mille précautions comme eussent pu faire des conspirateurs. Tapis dans le recoin d'un entresol, d'une soupente, d'un grenier, car tels étaient les palais où s'entassait la noblesse de France afin de vivre sous l'œil du maître, les ducs discutaient, débattaient, dissertaient. Le plus intarissable et le plus intraitable était, on le devine, Saint-Simon à qui « un siècle entier de conversation eut paru un moment étranglé si on n'eut fini par être de son avis¹⁵. » Il avait réussi à se faire quelques partisans : La Force, un fripon; Charost, une nullité; d'Estrées, un viveur; Tresmes, une vieille bête¹⁶; Mailly à qui son caractère épiscopal doit épargner une épithète trop malsonnante. Toutes ces cervelles éventées n'imaginèrent rien de mieux, dès l'instant de la mort de Louis XIV,

¹¹ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XV, p. 363.

¹² Saint-Simon, *Écrits inédits*, t. IV, p. 148.

¹³ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XV, p. 296.

¹⁴ Villars, *Mémoires*, t. II, p. 349.

¹⁵ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. VIII, p. 365.

¹⁶ Le jugement est porté par Madame, mère du Régent.

que d'aller, séparément du reste de la noblesse, (afin d'affirmer la distinction entre les pairs et ceux qui ne l'étaient pas), saluer le jeune Louis XV. Ce projet s'ébruita, souleva une tempête, provoqua un mémoire et déterminait le Régent à présenter à l'enfant-roi toute la noblesse sans distinction¹⁷.

En ce qui touche le bonnet, les ducs, voyant la vie du vieux Roi en danger, avaient pris les devants et envoyèrent au futur Régent du royaume une députation conduite par Mailly¹⁸ pour exiger de lui l'engagement de trouver bon qu'ils restassent couverts quand le Premier Président prendrait leurs avis dès la première séance où il serait statué sur la Régence. On a dit déjà de quelles paroles dorées le duc d'Orléans avait fait usage pour, l'heure venue, faire désister les pairs de leur exigence inopportune en un moment où la prudence voulait qu'on ménageât les susceptibilités du Parlement. Tout se réduisit donc à une protestation que nasilla le duc de Saint-Simon et qui passa presque inaperçue, suivie d'un rapide colloque où Villars rencontra pour la réfuter le président de Mesme et, Noailles, le président de Novion pour le souffler¹⁹.

C'étaient de redoutables adversaires, pour qui entreprenait de les combattre, que les présidents de Mesme et de Novion. Tous deux portaient des noms, occupaient des postes illustres dans la robe et s'en montraient dignes. Jean-Antoine III de Mesme comptait dans sa lignée et parmi ses alliances plus de services glorieux et utiles rendus à l'État pendant deux siècles que toute la pairie pendant le même espace de temps. Poli, instruit, disert, possédant ce goût, cette curiosité fine qui annoncent la société nouvelle, le Premier Président ne rappelait pas Michel de l'Hôpital ni Mathieu Molé. Au seuil d'une époque différente de tout ce qui avait précédé, il était un homme nouveau et un caractère original, avisé, délié, fertile en ressources; Louis XIV l'écoutait sans fatigue, le Parlement l'acclamait sans pouvoir s'en défendre. Sa parole calmait les défiances, dissipait les malentendus, triomphait des préventions. Jamais encore magistrat n'avait élevé plus haut la réputation du Parlement de Paris par la « dépense prodigieuse » qui engloutissait une fortune pour faire honneur à la table somptueuse de son Premier Président. « Pénétré de ce qui étoit dû à sa place et le voulant faire sentir, à cause du peu d'égards que les gens du monde ont

Ils échouent
à la séance
du 2
septembre

M. de
Mesme

¹⁷ M. Marais, *Journal et Mémoires*, in-8, Paris, 1863, t. I, p. 177.

¹⁸ Saint-Simon, *Écrits inédits*, t. III, p. 435.

¹⁹ Voir chapitre IV : La cassation du testament.

pour la magistrature, il étoit haut par caractère et par politique²⁰. » Le Palais étoit fier et tranquille de se savoir représenté par un tel homme. On s'y racontait que le Régent ayant osé dire à de Mesme : « Allez vous faire f....., vous et votre compagnie » le Premier Président « lui tourna le c... sur le champ » et les avocats l'approuvaient sans réserve²¹.

M. de
Novion

Tout près de lui, André III de Novion, se tenait plus voisin de ses origines bourgeoises et apportait une sorte d'affection à en faire souvenir. Le luxe, la dépense ne lui étaient pas seulement à charge, mais, en toute vérité, inintelligibles. Ses mœurs, sa religion, sa probité semblaient vouloir désespérer la calomnie, car pour la médisance elle ne savait où se prendre; avec cela rude, rugueux d'aspect et d'abord, redoutable et redouté, aimé de personne, craint et révérend de tous, sachant « plus fortement que nul autre, trouver des traits d'habile homme²² », des traits qui transpercent, qui clouent et qui tuent.

L'arrêt
du 2
septembre

Face à l'assaut ducal ces deux hommes dirigèrent la défense du Parlement. La première rencontre fut, pour les ducs, une déroute. A l'aube de cette journée du 2 septembre 1715, si impatientement attendue, et qui devait être celle du triomphe décisif, le Parlement arrêta que si, en séance, un duc innovait lorsqu'on lui demandera son avis, le Premier Président lui dirait poliment et avec douceur : « Monsieur, vous n'opinez pas. » S'il insistoit, il lui dirait : « Monsieur si vous ne vous mettez en règle, vous êtes censé ne point opiner, et votre voix ne sera point comptée » et passerait à un autre et ainsi de suite²³. » L'annulation de cet arrêt devint dès lors le but assigné à l'énergie des pairs.

Polémiques

Alors s'ouvrit une campagne furieuse. Les ducs, pris au dépourvu et mieux nantis d'invectives que de raisons, recoururent au fonds d'anciennes polémiques qui avait défrayé les combattants un quart de siècle plus tôt. Par leurs soins furent réimprimés et répandus à profusion les mémoires de 1664, injurieux à la robe. On vit rajeunir des revendications intransigeantes qui, toutes, tendaient à conférer aux pairs laïques l'éclat qui entourait les grands barons féodaux de jadis. « La dignité de pair, disaient-ils, est une et la même qu'elle a été dans tous les pays de la monarchie; les possesseurs ne se ressemblent plus. Sur cette dissemblance, on consent d'aller aussi loin qu'on voudra;

²⁰ *Mémoires du Président Hénault*, édit. de Vigan, in-8, Paris 1855, p. 399.

²¹ Barbier, *Journal*, 1857, t. I, p. 210-211.

²² Saint-Simon, *Écrits inédits*, édit. Faugère, t. IV, p. 61.

²³ M. Marais, *op. cit.*, t. I, p. 158.

sur la mutilation de la pairie, encore. C'est l'ouvrage du temps et des rois. Mais les rois ni le temps n'ont pu l'anéantir : ce qui reste est toujours la dignité ancienne, la même qui fut toujours²⁴. » La riposte ne le cédait à l'attaque ni en orgueil ni en aigreur, mais elle en différait par le recours à la raison : « Est-il possible, répliquaient les Parlementaires, que vous vous considériez comme des successeurs directs des grands vassaux, d'abord au nombre de sept, puis de six, de l'époque carolingienne?... des ducs de Normandie, lesquels joignaient à cet apanage l'Anjou, le Maine, la Touraine, le Poitou, sans compter la couronne d'Angleterre?... des comtes de Flandre, dont les domaines, les plus riches du monde, excitaient la convoitise universelle?... des comtes de Champagne, d'où sortirent un roi de Chypre et de Jérusalem, et toute la lignée des princes de Navarre?... des ducs de Bourgogne, qui mirent si souvent un échec dans les armes de France et, à plusieurs reprises, s'emparèrent de Paris?... enfin des ducs d'Aquitaine et des comtes de Toulouse, véritables souverains... Regardez, messieurs, regardez autour de vous : peuple, noblesse, Versailles et la province, personne qui n'accueille vos prétentions par un éclat de rire! » Et là-dessus, le Parlement énumérait et expliquait l'origine et l'étendue de ses droits à lui, conseiller et modérateur de la royauté, interprète de ses volontés justes et de ses exigences tempérées, intermédiaire entre le pouvoir et la nation qui ne connaît pas de milieu entre l'arbitraire et la légalité.

Les actes s'entremêlaient aux paroles. Le 7 janvier 1716, les ducs et pairs présentaient au Régent un mémoire au sujet du bonnet, de la garde des bancs et de l'arrêt du 2 septembre²⁵. Les opérations commençaient. Aussitôt le Parlement députait pour avertir le prince « qu'il ne se relâcherait pas contre les ducs et pour le supplier de trouver bon qu'il ne reparle de cette affaire que devant le Roi majeur seul capable de résoudre cette question²⁶ ». Ainsi, on était aux prises. Aussitôt, les ducs cherchent à circonvenir le Régent afin d'arracher la cassation de l'arrêt du 2 septembre²⁷ et le Parlement, Chambres assemblées, arrête de ne pas faire réponse au mémoire des pairs, que le président de Novion ne ménage pas en s'adressant au Régent²⁸. Le Premier

Premières
opérations

²⁴ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. VIII, p. 378.

²⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 296; 7 janvier 1716.

²⁶ *Gazette de la Régence*, p. 55; 10 janvier 1716.

²⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 307, 24 janvier 1716.

²⁸ *Gazette de la Régence*, p. 62; 24 janvier 1716.

Président est mandé au Palais-Royal à l'audience du prince²⁹ fort embarrassé³⁰, il rencontre dans la petite galerie le duc de la Feuillade qui l'accompagne jusqu'au cabinet du Régent. Là se trouve Saint-Simon « plus méchant que jamais³¹ » qui interpelle la Feuillade « en termes de crocheteur³² » : — « A quoi t'amuses-tu à parler à un Jean-F... comme celui-là ? » De Mesme se plaint au prince, demande réparation, mais la Feuillade n'a rien entendu, dit-il³³, et le Régent veut ignorer l'affaire, de crainte d'être obligé d'envoyer Saint-Simon à la Bastille³⁴; mais puisque, faute de preuve, il faut dissimuler on attendra l'occasion favorable pour faire sentir au « petit boudrillon » qu'il n'en est pas quitte³⁵.

Sans trop de hâte, le Parlement examine le mémoire des ducs et y répond; une réponse verbale. L'arrêt incriminé du 2 septembre n'est pas un arrêt mais une délibération. Les ducs veulent une réponse écrite, la réclament à grands cris sans l'obtenir, pas plus d'ailleurs qu'on ne consent à biffer sur les registres la délibération³⁶. Ils ne se lassent pas, reviennent à la charge et n'obtiennent du Régent que cette réponse : il ne se hâte pas parce que sa décision pourrait ne pas leur faire grand plaisir³⁷. Peu importe, le 22 mars, ils arrachent au Conseil de Régence un arrêt qui déclare non-avenue la décision prise le 2 septembre avant l'arrivée du duc d'Orléans dans la Grand'Chambre³⁸. Le lendemain, les pairs triomphent sans dissimuler toutefois qu'ils espèrent que cet arrêt leur seroit plus favorable³⁹. Une semaine s'écoule et tout est renversé. Le Régent déchire de sa main, en présence du Premier Président et de tous les Présidents, l'original de la signification à eux faite par les ducs⁴⁰.

²⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 314; 4 février 1716.

³⁰ M. de Caumartin à Mme de Balleroy, 1^{er} février 1716, dans *op. cit.*, t. I, p. 71.

³¹ M. de Louville à M. de Saint-Aignan, dans P. Chéruel, *Notice sur la vie et les mémoires du duc de Saint-Simon*, p. XLV.

³² M. de Caumartin à Mme de Balleroy, 1^{er} février 1716, dans *op. cit.*, t. I, p. 71.

³³ *Gazette de la Régence*, p. 68; 6 février; E. Raunié, *Recueil Clairambault-Maurepas. Le chansonnier historique*, in-8, Paris, 1879, t. II, p. 225.

³⁴ M. de Caumartin à Mme de Balleroy, 1^{er} février 1716, dans *op. cit.*, t. I, p. 71-72.

³⁵ *Gazette*, p. 69; 10 février 1716.

³⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 327; 27 février 1716.

³⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 343; 15 mars 1716.

³⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 348; 22 mars 1716.

³⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 348; 23 mars 1716.

⁴⁰ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 352; 30 mars 1716.

Mais dès les premiers jours d'avril, le Régent reçoit un écrit dont le titre n'offrait rien de rassurant pour la paix des esprits : *Mémoire fait par le Parlement contre les ducs et pairs*⁴¹. Si rébarbatif que fut le sujet, il était devenu un vrai régal par la manière dont il était traité et son auteur avait prudemment épargné au chef de l'État l'idée d'en interdire la diffusion en le répandant dans Paris à l'heure même où le Régent en recevait l'hommage. Le *Mémoire* débutait sur le mode grave. Le Parlement ne voulait pas croire que fussent menacés ses privilèges séculaires dont la pairie, en 1664, ne prenait aucun ombrage, en un temps où les sentiments connus du feu Roi eussent dû encourager toutes les usurpations. Mais alors la pairie n'y songeait pas. L'incartade du duc d'Uzès, qui opina la tête couverte, fit naître une prétention inconnue jusqu'à ce jour. Admis par le Parlement en qualité de conseillers de Cour souveraine, les ducs n'en furent pas satisfaits et portent leurs prétentions jusqu'à être élus comme les présidents. Bien plus, ils font au Premier Président l'injure de le montrer accessible aux flatteries ou aux menaces; grossière erreur à l'égard d'un magistrat qui tira parole du feu Roi de laisser l'affaire en suspens. Déçus de ce côté, les ducs placèrent leur espoir dans le duc d'Orléans à qui ils promirent leur concours en échange d'engagements formels, tandis que la robe donnait le sien sans chercher à rien extorquer. Aujourd'hui encore, elle ne réclame que ses droits, remettant tout le reste après la majorité du roi Louis XV. Ces droits connus de longue date, familiers au peuple de la capitale qui les défendrait à l'occasion comme ses propres droits, les pairs les attaquent. A quels titres?

Ce n'est pas à raison de leurs richesses; la plupart d'entre eux ne possédant pas ce qu'il en fallait avoir pour être chevalier romain et les ayant acquises par des mésalliances. Ce n'est pas à raison de leur bravoure; sauf quelques-uns, ils ont mal servi et donné si peu de marques de valeur que la toge leur convient mieux que les armes. Ce n'est pas à raison de leur influence; leur vanité puérile a éloigné d'eux le reste de la noblesse de qui ils voulaient former un groupe séparé⁴², comme elle a in-

⁴¹ *Mémoire contre les Ducs et Pairs*, présenté en 1716 à S. A. R. Monseigneur le duc d'Orléans, Régent, voir *Bibliothèque historique de la France* du P. Lelong, in-fol. Paris, 1771, t. III, p. 133, n° 31286. Cette pièce a été plusieurs fois imprimée, notamment dans Mouffle d'Angerville, *Vie privée de Louis XV*, t. I, p. 41, 204; Barbier, *Journal*, t. VIII, p. 386-386; E. Fvot, dans *Annal. de l'Acad. de Mâcon*, 3^e série, t. VI, 1901, p. 226-234 (qui la croit inédite).

⁴² *Délibération de la noblesse pour statuer solidement et à perpétuité sur les contestations formées entre l'ordre de la noblesse et les ducs qui veulent*

quiétude les princes du sang dont ils cherchent à ravalier l'état. Tout cela était asséné dans une langue forte et claire.

Ensuite il était question de ces choses vénérables qu'on nommait « la cour des Pairs » et les « douze Pairs ». Vrais représentants du monarque en nom de qui ils distribuaient la justice, les présidents avaient reçu de Philippe le Bel droit de préséance sur les douze pairs qu'ils seraient en droit de ne pas saluer à leur entrée dans la salle.

Après avoir revendiqué une parité absolue entre la noblesse d'épée et la noblesse de robe, le *Mémoire* en vient à l'examen des familles duciales. L'auteur n'avait eu qu'à feuilleter les archives du Parlement où la série des lettres d'anoblissement lui permettait de ramener la légende aux données plus modestes de l'histoire. « Nous conservons dans l'enceinte du Palais, ne manquait-il pas de dire, les anoblissements des deux premiers ducs ». Et alors commence le jeu de massacre.

La lignée des d'Uzès est sortie d'un apothicaire de Viviers qui acheta la terre de Crussol; celle des la Trémoille dut sa grandeur et son opulence à un favori beau parleur. Les Sully remontaient à un aventurier venu d'Ecosse ou d'ailleurs, ce qui permit de les faire venir de Flandre, mais n'empêcha pas Maximilien de Béthune d'être tenu et traité en « homme de néant » par le maréchal de Tavannes dans ses Mémoires. Une bourgade du Comtat nommée Morna possédait un avocat, le sieur Honoré Albert dont la fortune consistait en trois fils qui ne possédaient qu'un manteau pour eux trois et se le repassaient à tour de rôle; l'aîné fut duc de Luynes, les cadets duc de Luxembourg et duc de Chaulnes. Les autres n'étaient pas plus épargnés. Boulainvilliers, Boufflers, Lauzun n'étaient connus à la fin du xvi^e siècle qu'aux alentours de leurs villages. Potier de Gesvres avait tenu boutique et vendu des pots à tout usage et de toutes dimensions. Neuville-Villeroy vendait du poisson et fournissait la table de François I^{er}. Vignerot pourvoyait le cardinal de Richelieu de beautés faciles, il en recevait un duché et une épouse, la propre sœur du cardinal devenue éperdûment amoureuse de ce joueur de luth; quant à toutes les variétés de La Rochefoucauld, Roussi, etc. elles se rattachaient à Georges Vert, boucher de son vivant et

faire corps à part, dans *Souvenirs et Mémoires*, édit. P. Bonnefon, 1900, t. V, p. 185-187 (facétie); [Le Gendre, avocat au Parlement de Paris]. *Requête de la Noblesse contre les fausses prétentions de MM. les Ducs et Pairs*, in-8, 1716; *Mémoire de la Noblesse de France contre les Ducs et Pairs*, in-12 (1716); *Seconde requête présentée au Roi et au Régent, par quelques Seigneurs contre les Ducs et Pairs*, in-8, 1717.

l'honneur de sa profession. Un domestique de Pierre-Roger, comte de Beaufort fit souche de tous les Noailles, un domestique introduit dans le lit de sa maîtresse fit souche de tous les Clermont; les d'Harcourt sortaient du bâtard d'un évêque de Bayeux et les d'Epernon du bâtard d'un chanoine de Lectoure. Sans s'attarder longtemps aux intermédiaires, Villars retrouvait son aïeul le greffier de Condrieu et Charles de La Porte de La Melleraye de Mazarin serait plus vite encore sur la trace de son grand-père, apothicaire à Parthenay. Enfin Saint-Simon était exécuté en quelques lignes, homme « d'une noblesse et d'une fortune si récentes que tout le monde en est instruit », et d'une « vanité si folle que, dans sa généalogie, il fait venir de la maison de Bossu, un bourgeois, juge de Mayenne, nommé le Bossu, qui a épousé l'héritière de la branche aînée de sa maison ».

A cette lecture ce fut, dans Paris, la stupeur suivie d'un immense éclat de rire. Les ducs! C'était cela!⁴³ Et chacun adopta les appellations révisées; il ne fut question que de Vignerot, d'Albert et de Neuville, de poissonnier, de boucher, de greffier. On n'hésita guère sur l'auteur de cette diatribe où l'on sentait courir le souffle qui anime la *Satire Ménippée*, on l'attribua au président de Novion⁴⁴. Qu'allaient dire les victimes? Ils semblent avoir éprouvé autant d'embarras que de colère. La plupart d'entre eux étaient incapables d'un essai de réfutation; tout comme Saint-Simon qu'ils avaient vu à l'œuvre dans la séance du 2 septembre et avaient jugé à sa mesure. Enfin on prépara une réplique où chaque intéressé, sous forme de notice individuelle, apportait son tribut. Il sortit de là un fatras ridicule où, sous le titre de : *Réponse à un Libelle injurieux qui attaque les Maisons des Ducs et Pairs*⁴⁵, on voit éclater l'orgueil, la sottise et l'ignorance de ses auteurs. Ceux-ci découvrent dans l'écrit du président de Novion que fausses maximes, faits supposés, injures atroces qui font de ce pamphlet une chronique scandaleuse ou libelle diffamatoire entaché d'une horrible malice et d'une grossière ignorance. Tout ce qui suit est sur ce ton. Chacun revendiqua ancêtres et alliances, promena son illustration dans l'Europe entière, donna des noms, des dates, des affirmations quand on demandait des documents authentiques et des preuves incontestables. Faute d'en pouvoir

Réplique
des ducs

⁴³ *Madame à la raugrave Louise*, 24 octobre 1717 : « les ducs... la plupart d'entre eux ne sont pas même véritablement nobles », dans *Correspondance*, édit. G. Brunet, 1904, t. I, p. 339.

⁴⁴ P. Chéruel, *Saint-Simon considéré comme historien de Louis XIV*, in-8, Paris, 1865, p. 501-502.

⁴⁵ Voir P. Lelong, *op. cit.*, t. III, p. 133, n. 31287.

apporter, les intéressés parlaient très haut avec l'illusion de couvrir la voix de leur contradicteur. Celui-ci avait pu, ainsi qu'il arrive en pleine bataille, mêler quelques exagérations à de solides vérités, le public savait désormais à quoi s'en tenir sur l'origine des ducs, que des complaisances, des platitudes, d'inavouables bonnes fortunes avaient conduit plus loin et plus vite dans la voie des honneurs que les services d'un Colbert et les travaux d'un Catinat.

L'opinion
s'en mêle

Il y eut d'autres répliques, aussi vides, aussi ineptes que celle qui précède⁴⁶; il y eut surtout l'interminable série de chansons, de couplets, d'épigrammes impatients de saisir l'occasion qui s'offrait de tourner en ridicule ces matamores de l'étiquette, plus familiers avec l'odeur de la chaise d'affaires royale qu'avec celle de la poudre. L'accusation la plus fréquente qu'on adresse à ces représentants de la noblesse française est celle de couardise. Celui-ci⁴⁷ :

Pour conserver ses jours, évite les batailles!

Cet autre est surpris par la diarrhée « lorsqu'il faut aller au combat ». Saint-Simon n'y échappe pas lui

*Que son rang soutiendra, la la,
Partout hors des batailles.*

L'affaire
du bonnet
semble finir

Pendant que la vieille phalange parlementaire observait, avec une sorte de dédain mêlé de prudence, les manœuvres de la pairie, les conférences se multipliaient entre le Régent, le Premier Président et les ducs. Enfin, le 10 mai la déclaration fut réglée au Conseil de Régence et enregistrée le 12. « MM. les pairs ne paroissent pas contents⁴⁸ », écrit Dangeau et on le comprend sans peine. La déclaration était l'ouvrage du procureur-général et le chancelier n'y avait pu faire aucune retouche. « Elle est, dit l'auteur de la *Gazette*, dressée avec un art merveilleux; il n'est pas dit que la décision est remise à la majorité du Roi, mais quand il plaira au Roi : un endroit des plus délicats et des

⁴⁶ Lettre de M..., à un de ses amis, en réponse au libelle contre les ducs (mai 1716) dans Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 393-405.

⁴⁷ E. Raunié, *Recueil Clairambault-Maurepas. Le chansonnier historique*, t. II, p. 76, 171, 224; t. III, p. 75. Il existe un *Recueil de Pièces concernant le différend des Pairs de France avec les Présidents à Mortiers du Parlement de Paris*, in-fol., Paris, Coustelier, 1716.

⁴⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 377; 12 mai 1716.

habiles et avantageux pour le Parlement n'est pas porté dans cette constatation, dont la décision ne dépend que du Roi... Il y a encore un endroit merveilleux qui est qu'il est dit en quelque façon, qu'il faut avoir recours aux registres du Parlement pour cela, lesquels prouvent sa possession. En un mot nous gagnons notre procès et les ducs le perdent⁴⁹. A ceux-ci il ne reste qu'un recours platonique : une protestation que chaque duc dépose chez son notaire sous une enveloppe cachetée en guise de testament⁵⁰. Mais voici que le guignon s'en mêle, pas un notaire ne consent à recevoir protestation en forme et, de guerre lasse, les ducs se déterminent pour une protestation secrète⁵¹.

L'affaire du bonnet semble finir; elle va reparaître sous un aspect à peine différent. Vers la mi-juillet, il « s'éleva une grande désunion⁵² » entre le duc de Bourbon, chef de la maison de Condé et le duc du Maine. La dispute entre ces deux princes avait éclaté au lendemain de la mort de Louis XIV⁵³, mais on parvint à les mettre d'accord. En réalité il s'agissait d'une question d'argent. M. le Duc avait été avantagé par son père au détriment de sa sœur la duchesse du Maine et pour détourner celle-ci de cette préoccupation, M. le Duc suscitait au ménage un souci plus grave que l'intérêt pécuniaire⁵⁴. Mais l'entente ne dura guère. Au mois de décembre nouvelle dispute⁵⁵; puis encore au mois de janvier. « Il paraît, écrit Dangeau que les brouilleries entre M. le Duc et M. du Maine se renouvellent sur la qualité de prince du sang⁵⁶ ». Six mois se passent encore, et le duc de Bourbon tenant à faire casser l'édit de 1714 en faveur des légitimés, le comte de Toulouse lui propose de vider la querelle l'épée à la main⁵⁷.

C'était mal connaître ce Condé qui, flanqué de ses parents le comte de Charolais et le prince de Conti, présente au Roi, le 22 août, une requête demandant la tenue d'un lit de justice pour annuler les déclarations du feu Roi qui assimilaient les légitimés aux princes du sang. Cependant, disaient les trois Condé, « personne n'ignore dans votre royaume qu'il n'y a que le mariage légitime dans la maison royale qui soit la source des prin-

Elle
s'envenime
par la
question des
légitimés

Mémoire
des
trois Condé
contre les
légitimés

⁴⁹ *Gazette de la Régence*, p. 78; 15 mai 1716.

⁵⁰ *Gazette de la Régence*, p. 85; 22 juin 1716.

⁵¹ *Gazette de la Régence*, p. 88; 19 juin 1716.

⁵² Buvat, *Journal*, t. I, p. 159.

⁵³ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 195; 21 septembre 1715.

⁵⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 213; 19 octobre 1715, et *Additions de Saint-Simon*.

⁵⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 264; 17 décembre 1715.

⁵⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 306; 23 janvier 1716.

⁵⁷ Buvat, *Journal*, t. I, p. 160.

ces du sang », mais la volonté royale avait prévalu « dans un temps où la voie des remontrances étoit interdite » au Parlement et où les soussignés avaient jugé prudent d'assister silencieusement à l'enregistrement d'un édit dont ils réclamaient l'abolition depuis qu'ils pouvaient le faire sans péril. Après avoir exposé la gravité des conséquences d'une dérogation à toutes les maximes du droit successoral, les princes ajoutaient que « le droit de succéder à la couronne est attaché à la seule Maison que la nation a choisie pour régner sur elle, et, par là, elle a dès lors rejeté comme incapables tous ceux qui n'en sont point. Cette incapacité emporte celle de prendre la qualité et le titre de princes du sang parce que ce titre suppose une descendance de la maison royale qui ne peut jamais se rencontrer dans ceux qui n'en sont pas issus légitimement, et quand elle manque, la nation rentre dans tous ses droits pour se choisir un maître⁵⁸. » Les princes avaient même agité un moment le projet de faire quitter à MM. du Maine et de Toulouse le nom de Bourbon pour leur infliger celui de Montespan, mais ils y renoncèrent⁵⁹. Un tel éclat n'était que la réponse furieuse à un pamphlet intitulé : *Lettre d'un Espagnol à un Français* inspiré par la duchesse du Maine et écrit sous ses yeux⁶⁰. Dès que la requête du duc de Bourbon fut publique, cette princesse se livra aux démarches que lui inspirait un caractère impétueux, elle vint à Paris, visita le Premier Président, M. Dreux, d'autres encore, les priant de faire avancer cette affaire⁶¹. Mais le Parlement ne se hâtait pas et on avait tout le loisir nécessaire pour mener la guerre de plume. Des conseils se tenaient à l'Arsenal, réunissant plus de vingt personnes, où la minuscule princesse présidait, opinait, décidait. D'un camp à l'autre c'était un feu roulant de mémoires⁶².

La duchesse
du Maine
jette
la noblesse
dans
le conflit

Les ducs n'étaient pas moins courroucés contre les légitimés que les princes du sang eux-mêmes. L'édit de 1714 n'avait pas fait oublier la déclaration de 1694 qui avait donné rang aux légitimés avant les pairs. Le péril pouvait renaître, ils voulaient le supprimer à tout jamais par l'abrogation solennelle du rang intermédiaire et par le retrait de l'édit autorisant la réception des bâtards dès leur vingtième année révolue. Cependant les

⁵⁸ Buvat, *Journal*, t. I, p. 170-174.

⁵⁹ *Gazette de la Régence*, p. 107, 28 août 1716.

⁶⁰ *Gazette de la Régence*, p. 107, 28 août 1716; Buvat, *Journal*, t. I, p. 182.

⁶¹ *Gazette de la Régence*, p. 109, 28 août 1716.

⁶² Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 490, 506, 509, 510, 512; 15 novembre, 14, 20, 22, 28 décembre 1716; *Gazette de la Régence*, p. 129, 14 décembre 1716, p. 140; 25 janvier 1717.

pairs n'étaient pas unanimes et il fallut à Saint-Simon bien des colloques pour décider un nombre convenable de ses collègues à signer la requête au Roi. La petite duchesse du Maine ne s'alarmait pas pour si peu de chose. Après avoir mené la plume de Malézieu, elle s'attacha M. Dadvisar, avocat général du parlement de Toulouse, et on vit arriver à Sceaux des voitures entières d'où sortaient livres, chartes et parchemins au milieu desquels la mignonne Altesse disparaissait par moments tout entière. Elle lisait, compulsait, extrayait, recopiait stimulant le cardinal et la femme de chambre associés à cette débauche d'érudition. Elle fit mieux encore; elle essaya de soulever une certaine agitation parmi la noblesse contre la prétention des pairs à former une catégorie supérieure possédant seule le droit de dévolution de la couronne. Car cette pensée est au fond de tout depuis la mort des trois dauphins en moins d'une année. La duchesse vit le conflit à faire naître et le complot à soulever contre la pairie; ses visites aux parlementaires s'expliquent ainsi sans peine. Point avare d'audiences ni de visites, véritable chef de parti, la « mouche à miel » ressemblait fort à une guêpe répandant partout le venin qu'elle distillait. L'affaire du bonnet lui vaudrait une partie du Parlement, elle trouvait même des partisans dans toute la noblesse qui suppliait le Roi de « déclarer que les pairs de France n'ont point droit de décider seuls de la succession à la couronne et des régences, ni de régler les affaires importantes de l'État. »

Le duc de Bourbon n'était pas moins actif, il emplissait Paris de ses mémoires, écrits sur grand format, pliés en deux, cachetés, avec une souscription suivie de ces mots : « le duc de Bourbon ». Même on les envoyait en province et jusque dans les gros bourgs⁶³. Enhardis, les pairs présentèrent requête au Roi contre les légitimés, soutenant que s'ils ne pouvaient défendre leur capacité de succéder à la couronne, ils ne le pouvaient pas plus de soutenir leurs rang et prérogatives de pairie. Leur mérite reconnu n'étant pas soutenu par une naissance légitime que, seul, Dieu peut donner, les bâtards ne pouvaient pas plus être pairs que princes du sang, à tout le moins ne devaient-ils pas passer devant les pairs plus anciens qu'eux suivant l'adage que : « Chacun sied premier, selon que premier a été fait pair⁶⁴. » Quelques ducs refusèrent de signer cette requête et s'attirèrent une bordée d'inju-

Requête
des pairs
contre
les légitimés

⁶³ *Gazette de la Régence*, p. 151-152; 22 février 1717.

⁶⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 30; 22 février; Buvat, *Journal*, t. I, p. 249-250; 22 février 1717.

res de leur collègue Saint-Simon⁶⁵. On le laissa dire. Les légitimés tenaient un mémoire prêt requérant le Roi de renvoyer la solution du conflit à sa majorité et, s'il n'y consentait pas, « de ne rien prononcer sur la question de la succession à la couronne avant que les États-Généraux du royaume, juridiquement assemblés, aient délibéré⁶⁶. »

Mémoire
de la
noblesse

Jusque-là, le Régent avait vu sans déplaisir « tout ce vacarme⁶⁷ », mais ce mot d'États-Généraux sonnait mal pendant une minorité⁶⁸. Le prince jugea nécessaire de mettre un terme aux conciliabules et aux coalitions⁶⁹. D'abord le bailli de Mesme, frère du Premier Président et ambassadeur de Malte, reçut la défense de faire toute assemblée de chevaliers, à moins que ce ne fût pour les affaires de leur ordre⁷⁰. Aussitôt vint le tour de la noblesse⁷¹. MM. de Châtillon, de Rieux, de Laval, de Pons, de Bauffremont et de Clermont voulurent présenter un mémoire et le marquis de Polignac alla demander au Régent la permission de le lui offrir. — « Il me semble m'être expliqué, dit le prince, que quiconque parleroit de cela je l'enverrais à la Bastille; est-ce que vous n'en savez rien? — Pardonnez-moi, Monseigneur, et si vous me l'ordonnez je m'y rendrai présentement, mais j'aurai bien des compagnons qui s'y rendront avec moi. » Cette vigueur déplut fort au Régent⁷², qui refusa de recevoir le mémoire; « je crois pourtant, glisse Dangeau, qu'il l'a lu⁷³. »

Tenacité
de M. le Duc

Toute l'habileté, tous les manèges du Régent échouaient devant la violence du duc de Bourbon qui s'allait plaindre partout de son cousin : « Il me donne cent paroles et il n'en tient pas une et me refuse un jugement qu'on ne refuse pas au moindre des sujets du Roi; je n'en démordrai pas⁷⁴! » Et ce jeune prince, « dont l'intelligence n'avait rien de prématuré⁷⁵ », n'en démordait pas. Mais il se débattait contre une commission de vingt membres, dont il récusa quatre⁷⁶; tout de suite il en surgit trente-

⁶⁵ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVII, p. 29; 20 février; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 30; 23 février 1717.

⁶⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 34; 28 février 1717.

⁶⁷ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chérueil, t. XV, p. 44.

⁶⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 97; 27 mai, et *Additions de Saint-Simon*.

⁶⁹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 268.

⁷⁰ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 66; 17 avril 1717.

⁷¹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 87; 15 mai; Buvat, *Journal*, t. I, p. 268.

⁷² *Gazette de la Régence*, p. 178; 21 mai 1717.

⁷³ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 66; 17 mai 1717.

⁷⁴ *Gazette de la Régence*, p. 178; 21 mai.

⁷⁵ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. I, p. 22.

⁷⁶ Buvat, *Journal*, t. I, p. 268.

deux, il récusa encore⁷⁷, les légitimés n'en voulaient connaître pas un seul⁷⁸, Bourbon ne lâcha point prise et obtint six commissaires pour donner leur avis sur l'affaire⁷⁹.

Mais « plus on l'examine plus on la trouve difficile, après avoir lu tous les mémoires qui ont été faits de part et d'autre⁸⁰ »; ainsi s'exprimait le prudent Dangeau. Pendant ce temps les ducs s'agitaient et recrutaient, parmi toute la noblesse de France, trente-neuf adhérents⁸¹. Eux aussi sollicitaient la réunion des États-Généraux sous prétexte qu'il s'agissait de la succession au trône. Le Premier Président et les gens du Roi, riant sous cape de voir princes du sang, ducs et pairs, nobles grands et petits recourir à leur juridiction, heureux de donner de l'éclat à l'affaire, le plus d'éclat qu'il se pourrait, ne voulant pas déplaire au Régent, s'empressèrent de lui porter la requête des nobles et de prendre ses ordres. Le Régent, fort mécontent, envoya des officiers aux gardes du corps arrêter six des principaux signataires avec ordre d'en conduire trois à Vincennes et trois à la Bastille⁸². L'affaire prenait une mauvaise tournure; le public lui accordait trop d'attention, des feuilles manuscrites fort séditieuses se passaient sous le manteau⁸³.

Le 19 juin, le duc du Maine et le comte de Toulouse se rendirent au Parlement, à qui ils présentèrent requête⁸⁴; le surlendemain, Bourbon et Conti s'y rendirent à leur tour pour faire opposition à la requête et, après une vive discussion, les Chambres assemblées firent demander au Roi quelle conduite tenir⁸⁵. Le Roi répondit qu'il les recevrait le 30. Tout le monde, se passionnait pour cette querelle dont l'importance avait fait, pendant quelques jours, oublier la Bulle *Unigenitus*. Le 29, tout Paris

Requêtes
des
légitimés

⁷⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 82, 83; 8, 11 mai 1717.

⁷⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 82; 8 mai 1717.

⁷⁹ *Gazette de la Régence*, p. 187, 11 juin 1717; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 104; 11 juin 1717.

⁸⁰ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 105; 11 juin 1717.

⁸¹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 109; 17 juin 1717.

⁸² Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 112; 19 juin 1717.

⁸³ Un pamphlet manuscrit intitulé : *Des trois États*, voir Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 115. Sur les six gentilshommes sortis de Vincennes et de la Bastille le 17 juillet, voir Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 128, 130, 131; 13, 15, 17 juillet; *Gazette de la Régence*, p. 194.

⁸⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 113, 407-424; 19 juin; Buvat, *Journal*, t. I, p. 278; M. de Caumartin à Mme de Balleroy, 21 juin, dans *op. cit.*, t. I, p. 167.

⁸⁵ M. de Caumartin à Mme de Balleroy, 21 juin, dans *op. cit.*, t. I, p. 167; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 114-115; 21 juin.

⁸⁶ M. de Caumartin à Mme de Balleroy, 26 juin dans *op. cit.*, t. I, p. 170.

put voir le duc du Maine se rendre en carrosse à deux chevaux et quatre valets de pied chez les principaux membres du Parlement⁸⁷. Le 30, le Premier Président et tous les Présidents à mortiers allèrent à onze heures chez le Roi. Le Premier exposa succinctement l'affaire et présenta à l'enfant la requête et la protestation des légitimés. Celui-ci les donna au chancelier et dit à M. de Mesme : « Jé vous remercie de votre attention; mon chancelier vous expliquera le reste. » — Daguesseau prit la parole et exprima la satisfaction du Roi de ce que le Parlement n'avait rien voulu décider sur une matière qui ne regardait en effet que lui-même⁸⁸.

Édit
du 6 juillet

Le Régent évoqua la cause au Conseil de régence d'où les ducs et les princes, pour la circonstance, se trouvaient exclus. Dès le lendemain soir on connaissait la décision : l'édit de 1714 et la déclaration de 1715 étaient cassés⁸⁹. Le lundi 5 juillet, le Parlement fut mandé en Cour et le Roi, par la bouche du Chancelier, lui apprit qu'il avait donné un édit réglant l'affaire des princes, lequel serait envoyé le lendemain matin pour l'enregistrement. Ce jour, les Chambres assemblées et lecture faite de l'édit, on compta cent trente-trois voix pour l'enregistrement pur et simple et soixante-treize pour la nomination de commissaires examinateurs. Quand l'enregistrement fut fait, M. de Novion se tourna vers le Premier Président : « Voilà cette grande affaire finie ». M. de Mesme ne répondit pas⁹⁰. L'édit de juillet retira aux légitimés le droit de succession au trône, en rappelant que la volonté de Louis XIV « donnait atteinte au droit qui appartient le plus incontestablement à la nation françoise de se choisir un Roi, au cas que dans la suite du temps, la race des princes légitimes de la maison de Bourbon vint à s'éteindre. » Mais le duc du Maine et le comte de Toulouse, à raison de leur mérite personnel et de leur possession d'état, devaient conserver tous les autres privilèges qui leur avaient été concédés, notamment la préséance dans les cérémonies publiques et au Parlement sur les ducs et pairs. Cet édit avait été conçu d'abord en termes plus rigoureux, que le Régent mitigea⁹¹; néanmoins il

⁸⁷ *Gazette de la Régence*, p. 190, 2 juillet 1717.

⁸⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 121; 30 juin 1717; *Gazette de la Régence*, p. 191, 2 juillet 1717.

⁸⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 122; 1^{er} juillet 1717; M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 2 juillet 1717, t. I, p. 173.

⁹⁰ *Gazette de la Régence*, p. 191-192; 9 juillet 1717.

⁹¹ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVII, p. 122; Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises*, t. XXI, p. 173.

mécontenta tout le monde, et surtout les ducs qui, traités en conspirateurs redoutables, reçurent défense de s'assembler. Ils prirent le parti d'aller en corps manger des matelotes au Port-à-l'Anglais, à la grande joie des Parisiens⁹².

Quant au Parlement, courtoisé, adulé, choyé par tous ces quémandeurs qui ne pouvaient se passer de lui, il songeait moins que jamais à donner satisfaction aux ducs pour le bonnet. Il s'engageait même dans la voie des remontrances, comme on l'a vu, et avec une vivacité significative qui faisait présager des orages⁹³. « Il y a grand tapage dans le Parlement, écrit-on. Les Enquestes veulent choisir des députés d'entre eux en pareil nombre à ceux de la Grand'Chambre pour examiner les édits que l'on apporte... Les Enquestes veulent s'assembler au cabinet. Tous les désordres du Parlement ont commencé autrefois par des assemblées du cabinet. Il paraît aujourd'hui qu'il y a bien du feu dans toutes les têtes⁹⁴ ». Ce feu couvait depuis longtemps et il ne faudrait pas moins, pour l'éteindre que ce coup d'État, vers lequel on s'acheminait.

Efferves-
cence du
Parlement

⁹² M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 12 juillet 1717 dans *op. cit.*, t. I, p. 182; voir p. 183.

⁹³ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 12 août 1717, dans *op. cit.*, t. I, p. 197-198.

⁹⁴ *Gazette de la Régence*.

CHAPITRE XXV

Le système de Law

(Octobre 1715 — Décembre 1717.)

Débuts et théories de John Law. — Réhabilitation du papier-monnaie. — Law entretient et séduit le Régent. — Le commerce et le crédit. — La Compagnie coloniale. — Le Régent est acquis à la banque. — Mise en discussion. — Procès-verbal de la séance du 24 octobre 1715. — Opinion motivée de Saint-Simon. — La banque est approuvée. — Lettres-patentes du 2 mai 1716. — Hésitation de l'esprit public. — Première opération de la banque. — Engagement et impatience du Régent. — Arrêt du conseil du 10 avril 1717. — Opposition dans plusieurs provinces. — Pressentiments. — Périls d'une convocation des États-Généraux. — Les projets de Noailles et « le comité ». — L'édit porté au Parlement, 28 août 1718. — Remontrances; elles obtiennent satisfaction. — La banque résiste. — L'affaire du Mississippi. — Les Compagnies de commerce et la Louisiane. — La Compagnie d'Occident.

« Ce qui soulève presque tous les esprits dans le Parlement, écrit un gazetier, ce sont les visions et les idées scabreuses de Jean Law¹. » Dès les premiers jours de la Régence l'étoile de cet aventurier avait lui, et inquiété tous ceux à qui une sorte de pressentiment révélait les surprises, les émotions, les angoisses et le désastre final où le *Système de Law* devait entraîner la nation entière. Le « *Système* », abréviation entendue de tous, évoque une « aventure unique dans l'histoire de nos finances² » et « la perturbation la plus extraordinaire qui soit jamais résultée des actes d'un gouvernement régulier³. »

Ce John Law de Lawriston, de souche écossaise, apparenté aux ducs d'Argyle, était gentilhomme de grande mine et de belle prestance. Venu à Londres afin d'y manger gaiement son avoir,

Débuts
et théories
de John Law

¹ *Gazette de la Régence*, édit. E. de Barthélemy, in-12, Paris 1887, p. 203; 6 septembre 1717.

² M. Marion, *Histoire financière de la France depuis 1715-1789*, in-8, Paris 1914, t. I, p. 90.

³ A. Vuitry, *Le désordre des finances et les excès de la spéculation à la fin du règne de Louis XIV et au commencement du règne de Louis XV*, in-12, Paris, 1885, p. XVII.

il découvrit, entre le jeu, la table et la galanterie, l'existence du crédit et étudia le mécanisme de la banque. Dans l'intervalle, un duel tragique lui valut une condamnation à mort suivie de lettres de grâce. Emprisonné, Law s'évada, gagna Amsterdam et se remit à l'étude des banques, étude qu'il poursuivit à Gênes, à Venise, à Florence, etc. Manquant des fonds nécessaires pour appliquer ses vues, il se contenta de les exposer dans un livre⁴. A l'entendre, plus une nation possède de numéraire, plus elle occupe de bras aux travaux de l'industrie et de l'agriculture, plus elle exporte et plus elle rend les autres nations tributaires envers elle. Plus elle exporte, plus elle travaille; plus elle produit, plus elle se multiplie. L'exportation est bonne et utile, mais ne fera-t-on d'échanges qu'avec le numéraire? D'autres moyens plus rapides, moins encombrants, en quantité indéfinie sont aux échanges ce que le sang fluide et abondant est à la vie. La vitalité et la production d'un pays sont en raison de la simplicité et de l'abondance des échanges. Le numéraire est pesant, malaisé à réunir, difficile à transporter; le papier ne connaît pas ces entraves, sa circulation est rapide, sa fabrication peu onéreuse, il échappe aux mutations qui atteignent les espèces et peut être instantanément proportionné aux besoins des transactions commerciales.

Réhabilitation
du papier-
monnaie

Cette réhabilitation du papier avait le tort de prendre le signe pour la réalité, d'oublier que les moyens d'échange rendent la richesse plus maniable mais ne la créent pas et que leur excessive diffusion n'aboutit qu'à l'avilissement de ce signe. Law allait jusqu'à dire que le papier représente le numéraire, le remplace au besoin et peut même s'y substituer. « De ce qu'en Angleterre cinquante millions d'espèces suffisaient pour soutenir cent millions de billets, il concluait qu'on pouvoit à volonté doubler tripler, vingtupler, centupler ces cent millions, sans aucun inconvénient et même avec avantage, que ce seroit augmenter la richesse de l'État d'une manière aussi réelle et aussi utile que s'il étoit arrivé du Pérou pour pareille somme de matières d'or et d'argent⁵. » A ceux qui prirent connaissance de ces opinions elles apparurent comme d'étranges paradoxes et l'illustration la plus convenable à l'existence désordonnée de celui qu'on commen-

⁴ *Money and Trade considered with a proposal for supplying the Nation with Money*, in-4, Glasgow, 1695 et 1705; *Considérations sur le numéraire et le commerce*, dans J. Law, *Œuvres*, édit. Senovert, in-8, Paris, 1790, p. 1-74; *Examen du projet remis au Parlement par le docteur H. C. dans Œuvres*, p. 112, suiv.

⁵ Cl. Dupin, *Œconomiques*, in-4, Carlsruhe, 1745, t. I, p. 157.

çait à connaître sous le nom de « Mr Lass⁶ ». Joueur effréné, assidu dans les pires tripots, il taillait au pharaon jusqu'au jour où le lieutenant de police d'Argenson l'invita à quitter Paris parce qu'« il en savoit trop aux jeux qu'il avoit introduits dans cette capitale⁷ ».

Law reprit le cours de ses voyages, continua à jouer, à spéculer et à étudier. On ne peut pas douter qu'il n'ait conservé des correspondances avec ses amis au nombre desquels il comptait le duc d'Orléans. Réduit par la disgrâce à consumer son temps en expériences sur la physique, ce prince était doué d'une curiosité d'esprit trop universelle pour ne pas s'éprendre des théories audacieuses de John Law. Attentif et perspicace, doué pour saisir des symptômes et les interpréter, Philippe d'Orléans avait entrevu quelque chose des conséquences prochaines de l'avènement aux affaires de la bourgeoisie sous le règne qui s'achevait lentement. L'industrie et le commerce mettraient leur concours à tel prix qui leur conviendrait et tandis que la noblesse se précipitait dans les Conseils pour exploiter l'État, la bourgeoisie se disposait à l'enrichir. Sans attendre la mort de Louis XIV, Law rentrerait à Paris mais s'y montrait peu, fréquentant son compatriote lord Stair et jouissant comme lui, sans doute, de conférences secrètes avec le futur Régent⁸.

Law
entretient
et réduit
le Régent

Il n'est pas impossible d'en ressaisir le sujet grâce aux lettres que le financier adressa plus tard au prince. La cervelle farcie de projets, l'Écossais laissait entrevoir le bouleversement économique de la France amené par ses réformes, et cette perspective eut suffi, à elle seule, à séduire l'esprit de son interlocuteur.

Law montrait la richesse dans le commerce, le commerce dépendant de la monnaie et la monnaie multipliant les échanges. Le particulier émettant du papier, garanti par sa signature, produit de la richesse et accroît la richesse de l'État qui favorise ces émissions privées pour la même raison qu'il protège ses nationaux dont il devient dépositaire de toute la fortune et comman-

Le
commerce

⁶ C'était la forme Law's, comme on disait : lord Stair's; Ad. Beljame, *La prononciation du nom de Jean Law*, in-8, Paris, 1891.

⁷ B. Duhauchamp, *Histoire du système des finances sous la minorité de Louis XV pendant les années 1719 et 1720*, in-12, La Haye, 1739, t. I, p. 1-2; E. Levasseur, *Recherches historiques sur le système de Law*, in-8, Paris 1854, p. 17.

⁸ Law n'attendit pas la mort de Louis XIV pour reparaitre, au moins discrètement, à Paris. On lit dans le *Journal* de lord Stair qu'à son arrivée à Paris, le 23 janvier 1715, au soir, il ne vit personne autre, avant de se coucher que M. Law. L. Wiesener, *Le Régent, Dubois et les Anglais d'après les sources britanniques*, in-8, Paris, 1899, t. III, p. 139, note 1.

ditaire de tous les travaux. L'exemple de la Hollande et de l'Angleterre enrichies par l'industrie, traçait à la France la voie à suivre : le commerce. Cependant Law trouvait à reprendre dans la banque d'Angleterre comme dans celle d'Amsterdam, il rêvait d'une banque royale absorbant tout le négoce, toutes les richesses de la France devenue la garantie des engagements de l'État. Cette banque royale, dépositaire de l'argent des particuliers, donnait l'impulsion aux affaires, pressait ou bien modérait la circulation des richesses, empêchait la disette et remédiait à la pléthore du numéraire⁹. Cette banque ne devait être, suivant l'expression de Law, qu'« un crédit général qui produit des commodités et des avantages à toutes les parties de l'État¹⁰ ». Dans l'espace de sept années, cette banque devait porter les revenus de royaume à trois milliards, les revenus particuliers du Roi à trois cents millions et faire tomber l'intérêt de l'argent à trois pour cent¹¹.

et le crédit

Le crédit, disait Law, vaut une augmentation de numéraire. Voyez l'Angleterre recourant au crédit pendant la guerre pour racheter le déficit produit par l'exportation de l'argent et soutenir ses manufactures. Qu'est-il arrivé? L'intérêt a descendu de huit et de dix à cinq pour cent. Qu'attend la France pour suivre cet exemple aujourd'hui que ses négociants sont traités à l'étranger comme des banqueroutiers ou qu'on les voit renoncer d'eux-mêmes au commerce afin d'échapper à la ruine. Law avait répondu aux objections qu'on lui adressait. Le crédit, disait-on, est à l'abri des lois dans un pays libre; en France, il est à la merci du ministre ou du favori qui puise à pleines mains dans la caisse de la banque. — Existera-t-il jamais prince assez fou, répondait Law, pour tarir lui-même la source de sa richesse en discréditant les billets. — Mais ces billets, répliquait-on, personne n'en voudra. — Tout le monde, reprenait Law, car le crédit naît avec la banque. Et si la France se révèle si récalcitrante, eh bien! le prince « obligera les peuples à recevoir ses billets, même dans leurs paiements particuliers, si cela est nécessaire pour introduire ce crédit dans le commerce¹² ». Alors, sans doute, les résistances céderaient, mais ne serait-il pas trop tard? La France, plus puissante, domina longtemps l'Angleterre et ses alliés, mais du

⁹ J. Law, *Mémoires justificatifs*, dans *Œuvres*, édit. de Sénovert, 1790, p. 649.

¹⁰ J. Law, *Second mémoire sur les banques*, adressé au Régent, dans *Œuvres*, p. 578.

¹¹ J. Law, *Lettre VIII^e au duc d'Orléans*, dans *Œuvres*, p. 630.

¹² J. Law, *Lettre VIII^e au duc d'Orléans*, dans *Œuvres*, p. 630.

jour où sa rivale vit son crédit s'étendre par la fondation de la Banque, du jour où ses grandes richesses le lui permirent elle s'en servit pour marcher à la domination. L'Angleterre est seule capable de faire le commerce de toute l'Europe et non moins attentive à tirer parti des négligences de ses voisins pour réaliser ce grand dessein¹³.

En prestidigitateur consommé, Law promettait une surprise finale, un éblouissant bouquet. « La banque, disait-il, n'est pas la seule ni la plus grande de mes idées; je produirai un travail qui surprendra l'Europe par les changements qu'il portera en faveur de la France, changements plus forts que ceux qui ont été produits par la découverte des Indes et par l'introduction du crédit¹⁴. » Il s'agissait d'une compagnie de commerce modelée sur la compagnie des Indes d'Angleterre¹⁵. La banque produit le crédit que la compagnie exploite et ces deux institutions deviennent réciproquement indispensables et inséparables. La nation entière sera un corps de négociants à qui la banque sert de caisse. L'État fait le commerce et les particuliers aussi. Point de banqueroute, point de juridictions exceptionnelles, point de remèdes timides; ce n'est ni le désordre ni les dettes qui perdent la France, mais cette léthargie qui la détourne du travail dont la rémunération suffirait à tous les besoins, remédierait à tous les maux. Que la banque soutienne la compagnie et la compagnie alimentera la banque.

La
compagnie
coloniale

La merveille consistait moins à imaginer ces rêveries qu'à en faire écouter le récit jusqu'au bout, mais la mode était tournée alors vers les constructions imaginaires et irréalisables à force d'être gigantesques; à tout prendre, la banque et la compagnie ne présentaient rien de plus désordonné que le plan d'une commission des grands trésoriers du commerce imaginé par Boulainvilliers ou le système du nouveau gouvernement élaboré par La Jonchère¹⁶. Le Régent fut ébloui, séduit; son imagination s'élança vers cette perspective infinie où, à la place des économies sordides imaginées par le duc de Noailles et réparties sur un exercice de onze années, s'offraient à lui une éblouissante accumulation de trafics, de richesses et d'entreprises qu'allait mettre en branle la baguette magique de l'homme qui rentrait à Paris

Le Régent
est acquis
à la banque

¹³ J. Law, *Œuvres*, p. 334, 335.

¹⁴ J. Law, *Lettre I^{re} au duc d'Orléans*, dans *Œuvres*, p. 621.

¹⁵ J. Law, *Premier mémoire sur les banques*, dans *Œuvres*, p. 560.

¹⁶ M. Marion, *op. cit.*, t. I, p. 92; L. de Lavergne, *Un émule de Law*, dans *Comptes rendus de l'Académie des sciences morales*, 1863, 4^e série, t. XIII, p. 5.

nanti d'une fortune de un million cinq cent mille livres¹⁷. Law était accompagné de sa femme, ou qui passait pour telle, et de ses deux enfants, un fils et une fille; il se montrait au Palais-Royal et entretenait de sa banque quiconque pouvait répéter les formules qu'infatigablement il ressassait.

Mise en discussion

Six semaines après la mort du Roi, on ne parle que du projet de banque nouvelle. « Le bruit courut alors, rapporte Buvat, qu'on allait répandre dans le public des billets de banque dont les moindres vaudraient dix livres chacun¹⁸. » Dangeau, toujours aux écoutes et bien informé, apprend le 13 octobre que « la banque sera examinée après-demain chez le duc de Noailles où M. le duc d'Orléans fera venir encore d'autres gens que ceux qui sont du Conseil de finances. Cette banque n'est point pour acquitter le Roi de quelques dettes, comme on l'avoit dit d'abord; ce n'est que pour la sûreté et facilité du commerce, ce qui sera d'une grande utilité pour le royaume quand la confiance sera établie; ce qu'on croit qui sera bientôt pour les Français et pour les étrangers par les attentions qu'on y apporte. On n'obligera personne d'y porter son argent ni d'y prendre des billets, mais ces billets-là seront reçus à toutes les recettes du Roi dans le royaume comme de l'argent comptant¹⁹. » Voilà, pourrait-on dire, le prospectus présenté au public. Le 15, la conférence est tenue à l'heure dite et le Régent fait introduire le prévôt des marchands Bignon, ainsi que d'Argenson, Amelot, Saint-Contest et Le Blanc²⁰. Le 17, nouvelle conférence chez Amelot qui a convoqué les maîtres et gardes des six corps des marchands et plusieurs banquiers²¹. Tous se retrouvent, le 18, chez d'Argenson, sauf Samuel Bernard dont Law réclame l'exclusion²². Nouveau conseil le 24 dont le procès-verbal, heureusement conservé dans les papiers du duc de Noailles, ne saurait être omis ni résumé²³.

Procès-verbal de la séance du 24 octobre

« L'idée de cette banque, expose M. Fagon, est de faire porter tous les revenus du Roy à la banque, de donner aux receveurs généraux et fermiers des billets de 10, 100 et 1.000 écus, poids et titres de ce jour, qui seront nommez billets de banque; lesquel's billets seront portez ensuite par les dits receveurs et fermiers

¹⁷ J. Law, *Mémoires justificatifs*, p. 649.

¹⁸ Buvat, *Journal*, t. I, p. 104.

¹⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 209; 13 octobre 1715.

²⁰ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 211; 16 octobre 1715.

²¹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 211; 16 octobre 1715; Buvat, *Journal*, t. I, p. 104.

²² Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 212; 18 octobre 1715.

²³ *Bibl. nat.*, ms. franç., 2232, t. XXIII; E. Levasseur, *op. cit.*, p. 39-43.

au trésor royal qui leur expédiera des quittances comptables. Tous ceux à qui il est dû par le Roy ne recevront au Trésor royal que des billets de banque dont ils pourront aller sur le champ recevoir la valeur à la banque sans que personne ne soit tenu ni de les garder ni de les recevoir dans le commerce. Mais le sieur Law prétend que l'utilité en sera telle que tout le monde sera charmé d'avoir des billets de banque plutôt que de l'argent, par la facilité qu'on aura à faire les paiements en papier, et par l'assurance d'en recevoir le paiement toutes les fois que l'on voudra. Il ajoute qu'il sera impossible qu'il puisse jamais y avoir plus d'argent que de billets, parce qu'on ne fera des billets qu'au prorata de l'argent, et que par ce moyen on évitera les frais de remise le danger des voitures, la multiplicité des commis, etc.

« S. A. R. a jugé à propos d'entendre sur ce sujet des négociants et des banquiers qu'elle a fait entrer pour avoir leurs avis. Ces négociants étant entrés au nombre de treize avec le sieur Lass, ils se sont expliqués et ont proposé trois avis : — Le premier, que l'établissement de la banque estoit utile dès à présent : Fénélon, Tourton, Guygner et Pion. — Le second, que cet établissement pouvoit estre utile dans un autre temps que celui cy, mais qu'il seroit nuisible dans la conjoncture présente : Anisson. — Le troisième, que cela devoit estre entièrement rejeté : [Samuel] Bernard, Heusch, Moras, le Couteux et quatre autres.

« Ces négociants retirés, S. A. R. a pris les voix.

« Le Pelletier [de La Houssaye] a été d'avis d'établir la banque en donnant quelque profit sur les billets pour les accréditer; mais il a ajouté que la conjoncture n'étoit pas propre et qu'il falloit attendre.

« Dodun croit la banque bonne sans donner un profit aux billets, parce que cela chargeroit l'État, mais qu'il faut attendre que la confiance dans le gouvernement soit rétablie.

« M. de Saint-Contest ne croit pas que la banque puisse jamais avoir de solidité dans le royaume, parce que l'autorité y règne toujours et que le besoin y est souvent : ainsi il n'y auroit jamais de sûreté ni de solidité.

« M. Gilbert [de Voisins] est persuadé que l'établissement d'une banque est avantageux en soy par la circulation et la multiplication des espèces, mais il ne pense pas qu'on puisse présentement l'établir sans de grands inconvénients, et il ajoute que l'incertitude du succès va à décréditer le gouvernement et qu'il seroit fâcheux présentement de hasarder un projet qui pourroit ne pas réussir.

« M. de Gaumont, qu'on ne doit pas risquer cet établissement

dans le temps présent et que cela influerait sur le gouvernement.

« M. [Tachereau de] Baudry croit cet établissement bon, mais ne croit pas que dans les circonstances présentes le public puisse y donner sa confiance; que c'est cependant ce qui doit l'accréditer, sans quoy la banque tomberoit d'elle-même. Ainsy il juge qu'il faut attendre pour ne pas donner comme un remède ce qui seroit visiblement un mal.

« M. d'Argenson ne regarde la banque que comme la caisse des revenus du Roy, ne trouve aucun inconvénient à l'établir, en supposant que la fidélité en sera toujours exacte, et croit qu'on doit tenter cette voie innocente pour rattraper la confiance.

« M. d'Effiat en croit l'établissement utile, mais non pas à présent, et que cela feroit présentement resserrer l'argent encore plus qu'il ne l'est.

« M. le duc de Noailles est persuadé de l'utilité d'une banque, mais que les tems ne conviennent pas; la défiance estant générale; que, de plus, l'opposition des négociants dont la confiance est essentielle pour l'accréditement de la banque la feroit échouer, qu'il faut la leur faire désirer avant que de l'établir, et commencer par supprimer toutes les dépenses inutiles pour payer les dettes de l'Estat, que rien ne sera plus propre à regagner la confiance par l'attention qu'on verra à S. A. R. pour le bien public dont on est desjà très-persuadé par les premiers arrangements qu'elle a faits, et, afin que l'on ne soit pas plus longtemps dans l'incertitude, qu'on doit déclarer dès aujourd'huy que la banque n'aura pas lieu.

« M. Fagon de mesme ains ajoute que le papier répandu dans le public est ce qui cause le discrédit et qu'en arrangeant le papier on regagnera la confiance.

« M. d'Aguesseau, que pour rétablir la confiance, S. A. R. n'a qu'à continuer à travailler comme elle le fait pour le bien public, et de l'avis de M. de Noailles en tout.

« M. le procureur général, Deux questions : La banque est-elle utile en soy? Prouve que non. — L'est-elle dans le tems présent? Tout le monde est persuadé du contraire. — De l'avis de M. de Noailles en tout.

« M. Le Blanc de l'avis de M. de Noailles en tout.

« M. Rouillé, que l'on doit prendre l'avis du public sur ce qui le concerne, et que le public y est opposé, qu'il n'y a qu'à persévérer dans le bien pour faire revenir la confiance.

« M. d'Ormesson, tout comme M. de Noailles.

« M. Amelot, que le public a parlé par la bouche des banquiers. De l'avis de M. de Noailles.

« M. [Lepelletier-] Des forts fronde les propositions de M. le duc de Noailles en elles-mêmes. En tout de l'avis de M. de Noailles.

« M. le maréchal de Villeroy, qu'on n'en pourroit tirer présentement aucun profit, et que l'arrangement des rentes et des troupes suivi de l'arrangement des billets ramènera la confiance. Au reste de l'avis entier de M. le duc de Noailles. »

S. A. R., nous dit Dangeau, « s'est rendue à l'avis le plus fort, ce qu'elle fait toujours avec beaucoup d'honnêteté et de sagesse²⁴ », elle « dit qu'elle estoit entrée persuadée que la banque devoit avoir lieu, mais qu'après ce qu'elle venoit d'entendre, elle estoit de l'avis entier de M. le duc de Noailles, et qu'il falloit annoncer à tout le monde dès aujourd'huy que la banque estoit manquée. » Et en effet, nous lisons dans une correspondance : « La banque de M. de Lasse, qui a tant fait de bruit, fut refusée hier²⁵. »

Le duc de Noailles, non content de ce succès, attaqua la banque chaque fois qu'elle fit mine de reparaitre. Le 22 novembre il fit de nouveau écarter par tout le Conseil de finance un vague projet de banque²⁶. Mais le Régent ne se montra pas moins opiniâtre et moyennant une réduction du projet de banque publique en banque privée, il revint à la charge, « prit la peine d'instruire en particulier chaque membre du Conseil de Régence et de lui faire doucement entendre qu'il désirait que la banque ne trouvât pas d'opposition. Il m'en parla à fond, rapporte Saint-Simon; alors il fallut bien répondre. Je lui dis que je ne cachois point mon ignorance ni mon dégoût de toute cette affaire de finance; que néanmoins ce qu'il venoit de m'expliquer me paroissoit bon en soi, en ce que, sans levée, sans frais, et sans faire de tort ni embarras à personne, l'argent se doubloit tout d'un coup par les billets de cette banque et devenoit portatif avec la plus grande facilité; mais qu'à cet avantage je trouvois deux inconvénients : le premier, de gouverner la banque avec assez de prévoyance et de sagesse pour ne pas faire plus de billets qu'il ne falloit, afin d'être toujours au-dessus de ses forces, et de pouvoir faire hardiment face à tout et payer tous ceux qui voudraient demander l'ar-

Opinion
motivée de
Saint-Simon

²⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 220; 24 octobre 1715.

²⁵ M. Caumartin de Saint-Ange à Mme de Balleroy, 26 octobre 1715, dans *op. cit.*, t. I, p. 53.

²⁶ *Bibl. nat.*, ms. franç. suppl. 2232, t. XXIII; E. Lévesseur, *op. cit.*, p. 43, note 1.

gent des billets dont ils seroient porteurs; l'autre, que ce qui étoit excellent dans une république ou dans une monarchie où la finance est entièrement populaire, comme est l'Angleterre, étoit d'un pernicieux usage dans une monarchie absolue, telle que la France où la nécessité d'une guerre mal entreprise et mal soutenue, l'avidité d'un premier ministre, d'un favori, d'une maîtresse, le luxe, les folles dépenses, la prodigalité d'un Roi ont bientôt épuisé une banque et ruiné tous les porteurs de billets, c'est-à-dire culbuté le royaume²⁷. »

La banque
est
approuvée

Tout, dans ces considérations, n'étoit pas à dédaigner, le Régent le comprit et fit le siège des membres du Conseil : « on parla à la plupart un peu français à l'oreille », et le 1^{er} mai 1716, au matin, le prince se rendit au Conseil de finance. Law y vint exposer et soutenir ses doctrines. Il ne sollicitait que l'autorisation de hasarder sa fortune particulière et ne voulait travailler qu'avec l'approbation et sous la surveillance du ministre qui lui abandonnerait la conduite de l'affaire²⁸. Noailles céda, et en ne manqua pas de dire que la nouvelle banque serait « fort commode pour le commerce²⁹ ». Le lendemain, l'affaire fut soumise au Conseil de régence, Saint-Simon opina, s'il faut l'en croire, comme dans le cabinet du prince, fut seul de son avis et la banque fut approuvée.

Lettres
patentes du
2 mai 1716

Le 2 mai des lettres patentes autorisèrent la création de la banque, établissement privé qui soulageait l'État sans le compromettre et dont le privilège s'étendait à vingt années. L'établissement tiendrait ses livres et stipulerait en écus de banque « du titre et poids de ce jour », ce qui devait « augmenter la circulation de l'argent, faire cesser l'usure, suppléer aux voitures des espèces entre Paris et les provinces, donner aux étrangers le moyen de faire des fonds avec sûreté et faciliter aux peuples le débit de leurs denrées et le paiement de leurs impositions³⁰. » Le capital social s'élevait à six millions répartis entre douze cents actions de 5.000 livres, payables un quart en espèces et trois quarts en billets d'État³¹. Celui-ci tirait un premier profit du retrait de la circulation de 4.500.000 livres de papiers décriés;

²⁷ Saint-Simon, *Mémoires*, 1905, t. VIII, p. 394.

²⁸ J. Law, *Mémoire sur les banques*, dans *Œuvres*, p. 568.

²⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 372; 1^{er} mai 1716.

³⁰ Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises*, t. XXI, p. 102, 106; 2 et 20 mai 1716.

³¹ F. Véron du Verger de Forbonnais, *Recherches et considérations sur les Finances en France, depuis 1595 jusqu'en 1721*, in-12, Paris, 1758, t. V, p. 336.

ainsi la banque raffermissait le crédit avant que d'avoir engagé ses opérations. Elle faisait mieux encore, elle recevait des dépôts, faisait l'escompte, se chargeait des paiements des particuliers moyennant une retenue de cinq sols par mille écus, émettait des billets exprimés en écus de banque, c'est-à-dire payables toujours au même poids et au même titre. Point d'échéances, point de paiements à terme, remboursement à vue des valeurs présentées à la caisse. Tout commerce, tout prêt aventureux étaient interdits à la banque qui pouvait toutefois avancer des fonds aux commerçants et escompter leurs lettres de change³². Après de si fréquentes et si graves variations monétaires, la disposition qui exigeait la mention en écus de banque sur les livres, contrats et billets, eut, à elle seule, suffi à attirer la faveur; l'aveu néanmoins méritait d'être retenu puisque Law reconnaissait ainsi que les métaux précieux ont une aptitude spéciale et exclusive au monnayage³³. Enfin, la banque étoit affranchie de toute taxe, de toute imposition; les sommes déposées dans sa caisse par les étrangers s'y trouvaient à l'abri du droit d'aubaine, de la confiscation et des lettres de repréailles, même en cas de guerre.

Le 3 mai, les lettres patentes furent expédiées au Parlement avec une invitation impérative de procéder à l'enregistrement immédiat³⁴. On obéit, mais en rechignant et les registres en gardent la trace; en effet, les lettres-patentes ne sont pas insérées à leur date, mais rejetées tout à la fin du volume parmi les omissions³⁵. Cependant l'enregistrement eut lieu et on se contenta d'ajouter « que le Roy sera très-humblement supplié d'ordonner que ledit Law ne pourra tenir ladite banque qu'après avoir préalablement obtenu lettres de naturalité, s'il plaît audit seigneur lui accorder³⁶. » Ces lettres furent accordées et envoyées au Parlement trois jours après qu'il eut enregistré le règlement de la banque³⁷. Quelques jours de plus s'écoulèrent avant que Law put obtenir une presse pour imprimer ses billets³⁸, de sorte que

Hésitation
de l'esprit
public

³² Forbonnais, *op. cit.*, t. V, p. 335.

³³ A. Vuitry, *Le désordre des finances et les excès de la spéculation*, in-12, Paris, 1885, p. 229.

³⁴ *Bibl. nat.*, ms. suppl. franç. 2232, t. XXVII : le duc de Noailles au Premier Président, 3 mai 1716; le même au procureur général, 3 mai 1716; E. Levasseur, *op. cit.*, p. 47, note 2.

³⁵ *Arch. nat.*, série X, *Parlement de Paris*, Registres du Conseil secret, 8421.

³⁶ *Arch. nat.*, série X, Registres du Conseil secret, 8421.

³⁷ *Bibl. nat.*, ms. suppl. franç. 2232, t. XXVIII : le duc de Noailles au Premier Président, 22 mai 1716.

³⁸ *Bibl. nat.*, ms. suppl. franç. 2232, t. XXVIII : le duc de Noailles au marquis de la Vrillière, 14 mai 1716.

gent des billets dont ils seroient porteurs; l'autre, que ce qui étoit excellent dans une république ou dans une monarchie où la finance est entièrement populaire, comme est l'Angleterre, étoit d'un pernicieux usage dans une monarchie absolue, telle que la France où la nécessité d'une guerre mal entreprise et mal soutenue, l'avidité d'un premier ministre, d'un favori, d'une maîtresse, le luxe, les folles dépenses, la prodigalité d'un Roi ont bientôt épuisé une banque et ruiné tous les porteurs de billets, c'est-à-dire culbuté le royaume²⁷. »

La banque
est
approuvée

Tout, dans ces considérations, n'étoit pas à dédaigner, le Régent le comprit et fit le siège des membres du Conseil : « on parla à la plupart un peu français à l'oreille », et le 1^{er} mai 1716, au matin, le prince se rendit au Conseil de finance. Law y vint exposer et soutenir ses doctrines. Il ne sollicitait que l'autorisation de hasarder sa fortune particulière et ne voulait travailler qu'avec l'approbation et sous la surveillance du ministre qui lui abandonnerait la conduite de l'affaire²⁸. Noailles céda, et on ne manqua pas de dire que la nouvelle banque serait « fort commode pour le commerce²⁹ ». Le lendemain, l'affaire fut soumise au Conseil de régence, Saint-Simon opina, s'il faut l'en croire, comme dans le cabinet du prince, fut seul de son avis et la banque fut approuvée.

Lettres
patentes du
2 mai 1716

Le 2 mai des lettres patentes autorisèrent la création de la banque, établissement privé qui soulageait l'État sans le compromettre et dont le privilège s'étendait à vingt années. L'établissement tiendrait ses livres et stipulerait en écus de banque « du titre et poids de ce jour », ce qui devait « augmenter la circulation de l'argent, faire cesser l'usure, suppléer aux voitures des espèces entre Paris et les provinces, donner aux étrangers le moyen de faire des fonds avec sûreté et faciliter aux peuples le débit de leurs denrées et le paiement de leurs impositions³⁰. » Le capital social s'élevait à six millions répartis entre douze cents actions de 5.000 livres, payables un quart en espèces et trois quarts en billets d'État³¹. Celui-ci tirait un premier profit du retrait de la circulation de 4.500.000 livres de papiers décriés;

²⁷ Saint-Simon, *Mémoires*, 1905, t. VIII, p. 394.

²⁸ J. Law, *Mémoire sur les banques*, dans *Œuvres*, p. 568.

²⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 372; 1^{er} mai 1716.

³⁰ Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises*, t. XXI, p. 102, 106; 2 et 20 mai 1716.

³¹ F. Véron du Verger de Forbonnais, *Recherches et considérations sur les Finances en France, depuis 1595 jusqu'en 1721*, in-12, Paris, 1758, t. V, p. 336.

ainsi la banque raffermissait le crédit avant que d'avoir engagé ses opérations. Elle faisait mieux encore, elle recevait des dépôts, faisait l'escompte, se chargeait des paiements des particuliers moyennant une retenue de cinq sols par mille écus, émettait des billets exprimés en écus de banque, c'est-à-dire payables toujours au même poids et au même titre. Point d'échéances, point de paiements à terme, remboursement à vue des valeurs présentées à la caisse. Tout commerce, tout prêt aventureux étaient interdits à la banque qui pouvait toutefois avancer des fonds aux commerçants et escompter leurs lettres de change³². Après de si fréquentes et si graves variations monétaires, la disposition qui exigeait la mention en écus de banque sur les livres, contrats et billets, eut, à elle seule, suffi à attirer la faveur; l'aveu néanmoins méritait d'être retenu puisque Law reconnaissait ainsi que les métaux précieux ont une aptitude spéciale et exclusive au monnayage³³. Enfin, la banque étoit affranchie de toute taxe, de toute imposition; les sommes déposées dans sa caisse par les étrangers s'y trouvaient à l'abri du droit d'aubaine, de la confiscation et des lettres de représailles, même en cas de guerre.

Le 3 mai, les lettres patentes furent expédiées au Parlement avec une invitation impérative de procéder à l'enregistrement immédiat³⁴. On obéit, mais en rechignant et les registres en gardent la trace; en effet, les lettres-patentes ne sont pas insérées à leur date, mais rejetées tout à la fin du volume parmi les omissions³⁵. Cependant l'enregistrement eut lieu et on se contenta d'ajouter « que le Roy sera très-humblement supplié d'ordonner que ledit Law ne pourra tenir ladite banque qu'après avoir préalablement obtenu lettres de naturalité, s'il plaît audit seigneur lui accorder³⁶. » Ces lettres furent accordées et envoyées au Parlement trois jours après qu'il eut enregistré le règlement de la banque³⁷. Quelques jours de plus s'écoulèrent avant que Law put obtenir une presse pour imprimer ses billets³⁸, de sorte que

Hésitation
de l'esprit
public

³² Forbonnais, *op. cit.*, t. V, p. 335.

³³ A. Vuitry, *Le désordre des finances et les excès de la spéculation*, in-12, Paris, 1885, p. 229.

³⁴ *Bibl. nat.*, ms. suppl. franç. 2232, t. XXVII : le duc de Noailles au Premier Président, 3 mai 1716; le même au procureur général, 3 mai 1716; E. Levasseur, *op. cit.*, p. 47, note 2.

³⁵ *Arch. nat.*, série X, *Parlement de Paris*, Registres du Conseil secret, 8421.

³⁶ *Arch. nat.*, série X, Registres du Conseil secret, 8421.

³⁷ *Bibl. nat.*, ms. suppl. franç. 2232, t. XXVIII : le duc de Noailles au Premier Président, 22 mai 1716.

³⁸ *Bibl. nat.*, ms. suppl. franç. 2232, t. XXVIII : le duc de Noailles au marquis de la Vrillière, 14 mai 1716.

la banque ne commença ses opérations qu'au début du mois de juin. L'opinion hésitait sur son compte. « Les partisans de la banque de Law, dit la *Gazette*, veulent qu'elle se développera, qu'elle prendra faveur et qu'elle pourroit bien ouvrir un débouché dans le commerce aux billets de l'État, en escomptant en argent ou en lettres et billets d'échange sur les bonnes places, d'autant que cet aventurier, écossais et grand jacobite, a pour croupiers quatre ou cinq des meilleures bourses de Paris et d'ailleurs par le moyen du duc de Noailles, la protection du Régent qui le considère, et mettra, dit-on, dans la caisse quinze à vingt millions³⁹. » Et quatre jours plus tard : « La banque nouvelle et une vision, c'est la même chose. L'on ne fait qu'en rire, mais on ne croit pas qu'elle ait lieu⁴⁰. » Enfin, le 15 juin, se tient la première assemblée et « presque personne, dit encore la *Gazette*, ne sait le véritable objet de cet établissement ni comment il se créera⁴¹. » Un mois de plus et le « sieur Law et sa compagnie ont fait afficher que ceux qui voudroient remettre de place en place n'avoient qu'à s'adresser à leurs bureaux, qu'on leur donneroit des lettres sans prendre bénéfice ni intérêts »; et la *Gazette* ajoute : « sa banque ne réussira pas⁴². » Quant à Buvat il l'ignore et Dangeau, circonspect à l'ordinaire, estime « qu'on ne sauroit bien juger du succès de cette banque⁴³ ».

Cependant le vieux courtisan enregistre volontiers les nouvelles favorables à la banque à laquelle, dit-il, beaucoup de courtisans se sont intéressés, si bien que le capital social étant rempli force a été de refuser les prêteurs⁴⁴; mais tandis qu'il écrit le 28 juillet que la banque « commence à se mettre en grand crédit⁴⁵ », la *Gazette* soutient, le 31 juillet qu'« on ne parle de la banque qu'en railleries et presque tout le monde s'en moque⁴⁶ ». Cependant « elle fait tout ce qu'elle peut pour se mettre en crédit » et paie comptant à première vue des billets de 30.000 livres⁴⁷; on y porte beaucoup d'argent⁴⁸, et le Régent y fait envoyer ostensiblement de la Monnaie une somme d'un million. Tout ceci donne à réfléchir; les adversaires commencent à dire : « On croit qu'elle

³⁹ *Gazette de la Régence*, p. 78-79; 18 mai 1716.

⁴⁰ *Gazette de la Régence*, p. 81; 22 mai 1716.

⁴¹ *Gazette de la Régence*, p. 88; 19 juin 1716.

⁴² *Gazette de la Régence*, p. 93; 19 juillet 1716.

⁴³ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 375; 6 mai 1716.

⁴⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 397, 401; 16 et 21 juin 1716.

⁴⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 421; 28 juillet 1716.

⁴⁶ *Gazette de la Régence*, p. 99; 31 juillet 1716.

⁴⁷ *Gazette de la Régence*, p. 104-105; 21 août 1716.

⁴⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 421; 28 juillet 1716.

se soutiendra parce que les deniers royaux y entreront⁴⁹. » Et voici que commence à poindre une deuxième banque, dite banque de Nicolas⁵⁰; alors après une dernière boutade⁵¹, il faut se rendre. « La banque de M. Law augmente de crédit et il n'y a guère de journée où il n'y passe plus d'un million⁵². » Un historien, qu'on ne peut soupçonner de partialité, nous fait connaître cette période critique.

La banque s'ouvrit avec une encaisse de 375.000 livres seulement, car elle n'avait exigé que le quart dû sur les douze cents actions. Un chiffre tellement minime parut de fâcheux augure; les billets acceptés avec défiance ne s'attardaient pas dans le portefeuille de leur possesseur et cette défiance même contribuait à rendre plus rapide, partant, plus générale leur circulation. Chaque soir, la balance constatait plus d'entrées de numéraire que de sorties; le capital augmentait, la banque escomptait à un demi pour cent par mois les lettres de change qui perdaient deux et demi; et l'intérêt de ces prêts, fixé d'abord à six pour cent descendait bientôt à quatre. Chaque jour la banque voyait grossir ses bénéfices et Pâris-Duverney, son adversaire acharné, se voyait obligé de reconnaître qu'elle avait des commencements « favorables⁵³ ». Presque instantanément la confiance se rétablit. « Lorsque les étrangers purent compter sur la nature du paiement qu'ils avoient à faire, ils consommèrent nos denrées valeur en banque; le change remonta à notre avantage, et s'y soutint par les habiles opérations du directeur. Les négociants recommandèrent leurs spéculations; les manufactures travaillèrent; les consommations reprirent leurs cours; ceux qui apportaient de l'argent dans le commerce furent obligés de suivre le taux de l'intérêt dont la banque se contentait; l'usure cessa, il se trouva plus de profit à apporter des denrées dans le commerce⁵⁴. »

Le duc de Noailles, dont les accointances avec Law semblaient mystérieuses⁵⁵, proclamait qu'« on ne pouvait rien faire de plus utile que l'établissement de la banque générale⁵⁶ ». Son engoue-

Premières
opérations
de la banque

Engouement
et
impatience
du Régent

⁴⁹ *Gazette de la Régence*, p. 106; 24 août 1716.

⁵⁰ *Gazette de la Régence*, p. 75-76, 79, 110; 4, 18 mai, 7 septembre 1716.

⁵¹ *Gazette de la Régence*, p. 116; 18 septembre 1716.

⁵² Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 488; 13 novembre 1716.

⁵³ Pâris-Duverney, *Examen du livre intitulé : Réflexion politiques sur les finances et le commerce* (par Du Tot), in-12, La Haye, 1740, t. II, p. 206.

⁵⁴ Forbonnais, *Recherches et considérations*, t. V, p. 336, 387.

⁵⁵ M. d'Argenson à Mme de Balleroy, Paris, 25 novembre 1716, dans *Les correspondants de Mme de Balleroy*, t. I, p. 94.

⁵⁶ Lettre du duc de Noailles, 7 décembre, dans E. Levasseur, op. cit., p. 48, note 6.

ment était tel que, dès le mois d'octobre, tous les officiers de finances recevaient l'ordre de faire leurs remises sur Paris en billets de la banque générale et d'acquitter à vue ces mêmes billets dès qu'ils leur seraient présentés⁵⁷. La banque n'était pas encore organisée de manière à fournir à toutes les recettes du royaume. De nombreuses difficultés surgirent et contraignirent le Régent à revenir sur sa décision. Le duc de Noailles dut écrire de nouveau aux Intendants que, jusqu'à l'établissement complet du crédit, les receveurs pouvaient, comme par le passé, se servir de lettres de change⁵⁸. Cependant l'opinion, à Paris, devenait bienveillante. Installé dans l'hôtel d'Avaux, rue Sainte-Avoie, Law s'appropriait à subir l'épreuve du bilan de fin d'année, ou, pour mieux dire, de demi-année. Le soir du 20 décembre, on apprit avec stupéfaction que l'assemblée des administrateurs s'était tenue le jour même à midi et que les prêteurs toucheraient huit pour cent sur leurs avances⁵⁹; alors les récalcitrants se turent. « On a meilleure opinion que jamais [de la banque], écrit le gazetier qui n'y découvrait trois mois auparavant qu'« une nouvelle source de malheurs⁶⁰. »

Arrêt du 10
avril 1717

Le fameux arrêt du 10 avril 1717 ne fut que la sanction d'un ordre de choses déjà établi. Cet arrêt consacra l'étroite union entre l'État et la banque générale. Il ordonnait aux receveurs des tailles et autres, de recevoir en paiement des droits dûs au Roi les billets de la banque générale qui leur seraient présentés, et d'acquitter ceux qui seraient tirés sur eux, des premiers deniers de leur caisse, à première vue s'ils avaient des fonds, ou d'en faire venir pour la somme nécessaire⁶¹. De plus tous ces receveurs des droits du Roi pouvaient faire en billets leurs remises au Trésor royal. Cette mesure transformait tous les bureaux de finances de l'État en succursales de la banque, à laquelle il ne manquait plus que de dépouiller son titre de « générale » pour se parer de celui de « royale ». Dès le 11 avril, le duc de Noailles envoyait aux Intendants des exemplaires dont « les dispositions, disait-il, si avantageuses pour le commerce et si importantes pour assurer et accélérer la remise des deniers provenant, des impositions et droits de Sa Majesté à leur destination, qu'on ne saurait donner

⁵⁷ Bibl. nat., ms. suppl. franc. 2232, t. XXXI : le duc de Noailles aux Intendants, 7 octobre 1716.

⁵⁸ Bibl. nat., ms. suppl. franc. 2232, t. XXXII : le duc de Noailles aux Intendants, 26 décembre 1716.

⁵⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 509, 510; 20, 22 décembre 1716.

⁶⁰ *Gazette de la Régence*, p. 141-142; voir p. 116.

⁶¹ Buval, *Journal*, t. I, p. 263.

trop de soin à les faire exécuter dans toute leur étendue⁶². » Au mois de mai, un nouvel édit rappela et renouvela d'anciens règlements en vue d'interdire aux négociants toute émission d'effets au porteur sous la garantie de leur signature; cette disposition consacrait le monopole de la banque⁶³ dont les opérations prirent, dès ce moment, un accroissement immense. L'argent resta dans les provinces et, de toutes parts, les billets circulèrent : en deux ans il en fut créé pour la valeur de cinquante millions⁶⁴.

La plupart des provinces se montraient rebelles à la nouvelle institution. A Bordeaux, la situation économique était lamentable. Successivement les meilleures firmes disparaissaient et les négociants décrétés de prise de corps par le lieutenant criminel, n'avaient d'autre conduite à tenir que de prendre la fuite pour se soustraire à la rigueur impitoyable du Parlement⁶⁵. L'avènement de la Régence n'amena aucune détente. En février 1716, le bruit courut que « le receveur des fermes du Roy est à même de faire voiturier à Paris tout l'argent qu'il a en caisse⁶⁶ ». Or voiturier les espèces apportait un désastre, une gêne immense dans les transactions, car la *voiture* épuisait promptement le réservoir où puisait le négoce et le numéraire fugitif ne revenait plus dans la province. Aussitôt donc les principaux négociants, supplient l'intendant M. de Courson, d'arrêter ladite *voiture* ou du moins une partie; leur requête est entendue⁶⁷. La banque générale ne parut pas inquiéter tout de suite les négociants bordelais; jusqu'à la lettre circulaire de Noailles du 7 décembre 1716, certains indices montrent l'indifférence méfiante à l'égard des idées de Law. La chambre de Guyenne garde le silence jusqu'au 24 décembre⁶⁸. L'Intendant, — dressé à bonne école, il était le fils de Basville — fit nommer des commissaires qui approuvèrent la banque; alors les banquiers s'assemblèrent et publièrent un mémoire contre la nouvelle institution, les receveurs applaudi-

Opposition
dans
certaines
provinces

⁶² Bibl. nat., ms. franç. suppl., 2232, t. XXXIII : le duc de Noailles aux Intendants, 11 avril 1717.

⁶³ Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises*, t. XXI, p. 115; mai 1717.

⁶⁴ Forbonnais, *Recherches et considérations*, t. VI, p. 281; dit qu'au 22 avril 1718 on avait déjà fabriqué pour cent dix millions de billets.

⁶⁵ J. Benzacar, *Enquête sur la banque royale de Law dans l'élection de Bordeaux*, dans *Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques. Section des sciences économiques et sociales*, 1907, t. XXV, p. 21-23.

⁶⁶ Arch. départem. de la Gironde, série G. 4252 : Délibérations de la Chambre de Commerce de Guyenne, 28 février 1716.

⁶⁷ Arch. départem. de la Gironde, série G. 4252; *ibid.*, 27 février 1716.

⁶⁸ Arch. départem. de la Gironde, série G. 4261; Mémoires du député du commerce de Bordeaux.

rent et la ville refusa les billets de la banque. Le duc de Noailles n'y voulut voir qu'une cabale et s'engagea dans une longue démonstration destinée à convaincre les intéressés des avantages de la banque⁶⁹. Il appartenait, selon lui, à l'Intendant, renforcé du maréchal de Berwick, commandant de la Guyenne, de soutenir de leur autorité « un établissement aussi utile et aussi nécessaire pour le bien général du royaume⁷⁰ ». Ces bruyants bordelais prétendaient, sous prétexte de liberté, refuser à Bordeaux les billets de la banque⁷¹ et le ministre ne put ni les convaincre ni les soumettre. L'échec était sensible, on l'imputa au receveur des fermes, Fériol, qui fut destitué parce que sous divers prétextes « il refusait les billets, mais encore il interdisait aux receveurs particuliers du département d'en recevoir⁷² ». Le receveur général des fermes à Lyon fut de même frappé, au moment où Noailles ordonnait aux receveurs de Montauban et d'Auch de remettre leurs deniers à Bordeaux. Le mécanisme fonctionnait à faux. Le 23 août 1717, la Chambre de Commerce de Guyenne écrivait à son député « nous ne pouvons ni ne devons vous céler les plaintes de nos négociants au sujet des billets dont la place est remplie et qui ne s'acquittent plus. Il y en a pour plus de cent mil écus⁷³ ».

Pressen-
timents

A son tour le Parlement allait intervenir. L'incroyable confiance du Régent provoquait l'inquiétude⁷⁴. On chansonnait mais on ne riait pas; la duchesse du Maine lançait ce couplet qu'on répétait avec un premier frisson⁷⁵ :

« Votre Law est un filou »
Disait au Régent Noailles
Et l'autre, par représailles :
« Votre duc n'est qu'un fou »

⁶⁹ Bibl. nat., ms. franc. suppl. 2232, t. XXXII : le duc de Noailles à M. de Courson, 7 décembre 1716, dans E. Levasseur, op. cit., p. 377-379.

⁷⁰ Bibl. nat., ms. franc. suppl. 2232, t. XXXII : le duc de Noailles au maréchal de Berwick, 8 décembre 1716, ibid., p. 380.

⁷¹ Bibl. nat., ms. franc. suppl. 2232, t. XXXII : le duc de Noailles à M. de Courson, 24 janvier 1717, ibid., p. 380.

⁷² Bibl. nat., ms. franc. suppl. 2232, t. XXXII : le duc de Noailles au maréchal de Berwick, 3 juin 1717, ibid., p. 381.

⁷³ Arch. départem. de la Gironde, série C 4261 : Correspondance active et passive de la Chambre de Commerce de Guyenne, 28 août 1717.

⁷⁴ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, dans Les correspondants de la marquise de Balleroy, in-8, Paris, 1883, t. I, p. 186-187.

⁷⁵ Lettres de la marquise du Deffand à Horace Walpole (1766-1780), édit. Toynbée, in-8, 1912; lettre du 13 avril 1777.

*C'est ainsi qu'à toute outrance
Ils se font la guerre entre eux;
Mais le malheur de la France,
C'est qu'ils disent vrai tous deux.*

En 1717, malgré l'apparente activité du numéraire et l'illusoire prospérité, la situation des finances était si grave que le duc de Noailles, qui avait repoussé l'idée d'une convocation des États-Généraux, y était revenu et Saint-Simon qui, en 1715, les demandait, deux ans plus tard n'en voulait plus.

Le mémoire qu'il adressa au Régent sur cette question renferme des aperçus vraiment remarquables⁷⁶. Après avoir rappelé la demande d'une convocation des États-Généraux formulée par lui sous le feu Roi et immédiatement après la mort de Louis XIV, il croyait que les circonstances survenues depuis s'opposaient ou du moins exigeaient un sursis à cette convocation. Celle-ci tendait beaucoup moins au règlement de l'affaire des bâtards qu'à celui des embarras financiers. Or ces embarras tenaient à ce qu'on avait promis de supprimer la capitation et les dixièmes à la paix, bien qu'en réalité on ne put le faire à raison de la dette énorme du royaume. C'est au Régent et à son conseil qu'il appartient de découvrir le remède, ce que les États-Généraux ne sauraient faire. Du fond des provinces arriveraient des députés plus soucieux de la défense des intérêts locaux que du salut des intérêts de l'État. On ne s'entendrait jamais sur la question de la réduction des rentes. Le clergé, en général riche en terres et en bénéfices, serait plus désintéressé et se prononcerait pour la réduction des rentes. Le Tiers-État s'y opposerait avec autant d'énergie, car les magistrats, hommes de loi, avocats, procureurs, bourgeois, commerçants, sont bien nantis de créances sur la noblesse et possèdent presque toutes les rentes. Cette situation favoriserait l'anarchie, l'engendrerait peut-être et l'entente ne s'établirait entre les partis qu'aux dépens du pouvoir royal. Réunis, ces députés ne se contenteraient plus du droit de remontrances, ils s'empareraient d'une partie de l'autorité royale; revanche de n'avoir pas été convoqués depuis un siècle. Pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler le frémissement populaire provoqué peu d'années auparavant lorsqu'à l'occasion de la paix d'Utrecht la rumeur circula d'une convocation des États : et à l'heure présente il était aisé de remarquer la même agitation pour les mêmes motifs. Ces États-Généraux se permettraient toutes

Périls d'une
convocation
des États-
Généraux

⁷⁶ Saint-Simon, Mémoires, t. XIII, p. 474 suiv.

sortes d'empiétements car, à vrai dire, ils sont placés dans une situation fautive. Ils ont le droit de délibérer et n'ont pas celui de voter, mais ils ne se résoudront plus à un rôle purement consultatif et voudront gouverner. Là-dessus, les trois Ordres s'entendront pour usurper, sur tout le reste ils disputeront : le clergé soulèvera des querelles religieuses; la noblesse se divisera sur la question des légitimés; le tiers disputera sur la question du vote par Ordre, attaquera la banque de Law et, à la place du malaise, on aura l'anarchie.

Les projets
de Noailles
et
« le Comité »

Le Régent renonça dès lors, d'une manière définitive aux États-Généraux sur lesquels il s'exprimait de la façon d'un homme qui n'en a guère envie⁷⁷. Quoi qu'il en pensât, au mois de juin 1717 les billets d'État perdaient entre 58 et 68 livres pour cent⁷⁸; il fallait aviser. Dès le 19, le duc de Noailles commença la lecture devant le Conseil de Régence d'un interminable mémoire⁷⁹ qui aboutit à la nomination de neuf ou dix commissaires presque tous incapables d'entendre les éléments de la finance⁸⁰. Ce n'était même pas un expédient; et après avoir réuni et présidé « le Comité », dont il ne tira rien d'utile⁸¹, le Régent eut un moment d'anxiété qui se manifesta sous la forme de mauvaise humeur⁸². C'était ordinairement par des brusqueries qu'il portait remède aux embarras de l'État. Le public s'impatiente de ne voir rien sortir « de la boîte de Pandore. On nous promet tous les jours de l'argent, dit-il, et rien ne vient⁸³. » Le duc de Noailles a beau dire : « Les grands, le Tiers et le peuple auront lieu d'être contents. » On lui réplique qu'il appelle peut-être *contents* ceux qui ne le seront pas du tout et que personne ne sera *content* aussi longtemps qu'on n'ôtera pas la capitation et le dixième et qu'on ne réduira pas certains impôts onéreux⁸⁴. Le dixième paraît, en effet, condamné à disparaître et on retirera les billets d'État⁸⁵. En outre, « l'on fait une Compagnie du Mississipi, composée de

⁷⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 97; 27 mai 1717.

⁷⁸ Buvat, *Journal*, t. I, p. 276; *Gazette de la Régence*, p. 186; 4 juin 1717.

⁷⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 112; 19 juin 1717.

⁸⁰ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 117; 26 juin 1717.

⁸¹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 132, 134, 139, 143, 146, 147, 149, 150; 21 juillet au 20 août 1717.

⁸² *Gazette de la Régence*, p. 196; 30 juillet 1717.

⁸³ Caumartin de Saint-Ange à Mme de Balleroy, 6 août, dans *op. cit.*, t. I, p. 194; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 149; 17 août 1717.

⁸⁴ *Gazette de la Régence*, p. 198-199; 19 août 1717; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 149; 18 août 1717.

⁸⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 149; 18 août 1717; M. de Balleroy à sa femme, 23 août, dans *op. cit.*, t. I, p. 200.

MM. de Noailles, d'Estrées, Crozat et M. Law. Ceux qui voudront avoir une action leur porteront pour quinze cents livres de billets d'État, ils rendront tous les ans un compte fort exact des profits qui seront partagés à proportion des actions que chacun aura. Autre : on vendra tous les buissons du Roi séparés des forêts et on recevra le paiement en billets d'État. Autre : on fera une loterie tous les mois dont les billets seront de vingt-cinq sols, et on tirera chaque mois la somme qui se trouvera. Tous les billets seraient payés en argent, mais sous la condition que les gagnants rapporteraient une somme égale à l'intérêt des billets ainsi remboursés. Cette combinaison ingénieuse « qui préparait la nation, à l'ivresse du Système » eut un succès complet⁸⁶. Quelques retranchements sur les pensions, plus ostentatoires qu'effectifs, complétaient ces mesures⁸⁷.

Il restait maintenant à affronter le Parlement, où on craignait « quelques délibérations dont on ne serait pas content⁸⁸ ». En effet, il prit « des résolutions qui parurent un peu trop fortes⁸⁹ ». L'édit qu'on lui présentait supprimait l'impôt du dixième en établissant la taxe sur les maisons pour le nettoyage des rues et l'entretien des lanternes, taxe que le gouvernement renouvelait après que les propriétaires s'en fussent rachetés en 1704 à prix élevé. En même temps, l'édit réglait plusieurs questions relatives à l'administration des finances. Le préambule de l'édit constate que le Roi a fait tout ce qui dépendait de lui pour diminuer les dépenses de l'État et augmenter ses ressources; il a retranché plus de quarante millions sur ses dépenses; plusieurs fermes particulières ont été augmentées; les paiements effectifs ont été repris au trésor royal et à l'Hôtel de Ville et se sont élevés, en deux ans, à plus de deux cent quarante millions. Les quatre sous pour livre sur les droits des fermes et plusieurs autres impôts ont été supprimés ou tout au moins diminués, les pensions ont subi d'importants retranchements; on a aboli tous les privilèges des droits de gabelle et des aides. Le Roi veut maintenant charger l'État de l'entretien des lanternes et des rues de Paris en

L'édit porté
au
Parlement;
28 août

⁸⁶ M. de Balleroy à sa femme, 23 août, dans *op. cit.*, t. I, p. 200-201.

⁸⁷ Forbonnais, *Recherches et considérations*, t. II, p. 429; A. Bailly, *Histoire financière de la France depuis l'origine de la monarchie jusqu'à la fin de 1786*, in-8, Paris, 1830, t. II, p. 61 suiv.; Buvat, *Journal*, t. I, p. 304.

⁸⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 151; 22 août 1717; *Gazette de la Régence*, p. 200; 27 août : M. de Balleroy à sa femme, 23 août dans *op. cit.*, t. I, p. 201; Buvat, *Journal*, t. I, p. 295.

⁸⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 153; 26 août 1717.

⁹⁰ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 154; 28 août 1717.

mettant ces dépenses sur le compte des propriétaires : il veut retirer de la circulation, tout au moins en partie, les billets d'État, en obligeant leurs porteurs à les convertir en rentes viagères ou à les placer en loteries, ou à les employer à l'achat de certains biens du domaine ou encore en souscriptions d'actions de compagnies de commerce. Quant aux billets des receveurs généraux, ils seront éteints de la même manière et, de plus, au lieu de rapporter 7,5 pour cent, ils seront soumis au taux ordinaire de l'intérêt des billets d'État⁹¹.

Remon-
trances;
elles
obtiennent
satisfaction

Toutes Chambres assemblées en la grande chancellerie, le Parlement examina l'édit. Le président de Novion et le président de Landron représentèrent fortement les conséquences que portaient plusieurs articles et réunirent à leur sentiment plus de cent voix contre quarante. Ce qu'ils reprochaient à l'édit c'était sous le nom de conversion des billets d'État l'introduction d'une banqueroute déguisée. Ils résolurent de nommer douze députés appartenant à toutes les chambres pour aller faire là-dessus des remontrances au Roi et demander au Régent un état des revenus du Roi, des dettes de l'État et de ce qui en avait été acquitté depuis le 1^{er} septembre 1715⁹². « C'est, disait-on, dans Paris, la démarche la plus hardie qu'ait encore fait le Parlement », et qui faisait craindre « quelque trouble dans l'État⁹³ ». Admis devant le Régent, les députés exposèrent leurs difficultés à l'enregistrement de l'édit. « Je vous donne vingt jours pour chercher les moyens de les aplanir, dit le prince, et, en ce cas, on tâchera de se conformer aux avis du Parlement⁹⁴ ». Mais quand les députés demandèrent qu'on leur rendit compte des deniers de l'État, le duc d'Orléans les interrompit et dit : « Tant que je serai dépositaire de l'autorité royale, je ne souffrirai pas qu'elle soit avilie, jusqu'au point de rendre de pareils comptes⁹⁵. » Il était pâle et tremblant : « Je ne me possédais plus, tant j'étais en colère a-t-il avoué⁹⁶. » Dans la soirée, le Premier Président fit convoquer le lendemain dimanche à 9 heures du matin au Palais-Royal les quatorze magistrats commissaires. A 11 heures le duc de Noailles reprit devant

⁹¹ Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises*, t. XXI, p. 150.

⁹² Buvat, *Journal*, t. I, p. 208; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 154; 28 août 1717 : *Arch. du Parlement*, Registres du Conseil, X. 8422.

⁹³ M. de Balleroy à sa femme, 30 août 1717, dans *op. cit.*, t. I, p. 205-206.

⁹⁴ Buvat, *Journal*, t. I, p. 302.

⁹⁵ Buvat, *Journal*, t. I, p. 303; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 155; 3 août 1717; *Gazette de la Régence*, p. 201, 203; 2 septembre 1717; M. de Balleroy à sa femme, dans *op. cit.*, t. I, p. 207.

⁹⁶ *Gazette de la Régence*, p. 203; 6 septembre 1717.

eux, en présence du Régent l'exposé de ses plans appuyé de preuves; il consentit à répondre aux objections et vers 2 heures on se sépara « à peu près content les uns des autres ». Pendant ce temps, le Régent qui se promenoit dans la chambre dit que le public devoit être content de la grâce que le Roi faisoit de supprimer le dixième. Sur quoi le bonhomme Le Nain, doyen, dit avec fermeté : « Ce n'est point une grâce, monseigneur, c'est une justice que le Roi nous fait et nous espérons qu'il nous la rendra de même sur la capitation⁹⁷. » Le Parlement donna à ses remontrances un tour énergique. Après divers échanges de vues, il enregistra, le 4 septembre, la plupart des articles de l'édit⁹⁸, réserva quelques autres⁹⁹ ainsi que trois autres édits qui seront enregistrés le 6. Le 9 septembre, les gens du Roi apportèrent une déclaration interprétative portant surséance à l'exécution de l'article 6 de l'édit, concernant les fonds nécessaires à l'entretien et au nettoisement des lanternes et des rues; elle ordonnait que les intérêts des billets de l'État non employés conformément à l'édit seraient payés même après le premier janvier, et elle laissait aux porteurs de rescriptions et des billets de receveurs généraux la liberté de les conserver avec intérêts également à quatre pour cent l'an, ou de les convertir en billets de caisse commune des receveurs généraux¹⁰⁰.

Le Parlement avait eu gain de cause et le Premier Président, après avoir félicité la Compagnie du succès de ses démarches annonça que Messieurs pouvaient vaquer dorénavant à leurs affaires particulières et s'aller reposer aux champs, s'ils le jugeaient à propos¹⁰¹. Pour fléchir les magistrats, Noailles avait imaginé d'introduire Law dans le Conseil où quatorze d'entre eux discutaient les remontrances, afin de les éblouir par l'exposé « des avantages qui reviendroient de la compagnie du Mississippi¹⁰² », on ne sait ce qu'ils en pensèrent, peut-être simplement qu'il était temps de s'enhardir et de résister avec plus d'opiniâtreté à l'aventurier. Pour le moment la paix était faite. « Le Parlement est content, écrit Dangeau, et on est content du Parlement¹⁰³ »;

⁹⁷ *Gazette de la Régence*, p. 204; 10 septembre 1717; M. de Balleroy à sa femme, 7 septembre, dans *op. cit.*, t. I, p. 211.

⁹⁸ Nos 1, 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 17, 18.

⁹⁹ Nos 6, 11, 12, 13, 14, 15, 16.

¹⁰⁰ J. Flammermont, *Remontrances du Parlement de Paris au XVIII^e siècle*, t. I, p. 50, n° 5; 9 septembre 1717 (*Arch. nat.*, X^{1a} 8718, fol. 319).

¹⁰¹ *Arch. nat.*, X^{1a} 8433, fol. 428; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 156-159; Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. XIV, p. 114-115.

¹⁰² Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 157; 5 septembre 1717.

¹⁰³ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 160; 10 septembre 1717.

le public s'étonnait et soupçonnait à cet accord si brusque des motifs peu honorables, le bruit courut avec persistance que le président de Novion ne s'était si fort adouci que devant la promesse d'une pension de 2.000 écus¹⁰⁴.

La banque
résiste

Quant à Law, il sortait de cet épisode plus discuté que jamais. Le duc d'Orléans affectait de lui témoigner de la confiance¹⁰⁵, s'entremettait pour le raccommoder avec le duc de Noailles¹⁰⁶, quoique leur brouille parut arrangée pour berner le public¹⁰⁷ qui n'était pas sans inquiétude à l'idée de voir l'affaire du Mississippi livrée aux mains de cet étranger¹⁰⁸, joueur de profession et dont l'existence désordonnée autorisait tous les soupçons¹⁰⁹. Cependant la banque était exacte à payer¹¹⁰ et résistait à tous les assauts. Les gens intéressés à la faire tomber, après avoir tiré sur elle beaucoup de lettres de change en fort peu de jours et croyant avoir par ce moyen épuisé tous ses fonds, y envoyèrent un matin deux hommes qui demandèrent à parler à M. Law. Après avoir longtemps attendu, ils furent introduits auprès du banquier à qui l'un présenta pour 2 millions de ses billets et l'autre pour 2.800.000 livres. Un peu ému, Law demanda un répit de vingt-quatre heures, à quoi on lui répondit : « Vous n'y songez pas, les billets doivent être payés à vue, c'est décrier la banque que de demander du temps pour payer si peu de chose. » Cependant on accorda les vingt-quatre heures, mais « pas six minutes de plus »; Law ne demandait pas autre chose, courut implorer Noailles « qui, ayant autant d'intérêt que lui que la banque ne fût pas décriée, alla au grand magasin, d'où la somme fut tirée et payée aux porteurs de billets¹¹¹ ».

L'affaire du
Mississippi

Faute de pouvoir ruiner la banque on se rejette sur l'affaire du Mississippi, car il n'est pas donné, dit-on, à un particulier avec des fonds si médiocres de former et de soutenir un semblable établissement¹¹². Law n'a cure des prophètes de malheur et il obtient pour assurance de l'intérêt de cent millions une somme

¹⁰⁴ M. de Balleroy à sa femme, 4 et 7 septembre, dans *op. cit.*, t. I, p. 209, 212.

¹⁰⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 169; 4 octobre 1717.

¹⁰⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 172; 12 octobre 1717.

¹⁰⁷ M. de Balleroy à sa femme, 20 octobre, dans *op. cit.*, t. I, p. 214; *Gazette de la Régence*, p. 208; 22 octobre 1717.

¹⁰⁸ M. de Caumartin de Boiszy à Mme de Balleroy, 21 octobre, dans *op. cit.*, t. I, p. 187.

¹⁰⁹ *Gazette de la Régence*, p. 207; 15 octobre 1717.

¹¹⁰ *Gazette de la Régence*, p. 208; 22 octobre 1717.

¹¹¹ M. de Balleroy à sa femme, 30 octobre 1717, dans *op. cit.* t. I, p. 220-221.

¹¹² *Gazette de la Régence*, p. 208; 22 octobre 1717.

de quatre millions sur la ferme du tabac et le contrôle des actes des notaires¹¹³. Au début de janvier 1718, l'auteur anonyme de la *Gazette* reconnaît, bien à contre-cœur, que « la Compagnie du Mississippi va son train et augmente en crédit et en actions, nonobstant ce qu'on avoit cru d'abord qu'elle tomberoit dès sa naissance; quantité de gens se préparent à faire le voyage¹¹⁴ ».

Le commerce maritime et colonial était alors concédé dans presque tous les grands États d'Europe à des associations privilégiées nanties d'un monopole¹¹⁵. En France, les compagnies de commerce établies par Richelieu et par Colbert ne connurent jamais la prospérité : compagnies des Indes Occidentales, du Sénégal, de Guinée, d'Acadie, du Canada, de la baie d'Hudson, de Saint-Domingue, de la Chine, toutes avaient périclité. A ces débuts de la Régence, la marine française paraissait anéantie; le port de Dunkerque comblé, Mardyck démoli, quelques chantiers abandonnés rappelaient seuls notre grandeur évanouie. Six compagnies de commerce, mais des compagnies-fantômes¹¹⁶, ne pouvaient soutenir la concurrence accablante et souvent déloyale des Anglais et des Hollandais. Placé en face d'une situation à ce point compromise, Law ne renonça pas au système des compagnies de commerce. Son coup d'œil hardi fut attiré vers une riche province de l'Amérique du Nord, jadis découverte par deux Français qui descendirent pendant trois cents lieues le cours d'un fleuve magnifique bordé de régions fertiles et dénommé par les indigènes *Mississippi*. Un troisième Français survint et imposa à cette contrée le nom de Louisiane. Les guerres de Hollande, d'Allemagne et de la Succession d'Espagne avaient détourné l'attention publique de cette colonie merveilleuse¹¹⁷.

Le gouvernement ne l'avait pas oubliée; faute de fonds à consacrer à la Louisiane, il avait envisagé son échange contre la partie espagnole de Saint-Domingue, mais considérait comme

Les
Compagnies
de
Commerce
et la
Louisiane

¹¹³ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 204; 2 décembre 1717.

¹¹⁴ *Gazette de la Régence*, p. 215; 9 janvier 1718.

¹¹⁵ P. Bonnassieux, *Les grandes Compagnies de commerce. Etude pour servir à l'histoire de la colonisation*, in-8, Paris, 1892.

¹¹⁶ Ces six compagnies étaient : 1° Indes Orientales; 2° Chine; 3° Sénégal; 4° Saint-Domingue; 5° Canada; 6° Afrique et États barbaresques.

¹¹⁷ Sur ce sujet que nous résumons en trois lignes, voir H. Gravier, *L'Œuvre de d'Iberville à la Louisiane, 1698-1707*, mémoire présenté à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris pour l'obtention du diplôme d'études supérieures d'Histoire et de Géographie en 1899; P. Heinrich, *La Louisiane sous la Compagnie des Indes 1717-1731*, in-8, Paris, s. d. [1908], p. xxiii-lxxx. Toutes les citations faites dans notre texte sont empruntées à ce dernier ouvrage, p. lvm suiv.

la meilleure solution de « mettre ce pays pendant un certain nombre d'années entre les mains d'une compagnie ou d'une personne » se chargeant de la faire valoir. Un financier se présenta : Antoine Crozat. On l'aboucha avec le nouveau gouverneur La Mothe-Cadillac qui « l'engoua des richesses immenses de la Louisiane, de ses mines d'or et d'argent, de ses perles fines et du commerce espagnol » tellement que le financier consentit à risquer sept à huit cent mille livres dans l'affaire. Des lettres patentes du 12 septembre 1712 lui abandonnèrent le monopole du commerce pendant quinze années, la propriété perpétuelle des mines ouvertes, des manufactures établies et des terres mises en valeur durant cette période, à condition d'envoyer chaque année au Mississippi deux vaisseaux porteurs de vingt colons, garçons ou filles à son choix. En même temps, le gouvernement réorganisait l'administration, confiée à deux hommes impropres à cette besogne, et à un conseil dit supérieur et d'une incompétence notoire. A leur arrivée, la Louisiane paraissait au moment d'être abandonnée par quelques familles ruinées et réduites par deux mauvaises récoltes « à un besoin extrême des choses les plus nécessaires à la vie ». Une garnison de soixante-sept soldats vivait de rapines. Le monopole Crozat allait pousser à bout cette situation. Désormais plus de commerce de planches avec la Martinique et avec Saint-Domingue, plus de commerce de volailles avec Pensacola, plus de commerce de pelleteries et un renchérissement inouï des farines, vins et eaux-de-vie devenus inabordables. Les habitants ne pensaient plus qu'à se retirer, plusieurs vendaient déjà à perte leurs maisons et leurs esclaves, les autres n'osaient pas même faire travailler, « dans l'incertitude où tout le monde était de la réussite de l'entreprise ».

L'occupation de la vallée du Mississippi par une soixantaine de soldats et une centaine d'individus dont quarante enfants imposait l'envoi d'émigrants au nombre de quatre à cinq cents, sous peine de voir la Louisiane « envahie par les Anglais à la première rupture ». Ceux-ci, en effet, ne négligeaient rien pour s'y installer, établissaient des magasins, s'introduisaient dans les villages et n'épargnaient rien « pour mettre tous les sauvages dans leur parti ». Un ensemble de faits montrait le dessein britannique de mener contre nos établissements un large mouvement d'offensive depuis les grands lacs jusqu'à la mer, lorsque le 15 avril 1715, une révolte éclatait contre les Anglais devenus odieux par leur brutalité, bouleversait leurs établissements dans la Caroline et sauvait la Louisiane d'une conquête anglaise. Crozat voulait qu'on profitât de cette circonstance pour affaiblir nos rivaux.

Précisément, au mois d'août 1715, deux compagnies de renfort arrivaient à la Louisiane et les ordres du Roi prescrivaient la fondation de cinq postes. Les principales voies d'accès devaient être désormais fermées aux Anglais.

Toutefois la Louisiane ne semblait guère se prêter à ce qu'on attendait d'elle. « Point de chaloupes ou de pirogues et point de matelots pour les monter; l'effectif déjà si faible des quatre compagnies réduit tous les jours encore par des désertions nombreuses, un chiffre d'habitants dérisoire — cinquante en 1716, dont presque la moitié étaient des officiers ou des employés —; et pour couronner le tout, l'état moral de la colonie peut-être pire que sa détresse matérielle. « Les chefs s'ignoraient entre eux, les officiers ignoraient le gouverneur et tenaient « des discours si séditieux que jamais chef de révolte n'en avait tenu de semblable », quant aux soldats ils battaient impunément leurs officiers. La colonie était plongée « dans un désordre horrible »; et dès le début de 1716, Crozat sollicitait le rappel du gouverneur La Mothe-Cadillac et de l'ordonnateur Duclos; le gouvernement accéda à sa demande.

Le Conseil de Marine, inspiré par le comte de Toulouse et dirigé par le maréchal d'Estrées, ne pouvait méconnaître l'importance de la Louisiane, il priait donc le Conseil de Régence « non seulement de soutenir l'établissement, mais de le fortifier et de l'augmenter autant et le plus diligemment qu'il sera possible », non à cause de ses richesses mais à raison d'un avantage « peut être plus important que l'or et l'argent ». Par sa situation, la Louisiane constituait « une espèce de garde avancée sur les colonies anglaises » qu'elle est « en état de brider et de contenir quand il en sera besoin ». Sa possession nous permet de défendre le Canada contre les intrigues anglaises qui projettent « de nous chasser de tout le continent de l'Amérique », en même temps qu'elle barre le chemin du Nouveau-Mexique aux Anglais qui mettaient tout en usage « pour avancer jusque sur la rivière du Mississippi ». Le Conseil de Marine proposait l'envoi de nouvelles troupes et, annuellement, l'envoi de cent faux-sauniers et de cent filles élevées dans les hôpitaux dès leur enfance¹¹⁸.

En mars 1716, Cadillac et Duclos furent rappelés et remplacés par Lespinay et Hubert¹¹⁹. En même temps, le Ludlow et le Paon étaient armés à Rochefort pour porter à la Louisiane avec des

¹¹⁸ Arch. des Colonies C¹³ Louisiane; *Correspondance générale*, t. IV, p. 54-64, 72-73.

¹¹⁹ Arch. des Colonies, série B, t. XXXVIII, fol. 88, 326 : le Conseil de Marine à Lespinay et à La Mothe Cadillac, 3 mars et 28 octobre 1728.

vivres, des munitions et des marchandises, quatre nouvelles compagnies d'infanterie et de nombreux colons¹²⁰. A leur arrivée (mai 1717) Lespinay et Hubert trouvaient la colonie dans « une confusion et un désordre inexprimables¹²¹ et ils envoyaient en France des appels désespérés de secours¹²². Crozat n'était plus en mesure d'y suffire. Taxé par la Chambre de Justice à la somme de 6.600.000 livres¹²³, il se retirait de l'entreprise coloniale, et en janvier 1717 remettait tous ses droits au Roi¹²⁴ ». Pour la Louisiane elle-même il n'en était que temps. En poursuivant surtout la découverte de mines et l'établissement de rapports avec le Mexique, Crozat avait achevé de ruiner le domaine qu'il se flattait de laisser « en état de devenir un très grand objet¹²⁵ ». Les colons, réduits à la dernière misère ne songeaient qu'à l'abandonner¹²⁶ et les sauvages, laissés sans marchandises de traite, étaient « sur le point de nous échapper » au risque « de notre destruction totale¹²⁷ ». On comprend donc que le Conseil de Marine n'ait pas insisté auprès de Crozat pour lui faire garder la Louisiane. Persuadé qu'il était « très avantageux au bien de l'État de soutenir cet établissement par beaucoup de raisons essentielles connues de tout le monde », mais aussi que pareille tâche étoit trop considérable pour... un seul particulier », il proposait en janvier 1717 de « choisir une compagnie assez forte pour soutenir cette entreprise¹²⁸ ».

Il ne manquait pas d'esprits clairvoyants dès lors pour remarquer que « toutes les compagnies étaient tombées » et que les colonies avaient prospéré à partir du jour où elles avaient vécu

¹²⁰ Arch. des Colonies, série B, t. XXXVIII, fol. 85, 86, 102, 133, 298-299; C¹², corresp. générale, t. IV, p. 863-864.

¹²¹ Arch. des Colonies, C¹² Louisiane, Correspondance générale, t. I, p. 47-48 : Mémoire sur la situation de la Louisiane à l'arrivée de M. de Lespinay [par Hubert ?].

¹²² Arch. des Colonies, C¹² Louisiane, Correspondance générale, t. V, p. 27-28 : Lespinay et Hubert au Conseil de Marine.

¹²³ J. Buval, Journal de la Régence, t. I, p. 196.

¹²⁴ Arch. des Colonies, Amérique du Nord, Postes de la Louisiane, fol. 144 : Mémoires de Crozat au Conseil de Marine, janvier 1717.

¹²⁵ Arch. des Aff. étrang., Amérique, Mémoires et Documents, t. I, fol. 289 : Mémoire de Crozat servant à l'intelligence du compte de ce qu'il cédait au Roi à la Louisiane.

¹²⁶ Arch. des Colonies, C¹² Louisiane, Correspondance générale, t. IV, p. 391-392, 395-396 : Duclos au Conseil de Marine, 3 juin 1716.

¹²⁷ Bibl. nat., ms. franc. 12105, p. 19-20 : Mémoire du missionnaire de Maire au Conseil de Marine, 1^{er} mars 1717.

¹²⁸ Arch. de la Marine, B¹ Délibération du Conseil de Marine, t. XIX, fol. 46; 13 janvier 1717.

hors de la tutelle des compagnies¹²⁹. Mais celles-ci avaient toujours eu le défaut d'être trop limitées, on pouvait remédier au mal en fondant une compagnie dans laquelle entrerait « pour ainsi dire tout le royaume¹³⁰ ». Law guettait cette proie qui lui sembla à la mesure de son appétit; ne voulait-il pas que la nation entière devint « un corps de négociants dont la banque serait la caisse » et, à cet effet, la banque produirait le crédit en multipliant le numéraire, pendant que la compagnie soutiendrait ce crédit en utilisant l'argent de la banque. Il lui fallait mettre la main sur une contrée assez riche pour alimenter le commerce du royaume, et la Louisiane s'offrit à lui. Il entrevit l'avenir d'une position stratégique de cette importance dans la conquête économique de l'univers. Outre les richesses presque inépuisables du sous-sol, la fertilité inestimable d'un sol vierge, l'exploitation de forêts immenses, la Louisiane mettait en communication avec le Canada, au sud elle formait un prodigieux estuaire où chaque fleuve conduisait vers un centre destiné à former un des entrepôts de l'univers.

Tout y était à créer, mais on abandonnait dès maintenant à la compagnie concessionnaire, la traite des castors au Canada, celle des nègres sur la côte de Guinée, vacantes en ce moment; enfin, pour dissimuler le véritable objet on adopta le nom de *Compagnie d'Occident*. Elle fut instituée par lettres patentes (fin août 1717) lui accordant pour vingt-cinq ans le monopole du commerce à la Louisiane et de la traite des castors au Canada; à perpétuité la propriété de « toutes les terres, costes, ports, havres et isles » composant « la province » et de toutes les mines ouvertes durant son privilège¹³¹. Investie de tous les droits de la souveraineté, elle réglait à sa fantaisie ses rapports avec les indigènes, élevait des forts et places de guerre, nommait les officiers et les juges, édictait statuts et règlements. La Compagnie faisait le négoce sans déroger et recevait un blason¹³². Sur son territoire les habitants seraient exempts d'impôts, comme les denrées et marchandises étaient exonérées de droit d'entrée et de

La
Compagnie
d'Occident

¹²⁹ Arch. des Colonies C¹² Louisiane, Correspondance générale, t. I, p. 672.

¹³⁰ Arch. des Aff. Étrang., Amérique, Mémoires et Documents, t. I, p. 320-323 : Parallèle entre la Compagnie du Sud d'Angleterre, et la Compagnie d'Occident, 1717.

¹³¹ Dernis, Recueil ou collection des titres, édits, déclarations, arrêts, règlements et autres pièces concernant la Compagnie des Indes Orientales, in-4, Paris, 1745-1746, t. III, p. 103-122.

¹³² Isambert, Recueil des anciennes lois françaises, t. XXI, p. 147; Forbonnais, op. cit., t. VI, p. 51, 274; E. Daire, Notice historique sur Jean Law, ses écrits et les opérations du système, en tête des Œuvres, 1843, p. 446.

sortie. Les produits du cru n'acquitteraient pendant dix ans dans les ports du royaume que la moitié des taxes frappant ceux des îles d'Amérique. Enfin le Roi lui faisait don de tous les forts, magasins et bâtiments appartenant au Domaine, comme des vaisseaux et effets laissés par Crozat à charge pour elle d'y transporter au moins six mille blancs et trois mille noirs.

Ces lettres patentes furent bientôt complétées par un arrêt du Conseil, accordant à la Compagnie une nouvelle faveur. A sa demande, le pays de l'Illinois, détaché du Canada, fut incorporé à la Louisiane¹³³. Il paraissait de la dernière conséquence pour l'État d'attribuer à la Compagnie les mines d'or et d'argent des Illinois « dont on avait des raisons solides de croire qu'elles étaient aussi abondantes que celles du Mexique¹³⁴. Ces mines, disait-on, sont « l'objet principal de l'établissement et le plus capable d'augmenter la colonie... la France court risque de manquer sa fortune, si elle tarde plus longtemps à user du riche présent de la nature, que sa négligence ferait passer aux Anglais. » Et la réussite paraissait d'autant plus certaine qu'on allait disposer de ressources immenses.

Le capital était de cent millions, réparti entre deux cent mille actions de cinq cents livres, payables en billet d'État, fournis pour la plupart par la banque et non en argent; or les billets perdaient alors près de 75 pour cent. Le paiement des actions en billets d'État était avantageux au Trésor et avait été imposé à la Compagnie, mais il mettait celle-ci dès son début dans une situation difficile. La colonisation de la Louisiane exigeait un apport considérable de capitaux, or la Compagnie ne pouvait employer que les quatre premiers millions qui lui seraient payés, le revenu des autres années devant faire partie du dividende et être invariablement partagé entre les actionnaires. On put donc dire que Law engageait l'affaire sans capital — les quatre millions seraient plus tard réduits à trois — car, une fois déduits les frais de premier établissement, que restait-il pour subvenir à ceux de la culture, de l'industrie, du commerce jusqu'au jour où viendraient les bénéfices. De plus, sur les deux cent mille actions, il s'en trouvait douze cents de cinq mille livres qui se prêtaient dif-

¹³³ Arch. des Colonies, D² Troupes des Colonies, registre LI, fol. 19, et série B, t. XXXIX, fol. 459 : requête de la Compagnie et arrêt du Conseil du 27 septembre 1717.

¹³⁴ Arch. des Aff. étrang., Amérique, Mémoires et Documents, fol. 228, 284, mémoire, avril 1717; fol. 305-306, 311 : Rapport du duc de Noailles.

ficilement au commerce des valeurs; mais les actions de cinq cents livres avaient été déclarées « marchandises que chacun peut vendre, acheter, commercer à son gré », ce qui ouvrait un champ très large au trafic du papier. La banque devint aussi un des plus gros actionnaires de la Compagnie. Profitant de la disposition qui permettait aux sociétés déjà formées « de prendre intérêt » dans celle d'Occident, elle s'empessa de convertir les billets d'État formant les trois quarts de son fonds social (4.500.000 livres) en neuf mille actions de la Compagnie d'Occident. Leur association offrait une coordination si exacte qu'elle éveillait l'idée d'un engrenage; le public en fit la remarque et donna à l'ensemble, imaginé et organisé par le financier écossais, le nom de *Système de Law*.

CHAPITRE XXVI

Opposition et remontrances du Parlement

(6 janvier 1718 — 25 août 1718)

Remontrances du 26 janvier. — Effervescence de la noblesse bretonne. — États de Dinan; ils sont cassés. — *Mémoire* de la noblesse. — Remontrances des Bretons et du Parlement de Paris. — Accord entre Law et Saint-Simon. — Entrevue de la Raquette. — L'opposition grandit. — Scène de Saint-Simon au Régent. — Rôle de d'Argenson. — Disgrâce du chancelier Daguesseau et du duc de Noailles. — Sentiments du public. — Les triomphateurs du jour. — Le Parlement se tait. — Il est d'accord avec celui de Rennes. — Le traité de Lorraine. — Défiance qu'inspire Law. — Projet de réforme des monnaies. — Inconvénients et dangers de cette réforme. — Intervention du Parlement. — Représentations faites au Régent. — Arrêt du Parlement cassé par arrêt d'un Conseil de Remontrances au Roi du 27 juin. — Itératives remontrances du 26 juillet. — Arrêt du 9 août. — Arrêt du 12 août, publié le 18. — Réveil des souvenirs du temps de la Fronde. — Le Régent se décide à l'action. — Law menacé. — Bruits d'un lit de justice.

Au mois de janvier 1718, le Gouvernement royal était réduit aux expédients; les rentes de l'Hôtel de Ville n'étaient plus payées régulièrement, et les conseillers au Parlement, gros rentiers pour la plupart, se montraient sensibles au retard de leurs arrérages. Le 14 janvier, la Compagnie enregistra deux édits relatifs aux fonctions et attributions du trésorier des Bâtiments et à celles du trésorier des Écuries, mais elle chargea le Premier Président d'adresser au Régent des représentations sur l'importance des gages attribués à ces trésoriers. Plusieurs conseillers saisirent cette occasion pour parler des affaires publiques, et particulièrement du retard du paiement des arrérages des rentes ainsi que de la fâcheuse situation d'un grand nombre d'officiers supprimés depuis longtemps sans avoir encore rien touché du remboursement de leurs finances. Le lendemain, la Cour décida de faire des remontrances et de supplier le Roi qu'il fût fait 1° un fonds pour le paiement des intérêts des billets de l'État, 2° un fonds pour le paiement des intérêts des finances des officiers liquidés et des droits supprimés, 3° révocation des exemptions des droits

Remontrances du 26 janvier

d'aides et gabelles, 4° mûr examen du système des conseils, 5° retranchement des doubles emplois.

Le 17, la Cour arrêta de très humbles supplications à l'effet d'obtenir « que les rentes de l'Hôtel de Ville puissent être payées régulièrement à bureau ouvert de demi-année en demi-année, et que les arrérages arriérés puissent être payés aux rentiers ». Pour cela il fallait que les fonds nécessaires soient remis « sans aucun divertissement et suivant l'ancien usage des mains des fermiers et receveurs particuliers en celles des caissiers généraux, des aides et gabelles... sans qu'ils puissent être remis et déposés es mains d'aucune autre personne sous quelque prétexte que ce soit ». Le 19, la Cour décida qu'elle ferait des représentations spéciales au Régent sur les inconvénients des Conseils; enfin, le 26, le Premier Président, à la tête d'une députation de la Cour, présenta à Louis XV, aux Tuileries, les remontrances susdites¹; le 7 février les représentations furent faites au Régent au Palais-Royal². La réponse se fit attendre jusqu'au 21 février.

Ainsi le Parlement était rentré dans la vie politique du royaume, il affirmait son existence et débutait par des succès. Peut-être se fit-il illusion sur la nature de ces succès et l'étendue de son influence, c'est ainsi qu'il se prépara un échec assez grave. Cherchant des alliés, il pensa en avoir trouvé un dans le parlement de Bretagne.

Effervescence de la noblesse bretonne

Dès le 1^{er} décembre 1715, dans les États de Bretagne tenus à Saint-Brieuc, l'esprit de résistance à la royauté s'était réveillé. L'année suivante, la province reçut un nouveau gouverneur, le maréchal de Montesquiou, et un nouvel intendant, Feydeau de Brou. Le maréchal, vieux soldat et serviteur passionné de la France, était peu enclin à ménager un peuple alors trop empressé à se dire breton pour qu'on pût le croire tout à fait français; par ailleurs susceptible, ombrageux, ignorant et obstiné, en face d'un homme façonné dès sa jeunesse à la discipline militaire. Pendant l'été de 1717, le maréchal parcourut la province, mais ses manières cassantes éloignaient la confiance. Quelques gentilshommes préférèrent écrire une lettre au comte de Toulouse pour lui représenter l'impossibilité où était la province de payer le dixième. Le prince leur conseilla de tenter les derniers efforts pour payer cette taxe, ajoutant qu'il s'offrait à payer pour les plus pauvres gentilshommes qui ne le pourraient pas³. Telles

¹ J. Flammermont, *Remontrances du Parlement de Paris au XVIII^e siècle*, in-4, Paris, 1888, t. I, p. 56-65, n° 6; 26 janvier 1718 (Arch. nat., X^{1b} 8899^a).

² *Ibid.*, t. I, p. 66-67, n° 7; 7 février 1718 (Arch. nat., X^{1b} 8899).

³ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 120; 28 juin 1717.

furent, observait Saint-Simon, les prémices du spectacle que cette province donna bientôt après⁴. Des conciliabules étaient tenus dans différents châteaux, un écrit copié à la main, daté de « Londres, le 1^{er} septembre 1717 » et signé M.A.D.K., circulait parmi les gentilshommes⁵. Il exposait la situation déplorable de la province, accablée sous une dette de trente-cinq millions, destinée à grossir sans cesse puisque son déficit annuel s'élevait à quatre millions, qu'elle se procurait au moyen d'anticipations et d'emprunts qui la ruinaient. On doit donc demander la réduction du don gratuit, la suppression du dixième et de la capitation et d'abord, aux prochains États, refuser par acclamation le vote du don gratuit. L'intendant Feydeau, le trésorier des États, Montaran étaient malmenés avec une courtoisie toute bretonne. A Paris, on n'ignorait pas ces dispositions hostiles et l'intendant avait l'ordre de dissoudre les États s'ils refusaient le don⁶; on se défiait du président de Brilhac⁷ et on s'attendait à des États « fort orageux⁸ ». Le maréchal trouvait « les esprits très échauffés » et dénonçait « un complot fait entre toute la noblesse, non seulement pour ne point passer le don gratuit par acclamation, mais pour former toutes sortes de difficultés sur les demandes que le Roi pourroit faire⁹ ». L'intendant montrait « tous les esprits quasi tournés; on a beau leur parler raison, écrivait-il, ils ne veulent point l'entendre¹⁰ ».

Les États s'ouvrirent à Dinan, le 15 décembre. Le maréchal annonça la suppression du dixième, une importante réduction du don gratuit et réclama, en échange, « une obéissance parfaite ». Il termina par l'avis que le Régent « ne souffrirait pas qu'on donnât nulle atteinte à l'autorité royale, ni qu'on mit la

Etats de Dinan

⁴ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVII, p. 120.

⁵ *Lettre à Messieurs des États de Bretagne, du premier septembre 1717. Avis important*, adressé par un des membres du Parlement d'Angleterre à un de ses amis, membre des États de Bretagne, tant sur les fautes qui ont été faites aux États de 1715 que sur la manière de les éviter à ceux de 1717, pour prévenir la ruine totale de la province, ms. L'auteur était M. de Talhouët de Bonamour. Voir B. Pocquet, *Histoire de Bretagne. La Bretagne province*, in-8, Rennes, 1914, t. VI, p. 4.

⁶ Arch. nat., H¹ 225 : *Instruction à l'Intendant*, 10 novembre 1717.

⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 187, 9 et 11 novembre 1717.

⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 210, 7 décembre 1717.

⁹ *Bibl. munic. de Rennes*, ms. 339 : *Journal historique de ce qui s'est passé en Bretagne pendant les premières années de l'administration de Philippe, duc d'Orléans, Régent du royaume*, par le président de Robien; cite une lettre du maréchal de Montesquiou au duc de Noailles, 8 décembre 1717.

¹⁰ Arch. nat., H¹ 225 : *Feydeau de Brou à Le Pelletier des Forts*, 13 décembre 1717.

moindre différence entre l'obéissance due à un roi mineur ». La séance continua et dura jusqu'à dix heures du soir, sous l'ascendant qu'exerçait M. de Talhouët de Bonamour. Alors une prétention étrange, inouïe, se fait jour. Les députés veulent savoir s'ils peuvent s'acquitter des sommes qu'on leur demande de voter : dix millions. L'intendant se multiplie, parcourt les groupes, n'obtient rien. « Toutes nos remontrances et toutes nos menaces paraissent jusqu'à présent inutiles », est-il réduit à avouer. Il espère être plus heureux ou plus persuasif le lendemain, il insiste sur la suppression du dixième, la réduction d'un tiers du don gratuit, mais réclame ce vote par acclamation, seul capable de chasser « les bruits fâcheux par lesquels on a tâché de vous noircir et qu'on a voulu porter jusqu'au trône. » Point d'acclamation, mais une discussion par Chambres qui se prolonge quatre heures et dont le résultat est bien clair : le clergé consent, la noblesse refuse, le tiers surseoit et l'évêque de Léon, rendant cette réponse aux représentants du Roi, explique que les États ne peuvent accorder la demande qui leur a été faite « qu'ils n'aient examiné l'état de leurs fonds ».

Ils sont
cassés

Le maréchal se rend le 17, de bon matin, aux États, « il paraît fort en colère » et « il ordonne aux trois Ordres, de la part du Roi, d'accorder les deux millions de don gratuit demandés, sinon, il viendra le lendemain, leur déclarer les volontés du Roi qui pourraient bien aller jusqu'à la séparation. Il leur donne le reste du jour pour faire des réflexions, les exhortant à les faire bonnes et les prévenant qu'il ne recevra d'autre réponse que oui ou non¹¹. » L'intendant recommence ses manœuvres sans rien obtenir. Les présidents ne sont pas plus écoutés et voulant, de guerre lasse, « lever la séance, tous leur crient qu'ils peuvent s'en aller, que les États se donneront d'autres présidents ». Un de ceux-ci est bousculé et jeté au bas de son estrade. Le 18, la séance s'ouvre, la noblesse ne veut rien écouter et, nonobstant la bonne volonté du clergé et du tiers, force est de prévenir les représentants du Roi « que les États n'ont pas d'autre délibération à prendre sur le don gratuit que celle qu'ils ont déjà prise ». Le maréchal paraît aussitôt dans la salle et dit : « Je casse l'Assemblée des États; vous Monsieur Desmaretz, président de l'Église¹², vous pouvez vous en retourner à votre évêché; et vous, Monsieur le duc de

¹¹ Arch. nat., H¹ 228 : Feydeau de Brou au duc de Noailles, 18 décembre 1717.

¹² Il était évêque de Saint-Malo.

la Trémoille, président de la noblesse, à Paris¹³; et le Tiers, chacun chez soi. » Et « appelant le héraut, il lui ordonne de défaire sur le champ le théâtre, ce qui fut exécuté dès le même jour, au grand étonnement de tout le monde, n'ayant jamais vu pareille aventure¹⁴ ». Le session avait duré quatre jours¹⁵.

Le Cour envoya des lettres de cachet à quatre gentilshommes, leur enjoignant de venir à Paris justifier leur conduite, c'étaient MM. de Piré, de Noyan, du Groësquer et de Talhouët de Bonamour¹⁶. Le premier, souffrant de la goutte, ne put obtempérer à l'ordre reçu, les trois autres arrivèrent à Paris en même temps que le parlement de Rennes y envoyait six députés¹⁷. L'opposition leur fit fête, on les promena dans les jardins de Sceaux et le Régent leur demanda un *Mémoire* dans lequel les trois gentilshommes expliquèrent qu'« en examinant l'état de leurs fonds » leurs collègues « prétendaient faire un plan juste, réglé, avantageux pour la province et indifférent pour les finances du Roi ». D'ailleurs, la province devait trente-six millions, avait consommé les revenus de 1718, s'endettait et serait bientôt ruinée. En conséquence, ils demandaient la réduction de la capitation, le maintien des Bureaux diocésains, la suppression des droits d'entrée sur les boissons, la répression des traitants et maltôtiers¹⁸.

Mémoire
de la
noblesse

Le refus de voter le don gratuit entraînait une grave conséquence : la ferme des devoirs expirait le 1^{er} janvier 1718 et toutes les recettes, en Bretagne, cesseraient d'être perçues. Pour y porter remède, un arrêt du Conseil du Roi, rendu le 21 décembre 1717, prescrivit la levée des impôts ordinaires : fouages, devoirs, capitation; mais nonobstant les avances du maréchal et les insinua-

Remon-
trances
des Breton

¹³ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 219; 26 décembre 1717, signale le retour à Paris du duc de la Trémoille qui « croit les affaires de Bretagne en état de se pouvoir raccommo-der aisément; il compte que les États se rassembleront et qu'il y retournera présider. »

¹⁴ *Journal historique de Cormier de la Courneuve*, ms., dans B. Pocquet, op. cit., t. VI, p. 8.

¹⁵ Sur les États de 1717, voir Arch. départem. d'Ille-et-Vilaine, C 2668, Procès-verbaux et C 2800, Minutes et documents; Arch. nat., H¹ 228; Bibl. nat., ms. franç. 11379, (lettres de Feydeau de Brou); De Carné, *Les États de Bretagne*, in-8, Paris, 1868, t. II, p. 8-14; Du Bouëtiez de Kerorguen, *Recherches sur les États de Bretagne*, 1875, t. II, p. 239-280; *Journal inédit d'un député de l'ordre de la Noblesse aux États de Bretagne pendant la Régence*, publié par G. de Closmadeuc, 1905, p. 14; J. de Coattarel, *Une tenue d'États de Bretagne sous la Régence, 1717-1718. Les États de Dinan*, in-8, Rennes, 1911, p. 61, suiv., Pocquet, op. cit., t. VI, p. 1-34.

¹⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 221; 31 décembre 1717.

¹⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 226; 7 janvier 1718.

¹⁸ Arch. nat., H¹ 225; Arch. munic. de Rennes, ms. 339; *Journal historique du président de Robien*.

tions de l'intendant, le parlement de Bretagne refusa l'enregistrement de l'arrêt, à la date du 30 décembre. Puis, craignant de n'avoir pas assez fait, il décida, le 3 janvier, à l'unanimité, d'envoyer au Roi des remontrances que lui porteraient six magistrats. Ces remontrances glissaient parmi beaucoup de récriminations une allusion menaçante à la possibilité pour la province de Bretagne de se séparer de la patrie française si, par la cassation des États, on portait atteinte aux termes du traité qui avait uni le duché à la couronne. Cette criminelle insinuation, où se révélait la tendance séparatiste d'une corporation incapable de sentir l'honneur qu'elle avait d'être française, était accompagnée des malédictions obligatoires à l'adresse du trésorier des États, des traitants et maltôtiers. La conclusion portait que « l'assemblée des trois États étant la loi fondamentale de cette province, il ne doit s'y lever aucun droit sans leur consentement », en raison de quoi le Parlement ne pouvoit enregistrer¹⁹. » Devant cette décision, le maréchal ne cachait pas sa mauvaise humeur. Un semblable Parlement lui paraissait pis qu'« un mauvais régiment d'infanterie » et plus rétif que la noblesse bretonne elle-même, c'était tout dire²⁰. Néanmoins les remontrances furent mises à la poste et arrivèrent à Paris où les magistrats bretons les attendaient. Ceux-ci furent présentés au Régent le 24 janvier, « mais sans lui parler d'affaires²¹ ».

Remon-
trances
du
Parlement
de Paris

L'heure eût été mal choisie. Le 26 janvier, le Parlement venait présenter aux Tuileries des remontrances auxquelles le chancelier Daguesseau répondit que n'ayant pas été provoquées par l'envoi à l'enregistrement d'un acte législatif, elles n'étaient pas dans le cas prévu par la déclaration du 15 septembre 1715, en outre il montrait que ces remontrances étaient mal fondées²². Malgré la fermeté de cette réponse, la rumeur accusa Daguesseau de n'être pas resté étranger à la démarche du Parlement dont le Régent se sentait fort piqué. Law lui avait laissé entrevoir la réputation d'un grand financier et d'un chef d'État novateur dans la restauration des finances; la méfiance du Parlement le décida à une mesure violente.

¹⁹ Arch. départem. d'Ille-et-Vilaine, Série B. Arch. du Parlement, 414. Registres secrets, 3, 7, 10 janvier 1718; Le Moy, *Remontrances du Parlement de Bretagne au XVIII^e siècle*, in-8, Rennes, 1909, p. 1, 5.

²⁰ Bibl. municip. de Rennes, ms. 339 : *Journal historique du président Robien*; lettres du maréchal de Montesquiou au Régent, au duc de Noailles et à la Vrillière, déc. 1717; 4, 26 janvier, 18 février 1718.

²¹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 233; 24 janvier 1718.

²² J. Flammermont, *Remontrances du Parlement de Paris*, t. I, p. 65.

Malgré le replâtrage auquel il avait mis les mains²³, le Régent voyait bien que la brouillerie subsistait entre Law et le duc de Noailles. Leur rivalité trouvait trop d'occasions de s'affirmer pour que Noailles ne s'en saisisse; il traversait la banque en toutes façons par l'autorité de sa place dans les finances, lui dressait des contradictions et des obstacles toujours renaissants dans les Conseils et dans le Parlement. Law, ne sachant à qui se vouer, de qui se faire écouter, jeta son dévolu sur Saint-Simon de qui il savait la haine publique contre Noailles et contre le Parlement. Tous les mardis matin, le financier rendait visite au duc et pair, qui lui pardonnait son élocution peu facile pour le plaisir d'entendre attaquer des gens qu'il n'aimait pas et de se munir d'armes afin de leur nuire. Parfaitement incapable sur la matière des finances, le sentant et s'en faisant gloire comme d'une supériorité due à sa naissance, Saint-Simon se trouvait flatté d'être pris pour confident par un financier dont il s'imaginait comprendre les déductions, car, dit-il, « il y a des choses qui dépendent quelquefois plus du bon sens que de la science²⁴ ». Saint-Simon ne manquait pas de faire l'éloge de Law au Régent » qui l'aimoit et le goûtait, le regardait comme l'ouvrage de sa création, et ce goût du Régent blessait Noailles comme étant pris à ses dépens. Il vouloit être seul maître dans les finances et atteindre au premier ministère²⁵.

Accord
entre Law,
Dubois et
Saint-Simon

L'abbé Dubois visait aussi au premier ministère et n'y voulait ni concurrents ni contradictions; aussi redoutait-il par-dessus tout le duc de Noailles parce qu'il avait le même dessein et bien d'autres moyens que lui pour s'y porter. Il résolut donc de l'écarter et, pour y parvenir, se lia avec Law. « Leurs intérêts à former cette union étoient pareils. Tout se passait dans un intérieur que tout l'art de Noailles ne pouvoit percer²⁶. » Law faisait confidence à Saint-Simon de cette liaison sans détailler ce qu'il lui en coûtait pour l'affermir. Les dernières semaines de l'année 1717 s'écoulèrent en démêlés continuels entre Law et les financiers, c'est-à-dire le duc de Noailles, Rouillé et ceux dont ils se servaient le plus, et en plaidoyers que Law était forcé d'aller faire chez les principaux des Conseils et au Parlement. L'abbé Dubois, revenu de Londres à Paris, ne resta pas inactif. Law lui rendait les mêmes plaintes qu'il portait à Saint-Simon. Croyait-il avoir

²³ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. XV, p. 129.

²⁴ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVII, p. 226.

²⁵ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. XV, p. 234.

²⁶ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XV, p. 235.

emporté un consentement, il se heurtait à un obstacle invincible : le chancelier, et ses formes et leurs lenteurs; ce que Saint-Simon appelait des « hoquets continuels à arrêter les opérations ». Dubois en dit quelque chose au maréchal de Villeroy et l'aiguillonna à parler au Régent et celui-ci en disait quelque chose à Saint-Simon. « Je fus peut-être, dit-il, celui de tous qui lui fis le moins de mal, mais je savais par Law et par le maréchal de Villeroy tout ce qui se faisait, jour par jour, et quelquefois, quoique avec plus de réserve, par Dubois²⁷. »

Entrevue
de la
Raquette

Le Régent de plus en plus aiguillonné et importuné des entraves continuelles que le duc de Noailles mettait aux opérations de Law, aidé des points sur les *i* du chancelier, à quoi celui-ci excellait, sentait l'extrême embarras où le jetaient ces deux adversaires qui arrêtaient tout, l'un pour le fond, l'autre pour la forme, tandis que leur prestige accablait Law. Déterminé à soutenir ce dernier, le Régent voulut tenter un dernier effort pour les rapprocher et pénétrer lui-même ce qu'il y avait de vrai et de bon de part et d'autre. Ce fut pour y travailler sans distraction et à loisir qu'il voulut aller passer avec eux toute une après-dînée à la Raquette, fort jolie maison appartenant au duc de Noailles et située au faubourg Saint-Antoine²⁸. Le 6 janvier, Daguesseau et Law s'y rendirent de bonne heure, rencontrèrent Noailles et le Régent, s'abouchèrent et la séance fut longue, « mais elle fut l'extrême-onction des deux amis. Le Régent prétendit n'avoir trouvé que mauvaise foi dans le duc de Noailles, aheurement aveugle dans le chancelier esclave de toutes formes, contre des raisons péremptoires et les ressources évidentes de Law²⁹. »

L'opposition
grandit

Quelques jours après cette entrevue, les nobles bretons répandirent une lettre au Régent dont Paris fut inondé³⁰, et les espérances du Parlement s'en trouvèrent accrues. L'opposition comptait sur lui, mais « il le falloir remuer par les vues du bien public, l'exciter par les profusions et les mœurs du Régent. Le système de Law et sa qualité d'étranger de nation et de religion furent d'un grand usage pour en imposer aux honnêtes gens du Parlement et au gros de cette Compagnie. La vanité de devenir les modérateurs de l'État l'aiguillonnait tout entière. Ils trouvèrent donc qu'il étoit temps de commencer. Le Parlement sema force

²⁷ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XV, p. 237.

²⁸ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVII, p. 226; *Mémoires*, édit Chéruel, t. XV, p. 238; Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 76, note 2.

²⁹ Saint-Simon, *op. cit.*, t. XVII, p. 226; *op. cit.*, t. XV, p. 238.

³⁰ Saint-Simon, *op. cit.*, t. XV, p. 242.

plaintes pour préparer le public, tant sur les finances et sur Law, que sur la forme du gouvernement par les Conseils³¹. » Les assemblées se multiplièrent sous prétexte de rédaction des remontrances. « Law, sans y être nommé, y étoit fortement attaqué, ainsi que l'administration du Régent au fond et dans la forme. Elles ne tendoient pas à moins qu'à se mêler de tout avec autorité, et à balancer celle du Régent de manière à ne lui en laisser bientôt plus qu'une vaine et légère apparence.

« Informé à peu près de ce qui se préparait, il m'en parla, dit Saint-Simon, avec plus de feu et de sensibilité qu'il n'en avoit d'ordinaire. Je ne répondis rien. Nous nous promenions tout du long de la galerie de Coypel et du grand salon qui est au bout sur la rue Saint-Honoré. Il insista, et me pressa de lui parler. Alors je lui dis froidement qu'il savoit bien qu'il y avoit longtemps que je ne lui ouvris pas la bouche sur les Parlements ni sur rien qui pût y avoir rapport, et que, lorsqu'il m'en avoit quelque fois ouvert le propos, j'en avois toujours changé et évité d'entrer en aucun discours là-dessus; que, puisqu'il me forçoit aujourd'hui, je lui dirois que rien ne me surprenoit dans cette conduite; qu'il se pouvoit souvenir que je la lui avois prédite, et que je lui avois dit, il y avoit longtemps, que sa mollesse à l'égard du Parlement le conduiroit enfin à n'être plus régent que de nom, ou à la nécessité d'en reprendre l'autorité et les droits par des tours de force très hasardeux. Là-dessus il s'arrêta, se tourna à moi, rougit, se courba un tant soit peu, mit ses deux poings sur ses côtés, et me regardant en vraie et forte colère : « Mort!... me dit-il, cela vous est bien aisé à dire à vous qui êtes immuable comme Dieu, et qui êtes d'une suite enragée. » Je lui répondis avec un sourire et un froid encore plus marqué que devant : « Vous me faites, monsieur, un grand honneur de me croire tel que vous dites; mais si j'ai trop de suite et de fermeté, je voudrois vous en pouvoir donner mon excédent, cela feroit bientôt deux hommes parfaits, et vous en auriez bon besoin. » Il fut tué à terre, ne répondit mot et continua sa promenade à plus grands pas, la tête basse, comme il avoit accoutumé quand il étoit embarrassé et fâché, et ne proféra pas mot depuis le salon où cela se passa jusqu'à l'autre bout de la galerie³². »

Saint-Simon étoit alors une manière de confident du Régent et de Law, qui lui contaient l'un ses embarras, l'autre ses dégoûts. Il savait, en outre, par Law que les coups de Dubois avaient porté,

Scène de
Saint-Simon
au Régent

³¹ Saint-Simon, *op. cit.*, t. XV, p. 249.

³² Saint-Simon, *op. cit.*, t. XV, p. 250-251.

et c'étaient de rudes coups portés à Noailles et au chancelier, par ricochet. En cela Dubois travaillait pour lui seul bien qu'il fit croire à Law qu'il travaillait pour le financier, et Law ouvrait des crédits qui devaient servir à payer le cardinalat, pont indispensable à franchir afin d'atteindre le principal ministère. Dubois reparti en Angleterre, Saint-Simon s'observa sur Noailles, comprenant que sa haine connue pour le duc nuirait à lui-même plus qu'à son ennemi. Après la conférence de la Raquette, il se montra moins réservé, voyant le parti du prince bien pris, encore que retardé par sa répugnance à l'action. Villeroy se mit en confiance avec Saint-Simon, de dépit d'être éclipsé au Conseil de finances par Noailles. Le maréchal se vantait des « bottes » qu'il portait, étudiait les symptômes d'une chute prochaine. Saint-Simon répondait à ses confidences par des éloges et des historiettes. A la fin, s'il faut l'en croire, le Régent l'interrogea sur qui recevrait les finances et les sceaux. Il voulait que Law ne trouvât plus aux finances aucun obstacle à ses opérations, et Law se souvenait d'avoir eu souvent recours à d'Argenson, « qui étoit fort entré dans ses pensées ».

Rôle de
d'Argenson

« Argenson étoit un homme d'infiniment d'esprit et d'un esprit souple, qui, pour sa fortune, s'accommodoit à tout. Il valoit mieux, pour la naissance, que la plupart des gens de son état, et il faisoit depuis longtemps la police et avec elle l'inquisition d'une manière transcendante. Il étoit sans frayeur du Parlement, qui l'avoit souvent attaqué, et il avoit sans cesse obligé les gens de qualité, en cachant au feu Roi et à Pontchartrain des aventures de leurs enfants et parents, qui n'étoient guère que des jeunesses, mais qui les auroient perdus sans ressources, s'il ne les eût accommodées d'autorité et subitement tiré le rideau dessus. Avec une figure effrayante, qui retraçoit celle des trois juges des Enfers, il s'égayoit de tout avec supériorité d'esprit, et avoit mis un tel ordre dans cette innombrable multitude de Paris, qu'il n'y avoit nul habitant, dont jour par jour il ne sût la conduite et les habitudes, avec un discernement exquis pour appesantir ou alléger sa main à chaque affaire qui se présentait, penchant toujours aux partis les plus doux avec l'art de faire trembler les plus innocents devant lui. Courageux, hardi, audacieux dans les émeutes, et par là maître du peuple. Ses mœurs tenoient beaucoup de celles qui avoient sans cesse à comparaître devant lui, et je ne sais s'il reconnoissoit beaucoup d'autres divinités que celle de la Fortune³³. » Elle l'avait livré sous le feu Roi aux

³³ Saint-Simon, *Mémoires*, édité. Chérueil, t. XV, p. 255-256.

Jésuites, mais sans conviction, et l'avait fait persécuteur sans acharnement. Il avait eu l'adresse, par sa charge, de se ménager le duc d'Orléans en un temps où ce prince étoit fort maltraité; depuis lors, Law avait trouvé beaucoup d'accueil auprès de lui. Dubois entretenait des relations assidues et il étoit plutôt bien que mal avec Noailles. D'Argenson ne se connoissoit qu'un ennemi, le Parlement. Il lui en vouloit, le provoquait; entre eux c'étoit une lutte sans pitié et sans merci. Le Parlement avait tout tenté pour le traduire devant la Cour de Justice; il avait échoué.

Cette haine le sacrifiait aux yeux de Saint-Simon, en un temps surtout où il s'agissoit d'écraser la Compagnie, elle le détermina. Il s'en expliqua à Law et détailla ses raisons au Régent. « La chose demeura, dit-il, entre nous trois et fut bientôt déterminée. Alors je pressai le Régent de finir, dans la crainte de quelque transpiration qui déconcertât la résolution prise, et le coup à frapper fut fixé au 28 janvier³⁴. On ne doutait pas de l'acquiescement du candidat, Saint-Simon se chargea des ouvertures et le convoqua chez lui le 27, entre sept et huit heures du soir. » Rien ne se savait encore, dit-il; et Dangeau écrit à cette date, qu'« il a transpiré le soir, fort tard, que M. le duc d'Orléans n'étoit pas content de M. le Chancelier³⁵. Argenson se rendit chez Saint-Simon qui ne le fit pas languir, trouva « un homme effarouché du poids des finances, mais bien flatté de la sauce des sceaux, et assez à lui-même, dans cette extrême surprise, pour faire des difficultés sur les finances, sans néanmoins risquer les sceaux. » Il se résigna, la pensée des vengeances à tirer du Parlement emporta tout; on se sépara à dix heures du soir. Lui-même raconta plus tard à son fils, qui l'a redit, qu'il se serait, en sortant de là, rendu au Palais Royal où il attendit le duc d'Orléans jusqu'à deux heures après minuit, obtint enfin une audience et présenta au prince les preuves irrécusables des dangers de sa position³⁶. C'étoit se donner gratuitement le mérite d'avoir sauvé la patrie et déjoué une conspiration. La vérité est différente.

Très tard dans la soirée du 27, M. de la Vrillière reçut l'avis de se trouver au Palais-Royal le lendemain de très bonne heure. A son arrivée, le Régent lui ordonna d'aller aussitôt de la part du Roi réclamer les sceaux chez le chancelier et lui mit l'ordre

Disgrâce
du
chancelier
Dangeau
et du duc
de Noailles

³⁴ *Ibid.* p. 259.

³⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 236; 27 janvier 1718.

³⁶ D'Argenson, *Mémoires*, 1825, t. I, p. 176. sq. et en note dans Saint-Simon, *Mémoires*, t. XV, p. 464.

en main. Entre six et sept heures du matin, la Vrillière se présenta et, sitôt qu'il aperçut Daguesseau, lui dit :

— « Monsieur je suis fâché d'être porteur d'une mauvaise nouvelle, le Roi vous redemande les sceaux et voici son ordre.

— « Qu'ai-je fait, dit le chancelier ? Puis-je auparavant parler à Son Altesse ?

— « Non, dit M. de la Vrillière, il n'est pas même nécessaire que vous veniez au Palais-Royal sitôt. » Il ajouta que s'il voulait écrire, il se chargeait de porter la lettre.

Le chancelier l'écrivit et la lut à la Vrillière qui remarqua cette phrase : « J'ai eu les sceaux sans les avoir mérités, vous me les ôtez sans que je les aie démerités. » Avant de lui donner, il lui dit : « Votre nom est bien fatal aux chanceliers. » Ensuite il écrivit et envoya un billet d'avis à Noailles et alla avertir Mme Daguesseau, récemment accouchée. A son retour, il dit à M. de la Vrillière :

— « Voilà, monsieur, où sont les sceaux », que l'on prit et déposa dans le carrosse qui regagna le Palais-Royal, escorté des hocquetons préposés à leur garde.

Dès que le Régent les eut en sa possession, il fit appeler d'Argenson qui se fit attendre assez pour qu'on dût le faire quérir une deuxième fois au Palais-Royal. Il n'y resta qu'un moment et rentra chez lui où, à peine de retour, une lettre du Régent lui fut remise portant avis que le Roi lui confiait les sceaux. D'Argenson en donna lecture à haute voix, devant tout ce qui se trouvait chez lui et fut aussitôt accablé de compliments.

Le duc de Noailles ayant reçu le billet du chancelier, se rendit au Palais-Royal, entra chez le Régent, et demanda :

— « Que veulent dire ces sceaux que je vois là ?

— « Je les ai envoyés redemander au chancelier.

— « Et à qui les donnez-vous, monseigneur ?

— « Je les donne à M. d'Argenson.

— « Monseigneur, je vois bien que la cabale l'emporte, et puisqu'on attaque un si honnête homme que le chancelier et mon meilleur ami, je vois bien qu'on m'attaque aussi et que je ne puis mieux faire que de rendre ma commission de président du Conseil des finances. Je vous la remets, Monseigneur.

« Ne demandez-vous rien ?

— « Non, Monseigneur.

— « Je vous avais destiné une place dans le Conseil de Régence.

— « J'en ferai peu d'usage.

Il sortit, voyant entrer d'Argenson qu'avaient suivi ses parents déjà instruits de la nouvelle. Le reste du jour se passa en formalités officielles³⁷.

A onze heures du matin le public apprit la disgrâce de Daguesseau, il sembla recevoir un coup de massue dont il parut accablé³⁸. La consternation fut générale et la désapprobation sans réserve. Les novellistes les plus avertis attribuaient la disgrâce du grand magistrat à son ferme refus de signer l'édit projeté pour la réduction des rentes de l'Hôtel de ville et un deuxième édit imposant trois deniers par livre de farine entrant à Paris³⁹; d'autres lui attribuaient les remontrances dernières du Parlement, dont le Régent s'était fort offensé⁴⁰. Chacun raisonnait à sa manière et jugeait l'événement d'après son intérêt personnel. Les princes du sang se permirent, selon leur coutume, quelques incongruités. Le duc de Noailles dit à d'Argenson, à qui il devait un compliment : « Je vous félicite sur votre qualité de président du Conseil des finances, et j'en suis bien aise ou le diable m'emporte, mais pour votre autre dignité, il n'en est pas de même. A Dieu, monsieur⁴¹. » Le cardinal accourut au Palais-Royal, — c'était son jour d'audience —, et dit que quoique son neveu ne fût plus rien, sa conscience ne lui permettrait jamais d'accepter la Constitution. Le Régent le rassura⁴². Pour les sceaux, dit encore le cardinal, vous les avez ôtés au plus digne sujet du Roi, de l'aveu général de tout le monde, et c'est un coup qui est universellement désapprouvé. — J'ai eu mes raisons, répondit le prince, et je suis le maître⁴³. Le Premier Président dit, de façon à être entendu : « Pour moi on ne m'ôtera jamais ma charge qu'on ne me coupe la tête auparavant⁴⁴. » Le Parlement était

Sentiments
du public

³⁷ *Gazette de la Régence*, p. 220-221; 31 janvier; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 236; 28 janvier; M. de Balleroy à Mme de Balleroy, 29 janvier 1718, dans *op. cit.*, t. I, p. 250-251; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XV, p. 256-260; F. Monnier, *Le Chancelier d'Aguessseau, sa conduite et ses idées politiques et son influence sur le mouvement des esprits pendant la 1^{re} moitié du XVIII^e siècle*, in-8, Paris, 1860, p. 188-192; O. de Vallée, *Le duc d'Orléans et le chancelier d'Aguessseau. Etudes morales et politiques*, in-8, Paris, 1860, p. 65-72.

³⁸ *Gazette de la Régence*, p. 220; 31 janvier 1718.

³⁹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 348.

⁴⁰ *Gazette de la Régence*, p. 222, 31 janvier; p. 227-229; M. de Balleroy à Mme de Balleroy, 29 janvier 1718, dans *op. cit.*, t. I, p. 252.

⁴¹ *Gazette de la Régence*, p. 226; 4 février 1718.

⁴² *Gazette de la Régence*, p. 224; 31 janvier 1718.

⁴³ *Gazette de la Régence*, p. 231; 11 février 1718.

⁴⁴ *Gazette de la Régence*, p. 224; 31 janvier 1718; p. 233; 14 février.

consterné et silencieux⁴⁵. Les billets d'État perdaient soixante-treize pour cent⁴⁶.

Les triom-
phateurs
du jour

Au contraire les Jésuites exultaient; ils étaient trop instruits pour ne savoir pas quelle estime était due à Daguesseau qui, plus loyal qu'impartial, souhaitait la pacification religieuse qu'il ne séparait pas des succès du jansénisme; en même temps ils y étaient trop intéressés pour n'avoir pas reconnu chez d'Argenson « cette vieille peau jésuitique que la fortune lui avait fait revêtir sous le feu Roi, et que ses fonctions de la police avaient de plus en plus collée et encuirassée en lui⁴⁷ ». L'abbé Dubois trépignait d'aise, et, d'Angleterre, écrivait à d'Argenson : « Mes deux bras franchissent les mers pour vous embrasser. J'avois besoin de cette nouvelle qui a été reçue avec les applaudissements qu'on donnoit à Hercule après la défaite des monstres. Je dormirai dorénavant en repos, et je travaillerai sans distraction. Voilà le plus mauvais grain séparé; il faudra encore quelques coups de crible; mais ces héros méritaient la distinction de n'être pas confondus dans une réforme générale⁴⁸. » Quant à Saint-Simon, il triomphait, se rengorgeait, invitait « grande compagnie » à dîner pour se donner la joie de lire ou de montrer la lettre que pendant le dîner un valet de chambre lui apportait. Elle était de d'Argenson qui lui mandait sa nomination, rendait compte de l'emploi de son temps depuis le matin et, parmi les remerciements et les marques d'attachement, prodiguait le titre de *monseigneur* qu'il ne devait plus⁴⁹. C'était l'hommage du féal à son suzerain.

Pendant que Daguesseau, se soumettant à une indication du Régent, montait en carrosse pour gagner sa terre de Fresne⁵⁰, Machault succédait à d'Argenson à la police⁵¹ et le duc d'Orléans installait d'Argenson au Conseil de régence⁵². A peine établi à la tête des finances, d'Argenson reçut une lettre; elle était de Fourqueux, qui avait tout tenté pour l'amener sur la sellette de la Chambre de Justice, ce dont il lui demandait très humblement

⁴⁵ *Gazette de la Régence*, p. 225; 4 février 1718.

⁴⁶ *Gazette de la Régence*, p. 226; 4 février 1718.

⁴⁷ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. XV, p. 297.

⁴⁸ Dubois à d'Argenson, Londres, février 1718, dans Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 185, note 2.

⁴⁹ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. XV, p. 261.

⁵⁰ *Gazette de la Régence*, p. 223; 31 janvier; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 240; 29 janvier 1718.

⁵¹ *Gazette de la Régence*, p. 233; 14 février; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 237; 28 janvier 1718.

⁵² *Gazette de la Régence*, p. 229; 7 février 1718.

pardon⁵³, il reçut aussi une visite, celle de Bourvalais⁵⁴. On racontait du garde des sceaux qu'il travaillait dix-huit heures par jour, donnait ses audiences jusqu'à minuit et se levait à quatre du matin⁵⁵; nul doute qu'il ne fit désormais la pluie et le beau temps⁵⁶, restait à savoir l'attitude que prendrait à son égard le Parlement.

Celui-ci rechignait, délibérait sur tant de nouveautés, faisait difficulté d'enregistrer la création de la charge de garde des sceaux, qui donne le même rang que celle de chancelier⁵⁷, blâmait les grandes dépenses qu'entraînaient les Conseils⁵⁸ et s'attirait du Régent une réponse que Dangeau juge noble et obligeante⁵⁹, à savoir « que l'autorité royale lui ayant été confiée, il ne permettroit pas qu'elle fût avilie sous sa régence et qu'il la vouloit rendre au Roi telle qu'il l'avoit reçue⁶⁰ ». Les magistrats firent une profonde révérence et se retirèrent sans ouvrir la bouche, ils n'étaient pas sans entendre chanter les savetiers dans les rues⁶¹ :

Le
Parlement
se tait

*Il faut que le chancelier revienne
Et que le Parlement gouverne*

« Le Parlement ne dit mot et n'en pense pas moins, écrit le *Gazetier*; il y a des relations particulières entre les divers Parlements de France là-dessus. Dieu veuille que quelque chose de sinistre ne couve pas sous la cendre échauffée pour éclater par la suite. Ce qui est vrai, c'est qu'on ne peut revenir sur ce qui s'est passé et que la consternation est grande dans nos cœurs, particulièrement parce que M. d'Argenson étant sur le pinacle et imbu des maximes de Louis XIV » on appréhende qu'il ne les fasse adopter par le Régent. Plus encore on redoute quelque accident qui atteindrait Louis XV, « car si Dieu en disposoit, vous

⁵³ *Gazette de la Régence*, p. 226; 4 février 1718.

⁵⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 241; 31 janvier 1718; *Gazette*, p. 236.

⁵⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 243; 6 février 1718.

⁵⁶ *Gazette de la Régence*, p. 223; 31 janvier 1718.

⁵⁷ *Gazette de la Régence*, p. 226; 4 février 1718; M. d'Argenson à Mme de Balleroy, 2 février, dans *op. cit.*, t. I, p. 253.

⁵⁸ J. Flammermont, *Remontrances du Parlement de Paris au XVIII^e siècle*, t. I, p. 66-67, n° 7; *Gazette de la Régence*, p. 230; 11 février 1718; M. d'Argenson à Mme de Balleroy, 2 février, dans *op. cit.*, t. I, p. 254.

⁵⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 244; 7 février 1718.

⁶⁰ *Gazette de la Régence*, p. 230; M. d'Argenson à Mme de Balleroy, 2 février, dans *op. cit.*, t. I, p. 254.

⁶¹ Mme de Maintenon à Mme de Caylus, Saint-Cyr, 18 février 1718, cité par O. de Vallée, *op. cit.*, p. 88.

consterné et silencieux⁴⁵. Les billets d'État perdaient soixante-treize pour cent⁴⁶.

Les triom-
phateurs
du jour

Au contraire les Jésuites exultaient; ils étaient trop instruits pour ne savoir pas quelle estime était due à Daguesseau qui, plus loyal qu'impartial, souhaitait la pacification religieuse qu'il ne séparait pas des succès du jansénisme; en même temps ils y étaient trop intéressés pour n'avoir pas reconnu chez d'Argenson « cette vieille peau jésuitique que la fortune lui avait fait revêtir sous le feu Roi, et que ses fonctions de la police avaient de plus en plus collée et encuirassée en lui⁴⁷ ». L'abbé Dubois trépignait d'aise, et, d'Angleterre, écrivait à d'Argenson : « Mes deux bras franchissent les mers pour vous embrasser. J'avois besoin de cette nouvelle qui a été reçue avec les applaudissements qu'on donnoit à Hercule après la défaite des monstres. Je dormirai dorénavant en repos, et je travaillerai sans distraction. Voilà le plus mauvais grain séparé; il faudra encore quelques coups de crible; mais ces héros méritaient la distinction de n'être pas confondus dans une réforme générale⁴⁸. » Quant à Saint-Simon, il triomphait, se rengorgeait, invitait « grande compagnie » à dîner pour se donner la joie de lire ou de montrer la lettre que pendant le dîner un valet de chambre lui apportait. Elle était de d'Argenson qui lui mandait sa nomination, rendait compte de l'emploi de son temps depuis le matin et, parmi les remerciements et les marques d'attachement, prodiguait le titre de *monseigneur* qu'il ne devait plus⁴⁹. C'était l'hommage du féal à son suzerain.

Pendant que Daguesseau, se soumettant à une indication du Régent, montait en carrosse pour gagner sa terre de Fresne⁵⁰, Machault succédait à d'Argenson à la police⁵¹ et le duc d'Orléans installait d'Argenson au Conseil de régence⁵². A peine établi à la tête des finances, d'Argenson reçut une lettre; elle était de Fourqueux, qui avait tout tenté pour l'amener sur la sellette de la Chambre de Justice, ce dont il lui demandait très humblement

⁴⁵ *Gazette de la Régence*, p. 225; 4 février 1718.

⁴⁶ *Gazette de la Régence*, p. 226; 4 février 1718.

⁴⁷ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. XV, p. 297.

⁴⁸ Dubois à d'Argenson, Londres, février 1718, dans Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 185, note 2.

⁴⁹ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. XV, p. 261.

⁵⁰ *Gazette de la Régence*, p. 223; 31 janvier; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 240; 29 janvier 1718.

⁵¹ *Gazette de la Régence*, p. 233; 14 février; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 237; 28 janvier 1718.

⁵² *Gazette de la Régence*, p. 229; 7 février 1718.

pardon⁵³, il reçut aussi une visite, celle de Bourvalais⁵⁴. On racontait du garde des sceaux qu'il travaillait dix-huit heures par jour, donnait ses audiences jusqu'à minuit et se levait à quatre du matin⁵⁵; nul doute qu'il ne fût désormais la pluie et le beau temps⁵⁶, restait à savoir l'attitude que prendrait à son égard le Parlement.

Celui-ci rechignait, délibérait sur tant de nouveautés, faisait difficulté d'enregistrer la création de la charge de garde des sceaux, qui donne le même rang que celle de chancelier⁵⁷, blâmait les grandes dépenses qu'entraînaient les Conseils⁵⁸ et s'attirait du Régent une réponse que Dangeau juge noble et obligeante⁵⁹, à savoir « que l'autorité royale lui ayant été confiée, il ne permettrait pas qu'elle fût avilie sous sa régence et qu'il la vouloit rendre au Roi telle qu'il l'avoit reçue⁶⁰ ». Les magistrats firent une profonde révérence et se retirèrent sans ouvrir la bouche, ils n'étaient pas sans entendre chanter les savetiers dans les rues⁶¹ :

Le
Parlement
se tait

*Il faut que le chancelier revienne
Et que le Parlement gouverne*

« Le Parlement ne dit mot et n'en pense pas moins, écrit le *Gazetier*; il y a des relations particulières entre les divers Parlements de France là-dessus. Dieu veuille que quelque chose de sinistre ne couve pas sous la cendre échauffée pour éclater par la suite. Ce qui est vrai, c'est qu'on ne peut revenir sur ce qui s'est passé et que la consternation est grande dans nos cœurs, particulièrement parce que M. d'Argenson étant sur le pinacle et imbu des maximes de Louis XIV » on appréhende qu'il ne les fasse adopter par le Régent. Plus encore on redoute quelque accident qui atteindrait Louis XV, « car si Dieu en disposoit, vous

⁵³ *Gazette de la Régence*, p. 226; 4 février 1718.

⁵⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 241; 31 janvier 1718; *Gazette*, p. 236.

⁵⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 243; 6 février 1718.

⁵⁶ *Gazette de la Régence*, p. 223; 31 janvier 1718.

⁵⁷ *Gazette de la Régence*, p. 226; 4 février 1718; M. d'Argenson à Mme de Balleroy, 2 février, dans *op. cit.*, t. I, p. 253.

⁵⁸ J. Flammermont, *Remontrances du Parlement de Paris au XVIII^e siècle*, t. I, p. 66-67, n° 7; *Gazette de la Régence*, p. 230; 11 février 1718; M. d'Argenson à Mme de Balleroy, 2 février, dans *op. cit.*, t. I, p. 254.

⁵⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 244; 7 février 1718.

⁶⁰ *Gazette de la Régence*, p. 230; M. d'Argenson à Mme de Balleroy, 2 février, dans *op. cit.*, t. I, p. 254.

⁶¹ Mme de Maintenon à Mme de Caylus, Saint-Cyr, 18 février 1718, cité par O. de Vallée, *op. cit.*, p. 88.

ne sauriez croire combien le roi d'Espagne auroit de partisans nouveaux depuis ce qui est arrivé. Plusieurs personnes de première considération, dans la robe surtout, qui se seroient saigné pour le Régent, ont bien changé d'inclination, à cause du peu d'égards de Son Altesse pour les Parlements. Quant aux peuples, ils ne sont pas ménagés et nous ne nous attendons pas de voir de nos jours aucun soulagement sensible; c'est une bête de charge qu'on accable et dont le métier est, dit-on de pâtir. Il faut que le Régent s'attache autant que jamais à conserver les traités qu'il a faits avec l'Angleterre et la Hollande. S'il change de système là-dessus, je crois que de dix Français il y en aura neuf contre lui. Il s'est mis assez d'affaires sur les bras, par le coup hardi que nous venons de voir dans le centre du royaume, sans s'en attirer de nouvelles au dehors⁶². »

Il est
d'accord
avec celui
de Rennes

Cependant le 12 février, un arrêt du Conseil décida de recevoir à la Monnaie les vieilles espèces et les matières d'or et d'argent, et de prendre un sixième de la somme qu'on portera en billets d'État, avec l'espoir de remettre beaucoup d'argent dans le commerce et de réduire la perte de ceux qui voudraient se défaire de billets⁶³. Dès le lendemain les billets d'État perdirent moins. Presque aussitôt après, un troisième arrêt obligea de recevoir à dix-huit livres les louis d'or qui en valaient vingt-quatre et, au contraire, à quatre livres dix sous les écus de quatre livres⁶⁴. Ces arrêts préoccupèrent le Parlement. Il vint, le 21 février, chercher la réponse à ses remontrances du 26 janvier⁶⁵ et n'obtint que quelques phrases coupantes de d'Argenson⁶⁶, qui décidèrent la Compagnie à se rassembler peu après pour en raisonner⁶⁷; toute l'humeur tomba sur Law⁶⁸. L'assemblée projetée se tint au jour marqué, mais s'égara sur trois avis différents et finit par nommer des commissaires, cette ressource des assemblées qui ne savent ni ce qu'elles peuvent ni ce qu'elles veulent⁶⁹. L'air d'entente qui régnait entre le Parlement de Paris et celui

⁶² *Gazette de la Régence*, p. 232-234; 14 février; p. 239; 4 mars 1718.

⁶³ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 245-246; 12 février; Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. XV, p. 295; M. d'Argenson à Mme de Balleroy, 16 février, dans *op. cit.*, t. I, p. 256.

⁶⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 257; 2 mars 1718.

⁶⁵ J. Flammermont, *Remontrances du Parlement de Paris*, t. I, p. 65.

⁶⁶ *Gazette de la Régence*, p. 237; 25 février 1718; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 250, 21 février 1718.

⁶⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 251; 22 février 1718; Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. XV, p. 295.

⁶⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 252; 23 février 1718.

⁶⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 259; 4 mars 1718.

de Rennes valut au président de Rochefort, au conseiller de Lambilly et à quelques gentilshommes, qui se réunissaient trop fréquemment dans la maison du président à Rennes, des lettres de cachet pour venir à Paris rendre compte de leur conduite⁷⁰. Presque au même moment (17 février) le Régent faisait savoir qu'il approuvait les remontrances du parlement de Bretagne à condition que les termes en fussent atténués. La députation de magistrats bretons partie de Rennes sous Daguesseau, arriva à Paris et affronta d'Argenson qui les secoua rudement et conseilla de réexpédier les remontrances. Sur ces entrefaites on apprit que les trois gentilshommes porteurs du *Mémoire*, Noyan, Bonamour et Groësquer étaient exilés en Champagne, en Picardie et en Bourgogne⁷¹. Les remontrances reprirent la poste pour Rennes d'où elles revinrent écourtées, adoucies, insignifiantes⁷² afin de donner raison aux sages paroles du maréchal de Montesquiou : « Les Bretons sont insolents pour peu qu'on mollisse avec eux, mais ils sont souples comme des gants quand ils trouvent une autorité ferme qui veut être obéie⁷³. » La conduite du Parlement de Bretagne ayant donné satisfaction, le Régent autorisa les deux magistrats et les trois gentilshommes à regagner leur pays⁷⁴. Ils y furent à peine de retour qu'ils recommencèrent à fronder et appelèrent sur eux de nouvelles rigueurs⁷⁵.

Tout sujet offrait matière au « grabuge » dans le Parlement. Un jour, il s'agissait du rétablissement des quatre sols pour livre sur les entrées de Paris⁷⁶; un autre jour c'est l'enregistrement du traité conclu avec le duc de Lorraine⁷⁷ et chaque difficulté tire après elle « une expectative de nouvelles brouilleries », et l'« aigreur » va augmentant⁷⁸. Les esprits sont excités au point qu'un

⁷⁰ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 253; 26 mars; Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. XV, p. 296.

⁷¹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 246, 12 février 1718.

⁷² *Archiv. départem. d'Ille et Vilaine*, Série B, Arch. du Parlement, 71 et 415, Registres secrets, 23 février, 3 mars, 8 avril 1718; Le Moy, *Remontrances du Parlement de Bretagne*, in-8, Rennes, 1909, p. 6; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 255; 28 février 1718.

⁷³ *Bibl. municip. de Rennes*, ms. 339, *Journal historique du président Robien : Montesquiou à La Vrillière*, 6 mai 1718.

⁷⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 270; 17 mars 1718; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XV, p. 296.

⁷⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 279; 31 mars 1718; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XV, p. 296.

⁷⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 273, 23 mars (p. 265; 11 mars); M. de Balleroy à sa femme, 26 mars, dans *op. cit.*, t. I, p. 290.

⁷⁷ M. de Balleroy à sa femme, 13 avril, dans *op. cit.*, t. I, p. 303, 305.

⁷⁸ M. de Balleroy à sa femme, 14 avril, dans *op. cit.*, t. I, p. 305.

conseiller dit à haute voix : « Le Régent est aussi aveugle d'esprit que de corps, aussi bien que ceux qui le conseillent », et ces paroles tombent sans être relevées.

Le traité de
Lorraine

C'est que le Régent ne se borne pas à prodiguer les grâces et les pensions à ses amis et à ses compagnons de débauche, il signe des alliances et conclut des traités dont la France paie les frais. Sa sœur, mariée au duc de Lorraine vient passer deux mois à Paris⁸⁰ parmi les fêtes et les prodigalités les plus folles⁸¹. Au milieu des bals, ballets, opéras, comédies, la Cour voudrait faire passer inaperçu un traité entre le Roi et le duc de Lorraine réglant ce qui est demeuré indécis entre eux à Ryswick. On a beau dire : « C'est un petit détail peu intéressant⁸² »; tel n'est pas l'avis de tout le monde. La manière dont la vieille Madame a pris cette affaire à cœur, du moment que la France fait les frais d'un arrangement dont un étranger tire bénéfice, suffirait à ouvrir les yeux⁸³. On commence à savoir et à répéter que ce traité est une des causes de la disgrâce du chancelier qui a dénié au Régent le droit d'accorder les cessions qu'il a faites, on chuchote que « si le Parlement était libre, il y auroit eu de grandes contradictions⁸⁴ ». Le Parlement de Metz avait rendu un arrêt portant interdiction d'enregistrer un traité par lequel le Régent céda à un prince étranger cent quatorze villages ou paroisses donnant un revenu de trois cent mille livres par an⁸⁵. Le Parlement de Paris était fort animé. Les Chambres des enquêtes et des requêtes s'assemblèrent et se plaignirent que la Grand'Chambre eut enregistré le traité de Lorraine sans les consulter⁸⁶. Le lundi saint, 11 avril, les enquêtes, dès sept heures du matin, se rendirent à la Grand'Chambre pour réitérer leurs plaintes. A leur vue, le président Lamoignon se leva et toute sa compagnie le suivit à la buvette. Les enquêtes prirent séance, on échangea des députations entre

⁸⁰ *Gazette de la Régence*, p. 236; 21 février; Madame, *Correspondance*, édit. G. Brunet, t. I, p. 376-390; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 248; 17 février 1718.

⁸¹ *Gazette*, p. 238-240; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 249; 18 février; M. d'Argenson à Mme de Balleroy, dans *op. cit.*, t. I, p. 257, 260, 268, 271, 276.

⁸² *Gazette de la Régence*, p. 235; 18 février 1718.

⁸³ *Gazette de la Régence*, p. 245-246; 11 avril 1718.

⁸⁴ *Gazette de la Régence*, p. 247; 11 avril 1718.

⁸⁵ Buvat, *Journal*, t. I, p. 312 : M. de Balleroy à sa femme, 14 avril, dans *op. cit.*, t. I, p. 306 : « alléguant que le Roi majeur ou mineur ne peut aliéner le fonds de l'État, sous quelque prétexte que ce puisse être ».

⁸⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 284-285; 7, 8 et 9 avril 1718.

la buvette et la Grand'Chambre, on s'invectiva, on se racommoda⁸⁷, d'ailleurs inutilement. Le mardi, le Régent envoya le traité à enregistrer; la huitième Chambre toute seule l'enregistra et se vit le lendemain assiégée par les enquêtes. Le Premier Président n'était pas venu, ayant fait dire qu'il avait la goutte; au premier mot de protestation des enquêtes, toute la Grand'Chambre se leva et se rendit à la buvette. Les enquêtes tinrent bon, ordonnèrent à un greffier de demeurer et firent opposition à l'enregistrement⁸⁸. Tout ceci ne pouvait conduire à rien, mais il était aisé de deviner, d'après les conversations de certains conseillers de Grand'Chambre et autres, qu'à la rentrée du Parlement, ils se réuniraient pour faire des remontrances au sujet de la banque de Paris⁸⁹.

La banque et Law continuaient à retenir les préoccupations du public. On attribuait au financier des combinaisons d'une probité suspecte⁹⁰; ce qui paraissait plus fâcheux que tout c'était la confiance que lui marquait le Régent⁹¹. Un jour on disait que l'Écossais s'était fait naturaliser⁹², un autre jour qu'il avait abjuré le protestantisme⁹³, à quoi il répondait que ceux qui répandaient ces bruits étaient plus près d'aller à Genève que lui d'aller à Notre-Dame⁹⁴. Ce qui était réel c'était ses achats de terres et de châteaux⁹⁵ et sa faveur grandissante auprès du Régent déterminé à le soutenir « contre vent et marée »⁹⁶. Français, catholique, propriétaire, tout lui devenait possible désormais et les sceptiques ajoutaient : « Si le Grand Seigneur lui propose de le faire grand vizir, nous verrons s'il ne se fera pas mahométan⁹⁷. »

Law inspirait toutes les opérations monétaires les plus hasardeuses comme les plus malhonnêtes, parce qu'en apportant et entretenant une perturbation chronique, elle devaient, selon lui, familiariser avec l'usage du papier-monnaie. Au mois de mai, il imagina une réforme des monnaies. « On porte à la Mon-

Défiante
qu'inspire
Law

Projet
de réforme
des
monnaies

⁸⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 286-287; 11, 12 avril; M. de Balleroy à sa femme, 13 avril, dans *op. cit.*, t. I, p. 303-305.

⁸⁸ M. de Balleroy à sa femme, 14 avril; dans *op. cit.*, t. I, p. 305-306.

⁸⁹ M. de Balleroy à sa femme, 16 avril, dans *op. cit.*, t. I, p. 309.

⁹⁰ M. de Balleroy à sa femme, 2 mai, dans *op. cit.*, t. I, p. 312-313.

⁹¹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 306, 311, 314; 9, 18, 25 mai 1718; M. de Balleroy à sa femme, 21 mai, dans *op. cit.*, t. I, p. 317.

⁹² *Gazette de la Régence*, p. 252; 9 mai 1718.

⁹³ *Gazette de la Régence*, p. 253; 13 mai 1718.

⁹⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 295; 23 avril 1718.

⁹⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 295; 23 avril 1718.

⁹⁶ *Gazette de la Régence*, p. 253; 13 mai 1718.

⁹⁷ *Gazette de la Régence*, p. 255; 16 mai 1718.

noie sept mille livres, nous dit Barbier⁹⁸, savoir : cinq mille en argent et deux mille en billets d'État; on ne donne point sur-le-champ le paiement; on donne un billet à trente jours, signé du directeur de la Monnaie, nommé Foubert. Comme les vieux écus que l'on recevait à cinq livres à la Monnaie, valoient six livres dans le public, le même argent que le Roi recevoit, il l'envoyoit dans ses caisses pour payer sur le pied de six livres l'écu où il gagnoit un sixième; et, avant l'expiration du billet, qui étoit à trente jours, par la circulation, le même argent, qui avoit été porté à la Monnaie le 1^{er} du mois, pouvoit y être reporté trente fois. Jugez par là combien, avec ces premières cinq mille livres, il gagnoit avant de les payer.

« D'ailleurs, comme on pesoit l'argent à la Monnaie, Law avoit donné une facilité : il recevoit de même qu'à la Monnaie sans peser, et vous donnoit un billet de banque que vous portiez à la Monnaie, et pour lequel l'on vous donnoit un billet à trente jours de Foubert. Il avoit la facilité de remettre dans le commerce les billets d'État et de gagner moitié dessus.

« Le gain que le Roi a fait sur cette refonte, l'abus qu'il y avoit, parce qu'on ne biffait point les billets d'État à mesure qu'on les recevoit, la perte que tout le royaume feroit un jour sur des écus de six livres qui ne valoient intrinsèquement que deux livres dix-sept sols, le prix haut que cela donnoit à toutes les marchandises et aux fonds de terre » décidèrent le Parlement à s'opposer à cette fabrication.

Inconvénients
et dangers
de cette
réforme

Dès le 25 mai, on ne doute plus de prochains changements dans la monnaie, offrant un débouché sur les billets d'État⁹⁹ et on attend un édit pour le 1^{er} juin. Le 29 mai, la Cour des monnaies enregistra un édit du 20 du même mois ordonnant une refonte générale des monnaies, sous prétexte de remédier à la dépréciation toujours croissante des billets d'État, qui perdaient alors entre 58 et 68 livres pour cent¹⁰⁰. En même temps, la Cour arrêta des remontrances sur les inconvénients considérables que causerait l'exécution de cet édit¹⁰¹. Le Régent n'envoya pas cet édit aux autres cours souveraines, sans pouvoir empêcher le Parlement de s'en saisir. Le 1^{er} juin fut publié l'édit relatif à la nouvelle refonte des monnaies. Les louis de 30 livres vaudront

⁹⁸ *Chronique de la Régence et du règne de Louis XV ou Journal de Barbier*, in-12, Paris, 1857, t. I, p. 8-9.

⁹⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 314; 25 mai 1718.

¹⁰⁰ Buvat, *Journal*, t. I, p. 276; *Gazette de la Régence*, p. 186; 4 juin 1718.

¹⁰¹ *Archiv. nat.*; Z^{1b}, fol. 285.

36 livres dans le commerce; les écus de cent sols vaudront six livres et au mois d'août on recevra dans les Monnaies les billets d'État avec l'argent comptant pour deux cinquièmes en sus de l'argent qu'on aura porté; de sorte qu'en portant mille francs on passera quatre cents livres de billets d'État. Il sera permis de porter aussi toutes sortes d'anciennes espèces réformées d'or et d'argent : pistoles, guinées, léopolds..., à raison de six cents livres le marc d'or¹⁰². Rien de plus équivoque que l'effet de cet édit qui relève le prix des denrées et des biens-fonds, chacun voulant se défaire de son argent pour ne pas le porter à la Monnaie. Pour le petit peuple qui n'achète rien qu'au détail, tout renchérit du quart ou du tiers¹⁰³. L'édit du 1^{er} juin étoit manifestement inspiré par Law s'il n'étoit pas son ouvrage¹⁰⁴; en donnant aux porteurs des billets d'État le moyen de les convertir en argent, on diminuait la valeur des denrées et on facilitait la levée des impositions¹⁰⁵, mais surtout on dispensait Law de l'obligation et de la difficulté de recevoir ces billets en paiement des actions nouvelles dont il méditait la création.

Le 2 juin, l'édit affiché la veille mettoit le Parlement et la capitale en émoi. Surpris, humiliés, indignés de n'avoir pas été avertis¹⁰⁶, les magistrats, assemblés pour une réception de conseillers, nommèrent des commissaires pour examiner l'édit; quelques-uns proposèrent d'envoyer les gens du Roi au Régent pour lui représenter le préjudice que cet édit causait au royaume, mais ce parti fut repoussé comme trop violent¹⁰⁷. Une semaine plus tard, le Parlement proposa à la Cour des comptes, à la Cour des aides et à la Cour des monnaies de s'associer à ses remontrances, il invita les six corps de marchands et six banquiers à représenter combien le nouvel édit est préjudiciable au commerce¹⁰⁸. « Ces mouvements-là ne sont pas agréables à M. le duc d'Orléans », nous dit Dangeau; et on le croit sans peine¹⁰⁹.

Le 14 juin, les commissaires chargés de l'examen de l'édit

Interven-
tion du
Parlement

¹⁰² Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 316; 30 mai 1718; Buvat, *Journal*, t. I, p. 323.

¹⁰³ *Gazette de la Régence*, p. 258-259; 6 juin 1718.

¹⁰⁴ *Gazette de la Régence*, p. 259, 17 juin 1718.

¹⁰⁵ *Ms. du ministère des Finances*, cité par A. Vuitry, *op. cit.*, p. 250-251.

¹⁰⁶ *Archiv. nat.*, *Archiv. du Parlement*, série X, 8424, *Registre du Conseil secret*, fol. 367.

¹⁰⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 317; 2 juin 1718.

¹⁰⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 323, 326; 13, 14 juin; *Gazette de la Régence*, p. 259; 17 juin 1718.

¹⁰⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 326; 14 juin 1718.

représentèrent à la Cour « l'utilité dont il pourroit être de conférer sur une affaire aussi importante avec les députés des autres Compagnies ainsi qu'il a été pratiqué en plusieurs occasions », et le Parlement convoqua pour l'après-midi, dans la chambre Saint-Louis, une réunion des députés des quatre cours souveraines. Le Régent interdit à la Cour des monnaies d'obéir, refusa à la Chambre des comptes l'autorisation sollicitée. Le 15, le Parlement assemblé dans la chambre Saint-Louis, reçut réponse de la Chambre des comptes, c'était un refus¹¹⁰. La Cour des aides fit dire qu'elle ne prendrait de résolution finale que le surlendemain; la Cour des monnaies s'excusa sur une lettre de cachet. Les marchands et les banquiers apportèrent leurs mémoires dont on retarda la lecture jusqu'au surlendemain vendredi. Après l'assemblée, entre midi et une heure, le président de Lamoignon et trois conseillers se rendirent au Palais-Royal pour y donner part des délibérations prises.

Le 17, à l'assemblée matutinale¹¹¹, le Premier Président dit aux magistrats « qu'il falloit s'unir plus que jamais pour le bien public et qu'il alloit leur rendre compte de son audience de la veille chez le Régent. Elle leur apprit peu de chose¹¹². Deuxième séance l'après-dînée, prolongée jusqu'à 8 heures du soir et n'aboutissant qu'à une nouvelle demande de surséance à l'édit des monnaies et à la fabrique des nouvelles espèces et au cas que le Régent ne promît pas d'y satisfaire, les gens du Roi avaient ordre de lui témoigner que le Parlement donnerait son arrêt interdisant la fabrication d'écus de plus de cent sols et de louis de plus de trente livres. Les six corps de marchands « estimoient que quoique l'augmentation causât dans le commerce un grand dérangement, l'extinction des billets de l'État estoit néanmoins plus avantageuse en les bâtonnant aux hôtels des monnoyes en présence des porteurs ». Les banquiers, plus clairvoyants, déclaraient « que toutes les nouveautez sur les monnayes causent une interruption dans le commerce ». En conséquence, le Régent fut prié « de faire en sorte que par l'autorité du Roy la nouvelle fabrication et distribution des espèces fût suspendue aux hôtels des monnoyes, jusqu'à ce que le nouvel édit ait été envoyé, délibéré et enregistré en la Cour, si faire se doit. »

Les gens du Roi partirent sur-le-champ mais ne furent pas

Représen-
tations
faites
au Régent

¹¹⁰ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 326, 15 juin; Buvat, *Journal*, t. I, p. 278; M. de Balleroy à sa femme, 16 juin, dans *op. cit.*, t. I.

¹¹¹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 327, 17 juin; Arch. du Parlement, série X, 8424; *Registre du Conseil secret*, fol. 374.

¹¹² *Gazette de la Régence*, p. 261, 20 juin 1718.

admis. Le samedi 18 ils furent reçus par le Régent et rendirent compte au Parlement de l'accueil qui leur fut fait. Le Régent leur dit « que le Parlement pouvoit maintenir son autorité comme il le jugeoit à propos, mais que lui, il avoit fait provision de poudre et de plomb pour maintenir celle du Roi, et sur-le-champ il donna ses ordres pour envoyer une garde à la banque de Law, qui y fut posée à six heures du soir. Elle étoit de dix soldats aux gardes commandés par un sergent, avec chacun huit coups à tirer. Sur tout cela le Parlement délibéra jusqu'à sept heures du soir et décida une députation pour le lendemain 19¹¹³. Cette députation se composait du Premier Président, des présidents à mortier et de dix conseillers chargés de porter les remontrances, au sujet desquelles le Régent venait de dire aux gens du Roi, que « si la Cour jugeait à propos de faire des remontrances sur le dernier édit concernant les monnaies, quoiqu'il crût qu'elles ne fussent pas dans le cas, le Roi seroit néanmoins toujours très disposé à les recevoir, mais qu'il se croyoit obligé de maintenir l'autorité royale et qu'il étoit entièrement impossible d'accorder la surséance demandée par la Cour¹¹⁴ ». Les représentations furent immédiatement rédigées.

« Nous avons appris de nos pères, y disoit-on, que toute loi qui contient un règlement de police générale pour tout le royaume doit être enregistré au Parlement, et c'est dans ce premier tribunal de la justice du Roi que s'en fait la publication. C'est par son autorité que l'envoi s'en fait à tous les bailliages et sénéchaussées du ressort, et cette formalité nécessaire pour rendre une loi publique ne peut être suppléée par aucun tribunal. » Il énumérait ensuite les édits sur les monnaies soumis au contrôle du Parlement depuis 1551, entre autres en 1571, 1577, 1609, 1614, 1635, 1656. Après ces exemples, le Parlement exposait les principaux inconvénients de l'édit. Chaque particulier va voir augmenter sa dépense d'un quart par l'augmentation du prix des denrées et diminuer son revenu d'un tiers par la réduction forcée des rentes. Le commerce en général, et surtout le commerce étranger va souffrir une perte immense, le royaume sera inondé d'une infinité d'espèces contrefaites et l'étranger seul profitera de la perte que la France seule supportera. Ces représen-

¹¹³ *Gazette de la Régence*, p. 262; 20 juin; p. 264; 24 juin; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 328; 18 juin; Buvat, *Journal*, t. I, p. 278; M. de Balleroy à sa femme, 20 juin, dans *op. cit.*, t. I, p. 328; quelques variantes d'un récit à l'autre sur le nombre de postes, de soldats, de cartouches.

¹¹⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 328-329; 19 juin; J. Flammermont, *Remontrances*, t. I, p. 69.

tations étaient décisives et le Régent ne trouva rien à répondre; néanmoins il refusa toute concession, soutint la nécessité de l'enregistrement et l'impossibilité de suspendre la frappe¹¹⁵.

Arrêt du
Parlement
cassé par
arrêt
du Conseil

Le 20, le Premier Président rendit compte aux Chambres assemblées de l'inutilité de la démarche de la veille, la Compagnie le remercia de l'exactitude, de la solidité et de la netteté avec laquelle il avait fait entendre ses représentations, elle arrêta qu'il serait fait au Roi, le plus tôt que faire se pourrait, des remontrances de vive voix et par écrit « pour obtenir lettres patentes adressées à la Cour portant révocation du nouvel édit des monnaies, non enregistré en icelle, comme étant préjudiciable au Roi, à l'État, au commerce et à la fortune de chaque particulier. » La Cour interdisait aux notaires de se servir des monnaies nouvelles, réglait la valeur des monnaies anciennes et interdisait à l'avenir pour tout le monde l'usage des nouvelles monnaies¹¹⁶. C'était un empiètement manifeste sur le pouvoir royal, aussi, dès le lendemain matin, les gens du Roi apportèrent une lettre de cachet et un arrêt du conseil d'État cassant l'arrêt rendu par le Parlement¹¹⁷. Mais le Premier Président leur dit que le Roi ne fait pas connaître ses volontés à son Parlement par arrêts du Conseil, mais qu'il emploie les lettres patentes et les gens du Roi emportèrent l'arrêt que la Cour n'avait pas voulu recevoir¹¹⁸. Depuis six heures du matin, le Parlement siégeait dans la Grand'Chambre, dont les portes furent fermées jusqu'à deux heures après-midi¹¹⁹. Le public commençait à s'échauffer, il répétait avec confiance qu'on fabriquait pour 800.000 livres de nouvelles espèces chaque jour, et que le Régent avait trouvé dans son assiette un billet contenant des menaces de mort¹²⁰. Il n'en était guère ému, réitérait ses ordres pour l'exécution de l'édit du 20 mai¹²¹ et envoyait quelques mousquetaires à l'imprimerie du Palais saisir les presses et lacérer l'édit du Parlement, d'autres surveillaient les marchés pour empêcher qu'on

¹¹⁵ J. Flammermont, *Remontrances*, t. I, p. 70-74; *Arch. du Parlement*, série X, 8424. Registres du Conseil secret, fol. 375.

¹¹⁶ Flammermont, *op. cit.*, t. I, p. 74-75.

¹¹⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 329, 20 juin.

¹¹⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 331; 25 juin; Buvat, *Journal*, t. I, p. 279; Balleroy, *op. cit.*, t. I, p. 328.

¹¹⁹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 278.

¹²⁰ Buvat, *Journal*, t. I, p. 278-279.

¹²¹ Duhauchamp, *Histoire du système des Finances sous la minorité de Louis XV pendant les années 1719 et 1720*, in-12, La Haye, 1739, t. V, p. 123.

y refusât la nouvelle monnaie¹²². Au reste, le peuple n'était rien moins que disposé à concourir avec le Parlement à une action de vigueur et c'est ce dont le garde des sceaux, qui sait son Paris à merveille, dit la *Gazette*, est bien informé et ce qu'il a soin d'inculquer au Prince, lequel d'ailleurs est sûr des troupes, et c'est ce qui le rendra maître de tout. Il n'y a qu'une circonstance qui rendrait l'affaire douteuse : ce serait un accord entre le Premier Président et M. le Duc, ou le duc du Maine, ou les maréchaux de Villeroy et de Villars qui, eux, pourraient débaucher une partie des troupes¹²³. C'est qu'en effet, jusque dans le sein du Conseil de régence, le duc d'Orléans avait à lutter contre une forte opposition. Le Parlement y trouvait d'après défenseurs, « à tel point que Son Altesse sortit tout en feu » et d'Argenson dut aller se coucher une heure ou deux¹²⁴ afin de se remettre.

Au Palais, la colère montait d'heure en heure. On se répétait l'apostrophe du Régent aux magistrats venus vers lui : « Je me f... du Parlement¹²⁵ ; », on se redisait qu'un conseiller avait été arrêté et emprisonné pour avoir déchiré les affiches officielles¹²⁶; on s'employait à faire décamper la garnison établie chez l'imprimeur du Parlement. Pendant ce temps, tous les greffiers écrivaient copie après copie qu'on affichait dans les salles du Palais et aux carrefours des environs, nonobstant l'ordre qu'avaient reçu les soldats de tirer sur les afficheurs.

Le 22, le Régent répondit aux gens du Roi qui lui demandaient la permission d'exécuter les arrêts des 20 et 21, que le Parlement n'avait rien de mieux à faire que de travailler aux remontrances résolues le 20 et que le Roi recevrait le 27. Ce jour-là, après en avoir donné lecture aux Chambres assemblées, le Premier Président de Mesme se rendit aux Tuileries, suivi de tous les présidents à mortier et d'environ quarante conseillers¹²⁷. Ces remontrances reproduisent et développent les représentations faites quelques jours auparavant. Elles insistent sur les titres du Parlement et sur les circonstances dans lesquelles il avait exercé son pouvoir. Il revenait sur « la déclaration de juin 1656 touchant le cours, le poids et le prix des monnaies, envoyées au Parlement, en conséquence de ses remontrances quatre fois réi-

Remontrances
au Roi
du 27 juin

¹²² Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 329; 21 juin; *Gazette de la Régence*, p. 264, 265; 24 juin 1718; p. 266.

¹²³ *Gazette de la Régence*, p. 263; 20 juin 1718.

¹²⁴ *Gazette de la Régence*, p. 265; 24 juin 1718; p. 269.

¹²⁵ *Gazette de la Régence*, p. 264; 24 juin 1718.

¹²⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 331; 25 juin 1718.

¹²⁷ Buvat, *Journal*, t. I, p. 279.

térées sur sa compétence de connaître du fait des monnaies. Ce dernier exemple est d'autant plus important qu'il est d'un fait arrivé pendant le règne du feu Roi et plusieurs années depuis sa majorité, après une discussion fort ample et fort exacte du droit du Parlement, que le Roi voulut bien reconnaître d'une manière si authentique¹²⁸. Le discours du Président de Mesme fut admiré de tous ceux qui l'entendirent¹²⁹. Le 30, le Roi entendit les remontrances de la Chambre des comptes et de la Cour des aides, celles-ci assez vives¹³⁰; et, dès le lendemain, il transpirait que la réponse du Roi serait sèche¹³¹. En effet, le 2 juillet, d'Argenson lut cette réponse aux magistrats. Le Régent et tous les princes avec une infinité d'autres gens étaient venus assister à cette communication mortifiante¹³². On y entendait ces affirmations faites pour surprendre, même à cette époque : « Les lois anciennes et les nouvelles ne subsistent que par la volonté du souverain et n'ont besoin que de cette volonté seule pour être loi; leur enregistrement dans les cours, à qui l'exécution en est confiée, n'ajoute rien au pouvoir du législateur; c'en est seulement la promulgation, et un acte d'obéissance indispensable dont les cours doivent tenir et tiennent sans doute à honneur de donner l'exemple aux autres sujets. Plusieurs lettres patentes de nos rois ont été adressées directement aux baillis et sénéchaux; mais pendant le règne dernier, il parut plus convenable à la subordination et au bon ordre que les magistrats inférieurs fussent instruits des volontés du prince par les cours qui ont droit de réformer leurs jugements. Chacune de ces cours a sa portion d'autorité distincte et séparée qu'elle ne peut communiquer aux autres cours, et que les autres cours ne peuvent s'attribuer aussi. Mais le Roi réunit en sa personne ces différents pouvoirs, indépendants les uns des autres, qui tous émanent de lui et dont il dispose comme il lui plaît¹³³. Ces messieurs du Parlement, dit Saint-Simon, ne s'attendoient pas à une réponse si ferme, et se retirèrent fort mortifiés¹³⁴, toutefois ils n'abandonnèrent pas la lutte.

Itératives
remontran-
ces du 26
juillet

L'attitude du Parlement de Bretagne n'était pas encourageante. Le Régent, bien instruit par ses espions, gentilshommes, pré-

¹²⁸ J. Flammermont, *Remontrances*, t. I, p. 79.

¹²⁹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 280.

¹³⁰ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 333; 30 juin 1718.

¹³¹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 333; 1^{er} juillet 1718.

¹³² Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 334; 2 juillet 1718; M. de Balleroy à sa femme, 2 juillet, dans *op. cit.*, t. I, p. 333.

¹³³ J. Flammermont, *op. cit.*, p. I, p. 86; E. Levasseur, *op. cit.*, p. 72.

¹³⁴ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, 1857, t. XVI, p. 285.

tres et bourgeois, car la moitié de la province espionnait l'autre moitié et celle-ci en faisait autant à l'égard de celle-là, le Régent avait accordé la reprise des États interrompus. Redevenus dociles par l'effet de la peur, les États votèrent le don gratuit par acclamation¹³⁵. Paris les dédaigna désormais. Le 8 juillet, la Cour, après avoir entendu l'avis des commissaires nommés le 4 pour examiner la réponse du Roi aux remontrances du 27 juin, décida qu'il serait fait d'itératives remontrances avec insertion de quelques articles sur les enregistrements et la forme dans laquelle les lois doivent être publiées. On se mit à l'œuvre; dès le 12, le Premier Président s'appliqua à réduire les mémoires qui lui furent remis en un corps de remontrances. Le 26, il en donna lecture à la Compagnie et, le même jour, au Roi¹³⁶. Cette pièce fort longue exposait et défendait avec force exemples les principes de la magistrature sur ses droits et ses devoirs en matière législative. Il y était dit expressément que les magistrats, par leurs serments étaient tenus d'examiner si, dans les édits et autres lois, il n'y avait rien de contraire aux intérêts du Roi et de l'État et aux lois fondamentales du Royaume¹³⁷. Le Roi se borna à faire répondre qu'il examinerait les remontrances du Parlement dans son conseil. En attendant cette réponse, la Cour s'occupait des billets d'État et des rescriptions des receveurs généraux en continuant la délibération sur la réponse faite le 21 février aux remontrances du 26 janvier.

Le 9 août, les membres du bureau de l'Hôtel de Ville vinrent au Parlement et le prévôt des marchands rendit compte de l'état des rentes constituées sur la ville. Le Premier Président les chargea d'aller demander au duc d'Orléans de faire un fonds suffisant pour acquitter l'excédent du courant des rentes et de veiller à ce qu'il ne fût rien détourné du produit des quatre sols par livre. Le même jour, le Parlement arrêta qu'à l'avenir, dans le cas où le Roi se trouverait obligé de charger la ville de Paris de nouvelles rentes aucun prévôt des marchands et échevins ne pourrait signer aucuns contrats ni constituer aucunes rentes sur l'Hôtel de Ville que jusques à la convenance des sommes portées par les édits de créations desdites rentes, à peine d'en répondre en leur propre et privé nom.

Le Parlement alla plus loin. Le 11 août, il ordonna au prévôt

Arrêt
du 9 août

Arrêt
du 12 août

¹³⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 334; 3 juillet.

¹³⁶ *Registres du Conseil secret*, 8424, fol. 467-484; E. Levasseur, *op. cit.*, p. 387-391; M. de Balleroy à sa femme, 31 juillet, dans *op. cit.*, t. I, p. 335-336.

¹³⁷ J. Flammermont, *op. cit.*, t. I, p. 88-105.

des marchands de lui remettre le 1^{er} décembre un état des rentes restant à convertir, et on s'attendait à plus encore car Dangeau écrivait : « Le Parlement s'assemblera encore demain matin; il paroît qu'il veulent attaquer M. Law¹³⁸. » En effet, le 12, il rendit l'arrêté suivant :

« La Cour, toutes les Chambres d'icelle assemblées, a ordonné et ordonne que les anciennes et nouvelles ordonnances, les édits portant création d'offices de finances et les lettres patentes des deux et vingt mai mil sept cent seize portant établissement de la dite banque et règlement d'icelle registrées en la Cour, seront exécutés selon leur forme et teneur; ce faisant que ladite banque demeurera réduite aux termes et aux opérations portés par lesdites lettres patentes, et en conséquence fait défenses aux directeurs, inspecteurs, trésoriers, caissiers et tous autres employés pour ladite banque de garder ni tenir directement ou indirectement aucuns deniers royaux dans les caisses de ladite banque ni d'en faire aucun usage ni emploi pour le compte de la banque ni au profit de ceux qui la tiennent sous les peines portées par les ordonnances.

« Ordonne que les deniers royaux seront remis tous à chacun des officiers comptables pour être par eux employés au fait et exercice de leur charge, et que tous lesdits officiers et autres ayant maniement de finances demeureront garants et responsables en leurs propres et privés noms, chacun à leur égard, de tous les deniers de leur maniement convertis en billets de banque ou autres pour lesquels deniers ils auroient pris, accepté ou reçus lesdits billets.

« Fait en outre ladite Cour défense à tous les étrangers, même naturalisés, de s'immiscer directement ni indirectement, de participer en leurs noms ou sous des noms interposés au maniement et administration des deniers royaux, sous les peines portées par les ordonnances, déclarations et arrêts¹³⁹.

L'arrêt fit grand bruit, écrit Dangeau¹⁴⁰; beaucoup de bruit, écrit Barbier, on le lisoit partout¹⁴¹, on ne doutait pas que si Law était pris on ne lui fit son procès et ne le pendît dans la cour du Palais. « Il est sûr, dit la *Gazette*, qu'on ne lui promet pas

¹³⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 356; 11 août 1718.

¹³⁹ Arch. nat., série X, Archiv. du Parlement, 8424, *Registres du Conseil privé*; 12 août. M. L. M. D. M. *Vie de Philippe d'Orléans*, in-12, Londres, 1713, t. I, p. 294; Duhautchamp, *op. cit.*, t. V; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 356-357; 12 août; J. Flammermont, *op. cit.*, t. I, p. 106-107.

¹⁴⁰ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 357; 13 août 1718.

¹⁴¹ Barbier, *Journal*, t. I, p. 10, 13 août 1718.

poire molle et qu'on le décrètera quelque chose que dise le Régent¹⁴², contre qui le mécontentement est si vif que beaucoup de gens songent de nouveau au roi d'Espagne¹⁴³. » On dit qu'on ne trouveroit aucune puissance étrangère qui s'oppose [à son rappel], excepté l'Espagne, qui voudroit garder peut-être un de ses princes, et les maisons d'Orléans, de Condé et de Conti, qui ne tiendroient pas contre la nation française, si elles n'étoient pas appuyées de nos voisins : en un mot l'on mettroit tout en œuvre pour exclure le duc d'Orléans. Voilà, dit-on, qui est bien contraire à ce que nous pensions la première année de la Régence; mais qui eût cru qu'un prince très spirituel eût pris ce parti de ne travailler que contre ses intérêts depuis deux ans? Il y a bien des gens qui croient que, devant qu'il soit peu, il y aura de la brouillerie en France par rapport au gouvernement, d'autant plus que, par la chaleur qu'il fait, le bon œil du Régent commence à devenir mauvais et qu'il est dans un danger prochain de perdre entièrement la vue¹⁴⁴. »

Ému à l'idée de sa propre audace, le Parlement garda secret l'arrêt du 12 août pendant quelques jours. Le 18 seulement, les huissiers, faisant ouvrir les portes, le lurent à haute voix en présence des gens du Roi et du public, une copie fut ensuite envoyée à tous les bailliages et à toutes les sénéchaussées du ressort¹⁴⁵. Le Conseil de Régence cassa la délibération et rendit arrêt contre arrêt. Il déclara que « le Roi, étant informé que le Parlement de Paris, à l'instigation de gens mal intentionnés et contre l'avis des plus sages de cette Compagnie, abusant des différentes marques de considération dont il a plu à Sa Majesté de l'honorer... fait continuellement de nouvelles tentatives pour partager l'autorité royale... et ordonne que, faute par le Parlement de faire [ses remontrances] dans la huitaine du jour que les édits, déclarations du Roi et lettres-patentes lui auront été présentées, ils seront réputés et tenus enregistrés¹⁴⁶. »

Aussitôt après l'arrêt du Parlement du 12 août, le bruit commença à se répandre d'un prochain lit de justice, inspiré qu'il était par la vue des entreprises quotidiennes de la magistrature sur l'autorité royale; mais la faiblesse du Régent faisait douter qu'il en vînt là. « La lecture des Mémoires du cardinal de Retz, de

Publié
le 18

Réveil des
souvenirs
du temps
de la Fronde

¹⁴² *Gazette de la Régence*, p. 273; 19 août 1718.

¹⁴³ Madame, *Correspondance*, édit. G. Brunet, t. I, p. 448; 25 août 1718.

¹⁴⁴ *Gazette de la Régence*, p. 274; 19 août 1718.

¹⁴⁵ Arch. nat., série X, Archiv. du Parlement, 8424, *Registres du Conseil secret*, séance du 18 août.

¹⁴⁶ Duhautchamp, *op. cit.*

Joly et de Mme de Motteville avoient tourné toutes les têtes. Ces livres étoient devenus si à la mode, qu'il n'y avoit homme ni femme de tous états qui ne les eût continuellement entre les mains. L'ambition, le désir de la nouveauté, l'adresse des entrepreneurs qui leur donnoient cette vogue, faisoit espérer à la plupart le plaisir et l'honneur de figurer et d'arriver, et persuadoit qu'on ne manquoit non plus de personnages que dans la dernière minorité. On croyoit trouver le cardinal Mazarin dans Law, étranger comme lui, et la Fronde dans le parti du duc et de la duchesse du Maine; la faiblesse de M. le duc d'Orléans étoit comparée à celle de la reine mère. Les intérêts divers et la division des ministres et de leurs conseils paroissent les mêmes que sous Louis XIV enfant. Le maréchal de Villeroy se donnoit pour un duc de Beaufort, avec l'avantage de plus de sa place auprès du Roi et de son crédit sur le Parlement, sur qui on ne comptoit guère moins que sur celui de la dernière minorité. On imaginoit plusieurs Broussel et on étoit assuré d'un Premier Président tout à la dévotion de la Fronde moderne. La paix du dehors, dont l'autre minorité ne jouissoit pas, donnoit un autre avantage à des gens qui comptoient d'opposer au Régent le roi d'Espagne¹⁴⁷.

Le Régent
se décide
à l'action

Le Régent, de plus en plus livré à la débauche, achevait d'y perdre le peu d'énergie qui l'avait soutenu jusqu'alors. La paresse naturelle, l'apathie acquise l'avaient jeté dans une sorte d'engourdissement qui flattait son goût et justifiait son inaction. Ceux qui le maintenaient dans cette voie lui paraissaient sages et éclairés, ceux qui travaillaient à l'en retirer n'étaient, selon lui, que des brouillons impatients de satisfaire leur avidité. Il se tenait en garde contre eux, et, tout en abondant dans le sens de leurs idées, les laissait dire et s'en divertissait après avec les autres jusqu'au jour où, d'un mot sec, il les faisait taire. Saint-Simon s'était lassé à ce métier ingrat de Cassandre jusqu'au jour où le prince le provoqua avec tant d'insistance que le petit homme s'emporta, ragea tout à son aise, répéta ce qu'on lui avait entendu dire cent fois déjà sur les empiètements des bâtards, les usurpations des magistrats, l'affaire du bonnet et la ruine imminente de l'État. Le Régent le laissait dire et cet acquiescement tacite stimulait Saint-Simon dont il voulait seulement échauffer la bile afin de réclamer ses services. Dubois, Law et d'Argenson, ligués entre eux, avaient décidé le Régent à intervenir. Le duc de la

¹⁴⁷ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. XVI, p. 291-292. *Les Mémoires de Mme de Motteville* ne parurent qu'en 1723; voir M. Marais, *Journal*, t. I, p. 462.

Force, lié à Law, y poussait de son côté. L'arrêt du 12, connu le 18, et suivi d'une commission de recherche par les gens du Roi, acheva de déterminer le Régent. « On sut que le Parlement, en défiance du procureur général, avait nommé d'autres commissaires en son lieu, pour informer d'office; qu'on y instrumentoit très secrètement; qu'il y avait déjà beaucoup de témoins ouïs de la sorte : que tout s'y mettoit très sourdement en état d'envoyer un matin quérir Law par des huissiers, ayant en main décret de prise de corps, après ajournement personnel soufflé, et le faire pendre en trois heures de temps, dans l'enclos du Palais¹⁴⁸. »

Sur ces avis, le duc de La Force et Fagon, conseillers d'État, allèrent le vendredi matin 19 août trouver le Régent et convinrent avec lui de se rencontrer tous deux dans la journée avec Law et Saint-Simon chez ce dernier. Law, plus mort que vif, ne savait que dire, beaucoup moins que devenir; il pleurait. S'il eût été pris il courait risque d'être pendu avant qu'on l'eût tiré des mains des magistrats, il fut décidé de le cacher dans l'appartement que M. de Nancré, alors en Espagne, avait au Palais-Royal¹⁴⁹.

Law menacé

Le 21, on commença à parler d'un lit de justice sur la fin de la semaine¹⁵⁰. Le lendemain « le Parlement s'assembla encore le matin et chargea les gens du Roi de savoir ce que sont devenus les billets d'État qui ont passé à la Chambre de justice; ceux qui ont été donnés pour les loteries qui se font tous les mois, ceux qui ont été donnés pour le Mississippi ou la compagnie d'Occident, et enfin ceux qui ont été portés à la Monnaie depuis le changement des espèces¹⁵¹. MM. les gens du Roi allèrent chez M. le duc d'Orléans au sortir du parlement, et lui dirent de quoi ils étoient chargés; il leur dit qu'ils n'avoient qu'à exécuter ce que le Parlement leur avoit ordonné de faire. Ils voulurent demander à Son Altesse Royale quelques instructions là dessus, mais il ne jugea pas à propos de leur répondre davantage et leur tourna le dos¹⁵². On parlait fort le soir dans les Tuileries de grand changements. Le mardi 23, il n'étoit bruit que du lit de justice; le jeudi 25 on l'attendait « au premier jour » et, peut-être, au lendemain¹⁵³.

Bruits
d'un lit
de justice

¹⁴⁸ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XVI, p. 296-297.

¹⁴⁹ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XVI, p. 297; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 361; 20 août; Barbier, *Journal*, t. I, p. 10-11.

¹⁵⁰ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 362; 21 août 1718.

¹⁵¹ *Arch. nat.*, série N. Archives du Parlement, 8424. *Registres du Conseil secret*, 22 août 1718.

¹⁵² Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 362-363; 22 août 1718.

¹⁵³ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 363, 369; 23, 25 août 1718.

CHAPITRE XXVII

Le lit de Justice

(20-26 août 1718)

La fête du Roi. — Préludes du lit de justice. — Journée du 20 août. — Entretien du Régent et de Saint-Simon qui se rend au garde-meuble. — Dimanche 21 août. — Lundi 22. — Mercredi 24. — Préparatifs. — 26 août : Une heure du matin ; Six heures, le Parlement averti ; Le garde des sceaux. — Arrivée et sortie des légitimés. — Disposition de la salle du Conseil. — Lecture du garde des sceaux. — L'affaire des légitimés. — Le comte de Toulouse. — La marche du Parlement. — Les membres du Conseil pris du besoin d'uriner. — Mise en marche du cortège. — Entrée dans la salle. — Premier acte. — Second acte. — Troisième acte. Quatrième acte. — Enregistrement. — Impressions.

La Saint-Louis était alors comme une trêve rapide et joyeuse, que l'âge du petit Roi embellissait d'attentions maternelles. Le 24 août, au soir, il y eut grande musique sous les fenêtres de l'enfant, suivie d'un feu d'artifice représentant une forteresse construite sur le bord du bassin. Quoique la chaleur fut excessive et qu'on ne se souvint point d'en avoir vu de pareille en France, la fête réussit parfaitement grâce à une grosse pluie qui tomba une heure avant le feu d'artifice et « redonna la joie à tout Paris ». Le Roi prit un plaisir infini à voir la foule fuir sous l'ondée, les dames mouillées et rieuses, n'ayant que la musique pour se sécher!¹ Au lever de Louis XV, on présenta à l'enfant son portrait en émail²; il considéra avec admiration parmi les présents qu'on lui faisait une corbeille contenant une lapine assez petite, son mâle, un petit lapin qui tétait et un cochon d'Inde, tous quatre blancs comme la neige, enrubannés et brouillant des feuilles de vigne. Sur les feuilles de ce bouquet étaient posés des hannetons artificiels, les ailes ouvertes, prêts à voler³.

La fête
du Roi

¹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 369; Buvat, *Journal*, t. I, p. 325 : *Madame à la raugrave Louise*, dans *Correspondance*, édit. Brunet, t. I, p. 449; 25 août 1718.

² *Mercure de France*, mois d'août, p. 190.

³ Buvat, *Journal*, t. I, p. 324.

Ensuite les Carmes du grand couvent vinrent, comme chaque année, aux Tuileries, en procession, et ils célébrèrent la messe dans la chapelle, où le Roi assista. Le soir, il alla entendre le salut dans l'église des Capucins⁴.

Préludes
du lit
de justice

Ce calme n'était qu'apparent. « Il gronde un gros orage », disait l'un⁵; « il y a eu des ordres de faire approcher quelques troupes de Paris », disait un autre⁶; « on croit que le Parlement pourra s'en sentir, mais on parle aussi de M. du Maine et de M. de Villeroy⁷ ». La mère du Régent, retirée à Saint-Cloud, remercie Dieu, le soir en se couchant, de ce qu'il n'est pas survenu quelque malheur dans la journée⁸. Dangeau, toujours averti de tout ce qui se passe et de tout ce qui se prépare, a su qu'on « parloit de tenir un Conseil de Régence extraordinaire le jour même, mais on le croit remis au lendemain; il est sûr, ajoute-t-il qu'il y aura un lit de justice au premier jour et ce pourroit bien être demain. M. le duc d'Orléans se coucha de bonne heure, mais il donna des audiences étant dans son lit et à des gens qui font croire qu'il s'agissoit d'affaires importantes dans ces audiences, car ce sont des personnes intelligentes, fort attachées à M. le Duc. On ne doute pas qu'il ne se passe demain quelque chose qui sera fort agréable à ce prince⁹. »

C'était, en effet, à un lit de justice que l'influence de Dubois, de Law et de Saint-Simon avait amené le Régent. Saint-Simon s'en fit l'ordonnateur empressé et il en est resté le chroniqueur inoubliable. Aux objections qu'on soulevait, sa verve, teinte de logique, trouvait des réponses péremptoires. Qu'on réunisse le lit de justice aux Tuileries. Par cet expédient, nulle nécessité d'avertir personne que le matin même qu'il se tiendrait, et par ce secret chacun hors de mesure et de garde. Sur le champ, il se mit à dicter un mémoire de tout ce qu'il estimait nécessaire pour assurer l'exécution et prévenir tous les obstacles et l'adressa à Dubois « duquel on ne pouvoit espérer de se passer dans sa situation présente auprès du Régent¹⁰ ». Mais Dubois n'était pas homme à se livrer du premier coup, il se montra « tout vacillant, et à propos de rien tout Daguesseau, dont il étoit aupara-

⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 369; 25 août 1718.

⁵ M. de Balleroy à sa femme, 26 août, dans *Les Correspondants de la Mse de Balleroy*, in-8, Paris, 1883, t. I, p. 345.

⁶ *Gazette de la Régence*, p. 275; 19 août 1718.

⁷ M. de Balleroy à sa femme, 26 août, dans *op. cit.*, t. I, p. 345; Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chérueil, t. XVI, p. 355-356.

⁸ Madame à la raugrave Louise, 25 août, dans *op. cit.*, t. I, p. 448.

⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 369-370; 25 août 1718.

¹⁰ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chérueil, t. XVI, p. 299.

vant l'ennemi¹¹ ». Saint-Simon lui prêta aussitôt des projets bien tortueux mais dont il ne s'alarmait guère, étant mandé au Palais-Royal dans l'après-dînée (20 août).

Il y arriva à quatre heures, trouva Grancey et Broglie, deux des roués, dans le grand cabinet, au frais, familièrement, sans perruques. Après un moment, on l'introduisit dans la galerie de Coypel où le Régent et Villeroy regardaient quantité de plans et de cartes des Pyrénées. Le duc d'Orléans le reçut avec une ouverture et des caresses qui sentaient le besoin, lui dit à l'oreille qu'il avait à l'entretenir mais qu'il fallait laisser sortir le maréchal. Celui-ci n'avait jamais fini ses bavardages, ses protestations, ses vantardises sur les précautions dont il entourait la personne du Roi. Enfin il s'en alla avec la compagnie. Alors le duc d'Orléans respira et emmena Saint-Simon dans les cabinets derrière le grand salon de la rue de Richelieu. Le prenant par le bras, il dit qu'il étoit à la crise de sa Régence et jouait le tout pour le tout. Mais ceci, expliqua Saint-Simon ne dépendait que de lui. Dubois survint, parla sur le Parlement mais avec prudence; après sa sortie, le Régent défendit qu'on vînt l'interrompre, excepté pour l'avertir de l'arrivée du garde des sceaux; et seulement à travers la porte, qu'il alla fermer au verrou. Aussitôt Saint-Simon le mit en garde contre Dubois, si promptement changé et sans cause apparente. Le prince répondit de la fidélité de l'abbé, mais convint de ne s'avancer que la sonde à la main. Après ce court préambule, il entra en matière, approuva la tenue du lit de justice aux Tuileries, ajouta qu'il étoit assuré de M. le Duc, moyennant une nouvelle pension de cent cinquante mille livres comme chef du Conseil de Régence; depuis le matin, il avait parole de M. de Conti; enfin M. le Duc voulait que l'éducation du Roi fut ôtée au duc du Maine, ce qui lui convenait à lui-même et lui faisait souhaiter de tenir le lit de justice dès le mardi suivant et là d'ôter l'éducation au duc du Maine.

Saint-Simon se récria, le Régent lui coupa la parole et dit :

— « Eh! pourquoi n'est-ce pas votre avis? »

— « Parce que c'est trop entreprendre à la fois. Quelle est maintenant votre affaire urgente avant toute autre, et qui ne souffre point de délais? C'est celle du Parlement : voilà le grand point; contentez-vous-en. Frappant dessus un grand coup, et le sachant soutenir après, vous regagnez en un instant toute votre autorité, après quoi vous aurez tout le temps de penser au duc du Maine. Ne le confondez point avec le Parlement; ne l'iden-

¹¹ *Ibid.*, p. 300.

Journée
du 20 août

Entretien
du Régent
et de
Saint-Simon

tifiez point avec lui : par leur disgrâce commune, vous les joignez d'intérêt. Il sera et se professera le martyr du Parlement; conséquemment du public dans l'esprit qu'ils ont su y répandre. Voyez donc auparavant ce que le public fera et pensera de l'éclat que vous allez faire contre le Parlement. Vous n'avez pas voulu abattre M. du Maine, lorsque vous le pouviez et le deviez, lorsque le public et le Parlement s'y attendoient et le désiroient ouvertement; vous avez laissé pratiquer l'un et l'autre au duc du Maine à son aise, et vous le voulez ôter à contre-temps. D'ailleurs, espérez-vous que cet affront ne vous conduise pas plus loin? Mais de plus, M. le Duc veut-il l'éducation ou se contente-il de l'ôter à M. du Maine,

— « Il ne s'en soucie pas.

— « A la bonne heure, mais tâchez donc de lui faire entendre raison sur le moment présent qui vous engage à un trop fort mouvement. Pensez encore, monsieur, que quand je m'oppose à l'abaissement de M. du Maine, je combats mon intérêt le plus cher : de l'éducation au rang il n'y a pas loin : vous connaissez sur ce point l'ardeur de mes desirs, et que d'ailleurs je hais parfaitement M. du Maine, qui nous a, par noirceur profonde et pourpensée, induits forcément au bonnet, et, de dessein prémédité, nous a coûté tout ce qui s'en est suivi; mais le bien de l'État et le vôtre m'est plus cher que mon rang et ma vengeance, et je vous conjure d'y bien faire toutes vos réflexions.

Le Régent, ému, embrassa Saint-Simon et adopta ses vues. Le duc du Maine serait épargné cette fois; mais le Premier Président serait chassé. Nouvelle opposition du petit duc et pair qui préférerait voir ses deux ennemis succomber en même temps. Il se jugeait héroïque d'épargner un tel « scélérat », mais loin de l'accabler il fallait le caresser en apparence, le perdre aux yeux de sa Compagnie, ensuite on pourrait le deshonoré impunément et s'en défaire à bon compte. Le Régent loua encore, remercia et « après avoir bien discuté tous les inconvénients et leurs remèdes, nous en vîmes à la mécanique, dit Saint-Simon. Je la lui expliquais telle que je l'imaginai, et je me chargeai, à la prière du Régent, de la machine matérielle du lit de justice, par Fontanieu, garde-meuble de la couronne, à l'insu de tout le monde, et particulièrement du duc d'Aumont, son supérieur comme premier gentilhomme de la chambre en année, et valet à gage de M. du Maine et du Premier Président.

Il se rend
au garde-
meuble

Il sortit, croisa Dubois qui ne lui dit rien, fut appelé par Law à qui il annonça que tout allait bien et que le Régent à cette heure câlinait M. le Duc dans son grand cabinet; leur rappro-

chement était l'ouvrage du financier. De là, après s'être excusé « sur une commission très nécessaire », Saint-Simon courut chez Fontanieu à la place Vendôme. Fontanieu, appelé par ses affaires, s'était rendu au Marais, mais ayant pris le chemin des écoliers, on le retrouva dans le voisinage et on l'amena. Il fallut se dépêtrer de la curiosité en éveil de sa femme, de celle des domestiques, enfin quand ceux-ci furent retirés, Saint-Simon alla voir s'ils n'écoutaient pas aux portes et ferma celles-ci au tour de clef. Fontanieu, sans parole, confondu, hébété, laissait faire. Ce fut pis quand on lui parla d'une affaire qui demandait toute son industrie et un secret à toute épreuve; mais d'abord Son Altesse Royale pouvait-elle compter sur lui? A ces mots Fontanieu se mit à trembler de tout son corps et devint livide, il balbutia quelques mots : « Qu'il étoit à Son Altesse Royale tant que son devoir le lui permettrait. » Le regard de Saint-Simon le transperça. Fontanieu se jeta dans les excuses et apprit « qu'il s'agissoit d'un lit de justice pour la construction duquel et sa position nous avions besoin de lui. » A ces mots Fontanieu se mit à respirer quatre ou cinq fois avec bruit disant chaque fois : « N'est-ce que cela! » Et il promit tout, avec d'autant plus de facilité qu'il ignorait ce qu'était un lit de justice, n'en avait jamais vu et ignorait à quoi cela pouvait servir.

Saint-Simon s'attabla, dessina la séance, dicta des explications afin qu'on ne pût reconnaître son écriture, parla, discuta, raisonna, rangea et déranger table, chaises et fauteuils, figura toute la bataille sans livrer le nom du terrain où elle se livrerait et retourna au Palais-Royal. Un garçon rouge l'attendait et le concierge à l'entrée de l'appartement le prièrent d'écrire, car c'était l'heure sacrée des roués et du souper, contre lesquelles rien ni personne ne pouvait prévaloir. Saint-Simon écrivit l'indispensable et pria le concierge de ne remettre son billet au prince que quand il serait en état de le lire, il recommanda de le brûler après.

Le lendemain dimanche, après un entretien interminable avec M. le Duc, qui voulait qu'on employât le lit de justice à retirer au duc du Maine l'éducation du Roi pour la lui donner, Saint-Simon alla tout rapporter au Régent qui l'avertit que le lit de justice serait retardé parce que d'Argenson doutait d'être prêt pour tout ce qu'il y aurait à faire. Saint-Simon craignit que ce délai ne fut suivi de l'abandon et demanda à quand donc on prétendait remettre?

— « A Vendredi, dit le Régent, car mercredi et jeudi sont fêtes, et on ne le peut plus tôt.

Dimanche
21 août

— « A la bonne heure pourvu qu'à tout rompre ce soit vendredi », répliqua Saint-Simon qui raconta sa visite de la veille à Fontanieu.

Lundi 22

Le lundi, nouvel entretien entre le Régent et Saint-Simon, plus que jamais véritable « mouche du coche ». Le prince fort calme, très décidé à contenir l'ambition de M. le Duc et des Condé, qui veulent profiter des circonstances pour mettre la main sur l'éducation du Roi et sur un apanage pour le comte de Charolais.

— « Tout cela ne m'embarrasse pas, dit le Régent. D'établissement, je n'en sais point faire quand il n'en vaque pas et la réponse est sans réplique. Pour l'éducation, je n'en ferai rien, et j'ai un homme bien à moi à cette heure, qui ôtera à M. le Duc cette fantaisie de la tête, car il le gouverne, et je le dois voir tantôt.

— « Mais, monsieur, qui est cet homme ?

— « C'est La Faye, qui est son secrétaire, qu'il consulte et croit sur tout, et, entre nous, je lui graisse la patte ! »

Pour qui connaissait le caractère du duc d'Orléans, il n'y avait pas lieu de douter qu'il abandonnât ce que M. le Duc voulait, avec tant d'énergie, obtenir. Celui-ci se montrait intraitable, mais le détail de ses entretiens journaliers est si fastidieux qu'il ne sert à rien de le transcrire. Les journées s'écoulaient en conférences dont le duc et pair, qui ne s'était jamais trouvé à pareille fête, était l'âme.

Mercredi
24.
Préparatifs

Le 24 août, il courait dans Paris cette histoire ridicule d'une conspiration du duc du Maine pour déclarer le Roi majeur et former un conseil dont le bâtard serait chef¹². Saint-Simon, Law, Dubois et quelques initiés comme Fagon, le duc de la Force, prenaient leurs dernières mesures; il en fut de même le lendemain, on prévint et on calcula « la cadence des grands coups du lendemain ». La fin de la journée se passa à remâcher toute la besogne. « Tout étoit prévu, et les remèdes à chaque inconvénient tout dressés : si le Parlement refusoit de venir aux Tuileries, d'interdiction prête, avec attribution des causes y pendantes et des autres de son ressort au grand conseil, les maîtres des requêtes choisis pour l'aller signifier et mettre le scellé partout où il étoit nécessaire; les officiers des gardes du corps choisis, et les détachements du régiment des gardes destinés pour les y

¹² Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chérueil, t. XVI, p. 391; *Madame à la raugrave Louise*, 30 août 1718, dans *Correspondance*, édit. Brunet, t. I, p. 493.

accompagner; si une partie du Parlement venoit et une autre refusoit, même punition pour les refusants; si le Parlement venu refusoit d'entendre et vouloit sortir, même punition; si une partie restoit, une autre s'en alloit, de même pour les sortants..., si refus d'opiner, passer outre, de même pour peu qu'il restât de membres du Parlement; au cas que tous fussent sortis, tenir également le lit de justice, et huit jours après en tenir un autre au grand conseil pour y enregistrer ce qui auroit été fait; si les bâtards ou quelque autre seigneur branloient, les arrêter dans la séance, si l'éclat étoit grand, sinon à la sortie de la séance; s'ils sortoient de Paris les arrêter de même. Tout cela bien arrangé et les destinations et les expéditions faites, l'abbé Dubois fit une petite liste de signaux, comme croiser les jambes, secouer un mouchoir, et autres gestes simples, pour la donner dans le premier matin aux officiers des gardes du corps choisis pour les exécutions, qui, répandus dans la salle du lit de justice, devoient continuellement regarder le Régent pour obéir au moindre signal, et entendre ce qu'ils auroient à faire. Il fit plus, car, pour décharger M. le duc d'Orléans, il lui dressa, pour ainsi dire, une horloge, c'est-à-dire des heures auxquelles il devoit mander ceux à qui il auroit nécessairement des ordres à donner pour ne les pas mander un moment plus tôt, et ce qu'il auroit à leur dire pour ne pas aller au-delà, n'en oublier aucun et donner chaque ordre en son temps et en sa cadence, ce qui contribua infiniment à conserver le secret jusqu'au dernier instant¹³.

Vers huit heures du soir, Saint-Simon se rendit, sans flambeaux, au Palais-Royal où le valet de chambre Desbagnets le mena, à tâtons, près du Régent, couché, ayant un accès de fièvre. On décida les dernières dispositions dans cette chambre éclairée par une seule bougie. Saint-Simon voulant écrire quelques mots s'empara d'une niche à chien en guise de table. A dix heures on se sépara, Saint-Simon débordait, embrassait M. le Duc, embrassait le sieur Millin, embrassait le duc de Chaulnes à qui il alla confier « le grand spectacle préparé pour le lendemain matin. Nous nous livrâmes, lui et moi, dit-il, au ravissement d'un rétablissement si imprévu, si subit, si prochain, si secret, dont la seule espérance, fondée comme que ce fût, nous avoit uniquement soutenus sous l'horrible marteau du feu Roi. La dissipation et la fonte de ces montagnes entassées l'une sur l'autre, par degrés infinis, sur notre dignité par ces géants de

¹³ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XVI, p. 403-404.

bâtards, ces Titans de la France; leur état prochain, la commune surprise, mais si différente, si extrême en eux et dans les pairs; notre renaissance, notre réexistence des anéantissemements passés, cent vues à la fois, nous dilatèrent le cœur d'une manière à ne le pouvoir rendre, la juste rétribution des profondes noirceurs si pourpensées du duc du Maine... Nous nous séparâmes enfin dans cette grande attente¹⁴.

26 août.
Une heure
du matin

Depuis une heure du matin, le Régent manda successivement les ducs de Guiche, de Villeroy et de Chaulnes, colonels des gardes, capitaine des gardes du corps en quartier, capitaine des cheveu-légers de la garde; Artagnan et Canillac, capitaines des deux compagnies des mousquetaires et, en l'absence de Dreux, maître des cérémonies, son substitut des Granges. On avait pensé à tout, excepté aux Suisses. Contade, major des gardes, s'en avisa et alla prendre les ordres du Régent. Il lui fit entendre que l'affection fidèle de ce régiment répondait de tout et qu'on l'offenserait par une marque de défiance. On lui donna ordre d'y pourvoir. Sur les quatre heures du matin, Contade alla aux Tuileries éveiller le duc du Maine, colonel général des Suisses, lequel rentré d'une fête était couché depuis une heure à peine. Contade entra, expliqua son ordre de la part du Régent et le duc du Maine, ayant fait avertir les compagnies, se recoucha.

Vers cinq heures du matin, Paris se réveilla au bruit des tambours; les habitants, assez curieux pour se lever de si bonne heure, aperçurent des compagnies de soldats en mouvement. Des estafettes couraient partout, au logis des pairs, des maréchaux de France, des gouverneurs de province, des chevaliers de l'Ordre. Le garde des sceaux envoyait avertir quatre conseillers d'État : MM. Pelletier, Caumartin, Nointel et l'abbé Dubois, et quatre maîtres des requêtes de venir en robes.

Six heures;
le
Parlement
averti

A six heures, des Granges arriva dans la Grand'Chambre pour remettre sa lettre de cachet; il n'y trouva que quelques conseillers arrivés pour juger des procès, qui bientôt après furent suivis par quelques présidents et d'autres conseillers qui envoyèrent au plus vite avertir le Premier Président qui, souffrant de la goutte, se fit porter en chaise. Pendant ce temps, Saint-Simon, levé à six heures recevait son billet d'avertissement et prenant un habit entièrement noir afin de ne pas paraître insulter à ses victimes, monta en carrosse, assez perplexe sur les surprises que pouvait ménager l'indécision habituelle du duc d'Orléans. Passant devant le logis de M. de Valincourt, secrétaire général

¹⁴ Ibid., t. XVI, p. 410-411.

de la marine et attaché au comte de Toulouse depuis sa première jeunesse, il le fit appeler. Valincourt vint, à peine habillé, demandant ce qu'était tout ceci. Saint-Simon le prit par la tête et dit : « Écoutez-moi bien, et ne perdez pas un mot. Allez de ce pas dire à M. le comte de Toulouse qu'il se fie en ma parole, qu'il soit sage, qu'il va arriver des choses qui pourront lui déplaire par rapport à autrui mais qu'il compte avec assurance qu'il n'y perdra pas un cheveu; je ne veux pas qu'il puisse en avoir un instant d'inquiétude; allez et ne perdez pas un instant! » Cela dit il reprit sa marche et arriva dans la cour des Tuileries.

Le lit de justice était préparé dans la grande antichambre où le Roi prenait ses repas. Fontanieu était arrivé à six heures du matin avec ses ouvriers et son matériel, avait tout monté et dressé en sourdine, tellement que le Roi n'avait rien entendu; vers les sept heures, le premier valet de chambre sortant pour quelque besoin de la chambre du Roi n'en put croire ses yeux et courut avertir le maréchal de Villeroy. En attendant l'heure fixée, le garde des sceaux d'Argenson et la Vrillière revoyaient leurs papiers dans un cabinet. Le garde des sceaux, debout, tenait une croûte de pain, aussi à lui-même que s'il n'eût été question que d'un conseil ordinaire, sans embarras, mais un peu en peine de la fermeté du Régent. Il ne quittait guère des yeux deux gros sacs de velours renfermant les sceaux et les instruments de précaution signés et scellés; ces deux sacs furent tout le temps à portée de sa main. Le chauffe-cire avec de l'eau et du feu tout allumé demeura tout prêt dans une chambre voisine sans que personne s'en fût aperçu.

Le garde
des sceaux

On n'attendait que le réveil du petit Roi qui, depuis les grandes chaleurs, couchait dans le cabinet du Conseil. Dès qu'il fut hors de son lit, on le mena s'habiller dans sa petite chambre et, de là, dans ses cabinets. On tira les housses du lit de l'enfant et de celui du maréchal de Villeroy, au pied duquel on mit la table du conseil. Le Régent arrivait, revêtu de sa robe du lit de justice, pour n'avoir pas à en changer. Dans le cabinet du Conseil régnait un air de contention d'esprit, un sérieux qui coupait court aux conversations; chacun, debout ou assis, çà et là, se tenait assez en sa place. Le duc d'Orléans entra d'un air gai, libre, regardant la compagnie avec un sourire. M. du Maine parut à son tour en manteau, multipliant les révérences; allant et venant comme pour se donner une contenance. Son frère le comte de Toulouse parut également en manteau, le Régent s'approcha de lui et lui dit sa surprise de le voir ainsi, ne l'ayant

Arrivée
et sortie
des
légitimés

pas fait avertir du lit de justice sachant que depuis le dernier arrêt, il n'aimait pas aller au Parlement. « Il est vrai, répondit le comte de Toulouse, mais quand il s'agit du bien de l'État, je mets toute autre considération à part. » — « Voilà un homme qui me perce le cœur » dit le Régent tout bas à Saint-Simon. Un instant après, il revint vers le comte de Toulouse et lui dit : « Mon pauvre comte, je t'ai toujours aimé et aime encore, mais je te prie de ne point entrer au Conseil aujourd'hui parce qu'on y doit parler d'affaires qui te regardent et le duc du Maine. » Là-dessus le comte de Toulouse voulut entrer en explication : le Régent coupa court et dit que, pour lui, il pouvait rester en sûreté, mais qu'il pourroit se passer des choses désagréables à M. du Maine. Le comte de Toulouse insista, disant qu'il ne pouvait partir du moment qu'on attaquerait son frère. Le Régent répliqua qu'il ne pouvait que distinguer le mérite et la vertu et les séparer. Ils se quittèrent. Toulouse dit quelques mots à son frère qui, livide, gagna le bout de la table et tous deux s'éloignèrent.

— « Allons, messieurs, prenons nos places », dit le Régent à haute voix.

Chacun gagna la sienne; alors Saint-Simon vit les deux frères prêts à sortir. Il sauta d'un bond jusqu'au Régent et lui glissa à l'oreille :

— « Monsieur, les voilà qui sortent.

— « Je le sais bien.

— « Oui, mais savez-vous ce qu'ils feront quand ils seront dehors ?

— « Rien du tout; le comte de Toulouse m'est venu demander permission de sortir avec son frère; il m'a assuré qu'ils seront sages.

— « Et s'ils ne le sont pas ?

— « Mais ils le seront, et s'ils ne le sont pas, il y a de bons ordres de les bien observer.

— « Mais s'ils font sottise ou qu'ils sortent de Paris ?

— « On les arrêtera; il y a de bons ordres, je vous en réponds. »

Tous ces mouvements avaient attiré tous les yeux sur le Régent et la sortie des bâtards avait passé inaperçue. Chacun, en prenant sa place, se mit à les chercher des yeux. Saint-Simon qui avait tout vu, s'assit dans le fauteuil du comte de Toulouse pendant que le duc de Guiche laissait un siège vide, attendant l'absent. Il dit à Saint-Simon de reculer d'un rang, le lui répéta; à la troisième fois Saint-Simon lui répliqua d'avancer lui-

même, et le voyant immobile d'étonnement le tira par son habit, si fort que celui-ci s'assit sans comprendre.

— « Mais qu'est-ce que ceci, dit-il à peine assis, où sont donc ces messieurs ?

— « Je n'en sais rien, mais ils n'y sont pas.

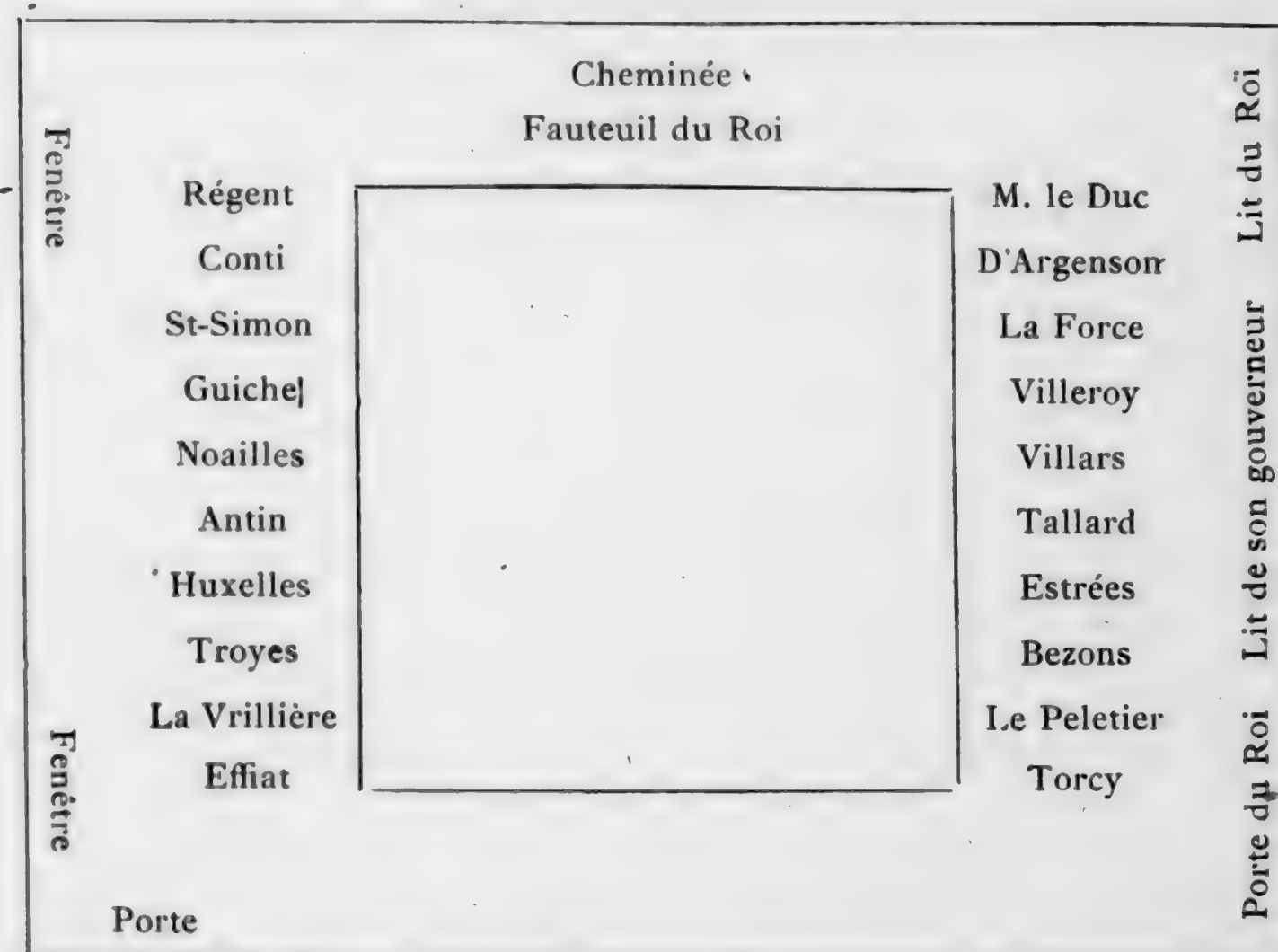
— « En même temps le duc de Noailles s'allongea sur la table par-devant le duc de Guiche et dit à Saint-Simon :

— « Au nom de Dieu, monsieur le duc, faites-moi la grâce de me dire ce que c'est donc que tout ceci ? »

Il n'obtint pas même de réponse.

La disposition de la salle et des membres était la suivante :

Disposition
de la salle
du Conseil



Le Régent se plaça en retour, pas très loin du fauteuil vide du Roi. D'Effiat lui faisait face afin de laisser à La Vrillière plus de facilité pour écrire. D'Argenson avait à ses pieds, à terre, le sac de velours contenant les sceaux à nu, avec les instruments de précaution, signés et scellés; l'autre sac devant lui sur la table avait tout ce qui devait être lu, rangé en ordre.

Lorsque tous furent assis, les yeux fichés sur le duc d'Orléans, il dit qu'il avait assemblé ce conseil de régence pour y entendre la lecture de ce qui avait été résolu au dernier; qu'il avait cru qu'il n'y avait d'expédient pour faire enregistrer l'arrêt du conseil dont on allait entendre la lecture que de tenir un lit de

Lecture
du garde
des sceaux

justice, et que les chaleurs ne permettant pas de commettre la santé du Roi à la foule du Palais, il avait estimé devoir suivre l'exemple du feu Roi, qui avait fait quelquefois venir son Parlement aux Tuileries; que, puisqu'il fallait tenir un lit de justice, il avait jugé devoir profiter de cette occasion pour y faire enregistrer les lettres de provision du garde des sceaux, et commencer par là cette séance et il ordonna à d'Argenson de les lire.

De son poste, Saint-Simon devisageait chacun : Le Régent, avait un air d'autorité et d'attention, M. le Duc gai et brillant, le prince de Conti ne semblait rien voir de ce qui se passait, d'Argenson grave et pensif, bien à son affaire. Le duc de la Force, les yeux en dessous, examinait les visages, Villeroy et Villars se disaient parfois un mot à l'oreille, ils avaient le regard irrité, au contraire Tallard affectait un grand calme, d'Estrées stupéfait, Bezons enfoncé sous sa grosse perruque était grognon. Pelletier curieux, Torcy empesé. Effiat vif, le sourcil froncé, le regard courant de l'un à l'autre avec précipitation et par élans de tous côtés. L'évêque de Troyes ébahi, Huxelles composait son visage, d'Antin « toujours si libre dans sa taille » semblait effarouché, Noailles l'œil aux aguets, dépit, Guiche surpris et Saint-Simon pétillant et radieux. La sortie des bâtards, la réunion du Conseil, l'imminence du lit de justice, tout marquait un plan arrêté et une suite de mesures irrésistibles dans un prince si reconnu pour en être entièrement incapable, que tous en perdaient terre.

Le Régent
prend
les avis

Quand la lecture fut terminée, après une petite pause, mais marquée, le Régent exposa ses raisons de tenir un lit de justice vu la disposition présente du Parlement à refuser l'enregistrement; il avait cru, avec le garde des sceaux, que la fréquence et la manière des remontrances du Parlement méritait que cette compagnie fut remise dans les bornes du devoir, que depuis quelque temps elle avait perdu de vue. Le garde des sceaux paraphrasa ce discours et lut l'arrêt sur les règles à observer à l'avenir. Cette lecture achevée, le Régent, contre sa coutume, donna son avis en louant fort cette pièce et prenant « un air et un ton de Régent que personne ne lui avait encore vu et qui acheva d'étonner la compagnie, il ajouta : « Pour aujourd'hui, messieurs, je m'écarterai de la règle ordinaire pour prendre les voix, et je pense qu'il sera bon que j'en use ainsi pour tout ce conseil. » Puis, après un léger coup d'œil passé sur les deux côtés de la table pendant lequel on eut entendu un ciron marcher, il se retourna vers M. le Duc, et lui demanda son avis. Ce ne pouvait

être qu'une approbation; tous approuvèrent, mais sans phrases et sans conviction. Le Régent opina le dernier, mais avec une force très insolite; puis fit encore une pause.

En ce moment, le maréchal de Villeroy, plein de sa pensée, se demanda entre ses dents : « Mais viendront-ils ? » Cela fut doucement relevé. Le duc d'Orléans dit qu'ils en avaient assuré des Granges, et ajouta qu'il n'en doutait pas, et tout de suite qu'il faudrait faire avertir quand on les saurait en marche. Redressé sur son siège d'un demi-pied, le Régent dit d'un ton plus ferme et plus maître encore qu'au début, qu'il avait une autre affaire à proposer bien plus importante que celle qu'on venait d'entendre. Ce prélude rendit chacun immobile. Alors le prince dit qu'il avait jugé le procès qui s'était élevé entre les princes du sang et les légitimés, qu'il avait eu ses raisons pour n'en pas faire davantage, mais qu'il n'était pas moins obligé de faire justice aux pairs de France, qu'elle ne se pouvait plus différer et après avoir laissé entendre que la faveur qui avait interverti le rang des pairs n'avait duré qu'autant que l'autorité qui avait forcé les lois, on put deviner que les bâtards allaient faire les frais de la fête. Le garde des sceaux entama la lecture d'une déclaration pendant laquelle « il se peignit un brun sombre sur quantité de visages, la colère étincela sur celui des maréchaux de Villars et de Bezons, d'Effiat, même du maréchal d'Estrées. Tallard devint stupide quelques moments et le maréchal de Villeroy perdit toute contenance. « Je ne pus voir, dit Saint-Simon, celle du maréchal d'Huxelles, que je regrettais beaucoup, ni du duc de Noailles que de biais, par-ci par-là. J'avois la mienne à composer, sur qui tous les yeux passaient successivement. J'avois mis sur mon visage une couche de plus de gravité et de modestie. Je gouvernois mes yeux avec lenteur, et ne regardois qu'horizontalement pour le plus haut. Dès que le Régent ouvrit la bouche sur cette affaire, M. le Duc m'avoit jeté un regard triomphant qui pensa démonter tout mon sérieux, qui m'avertit de le redoubler et de ne m'exposer plus à trouver ses yeux sous les miens. Contenu de la sorte, attentif à dévorer l'air de tous, présent à tout et à moi-même, immobile, collé sur mon siège, compassé de tout mon corps, pénétré de tout ce que la joie peut imprimer de plus sensible et de plus vif, du trouble le plus charmant, d'une jouissance la plus démesurément et la plus persévéramment souhaitée, je suois d'angoisse de la captivité de mon transport, et cette angoisse même étoit une volupté que je n'ai jamais ressentie ni devant ni depuis ce beau jour. » Pendant la lecture que fit d'Ar-

L'affaire
des
légitimés

genson, Villeroy et surtout Villars parurent à l'instant d'éclater. Saint-Simon pour prévenir une sortie, qui pouvait gâter tout, s'avisait de tirer de sa poche et d'établir sur la table la requête des ducs contre les bâtards qu'il posa ouverte à la dernière page couverte de signatures en gros caractères majuscules. C'en fut assez pour ramener le calme. On opina : Saint-Simon débordant de reconnaissance, les autres presque d'un mot seulement.

Le comte
de Toulouse

Les avis pris presque aussitôt que demandés, le Régent prit de nouveau la parole pour proposer un acte de grâce en faveur du comte de Toulouse, dont la vertu, le mérite, l'application, la probité, le désintéressement étaient connus de tout le monde : « Je n'ai pu éviter de le comprendre dans la déclaration. La justice ne fournit point d'exception en sa faveur, et il falloit assurer le droit des pairs. Maintenant qu'il ne peut plus souffrir d'atteinte, j'ai cru pouvoir rendre par grâce au mérite ce que j'ôte par équité à la naissance, et faire une exception personnelle de M. le comte de Toulouse, qui, en confirmant la règle, le laissera lui seul dans tous les honneurs dont il jouit, à l'exclusion de tous autres, et sans que cela puisse passer à ses enfants s'il se marie et qu'il en ait, ni être tiré à conséquence pour personne sans exception. J'ai le plaisir que les princes du sang y consentent, et que ceux des pairs à qui j'ai pu m'en ouvrir sont entrés dans mes sentiments et ont bien voulu même m'en prier. » La surprise était telle que la plupart paraissaient ne pas comprendre, mais toutes les voix approuvèrent.

Les opinions données, M. le Duc prit la parole que lui passait le Régent : « Monsieur, lui dit-il, puisque vous faites justice à MM. les Ducs, je crois être en droit de vous la demander pour moi-même : le feu Roi a donné l'éducation de Sa Majesté à M. le duc du Maine. J'étois mineur, et, dans l'idée du feu Roi, M. du Maine étoit prince du sang et habile à succéder à la couronne. Présentement je suis majeur, et non seulement M. du Maine n'est plus prince du sang, mais il est réduit à son rang de pairie. M. le maréchal de Villeroy est aujourd'hui son ancien et le précède partout : il ne peut donc plus demeurer gouverneur du Roi sous la surintendance de M. du Maine. Je vous demande cette place que je ne crois pas qui puisse être refusée à mon âge, à ma qualité, ni à mon attachement pour la personne du Roi et pour l'État. J'espère, ajouta-t-il en se tournant vers sa gauche, que je profiterais des leçons de M. le maréchal de Villeroy pour m'en bien acquitter et mériter son amitié. »

A ce discours, le maréchal de Villeroy fit presque le plongeon, dès qu'il entendit prononcer le mot de surintendance de l'édu-

cation; il s'appuya le front sur son bâton, et demeura plusieurs moments en cette posture. Il paraît même qu'il n'entendit rien du reste du discours. Villars, Bezons, Effiat ployèrent les épaules comme gens qui ont reçu les derniers coups; le duc de Guiche approuva à travers son étonnement prodigieux. Estrées revint à soi le premier, se secoua, s'ébroua, regarda la compagnie comme un homme qui revient de l'autre monde. Dès que M. le Duc eut fini, le duc d'Orléans passa des yeux toute la compagnie en revue, puis dit que la demande de M. le Duc étoit juste, qu'il ne croyait pas qu'elle pût être refusée; qu'on ne pouvait faire le tort à M. le maréchal de Villeroy de le laisser sous M. du Maine, puisqu'il le précédoit à cette heure; que la surintendance de l'éducation du Roi ne pouvoit être plus dignement remplie que de la personne de M. le Duc, et qu'il étoit persuadé que cela iroit tout d'une voix. Ce fut un acquiescement à peu près muet, après lequel M. le Duc donna lecture de ce qu'il avait dessein de dire au lit de justice. Puis il y eut un silence assez prolongé que rompit Villeroy.

— « Je ne dirai que ces deux mots-là; voilà toutes les dispositions du Roi renversées, je ne le puis voir sans douleur. M. du Maine est bien malheureux. »

— « Monsieur, répondit le Régent d'un ton vif et haut, M. du Maine est mon beau-frère, mais j'aime mieux un ennemi découvert que caché. »

A ce mot chacun sentit que le fourreau étoit jeté et se demanda où l'on s'arrêterait. Le garde des sceaux, pour faire quelque diversion, lut un de ses discours préparés. On l'appela à ce moment et il rentra peu d'instant après, tira le Régent dans une fenêtre. Celui-ci ayant repris sa place dit « qu'il recevoit avis que toutes les chambres assemblées, le Premier Président avait proposé de n'aller point aux Tuileries et demandé ce qu'ils iroient faire en ce lieu où ils n'auroient point de liberté; qu'il falloit mander au Roi que son Parlement entendroit sa volonté dans son lieu de séance ordinaire, quand il lui plairoit lui faire cet honneur que d'y venir ou de la lui envoyer dire ». Le Conseil fut étourdi de cette nouvelle, mais le Régent dit, d'un air très libre, qu'il doutait d'un refus et ordonna au garde des sceaux de proposer les mesures à prendre en pareil cas. Pendant qu'on envisageait les mesures à prendre en cas de désobéissance le Parlement résolut de protester contre tout ce qui serait fait au Louvre, comme non libre et forcé et il arrêta que personne n'opinerait, qu'en un mot on demeurerait comme des statues sans rien dire et sans même faire un seul geste de tête. Ensuite, messieurs

La marche
du
Parlement

envoyèrent au plus vite quérir leurs robes rouges chacun chez soi, et quoique la lettre de cachet portât ordre de venir en carrosse, il fut résolu de venir tous à pied deux par deux et de prendre leur route par le quai des Orfèvres et le Pont-Neuf, c'est-à-dire par le chemin le plus long, afin d'être vu du peuple plus longtemps.

C'est alors que des Granges vint dire au duc d'Orléans que le Parlement était en marche, à pied et commençait à sortir du Palais; cette nouvelle « rafraîchit fort le sang » de tous les membres du Conseil, plus encore au Régent qu'à tout autre. Là-dessus, il dit aux présidents des conseils de rapporter leurs affaires, mais aucun n'était prêt que Villars, et le conseil finit de la sorte faute de matière. Il était un peu plus de dix heures. On resta ainsi une bonne demi-heure en place, avec assez de silence. Puis l'inquiétude commença à prendre quelques-uns qui se levèrent pour aller vers les fenêtres. Le duc d'Orléans les contint tant qu'il pût, des Granges étant venu dire que le Premier Président était déjà arrivé en carrosse et que le Parlement suivait assez près, il n'y eut plus moyen de retenir le Conseil, le duc d'Orléans lui-même se leva et tout ce qu'il put fut de défendre tout haut que qui que ce soit sortît sous quelque prétexte que ce pût être, ce qu'il répéta deux ou trois fois ensuite en divers temps.

Cependant, on s'ennuyait fort de la lenteur du Parlement et on envoyait souvent aux nouvelles. Plusieurs tentés de sortir, peut-être de jaser, se proposèrent; mais le Régent ne voulut laisser sortir que La Vrillière, et voyant que le désir de sortir croissait il se mit lui-même à la porte. Il parlait aux uns et aux autres d'un air libre, comme dans une journée ordinaire, et il faut dire qu'il fut le seul de tous qui conserva cette sérénité sans l'affecter.

Enfin le Parlement arriva, et, comme des enfants voilà le Régent, les ducs, les maréchaux aux fenêtres. Il venait en robes rouges, deux à deux, par la grande porte de la cour qu'il croisa pour aller gagner la salle des Ambassadeurs, où le Premier Président, « qui ne saurait aller à pied » venu en carrosse avec le président d'Aligre, les attendait. Le défilé était fort lent puisqu'il comptait environ cent soixante membres¹⁵, et les membres du Conseil, entassés aux deux fenêtres de leur salle, entendaient des Granges entrer à diverses fois, dire où les choses en étaient,

¹⁵ Barbier, *Journal*, 1857, t. I, p. 12, dit que le Parlement comptait cent cinquante-trois membres.

Les
membres
du Conseil
pris
du besoin
d'uriner

pendant que Saint-Simon gardait la porte prêt à bondir sur l'imprudent qui eut fait mine de sortir. Soit besoin, soit désir du défendu, quelques-uns demandèrent l'un après l'autre à sortir pour des nécessités. Le Régent le permit à condition du silence et du retour sur le champ. Il proposa même à La Vrillière de s'aller précautionner en même temps que le maréchal d'Huxelles et quelques autres suspects, pour ne les perdre pas de vue, ce dont il s'acquitta très bien. Saint-Simon en usa de même avec les maréchaux de Villars et de Tallard, tint en respect Effiat pendant que Villeroy se glissait par la petite porte du Roi où il avait ses habitudes et y guetta son retour, après quoi il ferma cette porte.

Pendant cette scène comique, le Parlement achevait de prendre ses places, les pairs arrivés, et les présidents revêtus de leurs fourrures, des Granges vint avertir que tout était prêt. Le Régent lui dit d'avertir le Parlement pour la députation à faire au Roi et dit au Conseil qu'il fallait l'aller chercher. Il entra chez le Roi par la petite porte. L'enfant était sans manteau ni rabat, vêtu à son ordinaire; après quelques mots chuchotés à voix basse on fit faire place et le cortège s'ébranla. Villars, le duc de la Force et Saint-Simon ouvraient la marche, suivis du prince de Conti, de M. le Duc et du duc d'Orléans. Derrière lui les huissiers de la chambre du Roi avec leurs masses, puis le Roi environné des quatre capitaines des gardes du corps, du duc d'Albret grand chambellan et du maréchal de Villeroy, son gouverneur. Derrière, venait le garde des sceaux parce qu'il n'était pas enregistré au Parlement, puis les maréchaux d'Estrées, Huxelles, Tallard et Bezons, qui ne pouvaient entrer en séance qu'à la suite, et non devant Sa Majesté. Ils étaient suivis de ceux des chevaliers de l'Ordre et des gouverneurs et lieutenants généraux des provinces qu'on avait avertis pour le cortège du Roi, qui devaient seoir en bas, découverts et sans voix, sur le banc des baillis. On prit en cet ordre le chemin de la terrasse jusqu'à la salle des Suisses, au bas de laquelle se trouva la députation du Parlement, composée de quatre présidents à mortier et quatre conseillers.

A ce moment Saint-Simon, La Force et Villars se détachèrent du cortège pour gagner leurs places. « Assis dans un lieu élevé, personne devant moi aux hauts sièges, j'eus moyen, dit Saint-Simon de bien considérer tous les assistants. Je le fis de toute l'étendue et de tout le perçant de mes yeux. Une seule chose me contraignit, ce fut de n'oser me fixer à mon gré sur certains objets particuliers, je craignais le feu et le brillant significatif

Mise
en marche
du cortège

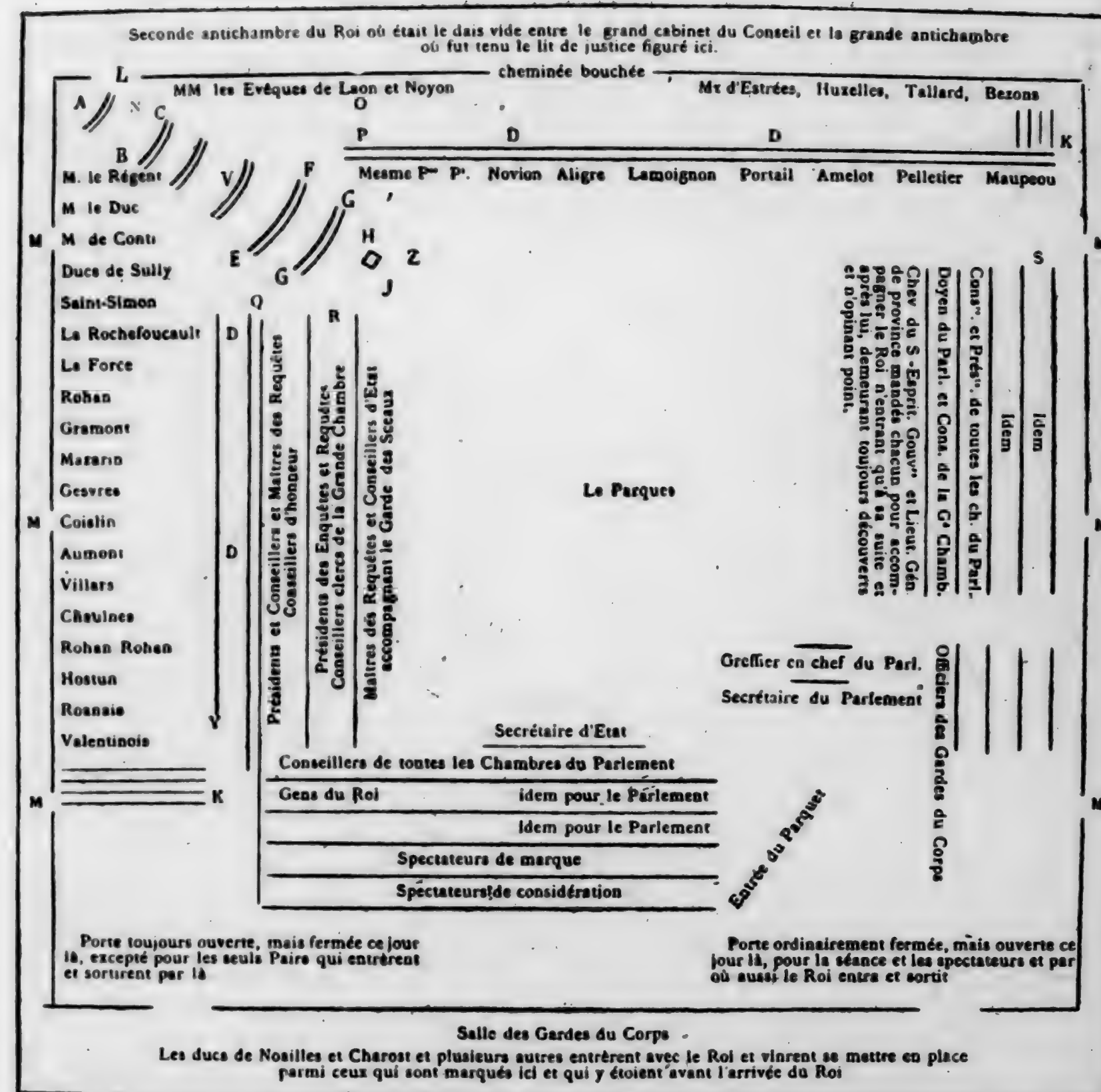
de mes regards... J'assénai néanmoins une prunelle étincelante sur le Premier Président et le grand banc, à l'égard duquel j'étais placé à souhait. Je la promenai sur tout le Parlement; j'y vis un étonnement, un silence, une consternation auxquels je ne me serois pas attendu, qui me fut de bon augure. Le Premier Président insolemment abattu, les présidents déconcertés, attentifs à tout considérer, me fournissoient le spectacle le plus agréable. Les simples curieux, parmi lesquels je range tout ce qui n'opine point, ne paroissent pas moins surpris, mais sans l'égarement des autres, et d'une surprise calme; en un mot, tout sentoit une grande attente et cherchoit à l'avancer en devinant ceux qui sortoient du Conseil.

Entrée dans
salle

« Incontinent le Roi arriva. Le brouhaha de cette entrée dans la séance, qui dura jusqu'à ce que Sa Majesté, et tout ce qui l'accompagnait, fût en place, devint une autre espèce de singularité. Chacun cherchoit à pénétrer le Régent, le garde des sceaux et les principaux personnages. La sortie des bâtards du cabinet du Conseil avoit redoublé l'attention mais tous ne la savoient pas, et tous alors s'aperçurent de leur absence. La consternation des maréchaux, de leur doyen surtout dans sa place de gouverneur du Roi, fut évidente. Elle augmenta l'abattement du Premier Président, qui, ne voyant point là son maître, le duc du Maine, jeta un regard affreux sur M. de Sully et sur moi, qui occupions les places des deux frères précisément. En un instant tous les yeux de l'assemblée se posèrent tout à la fois sur nous, et je remarquai que le concentration et l'air d'attente de quelque chose de grand redoubla sur tous les visages. Celui du Régent avoit un air de majesté douce, mais résolue, qui lui fut tout nouveau, des yeux attentifs, un maintien grave mais aisé; M. le Duc sage, mesuré, mais environné de je ne sais quel brillant qui ornoit toute sa personne et qu'on sentoit retenu. M. le prince de Conti triste, pensif, voyageant peut-être en des espaces éloignés. Le Roi sérieux, majestueux, et en même temps le plus joli qu'il fût possible, grave avec grâce dans tout son maintien, l'air attentif et point du tout ennuyé, représentant très bien et sans aucun embarras¹⁶. »

Voici quel fut l'aspect et la disposition de la salle :

¹⁶ Le récit que Saint-Simon, *Mémoires*, t. XVI, a consacré au lit de justice de 1718 est trop connu pour être omis; la précision historique la plus minutieuse, l'éclat littéraire le plus remarquable ne permettent pas de ne pas le citer longuement. Presque tout y est exact et les récits de Dangeau, de Barbier, de la *Gazette de la Régence* ajoutent à peine quelques détails. Toutefois il va sans dire que ces pages fameuses restent au compte de l'auteur qui est



- A. Le Roi sur son trône.
B. Marches du trône avec son tapis et ses carreaux.
C. Le grand chambellan couché sur ces carreaux, sur les marches, couvert et opinant.
D. Hauts sièges à droite et à gauche.
E. Petit degré du Roi couvert de la queue de son tapis de pied sans carreaux.
F. Le prévôt de Paris avec son bâton, couché sur ces degrés.
G. Les huissiers de la chambre du Roi à genoux, leurs masses de vermeil sur le col.
H. Le garde des sceaux dans sa chaise à bras sans dos.
J. Un petit bureau devant lui.
K. Marches pour monter aux hauts sièges.
L. Porte d'entrée ordinaire, mais condamnée ce jour là, par laquelle MM de Troyes et de Fréjus et M. de Torcy virent la séance debout et reculés. Devant eux, un peu à côté en dedans, M. d'Harcourt debout et découvert, avec le bâton de capitaine des gardes, sans opiner.
M. Fenêtres à gradins pour les spectateurs; les duchesses de

- Ventadour et de la Ferté, les sous-gouverneurs du Roi, le premier gentilhomme de la chambre et le capitaine des gardes du Régent étoient dans celles derrière lui.
N. Le maréchal de Villeroi, sur un tabouret, comme gouverneur du Roi, couvert et opinant.
O. Le duc de Villeroi, capitaine des gardes, assis, en quartier, couvert et opinant.
P. Beringhen, premier écuyer, tenant la place du grand écuyer, assis, mais découvert, sans opiner.
Q. Les hérauts d'armes, en cotte.
R. Le grand maître ou le maître des cérémonies, assis, mais découvert, sans opiner.
S. Entrée des hauts sièges à gauche pour les évêques pairs et les officiers de la couronne.
V. Passage de plain-pied aux sièges hauts qui les communique des deux côtés.
Y. Banc redoublé dans les sièges en cas de besoin pour les pairs laïques.
Z. Greffier en chef du Parlement enregistrant les déclarations à la fin

Premier
acte

Quand tout fut posé et rassis, le garde des sceaux demeura quelques minutes dans sa chaise, immobile, regardant en dessous, et ce feu d'esprit qui lui sortait des yeux semblait percer toutes les poitrines. Après qu'il se fut, à la manière des prédicateurs, accoutumé à cet auguste auditoire, il se découvrit, se leva, monta au Roi, se mit à genoux sur les marches du trône, prit l'ordre du Roi, descendit, se mit dans sa chaire et se couvrit. Remis en place après quelques moments de silence, il ouvrit la scène par ce discours :

« Messieurs, le Roi a jugé à propos de créer l'état et office de garde des sceaux et a bien voulu m'en pourvoir. C'est pourquoi Sa Majesté ordonne que par le greffier de son Parlement lecture de l'édit portant création et provision de cet office soit faite, les portes ouvertes. »

Le greffier civil de la cour traversa le parquet et reçut du garde des sceaux, qui les tira de sa poche, les susdites lettres en forme d'édit, en donna lecture et regagna sa place. Après quoi le garde des sceaux ayant invité les gens du Roi à parler en disant : « Les gens du Roi peuvent parler », ceux-ci se mirent à genoux, il les fit relever au nom du Roi et l'avocat général Blancmesnil dit ces mots :

« Sire. Les clauses des lettres dont nous venons d'entendre la lecture méritent beaucoup d'attention; nous n'avons pu rechercher les exemples de pareilles lettres et de pareilles clauses; mais puisque V. M. nous ordonne de prendre des conclusions, le devoir de nos charges nous oblige de requérir que sur le repli des lettres il soit mis qu'elles ont été lues, publiées, V. M. séant en son lit de justice et enregistrées pour être exécutées selon leur forme et teneur. » Alors le Régent s'approcha de l'oreille du Roi et lui parla, ou fit semblant, puis Son Altesse Royale prit la parole et dit que le Roi voulait être obéi et sur-le-champ; d'Argenson alla aux opinions et revint à sa place prononcer l'enregistrement de ses propres lettres.

Second acte

Ce premier acte fini, le second fut annoncé par la même cérémonie du garde des sceaux montant prendre l'ordre du Roi de qui s'approchait le Régent pour entendre et suggérer la réponse. Redescendu, assis et couvert, d'Argenson dit :

« Le Roi tient aujourd'hui son lit de justice pour l'affaire la

témoin oculaire, mais passionné. Ses observations semblent généralement faites à l'aide de ce don de vision suraiguë qu'on ne peut lui disputer, mais ses appréciations se ressentent d'un tempérament et d'une éducation qui l'avaient rendu généralement odieux, antipathique et ridicule à ses contemporains.

plus importante qui puisse intéresser sa gloire et le repos de ses peuples, puisqu'il s'agit d'assurer son autorité. Le Roi n'a pu voir sans quelque peine que son Parlement ait paru vouloir se faire des titres contre l'autorité royale des grâces qu'il en a reçues, et que cette Compagnie non contente de faire à son souverain des remontrances avant d'enregistrer ses ordonnances et ses édits, se soit arrogé le droit de disposer et d'ordonner contre la disposition précise et littérale de ses volontés. Il semble même qu'elle a porté ses entreprises jusqu'à prétendre que le Roi ne peut rien sans l'aveu de son Parlement et que son Parlement n'a pas besoin de l'ordre ni du consentement de S. M. pour ordonner ce qu'il lui plaît. C'est sur de tels principes que la compagnie a rendu depuis quelque temps divers arrêts et notamment ceux du 20 juin et du 12 de ce mois et qu'elle a ordonné le même jour que ce dernier arrêt seroit lu publié et envoyé aux baillis et sénéchaux, tandis que plusieurs ordonnances de S. M. rendues depuis plus d'un an sont demeurées sans enregistrement et par conséquent sans exécution. Ainsi le Parlement pouvant tout sans le Roi, et le Roi ne pouvant rien sans son Parlement, celui-ci deviendrait bientôt le législateur nécessaire du royaume et ce ne seroit plus que sous son bon plaisir que S. M. pourroit faire savoir à ses sujets quelles sont ses intentions.

« Le Roi peut-il dispenser de reprendre et de conserver des droits aussi sacrés que ceux-là ? »

« Sa Majesté aurait bien voulu cependant ne pas confondre dans la même loi des magistrats judiciaires qui ont résisté avec une fermeté sage et constante à l'esprit de critique, d'entêtement et de présomption qui a fait agir les autres, mais la loi devant être générale, il n'a pas été possible d'y distinguer ceux de son Parlement dont la prudence et la fidélité méritent des éloges d'avec ceux dont les discours et les procédés sont également répréhensibles. Telles sont les considérations qui ont déterminé l'arrêt du conseil et les lettres patentes que le Roi a jugées nécessaires dont S. M. ordonne qu'il soit fait lecture en sa présence par le greffier de son Parlement. »

Une consternation générale s'était, pendant ce discours, répandue sur les visages des magistrats. Presque aucun d'entre eux n'osa rien dire à ses voisins. Bien que le garde des sceaux ménageât le ton de sa voix, pour ne la rendre qu'intelligible, il le fit pourtant en telle sorte qu'on ne perdit pas une seule de ses paroles. Ce fut bien avec les lettres patentes qu'il remit au greffier qui en donna lecture. Chaque période semblait ajouter à l'affliction et à l'accablement. Quant la parole fut donnée aux

gens du Roi, l'avocat-général Blancmesnil dit avec une parfaite mesure :

« Sire. Nous sommes également surpris et affligés du courroux que V. M. témoigne à son Parlement, qui ne se départira jamais du respect et de la soumission qui est due à l'autorité royale et qui ne cessera jamais d'administrer la justice à vos sujets comme il l'a fait par le passé. Les lettres patentes dont V. M. vient d'ordonner qu'il soit fait lecture contiennent des matières si importantes qu'elles mériteroient les observations les plus profondes et les plus étendues. Nous osons même réclamer cette bonté et cet amour pour ses peuples si naturel à V. M. et nous ne pouvons trop la supplier de faire encore toutes les réflexions que sa sagesse et sa prudence peuvent lui inspirer dans cette rencontre. Que si néanmoins Elle persiste, comme nous ne pouvons en douter par l'éclat et l'appareil avec lequel Elle déploie son autorité, nous suivrons en cette occasion les exemples de nos prédécesseurs; la présence de V. M., son très exprès commandement et le devoir de nos charges nous obligent de requérir que sur le repli des lettres, il soit mis qu'elles ont été lues, publiées, V. M. séant en son lit de justice, et enregistrées pour être exécutées selon leur forme et teneur... »

Le grand banc — ainsi nommait-on celui des présidents à mortier — s'était ému. « C'était, écrit Saint-Simon dans une page inoubliable, le Premier Président qui vouloit parler et faire la remontrance qui a paru pleine de la malice la plus raffinée, d'impudence à l'égard du Régent et d'insolence pour le Roi. Le scélérat trembloit toutefois en la prononçant. Sa voix entrecoupée, la contrainte de ses yeux, le saisissement et le trouble visible de toute sa personne, démentoient ce reste de venin dont il ne put refuser la libation à lui-même et à sa Compagnie. Ce fut là que je savourai avec toutes les délices qu'on ne peut exprimer, le spectacle de ces fiers légistes prosternés à genoux, et rendre à nos pieds un hommage au trône, tandis qu'assis et couverts, sur les hauts sièges aux côtés du même trône,... mes yeux fichés, collés sur ces bourgeois superbes, parcouroient tout ce grand banc à genoux ou debout, et les amples replis de ces fourrures ondoyantes à chaque génuflexion longue et redoublée, qui ne finissoit que par le commandement du Roi par la bouche du garde des sceaux. »

Le Premier Président, debout, s'exprima en ces termes :

« Sire. Aussitôt que le maître des cérémonies a remis à votre Parlement la lettre de cachet par laquelle V. M. lui mandoit de se rendre en ce lieu en robes rouges et en corps de cour ayant

intention d'y tenir ce matin son lit de justice, le premier mouvement de la Compagnie a été de répondre qu'elle obéiroit aux ordres de V. M. et que les chambres seroient assemblées aussitôt que les officiers qui les composent seroient arrivés; et peu de temps après la Compagnie ayant été assemblée et ayant prévu dans l'ignorance où elle étoit de ce dont il s'agissoit, qu'il pourroit se présenter quelque occasion de délibérer, elle m'a chargé de représenter en ce cas-là à V. M. avec le profond respect que nous lui devons que si Elle vouloit bien avoir la bonté d'ordonner que l'on nous communiquât les matières sur lesquelles Elle nous ordonneroit d'opiner, nous serions alors en état de lui dire les sentiments de son Parlement.

« Il seroit bien difficile, Sire, que votre Parlement pût opiner sur l'arrêt du conseil et les lettres patentes, dont lecture vient d'être faite, par l'importance, l'étendue et le nombre des différentes matières qui y sont traitées, de sorte que nous osons supplier V. M. en toute humilité et avec le plus profond respect de vouloir bien nous faire remettre l'arrêt du conseil et les lettres patentes dont il est question. »

La remontrance finie, le garde des sceaux monta au Roi, puis revint à sa place et dit :

« Le Roi veut être obéi et obéi sur-le-champ. »

« Ce grand mot fut un coup de foudre qui atterra présidents et conseillers. Tous baissèrent la tête, et la plupart furent longtemps sans la relever. Le reste des spectateurs, excepté les marchands de France, parurent peu sensibles à cette désolation. »

On passa au troisième acte. Le garde des sceaux ouvrit la bouche et annonça la nouvelle disgrâce qui frappait les légitimés : « Le Roi ayant jugé à propos de rendre aux ducs et pairs le rang et les prérogatives dont ils avaient cessé de jouir, a cru devoir conserver à M. le comte de Toulouse tous les honneurs dont il est en possession, honneurs si justement mérités et dont la durée devrait être indéfinie si le courage, les services rendus à l'État, les vertus du cœur et les talents de l'esprit étoient des titres suffisants pour en perpétuer la jouissance. »

« L'effet de cette période sur les visages fut inexprimable. L'étonnement prévalut aux autres passions. Beaucoup parurent aises, soit équité, soit haine pour le duc du Maine, soit affection pour le comte de Toulouse, plusieurs consternés. Le Premier Président perdit toute contenance; son visage, si suffisant et si audacieux, fut saisi d'un mouvement convulsif; l'excès seul de sa rage le préserva de l'évanouissement. Ce fut bien pis à la lecture de la déclaration. Chaque mot étoit législatif et portoit une chute nouvelle.

Troisième
acte

L'attention étoit générale, tenoit chacun immobile pour n'en pas perdre un mot, et les yeux sur le greffier qui lisoit. Vers le tiers de cette lecture, le premier président, grinçant le peu de dents qui lui restoient, se laissa tomber le front sur son bâton, qu'il tenoit à deux mains, et, en cette singulière posture et si marquée, acheva d'entendre cette lecture.

« Moi cependant je me mourois de joie. J'en étois à craindre la défaillance; mon cœur dilaté à l'excès, ne trouvoit plus d'espace à s'étendre. La violence que je me faisois pour ne rien laisser échapper étoit infinie, et néanmoins ce tourment étoit délicieux. Je comparois les années et les temps de servitude, les jours funestes où, traîné au Parlement en victime, j'y avois servi de triomphe aux bâtards à plusieurs fois, les degrés divers par lesquels ils étoient montés à ce comble sur nos têtes; je les comparois, dis-je, à ce jour de justice et de règle, à cette chute épouvantable, qui du même coup nous relevait par la force du ressort. Je repassois avec le plus puissant charme, ce que j'avois osé annoncer au duc du Maine le jour du scandale du bonnet, sous le despotisme de son père. Mes yeux voyaient enfin l'effet de l'accomplissement de cette menace. Je me devois, je me remerciois de ce que c'étoit par moi qu'elle s'effectuait. J'en considérais la rayonnante splendeur en présence du Roi et d'une assemblée si auguste. Je triomphais, je me vengeais, je nageais dans ma vengeance; je jouissois du plein accomplissement des désirs les plus véhéments et les plus continus de toute ma vie. J'étois tenté de ne me plus soucier de rien. Toutefois je ne laissois pas d'entendre cette vivifiante lecture dont tous les mots résonnaient sur mon cœur comme l'archet sur un instrument, et d'examiner en même temps les impressions différentes qu'elle faisoit sur chacun.

« Au premier mot que le garde des sceaux dit de cette affaire, les yeux des deux évêques pairs rencontrèrent les miens. Jamais je n'ai vu surprise pareille à la leur, ni un transport de joie si marqué. J'avalai par les yeux un délicieux trait de leur joie, et je détournai les miens des leurs, de peur de succomber à ce surcroît, et je n'osai plus les regarder.

« Cette lecture achevée, l'autre déclaration en faveur du comte de Toulouse fut commencée tout de suite par le greffier, elle sembla achever de confondre le premier président et les amis du duc du Maine, par le contraste des deux frères... Les importantes choses du consentement des princes du sang et de la réquisition des pairs de France réveillèrent l'application générale et firent lever le nez au Premier Président de dessus son bâton. »

Quelques pairs grommelèrent entre leurs dents, mécontents de n'avoir pas été consultés, disant que leurs collègues du conseil de Régence avaient opiné sans mission. Cet accès d'humeur dura peu de temps; déjà le garde des sceaux ayant pris l'avis du Roi et des princes du sang se dirigeait vers les pairs. Le duc de Sully étoit en tête, mais Saint-Simon le prévint, avança son chapeau à plumet vers d'Argenson qu'il interpella assez haut : « Non, monsieur, nous ne pouvons être juges, nous sommes parties, et nous n'avons qu'à rendre grâces au Roi de la justice qu'il veut bien nous faire. » Et il le repoussa avant que le duc de Sully eût eu le loisir d'ouvrir la bouche. Le garde des sceaux tourna court, négligea tous les pairs, fut aux maréchaux de France, de là au grand banc, puis aux bas sièges, remonta au Roi, revint en place et prononça l'arrêt d'enregistrement.

M. le Duc prit la parole et réclama l'éducation du Roi, ce que le Régent approuva aussitôt. Cette nouvelle demande ajouta encore, si c'étoit possible, à l'étonnement de l'assemblée et la consternation des amis de M. du Maine. Quand le garde des sceaux donna la parole aux gens du Roi, ceux-ci répondirent qu'ils n'avaient rien entendu du discours de M. le Duc, sur quoi, de main en main, on leur envoya son papier. Blanconmesnil ne fit qu'y jeter les yeux et parla. On opina ensuite.

Après cela le garde des sceaux appela le greffier en chef, lui ordonna d'apporter ses papiers et son petit bureau près du sien pour faire de suite, en présence du Roi, tous les enregistrements de ce qui venait d'être lu et ordonné. Ce qui fut long à faire parce qu'il y avait cinq ou six pièces à enregistrer.

Le coup d'État étoit accompli, aucune opposition ne s'étoit fait entendre et les Parisiens ébahis se demandaient quel événement pouvait bien provoquer le déploiement de force armée qu'on leur offroit en spectacle. Dès l'aurore, le régiment des gardes étoit sous les armes, occupant trois points de la capitale : dix compagnies aux Tuileries, dix autres à l'extrémité de la rue de Richelieu, près de la rue Grange-Batelière, douze autres dans le préau de la foire Saint-Germain¹⁷. Les gendarmes étoient prêts à marcher, leurs chevaux sellés et bridés dans l'hôtel de M. le prince de Soubise¹⁸; les chevaux-légers de même; les mousquetaires gris étoient à cheval dans l'hôtel¹⁹, et les mousquetaires noirs,

¹⁷ Aujourd'hui l'emplacement du marché Saint-Germain.

¹⁸ Aujourd'hui l'Hôtel des Archives nationales, rue des Francs-Bourgeois, au Marais.

¹⁹ Aujourd'hui rue du Bac, vers le n° 15, sur les terrains du marché Boulainvilliers.

Quatrième
acte

Enregistre-
ment

dont l'hôtel est trop éloigné²⁰ étaient dans la cour de la foire Saint-Germain. Il y avait un mousquetaire à cheval à la porte des Tuileries, du côté du Pont-Royal, et un au Carrousel pour recevoir des ordres en cas de besoin. Paris ressemblait à une ville conquise et le Régent s'informait avec soin pendant la marche du Parlement s'il y avait beaucoup de peuple à la suite, mais personne ne marqua autre chose que de la curiosité.

Impressions

Le jeune Roi, fatigué de cette longue contrainte, ne songeait qu'à se dégourdir. Pendant que le garde des sceaux et le greffier enregistraient, il se mit à rire avec ceux qui se trouvèrent à portée de lui, à s'amuser de tout, à faire observer que, par cette chaleur, le duc de Louvigny portait un habit de velours qui l'accablait. L'enfant n'avait peut-être rien compris à tout ce qui s'était passé sous ses yeux; tous attendaient la libération, sauf Saint-Simon à qui les heures ne comptaient plus que pour des minutes. « Pendant l'enregistrement, raconte-t-il, je promenois mes yeux doucement de toutes parts, et, si je les contraignis avec constance, je ne pus résister à la tentation de m'en dédommager sur le Premier Président, je l'accablois donc à cent reprises dans la séance, de mes regards assénés et forlongés avec persévérance. L'insulte, le mépris, le dédain, le triomphe lui furent lancés de mes yeux jusqu'en ses moelles; souvent il baissait la vue quand il attrapait mes regards; une fois ou deux il fixa le sien sur moi, et je me plus à l'outrager par des sourires dérobés, mais noirs, qui achevèrent de le confondre. Je me baignois dans sa rage, et je me délectois à la lui faire sentir. Je me jouais de lui quelquefois avec mes deux voisins, en leur montrant d'un coup d'œil, quand il pouvoit s'en apercevoir²¹. »

Entre une heure et deux heures la cérémonie prit fin et le Parlement s'en alla au milieu d'une foule curieuse. On blâmait généralement la mesure prise contre le duc du Maine, prince sage et estimé du public. Celui-ci donna ordre de démeubler

²⁰ Aujourd'hui Hospice des Quinze-Vingts, rue de Charenton.

²¹ On a fait entrer dans le récit de ce chapitre les sources dont voici l'énumération : Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, in-8, Paris, 1857, t. XVI, p. 296-470; Dangeau, *Journal*, in-8, Paris, 1859, t. XVII, p. 370-372, 26 août 1718; M. de Balleroy à sa femme, 26, 27 août, dans *Les correspondants de la marquise de Balleroy*, édit. de Barthélémy, in-8, Paris, 1883, t. I, p. 345-346; *Gazette de la Régence*, in-12, Paris, 1887, p. 275-281; 29 août 1718; Barbier, *Chronique de la Régence et du règne de Louis XV (1718-1763)* ou *Journal de Barbier*, in-12, Paris, 1857, t. I, p. 11-14; J. Flammermont, *Remontrances du Parlement de Paris au XVIII^e siècle*, in-4, Paris, 1888, t. I, p. 107-115; Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises*, t. XXI, p. 159, suiv., contient les différents édits enregistrés le 26 août.

son appartement aux Tuileries dès l'après-midi même. Son frère alla remercier le Régent et lui témoigna que n'étant pas de meilleure maison que son frère et son frère n'étant pas plus criminel que lui, il n'était pas juste qu'il fût au-dessus de lui. Enfin, une rumeur consternait le public : on disait que le maréchal de Villeroy serait remplacé par une créature du Régent et on prêtait au vieux maréchal l'intention de se faire tuer plutôt que d'abandonner le poste que Louis XIV lui avait confié. Quant à la duchesse du Maine on la savait hors d'elle, elle criait sa fureur et ses projets de vengeance. « Mais, ajoutait-on, autant en emporte le vent. C'est une femme qui parle et qui aboie à la lune²². » A Saint-Cloud, Madame percevait l'écho de ces colères, car la colère, la rancune, la vengeance d'un Saint-Simon avait rempli la moitié du lit de justice, dont la brutale et aveugle haine de M. le Duc pour sa tante la duchesse du Maine avait rempli l'autre moitié. Cette lilliputienne princesse « s'emportait en menaces horribles et disait publiquement qu'on trouverait bientôt moyen de donner au Régent une croquignolle telle qu'il mordrait la poussière²³. » On l'avait entendu dire à table : « On dit que je pousse le Parlement à la révolte contre le duc d'Orléans, mais je le méprise trop pour prendre une si noble vengeance de lui; je saurai bien me venger autrement²⁴. »

²² *Gazette de la Régence*, p. 280.

²³ Madame à la marquise Louise, Saint-Cloud, 30 août 1718, dans *Correspondance*, édit. Brunet, t. II, p. 453.

²⁴ La même à la même, 31 août, *op. cit.*, t. I, p. 454.

CHAPITRE XXVIII

La suppression des Conseils

(26 août — 24 septembre 1718.)

Arrestations de magistrats. — Remontrances. — Négociations d'Alberoni. — La flotte espagnole et la flotte anglaise mettent à la voile. — Illusions d'Alberoni. — Confiance de Stanhope. — Conquête de la Sicile. — Voyage de lord Stanhope à Madrid. — Manœuvre de Stair pour compromettre le Régent. — La bataille de Passaro, 11 août. — Sentiments qui l'accueillent. — Puissance du Régent. — Suppression des Conseils.

Le coup d'État du 26 août permettait au Régent de tout entreprendre contre le Parlement son ancien allié. Celui-ci ne pouvait prendre son parti d'une si grande humiliation; il se réunit dès le lendemain du lit de justice, jusqu'à dix heures, et puis, nonobstant les défenses, il s'assembla jusqu'à une heure et demie¹. Le dimanche, autre assemblée, réunion des commissaires chez le Premier Président et annonce d'une assemblée le lundi². Pour y couper court, le garde des sceaux décida le Régent à sévir. Dans la nuit du dimanche au lundi 29, à une heure après minuit, trois maîtres des requêtes, MM. de Saint-Aubin, se transportèrent avec vingt mousquetaires chacun et des carrosses à six chevaux dans lesquels ils firent monter le président de Blamont, de la Quatrième des Enquêtes. M. de Saint-Martin et M. Feydeau de Calendes, de la même chambre, ensuite on mit le scellé sur leurs papiers. Chacun partit avec un laquais, à trois heures du matin sous escorte de seize mousquetaires et un brigadier, pour le lieu qui leur était assigné : le président aux îles Sainte-Marguerite, les deux conseillers à Belle-Isle-en-mer et

Arrestations
de
magistrats

¹ *Gazette de la Régence*, p. 279; 29 août 1718; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 372, 27 août 1718.

² *Gazette de la Régence*, p. 279; 29 août 1718; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 373, 28 août; M. de Balleroy à sa femme, 29 août, dans *op. cit.*, t. I, p. 346-347.

à Oléron³. Cette nouvelle fit beaucoup de bruit dans Paris, mais nulle émotion, comme dans le temps où l'on arrêta M. Broussel pendant la minorité de Louis XIV, ce qui déclencha la guerre civile. Et l'avocat Barbier ajoute ces réflexions : « Présentement qu'on n'est point accoutumé aux troubles, et que chacun sent le désagrément de quitter sa maison et sa famille pour être exilé dans des endroits très éloignés, une pareille action fit peur à chaque membre en particulier. Et il est certain que dans les affaires d'État, ceux qui ont la force en main doivent coup sur coup faire des actions publiques et violentes; cela anime les braves : mais aussi; comme le plus grand nombre est des craintifs, cela intimide la plupart et déconcerte toutes les menées, et cela rompt les partis qui pourroient se former. Car, en effet, à entendre parler tout le monde, chacun ne demandoit pas mieux que de se joindre au Parlement, mais personne n'osoit commencer ni se déclarer pour chef, personne n'osoit attacher le grelot⁴. »

Remon-
trances

Dès la première nouvelle des arrestations, les membres du Parlement se rendirent au Palais et envoyèrent demander audience au Roi qui, entouré du Régent et de d'Argenson, les reçut à trois heures de l'après-midi. M. de Mesme, à la tête d'une nombreuse députation, en robes noires, s'exprima ainsi :

« Sire, votre Parlement, occupé de sa juste douleur d'avoir ressenti aussi sévèrement les effets de la colère de Votre Majesté au lit de justice, ... n'aurait pas cru que rien pût augmenter sa consternation. Nous avons été assommés ce matin de la nouvelle que nous avons reçue de l'enlèvement violent qui a été fait cette nuit de trois magistrats que nous avons toujours vus se conduire avec beaucoup d'amour pour la justice et un grand zèle pour le service de Votre Majesté. La porte de l'un d'entre eux a été enfoncée comme l'on aurait pu faire pour se saisir d'un scélérat convaincu des plus grands crimes. Nous venons aujourd'hui, Sire, avec le plus profond respect, vous supplier, en toute humilité d'accorder à nos larmes la liberté de nos confrères, etc. » Le garde des sceaux répondit en quelques phrases hautaines et insultantes : « Les affaires qui attirent au Roi cette députation de son Parlement sont matières d'État qui deman-

³ Barbier, *Journal*, t. I, p. 16, août 1718; Buvat, *Journal*, t. I, p. 330; *Gazette de la Régence*, p. 281; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 373; 29 août 1718.

⁴ Barbier, *Journal*, t. I, p. 17.

⁵ Chez M. de Saint-Martin, les mousquetaires enfoncèrent la porte à coups de hache.

dent le secret et le silence. Le Roi a voulu faire respecter son autorité. La conduite que tiendra son Parlement dans ces circonstances déterminera sa disposition et ses sentiments⁶. »

Le Parlement s'assembla le lundi et il fut délibéré qu'on fermerait le Palais. Les avocats, sans en avoir été priés, décidèrent de ne plaider nulle part; ils arrêtaient même qu'en haine des maîtres des requêtes, qui avaient rempli le rôle de commissaires dans les arrestations, de ne jamais monter aux requêtes de l'Hôtel, ce qui aurait réduit à néant la seule juridiction qu'aient les maîtres des requêtes. Le Régent l'ayant appris s'écria : « Quoi, ces b... là s'en mêlent aussi ! » — « Eh Monseigneur, ce sont ceux qu'il est le plus difficile de réduire; car il est permis de faire taire un avocat, mais il est impossible de le faire parler malgré lui⁷. » Le Parlement resta fermé le 30 août et ouvrit le 31⁸.

Le 30, pendant qu'il s'entretenait avec les gens du Roi venus solliciter l'élargissement des prisonniers, le Régent leur conta, et à quelques courtisans, la nouvelle qu'il venait de recevoir d'une grande bataille navale entre la flotte anglaise et la flotte espagnole. Cette nouvelle éclata comme un coup de foudre.

Depuis le moment où Alberoni sut qu'il n'avait plus à compter sur les bons offices de l'Angleterre pour conserver la Sardaigne, il perdit toute mesure, déclara qu'il n'observerait plus les traités de commerce et s'opposerait à la circulation du vaisseau dit « de Permission⁹ ». Il poussa l'insolence jusqu'à ordonner l'occupation de l'île de Crab dans les Indes occidentales¹⁰. Vers le 22-23 mai, le cardinal offrit au comte Lascaris, envoyé de Victor-Amédée II pour la Sicile, une « alliance offensive et défensive des deux Cours de Madrid et de Turin. Un contingent de 23.000 Espagnols serait mis à la disposition de Victor-Amédée pour la conquête du royaume de Naples. Si, contrairement aux prévisions, Philippe V ne pouvait conquérir le Milanais, il restituerait

Négocia-
tions
d'Alberoni

⁶ J. Flammermont, *Remontrances du Parlement de Paris*, t. I, p. 116; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 373-375; Barbier, *Journal*, t. I, p. 18; M. de Balleroy à sa femme, 31 août, dans *op. cit.*, t. I, p. 348; *Gazette de la Régence*, p. 282.

⁷ Barbier, *Journal*, t. I, p. 18.

⁸ D'autres remontrances « pour obtenir la liberté des prisonniers » eurent lieu les 6 et 22 septembre, 21 octobre, 10 décembre, J. Flammermont, *op. cit.*, t. I, p. 118-126; *Gazette de la Régence*, p. 284-285.

⁹ *Bibl. nat.*, ms. franç. 10670-10672, *Mémoires inédits de Torcy*, t. III, fol. 651.

¹⁰ *Bibl. nat.*, ms. franç. 10670-10672, *Mémoires inédits de Torcy*, t. III, fol. 700.

la Sicile au Savoyard, sinon il la garderait pour lui¹¹. Une semblable proposition ne pouvait être prise au sérieux venant d'un maître fourbe et adressée à un émule en fourberie. Victor-Amédée repoussa le projet¹².

Dans les Cours du Nord, le cardinal avait récolté d'autres échecs. Prévoyant le conflit avec l'Angleterre, il s'était tourné vers la Suède et la Russie¹³. Dès le mois de mars 1718, il avait chargé Beretti-Landi de lier parti avec Goertz et les négociations commencèrent aussitôt avec un officier de Charles XII. Au début d'avril, Beretti-Landi reçut des avances de Golowkin, envoyé du Tsar en Hollande¹⁴, pendant que le baron de Schleinitz, ministre de Pierre I^{er} à Paris, était autorisé à menacer le Régent de la perspective d'une contre-alliance entre les puissances du Nord et l'Espagne¹⁵. Alberoni consentait à avancer un demi-million à Charles XII pour inquiéter à la fois l'Empereur et l'Electeur de Hanovre¹⁶, mais les exigences de Goertz étaient si désordonnées qu'on ne put s'entendre¹⁷.

Depuis le commencement d'avril les officiers avaient rejoint leurs postes; le 9 mai, le cardinal annonçait au duc de Parme le nouvel effort que l'Espagne épuisée allait tenter pour le bénéfice des Farnèse : « Trois cents voiles se verraient dans la Méditerranée, trente-trois mille hommes de troupes, cent pièces de vingt-quatre et vingt-quatre canons de campagne, vingt mille quintaux de poudre, cent mille balles, soixante-six mille instruments à remuer la terre, des bombes, des grenades et tout ce que comportait une pareille expédition largement fournie de trente-trois mille combattants sans compter six mille chevaux; un convoi d'un million et demi de pièces de huit, auquel s'ajouterait pour la solde des troupes, une somme portée déjà de Gênes en Sardaigne et remplacée aussitôt par un dépôt d'argent formé des sommes destinées à l'achat de vaisseaux en Hollande et non

¹¹ Relation du comte de Lascaris di Castellar, dans *Memorie della reale Accademia di Torino*, 1861, 2^e série, t. XIV, p. 164-165.

¹² Relation du comte de Lascaris, dans *op. cit.*, p. 168-169.

¹³ Bibl. nat., ms. franç. 10670-10672, *Mémoires inédits de Torcy*, t. III, fol. 327.

¹⁴ Bibl. nat., ms. franç. 10670-10672, *Mémoires inédits de Torcy*, t. III, fol. 417.

¹⁵ Bibl. nat., ms. franç. 10670-10672, *Mémoires inédits de Torcy*, t. III, fol. 695-741.

¹⁶ Relation du comte de Lascaris, dans *op. cit.*, p. 166.

¹⁷ Cellamare à Alberoni, 26 septembre 1718, dans P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. II, p. 388.

La flotte espagnole et la flotte anglaise mettent à la voile

employées¹⁸. » Ces chiffres ne paraissent pas avoir été exagérés¹⁹. Le 6 juin, ayant perdu tout espoir de duper l'Angleterre, Alberoni comprit qu'il ne pouvait plus reculer²⁰; le 15, une démarche du colonel Stanhope fut décisive et, le 17, l'*Armada* reçut l'ordre d'appareiller²¹. Les chefs étaient les mêmes que pour l'expédition de Sardaigne.

Le 15 juin aussi, la flotte anglaise, forte de vingt vaisseaux, sortit de Portsmouth sous le commandement de l'amiral Byng. Cette décision avait été prise avec l'approbation du Régent²² et sur les vives instances de Dubois et de Nancré²³. Les instructions de l'amiral étaient strictement défensives et limitées à la protection de l'Italie continentale, nonobstant les instances de M. de Pendtenriedter qui demandait l'intervention navale dans toutes les éventualités²⁴. L'amiral devait user de tous les moyens pour procurer une suspension d'armes si les hostilités étaient commencées; s'il n'y pouvait réussir, il devait intercepter les convois espagnols à destination de la Sicile en recourant, au besoin, à la force²⁵.

Alberoni ignorait tout de ces instructions, et lorsqu'il apprit que, le 18 juin, la flotte avait mis à la voile, sa joie éclata : « La foudre va frapper la Sicile, conquête indispensable à nous donner à Naples les garanties nécessaires et à empêcher le duc de Savoie de nous jouer un tour. Votre Altesse, écrit-il au duc de Parme, dira que me voilà un ennemi de plus : il n'en est pas moins vrai que voilà aussi une conquête facile à conserver et le moyen de gagner le temps nécessaire à semer les discordes en France et en Angleterre où j'espère trouver des bonnes dispositions pour des intrigues que ces deux nations préparent actuellement con-

¹⁸ Arch. de Naples, Farnesiana, fasc. 59 : Alberoni au duc de Parme, 9 mai 1718.

¹⁹ Saint-Philippe, *Mémoires*, trad. de Maudave, t. III, p. 260.

²⁰ Alberoni à Rocca, Balsaïn, 6 juin 1718, dans *Lettres intimes*, édit. Em. Bourgeois, p. 584.

²¹ Arch. de Naples, Farnesiana, fasc. 59 : Alberoni au duc de Parme, 20 juin 1718.

²² *Public Record Office*, France, vol. 352 : lord Stair à lord Stanhope, Paris, 30 avril 1718.

²³ *Public Record Office*, France, vol. 352 : lord Stanhope à lord Craggs, Paris, 1^{er} juillet 1718.

²⁴ Weber, *Die Quadrupel Allianz vom Jahre 1718*, in-8, Wien, 1887, p. 78.

²⁵ *Ozenfoord Castle, Stair Papers*, vol. XV, Instructions du 24 mai (=4 juin) 1718; *The Stair Annals*, vol. II, p. 77.

tre le duc Régent et le roi George²⁶. » Néanmoins le Parmesan n'était pas satisfait et force fut à Alberoni de lui faire prendre patience. « La conquête de Naples ne se pouvait essayer, disait-il, sans l'occupation préalable de la Sicile. *Tempo e pazienza*, et tout ira bien²⁷. » Assurément cette humeur belliqueuse était fort étrangère au souverain et au peuple anglais. Lord Stanhope n'éprouvait pas la même répugnance et n'hésitait pas à donner à l'amiral Byng l'ordre d'appareiller, sous prétexte que « c'était réellement servir le roi d'Espagne que de traverser et faire échouer toutes les entreprises capables de rallumer la guerre en Italie²⁸. » Non moins hardi que son chef, lord Stair combinait un moyen d'entraîner le Régent vers l'irréversible. Celui-ci dérivait lentement vers la guerre sous l'impulsion toujours sensible de l'abbé Dubois, mais avec des hésitations, des répugnances, des délais que mettait à profit le parti de la « vieille Cour » encore assez puissant pour obliger de compter avec lui. Quant aux placides et rusés conducteurs de la Hollande, leur résolution d'échapper à tout prix à un conflit armé était prise et inébranlable. Ils ne voulaient pas servir l'Empereur, ils ne voulaient pas non plus risquer une guerre avec l'Angleterre ou avec l'Espagne.

Illusions
d'Alberoni

L'auteur responsable du malaise où se débattait l'Europe et qui ne pouvait se dissiper que par le recours aux armes, le mauvais génie qui, en galvanisant l'Espagne et en lui restituant une vigueur factice, était responsable de la situation et des suites qu'elle comportait, Alberoni était honni avec fracas comme le boute-feu par qui l'Europe allait être de nouveau plongée dans la guerre. En réalité, Alberoni se débattait entre des liens qu'il tentait de rompre faute d'avoir su les dénouer. La politique d'alliance réalisée par Dubois et Stanhope avait réduit le roi d'Espagne à chercher des alliés trop excentriques, trop onéreux et trop débiles pour que leur intervention constituât une menace réelle à l'égard de potentats tels que l'Empereur et le roi d'Angleterre. Pour suppléer à ce que Charles XII et Pierre I^{er} ne pouvaient ou ne voulaient entreprendre, Alberoni escomptait de chétives intrigues : en Angleterre, le parti Jacobite; en France, le parti de la vieille Cour. Bien qu'il eut donné la mesure de son incapacité, en 1716, le Prétendant ne renonçait pas à disputer l'Angleterre à Georges I^{er} et proposait à Alberoni, qui lui devait

²⁶ Arch. de Naples, Farnesiana, fasc. 59 : Alberoni au duc de Parme, 20 juin 1718; Mémoires inédits de Torcy, t. III, fol. 711, 712.

²⁷ Alberoni à Rocca, 25 juillet 1718, dans Lettres intimes, p. 594.

²⁸ Bibl. nat., ms. franç. 10670-10672, Mémoires inédits de Torcy, t. III, fol. 650.

la pourpre, un programme d'alliance et d'action contre l'usurpateur. Une semblable fantaisie était de nature à séduire le cardinal qui, depuis le mois de mai 1718, avait repris le projet d'une alliance avec les Cours du Nord pour la restauration de Jacques Stuart. A l'appui de ces chimères, Alberoni faisait intervenir, comme s'il les eût tenues dans sa dépendance, ces Cours du Nord qui ne visaient qu'à arracher quelques subsides en échange de vagues promesses. Il était facile de se duper soi-même avec ces grands mots sonores dont les conspirateurs sont toujours copieusement nantis et qui ne représentent que déception et néant. A Paris, Cellamare s'imaginait agir et contrarier les desseins du Régent et de Stanhope tandis que son intervention maladroite ne faisait qu'en précipiter l'exécution. Le baron de Schleinitz, représentant du Tsar, se rendit au Palais-Royal proposer une fois de plus l'alliance russe de préférence à l'accord autrichien, il fut poliment éconduit. Pour mettre le comble aux preuves de sa légèreté, Alberoni comptait, suprême ressource, sur les Turcs! Dernière déception. Le 21 juillet, les Turcs faisaient la paix avec l'Empereur à Passarowitz et ce jour-là Stanhope croyait pouvoir écrire : « La France est, dès à présent, engagée dans notre querelle; et le Régent est certainement disposé maintenant à remplir ses engagements avec nous²⁹. »

En conséquence, Stanhope et Stair écrivirent à Byng lui disant que l'entreprise des Espagnols sur la Sicile était une violation manifeste des traités conclus à Utrecht entre l'Angleterre et la France, entre l'Angleterre et l'Espagne, ainsi que du traité de neutralité de l'Italie. Devant le parti-pris d'agression de l'Espagne et en raison de l'appel du roi de Sicile adressé à l'Angleterre et à la France, il fallait agir sans tarder. Les instructions de l'amiral prévoyaient le cas d'un débarquement de troupes espagnoles en Italie, il importait au service du Roi d'étendre le cas à la Sicile et d'empêcher les Espagnols de s'en emparer ou d'y descendre³⁰. Les deux Anglais communiquèrent cette lettre au Régent qui leur dit qu'il ne ferait nulle difficulté d'attaquer l'Espagne, si elle-même attaquait le roi de Sicile en contravention du traité d'Utrecht. Quand il fut question d'envoyer la lettre, Stanhope et Stair redevenus prudents prièrent le duc d'Orléans de leur donner, pour les mettre à couvert, une déclaration portant que si, par

Confiance
de Stanhope

²⁹ Public Record Office, France, vol. 352 : lord Stanhope et lord Stair à [Craggs], Paris, 21 juillet 1718.

³⁰ Public Record Office, France, vol. 352 : lord Stanhope et lord Stair à sir Georges Byng, Paris, 21 juillet 1718.

suite de cette lettre, Byng commettait des hostilités entraînant par réciprocité la déclaration de guerre de l'Espagne à l'Angleterre, le Roi-Très-Chrétien ferait cause commune avec le roi d'Angleterre et déclarerait la guerre à l'Espagne. Le Régent entrevit où le voulaient conduire les deux compères et conseilla de différer un peu l'envoi de la lettre, ce qui fut fait³¹.

Ce léger échec était peu de chose pour la vanité de Stanhope dont l'influence personnelle venait d'arracher au Régent la signature du 18 juillet, mais il voulait mieux encore et formait le projet d'aller à Madrid afin de conquérir Philippe V et Alberoni à la Quadruple-Alliance. Alberoni tarda cinq jours entiers à accorder le passeport demandé pour le premier ministre anglais qui l'attendait à Bayonne où une lettre de Craggs vint lui apprendre que Georges I^{er} approuvait la proposition relative à Gibraltar et autorisait à en faire une offre formelle au moment convenable³². Stanhope escomptait un succès auquel son cousin, le colonel W. Stanhope, mieux instruit touchant la Cour d'Espagne, ne croyait guère³³. Les choses avaient été poussées trop loin.

Jamais la faconde d'Alberoni ne trouvait de plus belles occasions de se manifester qu'en ces circonstances où se jouait l'honneur et le destin d'une nation que cet Italien conduisait, le cœur léger, à la défaite et à la ruine.

Conquête
de la Sicile

Sa correspondance est accablante, elle donne l'impression d'un fantoche déguisé en Capitaine Fracasse; cette âme est si parfaitement vile que tout sentiment noble lui est étranger, Alberoni pressure l'Espagne, la jette au désastre sans un souci, sans un remords, afin que cette flotte, ces soldats, ces richesses, suprême effort d'une nation digne d'un meilleur sort, soient engloutis pour le service du duché de Parme. Cette flotte avait mis à la voile le 18 juin sous la conduite de l'amiral Castañeta, portant trente mille hommes commandés par le marquis de Lède. Elle touchait à Cagliari le 23 juin et entra dans les eaux de la Sicile le 1^{er} juillet. Le 3, l'armée débarquait au cap Solanto, à quatre lieues de Palerme dont le gouverneur, le comte Maffei, se retira précipitamment, avec quinze cents hommes, à Syracuse. A l'exception de quelques Piémontais cernés trop tôt dans Castellamare pour avoir le temps de décamper, à la vue des Espagnols tout fuyait et le marquis de Lède conduisait sans encombre son

³¹ Public Record Office, France, vol. 352 : lord Stair à Craggs, Paris, 24 juillet 1718.

³² Lord Mahon, *History of England*, t. II, p. 361.

³³ Col. W. Stanhope à lord Stair, Madrid, 18 juillet 1718, dans Lord Mahon, *op. cit.*, t. II, p. 361.

armée sur Messine. Catane, Trapani imitaient l'exemple donné par Palerme. Là, comme en Sardaigne, les habitants secondèrent chaudement l'invasion et on a fait cette remarque que, dans tous les pays catholiques soustraits à la domination espagnole, les peuples ont toujours regretté cette puissance qui les gouvernait mal mais qui les gouvernait peu³⁴.

Alberoni était transporté d'orgueil et sa jactance naturelle ne pouvait que lui faire recevoir fort mal toute contradiction. Que pouvait vouloir et que pouvait dire lord Stanhope pour projeter un voyage à Madrid? Le colonel Stanhope habitué aux frasques et aux emportements du cardinal n'était ni confiant ni rassuré. Quelques jours auparavant, lui-même avait communiqué à Alberoni les instructions données à l'amiral Byng pour le maintien de la neutralité de l'Italie. Après les avoir lues, le cardinal répondit que son maître braverait tout les périls et perdrait l'Espagne plutôt que de rappeler ses troupes. « Les Espagnols, dit-il en manière de conclusion, ne sont pas gens à se laisser intimider; et je m'en fie tellement à la bravoure de notre flotte, que si votre amiral jugeait à propos de l'attaquer, je ne serais pas en peine du résultat. » Le colonel, avec un flegme tout anglais, tendit en silence une liste de la flotte anglaise; Alberoni la lui arracha des mains, la déchira, la mit en pièces, piétina sur les morceaux et promit une réponse sous deux jours. Elle tarda neuf jours et fut telle :

« Sa Majesté Catholique m'a fait l'honneur de me dire que le chevalier Byng est libre d'exécuter les ordres qu'il a reçus du roi son maître³⁵. » (18 juillet).

« Ce fut dans ces circonstances que lord Stanhope, esprit brillant à qui la témérité d'Alberoni plaisait, au moins comme une chose extraordinaire, ne désespéra pas de se concilier avec lui; et, tout fier de sa victoire récente sur le Régent, il se flatta d'abattre l'impétuosité de l'un aussi aisément qu'il avait excité l'indolence de l'autre. Il fit donc demander au cardinal un passeport pour se rendre à Madrid. Après avoir payé le tribut de fureur dont il accueillait toute proposition nouvelle, Alberoni répondit : « Si milord vient en législateur, il peut se dispenser

Voyage
de lord
Stanhope
à Madrid

³⁴ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. I, p. 136; J. La Lumia, *Venuta e soggiorno di Vittorio Amedeo*, dans *Arch. stor. ital.* 1874, t. XIX, p. 282, suiv., *Governo del vice Re conte Annibale Maffei*, dans *op. cit.*, t. XX, p. 256; *La Spagna et la Quadrupla Alleanza, Invasione*, dans *op. cit.*; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 345; 20 juillet 1718; Saint-Philippe, *Mémoires*, trad. de Maudave, t. III, p. 266, 280.

³⁵ W. Coxe, *Memoirs of Walpole*, t. II, p. 197, 198.

du voyage; s'il vient comme médiateur, je le recevrai; mais, dans tous les cas, je le préviens qu'à la première attaque de nos vaisseaux par l'escadre anglaise, l'Espagne n'a pas un pouce de terre où je veuille répondre de sa personne³⁶. » Stanhope n'était pas du nombre de ceux qu'on intimide avec des mots, et moins encore avec des phrases, se mit en route, à travers cette péninsule qu'il connaissait si bien, qu'il avait vue ruinée et qu'il retrouvait avec tous les indices d'une industrielle activité; il arriva le 12 août à Madrid, fut logé à Fresneda, tout proche de l'Escorial, et reçu par Alberoni, le 14 août.

Le cardinal manifesta une grande aversion pour la guerre, un absolu désintéressement pour l'Italie n'ayant, à l'entendre d'autre préoccupation que les Indes; cependant il lui fallait se conformer aux volontés de Philippe V et de la Reine passionnément intéressés aux affaires d'Italie. Stanhope ne dit mot de la cession de Gibraltar³⁷, pas plus qu'Alberoni ne parla de la flotte anglaise ni de la prise de Palerme. Quelques jours plus tard, le 18 août, Stanhope et Nancre allèrent ensemble visiter le ministre et lui remirent chacun un exemplaire de la convention signée à Paris. Pendant qu'ils dinaient chez Alberoni, un courrier apporta la nouvelle de l'entrée des Espagnols à Messine; on venait d'apprendre de plus l'arrivée du galion d'Amérique, chargé de six millions et demi en or et en argent, aussi l'audience royale accordée le jour même n'eut rien que d'amer : Philippe V déclara rejeter formellement la Quadruple-Alliance. Il est vrai qu'en compensation, Stanhope rentré chez lui reçut la nouvelle de la signature du traité à Londres, le 2 août, et la copie du traité lui-même. Dès le 19 août dans la matinée, Stanhope et Nancre portaient au cardinal l'extrait des articles concernant l'Espagne. Celui-ci examina les engagements pris, les jugea valables et continua à soutenir son rôle d'ami de la paix contraint à faire la guerre qui ne pouvait qu'entraîner la ruine pour le vaincu. Puis la vantardise l'emportant, il faisait allusion aux moyens dont il disposait pour exciter des troubles en France et en Angleterre, et il laissait entrevoir ce qu'il était en droit d'attendre des puissances du Nord³⁸. Préludant à une manœuvre qui devait le perdre, Alberoni s'acharnait à montrer le Roi emporté par sa

³⁶ P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 148-149; *Public Record Office*, France, vol. 352 : *Colonel W. Stanhope à lord Stair*, 8 août 1718.

³⁷ *Lord Stanhope à Craggs*, Fresneda, 15 août 1718, dans L. Mahon, *History of England*, t. II, p. 362.

³⁸ *Public Record Office*, France, vol. 352 : *lord Stanhope à [Craggs]*. Paris, 14 septembre 1718.

haine aveugle contre l'Empereur et contre le Régent, mais Stanhope n'était pas homme à prendre le change sur les sentiments véritables de son interlocuteur et comprenant que son séjour ne pouvait se prolonger davantage avec dignité et profit, il demanda son audience de congé, revit Philippe V aussi obstiné, Elisabeth Farnèse aussi prévoyante et calculatrice de l'avenir, Alberoni aussi fourbe, quitta Madrid, le 27 août et gagna Bayonne d'où, le 2 septembre, il écrivait à l'amiral Byng³⁹ : « Il ne s'est rien passé à Madrid qui doive vous détourner de suivre vos instructions... Si vous trouvez un moment favorable pour attaquer la flotte espagnole, je suis persuadé que vous ne laisserez pas échapper l'occasion; et je... vous recommande que le premier coup que vous porterez soit, s'il est possible, décisif. »

Quand il écrivait ces lignes, Stanhope était depuis longtemps obéi, mais ce singulier chef de gouvernement poursuivait son ministère sur les grands chemins, au risque de mériter le titre de *Juif errant* que lui donnaient ses adversaires et de ne recevoir pas les courriers qui ne savaient où l'atteindre. A Paris, du moins, on savait dès le 30 août la nouvelle de la grande bataille navale livrée devant Messine, et Londres et Paris avaient une responsabilité presque égale dans l'événement.

A son départ pour l'Espagne, Stanhope avait laissé à lord Stair le soin de veiller sur les dispositions du Régent. Lorsque Stair connut avec certitude que son gouvernement souhaitait la destruction de la flotte espagnole, il aborda le Régent par une habile manœuvre. Comme le prince exprimait la crainte que Messine ne tombât aux mains des Espagnols, et comptait sur la flotte anglaise pour lui épargner cette extrémité, Stair dit aussitôt que Son Altesse n'avait qu'à dire ce qu'elle souhaitait que fit l'amiral Byng qui en serait instruit et y conformerait sa conduite. A l'instant il rédigea une note que le Régent approuva et qu'un courrier emporta le soir même à Marseille. Le Régent, y était-il dit, « est d'opinion qu'il est de l'intérêt commun et entièrement conforme aux vues de la Quadruple-Alliance qu'on venoit de signer à Londres, que la Sicile ne tombe pas aux mains des Espagnols, et qu'il faut que vous tâchiez d'empêcher cela par toutes vos forces même, si les offices amiables sont inutiles pour détourner les Espagnols de la poursuite de leur entreprise; et comme surtout il est important de sauver Messine de tomber entre les mains des Espagnols, S.A.R. est du sentiment que

Manœuvre
de Stair
pour
compromettre
le Régent

³⁹ *Lord Stanhope à l'amiral Byng*, Bayonne, 2 septembre 1716, dans L. Mahon, *op. cit.*, t. I, p. 330.

vous ne deviez point du tout balancer d'employer toute la force du Roy notre maître, pour chasser la flotte espagnole si elle bloque ladite forteresse et port de Messine par mer, pour introduire des secours dans ladite place et pour faire tout ce qui sera nécessaire pour l'empêcher de tomber entre les mains des Espagnols. » A ce message écrit en français, Stair ajoutait quelques mots en anglais : « Le motif de l'écrire, disait-il, c'est que je regardais comme important d'avoir l'approbation du duc d'Orléans et son concours dans les hostilités que vous auriez à exercer contre la flotte espagnole, ce qui nous donnera une sûreté de plus; outre le traité signé à Londres il y huit jours, que nous ne serons pas seuls dans notre querelle avec l'Espagne, si la guerre devait survenir à la suite des opérations que vous seriez obligé de faire pour empêcher le royaume de Sicile de tomber au pouvoir des Espagnols⁴⁰. » Toute l'astuce de l'Écossais se découvrait dans ces lignes. Stair voulait engager la France et le Régent dans une entreprise dont le succès n'était pas encore certain; dans ce but, il avait caché au duc d'Orléans les ordres de Georges I^{er} à Byng qui pourrait soutenir que les ordres du Régent l'avaient seuls décidé à agir. La manœuvre de Stair était peu honnête et surtout inutile. Le courrier porteur de sa lettre du 9 août n'était pas encore arrivé à Marseille que, le 11 août, l'amiral Byng livrait bataille à la flotte espagnole.

La bataille
de Passaro
11 août

Son premier soir avait consisté à se rendre à Naples pour s'y concerter avec le vice-amiral; le 5 août, il avait mis son escadre à la disposition du maréchal Daun pour protéger le débarquement à Messine de deux mille Autrichiens. Le 9 août, il fit voile vers Messine et envoya un officier au marquis de Lède, qui assiégeait cette ville, porteur d'une offre de médiation du roi de la Grande-Bretagne pour accommoder les différends qui s'élevaient entre l'Empereur et le roi d'Espagne et proposer une suspension d'armes de deux mois. Le marquis répondit qu'il était sans pouvoirs pour traiter cette question et que ses ordres lui imposaient d'occuper la Sicile. L'amiral anglais n'insista pas, laissant son infanterie allemande à Reggio, il se mit à la recherche de Castañeta. Celui-ci venait de recevoir de Patiño l'ordre de rejoindre au plus vite la côte de Spartivento; il obéissait, mais lentement, mollement, mal en ordre, quelques-uns de ses gros vaisseaux remorqués par des galères à rames, suivi à distance pendant la journée du 10 par l'amiral Byng qui

⁴⁰ Public Record Office, France, vol. 352 : lord Stair à sir Byng, 9 août 1718.

ne lui inspirait aucune défiance. Le 11 au matin, la tête de la flotte anglaise, forte de vingt-deux vaisseaux atteignit les traînards et les mauvais marcheurs de la flotte espagnole. Byng somma l'amiral Mari de se rendre, reçut une bordée et fonça en avant comme un loup au milieu d'un troupeau affolé. Brûlots, galères, bombardes, vaisseaux tout fut coulé ou pris. L'après-midi on enleva le gros de l'escadre en courant et, le soir, au mouillage de Syracuse, on compta les prises : Amiral, contre-amiraux, vingt-trois vaisseaux, cinq mille quatre cents prisonniers, sept cent trente canons, des munitions, des outils, des vivres en abondance. Byng fit savoir au vice-roi Maffei qu'il n'avait plus rien à redouter de l'Espagne, en même temps il écrivit au marquis de Lède que l'engagement du 11 n'était qu'un simple malentendu causé par une bordée malencontreuse, mais qui ne rompait pas le bon accord existant entre l'Espagne et l'Angleterre. Amiraux, officiers, équipages furent renvoyés au camp espagnol, à l'exception des matelots expérimentés que l'Anglais garda sous prétexte de les employer à conduire ses prises à Mahon. Byng eut encore la pensée de restituer les vaisseaux — ils devaient être bien médiocres — si les Espagnols consentaient à évacuer la Sicile⁴¹.

L'issue de la bataille de Passaro permettait de juger la valeur de l'improvisation d'Alberoni et le vainqueur usa d'une modestie dont l'affectation était un outrage au vaincu; il envoya à Londres son jeune fils avec mission de faire connaître « ce qui était arrivé⁴² ». A Londres, comme à Paris, on ressentait une satisfaction très vive et on éprouvait quelque embarras à la laisser voir. Le 2 août, quelques instants après l'échange des signatures de la Quadruple-Alliance, l'abbé Dubois écrivait au Régent : « Si le chevalier Byng avait quelque occasion prématurée dont il profitât et qui eût du succès, il y a des circonstances où V. A. R. ne pourrait s'empêcher d'en paraître fâchée, mais il n'y en a aucune où elle ne dût être ravie dans le cœur que les forces maritimes de l'Espagne fussent ruinées, et j'avoue à V. A. R. que j'agirai secrètement dans cette vue⁴³. »

Ainsi endoctriné, le Régent, après avoir conté la nouvelle à son entourage, ajouta « en présence de quelques personnes considérables et des gens du Roi qui se sont trouvés chez lui,

Sentiments
qui
l'accueillent

⁴¹ Ozenfoord Castle, Stair Papers, vol. XV : Sir Byng à lord Stair. Barfleur, près Reggio, 25 août 1718; *Annals of Stair*, t. II, p. 79.

⁴² *The Stair Annals*, t. II, p. 81, 378.

⁴³ Dubois au Régent, 2 août 1718, dans Arch. des Aff. Étrang. Angleterre, Mémoires et documents, t. 44, fol. 334.

que c'étoit une grande nouvelle; qu'il n'en pouvoit pas être bien aise par rapport au roi d'Espagne, mais qu'il n'avoit rien oublié pour lui faire prendre un autre parti; qu'il savoit bien que cela ne pouvoit aller autrement, que c'est pour cela qu'il a laissé parler tout le monde sur le traité; que le roi d'Espagne ne pouvoit à présent prendre de meilleur parti que d'entrer dans ledit traité; qu'il tiendrait ferme et bon pour lui, à l'heure qu'il est, afin que l'on ne se prévale point de ce succès pour en faire changer les conditions ni lui en imposer de plus rudes⁴⁴ ». Le fils de l'amiral Byng arriva à Paris le 7 septembre au soir et repartit à la nuit tombante emportant à Londres⁴⁵ cette lettre du Régent adressée à Georges I^{er} : « Monseigneur, en apprenant par la relation de l'amiral Bing la confirmation de la victoire remportée par la flotte de Vostre Majesté pour le repos public, ma joye seroit imparfaite si mon intérêt seul y avoit part et si je n'estois plus sensible encore à la gloire de ses armes et à tout ce qui doit la faire respecter. Les bonnes intentions de Vostre Majesté pour le repos public méritent que le ciel favorise les soins qu'elle prend pour le procurer; et tous ceux qui ont pris des liaisons avec elle doivent redoubler de zèle pour concourir à la perfection de son ouvrage. En mon particulier, je crois n'avoir rien de plus essentiel à faire que de suivre ses sentiments et ses vœux et de marquer en tout la reconnaissance que je dois à l'amitié dont elle ne cesse point de me donner des marques⁴⁶..... »

Puissance
du Régent

Puisque la minute de cette lettre est de la main de Dubois⁴⁷ il doit partager avec Philippe d'Orléans le blâme d'avoir participé à une démarche d'où la prévoyance étoit aussi absente que la générosité. Mais il faut excuser la griserie d'un succès si éclatant et dont les conséquences étoient considérables. Dès le 31 août, lord Stair comprit que l'événement affranchissait le Régent de toute réserve. Après le coup d'État du 26 août, le le Régent avait encore quelque mesure à garder à l'égard du parti espagnol, le parti « vieille Cour »; après le coup de massue

⁴⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 376, 30 avril 1718.

⁴⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 380; 7 septembre 1718. A Londres on avait le souci d'établir « que la flotte espagnole avait commencé les hostilités contre celle de Byng » *Ozenfoord Castle, Stair Papers*, vol. XIII B, *Craggs à lord Stair*, 25 septembre 1718; c'est ce que prétend prouver la *Conduite des cours d'Espagne et de la Grande-Bretagne*, publié par Brunet, in-8, Amsterdam, 1720.

⁴⁶ *Public Record Office*, France, vol. 346 : le Régent à Georges I^{er}, 8 septembre 1718.

⁴⁷ Ch. Aubertin, *L'opinion publique en France au XVIII^e siècle*, p. 123.

du 30 août, il le pouvoit dédaigner. « Sans la victoire, écrit lord Stair, nous aurions été bien embarrassés et M. le duc d'Orléans l'auroit été encore davantage. Le cardinal Alberoni avoit raison de dire qu'on lui susciteroit bien des affaires. On ne se proposoit pas moins que de déclarer le Roi majeur et d'ôter la régence au duc; sans la victoire qui abat toutes les espérances du parti espagnol je ne sais pas ce qu'on n'auroit pas pu faire ». A l'heure qu'il est, la chance est bien tournée en sa faveur, tout plie devant lui et il est absolument le maître⁴⁸. » En effet, dès le 2 septembre, Dangeau écrivait : « Le bruit se répand fort depuis quelques jours qu'avant la fin de ce mois il y aura de grands changements dans les conseils; ce bruit couroit il y a déjà longtemps, mais il se renouvelle et il augmente fort⁴⁹. » Ce bruit avant-coureur préparait l'opinion, dernière puissance avec laquelle le Régent ne fût pas dispensé de compter, à la transformation vers laquelle on s'acheminait depuis que l'influence de Dubois étoit triomphante. Ce fut ainsi que le coup d'état du 26 août entraîna comme épilogue nécessaire : la suppression des Conseils.

Le Régent avait eu recours à la force contre les adversaires de sa politique, il ne pouvoit hésiter à sacrifier les vaincus à la rancune vigilante de l'Angleterre dont l'alliance devenait sa dernière ressource. Lord Stair le sentait à merveille et, suivant l'inclination de son caractère, voulait pousser la victoire à fond. Le 31 août il écrivait : « Je crois qu'il songe à l'heure qu'il est, bien sérieusement, à mettre l'administration entre les mains des gens qui luy sont bien affidez et à arranger les affaires de manière qu'il ne puisse plus être sujet à des contre-temps, tels qu'il a éprouvés dès le commencement de sa régence, pour avoir laissé ceux qu'il connoissoit ses ennemis dans l'administration. Vous pouvez croire que je ne le détourne pas d'une résolution si salutaire pour luy et pour nous. S.A.R. est aujourd'hui à Saint-Cloud. M. l'abbé Dubois est avec luy. Je croy qu'on y parlera d'affaires⁵⁰. »

On parle d'affaires, mais le Régent, toujours insaisissable, se dérobe à son interlocuteur et oppose à son insistance le des-

La
suppression
des Conseils

⁴⁸ *Public Record Office*, France, vol. 352 : lord Stair à Craggs, 31 août 1718.

⁴⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 378; 2 septembre 1718.

⁵⁰ *Public Record Office*, France, vol. 352 : lord Stair à Craggs, Paris, 31 août 1718.

sein de profiter du temps des vacances⁵¹, dans trois ou quatre jours, pour penser à l'arrangement des affaires. Dubois flaire une manœuvre de Torcy et décide avec Stair d'attendre le départ pour la campagne de ce rival redoutable⁵². Leur impatience à tous deux les tourmente, ils semblent croire ou sentir que, comme celui de leurs maîtres, leur intérêt est « entrelacé⁵³ ». Georges I^{er} et ses ministres ne sont pas moins sensibles à la défaite du Parlement de Paris qu'ils le seraient à une victoire anglaise⁵⁴. Stair est bien l'homme de cette politique qu'il pousse sans relâche à détruire le dernier vestige d'une institution qui lui donnait ombrage parce qu'elle échappait à ses prises.

Le 6 septembre fut marqué pour l'assaut décisif à livrer au Régent. Admis à l'audience du Régent, Stair réclama avec son insistance ordinaire la remise des Affaires Étrangères entre des mains sûres. La confiance des alliés est à ce prix, aussi bien à Vienne qu'à Londres; il donna alors lecture d'une lettre récente de Saint-Saphorin qui fait l'éloge du Régent et déplore le maintien de d'Huxelles, favorable à l'Espagne, indiscret, hostile à son propre maître et sa politique⁵⁵. Philippe d'Orléans, flatté et excédé, répond que le maréchal ne restera plus que peu de temps en place.

Le lendemain, le comte de Koenigsegg répète les mêmes considérations et reçoit une réponse semblable. Stair lui succède, reprend son point de vue et jette incidemment le nom de Dubois à propos d'une lettre de Craggs à celui-ci. Le Régent se répand en éloges sur le compte de l'abbé, détourne la conversation vers Georges I^{er} dont il loue les procédés et envers qui il ne négligera rien pour marquer sa reconnaissance⁵⁶. Stair se sent éconduit; il ne se résigne pas et, trois jours plus tard, le 10, amène au Régent lord Stanhope arrivant de Bayonne. Dès la première audience, le Régent s'ouvre davantage; parle, de lui-

⁵¹ *Dépôt de la Guerre*, t. 2545. Conseil de la Guerre du 5 septembre. Son Alt. Roy. accorde six semaines de vacances aux Conseils. MM. ne s'assemblent que le 17 octobre prochain.

⁵² *Public Record Office*, France, vol. 352 : lord Stair à Craggs, même date mais postérieure à la précédente.

⁵³ *Arch. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 321, fol. 202 : Craggs à Dubois, 18 août 1718.

⁵⁴ *Arch. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 321, fol. 233 : Craggs à Dubois, 3 septembre 1718.

⁵⁵ *Public Record Office*, France, vol. 352 : lord Stair à Craggs, 31 août 1718.

⁵⁶ *Public Record Office*, France, vol. 352 : lord Stair à Craggs, 7 septembre 1718.

même, des changements qu'il médite dans la composition des conseils des Affaires Étrangères, de Conscience et de la Guerre. Ici il mettra M. Le Blanc. Stanhope et Stair croient qu'ils vont entendre un secret; le Régent se tait. Cette malice ressemble à une impertinence au jugement des deux Anglais. Ne vient-on pas d'écrire de Londres une lettre que Dubois leur a certainement fait lire : « Il s'agit de ne pas s'arrêter en si bon chemin. Le Roy attend impatiemment à lire les premières lettres de France dans l'espérance que Mgr le Régent aura mis les emplois entre les mains de gens sur qui il puisse faire fonds⁵⁷. » Alors Stanhope n'hésite plus : il propose au Régent la nomination de l'abbé Dubois au poste de secrétaire d'État. Le duc d'Orléans n'essaie pas de simuler la colère ou la honte qu'une semblable proposition ne lui inspire pas, il discute les mérites du candidat de Saint-James, reconnaît que c'est un homme bien à lui et qui laissera les affaires entre ses mains. D'ailleurs il parle également en bons termes de Torcy, afin de mieux inquiéter ses interlocuteurs qui sortent indécis de cette longue audience.

Dubois, qui en attendait l'issue, les décide à demander une seconde audience, le 14 septembre, et cette fois le Régent ne parvient plus à leur cacher que le maréchal d'Huxelles et le maréchal de Villars seront prochainement déplacés; les Affaires Étrangères seront confiées à un homme jouissant de la confiance du prince et de celle du roi d'Angleterre. Cette fois l'affaire semble certaine. Le lendemain, 15, Dubois est reçu par le Régent; on touche au triomphe? Pas encore. Une indisposition du prince retarde la décision que l'abbé entretient et hâte de son mieux. Avec sa façon ordinaire il tourne en ridicule ces Conseils expirants, prenant ses comparaisons parmi les gens de sa sorte : « Avec Desbagnets tout seul, dit-il, — Desbagnets, c'est le concierge du Palais-Royal — et avec de la fermeté, V.A. serait plus respectée, mieux obéie qu'avec une multitude de conseillers prêts à la flatter, si elle leur montre de la complaisance; à la trahir s'ils la trouvent ferme⁵⁸. »

Si vive que fut la passion du Régent pour les demi-mesures, les situations indécises, les événements le contraignaient parfois d'en sortir. Le 16 septembre, le cardinal de Noailles avait donné sa démission de chef du Conseil de conscience; le 23, il publia son appel de la Constitution *Unigenitus* au pape mieux

⁵⁷ *Arch. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 321, fol. 233 : Craggs à Dubois, 3 septembre 1718.

⁵⁸ Mémoire de Dubois cité par Seilhac *op. cit.*, t. II, p. 29.

conseillé et au futur concile général. Le Conseil s'assembla chez l'archevêque de Bordeaux et fut cassé. Le lendemain, 24, les autres Conseils, à l'exception de la Marine, eurent le même sort. Les contemporains s'en aperçurent à peine. Depuis quelques temps, « on ne faisait pas difficulté de dire que les Français n'étoient pas nés pour être conduits par des Conseils où les affaires se traitent avec beaucoup de lenteur, et que notre vivacité demandoit une prompte expédition⁵⁹ ». La *Gazette de la Régence* n'accorda pas une ligne à cette disparition⁶⁰, Dangeau nota que « le conseil des affaires ecclésiastiques et quelques autres » avaient été cassés⁶¹, enfin Buvat ne vit dans tout ceci qu'un « changement de conseils⁶² » et Saint-Simon philosopha à sa façon : « Ainsi, dit-il, la forme de gouvernement de Louis XIV, que le Régent avait voulu détruire à la mort de ce Roi, dut, trois ans après, son rétablissement au même Régent, tant il est vrai qu'il n'est en ce monde que bas et petit intérêt particulier, et que tout est cercle et période⁶³. »

L'alliance de Dubois avec Stair et Law avait contribué à la suppression des Conseils, elle en avait hâté l'instant, elle n'avait fait que précipiter l'inévitable déclin et la disparition nécessaire. Cette institution mal combinée, sans impulsion et sans direction comme sans responsabilité, ne pouvait suffire à surmonter la situation presque désespérée des finances. Des efforts louables mais désordonnés évitèrent une catastrophe prévue mais ne rétablirent ni la prospérité ni l'équilibre économique. Chaque Conseil, dans la limite de ses attributions particulières, avait réalisé des réformes nécessaires, esquissé d'utiles progrès et abouti à un résultat total si chétif que l'opinion publique les comptait pour rien et ne s'aperçut pour ainsi dire pas de leur ruine annoncée depuis près de six mois⁶⁴. Saint-Simon, frémissant, avouait qu'ils « étaient devenus ridicules⁶⁵ » : le conseil de conscience « ne pouvait plus subsister », le conseil de la guerre n'était qu'une « pétaudière », le conseil du dedans « ne

⁵⁹ Lenglet-Dufrenoy, *Mémoires de la Régence*, édit. 1749, t. III, p. 140.

⁶⁰ *Gazette de la Régence*, 23 septembre 1718, p. 287.

⁶¹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 392; 24 septembre 1718.

⁶² Buvat, *Journal*, t. I, p. 331-332.

⁶³ Saint-Simon, *Mémoires*.

⁶⁴ M. de Balleroy à sa femme, Paris, 14 avril 1718 : « On continue à dire que les Conseils vont être supprimés », dans *Les correspondants de la Marquise de Balleroy*, t. I, p. 307.

⁶⁵ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVII, p. 393.

tenait qu'à un bouton⁶⁶ ». Néanmoins l'événement si attendu n'était pas de ceux qu'il est permis de négliger.

/ Trois ans plus tôt, le Régent avait pris le pouvoir comme chef de parti avec le concours de la noblesse et du Parlement qu'il invitait à composer et à surveiller son gouvernement. Le coup d'État du 26 août avait rendu le Parlement à ses occupations judiciaires, l'arrêt du 24 septembre reléguait la noblesse dans son oisiveté coutumière. Une expérience venait d'être tentée qui se terminait par un grave échec; pour la dernière fois, sous l'ancien régime, la noblesse avait pris part, comme corps aux affaires publiques, elle en avait même assumé la direction et y avait fait preuve, en général, d'une complète incapacité. C'était la conséquence de cette longue inactivité à laquelle la conception légiste du pouvoir absolu avait réduit une caste entière; elle s'y était pervertie et amoindrie. Réduite à une existence de parade, confinée dans la profession des armes, dispensée ou exclue du travail productif et économique, isolée par ses privilèges, inapte à l'effort et ignorante des conditions du groupement et de la production commerciale, la noblesse domestiquée s'était étiolée et disciplinée dans des occupations mesquines, onéreuses et décoratives. De cette expérience dernière, écrivait le duc d'Antin, elle ne se « relèvera pas; il en faut convenir à mon grand regret. Les rois qui règneront dans la suite verront que Louis XIV, un des plus grands rois du monde, ne voulut jamais employer les gens de qualité dans aucune de ses affaires; que M. le Régent, prince très éclairé, avoit commencé à les mettre à la tête de toutes les affaires, et avoit été obligé de les ôter au bout de trois ans. Que pourront et que devront-ils conclure? Que les gens de cette condition ne sont point propres aux affaires, et qu'ils ne sont bons qu'à se faire tuer à la guerre. Je souhaite me tromper; mais il y a bien de l'apparence que les maîtres penseront comme cela, et ils ne manqueront pas de gens qui les confirmeront dans cette opinion⁶⁷. »

⁶⁶ Saint-Simon, *Mémoires*.

⁶⁷ Duc d'Antin, *Mémoires*, dans P. E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. I, p. 194-195.

CHAPITRE XXIX

L'Esprit de la Régence.

(Juillet 1716¹-Septembre 1718)

Nécessité d'un tableau adouci. — Scandales. — M. de Beauvais. — Une vocation princière. — Turpitudes de la famille royale. — Les *Mémoires* de Retz. — Débuts de Voltaire. — Haine des Jésuites. — Le théâtre. — La petite vérole. — L'incendie du Petit-Pont. — Le Jeu. — La société en province et dans les campagnes.

Pendant l'espace de trois années qu'encadrent deux coups d'état : 2 septembre 1715, 26 août 1718; le gouvernement du duc d'Orléans a déjà justifié ce nom de *Régence* qui s'attache à lui comme l'évocation d'une fantaisie désordonnée. Dès le premier hiver¹, le branle est donné. Au cours des deux années qui vont suivre, l'extravagance, le scandale, l'impudeur provocante ne feront que s'étendre et s'aggraver jusqu'à l'orgie, jusqu'à l'obscénité. Cette histoire ne pourrait être écrite qu'en latin. Il faut donc se résoudre à n'en donner qu'une vue incomplète tracée avec des couleurs adoucies.

Nécessité
d'un tableau
adouci

La duchesse douairière d'Orléans, qui a passé son existence au milieu des pires corruptions, s'étonne néanmoins du spectacle de « débauche générale et affreuse² » qu'offre la société. « Toute la jeunesse de l'un et de l'autre sexe, dit-elle, mène en France une vie des plus répréhensibles; plus elle est déréglée mieux cela vaut;... leur conduite me semble celle des cochons et des truies³... C'est une terrible époque que la nôtre; on n'entend parler que de querelles, de discussions, de vols, de meurtres, de vices de tous genres; le vieux serpent, le diable, a été délivré de ses chaînes et règne dans l'air, il faut donc que tous les bons

Scandales

¹ Voir plus haut, chapitre VIII.

² *Madame à la raugrave Louise*, Paris, 20 octobre 1717, dans *Correspondance*, écrit G. Brunet, in-12, Paris, 1904, t. I, p. 337.

³ *Madame à la raugrave Louise*, Saint-Cloud, 18 novembre 1717, *op. cit.*, t. I, p. 348.

chrétiens se livrent à la prière⁴; » mais loin de là, « la jeunesse ne croit plus à Dieu et oublie tout exercice de piété... Le temps est venu où, comme dit la sainte Écriture, sept femmes courront après un homme; jamais les femmes n'avaient été comme on les voit à présent. Ce que l'on voit et ce que l'on entend chaque jour ici, et au sujet des personnages les plus éminents, ne peut se décrire⁵ ».

M. de
Beauvais

Le scandale donné par l'évêque de Beauvais est un de ceux qui, parmi tant d'autres tristesses, eurent le don d'émouvoir l'opinion publique. François-Honoré de Beauvilliers, fils du duc de Saint-Aignan, avait voulu être d'Église. Son frère le duc de Beauvilliers, l'ami de Fénelon, le fit entrer au séminaire d'Orléans d'où, en 1713, le feu Roi le tira pour lui donner le siège de Beauvais. M. de Beauvilliers quoiqu'il le crut un ange, et il l'était encore, représenta au Roi sa jeunesse et le danger de le placer sitôt, mais Louis XIV répondit qu'un siège comme Beauvais ne se retrouverait plus. Ses premières années s'y passèrent avec toute l'édification possible, il se montra adversaire résolu de tout ce qui pouvait être suspect de jansénisme; très zélé, il voulut avoir un confessionnal. La fille d'un exempt des gardes du corps entreprit de le séduire et n'y réussit que trop bien. Le jeune évêque de trente-deux ans se mit à faire friser ses cheveux qu'il portait courts et plats, se promena tous les jours en carrosse dans sa ville épiscopale avec sa maîtresse qu'il voulut loger dans l'évêché. Le peuple poursuivit sa voiture à coups de pierre, il resta chez lui; le chapitre vint l'y relancer, il mit le chapitre à la porte; les prédicateurs firent retentir la chaire, il s'en moqua; sa famille, le cardinal de Noailles, tout vint à son secours, il refusa de recevoir personne, ses vieux serviteurs furent congédiés, sa mère toute seule put pénétrer jusqu'à lui et il lui dit qu'il ignorait le motif de tout ce vacarme parce qu'il se promenait avec une dame qui lui apprenait la musique. On s'adressa alors au Régent qui fit enlever la fille qu'on enferma aux Madelonnettes. L'évêque la fit réclamer et le Régent lui fit dire : « Il y a tant d'autres filles à Paris sans celle-là ! » D'autres scandales suivirent jusqu'à ce que ruiné, le malheureux projeta de passer en Angleterre; on l'enleva et on l'enferma à Cîteaux, mais ainsi que le fait observer Dangeau « cette affaire fit d'autant plus de

⁴ Madame à la raugrave Louise, Paris, 13 janvier 1718, op. cit., t. I, p. 366.

⁵ Madame à la raugrave Louise, Paris, 10 mars 1718, op. cit., t. I, p. 378.

⁶ Madame à la raugrave Louise, Paris, 13 mars 1718, op. cit., t. I, p. 331.

bruit, qu'il étoit avant cela dans une grande réputation pour ses bonnes mœurs⁷ ».

A de pareils scandales on pourra opposer l'exemple héroïque d'une vocation religieuse naissant et se réalisant malgré toutes les contradictions, toutes les oppositions. C'est au Palais-Royal, dans la famille du Régent, que la propre sœur de la duchesse de Berry va se donner au service de Dieu, à la grande surprise de tous. « Mlle de Chartres danse bien, chante encore mieux; elle a, nous dit sa grand'mère, une voix étendue et belle, elle déchiffre la musique à livre ouvert et elle comprend parfaitement l'accompagnement. Elle chante sans faire les moindres grimaces. Elle persiste fermement à se faire religieuse, mais je ne puis croire qu'elle en ait la vocation, car elle a tous les goûts d'un garçon; elle aime les chiens, les chevaux, la chasse, les coups de fusil; elle ne craint rien au monde et ne se soucie nullement de ce qu'aiment les femmes. Elle ne se préoccupe pas du tout de sa figure, quoiqu'elle ne soit point laide et qu'elle soit bien formée⁸. » Négligée ou brusquée par sa mère, la duchesse d'Orléans, la jeune princesse craint plus qu'elle n'aime cette femme hautaine⁹ qui lui destine le prince de Dombes, fils aîné du duc du Maine, à qui un pareil mariage épargnera sans doute les déboires qui menacent les légitimés¹⁰. Mais Mademoiselle d'Orléans se refuse à ce rôle et « veut à toute force être religieuse; si l'on contrarie sa volonté à cet égard, elle menace de tomber dans le désespoir, et elle est capable de se tuer elle-même, car elle a du courage et ne craint pas du tout la mort », dit encore sa grand'mère, qui est visiblement sous le charme de la jeune fille « fort agréable de sa personne, grande, bonne tournure, le visage gracieux, la bouche belle, les dents comme des perles; avec une éloquence naturelle et le naturel est fort bien; elle aime tout ce qu'elle doit aimer; elle dit à tout le monde

Une
vocation
princière

⁷ Dangeau, Journal, t. XVII, p. 340, 344; 9 et 19 juillet 1718; Saint-Simon, Additions au Journal de Dangeau, t. XVII, p. 344-345; Gazette de la Régence, p. 40; M. Caumartin de Saint-Ange à Mme de Balleroy, dans les Correspondants de la marquise de Balleroy, édit. de Barthélémy, 1883, t. I, p. 85 (inséré à tort dans une lettre de 1716); Madame à la raugrave Louise, Paris, 28 juillet 1718, op. cit., t. I, p. 433-435, Maurepas, Mémoires, t. I, p. 333; J. F. Barrière, La Cour et la Ville sous Louis XIV, Louis XV et Louis XVI ou Révélation historique tirée de manuscrits inédits, in-8, Paris, 1830, p. 76; une lettre de Dom Senez bénédictin, sur les désordres de l'évêque de Beauvais.

⁸ Madame à la raugrave Louise, 12 août 1716, dans Correspondance, t. I, p. 263.

⁹ Madame à la raugrave Louise, 1^{er} octobre 1717, dans op. cit., t. I, p. 325.

¹⁰ Madame à la raugrave Louise, 9 octobre 1718, dans op. cit., t. II, p. 12.

qu'elle ne regrettera rien, si ce n'est moi. Je la chéris tendrement et il n'est pas difficile de l'aimer, car elle le mérite bien; aussi je regrette sincèrement qu'elle se fasse religieuse¹¹. » Ses parents s'opposent à cette vocation, alors elle obtient de son père la permission d'aller à Chelles pour rendre visite à l'abbesse et à d'autres religieuses, pénétre dans le monastère et faisant appeler sa suite à la grille du parloir leur conseille de retourner sans elle à Paris parce qu'elle est très résolue à vivre et à mourir dans cette sainte maison. Le lendemain le Régent accourt à Chelles en chaise de poste et ne peut faire changer cette résolution¹². Le temps de probation s'écoule, elle persévère, et, le 30 mars 1717, la princesse prend l'habit, mais, nous dit Dangeau, « il n'y aura point de grandes cérémonies. M. le duc d'Orléans et madame la duchesse d'Orléans veulent que personne n'y aille¹³ ». Cette bouderie ne trouble pas la novice de dix-huit ans, qui reçoit les visites, résiste aux instances, déjoue les séductions, arrache finalement à son père la permission écrite de faire profession¹⁴ dont elle attend l'heure avec impatience. Enfin, le 23 août, « Mademoiselle, nous dit Dangeau fit sa profession à Chelles, et édifia tout le monde par la dévotion, le courage et la joie qu'elle témoignait. Elle a résisté et aux lettres de Madame, et aux prières que M. Terrat lui fit encore le matin de la part de M. le duc d'Orléans¹⁵. « Elle s'appellera désormais sœur Bathilde », bougonne la grand'mère dont les avis ont été dédaignés. « Personne n'a envie de s'affliger au point de pleurer, et c'est ce qui me serait arrivé si j'avais assisté à sa profession¹⁶. » Tout le monde, en effet, s'il en faut croire le *Mercur*, s'est attendri jusqu'aux larmes en voyant la jeune princesse disparaître sous le drap mortuaire. Mais le banquet qui suit la cérémonie sèche les larmes, le feu d'artifice qui y fait suite ramène des pensées plus frivoles.

¹¹ Madame à la raugrave Louise, 31 mars 1718, dans *op. cit.*, t. I, p. 387-388; 10 novembre 1718, *op. cit.*, t. II, p. 29.

¹² Buvat, *Journal de la Régence*, t. I, p. 167; septembre 1716.

¹³ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 52; 26 mars 1717; M. de Breteuil à Mme de Balleroy, 24 mars 1717, *op. cit.*, t. I, p. 138.

¹⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 159, 167, 224, 345, 264, 273, 292, 306, 351; 8, 29 septembre 1717, 3 janvier, 10 février, 10, 23 mars, 20 avril, 10 mai, 2 août 1718.

¹⁵ Dangeau, *Journal* t. XVII, p. 363; 23 août 1718.

¹⁶ Madame à la raugrave Louise, 6 septembre 1718, dans *op. cit.*, t. I, p. 459; C. Torchet, *Histoire de l'abbaye royale de N.-D. de Chelles*, in-8, Paris, 1889, t. II, p. 120-154, fait assister à la profession Madame et le duc d'Orléans qui n'y vinrent pas, voir *Correspondance* de Madame, t. I, p. 459, 6 septembre 1718.

Le lendemain, la fête continue, et encore le surlendemain avec un nouveau feu d'artifice. A l'occasion de la vêtue chaque nonne avait reçu cinquante livres de chocolat, autant de café et de sucre¹⁷; pour la profession on organisa une loterie où les nonnes gagnaient montres, tabatières, flacons, étuis, tablettes, écritaires, râpes à tabac en or et en argent. L'abbaye reçut une dot de cent mille livres, la sœur Bathilde trente mille livres pour ses aumônes et dix mille livres de pension¹⁸. Tout cela est si rare et si édifiant qu'un curé bourguignon fait le voyage de Chelles pour étudier cette merveilleuse vocation¹⁹; il fait sagement de se hâter, car la princesse a la petite vérole et se réjouit d'être laide désormais puisque son divin époux ne l'aimera pas moins²⁰; mais elle guérit, son visage gagne encore en beauté et sœur Bathilde s'aperçoit qu'« elle ne peut durer qu'en régnant où elle était venue pour obéir²¹ ». Il s'agit donc d'éloigner l'abbesse, Mme de Villars, qui jette les hauts cris, tient la dragée haute et emporte une pension annuelle et viagère de douze mille livres²².

Professe à la Saint-Louis, la princesse sera abbesse, ou en voie de le devenir bientôt, à Pâques de l'année suivante²³. Impatiente d'attendre ses bulles au Val-de-Grâce, elle regagne Chelles le 25 mai²⁴, où elle apporte encore cent mille francs pour payer les dettes criardes²⁵ et se fait bénir le 14 septembre. A partir de ce jour Chelles devient une succursale de Thélème; nous y reviendrons!

Malgré l'ombre toute proche, le spectacle d'une vocation religieuse est chose si singulière dans le milieu où elle s'est révélée qu'on éprouve comme l'effet d'une brise fraîche parmi les émanations souillées de ce temps et de cette société. « Les galanteries de

Turpitudes
de la famille
royale

¹⁷ M. de Breteuil à Mme de Balleroy, 24 mars 1717, dans *op. cit.*, t. I, p. 138.

¹⁸ Buvat, *Journal*, t. I, p. 324, Berthault, *op. cit.*, t. II, p. 201-205 (le contrat notarié).

¹⁹ *Lettres d'un ecclésiastique à un abé de ses amis sur la vocation et la profession de S. A. R. Mademoiselle d'Orléans, religieuse bénédictine de l'Abaye royale de Chelles et maintenant abesse de ladite abaye*, in-18, Dijon, 1719, 100 pages.

²⁰ Berthault, *L'abbaye de Chelles (ordre de Saint-Benoît), Diocèse de Paris*, 657-1790, in-12, Meaux 1890, t. II, p. 99.

²¹ Saint-Simon, *Mémoires*, 1905, t. XI, p. 119.

²² Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 22, 27, 62; 26 mars, 5 avril, 13 juin 1718; Madame à la raugrave Louise, 16, 28 mai 1718, dans *op. cit.*, t. II, p. 111, 113.

²³ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 30; 12 avril 1719.

²⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 52; 25 mai 1719.

²⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 95; 1^{er} août 1719.

la Cour continuent avec succès, dit la *Gazette*, et s'il y a beaucoup de soupirants, en récompense il y a peu de cruelles²⁶. La duchesse de Berry est outragée au bal de l'Opéra²⁷, les aventures du prince de Conti sont de celles qu'on n'ose décrire²⁸, un secrétaire d'État ayant insulté le Régent s'en excuse sur l'ivresse et termine son apologie : « ...Voilà ma confession. Je m'en suis donné l'absolution, mon confesseur m'a donné la sienne, je viens demander celle de Votre Altesse Royale » et le Régent lui dit : « N'y pensons plus²⁹. » Le marquis et la marquise de Montrival sont fustigés, promenés nus jusqu'à la ceinture au « cul d'une charette » jusqu'au faubourg Saint-Martin où ils tenaient une maison de prostitution et livraient des fillettes aux débauchés³⁰. Ainsi la famille royale, les hommes du gouvernement, la noblesse donnent l'exemple des pires turpitudes. Pendant qu'ils s'étourdissent, on murmure sans se cacher : « Voilà les petits jeux auxquels nos princes s'exercent l'esprit et le corps³¹. » Trois années de dilapidations ont épuisé les quelques ressources sur lesquelles on comptait. « L'argent est chose rare et il est plus difficile de trouver mille livres que deux fois autant du temps du feu Roi³². » Les affaires vont très mal et personne n'est payé. Des troupes filent vers la Bretagne et vers le Languedoc pour prévenir des révoltes³³. Le commerce et les arts traversent une période douloureuse³⁴, on est accablé de gens qui demandent l'aumône dans les rues et dans les églises³⁵, il ne se passe pas de jour qu'on n'entende parler de meurtres et de vols, et souvent les deux ensemble³⁶. Toutes les nuits, on tue dans les rues de Paris et, en six semaines, on compte près de cinquante assassinats³⁷. On ne vend et on n'achète pas parce que l'argent fait défaut³⁸ et, en apprenant la mort de

²⁶ *Gazette de la Régence*, p. 137; 22 janvier 1717.

²⁷ *Ibid.*, p. 134; 15 janvier 1717; Buvat, *Journal*, t. I, p. 242; la princesse fit déshabiller cet homme et l'exposer en cet état à la risée de la foule.

²⁸ M. d'Argenson à Mme de Balleroy, 22 janvier 1717, dans *Les correspondants*, t. I, p. 104; Buvat, *Journal*, t. I, p. 242.

²⁹ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 1^{er} juillet 1717, dans *op. cit.*, t. I, p. 172.

³⁰ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 125, mars 1716; *Gazette de la Régence*, p. 47.

³¹ M. d'Argenson à Mme de Balleroy, 22 janvier 1717, dans *op. cit.*, t. I, p. 105.

³² Madame à la raugrave Louise, 9 octobre 1718, dans *op. cit.*, t. II, p. 13.

³³ *Gazette de la Régence*, p. 197; 16 août 1717.

³⁴ *Ibid.*, p. 210; 10 décembre 1717.

³⁵ *Ibid.*, p. 312; 27 décembre 1717.

³⁶ *Ibid.*, p. 212; 31 décembre 1717.

³⁷ *Ibid.*, p. 216; 9 janvier 1718.

³⁸ M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. II, p. 9; 7 décembre 1720.

la reine douairière d'Angleterre, on calcule : « La France gagne à cela six cent mille livres par an³⁹. » Paris n'est pas seul à murmurer; à Lyon, deux mille ouvriers réclament l'aumône à force ouverte⁴⁰.

Pour stimuler l'opinion, l'initier aux grandes audaces et aux hardies entreprises politiques, un livre paraît et détonne comme un pétard au milieu d'un bal : les *Mémoires* du cardinal de Retz. Ce fut un événement. Mis en vente dès 1717⁴¹, ils furent épuisés en quelques mois⁴²; en 1718, le succès exige coup sur coup cinq éditions, toutes « pleines de fautes grossières et sans nombre » parce qu'on ne songe qu'à satisfaire l'impatience du public; en 1719, paraît encore une édition plus complète que les précédentes⁴³. Au premier bruit qu'une copie des *Mémoires* du fameux frondeur était livrée à l'impression et sur le point de paraître, le Régent avait interrogé le lieutenant de police d'Argenson sur l'« effet que ce livre pouvoit produire. — Aucun qui doive vous inquiéter, Monseigneur », répondit d'Argenson, qui avait lu la copie conservée dans sa famille. La façon dont le cardinal de Retz parle de lui-même, la franchise avec laquelle il découvre son caractère, avoue ses fautes et nous instruit du mauvais succès qu'ont eu ses démarches imprudentes, n'encouragera personne à l'imiter : au contraire, ses malheurs seront une leçon pour les brouillons et les étourdis. » Ce fut le contraire qui arriva. « L'air de sincérité qui règne dans cet ouvrage séduisit et enchanta, quoique le style n'en soit ni pur ni brillant, on les lut avec avidité et plaisir, bien plus, il y eut des gens à qui le caractère du cardinal de Retz plut au point qu'ils pensèrent sérieusement à l'imiter⁴⁴. » On lisait les *Mémoires* même dans les couvents, avec la permission des supérieurs ainsi qu'en témoigne un exemplaire⁴⁵. Saint-Simon a constaté l'effet qu'ils produisaient. « Ils avaient, dit-il, tourné toutes les têtes. Il n'y avait ni hommes ni femmes de tous états qui ne les eût continuellement entre les mains. L'ambition, le désir de nouveautés, l'adresse des entrepreneurs

³⁹ *Gazette de la Régence*, p. 252; 9 mai 1718.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 267; 24 juin 1718.

⁴¹ Madame à la raugrave Louise, 14 octobre 1716, dans *op. cit.*, t. I, p. 272; voir A. Feillet, t. I, p. 28, note 1.

⁴² *Journal historique de Verdun*, novembre 1717, p. 315.

⁴³ *Œuvres du cardinal de Retz*, édit. Alph. Feillet, in-8, Paris, 1870, t. I, p. 3-4.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 4-5.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 6; M. de Caumartin à Mme de Balleroy, 27 décembre 1717, dans *op. cit.*, t. I, p. 243 : « les *Mémoires* du cardinal de Retz font ici beaucoup d'effet ».

qui leur donnoit cette vogue, faisoit espérer à la plupart le plaisir et l'honneur de figurer et d'arriver, et persuadoit qu'on ne manquoit non plus de personnages que dans la minorité de Louis XIV. On croyoit trouver le cardinal de Mazarin dans Law, étranger comme lui, et la Fronde dans M. et Mme du Maine et leur parti. La foiblesse de la reine-mère et du Régent étoient comparées; la division et les intérêts différents des ministres de leurs conseils paraissoient les mêmes. Enfin le maréchal de Villeroy se donnoit pour un Beaufort, avec l'avantage de plus de sa place auprès du Roi et dans le Parlement, sur lequel on ne comptoit pas moins que sur celui de la dernière minorité; on imaginoit plusieurs Broussel et on avoit un Premier Président tout à la dévotion de la Fronde moderne⁴⁶. »

Les éditions disparaissaient avant que les critiques eussent eu le temps de les juger dans les recueils périodiques, alors généralement trimestriels⁴⁷. Retz devint plus qu'une idole, presque un saint. Lagrange-Chancel l'interpelle⁴⁸ :

*Toi, qui par la pourpre romaine
Brillas moins que par tes vertus,
Retz, dont l'audace plus qu'humaine
Relevoit les cœurs abattus,
Sur ton troupeau qui te réclame,
Sur un sénat dont tu fus l'âme,
Daigne encore jeter les yeux.
Tends-leur d'en haut un bras propice
Qui les sauve du précipice
Dont tu garantis leurs aïeux.*

Une vogue si extraordinaire donna de l'inquiétude; on chercha un dérivatif à la contagion séditieuse d'un tel récit et on ne trouva rien de mieux que de faire imprimer les *Mémoires* de Joly qui ne produisirent point l'effet attendu; ceux de Mme de Motteville ajouteront à l'impression troublante produite par Retz grâce à l'exactitude et à la touche fine et sûre des portraits.

Débuts
de Voltaire

Malgré tout, pour lire Retz et se guinder à le suivre il fallait une attention trop soutenue pour être durable. L'opposition, sous la Régence, préférait des armes d'un maniement plus aisé.

⁴⁶ Saint-Simon, *Additions au Journal* de Dangeau, t. XVII, p. 363-364; *Mémoires*, édit. Chéruel, t. XVI, p. 291; Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 183-184.

⁴⁷ *Bibliothèque ancienne et Moderne*, 1718, t. VIII, p. 463; 1719, t. XI, p. 233-236.

⁴⁸ *Philippiques*, II, II, édit. de Lescure, 1858, p. 310, 321.

Un tout jeune homme les lui façonna. C'étoit un sieur « Arouet, petit poète qui ne faisoit qu'éclore, mais fort satirique, et fils d'un greffier des comptes⁴⁹ ». Une première incartade, un couplet, lui avait valu, en 1716, un exil à Tulle, changé en villégiature à Sully-sur-Loire⁵⁰. De retour à Paris⁵¹, l'année suivante, Arouet fut mis à la Bastille pour des vers « fort imprudents⁵² » et « des satires trop piquantes contre des princes, princesses et autres personnes de distinction⁵³ ». Cette satire, c'étoit le fameux⁵⁴ :

*Regnante puero
Veneno et incestis famoso
Administrante,
Ignaris et instabilibus consiliis,
Instabiliore religione,
Aerario exhausto
Violatâ fide publicâ,
Injustitiâ furore triumphante,
Generalis imminente seditionis
Periculo,
Et iniquae anticipatae hereditatis
Spei coronae, patria sacrificata.
Gallia mox peritura*

La police eut bientôt découvert l'auteur, qui revendiquait hautement cet ouvrage⁵⁵. Écroué le 17 mai 1717 il ne fut mis en liberté que le 10 avril de l'année suivante. Son affaire se gâtait; cet enfant terrible de vingt-deux ans paraissait déjà redoutable longtemps avant que d'être devenu « une manière de personnage dans la république des lettres⁵⁶ ». On voulait qu'il découvrit

⁴⁹ *Gazette de la Régence*, p. 79; 18 mai 1716.

⁵⁰ *Revue retrospective*, 1^{re} série, t. II, p. 123.

⁵¹ Le père de Voltaire, M. Arouet écrit à M. de Nicolay premier président de la Chambre des Comptes, le 20 octobre 1716 : « il a plu au Régent de rappeler mon fils de son exil, qui a été pour moy moins affligeant que ce rapel beaucoup trop précipité, qui va achever de perdre ce jeune homme enivré du succès de sa poésie, des louanges et de l'accueil que luy font les grands qui, avec le respect que je leur dois, sont pour lui de francs empoisonneurs, *Annuaire-bulletin de la Société de l'Histoire de France*, 1872, p. 59.

⁵² Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 92; 19 mai 1717.

⁵³ Buvat, *Journal*, t. I, p. 277, juin 1717.

⁵⁴ *Revue retrospective*, 1^{re} série, t. II, p. 125.

⁵⁵ Beauregard, *Mémoire instructif des discours que m'a tenus le sieur Arroy depuis qu'il est de retour de chez M. de Caumartin*, dans Voltaire, *Œuvres*, édit. Beuchot, t. I, p. 328.

⁵⁶ Le mot est de Saint-Simon.

la cachette de ses manuscrits remplis « de choses effroyables sur les choses les plus saintes et les personnes les plus respectables »; aussi parlait-on de l'envoyer à Pierre-en-Seize, « il y serait sans encre, ni papier et pour le reste de ses jours. On a agité si on le chasseroit du royaume, mais on a dit que, de là, il écrirait contre tout le genre humain et que c'étoit une peste, qu'il falloir la séquestrer de la société civile⁵⁷. » Finalement il ne sortit pas de la Bastille on raconta qu'il était durement traité dans un cachot où à peine il voyait le jour; en réalité, il allait et venait, faisant des visites et dînant chez le gouverneur⁵⁸.

Haine des
Jésuites

Pendant que la critique fait rage, l'adulation redouble. Le propre maître de Voltaire, le Père Porée se met en frais de flatteries et fait imprimer le discours qu'il prononça au collège de Clermont, touchant les grandes espérances que donne le Roi qu'il décore par anticipation du titre de Louis le Parfait⁵⁹. Le chroniqueur Buvat en fait grief aux Jésuites, à l'égard desquels tout devient grief. Le Société de Jésus apparaît comme le point de mire des historiettes les plus extravagantes, et des jalousies les plus furieuses. On rêve déjà de « leur interdire tout collège en France⁶⁰ » et on colporte des récits destinés à un succès durable. Dans un pays situé au-delà du Pérou et nommé le Paraguay, les jésuites commandent une armée de quarante mille hommes⁶¹. En France, un mémoire présenté au duc d'Orléans fait monter leurs biens à un demi-million de rente⁶². A Brest, ils ont acquis des pierreries pour un million et demi⁶³; à Aix, capté un testament⁶⁴; à Rouen capturé un bénéfice⁶⁵; à Chambéry, à Lyon, commis quelque crime dont Buvat s'indigne⁶⁶. Tout lui est bon pourvu que les jésuites se trouvent en fâcheuse posture. Il raconte que l'abbé Arouet, janséniste notoire, ayant visité

⁵⁷ *Gazette de la Régence*, p. 183, 185-186; Buvat, *Journal*, t. I, p. 277.

⁵⁸ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 21 juillet 1717, dans *op. cit.*, t. I, p. 187.

⁵⁹ *Gazette*, p. 164; 23 avril 1717 : *De principe, qualis futurus sit, utrum jam inde ab ejus pueritia augurari liceat. Oratio habita in regni Lud. Magn. coll. S. J. a Carolo Porée. Soc. ejusd. sacerdote, VI kal. mart. ann MDCCXVI*; Du même, *In laudem Ludovici XV, Argumenta poetica*, Paris 1717.

⁶⁰ *Gazette de la Régence*, p. 54, « Tous les jésuites sont détestés » dit Madame, *Correspondance*, t. I, p. 331.

⁶¹ *Gazette de la Régence*, p. 90; Buvat, *Journal*, t. I, p. 178.

⁶² Buvat, *Journal*, t. I, p. 159.

⁶³ *Ibid.*, t. I, p. 178.

⁶⁴ *Ibid.*, t. I, p. 178.

⁶⁵ *Ibid.*, t. I, p. 300.

⁶⁶ *Ibid.*, t. I, p. 176.

son frère le poète à la Bastille « entra dans l'église des jésuites de la rue Saint-Antoine pour y faire sa prière, et s'étant levé pour en sortir, il trouva les portes fermées, quoiqu'il y eût alors une trentaine de dames. Cette aventure donna lieu de soupçonner que ces dames étaient restées dans l'église pour y entendre quelque instruction ou pour se confesser à quelque jésuite nonobstant le retrait de leurs pouvoirs⁶⁷. » Les jansénistes veillent, la Sorbonne condamne la doctrine de l'assassinat des rois dont elle fait un enseignement des jésuites⁶⁸, le Parlement est sur ses gardes et frémit au récit du supplice infligé par les jésuites de Bordeaux à un écolier de seconde qui en est mort. L'adolescent avait soutenu en badinant que les Pères ne devaient pas se glorifier de saint François-Régis qu'ils avaient chassé de leur Société. Dénoncé, fouetté avec des chaînes de fer pour servir d'exemple, l'affaire avait fini de manière tragique⁶⁹.

S'il était nécessaire de rappeler que parmi tant de désordres l'esprit français conserve sa grâce et sa verdeur, l'embarras serait grand de faire un choix parmi beaucoup d'exemples. Rarement il serait possible de citer ces pointes spirituelles, trop gaillardes ou trop grossières. La fine mesure de Louis XIV a fait place à la gouaillerie du Régent; on s'en aperçoit bien vite. Un matin, celui-ci prenait son chocolat dans son cabinet. Entre Nocé, un des roués, qui raconte que le curé de Sainte-Marguerite, au faubourg Saint-Antoine, a prêché en chaire contre les désordres et l'irrégion du prince qui éclate de rire, disant : « De quoi se mêle ce b...-là, je ne suis pas de sa paroisse⁷⁰. » La paroisse du Régent, c'est l'Opéra; mieux vaut ne pas l'y suivre. Au reste, la scène n'est pas plus intéressante que les coulisses. On joue *Bel-lérophon*, la *Métempsychose* ou les *Dieux comédiens*, les *Travaux d'Hercule* avec les monstres exprimés au naturel, et *Samson*, opéra biblique où on mènera les enfants pour suppléer au cours d'histoire sainte⁷¹. Tout ceci ne mérite pas même un souvenir et, cependant, tout Paris s'y précipite.

Le théâtre

On croirait, en parcourant les chroniqueurs et les correspon-

la petite
vérole

⁶⁷ Buvat, t. I, p. 321; voir M. de Caumartin à Mme de Balleroy, 13 avril 1717, dans *op. cit.*, t. I, p. 147-148.

⁶⁸ Buvat, t. I, p. 292.

⁶⁹ *Ibid.*, t. I, p. 293.

⁷⁰ Paul d'Estrée, *Le Pot Pourry de Menin*, dans *Souvenirs et mémoires*, 1900, t. V, p. 301-302. Duclos, *Mémoires secrets*, t. I, p. 210, dit : « le curé de Saint-Côme, Godeau ».

⁷¹ M. de Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 8 mars 1717, dans *op. cit.*, t. I, p. 125, 131.

dances que des sujets plus graves doivent absorber l'attention de la capitale. Pendant les derniers mois de l'année 1716, Paris est frappé d'une épidémie de petite vérole. « La petite vérole règne à Paris autant que jamais », écrit-on au mois d'octobre⁷². « La petite vérole recommence de plus belle ses ravages⁷³ », elle « fait toujours beaucoup de désordre⁷⁴ », plus que l'année précédente⁷⁵ et après quelques jours de répit, recommence en janvier 1717 avec plus de force⁷⁶. Qu'on parcoure le *Journal* de Buvat, la *Correspondance* de la marquise de Balleroy et principalement le *Journal* de Dangeau on est confondu de lire ce nécrologe de la noblesse de France qu'ouvre une fille d'Opéra, la Heuzé, morte « au grand regret de tout Paris⁷⁷ ».

L'incendie
du
Petit Pont

L'incendie du Petit-Pont, survenu le 27 avril 1718 fut un de ces drames qui bouleversent Paris pendant une semaine environ. Le Petit-Pont aboutissait au Petit-Châtelet, il était bordé de maisons posées sur des pilotis de bois pour la sûreté desquels on ne craignait que les crues du fleuve et le choc des glaçons, cependant ce fut le feu qui consuma et détruisit tout en sept à huit heures de temps. La cause du sinistre était assez extraordinaire.

Un enfant s'était noyé en se baignant dans ces parages et quelque batelier conseilla à la mère de planter un cierge béni dans une sébille de bois ainsi qu'un pain de saint Nicolas de Tolentino et de laisser le tout suivre le fil de l'eau. A l'endroit où s'arrêterait la sébille on retrouverait le corps de l'enfant. La sébille flotta et s'arrêta contre un bateau à foin amarré au quai de la Tournelle, vis-à-vis les Miramionnes. Le feu y prit. Le maître du bateau ne voulut point prendre les soins nécessaires pour faire conduire ce bateau au milieu de l'eau et le faire couler à fond. Les marchands de bois qui en avaient une grande quantité en pile sur le pont, craignirent que le feu ne gagnât les autres bateaux de foin et de charbon et que le vent ne portât la flamme jusqu'à leur bois. Ils coupèrent la corde. Le bateau en feu dériva, prit la petite rivière, enfila les deux petits ponts de l'Hôtel-Dieu qui étaient de pierre; mais quand il fut au Petit-

⁷² *Gazette de la Régence*, p. 119, 2 octobre 1718.

⁷³ *Gazette de la Régence*, p. 121, 2 novembre 1716.

⁷⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 483; 3 novembre 1716.

⁷⁵ M. de Caumartin de Saint-Ange à Mme de Balleroy, 3 septembre 1716, dans *op. cit.*, t. I, p. 86.

⁷⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 4; 4 janvier 1717.

⁷⁷ M. de Caumartin de Saint-Ange à Mme de Balleroy, 28 août 1716, dans *op. cit.*, t. I, p. 86.

Pont du Petit-Châtelet, qui était tout cintré et étanconné de bois pour en empêcher la ruine, dont il était menacé depuis plusieurs années, le bateau ne put passer outre et le feu se communiqua aux premières maisons où logeait un marchand linge, la maison suivante ne tarda pas à flamber. Il était sept heures du soir. Le feu consuma d'abord toutes les maisons entre le Petit-Châtelet et l'Hôtel-Dieu et gagna en même temps, tant par dessous que par le travers de la rue, aux maisons de l'autre côté. L'avocat Barbier sortant à neuf heures de chez un ami vit tout le ciel en feu, il vint jusqu'à la Madeleine en la Cité et ne poussa pas plus loin parce que le guet gardait tous les passages et on prenait tout le monde pour travailler. C'était un spectacle affreux, le mince filet d'eau des pompes ne faisait qu'irriter la flamme; et par l'ouverture de l'arcade du Petit-Châtelet, on croyait voir un grand four à chaux. On voyait tomber les poutres entières, la rivière au bas du pont fut bientôt comblée, l'eau ne passait plus que par une arche; toute la charpente, qui tombait pièce à pièce ou par masses, brûlait même dans l'eau. Quand le bateau de foin fut consumé à un certain point, rien de le retint plus, il passa auprès du pont Saint-Michel et acheva de brûler, à ras d'eau jusqu'au lendemain dans l'après-midi⁷⁸.

Tout le guet était sur pied, gardes-françaises et suisses, capucins, récollets, faisant de leur mieux pour limiter l'incendie, garder ce qui se tirait des maisons; plusieurs périrent. Le cardinal de Noailles alla exposer le saint-sacrement dans une salle très menacée de l'Hôtel-Dieu. Ministres, magistrats, maréchaux s'entassaient dans le salon de l'Hôtel-Dieu, qui donne sur le Petit-Pont pour donner des ordres ou des encouragements. Villars mettait dans ce sinistre une note gaie. Ne s'était-il pas avisé qu'on devait avant tout faire venir des canons pour abattre les maisons et les empêcher de brûler. De tous les quartiers de Paris, des processions de peuple roulaient vers la cité. Il y eut une vingtaine de maisons incendiées, des familles ruinées complètement, une perte totale évaluée à huit millions. Des quêtes furent organisées dans toutes les paroisses de Paris, elles donnèrent occasion à beaucoup de friponneries et à d'imposantes aumônes. Le petit Louis XV témoigna beaucoup de sollicitude et on lui en fut reconnaissant. « Il faut, dit-il, donner toute ma cassette pour aider tous ces pauvres à se rétablir. » Ce qui allait

⁷⁸ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 313-315, 321-322; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 298-300; 27-29 avril 1718; *Gazette de la Régence*, p. 251, 2 mai; Narbonne, *Journal*, p. 49-50, Barbier, *Journal*, t. I, p. 17.

à une somme de soixante mille livres; le Régent donna cinquante mille livres, le comte de Toulouse trente mille, le cardinal de Noailles six mille; la paroisse Saint-Sulpice cent mille, la paroisse Saint-Benoît quatre mille, le chapitre de Notre-Dame dix-huit mille, la Faculté de théologie deux mille; la Sorbonne mille; les Jésuites, un louis de trente livres⁷⁹.

Le Jeu

Tout cela n'est qu'une obole qu'on jette loin du gouffre ou s'engloutissent les fortunes. Mais la Régence ne s'attarde pas aux misères et aux complaints. A Paris, le jeu règne avec l'orgie. Des ordonnances surviennent pour interdire le pharaon, on les lit et on continue à jouer; on compte soixante-deux maisons dont l'avenue est éclairée de lampions et le gouvernement les favorise et les multiplie.

La société en province et dans les campagnes

Maintenant la société est emportée comme par un tourbillon si désordonné qu'on n'en aperçoit pas tous les spectacles, mais ce qu'on en peut voir ne permet pas de tout décrire. L'impudeur s'étale et triomphe, on n'entrevoit plus qu'elle tant elle s'affirme et cependant, dans les provinces, dans les campagnes une autre société silencieuse, laborieuse, subsiste et prospère doucement. C'est la Vieille France, aux vertus antiques et inébranlables, qui reconstitue son capital dilapidé par les guerres, par les impôts et par les privilégiés. Bourgeois et paysans n'ont aucun souci de raconter leur existence monotone et féconde; à l'abri de ce silence les vieilles mœurs s'entretiennent et se transmettent, la tradition se conserve et s'affirme; en dépit de l'incrédulité qui s'affiche, de l'immoralité qui se répand, des familles, des paroisses, des diocèses, réalisent ce prodige d'entretenir les fortes vertus de la race : sa foi religieuse, sa fidélité monarchique, sa probité commerciale, sa vigueur intellectuelle. Il ne faudra pas moins que cet héritage pour traverser la crise qui s'approche et en sortir indemne.

⁷⁹ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 322.

CHAPITRE XXX

La guerre contre l'Espagne

(Septembre — Décembre 1718)

Organisation nouvelle. — Répartition. — Compensations. — Joie de Dubois. — Fourberie de la Cour d'Autriche. — Sa complaisance pour le roi d'Angleterre. — Soumission du roi de Sardaigne. — Accession de la Hollande. — Lettre du Régent sur l'Espagne. — Mesures furieuses d'Alberoni. — Calculs de l'Angleterre. — Réserve du Régent et de Dubois. — Effort tenté pour entraîner Philippe V. — Décision de Philippe V. — Départ de Nancré. — Déclaration aux négociants français. — Discours du trône de Georges I^{er}. — Insistance de lord Stair. — L'opinion en France. — Atermoiements de Dubois. — Dépit de Stair. — Raisons de Dubois. — Violente conduite de Philippe V. — La guerre prochaine et inévitable.

La suppression des Conseils laissait subsister le conseil de Régence composé de vingt-quatre membres et réduit à des fonctions de parade. Trois conseils particuliers étaient maintenus : celui des finances, celui du commerce et celui de la marine. Au conseil des finances le Régent conserva la signature de toutes les ordonnances concernant les dépenses comptables et les comptans ainsi que le trésor et les parties casuelles; sous ses ordres, un commis tenait les registres du Roi, lui rendait compte directement des placets en sollicitation de paiements et expédiait les états de distribution et tous ordres à ce nécessaires. Le garde des sceaux eut la direction et administration principale. Le conseil du commerce ne souffrit que quelques changements dans le personnel et reçut parmi ses attributions les projets de canaux pour la mise en communication et la navigation de rivières. Le conseil de marine demeura tel qu'il était et prolongea son existence jusqu'au mois de mars 1723.

Organisation nouvelle

L'arrêt du 24 septembre 1718 rendait donc aux secrétaires d'État les affaires ressortissant aux conseils de la Guerre, du dedans, des affaires étrangères et de conscience, mais avec des restrictions nombreuses. A La Vrillière, à Maurepas — âgé de moins de dix-huit ans et à Fleury d'Armenonville, le Régent associa deux nouveaux secrétaires d'État : l'abbé Dubois pour

les affaires étrangères et Le Blanc pour la guerre. Ceux-ci toutefois n'exercèrent qu'en vertu d'une commission. Dans celle qui fut délivrée à Dubois on lisait ces mots : « Par notre édit du mois de janvier 1716 », disait Louis XV, nous aurions fixé le nombre de nos conseillers en tous nos conseils, secrétaires d'État et de nos commandements et finances au nombre de trois, persuadé que par les arrangements que nous avions établis, ils suffiraient pour remplir les fonctions dont nous les avions chargés; mais comme par les dispositions nouvelles que nous avons été obligé de faire, ce nombre ne suffit pas pour la multiplicité et les différentes espèces des affaires du royaume, dont les expéditions se trouvant confondues dans les mêmes bureaux ne sont pas dans l'arrangement qui convient au bien de notre service et à l'usage que sont obligés d'en faire, en plusieurs occasions, ceux qui sont chargés de l'exécution de nos ordres. Nous avons jugé à propos de vous commettre pour exercer les mêmes fonctions que celles qui sont attachées aux trois des secrétaires d'État conservés¹. » Semblable commission fut expédiée pour Le Blanc qui fut en même temps appelé à siéger au conseil d'État « comme étant une chose ordinaire et convenable aux fonctions de secrétaire d'État² ». En conséquence, le jour même, Dubois et Le Blanc allèrent l'après-dînée, à deux heures, prêter serment au Roi³.

Répartition

Les cinq départements furent ainsi répartis⁴ :

Le marquis de la Vrillière : les affaires générales des protestants, l'expédition de la feuille des bénéfices, les dons et brevets autres que des officiers de guerre ou des étrangers pour les pays d'État et la plus grande partie des pays d'élection⁵.

Le comte de Maurepas : la maison du Roi, le clergé, les dons

¹ *Biblioth. nat.*, Fonds Clairambault, t. 664, fol. 663.

² *Ibid.*, t. 664, fol. 671 et 675.

³ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 393; 24 septembre 1718.

⁴ Fonds Clairambault, t. 664, fol. 661.

⁵ Pays d'États : Languedoc, haut et bas; Provence; Bourgogne, Bresse, Bugey et Valromey; Bretagne; Navarre, Béarn, Bigorre et Nébouzan; comté de Foix et Roussillon; Flandre et Hainault divisés en deux intendances, quoique compris dans la généralité de Lille. Provinces et généralités de Picardie; Artois et Boulonnais; Guyenne, haute et basse, jusqu'à Fontarabie, ce qui comprenait les intendances de Bordeaux, Montauban et Auch; Moulins, qui comprenait le Bourbonnais, le Nivernais et la haute Marche; Touraine, Maine, Anjou et le comté de Laval, qui composaient la généralité de Tours; Auvergne, généralité de Riom; Normandie, qui comprenait les généralités de Rouen, Caen et Alençon, avec la partie du pays de Perche qui dépendait de cette dernière généralité.

et brevets autres que ceux des officiers de guerre ou des étrangers dans les provinces dépendant de son département⁶.

M. d'Armenonville : la marine, les galères, le commerce colonial, mais seulement pour la signature des expéditions, signées par le Roi et contre-signées par un secrétaire d'État; les dons et brevets à l'instar de ses collègues dans son département⁷.

M. Le Blanc : la guerre, le taillon, l'artillerie, les pensions des gens de guerre, tous les états-majors, à l'exception des gouverneurs, lieutenants généraux et lieutenants du Roi des provinces.

M. l'abbé Dubois : les affaires étrangères, avec toutes les pensions et expéditions qui en dépendaient.

« Semblables à des gens qui, en sortant d'une maison, en emportent les meubles⁸ », les membres des conseils supprimés arrachèrent à la faiblesse du Régent non seulement la continuation de leurs appointements, mais encore la direction presque indépendante de divers services. A l'égard du conseil du Dedans, Beringhem gardait les ponts-et-chaussées et Brancas les haras; du conseil de Conscience l'archevêque de Bordeaux recueillit la régie des économats et l'évêque de Troyes la feuille des bénéfices; du conseil de la Guerre, le comte d'Evreux et le marquis de Coigny tirèrent à eux l'un la cavalerie, l'autre les dragons; Biron se fit attribuer l'infanterie française et étrangère, hormis les Suisses; d'Asfeld emporta les fortifications; Saint-Hilaire eut l'artillerie, Puysegur avait une promesse, on ne savait laquelle. Tous rendraient compte directement au duc d'Orléans⁹. De plus, il fut résolu de faire de temps en temps des assemblées pour ce qui concernait la guerre, où M. le duc de Bourbon se trouverait quand il lui plairait¹⁰.

Compensations

Cette curée satisfaisait la suffisance et la rapacité de gens qui croyaient déroger à leur naissance en s'intéressant à autre chose

Joie de Dubois

⁶ C'est-à-dire les provinces et généralités de Paris (Ile-de-France et partie de la Brie), Soissons, Orléans, avec la partie du pays du Perche qui en dépendait, Berry, Poitou, Limoges, qui comprenait l'Angoumois et la basse Marche, la Rochelle, qui comprenait la Saintonge, les pays d'Aunis, Brouage, les îles de Ré et d'Oléron.

⁷ C'est-à-dire les provinces et généralités de Metz, Toul et Verdun, la Lorraine et le Barrois, l'Alsace y compris Strasbourg, la Franche-Comté, le Dauphiné, la Champagne et la partie de la Brie dépendant de la généralité de Châlons, la ville et généralité de Lyon et la souveraineté de Sedan.

⁸ Duclos, *Mémoires secrets*, t. I, p. 371.

⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 393-394; 399; 25 septembre, 6 octobre 1718; J. Buvat, *Journal de la Régence*, t. I, p. 331-332.

¹⁰ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 332; Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVII, p. 399: « Tous... tirèrent pied ou aile, chacun à sa façon. »

qu'aux affaires militaires. Dubois, confiné dans sa partie, n'avait rien à craindre, pour le moment, de l'avidité de ces naufrageurs. La vieille Madame lui décochait ce trait : Dubois semble être un renard accroupi qui guette une poule¹¹; la duchesse d'Orléans s'en remettait à son mari sur des talents qu'elle ne découvrirait pas¹², les habitants de Brive-la-Gaillarde gambadaient, dansaient, tiraient des « boîtes¹³ », l'abbé débordait de joie et lord Stair annonçait à Londres le grand événement qu'il regardait « comme le gage le plus assuré des bonnes intentions de Son Altesse Royale¹⁴ ». Dès que Georges I^{er} en fut instruit il fit écrire à Dubois que c'était « la meilleure nouvelle qu'il eût reçue depuis longtemps. C'est à présent, disait-il, qu'il n'y aura personne pour interrompre l'amitié et la cordialité de cœur avec lesquelles il souhaite vivre avec Mgr le Régent; c'est à présent que je vois que S.A.R. va triompher de tous ses ennemis. C'est pour le coup que je m'attends à voir cultiver un même intérêt dans les deux royaumes, et que ce ne sera plus qu'un même ministère. Il pourra y avoir bien du bruit; mais nous l'écouterons comme les vaisseaux qui sont dans un bon port entendent le bruit des vents contre les rochers qui les assurent. Pour ma joie particulière, mon cher abbé, je ne vous en dirai rien; car il m'est impossible de la décrire comme je la sens. »

Avant d'avoir lu cette lettre, l'abbé écrivait à Craggs ces lignes voisines de la trahison¹⁵ : « Si je ne suivais que les mouvements de ma reconnaissance, et que je ne fusse retenu par le respect, je prendrais la liberté d'écrire à Sa Majesté Britannique pour la remercier de la place dont Monseigneur le Régent m'a gratifié, puisque je ne la dois qu'à l'envie qu'il a eue de n'employer personne aux affaires communes à la France et à l'Angleterre, qui ne fût agréable au roi de la Grande-Bretagne. Ce motif m'est si glorieux, qu'il ne me laisse rien à désirer que les moyens de marquer au Roi combien je suis touché de la confiance dont il m'honore. Je supplie Votre Excellence de m'aider et lui faire connaître mes respectueux sentiments sur ce

¹¹ Madame à la raugrave Louise, 27 septembre 1718, dans *Correspondance*, édit. G. Brunet, t. II, p. 4.

¹² *Biblioth. Mazarine*, ms. 2354, *Vie de Dubois* [par Le Dran], fol. 102; P. Bliard, *Dubois, cardinal et premier ministre*, t. I, p. 383.

¹³ *Relation des réjouissances faites dans la ville de Brive ... au sujet de l'élévation de Mgr. l'abbé Dubois à la charge de secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères*, dans De Seilhac, *L'abbé Dubois*, t. II, p. 227.

¹⁴ *Public Record Office*, France, vol. 352 : lord Stair et lord Stanhope à Craggs, 25 septembre 1718.

¹⁵ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, 1832, t. I, p. 154.

sujet, et mon zèle pour tout ce qui pourra contribuer à l'affermissement de la bonne intelligence¹⁶. » Et afin qu'on n'en pût douter et que sa dégradation fut complète, Dubois écrivait encore à lord Stanhope : « Je vous dois jusqu'à la place que j'occupe, dont je souhaite avec passion de faire usage selon votre cœur, c'est-à-dire, pour le service de Sa Majesté Britannique, dont les intérêts me seront toujours sacrés¹⁷. »

A peine entré au ministère, Dubois reçut du cabinet de Vienne une pénible leçon. L'impatience des ministres anglais à faire signer la Quadruple-Alliance avait fait commettre une grave imprudence avec une Cour dont la fourberie était proverbiale. Craggs et L. Sunderland étaient venus à bout de décider Dubois à signer le traité sans attendre le retour du courrier porteur de l'acte de renonciation de l'Empereur au trône d'Espagne. Pour le convaincre ils lui disaient que le roi Georges n'enverrait à sa flotte l'ordre d'agir qu'après la signature; Dubois, impatient de rentrer à Paris, signa. Or, quand la renonciation, datée du 14 septembre, arriva à Paris, Dubois lut de ses yeux que l'Empereur conservait la qualification de roi d'Espagne, de plus il excluait les branches de Condé et de Conti de la succession de Philippe V. Enfin des germanismes corrompaient la belle latinité dont l'humaniste précepteur du duc d'Orléans s'était piqué de donner un modèle dans cette pièce diplomatique. A cette lecture, la fureur de Dubois fut sans mesure, il comprit la faute commise et se sentit branler dans le poste qu'il occupait, car il lui serait impossible de tenir tête à la colère des princes. « Si l'on voyoit en France cet acte en l'état qu'il est, écrivit-il à Stanhope, il me serait impossible de me soutenir dans la place que j'occupe, ni même dans l'estime des plus indulgents¹⁸. » « Si cette renonciation demeurerait dans l'état où elle est, Mgr le duc d'Orléans serait discrédité entièrement. Pour moi, qui serai réputé l'auteur de cette tolérance, je serais regardé non seulement comme un imprudent et un imbécile, mais comme un traître¹⁹. » Par l'ordre du roi Georges, l'ambassadeur Saint-Saphorin intervint avec

Fourberie
de la cour
d'Autriche

¹⁶ Sévelinges, *Mémoires secrets du cardinal Dubois*, in-8, Paris, 1815, t. I, p. 243, suiv. lettre datée du 1^{er} octobre 1718.

¹⁷ Dubois à Stanhope, 14 octobre 1718; Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 247; Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 154.

¹⁸ *Bibl. de l'Ecole Sainte Geneviève*; *Anecdotes sur l'élévation de Dubois*, III, fol. 10.

¹⁹ *Arch. des Aff. étrang.*, Angleterre, t. 310, fol. 43, suiv. Dubois à Craggs, 14 octobre 1718.

tant de vigueur que l'Empereur céda et le texte primitif de l'acte de renonciation fut rétabli.

L'escarmouche avait été vive et Dubois l'avait maintenue sur son véritable terrain en remettant la solution au roi d'Angleterre qui, en garantie de la signature anticipée de la France, avait fait son affaire personnelle de l'acquiescement de l'Empereur au texte de la renonciation établi dans une forme identique à celle dont le roi d'Espagne et les princes français se tenaient pour satisfaits. Par un raffinement de confiance qui fut senti, le Régent envoya au roi d'Angleterre les ratifications du traité au jour fixé, 2 octobre, avant que le Cabinet britannique eut amené l'Empereur à résipiscence. Le calcul se trouva bon parce que à la suite de la bataille de Passaro, l'Angleterre ne pouvait se passer en Espagne de l'appui de la France. Dubois le savait et se montrait pressant; il envoyait à Londres le chevalier Destouches réclamer, avant l'échange des ratifications une déclaration du roi Georges qu'il obtiendrait de l'Empereur : 1° l'omission de la clause excluant du trône d'Espagne les princes du sang de France; 2° une déclaration qu'en aucun temps, aucun prince qui posséderait les États de la maison d'Autriche, ne pourrait posséder la monarchie d'Espagne. Cette exigence était trop légitime pour être contestée; Stanhope et Craggs imaginèrent un expédient. Ils prirent l'engagement écrit de procurer sous deux mois la renonciation impériale conforme à ce que réclamait la France; dès lors, celle-ci n'avait plus d'inquiétudes et les ratifications furent échangées le 25 octobre.

Sa
complai-
sance
pour le roi
d'Angle-
terre

Ce jour-là l'Angleterre apprenait qu'il n'était presque rien qu'elle ne put obtenir de l'Empereur son allié. Non content d'avoir vaincu et chassé d'Écosse Jacques Stuart, de l'avoir poursuivi en France et jusqu'en Avignon, de l'avoir finalement contraint à se réfugier au delà des Alpes, dans les États pontificaux, le roi Georges I^{er} prétendait imposer à son adversaire le célibat afin de mettre un terme aux espérances du parti jacobite. Jacques songeait à continuer sa race, seul service qu'il fut capable de rendre à son parti, et il recherchait la princesse Marie-Clémentine Sobieska, fille du roi de Pologne Jacques Sobieski²⁰. Cette alliance lui vaudrait, disait-on, six cent mille livres en dot, une pension de quatre-vingt mille et des meubles²¹, de plus elle le ferait proche parent de l'Empereur. Lorsqu'au mois de septembre 1718, Jac-

²⁰ J. Du Hamel de Breuil, *Le mariage du Prétendant*, 1719, dans *Revue d'histoire diplomatique*, 1895, t. IX, p. 53-96.

²¹ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. XVI, p. 107.

ques III demanda la main de la jeune princesse, tous les diplomates anglais furent sur les dents. A Vienne, Saint-Saphorin éventa une correspondance assidue entre le Prétendant et la ville d'Ohlau, en Silésie, résidence de Clémentine Sobieska²², et peu de temps après Charles VI reçut une lettre pressante du roi Georges, son allié, qui l'invitait à empêcher le mariage projeté. L'Empereur acquiesça et fit savoir à Ohlau de renoncer à l'alliance; aussitôt la jeune princesse accompagnée de sa mère et de deux suivantes, monta en voiture sous la conduite de deux gentilshommes et quitta Ohlau dans la direction de la Saxe, d'où, par la Bavière on gagnerait Augsbourg et la route du Tyrol et de l'Italie. Un semblable itinéraire donnait aux espions anglais plus de temps qu'il ne leur en fallait, ils jugèrent sage d'aller prendre des ordres à Londres. De là, revenant à Vienne, l'émissaire de Georges eut le loisir de voir l'Empereur déterminé à tout accorder au prince qui venait de le débarrasser de la flotte d'Espagne. Un courrier arriva à Innsbruck avant que la fiancée fugitive n'y fut entrée. Là, il fut décidé de couper la retraite à la princesse dès qu'elle aurait pénétré dans le Tyrol, en sorte que, le 3 octobre, Clémentine et sa mère arrivant à Innsbruck descendirent à l'hôtellerie de la « Rose d'Or²³ ». Un instant après on pénétra dans leur appartement, d'ordre de l'Empereur, et les princesses sont invitées à n'aller pas plus loin. Vingt jours plus tard elles furent transférées de l'hôtellerie dans la maison pittoresque du conseiller Reiffen²⁴. La captivité se prolongeant, les fiancés s'écrivirent et leur correspondance interceptée fut copiée et envoyée à l'Empereur.

Charles VI espérait venir à bout de Jacques Sobieski plus aisément que de sa fille et ne négligea rien pour réussir, mais ce prince, au moins aussi rusé que disert souleva une difficulté grave : le mariage célébré, dit-il, par procureur était indissoluble, cependant il consentait à en référer au pape. Cette révélation embarrassa la Cour de Vienne jusqu'au moment où elle pensa que, peut-être, le mariage célébré par procuration était imaginaire. Le chancelier autrichien écrivit à Pendtenriedter, le 26 octobre, pour excuser sa Cour qui, mise en présence d'un mariage conclu (*ratum*), ne pouvait plus qu'aviser aux moyens de se tirer d'embarras sans manquer à la morale. Saint-Saphorin gémissait.

²² D. Von Schönherr, *Die Heirat Jakobs III von England und die Entführung seiner Braut aus Innsbruck*, in-8, Innsbruck, p. 4, 5.

²³ Encore visible dans le vieil Innsbruck.

²⁴ Von Schönherr, *Die Heirat Jakobs III*, p. 8.

sait : « Tout cela est venu du même lieu : c'est l'Espagne et Alberoni qui y ont donné le premier mouvement, et la Cour de Rome, toujours prête à servir aux vues de celle de Madrid s'y est employée de tout son cœur²⁵. » Et, tandis qu'il se désespérait de cette noire intrigue, Jacques Sobieski, fatigué du rôle qu'il avait choisi, jetait le masque et déclarait tout net qu'il n'y avait eu ni mariage ni procuration. A cette nouvelle, dit-on, l'Empereur éclata de rire et le ministère autrichien se trouva mieux que jamais disposé à complaire à ses alliés et admit définitivement, le 23 novembre, toutes les modifications exigées par le Régent²⁶. La chicane au sujet de la renonciation n'avait entraîné qu'un seul résultat. Le 20 novembre, Dubois et Stanhope avaient signé une convention secrète dans le but d'empêcher que, par la suite, l'Empereur ne franchît les bornes du traité²⁷.

Soumission
du roi
de
Sardaigne

Victor-Amédée II dut, comme Charles VI, se soumettre à la volonté de la France et de l'Angleterre. Chacun, en Europe, ressentait une vive satisfaction à la vue de ce maître fourbe qu'une vie entière de mensonges et de trahisons conduisait à cette suprême disgrâce d'échanger la Sicile contre la Sardaigne et d'accoler son titre royal de fraîche date à celui de cette île misérable. Ses négociations matrimoniales avaient abouti à de piteux échecs et, au terme de tant d'efforts, le meilleur parti à prendre se trouva être de déclarer son accession pure et simple aux décisions des alliés²⁸.

Accession
de la
Hollande

La Hollande apporta sa coutumière lenteur et ces délais qu'elle nomme circonscription et qu'ailleurs on appelle irrésolution. Pour la stimuler, Dubois avait compté sur le zèle du nouvel ambassadeur, M. de Morville, désigné pour remplacer Châteauneuf depuis le mois de janvier 1718; mais le maréchal d'Huxelles avait mis toute son influence et toute son habileté à retarder le départ de Morville, sachant que Châteauneuf ne négligeait rien pour détourner les États-Généraux de l'accession à la Quadruple-Alliance. Mais aussi longtemps que Dubois fut retenu à Londres, ses instances, ses avertissements furent dédaignés; à la lecture

²⁵ Arch. de Vienne, Pro Memoria de l'Ambassadeur d'Angleterre, Vienne, 9 décembre 1718.

²⁶ Weber, *Die Quadrupel Allianz vom Jahre 1718*, p. 85, 86.

²⁷ P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 144.

²⁸ Public Record Office, France, vol. 352 : lord Stair à Craggs, Paris, 29 septembre 1718; Arch. des Aff. Étrang., Turin, t. 133, fol. 202 : De Prye à Louis XV, 29 octobre 1718, Ozenfoord Castle, Stair Papers, vol. XIII. A : lord Stair à Craggs, Paris 24 octobre; lord Stair à Stanhope, 24 octobre; lord Stair à Craggs, 18 novembre 1718.

de ses lettres, le Régent se contentait de sourire : « Il était de fort mauvaise humeur et bien fâché quand il écrivait cela » se bornait-il à dire²⁹. Châteauneuf était doublé par son neveu, le P. Castagnère de Châteauneuf, jésuite³⁰, par l'intermédiaire duquel les indiscretions pouvaient faire beaucoup de chemin. Aussi, en apprenant qu'on avait communiqué à Châteauneuf les clauses secrètes du traité³¹, Dubois éclata et, suivant sa coutume, mit en branle les Anglais qui lui en firent, dit-il, des reproches amers³². Il demanda son rappel³³ et ne retrouva le calme qu'en apprenant que lord Stair, le grand pensionnaire Heinsius et le conseiller Fagel pressaient l'envoi de Morville³⁴, qui, d'ailleurs, tarda encore. Les États-Généraux recouraient à tous les moyens pour calmer l'impatience soulevée par leurs tergiversations : compliments, louanges, flagorneries représentaient autant de lenteurs ajoutées à d'autres lenteurs. Dubois s'affligeait et s'indignait de ces atermoiements. Il fallut cinq mois pour décider les États à accéder à l'Alliance (5 janvier 1719)³⁵ tant était grande leur crainte d'une rupture entre la Hollande et l'Espagne.

Cette répugnance de la Haye n'était pas payée de retour à Madrid. Alberoni avait su affecter le plus grand sang-froid lorsque Nancre lui avait appris le désastre de son *Armada*, mais il était trop intelligent et trop instruit des ressources de l'Espagne pour n'avoir pas tremblé en apprenant la catastrophe de Passaro. Le vent de la disgrâce pouvait suivre de près le vent de la défaite; cependant son influence restait prépondérante et Philippe V n'était pas en mesure de se passer de lui. Byng avait si complètement nettoyé le champ de bataille qu'un mois s'écoula avant que la nouvelle parvint à Madrid. Ce fut le 6 septembre que Nancre annonça le désastre en suppliant le cardinal de ne

Lettre
du Régent
sur
l'Espagne

²⁹ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 317, fol. 219 : Dubois (neveu) à l'abbé Dubois, 28 avril 1718.

³⁰ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 318, fol. 198 : Dubois à Nocé, 30 mai 1718.

³¹ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 317, fol. 138 : Dubois (neveu) à l'abbé Dubois, 22 avril 1718.

³² Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 317, fol. 238 : Dubois à Nocé, 25 avril 1718.

³³ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 320, fol. 179 : Dubois à Nocé, 13 juillet 1718.

³⁴ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 318, fol. 129 : lord Stair à Dubois, 19 mai 1718; *ibid.*, t. 320, fol. 179 : Dubois à Nocé, 13 juillet 1718.

³⁵ Arch. des Aff. Étrang., Hollande, t. 335, (non folioté) : Morville à Louis XV, 6 janvier 1719.

plus refuser la paix. « La défaite de la flotte d'Espagne, écrivait le Régent, ou plutôt du cardinal Alberoni, qui, par des vues particulières et personnelles, a voulu rallumer la guerre en Europe en attaquant des princes qui ne pensoient point à troubler le Roi son maître dans la possession de ses États, doit ouvrir les yeux aux Espagnols les plus aveugles et les plus prévenus, et je n'ai pas besoin auprès d'eux d'une autre justification. Ils doivent bien voir que je n'ai eu d'un côté aucune part aux projets chimériques d'Alberoni et que de l'autre j'ai eu grande raison de penser à la Quadruple Alliance pour assurer la tranquillité de l'Europe en donnant de justes bornes à la maison d'Autriche, au delà desquelles elle ne pût point passer, ce qui a toujours été mon unique vue, bien loin de travailler à son agrandissement contre l'intérêt de la France et de l'Espagne. En effet, si l'Empereur n'étoit point arrêté par un traité, à présent que sa paix est faite avec le Turc et que la flotte d'Espagne vient d'être battue, ne seroit-il pas en droit et en état non seulement de reconquérir ce qu'on lui a ôté, mais encore de mettre aux fers l'Italie, puisque le cardinal Alberoni lui a fourni le prétexte d'y faire passer toutes ses forces en l'attaquant injustement. Heureusement, le traité y a pourvu en liant les mains de ce prince, et je me suis donné autant de peine pour assurer les États d'Italie aux enfants de la reine d'Espagne qu'Alberoni a fait d'efforts pour leur faire perdre et livrer toute cette partie de l'Europe à l'Empereur. S'il lui avoit plu même de permettre à l'Espagne d'entrer dans un traité si avantageux pour cette monarchie, aussitôt la France, l'Angleterre et la Hollande, en aurions fait un nouveau avec elle pour assurer par la force la foi du traité fait avec l'Empereur, en cas que son ambition le tentât jamais de franchir les limites qui lui ont été marquées; et il est facile de voir par le traité même de la Quadruple Alliance que nous n'avons jamais eu d'autre intention, et si le roi d'Espagne entre dans le traité, il en est encore temps³⁶. »

Mesures
furieuses
d'Alberoni

« Entrer dans le traité! » Philippe V en était plus éloigné qu'à aucun moment. Par égard pour sa débilité physique et intellectuelle, la reine et le cardinal avaient tardé plusieurs jours à lui faire part du désastre. Dès qu'il en connut l'étendue il parut retrouver des forces afin de marquer sa rage³⁷. Alberoni s'éleva

³⁶ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 272, fol. 358 : *Le Régent à Saint-Aignan*, 4 septembre 1718.

³⁷ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 273, fo. 118 : *Nancré à d'Huxelles*, 26 septembre 1718.

au même diapason, prononça qu'« infamie plus noire ne se pouvait voir que celles des Anglais³⁸ » et il songea à relever le défi d'une puissance navale avec le fantôme d'une flotte coulée et d'une force anéantie. A Paris, Cellamare insinuait que le rejet du traité exposait l'Espagne aux plus grands périls³⁹; à Londres, Montéléon voyait dans l'accession à l'alliance une pénible mais inévitable nécessité⁴⁰; ces conseils discrets étaient mal accueillis. Plus violent que jamais, le cardinal ordonna de chasser les consuls anglais et de saisir les personnes, les propriétés et les navires de cette nation qui se trouvaient sur le sol et dans les eaux de l'Espagne et comme s'il eut fallu que le pître de la foire réparût encore sous la pourpre du cardinal, Alberoni imagina de faire promener dans les rues de Madrid un tambour qui entre deux roulements de sa caisse interdisait aux habitants de parler des événements de Sicile⁴¹.

Ces violences jointes à ces puérités pouvaient produire en Espagne une salubre frayeur, en Angleterre elle soulevaient d'autres sentiments. Non contents d'imputer à une bordée malencontreuse des Espagnols l'entrée en ligne de la flotte anglaise, les commerçants de la Cité se plaignaient des mauvais traitements infligés à leurs nationaux malgré les dispositions du traité d'Utrecht, qui, en cas de rupture, accordait aux marchands un délai de six mois pour se retirer. Enfin, lord Stanhope à son retour d'Espagne, avait laissé comprendre qu'il eut souhaité, en vertu de la garantie du traité d'Utrecht⁴², entraîner la France dans quelque manifestation hostile à l'Espagne. Le Régent et Dubois répugnaient et les collègues de Dubois encore plus. Ils sentaient, et s'enhardissaient jusqu'à dire, que l'anéantissement de la flotte espagnole rendait le despotisme maritime des Anglais inévitable et, prochainement sans doute, intolérable. En outre, le Régent ne se sentait pas soutenu par la nation et avait à craindre d'en être abandonné s'il lui proposait d'entrer en guerre contre un fils de France, Dubois comprenait peut-être

Calculs de
l'Angleterre

³⁸ Alberoni à Rocca, 12 septembre 1718, dans *Lettres intimes*, édit. Em. Bourgeois, p. 602-603.

³⁹ Bibl. nat., ms. franç. 10670-10672, *Mémoires inédits de Torcy*, t. III, p. 419.

⁴⁰ Bibl. nat., ms. franç. 10670-10672, *Mémoires inédits de Torcy*, t. III, p. 285.

⁴¹ Lettre du duc de Saint-Aignan, 17 septembre 1718, dans P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 151.

⁴² Arch. des Aff. Étrang., Espagne, *Mémoires et Documents*, t. 142, octob. 1718; Arch. de Vienne, *Rapport de Koenigsegg*, Paris, 17 septembre 1718, Weber, *op. cit.*, p. 84.

qu'il faudrait en venir à cette extrémité, mais que l'esprit public et celui du Régent lui-même devaient y être préparés. De là des résistances dont s'irritaient les Anglais qui ne voyant que l'intérêt absolu de leur politique, entreprenaient de contraindre leur allié à s'y associer, dût-il s'y compromettre. Le Régent ne voulait pas esquiver les obligations résultant du traité du 2 août, mais il ne souhaitait pas voir surgir l'occasion qui l'obligerait à s'y soumettre⁴³. Dubois hésitait, ergotait, trouvait lord Stair pour lui répondre. « On a fait peur à notre ami l'abbé », écrivait Stair à Stanhope; il répugne à prendre des mesures rigoureuses contre l'Espagne; il adoucit dans une lettre à Saint-Aignan le langage du Régent, il écoute Pecquet, un opposant, et le maréchal de Villeroy qui lui prédit un ministère de moins de six mois. « Notre ami l'abbé, continue Stair, avec les meilleures intentions du monde est susceptible de peur⁴⁴. » La veille du jour où Stair donnait ces indications à Stanhope, Dubois l'informait cependant que notre ambassadeur à Madrid avait l'ordre de déclarer à Philippe V que le traitement infligé aux négociants anglais en Espagne rentrait dans un des cas prévus par les traités du 2 août et que le roi de France ne pourrait se dérober aux engagements qu'il avait pris si le roi d'Espagne n'avait pas d'égard à ses instances⁴⁵. Il était entendu que Saint-Aignan, Nancré et le colonel Stanhope quitteraient Madrid si l'Espagne n'avait pas accédé au traité le 2 novembre. Cette satisfaction pouvant paraître trop platonique aux commerçants de la Cité, le ministère anglais ne négligeait rien pour leur faire entrevoir, sous prétexte de réparations à obtenir, des avantages commerciaux dans l'Amérique du Sud : une extension du privilège de la traite des nègres, un accès commercial dans les colonies espagnoles. Notre chargé d'affaires à Londres dénonçait ce calcul : « On songe, écrivait-il, à exécuter le projet d'attaquer les Indes espagnoles. Les Anglais ne manqueront pas d'y faire des établissements qui les mettent en état d'y commercer autrement que sous le bon plaisir de l'Espagne⁴⁶. »

Réserve
du Régent
et de Dubois

Loin de concourir à cette politique, le Régent et Dubois tra-

⁴³ Public Record Office, France, vol. 352 : lord Stair à Craggs, Paris, 5 octobre 1718.

⁴⁴ Public Record Office, France, vol. 352 : lord Stair à lord Stanhope, Paris, 5 octobre 1718.

⁴⁵ Public Record Office, France, vol. 352 : Dubois à lord Stair, Paris, 5 octobre 1718.

⁴⁶ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 310, fol. 73, Chammorel à Dubois, Londres, 10 octobre 1718.

vaillaient de bonne foi à faire prévaloir une solution pacifique. Ils s'y sentaient encouragés en apprenant le brusque revirement qui détournait alors le tzar Pierre I^{er} de la Cour d'Espagne pour renouer des relations avec les Cours de Vienne et de Hanovre⁴⁷. Ce nouveau mécompte laissait d'ailleurs Philippe V inébranlable, mais commençait à dissiper les illusions d'Alberoni. Philippe V était trop irrité contre tout ce qui touchait de près ou de loin au Régent pour s'ouvrir à notre ambassadeur Saint-Aignan; mais le marquis de Nancré, agent officieux qu'ils se flattaient d'avoir conquis à leur cause était bien vu du Roi et du Cardinal. Quoiqu'il eût trahi la confiance de Dubois, Nancré pouvait rendre d'utiles services et cette raison suffit à le faire maintenir dans un poste où, seul, il pouvait procurer l'accession du roi d'Espagne au traité⁴⁸. Nancré ne pouvait accomplir un tel prodige, mais il avait espoir d'influencer Alberoni qui commençait à sentir la terre se dérober sous ses pieds. « Si, comme il paraît, disait-il, le Roi et le Tsar, la Suède et la Prusse ne forment pas une ligue contre l'Archiduc [lisez l'Empereur], nous serons obligés d'accepter l'infâme projet⁴⁹ » et le même jour, 10 octobre, il confiait à son ami Rocca : « Croire que l'Espagne peut continuer la guerre en Italie, dans un pays si éloigné, avec une telle dépense, c'est pure folie même de le penser : il va falloir que le roi d'Espagne se résolve à un accommodement qui remettra les Italiens dans une servitude cruelle, éternelle⁵⁰. » Avant de pousser ce cri de détresse Alberoni avait tenté de poser ses conditions et laissé entendre qu'il céderait au prix de la Sardaigne⁵¹. Aussitôt, Dubois s'était emparé de cette offre dans l'espoir de la faire accepter des Anglais. « Si, avant que le roi de Sicile ait accédé, écrivait-il à Stanhope, le Roi Catholique prenait la résolution d'accepter le traité à condition qu'on ajoutât aux autres avantages qu'on lui a proposés, la Sardaigne pour lui, ou pour la Reine, ou pour le prince à qui les États de Parme et de Toscane sont destinés; il serait essentiel que M. de Nancré fût en état de savoir sur cela les intentions de Sa Majesté Britan-

⁴⁷ Public Record Office, France, vol. 352 : lord Stair au colonel W. Stanhope, Paris 18 octobre 1718.

⁴⁸ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 273, fol. 162, 172, 187 : Nancré à Dubois, Nancré au Régent, le Régent à Nancré, 10, 5 et 19 octobre 1718.

⁴⁹ Arch. de Naples, Farnesiana, fasc. 59 : Alberoni au duc de Parme, 10 octobre 1718.

⁵⁰ Alberoni à Rocca, 10 octobre 1718, dans *Lettres intimes*, édit. Em. Bourgeois, p. 607.

⁵¹ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 273 : Nancré au Régent, 5 octobre 1718.

nique et de l'Empereur. » En même temps, le comte de Koenigsegg, ambassadeur de Charles VI en France était prié de pressentir les dispositions de son maître de qui l'hésitation semblait impossible dès l'instant qu'il comparait « cette cession peu importante avec la difficulté et la dépense de la conquête de la Sicile, et avec les embarras que pouvait causer une ligue dans le Nord, dont l'accession du roi catholique ferait échouer tous les projets⁵² ».

Effort tenté
pour
entraîner
Philippe V

Stanhope admit la suggestion, en faisant remarquer qu'il faudrait que le roi Victor-Amédée laissât écouler le terme de trois mois sans accéder au traité et que l'Empereur ne ferait rien pour faciliter l'accession du roi d'Espagne. Mais ce dernier se chargeait à lui seul de déconcerter tous les calculs. Alberoni, lui-même, ne pouvait triompher de la seule puissance capable d'enchaîner son maître. Le cardinal, le marquis de Nancré et le jésuite Daubenton confesseur du Roi examinèrent plusieurs jours de suite pendant des entretiens qui ne duraient pas moins de cinq heures, les moyens de fléchir le ressentiment opiniâtre de Philippe V et tous trois sentaient alors les limites de leur pouvoir. « Il ne faut pas se leurrer, écrivait Nancré au Régent, le cardinal ne tourne pas le Roi comme il veut⁵³. » Et les trois compères entassaient séductions sur séductions : la Sardaigne, d'abord; ensuite, Gibraltar; enfin, des avantages pour la Reine. A Paris, on était d'humeur à tout accorder, à influencer Londres et Vienne, Dubois plaidait, Stair approuvait, Koenigsegg transmettait⁵⁴. Stanhope écoutait avec bienveillance et arrachait des concessions à Georges I^{er}. Il était difficile de tenir tête à Stanhope et bientôt il fut certain que « M. de Nancré pouvait promettre bien positivement à son Éminence la cession de Gibraltar sans crainte d'être désavoué ». En ce qui concernait la Sardaigne, le consentement de l'Autriche était nécessaire, on s'emploierait à l'obtenir et, en brûlant les étapes, peut-être parviendrait-on à tout conclure avant que Victor-Amédée eut donné réponse en ce qui le regardait. Dubois n'était pas moins empressé à arracher le consentement du roi d'Espagne au traité. La date

⁵² Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 142, fol. 6 : Dubois à Stanhope, 14 octobre 1718.

⁵³ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 273 : fol. 262 : Nancré au Régent, 24 octobre 1718.

⁵⁴ Public Record Office, France, vol. 352 : Stair au col. Stanhope, 26 octobre 1718; Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 310, fol. 31, 33; Dubois à Stanhope et Dubois à Destouches, 14 octobre; Arch. de Vienne, Dépêche de Koenigsegg à sa Cour, 19 octobre 1718.

fatale du 2 novembre était prochaine et si Philippe n'avait accédé à l'Alliance, la France était tenue par ses engagements à lui déclarer la guerre. Sans attendre les réponses de Londres et de Vienne, il prescrivit à Nancré de traiter avec Alberoni et d'accorder Gibraltar; il n'osait pas s'engager ainsi pour la Sardaigne, mais faisait la part belle à la Reine en lui donnant Parme et la Toscane (19 octobre)⁵⁵.

Pendant cette fiévreuse négociation tout s'était décidé. Le 17 octobre, le Père Daubenton appela le marquis de Nancré à l'Escorial où le Roi venait d'arriver dans un état d'esprit qui autorisait quelque espoir de l'ébranler. Alberoni et le confesseur s'en flattaient, Nancré se l'entendit répéter par le cardinal pendant un entretien qui dura sept heures, après quoi il n'en douta plus; la journée entière du 18 y passa. Le 19, tandis que Dubois minait sa dépêche, Philippe V, respectueusement circonvenu par les deux prêtres qui gouvernaient sa conscience et son royaume, se laissa impressionner par leurs arguments et Daubenton envoya un billet à Nancré pour l'avertir du succès. Le Roi acceptait tout. Le lendemain matin, 20 octobre, le Roi repoussait toutes les offres et, à peine levé, partait pour la chasse. Il avait couché avec la Reine et le P. Daubenton ajoutait avec dépit : « Le prie-Dieu, cette fois, n'a pas été de force avec l'alcôve. »

Décision de
Philippe V

Au moment de monter dans son carrosse, Philippe aperçut Nancré qui fit quelques pas vers lui. Le Roi et la Reine étaient en habits de chasse, « le Roi avec le visage d'un homme qui avait peine à se modérer, et la Reine avec celui d'une personne qui s'applaudissait de ce qui allait se passer. » Lorsque Nancré eut terminé son compliment, — c'était une audience de congé —, il s'entendit dire ces mots : « Il est bien étonnant qu'après ce que la France a fait pour me maintenir sur le trône d'Espagne en s'épuisant d'hommes et d'argent, M. le duc d'Orléans soit entré dans des mesures capables de causer la ruine des deux couronnes. Lorsqu'il me presse de concourir au projet de pacification élaboré par les puissances, il ne réfléchit pas apparemment qu'il contient des conditions que je ne puis admettre⁵⁶. » Le ton sur lequel ces paroles furent prononcées était aigre et dur, le Roi répétait une leçon apprise et pendant ce temps, Nan-

Départ
de Nancré

⁵⁵ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 273, fol. 172 : Dubois à Nancré, 19 octobre 1718.

⁵⁶ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 273, fol. 268 : Nancré au Régent, 24 octobre 1718.

cré observa sur les lèvres de la Reine un sourire « que je qualifierais de malin, dit-il, si le respect me le permettait ». Nancré quitta Madrid le 2 novembre, le colonel Stanhope le 17, Lascaris suivit. Au même moment le roi d'Espagne retirait ses ambassadeurs Villamayor, de Turin, et Monteleon, de Londres. L'accession du roi de Sardaigne au traité enlevait au roi d'Espagne toute espérance de posséder cette île. De toutes parts on voyait la guerre s'approcher inévitable. L'Angleterre allait débattre la question dans son Parlement, l'Empereur pressait le Régent de se déclarer et l'embarrassait fort, l'attitude de l'Espagne dissiperait ses dernières répugnances.

Déclaration
aux
négociants
français

Le 8 novembre, Alberoni écrivant à Cellamare lui annonçait que le roi d'Espagne préférerait la mort au déshonneur et saurait résister au ministère de Londres qui, composé de quatre coquins, énonçait la prétention de tailler le monde par pièces et morceaux et de le répartir à sa fantaisie⁵⁷. Le 9, Philippe publiait une *Déclaration aux négociants français établis en Espagne*. « Des personnes mal intentionnées avoient, disait-il, affecté depuis quelques jours d'insinuer à ces négociants qu'ils devoient penser à mettre au plus tôt leurs effets en sûreté, voulant leur faire entendre qu'il y auroit dans peu de temps une rupture entre la France et l'Espagne. Ceux qui répandoient ces appréhensions avoient pour but de troubler la paix et de rompre l'étroite union que la divine Providence avoit ménagée entre ces deux nations, non seulement pour leur félicité mutuelle, mais aussi pour la tranquillité de l'Europe; souhaitant de faire connaître publiquement la sincérité de ses intentions et de rassurer les négociants français contre ces fausses alarmes, Sa Majesté Catholique vouloit bien leur déclarer qu'on ne confisqueroit leurs biens en quelque lieu de la monarchie qu'ils pussent être; si, contre l'attente de S. M. C., il arrivoit dans la suite qu'on la forçât à prendre ce parti, Elle leur donnoit sa parole royale qu'Elle leur accorderoit auparavant une année entière pour assembler et transporter leurs effets où bon leur sembleroit, de quelque nature qu'ils fussent! si, ce terme étant expiré, quelques uns d'entre eux vouloient rester dans les royaumes de S. M. C. Elle leur promettoit de les y laisser vivre avec toute la tranquillité et toute la sûreté qu'ils pourroient désirer, et de contribuer même autant qu'il seroit possible à leurs avantages; Elle avoit d'autant plus de raison de les traiter avec bonté qu'Elle étoit persuadée que quand même on se porteroit à lui déclarer la guerre, on ne pourrait

⁵⁷ Weber, *Die Quadrupel Allianz vom Jahre 1718*, p. 89.

jamais imputer un événement si peu attendu et ses funestes conséquences à une nation à qui S. M. C. étoit si chère et qu'elle devoit chérir par tant de titres, n'étant pas possible que Sa dite Majesté oubliât qu'Elle étoit née dans le sein de la France, qu'elle devoit aux Français son éducation, et que, conjointement avec ses fidèles sujets, la nation française avoit prodigué son sang et ses biens pour maintenir Sa Majesté Catholique sur le trône d'Espagne⁵⁸. »

Cette fois Alberoni avait trouvé l'endroit sensible : la guerre! Toute guerre n'étant pour le peuple anglais qu'un placement commercial. Avertir les négociants français qu'ils allaient pouvoir supplanter leurs rivaux d'Angleterre étoit hardi et pouvait devenir funeste. Quelques banqueroutes retentissantes avaient alarmé la Cité, mais Stanhope manœuvrait l'opinion publique et achetait les députés en vue de la prochaine session⁵⁹. La *Compagnie des mers du Sud* l'y aidait efficacement en faisant miroiter de riches compensations mises à portée du commerce anglais⁶⁰. La session s'ouvrit à Westminster le 11 (22) novembre 1718. Georges I^{er} exposa dans le discours du trône les grands travaux diplomatiques de son gouvernement. Il avait conclu des alliances avec les grandes puissances de l'Europe de manière à rendre inutiles les entreprises des ennemis de la paix. « Pendant tout le cours des négociations on avait eu des égards particuliers pour les intérêts de l'Espagne et on avait stipulé en faveur du Roi Catholique des conditions plus favorables que celles sur lesquelles il avait insisté lors de la négociation d'Utrecht; mais ce prince ayant voulu profiter de la guerre de Hongrie pour attaquer l'Empereur, et ayant espéré depuis pouvoir causer en France et en Angleterre tant de troubles que ces deux puissances ne seraient pas en état de soutenir les dispositions les plus essentielles des traités d'Utrecht, qui avaient pourvu à ce que les grandes monarchies de l'Europe ne fussent jamais réunies sous un seul souverain, il avait persisté dans cette violation manifeste de la paix, et avait rejeté toutes les propositions amiables que le roi de la Grande-Bretagne lui avait faites. » Après avoir fait l'énumération de ses griefs contre l'Espagne, Georges I^{er} terminait en disant « que le Régent

Discours
du trône de
Georges I^{er}

⁵⁸ Arch. des Aff. Étrang., Espagne. *Mémoires et Documents*, t. 142.

⁵⁹ Brit. Mus. ms. add. 20295 : le cardinal Gualterio à Jacques III, 20 décembre 1718 : les ministres anglais avaient, dit-il, payé à leurs partisans six mois d'avance des pensions qu'ils leur allouaient, avec promesse de leur payer le reste à la fin de la session.

⁶⁰ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 310, fol. 144 : Chammorel à Dubois, 24 octobre 1718.

de France concourrait et entrerait avec l'Angleterre dans les mesures les plus vigoureuses⁶¹. » — « Je joueray, avait-il dit, bon jeu bon argent. Quand le Roy trouvera à propos de déclarer la guerre, je la déclareray aussi, nous sommes trop avancés dans cette affaire ici pour songer à reculer⁶². » Ce discours du trône, ouvrage de Stanhope, montrait à l'Angleterre une entreprise à gros bénéfices avec la collaboration de la France, celle-ci prenant pour elle les risques et dépenses. Depuis qu'un ministre entreprenant avait galvanisé l'énergie d'un peuple capable jadis de grandes actions sur les mers et dans les colonies, l'Angleterre, cessant de dédaigner un rival dont les circonstances pouvaient faire un adversaire, se décidait à le combattre afin de l'abattre. Elle sentait trop bien son propre intérêt en jeu pour reprocher à son Roi des préoccupations hanovriennes. Sur ce terrain, l'opposition était battue sans combat et dut réduire ses griefs à des réclamations; elle se plaignit du retard apporté à la communication du traité de la Quadruple Alliance au Parlement ce qui avait permis de livrer la bataille de Passaro avant l'approbation du traité en vertu duquel cette opération avait été tentée⁶³. Stanhope et Craggs donnèrent lecture du traité l'un devant les Pairs, l'autre aux Communes; aux premiers mots du texte latin, les opposants réclamèrent une traduction, mais Craggs les malmena et ils n'insistèrent point. Walpole, attaquait Stanhope; on ne l'écouta point⁶⁴. Le cabinet remporta un éclatant triomphe et l'adresse remercia le Roi « de son tendre soin pour le commerce » et lui promit le soutien le plus efficace « par rapport à toutes les mesures que sa grande sagesse jugerait nécessaire pour arrêter l'accroissement de cette puissance navale qui pourrait autrement avoir des suites dangereuses pour le commerce de ce royaume⁶⁵. »

Insistance
de
lord Stair

Cette adresse ressemblait tellement à une déclaration de guerre que Craggs se crut autorisé à écrire à Dubois : « A présent, j'ose hardiment vous demander le jour et l'heure que S. A. R. souhaite que le Roi déclare la guerre à l'Espagne. Mylord Stair lui

⁶¹ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, *Mémoires et Documents*, t. 142, fol. 32; Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 311, fol. 56 : Destouches à Dubois, 23 novembre 1718.

⁶² Public Record Office, France, vol. 352 : lord Stair à Craggs, Paris, 8 novembre 1718.

⁶³ *Conduite des cours d'Espagne et de la Grande-Bretagne*, publié par Brunel, in-8, Amsterdam 1720, p. 249-254.

⁶⁴ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 311, fol. 57-58 : Destouches à Dubois, 23 novembre 1718; W. Coxe, *Memoirs of Robert Walpole*, t. I, p. 115.

⁶⁵ *Conduite des cours d'Espagne et de la Grande-Bretagne*, p. 257-259.

aura déjà fait la proposition, et S. M., qui ne veut lui disputer que des marques d'amitié et de déférence, lui en laisse le choix. Je regarde cette déclaration de guerre comme le seul moyen d'obtenir, non seulement la paix, mais cette réputation qu'il faut que les grands princes conservent dans le monde d'hommes fermes et d'observateurs religieux de leurs paroles et de leurs traités⁶⁶. » En effet, lord Stair pressait le gouvernement français il y apportait cette rudesse, cette âpreté, cette insistance qui ne savaient ni lâcher prise ni donner relâche, allant toujours devant lui, ne voyant que son but britannique, soupçonneux, indifférent aux embarras des autres, n'y croyant même pas⁶⁷. Dubois avait tout promis et maintenant temporisait, découvrait des difficultés qui se chiffraient par autant de retards, invoquait la nécessité de prendre « des mesures si justes » avec ceux qui composaient le Conseil de Régence que la proposition ne rencontrât aucun obstacle⁶⁸. Stair affectait des soupçons que peut-être il éprouvait, tant était vive sa susceptibilité du moment où il voyait en jeu les intérêts de l'Angleterre.

Dubois ne manquait pas de motifs d'atermoiement. L'opinion, en France, était très loin de partager la passion soudaine qui soulevait contre l'Espagne l'esprit public en Angleterre. Ce qu'elle apercevait clairement c'était le caractère commercial d'un conflit qui ne mettait pas son commerce à elle et ses intérêts en péril si l'Espagne triomphait dans la lutte, parce que alors même elle ne pourrait lui porter ombrage, tandis que le triomphe de l'Angleterre pouvait avoir pour résultat l'asservissement de tous les états de terre ferme à l'Angleterre. Il ne manquait pas, en France, d'esprits solides pour entrevoir ce qui pouvait sortir de la politique des alliances qui, après avoir détaché le royaume de l'Espagne pour l'amener au parti de l'Angleterre et de l'Empereur, se trouvait au moment de jeter la France contre l'Espagne pour le seul avantage de l'Empereur et de l'Angleterre. L'avènement de Dubois et le triomphe du Régent étaient de dates trop récentes pour que l'enivrement du succès eut produit cet endurcissement qui est l'œuvre du temps. La monarchie absolue tempérée par des chansons ou par des épigrammes était obligée, quoiqu'elle en eût, de compter avec une opposition

L'opinion
en France

⁶⁶ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 142, fol. 35 : Craggs à Dubois, 28 novembre 1718.

⁶⁷ L. Wiesener, *Le Régent, l'abbé Dubois et les Anglais*, in-8, Paris, 1893, t. II, p. 287.

⁶⁸ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 142, fol. 35, Dubois à Craggs, 29 novembre 1718; Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 260.

encore informe mais réelle. Déjà, vers la fin du règne précédent, Torcy reconnaissait « la nécessité de convaincre les peuples qu'on ne vient à l'extrémité de la guerre qu'après avoir employé tous les autres moyens⁶⁹ »; Dubois et le Régent ne se sentaient pas de taille, plus que Louis XIV finissant, à braver l'opinion et Dubois s'essayait à découvrir les formules qui pouvaient la séduire et l'entraîner, puisqu'il fallait renoncer à la contraindre. On peut croire qu'il n'épargna pas à Stair, dans leurs entretiens, des considérations dans le genre de celle-ci que le Régent transcrivit de sa main : « Quoique l'autorité que la Providence a confiée aux Rois, les dispense de la nécessité imposée aux autres hommes de rendre compte des motifs de leur résolution, il est des circonstances qui ne permettent pas aux souverains de se séparer de la loi commune. Il ne suffit pas que leurs actions soient au-dessus du jugement de la multitude, il faut encore que la justice en soit universellement reconnue⁷⁰. »

Atermoiements
de Dubois

Mais Stair n'écoutait rien, déclarait que tout retard était dangereux et voulait que le Régent choisit le même jour que le roi de la Grande-Bretagne, — 19 décembre⁷¹ — pour déclarer la guerre à Philippe V. Après beaucoup de paroles, le Régent gagnait un répit de huit jours⁷². Dubois répugnait un peu plus chaque jour à cette guerre qu'il eut voulu maintenant éviter. A l'école du pouvoir ses idées se modifiaient. Plus il se passionnait pour l'autorité souveraine, plus il appréhendait l'événement chétif et imprévu qui pourrait l'en précipiter. Une seule garantie s'offrait à lui qui l'eut rendu intangible, capable d'affronter les cabales, les intrigues, les calomnies, les ambitions intéressées à sa chute : le cardinalat. L'amitié de l'Espagne pouvait l'y conduire, dès lors il appréhendait les longs ressentiments qu'une guerre laisserait après elle. De Londres, Montéleon lui indiquait les moyens de ne pas s'aliéner le Roi Catholique et d'amener un fructueux rapprochement⁷³; mais trop tard, « l'abbé était lié⁷⁴ » et Stair le tenait de court.

⁶⁹ A. Baschet, *Histoire du dépôt des Archives des Affaires étrangères*, in-8, Paris, 1875.

⁷⁰ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 273, fol. 313-344 : *Projet de manifeste sur les sujets de rupture entre la France et l'Espagne*.

⁷¹ Vieux style; 30 décembre, nouveau style.

⁷² Public Record Office, France, t. 352 : lord Stair à Dubois, 19 (= 30) décembre 1718.

⁷³ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 310, fol. 59 : *Destouches à Dubois*, 16 octobre 1718.

⁷⁴ Arch. des Aff. Étrang., France, *Mémoires et Documents*, t. 457, fol. 19-20 : Chavigny, *Mémoires inédits sur les Négociations*.

Dépôt
de Stair

Pour préparer l'opinion et endoctriner le Conseil, Dubois demandait deux mois; il rabattit son exigence à un mois, Stair bondissait, s'emportait; mais, surtout, en apprenant que le Régent ne se contentait plus du répit de huit jours, il perdait toute mesure, écrivait à Dubois : « Je veux bien croire que vos raisons qui ont porté S. A. R. à changer de sentiment, depuis que j'ai eu l'honneur de la voir à midy, sont fortes. Comme je ne les sçay pas, je continue à être persuadé que ce délai de déclarer la guerre à l'Espagne peut avoir plusieurs mauvaises conséquences de plus d'une espèce; et je suis trop bon serviteur de M. le duc d'Orléans pour ne pas le dire comme je le pense. Après cela, vous ferez telle réponse à ma lettre que vous jugerez à propos, je l'enverrai en Angleterre, comme n'y ayant nulle part, et je me lave les mains des mauvaises conséquences que cela pourroit avoir⁷⁵. »

Cela fait, Stair écrivit à Stanhope : « My Lord, le chapeau de cardinal a tout à fait tourné la tête à notre pauvre ami l'abbé. Il paroît entièrement livré aux gens qu'il croit en état de le lui faire avoir le plus promptement, au point qu'il paroît n'agir que selon leurs vœux; et comme ces gens sont ennemis jurez de notre traité et de notre système, je le trouve depuis quelque temps obstinément et avec passion contraire à tous les points qui peuvent faciliter l'exécution de notre traité. Vous avez sçu qu'il a soutenu hautement à moy en face que le Régent n'étoit du tout obligé par le traité à déclarer la guerre contre l'Espagne.

« Il a fait tout ce qu'il a dépendu de luy pour faire échouer la convention avec les Hollandois.

« En dernier lieu, il avoit persuadé à S. A. R. de ne point fixer de terme pour la déclaration de guerre contre l'Espagne; et quand j'avois porté le Régent à fixer un terme, il est tombé dans tous les emportements imaginables. En suite il a fait tout son possible pour reculer ce terme. Je l'ai fixé aujourd'huy avec S. A. R., à deux heures après-midi, à trois semaines pour la déclaration de la [guerre]. Il vient encore de faire changer S. A. R. cet après-midi; et il remet le terme à un mois.

« Je vous avoue que depuis quelques temps je ne sçaurois croire sa conduite par rapport aux affaires du Nord, plus nette. Il évite tant qu'il peut de m'en parler, je ne suis point du tout édifié de ce qu'il me dit.

⁷⁵ Public Record Office, France, vol. 352 : Stair à Dubois, Paris 4 décembre 1718.

« Si vous me demandez ce qui aura pu produire un changement si extraordinaire, je vous avoue que je ne sçais rien hors de son tempérament peureux et le désir démesuré qu'il a d'être cardinal⁷⁶. »

Raisons
de Dubois

Dubois était trop coutumier des méthodes de lord Stair pour s'en laisser émouvoir; il voulait un mois de répit et n'accordait rien à l'ambassadeur⁷⁷. A Craggs, il exposait les motifs de cette exigence, c'étaient la composition du Conseil de Régence, la nécessité d'attendre la sortie d'Espagne du duc de Saint-Aignan et le renvoi du prince de Cellamare, le besoin d'obtenir une déclaration favorable des États de Hollande et le délai indispensable à la rédaction des manifestes et mémoires destinés à former l'opinion publique⁷⁸. Ces raisons, qui passaient par les mains de Stair, n'ayant pas le don de le satisfaire, il alla « jusqu'à s'emporter à des injures », et Dubois, perdant patience, demanda à Stanhope le rappel de ce goujat⁷⁹ dont les suspicions étaient d'autant plus déplacées que ni le Régent ni son ministre ne cherchaient à éluder les conséquences des engagements pris. Plus en confiance avec Stanhope, Dubois lui livrait le fond de sa pensée : « Il est à souhaiter qu'on laisse une porte ouverte à l'accession de l'Espagne, et que nous ne favorisions pas l'envie que l'Empereur auroit de disposer au pied de la lettre incessamment des États de Parme et de Toscane, ce qui véritablement seroit de son intérêt, mais seroit fort contraire à celui des autres alliés et à la paix qui est l'objet principal du traité. Si les États-Généraux accèdent, nous pourrions nous servir du tour qu'on peut donner à la demande qu'ils seront en droit de faire qu'on accorde encore trois mois à l'Espagne⁸⁰. »

Violente
conduite de
Philippe V

Pendant que le gouvernement français cherchait tous les moyens de sauvegarder les intérêts du roi d'Espagne, il ne se trouvait guère payé de retour. Notre ambassadeur à Madrid retardait de jour en jour son départ dont la signification équivaldrait à une rupture. Philippe V fit signifier le samedi 10 décembre à M. de Saint-Aignan de quitter Madrid dans les qua-

⁷⁶ Public Record Office, France, vol. 352 : Stair à Stanhope, Paris, 4 décembre 1718.

⁷⁷ Public Record Office, France, vol. 352 : Dubois à lord Stair, 5 décembre 1718.

⁷⁸ Sévelinges, *Mémoires et correspondance*, t. I, p. 262.

⁷⁹ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 311, fol. 82, 89, 96 : Dubois à Stair, à Craggs, à Stanhope, 5, 7 et 7 décembre 1718.

⁸⁰ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, *Mémoires et Documents*, t. 142, fol. 40 : Dubois à Stanhope, 7 décembre 1718.

rante-huit heures et l'Espagne dans un délai de douze jours; il lui interdisait en outre de s'arrêter pendant son voyage sous aucun prétexte, y compris celui de maladie⁸¹. Le jésuite français Daubenton se chargea de transmettre ces ordres à l'ambassadeur de son pays et ne sut que répondre lorsque Saint-Aignan réclama un ordre écrit. Il fallut céder et Alberoni donna ordre à un exempt des gardes du corps « de prendre un détachement nombreux pour se saisir de la personne de notre envoyé et de le faire sortir de Madrid de gré ou de force⁸². » En conséquence, le 12 décembre, sur les sept heures du matin, l'hôtel de l'ambassade de France fut investi, l'appartement de l'ambassadeur cerné ne s'ouvrit que devant un exempt qui força l'ambassadeur et sa femme à s'habiller et à décamper en toute hâte⁸³.

Un tel procédé eut suffi à justifier la rupture de la part de la France qui avait à se plaindre gravement des intrigues entretenues par le prince de Cellamare. L'abbé Dubois n'avait eu aucun besoin d'apprendre en Angleterre l'art de faire paraître une conspiration prête à éclater pour obtenir de gros subsides du Parlement, et de transporter cette méthode à Paris, son étoile lui procurait à l'instant décisif « la découverte de la trame et des intrigues de l'ambassadeur d'Espagne après laquelle on oseroit moins s'opposer à la guerre⁸⁴. » Mais déjà les esprits se familiarisaient avec la pensée d'une guerre contre l'Espagne. Le 6 novembre, Dangeau note dans son *Journal* les fréquentes audiences que donne le Régent au duc de Berwick, « et on croit, ajoute-t-il, que ce sera lui qui commandera le corps de troupes qu'on veut faire avancer sur nos frontières du côté de l'Espagne. On croit que M. le Duc demandera à être généralissime de cette armée, si on la fait entrer en action », ...et deux jours après : « On parle toujours fort de faire marcher une armée vers les Pyrénées, et à nommer l'intendant, le commandant d'artillerie et tout l'état-major⁸⁵. » Déjà les officiers sollicitent de faire partie de cette armée, les courtisans les plus favorables à l'Espagne, Villeroy, Rohan, demandent que leurs fils y soient em-

La guerre
prochaine et
inévitale

⁸¹ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 275, fol. 48 : Saint-Aignan à Dubois, 13 décembre 1718.

⁸² Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 275, fol. 48 : Saint-Aignan à Dubois, 13 décembre 1718.

⁸³ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 275, fol. 140 : Saint-Aignan à Dubois, 22 décembre 1718.

⁸⁴ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 311, fol. 140 : Dubois à Destouches, 14 décembre 1718.

⁸⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 414; 6 et 8 novembre 1718.

ployés⁸⁶. Sur ces entrefaites on assistait avec surprise à une sorte de levée de fraudeurs armés, contrebandiers qui, sous le nom de faux-sauniers, transportaient le sel et le vendaient à vil prix. « Ces faux-sauniers, dit Saint-Simon, grossissaient sans cesse, et le gouvernement commençoit à bien sentir que le faux-saunage, quoique effectif n'étoit que le prétexte d'autres desseins⁸⁷. » L'avocat Barbier ne douta plus bientôt que ce « sont des officiers qui ont servi pendant quinze ans, troupes envoyées par le cardinal Alberoni pour faire quelque coup⁸⁸. » En Champagne, en Picardie, on en signale plus de cinq mille⁸⁹, si bien que « l'affaire devient sérieuse⁹⁰ et on envoie d'assez gros effectifs contre eux⁹¹. »

Ainsi, tous les symptômes se réunissaient pour montrer la guerre inévitable et imminente; il fallait, dès lors, y pourvoir et créer des ressources et cependant la dépense excédait les recettes de vingt-cinq millions. Quel remède au mal? On n'en apercevait qu'un seul : remettre aux mains du financier Law la fortune de l'État. Le 14 décembre 1718, la banque Law devint banque royale. Le trésor de guerre était créé, l'argent afflua.

⁸⁶ *Public Record Office, France*, vol. 352 : lord Stair à Craggs, Paris, 8 novembre 1718.

⁸⁷ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVII, p. 411.

⁸⁸ Barbier, *Journal*, t. I, p. 20-21.

⁸⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 410, 29 octobre.

⁹⁰ *Gazette de la Régence*, p. 290.

⁹¹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 410, 412, 424, 439; *Gazette de la Régence*, p. 291.

CHAPITRE XXXI

La conspiration de Cellamare

(9 décembre 1718)

Le prince de Cellamare, conspirateur involontaire. — La duchesse du Maine. — Le comte de Laval. — L'aventurier Walef. — La demoiselle de Launay. — La duchesse s'abouche avec Cellamare. — Premiers mémoires. — « Conspiration de grammairiens. » — Alberoni et Bentivoglio. — Modération de Cellamare. — Deuxième entrevue à l'Arsenal. — Projets. — Rédactions. — Conspirateurs imaginaires. — Conspirateurs par désœuvrement. — Troisième phase de la conspiration. — Le copiste Buvat. — Dubois et le complot. — Premières arrestations. — Les pièces saisies. — Cellamare pris au piège. — Saisie de ses papiers. — Impression produite. — Arrestation des complices. — L'opinion publique. — Renvoi de Cellamare. — La guerre contre l'Espagne devient possible.

Philippe V était représenté à Paris par le prince de Cellamare, aimable vieillard encore qu'un peu gourmé et sur qui la solennité de ses fonctions officielles avait répandu quelque chose de mécanique. Il ne dédaignait pas d'insinuer qu'il était fin et pénétrant et prenait soin de recueillir lui-même les bouffées de ce qu'il nommait son éloquence. Diplomate insignifiant, courtisan adroit, mondain raffiné, ce napolitain voluptueux jouissait délicieusement de tous les plaisirs du Paris de la Régence qui lui rappelaient, avec plus de choix et moins d'impudeur, toutes les corruptions de sa patrie. Envoyé à Paris avec des instructions détaillées et des pouvoirs en règle pour faire obstacle à une régence du duc d'Orléans, l'ambassadeur n'en avait pas fait usage et persuada son maître que c'était pour le mieux. Lié avec le parti « vieille Cour » et tout ce qui se rattachait aux princes légitimes, Cellamare recueillait de toutes parts anecdotes et couplets, satires et pamphlets dirigés contre le Régent, et les expédiait à Madrid où le ménage royal s'émoustillait au remuement de cette fange¹. Voyant la solidité du gouvernement auprès duquel

Le prince
de
Cellamare

¹ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, in-8, Paris, 1832, t. I, p. 198; Alberoni à Cellamare, 15 mars 1717 : « La Reine a fort agréé la satire que vous savez. Leurs Majestés s'en sont diverties deux jours entiers. » J. Vatout, *La conspiration de Cellamare*, 2^e édit. in-12, Paris, 1832, ne compte pas; mais il a publié en appendice des documents tous connus par d'autres publications généralement plus correctes.

il était accrédité. Cellamare, en « homme sage » qu'il était², vécut en excellents termes avec tout le monde, même il trouva le secret de complaire aux ducs et aux magistrats, aux légitimés et aux roués, aux appelants et aux constitutionnaires. La politique étrangère du Régent fut l'écueil où ce pilote toucha. Cellamare fit des représentations qui furent dédaignées et s'embarqua dans des prosopopées qui firent sourire³; quand Alberoni envoya une flotte conquérir la Sardaigne, l'ambassadeur présenta sa justification, car les événements semblaient s'acharner à l'entraîner vers la politique.

Conspira-
leur
involontaire

Son seul titre d'ambassadeur d'Espagne ralliait autour de lui les représentants de ce parti espagnol qui avait combattu le système des nouvelles alliances jusqu'à la dernière minute. L'un d'entre eux plutôt que le premier parmi eux, Cellamare, frondait, critiquait, mais ne conspirait point encore. Son hôtel de la rue Neuve des Petits-Champs⁴ était le rendez-vous discret où les mécontents, tous ceux qui croyaient avoir à se plaindre de leur médiocrité et de leur indigence, venaient comploter les moyens, valant très peu, de se vendre très cher. Parmi les plus turbulents s'agitait un marquis de Pompadour, esprit au-dessous du médiocre, sans talents, sans moyens, sans crédit et ruiné à ne rien faire⁵; Saint-Geniès, brave, débauché, hâbleur, cherchant à se tirer de misère; d'Aydie, cherchant à n'y pas retomber et ne faisant que d'en sortir. A ces recrues s'en joignirent d'autres non moins choisies. La mort de la veuve de Jacques II avait dispersé quelques rongeurs vivant de ses libéralités, certains se réfugièrent à l'ambassade d'Espagne, entre autres Foucault de Magny chassé de l'Intendance de Caen, obligé ensuite de vendre sa charge d'introducteur des ambassadeurs et un certain abbé Brigault, aventurier sans feu ni lieu, auteur d'une réfutation des

² *Bibl. nat.*, ms. franç. 10670-10672 : Torey, *Mémoires inédits*, t. II, p. 786-787; t. III, p. 419, 420.

³ P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 198-199.

⁴ Il habitait l'ancien hôtel Colbert.

⁵ Sur ces Pompadour, voir G. Clément-Simon, *Le vicomte de Pompadour, lieutenant du Roi en Limousin*, et Marie Fabry, dans *Revue des Questions historiques*, 1897, t. LXI, p. 364 suiv. Jean, marquis de Pompadour, dernier du nom eut pour héritière Marie-Françoise, mariée au marquis d'Hautefort, décédée en 1727; elle institua pour légataire universelle Augustine-Françoise de Choiseul, avec substitution, pour la terre de Pompadour, en faveur du prince de Conti. Cette substitution eut son effet et, en 1745, le château et la terre de Pompadour furent vendus par Louis-François de Bourbon-Conti à Antoinette Poisson. Celle-ci le revendit en 1760 à Joseph de Laborde, qui le revendit en 1761 au duc de Choiseul qui le céda au Roi la même année.

Lettres de Filtz-Moritz dans laquelle tout ne venait pas de lui⁶. Cellamare, sur l'ordre de sa Cour, avait fait imprimer ce libelle en Hollande. Ce fut le seul acte hostile qu'il se permit avant que la signature de la Quadruple-Alliance et le désastre de Passaro ne l'eussent persuadé que la modération ne sauverait plus une paix tellement compromise.

En réalité, le centre le plus actif du mécontentement n'était pas à l'ambassade d'Espagne, mais au château de Sceaux où tenait sa Cour la duchesse du Maine. Bénédicte de Bourbon, petite-fille du Grand-Condé, belle-fille de Louis XIV était née pour régner sur le royaume de Lilliput. Sa stature était celle d'un enfant de dix ans, son visage donnait l'idée d'une poupée à condition qu'elle gardât le silence; alors on n'osait pas dire qu'elle fut laide. Ouvrait-elle la bouche, on ne voyait plus que de vilaines dents mal rangées et on n'entendait plus qu'ordres, contre-ordres, désordre. Elle passait les heures de la journée à jouer aux cartes, vers le soir les colères et les extravagances commençaient; mari, enfants, serviteurs, invités devenaient la proie de cette fée plutôt fantasque que malfaisante. Elle pétillait d'esprit, de caprices et de vanité, s'endettait pour satisfaire aux dépenses de fêtes nocturnes plus magnifiques qu'amusantes⁷, cherchait en toutes choses la bizarrerie et le « ragoût » capables de stimuler une imagination flétrie. Après avoir été mère, cette naine avait eu des amants, elle en conservait un auprès d'elle, le cardinal de Polignac, comme favori et souffre-douleurs. Après les amants elle eut des commis et après les commis des conjurés. C'est que l'affaire des légitimés avait désorienté sa vie et

La duchesse
du Maine

⁶ *Lettres de M. Filtz-Moritz sur les affaires du temps et principalement sur celles d'Espagne sous Philippe V et les intrigues de la princesse des Ursins*, traduites par M. de Carenac [Guillaume Plantavit de la Pause de Margon], in-12, Amsterdam 1718; à la fin de la 2^e édition on trouve la *Réponse de Brigault*; du même, *Conférence d'un Anglais et d'un Allemand sur les lettres de Filtz-Moritz*, in-12, Cambrai 1722. Voici le jugement que porte la mère du Régent sur cet abbé Brigault : « Je le connais bien, Mme de Ventadour l'a tenu avec le premier Dauphin sur les fonts de baptême où il a reçu le nom de Philippe. Il a de l'esprit, mais c'est un drôle d'intrigant et un vaurien; il a longtemps fait le dévot et il voulait se faire père de l'Oratoire. Il s'est ensuite fatigué de cette vie et il s'est fait maquereau; il a attiré auprès de lui des jeunes filles qu'il vendait en secret, puis il est devenu le factotum de Mme du Maine dont il a été serviteur, et il a pris part à tous les libelles, vers et chansons dirigés contre mon fils » *Madame à la raugrave Louise*, Paris, 13 décembre 1718, dans *Correspondance*, édit. G. Brunet, t. II, p. 41, Buvat, *Journal*, t. I, p. 342.

⁷ A.-D. Jullien, *Les grandes nuits de Sceaux. Le Théâtre de la duchesse du Maine*, in-4, Paris, 1876.

changé cette princesse d'opérette en bouture d'homme d'État. Il parut alors une multitude de libelles contradictoires, mais la matière fut traitée à fond dans le grand mémoire des légitimés rédigé sous les yeux de Mme du Maine qui y employa « la plus grande partie des nuits » se plongeant, s'ensevelit sous les in-folios, fréquenta des savants, des savantesses, abbés, comtesses, moines, tous « gens plus de l'autre monde que de celui-ci ». Elle prit l'habitude de traiter avec ces compagnies, d'en attendre quelque chose. La douleur où l'avait jetée l'édit contre les bâtards la disposait aux pires sottises, elle parlait de tuer le Régent⁷; évidemment, en comparaison, conspirer n'était rien pour elle, à condition de savoir comment s'y prendre.

Le comte de
Laval

Elle n'avait rien à attendre de son mari peu enclin à braver les périls et absorbé par la composition de sentences morales, de méditations ascétiques et de vers latins. Dans l'entourage intime Polignac n'était qu'un allié d'apparat et Malézieu un régisseur d'opéras, tous deux assez imprudents pour se laisser compromettre, mais trop médiocres pour être jamais ni utiles ni compromettants. Ce fut encore parmi les alliés que lui avait attiré l'affaire des légitimés que la princesse rencontra l'homme capable de la servir, le comte de Laval. Celui-ci était de bonne maison, le savait et s'était activement mêlé aux mouvements de la noblesse de province en faveur des légitimés. De ce jour la duchesse compta entièrement sur lui et cette liaison précéda pour elle toutes les autres⁸. Laval amena Pompadour et le prince de Cellamare a écrit avec raison qu'« eux trois et eux trois seulement, ont été la clé, ou, si l'on veut le premier moteur de cette grande négociation. Eux seuls ont connu le fond du secret⁹. » Cellamare lui-même ne pouvait y être tout à fait étranger mais il était trop ami de son repos pour courir au devant de personne, dit-il et n'a jamais excité ni compromis qui que ce fut¹⁰. Deux des conspirateurs les plus sérieusement compromis se plaindront

⁷ Mme de Staal de Launay, *Mémoires*, in-12, Paris, 1890, t. I, p. 157.

⁸ Madame à la raugrave Louise, dans *Correspondance*, édit. G. Brunet, t. I, p. 470.

⁹ Déclaration de la duchesse du Maine, dans P.-E. Lémontey op. cit., t. I, p. 423.

¹⁰ Arch. de Simancas, Estado, l. 4331 : Copia de carta original del señor principe de Chelamar al señor marques de Grimaldo; fecha en Madrid a 13 de Agosto 1720, dans A. Baudrillart, *Philippe V et la Cour de France*, t. II, p. 579-582.

¹¹ Ibid.

d'ailleurs de sa réserve excessive¹¹. Pour n'avoir pas à encourir de trop vifs reproches de la Cour, Cellamare simulait l'agitation, énonçait de grands desseins auxquels il était le premier à ne pas croire, son bon sens l'en gardait. Il allait donc corrompre l'armée, l'acheter! « C'est ici le point décisif, dit-il, mais il ne se peut exécuter qu'avec de l'argent. Il faut donc faire fonds de cent mille francs par bataillon et par escadron, en pure gratification..., ensuite la solde ordinaire et des récompenses aux commandants qu'on leur fera espérer¹². Ainsi il se flattait, à l'en croire, de réunir trente mille hommes environ « disciplinés agguerris et pleins de zèle¹³ ». Paroles en l'air. Dans un rapport postérieur à l'événement et où il aurait eu intérêt à se faire valoir, Cellamare avoue sans détours que son rôle s'est borné « à écouter avec attention et bienveillance », puis à transmettre à son souverain les propositions et les offres qui lui paraissaient utiles. Loin de se prodiguer, il « alloit en fort peu d'endroits » sachant que « dans bien des maisons on n'était pas trop aise de le voir, et on regardait ses visites comme suspectes¹⁴ ».

Dès l'été de 1718, l'ambassadeur d'Espagne se résignait à suivre l'impulsion donnée par la duchesse du Maine, mais avec tant d'apathie que toutes ses démarches étaient connues, tous ses mouvements signalés à l'abbé Dubois, qui n'eût pu, disait-il, sans se boucher les yeux ignorer des conspirateurs si téméraires¹⁵, les dénonçait au Régent¹⁶ et le priait de faire entendre au prince de Cellamare un grave avertissement. Si sa conduite séditieuse continuait à troubler le repos public, ce serait le terme de la patience sur l'indiscrétion de ses discours et le signal d'une plainte au roi Catholique et de l'envoi à la Bastille de ses auditeurs¹⁷. » C'était plus qu'il n'en fallait pour rappeler Cellamare à la prudence; il se contenta donc d'abord d'encourager discrètement les

¹¹ Déclaration de l'abbé Brigault, dans Lémontey, op. cit., t. II, p. 400; lettre du marquis de Pompadour à M. Le Blanc, dans Lémontey, op. cit., t. II, p. 403.

¹² Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 293, fol. 82.

¹³ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 293, fol. 84 : voir Alberoni à Cellamare, 21 novembre 1718, citée par Capefigue, *Philippe d'Orléans, régent de France*, in-8, Paris, 1838, t. II, p. 50.

¹⁴ Marquis de Pompadour à M. Le Blanc, dans Lémontey, op. cit., t. II, p. 403.

¹⁵ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 319, fol. 197 : Dubois au Régent, Londres, 16 juin 1718.

¹⁶ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 219, fol. 202 : Dubois au Régent, Londres, 20 juin 1718.

¹⁷ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 320, fol. 128 : Dubois au Régent, Londres, 7 juillet 1718.

résistances. Mais ses lenteurs ne pouvaient rien pour contenir l'ardeur de la duchesse du Maine, « L'affliction que me causa le jugement du procès de M. le duc du Maine, a-t-elle écrit, m'ayant absolument renversé l'esprit, d'autant plus que je ne croyais n'avoir plus aucun lieu de me flatter de la protection de M. le duc d'Orléans, je fus assez malheureuse pour me laisser séduire par les discours de plusieurs personnes mal intentionnées qui sollicitèrent de rechercher la protection du roi d'Espagne¹⁸. »

L'aventurier
Walef

La dévotion de ce prince, dirigé par un jésuite, suggéra la pensée de former quelque relation avec ce religieux par l'entremise d'un de ses confrères, le Père Tournemine, lequel faisait parfois sa cour à la princesse. Une femme de chambre, Mlle de Launay, s'aboucha avec le jésuite journaliste qui saisit vivement l'affaire et se trouva avoir sous la main le courtier nécessaire. C'était, dit-il, un homme de condition, liégeois d'origine, que ses affaires personnelles conduisaient en Espagne; digne de confiance, capable des négociations les plus délicates et prêt à se mettre en chemin s'il était agréé. L'individu avait nom Walef et se disait baron¹⁹. Il avait fait la guerre en Flandre, avait intrigué parmi les subalternes à la petite Cour de Saint-Germain, composé des poésies qu'il débitait, sans se faire assez prier, eu égard à leur mérite. Présenté à Sceaux sur le pied d'un bel esprit, il obtint de la duchesse quelques entretiens particuliers, fut chargé d'instructions avec ordre de ne pas les dépasser. Sa mission consistait à assurer Philippe V de l'attachement des légitimés et de la confiance qu'ils mettaient en lui. Alberoni ferait connaître ce qu'on pouvait attendre du roi d'Espagne et quels desseins il formait à l'égard de ceux que le Régent traitait si mal. On croyait Walef parti quand il reparut soudain et se fit donner pour son voyage, cent louis et une lettre de créance, sans aucune adresse, accréditant celui qui en était porteur. Toute cette intrigue avait été conduite dans le plus complet mystère. La princesse croyait son protégé à Madrid quand elle reçut de lui une lettre datée de Rome. Aussitôt elle gronda, enjoignit de passer en Espagne et de n'y répéter rien de plus que ce qu'elle lui avait dit. Walef obéit, pénétra jusqu'à Alberoni qui donna l'assurance que Philippe V compatissait aux infortunes des légitimés. Walef, pour se rendre nécessaire, improvisa un projet de partage des royaumes de France, d'Espagne et de Sicile en cas de décès de Louis XV

¹⁸ *Déclaration de la duchesse du Maine*, dans Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 420.

¹⁹ Daunau, *Blaise-Henri de Corte, baron de Walef*, dans *Biographie universelle*, t. XLIV, p. 247-248.

et poussa l'impudence jusqu'à réclamer de la princesse les pouvoirs nécessaires à la conclusion d'un traité. Une telle extravagance alarma Mme du Maine qui cessa toute correspondance avec Walef et fit prier Philippe V de le retenir en l'occupant par un emploi²⁰. Cette intrigue finit là; « depuis son commerce lié avec l'ambassadeur, la duchesse n'avait plus besoin de Walef²¹. »

Une deuxième intrigue, plus chétive encore, fut nouée par la duchesse du Maine. L'union entre les maisons d'Orléans et de Condé n'était pas encore, comme elle fut, à l'époque du lit de justice un fait accompli. La duchesse imagina de dresser l'une contre l'autre ces deux familles en brouillant le Régent et le duc de Bourbon. Pour y réussir, on se proposait de corrompre un certain abbé de Veyrac, de la domesticité du duc de Bourbon, afin d'en obtenir contre le Régent une satire qu'on ferait passer pour l'ouvrage du duc de Bourbon. Les acteurs n'étaient pas moins ignobles que la pièce; c'étaient un abbé Le Camus, ex-capucin, écrivain mercenaire; une dame Dupuy, aventurière effrontée; une vieille comtesse de Chauvigny, vivant d'industrie; Avranches et Despavots, laquais de la duchesse travestis en seigneurs allemands sous les noms de prince de Listenai et de chevalier de la Roche; enfin la célèbre Mlle de Launay qui fut l'historien de cette comédie où la Dupuy, espionnait au compte du Régent et prolongeait une situation sans issue dans le seul but de compromettre plus à fond ceux qui s'y étaient fourvoyés. Cependant la lenteur de cette intrigue, et peut-être aussi la bassesse de cette société répugnaient à Mme du Maine, la qualité de ces gens ne permettait pas d'en attendre grand'chose, pas plus que de l'aventurier Walef.

Impatiente d'atteindre à d'autres résultats, la duchesse ne trouvait conseil et soutien que chez le comte de Laval. Cependant la crainte qu'il lui inspirait avait retenu longtemps sur ses lèvres la confiance de la mission donnée à Walef. Lorsque celui-ci se montra si entreprenant qu'il put la compromettre, Mme du Maine songea à avertir l'ambassadeur d'Espagne, mais elle ne connaissait que de vue le prince de Cellamare²², alors elle s'en ouvrit à Laval et ce mot fut comme l'étincelle qui embrasa tout.

Vers le mois d'avril 1718, convaincus qu'ils n'avaient plus de

La
demoiselle
de Launay

La duchesse
s'abouche
avec
Cellamare

²⁰ Mme de Staal, *Mémoires*, t. I, p. 161-163.

²¹ *Déclaration de la duchesse du Maine*, dans P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 420.

²² *Ibid.*, t. II, p. 424.

ménagements à garder avec le Régent, la duchesse du Maine et le comte de Laval se ressouvirent que M. de Pompadour avait accès auprès de Cellamare parce qu'il était lié avec M. de Chalais son neveu. Laval avait été l'ami de Pompadour et pouvait aisément renouer avec lui; il l'alla visiter et, à la seconde visite, les deux hommes tombèrent d'accord. Pompadour promit de tenter une démarche auprès de l'ambassadeur, la fit, en fut bien accueilli et, au mois de mai 1718, Cellamare entra dans le complot qui porte son nom. Pompadour avait été facilement conquis. Laval l'avait présenté à la duchesse qui lui avoua en confidence le chagrin qu'elle ressentait des traitements infligés à son mari et que la mort du Roi, dont la santé paraissait si frêle, pouvait rendre irréparables. Flatté de se voir l'objet de cette confiance, Pompadour interrogé sur le roi d'Espagne montra tout l'attachement qu'il lui portait. Du roi on passa à l'ambassadeur et la duchesse se plaignit doucement de son excessive réserve. Ils éprouvaient la même appréhension au sujet de la Quadruple-Alliance et n'y découvraient qu'un préjudice pour le roi d'Espagne. A la fin de mai, Cellamare fut prié de venir un soir à l'Arsenal, résidence de la princesse. L'ambassadeur s'y rendit et s'entretint avec elle et avec Pompadour. Toutes les conversations, à Paris, roulaient alors sur le traité avec l'Angleterre et avec l'Empereur. Cellamare ne dissimula point la répugnance de son maître pour le traité et sa ferme résolution de ne pas le signer. Mise en confiance, la duchesse montra un écrit de sa façon qui ne contenait que des considérations de politique étrangère.

Premiers
mémoires

La cabale qu'inspirait Mlle de Launay et l'intrigue que conduisait la duchesse du Maine fusionnèrent et prirent une activité nouvelle, ou plutôt sortirent de leur léthargie. L'abbé Briggault s'empara du rôle le plus actif; bien qu'il ne fut admis que deux fois devant la princesse, il sut se rendre maître de son secret et jusqu'au bout accapara sa confiance. Les entrevues avaient lieu à l'Arsenal, où Laval, assis sur le siège du cocher, conduisait l'ambassadeur vers la voiture de M. de Pompadour. Ce dernier avait dans ses attributions les rapports avec l'Espagne, Laval devait entretenir les germes de mécontentement dans l'intérieur du royaume; l'abbé les faisait causer et se chargeait des rédactions. On rédigea quatre pièces principales : 1° une requête des Français à Philippe V, sollicitant la convocation des États-généraux; 2° une lettre au Roi mineur; 3° une autre à

tous les Parlements du royaume; 4° un manifeste du même monarque prescrivant la convocation des États-généraux²³.

Il serait presque vrai de dire que ces écrits furent le principal effort des conspirateurs; ils y attachaient une importance singulière. « Les conjurés, nous apprend Lémontey, se divisèrent pour la composition de ces ouvrages, en deux espèces de comités qui échangeaient et revisaient mutuellement leur travail. Briggault, Laval et Pompadour formaient l'un, la duchesse du Maine présidait l'autre, où étaient entrés le cardinal de Polignac par complaisance et Malezieu par soumission. Mais ce qui n'étonnera personne, c'est que chacun de ces bureaux était pénétré d'un profond mépris pour les productions de l'autre. Le triumvirat des gentilshommes ne voyait dans les écrits de la duchesse qu'un jargon pâle, sans nerf et sans méthode, tandis que de son côté le comité académique de Sceaux traitait les diatribes des gentilshommes d'ébauches barbares, ténébreuses et d'une incorrection désolante. On put dès lors présumer que la régence ne périrait pas dans cette conspiration de grammairiens²⁴ », qui ne laissa pas d'avoir ses moments de gaieté. C'est la moindre des choses, lorsqu'on destine des royaumes qu'on dispose des ministères, la duchesse du Maine n'évita pas ce ridicule, Pompadour fut son *ministre des affaires étrangères* et Laval son *ministre du dedans du royaume*²⁵.

Le 25 mai, à la suite d'une visite à l'Arsenal, le prince de Cellamare se chargea de faire parvenir au cardinal Alberoni les deux premiers écrits de la cabale; dans un billet chiffré il les désignait comme l'ouvrage de la duchesse du Maine et du marquis de Pompadour²⁶. Alberoni reçut ces ouvertures avec enthousiasme, approuva la conduite de l'ambassadeur, prodigua les promesses à la princesse au nom du roi et de la reine d'Espagne. L'imagination du ministre s'enflammant, il transformait l'entrevue de l'Arsenal en complot, et n'était pas éloigné de

Conspira-
tion de
grammai-
riens

Alberoni
et
Bentivoglio

²³ Requête présentée au Roy catholique au nom des Trois Etats de la France. (Vatout, *op. cit.*, t. II, p. 293-302); Copie d'une lettre du Roy catholique, écrite de sa main, et que le prince de Cellamare son ambassadeur, avait ordre de présenter au Roy très Chrétien, datée du 3 septembre 1718; Copie d'une lettre circulaire du Roy d'Espagne, que le prince de Cellamare, son ambassadeur, avait ordre d'envoyer à tous les Parlements de France datée du 4 septembre 1718 (Vatout, *op. cit.*, t. II, p. 292-293); Manifeste du Roy catholique adressé aux Trois Etats de la France, daté du 6 septembre 1718 (Vatout, *op. cit.*, t. I, p. 395-402).

²⁴ P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 207-208.

²⁵ *Ibid.*, t. I, p. 207, et p. 406 : *Lettre de M. de Pompadour à M. Le Blanc*.

²⁶ *Ibid.*, t. I, p. 208.

croire que cette Providence, à laquelle il croyait fort peu, allait enfin s'occuper de ses propres affaires. Ne lui avait-il pas ordonné quelques jours auparavant de répandre la réponse à Filtz-Moritz? Ne l'avait-il pas entretenu du mécontentement existant dans plusieurs provinces, dans les Parlements et dans l'armée²⁷? Et voici qu'une recrue inespérée venait grossir les rangs de la petite phalange, le nonce du pape en personne. Ce Bentivoglio, ignorant et débauché, acheta d'un docteur de Sorbonne un recueil de traits historiques qu'il accommoda à sa façon. C'était un songe allégorique dirigé contre le Régent, empoisonneur et méditant de se défaire du Roi. Tout ceci mettait en joie le cardinal Alberoni qui croyait toucher déjà les résultats.

Modération
de
Cellamare

Plus réservé, Cellamare s'embarrassait dans des métaphores destinées à faire prendre patience. « Je continue, disait-il, à cultiver notre vigne, mais je ne veux pas tendre la main pour cueillir les fruits avant leur maturité. Les premières grappes qui doivent rafraîchir la bouche de ceux qui sont destinés à boire le vin, se vendent déjà publiquement, et chaque jour on en portera au marché d'autres qui sont sur la paille²⁸. » Si cette rhétorique n'était pas le plus pur verbiage, peut-être voulait-elle dire qu'on signalait quelque émotion parmi la noblesse bretonne dont les députés avaient été mandés à Paris où Cellamare leur faisait dire de se tenir cois. Cette modération s'expliquait sans trop de peine. Cellamare était diplomate, septuagénaire et italien, trois motifs d'être paresseux, l'abbé Brigault venait travailler chez lui, avec lui et pour lui, trois motifs de ne pas se hâter, enfin le but des conjurés était vague et les moyens d'y atteindre incertains. La duchesse souhaitait le rétablissement des légitimés, l'ambassadeur désirait une politique moins hostile à l'Espagne, le marquis, le comte, l'abbé voulaient tirer de cette affaire pied ou aile à leur convenance.

Deuxième
entrevue
à l'Arsenal

La conclusion de la Quadruple-Alliance ouvrit la deuxième phase de la conspiration²⁹. Cet événement nuisait fort à la réputation d'Alberoni qui n'avait pu l'empêcher, il était possible que son crédit n'y résistât pas, c'est pourquoi, afin d'occuper chez eux ses adversaires, il conspirait en France et en Angleterre. Croyant, avant la bataille de Passaro, n'avoir plus à ménager personne, il stimulait Cellamare dont les lenteurs lui devenaient

²⁷ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, *Mémoires et Documents*, t. 135, Dépêches des 14 et 20 mai 1718.

²⁸ Cellamare à Alberoni, 4 juillet 1718, dans P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 209.

²⁹ Déclaration de la duchesse du Maine, dans *op. cit.*, t. II, p. 425.

presque suspectes tellement que celui-ci pensa ne pouvoir faire moins que d'agir sur l'opinion française et sollicita une nouvelle entrevue à l'Arsenal.

La duchesse l'y attendit et l'y reçut, flanquée de Laval et de Pompadour. L'ambassadeur déclara « que le roi son maître était plus résolu que jamais de ne point signer le traité, qu'il avait fort goûté le mémoire de Mme du Maine et qu'il avait fait tout ce qui lui avait été possible pour se lier avec la France, ainsi que Mme du Maine le proposait; mais que les arrangements que M. le Régent avait pris avec l'Empereur et l'Angleterre avaient été un obstacle invincible sur ce point³⁰ ». Il ajouta que le roi d'Espagne était résolu de ne point faire la guerre à la France et de mettre tout en usage pour l'éviter. On tomba d'accord sur ce point que Philippe V devait manifester son intention par des écrits qu'on répandrait dans le royaume. Cellamare répondit que « tel étoit bien le désir du roi d'Espagne, et qu'en attendant, il lui avait ordonné de dire à tous les Français qu'il regardoit toujours l'honneur de la France comme le sien propre, et qu'il verseroit jusqu'à la dernière goutte de son sang pour le soutenir, et qu'il croyoit que l'intérêt de sa patrie étoit aussi blessé que le sien propre dans le traité qu'on vouloit l'engager de signer³¹ ».

Dans quelques autres conférences qui suivirent celle-ci, Mme du Maine parla des moyens à employer pour soulever une opposition efficace contre ces traités préjudiciables au roi d'Espagne et proposa d'exploiter la querelle entre le Régent et le Parlement par une proposition en règle de convocation des États-Généraux. L'idée était habile autant qu'ingénieuse en ce qu'elle pouvait conduire à donner une nouvelle forme à la régence qu'on retirerait au duc d'Orléans, à moins qu'il ne consentît à se détacher de l'alliance anglaise; de plus le tour était joli et d'une ruse bien féminine pendant que le moyen pouvait paraître légal³². On convint que Philippe V s'adresserait au Roi et au Parlement pour obtenir cet acte de raison et de justice. Aussitôt les écrivassiers se jetèrent sur le thème. Quelques jours suffirent au marquis de Pompadour qui apporta à l'Arsenal un premier mémoire de sa composition, contenant un récit de tout ce qui se passait dans le gouvernement présent, et plusieurs réflexions sur l'in-

Projets

³⁰ Ibid., p. 425.

³¹ Ibid., p. 426.

³² P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 406 : Lettre de M. de Pompadour à M. Le Blanc.

térêt que le roi d'Espagne avait de faire promptement quelques démarches du côté de la France. Mme du Maine trouva ce mémoire « très-mal écrit » n'en osa rien dire à l'auteur de qui elle obtint quelques changements « qu'il fit tant bien que mal ». Alors cette reine du purisme comprit le péril qu'on lui faisait courir et elle chercha d'autres rédacteurs.

Rédacteurs

Justement la grande affaire était de faire parler le roi d'Espagne dans un manifeste, dans une lettre au Roi et dans une autre au Parlement, alors la princesse s'adressa à des amis dont le style et la grammaire ne lui inspiraient pas moins de confiance que le dévouement, le cardinal de Polignac et M. de Malezieu. Ils ignoraient tout, elle les mit au courant de ses démarches auprès de l'ambassadeur, « pour s'assurer, dit-elle, la protection du roi d'Espagne, sans leur dire entièrement le détail. » Ils se récrièrent et parurent assez effrayés. Embarrassée par sa demi-confiance, Mme du Maine l'était encore plus par la proposition qu'elle avait à leur faire de lui venir en aide pour les écrits projetés. Enfin, elle se risqua. Le cardinal de Polignac refusa tout net, et Malezieu aussi. Ce dernier tint bon trois jours mais, à la fin, il dut céder sous peine de perdre sa situation. Il fit deux brouillons de lettres pour le Roi et le Parlement et supplia sa tyrannique maîtresse de n'en pas user. Vite elle les montra au cardinal qui arrangea quelques termes peu corrects. Pour composer le manifeste les deux amis furent irréductibles, alors la duchesse prit une plume et le rédigea, le lut à haute voix et arracha encore quelques corrections. Cela fait, Laval recopia le manifeste et les lettres et les porta à Pompadour qui les remit entre les mains de Cellamare qui, le 1^{er} août, les glissa entre les cuirs de la selle d'un courrier³³.

A ces écrits, l'ambassadeur joignait une dépêche assez décourageante. Où pouvait conduire, demandait-il, toute cette agitation? Au renversement du Régent? Qui le remplacerait? Le roi d'Espagne! Mais il était malade et trop éloigné. Le duc de Bourbon? Il était incapable. Le prince de Conti? Méprisé. Les bâtards? Impossibles. Devrait-on recourir à un conseil de princes et de grands seigneurs inspirés par Philippe V? Et puis ces conjurés manquaient de tout. Avait-on une armée espagnole à leur donner? Sinon le mieux était de les amuser (*lusingare*) jusqu'au jour où peut-être, on les utiliserait³⁴. Ces raisonnements frappèrent Alberoni qui répondit le 20 août que Philippe V se recon-

³³ Ibid., t. II, p. 426-427 : Déclaration de la duchesse du Maine.

³⁴ Ibid., t. I, p. 210 : Cellamare à Alberoni, 20 juillet 1718; Brit. Mus., Cellamare Memorie, t. II, fol. 263.

naissait incapable d'exercer la Régence et avouait l'incapacité des princes français à l'exercer en son nom. Mieux valait s'en tenir à la simple convocation des États-Généraux. L'armée espagnole n'était pas disponible, engagée en Sicile contre les troupes impériales, menacée par l'Autriche, l'Angleterre et la Savoie, elle ne serait utilisable que l'année suivante jusqu'à laquelle il fallait temporiser *con il remedio della più fina dissimulazione*³⁵. Pour prolonger ce jeu perfide, Alberoni renvoya, transcrites et signées de la main de Philippe V les lettres adressées au Roi mineur et au Parlement; Cellamare les montra aux principaux conjurés³⁶; c'était ce qu'il appelait « faire voir les perles de la Reine »; mais il se gardait de s'en dessaisir : « elles ne sont point sorties de mes mains..., je les garde sous double clé³⁷. »

Si Cellamare avait finalement cessé d'être un conspirateur involontaire, d'autres demeuraient conspirateurs imaginaires. Pas un prince du sang n'entraîna dans le complot; le duc du Maine en ignorait tout, de l'aveu de sa femme. « Je dois, a-t-elle écrit, une justification authentique à M. le duc du Maine, et qui me tient infiniment plus à cœur que ma liberté et que ma propre vie; c'est qu'il n'a jamais su le moindre mot de toutes ces intrigues, que me suis cachée de lui plus que de personne au monde, que je lui ai toujours dit que mon commerce avec M. de Laval n'avait été fondé que sur les affaires qui regardent son rang... J'avoue que j'ai dit témérairement à l'ambassadeur d'Espagne que le roi son maître pouvait être assuré de M. du Maine, mais je déclare que je l'ai dit de moi-même, et sans qu'il m'en ait jamais parlé³⁸. » Lorsque, pour obéir à son ministre, Cellamare récapitulait les noms de tous ceux qui avaient été mêlés au complot, il ne nommait pas le duc du Maine. L'ambassadeur n'avait pas eu d'accointances plus compromettantes avec les maréchaux de Villars et de Tessé. Le premier était trop hâbleur pour qu'on pût attendre de lui un mot réfléchi, trop rusé pour en arracher un engagement ferme; l'autre protesta de son dévouement au monarque sans même s'enquérir à quelles fins on le pressentait³⁹.

Faute de princes et faute de maréchaux, les conjurés-ama-

Conspira-
teurs
imaginai-
res

³⁵ Ibid., t. I, p. 211 : Alberoni à Cellamare, 20 août 1718.

³⁶ Ibid., t. II, p. 407 : M. de Pompadour à M. Le Blanc.

³⁷ Ibid., t. I, p. 211 : Alberoni à Cellamare, 20 août 1718.

³⁸ Ibid., t. II, p. 455 : Déclaration de la duchesse du Maine.

³⁹ Arch. de Simancas, Est., l. 4331 : Copia di carta original, du 13 agosto 1713, Vatout, op. cit., t. II, p. 303-306 a publié l'« Extrait d'un plan des conjurés envoyé par Cellamare à Alberoni », élucubration ridicule.

Conspira-
teurs par
désœuvreme-
nt

teurs se contentèrent de gens de moindre état. Alberoni voulait connaître les noms des grands personnages qui devaient souscrire la requête au roi d'Espagne. Mais qui nommer? Tout au plus de minces gentillâtres, comme ce nommé Boisdavy, réduit à l'indigence et qui avait « tant de honte de sa mission, a-t-il avoué, qu'il n'osa pas s'en ouvrir à sa famille⁴⁰. » On a dit ce que pouvaient valoir Saint-Geniès et d'Aydie qui amenèrent parfois à l'ambassade d'Espagne un visiteur aussitôt disparu qu'arrivé. Ce racolage exigeait des ménagements et un très fin doigté. Quelles sornettes pouvait-on débiter au chevalier de Folard et au chef d'escadron de Forbin qui, à cette époque, offrirent leurs services à Cellamare⁴¹. Parmi ceux dont le nom ne pouvait prêter à l'ombre d'un soupçon, se trouvaient le chevalier de Rohan, au nom prédestiné pour de semblables aventures⁴²; le duc de Richelieu dont la conduite à l'armée de Berwick serait critiquée; le duc de Villeroy, fils aîné du maréchal. Le lieutenant-colonel de Bonrepos s'était engagé à créer à Philippe V des intelligences dans les différentes places et à faire passer au service de l'Espagne nombre d'officiers de distinction. Pour faire montre de zèle, Cellamare recommandait chaudement à sa Cour ces transfuges qui se rendaient en Espagne à leurs frais, en nombre assez élevé toutefois pour attirer l'attention de M. de Saint-Aignan qui crut devoir en informer le Régent. Alberoni leur faisait mauvais accueil, ne se trouvant pas assez riche pour entretenir ces avides auxiliaires. « Sa Majesté, écrivait-il, les recevra quand ils viendront avec des soldats pour former un corps de Français au service d'Espagne. Sa Majesté prendra jusqu'à dix mille hommes. Mais pour recevoir seulement des officiers, cela ne convient point, à moins qu'ils ne soient d'une grande distinction, vu le nombre considérable de réformés que nous avons à placer. » En définitive, une quarantaine d'officiers, de grade plus ou moins haut, offrirent leurs services au roi d'Espagne⁴³ sans qu'eux-mêmes ni personne alors ne vit dans ce changement de maître une défection. La plupart d'entre eux étaient de braves gens, ennuyés d'une existence besogneuse et d'un emploi sans avenir :

⁴⁰ Déclaration donnée à la Bastille par Boisdavy, le 14 mai 1719, dans P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 212.

⁴¹ Folard fut refusé comme radoteur; Forbin retira sa demande au bout de huit jours pour raison de santé.

⁴² Alberoni à Cellamare, 21 novembre, dans P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 214, note 2.

⁴³ *Ibid.*, t. I, p. 224-225 : Lista de los oficiales de las tropas de Francia que pretendían ser empleados en las de España, Vatout, *op. cit.*, t. II, p. 306-307.

colonels, capitaines, lieutenants, ingénieurs, marins, jusqu'à un récollet, le frère Siméon « qui a un secret pour brûler les vaisseaux ». Pauvres diables qui essaient de se faire valoir, de faire acheter leurs armes, leurs inventions, leurs recrues; dans le nombre se trouvait un Sabran qui n'ayant rien à vendre, trafiquait néanmoins son parent saint Elzéar qui, du paradis, ne pouvait manquer de protéger le monarque qui donnerait un emploi à un membre de la famille⁴⁴!

Les événements du mois d'août firent entrer la conspiration dans une troisième phase. Le lit de justice du 26 août et la nouvelle de la catastrophe de Passaro accablèrent la duchesse du Maine. Ce fut, dit sa femme de chambre, « un accablement semblable à l'entière privation de la vie et comme un sommeil léthargique dont on ne sort que par des mouvements convulsifs⁴⁵ » enfin « après avoir été quelque temps dans cet état qui suspend toute idée et interdit tout mouvement, elle commença à se ranimer et revint à elle-même⁴⁶ ». Le cardinal de Polignac et M. de Malezieu lui avaient si fortement représenté qu'elle devait cesser de se mêler de rien et renoncer à tout commerce avec MM. de Pompadour et de Laval que, n'osant les recevoir, curieuse cependant de savoir où ils en étaient, elle envoya Mlle de Launay, en grand mystère, à Paris, chez Laval. Le tête-à-tête dura trois heures, étalage de toutes les chimères imaginables fondées sur la ligue du Nord et la restauration du Prétendant. Tout ceci frisait le pur galimatias et néanmoins la duchesse « ne laissait pas d'y entrevoir des espérances⁴⁷ ».

Cellamare avait perdu toutes celles qu'il avait pu avoir. « J'ai fait entendre à nos amis, écrivait-il, qu'en cas qu'on employât la force contre moi, je ne manquerai pas d'un endroit voisin d'où je pourrai continuer notre correspondance⁴⁸. » Il conservait sa correspondance avec Alberoni à qui il racontait cent sornettes. A l'en croire, il avait peine à contenir l'ardeur des conjurés⁴⁹, il les modérait et pour y réussir leur montrait les perles

Troisième
phase de la
conspira-
tion

⁴⁴ Mémoires de Sabran, cités par Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 226.

⁴⁵ Mme de Staal, Mémoires, t. I, p. 179.

⁴⁶ *Ibid.*, t. I, p. 180.

⁴⁷ *Ibid.*, t. I, p. 180-181; Déclaration de la duchesse du Maine, dans Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 428, 430-431.

⁴⁸ Cellamare à Alberoni, 7 novembre 1718, dans P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 215.

⁴⁹ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 283, fol. 169 : Cellamare à Alberoni, 26 septembre 1718.

de la Reine⁵⁰. En temps voulu il se mettrait à l'ouvrage et la Reine serait bien servie⁵¹. Mais une inquiétude étreint ces braves, le roi d'Espagne ne se laissera-t-il pas circonvenir⁵². Et les dépêches se poursuivent sur ce ton, laissant entrevoir la fine ironie du Napolitain qui prend sa revanche du Parmesan et le joue à son aise avec le fantôme de complot.

Le copiste
Buvat

Lui-même était joué, dénoncé, épié par un pauvre hère aux services duquel il recourait depuis plusieurs mois. Les conspirateurs continuaient à écrire tant et tant qu'il leur fallut recourir à la plume d'un copiste à gages. L'abbé Brigault, chargé de la correspondance, entretenait des relations confiantes avec l'abbé Bignon, bibliothécaire du Roi⁵³ qui lui recommanda peut-être le sieur Buvat, à qui le talent calligraphique n'avait pas épargné les mécomptes et qu'il laissait plongé dans la misère⁵⁴. Buvat fut mandé à l'hôtel de l'ambassade et se rendit chaque jour rue Neuve-des-Petits-Champs, où il transcrivait pendant des heures entières les pièces qu'on lui confiait. Il eut bientôt compris de quoi il s'agissait, mais il fallait vivre et faire vivre sa famille, il garda le silence; cependant Buvat s'était trahi par sa belle écriture. Depuis le mois de juillet, l'attention de Dubois avait été mise en éveil par les informations venues du cabinet de Saint-James⁵⁵. Le 16 juillet, Dubois écrivait à l'abbé de Targny, le supérieur de Buvat, et lui recommandait d'interroger avec précaution son commis : « Le prince de Cellamare a envoyé ici un mémoire que je n'ai qu'entrevu, mais dans lequel j'ai reconnu au premier coup d'œil l'écriture de votre écrivain de la Bibliothèque du Roi. Il n'est point blâmable d'avoir fait cette écriture, mais il pourroit être important de savoir qui lui a procuré la pratique de l'ambassade d'Espagne, et ensuite d'observer si on pourroit faire quelque usage de lui pour avoir des copies de ce qu'il écrit pour cet ambassadeur,

⁵⁰ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 283, fol. 169 : Cellamare à Alberoni, 26 septembre 1718.

⁵¹ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 283, fol. 170 : Cellamare à Alberoni, 3 octobre 1718.

⁵² Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 283, fol. 170 : Cellamare à Alberoni, 24 octobre 1718.

⁵³ Bignon pourrait avoir été mêlé à la conspiration; voir sa lettre à l'abbé Brigault, du 3 août 1718, aux Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 279, fol. 53, dans A. Baudrillart, *op. cit.*, t. II, p. 579. Pour Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 216, c'est Bignon qui fournit Buvat à Brigault.

⁵⁴ Voir J. Buvat, *Journal de la Régence*, édit. Campardon, t. I, introd., p. 6-7; Ch. Aubertin, *L'esprit public au XVIII^e siècle*, p. 24-25.

⁵⁵ Mahon, *History of England*, t. I, p. 336.

ou du moins pour être averti de tout ce qu'il écrit, et en savoir le sujet et ce qu'il pourra en retenir. Si honnête garçon que soit votre écrivain, comme il s'agit du service de l'État, il ne doit pas se faire scrupule de donner toutes les lumières qu'il pourra. Il manquerait tout au contraire au devoir de fidèle sujet du Roi, s'il ne contribuait pas en tout ce qu'il pourra à ce qui peut être de son service. Je vous supplie, Monsieur, de suivre cela avec votre sagesse ordinaire et de vouloir bien m'en instruire⁵⁶. »

Buvat ne se hâta guère de parler et Dubois était néanmoins suffisamment tenu au courant de tout ce qu'il lui fallait savoir pour avancer, dès le 25 octobre, « qu'il n'étoit point de brigue ni de voie souterraine que le prince de Cellamare n'eût employée pour préparer et exciter du trouble en France⁵⁷. » Des informations venues de l'ambassade de France à Madrid, confirmaient celles fournies par le cabinet de Saint-James. « Les Espagnols bien intentionnés, écrivait le duc de Saint-Aignan, croient que S.A.R. doit se garder plus que jamais des intrigues du cardinal Alberoni, qui, disent-ils, n'a aujourd'hui d'autre objet que de porter le feu d'une guerre civile dans le royaume et de persuader au roi d'Espagne de prétendre la régence, à l'exclusion de S.A.R., comme devant lui appartenir de droit. » Saint-Aignan croyait même que Philippe V était prêt à passer en France, qu'il y comptait sur un parti nombreux, qu'il emmènerait avec lui le prince des Asturies, laissant les autres Infants et le gouvernement de l'Espagne à une junte présidée par le duc de l'Infantado⁵⁸.

On voit à quoi se réduisent les révélations de Buvat et de l'entremetteuse Fillion⁵⁹ dans la découverte du complot. Suggéré ou commandé par l'abbé de Targny, Buvat vint dire tout ce qu'il savait au secrétaire de l'abbé Dubois, qui le lui fit répéter devant son maître qui parut n'y attacher aucune importance et congédia le copiste en lui ordonnant de continuer ses transcriptions et de venir chaque jour lui rendre compte de tout ce qu'il aurait vu et entendu⁶⁰. « Dès ce moment on peut regarder

⁵⁶ L'abbé Dubois à l'abbé de Targny, 16 juillet 1718, dans Ch. Aubertin, *op. cit.*, p. 116-117.

⁵⁷ Dubois à Nancre, 25 octobre 1718; dans P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 215, note 2.

⁵⁸ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 247, fol. 40 : Saint-Aignan à Dubois, 25 novembre 1718.

⁵⁹ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, dans *op. cit.*, t. I, p. 390-391.

⁶⁰ Lenglet-Dufresnoy, *Mémoires de la Régence*, t. V : Notice sur la Conspiration de Cellamare, p. 178.

la conspiration de Cellamare comme finie, et il faudrait l'appeler la conspiration de Dubois, puisque ce rusé ministre pouvant la dissoudre d'un mot, la laissa continuer autant pour les intérêts de sa politique que pour le plaisir malicieux de jouer avec sa proie avant de la déchirer⁶¹.

Dubois
et le
complot

« L'abbé Dubois, écrit Saint-Simon, avait appris en Angleterre, l'art de faire paraître une conspiration prête à éclater pour tirer du Parlement plus de subsides »; en France, il s'agissait d'agir sur l'opinion publique pour lui persuader que la guerre « était devenue nécessaire pour arrêter les desseins du ministre d'Espagne⁶² ». L'arrestation et la saisie des papiers de Gyllemborg avaient convaincu un instant le Parlement anglais, l'arrestation et la saisie des papiers de Cellamare entraîneraient le Conseil de Régence. Le 28 novembre, Craggs sommait Dubois au nom du gouvernement anglais, de tenir ses promesses et de rompre avec Philippe V; Dubois n'avait plus de raison pour invoquer de nouveaux retards, il suivait attentivement le complot qui aboutissait à des écritures et menaçait de s'y dissoudre. Le prince de Cellamare se faisait l'expéditeur de cette paperasse qu'il ne jugeait digne ni des frais d'un courrier ni de l'embarras d'un chiffre. Il la confia, d'après les ordres de Madrid, à deux jeunes gens, l'abbé de Portocarrero, neveu du cardinal de ce nom, et le fils du marquis de Monteleon, ambassadeur d'Espagne en Angleterre, tous deux uniquement occupés des plaisirs de leur âge et voyageant avec un certain chevalier de Mira, débiteur fugitif, impatient de dresser une frontière entre ses créanciers et lui. On leur remit des dépêches pour Alberoni sans leur en laisser soupçonner le contenu. Buvat l'apprit et, à onze heures du soir, alla en faire part à Dubois qui était au lit⁶³. Cette fois l'occasion semblait propice de compromettre avec éclat « le boute-feu Cellamare »; après un conseil tenu entre le Régent, Dubois et Le Blanc, un officier nommé Dumesnil, fut lancé à la poursuite des voyageurs avec ordre de se saisir des papiers du chevalier Mira et de ses compagnons de route.

Premières
arrestations

Le 5 décembre Dumesnil les joignit à Poitiers comme ils soupaient dans une hôtellerie. Un exempt suivi de plusieurs archers s'adressa à Mira ce qui donna l'alarme aux deux autres qui ne purent déguiser leur inquiétude surtout pour le paquet

⁶¹ P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 216.

⁶² Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. XVIII, p. 385.

⁶³ *Requête du sieur Buvat*, adressée le 27 décembre 1727 au cardinal de Fleury; J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 8.

de l'ambassadeur. L'abbé le cacha sous le chevet de son lit, l'exempt se jeta dessus et l'enleva, l'abbé soutint que le paquet appartenait à Mira; il fallut rompre la première enveloppe sous laquelle on trouva l'adresse du cardinal Alberoni, ce qui parut mériter d'être expédié au Régent sans aucun retard⁶⁴. Au milieu de ces émotions, l'abbé eut la présence d'esprit d'expédier à Cellamare un courrier qui arriva à Paris le 8 décembre, quelques heures avant Dumesnil⁶⁵.

Cellamare ne songea à tirer parti de ce délai inespéré que pour fournir à ses complices le moyen de se dérober. Cela fait, il se rendit chez Dubois et réclama ses dépêches. Une telle démarche annonçait le plein succès de l'expédition dont, à ce moment, l'abbé ignorait encore l'issue; il en fut transporté, laissa paraître sa joie dans un redoublement d'excuses, se montra caressant, séduisant, et si sincèrement contrarié que Cellamare rentré chez lui, ayant entre les mains toutes les preuves de la conspiration ne songea pas à en détruire ou à en dissimuler une seule⁶⁶.

Pendant ce temps, Dumesnil apportait à Dubois la capture faite à Poitiers⁶⁷ et l'abbé se hâtait d'en prendre connaissance. Le Régent avait donné l'ordre qu'à quelque heure que M. Le Blanc et l'abbé Dubois vinssent pendant la nuit, on les fit entrer et qu'on l'éveillât⁶⁸. Ils ne vinrent qu'à six heures et demie du matin et demeurèrent avec lui jusqu'à onze heures et demie⁶⁹. Le contenu du paquet dépassait probablement en gravité tout ce que l'imagination de Dubois avait pu espérer. Un bordereau d'envoi contenait l'inventaire du courrier et avait rendu impossible la soustraction d'aucune pièce⁷⁰. On trouva donc des copies corrigées des quatre écrits dont il a été parlé; deux projets de manifeste l'un par Pompadour, l'autre par Brigault et des observations de ce dernier sur les deux projets; un mémoire du comte de Laval sur les moyens à prendre pour soulever quelques provinces à l'approche de l'armée d'Espagne; un catalogue des noms et qualités des officiers français sollicitant un emploi de

Les pièces
saisies

⁶⁴ *Gazette de la Régence*, p. 294-295; N... à Mme de Balleroy, 23 décembre 1718, dans *Les Correspondants*, t. I, p. 395-396.

⁶⁵ Mme de Staal, *Mémoires*, t. I, p. 183; *Madame la raugrave Louise*, 6 janvier 1719, dans *Correspondance*, t. II, p. 48-49.

⁶⁶ *Brit. Mus.*, ms. Cellamare, *Mémoire*, t. II, p. 309.

⁶⁷ *Gazette de la Régence*, p. 385 : « il arriva jeudi soir ».

⁶⁸ Mme de Staal, *Mémoires*, t. I, p. 183-184, dit exactement le contraire.

⁶⁹ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 10 décembre, dans *Les correspondants de Mme de Balleroy*, t. I, p. 388.

⁷⁰ P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 219, note 1.

leur grade en Espagne; une lettre de Cellamare à Alberoni dont il courut des copies portant ces mots, ou quelque chose d'approchant, adressés à Philippe V : « Gardez-vous bien, Sire, de renoncer à la couronne de France. Si vous le faites, le jeune Roi ne sera pas en vie dans trois mois⁷¹. »

Cellamare
pris
au piège

Pendant le conseil tenu par le Régent, Buvat était venu rendre compte à Dubois de ce qui se passait à l'ambassade; Cellamare lui-même s'était rendu au Palais-Royal, où la consigne donnée écartait tous les importuns : le Régent, disait-on, était au chevet de sa femme et « on ne pouvait lui parler ». Quelques moments plus tard, l'ambassadeur rentrait chez lui où le secrétaire de l'ambassade, don Fernand Figuerroa, lui remit un billet qui l'engageait à se rendre à une heure précise au Palais-Royal avec son secrétaire⁷². Il s'y rendit donc, comme pour s'inscrire chez la duchesse d'Orléans, trouva le Régent qui descendait de chez elle et le gracieux de son mieux, mais au premier mot du courrier détroissé s'excusa sur la maladie de sa femme de parler d'affaires⁷³ et l'adressa à l'abbé Dubois. Cet abbé avait fait tenir son carrosse tout prêt, dans la rue de Richelieu, à la petite porte du Palais-Royal. Le prince de Cellamare étant allé trouver l'abbé Dubois, cet abbé lui dit : « Allons dîner chez M. Le Blanc, si vous le trouvez bon — Je le veux bien », dit le prince. Étant arrivés à la porte de M. Le Blanc, le suisse dit qu'il était sorti, et qu'il ne savait pas s'il reviendrait pour dîner. Sur quoi, l'abbé faisant l'étonné, dit : « J'aurai donc l'honneur de dîner chez vous, monsieur, si vous voulez bien me le permettre. » A quoi le prince ayant dit : « Volontiers » le cocher tourna bride et se dirigea vers la rue Neuve-des-Petits-Champs⁷⁴.

⁷¹ Barbier, *Journal*, t. I, p. 20; *Madame à la raugrave Louise*, 11 décembre 1718, dans *Correspondance*, t. I, p. 39.

⁷² J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 341.

⁷³ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 9 décembre, dans *op. cit.*, t. I, p. 388.

⁷⁴ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 341; cette version d'un témoin oculaire diffère de celle de Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 434 et de Barbier, *Journal*, t. I, p. 21; quant à Lémontey, *op. cit.*, p. 220, il adopte cette deuxième version que voici : Le Régent envoie chercher Cellamare et lui dit d'aller chercher Le Blanc pour affaires (B); il s'y rend à une heure après-midi redemander un paquet de lettres (D); Le Blanc, assisté de Dubois et du maréchal de Bezons (B) lui dit que le paquet avait été vu, qu'il y avait des choses importantes et que loin de lui rendre le paquet il avait ordre de le ramener à son hôtel (D), il le fait monter dans son carrosse et, à leur arrivée, un détachement de mousquetaires s'empare des portes de l'hôtel (D). D'après (B), Le Blanc fait avouer l'authenticité d'une lettre compromettante et autographe, puis l'arrête aussitôt, sort de l'hôtel de la guerre par une porte de derrière, monte dans le carrosse de Le

Vers une heure et demie de l'après-midi, un détachement de vingt mousquetaires commandés par le chevalier de Terlon, arriva sans ordre, en habits bourgeois et ayant seulement l'épée au côté, il se répandit dans les cabarets et les cafés d'alentour. A peine étaient-ils installés que le carrosse de M. Le Blanc entra dans la cour de l'hôtel et les mousquetaires, surgissant de partout, y entrèrent immédiatement à sa suite et se répandirent quatre à quatre dans les appartements⁷⁵. C'est ce qu'aperçut d'un coup d'œil le prince de Cellamare en arrivant chez lui. Vers deux heures, les deux secrétaires d'État, l'ambassadeur, don Fernand, deux sous-secrétaires, un écuyer, un sous-intendant suivis par le chevalier de Terlon, une douzaine de mousquetaires et le commis Pecquet, pénétrèrent dans la secrétairerie où le scribe Buvat exécutait une septième copie d'un pamphlet en forme de dialogue⁷⁶. Copies, minutes, originaux, papiers de toute sorte furent saisis et enfermés dans une armoire fermée et scellée. Pendant que Pecquet posait les scellés, Cellamare dit à l'abbé Dubois : « Vous pouvez maintenant m'imposer la loi; s'il faut rester dans ma maison j'y resterai, ou s'il me sera permis d'en sortir? » L'abbé répliqua que le chevalier de Terlon lui ferait connaître l'ordre du Roi et Le Blanc ajouta qu'il ne lui serait fait aucun tort et que tout lui serait rendu fidèlement⁷⁷.

Pendant qu'on enfermait dans quatre grands coffres qui furent transportés au vieux Louvre tous les papiers qu'une inspection rapide avait fait retirer de la masse mise sous scellés⁷⁸, Cellamare protestait « devant Dieu et les souverains » contre le traitement qu'on lui infligeait⁷⁹, Dubois, rebelle à la grandiloquence, perdit patience et dit : « On a trouvé dans vos papiers le dessein de bouleverser tout l'ordre du gouvernement et du royaume; aussi le Roy est-il résolu à prendre les mesures nécessaires pour

Saisie de
ses papiers

Blanc qui le conduisit rue Neuve-des-Petits-Champs, où dès leur arrivée, les mousquetaires s'emparent des portes.

⁷⁵ *Ibid.*, t. I, p. 337; M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 10 décembre, dans *op. cit.*, t. I, p. 388.

⁷⁶ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 337-338; Buvat n'omet pas d'en donner le titre intégral.

⁷⁷ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 338-339.

⁷⁸ Ces papiers se trouvent encore aux Arch. des Aff. Étrang., Espagne, année 1715, t. 247, 248; années 1716 à juillet 1718, t. 277, 278; année 1718 juillet à décembre, t. 279-281. L'inventaire des liasses saisies chez l'ambassadeur, t. 282, 283. Ce ne fut que le 12 décembre que fut fait ce tri de papiers et l'envoi des coffres au vieux Louvre, d'après J. Buvat, *op. cit.*, t. I, p. 339-340.

⁷⁹ P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 221; Barbier, *Journal*, t. I, p. 24, dit que Cellamare traita Dubois « comme un maraud ».

assurer la paix publique, à mettre sous bonne garde vos papiers et à vous renvoyer de même à la frontière. — Vous n'avez trouvé dans ces papiers, répliqua Cellamare, que des doléances de vos Français et les critiques d'un gouvernement détesté qu'ils supplient mon maître de supprimer. Par ordre de souverain, j'ai écouté leurs doléances et transmis à la Cour d'Espagne leurs projets destinés à préserver la vie du Roi, à protéger son royaume, lui épargner le mal que lui font vos traités et vos ligués⁸⁰. » Pour mettre fin à cette scène, Le Blanc montra à Cellamare la lettre trouvée dans la valise et lui demanda s'il la reconnaissait. L'aveu coupa court aux récriminations.

Vers trois heures, Dubois et Le Blanc se retirèrent pour aller dîner; ils revinrent à quatre heures et commirent la garde de l'hôtel à M. de Terlon et aux mousquetaires pendant que M. du Libois, le même qui avait été attaché à la personne du Tsar, eut ordre de garder à vue l'ambassadeur dont la porte fut gardée jour et nuit par un officier des mousquetaires⁸¹.

Impression
produite

A cinq heures, le duc d'Orléans fit assembler le Conseil de Régence auquel il lut deux lettres de Cellamare à Alberoni⁸², montra la liste des conspirateurs mais ne donna pas leurs noms pour leur laisser une chance de se repentir⁸³. Ces conspirateurs étaient en complet désarroi. Laval avait pris la fuite; l'abbé Brigault nanti d'une somme de cent louis envoyés par Cellamare avec l'ordre de fuir à l'instant, alla trouver le chevalier de Menil et, sous prétexte de voyage, lui fit accepter la garde d'une cassette contenant son testament et des papiers de famille, puis encore d'un gros paquet cacheté. Chez la duchesse du Maine le trouble était profond et on était réduit aux rumeurs courant dans le public. Enfin la princesse et ses complices apprirent dans la soirée la saisie des papiers qu'emportait en Espagne l'abbé de Portocarrero, « alors, dit Mlle de Launay, nous nous vîmes plongés dans l'abîme, dont il n'y avait point moyen de se tirer⁸⁴ ». A la Cour l'émotion n'était pas moins grande. Dès la première nouvelle de l'arrestation de Cellamare, le duc d'Aumont s'alla

⁸⁰ Brit. Mus., ms. Cellamare, *Memorie*, t. II, fol. 312, 316; voir *Gazette de la Régence*, p. 297; 19 décembre 1718.

⁸¹ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 339; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 434; 9 décembre 1718; *Gazette de la Régence*, p. 296.

⁸² Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 434, 9 décembre; *Mercur*, n° de décembre 1718, p. 129-134.

⁸³ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 434; Barbier, *Journal*, t. I, p. 22; *Gazette de la Régence*, p. 296.

⁸⁴ Mme de Staal, *Mémoires*, t. I, p. 186.

cacher au couvent des Carmes déchaussés⁸⁵; Villeroy, Villars, d'Huxelles ne savaient quelle contenance prendre, « la morgue était déposée, ils étaient devenus polis, caressants, ils mangeaient dans la main⁸⁶ ».

Le lendemain, on sut que Pompadour et Saint-Geniès venaient d'être conduits à la Bastille⁸⁷, Foucault de Magny, D'Aydie étaient en fuite⁸⁸, quant à l'abbé Brigault, on ne savait rien sur son compte, mais cette ignorance dura peu de temps. Le dimanche 11, comme Mme du Maine jouait au biribi, à son ordinaire, un M. de Châtillon, qui tenoit la banque, homme froid, qui ne s'avisait jamais de parler, dit :

Arrestation
des
complices

— « Vraiment il y a une nouvelle fort plaisante : on a arrêté et mis à la Bastille, pour cette affaire de l'ambassadeur d'Espagne, un certain abbé Bri... Bri... »

Il ne pouvoit retrouver son nom. Ceux qui le savient n'avoient pas envie de l'aider. Enfin il acheva et ajouta :

— « Ce qui en fait le plaisant, c'est qu'il a tout dit; et voilà bien des gens fort embarrassés ».

Alors il éclata de rire pour la première fois de sa vie. Mme la duchesse du Maine, qui n'en avoit pas la moindre envie, dit :

— « Oui, cela est fort plaisant.

— « Oh! cela est à faire mourir de rire, reprit-il. Figurez-vous ces gens qui croyaient leur affaire bien secrète; en voilà un qui dit plus qu'on ne lui en demande, et nomme chacun par son nom. »

Et tandis que la princesse et sa femme de chambre attendaient le sort qu'elles ne pouvaient plus éviter⁸⁹, Paris commençait, lui aussi, « à mourir de rire » au récit des incidents de cette conspiration. Le premier jour, le public fut consterné au point de ne s'entretenir de la nouvelle qu'à voix basse⁹⁰, le lendemain on entrevit la guerre imminente⁹¹; trois jours après on se réjouit de cette belle découverte qui allait empêcher l'Espagne, incapable de lutter contre la Quadruple-Alliance, de soutenir cette guerre, et l'obliger à prévenir une désastreuse campagne

⁸⁵ *Gazette de la Régence*, p. 299; 23 décembre 1718.

⁸⁶ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. XVI, p. 176.

⁸⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 434-435; 10 décembre 1718; *Gazette de la Régence*, p. 296; Mme Staal, *Mémoires*, t. I, p. 186.

⁸⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 435; 11 décembre 1718.

⁸⁹ Mme de Staal, *Mémoires*, t. I, p. 187.

⁹⁰ *Gazette de la Régence*, p. 297; 12 décembre 1718.

⁹¹ M. de Caumartin à Mme de Balleroy, 10 décembre 1718; dans *op. cit.*, t. I, p. 389.

en signant un traité⁹². Enfin, le 13, (l'arrestation remontait au 9), certains commençaient à dire que cette conspiration, n'avait rien de réel, misérable prétexte à une querelle d'allemand faite à l'Espagne pour l'attirer dans une guerre⁹³. On parle bien différemment de cette affaire, écrit l'avocat Barbier; sait-on ce qu'on en eût dit si Brigault ne se fût fait arrêter aux portes de Montargis d'où on le ramena à la Bastille⁹⁴.

Il avait mis trois jours à se rendre à Montargis et, pendant ce temps, son ami le chevalier du Menil soupçonnant la vérité, avait ouvert adroitement la cassette et trouvé le testament et les papiers de famille; quant il eut ouvert le paquet cacheté il se trouva devant tout ce qui avait été fait avec l'Espagne, vit beaucoup de noms propres et jeta le paquet au feu. Lorsque Brigault fut prisonnier, d'Argenson et Le Blanc vinrent l'interroger⁹⁵.

Pour entamer la conversation, ils lui dirent que sa servante étoit à la Bastille et que le chevalier de Menil leur avait remis ce qu'il lui avoit confié.

« Eh bien, dit-il, puisque vous avez ces papiers-là, vous savez tout car il n'y a rien qui n'y soit »

Or Menil avait livré la cassette à Dubois sans rien dire du paquet jeté dans les flammes, il ne put nier sa conduite et s'en alla, lui aussi, à la Bastille⁹⁶.

L'opinion
publique

L'intérêt de cette affaire, déchu d'un ambassadeur à un entremetteur, semblait épuisé en quelques jours et le Régent paraissait embarrassé de sa conspiration. Le mardi 13, les ministres étrangers eurent leur audience hebdomadaire⁹⁷ et on leur remit à chacun les deux lettres de Cellamare à Alberoni imprimées « afin, disait la brochure, que le public soit instruit sur quels fondements Sa Majesté a pris la résolution, le 9 du présent mois, de renvoyer le prince Cellamare⁹⁸; mais, au dire de l'avocat

⁹² *Gazette de la Régence*, p. 297; 12 décembre 1718.

⁹³ Barbier, *Journal*, t. I, p. 23.

⁹⁴ Mme de Staal, *Mémoires*, t. I, p. 189; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 435, 11 décembre 1718; Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, dans *op. cit.*, t. I, p. 392.

⁹⁵ Mme de Staal, *Mémoires*, t. I, p. 190; Buvat, *Journal*, t. I, p. 343.

⁹⁶ Mme de Staal, *Mémoires*, t. I, p. 191-192; J. Buvat, *op. cit.*, t. I, p. 342-343; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 438; 17 décembre.

⁹⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 436; 13 décembre.

⁹⁸ Copie et traduction française de deux lettres du prince de Cellamare, ambassadeur du roi d'Espagne en France, faisant foi de ses projets de conjuration, adressées au cardinal Alberoni, publiées par ordre du Roi et précédées

Barbier, le public « ne croit pas tout cela bien sincère ». A peine sont-elles entre les mains des ambassadeurs que ces lettres sont rendues publiques. « Enfin, dit-on, voici les lettres. Il n'y a [ici] ni conspiration contre la vie du Régent ni contre l'État. Tout le monde pense que M. le Régent a très mal fait de les produire, et encore plus mal fait de s'être obligé à une justification, par la démarche qu'il a faite de faire arrêter la personne sacrée d'un ambassadeur. Ces lettres sont un manifeste donné par le roi d'Espagne à la nation française. Elles sont pleines d'esprit et de bons sentiments pour le Roi et pour la nation... Des personnes poussent la politique jusqu'à dire que c'est un tour du cardinal Alberoni, d'avoir fait donner avis sous main, par les menées de l'ambassadeur, que le neveu de Portecarrero portoit des lettres secrètes pour rendre publiques tous les mécontentements qu'on a contre l'administration présente, et que le Régent a donné dans le panneau. Il faut, conclut Barbier, attendre l'événement de tout ceci⁹⁹. »

Un premier soin à prendre consistait à rendre Cellamare à son souverain. On n'avait pas même songé à retarder le voyage de Portocarrero et de Monteleon¹⁰⁰, l'ambassadeur prit le même chemin, protestant toujours d'avoir trempé dans une conspiration, traitant celle qu'on lui reprochait de simple badinage. Quelques papiers à lui adressés lui avaient suggéré la lettre saisie à Poitiers¹⁰¹. On le laissait jaser, et l'indulgence l'enhardit à écrire au roi mineur une lettre d'une grande audace¹⁰². Le 13 décembre, on le fit monter en voiture et il reprit la route d'Espagne sous la conduite de M. du Libois et sous l'escorte d'un détachement de mousquetaires. Il devait demeurer à Blois jusqu'à ce qu'on sût que M. de Saint-Aignan avait franchi la frontière de France¹⁰³ et le Régent voulut qu'on lui rendit tous les honneurs dus au caractère dont il avait si indignement abusé¹⁰⁴. Alberoni, ce jour-là même 13 décembre, faisait chasser de Ma-

Renvoi de
Cellamare

d'une note expliquant le renvoi de l'ambassadeur, in-fol., Paris 1718, M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 17 décembre, *op. cit.*, t. I, p. 393-394.

⁹⁹ Barbier, *Journal*, t. I, p. 24.

¹⁰⁰ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. I, p. 218, note 1.

¹⁰¹ *Arch. des Aff. Étrang.*, Espagne, t. 286, fol. 105 : M. du Libois à Dubois, 15 décembre 1718.

¹⁰² P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 221. Cellamare écrivit aux ambassadeurs (Vatout, *op. cit.*, t. II, p. 308-309) et Dubois également, le 13 décembre (*Ibid.*, t. II, p. 310-311).

¹⁰³ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 340; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 436; 13 décembre 1718.

¹⁰⁴ P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 221.

drid ainsi qu'un malfaiteur M. de Saint-Aignan et sa femme. Le lendemain, ignorant tout encore de la mésaventure où succombait Cellamare, il lui écrivait ce billet célèbre que le maréchal de Berwick surprit à Bordeaux : « Ne quittez Paris que lorsque vous y serez contraint par la force, et partez pas avant d'avoir mis le feu à toutes les mines. » Quand cette lettre lui fut communiquée, Cellamare eut un geste de mépris : « Mines sans poudre », dit-il¹⁰⁵.

La guerre
contre
l'Espagne
devient
possible

Si piteux que fut le défilé des conspirateurs, il suffisait au dessein de Dubois. L'opinion publique lui permettait de tenir la parole engagée à l'Angleterre et de déchaîner la guerre contre le pays qui avait projeté de l'apporter en France. Le 8 décembre, quelques heures avant la capture de Poitiers, Dubois se montrait très ferme, très vigoureux avec l'ambassadeur des Provinces-Unies. « Il ne fallait pas, lui disait-il, que la République se flattât de la médiation, la France n'y consentirait jamais, pas plus qu'à commercer avec l'Espagne pendant la durée de la guerre¹⁰⁶. » Le Régent ne parlait plus de retarder la déclaration de guerre que jusqu'à la fin du mois¹⁰⁷ et, le 14 décembre, Dubois écrivait à Destouches : « Je vous prie d'assurer M. Craggs et milord Stanhope que tous les soupçons qu'ils ont eus sur les délais de la déclaration de guerre, n'ont point eu d'autres raisons que celles que je leur ai écrites, et particulièrement la découverte que nous avons faite ces jours-ci de la trame et des intrigues de l'ambassadeur d'Espagne. Nous espérons avec raison les découvrir bientôt, et nous sentions bien qu'après un tel éclat, les opposants nous laisseroient le champ libre. S.A.R. a été et est toujours dans la même résolution. Elle n'a point eu dessein de temporiser pour voir si l'Espagne changeroit et n'a rien ajouté aux ordres envoyés au duc de Saint-Aignan. Son intention est de ne rien proposer de douteux au Conseil de Régence, mais de bien prendre ses mesures, afin que les résolutions qu'elle y proposeroit touchant la guerre fussent unanimes, et ne fussent accompagnées d'aucun mauvais discours¹⁰⁸. »

¹⁰⁵ Bibl. Mazar., ms. 2354, [Le Dran] *Vie de Dubois*, fol. 137 : Alberoni à Cellamare, 14 décembre 1718.

¹⁰⁶ Public Record Office, France, vol. 352 : lord Stair à Craggs, Paris, 10 décembre 1718.

¹⁰⁷ Public Record Office, France, vol. 352 : lord Stair à Craggs, Paris, 11 décembre 1718.

¹⁰⁸ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, *Mém. et docum.*, t. 142 : Dubois à Destouches, 14 décembre 1718.

Avant d'en venir là, le Régent et Dubois estimèrent utile d'exploiter à fond la chance que leur livrait la conspiration si péniblement échafaudée.

Le prince de Cellamare hors d'atteinte, les conspirateurs fugitifs ou embastillés, cette conspiration parut soudain si peu de chose qu'elle sembla une rêverie, presque une imposture. Afin de réagir contre cette opinion, le gouvernement multiplia les arrestations. La Bastille, Vincennes et la Conciergerie reçurent un grand nombre d'hôtes car « la conspiration était un réseau qu'on pouvait étendre ou resserrer à son gré, et dans lequel on enveloppait des hommes inconnus entre eux et des accusations disparates, telles que le procès des légitimés, la séduction de l'abbé de Veyrac et le simple désir de passer au service d'Espagne. Cette confusion mystérieuse avait l'avantage de grossir, aux yeux du public, l'énormité du complot¹⁰⁹. De fausses rumeurs entretenaient cette impression, ainsi parlait-on de commissaires nommés pour interroger les prisonniers¹¹⁰, des visites du garde des sceaux à la Bastille¹¹¹ et les arrestations ainsi que les commentaires allaient leur train sans que le public pût prendre tout cela au sérieux. « Que dites-vous, écrit-on de Paris, du choix que l'ambassadeur d'Espagne avoit fait de ses conjurés? Jamais je n'en ai vu de si ridicules... Jamais je n'ai vu une si belle séquelle de sots, de fous et de canailles¹¹². » Le parti vieille Cour, rassuré, relevait la tête sachant qu'on ne trouverait rien de bien compromettant et les partisans du Régent ressentaient quelque embarras pour colorer l'arrestation d'un ambassadeur¹¹³. L'ambassadeur impérial et lord Stair ne se cachaient pas de dire qu'on avait violé le droit des gens à l'égard de leur collègue Cellamare, et la lettre explicative de Dubois était assez mal reçue du public¹¹⁴.

Insigni-
fiance des
complices

Celui-ci attendait plus et mieux d'une affaire entamée avec un tel fracas. Le duc du Maine, se disait-on, ne pouvait pas n'avoir pas trempé dans cette conspiration qui devait le délivrer du Régent son redoutable ennemi¹¹⁵, et on le verrait sans

¹⁰⁹ P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 223.

¹¹⁰ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 439; 19 décembre 1718.

¹¹¹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 438; 17 décembre; p. 440; 20 décembre 1718.

¹¹² M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 18 décembre, dans *Les correspondants de la Marquise de Balleroy*, t. I, p. 394.

¹¹³ *Gazette de la Régence*, p. 298-300; 23 décembre 1718.

¹¹⁴ Lettre à Mme de Balleroy, 23 décembre 1718, dans *op. cit.*, t. I, p. 397.

¹¹⁵ Barbier, *Journal*, t. I, p. 23; *Gazette de la Régence*, p. 300; Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, dans *op. cit.*, t. I, p. 391.

doute aller prendre logement au château de Vincennes¹¹⁶; au lieu de cela, le duc du Maine louait douze mille livres l'hôtel que venait de quitter Cellamare¹¹⁷. Ainsi, une fois encore, les grands sortiraient indemnes de l'aventure, tandis qu'on assurait qu'il y avait quinze cents personnes compromises¹¹⁸. Le Blanc interrogeait les prisonniers sans en tirer beaucoup d'éclaircissements; « chacun d'eux se désavoue d'avoir pris engagement avec la Cour d'Espagne, hormis celui des simples services, en quoi il ne croit pas avoir péché¹¹⁹ ». L'abbé Brigault passa pour avoir fait l'aveu de tout ce qu'il savait¹²⁰; peut-être le dépouillement des papiers de Cellamare apportés au Louvre apprit-il tout ce qu'on voulait savoir.

Le pape et
les jésuites
mêlés à la
conspiration

Dès le 15 décembre, le Régent était éclairé et s'en ouvrit à lord Stair. Il avait la preuve entre les mains que le pape Clément XI et la Compagnie de Jésus avaient pris part à la conspiration. Dès le début de son gouvernement, Philippe d'Orléans avait témoigné confiance et estime au cardinal de Noailles, chef du parti appelant, il lui avait remis la conduite des affaires ecclésiastiques et le Saint-Père n'avait cessé, dès lors de ruser avec lui, de contrecarrer sa politique, de faire échec à ses projets de pacification; le nonce Bentivoglio avait, on l'a dit, lancé contre le Régent un pamphlet venimeux. Il semble que le rôle du P. de Tournemine au début de la conspiration ait été une imprudence personnelle et isolée, mais il est malaisé de suppléer à un silence calculé qu'aucune indiscretion depuis n'a permis d'apprécier à sa juste valeur.

Le public n'ignore pas que Brigault a eu quelques accointances avec les Jésuites¹²¹ et qu'ils sont engagés dans le parti, mais « ils ne sonnent mot, ils ne s'écrivent même aucune nouvelle d'une province à une autre, parce que depuis longtemps toutes leurs lettres sont décachetées¹²² ». Un d'entre eux cependant se hasarda à écrire à son frère également affilié à la Compagnie : « Les Jésuites sont l'âme de tout ce qu'on a décou-

¹¹⁶ *Gazette de la Régence*, p. 299; 23 décembre 1718.

¹¹⁷ *Lettre à Mme de Balleroy*, 23 décembre 1718, dans *op. cit.*, t. I, p. 398; il venait d'acheter l'hôtel de Conti, Saint-Simon, *Mémoires*, t. XI, p. 35-36.

¹¹⁸ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 343.

¹¹⁹ *Gazette de la Régence*, p. 300; 23 décembre 1718.

¹²⁰ Barbier, *Journal*, t. I, p. 26; *Gazette de la Régence*, p. 300, 305; *Madame à la raugrave Louise*, 27 décembre, dans *Correspondance*, t. II, p. 44.

¹²¹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 342.

¹²² Barbier, *Journal*, t. I, p. 29; janvier 1719.

vert¹²³ » et le Régent n'y contredisait point. « Ce parti, disait-il avec une amertume dont il n'était pas coutumier, avait tâché de le perdre du temps du feu Roi, de l'exclure de la Régence, lui avait toujours été hostile, le serait toujours; ce qui venait d'arriver mettait toute cette affaire dans son vrai jour, et il allait prendre ses mesures pour mettre ce parti hors d'état de lui nuire¹²⁴. » Quelques Jésuites furent arrêtés¹²⁵, mais le silence se fit et recouvrit tout.

Cependant le dépouillement des papiers de Cellamare se poursuivait et laissait planer l'inquiétude. Le 24 décembre, on remarqua que le Régent pria le duc de Bourbon de surseoir à son voyage à Chantilly¹²⁶ et le jour de Noël, sur les quatre heures après-dîner il tint chez lui un conseil auquel prirent part M. le Duc, les ducs de Saint-Simon et d'Antin, d'Argenson, Torcy et Dubois; à l'issue de ce conseil M. le Duc et Saint-Simon demeurèrent dans le cabinet et tout cela, dit Dangeau, « fit fort discourir¹²⁷ ». Saint-Simon n'a pas manqué de faire le récit de ce conciliabule¹²⁸. La révélation qu'on lui faisait de la culpabilité du duc du Maine comblait ses vœux, dépassait ses espérances, peut-être aussi, comme on l'a pu dire, intéressait son avidité. M. du Maine n'était pas seulement un ennemi détesté, c'était une riche proie et Saint-Simon l'eut volontiers laissé décapiter afin de se faire attribuer à titre de dépouille la grande maîtrise de l'artillerie¹²⁹; toutefois il n'osa parler que de réclusion. M. le Duc n'était ni moins vindicatif ni moins cupide que Saint-Simon, mais il était beaucoup plus borné. Le Régent s'amusa à flatter sa haine publique pour la duchesse du Maine en lui proposant de l'en faire le geôlier. La « poupée de sang », ainsi qu'on l'appelait, était Condé et exigeait des égards particuliers et des précautions minutieuses, étant, au dire de Saint-Simon « propre à tout entreprendre pour se sauver ». Le château de Dijon pouvait la recevoir, mais Dijon se trouvait être la capitale du gouvernement de Bourgogne, apanage de M. le Duc. A cette

Le Régent
décide
l'arrestation
de M. et M^{me}
du Maine

¹²³ *Lafitau à son frère*, Paris, 11 février 1719, dans C. de Sévelinges, *Mémoires et correspondance du cardinal Dubois*, in-8, Paris 1815, t. I, p. 272.

¹²⁴ *Public Record Office*, France, vol. 352; lord Stair à lord Stenhope, Paris, 15 décembre 1718.

¹²⁵ *Gazette de la Régence*, p. 308; 6 janvier 1719; *Madame à la raugrave Louise*, 30 décembre 1718, *op. cit.*, t. II, p. 46, dit que Foucault de Magny se cachait chez eux.

¹²⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 442; 24 décembre 1718.

¹²⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 443; 25 décembre 1718.

¹²⁸ Saint-Simon, *Mémoires*, (1905), t. XI, p. 56-58.

¹²⁹ D'Argenson, *Mémoires*, édit. 1825, t. I, p. 178.

mesure, qui flattait sa haine en déshonorant son caractère, M. le Duc n'opposa qu'une résistance de pure forme tempérée par un sourire¹³⁰, et Saint-Simon n'essaya pas de cacher qu'il « trouvait la rocambole plaisante... de voir cette femme qui avoit tant osé assurer qu'elle renverseroit l'État, et mettroit le feu partout pour conserver ses avantages..., de la voir, dit-il, rager entre quatre murailles de la dition de M. le Duc¹³¹ ».

Arrestation
du duc
du Maine

De tout cela rien n'avait transpiré, mais le 27 on apprit que les mousquetaires avaient ordre de se tenir prêts et de coucher toujours à leur hôtel, en sorte qu'on ne douta plus d'arrestations imminentes. Le 28, dans l'après-dînée, le duc du Maine vint visiter sa sœur, la duchesse d'Orléans, et retourna à Sceaux; il paraissait fort tranquille malgré les fâcheuses rumeurs répandues à son sujet¹³². La nuit suivante, les mousquetaires montèrent à cheval et la Billarderie, lieutenant des gardes du corps, se transporta à Sceaux accompagné de vingt gardes et de vingt mousquetaires et, à huit heures du matin, arrêta le duc du Maine au nom du Roi. « Je m'attendais depuis quelques jours à ce compliment » dit le prince qui n'eut qu'à monter dans sa chaise qu'on tenait prête pour aller à la chasse. M. de Trudaine, prévôt des marchands et conseiller d'État, mit le scellé sur tous ses papiers¹³³, utile précaution qui procura de nouvelles lumières. On découvrit un premier brouillon de la lettre de Philippe V au Roi, composé par Malézieu et corrigé par le cardinal de Polignac. On trouva aussi les lettres de plusieurs gentilshommes sur le procès des légitimés et on en distingua plusieurs à cause de leur vivacité. Pendant ce temps la Billarderie avec son escorte menait le prisonnier grand train et l'enfermait dans la forteresse de Doullens en Picardie. Ému, inquiet, ignorant la menace qui planait sur sa tête, le prince parla peu, pria beaucoup, cherchant un réconfort à la vue des églises de campagne et des croix de grand chemin. Écroué dans cette citadelle¹³⁴ que l'on disoit tomber en ruine et où les chambres étaient si ouvertes de crevasses qu'à peine les chandelles y pouvoient rester allumées¹³⁵, « le duc du Maine s'y adonna aux exercices de piété qui prirent dès

¹³⁰ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. I, p. 222.

¹³¹ Saint-Simon, *Mémoires* (1905), t. XI, p. 58-59.

¹³² Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 444; 28 décembre 1718.

¹³³ Barbier, *Journal*, t. I, p. 27; janvier 1718.

¹³⁴ *Bibl. nat.*, mss. fonds Clerembault, 1217 : *Ordre de recevoir et de tenir sous bonne garde mon oncle le duc du Maine*; 29 décembre 1718.

¹³⁵ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 344.

lors dans sa vie une place presque exclusive¹³⁶. Je jouis maintenant, écrivait-il, d'un repos que je regarde comme une grâce de Dieu... Je me console de ma séquestration, à la pensée que mes fils ne sont pas enfermés ici avec moi ». Ces deux jeunes gens devaient être conduits l'un à Blois, l'autre à Limoges, mais on les confia à la garde du comte de Toulouse qui les appela à Rambouillet¹³⁷.

Le même jour et à l'heure même où on arrêta le duc du Maine, le marquis d'Ancenis, fils du duc de Charost, capitaine des gardes du corps, à la tête de vingt gardes et vingt mousquetaires, arrêta la duchesse dans sa maison de la rue Saint-Honoré, près de l'hôtel de Noailles. M. Fagon mit le scellé sur ses papiers et la princesse fut menée jusqu'à Essonnes par le capitaine des gardes et, de là, à Dijon¹³⁸. Pendant ce temps on mettait Mlle de Launay en état d'arrestation, M. de Malezieu, son fils et bien d'autres; Dadvisar et Barjeton qui avaient travaillé aux mémoires sur les rangs des légitimés, le chevalier de Gavaudun, Mlle de Montauban eurent le même sort. Deux valets de chambre de la princesse, quatre de ses valets de pied, deux frotteuses de son appartement, pris d'un seul coup de filet, furent amenés le même jour à la Bastille¹³⁹. Le cardinal de Polignac ne pouvant être emprisonné sur des indices trop vagues, on l'envoya en exil dans son abbaye d'Anchin¹⁴⁰ en Flandre.

Et de la
duchesse

Ces arrestations provoquèrent une extrême surprise¹⁴¹, et les rumeurs les plus ridicules puisqu'on prétendit que le très pacifique Malézieu avait fait un amas d'armes suffisant pour trente-

¹³⁶ *Méditations sur le sermon de Notre-Seigneur sur la Montagne par le duc du Maine*, publiées pour la première fois, d'après un manuscrit authentique et précédées d'une notice historique par A. Mellier, in-8, Paris, 1884, p. cxxxvii; travail consciencieux, bien que l'auteur ait ignoré l'existence de la *Déclaration de la duchesse du Maine*, publiée par Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 420-438 et par Vatout, *La conspiration de Cellamare*, 1832, t. II, p. 327-366.

¹³⁷ *Gazette de la Régence*, p. 307, 6 janvier 1719; J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 344, Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 445, 447.

¹³⁸ Barbier, *Journal*, t. I, p. 27; De Piépape, *Une petite-fille du Grand Condé, La duchesse du Maine, reine de Sceaux et conspiratrice 1676-1753*, in-8, Paris 1910.

¹³⁹ Mme de Staal, *Mémoires*, t. II, Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 445; 29 décembre 1718; Buvat, *Journal*, t. II, p. 344-345; Barbier, *Journal*, t. I, p. 28; Saint-Simon, *Mémoires*, (1905), t. XI, p. 61; Madame à la raugrave Louise, 1^{er} janvier, dans *op. cit.*, édit. G. Brunet, t. II, p. 46-47. Voir *Bibl. de l' Arsenal*, Archiv. de la Bastille, ms. 10677-10678.

¹⁴⁰ *Lettre à Mme de Balleroy*, 31 décembre 1718, dans *op. cit.*, t. I, p. 243; Buvat, *Journal*, t. I, p. 345; *Gazette de la Régence*, p. 305.

¹⁴¹ *Gazette de la Régence*, p. 302; 2 janvier 1719. Saint-Simon écrit : « Commotion de la découverte... »

cinq mille hommes¹⁴², d'autres racontaient qu'on avait mis au cachot un valet de pied du duc du Maine, à son service depuis vingt-huit ans et qui devait être le principal instrument de la tragédie¹⁴³, car il ne s'agissait de rien moins que d'assassiner le duc d'Orléans, le duc de Chartres et la duchesse de Berry¹⁴⁴. On peut dire qu'à partir de ce moment, la conspiration de Cellamare et la cabale du Maine sont si complètement dissipées qu'il n'en resta pas même souvenir dans le public; heureusement Mlle de Launay leur consacrerait une centaine de pages impé-

Le cri public

A l'étranger, l'algarade de l'ambassadeur d'Espagne provoqua quelques réflexions imprévues. Alberoni se lamenta. « Nous sommes, dit-il, dans un temps où il n'y a plus entre les princes ni foi ni loi; on viole le droit des gens et on foule aux pieds ce qui est le plus sacré même aux nations barbares¹⁴⁵. » Mais Alberoni fut seul à gémir, les autres applaudissaient sans réserve. Victor-Amédée pouvait à peine contenir sa joie, il trouvait que « toutes sortes d'égards, de bienséances et de modération avaient été observées¹⁴⁶ », d'autres allaient jusqu'à blâmer l'excès de ménagements et de courtoisie¹⁴⁷, frémissaient d'une indignation qu'on voudrait croire sincère¹⁴⁸, comparaient la politesse du traitement fait à Cellamare et l'indigne brutalité avec laquelle le duc de Saint-Aignan avait été chassé de Madrid, et ensuite obligé avec sa femme, une femme de chambre et trois valets de gagner Saint-Jean-Pied-de-Port à dos de mulet, d'où, pendant qu'on arrêtait le carrosse à Pampelune et y maltraitait les domestiques qui jouaient le rôle d'ambassadeur et d'ambassadrice, le duc et la duchesse mandaient du secours et une voiture de Bayonne où ils se rendirent en grande hâte¹⁴⁹.

¹⁴² Buvat, *Journal*, t. I, p. 344.

¹⁴³ *Gazette de la Régence*, p. 306; 2 janvier 1719.

¹⁴⁴ *Gazette de la Régence*, p. 306; 2 janvier 1719; *Madame à la raugrave Louise*, 6 janvier 1719, dans *op. cit.*, édit. Brunet, t. II, p. 49.

¹⁴⁵ Alberoni à Rocca, 16 décembre 1718, dans *Lettres intimes*, édit. Bourgeois, p. 619.

¹⁴⁶ *Arch. des Aff. Étrang.*, Turin, t. 133, fol. 310 : De Prye à Dubois, 24 décembre 1718.

¹⁴⁷ *Arch. des Aff. Étrang.*, Vienne, t. 133, fol. 7 : Bonneval à Dubois, 1^{er} janvier 1719.

¹⁴⁸ *Arch. des Aff. Étrang.*, Hollande, t. 335 (non folioté) : Morville à Dubois, 14 janvier 1719; *ibid.*, t. 331, fol. 187 : Basnage à Dubois, 20 décembre; fol. 199, Basnage à Dubois, 23 décembre; Angleterre, t. 311, fol. 178, 203 : Destouches à Dubois, 19 et 20 décembre 1718.

¹⁴⁹ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVII, p. 44; *Mémoires* (1905), t. XI, p. 63.

Tous ces faits répandus, grossis, commentés, réalisaient complètement le dessein de Dubois pendant les six mois où il avait couvé la conspiration dans l'attente des services qu'en retirerait sa politique. Le double coup qui venait de frapper un ambassadeur déloyal et un bâtard ambitieux atteignait le parti de la « vieille Cour » et la petite noblesse provinciale qui avait lié sa cause à celle du duc du Maine. « Les fugitifs trouvèrent jusqu'au fond des provinces les plus éloignées l'horreur de leur complot et les pères même refusèrent asyle à leurs enfants¹⁵⁰. Cellamare put lire l'indignation dans les honneurs forcés qu'on lui rendait; il fallut des précautions pour lui faire traverser en sûreté la ville d'Orléans¹⁵¹. Mais à Poitiers deux gentilshommes de l'ambassade furent grièvement insultés par les étudiants¹⁵². » Qu'eût-on vu s'il avait traversé Bordeaux? Le maréchal de Berwick ne badinait pas et mettait en œuvre ce qu'on appellerait de nos jours une « campagne de presse ». « J'ai reçu ce matin, écrit-il à Dubois, les lettres imprimées du prince de Chelamar; je les fais réimprimer ici pour en envoyer des exemplaires dans toute la province, rien n'étant plus propre à prévenir les peuples contre les insinuations des brouillons et à faire voir que la conduite d'Alberoni ne tend qu'à mettre le royaume en confusion¹⁵³. » Berwick réclamait des exemples. « Dans cette occasion, Son Altesse Royale doit se roidir contre sa bonté ordinaire. Il ne s'agit pas seulement de ses propres intérêts, il est question de l'État, et si j'ose le dire, il ne lui est pas permis de ne pas sévir contre les coupables ou du moins contre les chefs. Il est absolument nécessaire de quelque exemple, sans quoi les brouillons seront encouragés à faire de nouveaux complots. De plus, l'impunité confirmera l'opinion que l'on tâche de répandre dans le monde, que tout ceci est une invention faite exprès pour avoir un prétexte de déclarer la guerre à l'Espagne¹⁵⁴. »

Berwick, Saint-Simon n'étaient pas seuls partisans d'une répression sévère et même sanglante. On rencontrait dans le public des esprits non moins outranciers. « Quand on a la force en

¹⁵⁰ *Mémoires de Ferrette*, cités par P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 228.

¹⁵¹ *Lettre de Du Libois*, 16 décembre 1718, dans P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 228.

¹⁵² Autre lettre du même, 5 mars 1719, dans P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 228.

¹⁵³ *Arch. des Aff. Étrang.*, Espagne, t. 286, fol. 167 : Berwick à Dubois, 18 décembre 1718.

¹⁵⁴ *Arch. des Aff. Étrang.*, Espagne, t. 286, fol. 186-187 : Berwick à Dubois, 25 décembre 1718.

main, il faut s'en servir coup sur coup et violemment, écrit l'avocat Barbier, c'est le moyen d'abattre, d'étourdir et de dissiper un parti qui n'a pas encore levé la tête, et qui n'est pas encore au point d'opposer la force à la force¹⁵⁵. »

L'épisode auquel l'imprévoyance et la nonchalance de Cellamare attachèrent son nom se traîna misérablement en interrogatoires, aveux, déclarations; on renvoya d'abord les subalternes, la captivité des chefs fut adoucie. Le duc du Maine priait Dieu, la duchesse enrageait, Polignac relisait et corrigeait le manuscrit de l'*Anti-Lucrèce*, Malézieu se livrait à des expériences où la prestidigitiation tenait autant de place que la physique, l'abbé Brigault avouait tout ce qu'on désirait savoir, Pompadour fléchit le genou et tendit la main, il retira de son essai de trahison une récompense de quarante mille livres, Laval, Menil, Boisdavy sortirent discrètement de la Bastille, songeant qu'on leur avait fait beaucoup d'honneur de ne les pas loger aux Petites-Maisons¹⁵⁶. Mlle de Launay s'attarda en prison dix-huit mois, ce furent les plus aimables de sa vie, les seuls où elle connut la joie d'être aimée.

Pendant qu'Alberoni perdait la partie en France, il la perdait aussi dans le Nord.

Les Hollandais continuaient à manifester leur antipathie pour la Quadruple-Alliance par le recours à tous les délais qui leur permettaient de retarder leur accession. M. de Morville, successeur de Châteauneuf depuis le mois d'août 1718, ne négligeait rien pour hâter une décision, mais son impétuosité s'émoussait sur la lente et lourde machine de la république. Les Hollandais voulaient rentrer dans leurs déboursés et il fallut leur donner satisfaction. Une convention signée à la Haye leur donna gain de cause sur l'Empereur au sujet de l'exécution du traité de la Barrière (22 décembre 1718). Alors ils ne furent que plus déterminés à obtenir l'engagement de la France à ne faire ni traité ni convention avec aucune puissance du Nord. Dubois, après avoir résisté, céda devant l'insistance des Anglais¹⁵⁷. Ceux-ci s'inquiétaient de voir durer cette alliance si ancienne entre la France et la Suède, où les principaux avantages allaient à la Suède sous forme de subsides. Nonobstant notre fidélité onéreuse à des engagements qui touchaient à leur fin, Charles XII avait écouté le tentateur Alberoni et conclu un accord avec Philippe V.

¹⁵⁵ Barbier, *Journal*, t. I, p. 28.

¹⁵⁶ P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 212.

¹⁵⁷ *Public Record Office*, France, vol. 352 : *lord Stair à Craggs*, Paris, 31 décembre 1718.

accord aux termes duquel il devait s'emparer de Trondhjem en Norvège, passer de là en Écosse, se déclarer pour le Prétendant et s'intituler protecteur de la Religion protestante. C'est ainsi que le cardinal entendait occuper Georges I^{er} dans son île et le détourner des affaires d'Espagne. Seulement il arriva que deux jours après l'arrestation de Cellamare et l'écroulement de ses projets sur la France, Charles XII tombait, frappé d'un coup de fauconneau devant Frederikshall et c'était l'effondrement de ses projets sur l'Angleterre (11 décembre 1718).

CHAPITRE XXXII

La déclaration de guerre

(Janvier — mars 1719)

Conséquence politique de la conspiration avortée. — Déclaration de guerre à l'Espagne. — Mémoire de Torcy. — Lettre à lord Stair. — Conciliabule. — Le Conseil de la Régence. — *Manifeste* de Fontenelle. — Proclamation publique. — L'opinion en France. — Déclaration de Philippe V. — Elle manque son but. — Lettre de Dubois à Stanhope. — Nécessité de resserrer l'alliance. — Échecs diplomatiques d'Alberoni. — Préparatifs militaires. — Alberoni pressent le désastre. — Dubois subit la guerre et l'exploite. — Vanité de Stair. — Affaires de la ligue du Nord. — Suède. — Russie. — Menace de conflit dans le Nord. — Embarras de ministres anglais. — Dubois leur sacrifie la Suède. — Rapprochement avec le Parlement. — Alberoni conduit l'Espagne au désastre. — Derniers et louches projets d'accommodement.

Ce que n'avaient pu lui obtenir le Lit de justice et la déroute des légitimés, la Quatrième-Alliance et le triomphe de sa politique étrangère, la découverte et l'avortement de la conspiration de Cellamare allaient le valoir au Régent. En face du descendant direct de Louis XIV, à l'instant de lui déclarer la guerre, Philippe d'Orléans représenta la France devant l'Espagne, le patriotisme national contre l'intérêt étranger. Sagement, il avait par ses mesures prévu et préparé l'événement. Dès le mois d'octobre 1718, on observe des concentrations stratégiques au pied des Pyrénées¹, le maréchal de Berwick, commandant en Guyenne, étudie les cols de la frontière, trace des plans², noue des intelligences en Catalogne et en Biscaye³.

Cependant l'Angleterre n'était pas sans inquiétudes. La politique dilatoire de Dubois pouvait s'expliquer par un partage d'influences qui se disputaient la volonté du Régent : celle de

Consé-
quence
politique
de la
conspiration
avortée

Déclaration
de guerre
à l'Espagne

¹ *Annals of Stair*, t. II, p. 359 : lord Stair à M. de Saint-Saphorin, Paris, 30 octobre 1718.

² *Arch. des Aff. Étrang.*, Espagne, t. 286, fol. 60 : Berwick à Dubois, 26 novembre 1718.

³ *Arch. des Aff. Étrang.*, Espagne, t. 275, fol. 10 : Dubois à Berwick, 3 décembre 1718.

Mémoire
de Torcy

Dubois et celle de Torcy. Dubois restant le favori de qui l'Angleterre peut tout attendre, tout exiger, Torcy demeurant au-réolé d'une compétence hors ligne, malaisé à convaincre, impossible à surprendre et tout imprégné des traditions d'une diplomatie qui n'accordait rien, que contrainte, à l'Angleterre. Ce fut cependant Torcy qui précipita la rupture entre la France et l'Espagne dont il avait tant contribué à unir les destinées. Exposant dans un mémoire la politique étrangère du Régent, il la justifiait et s'attachait à y découvrir la continuation de la politique de Louis XIV. Le Régent était entré dans tous les engagements du feu Roi pour la pacification de l'Europe et il n'ignorait pas que le salut du royaume était attaché au maintien de la paix générale. Il fallait, à force de bonne foi, dissiper les défiances et l'animosité des voisins de la France toujours prêts à reformer leur coalition contre elle. Le duc d'Orléans l'avait compris, le roi d'Espagne n'avait, malheureusement, pas imité cette conduite. Il n'avait pas voulu considérer comme définitifs les engagements pris par son aïeul, il avait voulu troubler la paix de l'Europe à peine rétablie, au prix de quels efforts! La France ne disposait d'aucun autre moyen de sauvegarder cette paix précieuse que d'entretenir un accord étroit avec l'Angleterre à qui on en était redevable. Encore fallait-il que la France dissipât certaines obscurités et quelques dissentiments survenus entre elle et l'Angleterre depuis l'échange des signatures d'Utrecht; par dessus tout, elle devait garantir la succession à la couronne en conformité avec les dispositions de ce traité. Pour sa part, l'Angleterre confirmait le règlement à la succession des couronnes de France et d'Espagne. Ces points acquis, il restait à empêcher l'Empereur et le roi d'Espagne d'en venir aux mains et comme ils ne pouvaient faire combattre leurs armées qu'en Italie, on réglait dès maintenant la situation politique de l'Italie. Totale-ment exclue de la péninsule par le traité d'Utrecht, l'Espagne y reparaisait grâce aux successions de Parme et de Toscane attribuées au fils du second lit de Philippe V, en sorte qu'il était permis de se poser cette question : Louis XIV eût-il obtenu pour son petit-fils plus que le duc d'Orléans n'avait obtenu pour son cousin?⁴ »

Lettres de
lord Stair

En Angleterre, le message adressé par le Roi au Parlement pour la déclaration de guerre fut présenté et voté le 17 (=28) décembre à une forte majorité, malgré l'opposition tenace des

⁴ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 275, fol. 87 : *Mémoire de Torcy*, décembre 1718.

Walpole. Le 1^{er} janvier 1719, lord Stair adressait à Dubois une lettre dont les termes avaient été concertés à l'avance⁵. Elle rappelait les efforts unis de la Grande-Bretagne et de la France pour rétablir la paix, les agressions du roi Catholique, ses complots pour allumer la guerre civile dans les royaumes de ses voisins et de ses meilleurs amis. Dans cette conjoncture, le roi Georges avait senti qu'il fallait recourir non plus aux négociations mais aux armes, seules capables de montrer au roi d'Espagne vers quels abîmes l'entraînait son ministre. La lettre se terminait par une notification et une mise en demeure. « J'ai ordre du Roi, disait lord Stair, d'exhorter Son Altesse Royale de remplir les obligations du traité de Londres, 2^e août dernier, et particulièrement celles contractées par le 3^e article secret du même traité, et de prier S.A.R. en conformité desdites obligations, de déclarer la guerre à l'Espagne pour concourir avec Sa Majesté dans la bonne fin et intention qu'elle se propose de faire consentir le roi Catholique à rétablir la paix et la tranquillité de l'Europe, selon le plan du susdit traité de Londres⁶. »

On ne pouvait tarder plus longtemps. Dubois voulut cependant ménager l'opinion et confia à Fontenelle la rédaction d'un manifeste qui devait précéder immédiatement la déclaration de guerre. Avant de le montrer au Conseil de Régence, le duc d'Orléans fit lire le manifeste dans son cabinet où se trouvaient réunis M. le Duc, d'Argenson, Dubois, Le Blanc et Saint-Simon. Cette pièce, au dire de Saint-Simon, fut ce qu'elle devait être, c'est-à-dire masquée, fardée, mais pitoyable jusqu'à montrer la corde, parce que nul art ne pouvoit couvrir le fond ni produire au public rien de plausible; du reste, écrite aussi bien qu'il étoit possible, parce que Fontenelle ne pouvoit mal écrire. On raisonna assez, on conclut peu, on y fit peu de changements⁷ (1^{er} janvier).

Conciliabule

Deux jours plus tard, le manifeste fut porté au Conseil de Régence. On lui donna comme repoussoir une lettre d'Alberoni prescrivant à Cellamare de révéler à lord Stair que c'était avec la connivence du Régent que le duc d'Ormond, chef du parti jacobite, avait pu se rendre récemment d'Italie en Espagne.

Le Conseil
de Régence

⁵ Ozenfoord Castle, Stair Papers, t. III, B : lord Stair à Dubois, 1^{er} janvier 1719.

⁶ Ozenfoord Castle, Stair Papers, t. XIX A : *Annals of Stair*, t. II, p. 385.

⁷ Saint-Simon, *Mémoires* (1905), t. XI, p. 74; le même *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVII, p. 450-454; *Madame à la raugrave Louise*, 17 janvier 1719, dans *Correspondance*, édit. G. Brunet, t. II, p. 53, croit que le manifeste est de Dubois et corrigé par le Régent.

Beretti-Landi était chargé de répandre le même mensonge en Angleterre. Ainsi présentée, la déclaration de guerre fut principalement appuyée par le garde des sceaux d'Argenson, le maréchal d'Estrées, le duc d'Antin et l'abbé Dubois. Plusieurs approuvèrent parce qu'il fallait se conformer à l'article 3^e du traité. Nul ne contredit. Le maréchal d'Huxelles s'abstint de paraître au Conseil⁸. « Villeroy, qui ne savait jamais s'arrêter entre l'arrogance et l'abjection, voulut répéter son suffrage dans une lettre au Régent⁹ (3 janvier). S'il en fallait croire Saint-Simon, « le public ne fut pas si docile¹⁰ », et c'est probablement le contraire qui approche plus de la vérité.

Manifeste
(de
Fontenelle)

Le Manifeste du roi de France sur le sujet de rupture entre la France et l'Espagne, daté du 8 janvier 1719 est une œuvre de mérite qui aura entraîné l'assentiment du plus grand nombre de ses lecteurs. Après un récit exact et modéré des rapports du Régent et du roi d'Espagne, des prévenances accueillies par des rebuffades, de l'influence néfaste d'Alberoni tendant à soulever la guerre civile en France, Fontenelle abordait la politique générale : « Les longues guerres avoient laissé contre nous dans l'Europe des restes d'aliénation et de haine qui ne cherchoient qu'à se ranimer, et nos voisins encore pleins des jalousies et des frayeurs qu'ils avoient eues si souvent de nos prospérités, et même de nos ressources dans nos plus grandes disgrâces, songaient déjà, pour achever de nous abattre à profiter de la minorité du Roi et de l'épuisement du royaume, dont nous nous plaignions nous-mêmes assez hautement pour inviter nos ennemis à tout entreprendre. L'ancienne ligue menaçoit de se rejoindre, et les Nations s'excitoient mutuellement à la guerre par l'importance de se mettre pour toujours à couvert d'une Puissance trop redoutable, et qu'on s'efforçoit encore de rendre odieuse par des reproches injustes de sa mauvaise foi.

« Quel moyen plus sûr pour dissiper cet orage, que de s'unir avec la Puissance qui, de concert avec nous, avoit rappelé la paix par les traités d'Utrecht? Le Roi ne négligea rien pour réussir dans cette vue. La confiance se rétablit par ses soins entre les deux Puissances; et elles comptèrent aussitôt que rien ne contribuerait davantage à confirmer une Paix encore mal assurée, qu'une alliance défensive entre la France, l'Angleterre et les

⁸ Public Record Office, France, vol. 353 : lord Stair à Craggs, Paris, 3 janvier 1719.

⁹ P.-E. Lémontey, op. cit., t. I, p. 227; la lettre de Villeroy au Régent est du 8 janvier 1719.

¹⁰ Saint-Simon, Mémoires, t. XI, p. 74.

Provinces-Unies pour maintenir les traités d'Utrecht et de Bade et pour la garantie réciproque de leurs États. Avant toute ouverture de négociation, Sa Majesté donna avis de son dessein au roi d'Espagne... »

Mais celui-ci qui n'apercevait rien dans le traité d'Utrecht qui eût besoin d'être confirmé ou garanti, qui déclarait la guerre à l'Empereur, se couvrait de prétextes pour ne pas adhérer à la Quadruple-Alliance. Mais « les vrais motifs de refus jusqu'à présent impénétrables viennent enfin d'éclater disait Fontenelle avec une émotion peut-être feinte. Les lettres de l'ambassadeur d'Espagne au cardinal Alberoni ont levé le voile qui les couvroit, et l'on aperçoit avec horreur ce qui rendoit le ministre d'Espagne inaccessible à tout projet de paix. Il auroit vu avorter par là ces complots odieux qu'il tramoit contre nous. Il eût perdu toute espérance de désoler ce royaume, de soulever la France contre la France, d'y ménager des rébellions dans tous les ordres de l'État, de souffler la guerre civile dans le sein de nos provinces et d'être enfin pour nous le fléau du Ciel en faisant éclater ses projets séditeux et jouer cette mine qui devoit, selon les termes des lettres à l'ambassadeur servir de prélude à l'incendie. Quelle récompense pour la France des trésors qu'elle a prodigués et du sang qu'elle a répandu pour l'Espagne. La Providence a éloigné de nous ces malheurs, et tous les François à la vue de la trahison qui nous les préparoit, en attendent et en pressent la vengeance¹¹. »

Le lendemain, 9 janvier, on publia à son de trompe sur les places publiques la guerre avec l'Espagne¹² et en même temps, on criait et on affichait dans Paris la *Déclaration de guerre contre l'Espagne*¹³. Cette pièce portait que l'Espagne, en violant les traités d'Utrecht et de Bade, avait détruit les espérances de paix et fait craindre le retour d'une guerre générale, longue et cruelle. Les rois de France et d'Angleterre n'avaient rien négligé pour ménager un accommodement honorable et avantageux au roi d'Espagne. L'Empereur et le roi de Sicile y avaient donné les mains, mais inutilement. Le Roi, en conséquence de l'article 3^e

Proclama-
tion
publique

¹¹ Dumont, Corps universel diplomatique, in-fol., La Haye 1726-1731, t. VIII, 2^e partie.

¹² Dangeau, Journal, t. XVII, p. 456; 9 janvier; Gazette de la Régence, p. 309; 6 janvier 1719.

¹³ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 286, fol. 241 suiv.; Bibl. de Lille, F. Godefroy, IV, pièce G : Dubois à Godefroy, 31 décembre 1718, Madame à la raugrave Louise, 17 janvier 1719, dans Correspondance, t. II, p. 53.

du traité de Londres du 2 août dernier, déclarait la guerre au roi d'Espagne.

En France, ce mot de guerre ne laisse personne indifférent. « On croit qu'elle ne se fera point » s'empresse d'écrire l'octogénaire Dangeau¹⁴; « on débutera par une action d'éclat » écrit le *Gazetier de la Régence*¹⁵; « on envoie trente à quarante mille hommes », note l'avocat Barbier¹⁶. Une guerre, c'était la ruine, les blessures ou pis que cela pour les humbles; pour les grands c'étaient les grades et la fortune. On parla tout de suite d'une promotion de maréchaux de France et les candidats se présentèrent; chacun imaginait des nominations assez étranges. Le vieux Lauzun, âgé de quatre-vingt-sept ans et toujours malicieux, fut trouver le Régent, « et de ce ton doux et modeste qu'il avoit si bien fait sien, lui représenta qu'au cas qu'il y eût une promotion de maréchaux, comme le vouloit le public, et qu'il en fit d'inutiles, lui étoit depuis de longues années le premier des lieutenants-généraux. Le duc d'Orléans qui étoit l'homme du monde qui sentoit le mieux le sel et la malignité se mit à éclater de rire, et lui promit qu'au cas qu'il exposoit il ne seroit pas oublié. Il en fit après le conte à tout le monde, dont les prétendus candidats se trouvèrent bien fâchés¹⁷ ». Tout de suite, on commença à faire le complet des régiments, à nommer généraux et colonels : Richelieu, Luynes, Melun, la Rocheguyon, Olonne, Montbazou, Villequier, Gesvres, etc., etc.¹⁸.

Tous ceux-ci savaient qu'« il faut aller où il y a de la guerre, si l'on veut cheminer¹⁹ », mais que pensait le public et que disait-il? Saint-Simon, qui écrit plus de vingt ans après l'événement, avance que les manifestes de Dubois ne firent aucun effet sur le public; et il n'en sait guère, s'il en avait su quelque chose il l'avait oublié et c'est pour lui une occasion de dénigrer Dubois, Marais et Barbier nous font défaut pour cette période par suite de lacunes, Buvat et le *Gazetier* parlent d'autre chose, nous ne savons pas ce qu'ont dit les Français de ce temps, mais nous voyons qu'on a pris grand soin de les convaincre à coups de manifestes.

¹⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 456; 9 janvier 1719.

¹⁵ *Gazette de la Régence*, p. 310; 16 janvier 1719.

¹⁶ Barbier, *Journal*, t. I, p. 29.

¹⁷ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVII, p. 459-460; *Mémoires* (1905), t. XI, p. 77.

¹⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 457; 10 janvier 1719.

¹⁹ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 19 février 1719, dans *Les Correspondants*, t. II, p. 25.

Le 25 décembre 1718, Philippe V avait publié une déclaration solennelle, où il marquait que les avis, par lui reçus de toutes parts, qu'on préparait depuis quelque temps de gros magasins sur les frontières de France, et qu'on avait déjà nommé les chefs qui devaient commander une armée, plusieurs autres dispositions militaires, l'attentat enfin qu'on venait de commettre contre le droit des gens à l'égard de son ambassadeur, l'obligeaient à juger que, contre toute raison, l'on pensait à faire une irruption en Espagne. Ce détestable projet ne pouvait être attribué au Roi, incapable par son âge de le former, ni à la nation française qui avait tout sacrifié pour maintenir S.M.C. sur le trône d'Espagne; il ne pouvait donc être que l'ouvrage d'un particulier, dont les desseins prémédités depuis longtemps n'étaient que trop connus dans le monde; la postérité aurait peine à croire que ce personnage se fût tellement dépouillé de tout sentiment de religion et d'humanité que, pour arriver à ses fins, il eût foulé aux pieds les droits les plus sacrés, et qu'il eût rompu une union qui avait coûté la vie d'un million d'hommes et pour laquelle le roi Louis XIV avait tout hasardé, jusqu'à son propre État, persuadé que la conservation et la félicité des deux couronnes étaient attachées à cette union, et que, par là, il mettrait fin à des guerres éternelles entre deux rois voisins dont la concorde était également importante au repos de l'Europe.

Les fidèles sujets du Roi Très Chrétien, ajoutait Philippe V, seraient indubitablement effrayés et scandalisés d'une nouveauté si monstrueuse, sachant surtout que pendant la minorité du Roi, l'on ne pouvait, sans le consentement des États-Généraux, ni déclarer la guerre, ni entreprendre aucune chose dont les suites pussent être funestes à la nation, parce que les États étaient seuls dépositaires de l'autorité d'un roi pupille et seuls chargés de la défense du royaume. S.M.C. était persuadée que tous les bons Français touchés de ces justes raisons auraient horreur de prendre les armes; s'ils les prenaient, S.M.C. se promettait de leur bon cœur que ce ne serait que pour défendre sa couronne qu'ils avaient soutenue si longtemps avec l'amour qu'ils avaient naturellement pour leurs princes. S'ils se présentaient dans cet esprit sur les frontières d'Espagne, S.M.C. protestait qu'elle les recevrait à bras ouverts comme ses bons amis et ses alliés; qu'elle donnerait aux officiers des emplois proportionnés à leur rang; qu'elle incorporerait les soldats dans ses troupes, et qu'elle se ferait un plaisir d'épuiser, s'il était nécessaire, ses finances en leur faveur, afin que tous ensemble, Espagnols et Français, pussent combattre unanimement les ennemis communs des deux

nations. S'il arrivait en revanche que quelque particulier oubliât son devoir au point d'exercer des hostilités en Espagne, il devait s'attendre à être regardé comme un sujet rebelle au Roi Très Chrétien et traître à sa patrie.

Cette *Déclaration* fut suivie après quelques jours de quatre autres écrits du même genre et aussi maladroits. Ils reçurent peu d'accueil. Le Parlement ne put moins faire que d'en ordonner la suppression²⁰. Philippe V mettait en cause les Parlements, s'adressait à eux, les cajolait et n'en pouvait retirer qu'indignation sincère ou feinte. Mais il s'exprimait avec une franchise trop blessante, accusant le Régent de « sacrifier tous les intérêts du Roi et de l'État à la passion démesurée de régner » et après avoir rappelé la démolition de Mardych, le renvoi du Prétendant, il affirmait que « toute la France voit et sent que les promesses secrètes des Anglais faites au Régent pour ses intérêts particuliers, l'ont entraîné et l'ont fait passer par-dessus le préjudice qu'il faisait à l'État ». Les peuples souffraient, les nobles se ruinaient, les premiers succombaient sous le poids des impôts, les seconds périssaient faute de pensions et l'argent s'en allait aux favoris et aux maîtresses du Régent, aux étrangers qui, à ce prix, signaient des traités ruineux pour la France. Il n'était pas jusqu'au duc du Maine qui n'obtint un mot d'éloge et de regret, et jusqu'au Parlement qui connaissait la prison et l'exil en réponse aux remontrances dont on lui avait restitué le droit illusoire²¹.

Elle manque
son but

La violence dépassait le but. « Le manifeste du roi d'Espagne a servi mon fils au lieu de lui nuire, nous dit Madame. Il faut qu'Alberoni soit un violent meneur d'ours. Comment un garçon jardinier pourrait-il savoir le langage que doivent tenir des personnes royales? On a envoyé à Paris un millier d'exemplaires imprimés de ce document, on en a adressé à tous les gens de la Cour, à tous les évêques, à tous les membres du Parlement... On l'a fait à dessein et pour connaître les partis, car on avait à la poste note des noms de ceux qui avaient reçu les paquets. Les gens de bien rapportent eux-mêmes les paquets qui leur ont été envoyés, les autres les gardent et ils sont couchés par écrit à la poste, sans que le public ait connaissance de tout cela²². » Ces

²⁰ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 461; 16 janvier 1719; L'arrêt a été publié par J. Vatout, *La conspiration de Cellamare*, 2^e édit. 1832, t. II, p. 323-326.

²¹ *Arch. des Aff. Étrang.*, Espagne, t. 286, fol. 192-205.

²² *Madame à la marquise Louise*, 27 janvier 1719, dans *op. cit.*, édit. G. Brunet, t. II, p. 56.

pièces firent du bruit²³ et Dubois ne laissa pas que d'en être contrarié, il savait qu'une grande partie du public donnait raison à Philippe V. « Nous reconnaissons, écrivait-il, à lord Stanhope, par les découvertes que nous avons faites, et vous en verrez des preuves indubitables, que l'Espagne et la moitié de la France ne se sont élevés contre S. A. R. qu'en haine du traité et de sa liaison avec le roi de la Grande-Bretagne, et la guerre que nous entreprenons contre l'Espagne va être à proprement parler une guerre civile, dans laquelle personne ne peut juger qui sera pour S. A. R. qui aura contre elle non seulement tous ceux qui sont engagés et prévenus pour l'Espagne, mais tous les Jacobites qui sont plus nombreux et plus considérables ici qu'en Angleterre même et qui, sans mentir, font les deux tiers du royaume. Il faut nécessairement agir en Angleterre et ici avec un concert parfait et que rien sans exception ne puisse déranger et préférer cet intérêt à tout autre... On peut négliger et perdre tout autre avantage, mais on ne peut donner la moindre atteinte à celui-ci sans porter à l'un et à l'autre gouvernement un coup mortel. Voilà la maxime sur laquelle je suis persuadé que nous devons préférer l'Angleterre à toute autre puissance, et que l'Angleterre doit préférer la France à toute autre liaison, et qu'il ne faut pas vivre ensemble avec fidélité seulement pour les engagements pris et avec de simples égards les uns pour les autres, mais en intime liaison et en amitié et de la même manière que si les deux États appartenaient au même maître, faisant attention de part et d'autre aux préventions populaires pour n'effaroucher personne et parvenir à notre but qui doit être de porter l'union jusqu'à une union nationale...

Lettre de
Dubois à
Stanhope

« Par tout ce qui nous a passé dans les mains depuis quelque temps, nous ne pouvons plus douter que le cardinal Alberoni n'ait juré la perte du roi de la Grande-Bretagne et de S.A.R., qu'il n'ait pour but d'enlever la couronne de France à S.A.R. si elle venoit à vaquer et de la procurer au Roi Catholique, et de conserver l'Espagne pour un de ses seconds fils; et pour venir à bout de ses mauvaises intentions contre votre gouvernement et contre S.A.R. de nous séparer. Il n'y a aucune avance qu'il ne nous ait faite pour nous détacher de vous. Il n'y en aura aucune qu'il ne fasse auprès de vous, pour vous séparer de nous... Mais comme il voudrait nous détruire par la force et par la ruse, il faut employer ces deux mêmes moyens pour le

Nécessité
de renouer
l'alliance

²³ Saint-Simon, *Mémoires* (1905), t. XI, p. 83-87.

combattre : la force, en faisant bien la guerre, et en déclarant et montrant dans toutes les occasions que ce n'est pas au roi Catholique ni à la nation espagnole qu'on la fait, mais à ce ministre turbulent, et lui faire personnellement tout le mal que l'on pourra... Ces vues n'empêchent pas qu'en même temps qu'on agira le plus vivement par la guerre contre l'Espagne et par les menaces au Pape contre le cardinal Alberoni, on ne se serve aussi de la même dissimulation qu'il veut employer lui-même et qu'on ne doive témoigner en toute occasion qu'on est disposé à la paix et qu'on ne laisse aussi longtemps que l'on pourra une porte ouverte... Cette paix achèverait de confirmer les Renonciations, détruirait les mesures qu'il a prises et les actes même qu'il peut avoir faits pour les révoquer, nous donnerait le temps de rétablir nos forces, et nous mettrait en état de prendre de solides précautions contre ses mauvais desseins, sur lesquels il ne faut jamais s'endormir. Dans cette pensée, je crois qu'il faut appuyer fortement le délai de trois mois que les États-Généraux demanderont, ne pas consentir qu'il soit disposé des expectations que l'on a offertes pour le fils de la reine d'Espagne, et apporter toutes les autres facilités qui pourront déterminer le roi d'Espagne à accéder au traité²⁴. »

Echecs
diplomatiques
d'Alberoni

Alberoni ne s'alarmait pas outre mesure et à défaut de grands moyens il entassait de grands projets. La France demeurait, à ses yeux, une proie facile grâce au prestige persistant de Philippe V; l'Angleterre n'était pas moins vulnérable et une expédition conduite par le Prétendant aurait raison du trône hanovrien; la Suède manquait à l'instant où on allait lui adresser un appel, mais Pierre I^{er} pourrait bien revendiquer le rôle auquel allait manquer Charles XII. Le roi de Prusse réclamerait peut-être l'honneur de s'y associer en haine de l'Autriche et de l'Angleterre. Ainsi l'aventurier n'avait pas renoncé à remettre sur pied la ligue du Nord et le roi d'Angleterre toujours préoccupé de son électorat allemand était bien loin de se sentir rassuré, contre les chances adverses que pouvaient lui ménager ces régions et ces potentats mystérieux et redoutables. Cependant la disparition de Charles XII entraînait, à bref délai, celle de son conseiller Goertz qui perdit la tête sur un échafaud²⁵ et tous leurs plans s'étaient évanouis et la ligue était définitivement dislo-

²⁴ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, Mémoires et Documents, t. 142 : Dubois à Stanhope, 16 janvier 1719.

²⁵ Madame à la marquise Louise, 9 décembre 1718, op. cit., t. II, p. 38-39 : « il a une physionomie qui ne prévient pas en sa faveur; je ne crois pas qu'il meure d'une belle fin ».

quée. Alberoni avait fondé sur elle trop d'espoirs pour ne pas tenter de la faire revivre et envoyait dans le Nord deux émissaires le baron de Schlieben et le comte Marini, l'un Allemand, l'autre Italien. Dubois les fit arrêter au passage, comme ils traversaient la France, et loger à la Bastille; le premier s'y attarda, le deuxième, plus subtil, offrit ses services, espionnage, trahison. tout ce qu'un forban peut offrir, fut agréé et retourna en Espagne. Tandis que le Nord lui échappait, Alberoni s'efforçait en Hollande de désagréger la Quadruple-Alliance en détachant d'elle les Provinces-Unies. Un moment il put se flatter d'y réussir. La Hollande avait trop perdu et trop peu gagné à la guerre de Succession pour n'être pas devenue aussi pacifique qu'elle avait été belliqueuse et elle comprenait à merveille que la Quadruple-Alliance devait amener la guerre avec l'Espagne, par conséquence l'interruption de son commerce avec ce pays. Une prudente et lucrative neutralité l'en eût préservée, mais l'Angleterre et la France la lui interdisaient et l'entraînaient avec elles malgré elle. L'ambassadeur d'Espagne, Beretti Landi soutenait la résistance, suggérait des subterfuges, encourageait les ajournements à l'aide desquels les Hollandais se dérobaient à l'adhésion formelle réclamée d'eux; mais plus avantageux que clairvoyant, résolu à se faire valoir, il entretenait sa Cour d'un vain espoir de la dissolution imminente de la Quadruple-Alliance par la sécession de la Hollande.

« Philippe V avait un intérêt majeur à prolonger indéfiniment la temporisation des Hollandais, et ceux-ci l'eussent volontiers portée à l'extrême limite. Sollicités, assiégés pour ainsi dire par les deux parties, ils se défendaient savamment, profitaient des deux mains, vendant du matériel naval aux Espagnols, obligeant l'Empereur à régler à leur avantage le traité de la Barrière, recevant sans émotion les vifs assauts de l'abbé Dubois. Cependant comme après tout, il ne leur était pas possible de faire bande à part, enserrés qu'ils étaient entre les grandes puissances, ils acceptèrent le principe de la Quadruple-Alliance, en février 1719²⁶. » Ils y mirent cette condition que le délai de trois mois imparti à l'Espagne pour adhérer au traité, sous peine de déchéance des duchés italiens, fut prorogé d'autant. Dubois appuyait sur cette demande²⁷ et, nonobstant les protestations de Pendtenriedter à Londres et de Koenigsegg à Paris, il fallut

²⁶ L. Wiesener, *Le Régent, l'abbé Dubois et les Anglais*, t. III, p. 8-9.

²⁷ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, Mémoires et Documents, t. 142, fol. 65 : Dubois à Pendtenriedter, 28 février 1719.

céder, et Parme ainsi que la Toscane restèrent promis au roi d'Espagne pendant un nouveau et dernier délai de trois mois. Cependant les Provinces-Unies ne se résignaient encore qu'à figurer de nom dans la Quadruple-Alliance. Il semble qu'Alberoni eut dû encourager une disposition si favorable à sa politique; il choisit le rôle opposé, malmena le délégué hollandais Colster, chargé de lui porter des conseils pacifiques à Madrid, et lui signifia l'inutilité d'une négociation dans ce sens.

Préparatifs
militaires

Aux échecs diplomatiques, Alberoni allait joindre les catastrophes militaires. A cet incorrigible brouillon la journée de Passaro n'avait rien appris, il courait vers d'autres désastres avec une imperturbable sérénité. « Monsieur le Régent, écrivait-il, peut, quand il le voudra, envoyer une armée de Français. Assurez publiquement qu'il n'y aura pas un coup de fusil de tiré et que le Roi notre maître tiendra des vivres prêts pour les recevoir²⁸. » Ce hâbleur se complaisait en des prévoyances futiles; il fit peindre sur les drapeaux espagnols des fleurs de lis dont la vue devait émouvoir nos régiments, mais ceux-ci ne purent les apercevoir, vu la distance d'où les matamores d'Espagne se tinrent des Français. D'autres soins l'occupaient. Par ses ordres, on releva quelques pans de murs et on replâtra tant bien que mal quelques bicoques du côté de Gironne, on empila des tonneaux de poudre, on roula des tonneaux de riz et de garlancos, on empierra des routes que, depuis l'époque de l'occupation romaine, les ornières, en se rejoignant, avaient transformées en marécages, enfin on recruta dans les îles Canaries non des serins mais des soldats²⁹ dont on forma deux régiments. Quant à la marine, elle se composait de quelques vieilles coques qu'on s'occupa à calfater, à mâter et à peindre, on leur adjoignit des navires de commerce français saisis dans les ports et on contraignit les équipages français à monter ces bâtiments et à servir une puissance en guerre avec leur patrie³¹. Tout ceci n'était que dérisoire et notre consul à Barcelone mandait à Paris que l'Espagne ne pourroit soutenir la lutte, elle avoit peu de soldats et presque point de ressources³².

Alberoni
présent
le désastre

Dans cette course vers l'abîme, Alberoni eut des lueurs, car

²⁸ Alberoni à Cellamare, 21 novembre 1718, dans P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 264.

²⁹ Arch. de la Marine, B⁷ 36, fol. 275 : lettre de M. Demoy, consul à Barcelone, 3 décembre 1718; B⁷ 38, fol. 60 : lettre de Ténériffe, 17 avril 1719.

³⁰ Arch. de la Marine, B⁷ 37, fol. 156.

³¹ Arch. de la Marine, B⁷ 38, fol. 19; B⁷ 36, fol. 107.

³² Arch. de la Marine, B⁷ 36, fol. 275.

il était trop intelligent pour s'aveugler et trop intéressé pour se perdre sans ressource. Il esquissait le geste qui ferait retomber sur un roi presque dément la responsabilité de cette guerre par laquelle l'Espagne pourrait périr, et cherchait à s'attirer la bienveillance du duc d'Orléans. « Je crois, écrivait-il à Nancré, que S. A. R. est plus que jamais persuadée que je suis l'auteur de cette guerre et qu'elle m'impute le refus de S.M.C. de n'avoir pas voulu accepter le projet. Une telle pensée ne va pas d'accord avec l'estime que S.A.R. dit avoir de ma personne, quand elle me croit une boute-feu capable d'embraser toute l'Europe. Cependant S.A.R. croira tout ce qu'elle voudra et je laisserai au temps qu'il la détrompe sur mon sujet. Il faut bien avoir l'honneur de pratiquer le roi d'Espagne pour connoître son caractère... Il est persuadé que c'est contre son honneur d'accepter ledit projet, et S.A.R. peut compter qu'il laissera mettre le feu aux quatre coins de l'Espagne, à moins qu'on ne trouve quelque expédient à lui proposer pour le persuader que son honneur est à couvert. C'est à S.A.R. de m'en fournir quelqu'un, et elle verra comment j'agirai³³. » Et deux jours plus tard, à ses maîtres, les Farnèse : « Je suis d'avis qu'il faudrait se rapprocher du duc d'Orléans, la ligue qui s'est formée va bientôt englober toute l'Europe, la Hollande et peut-être le Portugal. Mais puisque, malgré tout, le Roi ne voudra pas accepter le projet, il faudra bien jouer nos cartes et cette partie désespérée³⁴. »

Le Régent et Dubois, avec plus de sincérité peut-être, ne se montrent guère plus empressés qu'Alberoni à recourir aux armes. « Ce que V.E. me marque de la manière de penser du roi son maître laisse bien peu d'espérance, écrit le duc d'Orléans, et je m'afflige très sincèrement avec elle de voir perdre des moments aussi précieux que ceux qui restent encore avant celui des premières hostilités³⁵ » et Dubois, s'ouvrant à un ami nous donne le motif de cette ferveur pacifique. « Je me trouve, écrit-il à Robethon, dans la situation et pour ainsi dire dans le point de vue d'où l'on peut juger assez sûrement du bon ou du mauvais effet des démarches publiques, et je vous avoue avec la dernière sincérité qu'il n'y aucune circonstance qui ait fait perdre plus de terrain à S.A.R.³⁶. » Mais la lettre de Dubois à Stan-

Dubois subit
la guerre
et l'exploite

³³ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, *Mémoires et Documents*, t. 142 : Alberoni à Nancré, 28 janvier 1719.

³⁴ Ibid., fol. 65 : Dubois à Pendtenriedter, 28 février 1719.

³⁵ Ibid., fol. 68 : Nancré à Alberoni (de la part du Régent), 19 février 1719.

³⁶ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 322, fol. 242 : Dubois à Robethon, 25 février 1719.

Dieu veuille qu'il n'arrive plus de ces bagatelles plus pernicieuses que des choses capitales, et contraires diamétralement à l'application qu'il faut avoir à faire goûter et à augmenter la bonne intelligence entre les deux nations⁴⁹. »

Affaires
de la ligue
du Nord

Il semblait que cette « bonne intelligence » ne se réaliserait jamais. Georges I^{er}, toujours anxieux pour son électorat de Hanovre, redoutait encore la versalité du Régent et son influence sur les puissances du Nord. Cette anxiété lui suggéra une démarche faite en cachette de la France. Le 5 janvier 1719, un traité d'alliance défensive fut signé à Vienne entre l'Empereur, comme souverain des pays héréditaires, et les rois de Grande-Bretagne et de Pologne comme électeurs de Hanovre et de Saxe⁵⁰. Ils se garantissaient réciproquement les États qu'ils possédaient dans l'Empire, et, de plus, le royaume de Pologne et le grand-duché de Lithuanie contre toute agression venant du dehors et toute machination factieuse à l'instigation des puissances étrangères. Cet engagement devait subsister jusqu'à l'entière pacification du Nord. On inviterait les autres puissances, surtout les Princes et États de l'Empire et les États-Généraux, à entrer dans l'alliance que l'on qualifiait de purement défensive. Le Régent avait eu connaissance de cet accord par Vienne et se plaignait hautement de la défiance de Georges I^{er} à son égard. Dubois renchérit et montra son maître touché et attristé par cette conduite qui atteignait gravement son prestige en France et Stanhope se trouva repris d'inquiétudes et comprit ou crut comprendre que « des reproches si peu naturels ne pouvaient être qu'un prélude à quelque chose de plus fâcheux⁵¹. »

Suède

La guerre était déclarée, les jours s'écoulaient et il devenait urgent de mettre fin aux complications qui pouvaient surgir dans le Nord. Il faut, écrivait Dubois à Stanhope, saisir cette occasion que la Providence nous offre pour achever de donner la paix à l'Europe, une paix très équitable. Le seul moyen de faire tomber l'Espagne tout d'un coup sans lui laisser aucune ressource est de former le projet d'une paix générale dans le Nord⁵². » La disparition de Charles XII offrait une chance uni-

⁴⁹ *Public Record Office*, France, vol. 358 : Dubois à Craggs, Paris, 5 mai 1719; Saint-Simon, *Mémoires* (1905), t. XI, p. 88; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 484; 26 février 1719.

⁵⁰ Roussel, *Actes et négociations*, t. II, p. 450; Dumont, *Corps universel diplomatique*, t. VIII, 2^e partie, p. 1-3.

⁵¹ *Public Record Office*, Germany, vol. 211 : Stanhope à Saint-Saphorin, Londres 4 (=15 février) 1719.

⁵² *Arch. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 322, fol. 60 : Dubois à Stanhope, 16 janvier 1719.

que à saisir, il fallait créer des faits accomplis qui empêchassent désormais le Régent d'hésiter entre Torcy et Dubois presque également ministres de sa politique extérieure; les Anglais, pour leur part, sentaient qu'il n'y avait plus une heure à perdre et allaient s'occuper particulièrement du sort de la couronne de Suède⁵³. Les alliés de Londres avaient à choisir entre deux candidats à la succession de Charles XII, son beau-frère le prince Frédéric de Hesse, et son neveu Charles-Frédéric duc de Holstein Gottorp; l'occasion était belle d'obtenir du roi élu et de ses électeurs l'engagement de souscrire à la paix qu'on imposerait aux puissances du Nord.

En même temps, Dubois voulait qu'on fit des avances à la Russie pour la détourner de l'idée d'exciter des troubles en Suède et de fournir à Alberoni l'occasion de les aggraver ou du moins de les entretenir. On ferait miroiter aux regards de Pierre I^{er} des avantages solides et lorsque la Russie, la Suède et le Hanovre seraient nantis, il deviendrait facile d'amener le Danemark et la Prusse isolés à se soumettre à ce qu'on exigerait d'eux.

Russie

Mais, déjà, le traité du 5 janvier portait ses fruits. Dès le mois de février, une armée hanovrienne de douze mille hommes entra en Mecklembourg, au nom des trois signataires, se saisissait des domaines du duc, y installait des Commissaires hanovriens⁵⁴. Pour calmer les inquiétudes que la Prusse pouvait concevoir touchant l'extension du Hanovre, on lui offrait Stettin, on tournait ses ambitions vers l'Est, lui suggérant d'expulser les Russes de Pologne et, si le Tsar ne se contentait pas de Pétersbourg et Narva, à lui reprendre Smolensk et Kief. Pendant que Prusse, Pologne et Russie en viendraient aux mains, le Hanovre ferait son chemin. Maintenant que la mort de Charles XII entraînait la quasi-disparition de la Suède, les princes allemands s'apercevaient enfin de l'erreur qu'ils avaient commise en fondant la grandeur de la Prusse et de la Russie aux dépens de la Suède, mais combattifs comme ils l'étaient, ils prétendaient corriger cette erreur, remettre à leur place le Tsar et le roi de Prusse, une place aussi exigüe que possible, et pour cela recourir à la force des armes. Cette perspective bouleversait le plan de Dubois qui tendait à ménager le Tsar, entraîner

Menace de
conflit dans
le Nord

⁵³ *Arch. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 322, fol. 106; 134 : Destouches à Dubois, 19 janvier; Chagnon à Dubois, 26 janvier 1719.

⁵⁴ *Arch. des Aff. Étrang.*, Prusse, t. 60, fol. 223 : Rottenbourg au Régent, 11 février 1719; J.-G. Droysen, *Geschichte der preussischen Politik*, in-8, Berlin, 1855-1886, t. IV, 2^e partie, p. 253.

la Prusse dans la Triple-Alliance, empêcher toute guerre dans le Nord et interdire à Alberoni l'espoir de la faire naître.

Embarras
des
ministres
anglais

Le mécontentement du Régent et de Dubois était fondé et celui-ci ne se privait pas de relever avec l'incorrection du procédé de l'Angleterre à notre égard les inconvénients auxquels le traité du 5 janvier pouvait entraîner la dynastie hanovrienne. L'imprévoyance traditionnelle des diplomates anglais ne leur laissait pas apercevoir l'orage que la main infatigable d'Alberoni amoncelait contre leur pays, à l'heure même où le duc d'Ormond s'employait à soulever l'Irlande et à envahir l'Écosse avec l'appui de la Suède et de la Russie⁵⁵. Devant ces faits, les ministres anglais, si incapables qu'ils fussent par tempérament d'entrer dans les sentiments d'autrui, se sentirent humiliés et embarrassés. Ils avouèrent que l'influence du hanovrien Bernstorff les tenait tous en échec et qu'il ne se faisait plus rien sans lui de grand ni de considérable en Angleterre⁵⁶. Ni le secrétaire du roi, Robethon, tenu à l'écart⁵⁷, ni les ministres anglais eux-mêmes n'avaient été instruits de ces négociations allemandes, il leur coûtait d'en faire l'aveu mais il le fallait pour leur excuse⁵⁸. D'ailleurs les intérêts du roi d'Angleterre étant liés à ceux de l'électeur de Hanovre, force leur était d'en tenir grand compte car le Roi n'ignorait pas son propre intérêt et savait le poursuivre et le faire prévaloir. Trouverait-il son avantage dans une paix générale telle que Dubois la proposait? « Nous tombons d'accord, disait Stanhope qu'il faut la faire générale, mais nous appréhendons qu'il ne soit pas possible de combiner, en même temps et avec une satisfaction égale des parties, tant d'intérêts divers⁵⁹. »

Dubois leur
sacrifie
la Suède

Le projet de Stanhope faisait une large part aux princes allemands — au Hanovre surtout — dans les dépouilles de la Suède qui n'était pas éloignée elle-même de « regarder ses provinces

⁵⁵ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 322, fol. 88, 257 : Dubois à Craggs, 21 janvier et 8 mars 1719; Ibid, t. 322, fol. 263 : Dubois à Destouches, 8 mars 1719.

⁵⁶ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 323, fol. 37 : Destouches à Dubois, 16 janvier et 9 mars 1719.

⁵⁷ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 322, fol. 154, 161 : Destouches à Dubois, 31 janvier 1719.

⁵⁸ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 322, fol. 162, 169 : Craggs à Dubois, 31 janvier 1719.

⁵⁹ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 322, fol. 190 : Stanhope à Dubois, 31 janvier 1719.

d'Allemagne comme la source de leur misère⁶⁰. Une paix bienveillante donnerait satisfaction aux deux parties, leur permettrait de faire moins large la part du Tsar et refoulerait celui-ci tout au fond de la Baltique dans une position qu'on essaierait de rendre bien incommode et même précaire⁶¹. On était ainsi bien loin du traité de commerce du 15 août 1717 et des projets d'alliance franco-russe. Une première fois l'alliance anglaise avait détourné la France de la Russie, une fois encore, pour protéger leur commerce exclusif dans les parages de la Baltique ils invitaient le Régent à s'en détourner. Une intrigue parlementaire supérieurement conduite avait détaché Georges I^{er} de ses ministres hanovriens l'avait ramené à ses ministres anglais à qui il abandonnait le traité du 5 janvier et la décision des affaires du Nord. Du moment que la question restait à débattre entre Stanhope et Dubois, elle était presque résolue et la Russie serait sacrifiée à l'Angleterre. Dubois en faisait l'aveu : « Une paix générale dans le Nord, écrivait-il, était à désirer par préférence à toute paix particulière. Mais les moyens qui se sont présentés à première vue, bien loin d'être infaillibles n'ont pu qu'être fort douteux. Il y a apparence que les conditions que le Tsar demanderait pour la paix générale seraient contraires aux intérêts de la Suède, et à la liberté du commerce des autres nations. On ne peut se flatter de trouver facilement le moyen d'ajuster les intérêts de toutes les puissances impliquées dans la guerre du Nord. Mais si l'on ne peut pas entreprendre un arrangement aussi vaste, S.A.R. ne s'écartera pas de la prédilection qu'elle a pour l'Angleterre, et préférera la paix du roi de la Grande-Bretagne à toute autre. Ainsi, la paix du roi de la Grande-Bretagne avec la Suède est le premier point du plan dans lequel nous pouvons entrer ou, pour mieux dire, que nous suivons depuis la Triple-Alliance⁶². »

Ainsi Dubois marchait à son but : Terminer la guerre dans le Nord et la limiter dans le Sud. La première partie du plan livrait la Suède à l'Angleterre et privait l'Espagne de l'alliée sur laquelle elle comptait s'appuyer; au prix de cette désertion du rôle tenu par la France dans le Nord depuis des siècles, l'Espagne demeurerait isolée, exposée aux coups et aux convoitises

⁶⁰ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 322, fol. 190 : Stanhope à Dubois, 31 janvier 1719.

⁶¹ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 322, fol. 190 : Stanhope à Dubois, 31 janvier 1719.

⁶² Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 322, fol. 260 : Dubois à Stanhope, 8 mars 1719.

de la France, de l'Empereur et de l'Angleterre, c'est-à-dire à la défaite et à l'obligation d'accepter la paix aussi onéreuse et aussi humiliante qu'il plairait à ses vainqueurs de lui imposer, mais à ce prix Philippe d'Orléans dressait une nouvelle barrière entre le roi d'Espagne et le trône de France, tandis que Guillaume Dubois aplanissait encore un obstacle sur le chemin du cardinalat.

Rapprochement avec le Parlement

Ces manœuvres ne leur faisaient pas oublier, elles leur eussent plutôt rappelé leur impopularité à tous les deux et l'hostilité soulevée dans le royaume par la guerre contre l'Espagne. A mesure que le moment d'entrer en campagne approchait, le Régent et son ministre songeaient à influencer le grand courant d'opinion représenté par le jansénisme. Dubois, à qui promesses et protestations ne coûtaient guère, faisait quelques avances au cardinal de Noailles, prodiguait les bonnes paroles au maréchal d'Estrées qu'on savait hostile aux Jésuites, recherchait le suffrage des Pères de l'Oratoire, adversaires des Jésuites et promettait à lord Stair que, sous trois mois, il montrerait par des actes qu'il avait fait et ferait plus de mal à la Constitution que qui que ce fût. Ce n'était certes pas prendre le chemin du cardinalat que d'agir de la sorte, mais c'était « travailler à regagner les Parlements⁶³ » ; ce qui était non seulement nécessaire mais urgent.

Le lit de justice du 26 août et les emprisonnements de magistrats qui avaient suivi avaient été profondément ressentis par les Compagnies, mais le temps commençait à faire son œuvre et le Parlement de Paris avait condamné la déclaration de Philippe V contre le Régent, datée du 25 décembre. A ce premier geste bienveillant succéda un geste moins vague. Par arrêt du 4 février, le même Parlement ordonnait suppression de quatre pièces subversives datées des 3, 4 et 6 septembre 1718⁶⁴, faisant défense à tous imprimeurs, libraires, colporteurs et tous autres d'imprimer, vendre, débiter ou autrement distribuer sous peine de poursuites comme perturbateurs du repos public et criminels de lèse-majesté. Ainsi s'ébauchait la réconciliation du Régent avec les magistrats. « Il y a apparence écrivait, lord Stair, que le Régent regagnera le Parlement; alors le parti espagnol fera pauvre figure en France⁶⁵. »

⁶³ *Public Record Office*, France, vol. 353 : lord Stair à Craggs, Paris, 12 mars 1719.

⁶⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 472; 4 février 1719; J. Vatout, *op. cit.*, t. II, p. 315-320.

⁶⁵ *Public Record Office*, France, vol. 353 : lord Stair à Craggs, Paris, 30 janvier 1719.

Il ne faisait guère meilleure figure en Espagne. Comme la flotte était ensevelie au cap Passaro et l'armée emprisonnée dans sa conquête de Sicile, Philippe V, sa femme et son ministre devraient frapper le sol du pied pour en faire sortir des régiments et des hâvres. Si l'imagination d'Alberoni se repaissait de féerie, celle d'Elisabeth Farnèse ne rêvait que vengeance et chez Philippe V imagination et raisonnement avaient sombré dans l'animalité. Le cardinal imaginait projet après projet, tous grandioses, tous véreux et condamnés à la catastrophe ou à l'avortement, parce qu'aucun n'était proportionné aux moyens d'exécution. « Des projets que j'avais formés, dira-t-il, un seul, en réussissant, eût fait échouer les desseins de l'ennemi : la Providence les a tous traversés⁶⁶. » La Providence n'a pas eu à prendre ce soin, il lui a suffi de laisser à elles-mêmes ces conceptions ridicules à force d'être inexécutables; jusque sous la pourpre on voit pointer la bosse de polichinelle. Que lui importe, au reste, cette Espagne qu'il conduit au désastre; il n'est pas Espagnol il est Parmesan, ce n'est ni son sang qu'on va répandre, ni son drapeau qu'on va insulter, il n'a même plus l'excuse — si c'en était une — d'aspirer au cardinalat.

Alberoni conduit l'Espagne au désastre

Pendant qu'il protestait de son désir sincère de paix, Alberoni multipliait les manifestations belliqueuses et les louches tentatives. Bien instruit des intrigues des cabinets, il essayait, tardivement parfois, de les déjouer. C'est ainsi qu'il dépêchait au roi de Prusse l'aventurier Marini, qui retourna sa casaque et passa au service du duc d'Orléans. Celui-ci se fit amener l'Italien et lui fit écrire à Alberoni combien le prince déplorait la guerre imminente, souhaitait gagner l'amitié du Roi Catholique et serait reconnaissant au cardinal de détourner les souverains de cette aventure où ils auraient toutes les chances contre eux. En ce qui regardait Alberoni personnellement, les suites de la guerre pouvaient lui devenir funestes : le duc d'Orléans faisait dresser un manifeste où toute la faute lui serait imputée, ce qui, en cas d'échec, pourrait décider le roi Catholique à l'abandonner. Il serait plus digne de la prévoyance du cardinal d'attirer le Roi Catholique à l'acceptation du traité; par là, il assurerait son état contre tout événement, s'attirerait la reconnaissance du Régent qui s'emploierait auprès du Pape pour lui obtenir ses bulles de l'archevêché de Séville. Enfin, si le roi d'Espagne proposait encore quelques avantages en sa faveur qui ne fussent pas direc-

Derniers et louches projets d'accommodement

⁶⁶ Alberoni à Rocca, 26 avril 1719, dans *Lettres intimes*, p. 629.

tement contraires au traité, il tâcherait de les faire agréer par les autres alliés⁶⁷.

Presque au même moment où, à Paris, on amorçait cette négociation, le consul de France à Barcelone, pourvu d'une charge dans la maison d'Orléans, suggérait une solution imprévue au cardinal Alberoni. Mariage du prince des Asturies avec Mlle de Montpensier, fille du Régent, cession au duc de Chartres par Philippe V de la souveraineté de la Flandre, à charge pour le duc d'Orléans d'en faire la conquête sans le concours du Roi Catholique et de fournir à ce prince douze vaisseaux de ligne pendant deux ans, la France se séparant des alliés, etc., etc.⁶⁸.

Alberoni pensa voir dans ces deux factums la pensée secrète du duc d'Orléans et il s'empessa d'écrire à Nancré, que le duc d'Orléans avait tort de lui imputer la responsabilité de cette guerre pour laquelle il ne faisait qu'obéir aveuglément à Philippe V. « Quant au manifeste que S. A. veut faire imprimer en espagnol contre moy, je voudrais bien qu'il produisist l'effet qu'elle s' imagine, car il me mettrait dans un estat à donner bien des grâces à celui qui en aurait esté la cause, mais je vois bien que S. A. est mal informée de ce pays icy. Le temps le dira⁶⁹. » Nancré répondit de la part du Régent que la lettre de Marini pas plus que celle de Barcelone ne méritaient de crédit, mais que les dispositions du Régent n'avaient pas varié, en faveur d'un accommodement que suivrait une parfaite union⁷⁰. Alberoni n'en voulait pas et se lavait les mains sur ce qui adviendrait. « C'est au bon Dieu, disait-il, d'y porter remède⁷¹. » Et le bon Dieu semblait y avoir renoncé.

⁶⁷ Public Record Office, France, vol. 353 : lord Stair à Craggs, Paris, 23 février 1719.

⁶⁸ Public Record Office, France, vol. 353 : lord Stair à Craggs, Paris, 25 février 1719.

⁶⁹ Public Record Office, France, vol. 353 : Alberoni à Nancré, 28 janvier 1719.

⁷⁰ Public Record Office, France, vol. 353 : Nancré à Alberoni, 19 février 1719.

⁷¹ Public Record Office, France, vol. 353 : Alberoni à Nancré, Madrid, 6 mars 1719.

CHAPITRE XXXIII

La campagne de 1719

(Janvier-Novembre)

Rumeurs publiques sur la guerre. — Le maréchal de Berwick. — Le prince de Conti. — État-major et promotions. — Projets de Dubois et de Craggs. — Alberoni fait appel au Prétendant. — Expédition de Cadix. — Inquiétudes en Angleterre. — Dispersion de la flotte. — Transformation du sentiment national en France. — Trahison du duc de Richelieu. — Plan de guerre. — Destruction de Passage. — Illusions de Philippe V. — Manifeste de Louis XV. — Prise de Fontarabie. — Itinéraire de Philippe V. — Lettre au prince de Conti. — Projets de soulèvements en Espagne. — Prise de Saint-Sébastien. — Échecs répétés. — Les Miquelets. — Campagne de Catalogne. — Fin de la campagne.

Paris s'entretint, pendant le mois de janvier, de la guerre et de la paix. Un jour « on parle d'envoyer un petit corps en Sicile et [on dit] que peut-être on ne fera point la guerre en Espagne¹ »; le lendemain, il est question d'une entreprise hardie », il ne s'agit de rien moins que de brûler des vaisseaux espagnols qui sont sur le chantier dans le port de Passage² » ou bien de débiter par « les sièges de Barcelone et de Fontarabie³ », puis le vent tourne et « les espérances de paix augmentent⁴ »; mais quoiqu'il arrive « on est assuré que l'armée fera son devoir, si elle entre en campagne⁵ ». Belle-Isle, alors maréchal de camp, n'hésite pas à s'en porter garant. « On peut mener hardiment l'armée en Espagne, écrit-il, et contre le Roi lui-même; elle tirera dessus sans hésiter, je vous en réponds⁶. »

Le 18 janvier, l'ambassadeur impérial, M. de Koenigsegg, fait part dit-on, au duc d'Orléans de propositions pacifiques du roi

Rumeurs
publiques
sur la guerre

¹ Dangeau, Journal, t. XVII, p. 463; 17 janvier 1719.

² Dangeau, Journal, t. XVII, p. 464; 20 janvier 1719.

³ Gazette de la Régence, p. 310; 16 janvier 1719.

⁴ Dangeau, Journal, t. XVII, p. 465; 21 janvier 1719.

⁵ Gazette de la Régence, p. 313; 27 janvier 1719.

⁶ Arch. hist. de la Guerre, vol. 2563, pièce 1 : Belle-Isle à l'abbé de Ravannes, devant Saint Sébastien, 8 juillet 1719.

d'Espagne à l'Empereur⁶ et le public, à qui parvient cette nouvelle, y découvre la promesse d'une paix prochaine⁷ en même temps qu'un bon « tour du cardinal Alberoni qui dérange fort toutes les mesures prises par le Régent⁸ ». Celui-ci « marque beaucoup de résolution à pousser la guerre⁹ », dément les bruits de paix¹⁰, s'occupe de compléter les cadres de l'armée, d'accorder des dispenses¹¹, de choisir le général en chef qui sera le duc de Berwick, seul parmi les maréchaux de France qui put s'acquitter de cet emploi et assurer la conduite d'une guerre que le roi d'Espagne ne lui pardonnera jamais¹².

Le maréchal
de Berwick

Villars et Berwick étaient les deux seuls hommes de guerre à qui on put alors confier la conduite d'une armée française. Villars fut pressenti et se déroba. Berwick était pauvre, dépendant et se savait peu goûté du Régent. Il ne possédait rien au-delà de la terre de son duché, qu'il devait presque entière. Un refus de sa part eût mis le Régent dans un grave embarras et le lui eût aliéné pour toujours. Berwick accepta donc la mission d'humilier cette monarchie espagnole qui lui devait, depuis la journée d'Almanza, d'exister encore. Prudent, appliqué, méthodique et tenace, Berwick était de la famille militaire des Catinat et des Suchet. Son état-major était composé d'hommes de mérite : Cilly, d'Asfeld¹³, Joffreville¹⁴ et plusieurs autres avec le secours desquels il pouvait conduire une campagne heureuse et même brillante. En attendant l'entrée en campagne, il faisait, dans son gouvernement de Guyenne, montre d'un grand zèle pour la cause du Régent. On lui devait la saisie d'un paquet de dépêches du cardinal Alberoni, qui s'y révélait en fâcheuse posture¹⁵, ce qui lui attirait les invectives les plus véhémentes du Parmesan. « Mais autant en emporte le vent; quand il est question de mon devoir, disait Berwick, je n'ai plus de considération humaine¹⁶ », néanmoins il prenait soin d'expliquer dans une proclamation que la rupture ne porterait pas préjudice au commerce qui continuerait sur les frontières comme par le passé.

⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 463; 18 janvier 1719.

⁷ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 350-351.

⁸ Barbier, *Journal*, t. I, p. 31.

⁹ *Gazette de la Régence*, p. 310; 16 janvier 1719.

¹⁰ *Gazette de la Régence*, p. 314; 30 janvier 1719.

¹¹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 459.

¹² Saint-Simon, *Addit. au Journal de Dangeau*, t. XVII, p. 459.

¹³ Saint-Simon, *Mémoires* (1905), t. XI, p. 78.

¹⁴ Saint-Simon, *Addit. au Journal de Dangeau*, t. XVII, p. 459.

¹⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 478; 15 février 1719.

¹⁶ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, in-8, Paris, 1832, t. I, p. 229.

Si l'opiniâtreté du Cardinal contraignait le Régent à faire la guerre, nos soldats observeraient une exacte discipline et ne songeraient qu'à conquérir aux deux royaumes une paix honorable et solide¹⁷. » Toute cette chevalerie n'était pas trop du goût de Dubois qui écrivait au maréchal : « Son Altesse Royale a fort approuvé la lettre circulaire que vous avez écrite, mais ce commerce des frontières demandera une grande attention, car ce sera par les gens qui iront et viendront qu'on tâchera de faire passer la correspondance et, des deux nations, celle qui sera la plus vigilante sera celle qui gagnera le plus¹⁸. » Berwick savait associer les complaisances aux services et ne dédaignait pas ces manifestations qui couvrent de ridicule dès l'instant où elles cessent de paraître héroïques. Comblé d'honneurs en France, le maréchal n'était pas moins favorisé en Espagne où son fils aîné avait reçu la Toison d'Or, la grandesse et le duché de Liria. A ce fils, servant dans l'armée ennemie, Berwick, dès son arrivée au camp français envoya un trompette portant un message qui lui commandait de faire tout son devoir. Chez les Écossais, peuple fort exercé aux guerres civiles, c'est en effet l'usage d'avoir deux membres de la même famille dans les camps rivaux de façon à ce que, le cas échéant, l'un des deux soit en position de sauver les biens et la tête de l'autre¹⁹.

Dès que la guerre fut déclarée, le prince de Conti demanda à être fait lieutenant général et à recevoir le commandement de la cavalerie dans l'armée destinée contre l'Espagne²⁰, ce qui lui fut accordé²¹. Il devait s'y montrer étrangement dissemblable de son père et indigne du sang de Bourbon, à ce point que toutes les troupes, jusqu'aux simples soldats, s'en étonnèrent jusqu'au scandale. Sa conduite au feu ne répara rien et son esprit, — il en avait beaucoup —, le desservit²². On lui donna cent cinquante mille francs de gratification et un service en vaisselle d'argent dans l'espoir de le détourner d'une intelligence secrète avec l'ennemi²³; à peine eut-il reçu les cent cinquante mille livres

Le prince
de Conti

¹⁷ Berwick à Dubois, 29 mars 1719, dans Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 259, note 2.

¹⁸ *Arch. des Aff. Étrang.*, Espagne, t. 291, fol. 88 : Proclamation du 20 janvier 1719.

¹⁹ Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 263; J. Sevré, *Le maréchal de Berwick, premier duc de Fitz-James*, dans *Mémoires de la Société archéol. et histor. de Clermont (Oise)*, 1904, t. I, p. 27-61, 2 pl.

²⁰ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 463; 18 janvier 1719.

²¹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 463; 19 janvier 1719.

²² Saint-Simon, *Mémoires* (1905), t. XI, p. 78.

²³ *Gazette de la Régence*, p. 320; 20 février 1719.

qu'il en joua trente mille le même soir²⁴. Non content de cette gratification, le prince exigea que sa dépense de la poste fût payée ainsi qu'à une partie de ses gens tant à l'aller qu'au retour, il retarda son départ de dix ou douze jours et fit tant que son opiniâtreté l'emporta²⁵. Pour que, sous un tel chef, la cavalerie ne fût pas démontée et ses chevaux mis en vente, le marquis de Coigny en reçut le commandement effectif et l'infanterie fut confiée au marquis de Biron²⁶.

Etat-major
et
promotions

L'organisation de l'armée expéditionnaire n'alla pas sans quelques incidents. M. de Bauffremont, colonel de dragons, vint prier le Régent de ne pas envoyer son régiment contre l'Espagne. « Monseigneur, lui dit-il, si vous avez la bonté de m'accorder ce que je vous demande, vous me tirerez du plus cruel embaras où j'aie de ma vie été. L'obéissance et la reconnaissance prétendent avoir même empire sur moi; je vous dois l'une; les obligations que j'ai au roi d'Espagne ne me permettent pas de lui refuser l'autre²⁷. » Asfeld avait eu la Toison d'Or pour la conquête de Majorque et fait toute la guerre de Succession en Espagne. Désigné pour servir sous Berwick, il alla s'en excuser auprès du Régent offrant toutefois de lui obéir finalement, on agréa ses raisons et il fût envoyé à Bordeaux pour « avoir le soin de tenir l'armée fournie de ses besoins²⁸ ». Enfin le 5 mars la promotion fut communiquée aux princes du sang et rendue publique le lendemain, elle comptait six lieutenants généraux, soixante et onze maréchaux de camp, cent dix brigadiers d'infanterie, quatre-vingt-cinq brigadiers de cavalerie et dragons²⁹.

Projets
de Dubois et
de Craggs

Ces nominations rapprochées de quelques mouvements de troupes, d'adjudications de vivres, de transport de matériel suffisaient à jeter l'alarme dans l'imagination d'Alberoni qui pensait découvrir des armées campées à Bayonne et à Perpignan où on n'en apercevait pas même le fantôme³⁰. Ce qui était réel, c'était l'intense et sournoise résolution de Dubois de faire échec à tous les projets et à toutes les entreprises du turbulent ministre de Philippe V. Au lendemain de la bataille de Passaro, Dubois écri-

²⁴ *Gazette de la Régence*, p. 320; 20 février 1719.

²⁵ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVII, p. 478; *Mémoires* (1905), t. XI, p. 78.

²⁶ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 354-355.

²⁷ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 16 janvier 1719, dans *op. cit.*, t. II, p. 9; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 458; 13 janvier 1719.

²⁸ Saint-Simon, *Addit. au Journal de Dangeau*, t. XVII, p. 459.

²⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 3-13; 6 mars 1719.

³⁰ Alberoni à Rocca, 30 janvier 1719, dans *Lettres intimes*, édit. Em. Bourgeois, p. 623.

vait à Craggs : « Ce serait une chose à souhait de détruire la marine d'Espagne dans sa naissance³¹. » Une telle parole ne pouvait manquer d'écho en Angleterre et, dès le lendemain de la déclaration de guerre, le 9 janvier, le secrétaire d'État James Craggs annonçait que « l'escadre anglaise est aux ordres du maréchal³² ». Le plan de dévastation, dont le public entendait quelque chose, était dès lors arrêté et, le 26 janvier, Dubois mandait que « les troupes de terre suffiraient pour brûler les vaisseaux espagnols à Passage, dans l'état où ils sont³³ ». C'était à Berwick de donner le signal : « Aussitôt que vous nous aurez avertis de votre arrangement pour l'entreprise de Passage, lui écrivait le ministre, nous avertirons les Anglais et Neptune vous obéira³⁴. » C'était ainsi que Dubois entendait faire « tout de bon la guerre³⁵ ».

Nous avons quelque peine à comprendre aujourd'hui les délais qui séparèrent la déclaration de guerre du début des hostilités. Ce n'est que vers le 15 février que Dangeau observe que « tout se prépare pour la guerre³⁶ », et sa remarque ne vaut que pour la France. L'Angleterre, imprévoyante à son ordinaire et rassurée par son isolement, ne songeait qu'à développer ses entreprises commerciales. L'Autriche, impudente et avide, formait le projet de reconquérir la Sardaigne ou la Sicile aux dépens des alliés; à une demande de subsides le Régent répondit par une offre de munitions, et ce simple mot mit un terme à la conversation³⁷. La campagne prévue ne devait pas avoir pour théâtre la Méditerranée où la flotte anglaise se montrait seule, où une armée espagnole prisonnière dans la Sicile conquise ne comptait pour rien, où enfin Alberoni renonçait à tenter la fortune. Peu rassuré sur les victoires que lui promettait son armée de terre, il rêvait à quelque chance soudaine : révolte, révolution,

³¹ *Arch. des Aff. Étrang.*, Espagne, *Mémoires et Documents*, t. 140 : Dubois à Craggs, 31 août 1718.

³² *Arch. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 322, fol. 34 : Craggs à Dubois, 9 janvier 1719.

³³ *Arch. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 322, fol. 42 : Dubois à Craggs, 26 janvier 1719.

³⁴ Dubois à Berwick, 6 janvier 1719, dans P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 268, note 1.

³⁵ *Arch. des Aff. Étrang.*, Espagne, t. 288, fol. 112 : Dubois à Berwick, 29 mars 1719.

³⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 477; 14 février 1719.

³⁷ *Public Record Office*, France, vol. 353, lord Stair à Craggs, 13, 14 janvier, 16 février 1719; *Ibid.*, Germany, vol. 212 : M. de Saint Saphorin à lord Stanhope, Vienne, 4 février 1719.

assassinat. « Je me flatte, écrivait-il, qu'il surviendra quelque accident inopiné qui rompra les mesures perverses de quel-qu'un³⁸. » Toujours fébrile, Alberoni improvise plus qu'il n'organise, il sera le premier prêt, mais il ne sera qu'à moitié prêt.

Alberoni
fait appel au
Prétendant

Alberoni avait dû le cardinalat aux instances de Jacques Stuart qui mettait son dernier espoir dans le ministre de Philippe V et lui proposait par l'entremise du cardinal Gualterio un programme d'action contre Georges I^{er}. Alberoni avait répondu sur le mode sibyllin *che nondum advenit plenitudo temporis* (mars 1718). Les Jacobites lui prênaient l'alliance avec les Cours du Nord; au début de l'année 1719, la ligue du Nord était dissoute et Alberoni jugeant révolue la plénitude des temps, faisait appel au Prétendant. Celui-ci végétait à Rome grâce à une hospitalité craintive et parcimonieuse, jouissant d'un retour d'attention depuis qu'on savait sa fiancée victime de la brutalité autrichienne. Sorti de Rome, il gagna la mer pendant que sa suite prenait la route du Milanais dans un carrosse à sa livrée³⁹. Les espions du comte de Galatz, ambassadeur impérial prirent le change et firent arrêter le carrosse à Voghera; pendant ce temps Jacques avait gagné Nettuno, petit port de l'État romain où, par les soins du cardinal Acquaviva, l'attendait une corvette (8 février). Toute l'Europe apprit et commenta l'arrestation du fugitif au moment même où, débarqué à Rosas, il entra à Madrid avec les honneurs réservés à un roi d'Angleterre (27 mars)⁴⁰.

Expédition
de Cadix

On ne l'y avait pas attendu pour donner le signal de l'entreprise à laquelle on prétendait l'associer. Trois navires de guerre, dont une frégate, seuls bâtiments échappés au désastre du cap Passaro, avaient été armés à Cadix et pourvus d'une troupe de débarquement de cinq mille hommes sous les ordres du duc d'Ormond, qualifié de capitaine-général de sa majesté Catholique. Le secret des préparatifs fut si mal gardé que, le 15 mars, Dubois écrivait à Stanhope : « Nous avons été informés ce matin à onze heures, par un canal [dont] nous avons tout lieu d'être sûr[s], que le Prétendant a passé en Espagne et que l'embarquement préparé depuis si longtemps à Cadix est destiné à faire une descente en Angleterre. Son Altesse Royale a fait sur le champ appeler M. Stair pour lui dire toutes les circons-

³⁸ L. Wiesener, *Le Régent, l'abbé Dubois et les Anglais*, in-8, Paris 1899, t. III, p. 39.

³⁹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 358-359; *Public Record Office*, France, vol. 353 : Germany, vol. 212 : lord Stair à Craggs, Paris, 15 mars 1719.

⁴⁰ *Public Record Office*, France, vol. 353 : lord Stair à Craggs, Paris, 6 mai 1719 : A. Baudrillart, *Philippe V et la Cour de France*, t. II, p. 362.

tances qu'elle venoit d'apprendre, afin qu'il ne tardât pas à en rendre compte au roi de la Grande-Bretagne et à lui offrir tout ce qui pourroit dépendre de la France⁴¹. » Le 15 mars, en effet, « on ne doute plus quasi présentement du grand embarquement de Cadix », nous dit Dangeau⁴², le lendemain il s'aventure jusqu'à écrire qu'on croit cet embarquement de douze bataillons avec beaucoup d'armes « destiné contre l'Angleterre⁴³ »; le surlendemain, le vieux chroniqueur enregistre le bruit qu'il y a dix-huit bataillons commandés pour marcher vers Calais et sur la côte de Normandie, on y fera marcher aussi quelque cavalerie. Ces troupes, dit-il, sont destinées pour marcher en cas que le roi Georges en eût besoin⁴⁴. » Et voici que, le 18, Stair accourt au Palais-Royal, annonce au Régent que le Prétendant a fait débarquer à Bristol des troupes et de quoi armer trente mille hommes, en sorte que le roi son maître prie Son Altesse Royale de lui envoyer un prompt secours en Angleterre⁴⁵. On peut juger si l'émoi fut grand, en Angleterre, quand on apprit, le 21 mars, la mise à la voile de cette nouvelle Armada espagnole, qu'on croyait destinée à ravitailler l'armée de Sicile⁴⁶. Stanhope fit la communication aux chambres des Lords et des Communes réunies, qu'il pria de prendre les mesures jugées nécessaires en pareille circonstance. Quand chaque Chambre fut revenue dans sa salle particulière, elles mirent tous les ressources de l'État à la disposition du gouvernement qui mit à prix la tête duc d'Ormond et de ses adhérents.

Le roi Georges I^{er} ne jugea pas que ce fut assez : le pays faisait son devoir, il voulut que les alliés remplissent le leur et demanda aux signataires de la Quadruple-Alliance l'exécution de leurs engagements. Le Régent avait spontanément offert son aide et tout ce qui pourrait dépendre de lui, non seulement pour remplir ses engagements, mais pour donner au Roi et à son ministère les preuves les plus fortes qu'il ne faisait point de différence entre ce qui les regardait et ce qui le touchait personnellement. Dubois applaudissait sans réserve à ce langage⁴⁷.

Inquiétudes
en
Angleterre

⁴¹ *Arch. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 323, fol. 38 : Dubois à Stanhope, 15 mars 1719; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 15, 16; 11 et 12 mars 1719.

⁴² Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 17; 15 mars 1720.

⁴³ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 17; 16 mars 1720.

⁴⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 18; 17 mars 1720.

⁴⁵ J. Buvat, *Journal*, t. II, p. 362; M. Caumartin de Boissy à Mme de Baleroy, 9 mars, dans *op. cit.*, t. II, p. 36.

⁴⁶ J. Buvat, *Journal*, t. II, p. 362 : Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 20; 21 mars 1719.

⁴⁷ *Public Record Office*, France, t. 353 : Dubois à Stair, Paris, 11 mars 1719.

et, de son côté, promettait à Stanhope un effort égal à celui « que nous pourrions faire pour la conservation de la France, si elle étoit en danger⁴⁸ ». En effet, le gouvernement français constitua immédiatement un corps d'armée de dix-huit bataillons (10.800 hommes) et de dix escadrons (1.000 hommes) auquel il désigna ses ports d'embarquement pour l'Angleterre⁴⁹. Un corps de six cents matelots fut levé en Normandie et en Picardie et envoyé à Porstmouth. Le Régent poussa la naïveté ou la vanité jusqu'à en offrir quinze cents et de l'artillerie⁵⁰; mais l'Angleterre finit par rougir à la pensée de recourir à des marins étrangers, elle les rapatria en leur payant un mois de solde. Elle colora son refus des régiments français par leur croyance catholique et leur préféra deux mille Hollandais et six bataillons belges protestants levés par l'Empereur dans les Pays-Bas. La flotte anglaise, sous les ordres de lord Berkeley croisait dans la Manche surveillant à la fois les côtes d'Angleterre et celles de France, gardant la Bretagne et protégeant la communication par mer entre La Haye et Bayonne⁵¹.

Dispersion
de la flotte

L'événement rendit ces préparatifs superflus. Sortie de Cadix le 7 mars, l'expédition fut saisie dans le golfe de Biscaye, non loin du cap Finistère, par une tempête qui dura douze jours, dispersa et anéantit la flottille. On jeta tous les chevaux à la mer, quelques bâtiments coulèrent, plusieurs s'abritèrent dans les rades du Portugal et de la Galice⁵², deux petits bâtiments voguèrent jusqu'à l'Écosse où ils parvinrent le 16 avril. Une poignée d'aventuriers eut l'audace de débarquer, se saisit d'un château, mais ne tarda pas à capituler et fut promenée en triomphe dans les villes d'Angleterre⁵³. Le Prétendant attendait de pied ferme, à Madrid, l'annonce de sa restauration; il apprit que la princesse Clémentine Sobieska après d'émon-

⁴⁸ Dubois à Stanhope, Paris, 15 mars 1719, dans lord Mahon, *History of England*, t. I, p. 348.

⁴⁹ *Public Record Office*, France, vol. 353 : lord Stair à Craggs, Paris, 15, 20, 26, 29 mars et 19 avril 1719; *Arch. des Aff. Étrang.*, Espagne, 26 mai 1719. Voir J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 364, 373, 375; P. d'Echerac, *La jeunesse du maréchal de Belle-Isle*, in-8, Paris, 1908, p. 71.

⁵⁰ *Th. Stair Annals*, t. II, p. 108; Craggs à lord Stair, avril 1719; Weber, *Die Quadrupel Allianz vom Jahre 1718*, in-8, Wien, 1887, p. 93.

⁵¹ *Oxenfoord Castle*, Stair Papers, vol. XXII, lord Stanhope à Dubois, 30 mars 1719; *The Stair Annals*, t. II, p. 115, 116, 387; Berkeley à Stair, 10 avril 1719.

⁵² *Arch. du minist. de la Marine*, B¹ 38, fol. 13; *Arch. des Aff. Étrang.*, Portugal, t. 53, fol. 284; Mornay à Dubois, 30 avril 1719; J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 372.

⁵³ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. I, p. 260; Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 29; 8 avril 1719.

vantes péripéties, avait pu fuir Innsbrück et gagner l'Italie, elle l'attendait à Bologne. Alberoni se fut fait scrupule de retarder cette union si longtemps contrariée, il s'empessa de congédier le jeune Stuart que son insignifiance rendait inutilisable et tint à « escorter lui-même jusqu'à cinq lieues de Madrid un prince de qui ses alliés ne pouvaient attendre d'autre service que la continuation de sa race⁵⁴ ».

L'extravagance d'Alberoni paraissait si évidente qu'on songeait désormais à se mettre à l'abri de sa frénésie encore plus que de ses moyens, dont les événements se chargeaient de montrer la faiblesse. Georges I^{er} voulait en finir avec cet aventurier malfaisant qui osait s'attaquer à l'Angleterre, et rendre à l'Espagne les maux que son ministre lui avait destinés. Cet acharnement aide seul à comprendre la complaisance qu'il apporta à prêter à la France deux frégates pour convoyer les navires qui transportaient des ports de Bretagne et de Normandie à Bayonne les vivres et les munitions indispensables à l'armée des Pyrénées⁵⁵. Jaloux d'affaiblir l'Espagne, il voulait qu'on pénétrât sur le champ en Biscaye et en Catalogne, pour soulever ces provinces au nom de leurs *fueros*, il voulait qu'on en proclamât le rétablissement et que l'on restaurât du même coup les privilèges de Valence et de l'Aragon. « Ce serait, au jugement de Stanhope, un affaiblissement permanent de la monarchie d'Espagne⁵⁶ », et ses instances triompheraient sur ce point, comme sur presque tous les autres, de la répugnance du Régent.

Avant l'ouverture de la campagne, Philippe d'Orléans pouvait garder quelques doutes sur le sentiment national en France. Aux calomnies atroces, dont le souvenir n'était pas effacé entièrement, s'ajoutait une politique provocante qui aboutissait à tourner l'épée de la France contre le petit-fils de Louis XIV, celui dans lequel la majorité des Français reconnaissaient, à défaut du débile enfant-roi, l'héritier direct et légitime de la couronne. Mais ce que la noblesse refusait d'admettre, ce que le Régent s'efforçait de faire garantir, les renonciations d'Utrecht, comptaient beaucoup moins au jugement de la nation que le fait évident que Philippe V devenu étranger, représenté à Paris par un étranger, conspirait contre la sûreté du royaume. Le complot de Cellamare fut comme l'éclair qui dénonce le péril inaperçu; à sa

Transforma-
tion du
sentiment
national en
France

⁵⁴ P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 262.

⁵⁵ *Public Record Office*, France, vol. 353 : lord Stair à Craggs, Paris, 9, 30 janvier 1719.

⁵⁶ *Arch. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 328, fol. 243 : lord Stanhope à Dubois, 13 juillet 1719.

lumière le patriotisme français comprit où l'entraînait une fidélité sentimentale et Philippe d'Orléans, malgré ses tares et ses démérites, identifia dans sa personne la destinée nationale. « L'on s'aperçoit, écrit l'auteur de la *Gazette*, qu'on ne songe plus à la répugnance que l'on témoignait d'abord contre cette guerre, et que dans les conversations du public on n'en parle plus comme on faisoit dans les commencements⁵⁷. »

Trahison
du duc
de Richelieu

Alberoni n'en comptait pas moins venir à bout de remporter quelques succès à force de fanfaronnades et d'intrigues. A l'entendre « Monsieur le Régent pouvait, quand il voudrait, envoyer [en Espagne] une armée de Français. Il n'y aurait pas un coup de fusil tiré et le roi [Philippe] tiendrait des vivres prêts pour les recevoir⁵⁸ ». A l'en croire la fidélité des grands ne résisterait pas à ses séductions. La clef de la France méridionale était à Bayonne et l'italien Marini lui proposa de gagner le duc de Richelieu, colonel de l'un des deux régiments tenant garnison dans cette place. Richelieu était alors un jeune fat dont l'illustration tenait à quelques duels fameux et plusieurs galanteries retentissantes, qui lui permettaient de tenir un jeu effréné dont ses maîtresses payaient les pertes. Ce grand seigneur de vingt-trois ans trouvait aussi naturel que lucratif de trahir la France à un âge où d'autres donnent leur vie pour elle. La négociation marcha sans obstacle jusqu'au 29 mars. La veille, Richelieu alla trouver le marquis de Biron, lui fit mille protestations de dévouement et sollicita instamment la permission de partir pour Bayonne. En même temps on interceptait une lettre d'Alberoni prouvant la trahison du duc que le Régent fit arrêter dans son lit⁵⁹ où il s'était couché à cinq heures du matin après avoir couru toute la nuit. M. de Sourches⁶⁰, grand prévôt le conduisit à la Bastille et M. de Machault, lieutenant de police mit le scellé sur les papiers. On trouva la lettre de créance d'Alberoni, deux billets écrits de sa main aux émissaires de ce ministre⁶¹, une lettre au cardinal l'assurant qu'il avait parole de tous les offi-

⁵⁷ *Gazette de la Régence*, p. 332-333; 24 avril 1719.

⁵⁸ Alberoni à Cellamare, 21 novembre 1718, dans P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 263, note 2.

⁵⁹ Madame à la marquise Louise, Paris, 30 mars 1719 dans *Correspondance*, édit. Brunet, t. II, p. 83; Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 23 dit qu'il fut arrêté à « neuf heures et demie »; Buvat *Journal*, t. I, p. 369, dit à « dix heures ».

⁶⁰ Dangeau, *loc. cit.*, p. 23, dit qu'il fut arrêté par M. du Chevron, lieutenant de la prévôté, ce qui indisposa MM. les pairs qui trouvaient qu'un « pair devait être arrêté plus honorablement ».

⁶¹ P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 232, notes 1 et 2.

ciers de son régiment d'entraîner celui-ci en Espagne dès son arrivée à Bayonne⁶² et une lettre au maréchal de Berwick pour empêcher celui-ci de disposer de ce régiment avant l'arrivée du colonel⁶³.

Cette arrestation souleva une certaine émotion. « On croit, disait l'un, qu'il y a du catholicon d'Espagne dans l'affaire⁶⁴ », c'est, disait un autre, « pour des cancanes avec le cardinal Alberoni⁶⁵ ». Le Régent, importuné, répondit à ceux qui lui en parlaient « qu'il avoit dans sa poche de quoi lui faire faire son procès⁶⁶ » et Dangeau remarque que « cette affaire-là a paru plus grave le soir qu'on ne le croyoit le matin⁶⁷ ». En même temps on mettait aussi à la Bastille le marquis Du Saillant colonel de l'autre régiment de Bayonne. Interrogé, Richelieu avoua tout; il ne pouvait nier trois lettres signées de sa main qu'on lui représentait et dans lesquelles il demandait, en récompense de sa trahison, à être fait colonel des gardes⁶⁸. A Paris, l'intérêt porté au prisonnier était vif, on le savait mal logé dans la Bastille, dans une petite chambre au-dessus des cachots et ne recevant de jour que par le haut⁶⁹, endroit où l'on mettait ceux dont l'affaire était mauvaise⁷⁰. Son procès n'était pas difficile à instruire et le Régent laissait entendre qu'il tenait le jeune colonel « comme un fol⁷¹ »; harcelé de tous côtés et par des femmes de la plus haute distinction éprises de ce lovelace, le prince répondit « qu'il le tiendrait en prison étroite jusqu'à la majorité du Roi » qui en déciderait alors⁷². Du Saillant, qui n'était que

⁶² J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 370.

⁶³ Richelieu à Berwick, sans date, dans P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 233, note 1.

⁶⁴ *Gazette de la Régence*, p. 324, 27 mars 1719.

⁶⁵ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 30 mars, dans *op. cit.*, t. II, p. 41.

⁶⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 24; 29 mars 1719.

⁶⁷ *Ibid.* D'après Buvat, *op. cit.*, t. I, p. 370, Richelieu était pourvu de ce que nous appelons un « conseil judiciaire », et criblé de dettes, ce qui explique l'accueil qu'il fit aux propositions d'Alberoni.

⁶⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 24; 30 mars; Madame, *Correspondance*, t. II, p. 84; 30 mars; M. de Caumartin à Mme de Balleroy, 2 avril, dans *op. cit.*, t. II, p. 45-46.

⁶⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 24; 30 mars 1719.

⁷⁰ *Gazette de la Régence*, p. 325; 3 avril 1719.

⁷¹ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 2 avril, dans *op. cit.*, t. II, p. 46; P. d'Estrée : *Le maréchal de Richelieu 1696-1788, d'après les mémoires contemporains et des documents inédits*, in-12, Paris, 1917, p. 46-61.

⁷² *Gazette de la Régence*, p. 325-326; 3 avril 1719.

« lâche et fripon » fut remis en liberté et exilé⁷³. Quant à Richelieu « trop de vices veillaient à la conservation de ce fat éblouissant, et le Régent fut forcé de le rendre après cinq mois, aux larmes effrontées de quelques femmes du plus haut rang⁷⁴ » ; mais la découverte de cette nouvelle intrigue d'Alberoni acheva de jeter le Régent dans les bras de l'Angleterre. Dès le 2 avril, Stair se hâta d'annoncer que S.A.R. lui avoit dit « qu'elle savoit que son salut dépendoit d'être toujours étroitement unie avec le roi de la Grande-Bretagne et... que cette maxime seroit la règle de toute sa conduite⁷⁵ ».

Plan
de guerre

Désormais la réconciliation de l'Espagne avec les alliés ne dépendait plus uniquement de son accession à la Quadruple-Alliance mais du renvoi d'Alberoni⁷⁶. Pour le mettre plus sûrement hors d'état de nuire, on songeait même à lui faire enlever la dignité cardinalice. L'ambassadeur impérial sonda le pape Clément XI sur ce sujet délicat et fut surpris et charmé d'y trouver le souverain pontife assez disposé, sous la condition que les alliés prissent l'engagement de faire rendre au Saint-Siège certains droits fiscaux que Philippe V lui avait retirés⁷⁷. La condition de ces vengeance était une victoire, car Dubois ne pensait pas pouvoir venir à bout de son adversaire autrement que par les armes. Aussi, le voit-on, dans sa correspondance avec Berwick, s'intéresser aux moindres préparatifs⁷⁸, s'enquérir des plus minces détails⁷⁹; par dessus tout il recommandait une action prompte et rapide : « Je ne connais point d'autre expédient, écrivait-il au maréchal, que d'entrer en Espagne. Vous ne pouvez pas rendre un plus grand service que d'avancer ce qui peut se faire de plus prompt et de plus effectif... Tout dépend de la diligence, de la précision, de la vivacité et du succès de cette première campagne⁸⁰. » Tel était aussi le désir de Stanhope

⁷³ *Gazette de la Régence*, p. 325; Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 42; 4 mai 1719.

⁷⁴ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. I, p. 234.

⁷⁵ *Public Record Office*, France, vol. 353 : lord Stair à Craggs, Paris 2 avril 1719.

⁷⁶ *Public Record Office*, France, vol. 353 : lord Stair à Craggs, Paris, 24 avril, 4 et 7 mai 1719.

⁷⁷ *Public Record Office*, France, vol. 353 : lord Stair à Craggs, Paris 15 et 16 mai 1719.

⁷⁸ *Arch. des Aff. Étrang.*, Espagne, t. 288, fol. 151 : Berwick à Dubois, 7 avril 1719.

⁷⁹ *Arch. des Aff. Étrang.*, Espagne, t. 291, fol. 347 : Dubois à Berwick, 25 avril 1719.

⁸⁰ *Arch. des Aff. Étrang.*, Espagne, t. 288, fol. 112 : Dubois à Berwick, 29 mars 1719.

qui proposait l'appui de notre armée par une partie de la flotte britannique, laquelle exercerait d'autre part une active surveillance le long des côtes⁸¹. Le plan du duc d'Orléans, — à qui ses campagnes de 1707 et 1708 avaient fait connaître le pays — consistait à menacer la Biscaye, pour diriger la principale attaque sur la Catalogne en vue de laquelle paraîtrait la flotte de l'amiral Byng. La facilité et la rapidité des succès obtenus sur la Bidassoa firent modifier ce plan⁸².

Le 20 avril⁸³, le marquis de Cilly, commandant l'avant-garde franchit la Bidassoa; le lendemain, il s'empara en courant de quelques fortins et s'ouvrit l'accès de Passage, dont Alberoni avait fait le grand arsenal maritime et le chantier de construction de l'Espagne avec un port bien abrité, un château-fort bien entretenu, des ressources abondantes. En quelques jours tout fut anéanti : six gros vaisseaux en chantier, non encore goudronnés furent détruits parce qu'ils n'auraient pas brûlé. Les bois entassés dans l'arsenal furent embarqués à destination de Bayonne, des canons, des munitions, des provisions de toute sorte furent mis hors d'usage ou détruits⁸⁴. « Ce port de Passage étoit le point secret de la jalousie de l'Angleterre [qui] ne vouloit souffrir de marine à aucune puissance de l'Europe. Elle étoit venue à bout par l'intérêt de l'abbé Dubois à obtenir formellement qu'il ne s'en formât point en France, et qu'on y laissât tomber le peu qui en restoit. La ruine de la flotte d'Espagne par une angloise très supérieure avoit été l'objet des secours de Naples et de Sicile pour le moins, autant que l'attachement aux intérêts de l'Empereur; et la guerre déclarée à l'Espagne en conséquence de la Quadruple-Alliance avoit en point de vue principal la destruction de la marine d'Espagne renaissante à Passage⁸⁵. » « Ce coup, dit Saint-Simon, fit exulter l'Angleterre et fixa la certitude du chapeau sur la tête de Dubois. Il montra une joie odieuse de

Destruction
de Passage

⁸¹ *Arch. de la Guerre*, ms. 2549, pièce 579; *Arch. des Aff. Étrang.*, Espagne, *Mémoires et Documents*, t. 142, fol. 82 : Stanhope à Dubois, 10 avril 1719.

⁸² *Public Record Office*, France, vol. 353 : lord Stair à Craggs, Paris, 24, 29 avril 1719. La correspondance du maréchal de Berwick avec le Régent et le ministre Le Blanc se trouv. au *Dépôt de la Guerre*, 2558; quelques-unes des pièces principales ont été publiées par le général Pajol, *Les guerres sous Louis XV*, t. I, p. 46-54. On y saisit facilement les hésitations du maréchal.

⁸³ L. Wiesener, *Guerre d'Espagne en 1719. La campagne aux Pyrénées*, dans *Annuaire de la Société philotechnique*, 1895, t. LIV, p. 200 suiv.

⁸⁴ W. Coxe, *L'Espagne sous les rois de la maison de Bourbon* trad. Muriel, in-8, Paris, t. II, p. 458; *Public Record Office*, France, vol. 353 : Berwick à lord Stair, Bordeaux 26 avril 1719.

⁸⁵ Saint-Philippe, *Mémoires*, t. II, p. 233 : Qui era el principal designio de los Ingleses suspirando sempre, porque Espana non tenga navios.

cette funeste expédition, et toute la France une douleur dont personne ne se contraignit, et qui embarrassa le Régent pendant quelques jours⁸⁶. » Les Anglais eurent l'adresse de ne point paraître, ils savaient que Dubois en ferait tout autant qu'ils pourraient exiger et que Berwick avait toutes les passions d'un véritable Anglais, ennemi irréconciliable de toutes les marines des autres pays⁸⁷.

Illusions de
Philippe V

Un succès si complet et si facile travailla quelques imaginations; tel officier pensait revoir les merveilles d'une conquête comme celle du Mexique, avec des Espagnols en guise de sauvages⁸⁸; Dubois, moins échauffé, excitait l'ardeur du maréchal⁸⁹, faisait expédier des ballots remplis de manifestes afin que les Espagnols n'ignorassent point que le but de cette guerre était d'affranchir le Roi Catholique et ses royaumes de l'oppression et de la tyrannie d'un ministre étranger⁹⁰. D'autres proclamations devaient tranquilliser et gagner les provinces envahies⁹¹. Alberoni faisait répandre les manifestes dans le camp français, mais le Régent les rachetait à prix d'or pour le plus grand profit et amusement des soldats et des officiers. Dans cet échange de récriminations les fournisseurs de Dubois conservaient le langage de la bonne éducation, tandis que les faiseurs d'Alberoni versaient dans les plus plates et les plus grossières plaisanteries. Philippe V laissait s'agiter ces obscurs comparses; lui seul pourrait parler à ses anciens compatriotes et signer sa proclamation : *Philippe de France*⁹², seul aussi il lui suffirait de se montrer pour voir nos vieux régiments se ranger autour de lui, Alberoni l'avait flatté de cette illusion et amené de Madrid avec la Reine enceinte et le prince des Asturies, témoins prédestinés à une scène si glorieuse pour celui qui en serait l'objet. Mais l'honneur militaire des vieux compagnons de Catinat, de Luxembourg et de Vendôme les garda à distance d'un souverain étranger.

⁸⁶ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruef, t. XVII, p. 196; édit. 1905, t. XI, p. 121.

⁸⁷ Le 2 mai, nouvelle lettre de Berwick à Stair, datée de Bordeaux; il se dit ravi d'apprendre que Stair est content de la besogne faite à Passage.

⁸⁸ M. Dujaunay à M. Le Blanc, 18 avril 1719, dans P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 267.

⁸⁹ *Arch. des Aff. Étrang.*, t. 291, fol. 347 : Dubois à Berwick, 25 avril 1719.

⁹⁰ *Arch. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 323, fol. 207 : lord Stanhope à Dubois, 5 avril 1719.

⁹¹ *Arch. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 323, fol. 207 : lord Stanhope à Dubois, 5 avril 1719.

⁹² *Arch. des Aff. Étrang.*, Espagne, *Mémoires et Documents*, t. 142 : Déclaration du 27 avril 1719.

Un malheureux officier en fit l'épreuve. Venu d'Espagne, comme déserteur, il apportait quelques lettres des réfugiés français qui engageaient leurs amis à les imiter, il fut aussitôt dénoncé par ceux qu'il voulait séduire, arrêté et pendu au milieu du camp⁹³. Cet exemple ne convainquit pas Philippe V, qui voulut se présenter en personne aux avant-postes de l'armée française où les ordres étaient donnés de ne le faire prisonnier à aucun prix⁹⁴. Alberoni l'ignorait et, pour triompher de l'obstination de son maître, n'imagina rien de plus efficace que de le faire égarer, en pleine nuit, par des guides chargés de le fourvoyer. C'est pour cette équipée, où Alberoni se révèle digne rival de Gil Blas, que Philippe V avait quitté Madrid, le 26 avril, s'acheminant vers la frontière où le prince Pio rassemblait une petite armée de quinze mille hommes.

De Passage, l'armée française rétrograda afin d'entreprendre le siège de Fontarabie. Le 20 mai, Berwick vint prendre le commandement en personne, date concertée probablement puisque c'est du même jour qu'est datée la lettre-manifeste adressée au maréchal par Louis XV : « La guerre que je suis obligé de porter en Espagne, disait-il, n'a pour objet ni son roi, qui m'est uni de si près..., ni la nation espagnole que la France a constamment secourue de son sang et de ses trésors pour lui conserver son roi mais seulement un gouvernement étranger qui opprime la nation, qui abuse de la confiance du souverain... Tout ce que mes armes prétendent, c'est que le roi d'Espagne consente malgré son ministre, à être unanimement reconnu par toute l'Europe souverain légitime de l'Espagne et des Indes... C'est au seul ministre d'Espagne que j'impute les résistances du Roi Catholique à la paix; les conspirations tramées en France, et tous ces écrits également absurdes dans leurs principes et injurieux à mon autorité dans la personne de mon oncle, le duc d'Orléans, qui en est dépositaire... Le Roi Catholique ne contestait pas la régence au duc d'Orléans quand son ministre lui a offert de confirmer tous ses droits à son gré, s'il vouloit contre la foi des traités, se joindre avec l'Espagne pour renouveler la guerre. Depuis quand fait-on méconnaître cette régence par le roi d'Espagne? Depuis que par les conseils du Régent j'ai opposé des alliances solides et des traités nécessaires aux vues ambitieuses d'un ministre qui ne respire que l'embrasement de l'Eu-

Manifeste
de
Louis XV

⁹³ P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 265, note 1.

⁹⁴ Le Blanc à Berwick, 2 juin 1719, dans P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 265, note 2.

rope... Je n'ordonne à mes troupes que ce que leur amour et leur fidélité leur prescrivent : qu'elles combattent vaillamment pour la paix; c'est l'unique fruit que j'attends de la guerre⁹⁵. »

Cette pièce habile était l'ouvrage de Dubois à qui le duc de Saint-Simon écrivit ses plus fortes louanges, enchanté, disait-il d'y avoir vu « développer les contrariétés de conduite, l'intérêt personnel, les attentats du ministre d'Espagne, sans descendre à la bassesse de la plus légère injure. Tout le tissu de la lettre le rend si odieux et si informe, et son joug si palpable et si honteux au roi d'Espagne et à sa nation, qu'il ne se peut rien ajouter à la délicatesse de cette pièce si fine, si forte, si ménagée et si capable de décréditer entièrement le crédit et l'autorité de cet [homme] en Espagne et en France. « Bref, Saint-Simon demandait cinquante exemplaires de cet « ouvrage achevé, comme du plus utile et du mieux écrit de la Régence », et conseillait de le répandre « à milliers dedans et dehors le royaume⁹⁶ ».

Mais il devenait nécessaire et urgent de songer aussi à l'armée. Les officiers y faisaient preuve de zèle, les soldats beaucoup moins, la longue inaction est pour une troupe mauvaise conseillère. Lors de l'entrée en campagne; on n'a pas eu à signaler un seul déserteur⁹⁷. — peut être avait-on voulu fermer les yeux? Or, un mois après cette époque, les officiers avouaient deux mille cinq cents déserteurs⁹⁸. Des opérations actives pouvaient seules enrayer ce fléau.

Prise de
Fontarabie

Le 27 mai, la tranchée fut ouverte devant Fontarabie⁹⁹, au moment où, à Paris, lord Stair réclamait à cors et à cris le siège de Bilbao pour lequel l'Angleterre n'envoyait ni un navire, ni un soldat, ni une guinée. Et l'abbé Dubois s'en remettait au maréchal du refus à opposer et des raisons à donner à l'irascible ambassadeur. « M. Stair, lui écrivait-il, est engoué du projet de Bilbao... mais si avantageux que ce parti puisse être, il faut qu'il soit praticable, et c'est vous seul, monsieur, qui en pouvez

⁹⁵ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, Mémoires et Documents, t. 142 : Louis XV à Berwick, 20 mai; voir Pajol, *Les guerres sous Louis XV*, in-8, Paris 1881, t. I, p. 63-66.

⁹⁶ Arch. des Aff. Étrang., France, Mémoires et Documents, t. 1235, fol. 41, Saint-Simon à Dubois, 9 juin 1719; Dépôt de la Guerre, 2562, p. 98, p. 121; 17 et 18 juin.

⁹⁷ Public Record Office, France, vol. 353 : lord Stair à Craggs, Paris 29 avril 1719.

⁹⁸ Public Record Office, France, vol. 354 : M. Stanhope à lord Stanhope, camp de Renteria, 27 juin; Buvat, *Journal*, t. I, p. 367; 25 mars 1719; p. 420.

⁹⁹ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 289, fol. 41 : Berwick à Dubois, 23 mai; fol. 50 : Berwick à Dubois, 28 mai 1719; Pajol, op. cit., t. I, p. 67.

juger¹⁰⁰. Quoique les ennemis n'aient pas de grandes forces à vous opposer, il ne faut pas s'exposer à de mauvais succès, dans le temps où le moindre feroit ici un scandale et un éclat horribles par la mauvaise disposition des cabales opposées...¹⁰¹. Vous en savez, monsieur, plus que nous. D'ailleurs, il ne sera pas difficile, je crois, de procurer l'avortement du plan de Stair, sans qu'il y paroisse¹⁰². » Berwick écarta le projet de Bilbao et poussa, sans beaucoup de vigueur, le siège de Fontarabie dont les plus minces incidents étaient rapportés au Régent¹⁰³ et payés de louanges excessives¹⁰⁴. Tout se développait suivant les règles immuables de la poliorcétique officielle. Comme le siège touchait à sa fin, le 10 juin, Berwick éprouva la surprise de voir paraître trois vaisseaux anglais dans le golfe afin de bloquer la place de ce côté¹⁰⁵. Le 18 juin un éclat de bombe décapita le gouverneur. Fontarabie capitula¹⁰⁶, la garnison obtint les honneurs de la guerre¹⁰⁷.

Lorsque la nouvelle se répandit dans Paris on vit assez de manifestations pour donner lieu de croire que la vieille haine de l'Espagne allait renaître¹⁰⁸. Rien ne manqua aux réjouissances : *Te Deum*, feux de joie, frappe d'une médaille¹⁰⁹. De jour en jour les courriers apportaient des bulletins de victoires : bicoques qu'on donnait pour des forteresses, escarmouches qu'on prenait pour des batailles : Béhobie, San-Marcel, Castel-Folit, Santa-Isabella! L'essentiel est de marcher en avant, disait Dubois, et de porter à nos adversaires des coups qui les atteignent au cœur¹¹⁰. L'adversaire promenait dans ces parages avec une sorte d'égaré lucide, à la manière d'un somnambule. Le 1^{er} mai

Itinéraire
de
Philippe V

¹⁰⁰ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 292, fol. 99 : Dubois à Berwick, 6 mai 1719.

¹⁰¹ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 291, fol. 391 : Dubois à Berwick, 6 mai 1719.

¹⁰² Arch. des Aff. Étrang., France, Mémoires et Documents, t. 1233, fol. 35 : *Journal écrit de la main de Dubois*, mai 1719.

¹⁰³ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 289, fol. 100, 102 suiv.

¹⁰⁴ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 292, fol. 99 : Dubois à Berwick, 3 juin 1719.

¹⁰⁵ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, Mémoires et Documents, t. 44, fol. 471 : Dubois à lord Stanhope, 16 juin 1719.

¹⁰⁶ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. I, p. 268.

¹⁰⁷ Dépôt de la Guerre, ms. 2562, pièce 135; Arch. des Aff. Étrang., Prusse, t. 64, fol. 18 : Dubois à Rottembourg, 26 juin 1719.

¹⁰⁸ *Gazette de la Régence*, p. 338; 23 juin 1719.

¹⁰⁹ J. Buvat, *Journal de la Régence*, t. I, p. 104.

¹¹⁰ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 292, fol. 99 : Dubois à Berwick, 3 juin 1719.

il était à Bonache; le 18, à Cariguena; le 8 juin, à Tudela; le 12, à Pampelune où il apprit l'extrémité des défenseurs de Fontarabie. L'homme de cœur, qui sommeillait depuis tant d'années, se réveilla. Philippe V voulut courir et sauver la place, Alberoni s'y opposa. « Il dit que de passer pour l'auteur de la guerre, pour le perturbateur du repos de toute l'Europe, de se mettre à dos la haine du monde entier, c'était un sacrifice qu'il avait fait jusque-là, qu'il ferait encore à l'avenir de bon cœur; pourtant qu'il ne pouvait souffrir de voir le Roi, à la tête d'une poignée d'hommes, vouloir tenter le secours de Fontarabie assiégée par une grosse armée bien postée. C'était vouloir se perdre, s'exposer à une catastrophe des plus terribles, inouïe, faire dire au monde qui déjà lui imputait tout, que ses extravagances ne pouvaient pas finir autrement, qu'il n'y avait pas autre chose à attendre de la conduite d'un furieux¹¹¹. » Alberoni supplia, pleura, Philippe n'en tint compte et se remit en route. Le 17, il arrivait au camp de San Esteban¹¹², d'où il envoyait dire aux défenseurs de Fontarabie qu'il accourait vers eux¹¹³. Le 18, le Roi arriva à la Sacca, à deux lieues du camp français et y apprit la reddition de la place le jour même. La colère le ramena à Pampelune¹¹⁴; il y venait cacher sa honte et aussi son infamie.

Lettre
au prince
de Conti

A partir du jour (7 avril), où le Roi Catholique avait pris « la résolution de se mettre à la tête de ses troupes, pour servir les intérêts de S. M. Très Chrétienne et de la nation française », Philippe V n'hésitait plus. Le 27 avril, il provoquait les soldats français à la désertion en leur promettant quatre pistoles. Le 9 juin, une lettre anonyme venue d'Espagne, offrait au prince de Conti la royauté de Sicile pour prix d'une défection¹¹⁵. Trois jours plus tard, le 12 juin, Philippe adressait à ce même Conti une lettre qu'il le priait de faire parvenir au Régent, à qui il proposait le démembrement de la France. A l'en croire, la présente guerre lui avait été inspirée par son amour pour la France. « Mais

¹¹¹ Brit. Museum, Papiers Gualterio, Addit. Mss. n° 20425. Alberoni au Card. Paulucci, Sestri di Levante, près Gênes, 20 mars 1720, copie de la main d'Alberoni adressée au cardinal Gualterio. Cette entrevue n'aurait pas eu lieu à Pampelune, au dire de Wiesener, *op. cit.*, t. III, p. 70 note; rien ne s'y oppose.

¹¹² San Esteban, à neuf lieues de Fontarabie, Alberoni à Rocca, 17 juin, dans *Lettres intimes*, p. 632.

¹¹³ Public Record Office, Spain, vol. 163 : W. Stanhope à Craggs, au camp devant Fontarabie, 21 juin 1719. Le billet de Philippe V fut intercepté.

¹¹⁴ A petites journées, s'entend; le 22, il est au camp de San Esteban, voir P. E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 250.

¹¹⁵ Public Record Office, Spain, vol. 163 : W. Stanhope à lord Stanhope, 10 juin 1719. Cette lettre fut attribuée à Alberoni.

voyant, disait-il, qu'au milieu des démonstrations que j'ai données aux Français de ma bienveillance, ils n'ont pas favorisé mes intentions et mes desseins; qu'ils ont fait voir que ce seroit manquer à leur fidélité accoutumée; enfin qu'ils s'accordent unanimement à obéir aux ordres de leur gouvernement, je dois croire et même je me persuade que la France est contente et libre, et qu'elle jouit d'une tranquillité parfaite au lieu de gémir comme on l'avait publié, ce qui a été l'ouvrage de quelqu'un qui a pour intérêt la désunion des deux monarchies. C'est pourquoi je considère que je dois manifester à l'Europe que l'amour seul de ma patrie a pu m'obliger à prendre les armes pour la délivrer des maux que l'on supposait avoir été produits par le gouvernement présent, et qu'étant désabusé je suis uni plus que jamais non seulement avec la nation que je dois aimer très tendrement, mais aussi avec le duc d'Orléans, espérant que sa prudence et sa bonne conduite procureront le rétablissement de la paix que je désire ardemment, et que je ne manquerai pas de signer, moyennant la jouissance de l'entière monarchie d'Espagne avec toutes ses dépendances, excepté la Sicile et la Sardaigne, auxquelles j'ai renoncé en faveur de l'empereur d'Allemagne mon cousin, qui, dans le temps convenable, établira l'aîné des enfants de mon second mariage duc de Toscane et de Parme et renoncera en ma faveur aux droits sur ma monarchie. Et de mon côté, je renoncerais aux droits dont il jouit présentement pour lui et ses successeurs. Enfin, il fera avec le duc de Savoie les conventions qu'il jugera à propos; et il nous mettra en état, étant tous unis, d'arrêter les desseins de l'Angleterre avec laquelle je n'entrerais en aucun accommodement à moins qu'elle ne me restitue Gibraltar et Port-Mahon et qu'elle ne me dédommage des vaisseaux de ma flotte qu'elle a pris ou détruits. »

A ces conditions, Philippe renonçait pour lui et pour ses successeurs à la couronne de France, sauf pour son deuxième fils, don Philippe (et les puînés à son défaut) destinés à revendiquer le trône de France en cas de mort de Louis XV sans héritier direct. A défaut de don Philippe et de ses puînés, le duc d'Orléans et ses descendants seraient appelés à la succession. Et « pour manifester, disait Philippe V, l'amour que ses grandes qualités, son sage gouvernement et le soin qu'il prend de l'éducation du roi mon neveu m'inspirent pour lui, je m'engagerai à faire en sorte que les trois États de France consentent à la cession des Pays-Bas français et de la Bourgogne en sa faveur, avec le titre de roi, et de l'Alsace en faveur de l'Empereur, qui consentira

au mariage de l'archiduchesse sa nièce avec mon cousin le duc de Chartres, lui donnant en dot les Pays-Bas autrichiens de la même manière que le roi Philippe II, mon aïeul, le fit à l'égard d'Isabelle-Claire-Eugénie, infante d'Espagne et de l'archiduc Albert. Il donnera, comme Empereur, le titre de roi au duc d'Orléans, qui, par là, aura un royaume et passera de l'état de sujet à la dignité royale dans le temps qu'il est si éloigné de la couronne. »

Grâce à cette combinaison, la France, l'Espagne, l'Empire et tous les états qui se joindraient à eux seraient en mesure de dicter la loi au roi Georges I^{er} « qui agissait comme s'il était l'arbitre de l'Europe, ôtant et partageant les monarchies à sa fantaisie ». La Grande-Bretagne formerait deux royaumes : Georges recevrait l'Angleterre, tandis que l'Écosse et l'Irlande seraient attribués à Jacques III. « Voilà, concluait Philippe V, les conditions que j'espère qui rétabliront la tranquillité publique, l'équilibre dans l'Europe, la paix et la satisfaction en Espagne et en France, et l'honneur de notre auguste maison, auquel l'Angleterre avait donné tant d'atteintes, et cette dernière recevra chez elle la loi du partage qui convient plus que celui qu'elle avait projeté pour toute l'Europe. L'on verra briller le lustre de la maison de France par l'augmentation d'une couronne sur la tête d'un prince de son auguste famille¹¹⁶. »

Le Régent ne fit aucune réponse à cette lettre dans laquelle le petit-fils de Louis XIV projetait le démembrement de cette couronne qu'il sentait lui échapper : Alsace, Bourgogne, Flandre Française seraient l'apanage de celui qui consentirait à déchirer la patrie. De ce jour un abîme sépare celui qui continuera à se dire « Philippe de France » de celui qui signe Philippe d'Orléans¹¹⁷. On n'est plus désormais en droit de faire un reproche au ministère anglais de l'emploi d'armes dites déloyales à l'égard d'un adversaire aussi peu scrupuleux.

Projets de
soulève-
ments en
Espagne

Le 10 juin, le maréchal de Berwick recevait dans son camp le colonel William Stanhope, qu'une dépêche du ministre Le Blanc lui recommandait en ces termes : « Vous témoignerez à M. Stanhope beaucoup de considération, mais vous ne lui communiquerez que les choses dont vous croirez qu'on puisse lui

¹¹⁶ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, Mémoires et Documents, t. 142, fol. 100 : Philippe V au prince de Conti, 12 juin 1719, voir Baudrillart, op. cit., t. II, p. 368-370.

¹¹⁷ M. Em. Bourgeois, dans son panégyrique de Philippe V et d'Alberoni, passe sous silence la lettre au prince de Conti.

donner connaissance sans inconvénient¹¹⁸. » Dès son arrivée, le colonel s'empressa de faire connaître au maréchal la partie de ses instructions tendant à soulever Basques et Catalans contre l'autorité de Philippe V. Le ministre Stanhope avait, dès le 15 mai, entretenu Dubois de ce dessein et de la mission du colonel en Biscaye et en Catalogne¹¹⁹. Dubois n'y avait vu qu'un moyen d'« exciter le mécontentement que les Espagnols doivent avoir de l'oppression où ils se trouvent¹²⁰ », le Régent hésitait, ne se prononçait pas et Stanhope insistait¹²¹, Craggs se plaignait qu'on ne profitât pas de la disposition des Espagnols à se révolter¹²², ne comprenant pas la délicatesse vraie ou feinte du Régent qui prétendait ne faire la guerre qu'à Alberoni et ne provoquer les entreprises des peuples que contre lui seul. Enfin, Dubois arracha son consentement. « Le roi d'Espagne, écrit-il, est auprès de Pampelune. Son armée ne nous empêchera pas d'aller en avant, de ce côté-là et du côté de la Catalogne. Si les peuples d'Espagne veulent s'aider et prendre des engagements pour le rétablissement de leurs privilèges, on traitera avec eux. Son Altesse Royale s'est rendue aux représentations et aux réflexions de Mylord Stanhope. Il n'y a rien à faire en Galice où les peuples sont fort abjects et soumis, d'aucune ressource pour un soulèvement¹²³. »

Les opérations militaires se poursuivaient, mais si lentement qu'à raconter l'histoire de cette campagne on se trouve amené à parler de choses qui lui semblent étrangères. Après le siège de Fontarabie vint le siège de Saint-Sébastien. La garnison était nombreuse mais médiocre, elle s'enferma dans la citadelle d'où elle ne sortit que pour capituler. Cependant la position était forte, mais les Espagnols se contentaient, pour toute défense, de rouler à la main et de précipiter des pierres et des boulets de 48 sur les travailleurs. On s'attendrait à lire que nos soldats s'amusaient fort de ces prouesses renouvelées des Grecs et des Romains, loin de là, ils s'épouvantèrent et Berwick demanda au Régent la

Prise de
Saint-
Sébastien

¹¹⁸ Le Blanc à Berwick, 1^{er} juin 1719, dans P.-E. Lémontey, op. cit., t. I, p. 268, note 1.

¹¹⁹ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 328, fol. 177 : lord Stanhope à Dubois, 15 mai 1719.

¹²⁰ Dubois à Berwick, 3 juin 1719, dans Catalogue de la vente Laverdet, 1862.

¹²¹ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 328, fol. 243 : lord Stanhope à Dubois, 13 juillet 1719.

¹²² Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 325, fol. 90 : Chammorrel à Dubois, 27 juillet 1719.

¹²³ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 325, fol. 109 : Dubois à Senecterre, 5 août 1719.

permission de lever le siège. Le chevalier de Folard survint au camp en curieux, s'étonna de ce découragement, suggéra l'emploi d'un énorme gabion roulant comme un cylindre et ne put rien obtenir. Lorsque le comte de Belle-Isle apporta l'autorisation du Régent à la levée du siège, la citadelle avait capitulé (19 août)¹²⁴. Le Guipuzcoa était conquis.

Tout devait être déconcertant dans cette campagne. Une fois maître de Saint-Sébastien, Berwick n'avait plus rien à entreprendre que la conquête de Pampelune, forte position, solide enceinte, une des meilleures places du nord de l'Espagne qu'il lui était impossible d'enlever et plus impossible encore d'assiéger. A Pampelune, Philippe V et sa Cour offraient le plus bizarre spectacle. Un jour le Roi envoie un officier au gouverneur de Saint-Jean-Pied-de-Port lui annonçant son arrivée pour le lendemain. On l'attend inutilement¹²⁵. Un autre jour, repris de ses terreurs folles, il se cache dans sa maison et ne consent à manger que les mets apprêtés par la nourrice Laura, à ne boire que de l'eau apportée de Madrid. Alors la Reine parade, monte à cheval, passe des troupes en revue, caracole en robe de velours bleu brodé d'argent, façonnée à Paris et échangée aux avant-postes. Alberoni sent sa fortune compromise et ne voulant pas avouer tant de fautes, tant d'erreurs, tant de folies, il les passe au compte de Dieu, qui veut châtier l'Espagne. Le prestige de l'aventurier était encore assez solide pour qu'on s'intéressât à le voir de près. « Rien ne serait plus avantageux, écrivait-on, que d'être maître de la personne d'Alberoni¹²⁶, » et l'idée germe dans une tête vive d'enlever le cardinal pour le livrer aux Français. Un détachement de nos troupes attendait au lieu convenu, mais l'auteur du projet avait confié son plan à un allemand qui le trahit, et le cardinal échappa¹²⁷.

Échecs
répétés

Il lui était réservé d'assister, impuissant, à la destruction de toutes ses entreprises. Pendant le siège de Saint-Sébastien, le colonel Stanhope dirigea une expédition contre le petit port de Santona, ou San Antonio, voisin de Bilbao et centre de constructions importantes. Sept cent cinquante Français embarqués sur

¹²⁴ Voir les bulletins de Berwick dans Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 80, 93, 94, 96, 97, 100, 103, 104, 106, 110, 113, 116; et pour le rôle de Belle-Isle, voir P. d'Echerac, *op. cit.*, p. 75-76.

¹²⁵ *Public Record Office*, Spain, vol. 163 : col. W. Stanhope à lord Stanhope, au camp devant Saint-Sébastien, 1^{er}, 8 juillet 1719.

¹²⁶ *Le Blanc à Berwick*, 2 juin 1719, dans P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 265, note 2.

¹²⁷ P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 266-267.

des frégates anglaises, mirent en fuite les *miquelets*, sans perdre un seul homme, brûlèrent trois vaisseaux sur le chantier et les matériaux pour sept autres¹²⁸, « afin, disait Berwick au Régent, que le gouvernement de l'Angleterre puisse faire voir au Parlement prochain que l'on n'a rien négligé pour diminuer la marine d'Espagne¹²⁹. » Quant aux Français qui y avaient été incorporés par la force, la désertion les ramena bientôt parmi nous¹³⁰. Aux colonies, Philippe V n'était pas plus heureux. Dès le mois de mars une escadre avait été préparée à la Havane pour ruiner les établissements anglais de la Caroline¹³¹. Pensacola fut pris et perdu et repris par les Français¹³². Les Espagnols firent, sans beaucoup de succès, quelques entreprises contre nos établissements de la Maubile¹³³. Ainsi, de tous côtés, arrivait la nouvelle de nouveaux déboires. En Sicile, la ville de Messine avait ouvert aux Impériaux ses portes ruinées et ses murailles ébréchées par neuf assauts; dans la région voisine de l'Etna, le marquis de Lède prolongeait une résistance onéreuse et sans issue¹³⁴. Enfin, Stanhope donnait suite à ses projets de guerre civile. Après la conquête de Guipuzcoa, Stanhope avait convoqué à Tolosa les Basques jaloux de reprendre leur indépendance provinciale, mais Basques et Navarrais répugnaient à une action trop énergique. L'ignorance dans laquelle ils étaient plongés leur persuadait que les privilèges vénérables ne devaient pas être reconquis par force ou par menace, et cette répugnance toute seule montrait à quel point ces peuples étaient peu dignes des libertés qu'ils s'étaient laissés ravir.

Il n'en était pas de même sur les confins de l'Aragon, de la Cerdagne et de la Catalogne, où une population de montagnards sans maîtres et sans lois, exerçant le métier de contrebandiers, les *Miquelets*, avaient été acquis à la France depuis toujours grâce à une maigre solde servie à une trentaine de ceux que plus d'intelligence ou plus d'audace avaient établis chefs¹³⁵. On leva

Les
Miquelets

¹²⁸ *Public Record Office*, France, vol. 354 : Berwick à lord Stair, 17 août 1719; Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 110, 113; 23, 26 août 1719.

¹²⁹ Berwick au Régent, 8 août 1719, dans P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 268; Berwick à Belle-Isle, Saint-Sébastien, 17 août 1719, dans d'Echerac, *La jeunesse du maréchal de Belle-Isle*, 1684-1726, in-8, Paris, 1908, p. 199.

¹³⁰ *Arch. de la Marine*, B⁷ 38, fol. 165 : Note du 20 juillet 1719.

¹³¹ *Arch. des Aff. Étrang.*, Amérique, *Mémoires et Documents*, t. VI, fcl. 230-233; P. Heinrich, *La Louisiane sous la Compagnie des Indes*, 1717-1731, in-8, Paris, 1907, p. 58.

¹³² P. Heinrich, *op. cit.*, p. 54-60.

¹³³ P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 277.

¹³⁴ P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 275-276.

¹³⁵ *Registre des décisions de M. le Régent*, article du 11 mai 1716.

jusqu'à trois mille de ces hommes et l'on résolut de s'en servir à la fois comme troupes légères et comme propagateurs de la révolte. Cette utilisation faisait partie d'un plan plus vaste auquel il était temps de revenir.

Le moral de l'armée était mauvais, c'était une sorte de marasme qui laissait tout craindre : « Du lieutenant-général au dernier soldat, écrivait le colonel Stanhope, il règne une aversion presque inconcevable pour cette guerre. Ils ne se font aucun scrupule de la manifester en toute occasion; et, du matin au soir on n'entend que des vœux pour la paix, langage que jamais jusqu'ici je n'avais rencontré dans aucune armée¹³⁶. »

Campagne
de
Catalogne

Après la reddition de Saint-Sébastien, Berwick rentra au camp de Saint-Jean-de-Luz. Il occupait deux provinces, ne levait point de contributions, renvoyait les prisonniers et se convainquit de l'impossibilité de rien tenter dans la direction de Pampelune où l'armée espagnole « travaillait à rompre les chemins et à faire des abatis¹³⁷ ». Afin, peut-être, de couper court à l'importunité du colonel Stanhope qui prônait une invasion de la Castille par la route de Vittoria, Berwick revint au premier projet d'opérations en Catalogne. « Nos troupes, écrivait-il le 26 août, ont commencé à s'allonger du côté de Navarreins; M. de Cilly est resté auprès de Saint-Sébastien avec dix-sept bataillons et six escadrons. Les ennemis ont envoyé trois mille chevaux et environ deux mille hommes de pied vers la Catalogne¹³⁸. » A la nouvelle de la marche de nos troupes vers le Roussillon, les habitants du beau bassin qu'on nomme *la conca* de Tremp se mirent sous la protection de la France¹³⁹. M. de Bonas campa à Urgel avec sept bataillons. M. de Fimarcon s'approcha de Puycerda avec trois bataillons¹⁴⁰; il fallut prendre de vive force la Seu d'Urgel¹⁴¹ et ces minuscules opérations s'exécutaient pendant que les deux armées dessinaient leur mouvement vers l'est. Philippe V mettait des garnisons à Pampelune et à Jacca, quittant l'armée pour regagner l'Escorial où l'attendaient les grandes chasses d'automne que sous aucun prétexte frivole — victoire ou défaite, — il ne pouvait manquer. Entre deux battues, il put apprendre que lord

¹³⁶ Public Record Office, Spain, vol. 163 : Col. W. Stanhope à Craggs, devant Saint-Sébastien, 20 juillet 1719.

¹³⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 103, 116; 16 et 30 août 1719.

¹³⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 117; 2 septembre 1719.

¹³⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 126; 15 septembre 1719.

¹⁴⁰ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 127, 136, 137, 141; 19 septembre, 11, 13 et 20 octobre 1719.

¹⁴¹ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 142; 21 octobre 1719.

Cobham avait débarqué près de Vigo une troupe anglaise qui s'empara de ce port, le détruisit, fit éclater quarante-trois canons, sauter deux mille barils de poudre, emporta huit mille fusils, infligea le même sort à Pontevedra et Rivadeo, rembarqua sa troupe et s'éloigna¹⁴².

Cahin-caha, le gros de l'armée française décollait des Pyrénées occidentales et par Toulouse, Perpignan, Montlouis gagnait le nouveau théâtre d'opérations. C'était une entreprise hérissée de difficultés. Le colonel Stanhope raconte que de Toulouse à Montlouis « dans les plus rudes pays et chemins du monde », il perdit plusieurs chevaux et eut beaucoup de peine à les remplacer¹⁴³. Point n'était besoin ici de « rompre les chemins ». Le 22 octobre, Berwick écrivait du camp du Boulou : « Toute l'armée est campée ici, partie en deçà et partie en delà de la rivière. Il a fait un très vilain temps qui nous a un peu dérangés; mais nous ne laisserons pas de descendre demain dans la plaine de Lampourdan¹⁴⁴. Par suite de manque de fourrages, la cavalerie était demeurée en arrière de Toulouse, on n'en avait guère besoin pour le siège de châteaux comme Urgel, la Tour-blanche et Castel-Ciudad. Après que cette dernière place se fut rendue, le 12 octobre, à M. de Coigny, tout s'ébranla vers le camp du Boulou, où on comptait réunir les 16 et 17 octobre soixante-douze escadrons et vingt-cinq bataillons, portés bientôt à quarante.

Le 23 octobre, en effet, l'armée arriva au camp de Castello, la droite appuyée à Peralda, la gauche à Castello, disposée sur une seule ligne, cavalerie et infanterie mélangées, faisant face à la Muga, où attendait l'artillerie qui serait embarquée sur des tartanes à Collioure et à Argelès, afin d'entreprendre le siège de Rosas. Mais à partir de ce moment tous les déboires se succédèrent. « Nos vaisseaux de guerre sont arrivés dans le golfe, écrivait Berwick; mais le vent a été si violent, qu'aucun de nos bâtiments de charge n'ont pu arriver¹⁴⁵. » Pendant la nuit du 2 au 3 novembre et la journée du 4, on débarqua le matériel sous une pluie torrentielle.

Pour bloquer Rosas du côté de la mer, on avait armé à Toulon le vaisseau l'*Invincible*, la frégate la *Vestale* et des bâtiments de transport. Le 7 novembre, la tempête s'éleva si violente que

Fin de
la campagne

¹⁴² Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 327, fol. 4-5; Chammoré à Dubois, 29 septembre 1719.

¹⁴³ Public Record Office, France, vol. 358 : Col. W. Stanhope à Craggs, Montlouis, 19 septembre 1719.

¹⁴⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 148; 1^{er} novembre 1719.

¹⁴⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 153; 10 novembre 1719.

toutes les tartanes, au nombre de vingt-six échouèrent¹⁴⁶; dix furent brisées, les autres submergées, le débordement de la Mûga interdisait aucun envoi de secours. La flotte anglaise avait promis son concours, elle ne se montra point. Les vingt-deux bataillons campés non loin de Rosas se trouvèrent en péril par suite de l'inondation du camp. Délaisés par les cavaliers qui prirent la fuite, ils se retirèrent à grand'peine de ce bourbier, abandonnant vivres et effets qu'on retrouva gâtés et hors de service. Le 11 novembre, le maréchal écrivait au Régent : « J'espère que demain je serai en état de déterminer si nous ferons le siège de Rosas, ou si nous nous retirerons. L'on travaille à force à découvrir, sur la plage et dans la mer, ce que l'on peut sauver du naufrage, et, s'il nous reste de quoi l'entreprendre, V. A. R. peut être assurée que je n'en démordrai pas¹⁴⁷. » Le 14, il écrivait encore : « Non seulement nous manquons de beaucoup de choses nécessaires pour le siège, mais aussi il faudra un temps trop considérable pour remettre en état ce que nous avons sauvé du débris; de plus, il faudrait que l'on fût sûr de la continuation du beau temps, ce que la saison ne permet pas de pouvoir espérer; et, par la situation du terrain, il ne faudrait que vingt-quatre heures de pluie pour nous remettre encore dans de grands embarras... M. de Béliard ne peut s'engager à nous débarquer l'artillerie, munitions de guerre et le reste de l'attirail, que dans l'espace de dix ou douze jours, en supposant qu'il n'y ait point de vent et que la mer soit calme... Nous ne pourrions renvoyer les quarante-et-un escadrons que j'ai gardés jusqu'à ce que la plage fût débarrassée de tout ce que nous y avons mis, attendu que ce pays est entièrement plaine... et il ne nous reste aucune paille ni fourrages, ne soutenant nos chevaux que par quelques grains... à mesure qu'il en arrive du Languedoc. Toutes ces raisons m'ont déterminé à quitter le Lampourdan et à me retirer en Roussillon¹⁴⁸. » Les garnisons laissées à Urgel et à Castell-Ciudad se replièrent et ce qu'on décorait du nom d'armée d'Espagne regagna Puycerda, Ripoll, Olot et Campredon. Une suspension d'armes fut signée; la campagne était terminée.

¹⁴⁶ G. Lacour-Gayet, *La marine militaire de la France sous Louis XV*, in-8, Paris, 1902, p. 48; Pajol, *Les guerres sous Louis XV*, t. I, p. 99, écrit « vingt-huit », d'après *Dépôt de la Guerre*, ms. 2564.43 *Berwick au Régent*, 8 novembre 1719; J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 468.

¹⁴⁷ *Dépôt de la Guerre*, ms. 2564.68 : *Berwick au Régent*, camp devant Rosas, 11 novembre 1719.

¹⁴⁸ *Dépôt de la Guerre*, ms. 2563.74 : *Berwick au Régent*, camp de Castello, 11 novembre 1719.

CHAPITRE XXXIV

La conspiration bretonne

(1719-1720)

Reprise des États de Bretagne. — Les « exclus ». — Les « droits d'entrée ». — Le refus de la noblesse. — Alliance de la noblesse et du Parlement. — Abandon des droits d'entrée. — Rapport des Bretons avec la duchesse du Maine. — Rapports avec Cellamare. — L'Acte d'Union. — Le marquis de Pontcallec. — L'assemblée de Lanvaux. — Les conjurés. — Prise d'armes de Questembert. — Mission de Mellac en Espagne. — Assemblée de Kerlein. — Préparatifs à Pontcallec et en Armorique. — La vie à Pontcallec. — Fuite des conspirateurs. — Le secours d'Espagne. — Soldats et pistoles. — M. de Mianne dirige les poursuites. — Arrestation de Pontcallec. — Autres arrestations. — La « Chambre royale ». — Saisie des papiers de Talhouët de Bonamour. — Interrogatoire. — Pontcallec. — Deuxième interrogatoire de Pontcallec. — Autres interrogatoires et dépositions. — Les inculpés. — La réalité du crime. — L'arrêt et l'exécution.

En Bretagne, le maréchal de Montesquiou continuait à administrer d'après sa maxime : « que les Bretons sont insolents pour peu qu'on mollisse avec eux, mais ils sont souples comme des gants quand ils trouvent une autorité ferme qui veut être obéie¹. » Sa correspondance officielle ne parlait que de prison et d'exil², mais le maréchal demeurait persuadé qu'il devait suffire de « faire avancer quatre ou cinq bataillons et deux ou trois régiments de cavalerie », sinon « le peuple s'habituerait très facilement » à ne pas payer les impôts. Et quoique ceux-ci ne rentrassent pas, la méthode préconisée n'était pas adoptée, parce que le Régent entretenait dans la province un grand nombre d'informateurs, gentilshommes, magistrats, ecclésiastiques, simples com-

Reprise des
États

¹ Bibl. munic. de Rennes, ms. 339 : Montesquiou à Le Blanc et à La Vrillière, 4 et 6 mai 1718.

² Bibl. mun. de Rennes, ms. 339 : Montesquiou à La Vrillière, 18 février, 3 mars, 20 mars; à Villars, 18 février, 3 mars; à d'Argenson, 23, 27 février, 13 mars 1718; Arch. nat., H¹ 225 : Relation de ce qui s'est passé au parlement de Bretagne, février 1718.

mis³ dont l'opinion s'accordait sur un point : la nécessité absolue de rappeler les États sans tarder. « L'esprit breton, disaient-ils tous, est d'un entêtement au-dessus de toutes les nations du monde. » En conséquence, le 6 juin 1718, le Régent avait convoqué à Dinan, pour le 1^{er} juillet suivant, les États de Bretagne, à l'effet de poursuivre la session interrompue le 18 décembre précédent.

Les exclus

Le 1^{er} juillet, aussitôt la séance ouverte, l'intendant demanda les deux millions du don gratuit qui fut accordé, non « par acclamation » mais immédiatement et sans aller aux Chambres. Le 6, les États consentirent à la levée des impôts perçus au profit du roi; dès le 8, il était visible que l'accord ne durerait pas longtemps. Quelques gentilshommes avaient été éloignés par le maréchal comme « caballeurs et turbulents », et parmi les « exclus » se trouvaient quatre membres de la « Commission des fonds par estime », autrement dite des prévisions budgétaires. Leurs collègues les redemandèrent, le Régent refusa, les gentilshommes refusèrent à leur tour de désigner d'autres commissaires parce que, dirent-ils, « les exclus sont les membres les plus instruits des affaires des États, ils ne peuvent être remplacés; d'ailleurs cette interdiction lèse le droit qu'ont tous les gentilshommes d'assister aux États. » Toute résistance, tout appel à un droit provoquait invariablement la même réponse de la part du maréchal qui écrivit cette fois au ministre La Vrillière : « Je souhaiterais avoir des troupes sur la frontière, car la peur a un grand pouvoir sur cette nation. » Le conflit s'aggravait, et lorsque Montesquiou vint donner en personne aux États l'ordre, de la part du roi, de remplacer les « exclus », le clergé se soumit la noblesse refusa et fit décider que « les Commissions travailleraient incomplètes dans l'état où elles sont » (22 juillet)⁴.

Les
« droits
d'entrée »

Un autre conflit plus grave fut soulevé par l'affaire « des droits d'entrée ». Parmi ces droits, les boissons, et notamment l'eau-de-vie, étaient durement frappées. En Bretagne, pays d'excessive consommation, la province percevait « les grands et les petits devoirs », le roi percevait les « impôts et billots » et, depuis 1709,

³ Arch. nat., H¹ 225; H¹ 227 : *Mémoire de Valincour au comte de Toulouse*, 21 février 1718; M. de Mollandon à M. de Valincour, 11 avril; M. l'abbé de Verneuil à M. d'Argenson, 10 avril; Note sur les affaires de Bretagne avec les réponses du Régent, 30 avril 1718.

⁴ Arch. départem. d'Ille-et-Vilaine C. 2668 : *Procès Verbaux*; C. 2800; *Minutes et documents*; Arch. nat., H¹ 225; H¹ 228; G¹ 199 : Correspondance de l'intendant; *Journal d'un député de la noblesse aux États*, p. 15; J. de Coattarel. *Une Tenue d'États de Bretagne*, p. 115.

une nouvelle taxe s'était imposée sous le nom de « droits d'entrée », montant à 10 liv. par barrique de vin étranger, 5 liv. par barrique de vin de Nantes, 2 liv. par barrique de cidre. Cette dernière taxe fut particulièrement odieuse aux Bretons, le commerce s'en ressentit, la consommation diminua et le produit des « devoirs » baissa dans une proportion inquiétante. Un mémoire de l'évêque de Saint-Brieuc combattit ces « droits d'entrée » malencontreux qui imposaient la tempérance à ses ouailles; sa parole fut entendue et comme un bail de huit ans passé aux engagistes expirait le 1^{er} octobre 1718, les États votèrent le 7 juillet la suppression pure et simple des droits d'entrée et leur non perception à partir du 1^{er} octobre⁵. Cette mesure atteignait directement le trésorier Michau de Montaran, un des principaux engagistes; il n'était pas homme à s'avouer battu; ayant trouvé le moyen d'échapper à la Chambre de Justice de 1716, il usa des mêmes amitiés et des mêmes protections pour obtenir du Régent, le 30 juillet, un arrêt du Conseil qui « cassait et annulait la délibération du 14 juillet, comme contraire aux véritables intérêts de la Province et préjudiciable à la sûreté des créanciers⁶. » Quand l'arrêt arriva à Dinan (4 août) les États avaient entamé la lutte contre Montaran, commencé la révision de ses comptes, prononcé contre lui de nombreuses ordonnances de débet et de recharge; enfin, mis à l'étude « les réductions à faire sur les gages, taxations et émoluments du trésorier⁷. »

Le 4 août, le maréchal parut aux États pour leur annoncer que les droits d'entrée étaient maintenus par le Régent et que l'arrêt du Conseil devait être exécuté « nonobstant toute opposition ». Ce fut un beau tapage, et qui dura six heures; « la noblesse criait comme tous les diables », enfin, chacun se trouva « si enroué qu'il fallut remettre la chose au lendemain ». Pendant la nuit, l'intendant travailla le clergé et le tiers et « à force de négociations et de faire jouer différents ressorts » il les amena à ses vues, mais la noblesse tint bon, soutenant que rien n'était fait aussi longtemps que, dans les questions de finances l'accord una-

Le refus de
la noblesse

⁵ Arch. départem. d'Ille-et-Vilaine, C. 2668 : *Procès-verbaux*, Séances des 7 et 14 juillet 1718; C. 2667 : Rapport de l'évêque de Saint-Brieuc, 30 janvier 1716.

⁶ Arch. départem. d'Ille-et-Vilaine, C. 2800 : Original de l'arrêt du Conseil du 30 juillet 1718; Arch. nat., H¹ 227 : M. Feydeau de Brou à M. d'Argenson, 16 juillet 1718; Bibl. municip. de Rennes, ms. 339 : Montesquiou à La Vrillière, 28 juillet 1718.

⁷ Arch. départem. d'Ille-et-Vilaine, C. 2668 : Séances des 16, 18, 23, 24, 28 juillet, 3 et 5 août 1718. M. de Montaran se retira de lui-même en 1720 avec une fortune considérable réalisée dans les fermes de la province.

nime des trois Ordres n'était obtenu. Une partie du tiers se sentit ébranlée prête à revenir sur sa détermination. Les meneurs réclamèrent à grands cris qu'on allât « aux Chambres »; le président de l'Église, M. Desmaretz, évêque de Saint-Malo « dit qu'il aimait mieux se retirer; on répondit : « Vous nous ferez grand plaisir ». Il sortit, suivi des évêques « et de M. de la Trémoille, qui ne savait plus sur quel pied danser » sortit également. Les présidents étaient débordés, on leva la séance. Le lendemain, 7 août, à 9 heures du matin, le maréchal monte au fauteuil dans une salle comble et requiert sur le champ l'enregistrement de l'arrêt du Conseil du 30 juillet. Aussitôt la noblesse réclame le procureur syndic qui déclare faire opposition au nom de son Ordre à la délibération prise par deux autres Ordres. L'évêque de Saint-Malo refuse la protestation. On insiste à grands cris. « Quand une délibération est annoncée au nom des États, dit l'évêque, un Ordre n'a plus le droit de s'y opposer. D'ailleurs, c'est aujourd'hui dimanche et il est midi. Il est temps d'aller à la messe. » Il renvoie la séance au lendemain; se couvre et se lève pour sortir. « Mais nous avons tous sauté en un instant de nos bancs dans le parterre et bouché le passage, raconte un des gentilshommes présents; M. de la Trémoille a voulu aussi s'enfuir, mais la foule a été si grosse qu'ils n'ont pu passer. Lorsqu'ils ont voulu passer, la foule a serré de si près qu'on voyait, comme à la mer, des houles si fortes qu'il leur a fallu reculer. L'évêque est tombé... M. de la Trémoille a franchi deux personnes, mais alors la houle a poussé sur lui si ferme que se trouvant les jambes contre les marches de la tribune du maréchal, il a pensé vingt fois être en hasard de se casser les jambes. Une autre fois, il a voulu s'échapper, mais il a été si étreint qu'il... dans ses chausses. Trois ecclésiastiques plus alertes ont sauté par les fenêtres; l'évêque de Nantes a évadé par un endroit qui n'était pas gardé... et court encore; l'évêque de Vannes en a fait autant, comme un rat le long de la muraille, par derrière le tiers, sans qu'on l'ait vu... Les houles cessant, on remontait sur les bancs, mais dès que le duc et les évêques voulaient s'enfuir, tous ressautaient dans le parterre. L'évêque de Saint-Malo a donc toujours refusé de donner acte des protestations et du refus qu'il avait fait des Chambres. Cependant Mgr de Saint-Brieuc demanda le silence..., tout le très grand bruit s'apaisa comme une tempête qui cesserait tout d'un coup... Il fit comprendre à l'évêque de Saint-Malo qu'il était juste de donner acte du refus. Le sénéchal de Rennes, qui est un habile homme, seconda l'évêque de Saint-Malo, parla avec beaucoup d'esprit, donna un tour malin à ce

refus. L'évêque se heurta comme un mulet... Le Tiers était d'avis de donner acte du refus. L'on donna enfin acte du refus de la part des États, et alors on les laissa aller⁸. »

L'assemblée décida l'envoi à Paris d'un des procureurs-syndics, M. de Coëtlogon, afin de se pourvoir, par voie de requête contre l'arrêt du Conseil. Le maréchal interdit ce voyage et répondit à toutes les députations que, vint-on le prier trente fois, il refuserait toujours. La noblesse eut, dès lors, un dessein arrêté d'associer le Parlement de Rennes à sa résistance, afin de solidariser les deux grands Corps de la province⁹. Alors se forma à Rennes un véritable Comité directeur composé de MM. de Talhouët de Bonamour, de Lambilly, de Piré, de Jacquilot et des conseillers d'Andigné, Le Chat, de Saisy, Charette de Montbert, d'Ernothon, Thierry, du Plessix et de Runefaou. Ce Comité correspondait avec les gentilshommes de Dinan par le moyen de jeunes gens servant de courriers. C'est de ce Comité que vint la pensée du recours au Parlement¹⁰. Le maréchal en prit ombrage et lorsqu'il sut que le procureur-syndic prenait de nouvelles réquisitions pour obtenir des États « défense de lever la capitation de 1718 », il n'hésita plus et fit enlever de nuit deux gentilshommes, exiler deux autres en Béarn et en Bigorre et interdit à une vingtaine des opposants les plus déterminés de reparaitre aux États. Aussitôt furent rédigées une lettre au Régent et des remontrances au roi, elles n'obtinrent pour réponse qu'un refus blessant¹¹.

Alors la noblesse ne vit plus de ressource que dans une protestation par devant le Parlement. Celui-ci reçut la requête le 6 septembre et décida, le 7, d'adresser au roi des remontrances « sur les infractions aux droits et privilèges des États »; en attendant le résultat facile à prévoir, il « fit défense à toute personne de faire aucune imposition ni levée de deniers dans la province sans le consentement des États, à peine de concussion. » Les

Alliance de
la noblesse
et du
Parlement

Abandon
des droits
d'entrée

⁸ Arch. départem. d'Ille-et-Vilaine, C 2668 et C 2800 : *Procès verbaux et Minutes*; Arch. nat., H¹ 225 : M. Feydeau de Brou à d'Argenson, 9 août 1718, Arch. nat., H¹ 429 : *Récit d'un député de la noblesse*, publié par J. de Coat-tarel, *Une Tenue d'États*, p. 130 ; Bibl. mun. de Rennes, ms. 339 : Montesquiou à La Vrillière, 8 août.

⁹ Arch. départem. d'Ille-et-Vilaine, C 2668 et C 2800; Arch. nat., G⁷ 199 : lettres de M. Feydeau de M. Brou, 12 et 13 août.

¹⁰ Arch. nat., G⁷ 199 : M. Feydeau de Brou à d'Argenson, 18 août; Bibl. mun. de Rennes, ms. 339 : Montesquiou à La Vrillière, 24 août.

¹¹ Arch. départem. d'Ille-et-Vilaine, C 2668 : *Procès-verbaux*, Séances des 31 août, 2 et 3 septembre 1718; C 2800.

remontrances étaient telles qu'on les pouvait attendre¹², mais ce qui était plus grave c'était une déclaration des États s'opposant « formellement à toutes bannies, enchères et adjudications de quelques droits, fermes et autres levées de deniers que ce puisse être jusqu'à ce qu'il ait plu à S. M. de répondre aux remontrances du Parlement et de rétablir les États dans leurs droits et privilèges. » Cet acte était signé de soixante-deux gentilshommes et, à la Cour, Saint-Simon avait raison d'écrire : « La Bretagne est à demi soulevée, les États assemblés et le Parlement tournent ouvertement à la révolte¹³. » Montesquiou envoya aux soixante-deux signataires l'ordre de ne plus reparaitre aux États. Leurs collègues s'abstenant désormais d'y venir, Montesquiou envoya à une soixantaine d'entre eux l'ordre « de travailler aux affaires ». On se trouvait en pleine incohérence. Le maréchal n'essayait plus de comprendre la situation, l'intendant la comprenait si bien qu'il pria le Régent de supprimer les droits d'entrée. D'Argenson refusa, mais, en réalité, la défense du Parlement « de lever les impôts non consentis sous peine de concussion » rendait la perception impossible; les droits furent supprimés par préterition et force fut au maréchal et au Régent de s'y résigner. L'intendant écrivit « qu'il paraissoit qu'indépendamment des droits d'entrée, les États auroient des fonds suffisants¹⁴. » Ces mots donnaient raison aux États et au Parlement, et le maréchal n'était pas arrivé, cette fois, à « oster des esprits de cette province qu'ils sont indépendants¹⁵. »

Débarassé des États, Montesquiou s'en prit au Parlement et adressa douze lettres de cachet aux magistrats les plus énergiques et les plus entreprenants qui furent dispersés dans de petites villes lointaines. Les arrêts du 13 août et du 7 septembre furent « tirés du registre, lacérés par l'huissier du Conseil et l'arrêt du Conseil mis à leur place. » On se contenta de les bâtonner largement sans

¹² Arch. départem. d'Ille-et-Vilaine, Arch. du Parlement, B 416 et B 71 : *Registres secrets*, 7 et 12 septembre; *Ibid.*, C 2800; Arch. nat., H¹ 429.

¹³ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. XV, p. 376, 438; t. XVI, p. 99. *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVII, p. 120; *Gazette de la Régence*, p. 212; 27 décembre 1717.

¹⁴ Arch. nat., G⁷ 199 et H¹ 429 : M. Feydeau de Brou à d'Argenson, 7 septembre 1718.

¹⁵ Arch. nat., G⁷ 199 : Correspondance de l'intendant, 15 septembre 1718; Arch. départem. d'Ille-et-Vilaine, C 2800 : Minute ou procès-verbal. Copie de la vive Remontrance que le maréchal de Montesquiou a faite lui-même dans l'assemblée, séance du 21 septembre. J. de Coattarel, *Une Tenue d'États de Bretagne sous la Régence*, p. 154.

les lacérer¹⁶, mais l'injure n'en fut pas moins ressentie. On sent un frémissement de colère et de dégoût dans la protestation de la Compagnie dont « l'honneur a été atteint, dit-elle, ses registres profanés, ses arrêts ignominieusement cassés et même flétris par la radiation d'un vil huissier, et ses registres secrets abandonnés à la discrétion du plus abject de tous les officiers. » A ces remontrances La Vrillière répondit « que le Roi voulait être obéi¹⁷ ».

Ce que Saint-Simon nommait « révolte ouverte », la duchesse du Maine l'appelait « indisposition dans les esprits¹⁸ ». Elle s'exprimait ainsi dans une pièce calculée en vue de s'innocenter des relations qu'elle avait entretenues avec les gentilshommes bretons « mandés » à Paris, MM. de Talhouët de Bonamour, de Noyan et du Groësquer. « A l'égard de la Bretagne, écrit la princesse dans la confession générale qu'elle adressa au Régent, je n'y ai eu de ma vie aucun commerce et je n'ai vu que deux gentilshommes de cette province une seule et unique fois et voici comment cela est arrivé. MM. de Bonamour et de Noyan me firent proposer de venir chez moi, mais, craignant que cela ne tirât à conséquence, je les refusai. Ils me firent dire qu'ils me prioient au moins de trouver bon qu'ils me fissent la révérence dans les Tuileries, où ils savoient que j'allois souvent me promener les soirs après souper. J'y consentis, et un soir après que la compagnie, qui étoit à la promenade avec moi, se fut retirée, je restai dans le jardin, où j'attendis ces messieurs, qui me rejoignirent un moment après. Ils m'entretenirent fort des affaires de Bretagne et de leur mécontentement du maréchal de Montesquiou; ils me firent une proposition fort étrange, dont je leur fis voir le ridicule; ils me demandèrent si je n'avois pas quelques liaisons avec l'Espagne; je leur dis que non, et leur cachai très soigneusement mon commerce avec l'ambassadeur, ce que l'on ne doit pas avoir de peine à croire, puisqu'il eût été de la dernière imprudence de dire à des gens que l'on n'a jamais vus, et que l'on ne connaît pas, des choses de cette conséquence. Je leur fis seule-

Rapports
des Bretons
avec la
duchesse du
Maine

¹⁶ Arch. départem. d'Ille-et-Vilaine, Arch. du Parlement, B 416, *Registres secrets*, audiences des 11, 13, 24 octobre 1718.

¹⁷ Arch. du Parlement, B 416 et B 71; Arch. nat., G⁷ 199. De Carné, *Les États de Bretagne et l'administration de cette province jusqu'en 1789*, in-8, Paris, 1857, t. II, p. 1-42; Le Moy, *Le Parlement de Bretagne*, 1909, p. 126; Le Moy, *Remontrances du Parlement de Bretagne au XVIII^e siècle*, 1909, p. 24.

¹⁸ Déclaration de la duchesse du Maine, dans P. Lémontey, *Histoire de la Régence et de la minorité de Louis XV*, in-8, Paris, 1832, t. II, p. 433.

ment beaucoup de compliments et leur dis que je souhaitois fort que la noblesse eût satisfaction dans les choses qu'elle désirait. Ils me parurent même fort fâchés de ce que je ne leur proposais rien, et de ce que je ne leur ouvrais aucun avis. » Quant à M. de Groësqwer, la duchesse le rencontra à Bercy, chez la duchesse de Rohan, dans la galerie, où il fit sa révérence de loin, et n'approcha pas, ayant la réputation d'avoir « la tête très légère¹⁹ ».

Rapports
avec
Cellamare

La préoccupation des deux gentilshommes d'entrer en rapports avec l'Espagne montre que Saint-Simon a été bien instruit en écrivant que, dès le début de 1718, « Cellamare donnait une attention très particulière à ce qui se passait en Bretagne, les mouvements de cette province devenant chaque jour plus considérables²⁰ » et il est hors de doute que l'ambassadeur rencontra MM. de Talhouët de Bonamour et de Noyan, mais « loin de les pousser à leur perte par la vaine promesse des secours de l'Espagne, comme Alberoni lui en avait donné l'ordre, il les exhorta à réserver pour d'autres temps et pour une plus digne cause l'effervescence de leur province²¹ ».

Si l'ambassadeur dégoûta les gentilshommes de s'engager dans la conspiration qu'il dirigeait à son corps défendant, la princesse ne semble pas s'être montrée aussi hostile qu'elle voudrait le donner à croire. Un député aux États de Bretagne a su que dès leur arrivée à Paris, les « mandés » « se virent recherchés par les émissaires de Mme la duchesse du Maine... Peut-être que M. d'Argenson, qui savait presque tout ce qui se passait à Paris, eut connaissance des démarches que la duchesse du Maine avait faites pour engager les trois Bretons dans son parti... Les comtes de Noyan et de Bonamour se rendirent à Rennes, le dernier sûrement bien intentionné de fomenter le parti de Mme la duchesse du Maine²² ».

L'acte
d'Union

A Rennes, le Comité inspirateur et régulateur de l'opposition

¹⁹ *Déclaration de la duchesse du Maine*, dans P. Lemontey, op. cit., t. II, p. 433.

²⁰ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. XIV, p. 301, 305; t. XV, p. 93.

²¹ P.-E. Lemontey, op. cit., t. I, p. 210.

²² *Histoire des malheureux événements arrivés entre les États de Dinan et d'Ancenis*, par Fr.-R. de Jacquelot, publié sous le titre de *Journal inédit d'un député de l'ordre de la noblesse aux États de Bretagne pendant la Régence*, par M. de Closmadeuc, 1905, p. 15, 17. D'Argenson ne mettait pas en doute le rapport qu'avaient entre elles les deux conspirations de Sceaux et de Pontcallec. Arch. nat. G⁷ 201. M. d'Argenson à M. de Châteauneuf, 20 janvier 1720; M. d'Argenson à M. Pajot, 30 janvier 1720.

bretonne vit venir à lui la plupart des soixante-deux gentilshommes expulsés de Dinan le 12 septembre 1718. L'émotion était grande, le Comité sut en tirer parti pour la formation d'une association de gentilshommes appartenant à la noblesse bretonne déterminés à offrir une résistance aux entreprises du Pouvoir. Ainsi fut arrêté, le 15 ou 16 septembre, dans la maison du Vert-Bois à Rennes, l'*Acte d'Union pour la défense des libertés de la Bretagne*, rédigé par M. de Talhouët de Bonamour. Après avoir énuméré « les attentats jusqu'à présent sans exemple » commis contre les États, traitements « opposés au bien public et injurieux à la noblesse de Bretagne, nous avons, disaient les signataires, déclaré par cet écrit, juré et promis unanimement, sur notre foi et notre honneur de nous unir tous ensemble pour soutenir par toutes sortes de voies justes et légitimes, sous le respect dû au Roi et à S.A.R. Mgr le duc d'Orléans, Régent du royaume, tous les droits et privilèges de la province de Bretagne et les prérogatives de la Noblesse. — De plus, promettons que si quelqu'un des soussignés est troublé ou attaqué, en quelque sorte que ce soit dans la suite, en sa personne, sa liberté ou ses biens, nous prendrons son intérêt comme commun à tous en général et en particulier, sans pouvoir nous en séparer par aucune considération; et sera déclaré infâme celui qui en usera autrement... Tous les gentilshommes de la province seront engagés, pour l'intérêt de leur honneur, de signer cette présente Union, et les deux ordres de l'Eglise et du Tiers-état invités à s'y joindre; et on y admettra les gentilshommes extra-provinciaux qui, pour l'intérêt de l'État, voudront bien y entrer. — Nous nous promettons de plus, sous les mêmes peines, de nous garder un secret inviolable. Enfin, nous déclarons sans foi et sans honneur et comme dégradés de noblesse, les gentilshommes de la province, soit présents ou absents, qui ne voudront pas signer le présent Traité d'Union, ou qui, l'ayant signé, contreviendront à aucun des dits articles, en sorte qu'ils seront exclus de toutes les fonctions de la Noblesse et bannis de tout commerce avec les soussignés²³ ».

Pendant les trois derniers mois de l'année 1718, l'*Acte d'Union* circula dans les châteaux de Bretagne et reçut un grand nombre de signatures. M. de Talhouët de Bonamour parcourait la pro-

²³ Bibl. municip. de Rennes, ms. 339 (actuellement 15. 675) : *Journal manuscrit du président de Robien*, fol. 68, Fr.-R. de Jacquelot, *Journal inédit*, p. 19.

vince pour le faire connaître²⁴, le maréchal ne s'en alarmait guère et l'avocat-général de la Villeguérin prévoyait qu'il n'aurait « d'autre effet que de gêner encore un peu davantage les esprits, d'inspirer l'indépendance et des sentiments républicains²⁵ ». Pendant que Bonamour et son ami M. de Lambilly s'employaient à recueillir des adhésions, chacun d'eux reçut une lettre de cachet (octobre) dont ils ne tinrent compte ni l'un ni l'autre sous prétexte de maladie, mais ils se terrèrent chez eux, l'un à Kergrois, en Remungol, l'autre à Lourmais, en Nivillac. De leur côté, MM. de Noyan, de la Berraye, de Saint-Gilles et du Groësquer redoublaient de zèle. Parmi les signataires de la liste de M. du Couëssin de la Berraye on lit, le 4 novembre 1718, le nom du marquis de Pontcallec.

Le marquis
de
Pontcallec

C'était un célibataire âgé de quarante ans, de bonne souche, habitant avec sa sœur le château de Pontcallec, forteresse de belle mine, encore capable de quelque résistance avec ses remparts intacts et ses fossés garnis. Pontcallec était situé au centre de l'Armorique, entre Guémené et le Faouët, « bâti sur un coteau à pic percé de souterrains, il domine, à l'est, un vaste étang et est protégé à l'ouest, par le cours sinueux du Scorff, rendu infranchissable par les rochers qui l'obstruent; il était de plus entouré, à quelques pas, du côté du sud, par une forêt de cinq cents hectares, remplie de chênes séculaires et coupée de fourrés et de halliers impénétrables. On ne pouvait y accéder que par deux ponts faciles à défendre : c'était un refuge inaccessible²⁶ ». Le marquis de Pontcallec, maître de cette forteresse

²⁴ Arch. nat., H¹ 228 : M. de Montesquiou à M. d'Argenson, 9 novembre; M. de Montesquiou à M. de Valincour, 2 décembre 1718.

²⁵ Arch. nat., G⁷ 199 : M. de La Villeguérin à M. d'Argenson, 27 novembre; M. d'Argenson à M. de La Villeguérin, 1^{er} décembre.

²⁶ Il ne reste rien des fortifications, B. Pocquet, *Histoire de Bretagne*, t. VI (1914) p. 46-158; A. de La Borderie, *La Bretagne et le Régent. Histoire de la conspiration de Pontcallec (1717-1720)*, dans *Revue de Bretagne et de Vendée*, 1857, t. I, p. 1-21, 223-252; t. II, p. 105-143; 1858, t. III, p. 1-22; 148-171, 315-344; t. IV, p. 29-54; 1859, t. VI, p. 369-395, 457-473 : *Lettres bretonnes. M. de Carné et la conspiration de Pontcallec*, dans *Revue de Bretagne et de Vendée*, 1868, 3^e série, t. IV (t. XXIV de la collection), p. 42-64, 200, 216, 262-293. F. Le Digabel, *La conspiration de Pontcallec*, dans *Revue morbihannaise*, 1891; G. de Closmadeuc, *La conspiration de Pontcallec en Bretagne sous la Régence*, dans *Bulletin de la Société polymathique du Morbihan*, 1871, t. XVI, p. 87, suiv.; De Bellevue, *Conjuration de Pontcallec dans le pays de Ploërmel (1718-1720)*, dans *Association bretonne. Comptes-rendus... du 49^e congrès*, 1909, p. 44-55. A. de La Borderie, *Interrogatoire du marquis de Pontcallec devant la chambre royale de Nantes en 1720*, dans *Revue de Bretagne*, Nantes, 1892, t. VII, p. 5, 81, 315; *Interrogatoires du Sieur de Montlouis*, dans même revue 1892, t. VIII, p. 282, 367; A. de La

en 1719, avait servi dans les dragons et dans les mousquetaires, puis était venu rétablir ses affaires et sa fortune plus que compromise. La noblesse le voyait peu, ne l'estimait pas et le craignait assez. Ses vassaux le haïssaient, ses serviteurs eussent mérité le titre d'esclaves puisqu'à la moindre infraction il les mettait au cachot, fers aux pieds, et les faisait jeûner au pain et à l'eau. Les paysans ne souhaitaient rien d'autre à leur seigneur que de « le voir pendre²⁷ ». Ne pouvant être braconnier puisqu'il était noble, il était fraudeur et « en faisait depuis longtemps presque un commerce public²⁸ ».

L'hiver, saison des chasses, amenait des rencontres, des entretiens favorables à la propagande; les adhésions venaient. MM. de Bonamour, de Lambilly, de La Berraye et Talhouët de Bois-orhant « qui étaient les initiateurs de l'entreprise » se donnaient beaucoup de fatigues pour recueillir des signatures. Parfois ils rencontraient des timides ou des sceptiques, tel M. de Kersulguen, au château de la Boixière, en Pluguffan, près Quimper à qui on confia un exemplaire de l'*Acte d'Union* et qui l'enterra dans son jardin. Mais celui-ci faisait figure de sage parmi d'autres qui ne l'étaient guère. Dans une réunion tenue au château de Pontcallec (mars 1719), Kersulguen essaya de faire entendre raison à Lambilly, à Bonamour, à La Berraye, il perdit sa peine et fut menacé. « Je vois que les Bas-Bretons veulent abandonner les Hauts-Bretons, s'écria Lambilly, eh! bien, si l'entreprise de ceux-ci obtient le succès qu'ils en attendent, ils iront chez les Bas-Bretons mettre le feu dans leurs maisons ». On se sépara froidement et Lambilly, poussé à bout, finit par dire « qu'il fallait donner quelque chose au hasard et à la Providence²⁹ ».

On ne laisserait que trop de place au hasard et ces conspirateurs rustiques paraissaient aussi novices que les conspirateurs académiques de la duchesse du Maine. Ceux-ci s'assemblaient dans un boudoir, ceux-là se réunissaient dans une forêt, la forêt de Lanvaux, entre Malestroit et Auray, à l'abri de toute surprise. Tous les adhérents furent convoqués à une grande chasse dans « le parc de Lanvaux » le 13 avril. Il en vint seize en tout : MM. de Lambilly, de Talhouët de Bonamour, de Pontcallec, de

L'assemblée
de Lanvaux

Borderie, *Pamphlet breton contre le Régent (1719)*, dans *Bulletin de la Société des bibliophiles bretons*, 1881, t. IV, p. 71.

²⁷ Arch. nat., G⁷ 201, *Déposition de M. de Montlouis*.

²⁸ F.-R. de Jacquolot, *Journal inédit*, p. 24.

²⁹ Arch. nat., G⁷ 201, *déposition de M. de Kersulguen*; 1^{re} *déposition de M. de Pontcallec*; M. Payot à M. d'Argenson, 29 décembre 1719.

Talhouët de Boisorhant, du Bouëxic de Becdelièvre, de Lantivy du Coscro, de Kervasic, de la Houssaye, Le Gouvello de Keren-trec'h, de Villeglé, le comte de Lescouët, le chevalier de Lescouët du Couëssin de la Berraye, Grout de Montiers, le chevalier Huchet de la Bédoyère et du Groësquer³⁰. Ce n'était guère. Bonamour fit de son mieux pour échauffer son auditoire, lut un petit livre qu'il avait fait imprimer à cent exemplaires et la réunion décida l'envoi d'une requête au Régent pour demander justice des infractions commises contre les libertés de la province et réclamer les comptes du trésorier Montaran. Ensuite on se partagea le soin de la propagande et Lambilly suggéra « d'envoyer un gentilhomme à la noblesse du Poitou » qui n'attendait qu'un signal pour se soulever. Enfin, au moment de se séparer, Lambilly proposa d'envoyer un gentilhomme en Espagne afin de demander l'appui de cette puissance, il ajouta qu'il faudrait faire un fonds dans ce but. Les gentilshommes firent grise mine à cette proposition, les uns ne voulaient pas aller en Espagne, les autres ne voulaient pas payer. Lambilly insista, s'engagea pour 8.000 livres; Grout de Montiers en promit 4.000; les autres montèrent à cheval et se dispersèrent³¹. On ne pouvait manquer, pour disculper cette conduite, de raffiner sur la notion de Patrie et sur l'idée de trahison, comme si le sentiment national avait surgi seulement au souffle de la Révolution. Subtilités pitoyables qui se recommandent d'un prétendu respect des idées de ce temps où le mot de Patrie n'aurait pas imposé, dit-on, des devoirs aussi absolus que de nos jours. Coligny, Condé, Turenne faisant appel aux secours étrangers savaient leur trahison et, couverts de gloire, pardonnés, réhabilités, sentaient à ce souvenir la rougeur leur monter au front. Les gentilshommes bretons, eux non plus, n'ignoraient pas leur crime et l'un d'entre eux, M. de Larlan de Kercadio, qu'on appelait le président de Rochefort, jeune homme de 25 ans, « pétulant et inconsidéré à l'excès » nous dit-on, rétablissait en quelques mots cette vérité qu'une indulgence excessive voudrait obscurcir, sa crifiant la vérité de l'histoire à des préoccupations provinciales qui lui sont étrangères. « Messieurs, dira aux conspirateurs leur compatriote Kercadio, j'ai été de vos amis tant que j'ai cru que tout ceci n'était qu'un jeu, mais s'il s'agit de faire des dépu-

³⁰ C'est M. du Groësquer ou M. de Rohan-Pouldu. Arch. nat., G⁷ 201 : le président de Brilhac à M. d'Argenson, 26 janvier 1720.

³¹ Arch. nat., G⁷ 701, 1^{re} et 2^e interrogatoire de M. de Pontcallec, voir *Revue de Bretagne*, janv. 1892, p. 12, 15; mai 1892, p. 329-333.

tations et d'envoyer en Espagne je n'en suis plus et je me retire³². » La proposition de Lambilly était d'autant plus inexplicable qu'au moment où elle était émise la France était en guerre depuis trois mois avec l'Espagne, et le parlement de Rennes avait condamné comme « libelles séditieux » les manifestes répandus en Bretagne par Philippe V³³. Lambilly ne tint compte de rien et chercha un émissaire; il mit la main sur Hervieu de Mellac, officier pauvre, sans emploi, qui se morfondait dans son petit manoir de Kerboellon, en Taupont, et partit à la fin du mois de mai pour l'Espagne³⁴.

Pendant qu'il amorcerait la trahison, les conspirateurs redoublaient leurs efforts. Lambilly, Pontcallec, Bonamour, Salarun endoctrinaient les gentilshommes, exploitaient leur mécontentement, leur persuadaient que le seul moyen de sortir d'une situation ruineuse était « de former un parti dans la province pour le roi d'Espagne..., qu'il n'y avait rien à hasarder puisque c'était le même que celui du Roi³⁵ ». Plusieurs se laissaient convaincre et donnaient leur nom. Combien étaient-ils d'adhérents? Pontcallec a tantôt dit 150, tantôt 300; Talhouët Le Moyne parle de 400 à 500 et Keranguen de 700. Les listes ont été brûlées³⁶, mais il semble qu'on puisse admettre le nombre de 500 signatures dont quatre cinquièmes au moins ignorèrent tout de la conjuration. On n'arrive en effet, en récolant tous les noms et en tenant compte des simples figurants qu'à soixante-dix et, sur ce nombre, une vingtaine environ savaient ce qu'ils faisaient, mais tous ne savaient pas ce qu'ils voulaient. « Ainsi, écrit Jacquelot de la Motte, tout ce fameux parti, qui devait être l'avant-coureur d'une des plus grandes révolutions qu'on eût vue en France, consistait tout au plus en trente ou quarante gentilshommes, la plupart tout jeunes gens et peu capables de conduire un dessein à son terme³⁷. » Tous ces gentillâtres étaient pauvres, sauf Lambilly qui possédait 30.000 livres de rente. En juin et en août 1719, Pontcallec fit quelques recrues, entre autres M. de Mont-

Les conjurés

³² Arch. nat., G⁷ 201, déposition de Mme de Lambilly.

³³ Arch. nat., H¹ 228, M. de Montesquiou à M. d'Argenson, 11 et 22 janvier 1719; Arch. départ. d'Ille-et-Vilaine, Arch. du Parlem. B 416, Registres secrets, 21 janvier 1719.

³⁴ Arch. nat., G⁷ 201, déposition de M. Coué de Salarun.

³⁵ Fr.-R. de Jacquelot, *Journal d'un député aux États*, p. 25-26.

³⁶ Arch. nat., G⁷ 201, 1^{re} et 2^e interrogatoire de M. de Pontcallec; voir *Revue de Bretagne*, janv. mai 1892, p. 18, 317, 328.

³⁷ Fr.-R. de Jacquelot, *Journal d'un député aux États*, p. 26.

louis, du manoir du Plascaër, à deux lieues de Pontcallec³⁸; M. Le Moyne de Talhouët, du manoir de Barac'h, en Ploërdut, autre voisin³⁹; M. du Couëdic de Kerbleizec habitant son château des environs de Quimperlé. Ceux-ci n'étaient plus jeunes, d'ailleurs aigris et mécontents à proportion de leur âge et des passe-droits dont ils avaient eu à se plaindre. Quelques dames étaient mêlées au secret de la conspiration.

Prise
d'armes de
Questem-
bert

Pontcallec ne dirigeait rien, mais sa réputation à elle seule était compromettante. Il fut averti qu'on songeait à l'arrêter comme fraudeur de tabac et, ajoutait-on, à le déporter au Mississipi. Craignant une surprise, il fit construire au plus profond de la forêt qui entourait le château des « cabanes de feuillages » où il passait la nuit gardé par un valet, puis par quinze paysans armés, ayant près de lui un cheval tout sellé. Ce ne fut qu'une alerte. Mais au mois de juin, Pontcallec sut que le régiment de Champagne allait venir en garnison à Vannes et, cette fois encore, il se crut arrêté. Aussitôt il écrivit à Lambilly, à Montlouis, à Talhouët de Bonamour et à Rohan-Pouldu « qu'on voulait enlever la plupart des gentilshommes, sous prétexte de fraude, pour les envoyer à Mississipi ». L'avertissement fut entendu et une convocation fut adressée aux signataires de l'Acte d'Union pour qu'ils eussent à se rendre le 24 juin, entre Vannes et la Roche-Bernard, sur les landes de Questembert. Ils y vinrent « environ cent cinquante à deux cents, tant maîtres que valets, bien armés de fusils, de pistolets d'arçon et de bayonnettes ». On se demanda pour quelle raison on était rassemblés, personne ne put le dire. Les chefs n'avaient pas pris la peine de se déran-ger pour le leur apprendre. Pendant trois jours et trois nuits, les gentilshommes errèrent à l'aventure entre Questembert et Péaule, et de Molac à Sulniac. A la fin, Talhouët de Boisorhant les reçut au manoir de Keredern où ils campèrent sur la dure. Le lendemain, les plus ardents offraient de marcher sur Vannes, de s'en emparer ainsi que de Malestroît et de Ploërmel, et « d'y égorger les cuirassiers » qui s'y trouvaient. Quand on sut que Pontcallec n'avait rien à craindre, tout le monde se débanda. Mais l'esclandre n'avait pu passer inaperçu. Dès le 27 juin, l'intendant Feydeau de Brou était renseigné sur la prise d'armes de Questembert, et il en concluait qu'« il semble que l'esprit ait tourné à la plupart de ceux qui paraissent gens sensés ». Un

³⁸ Arch. nat., G⁷ 201 : Interrogatoire de M. Montlouis et de Mme Montlouis; voir *Revue de Bretagne*, octobre 1892, p. 283, suiv.

³⁹ Arch. nat., G⁷ 201 : Interrogatoire de Talhouët Le Moyne.

mois plus tard, le 30 juillet il savait que MM. de Pontcallec, de Bonamour et du Pouldu amassaient dans leurs châteaux des armes, de la poudre, du plomb et des balles⁴⁰.

L'intendant ne savait pas tout. Le 27 juillet, se rendant à l'appel de Lambilly, Pontcallec arriva au manoir de Kergrois, en Remungol, près de Locminé, à onze heures du soir. Il y rencontra outre Lambilly et quinze gentilshommes, un certain M. le Calme (anagramme de son nom) et qui n'était autre que Hervieu de Mellac arrivant d'Espagne. Il s'était abouché là-bas avec le cardinal Alberoni de qui il avait tiré la promesse de deux millions d'argent, huit mille hommes et un général. Mellac ne voulut pas se montrer moins généreux et promit une armée de 50.000 Bretons⁴¹; sans parler des Picards, des Dauphinois et des Provençaux. De plus, Mellac apportait cette lettre de Philippe V : « Le sieur de Mélac Hervieux m'a apporté des propositions de la part de la noblesse de Bretagne concernant les intérêts des deux couronnes. Je m'en remets à ce que ledit sieur leur dira sur cela de ma part. Mais je les assure ici moi-même que je leur sais moi-même un très bon gré du glorieux parti qu'ils prennent et que je les soutiendrai de mon mieux, ravi de pouvoir leur marquer l'estime que je fais de sujets aussi fidèles du roi mon neveu, dont je ne veux que le bien et la gloire⁴². » Mellac, non moins intrigant que Walef, avait pris sur lui d'offrir à Philippe V la régence du royaume de France et Alberoni, toujours magnifique, lui avait remis 30.000 livres. « Ce n'était, disait-il, que pour commencer la danse; après ce serait aux Bretons à payer les violons⁴³. » MM. de Lambilly et de Bonamour répondirent au roi et au cardinal et leurs lettres furent signées par tous les membres présents à Kergrois. Comme il n'y avait que quinze gentilshommes présents, Pontcallec signa pour deux amis, Villeglé pour un troisième et Lambilly, qui s'abstint, écrivit de sa

Mission
de Mellac en
Espagne

⁴⁰ Arch. départem. de la Loire-Inférieure, C. 215; M. Feydeau de Brou à M. Mellier, 13 juin, 27 juin, 2, 6, 13, 20, 24 et 30 juillet 1719.

⁴¹ Fr.-R. de Jacquelot, *op. cit.*, p. 27.

⁴² P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 250; A. Baudrillart, *Philippe V et la Cour de France*, in-8, Paris 1890, t. II, p. 384; B. Pocquet, *Histoire de Bretagne*, 1914, t. VI, p. 65-66 (deux mots omis). Cette lettre est datée du camp de San-Esteban, ce 22 juin 1719. Voir *Revue de Bretagne et de Vendée*, octobre 1868, p. 288, une note relative au voyage de Mellac en Espagne. L'interrogatoire de M. Couë de Salarun (14 et 15 février 1720) confirme le fait du retour de cet émissaire à la fin de juillet. Au moment où Philippe V écrivait cette lettre il venait d'apprendre la capitulation de Fontarabie (18 juin).

⁴³ Alberoni au duc d'Ormond, 13 septembre 1719, *Recueil du marquis de Biron*, cité par A. Baudrillart, *op. cit.*, t. II, p. 385.

main : « Les Commissaires des neuf évêchés de la province de Bretagne », disant « que cela aurait une forme plus régulière. La lettre à Philippe V ne contenait que des remerciements et des protestations de respect; avec Alberoni on sortait des généralités. Les gentilshommes bretons convenaient que c'était à eux à porter le poids de l'affaire; ils s'engageaient donc à lever 14.000 hommes, 22.000 gens de pied et 2.000 cavaliers; en outre ils comptaient sur 4.000 gentilshommes. De plus, 10.000 hommes capables de porter les armes étaient prêts à s'enrôler sous leurs ordres; chacun des neuf évêchés de la province formerait un bataillon et nommerait les colonels et les officiers. L'Espagne n'aurait à fournir que quatre bataillons — on rabattit ensuite de moitié — un général, 20.000 fusils et 100.000 écus. Le chef étranger serait désigné par Philippe V, et Mellac, ayant sa leçon faite par Albéroni, souffla le nom du duc d'Ormond, qui fut accueilli par les gentilshommes avec une faveur marquée⁴⁴. Mellac emporta ces lettres à Madrid où il arriva vers la fin du mois d'août.

Assemblée
de Kerleu

Quelques jours auparavant, une réunion d'une dizaine de gentilshommes, parmi lesquels Pontcallec, Montlouis, du Couëdic et Le Moyne de Talhouët, s'était tenue dans la forêt de Kerleu, en Priziac. On s'assit au bord d'une fontaine et, après avoir cassé la croûte, Pontcallec prit la parole : « Messieurs, dit-il, nous avons reçu des nouvelles d'Espagne; le roi Philippe V a écrit à la noblesse bretonne une lettre signée de sa main « contenant des offres de secours, et l'assurance d'envoyer une flotte et de l'argent ». J'ai ordre de nommer aux emplois en son nom et d'envoyer en Espagne la liste de ceux que j'aurai nommés, afin qu'on m'en expédie les provisions que je remettrai à chacun de vous. » Le Moyne de Talhouët se mit à rire : « Ce que vous nous proposez là est une vision; il y a de quoi rire de voir distribuer des offices de guerre sans troupe et sans armée. » — « Non, répartit Pontcallec, ce n'est point une vision; pour des troupes nous n'en manquerons point et vous verrez que ce que je vous propose aura son exécution. » Là-dessus, il tira de sa poche un papier qui lui avait été remis par Lambilly, et il nomma du Couëdic et Le Moyne de Talhouët lieutenants-colonels « sans dire de quelles troupes », d'autres furent capitaines, il eut des grades pour chacun, lui-même s'institua colonel; tous sous les ordres du duc d'Ormond général en chef. En attendant l'existence d'une armée régulière, Pontcallec suggéra la levée

⁴⁴ Alberoni au duc d'Ormond, 3 et 13 septembre, *Ibid.*

d'un corps de 500 fraudeurs; ce qui ne fut pas pris au sérieux⁴⁵. Tous ces gens se repaissaient d'illusions et cette armée d'opérette était digne des conspirateurs de boudoir de la duchesse du Maine. La forteresse de Pontcallec servait de rendez-vous à l'état-major et le marquis, à force d'audace et de mensonges continuait à grossir le nombre des dupes. Le château prenait figure de place de guerre. Un armurier y fourbissait les instruments tels que fusils, baïonnettes, fourches de fer et le petit arsenal comptait 60 fusils, 50 baïonnettes, 30 fourches; Lambilly cachait 24 fusils à baïonnettes à Kergrois et Bonamour autant à Lournais. Il y eut aussi quelques réserves de poudre, des balles, une douzaine de déserteurs du régiment de Champagne et un régiment qui n'exista que de nom et devait s'appeler « le régiment de la Liberté ». Le château de Pontcallec était gardé militairement.

Préparatifs
à Pontcallec

L'Armorique était d'ailleurs en état de siège. Les refus d'impôts s'étaient non seulement multipliés mais aggravés de bousculades et d'échauffourées⁴⁶. Des espions sillonnaient le pays et rendaient compte à l'intendant de la situation périlleuse et critique de la province⁴⁷. En l'absence du maréchal de Montesquiou, le commandant des troupes M. de Coëtquen avait amené 15.000 hommes. Le régiment des Landes était à Quimper, Quimperlé et Hennebont, le régiment de Champagne et deux bataillons de Royal-Marine à Vannes, le régiment de Senneterre à Nantes, le régiment de Saint-Simon à Guérande, le Croisic et la Roche-Bernard, le régiment de Saintonge à Saint-Brieuc, le régiment de cavalerie de Villars à Pontchartrain, Savenay, Blain et Ploërmel, le régiment de cuirassiers de Lénoncourt à Nantes. Les précautions paraissaient excessives lorsqu'un événement sembla les justifier. Parmi les gentilshommes compromis dans l'échauffourée de Guérande, se trouvait un manceau anobli qui fut arrêté à Nantes. Cet homme était au courant de tous les secrets de la conspiration, il livra tout : l'Acte d'Union, les principaux signataires, l'organisation par évêchés, le récit des assem-

et en
Armorique

⁴⁵ Arch. nat., G⁷ 201 : interrogatoire de MM. de Pontcallec, de Montlouis, Le Moyne de Talhouët, de Derval et de Kersulguen; voir *Revue de Bretagne et de Vendée*, mai, oct. 1892, p. 285, 288, 368.

⁴⁶ Arch. nat. G⁷ 201 : interrogatoire de Pontcallec et de Kersulguen; Arch. départem. de la Loire-Inférieure, C 216, M. Feydeau de Brou à M. Mellier, 15. 17 août 1719.

⁴⁷ Arch. départem. de la Loire-Inférieure, C 216 : M. Feydeau de Brou à M. Mellier, 15 et 22 août.

blées de Lanvaux, de Kergrois, l'alliance espagnole. Ces aveux furent faits le 15 septembre⁴⁸.

Le 20, le maréchal invita une vingtaine des gentilshommes les plus compromis à venir immédiatement à Rennes rendre compte de leur conduite. Cinq ou six seulement obéirent. En même temps un détachement de cavaliers partit pour Saint-Jean-Brévelay afin de mettre en arrestation MM. de Rohan-Pouldu. Ceux-ci se trouvaient en compagnie de Bonamour, Lambilly, La Berraye, Talhouët de Boisorhant et les deux du Groësquer. Prévenus par un mendiant de l'approche des soldats, ils décampèrent en toute hâte et se réfugièrent à Pontcallec.

La vie à
Pontcallec

Le marquis avait été mandé à Rennes par le maréchal, il hésitait à s'y rendre quand Rohan-Pouldu, Lambilly, Bonamour lui arrivèrent (le 22), et le lendemain matin un exprès vint lui apprendre qu'un détachement parti de Vannes paraissait se diriger vers Berné. Aussitôt Pontcallec convoqua ses paysans à Meslan, à Plouay, au Faouët, fit appel à ses amis et mit le château en état de soutenir un siège. Deux postes avancés, au pont de Léty et au pont du Moulin commandaient les approches et renfermaient vingt à vingt-cinq paysans armés de fusils à baïonnettes ou de fourches de fer. Deux sentinelles se promenaient devant la grande porte du château, à l'intérieur duquel étaient répartis trois corps de garde, un dans chaque pavillon, un dans la cour; tous de vingt hommes commandés par des soldats déserteurs promus sergents. Toutefois, ils avaient la consigne d'avertir en cas d'alerte, mais non de tirer. Dans l'enceinte, une centaine de paysans armés composaient la garnison que commandait du Couëdic.

Ces précautions étaient prises pour la nuit; le service de jour était moins rébarbatif. Vers neuf heures du matin, Pontcallec, Lambilly, de Talhouët de Bonamour, Rohan-Pouldu et Montlouis rentraient de leurs cachettes sylvestres, déjeûnaient et, parfois au nombre d'une quinzaine, s'attardaient à causer « des affaires du temps et de la province ». On criait « qu'il fallait se mettre en liberté, réclamer les États-Généraux, résister au Régent et, la conversation s'échauffant, Pontcallec prononçait « qu'il fallait mettre la province en république ». En sortant de table on allait se promener, « sans sortir du château jusqu'à la tombée

⁴⁸ Arch. départem. de la Loire-Inférieure, C 216 et C 217 : M. Feydeau de Brou à M. Mellier, 6, 8, 13, 15, 17, 22, 24, 27, 29, 31 août, 3, 5, 7, 10, 14, 19, 20, 23 septembre; Arch. départem. d'Ille-et-Vilaine, C 1814 : M. de Mianne à M. Mellier, 15 septembre : M. de La Vrillière à M. Feydeau de Brou, 19, 27 septembre,

de la nuit ». Très vite, deux groupes s'étaient formés : le *Conseil*, c'est-à-dire Pontcallec, Lambilly, Bonamour, Rohan-Pouldu et Chemendy; les *Officiers* ou les *Généraux* et c'étaient Du Couëdic, Le Moyne de Talhouët, Montlouis, Kerbereco et Keranguen — deux amis qui « ne s'étaient jamais vus qu'étant ivres, attendu qu'ils ne désenivraient l'un et l'autre presque jamais⁴⁹ » — enfin Hugonnier et Kerrouët.

Le soir, vers 6 heures, Pontcallec, Lambilly, Bonamour et Rohan-Pouldu regagnaient leurs loges en feuillage au milieu des brousses de la forêt et dormaient sur quelques paillasses. Soixante-dix paysans armés de fusils et de fourches veillaient sur leur repos; ce que voyant, les vassaux, contraints à aller « à la guerre du Pontcallec » enjambèrent les murailles et on ne les revit plus. La plupart n'avait cédé que devant la menace d'« être brûlés », mais on savait qu'on ne pouvait compter sur eux; Pontcallec avouait « que la poltronnerie des paysans était cause qu'il ne fallait pas songer à se défendre », néanmoins à entendre ces écervelés, il n'était jamais question que de centaines et de milliers d'hommes bien armés, prêts à se battre et sûrs de vaincre.

On l'allait bien voir. Le jeudi 28 septembre, on fut averti de l'approche des troupes du Roi; à l'instant tout le monde se sauva, les uns parce qu'ils n'osaient pas, les autres parce qu'ils ne voulaient pas se battre contre les soldats du Roi. A la tombée du jour, Pontcallec sortit de son château et se jeta dans la forêt; à minuit, il quitta sa loge feuillage, monta à cheval et, avec Lambilly, Bonamour et Rohan-Pouldu lui quatrième, partit dans la nuit. Pendant ce temps le château se vidait. Dans la matinée du 29, Champagne, Royal-Marine et les dragons de Villars au nombre de soixante-dix environ pénétrèrent dans la forteresse, ils n'y découvrirent qu'une femme, Mlle de Pontcallec⁵⁰.

Fuite
des conspi-
rateurs

Son frère était anéanti. Réfugié au manoir de Dréortz, en Priziac, il songeait au sort qu'aurait son château, sa forêt et lui-même. Quelques jours plus tard, caché à Kerbleizec, près Quimperlé, on vint lui demander s'il était d'humeur à se défendre et à faire le coup de feu; il répondit : « Chacun n'a qu'à penser à sa sûreté. Pour moi je m'en tirerai comme je pourrai. » Et son

⁴⁹ Arch. nat., G¹ 201 : Déposition de M. Keranguen.

⁵⁰ Arch. nat., G¹ 201 : Interrogatoires de MM. de Pontcallec, de Montlouis, de Kerbereco, de Keranguen, Le Moyne de Talhouët, de Kersulguen, de Mmes de Lambilly et de Montlouis, de MM. de Couë de Salarun, de Derval père et fils, O'Connor.

interlocuteur partit « très mécontent de la réponse⁵¹ ». A partir de ce moment Pontcallec n'aura plus d'autre ressource que d'errer à travers ce pays sauvage, d'éviter les villages, d'entrer dans les châteaux par une poterne, de vivre en vagabond et presque en mendiant, portant tout son bagage dans une gibecière.

La découverte de leur folle entreprise paraissait avoir ajouté quelque chose à la déraison des conspirateurs. L'abbé du Groëquer proposa et fit accepter par le Conseil un projet de rassemblement en masse au carrefour du Pas-aux-Biches, dans la forêt de Lanouée d'où on marcherait sur Rennes qu'on prendrait, et le maréchal servirait d'otage à tout événement. On attendait 1.500 conjurés à Lanouée, le 6 octobre. Il en vint quinze! Et désormais il n'y eut plus d'assemblée, chacun songea à se mettre à l'abri; il n'y avait plus alors qu'une personne qui escomptât la révolte des Bretons, c'était le cardinal Alberoni.

Le secours
d'Espagne

Alberoni déçu en Turquie, en Suède, en Écosse s'accrochait à l'entreprise de Bretagne avec une énergie désespérée. Sa correspondance avec le duc d'Ormond montre qu'il jetait dans cette aventure la dernière mise d'un joueur aux abois. On l'a vu tracer un plan, trouver un subside, réunir deux bataillons, improviser une flotte de transport, et, surmontant les obstacles, parvenir à faire sortir de la Corogne la petite escadre qui arriva à Santander le 20 octobre. Ce jour-là, Alberoni écrivait à Hervieu de Mellac : « Si vous voulez aller en Bretagne, cela ne pourrait servir qu'à vous informer de l'état des affaires et si les Bretons peuvent et veulent d'eux-mêmes faire la guerre; pouvant les assurer qu'on leur enverra de l'argent par lettres de change, car, par la mer, à l'heure qu'il est, ce serait le risquer et le perdre absolument. Enfin, vous avez été témoin de tout ce qu'on a fait, et que la mer seule a fait différer l'exécution⁵². » Quoique dans cette lettre, le cardinal eut averti Mellac que d'après « les lettres qu'on a reçues ce matin de Paris... on doit croire que tout est découvert », le gentilhomme breton s'embarqua le premier, avec quelques hommes et 6.000 pistoles d'Espagne sur le vaisseau le plus rapide⁵³. Le reste de l'escadre refusa de mettre à la voile, en sorte que le bâtiment arriva seul, le 30 octobre, en vue des

⁵¹ Arch. nat., G⁷ 201 : Interrogatoires de Keranguen, de Kerberec et de Mme de Lambilly.

⁵² Alberoni à M. Hervieu de Mellac, 20 octobre 1719 (sous les pseudonymes de Le Calme et Robinson), dans A. Baudrillart, op. cit., t. II, p. 390-391.

⁵³ Alberoni au duc d'Ormond, 31 octobre, Ibid., t. II, p. 392.

côtes de Bretagne, jeta l'ancre sous la pointe Saint-Jacques de Rhuys. Un marinier de la côte accosta le navire, prit dans sa barque les sacs d'argent et un paquet de papiers qu'ils transporta non loin de là chez M. de Lantillac, à Noëdic, près de Sarzeau⁵⁴.

La frégate espagnole alla mouïler dans la rivière de Crac'h, sous le château de Kergurionné, et débarqua, dans la nuit du 30 au 31 octobre, ses 300 hommes qui se tinrent cachés dans un « landier, derrière le jardin de M. de Salarun⁵⁵ ». Mellac se rendit à Kergurionné où il rencontra Bonamour qui écrivit à l'instant à Couë de Salarun : « Le Calme vient d'arriver, le reste viendra bientôt »; en même temps il fit avertir Lambilly qui se trouvait à Noëdic. Au moment où le billet de Bonamour atteignit Salarun celui-ci était à Vannes, où il venait d'apprendre l'existence de lettres patentes signées le 3 octobre par le régent et portant érection à Nantes d'une *Chambre royale*, juridiction exceptionnelle chargée de poursuivre et de juger les conspirateurs. L'installation de ce tribunal avait dû avoir lieu le jour même (30 octobre). Très inquiet, Salarun accourut chez lui, fit à l'instant rembarquer les 300 hommes et ordonna au capitaine espagnol de prendre le large. Quand tout lui parut arrangé, Salarun revint à Vannes dans la soirée du 1^{er} novembre et, à la nuit, tombée, avertit le commandant de la maréchaussée que « les ennemis étaient à la côte », prêts à débarquer dans les parages de Quiberon. Le maréchal fut averti et arriva à Vannes dans la soirée du 2 novembre; son neveu, le comte de Montesquiou, avait pris quelques mesures et couru avec les unités disponibles à la presqu'île de Quiberon où il s'attarda et ne vit rien venir. Les troupes que le maréchal espéra le long de la côte, de Vannes au Port-Louis, ne virent rien non plus. De retour chez lui, Salarun trouva Lambilly, Bonamour et Mellac, leur dit de s'enfuir; ils descendirent jusqu'à Locmariaker s'embarquent sur un chasse-marée, sont rejoints le lendemain par les deux Rohan-Pouldu, Talhouët de Boisorhant et Couëssin de la Berraye, louvoient quelques jours, attendent à la hauteur de Belle-Isle, la flotte espagnole et, ne voyant rien paraître se laissent porter par le vent jusqu'à Santander. De là ils envoyèrent un récit détaillé à leurs compatriotes qui ne le lurent jamais⁵⁶. Le maréchal de Tessé qui les vit à Madrid les dépeignait en deux mots : « Ils sont d'une figure à faire croire qu'ils ne feront pas révolter la

Soldats

⁵⁴ Bibl. mun. de Rennes, ms. 5675, anc. 339, fol. 96.

⁵⁵ Arch. nat., G⁷ 201 : M. Pajot à M. d'Argenson, 5 janvier 1720.

⁵⁶ Lettre circulaire de MM. Bonamour, de Lambilly, et Mellac dans A. Baudrillart, op. cit., t. II, 393-395.

Bretagne. Qui les déchausserait les trouverait chèvres-pieds [des satyres]⁵⁷. »

Et pistoles

Les pistoles d'Espagne devaient être distribuées à raison de 5.000 livres par évêché et un dépôt de 14.000 livres serait constitué chez Lantillac. Cet argent devait être employé à « lever des troupes ». Montlouis reçut 2.000 livres et recruta 200 hommes, c'était la révolte à dix francs par tête. Quelques sommes de 4.000, 2.000 et 1.000 livres furent distribuées et ne produisirent rien. Seul, l'ivrogne Kéranguen consentit à lever un corps, on lui alloua 25 francs qu'il employa « à boire avec ses amis et à se divertir, n'ayant jamais songé à lever des troupes ni à enrôler personne, y ayant plus de sept ans qu'il n'avait eu 25 francs dans sa poche ». M. de Montlouis détenant quelques sacs des pistoles d'Espagne apparaissait à ces gentilshommes rapés tel qu'un Crésus à qui il était permis d'extorquer ce qu'on pourrait. Pontcallec s'y essayait donc. Toujours errant de châteaux en presbytères, il sollicitait une allocation de 100 pistoles « pour lever du monde » et Montlouis le rembarrait durement : lorsque « Pontcallec mande qu'il a 300 hommes sur pied, il n'en a que dix ». On en était maintenant aux paroles aigres, aux insinuations blessantes, aux ironies d'une légèreté bretonne. Dans les derniers jours de novembre, dit Le Moyné de Talhouët, « tous les gentilshommes étaient dispersés », on n'espérait plus le « secours espagnol », il ne restait aucun vestige de la révolte », mais seulement beaucoup de crainte dans le cœur de la noblesse ».

M. de Mianne dirige les poursuites

C'était, on voudrait le croire, le remords tardif de leur crime qui inspirait cette crainte, car les opérations de la *Chambre royale* établie à Nantes n'avaient rien qui pût faire trembler. Pendant tout le mois de novembre elle laissa les coupables dans une sécurité absolue, quelques arrestations de comparses montraient aux chefs véritablement compromis qu'on ne voulait pas les atteindre. La solidarité entre gentilshommes en était arrivée à ce point que les officiers des régiments fidèles s'arrangeaient de manière à laisser échapper les membres de leur caste coupables d'avoir introduit l'ennemi en France⁵⁸; tel était le patriotisme de la noblesse française. Il se rencontra heureusement un officier

⁵⁷ P. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 254 : le maréchal de Tessé au duc de Bourbon, Madrid, 6 mars 1724; sur l'expression « Chèvre-pied » voir Saint-Simon, dans *Littérature Dictionn.*, à ce mot. *Relation manuscrite de l'huissier Germain*, dans *Revue de Bretagne*, avril 1858, p. 342-344.

⁵⁸ Fr.-R. de Jacquelot, *Journal d'un député aux États*, p. 28, 29, 32, 35, 42.

d'une trempe morale plus fine servie par des qualités éminentes. M. de Mianne, lieutenant de roi au château de Nantes, jadis l'ami de Pontcallec, s'employa avec une activité et une perspicacité louables à réparer le scandale de cette connivence tacite entre les criminels et leurs protecteurs. Il s'établit à Guéméné-sur-Scorff, à trois lieues de Pontcallec, dispersa dans tous les bourgs et villages des détachements de cuirassiers et de grenadiers, avec ordre de « battre l'estrade » jour et nuit, de fouiller les bois, les buissons, les moindres chaumières; en plus, trente espions à ses gages s'insinuaient partout, « aussi, disait-il, je suis servi à souhait⁵⁹ ».

Ce qu'on nomme le hasard vint aider l'enquête à merveille. On arrêta à la côte du Morbihan un pilote qui rapportait d'Espagne la lettre collective des gentilshommes fugitifs à Santander; et quoique les écrits saisis avec cette lettre ne continssent que des pseudonymes ceux-ci ne tardèrent pas à être dévoilés. On arrêta Mme de Lambilly et son interrogatoire (25 décembre) apprit tout ce qu'on voulait savoir sur « ces noms mytérieux⁶⁰ ». Aussitôt, la Chambre royale ordonna de nombreuses arrestations et M. de Mianne redoubla de zèle, passant partout malgré le froid, le gel et les fondrières. Alors vraiment les gentilshommes eurent lieu de craindre et beaucoup d'entre eux s'enfuirent à l'étranger, en Hollande, en Espagne, d'autres se cachèrent dans Paris. M. de Kervasic l'ainé se fit passer pour mort, fit célébrer son enterrement et se tint coi dans une cachette bretonne; plusieurs essayèrent de faire croire qu'ils « s'étaient noyés dans une petite barque en voulant fuir les dragons⁶¹ ». M. de Mianne, tout à la poursuite des grands coupables, laissait échapper ces complices dont la poltronnerie n'avait rien de redoutable. Il sut inspirer à un de ceux-ci le désir de se sauver en sacrifiant ses compagnons. « J'ai fait de sérieuses réflexions, lui écrivait M. de Chémendy, sénéchal du Faouët, sur ce que vous m'avez fait dire, et j'ai toute la reconnaissance que je dois d'un procédé si généreux... La légèreté et l'ignorance ont pu donner lieu à quelques soupçons de ma conduite. Je connais mainte-

⁵⁹ Arch. nat., G⁷ 201 : M. de Mianne à M. Châteauneuf, président de la *Chambre royale*, 29 décembre. Ce Châteauneuf est l'ancien ambassadeur que nous avons vu à La Haye.

⁶⁰ Arch. nat., G⁷ 201 : M. d'Argenson à M. de Châteauneuf, 1^{er} janvier 1720 : M. de Châteauneuf à M. d'Argenson, 8 et 10 janvier.

⁶¹ Arch. nat., G⁷ 201 : Le président de Brilhac à M. d'Argenson, 23 janvier 1720; Fr.-R. de Jacquelot, *op. cit.*, p. 36; *Revue de Bretagne et de Vendée*, avril 1858, p. 327.

nant tout le ridicule de celle de la plupart des gentilshommes de ce pays, je m'en détache pour jamais... Je fais partir un exprès pour chercher l'homme que vous savez, sous prétexte d'avoir des choses à lui dire que je n'oserais confier au papier. Je suis sûr de le joindre bientôt. Je trouverai les plus coupables et vous instruirai promptement et régulièrement de tout⁶² »

Arrestation
de
Pontcallec

Le filet tendu autour de Pontcallec l'enserrait peu à peu, il le sentait et ne savait plus où fuir n'osant se risquer sur la mer^{62*}. Déguisé en laboureur il voyait l'instant où il faudrait se livrer, on lui avait tout pris et il ne lui restait qu'un valet nommé La Batterie, ancien soldat déserteur, balafré au visage. Voulant l'éloigner, Pontcallec l'envoya conduire ses deux derniers chevaux à l'homme d'affaires du comte de Lannion en lui disant « qu'il avait pu quitter la France après avoir couru mille dangers, qu'il le priait d'avoir soin de ses chevaux et de s'en servir ». Instruit de tout ceci, Mianne interrogea le valet, promit 1.000 francs à la femme si elle le déterminait à livrer Pontcallec et, le soir même, connu le secret tant convoité. Une petite troupe se dirigea vers le bourg de Lignol, à une lieue de Guéméné, cerna le presbytère et quelques instants après Pontcallec prenait, avec le curé, sous bonne escorte, le chemin de la ville (28 décembre)⁶³. Interrogé le jour même, le marquis « déclara qu'il était prêt à découvrir tout ce qu'il savait, ne cherchant qu'à mériter quelque compassion pour sa bonne foi ». Et pendant quatre heures le juge Pajot et son greffier n'eurent d'autre peine, l'un que d'écouter, l'autre que d'écrire. Pontcallec disait tout ce qu'on n'eût jamais osé espérer savoir : les noms des conjurés, les noms des signataires de l'Acte d'Union, les noms des commissaires désignés à Lanvaux, les noms des parlementaires favorables à la conspiration. Il révéla l'accord intervenu avec le roi d'Espagne, les tentatives faites pour entraîner les soldats à la désertion, les sommes reçues et distribuées (autant qu'il en pouvait être instruit). Ce conspirateur paraissait si chétif, si piteux, que le juge Pajot disait : « Nous regardons bien Pontcallec comme un chef, mais nous ne pouvons presque pas douter qu'il n'y en ait plusieurs autres, plus importants même que lui⁶⁴. » Quant à Mianne, il brocardait joliment l'héroïque et

⁶² Arch. nat., G⁷ 201 : M. de Chémendy à M. de Mianne, 15 décembre 1719.

^{62*} F. Barrière, *La Cour et la ville sous Louis XIV, Louis XV et Louis XVI, ou révélations historiques tirées de manuscrits inédits*, in-8, Paris, 1830, p. 67.

⁶³ Arch. nat., G⁷ 201 : M. de Mianne à M. de Châteauneuf, 29 décembre; M. Pajot à M. d'Argenson, 29 décembre.

⁶⁴ Arch. nat., G⁷ 201 : M. Payot à M. d'Argenson, 14 janvier 1720; M. d'Argenson à M. Payot, 7 janvier 1720.

fidèle noblesse bretonne : « Il est assez étonnant, disait-il, que 6 ou 700 gentilshommes associés, qui voulaient faire la guerre au roi, courent comme des moutons devant 300 hommes⁶⁵. »

A la suite des aveux de Pontcallec les arrestations recommencèrent. Mianne s'était abouché avec Chémendy et lui avait promis la vie sauve s'il livrait quatre gentilshommes des plus compromis, c'était marché conclu; en outre Chémendy avait confirmé les révélations de Pontcallec. La situation n'était plus tenable et la nouvelle de l'arrestation du chef jeta la consternation et le découragement parmi ses complices. Le 29 décembre, du Couëdic croyant qu'il était temps encore d'entrer en composition et d'imposer ses conditions fit savoir à de Mianne qu'il consentait à se livrer « si on le rappelait avec assurance de ne le point inquiéter au sujet des prétendues accusations dont on le charge... Sur la foi de votre parole je me livrerai à tout ce qu'il vous plaira⁶⁶ ». De Mianne répondit « en termes fiers et convenables », dit le juge Pajot, qu'il ne promettait rien, sinon que s'il se faisait prendre par force il n'aurait point de grâce à attendre et que s'il se rendait on pourrait avoir compassion, mais qu'il ne fallait pas tarder car ceux qui se livreraient les derniers auraient peu à espérer. Le lendemain, 30 décembre, c'était Montlouis qui demandait grâce sans conditions. « J'ose prendre la liberté de vous représenter, écrivait-il à M. de Mianne, que l'on n'en veut qu'à moi et à mon infortunée épouse, et que tous les autres gentilshommes qui se sont justifiés auprès de vous m'accusent. Je ne suis pas plus criminel qu'eux... Quoique j'aie eu le bonheur de n'être pas pris jusqu'à présent, si vous aviez la bonté d'assurer mon épouse de sa grâce, je me sacrifierais volontiers pour la tirer de misère. Nous sommes fugitifs tous deux, chacun de son côté, ma maison délabrée et pillée; pour un pauvre gentilhomme de 5 à 600 livres de rentes c'est tout mon bien. Je vous assure que sur votre parole seulement, si vous avez la charité de me l'accorder sous deux ou trois jours mon épouse et moi nous irons implorer votre miséricorde⁶⁷. » Le 1^{er} janvier, Montlouis se livra à de Mianne, le priant « un genou en terre, d'implorer la clémence de S.A.R. ». Le lendemain, ce fut au tour de Hugonnier, son beau-frère; le 4, on

Autres
arrestations

⁶⁵ Arch. nat., G⁷ 201 : M. de Mianne à M. de Châteauneuf, Guéméné, 29 décembre 1719.

⁶⁶ Arch. nat., G⁷ 201 : M. du Couëdic à M. de Mianne, 29 décembre 1719, et daté « Du Couëdic ».

⁶⁷ Arch. nat., G⁷ 201 : M. de Montlouis à M. de Mianne, 30 décembre 1719, et daté : « De Montlouis ».

arrêta Kersulguen de la Villeneuve, de qui la douleur « approche du désespoir » nous dit le juge; enfin, le 10, Le Moyne de Talhouët se rendit. Les coupables étaient arrêtés, les papiers saisis, le tribunal installé, l'affaire, disait Pajot « sera bien aisée à juger⁶⁸ ».

La Chambre
royale

La Chambre royale était instituée, aux termes des lettres patentes, pour réprimer « les cabales, les attroupements de gentils-hommes, les associations entre eux, les amas d'armes, de poudre, de munitions et de chevaux, les enrôlements de soldats, les pratiques secrètes au dedans et au dehors du royaume, les projets de traiter avec une puissance étrangère, l'opposition à main armée à la levée des deniers publics, les assemblées illicites, la résistance et le refus d'obéir aux ordres du Roi, tous préparatifs tendant à la révolte. » Le tribunal était composé d'un président, le marquis de Châteauneuf, aux appointements de 8.000 livres par mois, de treize membres aux appointements de 2.000 livres par mois et des fonctionnaires indispensables⁶⁹. Cette Chambre constituait une juridiction exceptionnelle qui se substituait au Parlement, mais celui-ci comptait plusieurs de ses membres, comme Lambilly, parmi les conspirateurs et le respect de la Justice ne permettait pas de recourir à des magistrats que pouvait atteindre le soupçon. Le Parlement protesta pour la forme, s'attira une réponse ironique et garda prudemment le silence⁷⁰. La Chambre tint sa première audience, le 30 octobre, au Château. S'inspirant de ce qui avait été fait pour la Chambre de Justice, la Chambre royale rendit un arrêt qui mettait sous la protection de la justice et la sauvegarde du roi ceux qui révéleraient un fait, un acte ou un indice, les dénonciateurs et les témoins⁷¹; quiconque chercherait à intimider, séduire ou violenter ceux qui avaient une déposition à faire seraient poursuivis comme complices (8 novembre). En outre, le procureur-général envoya à l'autorité ecclésiastique l'injonction formelle ou *monitoire* « à ceux et celles qui savent et ont connaissance que plusieurs gentilshommes et autres personnes se sont attroupés,

⁶⁸ Arch. nat., G⁷ 201 : M. Pajot à M. d'Argenson, 1^{er} janvier 1720 (deux lettres) et 5 janvier 1720.

⁶⁹ Arch. nat., G⁷ 202 : M. Aubery de Vastan à M. d'Argenson, 16 janvier 1720; Arch. départem. d'Ille-et-Vilaine C 1813, Lettres patentes du 30 octobre 1719; in-4 7 pages.

⁷⁰ Arch. départem. d'Ille-et-Vilaine, Arch. du Parlement B. 733; B. 71 Registres secrets, 30 septembre, 4 octobre 1719.

⁷¹ Arch. départem. d'Ille-et-Vilaine, C 1813, Arrêt de la Chambre royale du 8 novembre 1719, in-4 7 pages.

ont fait des associations entre eux..., des traités avec une puissance étrangère... qu'ils aient à venir à révélation »; autrement l'autorité ecclésiastique userait des censures. Deux autres somimations, dites d'*aggrave* et de *réaggrave*, réputaient ceux qui gardaient le silence « contumax, désobéissants et rebelles » pour, finalement, les excommunier (23 novembre). Graves menaces. Alors la Chambre fulmina contre ceux qui donneraient asile aux proscrits, elle fit « défense à toutes personnes, de quelque qualité et condition qu'elles soient, et nommément aux communautés et maisons religieuses, de recevoir les dits coupables et complices même sous prétexte d'hospitalité..., à tous gentils-hommes de les retirer dans leurs châteaux et maisons sous prétexte que ce soit... à peine d'être réputés complices des dits crimes et attentats et d'être punis comme criminels de lèse-majesté⁷² » (29 novembre).

Les arrêts se succédaient sans résultats positifs. Cependant une perquisition faite au château du Bot, en Nivillac, à une demi-lieue de Lourmais, fit découvrir, après différentes péripéties, une cassette renfermant les papiers de Talhouët de Bonamour. Cette cassette était remplie de vaudevilles et de chansons⁷³. On y trouvait aussi des notes politiques sur les meilleurs moyens d'organiser l'opposition dans les États et la résistance contre les représentants du roi. D'Argenson en donna lecture au Régent qui déclara « que tout y respirait l'indépendance, l'esprit républicain, la sédition et la révolte⁷⁴ ». La cassette avait été trouvée entre les bras d'un jeune homme, M. de Derval, âgé de vingt ans, que son âge avait fait tenir à l'écart du complot mais qui raconta ce qui l'avait frappé. Tantôt des conciliabules de gentilshommes, tantôt des battues de serviteurs, ou des manœuvres de paysans qu'on exerçait au son du tambour. Un tir avait été aménagé et des prix distribués aux plus habiles tireurs. Un taillandier était venu au manoir de Lourmais fabriquer des baïonnettes, réparer des fusils, fabriquer des mitoufflets, sorte de pistolet préhistorique de l'invention de Bonamour. Enfin, ce jeune éveillé avait beaucoup vu, il avait même entendu parler de l'Espagne et il racontait tout ce qu'il savait, soit par peur soit pour se faire valoir. Tous ces faits divers n'apportaient cependant rien de positif (14, 16 et 17 décembre). Une circonstance fortuite livra

Saisie des
papiers de
Talhouët

Interro-
gatoire

⁷² Arch. départem. d'Ille-et-Vilaine, C 1813. Arrêt de la Chambre royale du 29 novembre 1719, in-4 7 pages.

⁷³ Fr.-R. de Jacquelot, *Journal d'un député aux États*, p. 39.

⁷⁴ Arch. nat., G⁷ 202 : *Précis de ce que contiennent les papiers trouvés chez le sieur d'Ervall et qui y avaient été déposés par le sieur de Bonamour.*

les documents les plus compromettants. Après avoir reçu la lettre circulaire que Bonamour, Lambilly, Couëssin et Talhouët de Boisorhant adressaient de Santander à leurs compatriotes, le pilote Giles Madéran reparut devant la côte bretonne et débarqua en tapinois vers le 20 décembre. Arrêté peu de jours après à la suite d'une altercation, il fut interrogé, fouillé et les lettres furent saisies. Aussitôt les arrestations se succédèrent : Coué de Salarun, son frère Coué de Brionnel et mesdames de Lantillac, de Lambilly et de Mellac. Les interrogatoires se succédèrent aussi; mais Salarun ment avec impudence, Mme de Mellac ne sait rien, Mme de Lambilly sait beaucoup et raconte tout, les conférences à Kergrois, au Pouldu et au Pontcallec⁷⁵. On en arrive alors à découvrir tous les pseudonymes, ce qui entraîne l'arrestation d'un conseiller du Parlement de Rennes, M. de Lattay. Mal avisé, le Parlement proteste et réclame le privilège de juger lui-même l'accusé; mais il s'attire cette réponse du garde des sceaux d'Argenson : « Il n'a pu être que bien douloureux à une Compagnie aussi illustre et aussi fidèle que la vôtre de voir arrêter un de ses membres, également distingué par sa naissance et par sa réputation... Le grand nombre de procédures, d'accusations, d'incidents et de décrets dont cette importante affaire est composée ne permet pas d'en distraire aucun des accusés, ni par conséquent M. du Lattay, non plus que M. de Lambilly, qui a pareillement été décrété par la Chambre royale établie à Nantes, et dont la retraite chez les ennemis du roi a si publiquement deshonoré la magistrature dont il était pourvu⁷⁶. »

Pontcallec

L'interrogatoire de Pontcallec commença le 3 janvier et fut continué chaque jour jusqu'au 9 inclusivement. L'accusé avoua tout, répéta ce qu'il avait dit au moment de son arrestation, chargea ceux de ses complices qu'il savait fugitifs et hors de danger, s'efforça de disculper « la noblesse de Bretagne, qui, dit-il, n'a jamais prétendu se révolter contre le roi, ni rien faire contre le service de S. M. et contre le bien de l'État; elle voulait seulement tâcher de se mettre à l'abri des persécutions de M. le maréchal de Montesquiou, et de l'oppression qui la tenait... Le Traité d'Association n'avait pas d'autre but que de faire sortir le sieur de Montaran de sa place de trésorier de la province et de se maintenir dans leurs privilèges. » A cela le juge lui oppose que les commissaires des diocèses devaient « mettre les gentils-

⁷⁵ Arch. nat., G⁷ 201 : Interrogatoire de Mme de Lambilly.

⁷⁶ Arch. départem. d'Ille-et-Vilaine, Arch. du Parlement, B. 71, lettres du 24 au 28 décembre 1719; Ibid., B. 733, Registres secrets, 23 décembre.

hommes et le peuple dans le parti de la révolte », mais Pontcallec proteste : « Personne, assure-t-il n'avait envie de se révolter, ils étaient simplement liés pour se retrouver aux États en plus grand nombre, afin de se maintenir dans leurs privilèges que M. le maréchal de Montesquiou leur faisait perdre en les traitant avec rigueur. Toute la province pensait de la même manière, mais les plus hardis et les plus malheureux par la suite, avaient signé le Traité d'association⁷⁷. » Pour tout le reste, Pontcallec avoue en essayant d'atténuer, mais d'Argenson, à qui l'interrogatoire fut envoyé, ne fut pas dupe de ces réticences et de ces explications, il réclama un nouvel interrogatoire. « Comment, demande-t-il, Pontcallec peut-il prétendre ne s'être pas révolté contre son souverain lorsqu'il a négocié ou approuvé la négociation faite avec une puissance ennemie, en a reçu de l'argent?⁷⁸ »

Le second interrogatoire commença le 31 janvier et se prolongea jusqu'au 3 février inclusivement. Cette fois, on sent que l'intelligence lucide de d'Argenson a posé la question sous son jour véritable : il y a eu de la part des gentilshommes bretons dessein et commencement de haute trahison. Ils se sont adressés à une puissance en guerre avec la France, ils ont conclu des accords avec elle, reçu ses subsides et accepté ses soldats, trahissant la France et amenant la guerre civile et l'ennemi sur son sol afin de défendre les privilèges de leur caste qu'ils nomment des droits. Nous verrons les gentilshommes de l'émigration faire alliance avec l'Empereur d'Allemagne, recevoir la subsides du roi d'Angleterre, s'incorporer dans toutes les armées étrangères qui combattent la France, y attirer et y conduire la guerre afin de défendre, eux aussi, les privilèges de leur Ordre qu'ils prennent pour des droits.

— « Avoir des intelligences avec une puissance étrangère contre le service du roi et le bien de l'État, interroge le magistrat, préparer le débarquement sur les côtes des troupes ennemies, c'est un acte de trahison, c'est un crime d'État!

— « La noblesse de Bretagne n'est point entrée en négociations avec l'Espagne, répond l'accusé.

— « Pourtant, insiste M. de Baussan, dans la réunion de Kergrois, elle a adressé au cardinal Alberoni une lettre signée :

⁷⁷ Arch. nat., G⁷ 201, 1^{er} interrogatoire de Pontcallec, dans *Revue de Bretagne*, janv. févr. 1892.

⁷⁸ Arch. nat., G⁷ 202 : M. de Châteauneuf à M. d'Argenson, 23. 25 janvier 1720; Ibid., G⁷ 201 : M. de Châteauneuf à M. d'Argenson, 8 et 23 janvier; M. d'Argenson à M. de Châteauneuf, 17 et 28 janvier.

Deuxième
interroga-
toire de
Pontcallec

Les Commissaires des neuf évêchés de Bretagne. — Outre l'envoi de M. du Bouëxic-Becdelièvre en Poitou, a-t-on essayé d'agiter, de soulever les autres provinces?

— « Non, Hervieu de Mellac a dit un jour que la Provence et le Dauphiné remueraient avant la province de Bretagne, il a cité le duc de la Feuillade; Lambilly qui était l'homme des illusions, tenait des discours qui tendaient à faire croire à une révolte générale dans le royaume, il a dit plusieurs fois que la Picardie, la Saintonge, le Poitou, la Provence et le Dauphiné étaient prêts à se soulever, mais il ne leur a jamais fait part d'aucun détail particulier.

— « Il n'est pas permis, reprend le magistrat, à des sujets de se révolter contre leur souverain et de négocier, sous quelque prétexte que ce puisse être, avec les puissances étrangères, d'en recevoir de l'argent, d'en distribuer ou faire distribuer, de faire débaucher des soldats, de prendre des déserteurs à son service, de lever des troupes, de les armer, et de se retirer dans les bois pour résister aux troupes du roi et ne pas obéir à ses ordres. »

Et Pontcallec répète qu'il ne s'est pas révolté puisqu'il n'a pas fait le coup de feu contre les régiments envoyés contre lui; il a négocié avec Philippe V, mais n'est-il pas du sang de France, il n'a débauché aucun soldat, touché aucun argent et ne s'est retiré dans les bois que pour éviter d'être pris⁷⁹.

Les interrogatoires de Montlouis, de Le Moyne de Talhouët et de du Couëdic ajoutèrent peu de chose à ce qu'on savait. Cependant Montlouis reconnaissait avoir été chargé « par la noblesse » de la négociation avec l'Espagne, et avouait que les gentilshommes s'étaient assemblés au Pontcallec avec les paysans armés « dans l'assurance que le secours d'Espagne devait débarquer dans ce temps-là, dont les chefs du parti avaient seuls le secret⁸⁰ » (15-18 janvier). Mme de Montlouis, interrogée à son tour (26 et 21 janvier) reconnaît que son mari lui a dit « que l'on espérait toujours du côté de l'Espagne beaucoup de secours de troupes, d'armes et d'argent, et que ce n'était que pour rétablir les privilèges de la noblesse et de la province⁸¹. » Talhouët interrogé sur la conduite qu'il aurait tenu en cas d'attaque de Pontcallec par les régiments du roi, répond qu'on eût parlé menté et que lui, personnellement eut brisé son fusil plutôt que

⁷⁹ Arch. nat., G⁷ 201 : second interrogatoire de Pontcallec, *Revue de Bretagne*, mai 1892.

⁸⁰ Arch. nat., G⁷ 201 : interrogatoire de Montlouis, *Revue de Bretagne*, oct. et nov. 1892.

⁸¹ Arch. nat., G⁷ 202 : interrogatoire de Mme de Montlouis.

d'en faire usage⁸². On en peut croire ce qu'on voudra. Il semble assez superflu d'amasser des fusils, de la poudre, des balles, des baïonnettes, des fourches et de se réunir à portée d'un secours ennemi dont on attend le débarquement si c'est pour parlementer et briser son fusil; mais peut-être ne voit-on pas les choses du même œil quand on converse avec l'étranger et quand on discute avec le juge d'instruction. Le président de Brilhac appréciait finement ces scrupules tardifs des conspirateurs lorsqu'il écrivait à d'Argenson : « J'ose vous assurer que leur repentir à tous, tant qu'ils sont, n'est fondé que sur la seule attrition et que leur cœur est absolument gâté⁸³. » Et d'Argenson de répondre : « Quelques exemples de sévérité paraîtront bientôt »; puis à mesure que l'affaire s'instruit et qu'il peut en prévoir les résultats : « Mgr le Régent voit avec peine la nécessité qu'il y a de faire des exemples de sévérité et même d'en faire plusieurs, mais il paraît plus déterminé que jamais à livrer les principaux coupables à toute la rigueur de la justice⁸⁴. »

A la fin de janvier, les interrogatoires étaient terminés, les faits éclaircis. Les prisons du château de Nantes étaient remplies et le commandant « n'avait plus, disait-il, de quoi loger aucun prisonnier. » Il y eut cent dix-neuf personnes décrétées de prise de corps, et dix-neuf d'ajournement personnel. Beaucoup parmi eux n'étaient pas sous le coup d'une accusation personnelle d'une extrême gravité, mais on savait à quoi s'en tenir sur leurs sentiments. Le médecin de la Roche-Bernard, O'Connor avait déposé ce qu'il savait des conversations et des sentiments de sa clientèle noble. En plus des malédictions sur Montesquiou, il avait recueilli des indices plus graves et qui montraient l'intime corrélation entre les conspirations de Sceaux et de Pontcallec. « Le Régent, disaient les gentilshommes, n'avait pas le droit de faire la guerre à Philippe V, et les officiers français devaient lui refuser l'aide de leurs épées; du reste, il ne visait qu'à la couronne de France et prolongeait seulement les jours du jeune Roi pour amasser l'argent nécessaire à cette entreprise criminelle... La seule voie à suivre pour rendre le bonheur à la France, et à la Bretagne ses privilèges et ses libertés, c'était de s'appuyer sur l'Espagne pour forcer le régent à remettre ses pouvoirs entre les mains de

Et
dépositions

⁸² Arch. nat., G⁷ 201 : interrogatoire de Le Moyne de Talhouët.

⁸³ Arch. nat., G⁷ 201 : M. de Brilhac à M. d'Argenson, 9 et 18 janvier 1720.

⁸⁴ Arch. nat., G⁷ 201 : M. d'Argenson, au président de Brilhac, 15-17, 23-24 janvier, 1^{er} février.

Philippe V⁸⁵. « » Cette déposition est assurément terrible », écrit d'Argenson⁸⁶.

Losinculpés

Dans la foule des individus compromis, la Chambre fit un choix des inculpés sur lesquels pesaient les charges les plus graves et retint sept noms : Pontcallec, Montlouis, Coué de Salarun, de Talhouët, Le Moyne, du Couëdic, de Coarorgan, Hiré de Kéranguen; ceux-ci étaient sous les verrous; seize autres, tous fugitifs seraient jugés par contumace : les deux Rohan-Pouldu, de Talhouët de Bonamour, Cocquart de Rosconan, de la Bouëxière-Kerpezdron, de Lantivy du Croscu, Le Gouvello de Kerantré, de Lambilly, Hervieu de Mellac, de la Houssaye, de Couëssin de la Beraye, de Talhouët de Boisorhant, de Trevelec, du Groësquer et son frère l'abbé, de Villeglé. On s'occuperait plus tard du menu fretin. L'armorial de Bretagne était largement représenté. Tous interrogatoires et confrontations faits et parfaits, les dossiers revus et paraphés, le dénouement approcha. Il ne pouvait faire l'ombre d'un doute. Le 20 février, le procureur-général de Vastan écrivit au garde des sceaux d'Argenson : « Je vais me disposer à donner mes conclusions définitives, et cela peut aller très vite. Le procès sera prêt à être mis sur le Bureau dans les dix ou douze premiers jours de mars... Nous attendons incessamment les derniers ordres de S. A. R. Bientôt il ne sera plus temps, car les jugements doivent être prononcés aux condamnés et exécutés le même jour qu'ils auront été rendus⁸⁷. » Mais le Régent veut laisser la justice suivre son cours et n'entend pas « suspendre ni modifier l'exécution de l'arrêt⁸⁸. » La bonté instinctive du Régent faisait espérer qu'il oublierait assez l'intérêt de l'État pour acquérir quelque popularité en accordant une amnistie générale⁸⁹. Mais cette âme faible, cet esprit ondoyant savait refuser toute grâce au comte de Horn assassin, il saurait aussi laisser châtier les gentilshommes traîtres et conspirateurs. Coué de Salarun, qui avait dénoncé le débarquement des troupes espagnoles méritait, à ce titre, la clémence, il l'obtint. Coarorgan et Kéranguen faisaient piètre figure en regard des vrais coupables.

La réalité
du crime

Ceux-ci étaient de la lignée des grands féodaux, les Biron, les

⁸⁵ Arch. nat., G⁷ 201 : Déposition du médecin Hugues O'Connor.

⁸⁶ Arch. nat., G⁷ 201 : *Généalogie de la Maison de Talhouët*, Pièces justificatives, p. 322.

⁸⁷ Arch. nat., G⁷ 202 : M. de Vastan à M. d'Argenson, 20 février 1720.

⁸⁸ Arch. nat., G⁷ 202 : M. d'Argenson à M. de Vastan, 24 février 1720.

⁸⁹ H. B. de la Rogerie, *Correspondance de la famille Thépault de Treffaléguen*, dans *Bulletin de la Société archéologique du Finistère*, 1900, t. XXVI.

Montmorency, qui trahissaient l'État et y nourrissaient les discordes et la guerre civile. En comparaison du rôle de la duchesse du Maine, cette caillette, dont les plans subversifs n'avaient d'autres armes que les fers à friser et la poudre à la maréchale, fourvoyée dans sa conspiration comme dans un vaudeville au-dessus de son talent, en comparaison de la bouffonnerie de Sceaux, le drame de Pontcallec comportait des accords positifs avec l'ennemi, des préparatifs criminels et un commencement d'exécution. Rien de tout cela dans la conspiration parisienne et il faut plaindre — s'il ne faut que les plaindre — ceux qui par un sentiment de solidarité provinciale criminelle ont pensé découvrir des excuses et jusqu'à une injustice dans le châtimement de leurs compatriotes. La conspiration de Cellamare ne pouvait pas être mise sur pied, s'y fût-on pris autrement et mieux que ne s'y prirent Brigault, Laval et Pompadour; la conspiration de Pontcallec existait, elle était à pied d'œuvre et des bataillons espagnols souillèrent le sol français : il y eut 300 hommes débarqués. Traiter d'« illusions » et d'« enfantillages » le crime de ceux qui amenèrent l'ennemi en France, c'est la même indulgence dont on usera à l'égard des émigrés qui projetèrent de le conduire à Paris. Si on passe par les armes un factionnaire coupable de s'être assoupi, victime ignorée dévouée à la discipline et au salut de l'armée, faudra-t-il faire grâce « après une sévère admonestation » aux traîtres qui mettaient au-dessus de tout les privilèges de leur Ordre, au-dessus de l'intégrité de l'État? Le clergé, les évêques du pays étaient dans leur rôle, peut-être, en parlant de miséricorde et d'amnistie⁹⁰, le maréchal de Montesquiou voyait plus haut et plus clair en écrivant : « Les extravagances qu'ils ont faites demandent des exemples de sévérité, ensuite l'amnistie pourra venir⁹¹. »

Le 12 mars commença le rapport général de l'affaire qui dura plusieurs jours. Il n'y eut point de séance publique, ni de débats contradictoires, ni de comparution des accusés; les crimes et les aveux rendaient ces formes superflues. Le 26 mars, mardi de la Semaine-Sainte, la Chambre se réunit à cinq heures du matin et la séance se prolongea jusqu'après trois heures de l'après-midi. L'arrêt prononçait la peine de mort contre Pontcallec, Montlouis, Talhouët et du Couëdic, atteints et convaincus de lèse-majesté

L'arrêt et
l'exécution

⁹⁰ Ibid., p. 56; Arch. nat., G⁷ 202 : le président de Brilhac à M. d'Argenson, 7 et 9 février 1720.

⁹¹ Arch. nat., G⁷ 202 : le maréchal de Montesquiou à M. d'Argenson, 7 février 1720.

et de félonie. Différentes peines étaient portées contre les autres coupables, au nombre de cent quarante trois. L'audience fut levée à quatre heures un quart. Le bourreau et quatre confesseurs étaient avertis. A huit heures on sortit aux flambeaux se rendant à la place du Bouffay. Moins d'une heure après justice était faite. Le retentissement fut immense. « Dans quel canton du monde, écrira le bénédictin Lobineau, n'a pas été porté le bruit de cet acte sévère de justice⁹². » La noblesse de France comprit la leçon salubre et jamais plus, jusqu'à sa destruction, elle ne conspira contre son pays.

⁹² Dom Lobineau, *Réplique à M. l'abbé de Vertot*, dans *Revue de Bretagne*, novembre 1857, p. 466; novembre 1859, p. 390. Sur tout ce procès, voir *Bibl. de l'Arsenal*, Arch. de la Bastille, mss. 10679-10687.

CHAPITRE XXXV

L'Espagne adhère à la Quadruple Alliance

(10 août 1719 — 17 février 1720.)

Alberoni et la révolte des Bretons. — Tentative auprès de Stanhope. — Décision des Provinces-Unies. — La mission Scotti. — Mauvais accueil de Dubois, de lord Stair et du Régent. — Alberoni condamné à disparaître. — Lord Peterborough entreprend de ruiner Alberoni. — Le duc de Parme s'y prête. — Alberoni se défend. — L'intrigue soutenue par l'argent. — Cheminements de Scotti. — Dernière soirée. — Disgrâce. — Alberoni sort d'Espagne. — Son passage en France. — Ses entretiens avec M. de Marciou. — Il quitte la France. — L'Espagne entre dans la Quadruple-Alliance.

Après la dispersion de la flotte au cap Finistère, la ruine de Passage, la prise de Fontarabie et de Saint-Sébastien, l'insuccès des tentatives de liaison avec le Tsar, Alberoni ne mit plus en doute qu'il succomberait, mais voulut périr après avoir fait tout le mal qu'il pouvait faire. Pour y réussir on le vit adopter les expédients les moins sensés et les plus hasardeux, recourir aux instruments les plus fragiles et les plus décriés. Là où l'intrigue avait échoué, il comptait faire appel à la révolte, et « c'étoit une révolution toute nette¹ » que le cardinal se flattait de soulever en France. Les ports de Santander, de la Corogne et de Vigo renfermaient encore les éléments indispensables à toute expédition maritime tentée contre l'Angleterre ou contre la France. C'est dans ces arsenaux qu'Alberoni rassemblait pour l'automne ses dernières ressources. Cette fois, son objectif était la France.

Pendant son séjour au camp de San-Esteban, il s'était abouché avec Mellac-Hervieux, se donnant comme mandataire de la noblesse de Bretagne, et Philippe V avait encouragé d'un billet autographe, le cardinal d'une traite de trente mille livres le mandataire de quelques têtes chaudes. L'envoyé breton n'avait pas manqué de dépeindre le mécontentement des provinces avec

Alberoni
et la révolte
des Bretons

¹ C. de Sévelinges, *Mémoires et correspondance du cardinal Dubois*, in-8, Paris, 1815, t. II, p. 391.

une abondance entraînant. A en croire ces esprits échauffés, le Poitou, la Picardie, la Bretagne étaient au moment de s'ébranler. Les noms de ces trois provinces reparaissent dans la correspondance d'Alberoni et dans les aveux des complices de la duchesse du Maine, à en croire Mellac-Hervieux « tout le Poitou étoit du complot et, dans la Picardie, quatre mille hommes joindraient les Bretons². » C'était là ce que l'abbé Brigault appelait « cabaler en Picardie ». En réalité ces « mouvements » se sont réduits à fort peu de chose et se sont développés en dehors de la conspiration de Cellamare et, sauf l'affaire de Bretagne, loin de toute intervention espagnole. Alberoni n'était plus en mesure de tenter un puissant effort pour seconder la trahison bretonne, cependant il s'y attacha comme s'accroche à une épave le naufragé. Dans les derniers jours du mois d'août il revit Mellac-Hervieux³ et s'enflamma. Il choisit un commandant en chef, le duc d'Ormond, deux lieutenants principaux don Blas de Loya et le chevalier don Timon Connok, destina deux bataillons qu'on embarquerait à Santander sur trois frégates, avec deux mille fusils, des pierres à fusil et de la poudre, mais point d'artillerie, on en trouverait là-bas. Le cardinal se mettait peu en peine du succès qu'il tenait pour certain. Le duc d'Ormond recevait une somme d'argent dont « les Bretons boiront une partie » car c'est une nation « qui aime la table et le vin et, de cette manière, on en fait tout ce qu'on veut⁴. » Sur cette boutade il bâtissait toute l'expédition hispano-bretonne. Après avoir vidé beaucoup de pots, on prenait le chemin de Paris, cueillant le long de la route les contingents picards et poitevins sans rencontrer de résistance, car avant que le Régent eût ramené de Catalogne l'armée de Berwick, les marches, la désertion, l'ivresse auraient réduit à rien les régiments français hors d'état d'approcher de la capitale vite conquise et occupée.

A voir de quelle façon Alberoni combinait cette entreprise on s'explique sans peine les échecs qui terminèrent toutes les autres et celle-ci. Les deux bataillons envoyés de Pampelune avaient gagné Santander où don Blas de Loya et don Timon Connock étaient prêts à embarquer, et le duc d'Ormond aussi, et l'argent aussi; il ne manquait que l'escadre. En l'attendant on put lire et relire les manifestes qu'on emportait à profusion : manifeste

² Alberoni au duc d'Ormond, 13 septembre 1719, dans Baudrillart, *Philippe V et la Cour de France*, t. II, p. 373.

³ Alberoni au duc d'Ormond, 3 et 13 septembre 1719, *ibid.*, t. II, p. 386.

⁴ Alberoni au duc d'Ormond, 3 septembre 1719, *ibid.*, t. II, p. 388.

pour le Parlement de Paris, manifeste pour le Parlement de Bretagne, manifeste pour le Parlement de Normandie, manifeste pour les ducs et pairs, en sorte que tout était prévu, mis au point et « il ne restait, au dire du cardinal, qu'à prier Dieu de bénir l'affaire et de donner la gloire au duc d'Ormond d'être un habile instrument pour faire changer de face aux affaires de l'Europe⁵. » Et l'escadre ne paraissait pas. Elle faisait sagement, car une puissante flotte anglaise commandée par lord Cobham écumait ces parages, détruisait à Vigo les derniers vestiges de l'armement de Cadix épargnés par la tempête et regagnait l'Angleterre. L'escadre se risqua, sortit de la Corogne, arriva à Santander, embarqua les deux bataillons, et tout fut dit. Don Blas de Loya les fit débarquer et refusa de partir⁶, le duc d'Ormond en référé au cardinal qui s'emporta, puis se calma et il n'en fut plus question.

Alberoni avait appris ce nouvel échec le 10 novembre; le 15 il écrivait à lord Stanhope. Pour arracher la France à ses alliés, le cardinal entreprit de jeter l'Espagne entre les bras de l'Autriche et de l'Angleterre. L'Autriche n'ayant pas paru prendre au sérieux le projet de mariage entre le prince des Asturies et une archiduchesse⁷, une chance toute seule restait : l'Angleterre! Un réfugié français, M. de Seyssan, retournant d'Espagne en Hollande, fut chargé d'une lettre pour Stanhope. Le cardinal rappelait au ministre anglais leur promesse réciproque de confiance lorsqu'ils pourraient mettre fin à la guerre, réconcilier leurs maîtres et travailler à la prospérité de leurs deux pays. M. de Seyssan savait le fond de sa pensée sur les moyens de finir la guerre sans blesser le point d'honneur de Philippe V. Alberoni était charmé de fournir à Stanhope l'occasion de conclure cette paix qui ne pourrait que fortifier sa position, ajouter à la confiance de son roi et à l'estime de toute l'Europe. Ce n'était pas sans de grands efforts que le cardinal avait obtenu de son maître la permission de faire cette demande qu'on ne pouvait rejeter sans risquer de le pousser à bout. Et parmi les conditions proposées, Alberoni insérait le droit de commercer au Mexique. L'appât était si grossier que Stanhope eut peu de mérite à le repousser. Après

Tentative
auprès de
Stanhope

⁵ Alberoni au duc d'Ormond, 19 septembre 1719, *ibid.*, t. II, p. 389.

⁶ M. de Marcieu au Régent, Pézenas, 8 janvier 1720, dans V. Papa *L'Alberoni e la sua dispartita della Spagna*, in-4, Torino 1877, p. 80.

⁷ *Public Record Office*, France, vol. 353 : lord Stanhope à lord Stair, Hanovre, 7, 16 juin 1719. V. Papa, *L'Alberoni e la sua dispartita della Spagna*, in-4, Torino 1877, p. 77.

avoir reçu la lettre et entretenu le négociateur, il coupa court et donna l'ordre de le rembarquer à Falmouth⁸.

Pour détacher de nous l'Angleterre, il n'était pas de concessions auxquelles l'Espagne ne fut prête à consentir. Le Roi Catholique, écrivait notre vice-consul à Cadix, persiste à concéder « tous les jours aux Anglais les passeports qu'ils demandent pour leurs navires, en sorte qu'ils viennent naviguer dans les ports d'Andalousie et autres, comme en temps de paix. Il en est arrivé deux à Cadix, chargés de toutes sortes de marchandises, lesquelles ont été admises au commerce⁹. » Les marchands et négociants anglais ne se refusaient pas une si bonne aubaine, mais Alberoni n'y gagnait rien. « Aucune des puissances alliées n'entrera jamais ni en négociations ni en pourparlers avec aucun des ministres du Roi Catholique que, préalablement, il n'ait accepté pour préliminaires de la paix à faire, les conditions portées par le traité de la Quadruple-Alliance¹⁰. » A cette condition une autre se trouvait associée qui en était comme la garantie : le renvoi du premier ministre. « Nous sommes tout à fait de l'avis du Régent, écrivait Craggs, l'expulsion du cardinal Alberoni est le meilleur moyen de parvenir à une bonne et solide paix¹¹ » et Stanhope disait : « Toute paix faite avec le cardinal ne serait proprement de son côté qu'un armistice sans terme. » Dubois tenait sa proie et ne voulait pas la laisser échapper. « Nous devons rendre grâce au Ciel qu'il n'ait pas mieux calculé ses entreprises et qu'il ait osé au-delà de ce qu'il pouvait. Puisqu'il est maintenant aux abois ne le laissons plus relever. » C'était impitoyable comme l'antique ostracisme.

Décision des
Provinces
Unies

Le cardinal n'était pas plus heureux en Hollande. Le représentant de Philippe V à la Haye, Beretti-Landi, avait su obtenir des Provinces-Unies la prorogation régulière du délai de trois mois accordé au roi d'Espagne pour adhérer à la Quadruple-Alliance. Dubois favorisait cette politique délatrice, mais l'Autriche ne voulait plus entendre parler de prorogation entraînant chaque fois un nouveau délai à l'annexion des duchés italiens.

⁸ Brit. Mus., Addit., n° 20425, Papiers Gualterio; Alberoni à lord Stanhope, Escorial, 15 novembre 1719; Ozenfoord Castle, Stair Papers, vol. XXIII : lord Stanhope à Dubois, Londres, 18 (=29) décembre 1719; The Stair Annals, vol. II, p. 391.

⁹ Arch. de la Marine, B⁷ 39, fol. 21; Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 328, fol. 437 : Chammorrel au conseil de la Marine.

¹⁰ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 328, fol. 450, 468; 2 et 17 novembre 1719.

¹¹ Ozenfoord Castle, Stair Papers, vol. XIX B, Craggs à lord Stair, 5 octobre 1719; The Stair Annals, t. II, p. 402.

Enfin, le 18 novembre, les rois de France et d'Angleterre et l'Empereur accordèrent au roi d'Espagne un dernier délai de trois mois à dater de ce jour, au terme duquel, si ce prince n'avait accédé à l'Alliance, ses fils du second lit seraient tenus pour exclus des duchés *ipso facto*¹². Les Hollandais ne pouvaient plus retarder leur accession à l'Alliance, ils tardèrent encore cependant, mais déclarèrent à Alberoni qu'à l'expiration du délai de trois mois ils déclareraient la guerre à l'Espagne.

Tous les malheurs de la guerre retombaient sur le ministre qui l'avait suscitée. La Reine Élisabeth commençait à se ressouvenir que ce favori malchanceux était le fils d'un journalier parmesan, et elle ne cachait plus son dégoût¹³. Dès lors, la nourrice Laura Piscatori pouvait tout oser, tout se permettre, un jour que le cardinal, entré dans la chambre du Roi, posait la main sur du linge préparé pour le monarque, cette mégère jeta dans le feu à l'instant ce qu'il avait touché¹⁴. D'autres influences subalternes, les seules qui s'exerçassent dans ce gouvernement confiné entre l'alcôve, la garde-robe et le confessionnal, celles des abbés Platanina et Carraccioli achevaient d'ébranler cette grandeur vacillante. Le coup qui le précipita était parti de Parme.

Le duc de Parme n'apportait pas aux affaires l'obstination qu'y mettait Philippe V. Celui-ci accablé de dégoût par la campagne de Navarre sentait en lui de vagues pensées d'abdication¹⁵, mais presque aussitôt la brillante victoire remportée à Villa Franca par son armée de Sicile réveillait en lui le point d'honneur et le détournait de la paix. A Parme on voyait une armée autrichienne prête à envahir le duché et cette perspective dissipait tous les anciens rêves de gloire et d'agrandissements, elle les dissipait si bien que pour ne pas s'exposer aux mauvaises chances d'un trop long retard, le duc de Parme envoya au roi et à la reine d'Espagne le marquis Scotti.

La mission
Scotti

Scotti ne pouvait pas être éconduit aisément et le cardinal dut se résigner à le laisser entretenir les souverains. Il leur conseilla la paix, ils y consentirent pourvu qu'elle ménageât leur orgueil, « il ne s'agissait plus que de sauver le decorum¹⁶. » Le 31 juillet,

¹² Saint-Philippe, Mémoires, cités par P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 277.

¹³ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, Mémoires et Documents, t. 142, fol. 132.

¹⁴ P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 277.

¹⁵ Lettres citées par P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 271, note 1.

¹⁶ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 325, fol. 59 : Chammorrel à Dubois, 27 juillet 1719.

Scotti quittait Madrid persuadé du succès de sa mission car « pour sauver le décorum » on s'était avisé d'éviter les vainqueurs Français ou Anglais et de remettre aux Hollandais le soin d'adoucir par une sorte de médiation, et dans les formes d'un congrès, la capitulation de l'Espagne¹⁷. L'abbé Landi chargé de pressentir Dubois s'entendit répondre tout net que l'Espagne n'avait qu'à recevoir les conditions des alliés¹⁸. Mauvais début. Le Régent n'était pas mieux disposé¹⁹. Ce fut sur ces entrefaites que Scotti arriva à Paris le 10 août.

Mauvais
accueil
de Dubois,

Le 12, il vint trouver Dubois, lui dit que la reine Elisabeth était favorable à la paix, que le roi Philippe y consentait, qu'on ne soulèverait pas de graves difficultés, mais qu'il fallait ménager la susceptibilité des vaincus; c'est pourquoi il avait ordre de ne communiquer les propositions du Roi à personne avant de les avoir mises sous les yeux du marquis de Beretti-Landi. En conséquence, il sollicitait du Régent un passe-port pour se rendre en Hollande. Dubois réplique que des dispositions si bonnes ne doivent pas être cachées au duc d'Orléans. Cette conduite donnerait lieu aux alliés de soupçonner que le prince se ménage une négociation secrète et séparée. Il fallait préalablement consulter l'Empereur et le roi d'Angleterre.

de lord
Stair

Le lendemain, l'abbé Landi, envoyé du duc de Parme à Paris, va dire à lord Stair que, d'après Scotti, la paix est immanquable; que tout le monde sera satisfait des propositions du roi d'Espagne lorsqu'on les connaîtra. Stair est sceptique, il doute que les alliés consentent à ouvrir une négociation à la Haye et s'étonne que Scotti se soit chargé d'un pareil message et de venir solliciter un passe-port du duc d'Orléans auquel il cachait le contenu de ce message. Et Stair conclut comme Dubois à la nécessité de consulter le roi d'Angleterre et l'Empereur. Landi réplique que Scotti avait prévu la difficulté soulevée, mais n'avait pu la faire comprendre aux souverains espagnols. Alberoni, jaloux du pouvoir qu'il lui voyait prendre sur l'esprit de la reine n'avait pas eu de repos qu'il ne le vit hors d'Espagne et, d'ailleurs, Alberoni était personnellement favorable à la paix. Cette dernière affirmation venait bien tard, à un moment où Stanhope et Dubois, sans parler de Stair, ne croyaient plus à la possibilité d'une paix qui n'entraînât le renvoi d'Alberoni. L'épargner après

¹⁷ Arch. de Naples, Farnesiana, fasc. 64 : Alberoni au duc de Parme, 29 août 1719.

¹⁸ Public Record Office, France, vol. 354 : lord Stair à lord Stanhope, Paris, 10 juillet 1719.

¹⁹ Hardwicke Papers, t. II, p. 584 : Stair à Craggs, Paris, 10 août 1719.

l'avoir si gravement malmené, c'était exposer le duc d'Orléans à ses vengeances, il fallait donc en finir, pousser la guerre avec vigueur, remettre les Aragonais et les Catalans en possession de leurs libertés et privilèges, etc. Le jour même, le Régent confirmait ces vues. La paix, disait-il à lord Stair, ne serait ni sûre ni solide sans l'éloignement d'Alberoni, cependant il n'insisterait pas sur ce point si le roi Georges avait des raisons pour n'y pas tenir. Stair le détrompa. Mieux valait, selon lui, continuer la guerre quelques mois de plus en vue d'imposer une paix durable et solide, que de céder à l'impatience de conclure une paix simulée de la part de l'Espagne et qui ne durerait point.

Dans la soirée du 14, Scotti fut reçu par le Régent et se tint « boutonné » avec lui²⁰. Le Régent ne prenait pas cette prétendue mission au sérieux et retardait l'octroi du passe-port jusqu'après réception de la réponse du roi d'Angleterre et de l'Empereur consultés. Tous deux refusèrent et Scotti s'attarda à Paris jusque dans le courant du mois d'octobre, divertissant tous ceux qui l'approchaient par sa façon emphatique, ses hyperboles ridicules, sa friponnerie insigne et son avidité d'Italien insatiable et impudent. Il ne fallait pas moins qu'un homme de sa sorte pour s'embarquer dans une si grossière intrigue. Cette mission à La Haye ne tendait à rien moins qu'à constituer la Hollande arbitre d'une situation qui remplaçait l'Espagne vaincue sur le pied de ses vainqueurs, annulait les résultats acquis par les armes et livrait l'arbitrage à une puissance suspecte à bon droit de partialité. Qu'un individu « plus propre à divertir la foule sur les tréteaux d'un empirique qu'à tenir les fils d'une négociation », qu'un Scotti se flattât d'aboutir on peut n'en être pas surpris, mais qu'Alberoni partageât cette illusion, s'emportât à la nouvelle du refus de passeport²¹, jetât feu et flammes²², on ne peut qu'y découvrir l'indice d'une aberration dont chaque épisode de ce ministère finissant garde l'empreinte.

Ses malices étaient désormais éventées et les alliés le considéraient comme un fléau dont la disparition serait le meilleur gage de la paix rétablie. « S'il est contraint à poser les armes et à recourir à la paix, disait Stanhope, il ne cédera à cette nécessité que dans la résolution de s'en venger le plus tôt qu'il pourra;

et du
Régent

Alberoni
condamné
à
disparaître

²⁰ Public Record Office, France, vol. 354 : lord Stair à lord Stanhope, Paris, 15 août 1719.

²¹ Public Record Office, France, vol. 354 : lord Stair à Craggs, Paris, 4 octobre 1719.

²² Alberoni à Rocca, Madrid, 5 septembre 1719, dans *Lettres intimes*, édit. Em. Bourgeois, p. 635.

il ne faut point s'imaginer qu'il pût jamais perdre de vue ses vastes desseins, ni la volonté de les reprendre et d'en tenter l'exécution de nouveau, lorsque le rétablissement de ses forces et le ralentissement des puissances alliées le flatteroient d'un plus heureux succès.

« Il est versé dans toutes les liaisons qu'il y a à prendre pour les faire réussir. Il ne cesseroit de les cultiver avec soin; et quand il en seroit tems, il sauroit s'en servir d'autant plus dangereusement pour vous et pour nous que ses imprudences l'auront rendu plus circonspect et ses revers plus animé. Il nous a avertis lui-même des dangers d'une paix simulée. Il est incapable d'en faire d'autre; il se croit permis tout ce que ses forces lui permettent²³, et nous devons louer Dieu de ce qu'il n'a pas plus exactement mesuré ce qu'il a entrepris. Il ne reconnaît d'autre paix que l'épuisement et l'impuissance; et quand il y sera réduit, ne permettons point qu'il s'en relève.

« Exigeons du Roi Catholique qu'il le chasse d'Espagne; nous ne saurions lui proposer de condition plus salubre tant pour lui que pour ses peuples. Nous devons cet exemple à l'Europe, pour intimider tout ministre téméraire qui voudroit impudemment s'attaquer aux traités et aux princes personnellement par les voies les plus indignes. Quand ce cardinal sera une fois chassé de l'Espagne, les Espagnols qui s'empareront du ministère auront soin de ne l'y plus laisser rentrer; et le Roi et la Reine même doivent en perdre toute envie par l'expérience qu'ils font de ses pernicious conseils. Toute paix faite avec le cardinal ne seroit proprement de son côté qu'un armistice sans terme; et nous ne pourrions nous y reposer que quand nous la ferons avec un ministère espagnol dont le système sera radicalement opposé à celui du cardinal tant par rapport à la France que par son rapport au reste de l'Europe²⁴. »

Lord Peterborough
entreprind
de ruiner
Alberoni

Il fallait passer des résolutions aux faits. Deux années plus tôt, un Anglais aventureux et hardi, lord Peterborough avait servi d'intermédiaire entre la Cour de Parme et le maréchal d'Huxelles; après quelques jours passés dans les prisons pontificales, il avait recommencé ses intrigues en vue d'une étroite alliance des Bourbons de France avec ceux d'Espagne par l'intermédiaire du prince de Parme. Celui-ci trouvait son intérêt dans cet étroit rapprochement qui le mettait à l'abri des convoitises des Impé-

²³ « Il pense, écrit Dubois, qu'il est permis de faire tout ce que l'on peut », W. Coxe, *op. cit.*, t. II, p. 471.

²⁴ *Public Record Office*, France, vol. 354 : lord Stanhope à Dubois, Hanovre, 22 août (= 2 septembre) 1719.

riaux. Celui-ci en doutait de moins en moins à mesure que les armées impériales menaçaient de plus près ses frontières. Après les revers qui marquèrent le début de la campagne de Navarre, le duc de Parme hâta le départ pour Madrid de Scotti. Il échoua d'abord dans la tentative de persuader les souverains à demander la paix; puis, il arriva à les convaincre de lui confier une mission en Hollande. A cette nouvelle, Peterborough accourut à Paris pour l'y rencontrer et le styler. Le refus de passe-port opposé à Scotti par les alliés éclaira Peterborough sur leur résolution de ne traiter à aucun prix avec Alberoni; il n'y voyait, pour sa part, aucune objection. Soit inconstance, soit plutôt nécessité d'un grand seigneur aux abois, le lord anglais adversaire intransigeant des whigs, partisan fidèle du Prétendant, avait consenti à faire le pèlerinage de Hanovre et empoché vingt mille livres sterling de Georges I^{er} pour travailler à renverser Alberoni. En passant à Paris, il reçut du Régent la même somme et, lesté d'un million, partit au mois d'octobre 1719 pour l'Italie, sous un déguisement et le pseudonyme d'Antonio Gavassi.

Ce qui avait fait la force d'Alberoni pour conquérir le pouvoir, le patronage d'un principicule italien; ce qui avait fait l'immoralité de son gouvernement, la sujétion de l'Espagne à cet étranger, allait consommer sa ruine. Dès l'instant où son maître l'abandonnerait, le cardinal succomberait sans que le souverain qu'il servait songeât à autre chose qu'à rendre sa chute irrémédiable. De Paris, où il était retenu par les alliés, Scotti écrivait à Parme que le seul obstacle à la paix était le ministre dont l'existence dépendait du duc de Parme. A mesure qu'il se rapprochait, Antonio Gavassi entretenait des représentants, des confidents de ce prince et leur répétait la même chose²⁵, il y mettait cette conviction et cette éloquence auxquelles on ne résiste guère dès l'instant qu'on traite entre gens qui estiment que « la politique dispense de la reconnaissance ». Gazzola, ministre des Farnèse, fut convaincu et reconnu que, sans perdre de temps, « il fallait mettre le cardinal à la raison. »

Il fut convenu que Peterborough écrirait au Régent et à Dubois que le duc de Parme était résolu à faire chasser le cardinal²⁶; il lui écrirait d'envoyer au Régent une lettre dont il lui dicterait les termes humiliants; s'il s'y refusait il était perdu. Mais un si rare service appelait des compensations et Gazzola demandait que

Le duc
de Parme
s'y prête

²⁵ Arch. de Naples, Farnesiana, fasc. 64 : Gazzola à Peterborough, Piacenza, 12 novembre 1719.

²⁶ Arch. de Naples, Farnesiana, fasc. 57, fasc. 59 : Peterborough à Dubois et au Régent.

le Congrès pour la paix future se tint dans les États de son maître. « Mon maître est un prince neutral, disait-il. Les villes de Parme et de Plaisance sont dans une très belle situation, au milieu de la Lombardie; elles sont grandes et capables de loger commodément les ministres, et ont la rivière du Pô, qui est navigable depuis Turin jusqu'à Venise, est très commode pour le transport des équipages²⁷. » Peterborough s'occupait moins du congrès que du ministre, il pria Gazzola de retourner à Plaisance pour obtenir la promesse authentique du duc (18 novembre); elle lui arriva quatre jours après et tandis que Peterborough devait agir sur le Régent, le duc de Parme se chargeait de tout à Madrid.

Le Farnèse demandait une lettre du Régent capable de persuader Philippe V que les Cours de France et d'Angleterre ne consentiraient à entrer en négociations qu'après le renvoi d'Alberoni²⁸. Dubois avait peu de confiance dans le négociateur mais une si grande envie de perdre Alberoni qu'il se décida, le 9 décembre, à expédier à Parme la lettre du Régent qu'on lui demandait. Mais Dubois n'avait pas attendu ce moment pour étudier ce qu'il pouvait attendre de Scotti. Sans doute, il lui barrait le chemin de la Hollande, mais il lui ouvrait la route d'Espagne où il savait comment arriver jusqu'à la Reine, sa compatriote, et lui faisait entrevoir la succession d'Alberoni. En même temps, Dubois gagnait le ministre du duc de Parme à Paris, l'abbé Landi²⁹ et il envoyait à Parme son homme de confiance, Chavigny.

Alberoni se
défend

Dès le mois d'octobre, la situation d'Alberoni était désespérée, tout lui manquait et une sorte de vertige l'emportait à tenter des entreprises ayant l'aspect de coups de désespoir. Cependant il ne s'abandonnait pas. Le 29 septembre, le duc de Parme, engageait Scotti à regagner Madrid, une indiscretion aura pu faire prévoir cet ordre à Alberoni, qui, le 2 octobre, mandait au même Scotti de ne pas rentrer en Espagne. « Il n'est pas bien à Paris, il ne serait pas mieux à Madrid³⁰. » Scotti s'obstina, il avait ses raisons; pendant qu'il faisait sonner haut la difficulté, voire l'im-

²⁷ Arch. de Naples, Farnesiana, fasc. 64 : Gazzola à Peterborough, Piacenza, 12 novembre 1719.

²⁸ Arch. des Aff. Étrang., Parme, t. VI, fol. 96-98 ; Peterborough au Régent et à Dubois, Novi, 20 novembre 1719.

²⁹ Arch. des Aff. Étrang., Parme, t. VI, fol. 100 : Landi à Dubois, 20 novembre 1719.

³⁰ Arch. de Naples, Farnesiana, fasc. 64 : Alberoni au duc de Parme, 2 octobre 1719.

possibilité du succès de son entreprise³¹, il faisait main basse sur « une douceur » de cinquante mille écus que lui allouait le Régent pour stimuler son zèle³². C'était en vain qu'Alberoni prétendait lui fermer l'Espagne, le 31 octobre Scotti arrivait à Madrid. C'était l'époque les grandes chasses annuelles, si fatigantes que le Roi se déchargeait de tout le reste sur son ministre. Ce fut donc Alberoni qui reçut Scotti, il le combla de prévenances et l'entoura d'espions. Scotti s'en aperçut et tourna toute son ingéniosité à leur échapper. Il subissait les entretiens et les confidences d'Alberoni dont l'avilissement se révèle dans l'excuse qu'il donne à sa conduite. S'il fallait l'en croire, « le Roi se regarde comme profondément offensé, et malgré toutes les représentations, il croit que le point d'honneur et le respect de lui-même doivent passer avant tout autre intérêt et avant les maux que la guerre peuvent lui causer. Avec ses maîtres, on n'a qu'à faire des représentations et à obéir³³. » Telle est sa règle de conduite. « Si cela ne dépendait que de moi, disait-il encore, la paix se serait faite au mois d'août l'an passé. Je pardonne à tous ceux qui m'accusent de vouloir la guerre à tout prix, mais un ministre n'a d'autre droit que celui de faire des représentations. C'est ce qui le distingue de son patron qui est absolument maître de faire ce qu'il veut³⁴. » La simple idée de se refuser à participer à ce qu'on condamne ne fût pas même présentée à cet Italien capable de tout sauf de ce qui l'eût honoré. Ce bouffon, vieilli dans le métier de courtisan, découvrait les mots les plus singuliers pour parler de lui-même, se prêtait des sentiments d'honneur et de reconnaissance, se plaignait du poids des affaires sous lequel sa vie devait succomber³⁵. Lui qui, depuis des années, pour complaire à ses maîtres italiens, épuisait les dernières forces de l'Espagne, jetait ses marins et ses soldats dans l'ineffable aventure d'une série de catastrophes en vue de grandir le rôle et d'étendre le territoire d'un prince parmesan, sorte de hideux vampire gorgé de richesses et souillé de sang, il espérait cette fois encore triompher de l'intrigue conduite contre lui et s'accrochait au pouvoir.

³¹ Scotti à Rocca, dans S. Bersani, *Storia del cardinale Alberoni*, in-8, Piacenza, 1861, p. 276.

³² Public Record Office, France, vol. II, 354 : lord Stair à Craggs, Paris, 21 octobre 1719 ; *The Stair Annals*, t. II, p. 403.

³³ Alberoni à Rocca, Tudela, 8 juin 1719, dans *Lettres intimes*, édit. Bourgeois.

³⁴ Alberoni à Rocca, Madrid, 29 novembre 1719, *ibid.*, p. 641.

³⁵ Arch. de Naples, Farnesiana, fasc. 64 : Alberoni au duc de Parme, 13 novembre 1719.

L'intrigue
soutenue
par l'argent

Mais cette fois il lui fallait tenir tête non seulement à Dubois et à Stanhope, mais aux ministres du duc de Parme, ses amis, ses correspondants, un Rocca, un Gazzola, un Santi qui se réjouissaient à la pensée d'humilier l'homme dont la fortune les avait offusqués. Le 16 novembre 1719, Scotti écrivait au duc de Parme qu'il avait trouvé le moyen de parler en secret à la Reine et ensuite au Roi. « C'est chose faite, maintenant : que le cardinal le veuille ou non, je ne partirai d'Espagne que sur l'ordre de Votre Altesse. Quand je voudrai parler à Leurs Majestés, ce seront elles qui, pour tromper la surveillance du cardinal me feront appeler. Je ne lui rapporte de mes entretiens avec le Roi que ce qui est convenu avec lui. Je vous dirai un jour comment j'ai fait³⁶. » — Nous le savons ! Il avait entr'ouvert sa bourse. Au reste Peterborough avait payé d'avance et comptant les politiques de Parme, Scotti paya les serviteurs de l'Escurial ; la nourrice « qui se laisse, dit-il, conduire par le plus vil intérêt » servit d'intermédiaire et transmit à la reine Elisabeth un billet du duc de Parme apporté d'Italie par un courrier habillé en pèlerin.

Chemine-
ments
de Scotti

Scotti qui chemine mystérieusement vers son but, entretient confidentiellement le premier ministre de son projet de départ et Alberoni ne doute pas que ce cher et fidèle ami ne le justifie sur tous les points litigieux dès son arrivée à Parme. Le 20 novembre, le 27 novembre il exprime cette confiance dans ses lettres, à l'heure même où Scotti entraîne l'adhésion de Philippe V à la disgrâce du cardinal. De son côté, Peterborough n'a pas lâché prise et grâce à lui, grâce à son insistance on allait mettre Alberoni en demeure de désavouer sa ligne de conduite ou de se retirer ; mais la manœuvre de Scotti suffisait s'il faut l'en croire, à rendre la disgrâce certaine. « Sans la pression de Peterborough, écrit-il le 1^{er} décembre, j'avais déjà amené les souverains à accepter la paix par l'exclusion du cardinal Alberoni. Ce n'a pas été sans peine. Le cardinal ne s'en doutera pas jusqu'à ce que nous fassions le coup³⁷. » Il ne se doutait de rien, en effet, lorsque, le 28 novembre, il reçut de Parme l'avis de s'humilier devant les alliés et s'empressa de le repousser. « Le marquis Scotti, répondit-il, m'a signifié ce que Votre Altesse lui a mandé par un courrier extraordinaire. J'ai communiqué l'avis aussitôt à Leurs Majestés. Il leur a paru difficile d'autoriser une pareille démarche, faite en leur nom, alors que toutes les

³⁶ Arch. de Naples, Farnesiana, fasc. 55 : Scotti au duc de Parme, 16 novembre 1719.

³⁷ Arch. de Naples, Farnesiana, fasc. 55 : Scotti au duc de Parme, 23 novembre 1719.

offres consignées dans le billet de Votre Altesse ont déjà été faites au duc Régent et méprisées par lui. L'Anglais qui est venu faire cette proposition à Votre Altesse est regardé ici comme un fou très solennel et un grandissime fripon. Le nom seul de ce personnage a suffi pour écarter Leurs Majestés de ce projet³⁸. » Néanmoins cette invitation semble avoir ouvert les yeux du ministre. Le jour même où il adresse cette réponse au duc de Parme, il envoie deux billets à Rocca, dont le tour mélancolique ressemble à un testament (29 novembre).

Le 4 décembre la soirée se passa comme d'habitude, le cardinal, en tiers avec le ménage royal, travailla jusqu'à l'heure du coucher. Philippe V ne changea rien à ses façons, la mécanique royale exécutait les gestes et prononçait les mots attendus en temps voulu. Depuis trois jours Scotti ne se montrait pas à la Cour, il reparut ce soir là et eut un long entretien avec le Cardinal.

Le 5, de grand matin, le Roi et la Reine partirent pour la chasse. Dès qu'ils furent suffisamment éloignés, don Miguel Duran, secrétaire du Roi vint communiquer au cardinal un décret écrit de la main du Roi portant défense à Alberoni de s'immiscer davantage dans le ministère, de se présenter au palais ou ailleurs devant Leurs Majestés Catholiques, ni devant aucun des princes de la maison royale. En outre, venait l'ordre de sortir de Madrid dans huit jours et du royaume d'Espagne avant trois semaines³⁹. Alberoni demanda une audience, elle lui fut refusée. Le lendemain, il écrivit ces mots à Rocca : « Votre Seigneurie apprendra du marquis Annibal Scotti ce qui se passe. C'est le moindre sacrifice qui se pût faire pour donner la paix à l'Europe⁴⁰. » A Madrid, la nouvelle de la disgrâce fut connue le 6, au matin, et la joie fut immense, bruyante, générale⁴¹. La satisfaction ne fut pas moins vive en Europe. D'après Dangeau la nouvelle arrivée depuis plusieurs jours ne commença à transpirer que le 18 décembre⁴² et fut publique le lendemain⁴³. Une lettre de Scotti à l'abbé Landi arriva le 17 décembre ; le Régent en fut instruit à l'instant⁴⁴, et Dubois fit part de la nouvelle à

Dernière
soirée

Disgrâce

³⁸ Arch. de Naples, Farnesiana, fasc. 64 : Alberoni au duc de Parme, 29 novembre 1719.

³⁹ Arch. de Naples, Farnesiana, fasc. 55 : Scotti au duc de Parme, 20 janvier 1719.

⁴⁰ Alberoni à Rocca, 6 décembre 1719, dans *Lettres intimes*, p. 643.

⁴¹ Bibl. Mazar., ms. 2352 ; Saint-Philippe, *Mémoires*, t. III, p. 433.

⁴² Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 185 ; 18 décembre 1719.

⁴³ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 185 ; 19 décembre 1719.

⁴⁴ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, *Mémoires et Documents*, t. 142, fol. 140 : Scotti à Landi, 17 décembre 1719.

Stanhope. « Je suis persuadé, lui écrivit-il, que je ne pouvois apprendre à Votre Excellence aucune nouvelle plus agréable dans les circonstances présentes, ni plus importante à leurs intérêts communs que celle pour laquelle j'ai ordre de vous dépêcher un courrier... On ne peut apprendre ce dénouement sans faire réflexion, Mylord, sur la justice qu'on doit à Votre Excellence d'avoir proposé de si grands projets et des mesures aussi justes pour les conduire à leur fin et pour épargner par des soins et des dépenses médiocres et passagères les malheurs infinis qu'une guerre générale pouvoit attirer⁴⁵. » Et Stanhope de répondre : « Si vous voulez, monsieur, nous attribuer la gloire du projet, celle de l'exécution vous est justement due, et sans votre courage et votre constance, notre prévoyance eût été inutile⁴⁶. »

Le courrier partit de Londres, le 18 décembre avec ordre à Destouches d'aller communiquer la nouvelle à Stanhope « où qu'il fût, chez le Roi, au Parlement ou ailleurs. » Il arriva le 22 à l'ambassade de France à deux heures de l'après-midi. Destouches courut trouver Stanhope à la Chambre des lords, on s'embrassa, Sunderland survint, on s'embrassa de nouveau, et toute la Chambre éclata en acclamations⁴⁷; la chute d'Alberoni fut considérée comme une victoire nationale⁴⁸. A Rome, le pape s'attendrit et remercia Dieu⁴⁹, à Vienne, les sentiments furent moins unanimes⁵⁰.

Alberoni
sort
d'Espagne

Le cardinal, outré de cette disgrâce, quitta Madrid le 12 décembre⁵¹ suivant la route qui lui avait été prescrite à travers l'Aragon et la Catalogne. Mais on avait eu le temps de convaincre le Roi que son ancien ministre avait pillé le trésor et mis en sûreté une somme de deux millions⁵². On courut sur ses traces et un détachement le rejoignit près de Lérida, fouilla ses hardes, sa personne et jusqu'à sa chemise. Il s'agissait de lui enlever tous les papiers qu'il gardait pour établir son innocence aux dépens de Philippe V. Ce fut une belle récolte et on s'explique

⁴⁵ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, Mémoires et Documents, t. 142, fol. 147 : Dubois à Stanhope, 18 décembre 1719.

⁴⁶ Stanhope à Dubois, 22 décembre dans *The Stair Annals*, t. II, p. 390.

⁴⁷ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 327, fol. 169 : Destouches à Dubois, 22 décembre 1719.

⁴⁸ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 327, fol. 169 : Destouches à Dubois, 22 décembre 1719.

⁴⁹ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 606, fol. 173 : Gamaches à Dubois.

⁵⁰ Arch. des Aff. Étrang., Vienne, t. 135, fol. 3 : Dubourg à Dubois.

⁵¹ Bersani, op. cit., p. 280, 281.

⁵² Arch. de Naples, Farnesiana, fasc. 55 : Scotti au duc de Parme, 20 janvier 1720.

que Philippe V et le duc de Parme fussent également intéressés à les reprendre à leur possesseur. Outre une correspondance entretenue de Plaisance à Madrid et contenant « des choses du dernier secret », on trouva le testament écrit par Philippe V en faveur de la Reine et du Ministre, en outre trois autres écrits rédigés durant sa dernière maladie et donnant à Alberoni le droit de faire la guerre comme il l'entendrait, de régir les finances comme il voudrait, de conclure la paix ou la guerre comme il lui conviendrait⁵³. Après cette avanie, le fugitif tomba, entre San-Saloni et Girone dans une deuxième embuscade. Il avait demandé à prendre la route de Biscaye, plus sûre que celle de Catalogne, on le lui refusa. Deux cent cinquante *miquelets* se jetèrent au défilé de Treinta-Pasos sur son escorte composée de cinquante maîtres et de quelques fantassins. Alberoni saisit un sabre, sauta sur un cheval, et força le passage à la tête de sa petite troupe, dont quatre hommes furent tués et deux blessés. Arrivé à la frontière, il la franchit sans attendre son passeport et en s'écriant : « Grâce au ciel! me voilà sur une terre de chrétiens. J'aime mieux y mourir en prison que d'être libre en Espagne où j'ai souffert tant d'indignités. » Presque tous ses domestiques l'avaient abandonné dans le voyage. Quatorze des plus pauvres lui restaient seuls. Sa belle-sœur et son neveu étaient cachés dans le nombre de ces misérables hâlés et sordides qui ressemblaient à un campement de bohémiens.

Philippe V avait écrit au Régent pour lui demander un passeport pour le cardinal⁵⁴. L'occasion était belle de faire jaser ce maître-hâbleur, Dubois envoya à la rencontre du personnage le chevalier de Marcieu, colonel du régiment des Vaisseaux pour se tenir auprès du cardinal depuis son entrée en France et pendant tout son voyage⁵⁵. Ce Marcieu était un « homme fort adroit, fort intelligent et fort dans sa main » dit Saint-Simon qui reçut des instructions très précises⁵⁶. Nous savons, grâce à ses rapports quotidiens, de quelle façon il s'y conforma⁵⁷. Ne sachant

Son passage
en France

⁵³ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, in-8, Paris, 1832, t. I, p. 283; V. Papa, *L'Alberoni e la sua dispartitura di Spagna*, in-8, Torino, 1877, p. 79, suiv.

⁵⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 185, 19 décembre 1719.

⁵⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 191, 26 décembre 1719.

⁵⁶ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 290, fol. 188, suiv. : Dubois à Marcieu.

⁵⁷ V. Papa, *L'Alberoni e la sua dipartita della Spagna. Saggio di studio storico critico*, in-4°, Torino, 1877, p. 73-95, publie la correspondance du chevalier de Marcieu avec Dubois, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 18, 20, 24 janvier 1720; en outre la lettre au Régent du 11 janvier à Nîmes, et les

par quelle route déboucherait le fugitif, il se tint « à la fourche » des routes de Bellegarde et de Collioure qui aboutissent près de Perpignan. Alberoni arriva sans passe-port aimant mieux risquer mauvais accueil en France que de séjourner une heure de trop en Espagne. Dès qu'ils furent ensemble, ils rappelèrent leurs communs souvenirs à l'armée de Vendôme et le cardinal se mit à « babiller » et à « dégoiser d'importance » contre la nation espagnole qu'il méprisait au dernier point, contre les souverains, contre les Hollandais « qui sont des poules mouillées » enfin « mille discours de cette nature ». Vous jugez bien, ajoute Marcieu, que je le remettrai tous les soirs insensiblement sur les choses dont on veut tirer des éclaircissements. Et sans trop s'émouvoir de ce verbiage, Marcieu note que la suite se compose de cinq chaises de postes, une douzaine de mulets, vingt ou vingt-cinq chevaux et quatorze domestiques « dont aucun ne paraît bien délié ».

Ses
entretiens
avec M. de
Marcieu

Le lendemain Marcieu s'aperçoit que son prisonnier envoie des lettres en cachette et le surveille de près, il fait fouiller ses bagages, mais on lui avait enlevé tous ses papiers pesant trente-huit livres, ses gros effets avaient été expédiés à Alicante pour y être embarqués, ses cassettes ne contenaient que douze cents pistoles d'Espagne, quelques médailles d'or, quelques bijoux de peu de valeur, une croix pectorale, des verroteries à coudre sur une mitre, une douzaine de tabatières et des breloques. Parmi la suite se cachaient sa belle-sœur et son neveu qu'il avait fait châtrer, il affectait de ne pas les connaître, il se connaissait aussi une nièce qu'il avait mise au couvent afin qu'une famille encombrante « ne l'empêchât pas d'aller à tout à Rome ». Ces précautions prises, Marcieu revint faire jaser le cardinal pour qui tout devenait matière à récriminations. Lorsqu'il parlait du ménage royal, la fureur l'emportait et il retrouvait son langage ignoble et hardi qui enchantait Vendôme. Philippe V, disait-il, « n'avait que l'instinct animal avec quoi il avait perverti la Reine, qu'il ne lui fallait qu'un prie-Dieu et les cuisses d'une femme...; que la Reine l'abandonnait chaque jour... » L'emportement contre la Reine le poussait à dire « que si par malheur pour lui, il s'était trouvé en particulier, elle ne l'aurait pas laissé en vie. » Il avait vécu dans une intimité si étroite avec le Roi et la Reine qu'il racontait de savoureuses histoires : comment Philippe ahuri

Motifs dont S. E. M. le cardinal Alberoni prétend se servir pour se justifier sur les griefs qu'on lui a importés, en écrivant une lettre au roi d'Espagne qui en fera voir la fausseté. Voir aussi P.-E. Lémontey, op. cit., t. I, p. 281-284.

de voluptés et de scrupules sautait hors du lit conjugal, s'agenouillait contrit et larmoyant devant les personnages de la tapisserie implorant leur absolution pour ses péchés. Ou bien, accroupi dans son lit, il bondissait sur le prêtre qui venait lui offrir la paix à baiser et l'étranglait presque. Et quand le malheureux se fut dégagé à grand-peine la Reine, tremblante de fureur, lui criait : « Prêtre, si tu lèves la langue de ce qui vient de se passer, tu es mort. » Enfin, le prince des Asturies sera disait-il, « son père tout craché ».

Marcieu ramenait les conversations vers la politique et Alberoni protestait que le Régent n'avait pas su le comprendre, que tout son effort avait tendu à abrégier la guerre et à faire la paix, mais à Fontarabie la Reine s'y était opposée. Ce qui l'avait perdu, disait-il, dans l'esprit de ses maîtres, c'est l'affaire de Bretagne qui ne lui inspirait aucune confiance. Pour en finir et « la faire échouer absolument, j'écrivis, disait-il, sans la participation du Roi une lettre à Don Blas de Roya que j'avais auprès du duc d'Ormond et ces messieurs n'hésitèrent point à faire débarquer les troupes déjà embarquées. C'est cette lettre portée à Leurs Majestés qui les a indignées contre moi et qui a achevé ma perte ». Marcieu écoutait sans comprendre; il l'entendait disculper le duc du Maine et le comte de Rieux, qualifier la duchesse du Maine de « méchante diablesse » Alberoni ne pouvait aborder ces sujets avec calme. « Il était hors de ses gonds contre l'Espagne, leurs Majestés, les Grands et toute la nation espagnole qu'il méprisait au souverain degré... Il prédisait un abâtardissement général », à moins que la Reine « qui a le diable au corps », trouvât un homme d'épée un peu bon général et qui eût quelque ressource d'esprit, en ce cas elle causerait tôt ou tard, du vacarme en France et dans l'Europe.

A mesure qu'on avançait en chemin, Alberoni multipliait les avances au Régent avec l'espoir que Marcieu se chargeait de transmettre ces ouvertures; celui-ci le décida à écrire une lettre et un mémoire contenant sa justification et ses offres de service que Marcieu appuyait de son mieux. Puis, arrivé à Toulon et voyant qu'on le laisserait sortir de France sans un mot d'espoir il se remettait à envisager l'avenir qui pouvait l'attendre à Rome nonobstant le prétendu neveu qu'il avait annulé sans le supprimer. « Le cardinal, écrit Marcieu, me paraît avoir depuis quelques jours la tête embarrassée et pleine de quelque projet, soit de vengeance contre l'Espagne, soit d'inquiétude que S.A.R. fasse trop mauvais usage de ses avances, soit qu'il cherche quelque moyen de s'approcher de la tiare. Tout étant, à Rome, pures

intrigues, dit-il, il fera de son mieux dans l'occasion pour avoir un parti, et s'il a l'exclusion de la Papauté, elle ne sera pas par son manque de naissance, mais à cause de son âge de cinquante-cinq ans et par la réputation qu'il a de n'être pas tout à fait un sot... Si la France et l'Empereur voulaient agir efficacement pour lui, il serait pape malgré son âge. »

Il quitte la France

Le voyage dura dix-huit jours de Perpignan à Antibes par Narbonne, Pézenas, Montpellier, Nîmes, Arles, Aix, Marseille, Toulon et Fréjus. Au lieu de loger dans des cabarets comme en Espagne, Alberoni fut conduit dans les auberges peu fréquentées, il était plus facile de l'y garder à vue et de surveiller les abords. La foule se massait pour voir passer le voyageur, l'observait sans malveillance, l'importunait un peu. A Montpellier il fallut faire évacuer sa chambre par un caporal et quatre hommes; à Arles, les curieux envahirent le bateau qui faillit chavirer. A Antibes, la galère attendue de Gênes n'était pas en vue, Alberoni demanda le brigantin et la felouque du prince de Monaco qui, dûment averti, fit la sourde oreille. La voie de terre était peu sûre, il s'embarqua enfin et regagna la terre italienne, ne comptant plus désormais pour rien⁵⁵.

L'Espagne entre dans la Quadruple Alliance

Les alliés avaient si souvent répété que le cardinal était l'unique obstacle au rétablissement de la paix que Philippe V pensa avec une feinte naïveté que la disgrâce de son ministre suffisait à tout, et il énonça des conditions qui, de la part d'un victorieux, eussent semblé rigoureuses. Il demandait la restitution des places et des vaisseaux détruits, la réparation des dommages, la cession de Gibraltar, de Port-Mahon et de la Sardaigne; l'attribution à l'infant don Carlos des duchés de Parme et de la Toscane à titre de souveraineté indépendante, le rapatriement des troupes du corps expéditionnaire de Sicile; enfin la Sicile n'était cédée à l'Empereur que sous les réserves et avec les réversibilités imposées naguère au duc de Savoie par le traité d'Utrecht. L'effet produit par d'aussi folles propositions fut de hâter les préparatifs de la campagne prochaine. Stanhope se trouvait à Paris, il obtint de Dubois une déclaration qu'avait inspirée l'envoyé impérial Pendtenriedter, et par laquelle les alliés rejetaient les propositions de l'Espagne et maintenaient intégralement les conditions posées par la Quadruple Alliance (19 janvier 1720). Une fois de plus on touchait à l'échéance de la prorogation de l'expectative des duchés, la Cour de Vienne, charmée des exigences excessives du roi d'Espagne et convaincue qu'il laisserait expirer, sans en user,

⁵⁵ F. Barrière, *La Cour et la Ville*, p. 82-84.

le dernier délai de trois mois à lui accordé le 16 novembre précédent, consentit volontiers à ne compter qu'à partir de l'adhésion des Hollandais donnée en décembre, et à proroger l'échéance du 16 février au 16 mars.

Stanhope voulait finir cette interminable affaire. Il chargea Seyssan, retournant à Madrid, de dire au roi d'Espagne qu'une fois la base de la Triple-Alliance acceptée, il serait d'autant plus aisé de lui donner satisfaction dans un congrès. Presque en même temps, Schaub, secrétaire de Stanhope, partit pour l'Espagne porteur d'un double de la déclaration rédigée à Paris le 19 janvier, sur laquelle, disait-on, il n'y avait pas à revenir. En ce moment Scotti proposait à Dubois une négociation séparée et secrète pour un armistice aux Pyrénées. Pas plus que Stanhope, Dubois ne se laissait induire à cette manœuvre et il fit appel aux bonnes dispositions du P. Daubenton. Alors, la Cour de Madrid eut le sentiment que les finesses et les détours ne pouvaient plus la servir en rien, la déclaration du 19 janvier lui montra qu'une plus longue résistance entraînerait irrévocablement la perte des deux duchés italiens, Du moment où la Reine eut pris son parti, le Roi consentit à tout ce qu'elle voulut.

Le 26 janvier, Philippe V annonça son adhésion à la Quadruple-Alliance, voulant, disait-il, rendre la paix à l'Europe, même au prix de ses droits et de ses États; et il envoya de pleins pouvoirs à cet effet à Beretti-Landi en Hollande, et celui-ci signa à la Haye, le 17 février avec les plénipotentiaires de France, d'Angleterre et d'Autriche, que ceux de Hollande imitèrent bientôt, l'accession de l'Espagne à la Quadruple-Alliance.

CHAPITRE XXXVI

L'apogée du Système

(4 décembre 1718-30 décembre 1719)

La Compagnie de l'Anti-Système. — La Banque particulière devient Banque royale. — La Banque recourt à la force. — Prospérité naissante de la Compagnie. — La Compagnie d'Occident devenue Compagnie des Indes. — Le déchaînement de l'agiotage. — L'apogée du Système. — Concession de la ferme générale à la Compagnie des Indes. — Hausse des actions. — Empressement des acheteurs. — Commerce de la rue Quincampoix. — Les folies de l'agiotage. — Les achats de Law. — Renchérissement du coût de la vie. — Conversion de Law. — Hostilité de lord Stair à l'égard de Law. — Prescription de la monnaie métallique. — Assemblée générale du 30 décembre.

Les opérations militaires et leurs conséquences diplomatiques ont intéressé assez peu l'opinion publique passionnément fixée sur les combinaisons financières pendant tout le cours de l'année 1719. Un nom éclipse tous les autres noms, celui de Law. Sans doute, « il a toujours bien des ennemis¹ » et « il faut avouer qu'il est détesté² », mais il lui suffit d'être aimé à l'adoration par ceux qu'il enrichit; « tous ses actionnaires ne s'entretiennent que de sa santé, il vous disent : Bonne nouvelle, le temps se rafraîchit, cela est de grande conséquence pour la santé de M. Lass. On étoit bien inquiet durant ces chaleurs, mais il seroit bien à souhaiter pour sa santé que l'on eût un peu de pluie³ ». A dire vrai, Law avait d'autres préoccupations. Vers la fin de l'année 1718, des hommes d'affaires, des banquiers et, parmi eux, les frères Pâris, soutenus en secret par d'Argenson, s'étaient rendus adjudicataires, sous le nom d'Aymard Lambert, valet de chambre du garde des sceaux, du bail des fermes générales. Ils proposaient à l'État un revenu annuel de quarante-huit millions

La
Compagnie
de l'Anti-
Système

¹ Gazette de la Régence, p. 289; 20 octobre 1718.

² Madame à la marquise Louise, 14 novembre 1718, dans *Correspondance*, édit. G. Brunet, t. II, p. 31.

³ M. Caumartin de Saint-Ange à Mme de Balleroy, 17 août 1719, dans *Les correspondants de la marquise de Balleroy*, t. II, p. 68-69.

et demi de livres et créaient, pour l'exploitation de leur concession, une compagnie au capital de cent millions divisés en cent mille actions de mille livres chacune, et payables en contrats de rentes sur l'Hôtel de Ville, en billets de contrôle des exploits et en billets de la caisse des receveurs généraux. Cette compagnie organisée suivant les mêmes règles qui avaient été adoptées pour la compagnie d'Occident, reçut du public le sobriquet de *Compagnie de l'Anti-Système*. « Il est certain, dit Forbonnais, que ses actions avoient un avantage décidé par la nature des affaires et des bénéfices qu'elles embrassoient : elle devoit gagner le dessus, et cela arriva en effet. »

La banque
particulière
devient
banque
royale

Autant pour décourager cette rivale que pour prévenir d'autres tentatives, Law avait arraché au Régent la décision prise le 4 décembre 1718. La confiance avait été gardée d'abord entre Law, le Régent et le duc d'Antin, ils s'en ouvrirent au duc de Bourbon dont l'avarice sordide contenait les bruyantes incartades d'une complète ignorance. D'Argenson fut appelé à leur dernier conseil tenu, la nuit, dans un cabinet du Palais-Royal. A la lecture d'un travail achevé à son insu, le garde des sceaux pâlit; mais, en vieux courtisan, il dompta promptement un trouble dont il prévit tout le danger. En effet, la résolution était prise de le destituer s'il eût montré la moindre résistance. La décision sortie de cette espèce de conjuration nocturne, fut envoyée au Parlement le lendemain et fut repoussée par quatre-vingt-quatre voix contre vingt-trois. Depuis le lit de justice, le Parlement avait pris le parti de ne rien enregistrer, et la Cour de tenir pour enregistré tout ce qui ne le serait pas⁴. La volonté du Régent devint donc, sans autre formalité, loi de l'État et la banque générale fut convertie en *banque royale*. Décision d'autant plus hardie que le Parlement avait dénoncé un projet qui allait rendre le roi de France marchand d'argent et escompteur d'effets, et l'avait supplié « de vouloir bien faire chercher d'autres expédients plus proportionnés à la majesté royale et de plus facile exécution⁵ ». A compter du 1^{er} janvier 1719, la banque serait régie et administrée au nom et sous l'autorité du Roi, d'après les ordres du duc d'Orléans. Les six millions qui formaient l'ancien capital durent être remboursés aux actionnaires et les douze cents actions achetées à la Compagnie d'Occident restèrent en dépôt dans la caisse comme garantie des billets émis⁶. Des modi-

⁴ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. I, p. 301.

⁵ Dangeau *Journal*, t. XVII, p. 424, 436, 437; 4, 14, 16 décembre 1718.

⁶ F. Véron du Verger de Forbonnais, *Recherches et considérations sur les finances depuis 1595 jusqu'en 1721*, in-12, Paris, 1758, t. VI, p. 279.

fications importantes furent introduites dans la nouvelle organisation. Outre les billets en *écus de banque*, monnaie idéale et invariable, on fabriqua d'autres billets en *livres tournois*⁷, monnaie soumise à tous les accidents des refontes. Les paiements ne seraient plus stipulés au gré du vendeur et de l'acheteur; l'or et les billets devaient être seuls employés dans les transactions importantes, interdiction de faire usage de la monnaie de billon au-dessus de six livres et de la monnaie au-dessus de six cents livres⁸. Comme la France ne possédait qu'une très petite quantité d'or, le commerce se vit envahi par le papier, que personne n'eut le droit de refuser, et dans la prévision d'une demande plus considérable, le roi établit cinq succursales : à Lyon, à La Rochelle, à Tours, à Orléans et à Amiens.

Les ordonnances qui se succédèrent transformaient une institution libre et utile en un établissement tyrannique et pernicieux. Le billet n'aurait dû « recevoir de préférence sur l'argent que par la préférence des contractants », en ordonnant de recevoir les billets en paiement des impositions et de toutes les créances de l'État, le régent donnait un grand essor à la circulation du papier et portait une grave atteinte à la franchise du commerce. Jusqu'à ce jour chacun pouvait recevoir ou refuser, à son gré, les billets; désormais ces billets ne pouvaient être refusés sans préjudice pour le crédit du roi dont ils portaient l'effigie. Le créancier était contraint de recevoir et le débiteur contraint d'offrir cette monnaie factice. Cependant il pouvait arriver que la confiance se dérobaît malgré les édits, les effigies et les promesses. Alors John Law sortait d'embarras en recourant à l'usage de la force. Un arrêt du Conseil du 22 avril 1719 ordonna « que les billets en *livres-tournois* (qui n'offraient pas aux porteurs une entière sûreté) ne pourraient être sujets aux diminutions qui pourraient survenir sur les espèces et seraient payés en entier⁹ ». Law recourait tout naturellement aux moyens abusifs que, loin de repousser, il prônait et recommandait; d'ailleurs la contradiction ne l'arrêtait pas. Ce même arrêt du 22 avril déclare la guerre aux espèces métalliques et entend leur substituer, d'autorité, le papier dans la circulation. Nommé directeur de la banque royale, le 5 janvier 1719, Law faisait rendre le jour même un arrêt en Conseil suivi de quatre autres (11 février, 1^{er} et 22 avril, 10 juin) l'autorisant à émettre des billets pour

La banque
recourt
à la force

⁷ Arrêt du 4 décembre 1718.

⁸ Arrêt du 27 décembre 1718.

⁹ F. Véron du Verger de Forbonnais, *op. cit.*, t. VI, p. 282; P.-E. Lémontey,

une somme totale de 160 millions. Cette quantité énorme de papier devait se soutenir grâce à l'avilissement des espèces métalliques, moyen auquel Law n'hésiterait pas, le cas échéant, à recourir. Après avoir combattu l'émission de petites coupures qui pourraient facilement servir aux transactions du même peuple, « sujet à passer subitement d'une confiance sans limite à une crainte exagérée », Law avait accepté la création de billets de 10 livres¹⁰. Voyant que le public demeurerait méfiant à son égard, il ne se contenta pas de se faire accorder pour neuf ans la ferme du tabac, il imagina le *marché à prime*, mode d'opération alors inconnu et qui fit impression sur le public¹¹.

Prospérité
naissante
de la
Compagnie

Law conduisait de front les destinées de la banque et celles de la compagnie. Au commencement de 1719, la compagnie tint sa première assemblée générale. Le Régent, le duc de Chartres, le duc de Bourbon, le prince de Conti, des maréchaux, des courtisans, témoignèrent par leur présence de l'intérêt qu'ils portaient à la Compagnie. Celle-ci venait d'acheter au prix de 1.600.000 livres le privilège et le matériel de la compagnie du Sénégal ce qui lui donnait onze vaisseaux tout appareillés¹². On fit publier bien haut le chiffre de l'exercice écoulé et cette situation favorable affermit et éleva le cours des actions. La confiance venait enfin. Au mois de mai 1719, la compagnie possédait 3.577.000 l. en caisse et 750.000 l. en marchandises; 21 vaisseaux dont une dizaine faisaient voile vers la Louisiane. En trois années d'infatigables efforts, Law sut faire reparaître l'argent, rétablir la confiance, ranimer le commerce, délivrer l'État d'une charge considérable de billets, révéler à la France la richesse d'une admirable colonie. Symptôme dont la signification ne pouvait être contestée, les fermiers s'étaient mis à payer leurs baux, ce qui ne se voyait presque plus depuis trente ans, les ouvriers expatriés commençaient à rentrer dans leur patrie, le commerce se ranimait, l'agriculture gagnait du terrain, le change se relevait. De pareils résultats, faits pour éblouir et pour troubler, confirmèrent Law dans l'infailibilité de ses projets et il se résolut à pousser le Système jusqu'à ses dernières limites. C'est au mois de mai 1719 que fut prise cette décision; elle marqua le début de l'agiotage.

La
Compagnie
d'Occident
devenue
Compagnie
des Indes

Une ordonnance royale du 26 mai conféra à la Compagnie d'Occident le monopole du commerce maritime en France. La compagnie de la Chine, qui n'avait jamais profité de son privi-

¹⁰ De Monthyon, *Particularités et observations sur les ministres des finances les plus célèbres depuis 1660 jusqu'en 1791*, in-8, Paris, 1812, p. 97, suiv.

¹¹ F. Véron du Verger de Forbonnais, *op. cit.*, t. VI, p. 286.

¹² F. Véron du Verger de Forbonnais, *op. cit.*, t. VI, p. 276, 285.

lège, et la Compagnie des Indes Orientales qui détenait seule le droit de faire du commerce dans les ports de l'Océan Pacifique entre le cap de Bonne-Espérance et le détroit de Magellan, furent supprimées et absorbées par la Compagnie d'Occident qui s'appellerait désormais *Compagnie des Indes*. Le préambule de l'édit mettait au compte de la mauvaise administration des directeurs l'insuccès de ces compagnies. Des répartitions prématurées et des droits de présence ont consommé les fonds sans profit, ce qui a imposé l'obligation d'emprunter à des taux excessifs. Le commerce languit, les Indiens murmurent, aussi la suppression des privilèges de ces compagnies a été résolue. L'établissement de celle qui leur succède, « la protection qui lui est accordée, sa bonne administration, le crédit qu'elle s'est acquis, les fonds considérables qu'elle aura... ont fait penser qu'on ne pouvait remettre en de meilleures mains le commerce des Indes et de la Chine : par ce moyen et par la jonction qui a été faite à la compagnie d'Occident de celle du Sénégal, on réunit dans une seule compagnie un commerce qui s'étend aux quatre parties du monde. » Pour satisfaire les créanciers de la compagnie d'Orient, tant en France qu'aux Indes, on lui permettait d'émettre 50.000 actions nouvelles, de 500 livres, qui ne pourraient être acquises qu'en argent comptant et au prix de 550 livres par action, dont 50 livres payées comptant et les 500 livres réparties sur vingt mois par portion égale chaque mois. Cet édit fut longuement étudié et discuté par le Parlement¹³ qui prescrivit des remontrances. Le soir même un arrêt du Conseil passa outre.

A partir de ce jour, aucune des nouvelles mesures financières ne fut soumise à l'enregistrement : le Conseil décida seul et pendant près de dix mois on n'entendit plus parler du Parlement. Il se tut au moment où son opposition commençait à devenir légitime et où sa résistance aurait modéré peut-être l'élan trop rapide du Système, s'il avait eu le droit et la force de résister. Mais, selon son habitude, il cédait devant la puissance, et luttait contre la faiblesse¹⁴.

L'une après l'autre les compagnies de commerce disparaissaient bientôt l'Océan entier, puis la Méditerranée furent abandonnés à la Compagnie des Indes maîtresse absolue du commerce colonial de la France. A cette exploitation nouvelle il fallait de nouveaux capitaux. Avant même la publication de l'édit

Le déchaînement de l'agiotage

¹³ Arch. du Parlem., Registres du Conseil secret, t. X, 8425, séance du 16 juin 1719.

¹⁴ E. Levasseur, *op. cit.*, p. 104.

de mai, les anciennes actions se négocièrent avec 30 pour cent de prime et l'empressement à souscrire les nouvelles fut si grand qu'en peu de jours les demandes dépassèrent cinquante millions. Une passion nouvelle venait de se révéler, la passion des richesses acquises sans effort, sans péril, sans fatigue même, et John Law avait été assez habile pour faire mordre cette passion au cœur de toutes les classes de la société. Une soif immense, inextinguible, parce qu'elle ne résidait dans aucun besoin véritable mais dans l'insatiable imagination, allait emporter les hommes dans une sorte d'affolement. Law, qui l'avait déchaînée, en fut la première victime. Un arrêt du Conseil, du 20 juin, « voulant ôter tout prétexte et moyen d'acquérir les actions nouvelles par préférence et établir une règle générale qui ne fût susceptible d'aucune faveur », décida qu'on ne serait reçu à souscrire qu'en présentant quatre fois autant d'actions anciennes qu'on voulait avoir d'actions nouvelles. L'obligation de présenter quatre actions anciennes — qu'on appela les *mères* — pour souscrire à une des actions nouvelles — appelées *filles* — était une combinaison habile, devenue fréquente depuis ce temps, imaginée dans le but de réserver aux actionnaires de la société dont le capital social était augmenté, le privilège de souscrire aux actions nouvelles. La combinaison decida une hausse. Les anciens actionnaires présentèrent les anciens titres afin de souscrire aux nouveaux; cela fait ils revendirent leurs actions à ceux qui brûlaient d'impatience de les acquérir à tous prix. Les transactions prirent un si grand développement que le numéraire n'aurait pu suffire, aussi Law avait eu la précaution de faire autoriser la banque, le 10 juin, à émettre pour 50 millions de billets. Afin que le public n'en manquât pas, on n'y mit pas un trop haut prix, une ordonnance du 20 juillet autorisa une émission de 220 millions d'autres billets. Pendant ce temps, les *mères* et les *filles* se vendaient 1.000 l. à la fin du mois de juin et 1.400 livres au début du mois de juillet. Le 1^{er} juillet, la banque royale et la Compagnie des Indes ont fait accepter par le public une valeur en papier de 410 millions. Le 1^{er} janvier 1720, billets de banque et actions de la Compagnie représentent 7 milliards 240 millions entre les mains du public.

L'apogée du
Système

Que faire? S'arrêter? Cesser la fabrication des billets et provoquer la baisse, Law n'y songe seulement pas. Le nombre et la

¹⁵ A. Courtois, *Histoire de la banque de France et des principales institutions françaises de crédit*, depuis 1716, in-8, Paris, 1875, p. 302.

valeur des billets ajoutent, suivant lui, aux richesses de la France, mais il appréhende une cabale, une manœuvre, une panique, la multitude venant échanger son papier contre du numéraire. Alors il imagine un effort coordonné de la banque et de la Compagnie. Trois jours consécutifs de la fin de juillet en offrent un exemple : le 25, pour empêcher les retraits d'or qu'on commence à effectuer dans ses caisses, la banque obtient la réduction du cours des louis de 35 à 34 livres et une émission de 240 millions de nouveaux billets; le même jour, la Compagnie obtient la concession de la fabrication des monnaies, avec ses profits, pendant neuf ans; — le 26, la Compagnie annonce à ses actionnaires qu'à partir du 1^{er} janvier 1720 le dividende de ses actions s'élèvera à 2 pour cent; — le 27, comme il s'agit de trouver les 50 millions à payer au trésor en échange du privilège des monnaies la Compagnie est autorisée à émettre 50.000 actions nouvelles de 500 livres mais qu'on paierait 1.000 afin de ne causer aucun préjudice aux *mères* et aux *filles*. L'agiotage s'empara encore de ceci. Comme les actions nouvelles étaient payables en vingt termes mensuels égaux, on recevait en échange de 50 l. un titre de 1.000 livres. Law fit décider qu'en présentant quatre *mères* et une *fille* on obtiendrait une action nouvelle, — qu'on nomma *petite-fille* —; c'était une excitation de plus donnée à l'agiotage, aussi les *petites-filles* furent encore plus recherchées que ne l'avaient été les *filles*. On se disputait les actions anciennes dès qu'il en paraissait sur le marché, afin de pouvoir souscrire aux actions nouvelles; en novembre et décembre 1719, les actions de la Compagnie atteignirent les prix fabuleux de 15 et même 18.000 livres. Ce fut l'apogée du Système et un moment unique. « Law faisait merveille avec son Mississippi, écrit Saint-Simon, on avait fait comme une langue pour entendre ce manège et pour pouvoir s'y conduire. C'était à qui aurait du Mississippi. Il s'y faisait presque tout à coup des fortunes immenses. Law, assiégé chez lui de suppliants et de soupirants, voyait forcer sa porte, entrer du jardin par ses fenêtres, tomber dans son cabinet par la cheminée. On ne parlait que par millions. » Le duc observait et se réservait. « Depuis la fable du roi Midas, disait-il, je n'ai lu nulle part, et encore moins vu, que personne eût la faculté de convertir en or tout ce qu'il touchait; je ne crois pas aussi que cette vertu soit donnée à Law; mais je pense que tout son savoir est un savant jeu, un habile et nouveau tour de passe-passe qui met le bien de Pierre dans la poche de Jean et qui n'enrichit les uns que des dépouilles des autres; tôt ou tard cela tarira,

le jeu se verra à découvert; une infinité de gens demeureront ruinés¹⁶. »

Concession
de la ferme
générale
à la
Compagnie
des Indes

Ceux qui se sont jetés à corps perdu dans le Système le prennent sur un autre ton. « Mes actions gagnent 1.000 livres aujourd'hui, écrit Caumartin de Boissy. On ne voit que des gens qui ont fait des fortunes immenses¹⁷. C'était un jeu dans le commencement, cela est devenu une manie, une maladie dans les formes. Ces pauvres gens n'ont que le gain en tête, sont pris d'une fièvre chaude, ne parlent que de millions supputés, calculent et crèvent en quatre jours : réellement les médecins disent que dans tous les transports il y a du Mississipi. La moitié de Paris recommande en s'éveillant à Dieu M. Law ou l'invoque lui-même¹⁸. Dans les premiers jours du mois d'août, les actions montèrent à 1.750, à 2.000, à 2.250, à 3.000 livres; c'est qu'on commençait à parler d'une extension nouvelle de la Compagnie, en plus de la ferme des tabacs et de la fabrication des monnaies, elle allait être chargée du recouvrement de presque tous les impôts publics perçus jusqu'alors par les fermiers et les receveurs généraux. Colbert avait concédé la levée de la plus grande partie des contributions indirectes à une seule compagnie et on a dit qu'au mois de septembre 1718, un sieur Aymard Lambert avait pris l'adjudication de la ferme générale, portant un coup sensible au Système. Law, toujours soutenu par le régent décida la suppression de cette rivale. Pour obtenir de l'État l'annulation, après une année de jouissance d'un bail passé pour six années, Law offrit des avantages immenses. Le bail Aymard Lambert procurait 48.500.000 livres, Law porta sa redevance à 52 millions. De plus, Law proposait au roi un prêt de douze cent millions à 3 pour cent qui serviraient au remboursement des rentes et autres charges assignées sur les aides et gabelles, sur les tailles, sur les recettes générales, sur le contrôle des actes, sur les postes; on remboursera en outre 100.000 actions de la compagnie des fermes, les billets de l'État et ceux des receveurs généraux, les finances des offices supprimés ou à supprimer. C'est l'extinction de presque toute la dette publique. Un arrêt du Conseil, du 27 août 1719 casse donc et annule, à compter du

¹⁶ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XI, p. 121.

¹⁷ M. de Caumartin de Boissy à la marquise de Balleroy, Ch. Aubertin, *L'Esprit public au XVIII^e siècle*, in-8, Paris, 1873, p. 148-149; voir *Les correspondants de la marquise de Balleroy d'après les originaux inédits de la Bibliothèque Mazarine*, par E.-M. de Barthélemy, in-8, Paris, 1883, t. II, p. 69.

¹⁸ *Ibid.*, t. II, p. 79-80.

1^{er} octobre, le bail Aymard Lambert et conclut un bail de neuf années avec la Compagnie des Indes de qui il accepte le prêt de douze cent millions. En conséquence, toutes les rentes sont éteintes et supprimées; les titres seront rapportés au Trésor et les rentes seront remboursées en assignations sur le caissier de la Compagnie des Indes : les ordonnances de liquidation des charges supprimées, les billets des receveurs généraux, ce qui reste de billets de l'État, etc., seront également présentées au Trésor, et transmis au caissier de la Compagnie qui les acquittera.

La concession des fermes générales avait encore fait monter les actions. Le 1^{er} septembre, les actions furent à 4.600 livres et 4.750 livres; on donna des primes pour en recevoir à 8.000 dans un certain temps. Cette concession fut, au dire de Forbonnais, « l'espèce d'enchantement qui enivra en quelque sorte toute la nation. » Law avait obtenu le bail des fermes à condition de rembourser les rentes; la dépense avait été évaluée à 1.200 millions et, cependant, les rentes seules faisaient plus 1.300 millions. Bien plus le bail Aymard Lambert aboli se soldait par une dette de 100 millions à acquitter; la finance des receveurs généraux supprimés allait à 8.140.000 livres; la différence de l'intérêt à 4 pour cent réduit à 3 pour cent devait se solder par un remboursement de 100 millions. Enfin, pour libérer l'État de ses dettes anciennes il fallait compter deux milliards 226 millions 239.925 livres. Cette révolution financière, inouïe, s'accomplit lestement, au moyen de quelques ordonnances échelonnées à peu de jours d'intervalle.

La concession de la ferme générale remontait au 27 août; le 31, la rente et les offices inutiles étaient supprimés; le 13 septembre, création de cent mille actions donnant 50 millions; le 28 septembre, création de cent mille autres actions; le 2 octobre, nouvelle émission de cent mille actions suivie, le 4 octobre, d'une émission supplémentaire de 24.000 actions. Alors on fut témoin d'un spectacle dont la description a paru impossible aux contemporains. Il n'est plus question, comme pour les *filles* et les *petites-filles*, de 500 ou de 1.000 livres, mais de 5.000 livres. Law aurait pu exiger que la prime tout entière fut immédiatement versée en échange de l'action, cette mesure eut mis obstacle à la hausse effrénée, il l'écarta soigneusement; il fut décidé que les actions seraient acquittées en dix paiements égaux de 500 livres, le premier en souscrivant, et les neuf autres de mois en mois. Les spéculateurs entrevirent d'immenses bénéfices. L'empressement à souscrire devient une lutte sauvage, les actions apportaient la fortune et les premiers souscripteurs seraient seuls

Hausse
des actions

servis; il ne s'agissait plus de posséder ni *mères*, ni *filles*, ni *petites-filles*, mais il suffisait de pouvoir atteindre le caissier et déposer ses 500 livres entre les mains de cet homme. Un arrêt du 26 septembre réservait les souscriptions à ceux qui paieraient en « récépissés de caisse de la Compagnie, en billets de l'État ou de la caisse des receveurs généraux, en actions de la compagnie des fermes ». Ces effets montèrent aussitôt tellement que le trafic devint difficile, il fallut admettre les souscripteurs à faire usage des billets de banque et on en fabriqua pour 240 millions en coupures, non plus de 1.000, de 100 et de 10 livres, mais uniquement de 10.000 livres. C'est à ce chiffre que, dès le jour de la souscription, ou peu après, les actions se vendirent, à la fin de novembre, on l'a dit, elles atteignaient à 15.000 et à 18.000 livres.

Empressement des acheteurs

Comme l'hôtel de Mesme, rue Sainte-Avoye, ne suffisait plus à la banque royale, elle avait été, dès le mois d'avril, transférée en l'hôtel de Nevers, rue de Richelieu. Law fit même l'acquisition de six maisons de la rue Vivienne depuis le jardin du palais Mazarin jusqu'à la rue Colbert afin de construire sur cet emplacement, un grand bâtiment qui servirait de bourse publique. C'est vers cette installation à peine terminée que la foule accourait, pressée, haletante, chacun tenant son trésor serré contre sa poitrine, mesurant la distance qui le séparait du guichet. « La phalange s'avancait durant plusieurs jours et plusieurs nuits vers le bureau d'échange, comme une colonne compacte que ni le sommeil, ni la faim, ni la soif ne pouvaient démolir¹⁹. » On mangeait quelques provisions, on épiait l'instant où on avancerait d'un pas. Dans cette cohue que contenait à grand-peine une garde de douze soldats et trois officiers²⁰, on remarquait les livrées du duc de Bourbon, du prince de Conti, « et les étrangers qui enviaient notre bonheur, dit Saint-Simon, n'oubliaient rien pour y avoir part. Les Anglais eux-mêmes, si habiles, si consommés en banques, en compagnies, en commerce, s'y laissèrent prendre ». La livrée des laquais du financier devint un déguisement à la faveur duquel d'honnêtes gens surent pénétrer dans les bureaux. Law était relancé jusque dans son hôtel et dans ses appartements. Son antichambre était remplie de femmes du plus haut rang, prêtes à ces platitudes dont les grands se transmettent le secret. Des duchesses lui baisaient la main.

¹⁹ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence et de la minorité de Louis XV jusqu'au ministère du cardinal de Fleury*, in-8, Paris, 1832, ch. IX, p. 307.

²⁰ Ordonnance du 26 octobre 1719.

Mme de Poncha n'ayant pu l'aborder fit passer son carrosse devant la maison où dînait Law, et fit crier au feu par son cocher et ses laquais. Soudain tout le monde quitte la table et Law aussi. Dès qu'elle l'aperçut, Mme de Poncha sauta de son carrosse et l'aborda. « Il n'y a rien de si curieux, écrit la mère du Régent, que de voir les gens se coudoyer, se presser, s'écraser pour être seulement aperçu de Law ou du fils de Law, comme si un de leurs regards pouvait enrichir ceux sur qui il tombe. ». La fille de Law, qui n'a que six ans, offre un bal d'enfants et le nonce du pape s'empresse d'y assister²¹. La dignité ne compte guère lorsque la pudeur même est bannie. « Dernièrement, raconte le 29 novembre la princesse Palatine, plusieurs dames étaient en conférence avec Law quand celui-ci voulut les quitter, ces dames le retinrent, et il fut obligé de leur faire sa confidence : Oh! si ce n'est que cela, dirent-elles, cela ne fait rien; pissez-là et écoutez-nous. Et elles restèrent tout le temps avec lui²². »

En peu de jours les actions émises le 13 septembre étaient souscrites et commençaient à circuler de main en main sous le nom de *cinq cents*. L'aveuglement des agioteurs était si inconcevable que beaucoup d'actionnaires vendirent *mères, filles et petites-filles* qui tombèrent un instant à 4.000 livres, pour acheter des *cinq cents* qui s'élevaient au-dessus de 8.000 livres²³. L'émission du 28 septembre paraissait n'être consentie que pour satisfaire à l'avidité du public. L'agiotage s'en empara et comme on ne devait recevoir que les récépissés de remboursement, on s'arracha tous les contrats de l'État et on donna 11.000 livres en or pour avoir en papier 10.000 livres²⁴. Les deux émissions du 2 et du 4 octobre soulevèrent quelques inquiétudes parmi le public, les actions fléchirent mais remontèrent presque aussitôt. Une ordonnance du 20 octobre ayant décidé que les paiements au lieu d'être mensuels seraient trimestriels, on se livra à la confiance que donnait ce répit et la hausse continua²⁵.

« Pendant les derniers jours du mois, les négociations furent plus vives, la lutte plus animée et plus variée que jamais. Les actions, les billets de banque, les contrats de rente, circulaient pêle-mêle, courant de main en main, toujours offerts et toujours achetés; présentant à l'insatiable activité des agioteurs une va-

Commerce de la rue Quincampoix

²¹ Cochut, *Law, son Système et son époque*, in-12 Paris, 1853, p. 103.

²² *Madame à la raugrave Louise*, 29 novembre 1719, dans *Correspondance*, édit. Brunet, t. II, p. 192.

²³ F. Véron du Verger de Forbonnais, *op. cit.*, t. VI, p. 300.

²⁴ F. Véron du Verger de Forbonnais, *op. cit.*, t. VI, p. 300.

²⁵ F. Véron du Verger de Forbonnais, *op. cit.*, t. VI, p. 304.

riété infinie de fructueuses opérations. Tous ces papiers de nature diverse créés ou relevés en moins de trois ans par l'habileté d'un seul homme, formaient une somme de près de dix milliards, parmi lesquels les actions seules représentaient 6 milliards 333 millions²⁶. Le centre de ces spéculations se trouvait entre les rues Saint-Denis et Saint-Martin dans la rue Quincampoix, qui d'un côté touchait presque à la rue des Lombards et, de l'autre, venait aboutir à l'enceinte de Philippe-Auguste. Des banquiers, des prêteurs habitaient là et traitaient avec les marchands du quartier. Pendant les dernières années du règne de Louis XIV tous ceux qui voulaient se défaire d'un papier à peu près invendable venaient rue Quincampoix le vendre à tout prix. Le mouvement était donné et lorsque la Compagnie eut émis ses actions, la foule vint rue Quincampoix pour acheter et revendre et la seule variation du cours des actions dans l'espace d'une journée, qu'occasionnait la diversité des spéculations, était capable de procurer des gains considérables à ceux qui connaissaient les manèges de la place. Pour abrégier les lenteurs du contrat, on cessa de s'adresser au banquier ou au changeur, on s'aborda en pleine rue, offrant ou demandant des billets ou des actions; des groupes se formèrent et la foule devint si compacte qu'il fallut, pour prévenir les rixes et les désordres, placer un poste chargé de veiller tout le jour et, au besoin, la nuit à la sûreté des négociants. Les deux extrémités de la rue furent garnies d'un corps de garde et d'une grille dont l'ouverture à six heures du matin, et la fermeture à sept heures du soir étaient annoncées par le son d'une cloche. « Les personnes distinguées de l'un et l'autre sexe entraient par la rue aux Ours et le vulgaire par la rue Aubry-le-Boucher²⁷. » Dans la rue Quincampoix, en pleine fièvre d'agiotage les rangs étaient confondus. Jean Buvat, l'honnête calligraphe, s'était aventuré rue Vivienne et avait failli être étouffé; incorrigible, il alla voir la rue Quincampoix et y aperçut « des docteurs de Sorbonne, des prêtres et des religieux qui se mêlaient à ce commerce aussi bien que toutes sortes de personnes ». Le 1^{er} décembre Buvat apprenait que, depuis six semaines, plus de 25.000 étrangers étaient arrivés dans la capitale et à Lyon, à Aix, à Bordeaux, à Strasbourg, à Bruxelles les carrosses et voitures publiques étaient retenues deux mois d'avance pour Paris²⁸.

²⁶ E. Levasseur, *Recherches historiques sur le système de Law*, 1854, p. 134.

²⁷ P.-E. Lémontey, *op. cit.*, ch. IX, p. 308.

²⁸ Buvat, *Journal*, t. I, p. 469, 470.

Pendant que les provinciaux retenaient les places du coche, les Parisiens se disputaient les moindres logis de la rue Quincampoix et des ruelles avoisinantes à des prix exorbitants. Chaque immeuble se remplissait, de la cave au grenier, de bureaux de changeurs; ceux-ci s'insinuaient partout, mansardes, soupentes, réduits exigus, obscurs, infects étaient loués deux trois et quatre cents livres par mois. Une maison de six à huit cents livres de loyer annuel abritait jusqu'à trente ou même quarante changeurs. Un procureur au Châtelet louait une salle basse de sa maison à raison de cinquante livres par jour, tels locataires construisaient des cabines sur les toits. Un savetier dont l'échoppe était adossée au mur du jardin du banquier Tourton, la transforma en bureau et gagna deux cents livres par jour en la mettant à la disposition des spéculateurs, en leur fournissant des plumes et du papier, en offrant des escabeaux aux dames venues regarder ce curieux spectacle²⁹. Ceux qui disposent d'une échoppe ou d'un taudis sont privilégiés, d'autres ne possèdent que leur ingéniosité et l'exploitent. Un gentilhomme, M. de Nanthia, offre ses épaules en guise de pupitre et un bossu jovial fait remplir à sa difformité l'office d'une table dont la location lui rapporte cent cinquante mille livres. Les chiffres déconcertent et cependant les agioteurs énoncent sans sourciller des nombres fabuleux, ils comptent leurs gains par vingtaine de millions, dépensent cinquante mille livres comme autrefois un écu, se passent les fantaisies les plus extravagantes.

Les folies
de l'agiotage

L'abondance inespérée qui arrive à des gens qui n'y étaient pas destinés produit tous les jours des histoires nouvelles. On raconte qu'en sortant de la Comédie, un seigneur de la rue Quincampoix, tout brodé, se mit derrière son carrosse, oubliant de monter dedans.

Un enrichi entra chez un orfèvre et demande de la vaisselle d'argent. Mais quoi, demande l'orfèvre, plats, assiettes? Le nouveau riche qui n'en sait rien achète toute la boutique et moyennant le prix total emporte croix, soleils, calices, réchauds, bassins à barbe, etc., qu'il paye sur le champ, radieux de son emplette.

On ne tarirait pas. La Miche, orfèvre renommé, expédiait une commande de vaisselle d'argent pour quarante-cinq mille livres lorsqu'un homme assez mal bâti et très mal vêtu entre dans la boutique, admire chaque pièce et questionne jusqu'à l'impor-

²⁹ B. Marmont du Hautchamp, *Histoire du système des finances sous la minorité de Louis XV*, in-12, La Haye, 1739, t. IV, p. 193.

tunité. S'apercevant qu'on le supportait à peine, il demanda combien pareille vaisselle coûterait en or et jeta quelques louis sur la table pour payer le calculateur. Le compte fait, il fut répondu que, sans la façon, il faudrait un million cinquante mille livres de matière. L'homme fit la commande et offrit pour cent mille écus de papier pour servir d'arrhes³⁰.

L'exaltation des esprits dépasse tout ce qui s'est vu : un abbé gagne dix-huit millions; un garçon de cabaret, trente; un ramoneur, quarante; un laquais, cinquante; un mendiant, soixante-dix; et la célèbre mercière venue de Namur, cent millions. « Dieu ne tire pas plus rapidement les hommes du néant » dit joliment le président de Montesquieu³¹. Il s'en fallait de beaucoup que tout le monde fut ébloui. Certains s'alarmaient de l'engouement du Régent pour un aventurier et chuchotaient entre eux : « Peut-être ne peut-il se passer des secours qu'il tire de là pour ses affaires présentes³². » Les autres réservaient toute leur attention aux extravagances des parvenus. Tel hasardait sur une partie de cartes des billets de dix mille livres, tel donnait pendant une semaine entière, dans son château de Montfermeil, des fêtes plus magnifiques que celles du feu Roi, tel achetait des pierreries pour la somme de quatre millions. Le luxe de la table dépassait l'in vraisemblance la plus outrée. Duhautchamp a enregistré les exploits d'un « Mississipien » demeuré anonyme. « Rien n'y manquait, dit-il, de tout ce que le gourmet, et le plus voluptueux, pouvait imaginer. Les desserts qu'on y servait étaient de nature à surprendre les plus experts machinistes. De gros fruits qui auraient trompé les yeux les plus clairvoyants, étaient si artistement travaillés que, quand quelqu'un, étonné de voir un beau melon en hiver, s'avisait de le toucher, il en rejaillissait sur le champ plusieurs petites fontaines de différentes sortes de liqueurs spiritueuses qui charmaient l'odorat; pendant que le « Mississipien », appuyant le pied sur un ressort imperceptible faisait faire à une figure artificielle le tour de la table, pour y verser du nectar aux dames, devant qui il la faisait arrêter³³. »

Pour approcher les nouveaux riches et prendre sa part de leur opulence, la noblesse de France était prête à toutes les plati-

³⁰ M. Caumartin de Boissy et Mme de Balleroy, 12 novembre 1719, dans *Les Correspondants*, t. II, p. 85-86.

³¹ Montesquieu, *Lettres persanes*, 1721, lettre CXXXVIII; A. Vuitry, *op. cit.*, p. 301, d'après un manuscrit (détruit en 1871) du ministère des Finances.

³² *Gazette de la Régence*, p. 312; 23 janvier 1719.

³³ Villars, *Mémoires*, édit. Petitot, 1828, t. I, p. 46, ce « Mississipien » serait un peintre nommé Saint-Germain.

tudes; le marquis de la Vrillière maria une de ses parentes à un sieur Panier, on vit un Villars-Brancas, le marquis d'Oise, se fiancer à une fillette de deux ans moyennant vingt mille livres de rente à lui servir par le père de ce bébé jusqu'à l'époque du mariage³⁴. Il semble que la révolution soudaine qui a bouleversé les fortunes n'a pas moins gravement ébranlé les cerveaux. Le déluge de papier, la facilité singulière d'être riche ont transformé Paris en une sorte de foire dont le spectacle se renouvelle sans cesse. A certains moments, dit-on, la ville compte quatorze cent mille âmes dont trois cent cinquante mille étrangers. Parmi ces derniers se distinguent surtout : Lorrains, Flamands, Suisses et Italiens, tandis que les contingents nationaux étaient principalement fournis par la Normandie, Lyon, la Guyenne et le Dauphiné, « si bien que l'on ne trouve rien à Paris pour se loger et que Paris est méconnaissable puisque le foin vaut cent livres le cent et un carrosse se loue, pour la journée, quatre-vingt livres³⁵. »

On suit, dans le *Journal* de Jean Buvat, l'effervescence et le malaise grandissants pendant cette singulière année 1719. Au mois de mars, il se plaint de la rareté de l'argent³⁶, quoique onze balanciers travaillent sans relâche à fabriquer des louis d'or de trente-six livres, des écus de six livres, des pièces de vingt francs et de dix francs. Chaque balancier marque environ vingt mille pièces par jour³⁷ et le bruit se répand que la Banque royale détient pour trente-deux millions d'or et d'argent³⁸. Bientôt il n'est plus question que de cinq balanciers frappant de modestes pièces de vingt sols et de dix sols³⁹ (avril). Le mois suivant les louis d'or commencent à perdre leur valeur et la foule se précipite à la Banque pour remettre son or et son argent en échange de papier⁴⁰. La Banque remplit le rôle que lui destinait Law, elle fait siphon, attire à elle l'or et répand le papier. Au mois de mai, elle occupa quatre imprimeurs le jour et autant la nuit à imprimer des billets de banque de cent livres chacun, un relieur pour relier ces billets en registres, et un graveur⁴¹.

³⁴ E. de Barthélemy, *Les correspondants de la marquise de Balleroy*, t. II, p. 163, note 1. M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. I, p. 266, juin 1720.

³⁵ M. de Girardin à Mme de Balleroy, Paris, 1^{er} janvier 1720, dans *Les Correspondants*, t. II, p. 96; J. Buvat, *op. cit.*, t. I, p. 403.

³⁶ J. Buvat, *op. cit.*, t. I, p. 360.

³⁷ *Ibid.*, t. I, p. 364.

³⁸ *Ibid.*, t. I, p. 365.

³⁹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 382; avril.

⁴⁰ *Ibid.*, t. I, p. 386; mai.

⁴¹ *Ibid.*, t. I, p. 387; mai.

On ne manque pas de brûler ostensiblement à l'Hôtel-de-Ville de Paris quelques billets d'État afin de rassurer l'opinion⁴², mais la frappe monétaire n'est plus que de billon, deniers et liards⁴³. Au mois de septembre, la Banque occupe douze imprimeurs qui travaillent jour et nuit à l'impression des billets de banque⁴⁴. C'est le moment où la mère du Régent trouve Law « admirable pour les finances⁴⁵ » et met « le mal qu'on dit de lui et de sa banque [au compte] de la jalousie, car on ne saurait rien voir de mieux; il paye les dettes effroyables du feu Roi et diminue les impôts, allégeant ainsi le fardeau qui pesait sur le peuple; le bois ne coûte que la moitié de ce qu'il coûtait; les droits d'entrée sur le vin, la viande et tout ce qui se consomme à Paris, ont été supprimés, cela inspire une grande joie⁴⁶. » On en doutera néanmoins en lisant que le pain se vend deux sous six deniers et trois sous la livre, peu de temps après, trois sous et quatre sous la livre⁴⁷. Le peuple se récrie et apprend avec stupeur qu'on parle de supprimer tous les impôts pour les réduire à un seul qui produira, dit-on, autant que tous les autres ensemble. C'est de lever quatre deniers par livre de pain⁴⁸.

Prodigalités
Les achats
de Law

Les gens sages disent « bien heureux qui a des terres, bien malheureux qui n'en a point⁴⁹. » Ceux qui en ont témoignent une extrême méfiance de Law et de toutes ses combinaisons. « Je dirai, écrit un gentilhomme normand, que je ne connais pas de père de famille sage qui s'y soit fourré⁵⁰. » Les derniers mois de l'année sont signalés par un agiotage encore plus effréné. Law donne l'exemple des acquisitions immobilières. Après avoir acquis la terre de Tancarville, il achète encore l'hôtel de Nevers pour y loger sa Banque et l'hôtel de Mazarin pour sa Compagnie⁵¹, ensuite c'est le duché de Mercœur⁵², l'hôtel de Soissons⁵³, deux maisons rue Neuve-des-Petits-Champs⁵⁴, six maisons rue

⁴² Ibid., t. I, p. 417, 418, 421, 426.

⁴³ Ibid., t. I, p. 418; 5 août.

⁴⁴ Ibid., t. I, p. 430.

⁴⁵ Madame à la marquise Louise, 9 septembre dans *Correspondance*, édit. G. Brunet, t. II, p. 154.

⁴⁶ Madame à la même, 1^{er} octobre, *ibid.*, t. II, p. 163.

⁴⁷ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 400, 410, juin-juillet.

⁴⁸ M. de Balleroy à sa femme, 6 septembre, dans *op. cit.*, t. II, p. 73.

⁴⁹ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 1^{er} sept., *ibid.*, t. II, p. 71.

⁵⁰ M. de Balleroy à sa femme, 20 septembre *ibid.*, t. II, p. 76.

⁵¹ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 9 mai, *ibid.*, t. II, p. 35;

Buvat, *Journal*, t. I, p. 462.

⁵² Ibid., t. I, p. 368.

⁵³ Ibid., t. I, p. 375.

⁵⁴ Ibid., t. I, p. 424.

Vivienne⁵⁵, une autre à La Marche⁵⁶, le jardin de l'hôtel de Soissons⁵⁷, la terre de Saint-Germain sur le chemin de Rouen⁵⁸, la seigneurie de Domfront en Normandie⁵⁹, la seigneurie de Roissy en Brie⁶⁰, la tour d'Ancenis⁶¹ et jusqu'à la bibliothèque de l'abbé Bignon⁶²; mais il faudrait ajouter bien d'autres acquisitions : l'hôtel de Tessé, l'hôtel de Rambouillet, de vastes terrains marécageux près de la porte Montmartre, la terre de Guernande en Brie, le marquisat d'Effiat, la baronnie d'Hallebosc, etc. Une autre célébrité, l'ancienne mercière de Namur, achète la terre et seigneurie d'Ivry-sur-Seine et l'hôtel de Pomponne, place des Victoires⁶³. Pour orner Ivry, elle fait exécuter des Gobelins et pour les leur faire admirer elle tient table ouverte d'agioteurs. La chère qui se fait là défraie les Parisiens, on y amène chaque jour un bœuf, deux veaux, six moutons, sans parler de la volaille et du gibier à profusion, des vins de Champagne, de Bourgogne et des liqueurs⁶⁴. On dit et on répète que le duc de Bourbon a profité de vingt millions le prince de Conti de quatre millions et demi, le duc d'Antin, douze millions⁶⁵, un sieur Guesche, anglais, quatre millions⁶⁶. Quant au Régent, ses mains ouvertes laissent tomber une pluie de millions : à l'Hôtel-Dieu un million, à l'Hôpital-Général un million, aux Enfants-Trouvés un million, aux prisonniers pour dettes un million et demi; ceux-ci du moins sont avoués et ont une destination utile, d'autres sont la proie des maîtresses, des roués, des complaisants et le chiffre n'en saurait être estimé.

Law n'était pas moins magnifique. Le 25 novembre, il emmena dans son carrosse le duc d'Antin, le marquis de Lassay et un autre à la rue Quincampoix, chez le sieur de La Bergerie banquier, afin de donner le spectacle d'une bagarre aux dames qui étaient de leur compagnie, Law se mit à la fenêtre et jeta plusieurs poignées de guinées (*sic*) et d'autres espèces d'or au coin du feu roi Guillaume III, comme à la gribouillette, et pendant que les agio-

Renchérissement du
côté de
la vie

⁵⁵ Ibid., t. I, p. 447.

⁵⁶ Ibid., t. I, p. 449.

⁵⁷ Ibid., t. I, p. 454.

⁵⁸ Ibid., t. I, p. 457.

⁵⁹ Ibid., t. I, p. 461.

⁶⁰ Ibid., t. I, p. 472.

⁶¹ M. de Balleroy à sa femme, 11 septembre, *op. cit.*, t. II, p. 74.

⁶² Buvat, *Journal*, t. I, p. 467.

⁶³ Ibid., t. I, p. 449.

⁶⁴ Ibid., t. I, p. 456.

⁶⁵ Ibid., t. I, p. 450.

⁶⁶ Ibid., t. I, p. 458.

teurs et les courtiers se culbutaient les uns sur les autres dans la boue pour les ramasser, on jeta d'une fenêtre voisine plusieurs seaux d'eau sur ces barboteurs, qui étaient dans un état qu'on peut imaginer⁶⁷. En même temps, il faisait abaisser le prix de la viande⁶⁸, diminuer le suif et la chandelle⁶⁹, distribuer gratuitement de grandes quantités de fromage sans autre résultat que d'amener un renchérissement excessif des denrées nécessaires à la vie⁷⁰. A la fin de cette année 1719, le drap de Varobès valait 30 livres l'aune; celui d'Elbeuf, 25 livres; le velours, 42 livres; l'écarlate, 41 livres l'aune; le galon d'or, 21 livres l'once; les loueurs de carrosse de remise voulaient 40 livres par jour; les fiacres, 3 livres par heure; les charretiers, 6, 7, 8 et 10 livres pour voiturier une voie de bois dans Paris, laquelle ne valait alors que 12 livres 1 sol 6 deniers; une botte de foin se vendait 17 sols; une botte de paille 15 sols; l'avoine, 45 livres le septier; le pain de Gouesse et d'ailleurs, 3 sols 6 deniers et 4 sols la livre; le pain mollet, 5 sols la livre; la viande de boucherie, 10 et 12 sols la livre; une poularde, 50 sols, etc.⁷¹.

Cette fermentation entraîna des effets imprévus et soudains. Le commerce usuraire périclita quelque temps, la misère sembla disparue, le nombre des manufactures s'accrut, des industries se développèrent à tel point qu'il devint nécessaire d'établir des règlements somptuaires, perles et diamants furent bannis, une ordonnance interdit aux gens de livrée de porter aucun velours sur les manches, aucune dorure, aucun bouton d'argent massif ou sur bois ou d'argent filé sur soie, aucune veste de soie ni d'étoffe d'or ou d'argent. Le damas, le velours n'étaient pas seulement hors de prix, mais introuvables, même à Gênes. Un commerce nouveau naquit, le transport à Paris de la neige des montagnes d'Auvergne! Et les gens de sens rassis se demandaient ce que Law ne leur ferait pas voir.

Conversion
de Law

En effet, rien ne l'arrêtait plus. Depuis qu'il dirigeait seul les finances il supportait impatiemment le voisinage de d'Argenson avec qui il s'était brouillé. Mais pour le supplanter Law se heurtait à un obstacle, sérieux pour tout autre que lui. Déjà la naturalisation avait aplani plusieurs difficultés, la conversion pouvait seule lui ouvrir l'accès du contrôle-général, car il fallait être catholique pour devenir ministre. L'abbé Dubois fut chargé de découvrir un complaisant catéchiste; il en rencontra deux : le jésuite Lafitau et l'abbé de Tencin. Ce dernier fut préféré; sa sœur,

⁶⁷ Ibid., t. I, p. 467.

⁶⁸ Ibid., t. I, p. 447.

⁶⁹ Ibid., t. I, p. 461.

⁷⁰ Ibid., t. I, p. 475.

⁷¹ Ibid., t. I, p. 475-476.

alors maîtresse de Dubois pouvait être intéressée à cette affaire. Un mémoire du temps décrit en ces termes l'opération : « [Tencin] trouva le secret de s'insinuer chez [Law]. Comme il est né souple courtisan et ce qu'on appelle patelin cela ne lui fut pas difficile... Il sut donc se rendre agréable, puis utile, puis nécessaire dans la maison de Law, et si nécessaire que celui-ci n'aurait peut-être jamais été contrôleur-général sans lui... On profita du temps des vacances où les opérations du Système étaient moins vives. On fit la partie d'aller à Melun et après avoir parlé primes et actions, on se rendit dans la principale église de cette ville où Jean Law abjura je ne sais quelle religion, le 17 septembre 1719, entre les mains de Pierre Guérin [de Tencin]⁷² » qui reçut pour son salaire des actions de la Banque pour la valeur de deux cent mille livres⁷³. Deux mois plus tard, pour mettre fin aux doutes persistants, Law rendit le pain béni à l'église Saint-Roch, sa paroisse, y communia et le même soir donna un grand banquet suivi d'un bal (10 novembre)⁷⁴. C'était peut-être après avoir ouï ces choses qu'un curé écrivait à propos de l'affaire Law : « C'est sans doute de cette histoire que le prophète Habacuc a voulu parler lorsqu'il a dit : *Opus factum est in diebus vestris, quod nemo credet cum narrabitur*⁷⁵. »

Au banquet de Law répondait, le même soir, le banquet offert par Lord Stair à ses compatriotes. Le puritain fougueux qu'était l'ambassadeur ne pouvait approuver ni tolérer la conversion du financier, il devait lui plaire de le faire comprendre à tous ceux qui savaient réfléchir. Après une période d'amitié entre les deux Ecossais, la discussion les avait séparés. Lord Stanhope, moins irascible que Stair, favorisait la Banque et son influence ne fut pas étrangère à sa transformation d'établissement privé en Banque royale, l'ambassadeur au contraire considérait la prospérité de la France comme un préjudice causé à l'Angleterre et travaillait à perdre Law dans l'esprit du duc d'Orléans. La situation des finances anglaises était alarmante et, pour y porter remède le gouvernement s'engageait dans la voie des grandes combinaisons financières : la Compagnie de la mer du Sud et la Banque d'Angleterre. Le titre de Compagnie du Sud n'était que le plus décevant des appâts, elle ne possédait rien, ni territoire,

Hostilité de
Stair à
l'égard de
Law

⁷² Mémoire pour servir à l'histoire de M. le cardinal de Tencin jusqu'à l'année 1743, s. l. n. d.

⁷³ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 467; t. II, p. 10.

⁷⁴ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 465.

⁷⁵ *Revue des Questions historiques*, t. XXV, p. 144-145.

ni comptoir dans la mer du Sud, mais seulement la popularité des Londoniens. Dès le mois de juin 1717, le Roi en prenait le titre de Directeur, précédant en cela l'opinion française, mais en réalité ni l'Angleterre ni la France ne possédaient alors un empire colonial et leur rivalité est encore pacifique et d'ordre strictement commercial en 1718 et même encore pendant la première partie de l'année 1719. A partir de l'été Stair prend Law à partie, il s'extasie sur l'agiotage, prédit la chute du Système et voit déjà Law associé à Torcy restaurant l'ancienne politique de Louis XIV. Ce vieil épouvantail lui a longtemps réussi à se représenter comme nécessaire et seul capable de déjouer cette intrigue, il s'y rattache avec passion maintenant qu'il sent son rappel menaçant. Il écrit à Craggs : « Considérez dorénavant Law comme premier ministre, lui, dont le langage de chaque jour est qu'il élèvera la France plus haut qu'elle ne fut jamais, sur les ruines de l'Angleterre et de la Hollande »; et il exalte bien haut son propre désintéressement⁷⁶. Puis craignant de n'être pas écouté, il revient à la charge et annonce tout le mal que Law fera à l'Angleterre : « Vous pouvez imaginer ce que nous avons à craindre d'un pareil homme qui ne se fait pas scrupule de manifester de telles dispositions et qui aura tout pouvoir et tout crédit à cette Cour⁷⁷. Dubois n'était pas beaucoup plus rassuré sur sa destinée personnelle si Law triomphait avec son inséparable Torcy.

Stanhope, à qui Stair adressait ses objurgations en faisait peu de cas ou point du tout. De bonne foi, semble-t-il, il écrivait à Dubois la satisfaction qu'il éprouvait « de l'heureux état où se trouvent vos finances. Leur rétablissement si prompt et si surprenant fait l'admiration de toute l'Europe; et il m'affecte d'autant plus que l'on n'y pouvoit parvenir que par l'union de nos deux maîtres dont vous êtes l'auteur et le soutien. Tant qu'elle durera, rien n'ébranlera la prospérité de leurs peuples⁷⁸ ». Stair, indifférent aux belles paroles, voulait renverser Law et celui-ci, bien servi par sa clairvoyance ou par ses espions, l'accusa auprès du Régent d'avoir été l'instigateur d'une pernicieuse attaque dirigée contre la Banque dans les premiers jours de décembre.

⁷⁶ *Hardwicke Papers*, vol. II, p. 589 : lord Stair à J. Craggs, 1^{er} septembre 1719.

⁷⁷ *Hardwicke Papers*, t. II, p. 593, 594 : lord Stair à J. Craggs, 9 septembre 1719.

⁷⁸ *Public Record Office, France*, vol. 354 : lord Stanhope à Dubois, Göhre, 8 octobre 1719.

Lord Stair l'apprit, s'en défendit avec véhémence⁷⁹; à son tour, il accusait Law de devenir le point de ralliement des jacobites écossais. Stanhope en était visiblement agacé; il écrivait à Dubois : « Rien ne pouvait nous arriver de plus affligeant que la malheureuse animosité qui s'est élevée entre Milord Stair et M. Law; nous en sommes d'autant plus en peine que Milord Stair nous l'apprend lui-même et s'en fait un mérite. » Le premier ministre ne croyait rien des imputations de l'ambassadeur et se rappelait les vœux formés par Law en faveur de l'alliance franco-anglaise. Il pria Dubois de servir d'arbitre et de faire savoir à Georges I^{er} s'il fallait retirer lord Stair, « si le mal ne vient que de ses défauts personnels; comme nous n'avons que trop sujet de le supposer. Que Votre Excellence examine donc ce démêlé et ses sources; qu'elle songe aux moyens de le composer, ou de prévenir, du moins qu'il n'ait de fâcheuses suites pour nos deux maîtres. Qu'elle en consulte S.A.R. Et si vous trouvez que le seul rappel de Milord Stair puisse y mettre fin, dites-le nous franchement; et je vous promets que le Roi le lui fera expédier aussitôt que cette séance [session] de notre Parlement sera finie⁸⁰. »

Ainsi cette fin d'année valait encore à Law le triomphe de ruiner la carrière de son détracteur. Pendant ce temps, il poursuivait son plan de dépréciation du numéraire. De mai 1719 à novembre 1720, il y a eu dix-huit fixations de la monnaie d'or et dix-huit de la monnaie d'argent. Un des articles de l'arrêt du Conseil, du 22 avril 1719 portait que « comme la circulation des billets de banque est plus utile aux sujets de Sa Majesté que celle des espèces d'or et d'argent, et qu'ils méritent une protection singulière par préférence aux monnaies qui sont faites des matières qui sont apportées des pays étrangers : entend Sa Majesté que les dits billets stipulés en livres tournois ne puissent être sujets aux diminutions qui pourront subvenir sur les espèces et qu'ils soient toujours payés en leur entier. » Ce sophisme couvrait le dessein de dégoûter le public de la monnaie métallique; cependant toute l'année 1719 la Banque échangea à vue les billets en espèces. Le 1^{er} décembre 1719, un arrêt du Conseil déclara même que la Banque ne recevrait plus les espèces d'or et d'argent pour les convertir en billets, que les créanciers pourraient exiger la totalité du paiement de leurs créances en billets, et que

Proscription
de la
monnaie
métallique

⁷⁹ *Ozenfoord Castle, Stair Papers*, vol. III, B : lord Stair à J. Craggs, Paris, 11 décembre 1719; L. Wiesener, *op. cit.*, t. III, p. 247-249.

⁸⁰ Lord Stanhope à Dubois, 18 (=29) décembre 1719 dans Mahon, *op. cit.*, t. II, p. 380; L. Wiesener, *op. cit.*, t. III, p. 251-252.

les offres judiciaires seraient dorénavant nulles si elles n'étaient faites en billets.

On n'était pas au terme de cette persécution dirigée contre la monnaie métallique. Law imagina de frapper des pièces d'or et d'argent d'un titre très élevé, mais très faible de poids : des *quinzains d'or fin* et des *livres d'argent fin* dont le volume et le poids minimes garantissaient le peu de succès; il fallut, en effet, en abandonner bientôt la fabrication. « Ces diminutions et augmentations d'espèces, dit l'auteur anonyme d'un *Abrégé historique des papiers royaux depuis 1701*, se faisaient coup sur coup et souvent jusqu'à deux fois en un seul jour, à mesure que la Banque avait été forcée de payer ce qu'il lui était rentré de fonds... Ce n'étoit qu'un jeu continu de ces sortes d'arrêts, et ils réduisoient le public en tel état qu'il ne savoit s'il devoit recevoir ou payer, par l'incertitude continuelle du gain ou de la perte d'un moment à l'autre⁸¹. » Pour couronner cette perturbation à l'état chronique, un arrêt du 21 décembre décida que pour le bien du royaume et des sujets et pour augmenter le crédit et « éviter au peuple les pertes que causent ordinairement les variations sur le cours des monnaies, les billets de banque demeureraient fixés à cinq pour cent au-dessus de la valeur de l'argent courant... sauf aux porteurs des dits billets à les négocier à tel plus haut prix qu'ils jugeront à propos. » Le même arrêt portait que les espèces d'or et d'argent (même celles que proscrivait l'arrêt du 2 décembre 1719 et dont l'émission n'était pas commencée) ne pourraient plus être reçues en paiement au-dessus de dix livres pour les monnaies d'argent et de trois cents livres pour les monnaies d'or. Cette grossière amorce ne fit que peu de dupes⁸². Enfin, le 29 décembre, la Banque était autorisée à émettre encore trois cent soixante millions, de sorte que sa circulation s'élevât à un milliard, et la hâte des preneurs était si grande que pour éviter les délais indispensables à la gravure des nouveaux billets il fut décidé que « l'impression, la marque du papier et le sceau de la Compagnie offraient une garantie suffisante. Sur ces trois cent soixante millions de billets, on imprima pour une somme de deux cent trente et un millions.

Assemblée
générale
du 30
décembre

La journée du 30 décembre marqua l'apothéose du Système⁸³. Le règlement de la Compagnie prescrivait une assemblée géné-

⁸¹ Écrit en 1725; conservé à la Bibliothèque de la Chambre de commerce de Bordeaux.

⁸² E. Levasseur, *Law et son système jugés par un contemporain* [Nicolas-Robert Pichon, maître des comptes], dans *Compte-rendu des séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, 1909, t. CLXXI, p. 481.

rale annuelle dans laquelle trente directeurs et les principaux actionnaires devaient arrêter les comptes, régler le dividende et décider des futures opérations. Les directeurs étaient presque tous d'anciens fermiers généraux ou de riches financiers. Un certain chevalier de la Motte, enrôlé dans l'agiotage, rapporta à ses associés que, comme porteur d'un certificat de cinquante actions, il avait eu entrée et séance à l'assemblée où se trouvèrent le duc d'Orléans, le duc de Chartres, le duc de Bourbon, le prince de Conti, plusieurs maréchaux, des ducs et pairs tous suivant leurs rangs assis autour d'une table de soixante-dix personnes. M. Law, à l'opposite de M. le Régent, à un des bouts de la table et tous les actionnaires assis au nombre de douze cents. M. Corman, avocat, assis auprès de Law fit un beau discours auquel M. le Régent répondit, accordant à chacun des assistants le droit de proposer des difficultés. On répondit comme à la comédie par un battement de mains; peut-être que, si le parterre y eût été, il y aurait eu des siffleurs⁸⁴. Law expliqua ce qu'il voulut à des gens qui l'écoutaient à peine et croyaient tout sur parole; l'assemblée décida qu'à partir du 1^{er} janvier 1720, la Compagnie donnerait un dividende de quarante pour cent, soit deux cents livres par action et, au total, 84.800.000 livres. En réalité, les actionnaires toucheraient une livre treize sols par cent livres. L'improbité du calcul était manifeste et la faiblesse du dividende réel aurait dû, semblait-il, renverser la banque : il n'en fut rien, dans la soirée du jour où s'était tenue l'assemblée générale des actionnaires, l'agiotage de la rue Quincampoix porta les actions de onze mille à quinze mille cent quatre-vingt livres.

⁸³ Forbonnais, *op. cit.*, t. VI, p. 311; Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 192-193; Buvat, *Journal*, t. I, p. 476.

⁸⁴ M. de Faligny à Mme de Balleroy, Caen, 3 janvier 1720, dans *Les correspondants*, t. II, p. 98-99.

CHAPITRE XXXVII

La colonisation de la Louisiane

(1717-1721)

Ressources modiques et réclames de la Compagnie d'Occident. — Misère de la Louisiane et nouvelle administration. — Échec de la réclame. — Les engagés se dérobent. — Emploi de la contrainte. — Recrutement. — La Compagnie des Indes. — Intervention de Law. — Regain de vogue. — Les enlèvements. — La « chaîne » du Mississippi. — Les mariages. — Fin des méthodes arbitraires. — Situation pitoyable de la colonie. — Prise et perte du port de Pensacola. — Reprise de Pensacola. — Mesures administratives. — Misère croissante.

Pendant que « l'inconcevable prodigalité du duc d'Orléans, qui, sans bornes, et plus s'il se peut, sans choix, donnait à toutes mains », entraînait le Système vers l'inévitable catastrophe, l'infatigable activité de Law s'emparait comme d'une proie du commerce colonial. La Compagnie d'Occident et la Compagnie des Indes devaient servir d'instruments à l'œuvre gigantesque entreprise par le financier; comblées d'avantages et de privilèges leur réussite paraissait certaine. La Compagnie d'Occident disposait de cent millions; on n'ajoutait pas ou bien on ajoutait tout bas que les deux cent mille actions de cinq cents livres qui composaient cette somme seraient payées en billets d'États réduits au quart de leur valeur, soit vingt-cinq millions, et le gouvernement désireux de récupérer ces billets discrédités, obligerait la Compagnie à les lui remettre pour les annuler aussitôt et convertir ce papier en rentes à quatre pour cent. Les cent millions se trouveraient réduits à quatre millions¹.

Afin de compenser, dans la mesure du possible, cette insuffisance de ressources les administrateurs de la Compagnie d'Occident se jetèrent dans les plus fantastiques exagérations de ce qu'on a appelé de nos jours la « réclame ». La Louisiane devint

Ressources
modiques

Et réclame
de la
Compagnie
d'Occident

¹ Dernis, *Recueil ou collection des titres, édits, déclarations, arrêts, règlements et autres pièces concernant la Compagnie des Indes orientales*, in-4, Paris, 1745, t. III, p. 129-138.

une terre magique dont la description épuisait toutes les magnificences du langage. Le sol recélait en quantité or, argent, cuivre, plomb, tandis qu'il portait des récoltes d'une abondance inouïe, des forêts immenses remplies de bois de construction et de bois de teinture, des prairies couvertes de bœufs sauvages à la chair exquise, des moutons innombrables à la toison plus fine que celle des moutons d'Europe². Des estampes répandues parmi le peuple firent envier le bonheur de colons, qu'un burin lascif représentait partout jouissant de plaisirs sans obstacle et de richesse sans travail, au milieu des nudités de l'âge d'or, des présents d'une terre vierge et des licences de la vie sauvage. On calculait avec bonhomie la quantité de soie que devait mettre dans le commerce l'industrie de dix mille femmes de la nation des Natchez, et la Compagnie, sur la foi d'un visionnaire, dépensait de fortes sommes à la recherche d'un rocher d'émeraude dans la rivière des Arkansas³. L'ancien gouverneur, La Mothe Cadillac, et son fils n'ayant rien aperçu de semblable pendant leur séjour eurent la naïveté de le dire; on les envoya à la Bastille sous l'accusation « d'avoir tenu des discours peu convenables contre le gouvernement de l'État et des colonies⁴. »

Misère de
la Louisiane
et nouvelle
adminis-
tration

La situation de la Louisiane était très différente et assez digne de pitié. La famine y régnait. Deux vaisseaux partis de Rochefort y avaient apporté quatre compagnies d'infanterie, de nombreux colons et des vivres dont une bonne partie étaient avariés, par conséquent un surcroît de misère au moment où une mauvaise récolte de maïs rendait la vie d'une cherté extraordinaire⁵. Les soldats à peine vêtus, mal nourris et point payés parlaient « avec beaucoup d'insolence et en termes séditieux⁶ », enfin le gouverneur Lespinay avait excité un tel mécontentement qu'on était fondé à craindre que les peuplades sauvages maltraitées et pressurées ne fissent appel aux Anglais. Il n'y avait plus une seule faute à commettre. Lespinay fut rappelé et remplacé par Bienville⁷ auquel on donna pour collaborateurs des hommes intelli-

² *Nouveau Mercure*, n° de septembre 1717; De Bonrepos, *Description du Mississippi*, écrite de Mississippi en France à Mlle D... in-18, Paris, 1720.

³ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, 1832, t. I, p. 305-306.

⁴ *Bibl. de l'Arsenal*, Arch. de la Bastille, 10,631 : dossier La Mothe Cadillac.

⁵ *Arch. des Colonies*, C¹³, Louisiane : Correspondance générale, reg. V, 46-48 : Hubert au Conseil de Marine, 26 octobre 1717.

⁶ *Ibid.*, fol. 48-49 et 51-52; voir un mémoire au même Conseil, reçu le 21 juin 1718, *ibid.*, fol. 129-130.

⁷ *Arch. des Colonies*, B, Ordres du Roi et dépêches concernant les Colonies, reg. XLII, bis, 83-85; reg. XXXIX, 450.

gents et capables, Boisbriant et Chateaugué. On ne se borna pas à changer le personnel, on remania l'administration qui fut confiée à un conseil de régie⁸ auquel la Compagnie déléguait en réalité tous ses pouvoirs; à lui appartenait la distribution des concessions, la fixation des prix des marchandises, la réglementation des présents à faire aux sauvages, la conclusion des traités et alliances, la nomination, révocation ou cassation d'un commis⁹. C'était une grande maladresse de remettre l'exercice d'un pouvoir absolu à une assemblée trop nombreuse pour que l'unité de vues et l'unité d'action y existassent.

L'aberration qui n'a cessé de guider tous ceux qui, à des époques différentes, dirigèrent la France vers les entreprises coloniales se fit jour dès lors. Habitant un climat tempéré, exploitant un sol fertile, jouissant de récoltes variées et abondantes, le Français considère l'expatriation comme un exil et la promesse de grands avantages ne parvient que rarement à l'entraîner vers des terres lointaines et une prospérité imaginaire. A l'exception d'un très petit nombre sur lesquels a soufflé l'esprit d'aventure, le contingent colonisateur se compose d'individus que rien n'a préparé à cette carrière que les malheurs, les déboires et les fautes qui ont rendu leur séjour impossible dans la métropole. C'est à un pareil recrutement que la Compagnie devait recourir afin de peupler la colonie. D'abord elle se rejeta sur les faux sauniers dont le Conseil de Régence avait décidé naguère l'envoi à la Louisiane¹⁰, mais le nombre de ces colons improvisés ne pouvait suffire. La réclame redoubla et, pendant toute l'année 1718, multiplia les promesses alléchantes. Les émigrants étaient promus au rôle d'enfants gâtés, à peine avaient-ils à prendre soin d'eux-même depuis le lieu de leur résidence jusqu'à celui de leur établissement¹¹; gentilshommes et gens de qualité seraient priés de consentir à accepter une concession; gens de labeur, ouvriers agricoles, recevraient trente arpents de terre au moins, des chevaux, des bœufs et trente livres de farine par personne et par mois jusqu'à la première récolte. Les artisans avaient droit, dès leur arrivée, à une vache, des cochons, des brebis, des poules, sans parler des meubles et ustensiles de cuisine. Tous recevraient à

Echec de
la réclame

⁸ *Arch. des Colonies*, B, reg. XLII, bis, 233; règlement de la Compagnie d'Occident, du 23 avril 1718; sur la régie de la Colonie de la Louisiane.

⁹ *Arch. des Colonies*, B, reg. XLII, bis, 235-236.

¹⁰ *Arch. des Colonies*, C¹³, reg. V, 105 : Mémoire de « la Compagnie de la Louisiane » au Conseil de la Marine, 5 juillet 1717.

¹¹ *Arch. des Colonies*, C¹³, reg. V, 13-14 : Mémoire réclame sur la Louisiane, lancé après l'établissement de la Compagnie d'Occident.

bas prix les marchandises de France et auraient toutes facilités pour le paiement de leurs nègres¹². Des estampes répandues parmi le public représentaient l'arrivée de colons imaginaires à la rencontre desquels accouraient les sauvages respectueux et empressés, avides de troquer des lingots d'or et d'argent contre la pacotille d'Europe : couteaux, marmites, broches, un petit miroir ou même un peu d'eau-de-vie. L'empressement que mettaient ces Indiens d'opérette à solliciter le baptême n'avait d'égal que celui que leurs petits enfants mettaient à se rendre à l'école.

Les engagés
se dérobent

Ces perspectives trop séduisantes loin d'attirer inquiétèrent et mirent en défiance. A la fin de 1717, Pâris-Duverney décida quelques hommes à tenter le voyage¹³, au mois de mai suivant on parvint à réunir trois cents concessionnaires et engagés qu'on embarqua à La Rochelle¹⁴, au mois de novembre une centaine d'autres suivaient¹⁵. Mais ces chiffres dérisoires ne faisaient que souligner l'échec de l'entreprise. La séduction entraînait beaucoup d'engagés à qui la réflexion montrait leur imprudence. Après avoir donné leurs noms ils restaient chez eux ou se sauvaient au dernier moment pour ne pas s'embarquer; il fallut qu'un arrêt du Conseil les obligeât à se rendre dans les termes fixés au port indiqué et à monter sur les vaisseaux en partance, sous peine d'être arrêtés et conduits d'office à la Louisiane, pour y travailler sans aucun salaire toute la durée de leur engagement¹⁶.

Emploi
de la
contrainte

Puisque la séduction demeurait inutile, le gouvernement allait user de la contrainte. Un abus de pouvoir si odieux ne présentait alors rien qui pût faire hésiter. Un arrêt du Conseil de Marine en date du 23 mai 1717 envoie à Rochefort des vagabonds arrêtés aux alentours de Paris pour être expédiés en Amérique comme engagés ou soldats¹⁷. A une époque où la désertion en temps de paix entraînait la peine de mort, les déserteurs n'avaient qu'à se

¹² Arch. des Colonies, B, reg. XLII, bis, 236-237 : ordonnance de la Compagnie du 14 avril 1718.

¹³ Arch. des Aff. Étrang., Amérique, Mémoires et documents, t. I, fol. 82-83 : Journal du directeur Le Gac; Margry, Mémoires et documents pour servir à l'histoire des origines françaises des pays d'Outre-Mer, Paris, 1879-1888, t. V, p. 255 : relation de Perricaut. Dès 1716 on signale des départs de « beaucoup d'ouvriers aux appointements du Roi pour la Louisiane et le Mississippi ». Ce mouvement ne se soutint pas. Gazette de la Régence, p. 119; 2 octobre 1716.

¹⁴ Arch. des Colonies, B, reg. XLII, bis, 252.

¹⁵ Arch. des Colonies, G, État civil, G¹, 464 : Recensements, passagers.

¹⁶ Relations de la Louisiane et du fleuve Mississippi, in-12, Amsterdam, 1720, t. II, p. 77-79.

¹⁷ Arch. de la Marine (aujourd'hui aux Arch. nat.), B², Dépêches de la marine de Ponant, reg. CCXLII, fol. 211.

louer d'une déportation qui leur sauvait la vie, et c'est avec de pareils rebuts qu'on recrutait les troupes coloniales. Du moment qu'on trouvait avantageux de transformer des déserteurs en représentants de la discipline, on ne pouvait manquer d'enrôler des vagabonds, des repris de justice pour en faire des colons. Dès le courant de 1718, nous rencontrons la mise en vigueur de ce système. En février, le lieutenant de la maréchaussée de Perpignan amène à Rochefort dix-neuf déserteurs pour la Louisiane, rejoints par sept autres venus de Guyenne et quinze autres venus de Châtellerauld et de Paris¹⁸. En octobre, deux états de prisonniers destinés aux « isles de Mississipi » ou propres à y être envoyés, comprennent, l'un : cent un détenus par lettres de cachet, vingt-six par sentence de police, neuf par ordres, trois par sentences criminelles, trente-trois comme mendiants vagabonds; un second : trente-cinq par ordre du Roi, huit par correction, sept par sentences de police et dix-huit comme mendiants vagabonds¹⁹. Dans la France appauvrie par une longue guerre, ruinée par les dilapidations d'une noblesse plus avide qu'un vampire, la misère avait si bien fait son œuvre qu'on signalait des bandes de mendiants parcourant les provinces, le Nord et l'Est en particulier, commettant tous les excès²⁰. Pour y porter remède, une ordonnance royale du 10 novembre prescrivait « une perquisition exacte » et arrestation de ces misérables dont les noms seraient transmis au secrétaire d'État de la guerre avec un rapport détaillé sur leur caractère, leur âge, leur taille leurs forces ou leurs infirmités, « afin que, sur le compte qui en sera rendu à Sa Majesté, elle puisse donner ses ordres pour faire passer aux colonies ceux qui seront en état d'y servir, et pourvoir à la punition des autres²¹. »

« La nécessité d'envoyer des hommes dans les colonies²² » conduit à l'adoption d'une série de mesures qui vont se renforçant l'une l'autre. Le 8 janvier 1719, un édit autorise les cours de justice à prononcer contre les anciens condamnés aux galères, ayant violé leur ban, et contre les vagabonds et gens sans

Recrute-
ment

¹⁸ Arch. de la Marine (d^o) B¹. Délibération du Conseil de Marine, reg. XXIX, fol. 219, 231, 317.

¹⁹ Bibl. de l'Arsenal, Arch. de la Bastille, carton 12683, octobre 1718, États; carton 12700 : Départ de la chaîne pour la Louisiane et Cayenne.

²⁰ Nouveau Mercure, n^o de décembre 1718, p. 90, préambule de l'ordonnance royale du 10 novembre 1718 contre les vagabonds et gens sans aveu.

²¹ Ibid., p. 91.

²² Relations de la Louisiane et de fleuve Mississippi, t. II, p. 106 : préambule de la déclaration du 8 janvier 1719.

aveu, la peine de la rélegation dans nos territoires d'outre-mer²³; le 10 mars, on invite les magistrats à infliger cette peine dans tous les cas où les ordonnances antérieures prescrivaient les galères²⁴. On croit rêver quand on lit les notes qui accompagnent les noms de ceux qu'on exile pour représenter la France au loin, travailler, fonder des foyers, un peuple et un état. Petit à petit l'Hôpital Général déverse son trop plein²⁵, Bicêtre se débarrasse de ses « voleurs de profession » et l'économe de la prison estime qu'on ne peut mieux faire pour « en purger Paris et même le royaume qu'en les faisant passer aux colonies²⁶. » En avril, le mouvement est donné et Bicêtre dresse l'état des « proposés pour être envoyés aux isles de Mississipy »; voici les notes qu'on lit en regard de leurs noms : « libertin, filou, emprisonné plusieurs fois pour vol »; « vagabond, filou »; « libertin, voleur »; « vagabond des plus dangereux »; « libertin, vagabond, adonné à toutes sortes de débauches »; « gueux ordinaire des plus dangereux »; « ayant fait une grande sédition ». D'autres sont d'une qualité plus éminente encore : assassin, incendiaire, faussaire, voleurs de profession, insigne voleur, chef de voleurs, libertin qui menace de tuer sa mère, sodomite des plus déclarés²⁷ parmi lesquels cent cinquante-six faux sauniers et contrebandiers représentent quelque chose comme les honnêtes gens²⁸.

La
Compagnie
des Indes

John Law suivait d'assez près l'affaire qu'il avait lancée pour comprendre qu'elle courait à sa ruine. Au mois de juillet 1718 seulement, la Compagnie d'Occident avait pu disposer des quatre millions affectés à son commerce; sur cette somme l'achat de la Compagnie du Sénégal fit une première brèche de un million six cent mille livres²⁹. A tout prix il fallait découvrir de nouvelles ressources. Au début du mois de mai 1719, la Compagnie se fit accorder un subside annuel de trois cent mille livres et l'élévation de son fonds de commerce de quatre à sept millions³⁰. Le 26 mai, un autre édit réunissait les compagnies des Indes Orientales et de la Chine à la Compagnie d'Occident qui prit le nom de « Compagnie des Indes³¹ ». Substituée peu après aux

²³ *Ibid.*, t. II, p. 106-112.

²⁴ *Ibid.*, t. II, p. 112-115.

²⁵ *Nouveau Mercure*, n° de février 1719, p. 140.

²⁶ *Bibl. de l'Arsenal*, Arch. de la Bastille, 12.708 : départ de la chaîne pour la Louisiane et Cayenne.

²⁷ *Ibid.*

²⁸ *Ibid.*

²⁹ *Arch. des Colonies*, B, reg. XLI, 2-4.

³⁰ *Dernis, Recueil*, t. III, p. 216-218 : arrêt du Conseil, du 9 mai 1719.

³¹ *Dernis, Recueil*, t. III, p. 220-228; le 26 mai 1719.

droits de la compagnie d'Afrique³² et plus tard à celui de la Compagnie de Saint-Domingue³³, elle se trouverait en possession de la maîtrise absolue des mers. Le privilège de la fabrication des monnaies, la concession des fermes et recettes générales lui ouvriraient bientôt une source encore plus certaine de gains. Disposant ainsi de capitaux considérables, gratifiée du port de Lorient que le Roi venait de lui abandonner en toute propriété, ayant dans ses conseils des hommes d'une compétence éprouvée, la Compagnie des Indes semblait n'avoir plus qu'à agir, pour mettre en pleine valeur toutes les richesses de son domaine américain³⁴.

La réclame ayant échoué³⁵, elle avait même parfois provoqué des rumeurs sinistres³⁶ — Law intervint en personne. A la date du 12 mai, on lit dans le Journal de Buvat que « le sieur Law obtint du Roi la permission de faire à Mississipi un enclos de huit lieues de circonférence pour en former une ville, et pour cet effet on y devoit envoyer toutes sortes d'ouvriers; il devoit avoir la vice-royauté de ce pays après le sieur Crozat, à qui le feu Roi l'avoit donnée pour l'espace de quatorze années qui devoient bientôt expirer³⁷. » Law, en effet, avait pris une concession sur l'Arkansas et fait recruter en Allemagne quelques milliers de laboureurs et d'artisans. Cet exemple fut imité et on vit se fonder des sociétés où grands seigneurs et riches bourgeois se proposaient d'exploiter les trésors du Mississipi³⁸. On vit ainsi rapprochés dans une opération commune le directeur d'Artaguiette, le ministre Le Blanc, le duc de Guiche, les marquis d'Asfeld, d'Ancenis et de Mezières, les comtes d'Artagnan et de Belle-Isle³⁹. Le prestige que ces grands noms exerçaient sur l'esprit public fut décisif et le nombre des émigrants devint tel que « les vaisseaux de la Compagnie suffisaient à peine à les transporter⁴⁰. » Et voici

Intervention
de Law

³² *Arch. des Colonies*, B, reg. XLI, fol. 95-96 : arrêt du Conseil du 4 juin 1719.

³³ *Arch. des Colonies*, B, reg. XLII, fol. 394; le 10 septembre 1720.

³⁴ P. Heinrich, *La Louisiane sous la Compagnie des Indes, 1717-1731*, in-8, Paris, s. d. [1908], p. 28.

³⁵ Law, *Mémoire justificatif* au duc de Bourbon (1724), dans Daire, *Collection des principaux économistes*, t. I, p. 643.

³⁶ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 363, parle d'un massacre de quinze cents Français par les Sauvages au Mississipi.

³⁷ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 386.

³⁸ Law, *Mémoire justificatif*, dans Daire, *op. cit.*, t. I, p. 643; *Nouveau Mercure*, n° de septembre 1719, p. 203.

³⁹ *Arch. des Colonies*, C², Compagnie des Indes orientales. Administration en France, reg. XV, fol. 36; G¹, 464. Recensements, passagers, pièces n° 21, 37, 44, 46, 47; et G¹, 465. Dossiers relatifs aux concessions, n° 4.

⁴⁰ Law, *Mémoires justificatif*, dans Daire, *op. cit.*, t. I, p. 643.

aussitôt les calculateurs à l'ouvrage, estimant les capitaux nécessaires, le nombre et la nature des ouvriers à embaucher, le salaire et la nourriture à leur donner, le rendement des cultures.

Regain de
vogue

A l'incurie qui avait signalé l'échec succède le désordre qui compromet le succès. A Lorient, à Port-Louis des concessions voient leur départ indéfiniment ajourné⁴¹, les Allemands y crouissent dans la saleté et la misère en attendant l'embarquement dont beaucoup ne verront pas le moment⁴². A part celle de Law, les concessions les plus importantes ne comptaient pas plus de deux cents à deux cent soixante-quinze personnes⁴³, et sur ce nombre combien périssaient avant l'embarquement ou au cours de la navigation? Aussi continue-t-on de recourir à tous les rebuts de la société. La vogue est au Mississippi⁴⁴ :

*Aujourd'hui il n'est plus question
De parler de la Constitution,
Ni de la guerre avec l'Espagne;
Un nouveau pays de cocagne,
Roule à présent sur le tapis.
Que l'on nomme Mississippi,*

Cet Eldorado devient un pénitencier. Les Bretons chantent sous les fenêtres du maréchal de Montesquiou :

*Envoyons notre Maréchal
Qui ne sait faire que du mal
La Lan de ri rette
Commander à Michepipy
La Landeriry*

Tous les jeunes gens dont les dépenses, l'inconduite alarment les familles iront se refaire une virginité au Mississippi. Les pétitions abondent et ce ne sont pas seulement des parents excédés par les fredaines d'un fils, mais ce sont encore des veuves⁴⁵, des

⁴¹ Arch. des Colonies, G¹, 465 : Mémoires relatifs aux concessionnaires de Sainte-Catherine et de Sainte-Reyne.

⁴² Arch. des Colonies, C², reg. XV, fol. 155 : lettre du directeur de la Compagnie à Lorient, 24 mars 1721.

⁴³ Arch. des Colonies, G¹, 464, n^{os} 21, 44 à 47.

⁴⁴ Maurepas, *Chansonnier historique du XVII^e siècle*, édit. Raunié, t. III, p. 132-135.

⁴⁵ Bibl. de l'Arsenal, Arch. de la Bastille, cart., 10.656, doss. Bidault et Deschamp; cart. 10.670, doss. Morin; cart. 10.671, doss. Petit; cart. 10.674, doss. de Soulemoutier.

ouvriers⁴⁶, des domestiques⁴⁷ qui prient le Roi de les débarrasser d'un fils, d'un frère, d'un mari. Le lieutenant de police Machault n'a que l'embarras du choix. Aussi veut-il n'accorder cette faveur qu'aux pires scélérats. Un simple escroc peut sans doute être « très propre à envoyer à la Louisiane⁴⁸ », mais le magistrat lui préfère un « furieux » menant « une vie scandaleuse » et « pour débarrasser le public d'un bandit et d'un scélérat de cette espèce, il seroit à propos de l'envoyer à la Louisiane⁴⁹ »; ou bien encore un « abominable » vivant « dans la débauche la plus outrée, qu'on ne peut trop cacher aux yeux du public... et qui seroit beaucoup mieux à la Louisiane que dans le royaume⁵⁰ ». La Compagnie des Indes accepte tout et le gouvernement se charge de ne pas la laisser manquer.

Une ordonnance rendue le 10 mars 1720 prescrivait à tous les mendiants et vagabonds venus chercher des moyens d'existence à Paris, de se rendre dans les huit jours au lieu habituel de leur résidence sous peine d'être déportés⁵¹. Afin d'assurer l'exécution de cet ordre, on « forma des brigades d'archers (composées de porteurs d'eau, de crocheteurs et autres gens souvent plus coquins que ceux qu'ils arrêtaient) en bandouliers, habits bleus uniformes, avec un exempt à leur tête pour que personne ne fut arrêté qu'au cas de l'ordonnance du 10 mars. Sous prétexte d'enlever les vagabonds, les maris mécontents de leurs femmes, les femmes mécontentes de leurs maris s'accusaient de part et d'autre d'être vagabonds et parmi les petites gens ceux qui avaient des inimitiés et des vengeances, trouvaient moyen en donnant quelque argent à un malheureux de leur faire prendre [leurs] ennemis⁵² ». La Compagnie trempait dans ces excès en allouant aux « bandouliers du Mississippi »⁵³ une prime d'une pistole par tête. Ceux-ci arrêtaient à tort et à travers, ainsi nous les voyons se saisir d'un ouvrier arrivé la veille à Paris pour y travailler

Les
enlèvements

⁴⁶ Bibl. de l'Arsenal, Arch. de la Bastille, cart. 10.660, doss. Girard; cart. 10.666, doss. Levesque.

⁴⁷ Bibl. de l'Arsenal, Arch. de la Bastille, cart. 10.672, doss. Platé.

⁴⁸ Bibl. de l'Arsenal, Arch. de la Bastille, cart. 10.640, doss. Clermont, Goix.

⁴⁹ Bibl. de l'Arsenal, Arch. de la Bastille, cart. 10.666, doss. Letellier.

⁵⁰ Bibl. de l'Arsenal, Arch. de la Bastille, cart. 10.652, doss. Baron.

⁵¹ *Nouveau Mercure*, n^o de mars 1720, p. 82-83.

⁵² E. Le Vasseur, *Law et son système jugés par un contemporain* [Pichon], dans *Compte-rendu de l'Acad. des sc. mor. et polit.*, 1909, t. CLXXI, p. 492, note 1.

⁵³ J. Buvat, *Journal*, t. II, p. 87; Duhautechamp, *Histoire du système des finances*, in-12, La Haye, 1739, t. III, p. 136-137.

de son métier; d'un aubergiste de Bagnolet venu en ville vaquer à ses affaires; d'un porteur d'eau; d'un balayeur de rues⁵⁴, et d'un palefrenier sans livrée, et même de bons bourgeois ayant toujours vécu « commodément » et « dans des emplois fort considérables »⁵⁵. Ceux qui étaient pris criaient inutilement⁵⁷ ou bien, comme ce palefrenier de M. de Caumartin faisaient tant qu'on les laissait aller après leur avoir pris leur bourse et les avoir roués de coups⁵⁸. Ces violences soulevèrent contre eux la haine populaire, qui leur imputait l'enlèvement de cinq mille personnes en moins de huit jours. On allait jusqu'à dire que dans les villages des environs de Paris chaque famille s'était vu arracher par les bandouliers un garçon ou deux filles sur trois⁵⁹; il en résulta de graves désordres, des émeutes et beaucoup de ces ravisseurs furent tués ou blessés⁶⁰.

En ce sinistre mois de mai 1720, dit un document, l'on prenoit toutes sortes de personnes indifféremment... pour envoyer aux isles⁶¹, aussi l'indignation était-elle générale et bruyante. L'enlèvement du rôti-seur Quoniam que sa très jolie femme, maîtresse d'un personnage en grand crédit, fit enlever et déporter à la Louisiane causa une sorte de scandale dans Paris⁶².

Une ordonnance du 3 mai imposait aux bandouliers l'obligation d'opérer en brigades, sous la direction d'exempts responsables qui livraient leurs prises aux commissaires dont le rapport adressé au lieutenant de police décidait du sort des individus. Garanties illusoires, les arrestations se multiplièrent et l'arbitraire fut sans bornes. « Le Roi, lit-on dans le *Journal* de Buvat, accorda à la Compagnie la permission de prendre des jeunes gens des deux sexes qui s'élèvent dans les hôpitaux de Bicêtre, de la Pitié, de l'Hôpital-Général et des Enfants trouvés et les autres jeunes gens qu'on

⁵⁴ *Bibl. de l'Arsenal*, Arch. de la Bastille, cart. 10.701, doss. Dulery; cart. 10.713, doss. Chameau, Gio, Pariset.

⁵⁵ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 13 mai 1720, dans *Les correspondants de la marquise de Balleroy*, t. I, p. 160.

⁵⁶ *Bibl. de l'Arsenal*, Arch. de la Bastille, cart. 10.713, doss. Delaunay; voir J. Buvat, *Journal*, t. II, p. 77-78.

⁵⁷ E. Le Vasseur, *op. cit.*, p. 492, note 1.

⁵⁸ M. Caumartin de Boissy, *op. cit.*, p. 160; Duhauchamp, *op. cit.*, t. III, p. 136-137.

⁵⁹ J. Buvat, *Journal*, t. II, p. 87-93, 96-97.

⁶⁰ J. Buvat, *Journal*, t. II, p. 77-78; Duhauchamp, *op. cit.*, t. III, p. 136-137.

⁶¹ *Bibl. de l'Arsenal*, Arch. de la Bastille, cart. 10.709, doss. Guillard.

⁶² M. de Balleroy à sa femme, 27 octobre 1717, dans *Les Correspondants*, t. I, p. 217. P. Narbonne, *Journal des règnes de Louis XIV, Louis XV*, édit. J.-A. Le Roi, in-8, Versailles, 1866, p. 409-411.

y avoit renfermés; la Compagnie ayant représenté que les filles débauchées qu'on avait transportées à Mississipi et dans les autres colonies françaises y avoient causé beaucoup de désordre par leur libertinage et par des maladies qu'elles y avoient communiqué, ce[ci] avait causé beaucoup de préjudice au commerce et à la Compagnie⁶³. » On avait compté sur un recrutement de quatre mille individus et c'est encore Buvat qui nous fait assister au départ de ces sinistres convois : un jour cinq cents jeunes gens des deux sexes partent de Bicêtre et de la Salpêtrière à destination de La Rochelle. « Les filles étaient dans des charrettes et les garçons allaient à pied avec une escorte de trente-deux archers⁶⁴. » A La Rochelle « les cent cinquante filles envoyées de Paris se jetèrent comme des furies sur les archers, leur arrachant les cheveux, les mordant et leur donnant des coups de poing », ceux-ci pour se défendre abattirent à coups de fusils six de ces malheureuses, en blessèrent douze et les autres terrifiées, se laissèrent embarquer⁶⁵. Un autre jour on voit « partir trente charrettes remplies de demoiselles de moyenne vertu, ayant toutes la tête ornée de fontanges de rubans de couleur jonquille, et un pareil nombre de garçons ayant des cocardes de pareille couleur à leurs chapeaux et allant à pied. Les donzelles en traversant Paris chantaient comme des gens sans souci, et appelaient par leur nom ceux qu'elles [reconnaissaient] sans épargner les petits-collets, en les invitant au voyage à Mississipi⁶⁶ »; un autre jour, une chaîne de trois cents filles et autant de jeunes garçons⁶⁷ s'ébranle au cœur de l'hiver pour ce hideux voyage qui soulève le dégoût de ceux-là même qui, par orgueil, ignorent les souffrances des humbles et des petits. Saint-Simon ne peut se retenir d'avouer qu'« on s'y prit à Paris et partout ailleurs avec tant de violence et tant de friponnerie que cela excita de grands murmures. On n'avoit pas eu le moindre soin de pourvoir à la subsistance de tant de malheureux sur les chemins, ni même dans les lieux destinés à leur embarquement; on les enfermait les nuits dans des granges sans leur donner à manger, et dans les fossés des lieux où il s'en trouvait, d'où ils ne pussent sortir. Ils faisaient des cris qui excitaient la pitié et l'indignation, mais les aumônes n'y pouvant suffire, moins encore le peur que les conducteurs leur donnaient, en fit mourir partout un nombre

⁶³ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 386-387; mai 1719.

⁶⁴ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 422; août 1719.

⁶⁵ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 426; septembre 1719.

⁶⁶ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 441; octobre 1719.

⁶⁷ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 465; novembre 1719.

effroyable. Cette inhumanité, jointe à la barbarie des conducteurs, à une violence d'espèce jusqu'alors inconnue, et à la friponnerie d'enlèvement de gens qui n'étoient point de la qualité prescrite, mais dont on se vouloit défaire, en disant le mot à l'oreille et en mettant de l'argent dans la main des préposés, les bruits s'en élevèrent avec tant de fracas, et avec des termes et des tons si imposants qu'on trouva que la chose ne se pouvoit plus soutenir. Il s'en était embarqué quelques troupes qui ne furent guère mieux traitées dans la traversée⁶⁸. »

Les
mariages

A ce ramassis sans nom, pourri de vices et de maladies, Law eut la pensée diabolique de mélanger des vierges élevées parmi les douces et modestes occupations de la vie religieuse. On le vit se rendre à la Salpêtrière et demander aux sœurs un certain nombre de jeunes filles élevées dans cette maison, un nombre égal de jeunes gens qu'il marierait en leur donnant une dot. L'hôpital recevrait un million en dédommagement du profit que lui valait le travail de ces jeunes victimes⁶⁹; on ne sait si le marché monstrueux fut conclu, mais quelques jours plus tard, de bon matin « on maria dans l'église du prieuré de Saint-Martin-des-Champs, à Paris, cent quatre-vingts filles avec autant de garçons, qu'on avait tirés de la prison de ce prieuré et d'autres prisons de la ville, ayant laissé la liberté à ces pauvres filles de choisir leurs époux dans un plus grand nombre de garçons. Après laquelle cérémonie on les fit partir liés d'une petite chaîne deux à deux, le mari avec sa femme, suivis de trois charettes chargées de leurs hardes⁷⁰. »

Fin des
méthodes
arbitraires

Enfin, au mois de mai 1720, un arrêt du Conseil supprima l'envoi à la Louisiane des vagabonds et gens sans aveu, révoquant tous ordres contraires donnés à cet égard, et affectant ceux qu'ils concernaient aux autres colonies françaises⁷¹. En conséquence, quantité de « Mississipiens » arrivés déjà à Hennebont, Port-Louis ou Belle-Isle, furent dirigés sur Nantes et Bordeaux pour être embarqués sur les navires à destination des Antilles⁷². Misérables débris dont la Louisiane n'avait pas à regretter la perte, la plupart n'é-

⁶⁸ Saint-Simon, *Mémoires*, déit. Chérueil et Régnier, t. XVII, p. 61.

⁶⁹ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 434.

⁷⁰ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 438; 18 septembre 1719.

⁷¹ *Nouveau Mercure*, n° de mai 1720, p. 81.

⁷² Voir les ordres du Roi des 25 juin et 15 juillet 1720, et les lettres du commissaire ordonnateur de Nantes au Conseil de Marine des 2 juillet et 12 octobre suivant. *Archiv. des Colonies*, B, reg. XLII, 537-538 et 548-549; *Arch. de la Marine*, B³ : Lettres reçues. Ponant, reg. CCLXIV, fol. 307-308 et 408-409.

taient que des « polissons ramassés aux coins des rues », propres seulement « à mettre la peste » dans le pays auquel on les envoyait⁷³. Les envois de déportés allaient donc cesser à partir de l'été de 1720. Un instant, il est vrai, on songea dans les conseils à reléguer à la Louisiane les protestants du Midi, mais l'intervention de l'ambassadeur d'Angleterre fit bientôt renoncer à ce projet⁷⁴. Pour le peuplement de la colonie, il n'y avait donc plus que l'émigration volontaire, et aux nouvelles de là-bas celle-ci n'allait pas tarder à s'arrêter tout à fait⁷⁵. »

La Compagnie avait cherché à justifier les espérances fondées sur la Louisiane. Son principal effort avait été dirigé sur la vallée du Mississipi, et le choix de la future capitale avait été fixé sur les bords du grand fleuve; on lui donnait le nom de Nouvelle-Orléans, dès 1717. L'année suivante, bon nombre de concessionnaires étaient dirigés vers ce centre. Tous étaient invités à s'attacher de préférence à la culture du tabac et à celle du riz, l'élevage des vers à soie était vivement recommandé. A cette date, printemps de 1718, le retour du gouverneur Bienville permettait d'entrevoir une ère de prospérité, si on parvenait à découvrir un port commode et stable. Mais ce port restait à trouver comme beaucoup d'autres choses. Le 25 août 1718 trois bâtiments apportaient trois cents passagers⁷⁶ et Bienville se réjouissait de « ce grand envoy d'habitants, sans contre dit le plus beau du monde et le plus avantageux pour la colonie⁷⁷ »; mais faute de bateaux on ne pouvait les conduire sur leurs concessions et faute d'ouvriers on ne pouvait construire les bateaux. Pendant que les concessionnaires se morfondaient et consommaient leurs vivres dans l'oisiveté, sept ou huit mauvais charpentiers construisirent tant bien que mal quelques bateaux⁷⁸ et les concessionnaires partent vers la fin d'octobre⁷⁹ dénués de tout, même des médicaments indispensables et vont chercher la mort qui ne les épargne pas.

Situation
pitoyable
de la
colonie

⁷³ *Arch. de la Marine*, B³, reg. CCLXIV, fol. 408-409 : De Ricouart, commissaire à Nantes, au Conseil de Marine, 12 octobre 1720.

⁷⁴ *Arch. des Colonies*, B, reg. XLII, 525 : Le Conseil de Marine au Commissaire de la Rochelle, 25 juin 1720.

⁷⁵ P. Heinrich, *La Louisiane sous la Compagnie des Indes*, p. 36-37.

⁷⁶ *Arch. des Aff. Étrang.*, Amérique, *Mémoires et Documents*, I, fol. 84; *Journal de Le Gac*; voir P. Heinrich, *op. cit.*, p. 18, note 2.

⁷⁷ *Arch. des Colonies*, C¹³, reg. V, p. 163-164 : Bienville au Conseil de Marine, 25 septembre 1718.

⁷⁸ *Arch. des Colonies*, C¹³, reg. p. 164 : Bienville au Conseil de la Marine, 25 septembre 1718.

⁷⁹ *Arch. des Aff. Étrang.*, Amérique, *Mémoires et Documents*, I, fol. 84, *Journal de Le Gac*.

L'hiver 1718-1719 s'écoule sans voir arriver un navire et la colonie s'achemine vers une ruine complète; les habitants et la troupe vivent de blé gâté⁸⁰. Ce n'est que le 17 mars 1719 que le *Comte de Toulouse* vient mouiller devant l'île Dauphine⁸¹, amenant des soldats, des ouvriers en tabacs et quelques petites concessions, en tout cent cinquante-deux personnes⁸², peu de vivres et de marchandises. En avril 1719, on ne comptait pas plus de quatre maisons à Nouvelle-Orléans⁸³; au lieu de se mettre à la culture, les habitants se livraient uniquement à la traite avec les sauvages⁸⁴ et leur indigence était telle, qu'au rapport de Bienville, il n'y en avait pas dix capables d'acheter les nègres dont l'envoi était annoncé⁸⁵. Sur ces entrefaites, éclatait la guerre entre la France et l'Espagne qui allait aggraver une situation difficile, à l'heure même où les premiers convois de déportés quittaient la Rochelle amenant « quantité de gens inutiles, qui n'avaient jamais travaillé la terre⁸⁶ ». Ce chétif établissement du Mississippi dont l'Europe entendait des merveilles était jalosé par les Espagnols et Philippe V n'y songeait que pour en procurer la ruine⁸⁷. Sa destruction fut le but assigné aux uns comme la prise de la Havane et de Lima furent les projets conçus par les autres⁸⁸. Puisque les Compagnies n'avaient pu découvrir un port, il lui devenait facile de s'emparer de celui de Pensacola réputé « le plus beau, le plus grand et le meilleur de toute l'Amérique⁸⁹ ». Ce n'était qu'un fort de pieux, défendu par une garnison misérable.

Prise et
perte du
port de
Pensacola

Le 20 avril 1719, Bienville eut connaissance de la déclaration de guerre faite par la France à l'Espagne et reçut en même temps

⁸⁰ Arch. des Colonies, C¹³, reg. V, p. 331; Arch. des Aff. Étrang., Amérique, Mémoires et Documents, I, fol. 85, Journal de Le Gac.

⁸¹ Arch. des Aff. Étrang., Amérique, loc. cit.

⁸² Arch. des Colonies, C¹³, 464, n° 6.

⁸³ Arch. des Colonies, C¹³, reg. V, p. 203: Bienville et de Larcebaull à la Compagnie, 15 avril 1719.

⁸⁴ Arch. des Colonies, C¹³, reg. V, p. 208: Bienville et de Larcebaull aux directeurs de la Compagnie, avril 1719.

⁸⁵ Arch. des Colonies, C¹³, reg. V, p. 211: Les mêmes aux mêmes, 18 juin 1719.

⁸⁶ Arch. des Aff. Étrang., Amérique, Mémoires et Documents, I, fol. 87-93, Journal de Le Gac.

⁸⁷ Arch. de la Marine, B¹, reg. L, fol. 198-199.

⁸⁸ Arch. des Aff. Étrang., Amérique, Mémoires et documents, t. VII, fol. 203-206, 225-227.

⁸⁹ Arch. des Colonies, Amérique du Nord, Postes de la Louisiane, 1699-1724, fol. 117: lettre du missionnaire Le Maire, janvier 1714.

l'ordre d'enlever Pensacola⁹⁰. Le 12 mai suivant une petite escadre française composée de trois frégates et un brigantin appareilla de l'île Dauphine emportant cent soixante-six officiers et soldats et quarante-cinq volontaires commandés par Sérigny, frère de Bienville. Celui-ci suivait avec quatre chaloupes montées par quatre-vingts soldats ou habitants. Enfin, le long de la côte s'avancait Châteauguë conduisant soixante hommes et quelques centaines de sauvages⁹¹. Le 13, l'escadre était en vue à Pensacola; le 14 à la pointe du jour, Bienville enlevait sans coup férir une batterie qui commandait l'entrée de la rade et le *Philippe*, le *Maréchal de Villars* et le *Comte de Toulouse* y pénétrant ensemble dirigeaient sur le fort un feu si vif que le commandant entraînait aussitôt en négociations et remettait la place le lendemain⁹². La capitulation était à peine signée que cinquante-six hommes désertèrent à la fois, onze autres se sauvaient en pirogue et presque tout le reste de la garnison complotait de gagner la Vera-Cruz sur un brigantin. Pendant ce temps deux de nos frégates emportaient les Espagnols prisonniers à la Havane; à peine arrivés, ils virent arriver sur eux toute une flotte, l'escadre destinée à la Caroline. La loyauté traditionnelle du peuple espagnol se révélait une fois de plus dans cet épisode. Nos frégates furent envahies, pillées, les équipages maltraités, la capitulation violée⁹³ et bientôt les deux bâtiments et leurs équipages espagnols renforcés de quelques autres, portant la garnison de la Havane et de nombreux volontaires⁹⁴ mirent à la voile pour Pensacola concertant sa marche avec celle de l'amiral Cornejo. Le 6 août, l'escadre de la Havane arrivait devant Pensacola qui succomba le lendemain. Cinquante des nôtres désertèrent, les autres refusaient de se battre, Châteauguë capitula. Ses officiers et lui furent envoyés en Espagne, les soldats souillés par une trahison s'engagèrent parmi les troupes d'Espagne⁹⁵.

⁹⁰ Arch. des Colonies, C¹³, reg. V, p. 274.

⁹¹ Arch. des Colonies, C¹³, reg. V, p. 211, 274; F³, collect. Moreau de Saint-Méry, reg. XXIV, fol. 109.

⁹² Arch. des Colonies, F³, reg. XXIV, fol. 109-110; Nouveau Mercure, n° d'octobre 1719, p. 163-164: Relation de la prise de Pensacola par les Français.

⁹³ Arch. des Colonies, F³, reg. XXIV, fol. 115: Rapport de Sérigny, 26 octobre 1719; Arch. de la Marine, B¹, reg. LII, fol. 75; B¹, reg. CCLVIII, fol. 19-20.

⁹⁴ Rapport de Sérigny et le P. de Charlevoix, Histoire et description générale de la Nouvelle-France, in-12, Paris 1744, t. IV, p. 204-205.

⁹⁵ Arch. des Colonies, C¹³, reg. V, p. 273-275: Rapport de Bienville, 20 octobre 1719; Châteauguë à Bienville, 9 août 1719; Charlevoix, op. cit., t. IV, p. 206-207.

Reprise de
Pensacola 2

Maîtres de Pensacola, les Espagnols projetaient une attaque prochaine et décisive des autres postes français⁹⁶. Tout se passa en bravades, en essais de débarquements tout de suite abandonnés et après dix jours l'escadre espagnole regagna Pensacola. La situation de la colonie, toutefois, n'était pas améliorée. Le gouverneur était contraint de renvoyer les contingents sauvages qu'il appelait « les seules forces » de la colonie⁹⁷ et de remettre le sort de la Louisiane à un ramassis de gredins dont on ne savait que trop de quoi ils étaient capables. Sur ces entrefaites, le 1^{er} septembre, une escadre composée de l'*Hercule*, le *Mars*, le *Triton*, la frégate l'*Union* et la flûte *Marie*, sous le commandement de M. de Champmeslin, parut devant l'île Dauphine⁹⁸. Le 5, un conseil de guerre décida de tenter immédiatement la reprise de Pensacola. Le 13, on appareilla, le 16 la petite escadre française mouilla devant Pensacola, le 17 elle franchit la barre et se mit en ordre de bataille dans la rade. La flotte espagnole se composait du *Maréchal de Villars* et du *Comte de Toulouse* pris en violation de la parole donnée, du *Saint-Louis* frégate trouvée à Pensacola, d'une autre frégate et de sept béléandres. Après une vive canonnade qui dura deux heures et demie, les marins espagnols, naturellement, amenèrent leurs pavillons. Un détachement débarqua pour attaquer le fort de l'île Saint-Rose, dont le gouverneur vint à sa rencontre tenant les clefs; le fort principal se rendit à discrétion. Quelques braves avaient payé de leur vie cette victoire qui coûtait aux Espagnols beaucoup de tués, de blessés, et plus de douze cents prisonniers⁹⁹. Pensacola eut été trop coûteux à occuper en force, on rasa le fort de l'île Saint-Rose, on ne garda que deux bastions du fort principal surveillés par un officier et quelques soldats.

Mesures
administratives

On s'attendait à un retour offensif des Espagnols, mais l'amiral de cette nation tenait la prudence en haute estime, il se tint coi et, même, se retira à la Havane¹⁰⁰. Cependant l'escadre de Champmeslin était durement éprouvée par la peste; elle dut repartir pour la France le 2 novembre, suivie des bateaux de la Compagnie des Indes. La Colonie semblait avoir reçu le coup de

⁹⁶ Arch. des Colonies, C¹³, reg. V, p. 312-313.

⁹⁷ Arch. des Colonies, C¹³, re. V, p. 277 et F³, reg. XXIV, fol. 119-120; rapports de Bienville et de Sérigny, 20 et 26 octobre 1719.

⁹⁸ Arch. des Colonies, C¹³, reg. V, p. 278 et F³, reg. XXIV, fol. 120.

⁹⁹ Ibid., p. 279 et fol. 122, 123; Arch. de la Marine, B¹, reg. L, p. 159, 176; Arch. des Aff. Étrang., Amérique, Mémoires et Documents, t. I, fol. 95.

¹⁰⁰ Arch. des Colonies, C¹³, reg. VI, p. 6 : Bienville au Conseil de Marine, 28 avril 1720.

grâce et n'attendre plus que l'instant de sa ruine définitive. « Tout est dans le désordre et la misère » écrivaient les directeurs en octobre 1719¹⁰¹. L'insécurité résultant de l'état de guerre avec l'Espagne, ne permettait pas de transporter les colons sur leurs concessions et l'encombrement imposait aux soldats et aux commis un service et travail plus assidus, sans qu'il fut possible de faire droit à leurs exigences, aussi vivait-on sous la menace du pillage des magasins¹⁰². Et c'était le moment choisi pour opérer le transfert du principal comptoir de la colonie de l'île Dauphine à l'île aux Vaisseaux, plage sablonneuse et aride, entourée de marécages aux exhalaisons pestilentiellles et dont les navires ne pouvaient approcher à plus de cinq grandes lieues¹⁰³. Pour y parvenir, force était de changer plusieurs fois de bateaux, dans des passes encombrées de bancs de sable où les pilotes les plus expérimentés s'échouaient à chaque instant, et enfin de se mettre à l'eau à quelque cent pas du rivage¹⁰⁴.

Au début de l'année 1720 l'abandon de l'île Dauphine était un fait accompli et dès le mois de février les débarquements de malfaiteurs, d'engagés, de soldats amenaient des renforts qu'on n'avait pas de quoi nourrir¹⁰⁵. De France, on envoyait des bouches à nourrir, mais on se gardait bien d'envoyer vivres et marchandises qu'on ne parvenait à acquérir qu'à des prix exorbitants. Un membre du conseil s'embarqua afin de venir exposer aux directeurs dans quels embarras on jettait la colonie acculée à la perspective de la famine générale¹⁰⁶. Pour combler la mesure des maux, un incendie détruisait le 1^{er} octobre, avec la plupart des baraques où végétaient concessionnaires et nouveaux arrivés, tous les entrepôts¹⁰⁷. Soldats et ouvriers de la Compagnie allèrent chercher chez les sauvages quelques moyens d'existence; quant aux concessionnaires il se trouvaient réduits à vivre de quelques herbes et de coquillages¹⁰⁸. En quelques jours une seule concession, celle de Sainte-Catherine, vit

Misère
croissante

¹⁰¹ Arch. des Colonies, C¹³, reg. V, p. 212.

¹⁰² Ibid., p. 345-348 : Délibération du Conseil assemblé à l'île Dauphine en 1719.

¹⁰³ Le Page du Pratz, *Histoire de la Louisiane*, 1758, t. I, p. 196.

¹⁰⁴ P. Heinrich, *op. cit.*, p. 38.

¹⁰⁵ Arch. des Aff. Étrang., Amérique, Mémoires et Documents, t. I, fol. 96, *Journal de Le Gac*.

¹⁰⁶ Ibid., fol. 96-101; Arch. des Colonies, C¹³, reg. V, p. 359-360; reg. VI, p. 143 : Délibérations du Conseil de Régie, 14 avril et 20 novembre 1720.

¹⁰⁷ Ibid., fol. 102, *Journal de Le Gac*.

¹⁰⁸ Le Page de Pratz, *op. cit.*, t. I, p. 170; *Mémoires historiques sur la Louisiane*, t. I, p. 41-42.

périr quatre-vingt-dix engagés¹⁰⁹. Nourris de manière insuffisante, réduits à boire des eaux puantes et bourbeuses¹¹⁰, respirant tous les miasmes d'un climat malsain et brûlant, les concessionnaires, pour comble de maux, voyaient arriver parmi eux tous les forbans, tous les coquins que la France repoussait loin d'elle.

Ces déportés qu'on a vu s'acheminer par « chaînes » vers la Rochelle ne s'embarquaient que pour trouver un traitement plus intolérable encore, à peine nourris, roués de coups de cordes quand ils embarrassaient sur le pont où se trompaient dans quelque manœuvre¹¹¹, ces misérables débarquaient presque tous malades et languissants. À peine débarqués, ils échappaient à cette discipline, vivaient dans la faiblesse, et devenaient si menaçants que, pour les apaiser, les directeurs leur abandonnaient les magasins destinés aux concessions. Chaque jour la situation s'aggravait.

La Compagnie redoublait ses soins afin de cacher au public cet affreux gâchis, elle interceptait avec grand soin les lettres à destination de la France où, néanmoins, la vérité commençait à se faire jour¹¹². À Paris, le rêve de la Louisiane et le prestige du Mississippi commençait à n'apparaître plus que comme un cauchemar, et l'opinion se vengeait de son engouement insensé par une injustice non moins folle. Pendant qu'elle s'en prenait à Law de l'échec de cette entreprise le Régent imputait l'insuccès à Bienville, lui supprimait les récompenses promises et songeait à le révoquer si la Compagnie n'avait pris sa défense¹¹³. En septembre 1720, la colonie reçut un intendant, Duvergier, sous le titre de commissaire-ordonnateur¹¹⁴, ayant autorité sur les directeurs, obligeant le gouverneur même à compter avec lui. La Compagnie traçait à son représentant tout un programme, mais à cette date le Système succombait et la colonie allait être entraînée dans sa chute¹¹⁵.

¹⁰⁹ Archives des Colonies G¹ 465 : Mémoire du directeur Dumanoir, 1731.

¹¹⁰ Archives hydrographiques de la Marine, carton LXVII², cah. 5, pièce n° 2.

¹¹¹ Arch. des Colonies, C¹³, reg. VI, fol. 121, 126 : Le Blond de la Tour aux directeurs, 8 janvier et 9 décembre 1721.

¹¹² Le Page de Pratz, op. cit., t. I, p. 166.

¹¹³ Arch. des Colonies, C¹³, reg. VI, fol. 167-168, 173 : Bienville au Conseil de Marine et au duc d'Orléans, 20 juillet, 8 août, 1721.

¹¹⁴ Arch. des Colonies, B, reg. XLII, bis, 355-357.

¹¹⁵ Rendue responsable de la gestion, la Compagnie des Indes vit, le 7 avril 1721, ses privilèges annulés, ses pouvoirs suspendus et quatre commissaires nommés pour dresser procès-verbal de ses registres, papiers, effets et prendre en main la conduite de ses affaires. Le 15, le quatre commissaires entraînent en fonctions; la Compagnie était dépossédée.

CHAPITRE XXXVIII

La décadence du Système

(5 janvier-18 juillet 1720)

Law est nommé contrôleur général. — Rétablissement des pensions. — Law protège le commerce, entreprend des travaux publics. — Enthousiasme d'un contemporain. — Défiance du public. — Nouvelle émission. — Proscription du numéraire, qu'on attira dans les caisses de la Banque. — Confiscations. — Assemblée générale du 22 février. — Arrêt du 5 mars. — Ses dispositions. — Arrêt du 11 mars. — Proscription de l'or. — Fermeture de la rue Quincampoix. — Nouvelles émissions de billets. — L'arrêt du 21 mai réduit la valeur des billets. — L'arrêt du 27 retire l'arrêt du 21; il n'en suspend pas les effets. — Sentiment public. — Retour de Law. — La foule assiège la Banque. — L'agiotage se transporte à la place Vendôme et à l'hôtel de Soissons. — Remboursement des billets en juillet. — Sédition du 17 juillet.

Au début de l'assemblée générale des actionnaires, Law fut averti que les *réaliseurs* commençaient à vendre leur papier. Pour réagir, il fit décider sur le champ que la Compagnie achèterait, à bureau ouvert, et au prix de 9.600 livres¹, les actions qu'elle venait d'émettre à 5.000 livres, et avant même qu'elles fussent libérées. Cette décision paraissait devoir fixer le cours, il n'en fut rien puisqu'il s'éleva à 18.000 livres le 5 janvier. Dans la soirée de ce jour, Law fut déclaré contrôleur général des finances. « Il ne lui manquait qu'un titre, toute l'administration étant depuis quatre mois entre ses mains, et il ne manquait à D'Argenson que de se démettre d'un titre qui n'avait presque plus de fonctions². Il sut faire une profitable retraite, ayant « senti en homme de beaucoup d'esprit qu'il étoit, temps de céder à un homme qu'il ne faisoit plus sûr de contrarier³ ». Le murmure fut grand, au dire de Saint-Simon, de voir

Law est
nommé
contrôleur
général

¹ A. Vuitry, *Le désordre des finances et les excès de la spéculation*, in-12, Paris 1885, p. 317.

² Comte d'Argenton à Mme de Balleroy, 3 janvier 1720, dans *Les Correspondants*, t. II, p. 99.

³ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVIII, p. 200; 5 janvier 1720.

un étranger contrôleur général et tout livré en France à un système dont on commençoit à se défier; mais les Français s'accoutument à tout.

Ils s'accoutumaient plus qu'à tout le reste à une opulence qui semblait inépuisable. La nomination de Law aurait, disait-on, cet heureux résultat de « ranimer les actions languissantes⁴ », elle ne produisait pas celui d'inspirer confiance au président de Novion. Celui-ci avait une terre à vendre et l'estimait 400.000 livres, Law se portait acquéreur et s'étonnait d'un prix si minime. « Cela est vrai, répliqua Novion, mais autrefois elle n'aurait valu que cela, et d'ailleurs je ne veux pas profiter de tout ce remuement-ci; mais j'y mets une clause : c'est que vous me payerez tout en or et point en billets ». Le marché fut fait et l'or donné; mais deux ou trois jours après, M. de Novion le fils retira la terre et remboursa Law... en billets⁵. La plupart des courtisans ne montraient pas cette prévoyance. On lit dans le *Journal de Dangeau* : « M. le duc d'Orléans a donné pour cent mille écus d'actions à la maréchale de Rochefort, il a donné cent mille francs d'actions à Blanzac, gendre de la maréchale⁶; cent mille écus d'actions au duc de Tresmes, cent mille écus à M. de la Châtre. Deux cent mille livres à Rouillé du Condray, cent cinquante mille livres au chevalier de Marciou, cent mille à M^{me} de Tonnerre⁷, deux cent mille à Courtenay le fils, cent dix mille au marquis de Varennes, cinquante mille à Marthon et « à beaucoup d'autres que je ne sais pas tous⁸ ».

Rétablissement
des
pensions

Chaque jour, « entre onze heures et midi », Law passait quelques moments dans le cabinet de Saint-Simon, et revenait souvent sur le même sujet; il le pressait de prendre des actions sans qu'il lui en coûtât rien et de leur faire produire, sans qu'il s'en mêlât plusieurs millions; « mais je ne voulais jamais m'y prêter » dit Saint-Simon, dont la femme fut tout aussi inflexible. « Enrichir pour enrichir, il eut mieux aimé m'enrichir que tant d'autres, et m'attacher nécessairement à lui par cet intérêt dans la situation où il me voyait auprès du Régent. Il lui en parla donc pour essayer de me vaincre par cette autorité. Le Régent

⁴ M. de Faligny à Mme de Balleroy, 11 janvier 1720, dans *Les Correspondants*, t. II, p. 101.

⁵ Chev. de Balleroy à Mme de Balleroy, 26 janvier 1720, dans *op. cit.*, t. II, p. 107.

⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 189; 23 décembre 1719.

⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 191; 27 décembre 1719.

⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 193; 31 décembre 1719.

m'en parla plus d'une fois, j'éludai toujours⁹ ». Puis il se ravisa se fit rembourser des dépenses avancées par son père, réclama les intérêts depuis soixante ans, accepta la conservation des appointements de la duchesse comme dame d'honneur de Mme de Berry décédée, sollicita un relèvement de 1.000 écus du gouvernement de Senlis à la somme de douze mille livres. Beaucoup d'autres mettaient moins de façon, et embusqué derrière son écritoire le petit duc tenait registre de cette grande dilapidation. La noblesse de France soutenait magnifiquement son rôle le parasite social, loin de se sentir flattée par la suppression des pensions, elle se réjouissait sans vergogne de leur rétablissement par Law (20 août 1719) avec l'arriéré depuis 1715. Pendant le cours de l'année 1720, le contrôleur général prodigue les pensions nouvelles dont la monotone énumération est trop instructive pour être négligée :

Mlle d'Espinoy, 6.000 livres; Mlle de Melun, 6.000; M. de Meuse, 4.000; M. de Béthune, 4.000; le marquis de la Vère, 10.000; le duc de Tresmes, 20.000; M. de Méliant, 6.000; M. de Vertamont, 8.000; le vicomte de Beaune, 10.000; le grand-prieur, 75.000; le marquis de Prie, 12.000; M. de Marthon, 3.000; l'abbesse de Chelles, 12.000; M. de Bettenfao, 6.000; M. de Fonville, 4.000; M. de Ruffey, 6.000; M. de Savine, 6.000; M. de Béthune, 3.000; M. de la Billarderie, 6.000; la princesse de Conti, 20.000; M. de Charolais, 40.000; l'abbé Alari, 2.000; le comte de Cereste, 4.000; M. de Matignon, 6.000; le chevalier de Nangis, 4.000; M. de Saint-Abre, 5.000; M. de Nangis, 6.000; M. de Béthune, 6.000; le prince de Talmont, 20.000; M. de Châteauneuf, 9.000; Bontemps, 6.000; M. de Foucault, 3.000; la duchesse d'Albemarle, 9.000; Madame la Duchesse, 40.000; le marquis de Bellefonds, 6.000; le comte de la Marche, 60.000; la duchesse de Brissac, 6.000; Mme de Montauban, 20.000; M. de Montauban, 6.000; La Maréchale de Lorges, 8.000; la marquise de Chamilly, 6.000; M. de Saint-Geniès, 1.000; Mme de Coëtquen, 4.000; M. du Puy-Vauban, 4.000; M. de Polastron, 4.000; Mme de Blanchefort, 4.000; La Peyronnie, 8.000; le marquis de Châtillon, 6.000; la duchesse d'Albret, 10.000; M. Trudaine, 8.000.

Des gratifications étaient accordées au marquis de Prie, 90.000 l.; au duc de Bouillon, 30.000; à M. de Lautrec, 150.000; à M. de La Feuillade, 850.000; au marquis de Dangeau, 400.000; à M. de Meuse, 30.000; à M. de Châteaauthiers, 800.000; au président de Mesmes, 400.000; à M. de la Châtre, 500.000; au duc de Tresmes,

⁹ Saint-Simon, *Mémoires* (1905), t. XI, p. 121.

500.000; à M. de Marcieu, 150.000; à M. de Castries, 100.000; au prince de Soubise, 200.000; au duc de Noailles, 200.000; à la maréchale de Rochefort, 400.000; à M. de Blansac, 100.000; à la comtesse de Tonnerre, 100.000; à M. Rouillé du Coudray, ancien directeur des finances, 200.000; à M. de la Fare, 600.000; au prince de Courtenay, 200.000.

« Enfin, ajoute Saint-Simon, à tant d'autres que j'oublie ou que j'ignore que cela ne peut se nombrer, sans ce que les petits-maîtres et les roués (du Régent) lui en arrachaient, et, de plus, lui en prenaient tous les soirs dans ses poches, car tous ces présents étaient en billets qui valaient tout courant leur montant en or, mais qu'on leur préférerait¹⁰. Law encourageait ce pillage, « il tenait par son papier un robinet de finances qu'il laissait couler à propos sur qui le pouvoit soutenir. M. le Duc, Mme la Duchesse, Lassay, Mme de Verüe (maîtresse de Victor-Amédée de Savoie), y avaient puisé force millions et en tiraient encore. L'abbé Dubois y en puisait à discrétion; et il en serait ainsi pendant soixante-dix années encore : la noblesse se laissa domestiquer avec des pensions et des gratifications. Au catalogue du duc de Saint-Simon fera écho à la fin du siècle, la publication du *Livre rouge*.

Law
protège le
commerce

A l'égard du commerce, Law tenta au contraire d'émanciper les manufactures et d'augmenter la production. Après sa tentative dans le but d'abolir le monopole des tabacs, il essaya la même réforme sur le commerce des peaux de castor; innovations dont il est juste de lui faire honneur. Une série d'ordonnances, publiées au cours des premiers mois de l'année 1720, porta abolition de plusieurs droits peu productifs et fort tracassiers dans l'application : droits sur les savons, sur les cartes à jouer, sur la marée vendue à Paris, sur le suif. Tous reparurent après la chute de Law. Les relations commerciales avec les nations étrangères furent rendues plus faciles, la navigation et le roulage furent délivrés de quelques taxes, le charbon de houille entra en plus grande quantité grâce à la diminution des droits, les grains, les céréales, les comestibles de toute espèce cessèrent d'être soumis aux douanes intérieures. En toute occasion, Law s'opposait au monopole et au privilège pour favoriser la liberté des échanges dans la plus large mesure. Il faisait de l'État un commerçant qui ne se mêlait des affaires que pour laisser la plus grande indépendance possible au particulier et sauvegarder les

¹⁰ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXXIII, p. 166.

¹¹ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXXIII, p. 253.

droits du consommateur. Deux faits le montrent. L'exportation du chanvre était alors interdite et l'importation soumise à de sévères restrictions. Law rendit libre le commerce du chanvre avec les étrangers et, pour défendre les producteurs français contre une concurrence ruineuse, il fit autoriser la Compagnie à créer dans les provinces des comptoirs où le chanvre français serait acheté en tout temps au prix de 30 à 35 livres le quintal¹². — A Paris, les bouchers se syndiquèrent pour hausser le prix de la viande. Law leur conseilla de se contenter de bénéfices modérés et, sur leur refus, ajouta « qu'il saurait bien trouver le moyen de les obliger à donner la viande au public au prix qu'il fixait ou de la faire donner par d'autres¹³. » En effet, dès le mois de mars 1720, les gens de la campagne eurent permission de venir le samedi apporter de la viande à la halle; Law fit même acheter et débiter au détail deux bœufs, calcula lui-même les dépenses et profits et, en conséquence, taxa à 7 sols 6 deniers la livre de viande que les bouchers vendaient 10 et 12 sols.

Des boutiques se rouvraient, des manufactures aussi auxquelles d'autres manufactures firent bientôt concurrence. Des travaux publics étaient entrepris, l'amélioration des routes et leur réfection complète s'imposaient, il y fut pourvu; de même on construisit le pont de Blois, on creusa des canaux, celui du Loing notamment, qui amena les canaux de Briare et d'Orléans jusqu'à la Seine. Le canal latéral de l'Aisne fut projeté, de même que le canal Crozat, entre l'Oise et la Somme. A Paris, on élargit le quai le long du vieux Louvre, on reprit des travaux interrompus, on en commença de nouveaux. Les campagnes attiraient aussi l'attention de Law qui contraignait les gens de main-morte à vendre les immeubles qu'ils avaient acquis depuis un siècle, projetait la création d'hôpitaux échelonnés de six en six lieues où les pauvres seraient reçus nourris et entretenus par les habitants de la localité obligés d'y contribuer chacun en proportion de ses facultés¹⁴. On a eu raison de dire que « le ministère de Law fut de si courte durée, et les jours de sa puissance si remplis d'événements de toute espèce que peu de ses réformes purent s'accomplir entièrement, et qu'aucune n'eut le temps de prendre racine sur le sol de France : pour les juger, il faut considérer moins les effets qu'elles ont produits que la pensée qui les a inspirées¹⁵. »

Entreprend
des travaux
publics

¹² Cochut, *Law, son système et son époque*, 1853, p. 110.

¹³ Buvat, *Journal*, t. I, p. 447.

¹⁴ Cochut, *op. cit.*, p. 113.

¹⁵ E. Levasseur, *op. cit.*, p. 185.

Enthousiasme d'un contemporain

Il faut se hâter d'énumérer les bienfaits du Système. Pendant ces premiers mois de l'année 1720, un contemporain écrit : « qu'on s'arrête un instant sur le bord de ce précipice affreux où la patrie se trouvait conduite [en 1715]; qu'on envisage toutes les horreurs, et qu'on les compare avec les heureux effets qu'a déjà produits le nouveau Système. Toutes les dettes du roi sont payées excepté ce qu'il doit à la Compagnie des Indes, qui lui a fourni le moyen d'en payer l'intérêt et le principal sans avoir recours à de nouveaux impôts. Ses troupes, ses pensionnaires, les officiers de la couronne, les revenus de toutes les charges de la magistrature, de la guerre et de la maison royale sont également payés. Une infinité d'emplois onéreux à l'État sont supprimés et remboursés. Les arrérages de tailles, dus par le peuple, sont remis, et les arrérages des charges dus par le roi sont payés. On a fait de beaux établissements pour la milice. La marine, presque ruinée, se rétablit. Entn, les revenus du roi sont augmentés; et, par la nouvelle administration des finances, il peut les accroître chaque année, non en surchargeant ses sujets, mais en leur fournissant les moyens de s'enrichir, en protégeant le commerce et en favorisant l'industrie. Un grand nombre de particuliers ont libéré leurs terres et ont payé leurs dettes, et dans peu de temps toutes celles du roi et de ses sujets seront acquittées. La nouvelle monnaie a augmenté le prix des terres, qui avait perdu leur vraie valeur faute d'espèces. La vente d'une partie de ces biens fonds a dégagé l'autre. Les laboureurs, les artisans et tous ceux qui vivent de leur travail sont employés; ils ne languissent plus dans l'oisiveté et dans la misère; assurés du fruit de leurs peines, ils s'animeront à cultiver leurs terres et à perfectionner leurs arts. L'abondance des espèces fera tout débiter et tout circuler, sans que les productions de la nature et de l'industrie s'avilissent. On a déjà envoyé plus de soixante-et-dix vaisseaux aux Indes. Le commerce de l'Orient est augmenté. De nouvelles colonies se forment dans l'Occident. Les manufactures domestiques qu'on élève et qu'on multiplie soutiendront partout ce double négoce. Voilà ce que le nouveau Système a déjà fait pour soulager la France après avoir rétabli les finances¹⁶. »

Dé fiance du public

Les rentiers voyaient avec moins d'enthousiasme se dissiper leur fortune, s'évanouir la perspective d'une tranquille retraite,

¹⁶ *Bibl. nat., ms. franç., supplém., 4141, t. III, fol. 302-303 : Idée générale du nouveau système des finances; Buvat l'attribue à l'abbé de Saint-Pierre.*

car de fâcheux symptômes se laissaient entrevoir. Le cours du 5 janvier, — 18.000 livres — ne put se soutenir, les actions baissèrent, la Compagnie les acheta à 9.500 livres, payant en billets qu'on allait aussitôt convertir en numéraire à la banque, dont la réserve métallique, que les trois derniers mois de 1719 avaient accrue, s'épuisa : la banque parvint cependant à satisfaire aux remboursements, mais elle contesta, gagna du temps, retarda l'heure d'ouverture des guichets, hâta l'heure de leur fermeture, compta les espèces au lieu de les peser, lassant la patience du public. Law recourut encore à d'autres moyens. Le 9 janvier, il tenta d'attirer les acheteurs en leur offrant des marchés à prime, en s'engageant à fournir dans les six mois, des actions avec les dividendes de l'année à raison de 11.000 l. dont 1.000 l. payées comptant. Trois jours plus tard (12 janvier), un arrêt enjoignit à tous les rentiers de se faire rembourser avant le 1^{er} avril; à cette date la banque serait déchargée de toute responsabilité et verserait au trésor royal les fonds non réclamés, dont le Roi ferait l'usage qui lui plairait¹⁷. Cette menace ne fut pas prise au sérieux; alors le 6 février, un troisième arrêt du Conseil informa les susdits rentiers que faute de s'être fait rembourser le 1^{er} juillet au plus tard, leurs contrats seraient réduits à 2 pour cent¹⁸. A cette injonction, les malheureux rentiers, tremblants de se voir retrancher la moitié d'un revenu déjà insuffisant, accoururent. Law était arrivé à ses fins, la baisse fut enrayée pendant quelques jours entre 10 et 9.000 livres¹⁹. Alors il entreprit de monopoliser l'agiotage. Un arrêt du 11 février défendit aux particuliers la vente des actions autrement qu'au comptant. On n'en tint nul compte; les spéculateurs antidatèrent leurs promesses; là-dessus un arrêt du 20 février ordonna que les porteurs d'engagements, sous le nom de *primes* seraient tenus de les rapporter à des commissaires désignés pour les viser, faute de quoi, ils étaient déclarés nuls à la fin du mois.

Law se trouvait en présence de la difficulté de soutenir à la fois l'action et le billet : il ne recula pas, se fit journaliste et exposa ses projets et ses théories dans une lettre insérée au *Mercure de France* et qui se terminait par ces paroles : « Le système s'établira sans vous, parce qu'il est fondé sur des principes, et que les principes se rendent maîtres, tôt ou tard, des opinions les plus

Nouvelle émission

¹⁷ F. Véron du Verger de Forbonnais, *Recherches et considérations sur les finances en France depuis 1595 jusqu'en 1721*, in-12, Paris, 1758, t. VI, p. 315.

¹⁸ F. Véron du Verger de Forbonnais, *op. cit.*, t. VI, p. 319.

¹⁹ F. Véron du Verger de Forbonnais, *op. cit.*, t. VI, p. 320.

rebelles. Mais il dépend en quelque sorte du public de le faire aller plus vite et de recueillir incessamment les fruits immenses qu'il nous promet²⁰. » En même temps qu'il gourmandait les rentiers à tête dure, Law annonçait au public qu'un grand nombre de billets étant revenus des provinces à la banque, chargés d'endossements qui s'opposaient à leur mise en circulation, il devenait nécessaire de les remplacer; par ce subterfuge il se flattait de dissimuler la nouvelle émission de papier. Celle-ci était inévitable grâce aux profusions de toute sorte qui avaient épuisé les 360 millions émis le 29 décembre. Sans doute, on avait pris alors l'engagement que sous aucun prétexte, il ne serait plus créé de nouveaux billets, l'engagement était violé. Ce sont là jeux de prince!

« Il semblait que la banque dût briser ses presses en même temps que la Compagnie fermait ses listes de souscription, puisque la première ne servait qu'à fournir les signes représentatifs des richesses de la seconde. C'était une erreur, et l'expérience allait le prouver. Les billets avaient été recherchés et s'étaient élevés à 10 pour cent au-dessus de la monnaie d'or, tant qu'on en avait eu besoin pour agioter sur les actions. Mais la baisse était inévitable; elle avait même commencé, et, à mesure qu'elle allait amoindrir ces richesses chimériques de la Compagnie, un certain nombre de billets devaient se trouver sans emploi, refluer vers le commerce et s'avilir promptement, non seulement comme une marchandise surabondante, mais comme une marchandise suspecte. La banque était incapable de remédier directement au mal, car elle n'avait pas les fonds nécessaires pour les faire rentrer dans ses caisses, et, dès lors, l'État, forcé de fournir toujours à ses dépenses avec une monnaie discréditée, était nécessairement entraîné à faire de nouvelles émissions d'autant plus considérables que l'avilissement était plus grand; les remèdes augmentaient le mal dont la banqueroute devait être le terme fatal²¹.

Cette émission non attendue troubla, inquiéta le public qui suivait cette progression incroyable du papier. On répétait qu'au mois de mai la banque ne possédait que quatre « moulins », au mois d'octobre elle en avait douze et les imprimeurs travaillant jour et nuit ne pouvaient suffire²². Aussi, rapporte Buvat, « tou-

²⁰ Law, *Première lettre au Mercure de France* (février 1720), dans *Œuvres de Law*, édit. Daire, de la Collection des économistes français, 1843, p. 640.

²¹ E. Levasseur, *op. cit.*, p. 199-200.

²² Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXXIV, p. 15.

tes les précautions des directeurs de la banque ne purent remédier au peu de confiance qu'on avait alors presque partout à ces sortes de billets, principalement à Bapaume, à Arras à Péronne, où très peu de gens voulaient les recevoir en paiement pour la somme qu'ils portaient : à Lille on ne les prenait qu'à raison de 18 pour cent de perte. En Champagne et en Bourgogne, ceux qui avaient du vin, du blé, de l'avoine et d'autres marchandises aimaient beaucoup mieux les garder dans leurs magasins, dans leurs caves et dans leurs greniers, que de recevoir du papier de cette espèce en paiement²³. » Au mois de février, il y eût presque une émeute au marché de Poissy; les éleveurs refusèrent de livrer leurs bestiaux en échange de cette monnaie qu'on leur offrait, et l'approvisionnement de Paris n'aurait pu se faire, si le garde des sceaux ne s'était empressé d'envoyer de l'argent aux bouchers²⁴.

L'arrêt du 6 février autorisant une nouvelle émission de 200 millions, il fallut accroître les faveurs accordées précédemment aux billets, « afin, dit l'arrêt, de favoriser de plus en plus les billets et de soutenir la préférence qu'ils méritent dans le commerce. » Dans la pratique on fut amené, non seulement à favoriser les billets mais à proscrire le numéraire. Pendant l'année 1720, les variations monétaires sont plus que déconcertantes, elles sont incessantes. Le 15 janvier, on voit coexister en France deux valeurs pour la même monnaie selon qu'on se trouve dans la capitale ou dans les provinces. Le 22 janvier, les anciennes espèces réformées et démonétisées sont rétablies dans la circulation; le 28, ces mêmes monnaies sont réduites et les billets auront cours dans tout le royaume; le 29, ceux qui en font usage pour acquitter les droits d'aides et de gabelles jouiront d'une exemption de 4 sols par livre; le 31, on autorise l'exportation du numéraire interdite le 22. Et cela se poursuit jusqu'à l'ahurissement. Le 3 décembre le louis vaut 32 livres, le 1^{er} janvier 31, le 22 janvier 36, le 28 il retombe à 34, le 25 février il revient à 36, le 5 mars il monte à 48, le 11 mars il n'est plus qu'à 42 et le 1^{er} avril à 36; il suffit d'ajouter qu'à ces variations de la monnaie d'or correspondent presque toujours des variations analogues sur la monnaie d'argent.

Toutes ces mutations, confuses jusqu'à l'incohérence, n'avaient d'autre but que d'attirer l'or dans les caisses de la banque. L'arrêt du 22 janvier qui restituait aux louis leur valeur

Proscription
du
numéraire

qu'on attire
dans les
caisses de
la banque

²³ Buvat, *Journal*, cité par E. Levasseur, *op. cit.*, p. 200-201.

²⁴ E. Levasseur, *op. cit.*, p. 201.

primitive et autorisait leur transport n'était qu'un piège. A peine les pièces enfouies furent-elles sorties des cachettes et rentrées dans la circulation, un arrêt du 28 janvier les frappait d'une réduction²⁵, avec un répit de trois jours cependant. Alors, un grand nombre de détenteurs profitèrent de l'occasion offerte par ce délai pour écouler leur numéraire qui afflua dans les caisses de la banque. Le 31 janvier, l'interdit fut de nouveau jeté sur les métaux. Le gouvernement alla plus loin. Beaucoup d'anciennes espèces restaient cachées attendant un avenir meilleur. Au mois de décembre 1719, la Compagnie se fit autoriser à entreprendre des perquisitions domiciliaires et à s'emparer de toutes les monnaies décriées qu'elle pourrait saisir²⁶; le 28 janvier, ce droit de recherches et de confiscation fut étendu jusque sur les communautés religieuses et les lieux privilégiés. Le 4 février, un arrêt considérant que certains avaient « employé une partie considérable de leur fortune dans l'achat de diamants, de perles, de pierres précieuses » leur interdit de s'en parer sous peine de 10.000 livres d'amende; le 18 février, un arrêt détermine les ouvrages d'or et d'argent qui pourront être fabriqués et en règle le poids « pour arrêter la consommation excessive qui se fait de ces matières, et afin de les faire reporter à la banque »; enfin, le 27 février, un arrêt défend « à toute personne quelque condition qu'elle pût être, et même à une communauté ecclésiastique de garder plus de 500 livres en espèces à peine de confiscation et de 10.000 livres d'amende...; saisies et confiscations en entier au profit des dénonciateurs. »

Dans cet arrêt l'impudence rivalisait avec l'iniquité. César, rappelle Montesquieu, défendit aux Romains de garder plus de soixante sesterces, mais « César fit sa loi pour que l'argent circulât parmi le peuple : le ministre de France fit la sienne pour que l'argent fût mis dans une seule main. Le premier donna pour de l'argent des fonds de terre ou des hypothèques sur des particuliers; le second proposa pour de l'argent des effets qui n'avaient point de valeur, et qui n'en pouvaient avoir par leur nature, et par la raison que sa loi obligeait de les prendre²⁷. »

La police et les bandouliers du Mississipi au lieu d'enlever des jeunes gens, firent la chasse aux louis. Buvat les signale tantôt chez le notaire Dupuis, tantôt chez l'agioteur André, chez l'orfèvre Langlois ou chez le joaillier Gavot. Aucune serrure,

²⁵ F. Véron du Verger de Forbonnais, *op. cit.*, t. VI, p. 317.

²⁶ F. Véron du Verger de Forbonnais, *op. cit.*, t. VI, p. 308.

²⁷ Montesquieu, *Esprit des lois*, l. XXIX, ch. XXVI.

aucune porte ne leur résiste. « Plusieurs commissaires allèrent en visite chez les principaux curés de la ville et des faubourgs de Paris, et y confisquèrent des sommes considérables au-dessus de 500 livres, quoique ces curés eussent pu dire ou représenter que ces deniers provenaient des aumônes qu'on leur avait déposées pour être distribuées aux pauvres honteux de leurs paroisses : sur quoi on leur répliqua avec raison que s'ils les avaient répandues comme ils devaient et comme ils n'auraient pu le faire, les pauvres en auraient eu du soulagement et que cet argent ne se serait pas trouvé inutile entre leurs mains²⁸. » Les frères Pâris, « grands fripons, dit l'avocat Barbier, mais qui ont de l'esprit infiniment », envoyèrent secrètement en Lorraine 7 millions qui furent saisis et une visite domiciliaire fit trouver chez eux 7 autres millions qui enrichirent la Compagnie des Indes. La crainte des confiscations jeta dans les villes le même effroi que la crainte des enlèvements dans les campagnes, la dénonciation était trop largement rétribuée pour ne pas se sentir comme réhabilitée. « Les valets trahirent leurs maîtres, le citoyen devint l'espion du citoyen²⁹. » On ne parlait plus que de saisies : chez Sohier, ancien commis papetier, 26.000 marcs d'or et d'argent; chez Dupin, marchand, rue de la Verrerie, 50.000 marcs; le chancelier de Pontchartrain livrait 50.000 louis et le président Lambert se dénonçait lui-même dans l'espoir de sauver une partie de ses 50.000 livres en or³⁰. « Jamais, écrit Saint-Simon, souveraine puissance ne s'était si violemment essayée et n'avait attaqué rien de si sensible ni de si indispensablement nécessaire pour le temporel. Aussi fut-ce un prodige plutôt qu'un effort de gouvernement et de conduite que des ordonnances si terriblement nouvelles n'aient pas produit non seulement les révolutions les plus tristes et les plus entières, mais qu'il n'en ait pas seulement été question, et que de tant de millions de gens absolument ruinés ou mourant de faim et des derniers besoins auprès de leurs biens, et sans moyens aucuns pour leur subsistance et leur vie journalière, il ne soit sorti que des plaintes et des gémissements³¹. »

Dans une autre région de la France, à Orléans, le système produisait des effets non moins désastreux. Orléans ayant vu

²⁸ Buvat, *Journal*, cité par E. Levasseur, *op. cit.*, p. 207.

²⁹ Duclos, *Mémoires*, 1808, t. II, p. 14.

³⁰ Cochut, *Law, son système et son époque*, 1853, p. 137; *Vie de Philippe d'Orléans*, par M. L. M. D. M., 1736, t. II, p. 45.

³¹ Saint-Simon, *Mémoires*, (1842) t. XXXIV, p. 17; édit. Chéruel, t. XI, p. 256.

son hôtel des Monnaies rétabli par un édit du mois d'octobre 1716; il en résulta par voie de conséquence la création d'une succursale de la Banque Royale, en vertu de l'arrêt du 27 décembre 1718 qui créait des bureaux particuliers à Lyon, la Rochelle, Tours, Amiens et Orléans, qui possédaient toutes un hôtel des Monnaies. On ne possède pas de renseignements sur les opérations de cette banque locale, mais une lettre du maire et des échevins d'Orléans adressée à Law, le 21 février 1720, nous permet de voir la situation de la ville à cette date.

« Monseigneur, lui écrivait-ils, les ordres du roi et les vôtres ont été exécutés par les habitants de notre ville avec toute l'obéissance et la soumission qu'ils vous doivent. Ils ont porté à la Banque et à la Monnaie, en exécution de l'arrêt du Conseil, toutes les espèces d'or et d'argent qu'ils avaient, en sorte qu'ils ne sont plus porteurs que [de] billets de banque et de récépissés. Ils se présentent tous les jours en foule à la banque, et tel qui est porteur de dix mille livres de ce papier, après avoir resté un jour entier pour approcher du bureau, a beaucoup de peine d'y recevoir cent livres en pièces de vingt sols. » Comme on n'en peut monnayer que sept ou huit mille livres par jour, cette fabrication trop lente gagnerait à être remplacée par des demi-écus, « cela procurerait un secours plus prompt. Notre ville sert d'entrepôt à toutes les marchandises qui viennent de la Méditerranée et à la plus grande partie de celles de l'Océan destinées pour la subsistance de Paris, et il serait dangereux d'en interrompre le transport par la cessation de la circulation des espèces. Il part ordinairement de notre ville pour Paris plus de cent charrettes par jour, chargées de vin et autres marchandises. Il est d'usage et indispensable de donner de l'argent d'avance aux voituriers pour leur nourriture, celle de leurs chevaux, le paiement des droits et l'entretien de leurs harnais pendant leur route, et les marchands se trouvent dans l'impuissance, manquant d'espèces, d'y pouvoir satisfaire. Toutes les manufactures de notre ville, comme de raffineries, bonneteries et de serges, les faiseurs de futailles, les déchargeurs de marchandises sur les ports et les porte-sacs qui composent une multitude prodigieuse de personnes indigentes, souffrent considérablement du défaut de circulation. Ces mercenaires attendent à la fin de chaque jour le fruit de leur travail, et les marchands hors d'état de le pouvoir faire en souffrent encore davantage... L'Orléanais est pays de vignobles, les vignes composent la moitié et plus du bien des habitants de notre ville et de la campagne, en sorte que le vin fait la meilleure partie de leur revenu. Les marchands de

cette espèce de marchandise se trouvent aussi dans un grand embarras. Ils doivent à tous les vigneron de la campagne qui obsèdent leurs maisons pour être payés du prix de leur vin, afin de pouvoir acheter les nécessités de leur maison, payer les arrérages des rentes qu'ils doivent, la taille et leurs domestiques. Les marchands dont le négoce se fait à Paris n'en peuvent tirer aucun argent, et ne sont payés qu'en billets de banque qu'ils apportent ici; ce qui multiplie considérablement ceux qui y sont déjà... Les bourgeois même ne sauraient payer leurs vigneron à façon sans le secours des espèces³⁴.

Aucune considération de droit ou de justice n'était capable désormais de retenir Law sur la pente où l'emportait son aveuglement. Rien ne lui coûtait, rien ne lui répugnait de ce qui devait, selon ses calculs, développer la circulation des billets et, par ce moyen, soutenir le cours des actions. Ainsi fut-il amené à convoquer, le 22 février, à l'Hôtel de la banque, une assemblée générale et dans ce bref intervalle la perspective de la banqueroute s'était tellement rapprochée qu'il paraissait déjà impossible de lui échapper. Une remarque semblait s'imposer. La banque royale était une institution de l'État, la Compagnie des Indes demeurait une société particulière de commerce et d'industrie. Peut-être la banque, seule partie sérieuse du Système, pouvait-elle encore être sauvée : « il fallait séparer sa destinée de celle de la Compagnie et au risque de précipiter la baisse de l'action, exiger des actionnaires le versement en billets des termes de leurs souscriptions venant à échéance, le remboursement en billets des nombreux prêts sur dépôt d'actions que la banque avait consentis pendant la grande vogue pour alimenter l'agiotage; on pouvait par là diminuer la quantité des billets et leur ramener la confiance. Tout au contraire, Law unit étroitement la banque et la Compagnie par l'arrêt du 23 février 1720 qui confia à celle-ci la régie de celle-là. C'était le sûr moyen de les perdre l'une et l'autre³⁵. »

Forbonnais nous apprend que « l'effet de la délibération du 22 ne fut favorable au Système que jusqu'à l'impression de la déclaration du 23 qui l'autorisait. Le discrédit des billets de banque continua et l'action continua aussi de baisser journellement.

³⁴ Arch. municip. d'Orléans, BB. Copies des lettres anciennes 1715-1742, fol. 8 v° et 9, dans C. Bloch, *Effets du système de Law à Orléans (1720)* dans *Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques. Section des sciences économiques et sociales*, 1898, p. 162-168.

³⁵ M. Marion, *Histoire financière de la France depuis 1715*, in-8, Paris, 1914, t. I, p. 97.

Assemblée
générale
du
22 février

Arrêt du
5 mars

Plus la banque payait lentement, plus on s'efforçait de réaliser. L'augmentation des espèces, le 25, ne parut qu'un expédient dont on voulait couvrir la disette des caisses, et la défense de prendre 5 pour cent pour échanger les espèces en billets ne fit pas meilleur effet. Le 27, on fit monter la défiance au plus haut point par la défense de garder plus de 500 livres en espèces. La défense de fabriquer et de vendre de la vaisselle d'argent ne fut qu'une imprudence de plus et fit monter sa valeur à des sommes excessives, sans diminuer l'ardeur qu'on avait pour l'enlever. Le contrôleur-général, après avoir éprouvé si souvent que c'est compromettre l'autorité que de l'opposer au torrent des passions, se trouva dans un étrange embarras. Il se décida à rendre le fameux arrêt du 5 mars, qui décida la chute du Système³³.

Ses
dispositions

L'arrêt commence à prescrire le remboursement à leur échéance de tous les prêts qui ont été faits, mais il ordonne la création d'un bureau pour convertir, au prix fixe de 9.000 livres, les actions en billets et les billets en actions, à la volonté des porteurs. Ce bureau, que l'assemblée générale du 22 février avait supprimé, se trouvait rétabli par ordre du roi et la rentrée des sommes prêtées sur titres devait faciliter la conversion des actions en billets. Les soumissions et primes délivrées par la Compagnie lui seront rapportées dans le délai d'un mois, pour être converties en actions à des conditions qui permettent de réduire le nombre des actions. Ceci tendait à rendre possible la distribution du dividende promis de 200 livres aux actions non supprimées. Law avait prévu qu'on viendrait à la Compagnie échanger des actions à 9.000 livres contre des billets et qu'on porterait les billets à la banque pour les échanger contre des espèces; il espérait néanmoins suffire aux exigences des « réalisateurs » grâce au numéraire que l'arrêt du 27 février faisait affluer dans les caisses de la banque. Cependant tout ce numéraire n'eût pas suffi à soutenir les nouvelles émissions de billets; d'ailleurs Law venait de voir avec consternation le prince de Conti et le duc de Bourbon son cousin retirer d'un seul coup des billets, le premier pour une somme de 14 millions, le second pour 25 millions, et c'est ainsi que malgré les assurances contraires si souvent données, le contrôleur-général se trouvait amené à élever le cours des espèces sans les refondre ou les réformer, portant les écus à 8 livres et les louis à 48.

Arrêt du
11 mars

L'arrêt du 5 mars causa la perte du Système et, quoi qu'en

³³ F. Véron du Verger de Forbonnais, *op. cit.*, t. VI; E. Levasseur, *Law et son système*, dans *Compte-rendu de l'Acad. des sc. mor. et polit.*, 1909, t. CLXXI, p. 482-483.

aient pu dire les amis et les admirateurs de Law, qui l'ont attribué à « un mystère d'intrigue et de politique », cet édit avait trop de rapport avec les théories générales du financier pour qu'il ne faille pas le lui attribuer. Dans un mémoire antérieur à l'établissement de la Banque et de la Compagnie, il présentait la conversion des billets en actions et réciproquement comme conforme à ses doctrines, et, dans un autre mémoire, postérieur à sa chute, il écrit : « Tout étoit monnaie, actions et billets; il n'y avoit qu'à fixer les proportions, et tout discrédit, toute demande sur la caisse cessoit. » Il ne manquait plus pour couronner ces principes que d'opérer la substitution de la monnaie nouvelle aux anciennes espèces. Les articles 7 et 8 de l'arrêt du 5 mars le faisaient pressentir, l'arrêt du 11 mars en décida.

Le roi « pour procurer à ses sujets la diminution du prix des denrées, soutenir le crédit public, faciliter la circulation, augmenter le commerce et favoriser les manufactures » jugeait convenable « de diminuer le prix des espèces et d'abolir l'usage de celles d'or ». Pendant le mois de mars les louis furent reçus pour 42 livres, pendant le mois d'avril pour 32 livres, dès le 1^{er} mai ils étaient supprimés; les écus obtenaient, à travers une série de diminutions, un répit jusqu'au 31 décembre. A partir du 1^{er} août on ne devait plus faire usage que des sixièmes et des douzièmes d'écus, pour tout le reste on devait recourir au papier. Un arrêt du mois de mars ordonna la fabrication de *louis d'argent* ayant cours pour 3 livres et qui, par diminutions successives, ne vaudraient plus que 1 livre le 1^{er} décembre. L'esprit du système, a-t-on pu dire, n'avait jamais produit de semblables aberrations. Ces prescriptions étaient sanctionnées par des peines rigoureuses, notamment par la confiscation dont les dénonciateurs tiraient une moitié. Il était enjoint à tous les officiers, levant des scellés, ou dressant des inventaires, de faire connaître aux procureurs généraux des cours des monnaies, les espèces et les matières qu'ils auront trouvées, sous peine de perdre leurs charges et d'être condamnés à payer eux-mêmes la valeur de ce qu'ils n'auront pas déclaré. De l'ensemble de ces dispositions, il résultait qu'au 1^{er} janvier 1721 le remboursement des billets en numéraire ne pourrait plus s'effectuer qu'en pièces de 10 sols et de 5 sols. « Ainsi, dit Saint-Simon, on vint à vouloir d'autorité coactive, supprimer tout usage d'or et d'argent..., à prétendre persuader que, depuis Abraham, qui paya comptant la sépulture de Sarah, jusqu'à notre temps, on avait été dans l'illusion et dans l'erreur la plus grossière, dans toutes les nations policées du monde, sur la monnaie et sur les mé-

Proscription
de l'or

taux dont on la fait; que le papier était le seul utile et nécessaire³⁵. » On réussit si peu à persuader que « l'alarme fut générale, au témoignage de Forbonnais, non seulement parmi les réalisateurs, mais parmi les commerçants qui dépendaient de la probité de leurs courtiers et de leurs commis. Divers exemples redoublèrent la méfiance, et la consternation fut générale par la dénonciation d'un fils contre son père, malgré la punition que prononça le régent. Le nombre de ceux qui se soumirent à la loi fut cependant assez grand pour les circonstances, puisque la banque reçut dans le mois (du 7 au 30 mars) jusqu'à 44.696.190 livres en espèces³⁶. Le crime commis par le comte de Horn et ses complices (22 mars) « ferma tristement cette bacchanale » de l'agiotage.

Fermeture
de la rue
Quincampoix

Un édit du 22 mars défendit de s'assembler rue Quincampoix sous prétexte, disait le préambule qu'un bureau étant ouvert à la banque pour les actions en billets et les billets en actions et leur prix ne devant plus varier, « l'assemblée de la rue Quincampoix devient absolument inutile ». Des négociants infidèles avaient souvent dans leurs marchés détourné ou enlevé les effets de ceux qui traitaient avec eux, à l'aide du tumulte et des embarras causés par l'affluence de gens inconnus, dont quelques-uns étaient sans doute sans domicile et sans aveu; un grand nombre de domestiques et d'artisans ont abandonné leur maître et leur profession, soit pour négocier eux-mêmes, soit pour servir de courtiers à ceux qui n'eussent osé paraître, « le tout au grand préjudice des arts et du commerce ».

La fermeture de la rue Quincampoix ne pouvait avoir raison de la fureur d'agiotage et détourner chacun de l'espoir de faire sa fortune, aussi « les spéculateurs se rencontraient dans le voisinage de la banque, notamment sur la place des Victoires, et s'accostaient pour parler d'affaires. Le groupe s'arrondissait en peu d'instant; les nouvelles débitées, les demandes et offres de valeurs révélaient les cours. On achetait à prime, malgré la défense; on calculait des reports, on escomptait, on remuait des millions jusqu'au moment où éclatait ce cri : « Le guet! le guet! » Aussitôt chacun prenait sa volée pour éviter les coups de plat de sabre que les archers à cheval aimaient à distribuer aux agioteurs nomades. Ainsi se fit pendant plus de deux mois le commerce du papier³⁷. Le 28 mars, un deuxième arrêt réi-

³⁵ Saint-Simon, *Mémoires* (1905), t. XI, p. 256.

³⁶ F. Véron du Verger de Forbonnais, *op. cit.*, t. VI, p. 347.

³⁷ Cochut, *op. cit.*, p. 159.

téra la défense « de s'assembler en aucuns lieux ni quartiers que ce puisse être et de tenir bureau pour négociations de papiers » sous peine de prison et de 3.000 livres d'amende. On n'en tint compte.

Depuis le commencement de l'année, la situation de la banque et celle de la Compagnie des Indes n'avaient fait que s'aggraver. L'arrêt du 5 mars fit bientôt sentir ses effets. Le bureau de vente fut à peine fréquenté pendant huit jours et toute la foule se porta vers le bureau qui échangeait les actions contre des billets. Il fallut payer et, par conséquent, augmenter la quantité des billets de banque, ce qui se fit dans le plus profond mystère : on créa, le 26 mars, pour 300 millions; le 5 avril, pour 369 millions; le 19, pour 438 millions; le 17 mai pour 362 millions; en tout pour 1.496.400.000 livres³⁸. Il y avait donc dans le commerce environ 3 milliards en monnaie de papier³⁹ dont rien ne répondait, dont personne ne voulait, qu'on était néanmoins forcé d'accepter et dont la quantité, croissant chaque jour, épouvantait les moins timides. Un édit du 24 mars fixa, par une nouvelle injustice, l'intérêt légal au denier cinquante. Le Parlement protesta⁴⁰, prépara des remontrances que le Régent consentit à recevoir (18 avril)⁴¹. « Les impositions les plus onéreuses, y était-il dit, n'ont jamais approché des maux qu'entraîne une pareille réduction. Ceux qui ont eu le malheur d'avoir tous leurs biens en contrats de constitution ont déjà éprouvé plus de dérangement dans leur fortune et ont essuyé plus de rigueur en l'espace de six mois de paix qu'ils n'en ont souffert pendant vingt années de guerre⁴² » Le régent se contenta d'envoyer au Parlement, le 22 avril, des lettres de jussion, réclamant l'enregistrement immédiat de l'édit⁴³. Messieurs regimbèrent, demandèrent la permission de présenter de nouvelles remontrances, furent éconduits et décidèrent « qu'il serait fait au roi, à toutes occasions, de nouvelles instances, pour qu'il lui plût de recevoir les remontrances de la cour⁴⁴ ».

Les 2.696 millions de billets étaient discrédités mais non dé-

Nouvelles
émissions
de billets

L'arrêt du
21 mai
réduit la
valeur des
billets

³⁸ Du Tot, *Réflexions politiques sur les Finances et le Commerce*, 1738, p. 914.

³⁹ F. Véron du Verger de Forbonnais, *op. cit.*, t. VI, p. 335.

⁴⁰ Arch. du Parlement, Registre du Conseil secret, X, 8426, 24 mars 1720.

⁴¹ Arch. du Parlement, Registres du Conseil secret, X, 8426, 16 et 17 avril. J. Flammermont, *Remontrances du Parlement de Paris*, 1888, t. I, p. 126 suiv.

⁴² Arch. du Parlement, Registres du Conseil secret, X, 8426, 18 avril.

⁴³ Arch. du Parlement, Registre du Conseil secret, X, 8426, 22 avril.

⁴⁴ Arch. du Parlement, Registre du Conseil secret, X, 8426, 3 mai.

précisés; la banque avait pu, tant bien que mal, satisfaire aux demandes de remboursement. Cependant le public ne se rendait pas compte de l'imminence d'une catastrophe inévitable. Le 16 mai, on créa sur la Compagnie des Indes 4 millions de rentes viagères afin de retirer de retirer 100 millions de billets, mais de pareilles mesures ne suffisaient plus désormais, il fallait aviser. Le Conseil de régence⁴⁵, et le Parlement était en vacances⁴⁶, Saint-Simon⁴⁷, Villars⁴⁸, le duc de Bourbon dans leurs terres, Law avait le champ libre, car ce n'étaient pas Dubois ni d'Argenson qui l'eussent retenu, tous deux l'eussent poussé volontiers à rédiger cet édit dont le préambule semble avoir été conçu et écrit sous l'inspiration du financier⁴⁹, et qui consacrait la ruine de la Banque et de la Compagnie. Le Régent accepta tout et les porteurs d'actions et de billets, le 22 mai, à leur réveil, lurent, avec consternation, affiché sur les murs, un arrêt daté de la veille⁵⁰, annonçant que les actions étaient réduites à 8.000 livres immédiatement, et ensuite de 500 livres chaque mois à partir du 1^{er} juillet jusqu'au 1^{er} décembre, où elles ne vaudraient plus que 5.500 livres⁵¹; et que les billets de banque seraient réduits d'un cinquième immédiatement et d'un vingtième par mois, jusqu'au 1^{er} décembre où ils atteindraient la moitié de leur valeur actuelle⁵², avec faculté cependant d'être reçus jusqu'au 1^{er} janvier 1721 pour leur valeur entière en paiement des impositions et en acquisition de rentes viagères que l'arrêt du 16 mai venait d'autoriser la Compagnie à créer⁵³. Les lettres de change, tirées ou endossées à l'étranger pour être payées en France, y seraient acquittées en billets, suivant la valeur de ces billets comme dans le lieu et le jour où elles auraient été souscrites. Par dessus toutes les dispositions et toutes les explications une vérité éclatait brus-

⁴⁵ Saint-Simon, *Mémoires*, 1842, t. XXXIV, p. 101; édit. Chérueil, t. XI, p. 302-303.

⁴⁶ *Arch. du Parlement*, Registres du Conseil secret, X, 8427, fol. 14.

⁴⁷ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXXIV, p. 101, édit. Chérueil, t. XI, p. 302.

⁴⁸ Villars, *Mémoires*, coll. Petitot et Monmerqué, t. I, p. 142.

⁴⁹ Duclos, *op. cit.*, t. II, p. 35; Forbonnais, *op. cit.*, t. VI, p. 341; E. Levasseur, *op. cit.*, p. 228; A. Vuitry, *op. cit.*, p. 367.

⁵⁰ *Vie de Philippe d'Orléans*, par M. L. M. D. M., 1736, t. I, p. 84; E. Levasseur, *op. cit.*, p. 229-231; A. Vuitry, *op. cit.*, p. 356-361.

⁵¹ Les actions vaudraient successivement 8.500, 8.000, 7.500, 7.000, 6.500, 6.000, 5.500.

⁵² Le billet de 100 livres vaudrait le 22 mai, 80 l.; le 1^{er} juillet, 75; le 1^{er} août, 70; le 1^{er} septembre, 65; etc., jusqu'au 1^{er} décembre, 50 livres.

⁵³ F. Véron du Verger de Forbonnais, *op. cit.*, t. VI, p. 340.

quement : l'État, en réduisant par l'arrêt du 21 mai la valeur des billets de banque, se déclarait en faillite.

Mathieu Marais rapporte que Law dit à quelqu'un : « Vous n'entendez pas mon système. — Bon, dit l'autre, il n'est pas nouveau; il y a plus de trente ans que je fais des billets sans les payer. » C'était ce qu'on pouvait dire de plus amer et de juste sur l'arrêt du 21 mai. Tous les contemporains attestent l'effet qu'il produisit. « Le vacarme fut général et épouvantable », dit Saint-Simon; « les cris furent universels » ajoute Duclos; ce fut, dit un autre, « une consternation générale », « un bouleversement affreux » écrit Forbonnais. Des pamphlets contre l'Écossais coururent de main en main⁵⁴, des billets anonymes circulèrent, ainsi conçus : « L'on vous donne avis que l'on doit faire une Saint-Barthélemy, samedi et dimanche, si les affaires ne changent pas de face; ne sortez, ni vous ni vos domestiques : Dieu vous préserve du feu⁵⁵. » Des groupes menaçants se formèrent aux alentours de la banque; le 25, il y eut une assez vive émotion, on brisa à coups de pierres les vitres de l'hôtel Mazarin⁵⁶. Revenus à leur poste, les membres du Conseil de régence se plaignaient au Régent, Saint-Simon avec aigreur, le duc de Bourbon avec fureur. Pour l'apaiser, il fallut lui abandonner 4 millions⁵⁷. Le Parlement prenait ses vacances de Pentecôte, il reprit ses séances le 27 mai et aussitôt les chambres s'assemblèrent. L'avis de tous fut qu'il fallait avoir raison de cet arrêt. On députa les gens du roi au Louvre. Le Roi, instruit par le maréchal de Villeroy, répondit qu'il recevrait toujours son Parlement avec plaisir. Ils allèrent ensuite au Palais-Royal, le Régent les reçut très bien, se déclara disposé à trouver un remède au mal présent », dit « qu'il y travaillait actuellement; qu'il ne serait pas même fâché de profiter des lumières de la cour et qu'il entrerait avec plaisir en conférence avec quelques personnes de la cour⁵⁸. » Law résistait encore, mais les bruits qui arrivaient et l'irritation populaire eurent raison de ses protestations; le duc d'Antin montra au Régent qu'il fallait casser l'arrêt et plus tôt que plus tard⁵⁹. Le peuple s'imaginait que les chambres ne s'étaient réunies que pour condamner les directeurs de la banque à être pendus comme banqueroutiers

L'arrêt du
27 retire
celui du 21

⁵⁴ Saint-Simon, *Mémoires*, 1842, t. XXXIV, p. 102.

⁵⁵ *Vie de Philippe d'Orléans*, par M. L. M. D. M. 1736.

⁵⁶ J. Buvat, *Journal*, cité par E. Levasseur, *op. cit.*, p. 244.

⁵⁷ M. Cochut, *op. cit.*, p. 162.

⁵⁸ *Arch. du Parlem.*, Registres du Conseil secret, X, 8427, 27 mai.

⁵⁹ Lemontey, *op. cit.*, ch. IX.

frauduleux⁶⁰; vers midi, le marquis de la Vrillière, secrétaire d'État vint annoncer au Parlement que l'arrêt venait d'être retiré. En effet, un arrêt du 27 mai ordonne que « les billets de banque continueront toujours d'avoir cours sur le même pied et pour la même valeur qu'avant l'arrêt du 21, que le Roi a révoqué ».

Il n'en
suspend pas
les effets

« L'arrêt du 27 mai était nécessaire, mais il ne pouvait pas rétablir la confiance, parce qu'il ne pouvait faire que celui du 21 n'eût pas été rendu et publié. La France avait su, et elle ne pouvait oublier que, dans la pensée du directeur de la Compagnie des Indes, les actions avaient une valeur moitié moindre que celle qui, depuis cinq mois leur était attribuée : quelle garantie avait-on que la nouvelle évaluation était plus sincère et plus vraie que la précédente et ne serait pas encore réduite ? La France avait su, et elle ne pouvait oublier, que le chef du gouvernement, le garde des sceaux et le contrôleur général s'étaient trouvés d'accord pour proclamer que l'État ne pouvait rembourser intégralement des billets dont le Roi s'était encore déclaré garant, le 23 février dernier, quand la banque avait été réunie à la Compagnie : on les avait réduits de moitié; ne les réduirait-on pas bientôt des deux tiers, des trois quarts, des neuf dixièmes. Dès qu'on croyait avoir le droit de les réduire arbitrairement, ils n'étaient plus qu'un papier sans valeur. Les porteurs d'actions étaient nombreux et intéressants; ils l'étaient moins que les porteurs de billets. Ceux-ci n'étaient plus qu'un petit nombre, les enrichis de la veille ayant vendu leurs actions; car le sentiment qui les avait portés à réaliser leurs bénéfices, les avait également portés à ne pas conserver les billets qui leur avaient été donnés en paiement et à se procurer, à tout prix, des immeubles, des pierreries, des diamants, de l'or et de l'argent. Les porteurs de billets, c'étaient les rentiers et les créanciers de l'État qui n'avaient pu trouver encore l'emploi des capitaux dont le remboursement leur avait été imposé; c'étaient les propriétaires, les négociants qui avaient vendu aux réalisateurs des terres qui étaient leur patrimoine, des marchandises qui étaient le fruit de leur travail; c'était la masse du public. Par le mouvement journalier des affaires, de la vie commerciale, de la vie industrielle et même de la vie civile, les billets, qui, depuis longtemps déjà, ne pouvaient être refusés dans les paiements, étaient peu à peu entrés dans toutes les bourses : ils étaient possédés par la foule, la grande foule, impressionnable et confiante

⁶⁰ J. Buvat, dans E. Levasseur, *op. cit.*, p. 245.

à l'excès comme les enfants, mais plus défiante encore quand sa première confiance a été déçue. La Banque et la Compagnie des Indes n'avaient plus et ne pouvaient plus avoir de crédit⁶¹.

Après l'arrêt du 27 mai, le Régent parut abandonner Law et se livrer aux conseils du garde des sceaux d'Argenson. Le 29, l'administration des finances fut divisée en cinq départements. Pendant que les deux intendants des finances, Fagon et La Housaye, accompagnés du prévôt des marchands se rendaient à la Banque pour examiner les registres et vérifier la caisse. Il s'y trouvait 21 millions en espèces, 28 millions en lingots et 240 millions en lettres de change. Voilà qu'elle était la garantie de 3 milliards de papier. En même temps le secrétaire d'État Le Blanc vint annoncer à Law qu'il était déchargé de ses fonctions et un poste de seize gardes suisses, commandé par le major Bezenval, s'installa, à toutes fins, dans son hôtel.

La disgrâce de Law ne remédiait à rien. « Il y a, disait plaisamment l'avocat Barbier, un décret qui permet d'avoir chez soi tant d'argent qu'on voudra. Cette permission vient quand personne n'en a plus. » En effet, tous les intérêts matériels avaient été atteints; toutes les classes de la société avaient été frappées; le trouble des esprits répondait au trouble des fortunes. De sourdes colères grondaient. L'avocat Barbier, qui possède des trésors d'indulgence pourra bien écrire que jamais le royaume « n'a été si riche ni si florissant; qu'il n'y a jamais eu un plus grand prince⁶² » que le Régent, le mécontentement public trouve d'autres accents pour s'exprimer par la plume de Duclos. « Jamais gouvernement plus capricieux, jamais despotisme plus frénétique ne se virent sous un Régent moins ferme. Le plus inconcevable des prodiges pour ceux qui ont été témoins de ce temps, et qui le regardent aujourd'hui comme un rêve, c'est qu'il n'en soit pas résulté une révolution subite, que le régent et Law n'aient pas péri tragiquement. Ils étaient en horreur; mais on se bornait à des murmures : un désespoir sombre et timide, une consternation stupide avaient saisi tous les esprits; les cœurs étaient trop avilis pour être capables de crimes courageux. »

Disgracié dans la matinée du 29 mai, Law se présenta dans la soirée au Palais-Royal. Le Régent refusa de le recevoir. Le lendemain 30, Law eut son audience, reçut en échange du titre de contrôleur-général celui de conseiller d'État d'épée, d'intendant général du commerce, de directeur de la Banque. Le 31, la garde

Sentiment
public

Retour
de Law

⁶¹ A. Vuitry, *op. cit.*, p. 364-367.

⁶² Barbier, *Journal*, 1857, t. I, p. 183.

suisse quitta l'hôtel et, de ce jour le duc d'Orléans « continua de travailler avec lui sans s'en cacher, et de le traiter avec sa bonté ordinaire⁶³ ». On assistait, sans surprise, à une nouvelle journée des dupes. D'Argenson fut disgracié, Daguesseau rappelé, Law ayant la principale direction des affaires. Alors les arrêts se succèdent. Le 1^{er} juin, autorisation pour tous d'avoir plus de 500 livres en numéraire; le 3, réduction à 200.000 du nombre des actions de la Compagnie qui est autorisée à demander à ses actionnaires un supplément de 3.000 livres par chacune des 200.000 actions conservées; le 5, injonction à la Compagnie d'émettre pour 10 millions d'actions rentières et 4 millions de rentes viagères dont le Roi reste garant; le 10, création de 25 millions de rentes nouvelles à deux et demi pour cent; le 14, rétrocession par la Compagnie de 25 millions par an; le 20, autre annuité de 18 millions. Le Parlement fit observer qu'il était injuste de payer aux rentiers deux et demi à la place de quatre pour cent qu'ils avaient droit de recevoir. Le Régent répondit, comme le fabuliste, qu'un bon tien vaut mieux que deux tu l'auras et deux et demi payés régulièrement sont plus précieux que cinq dont on ne voyait rien. Mais ce n'étaient là que des expédients impuissants à conjurer la crise. Les mesures violentes prises contre le numéraire en avaient fait porter à la banque, mais elles en avaient fait exporter ou cacher davantage. Tout le monde avait des billets, et, au lieu de faire prime sur l'argent, ils commençaient à être dépréciés; les marchands, depuis plusieurs semaines majoraient leurs marchandises quand elles étaient payées en billets. Pour les besoins quotidiens de l'existence, les achats minimes, on manquait de petite monnaie et on avait si peu de confiance dans le gouvernement et dans la Compagnie qu'on n'osait même pas leur prêter ces billets qui s'avilissaient chaque jour. Quelques actionnaires crédules avaient consenti à verser le supplément demandé de 3.000 livres, la grande majorité avait fait la sourde oreille et les 600 millions de billets restaient dans la circulation. L'une après l'autre, toutes les mesures échouaient; la confiance était irrémédiablement détruite.

La foule
assiège
la banque

Après l'arrêt du 21 mai, la grande agitation qui régnait partout avait fait fermer les bureaux de la banque, ils ne se rouvrirent que le 1^{er} juin⁶⁴, mis on ne remboursa d'abord que les

⁶³ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XXXIV, p. 103, édit. Chéruel, t. XI, p. 302-303.

⁶⁴ Buvat, *Journal*, 1^{er} juin.

billets de 100 livres et bientôt que ceux de 10 livres; enfin on réduisit ce remboursement aux heures de la matinée sous prétexte que, dans la journée, des commissaires du Conseil vérifiaient les caisses. Les ouvriers, les petits marchands ne pouvaient supporter une perte de 30 ou 35 pour cent, assiégeaient jour et nuit l'hôtel Mazarin et encombraient les rues voisines de leur foule compacte. « C'était une multitude aussi nombreuse, aussi pressée, aussi opiniâtre que celle qui, aux beaux jours du Système, était accourue pour se disputer ses faveurs. Mais alors on venait, volontairement soutenu par l'espoir du gain et trompant l'impatience de l'attente par des rêves d'or. Maintenant, c'étaient la misère et la faim qui poussaient tant de malheureux ruinés par le Système; ils venaient, tenant à la main le billet qu'on leur avait donné pour prix de leur travail, demander non la richesse mais du pain. Ils passaient des nuits entières à attendre que le bureau fût ouvert, et qu'ils pussent, en pénétrant les premiers, obtenir de quoi manger le lendemain⁶⁵. » A deux heures après minuit, l'avocat Barbier passe rue Vivienne, « il y avait déjà, dit-il, une douzaine de personnes assises par terre à la porte du jardin ». Dès le matin la foule s'entasse. « C'est, écrit-il dans son *Journal*, le 2 juin, une tuerie affreuse⁶⁶. » « Le 3 juin, nous apprend Buvat, il y eut deux hommes tués et deux femmes étouffées dans la foule, à la banque, tant il y avait de monde pour recevoir 100 et 110 l. au plus pour la valeur d'un billet de 100 livres avec un de 10 livres. Le 5, il y eut un tapage épouvantable, des épées tirées; les soldats mirent deux fois la baïonnette au fusil, et il ne faudrait rien pour mettre le feu dans une sédition. » « Il n'y a pas de jours où il n'y ait quelqu'un d'étouffé, affirme Barbier, et, dans cette ville de Paris qui est immense, à peine y a-t-il un sou pour fournir à la dépense de bouche. »

Le 7, les guichets se refermèrent, toujours à cause de la visite des caisses, et on annonça qu'ils rouvriraient le 12. Ce jour-là, dit Barbier, il y avait une si grande foule de gens de la populace que plusieurs en furent étouffés et foulés aux pieds. Peu s'en fallut que je ne fusse de ce nombre. » Malgré la promesse, les paiements en espèces ne furent pas repris le 12 : on afficha que les commissaires du Châtelet, dans chaque quartier, recevraient du numéraire pour changer les billets de 10 livres et qu'ils coupe-

⁶⁵ E. Levasseur, *op. cit.*, p. 254.

⁶⁶ Mêmes détails dans le récit de N. R. Pichon, donné par E. Levasseur, *Law et son système dans Comptes rendus de l'Acad. des sc. mor. et polit.* 1909, t. CLXXI, p. 485 : Le 3 juin, on emporta de la Banque un mort; le 4, six ou sept morts étouffés, écrasés.

raient les billets de 100 livres en billets de 10 livres. Alors la foule se transporta chez les commissaires, surtout les jours de marché. Au milieu de juin « il y a un corps de garde dans chaque marché : on n'entre qu'avec peine chez les commissaires, ils ne payent à chaque personne que trois petits billets de 10 livres; on ne coupe plus les billets de 100 livres qu'à la banque, où il y a une presse à s'étouffer. » Pour parvenir au bureau, il fallait passer « dans une enfilade longue d'environ sept ou huit toises entre le mur et une barricade de charpente... Il est bon de remarquer que plusieurs ouvriers et artisans, maîtres et compagnons des plus robustes, se portaient sur cette barricade, et pour gagner leur rang se jetaient comme à corps perdu du haut de la barricade dans la foule de ceux qui étaient dans l'enfilade, et en se jetant de la sorte augmentaient la presse et culbutaient quelquefois les moins robustes qui, pour pouvoir se relever, se trouvaient foulés aux pieds de ceux qui poussaient toujours successivement malgré les cris qu'on entendait sans cesse : tant il y avait d'empressement pour aller de cette manière chercher le paiement d'une misérable pistole au péril de sa vie... Il faut aussi remarquer que dès trois heures du matin la rue Vivienne se trouvait remplie de monde d'un bout à l'autre qui parlaient de tous les quartiers de la ville et des faubourgs les plus éloignés, afin de pouvoir être des premiers à l'ouverture de la porte du jardin de l'hôtel Mazarin et à l'ouverture de la barricade quand il plaisait aux directeurs de la Compagnie des Indes et aux commis de se trouver dans les bureaux de la galerie pour faire le paiement qui ne commençait qu'à huit ou neuf heures du matin jusqu'à midi ou une heure après midi; au sortir de laquelle galerie tous ceux qui avaient reçu une pistole, se jetaient la plupart dans un cabaret pour y avaler quelques verres de vin pour se remettre les sens demi-perdus et pour s'essuyer la sueur qui pénétrait tous les habillements comme s'ils fussent sortis de la rivière. »

L'agiotage
à la place
Vendôme

Mathieu Marais observe le 14 juin que « la disette d'argent est affreuse dans les familles. Personne n'a une pistole chez soi... Jamais, de mémoire d'homme ni d'histoire, on ne s'est vu en cet état ». — « On ne paye pas à la banque et on ne payera pas. Vous pouvez juger du prix des denrées! » écrit M. de Caumartin. Pour ajouter au désordre, les spéculateurs chassés de la rue Quincampoix, expulsés de la place des Victoires, étaient venus, à la fin du mois de mai, tenir leur bourse dans la cour de l'hôtel Mazarin. Leur affluence gênant le service, ils furent invités, le 1^{er} juin, à se transporter à la place Vendôme. La spéculation

se ranima : la Compagnie ne rachetait plus ses actions, et leur réduction à 200.000 donnait à leur valeur nouvelle une incertitude favorable à l'agiotage. En quelques jours, la place Vendôme prit l'aspect d'une foire. « Il y a des tentes tout le long de la place » dit Buvat. Des traiteurs, des cabaretiers, des marchands de toute espèce dressèrent leurs tréteaux ou leurs échoppes. « Cela ressemble, disait-on, au campement d'une armée. » Et les curieux, les badauds, les plaisants nommaient cet établissement « le camp de Condé ». Des placards faisaient connaître que le duc de Bourbon était généralissime, la droite commandée par le maréchal d'Estrées, la gauche par le marquis de Mézières, la réserve par le duc d'Antin, Law était médecin, l'abbé de Tencin aumônier, mesdames de Prie, de Sabran et de Parabère figuraient comme vivandières. Vers le milieu du mois de juin, les actions se négociaient en baisse à 4.200 livres seulement. Comme les billets n'étaient pas remboursés à la banque, leur conversion en numéraire devint, place Vendôme, l'objet d'un trafic que la police voulut empêcher. A la fin de juin, plusieurs agioteurs furent emprisonnés pour avoir fait perdre 25 ou 30 livres aux billets de 100 livres.

Cet agiotage ne ressemblait plus à celui de la rue Quincampoix. On ne se réunissait plus maintenant que pour parler de la baisse et pour céder ses actions à vil prix. Le chancelier Daguesseau se fatigua de la comédie qui se jouait devant ses fenêtres. Law trouva qu'elle embarrassait la voie publique et gênait la circulation, aussi, le 31 juillet, les spéculateurs reçurent défense de se réunir place Vendôme. « Le prince de Carignan, plus avide d'argent que délicat sur sa source offrit son hôtel de Soissons » et « tout autour (du jardin) on fit des loges, toutes égales, propres et peintes, ayant une porte et une croisée, avec le numéro au-dessus de la porte⁶⁷. Il y en a cent trente-huit, nous dit Barbier, avec deux entrées, l'une rue de Grenelle, et l'autre rue des Deux-Écus. Des suisses de la livrée du roi aux portes, et des corps de garde, avec une ordonnance du roi, pour ne laisser entrer ni artisans, ni laquais, ni ouvriers. » Les agioteurs y végétèrent jusqu'au 25 octobre, jour de leur dispersion définitive.

Ces derniers efforts de l'agiotage ne pouvaient rendre la vie et le mouvement à des valeurs discréditées. Au début du mois

et à l'hôtel
de Soissons

Rembourse-
ment des
billets en
juillet

⁶⁷ N. Bonamy, *Descriptions historiques et topographiques de l'hôtel de Soissons*, dans *Histoire de l'Acad. royale des Inscr. et Belles-Lettres*, 1749-1751, t. XXIII, p. 262; Barbier, *Journal*, t. I, p. 58.

de juillet, les guichets de la banque restèrent fermés « et il y a toute apparence qu'on n'ouvrira pas encore de sitôt », écrivait, le 3, M. de Caumartin. Les mêmes inquiétudes, les mêmes colères que le mois précédent reparurent. De nouveau, les commissaires avaient été chargés de rembourser en numéraire les billets de 10 livres. « Ils ont tous les jours chez eux, nous dit Barbier, le 6, une garde de soldats avec des sergents; et elle est triplée les jours des paiements. Ils sont à présent comme de petits ministres, car les magistrats et les gens de la première qualité vont les prier en grâce de leur garder 100 livres sur leur paiement, parce qu'on ne donne que 10 livres à la populace : et c'est une tuerie le mercredi et le samedi. Personne effectivement n'a d'argent et il semble qu'on aille demander l'aumône. » Même pour cela il fallait s'attendre au pis. « La porte des commissaires ne s'ouvrait qu'à moitié, afin que les solliciteurs n'entrassent que l'un après l'autre et il n'y pénétrait que les plus robustes. » Le 6 juillet, le Parlement envoya une députation au Régent pour se plaindre de la fermeture de la banque et du manque complet d'argent. Le prince la renvoya disant qu'il ne pouvait mieux faire. Elle revint l'après-dînée; le Régent refusa de la recevoir, elle insista disant qu'elle ne s'en retournerait pas. Là-dessus on l'introduisit et s'entendit dire qu'on donnerait de l'argent. « Quand? » demanda-t-elle. « Ah! quand, quand, quand, je n'en sais rien; c'est quand je pourrai⁶⁹. »

Sédition du
17 juillet

Place Vendôme, l'argent se vendait pour des billets, depuis trente jusqu'à quarante pour cent de perte, nonobstant un arrêt de la Cour des Monnaies défendant cette usure, à peine des galères. Chez les huit commissaires on distribuait chaque jour de marché entre vingt et vingt-cinq mille livres d'argent et on comptait les billets de cent livres en billets de dix livres. Un poste de soldats aux Gardes, commandé par un sergent, défendait leur maison, et ce poste était triplé les jours des paiements. « Ils sont à présent comme de petits ministres, écrit l'avocat Barbier, car les magistrats et les gens de la première qualité vont les prier en grâce de leur garder sur leur paiement cent livres, parce qu'on ne donne effectivement que dix livres à toute la populace; et c'est une tuerie le mercredi et le samedi. Personne effectivement n'a d'argent, et il semble qu'on aille leur demander l'aumône. Il n'y a pas de circulation de l'argent et il ne reparait plus; chacun le garde et cherche à dépenser [en] billet.

⁶⁹ M. Marais, *Journal et mémoires*, in-8, Paris, 1863, t. I, p. 317; 6 juillet 1720.

Ceux-même qui ont gagné aux actions, et à qui le fond ne coûte rien, font acheter de l'argent dans les provinces, à vingt-cinq pour cent de perte; la veille d'une diminution où le peuple cherche à ne pas perdre, ils le gardent et, de cette manière tout l'argent se resserre et la Banque s'épuise sans qu'il y rentre un sol pour les droits du Roi, que l'on paye en billets⁷⁰. »

Dans cet embarras il fut décidé, le 8, de payer à la Banque un seul billet de dix livres à chaque porteur; le 9, on ouvrit la porte de la rue Vivienne dans les jardins du Palais Mazarin, donnant accès dans la galerie où étaient les bureaux⁷¹. Quand le jardin était rempli, on ne laissait plus entrer personne et on expédiait ceux qui étaient dedans; cela faisait perdre toute la journée à de pauvres gens. Arrivé aux bureaux, tout porteur recevait dix francs pour un billet de dix francs et n'en pouvait faire payer plus d'un seul⁷². Ainsi, disait-on, non sans amertume, voilà la Banque royale ouverte, à une pistole par tête et à pique-nique⁷³. »

Le 10, la Banque ayant été ouverte pour payer les billets de dix francs, on referma la porte dès que la cour fut remplie. Ceux qui n'avaient pu pénétrer voulurent forcer la porte et jetèrent quantité de pierres par dessus le mur à ceux du dedans, qui, de leur côté, rejetèrent les pierres au dehors, se blessant les uns les autres. Pour en finir, la foule tenta d'enfoncer la porte de la Banque percée d'un guichet à jours; la garde établie dans la cour, voyant qu'elle avait tout à craindre, tira un coup de fusil par le guichet, une balle jeta à terre un cocher et une autre balle cassa l'épaule d'un manifestant. Le peuple crut mort ce cocher, souleva son corps en criant : « Au Palais-Royal », et se dirigea en cohue de quatre mille braillards escortant le cadavre. Mais celui-ci ressuscita et demanda un confesseur, la charme était rompu, on le posa à terre et tout se dissipa⁷⁴. On ouvrit plusieurs fois la Banque dans les mêmes conditions et il y eut chaque fois plusieurs personnes étouffées. La bande qui s'était acheminée vers le Palais-Royal, après s'être dissipée, ne tarda pas à refluer dans la rue Vivienne où la porte enfoncée avait été promptement rétablie avec de grosses planches barrées. Alors les pierres recommencèrent à pleuvoir et une brigade d'invalides comman-

⁷⁰ Barbier, *Journal*, t. I, p. 46-47; juillet 1720.

⁷¹ Galerie occupée de nos jours par le département des Estampes.

⁷² Barbier, *Journal*, t. I, p. 49; Buvat, *Journal*, t. II, p. 111.

⁷³ M. Marais, *Journal et mémoires*, t. I, p. 20; 9 juillet; Buvat, *Journal*, t. II, p. 111.

⁷⁴ M. Marais, *op. cit.* t. I, p. 20; 10 juillet 1720.

dée par un sergent tenta une sortie à la baïonnette, puis rentra se mettre à l'abri. La rue fut toute dépavée, les pavés, dit un témoin, volaient comme la grêle, toutes les fenêtres étaient brisées⁷⁴.

Le 11, on ne fit que couper des billets de cent livres en billets de dix livres; le 12 et le 13, on paya seulement à la Banque la valeur d'un billet de dix livres à chaque particulier, et il y avait une si grande foule que plusieurs furent étouffés et piétinés; peu s'en fallut, écrit Buvat, que je ne fusse du nombre⁷⁵; il paraît, en effet, s'y être rendu chaque jour; les personnes de condition se contentaient d'y envoyer leurs gens⁷⁶. Pendant ce temps le Chancelier réunissait un grand nombre de membres du Parlement et leur proposait l'enregistrement de tous les arrêts rendus sur le fait de la Banque et de la Compagnie des Indes. On refusa. Le chancelier dit que le Régent se plaignait de ce qu'ils s'opposaient à tout ce qu'ils voulaient faire; on lui répliqua que l'État était accablé de dettes. Alors Daguesseau suggéra trois solutions : Recourir aux rentes de la ville; Établir un compte ouvert en banque à Paris et dans toutes les villes où il y a monnaie; Accepter un cautionnement volontaire des Mississipiens pour une somme de six cents millions. A cela on objecta que les rentes de la ville se remplissaient peu; le compte ouvert était un expédient pour prendre l'argent après les billets et rien rendre; le cautionnement n'est rien dans les personnes mais dans l'argent et Law, à lui seul, possédait des fonds en terres pour plus de six cent mille francs de rente. Il le fallait chasser avant toute autre chose. La conférence se termina sans aménité⁷⁷, et lorsque les magistrats mirent leurs collègues au courant de ces propositions, on les jugea périlleuses, inacceptables et on demanda d'un commun accord le renvoi de Law⁷⁸.

Le 14, on agita « sans respect aucun pour la solennité » du dimanche⁷⁹, les actions étaient à 4.700; le 15, à 4.500; le 16, on afficha qu'on recevrait trois actions qu'on payerait pour la valeur de deux, à moins que les porteurs ne préférassent verser trois mille livres en billets de banque pour les convertir en

⁷⁴ J. Buvat, *Journal*, t. II, p. 112; E. Levasseur, *Law et son système jugé par un contemporain*, dans *Compte-rendu de l'Académie des sciences morales et politiques*, 1909, t. CLXXI, p. 485-486.

⁷⁵ Buvat, *Journal*, t. II, p. 105-107; Barbier, *Journal*, t. I, p. 48-50.

⁷⁶ Buvat, *Journal*, t. II, p. 112-113; E. Levasseur, *op. cit.*, p. 485-486.

⁷⁷ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 321-323; 13 juillet 1720.

⁷⁸ M. Marais, *op. cit.*, t. I, p. 323-324; 14 juillet 1720.

⁷⁹ M. Marais, *op. cit.*, t. I, p. 323; 14 juillet 1720.

actions nouvelles⁸⁰. On paya dix livres deux sols six deniers par billet de dix livres; les directeurs de la Banque ayant bien voulu sacrifier deux sols six deniers pour éviter l'embarras qui n'aurait pas manqué d'arriver si chaque particulier avait été obligé de rendre deux sols six deniers avec un billet de dix livres, la plupart n'ayant peut-être pas un sol dans leur poche⁸¹. Cette condescendance s'expliquait peut-être par l'attitude intransigeante du Parlement qui, à toutes les propositions répondait en demandant qu'on lui livrât Law⁸².

Dans la nuit du 16 au 17 juillet, dès trois heures du matin, la rue Vivienne débordait d'une foule grouillante, venue de tous les quartiers et des faubourgs les plus éloignés afin d'être des premiers à l'ouverture de la barricade vers huit ou neuf heures du matin. Ce matin-là douze ou quinze personnes furent étouffées dans une enfilade longue de sept ou huit toises entre le mur et une barricade de charpente. Plusieurs ouvriers et artisans hardis et robustes, postés sur cette barricade se jetaient de là sans aucune pitié dans la foule, culbutant, écrasant des êtres plus faibles qui fléchissaient et ne se relevaient plus. Les autres devaient prendre patience jusque vers midi ou une heure, avec la perspective de recevoir une pistole et de se précipiter de là dans un cabaret parmi les vociférations, les bourrades, et tout le répugnant appareil d'une multitude luttant pour son existence. Ceux qui n'avaient pu gagner la barricade et piétinaient dans l'enfilade ne couraient pas un moindre danger. Beaucoup d'hommes s'étant avisés de grimper sur les ruines des maisons que Law avait fait abattre rue Vivienne se coulaient à califourchon le long du mur du jardin du palais Mazarin et par le moyen des branches de quelques marronniers sautaient dans l'enfilade, au risque de culbuter et d'étouffer ceux qui s'y trouvaient auparavant⁸³.

Cette nuit-là, quinze mille êtres humains s'entassaient rue Vivienne et avant cinq heures du matin, seize personnes avaient perdu la vie. La foule se désagrégea à la vue des cadavres; on en porta cinq le long de la rue Vivienne; à six heures, on en porta trois à la porte du Palais-Royal. Tout le peuple suivait en fureur; ils voulurent entrer dans le Palais-Royal que l'on ferma de tous côtés. La multitude criait : « Le Régent! Le Régent! » on lui

⁸⁰ Buvat, *Journal*, t. II, p. 108; 16 juillet.

⁸¹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 105; 16 juillet 1720.

⁸² M. Marais, *op. cit.*, t. I, p. 327; 16 juillet 1720.

⁸³ Buvat, *Journal*, t. I, p. 105-107 : douze ou quinze étouffés; Balleroy, *op. cit.*, t. II, p. 183, quinze; Marais et Barbier : seize.

répondit qu'il était à Bagnolet; le peuple n'en crut rien, cria : « Ce n'est pas vrai! Il n'y a qu'à mettre le feu aux quatre coins, on le trouvera bientôt. » C'était un tapage affreux. Une bande se détacha et porta un cadavre devant le Louvre sous les fenêtres du Roi; le maréchal de Villeroy fit donner cent livres aux émeutiers qui s'éloignèrent. Une autre bande donnait l'assaut à l'hôtel de Law, brisait les vitres et se dispersait à la vue des Suisses. Le Palais-Royal restait cerné par la foule hurlante. Le Régent venait de se lever, on l'habillait et, pendant ce temps, il était « blanc comme sa cravate et ne savoit ce qu'il demandait. » On n'osait pas montrer les uniformes de peur d'irriter la foule, Rocheplatte, officier aux gardes, fit entrer cinquante soldats en habit bourgeois. Ensuite un officier pénétra avec vingt mousquetaires en uniforme. Quand on sut aux Tuileries ce qui se passait au Palais-Royal, on fit un détachement des compagnies en garde chez le Roi, elles demeurèrent quelque temps au Palais-Royal d'où le Régent les renvoya peu après⁸⁴.

Sur ces entrefaites, le duc de Tresmes, gouverneur de Paris, était arrivé, il entra et se mit à un balcon pour haranguer; il ne put dire autre chose sinon : « Hé, messieurs, messieurs! qu'est-ce que cela? messieurs, messieurs! » et s'en fut. Tout le peuple entoura son carrosse, il jeta de l'argent, même de l'or et eut ses manchettes déchirées. Le Blanc, secrétaire d'État de la guerre se glissa dans le palais grâce à une escorte de gens déguisés; après s'être concerté avec La Vrillière, tous deux par l'entrebâillement d'une porte se jetèrent parmi la foule. Une femme, dont le mari venait d'être étouffé à la Banque saisit Le Blanc à la cravate disant qu'après avoir perdu son mari elle n'avait plus rien à perdre; Le Blanc eut de la peine à se dégager et, avisant quelques hommes robustes, leur dit en montrant les cadavres : « Mes enfants, prenez ces corps, portez-les dans une église et revenez promptement me trouver pour être payés. » Il fut obéi sur le champ. Vers neuf heures, on ouvrit les portes des cours qui furent, à l'instant, remplies de quatre à cinq mille personnes, en larmes, l'une réclamant son mari, l'autre son père ou son frère, même celles qui ne cherchaient qu'à s'étourdir de leur affolement, car on ne savait plus ce qu'on désirait : point de billets qui ne valent rien; point d'argent qui perd tous les jours.

Law parut vers dix heures, Law « avec son impudence an-

⁸⁴ Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 49; Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 322; 17 juillet 1720.

glaise » comme dit Mathieu Marais. Les Anglais ne crient pas et mordent, avait-il coutume de dire; mais les Français crient et ne mordent pas. En passant dans le petit marché des Quinze-Vingts, une femme se jeta à la portière de son carrosse et se fit traîner, réclamant son mari qui venait d'être tué. Il lui offrit de l'argent. « Non, je veux mon mari! » criait-elle. Le cocher enleva ses chevaux et l'aventurier arriva au Palais-Royal plus pâle que la mort. Il n'en sortit plus de dix jours, mais renvoya son carrosse qui fut reconnu et qu'on laissa sortir de la grande cour. Dès qu'il fut dans la rue on brisa les glaces, on enfonça le panneau du fond, le cocher grommela qu'il faudrait faire pendre quelqu'un de ces Parisiens. Une femme saisit la bride et cria : « B...! s'il y avoit quatre femmes comme moi tu serois déchiré dans le moment. » Il descendit de son siège et dit : « Vous êtes des canailles! » On le bouscula, on le jeta à terre, il eut une jambe cassée et fut laissé mourant. Quant au carrosse il fut brisé, rompu et détruit.

De la cour du Palais-Royal, le Premier Président avait vu cette exécution; il en rendit compte au Parlement sous cette forme bouffonne, qu'il affectionnait et qui choquait si fort dans sa bouche :

*Messieurs, Messieurs grande nouvelle
Le carrosse de Law est réduit en cannelle.*

Vers midi le calme était revenu. Le Régent affectait la tranquillité et mettait cette échauffourée au compte de quelques ivrognes⁸⁵.

Pendant ce temps, les chambres du Parlement étaient assemblées pour recevoir un édit par lequel le Roi acceptait les offres de la Compagnie des Indes de payer pour six cents millions de billets de banque pendant six mois, à condition d'être reconnue perpétuelle avec quelques privilèges commerciaux. Cet édit fut rejeté par trois raisons. La première qu'on ignore la quantité des billets et le soulagement qui résultera. La deuxième, que la Compagnie s'oblige mais non pas les directeurs en leur personne et en leurs biens. La troisième que cette opération coûtera peut-être cent millions. En conséquence, le Roi était supplié de retirer son édit. Dans l'après-midi, le président Portail,

⁸⁵ M. Marais, *op. cit.*, t. I, p. 327-328; Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 105-107; Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 48-50; Dangeau, *op. cit.*, t. XVIII, p. 322-323; M. de Balleroy à sa femme, 17 juillet, *op. cit.*, t. II, p. 183-184; Madame à la raugrave Louise, 18 juillet, dans *op. cit.*, édit. Brunet, t. II, p. 253-254.

les abbés Pucelle et Menguy se rendirent au Palais-Royal donner les raisons du refus de la Compagnie. Le Régent « parut fort piqué » et répondit « qu'ils eussent à prendre leur parti, promptement, sinon que le sien étoit tout pris »; et « on craint, disait Dangeau que cela n'ait de fâcheuses suites⁶⁶ ».

Dans l'après-dînée, on afficha à la Banque qu'attendu le tumulte arrivé, on ne payerait point et on ne couperait point de billets jusqu'à nouvel ordre. Le soir une ordonnance du Roi interdit les attroupements et rassemblements « à peine de désobéissance et d'être punis comme perturbateurs du repos public⁶⁷ ». Et dès le lendemain 18, « j'ai passé à deux heures après minuit dans la rue Vivienne, écrit Barbier, il y avait déjà une douzaine de personnes assises par terre à la porte du jardin⁶⁸ ». Ce jour-là le Régent réunit le Conseil, exposa « l'état des choses, la nécessité de prendre promptement un parti », et proposa l'exil du Parlement à Blois; le chancelier Daguesseau suggéra Pontoise, considéré comme moins rigoureux.

⁶⁶ M. Marais, *Journal et mémoires*, t. I, p. 328-329; Barbier, *Journal*, t. I, p. 50; Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 323.

⁶⁷ M. Marais, *op. cit.*, t. I, p. 330.

⁶⁸ Barbier, *Journal*, t. I, p. 50.

CHAPITRE XXXIX

Les ruines du Système

(18 juillet-14 décembre 1720)

Précautions prises par la Cour. — Exil du Parlement. — Le séjour à Pontoise. — Menaces au Régent. — Arrêt du 15 août. — Arrêt du 15 septembre. — Ruine de toutes les classes. — Arrêt du 19 octobre. — Abolition de l'Agiot. — Opinions sur le Système. — A Paris. — A Angers et ailleurs. — Départ de Law. Résultats du Système. — Les accapareurs poursuivis. — Nombre des victimes du système. — Misère publique. — Démoralisation des citoyens. — Respect des engagements inconnu. — Détresse générale du royaume. — Le Système a retardé l'avènement du crédit.

Le lendemain de l'émeute, la Banque demeura fermée et on donna lecture devant la porte d'une ordonnance royale faisant défense de s'assembler à peine de désobéissance et ordonnant surséance des paiements jusqu'à nouvel ordre. Les troupes campées à Montargis pour les travaux du canal furent ramenées à Charenton, des régiments ou des détachements furent envoyés à Chaillot et à Saint-Denis; c'était une force de cinq mille hommes prête à marcher au premier signal. « Tout cela marque, écrit Dangeau, que la Cour veut être obéie et l'on ne doute pas que ce ne soit contre le Parlement qu'on prend ces précautions¹. »

On n'était pas sans craintes pour la journée du samedi 20, jour de marché : les régiments des gardes avaient ordre de se tenir prêts et les mousquetaires de tenir leurs chevaux bridés, on les dispersa dans chaque marché avec quelques officiers à leur tête et tout fut tranquille. Le pain de Gonesse arriva comme à l'ordinaire grâce à la précaution prise d'envoyer de l'argent aux boulangers au lieu de billets². La Gazette annonçait que le

Précautions
prises par
la Cour

¹ Barbier, *Journal*, t. I, p. 51; Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 323; 18 juillet 1720; M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. I, p. 330; 17 juillet 1720.

² Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 323; 18 janvier 1720.

³ Barbier, *Journal*, t. I, p. 51; Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 324; 19-20 juillet 1720.

Roi avait rendu un édit déclarant la Compagnie des Indes perpétuelle, à condition pour elle de retirer six cents millions de billets de banque en un an; en outre, six cents millions pour le virement des parties et compte en banque, et un milliard pour les vingt-cinq millions de rente sur la ville, tant en récépissés qu'en billets, au moyen de quoi en comptait voir disparaître, en une année, billets de banque et récépissés. Cet édit ne portait aucune date parce qu'il n'avait pas été enregistré en Parlement, nonobstant les conférences tenues entre le Chancelier et le Premier Président. Là était l'objet de la querelle. L'enregistrement par la Compagnie eut donné confiance au public, empêché les désordres, qui recommencèrent, quoique sans gravité, dans la matinée du 20. Le chancelier Daguesseau s'était flatté d'entraîner le Parlement, mais déjà on commençait à dire de lui au Palais : « il ne restera pas longtemps en place, il n'est pas assez grand génie pour cela, et il est caustique ! »

Exil du
Parlement

Le dimanche, dès quatre heures du matin, un officier avec quatre mousquetaires allèrent garder l'hôtel du Premier Président, pendant que des estafettes portaient à chaque membre du Parlement une lettre de cachet gravée et ainsi conçue : « Le Roi, par de bonnes considérations, a transféré son Parlement à Pontoise. Il vous ordonne, Monsieur, de vous y rendre pour y rendre la justice, et vous défend de vous assembler ailleurs, à peine de désobéissance et de privation de votre charge, si n'y faites faute. — Dieu vous ait, Monsieur, en sa sainte et digne garde⁴. » Le Premier Président était gardé à vue dans sa chambre par un officier et tenu au secret par deux sentinelles interdisant sa porte. Quand les mousquetaires eurent remis toutes les lettres de cachet, ils vinrent relever les gardes du corps qui s'étaient assurés du Palais et s'emparèrent de la Grand'Chambre à midi. Ces mousquetaires étaient tous jeunes, riches et joyeux. A peine maîtres de la Grand'Chambre, ils s'exercèrent à tenir séance, s'assirent avec une feinte gravité sur les fleurs de lys; l'un d'eux apporta un chat qu'il venait d'attraper, ils l'appelèrent Law, le jugèrent et le condamnèrent à mort, comme on juge un chien dans la comédie des *Plaideurs*⁵. Cependant, dès le jour même, beaucoup de présidents et de conseillers se mi-

⁴ Barbier, *Journal*, t. I, p. 52; 21 juillet 1720.

⁵ Barbier, *Journal*, t. I, p. 55; 23 juillet 1720; texte plus développé dans M. Marais, *op. cit.*, t. I, p. 333.

⁶ Hénault, *Mémoires*, ms. de Contades dans L. Percy, *Le président Hénault et Mme du Deffand*, in-8, Paris, 1893, p. 43-44; d'après Marais, *op. cit.*, t. I, p. 338, les mousquetaires jugèrent le chien du Buvetier.

rent en route pour Pontoise, quelques-uns voulurent entretenir le Régent qui s'y refusa et prit soin, dans la soirée, de faire tenir cent mille francs en argent et la même somme en billets de banque de cent et de dix livres au procureur général pour les départir entre les exilés qui en éprouveraient le plus pressant besoin⁷.

Quelques patrouilles du guet à cheval suffirent au maintien de l'ordre. On pensait rendre odieux le Parlement en faisant circuler le bruit qu'il complotait de se réunir et de déclarer le Roi majeur⁸; des colporteurs distribuaient, dans les rues, ce billet : « Le Parlement, par son opposition continuelle au gouvernement, fait resserrer l'argent; mais malgré toute sa mauvaise intention, l'argent paraîtra la semaine prochaine et le billet de banque ne perdra plus. » Tout le monde voit bien, au dire de l'avocat Barbier, que c'est une espérance qu'ils veulent donner pour empêcher aucun mouvement sur ce qui arrive au Parlement; et ils ont fait prudemment de le faire un dimanche, qu'il n'y a point de boutique ouverte et que le peuple est sorti de Paris. Mais quand le Parlement sera dehors... ils feront ce qu'ils voudront et comme, réellement, ce sont des fripons qui en ont fait de toutes les manières depuis un an, on attend quelque tour pareil soit sur l'argent, soit sur les billets⁹. Si le prince de Conti, à qui on imputait sans motif un grand désintéressement, l'avait voulu, il eut été en état de tenter un grand coup, et même de faire déposer le Régent en se mettant à la tête du Parlement. Le peuple, affirme Barbier, l'aurait suivi indubitablement. Les troupes campées autour de Paris, ni la maison ni le Roi ne prendraient la défense du Régent, car tout le monde est indigné du bouleversement général. L'ouvrier qui gagnait une livre dix sols par jour veut gagner six livres, et il est quatre jours sans travailler, à manger son argent; de sorte qu'on ne peut venir à bout de rien faire et tout coûte extraordinairement. Cela est si général, que tout le particulier souffre infiniment, hors une petite poignée de monde, qui a gagné ce qui sert à ruiner les autres¹⁰.

A Paris, on murmurait, les avocats refusaient de plaider en aucune juridiction; à Pontoise, l'exil n'était pris au sérieux par personne. Après avoir enregistré l'édit de translation en y ajou-

Le séjour
de Pontoise

⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 325, 21 juillet 1720.

⁸ Barbier, *Journal*, t. I, p. 52; M. de Balleroy à sa femme [30] juillet, dans *Les Correspondants de la Mse de Balleroy*, t. II, p. 186.

⁹ Barbier, *Journal*, t. I, p. 54; 21 juillet 1720.

¹⁰ Barbier, *Journal*, t. I, p. 53;

tant « des restrictions qui pussent effacer des esprits les impressions fâcheuses que l'on vouloit donner de cette Compagnie¹¹ », le Parlement s'installa de son mieux, malgré la difficulté de se bien loger vu l'exiguïté de la ville. On se regarda et on vécut « comme à la campagne; on fit grande chère, on joua gros jeu, on donna des bals aux dames qui accouraient en foule, les équipages sillonnaient du matin au soir la route de Pontoise et cette ville regagna bientôt par la dépense de ces messieurs et du monde qu'ils entraînaient à leur suite ce qu'elle avait pu perdre aux billets de la banque de Law¹². » « Ils sont tous les jours en fêtes les uns chez les autres, écrit un Caumartin. Les présidents tiennent des tables épouvantables; le petit Pelletier a loué l'hôtellerie du *Grand-Cerf*, où il a donné dix-huit appartements à autant de conseillers qu'il nourrit. Le Premier Président est logé à Saint-Martin, où il y a soir et matin deux tables de vingt-cinq couverts. Ces pauvres messieurs, si l'exil est long, finiront par se ruiner¹³! » Ils ne couraient pas ce risque; le Régent payait leurs dépenses en secret, il fit passer trois cent mille livres à M. de Mesme. On s'explique alors cette prodigalité qui indigna Caumartin : « Rien n'est trop cher pour eux; ils font une chère terrible. Leur punition, au lieu de les corriger, ne fait que les confirmer dans leur entêtement¹⁴. » Aussi la plaisanterie s'en mêle; on blâme le choix de Pontoise où l'on s'amuse, on recommande Fresne où, à force de s'ennuyer, Daguesseau s'est converti¹⁵ :

*Si tu veux de ton Parlement
Punir l'humeur hautaine,
De Pontoise, trop doux Régent,
Fais le sauter à Fresne !
C'est un lieu de correction
La Faridondaine, la Faridondon
Où Daguesseau s'est converti*

¹¹ Hénault, *Mémoires*, dans L. Percy, *op. cit.*, p. 44; Dangeau, t. XVIII, p. 328; 28 juillet 1720.

¹² Hénault, *Mémoires*, dans *op. cit.*, p. 44.

¹³ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, [30] juillet, dans *op. cit.*, t. II, p. 185.

¹⁴ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 18 août 1720, dans *op. cit.*, t. II, p. 187.

¹⁵ Barbier, *Journal*, t. I, p. 57; Madame, *Correspondance*, édit. G. Brunet, t. II, p. 263; 6 septembre 1720.

La Cour des monnaies, l'Université de Paris, le grand-conseil adressaient aux exilés le témoignage de leur admiration. Toutes les épigrammes, les chansons maltraitent le Régent et Law avec fureur, suggèrent les attentats de nature à les faire disparaître :

Menaces
au Régent

*François, la bravoure vous manque,
Vous êtes pleins d'aveuglement,
Pendre Law avec le Régent
Et vous imparer de la Banque,
C'est l'affaire d'un moment.*

Tout le monde est si animé contre le Régent que les officiers eux-mêmes laissent échapper des menaces¹⁶, on jette des billets écrits à la main par la glace des carrosses : « Sauvez le Roi, tuez le Tyran et ne vous embarrassez pas du trouble¹⁷ », on parle de poignards, de poison, d'incendie¹⁸. Un jour, en rentrant dans son appartement, le duc d'Orléans lit sur la porte une parodie de la dernière scène de *Mithridate*¹⁹ :

*C'en est fait, j'ai vécu...
Le papier établi, les Français ruinés
Suffisent à ma cendre et l'honorent assez.*

« Je voudrais, pour cent mille écus dit, le prince, en connaître l'auteur »

Le lendemain, au même endroit, il lut encore ceci :

*Tu promets beaucoup, ô Régent :
Est-ce en papier ou en argent ?*

Le jour même où éclatait l'émeute du 17 juillet, une ordonnance avait suspendu le paiement des billets à la banque jusqu'à nouvel ordre : ses guichets ne se rouvrirent plus. Vers la fin de juillet, les billets perdaient plus de 30 pour cent; à la fin d'août ils perdaient 60 pour cent. Après avoir réduit la monnaie métallique à ne posséder plus qu'une valeur fictive et va-

Arrêt du
15 août

¹⁶ Barbier, *Journal*, t. I, p. 53, 59; juillet, août 1720.

¹⁷ Barbier, *Journal*, t. I, p. 59; 1^{er} août 1720.

¹⁸ Madame à la raugrave Louise, Paris, 13 août; Saint-Cloud, 6 septembre 1720, dans *Correspondance*, t. II, p. 261, 268.

¹⁹ Buvat qui a conservé ces vers, dit qu'on les attribuait à l'abbé de Villier, vieillard septuagénaire, assassiné le 28 août 1720, dans la soirée : *Journal*, t. II, p. 161-163.

riable comme le papier, l'avoir dépréciée avec acharnement, Law voulait qu'on lui rapportât le papier, non moins déprécié, en se résignant à la perte qui l'atteint. Le 15 août, un arrêt prévient les porteurs de billets de 10.000 livres que ces billets « n'auront plus cours comme espèces » à compter du 1^{er} octobre; jusqu'à cette date, la Compagnie les recevra en paiement de ses actions et, passé ce délai, elle ne recevra plus que des billets de 100 livres et de 10 livres; ces derniers cesseront d'avoir cours comme espèces au 1^{er} mai 1721 : la Compagnie, à cette époque les aura tous retirés ou remboursés. Mathieu Marais, qui exprime l'opinion des parlementaires éclairés, écrit à propos de cet arrêt « dont le motif est que le Roi veut rétablir la circulation des espèces dans tout le royaume. Ainsi finit le système du papier qui a enrichi mille gueux et appauvri cent mille honnêtes gens. Tous les arrêts rendus depuis un an pour supprimer l'or et l'argent étaient donc trompeurs et faux, ainsi que tous ceux qui assuraient que jamais on ne toucherait aux billets. On s'est joué de la France..., mais le Français est incorrigible, et, qu'il vienne demain un autre Law avec de nouveaux billets, on y courra encore. » Afin de venir à bout plus rapidement des billets on se mit à en brûler d'énormes fardeaux. Le 28 juin, pour 116.803.000 livres; le 1^{er} juillet, pour 155.850.000 l.; le 9, pour 101.390.000 l.; les 16, 23 et 30, pour 223.713.000 livres; malheureusement le prévôt des marchands, Trudaine, à qui était confiée cette opération, remarqua qu'on brûlait plusieurs fois les mêmes billets, il se plaignit hautement et on ne put douter alors que plusieurs billets portaient le même numéro. L'affaire fit grand bruit et Trudaine fut renvoyé. Malgré toutes les destructions, il restait encore dans le public, au commencement du mois d'août plus d'un milliard 400 millions qu'on n'avait aucun moyen de retirer. « Voilà, disait Barbier, où en est cette Banque si florissante à la fin de l'autre année, où on aurait demandé à un homme qui serait venu changer deux millions de livres s'il voulait de l'or ou de l'argent. »

Arrêt du 15
septembre

Les arrêts se succédaient sans parvenir à empêcher la baisse de plus en plus rapide; sans obtenir d'autre résultat que d'ajouter au discrédit. Tous les négociants refusaient des papiers sans valeur; alors un arrêt du 15 septembre décida que les billets de 100, de 50 et de 10 livres seraient seuls, jusqu'au 1^{er} novembre, reçus sans monnaie de métal dans les paiements au-dessous de 20 livres; que les billets de 1.000 et de 10.000 livres, à partir de la publication de l'édit, et ceux de 100, de 50 et de 10 livres à partir du 1^{er} novembre, ne pourraient plus être donnés qu'avec la moitié en espèces. Enfin « à dater du 15 septembre les sommes

écrites en comptes courants en banque étaient fixées au quart de la valeur pour laquelle elles avaient été portées, si mieux n'aimaient les propriétaires les retirer en billets de 10.000 et de 1.000 livres, dans le mois pour tout délai. » Comme conséquence de cette disposition « les effets de commerce et les ventes de marchandises en gros faites avant la publication du présent, ou avant qu'il ait pu être connu à l'étranger, et qui devaient être payés en écritures en banques, seront acquittées en nouvelles écritures, sur le pied du quart, au moyen duquel quart la somme totale de ces effets et ventes de marchandises sera acquittée en entier²⁰. » C'était une faillite de 75 pour cent! Mieux valait encore sauver cette obole que tout perdre pensèrent quelques marchands et ils se rendirent à la banque demandant que, conformément à l'arrêt, on leur donnât « en billets les fonds mis en compte »; à quoi on leur répondit « qu'on ne pouvait leur rendre leurs billets, parcequ'ils étaient biffés et brûlés et qu'il n'en restait que les cendres. » Et Barbier confirme ce que nous apprend Mathieu Marais : « La désolation continue; sous prétexte de remettre les choses à leur valeur intrinsèque, on a réduit les comptes en banque aux trois quarts de perte... On avait promis de rendre les billets qu'on y avait portés, à ceux qui ne voudraient pas de cette réduction. Tous les marchands ont été pour les retirer; mais comme c'est une infidélité perpétuelle, on ne leur a rien rendu. » Les mêmes chroniqueurs nous disent l'impression produite par l'arrêt du 15 septembre : « La plume tombe des mains et les expressions manquent pour expliquer les dispositions de cet arrêt qui renferme toutes les horreurs du Système expirant. » — « Les cœurs sont si abattus et si consternés qu'on ne songe qu'à mourir. » — « Jamais encore n'avait été vu semblable écroulement. Ces papiers qu'on s'était disputés avec tant de fureur, restaient maintenant inutiles, maudits, entre les mains de millions de familles (il n'en était aucune, au témoignage de Forbonnais qui n'eût en sa possession au moins quelques billets de banque), se refusant encore à croire que ce qui avait tant de valeur fut réduit maintenant à n'en avoir aucune, obligés cependant d'ouvrir les yeux à une cruelle évidence, et constatant avec désespoir que de leur aisance à tout jamais perdue il ne leur restait plus que cet amas de chiffons. Que de gens écrasés sous cette ruine! Que de misères imméritées! Que de sombres désespoirs qui allèrent parfois jusqu'au suicide! Né quarante ans après ces événements, Hénnet a vu encore, à ce sou-

²⁰ F. Véron du Verger de Forbonnais, *op. cit.*, t. VI, p. 359.

venir, des larmes dans les yeux d'infortunées victimes de ce désastre, et a entendu leurs malédictions contre l'étranger qui les avait ruinées²¹. »

Ruine
de toutes
les classes

Toutes les mesures, tous les artifices imaginés par Law se brisaient contre la résistance de l'opinion publique. Rentes, actions, comptes en banque, etc., tout devenait inutile. Pendant le mois d'août et le mois de septembre les particuliers ne versèrent pas une somme de trente millions; dès le mois de septembre il fallut renoncer aux incinérations de billets. Law s'abandonna au découragement. Des symptômes lui permettaient d'entrevoir l'issue tragique promise à l'auteur du Système. « Le dimanche 1^{er} septembre, jour de la fête de Bezons, [Mme Law] vint avec sa fille se promener aux allées du Roule. J'y étois ce jour-là, écrit un maître des comptes, et je vis la populace qui, ayant reconnu la femme de Law, la fit enfuir par ses menaces, ensuite poursuivit le carrosse à coup de pierres. La vigueur de ses chevaux la fit évader. Le peuple ne parloit pas moins que de l'assommer²². » L'avocat Barbier se trouvait sur les lieux, a vu les mêmes choses et les rapporte avec la même sérénité satisfaite : « Tous les laquais et la populace ont commencé à dire : « C'est la livrée de ce b... de gueux, qui ne paie pas les billets de dix livres! » Le cocher n'a eu que le temps de fuir, mademoiselle Law a été blessée²³. » On ne s'apitoie pas volontiers sur les ennuis de celui qui vous ruine et tous ces promeneurs inoffensifs savent que le billet de cent livres perd quarante-quatre pour cent, qu'on ne donne plus d'argent nulle part, qu'on ne veut plus de billets dans le commerce, en sorte que le bourgeois est obligé de perdre la moitié de son bien, et avec l'autre moitié d'acheter tout deux tiers au-dessus de sa valeur²⁴. Tout est doublé et on demande des prix dont on n'avait jamais entendu parler, la livre de bougie se paie neuf francs au lieu de douze sols, et la livre de café dix-huit francs au lieu de deux francs dix sols. Chacun mange son fonds²⁵ et regarde de travers la famille du financier.

²¹ M. Marion, *Histoire financière de la France depuis 1715*, in-8, Paris, t. I, p. 99. Buvat raconte qu'on trouva, le 16 décembre, une femme et trois enfants égorgés et le mari pendu, dans la chambre six sols en monnaie et 200.000 livres en billets de banque.

²² E. Le Vasseur, *Law et son système jugés par un contemporain* [Nicolas-Robert Pichon, maître des comptes], dans *Comptes-rendus de l'Académie des sciences sociales et politiques*, 1909, t. CLXXI, p. 486.

²³ Barbier, *Journal*, t. I, p. 66; 1^{er} septembre 1720.

²⁴ Barbier, *Journal*, t. I, p. 66-67; 1^{er} septembre 1720; M. de Caumartin à Mme de Balleroy, 3 septembre, dans *op. cit.*, t. II, p. 195.

²⁵ Barbier, *Journal*, t. I, p. 59; août 1720.

La baisse continue. Le 3 juillet la cote était entre 62 et 65 livres pour le billet de 100 livres; après s'être relevée un instant au mois d'août, à 85 et 88 livres, elle tomba à la fin de l'année à 12 livres et, le 8 février 1721, elle n'était plus qu'à 5 livres²⁶. La monnaie étant dépréciée, le prix des marchandises avait naturellement haussé. Nicolas-Robert Pichon en fournit des exemples dans son livre de raison « L'aune de drap noir, valant 18 à 20 livres en 1719 devait être payée en mai 1720, 100 à 120 livres; le foin 60 à 120 livres au lieu de 20 à 25; les bas de soie 30 livres au lieu de 15; les souliers 10 à 15 livres au lieu de 5, les fiacres prenaient 50 sous de l'heure; quant aux immeubles, telle terre de cent mille livres était vendue trois à quatre cent mille. Il est à remarquer avec Pichon que cette hausse des prix dépassait le taux de la dépréciation des billets; les vendeurs escomptaient la baisse future. Les ouvriers et les artisans ne voulaient travailler que pour de l'argent et cependant « ils faisoient payer leur ouvrage trois et quatre fois plus cher qu'à l'ordinaire parce que leur loyer et tout ce qui leur étoit nécessaire pour vivre, leur coûtoit en 1720 trois et quatre fois plus cher qu'en 1719²⁷. »

Déjà, après l'arrêt du 15 septembre, créant de nouvelles rentes pour résorber les billets, Barbier gémit : « Grande désolation dans le public! Tout le monde est ruiné, de quelque façon que l'on se tourne. Il n'y a que ceux qui ont pris de l'argent en fondant leurs actions à mille livres, qui se trouvent avoir fait fortune. Autrement, personne ne pourra échapper à la friponnerie du Conseil. Pour moi j'ai gagné jusqu'à soixante mille livres et je ne gagne plus rien pour avoir gardé mes actions²⁸. La désolation augmente tous les jours dans Paris. Un arrêt du Conseil du 10 octobre a donné le dernier coup aux billets de banque²⁹. — Art. 1^{er}. Ne pourront au 1^{er} novembre 1720 les billets de Banque être donnés ni reçus en paiement pour quelque cause et quelque

Arrêt du
10 octobre

²⁶ A la marge de la page 147 de son manuscrit, Pichon dit qu'il y eut un jour en mai 1720, où pendant une heure le billet de cent livres fut au pair. Ce tarif était généralement, et en même temps, absolument pareil pour Paris et pour tout le royaume, et la proportion était toujours égale entre le billet de mille livres et le billet de cent livres; quand le billet de cent livres vaut 5 livres, celui de dix livres vaut dix sols.

²⁷ E. Le Vasseur, *op. cit.*, p. 488. « Les denrées furent portées au quadruple de leur valeur dans un temps où les revenus avaient baissé des trois quarts », lit-on dans le *Journal* de Lehoureau inséré dans le *Cérémonial de l'Église d'Angers*, voir Urseau, dans le *Bulletin des travaux historiques. Section des sc. écon. et soc.* »

²⁸ Barbier, *Journal*, t. I, p. 72; 20 septembre 1720.

²⁹ Barbier, *Journal*, t. I, p. 75; 12 octobre 1720.

prétexte que ce soit que de gré à gré. — Art. 2: Aucuns billets ne seront reçus que dans les bureaux du Roi. Les billets de cent, de cinquante et de dix livres qui ont encore cours dans le commerce, disait le préambule, sont tombés dans un tel discrédit, qu'ils n'ont plus de valeur comme espèce... Le peu de paiements qui se fait encore avec lesdits billets, ne sert qu'à empêcher la circulation de l'argent, et à soutenir le haut prix des denrées et marchandises... » A cet arrêt est joint un état des billets de banque qui porte 2.696.400.000 livres de billets fabriqués et 707.327.460 livres de billets brûlés, restant 1.986.072.540 livres³⁰. « Ils sont anéantis au 1^{er} novembre prochain, reprend Barbier. Que de gens ruinés et qui n'auront plus de quoi vivre, n'ayant pour tout bien que quelques billets reçus en remboursement! Il est fort aisé à présent de deviner le but et la fin du Système. C'est un jeu de gobelets, lui a duré deux ans pour attirer dans les coffres du Régent tout l'argent du royaume. Depuis, il en a donné et rendu le moins qu'il a pu, et il garde le reste. Mais la ruine de l'État vient de ce qu'en faisant sa main, il n'a pas pu empêcher d'autres gens de profiter de l'occasion par les gains immenses qu'ils faisaient. Law doit avoir payé étranger, des sommes immenses. M. le Duc a pris tant qu'il a pu; M. le duc d'Antin de même; des étrangers, qui ont tiré de la Banque ou leur remboursement de la Ville, ou leur gain sur les actions et quelques gros agioteurs fins et heureux; de manière que ce royaume, qui étoit si beau et si florissant, il faut le réduire comme s'il y avoit eu quatre ou cinq cents millions de moins en espèce, car personne n'a d'argent, ou ceux qui en ont le cachent. Voilà bien à présent la justification du Parlement et la raison pour laquelle on l'a éloigné³¹. »

Abolition
de l'agiot

Les arrêts se succèdent si rapidement qu'on a peine à suivre ce mouvement : 24, 25, 27, 29 octobre, 1^{er}, 8, 14 novembre, etc., ils ne font que confirmer, élargir, aggraver la catastrophe. La désolation continue, l'indignation éclate lorsque, sous prétexte de remettre les choses à une valeur intrinsèque, on réduit les comptes en banque aux trois quarts de perte. Dix mille livres

³⁰ E. Le Vasseur, *op. cit.*, p. 489; E. Levasseur, *Recherches historiques sur le système de Law*, 1854, p. 214 et 224, cité d'après un état d'autres chiffres : fabrication totale de 2.736.540.000 livres de billets et un reste de 1.402.745.470 livres. Forbonnais, *op. cit.*, t. II, p. 632, a donné les mêmes nombres de billets brûlés, mais, suivant lui, il n'en restait dans la circulation que 850 millions, quoique l'édit accusât 1.169 millions. On ne sait donc pas exactement quel a été le total des émissions.

³¹ Barbier, *Journal*, t. I, p. 75; 12 octobre 1720.

se trouvent réduits à deux mille cinq cents livres! On réduit aussi les actions de quinze et douze mille livres à deux mille livres d'argent et « tout le monde s'attend à la perte entière de tout le papier³². » Les arrêts du 10 et du 24 octobre entraînaient la fermeture de la bourse ouverte dans les jardins de l'hôtel de Soissons; ce fût l'objet d'un arrêt daté du 25. « Il porte, dit Matnieu Marais, que la place sera fermée le 29. Les colporteurs disaient d'une voix douloureuse : « Agiot est mort, voilà son billet d'enterrement³³! » Le 27 et le 28, on a continué d'agioter dans la rue de Grenelle et de donner de l'argent pour le billet... Le 29, dès le matin, le guet à pied et à cheval, les compagnies du grand prévôt, du prévôt de l'île, assistés des commissaires, ont investi l'hôtel de Soissons, la place ou bourse, et les rues de Grenelle, d'Orléans et celle du Bouloy. La place a été fermée, on a chassé tous les agioteurs, on a emprisonné le matin, et, pendant tout le jour on a fait une garde exacte pour empêcher l'assemblée. Enfin, les rues sont demeurées libres », mais « la douleur des agioteurs, ajoute Buvat, s'est changée en une espèce de désespoir séditieux. Malgré la peine de prison et l'amende de trois mille livres, plusieurs s'assemblaient souvent aux environs de la bourse et y négociaient jusqu'à minuit; en vain la maréchaussée et le guet leur donnaient la chasse; ils s'attroupaient au coin des rues, sans se décourager, à la vue de leurs compagnons arrêtés³⁴. »

Force était aux honnêtes gens de s'adresser aux agents de change, mais il est aisé d'entendre gronder les colères accumulées contre un régime que chacun fait responsable de la ruine générale. Nicolas-Robert Pichon, maître des comptes, domicilié à Paris, ne tarit pas en récriminations et en injures à propos de ce qu'il voit et de ce qui le touche. Il accuse Law d'avoir ruiné toute la France : l'Eglise, par l'arrêt du 16 avril 1720; la Robe par le remboursement forcé des rentes sur la ville et sur particuliers en billets de banque; l'Épée, dont il a retardé, malgré l'arrêt du 19 août 1719, le paiement des pensions jusqu'au jour où l'arrêt du 28 janvier 1720 lui a permis de le faire exclusivement en billets qui ne lui coûtaient rien; la Finance, en s'emparant de ses charges pour en gratifier la Compagnie des Indes; le Commerce et la petite Bourgeoisie qui ont subi une réduction consi-

Opinions
sur le
Système
à Paris

³² Barbier, *Journal*, t. I, p. 77-78; octobre 1720.

³³ M. Marais, *Journal*.

³⁴ Buvat, *Journal*, t. II.

dérable sur les billets au-dessous de cinq cents livres faute de pouvoir prouver qu'ils venaient des remboursements du Roi.

Pour arrêter les ventes au rabais, Law fit décider que les souscripteurs devaient rapporter à la Compagnie le nombre d'actions pour lequel ils étaient inscrits afin de les faire timbrer. Aussitôt nous dit Barbier, « on se porte avec une foule extraordinaire à la Banque les actions; on s'y crève, et on a été obligé de donner de nouveaux délais³⁵. » Pichon, qui possédait deux actions, nous raconte son odyssée. « J'allai, écrit-il, le 18 novembre porter mes deux actions. J'en suis encore indigné; ...les soldats menaçaient tout le monde. J'y arrivai à huit heures du matin, j'entrai dans la grande cour, où les honnêtes gens étaient engloutis dans le nombre de la canaille; les officiers des cours souveraines, les chevaliers de Saint-Louis en habits brodés y étaient entassés avec tous les coquins ou malotrus; ...on voyait tout autour aux fenêtres des appartements... des femmes fardées et des petits maîtres... qui riaient et regardaient du haut en bas ce mélange confus de porteurs d'actions qui attendaient par grâce qu'on vint leur livrer passage.

« Il y eut même à une fenêtre des gens, qui en faisant semblant de se rincer la bouche, furent assez insolents pour jeter quelques gouttes d'eau sur ceux qui étoient dessous; cela excita une grande rumeur, la populace menaça de casser les vitres... Les soldats avaient fait ranger tout le monde un à un, le long du grand escalier, et ne souffraient pas que quelqu'un se mit en second à côté d'un autre; ...enfin, à neuf heures, on annonça qu'on venoit d'ouvrir la porte de la salle... J'étois précédé et suivi de gens, dont la plupart, à la mine, je n'aurai pas voulu faire mes laquais... Après avoir attendu plus d'une heure, n'ayant pas encore monté plus du quart de l'escalier, je quittai ma place; [ayant aperçu dans la cour un commis, ancien camarade de collège] je le priai de me ménager quelque entrée.

« Ce commis me dit qu'il étoit inutile de tenter les sentinelles, mais il me mena à un valet de la banque; ce valet portait la petite livrée du Roi, et me dit qu'il étoit défendu de laisser entrer qui que ce fût d'inconnu sans ordre précis; le commis lui parla de moi en termes qui le persuadèrent si bien de ma discrétion, que sur cette assurance, appuyée de 7 l. 10 s., ce valet me mena par un escalier dérobé à une porte secrète que la sentinelle m'ouvrit aussitôt...; je me trouvai tout d'un coup dans un beau salon au milieu d'une bonne compagnie, qui s'entretenait en riant de

³⁵ Barbier, *Journal*, t. I, p. 79-80; octobre 1720.

ceux qui se morfondaient dans l'escalier... De ce salon j'entrai de plain pied dans le cabinet aux bureaux, j'y déposai mes deux actions et signai sur le registre mes deux noms de baptême, mon nom et ma charge. Et après avoir rentré dans le salon... au bout duquel il y avoit un escalier dérobé... cet escalier me conduisit très commodément dans la grande cour; et je sortis au plus vite d'une maison si funeste à tous les honnêtes gens³⁶. « Comme la plupart des Français de ce temps, Pichon associe l'Angleterre aux malédictions qu'ils jettent à l'aventurier. Ils ne sont pas éloignés de penser à quelque mystérieuse manigance dont Law n'aurait été que l'exécuteur, en sorte que « les Anglais lui ont pardonné leurs ruines [personnelles] en faveur de la ruine générale et irréparables qu'il a causée en France³⁷. »

Il est facile de juger des sentiments de tant de milliers de familles par ces notes transcrites dans un livre liturgique par un prêtre d'Angers³⁸. Le « perfide Anglois », inventeur du système a jeté « toute la France dans la désolation »; car « on fabriqua en vertu de divers arrêts du Conseil d'État pour 2 milliards 600 millions de billets..., sans y comprendre ceux que ce scélérat et diabolique homme, qui fut honoré de la charge de contrôleur général des finances, fit rependre dans le public, de son autorité privée, et les autres billets des cours souveraines; car il y a un abîme de billets faux, qui causent la totale ruine de la pauvre France.

« Il essaya de nous endormir par plusieurs beaux projets, tels que l'établissement des casernes pour le logement des troupes, la réparation des grands chemins qui devoient estre bordez de larges fosses et plantez de beaux arbres, etc.; mais ces magnifiques desseins avortèrent. C'étoit aussi pour nous lurer que cet hypocrite fils aîné du diable donna 50.000 l. de rente à l'hôpital général de Paris.

« Le clergé et les États de Bretagne et des autres provinces furent forcez de ruiner leurs créanciers en les remboursant en papier. Le Roy fut subrogé dans les droits de ces créanciers. Le

³⁶ E. Le Vasseur, *Le système de Law jugé par un contemporain*, dans *Compte-rendu de l'Acad. des sc. mor. et polit.*, 1909, t. CLXXI, p. 493-495.

³⁷ *Ibid.*, p. 503.

³⁸ Ch. Urseau, *La banque de Law, d'après un chroniqueur angevin*, dans *Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques*. — Section des sciences économiques et sociales, 1900 (1901), p. 122-127. L'auteur est celui du « Cérémonial de l'Eglise d'Angers, composé par M. René Lehoureau, sieur du Fresne, prestre-maire-chapelain de Rue Chèvre, en la mesme église », conservé à la bibliothèque de l'évêché d'Angers.

clergé et les États y profitèrent en apparence par la réduction des rentes qu'ils devoient, qui fut faite d'abord à trois pour cent, et ensuite à deux pour cent, c'est-à-dire au denier cinquante. Mais dans la vérité c'étoit pour eux une pure perte, puisque les particuliers et les compagnies qui composent ces grands corps et qui en étoient créanciers furent par là précipités dans une ruine totale.

« Les hôpitaux, les fabriques des paroisses, les communautés ecclésiastiques séculières et régulières, surtout celles des filles, et tant d'autres personnes, qui n'avoient pour tout bien que des rentes constituées furent réduites à l'indigence par l'amortissement qui leur en fut fait en cette malheureuse monoye, que Sa Majesté fut ensuite obligée de décréter au premier novembre 1720. [Le chapitre de Saint-Maurice a réduit au denier trente-trois 40.000 écus qui lui étoient dus par le clergé... La bourse des anniversaires y est pour 70.000 livres]³⁹. Les plus heureux furent ceux qui purent faire consentir leurs débiteurs à réduire leurs rentes au denier 50 : ils perdoient par là trois cinquièmes de leur bien; mais ceux qui furent remboursés en billets en perdront selon toute apparence le total.

« De là vint la nécessité où furent les administrateurs de l'Hôtel-Dieu d'Angers, lorsqu'ils se virent chargés de plus de 300.000 l. en papier, de réduire leurs malades au nombre de cent, quoique par sa fondation le nombre n'en soit point limité, et que tout le monde, même les étrangers, y dussent être reçus sans distinction. On avait vu jusqu'à cinq cent un pauvres dans cette magnifique maison.

« L'hôpital des Renfermez de la même ville souffre encore plus, n'ayant aucun bien de fond; et se voyant chargé de 200.000 l. en billets, le nombre de ses pauvres fut diminué de plus de cent, et on étoit à peine en état de donner du pain à ceux qui restèrent.

« Les monastères de Sainte-Catherine, du Calvaire, de la Fidélité de la dite ville eurent plus de part que les autres à cette désolation, et on a tout lieu de craindre de voir ces saintes filles dans la nécessité d'aller chercher dans le monde le pain qu'elles ne trouveront pas longtemps chez elles, si la Providence n'y pourvoit par quelque moyen au-dessus de la prévoyance humaine.

[Les Carmélites seront obligées d'aliéner leurs fonds, les remboursements qui leur ont été faits en billets de banque les ont réduites en cet état.] « Les Cordelières de Saint-Florent-le-Vieil ont été remboursées en billets de banque, de 14.730 l. de

³⁹ Note de Lehoureau au livre VI de son *Cérémonial*.

contrats de constitution provenant des dots qu'elles avoient eu ». Les religieuses du même ordre, établies à La Flèche et à Château-Gontier, furent réduites à la misère. « De toutes les communautés établies à Saumur, la Fidélité a le plus à souffrir. Leur revenu consistait en rentes hypothécaires, dont les principaux leur ont été remboursés en billets de banque, que ces religieuses ont presque totalement perdus par la confiance qu'elles ont eue aux personnes qui avoient bien voulu s'en charger. Ces disgrâces ont réduit cette communauté dans une très grande disette. Des personnes charitables, touchées de leur état et remplies de commisération, leur ont procuré dans les premiers temps des secours capables de les soulager, mais ces secours ont cessé. » Les Ursulines de la même ville « ont pareillement souffert des remboursements considérables en billets de banque dont elles ne tirent qu'un revenu médiocre ». La Visitation « a moins souffert... par la précaution qu'elle a eue d'en placer une partie et de suivre exactement les débouchez qui ont été indiqués⁴⁰ ». »

« Les autres provinces ne furent pas plus épargnées que la nôtre... » Le Conseil du Roy est occupé depuis un an à chercher les moyens de réparer tant de maux, mais ils paraissent sans remède à presque tous les membres de cette auguste compagnie, qui pensent à les adoucir plutôt qu'à les guérir. » Et les doléances continuent.

Law stupéfait, assistait à l'écroulement de sa vertigineuse construction, essayant encore de tenir tête et de faire belle contenance⁴¹ jusqu'au jour où il dut céder et disparaître. Ses ennemis — et il s'en trouvait dans ce nombre qui n'étaient pas ses victimes — l'eussent voulu voir à la Bastille; Daguesseau, Villeroy, Villars comptaient parmi les plus échauffés. Ils arrachèrent du Régent une promesse d'arrestation⁴², ce qui équivalait à l'enga-

Départ de
Law

⁴⁰ Ch. Urseau, *op. cit.*, p. 125, note 4, d'après *Arch. nat.*, G^o, 619, n^o 10.

⁴¹ Voir C. Bloch, *Effets du système de Law à Orléans (1720)* dans *Bulletin du Comité historique et scientifique*. — Section des sciences économiques et sociales, 1898, p. 162-168. J. Benzacar, *Enquête sur la Banque royale de Law dans l'Election de Bordeaux*, dans même recueil, 1907, p. 17-37.

Pour les billets de la banque, voir Amtmann, *Billet de la banque de Law*, 1720, dans *Bulletin de la Société archéologique de Bordeaux*, 1892, t. XVII, p. XX; C. Chaux, *Anciens billets de banque et loteries*, dans *Revue de l'Age-nais*, *Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen*, 1907, t. XXXIV, p. 167-170.

⁴² Barbier, *Journal*, t. I, p. 64, août 1720; Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 20 septembre 1720, dans *op. cit.*, t. II, p. 202.

⁴³ Villars, *Mémoires*, collect. Petitot et Monmerqué, t. I, p. 56.

gement d'une disparition prochaine. Dès le 7 décembre, le financier avait demandé et obtenu la permission de se retirer⁴⁴. Le 14, il sortit de Paris pour se rendre dans sa terre de Guernande en Brie, ayant reçu les adieux de toute la Cour, « car il est toujours en faveur⁴⁵ ». La marquise de Prie, maîtresse déclarée de M. le Duc, fut le chercher chez lui⁴⁶, en carrosse, et l'accompagna jusqu'à Auxonne d'où Law partit dans un de ses carrosses à lui pour Guernande⁴⁷. « Je suis ravi, dit le Régent, que cet homme soit éloigné de moi⁴⁸ »; ce fut tout ce qu'on en obtint.

Le duc d'Orléans et le duc de Bourbon souhaitaient voir au loin cet ami devenu compromettant. Une partie du voile avait été soulevée par Saint-Simon qui avait assisté à une scène très vive au Conseil de Régence où il fut question du départ de l'aventurier; le procès-verbal de cette séance du 26 janvier 1721 a été retrouvé et rapporte en détail l'altercation.

« Le Régent ouvrit la séance en disant : Nous avons aujourd'hui une affaire importante dont M. de la Houssaye (c'étoit le nouveau contrôleur-général) va rendre compte. Aussitôt le duc de Bourbon déclara qu'il avoit 1.584 actions dont 84 ne lui appartenant pas, mais qu'il faisoit le sacrifice des quinze cents autres et qu'il les auroit apportées pour les brûler s'il avoit connu l'objet de la réunion. Law, dit-il, étoit l'homme du Roi; ses actes ne pouvoient engager la Compagnie des Indes, que le projet de la Houssaye constituait débitrice des billets de banque en circulation. Il ajouta qu'il « n'y avoit eu des arrêts que pour l'émission de douze cents millions et que, cependant, il y en avoit dans la circulation plus de deux mille sept cents millions. La Compagnie ne pouvoit être rendue responsable de ce fait. Le Régent répondit que l'excédent des billets avoit été émis par des arrêts rendus sous la cheminée, que même après l'arrêt du 21 mai on avoit trouvé que six cents millions de billets avoient été fabriqués même sans arrêt secret, qu'il y avoit là de quoi faire un procès à Law, que le Régent avoit dû, pour le sauver, valider après coup par arrêt cette émission.

— « Donc, dit M. le Duc, c'est par votre ordre qu'il l'avoit fait; sans quoi, vous n'auriez pas couvert un crime capital.

— « Le Régent : C'est vous qui lui avez envoyé ses passeports.

⁴⁴ M. de Balleroy à sa femme, 9 décembre 1720, dans *op. cit.*, t. I, p. 216.

⁴⁵ Barbier, *Journal*, t. II, p. 91; décembre 1720.

⁴⁶ A. C[allet] A travers le IV^e. La maison de Law, dans *La Cité. Bulletin de la Société historique et archéologique du IV^e arrondissement*, 1908-1909, t. IV, p. 574.

⁴⁷ Anonyme à Mme de Balleroy, 18 décembre, dans *op. cit.*, t. II, p. 216.

⁴⁸ *Ibid.*, t. II, p. 217.

— « M. le Duc : C'est vous qui me les avez remis. Je ne vous les avois pas demandés : on m'en a accusé dans le public. Ce fut vous-même qui me donnâtes les passeports desquels je ne vous avois jamais parlé.

— « Le Régent : Si je l'ai fait sortir, c'est qu'on m'a dit que sa présence en France ruineroit le crédit⁴⁹. »

Le 21 décembre le bruit se répandit que Law passait dans les pays étrangers. M. le Duc donna deux chaises de postes à deux places et chargea M. de Sarrobert, son capitaine des chasses, de conduire Law à la frontière de Flandre, le jeune fils du fugitif étant dans la deuxième chaise; quant à celle qu'on nommait Mme Law, elle continuait à habiter à Paris, rue du Colombier, pour vendre les meubles et payer les 1.700.000 livres de dettes criardes. Law, « dans tous les cabarets de la route entendait parler de la ruine où étoit Paris et la France; ces gens qui ne croyoient pas si proche d'eux disoient qu'il falloit pendre ce coquin-là et que s'ils le tenoient, ils l'étrangleroient⁵⁰. » Il gagna Valenciennes où l'Intendant de Hainaut, d'Argenson, le mit quelques heures en état d'arrestation, puis, relâché, il passa la frontière. Dès ce moment, il ne comptait plus pour rien.

Son nom devait symboliser un épisode d'hallucination plus funeste à la France que ne l'a été la catastrophe des assignats à la fin du XVIII^e siècle⁵¹. Le marquis de Mirabeau, l'« Ami des hommes », dans son bizarre langage a comparé la perturbation économique soudaine, universelle de 1720 — car l'Angleterre elle-même en subit le contre-coup — à une « manière de jubilé » produisant l'abolition de toutes les dettes⁵². Le maréchal de Villars a consigné cette remarque utile que l'industrie du bâtiment reçut de ces circonstances une vive impulsion, qui fut durable, témoignage que plusieurs autres ont confirmé. Un mémoire rédigé en 1726 observe « qu'on élevait partout de nouveaux bâtiments, qu'on réparait les anciens tant dans les villes que dans la campagne, que la culture des terres étoit partout augmentée⁵³. Et lorsque, en 1724, le gouvernement entamera une lutte énergique afin de ramener

Résultats
du Système

⁴⁹ E. Le Vasseur, *Law et son système jugés par un contemporain*, dans *Compte-rendu des séances de l'Acad. des sc. mor. et politig.*, 1909, t. CLXXI, p. 500-501.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 499.

⁵¹ G. Bigot, *Les grandes catastrophes financières. Law 1715-1720; Assignats, 1790-1796; Union générale 1880-1882*, dans *Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe*, 1883, t. XXI, p. 17-386.

⁵² Baudeau [= Mirabeau] *Les éphémérides du citoyen*, février 1768 : La dépravation de l'ordre légal.

⁵³ Villars, *Mémoires*, édit. citée, t. III, p. 124.

le prix de main-d'œuvre à ceux de l'époque antérieure au Système, l'Intendant de Provence, M. Le Bret, proposera l'interdiction pendant un an de toute construction nouvelle, moyen décisif, selon lui, de ramener aux travaux agricoles une multitude de ceux qui les avaient délaissés pour embrasser les professions plus lucratives de menuisiers, serruriers, maçons, charpentiers, etc.⁵⁴

Tout n'était pas faux dans ce qu'avait dit Law pour regagner la confiance au moment où elle commençait à fléchir : « Quelle condition, quelle profession, ne s'est point sentie des richesses écloses du nouveau Système? L'officier d'épée ou de robe touche ses pensions et ses gages, auxquels il ne fallait plus penser : le marchand et l'ouvrier ne peuvent suffire aux demandes des acheteurs; le menu peuple, ceux même qui par la bassesse de leur fortune ne sont, pour ainsi dire, d'aucune classe, tous, enfin, trouvent à vivre, à gagner, à s'enrichir. Parmi les défiants même, les déclamateurs, les aveugles ou malintentionnés, combien y en a-t-il qui étant débiteurs, se sont tirés de l'oppression de leurs créanciers! Combien de créanciers ont recueilli des dettes désespérées!... Il n'y avait plus de banqueroutes en France, l'industrie et le commerce étaient rétablis, les manufactures augmentèrent dans la proportion de deux à cinq... Les terres qui avaient été en friche depuis longtemps furent cultivées... toutes les mains travaillaient; on retirait les pauvres des hôpitaux pour les employer...⁵⁵ » Tout cela, en effet, s'était vu, et parfois même quelques traces en subsistèrent. » L'État, aussi, s'était cru débarrassé de l'éternel, de l'obsédant souci d'argent, et il avait pu se lancer dans des entreprises que sa pénurie lui avait jusqu'alors interdites; des travaux publics avaient été commencés, d'autres projetés; la Compagnie avait réellement donné quelque impulsion à la marine, au commerce, commencé à coloniser la Louisiane....

Les
accapareurs
poursuivis

« Ces avantages — et quelques autres — furent chèrement achetés, et la part du mal resta, à tout prendre, infiniment plus grande que celle du bien. On vante le profit que tira la classe laborieuse de la hausse générale des prix, conséquence de la multiplication du papier et de l'augmentation des espèces, qui survécut, comme il arrive souvent, aux causes qui l'avaient fait naître, et qui permit aux ouvriers journaliers, domestiques, de louer plus chers leurs services; mais cette hausse des prix lui

⁵⁴ Arch. des Aff. Étrang., France, vol. 1259.

⁵⁵ Bibl. nat., ms, franç. 11153 : Mémoire de Law.

infligea à elle-même, pendant l'agonie du Système et ensuite, les plus cruelles souffrances⁵⁶. » Dans une lettre du 20 août 1720⁵⁷, le lieutenant général de police de La Rochelle, décrit en termes pathétiques l'horrible misère des classes pauvres, accablées par une augmentation des deux tiers et des trois quarts sur toutes les denrées de consommation. Les pauvres mouraient de faim, les bourgeois, naguère aisés, vivaient dans la gêne. Les billets n'étant plus payés depuis le mois de juillet 1720, depuis ce moment, ceux qui avaient obéi aux ordonnances dépensaient en quelques jours le capital d'une année. A l'époque de la fermeture de la Banque, les marchands ne recevaient plus les billets de 10 livres que pour quarante sous⁵⁸ et cette disproportion allait en augmentant. Au mois d'avril 1721, on ne donnera que 6 l. 10 s. d'un billet de 100 livres et 55 l. d'un billet de 1.000 livres⁵⁹, aussi remarque Barbier « sans avoir ni joué ni perdu, je n'ai plus aujourd'hui de quoi donner les étrennes aux domestiques. » L'année suivante, 1722, il dira encore : « Personne n'a un sou, et (pour preuve) hier, jeudi gras, il n'y a pas eu de bœuf gras. »

Le nouveau contrôleur-général, Le Pelletier de La Houssaye, partait du principe qu'il fallait distinguer les actionnaires de bonne foi et les agioteurs, atteindre ceux qui avaient vendu à des prix énormes, remonter à l'origine des biens et rendre à chacun l'équivalent de sa fortune première. Il fallut, dans ce but, s'engager dans une opération interminable. Cinquante-quatre bureaux composés de plus de cent commissaires du conseil et de deux mille commis furent installés au vieux Louvre; le procès-verbal constate que des feuilles de liquidation furent délivrées à 511.009 déclarants. Une nouvelle opération survint, on s'abandonnait aux mystères de l'administration, à ses lenteurs perfides et la misère allait grandissant. Les 511.009 déposants ne représentaient pas la totalité des victimes du Système car certains porteurs de billets se raccrochaient obstinément à des espérances illusoires; il s'en trouvait encore un, en 1791, pour inviter le Comité des finances à remettre en circulation les billets de la banque de Law afin de fortifier le crédit des assignats! Il est plus important de rechercher, dans ce nombre de 511.009 porteurs, la diffusion en province des titres de la Compagnie et de la banque. Le nombre des déclarants parisiens fut

Nombre
des victimes
du Système

⁵⁶ M. Marion, op. cit., t. I, p. 100-101.

⁵⁷ Arch. nat., G⁷, 344.

⁵⁸ Duhauchamp, Histoire du Système des Finances, 1739, t. IV, p. 33.

⁵⁹ Buvat et Barbier, Journal, avril 1721.

de 107.936⁶⁰, celui des déclarants provinciaux de 369.744. Les 33.329 autres arrivèrent un peu plus tard des lieux affligés par la peste de Marseille et longtemps sans communication avec le reste du royaume. La généralité de Lyon fournit, à elle seule, 10.205 déclarants, pour une somme de 88.361.521 livres⁶¹. On voit par là combien ces titres s'étaient répandus jusque dans les provinces les plus éloignées.

Misère
publique

Une des conséquences d'un bouleversement si général fut une diminution marquée dans la demande du travail. La misère porta un coup fatal à toutes les industries et entraîna de pénibles restrictions. On peut juger de leur nature et de leur gravité par la consommation du sel, indice assez sûr, sous l'ancien régime, du degré d'aisance des populations. Dans l'année qui suivit la chute du Système, elle tombe au-dessous de ce qu'elle avait été avant lui : le produit des grandes gabelles tomba de 22.090.873 à 21.718.931 l., celui des cinq grosses fermes tomba de 12.266.031 à 9.359.212⁶².

Démoralisa-
tion
des citoyens

Si, dans cette tourmente, la richesse nationale ne fut, à vrai dire, ni augmentée ni diminuée; les fortunes individuelles furent bouleversées. Les ventes balançant les achats, la spéculation se borna, suivant le mot de Saint-Simon « à mettre le bien de Pierre dans la poche de Jean ». Il y eut quelques gros gagnants et une multitude infinie de petits perdants, il serait plus vrai de dire, une multitude de ruinés. Si la somme totale des pertes dépassa la somme des bénéfices, c'est que, dans la liquidation générale, l'État en prit occasion de réduire le capital de la dette publique de 385 millions et les arrérages d'environ 40 millions. Sans cette circonstance, il n'y aurait eu ni déperdition sensible ni consommation, mais un énorme déplacement de richesses déjà créées par le travail et par l'épargne. Ce déplacement n'est pas, en lui-même, un mal bien redoutable, il n'appauvrit pas une nation mais il démoralise les citoyens⁶³. « Tous les liens de la société furent rompus, écrit le marquis de Mirabeau. ...Non seulement on remboursa par force les créanciers les plus privilégiés, mais encore le frère remboursa la sœur, le fils, la mère : et l'on mit impitoyablement à l'aumône ce qu'on avait de plus sacré et de plus cher. Chacun répondait au scandale public et au cri de sa propre conscience qu'il était remboursé de même et ne pouvait faire autrement. »

⁶⁰ Arch. nat., K, 885, n° 2.

⁶¹ Arch. nat., G⁷, 368.

⁶² Bibl. nat., ms. franç., n° 7799.

⁶³ A. Vuitry, op. cit., p. 456-457.

L'exemple venait de plus haut et les particuliers ne faisaient que se conformer à la conduite du prince. Visa de 1715, projet de banqueroute totale remplacée par les banqueroutes partielles. Chambre de justice de 1716, visa et banqueroute de 1721, ne sont que les aspects divers d'une conception fondamentale des devoirs du gouvernement envers les sujets : le Roi n'est pas tenu de remplir les obligations résultant des contrats qu'il a consentis. Le principe du respect des engagements de l'État n'est point encore entré dans le droit public financier. On hésite à accepter les dettes du monarque dont on porte la couronne; on s'y résigne enfin, mais en se réservant la faculté de se livrer aux pires tripotages, variation des monnaies, vente des offices, juridictions exceptionnelles. Du grand aux petits la leçon n'est pas perdue.

Respect des
engage-
ments
inconnu

La conscience publique et la solidarité générale ne souffrent pas impunément de semblables accrocs. A la faveur du Système, les débiteurs indécents avaient eu toute liberté de se libérer à peu de frais, lorsque la société commença à se ressaisir et les transactions à se faire on put juger de l'atteinte portée à la bonne foi et à la confiance. « Le souvenir de ces événements, nous dit Forbonnais, nuit, surtout dans les provinces, à la facilité du prêt, retire de grandes sommes de la circulation, contribue à soutenir l'intérêt de l'argent; il n'est que trop commun de voir des gens qui ne veulent pas se libérer en entier de leurs dettes dans l'espérance chimérique d'une pareille révolution. »

« Concluons donc avec Forbonnais que le peu de bien dû au Système aurait pu être acquis, mieux et d'une manière plus durable, en quelques années de paix et de tranquillité et que ces bouleversements furent néfastes — comme aussi bien le sont toujours des opérations aussi violentes, des révolutions aussi étranges. On a pu faire de brillantes descriptions de l'état de la France pendant les quelques semaines du grand éclat du Système, mais on doit en faire aussi et de plus poignantes, et de plus fondées, de la trop réelle détresse qui succéda à celle apparente prospérité. « L'exemple des remboursements en billets de banque, dit [Pâris-Duverney], auteur d'un *Examen des Réflexions politiques sur les finances et le commerce* (de du Tot), avait anéanti toute confiance et tout crédit envers les particuliers; et la défiance était d'autant plus grande qu'ils ignoraient réciproquement l'état de leur fortune; on savait que le plus grand nombre avait été ruiné, mais on ne distinguait pas ceux qui avaient eu le bonheur d'échapper au naufrage général. La hauteur des monnaies à 75 l. le marc d'argent maintenait fort haut le prix des denrées malgré la rareté des espèces; tous les ouvriers

Détresse
générale du
royaume

étaient sans travail; les manufactures, le commerce et l'industrie dans l'inaction...; une pauvreté réelle faisait languir tous les citoyens tandis qu'il y en avait seulement quelques-uns qui regorgeaient de toutes sortes de richesses..., et la crainte des recherches contenait dans la modération une partie de ceux que le Système avait comblés. La situation des finances n'était pas moins déplorable; pas un sol dans les caisses du roi; Sa Majesté se trouvait sans revenus actuels : les fermes générales, les impositions, toutes les sources de l'abondance étaient épuisées pour longtemps... Quoique le présent fut horrible, l'avenir paraissait devoir être encore plus affreux. La confusion qui se trouvait dans la dette ne causait pas moins d'embarras que l'impuissance de l'acquitter : et l'on ne concevait pas comment, parmi cette multitude de citoyens qui présentaient les mêmes titres de créance, il serait possible de distinguer les droits légitimes, et de leur donner la préférence sur ceux qui ne l'étaient pas. » Tableau véridique dont les correspondances du temps confirment, accentuent même les sombres couleurs. « Il semble, écrit le 21 décembre 1720 l'intendant de Tours Le Gendre, que chacun se soit donné le mot pour garder le peu d'argent qu'il a, dans l'appréhension de mourir de faim ou d'être payé en compte en banque; la crainte des diminutions n'augmente point l'empressement de porter des espèces à la monnaie, le commerce tombe tous les jours, les fabricants de toute espèce ont congédié plus de la moitié de leurs ouvriers, qui demandent l'aumône ou deviennent vagabonds; il n'y a plus de sûreté sur les grands chemins, ni dans les villes pendant la nuit... Les grands et les petits retranchent tous les jours quelque chose de leur dépense... Le marchand le plus riche et le plus accrédité de Tours ne trouverait pas à emprunter 1.000 écus à 6 pour cent⁶⁴. » « L'inondation de ces papiers, écrit l'évêque de Castres, a fait presque autant de mal dans nos cantons que les flammes ont pu faire en Bretagne...⁶⁵ Plus de commerce, plus de travail, plus de confiance, plus de ressource, ni dans l'industrie, ni dans l'amitié, ni dans la charité même. »

Le Système
a retardé
l'avènement
du crédit

« Law est souvent loué d'avoir élargi les idées en matière de finance, révélé la puissance du crédit, fait connaître ces choses destinées à changer la face du monde économique qui s'appellent le titre au porteur, le marché à terme, les spéculations de bourse, l'association des capitaux. — « On entend mieux le com-

⁶⁴ Arch. nat., G⁷, 531.

⁶⁵ Allusion à l'incendie qui détruisit une partie de la ville de Rennes, en 1720.

merce en France depuis vingt ans qu'on ne l'a connu depuis Pharamond jusqu'à Louis XIV, écrivait Voltaire. C'était auparavant une espèce de chimie entre les mains de trois ou quatre hommes... Le système de Law c'était l'émétique à des malades. nous en primes trop et nous eûmes des convulsions, mais enfin des débris de son Système il nous resta une Compagnie des Indes avec cinquante millions de fonds⁶⁶. » — Il nous resta aussi « de si affreux souvenirs que le Système a beaucoup plutôt retardé que préparé le règne du crédit. Sans lui, peut-être la France aurait-elle créé plus tôt chez elle des établissements analogues à ces banques d'Amsterdam et de Londres qui rendaient alors tant de services à la Hollande et à l'Angleterre et se serait-elle débarrassée plus tôt du joug honteux des faiseurs de services et des usuriers d'État. La peur des idées nouvelles et un empirisme grossier tels sont les legs les plus certains qu'aient faits à la France les saturnales financières de la Régence. Forbonnais a remarqué judicieusement que Law a jeté l'odieux sur le nom de système, « le seul cependant par lequel il soit possible d'exprimer un projet conséquent à des principes donnés... Tout homme qui a le malheur de proposer un plan, soit pour opérer des réformes, soit pour trouver des expédients, se voit mépriser comme un esprit systématique, et rarement sera-t-il employé. » Plus tard, Journu Aubert, censeur de la Banque de France, pouvait aussi rendre Law responsable du long retard de la France à marcher sur les traces des États ayant véritablement des lumières en finance. « Depuis la catastrophe du Système, la prévention contre tout projet de banque générale en France était si profondément prononcée que les meilleurs esprits n'osaient ni en reproduire l'idée, ni en concevoir l'espérance. On n'ignorait pas combien les banques de Hollande et d'Angleterre ont concouru à la prospérité de ces États; mais on se bornait à des regrets de ne pouvoir transporter sur le sol de la monarchie une plante qui ne s'acclimatait que sur celui de la liberté⁶⁷. » Combien de fois, lorsque la Constituante se lança dans l'aventure de l'assignat, les adversaires de cette mesure n'invoquèrent-ils pas les déplorables souvenirs du Système et ne rappelèrent-ils pas ces morceaux de papiers qu'on voyait encore suspendus aux portes de nombreuses chaumières, comme pour perpétuer de génération en génération l'horreur du papier-monnaie!⁶⁸ »

⁶⁶ Voltaire, *Observations sur le commerce*, in-8, 1738.

⁶⁷ Discours du 25 vendémiaire an IX.

⁶⁸ M. Marion, *Histoire financière de la France depuis 1715*, in-8, Paris, 1914, t. I, p. 102-104.

CHAPITRE XL

L'Éducation de Louis XV

(1715-1721)

Attention générale tournée vers Louis XV. — A cinq ans. — Soins de Mme de Ventadour. — Malices. — Distractions. — Promenades, jeux et compagnons. — Bouderies. — Espiègeries. — Le Roi « passe aux hommes » 15 février 1717. — Le maréchal de Villeroy son gouverneur. — Première éducation. — Éducation morale. Études et délassements. — Flagorneries. — Polissonneries et sornoiseries. — Morosité. — Récréations. — Manque de tendresse et de pitié.

Dans les écrits de la Régence : Journaux intimes, Correspondances privées, Mémoires secrets, une préoccupation se laisse voir toute faite de vigilance, d'admiration et de tendresse; c'est comme une chronique particulière des faits et gestes du petit Roi. Mille détails nous sont donnés sur sa bonne mine et son esprit : c'est à qui l'aura vu et pourra dire l'air de force et de santé qu'il prend chaque jour; c'est à qui débitera les nouvelles qui circulent, les rumeurs et les conjectures accréditées dans l'entourage. Ses moindres espiègeries font le tour des salons de Paris, descendent de là aux boutiques et sur les marchés; sa mauvaise humeur donne du souci à la ville et à la Cour; l'étranger lui-même s'alarme au premier bruit de ses indispositions : « Louis XV est l'enfant de l'Europe », dira l'Empereur¹. Par-dessus tout il est l'enfant de la France; à la pensée de ce rejeton qu'on croit miraculeusement épargné par la mort, qu'on sait chétif et de santé délicate, il n'est pas rare de voir des yeux se mouiller; à sa vue, il n'est pas de française qui n'éprouve un sentiment de fierté maternelle, comme si cet orphelin si radieusement beau était un peu son propre enfant. Ces yeux lumineux, et noirs, et sourieurs; ces longs cils qui frisent, ce joli teint, cette charmante petite bouche, ces belles joues pâles, et la finesse, la délicatesse, l'harmonie d'un visage de femme en cette

Attention
générale
tournée vers
Louis XV

¹ Ch. Aubertin, *L'Esprit public au XVIII^e siècle*, in-8, Paris, 1873, p. 56.

figure ronde, la mignonesse et le charme d'un Joas, la face bourbonnienne en sa fleur et sa lumière finissantes ravissent tous les cœurs². Le bambin grandit, l'enfant pousse droit et mince, l'adolescent promet de dépasser toutes les promesses et tous les espoirs, c'est le triomphe de la grâce mignarde, drapée de pourpre et d'hermine, à la fois sérieuse et folâtre, suspendant ses jeux afin de se laisser admirer.

Si l'affection des Français pour leurs rois avait été mise à l'épreuve et avait paru ébranlée, elle renaissait plus profonde, plus confiante et plus attendrie autour de cet enfant dont l'existence renfermait le mystérieux avenir de la monarchie. Chacun semblait sentir plus ou moins confusément de quelle gravité seraient pour les destins du royaume les vertus ou les vices de ce Roi dont l'éducation devenait, en toute vérité, « affaire d'État ». De mois en mois, les indices, les anecdotes composent l'idée brillante d'un prince tel qu'on le voudrait voir. Touchante illusion de laquelle la nation mettra longtemps à revenir! Mais, en même temps, révélation circonstanciée des lacunes et des erreurs de cette éducation artificielle dont on saisit le vide et l'immoralité.

A cinq ans

Tous les témoins ne parlent pas de l'enfant sur le même ton. Son arrière grand'tante, Madame, ose se permettre des jugements qui consternaient Dangeau, toujours plus préoccupé de la santé que de tout le reste. Il est vrai qu'au début du règne, on ne souhaite rien de plus à cet enfant de cinq ans. Le Roi est d'une parfaite santé³; il se promène tous les jours⁴, se fortifie et se porte à merveille⁵, se porte à merveille et se fortifie⁶, jouit d'une parfaite santé⁷ et devient tous les jours plus joli et par l'esprit et par ses manières polies⁸. Il comprend déjà les cartes de géographie aussi bien que le ferait un homme⁹, donne des audiences¹⁰, reçoit des prestations de serment¹¹, promène

² E. et J. de Goncourt, *Portraits intimes du XVIII^e siècle. Étude nouvelle d'après les lettres autographes et les documents inédits*, in-12, Paris, 1879, p. 1.

³ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 172; 11 septembre 1715.

⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 197; 25 septembre 1715.

⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 200, 205, 213; 1, 7, 19 octobre 1715.

⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 220; 25 octobre 1715.

⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 227; 3 novembre 1715.

⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 213; 19 octobre 1715.

⁹ Madame à la raugrave Louise, Versailles, 18 novembre 1714, dans *Correspondance*, édit. G. Brunet, 1904, t. I, p. 153.

¹⁰ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 198; 26 septembre 1715.

¹¹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 196; 23 septembre 1715.

tous les jours¹². Dangeau habitant Paris, est instruit de ce qui se passe à Vincennes et ne manque pas de noter que le Roi eut le matin, une assez grande fonte, à quoi il est sujet, mais le soir tout allait bien et, le lendemain, on est averti que l'incommodité n'a eu aucune suite. Dieu merci! ajoute le chroniqueur rassuré¹³. La semaine suivante un nouveau dérangement mais aussi c'est que le Roi mange beaucoup et peut-être trop¹⁴.

Paris est impatient de le voir installé aux Tuileries¹⁵ et l'enfant, ravi de ce changement de lieux, montre sa joie¹⁶, se fait déjà fort aimer de ceux qui ont l'honneur d'approcher de lui¹⁷ et donne de grandes espérances¹⁸ quoiqu'on s'entretienne d'un pronostic qui ne lui accorde que deux années à vivre¹⁹. Madame, qui l'observe sans une excessive bienveillance, le trouve vif, il ne reste pas un moment dans la même posture, mais pour dire la vérité vraie, c'est un enfant mal élevé : on lui permet tout de peur qu'il ne tombe malade. Si on le corrigeait il ne se passionnerait pas autant, et cela peut lui nuire plus que de lui laisser faire toutes ses volontés; mais chacun veut être dans les bonnes grâces du Roi, quelque jeune qu'il soit²⁰. La gouvernante laisse critiquer avant tout dit-elle, il est question qu'il vive; je veux l'accoutumer à parler, mais on y a bien de la peine²¹, cependant il promet de corps et d'esprit tout ce qu'on peut désirer²². Mme de Ventadour défend, contre tous les périls qui guettent l'enfance, ce frère petit garçon qu'elle a déjà disputé à la mort. Notre capital est de vivre et de prendre peu à peu de bons sentiments²³; voilà tout son programme, et elle l'a fait adopter à une autre matrone : ne songer qu'à sa santé et à le divertir, et encore en enfant, car les grands plaisirs l'attachent²⁴, aussi je

Soins
de Mme de
Ventadour

¹² Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 197; 25 septembre 1715.

¹³ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 260, 261; 11, 12 décembre 1715.

¹⁴ *Gazette de la Régence*, p. 38; 20 décembre 1715.

¹⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 272; 29 décembre 1715.

¹⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 273; 31 décembre 1715.

¹⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 287; 1^{er} janvier 1716.

¹⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 306; 22 janvier 1716.

¹⁹ *Gazette de la Régence*, p. 64; 31 janvier 1716.

²⁰ Madame à la raugrave Louise, 3 janvier 1716, dans *Correspondance*, édit. E. Jaeglé, t. II, p. 245.

²¹ Mme de Ventadour à Mme de Maintenon, 28 septembre 1714, dans *Lettres de Mme de Maintenon*, édit. La Beaumelle, t. VII, p. 28.

²² Mme de Ventadour à Mme de Maintenon, novembre 1714, *ibid.*, t. VII, p. 32.

²³ Mme de Ventadour à Mme de Maintenon, 19 octobre 1714, *ibid.*, t. VII, p. 30.

²⁴ Mme de Ventadour à Mme de Maintenon, juin 1715, cité par G. de

donne souvent congé aux maîtres et nous faisons nos leçons ensemble, en riant : il aura de l'esprit à tout. Le gouverneur mettra en œuvre pour moi; je n'ai qu'une jolie matière à lui remettre entre les mains, et elle se prêtera sûrement à toute l'industrie de l'ouvrier²⁵.

Malices

Le malicieux enfant sait, à l'occasion, exploiter l'indulgence de sa gouvernante. Lundi 24 février, le Roy s'est trouvé mal pendant la messe, il s'est jeté dans les bras de Mme de Ventadour en criant qu'il étoit mort. On le reporta dans sa chambre, où il perdit connaissance et Mme de Ventadour tomba évanouie de l'autre côté. On courut avertir M. le Régent qui le trouva jouant à la farine. Quoique cet accident n'ait duré qu'un moment, il n'a pas laissé de donner beaucoup d'inquiétudes : les uns disent que ce sont des vers, d'autres que cela vient de s'estre retenu, car il est si vif dans ce qu'il fait que quand il joue à la comète ou à d'autres jeux il ne songe ni à boire ni à manger ni à d'autres nécessités²⁶. Dangeau qui a partagé ces émotions mettra plus de temps à se rassurer. Le lendemain 25, il constate que le mal du Roi n'a eu aucune suite; et le 26 le Roi s'est promené tout le matin dans le jardin, car sa colique n'a eu aucune suite; et le 29, il se porte parfaitement bien²⁷, le 9 mars il se porte à merveille et prend du carême ce qu'il en peut prendre : des sermons, où il se montre d'une attention étonnante et ne paroît pas s'ennuyer²⁸, donnant beaucoup de marques d'esprit et de raison²⁹.

Distractions

On varie ses distractions : visite au Palais-Royal chez la vieille Madame³⁰, visite au Luxembourg chez la duchesse de Berry³¹, représentation d'Athalie où l'enfant n'a d'yeux que pour le jeune Joas dont le rôle était tenu par le fils du concierge de la Comédie et qui surpassa tous les autres acteurs³². Le Jeudi-Saint, le petit

Beaucourt, *Le caractère de Louis XV*, dans *Revue des Questions historiques*, 1867, t. III, p. 175.

²⁵ Mme de Ventadour à Mme de Maintenon, juin 1715, dans *op. cit.*, t. III, p. 175.

²⁶ M. Caumartin de Saint-Ange à Mme de Balleroy, dans *Les Correspondants de la marquise de Balleroy*, in-8, Paris 1883, t. I, p. 80-81; 29 février 1716.

²⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 326, 327, 329; 25, 26, 29 février 1716.

²⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 335; 9 mars 1716; p. 343; 15 mars

²⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 355; 5 avril 1716.

³⁰ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 319; 10 février 1716.

³¹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 346; 20 mars 1716.

³² *Mercur de France*, mars 1716; p. 184-186; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 352; 30 mars 1716.

Roi lave les pieds à douze pauvres³³, le Vendredi-Saint il va aux Feuillants faire l'adoration de la Croix³⁴, le mardi de la semaine de Pâques il fait ses débuts comme chasseur. Le Roi, nous dit Dangeau, vit dans la salle des Suisses un petit vol d'oiseaux qu'on avoit dressé à prendre des moineaux³⁵. Madame de Ventadour le dépeint très joli tout seul, devant le monde sérieux³⁶ et vite excédé par les devoirs de la représentation³⁷. En sortant d'une cérémonie, nous dit-elle, il fit son potage lui-même et trouva du soulagement à ne plus faire le Roi. Cette disposition à l'isolement ne le quittera jamais et l'enfermera dans les « petits appartements ». Il a des vapeurs, dit encore sa gouvernante, et il en a eu au berceau; de là ces airs tristes et ces besoins d'être réveillé. Naturellement il n'est pas gai, et les grands plaisirs lui seront nuisibles parce qu'ils l'appliqueront trop³⁸.

Avec le printemps et l'été on le conduit au Cours³⁹, au Jardin-Royal où il peut courir à l'aise⁴⁰ les Parisiens se pressent sur son passage et trouvent qu'il commence à se bien porter et promet de vivre⁴¹, on le voit aux Champs-Élysées⁴², à la Meute [la Muette]⁴³, à Chaillot⁴⁴, à l'Observatoire où on fait devant lui quelques expériences, celles de l'aimant lui plurent fort⁴⁵. Les dimanches commencent par la messe aux Tuileries et s'achèvent souvent par le salut du Saint-Sacrement aux Feuillants⁴⁶ où on le conduit dans une chaise roulante, poussée par huit Suisses, qui s'effacent pour laisser voir leur maître grignotant quelque friandise⁴⁷. Au Château il trouve des compagnons de jeu, fils de courtisans parmi lesquels a été introduit un housard. Jouant seul, un jour, avec son housard le Roi lui demanda s'il garde-

Promenades
jeux et
compagnons

³³ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 358; 9 avril 1716.

³⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 359; 10 avril 1716.

³⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 365; 18 avril 1716; ce que Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 58, transforme en une scène de carnage.

³⁶ Mme de Ventadour à Mme de Maintenon, 28 septembre 1716, dans *op. cit.*, t. VII, p. 28.

³⁷ Quoiqu'en dise Madame, *Correspondance*, édit. Jaéglé, t. II, p. 287.

³⁸ Mme de Ventadour à Mme de Maintenon, 1716, cité par Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. II, p. 55.

³⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 362; 13 avril 1716.

⁴⁰ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 377; 11 mai 1716.

⁴¹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 377; 15 mai 1716.

⁴² Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 381; 17 mai 1716.

⁴³ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 386; 28 mai 1716.

⁴⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 388; 1^{er} juin 1716.

⁴⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 393; 10 juin 1716.

⁴⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 383, 393; mai, 11 juin 1716.

⁴⁷ *Gazette de la Régence*, p. 88; 18 octobre 1716.

roit le secret de ce qu'il allait lui dire; sur la réponse affirmative, le Roi tirant sa montre lui dit : « J'ai envie de te faire un présent de ma montre, tiens, tends ton gousset. » Et il la fourra lui-même dans le gousset du housard : « N'en dis mot à personne. » — « Non, sire, je n'en parlerai point, je vous en remercie très humblement » en faisant quelques gambades qui firent rire le Roi. Le soir, un valet de chambre ayant déshabillé le Roi, dit à Mme de Ventadour que la montre ne se trouvait pas. Elle envoya aussitôt chez le maître de pension du housard; ce dernier fut fouillé et on rapporta la montre. Le lendemain, le Roi retrouvant sa montre, la jeta de dépit par terre en disant : « Madame, quand je donne quelque chose, je prétends qu'il soit donné et qu'on n'y retrouve point à redire; on a repris ma montre du housard à qui je l'avais donné agréablement; c'était peu de chose, je lui donnerai quelque autre chose qui vaudra mieux. Le Roi parut chagrin jusqu'à l'arrivée du Régent à qui il conta l'affaire et qui l'approuva. On admira là-dessus, écrit Buvat, la fermeté de ce jeune monarque et on en tira d'heureuses conjectures pour l'avenir⁴⁸. Au housard vint s'adjoindre un indien, au teint basané, que l'on prétendait fils d'un roi iroquois et ne parlant qu'anglais. Le housard en fut jaloux, le Roi lui dit : « Quoique j'aie pris cet Indien, je ne laisserai pas de t'aimer toujours, pourvu que tu sois sage »; ce qui rassura le housard qui sut se gouverner en bonne intelligence avec l'Indien qui était vêtu à la manière de son pays⁴⁹.

Bouderies

On penserait, en lisant ces anecdotes, avoir affaire à un adolescent, Louis XV n'est rien moins encore et le maréchal de Villeroy ne peut se tenir de blâmer l'indulgence de la gouvernante qui lui remettra un enfant capricieux et obstiné. « Je vois que j'aurai, dit-il, d'abord bien de la peine avec le Roy⁵⁰. » Tout va bien aussi longtemps qu'il n'est question que de promenades et de goûters. On le voit un jour faire le tour de la place Royale et revenir par la place des Victoires, s'extasiant le long du chemin⁵¹, un autre jour il se promène au château de Madrid chez une intrigante appelée Mlle de Chausseraie⁵² et s'y divertit

⁴⁸ Buvat, *Journal*, t. I, p. 155-156; juin 1716.

⁴⁹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 163; août 1716.

⁵⁰ *Gazette de la Régence*, p. 89; 13 juin 1716.

⁵¹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 418; 22 juillet 1716; Buvat, *Journal*, t. I, p. 160.

⁵² Tabariès de Grandsaignes, *La sybille du Bois de Boulogne*, Mme de Chausseraie, dans *Bulletin de la Société historique d'Auteuil et de Passy* 1907-1909, t. VI, p. 350 à 360; P.-E. Lemontey, *Histoire de la Régence*, t. II, p. 55; Duclos, *Mémoires secrets*, 1791, t. I, p. 138-142.

fort bien⁵³, mais rentré aux Tuileries, il refuse de descendre dans la chapelle et s'obstine à entendre la messe dans la tribune⁵⁴ quoiqu'il se porte à merveille et se fortifie beaucoup⁵⁵. Ou bien il boude; nous avons un jeune Roi qui est un petit boudeur opiniâtre, écrit le *Gazetier de la Régence* : il ne fut pas possible à Mme de Ventadour de lui faire donner une audience à l'ambassadeur du roi de Sicile lorsqu'il fit son entrée, s'étant caché derrière les rideaux de son lit et n'ayant pas voulu paraître quelque chose qu'on ait pu lui dire⁵⁶. Quand ces algarades parviennent aux oreilles de Madame, elle ne manque pas de les reprocher à l'enfant, lui répétant à satiété qu'il sied mal à un grand roi d'être mutin et opiniâtre⁵⁷. Sa jeune beauté ne lui vaut pas l'indulgence de cette aïeule revêche. Le jeune Roi, écrit-elle, a des yeux noirs comme du jais, et ce qu'on peut appeler un beau regard; ses yeux sont bien plus doux qu'il ne l'est en effet, car il a une petite tête violente, une vanité effroyable et il sait fort bien ce que c'est que le respect⁵⁸. Taciturne, il serait bien gentil s'il voulait parler un peu plus, mais on a de la peine à lui arracher les mots⁵⁹, car il ne parle qu'aux personnes dont il est habituellement entouré⁶⁰.

Ses espiègleries prennent volontiers un tour agressif ou sournois. S'armant de courage, il s'adresse au nonce Bentivoglio, « Monsieur le nonce, lui dit-il, combien y a-t-il eu de papes jusqu'à présent? » Le nonce, naturellement, l'ignorait; après avoir joui de son embarras : « Vous ne savez pas le nombre des papes, et moi je sais combien il y a eu de rois en France jusqu'à moi, qui suis encore un enfant! » Et il les nomme tous l'un après l'autre suivant leur chronologie⁶¹. Ou bien, un soir, à peine

Espègleries

⁵³ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 412; 13 juillet 1716; M. de Girardin à Mme de Balleroy, Paris, 6 septembre 1716, dans *Les Correspondants*, t. I, p. 88-89.

⁵⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 420; 26 juillet 1716.

⁵⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 420, 426; 26 juillet, 9 août; *Gazette de la Régence*, p. 113; 14 septembre 1716.

septembre 1716, voir Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 460-461.

⁵⁶ *Gazette de la Régence*, p. 105-106; 24 août 1716; scène analogue le 29

⁵⁷ Madame à la raugrave Louise, 14 décembre 1717, dans *Correspondance*, édit. E. Jaeglé, t. II, p. 258.

⁵⁸ Madame à la raugrave Louise, 1^{er} décembre 1716, dans *Correspondance*, édit. G. Brunet, t. I, p. 284.

⁵⁹ Madame à la raugrave Louise, Saint-Cloud, 2 octobre 1718, dans *Correspondance*, édit. E. Jaeglé, t. II, p. 288.

⁶⁰ Madame à la raugrave Louise, 15 juillet 1717, dans *Correspondance*, édit. G. Brunet, t. I, p. 305.

⁶¹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 243; janvier 1717.

couché, et voyant les courtisans et le service battre en retraite, l'enfant fait un saut de carpe, et roule sur le parquet mais un valet de chambre en se jetant à plat ventre adoucit la chute, et Louis XV va se pelotonner sous le lit, silencieux, causant une vraie angoisse à tout le monde. Enfin il sort de sa cachette, marchant « à quatre pattes » et riant de la frayeur qu'il a causée⁶². On ne perçoit, dans les écrits du temps, jamais l'écho d'une gronderie, d'une réprimande, et l'enfant se sent défendu par l'admiration universelle. Ses moindres gestes sont applaudis par la troupe des badauds parisiens. Je vis dimanche, écrit l'un d'entre eux, notre jeune Roi dessus le balcon des Tuileries jouer à des jeux d'enfants avec d'autres enfants et le plaisant fut de voir une foule de monde regarder du jardin, le nez en l'air, les puérilités du maître de la France. Il y avait là des vieillards, des prêtres, des religieux, de graves bourgeois et de toutes sortes de gens qui tinrent leurs yeux deux heures entières pour regarder de petits jeux qu'ils avaient peine à apercevoir⁶³. A quelque temps de là on aménage un jardinet grillé avec quatre pavillons aux angles qui renfermeront un billard et d'autres jeux; quant au public, il lui sera permis de border les grilles⁶⁴.

Quant à la qualité des divertissements et des jeux, elle ne diffère en rien de celle des plaisirs du jeune âge. La duchesse de La Ferté l'invite une après-dinée et fait parfumer la rue sur son passage, à cause du mauvais air. La maison est fort petite, nous apprend Dangeau, mais d'une magnificence extraordinaire. La fête fut fort jolie; il y eut de la musique, un ballet de petites filles, de petites mascarades d'enfants vêtus en chiens, une grande collation pour le Roi, d'autres collations pour sa suite, force fusées, un feu d'artifice, des fontaines de vin, des marionnettes, des combats d'animaux⁶⁵. Les leçons ressemblent assez à des délassements. Un jour le bruit s'est répandu qu'un moine de Franche-Comté se fait fort de pouvoir, en deux heures, apprendre à écrire à un enfant; on l'introduit dans le cabinet du Roi qui s'amuse et se divertit avec l'inventeur et continue, la leçon ter-

⁶² *Gazette de Hollande*, 16 août 1717; *Madame à la raugrave Louise*, 14 août 1717, dans *Correspondance*, édit. Brunet, t. I, p. 312; *Gazette de la Régence*, p. 200; 20 août 1717; voir Mareschal de Bièvre, *G. Mareschal*, p. 391, autre chute le 15 novembre 1720.

⁶³ *Gazette de la Régence*, p. 98; 27 juillet 1716.

⁶⁴ *Gazette de la Régence*, p. 114-115; 18 septembre 1716.

⁶⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 438; 2 septembre 1716; *M. de Girardin à Mme de Balleroy*, 6 septembre 1716, dans *op. cit.*, t. I, p. 88-89.

minée, à savoir signer son nom comme auparavant⁶⁶, car il lui a fallu de bonne heure signer les contrats de mariages des principaux courtisans.

On gagne ainsi l'époque où le Roi, âgé de sept ans passe des mains des femmes à celles des hommes. L'échange comporte une cérémonie archaïque. On déshabille l'enfant tout nu et on fait défiler devant lui médecins, chirurgiens, apothicaires, princes, princesses, seigneurs et dames de la Cour qui après l'avoir examiné, palpé, visité membre par membre signeront un procès-verbal reconnaissant qu'il est de sexe mâle, nullement blessé, bien nourri, sain, net et entier. En vue de cette visite, Mme de Ventadour fait laver tous les soirs les pieds du jeune monarque pour qu'il soit trouvé bien propre et le fait coucher plus tôt qu'à l'ordinaire afin qu'il puisse se rafraîchir et se reposer⁶⁷. Le 1^{er} février eut lieu la visite⁶⁸, ce qui fit dire au jeune Roi qu'il se souciait peu de quitter sa gouvernante car il n'était plus un enfant et ne voulait pas être gouverné par des femmes, mais il se moquait de son futur gouverneur, le maréchal de Villeroy qu'il appelait « un vieux radoteur⁶⁹ ». Celui-ci commença, le 13, à servir le Roi à son dîner⁷⁰, et le lendemain, comme on terminait la toilette, les officiers de la garde-robe demandèrent si le Roi souhaitait qu'on lui remit ses lisières. L'enfant répondit : « Non, non »; la gouvernante répliqua : « Le Roi se tient trop droit et marche si sûrement que je n'ai pas dessein qu'on les lui remette⁷¹. »

Le 15 février l'enfant se leva assez gai⁷², on l'habilla de neuf⁷³ et au moment où le Régent se rendait au Conseil, sur les neuf heures et demie du matin, Mme de Ventadour l'attendait au passage et lui dit :

— « Monseigneur, voulez-vous bien que je dépose entre vos mains la personne du Roi ? »

— « Volontiers, Madame »; et il entra dans la chambre du Roi.

— « Monseigneur, reprit la duchesse, voilà le dépôt que le

⁶⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 488, 490; 11, 15 novembre 1716.

⁶⁷ *Gazette de la Régence*, p. 137; 22 janvier 1717.

⁶⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 16; 3 février 1717.

⁶⁹ *Gazette de la Régence*, p. 143; 1^{er} février 1717.

⁷⁰ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 22; 13 février 1717.

⁷¹ *Nouveau Mercure*, février, p. 155; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 22; 13 février 1717; P.-E. Lemontey, *op. cit.*, t. II, p. 333; il garda un corps de baleine jusqu'à onze ans et cinq mois.

⁷² Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 23; 15 février 1717.

⁷³ Buvat, *Journal*, t. I, p. 247.

Le Roi
« passe aux
hommes »
15 février
1717

feu Roi m'a confié et que vous m'avez continué; j'en ai pris tous les soins possibles, et je le rends en parfaite santé.

— « Sire, dit le Régent en s'adressant au Roi, vous ne devez jamais oublier les obligations que vous avez à Mme de Ventadour; elle vous a sauvé la vie par ses bons soins et chacun est content de l'éducation qu'elle vous a donnée »; il ajouta que lui-même n'oublierait rien pour lui donner des marques sensibles de sa reconnaissance. Dans ce moment, le Régent présenta au Roi le maréchal de Villeroy pour son gouverneur, Fleury, ancien évêque de Fréjus, en qualité de précepteur; adressant ensuite la parole au duc du Maine et au maréchal, il leur dit :

— « Messieurs, ce sacré dépôt vous regarde particulièrement. Nous espérons que vous répondrez parfaitement à l'attente que toute la France a conçue de vous pour l'éducation du Roi; c'est à vous à présent d'en avoir tout le soin que nous nous promettons de votre zèle et de votre inclination pour Sa Majesté et pour l'État.

— « Monseigneur, dit Mme de Ventadour à S.A.R., voilà mon ministère fini, vous me permettrez de baiser la main du Roi et de me retirer. »

Ce qu'elle fit, mais le Roi lui sauta au cou, l'embrassant, se cachant sous ses habits, refusant de la perdre et pleurant à chaudes larmes; elle lui dit :

— « Mais, Sire, il faut écouter la raison.

— « Ah, maman! je ne reconnais plus de raison quand il faut m'éloigner et me séparer de vous. »

Enfin elle put sortir, mais l'enfant ne cessa de pleurer. On lui fit entendre la messe dans son oratoire; alors tournant la tête et ne voyant plus Mme de Ventadour les larmes recommencèrent; comme il cherchait à s'en cacher, son précepteur lui dit :

— « Sire, vous ne devez pas vous cacher quand vous pleurez Mme de Ventadour; ces pleurs sont justes et montrent votre bon naturel. »

Après la messe, on tâcha de le consoler dans la petite chambre du billard, pendant qu'on démeublait son appartement dont les meubles appartenaient de droit à la gouvernante. Ensuite on le ramena dans sa chambre où se trouvaient tous les nouveaux serviteurs et jusqu'à un suisse âgé de six ans et demie, tenant sa hallebarde d'ébène à lame d'argent; mais tout fut inutile et quand vint l'heure du dîner le Roi refusa de manger si sa gouvernante ne revenait auprès de lui. On lui dit qu'elle dînait en ville et ne rentrerait pas avant quatre heures.

— « Eh bien! qu'on ne serve qu'à quatre heures! dit-il tou-

jours larmoyant. Il demeura inconsolable jusqu'à trois heures et demie, buvant parfois un coup pour se rafraîchir. Quand Mme de Ventadour revint elle lui fit reproche de ce qu'à l'âge de huit ans il manquait de résolution qu'il devait au contraire être très content de se trouver sous la conduite des hommes, fit appel à sa raison.

— « C'est parce que j'ai de la raison, ma chère maman, que j'ai regret de me voir séparé de vous.

— « Mais Sire, vous n'avez pas mangé.

— « Non, à présent que vous êtes auprès de moi, que l'on m'en apporte. »

Pendant qu'il dînait, M. de la Vrillière apporta un présent de diamants de cent cinquante-quatre mille livres qu'il mit sur la table du Roi pièce à pièce; c'étaient des bracelets avec les portraits des père et mère du Roi, un collier de perles avec une croix de diamant magnifique; la bague du dernier dauphin et quantité d'autres pierreries, entre lesquelles une pierre en table de grand prix. Le Roi demanda : « Est-ce tout? » — On lui répondit : « Oui, Sire. » — « C'est bien peu, ma bonne en mérite davantage pour les bons soins qu'elle a pris de moi. » Il y en avait pour une somme considérable; le lendemain ce fut au tour de la vaisselle de vermeil. L'enfant donnait toujours, estimant qu'aucun présent n'égalait la grandeur du service que sa gouvernante avait rendu à la France en lui conservant un être aussi précieux que sa frêle personne⁷⁴.

Le vieillard frivole qui allait exercer la mission redoutable de former un roi absolu était l'homme le plus incapable de s'en acquitter. Agé de soixante-quatorze ans, le maréchal de Villeroy jouissait à Paris, principalement parmi la populace, d'une bruyante popularité sans doute parce qu'on avait cessé de le croire malfaisant depuis le jour où il avait quitté les armées et cessé de perdre des batailles. Ce vieux fat avait eu l'adresse de s'élever à la condition de favori du feu Roi, l'habileté de se montrer assez dévoué au Régent pour lui vendre le secret du testament, l'ambition d'entrer au Conseil de Régence et maintenant il allait exercer une des charges les plus considérables auxquelles eût pu viser un homme de bien. Intrigant et indiscret autant qu'incapable, sa présomption n'avait de comparable que son ineptie et son arrogance n'avait d'égale que sa platitude; singulier mélange

Le maréchal
de Villeroy,
son
gouverneur

⁷⁴ *Nouveau Mercure*, n° de février 1717, p. 156-161; Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 23; 15 février : *Gazette de la Régence*, p. 149; 19 février : Buvat, *Journal*, t. I, p. 247, 248, 258; M. de Breteuil à Mme de Balleroy, 19 février 1717, dans *op. cit.*, t. II, p. 113.

d'orgueil et de bassesse, c'était, a-t-on pu dire de lui avec une exacte vérité, un homme fait exprès pour présider à un bal, pour être le juge d'un carrousel et, s'il avait eu de la voix, pour chanter à l'Opéra les rôles des rois et des héros; fort propre encore à donner les modes, mais à rien du tout au delà⁷⁵. Le Régent le supportait à peine, mais devait le ménager, car Villeroi avait su persuader la multitude que sa véritable mission était de veiller sur la vie de l'enfant et de tenir en respect l'empoisonneur⁷⁶.

Ses flagorneries sont demeurées proverbiales, cependant il savait se donner les apparences d'un maître rigide. Le Roi est toujours mutin, se disent les Français, mais ils se rassurent parce que le maréchal a toutes les intentions imaginables pour lui en faire passer la fantaisie⁷⁷. On sait que l'enfant reste sujet aux diarrhées mais ses fréquentes promenades permettent de constater qu'il jouit d'une bonne santé, se fortifie tous les jours et, du côté de l'esprit, promet beaucoup⁷⁸. Cependant cette belle vigueur ne fait pas l'affaire du maréchal qui insinue que le tempérament du Roi est peu robuste, sa santé très douteuse et très valétudinaire⁷⁹; le Régent, ajoute-t-il, a pourtant intérêt qu'il se porte bien, toute son autorité étant fondée sur la vie de cet enfant; ce qui surprend tous ceux qui entendent pareil discours⁸⁰. Le public s'étonne-t-il de ne pas le voir à ses jeux ordinaires pendant les belles et douces journées d'automne⁸¹, alors le gouverneur répète et fait savoir au public que son pupille promet beaucoup du côté de l'esprit. On s'aperçoit qu'il commence à aimer le travail, et, de lui-même, quitte le jeu quand l'heure de ses études est venue⁸². Mais ses sujets paraissent exiger peu de chose de lui, ils ne lui demandent encore que de croître et se fortifier. D'ailleurs ils reconnaissent qu'il a très bon air, bien

⁷⁵ Saint-Simon, *Mémoires*, 1905, t. XI, p. 236.

⁷⁶ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVIII, p. 315 : « Il portoit la clef du beurre dont le Roi mangeoit... et il fit un jour une sortie épouvantable et avec apparat parce que le Roi en avoit mangé d'autre, comme si tous les autres vivres dont il usoit tous les jours, le pain, la viande, le poisson, les assaisonnements, le potage, l'eau, le vin, tout ce qui se sert au fruit n'eût pas été susceptible des mêmes soupçons. Il fit une autre fois le même vacarme pour les mouchoirs du Roi qu'il gardoit encore... ».

⁷⁷ *Gazette de la Régence*, p. 158; 26 mars 1717.

⁷⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 63; 11 avril 1717 : *Gazette de la Régence*, p. 200; 20 août 1717.

⁷⁹ *Gazette de la Régence*, p. 206; 15 octobre 1717.

⁸⁰ *Gazette de la Régence*, p. 207; 15 octobre 1717.

⁸¹ *Gazette de la Régence*, p. 208; 22 octobre 1717.

⁸² *Gazette de la Régence*, p. 212; 27 décembre 1717.

campé sur les jambes et se sent à merveille sur ce qu'il est. Dieu veuille, disent-ils, qu'il ne se sente pas trop un jour et qu'il profite des bons principes que lui inspire le maréchal de Villeroi qui, à ce qu'on assure ne le flatte pas trop⁸³. Par dessus tout, le maréchal veille; et voilà l'historiette qui court parmi le peuple : Il s'aperçut que le Roi avait un biscuit dans sa poche et lui demanda qui lui avait donné ce biscuit : « Je n'en sais rien », dit le Roi. — « Pourquoi ne l'avez-vous pas mangé? — Je n'y ai pas pensé. » Le maréchal s'empare du biscuit dont il donne un morceau à un chien qui meurt à l'instant!⁸⁴

Cette historiette reparait par intervalles afin d'entretenir la popularité du gouverneur dont la vigilance n'est jamais prise en défaut. Parmi les courtisans c'est à qui imaginera quelque délassément, un jour on voit le petit Roi ceint d'un tablier blanc plantant des oignons de fleurs et les couvrant de cloches de cristal⁸⁵, un autre jour délaissant le jardinage et la terrasse des Tuileries, il se montre fermier à la Muette, courant après brebis, poules, chèvres et pigeons⁸⁶, il a même une vache d'une petitesse extraordinaire offerte par Mlle de Chausseraie⁸⁷ et des chiens qui flairent les truffes⁸⁸. Ces plaisirs alternent avec des revues, des visites aux Invalides, à l'Académie⁸⁹ et le bon public s'extasie en apprenant que son jeune Roi s'applique à tant de choses diverses avec une égale perfection. Tous les jours à l'écriture, au latin et à l'histoire, trois fois la semaine au dessin, aux mathématiques et à la danse, il fait des progrès prodigieux dans tous ces exercices et raisonne de manière que les savants en sont surpris et même Sa Majesté parle des attaques qui se font au siège de Saint-Sébastien comme si elle avait été présente à plusieurs sièges⁹⁰.

⁸³ *Gazette de la Régence*, p. 246, 1^{er} avril 1718.

⁸⁴ Buvat, *Journal*, t. I, p. 313, avril 1718.

⁸⁵ Buvat, *Journal*, t. I, p. 367; 24 mars 1719.

⁸⁶ *Madame à la raugrave Louise*, Saint-Cloud, 1^{er} octobre 1719, dans *Correspondance*, édit. E. Jaégli, t. III, p. 48.

⁸⁷ P. E. Lemontey, *op. cit.*, t. II, p. 55; Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 411; 20 octobre 1719, voir Buvat, *Journal*, t. II, p. 15; Duclos, *Mémoires secrets*, 1791, t. I, p. 138-142.

⁸⁸ P. E. Lemontey, *op. cit.*, t. II, p. 56.

⁸⁹ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 413; 22 juillet 1719 : De Valincourt, *Compliment fait le 22 juillet au Roy qui honora la Compagnie de sa présence*, dans *Recueil de plusieurs pièces d'éloquence présentées à l'Académie française*, 1719, t. XXIII, p. 223.

⁹⁰ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 422, août 1719; *Gazette de la Régence*, p. 316; 3 février 1719; voir Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 21 février 1720, dans *op. cit.*, t. II, p. 127 : « Le Roi a été ces jours-ci au Conseil de Régence.

Il n'en fallait pas tant pour faire pâmer les courtisans et conférer au petit Roi la réputation d'enfant prodige. Entre les mains de Fleury aucun surmenage n'était à redouter et les donneurs d'avis, toujours nombreux et fertiles en inventions, en étaient pour leurs frais. « J'eus l'imprudence, raconte Voltaire, de demander un jour au cardinal de Fleury s'il faisait lire au roi le *Télémaque* : il me répondit qu'il lui faisait lire de meilleures choses⁹¹. » Le précepteur, qui trouvait dans la vie de Fénelon, par Ramsay, « bien des choses répréhensibles⁹² » s'était tracé un plan d'éducation qu'il communiqua à Clément XI de qui les éloges furent sans doute un encouragement à persévérer dans cette méthode⁹³. Médiocrement instruit, Fleury recourait à l'obligance des jésuites pour préparer les études de son élève. « Je lui demandai, nous dit Saint-Simon, s'il projetait de mettre bien du latin dans la tête du Roi. Il me répondit que non, mais seulement pour qu'il en sût assez pour ne pas l'ignorer entièrement. Là dessus, il me vint une pensée pour apprendre au roi mille choses particulières et très instructives pour lui dans tous les temps de sa vie, et en se divertissant, qui ne pourraient guère lui être montrées autrement. » Il s'agissait de faire tapisser toute une galerie des portraits de personnages illustres, depuis Louis XI jusqu'à Henri IV; on n'avait qu'à puiser dans les portefeuilles de Gaignères entrés à la Bibliothèque du Roi. Louis XV et ses petits compagnons seraient conduits devant ces images et leur curiosité éveillée poserait des questions dont la réponse étendrait leur instruction. C'était la méthode qu'imaginerait — peut-être pour l'avoir lue dans les manuscrits de Saint-Simon — Mme de Genlis. « M. de Fréjus, reprend Saint-Simon, me témoigna être charmé de cet avis, et le goûter extrêmement. Toutefois il n'en fit rien⁹⁴. » Fleury ne pensa pas cependant pouvoir

C'est une chose étonnante que l'application qu'il a donnée aux affaires dont on y a parlé. Lorsqu'il n'entendait pas, il questionnait tout bas le Régent avec attention et compréhension. C'est une chose étonnante que le goût qu'il a pris pour tout ce qui dépend du raisonnement. Dans les mathématiques il va plus loin que l'on ne veut le mener ».

⁹¹ Voltaire, *Œuvres complètes*, édit. de Kehl, in-8, t. LXI, p. 515.

⁹² Le cardinal de Fleury au cardinal de Polignac, 15 avril et 1^{er} juillet 1725, dans P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. II, p. 57, note 1.

⁹³ La lettre de Fleury à Clément XI n'a pas été publiée, la réponse du pape de Rome dit le « plaisir singulier » et l'approbation pour l'« ordre et la méthode » dans cette éducation; H. Druon, *op. cit.*, t. II, p. 226.

⁹⁴ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XI, p. 310-312. Saint-Simon était l'auteur d'un *Essai sur l'éducation d'un prince*, publié dans la *Revue internationale de l'enseignement*, 1882, t. III, p. 209-240, 476-494; t. IV, p. 33-62, 201-231, 431-464, 552-564.

faire moins pour son élève que Péréfixe, Bossuet et Fénelon n'avaient fait pour les leurs; en conséquence, il composa une *Histoire de France*, en trois volumes et la dédia à son élève; elle est heureusement demeurée inédite.

A la connaissance superficielle de l'histoire, ramenée à des noms et à des dates, vinrent s'ajouter des leçons de géographie. Ici encore on avait crié au prodige, car il n'avait pas cinq ans que la Palatine écrivait de lui : « Il comprend déjà les cartes de géographie aussi bien que ferait un homme⁹⁵ »; et à cinq ans et demi Dangeau notait gravement que l'enfant « sait beaucoup de choses pour son âge, et surtout la géographie, où il s'applique avec grand plaisir⁹⁶ ». Cette prédilection enfantine s'affirma bientôt par un ouvrage sur les *Cours des principaux fleuves et rivières de l'Europe*, composé et imprimé par Louis XV, roi de France⁹⁷, âgé de huit ans. On s'ingénia de la sorte à provoquer l'attention, à stimuler l'apathie ou la paresse. Un jour, on a cru constater que l'enfant semble prendre quelque amusement dans l'astronomie⁹⁸; un autre jour, qu'il s'intéresse au blason.

De lecture, il n'est pas question; de piété, non plus. Tandis que Fleury entretenait l'indolence, le sous-précepteur Vittement pressait le roi d'étudier. Fleury sous prétexte de prendre intérêt à la santé de Vittement, lui conseilla doucement la retraite. Le sous-précepteur comprit; le devoir le retenait seul, mais déjà plus l'espérance du bien à faire, ayant en peu d'années atteint le tuf et senti que ses soins demeureraient inutiles. Il se retira donc et alla finir ses jours à la Doctrine chrétienne. De lui à Fleury toute lutte était impossible. « La puissance de M. de Fréjus, confiait-il à un ami, durera autant que sa vie, et son règne sera sans mesure et sans trouble. Il a su s'attacher le Roi par des liens si forts que le Roi ne les peut jamais rompre. Je ne puis en dire davantage; mais s'il meurt avant moi, je vous expliquerai ce que je ne peux expliquer pendant sa vie⁹⁹. » On peut se demander si ces révélations, qu'un homme généralement esti-

⁹⁵ Correspondance de Madame duchesse d'Orléans, édit. Brunet, lettre du 18 novembre 1714.

⁹⁶ Dangeau, *Journal*, à la date du 10 juillet 1715.

⁹⁷ In-4 de 72 pages, tiré à cinquante exemplaires.

⁹⁸ Marais, *Journal et Mémoires*, t. II, p. 306, 317; *Journal du marquis de Calvières* dans E. et J. de Goncourt, *op. cit.*, p. 24.

⁹⁹ Maurepas, *Mémoires* (rédigés par M. Salé), édités par Soulavie, in-8, Paris, 1792, t. I, p. 211.

¹⁰⁰ D'Argenson, *op. cit.*, t. II, p. 409; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XI, p. 124.

mé¹⁰¹ se refusait à faire, eussent rien ajouté à l'admiration pour le précepteur.

D'Argenson a accusé Fleury de s'occuper plutôt de divertir Louis XV que de former son esprit; on a même raconté qu'un volume de Quinte-Curce resta ouvert pendant six mois à la même page, et « qu'au lieu de travailler, le bonhomme apportait des cartes au roi pour le divertir par des tours de carte¹⁰² ». Ces racontars sont démentis par les faits¹⁰³ et, en particulier, par l'existence de volumes entiers remplis des devoirs du roi, corrigés souvent de la main de M. de Fréjus¹⁰⁴. Ces volumes peuvent nous servir à connaître les principes qui présidèrent à une éducation de laquelle tant d'avenir dépendait. On donnait à traduire au jeune roi, âgé de sept ans, des maximes appropriées aux circonstances : « O Français, lit-on dans un des devoirs dont le texte et la traduction sont de la main de l'enfant, aies bon courage, car quoique notre Roy soit un jeune enfant, il n'est pas pourtant cet enfant que Dieu dans sa colère a établi sur son peuple pour punir ses péchez, mais au contraire, celui que Dieu, dans sa miséricorde, envoie pour rappeler le siècle d'or ». — « O sujets, priés Dieu que je ne me serve jamais de ma puissance si ce n'est que pour le bien public! » — Parfois on l'amenait à des aveux qui coûtent à l'enfance : « Quoique le Roy ait souvent promis qu'il modérerait sa colère, elle le domine pourtant si fort qu'elle le porte quelquefois à frapper même ceux qu'il aime comme lui étant le plus attachés et qui le ser-

¹⁰¹ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 365; t. XVII, p. 49, avec les annotations de Saint-Simon; Buvat, *Journal*, t. II, p. 11; voir Desjardins, *Jehan Vittement, né à Dormans, recteur de l'Université de Paris, lecteur des enfants de France et sous-précepteur de Louis XV (1655-1731)*, dans *Mémoires de la Société d'agriculture de la Marne*, 1882, t. XXVII, p. 309 suiv.

¹⁰² *Journal et Mémoires du marquis d'Argenson*, édit. E. J. B. Rathery, in-8, Paris, 1859, t. II, p. 259; Bernis dit que l'élève posait des papillottes dans les cheveux gris de son précepteur. *Mémoires du cardinal de Bernis*, éd. F. Masson, in-8, Paris, 1878, t. I, p. 49.

¹⁰³ Villars, *Mémoires*, collect. Michaud, p. 278 : « L'évêque de Fréjus, homme d'esprit, n'oubliait aucun de ses devoirs ».

¹⁰⁴ *Bibl. nat.*, ms. franç. 1757, in-4 de 12 feuillets : *Versions de Louis XV*; ms. franç. 2322 : *Instructions religieuses, passages de l'Evangile et des Actes des Apôtres. Catéchisme* in-4, 387 feuillets (du mois de juillet 1717 et les mois suivants); — ms. franç. 2324 : *Choix des plus beaux endroits de la vie de saint Louis*, in-4, 348 feuillets (1717-1720); — ms. franç. 1755 : *Extraits de la Genèse, du Lévitique et des Nombres*, in-4, 394 feuillets (1718-1719); — ms. franç. 1756 : *Extraits de l'Imitation et des Proverbes avec les définitions principales du catéchisme*, in-4, 290 feuillets (1720-1721); — ms. franç. 2325 : *Fables*, in-4, 183 feuillets (1722); ms. franç. 2323 : *Apophtegmes*, in-4, 237 feuillets (1722-1723).

vent le mieux¹⁰⁵ ». — « J'avoue que jusqu'à présent, je ne me suis pas servi de toutes les forces de mon esprit pour apprendre et pour exercer les choses qui sont les meilleures et les plus honnêtes; mais j'espère que dans la suite je m'en servirai de manière que ceux qui m'aiment d'un cœur sincère seront remplis d'une très grande joie¹⁰⁶ ».

A cette époque il n'est personne en France qui ne sache par le menu les occupations du petit roi, et cet intérêt ne s'adresse pas seulement à l'enfant idolâtré mais au maître futur dont on cherche à deviner les défauts et les qualités comme pour se préparer à ce que la nation aura à attendre de lui. Tous ceux qui notent si attentivement les moindres détails laissent à peine, de loin en loin, échapper une critique fort atténuée, aucun ne paraît faire attention à la méthode pédagogique elle-même, en remarquer les lacunes et l'insuffisance. Dictées, copies, sentences, morales remplissent tant bien que mal chaque jour plusieurs heures décorées du nom d'« heures d'études ». « Le roi alla dîner à la Muette, écrit Dangeau à la date du 1^{er} mars 1720, et en revint à cinq heures pour être à son étude, car il n'y manque jamais, et étudie tous les jours le matin et l'après-dînée et même les fêtes et dimanches¹⁰⁷. Le 18 février 1720, Louis XV parut pour la première fois au Conseil de Régence et demeura jusqu'à la fin, depuis lors, il y vint assez souvent, mais « sans remuer ni parler¹⁰⁸ », jouant avec un jeune chat à qui tout était permis, même de griffer son maître. Villeroy s'indigna d'une telle irrévérence et apostropha le chat. « Or ça mon grand papa, dit l'enfant, ne savez-vous pas bien que mon chat n'aime pas plus les remontrances que mon oncle le Régent¹⁰⁹ ». Une saillie de ce genre courait tout Paris, qui pardonnait tout à l'espiègle. Un jour que l'évêque de Metz, M. de Coislin faisait sa cour, le roi lui dit en plein

¹⁰⁵ *Bibl. nat.*, ms. franç. 2322.

¹⁰⁶ *Bibl. nat.*, ms. franç. 2322, fol. 199, 200. Le travail de H. Druon sur l'éducation des princes de la maison de Bourbon est d'une insuffisance criante; ce sujet réclame encore son historien. L. Batiffol et G. Lacour-Gayet ont étudié la jeunesse de Louis XIII et l'éducation politique de Louis XIV, dont la première jeunesse a été racontée par le P. H. Chérot. L'éducation du Grand Dauphin et celle du duc de Bourgogne sont encore à peine effleurées, malgré l'intérêt qui s'attache à la dernière surtout et les pièces nombreuses et intéressantes, lettres, mémoires, traités ou compositions littéraires qui s'y rapportent. Quant à Louis XV, à son fils et à ses petits-fils, presque tout reste à faire.

¹⁰⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 244.

¹⁰⁸ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chénuel, t. XI, p. 258; comparez Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 236.

¹⁰⁹ J. Buvat, *Journal*, t. II, p. 237.

visage : « Ah, mon Dieu qu'il est laid ! » — « Voilà un petit garçon qui est bien mal appris¹¹⁵ » dit l'évêque à qui on donna tort, — le tort d'être vraiment trop laid, au point de déplaire à l'enfant gâté. Villars nous assure que le jeune roi « montre beaucoup d'esprit, de pénétration et de vivacité¹¹⁶, bien qu'il fût le plus souvent silencieux et taciturne¹¹⁷, glorieux et timide¹¹⁸ ».

Flagorne-
ries

Né dans le peuple il eut été un gamin malicieux jusqu'à l'effronterie souvent corrigé, et de la belle façon. Né roi, on célèbre, on excuse, on justifie ce qu'on devrait blâmer ou châtier. L'enfant a posé devant la pastelliste Rosalba Carriera et le gouverneur s'extasie sur la patience du roi¹¹⁹, sur sa beauté. A l'ambassadeur Méhémet-Effendi il demande : « Que dites-vous de la beauté de mon roi ? » — Que Dieu soit loué ! répond le Turc, et qu'il le préserve du mauvais œil ! — Il n'a que onze ans et quatre mois, ajoute Villeroy, sa taille n'est-elle pas proportionnée ? Remarquez que ce sont ses propres cheveux. » En disant cela, il fit tourner le Roi et je considérai ses cheveux d'hyacinthe en les caressant. Ils étaient comme des fils d'or bien égalisés et lui venaient jusqu'à la ceinture. « Sa démarche, dit encore le gouverneur est aussi fort belle. » Il dit en même temps au Roi : « Marchez de cette manière, que l'on vous voie ». Le roi, avec la marche majestueuse de la perdrix, alla jusqu'au milieu de la salle, après quoi il revint. « Marchez avec plus de vitesse, ajouta le gouverneur pour qu'on voie votre légèreté à courir ». Aussitôt le roi se mit à courir¹²⁰. Villeroy contrainst l'enfant à danser, à assister au spectacle et à se donner en représentation. C'est que Villeroy ne sera jamais que le « personnage de théâtre qui piaffe

¹¹⁵ E. et J. de Goncourt, *Portraits intimes du dix-huitième siècle. Études nouvelles d'après les lettres autographes et les documents inédits*, in-12, Paris, 1879, p. 4; Mouffle d'Angerville, *Vie privée de Louis XV*, t. I, p. 18.

¹¹⁶ Villars, *Mémoires*, collect. Michaud, p. 278.

¹¹⁷ De Beaumont, *op. cit.*, p. 179; voir Dausin, *Le caractère de Louis XV d'après les derniers documents*, dans *Mémoires de l'Académie de Caen*, 1869, t. XXII, p. 104-124.

¹¹⁸ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XI, p. 223; Marais, *op. cit.*, t. II, p. 253; Villars, *op. cit.*, p. 278, 317; Barbier, *Chronique de la Régence*, t. I, p. 257, 360; *Correspondance de Madame*, t. II, p. 9, 363.

¹¹⁹ *Journal de Rosalba Carriera pendant son séjour à Paris en 1720 et 1721*, publié en italien par Vianelli, traduit; annoté et augmenté... par Alf. Sensier, in-12, Paris, 1865, p. 55.

¹²⁰ *Relation de l'ambassade de Méhémet Effendi à la Cour de France en 1721*, écrite par lui-même et traduite du turc, 1757.

¹²¹ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XI, p. 236; Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVIII, p. 230.

et parade¹²² », dont la frivolité, l'incapacité portèrent les fruits les plus funestes. Singulière aberration qui héréditairement livrera l'héritier du trône, celui sur lequel reposent tant d'espoirs aux plus présomptueux et aux plus incapables. On a rappelé cent fois mais il faut toujours revenir à cette fête de Saint-Louis où le petit roi regardait d'une fenêtre du château le peuple qui l'acclamait dans le jardin des Tuileries, ce à quoi il prenait grand plaisir¹²³. « Mon maître, lui dit le maréchal d'un ton sentencieux, regardez ce monde, cette multitude, tout cela est à vous, vous en êtes le maître »; et sans cesse il répétait cette leçon pour la bien inculquer¹²⁴. « L'affection sincère et plus intelligente que portait le Régent au jeune Louis XV ne le gardait pas d'une sorte de flagornerie. S'agissait-il de places, de bénéfices, de pensions à distribuer, il faisait ses propositions au petit Roi en ajoutant : « C'est à vous de choisir et de décider, vous êtes le maître; je ne suis ici que pour vous rendre compte, pour recevoir vos ordres et les exécuter¹²⁵ ». Comment la cervelle du petit garçon se trouvera-t-elle de cette éducation ?

Elle s'attachera à des futilités auxquelles l'attention qu'il leur prête confère de l'importance. Il va exister un ordre du *Pavillon*, un ordre du *Cabinet*, un ordre de la *Moustache*, un gouvernement du *Sa'on*, un de la *Chapelle*, un des *Médailles*, parce que tout ce qui l'approche prend une valeur hiératique; il est centre, il attire et il absorbe. Ses compagnons de jeux sont de petits courtisans façonnés à se laisser giffler par lui, à se laisser gronder pour lui; il ne pardonnera jamais à M. de Pezé les excuses qu'on l'a obligé de faire à ce gentilhomme pour un soufflet donné¹²⁶. Avec le duc de Noailles il se plaira à le fatiguer par une marche trop rapide, à un abbé il jettera du fromage mou à la figure, à un écuyer il coupera les sourcils, à d'autres il coupera la cravate, déchirera les manchettes, brisera une agrafe¹²⁷. Et on le souffre; cependant le duc de Noailles ne peut s'empêcher de dire : « Apparemment, sire, que vous envoyez de beaux manchons et des agrafes de diamant à ces messieurs à la place de ceux que vous rompez. » Ces polissonneries s'aggravent

Polissonne-
ries et
sournoiserie

¹²² Saint-Simon, *Mémoires*, t. XII, p. 145; t. XIX, p. 335.

¹²³ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 72.

¹²⁴ Saint-Simon, *Mémoires*, t. IX, p. 277; t. XVIII, p. 182-183.

¹²⁵ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XVII, p. 362.

¹²⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 294; addition de Saint-Simon; M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. I, p. 270; 1-6 juin 1720.

¹²⁷ Marais, *Journal et Mémoires*, t. II, p. 307, 428; t. III, p. 75, 100; D'Alençonville, *Mémoires secrets*, t. I, p. 113.

d'une allure sournoise, car Louis XV s'amuse sans cris, sans rires, sans paroles. « Il cherche à éviter le monde qu'il n'aime point », écrit Marais¹²⁸, car le fond de nature est une sorte de sauvagerie boudeuse. « Je veux l'accoutumer à parler, disait jadis sa gouvernante, mais on y a de la peine. » Il aime non pas la solitude, mais l'isolement, aussi le bruit se répand qu'il est de tempérament mélancolique, assez pour que Dubois prenne inquiétude de ces rumeurs, et se croie tenu de rassurer les agents de la France à l'étranger. « Soyez certain, leur écrit-il, que tout ce que vous entendez débiter malignement sur la faiblesse de tempérament du Roy et sur sa mélancolie est entièrement faux. Sa santé est parfaite. Il se fortifie tous les jours, et il n'y a aucune de ses journées où, après avoir donné la matinée à ses études, il ne prenne quelque nouveau divertissement dans l'après-midi, et entre un très grand nombre de jeunes seigneurs qui sont autour de Sa Majesté, il n'y a personne qui ait plus de gaieté qu'elle¹²⁹. »

Morosité

Gaieté, si l'on veut, mais gaieté morose. Peut-être, dans l'enfant, la nature s'est-elle trop hâtée. A l'âge de onze ans, « le Roi, écrit Marais, a eu un mal fort plaisant et qu'il n'avait point encore ressenti. Il s'est trouvé homme. Il a cru être bien malade et en a fait confidence à un de ses valets de chambre, qui lui a dit que cette maladie était un signe de santé. Il en a voulu parler à Mareschal, son premier chirurgien, qui lui a dit que ce mal n'affligerait personne, et qu'à son âge il ne s'en plaindrait pas. On appelle cela en plaisantant le *mal du Roi*¹³⁰. » Cette précocité des sens entraîne avec elle une sorte d'insensibilité du cœur. Un jour, à la Muette, pour montrer son adresse, il lui prend fantaisie de tirer sur une biche familière qui ne mangeait que dans sa main. Blessée, sanglante, la pauvre bête accourt vers lui, en gémissant, comme pour demander du secours. Froidement, il la fait attacher à quelque distance, tire de nouveau et la tue. « On a trouvé cela bien dur », ajoute Barbier, qui a recueilli ce trait, et « on commence à craindre que le caractère du Roi ne soit mauvais et féroce¹³¹. » Le placide avocat a tort de s'alarmer; ce sont là prouesses de chasseur et le jésuite Tournemine s'apprête à pu-

¹²⁸ *Op. cit.*, t. II, p. 443.

¹²⁹ Dépêche du cardinal Dubois, Paris, 21 octobre 1721, dans E. et J. de Goncourt, *op. cit.*, p. 4-5, d'après les « archives du consulat de Venise ».

¹³⁰ Marais, *Journal et Mémoires*, à la date de février 1721.

¹³¹ Barbier, *Chronique de la régence et du règne de Louis XV*, in-18, Paris, 1857, t. I, p. 212, avril 1722; *La biche du Roi* (1722) dans *Bulletin de la Société historique d'Auteuil et de Passy*, 1895, t. II, p. 136.

blier une docte dissertation dans laquelle il prouvera que l'inclination de la chasse est le présage d'une vertu héroïque¹³². En fait d'héroïsme, Louis XV se borne, pour l'heure, « à jarrer un lapin sans couteau, en lui déchirant seulement les ergots¹³³ », à chasser au grand soleil¹³⁴, à promener sous une pluie battante¹³⁵, à harasser de fatigue son escorte, à faire monter un de ses officiers sur un cheval vicieux¹³⁶.

Si disposé que chacun fût à lui passer tous ses caprices et à les mettre sur le compte de l'âge, de l'étourderie, les récits qu'on en faisait courir ne laissaient pas que de causer quelque inquiétude. Cet enfant silencieux avait rompu le silence pour qualifier de « poltron » un brave officier¹³⁷; cet enfant concentré, avait souffleté son premier valet de chambre et « toute la Cour » — toute la ville aussi — « a entendu ce soufflet et n'augure pas bien, disait-on, de ce jeu de mains¹³⁸. » Et voici qu'« on n'est pas content de la hauteur que le maréchal donne au roi¹³⁹ », dans Paris, on se met à raconter que l'enfant royal est « morne, indifférent et bête ». Inquiet, l'avocat Barbier se place sur son passage et constate qu'il « se porte bien, a un bon et beau visage, et n'a point la physionomie de ce qu'on dit de lui... Il a une très belle tête. Cela fera un beau prince et de bon air¹⁴⁰. » En effet, il est « beau comme l'Amour », d'une beauté qui émerveille. « On se souviendra longtemps qu'il ressemblait à l'Amour, le matin de son sacre à Reims, avec son habit long et sa toque d'argent. Je n'ai jamais rien vu de plus attendrissant que sa figure alors; les yeux en devenaient humides de tendresse¹⁴¹. » écrit le coriace d'Argenson. Mais il n'a que la figure, car l'intelligence est aussi négligée que la formation morale. Il est né, pour ainsi dire, avec l'antipathie du trône et suivant le mot de

Récitations

¹³² Dissertation où il prouve que l'inclination pour la chasse est dans un jeune Prince le présage d'une vertu héroïque, lue le quinzième Février dans la Conférence des Sçavans François et étrangers qui se tient dans la Bibliothèque de Monseigneur le Cardinal de Rohan, dans le *Mercure de France*, mars 1725, p. 443-448.

¹³³ *Journal de Calvières*, 24 février 1722.

¹³⁴ Barbier, *Journal*, juin 1724.

¹³⁵ Calvières, *op. cit.*, 22 mai 1722; Marais, *op. cit.*, juillet 1722.

¹³⁶ H. Druon, *op. cit.*, t. II, p. 218.

¹³⁷ M. Marais, *Journal et Mémoires*, mars 1723.

¹³⁸ M. Marais, *op. cit.*, janvier et juin 1724.

¹³⁹ M. Marais, *op. cit.*, 3 mars 1722.

¹⁴⁰ Barbier, *Journal*, 3 septembre 1722.

¹⁴¹ D'Argenson, *Journal*, t. II, p. 87; octobre 1722.

sa gouvernante « trouve du soulagement à ne plus faire le roi¹⁴² ». Il conservera ce goût qui fera dire : « les actions du roi ne sont que des enfances¹⁴³ », et s'amusera à des puérilités¹⁴⁴, à des vulgarités.

Cet enfant dont les défauts et les vices ont, plus qu'on ne le croit, permis et hâté la ruine des institutions dont il avait la garde et qui fut le collaborateur le plus actif, dans son inertie, de l'esprit révolutionnaire; nous le voyons vivre à l'âge de douze ans, pendant quatre mois, jour à jour, dans le journal d'un page de la petite écurie¹⁴⁵.

« Le 9 février. Le roi me donna une montre d'argent de Genève qu'il avait achetée 50 écus... La façon dont il se servit pour me la donner fut de l'enterrer dans une caisse de bois pleine de terre qui était sur la terrasse. Il me commanda de fouiller dedans avec les mains et j'y trouvai ladite montre enveloppée dans du papier avec sa chaîne.

« Le 24. A la Muette, il nous fit marcher prodigieusement avant et après dîner, surtout pour lasser M. de Noailles.

« Le 11 mars. Le roi, après avoir joué tout l'après-midi au volant, imagina le soir de faire une illumination de petites bougies.

« Le 13. A la Muette, force poissons pris et éventrés.

« Le 17. Le roi dit que de tous les hommes qui paraîtront au jugement dernier, les Juifs seroient les plus attrapés.

« Le 18. Le roi joua au volant mieux qu'il n'avait encore fait.

« Le 19. Le roi joua à la rancune, ...et le soir à une espèce de guerre.

« Le 22. Après le sermon, le roi fut au bois de Boulogne, la pluie en allant fut très forte et le roi se réjouit beaucoup de nous voir mouillés. »

Et cette existence, entremêlée de bals, de *Te Deum*, de feux d'artifices, de spectacles, de sermons, de promenades, se continue comme les divers aspects d'un long désœuvrement. Jeu de volant, jeu à la queue de loup, jeu au moine, jeunes chats qu'on tourmente, chocolat et omelettes qu'on fabrique, et œufs en chemise « à la fanatique », pêche d'écrevisses. Bientôt le jeu

¹⁴² Mme de Ventadour à Mme de Maintenon, 1716, dans P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 55.

¹⁴³ M. Marais, *op. cit.*, t. III, p. 106.

¹⁴⁴ M. Marais, *op. cit.*, t. III, p. 409, février 1723.

¹⁴⁵ Journal du marquis de Calvière dans E. et J. de Goncourt, *op. cit.*, p. 5-35.

apparaît; dès le mois de novembre 1722, Louis XV annonce cet amour du jeu, engageant des sommes dont la notion lui échappe¹⁴⁶. Après le jeu, la table aura son tour¹⁴⁷, avec le cortège ordinaire d'indigestions, lavements, saignées et le reste.

Et on hésite cependant à se montrer trop sévère à l'égard de cet enfant sevré de toute tendresse familiale et qui, pour tenir la place des parents, des grands-parents, de tous ceux dont la vigilance est inspirée par l'affection, ne rencontre que des vieillards : Mme de Ventadour, le maréchal de Villeroy, l'ancien évêque de Fréjus, l'abbé Vittement, tous septuagénaires, l'abbé Fleury son confesseur, autre septuagénaire. Rien de jeune, rien qui fasse parler le cœur dans cet aréopage défraîchi, et dans la maison royale on ne peut songer sans frémir aux conversations et aux caresses malsaines du Régent, de M. le Duc ou d'un prince de Conti, aux entreprises de la duchesse de Retz et aux projets de quelques jeunes polissons pour déniaiser l'enfant, leur compagnon de jeux¹⁴⁸.

La rigide conscience du duc de Bourgogne eut, peut-être, fait de lui le confident et l'ami, le guide de cette âme d'enfant; père, il eut attendri ce cœur, pénétré cette intelligence d'un sentiment profond et tendre, l'eût pliée à l'idée du devoir et des obligations royales. Doué d'un esprit juste et d'un sens droit, Louis XV, remis à la vigilante attention d'un gouverneur comme Beauvilliers ou d'un précepteur tel que Fénelon eut été, sans doute, bien différent, comme homme et comme roi, de ce qu'il a été; mais non seulement sa malheureuse destinée le priva d'un père tendre, vigilant et instruit, elle le livra à des serviteurs maussades ou avides, tous extrêmement jaloux les uns des autres et empressés à se faire bien venir d'un maître inexpérimenté, mais qu'ils savaient rancuneux et vindicatif.

A défaut de cette tendresse des parents, on cherche en vain l'influence de la religion, toutes deux semblent avoir fait défaut. Le confesseur n'était « ni janséniste, ni moliniste, ni ultramontain », mais il était presque octogénaire, d'ailleurs personnage d'apparat n'ayant la permission d'entrevoir son pénitent que pendant quelques secondes la veille des fêtes solennelles où son ministère était requis. L'enfant écrivait sa confession de sa main et la donnait à corriger à son précepteur Fleury, ensuite il venait lire ou réciter ce qu'on lui permettait de dire, cela fait il écoutait quelques mots d'exhortation et se retirait sans que le

Manque de
tendresse
et de pitié

¹⁴⁶ 30 mai 1720, dans P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 59, note 1.

¹⁴⁷ M. Marais, *op. cit.*, t. III, p. 32.

¹⁴⁸ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 319-322.

confesseur eût licence de lui poser une seule question¹⁴⁹. On voit ainsi s'étioler au point de vue religieux cette âme d'enfant dans laquelle ne survivra qu'une notion : la terreur de l'enfer. La première communion, la confirmation, l'assistance ou la participation aux cérémonies du culte semblent n'avoir pas impressionné ce roi très-chrétien fort peu digne d'un si grand titre. Que penser de ces nombreux sermons auxquels l'enfant prête une attention soutenue bien que son âge lui interdise d'y rien comprendre? Il assiste à ces développements oratoires comme il assiste à l'opéra italien, sans y comprendre grand'chose, passif, résigné plutôt qu'attentif. En 1717, Massillon prêche devant un petit garçon à peine arrivé à l'âge de raison cet admirable *Petit Carême* dont, un demi-siècle plus tard on réimprimera certains passages pour en faire la condamnation du règne qui va s'achever. A la verdeur des anciens bouffons de la Cour, dont la dynastie s'était éteinte sous Louis XIV, avait succédé la rudesse des prédicateurs du Roi dont l'auguste succession recevait de son présent titulaire un suprême éclat. L'épigramme gaillarde ou triviale avait fait place à l'admonestation solennelle ou magnifique, le style avait changé, les vices ne changeaient pas. En 1719, le Père Surian, de l'Oratoire, occupe la place de Massillon¹⁵⁰. Il est permis de suivre dans les manuscrits du prédicateur la trace des hésitations, des développements essayés et rejetés. La préparation du deuxième sermon remplit quinze pages de notes tirées du *Télémaque*, de La Bruyère, de Balzac, de Bourdaloue, Mascaron, Fléchier, Massillon, Brantôme, Boileau et Pierre Bayle. « Je mettrai toujours, se dit l'auteur, une histoire de l'Écriture, de quelque roi, histoire naïve que le Roi comprenne bien et contée naïvement. » Et les histoires se succèdent, les personnages de la Bible alternent avec les héros du *Télémaque*, le Régent apparaît doué de toutes les qualités; « de toutes les vertus, de tous les caractères, la douceur et la fermeté, la liberté et la justice. » Le maréchal de Villeroy et le précepteur Fleury sont couverts de louanges; en sorte que la parole de Dieu ne devient qu'un prétexte à des leçons inintelligibles ou à des flatteries ridicules. Cependant l'enfant écoute et son cœur est touché. Dans le sermon du dimanche 12 mars, le prédicateur ayant pour thème un passage de l'évangile de Saint Luc (XI, 14) employa « des expres-

¹⁴⁹ P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 56.

¹⁵⁰ G. Doublet, *Le petit Carême de Surian*, 1719, d'après les archives des Basses-Alpes, in-8, Nice, 1906. Rosne, *Surian*, in-8, Paris, 1886; A. Bernard, *Le Sermon au XVIII^e siècle*, in-8, Paris, 1901, p. 46, 51-53.

sions si vives et si recherchées au sujet de la tentation et des occasions qui la causent que le Roi dit ensuite à M. l'évêque de Fréjus et à M. l'abbé Fleury qu'il ne voulait plus aller à la Comédie pendant le reste du Carême et qu'il aimait mieux aller prendre l'air au Mail après ses exercices; de sorte, ajoute Buvat, que pour se conformer aux bonnes intentions de S. M. on serra dans le garde-meuble toutes les décorations qui servaient à la comédie¹⁵¹. »

¹⁵¹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 363.

CHAPITRE XLI

Choses et gens

(1719-1720)

Le Régent. — Les *Philippiques* de La Grange-Chancel. — Les derniers mois de la duchesse de Berry. — L'abbesse de Chelles. — Mademoiselle de Valois. — Les princes du sang. — Assassinats. — Le comte de Horn. — Duel de dames. — Plaisanterie macabre. — Jeu. — Lois somptuaires. — La vie chère. — Lamentation de Buvat, de Barbier, du marquis de Balleroy, de Madame mère du Régent. — La gratuité de l'enseignement.

On a vu quelle frénésie de plaisir emportait la société française pendant les trois premières années de la Régence. Loin de se calmer, elle va atteindre son paroxysme pendant les années 1719 et 1720 qui donnent l'impression d'une sorte de crise épileptique. Le dévergondage des mœurs est porté à un tel excès qu'il faut taire des faits, omettre des anecdotes, tronquer des citations sous peine de transformer un chapitre d'histoire en une lecture de mauvais lieu.

Le Régent

Le Régent poursuit sa licencieuse carrière. « On m'a aimé sans me connaître, dit-il, on me hait sans me connaître encore; j'espère me faire connaître et aimer dans peu¹ »; et pour y réussir il décide, entre deux indigestions ou entre deux ivresses^{1*}, de faire démolir Marly, Compiègne, Monceaux, Chambord, Blois et Saint-Germain-en-Laye; c'est ainsi qu'il entend faire des économies. Marly, où il a eu à souffrir de si mortifiants dédains, sera sacrifié le premier et les ordres sont donnés déjà lorsqu'un courtisan s'avise de demander ce qu'il faudra répondre aux ambassadeurs désireux de visiter Marly. Le mot porte et le prince envoie contre-ordre à l'instant². La mémoire du feu Roi subira au moins une avanie, car le Régent ordonne d'abattre les quatre

¹ *Gazette de la Régence*, p. 286; 5 septembre 1718.

^{1*} Buvat, *Journal*, t. I, p. 356.

² P. Narbonne, *Journal des règnes de Louis XIV et Louis XV*, édit. J. A. Le Roi, Paris 1866, p. 415-416; M. d'Argenson à Mme de Balleroy, 16 novembre 1717, dans *Les Correspondants*, t. I, p. 225.

colonnes de marbre qui ornaient les quatre lanternes placées par le duc de la Feuillade au pourtour de la place des Victoires et le marbre ira aux Feuillants qui en feront un autel³. Cette manifestation ne lui ramènera personne, il restera « haï dans toute la France » ainsi que sa mère en fait l'aveu⁴; en butte aux attaques les plus furieuses. Parmi tant de libelles décochés au prince, il s'en trouve un qui a mérité de vivre; c'est les *Philippiques* de La Grange-Chancel⁵. « Tout ce que l'enfer pourra vomir de vrai et de faux, dit Saint-Simon, y étoit exprimé dans les plus beaux vers, le style le plus poétique, et tout l'art et l'esprit qu'on peut imaginer. » Le Régent voulut lire ce poème et ne put y réussir parce que personne n'osa le lui montrer. Enfin il insista si fort auprès de Saint-Simon, il exigea sur un ton où l'ami se souvenait qu'il était le maître, qu'il n'y eut pas moyen de s'en défendre. Le duc apporta l'écrit mais refusa d'en donner lecture, le Régent prit le mince volume et le lut bas, debout dans la fenêtrée de son petit cabinet d'hiver. De temps en temps, il interrompait sa lecture et parlait sans paraître ému. Soudain, il changea de visage et se tourna vers Saint-Simon, les yeux remplis de larmes, chancelant : « Ah! c'en est trop, cette horreur est plus forte que moi⁶. »

Les *Philippiques* de La Grange-Chancel

Le scandale causé par les *Philippiques*, répandues partout et avec profusion, fut inouï⁷. Ces satires, au nombre de cinq, ont été écrites de 1717 à 1719 et se répandirent dans le public au début de cette année. Dès le mois de mars 1719, la maréchaussée est mise aux trousses de La Grange-Chancel qui échappe, et la date de cette fuite est connue grâce à une lettre adressée au Régent par le frère du satirique qui « souhaiterait de toute son âme que Dieu l'eusse enlevé il y a vingt ans⁸. Réfugié en Avignon, il est attiré

³ *Gazette de la Régence*, p. 293; 5 décembre 1718; A. de Boislisle, *La Place des Victoires et la Place Vendôme. Notice historique sur les monuments élevés à la gloire de Louis XIV*, in-8, Paris, 1889.

⁴ *Madame à la raugrave Louise*, 23 octobre 1718, dans *Correspondance*, édit. G. Brunet, t. II, p. 19; *Gazette de la Régence*, p. 328; 7 avril 1719.

⁵ Il n'existe pas encore d'édition critique satisfaisante, celle de Lescure, *Les Philippiques*, 1858, est un prétexte à biographie et à suppléments; voir p. 193 suiv.

⁶ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chérueix, 1858, t. XVII, p. 141.

⁷ « Les copies s'en répandirent par toute la France ». Duclos, *Mémoires secrets*, in-8, Paris, 1864, t. II, p. 257.

⁸ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, 1832, t. I, p. 181; cette lettre inédite, datée du 1^{er} d'Avril 1719 a été retrouvée et publiée par V. Diancourt, *Une Philippique inconnue et une strophe inédite de La Grange-Chancel*, dans *Travaux de l'Académie nationale de Reims*, 1884-1885, t. LXXVII, p. 110, 132-133.

sur le territoire français, arrêté et incarcéré aux îles Sainte-Marguerite d'où il s'évade. La Grande-Chancel avait su émouvoir le Régent en le montrant prêt à empoisonner le jeune Louis XV :

Royal enfant, jeune monarque

.....

Tant qu'on te verra sans défense

Dans une assez paisible enfance

On laissera couler tes jours;

Mais quand, par le secours de l'âge,

Tes yeux s'ouvriront davantage;

On les fermera pour toujours !

La troisième ode, que son extrême violence a rendu célèbre, ne figure dans aucun recueil contemporain, pas plus que dans l'édition préparée en Hollande par l'auteur fugitif, ni dans celle donnée par son fils en 1797. On ne la connaît que par un manuscrit de la bibliothèque de Mirabeau, où elle apparaît pour la première fois, écrite de la main du grand tribun et précédée de ces lignes : « Un homme de lettres, très estimable sous tous les rapports, m'a dit tenir de la tradition que cette strophe avoit été soustraite des *Philippiques*. C'est assurément la meilleure. » Serait-elle l'ouvrage de Mirabeau; on a de bonnes raisons d'en douter, mais on a aucune preuve qui oblige de l'admettre comme authentique. Cette strophe recommande ouvertement l'assassinat du Régent :

...[Dieu] mit le fer dans la terre
Pour en frapper l'usurpateur.

Mais l'appel au meurtre reparait dans d'autres strophes, notamment dans celle qui termine cette ode fameuse :

Et toi qu'un honteux esclavage
Rend l'opprobre de l'Univers,
Peuple sans force et sans courage
N'oserois-tu briser tes fers?
Que tardes-tu? De la Patrie
N'entends-tu pas la voix qui crie?
Arme-toi pour la secourir.
Crains que le ciel ne te punisse
D'avoir différé le supplice
Du Tyran qui la fait périr.

Le coup de tonnerre des *Philippiques* tombait sur un personnage trop souillé et trop méprisé pour ajouter beaucoup au dégoût qu'il inspirait; néanmoins, on éprouvait encore une sorte de surprise en lisant cette apostrophe à la duchesse de Berry :

Toi qui joins, au nœud qui vous lie,
Des nœuds dont tu n'as pas d'effroi,
Ni Messaline, ni Julie,
Ne sont plus rien auprès de toi;
De ton père amante et rivale
Avec une fureur égale,
Tu poursuis les mêmes plaisirs,
Et toujours plus insatiable,
Quand le nombre même t'accable,
Il n'assouvit point tes désirs.

Les derniers
mois de la
duchesse
de Berry

Presque jusqu'à sa dernière heure, qui était prochaine, cette malheureuse devait occuper le monde par le spectacle de ses folies. Elle sort d'une retraite de huit jours chez les Carmélites pour se faire conduire à l'Opéra et, de là, à la Muette⁹. Quelques jours plus tard, elle se rend à Chantilly où, pendant qu'on dépense des sommes fantastiques pour une chasse de nuit en forêt, avec trente mille flambeaux de six francs attachés aux arbres¹⁰ la princesse répand la contrainte, l'humeur, l'ennui, inflige les mauvais traitements les plus marqués, les plus outrés, les plus continués à la jeune Duchesse de Bourbon à qui elle n'adressa pas la parole¹¹. Du mois d'avril au mois de juillet les étranges alternatives de sa dernière maladie vont occuper l'attention publique¹². Après de « grandes convulsions aux mains et aux pieds¹³ » accompagnées de « vapeurs »¹⁴ et de fièvre¹⁵, elle est frappée d'apoplexie. Le cardinal de Noailles, qui s'appropriait à célébrer la messe, est appelé au Luxembourg, y passe toute la journée et prodigue les consolations à celle qu'on croit mourante¹⁶. L'aïeule ne fait pas tant de frais, elle écrit le jour même : « C'est l'effet

⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 382, 11 septembre 1718.

¹⁰ Buvat, *Journal*, t. I, p. 335.

¹¹ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVII, p. 395.

¹² M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, avril 1719, dans *op. cit.*, t. II, p. 43.

¹³ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 23; 28 mars 1719.

¹⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 25; 31 mars, 1^{er} avril 1719.

¹⁵ Madame à la raugrave Louise, 2 avril 1719, dans *Correspondance*, édit. Jaéglé, t. III, p. 16.

¹⁶ Buvat, *Journal*, t. I, p. 372.

des parfums horriblement forts qu'elle a toujours dans son appartement... avec son affreuse gloutonnerie; chaque soir elle se met à table à huit ou neuf heures et elle mange jusqu'à trois heures du matin¹⁷. » Trois jours se passent, la princesse est guérie¹⁸ et l'aïeule impitoyable conclut : « Sa maladie vient d'avoir bu trop d'eau-de-vie et d'avoir énormément mangé; dès qu'elle est un peu mieux, elle se remet à boire et à faire de nouveaux excès¹⁹. » Cette existence, où l'orgie alterne avec la pénitence, inspire aux contemporains les moins dévots une sorte de frisson d'inquiétude; « Dieu sait où elle sera après cette vie²⁰ », ne peuvent-ils s'empêcher de dire à la rumeur qui court de sa mort. Mais la voilà guérie, elle se voue au blanc pour six mois²¹, ainsi que toute sa maison et fait faire un carrosse d'argent et des harnais de même²². On chante partout des *Te Deum*²³ pour son heureux rétablissement; elle a promis, à ce qu'on dit, de ne plus veiller, de ne plus tant boire, de ne plus tant... prendre de tabac²⁴. »

De nouveaux accès, dans cette maison de Meudon qui abrita tant d'orgies, font abandonner cette demeure pour le château de la Muette où la princesse boira les « eaux médicinales de Passy²⁵ ». Elle est atteinte d'un rhumatisme goutteux²⁶, « un jour elle ne mange rien, le lendemain elle fait trois repas, passe sa nuit à vomir²⁷, mange en cachette du lait, de la salade, du melon, des figues, de la bière, du vin, le tout à la glace²⁸. » Enfin, on amène un confesseur qui ne quittera plus la mourante et l'ai-

¹⁷ Madame à la raugrave Louise, 2 avril, dans *Correspondance*, édit. G. Brunet, t. II, p. 85.

¹⁸ Madame à la raugrave Louise, 6 avril, dans *Correspondance*, édit. Jaéglé, t. III, p. 17; Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 26; 3 avril 1719.

¹⁹ Madame à la raugrave Louise, 15 avril, *op. cit.*, t. II, p. 92; 16 avril, *op. cit.*, t. III, p. 20.

²⁰ *Gazette de la Régence*, p. 327, 5 avril 1719.

²¹ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 28; 7 avril 1719; J. Buvat, *op. cit.*, t. I, p. 376.

²² Buvat, *Journal*, t. I, p. 376.

²³ Buvat, *Journal*, t. I, p. 374.

²⁴ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, avril 1719, *op. cit.*, t. II, p. 43.

²⁵ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruef, t. XVII, p. 222; Buvat, *Journal*, t. I, p. 387; Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 46, 46; 14 et 17 mai 1719.

²⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 55, 30 mai; Madame à la raugrave Louise 21 mai, *op. cit.*, édit. Jaéglé, t. III, p. 26; 23 mai, 18 juin, *op. cit.*, édit. Brunet, t. II, p. 112, 122.

²⁷ Madame à la raugrave Louise, 29 juin, *op. cit.*, édit. Jaéglé, t. III, p. 29.

²⁸ Buvat, *Journal*, t. I, p. 412; Madame à la raugrave Louise, 15 juillet, *op. cit.*, t. III, p. 32; 18 juillet, *op. cit.*, t. II, p. 132.

dera à mourir chrétiennement²⁹, mais « on sera tellement embarrassé pour faire son oraison funèbre qu'on jugera à propos de n'en point faire du tout³⁰. » Elle avait joui de 680.000 livres de rente, sa maison comptait huit cents domestiques et elle ne laissait que des dettes. Ses créanciers seuls gardèrent longtemps sa mémoire, son père y pensa quelques jours, quant à la vieille Madame elle écrivait que « ce qu'on pouvait faire de mieux c'était de ne pas parler du tout de la morte. Plut à Dieu, disait-elle, que j'aie moins de motifs de me consoler de sa mort! C'est pire que tout ce qu'on saurait imaginer³¹. »

L'abbesse
de Chelles

Pendant que Mme de Berry achevait cette scandaleuse existence, sa sœur venait à bout de supplanter l'abbesse de Chelles et d'obtenir des bulles pour la remplacer³². La bénédiction de Madame d'Orléans par le cardinal de Noailles³³ servit de prétexte à un festin de six cents couverts dont on abandonna au peuple le dessert et les confitures. La fête terminée, Louis Racine composa un poème sur cette immolation volontaire où :

*Plaisir, beauté, jeunesse, honneurs, gloire, puissance,
Ambitieux espoir que permet la naissance,
Tout au pied de l'Agneau fut par elle immolé.*

Le monastère avait déjà pu entrevoir quelque chose des surprises que lui ménageait cette abbesse qui l'année précédente, professe depuis trois mois à peine, avait groupé sept ou huit nonnes pour, toutes ensemble, faire appel de la Bulle *Unigenitus* au Concile général³⁴. Supérieure de l'antique monastère, les controverses théologiques ne lui suffirent plus, Chelles eut son théâtre où furent représentés les drames les plus passionnés de Racine, tandis qu'une invasion de couturières, de brodeuses, de fleuristes, de coiffeuses remaniait les guimpes, retailait les voiles,

²⁹ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 79; 16 juillet 1719.

³⁰ Madame à la raugrave Louise, 21 juillet 1719, op. cit., t. II, p. 133; M. de de Balleroy à sa femme, 24 juillet, dans op. cit., t. II, p. 66-67; F. de l'Eglise. Mort de la duchesse de Berry à la Muette, dans *Bulletin de la Société historique d'Auteuil et de Passy*, 1898, t. III, p. 23.

³¹ Madame à la raugrave Louise, 27 août 1719, dans op. cit., t. II, p. 149; 13 septembre, dans op. cit., t. III, p. 43.

³² Buvat, *Journal*, t. I, p. 384, 389, 395, 400; Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 22, 30, 52; 26 mars, 12 avril, 25 mai 1719.

³³ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 125; 14 septembre; Buvat, *Journal*, t. I, p. 430; Madame à la raugrave Louise, 17 septembre, dans op. cit., t. III, p. 43-45.

³⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 415, 10 novembre 1718.

pinçait les manches et dessinait les tailles. Une légion d'ouvriers parisiens s'emparait des appartements abbatiaux, des cours et des jardins, peignait et dorait les lambris, posait des statues, égayait les bosquets de mystérieux pavillons. Dérangées de leurs habitudes, traquées dans leurs recoins, les vieilles nonnes cherchaient un refuge à l'église d'où elles entendaient « Madame » tirer au pistolet, allumer des fusées, tirer des feux d'artifice. Tous les divertissements l'occupent sans la retenir : chimie, physique, pharmacie, chirurgie, musique, mécanique, promenades et concerts. L'abbesse se distrait à tourner du buis, à fabriquer des perruques, elle alterne les lectures hardies avec les conversations risquées, transformant la vénérable demeure en séjour fastueux et léger,

*où réside Venus,
Nonne jolie
Disant peu d'oremus.
Pour tout office,
On goûte tous les jours
Mille délices
Qu'assaisonne l'amour;*

Incapable de persévérance, même dans le mal, Madame de Chelles, en un jour, passe de la licence à l'austérité, brise tous les violons, renvoie tous les musiciens, brûle toute la musique, retourne les tableaux, assainit les parloirs, les cloîtres et le réfectoire des ornements qui les déparent; cela fait, redevenue bénédictine, un soir, un cierge à la main, elle va visiter son tombeau et s'y étendre. Les échos de cette mascarade parviennent à Paris, déformés, enlaidis, faisant à cette tête légère une réputation d'inconduite et de galanterie peut-être imméritée. Les libelles, les chansons, les épigrammes pleuvent sur la princesse qui s'ennuie dans son monastère champêtre et s'en vient passer quelque vacance au Val-de-Grâce, « où elle sera plus près de la Cour et des expédients pour y revenir si cela se pouvait³⁵. »

Une troisième fille du Régent occupe la malignité publique, c'est Mademoiselle de Valois. « Brune, avec de fort beaux yeux,

Mademoi-
selle
de Valois

³⁵ M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. II, p. 12; décembre 1720. La princesse de Ligne (Hélène Massalska) dans L. Percy, *Histoire d'une grande dame au XVII^e siècle. La princesse Hélène de Ligne*, in-8, Paris, 1888, p. 151-157, a raconté que l'abbesse de Chelles se livrait à des fantaisies révoltantes parmi les religieuses de l'Abbaye-aux-Bois; or elle n'y a jamais passé une minute en toute sa vie; voir C. Torchet, *Histoire de l'abbaye royale de Notre-Dame de Chelles*, in-8, Paris, 1889, t. II, p. 120-154.

dit sa grand-mère, mais un vilain nez et trop gros. Elle n'est pas belle, il y a pourtant des jours où elle n'est pas laide, ayant de belles couleurs et une belle peau; lorsqu'elle rit, une grande dent à la mâchoire d'en haut fait un vilain effet³⁶.» Née en 1700, cette princesse semblait devoir fournir une carrière bruyante et réclamer une exacte surveillance.

A dix-huit ans elle compromet sa réputation avec le duc de Richelieu. Celui-ci montre les lettres qu'il a reçu d'elle, car il ne l'aime que par vanité. « Tous les jeunes gens les ont vues. On y lisait qu'elle lui donnait rendez-vous à Saint-Cloud » chez son aïeule qui enrage, voudrait ne plus la revoir jamais car « j'ai dit-elle, cette fille en horreur. Le cœur me soulève quand il faut que je voie cette évaporée³⁷. » Les parents saisissent la première occasion d'éloigner leur fille et le mariage avec le prince héréditaire du duché de Modène est décidé³⁸. « La fiancée est au désespoir » écrit Madame qui ajoute : « Je voudrais qu'elle fût déjà à Modène...³⁹. Dès que les toilettes de notre fiancée seront terminées, on célébrera le mariage. Je voudrais que la chose se fut faite il y a deux ou trois ans. Je ne dirai rien de plus à ce propos, cela m'entraînerait trop loin. On dit beaucoup de bien du prince de Modène; on prétend qu'il est fort épris du portrait de sa future. Je le plains de toute mon âme⁴⁰. » Il avait fallu de longues négociations, des ruses, des menaces, des promesses pour décider Mlle de Valois à consentir à l'exil de Modène. Le public n'en ignorait rien, savait ou croyait savoir que la princesse s'était introduite dans la Bastille, où le duc de Richelieu était prisonnier, et n'avait finalement consenti au mariage que pour obtenir la mise en liberté de son amant. Enfin, le mariage se fit le mardi gras; « il fut beaucoup pleuré, et le reste de la cérémonie se passa fort tristement; pas le moindre bal, pas le moindre repas; chacun se retira chez soi; le Roi, en la voyant remonter en carrosse, dit au cocher : A Modène! Elle sortit par la porte de la Conférence... et rentra par la porte Saint-Honoré⁴¹. » Tout lui parut bon, dès lors, pour retarder le départ définitif et les chansons s'attendaient gaiement sur elle :

³⁶ Madame à la raugrave Louise, 6 octobre 1718, dans *op. cit.*, t. II, p. 11.

³⁷ Madame à la raugrave Louise, Saint-Cloud, 13 mai 1719, dans *op. cit.*, édit. E. Jaeglé, t. III, p. 24-25.

³⁸ Madame à la raugrave Louise, 30 mai 1719, *op. cit.*, t. III, p. 57.

³⁹ Madame à la raugrave Louise, 21 décembre 1719, *op. cit.*, t. III, p. 61.

⁴⁰ Madame à la raugrave Louise, 28 décembre 1719, *op. cit.*, t. III, p. 64.

⁴¹ Le chevalier de Balleroy à sa mère, 10 février 1720, dans *Les Correspondants*, t. II, p. 121.

*Quelle différence, grand Dieu !
Entre ce triste et pauvre lieu
Et le riche lieu que je quitte !*

Le duc d'Orléans, par un abus assez coupable de son autorité, constitua une dot considérable à sa fille, au nom du Roi, avec les deniers de l'État; en outre, le duché de Modène allait être, disait-on, encombré par le trousseau de la jeune épouse⁴². Les rumeurs les plus singulières et les plus malpropres circulaient à propos du traitement qui l'attendait en Italie⁴³. Après avoir épuisé tous les délais que purent arracher ses larmes et son désespoir, la princesse partit⁴⁴, s'ingéniant à prolonger un voyage dont le but lui était odieux. C'est une histoire comique que celle de ce voyage dont Dangeau note les épisodes. Madame de Modène devait être purgée à Fontainebleau, mais la gelée l'en a empêchée⁴⁵, ce n'est que partie remise, après avoir joué au biribi à Nemours et engagé cent mille francs, elle part pour Montargis où elle demeure plusieurs jours pour s'y faire purger, le temps étant adouci⁴⁶. A Nevers, elle a la fièvre⁴⁷, et la vieille Madame bougonne de la voir s'éloigner si lentement : « Elle ne veut pas renoncer à se promener à travers toute la Provence et à visiter Toulon, qui est bien loin de sa route. Elle veut aussi voir ce qu'on appelle la Sainte-Baume. Elle traîne donc après elle toute la maison du Roi, ce qui coûte des millions⁴⁸ », et ces caprices vont durer quatre longs mois.

Cette caravane, composée de Français et d'Italiens, était pleine de désordre, de jalousies et d'insubordination. Personne n'obéissait, et on attendait après chaque débat une décision de la Cour avant de se remettre en route; on voyageait pendant le carême; mais, tandis que les Français en observaient l'abstinence, les Italiens se voyant hors de leur pays, et privés des bénéfices de l'hy-pocrisie, exigèrent qu'on les servit en gras durant toute la semaine sainte. Les deux nations s'accordèrent pour faire leurs

⁴² Le chevalier de Balleroy à sa mère, 10 février 1720, dans *op. cit.*, t. II, p. 122.

⁴³ Buvat, *Journal*, t. II, p. 28-29 et note 1.

⁴⁴ Buvat, *Journal*, t. II, p. 50; 11 mars 1720; Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 249; 11 mars 1720.

⁴⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 250; 13 mars 1720.

⁴⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 251; 14 mars 1720.

⁴⁷ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 261; 1^{er} avril 1720.

⁴⁸ Madame à la raugrave Louise, 26 mai 1720, dans *op. cit.*, t. III, p. 76; Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 21 février 1720, dans *op. cit.*, t. II, p. 126.

Pâques en commun dans la cathédrale de Moulins, et de la sainte table on courut à une partie de jeu qui dura dix-sept heures.

Deux affaires principales agiterent cette cour ambulante. La duchesse de Villars prétendait devoir à son titre l'honneur de boire dans un verre à pied présenté sur une soucoupe, la princesse de Modène s'y opposa et pour faire sentir sa colère s'abstint de boire pendant les repas pris en commun. Mme de Villars l'imita, décidée à mourir de soif plutôt que de compromettre le droit des duchesses. La seconde affaire fut l'expulsion de la marquise de Bricqueville qui devait aller à Modène et s'y établir, mais le scandale de la vie privée de cette femme était si grand que le comte Salvatico, ministre de Modène fit décider le Régent à donner l'ordre de retenir la marquise en France. Il fallut attendre que la princesse fut embarquée pour barrer la passerelle et retenir l'amie compromettante. La princesse se fâcha, mais elle parut avoir plus de colère que de chagrin et si l'orage fut vif il fut de peu de durée. Les personnes qui ont fréquenté les princes savent qu'ils sont assez heureusement nés pour supporter avec résignation la perte de leurs amis. Mme de Villars se consola de la soucoupe avec une pension de douze mille francs et Mme de Bricqueville en reçut la moitié pour ne pas souiller la vie de sa jeune amie et ternir sa réputation⁴⁹.

Les princes
du sang

Les autres princes du sang n'occupent l'attention que pour révéler leur indigence morale ou intellectuelle. M. le Duc, chef de la branche de Condé, n'a donné à sa maîtresse « qu'un sac d'écus blancs; mais, ajoute le malicieux chevalier d'Argenson, la faveur fut d'abord au point qu'il lui apprit quel étoit le chien de sa meute qu'il aimait le mieux, le nom de ce chien, ses bonnes qualités et celles de quelques autres chiens qui étoient après le mieux dans son esprit⁵⁰. » Le prince de Conti ne quitte l'armée qu'avec une réputation douteuse et revient en grande hâte agioter dans la rue Quincampoix où il est « fourré tout le temps⁵¹ ». Il ne sort de ce lieu que pour tourmenter sa femme⁵², « personne n'est plus brutal que lui, et il devient plus fou chaque jour. A l'un des

⁴⁹ P.-E. Lémontey, *Les filles du Régent*, dans *Revue rétrospective*, 1883. t. I, p. 209-211.

⁵⁰ M. d'Argenson à Mme de Balleroy, 25 novembre 1716, dans *op. cit.* t. I, p. 97.

⁵¹ Madame à la raugrave Louise, 26 septembre 1719, dans *op. cit.*, t. II, p. 158.

⁵² Barbier, *Journal*, t. I, p. 53; juillet 1720; Madame à la raugrave Louise, 30 novembre 1719, dans *op. cit.*, éd. Jaeglé, t. III, p. 57-58.

derniers bals de l'Opéra, raconte la vieille Madame, il prit de force une pauvre petite fille récemment arrivée de la province et toute jeune; il l'arracha d'à côté de sa mère, la plaça entre ses jambes, et tandis qu'il la tenait d'un bras, il lui appliqua cent soufflets et des chiquenaudes, qui lui firent sortir du sang du nez et de la bouche. La jeune fille, qui ne lui avait jamais fait de mal, et qui ne le connaissait même pas, pleura à chaudes larmes, mais il se mit à rire et dit : « Ne sais-je pas bien donner des chiquenaudes? » Tous ceux qui ont vu cela ont eu pitié, cependant on n'a pas osé venir au secours de la pauvre petite, car on craint d'avoir à faire à ce fou, il est si violent, il fait des grimaces les plus affreuses et il parle tout haut⁵³. » Quant au comte de Charolais, il n'est encore qu'un « écervelé⁵⁴ », inculte et ignorant que guette la folie⁵⁵.

Faut-il s'étonner de la profusion de libelles, de caricatures⁵⁶, dont le gouvernement essaie de se protéger par des arrestations et des saisies arbitraires⁵⁷. Ce n'est pas seulement contre des pamphlets qu'il faut se défendre, jamais Paris n'a encore renfermé tant d'assassins. Le guet a la main lourde⁵⁸ et les gens sages rentrent chez eux de bonne heure⁵⁹, néanmoins les assassinats nocturnes se multiplient et on en signale plusieurs chaque matin⁶⁰. Les soldats donnent l'exemple, si tant est qu'il soit besoin d'exemple. Bourbonnais, campé aux portes de Paris entre dans un village et prend le curé, les paysans se soulèvent et trente-cinq soldats restent sur le carreau⁶¹, puis ce sont les coups de mains des faux-sauniers et les batailles rangées qu'il leur faut livrer⁶². Un jour, en visitant les filets du pont de Saint-

Assassins

⁵³ Madame à la raugrave Louise, 2 février 1720; dans *op. cit.*, éd. G. Brunet, t. II, p. 217-218.

⁵⁴ Madame à la raugrave Louise, 21 décembre 1719, dans *op. cit.*, éd. E. Jaeglé, t. III, p. 62.

⁵⁵ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVII, p. 278.

⁵⁶ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 337, 345.

⁵⁷ J. C. Wiggishoff, *Deux saisies de livres à la Chapelle-Saint-Denis* (1719-1720), dans *Bull. de la Soc. d'hist. et d'archéol. des IX^e et XVIII^e arrond.*, 1901-1905, t. III, p. 355-357.

⁵⁸ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 349.

⁵⁹ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 5 janvier 1719, dans *op. cit.*, t. II, p. 4.

⁶⁰ *Gazette de la Régence*, p. 307; 2 janvier 1719.

⁶¹ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 12 janvier 1719, dans *op. cit.*, t. II, p. 7.

⁶² M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy; 3 juillet 1719, dans *op. cit.*, t. II, p. 63.

Cloud on y trouve vingt-deux cadavres⁶³, parfois on ne prend pas la peine de les jeter dans le fleuve⁶⁴. Au début de l'année 1720, les attentats redoublent et les esprits sont émus d'horreur et d'inquiétude⁶⁵. Un événement parvient à émouvoir tous les rangs de la société.

Le comte
de Horn

Le comte de Horn appartenant à une des plus anciennes maisons de l'Europe, originaire des Pays-Bas, apparenté au Régent et à l'Empereur, venait de perdre quatre mille écus à la foire de Saint-Germain et, se trouvant aux abois, s'aboucha avec deux débauchés, un piémontais et un flamand. Tous trois se rendirent rue Quincampoix et proposèrent à un facteur-courtier bien nanti de papiers une bonne affaire, l'attirèrent pour être à leur aise dans un petit cul-de-sac appelé impasse de Venise; au cabaret de l'*Épée de bois*. L'homme étant assis, son portefeuille ouvert devant lui, le comte de Horn lui jeta la nappe de la table sur la tête, pendant qu'un compagnon lui enfonçait un poignard près du cœur. Le malheureux poussa un cri, s'agita, le comte de Horn s'empara du poignard et en porta à la victime quatorze ou quinze coups. Au bruit de la lutte les assassins, se voyant découverts, s'enfuirent et Horn, payant d'audace, alla porter plainte chez le commissaire de police. Il y fut rejoint par la foule qui réclama son arrestation. Toute la maison de Châtillon, le prince d'Epinoi, le comte d'Egmont, allèrent demander à Madame la grâce du criminel, elle leur répondit qu'elle les plaignait mais ne se mêlait pas des choses du gouvernement. On expédia un courrier à l'Empereur, mais le 26 mars Horn et son complice Mille furent rompus vifs sur la roue dressée en place de Grève⁶⁶.

Quelques jours plus tard une lettre, vraie ou fausse, circula entre toutes les mains, attribuée au prince de Horn, frère du criminel : « Je ne me plains pas, Monseigneur, de la mort de mon frère; il avait commis des crimes si horribles qu'il n'y avait

⁶³ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 415; voir *op. cit.*, t. II, p. 51; p. 59; p. 61; p. 68; p. 75; p. 163; p. 184-185.

⁶⁴ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 474.

⁶⁵ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 22 mars 1720; dans *op. cit.*, t. II, p. 139.

⁶⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 255-258; 22-26 mars et Additions de Saint-Simon; Barbier, *Journal*, t. I, p. 32-34; J. Buvat, *Journal*, t. II, p. 59-62; p. 503-510; Madame à la marquise Louise, 23 et 30 mars, dans *op. cit.*, t. II, p. 225-227; M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 22 mars, dans *op. cit.*, t. II, p. 141-142; J. Court, *L'exécution du comte de Horn*, dans *La Cité*, Bulletin de la Soc. hist. et archéol. du IV^e arrond. de Paris, 1904-1905, t. II, p. 222-225.

pas de punition qu'il ne méritât; mais je me plains que Votre Altesse Royale ait violé en sa personne les droits du royaume, de la noblesse et de la nation. Je vous remercie de la confiscation de ses biens que vous avez bien voulu me faire adjuger. Je me croirais aussi infâme que lui si je recevais jamais aucune grâce de vous. J'espère que Dieu et le Roi vous rendront un jour une justice aussi exacte que vous l'avez rendue à mon malheureux frère⁶⁷. »

Les duels redeviennent fréquents et parmi les extravagances de ce temps il faut citer celle-ci : La marquise de Nesle, fille du duc de Mazarin, et la marquise de Polignac, sa belle-sœur, toutes deux éprises du marquis d'Alincourt, deuxième fils du maréchal de Villeroy, se donnèrent rendez-vous au pré aux Cleres, du côté des Invalides, où étant descendues de carrosse, elles firent arrêter leurs gens, puis s'éloignant à grands pas, elles s'assirent sur l'herbe, où après s'être querellées et chargées d'injures, elles se levèrent en furie, et tirèrent de leurs poches chacune un couteau dont elles s'étoient pourvues et s'en donnèrent quelques coups, et se seroient peut-être entre-tuées si leurs domestiques qui les virent en cette querelle, n'étoient accourus et ne les avoient séparées. La marquise de Nesle fut blessée au-dessus du sein et la marquise de Polignac au visage et en quelques autres endroits; elles remontèrent en carrosse pour se faire soigner et reçurent toutes deux l'ordre du Roi de se retirer dans leurs terres pendant quelques temps⁶⁸.

Duel
de dames

Mais « noblesse oblige », or voici la scène qui se passa dans le cloître de Saint-Germain l'Auxerrois. Le sieur Nigon, avocat, qui logeait dans ce cloître, étant mort et sa bière étant exposée sur les sept heures du matin à la porte de son logis, couverte du drap mortuaire et environnée de cierges avec des chandeliers et un bénitier d'argent, on avertit le duc d'Aremberg, jeune prince des Pays-Bas qui logeait dans une maison voisine, que les prêtres de la paroisse allaient venir prendre le corps de cet avocat pour l'inhumer. Ce duc, qui avait passé la nuit à boire avec quatre autres seigneurs, descendit avec eux, suivis de leurs laquais, ayant tous une bouteille de vin et le verre en main. L'un s'approche du cercueil, lève le drap mortuaire et apostrophant le défunt, lui dit : « Mon pauvre Nigon, que fais-tu là? Viens

Plaisanterie
macabre

⁶⁷ Buvat, *Journal*, t. II, p. 61-62; Barbier, *Journal*, t. I, p. 84; Duçlos, *Mémoires secrets*, édit. 1791, t. II, p. 71; Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. I, p. 331, nie l'authenticité sans donner ses raisons.

⁶⁸ Buvat, *Journal*, t. I, p. 360; M. Caumartin à Mme de Balleroy, 9 mars 1719, dans *op. cit.*, t. II, p. 34.

boire avec nous. » Un autre saute sur le cercueil à califourchon, et s'étant fait donner le bénitier, en renverse l'eau sur la tête du mort en disant : « Tiens, bois, mon pauvre Nigon, car tu es mort de soif. » Puis faisant d'autres extravagances à l'entour de la bière, ils renversèrent les chandeliers et rompirent les cierges. Les prêtres, venus pour le convoi, furent bien étonnés de voir la scène de ces ivrognes, et n'en pouvant tirer que des obscénités, prirent le parti de porter le corps le mieux qu'ils purent. Ces seigneurs et leurs gens suivirent le convoi dans le même équipage, et, le corps étant posé dans l'église, ils en font le tour et se mettent à entonner au lutrin, des *Alleluia* et des *Requiem* alternativement. Les remontrances que leur firent quelques prêtres sur leurs extravagances et sur le scandale qu'ils causaient ne firent pas plus d'effet que les menaces du curé de faire venir des hoquetons du Roi pour les mener en prison. Le duc d'Arenberg ne suivit pas le convoi, parce qu'il tomba comme mort, tant il était ivre. Toute cette scène ne manqua pas d'être bientôt rapportée à M. le duc d'Orléans, à qui elle donna grand sujet de rire⁶⁹.

Jeu

On pourrait rapprocher de ces anecdotes d'autres témoignages qui montrent la société follement dépensière à un moment où l'argent et les espèces continuent d'être fort rares⁷⁰, on ne voit plus d'or. Il y a quarante-huit ans que j'en avois toujours en poche, écrit Madame, et maintenant je n'ai plus que des pièces d'argent⁷¹. Combien d'autres n'ont que du papier! Cependant on joue avec fureur. Les intéressés de la banque du jeu de Biribi partagent leur profit qui excède un million. Tel seigneur a, dans une séance, perdu dix mille pistoles⁷², le duc de Villequier perd en trois jours dix-huit cents louis d'or neuf⁷³. C'est une fureur⁷⁴. On ne le joue encore qu'à Paris, il ne s'est pas encaillé dans les provinces; devant lui disparaissent le pharaon, le reversi et même le brelan⁷⁵. Vers la fin de l'année 1719 on

⁶⁹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 445; M. Caumartin à Mme de Balleroy, 25 septembre 1719, dans *op. cit.*, t. II, p. 77.

⁷⁰ Buvat, *Journal*, t. I, p. 360; mars 1719.

⁷¹ Madame à la raugrave Louise, 31 mars 1719, dans *Correspondance*, édit. E. Jaeglé, t. III, p. 72.

⁷² *Gazette de la Régence*, p. 321; 24 février 1719.

⁷³ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 2 avril 1719, dans *op. cit.*, t. II, p. 46.

⁷⁴ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 3 juillet 1719, dans *op. cit.*, t. II, p. 64.

⁷⁵ Le chevalier d'Argenson à Mme de Balleroy, 15 janvier 1719, dans *op. cit.*, t. II, p. 8.

publie une ordonnance interdisant sous peine de trois mille livres d'amende, de jouer à aucun jeu de dés et de cartes, surtout aux jeux de hoca, biribi la dupe, pharaon et la bassette⁷⁶. Edit qui ne sera pas plus appliqué que tant d'autres qui l'ont précédé.

Les édits somptuaires, indices trop certains d'une grave perturbation économique, se multiplient en 1720. Les agioteurs nouvellement enrichis par le commerce des actions de la rue Quincampoix, redoutant la dépréciation du numéraire avaient acheté pour des sommes considérables les pierres précieuses apportées d'Angleterre et de Hollande. Un édit fit défense à toute personne de porter aucun diamant, pierres et perles à partir du 1^{er} mars, à l'exception des personnes à qui le Roi en aurait donné la permission par écrit, et à l'exception des bagues épiscopales et des vêtements liturgiques⁷⁷. Autre édit fixant le prix des carrosses de louage⁷⁸; autre réprimant le luxe de vaisselle d'or et d'argent et défendant à tous orfèvres et autres ouvriers de fabriquer, exposer ou vendre aucun ouvrage d'or rendant le poids d'une once à la réserve des croix des archevêques, évêques, abbés, abbesses et religieuses, chevaliers des différents ordres et chaînes de montre. La défense n'épargne aucun meuble : balustre, bureau, guéridon, brasiers, chenets, grilles, chandelier, torchères, girandoles, cassolettes, corbeilles, buires, seaux, cuvettes, carafons, marmites, casseroles, flacons, etc., etc., toute la vaisselle plate commencée devra être interrompue et ne pourra être continuée que sur permission du Roi et en se conformant aux poids indiqués : les plats, assiettes, soucoupes, écuelles, salières, poivrières, tasses et gobelets ne passeront pas un certain nombre de marcs, le tout à peine de confiscation. Les calices, ciboires, soleils, croix, chandeliers et le mobilier liturgique ne pourra se faire qu'en vertu des permissions du Roi⁷⁹.

Ces mesures n'amélioraient en rien une situation lamentable. Le prix des denrées était ruineux. Une botte de poireaux se vendait cent sols et six francs, au lieu de douze ou quinze sols⁸⁰; la chandelle, seize, dix-huit et vingt sols la livre⁸¹, le pain montait

Lois
somptuairesLa
vie chère

⁷⁶ Buvat, *Journal*, t. I, p. 475; décembre 1719.

⁷⁷ Buvat, *Journal*, t. II, p. 27; février 1720; M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 5 février 1720, *op. cit.*, t. II, p. 113.

⁷⁸ Buvat, *Journal*, t. II, p. 27; 12 février 1720.

⁷⁹ Buvat, *Journal*, t. II, p. 32-33; février 1720.

⁸⁰ Buvat, *Journal*, t. II, p. 25; février 1720.

⁸¹ Buvat, *Journal*, t. II, p. 25; février 1720.

sans arrêt, de deux sols six deniers la livre à quatre sols⁸²; la viande de boucherie était hors de prix : dix, douze et quatorze sols la livre, tant de bœuf que de veau et de mouton⁸³, une poule se vendait cinquante sols et un poulet trente sols pour mettre au pot et non pas à la broche⁸⁴; pendant ce temps on servait sur la table de l'abbé Dubois des poires de bon chrétien coûtant quinze ou vingt francs la pièce⁸⁵ et « comme toutes choses étoient d'un prix excessif à Paris, aussi bien les logements que les chambres garnies, les étrangers se retiroient tous les jours dans leur pays, et ceux qui avoient des maisons ou du bien à la campagne s'y retiroient pour y vivre plus commodément⁸⁶. »

Lamenta-
tions
de Buvat

Le pauvre copiste Buvat prend note de ces prix exorbitants avec l'imperturbable sérénité de l'homme qui ne mange plus jamais à sa faim; l'avocat Barbier peste et enrage. « Il y a un arrêt, dit-il, qui permet à tout le monde d'avoir tant d'argent chez soi qu'on voudra. Cette permission vient quand presque personne n'en a plus. Dans cette ville de Paris, qui est immense, à peine y a-t-il un sol pour fournir à la dépense de la bouche. Voilà l'état où l'on est à présent. Tout est bouleversé; ce sont des changements à chaque instant, et cela va toujours à perdre et à ruiner le monde⁸⁷. Cette situation, en se prolongeant, rend la vie matérielle terrible aux indigents et à tous ceux dont les ressources sont limitées. Le curé de Saint-Eustache averti qu'une famille de ses paroissiens, jadis à l'aise, manquait de pain dans le grenier où elle s'était réfugiée, s'y rendit, trouva la mère et deux enfants morts et le père pendu⁸⁸. Un autre curé reçoit la visite d'un paroissien qui demande l'aumône après avoir été autrefois le bienfaiteur des pauvres⁸⁹. »

de Barbier

du marquis
de Balleroy

Au mois de janvier 1720, à l'apogée du Système, un riche Normand qui s'amuse à Paris, avoue bien que les frais de voiture sont immenses, encore est-il difficile d'en avoir; quant aux domestiques ils sont aussi rares que tout le reste⁹⁰. Et à mesure que l'année s'écoule, il a peine à croire ce qu'il voit de ses yeux⁹¹, et voyant la hausse continuer se hâte de faire ses emplet-

⁸² Buvat, *Journal*, t. I, p. 400, 410; juin 1719.

⁸³ Buvat, *Journal*, t. II, p. 37; février 1720.

⁸⁴ Buvat, *Journal*, t. II, p. 37; février 1720.

⁸⁵ Buvat, *Journal*, t. II, p. 70; avril 1720.

⁸⁶ Buvat, *Journal*, t. II, p. 75; avril 1720.

⁸⁷ Barbier, *Journal*, t. I, p. 38; juin 1720.

⁸⁸ De Maltot à Mme de Balleroy, 24 décembre 1720, *op. cit.*, t. II, p. 220.

⁸⁹ Buvat, *Journal*, t. II.

⁹⁰ M. de Balleroy à sa femme, 19 janvier 1720, *op. cit.*, t. II, p. 104-105.

⁹¹ Le même à la même, 31 janvier 1720, *op. cit.*, t. II, p. 112.

tes⁹², un habit brodé coûte neuf cent livres⁹³. Mais dès le mois de mai, les arrêts du 21 et du 27 mettent fin à la quiétude. « Il nous en coûtera quelque chose⁹⁴ (27 mai) » N'y auroit-il pas moyen d'adoucir la dépense de notre maison? Ce que vous me mandez pour le rôti me paraît impossible; il n'y a personne qui ne se retranche à présent⁹⁵ (15 juin). « On nous promet incessamment toutes sortes de bons arrangements. Mais ils ne paroissent pas encore⁹⁶ (17 juillet). « Je croyois partir demain. Paris est à présent un pays que tout le monde déteste et d'où tous les honnêtes gens voudroient être loin⁹⁷ (11 août). Les nouvelles sont trop mauvaises pour tout le monde. Les billets de banque ne valent plus rien. Tous ceux qui en ont sont ruinés. Tout le monde se retire à la campagne, à cause de la disette d'argent et de la cherté des vivres. Tout est hors de prix; le pain à onze sols la livre, le papier à six deniers la feuille ce qui fait qu'il faut tout manger⁹⁸ (16 octobre) et, le 3 novembre, le digne homme en vient à croire que son fils a un transport au cerveau. « Sachant bien que je n'ai pas de quoi payer un port de lettre, il me propose tranquillement si je ferai la provision de vin pour Balleroy; en vérité, ne faut-il pas être fou? J'en suis réduit à écouler des billets pour vivre. Par exemple, dans huit jours, je devrai cinq cents livres à mon loueur de carrosse, on n'a de chaque billet que vingt livres pour cent. Il faut donc que je lui donne deux mille cinq cents livres en billets. J'avoue que cette idée-là me chagrine infiniment⁹⁹. »

Barbier, qui cause à tous ceux qu'il peut atteindre, a appris par deux personnes différentes qu'on jette des papiers tracés au crayon dans les carrosses, portant ces mots « Sauvez le Roi, tuez le Tyran¹⁰⁰ », l'appel des *Philippiques* a été entendu! La rumeur de l'assassinat du Régent circule en Angleterre¹⁰¹; en réalité, personne ne paraît y avoir songé sérieusement. Madame s'inquiète inutilement, elle songe presque uniquement à son fils et ne songe guère à s'apitoyer sur la France et les Français. Elle

de Madame
mère
du Régent

⁹² Le même à la même, 9 mars 1720, *op. cit.*, t. II, p. 132.

⁹³ Le chev. de Balleroy à sa mère, 24 avril 1720, *op. cit.*, t. II, p. 157.

⁹⁴ M. de Balleroy à sa femme, 17 mai 1720, *op. cit.*, t. II, p. 164.

⁹⁵ Le même à la même, 15 juin 1720, *op. cit.*, t. II, p. 173.

⁹⁶ Le même à la même, 17 juillet 1720, *op. cit.*, t. II, p. 184.

⁹⁷ Le même à la même, 11 août 1720, *op. cit.*, t. II, p. 186.

⁹⁸ Le même à la même, 16 octobre 1720, *op. cit.*, t. II, p. 207.

⁹⁹ Le même à la même, 3 novembre 1720, *op. cit.*, t. II, p. 209.

¹⁰⁰ Barbier, *Journal*, t. I, p. 59; août 1720.

¹⁰¹ Madame à la raugrave Louise, 25 mars 1719, *op. cit.*, édit. G. Brunet,

t. II, p. 81.

trouve Law « admirable pour les finances¹⁰²; « le mal qu'on dit de lui et de sa banque est l'effet de la jalousie, car on ne saurait rien voir de mieux, il paye les effroyables dettes du feu Roi et diminue les impôts, allégeant ainsi le fardeau qui pesait sur le peuple¹⁰³. » Elle s'extasie devant « l'immense richesse qu'il y a maintenant en France. On n'entend parler que de millions, le dieu Mammon règne à Paris d'une manière absolue¹⁰⁴; et six mois plus tard, même étonnement devant « la clameur universelle, il paraît que tout va horriblement mal. Je voudrais que Law fût au diable avec son système¹⁰⁵. Personne en France n'a plus un sou ni un liard, mais on a des torche-c... de papier à foison¹⁰⁶ » et princesse du sang, fille de France elle a « chaque jour de nouveaux désagréments : un jour on vient me dire que je n'aurai plus à manger, car mon intendant ne pouvait se procurer d'argent et n'avait que des billets; un autre jour ce sont des marchands qui refusent de livrer des étoffes si on ne les paye en espèce; une autre fois on annonce que les Parisiens vont se soulever¹⁰⁷ ».

La gratuité
de l'ensei-
gnement

Parmi les innovations qui signalèrent ces deux années, une des plus fécondes en résultats, bien qu'inspirée par des préoccupations confessionnelles, fut la gratuité de l'enseignement. Le 2 février 1719, jour de la Chandeleur, l'Université de Paris, en corps, alla, suivant l'ancienne coutume, présenter un cierge au Roi, avec un mémoire par lequel elle offrait de remettre au Roi les droits que les rois ses prédécesseurs avaient accordés à l'Université, montant à la somme de soixante mille livres par an, à prendre sur les coches et sur les messageries établis à Paris, à condition que Sa Majesté lui accorderait une pareille somme à prendre sur la ferme des postes par augmentation de cette ferme, et qu'en cas que le fermier des postes fit difficulté d'y consentir, l'Université offrait de se charger de ladite ferme, à raison d'un million d'augmentation, sans augmenter les ports de lettres. Le tout à condition que le Roi voulût permettre à l'Université d'établir plusieurs collèges pour l'instruction de la jeunesse, vers la porte Saint-Honoré, un autre au Marais, et un vers la place Royale, en la rue Saint-Antoine; et en même temps permettre

¹⁰² Madame à la raugrave Louise, 9 septembre 1719, op. cit., t. II, p. 154.

¹⁰³ Madame à la raugrave Louise, 1^{er} octobre 1719, op. cit., t. II, p. 163.

¹⁰⁴ Madame à la raugrave Louise, 7 décembre 1719, op. cit., t. II, p. 199.

¹⁰⁵ Madame à la raugrave Louise, 12 juin 1720, op. cit., t. II, p. 242.

¹⁰⁶ Madame à la raugrave Louise, 11 juin 1720, op. cit., t. II, p. 242 voir t. II, p. 175 note.

¹⁰⁷ Madame à la raugrave Louise, 14 juillet 1720, op. cit., t. II, p. 252.

à l'Université de vendre certains vieux collèges de l'ancien quartier de l'Université qui sont peu fréquentés et presque inutiles, dont le prix servirait à acheter des maisons pour y établir les nouveaux collèges qu'elle projetait, qui seraient beaucoup plus à portée et plus commodes pour la jeunesse des quartiers voisins, que la rue Saint-Jacques, la rue de la Harpe et autres rues voisines dont l'éloignement dégoûtait quantité de familles d'y envoyer leurs enfants en bas-âge et, par cette raison, cela était cause que quantité de bons sujets demeuraient dans l'ignorance¹⁰⁸. » A cette proposition inspirée par le dévouement, il faut donner son commentaire tel que nous le lisons dans la *Gazette de la Régence*, le 14 mars : « Les Jésuites d'ici ont, depuis cinq ou six jours, reçu un grand déboire parce que le Régent a fait accorder par le Roi à l'Université de Paris un quinzième dans le revenu des messageries, moyennant quoi les collèges qui en dépendent ne prendront plus rien des écoliers, ainsi qu'il se pratique aux collèges des Jésuites, ce qui va dépeupler ceux-ci¹⁰⁹. »

Au mois d'avril, le recteur de l'Université fut mandé au Palais-Royal où une conférence élaborait un règlement par lequel il fut résolu que dorénavant l'instruction de la jeunesse se ferait gratis dans tous les collèges de l'Université de Paris; que pour cet effet les professeurs de rhétorique, de philosophie, de physique et de mathématiques auraient chacun douze cents livres par an, et que les régents des autres classes, comme de la seconde, de la troisième, de la quatrième, de la cinquième et de la sixième, auraient aussi chacun mille francs. Lesquels appointements se payeraient sur la ferme des postes et des messageries de la ville de Paris. On décida en outre de n'admettre aucun maître ès arts qu'il n'eût fait ses études dans les collèges de l'Université de Paris. Sur quoi un ancien conseiller au Parlement, octogénaire, dit ces mots : « C'est à ce coup que les décrotteurs vont avoir de l'occupation pour arracher l'herbe qui ne manquera pas de croître dans les cours du collège des jésuites¹¹⁰. » Mais ceux-ci entendaient parer le coup qu'on leur portait et donner gratuitement l'instruction et même les livres scolaires¹¹¹.

L'Université affecta une extrême satisfaction. Rollin harangua et de son discours remanié et développé sortit l'excellent *Traité*

¹⁰⁸ Buvat, *Journal*, t. I, p. 354; 2 février 1719.

¹⁰⁹ *Gazette de la Régence*, p. 323; 14 mars 1719.

¹¹⁰ Buvat, *Journal*, t. I, p. 377-378.

¹¹¹ *Gazette de la Régence*, p. 329; 23 juin 1719.

des études¹¹²; le collège d'Harcourt tira un feu d'artifice¹¹³, l'Université organisa une procession où l'imprévu des costumes, l'archaïsme des symboles, la gravité des figurants donna aux Parisiens l'impression de la plus plaisante des mascarades. On entendait les ris du jeune Roi et des dames de la Cour qui, placés dans le pavillon des Tuileries voisin du Pont-Royal virent défiler pendant plusieurs heures cet immense et bizarre cortège qui comprenait :

Les cordeliers, les augustins, les carmes, les jacobins,

Les maîtres ès-arts en robe noire avec le petit chapeau sans fourrure,

Les bénédictins de Saint-Martin-des-Champs et autres ecclésiastiques en aubes et chappes,

Les bacheliers en médecine en robe noire avec un chaperon herminé, précédés du second massier,

Les bacheliers en la faculté des droits,

Les bacheliers en théologie en robe noire et fourrure, précédés du second appariteur,

Les docteurs régens en la faculté des arts en robe ou chappe rouge, avec l'épitoque ou le chaperon doublé de fourrure,

Les quatre procureurs des nations vêtus d'une robe rouge herminée blanc et gris, précédés chacun du second massier de leur nation,

Les docteurs en médecine aussi en robe et chappe rouge avec l'épitoque ou le chaperon doublé de fourrure, précédés de leur premier massier, vêtu d'une robe bleue fourrée de blanc,

Les docteurs en la faculté des droits en robe rouge, avec leur chaperon herminé, précédés de leur massier habillé de violet,

Les docteurs en théologie, pareillement en fourrure et robe noire ou violette avec un bonnet de même, précédés de leur premier appariteur en robe de drap violet fourrée de blanc,

M. le recteur, en robe violette et mantelet royal, avec la bourse ou escarcelle de velours violet, garnie de glands et de galons d'or et le bonnet noir, accompagné du doyen de théologie aussi en robe violette et fourrure, précédé des quatre premiers massiers des quatre nations de la faculté des arts,

Le syndic, greffier et receveur de l'université en robe rouge et fourrure,

¹¹² P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. I, p. 314; Ch. Jourdain, *Histoire de l'Université*, p. 333; *Opuscules*, in-8, Paris 1771, t. I, p. 400 (trad. franç.); H. Ferté, *Rollin, sa vie, ses œuvres et l'Université de son temps* in-8, Paris 1902, p. 66-67.

¹¹³ Buvat, *Journal*, t. I, p. 395.

Les libraires-imprimeurs, les papetiers, les parcheminiers, les écrivains, les relieurs, les enlumineurs,

Les grands messagers, jurés de l'université, précédés de leur clerc, lequel porte une robe de couleur de rose sèche et une tunique sur laquelle sont les armes de l'université, en forme de héraut d'armes ayant un bâton royal d'azur, semé de fleurs de lis d'or¹¹⁴.

¹¹⁴ P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 315-316; Tougard, *Les fêtes pour la gratuité de l'enseignement en 1719*, dans *Précis analytique des travaux de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Rouen 1905-1906*, t. CVIII, p. 269-275.

TABLE DES CHAPITRES ⁽¹⁾

	Pages
XXI. La Quadruple-Alliance (19 juin-2 août 1718)	1
XXII. L'appel au Concile général (20 novembre 1716-8 septembre 1718).	25
XXIII. La décadence des Conseils (Fin août 1718).	51
XXIV. Les Princes, les Ducs, le Parlement (septembre 1715-septembre 1717).	79
XXV. Le système de Law (octobre 1715-décembre 1717).	99
XXVI. Opposition et remontrances du Parlement (6 janvier-25 août 1718)	129
XXVII. Le lit de Justice (20-26) août 1718)	161
XXVIII. La suppression des Conseils (26 août-24 septembre 1718)	189
XXIX. L'Esprit de la Régence (juillet 1716-septembre 1718)	209
XXX. La guerre contre l'Espagne (septembre-décembre 1718).	223
XXXI. La conspiration de Cellamare (9 décembre 1718)	247
XXXII. La déclaration de guerre (janviers-mars 1719)	283
XXXIII. La campagne de 1719 (janvier-novembre)	305
XXXIV. La conspiration bretonne (1719-1720).	331
XXXV. L'Espagne adhère à la Quadruple-Alliance (10 août 1719-17 février 1720).	365
XXXVI. L'apogée du Système (4 décembre 1718-30 décembre 1719)	385
XXXVII. La Colonisation de la Louisiane (1717-1721).	409
XXXVIII. La décadence du Système (5 janvier 18 juillet 1720).	427
XXXIX. Les ruines du Système (18 juillet-14 décembre 1720).	459
XL. L'éducation de Louis XV (1715-1721)	483
XLI. Choses et gens (1716 1720)	509

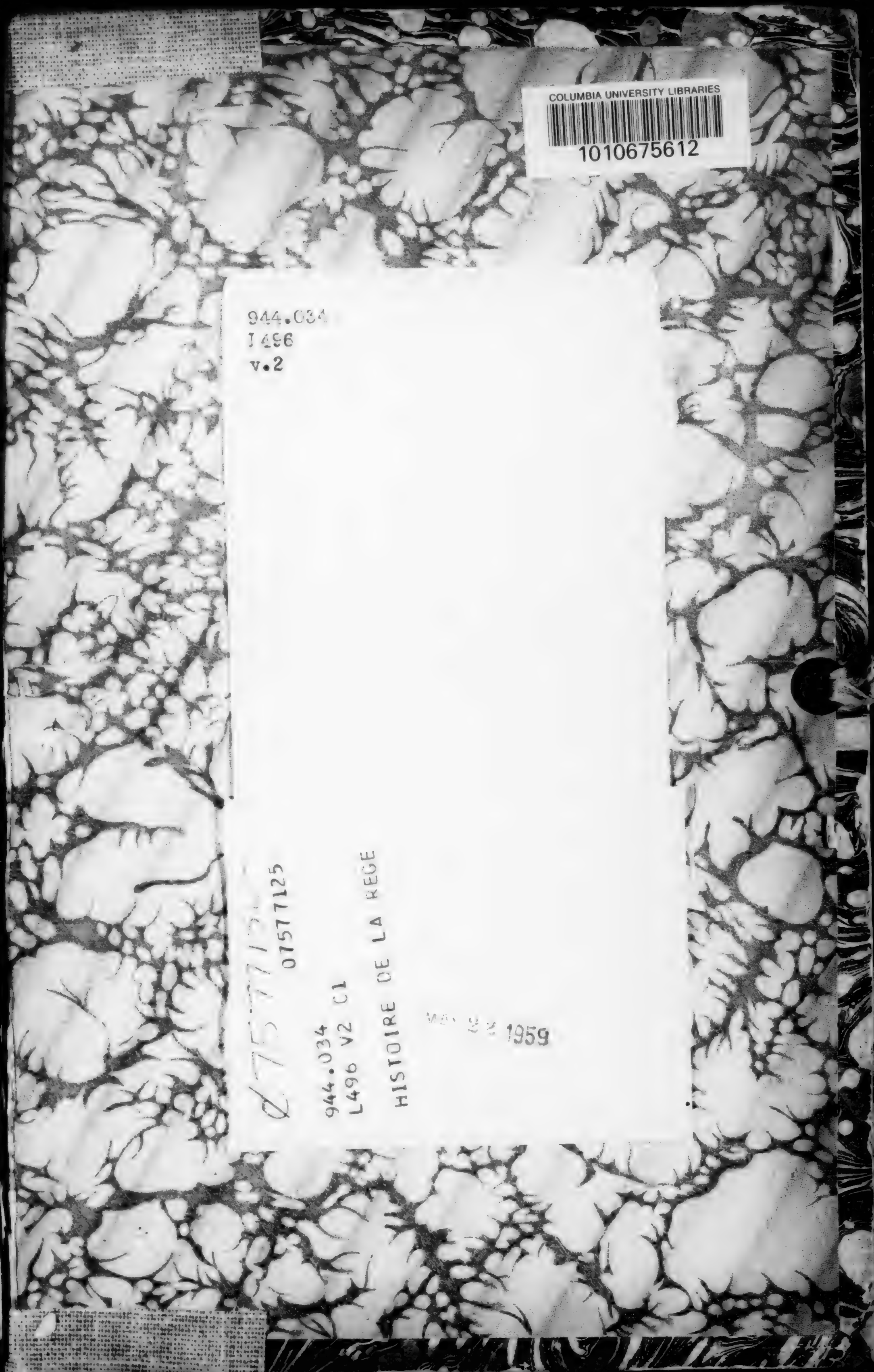
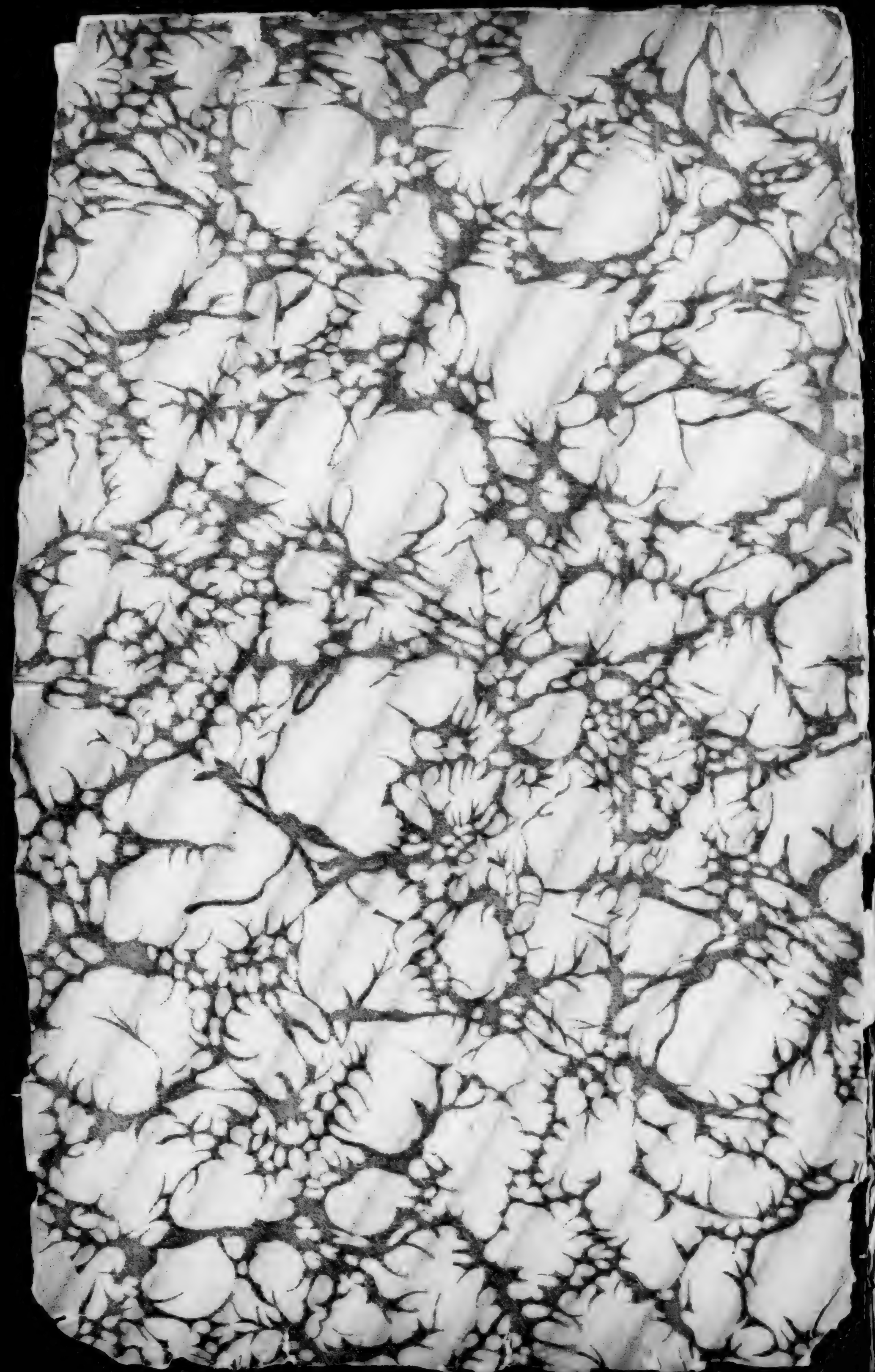
(1) On donnera au tome III, la table détaillée des chapitres des trois volumes et la table alphabétique des matières de l'ouvrage.

LIBRAIRIE ANCIENNE HONORÉ CHAMPION
ÉDOUARD CHAMPION, 5, QUAI MALAQUAIS — PARIS

- JOURGAIN (J. de). **Troisville, d'Artagnan et les Trois Mousquetaires.** Études biographiques et héraldiques, nouvelle édition augmentée et entièrement refondue. Beau volume in-8 écu..... 6 fr.
- JOINVILLE (Pierre de). **Le réveil économique de Bordeaux sous la Restauration.** L'armateur Balguerie-Stuttenberg. 1914, in-8..... 15 fr.
- KERMAINGANT (Laffleur de). **L'ambassade de France en Angleterre sous Henri IV (1598-1605).** L'ouvrage complet, 4 vol. in-8, pl..... 30 fr.
- I. Mission de Jean de Thumcry, sieur de Boissise (1598-1602, 2 vol..... 20 fr.
- II. Mission de Christophe de Harlay, comte de Beaumont (1602-1605), 2 vol. 20 fr.
- KOCH (Th. W.). **Les livres à la guerre.** 1921, in-8, de 416 pages avec 143 planches hors texte. Préface du Maréchal Foch. 25 fr. — demi-bradel, 35 fr.; demi-chagrin, 40 fr.; demi-marquain tête dorée..... 55 fr.
- LACHÈVRE (P.). **Le Libertinage au XVII^e siècle.**
- I. Le procès du poète Th. de Viau. (Couronné par l'Académie française), 2 vol., 25 francs. — II. Disciples et successeurs de Th. de Viau, la vie et les poésies inédites de Des Barreaux et de Saint-Pavin. In-8, 15 francs. — III. Une seconde révision des Œuvres du poète Th. de Viau. In-8, 5 fr. — IV. Les recueils collectifs de poésies libres et satiriques publiés depuis 1600 jusqu'à la mort de Théophile. In-4, 22 fr. 50. V. Les œuvres libertines de Claude le Petit, Parisien brûlé le 1^{er} septembre 1662, 1918, in-8 de LXVIII et 146 pp. VI. Les Chansons libertines de Claude de Chouigny, baron de Blot l'Église, précédées d'une notice et suivies de couplets de ses amis. 1919, in-8 de XLVIII et 146 pp. VII. L'Ancêtre des Libertins du XVII^e siècle. 1920, in-8 de 59 p. 25 fr. — VIII. Mélanges. 315 p., tiré à 225 exemplaires numérotés, 25 fr. — IX. Les œuvres libertines de Cyrano de Bergerac, 2 vol. in-8. 70 fr.
- LACOUR-GAYET (G.), membre de l'Institut. **La Marine militaire de la France sous les règnes de Louis XIII et de Louis XIV.** T. I. Richelieu, Mazarin, 1624-1661. In-8..... 11 fr. 25
- Le tome II et dernier est en préparation.
- **La Marine militaire de la France sous le règne de Louis XV,** 2^e édition revue et augmentée. In-8..... 27 fr.
- Couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques.
- LADOUÉ (P.). **Les panégyristes de Louis XVI et de Marie-Antoinette** depuis 1793 jusqu'à 1912. Bibliographie raisonnée. 1913, in-8, (Derniers exemplaires)... 5 fr.
- LA ROQUE (L. de) et Ed. de BARTHÉLEMY. **Catalogue des gentilshommes qui ont pris part ou envoyé leur procuration aux Assemblées de la noblesse, en 1789, pour la nomination des députés aux États-Généraux.** Chaque catalogue..... 3 fr.
- LA TRÉMOILLE (Duc L. de). **Souvenirs de la princesse de Tarente (1789-1792).** 1901, in-8, planches..... 7 fr. 50
- Réfugiée en Angleterre, à sa sortie de l'abbaye, la princesse de Tarente, ancienne dame d'honneur de la reine, écrivit ses mémoires. Ils se rapportent aux premières années de la Révolution et finissent en 1792. C'est peut-être le témoignage le plus simple et le plus saisissant que nous possédons sur les massacres révolutionnaires.
- **Mon grand-père à la cour de Louis XV et à celle de Louis XVI,** nouvelles à la main, publiées avec des notes. Fort vol. in-4, portraits, planches. (Épuisé.). 37 fr.
- **Prigent de Coëlvry, amiral et bibliophile.** 1907, in-4, portr..... 30 fr.
- LEBEUF (L'abbé.) **Histoire de la ville et du diocèse de Paris.** Nouvelle édition publiée par Augier, 5 vol. gr. in-8, et 1 vol. de tables..... 60 fr.
- LE GRAND (L.). **Les sources de l'histoire religieuse de la Révolution aux Archives nationales.** 1913, in-8..... 5 fr. 25
- LEMAN (Abbé). **Urbain VIII et la rivalité de la France et de la Maison d'Autriche de 1631 à 1635.** 1920, in-8, xx-622 p..... 26 fr.
- Prix THÉROUANNE à l'Académie française (1920).
- **Recueil des instructions aux Nonces ordinaires de France de 1624 à 1634.** 1920, in-8, IV-219 p..... 10 fr. 40
- LESNE (E.). **Histoire de la propriété ecclésiastique en France.** Tome I. Époques romaine et mérovingienne. 1910, in-8..... 15 fr.

LIBRAIRIE ANCIENNE HONORÉ CHAMPION
ÉDOUARD CHAMPION. 5, QUAI MALAQUAIS — PARIS

- LESNE (E.). L'origine des menses dans le temporel des églises et des monastères de France au IX^e siècle. 1910, in-8..... 5 fr. 25
— La lettre interpolée d'Hadrien I^{er} à Tilpin et l'église de Reims au IX^e siècle. 1914, in-8..... 3 fr. 75
- LESPINASSE (R. de). Le Nivernais et les Comtes de Nevers. T. I. Le Nivernais gaulois, romain, barbare, Rois, Comtes régionaux, Maison de Nevers fin du XII^e siècle. 1908, in-8..... 12 fr.
— T. II. Maisons de Donzy, de Bourbon, de Flandre (1200-1384). 1910, in-8. 12 fr.
— T. III. Maison de Bourgogne (1381-1491). 1912, in-8..... 18 fr.
Cet important ouvrage comparable à ceux de La Borderie pour la Bretagne et de Petit pour la Bourgogne, sera complet en six volumes.
- LUCE (Siméon). Jeanne d'Arc à Domrémy. Recherches critiques sur origines de la mission de la Pucelle. 18 fr. — Histoire de la Jacquerie d'après des documents inédits. 1895. In-8..... 18 fr.
— Le roman historique à l'époque romantique. Essai sur l'influence de Walter Scott. Nouvelle édition, revue, corrigée et augmentée. In-8, couverture illustrée. 7 fr. 50
- MANSUY (A.). Le monde slave et les classiques français aux XVI^e et XVII^e siècles. Préface de Ch. DIEHL. In-8..... 10 fr.
- MARION (M.), professeur au Collège de France. La vente des biens nationaux pendant la Révolution. Fort vol., in-8..... 15 fr.
Couronné par l'Académie des sciences morales et politiques.
- MARQUSET (Cte). La phrase et le mot de Waterloo. 1906, in-12..... 3 fr.
— Un cavalier léger : Le Colonel Clère (1791-1866). 1911, in-12, 63 pages et pl..... 3 fr. 75
— La célèbre Mademoiselle Lenormand. 1911, in-12..... 4 fr. 50
— Ballanche et Mme d'Hautefeuille. Lettres inédites de Ballanche, Chateaubriand, Sainte-Beuve, Mme Récamier, Mme Swetchine. 1912, in-12..... 5 fr. 25
— Napoléon sténographié au Conseil d'État. 1804-1805, 1913, in-12.... 5 fr. 25
— Les bas-bleus du premier empire. Mme Cottin, Mme Dufrenoy, Mme de Montanclos, la Comtesse d'Hautpoul, Mme de Chastenay, Mme Babois, Fanny de Beauharnais. Beau volume in-12, sur hollande..... 22 fr. 50
— 300 exemplaires sur papier vélin des papeteries du Marais, numérotés de 28 à 327..... 5 fr. 25
Une femme qui écrit à deux torts : elle augmente le nombre des livres et diminue le nombre des femmes.
- A. KARR.
- MARSAN (Jules). Beaumarchais et les Affaires d'Amérique. Lettres inédites. 1919. in-8, 62 p..... 5 fr. 20
Tiré à 100 ex. numérotés sur papier vergé de Hollande.
- MARTIN (X.). Les Jacobins au village. Documents publiés et annotés. 1902, in-8. 22 fr. 50
- MARTINEAU (Alfred). Dupleix et l'Inde française (1722-1741). 1920, in-8 de xi-534 pages. 30 fr.
Couronné par l'Académie des Sciences morales.
- MARX (J.). L'inquisition en Dauphiné. Étude sur le développement et la répression de l'hérésie et de la sorcellerie du XIV^e siècle au début du règne de François I^{er}. In-8. 11 fr. 25
- MATHIEU (Le cardinal). Œuvres oratoires. Lettres pastorales et Discours académiques. Avec un avant-propos, un portrait et le discours prononcé aux obsèques par M. Barrès. 1910, in-8..... 9 fr.
— Œuvres diverses. Mélanges historiques et littéraires, sermons, discours de circonstance. 1912, in-8..... 9 fr.
- MATHEZ (A.). Le club des Cordeliers pendant la crise de Varennes et le massacre du Champ de Mars. Documents inédits. Fort vol. in-8 et supplément. Ensemble, 2 in-8 et pl..... 15 fr.



COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES
1010675612

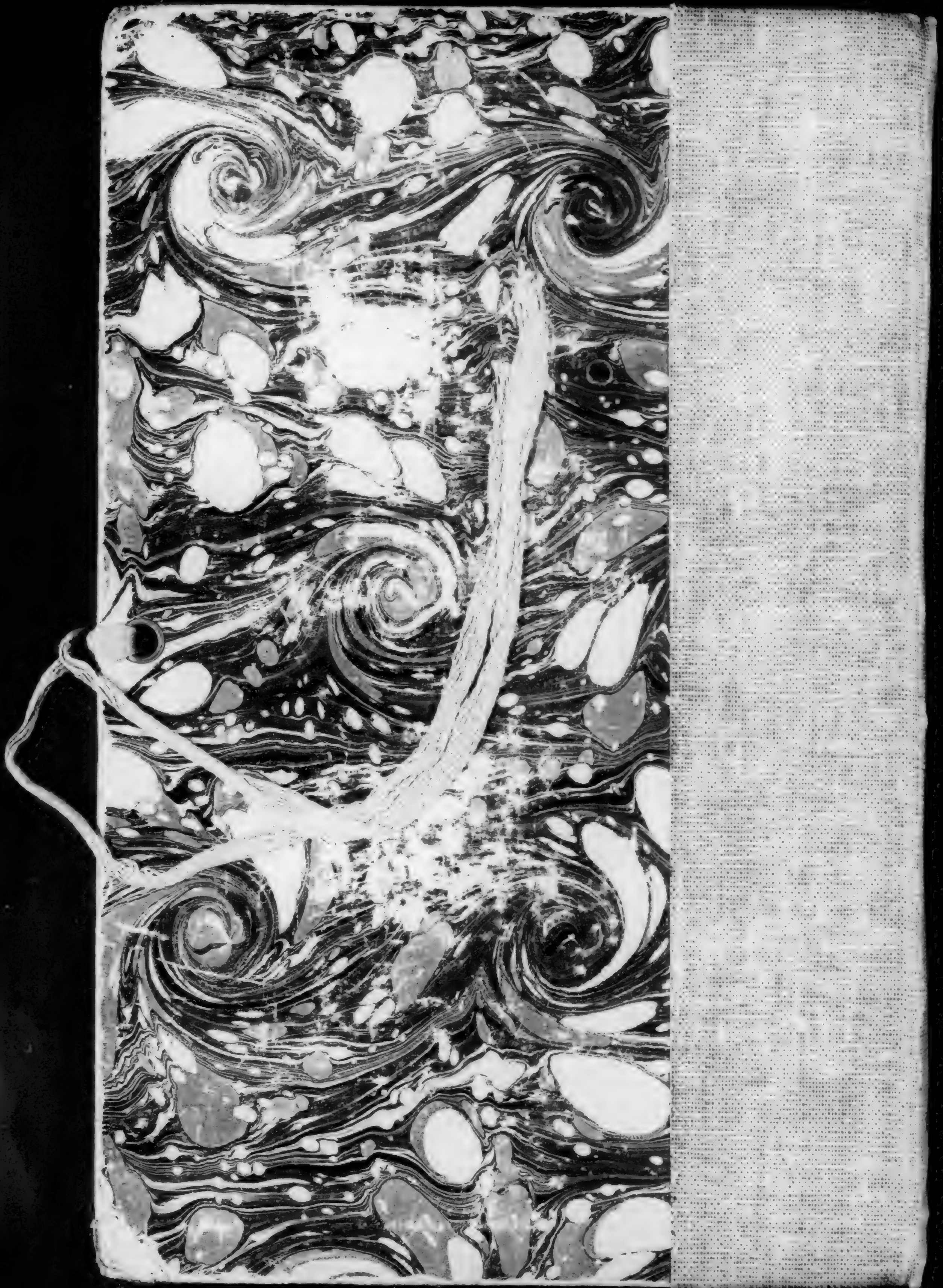
944.034
L496
v.2

Q7577125
07577125

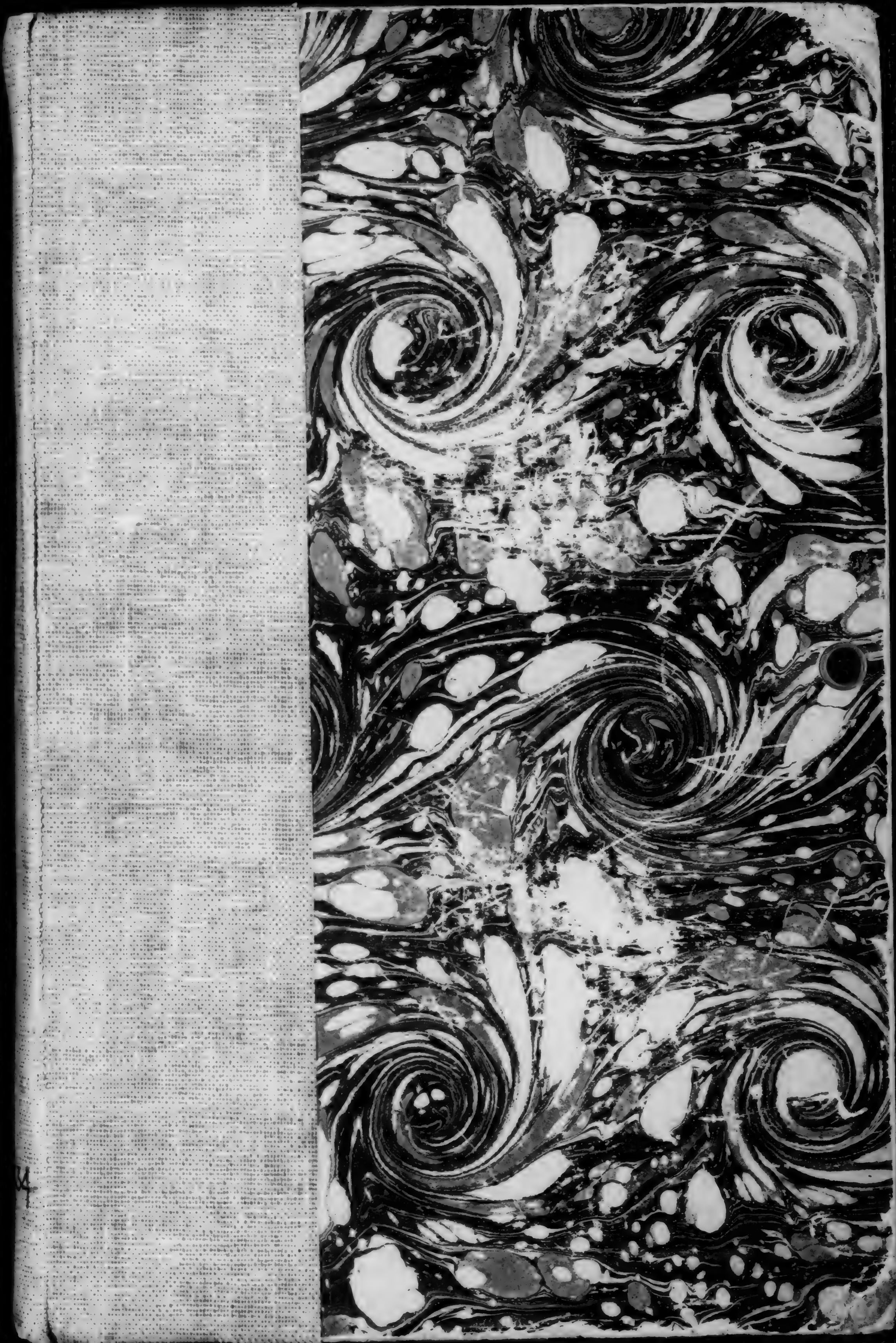
944.034
L496 V2 C1

HISTOIRE DE LA REGE

MAR 22 1959



VOLUME 3

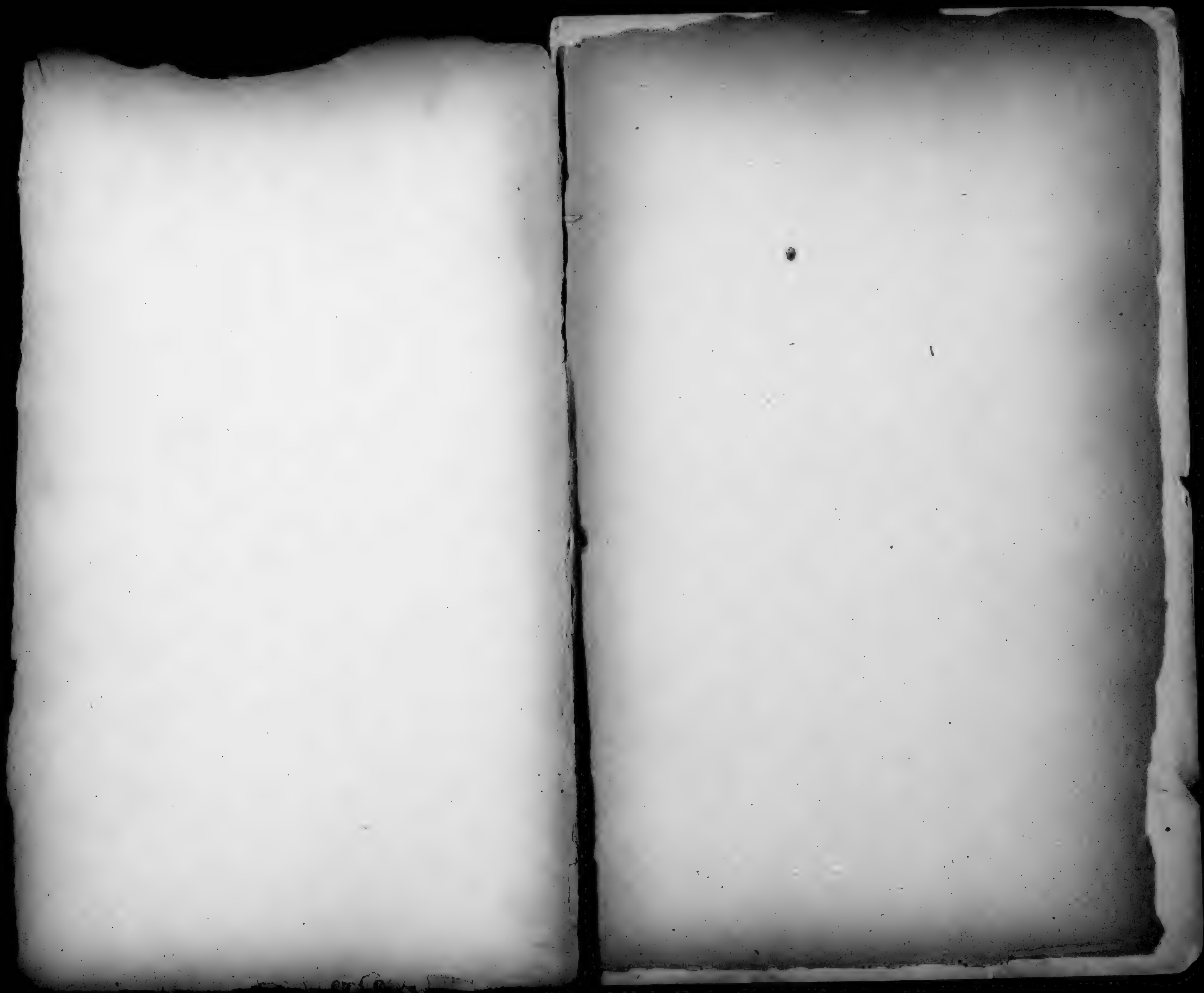


344.034 L496

Columbia University ³
in the City of New York

LIBRARY





HISTOIRE
DE LA
RÉGENCE

PENDANT LA MINORITÉ DE LOUIS XV

PAR
DOM H. LECLERCQ

TOME III



PARIS
LIBRAIRIE ANCIENNE HONORÉ CHAMPION
ÉDOUARD CHAMPION
5, QUAI MALAQUAIS

—
1921
Tous droits réservés

HISTOIRE

DE LA

RÉGENCE

PENDANT LA MINORITÉ DE LOUIS XV

DU MEME AUTEUR

Monumenta Ecclesiae liturgica	4 vols parus
Dictionnaire d'archéologie chrétienne et liturgie A-E. . .	8 vols. parus
Histoire des Conciles	16 vols. parus
Manuel d'archéologie chrétienne	2 vols.
L'Afrique chrétienne	2 vols.
L'Espagne chrétienne	1 vol.
Les Martyrs	15 vols.
L'Eglise Sainte Marguerite au faux-bourg Saint-Anthoine .	1 vol.

HISTOIRE
DE LA
RÉGENCE

PENDANT LA MINORITÉ DE LOUIS XV

PAR

DOM H. LECLERCQ

TOME III



PARIS
LIBRAIRIE ANCIENNE HONORÉ CHAMPION
ÉDOUARD CHAMPION
5, QUAI MALAQUAIS

1921
Tous droits réservés

944.034
L496

v. 3

CHAPITRE XLII

Le Chapeau de l'abbé Dubois

(Avril-Décembre 1719)

Dubois vise le cardinalat. — Ses motifs. — Hostilité au cardinalat. — Dubois s'associe Lafitau. — Initiative de Saint-Saphorin. — Accueil fait à lord Stair par le Régent. — Zèle excessif de Saint-Saphorin. — Lettre ostensible de lord Stanhope. — Dubois s'abouche avec Lafitau. — Son choix est fait, mais il ne veut pas froisser les appelants. — Il repousse un projet trop hardi. — Instructions données à Lafitau. — Accueil et projet du Pape. — Proposition de nomination *in petto*. — Torcy évalue la correspondance. — Reprise de l'intervention anglaise. — Lettre de Georges I^{er} à l'Empereur. — Commentaire de Saint-Saphorin. — Lettre du roi d'Angleterre. — Lettre du Régent. — Échec de Dubois.

Depuis le succès de sa mission diplomatique à Hanovre, Dubois avait senti jaillir l'étincelle de la grande ambition sous cette forme que Saint-Simon a joliment nommé le « poison très dangereux du cardinalat¹ ». De la Haye, en 1716, il écrivait à son confident Nocé : « Il n'y a pas un ministre étranger qui ne croie que je vais avoir le chapeau de cardinal pour récompense, et vous seriez étonné par quelles têtes une si grande ridicule passe². » Un mois plus tard, s'adressant au Régent : « Je vous suis plus redevable, écrit-il, de m'avoir donné cette marque d'honneur de votre confiance, que si vous m'aviez fait cardinal³. » Madame, que sa haine pour « le plus méchant et le plus avide personnage qu'on puisse voir⁴ » rend clairvoyante, interroge son fils qui la rassure et proteste « que l'abbé ne songe pas à être cardinal⁵ ». D'autres lui épargnent ce soin ! « J'ai recherché sur vos ordres, lui écrit Chavigny, par quelles faveurs dans les siècles passés les

Dubois vise
le cardinalat

¹ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XVI, p. 222.

² Dubois à Nocé, la Haye, 11 décembre 1716, dans P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. II, p. 2, note 1.

³ Dubois au Régent, la Haye, 4 janvier 1717, *ibid.*, t. II, p. 2, note 1.

⁴ Madame à la raugrave Louise, 6 mars 1721, dans *Correspondance*, édit. G. Brunet, t. II, p. 304.

⁵ Madame à la raugrave Louise, 17 août, 1717, *ibid.*, t. I, p. 312.

princes témoignent leur satisfaction à ceux qui s'étaient employés au service de leur patrie; les premiers mouvements de quelques gens sensés, à qui j'ai donné occasion d'en parler ne leur ont pas inspiré autre chose, sinon qu'un chapeau de cardinal devoit être la récompense de vos travaux et de vos succès⁶. » Dubois est déjà loin de son désir quasi honteux du début, à peine en contient-il encore l'expression prête à devenir une véritable frénésie. Sa grandeur ministérielle est trop fragile pour l'illusionner sur les périls qui le menacent. Il sait à merveille que la Triple-Alliance, honnie du public, ne tient qu'à un fil, la volonté du Régent, dont l'inconstance d'esprit lui est connue. Que le Régent change de politique et l'instrument de l'alliance sera écarté, rejeté, disgracié aux applaudissements de tous. Contre cette perspective redoutable, Dubois ne connaît qu'une garantie sûre : le cardinalat. C'était tout ensemble un éclat qui effaçait l'obscurité de sa naissance; un degré qui l'élevait à tout; une protection contre les retours de fortune; un état quand tout viendrait à manquer.

Ses motifs

L'alliance anglaise était la raison d'exister de Dubois, il le savait, le sentait et s'y attachait dans une sorte de crispation. Cette alliance lui imposait la rupture avec l'Espagne qui achevait de le perdre dans l'esprit des partisans de l'ancienne politique et de soulever contre lui des rancunes impitoyables. Pour l'acheminer vers cette rupture, les ministres anglais, Stanhope et Sunderland, avaient compris que Dubois exigerait une garantie exceptionnelle et ils disaient à Chavigny : « Il faut songer à le faire cardinal⁷; il le mérite au jugement de tous les plus sages⁸. » Chavigny, à qui la leçon était faite, en convenait volontiers, et s'employait à convaincre l'abbé⁹ qu'il n'avait, à l'en croire, « jamais trouvé susceptible de cette ambition ». Or, depuis l'été de 1718, Dubois ne détournait plus sa pensée de l'obtention du cardinalat et son rival Alberoni exprimait avec justesse la conséquence de cette passion : « Il ne fera désormais plus rien qui ne soit dirigé vers ce but¹⁰. » Moins pénétrant, lord Stair s'était étonné des « frivoles finesses » de Dubois pendant

⁶ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 318, fol. 112 : Chavigny à Dubois, Londres, 18 mai 1718.

⁷ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 320, fol. 208 : Chavigny à Dubois, Londres, 17 juillet 1718.

⁸ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 327, fol. 168 : Sunderland à Dubois, Londres, 18 décembre 1718.

⁹ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 320, fol. 208 : Chavigny à Dubois, 17 juillet 1718.

¹⁰ Alberoni à Cellamare, 10 octobre 1718, dans P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 2, note 3.

la négociation de Londres; rien ne lui avait alors expliqué les calculs mystérieux et les tortueuses démarches dont s'enveloppaient la diplomatie de l'abbé. Stanhope lui-même s'était étonné et presque ému de l'insistance apportée par Dubois à soutenir les prétentions du Saint-Siège sur les duchés de Parme et de Plaisance revendiqués par l'Empereur à titre de fiefs masculins¹¹. Cette insistance ne visait à rien d'autre qu'à se créer un titre à la bienveillance pontificale. Ainsi fallut-il peu d'éloquence pour persuader Dubois de la convenance d'une si éclatante illustration. Sunderland faisait valoir l'intérêt général, le service du roi Georges et du Régent, également chers au candidat, l'affermissement de l'alliance, Dubois savait assez son intérêt personnel pour n'y mêler l'intérêt général que comme une excuse ou un prétexte. L'Angleterre pouvait le servir dans la conquête du chapeau, mais il lui fallait d'autres alliés pour réussir et lord Stair s'en étonnait : « Mylord, écrivait-il à Stanhope, le chapeau de cardinal a tout à fait tourné la tête à notre pauvre ami l'abbé, il paraît entièrement livré aux gens qu'il croit en état de lui faire avoir le plus promptement¹². »

Dubois ne pouvait ignorer que la dignité cardinalice soulevait en France, parmi les grands seigneurs, une antipathie qui ne demandait qu'à se manifester sous forme d'opposition. Saint-Simon était intraitable à l'égard de ces personnages qui, passant sur le corps des ducs, prenaient rang à la suite des princes du sang. Le duc d'Antin, plus courtisan et plus modéré, s'exprimait ainsi : « Je ne comprends pas comment on souffre des cardinaux dans un état bien policé. Ils sont à charge à tout le monde soit par le rang ridicule qu'ils ont, soit par la quantité de bénéfices qu'ils absorbent, soit par la dévotion que la plupart ont pour le pape. Et ce n'est pas encore le plus grand mal; mais le voici : comme beaucoup de prélats y aspirent, ils ont une complaisance aveugle pour la Cour de Rome et oublient fort souvent ce qu'ils doivent au Roi et à leur patrie, pour tout sacrifier à leur ambition¹³. » Le maréchal de Tessé allait répétant : « J'ai entendu dire au feu Roi que la chose principale que le cardinal Mazarin lui avoit recommandée, c'étoit de ne jamais mettre dans son conseil, ni prince du sang, ni princes étrangers, ni

Hostilité
au
cardinalat

¹¹ Public Record Office, France, vol. 352 : lord Stair à Craggs, Paris, 18 juillet 1718.

¹² Public Record Office, France, vol. 352 : lord Stair à lord Stanhope, Paris, 4 décembre 1718.

¹³ D'Antin, *Mémoires manuscrits*, t. VIII, dans P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. II, p. 3.

cardinaux¹⁴. » Dubois ne s'attarda pas à réfuter ces apophtegmes ni à contredire qui ne voulait se laisser convaincre; il laissa les uns maudire et les autres branler la tête, ayant rencontré l'homme de cette besogne il l'employa.

Dubois
s'associe
Lafitau

C'était un jésuite gascon nommé Pierre Lafitau¹⁵. Ayant à peine dépassé la trentaine, il avait su s'évader d'une classe de rhétorique et se faufiler dans la diplomatie. La querelle soulevée à l'occasion de la Bulle lui ouvrait une carrière où les intrigues conduiraient aux honneurs, il s'y jeta et la remplit brillamment. Nous l'avons rencontré déjà courant la poste de Rome à Paris, chargé d'une mission secrète par le cardinal de la Trémoille. Il s'agissait d'entraîner Dubois, à peine nommé secrétaire d'État, du camp des *appelants* dans celui des *constitutionnaires*; en outre d'obtenir la décardinalisation d'Alberoni que ce coup inattendu précipiterait du pouvoir¹⁶. Le pape ne promettait rien, laissait tout espérer et subordonnait son intervention en Espagne à la réception préalable de la bulle *Unigenitus* en France. Avant de s'être rencontré avec Dubois, Lafitau était éclairé par la correspondance de l'abbé sur les hautes visées qu'il poursuivait, il jugea l'affaire profitable à poursuivre et s'insinua comme intermédiaire officieux entre la cour de Rome et le Palais-Royal. L'agent était adapté parfaitement à l'opération; portant la subtilité jusqu'à la fourberie, la gaieté jusqu'à l'indécence, l'avidité jusqu'à la friponnerie, Lafitau vivait parmi une société interlope et ne comptait plus le nombre de ses dupes¹⁷. Dès le mois de décembre 1718, Lafitau se mit à l'œuvre : « Je suis jour et nuit, écrit-il, à pied sur le pavé sans pouvoir certainement suffire à tout; un autre en trouvera encore plus à faire qu'il ne pourroit s'imaginer. Nous nous partagerions de manière qu'il seroit content de son ouvrage et qu'il ne seroit pas mécontent de moi¹⁸. »

Parti *incognito* pour Paris, à la fin de décembre, Dubois le retint près de lui une partie de l'année 1719, l'employant à batailler avec Rome par correspondance et à préparer le terrain à

¹⁴ Le maréchal de Tessé au duc de Bourbon, 24 janvier 1725, *ibid.*, t. II, p. 3.

¹⁵ Né à Bordeaux en 1685, entré au noviciat en 1708, évêque de Sisteron en 1719; il aura quitté la Compagnie à cette époque ou peu auparavant.

¹⁶ Dubois à Lafitau, 27 décembre 1718, dans C. de Sévelinges, *Mémoires secrets du cardinal Dubois*, in-8, Paris, 1815, t. I, p. 268 suiv.

¹⁷ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 631, fol. 230 : cardinal de Rohan à Dubois.

¹⁸ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 589, fol. 176 : Lafitau à Dubois, 6 décembre 1718.

Paris afin d'obtenir à moindres frais les plus larges concessions¹⁹. Lafitau ne manquait pas de déplorer l'attitude hostile au Régent prise par les constitutionnaires, relevait l'imprudence avec laquelle ses confrères étaient entrés dans la conspiration de Cellamare, se plaignait du peu de mesure gardé à Rome par certains contre le duc d'Orléans et demandait qu'on le laissât faire : « Les circonstances présentes sont très mauvaises pour la Cour de Rome; mais attendez-moi, et je vous montrerai un temps qui n'est pas éloigné où tout changera²⁰. »

Tandis que Lafitau s'emploie avec zèle, d'autres amis de Dubois ne demeurent pas inactifs. Georges I^{er} et lord Stanhope, tous deux protestants, n'avaient pas qualité pour adresser une requête à Rome, mais ils savaient que l'Empereur n'avait rien à leur refuser ni le Pape rien à refuser à l'Empereur. Ce formidable voisin pouvait à tout moment faire sentir sa lourde épée aux États pontificaux, mais lui-même devait compter avec la flotte britannique sans laquelle il pouvait considérer la Sicile comme perdue. L'Angleterre restait définitivement maîtresse de la situation, et savait le faire souvenir. Déjà elle avait exigé l'arrestation de la fiancée du Prétendant, aujourd'hui elle demandait un chapeau de cardinal.

L'initiative de cette démarche fut prise spontanément par l'ambassadeur britannique à Vienne, Saint-Saphorin. Un certain abbé Strickland négociait à Vienne au nom de Georges I^{er}; au Pape qui demandait que l'on se relâchât en Angleterre sur l'exécution des lois contre les catholiques, le Roi répliquait qu'on cessât de donner un chapeau à la nomination du Prétendant, « mais que si on le juge nécessaire dans la suite il en donnera un, comme *motu proprio*, à quelque personne non suspecte à la Cour d'Angleterre, et qui sera recommandée par l'Empereur²¹. » En même temps, l'Empereur entend mettre son concours au plus haut prix. Son ministre Sinzendorf demande que la France s'engage à ne point conclure la paix avec l'Espagne si celle-ci ne donne juste satisfaction aux griefs du pape. A cette condition, Clément XI pourra consentir à travailler contre Albe-

Initiative
de Saint-
Saphorin

¹⁹ C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 268-273; V. de Seilhac, *L'abbé Dubois, premier ministre de Louis XV*, in-8, Paris, 1862, t. II, ch. IX.

²⁰ P. Lafitau à J.-F. Lafitau (son frère), Paris, 11 février 1719, dans C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 271-272.

²¹ Public Record Office, Germany, vol. 212 : Saint-Saphorin à lord Stanhope, Vienne, 25 janvier 1719; mémoire sur l'État présent de la religion catholique en Angleterre et sur les moyens d'en prévenir l'extirpation par l'abbé Strickland (en français).

roni et à favoriser Dubois²². Saint-Saphorin voudrait faire croire à Stanhope que l'initiative qu'il a prise est tout à fait spontanée, il y voit une combinaison politique « des plus salutaires aux intérêts de toutes les parties qui composent la Grande Alliance²³ ».

Accueil fait
à lord Stair
par
le Régent

Il est malaisé d'admettre que Dubois n'ait connu ces démarches que par l'avertissement de lord Stair dès les premiers jours du mois d'avril. L'Écossais consent à jouer sa partie dans la comédie qui se prépare : il suggérera au Régent cette idée du chapeau et l'abbé continuera à tout ignorer. Stair, toujours plus soucieux de son pays que de tout le reste, ne voit en tout ceci que l'intérêt de l'Angleterre. « C'est la plus heureuse pensée du monde, écrit-il à Craggs, que vous avez eue de luy faire avoir ce chapeau. C'est le seul moyen d'être sûr de luy, de le luy mettre sur la tête, car tant qu'il ne l'a pas on ne peut pas compter sur luy²⁴. » Dès le lendemain, 9 avril, Stair eut audience du Régent et aborda la question. A sa stupéfaction, le prince coura court déclarant que jamais il ne consentirait que l'abbé fut cardinal, à cause qu'alors il dépendrait moins de lui et ferait dans l'État un personnage qui ne lui convenait pas²⁵. Ce n'était pas la première fois que cette idée lui était lancée et, dans l'intimité orageuse de leurs tête-à-tête le duc de Saint-Simon, tout comme la vieille Madame, agitait le spectre d'un Dubois cardinal. Soudain le prince l'interrompait : « Voilà comme vous êtes, disait-il, suivant toujours vos idées aussi loin qu'elles peuvent aller : Dubois est un plaisant petit drôle pour imaginer de se faire cardinal; il n'est pas assez fou pour que cette chimère lui entre dans la tête, ni lui, si elle y entroit jamais, pour la souffrir²⁶. » Et encore « qu'il le feroit mettre dans un cachot, s'il osoit jamais faire un pas vers la pourpre²⁷ ».

Lorsqu'il venait d'arracher quelque protestation dans ce style, Saint-Simon ne se contenait plus et le Régent devait se résigner à entendre tous les maximes de cette tête échauffée « sur l'aveu-

²² *Public Record Office, Germany*, vol. 212 : *Saint-Saphorin à lord Stanhope*, Vienne, 7 mai 1719.

²³ *Public Record Office, Germany*, vol. 212 : *Saint-Saphorin à lord Stanhope*, Vienne, 7 mai 1719.

²⁴ *Public Record Office, France*, vol. 353 : *lord Stair à J. Craggs*, Paris, 8 avril 1719.

²⁵ *Public Record Office, France*, vol. 354 : *lord Stair à lord Stanhope*, Paris, 1^{er} juillet 1719.

²⁶ Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVII, p. 450-453; *Mémoires*, édit. Chéruel, 1858, t. XVII, p. 66; Dorsanne, *Journal*, t. III, p. 180.

²⁷ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XVII, p. 70.

glement de souffrir des ecclésiastiques dans les affaires, surtout des cardinaux, dont le privilège le plus spécial est l'impunité de tout ce qui est de plus infamant et de plus criminel en tout genre. Ingratitude, infidélité, révolte, félonie, indépendance!... Tout ecclésiastique qui arrive, de quelque bassesse que ce puisse être à mettre le pied dans les affaires, a pour but d'être cardinal et d'y sacrifier tout sans réserve²⁸. » Le duc d'Orléans laissait dire et Saint-Simon croyait qu'il l'écoutait; il l'écoutait sans doute mais pour répéter à Dubois ce qu'il venait d'entendre. Dubois savait le caractère de celui qui n'avait jamais cessé tout à fait d'être son élève et prenait patience. L'issue de la tentative de lord Stair lui montra la nécessité de mener l'affaire avec plus d'alliés afin de peser sur le duc d'Orléans et de le rassurer en même temps. Le prince craignait que l'élévation de Dubois ne déplût aux appelants, il ne s'agissait que de le rassurer et de disposer le cardinal de Noailles et le duc d'Antin, au moyen du maréchal d'Estrées et de Law, à parler en faveur de l'abbé²⁹.

Stair avait dû faire l'aveu à son gouvernement du peu de succès de sa tentative, le ministère britannique pendant ce temps poussait sa pointe; il continua d'agir sur Vienne et, par Vienne, sur le pape. Celui-ci faisait des réponses dilatoires³⁰ et Saint-Saphorin se dépitait, s'inquiétait à l'idée que Dubois ne cherchât dans un autre camp des patrons plus influents, plus habiles ou, en tout cas, plus heureux³¹. Pour éviter cette extrémité il proposait le recours à la force : « Les ministres de l'Empereur qui étaient les plus disposés à juger bien [du Pape] sont obligés de convenir qu'il n'y a eu dans toute sa conduite qu'un tissu d'obliquités et que l'on échouera toujours vers lui par la voie de la négociation, si elle n'est soutenue par la force et si l'on ne lui inspire de la crainte... Je ne désespère pas tout à fait que, si l'on pousse bien la chose, l'on ne dispose cette Cour à prendre un parti rigoureux contre le pape pour l'obliger à donner, malgré qu'il en ait, le chapeau de cardinal à M. l'abbé Dubois³². » Lord Stanhope n'en était pas là! Il n'eut songé à recourir à l'hostilité

Zèle
excessif de
Saint-
Saphorin

²⁸ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XVII, p. 357-358.

²⁹ *Public Record Office, France*, vol. 354 : *lord Stair à lord Stanhope*, Paris 1^{er} juillet 1719.

³⁰ *Public Record Office, Germany*, vol. 212 : *Saint-Saphorin à lord Stanhope*, Vienne, 31 mai, 3 juin 1719.

³¹ *Public Record Office, Germany*, vol. 212 : *Saint-Saphorin à lord Stanhope*, Vienne 7 juin 1719.

³² *Public Record Office, Germany*, vol. 212 : *Saint-Saphorin à lord Stanhope*, Vienne, 14 juin 1719; *The Stair Annals*, vol. II, p. 391, 392.

ouverte contre le Pape que si Clément XI s'était laissé entraîner à quelque manifestation en faveur du Prétendant; cependant il attendait de la Cour de Vienne le service d'insinuer à Rome qu'une telle concession serait payée de retour par la restitution des revenus pontificaux en Espagne dont Alberoni s'était emparé. Stanhope ne paraît pas douter que cet argument n'obtienne à Rome, gain de cause, et il termine sa lettre par ces mots : « La Cour impériale est plus intéressée que personne à procurer le chapeau de cardinal à M. l'abbé Dubois, et je ne doute point que quand nous en ferons l'ouverture au Régent, il ne concurre voiontiers à mettre par là M. l'abbé à couvert, et en liberté de suivre ses vrais intérêts et ceux de ses alliez avec moins de circonspection³³. » (15 juin).

Lettre
ostensible
de lord
Stanhope

Le lendemain, Stanhope écrit à Stair cette dépêche en français, destinée à être mise sous les yeux du Régent³⁴ :

« A Hanovre, ce 16 juin 1719, My Lord, il y a déjà quelque tems que j'ay mandé confidemment à votre Excellence qu'il me sembloit qu'il seroit du service de Monseigneur le Régent que M. l'abbé du Bois fût fait cardinal, laissant à votre discrétion d'en faire l'ouverture à S.A.R., laquelle, à ce qu'il me paroît, devroit tâcher de mettre par là solidement à couvert un Ministre qu'elle honore de sa principale confiance.

« J'ay en même temps écrit à M. de Saphorin pour qu'il sondât la Cour Impériale, si elle voudroit concourir par des offices à Rome à faire le chapeau de cardinal à M. l'abbé du Bois, si M. le Régent le désiroit. Il m'a répondu qu'elle y étoit assez disposé, et il tâche de l'entretenir dans ces dispositions comme vous le verrez par les copies cy-incluses de ses lettres. Mais comme présentement je crois la conjoncture favorable pour pousser cette affaire, et que vous ne m'avez jamais appris que vous vous en fussiez ouvert à S.A.R., je vous réitère ma prière de prendre votre tems pour l'en entretenir; et je vous répète pareillement d'empêcher avec soin que M. l'abbé du Bois n'en ait connoissance jusqu'à ce que la chose soit bien emmanchée. Car j'appréhenderois de sa délicatesse qu'à moins que S. A. R. ne le luy ordonnât bien expressément, il n'eût une répugnance

³³ *Public Record Office, Germany*, vol. 212 : Lord Stanhope à Saint-Saphorin, Hanovre, 15 juin 1719.

³⁴ *Public Record Office, France*, vol. 353 : lord Stanhope à lord Stair, Hanovre, 16 juin 1719; C. Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 275; Wiesener, *Le Régent, l'abbé Dubois et les Anglais*, 1899, t. III, p. 184-186, rétablit contre Sévelinges et Lémontey la date du 16 et non du 27.

invincible à permettre que l'on fit agir la maison d'Autriche pour ses intérêts.

« Depuis que cette idée m'est venue, il est arrivé diverses choses qui m'y ont confirmé. Surtout, les bruits qui se répandent comme s'il y avoit quelque accommodement particulier sur pied entre l'Empereur et le Roy d'Espagne, et auxquels l'évasion de la princesse Sobiesky semble donner une nouvelle vogue, me font croire que M. le Régent dans le même tems qu'il doit être fort attentif et en garde sur la conduite de la Cour de Vienne, devroit aussi tâcher de faire paroître en public une plus grande harmonie que jamais entre tous les Alliez. Or rien ne seroit plus propre à faire éclater cette union et à donner de la réputation à notre Alliance que si l'Empereur et S. A. R. agissoient de concert pour élever au cardinalat celui qui en a été le principal instrument, tandis qu'ils s'attacheroient à perdre Alberoni, à le chasser de l'Espagne et à le dégrader. Aussi me paroît-il naturel que l'époque de l'abaissement de l'un et de l'élévation de l'autre doive être la même. Si Mgr. le Régent agréoit que nous tirassions là-dessus une parole positive de la Cour Impériale, j'espère qu'elle ne nous le refuseroit point à l'heure qu'il est, si nous le demandions comme une compensation des griefs dont nous pourrions nous plaindre; au lieu que si l'on tardoit un peu à se prévaloir de cette circonstance, je ne sais si nos instances conserveroient le même poids à Vienne, où notre crédit diminue de jour en jour avec celui des ministres allemands. C'est pourquoy je crois qu'il faut tirer parti d'eux le plutôt qu'on pourra ».

La ruse étoit si grossière qu'elle fait peu d'honneur à Stanhope qui, à la réflexion, le lendemain écrivait à Stair que la lettre étoit « couchée exprès pour pouvoir être montrée au Régent, si vous le trouviez à propos, et que M. l'abbé l'approuvât; sinon vous la supprimerez³⁵. » On ne la supprima pas, mais Dubois jugea inopportun de la faire lire au Régent dans la crainte de provoquer de sa part un refus dont il serait difficile de le faire revenir³⁷; Stair, encore sous le coup de la rebuffade du mois d'avril précédent augurait que le caractère du Régent étoit tel

³⁵ *Public Record Office, France*, vol. 354 : lord Stair à lord Stanhope, Paris, 1^{er} juillet 1720; Stair n'avoua qu'alors son échec du mois d'avril.

³⁶ *Public Record Office, France*, vol. 353 : lord Stanhope à lord Stair, Hanovre, 17 juin 1719.

³⁷ *Public Record Office, France*, vol. 354 : lord Stair à lord Stanhope, Paris, 1^{er} juillet 1720.

qu'on ne l'amènerait jamais à consentir³⁸. Stanhope lui-même était pris de doutes, faisait des vœux pour le succès et se retournait vers le concours de Vienne. « Il faut présentement, écrivait-il à Stair, vous laisser agir suivant vos lumières et les siennes, et tout ce que nous pouvons faire de notre côté, c'est d'entretenir cependant la Cour impériale dans la disposition où nous l'avons mise³⁹ » (15 juillet).

Dubois
s'abouche
avec
Lafitau

Dubois suivait cette négociation avec cette ardeur passionnée qu'il savait mettre chaque fois que son intérêt était en jeu, mais son impatience ne s'arrangeait pas de ces lenteurs et Lafitau, initié à la conduite des affaires romaines, lui découvrait d'autres perspectives et lui révélait de sûrs raccourcis. Sa fonction de secrétaire d'État le mettait en mesure de traiter directement avec la Cour romaine les affaires ecclésiastiques. La bulle *Pastoralis officii*, du 8 septembre 1718, par laquelle le pape « séparait de la charité de la Sainte Église romaine tous les prélats de France qui ne se soumettaient pas à la bulle *Unigenitus* » donnait à la querelle une vivacité extrême et mettait la Régence à deux doigts d'un schisme officiellement déclaré. Entré au ministère à l'heure où cette guerre religieuse était menaçante, Dubois trouvait un vestige des conseils dans la commission laïque instituée pour remédier au refus d'institution canonique des évêques; son premier soin fut de l'embarrasser dans des ruses et de l'empêtrer dans des délais, il la réduisit à l'inaction, le Pape lui en sut bon gré. En même temps, Dubois songea à s'épargner les services du cardinal de la Trémoille, qui, dans une maison au pillage et le cerveau ébranlé des suites d'une apoplexie, subsistait réellement des aumônes du Pape. Lafitau, actif, effronté, ambitieux, se glissa dans l'ambassade et offrit ses services à Dubois qui, dès la première ouverture, fit accorder au jésuite une gratification de deux mille livres, simple obole! L'archevêque de Bordeaux, Bezons, frère du maréchal, et qui s'était fait une réputation de canoniste éminent, loua fort Lafitau et conseilla à Dubois de recourir à ce séduisant aventurier. Lafitau tenait prêt un projet de pacification de l'Église, projet inspiré par Clément XI et dont le succès était peut-être réservé au glorieux ministère de Dubois⁴⁰. Il tenait prête aussi une tentation plus

³⁸ *Hardwicke Papers*, t. II, p. 580 : lord Stair à Craggs, Paris, 8 juillet 1719.

³⁹ *Public Record Office*, France, vol. 354 : lord Stanhope à lord Stair, Hanovre 15 juillet 1717.

⁴⁰ *Arch. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 589 : Lafitau à Dubois, 15 novembre 1718.

subtile : « A l'occasion de la future promotion de cardinaux, écrivait-il, j'ai parlé de votre Excellence. Sur quoi le cardinal [Albani, neveu du pape] m'a dit deux choses, la première, qu'il la servirait tôt ou tard, mais que si Votre Excellence portait Son Altesse Royale à finir promptement ce qu'on lui propose, il ne désespérerait pas d'y réussir en peu de jours. Il a fini par me dire ces propres paroles : Que l'un et l'autre finissent notre affaire, et sûrement je finirai la leur⁴¹. » Le projet de pacification consistait dans la présentation par le Saint-Siège au cardinal de Noailles, chef des « appelants » d'explications de la Bulle dressées sous les yeux du Pape⁴². Si Noailles acceptait, le parti n'avait plus de chef et s'émiettait; s'il refusait, le schisme était notoire. Peut-être envisageait-on de préférence la deuxième alternative. Lafitau écrivait : « Si l'archevêque de Paris persiste dans son refus, Votre Excellence peut regarder son chapeau comme assuré⁴³ »; et Dubois lui écrivait à ce moment même : « Je n'ai besoin d'aucun autre attrait... que de pouvoir contribuer aux avantages de la religion et à la paix dans les Églises de France⁴⁴. »

Mieux instruit probablement de l'inutilité de semblables protestations adressées à un Lafitau, Dubois ne lui cacha pas longtemps que son choix était fait; c'était Clément XI et non pas Noailles qui défendait les chapeaux, il se tournait sans hésitation vers Clément XI; disposé à voguer « à pleines voiles à ce que le Pape peut souhaiter de plus éclatant pour sa satisfaction⁴⁵ », mais aussitôt il calme les espérances trop vives qu'il aurait pu faire naître : « Le seul moyen de préparer une fin à ces contestations, honorable à Sa Sainteté, et sans danger pour la religion et le Saint-Siège, c'est d'avoir recours à la sagesse, à la dissimulation et au silence⁴⁶. »

Désormais l'affaire de la Bulle et l'affaire du chapeau sont inséparables, et suivant la tactique de Dubois, elles seront conduites en silence. Le 28 octobre 1718, le Régent a requis les évê-

Son choix
est fait

mais il ne
veut pas
froisser les
appelants

⁴¹ *Arch. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 589 : Lafitau à Dubois, 16 et 22 novembre 1718.

⁴² Lafitau, *Histoire de la Constitution Unigenitus*, in-4, Avignon, 1737.

⁴³ *Arch. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 589, Lafitau à Dubois, 6 décembre 1718.

⁴⁴ *Arch. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 589, Dubois à Lafitau, 6 décembre 1718.

⁴⁵ *Arch. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 589; Dubois à Lafitau, 27 décembre 1718; C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 270 (n'a donné que la dernière partie de cette dépêche).

⁴⁶ *Arch. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 589 : Dubois à Lafitau, 27 décembre 1718.

ques et les Parlements de faire trêve aux discussions dont on ne pouvait plus attendre éclaircissement ni apaisement. Trois mois plus tard, Lafitau arrive à Paris (20 janvier) et aussitôt entame les négociations. Du premier coup, Dubois écarte le projet romain, il ne veut pas obliger Noailles à un refus qui donnerait le chapeau sans doute, mais brouillerait pour toujours le secrétaire d'État avec le parti janséniste. Celui-ci était en pleine effervescence, à laquelle la publication de l'*Instruction pastorale* de Noailles n'était pas étrangère. Pendant que les appelants reprochaient aux Jésuites leur complicité dans l'affaire de Cellamare, les constitutionnaires s' alarmaient à la nouvelle de conférences tenues à Paris entre lord Stair et le docteur en Sorbonne Elties du Pin en vue d'arriver à l'union du schisme janséniste avec le schisme anglican sous l'égide du primat de Cantorbéry⁴⁷. La situation était à ce point compromise qu'on n'y voyait plus d'issue. « L'affaire de la Constitution, écrivait de Rome le cardinal de la Trémoille, est réduite à un point qu'il faut une protection particulière de Dieu pour la terminer heureusement. Depuis le mois de septembre jusqu'à aujourd'hui on a bien fait du chemin... Il y aura bientôt rupture entière et schisme ouvert sous toutes les formes⁴⁸. » Excitée par tout ce que lui écrivait de Paris le nonce Bentivoglio, la Cour de Rome semblait prête aux dernières rigueurs : « On est menacé, écrivait-on, de quelque pièce sanglante avant la fin du Carême⁴⁹ » et le public en savait quelque chose : « La Cour de Rome, disait-on, est plus mal avec la nôtre que jamais⁵⁰. »

Clément XI cependant ménageait Dubois. Celui-ci ajoutait à sa riche couronne de bénéfices l'abbaye de Bourgueil et le Pape lui accordait l'indult gratuit. Ces petits présents font naître les bons procédés et Clément XI souhaitait par-dessus tout que le Régent se déclarât pour la Constitution. « Que, sans s'embarasser des événements, S. A. R. se déclare pour Dieu et Dieu se déclarera pour elle⁵¹ » ; or, comme S. A. R. ne croyait pas en Dieu, le cardinal neveu parlait en clair : « Que le duc d'Orléans

⁴⁷ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, in-8, Paris, 1832, t. I, p. 165. note 1 ; Lafitau, *op. cit.*, t. II, p. 86 ; *Gazette de la Régence*, p. 301 ; 26 décembre 1718.

⁴⁸ *Arch. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 595 : *La Trémoille au Roi*, 28 février 1719.

⁴⁹ *Arch. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 596 : *La Chausse à Dubois*, 14 mars 1719 ; *Lafitau (l'ainé) à son frère*, Rome 14 mars 1719.

⁵⁰ *Gazette de la Régence*, p. 314 ; 30 janvier 1719.

⁵¹ *Arch. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 595 : *Lafitau (l'ainé) à son frère* rapporte deux entretiens qu'il a eus avec Clément XI, 10 et 13 janvier 1719.

se déclare pour le Pape ; le Pape se déclarera pour lui, il y est tenu par sa conscience, par sa politique⁵². » C'était affaire à Dubois de l'y décider. Or Dubois avait mis son espoir dans les délais et dans le silence et ces délais aigrissaient le soupçon et soulevaient des tempêtes. Clément s'étonnait de ne pas voir revenir Lafitau et soupçonnait de sa part quelque louche manigance⁵³, mais le Jésuite avait à Rome un frère aîné qui prenait sa défense, veillait sur ses intérêts, distribuait ses largesses. « Il faut foncer de l'argent, avait écrit le cadet à Dubois ; je manquerais à mon devoir, si je ne tenais à Votre Excellence un tel langage. C'est le seul qui soit éloquent et efficace en un temps et en un lieu où on ne rougit pas de toujours demander⁵⁴. » De Paris, il avait tarifé les consciences de l'entourage pontifical, le seul qui exerçât une influence durable sur l'esprit du pape : domestiques, infirmiers, médecin, maître de chambre, maître du Sacré-Palais, commissaires du Saint-Office. Avec deux mille écus, répartis avec discernement, on pouvait se les attacher jusqu'au moment où le tentateur ébranlerait leur fidélité⁵⁵.

Tirailé, indécis, le Pape finit par prêter l'oreille à ceux qui exploitaient contre Lafitau sa trop longue absence, vers le mois de juin sa patience était à bout et sa santé déclinaît assez rapidement pour lui faire envisager une mort prochaine. Il souhaitait finir cette longue querelle qui avait troublé son pontificat et à ce moment, toujours pour gagner du temps, une Déclaration du roi, du 3 juin, prescrivait aux Parlements, aux Facultés, aux docteurs et théologiens une nouvelle période de silence complet sur la Constitution. Le cardinal-neveu qui sentait le pouvoir prêt à lui échapper fit répondre à cette invite par trop platonique par l'avertissement que si le Régent consentait à la décardinalisation de Noailles, le chapeau devenu vacant serait attribué à Dubois. Le coup était hardi, désespéré et Dubois ne voulait pas, même au prix du cardinalat, s'exposer à des haines, peut-être à des attentats. Les appelants avaient l'oreille fine et guettaient les moindres bruits. Précisément à cette époque, Dubois était averti que « l'alarme est dans le parti opposé aux Jésuites. On dit que Votre

Il repousse
un projet
trop hardi

⁵² *Arch. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 595 : *Le cardinal Albani à Lafitau*, 17 janvier 1719.

⁵³ *Arch. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 595 : *Lafitau (l'ainé) à son frère*, Rome, 25 février 1719.

⁵⁴ *Arch. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 589 : *Lafitau à Dubois*, Rome, 6 décembre 1718.

⁵⁵ *Arch. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 595 : *Mémoire de Lafitau à Dubois*, février 1719 (officiers qui sont dans la confidence du pape).

Excellence prendrait des engagements avec le Pape contraires aux intérêts du Roi et de S. A. R., et que la pourpre vous avoit fait changer⁵⁶. » Même sans cet avertissement, Dubois eut trouvé l'appât trop grossier; il refusa l'offre à lui faite sur un ton magnanime⁵⁷ sauf à confier le fond de sa pensée à Lafitau : Sa Sainteté a dit hautement que si l'abbé Dubois contribuait à faire dépouiller le cardinal de Noailles de sa dignité, il pourrait en profiter. Voilà un panneau dans lequel vous devez être bien persuadé qu'il ne donnera point⁵⁸. »

Instructions
données à
Lafitau

Lafitau quitta Paris le 12 juillet 1719, muni des instructions de Dubois⁵⁹ et emportant la promesse de sa prochaine nomination à un évêché. Lafitau devait se plaindre hautement de l'attitude et des manœuvres du nonce Bentivoglio, surtout il devait faire valoir l'intention pacificatrice dont s'inspirait la Déclaration du Roi du 3 juin précédent et solliciter le rappel d'un nonce qui ne craignait pas d'écrire contre le Régent et de le traiter d'empoisonneur. Une fois cet encombrant personnage éliminé, Lafitau presserait l'octroi des bulles aux évêques de Bayeux et de Tours, la cessation de la procédure contre le cardinal de Noailles, en un mot s'efforcerait de faire prévaloir la modération et de faire triompher la patience. L'accommodement se ferait alors au gré du Pape « par une acceptation solide de la Bulle ». Le Régent s'engageait à faire inscrire dans cet acte l'obligation du respect dû au Saint-Siège, à déterminer la soumission de tous les évêques, à faire reconnaître enfin l'autorité de la Bulle. Il promettait d'employer jusque-là tous les moyens efficaces contre la témérité des personnes ou des corps qui entreprendraient d'entretenir le trouble dans l'Eglise. C'était la victoire définitive, absolue de l'ultramontanisme, la défaite éclatante, irrémédiable du Jansénisme que le duc d'Orléans offrait au Pape sans faux détour et à brève échéance⁶⁰.

Comment s'y prendrait-il pour obtenir l'adhésion et la soumission du clergé? Dubois y avait songé avec Lafitau pendant que, de son côté, la Trémoille découvrait une solution à peine différente et qui lui ferait grand honneur⁶¹. Il se ressouvenait

⁵⁶ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 597 : Crozat à Dubois, 26 juin 1719.

⁵⁷ C. de Sévelinges, op. cit., t. I, p. 273, 274.

⁵⁸ C. de Sévelinges, op. cit., t. I, p. 282.

⁵⁹ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 597 : Le Roi à La Trémoille, 4 juillet 1719; Instructions à Lafitau, 11 juillet 1719.

⁶⁰ E. Bourgeois, *Le secret de Dubois, cardinal et premier ministre*, in-8, Paris, s. d. [1911] p. 160.

⁶¹ P. Lafitau, *Histoire de la Constitution Unigenitus*, t. II, p. 104, suiv.

de son titre d'archevêque pour adresser à ses ouailles sous forme de *Mandement aux fidèles de Cambrai* une explication de la Bulle rédigée à Rome, approuvée par le Pape, présentée au cardinal de Noailles⁶². Dubois sentit l'inutilité et peut-être le danger qu'il y aurait à présenter à Clément XI deux projets trop semblables; il renonça au sien et laissa à Lafitau le soin d'appuyer l'un et, s'il n'était pas agréé, de reprendre l'autre⁶³. Outre ses instructions, Lafitau emportait mieux qu'un chiffre; Dubois et lui étaient d'accord sur un langage secret. Mme de Gadagne — c'était l'abbé — soutenait un vieux procès devant la Rote — le consistoire — et chargeait son homme d'affaires — Lafitau — d'y mettre fin en gagnant le président — Clément XI — et le rapporteur — cardinal Albani; — en échange de leurs bons offices elle les servirait en Avignon — à la Cour. —

Lafitau arriva à Rome le 25 juillet⁶⁴ et obtint sa première audience le 4 août. Clément XI fit fête à l'enfant prodigue, se répandit en promesses, reconnut la convenance et l'opportunité de la nomination de Dubois, à qui Lafitau rendit compte de tout en ajoutant ses impressions personnelles. Le Pape baissait rapidement et sa succession s'ouvrirait sans tarder. La France y aurait son mot à dire si, d'accord avec le parti Albani, elle savait faire « briller au Conclave la lueur de l'argent et exigeait du Pape de finir l'affaire de la Constitution au gré du Régent⁶⁵. » Mais Clément XI pouvait durer quelque temps encore et son tempérament batailleur n'était pas terrassé par l'âge et la maladie. La politique de délais et de silence ne lui agréait pas, il lui préférait celle des coups rapides et éclatants, et ruminait la convocation d'un Consistoire où il accorderait les bulles aux évêques de Bayeux et de Tours tandis qu'il condamnerait la conduite et les écrits du cardinal de Noailles⁶⁶. Lafitau fut plus heureux sur un autre point et obtint le rappel du nonce Bentivoglio⁶⁷. Il laissait

Accueil
et projets
du Pape

⁶² Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 597 : La Trémoille à Dubois, 25 mai 1719 : *Mémoires sur un projet dont je lui avois insinué quelque chose par rapport à l'affaire de la Constitution*; Id., t. 598 : *Projet d'instruction pastorale*, 6 juillet 1719.

⁶³ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 597 : Dubois à La Trémoille, 20 juin 1719.

⁶⁴ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 598 : La Trémoille à Dubois, 25 juillet 1719.

⁶⁵ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 598 : Lafitau à Dubois, 4 et 5 août 1719.

⁶⁶ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 598 : Lafitau à Dubois, 8 août 1719.

⁶⁷ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 599 : Lafitau à Dubois, 16 septembre 1719.

à La Trémoille le soin de soutenir son projet de *Mandement* et s'appliquait tout entier à la négociation du cardinalat.

Proposition
de
nomination
in petto

Dès sa première audience il en avait tiré de vagues assurances; peu après il lui fallu reconnaître que le Pape l'avait joué : une de ces rumeurs, dont l'origine se retrouve sous forme d'avertissement beaucoup plus que d'indiscrétion annonçait une promotion prochaine de cardinaux dont feraient partie deux prélats français. M. de Gesvres archevêque de Bourges et M. de Mailly archevêque de Reims. Dubois comprend à demi-mot et avertit son confident que « si son affaire n'étoit pas jugée dans la présente Rote, [Mme de Gadagne] retirerait sûrement sa procuration⁶⁸. » Le confident se rend à Castel Gandolfo, où le Pape prend des vacances, et obtient l'assurance que Dubois sera nommé au prochain Consistoire, mais *in petto*; au besoin Clément XI en prendra l'engagement écrit et Lafitau le mande sans tarder : « J'assure de la part de Monsieur notre Premier Président que si Mme de Gadagne fait à ses juges le plaisir qu'ils en attendent, son procès finira certainement dans la séance, et qu'un des articles qu'elle souhaite sera formellement inséré dans l'arrêt, le tout sans aucune ambiguïté⁶⁹. » Dubois déçu ne perd pas cependant l'espoir de réussir, il répond à Lafitau : « Mme de Gadagne, ma cousine, vous prie de ne rien oublier pour faire en sorte que son procès soit terminé définitivement à la première séance, parce qu'autrement elle est déterminée sans retour à ne plus poursuivre ce jugement à la Rote. Elle croit devoir à son honneur, à ses intérêts et à son repos de prendre cette résolution et de ne pas employer à chicaner et à essayer des subterfuges sans fin un temps précieux qu'elle peut employer très utilement à profiter des avances qu'on lui a faites pour un accommodement dans lequel, sans faire aucune injustice à ses associés, elle peut trouver des avantages certains. Elle vous prie donc de déclarer qu'elle aime autant perdre son procès que d'obtenir seulement une sentence interlocutoire dans laquelle elle ne fût pas nommée et qui ne fût pas signée aussitôt qu'elle sera rendue⁷⁰. » L'insuccès n'était pas imputable à Lafitau et, avec cette lettre, Dubois en expédiait une autre annonçant à son chargé d'affaires sa nomination à

⁶⁸ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 599 : Dubois à Lafitau, 19 septembre 1719; C. de Sévelinges, op. cit., t. I, p. 231.

⁶⁹ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 600 : Lafitau à Dubois, 1^{er}, 7 et 31 octobre 1719.

⁷⁰ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 600 : Dubois à Lafitau, 8 novembre 1719; C. de Sévelinges, op. cit., t. I, p. 284 suiv.

l'évêché de Sisteron⁷¹ : « Dans le temps que vous travaillez, lui disait-il, pour la religion, le Saint-Siège et pour l'État, il ne seroit pas juste de vous laisser exposé à la malignité de leurs ennemis et de tarder plus longtemps à vous affranchir et à rendre justice à votre mérite... » Les autres agents n'étaient pas moins bien traités : le P. Désirande, théologien du Pape, accepta cinquante pistoles en espèces⁷²; l'assesseur et le commissaire du Saint-Office avaient un moment embarrassé Lafitau qui les jugeait inaccessible à l'argent⁷³; ils s'humanisèrent et le premier s'accommoda d'un bureau couvert de plaques d'argent ciselé, deux flambeaux d'argent, une tabatière, un flacon de vermeil et trente-cinq pistoles; le deuxième accepta deux tableaux encadrés, un bénitier de vermeil et vingt-trois pistoles, en outre on remplit ses armoires de dix livres de chocolat, dix livres de tabac d'Espagne, soixante livres de sucre, quatre-vingts livres de chandelle⁷⁴; Massei, qui visait à une nonciature, se contenta d'un couvert, une coupe et des salières d'argent avec dix pistoles, plus neuf pistoles à partager entre son secrétaire, son valet de chambre et sa cuisinière⁷⁵. Le neveu du Pape, don Alexandre Albani, écrivait Lafitau, « commence à être affligé de ce qu'il n'a rien touché en dernier lieu, il souhaite extrêmement qu'on y remédie le plus tôt possible⁷⁶. » Dubois y consentait, mais connaissant la conduite privée de Don Alexandre exigeait « un marché particulier avec lui dans chaque affaire particulière⁷⁷. » Pour son frère, le cardinal-neveu, Dubois ne lésinait pas autant et lui destinait une miniature du Régent dans un cadre de cristal et treize pistoles⁷⁸; ajoutant que le duc d'Orléans serait toujours prêt à donner au prélat « les marques les plus généreuses de son amitié⁷⁹. » Le cardinal Tolomei refusa longtemps une montre à répétition, puis succomba et presque aussitôt la rendit

⁷¹ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 600 : Dubois à Lafitau, 8 novembre 1719.

⁷² Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 600, fol. 260 : Mémoire de Lafitau, 4 novembre 1719, acquitté par Dubois.

⁷³ Voir note 72.

⁷⁴ Ibid.

⁷⁵ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 600 : Lafitau à Dubois, 10 et 24 octobre 1719.

⁷⁶ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 599 : Dubois à Lafitau, 3 octobre 1719.

⁷⁷ Voir note 72.

⁷⁸ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 599 : Dubois à Lafitau, 13 décembre 1719.

au tentateur⁸⁰. Enfin, le Pape lui-même n'était pas à l'abri. « Sa passion, écrivait Lafitau, est de se faire une Bibliothèque⁸¹ ». L'insinuation sera entendue.

Torcy
évalue la
correspon-
dance

Lafitau soutient son personnage, car il est entendu entre les deux complices qu'il ne fait rien que de lui-même et sans l'aveu de Dubois, à qui il écrit : « Votre Excellence m'encourage à lui parler d'une affaire dont je l'entretenais mal volontiers à cause du peu de part qu'elle y prend⁸² » et Dubois de répondre : Si Mme de Gadagne gagnait son procès et que son jugement pût être publié, je crois que le solliciteur devrait écrire au vice-légat d'Avignon (le Régent) pour lui demander excuse d'avoir poursuivi cette affaire sans avoir reçu ses ordres, et s'excuser sur ce que le juge lui-même (le Pape) lui avoit conseillé d'agir et de ne dire à personne que ce fût par son conseil⁸³. » Or, quelques mesures que prit Dubois pour cacher son intrigue, Torcy dépitait tout par le secret de la poste; il fut frappé de ce style énigmatique, et comme il voulait peu de bien à l'abbé, il avertit le duc d'Orléans avec sa mesure accoutumée, que si cet abbé travaillait pour son chapeau de l'aveu de S. A. R., il n'avait rien à dire; mais que, dans l'incertitude il avait cru de son devoir de l'avertir de ce qu'il en voyait. Le duc d'Orléans se mit à rire. « Cardinal, ce petit faquin! vous vous moquez de moi; il n'oseroit y avoir jamais songé. » Et sur ce que Torcy insista et montra les preuves, le Régent se mit en colère, et dit que, « si ce petit impudent se mettoit cette folie dans la tête, il le feroit mettre dans un cul de basse-fosse⁸⁴. » La lettre du 14 novembre fut mise sous les yeux du Régent et Dubois le fit savoir à Lafitau : « Mgr le Régent a su, je ne sais par où que dans vos lettres il était parlé souvent d'une Mme de Gadagne, avec un jargon qui semblerait inintelligible, et qui pourtant ne l'a pas été pour Son Altesse Royale ». En conséquence, il recommandait à son agent de garder le silence lorsqu'il ne disposerait pas d'une occasion sûre, lui prescrivait dans sa première lettre de renouveler ses excuses de s'être engagé dans cette affaire sans ordre, sans permission et malgré la défense expresse de Dubois! « Je persiste à penser

⁸⁰ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 600 : Lafitau à Dubois, 3 octobre 1719.

⁸¹ Arch. des Aff. Étrang., Rom. t. 6001 : Lafitau à Dubois, 27 novembre 1719.

⁸² Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 600 : Lafitau à Dubois, 31 octobre 1719.

⁸³ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 600 : Dubois à Lafitau, 14 novembre 1719.

⁸⁴ Saint-Simon, Mémoires édit. Chéruel, t. XVIII, p. 126.

qu'il faut que le procès de Mme de Gadagne soit jugé dans la première séance et l'arrêt prononcé publiquement, ou qu'elle renonce à tout jugement. Si elle ne peut obtenir ses sûretés d'un côté, il faut qu'elle les prenne de l'autre. Elle aimeroit mieux sans [comparaison] celles qui peuvent venir du côté de Rome, que les plus grands établissements qu'on puisse lui procurer ici; mais en attendant inutilement ce qu'elle aimeroit le mieux, il ne seroit pas juste qu'elle perdît l'occasion de se mettre à l'abri de tous les événements dans ce pays-ci⁸⁵. »

Le ton de cette lettre et les sûretés dont il était fait mention s'expliquent par le nouveau tour que prenait la bienveillance de l'Angleterre. Dans sa lettre du 8 novembre à Lafitau, Dubois nommait un de ses anciens partenaires dans les négociations de Londres. « M. de Pendtenriedter, mon ami particulier. Il a, ajoutait-il, une grande influence à sa Cour⁸⁶. » Ce nouvel allié toutefois montrait plus de circonspection que son collègue à Paris, lord Stair. Le 10 octobre celui-ci avait écrit à Stanhope que Dubois était toujours féru du chapeau et priait son vieil ami de lui continuer ses bons offices à Vienne, pour y obtenir à tout le moins de la Cour impériale qu'elle fit savoir à Rome qu'elle ne soulevait pas d'objection et n'exigerait aucune compensation si Dubois était nommé. Mais, ajoute lord Stair, « il y aurait un autre moyen de procurer le chapeau à l'abbé, et qui, à mon gré, serait le plus propre à réussir; je veux dire que si les choses tournent bien, comme probablement elles ne manqueront pas de le faire, conformément au système de la Quadruple-Alliance, ce serait que le Roi prît cette occasion de recommander l'abbé au Régent pour la nomination de la France, comme une marque de sa faveur envers l'homme qui lui aurait rendu un service si éminent. Je me flatte que le Régent ne repoussera pas la requête du Roi; et en même temps, je crois qu'il sera très difficile d'obtenir son consentement par aucun autre moyen. » Dans un *post scriptum*, Stair ajoute qu'il a vu l'abbé qui approuve cette suggestion et désire que Georges I^{er} recommande à M. de Senectère, quand il se rendra en France, de parler de sa part au Régent en sa faveur, ou au seul Régent en prenant garde que l'abbé continue à ignorer tout ce qui se manigance à son profit⁸⁷. »

Reprise de
l'interven-
tion anglaise

⁸⁵ Dubois à Lafitau, 29 novembre, dans C. de Sévelinges, op. cit., t. I, p. 277-291.

⁸⁶ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 600 : Dubois à Lafitau, 8 novembre 1719.

⁸⁷ Public Record Office, France, vol. 354 : lord Stair à lord Stanhope, 20 octobre 1719.

Lettre de
Georges I^{er}
à
l'Empereur

Georges I^{er} acquiesce à cette manœuvre qu'on lui propose et le 1^{er} novembre, il écrit de Hanovre à l'Empereur qu'en raison de l'indisposition du Pape qui pourrait avancer la promotion de cardinaux, il communique « une idée essentielle pour l'avancement de l'intérêt commun » afin que l'Empereur « puisse sans perte de temps contribuer par ses offices à Rome à la faire réussir. Il est à présumer que le Régent de France recommandera l'abbé Dubois au cardinalat. Or cette dignité ayant enhardi Alberoni à entreprendre et pousser avec tant d'opiniâtreté ses desseins pernicieux, il me semble qu'il seroit juste et prudent d'en récompenser et soutenir le courage d'un autre ecclésiastique, dont le ministère a si fort contribué à l'Union formée par la Quadruple-Alliance, et par conséquent aux suites heureuses qui en ont résulté, tant pour la cause commune que pour les intérêts de V. M. Imp. et Cath. en particulier. Si elle pensoit là-dessus comme moy j'espère qu'elle fera témoigner au Pape que la promotion de l'abbé Dubois lui sera agréable... » Stanhope transmit cette lettre à Saint-Saphorin en lui expliquant qu'il la devait remettre en mains propres et y ajouter les explications orales indispensables pour en assurer le bon effet : « M. l'abbé Dubois souhaite le cardinalat autant pour sa sûreté que par ambition; et l'Empereur doit mieux aimer l'y aider que de le réduire à le rechercher par un canal où les Alliés ont moins leur compte ». Il fallait que le comte du Bourg, ministre de France à Vienne ignorât tout, et aussi que la Cour impériale ne perdît pas de temps.

Commen-
taire de
Saint-
Saphorin

Saint-Saphorin, reçu en audience par l'Empereur, le 13 novembre, s'acquitta de sa mission avec une belle ardeur. Il montra combien il serait avantageux que l'abbé lui eût l'obligation de cette dignité suprême et, en cas d'échec, on s'y prendrait de façon que la responsabilité tombât sur l'obstination malveillante du Pape. Le roi d'Angleterre avait eu maintes occasions de se plaindre des machinations pontificales, il s'était tu uniquement par égard pour son allié impérial, préférant employer la flotte anglaise dans la Méditerranée dans l'intérêt de Charles VI plutôt que de la faire servir à châtier Clément XI.

Parlant d'ordre de son gouvernement, Saint-Saphorin fit entendre des menaces si le Pape tolérât le Prétendant à Rome, ou

⁸⁸ *Public Record Office, Germany, vol. 213 : George I^{er} à Charles VI, Hanovre 21 octobre (= 1^{er} novembre) 1719.*

⁸⁹ *Public Record Office, Germany, vol. 213 : lord Stanhope à Saint-Saphorin, Hanovre, 4 novembre 1719.*

s'il faisait un cardinal à sa nomination. Il pria l'Empereur de lui faire de sérieuses remontrances pour l'empêcher de s'abandonner à tout ce que lui suggérerait Alberoni et le Prétendant. L'Empereur promit de donner des ordres au cardinal del Giudice pour qu'il s'employât à faire obtenir le chapeau à Dubois. Cependant il réserva ses droits à deux chapeaux qu'il prétendait comme empereur et souverain des Espagnes; il promit de s'entretenir à propos du Prétendant⁹⁰. Vagues promesses qui ne trompaient personne, pas même celui à qui elles étaient adressées car, remarquait Saint-Saphorin « la Cour de Vienne n'a pas la coutume de s'opiniâtrer pour autrui. »

Mis au courant de ces démarches, Dubois manifesta une vive reconnaissance, et insista sur la nécessité d'agir directement sur le Régent. Il revint à l'idée d'une lettre autographe apportée par M. de Senectère, remise et commentée par lord Stair dont l'insistance savait parfois entraîner sans convaincre. Georges I^{er} se montrait d'une complaisance sans bornes. Rentré de ses États de Hanovre à Londres le 14 (25) novembre 1719, il écrivit le jour même la lettre suivante :

« Mon frère et cousin, M. de Senectère vous rendra compte de la confiance que je lui ai faite d'une chose que je souhaite depuis longtemps et que je crois convenable à vous et aux alliés. Nous devons cette reconnaissance à la personne dont il s'agit, et cette mortification à nos ennemis. Ne pouvant pas le faire par moi-même, je ne veux plus différer de vous exhorter à nous acquitter. Si vous y pensez vous-même, je vous prie de n'avoir aucun égard à la modestie de la personne, mais aux services importants qu'il nous a rendus. En mon particulier, je vous en serai obligé, comme d'une marque d'amitié essentielle que je vous demande de tout mon cœur⁹¹. » On aurait lieu d'être surpris qu'un allemand sut composer cet adroit billet, si on ne savait que, rédigé tout entier de la main de Dubois, il fut transmis par lord Stair, de sorte que le roi d'Angleterre n'avait eu qu'à le copier et le renvoyer⁹².

Le coup porta, nous apprend lord Stair, qui présenta la lettre au Régent et, avant que de sortir de son cabinet, en tira parole qu'il ferait toutes les démarches nécessaires pour faire réussir

Lettre
du roi
d'Angleterre

⁹⁰ *Public Record Office, Germany, vol. 213 : Saint-Saphorin, Vienne, 16 novembre 1719.*

⁹¹ *Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 328, fol. 432 : Georges I^{er} au Régent, C. de Sévelinges, op. cit., t. I, p. 287.*

⁹² *Public Record Office, France, vol. 354 : lord Stair à lord Stanhope, Paris, 14 novembre 1719.*

les prétentions de l'abbé au cardinalat. « Mons^r le duc d'Orléans, écrit-il, ayant leu la lettre du Roy m'a dit que je savois bien qu'il n'étoit pas fort amateur des cardinaux en France, mais qu'il n'y avoit pas moyen de refuser quelque chose au Roy et qu'il étoit persuadé qu'il n'auroit pas lieu de se repentir de sa complaisance en cette occasion⁹³. » Quand ils reçurent cette dépêche, lord Stanhope et lord Sunderland, qui venaient d'apprendre d'autre part les dispositions favorables de l'Empereur ne purent contenir leur satisfaction et l'exprimèrent chaleureusement à Destouches, qu'ils rencontrèrent à la Chambre des lords⁹⁴; le Roi lui-même, croyant l'affaire faite, en témoignait sa joie très vive⁹⁵.

Lettre
du Régent

Le jour même où lord Stair rendait compte à sa Cour du succès obtenu, le Régent tenait parole et écrivait à Clément XI :

« Très-Saint-Père,

« Il y a longtemps que je diffère de demander à Votre Sainteté une nouvelle marque de bonté et d'amitié qui me seroit aussi sensible qu'aucune autre que j'aie reçue. Elle sait que l'abbé Dubois a ma principale confiance dans les mesures que je continue de prendre pour procurer le rétablissement de la paix de l'Église; que les dispositions prochaines à la tranquillité générale de l'Europe qui sont le fruit des négociations que je lui ai confiées me mettent en état d'avancer ce grand ouvrage auquel il peut encore beaucoup contribuer, et qu'il a toujours agi avec toute l'application et tout le zèle possible pour les avantages réciproques du Saint-Siège et du royaume, aussi bien que pour la gloire de Votre Sainteté. La place qu'il a remplie auprès de moi, les ambassades dont il a été revêtu et son élévation au ministère des Affaires Étrangères sont, Très-Saint-Père, autant de progrès qui ont pu l'approcher de la dignité de cardinal, que je supplie très instamment Votre Sainteté de lui accorder dans la première promotion. Si Votre Sainteté veut bien avoir égard à ma prière en faveur d'un sujet pour qui j'espère la trouver favorablement disposée, elle me donnera de nouveaux moyens d'avancer la satisfaction de Votre Béatitude, et de dissiper ce qui pourroit

⁹³ Public Record Office, France, vol. 354 : lord Stair à lord Stanhope, Paris, 29 novembre 1719.

⁹⁴ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 327 : Destouches à Dubois, 3 décembre 1719; C. de Sévelinges, op. cit., t. I, p. 293.

⁹⁵ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 327, fol. 148 : Destouches à Dubois, 14 décembre 1719.

encore entretenir le trouble dans l'Église. Je ne veux point faire valoir la considération attachée à l'autorité que j'exerce, ni les raisons que je pourrais avoir de demander à Votre Sainteté, au nom du Roi, une compensation des places qu'Elles a accordées à d'autres puissances dans le collège des cardinaux. Je ne veux devoir la grâce que j'attends d'Elle en cette occasion qu'aux bontés dont elle m'a si souvent renouvelé les assurances, et que je me flatte qu'Elle voudra bien me continuer⁹⁶. » Il est presque superflu d'ajouter que cette lettre du Régent, comme celle du Roi d'Angleterre, avait été rédigée par Dubois.

Le cardinal de La Trémoille avait mission de la présenter au Pape Clément XI « et de n'oublier rien de ce qui peut le toucher..., de ne négliger aucun des moyens qui peuvent assurer et avancer l'effet de ce plaisir⁹⁷. » Dubois joignait ses instances à celles de son maître, s'estimant « heureux que S. A. R. dépose entre les mains de Votre Excellence l'excès de bonté qu'Elle a pour moi, et qu'elle lui confie le soin d'obtenir la grande distinction qu'elle veut me procurer⁹⁸. » Par le même courrier il prévenait Lafitau qu'il persistait « à penser qu'il faut que le procès de Mme de Gadagne soit jugé dans la première séance, et l'arrêt prononcé publiquement, ou qu'elle renonce à tout jugement; si elle ne peut obtenir ses sûretés d'un côté, il faut qu'elle se les procure de l'autre. Elle aimerait mieux, sans difficulté, celles qui peuvent venir du côté de Rome que les plus grands établissements qu'on peut lui procurer ici. Mais en attendant inutilement ce qu'elle aimerait mieux, il ne serait pas juste qu'elle perdît l'occasion de se mettre à l'abri dans ce pays-ci⁹⁹. »

Ainsi engagée, patronnée, soudoyée, la candidature semble devoir aboutir à une nomination. Cependant à l'heure même où, à Paris, le Régent écrit au Pape, à Rome, Clément XI tient un consistoire et déclare dix nouveaux cardinaux, parmi lesquels Dubois n'est pas nommé. La nouvelle en arriva à Paris le 9 décembre dans la soirée et elle éclata le lendemain¹⁰⁰. La stupéfaction fut générale d'apprendre que les deux prélats français choi-

Echec
de Dubois

⁹⁶ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 600 : le Régent au Pape, 29 novembre 1719; C. de Sévelinges, op. cit., t. I, p. 291.

⁹⁷ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 600 : le Régent à La Trémoille, 29 novembre 1719.

⁹⁸ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 600 : Dubois à La Trémoille, 29 novembre 1719.

⁹⁹ Dubois à Lafitau, 29 novembre 1719, dans C. de Sévelinges, op. cit., t. I, p. 290, 291.

¹⁰⁰ Dangeau, Journal, t. XVIII, p. 170; Additions de Saint-Simon, ibid., p. 176.

sis par Clément XI étaient M. de Gesvres et M. de Mailly. La nomination de ce dernier semblait une bravade et presque une insulte, puisque le gouvernement français avait formellement exclu ce singulier personnage¹⁰¹. Le choix du nonce Bentivoglio dont la maîtresse et la fillette était la fable de tout Paris¹⁰², soulignait encore la malveillance de ces choix auxquels la Cour romaine ajouta un procédé désobligeant par l'envoi à M. de Mailly de la nouvelle de sa promotion et de la calotte rouge¹⁰³. Dubois dévora le contretemps et exhala sa mauvaise humeur dans une lettre à Stanhope : « Voilà mes plus grandes espérances à vau-l'eau¹⁰⁴ » et il fit entendre une sorte de menace à Lafitau : « C'est la plus grande offense que le Roi ait reçue depuis sa minorité, et cela au moment où le Régent travaillait à ramener les évêques au Saint-Siège¹⁰⁵. » Lafitau ne s'émeuvait pas pour un échec qu'il entrevoyait réparable vu l'état de santé de Clément XI. Sept jours après la promotion, il pronostiquait la mort prochaine du Pape : « Le président pense efficacement à se démettre de sa charge. Je ne crois pas la chose fort éloignée. Si Mme de Gadagne veut continuer à honorer son agent de ses ordres, il tâchera de faire en sorte que le nouveau président n'entrera pas en charge qu'il n'ait auparavant signé toutes ses prétentions. » C'était tout un programme, mais Dubois ne ressentait pas moins vivement son échec et l'incertitude de sa situation. Consolations et promesses, d'où qu'elles vinssent, de Lafitau ou de Stanhope¹⁰⁷, pouvaient difficilement tempérer l'amertume que l'abbé ressentait lorsque le Régent, pour lui faire sentir le peu qu'il était, l'obligeait à travailler sous ses yeux avec deux hommes qu'il haïssait comme des rivaux possibles : Torcy et John Law¹⁰⁸.

¹⁰¹ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 599 : Dubois à La Trémoille, 3 octobre 1719.

¹⁰² Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVIII, p. 177; Duclos, *Mémoires secrets*, in-8, Paris, 1791, t. I, p. 159.

¹⁰³ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 183; 14 décembre 1719; M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 16 décembre, dans *Les correspondants de la marquise de Balleroy*, 16 décembre, t. II, p. 90-91.

¹⁰⁴ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 327 : Dubois à lord Stanhope, 18 décembre 1719.

¹⁰⁵ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 601 : Dubois à Lafitau, 12 décembre 1719.

¹⁰⁶ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 601 : Lafitau à Dubois, 6 décembre 1719.

¹⁰⁷ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 327 : Stanhope à Dubois, 29 décembre 1719.

¹⁰⁸ Public Record Office, France, vol. 354 : lord Stair à lord Stanhope, 27 décembre 1719.

CHAPITRE XLII

La Triple-Alliance du Nord

(Mai-octobre 1719)

La Suède sacrifiée à l'alliance anglaise. — Sa place dans notre tradition politique. — Rôle de La Marck en Suède. — Rôle de Rottembourg à Berlin. — Nouvelle Triple-Alliance. — Plan de Stanhope. — Plan du Régent. — Dernière tentative d'Alberoni. — Négociations de l'Angleterre. — Hésitations du roi de Prusse. — La France livre la Suède à l'Angleterre. — Le roi de Prusse accède à l'alliance. — Traité de Berlin. — Le Suède fait sa paix avec le Danemark. — Ravage de la Suède par les Russes. — Triomphe pour l'Angleterre.

Derrière la guerre et les conspirations, ce qu'on voit; il y a la politique et la diplomatie, ce qu'on ne voit pas. Alberoni, jusqu'au dernier moment, exerça son prestige en vue de susciter aux adversaires qu'il s'était donné, les contrariétés, les inquiétudes dont il comptait tirer pour lui-même un utile parti et peut-être un retour de fortune inattendu. Chaque événement lui était désastreux et cependant il restait redoutable et obligeait de compter avec lui. Plus qu'aucun souverain de l'Europe, Georges I^{er} redoutait l'aventurier italien dont les artifices et les galions pouvaient, à tout moment, ressusciter cette ligue du Nord fatale au Hanovre. Il savait la Prusse besoigneuse et avide, disposée à se contenter de bonnes terres à la place de subsides et à s'emparer des territoires suédois qu'elle occupait en Poméranie. Pourvue, aux dépens de la Suède, elle trouverait mauvais que le Danemark ne fût pacifique, la Suède résignée et le Tsar silencieux, confiné dans son état lointain, évincé de Revel, claquemuré au fond de la Baltique tout à l'extrémité du golfe de Finlande. L'électeur de Hanovre y trouvait son compte tout autant que le roi d'Angleterre, le premier s'assurant de la possession de Brême et de Verden, le deuxième conservait la prépondérance navale sur la Baltique. Le Régent prêtait les mains à cette politique et Dubois laissait entendre que la France n'objecterait rien à la pacification dont la Suède ferait tous les frais. Au prix de Brême et de Verden,

La Suède
sacrifiée
à l'alliance
anglaise

livrés au Hanovre, et de Stettin, abandonné à la Prusse, elle s'épargnait de plus douloureux démembrements et le duc d'Orléans lui conseillait en conséquence de conclure même à un prix onéreux des alliances qui le mettraient en mesure d'exiger du Tsar une paix honorable et pas trop onéreuse. La visite du Tsar à Paris, en 1717, avait donné de lui au Régent l'impression d'un brouillon, Dubois connaissait trop imparfaitement les Cours du Nord pour avoir une opinion différente de celle de son maître qui recourait de préférence aux conseils de Torcy, opiniâtement fidèle au système politique de Louis XIV, hostile à l'Angleterre.

Sa place
dans notre
tradition
politique

L'intérêt durable de la France demandait un règlement des affaires du Nord qui ménageât la Suède, son alliée séculaire, et la Russie, à la puissance mystérieuse et formidable. Point de guerre nouvelle où l'Angleterre seule trouverait son profit. Mais pour imposer cette politique il eut fallu que Philippe d'Orléans se désintéressât de ses droits à la couronne de France et que Guillaume Dubois renonçât à ses chances au chapeau de cardinal; or tous deux poursuivaient âprement une illustration qu'il dépendait de Georges I^{er} de leur faire obtenir. Pour complaire à ce potentat la France avait abandonné Jacques Stuart, assailli Philippe V, sacrifié Charles XII, dédaigné Pierre le Grand. L'alliance anglaise lui coûtait cher et un diplomate avait raison d'écrire : « La maison d'Orléans ne refuse rien à la maison de Hanovre; l'ancien système de la France a entièrement changé¹. » Mais la politique du Régent n'oserait pas braver l'opinion si peu après lui avoir fait accepter la guerre contre un Bourbon. Depuis très longtemps on observe ce fait incontestable que les Français possèdent une sorte d'aptitude-née dans les questions de politique générale; en réalité, ce n'est que le bon sens perspicace et l'expérience aiguisée qui leur confèrent ce sentiment vif de ce qui importe à la sûreté, à la puissance et à l'honneur de leur pays.

Lorsque des hommes d'un mérite supérieur ont projeté la lumière éblouissante de leur génie sur la voie à parcourir, la nation entière s'y engage avec le sentiment de sécurité qu'il n'appartient qu'à des intelligences comme celles de Richelieu et de Louis XIV de lui communiquer. La ruine des Habsbourg, but assigné à la politique française, s'imposera à tous les régimes, malgré les alliances passagères, comme une vérité suprême contre laquelle Dubois, moins audacieux que Choiseul, n'osera s'inscrire. Il n'osera sacrifier le système d'alliances que la politique de Riche-

¹ Droysen, *Preussische Politik*, t. IV, part. 1, p. 257, note 2 : lettre de M. de Sallentin au roi de Prusse.

lieu et de Louis XIV, devenue d'instinct celle de tous les Français, avait autrefois groupées contre l'Empereur. Cette politique nationale consistait en une coalition permanente de la Suède et des princes protestants allemands contre l'Autriche.

Comme il tombait sous le sens que le gouvernement insensé de Charles XII avait épuisé son pays, on devait admettre qu'il ne tenait plus la première place dans cette coalition, mais à défaut de la Suède sacrifiée, la Prusse héritière de sa haine contre l'Autriche et de ses traditions combatives, grouperait autour d'elle les états qui avaient fait partie du système traditionnel d'opposition politique à l'Empereur. A aucun prix la Prusse, lésée par le Hanovre, ne devait se tourner vers le Tsar; Prusse et Hanovre recevaient d'assez beaux accroissements pour s'en contenter et monter la garde, unies, contre l'Autriche.

Substitution
de
la Prusse

Ce que l'aveuglement volontaire du Régent et l'étroitesse de vues de Dubois les empêchait de voir, c'est que le sacrifice de la Suède à la Prusse livrait la Baltique à l'Angleterre, accroissait la puissance de notre alliée temporaire et affermissait celle de ce jeune royaume aussi ennemi de la France que de l'Autriche. Georges I^{er} avait intérêt à prendre la direction de cette nouvelle crise politique afin d'en tirer avantage, comme en 1716 il avait exploité une situation analogue. Les circonstances s'y prêtaient. Trois ans plus tôt, son voyage à Hanovre avec Stanhope avait permis la rencontre de Dubois et les négociations secrètes, or il se trouvait qu'au printemps de l'année 1719, Georges I^{er} se préparait à revoir le Hanovre², toujours accompagné de Stanhope³. Retenu par sa dignité nouvelle, Dubois ne pouvait comme jadis aller se mettre sur leur chemin, mais il se ferait remplacer par un apprenti diplomate, d'une fidélité à toute épreuve, le poète Destouches qu'un séjour prolongé à Londres avait familiarisé avec le personnel du *foreign office*. Destouches ne voguerait que dans le sillage de son ambassadeur, M. de Senectère, qu'il surveillerait, doublerait et corrigerait au besoin, rôle effacé, déplaisant et périlleux parfois auquel le poète-secrétaire essaya en vain d'échapper; non seulement Dubois le désignait mais encore Stanhope le réclamait « pour lui confier des choses secrètes à dire en grande confiance⁴ » et lui offrait une place dans son yacht. Quoi-

² Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 324, fol. 36 : Destouches à Dubois, 4 mai 1719.

³ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 324, fol. 50 : Robethon à Dubois, 8 mai 1719.

⁴ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 324, fol. 62 : Destouches à Dubois, 18 mai 1719.

qu'il en eût, Destouches se résigna au rôle d'agent secret et s'embarqua avec le roi Georges et sa suite, le 22 mai 1719. Au moment d'entrer en Allemagne, il se détacha du cortège et vint prendre langue à Paris⁵.

Rôle de
La Marck
en Suède

Il y rencontra le comte de La Marck, notre ambassadeur à Stockholm, rappelé de son poste lointain depuis quelques semaines afin d'éclairer le gouvernement sur la situation créée par la mort de Charles XII. La Marck n'avait pas laissé, avant son départ, que de peser sur cette situation et de conseiller la paix avec l'Angleterre. Les ministres Spaar et Horn souhaitaient par-dessus tout la paix avec la Russie, mais La Marck contredit et combattit leur tendance et arracha la promesse de ne rien conclure avec la Russie, pendant dix semaines où il pourrait entendre les propositions de l'Angleterre et de la France. Cela fait, il accourut à Paris, annonçant un plan de sa façon pour la paix du Nord. Un mot de Dubois l'avait fait connaître à lord Stair qui trépignait d'impatience. Quel plan? Était-ce la paix avec l'Angleterre et avec le Danemark, ou bien l'intervention des puissances en faveur de la Suède? Dubois, pour se délivrer de ces questions, s'empêta et cria : Stair, pour lui tenir tête, rage et va trouver le Régent qui contredit les affirmations de Dubois. Enfin Stair parvient à se saisir de La Marck et à l'interroger. Il en apprend que la reine Ulrique-Éléonore incline à faire des concessions au Hanovre et au Danemark, mais qu'elle réclame la Poméranie, qui est aux mains des Danois et des Prussiens. — Mieux vaudrait conserver la Livonie, dit Stair, et empêcher le Tsar de se rendre maître de la Baltique par la possession du Revel. — Mais, répond La Marck, elle n'a pas moins à cœur la Poméranie et ses États d'Allemagne; et la France s'intéresse au moins autant que la Suède elle-même à ce qu'elle garde un pied dans l'Empire. La Suède espère y parvenir par le moyen du Tsar et du roi de Prusse. L'union de ces deux princes est très forte et parfaite, presque impossible à rompre; et le lien de cette union consiste dans les vues qu'ils ont l'un et l'autre sur la Pologne. La Suède elle-même se flatte de recouvrer Stettin en proposant au roi de Prusse un équivalent du côté de la Pologne; et La Marck conseille de modérer les prétentions de chacun, de rendre les conditions supportables à la Suède du côté de l'Empire et de s'unir tous pour contraindre le Tsar à donner de bonnes con-

⁵ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 324, fol. 80 : Destouches à Dubois, 22 mai 1719.

ditions du côté de la Livonie⁶. Tout ceci ne constituait pas un plan pour la paix du Nord.

L'Angleterre en gardait rancune à M. de La Marck dont elle oubliait trop volontiers le grand service qu'il venait de lui rendre en retardant la paix du Tsar et de la Suède. Elle ne se montrait guère plus reconnaissante à M. de Rottembourg qui représentait la France à Berlin et consolidait infatigablement l'antique faisceau des alliances protestantes dans le Nord. D'abord imbu des anciennes maximes de notre diplomatie, il avait tenté d'éviter la guerre entre la Prusse et la Suède, ensuite il avait négocié un traité entre la France et la Prusse, enfin il avait favorisé l'inclination du roi Frédéric-Guillaume I^{er} pour la Russie. Alors Dubois lui avait fait entendre qu'il lui fallait mettre l'influence dont il jouissait à Berlin au service du Hanovre et Rottembourg s'y était résigné. Maintenant il marchait docilement dans cette voie, aidait au rapprochement du Hanovre et de la Prusse et leur faisait prendre l'engagement de ne conclure que conjointement la paix avec la Suède⁷, rapprochement purement officiel car les deux souverains demeuraient hostiles l'un à l'autre autant qu'il était possible de l'être.

Rôle
de Rottem-
bourg
à Berlin

Pendant ce temps l'Angleterre désignait un nouvel ambassadeur à Stockholm, lord Carteret qui ne quitta son île que le 13 juin et un nouveau ministre à Berlin, lord Witworth qui ne rejoignit son poste que vers le 15 mai. Celui-ci se trouva dans une position difficile dont la France l'aida à sortir et le diplomate anglais eut le bon goût de le reconnaître⁸. Quant à Carteret il s'éloigna des côtes d'Angleterre en même temps qu'une flotte de vingt vaisseaux faisant voile vers la Baltique et notre ambassadeur Senectère jugeait avec raison que Carteret avait « quelque autre vue que de forcer la Suède à s'expliquer⁹ ». En ce moment Stanhope rêvait une triple Alliance de la Suède, de la France et de l'Angleterre, dirigée contre la Russie. La Prusse pourrait s'y joindre et ce serait la deuxième Quadruple-Alliance.

Cette deuxième Triple ou Quadruple-Alliance portait en elle le même vice que la première; instrument de contrainte pour

Nouvelle
Triple-
Alliance.

⁶ Public Record Office, France, vol. 353; lord Stair à Craggs, Paris, 6 et 7 mai 1719.

⁷ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 323, fol. 273 : Dubois à Stanhope, 5 mai 1719.

⁸ Arch. des Aff. Étrang., Prusse, t. 62, fol. 93 : Rottembourg à Dubois, 12 juin 1719.

⁹ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 325, fol. 49 : Senectère au Roi, 14 juillet 1719.

la paix elle produirait la guerre. Comme Philippe V, Pierre I^{er} n'entendait pas subir les volontés d'une coalition et il signifia à l'Angleterre que « si Georges I^{er} faisait une paix particulière avec la Suède tandis qu'il était en guerre avec elle, il considérerait sa conduite comme un *casus belli*. Il avait pris la résolution définitive de ne pas se laisser contraindre à la paix et de continuer la guerre à n'importe quel prix ». A la Prusse il fit savoir qu'une entente entre elle et l'Angleterre signifierait la fin de tous les traités de la Russie avec la Prusse; et à Frédéric-Guillaume il écrivit : « Je vois bien où l'Angleterre tend, à me séparer de vous, à nous sacrifier, et à faire à nos dépens une paix avantageuse. » L'avertissement fut compris et le Prussien griffonna en marge de la lettre : « Je me tiens coi, et ne signerai pas avec l'Angleterre sans le Tsar¹⁰ ». Assuré de la neutralité de la Prusse, Pierre I^{er} promit son concours au Danemark qui prenait sa revanche de la Suède, s'emparait de la Scanie, mettait le pied en Poméranie et devenait un allié utile à la flotte russe reparaissant dans la Baltique. A la Pologne, Pierre I^{er} rappelait d'un mot au roi Auguste qu'il tenait de lui sa couronne. Ainsi subsistaient les éléments d'une ligue du Nord contre laquelle on ne trouvait qu'un plan inexécutable projeté par Georges I^{er} sous le couvert du duc de Brunswick¹¹.

Plan de
Stanhope

Stanhope proposait autre chose. Il laissait Prussiens et Danois s'emparer de territoires à leur convenance et regardait plus loin, vers l'extrémité orientale de la Baltique et du golfe de Finlande où s'élevait et grandissait chaque jour la menace d'une nouvelle puissance maritime. Une contre-ligue, sous les auspices de l'Angleterre, aurait expulsé, rejeté loin de la mer cette formidable menace moscovite et, à sa place, réintégré la Suède, inoffensive gardienne. A la base de cette contre-ligue devaient se placer la Prusse et la Pologne. On grandirait le roi de Prusse de tout ce qu'on pourrait arracher à la Suède et on l'amènerait à garantir le roi et le royaume de Pologne « parce que, disait Stanhope, nous voyons bien d'un côté que ce seroit le moyen le plus efficace de rompre des liaisons bâties principalement sur un démembrement de la Pologne; et que d'un autre côté le concours de ce royaume seroit d'une nécessité absolue s'il s'agissoit d'arracher par la force des armes au Tsar ses conquêtes¹² ».

¹⁰ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 325, fol. 41 : Chammorrel à Dubois, 10 juillet 1719.

¹¹ L. Wiesener, *Le Régent, l'abbé Dubois et les Anglais*, t. III, p. 93-94.

¹² Public Record Office, France, vol. 354 : Stanhope à Dubois, Hanovre 2 (=13) juillet 1719.

Le Régent, stimulé par les intrigues d'Alberoni qu'il sentait partout autour de lui, imagina un autre plan qui rétablissait la Suède sur le territoire germanique en lui rendant, avec la Poméranie citérieure, sa place dans l'Empire et sa voix dans la diète. En même temps il fit prier avec instance Georges I^{er} de surmonter les obstacles qui retardaient son entente avec la Prusse¹³, à cause de la grande importance qu'il y avait pour lui Régent, dans cette situation critique, à détruire les apparences d'une ligue du Nord destinée à agir en faveur de l'Espagne¹⁴. Puisqu'on attendait d'elle un service, l'Angleterre le ferait payer. Il fallut lui sacrifier notre ambassadeur à Stockholm, M. de La Marek, à qui le ministère anglais reprochait de trop bien servir la France; on lui donna pour successeur M. de Campredon qui partit le 10 août pour la Suède emportant dans sa chaise de poste trois cent mille rixdales en lingots d'or (environ seize cent mille francs).

Plan
du Régent

Suédois ou moscovite, la main s'ouvrait toute grande et le bonnet s'ouvrait à plein pour recevoir le subsidie. Le Régent pouvait encore disposer d'une certaine quantité de numéraire, Alberoni en était à peu près réduit aux promesses, mais il promettait intrépidement. Pour le seconder dans sa tentative de reconstitution de la ligue du Nord il avait envoyé en Hollande un Irlandais intrigant et rusé, le jacobite Patrick Lawless, mué en don Patricio Laulès, avec mission de trouver de l'argent pour le Nord. De Hollande, Laulès gagna Hambourg et la Russie. A Saint-Petersbourg il eut des conférences secrètes avec le Tsar et son ministre Schaffirof. Le Russe parla aussitôt de subsides, l'Espagnol parla de mariage, demanda un portrait de la fille du Tsar, lequel songeait à autre chose qu'à découvrir un gendre.

Dernière
tentative
d'Alberoni

L'Angleterre aurait eu le droit de sourire, mais l'ombre d'Alberoni suffisait à troubler son repos et Stanhope se chargeait de la tenir en haleine. La Triple-Alliance du Nord menaçait de produire la guerre, la Quadruple-Alliance la ferait naître presque à coup sûr, mais heureusement la Prusse répugnait tout autant à en faire partie que la Hollande hésitait à s'agréger à la première Quadruple-Alliance où sa place était marquée à l'avance. La Hollande s'était refusée à entrer en lice contre l'Espagne comme la Prusse se refusait à rien entreprendre contre la Russie. Frédéric-Guillaume ne faisait des armements que pour obtenir sans

Négociation
de
l'Angleterre

¹³ Lord Mahon, *History of England*, t. XI, p. 372.

¹⁴ Lord Stair à Craggs, Paris, 14 juin 1719, dans *Hardwicke Papers*, t. II, p. 573, 574.

bataille des avantages plus considérables; les Provinces-Unies ne faisaient de promesses que pour multiplier sans rupture les bénéfices de la temporisation. Leur timidité ressemble à un calcul inspiré par Dubois qui voulait le maintien des expectatives sur les duchés italiens en faveur de l'Espagne et à qui les subterfuges des Hollandais rendaient l'inestimable service de lui faire gagner du temps. La Hollande offrait sa médiation avec l'Espagne on l'en remercia, comme on remercia Frédéric-Guillaume de ses offres de médiation avec la Russie. Le ministère anglais travailla avec une énergie accrue à les détacher des puissances qu'ils voulaient ménager. Stanhope fit un nouvel effort pour entraîner le roi de Prusse dans l'orbite de la politique anglaise. Soutenu par notre ambassadeur Senectère¹⁵, il livra un vigoureux assaut à Georges I^{er} pour le détacher des ministres hanovriens, principalement de Bernstorff, qui prétendait le brouiller avec la Prusse. Georges fit de larges concessions à Frédéric-Guillaume, permit de n'exiger rien de lui contre la Russie et le gagna¹⁶.

Hésitation
du roi
de Prusse

Le 12, lord Witworth reprit la route de Berlin où il arriva le 15, presque à la même heure qu'y rentrait Tolstoï, apportant de Saint-Petersbourg les dernières propositions de Pierre I^{er}. Entre la séduction et la menace le parti de Frédéric-Guillaume était pris, il choisissait l'offre la plus avantageuse : Stettin et les embouchures de l'Oder avec la promesse de ne rien entreprendre contre le Tsar¹⁷. Deux jours après, le roi de Prusse maudissait sa décision en apprenant que l'attitude des Suédois allait peut-être rouvrir la guerre avec la Russie. Dans son angoisse le roi-sergent monologuait et on l'entendait se dire à lui-même : « Dieu voulût que je n'eusse rien promis, voilà la ruine. Bonne histoire que cette réconciliation avec les Russes. Je n'y crois pas. L'Angleterre n'épargnera pas le Tsar. Ils ne lui laisseront que Petersbourg et pas de flotte, à cette puissance qui naît. Ils veulent l'abattre. Est-ce mon intérêt ou non? Je suis encore trop jeune. Je ne comprends rien, mais je crois pourtant que mon intérêt est que le Tsar soit puissant. Si je lui reste attaché, je dors aussi tranquille qu'en Paradis. » Après avoir bien réfléchi, Frédéric-Guillaume ne put nier

¹⁵ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 324, fol. 49, 164-325; Senectère à Dubois, 30 juin; Senectère au Roi, 4 juillet 1719.

¹⁶ Lord Stanhope à Craggs, 10 juillet 1719, dans Mahon, op. cit., t. II, p. 372; Stanhope à Dubois, 13 juillet 1719, dans Wiesener, op. cit., t. III, p. 134.

¹⁷ Arch. des Aff. Étrang., Prusse, t. 65, fol. 331 : Frédéric-Guillaume I^{er} à lord Witworth, 21 juillet 1719.

qu'il avait engagé sa parole royale et, ce faisant, compris ses intérêts, il découvrit une solution conciliatrice : « Je signerai le traité, dit-il, mais je ne l'exécuterai pas! » Et il gagnait du temps, arguait des exigences nouvelles des Hanovriens. Pour en finir, lord Stanhope, appuyé par Senectère et par Destouches, exerça une pression irrésistible sur le roi Georges et lui arracha toutes les concessions que le roi de Prusse réclamait (6 août).

Stanhope ne se laissait pas absorber par cette unique affaire. La flotte de l'amiral Norris était entrée dans la Baltique et lord Carteret avait gagné son poste à Stockholm où, le 22 juillet, il avait signé au nom de son maître avec les ministres de Suède un traité cédant Brême et Verden au Hanovre¹⁸. Stanhope se hâta d'en tirer parti. Il voulait réveiller la Suède, lui faire armer une flotte qui combattrait à côté de celle de l'amiral Norris et ferait subir aux vaisseaux du Tsar le sort qu'avaient éprouvé ceux de Philippe V l'année précédente. A cet effet il demanda des subsides à la France et les obtint. On a vu Campredon les emporter dans sa chaise de poste; notre diplomate n'emportait d'autres instructions que de conformer sa conduite aux indications de Stanhope et de lord Carteret, de prendre les Anglais pour modèles. Une fois de plus, malgré les réticences et les dénégations, Dubois avait soumis la politique française à l'impulsion de l'Angleterre. La France ne pouvait expédier une flotte qu'elle n'avait plus, mais elle payait une flotte qu'elle créait à peu près de toutes pièces, et la Triple-Alliance du Nord aboutissait à une guerre dans la Baltique, comme l'autre Triple-Alliance avait abouti à une guerre dans la Méditerranée. M. de Senectère, bien placé à Hanovre pour voir et pour entendre, le disait sans détours : « Voilà le plan de M. Stanhope qui conduit l'Angleterre à faire la guerre au Tsar et au roi du Danemark, s'ils restent unis par un traité comme ils paraissent de concert dans leurs opérations militaires. Il espérait que S. A. R. entrerait dans les mêmes vues, puisqu'il avait le même intérêt et la même inclination à maintenir la Suède prête à succomber¹⁹. » Le plan de Stanhope était bien d'anéantir la flotte russe : « Avec les quatre vaisseaux qui vont se joindre à notre amiral, pourvu que la Suède en ait six ou huit, nous hasarderons un combat, quoique nous ne soyons pas sans appréhension que les Danois ne viennent au secours

La France
livre
la Suède à
l'Angleterre

¹⁸ Dumont, Corpus diplomatique universel, t. VIII, 2^e partie, p. 14.

¹⁹ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 325, fol. 103; Senectère à Dubois, 31 juillet 1719.

des Russes²⁰. » Peu importait à Dubois déterminé à tout pour obtenir la protection du roi d'Angleterre duquel l'Empereur transmettrait et appuierait les demandes en Cour de Rome. A ce dessein personnel il sacrifiait la tradition nationale. « Aucune puissance, écrivait-il le 5 août, ne fait un plus grand sacrifice que S. A. R. en consentant, entre les dispositions du traité de Westphalie, que la Suède aliène les duchés de Brême et de Verden, et Stettin avec ses dépendances. Mais elle préfère à tout la satisfaction du roi de la Grande-Bretagne, dans l'espérance que l'intime union entre la France, l'Angleterre et la Suède adoucira les reproches qu'on peut lui faire. Tout cela peut donner lieu d'offrir à la Suède un plan propre à la rassurer contre le Tsar et pourrait même dans la suite, le réduire à des conditions qu'il n'a pas voulu écouter jusqu'ici. Pour l'exécution de ce plan, chacune des puissances alliées doit sacrifier quelque chose au bien commun d'empêcher le Tsar d'être le maître dans la Baltique²¹. » Le subsidie envoyé à la Suède ne pouvait conduire celle-ci qu'à de nouveaux conflits où la France n'avait rien à attendre d'un pays démembré. « Il est aisé de juger que la France, consentant à la cession [de Brême, Verden et Stettin] ne peut plus espérer aucun secours de la Suède pour son utilité²². » Ainsi il scellait la pierre du tombeau sur notre ancienne alliée, réduite au rang de colonie anglaise. C'est de sa main qu'ont été tracés les mots suivants : « A parler naturellement, c'est la disposition de S. A. R., à concourir à tout ce qui pourra contribuer aux avantages de S. M. Britannique comme Electeur de Hanovre, et de la couronne britannique, qui la porte à entrer avec joie dans l'ouverture que le roi d'Angleterre lui fait faire... et qu'elle fait partir sur-le-champ un secours... capable de seconder la résolution que le roi de la Grande-Bretagne prend pour délivrer la Suède et la mer Baltique de l'empire du Tsar²³. »

Cette négociation avait coûté moins de peine à Stanhope que celle de Berlin. Georges I^{er} s'était laissé arracher tout ce que réclamait l'insatiable Frédéric-Guillaume à qui, le 8 août, lord Witworth signifia un ultimatum de trois jours pour se faire com-

²⁰ Lord Stanhope à Dubois, 31 juillet 1719, dans lord Mahon, *History of England*, t. I, p. 368.

²¹ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 325, fol. 110 : Dubois à Senecterre, 5 août 1719.

²² Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 325, fol. 129 : Dubois à Stanhope, 9 août 1719.

²³ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 325, fol. 112 : Dubois à Stanhope, 9 août 1719.

Le roi
de Prusse
accède
à l'alliance

prendre dans la paix avec le Hanovre et la Suède. Stettin était fort alléchant, mais le Tsar était bien terrible, Frédéric-Guillaume tomba malade. Witworth le menaçait d'un prompt départ, le roi exigeait une déclaration lui permettant de recevoir les propositions du Tsar²⁴, Witworth promit, signa sa promesse, Rottembourg prit l'engagement au nom de la France de secourir la Prusse aux côtés de l'Angleterre si la Russie l'attaquait. Frédéric-Guillaume respira.

Le 15 août fut signé le traité de Berlin entre le ministre prussien Heusch et le ministre britannique Witworth. La prudence la plus raffinée fut apportée à la rédaction de cette pièce anglo-prussienne rédigée en français. On y apprend que les deux rois ont jugé nécessaire de s'unir très étroitement pour travailler avec plus d'efficacité à la paix. Ils s'engagent à « travailler de concert à ce que, par les traités de paix à faire avec la couronne de Suède il soit pourvu à leurs intérêts respectifs ». Pas un nom de territoire n'est prononcé; mais de part et d'autre on a les mains garnies et on s'entend à demi-mot. Ils ne feront de paix avec la couronne de Suède qu'à la condition de rétablir le commerce dans la Baltique sur le même pied qu'il était avant la rupture « et cela en quelques mains que restent les ports de ladite mer ». Ils se garantissent réciproquement leurs États pour eux, leurs héritiers et leurs successeurs et fixent le contingent en hommes ou en argent qu'ils s'engagent à se fournir réciproquement²⁵.

A ce traité fut annexé un article secret relatif à la Pologne que convoitaient également la Russie et la Prusse. Une garantie donnée à la Pologne était un coup porté à la ligue du Nord et une limite posée aux envahissements de la Moscovie. En conséquence, le roi de Prusse promet « de ne pas vouloir troubler le roi de Pologne dans la paisible possession ny de sa couronne ny de ses États en Allemagne, ny d'être ou de vouloir entrer dans aucunes mesures contraires à la liberté, aux constitutions et aux droits de la République de Pologne, moyennant que ledit roi de Pologne laisse aussi le roi de Prusse dans la libre possession de ses droits et États, et particulièrement dans celle de la souveraineté qu'il a incontestablement sur le royaume de Prusse ». Il accepta la médiation de S. M. Britannique pour le rétablissement d'une bonne et parfaite intelligence entre les

Traité de
Berlin

²⁴ Arch. des Aff. Étrang., Prusse, t. 65, fol. 109 : Frédéric-Guillaume I^{er} à lord Witworth, 11 août 1719.

²⁵ Il s'agit de l'Électorat de Saxe.

deux Cours; et le roi d'Angleterre s'emploiera à faire reconnaître le titre de roi de Prusse en Pologne et en Saxe.

Ce traité de Berlin était un acte d'importance majeure, « un grand coup » disait Dubois²⁶, dont l'effet était double : « une Quadruple-Alliance entre la France, la Suède, l'Angleterre et la Prusse dont les suites heureuses pouvaient s'étendre au-delà de la pacification du Nord²⁷ » et une rupture décisive de la ligue du Nord « qui véritablement étoit à craindre pour [l'Angleterre], et de laquelle le cardinal attendait sa principale ressource²⁸ ». Le coup frappait en effet Alberoni et mettait à néant les espoirs qu'il avait fondé sur les puissances du Nord.

Après une négociation si ardue, la conclusion, à Stockholm, d'une deuxième convention, 18 (=29) août, semblait n'offrir aucune difficulté. On y stipulait le renouvellement de l'ancienne alliance entre l'Angleterre et la Suède, avec la promesse des bons offices du roi Georges pour faciliter la paix avec le Danemark et avec la Russie. Si, en haine de cette convention et des secours que le Roi fournirait à la Suède, quelque puissance que ce fût déclarait la guerre au roi de la Grande-Bretagne, la Suède ne ferait pas de paix séparée avec cette puissance²⁹. Ces conventions étaient passées parmi les plus graves périls qu'ait connus la Suède. A Charles XII avait succédé la reine Ulrique-Éléonore qui n'eut pas plus tôt en sa possession les lingots apportés par M. de Campredon qu'elle en dissipa une partie à l'achat des sénateurs dont le vote ferait passer la couronne de la tête légère de cette reine sur la tête frivole de son mari. Ce couple sans talents se croyait assuré de la jouissance d'une longue paix moyennant les cessions faites à la Prusse et au Hanovre, le Danemark n'était pas moins avide et, d'ailleurs, aussi obéré que la Suède³⁰, il ne s'agissait que le payer grassement pour le détacher de Pierre I^{er}.

Frédéric IV, roi de Danemark, voyant l'Angleterre envisager l'éventualité d'un conflit avec la Suède à ses côtés, se hâta

²⁶ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 325, fol. 109 : Dubois à Senectère, 5 août 1719.

²⁷ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 328, fol. 243 : Lord Stanhope à Dubois, 13 juillet 1719.

²⁸ Public Record Office, France, vol. 354 : Lord Stanhope à Dubois, Hanovre, 22 août (=2 septembre) 1719.

²⁹ Public Record Office, Sweden, n° 40; Droysen, *Preussische Politik*, t. IV, part. 2, I, p. 272, suiv.

³⁰ Craggs à Schaub, 13 octobre 1719, dans L. Mahon, *History of England*, t. I, p. 369, note 1.

La Suède
fait sa paix
avec le
Danemark

de ramener les troupes qu'il entretenait en Norvège et fit connaître à Senectère ses conditions. Elles étaient inacceptables, c'était la cession de Stralsund, Rugen et Wismar, le Slesvig et la renonciation à toute exemption de droits au passage du Sund et des Belts. L'opinion en France ne l'eut pas permis et le Régent, qui le sachant, écrivait au roi d'Angleterre : « Votre Majesté ne permettra en aucun cas qu'il soit fait des dispositions qui puissent laisser Stralsund, ses dépendances et l'isle de Rugen sous une autre puissance que celle de Suède. Ce point est si capital pour ma réputation dans le Royaume, que je demande à V. M. cette attention comme une marque essentielle de l'honneur de son amitié, et comme une preuve, qu'en me portant pour ses intérêts, j'ai eu raison de compter qu'elle ne m'exposeroit jamais à perdre un crédit que j'ay employé jusques à présent et que je destine à l'avenir à ses avantages³¹. » On put croire d'abord que cette plainte serait entendue. Georges I^{er} repoussa les propositions du Danemark qui se retourna aussitôt vers le roi de Prusse et lui offrit la Poméranie tout entière contre une somme d'argent, à la condition qu'il se détachât de l'Angleterre et se rapprochât du Tsar. L'offre était tentante à l'égard d'un personnage tel que Frédéric-Guillaume I^{er}; il fallut tout l'art de notre envoyé Rottembourg pour l'en détourner. Il fallut aussi l'argent de la France. Le Danemark et la Suède étaient également ruinés, Stanhope suggéra au premier de garder le Slesvig et à la seconde de racheter la Poméranie moyennant six cent mille rixdales, l'accord se fit et fut signé le 4 novembre, mais la Suède n'avait rien, ce fut la France qui paya. Elle les avança secrètement à l'Angleterre « qui eut l'orgueil de les compter et l'air de les fournir³² ». La politique des alliances imaginées par Dubois était onéreuse. En cette seule année, la guerre d'Espagne coûtait 82 millions, le relèvement de la Suède 8 millions, le rachat de la Poméranie, 5 millions et demi. Mais la Suède avait un ennemi en moins et la Russie n'avait plus d'alliés.

Pierre I^{er} en tirait sur la Suède une vengeance terrible. Quand la reine Ulrique-Éléonore fit mine de repousser les exigences territoriales des Moscovites, le Tsar, maître de la mer promena la désolation sur les côtes de Suède. Pendant vingt jours de suite, du 21 juillet au 10 août, l'amiral Apraxin vengea la rupture des conférences d'Aland et les préliminaires de la convention de

Ravage
de la Suède

³¹ Public Record Office, France, vol. 354 : Le Régent à Georges I^{er}, 20 octobre 1719.

³² P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. I, p. 289, note 1.

Stockholm. L'incendie, le massacre, le pillage, l'exhumation des cadavres, l'envoi en esclavage des adultes et des enfants furent les principales atrocités dont le Tsar tira l'occasion d'un triomphe célébré en son honneur à Pétersbourg le 10 septembre. Le général Lesly rivalisait d'honneur avec Apraxin et une relation officielle énuméra leurs prouesses : huit villes détruites, cent quarante et un châteaux, mille trois cent soixante et un villages ou hameaux, vingt-six grands magasins, seize mines, etc. L'écho de ces destructions arriva jusqu'à Stanhope qui en fut ému et songea à l'opportunité d'une exécution qui supprimerait d'un seul coup la flotte russe. Le ministre Sunderland équipait une flotte de renfort et se proposait « de ne pas laisser perdre cette occasion de ruiner la marine du Tsar³³ ». Stanhope écrivait à l'amiral Norris : « Si vous vous croyez en force, attaquez au nom de Dieu : vous connaissez les vues de Sa Majesté qui sont de sauver la Suède et de détruire la marine russe³⁴. » Norris ne fit rien et laissa tout faire. Apraxin put mettre sa flotte à l'abri³⁵ et James Craggs conclut philosophiquement : « Ça aurait été un coup d'importance de détruire la force navale du Tsar... Mais notre commerce en Russie en aurait souffert³⁶. »

Triomphe
pour
l'Angleterre

La pacification du Nord avait fait un progrès dont la France savait le prix et dont l'Angleterre tirait tout le bénéfice. Georges I^{er}, Stanhope, Sunderland s'attendrissaient en parlant de la façon dont « Son Altesse Royale faisait non seulement tout ce qui pouvait convenir à Sa Majesté Britannique, mais encore bien au-delà de ce qu'elle pouvait en désirer³⁷,... au-delà de ce que ses engagements lui prescrivaient³⁸. » Grâce à ces prévenances, l'Angleterre était réellement maîtresse des affaires du Nord.

Au cours de ces longues négociations la diplomatie française s'était montrée des plus actives, son rôle n'en avait pas moins été un rôle de dupe; il avait consisté à dépouiller son ancienne alliée la Suède au profit du Hanovre et de la Prusse, qui ne lui

³³ Sunderland à Stanhope, 31 juillet 1719, dans Lord Mahon, *op. cit.*, t. II, p. 372.

³⁴ Mahon, *op. cit.*, t. II, p. 375.

³⁵ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 236, fol. 19 : Senectère à Dubois, 11 septembre 1719.

³⁶ Ozenfoord Castle, Stair Papers, vol. XIX B : J. Craggs à lord Stair, Whitehall, 24 septembre (= 5 octobre) 1719.

³⁷ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 326, fol. 123 : Destouches à Dubois, 8 octobre 1719.

³⁸ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 327, fol. 81 : Destouches à Dubois, 3 décembre 1719.

en gardait aucune reconnaissance, au détriment de la Russie qui lui en garderait une longue rancune. La France retirait-elle un avantage quelconque, visible et durable, de l'amoindrissement de la Suède? Aucun autre que celui de courir de nouveaux risques et d'assumer de nouvelles charges. Désormais impuissante en tous points, territoires, populations, finances, la Suède ne pourrait rien par elle seule pour elle-même et l'ancienne alliance devait se transformer en tutelle onéreuse et sans compensation. Au Nord comme au Midi de l'Europe, Dubois sacrifiait l'intérêt national à l'intérêt du Régent parce que celui-ci poursuivait la reconnaissance de son droit de succession au prix de toutes les complaisances imposées par l'Angleterre. Car c'était l'Angleterre qui avait conduit toute cette politique et qui en recueillait le fruit : la flotte suédoise devenait un simple appoint aux escadres britanniques; le ministère hanovrien était subordonné aux intérêts de la nation anglaise, l'amitié prussienne ne serait de longtemps que la déférence d'une parente pauvre.

CHAPITRE XLIV

La Rétrocession de Gibraltar

(Février-Mars 1720)

L'Angleterre disposée à la cession de Gibraltar revient sur sa décision. — Humeur du Régent. — Sa lettre au roi Georges I^{er}. — Attitude de l'Angleterre. — Réponse au Régent. — Ordres donnés à Schaub. — Émotion à Londres. — Mission de Stanhope à Paris. Accord provisoire.

A l'heure où les ambitions d'Alberoni menaçaient la France d'une guerre avec l'Espagne, le duc d'Orléans avait espéré détourner Philippe V de cette extrémité en lui offrant une conquête pacifique : la restitution de Gibraltar par l'Angleterre. A cette époque, Gibraltar n'était pas encore l'inestimable joyau qu'il est devenu dans l'écrin de l'Angleterre. Acquis de la veille (1704), mal organisé, c'était une source de dépenses excessives et désordonnées. Au contraire, les Anglais avaient à Minorque un établissement complet, port et forteresse, d'où ils commandaient la Méditerranée occidentale. Stanhope qui l'avait conquise en 1708 à cause de l'immense avantage de la position, n'avait-il pas des raisons de faire moins de cas de Gibraltar¹. » A son voyage à Paris et en Espagne au mois de juillet 1718, l'offre faite par le premier ministre n'était pas, comme on l'a pensé² un vain appât. Une lettre de Craggs à Stanhope ne permet aucun doute. « Depuis que j'ai commencé la présente lettre, dit-il, la malle est arrivée de France apportant une lettre de Votre Excellence à lord Sunderland. J'en ai pris connaissance, et lord Sunderland l'ayant mise sous les yeux du Roi, j'ai ordre de S.M. de

L'Angle-
terre
disposée
à la
cession
de Gibraltar

¹ L. Wiesener, *Le Régent, l'abbé Dubois et les Anglais*, in-8, Paris, 1899, t. II, p. 241. Gibraltar n'a acquis sa valeur qu'après le retour de Minorque à l'Espagne en 1783; P. Bliard, *La question de Gibraltar au temps du Régent, d'après les correspondances officielles, 1720-1721, dans Revue des Questions historiques*, t. LVII, p. 192-210.

² P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, in-8, Paris, 1832, t. II, p. 394, suiv.

vous faire savoir qu'elle approuve votre proposition relative à Gibraltar; et en cas que Votre Excellence trouve que ce soit le moyen de tout conclure et de tout terminer, vous êtes autorisé par la présente à faire cette offre quand vous le trouverez convenable¹. »

revient sur
sa décision

Philippe V parut faire à peine attention à cette offre séduisante, voulut la guerre et, quand il se trouva vaincu, se rappela la proposition et en réclama l'exécution, comme si Gibraltar n'avait appartenu à l'Angleterre par le traité d'Utrecht auquel il prétendait faire adhésion sans réserve en entrant dans la Quadruple-Alliance; il est vrai qu'il n'y entra qu'avec l'intention de la discuter et peut-être de la dissoudre. Un mémoire rédigé par le secrétaire d'État Grimaldo énonçait les revendications suivantes : Restitutions des places prises par les Français; retrocession de Gibraltar; occupation par les troupes espagnoles des duchés de Parme et de Toscane rendus indépendants de l'Empereur. L'Angleterre admit la restitution des conquêtes françaises, l'occupation des duchés italiens sous la suzeraineté impériale, elle refusa toute discussion relative à Gibraltar. Avant de rendre une réponse catégorique, elle laissa à Pendtenriedter le soin d'en faire connaître le sens.

Humeur
du Régent

Le Régent ni Dubois ne s'attendaient à un refus, ils pensaient reprendre la proposition au point où elle se trouvait dix-huit mois auparavant et mener l'affaire rondement. « S.A.R., écrivait Dubois, ne craint pas de trouver aucune difficulté². » Lors de son voyage à Paris au mois de janvier 1720, Stanhope n'avait rien dit qui put faire pressentir un revirement d'idées, et le duc d'Orléans ne pouvait concevoir que les dispositions favorables du roi et du premier ministre pussent être mises en échec par le véritable souverain britannique : le Parlement. Ce fut ce que lui apprit une dépêche de Destouches, datée du 12 février, dépêche qui le bouleversa et le mit au désespoir. Il se croyait engagé à l'égard du roi d'Espagne et perdu d'honneur devant l'Europe témoin de son affront. Son humeur tomba sur Dubois à qui il reprocha d'avoir montré à Stair et à Pendtenriedter l'acceptation du roi d'Espagne dont se prévalait Georges I^{er} pour manquer à sa promesse. Comme rien n'était longtemps secret au

¹ J. Craggs à L. Stanhope, 17 (=28) juillet 1718, dans Mahon, *History of England*, t. II, p. 361.

² Arch. de Naples, Farnesiana, t. 64 : Landi à Scotti, 27 décembre 1719.

³ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 45 : Mémoires et Documents, t. 45, fol. 9 ; Dubois à Destouches, 5 février 1720.

Palais-Royal, l'entourage apprit sans tarder les reproches faits à Dubois et crut à sa disgrâce. Le parti de la vieille Cour donnait des conseils violents, Law demandait la guerre contre l'Angleterre, guerre qui serait, disait-il, la pierre de touche du Système, ou plutôt, répondait Dubois, la pierre d'achoppement⁴. Et sans s'attarder à des disputes oiseuses, il écrivait à lord Stanhope, lui décrivant la colère du Régent qui « ne peut mettre ensemble la fidélité et la délicatesse qu'il a eues dans tout le cours de l'alliance pour tout ce qui a pu convenir et plaire au roi, votre maître, et l'injure qu'on lui fait en retirant les paroles qu'on lui a permis de donner ». Dubois cherchait ensuite à apitoyer l'anglais en lui disant que, pour lui, il était perdu sans ressource et leur alliance mise en péril⁵. S'adressant à lord Stair, il lui confiait « qu'il prévoyait de très mauvaises suites, si l'on s'opiniâtrait en Angleterre de ne point rendre Gibraltar⁶ ».

Le Régent ne s'en tenait pas à des reproches adressés à Dubois, il adressait ses récriminations à lord Stair qui se présenta chez lui et reçut l'avalanche sans broncher⁷. Le prince rappelait qu'il avait promis la retrocession de Gibraltar dans son manifeste au commencement de la guerre contre l'Espagne. Stair répliqua que Philippe V avait opposé un refus à l'offre à lui faite, que la guerre avait suivi entraînant de lourdes dépenses qui modifiaient la situation. Le duc d'Orléans répondit qu'en dernier lieu, il avait eu des raisons de croire que le Roi n'avait pas changé de sentiment par rapport à Gibraltar, en conséquence il lui écrivait par la voie de notre ambassadeur⁸. Voici sa lettre :

Sa lettre
au roi
Georges I^{er}

« Monseigneur, j'envoie en diligence le comte de Senectere auprès de Votre Majesté pour lui représenter la situation dangereuse où m'a jetté la réponse qui a été faite au nom de V.M. sur la restitution de Gibraltar. Depuis que l'abbé Dubois m'eut écrit d'Angleterre que V.M. lui avait dit qu'elle me permettoit d'offrir cette condition au roy d'Espagne, je l'ay fait renouveler à ce Prince jusqu'à ce jour dans toutes les occasions qui se

⁴ Hardwicke Papers, t. II, p. 607, 608 : lord Stair à Craggs, Paris, 22 février 1720.

⁵ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 330, fol. 98 : Dubois à Stanhope, 17 février 1720.

⁶ Hardwicke Papers, t. II, p. 607, 608 : lord Stair à Craggs, Paris, 22 février 1720.

⁷ Il eut son audience le 20 février.

⁸ Public Record Office, France, vol. 361 : lord Stair à J. Craggs, Paris, 22 février 1720 ; Hardwicke Papers, t. II, p. 607, 608.

sont présentées, et même dans les manifestes que j'ai fait publier et répandre dans toute l'Europe.

« Ainsi je consentirois aussi tant à ma perte qu'au déshonneur de manquer à un engagement si public, et je suis persuadé que, sans cette condition, l'Espagne essuyeroit encore des extrémités et qu'inutilement nous nous flatterions de consommer incessamment votre grand ouvrage de la paix.

« Votre Majesté sait mieux que personne le prix de la fidélité et de la bonne foi, puisqu'elle s'est toujours distinguée par ces grandes qualités. Mais elle juge bien que si on pouvoit m'accuser en France d'y manquer dans cette occasion, je perdrois toute ma considération et tout mon crédit dont j'ai tâché toujours de faire usage autant pour l'intérêt de l'Angleterre que pour le mien.

« Déjà sur ce qu'on a su de la réponse de vos ministres par M. de Pendtenriedter et par la Hollande, j'essuye ici des discours fâcheux, et j'ai des motifs très puissants de supplier instamment V.M. de prendre les mesures que ses bontés pour moi et sa sagesse lui inspireront pour faire cesser cette importante difficulté et d'estre persuadée que je suis...¹¹

Dubois, de son côté, écrivait à Destouches que « si le gouvernement d'Angleterre ne trouvoit pas moyen de la satisfaire, S.A.R. pourroit se jeter dans les extrémités qu'on lui conseille. Suppliez milord Stanhope de mettre tout en usage pour la contenter sur cet article sur lequel elle est trop frappée pour en revenir¹² ». Ces deux lettres montraient suffisamment la naïveté du Régent et de son ministre qui s'étaient flattés que leurs bons procédés, leurs concessions, leurs faiblesses seraient payées de retour par l'Angleterre. Celle-ci n'abandonne jamais que ce qu'elle ne peut garder et la contrainte peut seule lui arracher ce que le Régent réclamait d'une loyauté imaginaire. Lord Stanhope protestait d'une bonne volonté purement verbale, déplorait le malentendu qui affligeait son ami Dubois, déplorait le mécontentement du duc d'Orléans qui, d'ailleurs, avait mal interprété l'offre faite pour prévenir la guerre et pour ce cas seulement¹³. Mais à son dernier voyage à Paris, un mois auparavant, Stanhope avait parlé à Dubois et au duc d'Orléans de manière qu'ils avaient cru

¹¹ Public Record Office, France, vol. 357 : *Le Régent à Georges I^{er}*, 23 février 1720.

¹² Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 330, fol. 116 : Dubois à Destouches, 24 février 1720.

¹³ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 330, fol. 123, 129 : Destouches à Dubois, 26 février 1720.

que le Roi ne ferait pas difficulté de rendre Gibraltar¹⁴. Telle était l'affirmation de Dubois transmise par lord Stair. La déconcertante naïveté du diplomate qui, depuis quatre ans, traitait des affaires d'État avec les agents de l'Angleterre et croyait encore à leur loyauté est un sujet d'étonnement. Quoique Stanhope eut laissé entendre, ou dit, ou promis, on voyait à l'épreuve ce que valait un engagement non écrit. Pas plus en 1720 qu'en 1718 le premier ministre n'avait donné une garantie et sans doute s'étonnait-il grandement qu'on eût la prétention d'exiger un sacrifice quand on n'avait aucun titre à présenter et que les moyens de contrainte étaient impossibles ou illusoires.

Pas plus que son ministre favori, le roi Georges n'était disposé à ce qu'on attendait de lui sans pouvoir l'exiger. Le 29 février, il chargeait James Craggs de répondre à la lettre personnelle du Régent¹⁵. Craggs résumait à grands traits la situation : l'agression de l'Espagne contre l'Empereur sous des prétextes presque imaginaires; les menées d'Alberoni en France pour procurer à Philippe V la régence ou même la couronne; l'Autriche attaquée en Italie et contrainte à y envoyer ses armées; les lignes du Nord destinées à jeter le trouble en Allemagne; l'Angleterre menacée d'une invasion du Prétendant. Ce bouleversement général avait paru assez redoutable pour légitimer des concessions importantes en vue de détourner l'Espagne d'une guerre : investitures de la Toscane et de Parme et mieux encore : la rétrocession de Gibraltar. Craggs ajoute qu'en échange de cette restitution on aurait demandé des privilèges commerciaux et il poursuit : « Cette offre n'eut point d'effet¹⁶. Le roi d'Espagne persista à vouloir la guerre. Il nous en coûte ici quelque sang et beaucoup d'argent; nous ne l'avons pas faite malheureusement; nous n'avons aucun engagement humain à rendre Gibraltar; nous ne demandons de l'Espagne aucune nouvelle acquisition, mais au contraire de remettre les choses *in statu quo*. Et cependant sans que, dans tout cet intervalle, on nous l'ait proposé, sans que nous l'ayons jamais promis, la paix même ayant été refusée à laquelle le Roi, de son pur mouvement, attachait la cession de Gibraltar, sans nous offrir le moindre équivalent, sans nous permettre de négocier avec l'Espagne pour une chose qui dépend absolument

Réponse
au Régent

¹⁴ Public Record Office, France, vol. 361 : lord Stair à J. Craggs, 22 février 1720.

¹⁵ Orenfoord Castle, Stair Papers, vol. XXIV : J. Craggs à lord Stair, Londres 18 (=29) février 1720; Stair Annals, t. II, p. 413.

¹⁶ Phrase soulignée dans le texte.

de la volonté du Roi, — la France, son alliée, son amie intime, le somme péremptoirement de rendre Gibraltar à leur ennemi commun!

Ordres
donnés à
Schaub

Après une allusion à l'utilité que le duc d'Orléans avait tirée de l'amitié du roi d'Angleterre, on le pria de réfléchir « à l'indisposition où sont les peuples du Roi contre une restitution après une guerre dont il ne leur doit revenir d'autre fruit que la paix ». Au milieu de tous ces faux-fuyants, le gouvernement anglais donnait lui-même la preuve qu'il avait fait considérer Gibraltar comme une monnaie d'échange. Le chevalier Schaub, parti pour Madrid après avoir escorté Stanhope à Paris, avait mission de parler de Gibraltar. Dubois recommandait à Scotti d'exploiter à fond ce personnage¹⁷, assez disposé de lui-même à escompter un succès qui lui semblait facile et destiné à balancer le crédit de la France à Madrid¹⁸. Ce disant, il s'aventurait fort; l'intention de Georges I^{er} avait rencontré en Angleterre une opposition déclarée. Au commencement du mois de février, le ministère proposa à la Chambre des Lords un bill tendant à autoriser le Roi à disposer de Gibraltar pour l'avantage de ses sujets. Cette proposition souleva une réprobation générale chez cette nation qui place les profits du commerce avant les intérêts de la gloire. Gibraltar devint une des garanties de la prospérité commerciale de l'Angleterre. Telle fut l'émotion du Parlement que les ministres durent prendre les membres des communes à part individuellement et leur affirmer qu'il n'était question de rien de pareil. Cette équivoque détourna la tempête, sans quoi, mandait Craggs à lord Stair, en moins d'une demi-heure, une adresse au Roi aurait été proposée pour la conservation de Gibraltar¹⁹.

Émotion
à Londres

Un mois après, Stanhope envoyait de Paris à Schaub, alors à Madrid, un bref récit de l'émotion soulevée par la perspective de perdre Gibraltar. « Vous ne vous faites pas d'idée du vacarme que la proposition a occasionné. Le public s'est indigné sur le simple soupçon qu'après une guerre heureuse et si injustement commencée par le cardinal Alberoni, nous irions céder cette forteresse. Une circonstance qui contribua beaucoup à exciter cette indignation générale, ce fut le bruit que l'opposition fit courir que le Roi était entré dans un engagement formel pour

¹⁷ Le chevalier Schaub, dans J. Pichon, *Histoire du comte d'Hoym*, in-8, Paris, 1880, t. I, p. 230-238.

¹⁸ Public Record Office, France, vol. 361 : Schaub à lord Stair, Madrid, 7-8 mars 1720; Schaub à lord Stanhope, 11 mars 1720.

¹⁹ J. Craggs à Stair, Whitehall, 18 (=29) février 1720; Stair Annals, t. II, p. 145.

restituer Gibraltar. Il y avait de quoi, disait-on, mettre le ministère en accusation. Des pamphlets ont été publiés pour alarmer la nation et l'exciter à continuer la guerre plutôt que de céder une place de cette importance. Par conséquent nous avons été forcés de suivre le torrent et de prendre le sage parti de retirer la motion, parce que, si nous avions insisté, cela aurait produit un effet contraire à celui que nous avions en vue; le résultat aurait été un bill qui eût lié les mains du Roi pour toujours. Tel étant au vrai l'état de cette affaire, vous tâcherez de faire comprendre à la Cour de Madrid que si le roi d'Espagne veut que nous traitions un jour de la cession de Gibraltar, le seul moyen de réussir serait de laisser tomber l'affaire pour le moment. Nous regrettons que la France se soit mêlée de cette négociation; l'empressement qu'elle a montré nous a été bien nuisible; c'est au point que quelques lettres et mémoires publiés à ce sujet nous ont fait craindre une rupture. L'alarme a été si forte que l'on commençait à penser que la France méditait un changement de système, et qu'elle prenait prétexte de Gibraltar pour cacher d'autres vues. Le peu d'empressement qu'elle montrait pour réaliser l'évacuation [de Fontarabie], son profond silence à l'égard de la négociation avec l'Espagne, ainsi que le langage extraordinaire tenu par certaines personnes de la plus haute catégorie semble confirmer ces opinions²⁰. » Ces soupçons se retrouvent dans la correspondance officielle de Destouches : « On commence à être jaloux ici, dit-il, que S.A.R. s'empare de cette négociation, et on soupçonne que le mécontentement qu'elle témoigne n'est qu'un prétexte qu'on lui inspire pour l'autoriser à changer de système, à prendre les plus étroites liaisons avec le roi d'Espagne, et à rompre ensuite celles qu'il a contractées avec le roi d'Angleterre²¹. » Le ministère anglais, afin de faire complètement dévier la question, affectait maintenant d'être « persuadé que toute cette affaire n'avait été suscitée et portée à un point si extrême que par une cabale formée pour discréditer [Dubois] et lui faire ôter sa place²² » et Stanhope se disait « en état et intention de convaincre S.A.R. que si elle prenoit le parti d'ôter du ministère M. l'abbé Dubois, il ne fallait plus qu'elle comptât que l'union et la parfaite intelligence pussent subsister entre les

²⁰ Lord Stanhope à Schaub, Paris, 28 mars 1720, dans W. Coxe, *Histoire des Bourbons en Espagne*, t. II, p. 260; Mahon, *op. cit.*, t. II, p. 135.

²¹ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 330, fol. 129 : Destouches à Dubois, 29 février 1720.

²² Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 330, fol. 200 : Destouches à Dubois, 19 mars 1720.

princes, parce qu'on regarderait ici son éloignement comme une espèce de rupture²³ ».

Mission
de Stanhope
à Paris

Cependant la crise devenait tellement aiguë et le danger tellement prochain que Dubois avait prié Stanhope de venir à Paris où il vint accompagné de Schaub et précédé d'une note de J. Craggs, ainsi conçue : « Le Roi prie V. Exc. d'informer le Régent en termes polis qu'il ne peut pas s'empêcher de regarder comme très extraordinaire l'argument de S.A.R. que nous devons restituer Gibraltar parce qu'elle vient d'en renouveler l'offre à l'Espagne. S. M. ne peut pas comprendre sur quels fondements ou quelle autorité une telle promesse aurait été renouvelée, et il lui est complètement impossible de s'expliquer que de nouvelles démarches aient été faites dans cette affaire sans son consentement, aussi bien que sans sa participation. A ce sujet, V. Exc. voudra bien faire observer à S.A.R. combien cette manière de procéder diffère de la conduite de S. M. qui n'a jamais pris aucune mesure soit pour les occupations de la guerre, soit dans l'intérêt de la paix, sans en donner communication à la France et à ses autres alliés. Ce qui rend encore plus surprenante l'intervention si particulière du Régent dans une question qui ne regarde que S. M. seule, et contrairement à ses sentiments, c'est que S.A.R. ne paraisse pas admettre que S. M. ni d'autres puissances aient le droit de se mêler des difficultés qui s'élèvent à propos de la restitution des places conquises et qu'il veuille les régler lui-même avec le roi d'Espagne²⁴. »

Stanhope arriva à Paris le 26 mars, où l'opinion commençait à s'intéresser à l'affaire de Gibraltar²⁵. Il vit Dubois qui lui débita les mensonges obligés en niant tout concert secret avec la Cour d'Espagne, simple entrée en matière. La partie sérieuse se jouait chez le Régent. « Depuis quelques semaines, mandait le « premier » britannique à Saint-Saphorin, nous avons été à deux doigts de notre perte. Cette cour icy s'est crue assurée de pouvoir disposer de l'Espagne comme elle voudrait. Cela posé, une cabale qui étoit la plus forte il y a quinze jours, et qui pourra le redevenir dans quinze autres, n'a point balancé de proposer à Mgr le duc d'Orléans de nous faire la guerre à l'empe-

²³ Ibid.,

²⁴ *Oxenfoord Castle, Stair Papers*, vol. XXIV : Craggs à lord Stair, Whitehall, 10 (=21) mars 1720.

²⁵ Buvat, *Journal*, t. I, p. 62, 70, 71; Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 263; 3 avril 1720.

reur et à nous. M. l'abbé Dubois s'est cru perdu, a crié au secours et m'a fait venir icy²⁶. »

Stanhope eut audience du Régent le 27 mars. Il étala de son mieux, dit-il, les motifs de se plaindre de la vivacité intempes- tive marquée dans « une affaire qui, de soi-même, est de si peu d'importance ». Abordant les choses d'Espagne, Stanhope incrimina la Reine, excusant Philippe V, plus porté à vivre en repos. « Au contraire, dit le Régent, c'est lui qui me veut le plus de mal; et je le sais par la découverte que je viens de faire d'une trahison que le roi d'Espagne me fait actuellement. » Stanhope en prit à l'instant avantage, s'étonna que le Régent se fut laissé proposer par Law et Le Blanc un changement de système, et même la guerre contre l'Angleterre. Là-dessus le prince entama l'éloge de Dubois, qui avait toute sa confiance, parla de lui avec plus de bonté qu'il n'en avait jamais marqué, bref, s'exprima « d'un style bien différent de celui qu'il avoit tenu quelques jours auparavant, et en écrivant au Roi, et en parlant à M. de Pentenrieder. Il promet à présent tout ce que l'on peut exiger de lui. M. l'abbé Dubois a regagné, du moins en apparence, le dessus; et ce nuage qui paroissoit prêt à crever, a passé pour le présent²⁷. »

Un accord intervint entre les deux parties, la discussion et la décision étaient renvoyées au Congrès, et si le Régent n'y pouvait faire prévaloir ses vues, il maintiendrait néanmoins dans tout le reste une parfaite union²⁸. Stanhope était satisfait et ne tarissait pas d'éloges : « M. le duc d'Orléans, écrivait-il, m'a fait un accueil plus gracieux, si faire se peut qu'il n'avoit jamais fait par le passé. Il a écouté avec patience et avec beaucoup de bonté plusieurs choses très fortes que je lui ai dites sur son propre état, sur celui de la France, sur quelques-uns de ses ministres, et sur la nécessité où je croyois qu'il étoit de cultiver l'amitié de ses alliés, à moins que de vouloir s'exposer à une perte certaine. Il est convenu avec moy sur la plupart des choses que je lui ay dites et m'a parlé surtout avec une grande ouverture et franchise, si bien que je crois qu'il a véritablement à présent les sentiments qu'il m'a exposés. »

L'affaire de Gibraltar ferait l'objet de discussions nouvelles quelques mois plus tard.

Accord
provisoire

²⁶ *Public Record Office, Germany*, vol. 211 : lord Stanhope à Saint-Saphorin, 1^{er} avril 1720.

²⁷ *Public Record Office, Germany*, vol. 211.

²⁸ *Arch. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 331, fol. 51 : Dubois à Senectère, 3 mai 1720.

CHAPITRE XLV

Law contre Dubois

(Janvier-Juin 1720)

Duel de lord Stair et de Law. — Stair rappelé et disgracié. — Lord Stanhope et Dubois contre Law. — Triomphe du duc d'Orléans. — Tactique de l'Angleterre. — Elle cherche à entraîner le Régent. — Attitude de la Turquie. — Attitude de la Prusse. Avances de Pierre I^{er} au Régent. — Stanhope acharné à la perte de Law. — Sa disgrâce et son retour de faveur. — Rappel de Daguesseau. — Complot contre Dubois. — Dubois vise à l'archevêché de Cambrai. — Il sonde le Régent. — Fait écrire le roi d'Angleterre. — Lord Stair obtient la nomination. — Noailles refuse la dimissoire. — Ordination *per saltum*. — Opposition de Law. — Retards apportés à l'Indult. — L'Indult est donné. — Préparatifs du sacre. — Le sacre de Dubois. — Dubois l'emporte sur Law.

De jour en jour l'accord de Dubois avec Law faisait place à la mésentente, prélude de la brouille. Entre autres torts, Law avait celui d'entretenir d'excellents rapports avec Torcy, le rival toujours redouté; pis que cela, peut-être visait-il pour lui-même au ministère. Lord Stair n'avait pas dû se faire faute d'insinuer à Dubois ce qu'il écrivait à Craggs : « Considérez dorénavant Law comme premier ministre¹. » L'inquiète méfiance qui avait présidé depuis quatre ans aux relations entre Dubois et Stair, semblait s'atténuer devant le péril que l'entente de Torcy et de Law faisait courir à la politique de Dubois et à la prospérité de l'Angleterre. Le patriotisme exclusif et hargneux de Stair lui montrait Law et le crédit français comme une menace et presque un attentat permanent à la grandeur de son pays et son insistance irritait lord Stanhope, moins pessimiste et assez justement satisfait du degré de puissance où sa politique avait élevé le royaume britannique. Grâce à lui, la dynastie de Hanovre était définitivement assise sur le trône d'Angleterre; le Prétendant végétait à Rome, les renonciations qui séparaient à jamais les

Duel
de lord Stair
et de Law

¹ *Hardwicke Papers*, t. II, p. 589 : lord Stair à J. Craggs, 1^{er} septembre 1719; *ibid.*, t. II, p. 593, 594; lord Stair à J. Craggs, 9 septembre 1719.

couronnes de France et d'Espagne s'aggravaient d'une guerre entre ces deux royaumes, Dunkerque et Mardyck étaient ruinés, la marine espagnole anéantie, la marine française disparue, la marine suédoise reconstituée et mise à la remorque de la marine anglaise maîtresse de la Méditerranée, de la mer du Nord et de la Baltique où la marine russe, seule, pouvait encore lui porter ombrage. De semblables résultats valaient bien le prix qu'on avait mis pour les acquérir et Stanhope ne s'effrayait nullement du chiffre de la dette publique s'élevant à cinquante-deux millions de livres sterling. Lord Stair ne partageait pas cette sérénité et ses inquiétudes irritaient le premier ministre au moins autant que l'avaient fait ses disputes toujours renaissantes avec Dubois. On a vu qu'à un moment Stanhope avait offert de rap-peler Stair², les incidents soulevés à l'occasion de l'entrée solennelle de l'ambassadeur n'avaient pu que confirmer cette velléité, ses incursions maladroites sur le domaine financier ajoutèrent encore à l'aigreur que Stanhope ne prenait presque plus la peine de déguiser, en sorte que, finalement, il prit contre lord Stair le parti du Régent, de Dubois et de John Law. Toujours préoccupé des destinées de la Quadruple-Alliance, son œuvre, Stanhope n'en concevait pas la durée en dehors de l'union étroite des diplomates et des finances. Lors de son passage à Paris, dans l'été de 1718, il avait recommandé à Stair de mettre bien ensemble Dubois et Law; un an plus tard, leur dissentiment était public et Dubois essayait de donner le change en écrivant à Stanhope : « My Lord Peterborough a dû être désabusé que je fusse mal avec M. Law par le soin que celui-ci a pris de le mener chez moy, d'abord qu'il a esté à Paris. Je n'ai point connaissance que M. Law soit mécontent de moi, et je mérite le contraire³. »

Ces protestations ne comptaient pas devant les faits. Stair attaquait la Banque et Law dénonçait Stair au Régent; Stair s'en défendait comme de « la calomnie du monde la plus atroce et la plus indigne » tendant à brouiller les deux pays; d'ailleurs, ajoutait-il, « ce n'est pas d'aujourd'hui que je scay les bonnes intentions de M. Law pour sa patrie et les desseins qu'il a de mettre le Roy mal avec S.A.R. » Naturellement le Régent lui

² Public Record Office, France, vol. 358; J. Craggs à Dubois, 20 (=31) janvier 1719.

³ Public Record Office, France, vol. 354 : Dubois à lord Stanhope, Paris, 20 octobre 1719.

donnait raison, le comblait de remerciements⁴ et Stair se croyait non seulement disculpé mais rentré en faveur auprès de son gouvernement jusqu'à ce que Craggs l'eût éclairé. « Si V. S. me demande mon opinion, j'aurais souhaité qu'après nous avoir dit si souvent que nous devons considérer Law désormais comme Premier Ministre, vous vous fussiez abstenu de l'attaquer ouvertement sans l'ordre du Roi à cet égard⁵. » Loin d'être calmé, Stair n'en est que plus excité à dénoncer les relations de Law avec les membres du parti jacobite⁶, ses sympathies pour l'alliance espagnole et pour l'accord moscovite⁷. Véritable Cassandre, il n'a que de sinistres prédictions à faire entendre et chacune de ses dépêches semble tinter le glas de la Quadruple-Alliance. Se croyant incompris, méconnu, il demande son rappel, car « je prévois, dit-il, par le train que les affaires prennent (que) je ne seray plus en état de pouvoir rendre aucun service au Roy dans cette Cour⁸ ».

La dépêche alarmante de lord Stair expédiée le 27 décembre arriva à Londres le 1^{er} janvier 1720 au matin. A midi, le Roi donnait ordre à lord Stanhope de se rendre à Paris et de converser avec le Régent, avec Dubois et avec Law. Le motif officiel du voyage était de s'entendre sur la conduite à tenir à l'égard de l'Espagne après la disgrâce d'Alberoni; en réalité les deux problèmes, l'un politique l'autre financier, allaient être approfondis.

Stanhope parti de Londres le 3 janvier, arriva à Paris le 9, et alla aussitôt faire visite à Law à qui il proposa des grâces et des faveurs pour ses proches parents. On ignore l'accueil qui fut fait à ces avances, mais il est certain que le premier ministre anglais promit au nouveau contrôleur général le rappel de lord Stair. Après avoir fait la même promesse au Régent et abordé l'affaire d'Espagne, Stanhope regagna Londres⁹ laissant lord Stair suffoqué, abasourdi, puis violent et furieux s'abandonnant

Stair
rappelé
et disgracié

⁴ Ozenfoord Castle, Stair Papers, vol. III B : lord Stair à Craggs, Paris, 11 décembre 1719.

⁵ The Stair Annals, vol. II, p. 124; J. Craggs à lord Stair, Cockpit, 18 (=29) décembre 1719.

⁶ Il pensionnait le Prétendant, voir Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 326, note 1.

⁷ Ozenfoord Castle, Stair Papers, vol. II, p. 395 : lord Stair à lord Stanhope, Paris, 27 décembre 1719.

⁸ Ozenfoord Castle, Stair Papers, vol. III B : lord Stair à Craggs, Paris, 7 janvier 1720; reproduite en partie dans The Stair Annals, t. II, p. 141; Hardwicke Papers, t. II, p. 602.

⁹ Dangeau, Journal, t. XVIII, p. 204, 210; 10 et 20 janvier 1720.

aux récriminations sans s'interdire les grossières injures⁹. Cette disgrâce causait en France un véritable soulagement et à peine fut-elle annoncée par lord Stanhope que la Cour et la ville en furent instruites¹⁰, les lettres de rappel furent expédiées au commencement de mars et pendant plusieurs mois l'ambassadeur continua l'expédition des affaires, mais son rappel et sa disparition mettaient fin à des procédés d'une incorrection délibérée et soutenue que Dubois avait hâte de voir abandonner. Dès le mois de février, il réclamait à Londres un prompt départ de cet encombrant diplomate dont l'aigreur menaçait d'un éclat qui serait irrémédiable¹¹. Law était plus impatient encore, ayant pensé que le compatriote à qui il avait fait gagner « trois bons millions¹² », (sans parler de ce que l'entourage avait grappillé¹³) lui en aurait su gré.

Lord
Stanhope
et Dubois
contre Law

Lord Stair succombait à la tâche, mais ses dénonciations venimeuses contre celui qu'il accusait d'avoir promis d'élever la France sur les ruines de l'Angleterre et de la Hollande ne pouvaient manquer de trouver des échos dans un pays profondément jaloux — comme il le serait d'un préjudice — de la prospérité d'autrui. Le cri d'alarme fut entendu, répété, mais le cabinet anglais préféra à une campagne retentissante une guerre sournoise et les coups fourrés de la banque et du commerce. Stanhope si rempli de bienveillance pour Law dans sa lettre du 29 décembre à Dubois¹⁴, ne venait, semble-t-il à Paris que pour y recruter des complices mieux stylés sur la conduite à tenir. « C'est myl. Stanhope qui à son dernier voyage a conseillé à Dubois de se mettre au courant des finances d'Angleterre, pour que vous puissiez faire voir à S.A.R. les défauts du système dans lequel M. Law l'avait embarqué. Vous ne devez pas perdre en ce moment cet objet de vue, écrit Destouches à Dubois, c'est le plus sûr et le plus noble moyen pour maintenir et augmenter

⁹ L. Wiesener, *Le Régent, l'abbé Dubois et les Anglais*, in-8, Paris, 1899, t. III, p. 260-270.

¹⁰ Lord Stair à Craggs, 20 janvier 1720, *ibid.*, t. III, p. 260; Dangeau, *op. cit.*, t. XVIII, p. 249; 9 mars 1720.

¹¹ Dubois à Destouches, 24 février 1720, dans C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 311, 312.

¹² Madame à la marquise Louise, 27 janvier 1720, dans *Correspondance*, édit. G. Brunet, t. II, p. 216; voir la lettre du 20 février, *ibid.*, t. II, p. 221.

¹³ Buval, *Journal*, t. I, p. 458.

¹⁴ Lord Stanhope à Dubois, 18 (=29) décembre 1719, dans Mahon, *History of England*, t. II, p. 380.

votre crédit, en abaissant celui de M. Law¹⁵. » Le fidèle secrétaire et ami, panégyriste aussi de Dubois, l'honnête Le Dran, dit de même : « Stanhope vint à Paris. Les Anglais marquaient leur inquiétude de la Compagnie des Indes et de certaines mesures de finances et de commerce. Dubois les tranquillisa. L'union fut définitivement affermie¹⁶. »

Ainsi, dès le mois de janvier 1720, Dubois guettait Law en qui il voyait le futur surintendant, le premier ministre avec lequel il faudrait composer et sous les ordres duquel il faudrait servir. C'est que Law aussi avait ses vues politiques, opposées à l'alliance anglaise, favorables à l'Espagne et à la Russie. A l'heure où Dubois sollicitait le départ urgent de Stair, dont la présence à Paris excitait l'animosité de Law, Dubois redoutait un esclandre dont les suites seraient irréparables : « M. Law est fort altéré contre l'Angleterre. Il a fait entrer M. Le Blanc dans ses vues. Ils m'attaquent comme prévenu et favorisant l'Angleterre. Son Altesse Royale fort irritée pourrait se jeter en des extrémités¹⁷. » C'est dans de pareils moments que Dubois sentait le péril de sa situation et la nécessité du chapeau. Plus que par le passé, si c'eût été possible, il se jetait dans les bras de Stanhope, son génie tutélaire. Pendant le séjour du « Premier » à Paris il avait pu lui exprimer sa reconnaissance pour les efforts infructueux et esquisser le plan d'une deuxième campagne. En outre, il avait dû s'entendre avec l'anglais au sujet de la conduite à suivre en Espagne et dans la Baltique.

Avant son départ pour Londres, Stanhope avec Dubois et Pendtenriedter signaient une Déclaration à l'issue d'une conférence tenue au Palais-Royal; en conséquence ils signifiaient à Philippe V « leur volonté de maintenir dans tous ses termes [la Quadruple-Alliance] essentielle à l'équilibre européen¹⁸ ». Schaub porta cette pièce à Madrid¹⁹ où il n'arriva que le 8 février²⁰; mais un courrier de Dubois à Scotti était arrivé dans la nuit du 24 au

Triomphe
du duc
d'Orléans

¹⁵ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 331, fol. 145-149 : Destouches à Dubois, 30 mai 1720.

¹⁶ Biblioth. Mazarine, n° 2354; Vie anonyme de Dubois, p. 202.

¹⁷ Dubois à Destouches, 24 février 1720, dans C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 311.

¹⁸ Wien Staatsarchiv., dans Weber, *op. cit.*, p. 102 : Pendtenriedter à l'Empereur, 22 janvier 1720.

¹⁹ Lenglet-Dufresnoy, *Mémoires de la Régence*, t. IV, p. 86; Dangeau, *op. cit.*, t. XVIII, p. 210; 20 janvier 1720; W. Coxe, *Histoire des Bourbons d'Espagne*, t. III, p. 6.

²⁰ Arch. des Aff. Étrang., Parme, t. VI, fol. 141 : Landi à Dubois, 26 janvier 1720.

25 janvier résumant la décision prise²¹, Philippe V comprit qu'il n'avait plus qu'à se soumettre et, le 26, annonçait son accession à la Quadruple-Alliance. C'était, pour Dubois, un succès qu'il lui était facile de présenter comme une sorte de triomphe pour le duc d'Orléans, puisqu'après tant et de si longues résistances, ses droits au trône de France se trouvaient solennellement reconnus par la renonciation des Bourbons d'Espagne au trône de France²².

Tactique de l'Angleterre

C'est à ce succès personnel qu'avait abouti la diplomatie secrète, puis la diplomatie officielle de Dubois. Le Régent était comblé, mais la France n'avait rien. Au moment où la disgrâce d'Alberoni mettait fin à la guerre d'Espagne et où la Triple-Alliance du Nord paraissait couper court à une politique belliqueuse, l'Angleterre ne désespérait pas de provoquer la guerre dans la Baltique. Toutes ses démarches tendaient à grouper les puissances contre la Russie et à procurer la répétition de ce qui s'était fait contre l'Espagne. A celle-ci la bataille de Passaro avait coûté sa flotte, à celle-là quelque action heureuse vaudrait peut-être un pareil désastre.

Le but étant identique, le procédé ne changea pas. L'Angleterre offrit la paix à la Russie comme elle l'avait offerte à l'Espagne. Mais cette Paix était humiliante pour le Tsar, elle ne supposait pas moins que la restitution de Revel à la Suède, de la Finlande, de l'Esthonie et de la Livonie, c'est-à-dire le sacrifice des conquêtes dues à vingt années de labeurs et de génie. Il semble que Pierre I^{er} n'en ait jamais rien su, ses ministres n'osèrent lui proposer ces conditions, il apprit seulement que la négociation était rompue et s'appêta à faire la guerre. En peu de temps la Livonie se vit inondée de Cosaques, Kalmouks, Baskihrs; l'Angleterre équipa une flotte dans la Baltique et songea à attirer les Polonais en Livonie au secours des Suédois pendant qu'on déchaînerait Turcs et Tartares dans le sud de la Russie²³. C'était une nouvelle ligue, et formidable, que l'Angleterre organisait et, en vue de laquelle, elle faisait alliance avec la Suède, alliance défensive, disait-on, bien qu'il n'y parût guère²⁴. La France s'y trou-

²¹ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 294, fol. 36 : Scotti à Dubois, 26 janvier 1720.

²² Arch. d'Alcala, liasse 2555.

²³ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 326, fol. 104 : lord Stanhope à Dubois, 8 octobre 1719.

²⁴ Rousset, *Actes et Négociations*, t. II, p. 476, suiv. : Traité d'alliance entre les couronnes de la Grande-Bretagne et de Suède, conclu à Stockholm, le 27 janvier 1720.

vait implicitement comprise. « Aujourd'hui, disait le préambule de l'acte, c'est par la médiation et sous la garantie de S.M.T.C. qui a désigné et chargé de ses ordres M. de Campredon que ce traité a été conclu²⁵. »

Georges I^{er} seconda Stanhope, écrivit personnellement au Régent pour lui demander de concourir aux moyens d'entraîner le roi de Pologne²⁶. Celui-ci envoyait alors à Londres son ministre, Fleming, qui offrit le concours de la Saxe contre la Russie pourvu qu'on lui versât de larges subsides pour convertir les Polonais à leur roi et à sa politique. Stanhope approuva et pria le Régent de fournir l'argent nécessaire. Il lui expédia un sieur Lecoq, calviniste réfugié de Saxe à Londres²⁷, mais le duc d'Orléans refusa, faute d'argent et, malgré toutes les instances les plus pressantes²⁸, répondit au roi d'Angleterre que « la nécessité de pourvoir aux engagements où le Roi est entré avec Sa Majesté est la seule raison qui suspend, quant à présent, ce qu'il désirerait pouvoir faire pour marquer à Sa Majesté la confiance parfaite dans la solidité de ses projets et pour en partager les événements avec elle²⁹. »

Elle cherche à entraîner le Régent

Fleming ne pouvant rien gagner profita de la mort du résident de Saxe à Paris pour confier les affaires de son gouvernement à un tout jeune diplomate, Charles-Henri de Hoym, très élégant, très instruit, très mondain et capable d'exercer une réelle influence sur l'entourage du Régent. Hoym reçut pour instructions de décider la France à soutenir la Saxe contre la Russie³⁰, dès lors son dessein fut de détourner sur la Saxe « les libéralités que depuis un siècle la France faisait à la Suède, incapable désormais de lui servir³¹. » Outre ce jeune Chérubin, Auguste II envoyait à Berlin un vieux soldat, le général Wackerbarth pour renouer avec la Cour de Prusse et retirer à la France tout pré-

²⁵ Rousset, *op. cit.*, t. II, p. 477.

²⁶ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 327 : fol. 27 : Georges I^{er} au Régent, 7 novembre 1719.

²⁷ J. Pichon, *Vie de Charles-Henri Comte de Hoym*, 1694-1736, in-8, Paris, 1880, t. I, p. 67, note 2.

²⁸ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 327, fol. 118, 144 : Destouches à Dubois, 11 et 14 décembre 1719.

²⁹ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 327, fol. 218 : le Régent à Georges I^{er}, 6 janvier 1720.

³⁰ Les Instructions sont datées de Leipzig, 28 avril 1720; J. Pichon, *op. cit.*, t. I, p. 27.

³¹ Arch. de Dresde, t. 646, I : Réponse du comte d'Hoym à ses instructions, Leipzig, 29 avril 1720.

texte de lui tenir rigueur³². En même temps, à la diète de Varsovie, Auguste faisait miroiter les subsides, les conquêtes, les titres, tout ce qui pouvait réduire et entraîner l'aristocratie polonaise.

Attitude
de la
Turquie

Pour que le succès fut certain il suffirait d'obtenir le concours des Turcs qui occuperaient les armées moscovites sur les côtes de la mer Noire; mais les Turcs ne souhaitaient alors que la paix. Le traité de Passarowitz les avait laissé épuisés, plus que lassés, et un repos de plusieurs années leur était indispensable³³. Ils pousseraient la condescendance jusqu'à une sorte de renoncement ainsi qu'en témoignaient des hommes éclairés. « Les Turcs, écrivait le marquis de Bonnac, notre ambassadeur, feront tout pour éviter la guerre avec les Russes. Ils les laisseront, quoi que fassent les Anglais, faire la guerre en Pologne et empêcheront le Khan des Tatars de s'en mêler³⁴. » Et l'ambassadeur de Hollande, Theyls, reconnaissait que « tous les ministres étaient d'avis de ménager l'amitié de Sa Majesté Tsarienne..., jusque-là même qu'on devait fermer les yeux sur le séjour des Moscovites en Pologne³⁵. Bonnac et Theyls approuvaient et appuyaient cette politique opposée à celle de l'Angleterre, laquelle s'efforçait de faire le jeu des Allemands et, dans ce but, de pousser les Turcs contre le Tsar³⁶. Bonnac s'était créé à Constantinople une situation presque indépendante et y demeurait attaché aux maximes de la vieille diplomatie française. C'en fut assez pour que Stanhope, qui avait bouleversé notre personnel diplomatique dans les Cours du Nord, demandât le rappel de cet ambassadeur ou qu'il se conduisît mieux « suivant nos idées³⁷ ». Bonnac admonesté par Dubois prit bonne note de ce qu'on attendait de lui, s'en écarta absolument et demeura à son poste³⁸.

Attitude de
la Prusse

A Berlin, Rottembourg se montrait plus docile que Bonnac

³² Droysen, *Geschichte der Preussischen Politik* in-8, Berlin, 1855-1886, t. IV, 2^e partie, I, p. 281.

³³ A. Vandal, *Une ambassade française en Orient sous Louis XV. La mission du marquis de Villeneuve, 1728-1741*, in-8, Paris, 1887, p. 62.

³⁴ *Arch. des Aff. Étrang.*, Turquie, t. 61, fol. 202, 209, 213 : Bonnac à Louis XV, 5, 25 juin et 21 juillet 1719.

³⁵ Theyls, *Mémoires*, dans Zinkeisen, *Geschichte des Osmanischen Reichs*, t. V, p. 584.

³⁶ *Arch. des Aff. Étrang.*, Turquie, t. 61, fol. 277 : Bonnac à Louis XV, 28 janvier 1720.

³⁷ *Arch. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 326, fol. 104 : lord Stanhope à Dubois, 8 octobre 1719, *Ibid.*, t. 332, fol. 63, 93, *Destouches à Dubois*, 16 juillet, 2 août 1720, contenant de nouvelles plaintes très vives de Stanhope.

³⁸ E. Bourgeois, *Le Secret de Dubois, cardinal et premier ministre*, p. 132.

à Constantinople. Rottembourg y servait de son mieux les Anglais et avait su déterminer le roi de Prusse à rendre visite à son beau-père Georges I^{er} à Hanovre. Au retour de cette visite, Frédéric-Guillaume I^{er} adressa au Tsar une note comminatoire rédigée par Witworth et Rottembourg : « La conduite du Tsar, y lisait-on, ses exigences à l'égard de la Suède, inquiétaient toute l'Europe au moment où l'Italie allait être en paix, où la Suède avait retrouvé de nombreux amis, où toutes les grandes puissances avaient pris leurs mesures pour rétablir le repos public dans la chrétienté³⁹. » Le Tsar reçut assez mal cette note et l'envoya prussien Schlippenbach : « C'est dommage, dit-il, que la Prusse se sépare du Tsar; si elle se joint à l'Angleterre et à la Suède il la traitera en ennemie »; et cet avertissement plongea le roi de Prusse dans une vive perplexité⁴⁰. Le 1^{er} février il signa un traité d'alliance avec la Suède et, dix jours après, il adressa au Tsar une déclaration de neutralité.

Pierre I^{er} n'en voyait pas moins l'orage se former contre lui et il était assez perspicace et assez renseigné pour découvrir tous les symptômes d'une coalition; il ne négligea rien, dès lors, pour la rompre. L'alliance franco-anglaise lui apparaissait comme le noyau solide autour duquel s'amoncelaient d'autres convenances et de vigoureux appétits. Le 15 janvier 1720, il chargea son ministre à Paris, le comte de Schleinitz de demander des explications au duc d'Orléans : « une déclaration par écrit portant que S.M.T.C. n'a aucun engagement ni direct ni indirect avec la Reine et la couronne de Suède, ni avec aucun autre de ses Alliés contraire ou opposé au troisième article secret ou séparé du traité d'Amsterdam. » De plus, le Tsar déclarait « savoir à n'en pouvoir douter, la part que les envoyés du Roi avaient prise aux traités du Nord et les envois d'argent à la Suède⁴¹ ». Pour toute réponse, Dubois laissa La Marck offrir au Tsar la médiation de la France. Le Marck n'avait pas oublié ses propres griefs contre l'Angleterre il s'empressa donc de proposer à Pierre I^{er} une alliance entre la France, la Suède, l'Espagne et les puissances protestantes à l'exclusion de l'Angleterre. Rien ne convenait mieux au Tsar qui envoya à Paris un plénipotentiaire porteur d'une lettre destinée au duc d'Orléans⁴².

Avance de
Pierre I^{er}
au Régent

³⁹ Droysen, *op. cit.*, t. IV, 2^e partie, I, p. 279.

⁴⁰ Droysen, *op. cit.*, t. IV, 2^e partie, I, p. 279, 295.

⁴¹ *Mémoires de la Société Impériale d'Histoire de Russie*, t. XL, p. 74, suiv.

⁴² *Arch. des Aff. Étrang.*, Russie, t. 10, fol. 99 : Pierre I^{er} au Régent, 29 mai 1720.

Il s'y montrait toujours aussi sévère pour la Suède, réclamait, à l'exception de la Finlande et d'une partie de la Carélie, toutes les provinces conquises; mais il acceptait la médiation de la France et priait le Régent de lui faire savoir les avantages particuliers qu'il souhaitait. Dubois coupa court à ce commencement de négociation. Une note de sa main fait observer qu'« en paroissant se prêter au plan du Tsar, l'on s'exposerait à mécontenter l'Angleterre et l'Empereur par des liaisons prises à leur insu. S'il est vrai que dans d'autres conjonctures, les liaisons avec le Tsar puissent devenir utiles et même nécessaires, il serait contraire à toutes les règles de la prudence de rechercher, au prix de l'amitié des seuls Alliés qui nous préservent présentement, des engagements que nous ne pourrions soutenir⁴³. »

Stanhope
acharné à
perdre Law

Au moment où ils se dérobaient ainsi aux sollicitations de Georges I^{er} et aux avances de Pierre I^{er}, le Régent et Dubois étaient accablés d'embarras. Le Système succombait, mais Law ne se rendait pas encore, ne voulant pas comprendre que les Anglais avaient juré sa perte. Au mois de janvier, Stanhope avait essayé de le séduire; le 27 mars il était de nouveau à Paris « pour ses affaires particulières, ayant, disait-il, beaucoup d'actions à la Banque⁴⁴ », en réalité pour donner à Law un assaut qu'il croyait décisif ou, comme l'écrivit Destouches à Dubois pousser « le contrôleur général à toute extrémité ou le ramener à l'Angleterre⁴⁵ ». Dubois était pleinement gagné à tout ce qui pourrait se faire contre Law, mais celui-ci conservait une partie de son ascendant sur le duc d'Orléans. Ce fut Destouches qui servit d'intermédiaire à cette intrigue destinée à ruiner Law dans l'esprit du Régent. « Appliquez-vous à tout ce qui pourra vous instruire sur les finances et le crédit, lui avait recommandé Dubois⁴⁶. » De son côté, Law traversait de son mieux la diplomatie de Dubois, recourait aux services de Berthelot de Pléneuf, l'envoyait à Londres et, par lui, cherchait à s'emparer de notre ambassadeur M. de Senectère; pendant ce temps, à Paris, il s'attachait au parti de la « vieille Cour ». Cette fois c'en était trop; la coalition de Dubois, d'Argenson et Le Blanc l'accabla et lui fit retirer

⁴³ Arch. des Aff. Étrang., Russie, t. 10, fol. 103 : Dubois, Observations sur la lettre de S. A. R., dans A. Rambaud, Instructions, Russie, t. II, p. 202-204.

⁴⁴ Dangeau, Journal, t. XVIII, p. 258, 27 mars 1720.

⁴⁵ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 330, fol. 205 : Destouches à Dubois, 19 mars 1720.

⁴⁶ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 331, fol. 59 : Dubois à Destouches, 3 mai 1720.

le contrôle général⁴⁷. Les Anglais triomphèrent. « Ils se réjouissent, écrivait Destouches de la chute de ce ministre qui altérerait la bonne intelligence entre les deux Cours et vouloit rompre le traité de Londres⁴⁸. »

L'arrêt du 27 mai mettait Law hors du contrôle, mais le jour même il était nommé secrétaire d'État d'épée, avec l'inspection et direction générale de la Banque. Ce n'était donc qu'une demi-victoire et surtout une victoire douteuse⁴⁹. D'ailleurs Law ne s'abandonnait pas, recevait princes et ducs comme au temps de sa faveur⁵⁰ et le public savait qu'« il y avait de grands mouvements au Palais-Royal pour chasser et pour rétablir Law, à qui, suivant le mot de M. Marais, on ne savait quel nom donner⁵¹ ». Ces grands mouvements ne tardèrent pas à aboutir; le 7 juin, Law était rétabli dans sa charge et son retour allait être marqué par des vengeance. Dans la soirée du 6, Law et le chevalier de Conflans rendirent visite au chancelier Daguesseau exilé à Fresne « et on s'attendit à voir quelques changements considérables⁵² ». Le 7, le duc d'Orléans envoya le chevalier de Conflans à Fresne pour en ramener le chancelier⁵³. « Joie universelle pour tous les gens de bien⁵⁴. »

Sa disgrâce
et son retour
de faveur

Dans la journée, Dubois fut chez d'Argenson lui redemander les sceaux de la part du duc d'Orléans. D'Argenson les rapporta le soir même, au Palais-Royal, sans se hâter, donna sa démission de l'air le plus tranquille⁵⁵ et se retira chez les Jésuites de la rue Saint-Antoine et ensuite au couvent de la Madeleine de Trénel, poursuivi par l'ironie des salons⁵⁶, les sarcasmes⁵⁷ et bien-

Rappel de
Daguesseau

⁴⁷ Barbier, Journal, t. I, p. 36-37; mai 1720.

⁴⁸ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 330, fol. 38 : Destouches à Dubois, 3 juin 1720.

⁴⁹ M. de Balleroy à sa femme, 31 mai 1720, dans Les correspondants, t. II, p. 166-167.

⁵⁰ Barbier, Journal, t. I, p. 37; 30 mai 1720.

⁵¹ M. Marais, Journal et Mémoires, t. I, p. 269, juin 1720; M. de Balleroy à sa femme, 3 juin, op. cit., t. II, p. 168.

⁵² Dangeau, Journal, t. XVIII, p. 299; 6 juin 1720.

⁵³ Ibid., t. XVII, p. 299; 7 juin 1720.

⁵⁴ M. Marais, Journal et Mémoires, t. I, p. 270; 7 juin 1720.

⁵⁵ Dangeau, Journal, t. XVIII, p. 300; 8 juin; Buvat, Journal, t. I, p. 98; 7 juin 1720.

⁵⁶ M. Cawnartin de Boissy à Mme de Balleroy, 10 juin 1720, dans op. cit., t. II, p. 170-171; 172; M. Marais, Journal et Mémoires, t. I, p. 272; Saint-Simon, Additions au Journal de Dangeau, t. XVIII, p. 299; Mémoires, édit. Chérueil, 1858, t. XVIII, p. 19-20.

⁵⁷ Barbier, Journal, t. I, p. 42-43; juin 1720; Buvat, Journal, t. I, p. 102, juillet.

tôt les invectives de la foule⁵⁸. Le chancelier Daguesseau, arrivé à Paris le 8, à deux heures après minuit à l'Hôtel de la place Vendôme fut conduit à neuf heures du matin au Palais-Royal où le Régent lui rendit les sceaux, l'embrassa avec toutes les démonstrations les plus fortes de joie et d'amitié. Ensuite ils eurent une conférence dans l'embrasure d'une fenêtre à la vue de tout le monde et Law y fut en tiers. Le chancelier sortit avec la cassette des sceaux que portait un gentilhomme, il fut accueilli par les acclamations de la foule. Peu après, le Régent le conduisit saluer le Roi au Louvre. Villeroy prit la parole : « Le Roi, dit-il, n'a jamais signé d'ordre et n'en donnera jamais qui lui fasse plus de plaisir que celui de votre rappel. A présent que vous êtes à la tête des affaires, Sa Majesté espère que vous travaillerez à les rétablir. » Le petit Roi ouvrait de grands yeux et garda obstinément le silence. « Comment trouvez-vous le Roi ? » demanda le chancelier. — « Je trouve qu'il se porte bien », répondit le chancelier. — « Combien y a-t-il que vous n'avez vu Sa Majesté ? » — « Il y a un an et demi et je la trouve crû de toute la tête. » Daguesseau baisa la main de l'enfant et se retira. Alors ce furent les visites et les compliments. « Toute la France, grands seigneurs, gens de robe et d'épée » vinrent à l'hôtel du chancelier devant lequel stationnait la foule, prête à l'acclamer. « Tout Paris, dit encore Mathieu Marais, est charmé de le revoir et content de voir le garde des sceaux chassé⁵⁹. » Ces sentiments ne dureraient pas longtemps. « Tout le monde, écrira bientôt l'avocat Barbier, croit que le chancelier est livré à la Cour et qu'il deviendra aussi méchant que les autres. On afficha la nuit à sa porte, en grosses lettres, un fort joli mot⁶⁰ :

ET HOMO FACTUS EST.

Complot
contre
Dubois

Law n'était pas satisfait encore. D'Argenson ne succombait pas, il battait en retraite laissant son fils lieutenant de police, voyant en cachette le Régent⁶¹, laissant supposer une entente secrète entre le prince et lui⁶². Law en prit ombrage. Bientôt on apprit que M. de La Vrillière, secrétaire d'État, s'était rendu à la

⁵⁸ Barbier, *Journal*, t. I, p. 127; 10 mai 1721.

⁵⁹ M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. I, p. 272; 8 juin 1720.

⁶⁰ Barbier, *Journal*, t. I, p. 44; 2 juillet 1720. M. Marais, *op. cit.*, t. I, p. 308.

⁶¹ M. de Balleroy à sa femme, 24 juin, dans *op. cit.*, t. II, p. 175; Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVIII, p. 299.

⁶² Le marquis d'Argenson à Mme de Balleroy, 27 juin, dans *op. cit.*, t. II, p. 176.

Madeleine du Traînel et que le jeune d'Argenson était remercié et remplacé⁶³; M. de Trudaine, prévôt des marchands, l'était lui aussi⁶⁴; les quatre frères Pâris, exilés en Dauphiné⁶⁵; plusieurs autres étaient frappés et « toutes ces mutations prouvaient incontestablement que Law était mieux que jamais dans l'esprit du Régent⁶⁶. » L'abbé Dubois échapperait-il à la vengeance de Law? Le contrôleur général ne manquait pas de complices dans l'assaut qu'il menait contre le secrétaire d'État des affaires étrangères. Le duc de Bourbon croyait conduire l'intrigue bien qu'il ne fut capable d'autre chose que de la faire manquer, Valincour groupait des recrues et s'adressait à Saint-Simon : « Il me semble, lui écrivait-il, que ce qui vient d'arriver à M. le Chancelier devrait rapprocher et réunir pour jamais deux personnes qui se conviennent si fort l'une et l'autre par leur vertu, leurs manières de penser et leurs sentiments pour le bien de l'État⁶⁷. » Saint-Simon feignit d'autres préoccupations; à l'en croire il n'était venu à Paris que rappelé par la santé de sa femme. Le 12 juin cependant, il sollicitait une audience du Régent, car « le point des points, disait-il, est d'ôter l'abbé Dubois. Il ne faut compter sur rien s'il demeure. On peut compter que le fort et le faible seront employés de ma part sous toutes sortes de faces. » Il pria nettement le prince « de renvoyer son ministre à Cambrai », et employa « tous ses moyens pour renverser cet honnête homme tandis qu'il étoit ébranlé⁶⁸. » Il croyait toucher le but : « Je l'ai cru perdu l'autre semaine et encore celle-ci⁶⁹. » Voyons où il en était.

Le cardinal de La Trémoille était mort à Rome, le 9 janvier 1720, « assez méprisé et à peu près banqueroutier ». Il avait cependant en traitement, pensions et bénéfices des sommes

Dubois
visé à
l'archevêché
de Cambrai

⁶³ Barbier, *Journal*, t. I, p. 43; juillet; Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 308; 26 juin; M. Marais, *op. cit.*, t. I, p. 308; M. de Balleroy à sa femme, 3 juillet, *op. cit.*, t. II, p. 176.

⁶⁴ Barbier, *Journal*, t. I, p. 45; Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 309; M. Marais, *op. cit.*, t. I, p. 304; M. de Balleroy à sa femme, dans *op. cit.*, t. II, p. 176, 180.

⁶⁵ Barbier, *Journal*, t. I, p. 43; Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 309; M. Marais, *op. cit.*, t. I, p. 305; Buvat, *Journal*, t. I, p. 111; M. de Balleroy à sa femme, dans *op. cit.*, t. II, p. 179.

⁶⁶ M. de Balleroy à sa femme, 3 juillet, dans *op. cit.*, t. I, p. 178-179.

⁶⁷ Valincour à Saint-Simon, 9 juin 1720, dans E. Bourgeois, *op. cit.*, p. 198.

⁶⁸ Saint-Simon à Millain, 15 juin 1720, dans A. Baschet, *Le duc de Saint-Simon, son cabinet et l'histoire de ses manuscrits*, in-8, Paris, 1874, p. 421-422; P. Chéruel, dans *Revue historique*, t. I, p. 149, note 5.

⁶⁹ Saint-Simon à Millain, 15 juin 1720.

importantes. « Son ignorance, ses mœurs, l'indécence de sa vie, sa figure étrange, ses facéties déplacées, le désordre de sa conduite, ne purent être couverts par son nom, sa dignité et son emploi, la considération de sa sœur la fameuse princesse des Ursins » qui avait imposé sa promotion. « C'étoit un homme qui ne se soucioit de rien et qui pourtant craignoit tout, tant il étoit inconséquent, et qui, pour plaire ou de peur de déplaire, n'avoit sur rien d'opinion à lui⁷⁰. » Cette mort faisait vaquer le plus riche archevêché, Cambrai, estimé à cent cinquante mille livres de rente; Dubois en fut tenté. Après l'échec de la campagne pour le cardinalat, il voulait sa revanche; cet archevêché encore illuminé de la gloire de Fénelon, ce bénéfice dont l'opulence permettait tant d'entreprises, ce poste qui créait son titulaire prince d'Empire étoit un degré providentiel pour s'élever au cardinalat.

Il sonde
le Régent

« Quelque imprudent qu'il fût, quel que fût l'empire qu'il avoit pris sur son maître, il se trouva fort embarrassé et masqua son effronterie de ruse, il dit au duc d'Orléans qu'il avoit fait un plaisant rêve, et lui conta qu'il avoit rêvé qu'il étoit archevêque de Cambrai. Le Régent, qui sentit où cela alloit, fit la pirouette et ne répondit rien. Dubois, de plus en plus embarrassé, bégaya et paraphrasa son rêve; puis, se rassurant d'effort, demanda brusquement pourquoi il ne l'obtiendrait pas; Son Altesse Royale de sa seule volonté pouvant ainsi faire sa fortune. Le duc d'Orléans fut indigné, même effrayé, quelque peu scrupuleux qu'il fût au choix des évêques, et d'un ton de mépris, lui répondit : « Qui! toi, archevêque de Cambrai! » en lui faisant sentir sa bassesse et plus encore le débordement et le scandale de sa vie. Dubois s'étoit trop avancé pour demeurer en si beau chemin, lui cita des exemples⁷¹ », mais comprit que l'affaire étoit à reprendre. Il n'hésita pas à adopter la méthode qui lui avoit réussi déjà pour vaincre la résistance du prince, l'intervention des diplomates étrangers. Cette fois, pour gagner du temps, après avoir chargé Destouches d'agir à Londres auprès de Stanhope, Dubois mit en campagne l'ambassadeur impérial, M. de Pendtenriedter qu'il avoit sous la main.

⁷⁰ Saint-Simon. *Mémoires*. Édit. Chéruel. 1858, t. XVIII, p. 389; *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVIII, p. 210. Lefitau n'en écrivait pas moins à Dubois le 10 janvier : Dieu vient de nous enlever Mgr le card. de la Trémoille qui a vécu et est mort comme un prédestiné. *Arch. des Aff. Étrang.*, Rome, 606, fol. 134.

⁷¹ *Public Record Office*, France, vol. 361 : lord Stair à J. Cragge, Paris, 25 janvier 1720.

Aussitôt informé, celui-ci demanda audience au Régent et postula l'archevêché vacant pour Dubois. Il motiva son intervention par ce fait que la plus grande partie du diocèse étoit située hors de France, dans les terres de l'Empereur; ainsi Dubois se trouverait en mesure d'entretenir l'harmonie et la bonne intelligence entre les alliés. Le Régent l'écouta sans le décourager et au sortir du Palais-Royal, l'ambassadeur impérial se rendit chez lord Stair le priant d'obtenir l'intervention personnelle de Georges I^{er}. Stair rendit compte à Dubois qui stimula l'ardeur toujours prête de Destouches, pendant que le ministre impérial à Londres ne voulut pas moins faire que son collègue de Paris et donna lecture au roi d'Angleterre d'une lettre de Pendtenriedter qui produisit l'effet désiré⁷². Moins heureux ou moins respecté, Destouches, que le Roi admettait à une sorte de familiarité, n'avait recueilli qu'un éclat de rire : « Sire, lui dit-il, je sens comme Votre Majesté, la singularité de la demande; mais il est de la plus grande importance pour moi de l'obtenir. — Comment veux-tu, répondit le Roi en continuant de rire, qu'un prince protestant se mêle de faire un archevêque en France? Le Régent en rira lui-même et n'en fera rien. — Pardonnez-moi, Sire; il en rira, mais il le fera; premièrement par respect pour Votre Majesté; en second lieu, parce qu'il le trouvera plaisant. D'ailleurs, l'abbé Dubois est mon supérieur; mon sort est entre ses mains; il me perdra, si je n'obtiens de Votre Majesté une lettre pressante à ce sujet : la voici toute écrite, et les bontés dont Votre Majesté m'honore me font espérer qu'elle voudra bien la signer. — Donne, puisque cela te fait tant de plaisir », dit le Roi et il la signa⁷³. La voici :

« Le S^r de Pendtenriedter m'a fait savoir que vous aviez à disposer de l'archevêché de Cambrai, et m'a fait remarquer que dans l'incertitude d'obtenir un chapeau de cardinal pour M. l'abbé Dubois, ce bénéfice feroit le même effet et lui donneroit la considération et la seureté que tous vos aliez lui souhaitent par reconnaissance et pour le mettre en état de contribuer longtemps au maintien de la bonne correspondance. D'ailleurs l'Empereur, l'Angleterre et la Hollande ont un intérêt égal qu'il y ait à Cambrai un sujet prudent qui ait à cœur d'entretenir la bonne intelligence entre ces puissances et la France, de sorte que vous épargneriez beaucoup d'inquiétudes, et peut-être des inconvénients si vous y placiez un homme dont nous connaissons toutes les bonnes intentions et la sagesse. L'amitié avec laquelle vous avez reçu

Fait écrire
le roi d'An-
gleterre

⁷² Duclos, *Mémoires secrets*, in-8, Paris, 1864, t. II, p. 67; il tenait ce récit de Destouches lui-même.

ma lettre au sujet du chapeau de cardinal me fait espérer que vous n'aurez pas moins d'égard à celle-ci pour une grâce qui dépend entièrement de vous. Il s'agit de l'intérêt commun et de votre gloire, et je puis vous assurer que mon empressement dans cette occasion est l'effet de l'attachement sincère que j'ai pour vous⁷³. »

Lord Stair
obtient la
nomination

Destouches expédia cette lettre à l'instant, ne manquant pas d'ajouter qu'il lui « seroit impossible d'exprimer l'empressement de Milord Stanhope à exécuter ce que vous avez souhaité, et la joie avec laquelle le roi de la Grande-Bretagne s'est employé en cela pour votre satisfaction⁷⁴. » Armé de cette lettre, lord Stair se présenta chez le Régent, le 4 février 1720. L'instant était propice; on venait d'apprendre l'accession définitive de Philippe V à la Quadruple-Alliance⁷⁵. Stair y fit allusion et ajouta que cette coïncidence ne lui permettait pas de croire au refus de la demande qu'il présentait. Le duc d'Orléans répondit que le jour était vraiment favorable, qu'il accordait la demande du Roi, mais demandait quelques jours de silence parce qu'il pensait que l'accommodement très prochain de la Constitution lui fournirait l'occasion d'une déclaration publique⁷⁶. Averti par Stair, Dubois accourut chez le Régent qui lui dit : « Mais tu es un sacre, et qui est l'autre sacre qui voudra te sacrer? — Ah! s'il ne tient qu'à cela, reprit vivement l'abbé, l'affaire est faite; je sais bien qui me sacrera, il n'est pas loin d'ici — Et qui diable est celui-là qui osera te sacrer? — Voulez-vous le savoir? et ne tient-il qu'à cela encore une fois? — Eh bien! qui? dit le Régent. — Votre premier aumônier qui est là dehors, il ne demandera pas mieux, je m'en vais le lui dire. » Il sort, tire l'évêque de Nantes à part, lui dit qu'il a Cambrai, le prie de le sacrer, qui le lui promet à l'instant; rentre, caracole, dit que l'affaire est faite, remercie, loue, admire et scelle la promesse à ne s'en plus dédire⁷⁷. » Puis on s'en va dîner à Saint-Cloud, la Fare, Brancas, Nocé et le Régent dans un carrosse. Tout-à-coup, Nocé, pour égayer la conversation, dit : « Monseigneur, on prétend que ce coquin de Dubois veut être archevêque de Cambrai? — Cela est vrai, répondit le prince,

⁷³ *Public Record Office*, France, vol. 361 : Georges I^{er} au Régent, Saint-James, 18 (=29) janvier 1720.

⁷⁴ Destouches à Dubois, 29 et 30 janvier 1720, dans C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 297.

⁷⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 227; 4 février 1720.

⁷⁶ *Public Record Office*, France, vol. 361 : lord Stair à lord Stanhope, Paris, 5 février 1720.

⁷⁷ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, 1858, t. XVII, p. 422.

et cela peut convenir à mes affaires. » On se tut⁷⁸. Dubois rejoignit les soupeurs et pendant le repas, le Régent dit : « J'ai nommé à l'archevêché de Cambrai; je ne crois pas que Dieu m'en sache beaucoup de gré, car j'ai nommé le plus grand coquin, le plus grand athée, le plus grand scélérat et le plus mauvais prêtre qu'il y ait au monde. » L'abbé sans attendre qu'on le nommât, se leva, alla baiser la main du Régent et le remercia⁷⁹. »

Dubois ne fut pas moins reconnaissant aux solliciteurs d'Angleterre et remercia avec effusion le roi Georges, les lords Stanhope et Sunderland⁸⁰. Dès le 6 février, il fit charger Lafitau, chargé d'affaires à Rome, de demander au pape l'indult nécessaire pour la nomination⁸¹. La nomination était ébruitée et faisait « un étrange bruit⁸² ». Il fallut se précautionner et mettre en état de recevoir cette éclatante dignité. L'abbé n'était pas dans les ordres, il s'agissait de conférer la prêtrise à l'homme le plus taré de France. Les contemporains pensaient avoir tout vu, ils ne laissèrent pas d'être surpris; ils se croyaient blasés en fait de turpitudes et on allait leur montrer qu'ils avaient à peine effleuré le scandale. Dubois avait songé à se faire ordonner dans la chapelle du Palais-Royal, mais il lui fallait l'autorisation de l'Ordinaire. Massillon, évêque de Clermont, l'alla demander au cardinal de Noailles, il n'en rapporta qu'un refus. « Les vices d'esprit et de cœur et les mœurs si publiques de l'abbé Dubois lui étoient connus. Il eut horreur de contribuer en rien à le faire entrer dans les ordres sacrés. Il sentit toute la pesanteur du nouveau poids dont son refus l'alloit charger de la part d'un homme devenu tout puissant sur son maître qui sentiroit dans toute l'étendue l'insigne affront qu'il recevrait et quelles en seroient les suites pour le reste de leur vie. Rien ne l'arrêta, il refusa le dimissoire pour les ordres avec un air de douleur et de modestie sans que rien le pût ébranler, et garda là-dessus un parfait silence⁸³. »

Noailles
refuse le
dimissoire

⁷⁸ Duclos, *Mémoires secrets*, 1864, t. II, p. 68; il tenait cette anecdote du maréchal de La Fare.

⁷⁹ Le chev. de La Cour à Mme de Balleroy, 3 juin 1720, dans *op. cit.*, t. II, p. 169.

⁸⁰ Dubois à Destouches, Paris, 5 février 1720, dans C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 299.

⁸¹ Cambrai, conquis par Louis XIV, en 1677, restait soumis au Concordat en vigueur en terre germanique; la nomination nécessitait un indult.

⁸² Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, 1858, t. XVII, p. 422.

⁸³ *Ibid.*, t. XVII, p. 423.

Ordination
per saltum

Il fallut se tourner ailleurs. Massillon ne laissait pas que d'offrir quelques prises à la calomnie, ou à la médisance⁸⁴, piqué de son échec, il offrait ses services, mais Clermont en Auvergne était trop loin. Dubois se rabattit sur un ancien protecteur de Lafitau, Bezons, transféré depuis peu de Bordeaux sur le siège de Rouen. Ce dernier diocèse poussait des pointes jusqu'auprès de Paris, l'archevêque accorda le dimissoire et, sous prétexte des affaires dont il était chargé, Dubois partit un matin, pour Chanteloup, dans le vicariat de Pontoise à quatre ou cinq lieues de Paris, pour y recevoir tous les ordres mineurs et le sous-diaconat, des mains de Tressan, évêque de Nantes et premier aumônier du duc d'Orléans (samedi 24 février)⁸⁵. Le lendemain dimanche, il reçut le diaconat et huit jours plus tard la prêtrise (3 mars). Ce fut l'affaire d'une matinée, au retour il se rendit au Louvre et se présenta au Conseil de régence⁸⁶. On fut surpris de l'y voir arriver. Il n'avait pas perdu de temps en actions de grâces. Il venait, à ce que dit plaisamment le duc de Mazarin, de faire sa première communion. Tout le monde se trouvait dans le cabinet du conseil, mais encore debout et épars. Quand l'abbé entra quelques-uns se récrièrent, il tourna la tête et voyant le prince de Conti venir à lui, ricanant, de ces ordres, de ce sacre, et qui fit un pathos avec tout l'esprit et la malignité possible. « Dubois qui n'avait pas eu l'instant de placer une seule parole, le laissa dire, puis répondit froidement que, s'il étoit un peu plus instruit de l'antiquité, il trouveroit ce qui l'étonnoit fort peu étrange, puisque lui abbé ne faisoit que suivre l'exemple de saint Ambroise, dont il se mit à raconter l'ordination qu'il étala. Cette impie citation de saint Ambroise courut bientôt le monde avec l'effet qu'on en peut penser⁸⁷. »

Opposition
de Law

Cette comédie sacrilège de l'ordination n'avait pas même comporté la messe célébrée par l'ordinand, Dubois s'étant réservé de la dire pour la première fois le jour de son sacre, après qu'il aurait reçu les bulles de Rome; en attendant, il se faisait instruire par son neveu, chanoine de Saint-Honoré, dans une chambre de

⁸⁴ Nous n'adoptons pas ce qui s'est dit alors contre Massillon, nous le rappe-
lons seulement. Le talent chez lui s'élevait plus haut que le caractère; voir
M. Marais, *op. cit.*, t. I, p. 275; *Les Correspondants de la marquise de Bal-*
leroy, in-8, Paris, 1883, t. I, p. 221, 222.

⁸⁵ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 240; 27 février 1720; Dorsanne, *Journal*,
1753, t. I, p. 509.

⁸⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 246; 3 mars 1720; Saint-Simon, *Mémoires*,
édit. Chéruel, 1858, t. XVII, p. 424.

⁸⁷ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel 1858, t. XVII, p. 424-425.

son appartement où il avait fait dresser une espèce d'autel⁸⁸. On l'entendait jurer et sacrer, suivant son habitude, en apprenant de mémoire les versets de l'introït : « Mordieu, je n'apprendrai jamais ce b.... de verset-là⁸⁹. » Simple distraction entre de plus graves soucis! Law n'abandonnait pas la lutte contre le prestolet, il s'associait Le Blanc, ministre de la guerre, afin de le faire exclure du Conseil sous prétexte que la dignité archiépiscopale était incompatible avec les occupations ministérielles. Dubois le savait et portait ses plaintes à Stair. A l'entendre, il ne s'en met-
tait pas autrement en peine, si ce n'est qu'il voyait que ces mes-
sieurs allaient embarquer le duc d'Orléans dans des mesures qui
le perdraient et l'État en même temps; mais lui, l'abbé était
obligé de se contenir et de tout « avaler », jusqu'à ce qu'il fut
en possession de l'archevêché⁹⁰.

Ce n'était pas chose facile. En sollicitant l'indult nécessaire, le Régent avait fait savoir au Pape qu'il était nécessaire « de cimenter les fondements de l'union étroite et de la correspon-
dance parfaite qu'il était si nécessaire de conserver entre le chef et
le fils aîné de l'Eglise⁹¹. » L'instruction envoyée à Lafitau s'effor-
çait de pallier la réputation infâme de Dubois en le représentant
comme constitutionnaire. « Vous connaissez par vous-même quel-
les sont ses dispositions par rapport à la bulle *Unigenitus*. L'ap-
plication qu'il apporte sous mes ordres à la faire recevoir dans
tout le royaume... est un bon garant de la conduite qu'il tiendra.

Tous ces motifs doivent dissiper entièrement les inquiétudes

Retards
apportés à
l'indult

⁸⁸ Buvat, *Journal*, t. II, p. 43, mars 1720.

⁸⁹ M. Marais, *Journal et mémoires*, t. I, p. 276, juin 1720. Un hagiographe a
tenté de transformer cet épisode de la vie de Dubois en récit d'édification. Le
refus du cardinal de Noailles est « un prolongement de la querelle » de la
bulle, car il « ne connaissait guère ces scrupules de conscience ». Cet hagio-
graphe ignore qu'on donne le nom d'introït aux versets récités au pied de
l'autel, et qu'une messe d'ordination *extra tempora* n'est pas une expression
dépourvue de sens; il prend Barbier pour un anecdotier et M. Marais pour
un pamphlétaire, il prend le premier pour le second, étant avocats tous deux;
enfin, il envoie Dubois se préparer « par quelques jours de prière et de ré-
flexion » à la consécration épiscopale, et il omet de dire que cette retraite
fut prêchée par la Tencin, sa maîtresse; voir P.-M. Masson, *Une vie de femme*
au XVIII^e siècle, Mme de Tencin, 1682-1749, in-12, Paris, 1909. C'est sans
doute par inadvertance (?) qu'il laisse entendre que Duclos invente les propos
qu'il prête à Destouches, alors que Duclos écrit dix lignes plus bas qu'il les
tient de Destouches lui-même.

⁹⁰ *Hardwicke Papers*, t. II, p. 608 : lord Stair à J. Craggs, Paris, 28 février
1720.

⁹¹ *Arch. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 606, fol. 271 : Le Régent à Lafitau,
6 février 1720.

que le Pape auroit pu avoir sur les sentiments du sujet⁹². » Dubois renchérissait sur ce plaidoyer. « Le nom de celui que S. A. R. destine à cet archevêché, écrivait-il, pourra lever, je m'en flatte, toutes les inquiétudes du Pape⁹³, et il parlait de sa nomination comme « du plus grand fléau » qui pût atteindre le jansénisme⁹⁴. Malgré l'extrême impatience qu'avait Clément XI de hâter le triomphe de la Constitution, les garanties que lui présentait un pareil candidat ne pouvaient le convaincre, il atermoyait, il lam-binait et Dubois s'irritait, il écrivait à Lafitau. « On a été fort surpris que vous ayez fait partir de Rome votre courrier sans qu'il fut chargé de l'indult. Vous deviez dire ou faire dire à Sa Sainteté que vous ne pouviez vous résoudre à lui rendre ce mauvais office que de renvoyer les mains vides un homme que le Roi vous avait dépêché pour demander une grâce qu'on ne doit pas lui refuser et qu'il est extraordinaire de différer... Le délai du Pape est étonnant surtout dans le temps que S. A. R. se donne des mouvements incroyables pour les intérêts du Saint-Siège et que je travaille avec un zèle qui est remarqué de tout le monde⁹⁵. » Il rappelait la maladroite provocation qu'avait été la promotion de M. de Mailly au cardinalat. Dix jours plus tard, nouvelles récriminations sur un ton plus chagrin encore. « N'y avait-il pas lieu d'être surpris qu'on mit le marché à la main pour un indult que le pontife n'est pas en droit de refuser... Pourquoi le Pape veut-il nous imposer des conditions sur tout ce que nous lui demandons, et n'en recevoir aucune sur tout ce qu'il exige de nous? Si donc le courrier qui part aujourd'hui revient sans porter l'indult, on peut chercher à Rome quelque autre qui les serve⁹⁶. » Cette humeur hargneuse, ces menaces à peine déguisées, donnaient la mesure de l'impatience de Dubois qui, à la nouvelle que la santé du Pape déclinait, écrivait à son compère : « Si Dieu nous privait de Sa Sainteté, dans quels inconvénients ce malheur nous jetterait par le délai de l'indult et à combien d'accidents je serais exposé⁹⁷! »

⁹² Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 606, fol. 271 : Le Régent à Lafitau, 16 février 1720.

⁹³ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 607, fol. 437 : Dubois à Lafitau, 19 février 1720.

⁹⁴ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 607, fol. 60 : Dubois à Lafitau, 28 février 1720.

⁹⁵ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 607, fol. 344 : Dubois à Lafitau, 14 mars 1720.

⁹⁶ Arch. des Aff. Étrang., t. 608, fol. 83 : Dubois à Lafitau, 24 mars 1720.

⁹⁷ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 608, fol. 87 : Dubois à Lafitau 24 mars 1720.

Devant le public, il dissimulait ces inquiétudes. « Le 3 avril, écrit Jean Buvat, M. l'abbé Dubois, nommé à l'archevêché de Cambrai, ministre et secrétaire d'État, favori de M. le Régent, donna splendidement à dîner à M. le maréchal de Villeroy, à M. le maréchal de Tallard, à M. le maréchal d'Estrées, à milord Stair ambassadeur d'Angleterre, à M. Hop ambassadeur de Hollande, à l'envoyé de l'Empereur M. de Pendtenriedter et à d'autres ministres étrangers, où rien ne fut épargné pour la bonne chère et pour la délicatesse des mets. Parmi le fruit qui fut servi, il y avoit des poires de bon chrétien qu'on assurait avoir coûté quinze et vingt francs la pièce⁹⁸. » Le 5 avril l'indult fut accordé⁹⁹. Clément XI ne s'y était résigné qu'après avoir consulté l'ancien nonce Bentivoglio; celui-ci prononça : *dignissimus*, et l'indult fut signé « en considération de Dubois, était-il dit, et pour l'amour de lui¹⁰⁰. » Tant il est vrai de dire que l'amour est aveugle!

L'indult
est donné

Le 14 avril, l'indult arriva à Paris¹⁰¹; les bulles, le pallium et le gratis vinrent un mois plus tard¹⁰² et le sacre fut fixé au dimanche 2 juin¹⁰³, mais une indisposition le fit retarder de huit jours. Ce sacre — que les petites gens appelaient un massacre¹⁰⁴ — était la fable de tout Paris. Les polissons s'étaient emparés du mot du duc de Mazarin sur cette première messe qui serait une première communion¹⁰⁵, certains attribuaient à l'évêque Tressan cette autre épigramme : « Ne lui faudrait-il pas aussi le baptême? » La rue rivalisait d'esprit avec les salons. Une dispute s'éleva entre le laquais de Dubois et celui de l'archevêque de Reims, ils disputaient de la prééminence, des prérogatives de leurs maîtres. Le laquais de l'archevêque de Reims disait : « Tu es un plaisant faquin; ton maître n'est qu'un archevêque, le mien est archevêque, duc et pair, et de plus sacre les rois. — Beau privilège! répliqua l'autre, en cinquante ans un archevêque de Reims sacre un roi et l'ar-

Préparatifs
du sacre

⁹⁸ Buvat, *Journal*, t. I, p. 70; 3 avril 1720.

⁹⁹ Arch. des Aff. Étrang., France, *Mémoires et Documents*, 1570, fol. 172-174.

¹⁰⁰ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 610, fol. 103 : Lafitau à Dubois, 17 avril 1720.

¹⁰¹ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 268, 14 mai; Buvat, *Journal*, t. I, p. 72; 14 mai 1720.

¹⁰² Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 289, 17 mai; Buvat, *Journal*, t. I, p. 83; 16 mai 1720.

¹⁰³ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 297, 1^{er} juin 1720.

¹⁰⁴ M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. I, p. 276.

¹⁰⁵ Barbier, *Journal*, t. I, p. 39, juin 1720.

chevêque de Cambrai, mon maître, sacre Dieu tous les jours¹⁰⁶. » On ne se divertissait pas moins de cet étrange billet d'invitation¹⁰⁷ :

Vous êtes prié de la part de M. l'abbé Dubois, ci-devant précepteur de M. le duc d'Orléans, ministre et secrétaire d'État nommé par le Roi à l'archevêché de Cambrai, de lui faire l'honneur d'assister à la cérémonie de son sacre, qui se fera dimanche 9 juin 1720, à neuf heures précises du matin, dans l'église de l'abbaye royale du Val-de-Grâce, faubourg Saint-Jacques.

Le Régent, qui s'amusait à bourrer son ministre de coups de pied dans le derrière quelques jours avant ce sacre, lui disait qu'il n'enverrait pas à Rome pour avoir battu un prêtre indigne¹⁰⁸ et ne voulait pas assister au sacre. Saint-Simon l'était venu trouver la veille et lui avait dit courageusement qu'y aller « c'était, à la vie que tous deux menoient..., s'aller moquer de Dieu et de la religion dans ses plus saints mystères et dans la plus auguste cérémonie, à la face de l'univers. Le prince, malgré la promesse faite à Dubois, se laissa persuader et promit qu'il n'iroit point. La nuit suivante, il coucha avec Mme de Parabère chez lui, au Palais-Royal; il lui conta la conversation de Saint-Simon et dit qu'il n'iroit point au sacre. A cela Mme de Parabère répondit que Saint-Simon avoit grande raison, mais que pourtant il iroit, et qu'elle le vouloit ainsi. Dispute entre eux deux, la maîtresse ne démordant point, mais sans alléguer aucune raison; le duc d'Orléans la pressa tant qu'enfin elle lui dit qu'il n'y avoit pas quatre jours qu'elle étoit raccommodee avec l'abbé Dubois, qu'il savoit minute par minute qui il voyoit, et tout ce qu'il faisoit; qu'il ne manqueroit pas de savoir aussi, dès en se levant qu'ils avoient passé la nuit ensemble, et que n'allant point le matin à son sacre, il ne douteroit jamais que ce ne fût elle qui l'en eût empêché; qu'il en seroit outré contre elle; qu'il feroit si bien qu'il les brouilleroit tous deux, et qu'en deux mots elle vouloit qu'il fût à son sacre, et, en effet, il y alla¹⁰⁹. »

Le sacre de
Dubois

Tout y parut également superbe et choisi pour faire éclater la faveur démesurée d'un ministre éperdu d'orgueil et d'ambition sans bornes. Le Val-de-Grâce fut choisi comme étant un monastère royal, le plus magnifique de Paris et l'église la plus singu-

¹⁰⁶ Le chevalier de la Cour à la marquise de Balleroy, 3 juin 1720, dans *Les correspondants*, t. II, p. 169; Barbier, *Journal*, t. I, p. 39, juin 1720.

¹⁰⁷ M. Marais, *op. cit.*, t. I, p. 276.

¹⁰⁸ *Ibid.*

¹⁰⁹ Saint-Simon, *Addit. au Journal*, t. XVIII, p. 301-302; *Mémoires*, édit. Chéruel, 1858, t. XVII, p. 426-429.

lière. Le cardinal de Rohan, grand aumônier, évêque de Strasbourg, donna la consécration épiscopale, flanqué de Tressan qu'on n'osa éliminer et de Massillon qui sentit l'indignité et l'excès du scandale, balbutia et n'osa refuser. Il fut blâmé néanmoins et beaucoup dans le monde, surtout des gens de bien de tout parti. Les plus raisonnables le plainirent et on convint assez généralement d'une sorte d'impossibilité de s'en dispenser et de refuser¹¹⁰. L'église fut superbement parée, « toute la France » s'y trouva¹¹¹, personne n'osant hasarder de ne s'y pas montrer. Il y eut des tribunes à jalousies préparées pour les ambassadeurs et autres ministres protestants. Il y en eut une autre plus magnifique pour le duc d'Orléans et son fils le duc de Chartres qu'il y mena. Il y en eut pour les dames et le monastère fut littéralement envahi et livré à un désordre qui dura toute la journée, par le grand nombre de tables qui furent servies pour tout le subalterne de la fête et pour tout ce qui s'y voulut fourrer. Les premiers gentilshommes de la chambre de M. le duc d'Orléans et ses premiers officiers firent les honneurs de la cérémonie, placèrent les gens distingués, les reçurent, les conduisirent, et d'autres de ses officiers prirent les mêmes soins à l'égard des gens moins considérables, tandis que tout le guet et toute la police étoit occupée à faire aborder, ranger, sortir les carrosses sans nombre avec tout l'ordre et la commodité possible. Pendant le sacre qui fut peu décent de la part du consacré et des spectateurs, surtout en sortant de la cérémonie, le duc d'Orléans témoigna sa satisfaction à ce qu'il trouva sous sa main des gens considérables de la peine qu'ils avoient prise. Tous les prélats, les abbés distingués, et quantité de laïques considérables furent invités pendant la cérémonie par les premiers officiers du duc d'Orléans à dîner au Palais-Royal où le festin fut servi avec la plus splendide abondance et délicatesse, apprêté et servi par les officiers du Régent et à ses dépens¹¹². Dubois reçut de son ancien élève un anneau pastoral de la valeur de quarante mille écus. La populace but et mangea, elle aussi, à tables ouvertes dans la rue Saint-Jacques.

Du sein de cette apothéose, Dubois surveillait son ennemi et travaillait à le perdre. Le parti de Law se composait de princes du sang enrichis par l'agiotage et d'hommes de la vieille Cour

Dubois
l'emporte
sur Law

¹¹⁰ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XVII, p. 432.

¹¹¹ M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. I, p. 275; Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, 1858, t. XVII, p. 432.

¹¹² Saint-Simon, *Mémoires*, t. XVII, p. 433.

hostiles à la politique anti-espagnole. Des repus et des évincés. Dubois comprit que l'amitié anglaise lui avait donné, sauf le cardinalat, tout ce qu'il en pouvait attendre, il revint aux « vieille Cour », se rapprocha des légitimés, donna des espérances à Torcy et à d'Huxelles. Ce fut l'affaire de peu de jours. Une semaine après le sacre, Saint-Simon écrit n'avoir jamais vu à quel point l'ancienne Cour est maintenant liée au Garde des Sceaux et à l'abbé Dubois, et eux aux bâtards qui est l'angle qui les unit¹¹³. Dubois avait une autre ressource, l'amitié du Régent, qui le tenait au courant des démarches les plus secrètes tentées auprès de lui. « Il a eu la bonté, écrit Saint-Simon, de lui raconter de point en point tout ce que je lui ai dit, tant pour l'empêcher d'aller à son sacre que pour le renvoyer à Cambrai¹¹⁴ ». Villeroy, qui conseillait de cacher certaines ouvertures de peur que Dubois ne les communiquât aux Anglais¹¹⁵, était trahi de même. La cabale de Law n'en était que plus impatiente de réussite; du 12 au 17 juin elle tenta les derniers efforts. Elle se réunissait chez le duc de Chaulnes, fils du duc de Chevreuse, ami intime de Saint-Simon; on s'y répartissait les rôles. Saint-Simon, toujours à l'avant-garde obtint, le 16, une audience du Régent qui l'écouta avec bienveillance, l'encouragea, sourit finement lorsqu'il parla de Dubois, le « ministre des étrangers, l'allié de la vieille Cour », le laissa dire et le remercia. Au sortir de cette entrevue, Saint-Simon chanta victoire, il se trompait fort. Le Régent était résolu dès lors de garder Dubois, de sacrifier Law¹¹⁶ et de revenir à l'alliance espagnole. Le 19 juin, la victoire était gagnée, Dubois écrivait à Destouches : « L'intérieur est encore plus parfait que les apparences¹¹⁷. »

¹¹³ Saint-Simon, samedi 15 juin 1720, voir E. Bourgeois, *op. cit.*, p. 200.

¹¹⁴ Saint-Simon, samedi 15 juin 1720, dix heures du soir; *ibid.*, p. 200.

¹¹⁵ *Fragment de Journal* de Dubois, 16 juin 1720. (Vente de Frémont, Catalogue Laverdet, p. 852).

¹¹⁶ Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 302; 10 juin 1720 : « M. Law paroît être mieux que jamais avec M. le duc d'Orléans ».

¹¹⁷ *Arch. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 331, fol. 180 : Dubois à Destouches, 19 juin 1720.

CHAPITRE XLVI

La peste à Marseille

(Juillet 1720-Août 1721)

Introduction de la peste à Marseille. — Premières précautions. — Insinuation regrettable de M. de Belzunce. — L'administration municipale et ecclésiastique. — Aspect de la ville. — Ineptie des médecins. — Émotion en France. — Remèdes médicaux. — Secours spirituels. — Abandon de la ville. — M. de Belzunce. — M. Moustiès. — Le chevalier Roze. — Secours reçus. — Conflits de préséance. — Visionnaires et rimailleurs. — Consécration au Sacré-Cœur de Jésus. — Allanch, Aix, Toulon, Arles, Apt et autres lieux. — Calamités dans le reste de la France. — L'incendie de la ville de Rennes.

En l'année 1720, Marseille comptait 90.000 habitants et sa prospérité allait croissant¹. La récolte de 1719 en Provence avait été normale et le prix de la vie eut été peu élevé sans la perturbation générale apportée par la rareté du numéraire. Rien ne laissait prévoir une calamité presque sans exemple si, par sa situation, Marseille n'avait semblé destinée à expier sa richesse par sa sécurité. Une vingtaine de fois, de mémoire d'historien², des maladies contagieuses y avaient éclaté et entraîné de terribles ravages. En 1720, ce fut un vaisseau qui apporta la peste.

Parti de Saïda, le 31 janvier, avec patente nette, le *Grand-Saint-Antoine* capitaine Chataud, arriva le 25 mai en vue du château d'If, après avoir touché à Tripoli, à Chypre et à Livourne. A Tripoli, le capitaine fut contraint d'embarquer quelques Turcs à destination de Chypre. A peine en pleine mer, un de ces nouveaux passagers mourut; deux matelots qui avaient

Introduction
de la peste
à Marseille

¹ Quoi qu'en dise un anonyme dans les *Lettres d'un négociant de Marseille sur la peste* (13 mars et 13 juin 1720), p. 2, 3.

² [J. Bertrand], *Relation sur ce qui s'est passé à Marseille pendant la dernière peste*, in-12, Cologne, 1721, ch. 1, p. 8-17; d'après Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 363, la dernière peste remontait à soixante-dix ans, voir cependant : E. Bonnet, *Documents inédits sur la peste de Marseille et de Provence*, 1713-1714, dans *Association française pour l'avancement des sciences*, 1891, t. XX, p. 1006.

touché le cadavre expirèrent avant d'atteindre Chypre, puis deux de leurs camarades et le chirurgien du bord les suivirent. A Cagliari, le vice-roi de Sardaigne refusa l'entrée au bâtiment qui relâcha à Livourne pour y prendre un chirurgien. Trois matelots moururent encore dans le port de cette ville, mais le médecin et le chirurgien du lazaret prétendirent qu'ils avaient succombé à des fièvres malignes et à la mauvaise qualité des aliments. Le *Grand-Saint-Antoine* remit à la voile, mais, de Toulon, le capitaine Chataud écrivit à ses armateurs qu'il se défiait de la patente nette délivrée à Livourne; on lui répondit de venir à Marseille « où tout s'arrangerait³ ». Chataud fit sa déclaration⁴, mais il omit de dire que « lorsqu'ils avaient un cadavre dans le bord, personne ne voulait le toucher, chacun s'en éloignait, et si on le jetait ensuite à la mer, on ne le faisait qu'avec des crocs, au bout d'un bâton⁵ ». Malgré cette alarmante déclaration de neuf décès survenus à bord entre le 2 avril et le 19 mai, on autorisa le débarquement des marchandises aux Infirmeries, situées hors de la ville⁶. Le 27 mai, un matelot mourut encore; les médecins ne découvrirent sur son cadavre aucun symptôme suspect. Le 12 juin, le garde de quarantaine placé sur le *Grand-Saint-Antoine* expira, et le chirurgien Guérard affirma que le corps ne portait aucun signe d'infection. Cependant, le 14, après dix-neuf jours seulement de quarantaine, les passagers du capitaine Chataud furent rendus à la liberté⁷. Enfin, le 23, un mousse et deux portefaix employés au débarquement des marchandises moururent encore; le 24, deux autres portefaix expirèrent. Les intendants de la Santé donnèrent ordre de ne faire compter la quarantaine que du jour du débarquement de la dernière balle de soie et ordonnèrent l'envoi du vaisseau contaminé à l'île de Jaïre pour y recommencer une quarantaine. L'enclos où avaient été déposées les marchandises fut scellé, les portefaix séquestrés. Mesures tardives et illusoire puisque les passagers sortis du lazaret le 14 juin avaient eu le loisir de vendre leur petite pacotille⁸, tandis que les contrebandiers trafiquaient les marchandises qu'ils avaient eu l'adresse de voler sur le navire; enfin,

³ *Journal inédit sur la peste de Marseille*, par le P. Paul Giraud, visiteur provincial des Trinitaires.

⁴ Extrait du livre des *Dépositions*, 25 mai 1720; Cabinet de M. Crozet, collection de pièces manuscrites sur Marseille.

⁵ *Récit abrégé de la peste de 1720*. Cabinet de M. Louis Régis.

⁶ Ms. sur la peste, faisant partie du Cabinet du marquis de Clapiers.

⁷ *Mémorial de l'Hôtel de Ville de Marseille*.

⁸ *Journal inédit sur la peste de Marseille*, par le P. Giraud.

au dire de l'oratorien Bougerel, « les femmes et les enfants des passagers allèrent aux pieds des murailles des Infirmeries et ceux-ci leur jetaient leurs pacotilles par dessus. Ce fut de cette sorte que la peste se répandit partout⁹. » Ce fut seulement le 7 juillet, que le chirurgien reconnut la peste dans les tumeurs qui s'étaient développées à l'aîne de deux portefaix travaillant à bord du *Grand-Saint-Antoine*. Le 8, une consultation eut lieu pour un troisième portefaix, et trois chirurgiens reconnurent la peste¹⁰. Ces trois malheureux moururent ainsi que le prêtre qui les avaient administrés.

Déjà on avait signalé des décès suspects dans la ville; le 20 juin, rue de la Belle-Table; le 28, place du Palais-de-Justice; le 1^{er} juillet, rue de l'Escale. Mais, le 8 juillet seulement, le médecin Peyssonnel dénonce un pestiféré place de Lenche; alors on cerne la demeure du mourant et on transfère tous ses habitants au lazaret. Les échevins voyant les cas se multiplier dans ce quartier, s'adressent au Conseil de marine (9 juillet), au maréchal de Villars, gouverneur de Provence, au Régent (14 juillet) pour les informer du danger, enfin aux différents ports de l'Europe pour les mettre en garde contre les faux bruits (15 juillet)¹¹. Entre le 11 et le 21 juillet le fléau put sembler écarté. Incomplètement instruite et adroitement entretenue dans l'erreur par des affiches sur lesquelles il n'était question que de fièvres malignes provoquées par des aliments insalubres, la population insultait les chirurgiens qui avaient donné l'alarme et les accusait de vouloir spéculer sur sa misère. Un officier municipal, irrité de ce qu'il nommait leur indiscretion accusa les médecins de songer à exploiter « un nouveau Mississippi¹² ».

Le 21 juillet éclata un orage; « les coups de tonnerre furent si violents, dit un contemporain, que l'on crut qu'ils avaient été le signal de la peste, Dieu déclarant ainsi la guerre à son

Premières
précautions

Ineination
regrettable
de M.
de Belzunce

⁹ *Relation manuscrite de la Peste*, par le P. Bougerel.

¹⁰ J. B. Bertrand. *Relation historique*, p. 36-37; S. Piot. *Les premiers mois de la peste de Marseille*, dans *Revue des Études historiques*, 1902, t. LXXIII, p. 583-601; Martin. *Histoire de la dernière peste de Marseille*, Aix, Arles et Toulon, in-12, Paris, 1732; *Précis historique de la peste de Marseille avec lettres inédites écrites en 1721 et 1722 par un habitant de cette ville*, par le docteur Lemazurier, in-12, Versailles.

¹¹ Arch. municip. de Marseille, Registre des copies de lettres, 1719-1723.

¹² P. Lémontey, *Histoire de la Régence et de la minorité de Louis XV jusqu'au ministère du cardinal de Fleury*, in-8, Paris, 1832, t. I, p. 363; son chap. IX a été publié séparément sous le titre : *Histoire de la peste de Provence*, broch. in-8.

peuple¹³. » L'évêque de Marseille, entraîné par une passion proche du fanatisme dans les querelles religieuses, n'avait pas manqué, dès ces premiers symptômes, de surexciter l'émotion naissante au profit du parti ultramontain en recommandant aux fidèles « une entière et parfaite soumission d'esprit et de cœur aux sacrées décisions de l'Eglise, moyens sûrs et uniques d'arrêter le bras d'un Dieu irrité¹⁴ ». Cette façon d'associer l'appel de la Bulle à la peste faisait plus d'honneur au polémiste qu'au pasteur et ne pouvait que contribuer à envenimer un conflit auquel le fléau le plus atroce aurait dû apporter une trêve. N'était-ce pas assez que l'épouvante qui, déjà, gagnait tout le monde¹⁵.

L'administration
municipale
et ecclésiastique

La foire de Beaucaire se tenant le 22 juillet servit de prétexte à une multitude de Marseillais pour sortir de la ville, et, parmi eux, des hommes connus, par leurs lumières, leurs richesses, leurs professions et leurs emplois publics. Tout à coup, dit Lémontey¹⁶, le lazaret se trouva sans intendants, les hospices sans économes, les tribunaux sans juges, l'impôt sans percepteurs. La cité n'eut ni pourvoyeurs, ni officiers de police, ni notaires, ni sages-femmes, ni ouvriers indispensables. L'émigration ne se ralentit que le 31 juillet, lorsque le Parlement d'Aix eut tracé la ligne qui enfermait Marseille et son territoire et prononcé la peine de mort contre ceux qui la franchiraient¹⁷. Comme le fléau sévissait le plus cruellement dans la rue de l'Escale et sur la place voisine, des barricades et des corps de garde y contenaient les habitants, mais la contagion franchissait ces barrières. Le viguier et les quatre échevins demeurèrent seuls parmi une foule démoralisée et confuse, avec onze cents livres dans la caisse municipale¹⁸. Les échevins Estelle et Moustiès présidaient à l'enlèvement des cadavres et s'y employaient eux-mêmes parfois. Leurs collègues Audimar et Dieudé se con-

¹³ Journal inédit sur la peste de Marseille, par le P. Paul Giraud.

¹⁴ Bibl. municip. de Marseille. Ordonnance de réciter l'oraison de saint Roch, 16 juillet 1720, par M. de Belzunce; M. Marais, *Journal*, t. I, p. 369, août 1720.

¹⁵ M. de Belzunce à M. Lebre, intendant de Provence, Marseille, 21 juillet 1720, dans *L'Autographe*, 1854, p. 334; voir J. Laurentie, *Belzunce et le Jansénisme*, d'après une correspondance inédite de l'évêque de Marseille avec le Premier Président Le Bret, dans *L'Université catholique*, juin 1898.

¹⁶ P. Lémontey, op. cit., t. I, p. 365.

¹⁷ Arch. des Bouches-du-Rhône, cart. 904 : Arrest de la Cour du Parlement tenant la Chambre des vacations, concernant règlement sur le fait de la peste, du 17 juillet 1629, Aix, impr. du Roi, 1720.

¹⁸ Arch. municip. de Marseille, Registre des copies de lettres. Les échevins au Régent, 2 août 1720.

sacraient à l'approvisionnement. Le blé, la viande et le bois manquaient. Les consuls obtinrent une entrevue au milieu d'un champ avec les procureurs de la province, et l'on convint, à l'aide d'un porte-voix, de l'établissement de marchés entre les barrières, à deux lieues de la ville. Le marquis de Fortia de Pilles ne quittait plus l'Hôtel-de-Ville où le retenait sa charge de gouverneur-viguier. L'évêque, M. de Belzunce sortait tous les jours à pied et parcourait les rues où la contagion sévissait le plus¹⁹, un jeune prêtre du diocèse de Grasse, M. Granelli vint s'enfermer volontairement au lazaret et y fit un long séjour sans que sa santé en ressentit aucune atteinte²⁰. Un autre volontaire, non moins héroïque, fut le chevalier Roze, âme généreuse, digne de partager avec Estelle, Moustiès et Belzunce l'admiration émue de la postérité. Tandis qu'ils multipliaient les efforts, s'ingéniaient de toutes façons pour secourir les habitants; l'arsenal et les galères ne prêtaient qu'à regret de légers secours, la garnison, retranchée dans les forts, refusait tout service et exigeait des vivres sous la menace du pillage, le Parlement d'Aix se transportait à Saint-Remi, en bon air, plus soucieux de son existence que de sa réputation.

Le nom de peste, expression vague et terrible qui épouvante les imaginations, n'était pas même prononcé, on ne parlait jamais dans les ordonnances des magistrats et dans les mandements de l'évêque que de la contagion²¹, alors que cinq cents personnes succombaient par jour et même quand on en comptait mille. « Quatorze tombereaux, chargés en pyramides, écrit une visitandine de Marseille, ne suffisaient pas à vider les rues des corps morts²². » L'aspect de Marseille, dit un témoin oculaire, Pichatty, « devient alors effrayant. De quelque part que l'on jette les yeux, on voit les rues jonchées, des deux côtés de cadavres qui s'entre-touchent et qui, étant presque pourris, sont hideux et effroyables à voir. Tout le Cours, alors la grande promenade de Marseille, toutes les

Aspect de la
ville

¹⁹ Arch. départem. des Bouches-du-Rhône, fonds Evêché, n° XVI : *Journal de [Goujon] l'Intendant de Mgr de Belzunce durant la peste*, août 1720; Th. Bérengier, *Journal du maître d'hôtel de Mgr de Belzunce durant la peste de Marseille, 1720-1722*, dans *Revue des questions historiques*, 1878, t. XXIV, p. 566-586 : Le même, *Mgr de Belzunce s'est-il enfermé dans son palais épiscopal au plus fort de la peste de 1720*, dans même revue, 1889, t. XLV, p. 588-595.

²⁰ *Eloge historique de Mgr de Belzunce*, par l'abbé de Pontchevron, in-8, Versailles, 1854, p. 326.

²¹ Th. Bérengier, *Vie de Mgr Henry de Belzunce, évêque de Marseille*, in-8, Paris, 1887, t. I, p. 227, note 2.

²² *Ibid.*, t. I, p. 228, note 2.

places, tout le port sont remplis de ces corps morts et entassés les uns sur les autres. Sous chaque arbre du cours et des places publiques, sous l'auvent de chaque boutique, on voit entre tous ces cadavres, un nombre prodigieux de pauvres malades, et même des familles entières étendues misérablement sur un peu de paille ou sur de mauvais matelas. Les uns sont dans une langueur qui n'attend plus qu'une mort secourable; les autres, l'esprit troublé par l'ardeur du venin qui les consume et les dévore, implorent les secours des passants, tantôt par des plaintes touchantes, tantôt par des gémissements ou des hurlements que la douleur ou la frénésie du mal leur fait pousser. Il s'exhale d'entre eux une puanteur insupportable, et la faim dévore ce que le fléau a épargné²³. » La contagion atteignait de préférence les enfants, les femmes, les indigents, mais elle semblait dédaigner les vieillards, les fous, les incurables abrités depuis de longues années dans les hospices. La durée de ses atteintes n'avait point de règle constante et elle terrassait ceux-ci par une mort presque subite, épuisait ceux-là par une longue agonie de sept jours. Les symptômes variaient d'un malade à un autre malade et ne se ressemblaient pas deux heures de suite dans le même. On voyait des êtres livides et d'autres écarlates, des malades silencieux à côté d'irréprimables discoureurs, des victimes plongées dans le coma et d'autres secouées de convulsions. Si de l'ensemble des observations, dont plusieurs furent très attentives et méthodiques, il est possible de dégager des caractères généraux, il semble que la maladie se présenta à peu près ainsi : Une apparition presque générale de tumeurs et de charbons, funestes ou salutaires suivant l'époque et la place où ils se déclarent; une odeur douceâtre sans être fétide, qui s'exhale des malades et s'attache aux tissus voisins avec ténacité; un trouble de l'âme et une peur si profonde que les secours spirituels manquent rarement de précipiter la mort²⁴; un désespoir accompagné de larmes et de regrets, qui s'élève brusquement dans les plus résignés, et précède leur dernier moment; enfin, le trait le plus singulier de ce fléau, c'est son étrange partialité. Tandis qu'il foudroie les deux tiers des malades, l'autre tiers est à peine effleuré.

²³ Journal abrégé de ce qui s'est passé dans la ville de Marseille depuis qu'elle est affligée de la contagion, tiré du Mémorial de la chambre du conseil de l'Hôtel de Ville, tenu par le sieur Pichatty de Croissainte, conseil et orateur de la communauté et procureur du roi de la police, qui a résidé à l'Hôtel de Ville pendant toute la peste, in-12, Paris, 1721, p. 28-29.

²⁴ Je laisse la responsabilité de cette insinuation à Lémontey qui était incrédule; je ne l'ai rencontrée nulle part.

Quinze à vingt mille pestiférés²⁵ voient éclore leurs bubons sans être obligés de s'aliter, et sans qu'aucunes de leurs fonctions organiques soient dérangées. Ils promènent dans les rues des plaies aussi bénignes que le bouton d'Alep. Ces heureux privilégiés sont, pour la plupart, des mendiants et des vagabonds²⁶.

Les médecins rivalisaient d'ineptie et, il va sans dire, ne s'entendaient pas entre eux, les bizarreries du mal achevaient de les dérouter. Tel remède : émétique et ensuite du thé à grande dose, sauvait les malades en traitement dans les forts et précipitait leur mort dans l'intérieur de la ville. L'archevêque d'Aix écrivait à l'abbé Dubois : « On devrait abolir les médecins, ou ordonner qu'ils soient plus habiles et moins poltrons. La crainte les a si fort saisis qu'ils voient tout peste, et c'est une grande misère²⁷. » Fidèles, en effet, aux traditions du lazaret, les médecins marseillais prenaient de minutieuses précautions. « Quand je sors, écrivait l'un d'eux, je porte un sachet au creux de l'estomac où il y a toutes les racines et tous les électuaires en poudre : le camphre, le benjoin, la vipère, du sang humain en poudre, et par-dessus tout cela un crapaud desséché. Avec ces préservatifs, j'entre dans l'infirmerie, vêtu d'une robe de toile cirée, qui va jusqu'aux talons, un bonnet de même, et une éponge trempée dans le vinaigre attachée sous le nez, ayant soin de ne pas respirer de la bouche et de ne pas avaler de salive. J'ai, entre les dents, un morceau de racine d'angélique. Un infirmier qui me précède tient d'une main un réchaud avec du feu et de l'autre un pot plein de vinaigre. J'ai soin de mettre dans le réchaud des parfums que je porte à mon bras, dans un sachet. Avant de tâter le pouls aux malades ou les bubons, je trempe la main dans le vinaigre, et je la retrempe de nouveau quand je les ai touchés. Puis je me retire de l'infirmerie dans une maison voisine où je quitte tout cet équipage. Je me lave le visage avec du vinaigre, et je parfume mes habits et ma robe avec de la sauge²⁸. » Cette mascarade n'était pas réservée aux seuls hôpitaux. « Aujourd'hui, écrit le P. Bougerel, j'ai rencontré sur le Cours le docteur Bertrand en chaise à porteurs, qui avait une robe de toile cirée. » Ses confrères s'affublaient d'une longue robe, d'un manteau, avec culottes et chapeau, le tout en maroquin rouge. Des gants de maroquin et le bâton de Saint Roch, longue canne de six à huit pieds destinée à tenir à distance

Ineptie des
médecins

²⁵ P. Lémontey, op. cit., t. I, p. 373, adopte le chiffre des médecins de Montpellier.

²⁶ P. Lémontey, op. cit., t. I, p. 373.

²⁷ Ibid., t. I, p. 374.

²⁸ A. Laforêt, Souvenirs marseillais. La peste de 1720, in-8, Marseille, 1863.

les passants et les chiens. Sur le visage, un masque de maroquin avec des yeux de cristal, un faux nez énorme en forme de bec de perroquet, rempli d'aromates et tapissé de parfums²⁹.

L'un d'eux s'avisa qu'Hippocrate fit allumer de grands feux pendant la peste d'Athènes et aussitôt les échevins Audemar et Dieudé firent dresser, sous les ardeurs d'un soleil de juillet, des piles de sarments sur les places, dans les rues, dans les impasses. À neuf heures du soir tout s'embrasa et cette énorme conflagration, dans une saison torride, redoubla la rage de la maladie; le médecin Sicard, auteur de cette trouvaille, prit la fuite avec son fils. Aux bûchers, on substitua le soufre, dont chaque habitant reçut une certaine quantité.

Émotion
en France

Quoique Marseille fut cernée, la France entière suivait attentivement les péripéties de cette calamité sans exemple. Le parlement d'Aix, à coups d'arrêts, avait, tant bien que mal, isolé la ville. Les autres parlements pensèrent ne pouvoir montrer moins de zèle pour la préservation de leurs ressorts, ils interdirent les communications indispensables sous les peines les plus rigoureuses. Un souci les domine : éloigner les mendiants, tous ceux que chaque pays affuble d'un nom bizarre et gratifie d'une moralité détestable : camps-volants, chemineaux, bohémiens, zingari, bateleurs, etc. Les parlements d'Aix, de Toulouse, de Besançon, le Conseil souverain du Roussillon les bannissent à grand renfort de menaces qui répandent la terreur et préparent les voies à l'expansion du fléau^{29*}. L'administration municipale de Marseille multipliait les règlements, contenait à grand-peine des émeutes toujours menaçantes (3 août). Investis de tous les droits, ils ren-

²⁹ C'étaient les méthodes en usage au Lazaret; voir en outre : Deligny, *Des épidémies et en particulier de la grande peste du XVII^e siècle en Lorraine*, dans *Mémoires de l'Académie Stanislas*, 1889, t. LVIII, p. 441; X. Arnoz, *Comment on se défendait contre la peste Bordeaux aux XV^e, XVI^e et XVII^e siècles*, dans *Revue philomathique de Bordeaux et du Sud-Ouest*, 1900, t. III, p. 19. *Manière de donner des parfums*, dans *Annal de la Soc. des Basses-Alpes*, 1907-1908, t. XIII, p. 252.

^{29*} Arrêts des 3, 7, 13, 26 août et du 4 septembre 1720. L'opinion publique met quelque temps à s'alarmer, voir Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 336; 14 août (son *Journal* finit le surlendemain); Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 18 août, dans *Les Correspondants*, t. II, p. 187. D'ailleurs tout ce qui se dit ou s'écrit sur le fléau à Paris apprend peu de chose, *ibid.*, t. II, p. 188, 189, 191, 192, 195, 196, 198, 199, 204 : « M. Law a conseillé au Régent de brûler la ville, les bastides et tous ceux qui sont dedans », p. 207-208; Buvat, *Journal*, t. II, p. 122; 8 août; p. 155, 158, 165, 167-169, 170, 172, 181, 183; Barbier, *Journal*, t. I, p. 95-96, se contente d'une brève mention à la fin de l'année 1720, tandis que M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. I, p. 368, annonce le 9 août qu'« elle n'aura point de suite »; p. 387, 391, 394, 405, 413-414, 454, 458; t. II, p. 15.

daient la justice, fermaient les écoles, ouvraient les couvents et monastères. Les nonnes s'éloignèrent avec l'agrément de l'évêque, les religieux de Saint-Victor se barricadèrent dans leur abbaye, le chapitre de la cathédrale avec le bas-chœur s'en alla psalmodier dans une bourgade du Var³⁰. En même temps, les échevins réglementèrent le prix de la journée d'un homme à quinze sols, d'une femme à six sols et des bêtes de somme, à sept livres, y compris le conducteur³¹.

Quand on s'aperçut que beaucoup de médecins et de chirurgiens avaient pris la fuite, des appointements considérables — 16.000 livres par mois — furent offerts aux médecins étrangers qui viendraient exercer leur art dans Marseille. La Cour envoya les médecins Chycoineau, Verny et Deidier de l'Université de Montpellier, dont le premier soin fut de contredire Peyssonnel et Bertrand. A les entendre, il n'y avait pas de peste, pas de châiment providentiel, mais des gens malpropres et mal soignés; sans s'émouvoir ils s'asseyaient sur les lits des malades et touchaient leurs bubons. Des médecins commençaient à venir de Paris et se comportaient de la même manière, un jeune matelot de Toulon faisait des cures inespérées et la maîtresse d'un empirique allemand apparaissait comme un ange dans les hôpitaux et les taudis. Chirac, premier médecin du Régent, suggéra aux échevins l'installation aux différents carrefours de vastes marmites remplies de viande et de bonne soupe, avec des orchestres pour faire danser la jeunesse. Et, en effet, le 17 août, raconte le P. Bougerel, sous nos fenêtres, je vis des violons dans la rue qui faisaient danser la populace; ils le faisaient avec d'autant plus de plaisir qu'ils comptaient d'être préservés du mal; mais ceux que je vis danser le matin, je les vis, le soir, étendus morts dans la rue³². » Chacun vantait son remède et le vendait le plus cher possible : le fr. Victorin, quêteur des Augustins réformés, préconisait le mercure, le sieur Varin céda son élixir au prix de 20 francs le flacon; d'autres prônaient le vin, les « liqueurs des îles » dont Marseille était largement approvisionnée.

Remèdes
médicaux

En réalité, ces palliatifs ne pouvaient rien. Marseille portait la peine de son abominable saleté. Depuis les jours de sa fondation l'ordure croupissait, s'encroûtait, s'engorgeait; ces villes du littoral méditerranéen sont incurablement malpropres aussi long-

Sec urs
spirituels

³⁰ P. Giraud, *Journal*, p. 72; Th. Bérangier, *op. cit.*, t. I, p. 228.

³¹ Arrêt du 8 août 1720.

³² P. Bougerel, *Relation manuscrite de ce qui est arrivé durant la peste*, 17 août, Cabinet de M. Crozet.

temps qu'on en abandonne la police à des magistrats locaux étrangers à toute notion d'assainissement, d'irrigation, de salubrité publique. Ni l'affectation de dédain de la part des médecins de Montpellier, ni le calme héroïsme du chevalier Roze, de l'évêque Belzunce, des échevins Estelle et Moustiès ne pouvaient faire reculer le fléau; ni les processions, ni les affiches non plus. Marseille était contaminée depuis des siècles et le courage porté jusqu'à la bravade ne pouvait quoi que ce fût contre la terrifiante démonstration des faits. L'évêque se montrait, parcourait la ville, mais son clergé n'était pas épargné. Dès le mois de septembre, il avait contribué, payé son tribut avec plus de cent cinquante prêtres, tant séculiers que réguliers. Plusieurs s'abandonnaient au danger avec une belle crânerie, rachetaient par le dévouement une carrière qui n'avait pas été exempte de faiblesse, préférant, selon le mot de l'un d'eux, « faire leur salut en gros qu'en détail³³ ». D'autres rivalisaient de précautions avec les médecins, le jésuite Milley avait adopté la houppelande de toile cirée³⁴; le curé de Saint-Martin avait fait fabriquer une pincette de huit pieds de long pour communier les pestiférés, et une baguette de même longueur pour leur administrer l'Extrême-Onction.

On ne peut être surpris de voir qu'au milieu de cette catastrophe les rivalités religieuses, les plus impitoyables de toutes, continuaient et s'envenimaient. Le 20 août, M. de Belzunce, dont la charité à l'égard des pestiférés demeure le titre le plus glorieux d'une longue carrière, écrivait au Régent pour dénoncer les *appelants* de son diocèse auxquels il venait d'adresser une mise en demeure de renoncer à leurs opinions³⁵. L'évêque profitait de l'absence de quelques curés fugitifs et qu'il savait hostiles à la Bulle pour les remplacer d'office dans leurs emplois et leur donner des successeurs³⁶; en sorte qu'on vit des prêtres appelants obligés de faire constater par exploit d'huissier leur présence parmi leurs paroissiens. Deux mois plus tard, l'évêque écrivait à propos des Oratoriens : « Pour la première fois, ils ont été dans cette occasion, prudents et circonspects³⁷ »; et cette

³³ Th. Bérangier, *op. cit.*, t. I, p. 226, note 1.

³⁴ *Journal inédit de la peste de Marseille*, par le P. Giraud; *Le Conservateur marseillais*, t. II, p. 86.

³⁵ *Lettre pastorale contre les appelants de la bulle Unigenitus*, 10 août; M. de Belzunce au Régent, 20 août, dans Th. Bérangier, *op. cit.*, t. I, p. 239-240.

³⁶ *Mandement ordonnant aux prêtres fugitifs de rentrer à Marseille, pour secourir les pestiférés*, 2 septembre, in-12, Marseille 1720, 23 pages.

³⁷ *Pièces historiques sur la peste*, dans *Mercurie historique et politique*, décembre 1720. Voir aussi sa lettre à l'archevêque d'Arles, M. de Forbin-

communauté avait déjà perdu deux de ses membres victimes de la peste. Son zèle agressif lui suggérait l'envoi d'un mandataire, chanoine de la cathédrale, à la supérieure d'une communauté de filles. « C'est à vous que M. l'évêque attribue les fléaux qui affligent son diocèse », disait le visiteur; à quoi la supérieure répondait sans s'émouvoir : « Ainsi les païens autrefois accusaient les chrétiens de tous les maux qui arrivoient à l'empire, parce qu'ils n'adoroient pas leurs idoles³⁸. »

Par dessus ces chicanes un souci plus grave tenaillait les habitants. Parmi ceux qui avaient pu fuir, bien peu étaient demeurés dans la ville, en sorte que le viguier et les échevins restaient presque seuls chargés de l'administration d'une multitude exténuée par le besoin et déprimée par la terreur. Les magasins, les boutiques, les couvents sont fermés, à partir du 24 août plus une seule église ne resta ouverte, le dimanche on disait la messe en plein air; les galères éloignées du quai, étaient réunies près de l'arsenal, derrière une estacade défendue par des barrières; les bâtiments de commerce étaient hors d'atteinte. Dès le 25 août, on comptait mille décès par jour et il devint impossible de trouver assez d'hommes pour l'enlèvement et l'inhumation des cadavres. La solde de quinze livres par jour ne suffisait plus à allécher des portefaix persuadés qu'ils ne survivraient que peu de jours à leur lugubre et répugnante besogne; il fut nécessaire d'avoir recours aux forçats lorsque ceux qu'on nommait *corbeaux*, tirés de la lie du peuple, refusèrent leur service. *Corbeaux* et forçats pénétraient dans les maisons, pillaient, volaient, entraînaient les cadavres à l'aide d'un croc de fer; s'ils rencontraient un mourant, ils l'achevaient et le dévalisaient. Ces misérables se livraient à des excès inouïs. « En entrant dans les maisons pour en retirer les morts, ils pillaient de tous côtés, et s'il s'y trouvait un moribond témoin de leurs larcins, ils avaient le secret de l'étouffer et de l'emporter dans leur chariot; d'autres, ayant perdu tout sentiment d'humanité, avaient la cruauté de jeter dans leurs horribles tombereaux des pestiférés encore pleins de vie. » Parmi ces monstres il s'en trouva quatre plus particulièrement redoutables par leur audace et le mépris de la contagion. Arrêtés par l'ordre du commandant de la ville et condamnés à la potence, ils découvrirent, pour sauver leurs vies, le préservatif dont ils faisaient usage. C'était un vinaigre contenant

Abandon de
la ville

Janson, 4 septembre, *Arch. départem. des Bouches-du-Rhône*, fonds Nicolay, carton 80, c'est la même acrimonie contre les appelants, Th. Bérangier, *op. cit.*, t. I, p. 246-247.

³⁸ M. Marais, *op. cit.*, t. I, p. 369.

une infusion de rue, menthe, absinthe et romarin, vinaigre qui demeura célèbre sous son patronage *des quatre voleurs*^{33*}.

Les oburgations de l'évêque n'avaient pu ramener plusieurs prêtres fugitifs; l'appel des magistrats resta en partie sans effet. On vit cependant quelques médecins surmonter la peur et réparer; il fallut ramener de force les droguistes, les apothicaires, les sages-femmes, il fallut de même contraindre les notaires à remplir leur ministère auprès des mourants, veiller sur le bureau des grains et sur celui des boucheries, réprimer les vols et les crimes. Les vols se multipliaient sans mesure; des infirmiers et infirmières bénévoles s'approprièrent une partie des denrées et des remèdes dont la distribution leur était confiée; les pauvres cachaient les vivres, buvaient le vin qui leur était donné pour quelques jours. Parmi ceux qui étaient sortis de la ville, beaucoup avaient cherché un refuge à la campagne et leur condition ne fut pas moins misérable. Des troupes de mendiants feignant d'être pestiférés, menaçaient de leur approche ceux qui ne venaient pas déposer en un lieu marqué de l'argent ou des vivres. Les paysans furent impitoyables, ils chassaient à coups de fusil quiconque s'approchait de leur village; les médecins eux-mêmes n'y pouvaient trouver un morceau de pain, il leur fallait l'emporter de la ville.

Les commandants des galères n'avaient consenti qu'avec peine à prêter des forçats, et sous la condition singulière qu'on les remplacerait en nombre égal. Le 20 août, les vingt-six forçats ainsi accordés étaient tous morts; le 23, leurs remplaçants avaient péri; le 27, les échevins en obtinrent quatre-vingts autres avec l'avis que ce seraient les derniers envoyés. Ainsi tout manquait en même temps. Point d'hôpitaux. On perça une brèche dans le mur d'enceinte de la ville et on installa des tentes sur l'Esplanade³⁴ pendant que s'élevait dans les allées du grand Jeu de Mail³⁵ un hôpital en bois et en toile; mais un ouragan le renversa. Un ancien hôpital, de peu d'étendue contenait une foule de misérables livrés aux soins des infirmiers les plus scélérats. Les orphelins furent réunis dans le couvent des Pères de Lorette au nombre de trois mille, il en échappa moins d'une centaine : l'avarice les avait condamnés, plus sûrement que la peste, à une mort horrible.

M. de
Belzunce

Les cadavres s'amoncelaient partout. « Toutes les portes et

^{33*} Voir *Le Temps*, 29 juillet 1921 (version différente).

³⁴ Entre la porte des Fainéants et le monastère des Capucins.

³⁵ Il était situé dans l'espace occupé par le boulevard de la Magdeleine le cours du Chapitre.

fenêtres, écrit le médecin Deidier, étaient généralement fermées. Personne n'y paraissait. Tout le pavé était couvert, d'un côté et d'autre, de malades ou de mourants, étendus sur des matelas, sans aucun secours. On ne voyait au milieu des rues et dans tout le vaste *Cours* que des cadavres à demi-pourris et devenus la pâture des chiens; de vieilles hardes trempées dans la boue et des chariots conduits par des forçats pour enlever les morts⁴¹. » Et l'évêque écrit de même : « Les morts sont mis dans les rues et ils pourrissent à demi sans être enterrés. J'ai eu bien de la peine à en faire enlever plus de cent cinquante qui étaient autour de ma maison à demi-pourris et rongés par les chiens, qui mettaient déjà l'infection chez moi, de sorte que je me voyais forcé d'aller loger ailleurs. Le spectacle et l'odeur de ces cadavres dont les rues sont pleines m'ont empêché de sortir, ne pouvant soutenir ni l'un ni l'autre. J'ai même demandé un corps de garde pour empêcher que l'on ne mette encore des morts dans les rues qui m'environnent⁴². » Lorsque la peste eut, en sept jours, emporté six habitants de l'évêché, l'évêque quitta la place « parce que le mal, dit-il, ne sort guère d'une maison où il est entré sans enlever tous ceux qui l'habitent⁴³ ». Son intendant laisse entendre qu'il s'éloigna « à cause de la grande quantité de cadavres qui étaient autour de l'évêché, et des morts et des malades de sa maison⁴⁴ »; le médecin Bertrand témoigne aussi que le palais épiscopal se trouvait environné de cadavres, à tel point que l'évêque y était comme assiégé. Retiré dans l'hôtel du président Le Bret, il continua à sortir dans la ville, entouré parfois d'une foule de deux mille indigents⁴⁵ auxquels sa générosité inépuisable sut prodiguer les aumônes et les consolations.

Les fosses ouvertes hors des murs ne suffisaient plus, il fallut ouvrir les caveaux des églises des Jacobins, des Observantins,

⁴¹ M. Deidier à M. Fives, cabinet de M. de Crozet, voir Th. Bérangier, *op. cit.*, t. I, p. 245.

⁴² Arch. départem. des Bouches-du-Rhône, fonds Nicolay, carton 80 : M. de Belzunce à M. de Forbin-Janson, 4 septembre 1720.

⁴³ Arch. nat., fonds Clairembault, Saint-Esprit, 109, fol. 105; lettre du 27 septembre 1720.

⁴⁴ Arch. départem. des Bouches-du-Rhône, fonds Evêché, n° XVI, *Journal de l'intendant* [Goujon], 14 septembre.

⁴⁵ M. de Belzunce à M. de Saint-Amans, 19 décembre 1720, voir Th. Bérangier, *op. cit.*, t. I, p. 252. On peut consulter utilement G. Julliot, *Lettres inédites de Mgr de Belzunce et autres documents concernant la peste de Marseille, 1720-1721*, dans *Bulletin de la Société archéologique de Sens*, 1867, t. IX, p. 1; Louis-Antoine (de Porrentruy), *Correspondance de Mgr. de Belzunce évêque de Marseille, composée de lettres et documents en partie inédits*, in-8, Marseille, 1911.

des Grands-Carmes et de Lorette. L'échevin Moustiès fit ouvrir de force les églises des couvents qui refusaient de recevoir les morts. Rien ni personne ne l'arrêtait. Un jour qu'il descendait de la Tourette; où il avait surveillé une inhumation, un officier le désigne en ricanant. Moustiès s'arrête, quitte son chaperon, dégaine, se bat avec son insulteur, le blesse, le désarme et regagne l'Hôtel-de-Ville⁴⁶. Il lui fallait toujours avoir l'épée à la main pour contenir les *corbeaux* et les forçats, les empêcher de briser les tombereaux et de détruire les harnais. Un jour que les corps étaient enterrés en trop grand nombre dans une même fosse, la fermentation ayant accru le volume des restes humains, ceux-ci reparurent en partie dans un chaos de terre et de débris. Moustiès, une pioche à la main, s'avança sur le charnier et remit un peu de décence sur cette scène effroyable. Il y eut ainsi comme une rivalité d'héroïsme entre quelques grands citoyens. Le marquis de Fortia de Pilles, gouverneur-viguier, fut frappé le 27 août, mais Moustiès et Belzunce bravaient le mal. Comme on n'avait jamais pu arriver à faire rouler plus de vingt tombereaux par jour, il fallait stimuler les conducteurs épuisés; un jour Belzunce monta sur un de ces chariots et le conduisit à destination⁴⁷.

Le bailli de Langeron, chef d'escadre, fut nommé le 12 septembre commandant de la ville et du territoire de Marseille, où il avait autrefois exercé les fonctions de commandant des galères⁴⁸. Il commença par répartir la besogne entre les échevins⁴⁹ : M. Estelle fut chargé de l'expédition des affaires courantes, des correspondances et de la police; M. Audimar eut le soin des boucheries; M. Moustiès ne pouvait être enlevé à la police des inhumations; M. Dieudé fut chargé de tout ce qui regardait le blé, la farine, les boulangers et le bois, car toutes les fermes de la ville avaient cessé. Le nouveau commandant s'attacha surtout au rétablissement de l'ordre, à l'enlèvement des cadavres et du soin des malades.

Le
chevalier
Roze

Le chevalier Roze, nommé commissaire du quartier de Rive-Neuve y établit un hôpital pour 3.000 malades. Par son ordre, des prud'hommes pêcheurs, Jacques Fillet, Pierre Négrel, Jacques Gaudin et Joseph Hermitte, se dévouèrent à repêcher avec leurs

⁴⁶ A. Laforêt, *Souvenirs marseillais La peste de 1720*, in-8, Marseille, 1863, p. 94.

⁴⁷ P. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 382.

⁴⁸ *Éloge historique de M. de Belzunce* par l'abbé de Ponichevron, in-8, Versailles, 1854, p. 71.

⁴⁹ J.-B. Bertrand, *Relation*, p. 268.

filets des cadavres d'hommes et des carcasses de chiens et d'autres animaux qui flottaient dans les eaux du port, et ils les entraînaient en haute mer. Le danger le plus imminent consistait en une sorte de volcan pestilentiel formé sur l'esplanade de la Tourette qui s'étend depuis le fort Saint-Jean jusqu'à la cathédrale. Près de deux mille corps s'y décomposaient depuis trois semaines sous un soleil de feu, masse horrible que sa fluidité ne permettait plus de transporter. « C'étaient, écrit Pichatty, dans le *Journal de la Municipalité*, des monstres qui n'avaient plus forme humaine et dont tous les membres remuaient par le mouvement qu'y donnaient des millions de vers, en travaillant à les détacher. » Le chevalier Roze s'aperçoit que deux anciens bastions sont voûtés. Il les fait déblayer, obtient du sieur de Rancé, commandant des galères, cent nouveaux forçats; car les trois à quatre cents déjà employés, avaient péri la plupart; il les range en face des cadavres, tous ayant un mouchoir, trempé de vinaigre et attaché sous le nez. Lui-même descend alors de cheval, fait distribuer du vin à tous, en boit lui aussi sur son chapeau galonné, puis, saisissant par le pied l'un de ces horribles cadavres, il trace la route qu'on doit suivre⁵⁰. Dans une demi-heure, il déblaie l'esplanade et l'on recouvre ensuite les bastions de chaux et de terre⁵¹. A l'exception de deux ou trois, tous les soldats et galériens employés à cette monstrueuse corvée moururent en peu de jours, le chevalier n'éprouva qu'un léger malaise. Il forma une compagnie de trente hommes qui faisait la police de Rive-Neuve, construisit des barrières, dressa une potence pour tenir en respect les malfaiteurs. Sa surveillance s'étendait sur le port, la colline de Notre-Dame-de-la-Garde et tous les vallons qui aboutissent à la mer. Voyant l'Hôtel-Dieu encombré d'enfants en bas-âge dont les parents avaient succombé, il parcourut tous les environs, acheta les chèvres laitières et les ramena devant lui⁵².

La générosité de ces héros fut sans mesure, comme leur courage, Roze dépensa 22.000 livres de son bien, Belzunce distribua

Secours
reçus

⁵⁰ Pichatty de Croissainte, *Journal abrégé de ce qui s'est passé en la ville de Marseille*, p. 45-46.

⁵¹ A. Fabre, *Histoire de la Provence*, in-8, Marseille 1835, t. IV, p. 229 suiv.; *Louis XV et Louis XVI*, in-8, Paris, an VI, t. I, p. 90 suiv.; *Pièces historiques sur la peste de 1720*, 21, 22, trouvées dans les Archives de l'Hôtel de Ville, dans celles de la Préfecture, au bureau de l'administration sanitaire et dans le cabinet des manuscrits de la Bibliothèque de Marseille, in-8, Marseille, 1820 (à l'occasion de l'année séculaire de la peste).

⁵² *Éloges historiques du chevalier Roze*, par Paul Autran, in-12, Marseille, 1821; *Lettre à M. le marquis de * * * au sujet du chevalier Roze*, in-18, Marseille 1722.

50.000 livres en un mois; de partout les dons en argent arrivaient : le Régent donna 600.000 livres; le comte de Toulouse, 200.000; une société de philanthropes parmi lesquels on voyait Samuel Bernard et Pâris-Duverney fournit 300.000 livres par mois pendant la durée de la contagion. Law, Le Pelletier de la Houssaye, 100.000 chacun; le pape Clément XI envoya sa bénédiction apostolique, ajoutant « que Dieu a envoyé cette funeste contagion pour que les jansénistes sentant la peine du péché, soient forcés à baisser enfin leur tête orgueilleuse et à rendre au Saint-Siège l'obéissance qu'ils lui doivent⁵³. » Avec ces paroles, dont l'opportunité ne parut pas évidente à tout le monde, le souverain pontife envoya trois bateaux de blé que l'évêque fit distribuer gratuitement par les soins du clergé; un mandement annonça les indulgences accordées aux pestiférés et à leurs infirmiers⁵⁴.

Conflits de
préséance

Au début du fléau, des prières publiques et un jeûne général avaient été prescrits par Belzunce. Depuis lors, les voyantes s'étaient ébranlées, toujours impatientes de faire part des communications célestes⁵⁵, et l'évêque, excédé, méfiant, laissait dire⁵⁶. Une de ces visionnaires réclamait « deux processions où toutes les châsses de la Major et de Saint-Victor soient portées » avec promesse qu'aussitôt « la contagion cesserait et tous les malades seraient guairis dès le soir ». Ainsi qu'il arrive, ces prétendues révélations étaient colportées dans le peuple crédule afin de mieux forcer la prudence de l'autorité ecclésiastique. Déjà les échevins avaient pris l'engagement de servir à la vierge de Bon-Secours une rente perpétuelle de 2.000 livres, au nom de la ville et leur serment avait été reçu dans la chapelle de l'Hôtel-de-Ville. On n'en avait obtenu aucun soulagement sensible, ceci fit adopter l'idée d'une procession à laquelle on associerait toutes les reliques des saints de Marseille. Les bénédictins de Saint-Victor n'y consentirent en ce qui les concernait qu'à la condition qu'on élèverait deux autels, parfaitement égaux et semblables ou l'évêque Belzunce, et l'abbé Matignon célébreraient le sacrifice en même temps. L'échevin Estelle s'entremet, l'abbé n'accorda

⁵³ Bref, daté du 14 septembre 1720, dans Pontchevron, *Eloge historique*, p. 72-79; et dans Th. Bérangier, *op. cit.*, t. I, p. 269.

⁵⁴ Circulaire publiant les indulgences accordées par Clément XI aux pestiférés et à ceux qui les soignent, 9 octobre 1720.

⁵⁵ Vie de la Vénérée Sœur Anne-Magdeleine Remuzat, in-8, Lyon, 1868, ch. IX; elle annonçait, dès 1718, des calamités quelconques; quatorze ans plus tard, en 1732, Belzunce les précisait un peu semble-t-il. Lettre du 10 mai 1732, in-4, Marseille (Brébion), 18 pages.

⁵⁶ Bibl. des Jésuites de Marseille, fonds Segond-Cresp, M. de Belzunce à l'archivaire Capus, voir Th. Bérangier, *op. cit.*, t. I, p. 271-272.

rien, l'évêque refusa tout, invoquant une transaction de 1693 qui enlevait aux moines le droit de convoquer à leurs processions les réguliers établis dans le district. Et puis, l'abbé de Saint-Victor « voudrait paraître dans les rues en mitre⁵⁷ ». Cette prétention était intolérable et Belzunce concluait que « des prières accompagnées de tant de vanité ne pourroient qu'être rejetées de Dieu. Je prie donc MM. les échevins de laisser ces messieurs (les moines de Saint-Victor) tranquilles dans la clôture qu'ils ne gardèrent jamais mieux que présentement, et nous ferons, dès qu'on sera prêt, notre procession en particulier⁵⁸ ». L'épigramme était jolie, mais la veille il était mort un millier de personnes.

On croira sans peine qu'une catastrophe telle que la peste put devenir l'occasion d'un renchérissement non de la piété mais de ces dévotions qui n'en offrent que la contrefaçon. « Je reçois tous les jours, écrit l'évêque, des lettres d'avis pour la cessation du fléau... un anonyme ordonne de la part de Dieu d'avoir recours au bienheureux Jean-Baptiste Gault... On me demande d'avoir recours à saint Michel de Castres, en Languedoc; on m'écrit qu'il faut que la ville promette d'édifier un tombeau au bienheureux François Régis... On nous a proposé une fondation de la Trappe... Le P. Combe propose l'établissement de la Retraite... Un autre, qui est inconnu, propose une chapelle dédiée à la sainte Vierge et à tous les saints⁵⁹. » Toutes les puérilités, toutes les pauvretés dont s'édifient trop volontiers le mauvais goût littéraire et l'ignorance théologique d'une grande partie du clergé pullulent sur ce sujet nouveau et tous les rimailleurs s'escrimant à produire qui une *Prière à Saint Roch*, qui la *Tisane universelle contre la peste*, qui une *Ode sur la maladie contagieuse*, et des *Noë's*, et des quatrains, etc.⁶⁰ Plusieurs de ces pièces, dans lesquelles l'indigence des idées n'a de comparable que l'incorrection du langage, ne laissent pas que de harceler les « appelants », afin de s'attirer la bienveillance de l'évêque dont l'âpreté de langage à leur égard

Visionnaires
et
rimailleurs

⁵⁷ Bibl. des Jésuites de Marseille, fonds Segond-Cresp, M. de Belzunce à l'archivaire Capus, 13 octobre 1720.

⁵⁸ Bibl. des Jésuites de Marseille, fonds Segond-Cresp, M. de Belzunce à l'archivaire Capus, 16 octobre 1720.

⁵⁹ Bibl. des Jésuites de Marseille, fonds Segond-Cresp, M. de Belzunce à l'archivaire Capus, 13 octobre.

⁶⁰ Journal inédit sur la peste de Marseille, par le P. Giraud, mai 1720 : *Le Conservateur marseillais*, t. II, p. 199-200; Th. Bérangier, *op. cit.*, t. I, p. 281-285, cite quelques-unes de ces rapsodies. Un prêtre nommé B. eut même assez de loisir pour rimer une *Épître à Damon* sur la peste de Marseille. Voir L.-G. Pélissier, *Une relation rimée de la peste d'Aix, en 1720*, dans *La Correspondance historique et archéologique*, 1899, t. VI, p. 161-166.

aurait lieu de surprendre et d'attrister⁶¹. Tout son entourage ne rêvait que l'écrasement du jansénisme. Une visitandine apprenait — toujours sous forme de vision — que Jésus-Christ « voulait purger Marseille des erreurs dont elle était infectée, en lui ouvrant son Cœur⁶² »; il fallait donc introduire et propager la dévotion, alors nouvelle et très combattue, au Sacré-Cœur de Jésus pour faire reculer le fléau et pourfendre l'hérésie. Belzunce, qui avait fait pendant une dizaine d'années partie de la Compagnie de Jésus, propagatrice de cette dévotion, adopta cette suggestion et annonça une consécration solennelle de son diocèse (22 octobre)⁶³. Elle s'accomplit avec d'imposantes manifestations le 1^{er} novembre.

Consécra-
tion au
Cœur de
Jésus

Pendant le mois d'octobre, on avait signalé plusieurs cas de guérison, la maladie était en décroissance. La ville, nous dit Bertrand, grâce à l'intelligente organisation imposée par M. de Langeron reprenait une nouvelle face. Lorsque se fit la procession de pénitence on comptait encore plus d'une centaine de morts chaque jour; néanmoins Belzunce sortit de sa maison pieds nus, la corde au cou, une croix entre les bras et se dirigea « fort lentement⁶⁴ » vers le Cours à l'extrémité duquel un autel était dressé, non loin de la porte d'Aix. « La nouveauté du spectacle, raconte-t-il, fit oublier la crainte de la communication. Le peuple accourut de toutes parts et environna l'autel comme s'il n'y avait pas eu de contagion⁶⁵. » Cette cérémonie s'était accomplie contrairement au désir de M. de Langeron et des échevins qui appréhendaient de cette agglomération une recrudescence de la peste; l'évêque avait même pris soin de ne pas leur en donner avis officiel⁶⁶ et disait bravement : « Je n'ai jamais demandé à M. de Langeron et à MM. les échevins leur consentement pour ma procession. Il ne m'est point nécessaire, et en pareille chose je ne dépends de personne⁶⁷. » Dès le lende-

⁶¹ M. de Belzunce à M. de la Tour-du-Pin-Montauban, évêque de Toulon, 22 octobre, Cabinet de M. de Malijay.

⁶² Vie de la Sœur Remuzat, 1868, p. 130-131.

⁶³ Mandement sur la désolation causée par la peste et sur l'établissement de la fête du Sacré-Cœur, 22 octobre, in-8, 10 pages; P. Soullier, Les jésuites à Marseille aux XVII^e et XVIII^e siècles, in-8, Avignon 1899; E. Letierce, Étude sur le Sacré-Cœur, in-8, Paris 1890.

⁶⁴ Bibl. de Sens, M. de Belzunce à M. Languet de Gergy, évêque de Soissons, 18 décembre.

⁶⁵ Arch. de Notre-Dame de la Charité, à Caen, lettre à Mme de Camilly, supérieure des religieuses des Cœurs de Jésus et de Marie, à Caen.

⁶⁶ L'Autographe, 1862, p. 333.

⁶⁷ M. de Belzunce à M. Capus archiviste, 2 novembre, dans Revue des documents historiques, 1875, p. 157. On lit même ce trait : « Dieu a paru

main, l'évêque écrivait. « Il me paraît que le mal diminue » et six jours après : « Dieu mercy, la communication de ma procession n'a pas fait le mal que l'on craignait⁶⁸. » Le 15 novembre, une deuxième cérémonie s'accomplit à l'église des Accoules. On a parlé de la cessation du fléau après ces supplications⁶⁹, on a écrit : « aussitôt la peste cessa⁷⁰ ». Les documents ne disent rien de pareil, ils témoignent même du contraire. Pendant la première quinzaine du mois de novembre le fléau reprit une vigueur nouvelle et frappa un nombre croissant de victimes. Après la procession du 15, Belzunce ne hasarda plus de nouvelles manifestations. Il fallut attendre la fin du mois de décembre pour que le nombre des victimes quotidiennes ne s'élevât plus au-dessus de quatre. Lorsque, le 31 décembre, l'évêque organisa une nouvelle procession, les échevins lui imposèrent une escorte d'infanterie, baïonnette au canon du fusil. « Ainsi encadré avec les prêtres, il sortit par la porte de Rome, passa le long des Lisses, chanta le *Miserere*, rentra par la porte de la Joliette »; mais il n'y eut plus de cohue et pas de contagion.

La peste décima la population à Marseille et dans cinquante-neuf communes environnantes. — La petite ville d'Allauch s'empresse de se conformer aux mesures édictées par le Parlement d'Aix. Le chemin de Marseille est barré, libre aux habitants d'aller vendre les denrées qu'ils pourront transporter et de faire moudre leurs grains aux moulins d'Aubagne; mais les Marseillais ne doivent pas approcher, les passants seront appréhendés et mis en quarantaine, les nécessiteux seront nourris et empêchés d'aller à Marseille, on achète des médicaments, on prépare un cimetière et de la chaux vive et ces préparatifs conduisent jusqu'au 19 août; le 20, Allauch est consignée, « la santé des habitants ayant paru suspecte ». Bientôt la peste sévit cruellement sur cette petite ville de 5.000 habitants et elle emporte 1.023 victimes. La municipalité s'enquiert et découvre deux infirmiers, deux infirmières et un garçon qui vont chercher les malades à domi-

Allauch

désirer ce que j'ai fait, ayant fait cesser le vent seulement pour le temps qui a été nécessaire pour la cérémonie ». Et dans la lettre citée à Mme de Camilly il développe l'argument, c'était le mistral qui soufflait et les cierges ne furent pas éteints, (sic).

⁶⁸ Bibl. des Jésuites de Marseille, fonds Segond-Cresp, M. de Belzunce à l'archiviste Capus, 6 novembre.

⁶⁹ Bérangier, op. cit., t. I, p. 304 : « Cet acte de piété plut au ciel, car le fléau perdit alors beaucoup de sa malignité. »

⁷⁰ Bainvel, Dévotion au Sacré-Cœur, dans Dictionnaire de théologie catholique, de Mangenot, t. III, fol. 337.

cile et les portent aux infirmeries; en outre, trois fossoyeurs payés quatre livres par sépulture. La petite ville est bloquée, s'approvisionne difficilement de viande, les infirmeries sont encombrées et bientôt après insuffisantes, on jette les cadavres pêle-mêle dans une tranchée voisine, les fossoyeurs sont surmenés, demandent six livres par sépulture, et enfin succombent; on n'en trouve plus que par voie de réquisition. Intendants de bureau de santé, capitaines, officiers, soldats, gardes quittent le pays, et la contrebande avec Marseille redouble, de jour et de nuit, à travers champs, si bien que le vicaire-général et official Villeneuve menace d'excommunication « qui sçaura tant pour avoir vu que pour avoir ouï dire que certain quidam fait la contrebande » et ne l'aura pas dénoncé. L'apothicaire succombe, le chirurgien le suit, les autres se dérobent et le nombre des victimes redouble; on improvise des infirmeries, on fait appel à deux médecins de Marseille qui coûtent mille livres par mois sans compter les remèdes, et la caisse de la ville s'épuise; plus de rentrées, imposition, taille, fermages. L'argent manque, le pain manque aussi. Le consul Caire s'en va à la barrière de Ropain pour acheter du blé, il supplie qu'on lui donne à crédit, les marchands refusent et repartent. Il faut que l'Intendant envoie deux cents charges de blé, des moutons et une somme de 800 livres.

La peste sévissait depuis sept mois. Les habitants se décidèrent à prendre une mesure radicale sous forme de quarantaine générale aussi prolongée qu'on le jugerait nécessaire. En conséquence, les consuls Caire et Camoin firent entrer dans la ville deux cent cinquante charges de blé; six porteurs d'eau ayant chacun un mulet et neuf portefaix transportaient les provisions dans chaque rue pour empêcher que personne ne sorte. Le rationnement des pauvres comporte une livre et demie de pain et un quart de pot de vin par jour et par tête, y compris les enfants; une livre de haricots le jeudi et le dimanche, de quatre en quatre, avec l'huile et le sel nécessaires. Au point de vue de la police, la ville est divisée en quatre quartiers : vingt-quatre hommes sont chargés de garder jour et nuit les avenues pour que nul ne puisse entrer ni sortir sans l'autorisation des consuls. Un corps de garde sera chargé de faire la patrouille toutes les nuits pour empêcher les vols et brigandages. Trois officiers, ayant chacun quatre hommes en sous-ordre, seront répartis dans le terroir pour en garder les frontières, faire observer la quarantaine dans les campagnes, empêcher toute communication d'une bastide à l'autre. Et comme les habitants des lieux circonvoisins « qui sont

tous empestés » passent dans le terroir du côté de la Bourdonnière où plusieurs habitants d'Allauch vont acheter des marchandises pour les revendre dans la ville, un corps de garde fut établi dans ce quartier, avec ordre de confisquer la contrebande et de punir sévèrement les contrebandiers. Pour ne pas laisser les terres en friche et s'exposer à manquer de récolte, il fut décidé qu'on laisserait venir des muletiers de Marseille, munis de billets de santé dans le terroir d'Allauch pour y faire les cultures de la saison, et que les fourniers pourraient y venir s'approvisionner de bois en se faisant précéder d'un homme de confiance muni pareillement d'un billet de santé.

Cette organisation une fois établie et ces mesures prises, les consuls firent publier la quarantaine générale. Elle commença le 11 mars 1721 et se poursuivit sans incidents, grâce au dévouement des uns et à la parfaite docilité des autres. Après quarante-sept jours de ce régime, la quarantaine générale fut levée et « laissa le lieu et son terroir sans aucun malade ni vieux ni nouveau⁷¹ ». Le fléau dura, avec des interruptions, du 20 août 1720 au 4 janvier 1722, frappa 1.331 individus, dont 1.023 succombèrent. Les secours reçus furent : 1° 350 charges de blé; 2° 10 charges données par le chapitre de la Major; 3° 475 moutons et 22 bœufs donnés par la ville d'Aix; 4° 3.800 livres avancées par le trésorier de la Province; 5° 1.000 livres de l'archevêque d'Aix; 6° 200 livres de l'évêque de Marseille. Les dépenses pour pain, vin, légumes, médicaments, linges, vinaigre, eaux-de-vie, parfums, honoraires et salaires, etc. s'élevèrent à 59.993 liv. 6 sols⁷².

Aix fut attaquée au mois d'août 1720. On y appliqua la mesure qu'on vient de décrire, d'une quarantaine générale. La peste devenue silencieuse ne fut pas moins meurtrière. L'expérience se prononça contre les infirmeries communes, puisque de huit mille malades qui y entrèrent, il n'en sortit que quatre cent soixante-six un peu vivants. Ceux qui, par crédit ou par ruse, éludèrent l'arrêt de mort qui les y envoyait gardèrent seuls chance de guérison⁷³.

Ce fut à Toulon que fut tentée la plus complète expérience de l'isolement par une quarantaine générale qui dura soixante jours. Le premier consul de la ville, M. d'Antrechaus s'illustra

Aix

Toulon

⁷¹ Archiv. municip. d'Allauch, Registre des délibérations, 28 avril 1721.

⁷² J. Maurel, *La peste à Allauch en 1720*, dans *Congrès des Sociétés savantes de Provence*, 1906, p. 561-582.

⁷³ M. Martin, *Relation de la peste d'Aix*, in-8, Paris, 1732.

par son dévouement et son énergie⁷⁴. Le 31 juillet 1720, on dut reconnaître la réalité de la contagion à Marseille et la nécessité de prendre des mesures pour s'en préserver. Les fugitifs de Marseille avaient obtenu de s'entasser au lazaret de Toulon. A ce même lazaret s'opérait le déchargement de tous les grains qui arrivaient de l'étranger et bientôt des cas de peste suivis de mort se montrèrent. La maladie se développa rapidement, on édifia un hôpital sur les terrains de Saint-Roch et les individus suspects furent logés dans des chambrettes séparées. Au mois de septembre le mal semblait vaincu et on procéda à un recensement de la population qui donna 26.276 habitants.

Quatre habitants de Bandol se rendirent la nuit à l'île de Jaïre, volèrent une des balles de soie retirées du « Grand-Saint Antoine » et l'apportèrent chez eux. Le lendemain la peste se déclara à Bandol et vingt-six personnes en moururent dans le courant du mois d'octobre⁷⁵. Quand on apprit à Toulon que la peste ravageait ce hameau, on en bloqua toutes les issues. Cependant le jour du partage du butin, un patron de barque de Toulon laissa sa barque dans le port et rentra chez lui à la tombée de la nuit par la grand'route. Le lendemain, 7 octobre, cet homme tomba malade et mourut le 11; le 17, sa fille succomba. Le soupçon naquit et on posa une sentinelle devant la maison, rue des Minimes, internant ainsi trente-cinq parentes ou voisines que le décès de cette jeune fille avait rassemblées. Bientôt deux fils de patron de barque moururent, puis des parentes ou amies internées tout un jour. Cette fois la peste était certaine, mais elle ne fit pas d'autres victimes. Au mois de décembre nouvelle attaque de la maladie, encore limitée à quelques cas, mais la terreur gagnait les imaginations et la misère devenait grande. Deux cas suivis de mort au début du mois de janvier, mais déjà il devenait difficile de les compter tellement ils se multipliaient, et, successivement, on supprima les offices, les processions, l'accompagnement du saint viatique, les funérailles en cérémonie, on dispersa les boucheries, on réglementa les boulangeries, on multiplia les marchés de façon à éviter les rassemblements de population, enfin on ferma les églises. Ce fut le 28 janvier qu'on mit en circulation l'idée d'une quarantaine

⁷⁴ Relation de la peste de Toulon, en 1721, par M. d'Antrechaus, premier consul de Toulon pendant cette année, in-12, Paris 1756; G. Lambert, Histoire de la peste de Toulon en 1721, dans Bulletin de la Société des sciences, belles-lettres et arts du département du Var, 1860-1861, p. 1-XXVII, 157-260 et tirage à part.

générale que les imaginations malades adoptèrent avec enthousiasme et mirent une sorte de frénésie à imposer aux Consuls. M. d'Antrechaus estimait qu'« une quarantaine générale est un arrêt de mort que l'on prononce », mais il ne put se soustraire aux exigences de ses deux adjoints, des conseillers de la commune et de la population tout entière.

Le 10 mars la quarantaine commença; jusqu'au 20, la distribution du pain se fit avec assez d'ordre, mais en moins d'un mois cent treize boulangers sur cent trente-cinq moururent; en avril, on fut obligé de suppléer parfois au pain qu'on n'était plus en nombre pour pétrir, par une distribution de riz. Avant l'établissement de la quarantaine un seul tombereau avait suffi pour l'enlèvement des cadavres; en mars, il en fallut deux; en avril, quatre ne furent plus suffisants, la moyenne des morts dépassait deux cents par jour, et le 20 avril jour où devait expirer la quarantaine, il mourut deux cent quarante-neuf personnes. Quelques quartiers étaient si dépeuplés, qu'on ne trouvait aucun homme capable d'en être le pourvoyeur, il fallut charger des femmes de ce soin. Malgré cette expérience trop évidente, la quarantaine fut prolongée de trente jours. Le 30 avril, on compta deux cent soixante-dix morts, on manqua dès lors de tombereaux et de fosses. Un cinquième hôpital de douze cents lits ne désemplissait pas. Du 1^{er} au 15 mai, on compte plus de trois cents morts chaque jour, empilés, à la nuit tombante, dans huit tombereaux et il ne restait plus de valides en nombre suffisant pour enlever tant de morts. Un jour, M. d'Antrechaus vit entrer dans le port une tartane portant cent forçats qu'un ordre de la Cour envoyait de Marseille à Toulon, ces misérables s'introduisaient dans les maisons, volaient des vêtements, des bijoux ou bien se faisaient remettre de l'argent par ceux qui allaient mourir. Du 5 au 10 mai, la misère, le désespoir, l'épouvante furent à leur comble, la quarantaine fut levée dix jours avant que le terme ne fut expiré. On vit descendre dans les rues ce qui restait de la population, des êtres décharnés, chancelants, hébétés. A partir du 5 août, on n'observa plus de cas de peste; alors, parmi tant d'autres soins on compta le nombre des morts. Un registre des archives de Toulon porta le nombre des pestiférés du 17 octobre 1720 au 18 août 1721 à 18.745 dont 13.283 succombèrent⁷⁵.

Arles se croyait à l'abri derrière le Rhône, la Crau et un cordon de sentinelles. Son archevêque, Forbin-Janson, prêchait, représentait la peste comme un fléau divin châtiement le peuple

Arles

⁷⁵ Registre GG, 4; Revue des questions historiques, t. XXV, p. 155.

des vices de la Cour et des erreurs du jansénisme; sa famille dût demander grâce pour lui et on se contenta de condamner le mandement séditieux sorti de son cerveau ébranlé⁷⁶. La populace, poussée par la famine, rompit la clôture du pont, et se répandit dans la Camargue sans y porter la peste⁷⁷.

Apt et
autres lieux

Apt ne fut pas épargné⁷⁸, la Ciotat échappa au fléau par la sévérité des femmes qui se chargèrent d'en garder les avenues. Avignon vit tardivement le fléau qui y fit peu de ravages⁷⁹. Après s'être présentée devant Orange et Tarascon, la peste franchit le Rhône et gagna le Gévaudan où elle fit cinq mille quatre cent trente-huit victimes⁸⁰, environ le trentième de la population totale. Alais fut peu éprouvé, Montpellier vit quelques cas isolés et le maréchal de Berwick brûla plusieurs villages où elle paraissait plus rebelle, cruauté gratuite qu'un Français ne se fut pas senti le cœur d'ordonner. Un ambassadeur turc s'avisa de débarquer à Toulon le 22 novembre 1720, sur la plage de Mis-siessy, il ne repartit que le 11 décembre. Lui et sa suite ruinaient la ville, « ces sortes de gens mangeant la nuit comme le jour, et sans ménagement lorsqu'il ne leur en coûte rien⁸¹ »; on l'embarqua enfin pour Maguelonne d'où il continua sa route vers Paris; pendant la traversée du Languedoc, il désigna la ligne où le fléau s'arrêterait; le hasard justifia sa prédiction⁸². Pendant les années 1720, 1721 et 1722 les pays du Midi vécurent sous la menace d'une nouvelle catastrophe. Les médecins raisonnaient à l'envi sur les symptômes⁸³ pendant que les magistrats combi-

⁷⁶ Arrest du Conseil d'Etat de Roy qui ordonne la suppression d'un mandement donné par le sieur archevêque d'Arles, in-4°, 1720. La peste de 1721. Une lettre de Mgr. de Forbin-Janson, arch. d'Arles dans Bull. de la Soc. des amis du vieil Arles, 1904-1905, t. II, p. 49-51.

⁷⁷ Relation de la peste d'Arles en 1720-1721, extraite des registres de la mairie de cette ville.

⁷⁸ Boze, Histoire de la ville d'Apt, in-8, Apt, 1813, p. 351; F. Sauve, Les épidémies de peste à Apt, notamment en 1588 et 1720-1721, dans Annales de la Société d'études provençales, 1905, t. II, p. 39-50; 87-101.

⁷⁹ P.-E. Lémontey, op. cit., t. I, p. 390.

⁸⁰ Mémoires (mss.) de M. de la Devèze, commandant en Gévaudan lors de la contagion de 1723; — Bibl. de l'Arsenal, n° 290, p. 63; Lettre de MM. Lemoine et Bailly, docteurs de la faculté de médecine de Paris, députés de la Cour pour la peste du Gévaudan; Baldit, Sur la peste de 1722, dans Bull. de la Société d'agriculture, industrie, sc. et arts de la Lozère, 1857, t. VIII, p. 59; F. André, Documents historiques et inédits sur la peste de 1720-1722 en Gévaudan, dans même revue, 1900, t. II, p. 1 suiv. Voir note 106.

⁸¹ Arch. de la Préfecture maritime de Marseille, lettre de M. Hocquart; voir G. Lambert, La peste de Toulon, p. 39.

⁸² P.-E. Lémontey, Histoire de la Régence, t. I, p. 391.

⁸³ Voir les écrits de Chicoyneau, de Papon, Soullier, etc.

naient des règlements et des blocus qui ne laisseraient rien filtrer du fléau⁸⁴. Entre temps on lava les parquets, on gratta les boiseries, on blanchit les murailles, on mit un peu de propreté et d'hygiène, on refoula l'ordure et on la canalisa, cela parut à tout le monde une nouveauté.

Elle ne fut pas la seule. Des observations furent faites, des comparaisons instituées qui, partant de données empiriques acheminèrent vers des conclusions scientifiques. On remarqua que la maladie ne prit un caractère épidémique qu'au lendemain de l'orage qui épouvanta les plus fermes pendant la nuit du 21 juillet. Le 2 septembre une tempête soufflant du nord aggrava la catastrophe et multiplia les victimes. La vendange amena une accalmie dans la contagion, elle fut attribuée à la fermentation vineuse opérée dans d'innombrables cuves. Les médecins envoyés de Paris et de Montpellier firent d'utiles remarques et témoignèrent d'un dévouement sans réserves; l'émulation fut telle dans ce corps qu'il fallut refuser un grand nombre de ceux qui, par toute la France, se disposaient à se rendre à Marseille. Parmi les habitants, ceux qui avaient été guéris, se croyant à l'abri des rechutes, consentirent à donner leurs soins à un prix élevé, car la grandeur d'une calamité presque sans exemple ne suggéra pas plus aux survivants qu'aux victimes la pensée du désintéressement.

Dans ce bouleversement auquel personne n'échappa, car ceux dont la santé fut épargnée furent tous plus ou moins éprouvés dans leurs proches ou dans leurs biens, on vit des héros chez qui la fermeté n'excluait pas la compassion tels le chevalier Roze et M. de Langeron, on en vit à qui une impitoyable rudesse inspira des mesures d'une rigueur atroce, tel le commandant Dupont. Il fallut réprimer l'assassinat et le vol par la pendaison publique et l'ordre ne triompha à Marseille que grâce à la vue des fourches patibulaires toujours chargées de quelques criminels. A ces violences commises dans le secret des maisons, s'ajoutèrent les désordres d'une débauche étalée en public. La prostitution ne connut ni frein, ni pudeur, elle souilla le nom de mariage d'unions équivoques presque aussi vite rompues que formées. Tandis qu'à Toulon, les élèves en chirurgie se livraient à des actes d'impudicité monstrueuse, à Aix les courtisanes repentantes se dévouaient à une mort certaine en soignant les malades. La fureur du plaisir alternait avec la fureur de la pénitence.

⁸⁴ D. Alezaïs, Le blocus de Marseille pendant la peste de 1722, dans Congrès des Sociétés savantes de Provence, 1906, p. 527-546.

tence, il semblait que toutes les notions de la loi morale fussent confondues, brouillées, méconnues. A Marseille, dans tout le cours de l'épidémie on remarqua que l'accouchement fut constamment suivi de mort. Sur la certitude de ce fait, il s'établit une association de jeunes gens, qui, animés d'un zèle apostolique, pénétraient au péril de leurs jours dans les maternités, épiaient le moment de la délivrance et par une ablution furtive donnaient à l'enfant le saint baptême, en l'abandonnant ainsi que la mère à une mort inévitable.

Le rétablissement complet de la sécurité dans Marseille y développa de nouveaux traits de caractère. Une joie folle enivra cette foule d'héritiers. L'éclat et la multiplicité des fêtes remplirent les gazettes et contribuèrent à rouvrir les communications avec l'étranger. Cette soif de plaisirs qui succède aux grandes calamités est peut-être un instinct de la nature impatiente de réparer ses catastrophes⁸⁵. Mais la nature ne peut réparer avec la même rapidité le dommage matériel. Le pavillon français se vit fermer tous les ports et cette circonstance ne laissa pas que d'être fatale à la Compagnie des Indes. Par un effet de réaction trop digne de la nature humaine, Roze et Belzunce, Fortia et Moustiers, d'Antrechaus et Langeron loin d'être récompensés et honorés virent leur conduite disentée, leur gestion soupçonnée, leur dévouement oublié, il fallut de longues années pour que la reconnaissance et l'admiration publiques leur rendissent l'hommage auquel ils avaient tous les droits. On ne doit pas omettre parmi tant de conséquences singulières l'admirable dévouement des galériens. Une partie de ces malheureux sortit de l'épreuve réhabilitée; il y eut huit cents lettres de grâce expédiées pour des forçats qui avaient servi durant la peste, on assura leur subsistance soit dans le royaume soit dans les colonies⁸⁶.

Calamités
dans le
reste de la
France

La peste de Marseille fit oublier d'autres calamités et fléaux d'une extrême violence; elle effaça tout. L'année 1719 avait déjà eu sa large part de catastrophes. Dans la nuit du 16 au 17 février 1719, le vent emporte les toitures, arrache les châssis et gouttières, découvre une partie du château des Tuileries, arrache la croix du clocher de Saint-Germain l'Auxerrois⁸⁷; le 30 mars, une sorte de bolide visible en Champagne et à Paris, tombe en Picardie sur l'abbaye de Saint-Riquier et consume

⁸⁵ Il a été vérifié par les registres des paroisses que, cinq années après la peste, la population de Marseille était précisément la même qu'en 1719.

⁸⁶ P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 413.

⁸⁷ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 352; *Madame à la raugrave Louise*, 16 février 1719, dans *Correspondance*, édit. G. Brunet, t. II, p. 65.

tous les bâtiments⁸⁸; le 30 mai, un ouragan sillonne la Normandie et brûle tous les fruits des arbres comme si le feu les avait atteints⁸⁹; le 29 juin, la foudre entre dans l'église Saint-Sulpice à Paris pendant qu'on y chantait les vêpres, traverse le chœur et la nef, sort enfin par une fenêtre laissant clergé et fidèles étendus sur le pavement, plus morts que vifs⁹⁰; le 23 juillet, la foudre entre dans l'église Sainte-Geneviève pendant la célébration de la messe⁹¹; le 7 août, elle embrase la petite ville de la Charité-sur-Loire qui est détruite⁹² pendant que, le même jour, un orage éclate sur la ville de Sainte-Menehould en Champagne qui est entièrement anéantie sans qu'il fût possible de maîtriser le feu, en sorte que les habitants sont réduits à camper en plein champ⁹³.

L'année suivante, la petite ville de Rozoy, près de Sézanne-en-Brie est consumée par un incendie (29 juin)⁹⁴; la ville de Châlons est éprouvée par un orage accompagné de grêlons pesant une livre et plus, tonnerre, tempête, trombe d'eau, les toits des maisons s'enfoncent dans la ville et le désastre s'étend à quarante villages alentour. Tout est brisé, coupé, ravagé, non seulement les individus en grand nombre et une multitude de bestiaux ont péri, mais on trouve des cadavres de loups tués par les grêlons en rase campagne⁹⁵. Enfin pour couronner cette longue énumération de misères, un sinistre d'une ampleur inconnue éclate à Rennes.

Dans les derniers jours du mois de décembre la peste était vaincue; à ce moment se répandit la rumeur d'une autre catastrophe. Pendant la nuit du 22 au 23 décembre, un menuisier ivre, Henri Bouttronel, dit la Cavée⁹⁶, mit le feu à son échoppe située dans la rue Tristin⁹⁷, au centre de la ville de Rennes. Les flammes, activées par un vent impétueux, atteignirent les maisons voisines, puis des rues et des quartiers devinrent la proie de l'incendie. Bâtie, comme les villes de ce temps, avec beau-

L'incendie
de la ville
de Rennes

⁸⁸ J. Buvat, *op. cit.*, t. I, p. 370-377.

⁸⁹ *Ibid.*, t. I, p. 398.

⁹⁰ *Ibid.*, t. I, p. 404.

⁹¹ *Ibid.*, t. I, p. 414.

⁹² *Ibid.*, t. I, p. 423.

⁹³ *Ibid.*, t. I, p. 423, 425.

⁹⁴ *M. de Balleroy à sa femme*, 3 juillet, dans *Correspondance*, t. II, p. 177.

⁹⁵ J. Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 123; 6 août 1720.

⁹⁶ *Arch. municip. de Rennes*, 526 G : délibération de la Commune de Rennes du 30 janvier 1721.

⁹⁷ Rue Tristin, sur l'emplacement de la cour du n° 3 de la rue de l'Horloge actuelle, derrière l'Hôtel-de-Ville.

coup de bois, Rennes s'embrasa en quelques heures et brûla pendant sept jours. « La ville, écrit un témoin du désastre, fut embrasée comme une mer de feu; à un quart de lieue les charbons allumés tombaient gros comme le poing. » Les habitants affolés jetaient leurs meubles dans la rue, dressant ainsi des barricades qui interdisaient l'emploi des secours. Du centre de la ville, la flamme gagnait « en forme de croix » dans quatre directions différentes. Tous ceux dont la demeure était détruite ou menacée s'efforçaient de sauver quelques meubles et, voyant l'incendie se propager, cherchaient sans cesse un abri nouveau jusqu'au moment où leur bien devenait la proie des flammes ou des voleurs. « On ne voyait partout que charettes, chariots et même chaises à porteurs, dont on se servait pour le transport des effets et avec tant de confusion qu'il était impossible de traverser les rues, chacun emportait comme il pouvait ce qui lui appartenait; le désordre, la confusion, l'épouvante s'étaient tellement emparés de l'esprit du peuple que l'on se sauvait avec des bagatelles pendant qu'on laissait brûler l'essentiel... Le quatrième jour tous les couvents d'hommes et de filles furent ouverts. Les habitants s'y réfugièrent avec le peu de meubles et effets qu'ils avaient sauvés. Hommes, femmes, enfants, tous couchaient pêle-mêle dans les cloîtres, dans les dortoirs; là ils étaient à l'abri des voleurs et des soldats. » Ces derniers aggravaient le désordre. C'était le régiment d'Auvergne, en quartier d'hiver à Rennes. Ils avaient reçu de l'intendant Feydeau de Brou l'ordre de porter secours aux habitants, au lieu de cela, « ces militaires bourraient de leurs fusils les ouvriers et les habitants qui désiraient porter secours aux incendiés, les traitant de voleurs, pendant qu'ils volaient et pillaient eux-mêmes toutes les maisons, qu'ils allumaient le feu dans les caves afin de tout embraser⁹⁸. »

Comme dans toutes les calamités publiques on parla de malveillance et de prodiges; le feu avait éclaté sur dix points en même temps, une pluie de feu s'était abattue sur la ville : sornettes⁹⁹. La cause du sinistre était beaucoup plus simple, il suffisait de lire la description faite par Dubuisson-Aubenay : « Les rues sont étroites, les maisons s'élargissent par le haut, en sorte

⁹⁸ Arch. nat., H¹ 519 et G¹ 205 : *Relation inédite et contemporaine de l'incendie de Rennes en 1720*, dans *Mélanges d'histoires et d'archéologie bretonnes*, t. I, p. 287.

⁹⁹ Ducrest de Villeneuve et Maillat, *Histoire de Rennes*, in-8, Rennes, 1845, p. 343, 436; Marteville, *Histoire de Rennes*, in-12, Rennes, 1850, t. I, p. 267.

qu'en beaucoup de lieux, elles se touchent presque l'une l'autre, et à peine le jour entre-t-il dans les rues; car les seconds estages s'avancent en dehors sur les premiers et les troisièmes sur les deuxièmes, et ainsi toujours se vont estreignant¹⁰⁰. » Ogée ajoute que les rues « étoient toujours fort humides et très sales¹⁰¹ ». De plus l'eau manquait presque totalement, car les conduites, bien que réparées fréquemment et à grands frais, fonctionnaient très imparfaitement. Le matériel était sommaire : la communauté de ville possédait deux pompes d'une faible puissance, cinq sacs de cuir et quatre haches¹⁰². L'incapacité des magistrats était à la hauteur de ces moyens. On vit l'intendant Feydeau, l'évêque Turpin de Crissé, le premier président de Brillhac « tous en veste et habits de toile et cuir, avec des sabots, car on ne pouvait marcher autrement, tout n'étant que feu, porter des seaux remplis d'eau, afin d'encourager les ouvriers et leur faire donner du vin et de la boisson ». Quant à faire preuve d'initiative et de décision, ils n'y songèrent pas. « Si, dès le lundi matin, écrit un contemporain, voyant qu'on n'avait aucune des choses nécessaires pour éteindre le feu ni aucune espérance de sauver la ville qu'en sacrifiant quelques maisons, M. l'Intendant eût ordonné aux officiers de mener eux-mêmes leurs soldats et aux entrepreneurs de conduire les ouvriers pour abattre, tout autour du lieu où le feu était le plus épris, une douzaine de maisons, il est sûr qu'il se fût arrêté là... mais tout était dans une si grande confusion qu'on laissait brûler la ville¹⁰³. » L'incendie durait depuis six jours et eut dévoré ce qui restait de Rennes « si des particuliers plus attentifs à leurs intérêts et à la crainte de perdre leurs maisons que ne le furent les principaux magistrats au bien public n'étaient sortis de cet assoupissement. » On coupa, on abattit de larges pans de construction et on sauva le reste.

Les pertes pécuniaires furent considérables, le feu avait détruit trente-deux rues, et 850 maisons sur une superficie de huit

¹⁰⁰ Dubuisson-Aubenay, *Itinéraire de Bretagne*, dans *Archives de Bretagne*, t. IX, p. 20.

¹⁰¹ Ogée, *Dictionnaire historique et géographique de la province de Bretagne*, 1843, Audriot, Rennes, année 1720.

¹⁰² Ducrest de Villeneuve, *op. cit.*, p. 345, voir Banéat, *L'incendie de Rennes en 1720*, dans *Bulletin historique et philologique du Comité*, 1909, p. 258-266.

¹⁰³ Fr. R. de Jacquelot, *Journal inédit d'un député de l'ordre de la noblesse aux États de Bretagne*, publié par de Closmadeuc, in-8, Rennes, 1905, p. 133.

hectares¹⁰⁴. « Le malheur fut complet pour la vie et pour les biens », dit Saint-Simon¹⁰⁵ et le désastre eut dans toute la France un énorme retentissement.

¹⁰⁴ Ogée et Marteville, *Rennes ancien*, t. I, p. 219; B. Pocquet, *Histoire de Bretagne*, t. VI, (1914), p. 170-172.

¹⁰⁵ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chérueil, t. XI, p. 379; Barbier, *Journal*, t. I, p. 94-95; Anonyme à Mme de Balleroy, dans *op. cit.*, t. II, p. 224; M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 37; Le Men, *Lettre de M. du Ménez de Lezurec au marquis de Lesquiffiou, relative à l'incendie de Rennes en 1720*, dans *Bulletin et mémoires de la Société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine*, 1897, t. XXVI, p. xxvi; P.-E. Lémontey, *op. cit.*, p. 313, rapporte d'après Saint-Simon qu'on découvrit sous les décombres des scories brillantes et variées, sorties, comme l'airain de Corinthe, des combinaisons fortuites de la combustion. Le luxe façonna et la mode répandit ces lamentables débris. Saint-Simon, *Mémoires*, t. XVIII, p. 130.

¹⁰⁶ Voir la note ⁸⁰ et ajouter : A. Philippe, *Les étoffes du Gévaudan en Lorraine pendant la peste de 1721*, dans *Société d'agriculture, industrie, sciences et arts du département de la Lozère. Chronique et mélanges*, Mende, 1908, t. I, p. 184; L. Mazeret, *La peste en Gascogne* dans *Bulletin de la Société archéologique du Gers*, Auch, 1908, t. IX, p. 276-292; J. Maurel, *La peste de 1720 dans les Basses-Alpes*, dans *Annuaire des Basses-Alpes. Bulletin trimestriel de la Société scientifique et littéraire des Basses-Alpes*, Digne 1907-1908, t. XIII, p. 105, 180, 237, 277.

CHAPITRE XLVII

L'enregistrement de la Déclaration

(8 septembre 1718-4 décembre 1720)

Appel du cardinal de Noailles. — Écho dans les Parlements et le clergé. — Tracasseries. — Pamphlets. — L'évêque Languet de Gergy, de Soissons. — L'archevêque de Mailly, de Reims. — Le *Corps de Doctrine*. — Le Parlement à Pontoise. — Refus d'enregistrement. — Enregistrement au Grand-Conseil. — Juridiction du Grand-Conseil récuse. — Intervention du président Hénault. — Le Parlement exilé à Blois. — Intervention de Daguesseau. — Le cardinal de Noailles cède. — Visite du Premier Président au Régent. — Retour à Pontoise. — Discussions. — Messe rouge. — L'abbé Pucelle. — Enregistrement.

La fastidieuse querelle de la Bulle *Unigenitus* avait pris une ardeur nouvelle après la publication de la lettre *Pastoralis officii*. Le Régent, excédé de cette dispute, écoutait les cardinaux de Rohan et de Bissy, de préférence au cardinal de Noailles, subissant en ceci comme en tout le reste l'influence de l'abbé Dubois, et ne cachait plus « qu'il vouloit se déclarer en faveur des plus forts et qu'il ne vouloit pas se brouiller avec le Pape¹ » (10 septembre 1718). Dubois défendait le point de vue des deux cardinaux, tout en avouant « qu'il n'étoit pas du tout instruit de la matière » et « ne laissoit pas d'être à corps perdu contre le cardinal de Noailles. Il alloit de porte en porte crier contre lui, comme contre un hérétique qui troubloit mal à propos l'Église et l'État². » Sans s'émouvoir des clabauderies de cet homme, Noailles avertit le Premier Président qu'il allait incessamment publier son appel, le magistrat l'en félicita et dit que le Parlement étoit disposé, dès l'apparition du Bref, à appeler comme d'abus au futur concile, et désireux d'agir de concert avec le prélat³. Le 16 septembre, le cardinal obtint son audience heb-

Appel
du cardinal
de Noailles

¹ Dorsanne, *Journal concernant tout ce qui s'est passé à Rome et en France*, in-4, 1753, t. I, p. 426.

² *Ibid.*, t. I, p. 427.

³ *Ibid.*, t. I, p. 428.

domadaire du Régent qui lui présenta un nouveau projet du cardinal de Rohan. Noailles, poussé à bout, publia son appel et abandonna le Conseil de Conscience. Il eut la satisfaction d'être suivi par son chapitre à l'unanimité sauf une voix⁴ et de recevoir l'adhésion des curés de Paris par un acte qui fut affiché le jour même et annoncé au prône le lendemain dans plusieurs paroisses⁵. Le 26 septembre, la Faculté de théologie s'assembla et cent huit docteurs sur cent dix furent d'avis d'adhérer à l'appel, puis ce fut le défilé des ordres religieux : Carmes de la place Maubert, Feuillants, Oratoriens, Bénédictins, Prémontrés et différents chapitres. Le Parlement était très disposé à interjeter appel, lui aussi, au futur concile⁶; les Universités de Paris, de Reims, de Caen, de Nantes s'associaient à l'appel. Tous ces corps, et les individus qui y formaient la majorité, fulminaient à l'envi.

Echo
dans le
Parlement
et le clergé

Le procureur général, Joly de Fleury, s'exprimait avec une âpreté qui se retrouve chez presque tous ceux qui prenaient alors la parole ou la plume : « Après tous les ménagements qu'on a eus pour le Pape, disait-il, et pour tout ce qui est émané de la Cour de Rome depuis la Constitution, il n'est plus permis de garder le silence... On voit aisément les véritables motifs qui ont donné lieu à une pareille condamnation. Le prétexte du défaut d'acceptation de la Constitution n'est pas le seul que le Pape ait eu en vue. Cette idée d'infailibilité que la Cour de Rome recherche depuis quelques siècles à établir, lui fait regarder avec horreur les voies les plus canoniques. Sa délicatesse sur ce point, va jusqu'à ne pouvoir tolérer qu'on ait recours à lui pour lui demander des explications sur les Décrets... Avant que cette opinion d'infailibilité fût née, on voyait sans étonnement d'illustres évêques refuser de se soumettre aux décisions des Papes, mais disposés en même temps de marquer leur soumission et leur obéissance à tout ce qui seroit jugé par l'Église universelle. On voyait les plus grands évêques s'adresser aux Papes pour les prier d'expliquer leurs décrets. On voyait les plus saints Papes, les Pélage et les Grégoire répondre favorablement à ces demandes... La Cour de Rome ayant voulu introduire l'infailibilité du Pape a tâché de détruire la force de ces exemples par une conduite et par des exemples contraires. Ses démarches ont été si loin qu'il a fallu l'autorité des conciles de

⁴ Ibid., t. I, p. 430.

⁵ Ibid., t. I, p. 430.

⁶ Mathieu Marais, *Journal et Mémoires*, t. I, p. 426; 5 octobre.

Constance et de Bâle pour opposer une digue à de pareilles prétentions; mais ils n'ont pas été capables de détromper la Cour de Rome. Elle s'est portée jusqu'à vouloir révoquer en doute l'autorité de ces conciles... » A l'arrêt rendu, en conséquence de ces principes, par le Parlement de Paris du 5 octobre⁷, faisaient écho les arrêts des Parlements Rouen (13 octobre), d'Aix (21 oct.), de Metz (25 oct.), de Grenoble (26 oct.), de Rennes (4 novembre), de Bordeaux (15 nov.), de Toulouse (3 décembre). De même les curés se groupaient pour faire appel; on imprima plus tard des recueils de lettres⁸, on répandit les requêtes présentées pour demander à être reçus appelans⁹ et dans le public on se disait : « Voilà un schisme en France! » et « sans la politique du Régent qui, pour le bien de l'État, appréhende les brouilleries, nous serions séparés de la communion romaine par rapport à la Constitution. Et que sait-on? Si de fil en aiguille la séparation ne serait pas entière¹⁰. »

Croyant n'avoir plus à garder aucune mesure, le cardinal de Noailles avait fait afficher et mettre en vente son acte d'appel; le premier jour il se vendit dix mille exemplaires¹¹. Mais ce succès eut son revers. Le parti constitutionnaire ne se laissait pas décourager. Le P. Simon Gourdan, chanoine de Saint-Victor de Paris, en grande réputation de savoir et de piété, écrivit lettre sur lettre au cardinal, allant jusqu'à lui dire : « Je doute si dans ces conjonctures si fâcheuses, plusieurs saints évêques de l'antiquité, n'auraient pas quitté leurs sièges pour faire cesser les troubles de l'Église¹². »

Le complot de Cellamare valut un court répit à Noailles, qu'il fut impossible d'y impliquer, ni aucun Janséniste, de l'aveu du Régent, qui laissa entendre qu'il n'en était pas de même des Constitutionnaires¹³. Cet événement les calma, mais pour peu de temps. Mais alors s'ouvraient avec l'année 1719 des préoccupations si nouvelles et si différentes de celles des années pré-

Tracas-
series

⁷ Arrêt du Parlement de Paris appelant d'abus un décret intitulé : *Sanctissimi Domini nostri Clementis papae XI. litterae ad universos Christi fideles datae adversus eos qui Constitutioni Sanctitatis suae quae incipit UNIGENITUS... debitam obœdientiam præstare hactenus recusaverunt aut in posterum recusaverint.*

⁸ *Témoignage des Curés de la Ville et du Diocèse de Paris.*

⁹ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 433.

¹⁰ *Gazette de la Régence*, p. 286-287; 23 septembre 1718, p. 287-288; 3 octobre; p. 288, 10 octobre.

¹¹ Buvat, *Journal*, t. I, p. 333; 24 septembre 1718.

¹² Villefore, *Anecdotes*, t. III, p. 231-232.

¹³ Dorsanne, *Journal*, t. I, p. 445.

cédentes que la dispute religieuse cesse d'occuper l'opinion publique entièrement attachée à l'agiotage. Les conférences continuent, mais l'attention s'en est détournée; le conflit se rapetisse, se racornit pour ainsi dire à la taille d'une chicane inextricable où les magistrats et les ecclésiastiques s'égosillent dans une polémique sans issue possible. Des violences mesquines illustrent cette discussion chétive; ce sont moins des violences que des tracasseries et, pour tout dire d'un mot, des « niches ». Le jour de la Fête-Dieu, le curé de la paroisse de Saint-Louis à Grenoble veut pénétrer avec la procession dans l'église des Jésuites, dont il trouve la porte fermée, il réclame l'entrée, on s'obstine à la lui refuser, il se plaint au Régent qui blâme les religieux et leur impose d'aller présenter des excuses à l'évêque¹⁴; l'évêque de Boulogne interdit au P. Gardien des Capucins la célébration de la messe, le religieux désobéit et, pour sa peine, est exilé¹⁵; à Toulon, on affiche sur la porte de l'église des Récollets « qu'on n'y recevra aucun prêtre pour dire la messe ayant appelé de la Constitution¹⁶ ». Le reste n'est ni plus intéressant ni plus audacieux; ce sont des Carmélites qui ferment l'accès de leur église à des Oratoriens¹⁷, ou bien des Parlements qui font lacérer et brûler des mandements¹⁸.

Pamphlets

Plus dignes d'attention sont quelques actes comme l'arrêt du Parlement du 14 janvier 1719 condamnant divers écrits instructifs sur l'état des esprits. Un de ces pamphlets attaquait la déclaration de 1682, contestait le « dogme nouveau » de la supériorité des conciles sur le Saint-Siège; un autre revendiquait l'infailibilité du Pape « dans les décisions dogmatiques » et comparait le refus de recevoir la bulle à la négation de la divinité de Jésus-Christ; un autre encore défendait les thèses opposées, notamment la suprématie des conciles qu'on ne saurait mieux comparer, était-il dit, qu'aux États-Généraux qui sont en possession de tous les droits de la souveraineté lorsqu'ils sont assemblés. Maxime singulièrement audacieuse et que n'eussent pas admises les théoriciens de l'autorité royale, même pour porter un coup hardi à la puissance pontificale. On devait s'attendre à voir l'abbé de Saint-Pierre prendre parti dans cette contestation; il se prononçait dans une *Instruction familière*, et c'était lui qui invoquait l'analogie entre le concile général et

¹⁴ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 399-400, juin 1719.

¹⁵ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 401.

¹⁶ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 406, juillet 1719.

¹⁷ Buvat, *Journal*, t. I, p. 455.

¹⁸ Buvat, *Journal*, t. I, p. 403, 419.

les États-Généraux, ce qui lui attirait cette refutation catégorique de Guillaume de Lamoignon : « Les États-Généraux n'ont que la voie de la remontrance et de la très humble supplication. Le Roi défère à leurs doléances et à leurs prières suivant les règles de sa prudence et de sa justice. S'il était obligé de leur accorder toutes leurs demandes, il cesseroit d'être roi¹⁹. » On ne pouvait nier que des idées étaient en marche et il eût été permis de douter de l'efficacité des obstacles qu'on élèverait devant elles pour les arrêter.

Le 5 juin 1719, une Déclaration royale appliquait une fois de plus la tactique favorite de Régent; elle imposait un nouveau silence d'une année sur les disputes théologiques, avec la promesse d'arriver, pendant ce laps de temps à un accommodement. Les Appelants ne voyaient là qu'un artifice pour les empêcher de pousser à bout les Constitutionnaires qui, de leur côté, s'indignaient d'avoir à subir un règlement qui les mettait sur le même rang que leurs contradicteurs. Languet de Gergy, évêque de Soissons, un des plus remuants de son parti et dont la bruyante orthodoxie escomptait pour récompense le cardinalat, se plaignait publiquement parce que, à l'en croire, « le silence prescrit dans les causes qui intéressaient la foi, n'avait jamais été utile qu'aux ennemis de la foi », et il introduisit une distinction inattendue et qui fit scandale entre les lois promulguées pendant la minorité des rois et les volontés affirmées par le monarque majeur. Son écrit fut condamné à être lacéré et brûlé par le bourreau au pied du grand escalier du Palais²⁰. On signifia cette condamnation à l'évêque, biographe de la sœur visitandine Marie Alacoque, il répondit aux deux notaires envoyés vers lui qu'« il étoit moins touché de cet arrêt que de la mort d'un faisan qu'il venoit de perdre ». L'arrêt portait que le délinquant aurait à s'avouer l'auteur de la lettre condamnée; il fit plus que de l'avouer, il s'en glorifia et cela lui attira une amende de dix mille livres; mais le Régent empêcha l'exécution, pour ne pas.

L'évêque
Languet

¹⁹ Arrêt du Parlement, du 14 janvier 1719, condamnant au feu l'*Instruction familière sur la soumission due à la Constitution Unigenitus*, et supprimant le *Traité du schisme* par Longueval, ainsi que l'*Instruction pour calmer les scrupules que l'on s'efforce de jeter dans les consciences timorées au sujet de la Constitution Unigenitus et de l'appel qui en a été interjeté*.

²⁰ Arrêt du Parlement du 9 août 1719 condamnant au feu une *Lettre de Mgr l'évêque de Soissons à S. A. R. Mgr le duc d'Orléans, Régent du royaume, au sujet de l'arrêt rendu au Parlement le 7 juin contre quelques écrits de cet évêque*.

disait-il, lui procurer un chapeau de cardinal²¹. Toute la Cour s'était égayée d'une anecdote dont Languet était le héros. Il était à table chez le ministre Le Blanc lorsque celui-ci arriva dîner, fort en retard, et s'excusa auprès des convives par les mesures qu'avait rendues nécessaires la promotion des dix cardinaux. Chacun s'empessa de lui demander le nom des nouveaux promus, il les nomma; au nom de Mailly, de Reims, l'évêque de Soissons le fit répéter, les yeux hors de la tête, puis se la prenant à deux mains, s'écria de toute sa force : « Ah! il m'a pris mon chapeau²²! »

Mailly

Languet et Mailly rivalisaient d'ambition et faisaient assaut de pétulance. « J'avais regardé l'évêque de Soissons comme un fort brave homme, écrit la vieille Madame, je l'ai connu lorsqu'il était encore abbé, mais l'ambition de devenir cardinal rend fous la plupart des évêques; il n'en est aucun qui ne pense que plus il fera d'impertinences à l'égard de mon fils et en faveur de la Constitution, plus il se mettra dans les bonnes grâces de la Cour de Rome et deviendra ainsi cardinal. » L'archevêque de Reims, rival heureux de son premier suffragant, n'avait guère d'autres titres à faire valoir pour revêtir la pourpre romaine. Mis dans l'Église malgré lui et avec les plus cuisants regrets, il ne prit d'ecclésiastique que ce qu'il n'en put laisser et sut tirer parti de toutes les circonstances pour se pousser. Fort pauvre, il se tira de misère, puis d'ennui, en devenant aumônier du Roi, et s'éleva, à force de bras, sur le siège d'Arles. S'y trouvant à proximité d'Avignon, il fit toutes sortes d'avances au vice-légat Gualterio qui s'y morfondait dans l'espoir de la nonciature de France, gage du cardinalat. La liaison tourna à l'amitié intime, Gualterio eut sa nonciature et Mailly se crut tout permis. Il se découvrit à Rome des amis et en prit prétexte d'écrire au Pape, de qui il reçut des reliques et un bref. C'était alors un crime pour un évêque d'écrire à Rome sans une permission expresse qui passait par le ministre des Affaires Étrangères. Louis XIV, instruit de cette incartade, faillit faire un éclat, Mailly ne fut sauvé que par l'entremise de Mme de Maintenon et de Gualterio, il se tint coi mais l'affaire lui fut utile à Rome. Lorsque la querelle de la Bulle eut amené le relâchement des anciennes règles sur la correspondance épiscopale avec Rome, Mailly ne se fit pas faute d'écrire dans le style le plus outré, réclama les rigueurs les

²¹ Villefore, *Anecdotes ou mémoires secrets sur la Constitution Unigenitus*. A Trévoux, 1733, t. III, p. 224-225.

²² Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVIII, p. 176.

plus extrêmes et aurait pu faire figure d'inquisiteur si ses mésaventures ne lui avaient retiré l'autorité d'un docteur. Dans une lettre adressée à ses collègues de l'épiscopat, il qualifiait les appelants de nouveaux « Luther, sectateurs d'Arius, de Nestorius, d'Eutychès », les dénonçait pour « païens et publicains », repoussait toute conciliation et proposait de réduire le gouvernement par la famine à une adhésion complète à la Constitution; il suffirait de supprimer le « don gratuit » que votait chaque assemblée du clergé. Ce factum fut poursuivi, condamné par le Parlement et brûlé au pied de l'escalier du Palais. Mailly exulta, fonda une messe en action de grâces d'avoir été jugé digne de participer aux opprobres de Jésus-Christ. Il espérait que le Parlement l'attaquerait là-dessus, mais on pensa le mieux punir en le laissant en paix. Cela ne faisait pas son affaire, il se retourna vers Rome et pria le Pape de lui faire présent de ses « homélies ». C'était le faible de Clément XI de se croire grand orateur et latiniste impeccable. Il goûta la flatterie et, malgré l'exclusion donnée à Mailly par le gouvernement du Régent, lui donna le chapeau dans la promotion des dix.

Le Régent sentit la provocation, s'emporta et fit défense à Mailly de porter le titre ni aucun insigne de sa dignité. En même temps il lui envoya un enseigne aux gardes, Villeron, avec ordre de ne pas quitter Reims. Mailly, averti par son neveu La Vrillière, se montra fort souple lorsqu'il rencontra sur le chemin, près de Paris, l'enseigne Villeron. Ayant reçu l'ordre de rétrograder, ils vinrent tous deux coucher à Soissons. Le lendemain, Mailly s'apprêtait de si bonne grâce à regagner Reims, que l'officier jugea superflu de l'y conduire et reprit la route de Paris. Aussitôt Mailly le suivit à distance et vint, le soir même, se blottir à Paris. L'abbé de la Fare, son grand vicaire, alla trouver Dubois et fut reçu comme un goujat. La Fare laissa dire et répliqua qu'un ministre tel que Dubois devait être cardinal, et pour cela ne pas contrarier le Pape avec lequel il lui faudrait compter. Dubois sentit l'habileté de ce conseil et puisqu'il fallait une médiation il s'en réserva le mérite. Le lendemain, il rappela l'abbé de la Fare, affecta un accueil plus doux, mais la Fare brusqua l'affaire :

— « Monsieur, dit-il, je vais vous parler franchement, je n'ai aucun ressentiment de la manière dont vous me traitâtes hier; je vis bien que vous parliez en ministre. Vous autres, grands politiques, vous ne pouvez pas faire autrement; mais vous n'êtes sûrement pas fâché de faire quelque chose d'agréable au Pape

dont vous aurez incessamment besoin car on voit bien que vous ne pouvez pas manquer d'avoir bientôt le chapeau.

— « Vous êtes trop clairvoyant, l'abbé, répliqua Dubois, il faut bien que j'avoue que vous m'avez deviné, laissez-moi ramener M. le Régent; mandez seulement à votre archevêque de se rendre secrètement ici, et de s'y tenir caché, jusqu'à ce que je l'avertisse, cela ne sera pas long. »

Mailly attendait le signal, se laissa introduire au Palais-Royal par les derrières, fit sa soumission au Régent et regagna Reims, où il ne prendrait point la qualité de cardinal ni aucune marque de cette dignité et ne devait signer, dans le royaume, que « l'archevêque de Reims », mais, à l'étranger, il pourrait signer le « cardinal de Mailly ». Rentré à Reims, Mailly se claquemura, s'indignait toute fonction publique où il ne se fut avoué qu'archevêque et languit plus de trois mois sans autre consolation que de tirer de sa poche la calotte rouge, de la regarder, de l'admirer, de la baiser, de l'essayer devant un miroir, mourant d'impatience de la montrer en public. Il se croyait oublié, mais l'abbé de la Fare veillait à Paris et quand il apprit que le cardinal de Noailles avait fait agréer le *Corps de doctrine* par les cardinaux de Rohan et de Bissy, il songea que l'approbation de Mailly serait d'autant plus précieuse qu'on le savait fort mal avec Noailles. On recherchait les signatures épiscopales, l'abbé fit savoir que celle de Mailly dépendait de la permission de porter les insignes cardinalices. En outre, on envoyait des ecclésiastiques du second ordre solliciter les signatures, il suggéra d'envoyer le *Corps de doctrine* à Reims par le premier suffragant Languet, de Soissons. Celui-ci ne put s'y dérober, il lui fallut subir la mortification et, le 17 mars, on sut à la Cour la mission de Languet. Dangeau ignore qu'il emportait deux lettres cachetées du Régent. Dans la première, le prince ordonnait à l'archevêque de signer sur le champ sous peine d'exil et de renoncement au chapeau; dans la deuxième, il l'invitait à signer, mais le laissait libre et lui annonçait qu'il pouvait venir recevoir la calotte des mains du Roi. Mailly signa le *Corps de doctrine*, montra la deuxième lettre à tout le monde, supprima la première et le 19 mars « porta sa calotte au Roi qui la lui mit sur la tête²³ ».

²³ Saint-Simon. *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVIII, p. 172-177; Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 180, 185, 188, 193, 252, 253; II, 19, 22, 31 décembre 1719; 17, 19 mars 1720; *Madame à la raugrave Louise*, 7 octobre 1719, dans *Correspondance*, édit. G. Brunet, t. II, p. 165; Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel 1858, t. XVII, p. 325-349.

Le *Corps de doctrine* avait été élaboré, dès les premiers mois de l'année 1720, par le cardinal de Noailles, l'évêque de Clermont, Massillon, et le P. de la Tour supérieur général de la Congrégation des pères de l'Oratoire. Cet écrit contenait des explications sur les propositions condamnées et devait être soumis à la discussion des cardinaux et des évêques constitutionnaires dans l'espoir de terminer la querelle par un accommodement qui rétablît la paix dans l'Église²⁴. Cet accommodement fut signé le 13 mars au Palais-Royal par les cardinaux de Noailles, de Rohan, de Bissy, de Gesvres et de Mailly et par plusieurs archevêques et évêques²⁵. Deux jours après circulait une « formule envoyée aux appelants de la Constitution Unigenitus pour les engager à persister dans leur appel²⁶ », quelque explication et quelque corps de doctrine qu'on pût joindre à la Bulle et de quelque expression qu'on pût se servir pour les réunir. Sans s'émouvoir de cette protestation, Noailles tenait la paix pour rétablie et annonçait aux curés du diocèse que « par un bon *Corps de doctrine* et par une acceptation relative, on avait pris toutes les précautions que l'on pourroit désirer pour mettre la vérité à couvert, aussi bien que les libertés de l'Église gallicane... Il n'y a plus, ajoutait-il, qu'à prier Dieu qu'il bénisse les bonnes intentions de ceux qui n'ont eu d'autre vue que d'assurer pleinement la vérité et la paix²⁷ ». Malgré ces bonnes paroles, le cardinal de Noailles dut bientôt s'avouer qu'il n'était ni approuvé ni suivi par son parti. Le premier jour d'avril, il se rendit à la Sorbonne pour la *prima mensis* et fut étonné de voir que pas un des docteurs de cette maison n'était venu à sa rencontre ni ne l'avait accompagné en sortant²⁸. La nouvelle de cet accommodement ne causa pas moins de surprise dans les provinces²⁹, d'ailleurs pendant que Colbert, de Montpellier, branlait la tête, déclarait la pièce « bien éloignée d'être telle qu'on la pouvoit désirer », Languet, de Soissons, s'écriait : « La citadelle est prise par ruse, par mine et par assaut. » On disputait sur le nombre, l'autorité, la sincérité des signatures, et les bro-

Le Corps de
Doctrine

²⁴ Buvat, *Journal*, t. II, p. 46.

²⁵ Buvat, *Journal*, t. II, p. 51, 67-68; M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. I, p. 267.

²⁶ Buvat, *Journal*, t. II, p. 53-55; 15 mars 1720.

²⁷ Buvat, *Journal*, t. II, p. 55-56 : Lettre circulaire de M. le cardinal de Noailles à MM. les curés de son diocèse, 18 mars 1720.

²⁸ Buvat, *Journal*, t. II, p. 67.

²⁹ M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. I, p. 242; 4 avril 1720.

chures de courir³⁰, les lettres épiscopales de se croiser³¹, les mandements de se multiplier. Pendant trois mois le *Corps de doctrine* a tous les honneurs de la dispute, sa célébrité fait tort au Système, mais l'opposition est presque générale et l'hostilité des partis plus envenimée. Les évêques de Montpellier, de Boulogne, de Marseille, de Mirepoix, de Pamiers, de Lectoure, de Nîmes, de Saintes, de Verdun, d'Acqs repoussent le *Corps de doctrine*³², le synode des curés et le chapitre de Paris lui font mauvais accueil³³, la Sorbonne représente au cardinal combien vivement elle désire qu'il n'autorise point cet écrit³⁴. Surtout on relève les contradictions du cardinal de Noailles, sa faiblesse, et on réduit son acceptation à cette formule : « Nous acceptons avec respect l'erreur relativement à la vérité dont nous ne nous soucions guères³⁵. » Celui, dit-on, qui conduit le cardinal dans cet accommodement est l'abbé Couët, qu'il a fait son grand vicaire, homme savant, dévôt de la dévotion qui s'accommode au temps, et que l'on a vu dans un parti tout à fait contraire à la Constitution. Le cardinal ne sait plus où il en est. On lui a promis des lettres patentes d'une certaine façon. On les veut expédier d'une autre, et on dit que si quelque chose peut excuser l'accommodement, c'est que la Constitution étant une affaire d'intrigue, on la pouvait dénouer par une autre intrigue³⁶. »

Le
Parlement à
Pontoise

Nonobstant tout ce qu'on pouvait dire et le décri où tombait le *Corps de doctrine*, Dubois continuait à y voir la paix de l'Eglise et le gage de la pourpre attendue. Après avoir exilé le Parlement à Pontoise, il ne doutait pas d'en obtenir l'enregistrement pur et simple de la bulle *Unigenitus*. Le premier acte

³⁰ Lettre d'un chanoine à un homme retiré du monde sur l'accommodement au sujet de la Constitution, 15 pages; Réflexions succinctes sur l'acceptation au sujet de la Constitution, 16 pages; Réflexions succinctes sur l'accommodement; Observations sur la lettre du cardinal à ses curés; Remarques sur le dispositif dressé pour l'acceptation de la bulle; Explications sur la bulle *Unigenitus*, 33 pages; Mémoires sur la paix de l'Eglise.

³¹ Lettre de MM^{rs} de Montpellier et de Boulogne à M. le Card. de Noailles, 12 mars 1720; Lettre circulaire des [mêmes] aux évêques appelans en voyant la lettre précédente; Lettre de M. le cardinal de Rohan à M. l'évêque de Langres; Lettre de M^r de Blois à M. Le Robien, grand vic. de Vannes, 14 mars 1720.

³² M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. I, p. 244, 245, 251, 254, 255, 257.

³³ M. Marais, *op. cit.*, t. I, p. 244, 256.

³⁴ M. Marais, *op. cit.*, t. I, p. 251, 260; 15 avril, 10 juin 1720.

³⁵ M. Marais, *op. cit.*, t. I, p. 267; juin 1720.

³⁶ M. Marais, *op. cit.*, t. I, p. 267, 269; juin 1720.

du Parlement laissa voir qu'on n'obtiendrait rien sans peine³⁷, ces gens, disait-on, sont plus incorrigibles que jamais, dépensent comme les agioteurs, font une chère terrible; leur punition, au lieu de les corriger, ne fait que les confirmer dans leur entêtement. Ils sont incompréhensibles. Barbier et Marais nous disent, en effet, qu'on fait à Pontoise une dépense considérable. Le Premier Président y est avec toute sa famille, logé dans la maison du duc d'Albret qui est très belle et a un jardin magnifique. Il tient une table de trente à cinquante couverts qui n'est pas délicate à son ordinaire, mais on y a, en quantité, poulets, poulardes, chapons, aloyaux, gigots et autres viandes. On joue un lansquenet aux vingt sous sans passer au-delà et quantité de quadrilles qui est une honte à quatre³⁸.

Les lettres patentes du 4 août prescrivait au Parlement l'enregistrement de la Bulle et la cassation des appels faits à son sujet³⁹. Cette déclaration souleva une protestation presque unanime. Les magistrats riaient sous cape à la vue du gouvernement obligé de reconnaître que le Parlement n'est pas *unique*ment fait pour juger les procès⁴¹. La Compagnie, suivant l'usage pratiqué dans les affaires difficiles, avant d'enregistrer la Déclaration ou de la rejeter, nomma des commissaires pour l'examiner et lui présenter un rapport; mais dans le temps où elle allait être enregistrée avec des modifications, La Vrillière vint à Pontoise la retirer des mains du Parlement (7 septembre). Hénault se fait probablement illusion lorsqu'il croit que les modifications suggérées par le Parlement « auraient peut-être concilié les deux partis ». Les esprits étaient montés au point que les pires sottises se débitaient comme des sentences. L'évêque Bel-

Refus
d'enregist-
rement

³⁷ M. Marais, *op. cit.*, t. I, p. 352-354 : Déclaration royale du 21 juillet portant translation du Parlement à Pontoise et l'Enregistrement.

³⁸ M. de Caumartin à Mme de Balleroy, 20 juillet et 18 août 1720, dans *Les Correspondants*, t. II, p. 185-187.

³⁹ M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. I, p. 358, 362; Barbier, *Journal*, t. I, p. 56; Buvat, *Journal*, t. II, p. 119 : « Les procureurs n'y firent pas un long séjour pour le prix excessif du logement, des vivres et des denrées, le pain y ayant valu vingt sols la livre les trois premiers jours du marché, et le moindre vin jusqu'à vingt-cinq sols la pinte.

⁴⁰ Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises*, t. XXI, p. 187, 188; *L'exil du Parlement à Pontoise (1720)*. *Journal inédit du Président Hénault*, dans *Souvenirs et Mémoires*, 1899, t. II, p. 504-523; t. III, p. 145-165, 308-337; L. Perey, [=L. Herpin]. *Le Président Hénault et Mme du Deffand, La Cour du Régent, La Cour de Louis XV et de Marie Leczinska*, in-8, Paris, 1893, p. 35-69 (abrégé avec beaucoup de fautes).

⁴¹ M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. I, p. 363; 5 août 1720.

zunce imputait aux appelants la peste de Marseille⁴² et l'archevêque d'Arles, Forbin-Janson, dans un mandement contre les sauterelles attribuait ce fléau à la résistance de ceux qui repoussaient la Constitution; à l'en croire, ces insectes, par leurs sauts et leurs « intercadences successives » marquaient l'inquiétude de ceux qui ne se fixent pas aux sentiments du pape et s'abandonnent à tout vent de doctrine⁴³.

Enregistre-
ment
au Grand
Conseil

Le 23 septembre, le Régent fit enregistrer la Déclaration du Roi sur la Constitution portant que 1° la Constitution *Unigenitus* serait observée par tout le royaume avec défenses aux Universités et Facultés de théologie de rien écrire, distribuer ni produire qui y fut contraire, non plus qu'à l'*Instruction pastorale*; 2° il était défendu d'appeler de cette Constitution au futur concile et tous les appels passés étaient réputés nuls et de nul effet, sans préjudice des maximes gallicanes; 3° on déférait aux archevêques et évêques connaissance et jugement de la doctrine avec injonction aux Parlements, Chambres et juridictions de s'y conformer; 4° on interdisait de s'attaquer par les vocables de schismatique, janséniste, novateur, hérétique. Suivant les anciens arrêts, la Déclaration renouvelait tous les délits et arrêts contre le jansénisme et enjoignait aux évêques de se comporter avec modération dans son exécution. « La lecture de cette Déclaration si surprenante où le Roi met la main à l'encensoir, juge l'acceptation des évêques uniforme et décide les appels, qui ne peuvent être jugés que par le concile, en disait plus que toutes les réflexions que l'on pouvait faire⁴⁴ », disait l'avocat Marais qui concluait :

« Le pyrrhonisme avec le schisme vont entrer dans l'Eglise. »
« Le Régent, voyant donc qu'il n'y avait rien à faire au Parlement⁴⁵ » se résolut « à un coup d'éclat et d'autorité auquel on ne s'attendoit pas. Avec tous les princes du sang et le comte de Toulouse, il alla voir la séance du Grand Conseil. Le Chancelier y étoit venu présider. On y fit venir treize ducs et pairs, cinq maréchaux de France, cinq conseillers d'État, quatre maîtres des requêtes, et ils étoient dix-huit du Grand Conseil, en comptant le Premier Président. La Compagnie assemblée, le procureur général, M. Hénault, présenta une lettre de jussion pour délibérer de nouveau, qui fut enregistrée, ensuite il laissa sur le bureau ses conclusions pour l'enregistrement de la Déclaration et fit un discours éloquent sur la dignité de l'assemblée, sur les

⁴² M. Marais, *op. cit.*, t. I, p. 369; 9 août 1720.

⁴³ M. Marais, *op. cit.*, t. I, p. 290; 15 juin 1720.

⁴⁴ M. Marais, *op. cit.*, t. I, p. 444.

⁴⁵ Barbier, *Journal*, t. I, p. 73; septembre 1720.

lumières du Régent, et sur l'espérance que les obscurités alloient être dissipées. Le Chancelier prit les voix et tous opinèrent à l'enregistrement pur et simple. Le Chancelier et le Premier président ont été du même avis, ainsi que les officiers et conseillers du Grand-Conseil. Quelques-uns proposèrent des modifications, le Régent dit qu'il n'étoit plus temps, puisqu'ils n'avoient pas fait de remontrances. Trois conseillers furent d'avis des remontrances, mais revinrent à l'avis des autres. Enfin les voix ayant été comptées, il s'en est trouvé trente-trois pour l'enregistrement pur et simple contre seize. Tout cela s'étoit passé à huis-clos depuis neuf heures et demie jusqu'à midi et demi. Ensuite, on ouvrit la grande audience et le procureur général lut en public la Déclaration et les lettres patentes, puis le Chancelier prononça l'arrêt. C'étoit fini. Paris apprit avec surprise cette forme nouvelle de séance, d'enregistrement et de jugement⁴⁶.

La Déclaration fut criée et débitée dans les rues avec l'enregistrement⁴⁷; reste à savoir, disait Barbier, si le pape sera content d'un pareil enregistrement qui ne vaut rien, le Grand Conseil n'étant ni en possession ni en droit de le faire⁴⁸. Néanmoins tout parut tranquille de la part de la Cour, lorsque le 4 novembre, on apprit à Pontoise que le Régent méditait un parti violent contre le Parlement. Le lendemain, le président de Nassigny alla dire à M. de Mesme que le seul remède étoit dans quelques démarches du cardinal de Noailles auprès du Régent pour lui faire entendre que la publication de son mandement ne dépendait pas absolument de l'enregistrement de Parlement. L'accommodement projeté entre les évêques supposait une condition préalable : c'est que l'archevêque de Paris donnerait son mandement par lequel il acceptait la constitution *Unigenitus* en y joignant des explications; sans ce mandement, point d'accommodement, les deux partis allaient reprendre les armes et combattre tout de nouveau. Le cardinal ne voulait donner ce mandement qu'à condition que la Déclaration serait enregistrée au Parlement, car pour l'enregistrement au Grand Conseil il n'en faisait point de cas. Le Pape non plus, qui ne voyait là qu'une entreprise que les esprits ne pouvaient ratifier parce qu'elle étoit étrangère aux formes du droit.

Dubois sentit qu'il ne triompherait pas de cette double opposition et se vit obligé d'abandonner l'enregistrement fait au

⁴⁶ M. Marais, *op. cit.*, t. I, p. 444-446; 23 septembre 1720.

⁴⁷ M. Marais, *op. cit.*, t. I, p. 448; 24 septembre 1720.

⁴⁸ Barbier, *Journal*, t. I, p. 74; septembre 1720.

Juridiction
du Grand
Conseil
récusée

Grand Conseil; c'était chose malaisée puisqu'il n'y avait décidé le Régent qu'en le persuadant que cette formalité terminerait la querelle religieuse. Mais rien ne pouvait rebuter Dubois du moment qu'il s'agissait pour lui d'obtenir le chapeau. Il décida le Régent à réclamer avec instance au cardinal le mandement promis. « Que le Parlement enregistre et je donnerai mon mandement, » répondit Noailles, que V.A.R. mande le Premier Président, qu'elle convienne avec lui de lui renvoyer la Déclaration; que le Parlement la revise et je ferai ce que j'ai promis. » Alors le Régent se fâcha, il pensa qu'on voulait le contrecarrer, que c'était un concert entre le cardinal et le Parlement et qu'on voulait profiter du désir qu'il avait de la publication du mandement pour le forcer à rappeler cette Compagnie. « Le Parlement est lié avec le cardinal, disait-il, s'ils sont si fort d'accord, je n'ai qu'à menacer de perdre le Parlement, j'alarmerai le cardinal; ils ont cru m'embarrasser en s'unissant, ils m'ouvrent une voie pour réussir, c'est un côté par où attaquer le cardinal. » Ce fut alors que la perte du Parlement fut résolue. Dès qu'il en fut instruit le Président de Mesme promit de s'entremettre auprès du cardinal; le président Hénault, également averti, se chargea d'agir de son côté.

Intervention
du président
Hénault

Son embarras était grand; il ne connaissait pas assez le Chancelier ni ses intentions pour l'aller voir; ayant entendu dire que l'abbé Menguy tenait les fils d'une sorte de négociation, il l'alla voir. Menguy était un homme qui ignorait le repos, on eût dit qu'il était toujours en présence de son génie : ses yeux brillants annonçaient l'éloquence qu'il conduisait à son gré, tant les idées, tours, expressions lui étaient soumis, associant la force à la grâce. A ce beau talent il joignait des mœurs irréprochables. Hénault le trouva qui dînait chez le cardinal de Noailles, ils déplorèrent ensemble la déchéance de la Compagnie qui ne tenait plus à rien dans le royaume, l'indifférence du peuple pour l'exil de ses magistrats, l'hostilité de Law qui allait jusqu'à dire qu'un roi de France ne serait jamais vraiment roi, s'il ne supprimait tous les Parlements du royaume. Cependant, disait Menguy, tout n'était pas perdu, et il s'avisa que l'accommodement projeté dépendait du mandement du cardinal qu'ils allèrent voir sur le champ. Noailles dit à Hénault : « Secourez-moi ou vous êtes perdus. »

Hénault répondit que tous les ministres ne leur étaient pas hostiles. Dubois était intéressé à rendre les magistrats nécessaires, un autre — qu'il ne nomma point, c'était Le Blanc — avait sondé le gouffre creusé par Law et voulait renverser cet

homme pernicieux à l'État, mais n'osait présenter cette vue au Régent de qui la prévention pour Law était un enchantement que rien ne pouvait dissiper. Il fallait donc perdre l'Écossais sans paraître l'attaquer et le seul moyen c'était le retour du Parlement. Hénault alla entretenir Le Blanc qui, à son tour, entretenait Dubois, et déclara que toute l'affaire se réduisait à faire donner le mandement au cardinal, à renvoyer la Déclaration au Parlement et à l'y faire enregistrer; le mandement était un préalable nécessaire sans lequel le Régent n'entendrait à rien, qu'ainsi il fallait y déterminer Son Éminence. Hénault et Menguy y allèrent sur l'heure, nommèrent cette fois M. Le Blanc, dirent à quoi tenait le salut de la Compagnie qui leur importait moins que celui de l'État prêt à périr. Le cardinal pouvait tout sauver en donnant son mandement. Il répondit qu'il ne s'y refusait pas, mais que ce mandement serait inutile pour la paix et deshonorant pour lui-même sans l'enregistrement du Parlement : « Êtes-vous sûrs, demanda-t-il, de cet enregistrement. » Nous n'eûmes garde de lui répondre rien, dit Hénault; nous lui dûmes seulement qu'il pouvait voir le Premier Président et celui-ci voir le Régent. — « Mais qu'il vienne donc, interrompit le cardinal, dans quatre jours c'est la Saint-Martin, vous devez faire votre rentrée à Pontoise, les moments sont chers et si on a du mal à vous faire, on ne voudra pas attendre que vous soyez rassemblés. » Mais les magistrats souhaitaient que le Premier Président reçut l'ordre du Régent de faire cette démarche. Le cardinal répondit qu'il avait plusieurs fois essayé sans y réussir. M. le Régent croit, dit-il, qu'on veut tirer au bâton avec lui; néanmoins il promit de lui en reparler, tandis que Hénault et Menguy prenaient la décision d'aller trouver le Premier Président à Pontoise, le péril était si prochain qu'il n'était guère permis d'hésiter.

Le 7 novembre, Hénault et Menguy partirent pour Pontoise où devait arriver en même temps qu'eux un ordre du Régent au Premier Président de venir le visiter au Palais-Royal. Cependant cet ordre tardait et n'arrivait point, le chancelier Daguesseau s'était refusé à l'expédier, mais M. de Mesme avait résolu de venir sans être mandé. Le dimanche 10, à onze heures, le Premier Président se rendit au Palais-Royal, il trouva l'antichambre pleine des ennemis du Parlement qui attendaient avec crainte et impatience l'issue de cette entrevue. Le Régent reçut fort bien le Premier Président; comme ils étaient ensemble, M. Le Blanc les interrompit pour engager le Régent à suspendre ses ordres contre le Parlement. Le prince acquiesça. Après un

quart d'heure de conversation, le duc d'Orléans congédia le Premier Président chargé de sa part d'aller prier le cardinal de donner son mandement. Il y alla et en sortit disant que le cardinal ne donnerait son mandement que quand le Parlement l'aurait enregistré; M. de Mesme envoya cette réponse au Régent, prêt à tous les événements. Cette lettre fut remise à la sortie du conseil de Régence, lue et brûlée, ensuite M. de La Vrillière fut appelé pour recevoir les ordres.

Le
Parlement
exilé à Blois

Le lendemain matin, 11 novembre, jour de la rentrée, chaque membre du Parlement reçut vers neuf heures une lettre de cachet sur ce modèle :

« A M. Hénault, président en ma cour de Parlement séant à Pontoise.

« Monsieur Hénault ayant pour de bonnes considérations résolu
« de transférer ma cour de Parlement séant à Pontoise en ma ville
« de Blois, je vous fais cette lettre de l'avis de mon oncle le duc
« d'Orléans Régent, pour vous enjoindre et ordonner de vous y
« transporter, toutes affaires cessantes, pour assister à l'ouverture
« de mon Parlement qui s'y fera le deux décembre prochain, pour
« cette année seulement et sans tirer à conséquence et pour y être
« instruit de mes intentions et y rendre la justice à votre ordinaire
« en vertu de la déclaration qui y sera envoyée, vous faisant
« cependant défense de vous assembler nulle part ailleurs, sous
« quelque prétexte que ce soit, sous peine de désobéissance et de
« privation de votre charge, et la présente n'étant à autre fin, je
« prie Dieu qu'il vous ait, Monsieur Hénault, en sa sainte garde. »

Cet exil du Parlement à Blois quelque rigoureux et quelque extraordinaire qu'il fût n'était que le commencement des maux qu'on préparait à la Compagnie, et le projet était de rendre l'administration de la justice tellement difficile du fait de cet exil nécessaire qu'on serait amené à prononcer la suppression. Pendant toute la journée du 11 M. le cardinal avait été assailli de gens qui essayaient de le persuader de donner son mandement afin de doner la paix à l'Eglise et de sauver l'État qui allait devenir la proie de Law. Le mardi matin, 12 novembre, le Premier Président monta en carrosse.

Interven-
tion de
Daguesseau

Cependant le Chancelier Daguesseau, qui, jusque là, avait paru regarder avec indifférence tout ce qui arrivait au Parlement, parut se réveiller à la nouvelle de l'exil à Blois. En l'allant chercher à Fresne, Law avait fait rejaillir sur ce grand magistrat une partie de l'indignation qui l'atteignait lui-même, les honnêtes gens s'attristaient, ses derniers amis s'obstinaient à la défendre encore : « Il n'est pas temps qu'il se déclare, il attend

un moment plus favorable; s'il s'opposait trop fortement, il courrait risque de sa perte et d'être renvoyé encore une fois, et il ne veut pas laisser occuper sa place par quelque homme qui seroit absolument vendu à Law; voyez ce qui est arrivé au garde des sceaux d'Argenson pour avoir voulu le perdre, il s'est perdu lui-même. On ne sait pas les coups que M. Daguesseau pare tous les jours, c'est le sublime de la vertu d'immoler jusqu'à sa réputation au bien public. » Quoiqu'il en soit, le mardi 12, il alla trouver le Régent et lui dit qu'il avait dissimulé jusqu'à présent tous les malheurs dont il avait été témoin et quelquefois même l'instrument, mais que le mal était enfin venu à son comble, que l'État perdu et la justice détruite l'avertissaient de se retirer et que, n'étant point en situation de faire le bien ni de réparer le mal, il ne lui restait plus qu'à remettre les sceaux, et qu'ainsi, il suppliait Son Altesse Royale de vouloir bien recevoir sa démission. »

« Va te faire f..... avec tes sceaux », répondit le Régent; ce qui était une manière assez nouvelle de laisser les sceaux à un chancelier. Pendant que l'intrigue cherchait à exploiter cette situation, et de longtemps intrigue de Cour n'avait été plus vive, tout ce qui, de près ou de loin, appartenait à la magistrature et au clergé prenait parti dans la querelle. Les avocats n'étaient pas les moins courageux et les plus silencieux; pas un d'eux n'avait paru à la chambre des vacations, pas un à Pontoise et pas un n'irait à Blois. « Gloire immortelle pour notre ordre, que cette conduite, et qui marque bien la liberté d'une si belle profession » s'écrie Mathieu Marais.

Au milieu de cette effervescence, on parlait toujours de réconciliation. Le cardinal mollissait. Le 14 novembre, il fut au Palais-Royal et donna parole au Régent de lui remettre son mandement et de le publier dans deux jours. Le 15, Villars s'en mêla, on prit confiance, on se dit : « Il a la main bonne pour les grandes affaires, témoins Denain et Rastadt »; et le bruit courut que l'affaire était accommodée. Le 16, au matin, Noailles se rendit au Louvre et au Palais-Royal, portant son mandement imprimé, qu'il avait préalablement fait lire au Premier Président. La condescendance du prélat fit effet sur le cœur du Régent, plusieurs lui remontraient dans quelle fâcheuse entreprise il était engagé, il songea dès lors à réparer le mal qu'il avait fait. La difficulté consistait à annuler l'ordre d'exil à Blois sans que le Parlement eut demandé grâce. Le Blanc trouva un expédient. Il rencontra le Premier Président dans une maison tierce et le ministre conseilla au magistrat de faire visite le lendemain au Palais-Royal

Le cardinal
de Noailles
cède

avec quelques personnes de sa Compagnie. En conséquence, le soir, le Premier Président envoya avertir plusieurs de ces messieurs de se trouver le lendemain 17, à dix heures, chez lui, en robe, pour aller au Palais-Royal prendre congé du Régent. Il était convenu de ce qu'il dirait, et les uns appelaient cette démarche faiblesse, les autres nécessité; même certains allaient jusqu'à dire que la translation de Blois était un arrangement pris avec les chefs du Parlement qui avaient promis d'enregistrer s'ils étaient contraints.

Visite du
Premier
Président au
Régent

Le 17, le Premier Président avec vingt-un présidents et conseillers entrèrent en carrosse dans la cour du Palais-Royal et furent introduits sans attendre dans la petite galerie où les attendait le Régent qui les reçut avec toutes les grâces dont les princes sont capables quand ils veulent plaire. Il répondit au compliment du Premier Président qui annonçait le départ pour Blois, malgré le grave préjudice qui devait en résulter pour tous ceux qui avaient à obtenir une sentence. « Je n'avais pas prévu tous ces inconvénients, répondit le prince, quand je me suis déterminé à vous envoyer à Blois et c'est avec peine que j'avais pris ce parti; mais on a tenu dans le Parlement des conversations si extraordinaires qu'il ne m'a pas été possible de les souffrir; je sais bien que cela ne regarde point tout le Parlement et que cela ne tombe que sur quelques-uns de ses membres, aussi je vous assure que je ne veux point de mal à la Compagnie en général, et M. le Duc pense comme moi; mais je suis fâché contre ceux qui tiennent de très mauvais discours. Je sais bien que cela ne regarde aucun de ceux qui sont ici présents, mais on s'est très mal comporté dans les dernières assemblées et surtout dans l'affaire de la Constitution. Cette affaire est enfin terminée, car j'ai le mandement; le Roi veut donc bien vous renvoyer à Pontoise où je vous enverrai la Déclaration pour l'enregistrer convenablement et je prendrai pour cela avec vous des mesures au moyen desquelles j'espère que tout se passera bien. »

Le Régent demanda encore dans quel temps le Parlement avait coutume de rentrer.

— « C'est le 22 de ce mois, lui répondit le Premier Président.

— « Eh bien, dit le prince à La Vrillière, faites expédier des ordres pour Pontoise et envoyez-les à M. le Premier Président cette après-dîner. » La Vrillière dit qu'il expédierait ceux-là plus volontiers qu'il n'avait fait les autres. M. de Mesme salua le Régent et en s'en allant se retourna du côté de M. le Duc et lui dit qu'ils se flattaient qu'il s'accordait avec M. le Régent sur les sen-

timents qu'il avait pour la Compagnie. M. le Duc répondit qu'il avait toujours parlé au Régent sur ce ton-là.

Le 19, toutes les lettres de cachet pour le retour du Parlement à Pontoise furent expédiées au Premier Président qui les fit remettre à chacun en particulier par les buvetiers de chaque chambre. De son côté, le Chancelier gardait les sceaux. Sa vertu, disait-on au Palais, s'est ressuscitée. Ayant dit qu'on lui couperait le poing plutôt que de lui faire sceller la translation à Blois, le Régent répliqua qu'il la lui ferait sceller ou qu'il l'enverrait à la Bastille. A quoi Daguesseau répondit : « J'irois pour obéir à vos ordres; mais s'il m'est permis d'instruire Votre Altesse, je lui dirai que V. A. feroit en cela ce qui n'est ni de son pouvoir ni de son devoir et qu'elle n'auroit point d'exemple dans la monarchie. »

— « Allez donc au diable! » cria d'Orléans, et ils se séparèrent. « On en ferait de bons contes, disait Mathieu Marais, si on avait envie de rire. » Pendant qu'ils conversaient de la sorte les colporteurs criaient dans les rues de Paris le mandement du cardinal, et les libelles pullulaient.

Il n'était plus question que d'enregistrer la Déclaration, il s'en fallait de beaucoup qu'on y pût compter, vu l'esprit régnant parmi les conseillers. Les uns étaient partisans de la conciliation, les autres ne voyaient pour eux de carrière ni dans l'érudition, ni dans l'éloquence, mais dans une fausse fermeté qui attirait sur eux l'attention car la Compagnie aimait tout ce qui sortait des voies ordinaires et il suffisait qu'on y proposât un parti singulier pour qu'il fut adopté avec ardeur. Un des plus signalés parmi les boute-feux était l'abbé Pucelle, capable de former un grand parti qui l'aurait suivi aveuglément. Aussi eut-on bien de la peine à surmonter cette opposition.

On célébra la messe rouge le 25 novembre à Pontoise, il s'y trouva cent cinquante conseillers et huit présidents à mortier, ce qui était sans exemple; le Premier Président invita tout ce monde et le dîner coûta quatorze mille francs. Après le dîner, il dit aux convives que le Parlement rentrerait à huitaine et qu'on s'assemblerait le 2 décembre pour l'affaire de la Déclaration. Ce fut une semaine remplie de démarches et de négociations pour obtenir quelques modifications favorables aux appelants. Dubois se donnait, dit-il, tous les mouvements imaginables pour que la Déclaration fut enregistrée avec des modifications satisfaisantes, il servait d'intermédiaire entre Noailles d'une part, Rohan et Bissy d'autre part et faisait agréer par le Régent les modifications convenues. Tout ceci se faisait en secret et ce ne

Retour à
Pontoise

Discussion

Messe rouge

fut que le dimanche 1^{er} décembre qu'on fut d'accord. Le lendemain, le Parlement se réunit à Pontoise et entendit un long discours du Premier Président, reçu avec un applaudissement général, ensuite on lut la lettre de cachet renvoyant la Déclaration par devant le Parlement et on nomma des commissaires; la décision étant remise au mercredi 4.

L'abbé
Pucelle

La journée du 3 se passa en conférences. L'abbé Pucelle disait et répétait incessamment : « Mais que vont devenir les appelants si nous les abandonnons? Le gouvernement est contre eux; on les désarme, ils n'ont plus de défense, la Déclaration n'est pas assez claire en leur faveur. Laisserons-nous périr tant de gens de bien pour avoir eu la généreuse fermeté de s'opposer aux entreprises de Rome, et oublierons-nous que nous avons appelé comme eux? » On lui répondit à cela que les modifications les mettaient à couvert, que le seul risque qu'ils pussent courir c'était que le Parlement n'enregistrât pas, parce que le Grand Conseil, devenu juge de cette affaire ne pouvait juger que conformément à la déclaration qu'il avait enregistrée purement et simplement, que si cette Déclaration ne lui paraissait pas pourvoir suffisamment à la sûreté des appelants, il fallait donc se presser de l'expliquer suffisamment en leur faveur et y ajouter de quoi les défendre à l'avenir. Tout le monde entourait l'abbé Pucelle, on le conjura de ne point s'opposer à la consommation d'un ouvrage que le public attendait avec impatience, que tous les intérêts étaient réunis dans cette occasion, que non seulement on donnait la paix à l'Église, mais qu'on ôtait tout prétexte à la prolongation du séjour à Pontoise et que le retour à Paris changerait la face des choses et forcerait Law à partir.

Enfin l'abbé Pucelle se rendit, les huit commissaires vinrent en avertir ceux qui les attendaient. Le mercredi 4, la Compagnie assemblée, le rapporteur donna lecture de l'enregistrement : « Registrées, oui, ce requérant, le procureur général du Roi, pour être exécutées aux mêmes clauses et conditions portées par l'arrêt d'enregistrement, lettres patentes de 1714, et conformément aux règles de l'Église et aux maximes du royaume sur l'autorité de l'Église, sur le pouvoir et la juridiction des évêques, sur l'acceptation des bulles des Papes, et sur les appels au futur concile, lesquelles règles et maximes demeureront dans leur forme et vertu. Et pour être la cessation de toutes poursuites portées par la présente déclaration, pour raison des appels interjetés, inviolablement observée.

Enregistre-
ment

« En Parlement, étant à Pontoise, le 4 décembre 1720. »
Ainsi fut sauvé l'État prêt à périr, dit le président Hénault,

et ainsi fut rouvert le chemin de Paris devant les parlementaires dont la pénitence prenait fin. Il s'en fallait de beaucoup que la satisfaction fut complète et générale. Marais dénonçait cet enregistrement « en termes suspendus, équivoques, disant tout et ne disant rien, et qui veulent autant dire que si on n'enregistrait point ». Barbier disait que « c'était n'avoir rien fait, jeu que tout cela. » Le vrai et le seul triomphateur était le Premier Président dont l'autorité avait tout conduit. A quelques jours de là, il maria sa fille au duc de Lorges et le Régent envoya à la mariée de Pontoise un collier de perles et une croix de diamants de vingt mille écus pour présent de noces. Comme tout le monde était à souper, Séchelles apporta la nouvelle que le samedi matin 14, Law était parti pour Guernsey et que la Compagnie rentrerait le lundi suivant⁴⁹.

⁴⁹ Journal rédigé par M. le Président Hénault de ce qui s'est passé au Parlement et à la Cour à l'occasion de l'enregistrement de la Déclaration de loi du 4 août 1720 touchant la Conciliation des évêques au sujet de la Constitution Unigenitus depuis le commencement de novembre 1720 jusqu'au retour du Parlement à Paris, dans *Souvenirs et Mémoires*, 1899, t. II, p. 504-523; t. III, p. 145-165, 308-337. Sur ce manuscrit et d'autres relations, voir M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. I, p. 484, note 1; *Ibid.*, t. I, p. 477 à 504; t. II, p. 3-6. Barbier, *Journal*, t. I, p. 81-88; A. de Boislisle, signale une dissertation dans *Le séjour du Parlement à Pontoise en 1720*, dans *Revue des Sociétés savantes des départements*, 1880, 7^e série, t. I, p. 101.

CHAPITRE XLVIII

L'Alliance franco-espagnole

(3-8 juin 1720-27 mars 1721)

Situation périlleuse du Régent. — Ses dispositions à l'égard de l'Espagne. — Rôle de Don Patricio Laulès. — Il insiste sur l'alliance franco-espagnole. — Volte-face de Dubois. — Susceptibilité de l'Angleterre. — Instructions données à l'ambassadeur et à l'agent secret. — Mornay à Balsain. — Le Père Daubenton. — La reine Elisabeth. — Le projet Farnèse rejeté par Dubois. — Maladie de Mornay. — Audience de Maulévrier (13 novembre). — Entrevue avec Grimaldo. — Nouveau projet. — Maulévrier y est initié. — Réponse qu'y fait le Régent. — Refus d'alliance offensive. — Insistance de Philippe V. — Attitude de l'Angleterre. — Lettre de Stanhope. — Mission de Chavigny. — Scrupules de Philippe V. — Négociation entre Maulévrier et Mornay. — Signature du traité. — Conditions du traité.

Cinq années après la mort de Louis XIV, le gouvernement de la Régence avait abouti à une catastrophe imminente. La Quadruple Alliance avait aggravé les conditions des traités d'Utrecht, le Système de Law avait produit la banqueroute, la Peste avait ruiné le commerce colonial, la Déclaration enfin avait exaspéré la querelle religieuse. Après ces pénibles expériences, l'amitié anglaise était jugée à sa vraie valeur : une exploitation, le crédit était frappé à mort pour tout le temps que durerait encore l'ancien régime; la marine achevait de se dissoudre et de disparaître; la religion n'offrait plus qu'un prétexte aux disputes stériles et aux pires extravagances. Philippe d'Orléans et son inspirateur Dubois n'avaient rien épargné pour s'assurer l'héritage présomptif de la couronne et il leur fallait reconnaître que les prétentions personnelles de Philippe V y mettraient un moindre obstacle que l'hostilité grandissante de la nation. « Le nombre des mécontents s'augmente tellement en ce royaume contre la Régence, écrit-on au mois d'avril, que si notre Cour ne fait une prompte paix avec l'Espagne, un soulèvement général ne manquera pas¹. » Au mois de mai, l'ambassadeur d'Espagne à Paris, don

Situation
périlleuse
du Régent

¹ Gazette de la Régence, p. 328; 7 avril 1720.

Patricio Laulès² écrivait en chiffres à sa Cour que tout le monde était outré contre le gouvernement, qu'on s'attendait à quelque désordre dans Paris, qu'on y avait jeté des billets par les rues et dans les maisons, disant qu'on fermât les boutiques, qu'on se tint prêt pour une Saint-Barthélemy³. Et le Régent, pour brave qu'il fût, avait l'imagination frappée. On l'avait vu, le jour de l'émeute du 17 juillet, « blanc comme sa cravate et ne sachant ce qu'il demandoit⁴ »; quelques jours plus tard, le 29, pendant le Conseil, il se mit à crier : « On investit le Palais, voilà qu'on tire. » C'était une ménagère qui secouait un tapis⁵. Au mois d'août, contre l'éventualité d'un complot tendant à enlever le Roi et à le conduire à Pontoise pour l'y proclamer majeur, le Régent adopta la précaution de coucher aux Tuileries dans un appartement mis en communication avec la chambre à coucher de l'enfant⁶. Au mois d'octobre, le chevalier Schaub, voyageant en France, trouvait les peuples si déchaînés contre Law qu'il redoutait un soulèvement prochain et général qui n'épargnerait pas le Régent⁷. Celui-ci et son complice voyaient approcher la majorité de Louis XV et l'heure où il leur faudrait rendre des comptes en quittant le pouvoir, ce qu'ils ne voulaient à aucun prix. Dubois plus perspicace, plus opiniâtre et plus laborieux avait reconnu la nécessité d'une volte-face politique et le parti personnel à en tirer. Rien ne pouvait plus dès lors l'en détourner.

Ses
dispositions
à l'égard
de
l'Espagne

La chute d'Alberoni ne mettait pas seulement fin à la guerre, elle provoquait à une réconciliation, gage d'une alliance avec l'Espagne. L'ambassadeur impérial, Pendtenriedter avait pressenti que les alliés, unis contre une Espagne ennemie, deviendraient rivaux pour accaparer la nouvelle amie; on les verrait enchérir les uns sur les autres par des concessions aux dépens de l'Empereur⁸. Le Régent, pour se faire bien venir, avait pris les devants et offert Gibraltar dont il n'avait ni le droit ni le moyen de disposer; il n'avait pas tardé à en être bien instruit, mais son échec ne modérait pas sa passion de transformer l'adhésion contrainte de Philippe V à la Quadruple-Alliance en une

² De son vrai nom Patrick Lawless, sujet irlandais.

³ Arch. de Simancas, Estado, liasse 4331 : Laulès à Grimaldo, 27 mai 1720.

⁴ Barbier, Journal, t. I, p. 50.

⁵ M. Marais, Journal et Mémoires, t. I, p. 356.

⁶ Public Record Office, France, vol. 358 : W. Ayerst à Stanyan, Paris, 27 août 1720.

⁷ Destouches à Dubois, Hanovre, 8 octobre 1720, dans Mahon, History of England, t. II, p. 386.

⁸ O. Weber, Die Quadrupel Allianz vom Jahre 1718, in-8, Wien, 1887 : Pendtenriedter à sa Cour, Paris, 22 décembre 1719.

paix durable et cette paix soigneusement entretenue par les réfugiés français auxquels il réservait ses faveurs. Presque tous les régiments de cavalerie leur étaient donnés, d'autres recevaient des missions de confiance et ces mauvais Français étaient écoutés comme des oracles, ils cherchaient à se rendre agréables autant qu'à se rendre nécessaires. Un maniaque, nommé Foucault de Magny, influençait ce monarque presque dément au point d'envoyer les débris de l'armée de Sicile, rentré dans les ports d'Espagne, tenter le déblocus de Ceuta au Maroc, où un siège qui durait depuis vingt-six ans avait créé dans ces parages une sorte de camp hospitalier et galant où les deux partis vivaient en bon voisinage.

Don Patricio Laulès ne paraissait pas destiné à faciliter un rapprochement entre la France et l'Espagne. Ses instructions ne portaient guère que sur des revendications; c'était d'abord la prompte remise de Fontarabie et des places occupées dans le Guipuzcoa et la Catalogne par l'armée française; ensuite, l'évacuation au mieux des intérêts de l'Espagne, de la Sicile et de la Sardaigne; enfin la rétrocession de Gibraltar⁹. Laulès notait avec satisfaction et adressait à sa Cour tous les indices du malaise très grave de la France, et tous les symptômes d'un prochain bouleversement. On peut être surpris que le concours de tant de divisions et de misères n'ait pas amené une révolution, on doit l'être plus encore de voir Laulès reprendre à son compte le rôle d'agent provocateur qu'avait rempli le prince de Cellamare. Irlandais et jacobite, il trouvait l'emploi de ses dons d'intrigue dans son nouveau poste et sa nationalité d'emprunt; par ses soins, le duc de Bourbon n'essayait plus de dissimuler sa haine à l'égard du Régent et « je fais faire le même manège, disait Laulès, auprès des autres princes du Parlement par des voies indirectes¹⁰ ». Son calcul l'amenait à escompter l'influence de l'opinion publique restée espagnole et jacobite pour imposer au Régent et à Dubois une politique de ménagements envers l'Espagne et le Prétendant. « Toute la France, Sire, écrivait Laulès à Philippe V, souhaite avec passion de voir une parfaite union établie entre V. M. et le Roi votre neveu et entre vos deux monarchies. Le Régent et l'archevêque de Cambrai font semblant de le désirer aussi : mais je me trompe, ou les conditions

Rôle de
Don Patricio
Laulès

⁹ Archiv. de Simancas, Estado, liasse 4331 : Minuta de la instruccion y demas papeles que se entregaron à D^r Patricio Laules, en 28 de abril 1720, para pasar à la C^a de Francia.

¹⁰ Archiv. d'Alcala, Estado, liasse 2733 : Laulès à Philippe V, Paris, 11 mars 1721.

que S.A.R. proposera pour y parvenir seront plus convenables à ses propres intérêts qu'à ceux de V. M. Toutes ses vues ne tendent qu'à son objet principal, et l'archevêque de Cambrai ne travaille que sur ce même principe et ne le perd jamais de vue¹¹. » S'il en croyait son ambassadeur — et ses affirmations étaient trop flatteuses pour être mises en doute — Philippe V ne pouvait douter que la France ne l'« adoroit » et que « le Régent s'étoit aliéné tous les cœurs par son Système et par ses alliances contre S.M.C.¹² », en sorte que pour calmer la nation il se trouvait dans la nécessité de s'unir avec l'Espagne, ce « qui est le seul bon parti qu'il a à prendre et l'unique qui puisse être agréable à la France¹³ ».

Il insiste
sur
l'alliance
franco-
espagnole

Laulès ne manquait pas dans ses entretiens officiels de plaider la cause d'une alliance intime franco-espagnole. Il représentait au Régent « qu'il ne suffisoit pas à des princes aussi proches parents que le Roi Catholique et S.M.T.C. d'être en paix, qu'il falloit de l'amitié et une parfaite union entre eux, tant pour leur satisfaction particulière que pour celle de leurs sujets qui le souhaitoient et pour le bien et l'avantage qui en reviendrait aux deux couronnes, et que la même raison qui obligeoit les autres puissances à mettre tout en usage pour les désunir, faisoit voir clairement la nécessité d'une union parfaite entre elles¹⁴ ». Le Régent accorda que le rétablissement d'une entente sincère et durable était à souhaiter, en outre il promit d'insister fortement au Congrès de Cambrai sur la restitution de Gibraltar à l'Espagne et de n'en pas démordre¹⁵; il ajouta qu'il voulait finir toutes choses avec l'Espagne avant le Congrès, afin que les deux couronnes se présentassent étroitement unies devant l'Europe assemblée.

Volte-face
de Dubois

Mais Laulès ne s'en tint pas là. Il était trop engagé avec Torcy¹⁶ et le parti « vieille Cour » pour ne pas soutenir Law contre Dubois et dans cette même audience du 3 juin il tentait

¹¹ Archiv. d'Alcala, Estado, l. 2733 : Laulès à Philippe V, Paris, 16 juin 1720.

¹² Archiv. d'Alcala, Estado, l. 2733 : Laulès à Philippe V, Paris, 20 août 1720.

¹³ Archiv. de Simancas, Estado, l. 4331 : Laulès à Grimaldo, Paris, 15 juillet 1720.

¹⁴ Archiv. de Simancas, Estado, l. 4331 : Laulès à Grimaldo, Paris, 4 juin 1720.

¹⁵ Archiv. de Simancas, Estado, l. 4331 : Laulès à Grimaldo, Paris, 4 juin 1720.

¹⁶ Archiv. d'Alcala, Estado, l. 2733 : Laulès à Philippe V, Paris, 20 août 1720.

d'obtenir la disgrâce de l'archevêque de Cambrai. Lord Peterborough et l'abbé Landi, envoyé du duc de Parme, le secondaient. Ils n'espéraient pas moins que le renversement de la Quadruple-Alliance et la création d'une alliance franco-espagnole. Dubois avait senti la partie si gravement compromise que, le 15 juin, il se décida pour l'union intime entre la France et l'Espagne aux conditions posées par les Farnèse¹⁷. Chavigny qui l'a connu de près et a entendu ses plus secrets calculs, ne s'est pas mépris sur l'influence qu'exerça le désaveu obstiné de la politique anti-espagnole de Dubois par l'opinion publique. « A mesure, dit-il, qu'on approchait de la majorité du Roi et de la fin de la Régence, on voyoit noir dans les impressions qui restaient en France de nos discordes avec l'Espagne. L'on sentait à proportion le besoin pressant de les effacer. L'archevêque de Cambrai n'avoit pas attendu jusque là pour comprendre que ce n'étoit que sur ce plan qu'il pourroit établir celui de son élévation et de son autorité. Mais il n'étoit pas facile de passer d'une extrémité à l'autre sans y tenir un juste milieu. Il aurait été également imprudent de rejeter le projet du duc de Parme et d'y adhérer¹⁸. » Sa résolution prise, Dubois sut persuader Laulès de la sincérité de son revirement. « J'ai lieu de croire, dit-il, que tout ce que M. l'archevêque de Cambrai m'a dit... est vrai et qu'il veut véritablement concourir à établir cette union de bonne foi¹⁹. » Il soulignait le mot. Mais le duc de Parme n'en était pas réduit à des assurances de cette nature. Peterborough, Landi et Laulès avaient livré l'assaut au Régent le 3 juin, Dubois avait capitulé et, le 8 juin, le Régent écrivait au duc de Parme, lui annonçant l'arrivée prochaine de Peterborough et ajoutait ces mots : « J'attends quelques éclaircissements pour vous informer de plusieurs circonstances qui peuvent servir à l'union plus étroite de la France et de l'Espagne²⁰. » Le duc de Parme envoya aussitôt le comte San Severina d'Aragon pour discuter à Paris ce nouveau système d'alliances dirigé contre l'Empereur²¹.

¹⁷ Archiv. des Aff. Étrang., Parme, t. VI, fol. 157-161 : Landi à Dubois, 24 avril 1720; Ibid., fol. 169 : duc de Parme à Landi, 3 mai; Ibid., fol. 171, duc de Parme au Régent, 6 mai 1720.

¹⁸ Archiv. des Aff. Étrang., France, Mémoires et Documents. — Mémoires de Chavigny, p. 457.

¹⁹ Archiv. de Simancas, Estado, l. 4331 : Laulès à Grimaldo, Paris, 4 juin 1720.

²⁰ Archiv. des Aff. Étrang., Parme, t. VI, fol. 177 : le Régent au duc de Parme, 8 juin 1720.

²¹ Archiv. des Aff. Étrang., Parme, t. VI, fol. 191-192 : le duc de Parme au Régent, 30 juin 1720.

Le duc de Parme avait sacrifié un ministre qui le servait bien mais qu'il ne pouvait plus défendre, cependant le renvoi d'Alberoni ne changeait rien aux desseins de la Cour de Parme que la reine Elisabeth se chargeait de faire aboutir. Ces desseins n'allaient à rien moins qu'à faire en Italie la guerre à l'Empereur; par une chance inespérée, l'Espagne ligottée et pressurée par Alberoni et par Elisabeth semblait n'avoir d'autre destinée que de fournir flottes et régiments au service du Parmesan. Maintenant le Régent et Dubois s'adressaient à lui, il saurait mettre le prix à ses services.

Entre temps, dès le mois de juillet, le duc d'Orléans se déterminait à nommer un successeur à M. de Saint-Aignan, à Madrid; il arrêta son choix sur le marquis de Maulévrier-Langeron. Il s'était battu convenablement sur les champs de bataille d'Espagne sous les yeux de Philippe V, il ne fallait lui demander rien d'autre que de mettre l'épée à la main, son ignorance était complète en toutes matières, quant à la diplomatie c'est à peine s'il en connaissait le nom et la destination. Dubois lui adjoignit un fonctionnaire modeste et capable dont il disait que : le sieur Robin « étoit l'Apollon sans lequel M. le marquis de Maulévrier ne sauroit faire de vers²² ». Ancien commissaire ordonnateur, bien instruit de ce qui regardait les comptes, les troupes et le commerce, Robin était principalement chargé de la partie des négociations relative à ces questions. Au-dessus de Maulévrier et son commis, Dubois avait placé un *mentor*, l'abbé de Mornay, ambassadeur à Lisbonne depuis 1713, où il avait presque perdu la vue. Il regagnait, sans hâte, son archevêché de Besançon, qu'il ne devait jamais voir.

Susceptibilité de l'Angleterre

Le retour d'un ambassadeur de France à Madrid était un événement de nature à préoccuper le cabinet anglais qui affectait une extrême inquiétude. L'Angleterre s'était, depuis la paix, attribué le droit de parler haut et d'être seule représentée à Madrid. Quand il fallut excuser l'envoi de Maulévrier, Dubois commença par protester que la France n'avait « pas plus de relations avec l'Espagne qu'avec le Japon²³ »; ensuite il expliqua qu'il ne s'agissait que de la liquidation de la dernière guerre et de la restitution des places conquises en Biscaye et à la Louisiane : il ne s'agissait donc que d'un règlement de comptes confié à Robin, Maulévrier n'étant là que pour la décoration. En réalité

²² Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 299, fol. 313 : Dubois à Saint-Simon, 16 décembre 1721.

²³ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 332, fol. 15 : Dubois à Destouches, 15 juillet 1720.

les instructions remises à Maulévrier, à Robin et à Mornay tendaient à un autre but.

Ils devaient manifester la joie la plus vive de l'adhésion du roi d'Espagne à la paix et le désir le plus ardent de rétablir l'intimité des rapports entre les deux couronnes; se montrer tout prêts à servir les intérêts de Philippe V, faire sonner bien haut la jalousie renaissante des autres puissances; insister sur la nécessité de maintenir la paix générale; Philippe V n'en avait-il pas besoin pour rétablir l'ordre dans ses armées, dans sa marine et dans ses finances? le Régent pour payer les dettes du royaume? La sagesse voulait que la France et l'Espagne réglassent à petit bruit et comme en famille les discussions et les difficultés qu'elles pouvaient avoir entre elles afin que dans le Congrès prochain elles n'eussent besoin du concours d'aucune autre puissance; elles devaient se communiquer tout ce qu'elles découvriraient des desseins des autres États; le duc d'Orléans soumettrait volontiers ses plans aux lumières du roi d'Espagne. Il ne craignait point en effet, que « la loi et les établissements réglés par les traités d'Utrecht avec le concours de toutes les nations et par le choix libre et solennel du Roi Catholique, pour assurer pour toujours la tranquillité de l'Europe, lui laissassent aucune idée contraire au repos public et à la confiance nécessaire entre ce prince et S.A.R. pour établir une parfaite union entre les deux couronnes; le Régent n'avait jamais fait et étoit incapable de faire en aucun temps à la religion du roi d'Espagne l'injustice d'admettre le moindre doute sur la sincérité et l'effet de ses serments; il connoissoit trop son humanité pour croire qu'en aucun temps il voudrât replonger toute l'Europe dans une nouvelle guerre dont on ne pourroit prévoir la fin. » Le respect et la modération dont S.A.R. ne s'étoit jamais départie lors des invectives outrageantes qu'on n'avait pas craint de lancer contre lui prouvait qu'il les avait imputées au cardinal Alberoni et non pas au Roi; il n'en gardait donc aucun ressentiment, et ne demandait pas mieux que de donner au Roi son neveu toutes sortes de gages de son amitié²⁴.

Instruction de l'ambassadeur

Mornay étoit chargé d'aborder un sujet délicat entre tous. Alberoni avait fait insinuer à l'Empereur un projet de mariage entre le Prince des Asturies et une archiduchesse d'Autriche, on ne l'avait pas rebuté mais remis après la conclusion de la paix; celle-ci étoit conclue et le roi d'Espagne paraissait disposé à reprendre

et de l'agent secret

²⁴ Archiv. des Aff. Étrang., Espagne, t. 299, fol. 62 : Instructions du marquis de Maulévrier, 9 septembre 1720.

cette affaire. Mornay devait tout tenter pour l'en détourner, et s'il n'y pouvait réussir, du moins instruirait-il le gouvernement français de tout ce qu'il pourrait savoir et chercherait-il à exploiter la dissimulation forcée de la Cour d'Espagne pour obtenir quelque avantage, un décret favorable au commerce français par exemple, ou la cession de Pensacola²⁵. Mornay arriva à Madrid le 4 octobre, « deux jours avant Maulévrier et Robin, retenus longtemps à Bayonne par la difficulté de se procurer des voituriers²⁶. » L'agent secret précédait l'ambassadeur officiel et lui aplanirait les voies.

Mornay à
Balsain

Le Roi et la Reine étaient alors confinés dans les forêts de Balsain. Là se trouvait « le reste fort petit du grand et beau château, incendié au temps de Charles II, où l'on avoit accès par une montée en bois comme celle des paysans au village, avec un perrier étroit, une chambre pour Sa Majesté, une pour les domestiques, quelques trous au-dessus, les cuisines au-dessous. » Mornay savait que ce pavillon de chasse était une manière d'ermitage où Philippe V ne recevait personne, il n'osait s'y aventurer et préférait attendre l'époque du retour à l'Escorial²⁷, mais Dubois consulté n'admettait aucun délai : « Vous ne devez pas hésiter d'aller à Balsain; vous perdriez l'occasion de voir le Roi de trop longtemps; vous pouvez aller à la Cour dans quelque lieu qu'elle se trouve²⁸. » Mornay se soumit et, dès son arrivée à Madrid, demanda une audience à Balsain. Elle lui fut accordée, vers le 10 octobre 1720, et débuta par des assurances d'amitié et des protestations d'un vif désir d'union entre les deux couronnes. Philippe V exprima le désir « qu'il avait de former une union étroite avec la France²⁹. » C'était un bon début, Mornay en avisa Dubois, à qui il manda qu'on trouverait des partisans de l'alliance dans le marquis Scotti et le Père Daubenton, confesseur du Roi³⁰. Ce jésuite exerçait une autorité considérable sur son pénitent dans la conscience duquel il voyait, disait-il,

Le Père
Daubenton

²⁵ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 296, fol. 51 et 56 : Dubois à l'abbé de Mornay, 20 et 27 août 1720.

²⁶ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 296, fol. 127 : Mornay à Dubois, 7 octobre 1720.

²⁷ Arch. des Aff. Étrang., Portugal, t. 54, fol. 255 : Mornay à Dubois, 10 septembre 1720.

²⁸ Arch. des Aff. Étrang., Portugal, t. 55, fol. 101 : Dubois à Mornay, 24 septembre 1720.

²⁹ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, fol. t. 296, fol. 193 : Mornay au Régent, 14 octobre 1720.

³⁰ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 296, fol. 193 : Mornay au Régent, 14 octobre 1720.

« comme dans un cristal bien net³¹. » Son pouvoir avait été coupé d'une disgrâce qui avait rendu cauteleux ce religieux naturellement réservé, et il avait employé le temps de cette disgrâce à composer la fameuse bulle *Unigenitus*. Rappelé à Madrid et rétabli dans sa charge, après la chute de la princesse des Ursins, Daubenton conservait avec un cœur bien français une ardente passion ultramontaine, cependant, par-dessus la France et Rome, il plaçait « la Compagnie » et « la Constitution ». Les scandales et les orgies du Régent le laissaient très indifférent, mais il condamnait les complaisances de ce prince pour le parti janséniste. Dès qu'on lui laissa entrevoir le triomphe de la Bulle et l'humiliation des appelants, Daubenton découvrit dans Dubois l'homme providentiel et travailla sans relâche au succès de ses plans.

C'était un allié précieux, mais dont, malgré tout, l'influence ne pouvait balancer celle de la Reine. Bien que depuis l'éloignement d'Alberoni, Philippe V eut retrouvé quelque volonté et même quelque énergie, Elisabeth le dominait et régnait, mais c'était au prix d'une existence, pour toute autre qu'elle, intolérable. Philippe ne se détachait pas d'elle, jour et nuit vivait à ses côtés, ne tolérait pas les longues confessions et la relançait jusqu'à la garde-robe. Si quelque lumière, un écrit, un avis parvenait jusqu'à la Reine c'était par des moyens que le respect dû au lecteur ne permet pas de décrire. Cette sujétion si voisine de l'esclavage, semblait faire toute la joie de cette rusée italienne. « Ses louanges, ses flatteries, ses complaisances, dit Saint-Simon, étoient continuelles; jamais l'ennui, jamais la pesanteur du fardeau ne se laissoit apercevoir. Dans tout ce qui étoit étranger à ses projets, le Roi avoit toujours raison, quoi qu'il pût dire ou vouloir; elle alloit sans cesse au-devant de tout ce qui pouvoit lui plaire, avec un air si naturel qu'il sembloit que ce fût son goût à elle-même. » Aussi vivait-elle dans la plus extrême contrainte, obligée de partager tous les exercices du Roi sans pouvoir jamais s'éloigner de lui de plus de deux ou trois pas. A ce prix seulement, elle obtenait ce qu'elle voulait : mais elle finissait toujours par l'emporter : c'était elle, par suite qu'un ministre de France devait surtout gagner. Du moins savait-on comment la prendre; obtenir pour son fils aîné un établissement souverain où elle pût se retirer plus tard, c'était à quoi elle tournait jour et nuit sa pensée; la servir en cela c'était conquérir son amitié³².

La reine
Elisabeth

³¹ L. Lémontey, op. cit., t. I, p. 423.

³² Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 299, fol. 62 : Instructions de Maulévrier, A. Baudrillart, Philippe V et la Cour de France, t. II, p. 416.

Le projet
Farnèse

C'était la Reine qui stipulerait, mais au nom des Farnèse. Or le projet Farnèse, apporté à Paris par le comte San Severino, était inacceptable. Ce projet ne tendait à rien moins qu'à un nouveau bouleversement de l'Europe. Le roi d'Espagne renouvellerait ses renonciations devant les Cortès et prometterait de n'abandonner jamais ses sujets. Il promettrait son appui — et ses armées au besoin — au duc d'Orléans pour prendre possession du trône de Louis XV, si celui-ci mourait sans enfant mâle; même, il userait de toute son influence pour maintenir le duc d'Orléans au pouvoir à la majorité. En revanche de ces bons offices, le Régent renouvellerait ses propres renonciations; il soutiendrait, même par les armes, les prétentions du Roi Catholique sur Naples, la Sicile, la Sardaigne et le Milanais, ferait attaquer le Milanais par soixante mille hommes quand Philippe V attaquerait le royaume de Naples et cette double opération s'accomplirait avant la majorité de Louis XV. La victoire donnerait de nouveaux territoires qui s'ajouteraient aux duchés italiens destinés aux enfants d'Élisabeth. Quant au duc de Parme il recevrait, à titre de remerciement pour ses bons offices, les principautés de Castro et de Ronciglione, usurpés par le Saint-Siège.

rejeté par
Dubois

Scotti à Madrid rencontrait l'abbé de Mornay et lui développait le même plan : alliance franco-espagnole et guerre sans merci contre l'Empereur³³. A aucun prix, le Régent et Dubois ne voulaient se laisser entraîner à la guerre en Italie. Dubois se chargea adroitement de rejeter les conditions sans rompre la négociation et quand le projet Farnèse fut détruit, il se tourna directement vers Madrid où il se savait bien compris et bien servi par Mornay. Il avertissait celui-ci que son début était trop satisfaisant pour qu'il fut sage de remettre la suite à des mains moins expertes et le pria de prolonger son séjour à Madrid pour y conduire les pourparlers à bon terme³⁴. Toutefois il appréhendait l'impression qu'avait pu faire sur Philippe V le projet Farnèse. « A peine, écrivait-il, l'encre qui a signé les engagements de la Quadruple-Alliance et en dernier lieu l'accession du roi d'Espagne, est séchée; quelle honte de violer sur le champ ces engagements! On ne les a pris que pour procurer la tranquillité à l'Europe, on la replongeroit dans un trouble dont il seroit impos-

³³ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 296, fol. 152 : Mornay à Dubois, 14 octobre 1720.

³⁴ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 296, fol. 212, 244 : Dubois à Mornay, 12 et 18 novembre 1720.

sible de prévoir la fin³⁵. » Mornay devait découvrir ce que pensaient le Roi et la Reine, les détourner au besoin de ce projet, tout en paraissant entrer dans leurs vues, se refuser à prendre un engagement pour le jour où le projet serait exécutable, car le secret était impossible et une indiscretion mettrait en péril toutes les autres alliances de la France. Dubois recommandait encore à Mornay de tenir compte de trois choses : des avantages généraux de la couronne d'Espagne, des intérêts particuliers de la reine Élisabeth, de ceux du duc de Parme. De la France il n'était pas question. Robin était chargé de faire valoir les intérêts commerciaux, mais il était préférable d'attendre pour que ces questions ne vinssent pas embarrasser l'affaire principale³⁶.

L'affaire principale, c'était l'alliance dans laquelle on tâcherait de sauvegarder l'ambition et l'avidité des Farnèse. L'intérêt du duc de Parme était des plus difficiles à satisfaire, car ni par ruse ni par violence on n'avait jamais pu décider le Pape à renoncer aux principautés de Castro et de Ronciglione. Peut-être y réussirait-on en faisant miroiter une indemnité. En tous cas le duc de Parme serait tenu au courant de ce qui se ferait et se dirait. De son côté le Régent désirait que le roi d'Angleterre intervint comme garant dans le traité d'alliance entre la France et l'Espagne.

Pendant que ces instructions étaient adressées par Dubois, la maladie d'yeux de Mornay s'aggravait rapidement sous le climat plus rude de Madrid³⁷; des rhumatismes le clouèrent au lit pendant tout le mois de novembre³⁸. Ce fut une grande contrariété pour le Régent et son ministre : « Nous sommes, écrivaient-ils au malade, dans une situation et dans une crise si délicate qu'il n'y a que vous qui nous en puissiez tirer heureusement, et il serait malheureux de perdre le moment de former une liaison aussi naturelle et avantageuse que celle des deux couronnes. » Le Régent envoya des conseils, des remèdes, des ordonnances libellées par Chirac et par Gendron, le tout en vain.

Maulévrier, qui se sentait supplanté par Mornay, profita de ce contre-temps pour regagner le terrain perdu. Mais après une pre-

Maladie
de Mornay

Audience de
Maulévrier
13
novembre

³⁵ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 296, fol. 284 : Dubois à Mornay, 26 novembre 1720.

³⁶ Arch. des Aff. Étrang., Portugal, t. 55, fol. 118 : Dubois à Mornay, 29 octobre 1720.

³⁷ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 296, fol. 235 : Mornay à Dubois, 4 décembre 1720.

³⁸ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 297, fol. 93 : Maulévrier au Régent, 2 décembre 1720.

mière audience à Balsaïn, notre ambassadeur passa un mois entier sans entendre parler de Philippe V ni de ses ministres³⁹. Le 10 novembre, le P. Daubenton lui rendit visite et protesta que « dans sa renonciation à la couronne de France, le Roi avait agi religieusement, sans aucune restriction mentale⁴⁰. » Dans la soirée du 12 novembre, nouvelle visite du confesseur qui conseilla de solliciter une audience, qui fut accordée le lendemain. Philippe s'exprimant d'« un air doux et sincère » dit à Maulévrier : « Il est vrai, je conviens que rien ne seroit si naturel et si raisonnable qu'une forte union entre ma couronne et celle de France; c'est la même maison et le même sang. Que me demandez-vous sur cela? Un traité avec la France? Je le désire. Il ne sauroit être trop tôt fait, ni trop secret; voilà le moyen de former une liaison. » Maulévrier fut transporté de joie et le laissa voir. Le Roi reprit : « Vous travaillerez avec Grimaldo, qui est un homme sûr ». Et il ajouta : « Et mes places, ne me les rendra-t-on pas? — Votre Majesté peut-elle en douter un moment? » Cependant il fallait attendre le Congrès afin de ne pas éveiller les défiances. Philippe V insista sur Pensacola : « Je veux qu'on me la rende! » Maulévrier parla de sa convenance pour les possessions françaises et de son inutilité pour l'Espagne. — « Et mes Indes, interrompit le Roi, comment peuvent-elles s'accommoder de cela? Non, je veux avoir ce qui m'appartient. » Il termina l'audience en demandant les bons offices du Régent pour le duc de Parme. La Reine insista particulièrement sur ce point⁴¹.

Entrevue
avec
Grimaldo

Dès le lendemain, Maulévrier, flanqué de Robin, s'aboucha avec Grimaldo. C'était, a dit Saint-Simon, un espagnol qui ressembloit à un flamand. « Fort blond, gros, pansu, le visage rouge, les yeux bleus, vifs, la physionomie spirituelle et fine, avec cela de la bonté. Quoique aussi ouvert et aussi franc que sa place le pouvoit permettre, complimenteur à l'excès, poli, obligeant, mais au fond glorieux, avec deux petites mains collées sur son gros ventre, qui sans presque s'en décoller ni se joindre, accompagnoient les propos de leur jeu; tout cela faisoit un extérieur dont on avoit à se défendre. Il étoit capable, beaucoup d'esprit et d'expérience, homme d'honneur et vrai, solidement attaché au Roi et au bien de ses affaires, grand courtisan

³⁹ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 296, fol. 247-252 : Maulévrier au Régent, 11 novembre 1720.

⁴⁰ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 296, fol. 247-252 : Maulévrier au Régent, 11 novembre 1720.

⁴¹ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 297 : Maulévrier à Dubois, 23 novembre 1720.

toutefois, et dont les maximes furent en tous les temps l'union étroite avec la France⁴². » Dès le premier abord, Maulévrier le trouva « modeste, poli et très spirituel. » « Ne faisons pas, dit-il, languir la négociation, faisons donc bien vite un bon traité entre les rois nos maîtres. » Non moins impatient, Grimaldo qui connaissait mieux le terrain, renvoya Maulévrier à la Reine. « Mon maître et elle ne font qu'un; ne lui communiquerez-vous pas tout ceci? Il le faut pour le bien de la chose. » Maulévrier n'eut garde de refuser, il vit la Reine qui lui apprit les raisons que Philippe V avait de conclure vite et secrètement : il ne fut question que de l'intérêt du duc de Parme, et l'entretien se prolongea le même jour par une conférence avec Scotti, de qui « l'émotion et la pétulance tenaient de la colère⁴³. »

Le 22 novembre, Maulévrier eut connaissance des propositions préliminaires. C'était, avec quelques variantes, le projet apporté à Paris par le comte de San Severino, écarté par Dubois, qu'un autre agent des Farnèse remettait sur pied à Madrid⁴⁴. Ce deuxième projet insistait davantage sur les profits réservés à l'Espagne, menaçait moins directement les Habsbourg d'une guerre en Italie, mais tous deux tendaient à remettre le feu en Italie pour l'étendre, de là, à l'Europe. C'était l'esprit belliqueux d'Alberoni qui prenait sa revanche. Heureusement Dubois n'était pas homme à se laisser jouer. Dans sa lettre à Mornay, datée du 26 novembre, le ministre dénonçait clairement le projet persévérant du Farnèse : « L'Italie, disait-il, veut être délivrée du joug des Allemands. Le duc de Parme y travaille, aspirant à devenir le *vicaire de l'Espagne* dans la péninsule, avec d'autant plus d'ardeur que les duretés des Allemands ont porté son impatience au plus haut point. Il y est animé par un acteur qui est ravi de troubler l'Empereur en Italie; c'est le comte de Peterborough, homme d'imagination et de feu, grand parleur, pris d'une envie démesurée de se venger de l'archiduc. En correspondance régulière avec le duc de Parme, il le pousse à une guerre générale, espérant faire grande figure à la tête des troupes alliées contre l'Empereur⁴⁵. » En même temps qu'il dénonçait cette intrigue, Dubois recommandait à Mornay d'acquiescer le P. Daubenton par

Nouveau
projet

⁴² Saint-Simon, *Mémoires* édit. Chéruel 1858, t. XVIII, p. 272.

⁴³ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 287, fol. 11 : Maulévrier au Régent, 23 novembre 1720.

⁴⁴ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 297, fol. 19 : A. Baudrillart, *op. cit.*, t. II, p. 440-441.

⁴⁵ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 296, fol. 283 : Dubois à Mornay, 26 novembre 1720.

l'espoir du cardinalat et Scotti par « une grosse somme... qu'il touchera dès que le traité d'alliance sera conclu de la manière qui nous convient⁴⁶ ».

Maulévrier
y est invité

Une fois encore, Dubois céda à son goût d'instituer une diplomatie secrète qui réduirait la diplomatie officielle à se confiner dans des besognes chétives et la reléguait au second plan. Châteauneuf à La Haye, d'Iberville à Londres comme aujourd'hui Maulévrier à Madrid avaient dû se résigner à une subordination humiliante. Maulévrier se rebiffa. « Pour éviter l'affront de n'être plus qu'un ministre en peinture, tout au plus un porteur de paroles, je prie S. A. R. de m'épargner cette mortification, de me permettre de m'en retourner⁴⁷. » Il demeura néanmoins, car il sut en peu de temps se rendre nécessaire au Roi et à la Reine, et dans cette Cour, où les affections privées dominaient la politique, il obtint souvent comme ami ce qu'on lui eût refusé comme ambassadeur. Non seulement il montrait au Roi et à la Reine les dépêches qu'il recevait et celles qu'il écrivait, mais comme le Régent et Dubois étaient le sujet ordinaire de leurs entretiens, il enchérissait volontiers sur la malignité des deux époux, par des anecdotes et des plaisanteries plus amères⁴⁸. Une fois ce singulier ambassadeur mis au courant de la négociation, Dubois fut obligé de s'en ouvrir avec lui. Le Régent lui écrivit et le ministre y ajouta ses observations.

Réponse
qu'y fait le
Régent

Le duc d'Orléans souhaitait une intime union entre la France et l'Espagne. Son désir était assez vif pour le déterminer, contre tout usage à la restitution des places conquises avant même que la paix fut signée; mais il fallait éviter, en vue de l'intérêt commun, que la cession parût se faire en vertu d'une convention secrète. La clémence du duc d'Orléans à l'égard des Bretons rebelles témoignait assez que les sujets fidèles n'avaient rien à appréhender de sa part, mais il ne pouvait stipuler publiquement ni en secret au profit des rebelles. Sa bonne volonté cependant était si grande qu'il recommanderait à ses plénipotentiaires au Congrès de Cambrai d'appuyer les intérêts du roi d'Espagne en tout ce qui ne serait pas contraire aux textes des traités de Londres, d'Utrecht et de Bade, et d'interpréter aussi favorablement qu'il serait possible tous les articles de ces traités qui pouvaient intéresser le roi d'Espagne. Relativement à Gibraltar, les démar-

⁴⁶ Arch. des Aff. Étrang., Espagne t. 296, fol. 283, Dubois à Mornay, 26 novembre 1720.

⁴⁷ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 297, fol. 33 : Maulévrier au Régent, 12 décembre 1720.

⁴⁸ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, 1832, t. I, p. 424.

ches tentées n'avaient pas eu de succès et il était nécessaire d'y apporter une extrême prudence afin de ne pas provoquer de la part du Parlement anglais des difficultés insurmontables. Si le roi d'Espagne jugeait opportun de prendre quelques mesures en vue de mettre l'Angleterre dans les intérêts communs de la France et de l'Espagne, le Régent y entrerait volontiers, afin d'ôter par ce moyen aux puissances qui formeraient des desseins ambitieux, au préjudice du repos public, les seules ressources d'argent qui pussent les mettre en état de soutenir leurs forces et d'exécuter leurs projets. A l'égard des inféodations des États de Toscane, de Parme et de Plaisance le Régent ne pouvait agir ouvertement contre la stipulation contenue dans les traités de Londres et obtenue avec tant de peine. Quant aux garnisons des places de ces duchés, il ne faisait pas difficulté de promettre que cet article demeurerait sans effet, et il croyait inutile et même nuisible de proposer l'alternative des garnisons espagnoles, puisque cette proposition serait absolument rejetée et exciterait des soupçons. Le duc d'Orléans ne refuserait pas de joindre les offices du Roi à ceux des autres puissances pour procurer au duc de Parme la restitution de Castro et de Ronciglione ou un équivalent. Au sujet de l'alliance, le Régent la désirait solide et dirigée contre tous ceux qui violeraient la paix; il consentait à des engagements immédiats et formels; il souhaitait qu'on laissât la porte ouverte pour y faire entrer d'autres puissances⁴⁹.

Le Régent n'avait pas mentionné Pensacola, mais il ne romprait pas sur ce chef et se réservait d'en faire l'objet d'une concession nouvelle. Dubois eut soin d'ajouter qu'il fallait « combattre les propositions qui auraient pour objet le renouvellement de la guerre et se conduire de manière que l'on ne puisse pas conclure que le Régent n'était pas aussi déterminé que le roi d'Espagne à prendre de solides et fortes résolutions pour donner des bornes à la puissance et à l'ambition de la Cour de Vienne⁵⁰. » Il faisait savoir en outre que le roi d'Angleterre avait proposé de fournir la moitié du remboursement à faire au Pape pour la restitution de Castro et de Ronciglione : la France paierait le reste, si le Souverain Pontife agréait cet expédient.

La Reine était particulièrement attachée à l'idée, venue de Parme, d'une alliance *offensive* que le Régent repoussait car ce

Refus
d'alliance
offensive

⁴⁹ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 297, fol. 47 : Le Régent à Maulévrier, 13 décembre 1720.

⁵⁰ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 297, fol. 55 : Dubois à Maulévrier, 13 décembre 1720.

seul mot eût supposé le dessein formé de quelque entreprise et fait naître le soupçon que, si les objets n'en étaient pas déterminés dans le traité, ils l'étaient par des articles secrets, qui ne mettraient pas longtemps à être connus. Le Roi songeait plutôt à recouvrer Gibraltar, Pensacola, Fontarabie, etc., et à procurer une amnistie aux traitres Bretons⁵¹. Car malgré ses dispositions pacifiques, Philippe V ne semblait pas avoir renoncé à entretenir les troubles intérieurs en France et à revendiquer, le cas échéant, la succession de Louis XV. Sa prétendue bienveillance ne se traduisait que par le maintien des prohibitions commerciales imposées lors de la peste de Marseille, mais que le déclin du fléau aurait dû faire abroger⁵². Une hostilité si peu déguisée n'avait pu inspirer au Régent des concessions fort nombreuses, et d'ailleurs, en recherchant l'alliance de l'Espagne il n'entendait rien changer aux traités existants. L'alliance anglaise restait la base du système politique de Dubois.

Insistance
de
Philippe V

La contradiction n'avait pas pour effet d'instruire Philippe V, mais d'affermir son obstination. Le 6 janvier 1721, il remit lui-même au marquis de Maulévrier un mémoire écrit de sa propre main, par lequel il réclamait des assurances précises sur les cinq points suivants : amnistie générale en faveur des Bretons rebelles ; restitution de Gibraltar ; non-inféodation des États de Toscane et de Parme ; admission des garnisons espagnoles dans ces États ; restitution de Castro et Ronciglione, au duc de Parme⁵³. Ceci avait un peu l'air d'un ultimatum mais Dubois ne s'alarmait pas pour si peu de chose et, nonobstant cette réponse, considérait la négociation comme « très avancée⁵⁴ ».

Attitude
de
l'Angleterre

Les indiscretions de lord Peterborough « qui se vantait d'avoir fait changer [Dubois] de système⁵⁵ » avaient donné l'éveil au cabinet anglais toujours moins vigilant que soupçonneux ; mais au lieu de se montrer intraitable, il consentit à discuter avec l'ambassadeur espagnol à Londres, Pozzobuono et l'envoyé parmesan,

⁵¹ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 297, fol. 142, 206 : Mornay à Dubois, 16 et 29 décembre 1720.

⁵² Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 297, fol. 165 : Maulévrier à Dubois, 27 janvier 1721.

⁵³ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 300, fol. 17 : Maulévrier à Dubois, 6 janvier 1721.

⁵⁴ Arch. des Aff. Étrang., Portugal, t. 55, fol. 157 : Dubois à Mornay, 14 janvier 1721.

⁵⁵ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 334, fol. 80 et 97 : Destouches à Dubois, 28 novembre 1720.

Gazzola⁵⁶. Cette complaisance s'expliquait par les embarras intérieurs du ministère whig que la chute de la Compagnie des mers du Sud avait gravement ébranlé. Le 20 janvier 1721, Stanhope s'avouait plongé dans un « borbier par rapport aux finances » et, ce jour-là même, Destouches écrivait au Régent que Stanhope désirait l'entretenir de vive voix à Paris de matières graves, intéressant la France et l'Espagne, avant l'ouverture du Congrès.

Stanhope avait acquis la conviction que l'Empereur cherchait des prétextes pour refuser l'investiture des duchés à un fils de Philippe V et travaillait, malgré l'opposition de l'Angleterre, au mariage du prince de Piémont avec une archiduchesse d'Autriche. Si cette politique aboutissait elle entraînerait l'exclusion de l'Espagne et de la France de l'Italie livrée à l'hégémonie des maisons de Habsbourg et de Savoie. L'Angleterre voyait là une menace pour l'Europe et proposait une étroite entente de la France, l'Angleterre et l'Espagne, avant l'ouverture du Congrès, afin de forcer l'Empereur à abandonner sur-le-champ les duchés à l'infant d'Espagne. On ferait plus ; on limiterait le nombre des troupes que l'Empereur pourrait entretenir en Italie ; on lui enlèverait la liberté d'y imposer des contributions et d'y surcharger les peuples de passages de gens de guerre et de quartiers d'hiver ; enfin, on lui prescrirait par le traité des bornes qu'il ne pourrait franchir sans provoquer les trois puissances, mais encore fallait-il que celles-ci fussent au préalable en parfait accord. « Vous voyez bien, disait avec franchise Stanhope, que j'en veux venir à l'article de Gibraltar.

Lettre de
Stanhope

« L'Espagne nous tient le poignard sous la gorge et veut que par préliminaire nous lui rendions cette place. Vous connaissez assez l'Angleterre et vous êtes assez informé de notre situation présente pour savoir si c'est une chose qui nous soit possible, et si dans la mauvaise humeur où est la chambre basse, nous n'y perdrons pas cette affaire tout d'une voix, supposé qu'on nous amène à l'y porter ; ou du moins si, pour avoir un équivalent, on nous demandera pas des choses si outrées et même si ridicules que l'Espagne non seulement ne les accordera point, mais aura lieu de se tenir offensée et insultée de pareilles demandes.

« Que le roi d'Espagne nous donne le temps de respirer et de nous tirer du borbier où nous sommes par rapport à nos finances, et je lui garantis qu'avant qu'il soit un an nous lui rendrons Gibraltar moyennant le plus faible équivalent, ou plutôt

⁵⁶ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 335, fol. 35 : Destouches à Dubois, 20 janvier 1721.

l'ombre d'un équivalent. Car je persiste toujours dans l'opinion où j'ai été de tout temps, c'est que non seulement cette place nous est inutile, mais même qu'elle nous est à charge. C'est la pensée du Roi mon maître comme la mienne, et je vous jure par tout ce qu'il y a de plus sacré que si la chose ne dépendait que de lui et de ses ministres, Gibraltar serait rendu à l'Espagne avant qu'il fût quinze jours. Mais présentement, si j'y engage le Roi, je ne puis le faire sans le perdre et sans porter ma tête à un échafaud. Or, quelque envie que j'aie de faire plaisir et de rendre des services essentiels à S.M.C. et de lui procurer les moyens de triompher de l'Empereur au Congrès, je ne le ferai assurément point à ce prix-là. Jamais nous ne serons d'accord tant qu'on exigera Gibraltar, quant à présent; et nos ministres ne paraîtront jamais sérieusement au Congrès, ni entreront tout de bon en matière que lorsque le roi d'Espagne se sera relâché dans cet article. Si ce prince veut avoir cette complaisance, disons plus, cette bonté pour nous, et donner au Roi mon maître une marque aussi sensible de bonté, d'amitié et de déférence, il n'y a rien que nous ne soyons capables de faire en sa faveur. Nous serons plus fermes et plus vigoureux que ses ministres mêmes au congrès de Cambrai contre l'Empereur, que nous bride-ront dans un traité d'une manière si précise qu'il ne pourra hasarder un pas sans s'attirer l'Angleterre sur les bras. En un mot, nous ferons la guerre à l'Empereur pour l'Espagne, s'il veut manquer à ses engagements, pourvu que l'Espagne se désiste de l'article de Gibraltar avant l'ouverture du Congrès, ce qu'elle peut faire de bonne grâce et sans manquer à sa gloire ni à ses intérêts, puisqu'il est sûr que dans un an nous lui remettrons cette place, sans qu'elle soit obligée de l'acheter par un équivalent qui lui puisse être à charge. Moyennant cela, il n'y a point d'engagements où nous ne soyons disposés d'entrer avec l'Espagne, conjointement avec la France⁵⁷.

Mission de
Chavigny

Dubois répondit à Stanhope qu'il était attendu à Paris. Pendant ce temps Chavigny, envoyé officiel de France à Gênes, reçut l'ordre de faire prendre patience au duc de Parme. Le 1^{er} et le 3 janvier 1721, Chavigny, présenté par les ministres Rocca et Santi, vint à bout de persuader le prince de la nécessité de ne pas commencer l'attaque immédiatement⁵⁸. Après une excursion

⁵⁷ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, *Mémoires et Documents*, t. 142, fol. 250 : Destouches au Régent, 20 janvier 1721.

⁵⁸ Arch. des Aff. Étrang., Gênes, t. 74, fol. 9, 49 : Chavigny à Dubois, et Dubois à Chavigny, février 1721.

à Venise et à Modène, Chavigny revint à Parme et promit, de la part de Dubois « toute satisfaction sur Castro et Ronciglione⁵⁹ ». Ainsi qu'on l'avait fait pour Gibraltar, on disposait du bien d'autrui, mais le Pape n'était, pas plus que le Parlement d'Angleterre, d'humeur à se laisser dépouiller et, aux premières ouvertures de Lafitau, s'était exclamé : « Vós violences poussent à bout de patience. Je recourrais à tout plutôt que de souffrir qu'on démembât les États de l'Église⁶⁰. » Ce n'était guère rassurant, mais le duc de Parme pensa que le plus entraînerait le moins et chargea Chavigny de dire à Dubois qu'il « n'y avait qu'un seul expédient. Le roi d'Angleterre écrirait une lettre au roi d'Espagne ratifiant la promesse de Gibraltar et s'obligeant à ménager les circonstances propres à l'accomplir. Nous fîmes si bien, ajoute Chavigny, que l'Espagne se montra satisfaite de cet expédient ». Scotti ignore tout, sa disgrâce était complète, l'influence du confesseur Daubenton avait obtenu ce résultat. Il s'agissait maintenant de décider Philippe V à conclure l'accord en vue duquel la France avait fait retarder le Congrès. S'il tardait encore à faire un traité avec Louis XV, la France n'aurait d'autre conduite à tenir que d'abandonner l'Espagne devant le Congrès à ses propres forces et le risque eût été grand.

Mais ni l'autorité du confesseur ni l'intérêt de l'État ne pouvaient rétablir un cerveau épuisé par l'abus de la vie conjugale, tour à tour indécis, persuadé, puis hésitant de nouveau et se réfugiant dans l'inaction comme dans un abri très sûr. « Il paraît incompréhensible, écrivait l'abbé de Mornay à Dubois, que le Roi Catholique, avec une conscience aussi timorée qu'on la lui connoît, soit si fortement arrêté à ses sentiments qu'il est presque impossible de le démouvoir de ses premières appréhensions, et il me revient que le ministre ecclésiastique se trouve souvent aussi embarrassé dans les décisions des affaires qui regardent son ministère que le sont les autres ministres pour les affaires séculières. J'en ai une preuve certaine dans ce qui se passe sur l'article des inféodations. Je sais que le P. Daubenton a parlé sur ce point au Roi Catholique de manière à lever tous les doutes que ce prince pouvoit avoir et ne lui laisser aucune ombre de scrupule. Les mêmes raisons que ce Père a alléguées de nouveau déterminèrent alors le roi d'Espagne à accéder au traité de Lon-

Scrupules
de
Philippe V

⁵⁹ Arch. des Aff. Étrang., Parme, t. VI, fol. 233, 254 : Chavigny à Dubois, 6 et 16 février 1721.

⁶⁰ Arch. des Aff. Étrang., Parme, t. VI, fol. 228 : Lafitau au duc de Parme, 24 janvier 1721.

dres sans aucune restriction sur l'article qui l'arrête aujourd'hui, et maintenant que sa seule signature devoit le tenir obligé à l'observation de toutes les conditions de ce traité, les considérations qui le décidèrent à le signer ne lui paraissent plus suffisantes pour le porter à observer ses engagements⁶¹. »

Négociation
entre
Maulévrier
et
Mornay

Mornay n'était plus que le témoin avisé mais impuissant d'une négociation si heureusement commencée par lui et que la maladie impitoyable l'obligeait de remettre entre les mains de Maulévrier. Celui-ci à force d'instances parvint décider Philippe V à désigner un ministre; Daubenton aidant, Grimaldo fut chargé « de s'accorder avec Maulévrier sur tous les points qui pouvoient être l'objet d'un traité particulier entre la France et l'Espagne⁶² ». (20 février 1721). Dès le lendemain, les deux ministres s'abouchèrent, il fallut admettre Robin en tiers sous peine de ne rien faire d'utile. « Grimaldo dit à Maulévrier qu'il voyait qu'elles étaient les intentions du duc d'Orléans. Il voulait exécuter religieusement les traités d'Utrecht et de Londres sans s'en départir jamais; au reste il aiderait de tous ses offices le Roi Catholique en tout ce qu'il pourrait, sans prendre cependant aucun engagement formel pour le succès des prétentions de ce prince; ce qui le touchait le plus était ce qui avait rapport aux États d'Italie et aux droits que l'Espagne y prétendait, la restitution de Castro et de Ronciglione et celle de Gibraltar; or le Régent ne voulait promettre sur ces différents points rien d'effectif. Le Roi Catholique convenait que l'intervention et l'union de l'Angleterre aux deux couronnes pouvaient être avantageuses aux trois puissances, mais le traité proposé ne devait être que médiocrement utile à l'Espagne, dès qu'on ne s'engageait pas à lui faire obtenir ses justes demandes⁶³. » Maulévrier ne manqua pas de répondre que tous les avantages étaient pour l'Espagne et pour le duc de Parme. La France ne pouvait les leur garantir, mais elle ferait tant de demandes que le succès les couronnerait finalement. Le 25 février, Grimaldo remit à Maulévrier un projet de traité en forme. Philippe V acceptait les offres du Régent, consentait à l'admission de l'Angleterre sous la réserve de la restitution de Gibraltar dans un certain délai; en ce cas, il remettrait au roi Georges les cédules et les expéditions pour la continuation de l'*assiento* des nègres et celles du vaisseau de permission dans la

⁶¹ Arch. des Aff. Étrang., t. 300, fol. 162 : Mornay à Dubois, 17 février 1721.

⁶² Arch. des Aff. Étrang., t. 300, fol. 202, suiv. : Maulévrier à Dubois, 23, 24, 25 février 1721.

⁶³ A. Baudrillart, *Philippe V et la Cour de France*, t. II, p. 451.

mer du Sud⁶⁴. Cette fois on touchait le but et l'abbé de Mornay écrivit à Dubois : « Voilà enfin la négociation menée aux termes qui nous ont été prescrits⁶⁵. »

Dubois ne perdit pas de temps. Sa méthode restait ce qu'elle avait été à La Haye, à Hanovre, à Londres : sacrifier les intérêts de la France à ceux du Régent et de son ministre. A ce prix les affaires ne traînaient pas. Territoires conquis, dettes contractées, privilèges commerciaux, tout ceci n'était à ses yeux que « détails accessoires, minuties » ou encore « petites choses qu'il faut perdre pour avoir les grandes ». Il avait sacrifié Mardyck à l'alliance anglaise, comme il sacrifiait Pensacola à l'alliance espagnole, simple monnaie d'échange à ses yeux qu'il jetait dédaigneusement sans souci du commerce colonial et de l'honneur du drapeau français. La dépêche de Maulévrier partie de Madrid le 25 février fut remise à Dubois le 5 mars. La réponse fut bâclée en huit jours et expédiée de Paris le 13 mars⁶⁶. Philippe V calculait les délais nécessaires au courrier, supputait les heures et les jours indispensables au Régent et à Dubois pour la délibération, interrogeait Maulévrier avec une impatience visible. Enfin, le 21 mars, Maulévrier reçut le courrier de Paris, le porta au Roi et eut, avec Grimaldo, une nouvelle entrevue. Une dernière discussion surgit alors.

Si ahuri et si déchu qu'il semblât, Philippe V gardait l'apreté d'un victorieux et réclamait « ses villes », « ses colonies », comme une propriété personnelle. La France faisait si joyeusement le sacrifice de ses conquêtes qu'il n'hésitait pas à réclamer d'elle tout ce que sa fantaisie lui suggérait. Après Gibraltar, Castro et Ronciglione, il s'était fait accorder Pensacola en Floride; au dernier moment, Philippe voulut exiger la restitution de tout ce que les Français auraient occupé pendant la dernière guerre, dans l'Amérique espagnole⁶⁷. Or c'était pendant la dernière guerre que s'était formée la colonie de la Louisiane, les Espagnols ne manqueraient pas de revendiquer une œuvre déjà prospère, sauf à la rendre stérile en lui appliquant les maximes

Signature
du Traité

⁶⁴ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 300, fol. 183 : *Mémoire du roi d'Espagne*.

⁶⁵ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 300, fol. 214 : Mornay à Dubois, 5 mars 1721.

⁶⁶ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 300, fol. 218 et 240 : Dubois à Maulévrier, 13 mars 1721; *Ibid.*, t. 300, fol. 325 : Projet de traité d'alliance défensive; avec recommandation à l'article 6 de ne pas discuter les conditions commerciales.

⁶⁷ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 301, fol. 75-96 : Maulévrier à Dubois, 24 mai; Mornay à Dubois, 29 mars 1721.

stupides et féroces de leur administration coloniale. Maulévrier ne s'en doutait probablement pas, mais il eût pu songer, peut-être, que la Louisiane était terre de France; il préféra ne pas s'exposer à déplaire au Régent « en prenant trop vivement les intérêts de la France » et accorda tout ce qu'on voulut. Le traité fut signé à Madrid, le 27 mars, à onze heures du soir⁶⁸.

Conditions
du Traité

Le traité du 27 mars portait :

1° Qu'il y aurait désormais une étroite union et une amitié sincère et durable entre les rois de France et d'Espagne et que les injures et dommages soufferts pendant le cours de la guerre terminée par l'accession du Roi Catholique aux traités de Londres du 2 août 1718 demeurerait dans un éternel oubli, en sorte qu'à l'avenir l'un aurait soin des biens et de la sûreté de l'autre comme des siens propres, qu'il avertirait son allié du danger qui pourrait le menacer et qu'il s'opposerait de tout son pouvoir au tort qui pourrait lui être fait.

2° Que les deux rois promettaient par ce traité d'alliance défensive de se garantir réciproquement leurs royaumes, provinces et États, en quelque partie du monde qu'ils fussent situés, en sorte que, si l'un et l'autre ou l'un d'eux étaient attaqués contre la disposition des traités de paix d'Utrecht, de Bade, de Londres, et des stipulations qui seraient faites à Cambrai, ils se secourraient mutuellement jusqu'à ce que le trouble eût cessé et que les dommages causés eussent été réparés.

3° Que les deux rois inviteraient les puissances qu'ils jugeraient à propos, et de concert, à entrer dans cette alliance pour la rendre encore plus solide et plus utile au maintien de la tranquillité générale.

4° Que si au préjudice des susdits traités les deux rois étaient attaqués ou troublés par quelque puissance que ce fût dans la possession de leurs royaumes et États, ils s'obligeaient réciproquement d'employer leurs offices aussitôt qu'ils en seraient requis pour faire donner à la partie lésée satisfaction de l'injure qui lui aurait été causée et pour empêcher l'agresseur de continuer ses hostilités, et si ces offices ne produisaient pas l'effet désiré, de se donner, deux mois après que la réquisition en aurait été faite, un secours effectif de dix mille hommes de pied et cinq mille chevaux ou dragons, de le continuer ou entretenir aussi longtemps que le trouble durerait, de l'augmenter s'il était néces-

⁶⁸ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 300, fol. 93-96 : Mornay à Dubois, 29 mars; Maulévrier à Dubois, 30 mars 1721.

saire et même d'assister de toutes leurs forces la partie lésée et de déclarer la guerre à l'agresseur.

5° Que les deux rois s'engageaient à accorder une protection particulière au duc de Parme pour la conservation de ses États et droits, et que, s'il y était troublé, ils conviendraient des moyens de lui accorder une juste satisfaction par toutes les voies qui seraient en leur pouvoir.

6° Que le Roi Catholique confirmerait en tant que besoin serait tous les avantages et tous les privilèges qui avaient été accordés par les rois ses prédécesseurs à la nation française tant par le traité des Pyrénées, confirmé par ceux de Nimègue ou de Ryswick, que par des cédulas particulières concédées à ladite nation avant le règne de Philippe V, en sorte que tous les commerçants français et autres sujets du Roi Très Chrétien jouiraient toujours en Espagne des mêmes droits, prérogatives, avantages et privilèges pour leur commerce, marchandises, biens et effets, dont ils avaient joui ou dû jouir en vertu desdits traités ou cédulas, et de tous ceux qui avaient été ou seraient accordés en Espagne à la nation la plus favorisée.

En même temps, Maulévrier et Grimaldo signèrent des articles séparés portant :

1° Que le roi de France rendait au roi d'Espagne toutes les places, etc., occupées pendant la guerre, mais que, pour éviter que les autres puissances ne soupçonnassent le traité particulier intervenu entre la France et l'Espagne, le roi d'Espagne demanderait l'évacuation au congrès de Cambrai comme condition préliminaire; quelque fût le succès de ces instances, cette condition serait exécutée deux mois après la ratification du présent traité.

2° Que le roi de France emploierait ses offices les plus pressants pour la restitution de Gibraltar et ne se désisterait point de cette demande, jusqu'à ce que le Roi Catholique eût obtenu entière satisfaction sur ce point, soit par la remise effective de ladite place, soit par des assurances dont il fût satisfait qu'elle lui serait remise dans un terme fixe et déterminé.

3° Que, quoique l'article concernant les inféodations des États de Toscane, de Parme et de Plaisance eût été réglé par le traité de Londres, S.M.T.C. ferait agir ses plénipotentiaires au congrès de Cambrai dans le même sens que ceux du Roi Catholique.

4° Que le Roi T. C. s'obligeait d'obtenir des puissances qui avaient concouru au traité de Londres qu'il ne fût point mis de garnisons étrangères dans les places des États de Toscane, de Parme et de Plaisance, nonobstant la stipulation faite à cet égard par lesdits traités, et qu'il ne s'opposerait pas aux démarches que

le Roi Catholique jugerait à propos auprès des mêmes puissances, pour les engager à consentir à ce qu'il y fût mis des garnisons espagnoles.

5° Qu'outre la garantie de la France et de l'Espagne en faveur du duc de Parme, stipulée par l'article 5 du traité d'alliance signé le même jour que ces articles, ces deux couronnes ne voulaient rien oublier pour obtenir à son égard l'exécution du traité de Pise et pour lui procurer en conséquence la restitution des duchés de Castro et de Ronciglione, et que le Roi T. C. renouvellerait et continuerait ses instances au Pape pour obtenir cette justice de Sa Sainteté, à moins que le duc de Parme ne se contentât d'un équivalent à sa satisfaction.

6° Que le Roi prescrirait à ses plénipotentiaires au congrès de Cambrai d'agir de concert avec ceux d'Espagne et d'apporter tous leurs soins pour le succès des ordres dont ils seraient chargés en tout ce qui ne serait pas directement opposé aux engagements pris par la France dans les traités de Londres et même d'entrer dans les dérogations que le R.C. pourrait désirer à ces mêmes traités et d'y contribuer de sa part toutes les fois que les ministres des autres puissances intéressées y concourraient de leur part, ou lorsque les plénipotentiaires d'Espagne croiraient pouvoir les porter à y concourir pour la satisfaction particulière du Roi Catholique.

Enfin un dernier article séparé portait que la France et l'Espagne inviteraient le roi de la Grande-Bretagne à entrer dans leur union et qu'il serait fait, au cas où il y consentirait, un nouveau traité d'alliance défensive entre la France, l'Espagne et l'Angleterre⁹⁹.

Une fois de plus la France était dupe. Victorieuse, elle payait les frais de la guerre entreprise dans l'intérêt de la Grande-Bretagne. Celle-ci avait réalisé, presque sans sacrifices, un programme qu'elle eut à peine osé tracer au début des hostilités. A Passaro, la manœuvre, et au cap Finistère la tempête avait anéanti la flotte espagnole; à Passage, à Santona, le feu avait consumé ses chantiers, en sorte qu'il ne subsistait rien de la tentative d'Alberoni que des ruines et des humiliations. La France avait sacrifié des soldats et des millions, conquis des places fortes, occupé des territoires, annexé une colonie et ne conservait rien ne recevait aucune compensation, restituait ses conquêtes, mettait la Louisiane en péril. Elle avait combattu pour établir les

⁹⁹ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, Mémoires et Documents, t. 142; A. Baudrillart, op. cit., t. II, p. 449-456.

Bourbons en Espagne, combattu pour les humilier, et maintenant elle s'engageait à combattre encore pour les établir en Italie. Comme la guerre était sortie de la paix de La Haye, la guerre pouvait sortir du traité de Madrid. Lafitau, Chavigny, Destouches, Mornay ménagèrent partout l'intérêt de Philippe d'Orléans et de François Farnèse, sans souci des intérêts de la France.

La négociation de La Haye fait réplique à celle de Madrid, même secret, même méthode, même but, mêmes sacrifices. Sous une apparence défensive et pacifique, il s'agit en réalité d'une ligue offensive capable de dicter la loi à l'Empereur comme la Quadruple-Alliance l'avait dictée à l'Espagne; pour cela il ne fallait que le temps de transformer l'entente secrète en Triple-Alliance.

CHAPITRE XLIX

La Triple-Alliance de Madrid

(27 mars-18 juillet 1721)

Satisfaction à propos du traité. — Situation de l'Angleterre. — Elle apprend le traité de Madrid. — Conseils du Régent à Philippe V. — Dubois travaille à la Triple Alliance. — Condescendance pour les Anglais. — Leurs exigences non satisfaites. — Lettre de Georges I^{er}. — Ineptie de Maulévrier. — Blâme de Dubois. — Responsabilités de Dubois. — Signature du traité. — Désespoir de Maulévrier. — Ratifications. — Paix du Nord.

Les signatures échangées, on se félicita; « ce furent, dit Chavigny, des effusions de cœur illimitées ». Mornay écrivit à Dubois d'une main défaillante : « Notre traité est signé, sans changer un mot au projet que vous nous aviez envoyé¹. » Jusqu'au dernier moment il avait surveillé Maulévrier, maintenant il pouvait regagner la France où la mort le guettait². Maulévrier recueillit l'honneur du succès, prit figure de diplomate, fut plus choyé que jamais à Madrid : le P. Daubenton eut la promesse du cardinalat³ et Dubois également ce « dont il fut, dit-il, aussi touché que si S.M.C. l'avoit fait pape⁴. » Grimaldo se tint pour satisfait avec un portrait de Louis XV entouré de diamants et un présent de trente mille livres de diamants à sa femme⁵; quant aux commis inférieurs ils tendirent les mains sans fausse honte. Tous furent satisfaits. Le Régent affectait de ne l'être pas moins et protestait de sa tendresse pour le ménage royal qui lui exprimait les mêmes sentiments; mais la haine perçait à travers les

Satisfaction
à propos
du traité

¹ Archiv. des Aff. Étrang., Espagne, t. 301, fol. 83 : Mornay à Dubois, 29 mars 1721.

² Archiv. des Aff. Étrang., Espagne, t. 301, fol. 137 : Mornay à Dubois, 13 avril 1721.

³ Dubois à Maulévrier, 13 mars 1721, dans C. de Sévelinges, *Mémoires secrets de Dubois*, t. II, p. 33.

⁴ Archiv. des Aff. Étrang., Espagne, t. 301, fol. 153 : Le Régent à Philippe V, 22 avril 1721.

⁵ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, in-8, Paris, 1832, t. I, p. 426, note 1.

protestations qu'un prince fourbe et un prince scrupuleux s'adressaient sans y croire. Dubois exultait. La conclusion de cette alliance rendait son prestige sans pareil et son pouvoir inébranlable. Cette complète réussite lui rappelait ses succès de Hanovre et de Londres et soulevait en lui la même joie à laquelle il s'efforçait de donner une forme patriotique, parlant de ces « liaisons qui ne doivent jamais finir et être la source du bonheur des deux monarchies; ...carrière ouverte pour de bonnes et grandes choses ». Mais le vrai motif de cette satisfaction c'était d'avoir réussi cette gageure : faire taire la « vieille Cour » en s'alliant à l'Espagne sans se brouiller avec l'Angleterre. « Il faut que je me tâte pour reconnaître si je suis ministre d'Espagne ou de France » disait-il; et Fontenelle, pince-sans-rire déguisé en flatteur, le lui répéterait en public : « Vous êtes un ministre de toutes les cours? »

Situation
de
l'Angleterre

En se mettant au service de l'Espagne, Dubois n'avait pas renoncé à faire les affaires de l'Angleterre, mais il ne tarderait pas à heurter l'obstacle qu'il avait dressé de ses propres mains, et à sentir tout ce que pèse l'amitié des Anglais. Ceux-ci ayant pénétré nos négociations, il fallut résilier le traité du 27 mars, auquel ils ne trouvaient pas leur compte, et en conclure un nouveau entre les trois puissances, où tout fut sacrifié à l'intérêt de la Grande-Bretagne. Celle-ci continuait à traverser de pénibles oppositions. Le 31 décembre 1720, la princesse Sobieska avait donné au Prétendant un fils à qui les fidèles imposèrent le titre de prince de Galles. Afin qu'on ne pût contester sa naissance comme celle de son père, le pape Clément XI envoya sept cardinaux présider aux couches de la princesse; pour plus de sécurité on leur adjoignit deux évêques et deux protonotaires apostoliques. Tout ce déploiement de *purpurati* ne changeait rien à l'illégitimité prétendue de celui qui se disait Jacques III, mais cette naissance entretenait ou réveillait le sentiment papiste et jacobite en Angleterre, intéressait tous les adversaires du gouvernement qui eussent donné Stuarts et Hanovres pour un roast-beef, mais qui étaient enchantés de pouvoir toujours opposer une dynastie à la famille régnante. Cette contrariété survenait à l'issue d'une crise de folie financière, analogue à celle du Système, provoquée par la catastrophe de la Compagnie de la mer

⁹ Archiv. des Aff. Étrang., Espagne, t. 301, fol. 55 : Dubois à Maulévrier, 1^{er} avril 1721.

¹⁰ Dubois à Maulévrier, 22 mars 1721, dans C. de Sévelinges, op. cit., t. II, p. 53.

¹¹ Saint-Simon Mémoires, édit. Chéruel, 1858, t. XVIII, p. 127.

du Sud. Toutes les classes de la société avaient été agitées par cette frénésie et le 19 décembre, en faisant l'ouverture du Parlement, le roi Georges ne put que se borner à souhaiter un remède au désastre. A la Chambre des Communes la discussion s'enflamma et mit le feu à toutes les passions malsaines, à toutes les accusations infamantes. Lord Stanhope, à la suite d'une discussion à la Chambre des Lords, fut frappé d'une congestion cérébrale et expira le lendemain (16 février). James Craggs secrétaire d'État disparut dix jours plus tard (27 février). Le Roi les remplaça par lord Townshend et lord Carteret qui s'empresèrent de faire savoir au gouvernement français qu'ils adoptaient les vues de Stanhope sur l'alliance avec l'Espagne. Stanhope, en effet, ne croyait pas que l'alliance franco-espagnole pût devenir de longtemps assez intime pour porter ombrage à l'Angleterre.

Dubois, de son côté, était déterminé à ne rien négliger pour introduire l'Angleterre dans cet embryon d'alliance conclue le 27 mars. C'était d'ailleurs la carte forcée; il connaissait assez les Anglais pour savoir qu'ils ne supporteraient pas la conclusion d'un traité séparé qui ne stipulerait pas à leur avantage. Malgré les recommandations de Dubois à ses agents de « finir l'affaire avec un grand secret, surtout à l'égard du ministre d'Angleterre⁹ », le secret avait été pénétré en partie. On avait appris par le roi de Sardaigne les négociations de lord Peterborough avec Chavigny et les Farnèse¹⁰ et aussitôt le cabinet anglais s'était abouché avec le ministre de Parme, Gazzola. Stanhope avait été prévenu par la France, il ne songeait qu'à la devancer : « Parlons d'abord d'une paix particulière entre l'Angleterre et la France, disait Stanhope à Destouches, nous songerons à la France après¹¹. » L'unique moyen de ne pas être traités en parents pauvres, c'était de solliciter l'Angleterre d'entrer dans l'alliance conclue à Madrid.

Dès le lendemain de l'échange des signatures, Grimaldo remit à Maulévrier un mémoire sur les offres de Georges I^{er}. C'était une offre formelle d'alliance que ne devait pas retarder la rétrocession de Gibraltar, laquelle aurait lieu dès que l'attitude du

Elle
apprend
le traité
de Madrid

Conseils
du Régent
à Philippe V

⁹ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 336, fol. 61 : Destouches à Dubois, 26 avril 1721.

¹⁰ Archiv. des Aff. Étrang., Espagne, t. 301, fol. 39, 57 : Dubois à Maulévrier, 25 mars 1721; Dubois à Mornay, 1^{er} avril 1721.

¹¹ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 336, fol. 17-61 : Dubois à Destouches, 12 avril 1721 : Destouches à Dubois, 22 avril 1721.

¹² Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 336, fol. 61 : Destouches à Dubois, 22 avril 1721.

Parlement n'y mettrait plus obstacle. Philippe V avait cru à la promesse de Stanhope et Stanhope venait de mourir; devait-il croire à la parole de Georges I^{er}? Il fit consulter le Régent. La réponse ne pouvait être douteuse. Le duc d'Orléans se porta fort de la loyauté et de la sincérité du Hanovrien qu'une difficulté passagère empêchait seule de livrer Gibraltar. Sans plus attendre l'heure opportune, l'habileté suprême consisterait à signer le traité d'alliance afin d'empêcher Georges I^{er} de rentrer dans ses anciennes liaisons et de le rendre favorable à l'établissement des Infants dans les duchés Italiens. Mais l'Angleterre avait souhaité agir seule à l'exclusion de la France; le Régent ne l'entendait pas ainsi et la disparition de Stanhope et de Craggs avait fait place à un ministère bigarré, difficile à connaître et sur lequel il eut été imprudent de compter. « Il faut être circonspect avec le nouveau ministère, écrivait Dubois à Destouches, et jeter les yeux de plusieurs côtés¹³. » Le Régent fit répondre à Grimaldo que pour la sûreté des liaisons proposées par l'Angleterre, il fallait que la France y intervînt. Si l'Angleterre n'y voulait pas insérer les avantages particuliers accordés par le Roi Catholique à la nation anglaise, ce point pouvait faire l'objet d'un article séparé entre l'Espagne et l'Angleterre. Si le colonel Stanhope persistait dans ses offres, le plus sûr et le plus simple serait de lui proposer la transformation du traité franco-espagnol en triple alliance défensive. Pour l'affaire de Gibraltar, le roi de la Grande-Bretagne ne pouvait prendre un engagement écrit sans s'exposer à des risques si graves qu'il semblait impossible de les lui laisser entrevoir sans paraître faire peu de cas de son trône et peut-être de sa vie. La connaissance ou le seul soupçon d'un tel écrit jetterait d'ailleurs la nation anglaise, agitée comme elle l'était, dans des extrémités qui mettraient fin à tout espoir de recouvrer la forteresse fameuse¹⁴.

Dubois
travaille
à sa
Triple-
Alliance

Au moment où il adressait cette réponse à Madrid, Dubois sondait le cabinet de Londres sur le projet de Triple Alliance¹⁵. Georges I^{er} en référa à ses ministres qui s'y montrèrent défavorables par défiance au moins autant que par inintelligence. Ils demandaient « qu'on en livrât au ministère anglais le secret, lequel serait bien gardé et la négociation marcherait vite ensuite

¹³ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 336, fol. 24 : Dubois à Destouches, 12 avril 1721.

¹⁴ Archiv. des Aff. Étrang., t. 301, fol. 165 : Dubois à Maulévrier, et Mémoire du Régent.

¹⁵ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 336, fol. 21 : Dubois à Destouches, 12 avril 1721.

à Londres¹⁶. » Dubois ne voulait rien livrer, ni son secret, ni l'aveu de son traité avec l'Espagne, il feignit de croire que les propositions devaient venir de Madrid. A Madrid on n'y était pas disposé depuis qu'on avait entendu le colonel Stanhope s'écrier que l'Angleterre, plutôt que de rendre Gibraltar, ferait à l'Espagne une guerre de dix ans en Amérique¹⁷. Puisque nulle part on ne paraissait entendre ses insinuations, Dubois jugea nécessaire de s'expliquer clairement. Avec les ratifications du traité du 27 mars, il adressa à Madrid le plan de Triple-Alliance¹⁸. « L'Empereur, disait-il, travaille à regagner l'Angleterre : c'est le vaincre une première fois et préparer une nouvelle victoire que de ramener le plus tôt possible les Anglois. L'Espagne en a les moyens : il lui suffit de se montrer conciliante sur l'article de Gibraltar et du commerce anglois. A défaut d'une lettre de Georges I^{er}, promise par Stanhope que les nouveaux ministres n'accorderoient plus, Philippe V pourroit se contenter d'une garantie formelle fournie par le Régent qui ne s'y refusoit point. Il devrait consentir du même coup au rétablissement de l'Assiento et du vaisseau annuel. Peut-être les Anglais réclameraient-ils encore des profits plus étendus, les bénéfices des traités commerciaux de 1715 et 1716. Pour leur en ôter le prétexte, le Régent étoit prêt à renoncer aux avantages du même genre d'abord réclamés par les François. C'étoit la dernière concession qu'il tenoit en réserve pour convaincre son neveu de ses bonnes intentions. » Suivant sa méthode constante, Dubois se montrait magnifique aux dépens de la France. Afin de décider les co-signataires de la nouvelle Triple-Alliance, il abandonnait à l'Angleterre le commerce de l'Amérique; à l'Espagne, il restituait la pleine liberté de sa vie commerciale; à la France, il ne réservait rien. A ce prix, personne ne s'opposait à ce que le traité du 27 mars ne devînt, dans ses lignes essentielles, le traité de la Triple-Alliance. Il suffirait d'y ajouter un traité particulier franco-britannique pour les conditions commerciales et on ferait le silence sur une convention dont l'Angleterre n'aurait rien su sinon par les profits qu'elle en retirait.

Trois jours après, Dubois chargea Destouches de remettre à Londres les articles publics de cette convention comme un pro

Condescen-
dance pour
les Anglois

¹⁶ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 336, fol. 61 : Destouches à Dubois, 22 avril 1721.

¹⁷ Archiv. des Aff. Étrang., Espagne, t. 301, fol. 132 : Maulévrier à Dubois, 7 avril 1721.

¹⁸ Archiv. des Aff. Étrang., Espagne, t. 301, fol. 216 : Dubois à Maulévrier, 7 mai 1721.

jet nouveau de Triple-Alliance¹⁹ (10 mai 1721). Tout y était prévu pour plaire aux Anglais; tandis que Gibraltar et les duchés italiens étaient passés sous silence, les avantages commerciaux consentis à l'Angleterre étaient détaillés²⁰. Au temps du ministère Stanhope le consentement eût été donné à l'instant, mais lord Townshend devait au souvenir de ses années d'opposition et à ses amis de tenir une conduite différente. Sunderland et Schaub l'y encourageaient, lord Carteret, fidèle à la politique de lord Stanhope, encourageait le roi Georges à prendre des décisions. Le 10 mai, cédant à la demande du colonel Stanhope, il écrivit de sa main une lettre adressée à Philippe V portant la promesse de lui rendre Gibraltar moyennant un équivalent; en outre un courrier portait, avec cette lettre, l'ordre de travailler à la conclusion du traité d'alliance²¹.

Leurs
exigences
non
satisfaites

On pouvait le croire désormais en bonne voie; il n'en était rien. Townshend ergotait, contestait et finalement refusait les plus solides avantages; alors pour mettre un terme à ses chicanes, Georges I^{er} ajouta de son crû, au traité, cette condition imprévue: « En cas de rupture avec l'Empereur, les puissances contractantes s'engageaient à n'attaquer jamais les Pays-Bas catholiques²². » Ce qui formera la Belgique actuelle était promu au rang de glacis du royaume britannique, terre intangible où on consentait à laisser l'Empereur s'établir, mais où la France ne devait pas pénétrer. Au premier mot que Destouches en risqua à Dubois, celui-ci bondit, protesta, refusa tout net. Schaub survint tout exprès pour le convaincre de cette concession, il n'obtint rien. Ce n'est pas qu'un tardif retour de patriotisme lui rendit odieux le sacrifice demandé; il eut consenti celui-ci après tant d'autres s'il n'avait compris à temps qu'il s'agissait d'une trahison véritable, presque un crime, la gloire du Roi, celle du Régent et le bien du royaume ne permettant pas un pareil engagement²³. Les Anglais revinrent à la charge: « Qu'on dise seulement qu'on n'attaquera les Pays-Bas qu'après en être

¹⁹ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 336, fol. 118: Dubois à Destouches, 10 mai 1721.

²⁰ Archiv. des Aff. Étrang., Espagne, t. 301, fol. 231: Projet pour un nouveau traité.

²¹ Archiv. des Aff. Étrang., Espagne, t. 301, fol. 254: Dubois à Maulévrier, 14 mai 1721.

²² Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 336, fol. 150: Destouches à Dubois, 14 mai 1721.

²³ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 336, fol. 163, 181-188: Dubois à Destouches, 19 mai et 25 mai 1721.

convenu réciproquement²⁴. » Cette clause fut encore rejetée. En dernier lieu, les Anglais offrirent au duc d'Orléans, en cas de guerre, « la souveraineté des Pays-Bas s'il consentait à ne les jamais céder à la France²⁵. » Nouveau refus.

Le colonel Stanhope, à Madrid, avait reçu la lettre du roi Georges, mais ne s'en montrait pas plus accommodant. Il fallut que Robin remplît le rôle de médiateur et suppléât à l'incapacité de Maulévrier. Stanhope demandait le rétablissement des traités de commerce de décembre 1715 et de mai 1716, mais Grimaldo n'accordait que le vaisseau annuel et le renouvellement de l'*Assiento*. Philippe V était en possession de la lettre du roi Georges et y trouvait à reprendre. Elle était ainsi conçue: « Puisque par la confiance que V. M. veut bien me témoigner, je puis regarder les traités qui ont été en question entre nous comme rétablis, et dès qu'en conformité toutes les pièces nécessaires au commerce de nos sujets auront été extradées, je ne balance plus à assurer Votre Majesté de ma disposition à vous satisfaire en ce qui regarde la restitution de Gibraltar, sur le fondement d'un équivalent, vous promettant de saisir la première occasion favorable de régler cet article avec le consentement de mon Parlement²⁶. »

Lettre
de
Georges I^{er}

Cependant, sur les instances de la France, Philippe V avait accordé aux Anglais, outre le traité d'*Assiento*, le rétablissement des traités de commerce de 1715 et 1716. En échange du rocher solitaire, inculte et onéreux de Gibraltar, l'Angleterre eût consenti peut-être à accepter la Floride ou Saint-Domingue. Maulévrier parvint à convaincre le colonel Stanhope que le rétablissement des traités de 1715 et 1716 constituait l'équivalent réclamé par Georges I^{er}. Stanhope y consentit et sollicita une nouvelle lettre du Roi²⁷. On était d'accord et rien ne semblait plus devoir s'opposer à la Triple-Alliance. Stanhope tenait en réserve un tour de sa façon. De la Triple-Alliance il faisait peu d'état, les avantages commerciaux lui paraissaient plus solides; en conséquence, il demanda qu'on procédât d'abord au règlement définitif du traité particulier entre l'Espagne et l'Angleterre. Maulévrier pensa voir la Triple-Alliance lui échapper, Grimaldo ne fut pas moins ému. Le 27 mai, ils se communiquèrent leurs alarmes et

Ineptie de
Maulévrier

²⁴ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 336, fol. 203: Destouches à Dubois, 25 mai 1721.

²⁵ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 336, fol. 235: Destouches à Dubois, 5 juin 1721.

²⁶ W. Coxe, *Memoirs of Walpole*, t. I, p. 309.

²⁷ Archiv. des Aff. Étrang., Espagne, t. 302, fol. 41: Maulévrier à Dubois, 16 mai 1721.

décidèrent d'aller trouver le colonel dès le lendemain pour réclamer de lui la priorité du texte diplomatique sur les stipulations commerciales. Stanhope refusa. A force d'instances il se laissa arracher ce qu'il présenta comme une concession, à savoir l'insertion dans le texte même du traité de la Triple-Alliance d'un article confirmatif de la convention commerciale. A cette condition, peu lui importait la priorité de la Triple-Alliance. Grimaldo accepta, Maulévrier aussi. Il donnait ainsi la garantie de la France à des arrangements commerciaux dont les Anglais devaient profiter à l'exclusion des Français, alors qu'au traité du 27 mars, Philippe V n'avait accordé d'autre faveur aux Français que de les rétablir dans les privilèges dont ils jouissaient avant son avènement.

Une pareille ineptie n'était-elle imputable qu'à Maulévrier? On l'a soutenu, mais les faits n'autorisent pas cette affirmation. Maulévrier ajouta, sans doute, un article au traité de la Triple-Alliance, mais cet article n'était qu'une clause générale destinée à garantir dans l'acte principal les privilèges que l'Espagne accordait aux Anglais par un acte particulier. Or ces privilèges, c'étaient, sans en ajouter un seul, ceux que le Régent et Dubois avaient poussé Philippe V à accorder. La faute du diplomate improvisé consista seulement à donner une garantie ostensible à des concessions qu'on souhaitait garder secrètes, et de révéler à la France la politique intéressée du Régent.

La dépêche qui annonçait cette maladresse arriva à Paris le 7 juin; le jour même Dubois, qui se vit découvert, lui répondit de réparer la faute commise. C'était l'aveu à peine déguisé de l'abandon des intérêts français qui servait de règle immuable au ministre depuis cinq ans qu'il traitait, au nom de la France, avec l'étranger²⁸.

Blâme
de Dubois

« Son Altesse Royale a entendu la lecture de votre dépêche, ce que vous avez fait en exécution de ses ordres pour aplanir les difficultés qui pouvaient traverser ou suspendre la conclusion du traité d'alliance entre le Roi, le Roi Catholique et le Roi de la Grande-Bretagne. Et comme elle découvre chaque jour de nouvelles circonstances des mouvements que la Cour de Vienne se donne pour établir des liaisons étroites avec celle d'Angleterre, elle est plus persuadée que jamais de l'importance extrême dont il est pour la France et pour l'Espagne de retenir le roi de la Grande-Bretagne par les liens d'une alliance qui ne lui laisse

²⁸ Archiv. des Aff. Étrang., Espagne, t. 302, fol. 109 : Dubois à Maulévrier, 7 juin 1721.

plus la liberté de céder aux conseils et à la suggestion de ceux de ses ministres qui sont attachés à la maison d'Autriche, et qu'on puisse priver par là la Cour de Vienne de l'espérance des secours et de l'appui sans lesquels elle ne peut entreprendre ni soutenir les projets ambitieux qu'on lui attribue depuis longtemps et que l'on peut croire qu'elle a dessein d'exécuter par l'empressement extrême qu'elle témoigne de s'unir avec l'Angleterre et par l'inquiétude qu'elle fait paraître des premiers bruits répandus du rétablissement de la bonne intelligence entre la France et l'Espagne et d'une liaison prochaine des deux couronnes conjointement avec l'Angleterre.

« Dans ces circonstances il est aisé de juger que S. A. R. a vu avec beaucoup de plaisir que le roi d'Espagne se soit porté par sa prudence à consentir au rétablissement des traités qu'il a faits en 1715 et en 1716 avec la couronne d'Angleterre. Il auroit été à désirer non seulement pour les intérêts de l'Espagne, mais pour ceux de toutes les nations qui y font du commerce, que l'on eût pu soutenir le refus de cette condescendance; mais c'étoit un obstacle absolument insurmontable à des vues et à des intérêts bien supérieurs, et il est des circonstances où il ne faut pas que les considérations particulières et éloignées traversent des objets capitaux et présents; et c'est aussi l'unique raison qui ait fait désirer à Son Altesse Royale que le roi d'Espagne se portât à entrer dans des facilités sur les points qu'il auroit été convenable de combattre dans d'autres circonstances...

« S. A. R. a remarqué dans le compte que vous rendez de ce qui s'est passé dans vos conférences que, quelque résistance que vous ayez trouvée de la part de M. Stanhope à consentir que les articles qui ne regardent absolument que les intérêts de l'Espagne et de l'Angleterre réciproquement, fussent compris dans les actes que vous devez signer et qu'ils en fissent partie, vous avez insisté sur cette forme comme indispensablement nécessaire. Elle a toujours cru au contraire que vous ne deviez entrer dans cette matière que pour être instruit de la convention particulière qui seroit faite à cette occasion, et autant que vous jugeriez de concert avec le ministre d'Espagne que votre présence contribueroit à contenir M. Stanhope et à modérer ses instances... Si le traité n'étoit pas signé, ou si, étant signé, les originaux étoient encore à Madrid, S. A. R. est persuadée que le roi d'Espagne, ni M. Stanhope ne refuseroient pas de faire séparer dans un acte qui ne seroit signé que des ministres d'Espagne et d'Angleterre les conditions qui n'ont aucune relation à la France, telles que celles du rétablissement de l'Assiento, de la permission pour le

vaisseau annuel et des traités de 1715 et 1716 entre les couronnes d'Espagne et d'Angleterre, en sorte que comme ces conventions et ces traités ont été faits sans l'intervention de la France dans leur origine, il ne parût pas que S. M. y entrât dans une circonstance où rien dans l'affaire, ni les intéressés ne l'invitent à le faire et lorsque en effet ce sont pour la plupart des stipulations qui donnent aux Anglais des privilèges et des avantages exclusifs, contraires aux intérêts des sujets du Roi, et dont S. A. R. auroit été bien éloignée de désirer le rétablissement et la confirmation, si des raisons beaucoup plus intéressantes pour la France et pour l'Espagne ne l'avoient engagée à vous prescrire de ne pas vous y opposer. »

Responsabi-
lité
de Dubois

Ces privilèges exclusifs accordés aux Anglais et « contraires aux intérêts des sujets du Roi », Maulévrier ne pouvait ni les accorder ni les refuser, sa règle de conduite lui était venue de Paris sous forme d'un traité tout rédigé, dont le texte, conservé aux Archives des Affaires Étrangères avait été vu et dénoncé par Lémontey²⁹. Au reste, Dubois n'avait jamais compté pour rien l'honneur et l'intérêt de la France; c'était le prix ordinaire des marchés qu'il passait. Si la certitude de sa vénalité attend encore le témoignage d'une pension de cinquante mille écus qui lui aurait été servie par l'Angleterre, la preuve incontestable de sa culpabilité est écrite en toutes lettres dans chacun de ces traités qu'il a signé de son nom : destruction du port de Mardyck, abandon du franc-salé, cession de Pensacola, sacrifice du commerce français. C'était là une méthode à laquelle Maulévrier n'avait ni à répliquer ni à se soustraire. A Madrid, en 1721, comme à La Haye, en 1717, la négociation ne visait qu'à consacrer les droits dynastiques du Régent et ce qu'un diplomate retors avait su dissimuler à la Haye un diplomate naïf l'avait laissé apercevoir à Madrid, d'où cette gronderie de Dubois : « Il s'en faut bien qu'il convienne à M. le Régent de se faire honneur de ce succès; il faut que vous gardiez un profond silence sur ce sujet, afin que l'incertitude du fait et le temps fassent tomber, s'il est possible, cet événement dans l'oubli³⁰. »

Signature
de Dubois

Le blâme de Dubois arriva trop tard pour réparer le mal. Dès le 7 juin, tandis qu'il rédigeait sa dépêche, le roi d'Espagne brûlait d'impatience de publier le traité. Grimaldo avertit Robin

²⁹ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 301, fol. 231 : Lémontey, op. cit., t. I, p. 425, note 2; E. Bourgeois, op. cit., p. 280, note.
³⁰ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 303, fol. 14; Lémontey, op. cit., t. I, p. 425.

qu'il ferait bien de haranguer leurs Majestés. Robin s'exécuta et Philippe V lui répondit : « Ce que vous venez de me dire m'est agréable. Vous savez que votre conduite me l'a aussi été dès le temps de votre arrivée dans ce pays. Je vous sais gré de vos soins, et je les estime. Vous me ferez plaisir de les continuer et de voir toujours le colonel Stanhope pour contribuer de votre part à conclure la Triple-Alliance qui, je crois, sera avantageuse aux trois couronnes. A l'égard de celle que j'ai avec la France, elle est pour l'éternité; c'est avec ma famille³¹. » Et il demanda qu'on procédât sans retard aux signatures. Le 13, dans la soirée, Maulévrier, Stanhope et Grimaldo s'enfermèrent mystérieusement au Palais du Roi et signèrent les articles du traité du 27 mars revisés et traduits dans les trois langues, Stanhope et Grimaldo signèrent seuls le traité particulier entre l'Espagne et l'Angleterre; mais Maulévrier signa avec eux l'article séparé stipulant qu'il aurait la même force que s'il était inséré dans le traité lui-même. Enfin Maulévrier et Grimaldo signèrent seuls une déclaration secrète portant que le traité du 27 mars et ses articles séparés subsistaient dans toute leur force et vertu et auraient leur pleine et entière exécution sans aucune dérogation ni innovation nonobstant et sans préjudice du traité du 13 juin³². Quand furent échangées les dernières signatures, il était minuit.

Maulévrier rentra chez lui, triomphant. Sur son bureau, le courrier Bannières avait déposé les dépêches de Dubois, celle du 7 juin qui contenait un blâme formel et l'ordre de réparer l'erreur commise. Maulévrier, à cette lecture, fut atterré. A la pointe du jour, il courut chez Stanhope et le supplia de ne point insérer dans la Triple-Alliance les articles séparés relatifs au commerce de l'Angleterre. Stanhope, étant Anglais, comprenait avec lenteur mais, finalement, comprenait. Il avait donc fini par comprendre l'avantage qu'il y avait pour l'Angleterre à voir la France garantir les concessions du roi d'Espagne, en conséquence il refusa absolument d'annuler l'article séparé et, n'obtenant rien, Maulévrier dut se résoudre, le 16 juin, à faire l'aveu de sa confusion, il n'y découvrait d'autre compensation sinon que « l'article de la Triple-Alliance qui confirmait la Convention particulière de l'Angleterre et de l'Espagne ne devoit figurer que dans les clauses secrètes du Traité. On pourroit encore le cacher au

Désespoir
de
Maulévrier

³¹ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 302, fol. 146 : Robin à Dubois, 9 juin 1721.

³² Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 302, fol. 156, suiv., fol. 180 : Maulévrier à Dubois, 16 juin 1721.

public³³. » Le jour même, il offrit sa démission et demanda son congé³⁴.

Le Régent le prit au mot, mais se garda de le désavouer. « Je fais travailler aux ratifications, lui écrivit Dubois, pour vous les envoyer sans retardement, afin de consommer absolument une affaire que S. A. R. croit toujours non seulement convenable, mais qu'elle regarde comme très importante pour prévenir l'effet des mouvements que la Cour de Vienne continue à se donner pour engager de nouveau celle d'Angleterre dans ses intérêts, et cette considération l'a emporté dans l'esprit de S. A. R. sur la peine qu'Elle a eue de voir que vous n'avez pas compris les ordres qu'elle vous a fait donner le 7 de mai de n'entrer que par de simples offices dans la négociation des points qui ne regardent que les intérêts de l'Espagne et de l'Angleterre respectivement. Elle a été surprise et je l'ai été aussi que vous ayez fait les plus grands efforts pour y faire intervenir le Roi, quoiqu'Elle vous eût fait expliquer jusqu'à quel point elle vouloit y entrer. Mais c'est une affaire finie et, si cet accident peut avoir des inconvénients, la chose est si bonne et avantageuse dans le tout qu'il faut se consoler de ce qui manque à sa perfection³⁵. »

Rati-
fications

Le 9 juillet, Maulévrier et le colonel Stanhope signèrent un nouvel article séparé qu'ils datèrent du même jour que le traité d'alliance. Il portait qu'on prendrait de concert la première occasion convenable pour inviter les États-Généraux des Provinces-Unies à entrer dans cette alliance pour maintenir et conserver la paix et la tranquillité de l'Europe. Le roi d'Espagne refusa de signer cet article. Nouveau déboire pour Maulévrier qui jura qu'on ne l'y reprendrait plus. « Je ne crois pas que de ma vie je puisse me démêler du métier de la négociation que je n'ai jamais fait. M. Robin et moi, sommes dans une tristesse qui nous ôte toute liberté d'esprit³⁶. » On lui donna un successeur, mais quand il fut question de partir, Philippe V prit un ton si menaçant qu'on n'osa insister³⁷.

Le jour où furent échangées les ratifications, Stanhope pré-

³³ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 302, fol. 156, suiv., Maulévrier à Dubois, 16 juin 1721.

³⁴ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 302, fol. 186 : Maulévrier à Dubois, 16 juin 1721.

³⁵ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 302, fol. 175 : Dubois à Maulévrier, 24 juin 1721.

³⁶ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 303, fol. 14 : Maulévrier à Dubois, 10 juillet 1721.

³⁷ P.-E. Lémontey, op. cit., t. I, p. 424.

senta au roi d'Espagne une lettre de Georges I^{er} datée du 1^{er} (=12) juin et ainsi conçue :

« Monsieur mon frère, j'ai appris avec une extrême satisfaction, par le rapport de mon ambassadeur à votre Cour, que V. M. est enfin résolue de lever les obstacles qui pour quelques temps ont retardé l'entier accomplissement de notre union. Puisque par la confiance que V. M. me témoigne, je puis regarder les traités qui ont été en question entre nous comme rétablis, et qu'en conformité les pièces nécessaires au commerce de mes sujets auront été extradées, je ne balance plus à assurer V. M. de ma promptitude à la satisfaire par rapport à sa demande touchant la restitution de Gibraltar, lui promettant de me servir des premières occasions favorables pour régler cet article du consentement de mon Parlement; et pour donner à V. M. une preuve ultérieure de mon affection, j'ai ordonné à mon ambassadeur aussitôt que sera terminée la négociation dont il a été chargé, de proposer à V. M. de nouvelles liaisons de concert et conjointement avec la France, convenables dans les conjectures présentes non seulement à affermir notre union, mais à assurer le repos de l'Europe. V. M. peut être persuadée que, de ma part, j'ajouterai toutes les complaisances possibles et que je me promets d'Elle pour l'avantage commun de nos royaumes. »

La conclusion de ce traité déplaçait l'équilibre de l'Occident. L'Espagne reprenait une importance dont elle semblait à jamais déchuë, elle semblait marcher de pair avec la France et l'Angleterre qu'elle séparait de l'Autriche, brusquement isolée. Ce retour de fortune lui permettait d'entrevoir une révision plus ou moins prochaine des conditions que lui avait imposées la Quadruple-Alliance; cependant elle donnait beaucoup, se laissait tout promettre et ne recevait rien. La France sacrifiait son commerce. Seule, l'Angleterre recevait de toutes mains et, ce qu'elle ne recevait pas, elle le prendrait.

A la paix de l'Occident répondit la paix du Nord. Après avoir réconcilié la Suède avec le Hanovre, la Prusse, la Pologne et le Danemark, la Russie restait hostile et prête aux violences. Lord Townshend obtint du Parlement d'Angleterre un subside de soixante-douze mille livres sterling pour la Suède dont le souverain, Frédéric I^{er} désirait la paix, le Tsar Pierre y consentait, mais il repoussait la médiation de l'Angleterre et n'acceptait que celle de la France. M. de Campredon, ministre de France à Stockholm, se transporta à Saint-Pétersbourg et obtint la réunion d'un congrès à Nystadt, port de Finlande. Une première fois, la flotte avait promené la ruine et l'épouvante sur la côte sué-

Paix
du Nord

doise; à l'été de 1721, elle se livra aux mêmes atrocités afin de rendre les victimes plus accommodantes. Le résultat fut obtenu et le 30 août (= 10 septembre) 1721, la paix de Nystadt livra au Tsar la Livonie, l'Estonie, l'Ingrie, la Carélie et Viborg. La Suède ne sauva que la Finlande; la Russie prenait rang définitif parmi les grandes puissances occidentales. Il ne fut pas fait mention dans le traité de la médiation de la France et l'Angleterre ne recueillit qu'une mention peu obligeante. Entre la Russie et l'Angleterre la situation demeura tendue.

Dubois était disposé à conclure une alliance entre la France, la Moscovie et la Suède, avec l'arrière-pensée d'y admettre la Prusse et le Danemark. Il s'en ouvrit à lord Carteret, ce projet n'eut aucune suite. Dubois, dont l'imagination travaillait sans repos, conçut la pensée d'un traité de commerce avec le Tsar; cette simple idée suffit à émouvoir les Anglais, Schaub questionna et n'obtint que des démentis, le ministre lui affirma que les gens expérimentés étaient d'opinion que la France n'avait rien à gagner de ce côté. En effet, le comte de Rottembourg, à qui un long séjour à Berlin avait appris à connaître ces pays, soutenait que les Moscovites ne recevaient rien des manufactures de France et voulaient être payés de leurs exportations argent comptant. Il combattait aussi par l'énormité des frais le rêve de Dubois, legs du Système, de créer un commerce de caravane avec l'Inde et la Perse par la Russie. Dans un Mémoire sur ces questions, Rottembourg faisait observer que les pelleteries du Canada étaient moins chères que les fourrures de Russie, que les cuirs de Russie pouvaient être tirés de Dantzig, que les soieries de la Perse coûteraient des sommes immenses, que les vins et eaux-de-vie ne se vendraient pas mieux que par le passé.

Le prince Kourakin vint à Paris, vit Dubois quatre fois pendant la nuit et repartit sans obtenir pour Son Maître l'aveu du titre d'Empereur. Pierre I^{er} se le fit offrir par ses sujets.

CHAPITRE L

La poursuite du Chapeau

(27 novembre 1719 — 19 mars 1721)

Gualterio et Lafitau suggèrent une combinaison. — Acquiescement de Dubois. — Présent au Prétendant. — Présents à la Cour pontificale. — Condescendance de Dubois. — Exigences de Clément XI. — Instances de Lafitau. — Refus du Pape. — Contre-coup de la débâcle du Système. — Nouvelles instances et nouveaux refus. — Désistement feint de Dubois. — Intrigue anglaise. — Acquiescement de l'Empereur. — Dubois fait entendre des menaces. — Promesse de Clément XI. — Renonciation de Charles VI. — Résistance de Philippe V. — Envoi du cardinal de Rohan à Rome. — Promesse écrite de Clément XI. — Mort de Clément XI. — Position de Dubois.

Deux jours avant la promotion des dix cardinaux, alors que l'échec de Dubois était certain, Lafitau adressait de Rome à son patron une dépêche chiffrée de nature à ranimer son ardeur. Après avoir tendu la main à Torecy, à Cellamare, à Law, Jacques Stuart expulsé de Lorraine, de France et d'Espagne, éconduit d'Avignon, tenait à Rome l'emploi de « roi en exil », pour lequel il arrachait au Pape, non sans peine¹, une pension de douze mille écus romains. Le Stuart prétendait ne pouvoir soutenir son rang à moins de quatre mille écus par mois et son ami, le cardinal Gualterio, ancien nonce à Versailles, protecteur des églises d'Angleterre, s'ingéniait à découvrir les moyens de combler la différence. En sa qualité de souverain catholique, Jacques exerçait son droit de désignation dans le collège des cardinaux; il en avait usé pour obtenir la promotion d'Alberoni, Gualterio s'avisa de lui faire adopter un nouveau candidat. Par ses soins, Lafitau fut averti que si Dubois pouvait faire payer au Prétendant la pension qui lui avait été promise par le Régent à son départ d'Avignon, l'exilé lui réserverait, en échange, sa nomination au cardinalat².

Gualterio et
Lafitau
suggèrent
une
combinaison

¹ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 586 : La Trémoille au Régent, 31 mai 1718; *ibid.*, t. 589 : La Trémoille à Dubois, 15 novembre 1718.

² Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 600, fol. 146-147 : Lafitau à Dubois, 27 novembre 1719.

Gualterio était un agent sûr. Outre les revenus d'une abbaye, il tirait de la France une pension lucrative en échange de renseignements discrets sur les affaires romaines; on l'écouta volontiers quand il expliqua au Régent que le Pape et le Prétendant « avaient mis en lui toutes leurs espérances³ ». Gualterio et Lafitau ne mettaient pas en doute l'ingéniosité de leur trouvaille. Le cardinal-neveu voulait s'y associer par prévoyance; avant de savoir l'opinion de Dubois, il se rendait chez Jacques Stuart et lui exposait les avantages d'une combinaison qui conservait un privilège de sa couronne et permettait au Souverain Pontife de récompenser un sujet utile et agréable au Saint-Siège⁴. Gualterio vint seconder Albani, aligna des chiffres, proposa d'exiger de la France un versement de trois cent mille livres. Le Stuart fit la grimace, s'évaluant à plus haut prix, suggéra une pension annuelle et débattit ses intérêts; mais la nuit porte conseil, et il se trouva le lendemain matin qu'il ne réclamait rien, ne souhaitait rien, sinon d'avoir la consolation de voir Dubois cardinal⁵.

Acquiesce-
ment
de Dubois

Celui-ci ne se pressait pas autant. La proposition était séduisante mais le laissait perplexe. Il n'ignorait pas que Georges I^{er} n'était pas d'humeur à tolérer l'exercice de ce droit de nomination à son rival, il savait en outre que l'intervention du roi de la Grande-Bretagne à Vienne pourrait redevenir utile, en sorte qu'« il ne pourroit convenir, répondait-il, au personnage que j'ai fait dans les affaires de l'Europe de paroître avoir dans ces temps-ci concerté mes avantages particuliers par ce canal, quelque bonne volonté, quelque compassion et quelque zèle que je puisse avoir dans le cœur en faveur de cette personne⁶. Il faut donc ou abandonner cette idée ou la retourner de manière qu'elle soit entièrement déguisée et impénétrable⁷. » Dubois se gardait bien de l'abandonner. « La seule personne, ajoutait-il, qui peut trouver des expédients qui conviendroient est le cardinal Gualterio en la sagesse et la droiture desquelles j'ai une telle confiance... que je le prie très humblement de vouloir être l'archi-

³ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 601, fol. 146 : Lafitau à Dubois, 27 novembre 1719.

⁴ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 606, fol. 95 : Lafitau à Dubois, 9 janvier 1720.

⁵ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 607, fol. 234 : Lafitau à Dubois, 24 février 1720.

⁶ Dans la correspondance secrète, le Prétendant était désigné sous le nom de la personne principale ou plus simplement la personne.

⁷ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 606, fol. 273 : Dubois à Lafitau, 7 février; C. de Sévelinges, op. cit., t. I, p. 302; Seilhac, op. cit., t. II, p. 230.

tecle de cet ouvrage. » Pour plus de sûreté, Dubois ébauchait une combinaison pour tirer parti des Stuarts sans indisposer les Hanovre. A la remise du chapeau on payerait au Pape un pot-de-vin de trois cent mille livres; celui-ci les donnerait au Prétendant comme venant de sa générosité, le Prétendant touché de cette grâce donnerait le chapeau de cardinal à Alexandre Albani, deuxième neveu du Pape, qui attribuerait à Dubois la pourpre jusque-là destinée à son neveu.

Toute cette combinaison, ou si l'on veut, ce marché simoniaque était si ingénieux qu'il ne semblait pas pouvoir manquer. L'indigence de Jacques Stuart, l'avidité de Gualterio, l'ambition de Dubois répondaient de tout. « Il ne tiendra pas à moi, écrivait Jacques à Dubois, que vous n'ayez au plus tôt la grâce qui vous est si justement due par rapport à votre mérite personnel. J'en ai conçu une si grande idée, que je me suis déterminé sans peine à faire les démarches nécessaires de ma part me rapportant du reste à ce que votre bon cœur, votre bon esprit, et votre bon amour pour la justice vous inspireront dans la suite⁸. » Il existe des gens avec lesquels la reconnaissance est la plus onéreuse de toutes les traites. Jacques Stuart tirait à vue non seulement sur Dubois mais encore sur le Régent. « Les effets, disait-il dans la lettre qui vient d'être citée, prouvent plus que les paroles le désir que j'ai de faire plaisir à votre maître et à vous-même, et je ne négligerai certainement rien pour me conserver l'amitié du premier, et pour mériter vos bons offices auprès de lui. » Le premier de ces bons offices fut l'envoi par courrier le 27 mars au Prétendant d'un cadeau de cinquante mille écus romains, quittes de change, qui représentaient alors à Paris plus d'un demi-million. « Je supplie très humblement Votre Éminence, écrivait Dubois à Gualterio de faire agréer à cette personne que je m'abstienne d'écrire. Je demande cette grâce par ménagement pour ses intérêts et par des raisons essentielles pour son service. Je suis comblé de sa générosité... Vous verrez le premier effet de mes soins. Si petit que soit le secours que j'ai obtenu, il viendra régulièrement. Je prendrai de profondes mesures pour travailler aux autres choses de plusieurs espèces, et je ne vous ferai confidence de ma sape que lorsque j'aurai fait quelque chose qui puisse être utile... Je ne veux d'autre récompense que celle de satisfaire les sentiments dont je suis pénétré⁹. » On s'y fut mépris si, à la

Présent
au
Prétendant

⁸ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 334, fol. 184 : Jacques Stuart à Dubois, 4 mars 1720; C. de Sévelinges, op. cit., t. I, p. 317.

⁹ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 607, fol. 352 : Dubois à Gualterio, 27 mars 1720; C. de Sévelinges, op. cit., t. I, p. 323.

suite, n'était venu cet avertissement : « Sa Sainteté veut m'amuser, et je ne veux pas l'être davantage. Elle veut tirer des avantages ultérieurs et faire des marchés conditionnels... Mais je croirois ternir mon ministère et faire une contenance indécente, si je continuois à être si longtemps suppléant et postulant¹⁰. »

Présents
à la Cour
pontificale

En effet, dès que Clément XI avait vu renaître l'ambition de Dubois, il avait pensé à accroître ses exigences. Dès le mois de février, il demandait une promesse écrite du Régent d'intervenir en faveur des droits que le Saint-Siège faisait valoir au Congrès de Cambrai sur les territoires de Parme et de Plaisance. A cette demande il n'avait obtenu de Dubois que cette réponse : « Je ferai mon devoir avec tant de fidélité et de zèle, que j'espère qu'ils seront à l'épreuve du dégoût même qu'un honnête homme doit trouver à ce que l'on marchande toujours avec lui et qu'on ne lui fasse aucune grâce... qu'en voulant la lui faire acheter¹¹. » Cette verte riposte s'explique par la conviction robuste de Dubois que l'argent et les cadeaux devaient suffire à tout, sans y mêler la politique. L'acquisition du chapeau n'est à ses yeux, qu'une affaire de courtage sur laquelle il ne lésine pas, car c'est la France qui paie. Il écrit au cardinal Gualterio : « Mandez-moi à quoi s'attendrait le cardinal Albani, afin que je me mesure et m'explique bien nettement¹². » Il écrit à Lafitau d'acheter le mobilier du défunt cardinal de la Trémoille et d'en faire présent au cardinal Corradini¹³. Mais Lafitau, qui songe à tout, indique que le Pape n'est pas invulnérable; pour le prendre par son faible, il faudrait, dit-il, envoyer deux ou trois caisses de livres de *l'Impression du Louvre* bien reliés. « Sa passion est de se faire une bibliothèque¹⁴. » Qu'à cela ne tienne. « Soins, offices, gratifications, estampes, livres, bijoux, présents, toutes sortes de galantries, répond Dubois; chaque jour verra quelque chose de nouveau et d'imprévu pour plaire et pour surprendre : c'est le fond de mon naturel; c'est ainsi que je me suis conduit toute ma vie, les plus grandes puissances de l'Europe l'éprouvent. Si Sa Sainteté le veut, il n'y aura aucun jour de sa vie qu'elle en reçoive de moi quelque consolation, et quelque amusement qui lui fera

¹⁰ Ibid., C. de Sévelinges, op. cit., t. I, p. 326.

¹¹ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 607, fol. 352 : Dubois à Gualterio.

27 mars 1720; C. de Sévelinges, op. cit., t. I, p. 315.

¹² Ibid., C. de Sévelinges, op. cit., t. I, p. 316.

¹³ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 608, fol. 83 : Dubois à Lafitau, 24 mars 1720.

¹⁴ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 601, Lafitau à Dubois, 27 novembre 1719.

attendre chaque poste avec impatience; ses désirs n'iront pas si loin que mon industrie¹⁵. » Dubois consentait volontiers à recourir au savoir-faire du jeune évêque de Sisteron pour ces présents, dont le détournement de leur destination était impossible, par contre il évitait de le charger des managements de fonds dont Lafitau serait trop tenté de détourner une partie pour satisfaire à ses propres prodigalités. Le répugnant marchandage auquel se livrait l'entourage du Souverain-Pontife est raconté en ces termes à propos du subside envoyé par Dubois au Prétendant : « J'avois promis au Pape qu'au moment où il auroit fait ce que S. A. R. attendoit de lui, je lui ferois toucher une somme d'argent dont je lui spécifierois toute la valeur. Cette ouverture fut écoutée avec plaisir, et j'entrevis parfaitement que si elle étoit bien ménagée, elle allait infailliblement produire son effet. C'étoit aussi l'idée de M. le cardinal Albani. J'écrivis, le 4 avril, qu'on fit venir cet argent, afin que je pusse le montrer au Pape, bien assuré que quand il se trouveroit en état de s'en rendre maître, la tentation seroit si violente qu'il y succomberoit, mais aussi qu'il ne falloit pas donner un sou jusqu'à ce que l'affaire fût finie¹⁶. » Albani était d'autant plus vigilant qu'il continuait à recevoir chaque année trois cent mille livres sous la seule condition que Rome ne contrarierait pas les tempéraments de la paix janséniste et il possédait la promesse écrite d'un riche présent au moment de la promotion. Lafitau mit cet engagement sous les yeux du Pape qui s'attendrit et réclama aussitôt une somme considérable sous le nom de « droit de propine », pourboire de quinze pour cent sur l'expédition des bulles.

Puisque sa candidature n'était qu'un perpétuel marchandage, Dubois recourait parfois à des avertissements de nature à donner à réfléchir. « Les courriers qui vont de Paris à Rome, disait-il, ne s'en vont pas les mains vides, comme ceux qui viennent de Rome à Paris¹⁷. » La pourpre de Dubois avait pris aux yeux de Clément XI une valeur budgétaire; vieillard fin et habile, le Pape voulait tirer de cette ambition tout ce qu'elle pouvait rendre de profits pécuniaires et politiques. Pendant que son neveu Alexandre Albani mettait son concours au plus haut prix possible, Clément XI prétendait faire servir Dubois à sa rançune contre

Conde-scen-
dauce
de Dubois

¹⁵ Dubois à Lafitau, 22 juin 1720, dans C. de Sévelinges, op. cit., t. I, p. 341; P.-E. Lémontey, op. cit., t. II, p. 11-12.

¹⁶ Lafitau à Pecquet, 17 décembre 1720, dans P.-E. Lémontey, op. cit., t. II, p. 10.

¹⁷ Dubois à Lafitau, 24 mars 1720; V. de Seilhac, op. cit., t. II, p. 241-242, note 29.

Alberoni. Fugitif et impuissant, celui-ci redoutait la colère du vieux pontife qui voulait que la république de Gênes lui livrât l'indigne afin de le faire passer en jugement pour « le dépouiller de la pourpre et procéder ensuite contre sa personne¹⁸. » Pour y réussir Clément réclamait l'appui de la France afin de surmonter la résistance du Sénat de Gênes¹⁹. Le Conseil de Régence estimait cette intervention dégradante²⁰. Dubois ignorait ces scrupules; ayant, à l'entendre, si fort à cœur de combler la mesure et de prouver à Sa Sainteté son entier dévouement, il arracha au Régent la promesse d'écrire au Sénat de Gênes pour appuyer la requête pontificale²¹; en outre, le chargé d'affaires de Gênes en France reçut l'invitation de faire savoir « que le Roi s'intéressait à ce que Sa Sainteté avoit fait demander à la République..., il sauroit donc gré de la satisfaction qu'on lui donneroit. Sa Majesté étoit si unie au Saint-Siège et à Sa Sainteté qu'Elle s'intéressoit à tout ce qui la regardoit, comme si cela touchoit sa personne et son royaume²². » Dubois fit plus encore, il ébranla Scotti à Madrid et Pendtenriedter à Paris et conclut triomphalement : « Voilà tout ce que le Pape pouvoit désirer de S.A.R. dans un cas qui intéressoit sa générosité, et dans une matière très délicate, accordée selon son désir et au-delà de ce qu'il y avoit lieu d'espérer²³. »

Exigences
de
Clément XI

Clément XI ne refusait pas le chapeau si convoité, il en retardait indéfiniment la concession afin d'exploiter une ambition résignée à tout. Dubois, aveuglé, se soumettait à chaque nouvelle exigence et, dès le mois d'avril 1720, la tactique pontificale était nettement arrêtée²⁴. Chaque concession était suivi d'une exigence nouvelle. Le Pape voulait un Congrès où ses représentants seraient admis à faire valoir les droits pontificaux sur les duchés de Parme et de Plaisance et à plaider la conservation de Castro et Ronciglione; cependant les Italiens les plus avisés doutaient qu'on

¹⁸ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 608, fol. 5 : Lafitau au Régent, 5 mars 1720.

¹⁹ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 608, fol. 84 : Dubois à Lafitau, 24 mars 1720.

²⁰ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 608, fol. 84 : Dubois à Lafitau, 24 mars 1720.

²¹ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 608, fol. 95 : Le Régent à Lafitau.

²² Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 608, fol. 84 : Dubois à Lafitau, 24 mars 1720.

²³ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 608, fol. 85 : Dubois à Lafitau, 24 mars 1720.

²⁴ Gualterio à Dubois, 7 et 8 mai 1720, dans C. de Sévelinges, op. cit., t. I, p. 333.

leur ouvrit l'accès de ce Congrès, à moins que Dubois ne s'entremît en leur faveur, auquel cas la reconnaissance du Pape lui était assurée²⁵. Aussitôt Dubois s'adressait à lord Stanhope, le priant de consentir à recevoir au Congrès les délégués du Saint-Père²⁶; et le Pape mécontent de ne rien obtenir dans la question des duchés répondait à ce « mauvais vouloir », ainsi qu'il l'appelait, par des difficultés de forme sur l'indult pour l'archevêché de Cambrai²⁷. Alors Dubois s'emportait : « La Cour de Rome, écrivait-il à Lafitau, est un labyrinthe dont nous ne sortirons peut-être jamais. On compte pour rien les services reçus, et on ne promet que pour en obtenir de nouveaux, on consume la vie des aspirants; il n'est ni d'un homme sensé, ni d'un homme d'honneur de passer sa vie dans ce purgatoire²⁸. »

Pendant que Dubois se trémoussait dans le purgatoire de la candidature, l'imagination fixée vers le paradis du cardinalat, il n'oubliait pas « que le naturel du Pape est très opposé à la décision dans les moindres choses », et s'arrêtait un moment à une combinaison qu'il jugeait devoir être efficace. « Il est bon que vous examiniez, disait-il à Lafitau, si les trois cent mille livres offertes au roi d'Angleterre au lieu d'être données pour les usages de ce prince, étaient distribuées dans la famille du Pape, elles feraient conclure l'affaire plus facilement²⁹. » Lafitau s'en tint au Prétendant, moins onéreux et plus maniable que les neveux du Pape et leurs maîtresses. Toute occasion lui était bonne pour rappeler au Saint-Père les avantages solides qu'offrait la nomination de Dubois. Un jour que Clément XI s'avouait dans l'impossibilité de subvenir plus longtemps au train de vie de l'exilé, Lafitau insistait sur l'opportunité d'un choix qui l'exonérerait, mais après l'avoir laissé dire, le Pape, une fois de plus se dérobait³⁰.

Instances
de Lafitau

Le Prétendant ne se refuse aucune platitude. « Pour gagner mon point, dit-il, je me suis soumis jusqu'à des bassesses, et s'il

Refus
du Pape

²⁵ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 609, fol. 107 : Lafitau à Dubois, 1^{er} avril 1720.

²⁶ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 332, fol. 19 : Dubois à Destouches, 10 juillet 1720.

²⁷ Dubois à Lafitau, 14 mars 1720, dans V. de Seilhac, op. cit., t. II, p. 128, 237.

²⁸ Dubois à Lafitau, 7 avril 1720, dans P.-E. Lémontey, op. cit., t. II, p. 12.

²⁹ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 607, fol. 348 : Dubois à Lafitau, 14 mars 1720.

³⁰ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 609, fol. 111 : Lafitau à Dubois, 1^{er} avril 1720.

est nécessaire je m'y soumettrai encore; car elles changent de nom quand elles servent à la reconnaissance³¹. » Il veut gagner consciencieusement ses cinquante mille écus, va trouver le Saint-Père, se plaint doucement des refus et des retards qu'on oppose à sa demande, Clément XI qui a réponse à tout, réplique que le droit de présentation reconnu aux couronnes, n'enlevait pas au Souverain Pontife son droit de décision; or il n'était pas satisfait du candidat et tenait le Régent pour le plus grand ennemi que l'Église et le Saint-Siège eussent alors. N'ayant plus qu'un souffle de vie, le Saint-Père lanternait tout le monde, car il s'était promis à lui-même de ne plus commettre la faute qui avait introduit dans le Sacré-Collège Alberoni. Toute excuse lui était bonne pourvu qu'elle l'aidât à gagner du temps. Il ne pouvait, à l'en croire, créer un cardinal français sans faire la même grâce à l'Autriche et à l'Espagne, ce qui l'obligeait à attendre trois vacances. Dubois n'en croyait rien, et pour gagner l'Espagne et l'Autriche signait avec la première le traité de Madrid pendant que l'Angleterre pèserait sur l'Autriche, et afin de ne pas déplaire à cette dernière puissance la diplomatie française se déroba aux avances de la Porte ottomane, à celles du Tsar et aux conventions esquissées avec la Prusse.

Contre-coup
de la
débâcle
du système

Lafitau avait été admis trop longtemps dans le cercle intime du Pontife pour accorder la moindre créance aux prétendus scrupules de Clément XI; il l'alla trouver et le serra de si près que le vieillard finit par dire : « Si vous prenez un peu de patience, je vous réponds que vous aurez ce chapeau pour M. l'abbé Dubois, mais si vous me pressez davantage, vous me ferez mourir de chagrin, et vous me mettrez par ma mort hors d'état de le lui donner³². » Une défaillance, un évanouissement mirent fin à l'audience, et il semble que le vieillard ait goûté une sorte de plaisir à jouer ainsi ceux, dont sa vigueur épuisée, ne lui permettait plus de repousser les instances. Il lui fallait tenir tête à Lafitau, à Gualterio, à Jacques Stuart, à ses neveux qu'il ne pouvait chasser ni disgracier. A Gualterio, le Pape se plaignait du famélique exilé, qui dévorait ses revenus et ne le payait que de tracasseries. Devant le consistoire abasourdi, il dép'orait d'avoir nommé déjà trop de cardinaux français, « criait » (c'est le terme dont use Gualterio), contre le cardinal de Noailles, griffait en passant le cardinal de Mailly et concluait qu'il ne pouvait obliger les cou-

³¹ Bibliothèque de l'École Sainte-Genève, Anecdotes sur l'élévation de Dubois, t. III, fol. 257.

³² C. de Sévelinges, op. cit., t. I, p. 334.

ronnes à attendre³³. La raison de cette vive attaque nous est livrée par Lafitau, « L'édit du 21 mai, voilà le coup de massue qui fut porté à l'affaire du chapeau. Le Pape, entendant dire qu'il n'y avait plus d'argent en France, désespéra d'en recevoir aucun secours³⁴. » Cependant les finances pontificales étaient en pire condition que les nôtres, et la nécessité de faire un présent à l'occasion des couches de la femme du Prétendant obligea Clément XI à écouter la promesse du tentateur Lafitau, d'une somme de vingt mille écus romains au moment où il donnerait l'engagement écrit du chapeau et la perspective de trente mille autres le jour de la promotion³⁵. Une négociation aussi regrettable était conduite en même temps sur un autre théâtre. Alexandre Albani, neveu de prédilection du Pape, ancien colonel de dragons devenu d'Église, résidait à Vienne en qualité de nonce à la Cour impériale. C'était un libertin, joueur, endetté, dépravé et encore hésitant entre le mariage et les ordres sacrés. Ce dernier parti eut fait de lui, pour Dubois, un concurrent redoutable. Le ministre français n'imagina rien de plus efficace que l'envoi à Vienne d'un joaillier de Paris, appelé Levieux, chargé d'entretenir l'irrésolution de don Alexandre et de faire diversion aux pensées sérieuses par les galanteries ruineuses.

A peine sacré archevêque de Cambrai, Dubois parut saisi d'une ardeur nouvelle vers la conquête du chapeau. Le 22 juin, le Régent écrivit au Pape pour lui rappeler « qu'il est dû à Sa Majesté une compensation des chapeaux accordés extraordinairement à l'Empereur et au roi d'Espagne », en conséquence il demandait la même grâce pour Dubois et « je ne verrois qu'avec peine, disait-il en terminant, les nouveaux délais que Votre Sainteté apporterait à m'accorder la grâce que je lui demande³⁶. » A la même date, Dubois informait Lafitau d'une indiscretion commise à Vienne par don Alexandre et se répandait en promesses alléchantes; les cardinaux de Rohan et de Bissy s'associaient à la demande du Régent. Bissy souscrivait un mémoire qui lui aura été donné tout rédigé, dans lequel il s'inquiétait de la pacification de l'Église si Dubois ne se chargeait de tirer tous

Nouvelles
instances

³³ British Museum, Papiers de Gualterio, Gualterio à Dubois, Rome, 7 mai 1720.

³⁴ Lafitau à Pecquet, 17 décembre 1720, dans P.-E. Lémontey, op. cit., t. II, p. 18.

³⁵ Lafitau à Dubois, 31 décembre 1720, dans P.-E. Lémontey, op. cit., t. II, p. 19.

³⁶ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 613, fol. 75 : Le Régent au Pape, 22 juin 1720.

Refus
du Pape

les fruits de la *Déclaration*, ce qu'il ne pouvait faire que pour autant qu'il serait honoré de la pourpre; alors seulement il pourrait « agir tête levée dans toute l'étendue de son zèle et de ses bonnes intentions sans craindre qu'on lui imputât des vues intéressées³⁷. » Don Alexandre plaidait avec insistance auprès du Pape et suggérait à Dubois une manœuvre dont il jugeait le succès infaillible³⁸. Le Régent écrivait, conformément au modèle dressé à Vienne, une dépêche de promesses et de menaces que le nonce Alexandre Albani transmettrait confidentiellement à Rome. La combinaison parut admirable à Dubois. « S. A. R. vous écrit la lettre que vous lui avez dictée et remet entièrement en vos mains le succès de cette affaire ...d'où dépend l'opinion qu'elle conservera à l'avenir des bontés ou de l'indifférence de Sa Sainteté à son égard. Vous voilà donc, Monsieur, l'architecte de mon élévation³⁹. » L'architecte en fut pour son plan et Dubois pour ses compliments. Clément XI répondit « que la France devoit attendre une nouvelle promotion, les trois places alors vacantes dans le Sacré-Collège étant destinées et promises⁴⁰. » Le gascon Lafitau, n'ayant plus rien à promettre et à offrir à ce Pape qui recevait toujours et ne rendait jamais, avait imaginé de lui représenter Dubois sous les traits d'un pasteur des âmes. « Je promenai longtemps le pape dans le diocèse de Cambrai, raconte-t-il; je lui en fis la description sans l'avoir jamais vu, et sans l'avoir jamais entendu faire à personne; je lui racontai les voyages que vous y deviez faire trois fois l'année, comme s'ils étoient déjà faits; je lui parlai du nombre, de la sagesse et de la saine doctrine de vos grands vicaires, de celui que vous teniez auprès de vous⁴¹. » Le tout en pure perte. Lorsque Dubois connut le refus adressé à don Alexandre, il eut un instant de lassitude. « Puisque le Pape, manda-t-il à Lafitau, ne peut accorder la grâce tant de fois sollicitée, dans le temps qu'elle lui seroit utile [à raison du Congrès], et que je ne recueillerois pas le principal fruit que j'en espérois, je ne dois plus ambitionner cet honneur. » Il ne fallait

³⁷ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 614, fol. 262 : Bissy au Pape, 15 août 1720.

³⁸ Arch. des Aff. Étrang., Vienne, t. 136, fol. 139 : Levieux à Dubois, 22 juin 1720.

³⁹ Arch. des Aff. Étrang., Vienne, t. 136, fol. 117 : Dubois à Alexandre Albani.

⁴⁰ Levieux à Dubois, 20 août 1720, dans *Anecdotes sur l'élévation de Dubois*, t. III, fol. 243.

⁴¹ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 614, fol. 58 : Lafitau à Dubois, 9 juillet 1720.

plus parler de rien à Sa Sainteté ni à personne, ne plus lui en écrire à lui-même⁴² (15 août).

Le désintéressement du candidat était une de ces malices auxquelles personne n'accordait un instant de créance. Quand Dubois laissait entrevoir le mécontentement possible du Régent et les efforts qu'il prodiguerait afin de l'apaiser et de lui faire agréer sa renonciation au cardinalat, il manquait de mesure et prêtait à sourire. Lafitau, piqué, montra la lettre de Dubois et le Pape ne put réprimer l'expression d'une vive contrariété : le Pactole allait-il tarir? Alors Lafitau insinua qu'il avait outrepassé ses instructions, que le désistement n'était qu'un jeu, mais ne put arracher une promesse et emporta l'impression que « dans la première promotion, qui seroit très prochaine, il n'y auroit encore rien⁴³. » Simple précaution prise contre l'éventualité d'un nouvel échec. Du désistement chacun savait qu'il n'était pas et ne pouvait pas être question. Pecquet relançait Lafitau et lui conseilla de « porter le Saint-Père à une plus prompte solution; ...elle prévien-droit d'ailleurs des inconvénients dont on sera fâché dans la suite⁴⁴. » Le Régent faisait savoir au Pape qu'il regardait comme un affront à son gouvernement tout refus plus prolongé⁴⁵, et Lafitau paraissait être l'homme désigné pour parler haut. « J'aurai l'honneur de dire à V. A. R., écrivait-il au Régent, ...que la situation présente de nos affaires en cette Cour demande absolument que V. A. R. parle sur un ton propre à se faire craindre⁴⁶. » A Dubois, il écrivait : « On croit la France abattue, voilà le grand mal. L'essentiel est de parler en gens qui ne sont rien moins que dans l'abattement. Voilà l'unique et le seul remède⁴⁷. »

Pendant ces négociations une intrigue parallèle se poursuivait. Lord Stanhope n'avait pas renoncé à peser sur l'Empereur pour obtenir sa nomination en faveur de Dubois; il est vrai que l'Empereur et ses ministres ne montraient guère de bonne volonté. « Ils sentaient, écrit Saint-Saphorin à Stanhope, de

Désistement
feint
de DuboisIntrigue
anglaise

⁴² Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 613, fol. 64 : Dubois à Lafitau, 15 août 1720.

⁴³ Lafitau à Dubois, 15 septembre 1720, dans C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 350.

⁴⁴ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 615, fol. 41 : Pecquet à Lafitau, 26 août 1720.

⁴⁵ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 616, fol. 178 : Relation de Lafitau sur ses négociations à Rome.

⁴⁶ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 616, fol. 147 : Lafitau au Régent, 30 septembre 1720.

⁴⁷ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 616, fol. 193 suiv. Lafitau à Dubois, 5 octobre 1720.

quelle importance il serait que Dubois eût en partie l'obligation à l'Empereur de son chapeau de cardinal. Cependant n'ayant eu à la dernière promotion qu'un chapeau au lieu de deux qu'ils attendaient, ils persistaient à solliciter avant toute chose ce second chapeau. « Je ne puis le faire sortir de ce retranchement : il y a, disent-ils, cinq ou six vieux cardinaux qui sont à l'agonie; d'abord qu'il y aura une nouvelle place vacante, ce qui ne peut tarder, nous agirons fortement vers la Cour de Rome en faveur de M. l'abbé Dubois⁴⁸. » A Vienne on accueillait avidement tous les bruits fâcheux pour le crédit de Dubois, et Stanhope se trouvait obligé de faire souvenir « combien il y a de connexion entre la faveur et le crédit de M. l'abbé Dubois et notre union avec cette Cour icy ». Dubois avait eu l'adresse de faire croire à Stanhope qu'il ne voulait plus tenter qu'une seule démarche, la dernière. M. de Pendtenriedter lui avait promis d'écrire à Vienne, il fallait que Saint-Saphorin tentât lui aussi un suprême effort⁴⁹. Une étourderie du nonce à Vienne, Alexandre Albani, divulgua l'entente établie entre le Prétendant et Dubois. Celui-ci se crut au moment de perdre les bonnes grâces du roi Georges, nia effrontément avoir sollicité Jacques Stuart et il fut bien entendu que l'indiscrétion d'Albani était imputable au cardinal d'Altheim, ministre impérial à Rome et artisan de brouilleries.

Dubois ne tint pas rigueur à don Alexandre et, à force d'instances, obtint l'admission du neveu du Pape au Congrès, malgré la répugnance de Stanhope et de Georges I^{er} qui ne consentit à donner qu'un consentement verbal⁵⁰. Dès qu'il eut l'assurance qu'Albani pourrait siéger à Cambrai, Dubois lui offrit l'hospitalité dans son palais archiépiscopal.

Acquiesce-
ment de
l'Empereur

Enfin, à force d'instances, la Cour impériale annonça qu'elle agirait en faveur de Dubois auprès du Pape. C'était un grossier artifice et une façon tout autrichienne de se dérober à sa promesse. Saint-Saphorin eut, à ce propos, une explication vive avec Sinzendorf et « j'espère, écrivit-il, que vue la manière dont nous leur serrerons le bouton, ils ne nous échapperont plus⁵¹. » Cette alerte rendait Dubois de plus en plus fébrile. « Impossible,

⁴⁸ Public Record Office, Germany, vol. 214 : Saint-Saphorin à lord Stanhope, Vienne, 6 février 1720.

⁴⁹ Public Record Office, France, vol. 361; Germany, vol. 211 : lord Stanhope à Saint-Saphorin, 1^{er} avril 1720.

⁵⁰ Public Record Office, Germany, vol. 215 : Lord Stanhope à Saint-Saphorin, Pyrmont, 26 juillet 1720.

⁵¹ Public Record Office, Germany, vol. 215 : Saint-Saphorin et lord Cadogan à lord Stanhope, Vienne, 25 septembre 1720.

mande Sutton à Craggs, de parler d'affaires à l'archevêque de Cambrai. On se flattait qu'après l'enregistrement de la *Déclaration* du Roi touchant la Constitution au Grand-Conseil, il pourrait donner quelques moments aux affaires de son département. Mais l'archevêque de Paris, refusant toujours de donner son mandement, « l'archevêque de Cambrai néglige totalement toute autre affaire qui ne sert pas ses vues sur le chapeau pour lequel il se meurt de désir. Il a eu l'heureuse chance d'obtenir, grâce à l'appui de S. M. la recommandation de l'Empereur à la Cour de Rome. Mais d'après certains avis, le Pape aurait l'intention de le tenir dans l'attente et sous sa dépendance, et il l'exclurait de la promotion qu'il va faire très prochainement. Je voudrais que ce procédé pût le guérir de son feu d'ambition; mais il y a plutôt lieu de craindre que l'appât de la pourpre ne le maintienne dans la dépendance du Pape⁵². »

Sutton avait bien prévu. Dubois était résigné à tout supporter et interdisait à Lafitau les paroles trop vives et les gestes irréparables. Sa bassesse naturelle ne ressentait ni surprise ni révolte à prendre pour soi « tout ce qu'il pouvoit y avoir d'amer et de dégoûtant dans la dernière promotion⁵³. » Même il se sentait disposé à apaiser le Régent au cas où celui-ci supporterait difficilement les procédés de la Cour de Rome. Mais ces vœux pour l'Eglise, ces courbettes devant son chef étaient toujours pimentées de quelque menace à peine déguisée. « Je veux espérer, écrit-il, qu'on ne m'imputera pas les inconvénients ultérieurs de la décision pontificale⁵⁴; en tous cas, si S. A. R. croyant avoir quelque lieu de se plaindre personnellement du peu d'égard de Clément à sa recommandation et à ses instances, s'arrête à des résolutions défavorables au Saint-Siège, les occasions ne lui manqueront pas d'écouter son mécontentement⁵⁵. » Aussitôt après la publication du mandement de Noailles, Dubois ne manque pas de faire entendre la même menace. « Voilà donc, écrit-il, la fin des travaux que S.A.R. avait entrepris, dont le parfait succès dépend de la manière dont cet ouvrage sera reçu à Rome. Si Sa Sainteté prend le parti le plus sage, comme il n'en faut

Dubois fait
entendre
des menaces

⁵² Public Record Office, France, vol. 362 : Sutton à J. Craggs, Paris, 13 octobre 1720.

⁵³ Archiv. des Aff. Étrang., Rome, t. 616, fol. 176 : Dubois à Lafitau, 22 octobre 1720.

⁵⁴ Archiv. des Aff. Étrang., Rome, t. 616, fol. 51 : Dubois à Lafitau, 29 octobre 1720.

⁵⁵ Archiv. des Aff. Étrang., Rome, t. 616, fol. 51 : Dubois à Lafitau, 8 octobre 1720.

pas douter, elle verra bientôt l'autorité du Saint-Siège rétablie dans le royaume avec une obéissance générale... Si, tout au contraire, on fait à Rome quelque démarche qui excite de nouveaux mouvemens, on pourra rebuter l'ardeur du zèle de S.A.R. qui est nécessaire pour l'exécution de ce qu'elle a procuré, et on verra des éclats qui ne formeront plus une division de dispute, mais infailliblement un schisme⁵⁶. » Et pendant que Dubois enflait la voix, les « bureaux » lui souhaitaient un échec bien retentissant, le malicieux Pecquet qui avait vu, en peu d'années, cet intrus bouleverser toutes les traditions de la « carrière » lui assaisonnait un plat de sa façon : Si le refus du Pape regarde Dubois personnellement, je crois être assuré qu'il aura la générosité de faire substituer un autre sujet à sa place pour épargner à S.A.R. la mortification de voir sa recommandation sans effet⁵⁷. »

Promesse
de
Clément XI

Après bientôt trois années d'intrigues et de dépenses, on était à ce point. Vers la fin de l'année 1720, une chance nouvelle parut s'offrir au candidat perpétuel. Le cardinal Casoni mourut, unique service que Dubois put attendre de lui. Lafitau voulut livrer une nouvelle bataille, il était impitoyable : « Le Pape, écrivait-il, malade et souffrant, est devenu tellement inaccessible par sa mauvaise humeur, que personne n'ose plus l'aborder. En vérité, je crains qu'il ne meure en désespéré... Il n'est plus homme, lui qui étoit si affable, et son chagrin le transporte tellement, qu'il éclate jour et nuit en invectives contre ceux qui le servent⁵⁸. » Lafitau ne cessa pas de harceler le vieillard, instruit qu'il était par le cardinal Albani des minutes propices. Des scènes de haute comédie se déroulaient dans cette chambre de malade. On rappelait au pontife sa promesse, il faisait signe qu'il ne l'oubliait pas, mais on ne croyait que très peu à son geste et Lafitau se mit en tête d'emporter un engagement écrit. Après une longue résistance, Clément XI céda et le 17 décembre écrivit un billet à Jacques Stuart promettant d'élever Dubois au cardinalat à condition que Vienne et Madrid ne demanderaient pas de compensations⁵⁹.

Renoncia-
tion de
Charles VI

C'était une échappatoire, Lafitau enrageait et redoutait un esclandre. Le billet, qui n'était pas même de la main du Pape, était adressé au Prétendant. S'il venait à être connu, c'était

⁵⁶ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 617, fol. 55 : Pecquet à Lafitau, 27 novembre 1720.

⁵⁷ Dubois à Lafitau, 26 novembre, dans C. de Sévelinges, op. cit., t. I, p. 357.

⁵⁸ Lafitau à Dubois, 26 novembre, ibid., t. I, p. 361.

⁵⁹ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 617, fol. 338.

peut-être le désastre sans remède : que dirait le roi d'Angleterre ? Celui-ci continuait à s'employer infatigablement auprès de son allié l'Empereur qui se détermina finalement à écrire à Pentenriedter : « Vous informerez de notre part le duc Régent ainsi que l'archevêque de Cambrai non seulement combien il nous serait agréable de le voir élever à la dignité de cardinal, mais aussi que nous ne demanderons jamais à Sa Sainteté quelque compensation que ce puisse être à l'occasion de cette promotion⁶⁰. » Pentenriedter communiqua cette pièce à l'intéressé lui disant qu'« elle imposerait beaucoup, asservirait le sacré-collège et apprendrait ce que Rome devait faire⁶¹ ». La renonciation impériale fut envoyée au représentant de l'Empereur à Rome qui en fit part au Saint-Père⁶².

A Madrid, on n'était pas mieux disposé qu'à Vienne envers Dubois, l'auteur responsable de la Quadruple-Alliance et des déboires de la campagne de 1719⁶³. Philippe V haïssait le Régent, méprisait Dubois, laissait dire à son ambassadeur à Rome, le cardinal Acquaviva, qu'il n'accorderait à aucun prix son suffrage sans compensation et Clément XI bénissait cette intransigeance, derrière laquelle il abritait son refus⁶⁴.

Résistance
de
Philippe V

Pour rehausser le prestige de la France, ajouter au luxe et à la recherche des séductions culinaires de l'ambassade, Dubois avait su décider le cardinal de Rohan à aller présider à Rome les dîners que le roi de France offrait libéralement à la noblesse la plus famélique du monde, parmi laquelle, disait le duc d'Antin, « l'on n'a des amis qu'à proportion qu'on est puissant⁶⁵ ». « Je vous prie, écrivait Dubois à Lafitau, d'inspirer au cardinal de Rohan le courage et la hauteur digne de sa naissance et de sa place. Il est plus propre que personne à tout ce que la douceur et l'insinuation peuvent produire, mais peut-être n'a-t-il pas autant de naturel pour les grands coups⁶⁶. » Rohan emportait

Envoi
du cardinal
de Rohan
à Rome

⁶⁰ Arch. des Affaires Étrangères, Vienne, t. 137, fol. 186 : Charles VI à Pentenriedter, 21 décembre 1720.

⁶¹ Arch. des Affaires Étrangères, Rome, t. 624, fol. 40 : Dubois à Lafitau, 20 janvier 1721.

⁶² Arch. des Affaires Étrangères, Rome, t. 624, fol. 44 : Dubois à Lafitau, 21 janvier; ibid., t. 625, fol. 81 : Lafitau à Dubois, 11 février.

⁶³ Arch. des Affaires Étrangères, Parme, t. 6, fol. 248 : Chavigny à Dubois, 6 février 1721.

⁶⁴ Arch. des Affaires Étrangères, Rome, t. 624, fol. 96 : Lafitau à Dubois, 24 janvier.

⁶⁵ Mémoires du duc d'Antin, dans P. Lémontey, op. cit., t. II, p. 21, note 1.

⁶⁶ Dubois à Lafitau, 20 janvier 1721 dans P. Lémontey, op. cit., t. II, p. 21, note 2.

une instruction secrète qui devait lui faire suggérer au Pape de passer outre à la prétention du roi d'Espagne afin de bien affirmer son droit pontifical⁶⁷. Et Lafitau qui pressentait la perte de tous ses soins dont on reporterait le succès sur Rohan ne prétendait pas lui en laisser le bénéfice. C'était un grand coup qu'il méditait, de ceux auxquels Rohan n'était pas propre; mais il osait à peine se flatter de réussir. A travers les défaillances d'une santé qui dépérissait rapidement, le vieillard que les poursuivants traquaient avec un barbare acharnement conservait son sang-froid, rendait guerre pour guerre, stratagème pour stratagème, et déjouait les plus savantes manœuvres, les plus séduisantes tentations. Il ne voulait donner la promesse écrite du chapeau que Lafitau cherchait à lui extorquer qu'à la condition d'y insérer que la France n'agirait pas en faveur du duc de Parme dans ses réclamations sur le duché de Castro et Ronciglione, sans quoi sa promesse serait nulle. « Sa Sainteté m'a déclaré, écrit Lafitau, que si la France lui faisait perdre Castro et Ronciglione, elle dégageait par avance sa parole, pour ne pas récompenser ses ennemis. Mais elle m'a ajouté en même temps qu'en avançant les intérêts du Saint-Siège de ce côté-là, Votre Excellence avait beau jeu pour avancer le temps de sa promotion⁶⁸. »

Promesse
écrite de
Clément XI

Le jour même où Clément XI consentait ce marchandage, se joua une plaisante comédie dans sa propre chambre. L'épouse du Prétendant venait d'accoucher d'un prince. Tandis que toutes les cloches de Rome saluaient sa naissance, le Pape, languissant dans son fauteuil, s'associait à la joie officielle. Ses neveux Albani, le Prétendant, le cardinal Gualterio et Lafitau l'entouraient, tous le priaient d'assurer au futur *defensor fidei* l'appui de la France et les prodigalités de Dubois par une promesse écrite du premier chapeau vacant. Soudain, le gascon Lafitau se précipite à genoux, tend les bras vers le vieux pontife, et les yeux baignés de larmes, crie à tue-tête : « Saint-Père! une parole de vie! une parole de vie! » Le spirituel Clément XI entre dans cette bouffonnerie, joue l'attendrissement, attire une plume et trace la promesse tant désirée⁶⁹ :

⁶⁷ Arch. des Affaires Étrangères, Rome, t. 625, fol. 33 : Instruction secrète au cardinal de Rohan, 20 février.

⁶⁸ Lafitau à Dubois, 14 janvier, dans C. Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 419, 420.

⁶⁹ P. Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 460-462; L. Wiesener, *op. cit.*, t. III, p. 393-394.

« Clément XI pape, à notre très cher fils en Jésus-Christ, salut et bénédiction apostolique⁷⁰. »

« Nous avons un si vif désir de donner à Votre Majesté des preuves éclatantes de notre affection paternelle et distinguée, que nous voudrions bien la satisfaire en créant cardinal, sans délai, M. l'archevêque de Cambrai qu'elle nous a si souvent et si efficacement recommandé. Mais, dans la situation présente, la mesure est impraticable par plusieurs raisons que nous avons plus d'une fois exposées à Votre Majesté, et principalement parce que, après la nomination de tant de cardinaux étrangers, il serait peu convenable d'en créer encore un, sans rendre auparavant, ou du moins en même temps, quelque justice à ce grand nombre de prélats italiens qui ont eu la mortification de se voir préférer ces étrangers dans les dernières promotions, au mépris de leurs longs et fidèles services, soit à Rome, soit en d'autres pays, ainsi que Votre Majesté en est bien informée. Ne pouvant donc faire dès à présent pour Votre Majesté ce que nous voudrions et ce qu'elle-même désire très ardemment, nous prétendons du moins lui déclarer préalablement et confidentiellement par cette lettre de notre main, qu'elles sont nos intentions pour le moment favorable. Pourvu que Votre Majesté nous ait d'avance procuré par écrit les sûretés que nous avons constamment regardées comme des préliminaires indispensables à chaque pas que nous ferions dans cette affaire, et pourvu que ces sûretés, soient données sans équivoque et sans condition par des personnes ayant un pouvoir légitime de le faire, nous promettons de comprendre sans difficulté M. l'archevêque de Cambrai dans la première pleine promotion que nous ferons de prélats et autres sujets à notre choix, dans le cas où il plairait à Dieu, par les vues secrètes de sa providence, de prolonger notre vie pour un tel événement (ce que nous n'espérons, ni ne méritons, ni ne désirons). Il est bien entendu que Votre Majesté persévérera alors dans les dispositions favorables où elle est maintenant pour ledit M. l'archevêque de Cambrai, et non autrement. Nous prions néanmoins Votre Majesté d'observer que la nomination d'un seul cardinal à la fois, telle qu'il arrive souvent d'en faire par des motifs particuliers, ne constitue pas une pleine promotion, et qu'il faut s'en tenir au sens propre et rigoureux de ces paroles... »

Le pape s'était joué de tout le monde. Dubois éclata cette fois :

Mort de
Clément XI

⁷⁰ Archiv. des Aff. Étrang., Rome, t. 624, fol. 103 : Clément XI au Prétendant et le Prétendant à Dubois, 14 janvier 1721; C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. I, p. 422 suiv.

« En vérité c'est un chef-d'œuvre de dextérité que l'engagement que vous avez tiré du pape, le 14 janvier. La discorde l'aurait fabriqué elle-même qu'elle n'aurait pu rien imaginer de pire. M. le Régent est outragé, le Prétendant compromis, et je suis couvert aux yeux de l'Europe de ridicule et de preuves de trahison. Je n'ai plus qu'à souhaiter que cet écrit ne soit vu de personne et qu'il tombe éternellement dans l'oubli⁷¹. » Dubois n'osait pas communiquer au duc d'Orléans la lettre de Clément XI, mais Lafitau le fit rentrer dans son caractère : de cette faveur empoisonnée on essaierait de tirer un profit quelconque. A la nouvelle de la promesse pontificale, le Régent devait écrire au pape, se confondre en remerciements, s'y prendre de telle façon qu'une réponse devînt nécessaire, réponse qui rappellerait au moins incidemment la promesse et alors, enfin, on tiendrait la promesse écrite de la nomination⁷². Dubois avait trouvé son maître, il décida le Régent à écrire dans le sens désiré⁷³, mais Clément XI n'attendit pas cette suprême manœuvre, il mourut le 19 mars 1721.

Position
de Dubois

C'était un désastre, seulement en apparence. Ces deux derniers mois d'intrigues avaient affermi les chances du candidat. Il avait pu craindre le mécontentement du cabinet anglais si son accord avec le Prétendant venait à être connu; les ministres impériaux ne faillirent pas d'en révéler l'intrigue et les Anglais s'en amusèrent. A tout prix, même au prix d'un flirt avec le Stuart, ils voulaient le succès de leur candidat. Il a eu, écrivait Sutton à Stanhope, la recommandation du Prétendant près le pape pour un chapeau, et il l'aurait eu sans la demande que le Cardinal Acquaviva fit d'un autre chapeau pour un sujet d'Espagne « en cas que le pape en voulût conférer un à notre archevêque⁷⁴ ». A Madrid, comme à Londres, Dubois faisait des progrès. L'ambassadeur Maulévrier le servait avec plus de zèle que de finesse⁷⁵, mais derrière ce courtisan peu diplomate travaillait l'abbé de Montchevreuil, aussi délié que son chef l'était peu, insinuant, habile à faire valoir et à conquérir, enfin le jésuite Dau-

⁷¹ Dubois à Lafitau, 29 mars 1721, dans P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 23.

⁷² *Archiv. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 624, fol. 272 : Lafitau à Dubois, 4 février 1721.

⁷³ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 625, fol. 32 : Le Régent à Clément XI, 20 février 1721; C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. II, p. 20.

⁷⁴ *Public Record Office*, France, vol. 362 : Sutton à Stanhope, Paris, 7 février 1721.

⁷⁵ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Espagne, t. 301, fol. 74 : Maulévrier à Dubois, 24 mars 1721.

benton, confesseur de Philippe V, qui dans cette affaire ne voyait qu'un protecteur insigne à assurer à sa Compagnie, gagnait peu à peu sur les préventions de son pénitent contre l'ancien précepteur et le complice du duc d'Orléans. A Parme, Chavigny représentait au duc régnant le futur cardinal comme gagné à ses intérêts, se faisait écouter et croire⁷⁶ au point que le duc de Parme donnait l'ordre à son représentant à l'Escurial de travailler pour l'archevêque de Cambrai.

⁷⁶ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Parme, t. 6, fol. 248-249 : Chavigny à Dubois, 6 février 1721.

CHAPITRE LI

Dubois, cardinal

(26 février — 26 juillet 1721)

Le cardinal de Rohan. — Le conclaviste Tencin. — Ouverture du conclave. — Le cardinal Conti. — L'abbé de Tencin. — Tiraillements. — Conti signe l'engagement. — Il est élu pape. — Éloges de Dubois. — Ultimatum du Régent. — « Œuvre du Saint-Esprit ». — Règlements de comptes. — Dubois continue à acheter les consciences. — Promotion imminente. — Dubois est écarté. — Audience de Rohan. — Lettres de Tencin. — Réponse de Dubois. — Dubois est nommé. — Publié en consistoire et à Paris. — Remise de la barrette.

Clément XI venait d'expirer quand Lafitau traça à Dubois leur future ligne de conduite : « L'essentiel est de faire une bonne capitulation avec le pape qu'on va faire, et de lui demander ce chapeau pour première condition¹. » La fin du pontife ne prenait pas au dépourvu les gouvernements qui étaient depuis longtemps fixés sur les mérites respectifs et les chances des cardinaux les plus signalés en vue de la tiare. Dubois, prévoyant un conclave, voulait y faire prévaloir son influence et décider les cardinaux sujets de l'Espagne, de Venise et de Gênes, du Grand-Duc de Toscane et du duc de Parme à agir de concert avec le représentant de la France. Celui-ci ne pouvait être Lafitau, dont les mœurs décriées n'offraient sans doute rien de plus respectable que celles du cardinal Bentivoglio, mais à qui son titre épiscopal n'ouvrait pas les portes du conclave². Dubois ne fut pas embarrassé et son choix se porta sur Armand-Gaston de Rohan, cardinal, évêque de Strasbourg et grand aumônier de France. Sa mère, la princesse de Soubise avait été aimée de Louis XIV avec assez de décence et d'ardeur pour que le cardinal laissât croire volontiers que du sang royal coulait dans ses veines; à

Le cardinal
de Rohan

¹ Lafitau à Dubois, 19 mars 1721, dans C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. II, p. 37.

² Il s'y glissait la nuit à l'aide d'une fausse clé. Lafitau à Dubois, 5 mai, dans Lémontey, *op. cit.*, t. II p. 42.

cette vanité ne contredisaient pas ces dons extérieurs qui lui avaient valu le sobriquet de « la belle Éminence ». Fastueux, accueillant, poli, séduisant, mais toujours avec mesure et nuance, sans fadeur comme sans esprit, mais capable et désireux de faire valoir une science superficielle au moyen d'une élocution facile. Les devoirs religieux le préoccupaient moins que les soucis mondains, on vantait sa science qui était courte, sa beauté qui était parfaite, ses soupers qui étaient exquis, mais nul ne songeait à parler de sa piété. C'était un courtisan qui, n'ayant pas su proportionner son ambition à ses talents, s'était voué aux complaisances. Il avait refusé d'avertir le feu Roi de la gravité de son mal, mais il avait sacré Dubois au Val-de-Grâce, et Dubois, l'ayant eu pour complice, pensa lui faire honneur en le faisant son courtier.

Le
conclaviste
Tencin

Rohan quitta Paris le 26 février, porteur de la lettre du Régent à Clément XI³ et prit la route d'Allemagne, afin d'éviter la Provence et les trop longues quarantaines. Il cheminait depuis un mois quand on apprit en France la mort du Pape (28 mars); aussitôt Dubois fit savoir de la part du Régent aux cardinaux de Bissy, de Polignac, de Gesvres et de Mailly qu'ils se disposassent au voyage de Rome⁴. Deux jours après on sut que Polignac, accablé de dettes criardes à Rome, n'osait s'y montrer, que Gesvres impotent, Mailly convalescent, Noailles presque excommunié ne s'y rendraient point tandis que Bissy prenait le chemin de Strasbourg avec peu de suite et beaucoup d'argent⁵. Il emmenait un conclaviste chargé de faire aboutir la négociation dans laquelle Lafitau n'avait récolté que des échecs, ce conclaviste se nommait Pierre Guérin de Tencin, dauphinois, âgé de quarante ans à peine. En cette même qualité, il n'avait fait qu'entrevoir Rome au conclave de Clément XI et, depuis, avait su collectionner le bénéfice de Vézelay, le doctorat en Sorbonne, le grand-vicariat de Sens et les actions de la banque de Law dont il fut le catéchiste⁶. Dès lors, sa réputation fut établie et Dubois jeta les yeux sur un personnage presque aussi taré que lui-même, pour l'appliquer à son grand dessein. Bissy eut, dit-on, « un peu de peine à digé-

³ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 625, fol. 154 : Dubois à Lafitau, 4 mars 1721.

⁴ J. Buvat, *Journal de la Régence*, t. II, p. 230; 28 mars 1721.

⁵ J. Buvat, *Journal*, t. II, p. 231-232, 234, 235; Mathieu Marais, *Journal et Mémoires*, t. II, p. 112.

⁶ Au sujet du procès dont parle Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. XVII, p. 298-300, où Tencin est accusé d'avoir nié un marché signé par lui, on en peut douter puisque M. Marais, son adversaire, raconte ce procès et ne dit rien de ce coup d'éclat. M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 108, 112, 114.

rer qu'on lui associât l'aumônier de Jean Law et un homme qui sortait de la rue Quincampoix⁷ », quoiqu'il en soit ils entrèrent à Rome le 27 avril.

Rohan s'y trouvait depuis le 31 mars et s'était mis à la tête de la faction française dès ce jour-même où s'ouvrait le conclave. Parmi les *papabile*, Tanara et Gozzadini avaient « l'exclusive » comme trop livrés à l'Empereur, Corsini comme trop ignorant et de mœurs relâchées; Albani, camerlingue et neveu du pape défunt était trop jeune, mais assez prudent pour ne vouloir qu'un vieillard et il faillit réussir par surprise à faire élire le cardinal Paulucci dont la décrépitude promettait une vacance pas trop éloignée. Mais le cardinal d'Alheim donna « l'exclusive » à Paulucci⁸ et on commença à prononcer le nom du cardinal Conti.

Ouverture
du conclave

Celui-ci paraissait offrir des garanties sérieuses; « sa naissance avait un peu suppléé à ses talents⁹ », mais on ne pouvait lui reprocher rien que de vague, nul attachement à l'Empereur, nulle opiniâtreté, et on pouvait attendre de sa condescendance un acquiescement sans réserve aux vœux de Dubois qui commençait à redouter le ridicule. « La demande plusieurs fois réitérée par Mgr le Régent d'une grâce en ma faveur, mandait-il à Gualterio, est devenue si publique dans l'Europe que la gloire et la dignité de S.A.R. recevraient quelque atteinte si elle n'avait aucun lieu. Ce seroit une grande raison de souhaiter qu'il se pût prendre quelque mesure pour engager le successeur du Pape à acquitter cette promesse¹⁰. » Et le surlendemain, il priait Rohan « d'examiner ce qui peut se faire pour S.A.R. à ce sujet avant ou dans l'élection du Pape¹¹ ». Rohan travaillait et rendait compte des progrès accomplis, se louait d'Albani qui se décidait enfin à aller « bon jeu, bon argent ». La métaphore est jolie! Rohan faisait plus encore, il rédigeait un véritable programme destiné à être soumis à Conti. Après différentes clauses relatives à la Constitution, l'essentiel contenait les avantages du Régent, le

Le cardinal
Conti

⁷ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 114; Bibl. de l'Arsenal, H 13197. *Mémoire pour servir à l'histoire de M. le cardinal de Tencin jusqu'à l'année 1743*, plaquette s. l. n. d.

⁸ Archiv. des Aff. Étrang., Rome, t. 627, fol. 63 et 178 : Lafitau à Dubois, 7 avril; Rohan à Dubois, 22 avril; C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. II, p. 52, 59.

⁹ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, 1858, t. XVIII, p. 145.

¹⁰ Archiv. des Aff. Étrang., Rome, t. 623, fol. 311 : Dubois à Lafitau, 29 mars 1721.

¹¹ Archiv. des Aff. Étrang., Rome, t. 626, fol. 110 : Dubois à Rohan, 9 avril 1721.

cardinalat pour Dubois par l'entremise du Prétendant dûment pensionné¹².

Cependant le conclave se prolongeait; on attendait les retardataires. Bissy ne se hâtait pas d'entrer en cellule; arrivé le 27 avril, il attendit le 4 mai pour frapper à la porte du conclave, mais l'abbé de Tencin ne perdait pas une minute. Malgré une apparente déférence, il traitait d'égal à égal avec les cardinaux, affectait avec Rohan un air de supériorité, dédaignait les longues dépêches pour de laconiques billets rédigés dans un style familier. A peine avait-il eu le pied à Rome qu'il avait saisi l'affaire et la conduisait avec cette passion qu'on apporte à un intérêt de famille. Tencin avait, en effet, une sœur belle et aimable, jadis religieuse et qui avait secoué les chaînes plus que légères d'une observance et d'une clôture très accommodantes. Après avoir séduit son confesseur et avoir obtenu de vivre hors de son couvent, la Tencin voulut essayer de l'existence la plus libre. Son frère lui était appareillé par les vices et par l'ambition; souillée et compromise comme elle l'était, elle reporta sur lui sa part d'ambition qu'elle ne pouvait songer à satisfaire pour elle-même. Maîtresse de l'abbé Dubois, d'abord cachée, bientôt avouée publiquement, elle domina chez lui, lui fit connaître et lui imposa ce frère dont elle faisait si grand cas. C'était donc bien un intérêt de famille que Tencin allait servir et ceux qui le connaissaient savaient de quoi il était capable. « On le dit chargé de quelque négociation secrète, écrit Marais¹³, s'il faut tromper, il est sûr du succès¹⁴. »

Le jour même de son entrée dans le conclave, Tencin écrivit à Dubois : « Nous voilà dans le conclave, Monseigneur, n'ayant plus d'autre peine que la crainte d'y rester trop longtemps. Le peu que j'ai vu me suffit pour juger que M. le cardinal de Rohan fait merveille, qu'il travaille avec toute l'application possible

¹² *Archiv. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 627, fol. 140 : Lafitau à Dubois, 16 avril; Rohan à Dubois, 22 avril 1721, dans C. de Sévelinges, op. cit., t. II, p. 61.

¹³ M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. II, p. 114.

¹⁴ Audouy, *Notice historique sur le cardinal de Tencin, archevêque d'Embrun près de Lyon*, dans *Annales du monde religieux* 1880, t. IV, p. 485, 600, 681, 734, 826 et tirage à part; A. Prudhomme, *Notes pour servir à l'histoire de Mme de Tencin et de sa famille*, dans *Bulletin de l'Académie delphinale*, 1905, 4^e série, t. XVIII, p. 296 à 314; Ch. de Coynart, *Les Guérin de Tencin*, 1520-1758, in-8, Paris 1910; P.-M. Masson, *Une vie de femme au XVIII^e siècle. Madame de Tencin (1682-1749)*, in-8, Paris 1909; M. Boutry, *Une créature du cardinal Dubois. Intrigues et missions diplomatiques du cardinal de Tencin*, in-8, Paris 1902; *Revue d'histoire diplomatique*, 1901, t. XV, p. 19-50.

le jour et la nuit, qu'il y a lieu d'espérer que son zèle suppléera aux voix des cardinaux français qui nous manquent; que les affaires, quant au fond, sont en fort bon train, et qu'il n'y a rien à désirer du côté de la bonne volonté. Je vous respecte, Monseigneur, et je vous aime de tout mon cœur¹⁵. » A peine introduit, Tencin se lia avec le conclaviste du cardinal Conti, l'abbé Scaglione, aussi peu scrupuleux que lui-même, et l'allécha par les chiffres imposants des sommes dont il disposait. Un de ces hasards où l'habileté n'est pas étrangère, voulut que la cellule contiguë à celle de Conti se trouvât vacante. Tencin s'y logea.

Il avait fort à faire. Le 3 mai, veille du jour de l'arrivée de Tencin, le cardinal Conti n'avait pas encore consenti à signer le programme élaboré par Rohan, bien qu'il n'y trouvât, disait-il, rien de répréhensible¹⁶. Mais si le cardinal pensait « après avoir considéré l'état des deux affaires susdites et l'espérance du bien que l'on peut croire prudemment qui en résultera à l'Église et au Saint-Siège », devoir être « d'opinion que quiconque sera élu pape doit y condescendre¹⁷ » il n'adoptait pas moins la stratégie de Clément XI, et exigeait, par écrit aussi, un engagement envers le Prétendant pour toutes les pensions que sa mère avait reçues de Louis XIV¹⁸. Ceci parut trop exorbitant à Paris et Dubois riposta : « Depuis la mort du Pape, je n'avois pas cru qu'il pût être question de me rejeter dans les mêmes embarras. Qu'un prince généreux et rempli d'amitié pour S.A.R. s'intéresse aux égards que le Saint-Siège doit avoir pour les recommandations du Régent de France et qu'il porte ses soins et offices aussi loin que sa générosité peut le lui inspirer, c'est agir en grand prince, en ami, très noblement et peut-être très prudemment. Que le Pape en profite pour marquer de la considération à un héros de la catholicité, et pour ménager ses propres convenances, cela s'entend aussi : mais des écritures, des conventions et toutes autres traces sur cette matière ne peuvent avoir bonne grâce¹⁹. »

Ces écritures que le madré Dubois ne pouvait pas souffrir,

Conti signe l'engagement

¹⁵ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 628 : Tencin à Dubois, 22 avril 1721.

¹⁶ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 627, fol. 176. Rohan à Dubois, 22 avril 1721.

¹⁷ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 628, non folioté, 23 mai 1721.

¹⁸ Lafitau à Pecquet, 5 mai 1721, dans C. de Sévelinges, op. cit., t. II, p. 75.

¹⁹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 628 : Dubois à Rohan, 26 mai 1721; C. de Sévelinges, op. cit., t. II, p. 95.

le naïf Conti s'y résignait en désespoir de cause. Le refus qu'il opposait — ou pour mieux dire, le retard qu'il apportait à apposer sa signature au programme de Rohan — prolongeait le conclave indéfiniment. Mais depuis que Tencin y avait pénétré et élu domicile auprès de Conti dont il n'était séparé que par une tapisserie, l'affaire reprit allure. Dans la nuit du 6 au 7 mai, Rohan écrivait au Régent qu'« il n'avoit plus rien à désirer du cardinal Conti, il en avoit fini ». Le lendemain, Rohan mandait au Roi : « Je crois pouvoir annoncer à Votre Majesté l'exécution de ses ordres; M. le cardinal Conti sera élu pape demain²⁰. » On devine ce qui s'était passé, mais un cardinal a pris soin de nous l'apprendre²¹ : « On sonda les cardinaux [du parti] français qui ne firent aucune difficulté pourvu qu'il voulût s'engager à deux choses : l'une à faire M. Dubois cardinal, l'autre à ne rien dire sur la Constitution pendant la minorité du Roi. Ces sortes de pactes... sont de leur nature abominables, très expressément défendus par les bulles dont on jure l'observation et peu distingués de toutes les autres espèces de simonies. Il étoit fâcheux pour celui qui avoit le secret qu'on l'eût chargé de pareilles choses, mais enfin, Conti prit ces engagements. Il y mit la meilleure tournure qu'il put et fit stipuler par Scaglione, son conclaviste, que le secret seroit toujours inviolablement gardé. Il n'y alloit pas moins que de la perte de son honneur, qui doit être cher à tous les hommes et principalement à un pape : il y alloit même de la déposition, si l'affaire étoit relevée avec de bonnes preuves. Par ce moyen, Innocent XIII fut exalté sans que d'abord la chose fut connue²². »

²⁰ Archiv. des Aff. Étrang., Rome, t. 628 : Rohan au Roi, 7 mai 1721; M. Boutry. *Intrigues et missions diplomatiques du cardinal de Tencin*, in-8, Paris, 1902, p. 32-33; Le même, *Le chapeau de Dubois*, dans *Revue de Paris*, 1898, t. V, p. 818-834.

²¹ Archiv. des Aff. Étrang., Rome, t. 653, fol. 266-300 : Relation du conclave de 1723, par le cardinal Melchior de Polignac.

²² Voici l'épilogue, d'après la même source : « [Le Pape] tint ses paroles et fit redemander ses billets originaux. On ne voulut point les lui rendre, apparemment pour le tenir plus en respect pour le reste de sa vie. On assure même que Riviera, secrétaire du Sacré-Collège, s'en étoit plaint et avoit dit : « Qui a reçu le paiement doit rendre la promesse », mais qu'on lui avoit répondu que « tout ce qui venoit de Sa Sainteté paroissoit d'un trop grand prix pour vouloir s'en défaire ». Quoiqu'il en soit, il arriva, je ne sais par quel malheur, que ces billets furent lus par bien des gens et que le pauvre pape en trouva la copie un matin sur sa table. Il en fut au désespoir et, soit que le chagrin qu'il en conçut ait causé sa mort ou qu'il l'ait seulement avancée, il est certain que dans ses derniers jours, il ne parloit d'autre chose avec ses plus fidèles amis, témoignant une crainte effroyable des juge-

L'engagement étoit rédigé en italien et en français, Tencin en fut dépositaire, ce qui prouve assez la part qu'il avait prise à la signature, mais Rohan recueillait l'éloge public de cette élection qu'il avait conduite, suivant le mot brutal de Lafitau, « les mains garnies²³ ». Avant de sortir de la salle où, le 8 mai, s'accomplit le vote final, Conti reçut l'obédience de ses cardinaux et, voyant s'approcher Rohan, il dit : *Ecce opus manuum tuarum*. Dubois ne fut pas moins complimenteur : « Si on pouvoit ignorer, écrivit-il, que vous avez fait un Pape, je croirois que vous n'avez été occupé dans le conclave que de mes affaires particulières²⁴. » Cela dit, et de la même plume, il écrivit aussitôt à Tencin : « Vous avez toujours souhaité, monsieur, d'être à portée de rendre service à un imbécile; vous y voilà, et vous vous y mettez à ce que je vois jusqu'aux oreilles. Dans la grippe qui vous a pris contre moi, je crois que vous avez satisfaction en travaillant selon votre cœur avec les personnes qui se portent à mon avancement avec tant de générosité; mais, à la façon dont elles y vont, si vous étiez capable de jalousie, j'avoue que vous auriez à souffrir, mais j'espère que vous continuerez à faire de votre mieux et à les laisser se trémousser si généreusement et si inutilement pour moi. Au fond, je suis dans la situation la plus heureuse où je puisse être, car on fera mon affaire sans que je m'en mêle, ou il est impossible qu'elle soit faite; et, quand je serais un coquin, je dois être aussi content et aussi reconnaissant que s'ils m'avoient mis la calotte sur la tête²⁵... » Après Tencin, ce fut au tour de l'abbé de Ravannes, conclaviste de Rohan : « Quoique vous ne m'écriviez pas, je ne laisse pas d'être instruit de vos équipées, vous faites rage pour l'archevêque de Cambrai. Vous êtes donc insatiable? Et non content d'avoir fait un pape vous voulez encore faire un cardinal. A la manière dont vous vous y prenez, vous pourriez bien réussir, car vous avez un

Il est élu
Pape.
Éloges
de Dubois

ments de Dieu, un repentir proportionné à sa faute et une indignation contre ceux qui pouvoient l'avoir trahi. Quand il fut mort, on ne parla dans Rome que de cette affaire. Les zelanti protestèrent de mourir plutôt que de souffrir une seconde fois de semblables pratiques, et les moins zélés se demandèrent comment on pourroit se fier à quelqu'un, après ce qui venoit d'arriver ». Le texte de l'engagement signé de Conti est aux Archiv. des Aff. Étrang., Rome, t. 628; Sévelinges, op. cit., t. II, p. 82.

²³ Lafitau à Dubois, 16 avril 1721, dans P.-E. Lémontey, op. cit., t. II, p. 39, note 1.

²⁴ Archiv. des Aff. Étrang., Rome, t. 628 : Dubois à Rohan, 26 mai 1721; C. de Sévelinges, op. cit., t. II, p. 95 suiv.

²⁵ Dubois à Tencin, 26 mai 1721, dans C. de Sévelinges, op. cit., t. II, p. 112.

grand général à la tête de vos troupes. Vous pourrez me croire quand je vous assurerai que je ne serai pas fâché de votre victoire et que j'en marquerai toute la joie qu'elle méritera... La seule chose que j'ambitionne, c'est que si je dois être élevé à cette dignité, ou si j'y dois renoncer, ce sera le plus tôt qu'il se pourra²⁶. » Enfin, Lafitau aussi reçut quelques mots : « Quand je pourrai avec quelle vivacité M. l'abbé de Ravannes, l'abbé de Tenvois et vous-même concourez [à mon élévation], j'avoue que je suis plus heureux que je ne le mérite et que c'est un torrent auquel je ne crois pas que le Pape puisse longtemps résister²⁷. »

Ultimatum
du Régent

Le courrier chargé de ces lettres emportait aussi l'hommage de Dubois et l'ultimatum du Régent à Innocent XIII. « Votre Sainteté, lui disait le prince, est informée de la grâce que le feu Pape m'avait accordée en faveur de l'archevêque de Cambrai, et dont sa mort seule a empêché l'exécution. J'espère que Votre Sainteté fera connaître à son avènement sur le trône de Saint-Pierre que les services rendus à l'Église ne perdent rien par la mort des Souverains Pontifes et qu'elle ne croira pas indigne de ses premiers soins de me donner cette marque publique de l'attention du Saint-Siège au zèle dont je fais profession pour ses intérêts. Ce bienfait de Votre Sainteté couronnera les vœux que j'ai faits de son exaltation, comblera la joie qu'elle m'a causée, soutiendra mes bonnes intentions pour la paix de l'Église et pour l'autorité du Saint-Siège et fortifiera le zèle de l'archevêque de Cambrai dans l'exécution de nos ordres pour la gloire et les intérêts du pontificat de Votre Sainteté et il ne se présentera aucune occasion qu'elle n'ait lieu de remarquer ma sincère reconnaissance²⁸. »

« Œuvre
du Saint-
Esprit »

Ainsi se réalisait le conseil donné par Lafitau : faire une bonne capitulation avec le futur pape et tout d'abord exiger de lui le chapeau. L'affaire avait été supérieurement conduite et l'élu n'avait aucun ménagement à garder. Après trente-huit jours de tractations simoniaques, il obtenait l'unanimité des votes : cinquante-quatre sur cinquante-cinq²⁹, et le cardinal Gualterio écrivait sans rire : Nous étions « menacés de grandes longueurs et de difficultés sans nombre, la voix de Dieu a apaisé la mer orageuse. Il n'y a pas eu manque de gens fort puissants qui ont

²⁶ Dubois à Ravannes, 26 mai 1721, *ibid.*, t. II.

²⁷ Dubois à Lafitau, 26 mai 1721, *ibid.*, t. II.

²⁸ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 628 : *Le Régent à Innocent XIII*, 26 mai; C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. II, p. 101.

²⁹ Le cardinal Conti obtint cinquante-quatre voix sur cinquante-cinq votants; voir *Nouvelles ecclésiastiques*, mai 1721, p. 67.

employé tout le crédit et tout l'artifice imaginables pour empêcher l'élection. Sans vouloir ombrer la matière, j'assure que la volonté du Ciel y a paru³⁰. » A cette onction, Dubois ajouta un trait comique. Écrivant à Maulévrier, il disait : « Quand Dieu veut rendre inutiles les efforts des hommes pour s'approprier les ouvrages de la Providence, il sait bien leur en faire connaître la vanité. Cette preuve-ci doit faire souvenir tous les fidèles que c'est l'œuvre du Saint-Esprit³¹. » Ces lignes étaient écrites le 15 mai et ce ne fut que le lendemain à huit heures du soir qu'on apprit à Paris l'élection du Pape³². Mais dès le 15, Dubois avait reçu le billet de Rohan : « Le cardinal Conti sera élu pape demain. » — Œuvre du Saint-Esprit!

Alors les électeurs passèrent à la caisse; le cardinal Albani reçut de Rohan « les trente mille écus qui lui avoient été promis³³ »; leurs collègues Ottoboni et Corradini avaient fait remonter leur garde-robe trop mal en point³⁴; le Prétendant tendait les mains avec persévérance, mais cet encombrant personnage était si onéreux aux finances pontificales qu'il fallait que la France prit son entretien à son compte et lui assurât une pension. Par une ruse plaisante, on insinua au maréchal de Villeroy d'en faire lui-même la demande. Flatté de se voir recherché par celui qu'on nommait couramment « le roi d'Angleterre », Villeroy fit la démarche auprès du Régent. Dubois, qui avait arrangé la scène, affecta la surprise, l'attendrissement et emporta le consentement de son maître. La pension fut portée de quatre-vingt-six mille à cent cinquante mille livres, qui, par la perte du change, coûtaient au trésor royal trois cent soixante-quinze mille livres, en sorte que Villeroy eut la satisfaction d'écrire à la famélique Majesté : « On a reçu la lettre avec toutes les marques de tendresse que les liaisons du sang et l'amitié peuvent inspirer et on m'a assuré de la meilleure grâce du monde qu'on ménagera tout ce qui se pourra, dans l'état où se trouvent les finances du royaume pour donner un secours à la personne qui a écrit, et qu'on enverra régulièrement, au lieu où elle est, six mille écus romains tous les trois mois, francs de change et de la différence

Règlement
de comptes

³⁰ *Biblioth. nat.*, *Correspond. de Noailles*, ms. 23221, fol. 33 : *Gualterio à Noailles*.

³¹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Espagne, t. 301, fol. 257 : *Dubois à Maulévrier*, 15 mai 1721.

³² M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. II, p. 138.

³³ Rohan à Dubois, 15 mai 1721, dans Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 40, note 1.

³⁴ Lafitau à Dubois, 23 juin, *ibid.*, t. II, p. 41.

des espèces, ce qui coûtera cinquante-quatre mille livres à la France, et cela sera exécuté avec la dernière exactitude, et lorsque les finances seront un peu rétablies, on rendra ce secours plus considérable³⁵. » C'est ce que, en style diplomatique, on appelait : exonération pour la Chambre apostolique de pensions extraordinaires et désistement de bonne grâce des sûretés exigées pour la subsistance de la personne.

On touchait donc au but. Cependant les adversaires de Dubois ne renonçaient pas à lui infliger l'affront d'un échec définitif. Torcy, d'Huxelles, Villeroy, le cardinal de Noailles lui-même cherchaient à influencer le cardinal de Rohan à qui le Régent prenait la peine d'écrire : « On me rapporta, ces jours passés, que des hommes et des femmes s'étaient amentés pour vous écrire que vous ne deviez pas travailler si vivement pour l'archevêque de Cambrai³⁶. » Mais Dubois ne laissait pas ses agents s'assoupir; sa pétulance et sa tenacité étaient venues à bout d'arracher à l'Empereur, au roi d'Espagne et au roi de Portugal l'assurance qu'ils verraient avec joie son élévation.

Dubois
continue à
acheter les
consciences

L'impatience de Dubois s'émoussait sur des temporisations nouvelles. Tandis que le cardinal d'Altheim, à Rome, et le comte de Sinzendorf, à Vienne, protestaient des bonnes intentions de l'Empereur³⁷, les autres diplomates autrichiens combattaient la candidature³⁸. Au milieu de ces intrigues que voulait le Pape? On ne le savait pas précisément. C'était un vieillard souriant, doux et timide, atteint d'une somnolence presque ininterrompue; il aimait fort sa maison, dont il était le huitième pape et à l'illustration de laquelle il se croyait commis au moins autant qu'au gouvernement de l'Eglise. L'assoupissement d'où il ne sortait que pour de courts instants lui rendait malaisé à comprendre l'empressement de Dubois; d'ailleurs cette affaire était traitée par son ancien conclaviste, Scaglione, qui le dispensait de tous soins. Le 24 mai, Tencin écrivait à Dubois : « J'ai vu presque chaque jour monseigneur Scaglione; et, une fois qu'il me montrait ses appartements, lesquels sont grands et mal meublés, en me disant qu'il lui faudrait cinq cents pistoles pour se

³⁵ Villeroy à Jacques Stuart, 12 juin 1721, dans M. Boutry, *Intrigues*, p. 42.

³⁶ C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. II, p. 130.

³⁷ Dubois à Sinzendorf, 23 juin 1721, dans C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. II, p. 138; *Public Record Office*, Germany, vol. 218 : *Saint-Saphorin* à lord Townshend, 5 juillet 1721.

³⁸ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 631, fol. 47 : Dubois à Rohan, 23 juillet 1721.

meubler, mais qu'il falloit prendre patience, qu'il le feroit petit à petit, je lui dis : « Monseigneur, je suis sûr que la même Providence qui fera éclore la promotion de M. l'archevêque de Cambrai avec celle du frère du Pape, pourvoira en même temps à l'ameublement de votre appartement... » — A quoi Dubois répond : « Votre lettre, mon cher abbé, est un chef-d'œuvre; vos observations sont justes, vos résolutions nobles et sûres et vos insinuations à l'abbé Scaglione très adroites... Si l'abbé Scaglione est effectif, n'hésitez pas à lui faire donner mille pistoles³⁹. » Avant d'expédier ce courrier, il insère encore ce billet : « Continuez à tourner Scaglione comme il faut. S'il faut prendre une prompte résolution, priez Rohan de vous mettre en état de lui faire une gratification honorable. »

Vers la fin du mois de juin, l'affaire semble immanquable et imminente. Le 25, Dubois écrit à Rohan : « Son Altesse Royale m'a ordonné, à quelque heure qu'un courrier arrive, de l'éveiller et de ne pas différer d'un moment à lui donner une si agréable nouvelle. Quoique mon impatience n'égale peut-être pas celle de mon maître, j'avouerai cependant à Votre Éminence qu'elle est grande sans même que l'ambition y ait presque aucune part, mais particulièrement parce que je désire avec ardeur qu'elle achève de confondre l'envie qu'on a de ses succès et de déconcerter les cabales qui voient avec frayeur le bien qu'elle peut faire à l'Eglise et à l'État⁴⁰. » Mais cette précipitation suggère aux Italiens de nouvelles lenteurs et de nouvelles demandes. Lafitau, que ses mœurs conduisent partout, propose à Rohan « de gagner pour mille écus une certaine Marinacia, qu'on dit mariée secrètement au duc de Poli, et qui a sur lui et sur le Pape tout l'ascendant que peu donner l'esprit d'une courtisane achevée⁴¹. » A ce coup, Rohan est obligé de souscrire des billets et d'engager jusqu'à ses breloques. Tencin réclame dix mille pistoles sans tarder, car, dit-il, « on ne fait rien ici sans argent⁴². » Dubois en trouvera, en enverra, rien ne lui coûte depuis qu'il se croit assuré du triomphe, car « ce n'est plus, dit-il, le tems de me promener, de m'amuser et de me berner, comme on trouva plaisant de le faire sous Clément XI ». Ses ennemis n'ont

Promotion
imminente

³⁹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 629, fol. 175 : Dubois à Tencin, 20 juin 1721; C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. II, p. 129.

⁴⁰ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 630, fol. 48 : Dubois à Rohan, 25 juin 1721.

⁴¹ Lafitau à Dubois, 23 juin 1721, dans P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 44, note 1.

⁴² Tencin à Dubois, 10 juillet 1721, *ibid.*, t. II, p. 44-45.

pas désarmé, mais ils ne peuvent rien contre sa promotion, car Innocent XIII doit donner la pourpre à son propre frère et Dubois passera à la faveur de cette nomination de l'évêque de Terracine.

Dubois
est écarté

Cependant, le 16 juin, le frère du Pape fut promu cardinal; personne n'étant associé à sa promotion. Le coup était si rude et si imprévu que Tencin écrivit à Dubois : « Vous apprendrez, Monseigneur, avec une surprise égale à la nôtre, la promotion de M. le cardinal Conti dans le consistoire d'hier. Après toutes les paroles qu'on avait données à M. le cardinal de Rohan, il y avait lieu d'espérer que cette promotion ne se feroit pas sans être accompagnée de la vôtre ou, du moins, sans une parole positive de la faire un jour marqué dans un délai très court. Cependant M. le cardinal de Rohan est sorti aujourd'hui de l'audience du Pape après lui avoir dit tout ce que vous pouvez imaginer de plus fort et de plus pressant pendant plus d'une heure, sans avoir pu tirer du Pape que ces paroles : *Lo farò può essere avanti due mesi*⁴³. » Rohan se jugeant trompé déclara au Pape que si, dans un délai très court, Dubois n'était fait cardinal il demanderait un congé. Il avait pressenti la ligne de conduite qui lui serait tracée puisque, dès la réception de la nouvelle de cette promotion unique, le Régent écrivit à Rohan de réclamer une audience, d'y exprimer son vif mécontentement et d'exiger une réponse « précise, positive ». Si elle n'était pas telle qu'on l'attendait, « je souhaite, disait le prince, que vous déclariez à Sa Sainteté qu'elle ne sera plus importunée de cette grâce et que vous prenez congé d'elle dans cette audience⁴⁴. »

Audience
de Rohan

Rohan obtint son audience et dit au Pape que déjà il ne paraissait plus devant lui en ministre du Roi et qu'il attendait les ordres de la Cour, ordres qui ne pouvaient manquer d'être rigoureux. Innocent XIII, visiblement inquiet, l'interrompit pour lui dire que Dubois serait cardinal avant deux mois. — « Et moi, répliqua Rohan, je vous répète qu'il ne sera pas cardinal! Votre Sainteté y perdra plus que lui et j'aurai la douleur de voir que, pour un délai dont j'ignore la cause, je me verrai hors d'état de vous être utile. » Tencin, plus irrité encore, et approuvé par Lafitau, parlait de rendre public l'engagement écrit et signé par le Pape. « Il faut défaire les Romains, disaient-ils, de l'habitude

⁴³ « Je ferai le nécessaire avant deux mois ». *Archiv. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 630, fol. 129, 132, 138, 148. Tencin à Dubois : Lafitau à Dubois : Rohan au Régent, 17 et 18 juin 1721.

⁴⁴ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 629, fol. 207 : Le Régent à Rohan, 29 juin 1721; C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. II, p. 149.

où ils sont de donner des espérances pour des réalités qu'ils reçoivent⁴⁵. » Dubois passait par des alternatives de confiance et de découragement. Il écrivait à Rohan : « Il ne reste plus à Votre Éminence qu'à ressusciter les morts et je ne puis m'empêcher d'espérer qu'elle fera ce miracle⁴⁶ »; à Tencin : « M. de Sisteron m'a fait votre portrait par un seul mot : « M. l'abbé de Tencin n'entend point raillerie sur ce qui vous regarde. » Vous jugez bien que je ne suis pas moins vif⁴⁷. » Et comme il se trouve que, depuis son avènement, Innocent XIII est devenu bibliophile, l'officieux Scaglione insinue que le Saint-Père a prodigieusement envie d'une bibliothèque qui est à Rome, et qu'on ne pourrait lui être plus agréable qu'en lui facilitant les moyens de trouver douze ou treize mille écus nécessaires pour l'acheter. Ainsi le chantage recommence et l'exploitation éhontée comme sous le pontificat précédent.

Dès les premiers jours du mois de juillet, le Pape se dit souffrant d'une atteinte de gravelle et refuse de recevoir Rohan. Cette résolution semble donner espoir à la cabale contraire. Les cardinaux Acquaviva et d'Altheim, la prélature, les jansénistes sont prêts à donner le suprême assaut. En France, même ardeur, Saint-Simon s'agite, Torcy revient à la charge auprès du Régent qui lui redit une fois de plus : « Cardinal! ce petit faquin! vous vous moquez de moi, il n'oseroit y avoir jamais songé »; et le lendemain, au Palais Royal, le prince l'appelle, le tire dans un coin et lui dit : « A propos, monsieur, il faut écrire de ma part à Rome pour le chapeau de M. de Cambrai; voyez à cela, il n'y a pas de temps à perdre. » Torcy demeura sans parole comme une statue et le Régent le quitta du plus grand sang-froid. Tel était le terrain d'alors⁴⁸. C'est-à-dire que plus personne ne savait ce qu'allait devenir ce surprenant imbroglio. Le 8 juillet, Tencin écrit ce billet énigmatique à Dubois : « Je vous prie de vous souvenir que vous ne m'avez chargé de rien, que mes lettres ne sont pas des dépêches et que ce n'est point à un ministre que j'écris, mais à une personne que j'aime et respecte de tout mon cœur et, s'il m'est permis de le dire, à un ami sur qui je compte

Lettres
de Tencin

⁴⁵ *Arch. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 630, fol. 150 : Lafitau et Tencin à Dubois, 23 juin 1721.

⁴⁶ Dubois à Rohan, 11 juillet 1721, dans C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. II, p. 160.

⁴⁷ Dubois à Tencin, 11 juillet 1721, dans M. Boutry, *Intrigues et Missions*, p. 52.

⁴⁸ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, 1858, t. XVIII, p. 126-127.

entièrement, lequel a achevé de m'attacher indissolublement à lui par ce témoignage unique et incroyable de sa confiance de m'avoir fait venir à Rome sans m'avoir ouvert la bouche sur ses propres intérêts. » Le 10, nouveau billet, demande d'argent en clair et, le même jour, ce billet chiffré : « Tout se prépare pour l'assaut général. Il faut, à quelque prix que ce soit, emporter la place. Être repoussé seroit la chose du monde la plus fâcheuse, et, en ce cas-là rien de plus périlleux que le parti qu'on seroit obligé de prendre. Vous pouvez constater que nos ennemis jouent de leur reste et qu'ils mettent en œuvre tous les ressorts que l'intérêt, la politique et la méchanceté la plus noire peuvent imaginer...⁴⁹ ».

C'en était trop; Dubois éclata⁵⁰ :

Réponse
de Dubois

« Vos lettres, Monsieur, du 8 et du 10, m'ont mis dans une telle détresse que je ne puis plus me souffrir moi-même, et il me semble que toutes les vertus et les vices des hommes se sont entendus pour m'accabler. Il n'y a point de coiffure qui me paraisse aujourd'hui plus extravagante qu'un chapeau de cardinal. La générosité et la persévérance de ceux qui m'honorent de leur amitié me remplissent de confusion. La rage, la noirceur, l'infidélité et les mauvaises intentions de ceux qui nous traversent me mettent tout en fureur; et ce qui m'auroit touché le moins en toute autre occasion, qui est l'argent, dans celle-ci est mon plus grand bourreau.

« Impossibilité absolue de rien tirer dans cet instant du trésor royal, c'est-à-dire de la monnaie, car il n'y a point d'autre ressource, et le 15 le prêt des troupes a manqué net, et, par conséquent, il y auroit eu de l'imprudence et un danger très infructueux à s'adresser à S.A.R. Cependant dès qu'il s'agit d'engagements pris par M. le cardinal de Rohan, je voudrois pouvoir me vendre moi-même, fussé-je acheté par les galères. Mais, pour envoyer à Rome dix mille pistoles, il faudroit trouver trois cent mille livres à Paris dans le temps que le plus accrédité n'y trouveroit point cinquante pistoles. Je n'ai aucun bien. J'ai pour deux cent cinquante mille livres de dettes criardes. Je ne reçois ni ne dois recevoir rien. On ne me rend qu'une partie de ce que j'avois employé à nourrir les actions qu'on m'avoit données, et on me le rend en rentes sur les tailles au denier cinquante. Je ne veux tromper personne.

⁴⁹ Tencin à Dubois, 8 et 10 juillet 1721, dans M. Boutry, *op. cit.*, p. 53-54.
⁵⁰ P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 45-46.

« Voilà le sujet de mes méditations depuis la réception de vos lettres. Enfin je ne suis pas mort et c'est beaucoup. J'envoie à M. le cardinal de Rohan une lettre de change de dix mille pistoles et de cent quatre-vingt mille livres pour le change et la différence des espèces. Je vous avoue que je ne puis pas faire de bon sang tant que j'aurai ce prodigieux poids sur le corps avec tous les dangers et toutes les avaries qui peuvent l'accompagner.

« J'ai fait pitié à M. Le Blanc et à M. de Bellisle qui m'ont vu dans la peine de cette recherche sans pouvoir me soulager. Si nos affaires n'étoient pas dans l'affreuse situation où elles sont et où elles demeureront jusqu'au mois d'octobre, je suis assuré que S.A.R. ne ménageroit rien pour la satisfaction de M. le cardinal de Rohan, et qu'on n'auroit pas besoin de lui citer l'exemple des dépenses qui peuvent avoir été faites à Rome en d'autres tems, quoiqu'il soit vrai qu'on n'a jamais fourni pour Rome en pareille occasion la moitié de ce qui a été donné depuis le mois de janvier⁵¹. »

En même temps, Dubois écrivait à Rohan de ne payer que les services rendus et non promis. « Je suis, lui disait-il, au désespoir qu'on ait jamais pensé à moi et que la prétention d'une distinction dont je pouvois bien me passer devienne la source ou le signal de grands maux. Mais le sort en est jeté...⁵² »

Tandis que le misérable se désespérait et livrait à la postérité les replis de son âme pourrie, le malheureux Pape restait la proie de Rohan, Tencin, Lafitau et Scaglione. Harcelé, épuisé, épouvanté le vieillard se soumit à ce qu'on exigeait de lui. Le 15 juillet, il donna audience à Rohan et essaya de sourire. Le Régent était, dit-il, inflexible et Dubois intraitable; puis il garda le silence un moment et, relevant la tête : « Seigneur, dit-il à Rohan avec une lenteur pénible, Seigneur, souvenez-vous de la promesse que je vous ai donnée et que je vous ai chargé de donner de ma part à M. le Régent. Je vous ai promis que M. l'archevêque de Cambrai serait cardinal et qu'il le serait plus tôt que vous ne le croyiez : il le sera demain. Vous plaindrez-vous que je ne sois pas homme de parole? » Il voulut continuer mais ses yeux et sa gorge étaient pleins de larmes, il parla de la France et saisissant les mains de Rohan : « Au moins qu'elle ne m'abandonne pas! »

Dubois
est nommé

⁵¹ *Arch. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 631, fol. 43 : Dubois à Tencin, 23 juillet, dans C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. II, p. 181.

⁵² *Arch. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 631, fol. 45 : Dubois à Rohan, 23 juillet, dans C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. II, p. 176, 177.

Rohan avait hâte d'en finir, sa beauté sereine n'aimait point les larmes; rentré chez lui, il écrivit à Dubois : « Vous êtes cardinal, il n'y a plus de délai à craindre ni d'obstacles à redouter et vous êtes plus en mesure que jamais de servir l'Église et l'État⁵³. » Ce que Rohan venait d'apprendre, Lafitau le savait depuis cinq jours, il exultait : « J'avoue n'avoir jamais été mieux servi en espions. Ma joie de votre promotion sera telle que je la regarde comme un avant goût du paradis. C'est Dieu qui a conduit ici M. le cardinal de Rohan par la main⁵⁴. » Le Dieu qu'outrage Lafitau eut fait payer cher ses services. J'ai reconnu, écrit Lémontey, en compulsant les divers états du trésor royal, que le chapeau de Dubois coûta environ huit millions à la France⁵⁵.

Publié en
consistoire
et à Paris

Avant la fin du consistoire⁵⁶ un courrier partit de Rome, il arriva à Paris le 25 juillet au matin⁵⁷. Dubois travaillait avec le Régent et la dépêche ne lui fut remise qu'à midi; il ne l'ouvrit point, assista à une messe, prit son repas⁵⁸, puis alla retrouver le Régent et les deux compères, enfin satisfaits se rendirent ensemble auprès du jeune Roi : « Sire, dit le Régent, j'ai l'honneur de vous présenter l'archevêque de Cambrai, au zèle de qui Votre Majesté doit la tranquillité du royaume et la paix de l'Église de France, qui sans lui allait être déchirée par un cruel schisme. Le Pape, en reconnaissance de si grands services, vient de l'honorer, à la recommandation de Votre Majesté, du chapeau de cardinal, et je puis vous assurer que je connais assez son mérite pour rendre témoignage à Votre Majesté qu'il est digne de ce nouvel honneur et qu'il vous servira toujours avec le même zèle et avec encore plus d'ardeur pour les intérêts de l'État qu'il n'a fait avant que d'être revêtu de la pourpre⁵⁹. » Dubois rayonnait, mais il sut se contenir, sans pouvoir cependant « s'empêcher de débiter à tout le monde que ce qui l'honorait plus que la pourpre romaine, étoit le vœu unanime et l'empresse-

⁵³ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 631, fol. 101 : Rohan à Dubois, 16 juillet 1721.

⁵⁴ Lafitau à Dubois, 11 juillet 1721, dans Lémontey, op. cit., t. II, p. 47.

⁵⁵ Lémontey, op. cit., t. II, p. 47; Barbier, Journal, t. I, p. 141, se trompe de moitié, il dit : « quatre millions ».

⁵⁶ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 631, fol. 101 et 120 : Rohan au Régent et à Dubois, 16 juillet 1721, avant la fin du Consistoire.

⁵⁷ Mercure, n° d'août 1721, p. 126.

⁵⁸ Lettres de Joseph Dubois du 26 juillet, dans V. de Scilhac, L'abbé Dubois t. II, p. 147.

⁵⁹ Biblioth. Mazar., ms. 2354, fol. 318; Marais, op. cit., t. II, p. 181; Mémoires de la Régence, t. II, p. 192.

ment de toutes les puissances à la lui procurer, à en presser le Pape, etc. Il s'éventoit là dessus et ne pouvoit finir sur ce chapitre qu'il recommençoit à tout moment⁶⁰ ».

La nouvelle se répandait dans Paris. La vieille Madame bougonna : « Alberoni a un copain⁶¹. » Mathieu Marais ricana : « On croyoit ce chapeau perdu, le voilà retrouvé⁶². » L'avocat Barbier observa que « cela fait bien du tort à la religion de voir placer un homme connu pour être sans foi et sans religion dans une des premières places de l'Église⁶³ », les chansonniers se mirent en liesse et tous : Marais, Barbier, Buvat et les autres répétèrent comme une vengeance des couplets cinglants dont la verdeur ne se laisse pas toujours transcrire⁶⁴ :

Or, écoutez, petits et grands,
Un admirable évènement,
Car l'autre jour notre Saint-Père
Après une courte prière
A, par un miracle nouveau,
Fait un rouget d'un maq.....

Le courrier pontifical arriva le 26, porteur d'une lettre pour le Régent⁶⁵; le lendemain, Louis XV imposa la calotte rouge à Dubois⁶⁶. En se relevant, Dubois détacha sa croix épiscopale, la présenta à l'évêque de Fréjus, lui dit qu'elle portait bonheur et que c'était pour cela qu'il le priait de la porter pour l'amour de lui. Fleury rougit, la reçut avec un extrême embarras, mais sous la condition d'en donner la valeur aux pauvres⁶⁷.

Deux mois plus tard, l'abbé Passarini, camérier d'honneur d'Innocent XIII, apporta la barrette. La cérémonie était parsemée d'écueils, Dubois y louvoya avec un art auquel Saint-Simon lui-même rendit hommage. L'ambassadeur Schaub, présent à la remise de la barrette, en laissa ce récit⁶⁸ :

Remise de
la barrette

⁶⁰ Saint-Simon, Mémoires, t. XVIII, p. 174.

⁶¹ Madame à la raugrave Louise, 26 juillet 1721, dans Correspondance, édit. G. Brunet, t. II, p. 335.

⁶² M. Marais, Journal et Mémoires, t. II, p. 335.

⁶³ Barbier, Journal, t. I, p. 141.

⁶⁴ M. Marais, Journal et Mémoires, t. II, p. 180.

⁶⁵ Arch. des Aff. Étrang., Rome, t. 631, fol. 220 : Innocent XIII au Régent, 26 juillet 1721.

⁶⁶ Buvat, Journal, t. II, p. 278.

⁶⁷ Saint-Simon, Mémoires, t. XVIII, p. 175; De Mallot à Mme de Balleroy, 3 août 1721, dans op. cit., t. II, p. 344.

⁶⁸ Public Record Office, France, vol. 363 : Schaub à lord Carteret, Paris, 28 septembre 1721; la phrase entre crochet, est de Saint-Simon, loc. cit.,

« Notre cardinal... a reçu sa barrette du Roy et fait ses visites de cérémonie à Madame et au Régent et à Mme la duchesse d'Orléans. Tous les beaux esprits de la vieille Cour, encore plus animés contre lui par le mariage avec l'infante que par la guerre qu'il a faite à l'Espagne (s')étoient mis aux écoutes pour ridiculiser ses harangues. Surtout celle qu'il devoit faire au Roy, étoit difficile, et ils s'attendoient ou qu'il loueroit et remerciroit fadement S.M.T.C., ou qu'il loueroit le Régent en homme payé et qui luy doit plus qu'au Roy, ou qu'il se loueroit soi-même des actions que la nation lui reproche, ou qu'il feroit une espèce d'amende honorable en promettant de mieux faire.

« Mais il a trouvé moyen d'éviter tous ces écueils. Il a parlé avec humilité et avec dignité, mais si bien et si judicieusement que ses plus malins auditeurs ont été réduits à l'applaudir.

« Madame a aussy été surprise par le discours qu'il luy a tenu. Elle ne l'aime point et n'auroit pas peut-être été fâchée de le luy faire sentir à cette occasion. Car me trouvant avec elle avant qu'il entrât, elle me témoigna de la curiosité de l'entendre en me disant : « Il connoit Saint-Cloud et il y est connu ». [Il se composa, parut devant Madame pénétré de respect et d'embarras. Il se prosterna comme elle s'avança pour le saluer, s'assit au milieu du cercle, se couvrit un instant de son bonnet rouge qu'il ôta aussitôt et fit son compliment]. De là qu'il eut débuté ainsy : « Si la pourpre romaine dont je suis revêtu pouvoit faire oublier à Madame les premiers temps où elle a daigné jetter icy les yeux sur moy, je serois le premier à lui en rappeler le souvenir pour... » Madame me fit un signe d'approbation et la harangue étant finie, elle avoua n'avoir jamais rien entendu de plus beau.

« Mais celle qu'il a faite au Régent étoit de beaucoup la plus touchante... S'étant assis et couvert devant le Régent, il dit : « Je rougirois de confusion de paroître ainsy devant V.A.R. si ce que je suis n'étoit votre ouvrage. » Dans la suite, il lui dit : « Vous avez donné en moy la preuve la plus éclatante de l'étendue de votre pouvoir et de votre bonté en m'élevant du plus bas ordre de vos sujets au plus haut degré où un sujet ecclésiastique puisse monter. » Et voicy comme il commença son remerciement. « Je vous parlerois de ma reconnaissance si les soins qui m'ont attaché à votre personne dez votre plus tendre enfance

Madame à la raugrave Louise, 25 septembre 1721, dans *op. cit.*, t. II, p. 339-340.

ne m'animoient pour vous de sentiments infiniment plus vifs que tous les bienfaits ne sauroient faire naître...

« Le Régent après avoir marqué au cardinal la joye qu'il ressent de son élévation, ajouta : « J'aurois manqué au Roy et à moi-même si j'avois omis de récompenser dignement les importants services que vous avez rendus à l'État depuis que le soin m'en est confié; et quant à l'amitié, nous savons tous les deux à quoi nous en tenir. »

Les instruments de cette longue intrigue furent diversement récompensés. Rohan s'attardait à Rome dans l'espoir du titre d'ambassadeur, il fut rappelé à Paris; le Prétendant vit rompre toute relation avec lui; Lafitau fut invité à regagner Sisteron; Tencin fut placé sous la surveillance de Gualterio et la prélature italienne fut traitée de même façon. « Il faut abolir le pernicieux usage de jeter des promesses d'argent, écrivit Dubois. Les libéralités vagues sont inutiles avec les Italiens. Ils font pour peu les mêmes efforts que pour beaucoup. Il faut ramener la Cour de Rome à ce qui est nécessaire⁶⁹. »

⁶⁹ Dubois à Tencin, dans Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 48-49.

CHAPITRE LII

Les mariages espagnols.

(Décembre 1720 — Septembre 1721)

Prévoyance du duc d'Orléans. — Projets matrimoniaux à Madrid. — Double projet de mariage. — Les motifs. — Satisfaction du Régent. — Ses remerciements à Philippe V. — Audience de Maulévrier. — Désir de Philippe V. — Réponse de Dubois. — Nouvelle audience de Maulévrier. — Mesures pour apprendre au Roi son mariage. — Le mariage déclaré au Conseil. — L'intrigue des mariages espagnols. — Ouvrage de Dubois. — Il le reconnaît. — Annonce du mariage de Mlle de Montpensier. — La « Vieille Cour » suffoquée de colère. — La joie en Espagne. — Contrat de l'infante et de Mlle de Montpensier.

Dans l'intervalle qui séparait un succès diplomatique du succès précédent le duc d'Orléans et son ministre ne détournaient pas leur pensée de l'œuvre poursuivie en commun depuis l'avènement de Louis XV : l'accession au trône de France de la maison d'Orléans en cas de disparition du chef de la branche aînée, le Roi. Pour n'être pas l'empoisonneur que la calomnie avait imaginé, le Régent, qui recula toujours devant un crime, s'attardait volontiers à envisager la situation politique que lui créerait la majorité de Louis XV. Ayant exercé le pouvoir, il y avait pris goût et il appréhendait le retour à une existence amoindrie, telle que la sienne sous le feu Roi. La majorité légale d'un enfant de treize ans n'était qu'une fiction qui livrerait l'État à un personnage dont l'ancien Régent n'aurait peut-être pas à se louer; la prudence lui conseillait donc de ne rien négliger pour prolonger sa tutelle sous le titre différent et l'autorité presque équivalente de premier ministre. Aussi bien, tant que le Roi n'aurait pas d'héritier mâle était-il permis et prudent de préparer l'avenir. Dès le début de l'année 1721, le duc d'Orléans sollicitait une consultation du jurisconsulte alsacien Obrecht, qui la remit le 24 février sous ce titre : « Mémoire concernant le mariage du duc de Chartres et quelques autres alliances propres à assurer le droit de la maison d'Orléans sur

Prévoyance
du duc
d'Orléans

la succession du trône de France¹ ». Le jurisconsulte conseil-
lait le mariage du jeune Roi avec Mlle de Montpensier, l'une
des filles du Régent. Cette suggestion n'était pas nouvelle, Stan-
hope l'avait faite six mois auparavant dans le but de sauvegarder
l'alliance franco-anglaise; en même temps, on se préoccupait
d'unir le duc de Chartres, héritier présomptif, à telle princesse
qu'un hasard pourrait faire reine de France.

Projets ma-
trimoniaux

A Madrid, comme au Palais-Royal, on se préoccupait de ma-
riages. Le roi d'Espagne avait favorisé ou bien n'avait pas dé-
menti les rumeurs qui coururent pendant la guerre de 1719²,
touchant le mariage de son fils aîné, le prince des Asturies avec
l'archiduchesse Marie-Emilie, deuxième fille de l'Empereur Joseph
et ceux des infants don Ferdinand et don Carlos avec les filles
de l'empereur Charles régnant³. Ces fiancés à la bavette étaient
pris au grand sérieux. L'Empereur avait éludé toute réponse,
Philippe V. avait continué ses instances et recommandé à ses
agents de suivre ce projet et saisir toutes les occasions de l'a-
vancer⁴. Au commencement de cette année 1721, Charles VI
avait paru se ressouvenir de ces projets et le roi d'Espagne s'était
empressé de le rassurer sur l'accueil qui y serait fait.

Dubois fut averti par ses espions, prit peur, tança Maulévrier
qui répondit lestement que cette idée était abandonnée⁵. Le
ministre n'en crut rien et entrevit comme conséquence de l'union
de l'Autriche avec l'Espagne, l'abandon de la France par les
états protestants qui, peu après, se ligueraient de nouveau contre
elle. « L'histoire, écrivait-il, est remplie d'exemples que ces
sortes de conventions de mariage, faites longtemps avant l'âge
nécessaire pour les accomplir, ont bien plutôt produit des ini-
mitiés et des guerres sanglantes que la conciliation des intérêts⁶. »
C'était le thème que Maulévrier devait développer devant Phi-
lippe V et sa femme. L'embarras de l'ambassadeur fut grand;

¹ Arch. des Aff. Étrang., France, Mémoires et documents, t. 312, fol. 20.

² Arch. des Aff. Étrang., Vienne, t. 134, fol. 22 : Du Bourg à Dubois,
21 mai 1719.

³ Arch. des Aff. Étrang., Berlin, t. 70, fol. 68 : Chambrier au roi de Prusse,
16 juin 1721.

⁴ Arch. des Aff. Étrang., Portugal, t. 55, fol. 95 : Dubois à Mornay, 27 août
1720.

⁵ Archiv. des Aff. Étrang., Espagne, t. 297, fol. 90 : Maulévrier à Dubois,
2 décembre 1720.

⁶ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 302, fol. 211 : Dubois à Maulévrier,
9 juillet 1721. Voir Papiers inédits du duc de Saint-Simon. Lettres et dé-
pêches sur l'ambassade d'Espagne. Tableau de la Cour d'Espagne en 1721.
Introd. par E. Drumont, in-8, Paris, 1880, p. 86-87.

il tint conseil avec Robin et le résultat fut d'aller trouver en
grand mystère le confesseur du Roi, le P. Daubenton. Celui-ci
se laissa interroger et répondit « que personne ne pouvoit mieux
que lui dissiper les inquiétudes de S.A.R., puisqu'il pouvoit
dire qu'il voyoit dans la conscience, dans les desseins et dans
les actions du Roi Catholique comme dans un cristal bien net;
qu'il assuroit que, depuis le traité du 27 mars, nul n'y avoit eu
ni mouvement, ni ombre de négociation de la part de ce prince
avec la Cour de Vienne directement ni indirectement, par rap-
port à des alliances et des mariages entre la maison d'Espagne
et celle d'Autriche; qu'il osoit assurer que l'alliance des deux
couronnes seroit si scrupuleusement observée par le Roi Catho-
lique que jamais S.A.R. n'auroit sujet de faire des représen-
tations pour la remettre dans le chemin d'une exacte fidélité;
qu'il savoit même des choses qui satisferoient et consoleroient
entièrement S.A.R., mais que tout ce qu'il pouvoit dire pour
lors étoit que les avis qu'Elle avoit reçus de liaisons entre le
Roi Catholique et l'Empereur avoient si peu de fondement
depuis l'époque de l'alliance du 27 mars entre la France et l'Es-
pagne, que le Roi Catholique étoit dans le dessein de vivre tou-
jours de plus en plus en meilleure intelligence avec S.A.R. et
que cette résolution devenoit si constante et si sérieuse, que
S.A.R. en seroit quelque jour surprise. »

Cela dit, le jésuite s'éloigna; il reparut quelques heures
plus tard, dit à Maulévrier qu'il venait de rendre compte au
Roi de leur conversation, que Philippe V l'avait approuvé et
avait dit : « Je serois bien malheureux si j'étois capable d'une
pareille infidélité. » Ensuite il invita notre ambassadeur à se
présenter le soir même devant Philippe V, ce qu'il fit; comme
Maulévrier présentait au Roi ses observations écrites, celui-ci les
refusa : « Il n'y a plus de réflexions, dit-il, là où il n'y a plus
de sujets. » (25 juillet 1721). Le lendemain, au moment où il
fermait ses dépêches, Maulévrier vit entrer dans son cabinet le
ministre Grimaldo qui demanda si, au lieu d'expédier M. de Sour-
deval, qui voyageait en poste, on ne pouvait envoyer un cour-
rier à cheval porteur de dépêches « qui en valoient la peine. » Sur
la réponse affirmative de Maulévrier, Grimaldo sortit pour ren-
trer une heure après et entrer en explications. Il dit « que
S. M. C. pour donner à S. A. R. des preuves indubitables de son
amitié, de sa tendresse et de l'éternelle et bonne intelligence
qu'elle désiroit entretenir avec le Roi, avec sa propre famille et
avec M. le Régent demandait à S. A. R., Mademoiselle de Mont-
pensier sa fille en mariage pour Monseigneur le prince des Astu-

Double
projet de
mariage

ries et proposait en même temps de marier l'infante d'Espagne fille unique de S. M. C. avec le Roi; que ce dessein n'étoit point nouveau dans le cœur de S. M.; qu'elle seroit ravie qu'il s'exécutât, qu'elle le désirait avec ardeur et de resserrer par là les liens du sang des Bourbons, que rien ne convenait mieux, ni tant aux deux familles, que ces deux alliances⁷. »

Les motifs

Ce projet avait été imaginé, semble-t-il, par Philippe V et sa femme, il semblerait inexplicable, et il parut tel parce qu'on ignorait que le roi et la reine d'Espagne avaient fait vœu par écrit, le 15 août 1720, d'abdiquer la couronne d'Espagne avant le 1^{er} novembre 1723. Le temps s'écoulait et le souverains avaient hâte d'assurer de façon positive l'avenir de leurs enfants. Cet avenir, prochain pour le prince des Asturies, c'était la couronne d'Espagne; pour l'infant Carlos, c'était les duchés italiens où sa mère trouverait une retraite honorée, à moins qu'elle ne préférât vivre en France à l'ombre du trône de son gendre. Le Régent n'allait-il pas s'inquiéter pour ses droits de l'influence d'une reine espagnole qui pourrait abuser du pouvoir, en cas de veuvage, pour rappeler en France Philippe V? On allait au-devant de cette prévision en appelant la fille du Régent sur le trône d'Espagne!

Satisfaction
du Régent

Dubois saisit la proposition au vol et réussit à persuader au Régent que cette combinaison venait de lui. « Étant allé les premiers jours d'août pour travailler avec le duc d'Orléans, je le trouvai, raconte Saint-Simon, qui se promenait seul dans son grand appartement. Dès qu'il me vit : « Ho çà! me dit-il en me prenant par la main, je ne puis vous faire un secret de la chose du monde que je désirois et qui m'importoit le plus et qui vous fera la même joie; mais je vous demande le plus grand secret. » Puis se mettant à rire : « Si M. de Cambrai savoit que je vous l'ai dit, il ne me le pardonneroit pas. » Tout de suite il m'apprit sa réconciliation faite avec le roi et la reine d'Espagne; le mariage du Roi et de l'infante, dès qu'elle seroit nubile, et celui du prince des Asturies conclu avec Mlle de [Montpensier].

« Si ma joie fut grande, mon étonnement la surpassa. M. le duc d'Orléans m'embrassa, et après les premières réflexions des avantages personnels pour lui d'une si grande affaire et sur l'extrême convenance du mariage du Roi, je lui demandai comment il avoit pu la faire réussir, surtout le mariage de sa fille. Il me dit

⁷ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 303, fol. 135 : Maulévrier à Dubois.
26 juillet 1721.

⁸ Saint-Simon fait erreur en écrivant « juin ».

que cela s'étoit fait en un tourne-main, que l'abbé Dubois avoit le diable au corps pour les choses qu'il vouloit absolument; que le roi d'Espagne avoit été transporté que le Roi son neveu demandât l'infante; et que le mariage du prince des Asturies avoit été la condition *sine qua non* du mariage de l'infante qui avoit fait sauter le bâton au roi d'Espagne⁹. » Saint-Simon souhaitait que ces engagements restassent secrets jusqu'au moment où on ne pourrait plus les cacher. Le prince des Asturies avait quatorze ans et sa fiancée douze, mais Louis XV n'en avait que onze et l'infante trois, étant née à Madrid le 30 mars 1718. « Vous avez bien raison, lui dit le duc d'Orléans, mais il n'y a pas moyen, parce qu'ils veulent en Espagne la déclaration tout-à-l'heure et envoyer ici l'infante dès que la demande sera faite et le contrat de mariage signé. »

Dès le 4 août, le Régent témoignait à Philippe V sa joie très vive par cette lettre autographe¹ :

Ses
remercie-
ments à
Philippe V

« Monseigneur, l'expérience a fait connoître à toute l'Europe qu'entre les grands qualités qui ont toujours distingué V. M., la candeur et la vérité ont été dans tous les temps la règle de ses actions. J'ai vu naître et perfectionner ces vertus qui font aujourd'hui l'ornement et un des principaux appuis du trône d'Espagne et qui ont fait une si forte impression sur moi que je trouve dans le rétablissement de l'union entre le Roi et V. M. et dans le retour de la confiance et de l'amitié dont Elle m'honore la plus grande satisfaction que j'aie jamais eue. Aussi n'étois-je occupé que du désir sincère de conserver ce bien si précieux, persuadé qu'il renferme seul tous les avantages que je pouvois désirer. Vous pouviez seul y mettre le comble et V. M. vient de le faire par un effet de sa profonde sagesse en formant le désir d'unir plus étroitement encore les deux couronnes par l'assurance du mariage du Roi avec l'Infante d'Espagne.

« Je n'oublierai rien pour contribuer à tout ce qui pourra servir à établir des liens si solides et si convenables. J'avouerai en même temps à V. M. que comme elle veut combler mes désirs par l'honneur qu'elle fait à Mademoiselle de Montpensier, ma fille, de la choisir pour épouse de M. le prince des Asturies, je n'ai pas d'expressions assez fortes pour lui marquer combien j'ai le cœur pénétré de ce nouvel effet de ses bontés. Elle le connoitra mieux par un zèle à lui marquer dans toutes les occasions ma vive et respectueuse reconnaissance, puisque lui étant désormais attaché par des liens si intimes, mon ambition la plus

⁹ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel 1858, t. XVIII, p. 163.

forte sera toujours de mériter la grâce sensible et distinguée que je dois à sa pure générosité¹⁰. »

Audience
de
Maulévrier

A la même date, Dubois envoyait à Maulévrier une longue dépêche relative à ces mariages¹¹. Ces réponses n'arrivèrent à Madrid que dans la nuit du 11 au 12 août. Philippe V et la reine Élisabeth avaient manifesté une si vive impatience d'en connaître le contenu, que Maulévrier se présenta dès le matin et fut reçu au lever. L'ambassadeur donna le sens de la réponse et dit qu'il ne savait par quels mots exprimer la reconnaissance et la satisfaction du Régent. Le Roi dit qu'on ferait de part et d'autre deux bonnes affaires, qu'il avait formé ce dessein depuis plus de cinq mois et ne se laisserait pas vaincre en amitié par le duc d'Orléans. Alors Maulévrier présenta la lettre du duc d'Orléans, Philippe la lut tout haut en présence de la Reine et fut très content. Pour confirmer l'impression produite, Maulévrier tira de sa poche la lettre de Dubois et donna lecture de plusieurs passages. « N'y a-t-il rien de réservé dans cette lettre? interrompit Philippe V, et sur la réponse de Maulévrier : « Et bien, laissez-la moi donc. Je ferai mes réflexions sur les expédients proposés et je crois que nous serons bientôt d'accord avec M. le Régent. »

Désirs de
Philippe V

Deux jours après, le Roi invitait Maulévrier à la chasse et, au retour, l'adressait à Grimaldo qui lui ferait connaître les volontés royales. Il ne s'agissait que de questions secondaires : la forme à adopter pour le mariage du Roi, le nombre des princes du sang, des officiers de la couronne, ducs et pairs, des autres notables et grands personnages de France que S. M. C. désirait voir s'engager avec le Régent à l'exécution du mariage du Roi; la communication de l'affaire au Conseil de Régence; le secret à garder; l'échange des princesses; la forme des pouvoirs que Maulévrier devait avoir par devers lui. Grimaldo interrogea son maître sur ces points et celui-ci déclara qu'il valait mieux ne pas parler du mariage au Conseil de Régence trop nombreux, qu'il était préférable de s'en tenir au Conseil des Affaires Étrangères; il demanda que six ou huit grands officiers, ducs ou pairs s'engageassent avec les princes du sang à assurer l'exécution du traité en cas de mort du Régent; enfin il désirait qu'on suivît le

¹⁰ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 303, fol. 164 : Le Régent à Philippe V, 4 août 1721; E. Drumont, op. cit., p. 91-92; A. Baudrillart, op. cit., t. II, p. 474.

¹¹ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 303, fol. 163 : Dubois à Maulévrier, 4 août 1721.

même cérémonial que pour le mariage de Louis XIV avec Marie-Thérèse et celui de Charles II et de Marie-Louise d'Orléans¹².

Dubois consentait à tout, à une réserve près. Le Régent avait seul le pouvoir de stipuler pour le Roi; la garantie des princes du sang et des ducs et pairs ne garantissait rien. Si le Régent disparaissait avant la majorité du Roi, un autre Régent lui succéderait qui aurait la même autorité et ne se soucierait pas des garanties. Mieux valait obtenir l'approbation du Conseil de Régence. Si le roi d'Espagne consentait à écrire à Louis XV et au duc d'Orléans des lettres pleines d'attachement à la France, lecture en serait donnée au Conseil qui approuverait le mariage à l'unanimité en sorte qu'au lieu d'une simple promesse on procéderait au contrat de mariage. Enfin, on priait Philippe V d'écrire une lettre personnelle au maréchal de Villeroy, qui, ne quittant pas Louis XV, pouvait l'influencer et lui faire prononcer le « oui » ou le « non » dont en définitive tout dépendait¹³.

Réponse
de Dubois

Ces réponses parvinrent à l'Escorial le 2 septembre au soir. « J'eus d'abord l'honneur, écrit Maulévrier à Dubois, de rendre à LL. MM. CC. les lettres de S. A. R. Le Roi, qui étoit dans une extrême impatience de l'arrivée de mon courrier, les lut tout haut dans le moment en présence de la Reine et de moi, et il en fut si ému de tendresse et de joie qu'à peine pouvoit-il prononcer. La Reine changea de couleur, se sentit comme foible et dit en propres termes : « Pour moi, je suis si transportée et si pénétrée des sentiments et des expressions de M. le Régent que les jambes me manquent; je crois que je vais tomber¹⁴. Et en habile comédienne, elle s'appuya. « Je suis aussi charmé, reprit le Roi, de l'amitié de M. le duc d'Orléans; nous voilà en beau chemin; et, s'adressant à Maulévrier, que vous mande-t-il dans le mémoire dont il me parle? — Je ne puis, Sire, fit l'ambassadeur, mieux exposer les dispositions de cœur et d'esprit de S. A. R. en cette conjecture qu'en présentant à V. M. ma dépêche même et le mémoire qui l'accompagne; elle y verra non seulement toute la reconnaissance du prince, mais encore le zèle qu'il a et les mesures qu'il croit qu'on doit prendre, sous le bon plaisir de V. M., pour l'heureux succès du mariage. » Les observations présentées dans le mémoire furent agréées, et on se hâta de faire exécuter

Nouvelle
audience de
Maulévrier

¹² Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 304, fol. 105 : Maulévrier à Dubois, 16 août 1721.

¹³ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 304, fol. 51 : Dubois à Maulévrier, 26 août 1721.

¹⁴ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 304, fol. 105 : Maulévrier à Dubois, 1 septembre 1721.

un portrait au pastel de la petite princesse pour le montrer à Louis XV.

Mesures
pour
apprendre
au Roi
son mariage

« Il commençoit, dit Saint-Simon, à être temps de déclarer le mariage du Roi et le duc d'Orléans ne laissoit pas d'être en peine comment il seroit reçu de ce prince, que les surprises effarouchoient, et du public, à cause de l'âge de l'infante encore dans la première enfance. Le Régent résolut enfin de prendre un jour de Conseil de Régence, et le moment avant de le tenir, pour apprendre au Roi son mariage et le déclarer sans intervalle au Conseil, pour que de suite ce fût affaire passée et consommée... L'embarras fut grand du côté du Roi, qui, comme je l'ai dit, s'effarouchoit des surprises. Quelque coup d'œil ou quelque geste du maréchal de Villeroi pouvoit le jeter dans le trouble, et ce trouble l'empêcher de dire un seul mot. Il falloit pourtant un *oui* et un consentement exprimé de sa part, et s'il s'opiniâtroit à se taire, que devenir pour le Conseil de Régence? Et si par dépit d'être pressé il alloit dire *non*, que faire et par où sortir? Cet embarras possible nous tint M. le duc d'Orléans, le cardinal Dubois et moi, en consultations redoublées. Enfin il fut conclu que, dans la fin de la matinée du jour du Conseil de Régence, qui ne seroit tenu que l'après-dînée, M. le duc d'Orléans manderait séparément M. le Duc et M. de Fréjus, M. le Duc, dont il n'y avoit rien à craindre... Fréjus pour le caresser par cette distinction. M. le Duc fut surpris, mais ne se fâcha point, et fit très bien auprès du Roi. Fréjus fut froid, il parut sentir que le besoin lui valoit la confiance, loua l'alliance, par manière d'acquiescement, que M. le Duc avoit fort approuvée, trouva l'infante bien enfant, ce qui n'avoit fait aucune difficulté à M. le Duc, dit néanmoins qu'il ne croyait pas que le Roi résistât, ni qu'il en fût ni aisé ni fâché, promit de se trouver auprès de lui quand la nouvelle lui serait apprise et fut modeste sur le reste...

« Le moment venu nous arrivâmes tous aux Tuileries, où M. le duc d'Orléans, qui, pour laisser assembler tout le monde, étoit arrivé le dernier..., pirouetta un peu dans le cabinet du conseil, en homme qui n'est pas bien brave et qui va monter à l'assaut. Enfin, il entra chez le Roi, je le suivis; il demanda qui étoit dans le cabinet avec le Roi, et sur ce qu'on ne lui nomma point Fréjus, il l'envoya chercher. Il s'amusa là comme il put, peu de temps, puis il entra dans le cabinet où étoit M. le Duc, le maréchal de Villeroi et quelques gens intérieurs. Enfin Fréjus arriva, l'air empressé comme un homme mandé et qui a fait attendre. Fort peu après qu'il fut entré dans le cabinet, j'en vis sortir le peuple, c'est-à-dire qu'il n'y demeura que M. le duc d'Orléans, le cardi-

nal Dubois, qui étoit entré avec lui, M. le Duc, le maréchal de Villeroi et Fréjus. Alors me trouvant seul de ma sorte et du Conseil de Régence dans cette chambre, et ma curiosité satisfaite de les savoir aux mains, je rentrai dans le cabinet du conseil, sans toutefois m'éloigner de la porte par où je venois d'y rentrer.

« Peu après, les maréchaux de Villars, d'Estrées et d'Huxelles, vinrent l'un après l'autre à moi, surpris de cette conférence secrète qui se tenoit dans le cabinet du Roi. Ils me demandèrent si je ne savois point ce que c'étoit. Je leur répondis que j'en étois dans la même surprise qu'eux et dans la même ignorance. Ils demeurèrent tous trois à causer avec moi, pendant un bon quart d'heure, ce me semble, car le temps me parut fort long, et cette longueur me faisoit craindre quelque chose de fort fâcheux et de fort embarrassant. A la fin le maréchal de Villars dit : « Entrons là-dedans en attendant; nous y serons aussi bien qu'ici », et là-dessus nous entrâmes jusque dans la chambre du Roi, où il n'y avoit que de ses gens et les sous-gouverneurs.

« Très peu de temps après que nous y fûmes, la porte du cabinet s'entr'ouvrit, je ne sais ni pourquoi ni comment, car je causois le dos tourné à la porte avec le maréchal d'Estrées; un peu de bruit me fit tourner, et je vis le maréchal d'Huxelles qui entroit dans le cabinet. A l'instant le maréchal de Villars qui étoit avec lui nous dit : « Il entre, pourquoi n'entrerions-nous pas? » et nous entrâmes tous trois. Le dos du Roi étoit vers la porte par où nous entrions; M. le duc d'Orléans en face, plus rouge qu'à son ordinaire; M. le Duc auprès de lui, tous deux la mine allongée; le cardinal Dubois et le maréchal de Villeroi en biais; et M. de Fréjus tout près du Roi, un peu de côté, en sorte que je le voyois de profil d'un air qui me parût embarrassé. Nous demeurâmes comme nous étions entrés derrière le Roi, moi tout à fait derrière. Je m'avancai la tête un instant pour tâcher de le voir de côté, et je la retirai bien vite parce que je le vis rouge, et les yeux, au moins celui que je pus voir, pleins de larmes. Aucun de ceux qui étoient avant nous ne branla pour notre arrivée ni ne nous parla. Le cardinal Dubois me parût moins empêtré, quoique fort sérieux, le maréchal de Villeroi secouant sa perruque tout à son ordinaire : « Allons mon maître, disoit-il, il faut faire la chose de bonne grâce. » Fréjus se baissoit et parloit au Roi à demi bas et l'exhorta, ce me sembla, sans entendre ce qu'il disoit. Les autres étoient en silence très morne et nous, derniers entrés, fort étonnés du spectacle. A la fin je démêlai que le Roi ne vouloit point aller au Conseil de Régence et qu'on le pressoit là-dessus, je n'osai jamais faire aucun signe à M. le duc d'Orléans

ni au cardinal Dubois, pour tâcher d'en découvrir davantage. Tout ce manège dura presque un quart d'heure. Enfin, M. de Fréjus ayant encore parlé bas au Roi, il dit à M. le duc d'Orléans que le Roi iroit au Conseil, mais qu'il lui falloit quelques moments pour le remettre.

« Cette parole remit quelque sérénité sur les visages. M. le duc d'Orléans répondit que rien ne pressoit, que tout le monde étoit fait pour attendre ses moments; puis s'approchant entre le Roi et Fréjus, tout-contre, il parla bas au Roi, puis dit tout haut : « Le Roi va venir, je crois que nous ferons bien de le laisser », sortit et nous tous, tellement qu'il ne demeura avec le Roi que M. le Duc, le maréchal de Villeroy et l'évêque de Fréjus. En chemin pour aller dans le cabinet du conseil, je m'approchai de M. le duc d'Orléans qui me prit sous le bras et se jeta dans mon oreille, s'arrêta dans un détroit de porte, et me dit que le Roi, à la mention de son mariage, s'étoit mis à pleurer; qu'ils avoient eu toutes les peines du monde, M. le Duc, Fréjus et lui, d'en tirer un oui, et après cela, qu'ils avoient trouvé la même répugnance à aller au Conseil de Régence, dont nous avions vu la fin. Il n'eût pas loisir de m'en dire là davantage, et nous rentrâmes dans le cabinet du conseil avec lui. Or, il étoit essentiel que le Roi y déclarât, ou du moins y fût présent à la déclaration de son mariage qui étoit chose si personnelle qu'elle n'y pouvoit passer sans lui. Ceux qui le composoient et qui étoient demeurés dans le cabinet du conseil, surpris de cette longue et inusitée conférence dans le cabinet du Roi, nous voyant rentrer, s'approchèrent avec curiosité, sans toutefois oser demander ce que c'étoit; tous avoient l'air occupé. M. le duc d'Orléans s'amusa comme il put avec les uns et les autres, disant que le Roi alloit venir. Les trois maréchaux et moi qui rentrions avec M. le duc d'Orléans, nous séparâmes sans nous trop mêler avec personne. Cela fut court. Le Roi rentra avec M. le Duc et le maréchal de Villeroy, et tout aussitôt on se mit en place. Le cardinal Dubois qui n'entroit plus au Conseil de Régence depuis qu'il portoit la calotte rouge s'en étoit allé tout de suite au sortir du cabinet du Roi.

Le mariage
déclaré
au Conseil

« Assis tous en place, les yeux se portèrent sur le Roi, qui avoit les yeux rouges et gros, et avoit l'air fort sérieux. Il y eut quelques moments de silence pendant lesquels M. le duc d'Orléans passa les yeux sur toute la compagnie qui paraissoit en grande expectation; puis, les arrêtant sur le Roi, il lui demanda s'il trouvoit bon qu'il fit part au Conseil de son mariage. Le Roi répondit un oui sec, en assez basse note, mais qui fut entendu des quatre ou cinq plus proches de chaque côté, et aussitôt M. le

duc d'Orléans déclara le mariage et la prochaine venue de l'infante, ajoutant tout de suite la convenance et l'importance de l'alliance, et de resserrer par elle l'union si nécessaire des deux branches royales si proches, après les fâcheuses conjectures qui les avoient refroidies. Il fut court, mais nerveux, car il parloit à merveille et demanda les avis; on peut bien juger quels ils furent. Puis M. le duc d'Orléans parla encore un peu sur l'unanimité des suffrages à laquelle il s'étoit bien attendu sur un mariage si convenable, sur quoi il s'étendit encore un peu. Puis se tournant vers le Roi il s'inclina, et d'un air souriant, comme pour l'inviter à prendre le même, il lui dit : « Voilà donc, Sire, votre mariage approuvé et passé, et une grande et heureuse affaire faite. »

« Le conseil fut levé... Je laissai rentrer M. le duc d'Orléans au Palais-Royal, puis j'allai l'y trouver, curieux de savoir plus en détail ce qu'il n'avoit pu me dire qu'en gros à l'oreille entre ces deux portes. Il ne fit en effet qu'étendre ce qu'il m'avoit dit, parce que tout s'étoit passé avec peu de paroles. Il me dit qu'après avoir dit au Roi la convention de son mariage sous son bon plaisir, il ne doutoit pas qu'il n'y voulût bien consentir et qu'il ne l'approuvât; sur quoi voyant ses yeux rougir et s'humecter en silence, il n'avoit pas fait semblant de s'en apercevoir, et s'étoit mis à expliquer à la compagnie la nécessité et les avantages de ce mariage, tels qu'il avoit estimé devoir passer par-dessus l'inconvénient de l'âge de l'infante, que M. le Duc, après ce court discours, l'avoit repris et approuvé fort bien en deux mots; que le cardinal Dubois avoit étendu les raisons, et atténué l'inconvénient de l'âge, par l'avantage d'élever ici l'infante aux manières françoises, et d'accoutumer ensuite le Roi et elle réciproquement, tout cela néanmoins en assez peu de mots, tandis que les larmes tomboient des yeux du Roi assez dru, et que de fois à autre Fréjus lui parloit bas, sans en tirer aucune réponse; que le maréchal de Villeroy, avec force gestes et quelques phrases, avoit dit qu'on ne pouvoit s'empêcher de reconnoître l'utilité de la réunion des deux branches, ni aussi l'importance que le Roi eût des enfants dès qu'il en pourroit avoir et que, dans une affaire aussi désirable, il étoit malheureux qu'il n'y eût point en Espagne de princesse d'un âge plus avancé; que néanmoins il ne doutoit point que le Roi n'y donnât son consentement avec joie, et tout de suite lui en dit quelques paroles d'exhortation. M. le duc d'Orléans reprit là-dessus la parole sur les avantages et la nécessité incomparablement plus considérables que l'inconvénient de l'âge, mais en deux mots. Le cardinal Dubois ne

parla plus et ils attendirent en grandes angoisses ce que l'affaire deviendrait entre les mains de Fréjus, qui étoit leur seule espérance. Ce prélat parla peu sur la chose. Il dit en s'adressant au Roi qu'il devoit marquer sa confiance aux lumières de M. le duc d'Orléans, sur un mariage qui le réunissoit si heureusement avec le roi son oncle, comme il la lui donnoit sur le gouvernement de son royaume, puis parloit bas au Roi à reprises, et par-ci par-là quelques paroles d'exhortation sèches et tout haut du maréchal de Villeroy, jusqu'à ce qu'enfin le Roi eût prononcé qu'il consentoit.

« Le cardinal Dubois arriva en tiers comme M. le duc d'Orléans raisonna avec moi sur tout ce détail qu'il venoit de me raconter, et tous deux convinrent que, sans l'évêque de Fréjus qui encore s'étoit fait attendre et n'avoit pas montré agir de trop bon cœur, ils ne savioient ce qui en seroit arrivé. L'angoisse en avoit été si forte, qu'ils s'en sentoient encore tous deux. Aussitôt on dépêcha un courrier en Espagne et un autre au roi de Sardaigne, grand-père du Roi. La nouvelle courut Paris dès que ceux du Conseil de Régence en furent sortis; les Tuileries et le Palais-Royal furent bientôt remplis de tout ce qui venoit se présenter devant le Roi et faire des compliments au Régent de la conclusion de ce grand mariage, ce qui continua les jours suivants. Le Roi eut peine à reprendre quelque gaieté tout le reste du jour, mais le lendemain il fut moins sombre et, peu après, il n'y parut plus¹⁵. » (14 septembre 1721).

L'intrigue
des
mariages
espagnols

Dans le public la « nouvelle » surprit tout le monde et donna lieu à beaucoup parler¹⁶; on s'étonna d'un mariage dont les fruits ne pouvaient qu'être si tardifs et qu'il faudrait attendre douze ans. Le nœud de l'intrigue qui avait procuré cette alliance disproportionnée échappait à tout le monde. Le *Mémoire* du jurisconsulte Obrecht n'avait pas été ébruité, mais plus de deux mois avant les suggestions qu'il renfermait, l'idée était venue au Palais-Royal d'unir une fille du Régent au fils de Philippe V et il semble que Dubois s'en soit ouvert à l'abbé de Mornay au moment où celui-ci opérait mystérieusement à Madrid¹⁷. Mornay répondit en chiffres et conseilla à Dubois de gagner de plus en

¹⁵ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. XVIII, p. 213-222.

¹⁶ M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. II, p. 191, 15 septembre 1721; Barbier, *Journal*, t. I, p. 159.

¹⁷ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 297, fol. 216 : Mornay à Dubois, 29 décembre 1720.

plus l'amitié et la confiance du P. Daubenton¹⁸. Mornay succomba à la peine, mais le Régent ne perdit pas de vue la négociation et le 9 juillet nous voyons reparaître une ancienne connaissance, le sieur de Sourdeval, compagnon de Dubois en 1716 lors de son voyage à la Haye. Ce jour-là, Sourdeval prenait la route de Madrid avec les ratifications des traités récemment signés et une lettre de Dubois à Maulévrier contenant ces mots : « Si le roi d'Espagne demandait sur quelle princesse S. A. R. lui conseille de jeter les yeux, il devrait répondre qu'il ne croit pas que le Régent prenne la liberté de rien suggérer à S. M. C. sur une affaire de cette nature¹⁹. »

Sourdeval étoit chargé d'offrir à Grimaldo un portrait de Louis XV entouré de diamants et de lui faire insinuer l'acception d'une pension de trente mille livres « pour favoriser l'union des deux couronnes²⁰ ». Pendant ce temps, Maulévrier se plaindrait des projets de mariages autrichiens; auparavant un piège avait été adroitement tendu dans lequel on espéroit voir Philippe V se jeter de lui-même; par des affidés, on étoit parvenu à lui faire entendre que le Régent avait formé le dessein de faire épouser une de ses filles, Mlle de Montpensier, ou Mlle de Beaujolais à Louis XV. Philippe rumina son projet de mettre sa propre fille sur le trône de France et afin d'en écarter plus sûrement la jeune Montpensier, il lui offrit le trône d'Espagne. Jamais dupe ne s'estima plus habile²¹. Sourdeval arriva à Madrid le 20 juillet, et dès le lendemain à quatre heures du matin il entra à l'Escorial, où il passait trois jours en conférences avec le P. Daubenton, Grimaldo et la reine Elisabeth. Le 24, il regagnait Madrid où il arrivait le 25 et conféroit avec un sieur Sartine qui fit agréer à Mme Grimaldo l'équivalent de la pension de trente mille francs en bijoux et en diamants²². Or ce fut le 25 juillet que Maulévrier apprit de Daubenton et, quelques heures plus tard, de Philippe V les nouvelles dispositions de ce prince. Le 26, on l'a vu, Grimaldo faisait retarder le départ imminent de Sourdeval afin

¹⁸ Arch. des Aff. Étrang., Portugal, t. 55, fol. 167 : Dubois à Mornay, 14 janvier 1721.

¹⁹ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 302, fol. 215 : Dubois à Maulévrier, 9 juillet 1721; Ibid., t. 302, fol. 235 : Instructions à M. de Sourdeval.

²⁰ Voir E. Bourgeois, *Le Secret de Dubois*, p. 305-306.

²¹ Public Record Office, France, vol. 363; Schaub à lord Carteret, Paris, 4 octobre 1721.

²² Mme Grimaldo stipula l'envoi annuel de bijoux et de vins de Bourgogne et de Champagne pour le montant de la pension. Qu'on se rappelle les envois de vins fins à Georges I^{er} et à Stanhope.

Ouvrage
de Dubois

de lui remettre les propositions de mariages suggérées par Sartine qu'inspirait Sourdeval lui-même²³.

Toute cette manigance était l'œuvre de Dubois, il sut n'en rien laisser voir afin que Philippe V s'attachât à ces mariages comme à son œuvre personnelle, mais le Régent savait et disait indiscrettement que Dubois avait tout fait en un « tourne-main ». Dès que la nouvelle fut publiée la vanité du cardinal l'emporta sur la modestie et il ne sut pas se refuser l'honneur de ce nouveau succès. Le mariage fut déclaré le 14 septembre et le Régent assura, dans le cercle des ministres étrangers qu'il n'avait d'autre mérite que d'avoir sur-le-champ et sans hésiter accepté l'offre du roi d'Espagne. Schaub n'en crut rien. S'entretenant, le 15, avec Dubois, « au lieu de commencer, dit-il, par me plaindre du mystère qu'il nous avait fait, je me mis à le louer de ce nouvel échantillon de son habileté. » Le cardinal s'en défendit. « Nous n'avons pas, répondit-il, l'honneur de l'invention; c'est le roi d'Espagne qui s'en est avisé lui-même²⁴. » Lord Carteret accueillit très aimablement l'annonce officielle qui lui fut faite par Des-touches. Alors Dubois craignit peut-être qu'on n'ajoutât trop de créance à ses dénégations et laissa entrevoir son rôle véritable : « Le cardinal, écrit Sutton à son ministre, s'est découvert à nous, en avouant que les trois lettres du roi d'Espagne [à Louis XV et à Villeroy] avaient été concertées avec cette Cour [de France] et que ce party est le propre ouvrage de ses mains. » Il le représente comme le meilleur moyen d'apaiser le ressentiment de Philippe V pour la destruction de sa flotte, et de le « rapatrier » avec l'Angleterre et la France. « Vous voyez, Milord, par la date de ces circonstances, que M. le cardinal ne soutient plus que ce mariage est une chose nouvelle. » Comme Georges I^{er} avait paru surpris que l'affaire eût été conduite d'une manière si secrète, Dubois s'en excusait sur ce que dans une quinzaine de jours le roi d'Angleterre se sentirait obligé au Régent de lui avoir caché une chose de nature à n'être pas communiquée pendant qu'elle était en négociation²⁵.

Il le
reconnait

Le 28 septembre, Schaub célèbre la glorieuse semaine de « notre cardinal » qui lui a expliqué qu'il a dû garder le secret afin que l'affaire fût bâclée sans que le parti « vieille Cour » en

²³ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 303, fol. 116 : Relation du voyage de Sourdeval, du 4 août 1721.

²⁴ Public Record Office, France, vol. 363 : Schaub à lord Carteret, Paris, 28 septembre 1721.

²⁵ Public Record Office, France, vol. 363 : Sutton à lord Carteret, Paris, 16 septembre 1721.

connût rien et que tout le monde fut bien persuadé qu'ils ne possédaient pas exclusivement la confiance du roi d'Espagne. Dubois se divertit à voir la confusion de Villeroy qui, après s'être réjoui de ce mariage espagnol, songe qu'il va pendant longtemps prolonger les chances et l'autorité du duc d'Orléans. L'entourage du maréchal découvre de suite que le Roi, à sa majorité, pourra chercher une princesse d'un âge mieux proportionné au sien; et « vous jugez, Mylord, poursuit Dubois, que ces menaces n'effraient guère le Régent. La reine d'Espagne, au premier déplaisir que le roi son époux causeroit à son Altesse Royale, seroit exposée à la honte de se voir renvoyer sa fille. » Dans le tête-à-tête avec Schaub, le cardinal s'ouvre presque sans réserve. « Le cardinal m'a fait lecture des lettres que le roi d'Espagne a écrites au jeune Roy, au Régent et au maréchal et quand je lui ai demandé si c'était luy qui les avoit dictées ou composées, il ne l'a pas trop nié²⁶. »

Le Régent, comme on l'a vu, jugea prudent de ne pas déclarer les deux mariages à la fois. Bien lui en prit; il laissa ainsi s'apaiser les humeurs et se refroidir les esprits, cependant il fallait finir cette affaire. Dès le 19 septembre, Dubois écrivait au cardinal de Rohan : « Le public qui aime à faire faire de belles actions aux princes, étant informé avec quel zèle S. A. R. a appuyé la proposition du roi d'Espagne, ...sans aucun retour sur les espérances dont sa famille se pouvait flatter, annonce que le Roi Catholique, par reconnaissance, pourra demander Mlle de Montpensier pour le prince des Asturies²⁷. » Le 21 septembre, à sept heures du soir, le courrier apportait à Balsaïn l'acceptation de Louis XV, dès le lendemain Philippe V consultait pour la forme son fils le prince des Asturies et envoyait la demande officielle de la main de la princesse²⁸; cette demande arriva le 27 à Paris²⁹. Le Régent « alla chez le Roi, après avoir confié son secret à M. le Duc et à M. de Fréjus. Il les trouva dans le cabinet du Roi, il en fit sortir tous les autres, et entrer le cardinal Dubois, et là il dit au Roi l'honneur que le roi d'Espagne lui vouloit faire, et lui demanda la permission de l'accepter. Cela se passa tout uni-

Annonce
du mariage
de Mlle de
Montpensier

²⁶ Public Record Office, France, vol. 363 : Schaub à lord Carteret, Paris, 28 septembre 1721.

²⁷ Dubois à Rohan, 19 septembre 1721, dans Anecdotes sur l'élévation de Dubois, ms. de la Bibli. de l'École Sainte-Geneviève, V, fol. 22.

²⁸ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 305, fol. 9 : Maulévrier à Dubois, 28 septembre 1721.

²⁹ Arch. des Aff. Étrang., Suède, t. 149, fol. 390 : Dubois à Campredon, 29 septembre 1721.

ment, sans la moindre difficulté, mais le maréchal de Villeroy ne put s'empêcher dans le compliment qu'il fit sur-le-champ à M. le duc d'Orléans, de témoigner son étonnement qui sentit fort le dépit. Le lendemain 28³⁰, le duc d'Orléans en fit la déclaration au Conseil de Régence, le Roi présent³¹. » Avis et compliments ne furent qu'une même chose; les maréchaux de Villeroy, de Villars et d'Huxelles y parurent le visage enflammé et ne purent cacher leur dépit pour ne pas dire leur désespoir. Le lendemain, le Roi alla au Palais-Royal, puis à Saint-Cloud, faire compliment « sur ce grand et incroyable mariage », et en ce moment Dubois s'entretenait avec Schaub. « Il faut avouer, concluait Schaub à la suite de cet entretien, que rien n'a été mené plus adroitement, et que si jamais mystère a été pardonnable, c'est celui que le cardinal nous a fait dans cette rencontre. Car, sans le plus profond secret, il n'aurait pas été possible de faire agir ainsi le roy d'Espagne comme de son pur mouvement. Maulévrier même n'a pas été dans le secret; et toute sa part a été de porter les lettres du cardinal au confesseur³². » Les deux compères s'entendaient à demi-mot. Daubenton, personnage avisé, n'entendait pas que sa part de collaboration dans un événement de cette importance fut oubliée, et Dubois le rassurait sur ce point : « Ces deux mariages, lui écrivait-il, sont si utiles à l'union des deux monarchies, et cette union si nécessaire au bien de la religion que votre piété et votre zèle pourroient bien vous y avoir fait contribuer; et, en ce cas je vous féliciterois et vous remercirois en même temps de la part que vous y auriez prise; mais toujours je me réjouis avec vous de ce que Dieu répand ses bénédictions sur nous et nous regarde d'un œil de miséricorde³³. »

Telle fut, d'après les témoins les mieux informés et les documents les plus sincères, cette négociation des mariages espagnols qui mit le sceau à la réputation diplomatique de Dubois, découvrit ses qualités exceptionnelles de perspicacité, de décision, son adresse à garder son secret, à poursuivre son dessein et à réaliser son grand ouvrage dans toutes ses parties. Saint-Simon, qui avoue n'avoir jamais rien connu de cette négociation reconnaît qu'il faut convenir que de porter une fille du Régent

³⁰ J. Buvat, *Journal*, t. II, p. 299.

³¹ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, 1858, t. XVIII, p. 223.

³² *Public Record Office*, France, vol. 363 : Schaub à lord Carteret, Paris, 30 septembre 1721.

³³ *Arch. des Aff. Étrang.*, Espagne, t. 305, fol. 59 : Dubois au P. Daubenton, octobre 1721.

sur le trône d'Espagne fut un chef-d'œuvre de l'audace et et d'un bonheur sans pareil³⁴.

« Si la nouvelle de la déclaration du mariage du Roi avoit bien étourdi et affligé la cabale opposée à M. le duc d'Orléans, celle de la déclaration de celui d'une des princesses ses filles avec le prince des Asturies l'atterra. Ce fut un accablement si marqué dans toute leur contenance, qu'il les distinguoit aux yeux les moins perçants et les tint plusieurs jours dans un morne silence... Ils n'avoient [eu] que l'Espagne dans la bouche, qui étoit l'ancrage de leurs espérances, la protection de leurs mouvements, le seul moyen de l'accomplissement de leurs désirs, et par tout ce que Dubois n'avoit cessé de faire contre elle en faveur de l'Angleterre, l'occasion continuelle et sans indécence de fronder et décrier le Régent et son gouvernement qui, d'ailleurs, leur avoit donné beau jeu du côté des finances et celui de sa vie domestique. Toutes ces choses si flatteuses qui, malgré le peu de succès de leur malignité, de leur haine, de leurs efforts, faisoient toutefois encore la nourriture de leur esprit, de leur volonté, de leurs vues, non seulement tomboient et disparaissent par ce double mariage, mais se tournoient contre eux, et les laissent, dans le moment même, en proie au vide, à la nudité, au désespoir... Néanmoins ayant un peu repris ses esprits au bout de quelques jours, elle se mit à détester l'Espagne et à la même mesure qu'elle s'y étoit attachée, et ce contraste fut si subit, si entier, si peu mesuré, qu'il ne falloit que le voir et l'entendre pour en sentir la cause... Aux cris contre l'Espagne, ils en joignirent contre le duc d'Orléans qui, disoient-ils, sacrifioit le Roi à un enfant sorti à peine du maillot, pour marier si grandement sa fille, et pour la criminelle espérance qu'en retardant sa postérité, il pût manquer, avant l'âge [nubile] de l'infante et le duc d'Orléans régner en sa place, après s'être fait un appui de l'Espagne, si justement et si longuement son ennemie personnelle. On les méprisa et on ne songea plus qu'à exécuter promptement tout ce qui pouvoit l'être de ce traité de double mariage³⁵. »

A Madrid, l'écho de ces colères et de ces menaces se perdit au sein de l'allégresse d'une Cour ravie, Maulévrier remit le 21 septembre à Philippe V ses dépêches et le Roi les lut à trois reprises, s'extasiant sur la manière dont le Régent avait agi pour obtenir l'acceptation du Roi de France et du Conseil de Régence. Ensuite il pleura, la Reine pleura, Maulévrier pleura; les courtisans entrè-

La « Vieille
Cour »
suffoquée
de colère

La joie
en Espagne

³⁴ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XVIII, p. 224.

³⁵ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, 1858, t. XVIII, p. 225-227.

rent et ce furent des compliments, des effusions, des embrassades et pour finir un *Te Deum* que suivit un bal³⁶. Philippe V annonça lui-même à sa fille, âgée de trois ans, sa nouvelle destinée : « Je ne veux pas que vous appreniez par un autre que par moi-même ma très chère fille, que vous êtes reine de France. J'ai cru ne pouvoir mieux vous placer que dans votre même maison et dans un si beau royaume. Je crois que vous en serez contente. Pour moi, je suis si transporté de joie de voir cette grande affaire conclue que je ne puis vous l'exprimer, vous aimant avec toute la tendresse que vous ne sauriez vous imaginer. Donnez à vos frères cette bonne nouvelle, et embrassez-les bien pour moi. Je vous embrasse aussi de tout mon cœur³⁷.

Contrat
de l'infante

En même temps que l'acceptation de Louis XV, deux projets de contrats avaient été envoyés à Madrid. Celui du Roi et de l'infante prévoyait les démarches à faire pour obtenir les dispenses de proche parenté, l'envoi immédiat en France de l'infante, dont les épousailles auraient lieu à l'âge de douze ans accomplis. La dot s'élevait à cinq cent mille écus d'or sol en échange de laquelle Anne-Marie-Victoire renoncerait à toute prétention sur aucune partie de l'héritage de ses parents pour elle et pour ses descendants; cette renonciation ne serait pas valable si l'infante demeurerait veuve sans enfants ou contractait un deuxième mariage. Le Roi Très Chrétien donnerait à l'infante cinquante mille écus à son arrivée dans le royaume et trois cent mille livres lors de la célébration du mariage. Pour son douaire, elle aurait une rente de vingt mille écus d'or sol assignés sur des terres dont la principale aurait le titre de duché³⁸.

et de
Mlle de
Montpensier

Mlle de Montpensier recevait la même dot de cinq cent mille écus d'or sol, mais tandis qu'en Espagne le Roi dotait sa fille, en France c'était le trésor qui dotait la fille du Régent dont la libéralité se bornait à cinquante mille écus d'or. En cas de veuvage, la princesse pourrait sortir d'Espagne et retomber à la charge de la France³⁹.

³⁶ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 305, fol. 9 : Maulévrier à Dubois, 22 septembre 1721.

³⁷ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 150 : Mémoires et documents.

³⁸ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 299, fol. 143 : Articles accordés entre le commissaire-député par le roy T. C. et celui du roy d'Espagne pour parvenir au mariage qui se doit accomplir entre très haut, très excellent et très puissant prince Louis XV, par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre et très haute et très puissante princesse Dona-Anna-Maria-Victoria, infante d'Espagne, etc.

³⁹ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 299, fol. 161 : Contrat du prince des Asturies et de Mademoiselle de Montpensier.

Philippe V approuva tout et les deux contrats furent signés le 5 octobre, à Balsaïn, par Maulévrier et par Grimaldo, ratifiés le 20 par le Roi. Dès lors chacun allait s'ébranler : princesses, ambassadeurs, cortèges chemineraient en sens inverse avec un luxe et une dépense infinis.

CHAPITRE LIII

L'ambassade de Saint-Simon

(Septembre 1721 — mars 1722)

Saint-Simon demande l'ambassade extraordinaire. — Il se ménage l'appui de Dubois. — Les préparatifs. — Instruction. — Mission du duc d'Ossone. — Saint-Simon à Madrid. — Le Roi. — L'infante. — Le contrat. — L'audience solennelle. — Audience de la Reine. — Signature du contrat. Le voyage de Mlle de Montpensier. — Voyage de l'Infante. — L'échange. — Le prince des Asturies. — La rencontre. — Santé et destinées de la princesse des Asturies. — Saint-Simon ruiné. — Maulévrier reste à son poste. — Voyage de l'infante. — Bordeaux. — Chartres. — Orléans. — Berny. — Bourg-la-Reine. — Aspect de Paris. — Le cortège et les fêtes.

Au premier mot du mariage du Roi et de la venue de l'infante d'Espagne, le duc de Saint-Simon songea à l'occasion que lui offrait la confiance du Régent de faire la fortune de son second fils. Après avoir exposé un plan d'éducation, désigné une gouvernante et une résidence, improvisé et brillé tout à son aise, le duc d'Orléans lui dit qu'il avait raison mais qu'on ne pouvait adopter ses vues, la place de gouvernante ne se pouvant ôter à la duchesse de Ventadour qui n'était pas femme à s'enfermer au Val-de-Grâce. Saint-Simon contesta un peu et dit au prince « que, puisque les choses en étoient nécessairement à ce point, il devoit instant d'envoyer faire la demande solennelle de l'infante et en signer le contrat de mariage, qu'il y falloit un seigneur de marque et titré, et que je le suppliois de me donner cette ambassade avec sa protection et sa recommandation auprès du roi d'Espagne pour faire grand d'Espagne le marquis de Ruffec. »; et sans lui donner un instant il récapitula tout ce que le Régent avait fait pour d'autres et n'avait pas fait pour lui : et La Feuillade, et Noailles, et Brancas, et Nevers! Le prince « eut peine à le laisser achever », accorda tout et tout de suite. Ce qu'il assaisonna de beaucoup d'amitié avec la demande d'un secret sans réserve et la recommandation de ne faire aucun préparatif, vou-

Saint-Simon
demande
l'ambassade
extraordi-
naire

lant se donner le temps « de tourner son Dubois et de lui en faire avaler la pilule¹ ».

Il se ménage
l'appui
de Dubois

Dubois avait son candidat, assez singulièrement choisi : le maréchal de Berwick, qui avait commandé l'armée en 1719 et à qui le ministre voulait ménager l'occasion de regagner la faveur de Philippe V; « malheureusement, écrit-il au maréchal, je fus prévenu de quelques heures par M. le duc de Saint-Simon, qui tira de S. A. R. un engagement si positif qu'il n'y eut plus moyen de le rompre². » Toutefois Saint-Simon savait que le Régent était « tenu de trop court³ » par Dubois, pour ne pas ménager ce ministre. Comme la brouille avait, entre eux, succédé à l'amitié, il chargea M. de Belle-Isle d'offrir ses excuses au cardinal avec la demande de l'ambassade extraordinaire à Madrid. Vingt années plus tard, la scène était retournée et c'était, à l'en croire, Dubois qui envoyait Belle-Isle à Saint-Simon « pour ployer sa roideur et lui offrir la paix. » Belle-Isle remplit sa mission le 5 ou le 6 septembre et, le 8, Dubois répondit aux avances très humbles de Saint-Simon : « J'avois deviné, monsieur, ce que vous désiriez de mes soins, et j'ai débuté par là ce matin avec les sentiments que pouvoit m'inspirer l'ancienne amitié dont vous m'avez autrefois honoré, qui surnagera toujours dans les plus mauvais temps aux vagues les plus orageuses... J'aurai l'honneur de vous voir au jour et à l'heure qu'il vous plaira de me marquer pour concerter avec vous toutes les mesures qu'il y a à prendre⁴. » Entre ces deux adversaires, aussi vindicatifs l'un que l'autre, commença une joute impitoyable. Dubois savait ce que pèse l'indépendance d'un grand seigneur ruiné devant l'omnipotence d'un ministre, il complota la ruine de Saint-Simon afin de le tenir à sa discrétion, et celui-ci le comprit, mais trop tard; il s'en vengea, sachant ce que pèse la réputation d'un ministre vilipendé persévérément par un écrivain.

Les
préparatifs

Ce ne furent d'abord de la part de Dubois que profusions d'amitiés, d'attachement et tous les artifices en usage afin d'éviter d'entrer en matière et de rien discuter avec lui. Lorsque la date

¹ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, 1858, t. XVIII, p. 167-168; P. Bliard, *Dubois et Saint-Simon. Une ambassade extraordinaire à Madrid, 1721-1722*, dans *Revue des Questions historiques*, 1901, t. LXX, p. 37-73; Dubois cardinal et premier ministre, t. II, p. 369-408.

² Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 311, fol. 82 : Dubois à Berwick, 28 octobre 1721.

³ Saint-Simon, *op. cit.*, t. XVIII, p. 224.

⁴ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 304, fol. 74 : Dubois à Saint-Simon, 8 septembre 1721.

du départ approcha, le ministre changea de ton, prêcha la plus extrême magnificence et entra dans les plus minces détails, se récriant sur l'excès de simplicité, augmentant le train d'un tiers. Saint-Simon se débattit, rappela l'état pitoyable des finances, le déchet prodigieux du change et obtint pour réponse « que cela devoit être ainsi pour la dignité du Roi, et que c'étoit à S.M. de porter toute la dépense ». Le Régent, persuadé par le cardinal, tint le même langage; alors il fallut que Saint-Simon détaillât le nombre et la broderie de ses habits, qu'il énumérât ce qui regardait la table et l'écurie et le cardinal augmenta tout du double. « Il fallut céder, quoique je sentisse bien qu'une fois embarqué, ils ménageroient la bourse du Roi aux dépens de la mienne⁵. » L'ambassade fut déclarée le 23 septembre et Saint-Simon partit en poste le 23 octobre. Ce mois, si on le pouvait raconter dans sa minutie serait pareil à une comédie entrecoupée d'accès de rage, de fines perfidies et de harangues enflammées.

Dubois montrait alors autant d'empressement qu'il avait marqué de nonchalance. Il envoya presser les ouvriers, voulut voir un habit de chaque sorte de domestiques, livrées et autres, y ajouta des galons; même il se fit montrer tous les habits faits pour l'ambassadeur et ses deux fils. Enfin l'impatience devint telle qu'il fit transporter tout ce qui pût l'être sur des haquets en poste jusqu'à Bayonne. Il voulut encore connaître la suite, le trouva bien choisie mais trop peu nombreuse et envoya dire qu'il fallait emmener une quarantaine d'officiers. Saint-Simon se récria, parla de folie de dépenses, fit entendre que cette belle jeunesse, galante, indiscrete et française, lui susciterait par ses aventures plus d'affaires que toutes celles de l'ambassade. Finalement, on composa et l'ambassadeur n'emmena que vingt-neuf officiers. Entre temps Saint-Simon écrivait, interrogeait, se bourrait de renseignements, consultait Berwick, Amelot, Saint-Aignan, Louville. Ce dernier qui avait la prétention justifiée de connaître à fond l'Espagne traçait un véritable itinéraire et une règle de conduite. M. de Saint-Simon ira ici, il ira là, il fera ceci, et puis cela. « Il verra le tombeau de la bienheureuse Marie d'Agréda qu'il verra bien dévotement et empêchera, s'il le peut, M. l'abbé de Saint-Simon de faire l'agréable ni de faire parade de son jansénisme. S'il ne suit pas mes conseils, il pourroit bien ne pas revenir entier en France⁶. » Saint-Simon dressa une

⁵ Saint-Simon, *op. cit.*, t. XVIII, p. 228.

⁶ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 305, fol. 46; Drumond, *op. cit.*, p. 101.

sorte de questionnaire « sur des bagatelles qui pouvoient échapper, disait-il, à l'instruction attendue de Son Éminence ». Dubois répondit et Saint-Simon l'en remercia sur ce ton : « Toute mon habileté ne peut estre infusée que de la vostre qui est féconde en miracles. Une grande exactitude à vos ordres fera toute ma conduite et une grande et pleine confiance en vous toute ma sûreté. Je désire extrêmement vous avoir pu plaire tantôt. Je conjure Votre Éminence d'estre bien persuadée que c'est le cœur qui parle et qui lui est entièrement attaché. » Ce fut dans ces sentiments qu'il lut une longue instruction qui lui fut remise au moment du départ¹.

Instructions

Elle lui prescrivait de hâter le plus possible son voyage, réglait par avance certaines questions de cérémonial et d'étiquette, exigeant, par exemple, que Mlle de Montpensier fut traitée comme une fille de France, marquait tout ce qui avait été fait et bien fait par Maulévrier, donnait enfin un aperçu de la situation politique résultant des traités d'alliance signés auparavant entre la France, l'Angleterre et l'Espagne. L'ambassadeur extraordinaire ne devait entretenir aucune relation avec les Bretons réfugiés, ni avec les partisans de Jacques Stuart, mais ne devait témoigner aucune hostilité aux amis de la princesse des Ursins ou du prince de Cellamare.

Mission
du duc
d'Ossone

Enfin, Saint-Simon partit en poste le 23 octobre avec ses fils, le comte de Lorges, l'abbé et le major de Saint-Simon, fut rejoint à Blaye par l'abbé de Mathan, à Bayonne par M. de Céreste. En chemin, au-delà de Poitiers, il rencontra le duc d'Ossone, grand seigneur espagnol qui remplissait la fonction d'ambassadeur extraordinaire du roi d'Espagne, et arriva à Paris le 29 octobre². Celui-ci fut, par une attention presque unique, logé et défrayé avec sa suite à l'hôtel des Ambassadeurs extraordinaires. On se hâta de faire faire à la future épouse sa première communion et, le 13, le duc d'Ossone fut conduit à l'audience publique de Louis XV qu'il complimenta sur son mariage et à qui il adressa la demande pour Mlle de Montpensier. Le 15,

¹ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 311, fol. 68 : Saint-Simon à Dubois, 22 octobre 1721; E. Drumont, *op. cit.*, p. 124, n° 2, p. 395-403.

² Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 299, fol. 127 : Mémoire pour servir d'instruction à M. le duc de Saint-Simon, Pair de France, conseiller au Conseil de Régence, gouverneur des ville, citadelle et comté de Blaye, gouverneur et Grand Bailli de Senlis, allant en Espagne, en qualité d'ambassadeur extraordinaire du Roy auprès du Roy Catholique, 21 octobre 1721; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XVIII, p. 234-237.

³ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XVIII, p. 251-252, 331-334.

dans l'après-dînée, eut lieu la signature du contrat. Le duc d'Ossone, conduit par le prince d'Elbœuf et le chevalier de Saintot, introducteur des ambassadeurs, dans un carrosse du Roi, et don Patricio Laulès, conduit par le prince Charles de Lorraine, grand écuyer de France et par M. de Rémond, autre introducteur des ambassadeurs, furent reçus aux Tuileries avec tous les honneurs accoutumés et la plus grande magnificence. Ils trouvèrent le Roi dans un grand cabinet, debout sous un dais, ayant un fauteuil derrière lui et découvert, une table et une écritoire devant lui. La duchesse d'Orléans avait prié la vieille Madame d'accompagner Mlle de Montpensier. Le Régent faisait face à sa mère aux deux bouts de la table et le cardinal Dubois un peu en arrière du Régent. Les princes et princesses du sang en demi-cercle ainsi que le comte de Toulouse, les grands officiers et les principaux seigneurs. Le duc d'Ossone et Laulès s'approchèrent, firent un court compliment et se retirèrent aux places qui leur étaient marquées, au-dessous des princes du sang et sur la même ligne. Le cardinal Dubois donna lecture du contrat qui fut signé par le Roi et par tout ce qui était là présent du sang; puis, sur une autre colonne, par les deux ambassadeurs, sur la même table.

Le Roi alla peu après rendre visite à Mlle de Montpensier au Palais-Royal, ensuite à l'Opéra, qu'il vit pour la première fois. Après le souper aux Tuileries, Louis XV revint au Palais-Royal où il ouvrit le bal avec Mlle de Montpensier, s'attarda une heure et demie et, en se retirant, traversa huit salles remplies de masques magnifiquement parés. Bal et souper conduisirent jusqu'à six heures du matin. Le 17 vinrent, par ordre, le prévôt des Marchands et le Corps de Ville, complimenter la gamine royale dont les caprices bizarres et la perversité précoce allaient consterner la Cour d'Espagne.

Pendant ce temps, Saint-Simon poursuivait son voyage. Il ne se hâtait point, heureux de savourer les encens provinciaux dont on le régala libéralement. Philippe le fit prier de presser sa marche¹⁰, l'ambassadeur extraordinaire n'en fit rien, prit son temps et mit un mois entier à gagner Madrid, où il arriva dans la nuit du 21 au 22 novembre. « J'espère, disait-il, que je ne feray point de honte à l'honneur de mon employ sur la

Saint-Simon
à Madrid.
Le Roi

¹⁰ Saint-Simon à Dubois, Bayonne, 8 novembre 1721, édit. Drumont, p. 125, n° 4; p. 127, n° 5; *Mémoires*, édit. Chérueil, 1858, t. XVIII, p. 256, 261.

manière de paroistre icy¹¹. » Dès le lendemain, conduit par Grimaldo et accompagné de Maulévrier, il fut présenté au roi d'Espagne¹². Le premier coup d'œil m'étonna si fort, avoue-t-il, que j'eus besoin de rappeler tous mes sens pour m'en remettre. Je n'aperçus nul vestige du duc d'Anjou, qu'il me fallut chercher dans un visage fort allongé, changé, et qui disoit encore beaucoup moins que lorsqu'il étoit parti de France. Il étoit fort courbé, rapetissé, le menton en avant, fort éloigné de sa poitrine, les pieds tout droits, qui se touchoient et se coupoient en marchant, quoiqu'il marchât vite et les genoux à plus d'un pied l'un de l'autre. Ce qu'il me fit l'honneur de me dire étoit bien dit, mais si l'un après l'autre, les paroles si traînées, l'air si niais, que j'en fus confondu. Un justaucorps, sans aucune sorte de dorure, d'une manière de bure brune, à cause de la chasse où il devoit aller, ne relevoit pas sa mine ni son maintien. Il portoit une perruque nouée, jetée par derrière, et le cordon bleu par-dessus son justaucorps, toujours et en tout temps, et de façon qu'on ne distinguoit pas de Toison d'or qu'il portoit au cou avec un cordon rouge, que sa cravate et son cordon bleu cachaient presque toujours¹³. » La première audience dura un quart d'heure et se passa à demander des nouvelles, à se réjouir des mariages. Ensuite le Roi entra chez la Reine et l'ambassadeur fut appelé et entretenu une demi-heure « qui ne fut qu'un épanchement de tendresse ».

L'infante

Le ménage royal montra lui-même ses enfants, Ferdinand, Carlos et Philippe, enfin l'infante et « ce que j'en ay vû, écrit Saint-Simon à Louis XV, m'a paru beaucoup au-dessus de ce qu'on en a écrit ». L'enfant dansa « ce qu'elle fit avec beaucoup de grâce ». « La Reine me fit l'honneur de me dire, qu'elle commençait à apprendre assez bien le Français, et le Roy ajouta qu'elle oublieroit bientôt l'Espagnol, sur quoi la Reine écria qu'elle souhaitait qu'elle oubliât non seulement cette langue, mais l'Espagne et eux-mêmes, pour ne s'attacher et n'aimer que Votre Majesté. » Enfin ce fut le tour du prince des Asturies qui me parut « grand et parfaitement bien fait. Il me demanda avec beaucoup d'empressement des nouvelles de V.M. et ensuite de Mlle de Montpensier et du temps de son arrivée. » L'audience

¹¹ Saint-Simon à Dubois, Madrid, 24 novembre 1721, édit. Drumont, p. 143, n° 11.

¹² Saint-Simon, *Tableau de la Cour d'Espagne fait à la fin de 1712 et au commencement de 1722*, édit. Drumont, p. 351-364.

¹³ *Mémoires*, t. XVIII, p. 270-271.

solennelle fut fixée au 25 novembre pour demander et accorder l'infante et signer les articles du contrat¹⁴.

Saint-Simon n'avait que trois jours pour tout régler, entre son arrivée et son audience solennelle. Il conféra avec Grimaldo et Maulévrier et ils s'aperçurent que le roi et la reine d'Espagne ne devaient pas signer au contrat, mais devaient confier tous leurs pouvoirs à des commissaires qui contracteraient pour eux. Philippe IV n'avait pas signé au contrat de sa fille Marie-Thérèse, et cependant les Instructions données à Saint-Simon prévoyaient la signature de Philippe V à qui on rendit compte de la difficulté, il décida qu'il signerait ainsi que la Reine¹⁵. Une autre difficulté fut soulevée : la coutume d'Espagne exigeait impérieusement la présence de témoins pour la validité d'un acte et notamment d'un contrat de mariage, quelle que fut la dignité des personnes contractantes. Saint-Simon déclara cette formalité « inconnue », enfin il céda aux instances de Grimaldo et de Philippe V lui-même et toléra les témoins sur un acte séparé, à condition qu'ils ne signassent pas le contrat lui-même. Philippe V eût la bonne grâce de choisir les cinq témoins dans la famille de Saint-Simon¹⁶.

Le contrat

L'audience publique eut lieu le 25 novembre. Saint-Simon et Maulévrier furent reçus au bas de l'escalier par le duc de Liria, le prince de Chalais et le marquis de Valouse qui rendirent leurs devoirs en qualité de Français. L'escalier était garni de halbardiers avec leurs officiers; les gardes faisaient la haie dans leur salle; des grands et des gens de la première qualité attendaient dans la pièce contigüe à celle de l'audience et vinrent féliciter l'ambassadeur. Après un quart d'heure la porte de la salle d'audience s'ouvrit et les Grands y entrèrent pour recevoir le Roi. Philippe V prit place sous un dais vers le fond de la salle; à quelque distance de lui le duc de Bournonville, grand d'Espagne, capitaines des gardes en quartier; du même côté, presque au bout, le majordome-major du Roi; les Grands le long des murailles; plus près de la porte d'entrée, les gens de qualité en foule. Saint-Simon, cambré, dédaigneux, magnifique, s'avança à pas comptés dans son habit d'or rechampi, — tel un coq faisant —, fit à l'entrée une profonde révérence pour

L'audience solennelle

¹⁴ Saint-Simon à Louis XV, Madrid, 24 novembre 1721, édit. Drumont, p. 144-146, n° 12; *Mémoires*, t. XVIII, p. 266.

¹⁵ Saint-Simon à Louis XV, Madrid, 24 novembre 1721, édit. Drumont, p. 147-148, n° 12; *Mémoires*, t. XVIII, p. 274-278.

¹⁶ Saint-Simon à Louis XV, Madrid, 24 novembre 1721, édit. Drumont, p. 149-151, n° 12; *Mémoires*, t. XVIII, p. 278.

laquelle le Roi leva son chapeau et se recouvrit; l'ambassadeur arrivé au milieu de la pièce s'inclina de nouveau, puis une troisième fois au pied du trône et le Roi se découvrit encore et se recouvrit¹⁷.

Saint-Simon parla de l'union des deux couronnes, de la joie des deux nations, de l'union des deux familles et demanda la main de l'Infante, ensuite il remercia pour le choix du prince des Asturies et se congratula lui-même d'avoir été appelé à figurer dans cette occasion. « La joie du roi d'Espagne éclatoit cependant sur son visage et sur toute sa personne¹⁸. Si j'avois été, écrit Saint-Simon, surpris à la première vue du roi d'Espagne à mon arrivée, et si les audiences que j'en avois eues jusqu'à celle-ci m'avoient si peu frappé, il faut dire ici avec la plus exacte et la plus littérale vérité que l'étonnement où me jetèrent ses réponses me mit presque hors de moi-même. Il répondit à chaque point de mon discours dans le même ordre, avec une dignité, une grâce, souvent une majesté, surtout un choix si étonnant d'expressions et de paroles par leur justesse et un compassement si judicieusement mesuré, que je crus entendre le feu Roi, si grand maître et si versé en ces sortes de réponses. »

« Philippe V sut joindre l'égalité des personnes avec un certain air de plus que la déférence pour le Roi son neveu, chef de sa maison, et laisser voir une tendresse innée pour ce fils d'un frère qu'il avoit passionnément aimé et qu'il regrettoit toujours. Il laissa étinceler un cœur français sans cesser de se montrer en même temps le monarque des Espagnes. Il fit sentir que sa joie sortoit d'une source plus pure que l'intérêt de sa couronne, je veux dire de l'intime réunion du même sang; et à l'égard du mariage du prince des Asturies, il sembla remonter quelques degrés de son trône, s'expliquer avec une sérieuse bonté, sentir moins l'honneur qu'il faisoit à M. le duc d'Orléans en faveur du même sang, que la grâce signalée... qu'il lui faisoit... Cet endroit surtout me charma par la délicatesse avec laquelle, sans rien exprimer, il laissa sentir sa supériorité tout entière, la grâce si peu méritée de l'oubli des choses passées, et le sceau si fort inespérable que sa bonté daignoit y apposer. Tout fut dit avec tant d'art et de finesse, et coula toutefois si naturellement, sans s'arrêter, sans bégayer, sans chercher, qu'il

¹⁷ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XVIII, p. 280-284.

¹⁸ Saint-Simon à Louis XV, Madrid, 27 novembre 1721, édit. Drumont, p. 172, n° 20.

fit sentir tout ce qu'il étoit, tout ce qu'il pardonnoit, tout en même temps à quoi il se portoit, sans qu'il lui échappât un seul mot ni une seule expression qui pût blesser le moins du monde, et presque toutes au contraire obligeantes... Je regretterai à jamais de n'avoir pu écrire sur-le-champ des réponses si singulières et de n'en pouvoir donner qu'une idée si dissemblable à une si surprenante perfection¹⁹. »

Après la présentation des officiers des troupes faisant partie de sa suite, le Roi se retira, les ambassadeurs français et l'assistance se rendirent dans l'appartement de la Reine. Foucault de Magny, un des Bretons traîtres à la France, s'y trouvait major-dome de semaine et devait conduire à l'audience. Il fut remplacé et invité à ne se trouver nulle part où il pût rencontrer le duc de Saint-Simon. Les autres Bretons, coupables du même crime, se tinrent pour avertis et évitèrent partout le regard de l'ambassadeur²⁰.

La Reine avait le visage marqué, couturé, défiguré à l'excès par la petite vérole; maigre, mais la gorge et les épaules belles, la taille dégagée, bien prise, parlant français avec correction, facilité et un léger accent italien; une grâce charmante, continue, naturelle, sans la plus légère façon, un air de bonté, même de politesse qui n'excluait pas un air de grandeur et de majesté qui ne la quittait pas²¹. Le discours roula sur les mêmes choses qu'à l'audience du Roi. Elisabeth Farnèse se trouva embarrassée par sa propre joie, répandit cependant en bons termes toutes les banalités dont l'enchaînement prévu compose les improvisations du cérémonial des cours²².

Ensuite vint l'audience du prince des Asturies, où tout se passa sans aucune cérémonie, conversation plus qu'audience; de là on passa chez l'infante. Grimaldo avait promis qu'elle dormirait, — elle dormait!²³ A quatre heures de l'après-dînée, Saint-Simon et Maulévrier revinrent au palais avec la même pompe que le matin pour la signature du contrat. On les introduisit dans le Salon des Grands, où se trouvaient les Grands d'Espagne, le Président de

Audience de
la Reine

Signature
du contrat

¹⁹ Saint-Simon à Louis XV, Madrid, 27 novembre 1721, édit. Drumont, p. 173, n° 20; *Mémoires*, t. XVIII, p. 285.

²⁰ Saint-Simon à Louis XV, Madrid, 27 novembre 1721, édit. Drumont, p. 173, n° 20; *Mémoires*, t. XVIII, p. 287.

²¹ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XVIII, p. 271.

²² Saint-Simon à Louis XV, Madrid, 27 novembre 1721, édit. Drumont, p. 174, n° 20; *Mémoires*, t. XVIII, p. 288-291.

²³ Saint-Simon à Louis XV, Madrid, 27 novembre 1721, édit. Drumont, p. 175, n° 20; *Mémoires*, t. XVIII, p. 292.

Castille, les deux secrétaires d'État, les cinq témoins français. Un moment après arrivèrent le Roi, la Reine, le prince des Asturies, l'infante avec sa gouvernante et les infants. Ils prirent place devant une table disposée au milieu du salon, les grands d'Espagne faisant cercle tout autour; le nonce au bout de la table, à droite; l'ambassadeur extraordinaire derrière le nonce tout près du Roi, ce qui comportait une véritable préséance, encore que déguisée, sur le représentant du Pape. Don José Rodrigo lui le contrat du mariage en espagnol et fit ensuite la lecture d'un double du même contrat et en même langue, puis de l'acte séparé où il était fait mention des noms et qualités des dix témoins et de la présence de tous ceux des grands d'Espagne qui se trouvaient là. Le Roi et la Reine signèrent, la Reine guida la main de l'infante, puis le prince des Asturies et ses jeunes frères. Les ambassadeurs français, conduits à une autre table, signèrent à côté des noms des deux derniers infants²⁴.

A la nuit, illumination, souper, bal, feu d'artifice; le lendemain *Te Deum* solennel à Notre-Dame d'Atocha et nouvelles réjouissances. Le 27 novembre, Saint-Simon apprit que Mlle de Montpensier s'acheminait vers la frontière d'Espagne, il l'alla annoncer au ménage royal qui attendait cette nouvelle avec la plus vive impatience. A la demande d'être introduits, on répondit que leurs Majestés étaient encore au lit, mais que les ambassadeurs pouvaient entrer néanmoins. Le Roi, presque tout couché sur des oreillers, avec un petit manteau de lit de satin blanc; la Reine à son séant, un morceau d'ouvrage de tapisserie à la main, à la gauche du Roi, des pelotons près d'elle; des papiers épars sur le reste du lit et sur un fauteuil au chevet, tout près du Roi qui étoit en bonnet de nuit, la Reine aussi et en manteau de lit, tous deux entre deux draps que rien ne cachoit que ces papiers fort imparfaitement²⁵. Cette nouvelle du départ de Mlle de Montpensier causa une extrême satisfaction et la conversation se prolongea pendant une heure. Le jour même l'infante partit pour Alcalá et le Roi et la Reine pour Lerma où devait être célébré le mariage du prince des Asturies²⁶.

Le voyage de Mlle de Montpensier
Tout avait été prodigué pour rehausser l'éclat du voyage de Mlle de Montpensier à travers la France, jusqu'à cette île célèbre

²⁴ Saint-Simon à Louis XV, Madrid, 27 novembre 1721, édit. Drumont, p. 176-177; *Mémoires*, t. XVIII, p. 293-302.

²⁵ Saint-Simon à Louis XV, Madrid, 27 novembre 1721, édit. Drumont, p. 181, n° 20, p. 365; *Mémoires*, t. XVIII, p. 324.

²⁶ Saint-Simon à Louis XV, Madrid, 27 novembre 1721, édit. Drumont, p. 182; *Mémoires*, t. XVIII, p. 325.

dite des Faisans, sur la Bidassoa, où se ferait l'échange des princesses. Cette fillette perverse, fantasque et opiniâtre était présentée par Dubois comme une pieuse et douce enfant. « Toutes les inclinations de Mlle de Montpensier, écrivait-il, tendent au bien, à l'honneur, à la dignité, à la piété, et il semble qu'elle soit née pour vivre auprès de Leurs Majestés Catholiques; en sorte qu'on ne peut s'empêcher de reconnaître que la même Providence qui a formé cette princesse, a inspiré au Roi Catholique le dessein de la choisir pour le rang qui lui est destiné²⁷ ». « On ne peut cependant pas dire, écrivait l'aïeule qui la voyait de plus près, que Mlle de Montpensier soit laide; elle a de jolis yeux, la peau fine et blanche, le nez bien fait quoique un peu mince, la bouche fort petite; avec tout cela c'est la personne la plus désagréable que j'aie vue de ma vie; dans toutes ses façons d'agir, qu'elle parle, qu'elle mange, qu'elle boive, elle est insupportable; elle n'a pas versé une larme en nous quittant, et c'est à peine si elle nous a dit adieu²⁸ ». Elle avait grandi, ou pour mieux dire, poussé, ainsi qu'un joli animal, dans un appartement de ce Palais-Royal où personne ne s'occupait à former sa conscience, son intelligence et son cœur. Le 18 novembre, le duc d'Orléans, le duc de Chartres, la duchesse de Ventadour, la princesse de Soubise et la comtesse de Cheverny, encadrés de cent cinquante gardes et quatre-vingts gardes du corps conduisirent la jeune Reine d'Espagne jusqu'à Bourg-la-Reine d'où elle devait poursuivre sa route²⁹ sous la surveillance de trente ou quarante brigands de la bande fameuse de Cartouche qui ne la quittèrent pas jusqu'à son entrée à Madrid³⁰. L'avocat Barbier avait raison de dire qu'« il y a des préparatifs étonnants pour ce voyage-là; on dit qu'il marche près de quatre mille personnes, cela nous coûtera des sommes³¹! » Le catalogue des livres que la princesse emporta en Espagne a été conservé, ce n'est que « rapsodies de la plus forte mysticité, et tels que les aurait choisis une vieille servante imbécile³² ». Le voyage dura six semaines, la jeune Reine

²⁷ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 308, fo. 203; Dubois à Maulévrier, 18 novembre 1721.

²⁸ Madame à la marquise Louise, 6 décembre 1721, dans *Correspondance*, édit. G. Brunet, t. II, p. 355.

²⁹ Buvat, *Journal*, t. II, p. 304; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XVIII, p. 334.

³⁰ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, 1832, t. I, p. 434.

³¹ Barbier, *Journal*, t. I, p. 172.

³² P.-E. Lémontey, *Les filles du Régent*, dans *Revue rétrospective*, 1^{re} série, t. I, 1833, p. 200. Toutes réserves à faire sur ce jugement.

étant partout reçue solennellement³³. De Bazas elle écrivait à son père ces quelques lignes en caractères plus qu'enfantins : A Basas ce 22 décembre. Permete mon chère papa que j'ai l'honneur en vous souhaitent d'avance une bonne année de prendre encore congé de vous et de vous assurer nuls terme ne pouvant exprimer ma vive reconnaissance de tout ce que vous avez fait pour moi que je vous le marquerai toute ma vie par ma bonne conduite et mon application à vous plaire. Trouve bon aussi que rendent justice à la maison du roi je m'en loue infiniment. M. de Basoncourt m'a fait très grande et bonne chère. Le clerge qui est très bien composé a eu toute l'exactitude possible³⁴... »

Voyage de
l'infante

Le prince de Rohan qui attendait la princesse à Bayonne, alla à sa rencontre accompagné d'une nombreuse suite à cheval et lui donna la main à la descente du carrosse. Le lendemain Mlle de Montpensier rendit ses devoirs à la Reine douairière d'Espagne, retirée près de là, et fut traitée en reine. Louise-Élisabeth en reçut de riches présents³⁵. De son côté, l'infante se rapprochait de la frontière sous la conduite du marquis de Santa-Cruz, grand-maitre de la maison de la Reine. A Lerma, où ils s'arrêtaient de leurs personnes, Philippe V et Élisabeth se séparaient de leur enfant; ils voulurent, pour l'honorer encore, l'accompagner jusqu'au péristyle du palais, mais tous deux s'évanouirent en chemin et l'infante fut enlevée de leurs bras. La princesse était accompagnée de la duchesse de Montellano, de trois dames d'honneur, de gouvernantes et de sous-gouvernantes, puis tout ce qui devait ramener la jeune princesse des Asturies à Lerma.

Le 6, Mlle de Montpensier arriva à Saint-Jean-de-Luz et l'infante à Ozarzun; le 8, le prince de Rohan et le marquis de Santa-Cruz s'abouchèrent, discutèrent les formules et le protocole de l'acte d'échange, les dispenses pontificales étaient prêtes et la cérémonie fut fixée au 9 janvier à midi.

L'échange
des
princesses

Ce jour-là les deux princesses se dirigèrent vers une maison de bois, belle et bien meublée, bâtie aux dépens du roi de France dans l'île des Faisans avec des matériaux enlevés par ses troupes

³³ Les rapports des Intendants sur ces réceptions dans *Arch. des Aff. Étrang.*, Espagne, *Mémoires et Documents*, t. 150, fol. 129 suiv.

³⁴ Mlle de Montpensier à son Père, 22 décembre 1721, dans Lémontey, *op. cit.*, p. 201; E. Brives Cazes, *Passages de princesses royales françaises et espagnoles en Guyenne, 1721-1748*, dans *Actes de l'Académie des Sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux*, 1884, t. XLV, p. 35.

³⁵ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 29 janvier 1722, dans *Les Correspondants de la Marquise de Balleroy*, t. II, p. 420.

lors de l'expédition de Passage³⁷. Deux appartements égaux, l'un du côté de France, l'autre du côté d'Espagne, n'étaient séparés que par un salon destiné à l'échange. On y abordait des deux côtés par un pont de bateaux fort spacieux. Une foule considérable bordait la rivière sur laquelle se voyaient un grand nombre d'embarcations.

Deux compagnies de grenadiers des régiments de Touraine et de Richelieu étaient postées à droite et à gauche de l'entrée du pont. On choisit vingt hommes pour mettre dans l'île aux deux côtés de l'appartement de France. Les gardes du corps se mirent en bataille vis-à-vis le pont, ayant à leur gauche, sur le chemin de la princesse les régiments de cavalerie de Chartres et de La Tour. Les troupes espagnoles imitèrent cette disposition. Le cortège du prince de Rohan, composé de quarante gentilhommes, de seize pages, de cinquante hommes de livrée, et celui de la duchesse de Ventadour, occupaient une grande partie du pont. La livrée du Roi, les pages et les douze Suisses tenaient le côté le plus près du salon.

Le prince de Rohan donna la main à Mlle de Montpensier, à la descente du carrosse, et la mena à son appartement. Au même instant, l'infante entra dans le sien. Après que les princesses se furent reposées quelque temps, elles entrèrent, suivies de leur Cour, chacune de leur côté, dans le salon et s'avancèrent jusqu'à la table qui était au milieu. Le prince de Rohan était à la droite de Mademoiselle, la duchesse de Ventadour et le prince de Soubise à sa gauche. Le marquis de Santa-Cruz et la duchesse de Montellano étaient aux côtés de l'infante. On se dispensa de relire les actes examinés la veille, ils furent présentés et signés, et les doubles en furent remis réciproquement. Le prince de Rohan remercia au nom du Roi tous ceux et celles qui avaient pris soin de l'infante, on échangea des politesses, les princesses s'embrassèrent et furent reconduites chacune dans son nouvel appartement. Une demi-heure plus tard chaque cortège s'ébranla dans sa direction³⁷.

Saint-Simon qui l'attend et bientôt l'observera recueille ce qui se dit de la princesse des Asturies : avec beaucoup d'esprit et d'envie de plaire, elle manque de l'éducation la plus commune; libérale, charitable, haute, volontaire, peu de bienséance, abu-

Le prince
des Asturies

³⁶ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. I, p. 433.

³⁷ *Arch. des Aff. Étrang.*, Espagne, t. 299, fol. 342 : Relation de l'échange de l'infante et de la princesse d'Orléans, fait à l'île des Faisans, le 9 janvier 1722. *Ibid.*, fol. 346 : Acte de l'échange de l'infante d'Espagne et de Mlle de Montpensier, 9 janvier 1722.

sant de la complaisance qu'on lui témoigne, peu de souvenir de la France et de ses parents, des enfantillages³⁸. Son jeune fiancé est « fait à peindre ». Allongé, maigre, fluet, délicat, mais sain, la chevelure blonde, le visage laid. Danseur, chasseur, tireur, il avait reçu l'éducation d'un jeune faune et ne donnait ni ne rendait aucun salut, mêmes aux dames. Le tempérament excité au point qu'il fallut retirer de sa chambre le portrait de sa fiancée dont l'image troublait ses nuits et à laquelle il envoyait pour premier présent deux fusils de chasse³⁹. Par aversion pour tous ses maîtres, il aimait la France qu'eux n'aimaient pas; l'intelligence était celle d'un enfant, la curiosité celle d'un adolescent, les passions celles d'un homme⁴⁰.

La
rencontre

L'impatience de posséder la jeune fille était si grande que Philippe V lui fit brûler les étapes et elle arriva à Cogollos, à quatre lieues de Lerma, le 19 janvier, le jour même où Saint-Simon, remis de la petite vérole, put se présenter à la Cour. Le roi d'Espagne, sa femme et son fils se rendirent en cachette à Cogollos où le duc del Arco pria la princesse de se laisser voir à des gens de sa suite, personne n'osa faire un signe indiscret et après peu d'instants le duc dit à la princesse que ses domestiques étaient devenus ses maîtres. Elle ne fut pas déconcertée, on s'embrassa et après une heure de conversation publique et debout. Le lendemain 20, ce fut l'entrée solennelle à Lerma. La Reine apercevant Saint-Simon lui dit avec un transport de joie qu'elle tenait maintenant la princesse, qu'elle était à eux, plus à nous et qu'ils la sauraient bien garder. Comme on était convenu, à cause de l'âge des deux enfants, de retarder la consommation du mariage, Saint-Simon exigea que les époux parussent dans le même lit en présence de toute la Cour, tenant cette cérémonie pour essentielle à la solidité du lien, à défaut de la cohabitation⁴¹. La princesse des Asturies tint son père au courant de ces événements : « Mon chère papa, avant jere le roy la reine et le prince me vinre voire je netais pas encore ariver ici le lendemain-git arriveret je fut marie le même jour cependant ili a eu aujourd'hui encore des ceremonies a faire le roy et la reine me traite fort bien pour le prince vous en avez ace oui

³⁸ Saint-Simon, *Tableau*, p. 362.

³⁹ *Arch. des Aff. Étrang.*, Espagne, Robin à Dubois, 3 novembre 1721.

⁴⁰ Saint-Simon, *Tableau*, p. 359, 361.

⁴¹ *Saint-Simon à Louis XV*, Villalmanzo, 22 janvier 1722, édit. Drumont, p. 226, n° 32; p. 233, n° 33.

dire je suis avec un très profond respect votre très humble et très obissante fille Louise Élisabeth⁴². »

La princesse des Asturies arrivait en Espagne malade et les glandes du cou engorgées. L'enthousiasme des parents n'avait pas duré plus d'une semaine; le 27, ils appelèrent Saint-Simon et lui avouèrent leurs inquiétudes, leur humiliation en songeant que la malheureuse avait dans ses veines le sang corrompu que lui avait transmis un père, dont les mœurs honteuses étaient connues de tout le monde. Saint-Simon cherchait des excuses, invoquait l'âge de la fillette, les bienfaits que la nature lui apporterait sous peu plus complètement; mais on lui répondait « que tout le sang qu'on lui avait tiré étoit pourri⁴³ » et on sentait grandir l'angoisse de ces parents bizarres, on l'accordera, mais sincèrement honnêtes et qui entrevoyaient la souillure indélébile que cette malheureuse imprimerait peut-être à leurs descendants.

A cette angoisse vont s'ajouter les mortifications publiques. La princesse pouvait réparer par son caractère, ses attentions, sa tendresse ce lamentable début; sa nouvelle famille la chérissait presque avec excès et dans cette Cour compassée et monotone au lieu d'apporter la gaieté, la naïveté et l'innocence de son âge, Louise-Élisabeth ne montra que caprices, humeurs et mutineries. Refus formels de sortir de sa chambre et d'assister au bal en dépit des supplications du roi et de la reine d'Espagne, espiègleries dans lesquelles l'indécence rivalise avec la crapule, incongruités qu'on ne peut aller lire que dans les pages où Saint-Simon raconte son audience de congé. La déception des souverains, la détresse du jeune époux étaient sans limites et peut-être que sans la précaution prise par Saint-Simon de faire défiler toute la Cour devant le lit de parade, la validité du mariage eut été mise en question et l'impure jeune fille rendue à son père et au cardinal Dubois. Mais on supportait tout afin de ne donner aucune atteinte à l'établissement de l'infante. Afin d'appriivoiser la jeune princesse des Asturies, peut-être aussi afin de l'instruire, l'Inquisition lui offrit le régal d'un auto-da-fé; il y eut onze suppliciés dont cinq femmes (22 février). Plus heureux que Louise-Élisabeth, Saint-Simon allait à Tolède écouter la liturgie « en langue Mozarabique » et, ayant obtenu la Toi-

Santé et
destinée de
la princesse
des Asturies

⁴² La princesse des Asturies au duc d'Orléans, 21 janvier 1722, dans *Revue rétrospective*, 1833, p. 201.

⁴³ Saint-Simon au duc d'Orléans, Madrid, 2 février 1721, édit. Drumont., p. 249, n° 39; *ibid.*, 7 février 1721, *op. cit.*, p. 257, n° 43.

son d'Or pour son fils aîné, la Grandesse pour son cadet, s'apprêtait à quitter l'Espagne, avec ses « barbotteurs de chapelets, tous mangeurs d'ail, d'huile puante et de madônes⁴⁴ ». Il avait quelques autres raisons de rentrer en France et d'y ramener « la troupe dorée⁴⁵ » attachée à ses pas; car Dubois avait calculé juste, le grand seigneur était ruiné. Telle était l'ordinaire fortune qu'on recueillait au service du Roi.

Saint-Simon
ruiné

Le ministre constatait dès lors à quel point l'impécuniosité de ses plus farouches adversaires pouvait tempérer leurs ardeurs. La duchesse lui écrivait que se « voyant dans l'impossibilité de trouver un sol à emprunter malgré d'excellentes cautions⁴⁶ » elle s'adressait à lui et le cardinal ricanait : « J'ai marqué à Mme la duchesse de Saint-Simon combien j'y étois sensible et si je ne savois faire de la fausse monnaie, je courrois grand risque de succomber à la tentation d'être faux monnoyeur pour vous tirer de l'embarras où vous êtes⁴⁷. » A défaut de fausse monnaie, Dubois s'avisa d'une ruse qui lui livrait son ennemi à merci en faisant de Saint-Simon son débiteur personnel sur les revenus de l'archevêque de Cambrai. L'ambassadeur extraordinaire et sa femme s'épuisèrent en remerciements, qu'explique leur inaptitude complète à la gestion de leurs biens. Saint-Simon pensait s'acquitter de tant de bienfaits en monnaie de singe. De Madrid, il écrivait à Dubois que Mme de Saint-Simon lui avait fait la galanterie de lui envoyer le mandement de S.E. sur le Jubilé, « dans lequel j'ay reconnu des tours qui m'ont fait vous reconnoître, et je ne conçois pas que vous avez trouvé le temps d'écrire vous même une sorte d'ouvrage dont beaucoup de prélats sans affaires ont coutume de se décharger sur des faiseurs. Vous avez fait des coups d'état à la Richelieu et vous voulez comme lui vous montrer Evesque par des pièces qui en ce genre seroient enviées des maîtres⁴⁸ ».

Maulévrier
reste à son
poste

Maintenant qu'il lui fallait dévorer sa haine contre Dubois, Saint-Simon prenait sa revanche contre Maulévrier. A son départ pour l'Espagne, l'ambassadeur extraordinaire avait écrit à

⁴⁴ Saint-Simon au duc d'Orléans, Madrid, 22 février 1721; *op. cit.*, p. 299, n° 51.

⁴⁵ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 299, fol. 288 : Dubois à Saint-Simon, 9 décembre 1721.

⁴⁶ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 311, fo. 332 : Mme de Saint-Simon à Dubois, 13 décembre 1721.

⁴⁷ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 299, fol. 317 : Dubois à Saint-Simon, 16 décembre 1721.

⁴⁸ Saint-Simon à Dubois, Madrid, 9 mars 1722, édit. Drumont, p. 308 n° 55.

l'ambassadeur ordinaire une lettre de pure bienséance qui se terminait par cette formule : « Je vous honore parfaitement ». Maulévrier se jugea insulté et on eut beaucoup de peine à l'apaiser. Une fois rapprochés les deux ambassadeurs vécurent sur le pied de paix, mais d'une paix brûlante et assez semblable à l'hostilité ouverte : Bêtise de Maulévrier; conduite énorme, honte de Maulévrier⁴⁹, tel est le vocabulaire de Saint-Simon qui, dans ses dépêches, relève malignement ce qui pouvait nuire à son subalterne. Dubois, qui ne pardonnait rien à personne, voulait rappeler Maulévrier, à qui il tenait rigueur de sa maladresse lors des négociations du traité de Madrid, et envoyait de Parme, M. de Chavigny pour le remplacer. Saint-Simon fut prié de travailler à l'accréditer. Il échoua si complètement qu'il en dût convenir lui-même⁵⁰. Chavigny fut reçu avec froideur et défiance, mais Philippe V s'était accoutumé à la société de Maulévrier et n'admettait pas qu'on le lui enlevât; il fallut rappeler Chavigny promptement⁵¹ et maintenir son prédécesseur.

Pendant ce temps la petite infante, retirée tout en larmes des bras de la duchesse de Montellano⁵², et suivie d'une seule espagnole, sa remueuse, dont il ne fut pas possible de la séparer, commença parmi les poupées, les jouets et les bijoux la longue promenade triomphale qui l'amènerait à Paris⁵³. Elle traversa la France, haranguée, encensée, cajolée, amusée dans chaque ville. A Bordeaux, où elle entra par la porte Saint-Julie, elle passa sous un arc de triomphe « de l'ordre dorique », fut saluée par la jurade, passa en revue la milice, traversa un deuxième arc de triomphe « de l'ordre composite » sur lequel on voyait Mme de Ventadour sous les traits de la Vertu et le maréchal de Villeroy sous ceux de Mentor. L'écho des réceptions et la description des cortèges parvenaient jusqu'à Paris où certains songeaient et disaient tout bas : « C'est à toutes ces histoires-là que notre argent est employé⁵⁴. » On apprit que la princesse

Voyage
de l'infante

Bordeaux

⁴⁹ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruef, 1858, t. XVIII, p. 293-304.

⁵⁰ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 299, fol. 445 : Saint-Simon à Dubois, 11 mars 1722.

⁵¹ Le P. Daubenton l'exigea par sa lettre du 29 juin 1722; Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 319, fol. 207, suiv. Dubois à Chavigny, 27 juillet 1722.

⁵² Barbier, *Journal*, t. I, p. 196; H. Gauthier-Villars. *Le mariage de Louis XV*, in-8, Paris, 1900, p. 1-17.

⁵³ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, *Mémoires et Documents*, t. 150, fol. 153; Voyage de l'infante à travers la France. Arch. nat. K 139.

⁵⁴ Barbier, *Journal*, t. I, p. 191.

Chartres

était « dans les boues en deçà de Poitiers⁵⁵, puis son entrée à Chartres. Le cardinal de Rohan, la « belle Eminence » et Mme de Soubise y étaient venus à sa rencontre. Cette dame avertit l'enfant que le cardinal était plus laid encore que l'évêque de Bazas dont la laideur l'avait effrayée. Quand le cardinal vint la saluer, la petite fille baissa le nez, mit ses mains sur son visage en écartant les doigts pour regarder; à son dîner, une demi-heure après, elle dit : « Il faut donner le fouet à Mme de Soubise parce qu'elle a menti⁵⁶ ».

Orléans

L'infante partit d'Orléans pour arriver à Paris le 2 mars et « comme il faut toujours amuser un peu le peuple de Paris, pour le consoler de n'avoir point d'argent, on prépara des magnificences étonnantes, travaillant à cinq arcs de triomphe. On comptait même que les rues seraient tapissées. « Et cet enfant a trois ans dix mois, se disait-on; n'est-il pas impertinent de faire de tels préparatifs, comme aussi de faire faire ce mariage avant que le Roi soit en âge d'y consentir, au risque qu'il s'en veuille plus dans dix ans, ce qui feroit des guerres étonnantes avec l'Espagne⁵⁷ ».

Berny

Le dimanche 1^{er} mars, l'infante-reine arriva à Berny, maison appartenant à l'abbé de Saint-Germain-des-Prés⁵⁸, à trois lieues de Paris. Le Régent y alla présenter ses hommages, avec le duc de Chartres, son fils, la duchesse d'Orléans et ses filles. C'était à qui pourrait raconter quelque détail. « Il est impossible, disaient les uns, de voir une si petite créature, tant de grâces dans tout ce qu'elle fait et tant d'esprit⁵⁹, elle est, ajoutent certains, plus jolie que laide, petite pour son âge, mais avec infiniment d'esprit et de vivacité⁶⁰. Gazouillant sans cesse, elle avait des réflexions d'une maturité déconcertante : « On dit que quand on meurt à mon âge, on est sauvé et on va droit en paradis; je serois donc bien heureuse si le Bon Dieu vouloit me prendre⁶¹. » A la vue de cette mignonne, au contact de ses caresses, Madame s'attendrit, craint que cette enfant trop précoce ne vive pas; « elle a les plus gentilles façons du monde, m'a tout à fait prise

⁵⁵ Barbier, *Journal*, t. I, p. 191.

⁵⁶ M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. I, p. 252; M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 1^{er} mars 1722, dans *Les Correspondants*, t. II, p. 434.

⁵⁷ Barbier, *Journal*, t. I, p. 192-193.

⁵⁸ C'était le cardinal de Bissy.

⁵⁹ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 1^{er} mars 1722, dans *Les Correspondants*, t. II, p. 434.

⁶⁰ Barbier, *Journal*, t. I, p. 196.

⁶¹ Madame à la raugrave Louise, 26 mars 1722, dans *Correspondance*, édit. G. Brunet, t. II, p. 362.

en amitié et elle court au-devant de moi dans son antichambre, les bras grands ouverts et m'embrasse avec affection⁶². »

Le 2 mars, l'infante monta en carrosse avec Madame, les princesses du sang et Mme de Ventadour et gagna Bourg-la-Reine où le Roi, les princes et la Cour l'attendaient. Dès que l'infante arriva, le Roi se rendit à la rencontre. L'enfant se mit à genoux, l'adolescent ploya un genou devant elle et la releva; il était rouge « comme une cerise » et ne sut rien dire que ces mots : « Madame, je suis charmé que vous soyez arrivé en bonne santé⁶³ », il l'embrassa et la conduisit dans l'appartement où elle reçut les hommages des princes. Ensuite tous les deux montèrent dans des carrosses différents; l'infante devant faire une entrée solennelle et le Roi allant l'attendre au Louvre.

Paris était en fête, répandu sur les places et dans les rues, bayant aux derniers préparatifs, aux dernières décorations; épelant les inscriptions latines, s'entassant sur le parcours du cortège fixé par une Ordonnance, s'extasiant à la vue des arcs de triomphe élevés sur l'emplacement de l'ancienne porte Saint-Jacques, devant la façade du Petit-Châtelet, au bout du pont Notre-Dame, rue de la Ferronnerie et à l'entrée de la rue du Chantre⁶⁴. On avait dressé des échafauds dans toutes les boutiques de la route, les fenêtres à louer conservaient leur écriteau, n'ayant pas, à raison de la misère générale, trouvé preneurs⁶⁵; et cependant « on n'étoit occupé que de cette arrivée⁶⁶ ».

D'abord le Roi parut, menant la marche, ayant dans son carrosse le Régent, le duc de Chartres, M. le Duc, le comte de Charolais et le prince de Conti. Une partie de la maison du Roi servait d'escorte. Le maréchal de Villars à cheval, avec son fils, et un gros d'officiers derrière eux. Les ambassadeurs étaient aussi à cheval.

A un intervalle assez long suivait le cortège de la Reine. En tête des inspecteurs de police le guet à cheval et toute la maison du Roi : grenadiers à cheval, mousquetaires, cheveau-légers, gendarmes et les quatre compagnies des gardes du corps. Le duc d'Osborne, ambassadeur extraordinaire d'Espagne, avait un bel équipage, huit pages à cheval, vingt-quatre valets de pied et quatre carrosses magnifiques, garnis de domestiques. Venait en-

⁶² Madame à la raugrave Louise, 26 mars 1722, dans *Correspondance*, édit. G. Brunet, t. II, p. 362.

⁶³ Barbier, *Journal*, t. I, p. 196.

⁶⁴ Buvat, *Journal*, t. II, p. 348; Barbier, *Journal*, t. II, p. 193-194.

⁶⁵ Barbier, *Journal*, t. I, p. 194.

⁶⁶ Barbier, *Journal*, t. I, p. 194.

Bourg-la-Reine

Aspect de Paris

Le cortège et les fêtes

suite l'équipage du duc de Tresmes gouverneur de Paris, qui éclipsait tous les autres. Il avait douze palefreniers à cheval, tenant douze chevaux de main avec des couvertures de velours cramoisi, bordées d'un grand galon d'or, et ses armes brodées en or; en outre six pages avec six gentilshommes à cheval; ses soixante gardes comme gouverneur de Paris, tous habillés de neuf en rouge avec un galon d'argent, et bien montés, et trois carrosses, un à huit chevaux et deux à six. Venaient ensuite le Corps de Ville à cheval, les premiers carrosses de l'infante, douze laquais de M. de Châteauneuf, prévôt des marchands; ensuite vingt-quatre laquais de M. le gouverneur de Paris, habillés magnifiquement; le carrosse du Roi où étoit l'infante sur les genoux de Mme de Ventadour, et dans le carrosse, Madame et les princesses du sang, sans oublier la poupée de l'infante. Le duc de Tresmes bordait la portière à droite et M. de Châteauneuf à gauche.

Le chemin, à partir de Bourg-la-Reine étoit bordé par le régiment du Roi; dans le faubourg Saint-Jacques jusqu'au Petit-Châtelet par le guet à pied et par des archers de ville, et depuis jusqu'au Louvre par le régiment des gardes françaises d'un côté et des Suisses de l'autre. Le cortège défilait pendant une heure et demie environ, arrivé au faubourg Saint-Jacques à trois heures de l'après-midi, il entra au Louvre avant la chute du jour⁶⁷. Au Vieux-Louvre, où elle devait habiter, la « mirmidone infante », ainsi qu'on l'appelait en souriant, fut reçue par le Roi qui la conduisit lui-même dans ses appartements et aussitôt il écrivit à la reine d'Espagne : « Je viens de voir par mes yeux, infiniment mieux que je n'aurois fait par des récits ou par des portraits, combien l'Infante-Reine est aimable, et même combien elle le deviendra encore plus de jour en jour, et je ne doute pas que V. M. ne soit bien aise d'apprendre par moi-même quel est l'excès de ma satisfaction et de ma joie, car elle ne l'apprendroit pas assez par les réjouissances que Paris et la Cour vont faire à l'envi. Attendez de moi, Madame, les sentiments les plus tendres et les plus vifs qu'un gendre vous puisse devoir; les charmes de l'infante vous en répondent⁶⁸. »

Dès le soir les réjouissances commencèrent, les rues étoient illuminées. « Le peuple de Paris est bien sot » ne pouvait s'empêcher de dire Barbier⁶⁹. Les réceptions et les fêtes durèrent plu-

⁶⁷ Barbier, *Journal* t. I, p. 197-198.

⁶⁸ Arch. d'Alcala, liasse 2514 : Louis XV à la reine d'Espagne, 2 mars 1722.

⁶⁹ Barbier, *Journal*, t. I, p. 198.

sieurs jours. Le 3, toute la Cour alla visiter l'infante-reine qui embrassa les personnes titrées et donna aux autres sa main à baiser. Elle veut embrasser tout le monde, écrit Marais. Ses petites mains sont toujours en l'air. Elle aime fort le Roi, elle jette des baisers à son portrait à la manière d'Espagne; elle se met sur le petit bord de son lit en se couchant et qu'il faut laisser la place au Roi qui viendra peut-être; qu'elle a vu son père et sa mère dormir ensemble et qu'elle veut faire de même.

Les cours de justice, de finance vinrent complimenter l'infante; quant au Parlement, ne se jugeant pas averti et invité convenablement, il alla à ses travaux ordinaires le jour de l'entrée solennelle. Le Régent s'en trouva blessé et envoya une lettre de jussion aux magistrats qui désignèrent une délégation à laquelle on remit ce compliment :

« Madame. La lettre du Roi nous a annoncé le sujet de votre arrivée; son exemple et son ordre nous déterminent à avancer les respects qui vous sont destinés. Vous êtes le sceau de la paix entre deux grands royaumes. Puissiez-vous toujours conserver cet auguste caractère! Puisse l'innocence de vos jours attirer sur cet état la bénédiction du ciel!⁷⁰ »

Puis vinrent bals, feux d'artifices, *Te Deum* dont les contemporains furent rassasiés et dont le récit n'importe guère. On remarqua l'air chagrin du jeune Roi et il se répandit dans le public « qu'il n'aimait pas sa petite infante⁷¹. »

⁷⁰ Buval, *Journal*, t. II, p. 352, 354-355; Barbier, *Journal*, t. I, p. 198; M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. II, p. 251-252, 257.

⁷¹ Barbier, *Journal*, t. I, p. 202.

CHAPITRE LIV

Le Congrès de Cambrai

(1720-1723)

Réunion du Congrès de Cambrai. — Raisons de l'ajournement. — Ouverture imminente du Congrès. — Modération de Philippe V. — Il revient sur sa décision. — Mission et renvoi de Chavigny en Espagne. — Projet de mariage de l'infant Carlos. — Le Congrès continue à ne rien faire. — Projets d'alliance du Nord. — Haine entre la Russie et l'Angleterre. — Projet pour la Saxe. — Mission de Chavigny en Hanovre.

Il n'avait pas fallu moins que la perspective et la promesse d'un congrès pour décider Philippe V à conclure les actes diplomatiques qui le 26 janvier 1720, le 16 février, les 6, 8 et 20 mai et le 22 juin de la même année consacrèrent le rapprochement entre l'Espagne, la France et l'Angleterre. Dès le mois de juillet, les plénipotentiaires espagnols au congrès qui devait s'ouvrir à Cambrai, le 15 octobre suivant, furent désignés; au mois d'août, ils reçurent leurs instructions définitives¹, c'était le marquis Beretti-Landi et le comte de San Esteban. De son côté, l'Empereur désigna M. de Windischgraetz² et la France M. de Morville et M. de Saint-Contest. A Cambrai, ville de peu de ressources, on ne se livrait à aucun des préparatifs qu'eut imposé le logement des diplomates et de leur suite. Quelques ministres étrangers s'y aventurèrent cependant et n'y découvrirent ni maisons pour se loger, ni bois pour se chauffer, ni salle de réunion pour discuter. Don Albani, neveu du Pape serait l'hôte de l'archevêque qui s'excusait d'héberger d'autres plénipotentiaires. Tarucca, envoyé du Portugal, apporta dans ses bagages un chalet de bois fabriqué en Hollande; Provana, envoyé de Savoie, se terra comme il pût, ainsi que les deux Espagnols, et ils laissè-

Réunion du
Congrès
de Cambrai

¹ *Wien Staatsarchiv*, dans Weber, *Die Quadrupel Allianz*, p. 111 : *Referat* 30 de Agosto 1720.

² *Wien Staatsarchiv*, dans Weber, *Die Quadrupel Allianz*, p. 111 : *Referat* vom 6 August über die Konferenzsitzung vom 5 August 1720.

rent passer l'hiver. A la mi-février, arriva Saint-Contest³, mais seul et chargé de faire patienter car, lui écrivait Dubois, le 28 février : « Nous ne sommes pas assez avancés sur ce qui doit décider de notre concert avec l'Espagne dans le Congrès. La prudence ne veut pas qu'avant cela nous [en] précipitions l'ouverture⁴. » L'Empereur ne montrait pas plus de hâte; il trouvait la guerre plus profitable que la paix, elle lui avait permis de troquer la Sardaigne contre la Sicile et il pouvait appréhender que, dans un Congrès, on lui suggérât quelque compensation à offrir pour cet échange trop avantageux. Pour cette raison, Charles VI avait jugé prudent de tenir Windischgratz éloigné de Cambrai, comme Dubois s'ingéniait à trouver des motifs de n'y laisser paraître qu'un de nos représentants, tantôt Saint-Contest, tantôt Morville. On s'employa de la sorte à durer sans rien faire et on y réussit. Petit à petit, Cambrai s'était approvisionné, meublé et l'existence y devint douce et même plantureuse. Les cuisiniers des diplomates, assure Saint-Simon, y eurent plus d'affaires que leurs maîtres, mais ils se trouvèrent en conflit avec les vicaires généraux du diocèse. Ceux-ci avaient refusé certaines dispenses de carême, les ambassadeurs du congrès réclamèrent contre cette rigueur, sous le singulier prétexte qu'ils seraient accusés d'orgueil par leurs confrères, s'ils se piquaient à Cambrai d'une plus grande perfection chrétienne. Dubois cassa les dispositions des vicaires généraux et les diplomates mangèrent de la volaille par humilité⁵.

Raisons de
l'ajourne-
ment

Toute l'année 1721 fut employée à retarder l'ouverture du congrès et à l'annuler par avance. « Nous verrons, disait Dubois, le congrès de Cambrai employer la moitié de sa durée à régler son cérémonial, l'autre moitié à ne rien faire, jusqu'à ce que des incidents inattendus le fassent dissoudre⁶. » Le motif de cette conduite se trouvait dans ces lignes du cardinal : « Stanhope est mort, il faut être prudent⁷ » et encore : « J'avais fait beaucoup de progrès auprès de milord Stanhope. Le changement de ministère en Angleterre m'a dérangé; la jalousie que l'union

³ Arch. des Aff. Étrang., France, Mémoires et Documents, t. 481, fol. 189-191 : Saint-Contest à Dubois, 8 et 16 février 1721.

⁴ Arch. des Aff. Étrang., France, Mémoires et Documents, t. 481, fol. 201 : Dubois à Saint-Contest, 28 février 1721.

⁵ Ch.-A. Lefebvre, *Le Congrès des Plaisirs, 1720-1725*, dans *Mémoires de la Société d'Émulation de Cambrai*, 1860, t. XXVII, 1^{re} partie, p. 129-170.

⁶ Public Record Office, France, vol. 363 : Schaub à lord Carteret, Paris, 4 octobre, 6 novembre 1721.

⁷ Arch. des Aff. Étrang., France, Mémoires et Documents, t. 481, fol. 201 : Dubois à Saint-Contest, 28 février 1721.

intime de la France et de l'Espagne vient d'exciter a produit de nouvelles difficultés par l'importance de tenir le gouvernement britannique uni aux deux couronnes, par les efforts que la Cour de Vienne fait pour l'en détacher, par la diversité des sentiments dans le cabinet de Saint-James. Il ne s'agit pas moins que de la paix ou la guerre, et de perdre notre principale ressource sur le moindre soupçon qui feroit pencher les Anglois du côté de l'Empereur⁸. » Avec ses fidèles, Dubois se montrait encore plus impudent; une fois de plus, il sacrifiait tout à l'alliance anglaise. « Nous avons essuyé pendant cinq mois les reproches et les discours de tout le monde sur le retardement qu'il y a eu jusqu'ici au Congrès et qu'on nous imputait. Quoique l'unique motif fût de donner le temps à l'Angleterre d'obtenir du roi d'Espagne ses convenances, nous ne nous sommes jamais expliqués et nous ne nous sommes point embarrassés des reproches sans fin qu'on nous a faits. Tant que les délais seront nécessaires, les prétextes ne manqueront pas, et je vous détaillerai ceux que l'on pourra donner, s'il est besoin d'en fournir⁹. »

De délai en délai, on put croire enfin, au début de l'année 1722, que le Congrès allait s'ouvrir. L'Empereur n'avait pu acquérir la preuve de l'existence de traités secrets entre la France, l'Espagne et l'Angleterre, toutefois il en avait de graves soupçons et, pour s'en éclairer, décidait l'envoi immédiat de ses plénipotentiaires à Cambrai. Dubois qui venait de réussir la négociation des mariages espagnols n'avait plus de raisons de retarder le Congrès. « Comme je ne vois, disait-il, aucune raison qui empêche ni les Anglais, ni nous, de laisser procéder au Congrès et que nous n'en avons pu souhaiter l'éloignement que pour avoir le temps de régler auparavant à l'amiable toutes les questions qui peuvent s'élever entre l'Empereur et le roi d'Espagne, nous n'apportons aucun obstacle à l'ouverture du Congrès et la Cour de Vienne n'aura qu'à s'en prendre à elle-même si dans la discussion qui se fera dans cette assemblée elle trouve des contrariétés qui lui soient désagréables¹⁰. » Dans le courant de ce mois de janvier, le 23, l'Angleterre désignait ses représentants; elle apportait tant de déférence pour son alliée, qu'il était bien évident qu'elle augurait — ou savait — que le Congrès ne se réunirait pas

Ouverture
imminente
du Congrès

⁸ Dubois au cardinal de Rohan, 7 novembre 1721, dans C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. II, p. 219.

⁹ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 339, fol. 124 : Dubois à Destouchez, 16 juillet 1721.

¹⁰ Dubois à Dubourg, Paris, 5 janvier 1722.

de sitôt. Sir Witworth se rendrait de Berlin à Cambrai à l'appel de Dubois, lord Polesworth allait se rendre de Londres à Paris et, de là, à Cambrai où il n'aurait d'autre instruction que de se conformer aux désirs du Régent. Enfin, le baron de Pendtenriedter s'ébranla de sa personne et quitta Paris pour Cambrai où il ne manqua pas de dire en arrivant : « Si je n'y étais venu, il n'y aurait pas eu de Congrès. La France et l'Angleterre ne demandant pas mieux que de le dissoudre et laisser aller en fumée¹¹. » Pendtenriedter et Windischgraetz visitèrent les plénipotentiaires français et espagnols et leur dirent que « S. M. I. n'ayant rien de plus à cœur que de conclure une paix solennelle avec le Roi Catholique, en conformité des traités de Londres et de ceux qui avaient été depuis signés à La Haye, elle leur avait ordonné de se rendre à Cambrai pour travailler à une œuvre aussi salutaire. » A cela, Morville répondit que « si le duc d'Orléans avait témoigné peu d'empressement pour l'ouverture du Congrès, c'est qu'il avait voulu régler tout d'abord les grosses difficultés, capables de rompre la paix générale, qui subsistoient entre l'Empereur et le roi d'Espagne. » Mais comme il ne fallait pas que l'Empereur pût se flatter que l'ouverture du Congrès dépendait de lui seul, à peine Pendtenriedter fut-il installé à Cambrai que Morville s'en éloigna¹². Cette fois encore Dubois faisait le jeu de l'Angleterre, celle-ci n'était pas prête!

Modération
de
Philippe V

A l'étroite confiance d'autrefois, fondée sur les souvenirs des anciennes coalitions, avait succédé entre l'Angleterre et l'Autriche une méfiance réciproque et instinctive. On disait que Charles VI avait l'intention d'éluder les stipulations des traités de Londres par rapport aux duchés italiens, il avait en outre encouragé la répugnance supposée des Florentins à l'égard de l'infant don Carlos, promis le rétablissement de la république, ou l'envoi d'un prince allemand après la mort du dernier membre de la famille de Médicis. Déjà, sous prétexte d'études, un prince bavarois se trouvait à Pise et le duc de Parme réclamait l'envoi en Italie de l'infant don Carlos¹³. Philippe V était disposé, mais, par prudence, ne déciderait rien sans l'avis du Régent et la promesse de son concours. Mieux valait, selon lui, faire le congrès de Cambrai et ren-

¹¹ Arch. des Aff. Étrang., France, *Mémoires et Documents*, t. 482, fol. 130 : Morville à Dubois, 11 février 1722.

¹² Arch. des Aff. Étrang., France, *Mémoires et Documents*, t. 482, fol. 144-197.

¹³ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 314, fol. 205 ; Gênes, t. 74, fol. 228, 256 : Chavigny à Dubois, nov. déc. 1721 ; mars 1722.

dre inébranlable l'alliance de l'Espagne et de la France¹⁴. La proposition du duc de Parme faisait courir le risque, une fois de plus, d'amener la guerre et la mission de Chavigny à Madrid, malgré le fâcheux accueil qui fut fait au diplomate, aboutit au résultat entrevu¹⁵. Le 12 mai 1722, Dubois apprit avec satisfaction que Philippe, fasciné par les brillantes perspectives qu'on avait découvertes devant lui, renonçait à réclamer l'envoi de l'infant don Carlos pour lui procurer avant le Congrès l'investiture formelle de l'héritage; bien plus, il s'offrait à payer aux Farnèse une somme prélevée sur l'indult des Indes et avancée par les banquiers de Madrid afin de mettre un terme à la réclamation sur Castro et Ronciglione. « Il semblait, écrivait Chavigny, que Sa Majesté Catholique ne voulût plus faire un pas qui ne fut suggéré ou approuvé de S. A. R. et du cardinal Dubois¹⁶. »

Dubois ouvrait un champ à l'ambition de Philippe V afin d'obtenir la « docilité » à ses vues. Il lui suggérait que l'Empereur pouvait mourir sans laisser d'enfants mâles et « cet événement ouvrirait la plus belle carrière pour étendre la succession de l'infant don Carlos à presque toute l'Italie... » Fallait-il, par une malheureuse impatience, perdre de vue de si grands objets? Un roi d'Espagne, uni à la France et à l'Angleterre, « ne devait se mouvoir que pour de grands coups et pour des événements qui remis- sent sa famille en possession des royaumes qu'elle avait perdus en Italie avant la conclusion de la paix. » Jusqu'à ce moment, l'obligation faite à l'Empereur de donner l'investiture des duchés à un infant espagnol, ressemblait à un coin qui peut, à un moment donné, faire éclater tout le bloc.

A peine Philippe V venait-il de donner cette preuve de modération qu'il reçut la nouvelle (18 mai) que le grand-duc de Toscane était en péril de mort et son fils, dernier héritier des Médicis, également menacé¹⁷. Aussitôt le roi d'Espagne écrivit à Patricio Laulès de représenter au Régent l'urgente nécessité de l'envoi de l'infant don Carlos en Italie. Des troupes furent réunies à Barcelone; mais la rumeur courait qu'en ce moment l'Empereur faisait entrer des troupes en Italie. Le Régent répondit par écrit aux

Il revient
sur sa
décision

¹⁴ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, *Mémoires et Documents*, t. 143, 7^e partie : Chavigny à Dubois, 23 mars 1722.

¹⁵ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 143, 7^e partie : Dubois à Chavigny, 31 mars, 3 avril 1722.

¹⁶ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 317, fol. 97 à 157, Chavigny à Dubois, 18 avril, 1^{er} mai 1722.

¹⁷ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 318, fol. 148 et 168 : Dubois à Chavigny, 25 mai 1722.

représentations de Laulès (8 juin), promet d'en entretenir sur l'heure le roi de la Grande-Bretagne, mais blâma l'envoi de l'infant et conseilla de demander les investitures au Congrès; dès qu'on les aurait obtenues, on aborderait la question des garnisons de Parme et de Toscane. La crise semblait prête à se rouvrir et la guerre en Italie inévitable et prochaine. Dubois s'empessa d'inviter Chavigny à obtenir sans retard du roi d'Espagne la promesse de ne pas intervenir en Italie, si l'Empereur consentait la même promesse. En même temps, le cardinal sollicita le cabinet de Londres (13 juin) d'user de son influence pour obtenir de la Cour de Vienne une déclaration pacifique dont il avait dressé la formule, que lord Townshend n'eut qu'à transmettre à Saint-Saphorin¹⁸. L'Empereur répondit qu'il n'accorderait cette déclaration qu'à Cambrai, devant le Congrès réuni.

Mission
et renvoi
de Chavigny

Afin d'établir définitivement l'infant don Carlos dans ses duchés, le duc de Parme s'avisa que Chavigny — qu'il connaissait — était trop délié et qu'il fallait obtenir son renvoi de la Cour d'Espagne. Elisabeth Farnèse le souhaitait d'autant plus que le départ de Chavigny signifiait le maintien de Maulévrier et, de l'aveu du confesseur, Maulévrier possédait « le goût dominant de la Reine¹⁹ ». Ce fut donc le P. Daubenton qui écrivit de Balsaïn à Dubois que « S. M. C. ne pouvoit prendre confiance en un ministre qui finasse et use d'artifice, qu'elle espérait que S. E. contribueroit à la délivrer d'une personne avec qui il seroit peiné de traiter²⁰ ». Chavigny savait d'où partait le coup : « La Reine, écrivait-il, est le fléau qu'on a soulevé contre moi. Quels attraits a M. de Maulévrier pour faire chez la Reine un enchantement comme il fait? »²¹ Finalement ce fut le confesseur qui négocia l'éloignement du trop clairvoyant Chavigny.

Projet de
mariage
de l'infant
Carlos

Philippe V n'était revenu à l'idée d'envoyer don Carlos en Italie, malgré les risques à courir, qu'en introduisant une clause jugée de nature à associer la France à cette politique agressive. On savait partout et depuis longtemps que le Régent de France était fort préoccupé de placer ses nombreuses filles. Dès le mois de décembre 1721, le duc de Parme avait fait des ouvertures à

¹⁸ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 341, fol. 133 : Dubois à Destouches, 13 juin 1722.

¹⁹ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 317, fol. 154 : Propos de Daubenton à Chavigny, 21 avril 1722.

²⁰ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 319 : Daubenton à Dubois, 23 juin 1722.

²¹ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 319, fol. 113, 123, 164, 171 : Chavigny à Dubois, 29 juin, 12 juillet 1722.

Chavigny²² et, au mois de mars il lui avait dit tout net que le moyen d'assurer l'état de don Carlos était de le fiancer à Mlle de Beaujolais, cinquième fille du Régent²³. Dubois inscrivit cette négociation au nombre des affaires essentielles confiées à Chavigny. « La jeune princesse est charmante, écrivait-il, pour l'esprit et pour la figure. Il faudroit que la pensée en vînt au P. Daubenton : mais ne rien proposer au Roi d'Espagne qui pût lui déplaire, tout en étant alerte sur ce qui pourroit s'insinuer pour une princesse de la Cour de Vienne²⁴. » L'envoyé des Farnèse à Madrid, Scotti, ne manqua pas de rappeler à Chavigny cette affaire matrimoniale²⁵. Grimaldo lui en coula un mot²⁶ et, trois jours plus tard, il aborda la question avec le P. Daubenton²⁷ (21 avril). Le premier accueil du Jésuite fut favorable, le Régent l'avait conquis en lui faisant entrevoir, pour prix de sa complaisance, le profit de la Compagnie de Jésus qu'on appellerait à succéder au vieil abbé Fleury dans le confessionnal du Roi.

Bientôt cependant, Daubenton parut se refroidir : « un peu de patience » conseillait-il²⁸ « différez » disait-il encore et Chavigny écrivait : « Le mariage ne va pas²⁹ ». Cependant à Paris on s'y attachait et même on rédigeait un mémoire tendant à prouver que le mariage de Mlle de Beaujolais et de don Carlos était nécessaire aux intérêts de la France³⁰. Enfin, le 23-29 juin, le P. Daubenton écrivit à Dubois à l'insu de tous les diplomates, « que S. M. C. après en avoir conféré avec la Reine son épouse, consentoit volontiers à ce mariage, à condition que S. A. R. s'emploieroit de toutes ses forces conjointement avec l'Espagne pour assu-

²² Arch. des Aff. Étrang., Gênes, t. 74, fol. 256 : Chavigny à Dubois, 15 et 27 décembre 1721.

²³ Chavigny à Dubois, 23 mars 1722; Baudrillart, op. cit., t. II, p. 523.

²⁴ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 316, fol. 68 : Instructions données à Chavigny, 3 avril 1722.

²⁵ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 314, fol. 167 : Chavigny à Dubois, 21 février 1722.

²⁶ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 317, fol. 107 : Chavigny à Dubois, 16 avril 1722.

²⁷ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 317, fol. 130 : Chavigny à Dubois, 17 mai 1722.

²⁸ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 317, fol. 150 : Chavigny à Dubois, 20 avril 1722.

²⁹ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 319, fol. 10 : Chavigny à Dubois, 12 juin 1722.

³⁰ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 329, fol. 462 : Mémoire sur la nécessité pour les intérêts de la France de marier Mlle de Beaujolais à l'Infant don Carlos, 30 mai 1722.

rer les États de Toscane et de Parme à l'infant don Carlos³¹. » Dans cette lettre, Daubenton exigeait le rappel de Chavigny : on le lui accorda, on lui eut accordé bien autre chose.

Le Régent sut néanmoins contenir sa joie; le 12 août seulement, il fit part de ce mariage au roi d'Angleterre³² et Dubois, non moins satisfait, écrivit le même jour à Destouches que « S. A. R. a reçu aujourd'hui (*sic!*) par un exprès une lettre du Roi et une lettre de la Reine d'Espagne par lesquelles ils lui demandent Mademoiselle de Beaujolais en mariage pour don Carlos leur fils, ce qui a été reçu, comme vous jugez bien, avec beaucoup de reconnaissance. Ils ont fait cette galanterie à S. A. R. à l'insu de leurs ministres à Madrid et de ceux que nous avons à la Cour. La première pensée de S. A. R. lorsqu'elle a eu lu ces lettres du roi et de la reine d'Espagne a été de donner avis de cette proposition au roi de la Grande-Bretagne et de partager avec S. M. Br. la joie qu'elle en a et l'espérance où elle est que ce nouveau lien contribuera à affermir l'union des trois couronnes³³. » Mais ni Georges I^{er} ni son gouvernement ne s'associèrent à cette joie du Régent. Celui-ci, sans perdre de temps, fit dresser les articles du mariage et signer le contrat de sa fille (25 et 26 novembre) qui partit pour l'Espagne le 1^{er} décembre, elle allait avoir huit ans et son fiancé n'en avait pas sept.

Le Congrès
continue
à ne rien
faire

Pendant la poursuite de cette affaire, le Congrès ne s'ouvrait toujours pas. Pour justifier ces nouveaux retards, Dubois s'était avisé d'un artifice nouveau, il apportait une attention et un soin particuliers à la rédaction de ses dépêches : « Il s'est piqué, écrivait Schaub à Saint-Saphorin, de vous en rendre une de sa façon. Or, comme il met beaucoup de temps à composer lorsqu'il a envie de briller, et qu'il lui reste extrêmement peu dans la journée pour cette sorte de travail par le nombre d'autres affaires dont il est accablé, il lui arrive de faire les expéditions trop tard, pour vouloir les faire trop bien³⁴. » Ainsi d'un côté on éternisait les moindres démarches, de l'autre côté on ne faisait rien, et les deux envoyés impériaux Pendtenriedter et Windischgraetz avaient tout le loisir nécessaire pour se convaincre qu'on se jouait d'eux.

³¹ Arch. des Aff. Étrang., Espagne, t. 319, fol. 65, 75 : Daubenton à Dubois, 23 et 29 juin 1722; Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 424, note 1.

³² Public Record Office, France, vol. 357 : Le Régent à Georges I^{er}, 12 août 1722.

³³ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 342, fol. 140 : Dubois à Destouches, 12 août 1722.

³⁴ Public Record Office, France, vol. 364 : Schaub à Saint-Saphorin, 8 novembre 1722.

L'année 1722 touchait à sa fin lorsque, le 23 octobre, ils apprirent les conditions posées par les médiateurs. « Ils changèrent de visage », se montrèrent inquiets, demandèrent du temps pour consulter leur Cour et obtenir les investitures tout en insistant pour commencer les conférences, mais les plénipotentiaires français et leurs collègues anglais maintinrent énergiquement leurs conditions³⁵. Au début du mois de décembre, les lettres impériales furent arrêtées par le vice-président du Conseil aulique, lues et enregistrées à la Diète à la fin du mois³⁶. Cette hâte surprit et déplut. Dubois en fit son affaire. Il s'opposa à ce que ces lettres impériales fussent communiquées aux plénipotentiaires sans avoir passé préalablement sous les yeux des ministres du Régent et du roi d'Angleterre³⁷. Au mois de mars 1723, c'était chose faite, alors les deux cabinets français et anglais exigèrent des corrections, ce qui entraînait le renvoi à Vienne et une nouvelle délibération³⁸. Bref, le Congrès ne se réunit plus qu'en janvier 1724.

Et tandis qu'on bernait l'Empereur, celui-ci ne prenait pas le change. En apprenant le mariage de don Carlos, Pendtenriedter s'écriait : « Eh bien! vive la guerre! » Son expérience lui montrait la coalition des Bourbons de France, d'Espagne et de Parme contre la maison d'Autriche; mais Dubois savait qu'il n'entraînerait pas le Hanovre ni l'Angleterre dans une entreprise contre l'Empereur et aussitôt il songeait à regarder vers le Nord qu'il avait conscience de mal connaître, mais il s'aidait des conseils de Chavigny.

Dès que la paix de Nystadt fut acquise et avant même qu'elle fût signée, dès le mois d'août 1721, Dubois avait arrêté sa ligne politique à l'égard du tsar Pierre. M. de Campredon fut chargé de faire valoir à l'autocrate « l'avantage pour sa puissance nouvelle d'une alliance qui l'introduirait dans les affaires de l'Europe et feroit de lui, en face de l'Empereur, l'arbitre de l'empire. » C'était maintenant la France qui revenait aux offres d'alliance russe repoussées en 1717. « Il s'agit, disait Dubois, de

Projets
d'alliance du
Nord

³⁵ Arch. des Aff. Étrang., France, Mémoires et Documents, t. 483, fol. 11 : Morville et Saint-Contest à Dubois, 24 octobre 1722.

³⁶ Arch. des Aff. Étrang., France, t. 483, fol. 89 et 133, Dubois à Saint-Contest, 4 décembre 1722; *ibid.*, t. 484, fol. 14 : les projets d'investiture (traduits).

³⁷ Arch. des Aff. Étrang., France, t. 483, fol. 89 : Dubois à Saint-Contest, 4 décembre 1722.

³⁸ Arch. des Aff. Étrang., France, Mémoires et Documents, t. 484, fol. 37 : projet réformé envoyé à Vienne, à Dubourg, le 13 avril.

former un grand parti dans le Nord³⁹ ». En échange du rôle qu'il laissait entrevoir, Dubois demandait au Tsar la garantie des provinces et villes cédées à la France par les Habsbourg depuis 1648. Outre Campredon, qui traitait cette affaire avec Pierre I^{er}, deux envoyés du Tsar, M. de Schleinitz et le prince Kourakin transmettaient secrètement au cardinal les offres de leur maître. Et cette fois encore l'agence matrimoniale du Palais-Royal menait de front l'intérêt politique et le profit familial. Pierre I^{er} sachant qu'on avait toujours chance d'être écouté du Régent du moment qu'on l'entretenait de l'avenir de ses enfants et trouvant toutes les filles placées s'en prenait résolument au duc de Chartres pour lequel il proposait sa propre fille Elisabeth avec le trône de Pologne pour dot⁴⁰.

Haine entre
la Russie et
l'Angleterre

Pour séduisante que fût cette perspective d'une alliance russe, Dubois n'ignorait pas quels obstacles y mettaient les rancunes et les préventions de Georges I^{er} résolument hostile à la puissance moscovite autant comme souverain du Hanovre que comme souverain de l'Angleterre. A aucun prix, Dubois ne voulait ébranler ni compromettre l'alliance anglaise, pour y réussir, il affecta de ne rien traiter en Russie, qu'il ne communiquât à l'envoyé d'Angleterre, le chevalier Schaub; en même temps il chargeait Destouches de rassurer lord Carteret sur des négociations qui ne tendaient « qu'à perfectionner la paix et à empêcher le Tsar de se lier avec d'autres puissances⁴¹ ». Pour mieux rassurer sur ses sentiments, il manifestait le désir de faire garantir la paix de Nystadt par l'Angleterre et d'obtenir la clause de neutralité de la Basse-Allemagne en faveur du Hanovre. De semblables prétentions n'étaient certes pas faites pour rendre le succès facile, et, bien qu'il les ignorât, l'envoyé de Prusse à Paris, considérait l'alliance franco-russe comme impossible. « La haine irréconciliable qui subsiste entre le roi Georges et le Tsar, disait-il, empêchera le cardinal de se départir des Anglais et de faire quelque traité avec les Prussiens. Le Tsar n'accordera pas ce qu'ils demandent⁴² ».

Projet pour
la Saxe

Entre deux princes aussi hostiles l'un à l'autre, l'entreprise du

³⁹ Rambaud, *Instructions de Russie*, p. 217-241 : Instructions confidentielles données à Campredon, 25 août 1721.

⁴⁰ Rambaud, *Instructions de Russie*, p. 241 : Mémoire de Schleinitz, 28 septembre 1721; p. 251 : Campredon à Dubois, 4 novembre 1721.

⁴¹ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 340, fol. 15 : Dubois à Destouches, 16 janvier 1722.

⁴² Arch. des Aff. Étrang., Prusse, t. 70, fol. 133 : Chambrier à Frédéric-Guillaume I^{er}, 7 novembre 1721.

cardinal ressemblait à une gageure, mais les traités, les accords, les conventions et tout ce qu'ils supposent d'intrigues, de négociations, lui étaient devenus une véritable nécessité. Quiconque avait un plan, bon ou mauvais, pour remanier l'Europe, retourner les alliances, pouvait se flatter de parvenir jusqu'à Dubois. L'envoyé de la Saxe, comte de Hoym, parvint à lui soumettre, dans le courant de l'année 1722 un programme qui comportait une Saxe agrandie de la Silésie et de la Pologne qui tiendrait dans l'Allemagne centrale la Prusse en respect et reprendrait à son compte le rôle joué autrefois par la Suède⁴³. Dubois mit pour condition qu'Auguste II consentirait à se dessaisir de la Pologne pour la maison d'Orléans, en conservant le titre de roi⁴⁴. Deux mois plus tard, le cardinal envoya au comte Fleming, ministre principal d'Auguste II, un agent secret nommé M. di Rézé qui entama une négociation très secrète à laquelle Schaub se trouva mêlé⁴⁵. Au mois de juillet, l'affaire parut si avancée que le représentant de la Prusse à Paris s'en inquiétait. Il s'agissait, suivant lui, « d'un vaste projet de confédération des puissances du Nord pour protéger le Hanovre, fermer aux Russes l'accès de l'Allemagne et fournir à la France les secours contre l'Empereur qu'elle avait espérés du Tsar⁴⁶ ». Dubois ne se laissa pas piper par de grands mots, il savait la Saxe « trop livrée à l'Autriche⁴⁷ » pour en attendre rien d'effectif et autre chose que « de la poudre aux yeux ».

L'alliance moscovite présentait des garanties plus sûres. Pierre I^{er} semblait reprendre volontiers ses projets échoués en 1717; après Kourakin il avait envoyé à Paris Dolgorouki, personnage de confiance⁴⁸. Au point de vue de l'utilité que la France retirait d'une alliance, on ne pouvait, sous peine d'aveuglement, la méconnaître en 1722; aussi le cardinal se décida, au mois d'octobre à expédier à Campredon, l'ordre de négocier avec les minis-

Mission
de Chavigny

⁴³ J. Pichon, *Vie de Charles-Henri comte de Hoym*, in-8, Paris, 1880, t. I, p. 56.

⁴⁴ Ibid., t. I, p. 45 : Fleming à Hoym, 25 février 1722; Arch. des Aff. Étrang., Prusse, t. 70, fol. 290 : Chambrier à Frédéric-Guillaume I^{er} 12 janvier 1723.

⁴⁵ Arch. des Aff. Étrang., Pologne, t. 170, fol. 407, 483 : Dubois à Fleming, 20 avril 1722; réponse, 20 mai 1722.

⁴⁶ J. Pichon, *op. cit.*, t. I, p. 40 : Schaub à Hoym.

⁴⁷ Arch. des Aff. Étrang., Prusse, t. 70, fol. 248.

⁴⁸ Arch. des Aff. Étrang., Prusse, t. 70, fol. 263 : Chambrier à Frédéric-Guillaume I^{er}, 27 novembre 1722.

tres russes Ostermann et Schafiroff⁴⁹. Le mariage projeté était envisagé comme la solide garantie d'une alliance qui ne pouvait être qu'une nouvelle triple alliance⁵⁰, car traînant comme une chaîne l'alliance anglaise, la France était destinée à ne rien dire, à ne rien tenter, à ne rien signer que sous la surveillance, avec le consentement et la participation de l'Angleterre. Dubois sachant Destouches fatigué, malade, et nullement désireux de prendre une fatigue nouvelle⁵¹, chargea Chavigny, impatient de prendre sa revanche et de donner la preuve de son savoir-faire, d'aller entretenir le roi Georges pendant son voyage annuel en Allemagne. D'après ses *Instructions*, « il s'agissoit d'amener par degrés le roi d'Angleterre et son ministre Carteret au point de se départir pour le moment de la formalité de l'intervention actuelle et immédiate de l'Angleterre dans le traité avec la Russie, de leur faire concevoir que les précautions stipulées pour la Basse-Allemagne y suppléeraient suffisamment. Puisque le Tsar se faisoit un point d'honneur de refuser cette intervention, ne valoit-il pas mieux pour la France et la Grande-Bretagne le gagner d'abord? On obtiendrait ensuite davantage⁵². »

Et Chavigny se mit à l'œuvre. Le 14 août 1723, il se présentait à Hanovre muni d'une lettre de créance dont le tour exalté semble être l'ouvrage de Dubois⁵³. Il apportait aussi toute la correspondance de Campredon depuis un an afin d'en donner lecture aux ministres anglais pour les disposer aux concessions. Cette prévoyance servit peu, la première dépêche que reçût Chavigny lui annonçait la mort de Dubois; et les obscurs travaux qui remplissent ce chapitre s'aperçoivent à peine parmi l'éclat de la plus étonnante fortune politique dont le progrès et l'apothéose émerveillèrent les contemporains.

⁴⁹ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 345, fol. 230, 237 : *Instructions* données à Chavigny.

⁵⁰ Arch. des Aff. Étrang., Moscovie, t. 13 : *Dubois à Campredon*, 14 octobre 1722.

⁵¹ Arch. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 344, fol. 27, 46 : *Destouches à Dubois*, 12 et 27 avril 1722.

⁵² Arch. des Aff. Étrang., France, t. 457 : *Mémoires de Chavigny*; *ibid.*, Angleterre, t. 345, fol. 242, 260 : *Instructions à Chavigny*, 4 août 1723.

⁵³ Public Record Office, France, vol. 357 : *Le Régent à Georges I^{er}*, Meudon, 1^{er} août 1723.

CHAPITRE LV

Dubois, principal ministre

(7 août 1721 — 22 août 1722)

Desseins de Dubois. — Il s'empare des Postes et des Finances. — Le Visa. — Opérations au Visa. — Dubois concentre tout le pouvoir. — Préséance au Conseil. — Dubois se solidarise avec l'infante. — Il accepte un confesseur jésuite pour le Roi. — Nomination du P. de Linières. — Exil de Nocé. — Prévisions de Dubois. — Le retour à Versailles. — L'arrivée. — Nouveaux exils. — Algarade de Dubois avec Villeroy. — Scandale découvert. — Tentative d'accommodement. — Scène de Villeroy au Cardinal. — Villeroy sacrifié à Dubois. — Altercation du Régent et de Villeroy. — Arrestation de Villeroy. — L'opinion publique. — Lettre au P. Daubenton. — Dubois principal ministre.

Le 7 août 1721, le cardinal Dubois écrivait au cardinal de Rohan : « Il faut trouver l'occasion de remettre les ecclésiastiques dans les places de gouvernement qu'ils ont longtemps occupées en France presque seuls et dont on les avoit éloignés¹. » Bien qu'il n'ignorât pas que dans plusieurs États les cardinaux ne se distinguassent en rien de leurs collègues du ministère², en Espagne notamment³, Dubois prétendait prendre en France un rang intermédiaire entre les princes du sang et les ducs; c'était la seule réponse qu'il lui convenait de faire à ceux de ses envieux qui n'avaient pas manqué de dire que l'illustration du cardinalat était incompatible avec la charge de secrétaire d'État et même de conseiller d'État. Dans cette même lettre à Rohan, Dubois mettait sur les lèvres du duc d'Orléans les arguments favorables à son maintien. « Il n'étoit pas raisonnable à l'entendre, d'exclure les cardinaux de la plus honorable et la plus intime fonction qu'un

Desseins
de Dubois

¹ Archiv. des Aff. Étrang., Rome, t. 631, fol. 148 : *Dubois à Rohan*, 7 août 1721; Bibl. de l'Arsenal. Papiers Dubois, 2026 : *Rang des cardinaux en France*.

² Bibl. de l'Arsenal, ms. 2026, fol. 119, 237, 278.

³ Archiv. des Aff. Étrang., Espagne, t. 305, fol. 75 : *Mémoire joint à la lettre du 27 septembre 1721*.

sujet du Roi puisse faire auprès de sa personne et que des cardinaux ont faite dans presque tous les autres États de l'Europe. Ce seroit faire tort à la dignité du Roi de donner lieu de croire qu'il pût rien y avoir dans le service direct et immédiat de Sa Majesté qui fût au-dessous des plus grandes dignités, qu'il étoit d'ailleurs à observer que les fonctions de ministre des Affaires étrangères étaient encore plus distinguées et même plus relevées que celles des autres secrétaires d'États⁴. » Toutefois, ne voulant rien brusquer, il cessa depuis son cardinalat d'entrer au Conseil de Régence où ses affaires furent rapportées par M. de La Vrillière, secrétaire du Conseil. » Cette retraite volontaire, en apparence seulement, fit sentir « la nécessité de joindre à ses fonctions un autre titre, celui de premier ministre, ainsi qu'il en avait été à l'égard de Richelieu et de Mazarin⁵. »

Il s'empare
des Postes

Pour s'y hausser, Dubois estima tout d'abord nécessaire de se faire craindre. Parmi tous ceux qu'il avait tour à tour flattés et combattus, Torcy était le plus redoutable parce que seul capable de conduire la politique extérieure de la France autrement et mieux que Dubois. « L'abbé Dubois et lui sont ennemis acharnés, écrivait la vieille Madame; ils ont eu des querelles terribles où ils se sont dit mutuellement leurs vérités; on pourroit leur dire : « Accordez-vous canailles⁶. » Après la nomination de Dubois aux Affaires étrangères, Torcy avait compris que sa carrière était terminée. Néanmoins il conservait la surintendance des Postes, qui lui livrait le secret des correspondances et il en usait pour démasquer les intrigues de la fausse Mme de Gadagne, pour correspondre avec nos agents diplomatiques à Madrid, à Berlin et faire échouer les négociations engagées par Dubois. Celui-ci n'ignorait pas tout ce dont il était redevable à cet incommode surveillant, il notait au passage une impertinence de Torcy, une querelle avec lui, une négociation menée à son insu par l'ancien ministre⁷. Quand il se crut armé contre son discret adversaire, il mit le Régent en demeure de choisir entre lui et Torcy. En pareille circonstance, le prince hésitait peut-être, mais se décidait toujours en faveur de Dubois. Le 21 octobre 1721, la surin-

⁴ Archiv. des Aff. Étrang., Rome, t. 631, fol. 148 : Dubois à Rohan, 7 août 1721; C. de Sévelinges, op. cit., t. II, p. 190.

⁵ Bibl. Mazarine, Le Dran, Vie Anonyme de Dubois, fol. 324.

⁶ Madame à la marquise Louise, 2 novembre 1719, dans Correspondance, édit. Brunet, t. II, p. 177.

⁷ Archiv. des Aff. Étrang., France, Mémoires et Documents, t. 1233, fol. 300 : Journal intime de Dubois.

tendance des Postes fut réunie au secrétariat des Affaires étrangères et Torcy invité à se retirer dans sa terre de Sablé.

Outre la Poste, Dubois tenait les finances dont le Contrôleur général, Pelletier de la Houssaye, était sa créature très soumise et où les frères Pâris dirigeaient les opérations avec énergie et probité. Ces financiers avaient été chargés de la revision des fortunes des détenteurs d'effets relatifs au Système (26 janvier 1721). Comment recomposer les fortunes d'un grand royaume en jugeant la conduite morale de chaque citoyen et l'origine de chaque partie de ses biens? Ce que n'eut osé un patriarche dans sa bourgade, comment le croire possible après une subversion sans exemple au milieu des vices, des fraudes et des subtilités d'une époque si corrompue⁸.

et des
Finances

Le Visa

L'équité et le talent le plus rare présidèrent à l'opération du visa dont le travail de classement fut sanctionné définitivement par arrêt du Conseil d'État du 23 novembre 1721. Les pertes proportionnelles s'échelonnaient entre un sixième et dix-neuf vingtième. Les frais d'entretien des commis s'élevèrent à neuf millions et il fallut recourir parfois à des individus moins familiers avec la plume qu'avec l'épée, afin d'en imposer à ceux qui prétendaient se soustraire ou se défendre de la spoliation. Plus de cinquante onze mille chefs de familles firent leurs déclarations et déposèrent deux milliards deux cent vingt-deux millions de papiers dont environ un tiers fut annulé et le reste converti en rente d'un taux désavantageux. On ne présenta au visa que 125.024 actions au lieu de 194.000 qui étaient émises, parce que précédemment la compagnie en avait elle-même supprimé une sur trois et retiré plusieurs, sous le nom de dépôt, des mains des actionnaires crédules. Suivant les déclarations, ces 125.024 actions avaient coûté neuf cents millions. Le visa les réduisit au nombre de 55.481 dont le prix moyen fut de huit cents livres. Cette mesure rendit une sorte de confiance aux porteurs de papiers; ils se rendirent en foule repaître leurs yeux de l'incendie organisé vers la mi-novembre des archives du visa et des comptes de la banque. Le premier jour on brûla pour la valeur de quatre cents millions d'actions dans la cour de l'hôtel de Nevers. Une grande cage de fer haute de dix pieds et large de même, grillée de tous côtés avec de gros fils de fer reçut les fardes de papier dont l'embranchement s'opérait sous la garde d'archers et d'invalides le fusil chargé⁹.

Opérations
du Visa

⁸ P.-E. Lémontey, Histoire de la Régence, t. I, p. 349.

⁹ Buvat, Journal de la Régence, t. II, p. 306.

Mais en soumettant les déclarations à la sainteté du serment, on multiplia les parjures sans découvrir la vérité. Afin de l'atteindre plus sûrement, un arrêt du conseil, daté du 14 septembre 1721, ordonna le recours aux actes reçus par les notaires depuis dix-huit mois et opérant translation de propriété, emprunt ou quittance. Daguesseau s'y opposa, mais Dubois fit adopter cette mesure. Celui-ci se montra également ferme lorsque le chevalier Schaub prétendit pour les Anglais spéculateurs à Paris et enveloppés dans le commun désastre, un traitement de faveur; il n'obtint qu'un refus bien net¹⁰. Les Anglais ne se découragèrent pas et Crawford finit par obtenir pour ses compatriotes le traitement des Français les plus favorisés, après un traitement beaucoup moins favorable¹¹. Ceci n'empêchait pas de se plaindre très haut de la mauvaise volonté de la France¹², mais Dubois tint bon et subit les reproches les plus vifs de Schaub sans lui répondre autre chose sinon « qu'il n'y auroit qu'une force majeure qui pût le contraindre à accorder » ce qu'on lui demandait¹³. Crawford revint à la charge et essuya une telle bordée d'injures du cardinal qu'il se tint coi¹⁴.

Une catégorie méritait moins d'indulgence encore, celle des agioteurs qui avaient réalisé leurs bénéfices à temps. Dubois ne voulut pas entendre parler à leur sujet d'une Chambre de justice, il préféra un procédé plus expéditif et d'un résultat plus certain. On choisit cent quatre-vingts noms et, sans les entendre comme sans les flétrir, on leur infligea une amende de 187 millions 893.661 livres. Les uns étaient dépouillés de leurs terres, de leurs hôtels, les autres contraints à racheter à très haut prix ces mêmes actions dont ils s'étaient si habilement défaits. Il faudrait toutefois se garder de croire que la haute main mise par Dubois sur les finances ait ramené la prospérité. Les méthodes du duc de Noailles avaient allégé la dette laissée par Louis XIV, celles de Law et de Dubois laissèrent l'État endetté en 1723 de

¹⁰ *Public Record Office*, France, vol. 363 : Schaub à lord Carteret, Paris 13 décembre 1721.

¹¹ *Public Record Office*, France, vol. 364 : Schaub à Carteret, 11 juillet 1722; Barbier, *Journal*, t. I, p. 218, juin 1722.

¹² *Public Record Office*, France, vol. 364 : Crawford à lord Carteret, 23 septembre 1722.

¹³ *Public Record Office*, France, vol. 359 : Schaub à lord Carteret, Paris, janvier 1723.

¹⁴ *Public Record Office*, France, vol. 368 : Crawford à lord Carteret, Paris 5 et 6 février 1723.

six cent quatre-vingt-cinq millions de plus qu'au 1^{er} septembre 1715¹⁵.

Maître des Postes et des Finances, Dubois voyait toute l'administration du royaume concentrée entre ses mains, sous ses yeux, sur son bureau. Il lui fallait plus encore, car il était de ces hommes qui pensent n'avoir rien aussi longtemps qu'ils ne possèdent pas tout. Dès le mois d'octobre 1721 il se fait communiquer des mémoires sur ce qui se pratiqua sous le ministère du cardinal Mazarin quand il fit fonction de premier ministre; « ce qui fait croire à tout le monde qu'il seroit sûrement élevé aux mêmes honneurs¹⁶. » A la fin de décembre « on parla du retour de Law toutefois la difficulté est le rang qu'occupe le cardinal, désigné pour être premier ministre, et qui en fait fonction, depuis que les secrétaires d'État ont consenti à travailler sous ses ordres¹⁷. » Le retour à Paris du cardinal de Rohan fut l'occasion favorable, ménagée par Dubois, pour s'ouvrir l'entrée du Conseil de Régence. A raison du succès de sa mission à Rome, Rohan avait droit à une récompense.

Le 8 février 1722, peu avant d'entrer au Conseil, le Régent présenta au Roi le cardinal de Rohan, disant que quand des personnes de dignité avaient été dans les pays étrangers pour les affaires de l'État, l'usage était de leur donner des honneurs à leur retour comme l'entrée dans le Conseil. Le Roi dit qu'il le voulait bien. Sur-le-champ on entra dans le Conseil et le Régent montrant au cardinal la place du comte de Charolais, qui ne viendrait pas, lui dit : « Monsieur, voilà votre place, qui est la première après les princes du sang. » Rohan la prit. Les ducs présents, entre autres le maréchal de Villars, le duc d'Antin, le duc de Noailles protestèrent, disant que ceci se faisait contre leur dignité et contre l'usage. Le Régent répliqua qu'ils étaient mal instruits et qu'il y avait beaucoup d'exemples de cardinaux au Conseil à la suite des princes du sang. Le chancelier Daguesseau entra sur ces entrefaites et fut très surpris de voir Rohan assis au-dessus de lui. Il parla au Régent à demi-voix, qui lui répondit comme aux ducs que le Roi le voulait. Daguesseau céda. Dans ce moment survint le comte de Charolais qui trouva sa place prise, le Régent dit au cardinal de la lui céder et de prendre celle du chancelier et le chancelier la suivante, ce qui ne lui plut guère. Dès le jour même « on se donna de grands mouvements ». Il n'était pas possible de contester

Dubois
concentre
tout le
pouvoir

Préséance
au Conseil

¹⁵ P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 354, note 1.

¹⁶ *Bibl. Mazarine*, Le Dran, *Vie anonyme de Dubois*, fol. 360-371.

¹⁷ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Prusse, t. 70, fol. 148 : Chambrier à Frédéric-Guillaume 1^{er}, 26 décembre 1721.

la préséance des cardinaux¹⁸, les ducs furent avisés que le connétable de Lesdiguières avait obtenu de Louis XIII un écrit qui réservait ses droits lorsqu'il céda le pas au cardinal de La Rochefoucauld. Quoique aucun des ducs ne fut connétable, leurs députés sollicitèrent du Régent un ordre semblable à celui de Louis XIII et le chancelier fut chargé de le rédiger. Mais l'avocat Marais montra que cet ordre avait été annulé et lacéré¹⁹, alors le Régent refusa tout et comme les ducs insistaient outre mesure, le Régent leur dit qu'ils pouvaient ne point venir au conseil s'ils le voulaient. « Nous primes la balle au bond, écrit d'Antin, et nous lui demandâmes, s'il ne le trouveroit pas mauvais; à quoi il répondit que non. Nous nous retirâmes²⁰. » Les conjectures et les paris allaient leur train : Le chancelier s'en retournera bientôt à Fresne, disait l'un²¹; Dubois doit entrer au Conseil dimanche prochain, disait l'autre²² et on appelait Rohan, le cardinal Chaussé-Pied, le cardinal la Planché²³.

Dubois laissait dire. Deux jours après l'incident il écrivait à Tencin : « Le cardinal de Rohan est entré au Conseil de Régence; il y a apparence que je le suivrai de près²⁴ », et ce nonobstant les « grands mouvements » des ducs, leurs conciliabules²⁵. Les opposants, au nombre de quinze boudaient et ne paraissaient plus, de sorte que, le 22, Dubois vint prendre une place sans aucune opposition. Le Conseil se composait du Roi, du Régent, de M. le Duc, du comte de Charolais, du comte de Toulouse, du cardinal de Rohan, de l'évêque Bouthillier, Torcy, La Vrillière, Canillac, des Forêts et Biron. Les ducs de Noailles et Saint-Aignan venus protester reçurent communication du Régent de l'ordre royal qui introduisait Rohan et Dubois²⁶. Ils se retirèrent après que Noailles eut dit à Dubois : « Vous ne pouvez disconvenir, monsieur le cardinal, que le jour de votre entrée au Conseil sera une

¹⁸ Recueil des pièces de l'histoire de Louis XIII, in-12, Paris 1716, t. II, p. 553.

¹⁹ Brienne, Mémoires, in-12, Amsterdam, 1719, t. I, p. 179; M. Marais, Journal et Mémoires, t. II, p. 235-237, 239-240.

²⁰ Mémoires du duc d'Antin, cités par P.-E. Lémontey, op. cit., t. II, p. 63.

²¹ Buvat, Journal, t. II, p. 337; février 1722.

²² Barbier, Journal, t. I, p. 189; février 1722.

²³ M. Marais, Journal et Mémoires, t. II, p. 237; 8 février 1722.

²⁴ Dubois à Tencin, 10 février 1722, dans Lémontey, op. cit., t. II, p. 63, note 1.

²⁵ Buvat, Journal, t. II, p. 338; M. Marais, Journal et Mémoires, t. II, p. 246.

²⁶ Bibl. nationale, Fonds Lancelot, ms. 187, fol. 190.

époque bien marquée dans notre histoire, puisque ce sera le jour que la haute noblesse du royaume s'en sera absentée²⁷. » Le chancelier ne s'y trouvait pas, le maréchal de Villeroy conduisit Louis XV et se retira²⁸. Le cardinal était triomphant²⁹; le Régent gouaillieur, il comptait le nombre des absents et ajoutait : « C'est autant de pensions de vingt mille francs de gagnées³⁰. » Le 28 février, comme le chancelier Daguesseau rentrait en son hôtel, le marquis de la Vrillière vint lui demander les sceaux qui furent donnés à M. d'Armenonville et le lendemain matin, Daguesseau partit pour sa terre de Fresne³¹.

Les ducs qui, par leur nombre, formaient dans le Conseil un groupe imposant comblaient, par leur retraite, les vœux du Régent et de son ministre. S'ils s'étaient flattés d'obtenir l'approbation du roi d'Espagne, et peut-être espéraient-ils que le duc de Saint-Simon alors à Madrid ferait triompher leur politique, les ducs s'étaient lourdement trompés. Plus alerte et mieux servi, Dubois prévenait ses adversaires en remettant au duc d'Ossone, ambassadeur extraordinaire de Philippe V un mémoire sur les mauvaises intentions de cette noblesse rebelle par dépit du rapprochement survenu entre les deux branches de la maison de Bourbon. Dans ce mémoire Dubois envenimait de son mieux toute cette affaire. « Le duc d'Orléans, y était-il dit, auroit établi la maison de la Reine dès à présent et lui auroit fait donner le traitement entier de Reine sans des oppositions et des contradictions secrètes qu'il y a trouvées, et qui ont formé des cabales parmi ceux de la « Vieille Cour » qui ont été fâchés du mariage du Roi. Quelques-uns se sont découverts dans une occasion qui s'est présentée, qui paraissoit n'avoir aucun rapport à cela. C'est lorsque le cardinal de Rohan, en revenant de son ambassade de Rome, a demandé d'avoir entrée au Conseil de Régence, comme tous ceux qui sont revenus des ambassades l'ont eu avant lui. Il s'est élevé une brigade dans laquelle ceux qui en sont les auteurs ont fait entrer le chancelier et les maréchaux de France, de sorte que le chancelier, les ducs et pairs et maréchaux de France qui

Dubois se
solidarise
avec
l'infante

²⁷ Ibid., fol. 191; Bibl. Mazarine, Vie de Dubois, ms. 2354, fol. 386.

²⁸ Buvat, Journal, t. II, p. 347; Barbier, Journal, t. I, p. 192.

²⁹ Archiv. des Aff. Étrang., Rome, t. 636, fol. 344 : Dubois à Tencin, 24 février 1722.

³⁰ Arch. des Aff. Étrang., Prusse, t. 70, fol. 172, Chambrier à Frédéric-Guillaume I^{er}; M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 23 février, dans op. cit., t. II, p. 426.

³¹ Buvat, Journal, t. II, p. 347; M. Marais, op. cit., t. II, p. 248; Barbier, op. cit., t. I, p. 192; D'Argenson à Mme de Balleroy, 1^{er} mars, dans op. cit., t. II, p. 431.

étoient du Conseil de Régence ont fait d'abord difficulté sur la préséance du cardinal au-dessus d'eux dans le Conseil; mais tous les exemples des règnes précédents s'étant trouvés favorables aux cardinaux, la cabale s'est portée jusqu'à prétendre que les cardinaux ne devaient pas avoir place dans les Conseils du Roi, et ils se sont tous absentés du Conseil, espérant que le Régent seroit obligé de leur céder et qu'ils se rendroient maîtres du gouvernement. Mais le duc d'Orléans et les princes du sang ayant été instruits que deux d'entre eux avoient été assez imprudents de dire que s'ils avoient le dessus, il faudroit après la majorité renvoyer l'Infante et que ceux qui avoient paru devant les plus affectionnés à LL. MM. CC. paroïssoient les plus mal intentionnés contre l'Espagne, il a ôté les sceaux au Chancelier et l'a renvoyé hors de Paris, et a exclus du Conseil de Régence les ducs et pairs et les maréchaux de France qui s'en étoient séparés³². » Ensuite on mettait le Roi d'Espagne en garde contre « ce que le duc de Saint-Simon, qui est fort entêté de la dignité de duc et pair, pourrait bien dire sur cette contestation. » Avertissement superflu, Chavigny, observateur attentif ne put noter autre chose qu'un attachement passionné de Saint-Simon pour la politique française du Régent et de Dubois³³. Philippe V n'étoit pas homme à approuver l'incartade des ducs et il donna pleinement raison à Dubois. Il chargea Daubenton de dire qu'il n'approuvait en aucune façon et qu'il étoit fort surpris de la conduite de personnes ordinairement si sages³⁴.

Il accepte
un
confesseur
jésuite pour
le Roi

Dubois fit plus encore. Philippe V, non content de demander que l'infante âgée de trois ans se confessât à un jésuite³⁵, avait prié de rendre le confessionnal du Roi à un religieux de cette compagnie³⁶. Saint-Simon « qui avait toujours été plus lié avec les Jésuites que personne³⁷ » tenta d'éluder la demande, mais le P. Daubenton revint à la charge, persuadé que son insistance finirait par obtenir gain de cause. Le 2 mars, Dubois lui écrivit :

³² Archiv. des Aff. Étrang., Espagne, *Mémoires et Documents*, t. 150, fol. 181 : *Mémoire de Dubois remis au duc d'Ossone*, 2 mars 1722.

³³ Archiv. des Aff. Étrang., Espagne, t. 315, fol. 122 : Chavigny à Dubois, 13 mars 1722.

³⁴ Archiv. des Aff. Étrang., Espagne, t. 315, fol. 145 : Daubenton à Dubois, 14 mars 1722.

³⁵ Saint-Simon à Dubois, 22 janvier 1722, dans E. Drumont, *Ambassade d'Espagne*, p. 243.

³⁶ Archiv. des Aff. Étrang., Espagne, t. 314, fol. 202 : Daubenton au P. du Trévou, 8 mars 1722.

³⁷ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 2 février 1719, dans op. cit. t. II, p. 13.

« Il y a trois semaines, mon très révérend Père, que je diffère d'un jour à l'autre de dépêcher un exprès, espérant chaque jour de pouvoir vous donner la nouvelle de l'événement auquel vous vous intéressez avec tant de raison et de zèle. La résolution est prise, les difficultés, quoique grandes, n'ont point effrayé S.A.R. parce qu'il s'agit de faire le bien de la religion et de plaire à LL. MM. CC. M. le duc de Noailles faisoit proposer par le maréchal de Villeroy le chancelier de Notre-Dame de Paris, le curé de Saint-Germain-en-Laye et l'abbé Vaurouy, nommé à l'archevêché de Perpignan. M. le cardinal de Rohan mettoit sur les rangs M. Vivant, qui a été à Rome avec lui, et M. l'évêque de Fréjus souhaitait M. Paulet, supérieur du séminaire des Bons-Enfants, ou M. de Champagny, trésorier de la Sainte-Chapelle de Paris. Rien n'étoit plus contraire à la dispense et au maintien de la bonne doctrine que ce qui étoit proposé par le premier. S.A.R. s'est expliquée avec les deux autres, et leur a déclaré en confidence son intention. On craint qu'il en soit transpiré quelque chose, car les gens les plus opposés à cet établissement ont fait depuis ce temps-là des mouvements extraordinaires capables de causer du trouble dans le gouvernement, et qui ne peuvent avoir eu pour but que d'empêcher cette démarche ou d'interrompre la tranquillité publique que le mariage du Roi avoit paru imposer. » Le cardinalat avait opéré sur le style épistolaire de Dubois une transformation à laquelle sa conversation étoit demeurée étrangère. Plus que jamais, même en public, les b... et les f... volaient sur ses lèvres³⁸, la correspondance au contraire s'imprégnait d'orthodoxie et d'édification. « Les difficultés ont été grandes, lisait-on dans la même lettre à Daubenton, mais les deux royaumes doivent être purgés des sectes contraires à la catholicité, pour qu'on trouve dans la durée de l'union admirable formée par S.M.C. la gloire de la religion et la prospérité des deux États. A des objets si grands et si religieux je fais vœu de travailler avec zèle jusqu'au dernier soupir. Si l'on s'en écartoit tant soit peu, je ne resterois pas dans le ministère un quart d'heure, persuadé que nos princes oublieroient leurs affaires et celles de Dieu³⁹. »

Cette affaire du confesseur de Louis XV devenait une grosse intrigue de Cour. Non seulement les prélats s'en mêlaient, comme le cardinal de Noailles, les tuteurs du jeune Roi, comme

³⁸ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XIX, p. 305.

³⁹ Archiv. des Aff. Étrang., Espagne, t. 314, fol. 116 : Dubois à Daubenton, 2 mars 1722.

le Régent et le maréchal de Villeroy, mais encore les roués, comme Nocé et les maîtresses comme Mme d'Averne⁴⁰; pour Dubois c'était simple question de politique, le confesseur jésuite était réclamé par Philippe V, on le nommerait donc, car en tout ceci il ne s'agissait que de bien persuader « le Roi Catholique [qu'il] avoit dans le cardinal Dubois un ministre aussi zélé et aussi passionné pour la gloire de leurs Majestés Catholiques que s'il étoit Espagnol⁴¹ ».

Nomination
du Père de
Linières

Les circonstances ne permettaient aucun retard. Le savant et vénérable abbé Fleury devait renoncer à une charge que ses infirmités ne lui permettaient plus de remplir⁴². Le cardinal de Noailles se chargea de présenter la démission au Régent qu'il pria « de ne point destiner cet office à aucun jésuite ». Le prince sembla le lui promettre, mais dès que le cardinal se fut retiré, il dit à l'entourage : « Comme je suis engagé de parole d'honneur avec le roi d'Espagne, je ne puis m'empêcher d'y nommer un jésuite⁴³. » La Société de Jésus gardait une extrême réserve, mais « n'avoit garde de manquer ce morceau⁴⁴ ». Elle présenta et fit accepter le P. de Linières, confesseur de Madame, « bon homme, vieux et rien de plus⁴⁵ ». Il fallut confesser le Roi pour la semaine sainte. Or le P. de Linières n'avait de pouvoirs que pour absoudre son unique pénitente; le Régent envoya demander l'extension de ces pouvoirs pour entendre le Roi, le cardinal de Noailles répondit qu'il n'en ferait rien, étant résolu de n'en donner à aucun jésuite⁴⁶. Ce refus fit éclat, chacun en parla à sa façon suivant le parti auquel il inclinait et tout cela, disaient les indifférents, prépare une belle querelle, dans laquelle les amis de l'archevêque assuraient qu'il se montrerait très ferme, quoique l'expérience du passé permit d'en douter⁴⁷. Dans sa maison de campagne de Conflans, Noailles reçut le cardinal de

⁴⁰ Archiv. des Aff. Étrang., France, *Mémoires et Documents*, t. 125, fol. 110.

⁴¹ Archiv. des Aff. Étrang., Espagne, *Mémoires et Documents*, t. 150, fol. 192 : *Mémoire de Dubois au duc d'Ossone*, 8 mars 1722.

⁴² Buvat, *Journal*, t. II, p. 356.

⁴³ Buvat, *Journal*, t. II, p. 356.

⁴⁴ Barbier, *Journal*, t. I, p. 209; M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 27 mars 1722, dans op. cit., t. II, p. 411.

⁴⁵ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, 1858, t. XIX, p. 311; Buvat, *Journal*, t. II, p. 366.

⁴⁶ Barbier, *Journal*, t. I, p. 209.

⁴⁷ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 4 avril 1722, dans op. cit., t. II, p. 447; M. de Balleroy à sa femme, 7, 10 avril, op. cit., t. II, p. 447, 449.

Rohan, le P. de Linières, le P. Gaillard et se montra inflexible; de son côté, le Régent fut intraitable et Dubois se crut élevé à la dignité de confesseur de la foi. « Je porterai l'iniquité de ce rétablissement des Jésuites, écrivit-il à Daubenton; j'en fais ma gloire et mon honneur⁴⁸ ».

Le temps pascal avançait, il fallut prendre une décision; le jour de Quasimodo, le petit Roi se confessa à l'abbé Chaperel⁴⁹ et en fut si content qu'il protesta ne vouloir plus d'autre confesseur⁵⁰ ce qui donna lieu à de plaisantes scènes. Chaperel en tira une pension de quinze cents livres et la promesse d'une abbaye⁵¹, mais le P. de Linières se cramponnait à la place et son confrère, le P. Lallemant, avait donné l'assurance que la Cour de Rome saurait bien mettre le cardinal de Noailles à la raison⁵². Le 18 mai, l'abbé de Tencin obtint sans difficulté un bref papal conférant les pouvoirs nécessaires au jésuite. Mais le petit Roi n'en voulait point. Étant à la chasse au bois de Boulogne il dit : « Je compte partir le 21 mai pour Versailles afin de me disposer à faire ma première communion le jour de la Pentecôte, en l'église de la paroisse de mon lieu natal, et ce sera M. Chaperel qui me confessera⁵³. » Ce n'était qu'une fantaisie d'enfant; plus redoutable était la colère des appelants. « Les mouvements des Jansénistes sont si violents sur ce sujet, écrit Dubois à Tencin, et ils ont formé tant d'intrigues dans le clergé et dans le Parlement que l'on a lieu de craindre un aussi grand scandale sur cette affaire que sur la Constitution⁵⁴. » On éluda la difficulté. Le général des jésuites fixa la résidence du P. de Linières à Pontoise, localité appartenant au diocèse de Rouen dont l'archevêque de Bezons lui donna les pouvoirs en même temps on décida que Louis XV se transporterait de Versailles à Saint-Cyr, qui dépendait du diocèse de Chartres, et s'y confesserait; « en

⁴⁸ Archiv. des Aff. Étrang., Espagne, t. 325, fol. 10 : Dubois à Daubenton, 10 avril 1722.

⁴⁹ M. de Balleroy à sa femme, 20 avril, dans op. cit., t. II, p. 455; M. Mais, *Journal et Mémoires*, t. II, p. 271.

⁵⁰ Buvat, *Journal*, t. II, p. 371-372.

⁵¹ Buvat, *Journal*, t. II, p. 372; M. de Balleroy à sa femme, 20 avril, 1722, dans op. cit., t. II, p. 455. Voir P. Bliard, *Le choix d'un confesseur du Roi en 1722* dans *La Quinzaine*, 1902, t. XLVIII, p. 207-229.

⁵² Archiv. des Aff. Étrang., France, *Mémoires et Documents*, t. 125, fol. 179-180.

⁵³ Buvat, *Journal*, t. II, p. 381.

⁵⁴ Archiv. des Aff. Étrang., Rome, Dubois à Tencin, cité par M. Boutry, *Intrigues et missions diplomatiques du cardinal de Tencin*, in-8, Paris, 1902, p. 73.

sorte que le confesseur, le confessé et le confessionnal dépendaient de trois diocèses différents⁵⁵ ».

Exil de Nocé

Cette longue et délicate négociation se terminait à la satisfaction de Dubois qui allait maintenant entreprendre d'éloigner tous ceux qui lui étaient hostiles et pouvaient faire obstacle à son élévation. « M. le cardinal Dubois, nous apprend Barbier, s'appelle tout court le Cardinal, comme nos deux anciens grands ministres. Il n'a pas encore le titre de premier ministre, mais il en fait les fonctions. On dit qu'il est présentement le maître du Régent et qu'il le craint⁵⁶. La première victime fut Nocé, le roué, favori du Régent à qui il avait dit « qu'il pouvoit bien faire d'un cuistre un cardinal, mais non pas du cardinal Dubois un honnête homme ». Dubois, qui redoutait cette franchise⁵⁷, fit donner la vieille Madame et la duchesse d'Orléans, en sorte que la menace parut assez sérieuse à Nocé pour qu'il vint trouver le Régent afin de l'empêcher, disait-il, de faire une mauvaise action en exilant un si fidèle ami.

« Peux-tu croire cela, lui dit le Régent, toi qui me connois si bien ? »

« C'est parce que je vous connois que je n'en doute point ». Et le même jour, le roué reçut l'ordre d'aller en Normandie dans ses terres⁵⁸.

Prévisions de Dubois

Branças, autre roué, n'avait pas attendu un ordre d'exil, il s'était depuis peu de mois retiré, converti et pénitent, à l'abbaye du Bec; Canillac serait frappé bientôt. Dubois s'enhardissait et marchait à son but. Aussi bien la majorité légale du Roi approchait et ne permettait plus les attermolements. Quelques mois à peine séparaient de cette échéance redoutable pour le Régent et pour Dubois si leur jeune maître, timide et sournois, mais volontaire et opiniâtre, se dégoûtait du prince et du ministre, les chassait et les remplaçait. Il était temps de soustraire aux regards du Roi la vie licencieuse du Régent, parce qu'on devait craindre que celui-ci, élevé dans une extrême pureté de mœurs et poussé par la sévérité trop ordinaire aux vertus de

⁵⁵ Archiv. des Aff. Étrang., France, Mémoires et Documents, t. 139, Sur le gouvernement du royaume de France, sous la régence du prince Philippe, petit-fils de France, duc d'Orléans, après l'avènement du roi Louis XV au trône, à l'âge de cinq ans et demi, le 1^{er} septembre 1715 jusqu'en 1726, par Le Dran, ancien chef du Dépôt des Aff. Étrang., : M. Marais, op. cit., t. II, p. 305 ; Barbier, op. cit., t. I, p. 223.

⁵⁶ Barbier, Journal, t. I, p. 213-214.

⁵⁷ Barbier, Journal, t. I, p. 143.

⁵⁸ Buvat, Journal, t. II, p. 370 ; Barbier, Journal, t. I, p. 214 ; M. Marais, Journal et Mémoires, t. II, p. 272-274.

la jeunesse, ne se dégoûtât bientôt d'un tuteur scandaleux. Dubois eut assez d'empire sur le duc d'Orléans pour obtenir de lui une rupture publique avec sa maîtresse, Mme d'Averne; le ménage désuni simula une réconciliation et la duchesse d'Orléans s'y prêta, semble-t-il, par goût au moins autant que par vertu.

A Versailles, l'isolement relatif de la Cour devait permettre à Dubois, d'après son calcul, d'exercer sur le jeune Roi une influence que rien ne viendrait distraire ou combattre. Afin de faire accepter par les Parisiens le départ de la Cour, on le leur présenta comme une fantaisie d'enfant qu'il fallait satisfaire. Tous les caprices de leur Roi étaient alors approuvés par les Parisiens qui se dirent, qu'en fait, Versailles est bien plus superbe pour un roi que Paris⁵⁹. A Louis XV, il fut facile d'insinuer le désir de retourner à Versailles dont son cerveau d'enfant avait conservé la vision. Un jour on l'avait entendu dire au maréchal de Villeroy : « Mon oncle me fait aller au Cours, à Saint-Cloud, à Vincennes. D'où vient qu'il ne me mène pas à Versailles, à Trianon ? J'aime tant Trianon. » — « Mon maître, dit Villeroy, dites-moi la vérité, cela vient-il de vous ? quelqu'un vous le fait-il dire ? » Mais l'enfant soutint à plusieurs reprises que cela venait de lui; alors le maréchal parla de terres remuées, de canaux empestés qui pourraient être funestes à la santé d'un enfant, mais il n'obtint que ce mot : Bagatelle ! Bagatelle⁶⁰. Lorsque Dubois eut pris ses mesures pour suggérer à Louis XV le retour à Versailles, celui-ci ne pensa plus à autre chose, en parla sans cesse⁶¹, s'intéressa aux travaux de la restauration⁶². Le public se disait qu'on voulait accoutumer le Roi à l'infante qu'il n'aimait guère et mettre plus d'intimité entre Louis XV et le Régent⁶³. Après plusieurs retards, le retour fut fixé au 15 juin. En même temps, on annonçait la cérémonie du sacre à Reims au mois de septembre, mais les vigneron champenois obtinrent le renvoi au 20 octobre⁶⁴. La rumeur circula que le Roi viendrait passer l'hiver à Paris⁶⁵.

Le retour à Versailles

⁵⁹ Barbier, Journal, t. I, p. 222, juin 1722.

⁶⁰ M. Marais, Journal et Mémoires, t. I, p. 316, juillet 1720.

⁶¹ Journal du Marquis de Calvière, dans E. et J. de Goncourt, Portraits intimes du XVIII^e siècle, in-12, Paris, 1878, p. 18, 6 avril 1722 ; M. Marais, op. cit., t. II, p. 292.

⁶² Buvat, Journal, t. II, p. 381.

⁶³ M. Marais, op. cit., t. II, p. 272 ; avril 1722.

⁶⁴ M. Marais, op. cit., t. II, p. 278 ; avril 1722.

⁶⁵ Ibid., t. II, p. 288 ; M. de Balleroy à sa femme, 27 juillet 1722, dans op. cit., t. II, p. 470.

L'arrivée

Versailles était en liesse. Sept années plus tôt le départ de la Cour avait été sa ruine, les baux avaient été cassés⁶⁶, le domaine délaissé, les jardins abandonnés, et, d'un coup de baguette, ils reprenaient leur splendeur en même temps que renaissaient les querelles pour la désignation des logements dans le Château. Dubois se fit attribuer celui qu'avait jadis occupé Louvois. Le 14 juin, Louis XV reçut les adieux des Parisiens⁶⁷ et le lendemain, à trois heures de l'après-midi, il quitta les Tuileries. La foule encombra le Cours la Reine et les paris s'ouvraient sur son passage : Il reviendra ! Il ne reviendra pas !⁶⁸ L'impatience d'arriver était si grande qu'en traversant le Cours, Louis ordonna au cocher de mettre ses chevaux au galop. En pénétrant dans l'avenue du Château, une troupe de jeunes gens de la ville, endimanchés, parés de flots de rubans bleus et blancs, entourait le carrosse aux cris de *Vive le Roi* ! qui ne cessèrent plus jusqu'à l'entrée dans les appartements⁶⁹.

Après une prière à la chapelle, où le Saint-Sacrement était exposé⁷⁰, et malgré la grosse chaleur, le Roi voulut visiter tous les bosquets avec le Régent qu'il lassa de façon à n'en pouvoir plus⁷¹; ensuite il revint dans la grande galerie et s'assit sur le parquet, tout le monde l'imita. Le charme mystérieux de Versailles opérait; après trois jours, on sut que le Roi y passerait tout l'été et même l'hiver⁷². Il vivait là, heureux, couvé pour ainsi dire, par le Régent et le Cardinal qui ne le quittaient guère, accompagnaient ses promenades, le délivraient des perpétuelles

⁶⁶ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 288, 294; mai-juin 1722; Jeandel, *Locations à Versailles sous la Régence*, dans *Mémoires lus à la Sorbonne, Histoire, philosophie, sciences morales*, 1861, p. 167; J.-A. Le Roi, *Mémoires adressés par Blouin, gouverneur de Versailles, au duc d'Orléans, régent du royaume* (1715-1717), dans *Revue des Sociétés savantes des départements*, 1867, 4^e série, t. V, p. 77; P. Favier, *Plan des jardins du Château de Versailles sous la Régence (1720) avec la promenade officielle des ambassadeurs*, dans *Mémoires de la Société des sciences morales, lettres et arts de Versailles*, 1894, t. XVIII, p. 218.

⁶⁷ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 297; 14 juin 1722.

⁶⁸ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 298; 15 juin 1722.

⁶⁹ Buvat, *Journal*, t. II, p. 400; 15 juin 1722; P. Narbonne, *Journal*, p. 68, 69, 179.

⁷⁰ Barbier, *Journal*, t. I, p. 222, juin 1722; M. de Balleroy à sa femme, 22 juin 1722, dans *op. cit.*, t. II, p. 462.

⁷¹ Barbier, *Journal*, t. I, p. 222, juin 1722; M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 298, 15 juin 1722.

⁷² M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 299; 18 juin 1722.

gronderies du vieux maréchal dont il était excédé⁷³, sempiternel radoteur et radoteur depuis toujours⁷⁴, ingambe, alerte mais octogénaire et hors d'état de suivre son pupille leste, agile, toujours en train de monter, descendre, courir, sauter, ce dont ses muscles et ses joues portaient l'éclatant indice de santé⁷⁵.

A Paris, on ignore presque tout ce qui se passe à Versailles, sauf qu'on y joue un jeu affreux, qu'on y fait l'amour partout et qu'il s'y passe des scènes de débauche infâme⁷⁶. Plus rien n'y balance le crédit de Dubois⁷⁷, qui dès la nuit même de l'arrivée de la Cour, a frappé un grand coup. Le duc de Noailles, pour lequel Louis XV montrait du goût, est exilé; Canillac également, ainsi que les maréchaux de Villars et d'Huxelles et le duc de Gramont⁷⁸. Le maréchal de Bezons avait été envoyé dans ses terres, mais il restait une bataille plus incertaine à livrer.

Défait du duc de Noailles, Dubois, qui ne pouvait avoir la même prise sur le maréchal de Villeroy n'oublia rien pour le gagner⁷⁹. Ils avaient vécu plusieurs années en très bons termes, Villeroy témoignant une sorte de déférence pour les talents de Dubois⁸⁰, prenant intérêt à sa santé⁸¹. Le 4 juillet, le gouverneur adressait encore au cardinal une lettre affectueuse et même confiante⁸², mais le vieillard savait de moins en moins se taire. Le 20 juillet, furieux de voir Dubois demander l'accès du conseil des finances présidé par les Villeroy depuis plus d'un demi-siècle, il éclata⁸³. Rencontrant le cardinal de Bissy, il lui cria

Nouveaux exils

Algarade de Dubois avec Villeroy

⁷³ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Prusse, t. 70, fol. 153, 218 : Chambrier à Frédéric-Guillaume I^{er}, 12 janvier, 13 juillet 1722.

⁷⁴ Barbier, *Journal*, t. I, p. 222, juin 1722; *Public Record Office*, France, vol. 364 : Schaub à lord Carteret, Paris, 12 août 1722.

⁷⁵ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 310; 4 juillet 1722.

⁷⁶ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 316-319, 23, 31 juillet 1722.

⁷⁷ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 310, 316.

⁷⁸ Buvat, *Journal*, t. II, p. 400-401; Barbier, *Journal*, t. I, p. 221-222; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XIX, p. 319; M. de Balleroy à sa femme, 18 juin, *op. cit.*, t. II, p. 463-464.

⁷⁹ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, 1858, t. XIX, p. 322.

⁸⁰ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Vienne, t. 135, fol. 272; Villeroy à Dubois, 19 août 1719; *ibid.*, Angleterre, t. 339, fol. 178 : Villeroy à Dubois, 20 octobre 1721.

⁸¹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Espagne, t. 308, fol. 32 : Villeroy à Dubois, 24 novembre 1721.

⁸² *Archiv. des Aff. Étrang.*, Portugal, t. 157, fol. 150 : Villeroy à Dubois, 4 juillet 1722.

⁸³ *Public Record Office*, France, t. 364 : Schaub à lord Carteret, 29 juillet 1722; *Archiv. des Aff. Étrang.*, Prusse, t. 70, fol. 226 : Chambrier à Frédéric-Guillaume I^{er}, 3 août 1722.

assez haut pour être entendu de l'autre cardinal qui se trouvait à deux pas : « Vous aussi donc, vous pliez le genou devant l'idole. Il faut être aisé à apprivoiser pour endosser le joug de M. le cardinal Dubois. Vous allez voir sur quel ton je lui parlerai à lui-même, » et, se retournant vers le ministre : « Vous voulez tout gouverner, Monsieur, mais je ne le souffrirai pas. » Dubois avait senti venir l'orage, il n'en fut pas ému. « Ce n'est, dit-il, ni à vous ni à moi de dire ce que nous ne souffrirons pas. Nous sommes sujets l'un et l'autre, et devons vouloir ce qui plaît à l'autorité souveraine. Si vous trouvez que j'abuse du pouvoir qui m'est confié, que je m'acquitte mal de mon devoir, ou que je me mêle de trop de choses, permis à vous d'y redire. Mais ce n'est pas à moi qu'il faut vous en prendre. C'est à celui de qui je tiens mon pouvoir. Apparemment les raisons qui vous font juger ainsi sont trop frappantes pour ne point emporter la conviction. Servez-vous en. Je vous donne champ-libre et, bon citoyen, je me plaindrais de vous si vous négligiez de les représenter dans tout leur jour. Quand vous aurez fait voir que ma conduite est fautive envers le Roy, l'État ou M. le duc d'Orléans, je me rendrai avec docilité à vos preuves, et je me joindrai à vous pour me faire dépouiller d'un ministère mal placé. Une seule chose qui me peine, par l'intérêt que je prends à vous et à votre réputation, c'est qu'un homme de votre âge et de votre élévation autorise ainsi des langages contradictoires et que vous vous déchaîniez contre moi le jour même que vous m'écrivez des lettres remplies de la plus haute estime. » La riposte fit « perdre la tramonte, tout sang-froid et toute mesure. Villeroy crut prendre une revanche en s'allant plaindre au duc d'Orléans, dont la réponse fut une nouvelle déconvenue : « En tout ceci, Monsieur le Maréchal, je ne vois que votre tort⁸⁴. »

Scandale
découvert

Dix jours après cette algarade Dubois tenait sa vengeance. Un scandale, dont le récit ne peut être fait dans sa crudité, éclatait à Versailles, le 31 juillet, et l'infortuné maréchal se trouvait réduit à solliciter des lettres de cachet contre ses propres petits-enfants. « La chose est trop horrible pour que je l'écrive⁸⁵ » se contente de dire la vieille Madame dont la plume cependant ne craint rien. La duchesse de Retz, petite-fille du maréchal a tenté de séduire le Roi-enfant et porté ses mains sur lui, en

⁸⁴ Public Record Office, France, t. 364 : Schaub à lord Carteret, 29 juillet 1722.

⁸⁵ Madame à la raugrave Louise, Saint Cloud, 6 août 1722, dans Correspondance, édit. G. Brunet, t. II, p. 375.

outre elle a livré la marquise d'Alincourt, sa belle-sœur, autre petite-fille du maréchal aux entreprises de Richelieu dans un bosquet. Cependant que le précepteur du Roi, Fleury, entendant des voix sous l'appartement de son maître, la nuit, au clair de lune, à entendu et vu six jeunes gens d'une vingtaine d'années chacun, quelques-uns mariés, et parmi eux deux petits-fils du maréchal, Retz et d'Alincourt, se livrer à des abominations⁸⁶. Confus, humilié, le maréchal faisait pitié à tirer les larmes des yeux⁸⁷.

Le cardinal jugea la circonstance favorable et se résolut à tenter un effort pour se ramener le maréchal. N'osant l'affronter, il s'adressa au cardinal de Bissy qu'il persuada sans peine du grand bien qui sortirait de la médiation entre deux puissances rivales et faites pour ne l'être pas. Bissy et Villeroy avaient été autrefois fort liés par l'influence de Mme de Maintenon; Bissy entrevit un grand service à rendre et peut-être la porte du Conseil de Régence s'ouvrit devant lui. Dubois pria Bissy de dire à Villeroy qu'il l'irait voir chez lui et Villeroy, pour ne pas demeurer en reste convint avec Bissy d'aller ensemble chez le cardinal Dubois (4 août).

Tentative
d'accommodement

Bissy et Villeroy trouvèrent les ministres étrangers, dont c'était le jour d'audience du cardinal, attendant dans le salon le tour de chacun d'eux. « On voulut avertir le cardinal de quelque chose d'aussi nouveau que le maréchal de Villeroy chez lui, mais il ne le voulut pas permettre, et s'assit avec Bissy sur un canapé en attendant. L'audience finie, Dubois sortit de son cabinet pour conduire l'ambassadeur, et aussitôt avisa ce canapé si bien garni. Il ne vit plus que lui à l'instant; il y courut, rendit mille hommages publics au maréchal, avec force plaintes d'être prévenu, lorsqu'il n'attendoit que sa permission pour aller chez lui, et pria Bissy et lui de passer dans son cabinet. Tandis qu'ils y allèrent, il en fit excuse aux ambassadeurs sur ce que les fonctions et l'assiduité du maréchal de Villeroy auprès du Roi ne lui permettoient pas de s'absenter longtemps d'auprès de sa personne; et, avec ce compliment, les quitta et rentra dans son cabinet. D'abord, force compliments réciproques et propos du cardinal de Bissy convenables au sujet. De là protestations du cardinal Dubois et réponses du maréchal; mais à force de ré-

Scène de
Villeroy
au Cardinal

⁸⁶ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 319-323 : 31 juillet, 2 août 1722; Barbier, *Journal*, t. I, p. 227-228; Buvat, *Journal*, t. II, p. 410; Madame à la raugrave Louise, 6 août, dans *op. cit.*, t. II, p. 373-375 : M. de Balleroy à sa femme, 5 août, dans *op. cit.*, t. II, p. 472-473.

⁸⁷ Madame à la raugrave Louise, *loc. cit.*, p. 373.

ponses il s'empêtra dans le musical de ses phrases, bientôt se piqua de franchise et de dire des vérités, puis, peu à peu, s'échauffant dans son harnois, des vérités dures et qui sentoient l'injure. Dubois, bien étonné, ne fit pas semblant de sentir la force de ces propos; mais comme elle s'augmentoît de moment à autre, Bissy, avec raison, voulut mettre le holà, interrompre, expliquer en bien les choses, persuader le maréchal quelle étoit son intention. Mais la marée qui montoit toujours tourna tout-à-fait la tête au maréchal, et le voilà aux injures et aux plus sanglants reproches. En vain Bissy le voulut faire taire, lui représenter combien il s'écartoit de ce qu'il lui avoit promis et chargé de rapporter à Dubois, l'indécence sans exemple d'aller maltraiter un homme chez lui, où il venoit que pour achever de consommer une réconciliation conclue. Tout ce que put dire Bissy ne fit qu'animer le maréchal, et lui faire vomir tout ce que l'insolence et le mépris peuvent suggérer de plus extravagant. Dubois, confondu et hors de lui-même, rentroit en terre sans proférer un seul mot, et Bissy, justement outré de colère, tâchoit inutilement d'interrompre. Dans le feu subit qui avoit saisi le maréchal, il s'étoit placé de façon qu'il leur avoit bouché le passage pour sortir, et en disoit toujours de plus belle. Las d'injures, il se mit sur les menaces et sur les dérisions, il dit à Dubois que maintenant qu'il s'étoit montré à découvert, ils n'étoient plus en termes de se pardonner l'un à l'autre; qu'il vouloit bien encore l'avertir que tôt ou tard il lui feroit du pis qu'il pourroit, mais qu'il vouloit bien aussi, avec la même candeur, lui donner un bon conseil. « Vous êtes tout-puissant, ajoutez-t-il; tout plie devant vous, rien ne vous résiste; qu'est-ce que les plus grands en comparaison de vous? Croyez-moi, vous n'avez qu'une seule chose à faire, usez de tout votre pouvoir, mettez-vous en repos, et faites-moi arrêter, si vous l'osez. Qui pourra vous en empêcher? Faites-moi arrêter vous dis-je, vous n'avez que ce parti à prendre. » Et là-dessus, à paraphraser, à défier, à insulter, cet homme qui très sincèrement, étoit persuadé qu'entre escalader les cieux et l'arrêter, il n'y avoit point de différence. On peut bien s'imaginer que tant de si étonnants propos ne furent pas tenus sans interruptions et sans vives altercations du cardinal de Bissy, mais sans pouvoir en arrêter le torrent. Enfin, outré de colère et de dépit contre le maréchal qui lui manquoit si essentiellement à lui-même, il saisit le maréchal par le bras et par les épaules et l'entraîna à la porte qu'il ouvrit, le fit sortir et sortit lui-même. Dubois, plus mort que vif, les suivit comme il put; il se falloît garder de cette assemblée de mi-

nistres étrangers qui attendoient. Tous trois eurent beau tâcher de se composer, il n'y eut aucun de ces ministres qui ne s'aperçut qu'il falloit qu'il se fût passé quelque scène violente dans le cabinet, et aussitôt Versailles fut rempli de cette nouvelle qui fut bientôt éclaircie par les vanteries, les récits, les défis et les dérisions publiques du maréchal de Villeroy⁸⁸.

Dubois entra dans le Cabinet du duc d'Orléans « comme un tourbillon, les yeux hors de la tête » demandant où étoit le prince. Saint-Simon, qui se trouvait là, répondit qu'il étoit dans sa garde-robe et Dubois s'y précipita criant : « Je suis perdu, je suis perdu ! » Le Régent l'entendit, accourut et lui demanda ce que c'étoit. La réponse, entrecoupée du bégayement ordinaire, fut le récit qu'on vient de lire et la conclusion qu'il falloit que le duc d'Orléans vît tout à l'heure ce qu'il pouvoit et ce qu'il vouloit faire et choisit entre Villeroy et lui. Quelques questions posées pour éclaircir et constater les faits n'amènèrent ni variations ni détours dans les réponses du cardinal qui, à tous moments présentait l'option, à toute question renvoyait à Bissy qu'il proposait d'appeler. Saint-Simon consulté opina pour le renvoi du maréchal sauf à réfléchir mûrement sur l'exécution de façon à s'y prendre pour n'en avoir le démenti ni dans le temps ni dans la suite. Le lendemain, le Régent consulta M. le Duc qui opina que « si le maréchal de Villeroy demeurait dans sa place, il n'y avoit qu'à mettre la clef sous la porte », ce fut l'expression dont il se servit, et il insista pour qu'on s'en défit incessamment. Alors le Régent, M. le Duc et Saint-Simon décidèrent d'organiser un guet-apens auquel la fatuité du gouverneur ne pouvait manquer de se prendre. Villeroy s'étoit mis en tête qu'une des prérogatives de son emploi consistait à empêcher que personne, sans excepter le Régent, parlât au Roi tête-à-tête ou à l'oreille sans que le gouverneur vint fourrer son oreille entre le prince et le jeune monarque. Il y avait là matière à arranger un piège, qui devait être tendu lorsque tout serait prêt pour l'exécution et l'envoi à Villeroy où le vieillard se reposerait un jour ou deux à cause de son âge, mais sous bonne garde. Le duc de Charost serait nommé gouverneur⁸⁹.

Aucune reproche ne lui étant adressé, le maréchal se persuada qu'il n'en serait rien de plus, sa sécurité fut entière; d'ailleurs il avait assez souvent répété que pour le séparer du Roi

Villeroy
sacrié
à Dubois

⁸⁸ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XIX, p. 329-331.

⁸⁹ *Ibid.*, t. XIX, p. 331-343.

« il faudroit l'arracher par les pieds⁹⁰ » et cette perspective devait faire reculer le Régent sans aucun doute!

Altération
du Régent
et
de Villeroy

Le lundi 10 août, celui-ci alla à dix heures du matin travailler avec le Roi, comme il avait accoutumé de faire plusieurs jours marqués de chaque semaine⁹¹. Ce travail consistait à montrer à l'enfant la distribution d'emplois vacants, de bénéfices, de certaines magistratures, d'intendances, de faveurs, de lui expliquer en peu de mots les raisons des choix et des préférences, parfois il était question des finances ou de nouvelles étrangères, quand il y en avait à sa portée. Par ce moyen, au moment de sa majorité, Louis XV aurait comme une teinture des affaires d'État. A la fin de ce travail, où Villeroy se trouvait toujours et où, quelquefois, Fleury se hasardait de rester, le duc d'Orléans pria le Roi de passer dans un arrière-cabinet et, où il avoit un mot à lui dire tête-à-tête⁹². Le maréchal s'y opposa à l'instant. Le duc d'Orléans, ravi, lui représenta avec politesse que le Roi entrait dans un âge si voisin de celui où il gouvernerait par lui-même, qu'il était temps de lui rendre compte des choses qu'il pouvait maintenant entendre et qui ne pouvaient être expliquées qu'à lui seul, quelque confiance que méritât quelque tiers que ce pût être, et qu'il le prioit de cesser de mettre obstacle à une chose si nécessaire et si importante, que lui, Régent, avait peut-être à se reprocher de n'avoir pas commencée plus tôt, uniquement par complaisance pour lui. Le maréchal s'échauffant et secouant sa perruque répondit qu'il savait le respect qu'il lui devait, et pour le moins autant ce qu'il devait au Roi et à sa place, protesta qu'il ne souffrirait pas que S. A. R. parlât au Roi en particulier, parce qu'il devait savoir tout ce qui lui était dit, beaucoup moins tête-à-tête dans un cabinet, hors de sa vue, parce que son devoir était de ne le perdre pas de vue un seul moment, et dans tous de répondre de sa personne. Sur ce propos, le Régent le regarda fixement, et lui dit avec un ton de maître qu'il se méprenait et s'oubliait, qu'il devait songer à qui il parlait et à la force de ses paroles, qu'il voulait bien croire qu'il n'entendait pas; que le respect de la présence du Roi l'empêchait de lui répondre comme

⁹⁰ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Turin, t. 138, fol. 22, 23 : Dubois à M. Lœzelière, 11 août 1722; Prusse, t. 70, fol. 230 : Chambrier à Frédéric-Guillaume I^{er}, 12 août 1722; *Public Record Office*, France, vol. 364 : Schaub à Carteret, 12 août 1722.

⁹¹ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XIX, p. 344-345.

⁹² D'après M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 327, il voulait annoncer au Roi les fiançailles de Mlle de Beaujolais,

il le méritait et de pousser plus loin cette conversation. Et tout de suite fit au Roi une profonde révérence et s'en alla⁹³.

Quand le Roi sortit de la messe, le maréchal aborda le Régent pour lui donner un éclaircissement sur ce qui s'était passé, le Régent lui dit qu'il n'avait pas le temps de l'écouter, mais qu'il n'avait qu'à se rendre à trois heures chez lui et qu'il l'entendrait. Au delà de la chambre à coucher du duc d'Orléans se trouvait un grand et beau cabinet, à quatre grandes fenêtres sur le jardin, et de plain-pied, à deux marches près, deux faces en entrant, deux sur le côté, vis-à-vis de la cheminée, et toutes ces fenêtres s'ouvraient en portes, depuis le haut jusqu'au parquet. Ce cabinet faisait l'angle et, en retour était un cabinet joignant où le prince travaillait. Le mot était donné. Artagnan, capitaine des mousquetaires gris, se trouvait dans cette pièce avec force officiers sûrs de sa compagnie et d'anciens mousquetaires qui ignoraient ce qui se préparait. Il y avait aussi des cheveau-légers répandus en dehors le long des fenêtres, et dans la même ignorance.

Villeroy arriva avec son fracas accoutumé, mais seul, sa chaise et ses gens restés au loin, hors de la salle des gardes. Il entra en comédien, s'arrête, regarde, fait quelques pas. Sous prétexte de civilité on l'environne. Il demande d'un ton d'autorité ce que fait M. le duc d'Orléans. On lui répond qu'il est enfermé et qu'il travaille. Le maréchal élève le ton, dit qu'il faut pourtant qu'il le voie, qu'il va entrer, et comme il s'avance le marquis de La Fare, capitaine des gardes du duc d'Orléans se présente devant lui, l'arrête en vertu d'une lettre de cachet qu'il tient à la main et lui demande son épée. Le maréchal demanda à voir le Roi, on n'avait garde de le lui permettre; il demanda à voir le Régent et La Fare rentre dans le cabinet. Le Blanc, secrétaire d'État de la guerre fait répondre que le duc d'Orléans ne veut point le voir. Une chaise à porteurs qu'on avait tenue cachée, se plante devant le maréchal, on l'y pousse, on l'y enferme, on l'emporte par une des fenêtres latérales dans le jardin, La Fare et d'Artagnan aux portières, cheveau-légers et mousquetaires à la suite. On accélère l'allure, au bas de l'escalier de l'Orangerie, devant la grande grille ouverte attend un carrosse attelé de six chevaux; on approche la chaise et Villeroy se coule dans le carrosse. D'Artagnan y monte à côté de lui, un officier de mousquetaires et M. du Libois devant lui, vingt mousquetaires

Arrestation
de Villeroy

⁹³ L. Pérey, *Le président Hénault et madame du Deffand*, in-8, Paris, 1893, p. 113-115.

avec leurs officiers à cheval autour du carrosse, et touche, cocher⁹⁴.

Ce ne fut pas un petit embarras que de porter cette nouvelle au Roi, quand on jugea que le prisonnier pouvait avoir fait deux ou trois lieues et qu'on était assuré de ne plus le revoir, le Régent monta chez le Roi, fit sortir de son cabinet tous les courtisans, et n'y laissa que fort peu de monde de ceux à qui leurs charges donnaient les entrées. Au premier mot le Roi rougit; ses yeux se mouillèrent : il se mit le visage contre le dos d'un fauteuil, sans dire une parole, ne voulut ni sortir ni jouer. Le Régent se retira, laissant à M. le Duc et à Fleury le soin de justifier une mesure si mal accueillie. On fit sur-le-champ fermer le cabinet du Roi pour l'empêcher de voir personne, on contre-manda les gardes du corps et les carrosses qui attendaient l'heure de la promenade et l'après-midi se passa à raisonner sur l'événement. Le soir, le Roi soupa à son ordinaire sans laisser voir sur son visage aucune altération, ni rien qui pût faire juger de ce qui se passait en lui; à la fin du souper, il joua avec les jeunes seigneurs à qui il faisait ordinairement cet honneur, mais quand il se fut retiré, il passa la nuit à pleurer. Saumery, son sous-gouverneur, qui avait couché dans sa chambre à la place du maréchal, essaya en vain de le consoler, il sanglotait! On lui proposa un verre d'eau pour calmer l'oppression causée par la douleur, il répondit qu'il était assez grand pour en demander s'il en avait besoin. La journée du lendemain fut morose et quand vint le soir, l'enfant ne voulut jamais donner l'ordre quand le capitaine des gardes, fils du maréchal se présenta devant lui⁹⁵.

L'opinion
publique

La nouvelle faisait grand bruit à Versailles⁹⁶, mais de ces bruits qui ne durent qu'un instant, en réalité l'affaire ne devait pas faire beaucoup plus d'éclat que si on avait congédié le dernier officier de la Cour⁹⁷. « A Paris, on fut bien instruit de l'événement et on regretta le maréchal, « ce bon vieillard », comme l'appelle M. Marais, qui croit « que le voyage de Versailles n'a été fait que pour cette expédition surprenante⁹⁸. » C'est aussi l'opinion de Barbier qui fronde paisiblement : « Voilà la récompense des soins du maréchal pour l'éducation et pour la conser-

⁹⁴ Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIX, p. 346-347; L. Pérey, *op. cit.*, p. 113-115; P. Narbonne, *op. cit.*, p. 70.

⁹⁵ L. Pérey, *op. cit.*, p. 115.

⁹⁶ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XIX, p. 348; Buvat, *Journal*, t. II, p. 411.

⁹⁷ *Archiv. de Dresde*, 1722, t. III : le comte de Hoym au roi de Pologne, 21 août 1722.

⁹⁸ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 324-325.

vation de la santé du Roi. Il ne l'abandonnait jamais. Le silence du Roi à cet égard n'est pas une marque d'un bon caractère; on dit cependant qu'il pleura le soir; mais il est assez grand pour n'en pas rester là. D'ailleurs la jeunesse, ordinairement, n'aime pas la vieillesse. M. le cardinal Dubois et M. le Régent, qui sont à présent toujours avec le Roi, l'endoctrinent d'une autre manière, et l'ont apparemment dégoûté peu à peu de son gouverneur avant de faire coup : coup hardi contre les lois! On ne doit point ôter le gouverneur du Roi; on dit même que l'on a déjà nommé M. le maréchal de Berwick. Il est inouï qu'on mette le Roi à la garde et aux mains d'un étranger. Mais enfin voilà un des premiers fruits du voyage de Versailles⁹⁹. »

Une semaine se passe pendant laquelle le Roi fit sa première communion¹⁰⁰ (15 août) et le duc de Charost fut nommé gouverneur¹⁰¹. Mais Dubois avait d'autres soucis. Le jour même de l'exil de Villeroy un manifeste fut rédigé et destiné aux Parisiens. Buvat n'a pas manqué de prendre note de cette pièce et Marais aussi, qui l'attribue à Fontenelle qui n'y montre que « sa stérilité¹⁰² » : « L'autorité royale n'est, disait-il, comptable qu'à Dieu et de ses desseins et de l'exécution de ses projets. Cependant les rois et les dépositaires de leur puissance veulent quelquefois par bonté manifester les raisons qui les font agir. Il est de certaines circonstances où la sagesse les sollicite de renoncer à leurs droits pour confondre les malintentionnés et ne pas scandaliser les faibles. Telle est la conjecture présente... » En même temps, le cardinal rédigeait un acte d'accusation formel contre le maréchal destiné à être placé sous les yeux du Roi¹⁰³, et une lettre explicative adressée à nos représentants à l'étranger : Destouches¹⁰⁴, Tencin¹⁰⁵, Lozelière¹⁰⁶.

⁹⁹ Barbier, *Journal*, t. I, p. 231-232.

¹⁰⁰ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 330; Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 234; Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 414; M. de Balleroy à sa femme, 21 août, dans *op. cit.*, t. II, p. 481.

¹⁰¹ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 328.

¹⁰² M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 339; Buvat, *Journal*, t. II, p. 412-413.

¹⁰³ *Archiv. des Aff. Étrang.*, France, *Mémoires et Documents*, t. 1252, fol. 22; C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. II, p. 269.

¹⁰⁴ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 342, fol. 190 : Dubois à Destouches, 12 août 1722; C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. II, p. 265.

¹⁰⁵ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 641, fol. 221 : Dubois à Tencin, 12 août 1722.

¹⁰⁶ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Turin, t. 138, fol. 21 : Dubois à Lozelière, 12 août 1722, voir P. Bliard, *Dubois cardinal et premier ministre*, t. II, p. 425-426.

avec leurs officiers à cheval autour du carrosse, et touche, cocher⁹⁴.

Ce ne fut pas un petit embarras que de porter cette nouvelle au Roi, quand on jugea que le prisonnier pouvait avoir fait deux ou trois lieues et qu'on était assuré de ne plus le revoir, le Régent monta chez le Roi, fit sortir de son cabinet tous les courtisans, et n'y laissa que fort peu de monde de ceux à qui leurs charges donnaient les entrées. Au premier mot le Roi rougit; ses yeux se mouillèrent : il se mit le visage contre le dos d'un fauteuil, sans dire une parole, ne voulut ni sortir ni jouer. Le Régent se retira, laissant à M. le Duc et à Fleury le soin de justifier une mesure si mal accueillie. On fit sur-le-champ fermer le cabinet du Roi pour l'empêcher de voir personne, on contre-manda les gardes du corps et les carrosses qui attendaient l'heure de la promenade et l'après-midi se passa à raisonner sur l'événement. Le soir, le Roi soupa à son ordinaire sans laisser voir sur son visage aucune altération, ni rien qui pût faire juger de ce qui se passait en lui; à la fin du souper, il joua avec les jeunes seigneurs à qui il faisait ordinairement cet honneur, mais quand il se fut retiré, il passa la nuit à pleurer. Saumery, son sous-gouverneur, qui avait couché dans sa chambre à la place du maréchal, essaya en vain de le consoler, il sanglotait! On lui proposa un verre d'eau pour calmer l'oppression causée par la douleur, il répondit qu'il était assez grand pour en demander s'il en avait besoin. La journée du lendemain fut morose et quand vint le soir, l'enfant ne voulut jamais donner l'ordre quand le capitaine des gardes, fils du maréchal se présenta devant lui⁹⁵.

L'opinion
publique

La nouvelle faisait grand bruit à Versailles⁹⁶, mais de ces bruits qui ne durent qu'un instant, en réalité l'affaire ne devait pas faire beaucoup plus d'éclat que si on avait congédié le dernier officier de la Cour⁹⁷. « A Paris, on fut bien instruit de l'événement et on regretta le maréchal, « ce bon vieillard », comme l'appelle M. Marais, qui croit « que le voyage de Versailles n'a été fait que pour cette expédition surprenante⁹⁸. » C'est aussi l'opinion de Barbier qui fronde paisiblement : « Voilà la récompense des soins du maréchal pour l'éducation et pour la conser-

⁹⁴ Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIX, p. 346-347; L. Pérey, *op. cit.*, p. 113-115; P. Narbonne, *op. cit.*, p. 70.

⁹⁵ L. Pérey, *op. cit.*, p. 115.

⁹⁶ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XIX, p. 348; Buvat, *Journal*, t. II, p. 411.

⁹⁷ *Archiv. de Dresde*, 1722, t. III : le comte de Hoym au roi de Pologne, 21 août 1722.

⁹⁸ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 324-325.

vation de la santé du Roi. Il ne l'abandonnait jamais. Le silence du Roi à cet égard n'est pas une marque d'un bon caractère; on dit cependant qu'il pleura le soir; mais il est assez grand pour n'en pas rester là. D'ailleurs la jeunesse, ordinairement, n'aime pas la vieillesse. M. le cardinal Dubois et M. le Régent, qui sont à présent toujours avec le Roi, l'endoctrinent d'une autre manière, et l'ont apparemment dégoûté peu à peu de son gouverneur avant de faire coup : coup hardi contre les lois! On ne doit point ôter le gouverneur du Roi; on dit même que l'on a déjà nommé M. le maréchal de Berwick. Il est inouï qu'on mette le Roi à la garde et aux mains d'un étranger. Mais enfin voilà un des premiers fruits du voyage de Versailles⁹⁹. »

Une semaine se passe pendant laquelle le Roi fit sa première communion¹⁰⁰ (15 août) et le duc de Charost fut nommé gouverneur¹⁰¹. Mais Dubois avait d'autres soucis. Le jour même de l'exil de Villeroy un manifeste fut rédigé et destiné aux Parisiens. Buvat n'a pas manqué de prendre note de cette pièce et Marais aussi, qui l'attribue à Fontenelle qui n'y montre que « sa stérilité¹⁰² » : « L'autorité royale n'est, disait-il, comptable qu'à Dieu et de ses desseins et de l'exécution de ses projets. Cependant les rois et les dépositaires de leur puissance veulent quelquefois par bonté manifester les raisons qui les font agir. Il est de certaines circonstances où la sagesse les sollicite de renoncer à leurs droits pour confondre les malintentionnés et ne pas scandaliser les faibles. Telle est la conjecture présente... » En même temps, le cardinal rédigeait un acte d'accusation formel contre le maréchal destiné à être placé sous les yeux du Roi¹⁰³, et une lettre explicative adressée à nos représentants à l'étranger : Destouches¹⁰⁴, Tencin¹⁰⁵, Lozelière¹⁰⁶.

⁹⁹ Barbier, *Journal*, t. I, p. 231-232.

¹⁰⁰ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 330; Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 234; Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 414; M. de Balleroy à sa femme, 21 août, dans *op. cit.*, t. II, p. 481.

¹⁰¹ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 328.

¹⁰² M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 339; Buvat, *Journal*, t. II, p. 412-413.

¹⁰³ *Archiv. des Aff. Étrang.*, France, *Mémoires et Documents*, t. 1252, fol. 22; C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. II, p. 269.

¹⁰⁴ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 342, fol. 190 : Dubois à Destouches, 12 août 1722; C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. II, p. 265.

¹⁰⁵ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 641, fol. 221 : Dubois à Tencin, 12 août 1722.

¹⁰⁶ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Turin, t. 138, fol. 21 : Dubois à Lozelière, 12 août 1722, voir P. Bliard, *Dubois cardinal et premier ministre*, t. II, p. 425-426.

Fuite
de Fleury

On commençait à oublier Villeroy, qui s'acheminait vers son gouvernement de Lyon, quand éclata une nouvelle aussi singulière que celle de sa disgrâce. Le précepteur du roi, Fleury, ancien évêque de Fréjus avait disparu : fugitif, disaient les uns, enlevé, soutenaient les autres. Sous prétexte du besoin de repos, Fleury monta en chaise et partit sans que personne s'aperçût de son absence qu'au moment de la leçon du Roi (17 août). Il laissait deux lettres destinées au Régent et à M. le Duc, mais nul ne savait où il s'était retiré. Ceux-ci le croyaient à la Trappe¹⁰⁷, ceux-là à Issy, tous se trompaient. Fleury délivré de la tyrannie d'un bienfaiteur incommode n'avait cru pouvoir mieux faire que de décamper. Au premier moment l'émoi fut vif à Versailles, la désolation du jeune Roi était plus embarrassante que la disparition du vieil évêque. Dans l'après-midi du 18 le secret de sa retraite s'ébruita. Fleury s'était rendu à Bâville chez M. de Lamignon. Belle-Isle et Le Pelletier des Forts y coururent. Ils en rapportèrent une lettre au Roi parlant d'un mal de tête et du besoin de repos. Le Roi répondit par ce billet : « Vous vous êtes assez reposé; j'ai besoin de vous; revenez donc au plus tôt¹⁰⁸. » Et Fleury revint le soir même.

Lettre
du Père
Daubenton

Rassuré sur le sort de M. de Fréjus, Dubois prit la plume et écrivit au P. Daubenton. Il sentait la nécessité d'exploiter son succès : « Son Altesse Royale, lui disait-il, a été particulièrement blessée d'une opposition secrète qu'elle a trouvé de la part de plusieurs seigneurs dans toutes les occasions où elle a voulu faire rendre à l'infante les distinctions qui lui sont dues, ... M. le duc de Noailles n'a été exilé que parce qu'il avoit dit que le bruit et l'éclat que faisait le mariage du Roi et de l'infante ressembloit et auroit le même sort que le succès de M. Law, et finiroit certainement par une pareille catastrophe... Le maréchal de Villeroy au lieu de favoriser la familiarité et la communication journalière entre le Roi et l'infante, y faisoit naître chaque jour quelque obstacle et a enfin fait deux actes d'une impudence éclatante sur ce sujet, ayant dit d'une part à des courtisans dans la chapelle pendant la messe du Roi, où assistait la Reine, qu'elle avoit quelque esprit, mais qu'elle étoit laide et petite, même au-dessous de son âge, et, d'autre part, m'ayant reproché ce mariage en présence du cardinal de Bissy, qui est un prélat très vertueux et qui en fut

¹⁰⁷ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XIX, p. 348-349; Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 414; Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 235.

¹⁰⁸ Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIX, p. 350-353; M. Marais, *op. cit.*, p. 330-332; Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 235-236; P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 70.

indigné, ce qui étant relevé de ma part avec vivacité fut accompagné de la sienne de beaucoup de circonstances et de discours très odieux qui ne laissèrent au cardinal ni à moi aucun doute sur sa mauvaise volonté¹⁰⁹. »

Dubois avait évincé, exilé tous ses adversaires, abaissé tous les obstacles, il ne pouvait attendre longtemps le couronnement de cette vive et habile campagne. Pendant que, suivant son habitude, le Régent se divertissait à faire jaser Saint-Simon sur les premiers ministres¹¹⁰, il accordait cette distinction à l'homme auquel il ne voulait, ne pouvait et ne savait rien refuser. Schaub soutenait Dubois avec la même ardeur et presque le même crédit qu'eût pu avoir Stanhope; le comte de Hoym s'y employait aussi de son mieux¹¹¹. Le projet avait été dressé le 15 août sous la dictée du cardinal par Pecquet qui présenta au Régent, à l'insu de tous, les arguments nécessaires au rétablissement de cette grande charge, les bienfaits de la centralisation, la capacité exceptionnelle de Dubois et les services rendus par lui à l'Europe et à l'Eglise¹¹². Le Régent admit les conclusions, mais il se réserva la présidence des Conseils et les honneurs d'un rang que Villeroy comparait à celui d'un lieutenant-général du royaume. Les confidents tombèrent d'accord de n'en plus parler au duc de Bourbon et les patentes furent préparées en grand secret.

Aussi indolent qu'il était vaniteux, le Régent hésitait à abandonner le plus clair de son autorité. Dubois, dévoré d'inquiétude, redoutait l'opposition de M. le Duc, mais il gagna à prix d'argent Mme de Prie, celle-ci expédia au cardinal un courrier pour lui dire que M. le Duc ne s'opposait plus, et le soir même, à neuf heures, 22 août 1722, le duc d'Orléans présenta le cardinal à Louis XV en qualité de *principal ministre*. Le lendemain, Dubois prêta serment entre les mains du Roi. C'était le titre, l'autorité qu'avaient exercé Richelieu et Mazarin, et la dignité lui valait deux cent mille livres par an¹¹³! « Pour le coup, écrit l'avocat Barbier, voilà une belle fortune! Cet homme est d'une politique infinie pour son ambition¹¹⁴. » Parmi les applaudissements et les

Dubois
principal
ministre

¹⁰⁹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Espagne, t. 320, fol. 145 : Dubois à Daubenton, 18 août 1722.

¹¹⁰ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XIX, p. 362-389.

¹¹¹ Hoym à Dubois, 22 août, dans C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. II, p. 285.

¹¹² *Archiv. des Aff. Étrang.*, France, *Mémoires et Documents*, t. 1252, fol. 18; C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. II, p. 276.

¹¹³ Buvat, *Journal*, t. II, p. 415.

¹¹⁴ Barbier, *Journal*, t. I, p. 237.

propositions que suscita cette nomination, un officier se proposa pour la charge de capitaine des gardes du premier ministre, qui répondit : « J'ai mon bon ange, je n'ai besoin que de lui pour me garder ». Cela parut d'un homme d'esprit et de courage¹¹⁵. »

¹¹⁵ M. Marais, *Journal*, t. II, p. 336.

CHAPITRE LVI

Le sacre du Roi

(23 août — 25 octobre 1722)

Applaudissements. — Plan de travail de Dubois. — Éducation du Roi. — Rapports du Régent et de Dubois avec le Roi. — Pressentiments du public sur le jeune Roi. — Le camp de Porchéfontaine. — L'imprimerie du Cabinet. — Intrigue nouée contre Dubois. — Les préparatifs du sacre. — L'attouchement des écouelles. — Voyage du Roi. — Le Roi arrive à Reims. — Décoration de la cathédrale. — Entrée des pairs. — Le réveil du Roi. — La procession. — Arrivée de la sainte ampoule. — Les serments. — Les onctions. — L'intronisation. — La messe. — Le festin royal. — Les jours suivants. — La fête de Villers-Cotterets.

Parvenu au but de son ambition, Dubois ne songea pas un seul instant à en esquiver l'écrasant labeur, l'insipide cérémonial et la redoutable responsabilité. En signe de réjouissance, il distribua 10.000 livres aux officiers de la chambre du Roi¹ et, le 27 août, commença de travailler avec le jeune Louis XV². Les journées qui suivirent se passèrent en représentation. Compliments, harangues, poésies, lettres et dépêches affluèrent; députations, délégations se succédèrent. Tour à tour défilèrent le Prévôt des marchands, l'Académie française, la Chambre des comptes, la Cour des aides, l'Université, la Sorbonne; seul le Parlement continue à bouder et s'interdit toute démarche. De l'étranger les félicitations arrivent chaleureuses et le jésuite Daubenton, « pénétré de la plus vive satisfaction », escompte « ce degré d'honneur et de crédit » au profit de « la bonne cause » qui en « a besoin pour triompher enfin absolument de l'erreur... Le roi d'Espagne marque une joie particulière de cette élévation, espérant qu'elle sera très avantageuse à l'Église³ ». Tencin, qui a depuis longtemps

Applaudis-
sements

¹ X à Mme de Balleroy, 3 septembre 1722, dans *Les correspondants de la marquise de Balleroy*, t. II, p. 484.

² *Ibid.*, 3 septembre 1722, *op. cit.*, t. II, p. 484; M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. II, p. 338.

³ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Espagne, t. 321, fol. 57 : le P. Daubenton à Dubois, 14 septembre 1722.

son opinion faite sur les sentiments religieux de son ministre, ne s'attarde pas aux bagatelles mais il feint la surprise à la vue d'un événement si singulier et si flatteur pour Dubois que de voir la France et les étrangers tomber d'accord pour lui offrir une dignité jadis odieuse à la nation et redoutable aux puissances de l'Europe⁴. Enfin, l'honnête Le Dran admirait de bonne foi et trouvait « beau à la France de fournir de tels sujets, que le seul mérite élève aux places les plus éminentes⁵. »

Plan
de travail
de Dubois

Attentif aux éloges sans se laisser distraire par eux, le premier ministre réglait, dès le lendemain de son entrée en charge, le travail de tous les ministères. Sa passion de centraliser et d'accaparer allait se donner carrière sans tenir compte de la limite des forces humaines. « Le temps, s'était permis de lui écrire un modeste érudit, est le seul bien que vous puissiez désirer⁶ »; et Dubois se refusait à compter avec le temps, et le temps lui manquerait! Aucun de ses collaborateurs ne devait rapporter d'affaires au duc d'Orléans qu'en sa présence et après l'avoir prévenu. Toutes les demandes de grâces ou d'emplois lui seraient préalablement transmises; aux Affaires Étrangères, moins que nulle par ailleurs, on ne ferait rien sans l'agrément du cardinal⁷. Quant à lui, il serait debout chaque jour dès cinq heures, et, après avoir consacré deux heures au dépouillement de son courrier et répondu à quelques lettres particulières, il se présenterait à huit heures trois quarts au lever du Roi. C'était l'affaire de quelques instants. Les dimanches, lundis et samedis il recevrait les ministres ou les personnages mandés, les mercredis seraient réservés aux ambassadeurs, les jeudis aux audiences publiques. Entre temps, il signerait les dépêches, écouterait les rapports des premiers commis et, à onze heures, assisterait aux Conseils : Conseil de Régence, le dimanche; de conscience, le lundi; des finances, le mardi; des dépêches, le samedi. Dans l'après-midi le travail reprenait entre trois heures et huit heures, faisant comparaître devant lui au moins une fois la semaine chaque branche distincte d'administration⁸.

⁴ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 641, fol. 236 : Tencin à Dubois 5 septembre 1722.

⁵ *Bibl. Mazar.*, ms. 2534, fol. 481 : *Vie de Dubois*.

⁶ *Archiv. des Aff. Étrang.*, France, *Mémoires et Documents*, t. 1252, fol. 39 : Raquet à Dubois, 23 août 1722.

⁷ *Archiv. des Aff. Étrang.*, France, *Mémoires et Documents*, t. 1252, fol. 48 : Mémoire « pour concentrer tout le travail entre les mains de Son Eminence », 23 août 1722.

⁸ C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. II, à la fin; J. Buvat, *Journal*, t. II, p. 513-514.

Education
du Roi

Parmi tant d'affaires, Dubois n'oubliait pas la plus importante, qui était de se maintenir au pouvoir. Or Louis XV atteindrait dans quelques mois à peine sa majorité légale et cette date pouvait devenir celle d'une disgrâce éclatante, si on ne disposait tout pour la prévenir. Le cardinal, au sein de son élévation, n'oubliait pas qu'elle était le couronnement de l'art séducteur qu'il avait déployé pour conquérir et dominer l'enfant qu'il avait eu jadis comme élève, et il songeait à exercer sur le jeune Roi le même prestige. Malgré l'attachement de celui-ci pour son maître, l'évêque Fleury, le cardinal vint à bout de lui faire souhaiter de devenir son élève⁹. En persuadant au jeune prince que le successeur de Louis le Grand se devait d'imiter ses exemples, Dubois se trouva tout placé pour entrer dans le personnage de Mazarin. Dès le 23 août, l'abbé de Taigny avait reçu l'ordre de rechercher dans les livres de la Bibliothèque du Roi ce qui concernait l'éducation politique de Louis XIV et le cérémonial observé¹⁰. On se mit à l'œuvre. Le Blanc, secrétaire d'État à la guerre, et son premier commis Briquet, rédigèrent une instruction militaire¹¹; Le Dran, chef du dépôt des affaires étrangères, disserta sur la diplomatie et les pièces dont il avait la garde¹²; Fagon et d'Ormesson, intendants des finances, abordèrent ce sujet¹³, mais les instructions sur les finances furent l'ouvrage de l'un des frères Pâris¹⁴. Le plan de travail quotidien comporte cinq leçons par semaine, d'une demi-heure chacune¹⁵. La première leçon commença le mercredi 26 août 1722, à dix heures et demie du matin. Le Roi s'assit dans un fauteuil devant sa petite table, ayant à sa droite le duc d'Orléans, à sa gauche le duc de Bourbon. En face du Roi, le premier ministre s'assit sur un pliant, avec le duc de Charost, gouverneur, à sa droite et un peu en arrière, et l'évêque Fleury, à sa gauche. Dubois entreprit la lecture d'un mémoire dans lequel il parlait au nom du Régent et justifiait ou glorifiait son administration¹⁶. Ensuite on passait

⁹ *Bibl. Mazar.*, ms. 2534, fol. 419; *Vie de Dubois*.

¹⁰ *Archiv. des Aff. Étrang.*, France, *Mémoires et Documents*, t. 1252, fol. 88 : Taigny à Dubois, 25 août 1722.

¹¹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, France, *Mémoires et Documents*, t. 1252, fol. 94 : Dubois à Le Blanc, 26 août 1722.

¹² *Archiv. des Aff. Étrang.*, France, *Mémoires et Documents*, t. 491, *Mémoire de Le Dran*.

¹³ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, 1832, t. II, p. 76.

¹⁴ Mis de Luchet, *Histoire de MM. Pâris*, in-8, Paris, 1776, p. 75.

¹⁵ *Archiv. des Aff. Étrang.*, France, *Mémoires et Documents*, t. 1252, fol. 57.

¹⁶ *Bibl. nat.*, ms. Clairambault, n° 529 : *Recueil de Cangé*.

à une exposition plus détaillée et le cardinal lisait une étude sur les revenus du Roi, les impositions¹⁷. De temps en temps, le Régent interrompait et donnait une explication en quelques mots avec sa grâce coutumière.

Rapports
du Régent
et de Dubois
avec le Roi

« Rien de si désagréable que l'énonciation, le forcé et faux palpable de toutes les manières et de tout l'extérieur de l'abbé Dubois, même en voulant plaire, a écrit Saint-Simon. Rien de plus gracieux ni de plus agréable que l'énonciation, l'extérieur et toutes les autres manières de M. le duc d'Orléans, même sans penser à plaire; cette différence qui fait une impression naturelle sur tout le monde, frappe et affecte encore plus un roi de dix ans. Rien encore de si naturellement glorieux que les enfants, combien plus un enfant couronné et gâté! Le Roi étoit, en effet, très glorieux, très sensible, très susceptible là-dessus, où rien ne lui échappoit sans le laisser voir. Dubois le voyoit et lui parloit avec un air de familiarité et de liberté qui le choquoit et qui découvroit aisément le dessein de s'emparer de lui peu à peu. Le duc d'Orléans, au contraire, n'approchoit jamais de lui en public et en quelque particulier qu'ils fussent, qu'avec le même air de respect qu'il se présentait devant le feu Roi. Jamais la moindre liberté, bien moins de familiarité, mais avec grâce, sans rien d'imposant par l'âge et la place, conversation à sa portée, et à lui et devant lui, avec quelque gaieté, mais très mesurée, et qui ne faisoit que bannir les rides du sérieux et doucement apprivoiser l'enfant. Travaillant avec lui, il le faisoit légèrement, pour lui marquer que rien ne se faisoit sans lui rendre compte, ce qu'il proportionnoit et courtoisement à la portée de l'âge, et toujours avec l'air du ministre sous le Roi. Sur les choses à donner, gouvernements, places de toutes sortes, bénéfices, pensions, il les proposoit, parcourait brièvement les raisons des demandeurs proposoit celui qui devoit être préféré, ne manquoit jamais d'ajouter qu'il lui disoit son avis comme il y étoit obligé, mais que ce n'étoit pas à lui à donner, que le Roi étoit le maître, et qu'il n'avoit qu'à choisir et à décider. Quelquefois même il l'en pressoit quand le choix étoit peu important; et si, rarement, le Roi lui paroissoit pencher pour quelqu'un, car il étoit trop glorieux et trop timide pour s'en bien expliquer, et M. le duc d'Orléans y avoit toujours grande attention, il lui disoit avec grâce qu'il se doutoit de son goût, et tout de suite : « Mais n'êtes vous pas le maître? Je ne suis ici que pour vous rendre compte, vous pro-

¹⁷ Ibid., *Mémoire sur les finances en général*, Première partie : des Revenus du Roi, p. 300-315.

poser, recevoir vos ordres et les exécuter. » Et à l'instant la chose étoit légèrement donnée sans la faire valoir le moins du monde, et il passait aussitôt à autre chose. Cette conduite en public et en particulier, surtout cette manière de travailler avec le Roi, charmoit le petit monarque; il se croyait un homme et il comptait régner¹⁸. »

Avec Dubois, au contraire, il se sentait un enfant et un enfant qu'on fait jouer. Moins de six semaines après l'ouverture des leçons de politique, Dubois ne songeait plus qu'à distraire et à dissiper son élève. « Je vous prie, Monsieur, écrivait-il à Destouches, de faire rechercher par quelque ami... toutes les curiosités des Indes, de toutes espèces, de grand prix ou de peu de valeur, soit chose naturelle, soit ouvrage, et d'en faire une liste que vous m'enverrez de huit en huit jours. Vous aurez la bonté de charger quelqu'un de prendre le même soin à l'égard de tous les bijoux, montres singulières et autres curiosités qui se font à Londres... Vous ferez la même chose à l'égard des estampes... L'objet que j'ai en cela est, en premier lieu, d'avoir mille choses pour ma commodité; mais le principal est de trouver et de faire venir de temps en temps des choses agréables et dignes de la curiosité du Roi, selon le goût de son âge dont je puisse faire de petits présents journaliers pour lui faire ma cour¹⁹. »

Certains louaient encore, en public, l'assiduité et le zèle du jeune Roi au travail²⁰; d'autres s'exprimaient sur son compte de façon très différente. Un jour du mois de septembre, l'avocat Barbier va se promener à Versailles et s'y place sur le passage de l'adolescent « qui se porte bien, dit-il, a un bon et beau visage, a bon air, et n'a point la physionomie de tout ce qu'on dit de lui : morne, indifférent et bête. Je le vis se promener à pied dans les jardins, son chapeau sous son bras, quoiqu'il fût vent et froid : il a une très belle tête²¹. » Quoiqu'il en dise, Barbier revient, quelques pages plus loin, sur la taciturnité du Roi, dont « on se plaint fort. On ne sait de quel caractère cela provient²² »; mais on s'étonne et on s'inquiète de découvrir en lui « le plus secret et le plus discret enfant qui ait jamais été, chacun cherche à le péné-

Présenti-
ments du
public
sur le jeune
Roi

¹⁸ Saint-Simon, *Mémoires*, 1858, t. XVII, p. 359-362.

¹⁹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 339, fol. 341 : Dubois à Destouches, 3 octobre 1722.

²⁰ V. de Seilhac, *L'abbé Dubois*, t. II, p. 270; J. Buvat, *Journal*, t. II, p. 478; X à Mme de Balleroy, 3 avril 1723, dans *op. cit.*, t. II, p. 529.

²¹ Barbier, *Journal*, t. I, p. 238; 3 septembre 1722.

²² Barbier, *Journal*, t. I, p. 257; février 1723.

trer, mais inutilement²³. » Tandis que la petite Infante, sa fiancée, conquiert tous les cœurs par sa vivacité et sa gentillesse²⁴, le jeune garçon maussade garde le silence et ne détourne même pas la tête. Un soir que tous deux assistent à un feu d'artifice, la fillette s'agite, s'exclame, interroge, insiste et n'arrache en réponse à ses questions qu'un « oui » bien sec. — « Mais vraiment, s'écrie-t-elle, il m'a pourtant parlé²⁵ »

C'est déjà un enfant vicieux, que les jeunes courtisans, admis dans son intimité, ont instruit et initié de bonne heure à goûter des plaisirs solitaires²⁶. Dès lors, « il cherche à éviter le monde qu'il n'aime point; il craint et veut être presque seul²⁷ »; on le prive de ses compagnons pervers, il le trouve bon; on le sépare de son gouverneur, il se tait; on lui fait entendre que le bien de l'État réclame la confirmation de l'exil du vieillard, il approuve et signe tout ce qu'on lui présente, et « le public est fâché contre Sa Majesté²⁸ ». Il se demande si cette taciturnité n'est que dissimulation ou si c'est imbécillité. Ses maîtres qui lui ont appris à être « secret » trouvent qu'il l'est trop. Un jour il reçoit une lettre, la glisse dans sa poche, attend pour la lire l'heure de son coucher et la brûle à l'instant. Le Régent, en ayant été informé, le prie le lendemain de le faire son confident de cette affaire qu'il affecte de croire être une galanterie; Louis XV ne lui répond pas et s'éloigne. Le cardinal en parle à son tour au Roi qui, tirant un papier, dit : « Voilà l'enveloppe », et la jette dans le feu²⁹.

Le camp de
Porchéfontaine

La musique, la comédie, la danse, les ballets et les bals inspirèrent au jeune Roi une aversion qui le rend déjà inamusable³⁰. Pour le divertir selon son rang, on imagine la réunion d'un camp à Montreuil, près de Versailles, au lieu dit Porchéfontaine. Le 10 septembre, Louis XV alla marquer son camp pour l'attaque

²³ X à Mme de Balleroy, 23 décembre 1722, dans *Les correspondants*, etc., t. II, p. 509; P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 79, note 1.

²⁴ Barbier, *Journal*, t. I, p. 258; février 1723; P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. II, p. 79, note 1.

²⁵ *Journal du marquis de Calvières*, dans E. et J. de Goncourt, *Portraits intimes du XVIII^e siècle*, p. 14; 25 mars 1722; M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 266; 23 mars 1722.

²⁶ M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. II, p. 322, août 1722; J. Buval, *Journal*, t. II, p. 410; 1^{er} août 1722.

²⁷ M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. II, p. 443; avril 1723.

²⁸ Barbier, *Journal*, t. I, p. 260; février 1723.

²⁹ X à Mme de Balleroy, 23 décembre 1722, dans *op. cit.*, t. II, p. 509; M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 306; juillet 1722.

³⁰ Barbier, *Journal*, t. I, p. 259; Saint-Simon, *Additions au Journal de Dangeau*, t. XVIII, p. 230; M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 370.

du fort et visita ensuite le parc d'artillerie placé sous les ordres de M. de Resson. La moitié du régiment du Roi, commandé par M. d'Esclavelles, lieutenant-colonel, défendrait le fort contre l'autre moitié dont les attaques seraient conduites par M. de Pezey, colonel. Celui-ci tenait table ouverte, soir et matin, de cent couverts. Le 19, le fort fut investi; le 20, la tranchée fut ouverte, et le Roi ayant fait le tour de la place avec son escorte, fut fait prisonnier, mené dans le fort et relâché moyennant une gratification. Tout Paris allait voir la « petite guerre », et chaque après-midi le Roi s'y rendait à cheval. On se battait avec des bombes en carton, chargées de sable et pesant six livres; on faisait sauter des mines, chose très curieuse pour les gens qui ne seront jamais que spectateurs. Quelques-uns attrapèrent des bombes ou brûlèrent leur perruque, parmi la foule, plusieurs furent blessés. Tous les jours on inventait quelque épisode nouveau, on relevait les morts et les blessés par persuasion et on transportait les officiers sur des civières, les soldats sur les épaules, au milieu des élopés boitant et geignant. Le Roi paraissait prendre intérêt à ce jeu; il entra dans le fort après la capitulation et accorda à la garnison les honneurs de la guerre. M. d'Esclavelles gagna à ce divertissement le cordon rouge³¹.

Une autre distraction, moins bruyante, imaginée pour l'enfant-roi avait été, dès 1718, l'« Imprimerie du Cabinet », à laquelle il prit un certain plaisir. Jacques Collombat, qualifié « imprimeur ordinaire du Roy, Suite, Maison, Bâtimens, Arts et Manufactures de Sa Majesté » se donna beaucoup de mouvement pour intéresser son élève à l'art typographique, composa et imprima un manuel à son usage, en quatre pages, ainsi que d'autres productions sur feuilles volantes ou placards de différents formats³². Outre les dernières paroles du feu Roi à son petit-fils³³, les autres impressions du Cabinet du Roi offrent des textes de maximes et sentences morales diverses; ce sont sans doute là les seuls essais de typographie qu'on puisse avec vraisemblance attribuer à Louis XV lui-même :

L'imprimerie du
Cabinet

³¹ Barbier, *Journal*, t. I, p. 239-241; M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 359-360; X à Madame de Balleroy, 18 sept. et oct. 1722, dans *op. cit.*, t. II, p. 487, 491; P. Narbonne, *Journal*, édit. J.-A. Le Roi, 1866, p. 70-72; A. Dutilleul, *Le fort, le siège de Montreuil et le camp de Porchéfontaine*, dans *Versailles illustré*, 1901-1902, t. VI, p. 119-122, 129-134, gravures.

³² H. Omont, *L'Imprimerie du Cabinet du Roi au Château des Tuileries sous Louis XV (1718-1730)*, dans *Bulletin de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France*, 1891, t. XVIII, p. 35-45.

³³ *Ibid.*, p. 42-43; voir plus haut, t. I, chap. III, du présent ouvrage.

Un Roy doit ses plus pretieux moments, au gouvernement de son état, c'est la son obligation principale, et dont Dieu lui demandera un compte rigoureux.

Le Prince ne doit user des moïens rigoureux qu'après avoir emploïé inutilement les plus doux.

Le Prince qui se laisse emporter par ses passions devient bientôt le jouet de celles de ses ministres.

Deux thèmes latins, les commandements de Dieu et de l'Église, les Préceptes de Sagesse, la mesure du Roi : Trois pieds dix pouces et trois lignes, le seizième jour de juillet 1718. Puis c'est le *Cours des principaux fleuves et rivières de l'Europe*, composé et imprimé par Louis XV, et après ce gros effort d'un livre de soixante-douze pages, on ne trouve plus guère que des pièces relatives aux jeux et divertissements, badinages et récréations. En 1717, on avait imaginé l'*Ordre du Pavillon*, à l'usage des petits compagnons du Roi; en 1718, on dresse l'état des gouvernements de la Terrasse qui confère la direction des jeux, tentes, cahutes, volières, etc.; en 1723, il sera un moment question de l'*Ordre de la Moustache* et déjà on en rédige les statuts lorsqu'on s'avise que cette plaisanterie pourrait bien avilir le cordon bleu et donner naissance à un vrai ordre³⁴.

Fâcheux
symptômes

Les actions du Roi, dit-on, ne sont que des « enfances »; car on commence à s'alarmer à son sujet et ceux qui souhaitent la majorité avec impatience, se prennent à craindre en même temps que le caractère de Louis XV ne soit mauvais et féroce; il lui est arrivé une vilaine aventure qui a donné à réfléchir. On a parlé déjà d'une biche blanche qu'il avait nourrie et élevée, laquelle ne mangeait que dans sa main et qui l'aimait fort; il l'a fait mener à la Muette et a dit qu'il la voulait tuer. Il l'a fait éloigner, l'a tirée et l'a blessée. La biche est accourue vers lui, il l'a fait remettre au loin et l'a tirée une seconde fois et tuée. Le public trouve cela bien dur³⁵. Il n'est pas plus indulgent à certaines espiègleries déplacées. Un jour, devant le duc de Louvigny, on dit à ce Roi de onze ans que Mme de Louvigny est grosse; à quoi il répond qu'il souhaite que l'enfant naisse posthume. « Sire, dit un courtisan, savez-vous bien qu'on ne peut rien dire de plus offensant pour M. de Louvigny. — « Je l'ai fait exprès », répond Louis XV qui

³⁴ M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. II, p. 443; avril 1723; ces ordres avaient un insigne, voir Delorme, *Médaille de l'ordre de la Mouche à miel* (Seeaux 1703), dans *Bulletin de la Société archéologique du Midi de la France*, 1888, t. I, p. 110-113.

³⁵ Barbier, *Journal*, t. I, p. 211-212, avril 1722. Voir plus haut, t. II, p. 502.

continue sa partie de reversi³⁶. Un autre jour, « il demande au marquis de Nesle s'il étoit au service; Nesle répond qu'il n'y étoit plus, mais qu'il avoit servi dans la gendarmerie. « Pourquoi n'avez-vous pas acheté un régiment quand vous l'avez quitté ». — Il n'y en avait point alors à vendre », répondit-il. — « Bon, dit le Roi, on en a vendu plus de cent depuis »; et il ajoute en langage suisse : *Ly estre poltron*; ce qui a bien étonné et le marquis et toute la Cour, qui voit, selon la remarque de Marais, que le Roi, qui parle si peu, ne parle que pour dire une chose très piquante à un homme de qualité. Louis XIV, pendant soixante-dix ans n'en a jamais tant dit à personne³⁷. »

Pendant que Louis XV alternait les leçons avec les jeux, Dubois connaissait de plus graves soucis. A peine étoit-il nommé premier ministre qu'un des hommes les plus attachés à sa fortune, Bémond, introducteur des ambassadeurs, lui faisait connaître un projet ourdi contre lui. Les principaux membres de la famille royale y étoient engagés : le duc de Bourbon, le comte de Toulouse et le duc de Chartres propre fils du Régent. La marquise de Prie, maîtresse déclarée du duc de Bourbon s'essayait à prendre la direction d'une politique et d'un parti, la marquise du Deffand groupait les oppositions, la maréchale d'Estrées et la duchesse de Rohan mettaient leurs rancunes au service de ceux qu'elles croyaient devoir jouer un rôle dans une nouvelle Fronde. Tous ces gens eussent été très peu redoutables et même tout-à-fait négligeables s'ils n'avaient obtenu ou espéré le concours d'un collaborateur de Dubois, le secrétaire d'État Le Blanc. Celui-ci se trouvait fâcheusement associé à une très méchante affaire : Le premier commis de La Jonchère, trésorier général de l'Extraordinaire des Guerres, disparut et, après trois semaines, fut retiré de la Seine, proche de Marly, avec sa veste, mais sans culotte ni bas et percé de deux coups de poignard³⁸. L'opinion publique se passionna à l'occasion de ce crime mystérieux et accusa Le Blanc de cet assassinat, qui le délivrait d'un témoin de ses malversations dans la caisse de l'Extraordinaire³⁹. On désignait Pâris-Duverney comme le trop vigilant ennemi contre lequel Le Blanc avait voulu se prémunir et dont les manœuvres avaient fait nom-

Intrigue
nouée
contre
Dubois

³⁶ M. de Balleroy à Mme de Balleroy, 5 janvier 1721, dans *op. cit.*, t. II, p. 234-235.

³⁷ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 427-428, mars 1723. Voir plus haut, t. II, p. 503.

³⁸ Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 212; J. Buvat, *op. cit.*, t. I, p. 377; avril 1722.

³⁹ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 277; 21 avril 1722.

mer une commission d'enquête. Aussi longtemps que Dubois avait eu besoin de Le Blanc, celui-ci n'avait eu rien à craindre, mais le cardinal-premier ministre parlait maintenant de son dessein « de rétablir l'ordre et la règle dans les affaires de finances » avec le concours des frères Pâris, et Le Blanc ne pouvait se faire aucune illusion sur la disgrâce qui le menaçait.

Le Blanc s'avisa d'opposer au tout puissant ministre le fils du duc d'Orléans, personnage d'une insignifiance trop parfaite pour en attendre un concours utile. M. le Duc et le comte de Toulouse ne servaient qu'à étoffer un peu ce fantoche princier et derrière eux, Le Blanc, aidé du comte de Belle-Isle, organisait l'intrigue sous laquelle, croyaient-ils, succomberait Dubois. Tous ensemble devaient répandre le bruit que les détournements imputés à Le Blanc avaient été ordonnés par de très hauts personnages : — le Régent et Dubois, — dont ils servaient la politique. Le Blanc pensait faire un coup de partie et grouper autour de lui toutes les principales charges militaires de façon à se rendre redoutable au cardinal. Le surcroît d'occupations qu'apportaient à ce dernier les préparatifs du sacre du Roi, sembla favoriser les nouveaux frondeurs qui voulaient mettre Dubois dans l'impuissance physique de s'acquitter des obligations de sa charge⁴⁰. La police secrète de Dubois ne lui fit pas défaut en cette occasion, Rémond, le comte de Hoym, Schaub, Mme de Tencin veillaient pour leur ami. La Tencin allait de Choisy à Chantilly et de là à Rambouillet, écoutant ce qu'on voulait bien lui dire, découvrant ce qu'on croyait lui cacher. Dubois eut encore d'autres alliés, le duc et surtout la duchesse du Maine, toujours vigilante à rendre à son neveu, M. le Duc, les coups qu'elle en avait reçus⁴¹. Avant de se mettre en route pour Reims, Dubois avait partie gagnée et le Régent admettait que « toutes les parties du gouvernement, toutes les fonctions et toutes les grâces devaient être rattachées uniformément sans aucune exception » aux droits du premier ministre⁴².

Depuis six mois au moins il était question du sacre du Roi à

Les
préparatifs
du Sacre

⁴⁰ Archiv. des Aff. Étrang., France, *Mémoires et Documents*, t. 1252, fol. 179 : Rémond à Dubois, 12 septembre 1722; C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. II, p. 295; *Ibid.*, t. 1253, fol. 107 : Rémond à Dubois, 14 octobre 1722; C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. II, p. 306, 359; *Ibid.*, t. 1253, fol. 1 : Hoym à Dubois, 1^{er} octobre 1722.

⁴¹ Archiv. des Aff. Étrang., Espagne, t. 318, fol. 222 : le duc de Maine à Dubois, 10 juin 1722; Dubois au duc du Maine, 15 juin 1722.

⁴² Archiv. des Aff. Étrang., France, t. 1253, fol. 99 : Mémoire lu à S. A. R. le 14 octobre 1722; C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. II, p. 300, 305; Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruel, t. 858, t. XIX, p. 396-400.

Reims. Annoncé d'abord pour le mois de septembre, cette date souleva l'opposition des Champenois qui députèrent pour la faire remettre, à cause de la vendange et des vignes qui seraient maltraitées et perdues. La raison parut bonne et fut agréée, et le sacre remis au 20 octobre. Aussitôt chacun se mit en quête des livres, des estampes et des cérémonies. Louis XV voulut voir une gravure représentant la cavalcade de la Sainte-Ampoule, on ne put la retrouver; force fut de se rabattre sur une taille-douce de l'année 1655 retraçant la cérémonie tout entière. Tailleurs, brodeurs, tapissiers, carrossiers se mirent en campagne pour être prêts au jour dit⁴³, et les conflits s'élevèrent comme par enchantements entre dignitaires et entre officiers⁴⁴, quant aux bourgeois, qui paieraient à beaux deniers comptants les frais de la fête, ils s'en consolaient en lisant le cérémonial et les dissertations mises à leur portée⁴⁵. Petit à petit les détails du voyage se précisent. Marais apprend d'un contrôleur-général de la maison du Roi qu'on a passé marché pour la viande du festin royal à Reims à 900 livres, pour le lard 300 liv., et il en coûtera pour faire piquer cette viande seule 3.400 liv. parce qu'il n'y a dans Paris que quatre-vingts hommes qui sachent piquer et qu'on sera obligé de les emmener et de les nourrir⁴⁶. Beaucoup de criminels feront le voyage de Reims pour y être graciés de tout ce qui n'est pas assassinat, rapt, viol ou duel⁴⁷. Barbier, non moins curieux que son confrère, va chez le joaillier du Roi admirer la couronne du sacre, sur laquelle sont montés le *Sanci* et le *Régent*⁴⁸; Barbier

⁴³ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 278-279; avril 1722.

⁴⁴ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 283; avril, mai 1722; E. Bontarie, *Mémoire de M. le duc de Saint-Simon, présenté à S. A. R. Mgr. le duc d'Orléans l'année du sacre*, dans *Revue des questions historiques*, 1874, t. XVI, p. 538-542.

⁴⁵ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 287; mai 1722; J. Buvat, *Journal*, t. II, p. 419; tous deux lisent la dissertation de l'abbé de Vertot sur la sainte Ampoule; en outre, on vit paraître : De Camps, *Dissertation historique du Sacre...* in-12; L. Ph. Haller, *De unctione Remensi*, in-4, Trajecti ad Rhenum; Menin, *Traité historique et chronologique du sacre...* in-12; R[egnault], *Histoire des Sacres et couronnements...* in-12, Reims; quant au grand album publié par A. Dauchet, *Le sacre de Louis XV*, il ne parut qu'après le sacre, à petit nombre, et son prix élevé le rendit peu abordable au public. H. de Chennevières, *La décoration du livre. Le livre du sacre de Louis XV*, dans *Revue des arts décoratifs*, 1886, t. VI, p. 207.

⁴⁶ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 349; septembre 1722.

⁴⁷ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 351; septembre 1722; X à Mme de Balle-roy, 9 octobre 1722, dans *op. cit.*, t. II, p. 492.

⁴⁸ Barbier, *Journal*, t. I, p. 242; octobre 1722; on donnait alors au « Régent » le sobriquet de « Millionnaire ».

se fait montrer aussi la nef d'or qui sert au sacre pour le dîner du Roi et dans laquelle est enfermé son couvert. Tout sera là-bas d'une magnificence surprenante : le Roi offre à l'église métropolitaine un soleil d'or du poids de cent marcs⁴⁹; le duc d'Orléans envoie soixante-deux mille bouteilles de vin pour abreuver le Roi à Villers-Cotterets⁵⁰; le duc de Bourbon achète des sangliers pour offrir une chasse aux toiles dont on n'a pas eu d'exemple⁵¹; enfin le sacre fut fixé au 25 octobre et, dès le 16, le Roi quitta Versailles et vint coucher à Paris⁵².

L'attouche-
ment des
écrouelles

Le premier ministre s'était complu à faire servir le sacre à l'apothéose de Guillaume Dubois; en conséquence, les moindres démarches avaient été discutées et réglées par lui. Quelques ducs ombrageux, et Saint-Simon à leur tête, s'abstinrent d'aller à Reims, on les laissa faire; les bâtards légitimés ne s'y montrèrent pas et boudèrent dans leurs maisons⁵³, on insista mais pour la forme seulement. Une question plus sérieuse occupa le conseil : Devait-on retrancher des cérémonies du sacre l'attouchement des écrouelles? Plusieurs milliers de malades étaient rangés à genoux, sur deux lignes d'une immense étendue, et le Roi avait l'obligation de les toucher tous l'un après l'autre, tandis que, pour sa sûreté, leurs mains étaient tenues par le capitaine des gardes et leurs têtes par le premier médecin. Quelques personnes craignirent pour la santé du jeune prince cette longue et fatigante journée, pendant laquelle la vue et l'odorat avaient beaucoup à souffrir. Leurs appréhensions ne furent pas prises en considération par la majorité du conseil qui estima que la multitude serait bien plus frappée de l'attribution surnaturelle du Roy, que choquée de la constante inefficacité du remède. La cérémonie devait se faire quelques jours après le sacre à Corbeny⁵⁴.

⁴⁹ X à Mme de Balleroy, 5 octobre 1722, dans *op. cit.*, t. II, p. 492. *La Gazette de France*, p. 545, dit « cent vingt-cinq marcs ». C'était un ostensor en vermeil.

⁵⁰ X à Mme de Balleroy, 16 octobre 1722, dans *op. cit.*, t. II, p. 494.

⁵¹ X à Mme de Balleroy, 5 octobre 1722, dans *op. cit.*, t. II, p. 492.

⁵² J. Buvat, *Journal*, t. II, p. 418.

⁵³ Saint-Simon, *Mémoires*, 1858, t. XIX, p. 404-407.

⁵⁴ Ed. de Barthélémy, *Notice historique sur le prieuré de Saint-Marcoul de Corbeny, dépendant de l'abbaye de Saint-Remy de Reims*, dans *Annales de la Société académique de Saint-Quentin*, 1876, 3^e série, t. XIII, p. 198-299; ledouble. *Notice sur Corbeny, son prieuré et le pèlerinage à Saint-Marcoul*, in-8, Soissons, 1883. C. Cerf, *Du toucher des écrouelles par les rois de France*, dans *Travaux de l'Académie de Reims*, 1865, t. XLIII, p. 224-288; E. Marquigny, *L'attouchement du roi de France guérissait-il des écrouelles?* dans *Études relig. hist. litt.* 1868, 4^e série, t. I, p. 374-390.

devant la châsse de saint Marcoul et le jeune Roi se promettait un vif plaisir de ce pèlerinage. Dubois n'y voulait pas aller, il invoqua le précédent sacre de Louis XIV et fit apporter la châsse à Reims⁵⁵, mais afin de ne pas mécontenter son jeune maître il fut arrangé que le pont construit sur l'Aisne pour faciliter le voyage serait emporté par la rivière dans la nuit du 27, et que la faute retomberait tout entière sur l'intendant de la province⁵⁶, qui s'offrait lui-même en victime.

Tout étant prévu, le Roi quitta Versailles à deux heures après midi et arriva à Paris à cinq heures entouré des ducs de Chartres et de Bourbon, du comte de Clermont, du prince de Conti et du duc de Charost, son gouverneur; escorté par les Gendarmes, Chevaux-légers, Mousquetaires, Gardes du Corps et le vol du Cabinet qui suit le Roi dans ses voyages. Le 17 octobre, Louis XV quitta Paris accompagné de la même manière⁵⁷ et alla coucher à Dammartin, d'où, le 18, il gagna Villers-Cotterets et repartit le lendemain pour coucher à Soissons où il fut reçu solennellement, logé à l'évêché et régalé de harangues, discours et compliments. La journée du 20 lui en réservait d'autres, mais dans l'après-midi on alla visiter les églises et le petit Roi, voyant ouverte la porte étroite d'un clocher, s'y glissa, on l'y voulut suivre, mais les sveltes purent seuls passer. « Gare les gras », criait l'enfant riant aux éclats⁵⁸. Ce fut l'éclaircie d'un instant; les sermons continuaient. « Sire, disait l'évêque Languet, les ministres de Dieu croient vous devoir autre chose que des respects vulgaires et des applaudissements flatteurs. Cette aimable jeunesse qui gagne les cœurs inquiète par ses charmes même ceux qui savent combien il est facile d'en abuser. Ils n'envisagent point sans quelque effroi ce moment trop flatteur qui s'approche où Votre Majesté jouira de ce droit funeste à tant de rois jeunes, de pouvoir tout sans contrainte⁵⁹. »

Le 21, le cortège entra à Fismes et le 22, sur les deux heures après-midi, le Roi arriva à quelque distance de Reims où se trou-

Voyage
du Roi

Le Roi
arrive à
Reims

⁵⁵ X à Mme de Balleroy, 16 octobre, dans *op. cit.*, t. II, p. 495.

⁵⁶ P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. II, p. 74-75.

⁵⁷ *Relation de la cérémonie du sacre et couronnement du Roy*, dans *Gazette de France*, 1722, n° 47, p. 541-564; n° 49, p. 577-599; n° 52, p. 624-636; n° 54, p. 651-708 (2^e édition).

⁵⁸ M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. II, p. 365; octobre 1722.

⁵⁹ *Discours fait au Roy lorsque Sa Majesté allant se faire sacrer à Reims fit son entrée dans l'église de Soissons, le 20 octobre 1722*, dans *Recueil de plusieurs pièces d'éloquence présentées à l'Académie française*, 1723, t. XXV, p. 145; *Mercure de France*, janvier 1723.

vait un camp assez considérable⁶⁰. Les troupes, rangées en bataille sur le passage du Roi, entrèrent avec lui dans la ville où on le fit passer sous trois arcs de triomphe que gardaient les bourgeois en armes. Reçu par l'archevêque et par le Chapitre sur le seuil de la cathédrale, Louis XV baisa le livre des Évangiles et pénétra dans l'auguste basilique où un prie-Dieu sous un dais l'attendait dans le sanctuaire. Ensuite il monta à l'autel et y déposa l'ostensoir dont il faisait présent à l'Église métropolitaine. La soirée et la journée du lendemain se passèrent en visites officielles et en réceptions. Le 24, Louis XV entendit la messe à Saint-Pierre et les premières vêpres du sacre à la cathédrale. L'évêque d'Angers prêcha à l'issue des vêpres sur ce texte : « Samuel prit une corne remplie d'huile et l'oignit⁶¹ » ; ensuite le Roi revint à l'archevêché et se confessa au P. de Linières.

Décoration
de la
Cathédrale

La cathédrale avait été tendue jusqu'à la voûte des plus belles tapisseries de la Couronne : le maître-autel était paré de drap d'argent galonné d'or et chargé des armes de France et de Navarre en broderie. Le Roi en avait fait présent la veille, ainsi que des chapes et dalmatiques en toiles d'or et d'argent garnies de point d'Espagne. Le sol était couvert de tapis. Vis-à-vis de l'autel, un prie-Dieu, un fauteuil et un dais placés sur une estrade étaient tendus de velours violet semé de lys d'or brodés. Les sièges et les stalles disparaissaient sous des tentures de velours semblable. Au milieu du Jubé, magnifiquement tendu, s'élevait sous un dais de velours violet le trône du Roi et son prie-Dieu, de chaque côté du trône les bancs des pairs ecclésiastiques et laïques, et, au bas du prie-Dieu, les sièges du grand chambellan et du premier gentilhomme de la chambre, toujours tendus de velours fleurdelysé. Sur une plate-forme avancée entre les deux escaliers par lesquels on montait au trône, se voyait le siège du connétable, et plus avant deux sièges l'un à droite pour le Garde des Sceaux, l'autre à gauche pour le Grand Maître de la Maison du Roi. A l'extrémité droite du Jubé, s'élevait un autel sous un dais où on célébrerait une messe basse pendant la messe du chœur ; à l'extrémité gauche prendraient place le duc de Charost, gouverneur du Roi et le prince Charles de Lorraine, grand écuyer de France. Entre les piliers des deux côtés du chœur, par-dessus les stalles des chanoines, on avait bâti des galeries en amphithéâtre pour les personnes de distinction. Une tribune à droite de l'autel était destinée à Madame, mère du Régent ; une tribune à gauche était

⁶⁰ Barbier, *Journal*, t. I, p. 243 ; octobre 1722.

⁶¹ I Rois, XVI, 13.

réserve au nonce du Pape et aux ambassadeurs. La musique s'entassait derrière l'autel et le chœur ainsi que la nef avaient reçu lustres et girandoles à profusion.

Le dimanche 25, vers six heures du matin, les chanoines, tous en chape, pénétrèrent dans la cathédrale et le grand-prieur, le trésorier et un moine de Saint-Denis apportèrent les insignes de la royauté. Pendant la récitation de Prime, l'archevêque-duc de Reims s'alla revêtir à la sacristie des habits pontificaux et revint à l'autel, précédé du chantre et du sous-chantre tenant leur bâton d'argent, des évêques de Senlis, Verdun, Nantes et Saint-Papoul en chape et en mitre ; derrière eux, l'évêque d'Amiens, diacre, et l'évêque de Soissons, sous-diacre, en mitre, enfin l'archevêque de Reims escorté de deux de ses chanoines à ce désignés par leurs confrères. Les cardinaux, archevêques et évêques invités étaient arrivés peu auparavant et avaient été conduits à leurs places. Les cardinaux de Rohan, de Bissy, de Gesvres, Dubois et de Polignac, en rochet et chape cardinalice occupaient un banc un peu en arrière des pairs ecclésiastiques, mais poussé assez haut pour qu'il n'y eût rien entre ce banc et l'autel et que M. de Polignac ne fut pas effacé par l'archevêque de Reims⁶². Les archevêques de Toulouse, de Bordeaux, de Sens, d'Albi et l'archevêque nommé de Tours, les évêques de Metz, d'Angers, de Chartres, de Rennes, de Blois, de Troyes, de Sisteron, d'Avranches, du Puy et de Lectoure, en rochet et camail violet occupaient les stalles derrière le banc des pairs ecclésiastiques. Derrière eux se voyaient des aumôniers du Roi, des chanoines de Reims ; devant eux avaient pris place des conseillers d'État, les maîtres des requêtes et des secrétaires du Roi, ceux-là en rochet et manteau noir, ceux-ci en robe de cérémonie.

Les pairs ecclésiastiques, en chape et en mitre, occupèrent leur banc, du côté de l'épître, pendant que les maréchaux de France d'Estrées, Tessé, d'Huxelles, de Matignon, de Bezons, les ministres La Vrillière, Maurepas et Le Blanc et quelques seigneurs occupaient quelques places adroitement ménagées pour les satisfaire sans indisposer les « Honneurs » et les pairs. Bientôt la tribune diplomatique reçut le nonce et les ambassadeurs d'Espagne, de Sardaigne et de Malte pendant que Madame, la duchesse de Lorraine sa fille, l'infant de Portugal et les enfants de Lorraine envahissaient l'autre tribune.

Vers sept heures, les pairs laïques arrivèrent et prirent place sur le banc du côté de l'évangile. Ils étaient vêtus d'une tunique

Entrées
des Pairs

Le réveil
du Roi

⁶² Saint-Simon, *Mémoires*, 1858, t. XIX, p. 408.

de drap d'or tombant jusqu'à mi-jambes, retenue par une ceinture tramée d'or, d'argent et de soie violette; par-dessus, le manteau ducal de drap violet, doublé et brodé d'hermine avec collet d'hermine. Tous portaient la couronne sur un bonnet de satin violet. Les ducs d'Orléans, de Chartres et de Bourbon tenaient la place des ducs de Bourgogne, de Normandie et d'Aquitaine; les comtes de Charolais et de Clermont et le prince de Conti représentaient les comtes de Toulouse, de Flandre et de Champagne. Quand tous les pairs furent en place, ils s'approchèrent de l'archevêque de Reims et convinrent de députer l'évêque-duc de Laon et l'évêque-comte de Beauvais pour aller quérir le Roi. Une procession composée de tous les chanoines, la musique, le chantre et le sous-chantre se forma aussitôt et s'ébranla, suivie du marquis de Dreux, grand-maître des cérémonies et des évêques de Laon et de Beauvais. Elle gagna la grande salle de l'archevêché et le chantre frappa de son bâton d'argent la porte de la chambre du Roi. L'évêque de Laon demanda : « Louis Quinze », et le prince de Turenne, grand chambellan répondit : « Le Roi dort! » Nouvelle demande et même réponse, troisième appel de l'évêque demandant « Louis Quinze que Dieu nous a donné pour Roi ». Alors les portes s'ouvrent et les deux évêques s'approchent de l'enfant couché sur son lit de parade et vêtu d'une robe longue de drap d'argent en forme de soutane; sous cette robe une camisole de satin cramoisi, sur la tête une toque de velours noir garnie d'une touffe de plumes blanches d'où sortait une aigrette noire de héron; au retroussis de la toque, sous le bouquet de plumes, une agrafe de diamants; des mules de drap d'argent. On présenta l'eau bénite et, après une prière, les deux évêques soulevèrent Louis XV de son lit par les bras et la procession se dirigea vers l'église dans l'ordre suivant :

La
procession

Les gardes de la Prévôté de l'Hôtel et le Grand Prévôt; les chanoines; les Cent-Suisses de la Garde; les hautbois, tambours et trompettes de la Chambre. Six hérauts d'armes, vêtus de velours blanc, chausses troussées et rubanées, pourpoints et manteaux, cotte d'armes de velours violet timbrée de l'écu de France, toque de velours blanc; le caducée à la main. Le grand-maître des cérémonies et le maître des cérémonies. Quatre chevaliers de l'ordre en manteau chargés de porter les offrandes. Le maréchal de Villars entre deux massiers. Le Roi soutenu par les deux évêques. Le prince Charles, le duc de Villeroy, le duc d'Harcourt. Six gardes de la compagnie écossaise, vêtus de sa-

lin, la pertuisane à la main, flanquaient la personne du Roi. Le Garde des Sceaux d'Armenonville, remplaçant le Chancelier, vêtu d'une soutane de satin cramoisi sous un grand manteau d'écarlate avec l'épitoge retroussée et fourrée d'hermine; sur la tête, le mortier de drap d'or bordé d'hermine. Puis venaient le Grand Maître, le Grand Chambellan; le Premier Gentilhomme de la Chambre d'année, vêtus comme les pairs laïques; enfin les Gardes du Corps.

A mesure que le Roi avançait dans la cathédrale, son cortège se dispersait; à l'entrée du chœur, les deux évêques le menèrent au pied de l'autel où, après une prière, il fut conduit au fauteuil sous le dais au milieu du chœur, pendant que chacun prenait la place qui lui était assignée. On présenta l'eau bénite et on chanta le *Veni Creator* après lequel les chanoines récitèrent Tierce et quand ce fut terminé la sainte ampoule arriva à la porte de l'église avec son somptueux cortège de seigneurs à cheval gardant le dais d'argent brodé sous lequel chevauchait le prier de Saint-Remy, dom Gaudart, enveloppé dans sa chape de drap d'or. L'archevêque de Reims alla recevoir l'ampoule vénérable sur le seuil, jura de la restituer et vint l'apporter sur le grand autel où le prier et le trésorier de Saint-Remy prirent place afin de ne pas la perdre de vue.

Arrivée de
la sainte
ampoule

Alors l'archevêque alla derrière l'autel revêtir les vêtements sacerdotaux et revint précédé de six chanoines diacres vêtus de dalmatiques et six chanoines sous-diacres vêtus de tuniques. Après les révérences ordinaires à l'autel et au Roi, l'archevêque assisté des évêques de Laon et de Beauvais reçut du Roi, assis dans son fauteuil, et couvert, promesse de protection pour toutes les églises. Ensuite les deux évêques soulevèrent le Roi dans son fauteuil et demandèrent le consentement de l'assemblée et du peuple. Alors le Roi, tenant ses mains sur le livre des évangiles fit les serments du royaume, de l'ordre du Saint-Esprit, de l'ordre de Saint-Louis et de l'observation de l'édit contre les duels.

Les
serments

Les deux évêques conduisirent le Roi au pied de l'autel, on lui ôta sa robe longue et sa toque, il demeura vêtu seulement de sa camisole de satin. L'assistance émue, attendrie, n'avait d'attention que pour ce radieux adolescent dans son vêtement candide de néophyte ou de roi candidat; son visage d'une beauté achevée, la grâce de tous ses mouvements le faisait ressembler à l'Amour, tandis que le souvenir des périls auxquels son enfance avait échappé laissait croire que la Providence avait ses desseins

sur lui et, à cette vue comme à cet espoir, les yeux en devenaient humides de tendresse⁶³.

On apporta le fauteuil entre le prie-Dieu et l'autel, le Grand Chambellan chaussa au Roi des bottines de velours violet fleurdelysé et le duc d'Orléans y attacha les éperons d'or et les retira sur-le-champ. L'archevêque bénit l'épée de Charlemagne déposée sur l'autel, la ceignit au Roy et l'enleva à l'instant, puis la tira du fourreau, pria, la remit nue au Roi qui la tint, la baisa et l'offrit à Dieu sur l'autel. L'archevêque la rendit à Louis XV qui la reçut à genoux et la confia à Villars qui la tint la pointe levée pendant le sacre, le couronnement et le festin royal.

Les
onctions

L'archevêque et dom Gaudart ayant ouvert la sainte ampoule il mélangea une parcelle avec du saint-chrême sur la patène d'or du calice de Saint-Remi, et après le chant des litanies, que le Roi entendit étendu sur un carreau au pied de l'autel, à côté de l'archevêque étendu de même, le Roi et l'archevêque se relevèrent à ces mots : *Ut obsequium...* Les prières achevées, l'archevêque s'assit et le Roi agenouillé devant lui ne portant que sa camisole de satin ouverte à la place des onctions reçut celles-ci sur le sommet de la tête, sur la poitrine, entre les deux épaules, sur l'épaule droite, sur la gauche, à la jointure du bras droit, à celle du bras gauche. Ces sept onctions appliquées, l'archevêque, aidé des deux évêques de Laon et de Beauvais, referma les petits cordons d'or et de soie des ouvertures de la chemise et de la camisole. Alors le Roi reçut debout la Tunique, la Dalmatique et le Manteau royal de velours violet fleurdelysé d'or, fourré et bordé d'hermines. Agenouillé de nouveau, il reçut l'onction dans la paume de la main droite et dans la paume de la main gauche. Après avoir mis l'anneau et les gants bénis, Louis XV reçut dans la main droite le sceptre et dans la gauche la main de Justice.

L'intronisation

Le Garde des Sceaux, remplaçant le Chancelier monta à l'autel, du côté de l'évangile, le visage tourné vers la nef et interpella les pairs laïques et ecclésiastiques représentant les douze pairs; ceux-ci s'approchèrent du Roi et portèrent la main à la couronne de Charlemagne que l'archevêque posait sur la tête de Louis XV. Cela fait, l'archevêque conduisit le Roi par le bras droit jusqu'au trône élevé sur le Jubé, tout s'ébranlant pour le

⁶³ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 364 : « en habit de novice il ressemblait à l'Amour »; *Journal et Mémoires du marquis d'Argenson*, édit. E. J. B. Rathery, 1860, t. II, p. 87 : « il ressemblait à l'Amour à son sacre de Reims ».

suivre et y prendre place. Quand l'ordre fut rétabli, l'archevêque fit asseoir le Roi, et le tenant toujours par le bras, récita les prières de l'intronisation, quitta sa mitre, s'inclina et baisa son jeune maître en disant : *Vivat Rex in aeternum*. Tous les pairs ecclésiastiques et laïques firent de même avec les mêmes cérémonies et regagnèrent leurs places. Alors les hérauts d'armes montèrent au Jubé; on ouvrit les portes de l'église et le peuple s'y engouffra, mêlant ses cris au roulement des tambours et au nasillement des hautbois. Parmi ce vacarme, des paniers s'ouvraient lâchant des oiseaux, des pigeons tournoyant affolés et, au dehors, gardes suisses et gardes françaises, rangés sur le parvis et dans les ruelles voisines, tiraient des salves de mousqueterie. Une rumeur immense planait sur la basilique, l'emplissait tout entière, et par-dessus toutes les clameurs perçait le cri de : « Vive le Roi! »

On distribuait les médailles d'or et d'argent, les cloches sonnaient à toute volée, les cœurs débordaient de joie, de confiance et d'espoir, les voix vibraient à l'unisson de la musique du Roi qui entonnait le *Te Deum*. Quand il fut fini, la messe commença, le jeune Roi communia et fut reconduit au palais archiepiscopal et s'y déshabilla. Ses gants et sa chemise furent jetés au feu à cause des onctions qu'ils avaient touchés et tout se prépara pour le festin royal.

La messe

Cinq tables avaient été dressées; celle du Roi placée devant la cheminée sur une estrade élevée de quatre marches et sous un dais de velours violet fleurdelysé d'or. Les tables des pairs laïques et ecclésiastiques, des ambassadeurs et des grands officiers s'étendaient à droite et à gauche de la salle⁶⁴. Le duc de Brissac, Grand Pannetier de France fit mettre le couvert du Roi et se rendit au Gobelet d'où il apporta le Cadenas, escorté du Grand Echanson, porteur de la soucoupe, des verres et des carafes, et du Grand Ecuyer Tranchant armé de la cuiller, de la fourchette et du couteau du Roi. Alors le Grand Maître des cérémonies vint avertir que la viande était prête et le Roi donna ordre de servir. Un moment après on apporta le premier service. Hautbois, Trompettes et Flûtes de la Chambre jouaient en tête, suivaient les hérauts d'armes, le Grand Maître et le Maître des cérémonies, les douze maîtres d'hôtel du Roy marchant deux à deux et tenant leurs bâtons, le premier maître d'hôtel, le Grand Maître tenant son bâton, le Grand Pannetier portant la viande du Roi et les gentilshommes servants portant les plats. Le Grand Ecuyer

Le festin royal

⁶⁴ Saint-Simon, *Mémoires*, 1858, t. XIX, p. 414-415.

Tranchant rangea les plats sur la table, les découvrit, les essaya, les recouvrit et le prince de Rohan avec tout le cortège partit avertir le Roi qu'il était servi. Tout s'ébranla et les maréchaux, les pairs, les évêques, le Roi enfin, arrivèrent dans la salle du festin. La couronne de Charlemagne, le sceptre, la main de justice furent déposés sur la table du Roi; Villars, toujours l'épée haute à la main, fit face au monarque, les autres prirent leurs places et l'archevêque récita le *Benedicite*. Après le repas il récita les *Grâces*.

les jours
suivants

Le 26, le Roi alla entendre la messe à l'abbaye de Saint-Remy, dont il vénéra les reliques; le 27, après la messe chez les Jésuites et le dîner, le Roi se rendit à l'heure de vêpres dans l'église métropolitaine et fut reçu grand maître de l'Ordre du Saint-Esprit. Louis XV ayant quitté son manteau de novice, reçut de l'archevêque le cordon bleu et le grand collier, ensuite il signa le serment de l'Ordre et la profession de foi. Aussitôt après, on lui amena le duc de Chartres et le comte de Charolais et il leur donna le cordon et le collier. Le 28, visite au camp sous Reims et revue des troupes, avec les acclamations et libéralités d'usage en de telles occasions.

Le 29, le Roi se rendit devant la châsse de Saint-Marcoul, entendit une messe basse, communia, déjeûna et toucha plus de deux mille scrofuleux rangés en bel ordre dans les allées de l'abbaye de Saint-Rémy. A chacun il disait : « Dieu te guérisse, le Roi te touche⁶⁵. » L'après-midi, le cardinal de Rohan, Grand Aumônier, alla aux prisons de la ville libérer, au nom du Roi, plus de six cents coupables. Ce fut le dernier épisode du sacre. Dubois, qui en avait été l'ordonnateur, essaya de le représenter comme un événement d'une magnificence inouïe⁶⁶; Saint-Simon, qui n'y parut pas, avance que « le désordre fut inexprimable⁶⁷ », tous deux exagèrent : il s'y trouva peu de monde parce qu'on s'était figuré le contraire, « et cette idée avoit empêché bien des gens d'y aller, ce qui fait qu'il y avoit bonne place⁶⁸ »;

⁶⁵ *Gazette de France*, 1722, p. 697; Ch. Cerf, dans *Travaux*, t. XLIII, p. 228; Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 74, note 1, mentionne un individu guéri par l'attouchement du Roi; d'Argenson, *Journal*, édit. Rathery, t. I, p. 47, parle d'un habitant d'Avesnes également guéri; le curé et l'intendant relatèrent ces cas à la Cour où on leur fit tel accueil qui leur apprit à ne pas insister.

⁶⁶ *Arch. des Aff. Étrang.*, Espagne, t. 321, fol. 217 : Dubois à Maulévrier, 26 octobre 1722; *Ibid.*, Rome, t. 642, fol. 323; Dubois à Tencin, 26 octobre 1722.

⁶⁷ Saint-Simon, *Mémoires*, 1858, t. XIX, p. 407.

⁶⁸ Barbier, *Journal*, t. I, p. 243; octobre 1722.

dans la cathédrale il y eut entre quatre à cinq cents places restées vides⁶⁹. Bien des personnages tinrent table ouverte sans avoir la satisfaction de les voir remplies⁷⁰; le premier ministre étala un train magnifique : trois chaises, trois carrosses à six chevaux avec cocher, postillon et quatre laquais chacun, mulets, chevaux de selle, chevaux de main harnachés, caparaçonnés de velours cramoisi, maître d'hôtel, officiers, pourvoyeurs, valets de chambre, suisses, courriers, etc⁷¹.

Le 30 octobre, le Roi quitta Reims et coucha à Fismes, passa la fête de la Toussaint à Soissons, où l'évêque prêcha devant lui et « ne fit rien qui vaille. Toute la Cour trouva le sermon bas et ridicule⁷². » Le jour des Morts, Louis XV arriva à Villers-Cotterets, chez le duc d'Orléans qui s'ingénia à le distraire et à l'amuser : danseurs de corde, coureurs de bague, comédie italienne, illumination, fête villageoise occupèrent cette soirée. Le lendemain chasse au sanglier le matin, chasse au cerf l'après-midi et, dès cinq heures, ouverture d'une foire dans la cour intérieure du château. Des boutiques avaient été adossées aux quatre faces et par-dessus courait une galerie remplie d'orangers et dont la balustrade était garnie d'une infinité de bougies. Une boutique était remplie de toutes sortes de porcelaines du Japon, de la Chine et des Indes en loterie; en face, un théâtre pour les comédiens italiens; sur les autres côtés de la cour, un jeu de marionnettes et un saltimbanque, un pharaon et un biribi, deux buffets où on distribuait café, chocolat, glaces et limonades, puis encore un joueur de gobelets, des marchands de bijoux, de rubans, de masques, d'habits de bal, de liqueurs chaudes, de dragées, de pâtisseries et tous ces marchands étaient des acteurs et des actrices de l'Opéra. Chaque boutique était ornée de glaces, éclairée par des girandoles et des lustres. Dès que le Roi parut dans la cour chaque boutique s'employa à l'attirer par tous les efforts possibles.

Le Roi regarda un moment les comédiens italiens, s'attarda aux marionnettes, joua le biribi et le pharaon, admira et écouta le saltimbanque qui lui offrit une tablette magique renfermant tous les secrets, qui n'étaient que différents bijoux d'or que le saltimbanque distribua aux princes du sang et aux courtisans. Après un regard donné au Tableau changeant et au joueur de

La fête de
Villers-
Cotterets

⁶⁹ M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. II, p. 365; octobre 1722.

⁷⁰ Barbier, *Journal*, t. I, p. 243-244, octobre 1722.

⁷¹ Dubois, *Relation du sacre de Louis XV*, dans V. de Seilhac, *op. cit.*, t. II, p. 256.

⁷² M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 305.

Gobelets, le Roi vint tirer la loterie qui se termina par un divertissement mêlé de danses et de musique. Ensuite on soupa et on distribua « à profusion, à ceux qui se présentaient, tout ce qu'ils pouvaient désirer ». Ainsi s'exprime la *Relation* de la *Cazette*⁷³, et nous savons qu'elle n'exagère rien. Voici ce qu'on consumma à Villers-Cotterets en moins de quarante-huit heures : 100.809 livres de lard ou sain-doux. On employa pour 14.039 liv. 6 sols de marée et poissons d'eau douce pour varier les mets et embellir le service; 36.464 œufs; 6.063 liv. de beurre sans y comprendre 600 liv. de beurre de Vannes; 150.096 liv. de pain; 80.000 bouteilles de vin de Bourgogne et de Champagne; 200 muids de vin pour le commun; 800 bouteilles de vin de Rhin; 1.400 bouteilles de cidre et de bière d'Angleterre; 3.000 bouteilles de vins de liqueurs, eau des Barbades, ratafia et autres liqueurs. Il s'est consommé dans les offices 8 milliers de sucre; 2 milliers de café; 1.500 liv. pesant de chocolat sans y comprendre le thé; 65.000 citrons ou oranges douces; 800 grenades et 150.000 poires et pommes de toute espèce; 15.000 liv. pesant de toutes sortes de confitures; 2 milliers de dragées fines qui ont été distribuées à la foire; 4 milliers pesant de bougies. La quantité de pièces de porcelaines fines des Indes, du Japon qui ont servi à dresser le fruit cru et sec pour le dessert monte à 30.000 pièces et 20.000 pièces de cristal; 115.000 verres ou carafes; 50.000 pièces de vaisselle d'argent ou de vermeil; 3.300 nappes pour les tables, les buffets, les offices et 900 douzaines de serviettes ont été aussi employées⁷⁴. »

⁷³ *Gazette de France*, 1722, p. 703; voir aussi *Mercure de France*, novembre 1722.

⁷⁴ H. Dusevel, *De l'utilité du Mercure de France pour l'histoire de la Picardie*, in-8, Amiens, 1859, p. 6-7.

CHAPITRE LVII

Les dérivatifs de l'opinion publique

(1720-1722)

Misère et désespoir. — Le scandale du duc de La Force. — Saisie. — Assignation. — Procès. — Mariages et séparations. — Distraction offerte au public. — Ambassade de Mehemet-Effendi. — L'entrée à Paris. — L'audience royale. — Le comte de Belle-Isle. — La terre de Belle-Isle. — L'échange. — Mécontentement. — La carrière de Cartouche. — Son arrestation. — La question. — Les aveux. — Le supplice. — Exécutions nombreuses.

Ainsi se rapprochait le terme légal fixé à la Régence. Aux priapées qui en avaient souillé le début, à la frénésie qui en avait marqué l'apogée, à la ruine morale et financière qui en consacraient le souvenir, succédait, par un dernier contraste, dans ce royaume épuisé et misérable¹, le spectacle de ripailles pantagruéliques. Après le vent de folie qui emporte jusqu'aux sages en la fatale année 1720, tous ceux qui, ne jouissant pas de la familiarité du Régent qui leur ouvrirait la bourse du Roi, ne doivent compter que sur eux-mêmes, se disent comme l'avocat Marais : « Dieu nous donne une année plus heureuse que la dernière! » ou comme son confrère Barbier : « Je n'ai plus aujourd'hui de quoi donner des étrennes aux domestiques! ».

Les arrêts se succèdent et ne remédient à quoi que ce soit² et le bruit se répand d'une réforme générale des troupes sous prétexte que le Roi n'est plus en état de payer et entretenir un si grand nombre de soldats³; mais, peu de jours après, on apprend

Misère et désespoir

¹ Adher, *La misère en France en 1721*, dans *Bulletin de la Société archéologique du Midi de la France*, 1906-1909, t. XVI, p. 414-417.

² M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 43; janvier 1721; voir la gravure de Bern. Picard, intitulée : *Monument consacré à la postérité en mémoire de la folie incroyable de la vingtième année du XVIII^e siècle*, décrite dans *Les correspondants de la marquise de Balleroy*, t. II, p. 256.

³ Barbier, *Journal*, t. I, p. 98; janvier 1721.

⁴ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 43; Buvat, *Journal*, t. II, p. 194.

⁵ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 46; 6 janvier 1721.

que le Régent a fort mal reçu le chancelier et le contrôleur général avec leur plan de réformé, il leur a dit : « J'ai fait mes réflexions, cela sera bon pour l'été prochain. » Reste à savoir, dit le public, avec quoi on payera les troupes?⁶ Chacun sait qu'on les payera par des exactions ou par des malversations et si on ne songe pas encore à reprocher au jeune Roi les coûteux plaisirs des ballets qu'on lui donne, on songe moins encore à épargner les princes du sang et les grands seigneurs qui exploitent et dilapident la fortune de la France'. En Angleterre, commence-t-on à dire, on est moins patient, « ces Anglais raisonnent et exécutent; pour nous, nous faisons des chansons, et on n'exécute rien⁷. » Partout on crie misère, les marchands ne vendent rien, on ne voit pas un écu et les théâtres sont remplis⁸ et, si le Régent tombe malade, « on est obligé de prier pour sa conservation, car ce qui le suit ne le vaut pas (le duc de Chartres) et le public craint de tomber aux mains de M. le Duc, qui ne connaît point de lois et qui n'a jamais rien su, que la chasse⁹ ». On s'alarme à tort, Bourbon continuera Orléans et achèvera la ruine de ceux que son cousin n'a pas réduit au désespoir. Le mot n'est que juste. « Le désespoir, écrit Marais, est dans toutes les bonnes familles; on n'a plus ni rentes, ni revenus; on est chargé de billets et d'actions qui ne rapportent rien. Tous les jours ce sont des histoires nouvelles de gens morts désespérés ou réduits à la charité des paroisses¹¹ »; et le cardinal de Noailles dénonce sans détours « la misère qui augmente tous les jours et se multiplie¹² ».

Le scandale
du duc de
la Force

Sur ces entrefaites, éclate le scandale du duc de la Force. Celui-ci, l'ami et l'associé du duc de Saint-Simon dans toutes ses exigences duciales n'avait pas cru déroger en se faisant accapareur. Depuis que la monnaie perdait chaque jour de sa valeur, depuis que le papier n'inspirait plus aucune confiance, certains entassaient des approvisionnements énormes de marchandises. Les coupables demeuraient insaisissables. Tel jour on confisquait

⁶ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 48; 10 janvier 1721.

⁷ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 49; M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 3 janvier 1722, dans *op. cit.*, t. II, p. 228; 19 et 22 janv., 241, 245-248.

⁸ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 56; 17 janvier 1721.

⁹ X à Mme de Balleroy, t. II, p. 245; 22 janvier 1721.

¹⁰ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 57; 17 janvier 1721.

¹¹ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 59; 21 janvier 1721.

¹² Mandement du cardinal de Noailles, pour assister les pauvres de Rennes, 24 janvier 1721; voir aussi celui de l'évêque de Castres, M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 146; mai 1721.

deux péniches chargées d'eau-de-vie, tel autre jour cinq cents livres de vin d'Espagne, ou bien des tonnes de tabac. L'opinion accusait le duc de Guiche, le duc d'Antin, le maréchal d'Estrées, le duc d'Orléans lui-même. Enfin les soupçons se fixèrent et les preuves accusèrent à ne s'en pouvoir dédire, le duc de la Force¹³.

Le lundi 3 février, les syndics des marchands, à la requête des épiciers et en vertu d'une ordonnance du lieutenant de police, se transportèrent au couvent des Grands-Augustins avec un commissaire aux archers, sur l'avis que plusieurs salles de ce couvent renfermaient un dépôt considérable de toutes sortes de marchandises entassées jusque dans la bibliothèque et dans le lieu où se tenait la chambre royale : sucres, savons, suifs, cires, bougies, chandelles, étains, plombs, cuivres, cuirs, charbons de terre et cent cinquante pipes d'eau-de-vie, plus ou moins adroitement dissimulées sous l'apparence de porcelaines et paravents de la Chine. Il existait un entrepôt semblable au grand couvent des Cordeliers et plusieurs dans différentes maisons du faubourg Saint-Antoine. La valeur des marchandises saisies s'élevait à une douzaine de millions; un homme se présenta, inconnu nommé Dorian, reçu marchand depuis un mois, qui n'ayant rien, logé au troisième étage, sans meubles, se déclara propriétaire. Décrété de prise de corps, l'homme s'avoua prête-nom du duc de la Force, pair de France. L'aveu arrêta les poursuites du lieutenant de police et le procureur du Roi requit le renvoi au Parlement. Les marchandises furent saisies et on ne tarda pas à savoir que le duc de la Force les faisait acheter par son intendant, son maître d'hôtel et ses valets de chambre, sous leur nom et sous le nom de quelques autres particuliers. Le tout avait été payé avec des billets de la banque.

Saisie

Le duc de la Force était très décrié, mais il était duc et pair et l'affaire ne pouvait être étouffée. Le Parlement, charmé de tenir un de ses plus farouches adversaires du temps de Law, ne se laisserait pas arracher un si belle proie. Plusieurs ducs voulaient

Assignation

¹³ Sur ce personnage, voir M. de Lescure, *Les Philippiques de la Grange-Chancel*, in-12, Paris, 1858, p. 75, suiv.; G. Fontbrune-Berbineau, *Le duc de la Force et les protestants de Bergerac*, dans *Bulletin de la Soc. de l'hist. du protestantisme français*, 1901, 4^e série, t. I, p. 78-102; Le même, *Le duc de la Force et les protestants de Tonneins*, dans même revue, p. 654-656. Dans une lettre du comte d'Argenson à Mme de Balleroy, 25 novembre 1716, on lit que M. de la Force se laissa conseiller de demander « quelque chose de beau, comme les provinces d'État, le clergé, les grosses fermes, etc., où il tailleroit et rogneroit », *op. cit.*, t. II, p. 93.

donner requête à ce que leur confrère fut privé, sa vie durant, de toute fonction de pairie, comme indigne. On ne s'entretenait dans Paris d'autre chose et le frère de l'inculpé voulait quitter le nom de la famille. Une estampe se passait de mains en mains, représentant un crocheteur courbé sous le poids de plusieurs ballots débordant de cire, de café, etc., et on lisait au bas : « *Admirez la Force* ». Entre temps, le Parlement déclarait valable la saisie d'un amas de charbon de terre fait par un agioteur et les marchandises confisquées aux Grands-Augustins attribuées moitié à l'Hôtel-Dieu, moitié à l'Hôpital-Général; le 13 février, tous les princes, ducs et pairs furent convoqués en la Grand'Chambre en l'affaire de monopole du duc de la Force. Il faut, disaient les ducs, qu'il soit libéré ou condamné, il y va de l'honneur du corps; les plus énervés réclamaient pour lui le pilori; Lauzun, son parent, s'avouait « de même maison, mais non de même boutique ». Le 15, les princes du sang et les ducs et pairs s'étant trouvés de bon matin au Palais, il y eut une grande assemblée de toutes les Chambres qui dura quatre heures. Le prince de Conti, accompagné de soixante personnes arriva dès sept heures et demie; le duc de Bourbon, le comte de Charolais sur les huit heures. Un grand nombre de pairs ecclésiastiques et les deux tiers des pairs laïques s'y trouvèrent à la même heure, le duc de Saint-Simon et sept autres pairs s'en dispensèrent sous prétexte de ne pas reconnaître la compétence du Parlement. Les Chambres étant assemblées, on fit sortir tous ceux qui n'y avaient pas séance et le huis-clos fut prononcé. M. Ferrand rapporta les procédures et les saisies, avec l'interrogatoire de Dorian, l'affaire parut grave; le Premier Président recueillit les avis. Le prince de Conti s'éleva avec force contre l'inculpé, le maréchal de Villars fit l'éloge de la maison de la Force et du duc dont il demanda l'interrogatoire personnel avant de passer outre au jugement. Le duc de Noailles refusa d'opiner, le duc d'Antin approuva la Force d'avoir fait fructifier ses billets de banque. Finalement, à la pluralité des voix, le duc de la Force fut assigné pour être ouï et le menu fretin, — intendant, tailleur, etc., — décrété de prise de corps; par le même arrêt, plusieurs épiciers furent mis à l'amende et déclarés déchus de la maîtrise, condamnés en outre à avoir leurs boutiques fermées pour avoir contrevenu aux statuts de leur communauté.

Procès

Deux jours plus tard, on fit perquisition dans une maison appartenant au duc de la Force, rue Saint-Dominique et on n'y trouva point de marchandises. Le duc, averti, accourut, trouva les commissaires en chemin, leur réclama l'ordonnance en vertu

de laquelle on visitait sa maison, la saisit, la déchira et s'attira un procès-verbal de rébellion. Le duc avait promis de subir l'interrogatoire sans se faire signifier l'assignation; quand le moment arriva, il se présenta devant les deux rapporteurs et refusa d'enlever son chapeau et son épée, quoique accusé, de sorte qu'il fallut remettre l'interrogatoire. Le public en faisait des gorges chaudes, colportait chansons, épigrammes et anecdotes sur ce *bonnetier* en fâcheuse posture. Conti, alors assez populaire, avait reçu, disait-on, la visite du duc et pair accapareur, l'avait reconduit en le remerciant de son honnêteté et protestant qu'il avait ses provisions faites pour le carême.

Le 21, tout le Parlement s'assembla de nouveau et le duc de la Force se présenta avec un gentilhomme et cinq laquais pour subir son interrogatoire dans la petite Tournelle. Il avait revêtu un habit de cérémonie et préparé une belle harangue. La Cour refusa de l'entendre hors de l'interrogatoire. L'avocat général prit la parole, le duc l'interrompit, et le Premier Président l'avisa de se faire : « On n'interrompt jamais les gens du Roi ». Un peu après, le duc interrompit de nouveau l'avocat-général qui l'apostropha : « Monsieur, lui dit-il, il n'y a que le Premier Président qui puisse me faire répéter ce qu'il n'auroit pas entendu : laissez-moi parler »; et il poursuivit. Après ce discours et avant que d'aller aux opinions, le Premier Président dit au duc de la Force : « On va opiner sur ce qui vous regarde; il faut que vous sortiez, vous ne pouvez pas y être présent ». Le duc demanda cavalièrement : « Pourquoi sortirai-je de ma place? » — « Cela doit être ainsi, répliqua le Premier Président, voulez-vous m'obliger d'ordonner aux huissiers de vous mettre dehors? » Sur quoi, le duc se leva très en colère, les larmes aux yeux, et voulant sortir par le Parquet, on l'arrêta : « Ce passage est réservé aux princes du sang » lui dit-on. — « Par où sortirai-je donc? » — « Sortez par la lanterne », lui jeta le Premier Président. Il tombait ainsi dans la grande salle où deux mille âmes étaient assemblées pour le voir défilier entre deux haies d'insulteurs qui criaient : « Voilà le marchand de chandelles! »

Avant de sortir, l'accusé avait protesté de nullité de tout ce qui serait fait contre lui, ce qui ne fut pas admis et après sa sortie, on donna lecture du procès-verbal de rébellion et la Force fut décrété d'ajournement personnel presque tout d'une voix, ce qui emportait interdiction de toutes fonctions de pair et de membre du conseil de Régence. Enfin pour que rien ne manquât à sa honte, la Cour avait décidé que l'inculpé subirait l'interrogatoire debout, nu-tête, sans chapeau et sans épée. Dans Paris on ne

parlait d'autre chose; on accusait le duc d'Antin, le duc de Saint-Simon, le duc de Guiche, le maréchal d'Estrées de s'être livrés à un commerce semblable à celui qu'on imputait au duc de La Force et on assurait que les autres ducs et pairs avaient résolu de présenter requête au Roi pour faire évoquer cette cause au Conseil et la soustraire au Parlement. Pour cette raison, les pairs ecclésiastiques s'assemblèrent chez le cardinal de Mailly, archevêque de Reims, et les pairs laïques chez le duc de Luxembourg; il y eut ainsi une scission et deux bandes de pairs, l'une de neuf, l'autre de vingt-deux membres et, le 27 février, le Régent accorda un arrêt d'évocation de l'affaire par-devant le Conseil d'en-haut. Cette requête fut signifiée à la Cour, aussitôt on envoya chez tous les princes et ducs qui la prirent avec une extrême vivacité et on résolut de faire des remontrances au Roi. Le Premier Président, « fort baissé », accompagné des princes du sang, des ducs et pairs et des magistrats, s'exprima longuement et Daguesseau lui répondit de façon confuse. On piétinait et bientôt on s'assembla, on se querella, les *Mémoires* manuscrits et imprimés, *Déclarations*, *Monitoires*, *Avis*, *Manifestes* se succèdent, se réfutent, se contredisent et ne se font lire que de quelques basochiens; l'opinion publique s'occupe d'autre chose et le Parlement, sans se hâter, rend, le 12 juillet seulement, l'arrêt par lequel « sera tenu Henri-Jacques Nompar de Caumont, duc de la Force, de se comporter à l'avenir d'une manière irréprochable et telle qu'il convient à sa naissance et à sa dignité de pair de France¹⁴ ».

Mariages et séparations

La noblesse de France semble prendre à cœur de s'exposer au mépris et au dégoût. Les correspondances, les mémoires ne manquent pas de raconter un autre scandale survenu en même temps que celui du duc-épiciier. Chacun narre l'historiette à sa façon. « Il y a trois jours, le prince Charles de Lorraine, comte d'Armagnac, grand écuyer de France, vint chez le duc de Noailles et commença la harangue à peu près en ces termes : « Beau-père, je ne sais où j'avais l'esprit quand j'ai épousé votre fille. Il faut

¹⁴ Barbier, *Journal*, t. I, p. 109-112, 115, 116, 117, 119, 134-137; Buvat, *Journal*, t. II, p. 209-211; 213-216; 217, 219, 231, 234, 255, 266, 271; M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. II, p. 67-69, 74-75, 77-79, 81, 89, 93-97, 102-106, 110-112, 120; Caumartin de Boissy et autres à Mme de Balleroy, t. II, p. 268, 269, 270, 271, 273, 278, 280, 281, 282, 283, 284-289, 290, 293, 305, 310, 331, 342; entre février et juillet 1721. J. Flammermont, *Remontrances du Parlement de Paris*, in-4, Paris, 1888, t. I, p. 140-148; P. Narbonne, *Journal du règne de Louis XIV et Louis XV*, in-8, Versailles 1866, p. 63-65.

que la tête m'ait tourné; moi ivrogne, moi chasseur, que voulais-je faire d'une jeune femme? Reprenez-la, beau-père, et vivons en paix. Voilà huit cent billets de banque que vous m'avez donnés, il n'en manque pas une obole, gardez-les et votre fille avec, oublions le passé, vivons en bons amis. » — La jeune femme avait seize ans et ne vivait que depuis six mois sous le toit de son mari. — Le duc de Noailles demanda s'il était mécontent d'elle, qu'il sauroit bien ranger sa fille à son devoir. Le prince lui répondit qu'il en étoit bien content, mais que l'état de mariage avoit quelque chose de trop arrangé pour lui;... que par suite, lorsque sa santé ne lui permettrait plus de boire et de chasser, il la redemanderoit peut-être, mais que quant à présent il ne pouvoit pas rester avec elle. Le duc lui demanda deux jours pour délibérer et prendre conseil dans sa famille. Le prince Charles lui dit qu'il avoit pris seul conseil, qu'il n'avoit qu'à faire de même, qu'il connoissoit l'éloquence de la maréchale, les discours que le cardinal pouvoit lui tenir sur les devoirs du mariage, mais que tout cela étoit inutile, ayant pris son parti. » Le surlendemain, la jeune femme se retire au couvent de la Visitation Sainte-Marie, et sur cela chacun raisonne sans rien savoir. L'avocat-conseil du prince Charles, Mathieu Marais, sait toute l'affaire et explique que cette conduite n'a d'autre raison que les besoins d'argent. Le beau-père a imposé le paiement d'une partie de la dot, 200.000 francs, en billets de banque; le gendre en a été tout aussi piqué que l'on peut l'être, mais qu'on le pouvoit forcer à le recevoir, il n'a rien dit et a mûri sa vengeance. Tout cela aboutit à un acte de séparation de corps et de biens qu'on signe comme on ferait d'un contrat de mariage, et, pour que rien ne manque, le cardinal de Noailles signe, lui aussi¹⁵.

L'exemple est contagieux; cette séparation, pour cause d'économie trouve des imitateurs. M. de Lautrec, gendre du Premier Président, renvoie sa femme à l'hôtel de Mesme¹⁶; M. d'Estaing quitte la sienne après trente ans de mariage¹⁷. Le public s'étonne,

Distraction offerte au public

¹⁵ Barbier, *Journal*, t. I, p. 112-113; Buvat, *Journal*, t. II, p. 212-213, 220; M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 79-81, 84-86, 109, 110, 154, 202-204; Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 19, 20 février, *op. cit.*, t. II, p. 275-277, 279.

¹⁶ Mathieu Marais, *Journal et Mémoires*, t. II, p. 86-87, 23 février 1721; Buvat, *Journal*, t. II, p. 212; Madame, *Correspondance*, édit. G. Brunet, t. II, p. 306.

¹⁷ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 87; J. Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 222; X à Mme de Balleroy, 21 mars 1721, dans *op. cit.*, t. I, p. 295.

mais sa faculté d'étonnement est mise à une si rude épreuve qu'il ne se scandalise guère, il plaisante et sourit ou bien il chantonne des refrains et répète des gaillardises qui ne sauraient être transcrites ici¹⁸. Habile à ne pas laisser les esprits s'échauffer, le gouvernement du Régent leur ménage des distractions variées et, afin de faire diversion à l'accaparement, imagine une « turquerie » éblouissante.

Ambassade
de Mehemet
Effendi

L'ambassade de Mehemet-Effendi n'avait pas été souhaitée, on l'avait même traversée le plus possible, afin d'épargner au trésor une dépense ruineuse et dont on n'attendait rien d'utile. Ibrahim-Pacha, devenu grand-vizir voulut voir s'accomplir une démarche qui flattait autant sa vanité qu'elle servait ses intérêts. Le prétexte de la contagion de Provence ne fut même pas admis pour justifier un délai, il fallut héberger, voiturier, amuser, nourrir et abreuver l'envoyé turc suivi de soixante-seize personnes. Le problème était ardu à résoudre et certains intendants n'y réussirent qu'en ordonnant des rafles de volailles et bouteilles de vin.

Mehemet-Effendi était sexagénaire, portant beau, et homme à bonnes fortunes. Instruit, poli et savant, il avait négocié le traité de Passarowitz¹⁹ et atteignait cet âge critique où volontiers on délaisse le travail pour une existence d'apparat. Les circonstances ne permettant pas de lui épargner l'ennui d'une quarantaine et la localité où il prit terre ne possédant pas de lazaret, on l'enferma avec sa suite dans une église décorée de peintures et de statues qui ne pouvaient inspirer à ces mahométans qu'une profonde horreur. « On ne saurait, disait-il, être plus surpris que je le fus de me voir en cet endroit; je m'abandonnai à toutes sortes de pensées et de réflexions. Mais comme il aurait été difficile de revenir sur ses pas, je ne trouvai pas de meilleur parti que celui de baiser le bas de la robe de la Patience²⁰. » Au sortir de ce lazaret, l'ambassadeur s'embarqua à

¹⁸ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 19 février, op. cit., t. II, p. 274-275; 5 mars, ibid., t. II, p. 283; 10 mars, ibid., t. II, p. 292; Barbier, *Journal*, t. I, p. 113-115; M. Marais, op. cit., t. II, p. 75-77; 98-99; 108; 125; 215; 260; Bloisjourdain, *Mélanges*, t. II, p. 10; Madame, *Correspondance*, édit. G. Brunet, t. II, p. 307, 317.

¹⁹ M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. II, p. 102; 8 mars 1721.

²⁰ En 1721 Lenoir donna la *Relation* à la suite d'une *Nouvelle description de Constantinople*; en 1724, la traduction par De Fiennes; et celle-ci par Galland: *Relation de l'ambassade de Mehemet-Effendi à la Cour de France en 1721, écrite par lui-même et traduite du turc*, in-12, Paris, 1757 (traduction très mutilée); 2^e édition en 1758; G. Raxis de Flässan, *Histoire générale et raisonnée de la diplomatie française*, in-8, Paris, t. IV, p. 422-431; le texte

Béziers sur le canal du Languedoc, traversa Toulouse et gagna Bordeaux d'où il devait se rendre par Poitiers à Paris²¹. Le chevalier de Canilly devait l'aller recevoir à Orléans et la maison du Roi l'attendre à Etampes, mais on se contenta de les envoyer à Vincennes et à Saint-Denis²². Le 8 mars l'ambassadeur arriva par Charenton dans le faubourg Saint-Antoine, escorté par cinquante maîtres de la cavalerie, l'épée à la main, et la maréchaussée; le régiment du Roi montait la garde à sa porte et tout se préparait, à la grande joie des Parisiens, pour une entrée magnifique²³. Buvat n'a pas eu de repos qu'il n'ait dénombré la suite de Mehemet²⁴ et Marais, moins badaud mais plus gail-lard, recueille avec soin une gaudriole²⁵.

Le 16, tout Paris est sur pied²⁶; le Roi s'était rendu incognito dans la Place-Royale, chez le marquis de Boufflers, sur le passage du cortège; le duc d'Orléans était à une autre balcon. Ce fut le défilé ordinaire des cavaliers, des musiques, des fantas-sins entremêlés de seigneurs, pages, palefreniers et autres gens de livrée. Un turc portait une lampe, un autre un turban vert, puis venaient douze chevaux tenus en main et disparaissant sous leurs housses brodées, quatorze jeunes garçons portant chacun une lance avec un flot de rubans et quatorze adultes à cheval portant un fusil sur l'épaule. L'équipage du maréchal d'Estrées était magnifique, de sa personne il escortait l'ambassadeur et il ne lui manquait qu'une chose c'était de savoir se tenir à che-

L'entrée
à Paris

ture lithographié a été publié en 1820, en 1841 et en 1876. *Voyage d'un ministre ottoman. Relation de Mehemet-Effendi, annotée avec des documents inédits* (édition de) J. Seeker, in-8, Montpellier, 1874; P.-E. Lémontey, op. cit., t. II, p. 452-455; D'Aubigny, *Un ambassadeur turc à Paris sous la Régence*, dans *Revue d'histoire diplomatique*, 1889; Ch. Schefer, *Mémoire historique sur l'ambassade de France à Constantinople par le ministre de Bonnac publié avec ses négociations à la Porte ottomane*, in-8, Paris, 1894, p. XLIII-XLIV. A. Gasté, *Retour à Constantinople de l'ambassadeur turc, Mehemet-Effendi. Journal de bord du chev. de Canilly de Brest à Constantinople et de Constantinople à Brest, juillet 1721, mai 1722*, dans *Mémoires de l'Académie nationale des sciences, arts et belles-lettres de Caen*, 1902, t. LVI, p. 49-141.

²¹ X à Mme de Balleroy, 10 février 1721, dans op. cit., t. II, p. 266; Buvat, *Journal*, t. I, p. 212.

²² X à Mme de Balleroy, 10 février 1721, dans op. cit., t. II, p. 266; Buvat, op. cit., t. II, p. 217; Barbier, *Journal*, t. I, p. 116.

²³ Barbier, *Journal*, t. I, p. 118-119.

²⁴ Buvat, *Journal*, t. II, p. 218.

²⁵ M. Marais, op. cit., t. II, p. 102; M. de Caumartin à Mme de Balleroy, 23 mars 1721, dans op. cit., t. II, p. 297.

²⁶ M. Marais, op. cit., t. II, p. 105; Barbier, *Journal*, t. I, p. 120.

val. Il en changea quatre fois dans la route, et toujours éperonnant ses diverses montures passait incessamment, malgré l'assistance du pommeau, de l'encolure à la croupe. Un de ses coursiers rua si fort qu'il estropia huit ou neuf curieux et tua roide une femme dans la rue de la Verrerie²⁷.

L'audience
royale

Le 21, audience du Roi. Tout le cortège entra par le Pont-Tournant dans le jardin des Tuileries avec l'accompagnement obligé de cheveau-légers, grenadiers, dragons, mousquetaires, etc. La population tout entière remplissaient les rues, garnissait les fenêtres, toujours ravie d'un spectacle militaire. Les gendarmes se trouvaient en ordre de bataille devant le pont; puis les gardes du corps; puis les mousquetaires et le régiment du Roi près de la porte Saint-Honoré. Les gardes françaises et Suisses formaient la haie le long des Tuileries. Dans la grande galerie attendaient les princesses du sang et les dames de la Cour, au nombre de près de trois cents; et, au fond de la galerie, se voyait le trône du Roi sur une estrade de huit degrés et séparé du reste de la galerie par une balustrade dorée. Le haut du dais était en gros relief de broderie d'or en bosse, ornée de cartouches de soie à personnages naturels, au petit point. Le trône était de bois doré, sculpté à jour, dominé par deux génies tenant une couronne. Le dossier tendu de drap d'or offrait un soleil dont les rayons, faits de pierreries et de perles, éblouissaient.

L'ambassadeur étant arrivé au haut de l'escalier de l'appartement du Roi, le duc de Noailles, capitaine des gardes, l'alla recevoir et le conduisit jusqu'à la porte du grand cabinet. Le Roi étant averti que l'ambassadeur approchait, monta sur son trône, vêtu d'un habit de velours couleur de feu, enrichi d'agréments en forme de boutons, avec les plus beaux diamants de la couronne, autour desquels régnait une broderie d'or qui rehaussait l'éclat des diamants. Cet habit était chargé de pierreries pour la valeur de plus de vingt-cinq millions et pesait trente-cinq à quarante livres. Le Roi avait à son chapeau une agrafe de gros diamants avec le *Sanci*, et, sur l'épaule, le *Régent* dans un nœud de perles et de diamants.

L'audience ne se distingua par quoi que ce soit des banalités consacrées par le protocole : inclinations, compliments, messages et présents. Ensuite ce furent les visites d'apparat, les

²⁷ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 19 mars (et 23 mars), dans *op. cit.*, t. II, p. 294 (et 297); Buvat, *Journal*, t. II, p. 220-221, 223-230, 237, 239, 240-241, 245, 248, 250, 252, 255, 259, 260, 265, 269, 273; Barbier, *Journal*, t. I, p. 121; M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 104, 108; Saint-Simon, *Mémoires*, 1858, édit. Chéruel, t. XVIII, p. 135, suiv., 169-172.

promenades dans Paris. Parmi les présents, le jeune Roi fit beaucoup d'estime d'un arc avec un carquois garni de soixante flèches, il prit le Turc en amitié. Mehemet raconte ainsi une de leurs entrevues : « Aussitôt qu'il m'aperçut avec son gouverneur, il se tourna de notre côté et je l'abordai. Divers discours d'amitié furent le sujet de notre entretien. Il était charmé d'examiner nos habits, nos poignards les uns après les autres. Le maréchal me demanda : Que dites-vous de la beauté du Roi? — Que Dieu soit loué! répondis-je et qu'il le préserve du maléfice! — Il n'a que onze ans et quatre mois, ajouta-t-il, sa taille n'est-elle pas proportionnée? Remarquez surtout ce que sont ses propres cheveux. — En disant cela il fit tourner le Roi et je considérai ses cheveux d'hyacinthe en le caressant; ils étaient comme des fils d'or bien égalisés et lui venaient jusqu'à la ceinture. Sa démarche, reprit encore le gouverneur, est aussi fort belle. Il dit en même temps au Roi : Marchez de cette manière que l'on vous voie. Le Roi, avec la marche majestueuse de la perdrix, alla jusqu'au milieu de la salle, après quoi il revint. Marchez avec plus de vitesse, ajouta le gouverneur, pour faire voir votre légèreté à courir. Aussitôt le Roi se mit à courir. Le maréchal me demanda après cela si je le trouvais aimable. Je lui répondis par cette exclamation : « Que le Dieu tout puissant qui a créé une si belle créature la bénisse! » De part ni d'autre on ne retira aucun résultat de cette ambassade qu'un déploiement de luxe, un surcroît de gêne et de malaise et beaucoup de paroles creuses. Le Turc en attendait autre chose, il ne put même aborder le but secret de sa mission qui tendait à créer une ligue destinée à contenir les ambitions allemandes. Ses insinuations furent éludées avec peu de ménagement.

Parmi tant d'événements particuliers qui passionnaient l'opinion publique au cours de ces années : système, ruine, peste, incendie, il en est un qui surexcita les esprits à l'égal des plus grands événements de la politique²⁸. « Nouvelle des plus extraordinaires, au moins qui a paru telle ici à tous, écrit-on de Paris : avant-hier au soir — 22 avril 1720 — on signa l'abandon de Belle-Isle à M. Law et à la Banque²⁹ ». Petit-fils du surintendant Fouquet, le comte de Belle-Isle s'était estimé heureux de se conduire en brave et intelligent officier pendant le règne du feu

Le comte
de
Belle-Isle

²⁸ D'Echérac, *La jeunesse du maréchal de Belle-Isle* (1684-1726), in 8, Paris, 1908, p. 95.

²⁹ Le chev. de Balleroy à sa mère, 24 avril 1720, dans *Les correspondants de la Marquise de Balleroy*, in-8, Paris, 1883, t. II, p. 156-157.

Roi. La disparition de Louis XIV et la réaction qui suivit offraient au politique et au courtisan une carrière nouvelle à parcourir. Le champ était libre et Belle-Isle s'était précautionné d'amitiés capables de l'y pousser hardiment. « Ses amitiés, écrit Saint-Simon, lui ouvrirent une infinité de portes. Il ne négligea ni les cochères, ni les carrées, ni les rondes³⁰ »; dans le nombre, il utilisa même des portes assez basses, comme le montre son intimité avec Berthelot de Pléneuf qu'on a vu fuir à Turin en 1715 pour mettre sa personne en sûreté³¹, d'où il obtenait, au mois d'octobre 1719, la permission de revenir pour se livrer à de nouveaux tripotages³². Pendant ces années d'absence, Mme de Pléneuf n'avait cessé de recevoir « la jeunesse la plus brillante de la Cour³³ », on soupait chez elle tous les soirs et Belle-Isle avec Le Blanc partageait ses bonnes grâces. En mars 1718, Belle-Isle est promu maréchal de camp³⁴, l'année suivante il achète le gouvernement d'Huningue³⁵, et son extrême circonspection le tient à l'écart de toutes les grandes intrigues de cette époque. Il s'appuie alors sur le cardinal de Rohan et sur le ministre Le Blanc, surtout il s'attache à Dubois qui peut l'aider à conduire à bonne fin l'échange du marquisat de Belle-Isle.

La terre de
Belle-Isle

L'île ou le marquisat de Belle-Isle était, par sa dimension, sa population et son importance stratégique un fief que le pouvoir royal avait tout intérêt à posséder³⁶. L'île était la plus « considérable qui fût sous l'obéissance de Sa Majesté en Europe » ayant quatorze lieues de circuit et comptant cinq mille habitants; elle couvrait les côtes méridionales de Bretagne³⁷ et pouvait être facilement défendue. Henri IV, Louis XIII et Louis XIV avaient tenté de recouvrer la propriété de Belle-Isle sans y réussir, jusqu'à ce que, en 1718, son possesseur fit revivre l'idée d'un échange et prit soin de se découvrir des partisans au Conseil de régence, mais sans brusquer l'affaire afin de n'effaroucher personne. Belle-Isle était assuré, grâce à l'appui de Dubois et à Le Blanc, du concours de Law; d'Argenson était de ses amis, Saint-Simon l'oblige-

³⁰ Saint-Simon, *Mémoires*, édit. Chéruef, 1863-1865, t. XI, p. 67.

³¹ J. Buvat, *Journal de la Régence*, in 8, Paris 1865, t. I, p. 53-54; septembre 1715.

³² J. Buvat, *op. cit.*, t. I, p. 452, 464; oct. nov. 1719.

³³ Dangeau, *Journal*, t. XVII, p. 262; 8 mars 1713.

³⁴ *Bibl. nat. ms. franç. nouv. acq.* 9187, fol. 277; Dangeau, *Journal*, t. XVIII, p. 23; 28 mars 1719.

³⁵ P. d'Echérac, *op. cit.*, p. 96.

³⁶ *Arch. nat.*, E 2.000 : Exposé des motifs de l'arrêté du Conseil du 27 septembre 1718.

³⁷ Saint-Simon, *Mémoires*, t. XI, p. 69-70.

rait volontiers, Fagon aussi, le duc de Bourbon et le comte de Toulouse l'avaient pris en grande amitié; par contre le prince de Conti lui était hostile, Villeroy, Villars, Huxelles, le duc de Noailles, Canillac et plusieurs autres ne l'étaient pas moins. Cette opposition intimida le duc d'Orléans qui, la première fois que l'affaire vint au Conseil, « dit qu'il fallait remettre la décision à une autre fois ». Six semaines plus tard, un soir, en fin de séance, alors que tous les membres étaient levés et prêts à s'éloigner, le duc de Bourbon proposa au Régent de finir l'échange de Belle-Isle : « Les commissaires sont d'avis, dit-il, presque tout le monde en a été d'avis ici. » Le comte de Toulouse et Saint-Simon, avertis d'avance, approuvèrent, les opposants surpris comprenaient à peine de quoi il s'agissait. La Vrillière consigna l'acceptation sur le registre du Conseil³⁸.

Belle-Isle avait gain de cause, il fit choix des terres que le Roi lui donnerait en compensation et Dangeau notait la rumeur parvenue jusqu'à lui : « Il y a déjà quelque temps que M. le duc d'Orléans songe à faire acheter au Roi la terre de Belle-Isle... Il ne s'agit pas présentement de donner de l'argent à M. de Belle-Isle, mais on fait un changement de quelques domaines, parmi lesquels est celui de Gisors. On n'est pas encore convenu de tout; la terre de Belle-Isle vaut plus de quarante-mille livres de rente³⁹. » Le 27 septembre 1718, un arrêt du Conseil décidait qu'il serait bientôt procédé à l'échange. Le même jour, des commissaires furent désignés par lettres patentes pour passer l'acte en question qui fut signé le 2 octobre suivant. Belle-Isle recevait en « récompense » et contre échange : en Normandie, le comté de Gisors, les Andelys, Vernon et la terre de Longueville; dans le Maine, près de Saint-Calais, la seigneurie de Montoire; en Languedoc, Auvillar, aux environs de Moissac, Beaucaire sur le Rhône, la pesade d'Albi, soit treize mille livres de revenus et les droits des landes de Carcassonne. Cet échange donnait à Belle-Isle de véritables états et déchaînait contre lui la haine et l'envie universelles⁴⁰. La Chambre des Comptes fut chargée de l'évaluation des biens échangés et y employa cent trente-neuf vaca-

L'échange

³⁸ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 386; 21 septembre 1719; voir *Gazette de la Régence*, p. 326; 3 avril 1719.

³⁹ *Arch. nat.*, E 1990 : Minutes du Conseil.

⁴⁰ Ch. Bouchet, *Contrat d'échange entre le Roi et M. le comte de Belle-Isle* (2 octobre 1718), dans *Bulletin de la Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois*, 1871, t. X, p. 128.

tions réparties sur l'espace de neuf années⁴¹. Elle examina les titres de propriété, désigna des délégués choisis parmi les officiers du Roi siégeant dans les pays à visiter. La prisée des terres normandes fut promptement menée, à Belle-Isle et dans le Midi ce fut plus long, cependant tout « allait à merveille » sauf pour Beaucaire qui soulevait une vive opposition, et que Belle-Isle échangea contre des terres situées dans le Languedoc⁴². Cependant la Chambre des Comptes s'ingéniait à faire des oppositions, à accumuler les délais, mais Belle-Isle tenait tête à ce mauvais vouloir grâce à la bienveillance du Conseil d'État et, le 7 août 1720, un arrêt du Conseil et des lettres patentes terminèrent le conflit en déboutant la Chambre des Comptes et ses prétentions⁴³.

Ce n'était qu'un arrêt de plus. Belle-Isle se heurta à tous les engagistes propriétaires d'une parcelle quelconque de ses nouveaux domaines, habiles à le promener parmi tous les dédales de la procédure. « Il n'y a pas de jour s'écriait-il avec impatience, qu'un engagiste ne me forme une nouvelle difficulté ». Les engagistes normands se devaient à eux-mêmes d'être les plus âpres et les plus retors, favorisés qu'ils étaient par la Chambre des Comptes; les languedociens n'étaient guère plus accommodants. Pendant qu'il se débattait, le Roi faisait acte de propriétaire du marquisat de Belle-Isle en inféodant l'île à la Compagnie des Indes pour une somme de cinquante mille livres⁴⁴. Les difficultés commençaient à s'aplanir, l'échange de Belle-Isle était sur le point d'être terminé, il ne restait plus qu'à rédiger le procès-verbal lorsque la mort de Dubois, celle du duc d'Orléans, l'avènement du duc de Bourbon et de la plus vindicative ennemie de Belle-Isle, allait rendre la parole à la Chambre des Comptes, obstinée à soutenir l'énorme préjudice causé à la couronne par l'échange de Belle-Isle. Le jeune Louis XV, à qui toutes ces contestations étaient fort indifférentes, devait passer pour y porter un intérêt éclairé; on lui fit dire, et Mathieu Marais a recueilli ce bruit, qu'il ne pouvait souffrir qu'on donnât Gisors, l'apanage d'un fils de France⁴⁵; peut-être néanmoins les treize ans du Roi furent-ils un instant impressionnés par la gravité du Premier Président Nicolaï insistant sur l'impossibilité où il se trouvait de « consentir à l'échange

⁴¹ Archiv. nat., P 1502 : Travaux de la commission séance par séance avec copie des arrêts intervenus.

⁴² Archiv. nat., P 1502, fol. 96, suiv.; arrêt du Conseil, 20 mai, signature du contrat, 27 mai; jouissance des terres, 1^{er} juin 1719.

⁴³ Archiv. nat., E 2019.

⁴⁴ Archiv. nat., E 2017 : arrêt du Conseil du 17 mars 1720.

⁴⁵ M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. II, p. 417; 17 février 1723.

sans manquer à son devoir⁴⁶. » Le 4 janvier 1724, un arrêt de la Chambre des Comptes ordonnait « que le Procureur général se retirerait par devers Sa Majesté pour présenter la lésion évidente et la supplier de résilier le contrat⁴⁷ »; en conséquence, le 11 janvier l'affaire de l'échange de Belle-Isle était à nouveau rapportée par le contrôleur général devant le Conseil qui chargea la Chambre des Comptes de reprendre toutes les évaluations, de réviser les jugements et réduire les terres échangées jusqu'à concurrence de trente-quatre mille livres de revenus⁴⁸. Tout était à refaire et Belle-Isle se trouvait maintenant compromis de telle façon que, le 5 mars, il entra à la Bastille⁴⁹.

Ces faits paraîtront choisis et rapportés à dessein à ceux qui estiment que dans notre société si profondément divisée, écrire l'histoire de son pays c'est apporter des arguments à l'appui de l'opinion à laquelle on appartient⁵⁰. Il semble malaisé à quelque opinion qu'on appartienne, de produire des récits favorables au régime monarchique, au gouvernement de la Régence et à ses plus notoires bénéficiaires. Faudra-t-il louer les mesures puériles adoptées pour combattre l'épidémie qui ravage le midi de la France, gagne le Gévaudan, l'Auvergne, menace la Bourgogne : fumigations, cordon de troupes, et interdiction aux Parisiens d'entretenir dans leurs maisons porcs, pigeons, poules et lapins⁵¹. Ou bien faudra-t-il approuver l'arrêt du 8 juillet 1721 interdisant le débit et le port des toiles et étoffes des Indes sous peine de mort⁵². Les contemporains eux-mêmes gémissent sur cette administration aveugle et imprévoyante. « Un malheur général, qu'on appelle *faute d'argent*, écrit M. de Caumartin, nous réduit tous à un tel point que nous ne savons que devenir. Tous ceux à qui nous devons nous demandent; personne ne nous paye ni ne nous veut faire crédit, et les agioteurs cachent tellement leur argent qu'on ne voit pas une obole⁵³. » Le Régent, écrit

Mécon-
tentement

⁴⁶ Villars, *Mémoires*, édit. de Vogüé, t. IV, p. 279-280.

⁴⁷ Archiv. nat., P. 1502, fol. 137 v^o suiv.

⁴⁸ Archiv. nat., P. 1502, fol. 139 v^o suiv.

⁴⁹ Bibl. de l'Arsenal, Bastille 12479, page 42 : livre d'écrou de la Bastille, 5 mars 1724 : M. de Belle-Isle avec deux valets de chambre.

⁵⁰ P. Albert, *La littérature française au XIX^e siècle*, in-12, Paris, 1902, t. I, p. 10.

⁵¹ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 139 : Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 257; juin 1721.

⁵² M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 177; Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 270.

⁵³ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 30 septembre 1721, dans *op. cit.*, t. II, p. 359.

Barbier, est la haine du public par rapport aux affaires⁵⁴, et on le lui fait savoir. Lors de la guérison du Roi, au mois d'août 1721, la joie du peuple éclate bruyante, provocante, on va danser dans le Palais-Royal et boire à la santé du Roi, se battant la fesse au cri de : « Et voilà pour le Régent⁵⁵ ». Les harangères viennent danser en rond dans le jardin des Tuileries criant : « Vive le Roi, la Régence au diable!⁵⁶ »

La carrière
de
Cartouche

Une fois encore ce gouvernement décrié peut offrir à l'opinion publique une diversion dramatique qui distrait toutes les imaginations de la capitale. Pendant six mois il n'y sera question que de Cartouche, de sa bande, de ses exploits. A ce chef de brigands, voleur, assassin, tous les Jansénistes font une réputation, presque une légende, car il est ancien élève des Jésuites. Né dans la rue du Pont-au-Choux, fils d'un tonnelier, entré au collège Louis-le-Grand d'où il fut renvoyé, puis chassé de la maison paternelle, Louis-Dominique Cartouche s'agrège à une bande de voleurs qui exploite la Normandie, revient à Paris et y organise une association dont il prend le commandement. Tout de suite on s'en aperçoit à l'audace et à la fréquence des vols, à l'adresse et à la cruauté des voleurs. Dès le mois de juin 1721, le guet met la main sur quelques comparses, mais Cartouche tue deux ou trois archers et leur échappe, se déshabille, monte par une cheminée, se sauve et, à dix maisons plus loin, se fait ouvrir la porte, s'évade et court encore⁵⁷. On dit qu'il a un sort et que le Régent le redoute, car « c'est un déterminé à qui l'idée d'un coup peut venir ». Une récompense est promise à qui le fera prendre, défense est faite aux armuriers de tenir ni de vendre aucuns pistolets de poche⁵⁸ et Cartouche s'en moque; le 22 juillet, suivi de huit camarades, il assiste à la représentation de l'Opéra et y exerce ses talents. Douze grenadiers mis à ses

⁵⁴ Barbier, *Journal*, t. I, p. 133; mai 1721.

⁵⁵ M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. II, p. 184; août 1721.

⁵⁶ Buvat, *Journal*, t. II, p. 281; août 1721.

⁵⁷ M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. II, p. 156; 20 mai; M. de Balleroy à sa mère, 16 juin 1721, dans *op. cit.*, t. II, p. 336; voir *Archiv. nat.*, AD. III, 4; AD + 769-773; X² B 1352-1355; X² B 1352-1355; *Arsenal*, ms 7557; *Bibl. nat.*, ms. Joly de Fleury, 1958-1960, 2043-2045; *Bibl. de la Ville de Paris*, imprimé 11930, in-4°; *Histoire de la vie et du procès du fameux L.-D. Cartouche et de plusieurs de ses complices*, in-8, La Haye 1722; *The Life and Actions of L.-D. Cartouche who was broke alive upon the wheel at Paris, translated from the french by Daniel Defoe*, 1722; F. Funck Brentano, *Les Brigands*, in-4, Paris, s. d.; et, pour mémoire, Racot de Grandval, *Le vice puni ou Cartouche*, Poème, 1725.

⁵⁸ Barbier, *Journal*, t. I, p. 135; juin 1721.

trousses reviennent bredouilles⁵⁹. « La mode ici, écrit-on, est d'avoir peur de M. Cartouche, on prétend qu'il a fait serment de tuer tous ceux qu'il volerait⁶⁰, et on attribue à Cartouche tout ce qui se passe dans Paris⁶¹, on annonce une comédie de Le Grand dont il sera le héros; puis la vogue se détourne, on l'oublie, et quelques-uns se demandent si tout ceci est plus qu'un conte⁶², mais ce qui est certain c'est qu'on n'a jamais vu tant de voleurs, les prisons en sont pleines⁶³. »

Enfin le 14 octobre 1721, à onze heures, le fameux Cartouche fut arrêté à la Courtille, dans le cabaret de la *Grande Motte* à la Haute Borne. Un de ses compagnons, bon gentilhomme, nommé Du Châtelet, l'avait trahi et Le Blanc, secrétaire d'État de la guerre, avait chargé une brigade de grenadiers du régiment des gardes et quatre exempts de s'emparer du malfaiteur. Ils avaient ordre de le prendre mort ou vif, et de le tirer s'il prenait la fuite. Après avoir cerné la maison, on envahit la chambre où Cartouche dormait sous la garde de ses complices qui n'eurent pas le temps de se mettre en état de défense et laissèrent arrêter et ficeler leur chef qui, vêtu d'une culotte, d'une paire de pantoufles et d'un bonnet de nuit, fut conduit chez M. le Blanc et, de là, au Châtelet à pied, afin que le peuple le vît et sût sa capture⁶⁴. Et les récits de courir, d'autant plus merveilleux que le peuple le croyait sorcier. Ce fut bien mieux lorsque, sept jours après la capture, on apprit que Cartouche s'était sauvé du cachot, les fers aux pieds, après avoir descélé une pierre de taille, être tombé dans une fosse d'aisance et s'en être tiré pour gagner une fosse voisine, soulever la pierre de dessus, déboucher dans la cave d'une fruitière où une chienne allaitant ses petits se mit à aboyer, réveilla le fruitier qui appela le guet, lequel entendit, accourut, saisit Cartouche caché sous une table, le garrotta, le ferra au ventre, aux pieds et aux mains et ne put l'empêcher de plaisanter. Il avait su, dit-il, qu'on le jouait le soir même, à la Comédie, et avait eu envie d'y aller⁶⁵. En effet, on donnait la pièce de Le

Son
arrestation

⁵⁹ Buvat, *Journal*, t. II, p. 260; juillet 1721.

⁶⁰ M. de Balleroy à sa mère, 16 juin, dans *op. cit.*, t. II, p. 336.

⁶¹ X à Mme de Balleroy, 12 juillet 1721, dans *op. cit.*, t. II, p. 340.

⁶² Barbier, *Journal*, t. I, p. 136, juillet 1721.

⁶³ Barbier, *Journal*, t. I, p. 154, août 1721.

⁶⁴ Buvat, *Journal*, t. II, p. 301, octobre 1721; Barbier, *Journal*, t. I, p. 164; octobre 1721.

⁶⁵ Buvat, *Journal*, t. II, p. 302; Barbier, *Journal*, t. II, p. 167; M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 22 octobre, dans *op. cit.*, t. II, p. 362.

Grand, *Cartouche ou les voleurs*, qui attirait « un monde étonnant⁶⁶ ».

On peut dire que voilà un homme très extraordinaire, écrit Barbier; par ordre du Régent, on le nourrit fort bien : bonne soupe, bon bouilli, quelquefois une petite entrée, avec trois chopines de vin par jour⁶⁷. Tout le monde, qui a de l'accès, va le voir. Les grandes dames vont s'apitoyer sur le malheureux parce qu'elles le trouve étendu sur une paille, lié par le milieu du corps, par les poignets et par les chevilles avec des anneaux rivés à la poutre du plancher de dessous⁶⁸. D'étranges histoires circulent sur les connivences que rencontrent les curieux⁶⁹ et pour y couper court on hâte les interrogatoires et le procès. Mais tous les détails donnent le frisson. Chaque semaine, pour ne pas dire chaque jour, on amène au Châtelet des complices du bandit qui ne les reconnaît pas et prétend s'appeler Jean Bourguignon, fils d'un drapier de Bar-le-Duc.

La question

Un jour on découvre cinq hommes de la bande parmi les postulants de l'abbaye de la Trappe⁷⁰; un autre jour, on apprendra que quarante hommes de la suite de la princesse des Asturies sont affiliés à l'organisation⁷¹, de sorte que c'est comme un soulagement d'apprendre que l'exécution est imminente, car depuis plusieurs jours on ne parle que de Cartouche⁷². Le 27 novembre, à sept heures du matin, Cartouche fut appliqué à la question avec Madeleine, gentilhomme lorrain, et Du Châtelet, autre gentilhomme, qui l'avait dénoncé. Madeleine passa le premier et mourut étouffé⁷³; Du Châtelet, qui jasoit autant qu'on voulait, fut peu éprouvé. Vint Cartouche, à qui on donna les brodequins; il nia toujours être Cartouche et affirma s'appeler Jean Bour-

⁶⁶ Barbier, *Journal*, t. I, p. 167; octobre 1721; Comédie en trois actes en prose, in-12, Paris, 1721, elle fut représentée treize fois.

⁶⁷ Barbier, *Journal*, t. I, p. 168; octobre 1721; M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 23 novembre 1721, dans *op. cit.*, t. II, p. 371.

⁶⁸ Des Essarts, *Procès fameux extraits de l'Essai sur l'histoire générale des Tribunaux des peuples...* 1786, t. II, p. 219-238; Buvat, *Journal*, t. II, p. 303.

⁶⁹ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 198-199 novembre 1721; Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 176-177.

⁷⁰ Buvat, *Journal*, t. II, p. 305, novembre 1721.

⁷¹ Des Essarts, *loc. cit.*; P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 434; Buvat, *Journal*, t. II, p. 312.

⁷² M. de Caumartin à Mme de Balleroy, 29 novembre 1721, dans *op. cit.*, t. II, p. 378.

⁷³ Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 310; M. Caumartin de Saint-Ange et M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 3 décembre 1721, dans *op. cit.*, t. II, p. 381 suiv. 387.

guignon. Comme il n'avouait rien il ne fut pas ménagé et on le remit entre les mains de son confesseur jusqu'à quatre heures qu'il fut conduit à la Grève, laquelle n'avait jamais été si pleine de monde que ce jour-là, la plupart des fenêtres étaient louées. On avait ôté le matin une potence et quatre roues, il ne restait que celle qui lui était destinée. Sur la charrette, le condamné regardait à droite et à gauche, sans laisser voir d'inquiétude, vers cinq heures, il arriva à la Grève et fut piqué de ne voir qu'une roue. Se voyant abandonné à son sort par les camarades qui lui avaient juré de l'y soustraire, il résolut de les en punir et demanda à parler à son rapporteur. En conséquence on le mena dans l'Hôtel de Ville où l'attendaient deux conseillers et deux greffiers assis devant une table. Il fut mis au bout de la table, assis dans un fauteuil, entre deux geôliers à ses côtés, son confesseur un peu plus loin.

« Il dit d'abord à ces messieurs qu'il alloit leur déclarer bien des choses; sur quoi ils lui représentèrent que par un aveu sincère il auroit pu s'épargner bien des tourments. Il répondit que, quand on l'auroit fait souffrir six fois davantage, on n'auroit rien tiré de lui, et qu'au lieu même de son supplice il auroit gardé le silence, si ce monsieur que voilà, dit-il en montrant son confesseur, ne lui avoit ordonné, pour la décharge de sa conscience, de déclarer ses complices. Après avoir reconnu qu'il s'appeloit Cartouche, il fit l'histoire de son éducation et de sa vie; il dit que dès la plus tendre enfance il avoit commencé le métier de filou, qu'il avoit volé plus de cinq cents épées, beaucoup de tabatières et de montres, que son plus grand plaisir étoit d'escamoter des manteaux, des épées et des pistolets aux archers du guet, lorsque, s'en retournant le matin, il les trouvoit endormis dans les rues; qu'il y avoit de ces manteaux volés de quoi fournir l'hôpital de couvertures; que jamais par son goût il n'avoit été porté aux meurtres, à moins que ceux qu'il attaquoit ne lui fissent résistance, ou des traîtres ou des mouches; que de ces derniers il en avoit tué tout autant qu'il en avoit trouvé... » Il nomma tous ses complices, en nombre infini, et ceux à qui il avait vendu ses larcins, comme orfèvres, fripiers, revendeuses et plusieurs particuliers. Toute la nuit, on ne fit qu'amener du monde dans des fiacres, dont beaucoup se croyaient en sûreté, en sorte que la Grève fut toujours pleine de curieux.

Cartouche demeura pendant la nuit entière à entretenir les commissaires; plus de quarante personnes lui furent confrontées et plusieurs retenues en prison. Son sang-froid était surprenant. Il envoya chercher une fort jolie fille, sa maîtresse; lorsqu'elle

Les aveux

Le supplice

fut arrivée, il dit que, bien loin d'avoir eu part à ses crimes, il les lui avait cachés avec tout le soin possible, qu'il en avait eu un enfant et songeait à l'épouser à l'époque de son arrestation. A ces mots, elle lui sauta au cou et ils demeurèrent longtemps embrassés, silencieux et fondant en larmes. Le confesseur l'avertit qu'au moment de paraître devant Dieu, il fallait rompre cet engagement coupable, mais Cartouche lui répondit qu'il ne ressemblait pas à ces gens de qualité qui n'aiment dans leur maîtresse que la débauche, lui aimait et estimait la sienne et il eut beaucoup de peine à s'en séparer. Il étoit impossible de montrer plus de fermeté et de tranquillité d'esprit, il paraissait s'entretenir de choses à lui étrangères et si l'aveu de ses filouteries amenait le récit d'une circonstance un peu plaisante, il se mettait à rire tout le premier et lorsqu'il étoit fatigué, on lui apportait ce qu'il demandait. Il soupa le jeudi soir et il déjeûna le vendredi matin. Son rapporteur lui proposa du café au lait, mais il préféra un verre de vin et un petit pain et il but à la santé de ses juges. Vers neuf heures il déclara n'avoir plus rien à dire et les commissaires l'abandonnèrent à son confesseur qui employa son temps jusqu'à une heure pour le préparer à la mort. Il monta à l'échafaud et se mit sur la roue avec un sang-froid admirable. Il devait expirer sur la roue au cas qu'il n'avouât rien, mais il étoit convenu qu'il serait étranglé tout d'abord s'il révélait ses complices : ce qui fut exécuté. Ainsi finit Cartouche, son esprit et sa fermeté le firent plaindre. Un chirurgien acheta son corps, l'habilla, lui mit une perruque et du rouge et le montra pour de l'argent; il gagna près de huit cents livres en vingt-quatre heures⁷⁴.

Exécutions
nombreuses

Depuis ce moment on va assister à un spectacle inconnu, jamais on n'a vu de Tournelle si meurtrière, et les magistrats, les archers, les bourreaux, la populace ne connaissent plus le repos. Il y a les coupables qu'on exécute sur le préau de la Conciergerie, pour épargner l'infamie à des familles distinguées⁷⁵, il y a ceux qui dénoncent avant de mourir à l'exemple de Cartouche⁷⁶, ce qui donne lieu à bien des mouvements⁷⁷. Les *Journaux* de Buvat, de Barbier, de Marais nous apprennent que, pendant

⁷⁴ Voir Buvat, Barbier et les deux Caumartin, *loc. cit.*

⁷⁵ Buvat, *Journal*, t. II, p. 310, décembre 1721.

⁷⁶ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 198; Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 177; Buvat, *Journal*, t. II, p. 312, 313.

⁷⁷ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 198; Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 177, 224; Buvat, *Journal*, t. II, p. 318, 406; M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 10 décembre 1721, dans *op. cit.*, t. II, p. 392.

plus de six mois, on ne fait que pendre et rouer à Paris⁷⁸. Une fois, c'est un huissier qu'on pend à minuit⁷⁹, et quelques jours plus tard la mode s'introduit « de pendre les voleurs aux flambeaux : en voilà deux qui passent devant ma porte à dix heures du soir écrit Barbier; il y avoit à chacun deux douzaines de flambeaux⁸⁰ ». « On pend tous les jours à Paris des complices de Cartouche, et, ce qu'on n'avoit point encore vu jusqu'ici, ces complices prêts d'être suppliciés, font passer toute la nuit aux rapporteurs pour découvrir d'autres complices et on n'en voit point la fin⁸¹ »; ainsi s'exprime Mathieu Marais, et Barbier, à la même date — juin 1722, — nous dit qu'« on continue l'instruction du procès des complices de Cartouche, et il y a plus de cent cinquante prisonniers à la Conciergerie... Tous les jours on exécute quelqu'un de ces malheureux. Cela est d'une grande conséquence⁸². » Au mois de juillet le nombre augmente encore, il en vient de Lyon⁸³ et la corde et la roue happent sans arrêt serurier, pâtissier, boucher, cocher, cabaretier, archer, exempt, sergents et soldats aux gardes, etc.⁸⁴. On ne parle à Paris que de rompus et de pendus⁸⁵ toutes les semaines huit ou neuf complices de Cartouche sont exécutés⁸⁶. Le 2 septembre on fait une fournée de trente-trois, le 29 une fournée de trente-sept⁸⁷, enfin un malheureux enfant de treize ans, le plus jeune frère de Cartouche, condamné aux galères à perpétuité, est pendu avec une corde sous les aisselles, malgré ses cris et ses supplications qu'on le fit mourir; après une demi-heure il s'évanouit, perd la parole, on le détache du gibet et il expire quelques instants après⁸⁸.

Maintenant la Régence approche de son terme, et elle ne connaîtra plus ni fortes émotions ni graves scandales. Quelques années l'ont blasée sur toutes choses et cette société spirituelle,

⁷⁸ P. Narbonne, *op. cit.*, p. 67 : « En dix-huit mois (novembre 1721) il a été pendu plus de trois cents personnes de la bande de Cartouche ».

⁷⁹ Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 310; 29 novembre 1721.

⁸⁰ Barbier, *op. cit.*, t. II, p. 187; janvier 1722.

⁸¹ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 300; juin 1722.

⁸² Barbier, *op. cit.*, t. II, p. 220-221, juin; M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 305, juin 1722.

⁸³ Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 318, 327; décembre 1721, janvier 1722; M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 305, juin 1722.

⁸⁴ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 313, 314; Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 318, 327-336, 357, 365, 402, 404-406, 408, 409, 416.

⁸⁵ Barbier, *op. cit.*, t. II, p. 223, juillet 1722.

⁸⁶ Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 405, juillet 1722.

⁸⁷ Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 415, septembre 1722.

⁸⁸ Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 409; Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 226, juillet 1722.

pétillante, se calme par l'effet de la lassitude plutôt que par l'effet du remords ou du dégoût. La noblesse, les princes du sang continuent à braver la morale, mais ce ne sont plus les orgies d'une duchesse de Berry, les fureurs lubriques d'une comtesse de Gacé, les folies crapuleuses de quelques autres. Le jeune Roi grandit et ses vices ne sont pas encore connus, le Régent devient épais et se fatigue, le duc de Bourbon, le prince de Conti, le comte de Charolais n'inspirent qu'un grand mépris. La Cour compte pour peu de chose, la capitale ruinée ne compte guère plus, reste à savoir où en est la France.

CHAPITRE LVIII

L'industrie et les manufactures

(1715-1723)

Etatisme de Colbert. — Création et méthodes du Conseil de commerce. — Disgrâce générale du commerce. — Le bureau de commerce. — Les manufactures. — Draperie et tissage. — Filatures. — Verreries. — Glaceries. — Manque de capitaux. — Privilège. — Monopole. — Accaparements. — Petits fabricants. — Ouvriers mercenaires. — Salaires ouvriers. — Ouvriers déserteurs. — Ouvriers étrangers. — Le droit d'association. — Les chambrelans. — Demandes d'arbitrage. — Grèves. — Les Colonies.

La France, en 1715, était plongée dans une crise industrielle très grave. Au commencement du XVIII^e siècle, les Manufactures subissaient encore toutes les directives despotiques de Colbert et les industriels se soumettaient aux enquêtes des inspecteurs, rigoureux interprètes des règlements généraux. Les édits prescrivaient le nombre, la longueur, la qualité des fils ou des laines employés au tissage d'une pièce de drap ou de toile, et l'observation de ces règles n'était pas facultative; l'industriel ou l'ouvrier transgresseur courait risque de la prison ou du carcan et ses marchandises seraient saisies, lacérées ou brûlées sur la place publique. Ces précautions rassuraient les consommateurs sur la bonté des produits, mais elles ruinaient les producteurs, nonobstant les privilèges qu'on leur prodiguait. Tout ceci n'était, au jugement du ministre, que « béquilles » qu'il faudrait supprimer lorsque l'industrie serait redevenue assez prospère et vigoureuse pour s'en pouvoir passer. Il laissa à d'autres ce soin et Louvois, ni Pontchartrain, ni Desmaretz ne songèrent à libérer l'industrie de cette tutelle oppressive, loin de là, ils aggravèrent les dispositions restrictives de la liberté des fabricants; l'Etatisme se fit de plus en plus envahissant et, à partir de l'année 1700, au lieu de relâcher les entraves du Colbertisme on les renforça.

Au début de la Régence, la création des conseils avait eu la prétention de pourvoir à tout, mais, après quelque temps, on s'aperçut que le commerce avait été négligé, et on s'empessa de

Etatisme
de ColbertCréation et
méthodes du
Conseil de
Commerce

réparer cette omission trop excusable de la part d'un gouvernement de gentilshommes (14 décembre 1715). Le vieux Daguesseau, président d'âge, parut rarement au Conseil de commerce et Amelot de Gournay, son neveu, exerça la présidence effective. D'abord on répartit l'administration du commerce en cinq départements à la tête desquels était un membre du conseil. Daguesseau eut la direction du « commerce de France aux Indes orientales et costes d'Afrique, depuis le détroit de Gibraltar jusqu'au cap de Bonne-Espérance, et de tout ce qui est au-delà dudit cap du côté de l'Asie; la direction du commerce des Compagnies de Commerce établies et à établir, et des entreprises et voyages de long cours pour les objets de commerce; les chambres de Commerce établies en différentes villes du royaume; les permissions ou défense de la sortie des Bleds et autres grains et légumes sèches; les Règlements des Tarifs; le commerce avec l'Écosse, l'Espagne du côté de l'Océan et avec le Portugal, et tout ce qui dépend de ces deux couronnes; le commerce et les manufactures.

— Au sieur Amelot le commerce et les manufactures des provinces de Normandie, Picardie, Artois, Flandre Française, Trois évêchez, Alsace, Franche-Comté, Auvergne et de la généralité de Limoges; le commerce avec les Pays-Bas appelés Espagnols, avec la Hollande, l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande; avec le Nord qui comprend la Suède, le Danemark, les Etats du Czar de Moscovie, Dantzick, les villes hanséatiques et autres pays dans la mer Baltique; avec la Lorraine et le pays de Liège; enfin avec l'Allemagne. » Nointel avait sous ses ordres plusieurs généralités, les pêches maritimes et les colonies; d'Argenson dirigeait le commerce de Paris, de Picardie, de Normandie, de Champagne et de l'Île-de-France, il devait tenir la main à l'exécution dans toute la France des ordonnances prohibant les toiles peintes et étoffes du Levant, des Indes et de la Chine. Machault dirigeait le commerce et les manufactures du Midi et du Sud-Est¹.

Le règlement indiquait les méthodes de travail : « Les Intendants et Commissaires départis dans les provinces, les Chambres de Commerce, les Marchands négociants et les Inspecteurs de Manufactures adresseront leurs lettres, Mémoires et Représentations sur les matières qui regarderont le commerce, à chacun des Conseillers dudit Conseil du Commerce suivant leurs départements. Les réponses qui porteront décisions ne pourront y être faites qu'après en avoir référé au Conseil. » Toutes ces matières une fois déli-

¹ Archiv. nat., F¹² 726 et Règlements généraux dans les manufactures, t. I, p. 167-168.

bérées et réglées étaient présentées au Conseil de Régence. Daguesseau mourut, Nointel reçut une mission diplomatique, d'Argenson devint garde des sceaux, et le conseil du commerce resta aux mains de Amelot et de Machault et en 1718, lors de la suppression des Conseils, le conseil de commerce fut épargné, la prépondérance d'Amelot reconnue, ce qui lui valut « entrée, séance et voix délibérative au Conseil pour les affaires de commerce ».

Pas plus que l'agriculture, le commerce ne pouvait retenir l'attention du Régent uniquement préoccupé de spéculation et ne rêvant qu'opérations financières et vastes entreprises coloniales. Le manque de capitaux dont la France souffrait en 1715 avait amené la fermeture et la disparition de beaucoup de manufactures et la peste de 1720 avait interrompu le trafic.

« C'étoit une disgrâce générale à laquelle le temps seul pouvoit porter quelque remède² », disaient les membres du Conseil. Ceux-ci voyaient leur nombre augmenter et leurs attributions se restreindre jusqu'à ce que, pour en venir à bout plus vite, on substitua au conseil un bureau. « En faisoient partie : le sieur Contrôleur Général des finances, un des sieurs conseillers du conseil de Marine, et le sieur Lieutenant Général de la Police de la Ville de Paris, et les cinq autres choisis par Sa Majesté, entre ceux de son Conseil qui auront le plus d'expérience au fait du Commerce³. » Amelot et Machault furent rappelés à ce titre. De plus, l'arrêt prévoyait l'entrée dans le bureau de commerce des « députés des principales villes de commerce du royaume et des fermiers généraux qui avoient entrée au Conseil royal du Commerce » : ainsi furent introduits : Paignon, marchand drapier à Paris, Pasquier de Rouen, Billatte de Bordeaux, Clapeyron de Lyon, Grégoire de Marseille, Moreau de La Rochelle, Bouchaud de Nantes, Van Hove de Lille, de La Borde de Bayonne et Gilly, raffineur à Cette.

La situation à laquelle on avait à faire face était troublante. Entre 1700 et 1712 presque toutes les manufactures créées par Colbert avaient disparu, à l'exception de quelques fabriques de drap en Languedoc, les établissements de Sedan, Rouen, Amiens, Abbeville, les tissages de toiles dans le Beaujolais et la Bretagne, les soieries de Lyon, les Gobelins et Beauvais. En 1714 on pensa à une reprise des affaires, mais l'illusion dura peu. Dès 1716, le chômage recommence. Le commerce et les manufactures de

Le bureau
de
Commerce

Les
manufac-
tures

² Archiv. nat., F¹² 42.

³ Règlements généraux dans les manufactures, t. I, p. 177.

toiles de Caen se soutiennent à peine⁴, partout se ferment les ateliers⁵. Non seulement le manque de capitaux arrête le travail, mais il empêche le paiement des salaires et les entrepreneurs de la manufacture de tapisserie établie à Beauvais et au Petit-Paris, au faubourg Saint-Antoine sont contraints à recourir à une loterie, les gagnants recevront les stocks de marchandises qui n'ont plus de débouchés⁶ et malgré ces procédés, en 1721, la manufacture de Beauvais tombe en ruines. Les tapissiers réclament dix-huit semaines de salaire et, sur seize qu'ils sont encore, onze d'entre eux ont donné congé⁷. A Boufflers, leurs camarades moins endurants menacent de « tout faire vendre pour se payer⁸ ». L'étranger profite de cette situation pour exporter ses produits, on signale à l'intendant de Lille l'introduction en fraude de vieux vêtements anglais⁹. Pour rendre vie aux tissages, on fera volontiers les yeux sur le retour de protestants comme Lemonnier et son fils, fabricants de draps à Elbeuf¹⁰, mesure incomplète et tardive car tandis que se rouvre une manufacture des fabriques se ferment dans le Gévaudan d'où on exportait des cadis en Italie¹¹.

Draperie et
tissage

« La draperie et le tissage sont toujours les industries les plus répandues. On permet en 1716, aux fabricants de toile du Fresnay de bâtir dans leur ville une halle et d'établir tel nombre de « blancheries » qu'il leur plaira¹². Gluck et de Jullienne, teinturiers des Gobelins, voient leurs privilèges confirmés¹³. On construit un moulin à foulon à Montauban; la dépense s'élève à deux mille soixante quinze livres, et c'est l'État qui trouve moyen de la payer¹⁴. Arles possède, en 1719, une nouvelle manufacture de draps¹⁵, ainsi que Pau¹⁶. Roch Quinson, négociant de Lyon, établit dans cette ville une manufacture de velours ciselés et à

⁴ Archiv. nat., F¹² 1419.

⁵ Archiv. nat., F¹² 117.

⁶ Archiv. nat., F¹² 2456.

⁷ Archiv. nat., F¹² 119.

⁸ Archiv. nat., F¹² 119.

⁹ Archiv. nat., F¹² 117.

¹⁰ Archiv. nat., F¹² 68.

¹¹ Archiv. nat., H 755; H 1790, en 1722, une fabrique de draps, façon de Rouen, installée à Albi, périclite faute de capitaux.

¹² Archiv. nat., F¹² 1426.

¹³ (1717) Archiv. nat., F¹² 62.

¹⁴ (11 juillet 1718) Archiv. nat., F¹² 1299.

¹⁵ Archiv. nat., F¹² 65; élevée par Jacques Lefèvre, marchand de Carcassonne.

¹⁶ Archiv. nat., F¹² 65 et F¹² 1378 (29 mars 1719).

ramages, à l'imitation de ceux de Venise. Il obtient une prime de trois livres par aune d'étoffe qu'il tisse et deux ans après la communauté est subrogée à son privilège¹⁷. Afin de favoriser le commerce de cette ville, on va jusqu'à enfreindre les règlements. Le sieur Verdun, tisseur, obtient la permission de fabriquer deux mille pièces de taffetas d'Angleterre, « d'une largeur contraire aux règlements et qui devront être débitées hors du royaume ». Les inventeurs aident d'ailleurs le pouvoir royal dans son œuvre de restauration. Un sieur Garon invente une machine pour lever les cordages de la plus grosse tire; une fille de quinze ans peut désormais accomplir cette tâche qui demandait auparavant trois tireuses des plus robustes. Raymond frères et Michel font encore mieux; leur appareil supprime les tireuses de cordes; aussi leur accorde-t-on un privilège exclusif de fabrication pour quinze ans et le droit d'exiger soixante livres de ceux qui s'en serviront. Avec l'invention de Juvinet, « l'Hautel-Dieu épargnera plus de soixante à quatre-vingts lits que lesdites tireuses occupent actuellement, leurs maladies causées par la rigueur de leur travail provenant de la pesanteur de la tire¹⁸. » En 1721, alors que Marseille périclite, Niort paraît reprendre une certaine vigueur, « les métiers battants semblent augmenter¹⁹ ». Ploos van Amstel, un Hollandais, établit à Auch une manufacture de draps et autres étoffes façon de Hollande²⁰. Même industrie est introduite en Lyonnais, à Neuville²¹. Un « marchand retordeur de fils » de Malines élève une manufacture à Péroux pour apprêter les lins qui serviront à faire les tissus du point et de la dentelle²². Martigues possédera une usine où le sieur Silvy fabriquera des camelots grâce à la générosité des États de Provence qui accordent une prime de dix livres par pièce²³. L'hôpital de Dijon crée un tissage de draps à l'instar des hôpitaux de Lyon²⁴ et le commerce de Beauvais, si faible en 1721, est assez satisfaisant en 1725²⁵. Mais où nous trouvons le plus de prospérité ou mieux le moins de misère, c'est en Languedoc. Les États de cette pro-

¹⁷ Archiv. nat., F¹² 67 (7 mars 1720); J. Godart, *L'ouvrier en Soie; monographie du tisseur lyonnais. Étude historique, économique et sociale*, in-8, Lyon, 1899, p. 486.

¹⁸ J. Godart, *op. cit.*, p. 486.

¹⁹ Archiv. nat., F¹² 120.

²⁰ Archiv. nat., F¹² 58.

²¹ Archiv. nat., F¹² 72, (29 novembre 1725).

²² Archiv. nat., F¹² 712 (23 mars 1724).

²³ Archiv. des Bouches-du-Rhône C 1777, (1724).

²⁴ Archiv. nat., G⁷ 1707.

²⁵ Archiv. nat., G⁷ 1708.

vince, extrêmement active, font d'important sacrifices pour maintenir les industries dont Colbert l'avait gratifiée. On compte à Nîmes seize cents maîtres, fabricants de bas²⁶. Il est vrai que quelques-uns d'entre eux chôment. Les manufactures de draps de laine sont assez prospères. La crise industrielle qui sévit dans toute la France ne fait sentir ses effets qu'en 1716. La fabrication des draps pour le Levant qui avait atteint en 1715 dix mille trente-huit pièces tombe à cinq mille huit cent cinquante huit. Mais aussitôt elle se relève²⁷ :

	pièces fabriquées	ballots exportés	38.700 liv. de gratification
1716	5.858	1.026	58.884
1717	9.910	2.054	83.959
1718	14.072	2.378	88.958
1719	14.890	2.834	83.776
1720	14.996	1.790	40.161
1721	6.390	2.188	81.828
1722	13.434	3.640	88.370
1723	15.009	3.018	—

« Il n'y a pas lieu de s'étonner si les manufactures de cette région prospèrent alors que dans toute la France « c'est une disgrâce générale à laquelle le temps seul pourra apporter quelque remède²⁸. » Les États accordent jusqu'à cent soixante mille livres de gratifications annuelles. Aussi en 1720, les 17 et 19 novembre, deux manufactures de Saint-Chinian sont déclarées royales²⁹. En décembre de la même année, même privilège est accordé à la draperie de Cuxac³⁰. A Montpellier, on fabrique des basins et cotonnades blanches et rayées; Baillargues travaille pour les manufactures de la même ville. Il y a encore à Montpellier des fabriques de couvertures de laine, à Ganges et à Saint-Bauzille des manufactures de sempiternes³¹. On vend des cadis à Brissac, Saint-Jean de Buèges, Aniane, Saint-Martin, Villefort, Saint-Guilhem-du-Désert³². A Cessenon, on installe un moulin à foulon perfectionné³³.

²⁶ Archiv. nat., G⁷ 1706, (septembre 1723).

²⁷ Archiv. nat., H n^{os} 776, 914, 917, 920, 923, 926, 929, 932, 934, 935, 941; Archiv. départ de l'Hérault, Collection des Procès-verbaux des États du Languedoc, 1725 et suiv.

²⁸ Archiv. nat., F¹² 42 : Délibération du conseil du Commerce, 23 janvier 1724.

²⁹ Archiv. nat., F¹² 67; Archiv. départem. de l'Hérault, C. 2126.

³⁰ Dom Vaissette, *Histoire du Languedoc*, édit. Privat, t. XIII, p. 62.

³¹ Espèce d'étoffe de laine croisée appelée aussi : perpétuane.

³² Archiv. départem. de l'Hérault C. 2127.

³³ Archiv. départem. de l'Hérault C. 2127.

« Tandis que les manufactures de laine subsistent, on s'efforce de créer dans le haut Vivarais des filatures et des dévidages de soies. Dans ce but Jean Mège installe des métiers à Privas³⁴, un sieur Chataly fabrique des rubans³⁵, et une importante pépinière de soixante mille pieds de mûrier est plantée près de Tour-non³⁶.

« Il ne faudrait pas croire que les nouvelles créations de manufactures sont localisées dans le Languedoc et spécialisées dans la draperie et la soierie. Cette même époque de crise industrielle qui va de 1715 à 1725 voit la création de plusieurs verreries dans la forêt de Lions³⁷, à Fresnes-sous-Condé³⁸. Un arrêt du 14 novembre 1724 confirme l'établissement fait par Gaspard Thévenet dans la maison appelée le Vivier, près le château de Fallembray, marquisat de Coucy, d'une manufacture de carafons et bouteilles façon d'Angleterre. En 1724, Desandreis installe une seconde fabrique de bouteilles de gros verre à Fresnes³⁹, tandis qu'un établissement semblable était créé à Sainte-Menehould en 1722⁴⁰ et dans le faubourg de la Conférence ou de Chaillot, paroisse de Passy, en 1725⁴¹. »

Les cristalleries de Saint-Gobain sont assez prospères; leurs directeurs, d'ailleurs très actifs, veillent à ce que la manufacture ne perde aucun de ses privilèges. Un ancien directeur réussit à détourner un habile ouvrier et ils s'associent à un maître verrier en Nivernais pour fonder une glacerie clandestine. La compagnie fait mettre l'ancien directeur et le maître verrier à la Bastille et l'ouvrier au Fort l'Évêque, le procès dure deux ans et l'arrêt du 27 mars 1716 « répète qu'il est interdit aux ouvriers de quitter la manufacture et même de s'en éloigner d'une lieue, sans congé écrit, sous peine d'amende, d'emprisonnement, même de punition corporelle, et qu'il est défendu de les recevoir⁴². »

Le grand développement industriel prêt à se produire sera retardé d'un quart de siècle comme conséquence de la perturbation amenée par le Système de Law. Les capitaux se sont

³⁴ Archiv. nat., F¹² 71³; F¹² 72.

³⁵ Archiv. nat., F¹² 74.

³⁶ H. Monin, *Essai sur l'intendance de Basville*, p. 364.

³⁷ Archiv. nat., F¹² 115 (1715).

³⁸ Archiv. nat., F¹² 146; F¹² 67 (1716).

³⁹ Archiv. nat., F¹² 71² (5 mai 1724).

⁴⁰ Archiv. nat., F¹² 69 (19 mars 1722).

⁴¹ Archiv. nat., F¹² 72 (27 décembre 1725). G. Martin, *La grande industrie en France sous le règne de Louis XV*, in-8, Paris, 1900, p. 101-108.

⁴² A. Cochin, *La manufacture des Glaces de Saint-Gobain de 1665 à 1865*, in-8, Paris 1865, p. 41, 46.

cachés, la monnaie circule à peine et des mesures d'une maladresse insigne rendent leurs détenteurs justement craintifs. L'obligation faite aux étrangers de payer leurs achats en numéraire et non en lettres de change tarit instantanément les commandes des acheteurs mal pourvus de réserve métallique. Le décri des billets de banque n'est pas moins funeste, en sorte que des établissements fondés depuis de longues années et réputés prospères se trouvent dans l'embarras. Le directeur de la manufacture royale de tapisseries de Beauvais « demande que les vingt-deux actions de la compagnie des Indes acquises en billets de banque par suite des ventes de tapisseries dont les paiements ont été faits avec ces billets, tiennent lieu de fonds effectifs dans la manufacture⁴³. » Les États de Languedoc, en 1721, s'efforcent d'aider les fabricants à triompher de cette crise. Ils enquêtent et se renseignent et aboutissent à cette conclusion qu'elle tient à deux causes : l'une de l'interdiction de tout commerce avec la ville de Marseille, l'autre de la rareté de l'argent⁴⁴. Les États du diocèse de Velay sont tellement frappés de ce manque de capitaux qu'ils décident, en 1721, un emprunt de cent mille livres pour être distribuées « aux négociants de la ville et du diocèse qui donneront des cautions ou des nantissements suffisants et qui s'obligeront de rendre la même somme⁴⁵. »

Privilège

La situation industrielle de ces négociants serait parfois alarmante s'il ne leur était loisible de recourir aux bienfaits à peine déguisés du gouvernement ou des grands seigneurs. Il est rare qu'une usine importante n'arrive pas à se parer du titre de manufacture royale ou à s'assurer d'un privilège. Le moyen d'obtenir ces avantages est de s'adresser aux intendants, aux évêques, aux princes du sang ou bien au contrôleur général en personne et, de préférence, aux maîtresses de ces hauts barons de l'administration. Mais à force d'être sollicités, ceux-ci s'avisent parfois de prendre l'exploitation à leur compte. Le 11 février 1716, un arrêt du conseil autorise M. le Duc à faire ouvrir et fouiller les mines dans les terres et deux lieues aux environs de la baronnie de Châteaubriand, soit que les terres où elles se trouvent appartiennent aux propriétaires laïques ou ecclésiastiques, en payant aux particuliers à qui les terres se trouveront appartenir, deux sous par pipe de mine en la manière accoutumée. » Le Régent ne

⁴³ *Archiv. nat.*, F¹² 1556.

⁴⁴ *Archiv. départem. de l'Hérault*, Procès-verbaux des États du Languedoc, année 1721; G. Martin, *op. cit.*, p. 345-351.

⁴⁵ *Archiv. départem. de la Haute-Loire*, Délibérations des Commissaires des États, année 1721.

demeure pas en reste sur son cousin, mais il cède à une compagnie, sous le nom de Jean Galobin, sieur du Jonquier, le droit d'exploiter, pendant trente ans toutes les mines, et ce privilège est circonscrit au ressort du Parlement de Pau. L'exemple donné par les princes est suivi par la noblesse qui se jette dans le commerce avec ardeur sans aucune préoccupation de déroger⁴⁶.

Cet envahissement est sanctionné par l'octroi de lettres patentes concédant le titre de manufacturiers royaux ou privilégiés qui équivaut parfois à la reconnaissance d'un monopole de fabrication. Sous la Régence, on vit se multiplier les manufactures royales⁴⁷, nonobstant les réclamations. En 1719, le Conseil du Commerce fait prévenir les industriels que, désormais, toutes les demandes de privilèges royaux seront rejetées⁴⁸ et, peu de semaines après cet avertissement, la fabrique de cire et de bougies d'Antony est gratifiée du titre prétendument réservé. On s'explique qu'il fût recherché en lisant la teneur des avantages qu'il confère. Parfois la noblesse pour le manufacturier et pour ses descendants, ou bien des lettres de naturalité française s'il est étranger. Souvent le Roi paye sur ses deniers les appointements du directeur ou bien lui accorde une pension annuelle; si la manufacture a besoin de secours, le Roi recommande à ses trésoriers ou aux États provinciaux de lui consentir des prêts sans intérêt. Le terrain sur lequel s'élève la manufacture, les machines qui s'y trouvent sont en partie ou en totalité acquis au frais du Roi. Les directeurs échappent maintes fois à la juridiction ordinaire des manufactures et ne dépendent que du contrôleur général ou du Conseil de Commerce. Les ouvriers ne sont pas moins bien traités; ils sont déchargés de toutes tailles, subsides, logements de gens de guerre, tutelle, curatelle, exempts de service militaire, nommés maîtres dans les communautés après de longues années passées à la manufacture; en revanche, comme on l'a vu pour Saint-Gobain, ils ne peuvent quitter la fabrique ni s'en éloigner trop.

La conséquence du privilège c'était le monopole. Quelques directeurs de manufactures royales se montraient insatiables. En 1715, ils saisissaient le conseil d'une demande « dans le but de défendre à tous autres qu'à eux de tisser des draps fins pour le Levant »; le directeur de Pennautier demandait et obtenait

Monopole

⁴⁶ G. Martin, *op. cit.*, p. 215, note 7.

⁴⁷ *Archiv. nat.*, F¹² 67.

⁴⁸ *Archiv. nat.*, F¹² 65.

« l'autorisation de se servir lui seul exclusivement des tisserands dudit lieu ». Outre les draps du Levant dont le Languedoc s'efforce d'accaparer l'industrie pour la réserver à quelques manufacturiers favoris, d'autres fabrications font également l'objet d'un monopole. Lyon a celui des soies et profite de cette circonstance pour établir des droits sur diverses sortes de soies, opération d'autant plus profitable que les lettres patentes de différents rois défendaient aux manufacturiers de recevoir des soies qui n'eussent pas traversé Lyon auparavant. En 1720, on supprima ce monopole parce qu'on s'aperçut qu'il empêchait la lutte de la soierie française contre les soieries étrangères. Il fut décidé qu'on laisserait la concurrence s'établir à l'intérieur entre les diverses régions produisant la soie; les droits de transports de province à province seraient supprimés et l'on ne percevrait que vingt sols par quintal de matières étrangères entrant en France. Ce régime ne se soutint guère. Le 22 janvier 1721 il fut fait à nouveau « très expresse inhibition et défense à toutes personnes de faire entrer aucune soie dans le royaume ni de les commercer sans qu'elles aient été transportées dans la ville de Lyon, et y avoir acquitté les droits; même d'en faire aucune vente, débit ni entrepôt depuis les lieux par lesquels les soies étrangères entreraient dans le royaume jusqu'à leur arrivée dans la ville de Lyon, à peine de confiscation des soies, des chevaux, charrettes, mulets, bateaux, et autres équipages, et de trois mille livres d'amende⁴⁹ ». Le 20 janvier 1722, on rétablit un droit de quatorze sols par livre sur les soies étrangères et de trois sols six deniers sur les soies indigènes exportées. Le prétexte à ces nouveaux impôts était « d'acquitter plusieurs dettes contractées par le Roi pour le service de l'État, même dans les pays étrangers⁵⁰ ».

A côté des privilèges généraux prennent place les privilèges particuliers, et les fabricants se plaignent de ces monopoles accordés sans discernement et sans scrupule; voici, par exemple, le 29 mai 1717, requête du sieur Duvernet par laquelle il demande un privilège exclusif pour établir dans les provinces du Languedoc et de Dauphiné une manufacture de mousselines et de toiles de coton⁵¹; le 1^{er} mars 1719, projet d'arrêt accordant au sieur Jean Rognon le privilège d'exploiter pendant dix années, la manufacture de faïence établie par lui à Montereau, faubourg

⁴⁹ G. Martin, *op. cit.*, p. 47.

⁵⁰ G. Martin, *op. cit.*, p. 23.

⁵¹ Archiv. nat., F¹² 74.

Saint-Nicolas⁵²; 1720, exemption de droits de ville sur les vins, bières, bois de chauffage, accordée au sieur Déguillon pour la manufacture de tissus croisés établie à Douai⁵³; 1723, demande de privilège exclusif à Bartholomy et ses associés pour faire l'amidon avec des racines⁵⁴. Bien plus, ces pétitionnaires veulent engager l'avenir et transmettre leur privilège à leurs enfants ou à leurs héritiers⁵⁵; très souvent ils obtenaient gain de cause parce que les intérêts particuliers l'emportaient toujours sur le bien public.

Insatiables, les manufacturiers se liguent entre eux afin d'imposer le prix qu'il leur plaît fixer; le Roi lui-même n'échappe pas à leurs prétentions. En 1724, Louis XV veut acheter des armes à Saint-Étienne, les armuriers lui font savoir qu'ils ne peuvent lui en fournir. Deux marchands de Lyon, Perrin et Poinat, avaient accaparé tous les fers « de toutes les forges de France, de Lorraine et ceux qui venaient du Levant. Ils avaient ainsi fait hausser les prix considérablement ». Le Conseil du Commerce intervint en « ordonnant que les traités que les quincailliers de Lyon avaient faits n'auraient aucune valeur dans l'avenir⁵⁶ ». En regard de ces ligues ou associations passagères apparaissent des compagnies : en 1716, Hermosset et Iléquet, pour la moquette⁵⁷; en 1722, Milhe et ses associés pour le drap⁵⁸; « Messent fils et C^{ie} » pour les tuirs ouvrés⁵⁹, et en cette même année le Conseil accorde à une seule compagnie le droit d'exploiter toutes les mines du royaume, celles de fer exceptées⁶⁰.

Contre l'État et contre les particuliers associés ou privilégiés, tous plus ou moins nantis d'un monopole ou tendant à le posséder, le petit fabricant est désarmé et impuissant, il végète et tâche de louvoyer entre les défenses, les interdictions, les amendes. Tout est réglementé. Les papetiers n'ont pas liberté d'acheter leurs chiffons où bon leur semble, les chapeliers n'ont pas licence d'employer des poils de chèvres, les toiliers ne peuvent faire de futaines sans autorisation, les usiniers ne peuvent agran-

Accaparements

Petits fabricants

⁵² Archiv. nat., F¹² 65.

⁵³ Archiv. nat., F¹² 1750.

⁵⁴ Archiv. nat., F¹² 1473.

⁵⁵ Archiv. nat., F¹² 59 (9 juillet 1716); F¹² 68 (28 août 1721); F¹² 1456² (1722); F¹² 1457², et 1467¹ (1723-1724).

⁵⁶ Archiv. nat., G⁷ 1706.

⁵⁷ Archiv. nat., F¹² 59 (1716).

⁵⁸ Archiv. départem. de l'Hérault C 2124 (1722).

⁵⁹ Archiv. départem. du Calvados C 2871.

⁶⁰ Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises*, t. XXI, p. 204.

dir ni modifier leurs fourneaux, ainsi du reste. Par dessus les petits et leurs besoins, Amelot veille à ce que les règlements soient observés, dussent les industries succomber. Machault et lui tiennent les intendants en haleine. La confection de bas au métier⁶¹, les importations d'indiennes⁶², les tissages de petites étoffes de laine du Velay et du Gévaudan⁶³, des draps de Sedan⁶⁴, des toiles de Bretagne⁶⁵ sont l'objet de dispositions minutieuses qui rappellent les règlements les plus sévères de Colbert. Amelot prend la peine de rappeler fréquemment aux inspecteurs que les fabricants « doivent observer les arrêts promulgués sur les manufactures⁶⁶ »; et il ne badine pas, il faut travailler, dût-on se ruiner; si des négociants essaient de passer à l'étranger et d'y transporter leurs métiers, Amelot les punit sévèrement⁶⁷. Pour favoriser les privilégiés on accable les petits fabricants en élevant des tarifs qui rendent illusoire la concurrence étrangère favorable à ces derniers; ainsi on gêne la vente, on fait obstacle à l'échange. Le gouvernement fixe le prix du verre⁶⁸, interdit le port de tel tissu, fixe les heures réservées à la vente des toiles.

Ouvriers
mercenaires

Le petit fabricant vit en contact quotidien avec l'ouvrier dont il se distingue à peine, et avec qui il finit par se confondre. A mesure que l'industrie prend un essor plus large, vise des clients plus lointains et tend à les attirer et à les retenir par l'abaissement des prix, le petit fabricant indépendant se retire devant la production trop rapide, trop considérable et trop peu rémunératrice, il disparaît en tant que fabricant, mais comme il lui faut travailler pour vivre il devient ouvrier mercenaire. Un rapport de 1723 indique à Rouen, pour la ville et les faubourgs un total de trois mille quatre cent quatre-vingt-quinze métiers se décomposant ainsi : 1.643 pour les siamoises, 524 pour les toiles fil et coton, 650 pour les toiles coton, 102 pour les mouchoirs fil et coton, 516 pour les mouchoirs coton, 60 pour les futaines; douze hommes sont nécessaires alors pour mettre en train un métier pour les siamoises et huit pour les métiers à toiles. Ceci donne un total de trente-trois mille six cent cinquante-six ouvriers

⁶¹ *Règlements généraux dans les manufactures* t. IV, p. 29, 33 (août, octobre 1716).

⁶² *Ibid.*, t. I, p. 135 (7 août 1718).

⁶³ *Ibid.*, t. III, p. 362, (17 août 1718).

⁶⁴ *Ibid.*, t. II, p. 557 (29 septembre 1718).

⁶⁵ *Archiv. nat.*, F¹² 1426 (14 avril 1720).

⁶⁶ *Code du fabricant*, t. I, p. 11.

⁶⁷ *Archiv. nat.*, F¹² 115.

⁶⁸ *Archiv. nat.*, F¹² 1490 et F¹² 1491.

ou tisserands dans cette région pour la fabrication des toiles; la fabrication des draps n'exige pas moins de monde, et ces chiffres semblent excessifs aux contemporains qui voudraient voir une partie au moins de ces tisserands employés à l'agriculture dans le Poitou ou dans le Bourbonnais⁶⁹. On voit en effet un arrêt du 20 juin 1723 qui ordonne, pour remédier à la disette de bras utiles à la culture des terres, l'interruption du travail dans les manufactures de toiles et étoffes de fil et coton de Normandie, à l'exception de Rouen et Darnetal, à partir du 1^{er} juillet de chaque année jusqu'au 15 septembre inclusivement⁷⁰.

Jusqu'en 1720, les salaires furent modérés. Après le Système le prix de toutes choses fut considérablement relevé, parfois jusqu'au triple, et les salaires suivirent cette progression. Le contrôle général s'inquiète, le Conseil de commerce lui fait écho et on décide de mettre les ouvriers à la raison afin qu'ils se contentent d'un salaire permettant de vendre les étoffes à un prix modéré. La majoration des salaires a, dit-on, dépassé leurs nécessités et ils usent du surplus pour vivre plus commodément qu'il ne convient à leur état. En conséquence, les intendants reçoivent l'ordre de fixer le maximum des salaires et des denrées. Cette solution despotique et impraticable recevra le démenti des faits parce que les salaires ne dépendent ni de l'entrepreneur, ni de l'ouvrier, encore moins de l'État.

Salaires
ouvriers

Colbert n'avait rien négligé pour attirer de bons ouvriers d'Allemagne, d'Italie ou d'Angleterre; non seulement il les protégeait et les favorisait, mais encore il veillait à leurs intérêts dans leurs pays d'origine, n'hésitant pas à recourir à la voie diplomatique pour sauvegarder les biens menacés ou saisis de ces dévoués serviteurs. Par contre, ce ministre ne tolérait pas l'émigration des ouvriers français. Les successeurs de Colbert sont tout aussi intraitables à l'égard des ouvriers émigrants qu'ils gratifient sans hésitation du titre de « déserteurs », et pour les mieux atteindre les accusent d'espionnage ou de fuite pour ne pas tirer à la milice⁷¹. Les patrons s'ingénient de leur côté pour prévenir le départ des bons ouvriers et la perspective des amendes qui les frapperont suffit parfois à détourner ceux-ci de l'esprit d'aventure. Si un conflit surgit entre patrons et ouvriers et menace de s'envenimer, on voit intervenir Amelot : « A l'égard des contestations qui naissent entre les marchands et les ouvriers vous devez, écrit-il

Ouvriers
déserteurs

⁶⁹ *Archiv. nat.*, G⁷ 1706.

⁷⁰ Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises*, t. XXI, p. 257.

⁷¹ *Archiv. nat.*, F¹² 95.

à l'inspecteur des manufactures de Reims, avoir une attention toute particulière à les terminer à l'amiable, et je vous autoriserai dans toutes les choses raisonnables que vous avez proposées pour maintenir la paix⁷². »

Ainsi l'ouvrier est, en quelque manière, la chose du patron qu'il ne peut quitter à son gré, tandis que le manufacturier n'est astreint à garder aucune mesure à l'égard de l'ouvrier ou de l'apprenti. Ce dernier, au cas où il ne serait pas payé, n'en était pas plus indépendant; son unique recours était, comme l'ouvrier, « de se pourvoir par devant les juges de police des lieux, pour en obtenir, si le cas y échet, un billet de congé » et encore fallait-il achever les ouvrages commencés.

« Les étrangers sont fort empressés de nous enlever nos ouvriers », observe Gournay. Chaque ambassade possède quelques fonctionnaires presque uniquement occupés à débaucher les plus habiles spécialistes. En 1717, la Russie nous enlève cent cinquante ouvriers parisiens qui s'embarqueront au Havre « pour se rendre de là à Petersbourg en Moscovie, horlogers, doreurs, peintres, carrossiers, tailleurs et autres. Ils seront défrayés de tout sur cette route, on leur a donné à chacun des gratifications depuis cinquante jusqu'à deux cents pistoles suivant la qualité des professions, dans la convention qu'ils ont faite avec le Tsar ils s'engagent pour cinq ans à travailler chacun dans son espèce, dans ses manufactures Impériales et pour le public quand ils en auront la permission de ce Prince; on assignera à des pensions, ils seront exempts de tous impos et de logemens de gens de guerre, on leur donnera des places pour y bâtir; le terme de cinq ans expiré, il leur sera libre de rester encore ou de se retirer ou ils voudront et de vendre leurs maisons et effets pour en emporter l'argent. Ils ont liberté entière de conscience⁷³. »

Après cet exode le gouvernement revient aux anciennes maximes et interdit rigoureusement l'émigration des ouvriers à qui il suscite des rivaux en attirant, comme par le passé, ceux de l'étranger.

Ouvriers
étrangers

On lit, en effet, dans le *Journal* de Pierre Narbonne : « A l'époque où Law fut nommé contrôleur des finances, il fit venir d'Angleterre environ deux cents ouvriers, qui établirent à Versailles, hôtel Deslouis⁷⁴, une manufacture de montres. Ils fondirent une quantité prodigieuse de louis d'or de Noailles de la fabrication de 1716 pour faire des boîtes et des cadrans à leurs

⁷² Archiv. nat., F¹² 115.

⁷³ Biblioth. de l'Arsenal, ms. 3431, p. 118.

⁷⁴ Aujourd'hui rue de l'Orangerie, n^{os} 14 et 16.

montres⁷⁵. » Cette arrivée d'« horlogers », comme on les appelait⁷⁶ avait obtenu l'acquiescement du Régent et soulevait le mécontentement parce qu'ils tenaient leur prêche quasi publiquement⁷⁷. Bientôt leur nombre s'accrut au point que, au mois de mai 1719, Jean Buvat parle de « neuf cents ouvriers en horlogerie à Versailles et en d'autres manufactures », recevant chacun trente livres par mois et trente sols par jour pour leur nourriture⁷⁸. Ce nombre considérable s'explique sans peine par le fait que les patrons, en Angleterre, avaient l'habitude de faire trop d'apprentis; ceux-ci voulant devenir maîtres sans trop attendre s'établissaient sans capital, se ruinaient, émigraient sur le continent où ils apportaient des méthodes parfois ingénieuses et ignorées. Ce fut ainsi que Law créa ses grandes manufactures d'horlogerie à Versailles, de lainage à Chaillot, de draps à Charleville et à Tancarville, de verrerie et de fer à Harfleur et à Saint-Germain, les chantiers de construction navale à Port-Louis.

Tout cela dura peu de temps. « Les ouvriers anglais, horlogers, doreurs et menuisiers qui étaient à Versailles, écrit encore Buvat, prirent le parti de s'en retourner en leur pays, ayant appris qu'on allait confisquer leurs biens et les déclarer rebelles s'ils n'y retournaient pas au plus tôt, et de ce que personne ne se présentait pour acheter leurs ouvrages⁷⁹. » Il est aisé de comprendre ces rigueurs à l'égard de nationaux qu'on n'était pas éloigné de considérer comme des transfuges et les organisateurs d'une concurrence commerciale criminelle. C'étaient là, en tous pays, les idées de ce temps. Les immigrants étaient eux-mêmes bien loin d'avoir vu tous leurs vœux comblés. Outre que « personne ne se présentait pour acheter leurs ouvrages », on les payait en billets de banque dont la dépréciation gagnait de jour en jour. Déçus, dégoûtés, certains demandèrent à être rapatriés. Retenus de force, ils réclamèrent la protection de l'ambassadeur. Lord Stair fut trop heureux de l'occasion qui s'offrait de causer une avanée aux Français, Sutton, son successeur, mit des formes plus courtoises, mais s'interposa également en faveur de ses compatriotes; ils obtinrent la mise en liberté d'un certain nombre d'entre eux qu'on avait arrêtés à Rouen et à Dieppe, et que Law

⁷⁵ P. Narbonne, *Journal des règnes de Louis XIV et Louis XV*, in-8, Paris, 1866, p. 54.

⁷⁶ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 359, mars 1719; *Gazette de la Régence*, p. 293, 5 décembre 1718.

⁷⁷ *Gazette de la Régence*, p. 293, 5 décembre 1718.

⁷⁸ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 368, mai 1719.

⁷⁹ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 394, mai 1719.

avait rengagés d'autorité. Les manufactures encore à leur période de croissance n'avaient pas eu le temps d'acquérir l'expérience et les capitaux suffisants pour les mettre à l'abri des conséquences de ces départs; elles périclitèrent, la chute du *Système* les acheva; et Sutton, en rapatriant à outrance le plus possible de ces ouvriers, se félicita que Law y eût perdu une dépense de sept à huit millions⁸⁰.

Le Droit
d'asso-
ciation

Dans tout ce qui a trait à l'industrie et au commerce, nous voyons le gouvernement envisager les rapports entre patrons et ouvriers d'un point de vue particulier, le point de vue de *Police*. Il soumet l'ouvrier au patron afin que celui-ci en retire un travail considérable, en qualité excellente et aux moindres frais possibles. Favoriser et améliorer la production, garantir le patron, satisfaire l'acheteur, on ne vise pas à autre chose, l'ouvrier n'est pas dédaigné, il est négligé par système et sacrifié par précaution. La *Police* est concentrée entre les mains du Roi, gardien de la paix publique; à ce titre, l'article 11 de l'ordonnance de 1670 porte à sa connaissance les assemblées illicites, les séditions et émotions populaires. L'assemblée est illicite non seulement quand elle est attentatoire à l'autorité du prince, mais par le simple fait qu'elle existe. Un arrêt du Parlement de Paris, du 17 juin 1717 condamne vingt-six particuliers qui avaient présenté une requête à cette Cour, non qu'elle fut perturbatrice ou irrévérencieuse, mais parce qu'elle était le produit d'une assemblée illicite. Se réunir pour discuter les intérêts et arrêter la conduite des compagnons d'un métier prend un air de complot depuis que le code Michaud, en 1629, a défendu de faire aucunes assemblées convoquées et assignées publiquement ou en secret; aussi en arrive-t-on à interdire aux sayeteurs, tant maîtres que compagnons « de faire aucune dépense par ensemble, ni s'assembler ni aller au cabaret à peine de vingt livres d'amende ». Le 23 février 1723, le conseil d'État défend aux ouvriers et compagnons imprimeurs de s'assembler⁸¹.

Quiconque s'avise de contrevenir à cette législation s'en trouve mal. En 1720, le lieutenant-général de Paris poursuit un sieur Le Poupet compagnon imprimeur et ses camarades. Le Poupet a quitté « par cabale » l'ouvrage commencé, il s'est trouvé aux attroupements dans les cabarets pendant trois jours, il sera condamné solidairement avec ses camarades à payer deux cents livres

⁸⁰ *Public Record Office*, France, vols. 360, 361, 362 *passim*.

⁸¹ Peuchet, *Collection des lois, ordonnances et règlements de police depuis le XIII^e siècle*, in-8, Paris, 1818, t. III, p. 165.

de dommages et intérêts envers le patron. Ils doivent en outre lui faire réparation dans la Chambre syndicale, en présence de six maîtres imprimeurs, etc.⁸². En 1721 à La Rochelle, un jugement est pris en faveur des maîtres contre « les nommés Nior-diais, Le Breton et autres compagnons selliers qu'y les condamnent en cinquante livres d'amende et leur fait deffances de plus s'assembler pour embaucher les arrivants..., comme aussy deffances à tous cabaretiers autres de souffrir qu'ils s'assemblent en leur maison ny leur donner de chambre pour y faire la dépanche⁸³. » Il en est ainsi pour tous les corps de métier, traqués dans les villes de province comme dans la capitale. Contre eux on invoque les règlements et ordonnances de police qui ont force exécutoire non pour un cas donné, mais contre toutes les associations du ressort de leur juridiction. Le lieutenant-général de police veille et, au-dessous de lui, l'intendant de justice, police et finances. L'intendant peut faire des règlements administratifs cependant pour plus de sécurité, il préfère recevoir un arrêt du Conseil du Roi, sauf sur un point où il ne craint pas de s'aventurer : lorsqu'il s'agit de prohiber les associations ouvrières.

Les assemblées ne se faisaient pas sans entraîner beaucoup d'inconvénients. Dans l'exposé des motifs d'une ordonnance du Lieutenant-général de police de Paris « on lit que les compagnons maçons, couvreurs, plombiers, s'assemblent tous les matins en grand nombre sur la place de Grève, au lieu de s'y comporter honnêtement et d'attendre avec tranquillité que les bourgeois ou les maîtres maçons qui ont besoin d'ouvriers viennent les louer, se liguant les uns contre les autres de différentes provinces et après s'être dit des injures, battus et maltraités à coup de pierre et instruments dont ils se servent dans leurs travaux de façon que plusieurs d'entre eux ont été très dangereusement blessés ce qui a allarmé les bourgeois demeurant dans le voisinage, d'autant qu'ils ont été accablés de pierres dans leurs boutiques⁸⁴. » (10 mai 1719). Ces rixes sont la rançon du compagnonnage, pratique indéracinable.

De bonne heure on rencontre des ouvriers bien persuadés que les requêtes ni la soumission ne peuvent améliorer leur sort, ils s'efforcent d'échapper aux étreintes du régime corporatif et se font chambrelans, c'est-à-dire qu'ils travaillent pour leur compte en dehors de l'organisation officielle du travail. La corporation

Les
cham-
brelans

⁸² Peuchet, *op. cit.*, t. III, p. 98.

⁸³ *Archiv. comm. de La Rochelle*, E. Supplément, n° 353.

⁸⁴ *Archiv. de la Préfecture de police*, Fonds Lamoignon, t. XXVI, fol. 741.

n'apportant que gêne et contrainte, le meilleur parti était de s'y soustraire, mais le pouvoir royal ne se résignait à ce parti que contraint, il n'accordait à l'ouvrier l'autorisation de travailler à domicile que dans les villes ou régions où il n'existait pas de corporations : tisseurs de toiles en Picardie et en Bretagne; tisseurs de toiles et de rubans en Beaujolais, Lyonnais, Forez, Velay. En ville, le chambrelan était pourchassé et sa sécurité personnelle aussi menacée que la prospérité de ses affaires.

Demandes
d'arbitrage

Ne pouvant ni se concerter, ni se réunir, pas même pour régler le prix qu'il convient d'exiger pour leurs journées⁸⁵, les ouvriers n'ont que deux issues à choisir : l'arbitrage ou la grève. Au xvii^e siècle, il n'est pas rare qu'on s'attroupe en armes et la réclamation devient une émeute; au siècle suivant le développement de la grande industrie, le progrès du machinisme multiplient la foule des ouvriers et favorisent leur union contre les patrons.

En 1716 nous rencontrons deux exemples de réclamations originales. Les ouvriers de la manufacture de Boufflers « tous ouvriers fileurs de chaînes travaillant depuis longtemps » se plaignent au Régent « que depuis plus de six mois le sieur du Mérou entrepreneur de ladite manufacture, sans aucun sujet de plainte ni mécontentement a cessé de leur donner du travail leur aiant dit pour ces raisons que le Roy lui devant considérablement, et étant chargé pour une somme notable de marchandises, il ne pouvoit jusqu'à ce qu'il luy fut rentré des fonds continuer les travaux...⁸⁶ » La même année, les ouvriers de la manufacture Van Robais à Abbeville envoient au Régent un placet pour exposer qu'on les laisse sans travail et « dans une sorte de servitude ». Ce chômage voulu par les directeurs créait un état de malaise considérable. Les Van Robais de répondre : Les ouvriers se forment une idée tout opposée au bon sens et à la raison; ils se figurent que si on interrompt le travail, c'est pour les réduire en servitude et ils ont surtout le grave défaut de penser « que la manufacture est faite uniquement pour les entretenir et ne font point réflexion que la manufacture n'est point faite pour eux, mais qu'eux-mêmes sont faits pour la manufacture ». Puis s'il est vrai qu'il y a du chômage, on doit ajouter qu'aux époques où le travail abonde « au lieu de conserver quelque chose dans

⁸⁵ De Fréminville, *Dictionnaire ou traité de la police générale des villes*, in-4, Paris, 1758, p. 179.

⁸⁶ *Archiv. nat.*, F¹² 1362, dans G. Martin, *La grande industrie en France sous Louis XV*, p. 353-354.

les temps d'abondance pour s'en servir dans ceux de disette et de nécessité, ils s'adonnent à la débauche sans penser à l'avenir ». Qui croire? Le conseil du commerce envoie deux députés, Godeheu et Gilly qui cherchent à apaiser les révoltés; mais on leur répond par des cris violents. On envoie des troupes pour protéger les deux représentants du Conseil; l'intendant vient sur les lieux et demande aux ouvriers de nommer une délégation de vingt personnes qui exposeront leurs griefs. Toutes les personnes, présentes veulent parler; on leur fait savoir qu'on reprendra le travail, mais que les principaux cabaleurs seront punis. Ils protestent, car on doit accueillir tout le monde, sinon personne ne rentrera dans les ateliers. Ordre est alors donné d'arrêter ceux qui tiennent un semblable langage; de plus, quelques compagnons qui se dirigeaient sur Paris pour soumettre leur différend au conseil du commerce furent emprisonnés ainsi que le « bâtonnier » d'Abbeville et quelques autres bourgeois ayant fait « un acte » avec les tisseurs où l'on se promettait appui et soutien mutuel. Le travail fut alors repris « avec une exactitude et une sagesse qu'on n'avoit point encore vues⁸⁷ ».

Malgré l'arbitrage qui y met fin, c'est presque une grève caractérisée et la pensée d'où est sortie cette discipline des grèves apparaît très nette à propos des majorations de salaire. En 1720, « les compagnons des marchands de toutes espèces des arts et métiers de Paris se mettent sur le pied de caballer ensemble tant pour quitter leurs maîtres que pour les forcer à donner des salaires extraordinaires. Ils s'attroupent pour cet effet en grand nombre dans différents endroits⁸⁸. La crise des salaires qui va éclater en 1724 rendra possible d'autres excitations⁸⁹. Parfois la grève menace de dégénérer en émeute. En 1717, à Lyon, les canuts frappent des soldats, ils sont arrêtés et condamnés à faire amende honorable, nus, en chemise, la corde au col, tenant en leur main une torche de cire ardente du poids de deux livres; en 1721, à Sedan, on redoute les excès auxquels semblent vouloir se porter quinze cents tisserands chômeurs⁹⁰; vers le même temps, à

⁸⁷ *Archiv. nat.*, F¹² 1353; G. Martin, *La Grande industrie en France sous le règne de Louis XV*, p. 322-323; Le même, *Les associations ouvrières au XVIII^e siècle (1700-1792)*, in-8, Paris, 1900, p. 130, note 1.

⁸⁸ *Archiv. de la Bastille*, 10321.

⁸⁹ A. Babeau, *La lutte de l'État contre la cherté en 1724*, dans *Bulletin du Comité des travaux historiques. Section des sciences économiques et sociales*, 1891.

⁹⁰ *Archiv. nat.*, F¹² 1356.

Amiens, on ne parvient à réprimer un soulèvement que « par l'emprisonnement de quelques cabaleurs⁹¹ ».

Les Colonies

Industrie et commerce sont inséparables des colonies, mais malgré l'existence de Compagnies coloniales⁹² et l'aventure du Mississippi⁹³, cette période de huit années est trop rapide pour offrir matière à une étude sur la politique coloniale de la Régence. A peine trouve-t-on à glaner quelques faits de caractère anecdotique qui ne sont guère plus que les amorces de l'histoire future. Quelques jours après la mort de Louis XIV, un bâtiment de guerre prend possession de l'île de France au nom du Roi; cet accroissement de notre domaine pouvait doubler la valeur de Bourbon, où on venait d'introduire la culture du café, richesse subite qui effraya les habitants au point de les porter à détruire cet arbuste qui leur valait une abondance de biens qui pourrait amener leur perte⁹⁴. Le café et le thé obtinrent en France un débit immense qui ne fut pas étranger au développement du trafic colonial. Au cours de l'hiver de 1719 à 1720, la Compagnie des Indes expédia à destination de Pondichéry, Surate, la Chine, Moka et la mer du Sud dix-huit vaisseaux dont les cargaisons étaient estimées vingt-cinq millions et trente vaisseaux à destination du Sénégal, de la Guinée et de Madagascar. En mai 1720, cette Compagnie possédait cent cinq bâtiments outre les brigantins et frégates, et son fonds dépassait trois cents millions.

Les colonies d'Amérique étaient rejetées dans l'ombre par l'éclat dont jouissait la Louisiane. De Saint-Domingue on savait peu de chose, sinon que les femmes s'y étaient révoltées un jour à l'occasion des altérations monétaires ruineuses. De la Martinique on apprenait que les habitants avaient « empaquetés » le gouverneur et l'intendant et les avaient déposés sur un vaisseau en partance pour La Rochelle avec une lettre au Régent. M. de

⁹¹ Archiv. nat., F¹² 117. Voir encore : Fleury, *Étude sur les coalitions et les grèves dans l'industrie*, dans *Mémoires de la Société d'agriculture sciences et arts, centrale du département du Nord séant à Douai*, 1891, 3^e série, t. I, p. 241 suiv.; F. Pasquier, *Rapports entre ouvriers et patrons dans la vallée de Viadessos en 1722, d'après des documents inédits*, dans *Bulletin périodique de la Société ariégeoise des sciences, lettres et arts*, 1896, t. V, p. 97.

⁹² J. Ancel, *Une page inédite de Saint-Simon sur les Compagnies coloniales*, dans *Revue des Études historiques*, 1901, t. LXVII, p. 385-401.

⁹³ Il n'y a pas lieu de s'étendre sur les duchés et marquisats du Mississippi attribués à Law, Le Blanc, d'Asfeld, Belle-Isle, Pâris, Mezières, Dumanoir, Mme Chaumont, etc.; simple facétie.

⁹⁴ Rapport de Desforges, boucher, à la Compagnie des Indes, octobre 1720.

La Varenne et M. de Ricouart ne purent nier ce qu'on savait déjà, qu'« on avoit laissé la colonie manquer de bien des choses, mauvaises farines, mauvaises chairs salées et qu'on y vendoit tout cela au double de ce que les Anglois le vendoient dans leurs colonies ». Il était question d'envoyer une escadre contre les rebelles, de secourir la garnison composée de cent quatre-vingts invalides, finalement on ne se trouva pas en état d'armer deux frégates, et il fallut prier humblement les deux chefs de l'insurrection de nous rendre l'île. Hauterive, procureur-général et Dubuc, que les colons avaient fait gouverneur, y consentirent.

La guerre de la succession d'Espagne et plus encore l'incurie du ministre Pontchartrain avaient été funestes à notre marine de guerre où figuraient à peine quelques carcasses de ces vaisseaux, fameux jadis, et qui pourrissaient dans nos ports. La flotte de commerce subsistait, sans qu'on put dire d'elle qu'elle était florissante, et cette situation avait fort relâché le lien entre la métropole et les colonies. Mais la mer formait alors un monde à part, exclu, semblait-il, des stipulations de l'alliance franco-anglaise. A des distances si considérables de l'Europe, la rivalité séculaire, les compétitions commerciales, la facilité et la quasi-impunité des coups de force, les accidents mystérieux de la navigation, par dessus tout l'ambition de s'agrandir et de s'enrichir concouraient à maintenir une sorte d'état de guerre entre la marine anglaise et ce qui subsistait de la flotte de Louis XIV. L'âpreté britannique ne prenant jamais conseil que de ses intérêts, son égoïsme, inconscient à force d'être convaincu, avait créé parmi les Anglais une sorte d'incapacité à concevoir l'existence d'un droit ou d'un intérêt différent du sien ou opposé au sien. Dans l'alliance conclue à la Haye, l'Angleterre avait surtout aperçu l'exploitation avantageuse pour elle des embarras parmi lesquels se débattait le gouvernement du Régent et le bénéfice qu'elle pouvait retirer de l'introduction d'éléments nouveaux dans l'équilibre des puissances européennes.

Cette situation s'expliquait aisément. Les complications territoriales et les compétitions dynastiques en Europe étaient contingentes et passagères, les ambitions coloniales étaient permanentes; aussi arrivait-il que, nonobstant l'esprit des traités et la lettre de leurs articles les plus formels, les représentants de l'amirauté et de la politique de l'Angleterre n'avaient devant les yeux

⁹⁵ M. de Caumartin St-André à Mme de Balleroy, 10 juillet 1717; M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 13 juillet 1717, dans *op. cit.*, t. I, p. 179, 185; P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. I, p. 318, 319.

qu'un seul but à atteindre : étendre leur domaine colonial et en écarter les Français. Ils marchaient vers ce but avec une énergie plus incontestable que la loyauté des moyens auxquels ils recouraient. Tous les moyens, en effet, leur étaient bons : chicanes, violences, trahisons; et s'il ne leur convenait pas de se découvrir d'une façon compromettante, les peuplades sauvages, faciles à soudoyer, formaient un appoint toujours disponible pour agir contre nous.

Aux termes de l'article X du traité d'Utrecht, des commissaires français et anglais devaient régler les limites entre les colonies françaises et britanniques dans l'Amérique du Nord (baie d'Hudson, Acadie); l'article XII du même traité cédait l'Acadie, ou Nouvelle-Écosse, en entier, « conformément à ses anciennes limites » la ville de Port-Royal, « et généralement tout ce qui dépend desdites terres et îles de ces pays-là avec la souveraineté, propriété... » La France conservait le Canada et, pour en protéger l'accès conservait l'Île Royale⁹⁴ et l'Île Saint-Jean formant au sud-est le vaste estuaire du Saint-Laurent. Mais les limites respectives de la Nouvelle-Écosse et du Canada n'avaient pas été fixées. Le gouvernement de Boston dans la Nouvelle-Angleterre s'autorisa de ce vague laissé dans l'article XII pour continuer de conquérir au nom et sous le couvert du traité d'Utrecht. Dubois ne put s'abstenir d'en faire l'observation timide sous forme d'un Mémoire⁹⁵ transmis le 5 mai 1719 et exposant que le marquis de Vaudreuil, gouverneur du Canada, se plaint des empiétements du gouverneur de Boston, des envahissements des officiers britanniques sur toutes les terres du golfe du Saint-Laurent. Le Régent propose une réunion de commissaires à Paris pour régler les limites entre la baie d'Hudson et l'Acadie. Comme suivant leur méthode invariable, les Anglais ont commencé par chasser les étrangers, par s'emparer de leurs provisions et détruire leurs établissements afin de bien affirmer la prise de possession britannique, le Régent réclame des restitutions et la reconnaissance du droit de pêche des Français de la baie des Chaleurs au cap des Rozières⁹⁶. Le 24 mai, Dubois réclame des restitutions pour les pêcheurs maltraités dans la baie de Canso.

Le secrétaire d'État, J. Craggs se dérobe à instances, oppose des plaintes aux réclamations, invente des griefs, gagne du

⁹⁴ Le Régent fit fortifier l'Île Royale.

⁹⁵ *Public Record Office*, France, vol. 358 : Dubois à Craggs, 4 mai 1719.

⁹⁶ *Public Record Office*, France, vol. 358 : Mémoire du 5 mai 1719.

temps. Chammorel chargé de poursuivre cette affaire passe son temps et dépense sa dialectique à convaincre qu'il n'est pas dupe à Londres⁹⁷ pendant qu'à Paris, Dubois et Sutton, qui a succédé à lord Stair, joutent au plus rusé sur la possession des îles du Canso⁹⁸. Enfin, le Régent, impatienté par ces chicanes, prescrit à Chammorel de faire toutes les diligences nécessaires pour obtenir justice, afin que cette contestation n'atteigne pas la bonne entente entre les deux nations⁹⁹. La solution n'interviendra qu'en 1722, lorsque Georges I^{er}, excédé de réclamations, allouera une indemnité de huit cents livres sterling pour réparer les saisies opérées indûment au Canso¹⁰⁰.

Avec la Turquie, la politique française ne fut guère plus habile qu'avec les colonies. L'ambassade de Mehemet-Effendi était bien autre chose, dans la pensée du grand-vizir Ibrahim, qu'une manifestation cérémonieuse. Cet homme d'État avait compris les causes persistantes de la décadence de la nation ottomane et, loin de s'y résigner, il tentait de relever cette grandeur déchue; mais au lieu de faire appel au fanatisme musulman, désormais impuissant il se tournait vers la civilisation occidentale. Une rivalité séculaire avec l'Empire, les souvenirs cuisants des défaites essuyées à Belgrade et à Peterwardein détournaient le Sultan d'une entente avec l'Empereur; le roi de France, au contraire, entretenait depuis deux siècles, de cordiales relations avec la Turquie et, de part et d'autre, on faisait taire les croyances pour n'écouter que les intérêts. Ibrahim resta dans cette voie traditionnelle en s'adressant au Régent pour lui demander de l'aider à contenir l'ambition envahissante de l'Autriche et de la Russie. L'ambassade de Mehemet était une avance courtoise qui fut accueillie avec une affectation d'indifférence. Les disputes sans cesse renaissantes entre les divers ordres religieux établis dans les Lieux-Saints avaient abouti à un double résultat; ils cherchaient à se soustraire à la protection du roi de France et laissaient dans l'abandon les édifices dont ils avaient la garde. Depuis des années, Louis XIV réclamait, sans pouvoir l'obtenir, la permission d'entreprendre la restauration et de refaire la toiture de l'église latine du Saint-Sépulcre à Jérusalem; Mehemet

⁹⁷ *Public Record Office*, France, vol. 358 : Craggs à Chammorel, Whitehall, 14 (=25) juillet 1720; Chammorel à Craggs, Londres 19 (=30) août 1720.

⁹⁸ *Public Record Office*, France, vol. 362 : Mémoire de Sutton, 23 août; Mémoire de Dubois, 12 septembre 1720. *Public Record Office*, France, vol. 358 : Chammorel à Craggs, Londres, 4 (=15) octobre 1720. Lord Carteret aux lords de la Trésorerie, 3 (=4) avril 1722.

apportait cette autorisation, on parut y attacher peu de valeur. Dubois trouvait ces Turcs assez ennuyeux avec leur prétention à se faire protéger, ce qui ne pouvait plaire à ses parrains, le roi d'Angleterre et l'empereur d'Allemagne, et pouvait les indisposer contre lui et lui coûter le chapeau. L'ambassadeur turc ne parvint pas à aborder le sujet de sa mission et quitta la France indigné contre ce ministre qui n'ouvrait la bouche que pour « lâcher l'écluse de son réservoir de mensonges », Mehemet emporta de riches présents et une vive admiration pour les arts et le goût français (1721)¹⁰¹.

Deux années plus tard, en 1723, la Turquie fut menacée par l'ambition de Pierre I^{er}, qui envahit le nord de la Perse. La Turquie s'inquiéta de voir un état musulman démembré par un « infidèle » et le Sultan Ahmed III allait déclarer la guerre à la Russie quand le Tsar eut l'adresse de détourner cette menace en faisant intervenir l'Autriche et la France. La diplomatie française vint à bout de décider les Turcs à s'entendre avec les Russes au lieu de les combattre; la guerre, sur ce point fut, pour un temps, écartée.

¹⁰¹ Marquis de Bonnac, *Mémoire historique sur l'ambassade de France à Constantinople*, publié par Ch. Schefer, dans *Société d'histoire diplomatique*, in-8, Paris, 1894; G. Doublet, *Un ambassadeur ariégeois à Constantinople sous la Régence*, octobre 1716, octobre 1724, d'après l'ouvrage récent de M. Ch. Schefer sur le marquis de Bonnac, dans *Bulletin périodique de la Société ariégeoise des sciences, lettres et arts*, Foix, 1891-1894, t. IV, p. 345-366.

CHAPITRE LIX

Les opinions et les sectes religieuses

(1715-1723)

Cynisme dans les mœurs et indifférence religieuse. — La Calotte; ses brevets. — Le haut clergé. — Le bas clergé. — Les laïques. — Situation du protestantisme. — Attitude de Georges I^{er}. — Réforme d'Antoine Court. — Rigueurs des Parlements. — Les condormants. — Les free masons. — Le parti et la secte janséniste. — Confrérie de régiment. — Juifs. — Superstitions.

Jusqu'à nos jours les aspects économiques et sociaux n'avaient guère attiré l'attention, celle-ci se tournait de préférence vers les manifestations artistiques et littéraires, les portraits et les anecdotes, plus riches de variété et d'imprévu. Ainsi s'est-on familiarisé en France avec l'idée d'une Régence assez peu différente des saturnales antiques, idée qui ne se trouve, à l'étude, ni entièrement fausse ni tout à fait juste. Ce ne sont pas les mœurs seulement qui s'altèrent, ce furent la monarchie, l'administration, l'esprit, le goût, les sciences, les lettres et les arts qui reçurent des nuances et s'accommodèrent d'une direction dont l'influence se fit sentir sur la destinée du royaume tout entier.

Les mœurs se corrompirent, mais moins qu'on ne l'a pensé; ce qui a fait croire le contraire c'est que le cynisme remplaça l'hypocrisie. La Cour et la capitale sous le feu Roi et sous le Régent furent fort immorales, il n'y eut qu'une question de degré dans l'impudence. Les désordres du duc d'Orléans sont aussi publics, l'ineptie du duc de Bourbon, la férocité du comte de Charolais, la dégradation du prince de Conti n'ont fait que s'affirmer, parce que tous les germes levaient déjà dans les âmes avilies de ces princes qui n'étaient encore, sous le dernier règne, que des enfants pervers. Quant au duc de Chartres, son père lui accorde libéralement toutes les tares : Aussi peu d'esprit que M. le Duc, aussi brutal que Charolais, aussi fou que Conti! Et le

Cynisme dans les mœurs et indifférence religieuse

public approuve¹. A Paris la licence est grande dans les sociétés et dans les promenades, dans les rues et jusque dans les maisons la sécurité laisse à désirer; vols et assassinats se multiplient mais la bande de Cartouche a-t-elle commis plus d'excès que les associés de la Voisin? La bourgeoisie et les artisans pratiquent les mœurs d'autrefois, sans grande ferveur mais avec conviction. Buvat, Marais, Barbier, les Caumartin, l'auteur de la *Gazette de la Régence* sont tous favorables aux Appelants, pour faire la nique au Pape et aux Jésuites. « On vient de me certifier en bon lieu, écrit le gazetier, qu'il y a ici quelques évêques anglais qui confèrent... et proposent une réunion de l'Eglise anglicane avec l'Eglise de France... Il se peut que cela se fasse pour alarmer la Cour de Rome et la rendre plus traitable; il se peut qu'on y aille sincèrement. Cet événement seroit rare et bien reçu de plusieurs et, à l'égard des autres, il faudroit bien qu'ils fassent comme du temps d'Henri VIII². » On croirait en lisant ces mots que la foi catholique est très ébranlée. Simple boutade, qui se trouve contredite par le sentiment général d'hostilité à l'égard des protestants. Ce qui vacille, ce n'est pas la foi chrétienne, c'est l'attachement et le respect pour l'Eglise et le clergé catholiques. Les curés de Paris faisaient preuve d'un grand zèle contre les théâtres, sans parvenir à faire oublier les disputes intestines qui divisaient tous les prêtres et les religieux en deux camps irréconciliables. Quant aux prélats ils comptaient dans leurs rangs des personnages vénérés à côté d'autres justement méprisés; tel chanoine s'habille en femme pour assister à la comédie³; tel évêque, ayant eu « de grosses paroles » avec un officier, accepte un duel et tue son adversaire⁴; les cardinaux enfin reçoivent collectivement un « brevet de la calotte⁵ ».

La Calotte;
ses brevets

Le *Régiment de la Calotte* est une sorte d'association burlesque qui distribue aux têtes légères une calotte de plomb, sous forme rimée. L'association, qui remontait à l'année 1710, enrôla tous les *toqués* et n'épargna personne; dès 1715 elle devint une sorte de Fronde à laquelle tout était permis et par laquelle personne n'était épargné. Tels brevets ont eu pour rédacteurs Grécourt,

¹ Barbier, *Journal*, t. I, p. 263; D'Argenson, *Journal et Mémoires*, éd. E. J. B. Rathery, 1860, t. II, p. 86-87; décembre 1723.

² *Gazette de la Régence*, éd. E. de Barthélemy, p. 292; 28 novembre 1718.

³ Buvat, *Journal*, t. II, p. 324; janvier 1722, M. Petit de Montempuy, chanoine de Notre-Dame.

⁴ Buvat, *Journal*, t. II, p. 366; avril 1722; M. de Conflans, évêque du Puy en Velay; Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 27 mars 1722, dans *op. cit.*, t. II, p. 442.

⁵ M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. II, p. 254-255; mars 1722.

Voltaire, Maurepas et ils conservent une valeur historique et littéraire réelle. Celui qui fut décerné à l'abbé de Tencin mérite d'être rappelé⁶ :

..... vu l'expérience,
Saintes mœurs, doctrine, science,
Et zèle que l'abbé de Tencin
A fait paroître sur tout autre
Pour le salut de son prochain,
Vous lui donnons lettres d'apôtre
Et de convertisseur en chef,
D'autant qu'en homme apostolique
Il a rendu Law catholique
En outre.....
..... nous le nommons
Primit de la Louisiane

De plus, quoique l'abbé susdit
Plein de l'évangélique esprit
Méprise les biens de ce monde,....
De notre libéralité...
Lui délèguons dîme et dixièmes
Sur les brouillards dudit pays
Qui font la gloire du Système,
Et que l'on dit être infinis.
Espérons que la Cour de Rome,
Mère des nouveaux convertis,
En faveur d'un aussi grand homme
Donnera les bulles gratis...

Dubois sera plus malmené, mais que ne dit-on pas sur son compte⁷. A l'exemple du Régent, on lui prodigue les épithètes les plus avilissantes⁸; Polignac est si endetté qu'il ne peut se risquer dans Rome où l'appelle le conclave⁹. Parmi les évêques, il ne s'en trouve que trop qui considèrent la résidence comme une sorte d'exil. Lefebvre de Caumartin nouvellement nommé au siège de Blois écrit ce badinage : « Je me sens dévoré de l'envie de visiter mon diocèse¹⁰, pour bien des raisons pour ce monde-ci et pour l'autre; celles de l'autre ne sont pas douteuses, celles qui regardent cette vie mortelle, c'est que quand une fois j'aurai visité mon terrain, je me sentirai bien libre dans ma taille, n'ayant ni grande ville, ni grandes affaires, un terrain peu étendu et fort uni en quelque sens que vous le preniez. Je pourrai impunément aller demeurer où bon me semblera¹¹. » Comment en irait-il autrement de la façon dont les bénéfices sont

Le haut
clergé

⁶ Boisjournain, *Mélanges historiques*, 1807, t. II, p. 105 suiv.; Barbier, *Journal*, t. I, p. 207; 447; 463; t. II, p. 23; M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. II, p. 134, note 2; Dugast de Bois Saint-Just, *Paris, Versailles et les provinces au XVIII^e siècle*, in-8, Paris, 1809; La 1^{re} édition des *Mémoires de la Calotte* est de Bâle, 1725, 1 vol. in-12; la dernière, en 3 vol. in-12, est de 1752. L'institution de la Calotte dura jusqu'en 1760.

⁷ Le chev. de la Cour à Mme de Balleroy, 3 juin 1720, dans *op. cit.*, t. II, p. 169.

⁸ Barbier, *Journal*, t. I, p. 104, 141, 143, 187; M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 398, 400, 445.

⁹ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 112; 28 avril 1721; M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 2 et 7 avril 1721, dans *op. cit.*, t. II, p. 306, 309.

¹⁰ Il occupait ce siège depuis quatorze mois, 27 août 1719.

¹¹ L'évêque de Blois à Mme de Balleroy, 10 novembre 1720, dans *op. cit.*, t. II, p. 210.

attribués : « Tout à la grâce et rien au mérite », comme l'avoue en plaisantant le Régent lui-même; et voici les titres qu'on invoque : L'abbé de Broglie, agent du Clergé, sollicite l'abbaye du Mont-Saint-Michel et dit au Régent : « Ne m'oubliez pas sur votre liste, je suis un bon diable. » — « Je suis tourmenté par des diables plus méchants que vous » répond le prince, et ils se mettent à parler de vins et de bouteilles. Broglie vante un crû, Orléans veut en goûter, Broglie lui fait tenir trois cents bouteilles, Orléans accepte mais veut payer, alors Broglie rédige son mémoire par articles : le vin, les bouteilles, les bouchons, la ficelle, la cire d'Espagne, les paniers, le port, et, à la fin, il écrit :

Total : L'abbaye du Mont-Saint-Michel.

Et il est nommé! Son premier soin, aussitôt sa nomination faite est d'envoyer à l'abbaye Saint-Germain demander le chiffre exact du revenu qui vient de lui échoir¹².

Le bas
clergé

Le clergé paroissial est très différent des dignitaires; il conserve, malgré les disputes théologiques, une charité, une mansuétude, une bienfaisance dont les fidèles sont les témoins édifiés et reconnaissants. Les ordres religieux font encore quelques généreux efforts pour observer leurs règles et lutter contre la tendance au relâchement; les scandales sont rares parmi eux, et les chroniqueurs se trouvent réduits à plaisanter sur le procureur général des Chartreux qui « a fait un trou à la lune » et a passé en Angleterre en galante société. Ce n'est là, pour Barbier qu'un bon tour » et, pour Marais, « ce n'est pas une grande perte qu'un mauvais moine¹³ ». Chez les Jésuites, auxquels on ne pardonnerait rien, on ne blâme que l'ambition et la politique; les mœurs sont intactes¹⁴.

Les laïques

Parmi cette société frivole et pervertie qui s'agite et fait grand bruit, des princes, des grands seigneurs donnent une idée fausse de leur temps, d'autres princes — et ce sont les bâtards — d'autres grands seigneurs observent une morale irréprochable. A la Cour et jusqu'au Palais-Royal on rencontre des âmes pures et courageuses attachées à la pratique des vertus chrétiennes. L'assis-

¹² M. Caumartin de Boiesy à Mme de Balleroy, 13 janvier 1721, dans *op. cit.*, t. II, p. 238; M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 51, 61.

¹³ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 352; Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 239; septembre 1722.

¹⁴ Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 458, ne trouve qu'une histoire d'un écolier menacé du fouet qui tue ou blesse plusieurs de ses maîtres et de ses camarades.

tance à la messe, l'observation du carême, l'horreur du sacrilège ne sont pas seulement des pratiques officielles ou des souvenirs de l'éducation entretenus par la contagion de l'exemple. Dans les rangs de la bourgeoisie, parmi les artisans et le peuple la foi se transmet, à travers la conception janséniste, qui lui laissera longtemps son empreinte. Mais il faut se souvenir que c'est pendant la Régence, dans la classe des artisans, que nous rencontrons ce Pierre Duhalde qui, âgé de vingt-huit ans, ruiné, ne disposant plus que d'une somme de 15.000 livres, décide, le 24 septembre 1719, de « consacrer son commerce en y associant Dieu pour cinq ans dans la vente des pierreries à dater du 1^{er} octobre. A la liquidation de la Société, il prélèvera sa mise et « l'excédent sera, écrit-il, partagé entre Dieu et moi ». Son commerce prospère, Scotti lui obtient la moitié des fournitures de la Cour d'Espagne, et Duhalde meurt riche, laissant à un fils au berceau l'obligation de remettre aux mains des pauvres la part qui revient à Dieu¹⁵.

Cette pensée d'une association commerciale avec Dieu n'est que l'expression vive d'une foi demeurée entière dans la Providence. D'autres incidents, des profanations exercées dans les églises, soulèvent l'indignation de ceux qui nous les apprennent et qui, eux aussi, demeurent croyants¹⁶. L'ardeur des luttes religieuses entre Jansénistes et Ultramontains ne laisse pas douter de l'intérêt qu'ils continuent à attacher à ces questions, pendant que leur hostilité à l'égard du protestantisme ne se relâche en quoi que ce soit.

La situation des protestants restait précaire et le Conseil de conscience n'avait rien fait pour l'améliorer, au contraire¹⁷. De leur côté, les protestants s'accrochaient à tout ce qui paraissait leur être favorable. La vieille Madame était demeurée luthérienne de cœur, mais son intervention auprès du Régent ne tendait qu'à obtenir quelques grâces individuelles. Lord Stair s'était

Situation
du protes-
tantisme

¹⁵ [P. Gayot de Pitaval]. *Causes célèbres et intéressantes avec les jugements qui les ont décidées*, in-12, Amsterdam, 1764-1775.

¹⁶ M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. II, p. 315; Buvat, *Journal*, t. II, p. 407.

¹⁷ Voir N. W., *Liste des protestants qui restent encore sur les galères de France*, le 1^{er} février 1714, dans *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, 1889, t. XXXVIII, p. 144; V. L. Bourilly, *Les protestants à Marseille au XVIII^e siècle. Notes et documents*, dans même revue, 1906, t. LV, p. 425-431, 513-533; Cypr. Perossier, *Un enterrement protestant à Châteaudouble en 1717*, dans *Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse des diocèses de Valence, Gap, Grenoble et Viviers*, 1899, t. XIX, p. 107.

toujours montré plus entreprenant; l'hôtel de l'ambassadeur et sa chapelle se trouvaient érigés en une sorte de lieu d'asile où tous les huguenots de la capitale et des environs étaient assurés de recevoir le sacrement de mariage moyennant vingt-cinq livres¹⁸, le prêche du ministre fournissait l'occasion de quêter à trois reprises, ce qui ne laissait pas que de paraître importun à l'auditoire, composé parfois de plus de cinq cents personnes. Le cardinal de Noailles, averti qu'il s'y rencontrait des nouveaux convertis parmi les luthériens et les calvinistes, s'en plaignit au Régent comme d'un abus facile à réprimer : « Cela était bon sous l'autre règne, lui fut-il répondu; mais dans celui-ci il semble qu'on doive plutôt penser à les convertir par la raison. Souvenez-vous aussi, Monsieur le Cardinal que c'est encore par la raison qu'on veut tâcher de vous convaincre et ceux de votre parti sur ce qui concerne la Constitution¹⁹. » Cependant le concours des auditeurs devint si considérable que le Régent en parla à lord Stair, qui répondit qu'il appartenait à S.A.R. d'empêcher les sujets du Roi de s'y rendre, quant à lui ce n'était pas son affaire²⁰. On n'insista pas.

Le nombre des communions allait croissant. Le dimanche 2 janvier 1718, pendant le service, un valet de chambre de lord Stair vint dire à voix haute qu'on l'assurait que M. d'Argenson avait ordre de faire arrêter tous les Français à la sortie de l'ambassade. Stair dit qu'il n'y pouvait s'opposer, mais conseilla en même temps aux auditeurs de se faire, sans affectation, reconduire chez eux par les soldats suisses présents au culte; ce qui s'exécuta sans aucune arrestation²¹. Stair exploitait ces réunions contre le gouvernement auprès duquel il était accrédité, il apercevait pour l'avenir un nid de difficultés profitables à l'Angleterre. Outre le chapelain de l'ambassade, il attire un ministre français qui prêche deux fois par mois et obtient un vif succès; pour l'entendre on déserte le chapelain anglais²². A quelque temps de là, le ministre de Hollande à Paris marche sur les traces

¹⁸ *Gazette de la Régence*, p. 133; 4 janvier 1717; *Le culte protestant célébré à Paris au commencement du XVIII^e siècle, aux hôtels des ambassades d'Angleterre, de Hollande et de Suède*, dans *Bull. de la Soc. hist. du protest. franç.*, 1864, t. XIII, p. 8.

¹⁹ J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 118; février 1717; voir Ch. Bahlenbeck, *Colonel et cardinal travaillant à qui mieux mieux au salut des âmes*, 1717 (M. d'Hémel, colonel suisse au cardinal L.-A. de Noailles), dans *Bull. de la Soc. hist. du protest. franç.*, 1856, t. IV, p. 513.

²⁰ *Gazette de la Régence*, p. 139; 25 janvier 1717.

²¹ *Gazette de la Régence*, p. 217; 7 janvier 1718.

²² *Gazette de la Régence*, p. 293; 5 décembre 1718.

de son collègue et fait tenir chez lui un prêche français chaque quinze jours; une pointe de scandale se mêle à la vogue dont il jouit, car il est piquant d'entendre cet homme replet et rubicond prêcher le jeûne et exalter l'abstinence dont, pour sa part, il s'abstient soigneusement.

L'auditoire déborde jusque dans la rue, les curés de Paris portent plainte, le curé de Versailles fait de même²³, le cardinal revient à la charge et le Régent avertit la police de procéder à quelques arrestations qui ne seront pas maintenues. Cette mésaventure ne les corrige pas. « Vous ne sauriez croire, écrit-on, combien la plupart de ces zélés sont opiniâtres à se former dans l'esprit que Dieu a résolu de rétablir en ce temps-ci leur religion en France et ils s'imaginent que le Régent se bouchera les yeux, mais ils se trompent, car, dans les derniers conseils, il n'y a pas une voix qui n'ait opiné qu'il falloit tenir plus que jamais la main à l'édit sur le fait de la Religion, si l'on vouloit prévenir une guerre civile, et comme le Régent craint, avec raison, toute sorte de troubles il est de l'avis de son Conseil²⁴. » Stair avertit ses coreligionnaires qu'il les recevra toujours dans son hôtel, mais ne tentera rien en leur faveur si on les arrête; cet avertissement est entendu et, le dimanche suivant, sa chapelle est presque solitaire. Pendant la semaine, quelques fervents s'y glissent, écoutent un prêche, communient et s'esquivent²⁵.

Les vellétés de revenir sur la révocation de l'édit de Nantes ne pouvaient aboutir sans provoquer un soulèvement général de l'opinion publique qui n'ignorait pas tout des connivences criminelles du parti protestant avec les ennemis de la nation. Déçus dans leur espoir de tolérance et peut-être de bienveillance ouverte de la part du Régent dont le scepticisme était connu de tous, les protestants du Midi de la France avaient compté tirer profit de l'alliance anglaise qui stipulerait en leur faveur. Ne voyant rien venir, ils s'étaient remués au point de devenir gênants et menaçants à l'heure où nos troupes faisaient campagne sur la frontière d'Espagne. Pressenti, harcelé, le roi d'Angleterre répondit de façon à détruire toute illusion. Par son ordre, Craggs écrivit à lord Stair que « estimant que son influence sur une population protestante pourrait être de quelque poids, le roi a jugé qu'il servirait le Régent en leur envoyant quelqu'un pour leur

Attitude de
Georges I^{er}

²³ *Gazette de la Régence*, p. 293, 311; 20 janvier 1719; J. Buvat, *Journal*, t. I, p. 359, 368; 14 mars 1718; P. Narbonne, *Journal*, p. 54.

²⁴ *Gazette de la Régence*, p. 315, 318; 3 et 13 février 1719.

²⁵ *Gazette de la Régence*, p. 329-330; 16 avril 1719.

²⁶ *Gazette de la Régence*, p. 330; 17 avril 1719.

faire savoir en son nom combien il croit de leur intérêt aussi bien que de leur devoir de se comporter honnêtement et paisiblement²⁷ ».

Réforme
d'Antoine
Court

Une sorte d'effervescence soulevait les communautés; aux environs de Montauban et d'Anduze, des huguenots furent surpris chantant des psaumes et mis en prison; à Clairac, les femmes et les enfants se laissèrent lier ou enchaîner en grand nombre; à Valence, on se réunit souvent²⁸ et ces assemblées entretenaient la ferveur confessionnelle et l'hostilité politique, dans tout le « Désert » se faisait sentir l'influence d'un prédicant doué d'une âme de missionnaire et d'un tempérament d'organisateur. Antoine Court, né en Vivarais, orphelin de père, avait suivi sa mère, malgré elle, aux prédications du « Désert », sa jeunesse et son innocence l'y avaient fait désigner pour la lecture à haute voix des saintes Écritures, mais sa précoce maturité lui avait révélé le péril que courait le protestantisme en France, menacé de succomber entre l'indifférence des timides et le fanatisme des exaltés. La faiblesse des premiers et le dérèglement des autres renfermaient des germes de destruction plus efficaces que les lois persécutrices. Antoine Court conçut le plan d'une restauration du troupeau qui glissait, par la voie du prophétisme, vers l'anarchie. Dans ce but il préconisait le retour aux assemblées fréquentes, le rétablissement de la discipline et la formation théologique des pasteurs chargés de remplacer les prophètes et les prédicants. Le 21 août 1715, Court présida le premier synode des délégués des églises des Cévennes et du bas-Languedoc qui porta entre autres décisions, l'interdiction pour les femmes de prêcher et l'adoption de la Bible comme règle de foi. Dès lors les synodes du Désert devinrent fréquents et furent pris en considération. Court fut consacré ministre par Pierre Courteis et alla étudier quatre ans à Genève (1718-1722), d'où il revint en Languedoc à la fin de 1722. Son mérite et son originalité consistèrent à n'user de l'influence qu'il exerçait sur ses coréligionnaires que pour les persuader de renoncer aux voies belliqueuses et aux violences. En 1719, les excitations adressées par Alberoni aux protestants du Midi se heurtèrent à un refus dont l'attitude de Georges I^{er} et les harangues d'Antoine Court expliquent la fermeté. Le Régent n'ignora pas le rôle du pasteur vivarois et lui

²⁷ *Oxenfoord Castle*, Stair Papers, vol. XIX A : J. Craggs à lord Stair, Whitehall, 11 (=22 avril 1719).

²⁸ Em. Saussine, *Les assemblées du Désert. Une assemblée aux environs de Uzès [à Valence] en juin 1717*, dans *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, 1860, t. IX, p. 137.

fit proposer une pension élevée ou bien la permission de vendre ses biens et d'aller s'établir à l'étranger. Court refusa tout, ne voulant que le succès de l'œuvre entreprise et la restauration de sa foi religieuse²⁹.

Au moment où il repoussait ces propositions, il continuait la lutte contre l'esprit sectaire dont les Parlements se faisaient les interprètes; vers 1719, il publiait une *Relation historique des cruautés envers quelques protestants en France pour avoir assisté à une assemblée tenue au Désert*³⁰. Mais l'heure n'avait pas sonné de la tolérance officielle; le Parlement de Bordeaux condamnait à l'amende honorable et aux galères perpétuelles deux pauvres diables réputés pasteurs et tout au plus glossolales, l'un, Jean Millet, cabaretier, était parvenu à épeler les caractères de l'alphabet, l'autre, Jean Martin, laboureur, était complètement illettré. Une femme Faure, veuve et mère de sept enfants, reconnue coupable d'avoir abrité sous son toit une trentaine de personnes pour le chant des psaumes, fut condamnée à la réclusion perpétuelle; un ouvrier en soie, Jean Bergue, fut exposé au pilori, fouetté, banni du royaume pour avoir gardé chez lui un apprenti lisant la Bible³¹. Les malheureux surpris à Anduze furent condamnés, les hommes, aux galères; les femmes, à la détention perpétuelle : Madame obtint du Régent la grâce d'une soixantaine de coupables mais sous la condition qu'ils sortiraient du royaume. On exilait les adultes, on violentait les enfants, les jeunes filles arrachées à leurs parents, étaient enfermées dans des couvents où on leur imposait une éducation et des croyances réprouvées par ceux qui leur avaient donné la vie³²; quant aux relaps on se montrait sans pitié envers eux³³.

Rigueurs
des
Parlements

²⁹ E. Hugues, *Fragment d'une biographie d'Antoine Court. La vie d'un prédicant (1715-1729)*, dans *Bull. de la Soc. d'hist. du protest. franç.*, 1870-1871, t. XIX-XX, p. 241; Lettre d'Antoine Court à Pierre Durand, août 1716 à 23 oct. 1721, dans même revue, 1884, t. XXXIII, p. 310 : Ch. Coquerel, *Histoire des Églises du Désert*, in-8, Paris, 1841; H. Bordier, A. Court, dans la France protestante, 2^e édit., t. IV; E. Hugues, *Antoine Court, Histoire de la restauration du protestantisme en France au XVIII^e siècle*, in-8, Paris, 1872; *Mémoire d'A. Court*, in-12, Toulouse, 1885.

³⁰ In-12, s. l. n. d.

³¹ *Archiv. nat.*, T t. 319 : emprisonnement de Doré et Surville ayant prêté leurs granges pour le prêche, septembre 1719.

³² *Archiv. nat.*, T t. 261 : jeunes filles enfermées dans des couvents de Normandie, 1716 à 1720; T t. 270 : enfants enfermés dans les couvents de Normandie de 1715 à 1720; A. Jobez, *De l'enlèvement des enfants protestants après la Révocation de l'édit de Nantes*, dans *Bull. de la Soc. d'hist. du protest. franç.*, 1858, t. VI, p. 274-278.

³³ V. Foix, *Poursuites contre les protestants relaps*, [Dax 1718], dans

Les
cordor-
mants

Pendant que le ministre Court épargnait à sa confession la suprême disgrâce, on voyait naître en France une secte rattachée par quelques liens au protestantisme. « En Angleterre, qui est un maudit pays, écrit Mathieu Marais, il s'est fait une assemblée qu'ils appellent la *Société du feu d'Enfer*, où certains hommes abjurent toute religion, professent l'athéisme, et prononcent toutes sortes de blasphèmes. Ils se donnent le nom de Lucifer, de Memmon, etc. Ils y ont attiré des femmes et des filles de condition qui prennent le nom des déesses païennes. On éteint les lumières à la fin de leurs assemblées, et ils se mettent tous ensemble à la manière des anciens gnostiques et des anabaptistes modernes. Il n'y a rien d'abominable qui ne passe par la tête de ces Anglois³⁴. » Moins de deux années plus tard, on rencontre cette secte implantée en France. « On a découvert, écrit Barbier, en 1723, une plaisante secte à Montpellier, appelée les *Condormants*, ou les *Multipliants*³⁵ » et Caumartin les appelle des *Trembleurs*³⁶. Deux cents personnes s'assemblaient chez la demoiselle Verchand où quelques prédicants leur débitaient des discours. L'Intendant fut informé de ces réunions et envoya pour les arrêter. On trouva quatre endoctrineurs habillés comme on décrit les lévites de l'Ancien Testament avec des étoles de soie marquées de caractères hébreux et d'autres qu'on ne connaît point, sur la tête un bonnet à peu près de la forme d'un turban garni de plumes. Ces gens s'assemblaient le soir et récitaient une espèce d'office, devant eux une table garnie de nappes blanches portait des pains, du vin, de l'eau-de-vie protégés par une douzaine de figurants tenant des étendards. Dans la salle, il se trouvait trois ou quatre lits de repos. Pendant l'office, on soufflait les lumières par intervalles et le rite secret s'accomplissait. On arrêta une douzaine de coupables, ils furent conduits en prison avec leurs ajustements. Un témoin a heureusement suivi le cortège et laissé la description de cette mascarade et du lieu des réunions sur lequel on lisait : *Hôtel de la Fille de Sion*. C'est un ramassis de meubles disparates et d'inscriptions en lettres rouges où sont mêlées « la tendresse et la religion ». A côté de la porte d'entrée deux matelas sur le plancher, des bancs d'église, une chaire à

Revue de Gascogne, 1910, t. LI, p. 31. En mars 1719. Buvat, *Journal*, t. I, p. 369, signale l'envoi de trois régiments dans le bas Poitou pour dissiper les huguenots qui faisaient des assemblées en plusieurs endroits.

³⁴ M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. II, p. 145; mai 1721.

³⁵ Barbier, *Journal*, t. I, p. 264; avril 1723.

³⁶ M. de Caumartin à Mme de Balleroy, 20 mars 1723, dans *op. cit.*, t. II, p. 526.

prêcher avec son degré, un grand laurier dans un vase, des bouteilles d'eau-de-vie, des dragées, des amandes pralinées, des bâtons parés de rubans et de lauriers, les tables de loi mosaïque, deux tambourins avec leurs baguettes, des trompettes d'enfant, une fontaine pour baptiser, une lampe à l'huile. Sur une table il est dit que le temps est venu où tous les hommes vont être égaux; les pauvres vont être riches comme les riches, et les riches pauvres comme les pauvres; Dieu veut que les hommes apprennent les femmes à prier. Ils leur apprenaient bien autre chose. La demoiselle Verchand se trouva grosse, sa fille âgée de douze ans devait être mariée la nuit même de l'arrestation, quant à sa servante, « jolie comme un cœur », elle allait sous peu rivaliser avec la Samaritaine. On saisit le registre des mariages, celui des initiés, celui des baptêmes. M. de Bernage commença le procès, il y avait quatre cents personnes compromises et une centaine environ se hâta de prendre la fuite³⁷.

Une autre importation anglaise fut la franc-maçonnerie, à une date encore incertaine et qui sera longtemps difficile à préciser. La politique vacillante du Régent avait tour à tour, attiré et éloigné la nuée d'intrigants qui composaient le parti jacobite. Dans leurs rangs se trouvaient déjà les hommes qui, en 1725, organisèrent la première loge écossaise en France dont le but avoué, et peut-être véritable, tendait à conduire les hommes vers l'état de perfection fondé sur l'égalité absolue existant entre eux. L'idée, parce qu'elle était philosophique, ne demandait, pour prospérer, que d'être transplantée hors d'Angleterre : mais elle devait conserver en France bien des traits originels. Les signes et les emblèmes servant à rallier les associés s'inspirèrent du langage biblique, dénaturé en jargon; familiers à l'entourage de Cromwell, ils offraient aux contemporains du Régent un je ne sais quoi de bizarre que le temps a rendu grotesque. Quant à l'idée égalitaire, elle trouvait dans le tempérament français un terrain de culture favorable. L'intelligence agile, l'ironie pénétrante, la logique rigoureuse qui forment les dons essentiels de ce tempérament ne pouvaient s'arranger longtemps des erreurs, des petitesesses et des tares d'une classe privilégiée; la noblesse et le clergé, si favorables à la franc-maçonnerie, devaient être sacrifiés à l'égalité qu'elle prêchait et qui ne s'arrêtait pas devant la

Les free
masons

³⁷ *Relation d'une nouvelle religion que des fanatiques vouloient insinuer à Montpellier*, lettre datée de Montpellier, le 7 mars 1723, dans Boisjournain, *Mémoires historiques, satiriques et anecdotiques*, in-8, Paris, 1807, t. II, p. 329-335.

Divinité elle-même. Tout ceci n'était pas de nature à déplaire au Régent, mais on n'a aucune preuve de son affiliation à la nébuleuse doctrine que les initiés Jacobites colportaient mystérieusement en France. Eux-mêmes devaient avoir peu de goût pour le prince athée et versatile dont leur maître, le *Prétendant*, avait eu plus à se plaindre qu'à se louer. Lors de la prise d'armes en Écosse, en 1715, le parti que dirigeait Charles Radclyffe, lord Derwentwater, avait succombé à Preston. Condamné à mort, fugitif, lord Derwentwater put gagner la France, devint secrétaire de Charles-Edouard, se lia intimement avec Andrew-Michael Ramsay, fils spirituel et biographe de Fénelon. Dans ces entretiens fut élaboré le plan de cette association destinée à une expansion considérable et à une influence qui contribua à l'avènement de l'esprit républicain.

Le parti et
la secte
jansénistes

Ce même esprit républicain se fait pressentir dans le parti janséniste et met en garde le Régent contre une alliance trop étroite avec ce parti. Dans un jour d'effusion, le prince avoue à lord Stair « qu'il n'y pouvoit point avoir d'autre party que de se liguier contre la Constitution; qu'à se déclarer pour ce party, il auroit tous les parlements du royaume pour luy; mais qu'il y avoit deux inconvénients de se déclarer pour les jansénistes : le premier, que le party étoit le plus foible; et le second que ce party avoit le sentiment républicain. » A cela, Stair réplique que le seul choix du prince fera en un moment du parti le plus foible, le plus fort, et qu'à tout prendre mieux vaut le plus faible que rien du tout. Quant aux sentiments républicains, ils se bornaient à une préférence et n'allaient pas jusqu'à souhaiter une subversion, et encore moins à y travailler³³. C'est cependant dans les Parlements, abris discrets du jansénisme pendant le règne qui va s'ouvrir, que s'entretiendra la petite flamme destinée, à la fin du siècle, à déchaîner le vaste incendie de la persécution religieuse.

L'histoire des tendances politiques du parti janséniste pendant la Régence ne semble pas relever d'aucun plan arrêté, pas plus que d'aucune ambition concertée. Impuissant à devenir un véritable parti, le jansénisme se vouait à n'être qu'une secte, ne visait qu'à éterniser des querelles ou à envenimer des conflits. Les mourants et les morts deviennent la proie que se disputent les constitutionnaires et les appelants. Un jour l'évêque d'Orléans se transporte chez un de ses chanoines malade à l'extrémité et l'in-

³³ *Public Record Office, France*, vol. 353 : lord Stair à J. Craggs, Paris, 2 avril 1719.

terpelle de déclarer s'il ne veut pas rentrer dans le sein de l'Église?³⁴ Un autre jour l'archidiacre Perochel refuse de faire l'enterrement du curé de Saint-Paul³⁵, ou bien le curé de Saint-Maclou à Pontoise fait enlever le corps du curé Cossart afin de le soustraire aux chanoines de Saint-Meulon, « scandale effroyable que Dieu jugera un jour » écrit un témoin³⁶, et pendant ce temps l'archevêque de Rouen vient à mourir, les moines de Saint-Ouen demandent qu'on porte le corps chez eux selon la coutume, le Chapitre s'y refuse, le Parlement de Normandie le lui ordonne; alors le Chapitre « ayant appris cet arrest se réunit et avant qu'il lui fut signifié, on ferma les portes, on leva le corps qui étoit dans une chambre de parade et l'ayant fait traîner jusques proche le tombeau de M. d'Amboise, on fit un trou proche de ladite tombe, on le poussa dans la cave et on le reboucha³⁷. » Le souverain-pontife n'échappe pas à ces gentilles macabres. Mathieu Marais s'empresse d'écrire dans son *Journal* : le Pape est mort sans confession³⁸; et un ami de la marquise de Balleroy : « Il est mort avec un transport au cerveau. Si pendant ce temps-là on lui avoit donné un point de croyance à décider, auroit-il été infallible?³⁹ » Cette mort imaginaire provoque une plaisanterie. « Il arriva avant-hier à ma porte, écrit un parisien, un billet bien imprimé pour inviter à une cérémonie à Notre-Dame d'un service pour la mort du Saint-Père qui se devoit faire hier. Comme je n'ai jamais ouï parler de prières mortuaires pour celui qui a le passe-partout du paradis, je crus et crus juste que c'étoit un godan du 1^{er} avril. J'ai deviné la boutique d'où cela venoit. Cela fait pourtant plus de chemin qu'on ne pensoit. Il n'y avoit eu environ que cinquante billets de distribués parmi les amis et connaissances de la maison d'où ils partoient. Il en est arrivé un par hasard en Sorbonne; hier, au *prima mensis*, on déclara si l'on suivroit l'exemple de Notre-Dame ou si l'on n'en feroit pas un dans la Faculté; docteurs de

³⁴ Buvat, *Journal*, t. II, p. 203, février 1721; X à Mme de Balleroy, 1^{er} février 1721, dans *op. cit.*, t. II, p. 263.

³⁵ M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. II, p. 63, février 1721.

³⁶ L. de Backer, *Journal de Jean de Saint-Denis, prêtre de Pontoise*, (1717-1734), dans *Mémoires de la Société historique et archéologique de l'arrondissement de Pontoise et du Vexin*, 1883, t. IV, p. 55; 3 août 1718.

³⁷ S. de Merval, *Extraits du Journal d'un bourgeois de Rouen*, dans *Bulletin de la Société de l'histoire de Normandie*, 1880-1883, t. III, p. 305; 22 avril 1719.

³⁸ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 112; 28 mars 1721.

³⁹ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 30 mars 1721, dans *op. cit.*, t. II, p. 303; du même voir *op. cit.*, t. II, p. 261; on y jugera du ton de certains magistrats gallicans.

raisonner, chacun suivant sa mode; les constitutionnaires outrés soutenaient un si saint Père au-dessus des prières. Dans le parti contraire, quelques-uns croyaient qu'il ne falloit pas prier pour un hérétique, d'autres qu'il avoit grand besoin qu'on priât Dieu pour lui et que les prières étoient toujours bonnes; pas un de ces grands personnages n'a imaginé que ce fût un poisson d'avril⁴⁵. »

Les rites de l'Eglise, ses sacrements, deviennent le prétexte des coups les plus inattendus et les plus perfides. Le P. de Linières, confesseur du Roi et jésuite se trouvant à l'archevêché, le cardinal de Noailles lui dit :

— « Eh bien, Père de Linières, vous voilà donc chargé d'un grand fardeau ? »

— « Il est vrai, Monseigneur, mais je tâcherai de m'en acquitter le mieux qu'il me sera possible avec l'aide de Dieu. »

— « Il faut l'espérer, cependant... je vous en décharge ! » Et il s'éloigne à l'instant⁴⁶.

Un prêtre de la paroisse Sainte-Marguerite, au faubourg Saint-Antoine⁴⁷ portait le viatique à un malade lorsqu'une servante s'agenouille et dit : « Je vous adore, ô mon Dieu, quoique vous soyez entre les mains d'un hérétique. » Son maître lui avait appris que tous ceux qui avaient juré la constitution *Unigenitus* étaient hérétiques⁴⁸.

Contrée
de régiment

On ne saurait compter parmi les sectes et à peine doit-on mentionner parmi les sociétés secrètes une tentative vite réprimée. Une lettre du secrétaire d'État au maréchal de Berwick nous apprend que les Jésuites essayèrent d'exercer une influence dans l'armée. Sous le nom de confrérie ils groupèrent des hommes sur lesquels ils croyaient pouvoir s'appuyer, tous choisis dans le Régiment de Soissonnais. « Il y a trois ans, écrit-il en 1719, que ces sortes d'associations étant devenues très fréquentes, le Conseil de la Guerre envoya des ordres circulaires à tous les régiments pour en empêcher la continuation⁴⁹. »

⁴⁵ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, 2 avril 1721, dans op. cit., t. II, p. 305-306; M. Marais, op. cit., t. II, p. 113, 1^{er} avril 1721. Le bruit de la mort de Clément XI se répandait périodiquement, voir *Les correspondants de la Marquise de Balleroy*, t. II, p. 214.

⁴⁶ Buvat, *Journal*, t. II, p. 369-370; avril 1722; M. de Balleroy à sa femme, 7 avril 1722, dans op. cit., t. II, p. 447, 449, 528.

⁴⁷ H. Leclercq, *L'Eglise Sainte-Marguerite au faubourg Saint-Antoine*, Paris, 1914.

⁴⁸ J. Buvat, *Journal*, t. II, p. 331, 26 avril 1722.

⁴⁹ Archiv. du Dépôt de la Guerre, 2557, 421. M. Le Blanc au Maréchal de Berwick, Paris, 20 avril 1719; voir Pajol, *Les guerres sous Louis XV*, in-8, Paris, 1881, t. I, p. 56.

Quand aux Juifs on connaît peu de chose sur leur compte. Un arrêt du Conseil du 21 février 1722 ordonna le recensement des Israélites dans les généralités d'Auch et de Bordeaux et le séquestre de leurs propriétés territoriales. On ne sait pas avec précision à quel calcul répondait cette avanie; mais déjà des protecteurs appartenant à ce peuple mal famé obligeaient à faire compter avec eux. Samuel Bernard était, avec quelques coréligionnaires, en mesure d'avancer dix millions par mois au Roi sur le bail des fermes⁵⁰, et il est permis de croire que l'influence de ces gros manieurs d'argent ne fut pas étrangère à la révocation de l'arrêt; le Régent fit plus encore, il consentit à lever l'espèce d'équivoque qui entourait encore l'existence des Israélites et les gratifia, pour la première fois, du nom de Juifs dans les lettres patentes qu'il leur accorda. Les Juifs de Metz servaient de proie au roué Brancas⁵¹ et de quelque étiquette qu'on les affublât, Juifs portugais ou allemands, payaient chèrement l'hospitalité. Leur abjection morale allait de pair avec leur saleté physique et l'avilissement de la race paraissait garantir à la fois sa dégradation et sa sécurité. On les parquait comme des troupeaux, on les exploitait comme des bestiaux, on les taxait comme des négociants, mais la persécution les épargnait. Le clergé montrait cette race maudite comme un monument de la vérité des prophéties, et menait grand bruit autour de quelques conversions arrachées à l'avarice au moins autant qu'à la persuasion; le Régent lui-même consentit à prendre part une fois à la cérémonie d'une abjuration⁵². Cette tolérance, d'où n'était pas étranger le calcul, s'exerçait dans le temps où les protestants étaient proscrits, les jansénistes exilés et où le gouvernement veillait à ce que les Français ne pussent manger gras les jours maigres⁵³.

Cette protection officielle n'exclut pas l'indulgence pour les plus ridicules aberrations de l'esprit. Le duc d'Orléans avait pris plaisir à des évocations et des diableries dans les carrières de Vanves et de Vaugirard; le duc de Richelieu s'adonnait à Vienne, à des divertissements de même genre, le duc de Noailles et le marquis de Mirepoix attachaient à ces folies une importance qu'ils se fussent

Juifs

Supers-
titions

⁵⁰ Buvat, *Journal*, t. II, p. 333, janvier 1722.

⁵¹ *Les Correspondants de Mme de Balleroy*, t. II, p. 360; Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 222, 298; Saint-Simon, *Mémoires* (1905), t. VIII, p. 288.

⁵² P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, 1832, t. II, p. 297; voir aussi dans *Les Correspondants de la marquise de Balleroy*, t. II, p. 214-215.

⁵³ M. Sers, *Les suites d'un repas champêtre en maigre et gras un jour maigre* (à Viane). Lettre de grâce du ministre d'État, dans *Bull. de la Soc. de l'hist. du protest. franç.*, 1858, t. VII, p. 38.

reproché d'accorder aux enseignements de la religion révélée. Le comte de Boulainvilliers se livrait à l'astrologie, tirait l'horoscope, écrivait l'*Apogée du Soleil* et ne perdait pas assez complètement la tête dans les sciences occultes et la philosophie hermétique pour n'être plus capable d'écrire quelques ouvrages raisonnables qui « lui assurent une meilleure réputation », et pour ne pas oublier, sentant la mort prochaine, d'envoyer Noailles son ami, lui chercher le P. de la Borde pour entendre sa confession⁵⁴. Quant au petit peuple ses prétentions sur l'avenir étaient plus modestes : Voltaire nous apprend qu'on ne consulta jamais plus qu'alors le marc de café.

⁵⁴ Buvat, *Journal*, t. II, p. 171, janvier 1722; M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 227-228, 348; janvier, septembre 1722. Saint-Simon, *Mémoires*, 1858, t. XIX, p. 425, nous dit que Madame et la maréchale de Clérembault croyaient « avoir une grande connoissance de l'avenir par l'art des petits points. »

CHAPITRE LX

Les arts, les sciences, les lettres

(1715-1723)

Train de maison. — La mode. — Watteau. — Décoration et ameublement. — Paris. — Jeu. — Laquais. — Théâtre de société. — Banque et négoce. — Sciences naturelles. — L'inoculation. — Les sciences et les lettres. — Fontenelle. — Voltaire. — *OEdipe*. — *La Henriade*. — Montesquieu. — *Les lettres persanes*. — L'abbé de Saint-Pierre. — La prose française. — *Manon Lescaut*. — Académies. — Érudition. — Littérature étrangère. — Entraves à la presse. — Critique. — Théâtre. — Chanson. — Musique. — Théâtre de la foire. — Polémique religieuse. — Le poème *De la Grâce*. — *Le Philotanus*.

L'étude de la société française pendant la Régence sera toujours incomplète. La Cour et Paris tiennent une place presque exclusive de tout ce qui concerne la Province et le Peuple dans la plupart des écrits qui nous ont été conservés. Une source d'informations nous fait presque entièrement défaut : les « livres de raison ». Quelques-uns, en très petit nombre, consignent des événements connus d'autre part et n'ajoutent aucun trait à ce que nous en savions¹. Les correspondances privées² nous surprennent souvent par la verdeur de langage et la licence des historiettes qu'on ose narrer à une femme qui mériterait plus de respect^{2*}. Les chroniques particulières de Buvat, de Barbier, de Marais sont rédigées avec un souci louable d'impersonnalité, souci qui nous prive de nombreux détails utiles à connaître. Le registre de dépenses d'un président à mortier au Parlement de Normandie pendant les

Train
de maison

¹ M. de Flamaré, *Le livre de raison de François Née de Durville, 1710-1723* dans *Bulletin de la Société nivernaise des lettres sciences et arts*, 1893, t. XV, p. 263-273; L. de Backer, *Journal de Jean de Saint-Denis, prêtre de Pontoise, 1717-1734*, dans *Mémoires de la Société historique et archéologique de l'arr. de Pontoise et du Vexin*, 1883, t. IV, p. 51-62.

² Je n'ai pu me procurer L. Spach, *Lettres écrites à la Cour par M. d'Angerrillers, intendant d'Alsace de 1716 à 1724*, dans *Bulletin de la Société pour la conservation des monuments d'Alsace*, 1879, t. XIV, part 2, p. 1-162.

^{2*} Principalement quelques correspondants de la marquise de Balleroy.

années 1720 et suivantes est moins laconique, il aide à voir vivre un ménage de magistrats possédant le luxe, le train de maison et les habitudes compatibles avec un état social déjà honoré³. Outre son hôtel situé à Rouen sur la paroisse Sainte-Marie, le président de Colmoulins possède quatre propriétés situées à Colmoulins, à Longthuit, aux Mesnils et, du chef de sa femme, à Boscthéroutte. Ses gens sont au nombre de dix ou douze : un portier, deux cochers, deux laquais, un premier valet de chambre, deux valets de pied ou d'appartement, une cuisinière, des femmes de chambre. L'écurie compte huit chevaux et la remise six voitures : chaise de poste, carrosse de campagne, grand et petit carrosse, berline, carrosse pour Madame, doré et peint et tendu de velours cramoisi. Le mobilier ne paraît soumis à aucune transformation ni à aucun accroissement, mais l'argenterie ancienne fait place petit à petit à de nouvelles pièces fondues et ciselées à la mode du jour. Chaque année, le président donne à sa femme pour les dépenses ménagères une somme qui varie entre 5.900 et 8.600 livres tournois. La garde-robe entraîne d'importants achats. Un habit, veste et culotte en drap d'Elbeuf, gris cendré, coûte, à Rouen, 291 liv. 13 sols. 6 deniers; un habit d'hiver en drap noir, veste en satin de Florence, culotte en velours noir de Gênes, coûte, à Paris, 234 liv. 9 sols. A la même date, le chevalier de Balleroy écrit de Paris à sa mère : « On m'a fait un habit, je n'oserois vous mander ce qu'il coûtait. J'ai peur de vous alarmer en vous laissant dans l'incertitude; il est [brodé] en argent et va environ à neuf cents livres⁴. »

La mode

La mode se transforme avec tant de rapidité qu'en peu d'années, le maréchal de Villeroy, avec sa perruque à marteau, et ses vêtements à la coupe du dernier règne, fera l'effet d'un fossile. Tout change; on commence par la tête et on invente la « coiffure à la culbute » confiée non plus aux doigts des femmes de chambre mais à l'art des coiffeurs. Bligny, attaché au service de la marquise de Prie, ouvre la dynastie qu'illustrera Frison et, après lui, Léonard. Les coiffeurs des dames invoquent l'appui du Parlement et le prient de faire « une grande différence entre le métier de barbier-perruquier (qui) appartient aux arts mécaniques, et l'art de coiffeur des dames qui relève des arts libéraux. Nous ne sommes

³ G. A. Prévost, *La vie privée d'un magistrat au commencement du XVIII^e siècle*, dans *Revue des questions historiques*, 1884, t. XXXV, p. 413-453.

⁴ Le chev. de Balleroy à sa mère, 24 avril 1720, dans *Les correspondants de la marquise de Balleroy*, t. II, p. 157. On rencontre quelques chiffres intéressants pour la vie courante dans le *Journal de Rosalba Carriera pendant son séjour à Paris en 1720 et 1721*, édit. A. Sensier, in-12, Paris, 1865.

ni poètes ni peintres, ni statuaires; mais, par les talents qui nous sont propres, nous donnons des grâces à la beauté que chante le poète; c'est souvent d'après nous que le peintre et le statuaire la représentent, et si la chevelure de Bérénice a été mise au rang des astres, qui nous dira si, pour parvenir à ce haut degré de gloire, elle n'a pas eu besoin de notre secours? Les détails que notre art embrasse se multiplient à l'infini, ...l'art des coiffeurs des dames est donc un art qui tient au génie. » Ce mémoire est daté de l'année 1718, l'année où, avec la coiffure basse, importée d'Angleterre, se répand la mode des cerceaux et paniers venus du même pays. On voit, coup sur coup, paniers à guéridons, à coupole, à entonnoir arrondis au sommet, paniers à bourrelets évasés à la base, paniers à gondoles et à coudes, paniers à la Jansénienus et à la Molina. Arlequin se divertit sur les tréteaux de la foire, se fait marchand de paniers et crie à tue-tête : « J'ai des bannes, des cerceaux, des volants, des matelas piqués; j'en ai de solides pour les prudes, de pliants pour les galantes, et de mixtes pour les personnes du tiers-état. » L'abandon du « grand habit paré », sous le poids duquel on fléchissait, fut pour plusieurs un scandale qui rappelle celui des vieux Romains quand ils virent la toge accablante remplacée par le manteau-pèlerine. Le décolleté perdit toute mesure et les manches amples et relevées découvrirent tout le bras. La mère du Régent n'avait pas caché sa surprise en voyant ses petites-filles sans corps de baleine; dans les dernières années de sa vie elle crie son dégoût pour ces « négligés » que les honnêtes femmes n'ont pas le courage de condamner et dont l'indécence ne les effraie plus. Quelques prédicateurs dénoncent cette mode sous laquelle on dissimule les suites d'une faiblesse coupable; on les laisse gronder. Le « négligé » fut une espèce de désordre savant, embelli par l'art, une révélation discrète, aiguillée par la nonchalance, une recherche piquante faite d'élégance et de simplicité. Vêtue de satin et enveloppée de mouselines, la Française de 1718, chaussée de mules, luttait de bonne grâce, pimpante et capiteuse, avec les jeunes gens qui l'entouraient.

« Ils ont le dos rond, nous dit un contemporain, la tête enfoncée entre les épaules, les bras fortement croisés sur la poitrine, et ils jettent autour d'eux des regards moqueurs. » Nœuds et aiguillettes, franges et dentelles perdent leur ancienne faveur comme la perruque perd ses dimensions prodigieuses; la broderie et les pierreries envahissent tout, ainsi que la poudre et les odeurs. La bourgeoisie adopte un vêtement moins ample qu'autrefois, la Cour se jette dans des profusions inouïes; on voit le petit Roi, âgé de

onze ans, donner audience à l'ambassadeur turc sous un habit de velours feu brodé de pierreries pour une valeur de vingt-cinq millions et pesant tout près de quarante livres.

Watteau

Cette société revit tout entière dans les tableaux et croquis du peintre des fêtes galantes. « Watteau, nous dit un contemporain, est attaché aux habillements vrais, en sorte que ses tableaux peuvent être considérés comme l'histoire des modes de son temps⁵, ainsi l'auteur de l'*Embarquement pour Cythère* aura fait œuvre de peintre d'histoire⁶. Ces groupes légers dont le pied effleure le sol à peine, ils partent, ils s'éloignent et se perdent dans les lointains noyés d'une subtile lumière; amants d'occasion qu'un désir rapproche, qu'une fantaisie séparera; ils cheminent, insoucieux et entrelacés, vers la galère de rêve, dont la proue d'or aux guirlandes de fleurs les emportera à l'aventure, n'importe où mais très loin, parmi la joie sans fin, sans fatigue et sans remords. C'est le voyage vers lequel s'élance la société de la Régence, fuyant ce qu'elle possède, avide de ce qu'elle ignore, ivre de jeunesse, de plaisir, d'insouciance et d'amour, de mouvement et de bruit, ravie de ce voyage parce qu'il ressemble à une escapade.

Ni les modes ni les peintres, ni le « grand goût » du dernier règne ne pouvaient survivre, pas plus que l'étiquette de Louis XIV et les mythologies de Charles Le Brun⁷. A l'existence théâtrale et à la peinture académique, succède, sans transition, un caprice que les hommes ont essayé de vivre et que Watteau a tenté de peindre. Ce réaliste a donné au caprice sa formule, il en a senti le frisson, l'a transcrit, vibrant et rapide, comme l'instant fugitif de la transition. Dans l'histoire de France l'*Embarquement pour Cythère* marque une date — 28 août 1717 — plus instructive et plus solennelle que beaucoup d'autres dates qui se lisent au bas d'un diplôme, d'un édit ou d'un traité de paix.

Ces ombres vêtues de satin et enveloppées de mousseline, Watteau les a contemplées, il en a empli sa vision. Elles sont là telles qu'il les observait dans ses flâneries quotidiennes au jardin du Luxembourg, vives et gracieuses, trottinantes et légères, rieuses ou fâchées. Cette grâce épanouie, ce chatoiement de soieries et de couleurs, cette opulence d'ombrages et de verdure, Watteau

⁵ Dubois de Saint-Gelais, *Description des tableaux du Palais-Royal avec la vie des peintres*, in-12, Paris, 1727, p. 75.

⁶ Sur l'inspiration possible de ce sujet, voir R. de la Sizeranne, *Watteau*, dans *Revue des deux-mondes*, 15 août 1921.

⁷ P. Marcel, *La peinture française de la mort de Le Brun à la mort de Watteau*, 1690-1721; in-8, Paris, 1905, p. 288.

les emportait dans son atelier de sorte que lui « si sombre, si timide, si caustique partout ailleurs n'était plus devant son chevalet que le Watteau de ses tableaux, agréable, tendre et peut-être un peu berger⁸. »

Dans d'autres œuvres, moins impondérables, moins aériennes que la toile fameuse, il montrera des *Assemblées dans un parc*, mélange de réalité et de chimère où se promènent, s'égayent et s'assoient les contemporains. Sans cesser d'être l'historien de ce qui l'environne, il reste le poète de ce qu'il crée : féerie merveilleuse faite de grâce et de lumière. Cette lumière baigne de séduction toutes les langueurs qu'elle caresse, tous les abandons, toutes les coquetteries dont elle livre les secrets manèges à l'expérience du « berger ». Mais le « berger » s'est trouvé être un révolutionnaire à sa façon. Aux « mythologies » de Le Brun répondaient les « batailles » de Vander Meulen, or Watteau s'avisa un jour de dessiner des fantassins; ce n'étaient que de petits soldats, mais taillés sur le modèle de ceux que dessineront un jour Charlet et De Neuville. Adolescent, il croquait dans les rues de Valenciennes « les différentes scènes comiques que donnent ordinairement au public les marchands d'orviétan », c'est ainsi que le *Rémouleur* et le *Savoyard* l'ont mené au *Gilles* et à l'*Enseigne de Gersaint*; c'est toujours la vie et la société que Watteau observe et qu'il représente jusqu'au jour où ce fils d'ouvrier, ce catholique soumis et pratiquant, scrupuleux même, ce peintre de la Régence, meurt à trente-six ans⁹, laissant à la postérité l'image d'un monde qu'après lui il faut renoncer à peindre.

Watteau est élève de Gillot et l'art de Claude Gillot contient le germe de l'art joyeusement fantaisiste de Watteau. Ornemaniste, peintre, dessinateur, graveur, Gillot transforme la décoration en l'allégeant. Sous Louis XIV, le moindre trophée prend des allures de panoplie où les casques, les grenades, les cuirasses, les écus et les palmes solidement assemblés par des chaînes s'entassaient en formidable appareil et font escorte au soleil. Sous la Régence, parmi les feuillages, les guirlandes et les herbes folles gambadent des amours, tandis que des bergers jouent du chalumeau dans le grand air des champs où frissonnent des ormeaux et claquent des banderolles. Le Brun avait inculqué la symétrie

Décoration
et ameublement

⁸ Expressions du comte de Caylus.

⁹ 19 juillet 1721; Gersaint et Caylus parlent de « la pureté de ses mœurs », il fit avant sa mort rechercher et détruire ses ouvrages qu'il ne trouvait pas assez décents. Voir encore Dubois de Saint-Gelais, *Histoire journalière de Paris*, 1716-1719, in-8, Paris, 1855.

comme on impose un dogme¹⁰. Dans l'ameublement et la décoration tout est redoublé. Robert de Cotte et Oppenordt n'osent s'affranchir de cette règle, mais dans quelques dessins de tables exécutés pour le Palais-Royal, et par conséquent pour le Régent¹¹, on observe déjà plus de gracilité, plus de complication que sous Louis XIV; l'ornement s'amenuise, les visages tendent à perdre leur impersonnalité symbolique. A la symétrie succède l'équilibre qui permet la variété; le vestiaire de Le Brun avec ses cuirasses, ses brassards et ses jambières est remplacé par le magasin d'accessoires de Just Maissonnier qui arrondit, qui frise, qui enveloppe, qui chantourne, et partout substitue le trait sinueux à la ligne droite, qui fait bomber, craquer, éclater tout ce qui n'est pas assez arrondi, assoupli, adouci. Ce ne seront désormais que coquilles et arabesques, nuages et parasols, treillis et espaliers. Boulle avait gouverné en despote l'art de l'ameublement, ses héritiers devront compter avec Cressent¹², se soumettre au goût nouveau et suivre la mode puisqu'ils ne la font plus : à l'ébène succède le bois coloré, les marqueteries de bois de rose et de bois d'amarante font place aux incrustations de métal et d'écaille et principalement aux panneaux en ancien vernis de la Chine. Porcelaines et laques de Chine envahissent commodes, consoles et étagères, leur étrangeté s'excuse par leur exotisme et achemine lentement vers la rocaille, le biscornu et le rococo. Les beaux cuivres ciselés ne sont pas remplacés, mais assouplis et comme végétalisés¹³.

Paris

L'anglomanie avait exercé sur la politique et sur la mode une influence indéniable; une autre mode anglaise s'introduisit en France, celle des paris. Buvat, Barbier, Marais ne manquent pas de s'intéresser à cette nouveauté lorsque, le 6 août 1722, le marquis de Saillans paria contre le marquis d'Entragues qu'il irait deux fois de Paris à Chantilly et de Chantilly à Paris entre six heures et midi. Le pari était de vingt mille livres, les autres paris montaient à quatre-vingt mille livres, ce qui, dans le peuple, devient « un million ». Sous la porte Saint-Denis était dressée

¹⁰ P. Mantz, *Les meubles au XVIII^e siècle*, dans *Revue des arts décoratifs*, 1883-1884, t. IV, p. 313; A. Valabrègue, *Claude Gillot*, dans *Gazette des Beaux-Arts*, 1899, t. II.

¹¹ A. de Champeaux, *Portefeuille des arts décoratifs*, pl. 22 et 638.

¹² R. Guérin, *François Cressent, sculpteur amiénois*, dans *Réunion des Sociétés des beaux-arts des départements*, 1892, t. XVI, p. 276.

¹³ Molinier, *Histoire générale des arts appliqués à l'industrie*, in-fol. s. d. (1898), t. III, p. 101; *Lettres patentes de Louis XIV pour l'établissement d'une fabrique de porcelaine de Chine auprès de Paris*, dans *Archives de l'art français*, 1858-1860, t. VI, p. 360.

une tribune où étaient toutes les dames de la Cour avec les Condé, et une horloge apportée de l'Observatoire; quatre mille badauds s'entassaient dans le faubourg Saint-Denis et sur la route de Chantilly distant de neuf lieues. Tout ce monde disait que Saillans se romprait le cou, il but un verre de vin à la santé des dames jeta le verre en l'air et partit ventre-à-terre, même cérémonie à Chantilly, cela était du marché, retour, nouveau départ, toujours sous une forte pluie et retour pour la deuxième fois à la porte Saint-Denis, gagnant le pari de vingt-cinq minutes, dispos et prêt à se rendre au dîner du Roi. Il avait lassé vingt-sept chevaux¹⁴. Ce n'était qu'une forme de l'intérêt porté à l'élevage, dont la Régence ne se désintéressera pas. Un règlement porté en 1717 confiait la direction des haras à la seule noblesse¹⁵.

Le jeu avait été une plaie à la Cour pendant les années éclatantes du dernier règne, il s'aggrava et parvint à de tels excès que le Régent se trouva obligé d'interdire à sa fille la duchesse de Berry les enjeux insensés dont l'exemple n'était que trop imité. La bourgeoisie, affolée par les gains et les pertes du Système, joua sans frein et le gouvernement n'ayant pu contenir cette passion s'occupa de la réglementer, afin de mieux l'entretenir d'une manière profitable. Le 16 avril 1722, huit académies de jeux furent autorisées dans Paris, moyennant un tribut de deux cent mille livres pour les pauvres honteux. Ce fut un gentilhomme nommé Mornay de Montchevreuil qui en suggéra l'idée et en obtint le privilège. Son placet, très laconique, invoque pour seul motif de son entreprise l'exemple des anciens qui avaient des jeux de hasard dirigés par un préposé public. Par un raffinement singulier, l'honneur présida désormais à l'exercice d'une passion déshonorante, et la tricherie fut réprouvée comme aurait pu l'être, dans un trafic honnête, l'improbité¹⁶.

Jeu

Nous avons parlé déjà des bals masqués, de l'invention d'un autre gentilhomme, le chevalier de Bouillon. Ce plaisir favorisa de grands excès; on multiplia les équipages et les laquais qu'on employa à des services bizarres et parfois inavouables. « Autrefois, dit la *Bibliothèque des gens de Cour* dont les volumes parurent successivement pendant la Régence, une dame auroit rougi de faire porter sa robe à un grand laquais; présentement la mode autorise cet usage, et les petits laquais ne sont bons qu'à porter

Laquais

¹⁴ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 322; Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 411; Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 229.

¹⁵ *Registre au Conseil du Dedans*, 7 octobre 1715.

¹⁶ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 317, 319, 321; juillet 1722; sur la fureur du jeu à Versailles.

à l'église le livre de leur maîtresse. Outre les grands laquais porte-queue, les dames ont des valets de chambre pour les habiller et les déshabiller. Les femmes de chambre n'ont soin que de la coiffure, de la pommade et de la boîte à mouches; car de donner la chemise est un attribut qui appartient au valet de chambre. »

Théâtre de
société

Léumontey n'a pas omis de signaler d'autres essais d'innovations, notamment dans le domaine de la pédagogie où le xvii^e siècle avait fort amolli l'ancienne rigueur scolastique. L'éducation dans les collèges des Jésuites comportait un théâtre que les Jansénistes dénonçaient avec horreur et qui n'a pas été sans influence sur le goût des théâtres de société, qui développa jusqu'à l'hypertrophie la jeune vanité française. Tandis qu'à l'abbaye de Chelles, on déclamaient les tirades les plus passionnées du théâtre de Racine, le répertoire des Jésuites était très différent. A Caen, ils s'avisèrent de représenter les docteurs de l'Université sous diverses formes, jusqu'à leur mettre des mitres de travers¹⁷; à Paris, ils ajoutaient à la tragédie l'usage des ballets où les danseurs de l'Opéra furent mêlés aux élèves de la Compagnie¹⁸. Parmi ces derniers se trouvaient un bâtard du Régent et, dans l'auditoire, son aïeule, qui le préférait à ses petits-enfants légitimes. Mais l'Opéra lui-même n'était-il pas réhabilité depuis que, parmi sa troupe, se trouvait un gentilhomme, M. Chassé du Ponceau.

Banque et
négoce

Si on cherche dans un domaine plus vaste la trace d'une innovation plus féconde due à la Régence, on ne peut hésiter à désigner la création des Conseils. Réservés à la plus haute noblesse du royaume, ils succombèrent par l'incapacité transcendante de leurs titulaires, mais leur établissement avait éveillé des ambitions et ouvert des perspectives parmi la bourgeoisie qui ne cessa d'y songer et d'en préparer le retour en y marquant sa place. L'ascension de Dubois et de Pâris-Duverney furent d'autres leçons dont la signification ne fut pas perdue. Le Système de Law fut, en outre, un levain d'émancipation. Il habitua les esprits à combiner de vastes opérations commerciales et des entreprises industrielles qui associaient la finance de l'État au commerce des particuliers. Les plus habiles négociants de Marseille, de Lyon, de Nantes, et surtout du Havre se trouvèrent avertis des affaires publiques et associés à leur progrès. Le commerce entraînait dans les

¹⁷ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 90, février 1721.

¹⁸ P.-E. Léumontey, *op. cit.*, t. II, p. 322, 478-479.

Conseils non seulement pour s'y faire écouter, mais parfois pour s'y faire obéir. La qualité de ces hommes les élevaient fort au-dessus de la légion de traitants, d'usuriers et d'anciens laquais dont la Chambre de Justice de 1716 organisa le défilé pitoyable. L'intelligence élevée, la générosité ostentatoire de beaucoup de financiers devaient réhabiliter une catégorie d'hommes qui n'en était encore qu'à des précurseurs avec Samuel Bernard et Crozat. La nécessité besoigneuse du trésor obligeait à compter avec eux et la richesse commença ainsi de prendre dans l'État la place que la force y avait jusqu'alors occupée presque seule. Le banquier tenant le ressort du crédit, le négociant levant les tributs du commerce sont, à bien des égards, des produits de la Régence, l'industriel exploitant les richesses naturelles va les suivre de près.

Moins heureuse ou moins féconde à d'autres points de vue, la Régence ne posséda dans les sciences mathématiques ni dans les sciences exactes aucun homme qui rappelât, même de loin, l'œuvre de Descartes et celle de Pascal. Cependant des noms honorables et d'utiles carrières enrichissaient la patrimoine national. La médecine avait Sénac et Helvétius, l'anatomie Winslow et Morand, la botanique les Jussieu, la mécanique Truchet et Réaumur, la chimie devait quelques progrès à Humbert, mais c'étaient là de brillantes promesses plus encore que de précieuses réalités. Une prévention encore générale voulait que les sciences naturelles relevassent de la médecine qui n'avait guère amélioré ses méthodes depuis le temps de Molière. Ce piétinement détournait les médecins français de prêter attention et de prendre au sérieux une innovation que la conscience eut dû leur interdire de dédaigner. On ne peut lire le *Journal* de Dangeau sans être frappé des ravages accomplis par la petite vérole, principalement au début de la Régence; ce fut une véritable épidémie qui emporta de nombreuses victimes. Précisément à cette époque un remède s'offrait. En 1716, lady Montague accompagnait son mari, nommé ambassadeur à Constantinople; elle ne tarda pas à constater l'existence d'une pratique ancienne en Orient pour combattre la variole par le moyen de l'inoculation. Le marquis de Bonnac, ambassadeur de France remarquait aussi que les Turcs « prennent la petite vérole par partie de plaisir, comme ailleurs on va prendre les eaux ». Il ne s'agissait que d'introduire sous l'épiderme le virus variolique recueilli avec une lancette sur une pustule arrivée à l'état de maturité. Lady Montague décrivait, dans une lettre du 1^{er} avril 1717, l'insertion du venin variolique et, le 18 mars 1718, faisait inoculer son fils âgé de trois

Sciences
naturelles

L'inocu-
lation

ans. Cinq jours plus tard, elle écrivait : « En ce moment l'enfant chante et joue, réclame son souper¹⁹; » et revenue en Angleterre elle se livra à une sorte d'apostolat. Le gouvernement britannique autorisa l'inoculation sur les prisonniers de Newgate, ensuite sur les orphelins de l'Hôpital, le 22 avril 1722, la princesse de Galles fit inoculer ses enfants.

Le voisinage et l'alliance entre les deux états auraient dû promptement faire passer l'inoculation d'Angleterre en France. L'année 1723 fut particulièrement funeste à Paris, Voltaire assure que la petite vérole y emporta vingt mille personnes²⁰. Presque en même temps la mortalité à Londres diminuait et une gazette française en attribuait tout le mérite à l'inoculation²¹; mais rien ne put émouvoir l'apathie du public et l'hostilité des médecins. Un praticien revint de Londres et raconta ce qu'il avait vu²², on n'en fit aucun cas et l'école de médecine de Paris soutint passionnément l'inutilité et le danger de l'inoculation.

Les sciences
et
les lettres.
Fontenelle

L'académie des sciences devait à la protection du Régent une sorte d'éclat qui, au jugement de beaucoup, est nécessaire, même au mérite. Le petit Renau, Louville, Varignon, Cassini poursuivaient leurs travaux de longue haleine sans se soucier beaucoup de savoir s'ils vivaient sous le feu Roi ou sous son successeur; Polignac exposait la divisibilité de la matière et se fourvoyait avec Malézieu dans la politique qui mena l'un faire pénitence dans une abbaye, l'autre réfléchir dans une prison d'État. Plus sages ou plus heureux Mairan et Fontenelle s'assuraient l'amitié et la protection du Régent. Fontenelle non plus ne boudait pas la politique, mais il y apportait une garantie de succès, il n'y croyait pas trop pour s'y compromettre, assez pour en tirer profit. En 1718, il a rédigé pour le compte de l'abbé Dubois le manifeste contre l'Espagne; en 1722, pour le compte du cardinal Dubois, il compose la lettre demandant un *Te Deum* qui scelle la réconciliation avec l'Espagne, et Mathieu Marais

¹⁹ Lady Montague à son mari, 23 mars 1718 : *The boy... is at this time singing and playing, very impatient for his supper*, P.-E. Lémontey, op. cit., t. II, p. 406.

²⁰ En 1723, la mortalité générale pour Paris fut de 20.024 personnes; c'est ce chiffre que Voltaire a dû lire, reproduire et dénaturer, M. Marais, op. cit., t. III, p. 16; septembre 1723 : « la petite vérole tue tout le monde. »

²¹ *Journal de Verdun*, mars 1725; voir *Les correspondants de la marquise de Balleroy*, t. II, p. 341, lettre du 12 juillet 1721.

²² De Lacoste, *Lettre sur l'inoculation de la Petite Vérole comme elle se pratique en Turquie et en Angleterre, avec un appendice*, in-12, Paris, 1723.

bougonne : « On fait de lui et de son esprit tout ce que l'on veut²³. »

On fait de lui surtout un des initiateurs du goût et un des parrains de la société du XVIII^e siècle. Quelques-uns de ses *Éloges*, et qui sont au nombre des meilleurs, datent de la Régence. Clarté, lucidité, finesse, élégance s'y trouvent dosées, mesurées, relevées d'esprit et de profondeur autant qu'on en doit mettre pour façonner un chef-d'œuvre. Ce sont, de préférence, des savants que ce lettré fait revivre, parce qu'il a le pressentiment de l'avenir promis à la science et qu'il sait à merveille son métier d'intermédiaire aimable, souriant et spirituel. Il ne compte pas comme savant, et son œuvre littéraire ne vaut guère, mais il est intelligent, curieux, contempteur de la tradition et épris de progrès, dédaigneux de l'autorité et respectueux de la raison. Sans être incrédule il a cessé d'être croyant, il lui suffit d'être sceptique, et toute sa malice ne va qu'à poser ironiquement des questions embarrassantes, sauf à esquiver respectueusement les réfutations péremptoires. Fontenelle est un informateur admirablement averti, l'esprit le plus cultivé de la fin du grand règne et, grâce à cela, l'introducteur désigné de la jeunesse impatiente de se produire.

Ce bel esprit tant décrié eut le goût et le talent d'intéresser, d'amuser, d'instruire. Son langage correct et poli devint l'annonciateur des découvertes les plus imprévues, parce qu'elles étaient confinées dans le domaine exclusif d'une corporation et d'un langage rébarbatifs. Charmé de ces récits qui semblaient autant de révélations, le public s'aperçut qu'il pouvait prendre intérêt et plaisir à des matières abstraites; de leur côté, les savants furent flattés de n'être plus réduits à une petite coterie et ils ambitionnèrent le succès et les applaudissements, moins peut-être pour eux-mêmes que pour l'honneur de la science qu'ils avaient cultivée. La langue s'enrichit et s'assouplit afin d'exprimer ce qu'il fallait, à tout prix, lui faire dire; la discipline de l'esprit gagna quelque chose à cette obligation d'exposer avec concision et clarté des notions qui n'excluaient pas les ressources du style et la simplicité de l'art.

Parmi ceux qui se dispensèrent des bons offices de Fontenelle, se trouvait un tout jeune homme de vingt ans. Fils d'un notaire au Châtelet, nommé Arouet, le temps lui avait manqué pour entasser les folies, mais il entassait les vers sur les vers et faisait alterner l'étude de la chicane avec les impromptus et la poésie.

Voltaire

²³ M. Marais, op. cit., t. II, p. 265; mars 1722.

Ses peccadilles étaient en train de gâter tout à fait sa réputation quand le notaire, lassé de tant de frasques, accorda pour quelque temps son fils à un ami qui l'emmena près de Fontainebleau et l'entretint sur tous les tons de la gloire d'Henri IV et de la grandeur de Louis XIV. Dès que ce dernier fut mort, Arouet revint à Paris et s'y glissa dans la société frondeuse et libertine réunie au Temple. « J'eus l'honneur, disait-il, de prendre part à ses orgies. » Après quelques voyages imposés à Tulle, à Sully et à la Bastille, Arouet pensa faire peau neuve en changeant de nom, il se nomma lui-même Voltaire²⁴.

Œdipe

Dans sa chambre de la Bastille, le jeune homme avait repris une tragédie ébauchée dans l'étude de procureur; à peine libre, il en fit juge le petit aréopage de Sceaux, d'où la pièce ne fit qu'un bond chez les comédiens. Elle fut représentée le 18 novembre 1718, et, de ce jour, *Œdipe* lança le nom de Voltaire dans la gloire. Voltaire s'y trouva comme chez lui, accueillit avec avidité les éloges et se précautionna de son mieux contre les retours de fortune. Le succès d'*Œdipe* avait tout le ragoût d'un triomphe sur la religion, les spectateurs étaient trop éveillés pour ne pas faire l'application de vers tels que ceux-ci²⁵ :

*Nos prêtres ne sont point ce qu'un vain peuple pense
Notre crédulité fait toute leur science.*

Interprété avec talent par Dufresne et par Mlle Desmares, *Œdipe* connut un succès inouï puisqu'il compta jusqu'à quarante-cinq représentations. Brochures, critiques, défenses se mirent de la partie, ajoutant leurs cris discordants au bruit de la pièce fameuse²⁶. Voltaire entretenait de son mieux ce qui aidait à sa réputation. Les épîtres, les badinages, les épigrammes fusaient sur ses lèvres et sous ses doigts; après le *Regnante Puero*, toutes les satires, toutes les licences, toutes les impiétés parurent sortir de son brillant esprit; on le soupçonna un moment d'avoir écrit les *Philippiques*.

La Henriade

Autre mécompte, et symptôme de la défiance qu'il inspirait: après l'arrestation de son ami le duc de Richelieu²⁷, compromis

²⁴ Ce sont les lettres des mots AROVET Le Jeune.

²⁵ *Œdipe*, act. IV, sc. I; voir act. II, sc. V; act. III, sc. IV et V.

²⁶ Quérard, *Bibliographie voltairienne*, in-8, Paris, 1848, p. 132-133, n. 727-741. Les correspondants de Mme de Balleroy, t. I, p. 370, 380, 383, 386.

²⁷ Ch. Révillout, *Voltaire et le duc de Richelieu, leurs relations avant le mariage du duc avec Mlle de Guise (1718-1734), étude chronologique et littéraire à propos de la première lettre comme écrite par Voltaire à Richelieu, dans la Revue des langues romanes*, 4^e série, t. III, (t. XXXIII de la collection), p. 528-581.

dans le complot de Cellamare, la police l'invita à s'absenter de Paris pendant quelque temps, et Voltaire se rendit à Sully-sur-Loire, où « plus hardi en paroles qu'au combat », il s'attira une fâcheuse affaire²⁸. De retour à Paris, il fait jouer *Artemise* qui tombe à plat²⁹ et « si prodigieusement que lui-même dit qu'il la trouvoit plus mauvaise que personne... Un auteur, ajoutait-on, ne peut mieux se rendre justice³⁰ ». Mais l'affaire qui préoccupe alors Voltaire plus que tout le reste, c'est son poème épique qu'il promène de salon en villégiature, qu'il retouche et retravaille, et qui sera intitulé *Henri IV* ou bien *la Ligue*. « On en parle, dès 1720, comme d'une merveille³¹. » Il ne paraîtra que trois ans plus tard, mais pendant cet intervalle, Voltaire ne connaît pas le repos. Non content des succès mondains que lui attirent les poésies légères qu'il produit sans effort, il ressent l'aiguillon d'une carrière plus relevée, celle d'un philosophe, réformateur et guide de l'esprit humain. Il avait peut-être lu quelques articles du *Dictionnaire* de Pierre Bayle, vers 1713; sept ans plus tard, en 1721, il fréquente lord Bolingbroke au château de la Source, dans l'Anjou; et la philosophie déiste et sensualiste de ce personnage l'a certainement impressionné. Entre temps, il compose des vers pour la fête donnée à Saint-Cloud par le Régent à Mme d'Averne³², sollicite la protection de Dubois, se fait bâtonner sur le pont de Sèvres par l'espion Beauregard à qui le secrétaire d'État Le Blanc, instruit du guet-apens, a seulement recommandé : « Fais donc en sorte qu'on n'en voye rien³³. » A son tour, il s'offre à Dubois pour une mission d'espionnage³⁴ et prend congé du ministre par une flagornerie³⁵; consulte Jean-Baptiste Rousseau sur son poème en gestation et se brouille avec lui. A la fin de l'année 1722, il se flattait encore de publier son poème en France, ayant, à force d'en donner lecture, fini par en tirer cinq cent écus de pension³⁶. Mais averti que le privilège lui sera

²⁸ M. de Caumartin à Mme de Balleroy, 3 et 18 mai 1719, dans *op. cit.*, t. II, p. 51-52, 57.

²⁹ M. de Caumartin à Mme de Balleroy, 17 février 1720, dans *op. cit.*, t. II, p. 123-124.

³⁰ M. de Caumartin à Mme de Balleroy, 21, 26 février, dans *op. cit.*, t. II, p. 127-128, 131.

³¹ M. Marais, *op. cit.*, t. I, p. 269, janvier 1720.

³² Barbier, *Journal*, t. I, p. 144, juillet 1721.

³³ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 311, juillet 1722.

³⁴ *Voltaire à Dubois*, 28 mai 1722.

³⁵ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 538, septembre 1722.

³⁶ X à Mme de Balleroy, 9 janvier 1722, dans *op. cit.*, t. II, p. 411; Le *Mercur* dit : 2000 livres.

refusé, aussitôt il prend ses mesures pour faire imprimer l'ouvrage à Rouen, en secret, avec la connivence de quelques magistrats du Parlement, d'où il le fait introduire à Paris (juin 1723). *La Henriade* fit événement, plutôt à raison de l'auteur que du sujet; on ne s'entendit pas sur son compte. Le cardinal Dubois la fit examiner par son neveu pour savoir si rien ne pouvait choquer la Cour de Rome³⁷, les docteurs de Sorbonne y sentirent quelque venin semi-pélagien³⁸, les Jésuites y flairèrent un relent de jansénisme³⁹, les courtisans furent peu satisfaits⁴⁰.

Théologiens, Jésuites et courtisans en furent pour leurs critiques, le succès de la *Henriade* dépassa toute prévision. Ce fut de l'ivresse : la France avait donc enfin son poème épique! son Homère! son Virgile! Voilà ce qu'on disait partout, en lisant ce poème presque interdit; et l'on ne se doutait pas que cette épopée, loin de devenir jamais un vrai poème national, tomberait dans le discrédit, presque dans l'oubli, moins de cent ans après avoir été saluée comme une merveille de l'esprit humain⁴¹. De quoi était fait le succès qui accueillit son apparition? De l'éloge de la tolérance, de la réprobation de la guerre civile, de l'apothéose de Henri IV? Il n'y paraît pas, l'engouement était fait de rien, de la longue attente, du nom de l'auteur, de quelques nobles tirades et d'une multitude de mauvais vers; au-dessus de tout cela il planait une séduction à laquelle le Français n'est jamais insensible : la divinisation d'Henri IV c'était la satire de Louis XIV. Le feu Roi avait certes regagné dans l'opinion publique une assez belle place après les mésaventures du *Système*, mais on prenait quand même plaisir à lui retirer son auréole et à le faire descendre du rang des dieux, sauf à y faire monter son aïeul à sa place. La malice était plaisante et ce fut la malice qui amusa, séduisit, enchantait. Dans la *Henriade*, le pape et les évêques, l'armée et la noblesse, le feu Roi et les princes du sang recevaient coups de plume et coups de griffe, coups d'encens et coups d'épingles. Le public fut déridé et, comme ces lardons s'alignaient avec des majuscules, il crut y voir des vers et, du poème, fit une épopée.

³⁷ Voltaire à Thieriot, Forges, juillet 1724, dans *Œuvres complètes*, édit. Beuchot, t. II, p. 111.

³⁸ *Discours préliminaire de la tragédie d'Alzire* (1736), dans *Œuvres complètes*, t. IV, p. 159.

³⁹ P. Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 216; *Le Nouvelliste du Parnasse*, Paris, 1731, t. II, p. 355-357, XXXI^e lettre.

⁴⁰ G. Desnoiresterres, *La jeunesse de Voltaire*, in-8, Paris, 1867, p. 300.

⁴¹ L. Crouslé, *Voltaire*, dans Petit de Julleville, *Histoire de la langue et de la littérature française*, 1898, t. VI, p. 97.

Voltaire venait d'être précédé par Montesquieu et le triomphe de la *Henriade* faisait écho à celui des *Lettres persanes*. Une malice plus sournoise, une imagination plus libidineuse, un scepticisme plus railleur avaient valu à ce livre, imprimé à Rouen sous la rubrique d'Amsterdam, un « débit prodigieux » et, en moins d'une année, quatre éditions et quatre contrefaçons⁴². En 1721, quand il parut, on ne s'étonnait plus que de très peu de choses. Le Régent avait bouleversé l'État. Dubois avait bouleversé les alliances, Law avait bouleversé les finances, il devait être permis aux littérateurs de bouleverser les idées. Montesquieu s'y employa. Son livre fut une œuvre de jeunesse, exactement de l'époque où il parut, c'est pourquoi il est spirituel, licencieux et impertinent, par dessus tout malin d'une malice recherchée et cruelle. La génération à laquelle il offre son ouvrage s'amuse au récit des voyages de Bernier, de Chardin et de Tavernier. Montesquieu lui fera entrevoir un Orient truqué, dont la transparence permet d'apercevoir les mœurs et les coutumes de l'Occident qu'il s'agit de critiquer; il saura être impitoyable pour se faire pardonner d'être superficiel.

Le don d'observation est médiocre, la critique des mœurs est d'ordre inférieur, mais l'observation est juste, le croquis rapide, la silhouette fixée d'un trait net et sec; cela ressemble plus à du journalisme qu'à de la littérature, seulement c'est un journalisme d'une qualité rare et d'une essence particulière. La satire politique y est mêlée avec le personnel, les pratiques et les ustensiles du sérail; le livre semble destiné au barbons et aux collégiens, il sera lu par tout ce que la Régence compte de futurs admirateurs de Crébillon, divertis par les détails scabreux, les sous-entendus obscènes et une gynécologie de mauvais lieu. Ce sérail, plus gascon que persan, parut une trouvaille; mais quand on apprit que l'auteur était président à mortier du parlement de Bordeaux, le contraste entre la grivoiserie du sujet et la profession de l'auteur emporta tout et décida le succès.

La forme épistolaire prêtait sa facilité à un ouvrage où toutes les questions agitées alors étaient effleurées en courant. Le décousu d'une correspondance, ses redites, ses retouches, expriment à merveille le mouvement de l'entretien d'une société qui passe d'une épigramme à une historiette et discute tour à tour les finances, la morale et le libre arbitre. Les institutions et les lois, les coutumes et les individus, les croyances et les privilèges

⁴² Voir *Lettres persanes*, édit. des Bibliophiles, 1886, *Préface*, par M. Tourneux, p. v-xiii.

ne sont pas à l'abri, mais l'artifice oriental permet tout et l'islamisme reçoit sans broncher tous les coups destinés au christianisme. Montesquieu ne songe pas à être athée, il parle de Dieu, mais seulement *comme s'il existait*. « Quand il n'y aurait pas de Dieu, écrit-il, nous devrions toujours aimer la justice, c'est-à-dire faire nos efforts pour ressembler à cet Être dont nous avons une si belle idée, et qui, s'il existait, serait nécessairement juste. » Naigeon et Jérôme Lalande, à la fin du siècle, ne seront pas plus hardis. Montesquieu serait surpris de voir qu'il a fait école, car il croit la monarchie et l'Église si solidement assises qu'il les juge inébranlables et ne souhaite pas qu'on y touche; si on le fait, que ce soit « d'une main tremblante ». Mais une fois cette concession faite à la prudence, Montesquieu jette à pleine main les sentences comme des graines qui feront lever l'esprit révolutionnaire. « Je ne puis comprendre, écrit-il, comment les princes croient si aisément qu'ils sont tout, et comment les peuples sont si prêts à croire qu'ils ne sont rien. » La noblesse n'est pas plus épargnée et, à partir de 1721, beaucoup se répéteront qu'« un grand seigneur est un homme qui voit le roi, qui parle aux ministres, qui a des ancêtres, des dettes et des pensions, prend sa prise de tabac avec hauteur, se mouche et crache avec flegme, et caresse son chien d'une manière offensante aux hommes ». La race ne risque pas de s'en perdre car « le corps des laquais, plus respectable en France qu'ailleurs, est un séminaire de grands seigneurs. Ceux qui le composent prennent la place des magistrats ruinés, des gentilshommes tués et quand ils ne peuvent pas suppléer par eux-mêmes, ils relèvent toutes les grandes maisons par le moyen de leurs filles, qui sont comme une espèce de fumier qui engraisse les terres montagneuses et arides. »

Le clergé est transpercé et la religion souffre tout. On se représente généralement le mouvement philosophique comme une explosion soudaine, à peine pressentie par quelques sursauts et quelques lueurs avant l'année 1750. La modération de Montesquieu, l'indifférence de Prévost, les quelques incartades de Voltaire donnent le change sur l'esprit régnant au début du XVIII^e siècle. Les entraves apportées au commerce de la librairie ne permettent pas de prendre une idée précise de l'état de l'opinion politique et religieuse. Cependant on rencontre dès la fin du XVII^e siècle et dans les premières années du XVIII^e, des négations hautaines, radicales, véhémentes, injurieuses, des négations cuirassées d'érudition et soutenues de science ou de métaphysique, qui heurtent tout l'appareil de dogme, d'histoire et

de philosophie sur lequel le christianisme repose. Mais ces négations, sauf exception, sont demeurées manuscrites, ou toujours, ou longtemps. Or ces manuscrits circulaient, les copies s'en multipliaient, on les payait parfois assez cher. Il existait des ateliers et des marchands de manuscrits dangereux, écrits jansénistes, libelles diffamatoires, ouvrages impies. La police les traquait⁴³.

Elle ne dédaignait pas de surveiller l'abbé de Saint-Pierre. Non qu'il fût dangereux, on ne le lit plus de nos jours, on ne le lisait guère sous la Régence que pour le plaisanter, et cependant plusieurs ont pensé d'après lui et comme lui. Sa clairvoyance s'embrumait d'utopies et s'égarait à la poursuite de toutes sortes d'ingrédients chimériques. Louis XIV avait enterré tous les faiseurs de systèmes : Catinat, Vauban, Boisguilbert, Fénelon, mais l'abbé de Saint-Pierre enterra Louis XIV et voulut sa revanche à lui. Il marchait vers l'avenir avec une confiance imperturbable et il le prédisait dans un jargon lamentable, accouplant des mots qu'on ne se rappelait pas avoir vu rapprochés comme : garanties civiles, égalité sociale, droit de suffrage, liberté d'examen. On n'écoutait guère, ou bien on s'égayait de ces folies, mais l'abbé allait son chemin, toujours discourant et écrivant, ayant fait provision de patience et supérieur au découragement. « Quand j'arrivai à Paris, raconte-t-il, je disputais avec tout le monde; enfin m'étant aperçu que la raison ne ramenait personne, j'ai cessé de disputer. » Il ne disputa plus, il exposa, il raisonna, il démontra, il fatigua, s'insinuant, s'accrochant, plus gênant que gêné, parlant sans cesse dans une société où on lisait peu, mais où on causait beaucoup, et il arriva que ses idées ne s'imposant pas, il imposa sa personne. C'était un résigné; il avait pris son parti d'être importun, de déplaire, ne connaissant pas d'autre moyen de faire pénétrer ses idées et de faire écouter ses plans. Deux choses lui devinrent indifférentes plus que tout au monde : l'ennui qu'il apportait aux autres et le ridicule qui s'attachait à lui-même. « Les hommes, avait-il coutume de dire, sont comme des enfants; il faut leur répéter

L'abbé
de Saint-
Pierre

⁴³ G. Lanson, *Questions diverses sur l'histoire de l'esprit philosophique en France avant 1750*, dans *Revue d'Histoire littéraire de la France*, 1912, t. XIX, p. 2-4; *Origine et premières manifestations de l'esprit philosophique dans la littérature*, dans *Revue des Cours et Conférences*, 26 décembre 1907 au 21 avril 1908 (conduit en gros le sujet de 1680 à 1715) : *La guerre des philosophes contre l'Église et la religion dans la première partie du XVIII^e siècle d'après les manuscrits conservés dans les bibliothèques publiques*, dans *Bulletin de la Société d'Histoire moderne*, 1911, p. 38-40.

cent fois la même chose. » Il répétait donc; sans se lasser, mais non pas sans lasser.

En 1718, sa *Polysynodie* parut un outrage au feu Roi et lui attira des tracas, l'abbé n'en écrivit pas une ligne de plus et n'en prononça pas une parole de moins, il était dit qu'il ne devait s'arrêter jamais, il allait donc, répandant ses idées avec la régularité d'une mécanique et la sérénité d'un automate. Ce n'était pas des idées *entrantes*, elles étaient plutôt rebutantes, au moins par le style; cependant il a prédit et il a prêché plusieurs innovations ou réformes qui se sont vues depuis, mais les a-t-on vues parce qu'il les avait annoncées ou quoiqu'il les eût prônées, on ne saurait le dire, et il importe peu de le tirer au clair. Les contemporains l'ont bafoué, la postérité l'a pillé; s'il avait été spirituel il aurait dit : « On me fusille, mais on vide mes poches. » Parmi les détrousseurs on rencontre Voltaire, Montesquieu, Rousseau qui l'ont lu, résumé, épuré, débité, mis en circulation après l'avoir refrappé et monnayé à l'effigie et au cours du jour. Pour bien entendre à quel point l'abbé et ses idées comptaient pour peu de chose, il suffit de se rappeler que l'Académie a pu l'exclure sans que la vigilante Sorbonne ait songé à le relancer lui ni ses idées.

Ses idées n'étaient pas toutes chimériques, mais elle étaient prématurées. Deux siècles ont passé et, suivant son vœu, l'élection est devenue un des rouages de la machine gouvernementale; non que les magistrats, les officiers, les prêtres, les rois fussent, comme le voulait l'abbé, désignés par le scrutin, mais la nation recourt à l'élection et lui remet le choix de ses représentants politiques. De même l'abbé de Saint-Pierre préconise l'abolition du droit d'aînesse et de la vénalité des charges, la réforme de la taille, le développement de l'instruction primaire, la publication d'un journal officiel⁴⁴. S'il se trouvait dans tout ceci beaucoup à corriger, il ne s'y trouvait rien à supprimer et lorsque de plus sages que lui ne voyaient dans le despotisme que la garantie d'une immuable félicité, l'abbé dénonçait cet idéal ruineux et affirmait que l'âge d'or n'était pas dans le passé, mais qu'il fallait contraindre l'avenir à l'enfanter⁴⁵.

Si novateur et révolutionnaire qu'il fût par les idées, l'abbé de Saint-Pierre restait archaïque par son style et dépaycé au milieu

La prose
française

⁴⁴ J. Drouet, *L'esprit pratique de l'abbé de Saint-Pierre*, dans *Revue du Dix-huitième siècle*, 1914, t. II, p. 161-174; C. Paultre, *La taille tarifée de l'abbé de Saint-Pierre et l'administration de la taille*, in-8, Paris 1903.

⁴⁵ P. Albert, *La littérature française au XVIII^e siècle*, in-12, Paris, 1895, p. 41-42.

d'une société qui ne s'exprimait plus dans la langue en usage sous le feu Roi. Un changement s'opérait dans la prose française, encore embarrassée et comme bordée de locutions massives qui retardaient sa vive allure. On s'aperçut, vers le temps de la Régence, que chargée d'articles et d'auxiliaires, et privée d'inversions et de désinences sonores, cette prose piétinait dans l'ornière des langues anciennes et qu'il lui fallait une marche plus rapide et une construction plus svelte. Aussitôt des protestations retentirent, l'académie de Soissons dénonça la tendance nouvelle à introduire la concision, le savant Jean Leclère annonça la déchéance rapide d'un idiome trop souple et élégant. C'est cependant cette prose nouvelle dont Dubois fait usage dans ses dépêches (p) comme Massillon dans le *Petit-Carême* (1718) et l'abbé Prévost dans *Manon Lescaut*.

« Voici un livre populaire. Grand, très grand événement. Il ne paraît qu'en 1727, mais il est certainement écrit, ou du moins commencé vers le temps qu'il raconte, vers les cruelles années des enlèvements pour le Mississipi⁴⁶. » Et Michelet y tient, il y reviendra : « Quand on sait lire, écrit-il, on lit très clairement que *Manon* est de la Régence et nullement du temps de Fleury⁴⁷. » En effet, quand on lit cette histoire graveleuse et touchante qui rappelle la plus étrange tentative matrimoniale qu'ait suscitée une de nos anciennes colonies, il est impossible de reporter le livre après la Régence.

*Manon
Lescaut*

Pourquoi *Manon Lescaut*, dès la première scène,
Est-elle si vivante et si vraiment humaine
Qu'il semble qu'on l'a vue et que c'est un portrait?...

Pourquoi? demande Musset. Parce que ce torrent de passion, de larmes et de boue c'est la magique peinture de ces fiévreuses années qu'on nommera toujours « la Régence ». Le chevalier des Grieux et Manon arrivent de leur province, lui à dix-sept ans, elle à quinze et se mettent bien vite au niveau de la corruption de Paris. On a tout tenté pour les identifier, les suivre, leur constituer un état-civil, retrouver leur trace. Ces recherches sont

⁴⁶ J. Michelet, *Histoire de France, La Régence*, édit. Le Vasseur, 1883, p. 308.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 81, note. C'est en octobre 1728, et non 1727, que Mlle Aïssé fait allusion à Manon dans une lettre à Mme de Calandrini, *Lettres de Mlle Aïssé*, in-12, Paris, 1873, p. 271; H. Harisse, *L'abbé Prévost. Histoire de sa vie et de ses œuvres d'après des documents nouveaux*, in-12, Paris, 1896, p. 125-131.

agréables, elles sont parfois utiles, lorsqu'elles nous montrent que le début et la fin du roman sont de véritables chapitres d'histoire coloniale où l'exactitude des détails avive l'émotion du récit. Ainsi le conteur a fait œuvre d'historien, il a évoqué les scènes d'un drame sur lequel les uns s'étaient attendri pendant que d'autres goudaillaient, et l'épisode qu'il conte prend place vers 1719 ou 1720, lorsque se multiplièrent les convois de « filles de joie » à la Louisiane. Entre sa sortie du noviciat des Jésuites et son entrée au noviciat des Bénédictins, Prévost a dû rencontrer de ces convois. Les charrettes des filles étaient encadrées d'archers en armes, mais toutes les filles n'étaient pas d'abominables gourgandines, et parmi elles se trouvaient de malheureuses enfants comme cette petite de Neufchêze qu'on a mise au couvent, par trois fois et trois fois s'est sauvée. Elle s'est crue bien cachée dans une maison suspecte, mais on l'y a découverte et elle part pour « Micicipy ». La véritable Manon c'est Prévost qui l'a rencontrée, ensuite parée dans son imagination, abritée dans son cœur, embaumée et ensevelie à jamais non pas auprès du lac Pontchartrain, mais dans le roman fameux, qu'on ne mit en vente qu'au mois de juin 1731 aux vitrines des libraires d'Amsterdam, mais qui circulait dès 1728 et probablement plusieurs années plus tôt, manuscrit rédigé peut-être dès 1720 ou 1721.

Le beau côté de l'affaire n'est pas que Prévost se soit épris de Manon, gentille et caressante, enjouée et frivole, fruit délicieux et gâté d'une civilisation exquise et corrompue; le beau côté c'est que Prévost auteur lâche et diffus, cette fois, sous l'aiguillon d'une rêverie ardente, se soit mis à écrire bien. Il n'avait pas de génie, mais il eut quelques jours de talent et le charme dont sa plume a paré la fillette impudique a été pour elle comme une absolution. « Cent ans après, elle corrompt encore », a écrit Michelet; et deux cents ans après aussi!

.....Ah! folle que tu es,
Comme je t'aimerais demain, si tu vivais!

lui crie Musset. Mais elle vit toujours, elle vit telle que Prévost l'a créée : joli animal que son instinct conduit, qui sait que le péché lui va, qu'elle en est plus jolie, aimée, désirée et payée davantage. Sa souillure revêtue d'innocence n'est qu'une guenille, sa dépravation corrigée d'espièglerie n'est qu'une vilénie dont elle s'embarrasse peu, n'aimant et ne poursuivant qu'une chose : le plaisir. Tour à tour rouée et naïve, cynique et câline, cette prostituée n'est qu'incomplètement pervertie; la souffrance présente et la mort prochaine réveilleront dans son « cœur trois

fois féminin » des forces assoupies, ignorées d'elle-même, d'autant plus intactes et vivaces que ses égarements les ont respectées. Celle qui portait l'inconstance jusqu'à la folie deviendra fidèle jusqu'au sacrifice, cette fille amollie par l'habitude du plaisir se raidira à tout souffrir, la fuite, le désert, la mort même, pour l'amour du chevalier que sa précoce « expérience » avait dévoyé et corrompu.

Le chevalier des Grioux c'est l'abbé Prévost. Ses supérieurs monastiques nous l'ont montré : « Cheveux blonds, yeux bleus bien fendus, teint vermeil, visage plein »; lui-même s'est fait connaître le plus faible, le plus inconstant, le plus inoffensif des hommes en qui « la passion violente rend la raison inutile. » Cette passion qu'il redoute il s'y abandonne, mais il la condamne parce que « n'étant pas capable d'étouffer entièrement dans le cœur les sentiments de la vertu, elle empêche de la pratiquer ». Ces aspirations iront rejoindre les projets de vie paisible et solitaire : jardin, bibliothèque, conversation, frugalité, sage arrangement que bouleverse le souvenir et le regret de Manon. Dès qu'elle se montre à lui, il oublie et il abandonne tout pour elle; il la suit partout, au tripot et jusqu'à l'escroquerie, parce que l'amour excuse tout et autorise tout. Il ne s'en repent pas, ne s'en cache même pas, au contraire, il réclame pour son caractère l'estime et l'admiration. Dans l'*Avis au lecteur*, Prévost explique comment « le public verra dans la conduite de M. des Grioux un exemple terrible de la force des passions », il prétend exposer par l'exemple « de ce jeune homme faible et aveugle et de cette jeune fille corrompue » tous les dangers du dérèglement. Voici pourquoi il écrit ce livre brûlant peut-être au lendemain de l'aventure et pendant son année de noviciat; il y découvre une œuvre morale, il y dépose toute passion, toute amertume, toute langueur corruptive pour faire œuvre, croit-il, d'apologiste et de convertisseur! Éclore dans une cellule, l'*Histoire de Manon Lescaut* s'y haussa à la dignité d'une confession, elle fut un délassement à des travaux plus arides et une récréation entre deux notices latines ajoutées au *Gallia christiana*⁴⁸.

⁴⁸ P. Heinrich, *L'abbé Prévost et la Louisiane; étude sur la valeur historique de Manon Lescaut*, in-8, Paris, 1907; on y trouvera tous les textes utiles à l'histoire des déportations « à Mississipi »; V. Schroeder, *L'abbé Prévost, sa vie, ses romans*, in-8, Paris, 1908; Marc de Villiers, *Histoire de la fondation de la Nouvelle-Orléans, 1717-1728*, in-8, Paris, 1917; A. Beaunier, *La véritable Manon Lescaut*, dans *Revue des deux mondes*, 1918, 6^e série, t. XLVII, p. 697-708; Edmond, *L'abbé Prévost à l'abbaye de Jumièges (1721)*, dans

Académies

Tout conspirait alors à la prospérité des lettres. L'exemple donné par le Régent portait des fruits; non content de favoriser et de protéger sayants, artistes et écrivains, le prince les attirait auprès de sa personne, les entretenait de leurs travaux avec une curiosité trop bienveillante pour qu'on songeât à lui reprocher ce qu'elle pouvait avoir de prétentieux⁴⁹. Fontenelle et Mairan, Vertot et Longepierre entretenaient le duc d'Orléans, plaidaient auprès de lui la cause des académies, attiraient son attention sur la Bibliothèque du Roi qui lui dût son nouveau et vaste logis, l'hôtel de Nevers que Law avait occupé un instant avec sa banque, et qu'elle n'a plus quitté⁵⁰. L'académie des Inscriptions et Belles-Lettres garda, elle aussi, le nouveau titre que le Régent lui imposa. En même temps qu'il fondait les universités de Dijon et de Pau⁵¹, quatre courtisans dotaient les académies provinciales de Lyon, de Bordeaux, de Marseille et de Pau, prélude et promesse du *Club de l'entresol*.

Erudition

Ces institutions devaient favoriser la transmission des disciplines savantes en honneur pendant le dernier règne. Des vieillards illustres disparaissaient les uns après les autres comme s'éteignent les flambeaux d'une fête qui finit. Le Père Malebranche et le savant évêque Huet succombaient exténués de vieillesse mais encore laborieux, l'abbé de Choisy et l'abbé Fleury revoyaient leurs « Histoires » mémorables⁵², Mme Dacier terminait sa longue fréquentation d'Homère⁵³ tandis que le Père Lelong succombait à la tâche⁵⁴. Mais des érudits plus jeunes, non moins laborieux ni moins savants allaient suivre. Dom Pierre Coustant éditait les lettres des Papes, Dom Bernard de Montfaucon expliquait les monuments de l'Antiquité et ceux de la Monarchie française dont son confrère Martin Bouquet entreprenait de raconter l'histoire à l'aide des seuls textes authentiques pendant que Dom de Sainte-Marthe refondait ce *Gallia christiana* auquel travailla quelque temps l'abbé Prévost. Fréret et l'abbé Dubos approfondissaient l'étude des origines nationales en même temps que Félibien, Sauval, Lobineau introduisaient méthode et critique dans l'his-

Bulletin historique trimestriel de la Société des antiquaires de la Morinie, 1897, t. IX, p. 263.

⁴⁹ *Mémoire de l'Académie des Inscriptions*, t. I, p. 28.

⁵⁰ M. Caumartin de Boissy à Mme de Balleroy, janvier, septembre 1721, dans *op. cit.*, t. II, p. 257, 357, 498; J. Buvat, *Journal*, t. II, p. 300; octobre 1721.

⁵¹ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 356-358; septembre 1722.

⁵² Barbier, *Journal*, t. I, p. 209; avril 1722.

⁵³ M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. II, p. 391-392; août 1720.

⁵⁴ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 177-178; juillet 1721.

toire de Paris. La connaissance des provinces entraînait dans une voie féconde avec l'*Itinerarium burgundicum*, écrit posthume de Dom Jean Mabillon et le *Voyage littéraire de deux bénédictins*, Dom Martène et Dom Durand, convaincus eux aussi que la science et le travail sont des devoirs monastiques. Dans une autre direction de recherches, l'abbé Savary achevait son *Dictionnaire de commerce*, ouvrage sans exemple et imprimé par souscription⁵⁵; car ce n'est pas un des moindres sujets d'étonnement d'une telle époque que le succès de ces gros livres. L'*Antiquité expliquée* de Montfaucon a été mise en vente à trois cents livres, peu après on l'achète quatre cents, elle monte à cinq cents et l'on dit qu'elle ira bientôt à sept cents livres. « C'est un vrai Mississippi » déclare un souscripteur⁵⁶.

Beaucoup de noms pourraient être ajoutées à ceux-ci⁵⁷, mais il semble peu utile de rappeler auteurs et ouvrages tombés dans un juste oubli. Ni le P. Daniel ni l'abbé Raguenet ne sont des historiens, ni Du Tot et La Jonchère des économistes, ni le président Bouhier et l'abbé de Dangeau des littérateurs. A l'étranger, des protestants réfugiés en Prusse, en Hollande ou en Angleterre y écrivent, dans une langue saine mais terne, des livres accueillis avec faveur et délaissés avec raison. Les auteurs introduits sous le voile d'une traduction furent peu nombreux et peu recherchés. L'Espagne n'est représentée que par l'histoire de Mariana et quelques contes, l'Italie par des fadaises comme le Roland amoureux de Boyardo et le Voyage de Garneri Carreri, l'Angleterre par un plus grand nombre d'écrits, entre autres plusieurs traités philosophiques de Locke, la théologie de Clarke et Collins, les sermons de Hoadly, l'optique de Newton, le conte du Tonneau, certains poèmes de Pope et le *Robinson Crusoë*⁵⁸.

Les *Mémoires* historiques du cardinal de Retz avaient ouvert une veine nouvelle où l'intérêt est fait de malice et d'indiscrétion. Successivement parurent les mémoires de Gourville, de Joly, du comte de Brienne, de Mme de Motteville soulevant un vif intérêt⁵⁹, que surexcitait la malveillance du gouvernement pour ces révélations parfois embarrassantes. Les *Mémoires* de Mlle de Montpensier furent saisis et brûlés par ordre du Régent, on

Littérature étrangère

Entraves à la presse

⁵⁵ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 466; juin 1723.

⁵⁶ M. Caumartin à Mme de Balleroy, 8 décembre 1719, dans *op. cit.*, t. II, p. 87.

⁵⁷ P. E. Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 470 suiv.

⁵⁸ Sur l'accueil fait en France au Robinson Crusoë, voir *Les Correspondants*, t. II, p. 182; *Archiv. de la Bastille*, t. XII, p. 515 : « très mauvais ouvrage pour les mœurs de la religion ».

⁵⁹ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 462; juin 1723.

s'en consola en disant : « Nous les aurons par la Hollande⁶⁰. » L'Angleterre nous fournissait aussi de livres interdits car le régime de la librairie loin d'être adouci fut aggravé pendant la Régence : le 12 mai 1717, une déclaration royale ajoutait la peine du carcan aux moyens employés jusqu'alors pour contenir la presse. Toutefois une combinaison imprévue servit utilement la science historique. Les idées de calcul introduites par Law suggérèrent l'expédient des souscriptions applicables surtout aux vastes publications scientifiques. Ce mélange d'escompte et de crédit qui assura au libraire des facilités pour fabriquer, et à l'acheteur pour payer, permit de tenter et de faire réussir de fortes entreprises avec de faibles moyens⁶¹.

Critique

Quatre journaux gouvernaient ce qu'on était convenu de nommer la « république des lettres ». Le *Mercur de France*, le *Journal des Sçavans*, celui de *Trévoux* et celui de *Verdun*. Ces publications mensuelles bornaient leur rôle à celui de rapporteurs, ils ne jugeaient point, ils « extrayaient », et si la charité était sauve la critique n'y gagnait rien. Ces analyses incolores évitaient toute personnalité, toute observation amère contre l'ouvrage⁶², à l'exception du *Journal de Trévoux* impuissant à garder son sang-froid lorsqu'il rencontrait sur son chemin un écrit janséniste. Une méthode si peu en rapport avec celle qui a prévalu depuis était déjà condamnée à disparaître dans le plus bref délai. Le 1^{er} janvier 1724 parut un nouveau *Journal des Sçavans* dirigé par l'abbé Bignon et qui allait sonner le glas de l'ancienne façon. « Les auteurs n'en demeurent pas à de simples extraits, nous dit Mathieu-Marais; ils critiquent, ils censurent, ils disent leur avis; et parlent hardiment de toute matière. Cela ne peut pas durer⁶³! » Cela dura néanmoins.

Théâtre

La critique théâtrale était plus scrupuleuse encore. Tant que la pièce était la propriété de l'auteur, le *Mercur*, qui seul parlait des théâtres, se contentait de publier l'analyse que lui adressait l'auteur lui-même, ou d'annoncer, en cas de retard, que l'auteur ne la lui avait pas encore envoyée. C'est seulement après un certain nombre de représentations, et lorsque l'ouvrage appartenait aux comédiens, que le journaliste risquait des observations critiques aussi tardives qu'insipides et superflues. Du reste, à

⁶⁰ M. d'Argenson à Mme de Balleroy, 15 janvier 1719, 26 septembre 1721, t. II, p. 358.

⁶¹ P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 477.

⁶² Montesquieu, *Lettres persanes*, lettre CVIII^e.

⁶³ M. Marais, *op. cit.*, t. III, p. 96; mars 1724; il ajoute « M. de Sallo finit bientôt le sien pour avoir pris cette route ».

l'exception d'*Oedipe*, le théâtre de la Régence est d'une grande médiocrité. Dancourt donne les *Curieux de Compiègne*, Le Grand, *Cartouche ou les Voleurs*, Lagrange-Chancel fait représenter *Oreste et Pylade*, et vingt autres rapsodies font défiler tout le répertoire classique : *Antiochus et Electre*, *Caton et Romulus*, *Sémiramis* et *Pyrrhus*, etc. Les auteurs comiques s'évertuent sans mieux réussir⁶⁴.

La poésie légère n'inspire aucun talent en dehors de Voltaire et on peut omettre la mention et jusqu'au souvenir des tragédies de collèges, latines ou françaises, il n'importe guère. La chanson ne peut pas obtenir plus d'indulgence. Pour quelques couplets malicieux, il faut subir des montagnes de sottises grivoises ou malsaines. Brevets de calotte ou *cacotès*, mirlitons⁶⁵, noëls⁶⁶, tout ce fatras collectionné par Maurepas, Marais, Barbier, Desfontaines et la Monnoye croupit dans des recueils qui n'ont de satirique que le nom⁶⁷.

Chanson

La musique fut tout aussi indigente et on éprouve comme une humiliation en parcourant la liste des inconnus qui représentaient alors la science de la composition musicale. Mouret, qui fut, à proprement parler, le musicien de la Régence, se distingua par la grâce et nota de jolies chansons. La musique de Lulli gardait ses admirateurs passionnés. Des comédiens ambulants parcouraient les provinces, et, s'ils ne pouvaient jouer les pièces entières, ils choisissaient différents actes dans des pièces diverses. Lyon, Marseille, Bordeaux, Strasbourg, Orléans, Tours, d'autres villes d'une médiocre population, possédaient des académies de musique et des salles de concert. Des femmes qualifiées, des hommes considérables chantaient sans inconvenance dans des assemblées publiques. Dès le commencement du XVIII^e siècle, les instruments à cordes s'étaient introduits dans le chant des églises. On y employa ensuite des acteurs des théâtres, et même, dans quelques couvents, des comédiennes cachées derrière un rideau, que leur coquetterie entr'ouvrait souvent. Cette licence doit d'autant moins surprendre que les églises, jalouses d'attirer la foule,

Musique

⁶⁴ J. Vic, *Les Dominos*, dans *Revue du Dix-huitième siècle*, 1917, p. 289-335; G. Leroy, *Néracult-Destouches, membre de l'Académie française, gouverneur des ville et chateau de Melun*, in-8, Paris, 1862; M. Marais, *op. cit.*, t. III, p. 22.

⁶⁵ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 466; juin 1723; Barbier, *Journal*, t. II, p. 285; juin 1723.

⁶⁶ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 444, avril 1723, J.-B. Morin, *La Monnoye et ses noëls bourguignons. Examen critique de cet ouvrage*, in-8, Dijon, 1905.

⁶⁷ Voir A. Genty, *Chansons de la Régence. Trois chansons attribuées au Régent*, in-16, Paris 1861.

et privées de musique sacrée, dont la France était alors fort indigente, s'empressaient d'adapter aux paroles saintes les airs le plus à la mode. On chantait beaucoup alors et la musique faisait une partie essentielle de l'éducation noble, la bourgeoisie y attachait moins d'importance. Cependant l'ignorance restait grande et générale. Le luth vieillissait et le theorbe encore plus. Le clavecin et la basse de viole étaient, sous la régence, les instruments favoris. Un préjugé éloignait du violon et de l'accompagnement, qu'on regardait comme la ressource des gens du métier. La difficulté de l'un et de l'autre pouvait bien au fond être la cause réelle de ce dédain, car la science était peu commune. Des sonates de Corelli étant arrivées à Paris en 1718, le Régent ne trouva point de violon en état de les faire entendre, et il envoya Batiste à Rome pour étudier et nous aplanir les difficultés de la composition italienne. L'Italie possédait alors Pergolèse, l'Allemagne avait Haendel, la France n'avait rien à leur envier; en 1722, J. Rameau publiait un livre qui ouvrait à la science musicale des perspectives nouvelles : le *Traité de l'harmonie réduite à ses principes naturels*.

Théâtre de
la foire

A égale distance de la poésie et de la musique, le théâtre de la foire subsistait à coups de malices et de gaillardises. Le Sage fournissait son répertoire de quelques couplets que sauvait le souvenir de *Turcaret* et le succès de *Gil Blas*, en attendant que Pirou prodiguât sur la scène foraine les étincelles de sa verve. Jusqu'à lui la grosse farce alourdissait le genre qui, comme la chanson, ne touche à la littérature que par ses prétentions.

Polémique
religieuse

Et on en peut dire autant d'une autre variété représentée par deux pièces si complètement oubliées qu'on se figure non sans peine l'enthousiasme qui accueillit le poème *De la Grâce*, par Louis Racine (1720) et la joyeuse satire de l'abbé de Grécourt intitulée *Philotanus* (1719); pièces qu'il faudrait classer parmi la polémique religieuse⁶⁹.

Le poème
de
la Grâce

Le poème *De la Grâce* fut terminé à Fresne, à l'aide des conseils du chancelier Daguesseau et sous l'aiguillon de ses critiques; c'est un ouvrage tout pénétré des préoccupations de la querelle janséniste et si ennuyeux qu'on prit le parti de le louer sans réserve afin de se dispenser de le lire. C'était bien là cette éloquence trop pompeuse et toujours vide que Daguesseau assénait à heure dite et à jour fixe sur son auditoire résigné. Style solennel, images grandioses, rhétorique apprêtée, locutions em-

⁶⁹ Lémontey a rappelé le livre de Mlle de Beaumont et la réfutation de J. Lenfant : Il suffit, *op. cit.*, t. II, p. 482.

phatiques, glaciales prosopopées, tout le matériel du sublime est là dans les mots et dans les idées, mais tout cela défile dans une lenteur de pensée et de diction, avec un effort et un artifice, une magnificence si accablante qu'on se dérobe et qu'on ouvre *Philotanus*⁷⁰.

C'est l'œuvre d'un chanoine de Tours, nommé l'abbé de Grécourt, « un grand diable de prêtre, bien pourvu de gueule, bien fendu de jambes, beau décrotteur de matines, beau dépendeur d'andouilles; ce grand personnage ne donne pas un poème à lire, il le récite à table, lorsqu'on a renvoyé les valets, une bouteille vis-à-vis de lui, qui se renouvelle au moins une fois. Il n'a pas d'autre façon de réciter et, si le vin n'étoit pas bon, au premier coup finiroit son récit. Le poème est composé de quinze cents vers; on ne peut pourtant pas dire que c'est de la poésie, c'est de la prose rimée. Le sujet est traité avec badinage, sérieux... et très théologique... (1). Le poète raconte que, se promenant dans la campagne, il rencontra sous un buisson quelque espèce de hailon; que, s'étant approché, à la queue tordue et aux cornes il reconnut que c'étoit Satan; qu'il défit de son col son scapulaire et le cordon de Saint-François dont il lui passa un nœud coulant; qu'il le traîna sur le bord d'une mare qu'il convertit au même moment en eau bénite; qu'il menaça de l'y jeter s'il ne lui répondait exactement vrai, qu'il lui en fit même essayer une flaquée... et le diable, bien tremblant, répondit à toutes ses questions, donna son nom : *Philotanus*, conta tout ce qu'il avoit fait à Rome avec le Pape et les cardinaux, les intrigues de la Cour de France, etc.⁷¹ » On voit la veine et on devine sans trop de peine à quelle découverte elle conduit; les Jésuites y sont fort maltraités comme on pouvait s'y attendre.

Il a semblé inutile de déterminer avec précision la place des lettres pendant la Régence⁷² dont il reste à parcourir les derniers événements.

⁶⁹ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 370-372, novembre 1722; *Les correspondants de Mme de Balleroy*, 7 décembre 1722, t. II, p. 503.

⁷⁰ M. Caumartin de Boisry à Mme de Balleroy, 15 mai 1719, dans *op. cit.*, t. II, p. 55-57.

⁷¹ On ne dit rien dans ce chapitre du fameux roman *Gil Blas de Santillane* dont la première partie (tomes I^{er} et II^e) publiée en 1715, a été écrite dans les derniers temps de Louis XIV; la deuxième partie, (tome III, en 1724. Alors le tableau de genre prend les dimensions d'un tableau d'histoire; aux scènes de la vie privée succèdent les incidents de la Cour, des ministères, de l'administration. Dans l'intervalle de 1715 à 1724, Le Sage a regardé la Régence, élargi son cadre et, à défaut d'idées, ses observations. G. Lanson, *Histoire de la littérature française*, 1906, p. 663.

Le
Philotanus

CHAPITRE LXI

La dernière année de Dubois

(10 novembre 1722-10 août 1723)

Famille du Régent. — Drapiers. — Boulangers. — Nouvellistes. — Actes notariés. — Maladie du Roi. — Majorité. — Lit de justice. — La dernière phase de Dubois. — L'abbaye de Saint-Bertin. — L'Académie française. — Autres honneurs. — Lutte contre le maréchal de Villeroy et contre le duc de Chartres. — Intervention du chevalier Schaub. — Toute-puissance de Dubois. — Vengeance de Dubois. — Exil de Le Blanc. — Disgrâce de Belle-Isle. — Activité débordante de Dubois. — Sa maladie. — Ses violences de langage. — Crise prochaine. — Dernières journées. — 4 août. — 6 août. — 7 août. — 9 août. — Confession. — Entrevue avec le duc d'Orléans. — Opération. — Agonie et mort. — La succession.

Au retour du sacre, l'instruction politique du Roi fut suivie avec plus d'assiduité. Dubois ne voyait pas sans inquiétude approcher la majorité, il en prit occasion pour arracher au Régent une décision malaisée à obtenir. Après avoir vécu en public avec la duchesse de Fallary¹ et avec la comtesse de Parabère², le duc d'Orléans avait affiché Mme d'Averne, femme d'un officier aux gardes³; mais son « vieux sérail » ne renonçait pas à la lutte⁴. Quoiqu'il eût dit, « Nous ne sommes pas de fer, il faut se ménager⁵ », le prince ne parvenait plus à se débarrasser des tracasseries⁶ et des débauches⁷ dont l'éclat pouvait lui nuire dans l'esprit d'un jeune roi timide et peu disposé à badiner sur ces ma-

Famille du
Régent

¹ M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. II, p. 72; février 1721.

² M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 156; juin 1721; Buvat, *Journal*, tome II, p. 268, juillet 1721; *Correspondants de Balleroy*, t. II, p. 342.

³ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 156-157, 159, 181, 186, 266, 317; Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 276; *Les Correspondants de Mme de Balleroy*, t. II, p. 310, 344, 346, 376, 390.

⁴ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 217; décembre 1721.

⁵ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 221; janv. 1722.

⁶ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 122, 216; avril, décembre 1721.

⁷ M. de Caumartin à Mme de Balleroy, 23 février, dans *op. cit.*, t. II, p. 427-430.

tières⁸. Il fallait sacrifier la maîtresse en titre; le duc d'Orléans, le jour même du retour du Roi à Versailles, dit à Mme d'Averne qu'il n'avait aucun sujet de se plaindre d'elle, qu'il lui ferait plaisir dans toutes les occasions, mais qu'il ne convenait plus de donner au Roi, à son âge, l'exemple d'avoir une maîtresse déclarée⁹. « Comme il est capable de tout, écrit Mathieu Marais, il est retourné avec Mme la duchesse d'Orléans, sa femme; il y mange, paroît avec elle dans une très grande liaison, et y couche¹⁰. »

Redevenu mari exemplaire pour un instant, le prince ne cesse pas d'être excellent père. Il vient de conclure le mariage de sa fille, Mlle de Beaujolais, avec don Carlos, second Infant d'Espagne à qui le traité de la Quadruple-Alliance destine les duchés de Parme et de Toscane¹¹. La princesse à huit ans et le fiancé en a six, le public s'amuse de tous ces projets de mariage et conclut que « M. le Régent ne s'endort pas sur l'établissement de ses enfants¹²; voilà encore une fille bien mariée¹³. » Cette charmante enfant, si différente de ses sœurs¹⁴, part le 1^{er} décembre pour l'Espagne après avoir pris congé de son aïeule, Madame, qui l'a fait mettre sur son lit et, après l'avoir embrassée, les larmes aux yeux, lui a fait ses adieux car elle va mourir dans peu de jours. Le 8 décembre, à trois heures du matin, la vieille princesse meurt à Saint-Cloud¹⁵, laissant son fils accablé de douleur¹⁶. « On perd une bonne princesse, dit le public, c'est chose rare¹⁷ », mais on se souvient que cette vieille femme fantasque

⁸ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 407, février 1723.

⁹ *Les Correspondants de Mme de Balleroy*, 19 nov. 1722, t. II, p. 497-498; M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 367-368; novembre 1722.

¹⁰ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 367-368; novembre 1722.

¹¹ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 327; août 1722; Saint-Simon, *Mémoires*, (258), t. XIX, p. 424.

¹² Barbier, *Journal*, t. I, p. 233.

¹³ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 327, août 1722.

¹⁴ Voir P.-E. Lémontey, *Les filles du Régent*, dans *Revue rétrospective*, t. I. Elle mourut de chagrin de la rupture de son mariage.

¹⁵ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 374, 377; Barbier, *op. cit.*, t. II, p. 246; Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 422.

¹⁶ *Public Record Office*, France, vol. 364 : Schaub à lord Carteret, Paris, 10 décembre 1722. E. de Barthélemy, *Inventaire du mobilier de la duchesse d'Orléans, mère du Régent, après son décès en 1722*, dans *Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques. Section d'Histoire d'archéologie et de philologie*, 1882, p. 382; C. Stryenski, *La mère du Régent*, dans *Revue bleue*, 1906.

¹⁷ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 378.

« ne faisait ni bien ni mal à personne¹⁸ » et on se répète l'épigramme qu'on vient de lui faire :

Ci-gît l'Oisiveté.

Mère de tous les vices! Ceux qui calculent, supputent qu'à ce deuil le Roi gagne plus de cinquante mille écus de pension¹⁹. Les drapiers de Paris, eux aussi avaient supputé que ce grand deuil leur permettait d'augmenter les draps noirs de près d'une pistole par aune et les marchands de soierie calculaient de même. Mais le lieutenant général de police envoie chez tous, le 8 au lever du jour, les commissaires des quartiers qui dressent procès-verbal des marchandises en magasin et, le surlendemain, on affiche à leurs portes le tarif auquel ils devront vendre les étoffes de deuil : Paignon, Bercy, Ras de Saint-Maur. On dit qu'elles reviennent plus cher aux marchands, mais peu importe, « ce sont tous des fripons²⁰ ».

Fripons également les boulangers qui haussent le prix du pain jusqu'à 4 sols 6 deniers la livre ou qui vendent à faux poids. Quelques-uns s'en repentiront, mais surtout Lartigue, qui vend le pain à plus de douze sols la livre; arrêté, il est conduit au Châtelet avec sa femme et ses enfants, et sa boutique sera murée pendant quatre mois. Un autre boulanger, rue de Reuilly au faubourg Saint-Antoine, aura aussi sa boutique murée, mais lui et sa femme y seront enfermés et recevront du pain et de l'eau pour leur subsistance par un trou pratiqué entre les solives du plafond²¹.

Les gazetiers ne sont pas mieux traités. Le lieutenant général de police fait défense aux nouvellistes de répandre dorénavant aucun feuillet de nouvelles à la main sous des peines rigoureuses, en outre il oblige ceux qu'il tolère à lui soumettre deux fois la semaine une double copie de ces nouvelles pour être corrigée et châtiée, avec défense d'y rien ajouter²².

Mais ne faut-il pas « que cette pauvre France soit toujours tourmentée²³ » Au lendemain des « brûlements » qui déterminent l'opération du visa, lorsqu'on a vu des fardes de papiers

¹⁸ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 378.

¹⁹ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 378; Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 251.

²⁰ Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 246; *Correspondants de Mme de Balleroy*, 14 décembre, t. II, p. 506.

²¹ Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 422, décembre 1722.

²² Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 433, janvier 1723.

²³ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 363; 10 octobre 1722.

engloutis dans la cage de fer dont le brasier a été si ardent que les barreaux en sont demeurés tordus²⁴, après ces maux en voici d'autres : le contrôle des actes des notaires a été établi par tout le royaume²⁵. Marais et Barbier ont peine, en y songeant, à garder leur sang froid. « C'est, dit Marais, un travail consommé d'un démon d'homme qui a prévu tous les cas, et prévenu tous les expédients dont il rend l'art inutile. Il n'y a plus ni secrets dans les familles, ni sûreté, ni commerce, et personne ne veut plus faire de contrats parce qu'il en coûte des sommes considérables pour le contrôle²⁶. » Le tarif, disposé en ordre alphabétique, fixait les droits suivant cette inégalité flagrante qui fut la règle des administrations monarchiques : ainsi un contrat de vente de dix mille livres était frappé d'une taxe de cinquante livres, alors qu'un contrat de vente de vingt mille livres ne supportait que soixante livres. Le contrat de mariage coûtait cinquante livres au gentilhomme qualifié; trente livres au gentilhomme; vingt à l'officier de justice; trois à l'artisan; une livre dix sols au journalier de campagne. L'article 94 du tarif stipule que tous les actes non désignés de manière expresse paieront les droits sur le pied de ceux avec lesquels ils auront le plus de rapport. L'édit du 29 septembre 1722 souleva un mécontentement qui ne s'apaisa plus tant que dura l'ancien régime. « Depuis près de soixante ans, écrit à la veille de la Révolution l'économiste Le Trosne, des milliers de travailleurs ont employé tous leurs soins et leur application à interpréter, à étendre, à contourner de mille manières le tarif de 1722²⁷. »

Maladie
du Roi

On prenait patience, on se répétait que, bientôt, le Roi serait majeur et, sans croire que rien fût changé, on se flattait de quelque chimérique soulagement. La date approchait, 16 février. Le 5, le Roi fit une battue de lapins, se fatigua beaucoup, marcha dans les ruisseaux, rentra mouillé et glacé, mais refusa de changer de bas. Le 6, il mangea du bœuf et de la perdrix avec excès; le 7, qui était le dimanche gras, il se trouva mal pendant la messe et s'évanouit; on l'emporta, mais il reparut bientôt et dîna à son petit couvert. L'après-dînée on l'empêcha de faire sa promenade, voyant cela il monta sur les toits et dans les gouttières du Château et se divertit à jeter du plâtras dans les cheminées. Le 8, il parut quelques rougeurs sur le corps,

²⁴ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 363; 10 octobre 1722; Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 419.

²⁵ Édit. du 29 septembre 1722.

²⁶ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 363; 10 octobre 1722.

²⁷ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 369-370; novembre 1722.

avec un mouvement de fièvre et mal à la tête, on craignit la petite vérole et l'alarme fut dans Paris où chacun faisait déjà son commentaire; on disait qu'il avait été empoisonné en communiant le jour de la Purification. Le mardi-gras, le Régent se rendit à Versailles de bon matin; on fit la saignée le 9, on purgea le 10 « et ainsi a fini la maladie²⁸ ». Elle avait duré assez pour mettre bien des soupçons sur le compte du Régent, aussi envoya-t-on des commissaires dans les maisons dire, par ordre supérieur, que le Roi se portait bien et qu'il n'y avait rien à craindre²⁹.

Il n'y avait rien non plus à espérer. Depuis son sacre, l'enfant devenait loquace à ses heures : « Je veux » disait-il. « La volonté du Roi est la loi ». Il refusait d'étudier, se moquait de son gouverneur et mettait l'évêque Fleury, son précepteur, à la porte de son cabinet³⁰, ou bien il donnait ordre que désormais il n'y eût plus deux lits dans sa chambre³¹; tout ceci ne dura guère et, à la veille de la majorité, on savait que tout irait après comme devant et que le Roi lui-même avait prié sous-intendant, gouverneur, précepteur, de lui continuer leurs soins, commandé de laisser le deuxième lit dans sa chambre et repris sa taciturnité. Étant né le 15 février 1710 à huit heures du matin, Louis XV entra le mardi 16 février, dans sa quatorzième année : *Attigit annum quatuordecimum*, aux termes de l'édit de Charles V du mois d'août 1374. « Le 16 au matin, raconte le duc d'Antin, M. le duc d'Orléans vint au réveil du Roi. Il n'y avait que M. le Duc, M. le duc de Tresmes et moi. Il dit à Sa Majesté, qu'il venoit lui remettre le soin de l'État qu'il avoit bien voulu lui confier; qu'il avoit le bonheur de lui rendre tranquille en dehors et en dedans; qu'il avoit fait de son mieux, et continueroit toute sa vie ses services avec le même zèle et la même affection; et qu'il étoit présentement le maître absolu. Le Roi ne répondit rien³², car il ne répond rien à personne; il fut même assez sérieux dans son lit; mais quand il fut levé et retiré dans son cabinet, il parut fort gai et fort content. Une puce l'incommodoit; M. de Fréjus lui

Majorité

²⁸ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 409-410; Barbier, *Journal*, t. I, p. 254-255; Buvat, *Journal*, t. II, p. 434; P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. II, p. 81.

²⁹ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 410-411, février 1723.

³⁰ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 370; novembre 1722.

³¹ Les Correspondants de la Marquise de Balleroy, février 1723, t. II, p. 518.

³² Barbier, *Journal*, t. I, p. 257 : « On dit qu'il ne répondit rien à M. le duc d'Orléans, le mardi 16... »

dit : « Sire, vous êtes majeur, vous pouvez ordonner sa punition » — « Qu'on la pend » dit-il³³ » — Le soir, il donna l'ordre pour la première fois aux gardes du corps et aux mousquetaires.

Ainsi s'ouvrit le règne! « Il y a longtemps qu'on parlait de ce jour, enfin arrivé³⁴. Dieu veuille, disait-on, que ce soit pour sa gloire et pour notre bonheur!³⁵ »

Lit de
Justice

Le 20, Louis XV arriva à Paris sur les six heures du soir, et le lundi 22 se rendit du Louvre au Parlement en grand cortège, entendit la messe à la Sainte-Chapelle et se rendit à la Grand'-Chambre où toute la séance fut bâclée en une heure. Le duc d'Orléans parla, le vice-chancelier complimenta, le Roi prononça trois mots qu'on n'entendit pas et ce fut tout. « On étoit fou d'attendre dans ce jour autre chose d'un enfant de treize ans³⁶ », qui ne voulut aller ni à la Comédie, ni à l'Opéra malgré toutes les instances, et ne répondit pas un seul mot à tous les compliments³⁷.

La dernière
prise de
Dubois

Il n'existait plus de Régence ni de Régent, mais le premier acte que le jeune Roi avait fait de son autorité maintenait le duc d'Orléans à la tête de toute l'administration et confirmait le choix déjà fait du cardinal Dubois pour premier ministre³⁸. « Parti très sage, disait le public, n'étant pas naturel de livrer à lui-même un prince si jeune et qui ne sait encore rien³⁹ »; mais parti qui livrait le royaume au premier ministre. Celui-ci, croyait-on, « s'emparoit furieusement de l'esprit du Roi et les grandes politiques prévoyaient quasi que le duc d'Orléans pourroit être la dupe du gros crédit et de la place » que sa nonchalante complaisance avaient donnés à Dubois⁴⁰.

L'abbaye de
Saint-Bertin

Ce dernier était revenu du voyage de Reims déterminé à ne plus lésiner sur rien, à ne plus ménager personne. Il avait tenu table ouverte, traité les princes du sang, étonné ses hôtes par son luxe, tellement, écrivait son neveu le factotum, qu'« il est fort à craindre que cela n'ait un peu dérangé les affaires, car il faudra longtemps pour remplacer de si gros frais, ...aussi notre homme

³³ *Mémoires du duc d'Antin*, cités par E. Lémontey, cités par P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 81, note 1.

³⁴ Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 256.

³⁵ M. Marais, *op. cit.*, t. I, p. 413.

³⁶ Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 259.

³⁷ Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 259; M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 421. Le procès-verbal du lit de justice, dans Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 478-479 et voir Marais, *op. cit.*, t. II, p. 434-435.

³⁸ Buvat, *Journal*, t. II, p. 480, procès-verbal du lit de justice.

³⁹ M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. II, p. 410; février 1723.

⁴⁰ Barbier, *Journal*, t. I, p. 248; décembre 1722.

est-il de mauvaise humeur extraordinairement⁴¹. » Ceci ne dura guère, Dubois détenait la feuille des bénéfices⁴² où il était inscrit déjà pour six abbayes; Nogent-sous-Coucy et Saint-Just, chacune de dix mille livres; Airvaux et Bourgueil, chacune de douze mille; Cercamp, de vingt mille; Bergues-Saint-Vinoc, de soixante mille; prévoyant la vacance prochaine de l'abbaye de Saint-Bertin à Saint-Omer, il s'en fit offrir le titre et le revenu qui était de cent mille francs de rente⁴³. Le nonce, instruit de ce nouvel accroissement donné aux saints canons, écrivit à Rome de ne pas refuser mais de faire traîner les choses en longueur. Dès que le solliciteur comprit cette tactique, il écrivit à l'abbé de Tencin de pousser cette affaire et de réussir. Que lui opposait-on avec la pluralité des bénéfices? Richelieu en avait possédé vingt et Mazarin vingt-deux. Et lui, Dubois, n'avait-il pas déployé plus de zèle que ses prédécesseurs pour le service de la religion? N'avait-il pas été « une colonne inébranlable que nul intérêt, nulle considération et nulle machine n'avait fait chanceler? » N'avait-il pas exploité pour le service de l'Église la confiance de Son Altesse Royale? N'avait-il pas soumis le clergé? Qui plus que lui faisait profession de vénérer le Saint-Père, de se souvenir de ses bienfaits? Suivant sa méthode constante, qu'un Tencin, un Lafitau, un Chavigny connaissent bien, Dubois dissimulait la menace afin qu'on sût qu'il saurait y recourir en cas de résistance : « loin que ce soit dans l'intention de faire la moindre violence, c'est au contraire pour témoigner [au Pape] plus de respect », que le ministre sollicitait Sa Sainteté. Non content de forcer les malheureux religieux de Saint-Bertin à solliciter sa nomination, Dubois s'avalisait jusqu'à énumérer ce qu'il appelait ses titres à la nouvelle faveur pontificale, c'était le recours constant à la force pour imposer un chanoine, déplacer un professeur, bouleverser une institution afin de contrarier le cardinal de Noailles et le parti janséniste⁴⁴. Le duc d'Orléans appuyait cette demande et laissait entrevoir au Souverain Pontife qu'en accordant cette grâce, Sa Sainteté ne ferait que faciliter [au premier ministre] les moyens de

⁴¹ Dubois (neveu), *Relation du sacre de Louis XV*, dans V. de Seilhac, *Dubois*, t. II, p. 256.

⁴² M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 341; septembre 1722.

⁴³ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 468; juin 1723.

⁴⁴ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 648, fol. 254-261 : Dubois à Tencin, 25 juin 1723; voir Buvat, *Journal*, t. II, p. 261; 286; L. Legendre, *Mémoires publiés d'après un manuscrit authentique avec des notes*, par M. Roux, in-8, Paris, 1863, p. 369-393.

travailler encore plus efficacement à soumettre les réfractaires à l'obéissance due au Saint-Siège⁴⁵. » Innocent XIII tarda encore un peu⁴⁶, mais il céda et l'annonça lui-même à Tencin « accompagnant cette grâce des expressions les plus touchantes et les plus tendres⁴⁷ ».

L'Académie
française

Pendant cette négociation, le cardinal avait poursuivi d'autres avantages. Non seulement il *gratiusait* fort Messieurs de la Ville⁴⁸, mais il s'attirait la bienveillance des académies. D'abord il jeta son dévolu sur l'Académie française, où il comptait des amis et des compères. Languet de Gergy, évêque de Soissons le haranguait en ces termes : « Formée sous les auspices du cardinal premier-ministre, l'Académie en voit avec plaisir reparaitre l'image et elle se flatte de voir bientôt dans la même dignité les mêmes prodiges. Elle se flatte de trouver en vous un second Richelieu⁴⁹. » Dubois répondit assez mal et se contenta « en repassant près du cardinal de Rohan, de lui dire, en lui frappant sur sa bedaine, qui est assez grosse : « Monseigneur, vous m'avez fait rougir⁵⁰ ». Ainsi fut posée la candidature. Fontenelle se chargea du reste; un peu aussi Dacier qui, pour faire une vacance, s'empessa de mourir⁵¹. Le 16 octobre, on savait que le cardinal avait accepté la place que lui offrait l'Académie⁵². « M. le cardinal de Rohan et M. l'évêque de Fréjus, disait sa lettre, m'ont demandé s'il ne conviendrait pas d'accepter une place à l'Académie française. Je leur ai répondu que c'étoit la seule dignité qui pouvoit être ajoutée à ma fortune. Voilà mes sentiments sur lesquels l'Académie peut régler les siens sans aucune contrainte et sous aucune condition. Je borne mon ambition à être votre ami, Monsieur, on m'a tenté et je me laisse aller jusqu'à ne pas rougir d'être votre confrère⁵³ ». Élu le 19 novembre, reçu le 3 décembre par Fontenelle qui le traita de *Monseigneur*, contre l'usage d'éga-

⁴⁵ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 648, fol. 245 : le duc d'Orléans au Pape, 25 juin 1723.

⁴⁶ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 649, fol. 25 : Tencin à Dubois, 6 juillet 1723.

⁴⁷ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 649, fol. 121 : Tencin à Dubois, 20 juillet 1723.

⁴⁸ Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 248, décembre 1722.

⁴⁹ *Gazette de Hollande*, 22 septembre 1722; M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 358; septembre 1722.

⁵⁰ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 341; 5 septembre 1722.

⁵¹ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 361; septembre 1722.

⁵² *Les Correspondants de Mme de Balleroy*, t. II, p. 494.

⁵³ *Bibl. nat.*, Recueil de Cangé, *Mélanges historiques*, 67 (non folioté).

liser tous les rangs entre les savants⁵⁴. La harangue de Dubois fut concise et médiocre. Il a « bien prononcé » écrit l'un⁵⁵; il a une « éloquence digne de son rang » dit l'autre⁵⁶.

Non seulement Dubois est académicien, mais il veut que son secrétaire le soit aussi, propose cet abbé Houteville, et le fait élire, au pied levé, contre l'abbé d'Olivet⁵⁷. Toutes les académies vont se disputer un associé « qui peut tout et ne doute de rien⁵⁸ ». Le 15 décembre, l'Académie des Sciences l'élit à la place laissée vacante par d'Argenson⁵⁹ et, le 31, elle lui attribue la présidence pour l'année suivante. Le 8 janvier, c'est l'Académie des Inscriptions qui l'élit membre honoraire et surnuméraire⁶⁰. Dubois prenait goût à tous ces hommages. Au sacre du Roi, il avait su arranger toutes choses de manière à se détacher des autres cardinaux pour gagner petit à petit une sorte d'estrade qu'il occupait seul, comme un trône. Au lit de justice de la majorité, le premier ministre avait espéré gagner une nouvelle distinction, et, comme au début de sa carrière officielle, il se fournissait de mémoires et de preuves pour soutenir ses revendications. Au P. Daniel, apoplectique, succédait le P. Tournemine qui disserte doctement et le modeste Lancelot qui devine ce qu'on veut lui faire dire. Dubois priait ce dernier de rechercher « depuis quel temps les évêques n'étoient plus appelés aux lits de justice, quelles places ils occupoient quand ils y étoient admis ». Mais la réponse ne pouvait servir de rien et Dubois dut s'abstenir devant la menace d'un scandale : tous les pairs ayant donné parole de sortir s'il entraînait⁶¹. Le cardinal se flatta de pénétrer dans la Grand'Chambre comme représentant du chancelier, ce qui excluait le garde des sceaux, mais il lui fallut y renoncer⁶².

Autres
honneurs

Cette ambition, d'où la vanité n'étoit pas exclue, donna l'alarme à tous ceux qu'elle menaçait d'un sort qui n'avait pas épargné le

Lutte contre
le maréchal
de Villeroy

⁵⁴ Dangeau, *Journal*, t. XVI, p. 173; M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 373, 379, 382, 386.

⁵⁵ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 373, 379, à la lecture, il le trouve « d'un bon style et très noble ».

⁵⁶ *Les Correspondants de Mme de Balleroy*, t. II, p. 503.

⁵⁷ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 379; décembre 1722 : *Les Correspondants*, t. II, p. 507; 19 décembre 1722.

⁵⁸ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 379.

⁵⁹ *Archiv. nat.*, O¹. 369; 20 décembre 1722; *Les Correspondants*, t. II, p. 508.

⁶⁰ *Les Correspondants de la marquise de Balleroy*, t. II, p. 515; 15 janvier 1723.

⁶¹ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 403-404; janvier 1723.

⁶² M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 404, 410, 416, 418.

vieux maréchal de Villeroy, quoiqu'il fut comme « un second roi de France⁶³ ». A Lyon, le vieillard ruminait encore des espérances de faveur, comptait sur son rappel à la majorité⁶⁴, adulait le duc de Chartres, la duchesse d'Orléans, Villars et d'Estrées. Il pensait pouvoir compter aussi sur Noailles, Daguesseau, Torcy, Nocé et Canillac et, sans tout savoir, le duc d'Orléans savait assez pour prendre ses mesures au début de l'année 1723. Il envoyait le chevalier de Marcieu faire une tournée dans le royaume et donner le mot à des hommes sur la vigueur desquels on pouvait s'appuyer en toute circonstance : Médavy, à Grenoble; Saint-Mars, à Lyon; Basville, en Languedoc⁶⁵. Dubois avait prescrit cette précaution, mais il lui en fallait d'autres. Voulant, disait-il, travailler « sur la matière première », il cherchait à capter la confiance et l'amitié du Roi. Le jour de l'an 1723, il lui offrit un écureuil dans une cage ayant coûté dix mille écus⁶⁶; le surlendemain le duc d'Orléans commença la leçon d'instruction politique par une invective contre Villeroy qui dura trois séances. C'était un véritable acte d'accusation dont Dubois avait écrit le texte que lisait docilement son ancien élève. Après avoir remonté aux premières années du maréchal, l'avoir représenté comme un homme gâté par la Cour dont il se fit chasser pour ses vues insolentes sur Mlle de La Vallière, Dubois montrait sans peine, on peut le croire, l'incapacité, l'arrogance, les ridicules de ce vieillard ambitieux qui ne vise qu'à s'établir premier ministre à la majorité. Non sans raison, mais avec une cruelle vérité, on rappelait au jeune Roi les boutades de son gouverneur, ses reproches, « ses corrections déplacées en public, capables de faire croire en France et même à l'étranger que Sa Majesté était remplie de défauts », ses coquetteries « avec le Parlement, le peuple de Paris et des halles, dangereuses en un royaume où l'autorité doit demeurer absolument monarchique. » Ses insolences prodiguées au duc d'Orléans, au cardinal Dubois, au cardinal de Bissy, l'attitude prise dans l'affaire du confesseur où « il ne cessa de conseiller des coups d'autorité, à dessein de causer du trouble et de porter le cardinal de Noailles à quelques excès ». Enfin, le 5 janvier, le prince conclut : « Je puis encore être nécessaire à Votre Majesté pour le

⁶³ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 414; février 1723.

⁶⁴ *Archiv. des Aff. Étrang.*, France, *Mémoires et Documents*, t. 1253, fol. 118 : M. Du Libois à Dubois, octobre 1722.

⁶⁵ *Archiv. des Aff. Étrang.*, France, *Mémoires et Documents*, t. 1256, fol. 65, 70 : M. de Marcieu au duc d'Orléans, 19 août 1723.

⁶⁶ *Les Correspondants de la marquise de Balleroy*, t. II, p. 515; 8 janvier 1723.

maintien des alliances étrangères et pour la restauration des finances; mais je ne saurois habiter en même lieu avec M. de Villeroy. Je ne suis point haineux ni vindicatif, tout homme le sait; mais je suis incompatible avec M. de Villeroy, parce que M. de Villeroy est incompatible avec le bien de votre royaume⁶⁷. » Louis XV écouta en silence cette longue diatribe, puis « sur l'article de donner parole de ne pas faire revenir le maréchal, il ne répondit rien⁶⁸. »

Dubois eut peur. Il savait que Fleury, M. le Duc, quelques autres personnes admises dans l'intimité du Roi et au-dessus des atteintes du ministre, défendaient le maréchal et les autres exilés⁶⁹. Un nouvel adversaire plus redoutable se déclarait alors, le propre fils du duc d'Orléans, Louis, duc de Chartres. Ce jeune prince était entré au conseil royal au mois de juin précédent, n'ayant que dix-neuf ans, Dubois, à peine nommé premier ministre exigea que les autres ministres vinssent travailler avec lui et « tout ce qui sera obligé de passer nécessairement par le premier ministre, ne peut, ajoutait-il, échapper à Son Altesse Royale et restera nécessairement dans ses mains⁷⁰ ». Le duc de Chartres déclara que si son père l'obligeait à travailler avec le cardinal, il n'irait que pour l'insulter. C'était un allié précieux pour les adversaires de Dubois dont « l'inquiétude, nous dit le chevalier Schaub, le 20 janvier, est montée au plus haut point... Il a des ennemis qui ne s'endorment point, les uns luy sont communs avec le Régent, et les autres s'attachent à lui aliéner ce prince, en quoy ils ne pourroient mieux réussir qu'en luy faisant regarder comme chancelante l'amitié du Roy [d'Angleterre], c'est-à-dire la base de toute la fortune du cardinal. « L'amitié fidèle de lord Carteret soutenait dans cette crise le cardinal, comme autrefois l'amitié de lord Stanhope l'avait réconforté dans des circonstances analogues. Dubois entraînait Schaub dans le cabinet du Régent afin de lui faire lire cette lettre de Carteret, où une lettre de lord Townshend non moins catégorique sur la nécessité de maintenir l'alliance franco-britannique qui « a fait jusqu'à présent la principale force tant du maître que du ministre ». La coterie n'avait donc à espérer aucun appui de l'Angleterre et Dubois s'acharnait plus que jamais à voir le duc de

Et contre
le duc de
Chartres

⁶⁷ C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. II, p. 321; P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 77-79 : Em. Bourgeois, *Le secret de Dubois*, p. 411.

⁶⁸ *Archiv. des Aff. Étrang.*, France, *Mémoires et Documents*, t. 1255, fol. 4, *Journal inédit de Dubois*, 5 janvier 1723.

⁶⁹ *Ibid.*

⁷⁰ C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. II, p. 300 : *Dubois au Régent*, 14 octobre 1722.

Chartres, le comte de Toulouse venir dans son cabinet et travailler avec lui.

Intervention
du chevalier
Schaub

La journée décisive arrive enfin. Le 23 janvier, le duc de Chartres, en présence de son père, de La Vrillière et de Le Blanc dit au cardinal : « Je suis mécontent de vous, sachant que vous détournez mon père d'une chose qu'il m'avait déjà accordée » — « Je n'ay jamais parlé à Monsieur votre père de ce qui vous concerne qu'en votre présence, répliqua Dubois; et j'ay parlé pour ce que j'ay cru être le mieux pour vous-même. Si vos intérêts pouvoient être contraires à ceux de votre père, je serois pour les siens contre les vôtres; mais ils sont inséparables, et ce seroit vous couper la gorge à tous les deux que de vous accorder ce que vous demandez. Je ne puis pas vous trahir pour vous complaire, tant que votre père se sert de mes conseils. Toute ma complaisance ne peut aller qu'à vous épargner ma vue; et je sacrifieray volontiers le plaisir que j'ay à vous servir à la satisfaction que vous auriez de mon éloignement. Mais sachez que cette satisfaction vous seroit commune avec tous les ennemis de votre père. » Dubois attendait à la suite de cette leçon discrète des reproches plus sévères que seul le Régent pouvait adresser à son fils, mais le prince se contenta de dire : « Mon fils n'est qu'un enfant ». — C'était trop peu et Dubois s'en plaignait à Schaub, « Comment voulez-vous que je me tue à servir un prince qui donne champ libre à tous ceux qui lui parlent mal de moy et qui excitent contre moy et sa femme et son fils? Je suis las de lutter contre sa famille, et j'iroi plutôt me cacher au bout du monde que d'y rester assujetti davantage. »

Schaub se charge de ménager un raccommodement, en réalité de travailler à implanter définitivement Dubois à la veille de la majorité de Louis XV. Le représentant britannique va trouver le Régent, lui expose les appréhensions que suscite cette majorité survenant presque à l'heure où des malintentionnés répandent le bruit que l'Angleterre n'attend que cette circonstance pour abandonner ses liaisons avec la France. Le Régent avait eu vent, lui aussi, de ces rumeurs et souhaitait une franche explication. Schaub lui donna à lire la lettre de lord Carteret qui « couchée avec tant de dextérité, de solidité et d'ingénuité, ne pouvoit manquer d'emporter conviction entière. » En effet, tous les traits portèrent coup et le Régent, rassuré, se déclara inébranlablement attaché à l'alliance.

On a, repris Schaub, une sorte d'inquiétude. L'élévation du cardinal au premier ministère, moyen le plus propre à passer sans risque de la minorité à la majorité, paraissait rester à moi-

tié chemin; ce que le public ne pouvait attribuer qu'à méfiance ou mésintelligence entre S. A. R. et le cardinal. Bien des gens cherchaient, disait-on, à lui donner de la jalousie contre le cardinal.

— « Je sais, interrompit le Régent, que l'on ne manque pas de bonne volonté pour nous désunir, mais il faudroit que j'eusse perdu le sens pour devenir jaloux du cardinal. Après tout, je pourrois encore me soutenir sans luy, mais il ne sauroit se soutenir sans moy. Je sais que je puis compter sur luy; mais je sais aussi qu'il ne sauroit me manquer sans se déshonorer et sans se perdre.

— « C'est par cette même attitude, répliqua Schaub, que nous sommes toujours si soigneux de la conservation du cardinal, étant convaincus par notre propre expérience et par la vôtre, qu'il est votre seul instrument auquel vous et nous puissions avoir une entière confiance. Mais votre persuasion ne suffit point; il ne faut pas que le public la puisse mettre en doute; et on sait que l'on excite contre lui Mme la duchesse d'Orléans et M. le duc de Chartres.

— « Je ne puis pas répondre de ma femme, qui a toujours ses frères en tête; mais ce n'est qu'une femme dont les importunités ne me séduiront point; et mon fils n'est qu'un enfant que je morigéneray bien. Il est vrai que mon fils s'entête sottement du travail direct avec le Roi, et qu'il ne sait ce qu'il veut; mais je lui feray entendre raison là-dessus d'un façon ou d'une autre; vous pouvez y compter. Mais aussy le cardinal Dubois se tourmente plus qu'il n'est nécessaire de ces traits de jeunesse, dont il devoit bien croire que je viendrois à bout avec un peu de tems et de peine... Le cardinal a plus d'esprit que moy, mais j'ay plus de courage que luy; et étant bien unis ensemble, il ne pourra guère nous arriver de mésaventure, pour peu que nous soyons attentifs⁷¹. »

La majorité s'étant accomplie suivant les rites et avec les effets prévus, le gouvernement du duc d'Orléans et de Dubois continua. Le prince prit soin de dire à Schaub qu'il n'y aurait nul autre changement, hors qu'à la place du Conseil de Régence, il y aurait un Conseil Royal composé de lui, du duc de Chartres, de M. le Duc, du cardinal Dubois et de l'évêque Fleury. « Nous y

Toute
puissance
de Dubois

⁷¹ *Public Record Office, France*, vol. 359 : Schaub à lord Carteret, Versailles, 20 janvier 1723; Schaub était alors ambassadeur, sur sa carrière, voir Pichon, *Histoire du comte d'Hoyrn*, in-8, Paris, 1880, t. I, p. 230-238 : Le Chevalier Schaub.

mettons ce dernier pour plaire au Roi; mais vous voyez bien que nous ne laisserons pas pour cela d'être les plus forts⁷². » Ainsi Dubois triomphait de la cabale et de son nouvel adversaire condamné à siéger à ses côtés. Le public ne s'y méprenait pas et disait que « le cardinal avoit plus de crédit depuis la majorité qu'auparavant⁷³ »; les diplomates en convenaient sans détours. « Nonobstant la majorité, rien n'a changé, écrivait-on au roi de Prusse; c'est le même esprit; ce sont les mêmes personnes qui gouvernent, avec cette différence que le gouvernement du Roi pourra être plus nerveux, parce que le Parlement n'aura plus les mêmes prétextes pour arrêter l'exécution des choses. D'ailleurs le propre Conseil du Roi sera plus uniforme dans les sentiments des membres qui le composent. C'est ce qui fait que, malgré la majorité, M. le duc d'Orléans et M. le cardinal sont autant les maîtres qu'ils l'ont été pendant la Régence et avec moins de ménagement parce que tout se fait sous le nom seul du Roi⁷⁴. »

Vengeances
de Dubois

La cabale des mécontents ne tarda pas à apprendre ce qu'il en coûte d'être vaincus. Le jour même de la majorité, 16 février, des lettres de cachet invitèrent le maréchal de Villeroy, le duc de Noailles et le chancelier Daguesseau « à rester jusqu'à nouvel ordre où ils sont » et pour qu'ils ne pussent ignorer de qui partait le coup, il était dit que « M. le cardinal Dubois ferait expédier ces lettres⁷⁵. » Peu de temps après le duc de Chartres reçut l'invitation à résigner sa charge de colonel-général de l'infanterie qui procurait le « travail » avec le Roi⁷⁶. Le comte de Toulouse, autre mécontent, chef du conseil de Marine, qui avait survécu à la suppression de 1718, apprit qu'il n'était plus rien, le conseil supprimé⁷⁷, Morville nommé secrétaire d'État de la marine et Dubois en passe de se faire nommer Surintendant des

⁷² Public Record Office, France, vol. 359 : Schaub à lord Carteret, Paris, 24 février 1723; M. Marais, *Journal et Mémoires*, t. II, p. 417, 18 février 1723.

⁷³ Barbier, *Journal*, t. I, p. 262, mars 1723.

⁷⁴ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Prusse, t. 70, fol. 369 : Chambrier au roi de Prusse, 31 mars 1723.

⁷⁵ *Archiv. des Aff. Étrang.*, France, *Mémoires et Documents*, t. 1255, fol. 65 : ordre du 16 février 1723.

⁷⁶ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 417, 434 : Barbier, *Journal*, t. I, p. 260, févr. 1723; M. Marais, *op. cit.*, t. III, p. 56; décembre 1723 (sous le ministère de M. le Duc).

⁷⁷ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 433, 16 mars 1723; *Archiv. des Aff. Étrang.*, France, *Mémoires et Documents*, t. 1255, fol. 150 : Clairambault à Dubois, 13 mars 1723.

Mers⁷⁸. Au contraire, le duc du Maine avait fait des démarches pour approcher le cardinal, « le suppliant de vouloir bien lui marquer le jour et l'heure où il importunerait le moins⁷⁹ ». Dès la veille de la majorité, Dubois, instruit que le duc du Maine souhaitait occuper de sa personne le premier lit de justice, s'y était refusé, mais avait dit : « Cela viendra⁸⁰ »; et deux mois plus tard, M. du Maine était rétabli dans son titre de prince du sang légitimé, avec rang au Parlement au-dessus des ducs et pairs, et interdiction de traverser le parquet, ce qui frappait le comte de Toulouse qui, jusqu'à ce jour, traversait le parquet⁸¹, et plongeait dans les larmes la duchesse d'Orléans⁸².

Un ancien collaborateur de Dubois s'était laissé séduire par le duc de Chartres et le duc de Bourbon, à qui sa capacité était bien nécessaire pour tenter une manœuvre efficace; c'était Le Blanc. Des bruits fâcheux couraient sur son compte depuis l'assassinat de Sandrier de Mitry, receveur général des finances de Flandres⁸³, témoin gênant des détournements faits par La Jonchère et Le Blanc sur les fonds du ministre de la guerre. Vers le mois de décembre 1722, la position de Le Blanc s'aggravait. « M. Le Blanc penche beaucoup », disait-on, et rappelant l'assassinat de Sandrier on ajoutait : « Tout cela ne vaut rien, et il n'en faut pas tant pour perdre un ministre⁸⁴ ». Aussitôt le duc de Chartres prenait sa défense et déclarait « qu'il ne pourroit travailler avec un autre⁸⁵ ». Dubois laissa dire et suivit sa piste; l'affaire s'assoupit, on n'en parla plus; tout-à-coup elle se réveilla, le 24 mai, La Jonchère, trésorier de l'extraordinaire de la guerre fut arrêté en revenant de Versailles à onze heures du soir, conduit à la Bastille et le scellé posé chez lui, rue Saint-Honoré⁸⁶. Tout de suite le lieutenant de police d'Argenson procéda aux

Exil de
Le Blanc

⁷⁸ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 433; Barbier, *Journal*, t. I, p. 263, mars 1723.

⁷⁹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Espagne, t. 318, fol. 222 : le duc du Maine à Dubois, 18 janvier 1722.

⁸⁰ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 418, février 1723.

⁸¹ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 446-448, avril 1723; Barbier, *Journal*, t. I, p. 269.

⁸² M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 447, avril 1723.

⁸³ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 275-276, avril 1722; Buvat, *Journal*, t. II, p. 377; Barbier, *Journal*, t. II, p. 212.

⁸⁴ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 376, décembre 1722.

⁸⁵ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 381, décembre 1722.

⁸⁶ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 458; Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 277, juin 1723; L. de Lavergne, *Une émule de Law*, dans *Comptes-rendus de l'Académie des sciences morales et politiques*, 1863, 4^e série, t. XIII, p. 5-27.

interrogatoires et confrontations, ainsi qu'à la vérification des registres et l'affaire parut mauvaise. La Jonchère fut décrété de prise de corps⁸⁷ et n'épargna pas Le Blanc, accusé « de perdre son temps en cabales, de payer les officiers de révérences et de belles paroles, d'employer la plus grande partie de la caisse militaire pour ses dépenses et pour les vues particulières de lui et de son conseil⁸⁸ ». Dubois tenait enfin sa proie, mais le duc d'Orléans la lui disputait. Dans le conseil tenu à ce sujet à Meudon, le prince évoqua le passé : « J'ai beaucoup de peine, dit-il, à consentir à l'éloignement de M. Le Blanc, qui m'a rendu des services essentiels durant les mouvements de Paris en 1721. » — « Monseigneur, interrompit le cardinal, il ne s'agit pas ici des services particuliers rendus à Votre Altesse Royale, il faut préférer le bien public. » Après le conseil, le bruit s'étant répandu de cette disgrâce, les maréchaux de Berwick et de Bezons joignirent le cardinal, et le prièrent en faveur de Le Blanc; mais Dubois répondit de façon à être entendu de tout le monde : « Si j'avois suivi mon inclination je l'aurois fait arrêter prisonnier⁸⁹ ». Le 2 juillet, Le Blanc partit pour Doué, proche de Coulommiers, où était fixé son exil et Dubois affectait de l'en plaindre : « Je préférerais la mort à tout ce que j'ai essuyé et souffert depuis sept ou huit mois à son occasion⁹⁰... » mais ses amis d'Angleterre le félicitaient un peu lourdement de cette nouvelle victoire remportée sur un adversaire⁹¹.

Le duc d'Orléans apprit au Roi le renvoi et l'exil du ministre :

— « Sire, M. Le Blanc n'est plus en place.

— « Pourquoi donc ?

— « Sire, c'est par des raisons qui regardent votre État; mais je peux dire à Votre Majesté qu'il est regretté de tous les officiers⁹¹. » Il fut même regretté du duc de Saint-Simon, au dire de qui « cet événement affligea tout le monde. Jamais Le Blanc ne s'étoit méconnu. Il étoit poli jusqu'avec les moindres, respec-

⁸⁷ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 463; Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 284, juin 1723; A. Babeau, *Un financier à la Bastille sous Louis XV*, *Journal de la Jonchère*, dans *Mémoires de la Société d'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France*, 1898, t. XXV, p. 1-46.

⁸⁸ *Archiv. des Aff. Étrang.*, France, *Mémoires et Documents*, t. 1253, fol. 110.

⁸⁹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, France, *Mémoires et Documents*, t. 1256, fol. 10 : Dubois à Le Peletier des Forts, 7 juillet 1723.

⁹⁰ R. Walpole à Schaub, Whitehall 18 (= 29) juillet 1723, dans W. Coxe, *Memoirs of R. Walpole*, t. II, p. 253.

⁹¹ Barbier, *Journal*, t. I, p. 287; M. Marais, *Journal*, t. II, p. 474, juillet 1723.

tueux où il le devoit et où ces messieurs ne le sont guère, obligeant et serviable à tous, gracieux et payant de raison jusque dans ses refus, expéditif, diligent, clairvoyant, travailleur fort capable; connoissant bien tous les officiers et tous ceux qui étoient sous sa charge. On peut dire que ce fut un cri et un deuil public sans ménagement, quoiqu'on sentit depuis quelque temps que la partie étoit faite⁹². »

Le Blanc entraînait dans sa disgrâce le comte de Belle-Isle, qu'on désignait encore au mois de février comme le « favori du ministre⁹³ » et qui obtenait la faveur des « entrées » chez le Roi au mois de mars⁹⁴. Mais Belle-Isle étoit plus encore attaché à Le Blanc qu'à Dubois et celui-ci le sacrifiait⁹⁵, tandis qu'il s'acharnait sur Le Blanc au point de vouloir paraître empoisonné par les ordres de sa victime et de s'administrer deux vomitifs⁹⁶. Quand il apprit que la Chambre Royale, à une voix de majorité, refusait de décréter Le Blanc, il laissa éclater son indignation⁹⁷. Le Blanc échappait à la Bastille, Belle-Isle et La Jonchère subissaient interrogatoire sur interrogatoire, le duc de Chartres s'avouait impuissant à les défendre⁹⁸, la duchesse d'Orléans avait peu de crédit depuis que son mari venait de reprendre une maîtresse⁹⁹; plus hardie, Mlle de Charolais profitait d'une partie de chasse pour parler hautement au Roi en faveur de Le Blanc et elle s'attirait une réprimande sévère du duc d'Orléans¹⁰⁰.

Toutes les résistances avaient été brisées, toutes les coterie dispersées, le triomphe du premier ministre et sa toute-puissance ne pouvaient plus être contestés. Ses ennemis n'existaient plus mais leur calcul survivait à la conspiration. Dubois s'abandonnait à sa frénésie de travail et s'épuisait sous le fardeau des charges qu'il revendiquait pour lui seul. Son fidèle Pecquet étoit

⁹² Saint-Simon, *Mémoires* (1858), t. XIX, p. 450.

⁹³ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 416, février 1723.

⁹⁴ *Ibid.*, t. II, p. 427; P. d'Echezac, *La jeunesse du maréchal de Belle-Isle*, 1908, p. 87-88.

⁹⁵ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 473; Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 287; juillet 1723.

⁹⁶ *Public Record Office*, France, vol. 368 : Crawford à R. Walpole, 7 juillet 1723.

⁹⁷ Buvat, *Journal*, t. II, p. 441; M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 478, juillet 1722; Ravaissou, *Archives de la Bastille*, t. XIII, p. 355, 390, 393, 407, 408, M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 477.

⁹⁸ Mlle Houel, nièce de Mme de Sabran, M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 464, 467, 476; Buvat, *Journal*, t. II, p. 464.

¹⁰⁰ *Relazioni degli ambasciatori veneziani*, 1723.

Disgrâce
de Belle-Isle

Activité
débordante
de Dubois

tombé en apoplexie¹⁰¹ et les affaires étrangères retombaient de tout leur poids sur Dubois, mais rien ne l'arrêtait plus. Son confident Rémond lui avait fait entrevoir le parti à tirer de la Compagnie des Indes qui le choisirait pour protecteur et lui vaudrait « le plus fort et le plus riche parti du royaume combattant pour lui jusqu'au dernier soupir¹⁰². » Aussitôt on réorganise la Compagnie et Dubois, nommé protecteur, préside la première assemblée¹⁰³. Et les divers ministres, autant pour lui complaire que pour le détruire lui renvoient toutes les affaires, même les plus futiles, afin de l'accabler sous l'infini détail.

A partir du printemps de 1723, il ressentit les attaques sournoises de la fièvre, expiation des dernières fredaines de l'hiver; car après une période de modération¹⁰⁴, la fringale des plaisirs d'autrefois l'avait ressaisi. On lui menait en secret, la nuit, des Vénus à juste prix qu'il renvoyait le matin en les faisant passer par une garde-robe¹⁰⁵. Le 14 janvier, une défaillance le prit au Conseil; il négligea l'avertissement et redoubla d'activité. Sa famille avait su demeurer dans une pénombre discrète; il acheta pour elle un hôtel à Paris, y fit installer la bibliothèque qui avait appartenu à Law¹⁰⁶ et y logea son frère Joseph, tiré de Brive et promu directeur général des ponts et chaussées¹⁰⁷. N'ayant plus à s'occuper des siens, Dubois reporta toute son ardeur au travail au service de l'État. Nul détail n'échappait à son inquisition, quoique le plus souvent il n'y entendit rien. Au mois de février, un violent accès de fièvre le força de se coucher, mais il tenait tête à la souffrance et donna à dîner aux ambassadeurs à l'ordinaire¹⁰⁸. Aidé des frères Pâris qui menaient la campagne contre Le Blanc¹⁰⁹, il entreprenait de faire rendre gorge aux traitants et aux fripons et faisait condamner l'abbé Clément, conseiller au grand Conseil, l'un des commissaires du *visa* et son collègue, M. de Talhouët, maître des requêtes, convaincus de malversa-

¹⁰¹ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 433; mars 1723.

¹⁰² C. de Sévelinges, *op. cit.*, t. II, p. 312.

¹⁰³ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 436, 8-9 mars 1723; Buvat, *Journal*, t. II, p. 437.

¹⁰⁴ Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 237, août 1722.

¹⁰⁵ [Le Dran] *Vie anonyme de Dubois*, confirme ce renseignement donné par M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 400, janvier 1723. « Sa santé s'était usée par certains excès qu'il avait toujours faits en les dissimulant sous le voile de la pudeur ».

¹⁰⁶ [J. Charavay] *Catalogues de livres curieux...* in-8. Paris, 1855.

¹⁰⁷ *Archiv. nat.*, O¹, 275, f. 28.

¹⁰⁸ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 416, février 1723.

¹⁰⁹ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 428, mars 1723.

tion¹¹⁰. En même temps, il faisait étudier un projet de taille réelle et une révision du Terrier général de la Couronne¹¹¹, se préoccupant du rétablissement des relations commerciales suspendues par la peste de Marseille ou entravées par la défectuosité des routes du royaume.

Rien n'échappait plus à l'envahissement maniaque de ce vieillard, avide d'hommages et d'honneurs. Il saisit le premier prétexte venu pour se rendre aux Invalides parce qu'on va tirer le canon et battre aux champs pour lui comme pour le Roi¹¹². Au mois d'avril il se donne en spectacle, monte à cheval, passe en revue la Maison du Roi, soulevant une risée générale parmi les spectateurs à la vue de cet avorton qui se tord sur la selle; mais il ne peut cacher sa souffrance et ses contorsions sont causées par la rupture d'un abcès qui s'était formé au col de la vessie¹¹³. La nouvelle est publique et, loin de plaindre, on chansonne¹¹⁴ :

Monsieur de La Peyronie

Visitant le cardinal

Dit : C'est à la vessie

Que son Éminence a mal.

De ce moment on l'observe car, « s'il venoit à manquer, la Cour prendrait toute une autre face¹¹⁴ ». On prend note de ses saignées, de ses purges, bref on est attentif sur sa santé. Les correspondances britanniques deviennent pour ainsi dire le journal de cette santé, laissant percer l'inquiétude sur l'avenir de l'alliance quand son premier artisan et son lien vivant viendra à disparaître. Le 26 mai, Crawford écrit à Londres que le cardinal est remis de son accident de cheval à la revue, mais il a tant d'infirmités qu'on ne doit pas compter qu'il supporte longtemps la fatigue des affaires. Il faudrait préparer près du duc d'Orléans un choix qui exclurait M. de Torcy « notre ennemi

¹¹⁰ J. Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 441, 444, 446, 455, 458; M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 475, 479, 480, 490, Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 269-270-272.

¹¹¹ [Le Dran] *Vie anonyme de Dubois*, p. 422, 425, 431; P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 82-84.

¹¹² Barbier, *Journal*, t. I, p. 247; M. Marais, *Journal*, t. II, p. 379; décembre 1722.

¹¹³ *Gazette de France*, 7 avril 1723.

¹¹⁴ Buvat, *op. cit.*, t. I, p. 443; M. Marais, *Journal*, t. II, p. 475; juillet 1723.

¹¹⁵ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 450, mai 1723.

mortel¹¹⁶ ». On cherche à le ménager, « sur le manger, sur le parler », à éviter tout ce qui peut lui donner une trop forte application. Le malade ne s'abandonne pas, il se jette dans les remèdes, quinquina, régime lacté; il se fait expédier des eaux de Bristol, souveraines contre le diabète et la gravelle, et des eaux de Barèges dans des flacons en grès¹¹⁶. Il tranquillise ses amis, écrit à Tencin que les crises dont il souffre « n'ont d'autres fondements qu'une trop grande application au travail¹¹⁷. Les ministres étrangers l'observent curieusement et reconnaissent que sa lucidité, son courage, son entrain restent intacts. Mais il ne peut consentir au repos, or dès qu'il se lève pour travailler, le frisson et la fièvre le ressaisissent. Rien ni personne ne peut le retenir de travailler, de représenter en public. Il pose devant Rigaud pour son portrait d'apparat¹¹⁸; il reçoit; et ses algarades, la grossièreté de son langage courent tout Paris. A la marquise de Feuquières il dit : « Je suis accablé d'affaires, et il faut encore que des p..... viennent m'embarrasser¹¹⁹; à la princesse d'Auvergne : « Madame, allez vous faire f.....¹²⁰ ». Il crie, il jure contre ses gens, interpelle un officier, lui demande ce qu'il fait dans son antichambre, et qui il est : « Hélas, monseigneur, répond celui-ci, je suis un capitaine de grenadiers, mais je viens vous remettre ma commission, car je vois que vous êtes plus propre à l'être que moi. » Le cardinal lui arrache le papier qu'il tenait à la main, rentre dans son cabinet, l'expédie, tout en grommelant : « Cet homme-là qui vient encore se moquer de moi ! » et le renvoie en jurant Dieu¹²¹.

Ses dernières forces s'épuisent dans ce travail effréné. Il se fait renseigner sur l'organisation de l'armée prussienne¹²², suit attentivement l'affaire de l'apanage italien de Don Carlos, reçoit à

¹¹⁶ Public Record Office, France, vol. 368, Crawford à lord Carteret, 26 mai 1723.

¹¹⁷ Archiv. des Aff. Étrang., Angleterre, t. 344, fol. 210; t. 345, fol. 37, 245 : Dubois à Chammorrel, 24 avril 1723 et Chammorrel à Dubois, 10 mai 1723.

¹¹⁸ Archiv. des Aff. Étrang., Rome, t. 648, fol. 261 : Dubois à Tencin, 25 juin 1723.

¹¹⁹ Les Correspondants de Mme de Balleroy, t. II, p. 521; 15 février 1723.

¹²⁰ M. Marais, op. cit., t. II, p. 398, janvier 1723; à Mme de Conflans : « Allez à tous les diables », Saint-Simon, Mémoires, 1858, t. XX, p. 17.

¹²¹ M. Marais, op. cit., t. II, p. 448 : Barbier, op. cit., t. I, p. 272, mai 1723.

¹²² M. Marais, op. cit., t. II, p. 445, avril.

¹²³ Archiv. des Aff. Étrang., Prusse, t. 69, fol. 76 : Dubois à Michel, 14 mai 1723.

dîner à Meudon la duchesse de Montague. Mais il a trop présumé de lui-même, la chère est magnifique et il n'a pu déplier sa serviette (25 juin). Il pourvoit à tout, envoie des secours à la petite ville de Châteaudun ruinée par un incendie (22 juin)¹²³, demande des rapports sur l'état de l'infanterie française¹²⁴ et expédie des mandements à ses diocésains¹²⁵. Mais le malade n'est pas encore vaincu. Dans un mémoire sur la charge de premier ministre, il a écrit : « M. le cardinal par sa place est en droit et en usage de présider aux assemblées du clergé¹²⁶. » Il se fait donc offrir par l'archevêque d'Aix, M. de Vintimille, la présidence de l'assemblée réunie aux Grands-Augustins (30 mai). Il accepte et prononce une harangue¹²⁷, disparaît et ne revient plus, car il est déjà frappé à mort et l'évêque de Montpellier, Colbert, écrit le 23 juin : « Il me paraît que la santé du premier ministre devient fort mauvaise; j'en suis fâché et je lui souhaite de tout mon cœur une meilleure et de longue durée¹²⁸. »

Presque à cette date, Mathieu Marais écrit : « Le cardinal a toujours son même mal; il jette du pus par les urines. Les uns disent qu'il ne peut pas vivre; d'autres disent qu'il vivra, et cependant, il vit et jouit de toute son autorité¹²⁹. » Il court sur sa maladie d'étranges racontars¹³⁰ et on fouille son passé au risque d'y rencontrer ce qu'il a cru ensevelir dans l'oubli¹³¹. Mais on sent approcher l'heure de la crise. Le 10 juillet, Schaub écrit que « la santé de M. le cardinal continue à se soutenir sans aucun incident de fièvre », mais, le 16, on sait dans le public qu'il garde le lit¹³². La maladie commence à détremper

Crise
prochaine

¹²³ Buvat, op. cit., t. II, p. 439; J. P. Note sur l'incendie de Châteaudun en 1723, dans Bulletin de la Société dunoise, 1870-1874, t. II, p. 218; voir Anonyme, Plan de la ville et des faubourgs avant l'incendie de 1723, in-fol. plano 1884.

¹²⁴ Archiv. des Aff. Étrang., France, Mémoires et Documents, t. 1256, fol. 35, 39, 46 : mémoires du marquis de Fénelon, datés des 24 et 31 juillet 1723.

¹²⁵ M. Marais, op. cit., t. II, p. 223; Pouibrière, Titres et documents intéressant le Bas-Limousin, dans Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze 1889, t. XI, p. 569.

¹²⁶ Biblioth. nationale, ms. 25135, fol. 9.

¹²⁷ C. de Sévelinges, op. cit., t. II, p. 353; M. Marais, op. cit., t. II, p. 486-487.

¹²⁸ Œuvres, t. III, p. 110.

¹²⁹ M. Marais, op. cit., t. II, p. 467; juin 1723.

¹³⁰ Barbier, op. cit., t. I, p. 287; juillet 1723.

¹³¹ Ibid., t. I, p. 287; Saint-Simon, Mémoires (1858), t. XIX, p. 451; M. Marais, op. cit., t. III, p. 4.

¹³² Buvat, op. cit., t. II, p. 444; 16 juillet 1723.

le caractère mais respecte l'intelligence. Dubois surveille de près la Cour de Vienne, qui manœuvrait alors pour se lier le moins possible dans la forme à donner par elle aux expectatives des duchés italiens¹³³. Il discute le projet impérial et, une fois encore, la dernière fois, c'est pour soumettre humblement la décision à prendre « aux lumières supérieures » du roi d'Angleterre. « Le cardinal, écrit Schaub à lord Carteret, le 12 juillet, attend votre décision et promet de la recevoir avec docilité quand elle serait diamétralement opposée à la sienne. Car vous ne pouvez avoir que de bonnes raisons. Il ne m'a jamais paru plus confiant en S. M. ni plus résolu de vivre et de mourir dans la plus intime union avec elle¹³⁴. » Réconforté, Dubois écrit à Grimaldo, le 15 juillet, qu'il estime nécessaire de s'en tenir strictement au traité et de mettre l'Empereur en demeure d'accorder enfin ou de refuser les investitures¹³⁵.

Dernières
journées

Déjà on parle de la succession du cardinal qui essaie de faire jusqu'au bout bonne contenance. Il mange à peine¹³⁶ et ne fait plus illusion à personne. A Paris, on prévoit que Lafitau pourrait devenir premier ministre¹³⁷; à Rome, le pape proclame Dubois impossible à remplacer : « Je tomberais de bien haut, dit-il à Tencin, si je venais à le perdre¹³⁸; » et un jour, voyant Tencin larmoyer, Innocent XIII ne croit pouvoir moins faire que de gémir : « Dieu veut me châtier en m'enlevant cet homme-là¹³⁹. » Les jours du patient étaient comptés. Le 30 juillet, il se trouve mal à la fin du Conseil de Régence et sa voix diminuait de jour en jour. Le 1^{er} août, Dubois se fit habiller à six heures du matin et, au bout d'une heure, fut obligé de se remettre au lit. Le 4, il s'alita tout à fait, à Meudon, il n'avait plus que la peau et les os, et point d'appétit¹⁴⁰. Ce jour-là le président Hénault reçut une lettre de l'abbé Dubois, le neveu, « qui arrivait de Meudon et lui mandait que son oncle l'y attendait avec Mme de Tencin et M. de la Mothe. Nous y allâmes tous les trois,

¹³³ A. Baudrillart, *Philippe V et la Cour de France*, t. II, p. 531-536.

¹³⁴ *Public Record Office*, France, vol. 359 : Schaub à lord Carteret, 12 juillet 1723.

¹³⁵ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Espagne, t. 330, fol. 42 : Dubois à Grimaldo, 15 juillet 1723.

¹³⁶ Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 447; 28 juillet 1723.

¹³⁷ Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 288.

¹³⁸ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 649, fol. 121 : Tencin à Dubois, 20 juillet 1723.

¹³⁹ *Arch. des Aff. Étrang.*, Rome, t. 649, fol. 311 : Tencin au Régent, 31 août 1723.

¹⁴⁰ Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 448-449.

raconte le président, et j'entrai dans sa chambre [avec eux]. Nous le trouvâmes couché, avec sa table de nuit enveloppée dans son rideau, il étoit environ quatre heures et demie et notre visite dura jusqu'à près de huit heures. Jamais je ne l'avois trouvé si léger ni avec tant de badinage, cela me frappa au point que je fus tenté de croire, qu'il ne gardoit son lit que par quelque raison de politique que je ne pénétois point. Il étoit plein de ces petites finesses-là, surtout quand il vouloit faire faire quelque chose à M. d'Orléans et qu'il y trouvoit de la résistance. Notre conversation roula sur toutes sortes de sujets; nous parlâmes du cardinal de Richelieu et du cardinal de Mazarin, il me parut qu'il trouvoit que ce dernier avoit une souplesse dans l'esprit qu'il préféroit à la dureté de caractère du cardinal de Richelieu, et sur ce qu'on lui parla de quelqu'un qui étoit fort méchant et dont il avoit sujet de se plaindre, il nous répondit avec vivacité : « Il faut le laisser faire, on a plus tôt fait d'essayer d'éviter les méchantes gens que de les poursuivre; un ennemi, si petit qu'il soit, quand vous cherchez à vous en venger, vous nuit dans tous les moments de votre vie, et quelque fois il ne faut que cela pour ruiner les plus grandes fortunes. » Nous parlâmes ensuite de M. [le duc] de Richelieu et de M. de la Feuillade... A propos d'une lettre de l'abbé de Tencin, alors à Rome, cela nous donna occasion de parler de la Cour de Rome : « Il n'y a rien de si malheureux qu'un pape, nous dit-il, le sérieux de sa place ne souffre aucun adoucissement. » — « Mais cependant, lui dis-je, il y a tant d'exemples de papes qui ont furieusement égayé le sacerdoce... » — « Cela est vrai, mais les mœurs ont changé. Rome n'est composé que de gens occupés de leur intérêt particulier et dont la religion doit faire la fortune. Pas un d'eux n'est dévot, mais nul ne se le confie et, l'un pour l'autre, ils affectent une rigidité qui ne permet pas au chef le moindre relâchement. » La Mothe lui lut ensuite une épître dédicatoire qu'il lui adressoit à la tête de sa tragédie d'*Inès de Castro* et dont il fut fort content... On parla de l'Académie, où la mort de l'abbé Fleury avoit fait vaquer une place; il dit qu'il désiroit que je la remplisse, et qu'il agiroit pour cela... Dans ce moment on vint lui annoncer M. de Fréjus, nous sortîmes. Pendant tout le temps que nous fûmes dans sa chambre, je remarquai qu'il prit son pot de chambre cinq ou six fois, et quoique je l'observasse fort il ne parut aucune altération sur son visage¹⁴¹. »

¹⁴¹ Hénault, *Mémoires*, dans L. Perey, *Le Président Hénault et Madame du Deffand*, in-8, Paris 1893, p. 125-128.

6 août

Le vendredi 6, M. le duc d'Orléans eut la bonté de faire tenir le conseil dans la chambre du cardinal qui ne quittait plus son lit¹⁴². Ses ennemis le plaisantaient, Boudin, médecin du Roi ayant écrit à Nocé que la vessie du cardinal était toute percée, Nocé lui répondit : « Vous ne me ferez pas accroire que les vessies sont des lanternes¹⁴³. »

7 août

Le samedi 7 août, il écrivit sa dernière dépêche à notre agent à Vienne, lui disant que le Roi ne pouvait accepter les actes et la méthode proposés par la Cour de Vienne, qu'il voulait un acte d'investiture clairement énoncé en faveur de don Carlos et défendait de s'adresser pour cette affaire au vice-chancelier impérial dont l'hostilité était connue. « Quelque chose que vous entendiez, disait la dépêche en terminant, appliquez-vous toujours à ramener et à réduire la question à ce point de l'investiture éventuelle des États de Toscane et de Parme. Il n'est plus question que d'un oui ou d'un non de la part de l'Empereur¹⁴⁴. » C'était justifier d'une manière éclatante que le roi d'Espagne n'avait pas, en Europe, de meilleur serviteur que lui; et au moment où Dubois signait cette dépêche Philippe V perdait son confesseur, le P. Daubenton, devenu l'ami et le confident du cardinal qui n'eut pas le temps d'apprendre cette mort¹⁴⁵.

Presque d'heure en heure l'état du malade s'aggravait. Hénault lui devait remettre un mémoire sur la ferme des tabacs, il se rendit à Meudon avec la Tencin, Fontenelle et Schaub et ne furent pas reçus; Dubois « avoit pris du pavot », mais les visiteurs entretenaient Chirac et la Peyronie qui donnèrent de grandes alarmes, ajoutant toutefois que si le cardinal vouloit souffrir l'opération il pourroit se tirer d'affaire¹⁴⁶. Ils le lui dirent à lui-même, et le trouble de cette nouvelle l'abattit si fort qu'il ne put être transporté en litière à Versailles de toute la journée du lendemain¹⁴⁷. Ce fut une grande affaire que ce transport : on accommoda dans un large carrosse — de ceux qu'on nomme *corbillards* — des matelas suspendus par des cordes qui passaient par l'impériale. Quand la machine fut prête, on ne put jamais y transporter le malade; il fallut attendre que la fièvre fût tombée¹⁴⁸. Dans la soirée

¹⁴² Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 449, août 1723.

¹⁴³ M. Marais, *op. cit.*, t. III, p. 5.

¹⁴⁴ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Autriche, t. 142, fol. 205-209 : Dubois à Dubourg, 7 août 1723, dans A. Baudrillart, *op. cit.*, t. II, p. 536-537.

¹⁴⁵ A. Baudrillart, *op. cit.*, t. II, p. 546-549; C. Sommervogel, *Bibliothèque des écrivains de la Compagnie de Jésus*, t. II, p. 1835.

¹⁴⁶ Hénault, *Mémoires*, dans *op. cit.*, p. 128-129.

¹⁴⁷ Saint-Simon, *Mémoires* (1858), t. XX, p. 4.

¹⁴⁸ Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 293.

Dubois envoya un courrier à Hénault pour l'avertir de lui apporter sans faute le lendemain lundi à Versailles, « où il seroit », le mémoire sur la ferme des tabacs¹⁴⁹.

La nuit du dimanche fut un peu meilleure, le lundi 9 on apporta le malade à Versailles dans la matinée¹⁵⁰ dans une litière du Roi, allant très doucement et quatre gens de livrée se relayoient pour tenir la litière par les côtés et pour en empêcher le mouvement. Suivoient trois carrosses à six chevaux, dans l'un les aumôniers, dans l'autre les médecins et ensuite les chirurgiens. Après l'avoir laissé un peu reposer médecins et chirurgiens lui proposèrent de recevoir les sacrements et de lui faire l'opération aussitôt après. Cela ne fut pas reçu paisiblement; néanmoins quelque temps après il envoya chercher un récollet de Versailles avec qui il fut seul environ un demi-quart d'heure.

« Après l'avoir confessé (?) le P. Germain lui proposa de recevoir le viatique. Le cardinal n'en voulut rien faire, disant que cela ne pressoit pas, qu'il faudroit voir, et plusieurs autres défaits dont le moine ne se contenta pas. Enfin pour lui fermer la bouche, le cardinal lui dit : « Vous ne savez pas, Père, qu'il y a un cérémonial pour faire recevoir le viatique aux cardinaux, allez vous informer de ce que c'est, et puis après nous verrons. » Le bonhomme sortit avec empressement pour s'instruire de ce cérémonial dont il juroit qu'il n'avoit jamais ouï parler.

« Cependant le mal pressoit, chaque minute le rendoit incurable, il étoit midi, on voyoit mourir le cardinal à la pendule; menaces, prières, raisonnements rien ne pouvoit le déterminer à l'opération; enfin Chirac imagina d'écrire à M. d'Orléans, qui étoit à Meudon, l'état de la maladie et qu'il n'y avoit que sa présence qui pût engager le cardinal à la seule chose qui pouvoit lui sauver la vie. M. d'Orléans répondit par Lestang, écuyer du cardinal, qui avoit porté la lettre, qu'il alloit monter en carrosse pour venir; que cependant il supplioit le cardinal de se laisser faire l'opération, qu'il espéroit la trouver faite, et que si elle ne l'étoit pas quand il arriveroit, il le prioit et même lui ordonneroit d'y consentir, cette réponse ne fit rien sur le malade. On vit arriver sur les trois heures et demie, M. d'Orléans avec M. de Biron, M. de Nantes et M. le grand prieur. En entrant dans sa chambre, Son Altesse Royale lui dit :

— « Vous n'avez guère de courage!... »

¹⁴⁹ Hénault, *op. cit.*, p. 129.

¹⁵⁰ Marais, *op. cit.*, t. III, p. 3 : Saint-Simon, *op. cit.*, t. XX, p. 4; Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 294; Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 449, dit à tort que le transport se fit le dimanche 8; p. 452, il rectifie; le 9.

10 août

Confession (?)

Entrevue avec le duc d'Orléans

— « J'en ai contre toute autre chose que la douleur, mais je ne saurois me déterminer à ce qu'ils veulent me faire. »

« M. d'Orléans fut attendri de le voir en cet état; et étant sorti de la chambre en pleurant, il reprocha au médecin et au chirurgien l'extrémité où il le voyoit et leur indolence sur son mal. La Peyronie lui répondit, ce qui étoit vrai, c'est qu'ils s'étoient exposés aux plus durs traitements de sa part pour lui avoir fait connaître le danger où il étoit.

— « N'y a-t-il plus de ressources, leur dit M. d'Orléans.

— « Nous ne connaissons que l'opération, encore ne répondons-nous de rien.

Opération

« M. d'Orléans rentra dans la chambre et l'y détermina enfin, il ressortit aussitôt, on ferma toutes les portes et les chirurgiens s'en emparèrent¹⁵¹. Trois ou quatre aides le tenaient, il crioit et juroit comme un enragé; l'opération fut faite en [quatre] minutes¹⁵². Il étoit quatre heures. Le duc d'Orléans souffroit, ne pouvoit tenir en place, il monta dans la galerie d'en haut et appela M. d'Ons-en-Bray qui étoit là, à qui il parla bas dans une fenêtre; dans le moment on courut l'avertir que l'opération étoit faite le plus heureusement du monde, et qu'elle avoit duré quatre minutes; il rentra dans l'intention de le voir, mais après il dit tout haut qu'il craignoit que sa présence ne lui donnât de l'émotion, qu'il aimoit mieux ne pas le voir, mais qu'on lui dit bien qu'il n'étoit reparti qu'après s'être informé du succès de l'opération. Il laissa des courriers pour lui en venir dire des nouvelles d'heure en heure; tout le monde le suivit et il ne resta que le président Hénault d'étranger dans son petit cabinet avec le confesseur.

« Comme ceux qui sont auprès des malades s'alarment plus aisément que ceux qui ne les voient pas, aussi sont-ils susceptibles des plus légères consolations. Tous reprenoient un air plus gai d'avoir l'opération faite, cette opération tant désirée, quand, tout à coup, nous vîmes le temps se brouiller et nous entendîmes un fort grand tonnerre. A ce bruit La Peyronie sortit de la chambre du malade et dit à Hénault : « Nous sommes perdus. » Chirac, qui étoit dans la première antichambre, entra par une autre porte dans la même chambre et parut aussi consterné. Le confesseur demanda à La Peyronie ce qu'il en pensoit, et il lui répondit : « Mon Père, il a plus besoin de vos prières

¹⁵¹ Hénault, *op. cit.*, p. 130-131.

¹⁵² M. Marais, *op. cit.*, t. III, p. 3; Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 452; Hénault dit quatre, Buvat cinq, Marais six minutes pour l'opération.

que de nos remèdes¹⁵³. » Peu s'en fallut que certains ne vissent dans ce coup de tonnerre accompagné d'une chaleur affreuse l'intervention de la Providence. » Il semble, disait-on, que le ciel vengeur ait voulu *rengrêger* cette plaie, qui s'est tout à coup gangrenée¹⁵⁴.

Le lendemain, 10 août, Hénault revint à Versailles et entra « tout droit » dans la chambre de l'agonisant. « J'y trouvai, dit-il, le cardinal couché à plat et râlant entre deux valets de chambre qui lui soutenoient la partie où on lui avoit fait l'opération, un apothicaire qui lui tenait une cuiller dans la bouche et un prêtre en surplis qui priait Dieu devant un crucifix¹⁵⁵. Sur les cinq heures après-midi la mort vint mettre fin à ce spectacle et à celui qu'offrait au monde, depuis quatre ans, l'ambition démesurée de Guillaume Dubois, cardinal-prêtre, archevêque-duc de Cambrai, prince de l'Empire, comte du Cambrésis, abbé de Saint-Just, de Nogent-sous-Coucy, de Bourgueil, d'Airvault, de Cercamps, de Bergues-Saint-Winoc et de Saint-Bertin, principal et premier ministre d'État, ministre et secrétaire d'État ayant le département des Affaires Étrangères, grand-maître et surintendant général des courses, postes et relais de France, l'un des quarante de l'Académie française, honoraire de l'Académie royale des sciences et de celle des Inscriptions et belles-lettres, élu par les prélats et autres députés à l'assemblée générale du clergé de France pour en être premier président et, ci-devant, précepteur de M. le duc d'Orléans.

Agonie et mort

Cette succession énorme étoit en grande partie distribuée. Lorsque l'agonie commença, le duc d'Orléans fit appeler M. de Morville, lui dit de se rendre à Versailles, de faire main basse sur tous les papiers du mourant et de s'installer à sa place aux Affaires Étrangères¹⁵⁶. M. de Breteuil conservait la guerre et M. de Maurepas recevait la marine; il avait vingt-trois ans¹⁵⁷. Vers cinq heures et demie un exprès arriva de Versailles à Meudon et annonça la mort du cardinal; le duc d'Orléans se rendit dans le cabinet du Roi et lui dit :

La succession

— « Sire, M. le cardinal est mort!

— « J'en suis fâché.

— « Sire, je ne vois personne qui soit plus en état que moi pour rendre service à Sa Majesté en qualité de premier ministre,

¹⁵³ Hénault, *op. cit.*, p. 131-132.

¹⁵⁴ M. Marais, *op. cit.*, t. III, p. 3.

¹⁵⁵ Hénault, *op. cit.*, p. 131-132.

¹⁵⁶ Hénault, *Mémoires*, p. 123; M. Marais, *op. cit.*, t. III, p. 4.

¹⁵⁷ Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 297.

et sans faire attention à mon rang et à ma dignité de premier prince de votre sang, je prêterai demain le serment de fidélité à Votre Majesté. » Le Roi ne répondit pas un mot¹⁵⁸.

De retour dans son cabinet, à six heures un quart¹⁵⁹, le duc d'Orléans se ressouvint des orgies que depuis peu Dubois empêchait, des *roués* qu'il avait exilés et il écrivit à Nocé, ces quelques mots : « Morte la bête, mort le venin. Je t'attends ce soir à souper au Palais-Royal¹⁶⁰. »

¹⁵⁸ Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 451.

¹⁵⁹ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 7.

¹⁶⁰ Mouffle d'Angerville, *Vie privée de Louis XV*, édit. A. Mayrac, Paris, 1921, p. 23.

CHAPITRE LXII

Le ministère et la mort du duc d'Orléans

(10 août-2 décembre 1723)

Le souvenir et l'œuvre de Dubois. — Retour des exilés. — Le duc d'Orléans las de Dubois. — Triste état du duc d'Orléans. — Entretien de Saint-Simon avec Fleury. — La petite vérole. — La sécheresse. — Le droit de joyeux avènement. — Mort du duc d'Orléans. — Conclusion.

La mort de Dubois n'inspira de regrets qu'à l'Angleterre. A Paris, on observa que Dubois était mort, jour pour jour, et presque à la même heure qu'il avait fait enlever, un an plus tôt, le maréchal de Villeroy, et on pensa y découvrir un châtimement providentiel¹. Sa renommée resta en proie à ses nombreux ennemis qui tous lui survécurent², cependant il parut aux contemporains que sa mémoire serait vite oubliée, car il n'avait laissé ni fondation fameuse ni famille élevée et n'avait jamais fait grand mal si on compte pour peu de chose le contrôle des actes des notaires, la Paulette, les quatre sols pour livre, l'affaiblissement des libertés gallicanes. Cependant ses négociations et ses traités avaient évité les guerres et affermi la paix. Haut, vilain et emporté, il n'était pas aimé, mais on le savait ferme contre les fripons et en garde contre les flatteurs. Chaque matin, tandis qu'on célébrait des messes devant le corps exposé dans l'église Saint-Honoré, le petit peuple défilait et disait « des sottises infinies » au défunt, à qui son impiété éclatante attirait ces malédictions³. Ses funérailles furent, contre l'usage, privées d'oraison funèbre; mais à la nouvelle de sa mort, les actions de la Compagnie des Indes baissèrent de trois cents francs, et ce témoignage rendu à ce qu'il y eût de vraiment louable dans le gouverne-

Le souvenir
et l'œuvre
de Dubois

¹ M. Marais, *op. cit.*, t. III, p. 4; Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 297-298 : août 1723.

² P.-E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. II, p. 86-87.

³ Tous ces traits sont empruntés à Marais et à Barbier, août 1723.

ment de Dubois, valait bien les creuses formules d'un panégyrique⁴.

Parmi les plus fameux exemples de grandes fortunes politiques, celle de Dubois, commencée après l'âge de soixante ans et achevée en l'espace de quatre ans, doit être particulièrement remarquée, moins encore pour la rareté que pour l'enseignement à retenir d'une si rapide carrière. Celui qui l'accomplit devait, quoiqu'on en ait dit⁵, posséder de grands moyens et des qualités supérieures. Dépouvé de grandeur d'âme et peu doué d'élévation d'esprit, Dubois associait sa grandeur personnelle à l'intérêt de son maître et pour les servir efficacement usait de toutes les ressources de la France; cette conduite lui paraissait sage autant que légitime, ce qui pouvait tenir aux idées du temps comme à la morale du personnage : reste à savoir si, ce faisant, Dubois a desservi la France et compromis les intérêts de l'État.

Louis XIV laissait à la France le traité d'Utrecht, mais cette grande charte politique permettait des explications et des retouches; toute la question se ramenait à savoir suivant quel esprit on procéderait à l'interprétation du traité. Un parti au pouvoir, le parti « vieille Cour », interprète des préventions populaires, ne concevait rien autre chose que la continuation et, au besoin, l'aggravation de l'animosité nationale contre les Anglais. Dubois eut le mérite d'entrevoir une conduite opposée, il eut l'adresse de la suggérer, le courage de la défendre et l'habileté de la faire prévaloir. Il osa imaginer la possibilité d'une alliance franco-anglaise et il entreprit de l'imposer, non à l'opinion publique qu'il dédaignait, mais à la diplomatie qu'il bouleversait. Ce faisant, agissait-il contre l'honneur et l'intérêt français? On l'a soutenu avec une si ferme conviction, une si chaude éloquence et de si solides arguments qu'on a pu emporter la conviction des contemporains et celle de la postérité en sorte que la politique étrangère de la Régence demeure flétrie comme pourrait l'être une trahison. Et c'est une grave erreur autant qu'une cruelle injustice.

Que pour réaliser une brillante carrière, Dubois, ne pouvant imposer sa personne, ait cherché une idée qui ne se pût appliquer sans recourir à lui, ce calcul de sa part paraît certain. Que cette idée fût hardie, aventureuse, il l'eût reconnu, lui tout le premier. Qu'elle fût bienfaisante et pût procurer ce qu'il espérait d'elle, les événements l'ont montré; car Dubois « abhorroit

⁴ P.-E. Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 87.

⁵ Saint-Simon, *Mémoires*, (1858), t. XX, p. 8.

le trouble et la guerre⁶ » et l'alliance franco-anglaise procura le bienfait d'une paix européenne de vingt-cinq ans.

A l'heure où la mort de Louis XIV livrait le destin de la France à Philippe d'Orléans, c'était un royaume ruiné, épuisé, qu'une administration économe et prévoyante pouvait rétablir à condition que la paix n'y fût pas troublée. Si tout le mérite d'un véritable homme d'État consiste à choisir entre plusieurs inconvénients, Dubois eut ce mérite et il choisit la paix à tout prix, c'est-à-dire au prix de concessions cuisantes et coûteuses plutôt qu'au prix de l'isolement funeste et bientôt fatal. A force de souplesse, d'adresse et de concessions, il mit fin à l'isolement dans lequel se débattait la France depuis que l'encerclaient les coalitions, depuis 1672. Il fit mieux encore. Dans les rangs des ennemis il choisit nos alliés et prit place au centre d'une coalition nouvelle, celle-ci pacifique, dont la France sembla l'inspiratrice et la modératrice. Une nouveauté, à ce point étrange, devait soulever contre elle des adversaires pleins de méfiance, à l'étranger, pleins de haine, à l'intérieur. A Townshend, Heinsius, Sincendorf, Alberoni répondent Torcy, Huxelles, Nancré, Saint-Simon; mais Dubois, sans les négliger, s'adresse directement aux détenteurs du pouvoir : au roi d'Angleterre et au régent de France. Tous deux ne peuvent soutenir leur droit contesté au trône que dans la paix, et Dubois réussit à les convaincre que la succession de Hanovre et la succession d'Orléans courent les mêmes périls, imposent la même conduite et procèdent d'un commun intérêt. A Londres, Georges I^{er} et, à Paris, Philippe d'Orléans sont presque seuls à vouloir affermir le traité d'Utrecht afin d'appuyer sur lui leurs droits dynastiques convergents.

Ces droits étaient mis en doute ou contestés résolument en France, et leur revendication n'était pas une médiocre audace de la part de Dubois. Celui-ci n'avait pas impunément fait un séjour en Angleterre. Les conséquences de la révolution de 1688 lui avaient découvert la règle future de la transmission du pouvoir royal et il admettait que l'heureuse fortune survenue à la maison d'Orange pourrait échoir à la maison d'Orléans. Le traité d'Utrecht avait consacré l'établissement de la première et prévu l'avènement de la seconde; il fallait donc tout tenter pour que ce traité reçut, sur tous les points, d'un consentement unanime, son exécution. Il enregistrait la renonciation et consacrait l'exclusion de Philippe V du trône de France; en cela, il se montrait

⁶ *Public Record Office*, France, vol. 359 : Schaub à Rob. Walpole, Paris, 11 août 1723.

vraiment pacifique car l'accession de Philippe V au trône de Louis XV eut déchaîné une guerre de la succession de France, bien autrement redoutable que la guerre, à peine terminée, de la succession d'Espagne. Ainsi donc, rechercher et grouper les partisans du duc d'Orléans, les soutiens éventuels de sa candidature, c'était non seulement respecter la lettre du traité, mais associer et confondre l'intérêt du duc d'Orléans avec l'intérêt supérieur de la France, inséparable du maintien de la paix.

Une alliance conclue avec l'Angleterre suffisait à l'exécution de ce programme, alors qu'il n'en eût pas été de même d'une alliance avec la Hollande ou avec l'Espagne ou avec l'Empire. Dubois s'adressa donc à l'Angleterre, la séduisit, la décida; mais il mit le prix et c'est ce prix, jugé excessif, qu'on lui a reproché. On alla même jusqu'à dire que ces complaisances étaient achetées par une pension, mais on n'a pu en apporter la preuve, pas plus que souvent on ne put parvenir à convaincre le négociateur d'avoir délibérément sacrifié, et sans compensation, un intérêt essentiel de la France. Les volontés et les désirs des ministres anglais n'ont pas rencontré la soumission servile qu'on a dit, sans avoir entendu les propos échangés et sans avoir lu les dépêches. Mais, en cela, Dubois porta la peine du procédé imaginé par lui. Parce que l'idée introduite par lui était si nouvelle et si hardie qu'il estimait périlleux de l'ébruiter avant le succès, il s'obligea à recourir à des voies souterraines et, quand il fut ministre, il ne sépara plus la diplomatie secrète de la diplomatie officielle, en sorte que la malignité publique s'exerça avec d'autant plus de vraisemblance sur son ouvrage que tout était mystère dans les délibérations et les correspondances des gouvernements. Il y eut entre eux des contestations très vives, des prétentions inacceptables, il n'y eut jamais, d'aucun côté, servilité ni capitulation. Ce qu'il y eut de répréhensible et ce qui reste le déshonneur de Dubois ce sont les protestations trop chaleureuses, les témoignages peu réfléchis de reconnaissance, de dévouement et d'adulation adressés par lui à un souverain étranger. Le cœur se soulève et la rougeur monte au front à la lecture de ces basses flagorneries où le goût, la mesure et le patriotisme sont également offensés. C'est par là que l'homme sentit, jusqu'à la fin, « la vile coque dont il sortait ».

Qu'on soit impitoyable pour cette âme de laquais, pour ce prélat, ce ministre, ce négociateur dont le contact laisse comme une souillure, dont le nom évoque le souvenir d'une sorte de

⁷ Saint-Simon, *Mémoires*, (1858), t. XIX, p. 345.

monstrueuse flétrissure, mais qu'on demeure juste à l'égard de l'homme d'État dont la politique subtile a valu à la France une autorité en Europe capable de balancer le prestige de l'Angleterre. Sans doute les conditions humiliantes mises au démantèlement de Dunkerque ne peuvent être ni excusées ni oubliées, mais elles-mêmes ne doivent pas faire oublier la compensation acquise par les négociations dont cette indigne lâcheté ne forme qu'un épisode. Une paix de vingt-cinq ans, — de 1717 à 1742 —, avec tout ce qu'elle valut de sécurité, de prospérité à la France, demeure un titre assez sérieux dans la carrière d'un homme d'État pour n'être pas dénigré ni oublié; et c'était au milieu d'une Europe encore prête à s'embraser que Dubois et Stanhope avaient su étouffer les foyers prêts à se rallumer; Georges I^{er} et le Régent y avaient travaillé de leur mieux et leurs efforts avaient produit un résultat dont la France et l'Angleterre auront toujours avantage à s'inspirer.

Le duc d'Orléans ne se proposait pas de rien changer à la politique étrangère de Dubois. « Ce qui pouvoit arriver de plus consolant après la mort de M. le cardinal, c'est le peu de nouveauté qu'elle entraîne » écrit le chevalier Schaub⁸. Louis XV et son premier ministre se hâtaient de rassurer sur leurs dispositions⁹ le roi d'Angleterre, qui aurait pu éprouver quelque inquiétude en voyant tous les ennemis de Dubois reprendre le chemin de Versailles. Nocé, que le courrier du prince avait trouvé à Senlis, accourut le premier. « Ne parlons plus du passé, lui dit le duc d'Orléans, je n'ai pu faire autrement; mais à présent, demande-moi ce que tu voudras, je te l'accorderai. » — « Je vous demande seulement la vie sauve; vous avez accordé mon exil au cardinal, vous donnerez ma vie au premier qui la demandera¹⁰. » Ils s'embrassèrent et tout fut dit. Noailles tarda un peu plus. Son exil d'Auvergne était devenu le prétexte d'une palinodie comme il les aimait. De libertin et prodigue il s'était fait dévot et économe « au point de faire peser sa viande tous les jours aux poids de la ville, friand de vêpres et de saluts, et devenu l'arbitre des procès de la province¹¹ ». A Paris, il descendit à l'archevêché, s'alla confesser au grand pénitencier et

Retour
des exilés

⁸ *Public Record Office*, France, vol. 359 : Schaub à Rob. Walpole, Paris, 18 août 1723.

⁹ *Public Record Office*, France, vol. 357 : Le duc d'Orléans à Georges I^{er}, Paris, 17 août 1723.

¹⁰ M. Marais, *op. cit.*, t. III, p. 7-8; Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 457.

¹¹ M. Marais, *op. cit.*, t. III, p. 38; 17 octobre 1723.

communier des mains de son oncle le cardinal¹². Enfin il fut conduit au Palais-Royal, où le duc d'Orléans lui prit la tête, le baisa sept ou huit fois et dit : *Laus Deo, pax vivis, requies defunctis*. Le retour de Noailles déplut à Schaub qui redoutait son influence sur un ancien compagnon de débauches¹⁴. Enfin, il fut question du rappel de Law¹⁵; mais si le duc d'Orléans lui gardait un souvenir indulgent, il ne désirait pas s'engager dans une aventure nouvelle. Depuis sa chute et sa sortie de France, Law ne donnait plus d'inquiétude aux Anglais, il avait reçu à Londres des lettres de grâce¹⁶ et on n'eut pas trop regretté de le voir tenter une nouvelle expérience financière aux dépens d'autrui. On vit reparaître M. de Torcy, mais le duc d'Orléans ne lui rendit pas la surintendance des postes qu'il garda pour lui-même¹⁷; Torcy se contenta d'une commission de capitaine des gardes de la porte pour son fils¹⁸.

Le duc
d'Orléans
las de
Dubois

Le duc d'Orléans, écrit Schaub, le 5 septembre, « se comporte avec une fermeté à laquelle on ne s'attendait pas de lui »; et, le 20 octobre : « Depuis la mort du cardinal, il est devenu plus âpre et plus jaloux de l'autorité qu'il ne l'a jamais été, au point que dans cet instant il n'y a personne qui puisse se vanter d'avoir de l'ascendant sur lui¹⁹. » C'était cette même fringale qui l'avait saisi au lendemain de la mort du feu Roi, à un moment où il avait tout à apprendre pour la conduite d'un grand royaume. Au lendemain de la mort de Dubois, son éducation était faite, mais sa charge était aussi lourde. Le cardinal avait tout accaparé, tout concentré entre ses mains, à peine avait-il admis des collaborateurs aux affaires étrangères où il se sentait en mesure de ne redouter personne. Partout ailleurs son programme de travail était d'une lamentable insuffisance, il touchait à tout et ne terminait rien, n'allant qu'au plus pressé, toujours en hâte à cause de la grande multiplicité des affaires qui s'accumulaient sur

¹² Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 303, novembre 1723.

¹³ M. Marais, *op. cit.*, t. III, p. 45; novembre; Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 460.

¹⁴ *Public Record Office*, France, vol. 359 : Schaub à Rob. Walpole, Versailles, 20 octobre 1723.

¹⁵ Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 463.

¹⁶ Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 304, 314; novembre et décembre 1721.

¹⁷ M. Marais, *op. cit.*, t. III, p. 5 : août 1723.

¹⁸ Saint-Simon, *Mémoires* (1858), t. XX, p. 34.

¹⁹ *Public Record Office*, France, vol. 359 : Schaub à Rob. Walpole, Versailles, 20 octobre 1723.

²⁰ *Public Record Office*, France, vol. 359 : Schaub à Rob. Walpole, Versailles, 20 octobre 1723.

lui, dans un pays où on savait que, pour réussir, c'était à lui qu'il fallait s'adresser²⁰. La jalousie du pouvoir l'avait rendu à charge à tous ceux qui avaient des rapports avec lui. Le duc d'Orléans, à qui il devait tout, se sentait mis à l'écart des affaires et la mort de son encombrant inférieur l'avait soulagé. « Il gémissait en secret depuis assez longtemps sous le poids d'une domination si dure, et sous les chaînes qu'il s'étoit forgées. Non seulement il ne pouvoit plus disposer ni décider de rien, mais il exposoit inutilement au cardinal ce qu'il désiroit qui fût sur grandes et petites choses. Il lui en falloir passer sur toutes par la volonté du cardinal qui entroit en furie, en reproches, et le pouilloit comme un particulier, quand il lui arrivoit de le trop contredire²¹. » La mort était venue mettre fin à cette situation difficile dont témoigne Horace Walpole dans une lettre à lord Townshend : « Si nécessaire que le cardinal pût être au duc d'Orléans, particulièrement pour la conduite des affaires étrangères, en raison de son heureuse négociation entre l'Angleterre et la France, néanmoins sa mort n'a pas été regardée par le duc lui-même comme une grande perte, et quoique le cardinal remportât toujours la victoire sur ceux qui n'étaient pas ses amis (lesquels étaient presque tous les amis particuliers de S.A.R.), cependant sa manière altière et arrogante, ses retards et son désordre dans l'expédition des affaires, trop lourdes ou pour son état de santé ou pour sa capacité, comme on le pense généralement ici, l'avaient rendu quelque temps avant sa mort, très fatigant et incommode au duc d'Orléans²². » Mis en présence d'une situation presque inextricable à force de retards et de désordre, le duc d'Orléans se promit d'y remettre l'ordre et la méthode; il s'enferma, se plongeant dans les papiers de Dubois, travaillant avec une sorte de frénésie, « travaillant d'une force à se tuer » écrit Crawford, sans permettre à personne de l'influencer et, par ce labeur opiniâtre autant qu'inusité, préparant le coup qui allait terminer sa vie.

Le sentiment qui paraissait s'être réveillé en lui lorsque, au retour du sacre, par respect pour l'adolescent dont il exerçait la tutelle, il avait congédié Mme d'Averne, ce sentiment avait peu duré, et dès le mois de juin 1723, il déclarait sa maîtresse une

Triste état
du duc
d'Orléans

²⁰ *Public Record Office*, France, vol. 368 : Crawford à Rob. Walpole, Paris, 11 août 1723.

²¹ Saint-Simon, *Mémoires* (1858), t. XX, p. 18.

²² *Public Record Office*, France, vol. 369 : H. Walpole à lord Townshend, Paris, 30 octobre 1723.

jeune fille de seize ans, Mlle Houel, nièce de Mme de Sabran²³. Cette nouvelle passion lui attirait de nouveaux tracass²⁴, mais ajoutait à son épuisement. Un matin, Saint-Simon l'alla visiter à Versailles et le trouva « qu'il alloit s'habiller, et qu'il étoit encore dans son caveau dont il avoit fait sa garde-robe. Il y étoit sur sa chaise percée parmi ses valets et deux ou trois de ses premiers officiers. J'en fus effrayé. Je vis un homme la tête basse, d'un rouge pourpre, avec un air hébété, qui ne me vit seulement pas approcher. Ses gens le lui dirent. Il tourna la tête lentement vers moi sans presque la lever, et me demanda d'une langue épaisse ce qui m'amenoit. Je le lui dis, mais je demeurai si étonné que je restai court. Je pris Simiane, premier gentilhomme de sa chambre, dans une fenêtre, à qui je témoignai ma surprise et ma crainte de l'état où je voyois M. le duc d'Orléans. Simiane me répondit qu'il étoit depuis fort longtemps ainsi les matins, qu'il n'y avoit ce jour rien d'extraordinaire en lui, et que je n'en étois surpris que parce que je ne le voyois jamais à ces heures-là; qu'il n'y paroîtroit plus tant, quand il se seroit secoué en s'habillant.

« Cet état de M. le duc d'Orléans me fit faire beaucoup de réflexions. Il y avoit fort longtemps que les secrétaires d'État m'avoient dit que, dans les premières heures des matinées, ils lui auroient fait passer tout ce qu'ils auroient voulu, et signé tout ce qui lui eût été le plus préjudiciable. C'étoit le fruit de ses soupers. Lui-même m'avoit dit plus d'une fois depuis un an, à l'occasion de ce qu'il me quittoit quelquefois, quand j'étois seul avec lui, que Chirac le purgeoit sans cesse sans qu'il y parût, parce qu'il étoit si plein qu'il se mettoit à table tous les soirs sans faim et sans aucune envie de manger, quoi qu'il ne prît rien les matins, et seulement une tasse de chocolat entre une et deux heures après-midi, devant tout le monde, qui étoit le temps public de le voir. Je n'étois pas demeuré muet avec lui là-dessus; mais toute représentation étoit parfaitement inutile. Je savois de plus que Chirac lui avoit nettement déclaré que la continuation habituelle de ses soupers le conduiroit à une prompte apoplexie ou à une hydropisie de poitrine, parce que sa respiration s'engageoit dans des temps, sur quoi il s'étoit récrié contre ce dernier mal qui étoit lent, suffoquant, contraignant tout, montrant la mort; qu'il aimoit bien mieux l'apoplexie qui surprenoit, et qui tuoit tout d'un coup sans avoir le temps d'y penser.

²³ M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 464, 466, juin 1723.

²⁴ M. Marais, *op. cit.*, t. III, p. 15, avril 1723.

« Je vivois fort en liaison avec l'évêque de Fréjus, et puisque, avenant faute de M. le duc d'Orléans, il falloit avoir un maître autre que le Roi, en attendant qu'il pût ou voulût l'être, j'aimois mieux que ce fût ce prélat qu'aucun autre. J'allai donc le trouver, je lui dis ce que j'avois vu le matin de l'état de M. le duc d'Orléans; je lui prédis que sa perte ne pouvoit être longtemps différée et qu'elle arriveroit subitement; que je conseillai donc au prélat de prendre ses arrangements et ses mesures avec le Roi sans y perdre un moment, pour en remplir la place, et que cela lui étoit d'autant plus aisé qu'il ne doutoit pas de l'affection du Roi pour lui, qu'il n'en avoit pour personne qui en approchât, et qu'il avoit journellement de longs tête-à-tête avec lui, qui lui offroient toutes les facilités de s'assurer de la succession.

« Je trouvai un homme très reconnaissant en apparence de cet avis et de ce désir, mais modeste, mesuré, qui trouvoit la place au-dessus de son état et de sa portée. Ce n'étoit pas la première fois que nos conversations avoient roulé là-dessus en général, mais c'étoit la première fois que je lui en parlois comme d'une chose instante. Il me dit qu'il y avoit bien pensé, et qu'il ne voyoit qu'un prince du sang qui pût être déclaré premier ministre sans envie, sans jalousie et sans faire crier le public; qu'il ne voyoit que M. le Duc à l'être. Je me récriai sur le danger d'un prince du sang, qui fouleroit tout aux pieds, à qui personne ne pourroit résister, et dont les entours mettroient tout au pillage; que le feu Roi, si maître, si absolu, n'en avoit jamais voulu mettre aucun dans le conseil pour ne les pas trop autoriser et accroître. Et quelle comparaison d'être simplement dans le conseil d'un homme qui gouvernoit, et qui étoit si jaloux de gouverner et d'être le maître, ou d'être premier ministre sous un roi enfant, sans expérience, qui n'avoit encore de sa majorité que le nom, sous lequel un premier ministre prince du sang seroit pleinement roi! J'ajoutai qu'il avoit eu le loisir depuis la mort du Roi de voir avec quelle avidité les princes du sang avoient pillé les finances, avec quelle opiniâtreté ils avoient protégé Law et tout ce qui favorisoit leur pillage; avec quelle audace ils s'étoient en toutes manières accrus; que de là il pouvoit juger de ce que seroit la gestion d'un prince du sang premier ministre, et de M. le Duc en particulier, qui joignoit à ce que je venois de lui représenter une bêtise presque stupide, une opiniâtreté indomptable, une fermeté inflexible, un intérêt insatiable, et des entours aussi intéressés que lui... Fréjus écouta ces réflexions avec une paix profonde, et les paya de l'aménité d'un sourire tranquille et doux. Il ne me répondit pas à une des objections

Entretien
de Saint-
Simon avec
Fleury

que je venois de lui faire, que par me dire qu'il y avoit du vrai dans ce que je venois de lui exposer, mais que M. le Duc avoit du bon, de la probité, de l'honneur, de l'amitié pour lui; qu'il devoit le préférer par reconnaissance de l'estime et de l'amitié que feu M. le Duc lui avoit toujours témoignée, et de l'entière confiance qu'il avoit eue en lui...; qu'au fond, de M. le duc d'Orléans à un particulier, la chute étoit trop grande; qu'elle écraseroit les épaules de tout particulier qui lui succéderoit...; que dans la conjoncture dont je lui parlois comme prochaine, il n'étoit pas possible de jeter les yeux que sur un seul prince du sang, et parmi eux sur M. le Duc, qui étoit seul d'âge et d'état à remplir cette importante place; qu'au fond il n'étoit point connu du Roi et n'avoit nulle familiarité avec lui, qu'il auroit donc besoin de ceux qui étoient autour du Roi, et dans son goût et sa privance; qu'avec ce secours et les mesures que M. le Duc seroit obligé d'avoir avec eux, tout iroit bien; qu'enfin plus il y pensoit et y avoit pensé, plus il se trouvoit convaincu qu'il n'y avoit rien que cela de praticable²⁵. »

La petite
vérole

Il fallait attendre l'événement et chaque jour apportait son lot de nouvelles. La petite vérole ravageait Paris, « tuant tout le monde²⁶ », emportant trois mille enfants en quelques mois²⁷; la vieillesse emportait aussi quelques retardataires du dernier règne : l'abbé Fleury²⁸, le duc de Lauzun²⁹, le Premier Président de Mesme³⁰; l'inconduite des princes du sang défrayait les conversations³¹; le goût du jeune Roi pour la chasse s'affirmait chaque jour³² et, au retour, il soupaît avec ceux qui l'avaient accompagné, hommes et dames de la Cour et autres : « Il n'y a, disait-on, que ce plaisir-là qui paroisse le toucher³³ »; l'Infante-

²⁵ Saint-Simon, *Mémoires* (1858) t. XX, p. 29-33.

²⁶ M. Marais, *op. cit.*, t. III, p. 1, 16, 33, 38, 39, 43; Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 302; août-novembre 1723.

²⁷ M. Marais, *op. cit.*, t. III, p. 1; août 1723.

²⁸ Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 289-290; M. Marais, *op. cit.*, t. II, p. 479; t. III, p. 8-9.

²⁹ Saint-Simon, *Mémoires* (1858), t. XX, p. 37-67; M. Marais, *op. cit.*, t. III, p. 39-40, 41-42; novembre 1723; M. de Maltot à Mme de Balleroy, 29 octobre 1723, dans *Les Correspondants*, t. II, p. 544.

³⁰ Barbier *op. cit.*, t. I, p. 298; M. Marais, *op. cit.*, t. III, p. 12; Saint-Simon, *Mémoires*, t. XX, p. 21.

³¹ M. Marais, *op. cit.*, t. III, p. 18; septembre 1723; Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 275-276; mai 1723.

³² Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 281-283, juin 1723; L. Mar, *Une grande chasse au bois de Boulogne*, dans *Bulletin de la Société historique d'Auteuil et de Passy*, 1898, t. III, p. 168.

³³ M. Marais, *op. cit.*, t. III, p. 32, 45; septembre 1723.

Reine, toujours négligée de son jeune fiancé, avait d'autres distractions, elle se faisait agréger avec ses dames à la confrérie du Rosaire³⁴.

L'été suivait son cours et une sécheresse presque sans exemple laissait entrevoir une récolte médiocre. Peu de foin, très peu d'avoine, les froments et les vignes semblaient compromis³⁵; la disette du bois faisait peur et faisait porter la défense de couper aucun bois taillis qu'il n'ait dix ans et sans déclaration aux maîtrises³⁶. Bestiaux et volailles continuaient de périr à la campagne presque par tout le royaume, faute d'eau et par l'effet du manque de nourriture résultant d'une sécheresse durant depuis six mois environ. Pour cette raison, la chandelle se vendait quinze sols la livre, le pain trois sols six deniers et quatre sols six deniers la livre, la viande n'avait d'autre prix que le caprice des bouchers, des rôtisseurs et des charcutiers³⁷. Depuis le mois de mai, des foules se dirigeaient en procession à Sainte-Geneviève, « mais le temps est si fort déterminé à la sécheresse, écrit l'avocat Barbier, qu'on n'a pas osé descendre la châtée, crainte de commettre son crédit³⁸ »; on s'y décide enfin, le 25 octobre, ou du moins on découvre cette châtée, on fait des prières publiques dans toutes les églises de Paris, on expose le saint Sacrement pour obtenir la pluie. La plupart des puits sont desséchés à Paris et ailleurs, n'étant presque pas tombé d'eau depuis le mois de mars³⁹.

La
sécheresse

La misère est générale; « on ne voit pas d'espèces d'argent. Il faut avoir des amis pour changer un louis, et toutes les denrées sont aussi chères qu'elles étoient⁴⁰ »; cependant le 20 août on publie un nouvel édit, ouvrage de M. d'Ormesson, qui réduit les louis d'or de 44 livres, du poids de sept deniers quinze grains trébuchants, à 39 livres 12 sols; les écus de 7 livres 10 sols à 6 livres 18 sols; les pièces de 50 sols à 46 sols; celles de 25 sols à 23 sols; celles de 12 sols 6 deniers à 11 sols 6 deniers⁴¹. Et « tandis qu'on ne songeait à rien qu'à déboucher ses pauvres papiers ou en rentes au denier 50, ou en rentes viagères, il survient une déclaration du Roi pour le paiement du droit de joyeux avè-

Le droit de
joyeux
avènement

³⁴ X à Mme de Balleroy, 28 septembre 1723, dans *Les Correspondants*, t. II, p. 529.

³⁵ Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 276; mai 1723.

³⁶ M. Marais, *op. cit.*, t. III, p. 9; août 1723.

³⁷ Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 459-460, octobre 1723.

³⁸ Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 276, mai 1723.

³⁹ Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 460.

⁴⁰ M. Marais, *op. cit.*, t. III, p. 11; M. de Maltot à Mme de Balleroy, 29 octobre 1723, *op. cit.*, t. II, p. 544.

⁴¹ Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 456; M. Marais, *op. cit.*, t. III, p. 10; 20 août 1723.

nement. C'est une taxe universelle par tout le royaume, qui va emporter l'argent comptant qu'on commençait à amasser, car elle sera payable en espèces. Ainsi la France délivrée du papier, va essuyer une nouvelle ruine. Au commencement du nouveau règne, cette taxe n'eût point surpris, mais placer un avènement à la couronne après huit ans et après tout ce qui s'est passé en France, c'est se moquer du peuple⁴². Mais Mathieu Marais s'indigne vainement, le peuple paiera.

La dernière
nomination
aux
bénéfices

Il ne s'indigne plus de lire la dernière nomination aux bénéfices, où il y avait quantité d'archevêchés, évêchés et grosses abbayes — la dépouille de Dubois — à remplir. Cambray devenait la proie d'un bâtard du duc d'Orléans, l'abbé de Saint-Albin, nommé à Laon mais qu'on n'avait pu faire recevoir duc et pair au Parlement parce que « sa naissance étoit très difficile à ajuster⁴³ ». Laon fut donné à Belzunce qui le refusa⁴⁴. Rouen à un débauché, Tressan, le consécuteur de Dubois; Luçon à Bussy, musicien, poète et athée. Ces nominations et plusieurs autres furent la dernière insulte du duc d'Orléans à la religion.

Mort du
duc
d'Orléans

Ses habitudes demeuraient, malgré son âge, — il avait dépassé quarante-neuf ans —, ce qu'elles étaient depuis tant d'années. Dans les derniers jours du mois de novembre, M. de Morville, ministre des affaires étrangères reçut une lettre composée de tous les mots les plus infâmes et les expressions les plus obscènes qui soient dans la langue. Il en fut surpris et la porta au prince, qui ne fit qu'en rire, et lui dicta la réponse en même termes que le ministre rougissait d'écrire. C'était son chiffre secret pour les affaires du dehors⁴⁵.

A quelques jours de là, le 2 décembre, le duc d'Orléans travailla le matin avec le Roi⁴⁶, dîna, contre sa coutume⁴⁷ et prit néanmoins son chocolat en public, à l'heure ordinaire⁴⁸, chez la duchesse d'Orléans. Le prince lui dit : « Je me sens la tête fort chargée et une grande pesanteur dans l'estomac : il faut pour tant que j'aie travailler avec M. Couturier pour des affaires pressantes. » Il travailla, en attendant avec M. de La Vrillière et M. de Maurepas; à quatre heures, le duc de Chartres, qui partait pour Paris, vint lui demander ses ordres; il dit qu'il n'irait

⁴² M. Marais, *op. cit.*, t. III, p. 34.

⁴³ Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 302, octobre 1723.

⁴⁴ Saint-Simon, *op. cit.*, (1858) t. XX, p. 26-27, p. 60.

⁴⁵ M. Marais, *op. cit.*, t. III, p. 55-56; décembre 1723.

⁴⁶ X à Mme de Balleroy, dans *Les Correspondants*, t. II, p. 554.

⁴⁷ X à Mme de Balleroy, dans *op. cit.*, t. II, p. 556.

⁴⁸ X à Mme de Balleroy, dans *op. cit.*, t. II, p. 554.

pas de la semaine, parce qu'il était un peu enrhumé. M. de Chartres part⁴⁹, le duc de Saint-Simon entre dans le cabinet et entretient d'affaires le prince qui marche de long en large⁵⁰. A cinq heures arrive M. Couturier qui travaille jusqu'à six heures, sort et laisse le prince seul⁵¹. Celui-ci rentre dans son cabinet⁵², fait son sac pour aller travailler chez le Roi⁵³ et demande à un de ses valets de chambre qui était toujours près de sa personne, s'il y avait quelques femmes dans le grand cabinet pour le divertir. Le valet de chambre dit qu'il y avait la marquise de Prie, la duchesse de Fallary et le chevalier d'Orléans qui se chauffaient auprès du feu. Il fit renvoyer la marquise parce qu'il ne voulait pas lui parler, puis il passa dans le cabinet, où il gronda beaucoup le chevalier d'Orléans, pour quelques fredaines qu'il avait faites⁵⁴. Un certain abbé Richard parvint à se glisser en ce moment et présenta au prince l'épître dédicatoire que lui adressait un sieur Bonnet en tête d'une *Histoire générale de la Danse sacrée et profane*⁵⁵.

La duchesse de Fallary l'amusait avec son humeur joviale, le prince la fit entrer et après quelques instants s'assit à ses côtés⁵⁶, devant la cheminée⁵⁷, en attendant l'heure d'aller chez le Roi.

— « Crois-tu de bonne foi, demanda-t-il, qu'il y ait un Dieu, qu'il y ait un enfer et un paradis après cette vie? »

— « Oui, mon prince, je le crois certainement, dit-elle. »

⁴⁹ X à Mme de Balleroy, dans *op. cit.*, t. II, p. 554.

⁵⁰ Saint-Simon, *Mémoires*, (1858), t. XX, p. 69.

⁵¹ X à Mme de Balleroy, dans *op. cit.*, t. II, p. 554, 556; Buvat, *Journal*, t. II, p. 461.

⁵² X à Mme de Balleroy, dans *op. cit.*, t. II, p. 556.

⁵³ Saint-Simon, *Mémoires*, (1858), t. XX p. 69. D'Argenson, *Journal et Mémoires*, édit. E.-J.-B. Rathery, 1860, t. II, p. 86-87 : Le duc d'Orléans « avoit pris le Roi dans un véritable amour, et son fils, le duc de Chartres, dans une aversion épouvantable : « Comment ? disait-il, je souhaiterois que mon fils régnât au préjudice de cet aimable enfant qui est aujourd'hui mon maître naturel ! Ah ! plutôt mes vœux aillent tout au contraire ! » Il portoit le portefeuille chez le Roi tous les soirs, vers les cinq [sept] heures. Il amusoit ce jeune prince par cent faits entrelacés et l'instruisoit de tout par la voie de l'expression et de la curiosité qu'il lui inspiroit. Le Roi prenoit grand goût à ces conversations et attendoit avec impatience l'heure de ce travail tête-à-tête. »

⁵⁴ Buvat, *Journal*, t. II, p. 461.

⁵⁵ P. E. Lémontey, *Histoire de la Régence*, t. II, p. 92, note 2.

⁵⁶ Saint-Simon, *Mémoires*, (1858), t. XX, p. 70. Le duc d'Orléans mourut dans le salon n° 49 du rez-de-chaussée de Versailles.

⁵⁷ P. E. Lémontey, *op. cit.*, t. II, p. 92.

— « Si cela est comme tu le dis, reprit-il, tu es donc bien malheureuse de mener la vie que tu mènes.

— « J'espère cependant, répliqua la dame, que Dieu me fera miséricorde. »

Après ce petit dialogue, le prince se plaignit d'une grande pesanteur dans l'estomac, ce qui l'obligea de prendre un peu de cinnamome, qui est une liqueur que le valet de chambre portait toujours sur lui dans un flacon, en cas de besoin. Puis il s'assit dans un fauteuil, sur les bras duquel il appuyait les coudes, et ayant la tête penchée en avant comme s'il eût rêvé à quelque chose. Mais au moment où la duchesse de Fallary lui demandait s'il se trouvait mal, il se renversa sur le dossier, se roidit et glissa sur le parquet⁵⁸. La duchesse, effrayée au point qu'on peut imaginer, cria au secours de toute sa force : « Jésus, Maria, ayez pitié de moi », sortit, courut dans le grand cabinet, dans la chambre, dans les antichambres sans rencontrer personne, enfin dans la cour et dans la galerie basse. C'était sur l'heure du travail avec le Roi, les gens du duc d'Orléans étaient sûrs que personne ne venait chez lui, et il n'avait que faire d'eux parce qu'il montait seul chez le Roi par le petit escalier de son caveau, c'est-à-dire de sa garde-robe qui donnait dans la dernière antichambre du Roi, où celui qui portait son sac l'attendait, étant venu par un autre chemin. Enfin, la duchesse amena du monde, mais point de secours, qu'il fallut aller chercher. La Providence avait arrangé ce funeste événement à un moment où chacun était à ses affaires ou en visite, de sorte qu'il s'écoula une demi-heure avant l'arrivée des médecins et chirurgiens. On saigna, à trois reprises, la valeur de six palettes sans ramener la connaissance ni la parole. Pendant ce temps la nouvelle s'ébruitait, la foule remplissait le grand et le petit cabinet. A sept heures et demie, Philippe d'Orléans rendit l'âme, et peu à peu la solitude se fit aussi grande qu'avait été la foule⁵⁹.

⁵⁸ Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 461; A. Marquiset : *La duchesse de Fallary*, 1697-1782, d'après des documents inédits, in-12, Paris 1907, p. 111-112.

⁵⁹ Saint-Simon, *op. cit.*, t. XX, p. 70-71; M. Marais, *op. cit.*, t. III, p. 50; Barbier, *op. cit.*, t. I, p. 306; Buvat, *op. cit.*, t. II, p. 461-462; *Les correspondants*, t. II, p. 554, 556.

CONCLUSION

Jamais mort naturelle ne ressembla autant au suicide. Le duc d'Orléans invoquait la mort comme la solution élégante qui le délivrerait d'un embarras sous lequel il succombait. La France était soumise à son Roi, en paix avec ses voisins, mais ruinée à ne savoir où se prendre. Même après le *Visa* la situation restait inextricable; Dubois vivait au jour la journée, à coups d'expédients, faisait face au plus indispensable comme un négociant véreux dure quelque temps encore à force de brouiller ses comptes. Quand Dubois fut mort, son successeur retrouva la question financière, plus grave qu'à la mort du feu Roi: Il laissa dire qu'il songeait à rappeler Law, il consulta Noailles, il ne découvrit rien de nouveau, rien d'efficace : altération de monnaies, joyeux avènement, contrôle des actes notariés, autant de ressources onéreuses, englouties avant d'être rassemblées. Le duc d'Orléans y recourut néanmoins pour gagner des semaines, il ne calculait plus que sur un répit pour échapper à l'inévitable désastre. L'apoplexie le guettait, lui le savait et entrevoyait, par cette porte, la délivrance. Mareschal et Chirac l'avertirent du péril imminent et du remède à prendre pour l'éloigner, il refusa tout, dans son impatience à se dérober à la responsabilité, et la mort libératrice vint sans tarder.

Son cœur, accessible à la tendresse, souffrait sans aucun doute à la pensée de ce qu'il laissait de difficultés au jeune Roi « qu'il avait pris dans un véritable amour »; il n'était pas trop tard pour essayer, par une vie entièrement nouvelle, de l'y soustraire et de conduire le royaume par des voies différentes vers un avenir meilleur, mais une semblable entreprise demandait un sérieux, une gravité et, pour tout dire, des remords dont son âme hésitante ne connut pas la bienfaisante purification. Il était dans la destinée du duc d'Orléans d'entrer dans l'Histoire et d'y faire

figure sous ce nom de *Régent* qui éveille le souvenir d'une période corrompue et charmante faite à son image : frivole, licencieuse et sceptique. La Régence fut plus et mieux que cela.

Elle marque le réveil de la vie politique; réveil que suivra une longue torpeur, mais plus apparente que réelle. La Régence n'a pas provoqué la Révolution, elle se borne à y conduire, à tracer la voie à suivre pour y arriver. Elle retire les garde-fous qui contiennent l'opinion, elle autorise tous les excès et justifie toutes les licences de la parole; elle habitue les esprits à se familiariser avec tous les bouleversements : à l'extérieur, des alliances d'une nouveauté inouïe; à l'intérieur, des innovations plus retentissantes encore, crédit, papier-monnaie, banqueroute, et à un degré moindre : instruction gratuite, comptabilité, etc. Elle va plus loin elle touche à la religion qu'elle profane, à l'art qu'elle renouvelle, à la mode qu'elle transforme, au goût qu'elle rajeunit, aux mœurs qu'elle déprave, et sur tous les points elle apprend à rompre avec le passé. L'influence française va s'exercer désormais suivant un mode nouveau. Sous Louis XIV ce fut par rayonnement, sous Louis XV ce sera par infiltration. Au xvii^e siècle, l'Europe a les yeux fixés sur Versailles, au xviii^e elle a l'oreille tendue vers la France, et, entre ces deux époques, la Régence marque le moment où la royauté passe le sceptre à la Nation.

L'institution des Conseils, abandonnée après un essai insuffisant, n'en a pas moins jeté le germe d'une nouveauté : le gouvernement collectif et l'avènement des capacités. L'exemple se propage et on voit d'autres conseils à la tête d'entreprises commerciales : la Banque, la Compagnie des Indes. Plusieurs de ces tentatives avortent, mais l'idée dont elles sont sorties ne renonce pas à de nouveaux essais, car une chose est née : la foi au changement. L'immobilité n'est plus l'ancre unique de salut. Or ceux qui ont affranchi l'esprit public, reculé son horizon, ouvert devant lui des perspectives ignorées, c'est l'abbé de Saint-Pierre, c'est Montesquieu, c'est Voltaire. C'est encore l'influence anglaise qui pénètre par les voyageurs et les hommes d'État que l'alliance attire, qui s'engouffre par les brochures, libelles, pamphlets qu'envoient par ballots les réfugiés protestants.

Désormais, quoiqu'il arrivât et en telles mains qu'échouât le pouvoir, la Régence ne serait pas stérile, le grain jeté en terre lèverait en opulente moisson. Emportée par la séduction du plaisir, une génération brusquement appelée à la vie politique s'y était dérobée, mais elle conservait et elle transmettrait à la génération suivante la fringale de liberté, l'appétit dévorant de tout oser et de tout entreprendre, l'audace et la licence

de tout penser et de tout dire. Cette génération sera celle de l'*Encyclopédie*, déjà en progrès sur celle de la Régence parce qu'elle sait ce qu'elle veut avoir, où elle veut aller et comment elle y arrivera; mais c'est une génération venue après elle qui entrera dans la terre promise. Les hommes de 89 semblent presque appartenir à une humanité différente de celle à laquelle appartiennent les contemporains du Régent, et cependant ils ne font que réaliser les aspirations de 1715, et prendre au grand sérieux ce que leurs grands-pères ont traité comme un badinage, vite délaissé pour d'autres divertissements. La galanterie et la spéculation les détournèrent de la politique; mais la politique s'est bien vengée de leurs dédains. Pour n'avoir pas su retirer d'elle ce qu'elle pouvait leur donner d'indépendance, de garanties et de libertés, elle les abandonna au duc de Bourbon.

Le Régent ne fut regretté que par ceux qui connaissaient bien son successeur. Louis XV donna quelques larmes à cet « oncle » dont les attentions lui plaisaient. La Cour ne regretta point un homme qui ne pouvait plus lui servir à rien; on rappela les vices et les défauts du duc d'Orléans, sa politesse, ses excès en tout genre, l'indécence de sa vie, de la manière dont on eut rappelé les actions et les paroles d'un personnage de l'histoire grecque ou romaine. Le clergé commenta fort cette fin tragique, y montra la vengeance divine sur cette scandaleuse existence et un avertissement aux libertins. Jansénistes et Constitutionnaires se déclarèrent consolés de la perte d'un homme de qui les premiers avaient tout espéré et à qui les seconds ne pardonnaient pas de ne leur avoir pas tout permis. Le Parlement ne pouvait oublier les rudes coups qu'il en avait reçus, et bien qu'il se fût soustrait le plus souvent à l'effet de ces coups d'autorité, il n'avait pas eu le loisir d'atteindre au rang de chambre politique, but assigné à son ambition. L'armée se croyait lésée et maltraitée par un gouvernement toujours préoccupé de réduire les effectifs et d'aggraver les règlements. L'augmentation de la solde n'avait pu faire la moindre impression en un temps où l'extrême cherté de la vie réduisait chacun à l'indigence. La marine était délaissée, presque anéantie et se croyait sacrifiée à l'avidité de l'Angleterre, impatiente de régner seule sur les mers. Enfin, le peuple de Paris et des provinces fit effort pour rendre justice. « Le duc d'Orléans, écrivait Barbier, n'a contre lui que le malheureux système de 1720, qui a renversé tout le royaume... On dit partout qu'il est mort comme un chien; et, en général, on ne chante pas la louange dudit seigneur. » Plus indulgent, Brancas, le *roué* converti et repentant, écrivait à la nouvelle de cette mort : « Il ne nous reste

qu'à adorer les jugements de Dieu, et le prier de faire passer jusqu'à notre cœur cette voix de tonnerre dont il vient de frapper nos oreilles! »

Les Cours étrangères, au dire de Saint-Simon, rendirent incomparablement plus de justice au duc d'Orléans et le regrettèrent beaucoup plus que les Français. Quoique les étrangers connus sent sa faiblesse et que les Anglais en eussent abusé, ils n'en étaient pas moins persuadés, par leur expérience, de l'étendue et de la justesse de son esprit, de la hauteur de ses vues, de sa singulière pénétration, de l'adresse et de la fertilité de ses expédients et de la dextérité de sa conduite en toutes circonstances. Tant de grandes et rares parties pour le gouvernement le leur faisait redouter et ménager, et sa bonne grâce, sa politesse qui savaient rendre aimables même ses refus, lui attirait une confiance et des égards dont sa valeur savait encore tirer parti. La courte lacune de l'enchantement par lequel Dubois l'avait comme anéanti, faisait par contraste l'éloge de son talent personnel depuis que la disparition du ministre rendait au maître l'usage et l'étendue de tous ses moyens. On venait de le voir ressaisir la conduite de l'État avec les mêmes talents et la même pénétration qu'on avait admirés en lui un mois après la mort de son ministre pour s'émanciper et faire savoir à Schaub son intention formelle de conclure avec la Russie une alliance utile, au risque de mécontenter l'Angleterre¹. Chavigny était chargé de couronner la négociation avec le Tsar « pour mettre de furieuses entraves à la maison d'Autriche; il devait encore, à Hanovre, s'enquérir auprès des Anglais de la Pragmatique sanction et faire pressentir le dessein qu'avoit formé Dubois d'abolir la dignité impériale en donnant une nouvelle forme à l'Empire². » En octobre 1723, Campredon était venu à bout de convaincre Pierre I^{er} d'accepter la participation de l'Angleterre dans une alliance qu'il concluait avec la France³. Et à défaut de membres de la branche royale, réduite à un adolescent, Philippe d'Orléans avait su placer ses propres enfants, une sur le trône d'Espagne, une autre à Parme et Plaisance, son fils paraissait pouvoir espérer dans peu la cou-

¹ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Angleterre, t. 345, fol. 249, 354 : Morville à Chavigny, 8 septembre 1723.

² *Archiv. des Aff. Étrang.*, France. *Mémoires et Documents*, t. 457, *Mémoires de Chavigny*.

³ *Archiv. des Aff. Étrang.*, Moscovie, t. 14, Campredon au Roi, 22 octobre 1723.

ronne de Pologne. C'étaient les siens, sans doute, mais c'étaient aussi avec eux l'influence française affermie, étendue, assurée.

La responsabilité du duc d'Orléans reste assez lourde au point de vue de la morale pour qu'au point de vue de la politique, son souvenir ne soit pas entaché des reproches qui lui ont été injustement adressés. Au jugement de l'Histoire, le Régent demeure un serviteur vigilant, perspicace et fidèle de la France.

TABLE ALPHABÉTIQUE ⁽¹⁾

A

- Abbeville, III, 333, 348, 349.
 Abraham, II, 441.
Abrégé histor. des pap., I, 197.
 Académie, I, .XXI; française, I, 71; II, 495; III, 287, 388, 406, 421; des inscriptions et belles-lettres, I, 212; III, 392, 407; des sciences, I, 153, 446; III, 487.
 Acadie ou Nouvelle-Écosse, I, 23; III, 352.
 Accaparements, III, 341.
 Acoules (les), paroisse de Marseille, III, 93.
 Acquaviva (Cardinal, ambassadeur de Philippe V à Rome), III, 181, 184, 199.
Acte d'appel de...., II, 37⁶⁰, 42⁷⁰, 48¹⁰².
Acte d'Appel du Roi mineur au...., II, 44.
Acte d'Union pour la défense des libertés de...., II, 339, 347, 354.
Actes des apôtres, II, 34.
Actes principaux faits, II, 37⁶⁰.
 Adda (d') (Cardinal), I, 175.
 Addison (Ecrivain), I, 324.
 Affaires Étrangères, (Archives des), I, LXXIII, LXXX, LXXXI.
 Afrique, III, 332.
 Agen, II, 190.
 Agiotage, II, 388-402, 468, 469; III, 264.
 Aguilar (Comte d'), I, 460.
 Aides, I, 194.
 Airvault (ou Airvaux, abbaye), I, 322; III, 405.
 Aisne (Canal latéral de l'), II, 431.
 Aissé (M^{lle}), III, 389.
 Aix, en Provence, II, 218, 382, 396; III, 95, 99; parlement, I, 168; III, 78, 79, 82, 93, 107.
 Alary (Abbé), II, 429.
 Albani (Cardinal, neveu de Clément XI), I, 175; III, 11, 13, 15, 168, 170, 171, 182, 189, 195.
 Albani (Nonce, neveu de Clément XI), III, 17, 169, 171, 175, 176, 178, 182, 249.
 Albemarle (Duchesse d'), II, 429.
 Albergotti (Comte d'), lieutenant-général, I, 90.
 Alberoni (Cardinal), I, LXXIV, LXXXIII-LXXXIV, 228, 230, 231, 236, 238, 239, 241, 242, 243, 274, 335, 449-470, 472, 473, 475, 476, 477, 479, 480, 483, 492, 493, 496, 500, 501, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 520; II, 8, 73, 191, 195, 196, 197, 198, 201, 203, 230, 231, 232, 233, 235, 237, 238, 239, 245, 246, 248, 252, 255, 258, 261, 264, 265, 271, 278, 285, 291, 292, 294, 300, 303, 304, 306, 308, 309, 310, 313, 314, 316, 317, 322, 326, 345, 346, 350, 359, 365, 366, 367, 368, 371, 373, 374, 375-382; III, 2, 4, 25, 31, 36, 41, 128, 133, 167, 172, 180, 362, 429.
 Albert (Archiduc), II, 324.
 Albert (Honoré), II, 88.
 Albert (Paul), III, 323³⁰.
 Albi, III, 321.
 Albizzi (Ecclésiastique), I, 162.
 Albret (Duc d'), II, 177, III, 115.
 Albret (Duchesse d'), I, LXVII, 222; II, 429.
 Albret (Hôtel d'), I, 202.
 Alcala (Archives d'), I, LXXXII, LXXXIII; III, 237.
 Aldovrandi (Nonce à Madrid), I, 236, 469.
 Alençon, I, LV, 259.
 Alençon (Duc d', fils du duc de Berry), I, 3.

(1) Les noms cités pour la bibliographie sont transcrits en caractères italiques. Le chiffre de la page accompagné d'un exposant renvoie au titre complet de l'ouvrage. Les pièces anonymes sont classées dans la première lettre du premier mot du titre de l'ouvrage.

- Alexis (Isarévich, fils de Pierre I^{er}), I, 428.
 Alger, I, 146.
 Alicante, II, 380.
 Aligre (Marquis d'), I, 481; II, 176.
 Aligre (Président à mortier), I, 102³², 137.
 Alincourt (Marquis d'), II, 521.
 Alincourt (Marquise d'), III, 277.
 Allauh, III, 93-95.
 Allemagne [et Allemands], I, XLVIII, LXXV, 22, 199, 364, 417, 440, 477, 485; II, 416; III, 139, 259, 332, 343.
 Almanza, II, 306.
 Alsace, I, XLVIII, 336, 495; II, 323, 324; III, 332.
 Altheim (Cardinal), III, 178, 189, 196, 199.
 Ambassades, I, 182.
 Ambroise (Saint), III, 68.
 Amelot de Chaillou, I, 158, 496.
 Amelot de Gournay, II, 104, 107; III, 332, 334, 342, 343.
 Amelot (M.) conseiller d'État, I, 297; II, 28, 33; III, 229.
 Amérique, I, 23, 237, 455, 456; II, 123, 126, 412; III, 147, 350.
 Amiens, I, 87, 139, 162, 167, 202, 204, 212, 418, 435, 486; II, 387, 438; III, 333, 350.
 Amirauté anglaise, I, 377, 383.
 Amsterdam, I, 288, 400, 403, 409, 427, 444, 446, 447, 474; II, 100, 481; III, 385.
 Amtmann, II, 473⁴¹.
 Amusements de la princesse Amélie, I, 221.
 Ancel (I.), III, 350²².
 Ancenis (Marquis d'), II, 277, 415.
 Ancenis (Tour d'), II, 401.
 Anchin (Abbaye), II, 277.
 Andelys (ies), III, 321.
 Andigné (M. d', Conseiller au Parlement de Rennes), II, 335.
 André (Financier), II, 436.
 André (F.), III, 98⁸⁰.
 Anduze, III, 362, 363.
 Angers, I, LXI²²⁶, 129, 194; II, 471.
 Angerville, I, LXI.
 Angleterre, I, XXXVI, 23, 199, 237, 246, 254, 256, 257, 258, 270, 272, 273, 277, 280, 282, 290, 325, 336, 337, 363, 367, 370, 371, 380, 383, 384, 387, 394, 399, 404, 411, 426, 427, 430, 431, 432, 441, 442, 443, 455, 456, 458, 462, 467, 473, 476, 478, 482, 492, 499, 500, 507, 508, 510, 517; II, 3, 7, 8, 15, 17, 19, 21, 23, 74, 100, 102, 144, 191, 193, 198, 210, 226, 228, 230, 232, 238, 239, 241, 283, 284, 291, 292, 300, 302, 309, 310, 312, 317, 324, 367, 404, 471, 481, 523; III, 3, 5, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 36, 38, 154, 155, 158, 159, 161, 162, 166, 249, 39, 41, 45, 46, 56, 65, 132, 141, 146, 251, 252, 258, 260, 310, 332, 343, 344, 351, 364, 373, 380, 393, 394, 409, 427, 429.
 Aniane, III, 336.
 Anisson (Banquier), II, 105.
 Anjou, I, XIX, LXXXII.
 Angoulême, I, 194.
 Anne (Reine d'Angleterre), I, 246, 249, 273, 406.
 Anne-Marie-Victoire (Infante-Reine), III, 210, 211, 214, 224, 227, 232, 234, 235, 236, 238, 239, 243, 273, 281, 292, 436, 437.
 Anonyme au Roi, I, LXIII²⁵¹.
 Anthoine (Les frères), I, 34², 35, 40, 60¹, 84, 100²².
 Antibes, II, 382.
 Antilles, II, 420.
 Antin (Duc d'), I, LXVII, LXXV, 36, 37, 38²², 39, 45, 99, 101, 120²⁷, 140, 149, 152, 210, 212, 426, 438, 445; II, 9, 10, 15, 47, 53, 81, 172, 275, 286, 386, 401, 445, 451, 468; III, 7, 181, 265, 311, 312, 403.
 Antoine de Padoue (Saint), I, 397.
 Antony, III, 339.
 Antrechaus (M. d'), III, 95-97, 100.
 Anvers, I, 341, 353.
 Appel au Concile général, II, 25-50, 205, 514; III, 105.
 Appelants, I, 129; II, 26, 40, 43, 45, 47; III, 11, 12, 13, 78, 84, 109, 116, 356.
 Apostolos, II, 34.
 Apraxin (Amiral), III, 37, 38.
 Aps, I, LVIII²¹².
 Aragon, I, 327; II, 313, 327, 378.
 Aranjuez, I, 238-239.
 Arbitrages, III, 348.
 Archevêché, II, 27, 28.
 Aremberg (Duc d'), II, 521.
 Argelès, II, 329.
 Argenson (Marc-René de Voyer d', lieutenant de police et garde des sceaux), I, XIX, XXXIII, LIX, 127, 306, 307, 308, 311, 315¹; II, 15, 65, 66, 67, 71, 101, 104, 106, 138-139, 140, 142, 143, 145, 153, 158, 165, 169, 171, 172, 173, 180, 185, 189, 190, 194, 215, 270, 275, 285, 286, 336, 361, 385, 386, 402, 427, 444, 447, 448; III, 60, 61, 62, 121, 332, 360, 407.
 Argenson (Intendant de Hainant, lieutenant de police), II, 475, 498, 503; III, 413.
 Argenton (Mme d'), I, 255.
 Argent rare, I, 202; II, 214, 522; III, 323, 324, 338.
 Arkanças, II, 410, 415.
 Arlequin, III, 373.
 Arles, II, 382; III, 97-98, 110, 334.
 Armagnac (Bas), I, LIV.
 Armée, I, XLIV; II, 61.
 Armenonville (M. d'), I, 147²⁴; II, 34, 43, 65, 223, 225, 267; III, 303, 304.
 Armorique, II, 340, 347.
 Arnauld, I, XX; II, 45.
 Arneth (A. von), I, LXXXIV, 274⁹.
 Arnozan (X.), III, 82²⁹.
 Arouet (Abbé), II, 218.
 Arpenteurs, I, LI.
 Arras, II, 435.
 Arrault (Avocat en Parlement), II, 47.
 Arrêt du Parlement, II, 49¹⁰³.
 Arsenal (Palais de l'), II, 92, 255, 257.
 Artagnan (M. d', Capitaine des mousquetaires gris), II, 168, 415; III, 281.
 Artaguiette (Directeur à la Compagnie d'Occident), II, 415.
 Artois, I, 196; III, 332.
 Asfeld (Chevalier d'), I, 149; II, 225, 306, 308.
 Asfeld (Marquis d'), II, 415.
 Asie, III, 332.
 Assemblée du clergé de France, I, 163; II, 46; III, 419.
 « Assiento », I, 456, 482; III, 146, 15¹, 159, 161.
 Asturies, (Luis, Prince des), I, 240, 496; II, 263, 304, 318; III, 133, 208, 209, 210, 211, 221, 223, 232, 234, 235, 236, 240.
 Athènes, III, 82.

- Aubergé (E.), I, XXVIII²⁴.
 Aubert (Jaame, censeur de la Banque de France), II, 481.
 Aubertin (Ch.), I, LXVII²⁵⁵, LXXII, LXXX, LXXXII.
 Aubigny (M. d'), III, 316²⁰.
 Aubry-le-Boucher (Rue), II, 396.
 Auch, I, 190; II, 114; III, 335, 369.
 Audmar (Echevin de Marseille), III, 78, 82, 88.
 Audouy, III, 190¹⁴.
 Auguste II (Roi de Saxe et de Pologne), III, 57, 259.
 Augustins, II, 29.
 Aulneurs de toile, 186.
 Aumale, I, LIV.
 Aumale (Mlle d'), I, 2; 7, 52⁶⁹, 57, 80, 81, 87, 93, 94.
 Aumône, I, 212.
 Aumont (Duc d'), I, 212, 485; II, 268.
 Auray, II, 341.
 Auton (Jean d'), I, IV⁶.
 Autran (P.), III, 89⁵².
 Autriche, I, 23, 273, 369, 404, 428, 431, 450, 464, 475, 478, 505, 518; II, 3, 7, 17, 21, 228, 309, 367, 368; III, 27, 252, 259, 354.
 Autunois, I, LXII.
 Auvergne, I, LVI, 190; II, 402; III, 323, 332, 431.
 Auvergne (voir Bouillon, le chevalier d').
 Auvergne (Princesse d'), III, 418.
 Auxonne, II, 474.
 Auxy (Mme d') I, 2, 7.
 Avances, I, 182.
 Avenel (D'), I, V⁸.
 Averse (Mme d', Maitresse du Régent), III, 270, 273, 383, 399, 400, 433.
 Avignon, I, 261-262, 285, 286, 335, 413, 416; II, 228, 510; III, 98, 110.
 Avis important... I, XXI⁶².
 Avranches (Laquais), II, 253.
 Aydie (Chevalier d'), II, 248, 260, 269.

B

- Babeau (A.), III, 349⁸⁹, 414⁸⁷.
 Backer (L. de), III, 367⁴¹.
 Bade (Traité de), I, 22, 429, 440, 446, 483, 494; II, 287; III, 140, 148.
 Bagnolet, II, 418, 456.
 Baillargues, III, 336.
 Bailly (A.) II, 117⁸⁷.
 Bal de l'Opéra, I, 210, 213, 221, 307.

- Balaam, I, 173.
Baldit, III, 98.
 Bâle (Concile de), III, 107.
 Baléares, I, 470.
 Balleroy (Marquis de), II, 524-525.
 Balleroy (Marquise de), I, LXXIX, 213;
 II, 220.
 Balleroy (Chevalier de, leur fils), III,
 372.
 Balsaïn, III, 134, 138, 221, 254.
 Baltique, I, 364, 384, 388, 426, 430,
 444, 482, 488, 501; II, 301; III, 27, 28,
 30, 33, 35, 55, 332.
 Balzac (H. Guez de), II, 506.
 Bandol, III, 96.
 Bandouliers du Mississipi, II, 417, 436.
 Bancat, III, 103¹⁰².
 Bannières (Courrier), III, 163.
 Banque royale, II, 102, 108-114, 147,
 386, 399, 400, 404, 406, 434, 443, 448,
 453, 454, 458, 459, 470, 477; III, 61, 319.
 Bapaume, II, 435.
 Barac'h en Ploërdut, II, 344.
 Barangne, I, 302.
 Baraudon, I, 274¹⁰.
 Barbades (Eau des), III, 308.
 Barbier (J. Avocat en Parlement), I,
 LXXVII-LXXX²⁸², 115⁸²; II, 156, 190, 221,
 246, 270, 271, 288, 437, 447, 449, 451,
 458, 461, 465, 466, 467, 469, 470, 502,
 503, 525; III, 115, 125, 203, 237, 272,
 282, 292, 297, 309, 324, 326, 328, 329,
 356, 358, 364, 371, 376, 395, 402.
 Barcelone, I, 457, 469, 475; II, 304, 305;
 III, 253.
 Barèges, III, 418.
 Barine (Arvède; pseud. de Mme Cécile
 Vincens), I, 215⁶⁵.
 Bargeton (Commis de la duchesse du
 Maine), II, 277.
 Bar-le-Duc, I, 246, 250, 258; III, 326.
 Barrière (J.-F.), II, 211⁷.
 Barrière, (Traité de la) I, 274, 275, 349,
 371, 393.
 Barthélemy (E. de), I, 153¹²⁰; III, 298⁶⁴,
 400¹⁶.
 Bartholomy, III, 341.
 Baschet (A.), I, LXXI²⁶¹; III, 63⁶⁸.
 Baskihrs, III, 56.
 Basnage, I, 425, 487, 492, 506.
 Basques, II, 325, 327.
 Bastide (Ch.), I, XXI⁶³.
 Bastille (La), I, 129, 138, 139, 162, 301,
 302; II, 34, 54, 86, 95, 217, 218, 219,
 269, 270, 273, 277, 280, 293, 314, 315,
 410, 472; III, 123, 323, 337, 382.
 Basville, III, 284.
 Basville (M. de — Intendant du Langue-
 doc), I, 191; II, 37.
 Basville (Son fils, Intendant de Guyen-
 ne), II, 113.
 Bâtards légitimés, I, 5, 6³³.
 Batellerie, I, LVI.
 Bâtiments, I, 182.
 Batiste (Musicien), III, 396.
 Baudrillart (A.), I, LXXIII²⁵⁶, LXXXII,
 LXXXIV, 60¹.
 Baudrillart (H.), I, 306⁶⁹.
 Baudry (M. de — Maître des requêtes), I,
 150.
 Bauffremont (Colonel de dragons), II,
 308.
 Bauffremont (M. de), II, 55, 94.
 Baussan (M. de), II, 359.
 Bausset (De), I, XL¹¹⁹.
 Bavière, I, 22, 274; II, 229.
 Bayeux, II, 89.
 Bayle (P.), I, x²¹, xx, xxi, LXXVII; II,
 506; III, 383.
 Bayonne, I, XLIX; II, 196, 199, 278,
 308, 312, 313, 314, 317; III, 134, 229,
 230, 238, 333.
 Bazas, III, 238.
 Bazire (Garçon de la Chambre du Roi),
 I, 39, 40.
 Bearn, II, 335.
 Beaucaire, III, 321, 322.
 Beauce, I, LV.
 Beaucourt (M. de — Colonel), I, 210.
 Beauffremont (voir Bauffremont).
 Beaufort (Duc de — le « Roi des Halles »),
 II, 216.
 Beaufort (P.-R. Comte de), II, 89.
 Beaugency, I, LXI.
 Beaujolais, III, 333.
 Beaujolais (Mlle de — Philippine-Elisa-
 beth d'Orléans, fille du Régent), III, 219,
 255, 256, 400.
 Beaumont, I, 434.
 Beaune (Vicomte de — Lieutenant géné-
 ral), II, 429.
 Baunier (A.), III, 391⁴⁸.
 Beauregard (Espion), III, 383.
 Beauregard, II, 217⁵⁵.
 Beaurepaire (E. de), I, VII⁹.
 Beauvais, I, 435; II, 26, 40, 210; III,
 333, 334, 335, 338.

- Beauvilliers (Duc de), I, xxiii, xxiv⁷³,
 xxxiv, 108⁶⁹; II, 210, 505.
 Beauvilliers (Fr.-Hon. de, Evêque de
 Beauvais), II, 210.
 Bec (Le —, Abbaye), III, 272.
 Bégon (Intendant de La Rochelle), I,
 LVII²⁰⁷.
 Behobie, II, 321.
 Belgrade, I, 473, 475; III, 353.
 Beljame (A.), I, 324, II, 101⁶.
 Bellarmin (Cardinal), I, XI²⁵.
 Bellefonds (Marquis de), II, 429.
 Bellegarde, II, 380.
 Belle-Isle-en-Mer, II, 189, 351, 420; III,
 319, 321, 322.
 Belle-Isle (Comte de — (Maréchal de
 Camp), II, 305, 326, 415; III, 201, 228,
 284, 296, 319-322, 415.
 Belle-Table (Rue de la — à Marseille), III,
 77.
 Belliard (M. de), II, 330.
 Belzunce de Castelmoron (Henri Fr.-
 Xav. — évêque de Marseille), I, 168; II,
 37; III, 78, 79, 84, 87, 88, 90, 91, 92,
 93, 95, 100, 115, 116, 438.
 Bénédictins, II, 29, 211⁷; III, 83, 90-91,
 106, 390, 391.
 Benêt, I, LXI²³³.
 Bentivoglio (Nonce en France, Cardinal),
 I, 139, 148, 161, 166, 170; II, 25, 46,
 256, 274, 489; III, 12, 14, 15, 71, 187.
 Benzacar (J.), II, 113⁶⁵, 473⁴¹.
 Bercy, II, 338.
 Bercy (M. de), I, 295.
 Béranger (Th.), III, 79^{19 21}.
 Bérénice, III, 373.
 Beretti-Landi (Marquis, — Ambassadeur
 d'Espagne), I, 386, 391; 465, 478; II, 192,
 286, 293, 368, 370, 383; III, 249.
 Bergues, I, 267.
 Bergues-Saint-Winoc (Abbaye), III, 105.
 Bergue (Jean, ouvrier en soie), III, 363.
 Beringhen (M. de — Premier écuyer de
 la petite écurie), I, 149, 209, 485; II, 225.
 Berkeley (Lord, Amiral), II, 312.
 Berlin, I, 441, 507; III, 29, 32, 57, 58,
 106.
 Bernage (M. de — Intendant à Limoges,
 à Amiens), I, LVII²⁰⁴, 435; III, 365.
 Bernard (A.), II, 506¹⁵⁰.
 Bernard (Samuel), I, 250, 296; II, 194,
 195; III, 90, 369, 379.
 Bernier, III, 385.
 Bernières (M. de — Intendant en Flan-
 dre), I, LXII²⁴⁰.
 Bernstorff (Conseiller hanovrien de Geor-
 ges 1^{er}), I, 334, 364, 379, 384, 489, 492;
 III, 32.
 Berny, III, 244.
 Berry, I, LVIII, LXI, 213.
 Berry (Duc de), I, 3, 4, 142, 218.
 Berry (Duchesse de), I, LXVII, 18, 42, 68,
 175, 177, 208, 214, 217-222, 230; II, 211,
 214, 278, 429, 426, 512-514; III, 330,
 377.
 Berthault, II, 213²⁰.
 Berthelot (voir Pléneuf).
 Bertin du Rocheret, I, 303.
 Bertrand (J.), III, 75², 81, 92.
 Bérulle (De) I, XLVIII¹⁴⁸.
 Berwick (Maréchal de France), I, LXXV,
 LXXXI, 17⁶³, 258, 432; II, 114, 245, 260,
 272, 279, 283, 306, 308, 309, 316, 318,
 319, 321, 324, 325, 326, 327, 328, 330,
 366; III, 98, 228, 229, 283, 368, 414.
 Besançon (Parlement de), III, 82.
 Béthune (M. de), II, 429.
 Bettenfao (M. de), II, 429.
 Beuvron (M. de — Lieutenant général en
 Normandie), I, LIII¹⁷⁶.
 Beziers, III, 317.
 Bezons, II, 466.
 Bezons (Armand Bazin, — Archev. de
 Bordeaux, de Rouen), I, 148; II, 35, 206,
 225; III, 10, 68, 271.
 Bezons (Maréchal de France), I, 151, 152;
 II, 14, 67, 72, 172, 173, 175, 177, 275;
 III, 301, 414.
 Bezons (M. de — Intendant de Guyenne),
 I, XLIX¹⁵⁵, LI¹⁶⁸, LH¹⁷³, LIII¹⁷⁹.
 Bibliothèque du Roi, I, 444; II, 496;
 III, 289, 392.
 Bicêtre, II, 414, 418, 419.
 Bidassoa, II, 317; III, 237.
 Bienville (M. de — Gouverneur de la
 Louisiane), II, 410, 421, 422, 423, 426.
 Bignon (Abbé), I, LXXVI, 381; II, 401;
 III, 394.
 Bignon (Prévôt des marchands), I, 137;
 II, 104.
 Bigorre, II, 335.
 Bigot (C.), II, 475.
 Bilbao, II, 320, 321, 326.
 Billard (M.), I, 100²⁸.
 Billarderie (M. de la), II, 429.
 Billatte, de Bord, III, 333.
 Bill septennal, I, 286.

- Binet (S. J.), I, 59.
 Binet, I, 39.
 Biron (Marquise de), I, 149, 308, 314; II, 308, 314; III, 266, 423.
 Biscaye (golfe), II, 312; (province), II, 313, 317, 325, 379; III, 132.
 Bissy (Cardinal, Henri Thiard de), I, 42, 72, 77, 78, 79, 139, 148, 161, 165; II, 26, 33, 34, 35, 39; III, 105, 113, 175, 188, 190, 275, 276, 284, 301.
 Blain, II, 347.
 Blamont (Président de Chambre), II, 189.
 Blanchefort (M^{me} de), II, 429.
 Blanchier (L.), I, LVIII¹⁵.
 Blancs-Manteaux, II, 29.
 Blancmesnil (M. de — Avocat général au Parlement), II, 182, 185.
 Blanzac (M. de), II, 428, 430.
 Blésois, I, LXI.
 Bliard (P.), I, LXXIV²⁶⁹, LXXX, LXXXII, 266⁸⁴, 328; III, 41¹, 228¹, 271⁶¹.
 Bligny (Coiffeur de M^{me} de Prie), III, 372.
 Bloch (C.), II, 473⁴¹.
 Bloch (L.), II, 439.
 Blois, I, LXI, II, 271, 458; III, 120-125, 357; (château), II, 509; III, 120-122.
 Blouin (Premier valet de chambre du Roi et gouverneur de Versailles), I, 37, 48, 77.
 Bodin, I, IV.
 Boileau, I, XI; II, 506.
 Boisbriant (M. de), II, 411.
 Boisguilbert, I, XXII, XXVII-XXIX, XXX, XLV, LX, 190; III, 387.
 Bois-Jourdain, III, 365³⁷.
 Boislisle (A. de), I, XXIV⁷⁵, XXVIII⁸⁴, XXIX⁸⁷, XL¹²², XLVIII¹⁴⁵, LVIII²¹⁵, LXXI, 100²⁸, 101³⁰, 180³; II, 510³.
 Boisorhant (Talhouët de), II, 341, 342, 344, 348, 358, 362.
 Boissier (G.), I, LXXVI²⁷⁹.
 Boixière en Pluguffan, près Quimper, II, 341.
 Bolingbroke (Milord, vicomte de), I, 4²¹, 43, 246, 249, 256, 253, 254, 265, 285; III, 383.
 Bologne, I, 476; II, 313.
 Bonache, II, 322.
 Bonamy (N.), II, 451⁸⁷.
 Bonbec (Tour), I, 17.
 Bonas (M. de), II, 328.
 Bonnac (Marquis de — Ambassadeur à Constantinople), III, 58, 354¹⁰², 379.
 Bonnet (E.), III, 75².
 Bonnet (Affaire dite du), I, 55, II, 80-90.
 Bonrepas (M. de), II, 52.
 Bontemps (Premier valet de chambre du Roi), I, 138; II, 429.
 Bonzy (Cardinal de), I, L¹⁶⁰.
 Borderie (A. Le Moyne de la), II, 340²⁸, 341²⁸.
 Bordeaux (ville et parlement), I, XVII, XLIX, LI, LII, 189, 190, 192, 196; II, 113, 114, 219, 272, 279, 308, 396, 420, 473⁴¹; III, 106, 243, 317, 333, 363, 369, 385, 392, 395.
 Bordelais, I, LXII.
 Bordier (H.), III, 363²⁹.
 Bordier (H.), III, 363²⁹.
 Boséthéroude, III, 372.
 Bosredon (Ph. de), I, 193⁴¹.
 Bossaut (A.), I, 21⁷⁸.
 Bossuet, I, XI, XIV, XX, XXI, XXV; II, 497.
 Boston, III, 352.
 Bot en Nivillac, II, 357.
 Bothmar (Conseiller hanovrien de Georges I^{er}), I, LXXVI²⁷⁸, 334, 489; II, 17, 72⁹⁵.
 Botteleurs de foin, I, 186.
 Bouchain, I, LXII.
 Bouchaud, de Nantes, III, 333.
 Bouchel, I, LVIII²¹⁵.
 Bouchers de Paris, II, 431.
 Bouchet (C.), III, 321.
 Bouchet (E.), I, 433⁶².
 Bouchez, I, XIX³⁸.
 Bouchu (Intendant en Dauphiné), I, LII¹⁷⁵.
 Boudin (Médecin du Roi), I, 40, 134; III, 422.
 Bouex, I, LVIII²¹⁵.
 Bouëxic de Becdelièvre, II, 342.
 Bouëxière Kerpezdron (De la), II, 362.
 Boufflers, III, 334, 348.
 Boufflers (Duc de), II, 88.
 Boufflers (Marquis de), III, 317.
 Bougerel (Oratorien), III, 77, 81, 83²².
 Bouhier (Président au Parlement de Bourgogne), I, XXIV⁷⁴, LXVII; III, 393.
 Bouillon (Chevalier de), I, 129, 210; III, 377.
 Bouillon (Duc de), II, 429.
 Boulainvilliers (H. de), I, XXIV⁷⁵, LIV; II, 88, 103; III, 370.
 Boulangers, III, 401.

- Boullanger (Président), I, 115⁸².
 Boulogne (Bois de), I, 135; II, 504; III, 271.
 Boulogne-sur-mer, I, 254, 285; III, 108.
 Boulou (Camp du), II, 329.
 Bouloy (Rue du), II, 469.
 Bouquet (Dom M.), III, 392.
 Bourbon l'Archambault, I, 47.
 Bourbon (Louise-Françoise — mère de M. le Duc, nommée Madame la Duchesse la mère), I, 68, 222; II, 429, 430.
 Bourbon (Louis-Henri, nommé M. le Duc), I, 67, 103, 108, 116, 117, 118, 122, 123, 135, 136, 150, 152, 214, 435; II, 15, 54, 91, 92, 93, 94, 95, 162, 163, 164, 165, 167, 172, 173, 174, 177, 178, 185, 187, 225, 245, 252, 258, 275, 285, 388, 394, 401, 407, 430, 440, 444, 445, 451, 468, 474, 475, 505, 518; III, 63, 116, 122, 129, 214, 215-218, 221, 245, 266, 279, 282, 284, 285, 289, 295, 296, 298, 299, 302, 310, 312, 321, 322, 330, 338, 355, 409, 411, 435, 436.
 Bourbon (Marie-Anne, Mlle de Conti, mariée à Louis-Henri), I, 68, 76¹²¹; II, 512.
 Bourbon (S. de), I, 4²⁰.
 Bourbonnais, I, XVI; III, 343.
 Bourbons, I, 22, 478, 499, 502, 512; II, 92, 96, 307, 372; III, 56, 210, 257, 267.
 Bourdaloue, II, 506.
 Bouret (Abbé), I, 126.
 Bourgeois (E.), I, LXXV, LXXX, LXXXI, LXXXII, 10¹⁶, 24⁸⁴, 231¹⁴, 328, 451⁶, 454⁸.
 Bourg-la-Reine, III, 237, 245, 246.
 Bourges, II, 37.
 Bourgogne (Vin de), I, 416, 422; II, 401; III, 219²², 308.
 Bourgogne transjurane, I, 267.
 Bourgogne, II, 145, 275, 323, 324, 435; III, 323.
 Bourgogne (Louis, duc de, Dauphin de France), I, XXII, XXVI, XXXVIII, XLVII, LIV, LXIII, 2, 7, 122, 140, 141, 142, 145, 265; II, 505.
 Bourgogne (Marie-Adélaïde de Savoie, Duchesse de), I, XLI¹²⁰, 2.
 Bourgueil (Abbaye), III, 12, 405.
 Bourguignon (J.), I, 446¹²⁹.
 Bourilly (V.-L.), III, 359¹⁷.
 Bournouville (Duc de), III, 233.
 Bourvalais (Traitant), I, 301; II, 143.
 Boutaric (E.), III, 297⁴⁴.
 Bouthillier de Clavigny (Denis-François), (ancien évêque de Troyes), I, 151; II, 15, 47, 172, 225; III, 266.
 Boutry (M.), III, 190¹⁴.
 Bouvard (I.), I, LX²²⁴, LXI²³⁰.
 Bouville (M. de, Intendant à Limoges, à Orléans), I, LII¹⁷¹, LIII¹⁷⁷, LIV¹⁷⁸, LVIII²¹⁸.
 Brancas (Maréchal), I, 149.
 Brancas (Duc de), I, 210; II, 65, 225; III, 66, 247, 272, 369.
 Branda (R.), I, 312.
 Brandebourg, I, 22.
 Brantôme, II, 506.
 Braudun (A.), I, LVIII²⁵.
 Bréda (Paix de, en 1667), I, 406.
 Brefs pontificaux, II, 26.
 Brême, I, 247, 281, 364; III, 25, 33.
 Brest, II, 59, 218.
 Bretagne (province et parlement), I, XLIX, LI, LVII, LXI, LXXXIV, 259; II, 37, 130, 154, 214, 312, 313, 331-364, 366, 471; III, 320, 333, 342, 348.
 Breteuil (Baron de), I, 433; III, 425.
 Bretigny, I, 412.
 Bretons rebelles et fugitifs, III, 140, 142, 230, 235.
 Briare (Canal de), II, 431.
 Bricqueville (Marquise de), II, 518.
 Brideray (Lazariste), I, 94.
 Brie, I, LVIII²¹⁵.
 Brienne, III, 266¹⁹, 393.
 Brigault (Abbé), II, 248, 249, 254, 255, 262, 265, 268, 269, 270, 274, 363.
 Brilhac (Premier Président à Rennes), II, 9, 10, 11, 361; III, 103.
 Briquet (Premier Commis de la Guerre), III, 289.
 Brissac (Duc de), III, 305.
 Brissaud, I, X¹⁸.
 Bristol, II, 311; III, 418.
 British Museum, I, LXXV, LXXXII.
 Brive-la-Gaillarde, I, 316, 322; II, 226.
 Broglie (Abbé de), III, 358.
 Broglie (E. de), I, XXXIX¹¹⁸.
 Brotonne (P. de), I, 180².
 Broussel, II, 216.
 Brunet (G.), I, 76¹²⁰, 127¹.
 Bruxelles, I, 341; D, 396.
 Bubb (plus tard Dodington, Ambassadeur d'Angleterre), I, LXXXIII, 231, 237, 238, 239, 456, 457, 469, 478, 480, 517.
 Bureau de Commerce, III, 333.
 Bussy (Evêque de Luçon), III, 438.
 Buvat (J., Copiste), I, LXXVI, LXXVII²⁶⁰, 103⁴⁷, 147, 162, 169, 176, 262, 433, 438.

444, 445; II, 28, 36, 54, 104, 110, 206, 218, 220, 262, 266, 267, 396, 399, 415, 418, 419, 434, 436, 449, 451, 469, 488, 507, 524; III, 71, 203, 283, 317, 328, 345, 356, 371, 376.

Buys (Envoyé de Hollande à Paris), I, 18, 130, 254, 280.
Byng (Amiral), I, 253; II, 193, 194, 195, 196, 197, 199, 200, 201, 231, 317.
Byng (Fils du précédent), II, 202.

C

Cabou, I, 302.
Cadogan (Milord), I, 378, 380, 393, 394.
398, 399, 400, 401, 402, 404, 409, 415.
Cadix, I, 455, 457; II, 310, 311, 312, 368.
Caen, I, LVI; III, 106, 334, 378.
Cagliari, I, 470, 473; II, 196; III, 76.
Cagnac (M.), I, xxv¹⁶.
Cahiers de 1789, I, xxiii, xxiv, xxxiv, 195.
Cahors, I, LVIII²¹⁴.
Caire (Consul à Allanch), III, 94.
Calais, I, 285, 404, 434, 486; II, 5, 311.
Callet (A.), I, 130³⁰; II, 474.
Calotte (Régiment et Brevets), III, 356, 366.
Calvières (Marquis de), II, 504.
Camargue (La), III, 98.
Cambrai, I, xxxix, lxxxix, lxxxiii; III, 64, 65, 71, 74, 419, 438; (Congrès), III, 130, 140, 143, 144, 145, 149, 170, 172, 176, 178, 249.
Cambresis, I, 196.
Camoin (Consul à Allanch), III, 94.
Campardon (E.), I, LXXVII²⁰⁰.
« Camp de Condé », II, 451.
Campion (à Rouen), I, 164.
« Campo di Fiore », II, 36.
Campredon, II, 330.
Campredon (M. de, Ministre à Saint-Petersbourg, puis à Stockholm), I, 447; III, 31, 33, 36, 57, 165, 257, 258, 259.
Camps (Abbé de), III, 297⁴⁸.
Canada, I, 23; II, 123, 125.
Canillac (Marquis de, Commandant des mousquetaires noirs), I, 27, 121, 148, 149, 210, 256, 331, 378, 382, 385, 386; II, 51, 64, 73, 168; III, 266, 275, 321, 408.
Canso (Baie de), III, 352, 353.
Cantorbery, I, 487; III, 12.
Capefigue, I, LXXIV²⁷².
Capitation, I, 192.
Capucins, I, 212; II, 162; III, 86³⁰, 108.
Carcassonne, I, LXII²³⁸, 196; III, 321.

Cardinalat, III, 1, 3-4, 7, 173, 261.
Carelle, III, 60, 166.
Carignan (Prince de Carignan), II, 451.
Cariguena, II, 322.
Carlos (Infant d'Espagne), I, 456, 462, 465, 466, 468, 478, 502, 515; II, 3, 18, 235, 323, 382; III, 135, 208, 210, 232, 236, 252, 253, 254, 255, 256, 400, 418, 422.
Carmelites (de la rue de Grenelle), I, 215, 220; II, 512; (d'Angers), II, 472; III, 108.
Carmes, II, 162; III, 106; (à Marseille), III, 88.
Carné (L. de), II, 56²⁷, 133¹⁵.
Caroline (La), II, 327, 423.
Carraccioli (Abbé), II, 364.
Carré (Procureur général à Dijon), I, LXII²³.
Carriera (Rosalba, Pastelliste), III, 372, 500.
Carrousel, II, 186.
Carteret (Lord, ambassadeur à Stockholm), III, 29, 33, 155, 158, 220, 258, 260, 409, 420.
Cartouche, III, 237, 324-329, 356.
Carutti (D.), I, 274¹⁰, 469⁶⁸, 476²³.
Casoni (Cardinal), III, 180, 405.
Cassini, III, 380.
Castaneta (Amiral), II, 196, 200.
Castel-Ciudad, II, 329.
Castel-Follit, II, 321.
Castel-Gandolfo, III, 16.
Castellamare, II, 196.
Castello, II, 329.
Castries (M. de), II, 430.
Castro et Ronciglione, III, 136, 137, 141, 142, 145, 146, 147, 150, 172, 182, 253.
Catalogne, I, 237; II, 313, 317, 325, 328, 378; III, 129.
Catane, II, 195.
Catinat, II, 90, 306, 318; III, 387.
Cattégat, I, 423.

Caumartin (Lefebvre de, Evêque de Vannes, près de Blois), III, 357.
Caumartin de Boissy, I, 213, 262; II, 168, 392, 418, 450, 462; III, 356, 367.
Caumartin de Saint-Ange, I, 297; III, 356.
Caumont (à Rouen), I, 164.
Caux (Pays de), I, LIII.
Cavoye (M. de, Grand maréchal des logis), I, 84, 85.
Cayeux (M. de), I, 319.
Caylus (Mme de), I, 2, 47, 53, 62.
Cellamare (Prince de), I, LXXV²⁷⁵, LXXIX, LXXXII, LXXXIII, 13, 18, 19, 143⁷⁹, 228, 233, 234, 241, 250, 265, 458, 476, 510, 511; II, 195, 233, 238, 244, 245, 247-280, 285, 313, 363; III, 12, 107, 129, 167, 230, 383.
Ce qui se passa au..., I, 102³⁹.
Cercamp (Abbaye), III, 495.
Cerdagne, II, 327.
Ceresste (Comte de), II, 429; III, 230.
Cerv (Chanoine Ch.), III, 298.
César (Jules), II, 436.
Cessenon, III, 336.
Cette, III, 333.
Ceuta, III, 129.
Cévennes, III, 362.
Chaillot, I, 16, 74, 258; II, 459, 487; III, 337, 345.
Chalais (Prince de), III, 233.
Chaleurs (Baie des), III, 352.
Chalon-sur-Saône, I, 168, 175.
Châlons-sur-Marne, I, XLIX, 246; III, 101.
Chambéry, II, 218.
Chambord, II, 509.
Chambre de Justice, I, 299-313; II, 56, 124, 142, 333, 356, 479; III, 264, 379.
Chambre des Comptes, I, I; III, 321, 322, 323.
Chambrelans, III, 347.
Chambre Royale, II, 351, 352, 353, 356, 363.
Chamillard, I, xxxi⁹³, 45, 179.
Chamilly (Marquis de), II, 429.
Chammorel (M. de), III, 353.
Champagne, I, LVI, 194; II, 145, 246, 435; III, 100, 297.
Champagne (Vin de), I, 422, 439, 449; II, 401; III, 219²², 308.
Champcenetz (Premier valet de chambre du Roi), I, 39, 40, 44.
Champeaux (A. de), III, 376¹¹.

Champigny (M. de, Trésorier de la Sainte-Chapelle), I, 103, 137; III, 269.
Champmeslin (Commandant d'escadre), II, 424.
Champollion-Figeac, I, xi²⁴.
Champs-Élysées, II, 487.
Chance (J.), I, 423¹⁰, 426²⁴.
Chandeleur, II, 403.
Chantilly, II, 275, 512; III, 308, 376, 377.
Chantre (Rue du), III, 245.
Chaperel (Abbé), III, 271.
Chapitre de N.-D. de Paris, I, 177.
Chardin (Voyageur), III, 335.
Charenton, II, 459; III, 317.
Charette de Montbert (Conseiller au Parlement de Rennes), II, 335.
Chargeurs de foin, I, 186.
Charité-sur-Loire (La), III, 101.
Charlemagne, I, 509; III, 304, 306.
Charles II (Roi d'Angleterre), I, 248, 347, 406.
Charles II (Roi d'Espagne), I, 323; II, 18; III, 134, 213.
Charles V (Roi de France), III, 403.
Charles VI (Empereur d'Allemagne), I, 22, 239, 247, 266, 267, 271, 273, 275, 335, 363, 366, 368, 284, 388, 392, 407, 426, 440, 441, 450, 456, 458, 462, 463, 464, 465, 466, 469, 472, 473, 474, 475, 478, 482, 491, 492, 493, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 508, 509, 513, 515, 516, 517, 521, 522, 523; II, 3, 11, 12, 16, 17, 18, 19, 20, 192, 195, 227, 228, 229, 230, 232, 235, 236, 238, 241, 257, 287, 293, 298, 302, 306, 312, 317, 323, 324, 369, 483, 520; III, 5, 9, 20, 60, 65, 131, 136, 158, 177, 179, 189, 196, 208, 240, 251, 254, 259, 363, 420, 422.
Charles VI (Roi de France) I, II.
Charles VIII (Roi de France), I, III.
Charles XII (Roi de Suède), I, 247, 281, 283, 364, 384, 423, 426, 427, 483, 517; II, 192, 194, 292, 298, 299; III, 26, 27, 28.
Charles de Lorraine (Prince, Comte d'Armagnac, Grand écuyer), I, 138, 137; III, 231, 300, 302, 314, 315.
Charles-Frédéric (Prince de Hostein-Gottorp), II, 299.
Charlet (Peintre), III, 375.
Charleville, III, 345.
Charolais, I, LXI.
Charolais (Comte de, Prince du Sang),

- I, 67, 103, 137; II, 91, 429; III, 116, 245, 265, 266, 306, 312, 330, 355.
 Charolais (Mlle de), III, 415.
 Charost (Duc de, Gouverneur du Roi), I, 101; II, 82, 277; III, 279, 283, 289, 299, 300.
 Charpentier (E.), I, LXII²³⁸.
 Chartier (Receveur des traites), I, 304.
 Chartrain (Pays), I, LXI.
 Chartres, I, LX; II, 34; III, 214, 271.
 Chartres (Duc de, Prince du sang), I, 217; II, 278, 304, 407; III, 207, 208, 237, 245, 258, 295, 299, 302, 306, 310, 355, 408, 409-411, 412, 413, 438, 439.
 Chartres (Louise-Adélaïde d'Orléans, Mlle de, abbesse de Chelles), I, 217; II, 211-213, 429, 514-515.
 Chartreux, III, 358.
 Chassé de Pontceau (Comédien), III, 378.
 Chataly, (Fabricant), III, 337.
 Chataud (Capitaine au long-cours), III, 75, 76.
 Châteaubriand, III, 338.
 Château d'If, III, 75.
 Châteaudun, III, 419.
 Châteaugué (M. de), II, 411, 423.
 Château-Gontier, II, 473.
 Châteauneuf (M. de, Ambassadeur à La Haye, Président la Chambre Royale à Nantes, Prévôt des marchands à Paris), I, LXXXII, 272, 273, 275, 277, 279, 280, 281, 285, 288, 292, 341-361, 371, 378-379, 380, 391, 396, 399, 403, 407, 408, 410, 416, 428, 429, 432, 444, 506, 507; II, 5, 6, 57, 230, 356, 429; III, 231, 247, 287.
 Châteauneuf (Castagnères de, Jésuite, neveu du Prédécent), II, 231.
 Châteaurenard (M. de), Intendant à Moulins, I, LI¹⁷².
 Château-Thierry, I, 259.
 Châteauthiers (M. de), II, 429.
 Châtelet de Paris, I, LXXVII; II, 32, 33, 36, 397; III, 245, 325, 326, 381.
 Châtellerault, II, 413.
 Châtillon (Marquis de), II, 94, 269, 429, 520.
 Châtre (M. de la), II, 428, 429.
 Chaulieu, I, 329.
 Chaulnes (Duc de), I, XXXVIII; II, 88, 167, 168; III, 74.
 Chaumont (Mme Agioteuse), II, 398, 401.
 Chausseraie (Mlle de), II, 488, 495.
 Chauvet, I, LVIII²¹⁵.
 Chaux (C.), II, 473.
 Chavigny (Diplomate), I, LXXX, LXXXII, 484, 505, 507, 519, 521, 523; II, 3, 4, 23, 65, 66, 67, 71, 72, 73, 374; III, 1, 2, 144, 145, 151, 155, 185, 243, 253, 254, 255, 257, 260, 268.
 Chauvigny (Comtesse de), II, 253.
 Chelles (Abbaye), II, 212-213, 514-15; III, 378.
 Chemendy (M. de, Sénéchal du Faouët), II, 349, 355.
 Chennevières (H. de), III, 297⁴⁵.
 Cherbourg, I, 257.
 Chereau, I, 100²⁸.
 Chérel (A.), I, XXIII⁷⁰, XLI¹²².
 Chérueil (P.), I, XII³², XII³⁴, LXXII, 328⁵⁵; II, 89⁴⁴.
 Chevalier (Abbé), I, 168, 170, 173, 174, 176; II, 43.
 Cheverny (M. de, Membre du Conseil des Aff. Étrang.), I, 29, 149; II, 9, 16, 51, 64.
 Cheverny (Mme de), III, 237.
 Chevreuse (Duc de), I, XXIII, XXXIV, XXXVIII, XXXIX¹¹⁶, XL.
 Chine, III, 307, 311, 350, 376.
 Chirac (Médecin du Régent), I, 489; III, 83, 137, 422, 423, 424, 434, 441.
 Chirurugiens-jurés, I, 1.
 Choiseul (Duc de), I, 317⁷.
 Choiseul (Duc de, Principal ministre), III, 26.
 Choisy (Abbé de), I, XXI; III, 392.
 Christine de Pisan, I, II.
 Chycoineau (Médecin), III, 83.
 Chypre, III, 75, 76.
 Chypre (Vin de), I, 489.
 Cicéron, I, 511.
 Cilly (M. de), II, 306, 317.
 Ciotat (La), III, 98.
 Cîteaux, II, 210.
 Clairambault-Maurepas, I, 128³.
 Clairac, III, 362.
 Clanleu (Marquis de), I, IX¹⁶.
 Clapeyron (à Lyon), III, 333.
 Clément (Abbé), III, 416.
 Clément XI (Pape), I, LXXIX, 148, 158, 170, 173, 457, 463, 466, 469, 472, 476, 521; III, 25, 26, 35, 36, 38, 39, 41, 42, 46, 47, 48, 274, 316, 378, 496; III, 5, 7, 11, 12, 13, 14, 15, 18, 22, 24, 69, 70, 71, 90, 106, 111, 117, 145, 150, 154, 167.

- 170, 171, 172, 173, 174, 180, 182, 183, 188, 367.
 Clément (P.), XV⁴⁷, XLVII¹²¹, LX²²⁴, 179¹.
 Clément-Simon (G.), II, 248⁴.
 Clérembault (Maréchale de), III, 370.
 Clergé, I, I, VI, VII, XV, 194, II, 339.
 Clermont-en-Beauvaisis, I, 435.
 Clermont-Ferrand, I, XLIX.
 Clermont (Comte de, Prince du Sang), III, 299, 302.
 Closmadeuc, (G. de), II, 133.
 Club de l'Entresol, III, 392.
 Coarorgan (De), II, 362.
 Cobbet, I, 449¹.
 Cobham (Lord, Amiral), II, 329, 367.
 Coche (Tailleur), I, 490.
 Cocquart de Rosconan, II, 362.
 Codicille, I, 51, 62, 68, 105, 113, 114, 117, 118.
 Coëtlogon (M. de, Procureur syndic des États de Bretagne), II, 335.
 Coëtquen (M. de, Commandant en Bretagne), II, 347.
 Coëtquen (Mme de), II, 429.
 Cœur de Jésus (Sacré), III, 92.
 Cœur de Louis XIV, I, 84¹⁷⁴, 171³⁰.
 Cogollos, III, 240.
 Coigny (Marquis de), II, 225, 308, 329.
 Coislin (Henri-Charles de Cambout de, Evêque de Metz), II, 499.
 Colbert (J.-B.), I, XVII, 179, 195, 321, II, 58, 70, 90, 121; III, 333, 336, 343.
 Colbert de Croissy (Charles Joachim Evêque de Montpellier), I, 166, 175, II, 27, 28, 31, 32, 34, 36, 48; III, 113, 114, 419.
 Coligny, (Amiral), II, 342.
 Colletet (G.), I, XI²⁵.
 Collioure, II, 329, 380.
 Collombat (Imprimeur ordinaire du Roi), III, 293.
 Colmenero, I, 466.
 Colmoulins (M. de, Président à Rouen), III, 372.
 Colombier (Rue du), II, 475.
 Colonies, II, 411; III, 350.
 Colster (Délégué de Hollande à Madrid), II, 294.
 Combe (P., à Marseille), III, 91.
 Comédie, II, 397, 486; III, 325, 404.
 Commerce, I, 235, 290; II, 101, 121, 389, 430, 481; III, 162, 164, 378.
 Commercy, I, 258, 283.
 Commissaires aux saisies réelles, I, 1.
 Commissaires examinateurs de greniers à sel, I, 1.
 Compagnie d'Acadie, II, 121.
 Compagnie de la baie d'Hudson, II, 121.
 Compagnie de la Chine, II, 121, 388, 414.
 Compagnie de l'Anti-Système, II, 386.
 Compagnie de Saint-Domingue, II, 121, 415.
 Compagnie des Indes, II, 103, 389, 400, 406-407, 409, 414, 415, 417, 426, 433, 434, 437, 438, 443, 444, 446, 448, 450, 454, 460, 474, 477, 481; III, 100, 322, 350, 416, 427.
 Compagnie des Indes Orientales, II, 121, 389, 414.
 Compagnie de la mer du Sud, II, 239, 403; III, 143, 154-155.
 Compagnie du Canada, II, 121.
 Compagnie d'Occident, II, 125, 126, 386, 388, 389, 409, 414.
 Compagnie du Mississipi, II, 116, 119, 120.
 Compagnie du Sénégal, II, 121, 388, 414.
 Compiègne, II, 509.
 Comptabilité, I, 200.
 Conchy-les-Pots, I, LVIII²¹⁵.
 Conciergerie du Palais, I, 129; II, 273; III, 329.
 Concordat de 1516, I, XVII, 170; II, 46.
 Condé, I, 267.
 Condé (Branche de), I, 4, 19, 67, 233; II, 227, 252; III, 377.
 Condé (Le Grand), II, 342.
 Condé (Louis III de Bourbon), I, LIII¹⁶⁹.
 Condom, I, 190.
 « Condormants » (Secte), III, 364.
 Condrieu, II, 89.
 Conférence (Porte de la), II, 516.
 Confesseur du Roi, I, 110, 170; III, 255, 268, 269.
 Conflans (Campagne du Cardinal de Noailles), II, 39, 42; III, 270.
 Conflans (M. de, Evêque du Puy-en-Velay), III, 356.
 Conflans (M. de), I, 121; III, 61.
 Congny (E.), I, IV⁷.
 Congrève, I, 324.
 Connok (Don Timon), II, 366.
 Conseil de Castille, I, 233, 454.
 Conseil de Conscience, I, 144, 146, 170; II, 44, 49, 50, 205; III, 106, 359.

- Conseil d'État, I, xviii, 296; II, 51, 52; III, 322.
 Conseil de Finance, I, 144, 147, 200, 296, 297, 298, 308; II, 54-65, 104, 107, 223.
 Conseil de Guerre, I, 144, 146; II, 52, 54, 60-63, 205; III, 368.
 Conseil de Marine, I, 155, 146; II, 52, 58-60, 123, 223, 412; III, 77, 412.
 Conseil de Régence, I, 14-16, 20, 108-124, 144, 150, 198, 223, 299, 416, 491, 518, 520, 522; II, 13-16, 38, 46, 47, 48, 52, 53, 71, 86, 90, 96, 108, 116, 223, 241, 243, 272, 286, 411, 444, 499; III, 172, 212, 213, 214-218, 222, 261, 265, 267, 268, 288, 313, 321, 420.
 Conseil des Affaires du dedans, I, 144.
 Conseil des Affaires Étrangères, I, 144-146, 418; II, 51, 52, 63-67, 205; III, 212.
 Conseil des dépêches, I, 144.
 Conseil du commerce, I, 144, 199, 223; III, 331-332, 339, 341, 349.
 Conseil du Roi, I, xviii, II, 473.
 Conseil privé, I, 144.
 Conseils, I, vii, xxiii, 121-122, 127, 144, 454; II, 50, 51-78, 130, 137, 203-207; III, 378.
 Conspiration (de Cellamare), II, 147-280.
 Conspiration (de Pontcallee), II, 331-364.
 Constance (Concile de), III, 107.
 Constance (Empereur), II, 43.
 Constantinople, III, 58-59, 379.
 Constituante (Assemblée), I, LXXIX.
 Constitution, II, 43.
 Constitutionnaires, I, 129-149; II, 43, 48; III, 109.
 Consuls, I-xvii.
 Contades (M. de, Major des gardes françaises), I, 259; II, 168.
 Conti (Cardinal, frère d'Innocent xiii), III, 198.
 Conti (Anne-Marie de Bourbon, princesse de, fille légitime de Louis xiv, épouse de Louis Armand i), I, 68; II, 429.
 Conti (Louis Armand II, prince du sang), I, 44, 67, 103, 116, 137, 214, 219, 222, 435; II, 15, 54, 91, 95, 163, 172, 177, 227, 258, 297, 322, 388, 394, 401, 407, 440, 461, 505, 518; III, 68, 116, 245, 299, 313, 311, 330, 355.
 Conti (Louise-Elisabeth de Bourbon Condé, Mlle de Bourbon, sœur de M. le Duc, épouse du précédent), I, 29, 68, 214, II, 42.
 Conti (Hôtel de), I, 134.
 Contrôle général, I, xviii, 147.
 Contrôleur général, I, 108, 141, 147, 120³ (voir Law et Le Pelletier de la Houssaye).
 Contrôleurs de consignation, I, L.
 Contrôleurs des actes notariés, I, L.
 Contrôleurs de fromages, I, 186.
 Contrôleurs de pores et de pourceaux, I, 186.
 Contrôleurs des amendes, I, 186.
 Contrôleurs d'exploits, I, L.
 Coquerelle (Ch.), III, 363²⁹.
 « Corbeaux », III, 85.
 Corbeny, III, 298.
 Cordelières, II, 472.
 Cordeliers, II, 29; III, 311.
 Corelli, (Musicien), III, 396.
 Corfou, I, 457.
 Corlieu, I, 100²⁸.
 Corméré, I, 196⁴⁴.
 Cornejo (Amiral), II, 423.
 Cornejo (Don Feliz), I, LXXXIII, 227, 234.
 Corogne (La), I, 457; III, 350, 365.
 Corps de doctrine, I, 172, 174, 176; II, 36-38; III, 112, 113, 114.
 Corps de ville, I, 436; III, 231.
 Corradini (Cardinal), III, 170, 195.
 Corse, I, 470.
 Corsini (Cardinal), III, 189.
 Cortès, III, 136.
 Cossard (Curé), III, 367.
 Cottard, I, 56⁷⁵, 60¹.
 Cotte (Robert de), III, 376.
 Cottin (F.) I, LXXVI²⁷⁹.
 Couëdic de Kerbleizec (du), II, 344, 346, 349, 360, 362, 363.
 Couëssin de la Berraye (du), II, 340, 341, 342, 348, 351, 358, 362.
 Couët (Abbé), III, 114.
 Cour, I, vi, xii, xvi, 202, 215, 264; III, 330. Cour de Cassation, I, xviii; Cour de Marbre, I, 61, 98.
 Cour des aides, II, 149; III, 287.
 Cour des comptes, II, 149, 150; III, 287.
 Cour des monnaies, II, 149, 150, 452, 463.
 Courcillon (Marquis de), I, 213.
 Courcy (R. de), I, 4²⁰, 230¹³.
 « Cours » (à Marseille), III, 79, 81, 87, 92.
 Cours des principaux fleuves etc... II, 497; III, 294.

- Cours du Chapitre (à Marseille), III, 86.
 Cours la Reine, I, 132, 134; II, 487; III, 273, 274.
 Courson (M. de, Intendant de Guyenne), II, 113.
 Court (Ant. Ministre du Saint Évangile), III, 362-363.
 Court (J.), II, 520⁶⁶.
 Courtaumer (M. de), I, 219.
 Courteis (P. Ministre du Saint Évangile), III, 362.
 Courtenay (Prince de), II, 430.
 Courtiers, I, 194.
 Courtiers en vin, I, L.
 Courtille (La), III, 325.
 Courtois (A.) II, 390¹⁵.
 Coustant (Dom P.), III, 392.
 Couturier (M.), III, 438, 439.
 Coxe (W.) I, LXXXIII, LXXXIV, 276¹², 335⁷².
 Coynart (Ch. de), III, 190¹⁴.
 Crab, II, 191.
 Craggs (J. secrétaire d'État), I, LXXXIV; II, 17, 23, 75, 196, 204, 226, 227, 240, 244, 264, 272, 296, 297, 309, 368, 404; III, 6, 38, 41, 45, 51, 155, 179, 352.
 Craonnais, I, LXXI.
 Crau (La), III, 97.
 Crawford (Secrétaire de l'ambassade d'Angleterre à Paris), I, 442; II, 17; III, 264, 417.
 Crébillon, III, 385.
 Crédit, II, 102.
 Cressent (d'Amiens, sculpteur), III, 376.
 Crillon (François de Bertons de, Archevêque de Vienne), I, 169.
 Croisic (Le), II, 347.
 « Croix des Caves », I, 136.
 « Croix penchée », I, 136.
 Crousté (L.), III, 384⁴¹.
 Cromwell (Olivier, Protecteur d'Angleterre), I, 346, 365; III, 365.
 Croy (M. de), I, LXXVI²⁷⁹.
 Crozat (A., Financier), I, 147, 250; II, 117, 122, 124, 126; III, 379; (canal de C.), II, 431.
 Crussol, II, 88.
 Curés (de Paris), I, xxxiv, 177; II, 26, 34, 35, 36, 44; III, 114, 356, 361.
 Cuxac, III, 336.

D

- Dacier, III, 406.
 Dadvisar (Avocat général au Parlement de Toulouse), II, 93, 277.
 Daguesseau (M.), III, 332, 334.
 Daguesseau (Chancelier), I, xiv, LIV²²², LIX, 5, 15, 17, 29, 100, 121, 133, 138, 148, 151, 152, 158, 225, 496, 503; II, 27, 28, 30, 33, 39, 40, 41, 42, 47, 48, 69, 73, 96, 106, 134, 136, 139, 140, 142, 163, 448, 451, 454, 458, 460, 462, 472; III, 61, 62, 117, 120-125, 267, 310, 314, 396, 408.
 Daire (E.), I, xxviii⁸⁴, II, 125¹²².
 D'Alembert, I, xxii⁶⁸.
 Dames de la Halle, I, 162.
 Dampierre (Chevalier de), I, 135.
 Danemark, I, 384, 401, 426; II, 299; III, 25, 28, 36, 37, 165, 332.
 Dangeau (Marquis de), I, LXXI, LXXVI, LXXXIV, 1, 18, 36¹², 38, 46, 53, 59¹, 147, 162, 164, 176, 208, 213, 214, 225, 262, 265, 299, 304, 387, 438, 471, 483; II, 9, 26, 28, 49, 52, 54, 91, 94, 104, 107, 110, 118, 139, 149, 156, 162, 203, 206, 210, 212, 220, 245, 275, 288, 297, 309, 311, 314, 377, 428, 429, 459, 484, 485, 486, 490, 497, 499; III, 321, 379.
 Dangeau (Marquise de) I, 47, 53, 62.
 Daniel (Jésuite), I, 164; III, 393, 407.
 Danjou (F.) I, 36¹², 60¹.
 Dantzick, III, 332.
 « Daphnis et Chloé », I, 12.
 Darnetal, III, 343.
 Daterie, II, 46.
 Daubenton (Jésuite, Confesseur de Philippe V), I, 453, 461, 468; II, 237, 245, 383; III, 134, 138, 139, 145, 146, 153, 185, 209, 219, 222, 254, 255, 268, 269, 271, 284, 287, 422.
 Dauchet (A.), III, 297⁴⁵.
 Daun (Feld-Maréchal), II, 200.
 Daunau, II, 252¹⁹.
 Dauphine, (île), II, 422, 425; (place), I, 490.
 Dauphiné, I, xvii, XLIII, LII, LXII, 190, 267; II, 345, 360, 399; III, 340.

- Dausin, II, 500¹¹⁷.
 Davenne (Fr.), I, ix.
 Davia (Cardinal), I, 175.
 Debâcleurs, I, 186.
 Déclaration aux négociants..., II, 238.
 Déclaration de la noblesse..., II, 87.
 Déclaration de Mgr... I, 166⁴⁹.
 Déclaration du Roi, II, 13.
 Déclaration pacifique, II, 40, 41, 43, 44, 49.
 Déclaration royale, III, 109, 116.
 De Foë (Daniel), II, 350⁶²; III, 325⁵⁷, 393.
 Deguillon, III, 341.
 Deidier (Médecin), III, 83, 87.
 De la Borde (Oratorien), I, 168, 170; II, 43; III, 370.
 De la Chaise (Jésuite), I, 322, 327.
 Delacour (A.), I, 523¹⁰⁹.
 De la Fare (Capitaine des gardes du Régent), I, 306; II, 430; III, 66, 281.
 De la Ferté (Duchesse), II, 490.
 De la Ferté (Jésuite), I, 174, 177.
 De la Feuillade (Duc), I, 210; II, 86, 429, 510; III, 247, 421.
 De la Force, I, 119, 120, 121; III, 52, 159, 166, 177; III, 310-314.
 Delamaré (N.), I, LXI²³¹.
 De la Motte (Jésuite), I, 127¹, 163-164.
 De la Noë Mesnard (Prêtre), II, 37.
 De la Parisière (Jean-César Rousseau. Evêque de Nîmes), II, 43.
 De la Puissance..., I, ix¹³.
 De la Rochefoucauld (Duc), I, 103, 119, 218; II, 88.
 De la Rochefoucauld-Roye (Marquis), I, 298.
 De la Rue (Jésuite), I, 128, 162, 175.
 Delation, I, 300.
 De la Tour (Oratorien), III, 113.
 De la Tour du Pin-Montauban (Evêque de Toulon), I, 166, 168; II, 37.
 De la Tremoille (Cardinal, Archevêque de Cambrai), I, 159, 170, 171, 173; II, 39, 40, 41, 42, 46, 47, 48; III, 4, 10, 12, 14, 16, 23, 63, 170.
 De la Trémoille (Duc), I, 100, 135, 137; II, 88, 133, 134.
 De Launay (M^{lle}, femme de chambre de la duchesse du Maine), II, 93, 252, 254, 261, 268, 277, 278, 280.
 De Lauzun (Duc), I, 219, 258; II, 88, 288, 436.
 Delgrange, I, LVIII²¹⁸.
- De Lhoumeau, I, 525.
 Deligny, III, 82²⁹.
 Del Maro (Abbé, Représentant Victor-Amédée à Madrid), I, 469, 476.
 Demante (G.), I, x²³.
 Demosthène, I, 511.
 Denain, I, LXIII, 25, 248, III, 121.
 Denis (J.), I, XXI⁶³.
 Départements, J. XVIII.
 Dépôt de la Guerre, I, LXXXI.
 Depping, (G.), I, 319¹⁹.
 De principe qualis..., II, 218.
 Dernis, II, 125¹³¹, 409.
 Derval (De), II, 357.
 Derwentwater (Lord), III, 366.
 Desandreis, III, 337.
 Desbagnets (valet de chambre du Régent), I, 485, II, 167, 205.
 « Désert » (Le), III, 362.
 Déserteurs, I, 213; II, 413.
 Des Essarts, III, 326.
 Desfontaines, III, 395.
 Desgranges (Substitut du maître des cérémonies), I, 64, 98; II, 168, 173, 176, 177.
 Des Grioux (Le Chevalier), III, 389-391.
 Désirande (Théologien de Clément XI), III, 17.
 Desmaizeaux, I, xx⁶³.
 Desmares (M^{lle}, actrice), 382.
 Desmaretz (Contrôleur général), I, XLVII, XLVIII¹⁴⁷, XLIX, LVIII, 43, 66, 71, 129, 140, 145, 179, 180, 209, 295, 307; III, 331.
 Desmaretz (Vincent-François, Evêque de Saint-Malo), II, 37, 132, 334.
 Desnoiresterres (G.), III, 384⁴⁰.
 Despavots (Laquais), II, 253.
 Despotisme, I, I-XIX, XLII, XLVII-LXVI, 213, 362; II, 69.
 Destouches (Néricault, comédien et diplomate), I, LXXX; II, 228, 272, 378; III, 27, 28, 33, 42, 44, 54, 60, 61, 104, 65, 66, 74, 143, 151, 155, 156, 157, 158, 220, 258, 260, 283, 395.
 Détail de la France..., I, xxx.
 Dette, I, 351, 352; III, 264-265.
 Deux-Écus (Rue des), II, 451.
 Diancourt (V.), II, 510.
 Dieppe, I, XLIX, LVI, 254; III, 345.
 Dioulié (Échevin à Marseille), III, 78, 82, 88.
 Dijon (Ville et Parlement), I, XVII, 168, 305; II, 40, 275, 277; III, 335, 392.
 Dime, I, 205.

- Dinan, II, 131, 332, 333, 339.
 Diplomatie secrète, I, 391.
 Discours chrétien..., I, ix¹⁵.
 Discours sur la Polysynodie, II, 68.
 Dissertation où il trouve, II, 503¹³².
 Dissertation sur l'appel, II, 44⁸⁷.
 Distribution de papier timbré, I, LI.
 Dixième, I, 192.
 Dodart (Médecin), I, 134.
 Dodun (Président, puis Contrôleur général), I, 150; II, 105.
 Doeberner (R.), I, LXXVI²⁷⁸, LXXXIV.
 Dolgorouki, I, 440; III, 259.
 Dombes (Prince de, fils du duc du Maine), I, 103, 137; II, 211.
 Domfront, II, 401.
 Doria (Abbé), I, 476²³.
 Dorian (Marchand ?), III, 311, 312.
 Dorsanne (Abbé), I, LXXVII²⁸⁶, 149, 165, II, 49.
 Douai, I, 212; III, 341.
 Douanes, I, 195.
 Doublet (G.), II, 506¹⁵⁰; III, 354¹⁰³.
 Doucin (Jésuite), I, 164.
 Douglas (Colonel réformé), I, 259-260, 262.
 Doullens, II, 276.
 Douvres, I, 487.
 Drap, Draperie, Drapiers, I, LVI; III, 334, 401.
 Dreortz en Priziac, II, 349.
 Dreux (Conseiller au Parlement), I, 107, 113; II, 92.
 Dreux (Grand maître des cérémonies), I, 107; II, 168; III, 302.
 Droit d'association, III, 346. Droit d'entrée, II, 332.
 Drouet (J.), I, 203⁸²; II, 67⁸².
 Droysen (J.-G.), I, LXXXIV, 427²⁹.
 Drumont, (E.), I, 34², 36¹¹; III, 208⁶.
 Druon (H.), I, 319²¹; II, 499¹⁰⁷.
 Dubois (Guillaume, Cardinal): I, LXVII, LXXII, LXXIII, LXXIX, LXXX, LXXXI, LXXXIV, 31, 32, 35⁴, 54, 126, 249, 250, 251, 255, 256, 271, 315; 339, 341-361, 363, 389, 391, 393, 398, 400, 401, 402, 404, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 416, 418, 421, 424, 425, 428, 430, 432, 443, 444, 449, 451, 453, 456, 462, 464, 465, 466, 471, 472, 477, 478, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 489, 491, 492, 493, 495, 496, 497, 499, 500, 501, 504, 505, 506, 507, 509, 510, 511, 512, 513, 518, 520, 521, 522, 523; II, 1, 3, 6, 9, 10, 11, 17, 21, 22, 23, 51, 64, 65, 66, 67, 72, 73-78, 135, 137, 138, 142, 158, 162, 163, 164, 167, 168, 193, 194, 202, 203, 204, 205, 206, 223, 225, 226, 227, 228, 230, 231, 233, 234, 235, 240, 241, 242, 244, 262, 264, 265, 266, 272, 275, 279, 285, 286, 288, 293, 295, 296, 298, 299, 300, 301, 306, 308, 311, 316, 317, 318, 319, 325, 370, 371, 374, 378, 383, 402, 430, 444, 502, 524; III, 1-24, 25, 26, 27, 28, 32, 33, 36, 39, 42, 44, 47, 48, 49, 51, 54, 55, 58, 60, 63, 64, 66, 67, 71, 74, 81, 105, 110, 111, 114, 129, 130, 131, 135, 137, 140, 142, 144, 145, 147, 150, 153, 154, 156, 158, 160, 161, 164, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 175, 177, 178, 179, 181, 183, 184, 187, 188, 191, 193, 195, 197, 199, 200, 202, 207, 210, 211, 213-218, 221-228, 229, 230, 231, 242, 250, 251, 253, 254, 257, 258, 259, 260, 261-286, 287, 289, 290, 295, 296, 300, 306, 322, 252, 354, 357, 378, 380, 383, 385, 389, 404, 406, 407, 409-411, 412, 413-425.
 Dubois (Frère du précédent), III, 416.
 Dubois (Neveu du Cardinal), I, LXXX, 484, 489, 519; III, 68, 384.
 Dubois de Saint-Gelais, III, 374⁵.
 Dubos (Abbé), III, 392.
 Dubouëtiez de Kerorguen, II, 133¹⁵.
 Du Bourg (Ministre de France à Vienne), I, 507.
 Dubuc, III, 351.
 Dubuisson (Maître à danser), I, 487.
 Du Châtelet (Cartouchien), III, 325, 326.
 Du Chesne (A.) I, x.
 Duclos, I, LXXIII, LXXIV, 15⁵⁸, 28¹⁰⁴, 60¹, 135; II, 445.
 Duclos, (Ordonnateur), II, 123.
 Duclos (M^{me}), I, 491.
 Ducrest de Villeneuve, III, 102²⁹.
 Du Deffand (M^{me}), III, 295.
 Duels, II, 521.
 Dufresne (acteur), III, 382.
 Dugas de Bois-Saint-Just, III, 357⁶.
 Dugué de Bagnols (Intendant en Flandre), I, LVII²¹⁰.
 Duhalde (P. Joaillier), III, 359.
 Duhamel de Breuil (I.) II, 228²⁰.
 Duhauchamp (R.), II, 101⁷; II, 397²⁹, 398.
 « Duke Street », L, 487.
 Dumesnil (officier de police), II, 264-265.

Dumoulin (Trésorier provincial), I, 304.
 Dumont, (J.) I, 229¹⁰.
 Dunkerque, I, 21, 28, 253, 263, 265, 267, 365, 413, 414, 433; II, 121; III, 52, 431.
 Du Perron (Cardinal), I, vi.
 Dupin (marchand), II, 437.
 Dupin (Cl.), I, 305⁶⁷.
 Du Pin (Ellices), II, 47; III, 12.
 Duplessis ? (Ecclésiastique), I, 162.
 Dupont de Nemours, I, LXI²³¹.
 Dupuis (Notaire), II, 436.
 Dupuy (Aventurière), II, 253.
 Durand (U.), I, LXII²⁴¹.

Durand (Dom U.), III, 393.
 Durand (V.), II, 27¹⁶.
 Du Saillans, III, 376-377.
 Du Saillant (Major), II, 315.
 Dussieux (L.), I, 59¹.
 Du Tot, I, 182-183¹¹; III, 393.
 Du Trevou (Jésuite), I, 129, 162, 174, 177, 214.
 Duval (à Rouen), I, 164.
 Duvernet (Sieur), III, 340.
 Duywenworden, I, 335, 356, 407, 425, 492.
 Duywenworden (Amiral, frère du précédent), I, 407.
 Dynastie, I, LXIX, 5.

E

Économie politique, I, XXXIII.
 Economies, I, 130, 131, 201.
 Écosse [et Ecossais], I, LXXXIV, 256, 257, 258, 265, 284, 423; II, 307, 312, 324, 445; III, 332, 366.
 Écrouelles, III, 298, 306.
 Edit qui défend... I, IX¹².
 Efflat (Marquis d'), I, 27, 145²⁴, 150, 251, 254, 318, 329; II, 10, 15, 28, 33, 51, 80, 106, 171, 172, 173, 175, 177; (marquisat), III, 401.
 Egreteaud, I, LVIII²¹⁵.
 Egmont (Comte d'), II, 520.
 Elbe (Ile d'), I, 364; II, 18.
 Elbœuf, II, 402.
 Elbœuf (Prince d'), III, 231.
 Élection, I, x. x.
 Elisabeth Farnèse (Reine d'Espagne, mariée à Philippe V), I, 16, 230, 231, 235, 236, 238, 243, 336, 450, 453, 456, 458, 459, 461, 462, 478, 479, 483, 507, 511, 516, 520; II, 3, 18, 20, 73, 199, 235, 236, 237, 238, 262, 303, 318, 326, 369, 370, 376-377, 380-381; III, 49, 132, 134, 135, 137, 139, 141, 208, 210, 212, 213, 219, 221, 223, 232, 235, 236, 238, 254, 255.
 Elisabeth Romanof, III, 258.
 « Embarquement pour Cythère », III, 374.
 Emmanuel (Infant de Portugal), III, 301.
 Enfants-trouvés (Hôpital des), II, 401, 418.

Enquête des Intendants, I, XXII, XXIV, LIV-LVI.
 Enquêteurs de greniers à sel, I, L.
 Enseignement gratuit, II, 526.
 Entragues (Marquis d'), III, 376.
 « Entrées », I, 69.
 Épiscopat, I, XLIV.
 Epemon (Duc d'), II, 89.
 Epinoy (Prince d'), II, 520.
 Ernothon (M. d', Conseiller à Rennes), II, 335.
 Escalé (Rue de l'. à Marseille), III, 77, 78.
 Esclavelles (M. d', Lieutenant Colonel), III, 293.
 Espagne, I, LXXV, 22, 199, 237, 337, 380, 382, 388, 431, 439, 449, 450, 453, 454-455, 458, 459, 464, 467, 472, 477, 478, 480, 482, 491, 492, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 508, 509, 512, 514, 516, 521, 522; II, 3, 7, 11, 14, 15, 17, 18, 21, 45, 65, 73, 192, 196, 293, 301, 305, 309, 313, 314, 316, 317, 324, 342, 345, 352, 353, 365, 367, 416, 423, 425; III, 5, 31, 32, 37, 41, 48, 55, 129, 131, 137, 140, 141, 143, 145, 148, 156, 161, 164, 223, 249, 253, 261, 332, 393.
 Escorial, I, 467; II, 198-328; III, 134, 213.
 Espinoy (M^{lle}), II, 429.
 Esplanade (à Marseille), III, 86.
 Essayeurs de fromages, I, 186.
 Esslinger (A.) I, 183¹⁸.
 Estaing (M. d'), III, 315.

Estelle (Échevin à Marseille), III, 78-79, 84, 86.
 Esthonie, II, 56, 166.
 Estrée (P. d'), I, LIX²²², 446¹²⁷.
 Estrées (Abbé d'), I, 149; II, 52, 64;
 Estrées (Duc d'), II, 55, 82, 172.
 Estrées (Maréchal d'), I, 149, 151, 426; II, 15, 53, 59, 117, 123, 173, 177, 286, 451; III, 7, 71, 215, 301, 311, 314, 317, 408.
 Estrées (Maréchale d'), III, 295.
 Estampes, I, LXI, III, 317.
 Etats des dépenses... II, 61.
 Etats de Bretagne, II, 130-133, 155, 331, 336.

Etats de l'Eglise, III, 145.
 Etats du Languedoc, I, L; III, 336-338.
 Etats-Généraux, I, I, III-VI, X, XII, XV, XXXVI-XXXVIII, XXXIX, XL, LXIX, 14, 43, 154, 187, 519; II, 77¹²², 94, 95, 115, 116, 254, 257, 258, 348; III, 109.
 Etats provinciaux, I, IV.
 Eugène (Prince de Savoie Carignan), I, 272, 274, 505, 508, 509, 515.
 Eutrope, I, 322.
 Evreux, I, 204.
 Evreux (Comte d'), II, 225.
 Examen de Conscience..., I, XXV.
 Examen de Copscience... I, XXXIX¹¹⁶.

F

Fabre (A.), III, 89⁵¹.
 Fabroni (Cardinal) I, 163, 174, 175, 176.
 Faculté de théologie, (Paris), I, 161, 163, 165; II, 35, 48, 222; III, 12, 106, 116, (Poitiers), I, 107, II, 48; (Reims), I, 167; II, 34-48.
 Fagel (Secrétaire des Etats Généraux de Hollande), I, 271, 349²¹, 407, 416; II, 231.
 Fagon (Médecin du Roi), I, 34, 35, 36, 38, 40, 41, 45, 46, 47, 48, 49, 51, 56, 64, 77, 83, 88-91.
 Fagon (Conseiller d'Etat), I, 150, 308; II, 104, 106, 159, 166, 277.
 Fainéants (Porte des), III, 86.
 Faisans (Ile des), III, 237, 238.
 Falconnet, I, 40.
 Fallary (Duchesse de), III, 399, 439-440.
 Follebray, III, 337.
 Falmouth, II, 368.
 Faouët (Le), II, 340, 348.
 Fare (La, Grand Vicair à Reims), II, 111, 112.
 Farnèse (François, duc de Parme), I, LXXXIII, 236, 274, 450, 452, 459-460, 463, 464, 468, 469, 470, 473, 475, 493, 501, 512, 514, 515, 516; II, 8, 192, 295, 369, 373, 374; III, 131, 132, 136, 137, 139, 144, 149, 150, 151, 155, 182, 185, 252, 254.
 Faugère (Pr.), I, XXXIV⁹³.
 Faure (femme), III, 363.
 Faux-sauvage, I, 194.

Favier (P.), III, 274⁶⁶.
 Feillet (A.), I, XLVII¹⁴⁴; II, 215⁴³.
 Félibien (Dom M.) III, 392.
 Felipe (Don. Infant d'Espagne), III, 232, 236.
 Fénelon, I, XXII, XXXIII-XXXVII, XXXIV, XXXV, XXXVIII, XLIII, LIV, LX, 151, 158, 322, 323, 327; II, 76, 496, 497, 505; III, 64, 366, 387.
 Fénelon (Négociant), II, 105.
 Ferdinando. (Don. Infant d'Espagne), III, 208, 232, 236.
 Ferme générale, II, 393, (du tabac); II, 121.
 Ferraud (Conseiller au Parlement), I, 150; III, 312.
 Ferrol (Le), I, 455, 457.
 Ferronnerie (Rue de la), III, 245.
 Feuillants, II, 487; III, 106.
 Feuquières (Marquise de), III, 418.
 Feuret de Fontette, I, 60⁴, 77¹²⁴.
 Feydeau de Brou (Intendant de Bretagne), II, 130, 131, 132, 344; III, 102, 103.
 Feydeau de Calendes (Conseiller au Parlement), II, 189.
 Fieubet (Maître des requêtes), I, 150.
 Figueroa (Don Fern.), II, 266, 267.
 Filatures, III, 337.
 Fillet, (J. Pêcheur), III, 88.
 Fillion (Mme, Couturière), I, 491.
 Fillion (Entremetteuse), II, 263.
 Filon (A.), I, 266.
 Filon (Ch.), I, 432⁴⁸.
 Fimarcon (M. de), II, 328.

- Finances, I, 181.
 Finistère (Cap), II, 312.
 Finlande, III, 25, 56, 60, 165, 166.
 Fismes, III, 299, 307.
 Flamands, I, 371; II, 399.
 Flamare (M. de), III, 371¹.
 Flammermont (J.), II, 55²⁵.
 Flandre, I, XLVIII, LVII, 196, 433, 495;
 II, 18, 304, 324; III, 332.
 Flèche, II, 473.
 Fléchier, I, LX, 372; II, 506.
 Fleming (Ministre de Saxe à Londres),
 III, 57.
 Fleury (Cl. Confesseur du Roi), I, xxiv⁷²,
 II, 505, 507; III, 255, 270, 392, 421, 436.
 Fleury (H., ancien évêque de Fréjus,
 Précepteur du Roi), I, xxxiv, LXVIII, 114;
 II, 71, 492, 496, 497, 505, 507; III, 203,
 214, 215, 218, 221, 269, 277, 280, 282,
 284, 289, 389, 403, 409, 411, 435-436.
 Fleury, III, 350⁹¹.
 Florence, I, 500; II, 100, III, 252.
 Floride, III, 159.
 Foix (V.), III, 363³³.
 Folard (Chevalier de), II, 260, 326.
 Fonds secrets, I, 182.
 Fontainebleau, I, I, 41, 80, 151, 158,
 438.
 Fontanieu (M. de, Directeur du garde-
 meuble), II, 165, 166, 169.
 Fontarabie, II, 305, 309, 320, 321, 322,
 325, 345, 381; III, 47.
 Fontbrune-Berbineau (G.), III, 311.
 Fontenay, I, 205.
 Fontenelle, 205⁹², 329, 381; II, 285,
 286; III, 154, 283, 380, 381, 392, 406,
 422.
 Fonville (M. de), II, 429.
 For l'Evêque, I, 129; III, 337.
 Forbin (M. de), II, 260.
 Forbin-Janson (Toussaint, Archevêque
 d'Arles), I, 168, 172; III, 97⁷⁶, 116.
 Forbonnais, I, 182⁹; II, 438, 442, 445,
 479.
 Forçats, II, 85, 87, 100.
 Forez, III, 348.
 Forges, I, 47.
 Forterre (A.), I, LVIII²¹⁵.
 Fortia (M. de, Conseiller d'Etat), I,
 100²⁶.
 Fortia de Piles (Marquis de, Gouverneur-
 viguier de Marseille), III, 79, 88, 100.
 Fortifications, I, 182.
 Fort-Louis, I, 263.
 Fort-Saint-Jean (à Marseille), III, 89.
 Foubert (Directeur de la Monnaie), II,
 148.
 Foucault (M. de), I, XLVIII¹⁵¹ — (P); II,
 429.
 Foucault de Magny, II, 248, 249; III,
 129, 235.
 Fourqueux (M. de), I, 299, 302, 308; II,
 142.
 Franca Villa, II, 369.
 France, I, 23, 25, 180, 237, 248, 262, 280,
 290, 335, 336, 367, 371, 383, 387, 388,
 393, 394, 399, 400, 404, 407, 408, 411,
 428, 431, 442, 444, 453, 455, 462, 466,
 473, 478, 494, 499, 508, 509, 511, 522; II,
 3, 7, 8, 13, 14, 16, 17, 19, 21, 25, 36, 48,
 146, 193, 195, 222, 226, 228, 230, 232,
 239, 241, 283, 290, 301, 302, 312, 313,
 323, 324, 367, 404, 411, 425, 446, 483,
 484, 525, 526; III, 5, 26, 27, 36, 39, 41,
 48, 56, 129, 131, 137, 140, 141, 143, 145,
 147, 148, 150, 156, 161, 164, 166, 177,
 240, 249, 253, 257, 259, 260, 261, 330,
 341, 380, 429.
 France (Ile de), I, 189; III, 350.
 Franc-Maçonnerie, III, 365, 366.
 Frances, I, VI, IX, X.
 Franc-Salé, III, 162.
 Franche-Comté, II, 490; III, 332.
 Franklin (A.), I, 100²⁸.
 Frédéric (Prince de Hesse), II, 299.
 Frédéric I (Roi de Suède), III, 165.
 Frédéric IV (Roi de Danemark), I, 247,
 364, 384, 385, 439; III, 36.
 Frédéric-Guillaume I^{er} (Roi de Prusse),
 I, 429, 431, 439, 440, 444, 446, 447,
 466, 474, 485; III, 29, 30, 31, 32, 37, 59.
 Fréjus, II, 382.
 Frère (H.), I, 38²³.
 Freret, I, XI, III, 392.
 Fresnay (Le), III, 334.
 Fresne (Terre du Chancelier Dagues-
 seau), II, 48, 142; III, 61, 120, 266, 267,
 396.
 Fresnes-sous-Condé, III, 337.
 Frison (Coiffeur), III, 372.
 Fromentin (E.), I, 269¹.
 Fronde, I, IX, X; II, 216; III, 295, 356.
 Funck-Brentano (Fr.), I, LXXIV²⁷²; II,
 324⁵⁷.
 Funérailles, Louis XIV, I, 134-136.
 Fyot (E.), I, 100²⁸.

G

- Gabelle, I, 193.
 Gacé (Comtesse de), III, 330.
 Gadagne (Mme de, Pseudonyme de Du-
 bois), III, 15, 16, 17, 18, 19, 23; III, 262.
 Gaignières (Portefeuilles), II, 496.
 Gaillard (Jésuite), I, 174, 177; III, 271.
 Gaillon, II, 40; (porte de G.), I, 134.
 Galatz (Comte de, Ambassadeur impé-
 rial à Rome), II, 310.
 Galères, I, 182.
 Galerie de Coypel, II, 137, 163.
 Galerie des Glaces, I, 34, 43, 69.
 Galice, II, 312, 325.
 Galles (Prince de), I, 402, 403, 482, 488.
 Gallia Christiana, III, 392.
 Gallicanisme, I, VI, XV.
 Gand, I, 408.
 Ganges, I, 336.
 Garde des bancs, II, 81.
 Garde du tabac, I, LI.
 Garon (Sieur), III, 335.
 Garnisons, I, 182.
 Gasté (A.), III, 316²⁰.
 Gâtinais, I, LXI.
 Gaumont (M. de, Maître des requêtes),
 I, 100²⁶, 150; II, 105.
 Gaudard (Dom), III, 303, 304.
 Gautier (N.), I, LVIII²¹⁵.
 Gaudin (J. Pêcheur), III, 88.
 Gault (J.-B. Evêque de Manille), III, 21.
 Gavaudan (Chevalier de), III, 277.
 Gavot (Joaillier), II, 436.
 Gayot de Pitaval, II, 359¹⁵.
 Gazette d'Amsterdam, I, 56⁷⁸, 60¹.
 Gazette de France, 60¹; II, 53.
 Gazette de la Régence, I, LXXIX-LXXX,
 128⁸, 148, 164, 165, 170, 221, 280, 438,
 507; II, 30, 54, 90, 110, 153, 206, 288,
 314, 527; III, 356.
 Gazzola (Ministre de Parme), II, 373,
 374, 376; III, 143, 155.
 Gendron (Médecin), III, 137.
 Généralité, I, XVIII, 200.
 Geneviève (Châsse de sainte), III, 437.
 Gènes, I, 199, 501; II, 8, 100, 192, 402;
 III, 172.
 Genlis (Mme de), II, 496.
 Gens de lettres, I, XLIV-XLV.
 Gens de robe, I, 182.
 Gens du Roi, I, 115, 117, 119, 122, 124;
 II, 40, 42, 150, 153, 159.
 Genty (A.), III, 395.
 Georges I^{er} (Roi d'Angleterre et Duc
 de Hanovre), I, 20, 24, 26, 31, 130, 239,
 247, 248, 249, 250, 254, 256, 266, 274,
 275, 280, 286, 289, 292, 293, 334, 342,
 347, 351, 364, 368, 369, 371, 377, 378,
 379, 383, 384, 385, 386, 387, 392, 393,
 395, 399, 401, 402, 403, 411, 414, 415,
 416, 417, 422, 423, 424, 425, 427, 430,
 442, 443, 450, 458, 463, 464, 474, 482,
 483, 486, 488, 489, 491, 493, 498, 502,
 503, 504, 508, 511, 514, 517, 518; II, 1,
 4, 7, 8, 12, 17, 19-20, 21, 72, 74, 192,
 194, 196, 200, 202, 204, 226, 227, 228,
 229, 235, 236, 239, 242, 291, 296, 298,
 300, 301, 310, 311, 313, 324, 369, 373,
 404; III, 3, 5, 19, 20, 21, 25, 26, 27, 30,
 31, 32, 33, 35, 37, 41, 44, 45, 47, 57, 59,
 60, 65, 67, 141, 144, 145, 150, 155, 156,
 159, 165, 168, 178, 181, 220, 254, 256,
 258, 260, 361, 362, 409, 420, 429, 431.
 Gérin (Ch.), I, XVI⁶⁰.
 Gerson, I, II.
 Germont (Jésuite), I, 164.
 Gertruydenberg, I, 148.
 Gesvres (Léon Potier de, Archevêque
 de Bourges, Cardinal), I, 162; II, 35;
 III, 16, 24, 137, 188, 301.
 Gesvres, Duc de), I, 61; II, 88.
 Gévaudan, III, 98, 323, 334, 342.
 Gibraltar, I, LXXIV²³, 500, 501, 511; II,
 196, 198, 236, 237, 323, 382; III, 41-49,
 128, 129, 130, 140, 142, 143, 144, 145,
 146, 147, 155, 156, 157, 158, 159.
 Gidal (G.), I, XXVI⁷⁸.
 Gilbert de Voisins (Greffier au Parle-
 ment), I, 15²⁸, 106⁴⁴, 107⁶⁸, 114⁷⁶, 150;
 II, 105.
 Gillot Cl.), III, 375.
 Gilly Député par le Conseil de com-
 merce), III, 349.
 Gilly Raffineur à Cette), III, 333.
 Girardin (Chevalier de), II, 297.
 Giraud, P. P., III, 763.
 Gisors, III, 321.
 Glaceries, III, 337.
 Germain (Recollet), III, 433, 424.

Glasson (E.), II, 80².
 Gluck (Teinturier), III, 334.
 Gobelins, I, 212, 437, 438, 446; II, 401; III, 333, 334.
 Godard (Ch.), I, XIX⁵⁷.
 Godeheu (Député par le Conseil du commerce), III, 349.
 Goehre (Rendez-vous de chasse), I, 401.
 Gortz (Secrétaire de Georges I^{er}), I, 334.
 Gourville, III, 393.
 Goëtz (Baron de, Ministre de Charles XII), I, 394, 423, 426²⁴, 427, 444, 450, 482, 483; II, 192, 292.
 Goislard (Conseiller au Parlement), I, 150.
 Golowkin (Envoyé du Tsar en Hollande), II, 192.
 Goncourt (E. et J. de), II, 484²; III, 292²⁵.
 Gonesse (Pain de), II, 459.
 Gontaut (M. de), I, 128.
 Gontaut (Abbé de), II, 49.
 Gorze, I, LI.
 Gottembourg, I, 423.
 Goujon (Intendant de M. de Belzunce), III, 79¹⁹.
 Gourdan (Simon), III, 107.
 Gourgues (Prince de), I, 317⁷.
 Gourmets sur les vins, I, 186.
 Gournay, III, 344.
 Graham (J. Murray), II, 76¹¹⁸.
 Gozzadini (Cardinal), III, 189.
 Gramont (Comte de), I, 500.
 Gramont (Duc de), III, 275.
 Grand'Chambre, I, 102, 119, 121, 124, 132, 157; II, 97, 168, 460; III, 312, 404, 407.
 Grand Conseil, II, 463; III, 116.
 « Grande Motte » (Cabaret), III, 325.
 Grange-Batelière (Rue de la), II, 185.
 Grands-Augustins, III, 311, 312, 419.
 « Grand Saint-Antoine », III, 75, 76, 96.
 Granville, I, LVI.
 Grandvilliers, I, LIV.
 Granelmi (Prêtre du diocèse de Grasse), III, 79.
 Grasse, II, 26; III, 79.
 Gravelines, I, 254, 265.
 Gravier (H.), II, 121.
 Grécourt (Abbé de), III, 356, 397.
 Greffiers des baptêmes, I, L, LI.

Greffiers des rôles, I, L.
 Greffiers des villes, I, L.
 Grégoire (à Marseille), III, 333.
 Grellet-Dumazeau (A.), I, 55⁷³.
 Grenoble (Ville et parlement), I, 195, 305; II, 37; III, 107, 108, 408.
 Greenwich, I, 247.
 Grenelle (Rue de), II, 451, 469.
 Grève (Place de), II, 520; III, 327, 328.
 Grèves, III, 318.
 Griffet (P.), I, 60¹.
 Grignan (Mme de), I, LVII.
 Grimaldi (Cardinal), I, 173.
 Grimaldo (Secrétaire d'Etat de Philippe V), I, LXXXII, 240, 242, 458; III, 138, 139, 146, 149, 153, 155, 162, 163, 209, 212, 219, 231, 233, 235, 255, 420.
 Grimaldo (Mme, femme du précédent), III, 219²².
 Grimm, II, 69.
 Grimoard (De, Général), I, 15⁵⁸, 440⁹⁸.
 Groësquer (De), II, 133, 145, 337, 338, 342, 348, 362.
 Groësquer (De, Abbé), II, 350, 362.
 Groningue, I, 272.
 « Gros manquant », I, 195.
 Grouchy (De), I, LXXVII²⁷⁰, 100²⁸, 435⁶⁸.
 Grout de Moutiers, II, 342.
 Gruet, I, 306, 310.
 Gualterio (Cardinal), II, 310; III, 110, 167, 168, 169, 170, 174, 182, 189, 194, 195, 205.
 Guéméné-sur-Scorff, II, 340, 353, 354.
 Guérande, II, 347.
 Guermande, en Bric, II, 401, 474.
 Guesche, II, 401.
 Guerlin (R.), III, 376¹².
 Guiche (Duc de), I, 54, 101, 149, 151, 209, 426; II, 54, 168, 170, 172, 175, 415; III, 311, 314.
 Guichen (De), I, 431⁴⁷.
 Guillaume III (Roi d'Angleterre), I, XX, 270, 323, 325, 343, 406; II, 401.
 Guinée, I, 201; II, 125; III, 350.
 Guipuzcoa, II, 326, 327; III, 142, 149.
 Guyenne, I, LVIII, 204; II, 113, 114, 283, 306, 399, 413.
 Guygner, II, 104.
 Gyllenborg (Envoyé de Suède), I, 423, 424, 427; II, 264.

H

Habacuc, II, 403.
 Habilité des bâtards, I, 4, 5.
 Habsbourg, III, 26, 139, 258.
 Haendel, III, 396.
 Hainaut, I, 196.
 Hallebosc, II, 401.
 Haller (L.-Ph.), III, 297⁴⁵.
 Hambourg, III, 31.
 Hampton, I, 487.
 Hampton-Court, I, 488, 489, 496; II, 3.
 Hanotaux (G.), v⁹, 2².
 Hanovre, I, 22, 215, 247, 337, 361, 363-389, 391, 392, 395, 396, 401, 404, 426, 427, 428, 430, 463, 464, 482; III, 25, 27, 28, 29, 33, 165, 258, 259, 260, 429.
 Harcourt (Duc d'), II, 89; III, 302.
 Harcourt (Maréchal d'), I, 108, 109, 149, 150, 152.
 Harcourt (Collège d'), II, 528.
 Hardouin (Jésuite), I, 164.
 Hardwick, I, LXXXIV.
 Harmonie de..., I, IX¹⁴.
 Harpe (Rue de la), II, 527.
 Harrisse (H.), III, 389⁴⁷.
 Haussenville (O. d'), I, XLII¹²⁰, 2².
 Hauterive, III, 351.
 Havane (La), II, 327, 422, 423, 424.
 Havre (Le), I, 250, 252, 253, 254, 284; III, 378.
 Heems (De), I, 292, 393.
 Heidelberg, I, 215.
 Heinrich (P.), II, 121¹¹⁷, 327¹²¹; III, 391⁴⁸.
 Heinsius (Ant., Grand-Pensionnaire de Hollande), I, 270, 271, 272, 278, 279, 281, 288, 289, 348, 349²¹, 371, 392, 393, 395, 403, 404, 407, 410, 417; II, 231, 429.
 Helvetius (Médecin), I, 40; III, 379.
 Helvoetshuis, I, 342.
 Hénault (Président), I, 140; III, 115⁴⁰, 116, 118-120, 420, 423, 424, 425.
 Hennebont, II, 347, 420.
 Hennem, II, 465.
 Henri III (Roi de France), I, 215.
 Henri IV (Roi de France), I, IV-V, XLVI, 30; II, 496; III, 520, 382, 383, 384.
 Henri VIII (Roi d'Angleterre), III, 356.
 « Henriade » (La), III, 384.
 Herbetie (M.), I, 39²⁸.

Hermitte (J. Pécheur), III, 88.
 Hermosel et Héquet, III, 341.
 Heusol (Ministre prussien), II, 105; III, 35.
 Heuzé (La, fille d'Opéra), , 218; II, 220.
 Hexaples, I, 163, 169.
 Hippeau (H.), I, 22⁸⁰.
 Hippocrate, III, 82.
 Histoire de la vie et du..., III, 324⁵⁷.
 Hiver de 1709, I, LVIII²¹⁵, LIX.
 Holendorf (M. de, Envoyé impérial à Paris), I, 380.
 Hollandais [et Hollandais], I, XXXVI, 22, 199, 202, 237, 256, 266, 269, 273, 275, 279, 280, 288, 290, 335, 338, 354, 367, 370, 371, 377, 387, 391, 392, 393, 395, 396, 399, 400, 404, 407, 408, 411, 413, 415, 423, 430, 431, 441, 442, 455, 458, 462, 467, 469, 473, 476, 478, 492, 496, 499, 507, 508; II, 3, 5, 7, 8, 17, 19-20, 164, 192, 230, 231, 244, 249, 293, 294, 295, 312, 353, 368, 369, 370, 373, 404, 481, 511, 523; III, 31, 32, 44, 65, 332, 394.
 Holstein, I, 384.
 Homère, III, 384.
 Honfleur, III, 345.
 Hop (M.), I, 407; III, 71.
 Hôpital des Renfermez, à Angers, II, 472.
 Hôpital-Général à Paris, II, 414, 418, 471; III, 312.
 Horloge (Quai de l'), I, 211.
 Horn (J.-E.), I, XXIV⁷⁵.
 Horn (M. de, Ministre de l'Empereur), III, 28.
 Horn (Comte de), II, 362, 442, 520-521.
 Horn (Prince de), II, 520.
 Hôtel de ville (de Paris), I, 181, 183, 184, 200; II, 129, 130, 141, 155, 386, 400.
 Hôtel de ville (de Marseille), III, 88.
 Hôtel-Dieu d'Angers, II, 472.
 Hôtel-Dieu de Marseille, III, 89.
 Hôtel-Dieu de Paris, II, 220, 401; III, 312, 335.
 Hotman (Fr.), I, IV, X.
 Houel (Mlle. Maîtresse du Régent), III, 434.

Housard (de Louis XV), I, 133, 139; II, 487, 488.
 Houssaye (A.), I, LXXIV²⁷².
 Houteville (Abbé), III, 407.
 Hoym (Ch. H. de), III, 57, 259, 285, 296.
 Hubert (Ordonnateur), II, 123, 124.
 Huchon (Cl., Prêtre, curé de Versailles), I, 41, 63, 77, 92.
 Huchet de la Bedoyère (Chevalier), II, 342.
 Hudson (Baie d'), I, 23; III, 352.
 Huet (Daniel, ancien évêque d'Avranches), III, 392.
 Hugonnier, II, 355.
 Hugues (E.), III, 363²⁹.

I

Iberville (M. d'. Ambassadeur à Londres), I, LXXII, 246, 250, 277, 284, 334, 366-369, 375-383, 402, 403, 506.
 Ibrahim-Pacha (Grand vizir), III, 316, 353.
 Igen (Ministre prussien), I, 444.
 Illec (La, Fille d'Opéra), I, 218.
 Illinois, II, 126.
 Impasse de Venise, II, 520.
 Impôts directs, I, 188.
 Impôts indirects, I, 193.
 Imprimerie du Cabinet, III, 293.
 Incendie du Petit-Pont, I, LXXVIII; II, 220-222.
 Inde, I, 201; II, 18, 103, 191, 198; III, 138, 166, 291, 307, 308, 323, 332.
 Indien du Roi, II, 488.
 Industrie, III, 331-354.
 « Inès de Castro », III, 421.
 Infaillibilité, II 49; III, 367.
 Infantado (Duc de l'), II, 263.
 Ingricé, III, 166.
 Innocent XIII (Cardinal Conti), III, 189, 191, 192, 194, 196, 198, 199, 202, 405-406, 420.
 Innsbrück, II, 229, 313.
 Inquisition, II, 48.

Humbert (Chimiste), III, 379.
 Huningue, I, 268; III, 320.
 Huxelles (Maréchal d'), I, LXXXII, 108, 149, 232, 252, 255, 283, 331, 338, 353, 357, 358, 369, 374, 376, 378, 379, 380, 381, 385, 386, 396, 398, 401, 407, 412, 428, 429, 430, 432, 441, 461, 466, 475, 477, 480, 481, 484, 485, 492, 493, 496, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 510, 512, 513, 516, 518, 519, 521, 522, 523; II, 1, 2, 5, 7, 8, 9, 10-16, 22, 28, 33, 35, 38, 39, 40, 41, 47, 48, 53, 64, 66, 68, 72, 73, 74, 75, 77, 172, 173, 177, 204, 205, 230, 269, 286; III, 196, 215, 275, 301, 321, 429.

Inspecteurs aux boissons, I, 194.
 Inspecteurs de veaux, I, 186.
 Instruction pastorale, I, 159; III, 12, 116.
 Instruction pastorale de..., II, 33⁴¹.
 Intendants, I, XIX, XXII, XXIV, L, 180³, 187, 202.
 Intendants des finances, I, 147, 187.
 Intendants du commerce, I, 147, 187.
 Invalides (Hôtel des), I, 111, 437; II, 495.
 Irlande [et Irlandais], I, 458; II, 300, 324; III, 332.
 Isabelle-Claire-Eugénie (Infante et Archiduchesse), II, 324.
 Isambert, I, 63².
 Issoudun, I, XVII.
 Issy, III, 284.
 Italie, I, XLVIII, LXXV, 22, 237, 274, 275, 363, 417, 439, 449, 453, 459, 464, 467, 470, 472, 475, 478, 494, 509, 515, 518; II, 18, 35, 193, 229, 235, 399, 517; III, 139, 205, 252, 253, 254, 334, 343, 393.
 Iung (H.), I, XVI⁵⁰.
 Ivresse, I, 214, 222.
 Ivry-sur-Seine, II, 401.

J

Jacca, II, 328.
 Jacobins, II, 29; (à Marseille), III, 87.
 Jacobites, I, 245, 247, 257, 263, 281, 283, 286, 332, 335, 377, 384, 413, 422-423, 487, 517; II, 194, 310; III, 230, 366.
 Jacquilot (De), II, 335.
 Jacquilot de la Motte, II, 343.
 Jacques II (Roi d'Angleterre), I, 209⁰.

Jacques III (voir Prétendant).
 Jaïre (Ile de), III, 76.
 J'ai vu..., I, 128⁴.
 Jansenius (Evêque d'Ypres), III, 373.
 Jansénisme [et Jansénistes], I, LXXVIII, 139, 157; II, 45, 219; III, 12, 199, 271, 321, 359, 366-368, 378, 384.
 Japon, III, 132, 307, 308.
 Jardin du Roy, I, 92, 437; II, 487.
 Jaugeurs, I, 194.
 Jaugeurs de vin, I, L.
 Jean IV (Roi du Portugal), II, 46.
 Jean V (Roi du Portugal), III, 196.
 Jeandel, III, 274⁶⁶.
 Jeanne d'Arc, I, III.
 Jeoffreville (M. de. Lieutenant-général), I, 114, 149; II, 306.
 Jérusalem, III, 353.
 Jésuites, I, LXXIX, LXXXI, 45, 84, 99, 129, 139, 161, 162, 163, 174, 175, 241, 259, 446, 461; II, 29, 30, 40, 43, 44, 45, 48, 142, 218-219, 222, 231, 274, 275, 302, 527; III, 12, 61, 84, 92, 268, 270, 356, 358, 368, 378, 384, 390.
 Jésus-Christ, II, 34.
 Jeu, I, 102; II, 521-522.
 Jobez (A.), I, 198⁵⁰; III, 363³².

Kaiserslautern, I, 268.
 Kaulek, I, 388¹⁰⁷.
 Kerauguen (De), II, 349, 352, 362.
 Kerberec (De), II, 349.
 Kerbleizac, près Quimperlé, II, 349.
 Kercadion en Taupont, II, 343.
 Kercadio (De, dit le Président de Rochefort), II, 342.
 Keredern, II, 344.
 Kergrois en Remungol, près Locminé, II, 340, 345, 347.

K

Joigny, I, 194.
 Joly (Cl.), I, x.
 Joly (Parlementaire sous la Fronde), II, 158, 216; III, 393.
 Joly de Fleury (Avocat-général), 100²⁶, 106, 114, 117, 121, 149, 151, 160¹⁵; II, 30, 34, 46, 106; III, 106, 313.
 Jonequier (S^r du), III, 339.
 Jourdain (Ch.), I, III⁴.
 Jourdan (A.), I, XXVIII⁴⁴.
 Journal des Scavans, III, 394; (de Trévoux), III, 394; (de Verdun), III, 394.
 Journal historique de, II, 131⁹.
 Judice (Cardinal del), I, 4, 13, 18⁷⁰, 227, 228, 231, 234, 236, 241, 454, 458; III, 21.
 Juifs, I, XLIX; II, 504; III, 369.
 Jullienne (S^r de. Teinturier), III, 334.
 Jurats, I, XVII.
 Jurés-crieurs, I, L.
 Jurés-gourmets, I, L.
 Jurés-mouleurs de bois, I, L.
 Jurés-vendeurs de sel à la petite mesure, I, L.
 Jurieu (Ministre du Saint Évangile), I, XIV⁴³, XX, XXI.
 Jussieu (MM. de. Botanistes), III, 379.

L

La Bergerie (Banquier), II, 401.
 La Billarderie (Lieutenant des gardes du corps), II, 276.
 La Borde (à Bayonne), III, 333.
 La Bourdonnaye (M. de. Intendant de Bordeaux), I, LXII²⁴².

La Broue (Evêque de Mirepoix), II, 27, 28, 31, 32, 34, 36, 48; III, 114.
 La Bruyère, I, XV⁴⁵; II, 506.
 La Coste (M. de), III, 380.
 Lacour-Gayet (G.), I, XXI⁶⁵; II, 59⁴³, 330¹⁴⁶.

La crise du Nord..., I, 426²⁶.
Lacroix (P.), I, 35⁵, 88²⁶³.
La Faye (Secrétaire de M. le Duc), II, 166.
Lafitau (J. Jésuite, ensuite évêque de Sisteron), I, LXXVIII, 174; II, 38, 39, 40, 41, 42, 274, 402; III, 4, 5, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 23, 24, 68, 69, 70, 119, 145, 167, 168, 170, 173, 174, 175, 176, 177, 180, 181, 182, 187, 188, 193, 194, 197, 199, 201, 202, 205, 420.
La Flèche, I, 163.
La Fontaine, I, LXXVII.
La Fresnaye (Chocolatier), I, 437.
La Gamie (Garçon de la chambre), I, 97.
La Garde (Payeur de rentes), I, 296.
La Grange-Chancel, II, 216, 510-512; III, 395.
La Haye, I, 248, 270, 341-361, 370, 378, 386, 387, 391, 393, 395, 396, 403, 404, 408, 415, 416, 418, 428, 465, 491, 506, II, 5, 21, 25, 231, 312, 371; III, 1.
La Haye (M. de), I, 218.
La Jonchère (M. de. Trésorier de l'Extraordinaire des guerres), II, 103; III, 295, 393, 413, 414, 415.
Lallemant (Jésuite), I, 164; III, 271.
La Lumia, I, 476²³.
La Marche (Comte de), II, 401, 429.
La Marck (Cte de. Ambassadeur à Stockholm), I, 444, 507; III, 28, 29, 31, 59.
Lambert (Aymard, Valet de chambre), II, 385.
Lambert (G.), III, 95.
Lambert (Président), II, 437.
Lamberty (G. de), I, 282²⁶.
Lambilly (De, Conseiller au Parlement de Rennes), II, 145, 335, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 347, 348, 351, 358, 362.
La Miche (Orfèvre), II, 397.
Lamoignon (Président Guilm. de), I, xiii, 137, 299, 308; II, 146, 150; III, 109, 284.
Lamoignon de Courson (Intendant de Guyenne), I, 193⁴¹, La Monnoye, III, 395.
Lamothe-Gadillac (Gouverneur de la Louisiane), II, 122, 123, 410.
Lampourdan, II, 329, 330.
Lancelot (Érudit), III, 407.
Landau, I, 268.
Landi (Abbé), II, 370, 374, 377, 131.
Landron (Président), II, 118.

Langeron (Bailli de), III, 88, 92, 99, 100.
Langle (F. de, évêque de Boulogne), II, 28, 31, 32, 34, 36-48; III, 114.
Langlois (orfèvre), II, 436.
Languedoc, I, LX, LXII, 190, 191, 326; II, 40, 214, 330; III, 98, 317, 321, 322, 333, 335, 337, 340, 362, 408.
Languet (H.), I, iv.
Languet de Gergy (Évêque de Soissons), I, 57⁸⁰, 59¹; III, 105, 112, 113, 299, 307, 406.
Langueyeurs de Cochons, I, 186.
Lalande (J.), III, 386.
Lannion (Comte de), II, 354.
Lanouée (Forêt de), II, 350.
Lanson (G.), III, 387⁴³.
Lantillac (M. de), III, 351, 352.
Lantivy du Coscro (De), II, 342, 362.
Laon, III, 438.
Lanvaux (Forêt de), II, 341, 354.
La Peyronie (Chirurgien), II, 429; III, 417, 422, 424.
La Rochelle, I, LVI, LVII; II, 387, 412, 419, 422, 438, 477; III, 333, 347, 350.
Lascaris (Comte), II, 191.
Laubepin (De), I, LXII.
Lassay (Marquis de), II, 401, 430.
Laugeois (Intendant à Montauban), I, 189³³.
Laura Piscatori (Nourrice d'Elisabeth Farnèse), I, 236, 453, 462; II, 326, 369, 376.
Laurentie (J.), III, 78¹⁵.
Lautrec (Marquis de), II, 429; III, 315.
Laval, I, LVI.
Laval (Comte de), II, 94, 250, 254, 255, 257, 258, 261, 265, 268, 280.
Lavallée (Th.), I, 57⁸⁰, 59¹.
La Vallière (Mlle de), III, 408.
Lavardin (M. de), I, 41.
Lavergne (L. de), II, 103¹⁶.
Lavisse (E.), I, xix⁸⁶.
La Vrillière (Marquis de, Secrétaire d'État), I, 138, 145, 147, 151, 223; II, 15, 32, 34, 139, 140, 169, 171, 177, 223, 224, 332, 337, 339, 446, 456, 493; III, 62, 115, 120, 122, 262, 266, 267, 301, 321, 410, 438.
Law (J.), I, XIX, LXXIX, LXXXIII; II, 23, 66, 67, 73, 74, 76, 99, 127, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 144, 147, 156, 158, 159, 162, 164, 206, 216, 246, 385, 387, 388-407, 409, 414-415, 427-458, 460, 462,

463, 464, 466, 468, 469, 473, 474, 475, 526; III, 7, 24, 49, 51, 60, 61-63, 73, 74, 90, 121, 128, 130, 167, 188, 264, 284, 319, 320, 337, 344, 345, 346, 357, 385, 392, 394, 416, 432.
Law (Femme et enfants de J.), II, 104, 466, 475.
Law (G.), I, 486.
Lawles (Patrick, devenu Patricio Lau- lès), I, LXXXIII; III, 31, 128, 129, 130, 131, 231, 253, 254.
Lazaret de Marseille, III, 77, 78, 82.
Leathes (M.), I, 416.
Le Blant (Claude, Secrétaire d'État), I, 21, 149, 223, 253; II, 67, 76, 104, 106, 205, 224, 223, 264, 265, 266, 267, 268, 270, 285, 325, 415, 456; III, 49, 55, 69, 119, 120, 121, 201, 289, 295, 296, 301, 320, 325, 368, 383, 410, 413-415, 416.
Le Blanc (H.), I, 437⁷³.
Le Bossu, II, 89.
Le Bourgo, I, LXXXIV²⁷⁰.
Le Bret (Intendant de Provence), I, XLVIII¹⁵⁰, LI¹⁶⁶, LVII²⁰¹; II, 476; III, 87.
Le Bret (Fils du précédent. Intendant en Béarn), I, LVII²⁰³.
Le Breton, III, 347.
Le Brun (A.-L., Compositeur), I, 128¹¹.
Le Brun (Ch., Peintre), III, 374, 375.
Le Brun (Empirique), I, 90.
Le Camus (Abbé), II, 253.
Lecestre, I, 100²⁸.
Leclercq (H.), I, XXI⁶⁷; III, 368⁴⁷.
Leclère (J.), III, 389.
Lecky (W. E.), I, 24⁸⁵.
Le Coigneux, I, xiii.
Le Couteux, II, 105.
Lectoure, II, 89.
Lède (Marquis de), I, 470; II, 196, 200, 327.
Ledouble, III, 298.
Le Dran, (Chef du dépôt des Affaires Étrangères), I, LXXX, LXXXI, LXXXII; III, 55, 288, 289.
Lefebvre (Ch. A.), III, 250.
Le Febvre de Fontenay, I, 36¹², 39²⁸, 591.
Legendre (Caisse), I, 197²⁰⁰, 207.
Le Gendre (Intendant à Montauban, à Tours), I, LVIII²⁰⁹; II, 480.
Le Gouvello de Kerentrec'h, II, 342, 362.
Le Grand (auteur dramatique), III, 325, 326.

Le Grand (Huissier au Châtelet), II, 36.
Lehoreau (R.), II, 471.
Lelong (Oratorien), III, 392.
Le Marchand (Cordelier), I, 307.
Lemazurier, III, 77¹⁰.
Le Men, III, 104.
Le Monnier (Sr), III, 334.
Lémontey (P.-E.), I, LXX²⁵⁹, LXXXIII, LXXXI, 454; II, 518⁴³; III, 77¹², 80²⁴, 162, 202, 378.
Lempereur, I, 304.
Le Nain (Magistrat), I, 125; II, 119.
Lenche (Place de, à Marseille), III, 77.
Lenclos (Mlle Ninon de), I, 317, 323.
Lenglet-Dufresnoy, I, 27⁹³.
Lenoir (Ecclesiastique), I, 162.
Lenormand (Financier), I, 302, 306, 309.
Léonard (Coiffeurs), III, 372.
Le Pelletier de la Houssaye (Conseiller d'État, contrôleur général), I, XLVIII¹⁴⁶, XLIX, 21, 37, 45, 150; II, 105, 474, 477; III, 90, 263.
Le Pelletier des Forts (Conseiller d'État), I, 150, 297, 308; II, 107, 168; III, 266, 284.
Le Pelletier de Souzy, I, 209.
Le Poupet (Imprimeur), III, 346.
Lerida, II, 378.
Lerma, III, 236, 238, 240.
Le Roi (J. A.), I, 70⁸⁷; III, 274⁶⁶.
Le Rouge (Syndic de Sorbonne), I, 165.
Leroux (A.), I, XIX⁵⁵.
Le Roy (A.), I, XVI⁵⁰.
Le Sage, III, 396.
Lescouët (Comte de), II, 342.
Lescouët (Chevalier), II, 342.
Lesdiguères (Connétable de), III, 266.
Lesdiguères (Hôtel de), I, 433, 435, 436.
Lescure (M. de), I, LXXVII²⁸; II, 216⁴⁶; III, 311¹³.
Lesly Général, III, 38.
Lepinay M. de, Gouverneur de la Louisiane), II, 123, 124, 410.
Les soupirs de..., I, XXI⁶⁶.
Lestang (Écuyer de Dubois), III, 423.
Le Tellier (Jésuite), I, 41, 42, 43, 47, 51, 53, 57, 60, 61, 63, 64, 65, 69, 70, 72, 78, 79, 81, 83, 84, 86, 91, 93, 94, 110, 114, 128, 129, 135, 139, 158, 161, 162, 163.
Le témoignage de..., II, 44⁸⁹.
Letierce (E.), III, 92.
Le Trosne (G. F.), I, 186²⁵.
Letters which passed..., I, 423¹⁰.

- Lettre à MM. des États..., II, 131⁵.
 Lettre d'avis..., I, 19¹⁷.
 Lettre de la Faculté..., II, 37⁶⁰.
 Lettre d'un chanoine..., III, 114³⁰.
 Lettre d'un ecclésiastique..., II, 213¹⁹.
 Lettre d'un Espagnol..., II, 92.
 Lettre d'un grand seigneur..., I, 35⁸.
 Lettre d'un théologien..., I, 169⁷⁰.
 Lettre d'un théologien catholique..., II, 37⁶⁰.
 Lettres de Filtz..., II, 249.
 Lettres persanes, III, 385-386.
 Levant, I, 468, 469; III, 332, 336, 339, 341.
 Levasseur (E.), I, 180²; II, 101⁷, 406⁴².
 Le Vayer, I, XLVIII¹⁵².
 Levieux (Joaillier), III, 175.
 Lévis (M. de), I, 149.
 Le Voyer de Boutigny, I, XVI⁵¹.
 Leyde, I, 400, 403, 404, 409.
 L'Hôpital (Michel de), II, 83.
 Libois (M. du), I, 433, 434⁶⁶; II, 268, 271, 279; III, 281.
 Liège, III, 332.
 Lieux-Saints, I, 146; III, 353.
 Lignol, II, 354.
 Ligue du Nord, I, 443-444; II, 261, 292, 310; III, 25, 31, 36.
 Lille, I, 21, 196, 267, 435; III, 333, 334.
 Lima, II, 422.
 Limoges, I, LI¹⁷⁰, LIII, LVI; III, 332.
 Limousin, I, LX.
 Linières (De, Jésuite, Confesseur du Roi), I, 174, 177; III, 270, 271, 300, 368.
 Lions (Forêt de), III, 337.
 Liria (Duc de), II, 307; III, 233.
 Lisbonne, III, 132.
 Lisieux, I, 204.
 Lit de justice, (2 septembre 1715), I, 116, 131, 136-138.
 Lit de justice, (26 août 1718), I, LXXVII, 153; II, 161, 187, 302.
 Liturgie mozarabe, III, 241.
 Livonie, III, 28, 29, 56, 166.
 Livourne, I, 500, 501, 502; II, 18; III, 75, 76.
 Livry (M. de), I, 38.
 Lobineau (Dom), II, 364; III, 392.
 Locke, III, 393.
 Locmariaker, II, 35.
 Logement des gens de guerre, I, LI.
 Loing (Canal du), II, 431.
 Loir, I, LYIII²¹⁵;
 Lombardie, I, 500.
 Lombards (Rue des), II, 396.
 Londres, I, XX, 246, 249, 253, 357, 365, 379, 385, 387, 393, 395, 400, 404, 414, 416, 474, 477, 480, 483, 487, 488, 491, 499, 505, 507, 521; II, 9, 11, 27, 65, 99, 131, 199, 201, 226, 233, 234, 238, 239, 404, 481; III, 53, 54, 57, 61, 140, 146, 148, 157, 254, 291, 380.
 Longepierre (M. de), I, 27, 241; III, 392.
 Longthuit, III, 372.
 Longueville, III, 321.
 Lons-le-Saulnier, I, LVIII²¹⁸.
 Lorette (Pères de, à Marseille), III, 86, 88.
 Lorient, II, 416.
 Lorges (Comte de), III, 230.
 Lorges (Duc de), III, 125.
 Lorges (Maréchal de), II, 429.
 Lorraine, I, 253, 413; II, 399, 437; III, 332, 341.
 Lorraine (Chevalier de), I, 318.
 Lorraine (Duc de), I, 246, 268, 281, 283; II, 146.
 Lorraine (Duchesse de, sœur du Régent), I, 222; II, 146; III, 301.
 Louis XI (Roi de France), I, III, IV; II, 496.
 Louis XII, I, III.
 Louis XIII, I, V, VIII, 14, 15, 131, 200; II, 77; III, 266.
 Louis XIV, I, IX, XI, XII, XIII, XIV, XV, XVI, XXII, XLII, LXIII-LXVI, 1-3, 4, 5, 6, 7, 16, 17, 28, 29, 32, 33-95, 98, 105, 117, 125, 127-128, 131, 134-136, 140, 150, 160, 179, 183, 208, 227, 322, 325, 354, 405, 406, 430, 466, 510; II, 21, 56, 63, 81, 82, 96, 206, 210, 219, 242, 284, 404, 481; III, 3, 26, 187, 213, 264, 289-320, 353; 374, 382, 384, 387.
 Louis XV, I, LXX, LXXIII, LXXXI, 3, 14, 15, 19, 49, 52, 66, 69-71, 76, 90, 92, 98, 102, 105, 107, 108, 123, 131, 136-138, 177, 208, 254, 347, 391, 416, 418, 424, 428, 435, 436, 446, 459, 463, 484, 493, 509; II, 17, 19-20, 21, 82, 83, 87, 130, 13, 161, 177, 178, 186, 218, 219, 224, 254, 266, 275, 287, 319, 369, 456, 483-507, 528; III, 62, 112, 128, 136, 145, 202, 203, 207, 210, 213, 214-218, 219, 220, 231, 245-247, 205, 266, 267, 271, 274, 280, 282, 287, 289, 292, 297, 299, 300-308, 317, 318, 324, 330, 341, 399, 400, 402-403, 404, 409, 425, 431, 436, 438.
 Louis XVI, I, LXXXIII.

- Louis-Antoine (de Porrentruy), III, 87⁴⁵.
 Louisiane, II, 121, 122, 123, 124, 125, 357, 390.
 388, 409-426; III, 132, 147, 148, 150, 350.
 Lourmais en Nivillac, II, 340, 347, 357.
 Louvigny (Duc de), II, 186; III, 294.
 Louville (Marquis de), I, LXXIV, LXXVI²⁷⁷, 240-242, 364, 382, 456, 460, 461; II, 64, 229, 380.
 Louvois, I, XXX, 408; II, 54; III, 331.
 Louvre, I, LXXV, 151, 177, 297, 433, 435; II, 30, 267, 274, 431, 456; III, 68, 245-247, 404.
 Loya (Don Blas de), II, 366, 381.
 Lozelière (M. de), III, 283.
 Lucay (De), II, 52¹⁰.
 Luçon, III, 438.
 Lulli (J. B.), III, 395.
 Lureau (R.), I, XXI⁶².
 Luxembourg, I, XLVIII.
 Luxembourg (Palais du), I, XXI, 210, 218, 220, 225; II, 486, 512; (Jardins) I, III, 374.
 Luxembourg (Duc de), II, 88.
 Luxembourg (Maréchal de), I, 322; II, 318.
 Luynes (Duc de), II, 88.
 Lyon [et Lyonnais], I, XLVIII, 195, 213; II, 34, 114, 215, 387, 396, 399, 438; III, 284, 329, 333, 334, 335, 340, 344, 348, 349, 378, 392, 395, 408.
 Mabillon (Dom J.), III, 393.
 Machault (M. de, Lieutenant de police), II, 142, 314, 417; III, 332, 334, 342.
 Maçon, I, LXII²³⁹.
 Madeleine (Cartouchien), III, 326.
 Madéran (G., Pilote), II, 358.
 Madrid, I, 237, 380, 381, 425, 458, 464, 465, 477, 480, 509, 510, 511, 516; II, 191, 230, 231, 313, 346, 351, 375, 377, 383; III, 47, 48, 55, 134, 137, 147, 148, 156, 157, 180, 181, 208, 212, 252, 253.
 Madrid (Parc et Château dits de), II, 135; II, 488.
 Maffei (Comte, Gouverneur de Palerme), II, 196, 201.
 Maguelonne, III, 98.
 Mahé (De, Receveur des tailles), I, LVIII¹¹².
 Mahon (Lord), I, LXXXIV, 250¹¹, 335⁷³.
 Mail (Grand jeu de, à Marseille), III, 86.
 Maillebois, I, 179.
 Mailly (Cardinal de, Archevêque de Reims), I, 101, 104; II, 26, 37, 82, 83; III, 16, 24, 70, 110-112, 113, 174, 188, 314.
 Maine, I, XIX; III, 321.
 Maine (Duc du, Bâtard légitimé), I, 4, 5, 6, 7, 16, 19, 41, 42, 44, 49, 51, 52, 61⁶, 62, 67, 71, 82, 88, 102, 103, 108, 109, 111, 113, 114, 116, 117, 118-123, 133, 136, 150, 151, 152, 157, 227, 436; II, 15, 54, 81, 91, 92, 95, 96, 162, 163, 164, 166, 168, 169, 170, 174, 175, 178, 183, 185, 186, 211, 251, 269, 273, 276, 280, 381; III, 296, 412.
 Maine (Duchesse du), I, 71; II, 82, 92, 93, 114, 187, 249-177, 337, 347, 363, 381; III, 296.
 Mainguy (Abbé), II, 47.
 Maintenon (Mme de), I, LX, LXI²³², LXIII, 1, 2, 7, 13, 16, 17, 27, 34, 35, 36, 38, 39, 40, 41, 43, 44, 46, 47, 48, 53, 56, 57-59¹, 62, 64, 65, 67, 68, 69, 75, 78, 79, 80, 81, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 93, 94, 155, 182, 207, 218, 221, 322, 438; II, 56, 110; III, 277.
 Mairan, III, 380, 392.
 Maison militaire du Roi, I, 182, 446.
 Maisons royales, I, 182.
 Maisons (Président de), I, 5, 7, 27, 42, 48, 50.
 Maisonnier (J.), III, 376.
 Maîtres des ports et pertuis, I, 186.
 Major (La, à Marseille), III, 90.
 Majorque, I, 471, 472, 473, 492.
 Maladie de Louis XIV (Dernière), I, 33-58.
 Malebranche, III, 392.
 Malestroit, II, 341, 344.
 Malézieu (M. de), II, 93, 250, 255, 258, 261, 276, 277, 280; III, 380.
 Malplaquet, I, 180, 248.
 Manche, II, 312.
 Mancini (Hortense), I, 324.
 Mandements épiscopaux, III, 84, 92, 310¹².
 Mandon (L.), I, LXXIV²⁷⁰.
 « Manon Lescant », III, 389-391.
 Manufactures, III, 331-354.

- Mantz (P.), III, 376¹⁰.
 Marais, II, 526.
 Marais (M., Avocat), I, xxiv⁷⁴, lxxvii²⁸¹, 102³⁹, 147; II, 44, 445, 450, 457, 464, 465, 469, 502; III, 61, 62, 115, 121, 190, 203, 266, 282, 283, 297, 309, 310, 315, 317, 328, 329, 356, 358, 364, 367, 371, 376, 380, 394, 419, 438.
 Marcel (P.), III, 374⁷.
 Marchand (Dom R.), I, 136.
 Marcieu (Chevalier de), II, 379, 428, 430; III, 408.
 Marcoul (Châsse de Saint), III, 299, 306.
 Mardyeck, I, 21, 28, 31, 43-83, 130, 255, 265, 266, 335, 348, 350, 353, 354, 357, 359, 364, 366, 369, 371, 372, 376, 377, 382, 385, 386, 387, 388, 393, 404, 408, 411, 412, 413, 416, 417; II, 121, 290; III, 52, 162.
 Mareschal (Chirurgien du Roi), I, 34, 35, 40, 44, 45, 46, 48, 51, 56, 69, 74, 77, 83, 90, 93, 97; II, 502; III, 441.
 Mareschal (G.), I, 29¹⁰⁶.
 Margry, II, 412¹³.
 Mari (Amiral espagnol), II, 101.
 Marie-Alacoque (Sainte), III, 109.
 Marie-Anne de Neubourg (Veuve de Charles II d'Espagne), III, 238.
 Marie-Clémentine Sobieska (Femme du Prétendant), II, 228, 229, 312-313; III, 9, 154, 175, 182.
 Marie d'Agréda (Religieuse espagnole), III, 229.
 Marie d'Este (Reine douairière d'Angleterre), I, 16, 174, 259; II, 214, 248.
 Marie-Émilie (Archiduchesse), III, 208.
 Marie-Louise (Femme de Charles II d'Espagne), III, 213.
 Marie-Louise-Gabrielle de Savoie (Femme de Philippe V), I, 4, 9, 16, 230, 240.
 Marillac (M. de, Intendant à Rouen), I, 11¹⁶⁷.
 Marinacia (Courtisane romaine), III, 197.
 Marie-Thérèse d'Autriche, III, 213, 233.
 Marine, I, 182.
 Marini (Comte), II, 293, 303, 314.
 Marion (M.), I, 182⁶, 204²², 466²¹.
 Malborough, I, 200, 272, 335, 380, 393.
 Marly, I, 1, 4, 6, 7, 13, 35, 80, 218, 438; II, 509; III, 295.
 Marmontel, I, lxxiii, lxxiv²⁷¹, 361², 601.
 Maroc, I, 146.
 Marot (P., Contrôleur de la monnaie), I, 312.
 Maroy, I, 317⁷.
 Marqueurs de chapeaux, I, 1.
 Marquigny (E.), III, 298⁵⁴.
 Marquise, II, 5.
 Marr (Comte de), I, 251, 253, 257, 263.
 Marsal, I, 268.
 Marseille, I, xlix, 87, 267; II, 25, 58, 199, 200, 382, 478; III, 75-93, 99, 100, 142, 333, 335, 338, 378, 392, 395, 417.
 Martène (Dom E.), I, lxxii²⁴¹, III, 393.
 Marthon (M. de), II, 429.
 Martignes, III, 335.
 Martin (J.), III, 363.
 Martin (M.), III, 95.
 Martin, III, 77¹⁰.
 Martinique, II, 122.
 Martinot (Jésuite), I, 174, 177.
 Mascara (Abbé), I, 60¹, 227.
 Mascaroon, II, 506.
 Mas-Latrie (L. de), I, x²².
 Massalska (Princesse Hélène), II, 515³⁵.
 Massei, III, 17.
 Massillon, II, 506; III, 67, 68, 113, 389.
 Masson (F.), I, 9³⁹.
 Masson (P. M.), III, 69³⁹.
 Mathan (Abbé de), III, 230.
 Matignon (M. de), I, 213; II, 429; III, 301.
 Maubert (Place), I, 137; III, 106.
 Maubeuge, I, 267.
 Maubile, II, 327.
 Maudave (De), I, lxxvi²⁷⁶.
 Maulde-la-Clavière (R. de), I, m².
 Maulevrier-Langeron (Marquis de), III, 132, 133, 134, 137, 138, 139, 140, 146, 147, 149, 153, 155, 159, 160, 162, 163, 164, 184, 195, 208, 209, 212, 213, 219, 222, 223, 230, 232, 233, 242, 243, 254.
 Maurel (J.), III, 95.
 Maurepas (De), II, 60, 223, 224; III, 301, 357, 395, 425, 438.
 Maurienne, I, lvi.
 Mauroy (Receveur des tailles), I, 311.
 Mazime d'Etat..., I, vii¹⁰.
 Mayeurs, I, xvii.
 Mazade (Ch. de), I, 451⁶, 516¹³.
 Mazarin (Cardinal), I, x, 365, 500; II, 216; III, 3, 262, 265, 285, 289, 405, 421.
 Mazarin (Duc de), II, 89, 521; III, 71.
 Mazarin (Hôtel de), II, 400, 445, 449, 450, 453.

- Mecklembourg, I, 364, 384, 395, 401, 427, 439, 442, 443; II, 299.
 Medavy (M. de), III, 408.
 Médecins, III, 81-99.
 Médecins-jurés, I, 1.
 Médicis, I, 450, 514, 515, 516; III, 252.
 Méditerranée, I, 274, 453, 457, 482, 488, 501, 502, 508, 513; II, 6, 192, 309; III, 20, 33.
 Mège (J.), III, 337.
 Mehemet-Effendi, II, 500; III, 98, 316-319, 353.
 Mellac (Hervieu de), II, 343, 345, 346, 350, 351, 360, 362, 365.
 Méliant (M. de), II, 429.
 Mellier (A.), II, 277¹³⁶.
 Melun, II, 403.
 Mémoire de..., I, xxiv⁷³.
 Mémoire de..., II, 102, 103.
 Mémoire du..., II, 77¹²³.
 Mémoire d'une..., I, 426²⁶.
 Mémoire fait par..., II, 87.
 Mémoire pour le..., I, 166⁵⁰.
 Mémoire pour rendre..., II, 68⁵⁸.
 Mémoire sur la..., I, xxxix¹¹⁸.
 Mémoire sur les..., II, 77¹²³.
 Ménagerie, I, 438.
 Ménars (M. le Président), I, 137.
 Menin, I, lxx²²³.
 Menguy (Abbé, Conseiller au Parlement), I, 113, 150; II, 457.
 Menil (Chevalier du), II, 270.
 Mercœur, II, 400.
 Mercure de France, II, 433.
 Mercure historique et politique, I, lxx²²⁰.
 Merval (S. de), III, 367⁴².
 Meslan, II, 348.
 Mesmes (H. de), I, vi.
 Mesme (Premier Président), I, lxxiii, 5, 15, 17, 29, 50, 100²⁵, 102, 104, 106, 113, 115, 118, 124, 125, 131, 132, 133, 137, 138, 160; II, 35, 40, 82, 83-84, 86-90, 92, 95, 96, 118, 129, 141, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 164, 168, 175, 176, 178, 182, 184, 189, 190, 216, 457, 460, 462; III, 115, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 312, 313, 314, 315, 436.
 Mesme (Bailli, Frère du précédent), II, 94.
 Mesnard (P.), I, xli¹²⁰.
 Messent fils et Cie, III, 341.
 Messine, II, 197, 199, 210, 327.
 Mesureurs de farines, I, 186.
 Mesureurs de grains, I, 186.
 Methuen (Convention de), I, 402.
 Methuen (M.), I, 356, 367, 377, 385, 392, 414.
 Metsch, I, 378.
 Metz, I, 11; II, 37; III, 107, 332, 369.
 Meudon, I, 438; II, 513; III, 414, 418, 420, 422, 425.
 Meulan, I, 194.
 Meuse (Marquis de), II, 429.
 Meute (La, ou la Muette), II, 487, 495, 499, 502, 504, 512, 513; III, 294.
 Mexique, I, 450, 464; II, 123-124, 126, 318, 367.
 Mézerai, I, x.
 Mezières (Marquis de), II, 415, 451.
 Mianne (M. de, Lieutenant de Roi), II, 353-355.
 Michel (Saint, de Castres), III, 91.
 Michel (Sr), III, 335.
 Michelet (J.), I, xlvii¹⁴³, lxxiv²⁷²; III, 389.
 Milanais, I, 22, 266, 267, 274, 450, 458, 466, 478; II, 18, 20, 191, 310; III, 136.
 Miles de Dormans, I, n.
 Milhe et Cie, III, 341.
 Mille (Ananin), II, 520.
 Millet (J.), III, 363.
 Milley (Jésuite), III, 84.
 Millin, I, 132; II, 167.
 Millot (Abbé), I, lxxv, 150¹⁶⁷.
 Milon (Louis, Evêque de Condom), II, 37.
 Miotte, I, 301.
 « Miquelets », II, 327, 379.
 Mira (Chevalier de), II, 264, 265.
 Mirabeau (Comte de), II, 511.
 Mirabeau (Marquis de), II, 475.
 Miramionnes, II, 220.
 Mirepoix (Marquis de), III, 369.
 Miromenil (M. de, Intendant à Tours), I, 1.
 Miron, I, vi.
 Misère, I, xxxix, xlix-lxvi, 202; II, 478; III, 309-310.
 Mississippi, II, 121, 122, 123, 159, 344, 391, 413, 414, 415, 416, 419, 421, 422, 426; III, 77, 389, 393.
 Mississipien, II, 398.
 Mitry (Saudrier de), III, 413.
 M. L. M. D. M., I, 100²⁶, 127¹, 135⁵².
 Mocenigo, I, 469.
 Mode, I, 29; III, 372.
 Modène, II, 516, 518; III, 145.
 Modène (Prince de), II, 516.

- Moër (Étang de), I, 382, 386.
 Molac, II, 344.
 Molé (M.), II, 83.
 Molière, I, 2; III, 379.
 Molina, III, 373.
 Molinès, I, 466-467, 469.
 Molinier (A.), III, 376¹³.
 Molle (Ch.), I v⁸.
 Monaco (Prince de), II, 382.
 Monceaux, II, 509.
 Mondebise (Abbé de), II, 49.
 Moniteur officiel, II, 70.
 Monnaie, I, 212, 301; II, 110, 144, 148.
 Monnaies altérées et réformées, I, 197;
 II, 147, 405, 435-436.
 Monnier (Fr.), I, LXXIX²⁵⁷.
 Monopole, III, 339.
 Monsieur (Frère de Louis XIV), I, 214,
 215, 216, 220, 315, 324, 326.
 Monst (E.), I, LVIII²¹⁵.
 Montague (Duchesse de), III, 419.
 Montague (Lady), III, 379-380.
 Montaran (Michau de. Trésorier des États
 de Bretagne), II, 130-132, 333, 342, 358.
 Montargis, II, 270, 459, 517.
 Montauban, I, LIV, LVIII, 190; II, 114;
 III, 334, 362.
 Montauban (M. de), II, 429.
 Montauban (Mlle de), II, 277.
 Montchevreuil (Abbé de), III, 184.
 Montéleon (Ambassadeur d'Espagne à
 Londres), I, 234, 238, 335; II, 238, 242.
 Montéleon (Fils du précédent), III, 264,
 271.
 Montellano (Duchesse de), III, 238,
 239.
 Montereau, III, 340.
 Montespan (Mme de), I, 100²⁸; II, 92.
 Montesquieu, I, 183, 324; II, 398, 436;
 III, 385, 386, 388.
 Montesquieu (Baron de), I, 183¹⁵.
 Montesquiou (Maréchal de), II, 130, 131,
 132, 134, 331-337, 347, 348, 351, 358,
 359, 361, 363, 416.
 Montfaucon (Dom B. de), III, 392, 393.
 Montfermeil, I, 10; II, 398.
 Montferrat, I, 266, 267, 464; II, 18.
 Montgeron (M. de. Intendant de Berry),
 I, LVIII²¹¹.
 Monti (M. de), I, 476, 477, 496.
 Montlouis (De), II, 329, 344, 346, 348,
 349, 352, 355, 360, 362, 363.
 Montmartre (Porte) II, 401.
 Montmort (Abbé), II, 49.
 Montoire, III, 321.
 Montpellier, II, 382; III, 83, 84, 98, 99,
 336, 364.
 Montpensier (Mlle de. Fille de Gaston
 d'Orléans), III, 393.
 Montpensier (Mlle de. Fille du Régent,
 Reine d'Espagne), II, 304; III, 208, 209,
 210, 219, 221, 224, 230, 231, 232, 236,
 237, 241, 326.
 Montreuil, III, 292.
 Montrival (Marquis et marquise de), II,
 214.
 Mont-Saint-Michel, III, 358.
 Montucla (De), I, LXXXI.
 Montyon (A. de), I, 180³.
 Morand (Anatomiste), III, 379.
 Moras, II, 105.
 Moreau (C.), I, IX^{13 17}.
 Moreau, de La Rochelle, III, 333.
 Morice (Huissier), I, 177.
 Morin (L.), I, n¹.
 Morlaix, I, XLIX.
 Morna, II, 88.
 Mornay de Montchevreuil, III, 377.
 Mornay (Abbé de. Ambassadeur, arche-
 vêque de Besançon), III, 132, 133, 134,
 136, 137, 139, 145, 146, 147, 151, 153,
 218, 219.
 Mort de Louis XIV, I, 59-85.
 Mortemart (Duc de), I, 135.
 Morville (M. de), I, 507; II, 230, 231;
 III, 249, 250, 252, 412, 425, 438.
 Motte (Chevalier de la), II, 407.
 Motte (M. de la), III, 420, 421.
 Motteville (Mme de), II, 158, 216; III,
 393.
 « Mouches », I, 342; III, 327.
 Moulins, I, LII.
 Moustache (Ordre de la), II, 501; III,
 294.
 Moustiès (Echevin à Marseille), III, 78,
 79, 84, 88, 100.
 Müga, II, 329.
 Muhammed Riza, I, 39.
 « Multipliant », III, 364.
 Münster (Duchesse de), I, 491.
 Murette (Curé), I, 168.
 Musset (A. de), III, 389, 390.

N

- Naigeon, III, 386.
 Namur, I, 213; II, 398.
 Nancré (M. de), I, 381, 484, 486, 487,
 492, 493, 495, 496, 501, 507, 510, 511,
 513, 514, 516, 520, 522; II, 7, 65, 73,
 159, 193, 198, 231, 234, 235, 236, 237,
 295, 304.
 Nangis (M. de), II, 429.
 Nantes, I, XLIX, LVIII²¹³; II, 26, 37,
 333, 347, 351, 364-420; III, 106, 333,
 378.
 Nanthia (M. de), II, 397.
 Naples, I, 22, 273, 450, 458, 467, 470,
 501; II, 8, 18, 191, 193, 194, 200, 317;
 III, 136, (Archives), I, LXXXIII.
 Narbonne, I, LVIII²¹⁸; II, 382.
 Narbonne (P.), III, 349⁷⁵.
 Nassigny (Président), III, 117.
 Natchez, II, 410.
 Navanais, II, 327.
 Negrel (P.), III, 88.
 Nemours, II, 517.
 Nesle (Marquis de), I, 434; III, 295.
 Nesle (Marquise de), II, 521.
 Nettuno, II, 310.
 Neuf-Brisach, I, 268.
 Neuve-des-Petits-Champs (Rue), II, 248,
 262, 266, 274, 400.
 Néva (La), I, 431.
 Neuville (Alph. de), III, 375.
 Neuville-en-Lyonnais, III, 335.
 Nevers, I, II; II, 26, 517.
 Nevers (Duc de), III, 227.
 Nevers (Hôtel de), II, 394, 400; III, 392.
 Newcastle, I, 251.
 Newgate, III, 380.
 Nicole, I, XI²⁶.
 Nicaise (A.), I, 303⁵⁰.
 Nicolas (Banque de), II, 111.
 Nicolas de Tolentino (Saint), II, 220.
 Nicolay (M. de), II, 217⁵¹.
 Nigon (Avocat), II, 521.
 Nimègue, III, 149.
 Nîmes, II, 382; III, 336.
 Niordiais, III, 347.
 Niort, I, 205; III, 335.
 Nivernais, I, LXI; III, 337.
 Noailles (Louis-Antoine, Cardinal, arche-
 vêque de Paris), I, LXXIX, 77, 78, 99, 129,
 148, 151, 157, 159, 160, 161, 163, 164,
 165, 166, 170, 171, 172, 174, 176, 177,
 210, 426; II, 25, 26, 27, 28, 29, 31, 33,
 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 45, 48, 49,
 141, 205, 210, 221, 222, 274, 302, 512,
 514; III, 7, 11, 12, 13, 14, 15, 67, 105,
 106, 107, 113, 114, 117, 118, 121, 174,
 179, 188, 196, 269, 270, 271, 310, 360,
 368, 404, 408.
 Noailles (Duc de), I, LXXV, 5, 27, 42,
 45, 54, 55, 65⁸⁷, 79, 99, 100, 125, 141,
 148, 150, 151, 152, 155-156, 179, 182, 183,
 184, 186, 199, 200, 203, 211, 241, 304,
 308, 331, 382, 426, 496, 502; II, 15, 27,
 29, 33, 53, 54, 56, 72, 73, 89, 104, 106,
 107, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117,
 118, 135, 136, 138, 140, 171, 172, 173,
 501; III, 247, 264, 265, 266, 269, 275,
 284, 312, 314, 318, 321, 344, 369, 370,
 408, 412, 431, 432.
 Noailles, (Jean-Baptiste, Louis, Gaston
 de, Evêque de Châlons), I, 139; II, 28, 37.
 Noblence, I, I, V, VI, VII, XVI, XVII, XXXV,
 XXXVI, XLIV, 182, 194; II, 207, 339, 352,
 364; III, 314, 378, 386.
 Nocé (M. de), I, 27, 256, 381, 397, 408,
 484, 492, 495, 506, 513, 519, 522; II,
 3, 6, 9, 10, 66, 67, 73, 75, 219; III, 1,
 66, 270, 272, 408, 422, 426, 431.
 Noëdic près Sarzeau, II, 351.
 Nogent-sur-Coucy, III, 405.
 Nointel (M. de), I, 435; II, 168; III,
 332, 333.
 Nonancourt, I, 261, 263.
 Nord (Puissances et Affaires du), I, 430,
 431, 432, 446, 485, 496, 499, 508, 518;
 II, 14, 192, 195, 198, 243, 298, 299, 301,
 310; III, 26, 36, 58, 165, 259.
 Normandie, I, XVIII, LII, 164, 258, 262;
 II, 311, 312, 313, 399; III, 100, 272, 321,
 324, 332, 371.
 Norris (Sir John, Amiral), I, 384, 385;
 III, 33, 38.
 Norvège, I, 427, 455.
 Notables (Assemblée de), I, VII.
 Notaires (Contrôle des actes des), II, 121;
 III, 401, 402, 427.
 Nouvel avis important..., I, LXI.
 Nouvellistes, III, 401.
 Notre-Dame d'Atocha, III, 236.
 Notre-Dame de la Garde, III, 89.

- Notre-Dame de Paris, III, 367; (parvis), I, 310; (pont), I, 137.
 Nouet (avocat), II, 47.
 Nouvelle-Orléans, II, 421, 422.
 Novion (M. de, Président), I, LXXIII, 102,

O

- Obrecht (Jurisconsulte), III, 207, 218.
 Observantius, III, 88.
 Observations sur la lettre, III, 114³⁰.
 Observatoire, I, 437; II, 487; III, 377.
 O'Connor (médecin), II, 361.
 Octrois, I, 195.
 OEil-de-Bœuf, I, 61¹⁰.
 Offices, I, 185.
 Officialité de Paris, II, 34-36, 40.
 Officiers de bailliage, I, L.
 Officiers de l'armée, I, 212.
 Officiers d'élection, I, L.
 Officiers de présidiaux, I, L.
 Officiers des bureaux de finance, I, L.
 Ohlau, en Silésie, II, 229.
 Oise (Marquis d'), II, 399.
 Oiseliens, I, 137.
 Oisivetés, I, XXXII.
 Olivet (Abbé), III, 407.
 Olivieri (Cardinal), I, 175.
 Olot, II, 330.
 Omont (H.), I, 70⁸⁷; III, 293³².
 Ongnyes (M. d', Grand bailli), I, 189³⁵.
 Onsen-Bray (M. Pajot d'), I, 15³⁸; III, 424.
 Onslow (Mylord), I, 489.
 Onzain, I, LX.
 Opéra, I, 210-213, 219, 437; II, 45, 219, 494, 512, 519; III, 307, 324, 378, 404.
 Oppendoort, III, 376.
 Orange, III, 98.
 Oratoriens, II, 29, 302, 506; III, 106, 108.
 Ordonnance de l', II, 37⁶⁰.
 Ordonnances de comptant, I, 182.
 Orfèvres (Quai des), I, 211; II, 176.
 Orléans, I, LV, LVII, LX, LXI; II, 34, 39, 210, 279, 387, 438, 473⁴¹; III, 244, 366, 395.
 Orléans (Rue d'), II, 469.
 Orléans (Branche et succession dans cette branche), I, LXXXII, 4, 19, 229, 324, 337, 367, 422, 432; II, 252; III, 26, 207, 429.
 Orléans (Philippe, Duc d', Régent de France, Premier ministre), I, XXIV, LXVII, LXVIII, LXXIX, LXXXIV, 9-13, 14, 16, 18, 19, 25-32, 41, 44, 48, 49, 51, 54, 55, 64, 66, 67, 68, 71, 75, 77, 80, 81, 82, 85, 88, 89, 92, 98, 99, 102, 103, 104, 106, 107, 108, 110, 113, 114, 115, 116, 119-126, 127, 128, 130, 133, 134, 136, 139, 140, 141, 142, 147, 150, 153, 157, 161, 163, 170, 171, 176, 181, 187, 199, 201, 203, 209, 210, 211, 214, 218, 221, 223-225, 227-243, 249, 251, 252, 255, 256, 258, 265, 277, 280, 282, 283, 284, 287, 291, 296, 307, 316-339, 341-361, 365-366, 369, 374, 376, 381, 382, 383, 386, 387, 388, 394, 397, 398, 400, 404, 408, 409, 410, 412, 416, 417, 418, 423, 429, 430, 432, 433, 435, 441, 443, 446, 450, 458, 460, 461, 463, 464, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 482, 483, 488, 492, 493-495, 496, 497, 498, 502, 503, 504, 505, 510, 511, 512, 514, 516, 518, 519, 520-521, 522-523; II, 1, 2, 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 16, 17, 22, 23, 26, 27, 28, 29-33, 35, 39, 41-42, 44-45, 46, 47, 48-49, 51-54, 63, 64, 66-67, 70-72, 74, 76, 77, 83, 85, 90, 94, 96, 101, 104, 107, 110, 115, 118, 119, 130, 135, 136, 137, 139, 140-146, 149, 154, 158, 162, 164-187, 190, 195, 196, 199, 201, 204, 210, 212, 219, 222, 223, 225, 228, 235, 239, 242, 245, 250, 252, 257, 258, 264, 265, 266, 268, 271, 274, 278, 283, 284, 285, 288, 296, 297, 298, 299, 300, 303, 304, 305, 308, 310, 313, 314, 323, 324, 325, 330, 333, 339, 370, 373, 386, 388, 398, 401, 407, 409, 427, 444, 445, 447, 452, 455, 456, 461, 463, 474, 475, 486, 488, 491, 499, 506, 509, 517, 522, 525; III, 1, 3, 6, 7, 8, 14, 18, 22, 25, 26, 31, 37, 39, 41, 43, 48, 49, 56, 60, 62-64, 65, 66, 69, 71, 72, 73, 77, 84, 90, 106, 109, 112, 116, 117, 119, 122, 128, 129, 132, 133, 137, 140, 153, 156, 159, 160, 161-162, 164, 172, 175, 177, 181, 189, 194-199, 202, 207, 210, 211, 213, 214-218, 222, 227, 231, 237, 244,

- 245, 252, 254, 256, 258, 261, 265, 266, 267, 269, 270, 271, 274, 279, 280, 281, 283, 285, 288, 289, 290, 292, 298, 302, 310, 311, 314, 317, 322, 324, 326, 334, 338, 345, 350, 355, 357, 358, 361, 363, 369, 377, 380, 381, 385, 392, 393, 396, 399, 400, 401, 404, 408, 409, 411, 412, 417, 421, 422, 423-426, 427-445.
 Orléans (Françoise-Marie de Bourbon, Légitimée, Duchesse d'Orléans, femme du Prédécent), I, 6²¹, 29, 68, 76¹²¹, 82, 88, 175, 209, 216, 223; II, 211-266, 273, 319; III, 204, 231, 244, 272, 400-408, 411, 413, 438.
 Orléans (Élisabeth-Charlotte de Bavière, duchesse d', Madame, mère du Régent), I, LIX, LX, LXXIX, 2, 3, 6, 15³⁸, 20⁷⁵, 42, 44, 68, 76, 116⁸⁰, 127, 130, 139, 174, 209, 215-217, 253, 318, 319, 322, 327, 330, 412, 490; II, 67, 146, 162, 187, 209, 212, 249, 290, 395, 484, 485, 486, 489, 497, 505, 512-514, 517, 520, 522, 525;
 III, 1, 110, 203, 204, 231, 244, 245, 262, 270, 272, 276, 300, 301, 359, 363, 370, 373, 378, 400, 401.
 Ormesson (Olivier d'), I, XIII³⁸.
 Ormesson (M. d', maître des requêtes), I, 150; II, 106; III, 289, 437.
 Ormond (Duc d'), I, LXXXIV, 249, 253, 254, 257; II, 285, 300, 311, 346, 366-367, 381.
 Oroux, I, 60¹.
 Csnabrück, I, 360.
 Ossone (Duc d'), III, 230, 231, 245.
 Ostermann, III, 260.
 Ottoboni (Cardinal), I, 174; III, 195.
 Oudenarde, I, 180.
 Ours (Rue aux), II, 396.
 Ouvriers, III, 342-346.
 Over-Yessel, I, 272.
 Oxenfoord-Castle, I, LXXXIV.
 Oxford (Comte d'), I, 249.
 Ozarzun, III, 238.

P

- P. (J.), III, 419¹²³.
 Paignon (Drapier), III, 333.
 Pajot (Juge), II, 354, 355.
 Pajot (Général), II, 62⁵⁶.
 Palais de Justice, I, 102, 132, 137, 211; III, 109, 111.
 Palais-Royal, I, 31, 100²⁶, 120, 129, 133, 148, 169, 175, 210, 211, 255, 265, 282, 317, 318, 381, 442, 497; II, 5, 9, 11, 23, 29, 31, 33, 65, 67, 72, 77, 104, 130, 137, 139, 159, 163, 165, 195, 205, 211, 297, 311, 386, 445, 447, 453, 456, 457, 486, 527; III, 4, 43, 55, 61, 62, 73, 113, 119, 121, 122, 128, 199, 208, 218, 222, 258, 324, 358, 376, 432.
 Palerme, II, 196.
 Pampelune, I, 457; II, 278, 322, 325, 326, 328.
 Panier (S'), III, 399.
 Papa (V.), II, 367⁶.
 Paparel (Traitant), I, 298, 304, 306.
 Papeterie, I, LVI.
 Papier-monnaie, II, 100.
 Parabère (Mme de), I, 224, 225, 306, 451; III, 72, 399.
 Paraguay, II, 218.
 Paris (sur la mort de Louis XIV), I, 28-29.
 Paris [et Parisiens], I, XLIX, LVI, LIX, LX, LXXXIII, 47, 89, 130, 148, 169, 202, 204, 213, 257, 296, 370, 372, 374, 379, 383, 396, 429, 432, 434, 436, 444, 465, 488, 497, 510, 521; II, 11, 16, 25, 34, 36, 39, 42, 49, 66, 73, 118, 162, 166, 167, 168, 199, 201, 214, 219, 287, 305, 320, 321, 353, 397, 399, 401, 413, 414, 417, 419, 426, 430, 449, 457, 461, 474, 487; III, 28, 53, 71, 98, 100, 147, 218, 243, 245, 247, 273, 274, 282, 293, 298, 312, 317, 332, 333, 356, 376, 378, 392-393, 414, 420, 427, 432.
 Pâris (Les quatre frères), I, 196, 197; II, 385, 437; III, 263, 289, 416.
 Pâris-Duverney, I, 196; II, 111⁵³, 412, 479; III, 90, 295, 378.
 Pâris (L.), I, LXXV²⁷³.
 Pargoire (J.), II, 35⁴⁹.
 Parlements, I, VII, VIII, X, XII, XIII, XIV, XV, XXXVI, L, LXIX, 6, 17, 50, 55, 102, 115-126, 132, 136, 139, 147, 149, 160, 168, 213; II, 25, 26, 37, 41, 44, 48, 49, 54, 77, 79-90, 99, 109, 113, 114, 117, 118, 129-159, 162-166, 175, 176, 187, 190, 191, 255, 259, 290, 302, 335, 386, 389, 443, 444, 446, 448, 452, 457, 458, 460,

461-468; III, 13, 105, 107, 108, 120-125, 287, 311-314, 346, 367, 371, 404, 412.
 Parme, I, 230, 238, 274, 336, 450, 451, 461, 462, 465, 467-472, 475, 478, 483, 484, 502, 503, 512, 514, 515, 516, 521, 522; II, 3, 18, 20, 196, 244, 294, 372; III, 3, 42, 45, 141, 142, 149, 170, 172, 254, 256, 400, 422.
 Parthenay, II, 89.
 Pasquier (F.), III, 350²¹.
 Pasquier (de Rouen), III, 333.
 Passage, II, 305, 309, 317, 319; III, 239.
 Passarini (Abbé), III, 203.
 Passaro, II, 191, 200, 228, 231, 240, 256, 261, 308, 310; III, 56.
 Passarowitz, I, 522; II, 195; III, 58, 136.
 Passy, II, 513; III, 337.
 « *Pastoralis officii* », II, 49; III, 10, 105.
 Patin (Guy), I, ix¹⁶.
 Patino (Amiral), II, 200.
 Patrizzi (Cardinal), I, 174.
 Pau, I, lvi; III, 334, 392.
 Paulet (Ecclesiastique), III, 269.
 Paultre (G.), I, 203²².
 Paulucci (Cardinal), II, 26, 39.
 Pavillon (Ordre du), II, 501; III, 294.
 Paysan, I, 191.
 Pays-Bas (Catholiques), I, 22, 274, 341, 450, 478; II, 18, 312, 323; III, 158, 159, 332.
 Peaule, II, 344, 345.
 Pecquet (Secrétaire du Conseil des Affaires Etrangères), I, lxxx, 149, 368, 378, 381, 382, 386, 397, 412, 529; II, 1, 2, 7, 8, 15, 22, 23, 72, 234, 267; III, 177, 180, 285, 415.
 Pelisson (J.), I, lvm²¹⁵.
 Pelletier (Quai), I, 137.
 Pendtenriedter, (M. de), I, 266, 463-465, 474, 478, 491, 492, 497, 499, 502, 510, 513, 518; II, 4, 6, 7, 11, 17, 22, 193, 229, 293; III, 19, 42, 44, 49, 55, 64, 65, 71, 128, 172, 178, 181, 252, 256, 257.
 Pennautier, III, 339.
 Penot (Huissier aux tailles), I, 304.
 Pensacola, II, 327, 423, 424; III, 134, 138, 142, 147, 162.
 Pensions, I, 182, 184; II, 429.
 Péréfixe (Hardouin), II, 497.
 Peralda, II, 329.
 Percy (L.), I, 4¹⁹, 140²³; II, 515²⁵.

Périgord, I, liv.
 Perkins (J.-B.), I, 266.
 Périgueux, I, 193⁴¹.
 Pérochel (Archidiacre), III, 367.
 Perone, I, 267.
 Péronne, II, 435.
 Perossier (C.), III, 359¹⁷.
 Pérossier (N.), I, lvm²¹⁵.
 Pérou, I, 450-464; II, 218.
 Péroux, III, 335.
 Perpignan, II, 308, 329, 380, 382, 413.
 Perrin et Poinat, III, 341.
 Perse, I, 39; III, 166, 354.
 Peste, III, 75-100, 323.
 Peterborough (Mylord), I, 475, 476, 493, 497, 513; II, 372, 373, 376; III, 52, 131, 142.
 Petersbourg, II, 279; III, 344.
 Peterwardein, I, 361, 363, 369, 469; III, 353.
 Petit-Bourg, I, 438.
 Petit-Châtelet, II, 220, 221.
 Petit de Montempuy (Chanoine), III, 356.
 Petit-Paris, III, 354.
 Petitpied (Théologien de Sorbonne), II, 47.
 Petit-Pont, I, 317⁷; II, 220-222.
 Petite Vérole, II, 219-220; III, 379-380.
 Peuchet, III, 346.
 Peuple, I, ii, xx, xxiii, xxxii, xlviii, 182.
 Pezé (Marquis de, Gentilhomme de la manche), II, 501.
 Pezenas, II, 382.
 Pezey (M. de, Colonel), II, 293.
 Phalsbourg, I, 268.
 Pharamond, II, 481.
 Philippe-Auguste, II, 396.
 Philippe II, (Roi d'Espagne), II, 324.
 Philippe IV (Roi d'Espagne), III, 233.
 Philippe V (Roi d'Espagne), I, lxxvi, 4, 8-9, 10, 16, 18, 19, 21, 23, 83, 155, 227-248, 250, 326, 327, 336, 384, 423, 424, 426, 450, 452, 453, 456, 458, 461, 462, 463-466, 468, 472-475, 478-479, 482, 484, 485, 493, 497, 499, 505, 508, 510-514, 517, 520, 522; II, 3, 4, 18, 19-20, 144, 191, 194, 196, 197, 198-199, 202, 227, 232, 234, 236, 237-239, 243, 244, 247, 252-254, 255, 258, 265, 266, 276, 285, 289, 291-293, 302, 303, 313, 314, 316, 318, 319, 322, 324, 325, 343, 345, 346.

360-362, 365, 369, 375-377, 379, 380-381, 383, 422; III, 9, 13, 26, 30, 33, 41, 42, 45, 49, 56, 66, 128, 129, 133-136, 138, 139, 142, 145, 146, 147, 149, 158-164, 185, 196, 208-213; 219, 221, 223, 231-233, 234, 236, 238, 240, 243, 249, 252, 253, 254, 267, 268, 270, 287, 422, 429.
 « *Philippiques* », II, 510, 525; III, 382.
 Picard (B.), III, 309².
 Picardie, I, liv, lvm, 194, 258; II, Pichatty de Croissainte, III, 79, 80²², 145, 246, 312, 345, 360, 366; III, 100, 332, 348.
 89.
 Pichon (N. R., Maître des comptes), II, 466²², 467, 469.
 Picot, I, 149¹⁰¹, 166⁴⁰.
 Picot (G.), I, v².
 Pierre I^{er} (Tsar de Russie), I, 364.
 384, 385, 401, 421-447, 474, 482, 507, 518; II, 194, 235, 299; III, 25-32, 37, 56, 58-60, 166, 257-260, 354.
 Pierre d'Ailly (Cardinal), I, ii.
 Pierre-en-Seize, II, 37, 218.
 Pinard (marchand), I, 164.
 Pio (Prince), II, 319.
 Pion, II, 105.
 Piot (S.), III, 77¹⁰.
 Piossens (Chevalier de), I, 315².
 Piré (M. de), II, 133, 335.
 Piscatori (Voir Laura).
 Pise, I, 500, 502; III, 252.
 Pitié (Hôpital de la), II, 418.
 Pitt, I, 422.
 Place d'Armes (à Versailles), I, 134.
 Place du Palais de Justice (à Marseille), III, 77.
 Place Royale, I, 437; II, 488, 526; III, 317.
 Plaisance, I, lxxxiii, 274, 336, 462, 465, 467, 478, 513, 521, 522; II, 18, 20; III, 3, 141, 149, 170, 172.
 Plans de gouvernement, I, xxv, xxxix.
 Planchéieurs, I, 186.
 Plantet, (Voir Kaulek).
 Plascaër, II, 344.
 Platania (Abbé), II, 369.
 Pléneuf (Berthelot de, Financier), I, 184, 295; II, 41; III, 60, 320.
 Pléneuf (Mme de), III, 323.
 Plessix (M. du, Conseiller au Parlement de Rennes), II, 335.
 Plombières, I, 246.
 Place van Amstel, III, 335.

Plonay, II, 348.
 Pluvault (M. de), I, 317⁷.
 Pocquet (B.), II, 131.
 Poirier (Médecin), I, 134.
 Poissy, II, 435.
 Poitiers, I, xlviii, II, 264, 272, 279; III, 214, 230, 317.
 Poitou, I, 204, 342, 360, 366; II, 43.
 Poli (Duc de), III, 197.
 Pclignac (Cardinal), I, 159; II, 68, 71-93, 249, 250, 255, 258, 261, 276, 277, 280; III, 188, 192, 301, 357, 380.
 Polignac (Marquis de), II, 94.
 Polignac (Marquis de), II, 521.
 Pologne, I, 364, 426, 430, 431, 439, 440, 443, 444; II, 82, 298, 299; III, 30, 35, 36, 57, 165, 258, 259.
 « *Polysynodie* », I, xli; II, 68-71; III, 388.
 Poméranie, III, 25, 28, 37.
 Pomereu (M. de), I, xlix¹⁶⁶.
 Pommereu (Exempt), I, 306.
 Pompadour (Marquis de), II, 248, 250, 254, 255, 257, 261, 265, 269, 280.
 Pomponne (Hôtel de), II, 401.
 Poncha (Mme de), II, 395.
 Pons (M. de), II, 94.
 Pont (M. de), I, 218.
 Pont-au-Change, I, 102.
 Pont-aux-Choux (Rue du), III, 324.
 Pontcallec (De), II, 340-364.
 Pontchartrain, II, 347.
 Pontchartrain (Chancelier de), I, 160; II, 58, 437.
 Pontchartrans (Secrétaire d'Etat, I, xxxiii, I, iii, 38, 43, 46, 84, 140, 145, 151, 307; II, 58, 59; III, 331, 351.
 Pontevedra, II, 329.
 Pont-l'Evêque, I, 189, 205.
 Pont-Neuf, I, 102, 162, 211, 488; II, 176.
 Pont-Royal, I, 301; II, 186.
 Pont-Tournant, I, 437.
 Pontoise, I, lvii; II, 458, 460, 461; III, 114, 115⁴⁰, 120-125, 128, 171, 367.
 Pope, III, 393.
 Popoli (Duc de), I, 240, 458, 467, 468.
 Porchéfontaine (Camp de), III, 292.
 Porée (Jésuite), II, 218.
 Portail (Président), 299, 308; II, 457.
 Port-à-l'Anglais, II, 97.
 Port-Louis, II, 351, 416, 420; III, 345.
 Port-Mahon, I, 23; II, 201, 323.
 Porte-Saint-Denis, I, 435; III, 376-377.

Portocarrero (Abbé de), II, 264, 271.
 Porto-Ferrajo, II, 18.
 Porto-Longone, II, 18.
 Port-Royal-des-Champs, II, 44.
 Portsmouth, II, 193, 312.
 312; III, 332.
 Portugal, I, 402; II, 19, 45, 46, 295,
 312; III, 332.
 Pot de la Roche (Ph.), I, m.
 Pots-de-vin, I, 147, 156, 374; II, 23;
 III, 13, 17, 169, 219.
 Poulbrière, III, 419¹²⁵.
 Poussin (N.), I, 342.
 Poyntz (S.), I, 356, 395.
 Pozzobuono, III, 142.
 Pré-aux-Clercs, II, 521.
 Prémontrés, II, 29; III, 106.
 Preston, I, 263.
 Prévost (Abbé), III, 386, 389-391.
 Prévost (G. A.), III, 372³.
 Prétendant (Le; Jacques Stuart, dit
 aussi Jacques III et le Chevalier de Saint-
 Georges), I, xxvi, 20, 24, 32, 42, 43,
 245, 249, 250, 251, 253-257, 258-262,
 264-265, 276, 280-286, 287, 291, 331,
 332, 335, 336, 344, 350, 356, 358, 359,
 366, 368, 393, 398, 399, 416, 417, 423,
 470-476, 517; II, 194, 195, 228, 229, 261,
 292, 310-311, 312, 313; III, 21, 26, 45,
 51, 57, 154, 167, 168, 169, 171, 173, 174,
 178, 180, 182, 190, 191, 195, 205, 366.
Preuves de la liberté..., I, 162²¹.
 Prié (Marquis de, Parrain de Louis XV),
 I, 380, 393, 398, 408, 409.
 Prié (Marquis de, Ambassadeur de
 l'Empereur), II, 429.

Prie (Marquise de, Maitresse de M. le
 Duc), II, 31, 451, 474; III, 285, 295,
 322, 372, 439.
 Prior (M.), I, 249.
Procès-verbal de la séance, II, 71⁸⁷.
 Procureurs des villes, I, L.
 Professione (G.), I, 451⁶.
 Projets de dixme, I, xxxii.
 Projet de taille tarifée, I, 203²².
 Projets de gouvernement, I, xl, xli¹²⁰,
 xlii.
Projects de rétablissement, I, lxiii²⁴⁷.
 Prondre (Traitant), I, 298.
 Protestants, I, xxxiii-xxxiv, xlv, xlix,
 325; II, 421; III, 334, 359-363.
Protestation de la Faculté, II, 37.
 Provana (Comte de), I, 476, 493; III,
 249.
 Provence, I, xvii, li, lvii, lxii, 196,
 267, 305; II, 37, 54, 345, 360, 517; III,
 75, 335.
 Proyard (S.), I, xxiv⁷⁹, xlii¹²⁵.
 Prudhomme (A.), III, 190¹⁴.
 Prusse, I, 364, 426, 431, 440, 443,
 444, 474, 482, 507; II, 235, 299; III, 25,
 27, 30, 31, 35, 36, 57, 165, 166, 258, 259.
 « Public Record Office », I, lxxxiv.
 Pucelle (Abbé), I, 100²⁸, 149; II, 47,
 457; III, 123, 134.
 Pulteney (M.), I, 449.
 Puycerda, II, 330.
 Puysegur (M. de), I, 149; II, 225.
 Puy-Vauban (M. de), II, 429.
 Pyrénées, II, 245, 283, 313, 329, 383;
 III, 149.

Q

Quadruple-Alliance, I, 474, 510, 519;
 II, 3, 6, 7, 12, 17, 19-20, 65, 196, 198,
 199, 227, 230, 240, 254, 256, 269, 293,
 294, 311, 316, 317, 368, 383; III, 19,
 20, 29, 31, 36, 42, 52, 55, 56, 128, 131,
 136, 151, 164, 181, 400.
 Quatre-Voleurs (Vinaigre dit des), III,
 85-86.
 Quesnel (Oratorien), I, 158, 163, 166.

Questembert, II, 344.
 Quimperlé, II, 344-347.
 Quincampoix (Rue), II, 396, 397, 401.
 407, 442, 450, 451, 518; III 189.
 Quincy (M. de), I, 57²², 60¹.
 Quinson (Roch, Négociant), III, 334.
 Quinte-Curce, II, 498.
 Quoniam (Rôtisseur), II, 418.

R

Rabelais, I, 12.
 Racine (Louis), II, 514; III, 396.
Racot de Grandval, III, 324⁵⁷.
 Rahlenbech (C.), III, 360¹⁹.
 Rambouillet, I, 1-2; II, 277.
 Rambouillet (Hôtel de), II, 401.
 Rambuteau (M. de), I, lxxv²⁷³.
 Ramillies, I, 248.
 Ramsay (A. M.), I, xxv⁷⁷, II, 496; III,
 366.
 Rancé (M. de, Commandant des galères),
 III, 89.
Rapin Thoyras (P. de), I, 247⁵.
Rapine (Fl.), I, v⁸.
 Raquette (La), II, 136.
 Rastadt (Traité de), I, 22, 230, 458,
 466; II, 18; III, 121.
 Rathery (E. J. R.), II, 498.
 Raunier (E.), I, 128³.
 Ravannes (Abbé de), III, 193, 194.
 Ravechet (Syndic de la Faculté de Théolo-
 gie de Paris), I, 163, 165, 167; II, 31,
 32, 34, 39.
Raxis de Flassan (G.), III, 316²⁰.
 Rayneval (G. de), I, lxxx.
 Raymond (Frères), III, 335.
 Réaumur (M. de), III, 379.
 Receveurs d'octroi, I, L.
 Receveurs de consignation, I, L.
 Receveurs des revenus casuels, I, 186.
Recueil de maximes..., I, x¹⁹.
Recueil de pièces concernant..., II, 90.
Recueil des pièces de l'hist..., III, 266¹⁸.
Réflexions morales..., II, 45.
Réflexions succintes sur l'acceptation...
 III, 114²⁰.
Réflexions succintes sur l'accommodement..., III, 114²⁰.
Réfutation de deux mémoires, I, 169⁷⁰.
 Régence, I, lxxvii, lxxxii, 105, 138,
 153, 183, 198, 208, 209; II, 43, 209, 509;
 III, 127, 309, 324, 329, 355, 374.
 « Le Régent », I, 422; III, 112, 297⁴⁸,
 318.
 Reggio, II, 200.
 Régis (Saint Fr.), II, 219; III, 91.
 Registres-journaux, I, 200.
 « Regnante puero », II, 217; III, 382.
 Regnault (Receveur des tailles), I, 296.
 Reims, I, xlix, lx, lxi; II, 26, 34,

36, 37, 503; III, 16, 17, 106, 296-307,
 344, 384, 404.
Relation de ce qui s'est passé..., I, 103⁴⁷.
Relation de l'ambassade..., III, 316²⁰.
Relation des délibérations..., II, 37⁶⁰.
Relation des réjouissances, II, 226¹³.
Relation inédite et contemp..., III, 102.
Remarques sur le dispositif..., III, 114.
 Remboursements, I, 182.
 Remises de traités, I, 182.
 Rémond (M. de, Introduceurs des
 ambassadeurs), I, 255, 256; III, 231,
 296, 416.
 Remontrances, I, lxxvii, 105, 127, 139,
 147, etc.
 Remusat (Sœur), III, 92⁶².
 Remy (E.), I, m².
 Renau d'Elicagaray, I, 205; III, 380.
 Rennes [ville et parlement], I, 27; II,
 145, 334, 335, 338, 339; III, 101-104, 107.
 Renouard (A. A.), I, xxii⁶⁸.
Réponse à un libelle..., II, 89.
Réponse des ducs et..., II, 81⁷.
Réponse d'un théologien à un..., I,
 169⁷⁰.
 République [et républicains], I, 213;
 II, 340, 348, 357; III, 366.
 Ressons (M. de), III, 293.
 Retz (Cardinal), II, 157, 215-216; III,
 393.
 Retz (Duchesse de), II, 505; III, 276.
 Revel, III, 25, 28, 56.
 Revillout (Ch.), III, 382²⁷.
 Révolution anglaise de 1688, I, xx, 391.
 Révolution française, I, i, lxxvii, lxxviii,
 lxxxv, 191-192; II, 342, 504.
 Reynolds (M. de), I, 149.
 Rezé (M. de), III, 259.
 Rhin (Vin du), III, 308.
 Rhône, III, 97, 98.
 Rialp (M. de), I, 464.
 Richebourg, I, 177.
 Richelieu (Cardinal), I, v, vi, vii, 323,
 452; II, 77, 121; III, 26, 262, 285, 405,
 406, 421.
 Richelieu (Duc de), I, 213; II, 260,
 314-315; III, 277, 369, 382, 421.
 Richelieu (Rue de), II, 185, 266, 394.
 Rieux (M. de), II, 94.
 Rigaud (Hyacinthe), III, 418.

- Riom (M. de), I, 218, 219-220.
 Ripoll, II, 380.
 Ripperda (De), I, 237, 455, 476, 478, 421.
 507.
 Rivadeo, II, 329.
 Rive-Neuve (à Marseille), III, 88-89.
 Riviera (Abbé), III, 192.
 Rizzina, I, 441.
 Roanne, I, LXII.
 Robethon (Secrétaire de Georges I^{er}), I, 293, 372, 425, 471, 472, 492; II, 300.
 Robillard de Beaurepaire (Ch.), I, IV².
 Robin (Ancien commissaire ordonnateur), III, 132-134, 137, 138, 146, 162-164, 208.
 Rocca (J.), I, LXXXIII, 231¹⁴; II, 8, 235, 376, 377; III, 144.
 Roch (Oraison et bâton dits de saint), III, 78¹⁴, 81, 91.
 Roche-Bernard (La), II, 344, 347, 361.
 Rochefort (Maréchal de), II, 428, 430.
 Rochefort (Président de), II, 145.
 Rocquain (F.), I, XLVII¹⁴⁴.
 Rodrigo (Don José), III, 236.
 Rognon (Jean), III, 340.
 Rohan (Cardinal), I, 42, 63-64, 72, 77-79, 84, 95, 98, 131, 135, 139, 148, 161, 166, 172; II, 25, 27, 31, 33-35, 105, 106, 113, 175, 181, 187, 189-193, 196-205, 244, 261, 265-266, 269, 271, 301, 306, 406.
 Rohan (Duc de), II, 245.
 Rohan (Duchesse de), II, 338; III, 295.
 Rohan (Prince de), III, 138-306.
 Rohan-Pouldu (De), II, 344, 348, 349, 351, 362.
 « Roi de France », I, 405-406; II, 21.
 « Roi Très-Chrétien », I, 406, 411; II, 21.
 21.
 Roissy-en-Brie, II, 401.
 Rollin (Ch.), I, XLVI¹⁴³, 527.
 Ronciglione, III, 136, 137, 141, 142, 145, 146, 147, 150.
 Rome (Cour de), I, xv, 438, 445, 454;
 II, 28, 38, 41, 45, 46, 48; III, 3, 4, 10, 12, 110, 179, 205, 271, 356, 357, 384, 421.
 Rondet, I, 422.
 Ronquilles, I, 460.
 Rosas, II, 310, 329, 330.
 Rottembourg (M. de, Envoyé de France à Berlin), I, 444, 485, 507; III, 29, 37, 58, 59, 166.
 Rotterdam, I, 353, 400, 403, 404, 409.
 Rouen [ville et parlement], I, VII⁹, XXXI, XLIX, LI, LV, 163, 189, 196, 212, 213; II, 26, 34, 37, 218; III, 107, 271, 333, 342, 343, 345, 367, 372, 385, 438.
 « Roués », I, 26, 141, 152, 223.
 Rouillé du Coudray M. de, Secrétaire d'Etat), I, 150, 156; 209, 295, 308; II, 106, 135, 214-428, 430.
 Roujeault (M., Maître des requêtes), I, 150.
 Ronre (Se. du), I, EXXV²⁷⁷.
 Rousseau (J.-B.), III, 383.
 Rousseau (J.-J.), II, 69; III, 388.
 Roussel, I, 468⁴³.
 Roussillon, II, 328, 330; III, 82.
 Roux (P.), I, 431⁴⁶.
 Royauté, I, I, II, III IV XI, XVIII; III, 323.
 Roze Chevalier), III, 79, 84, 88, 89, 100.
 Rozières (Cap des), III, 352.
 Rozoy, III, 101.
 Ruffec (Marquis de), III, 227, 242.
 Ruffey (M. de), II, 429.
 Rufin (Préfet du Prétoire), I, 322.
 Rügen (Ile de), III, 37.
 Rumegies, I, LVIII²¹⁵.
 Runefan, (M. de), II, 335.
 Russie [et Russes], I, LXXIV, 426, 430, 432, 442, 443, 444, 474, 485, 499, 507; II, 192, 299, 300, 301; III, 28, 29-32, 37, 56, 165, 166, 257, 259, 332, 344, 354.
 Ryswick, I, 403, 406; II, 21; III, 149.

S

- Sablé, III, 263.
 Sablons (Plaine des), I, 446.
 Sabran, (Saint Elzéar de), II, 261.
 Sabran (Mme de), II, 451; III, 434.
 Sacca (La), II, 322.
 Sacré-Collège, I, 163, 173, 451; II, 26; III, 181.
 Sacrilege, I, 214.
 Saïda, III, 75.
 Saintot (Chevalier de), III, 231.

- Saint-Abre (M de), II, 429.
 Saint-Aignan (Duc de), I, LXXXIII, 231, 232, 234, 236, 336, 382, 412, 460, 461, 469, 472, 479, 496, 507, 520; II, 234, 235, 244, 245, 260, 263, 271, 272, 278; III, 132, 229, 266.
 Saint-Albin (Abbé de), I, 217; III, 378, 438.
 Saint-Albin (Chevalier), I, 342, 360.
 Sainte-Ampoule, III, 297, 303, 304.
 Saint-André-des-Ares (Paroisse), II, 30.
 Saint-Antoine (Faubourg, Porte, Rue), I, 134, 137, 436; II, 136, 219, 526; III, 61, 311, 317, 334, 368.
 Saint-Barthélemy, II, 445; III, 128.
 Saint-Benoît, (Paroisse), II, 222.
 Saint-Bertin (Abbaye), III, 405.
 Saint-Brieuc, II, 130, 347.
 Saint-Calais, III, 321.
 Saint-Cloud, I, 255, 318, 438, 483; II, 9, 23, 78, 162, 187, 203, 516, 519, 520; III, 66, 222, 273, 383.
 Saint-Chinian, III, 336.
 Saint-Contest (M. de, Plénipotentiaire à Cambrai), I, XLIX¹⁵³, 149; II, 30, 52, 104, 105; III, 249, 250.
 Saint-Cyr, I, 1, 59¹, 89, 91, 94, 112, 438; III, 271.
 Saint-Cyr-du-Dauret, I, LVIII²¹⁵.
 Saint-Denis-en-France, I, 112, 135, 136, 435; II, 29, 459; III, 301, 307.
 Saint-Denis de la Châtre, II, 29.
 Saint-Denis (Porte et rue), II, 396; III, 376.
 Saint-Dominique, III, 312.
 Saint-Dominique, II, 121; III, 159, 350.
 Saint-Eloi (Prison), I, 129.
 Saint-Esprit (Ordre du), I, 134; III, 306.
 Saint-Etienne, III, 341.
 Saint-Eustache (Curé de), II, 524.
 Saint-Evremond, I, XXI, 323, 329.
 Saint-Florent-le-Vieil, II, 472.
 Saint-Geniès (M. de), II, 248, 260, 269, 429.
 Saint-Germain (Peintre), II, 398.
 Saint-Germain (sur le chemin de Rouen), II, 401.
 Saint-Germain-des-Près, II, 29; III, 244, 358.
 Saint-Germain-en-Laye, I, 218, 264; II, 252, 509.
 Saint-Germain (Foire de), II, 185, 186, 520.
 Saint-Germain l'Aurois, II, 521-522; III, 100.
 Saint-Gobain, III, 337-339.
 Saint-Guilhem du Désert, III, 336.
 Saint-Hilaire (M. de), II, 52, 225.
 Saint-Honoré (Collégiale), I, 322; (église), III, 427; (porte et rue), I, 134; II, 277, 516, 526; III, 318, 413.
 Saint-Jacques (faubourg et porte), II, 527; III, 73, 245, 246.
 Saint-Jacques de Rhuy (Pointe de), II, 351.
 Saint-Jean de Bonèges, III, 336.
 Saint-Jean de Luiz, II, 328; III, 238.
 Saint-Jean-Pied-de-Port, II, 326.
 Saint-Just (Abbaye), I, 322; III, 405.
 Saint-Laurent (M. de), I, 317-318.
 Saint-Léger (A. de), I, 21⁷⁸.
 Saint-Louis (Ordre de), I, 185, 306; II, 470.
 Saint-Malo, I, XLIX, LVI²⁶³.
 Saint-Mars (M. de), III, 408.
 Saint-Martin (Languedoc), III, 336.
 Saint-Martin (à Marseille), III, 84.
 Saint-Martin (Rue), II, 396.
 Saint-Martin-des-Champs, II, 29, 429, 528.
 Saint-Martin près Pontoise, II, 462.
 Saint-Martin (M. de), II, 189.
 Saint-Maurice d'Angers, II, 472.
 Sainte-Menehould, III, 337.
 Saint-Merry, II, 33.
 Saint-Michel (Collège), I, 317, 322; (pont), II, 221.
 Saint-Nicolas du Chardonneret, II, 50.
 Saint-Office, III, 17.
 Saint-Olon, (M. de), I, 433.
 Saintonge, II, 360.
 Saint-Ouen de Rouen, III, 367.
 Saint-Paul-Saint-Louis, II, 50, 219.
 Saint-Petersbourg, III, 165.
 Saint-Pierre de Rome, II, 36.
 Saint-Pierre (Abbé Castel de), I, XXII, XLI-XLII, 203²², 204; II, 67-71; III, 108, 387-389.
 Saint-Quentin, I, XVII.
 Saint-Rémi de Reims, III, 303, 304-305.
 Saint-Riquier (Abbaye), I, 418; III, 100.
 Saint-Roch (Église), II, 403.
 Saint-Saphorin (M. de), I, LXXX, 463, 464, 465, 508, 509, 514, 518; II, 204, 227, 229; III, 5, 6, 7, 8, 20, 21, 48, 177, 178, 254-256.
 Saint-Sébastien II, 325, 326, 328, 495.

- Saint-Siège, II, 45, 316; III, 3, 11, 24, 90, 108, 170, 191, 406.
 Saint-Simon (Abbé de), III, 229, 230.
 Saint-Simon (Duc de), I, XXIII, XXIV, XXXIV-XXXVIII^{97 98 100 103}, XL, XLI¹²², XLII, LVIII²¹⁵, LIX, LXII, LXIII-LXV, LXX-LXXXIII, LXXIV, LXXV, LXXVIII, 5, 6, 7, 26, 42, 45, 54, 55, 60, 99, 100, 101, 104, 112, 119, 120, 121, 124, 125, 126, 141, 142, 144, 145, 148, 149, 150, 151, 153-155, 162, 187, 210, 214, 241, 255, 262, 315, 327, 330, 331, 398, 439, 445, 496, 507; II, 1, 10, 11, 14, 15, 22, 45, 47, 48, 52, 53, 54, 63, 64, 65, 68, 74, 75, 77, 81, 82, 86, 89, 90, 93-94, 107, 108, 115, 131, 135, 136, 137, 138, 139, 142, 158, 162, 163, 164, 165, 168, 170, 172, 174, 177, 180-184, 185, 186, 206, 215, 246, 264, 275, 279, 285, 286, 317, 319, 336, 337, 338, 379, 394, 419, 427, 428, 430, 437, 441, 444-445, 474, 478, 496, 510; III, 1, 6, 63, 72, 74, 104, 135, 199, 203, 210, 214-218, 227-247, 250, 267, 268, 279, 285, 290, 298, 306, 310-314, 321, 429, 434, 435, 436, 439.
 Saint-Simon (Duchesse de), I, 47, 218; II, 429; III, 242.
 Saint-Simon (Major de), III, 230.
 Saint-Sulpice (Prêtre de), I, 302⁵³.
 Saint-Sulpice, II, 50, 222; III, 101.
 Saint-Valery, I, 404.
 Sainte-Avoye, II, 112, 394.
 Sainte-Baume, II, 517.
 Sainte-Beuve (C. A.), I, XLVI¹⁴².
 Sainte-Catherine (à la Louisiane), II, 425.
 Sainte-Chapelle, I, 103, 137; III, 404.
 Sainte-Genève, III, 101.
 Sainte-Marguerite (Ile), II, 189; (Paris à Paris), III, 368.
 Sainte-Marguerite, II, 219.
 Sainte-Marthe, III, 392.
 Sainte-Menehould, I, LVI; III, 101.
 Sainte-Rose (Ile de), II, 424.
 Salarum (M. Coué de), II, 343, 345, 351, 358, 362.
 Salente, I, XXVI-XXVII.
 Salles, I, LVIII²¹⁵.
 Sallier (Abbé), I, LXXVI.
 Salmon (P.), I, II.
 Salpêtrière, II, 419, 420.
 Salvare (M. de), I, 218.
 « Sancy », (Le), III, 297, 318.
 Sandwich (Comtesse de), I, 324, 488.
 San Esteban (Comte de), III, 249.
 San Esteban, II, 322, 365.
 San Felipe, I, LXXVI²⁷⁶.
 San Marcel, II, 321.
 Sanson (M. de, Intendant de Montauban), I, LIV¹⁸².
 Santa Cruz (Marquis de), III, 238, 239.
 Santa Isabella, II, 321.
 Santander, II, 350, 353, 358, 365-367.
 Santerre, I, 30¹¹⁴.
 San Severino (Comte de), III, 131, 136.
 Santi (Ministre de Parme), III, 144.
 Santana (San-Antonio), II, 326.
 Sarah, II, 441.
 Sardaigne, I, 22, 450, 462, 466, 470-473, 475, 478, 483, 484, 491, 500, 504, 508, 513, 515, 516, 521, 522; II, 3, 8, 18, 19, 20, 191, 192, 193, 230, 235, 236, 237, 309, 323; III, 129, 136.
 Sarrelouis, I, 268.
 Sarrobert (M. de), II, 475.
 Sartine, III, 219.
 « Satyre Ménippée », II, 89.
 Saumery (M. de, Sous-gouverneur du Roi), I, 114; III, 282.
 Saumur, II, 473.
 Saussine (E.), III, 362²⁸.
 Sauval, III, 392.
 Sauve (F.), III, 98.
 Savaron, I, v, vi.
 Savary (Abbé), III, 393.
 Savine (M. de), II, 429.
 Savoie (Maison et pays), I, 229, 466, 472, 478, 502, 504, 509, 515; II, 7, 18.
 Saxe, I, 22; II, 298; III, 36, 57, 259.
 Say (L.), I, XXXIV⁹⁴.
 Secaux, I, 438; II, 249, 252, 255, 276, 277, 361; III, 382.
 Schaffirof (Ministre de Pierre I^{er}), I, 440; III, 31, 260.
 Schaub (Chevalier), I, LXXXI, 502, 503, 504¹⁸, 505, 507-510, 522, 523; II, 1, 2, 3, 4, 7, 8, 16, 72-77; III, 46, 48, 55, 136, 158, 166, 203-205, 220, 256, 258, 259, 264, 285, 296, 409, 410, 419, 420, 422, 431, 432.
 Schefer (Ch.), III, 316²⁰, 354¹⁰³.
 Schleinitz (Baron de), II, 192-195; III, 59, 258.
 Schlestadt, I, 268.
 Schlieben (Baron de), II, 293.
 Schlippenbach (M. de), III, 59.
 Schönberr (D. von), II, 229²².
 Schrattenbach (Cardinal), I, 466.
 Schroeder (V.), III, 391⁴⁸.

- Schulembourg (Mlle de), I, 491.
 Schutz (Baron), I, 247.
 Scaglione (Abbé, Conclaviste du Cardinal Conti), III, 191, 192, 196, 197, 199, 201.
 Scotti (Marquis), II, 369, 370, 371, 373, 374, 375, 376, 377, 383; III, 47, 55, 134, 136, 139, 140, 145, 172, 255, 359.
 Séchelles (M. de), III, 125.
 Secrétaire d'État, I, 142, 144, 147⁸⁴; II, 223.
 Sedan, III, 333, 342.
 See (H.), I, x²⁰, xx⁵⁹, xxvi⁷⁸, xxxviii¹¹².
 Seeker (J.), III, 316²⁰.
 Seeley, I, 23²².
 Seigne, I, 304.
 Seignelay (Marquis de), II, 58.
 Seilhac (De), I, LXXXII, 328, 330⁶³; II, 75¹¹¹.
 Seine, I, 24.
 Senac (Médecin), III, 379.
 Senecterre (M. de, Ambassadeur à Londres), III, 19, 21, 27, 32, 33, 37, 43, 60.
 Senez (Dom), II, 211⁷.
 Senlis, III, 431.
 Senovert, II, 100⁴.
 Sens, I, LXII²³⁷; III, 188.
 Sensier (A.), II, 500; III, 372⁴.
 « Sept Sacrements », I, 342, 343.
 Serges, I, LIV.
 Serigny (M. de), II, 423.
 Sermon sur la foi, I, 164.
 Serval, I, LVIII²¹⁵.
 Servien (Abbé), I, 162.
 Sève (M. de, Intendant à Metz), I, LI¹⁶³.
 Sèvelinges (C. de), I, LXXX.
 Sévigné (Mme de), I, xiv⁴⁴.
 Séville, II, 303.
 Sèvres, I, 135; III, 383.
 Sevrette (J.), II, 307¹⁰.
 Seyssan (M. de), II, 367, 383.
 Seyssel (Cl. de), I, xii³⁰.
 Sezanne-en-Brie, III, 101.
 Sheriffumir, I, 263.
 Sitard (Médecin), III, 82.
 Sicile, I, 266, 267, 274, 336, 450, 458, 462, 464, 466, 478, 508, 509, 515, 516; II, 3, 8, 17, 18, 20, 192, 193, 194, 195, 199, 200, 201, 230, 233, 236, 305, 309, 311, 317, 322, 323, 327, 369, 382; III, 129, 136.
 Siegler-Pascal (S.), I, 203²².
 Silésie, III, 259.
 Silhou, I, xi²³.
 Sillery (M. de), I, 319.
 Silvy (S^r.), III, 335.
 Simancas (Archives de), I, LXXXIII, LXXXII.
 Simeon (Récollet), II, 261.
 Simiane (M. de), III, 434.
 Sinzendorf (M. de), I, 464, 474, 478, 510; III, 5, 178, 196, 429.
 Sizeranne (M. de la), III, 374⁶.
 Slesvig, III, 37.
 Slingelandt (M.), I, 271, 407.
 Smolensk, II, 299.
 Soanen (Jean, Evêque de Senez), I, LXXXIX, 158, 160, 166; II, 27, 28, 31-32, 33, 34, 36, 48.
 Sobieski (Jacques), II, 228, 229.
 Sohier (Ancien commis), II, 437.
 Soie, I, LVI.
 Soissons, II, 40; III, 299, 307, 389.
 Soissons (Hôtel de), II, 400, 401, 451, 469.
 Solanto (Cap), II, 196.
 Sommervogel (C.), I, 127, 163.
 Sorbonne, I, 129, 165, 167, 169, 445, 446; II, 26, 28, 29, 32, 33, 38, 39, 43, 45, 219, 256, 396; III, 113, 188, 287, 367, 384, 388.
 Sorel (A.), I, 52⁴, 329⁵⁴.
 Soubise (Prince de), II, 430.
 Soubise (Princesse de), III, 187.
 Soubise (Hôtel de), II, 27, 185.
 Soulié (E.), I, 59¹.
 Soullier (P.), III, 92.
 Source (La), III, 383.
 Sourches (Marquis de), I, LIX²¹⁰; II, 314.
 Sourdeval (M. de), I, 338, 341, 360; III, 209, 219.
 Souveraineté nationale, I, xx.
 Spa, I, 446.
 Spaar (Baron de), I, 423, 427; III, 28.
 Spach (L.), III, 371².
 Stair (Lord), I, LXV, LXXXIV, 18, 22, 24, 25-32, 42, 54, 83, 85, 91, 102, 130, 139, 141, 151, 249, 251, 252, 254, 255, 257, 258, 263, 265, 267, 271, 279, 281-284, 286-288, 291, 292, 327, 331, 334, 338, 345, 375, 376, 382, 412, 442, 474, 477, 481, 493, 497, 502, 503, 504, 508, 510, 513, 514, 519, 521, 522; II, 1, 2, 4, 5, 7, 8, 10-16, 22, 73-76, 101, 195, 196, 199, 200, 202-206, 226, 231, 234, 236, 240-244, 273, 274, 285, 296, 297, 302, 310, 311, 320, 370, 371, 403-405; III, 3, 6, 8, 9, 19, 21, 28, 42, 51, 52, 53, 65, 66, 69, 71, 345, 359-361, 366.
 Stanhope (Lord), I, LXV, LXXXI, LXXXIV,

24, 26, 31, 247, 249, 252, 256, 257, 263, 272, 274, 281, 284, 286, 291, 292, 324, 327, 331, 332, 335, 337, 338, 342, 361, 363-365, 368-373, 377, 378, 380, 382-388, 392, 394, 395, 398-404, 415-417, 422-425, 427, 449, 456, 457, 462, 464, 465, 466, 477, 478, 481, 482, 489, 491, 492, 493, 500-502, 508, 509-510, 513; II, 4-12, 14-16, 22, 23, 72, 74-75, 194-199, 204-205, 227, 230, 234, 236, 239, 240, 243, 272, 291, 296, 300-301, 311, 313, 316, 325, 367, 378, 382, 383, 403, 404, 409; III, 2, 3, 5, 7, 8, 9, 22, 24, 27, 29, 30, 33, 37-38, 41, 42, 44, 45, 48, 49, 52-55, 57, 58, 60, 64, 66, 67, 143, 155, 173, 178, 184, 208, 250.
 Stanhope (Colonel William), I, 477, 478, 480, 482, 517; II, 193, 197, 198, 234, 324, 326, 328, 329; III, 157, 159, 160, 161, 163, 164.
 Staremborg (M. de), I, 464.
 Stebbing, I, 475²⁰.
 Stettin, I, 444; II, 299; III, 26, 32.
 Stockholm, I, 507; III, 29, 33, 36, 38.
 Strafford (Comte), I, 249.
 Stralsund, I, 423; III, 37.
 Strasbourg, I, 268; II, 396; III, 188, 395.
 Strickland, III, 5.
 Stryenski (C.), III, 400¹⁸.

« Style », I, 20¹⁴, 252¹⁸.
 Subdélégué, I, XIX.
 Suchet (Maréchal), II, 306.
 Sud (mer du), I, 201, 232.
 Suède, I, LXXV, 251, 423, 424, 427, 430-432, 440, 441, 443, 444, 447, 488, 499; II, 192, 235, 298, 300, 301; III, 25, 26, 27, 28, 29, 31, 32, 33, 36, 37, 39, 56, 59, 60, 165, 166, 259, 332.
 Suisse, II, 399.
 Sully-sur-Loire, II, 217; III, 382-383.
 Sully, II, 70, 88.
 Sully, (Duc de), 101, 119; II, 88, 178, 185.
 Sulniac, II, 344.
 Sund (mer), I, 384.
 Sunderland (Mylord), I, 378, 380, 402, 463; II, 17, 23, 76, 227, 378; III, 2, 3, 22, 38, 41, 67, 158.
 Surian (Oratorien), II, 506.
 Sutton (Ambassadeur d'Angleterre à Paris), III, 179, 184, 220, 345, 346, 353.
 Swarte (V. de), I, 21¹⁸.
 Swift (J.), I, 324.
 Synode de Cour, II, 35.
 « Système », II, 99, 117, 127, 136, 385, 388, 406, 432, 438, 440, 465, 475-476, 480-481; III, 114, 357, 378.
 Syveton (G.), I, 266²⁴, 423⁸.

T

« Tables de Chambres », I, XXV, XXVII, XXXVIII, XXXIX, XLIII, XLIV.
 Tabournel (R.), I, xli¹²⁰.
 Tachereau de Baudry, II, 106.
 Taille personnelle, I, 189-190.
 Taille réelle, I, 190-192; III, 417.
 Taille tarifée, I, 203.
 Taillefer, I, LVIII²¹⁵.
 Talhouët de Bonamour (De), II, 132, 133, 145, 335, 337, 339, 364.
 Talhouët le Moyne (De), II, 343, 344, 346, 349, 352, 357, 360, 362, 363.
 Talhouët (De, Maître des requêtes), III, 416.
 Tallard (Maréchal de France), I, 108, 323, 325, 485, 493; II, 14, 15, 72, 172, 173, 177; III, 71.
 Tannerie I, LVI.
 Talmont (Prince de), II, 429.

Tanara (Cardinal), III, 189.
 Tancarville, II, 400.
 Tarentaise, I, LII.
 Targny (Abbé de), II, 262, 263; III, 289.
 Tarascon, III, 98.
 Tarif de 1664, I, 400, 407.
 Tarucca (Plénipotentiaire à Cambrai), III, 249.
 Tartillière (Garçon de la Chambre), I, 97.
 Tassohereau de Baudry, (Lieutenant de police), I, LVII²⁰².
 Tavannes (Maréchal de), II, 88.
 Tavernier (Voyageur), III, 385.
 Tourneux (M.), III, 385.
 Teil (J. du), I, 433⁸².
 Télémaque, I, XXV.
 Témoignage de la Vérité..., I, 163.
 Temple (Sir Richard), I, 274.

Temple (Le), III, 382.
 Templiers, I, 311.
 Tencin (Abbé de), II, 402, 451; III, 188, 190-191, 193, 196-202, 205, 266, 271, 283, 287, 357, 405, 406, 418, 420, 421.
 Tencin (Mme de, Sœur du précédent), I, 43; II, 402-403; III, 69⁸⁹, 190, 296, 420, 422.
 Terlon (Chevalier de), II, 212, 267, 268.
 Terre-Neuve, I, 23.
 Terrier (Général de la Couronne), III, 417.
 Tessé (Maréchal de France), I, LXXV, 149, 434, 435, 438, 439-445; II, 259, 351; III, 3, 301.
 Tessé (Hôtel de), II, 401.
 Testament de Louis XIV, I, 1, 32, 55¹⁴, 105-126; II, 79-80.
 The interest of the..., I, 426²⁵.
 Thélème (Abbaye de), II, 213.
 Thésut (Abbé de), I, 31, 249, 251, 326.
 Thévenot, I, 302.
 Thévenot (G.), III, 337.
 Thierry (Conseiller au Parlement de Rennes), II, 335.
 Thoinon, I, 491.
 Thornton (P. M.), I, 253.
 Thouars, I, 205.
 Thyls (M.), III, 58.
 Tiers-Etat, I, v, VII, XVII; II, 339.
 Tillet (J. du), I, 5²⁸.
 Tingero (B.), I, 460.
 Tireurs de foin, I, 186.
 Tissages, III, 334.
 Tisserands, I, LVII.
 Tissier (J.), I, LVIII²¹⁵.
 Tocqueville (A. de), I, XVIII²⁴.
 Tocsins, I, 169.
 Tokay (Vin de), I, 379, 490, 520.
 Tolède, III, 241.
 Tolomei (Cardinal), I, 176; III, 17.
 Tolosa, II, 327.
 Tolstoi, I, 440; III, 32.
 Tonnerre (Comtesse de), II, 430.
 Torchet (C.), II, 212, 515²⁴.
 Torcy (Marquis de), I, LXXV, 9²⁰, 14, 21¹⁷, 23, 28, 29, 31, 42, 72, 85, 140, 145, 149, 151, 209, 223, 232, 246, 249, 250, 252, 255, 261, 273, 301, 355, 326, 338, 375, 454, 461, 480, 485, 486, 493, 495, 496, 503, 506, 507, 519, 521-523; II, 3, 10, 15, 47, 63, 64, 68, 65, 71, 73, 74, 75, 172, 204, 205, 275, 284, 299, 404; III,

18, 24, 51, 74, 167, 196, 199, 262, 266, 408, 417, 429, 432.
 Tories, I, 247, 413, 426.
 Toscane, I, 230, 238, 274, 336, 450, 462, 467, 472, 478, 483, 498-500, 502-504, 508, 513, 514, 516; II, 3, 18, 20, 244, 295; III, 42, 45, 141, 142, 149, 254, 256, 400-422.
 Tongeard, II, 520.
 Toul, III, 332.
 Toulon, I, 267; II, 25, 37, 58, 329, 517; III, 95-97, 98, 99.
 Toulouse [ville et parlement], I, XLIX, 213, 305; II, 329; III, 82, 317.
 Toulouse (Comte de, Légitimé), I, 2, 4, 6, 41, 42, 44, 51-67, 71, 88, 103, 108, 111, 119-120, 136, 149, 150, 151, 152, 435, 446; II, 15, 58, 59, 81, 91, 92, 95, 96, 123, 130, 169, 170, 174, 183, 184, 222, 277; III, 90, 116, 231, 266, 295, 321, 410, 412, 413.
 Touraine, I, LVI, LXI.
 Tour-Blanche (La), II, 329.
 Tourette (à Marseille), II, 88-89.
 Tournai, I, XXXI²³.
 Tournelle, II, 220; III, 328.
 Tournemine (Jésuite), II, 252, 274, 502; III, 407.
 Tours, I, LVI, LVII; II, 37, 387, 438; III, 395, 396.
 Tourton (Banquier), II, 105; II, 397.
 Touvenot (Notaire), II, 34.
 Townshend (Mylord), I, 24-25, 247, 249, 276, 291, 293, 335, 348, 353, 354, 356, 363, 377, 379, 383, 386, 392, 394, 401, 402, 403, 404, 414, 416, 417; III, 152, 158, 165, 254, 409, 429, 433.
 Toynbée, II, 114¹⁵.
 Tradition libérale, I, XIX.
 Traitants, I, 298-313.
 Trapani, II, 197.
 Trappe-Trappistes, I, 410; III, 91, 284, 326.
 Travaux publics, II, 401.
 Treca (G.), I, XL¹¹⁹.
 « Trembleurs », III, 364.
 Tresmes (Duc de), I, 37, 41, 47, 73, 135, 137, 138; II, 82, 428, 429, 456; III, 246, 403.
 Tremp. (Conca de), II, 328.
 Trésorier de la fauconnerie, I, 186.
 Trésorier de la verrerie, I, 186.
 Trésorier des bâtiments, II, 129.
 Trésorier des toiles de chasse, I, 186.

- Tressan (Evêque de Nantes), II, 334; III, 66, 68, 71, 432, 428.
 Trevelec (M. de), II, 362.
 Trianon, I, 37, 133, 438; III, 273.
 Triple-Alliance, I, 391-419, 430, 442, 444, 449, 450, 458, 463, 465, 473, 478, 481, 491, 519; II, 25, 73; III, 2, 29, 33, 56, 153-166.
 Tripoli, I, 146; III, 75.
 « Trois-Points » (Les), I, 286-287, 290, 335.
 « Trop bu », I, 195.
 Troyes, I, LVI; II, 37.
 Truchet (Mécanicien), III, 379.
 Trudaine (M. de, Intendant à Lyon), I, LXI²³³; II, 276, 429; III, 63.
 Trétey (A.), I, XX⁵⁹.
 Tuileries, I, 54, 94, 177, 210, 218, 446; II, 130, 159, 162, 163, 166, 168, 172, 185, 187, 337, 456, 487, 489, 490, 501; III, 100, 128, 214, 218, 231, 274, 318, 324.
 Tulle, II, 207; III, 382.
 Tunis, I, 146.
 Turenne (Prince de, Grand Chambellan), III, 302.
 Turgot, I, 195; II, 69.
 Turin, I, 274, 326, 438, 475; II, 18, 191, 238, 320.
 Turpin de Crissé (Evêque de Rennes), III, 103.
 Turquie [et Tures], I, 430, 468, 470, 472, 499, 508; II, 195; III, 56, 58, 353, 354, 379.
 « Type », II, 43, 44.

U

- Ulrique-Éléonore (Reine de Danemark), III, 28, 36, 37, 59.
 Unigenitus (Bulle), I, 29, 77, 148, 157, 177, 500; II, 26, 33, 40, 49, 95, 205, 416, 514; III, 4-10, 69, 105, 113, 114, 116, 117, 135.
 Université de Paris, II, 35, 44, 463, 526-528; III, 106, 287.
 II, 328.
 Ursin (Ch.), II, 471³³.
 Ursins (Mme des), I, 13, 207, 228, 230, 231, 454, 461; III, 64, 135, 230.
 Utrecht, I, 415.
 Utrecht (Traité d'), I, 16, 20, 22, 23, 24, 25, 228, 230, 245, 247-249, 254, 255, 266, 271, 275, 277, 286, 289, 353³⁷, 354, 357, 348, 367, 368, 396, 400, 403, 405-407, 412, 414, 428, 440, 446, 456, 458, 462, 465, 475, 483, 494, 495, 496; II, 18, 21, 65, 68, 195, 233, 239, 284, 287, 382; III, 140, 146, 146, 148, 352, 428, 429.
 Uzès (Duc d'), II, 81, 87, 88.

V

- Vaissières (P. de), I, xvn⁵².
 Valabrègue (A.), III, 376¹⁰.
 Val-de-Grâce, II, 515; III, 72, 73, 188, 247.
 Valemani (Cardinal), I, 175.
 Valence, I, 327; II, 313; III, 362.
 Valenciennes, I, 343; III, 375.
 Valincourt (M. de, Secrétaire de la Marine), II, 168, 495⁸⁹; III, 63.
 Valognes, I, LVI.
 Valois (Charlotte-Aglæ, d'Orléans, Mlle de, Princesse de Modène), II, 515-518.
 Valouse (Marquis de), III, 233.
 Vandal (A.), I, 430⁴¹; III, 58³³.
 Van der Drossen, I, 271, 407.
 Van der Meulen, III, 375.
 Van Hove (à Lille), III, 333.
 Vanière (Jésuite), I, LIX²¹².
 Vannes, I, LIX; II, 344, 347, 351; III, 308.
 Van Robais (à Abbeville), III, 348.
 Vanves, III, 369.
 Var, III, 83.
 Varennes (Marquis de), II, 428.
 Varignon, III, 380.
 Varin, III, 83.
 Varobès, II, 402.

- Varsovie, III, 58.
 Vatican, II, 36.
 Vatout (J.), II, 247¹.
 Vauban (Maréchal de France, I, xxx, XLV, XLVIII, LII, 22, 205, 321; III, 387.
 Vaubourg (M. de, Intendant en Auvergne), I, XLIX¹⁶⁷.
 Vaudémont (Prince de), I, 258.
 Vaudreuil (Marquis de), III, 352.
 Vaugirard, III, 369.
 Vaurouy (Evêque de Perpignan), III, 269.
 Vauvray (M. de), II, 52.
 Velay, III, 338, 342, 348.
 Vendée (Bas-Poitou), I, LVIII.
 Vendôme (Duc de), I, 262, 318, 451; II, 318, 380.
 Vendôme (Grand-Prieur de), I, 301, 437, 450, 452, 510⁸.
 Vendômois, I, LXI.
 Venise, I, 471, 472; II, 100, 145; III, 335.
 Vendryès (I.), 312.
 Ventadour (Duchesse de), I, 3, 69, 70, 90, 133, 136, 208; II, 249, 485-488, 491-493, 505; III, 227, 237, 239, 243, 245, 246.
 Vénus, II, 515.
 Vera-Cruz, II, 423.
 Verchand (Mlle), III, 364-365.
 Verden, I, 247, 281, 364; III, 25, 33.
 Verdun, III, 332.
 Verdun (Tisseur), III, 335.
 Vernon, III, 321.
 Verny (Médecin), III, 83.
 Vère (Marquis de la), II, 429.
 Veron-Duverger, I, 182⁹.
 Verreries, III, 337.
 Verrerie (Rue de la), III, 318.
 Versailles, I, LIX, I, 9, 12, 13, 15, 25, 36, 37, 42, 43, 47, 71, 89, 100, 103, 126, 130, 132, 133, 160, 215, 246, 438; II, 82; III, 271, 273, 274, 282, 291, 298, 299, 344, 345, 361, 403, 422, 423, 425.
 Vert (G.), II, 88.
 Vertamont (M. de), II, 429.
 Vert-Bois (Le), II, 339.
 Vertot (Abbé de), III, 392.
 Verüe (Mme de), II, 430.
 Veyrac (Abbé de), II, 253, 273.
 Vezelay, III, 188.
 Vian (L.), I, xiii⁸⁶.
 Viborg, III, 166.
 Vic (J.), III, 395⁴⁴.
 Victoires (Place des), I, 437; II, 401, 442, 450, 488, 510.
 Victor Amédée (Roi de Sicile, puis de Sardaigne), I, 266, 267, 367, 462, 464, 475, 476, 477, 479, 483, 501, 508, 509, 514, 516, 522; II, 3, 4, 8, 17, 18, 19, 20, 191, 193, 195, 230, 235, 236, 238, 278, 323, 382, 430; III, 218.
 Victorin (Frère quêteur), III, 83.
 « Vieille Cour », I, 283, 377, 477, 480, 493, 496, 518, 522; II, 5, 64, 71, 194, 202, 247, 279; III, 43, 60, 73, 130, 204, 220, 223, 267.
 Vieille Draperie (Rue de la), I, 137.
 Vienne, I, 450.
 Vienne (Cabinet de), I, 380, 381, 458, 463, 464, 474, 478, 483, 502, 507, 509-511, 514, 515, 517; II, 1, 13, 14, 17, 229, 298, 378, 382; III, 6, 7, 8, 9, 10, 21, 161, 178, 180, 254, 257, 420, 422.
 Vigan (De), II, 22⁶¹.
 Vigo, II, 329, 365, 367.
 Villamayor (M. de), II, 238.
 Villardeau, I, 447.
 Villars (Maréchal de France), I, LXXIV, 23, 50, 99, 108, 125, 149, 209, 262, 446; II, 15, 52-55, 58, 82, 89, 172-177, 205, 221, 259, 269, 306, 444, 473, 500; III, 77, 121, 215, 245, 265, 275, 302, 306, 321, 408.
 Villars (Duchesse de, Femme du précédent), II, 518.
 Villars (Abbesse de Chelles, sœur du maréchal), II, 213.
 Villars-Brancas, II, 399.
 Ville, I, LXXXII.
 Villefore, I, LXXVIII²⁸⁷.
 Villeglé (De), II, 342, 362.
 Villeguerin (Avocat-général à Rennes), II, 340.
 Villeroy (Maréchal de France, Gouverneur du Roi), I, 2, 31, 37, 39, 41, 42, 48, 52, 55, 56, 63, 65, 72, 74, 82, 108, 109, 113, 114, 119, 133, 136, 137, 145⁴⁴, 150, 152, 218, 223, 262, 436, 480, 496, 507, 519, 522; II, 10, 15, 47, 88, 107, 136, 162, 163, 168, 169, 172-175, 177, 187, 216, 234, 245, 269, 286, 445, 473, 488, 491, 493-495, 499, 500, 503, 506; III, 62, 71, 74, 195, 196, 213-218, 220, 62, 71221, 243, 267, 269, 270, 274, 275, 282, 292, 319, 321, 372, 408, 412, 427.
 Villeroy (Duc de, Fils du précédent), I, 135, 137, 138; II, 260; III, 282, 303.

- Villers-Cotterets, I, 214; III, 298, 299, 307-308.
 Villes, I, xvii.
 Villiers (M. de), III, 391⁴⁸.
 Vincennes, I, 71, 84, 98, 133, 134, 136, 137, 140, 162; II, 95, 273, 485; III, 273, 317.
 Vintimille (Archevêque d'Aix), III, 419.
 Virgile, III, 384.
 « Visa », I, 196; II, 479; III, 263, 401-402, 441.
 Visitandines, II, 473.
 Vittement (I.), II, 497, 505.
 Vittoria, II, 328.
 Vivant (Ecclésiastique), III, 269.

W

- Wackerbarth (Général), III, 57.
 Walef (Baron de), II, 252, 253.
 Wallon (H.), I, LVIII²¹⁵.
 Walpole (Horace), I, 25, 248, 249, 271, 272, 275, 276, 278, 279, 280, 288, 289, 292, 293, 342, 343, 356, 358, 371, 380, 387, 391, 393-394, 395, 398, 399, 400, 402, 403; III, 433.
 Walpole (Robert), I, 24, 247, 335, 426, 449; II, 240, 285.
 Watteau, III, 374-375.
 Weber (O.), I, LXXVI²⁷⁸, LXXXIV.
 Weiss, I, 205⁹².
 Westminster (Traité de), I, 239, 240, 289, 393, 407, 456, 457.

X

- Ximenès (Cardinal), I, 452.

Z

- Zélandais, I, 400, 411.

- Zotof, I, 431.

TABLE DES CHAPITRES

TOME PREMIER

INTRODUCTION.

- | | |
|--|-------|
| I. Que la Royauté s'était affranchie de tout contrôle..... | I |
| II. Que la tradition libérale survécut à la liberté..... | XIX |
| III. Que le despotisme laissa la France épuisée..... | XLVII |
| IV. Du dessein de ce livre..... | LXVI |

CHAPITRE I^{er}. — *Le Testament du Roi* (Février 1712-Août 1715) .. I

Le Roi, 1; Le Dauphin, 3; Mort du duc de Berry, 3; Inaptitude du roi d'Espagne, 4; Les bâtards légitimés habilités à la succession, 4; La tradition constante, 5; Déclaration de l'habilité des bâtards, 5; Solitude morale du Roi, 7; Le duc du Maine, 7; Le roi d'Espagne, 8; Le duc d'Orléans, 9; Cabale formée contre lui, 10; Projet de lui enlever la Régence, 13; Remise du testament par le Roi, 15; Dispositions du testament, 16; Peu d'illusions que conserve le Roi à cet égard, 16; Dépôt du testament, 17; La santé du Roi, 18; Prétentions de Philippe V à la régence, 18; Peu encouragées par la cabale des princes, 19; Premiers rapports de Georges I^{er} avec le duc d'Orléans, 20; L'envoyé de Georges I^{er}, 21; Politique française de 1713 à 1715; Politique anglaise de 1714 à 1715; Instructions secrètes de lord Stair, 25; Il s'abouche avec le parti du duc d'Orléans, comment composé, 26; Procédés blessants de lord Stair, 27; Il parie la mort du Roi pour le mois de septembre, 28; Poursuit son intrigue avec le duc d'Orléans, 29; Offres du roi d'Angleterre, 31; Première apparition de Dubois, 32.

CHAPITRE II. — *La dernière maladie du Roi* (10 août-24 août 1715). 33

Du dernier spectacle que donna le Roi, 33; Affaiblissement de la santé du Roi, 34; Son régime, 34; Le 9 août, 35; La journée du 10, 35; Retour à Versailles, 36; La journée du 11, 36; Journée du 12, 37; La nuit du 12 au 13, 38; Journée du mardi 13, 39; Journée du mercredi 14, 40; Mécanique de l'appartement du Roi pendant sa dernière maladie, 41; Intrigues et projets du duc d'Orléans, 42; Journée du jeudi 15, 43; Journée du vendredi 16, 44; Journée du samedi 17, 45; Journée du dimanche 18, 45; Journée du lundi 19, 46; La gangrène devient visible, 46; Journée du mardi 20, 46; Journée du mercredi 21, 47; Journée du jeudi 22, 48; Rivalité du duc du Maine, 49; Entretien du Roi avec le maréchal de Villars, 50; Journée du vendredi 23, 51; Lettre du Roi à son arrière-petits-fils, 52; Après-dîner et soirée, 53; Intrigues du duc d'Orléans et de son entourage, 54; L'affaire du bonnet, 55; Achat de consciences, 55; Journée du samedi 24, 56; Le Roi apprend qu'il a la gangrène et se confesse, 56.

CHAPITRE III. — *La mort du Roi* (25 août-1^{er} septembre 1715) .. 59

Journée du dimanche 25 août, 59; Aubades, 61; Dîner, 61; Le Roi a le délire, 62; Il reçoit le viatique, 63; Le Roi écrit son deuxième codicille, 65;

Parle à Villeroy, 65; et au duc d'Orléans, 66; Autres entrevues, 67; Le chancelier livre le codicille, 68; Nuit du 25 au 26 août, 69; Journée du lundi 26 août, 69; Adieux au Dauphin, 69; Recommandation aux princes, 71; Apostrophe aux cardinaux, 72; Adieux aux courtisans, 72; aux officiers, 73; au maréchal de Villeroy, 74; à Mme de Maintenon, 74; aux princesses du sang, 75; au curé de la paroisse, 77; Lettre et conditions posées au cardinal de Noailles, 77; Destruction de papiers, 80; Intrigues du duc d'Orléans, 81; Il apprend le contenu du testament, 82; Journée du mardi 27; Destruction de papiers, 84; Journée du mercredi 28, 86; L'empirique de Marseille, 87; Départ de Mme de Maintenon, 89; Journée du jeudi 29, 90; Retour de Mme de Maintenon, 91; Journée du vendredi 30, 92; Départ de Mme de Maintenon, 93; Journée du 31, 94; Recommandation de l'âme, 94; Agonie et mort, 95.

CHAPITRE IV. — *La Cassation du testament* (2 septembre 1715) .. 97

Derniers soins rendus au Roi, 97; Hommages au nouveau Roi, 98; Exposition du cadavre, 99; Prévisions du duc d'Orléans, 99; Décisions des ducs et pairs, 101; Déploiement de forces militaires, 101; Débuts de la séance du Parlement, 102; Arrivée des princes, 103; Incident des ducs, 104; Discours du duc d'Orléans, 104; L'avocat-général opine, 106; Testament du Roi, 107; Codicilles, 113; La Régence est déferée au duc d'Orléans, 114; Proclamation du Régent, 115; Discours de ce prince, 116; Paroles du duc du Maine, 117; Conclusions en faveur de M. le Duc, 117; Le Régent attaque les codicilles, 118; Altercation entre le Régent et le duc du Maine, 119; Retour du Régent au Palais, 121; Conclusions des gens du Roi, 122; Arrêt rendu par acclamation, 123; La protestation des ducs se renouvelle, 124; Fin de la séance et de la journée, 126.

CHAPITRE V. — *La création des Conseils* (3-15 septembre 1715) .. 127

Satires contre le feu Roi, 127; L'opinion impatiente de changements, 128; La question religieuse et la question de l'alliance, 129; Premiers bruits de réformes, 130; Lit de justice retardé, 131; Transfert du Roi à Vincennes, 133; Accueil des Parisiens, 134; Funérailles de Louis XIV, 134; Lit de justice du 12 septembre, 136; Idolâtrie du petit Roi, 138; Politique religieuse du Régent, 139; Création des Conseils, 140; Par qui imaginés et recommandés, 141; Leur institution, 142; Mécanisme des Conseils, 144; Suppression des secrétaires d'État, 144; Attributions des Conseils, 145; Crozat fait les fonds nécessaires, 147; Leur composition: Conscience, 147; Affaires étrangères, 149; Guerre, 149; Marine, 149; Dedans du royaume, 149; Finances, 150; Le Conseil de Régence, 150; Emoluments, 151; Rivalités, 152; Le duc de Saint-Simon, 153; Le duc de Noailles, 155.

CHAPITRE VI. — *L'opposition à la bulle « Unigenitus »* (2 sept. 1715-12 nov. 1716) 157

Revirement de la politique religieuse, 157; La bulle *Unigenitus*. Comment reçue, 158; et publiée? 158; L'Instruction pastorale, 159; Les évêques opposants disgraciés, 160; La bulle reçue par le Parlement et la Faculté de théologie, 160; Revirement des débuts de la Régence, 161; Haine contre les Jésuites, 162; Travaux de l'Assemblée du clergé, 163; Le sermon du P. de la Motte, 163; Rigueurs contre les Jésuites, 164; Rétractation de la Faculté de théologie, 165; Dispute générale, 166; Méthodes d'apaisement: le silence, 167; l'envoi de négociateurs, 167; Mandements épiscopaux, 168; Libelles, 169;

Brefs et bulles, 169; Lettre ostensible du Régent au cardinal de la Tremouille, 171; Accueil fait par le pape, 172; Congrégation cardinalice, 173; Bruits d'accommodement, 174; Mesure spirituelle contre les Jésuites, 174; Dispositions du Sacré-Collège, 175; Lassitude en France, 176; Nouvelles mesures contre les Jésuites, 176.

CHAPITRE VII. — *L'administration des finances* (1715-1718) .. 179

Nicolas Desmaretz disgracié, 179; Son administration, 180; Situation des finances à la mort de Louis XIV, 181; Efforts pour y porter remède, 183; Recours aux vieux moyens, 183; Répudiations de rentes, 184; Réduction de capital, 185; Révision des contrats et pensions et suppression d'offices, 185; Exécutions illusoires, 186; Théorie de la banqueroute, 187; Impôts directs, 188; La taille personnelle, 189; La taille réelle, 190; La capitation, 192; Le dixième, 192; Impôts indirects: la gabelle, 193; les aides, 194; les octrois, 195; les douanes, 195; L'édit du Visa, 196; Altérations des monnaies, 197; Réformes dans la comptabilité, 200; Économies, 201; et murmures, 201; Projet de taille tarifée, 203; Son échec, 204; Essai de dîme royale, 205.

CHAPITRE VIII. — *Le premier hiver de la Régence* (Septembre 1715-mai 1716) 207

Le prélude de la Régence, 207; Prodigalités, 208; Plaisirs. Bals de l'Opéra, 210; Drames et misères, 211; Chômage, gages non payés, 212; Orgies, 213; Sacrilège public du Régent, 214; Madame, mère du Régent, son caractère, sa correspondance, 215; Sa famille, 216; Enfants légitimés et bâtards, 217; La duchesse de Berry, 217; Son orgueil, 218; Son amant, M. de Riom, 219; Ses retraites pénitentes, 220; Ses amours avec son père, 221; L'ivresse dans la famille royale, 222; La vie d'affaires et de plaisirs du Régent, 222; Mécontentement de l'opinion publique, 225.

CHAPITRE IX. — *Rivalité du Régent et de Philippe V* (Septembre 1715-juillet 1716) 227

Louis XIV procure la réconciliation du roi d'Espagne et du duc d'Orléans, 227; Philippe V se dispose à venir en France, 228; Nature de la rivalité persistante entre le roi d'Espagne et le duc d'Orléans, 229; Les renonciations de Philippe V, 229; Il tombe sous l'influence de la Reine, 230; et d'Alberoni, 231; Condescendance du Régent, 232; Attitude de Philippe V, 233; Asservissement et claustration de Philippe V et d'Élisabeth, 235; Ascendant d'Alberoni, 236; Il repousse les avances du Régent, 236; et négocie avec l'Angleterre, 237; Alberoni joué par les Anglais, 238; Colère de Philippe V, 239; Renvoi du cardinal del Giudice, 239; Mission de Louville, 240; Son chiffre, 240; Ses instructions, 241; Il est renvoyé en France, 242.

CHAPITRE X. — *Esquisse d'une alliance anglaise* (Septembre 1715-février 1716) 245

Le Régent forcé de se tourner vers l'Angleterre, 245; Sympathies jacobites en France, 245; Situation de Georges I^{er}, 246; Triomphe du parti tory, 247; Défiance et haine persistantes à l'égard de la France, 247; Violente réaction en Angleterre, 249; Lord Stair, 249; Projets de descente du Prétendant, 249; Moyens dont il dispose, 250; Hésitations du Régent, 251; Avertissement de Stanhope, 252; Exigences de Stair, 252; auxquelles s'associe l'ambassadeur des Provinces-Unies, 254; Proposition d'une garantie réciproque, 254; Les affidés de Lord Stair, 255; Insistance pour la conclusion du traité, 256; Mécon-

tentement de Stanhope, 256; Le Régent veut ménager tout le monde, 257; Fuite du Prétendant, 258; Stair place sur sa route le colonel Douglas, 259; Le guet-apens de Nonancourt, 260; Arrivée du Prétendant, 261; Il échappe aux assassins, 261; Stair réclame ses complices, 262; L'opinion publique l'accuse, 262; Désastre des Jacobites, 263; Dépit du cabinet anglais, 263; Fin de l'équipée du Prétendant, 264; Revanche de lord Stair, 265; Le projet d'alliance se soutient, 266; Projet de démembrement de lord Stair, 266.

CHAPITRE XI. — *La politique française en Hollande* (Septembre 1715-Juillet 1716) 269

Rapide exaltation de la Hollande, 269; et fléchissement qui en résulte, 270; Elle reprend son rang véritable en Europe, 271; Altération des mœurs, 271; Vénalité, 271; Compétitions, 272; Les particuliers riches dans l'État ruiné, 272; et asservi à l'Angleterre, 273; Instructions données à notre ambassadeur, 273; Politique de l'empereur Charles VI, 274; Dissentiment entre lui et les États de Hollande, 275; M. de Châteauneuf exploite le pacifisme hollandais, 275; Le Cabinet anglais en prend de l'inquiétude, 276; Humeur des whigs, 276; Adresse insinuante de Châteauneuf, 277; But qu'il poursuit, 278; Il fait échec à Walpole, 278; et entreprend d'ébranler Stair, 279; La question d'alliance française se trouve posée, 279; L'Angleterre réclame l'expulsion du Prétendant, 281; Mémoire de lord Stair, 282; Accueil du Régent, 282; Réponse au mémoire, 283; Audience et apologie de lord Stair, 283; Nouvelles exigences de Stanhope, 284; Les trois points, 286; Hypocrisie du cabinet de Londres, 287; Proposition de M. de Châteauneuf, 288; Traité de Westminster, 289; Guerre de Pamphlets, 289; Georges 1^{er} transporte la négociation en Hollande, 290; Mécontentement de lord Stair, 291; Départ de Georges 1^{er} pour le Hanovre, 293.

CHAPITRE XII. — *La Chambre de Justice* (14 mars 1716-20 mars 1717) 295

Symptômes alarmants pour les financiers, 295; Vérification des billets, 297; L'édit du 14 mars, 299; Bourvalais, 301; Autres traitants, 302; Méthodes de la Chambre de Justice, 303; elle frappe les petits, épargne les autres, 304; L'opinion publique commence à se ressaisir, 304; Mécontentement et corruption, 305; Démêlés de la Chambre avec d'Argenson, 306; Les rôles de taxation, 308; Les « taxés », 308; Les scènes de pilori, 309; Suppression de la Chambre, 311.

CHAPITRE XIII. — *La carrière de l'abbé Dubois* (6 septembre 1656-1^{er} juillet 1716) 315

La carrière de l'abbé Dubois, 315; Enfance et jeunesse, 316; Dubois attaché au duc de Chartres, 317; Il succède à M. de Saint-Laurent, 318; Tolère et favorise les vices de son élève, 318; Le plan d'éducation, 319; n'est rempli qu'en partie, 320; L'incrédulité, 320; La perversité, 321; L'avidité, 322; La fourberie, 323; Son premier voyage en Angleterre, 323; Il est rappelé en France précipitamment, 324; Ce qu'il rapporte de son voyage, 325; Années d'incertitude, 326; Tares physiques et morales, 327; Son langage et son style, 328; Ses apologistes, 328; Son génie politique, 329; L'abbé est nommé conseiller d'État, 330; Cabale imaginée par Saint-Simon, 330; Première lettre de Dubois à Stanhope, 331; Réponse de Stanhope, 332; Deuxième lettre de Dubois, 333; Avances de Dubois et situation de l'Angleterre, 334; Langage de lord Stanhope, 334; Diversion faite par l'Empereur, 335; Hostilité à l'égard de l'alliance; en France, 336; en Angleterre, 337; La mission de Dubois, 338.

CHAPITRE XIV. — *Le voyage de l'abbé Dubois à la Haye* (Juillet 1716) 341

Dubois arrive à La Haye, 341; Il fait épier l'arrivée de Georges 1^{er}, 342; Son billet à Stanhope, 343; Leur première entrevue, 343; La discussion commence, 346; Impressions de Dubois et de Stanhope, 348; Deuxième entretien, 349; Impressions de Stanhope, 350; Conférence le 22, 350; Lettre du Régent à Stanhope, 351; Entretien de Dubois et de Stanhope, 351; Lettre à lord Townshend, 353; Conséquence de la politique nouvelle, 353; Opinion du cabinet anglais, 354; Opinion de lord Stanhope, 355; Craintes inspirées par M. de Châteauneuf, 355; Dubois fait adopter sa politique, 357; Les instructions, 358; Dubois annonce son arrivée à Stanhope, 359; Départ et voyage, 360; Arrivée à Hanovre, 360.

CHAPITRE XV. — *L'abbé Dubois à Hanovre* (10 août-11 octobre 1716) 363

Disposition des Anglais, 363; Soucis de l'électeur de Hanovre, 364; La question de Mardyck, 364; Intransigeance de Stanhope et souplesse de Dubois, 365; Dépêche de Stanhope à Methuen, 367; Fatigue de Dubois, 368; Georges 1^{er} accorde la mention du traité d'Utrecht, 368; Lettre de Dubois au Régent, 25 août, 369; Signature de la convention, 370; Tentative pour évincer la France de la Hollande, 371; Légers remords de Dubois, 372; Stratagème de Dubois pour faire parler Stanhope, 373; Impatience de Dubois, 373; Il tente Stanhope par un pot-de-vin, 374; Pression du cabinet anglais, 375; Revanche de d'Huxelles, 375; Instructions à M. d'Iberville, 376; Opposition qu'il rencontre, 377; Tactique de M. d'Iberville, 377; Impatience de Dubois, 378; Opposition qu'il rencontre, 379; chez Châteauneuf, 380; au Palais-Royal, 381; de la part de d'Huxelles, 381; et du duc de Noailles, 382; Association avec Canillac, 382; Capitulation de M. d'Iberville, 383; Triomphe du cabinet anglais, 383; Soucis persistants de Georges 1^{er}, 384; Il semble prêt à recourir aux armes, 384; Infâme calomnie de Dubois contre d'Iberville, 386; Signature de la Convention, 387; Son but, 388.

CHAPITRE XVI. — *La Triple-Alliance* (16 octobre 1716-25 février 1717) 391

Diplomatie personnelle, 391; Hostilité au projet d'alliance, 391; Résistance de H. Walpole et de lord Cadogan, 394; Intervention de d'Huxelles, 395; Lettres de Dubois, le 26 octobre, à d'Huxelles, 396; à Nocé, 397; au Régent, 397; à Saint-Simon, 398; L'abbé sollicite un délai, 398; Stanhope de même, 399; Ouverture de conférences entre Français et Hollandais, 400; Insuffisance des pleins pouvoirs, 400; Mécontentement de Georges 1^{er}, 401; Justification de lord Townshend, 402; Suites des conférences avec les Hollandais, 403; Pouvoirs définitifs de lord Cadogan, 404; Signatures, 404; La démolition de Mardyck, 404; Le protocole du traité, 405; Le titre de « Roi de France », 405; Négociation de Hollande, 406; Dubois prêt aux concessions, 407; Il pense berner les Hollandais, 408; et se fait jouer par eux, 409; Ultimatum de d'Huxelles, 410; Inquiétude et soumission des États, 410; Joie triomphante de Dubois, 411; Opinion publique en France, 412; en Angleterre, 412; en Hollande, 413; Le traité de la Triple-Alliance, 413; Article 1^{er}, 413; Article II, 413; Articles III, IV, V, 414; Articles VI, VII, VIII, 415; Dubois fait ses adieux au roi Georges, 415; Prend congé des États, 416; Rectifications, 416; Artisans et bénéficiaires du traité, 416; Dubois récompensé, 418.

CHAPITRE XVII. — *Le Tsar Pierre I^{er} et le Régent* (13 janvier-15 août 1717) 421

Ambition de Dubois, 421; Il s'appuie sur l'Angleterre, 421; Projets suédo-jacobites, 422; Incident de la lettre de Gyllemborg, 424; Dubois organise sa diplomatie, 425; Ambition de l'Angleterre vers la Baltique, 426; Desseins de Charles XII, 426; Voyage de Pierre en Occident, 427; Hésitations sur l'alliance, 428; Avances faites à Châteauneuf, 429; L'intérêt national, 430; Les vues de Pierre I^{er}, 431; servies par la Prusse et contre-carrées par Dubois, 431; Rumeurs de voyage du Tsar à Paris, 432; Voyage de Dunkerque à Paris, 433; Entrée du Tsar à Paris, 435; Entrevues officielles, 436; Les occupations du Tsar à Paris, 436; Inquiétudes que donne son séjour aux Cours étrangères, 439; Il insiste pour nouer l'alliance, 440; Ses considérations, 440; Instructions données au maréchal de Tessé, 441; Intervention de lord Stair, 442; Dubois livre le secret à l'Angleterre, 443; Le Régent s'efforce de dissoudre la ligue du Nord, 443; Fin du séjour, 444; et départ du Tsar, 446; Le traité d'Amsterdam, 446.

CHAPITRE XVIII. — *L'œuvre d'Alberoni* (Juillet 1716-Juillet 1717) 449

La Triple-Alliance pacifique, 449; L'Empereur intéressé, 450; Alberoni, 450; Les réformes d'Alberoni, 453; Il se tourne vers l'Angleterre, 455; Relèvement de l'Espagne, 456; Avances réitérées à l'Angleterre, 457; Désir de revanche à Madrid, 458; Les vues d'Alberoni sur l'Italie, 458; Les vues des Parmesans, 459; Menées pour renverser Alberoni, 460; Les véritables adversaires, 461; Le plan qui lui est opposé, 462; La *combinazione* pontificale, 463; Inquiétude des Farnèse, 463; Dispositions à Vienne, 464; à Madrid, 465; à Paris, 465; L'arrestation de Molinès, 466; Lettre d'Alberoni au duc de Popoli, 467; Alberoni et le duc de Parme prêts à la guerre, 468; Impatience des Farnèse, 469; La guerre, 470.

CHAPITRE XIX. — *Les Politiques rivales* (22 juillet-31 décembre 1717) 471

Incertitude sur le but de la flotte espagnole, 471; Épouvante des princes italiens, 472; Alberoni sème l'alarme, 473; Georges I^{er} sème l'argent, 473; L'Empereur disposé à écouter et à négocier, 474; Projet de rapprochement des Bourbons de France et d'Espagne, 475; Le duc de Savoie y serait associé, 476; Alberoni caresse le Régent, 477; et bouscule les Anglais, 477; Maladie de Philippe V, 478; Desseins du Régent sur l'Espagne, 479; La politique la « vieille Cour » va l'emporter, 480; Les origines de l'idée d'une conférence, 480; Dubois y est destiné, 481; Situation analogue à celle de 1716, 482; Instructions données à Dubois, 483; Paix de dupes entre d'Huxelles et Dubois, 483; qui continuent à se contre-carrer, 485; Départ de Dubois pour Londres, 486; Incident de voyage, 486; Installation à Londres. Réception à la Cour, 487; Ressorts et adresses de l'abbé, 488; Accord de Dubois et de Stanhope, 491; Les alliés de Dubois, 492; Le personnage de Pendtenriedter, 492; Triomphe imminent du parti de la « vieille Cour », 492; La lettre du 11 novembre au Régent, 493; Conseils à Paris, 496; Dubois revient à Paris, 497; Le Régent revenu à l'alliance anglaise, 497; Dubois rentre à Londres, 498.

CHAPITRE XX. — *Fluctuations du Régent* (31 décembre 1717- 18 juin 1718) 499

Conseil privé à Vienne, 499; Dispositions du Régent, 499; Restitution de

Gibraltar, 500; Réflexions d'Alberoni, 501; Le projet définitif de Stanhope, 502; Mission de Schaub à Paris, 502; Discussions, 503; Accord sur tous les points, 504; Les projets personnels de Dubois, 505; Schaub part pour Vienne, 508; Le prince Eugène, 508; Victor-Amédée, 508; Acquiescement de l'Empereur, 509; Mission de Nancré en Espagne, 510; Il se lie à Alberoni, 511; et trompe Dubois, 513; Les signataires de la Quadruple-Alliance remplis de satisfaction et de confiance, 513; Le mécontentement italien, 514; Les démarches tentées, 515; La volonté de faire la guerre, 516; Alberoni et l'Angleterre, 516; Sa confiance dans les Jacobites, 517; Retour offensif de la « vieille Cour », 518; Désaveu de la diplomatie secrète, 520; Découragement de Dubois, 520; Ses projets d'avenir, 521. Retour à Paris de Schaub, 522; Triomphe de la « vieille Cour », 523.

TOME DEUXIÈME

CHAPITRE XXI. — *La Quadruple-Alliance* (19 juin-2 août 1718) 1

Dubois mis en quarantaine, 1; Manœuvre de d'Huxelles, 1; Schaub quitte Paris, 2; Convention nouvelle, 3; Voyage de Stanhope à Paris, 4; Réception par le Régent, 5; Entretien privé, 6; Objection du Régent, 6; Conférence et accord, 7; Activité d'Alberoni, 7; Dérobade de d'Huxelles, 8; Recours offensif des Anglais, 9; Somination à D'Huxelles, 10; qui se soumet, 10; Le lendemain il refuse, 11; Embarras du Régent, 12; Recours au Conseil de Régence, 13; Préparatifs, 14; Séance du 17 juillet, 14; Signatures, 16; Signatures à Londres, 17; Traité entre l'Empereur et le roi d'Espagne, 17; Traité entre l'Empereur et Victor-Amédée, 18; Traité de la Quadruple-Alliance, 19; Les articles secrets, 19; Le protocole, 21; Utilité du traité, 21; L'opinion publique, 21; Gratifications, 22; Prévisions et retour de Dubois, 23.

CHAPITRE XXII. — *L'appel au concile général* (20 novembre 1716-8 septembre 1718) 25

L'appel, 25; Refus du bref, 25; Lettres violentes pour et contre la bulle, 26; Le cardinal de Noailles mollit, 27; Conférences au Palais-Royal, 27; Engagement secret des appelants, 28; Inutilité des conférences, 28; Mort du chancelier Voysin, 29; Daguesseau reçoit les sceaux, 30; Satisfaction Publique, 30; Fin des conférences, 31; Appel des évêques, 31; Adhésion de la Faculté, 32; Le Régent averti, 33; Mesures de rigueur contre les appelants, 33; Adhésions nombreuses, 34; Opinions contradictoires, 35; L'exploit de l'huissier Le Grand, 36; Appel du cardinal de Noailles, 36; Nombreuses adhésions, 37; Allées et venues, 38; Réponse du cardinal de Noailles, 38; Humeur du pape, 39; Nouveaux projets, 39; et violences, 40; Déclaration de silence forcé, 41; Intrigue clandestine de Lafitau, 41; L'appel de Noailles publié furtivement, 42; L'opinion publique, 43; Les libelles, 44; Les vues du duc de Saint-Simon, 45; L'affaire des bulles, 45; Disgrâce de Daguesseau, 47; Le décret du 19 février 48; La lettre du 8 septembre, 48; L'appel du cardinal, 49; et l'adhésion du Chapitre, 49.

CHAPITRE XXIII. — <i>La décadence des Conseils</i> (Fin août 1718) ..	51
Disputes dans les Conseils, 51; Préentions des conseillers d'État, 52; Décadence des Conseils, 53; Invasion de personnages étrangers, 54; Sévérité de l'opinion publique, 55; L'œuvre du Conseil des finances, 55; L'œuvre du Conseil de marine, 58; L'œuvre du Conseil de la guerre, 60; L'œuvre du Conseil des affaires étrangères, 63; Le Conseil des Affaires Étrangères condamné à disparaître, 65; Projet de Dubois, 65; Il se destine la succession, 66; Intervention de l'abbé de Saint-Pierre, 67; Apparition du <i>Discours sur la Polysynodie</i> , 68; L'abbé de Saint-Pierre est exclu de l'Académie, 71; Chavigny poursuit ses intrigues, 71; Dubois recourt aux étrangers, 72; Ruse de d'Huxelles, 73; Alertes de Dubois, 73; Intervention de Stanhope, 74; D'Huxelles reste en place, 75; Arrivée de Dubois à Paris, ses arguments, 76; Gravité de la situation intérieure, 77; Manœuvre de Stair, 77.	
CHAPITRE XXIV. — <i>Les Princes, les Ducs, le Parlement</i> (Sept. 1715-Sept. 1717)	79
Le Parlement publie des remontrances, 79; Existence d'une « affaire du bonnet », 80; Ce qui en était jusqu'à la mort de Louis XIV, 81; Les ducs préparent leur revanche, 82; Ils échouent à la séance du 2 septembre, 83; M. de Mesme, 83; M. de Novion, 84; L'arrêt du 2 septembre, 84; Polémiques, 84; Premières opérations, 85; Le <i>Mémoire contre les Ducs et Pairs</i> , 87; Réplique des ducs, 89; L'opinion s'en mêle, 90; L'affaire du bonnet semble finie, 90; Elle s'envenime par la question des légitimés, 91; Mémoire des trois Condé contre les légitimés, 91; La duchesse du Maine jette la noblesse dans le conflit, 92; Requête des pairs contre les légitimés, 93; Mémoire de la noblesse, 94; Tenacité de M. le Duc, 94; Requête des légitimés, 95; Édit du 6 juillet, 96; Effervescence du Parlement, 97.	
CHAPITRE XXV. — <i>Le système de Law</i> (Octobre 1715-décembre 1717)	99
Débuts et théories de John Law, 99; Réhabilitation du papier-monnaie, 100; Law entretient et séduit le Régent, 101; Le commerce 101; et le crédit, 102; la Compagnie coloniale, 103; Le Régent est acquis à la banque, 103; Mise en discussion, 104; Procès-verbal de la séance du 24 octobre, 104; Opinion motivée de Saint-Simon, 107; La banque est approuvée, 108; Lettres patentes du 2 mai 1716, 108; Hésitation de l'esprit public, 109; Premières opérations de la banque, 111; Engouement et impatience du Régent, 111; Arrêt du 10 avril 1717, 112; Opposition dans certaines provinces, 113; Pressentiments, 114; Périls d'une convocation des États-Généraux, 115; Les projets de Noailles et le Comité, 116; L'édit porté au Parlement, 28 août, 117; Remontrances, elles obtiennent satisfaction, 118; La banque résiste, 120; L'affaire du Mississippi, 120; Les Compagnies de commerce et la Louisiane, 121; La <i>Compagnie d'Occident</i> , 125.	
CHAPITRE XXVI. — <i>Opposition et remontrances du Parlement</i> (6 janv.-25 août 1718)	129
Remontrances du 26 janvier, 129; Effervescence de la noblesse bretonne, 130; États de Dinan, 131; Ils sont cassés, 132; <i>Mémoire de la noblesse</i> , 133; Remontrances des Bretons, 133; Remontrances du Parlement de Paris, 134; Accord entre Law, Dubois et Saint-Simon, 135; Entrevue de la Roquette, 136; L'opposition grandit, 136; Scène de Saint-Simon au Régent, 137; Rôle de d'Argenson, 138; Disgrâce du chancelier Daguesseau et du duc de Noailles, 139;	

Sentiments du public, 141; Les triomphateurs du jour, 142; Le Parlement se tait, 143; Il est d'accord avec celui de Rennes, 144; Le traité de Lorraine, 146; Défiance qu'inspire Law, 147; Projet de réforme des monnaies, 147; Inconvénients et dangers de cette réforme, 148; Intervention du Parlement, 149; Représentations faites au Régent, 150; Arrêt du Parlement cassé par arrêt du Conseil, 152; Remontrances au Roi du 27 juin, 153; Itératives remontrances du 25 juillet, 154; Arrêt du 9 août, 155; Arrêt du 12 août, 155; Publié le 18, 157; Réveil des souvenirs du temps de la Fronde, 157; Le Régent se décide à l'action, 158; Law menacé, 159; Bruits d'un lit de justice, 159.

CHAPITRE XXVII. — *Le lit de Justice* (20-26 août 1718)

161
La fête du Roi, 161; Préludes du lit de Justice, 162; Journée du 20 août, 163; Entretien du Régent et de Saint-Simon, 163; Qui se rend au garde-meuble, 164; Dimanche 21 août, 165; Lundi 22, 166; Mercredi 24. Préparatifs, 166; 26 août. Une heure du matin, 168; Six heures : le Parlement averti. 168; Le garde des sceaux, 169; Arrivée et sortie des légitimés, 169; Disposition de la salle du Conseil, 171; Lecture du garde des sceaux, 171; Le Régent prend les avis, 172; L'affaire des légitimés, 173; Le comte de Toulouse, 174; La marche du Parlement, 175; Les membres du Conseil pris du besoin d'uriner, 176; Mise en marche du cortège, 177; Entrée dans la salle, 178; Dispositions de la salle, 179; Premier acte, 180; Second acte, 180; Troisième acte, 183; Quatrième acte, 185; Enregistrement, 185; Impressions, 186.

CHAPITRE XXVIII. — *La suppression des Conseils* (26 août-24 septembre 1718)

189
Arrestation de magistrats, 189; Remontrances, 190; Négociations d'Alberoni, 191; La flotte espagnole et la flotte anglaise mettent à la voile, 192; Illusions d'Alberoni, 194; Confiance de Stanhope, 195; Conquête de la Sicile, 196; Voyage de lord Stanhope à Madrid, 197; Manœuvre de Stair pour compromettre le Régent, 199; La bataille de Passaro, 200; Sentiments qui l'accueillent, 201; Puissance du Régent, 202; La suppression des Conseils, 203.

CHAPITRE XXIX. — *L'Esprit de la Régence* (Juillet 1716 — Septembre 1718)

209
Nécessité d'un tableau adouci, 209; Scandales, 209; M. de Beauvais, 210; Une vocation princière, 211; Turpitudes de la famille royale, 213; Les *Mémoires de Retz*, 215; Débuts de Voltaire, 216; Haine des Jésuites, 218; Le théâtre, 219; La petite vérole, 219; L'incendie du Petit-Pont, 220; Le Jeu, 221; La société en province et dans les campagnes, 222.

CHAPITRE XXX. — *La guerre contre l'Espagne* (Septembre-Décembre 1718)

223
Organisation nouvelle, 223; Répartition, 224; Compensations, 225; Joie de Dubois, 225; Fourberie de la Cour d'Autriche, 227; Sa complaisance pour le roi d'Angleterre, 228; Soumission du roi de Sardaigne, 230; Accession de la Hollande, 230; Lettre du Régent sur l'Espagne, 231; Mesures furieuses d'Alberoni, 232; Calculs de l'Angleterre, 233; Réserve du Régent et de Dubois, 234; Effort tenté pour entraîner Philippe V, 236; Décision de Philippe V, 237; Départ de Naneré, 237; Déclaration aux négociants français, 238; Discours du trône de Georges I^{er}, 239; Insistance de lord Stair, 240; L'opinion

en France, 241; Atermoiements de Dubois, 242; Dépit de Stair, 243; Raisons de Dubois, 244; Violente conduite de Philippe V, 244; La guerre prochaine et inévitable, 245.

CHAPITRE XXXI. — *La Conspiration de Cellamare* (9 décembre 1718) 247

Le prince de Cellamare, 247; Conspirateur involontaire, 248; La duchesse du Maine, 249; Le comte de Laval, 250; L'aventurier Walef, 251; La demoiselle de Launay, 253; La duchesse s'abouche avec Cellamare, 253; Premiers mémoires, 254; Conspiration de grammairiens, 255; Alberoni et Bentivoglio, 255; Modération de Cellamare, 256; Deuxième entrevue à l'Arsenal, 256; Projets, 257; Rédactions, 258; Conspirateurs imaginaires, 259; Conspirateurs par desœuvrement, 259; Troisième phase de la conspiration, 261; Le copiste Buvat, 262; Dubois et le complot, 264; Premières arrestations, 264; Les pièces saisies, 265; Cellamare pris au piège, 266; Saisie de papiers, 267; Impression produite, 268; Arrestation des complices, 269; L'opinion publique, 270; Renvoi de Cellamare, 271; La guerre contre l'Espagne devient possible, 272; Insignifiance des complices, 273; Le pape et les jésuites mêlés à la conspiration, 274; Le Régent décide l'arrestation de M. et Mme du Maine, 275; Arrestation du duc du Maine, 276; et de la duchesse, 277; Le cri public, 278.

CHAPITRE XXXII. — *La déclaration de guerre* (Janvier-mars 1719) 283

Conséquence politique de la conspiration avortée 283; Déclaration de guerre à l'Espagne, 283; Mémoire de Torcy, 284; Lettres de lord Stair, 284; Conciliabule, 285; Le Conseil de Régence, 285; Manifeste de Fontenelle, 286; Proclamation publique, 287; L'opinion en France, 288; Déclaration de Philippe V, 289; Elle manque son but, 290; Lettre de Dubois à Stanhope, 291; Nécessité de renouer l'alliance, 291; Échecs diplomatiques d'Alberoni, 292; Préparatifs militaires, 294; Alberoni pressent le désastre, 295; Dubois subit la guerre et l'exploite, 295; Vanité de Stair, 296; Affaires de la ligue du Nord, 298; Suède, 298; Russie : Menace de conflit dans le Nord, 299; Embarras des ministres anglais, 300; Dubois leur sacrifie la Suède, 300; Rapprochement avec le Parlement, 302; Alberoni conduit l'Espagne au désastre, 303; Derniers et fâcheux projets d'accommodement, 303.

CHAPITRE XXXIII. — *La campagne de 1719* (Janvier-Novembre). 305

Rumeurs publiques sur la guerre, 305; Le maréchal de Berwick, 306; Le prince de Conti, 307; État-major et promotions, 308; Projets de Dubois et de Craggs, 308; Alberoni fait appel au Prétendant, 310; Expédition de Cadix, 310; Inquiétudes en Angleterre, 311; Dispersion de la flotte, 312; Transformation du sentiment national en France, 313; Trahison du duc de Richelieu, 314; Plan de guerre, 316; Destruction de Passage, 317; Illusions de Philippe V, 318; Manifeste de Louis XV, 319; Prise de Fontarabie, 320; Itinéraire de Philippe V, 321; Lettre au prince de Conti, 323; Projets de soulèvement en Espagne, 324; Prise de Saint-Sébastien, 325; Échecs répétés, 326; Les *Miquelets*, 327; Campagne de Catalogne, 328; Fin de la campagne, 329.

CHAPITRE XXXIV. — *La conspiration bretonne* (1719-1720) .. 331

Reprise des États, 331; Les exclus, 332; Les « droits d'entrée », 332; Le refus de la noblesse, 333; Alliance de la noblesse et du Parlement, 335; Abandon des droits d'entrée, 335; Rapports des Bretons avec la duchesse du

Maine, 337; Rapports avec Cellamare, 338; L'Acte d'Union, 338; Le marquis de Pontcallec, 340; L'assemblée de Lanvaux, 341; Les conjurés, 343; Prise d'armes de Questembert, 344; Mission de Mellac en Espagne, 345; Assemblée de Kerlein, 346; Préparatifs à Pontcallec, 347; et en Armorique, 347; La vie à Pontcallec, 348; Fuite des conspirateurs, 349; Le secours d'Espagne, 350; Soldats, 351; et pistoles, 352; M. de Mianne dirige les poursuites, 352; Arrestation de Pontcallec, 354; Autres arrestations, 355; La « Chambre royale », 356; Saisie des papiers de Talhouët, Interrogatoire, 357; Pontcallec, 358; Deuxième interrogatoire de Pontcallec, 359; Autres interrogatoires, 360; et dépositions, 361; Les inculpés, 362; La réalité du crime, 362; L'arrêt et l'exécution, 363.

CHAPITRE XXXV. — *L'Espagne adhère à la Quadruple-Alliance* (10 août 1719- 17 février 1720). 365

Alberoni et la révolte des Bretons, 365; Tentative auprès de Stanhope, 367; Décision des Provinces-Unies, 368; La mission Scotti, 369; Mauvais accueil de Dubois, 370; De lord Stair, 370; et du Régent, 371; Alberoni condamné à disparaître, 371; Lord Peterborough entreprend de ruiner Alberoni, 372; Le duc de Parme s'y prête, 373; Alberoni se défend, 374; L'intrigue soutenue par l'argent, 376; Cheminements de Scotti, 376; Dernière soirée, 377; Disgrâce, 377; Alberoni sort d'Espagne, 369; Son passage en France, 370; Ses entretiens avec M. de Marcieu, 380; Il quitte la France, 382; L'Espagne entre dans la Quadruple-Alliance, 382.

CHAPITRE XXXVI. — *L'apogée du Système* (4 déc. 1718-30 déc. 1719) 385

La Compagnie de l'Anti-Système, 385; La banque particulière devient Banque royale, 386; La Banque recourt à la force, 387; Prospérité naissante de la Compagnie 388; La Compagnie d'Occident devenue Compagnie des Indes, 388; Le déchaînement de l'agiotage, 389; L'apogée du Système, 390; Concession de la ferme générale à la Compagnie des Indes, 392; Hausse des actions, 393; Empressement des acheteurs, 394; Commerce de la rue Quincampoix, 395; Les folies de l'agiotage, 397; Prodigalités. Les achats de Law, 400; Renchérissement du coût de la vie, 401; Conversion de Law, 402; Hostilité de Stair à l'égard de Law, 403; Proscription de la monnaie métallique, 405; Assemblée générale du 30 décembre, 406.

CHAPITRE XXXVII. — *La colonisation de la Louisiane* (1717-1721). 409

Ressources modiques, 409; et réclame de la Compagnie d'Occident, 409; Misère de la Louisiane et nouvelle administration, 410; Échec de la réclame, 411; Les engagés se dérobent, 412; Emploi de la contrainte, 412; Recrutement, 413; La Compagnie des Indes, 414; Intervention de Law, 415; Regain de vogue, 416; Les enlèvements, 417; La « chaîne » du Mississipi, 418; Les mariages, 420; Fin des méthodes arbitraires, 420; Situation pitoyable de la Colonie, 421; Prise et perte du port de Pensacola, 422; Reprise de Pensacola, 424; Mesures administratives, 424; Misère croissante, 425.

CHAPITRE XXXVIII. — *La décadence du Système* (2 janv.-juillet 1718) 427

Law est nommé contrôleur général, 427; Rétablissement des pensions, 428; Law protège le commerce, 430; Entreprend des travaux publics, 431; Enthousiasme d'un contemporain, 432; Défiance du public, 432; Nouvelle émission,

433; Proscription du numéraire, 435; qu'on attire dans les caisses de la banque, 435; Confiscations, 436; Assemblée générale du 22 février, 437; Arrêt du 5 mars, 438; Ses dispositions, 439; Arrêt du 11 mars, 440; Proscription de l'or, 441; Fermeture de la rue Quincampoix, 442; Nouvelles émissions de billets, 443; L'arrêt du 21 mai réduit la valeur des billets, 443; L'arrêt du 27 retire celui du 21, 445; Il n'en suspend pas les effets, 446; Sentiment public, 447; Retour de Law, 447; La foule assiège la banque, 448; L'agiotage à la place Vendôme, 450; et à l'hôtel de Soissons, 451; Remboursement des billets en juillet, 451; L'édition du 17 juillet, 452.

CHAPITRE XXXIX. — *Les ruines du Système* (18 juillet-14 décembre 1720) 459

Précautions prises par la Cour, 459; Exil du Parlement, 460; Le séjour à Pontoise, 461; Menaces au Régent, 463; Arrêt du 15 août, 463; Arrêt du 15 septembre, 464; Ruine de toutes les classes, 466; Arrêt du 10 octobre, 467; Abolition de l'agiot, 468; Opinions sur le Système, à Paris, 469; à Angers et ailleurs, 471; Départ de Law, 473; Résultats du Système, 475; Les accapareurs poursuivis, 476; Nombre des victimes du Système, 477; Misère publique, 478; Démoralisation des citoyens, 478; Respect des engagements inconnus, 479; Détresse générale du royaume, 479; Le Système a retardé l'avènement du crédit, 480.

CHAPITRE XL. — *L'éducation de Louis XV.* (1715-1721) 483

Attention générale tournée vers Louis XV, 483; A cinq ans, 484; Soins de Mme de Ventadour, 485; Malices, 486; Distractions, 486; Promenades, jeux et compagnons, 487; Bouderies, 488; Espiègleries, 489; Le Roi « passe aux hommes », 15 février 1717, 491; Le maréchal de Villeroy, son gouverneur, 493; Première éducation, 496; Éducation morale, 498; Études et délasséments, 499; Flagorneries, 500; Polissonneries et sornioiseries, 501; Morosité, 502; Récréations, 503; Manque de tendresse et de piété, 505.

CHAPITRE XLI. — *Choses et gens* (1719-1720) 509

Le Régent, 509; Les *Philippiques* de La Grange-Chancel, 510; Les derniers mois de la duchesse du Berry, 512; L'abbesse de Chelles, 514; Mademoiselle de Valois, 515; Les princes du sang, 518; Assassinats, 519; Le comte de Horn, 520; Duel de dames, 521; Plaisanterie macabre, 521; Jeu, 522; Lois somptuaires, 523; La vie chère, 523; Lamentations de Buvat, de Barbier, du marquis de Balleroy, 524; de Madame, mère du Régent, 525; La gratuité de l'enseignement, 526.

TOME TROISIÈME

CHAPITRE XLII. — *Le chapeau de l'abbé Dubois* (Avril-Décembre 1719) 1

Dubois vise le cardinalat, 1; Ses motifs, 3; Hostilité au cardinalat, 3; Dubois s'associe Lafitau, 4; Initiative de Saint-Saphorin, 5; Accueil fait à lord Stair par le Régent, 6; Zèle excessif de Saint-Saphorin, 5; Lettre ostensible de lord Stanhope, 8; Dubois s'abouche avec le Régent, 10; Son choix est fait, 11; Il repousse un projet trop hardi, 13; Instructions données à Lafitau, 14; Accueil et projets du Pape, 15; Proposition de nomination *in petto*, 16; Torcy évalue la correspondance, 18; Reprise de l'intervention anglaise, 19; Lettre de Georges I^{er} à l'Empereur, 20; Commentaire de Saint-Saphorin, 20; Lettre du roi d'Angleterre, 21; Lettre du Régent, 22; Échec de Dubois, 23.

CHAPITRE XLIII. — *La Triple-Alliance du Nord* (Mai-Octobre 1719) 25

La Suède sacrifiée à l'alliance anglaise, 25; Sa place dans notre tradition politique, 26; Substitution de la Prusse, 27; Rôle de La Marck en Suède, 28; Rôle de Rottembourg à Berlin, 29; Nouvelle Triple-Alliance, 29; Plan de Stanhope, 30; Plan du Régent, 31; Dernière tentative d'Alberoni, 31; Négociation avec l'Angleterre, 31; Hésitation du roi de Prusse, 32; La France livre la Suède à l'Angleterre, 33; Le roi de Prusse accède à l'alliance, 34; Traité de Berlin, 35; La Suède fait sa paix avec le Danemarck, 36; Ravage de la Suède, 37; Triomphe pour l'Angleterre, 38.

CHAPITRE XLIV. — *La rétrocession de Gibraltar* (Février-Mars 1720) 41

L'Angleterre disposée à la cession de Gibraltar, 41; revient sur sa décision, 42; Humeur du Régent, 42; Sa lettre au roi Georges I^{er}, 43; Attitude de l'Angleterre, 44; Réponse au Régent, 45; Ordres donnés à Schaub, 46; Émotion à Londres, 46; Mission de Stanhope à Paris, 48; Accord provisoire, 49;

CHAPITRE XLV. — *Law contre Dubois* (Janvier-Juin 1720) 51

Duel de lord Stair et de Law, 51; Stair rappelé et disgracié, 53; Lord Stanhope et Dubois contre Law, 54; Triomphe du duc d'Orléans, 55; Tactique de l'Angleterre, 56; Elle cherche à entraîner le Régent, 57; Attitude de la Turquie, 58; Attitude de la Prusse, 58; Avance de Pierre I^{er} au Régent, 59; Stanhope acharné à perdre Law, 60; Sa disgrâce et son retour de faveur, 61; Rappel de Daguesseau, 61; Complot contre Dubois, 62; Dubois vise à l'archevêché de Cambrai, 63; Il sonde le Régent, 64; Fait écrire le roi d'Angleterre, 65; Lord Stair obtient la nomination, 66; Noailles refuse le démissoire, 67; Ordination *per saltum*, 68; Opposition de Law, 68; Retards apportés à l'Indult, 69; L'Indult est donné, 71; Préparatifs du sacre, 71; Le sacre de Dubois, 72; Dubois l'emporte sur Law, 73.

CHAPITRE XLVI. — *La peste à Marseille* (Juillet 1720-Août 1721) 75

Introduction de la peste à Marseille, 75; Premières précautions, 77; Insinuation regrettable de M. de Belzunce, 77; L'administration municipale et

ecclésiastique, 78; Aspect de la ville, 79; Ineptie des médecins, 81; Émotion en France, 82; Remèdes médicaux, 83; Secours spirituels, 83; Abandon de la ville, 85; M. de Belzunce, 86; M. Moustiers, 87; Le chevalier Roze, 88; Secours reçus, 89; Conflits de préséance, 90; Visionnaires et rimailleurs, 91; Consécration au Cœur de Jésus, 92; Allanch, 93; Aix, 95; Toulon, 95; Arles, 97; Apt et autres lieux, 98; Calamités dans le reste de la France, 100; L'incendie de la ville de Rennes, 101.

CHAPITRE XLVII. — *L'enregistrement de la Déclaration* (8 sept. 1718-4 déc. 1720) 105

Appel du cardinal de Noailles, 105; Echo dans le Parlement et le clergé, 106; Tracasseries, 107; Pamphlets, 108; L'évêque Languet, 109; Mailly, 110; Le Corps de Doctrine, 113; Le Parlement à Pontoise, 114; Refus d'enregistrement, 115; Enregistrement au Grand-Conseil, 116; Juridiction du Grand-Conseil récusée, 117; Intervention du président Hénault, 118; Le Parlement exilé à Blois, 120; Intervention de Daguesseau, 120; Le cardinal de Noailles cède, 121; Visite du Premier Président au Régent, 122; Retour à Pontoise, 123; Discussion, 123; Messe rouge, 123; L'abbé Pucelle, 124; Enregistrement, 124.

CHAPITRE XLVIII. — *L'alliance franco-espagnole* (3-8 juin 1720-7 mars 1721) 127

Situation périlleuse du Régent, 129; Ses dispositions à l'égard de l'Espagne, 128; Rôle de Don Patricio Laulès, 129; Il insiste sur l'alliance franco-espagnole, 130; Volte-face de Dubois, 130; Susceptibilité de l'Angleterre, 132; Instructions de l'ambassadeur, 133; et de l'agent secret, 133; Mornay à Balaïn, 134; Le Père Daubenton, 134; La reine Élisabeth, 135; Le projet Farnèse, 136; rejeté par Dubois, 136; Maladie de Mornay, 137; Audience de Maulévrier, 13 novembre, 137; Entrevue avec Grimaldo, 138; Nouveau projet, 139; Maulévrier y est invité, 140; Réponse qu'y fait le Régent, 140; Refus d'alliance offensive, 141; Insistance de Philippe V, 142; Attitude de l'Angleterre, 142; Lettre de Stanhope, 143; Mission de Chavigny, 144; Scrupules de Philippe V, 145; Négociation entr. Maulévrier et Mornay, 146; Signature du traité, 147; Conditions du traité, 148.

CHAPITRE XLIX. — *La Triple-Alliance de Madrid* (27 mars-18 juillet 1721) 153

Satisfaction à propos du traité, 153; Situation de l'Angleterre, 154; Elle apprend le traité de Madrid, 155; Conseils du Régent à Philippe V, 155; Dubois travaille à sa triple-alliance, 156; Condescendance pour les Anglais, 157; Leurs exigences sont satisfaites, 158; Lettre de Georges I^{er}, 159; Ineptie de Maulévrier, 159; Blâme de Dubois, 160; Responsabilité de Dubois, 162; Signature du traité, 162; Désespoir de Maulévrier, 163; Ratifications, 164; Paix du Nord, 165.

CHAPITRE L. — *La poursuite du Chapeau* (27 nov. 1719-19 mars 1721) 167

Gualterio et Lafitau suggèrent une combinaison, 167; Acquiescement de Dubois, 168; Présent au Prétendant, 169; Présents à la cour pontificale, 170; Condescendance de Dubois, 171; Exigences de Clément XI, 172; Instances de Lafitau, 173; Refus du Pape, 173; Contre-coup de la débâcle du Sys-

tème, 174; Nouvelles instances, 175; Refus du Pape, 176; Désistement feint de Dubois, 177; Intrigues anglaises, 177; Acquiescement de l'Empereur, 178; Dubois fait entendre des menaces, 179; Promesse de Clément XI, 180; Renonciation de Charles VI, 180; Résistance de Philippe V, 181; Envoi du cardinal de Rohan à Rome, 181; Promesse écrite de Clément XI, 182; Mort de Clément XI, 183; Position de Dubois, 184.

CHAPITRE LI. — *Dubois, cardinal* (26 février-26 juillet 1721) 187

Le cardinal de Rohan, 187; Le conclaviste Tencin, 188; Ouverture du conclave, 189; Le cardinal Conti, 189; L'abbé de Tencin, 190; Tiraillements, 191; Conti signe l'engagement, 191; Il est élu pape. Éloges de Dubois, 193; Ultimatum du Régent, 194; « Œuvre du Saint-Esprit! » 194; Règlements de compte, 195; Dubois continue à acheter les consciences, 196; Promotion imminente, 197; Dubois est écarté, 198; Audience de Rohan, 198; Lettres de Tencin, 199; Réponse de Dubois, 200; Dubois est nommé, 201; Publié en consistoire et à Paris, 202; Remise de barrette, 203.

CHAPITRE LII. — *Les mariages espagnols* (Décembre 1720-Septembre 1721) 207

Prévoyance du duc d'Orléans, 207; Projets matrimoniaux à Madrid, 208; Double projet de mariage, 209; Les motifs, 210; Satisfaction du Régent, 210; Ses remerciements à Philippe V, 211; Audience de Maulévrier, 212; Désirs de Philippe V, 212; Réponse de Dubois, 213; Nouvelle audience de Maulévrier, 213; Mesures pour apprendre au Roi son mariage, 214; Le mariage déclaré en Conseil, 216; L'intrigue des mariages espagnols, 218; Ouvrage de Dubois, 220; Il le reconnaît, 220; Annonce du mariage de Mlle de Montpensier, 221; La « vieille Cour » suffoquée de colère, 223; La joie en Espagne, 223; Contrats de l'Infante et de Mlle de Montpensier, 224.

CHAPITRE LIII. — *L'ambassade de Saint-Simon* (sept.-1721-mars 1722) 227

Saint-Simon demande l'ambassade extraordinaire, 227; Il se ménage l'appui de Dubois, 228; Les préparatifs, 228; Instructions, 230; Mission du duc d'Ossone, 230; Saint-Simon à Madrid. Le Roi, 231; L'infante, 232; Le contrat, 233; L'audience solennelle, 233; Audience de la Reine, 235; Signature du contrat, 235; Le voyage de Mlle de Montpensier, 236; Le voyage de l'infante, 238; L'échange, 238; Le prince des Asturies, 239; La rencontre, 240; Santé et destinée de la princesse des Asturies, 241; Saint-Simon ruiné, 242; Maulévrier reste à son poste, 242; Voyage de l'Infante, Bordeaux, 243; Chartres, Orléans, Bernay, 244; Bourg-la-Reine, 245; Aspect de Paris 245; Le cortège et les fêtes, 245.

CHAPITRE LIV. — *Le Congrès de Cambrai* (1720-1723) 249

Réunion du congrès de Cambrai, 249; Raisons de l'ajournement, 250; Ouverture imminente du Congrès, 251; Modération de Philippe V, 252; Il revient sur sa décision, 253; Mission et renvoi de Chavigny, 251; Projet de mariage de l'infant Carlos, 251; Le Congrès continue à ne rien faire, 256; Projets d'alliance du Nord, 257; Haine entre la Russie et l'Angleterre, 258; Projet pour la Saxe, 258; Mission de Chavigny, 259.

CHAPITRE LV. — *Dubois principal ministre* (7 août 1721-22 août 1722) 261

Dessein de Dubois, 261; Il s'empare des Postes, 262; Opérations du Visa, 263; Dubois concentre tout le pouvoir, 265; Préséance au Conseil, 265; Dubois se solidarise avec l'infante, 267; Il accepte un confesseur jésuite pour le Roi, 268; Nomination du P. de Linières, 270; Exil de Nocé, 272; Prévisions de Dubois, 272; Le retour à Versailles, 273; L'arrivée, 274; Nouveaux exils, 275; Algarade de Dubois avec Villeroy, 275; Scandale découvert, 276; Tentative d'accommodement, 277; Scène de Villeroy au cardinal, 277; Villeroy sacrifié à Dubois, 279; Altercation du Régent et de Villeroy, 280; Arrestations de Villeroy, 281; L'opinion publique, 282; Fuite de Fleury, 284; Lettre au P. Daubenton, 284; Dubois principal ministre, 285.

CHAPITRE LVI. — *Le sacre du Roi* (23 août-25 octobre 1722) 287

Applaudissements, 287; Plan de travail de Dubois, 288; Éducation du Roi, 289; Rapports du Régent et de Dubois avec le Roi, 290; Pressentiments du public sur le jeune Roi, 291; Le camp de Porchéfontaine, 292; L'imprimerie du Cabinet, 293; Fâcheux symptômes, 294; Intrigue nouée contre Dubois, 295; Les préparatifs du sacre, 296; L'attouchement des écrouelles, 298; Voyage du Roi, 299; Le Roi arrive à Reims, 299; Décoration de la cathédrale, 300; Entrée des Pairs, 301; Le réveil du Roi, 301; La procession, 302; Arrivée de la sainte ampoule, 303; Les serments, 303; Les onctions, 304; L'intronisation, 304; La messe, 305; Le festin royal, 305; Les jours suivants, 306; La fête de Villers-Cotterets, 307.

CHAPITRE LVII. — *Les dérivatifs de l'opinion publique* (1720-1722). 309

Misère et désespoir, 309; Le scandale du duc de la Force, 310; Saisie, 311; Assignation, 311; Procès, 312; Mariages et séparations, 314; Distraction offerte au public, 315; Ambassade de Mehemet-Effendi, 316; L'entrée à Paris, 317; L'audience royale, 318; Le comte de Belle-Isle, 319; La terre de Belle-Isle, 320; L'échange, 321; Mécontentement, 323; La carrière de Cartouche, 324; Son arrestation, 325; La question, 326; Les aveux, 327; Le supplice, 327; Exécutions nombreuses, 328.

CHAPITRE LVIII. — *L'industrie et les manufactures* (1715-1723) .. 331

Étatisme de Colbert, 331; Création et méthodes du Conseil de commerce, 331; Le bureau de commerce, 333; Les manufactures, 333; Draperie et tissage, 334; Filatures, 337; Verreries, 337; Glaceries, 337; Manque de capitaux, 337; Privilège, 338; Monopole, 339; Accaparements, 341; Petits fabricants, 341; Ouvriers mercenaires, 342; Salaires ouvriers, 343; Ouvriers déserteurs, 343; Ouvriers étrangers, 344; Le droit d'association, 346; Les chambrelans, 347; Demandes d'arbitrage, 348; Les Colonies, 350.

CHAPITRE LIX. — *Les opinions et les sectes religieuses* (1715-1723) . 355

Cynisme dans les mœurs et indifférence religieuse, 355; La Calotte; ses brevets, 356; Le haut clergé, 357; Le bas clergé, 358; Les laïques, 358; Situation du protestantisme, 359; Attitude de Georges I^{er}, 361; Réforme d'Antoine Court, 362; Rigueurs des Parlements, 363; Les condormants, 364; Les free masons, 365; Le parti et la secte jansénistes, 366; Confrérie de régent, 368; Juifs, 369; Superstitions, 369.

CHAPITRE LX. — *Les arts, les sciences, les lettres* (1715-1723) .. 371

Train de maison, 371; La mode, 372; Watteau, 374; Décoration et ameublement, 375; Paris, 376; Jeu, 377; Laquais, 378; Théâtre de société, 378; Banque et négoce, 378; Sciences naturelles, 379; L'inoculation, 379; Les sciences et les lettres. Fontenelle, 381; Voltaire, 381; Œdipe, 382; La Heurade, 382; Montesquieu. *Les lettres persanes*, 385; L'abbé de Saint-Pierre, 387; La prose française, 388; *Manon Lescaut*, 389; Académies, 392; Érudition, 392; Littératures étrangères, 393; Entraves à la presse, 393; Critique, 394; Théâtre, 394; Chanson, 395; Musique, 395; Théâtre de la foire, 396; Polémique religieuse, 396; Le poème *De la Grâce*, 396; Le *Philotonus*, 397.

CHAPITRE LXI. — *La dernière année de Dubois* (10 nov. 1722-10 août 1723) 399

Famille du Régent, 399; Drapiers, 401; Boulangers, 401; Nouvellistes, 401; Actes notariés, 401; Maladie du Roi, 402; Majorité, 403; Lit de justice, 404; La dernière phrase de Dubois, 404; L'abbaye de Saint-Bertin, 404; L'Académie française, 406; Autres honneurs, 407; Lutte contre le maréchal de Villeroy, 407; Et contre le duc de Chartres, 409; Intervention du chevalier Schaub, 410; Toute-puissance de Dubois, 411; Vengeances de Dubois, 412; Exil de Le Blanc, 413; Disgrâce de Belle-Isle, 415; Activité débordante de Dubois, 415; Sa maladie, 417; Ses violences de langage, 418; Crise prochaine, 419; Dernières journées, 420; 4 août, 420; 6 et 7 août, 422; 10 août 423; Confession (?), 423; Entrevue avec le duc d'Orléans, 423; Opération, 424; Agonie et mort, 425; La succession, 425.

CHAPITRE LXII. — *Le ministère et la mort du duc d'Orléans* (10 août-2 décembre 1723) 427

Le souvenir et l'œuvre de Dubois, 427; Retour des exilés, 431; Le duc d'Orléans las de Dubois, 432; Triste état du duc d'Orléans, 433; Entretien de Saint-Simon avec Fleury, 435; La petite vérole, 436; La sécheresse, 437; Le droit de joyeux avènement, 437; La dernière nomination aux bénéfices, 438; Mort du duc d'Orléans, 438.

Conclusion 441



LIBRAIRIE ANCIENNE HONORÉ CHAMPION
ÉDOUARD CHAMPION, 5, QUAI MALAQUAIS — PARIS

- MATHOREZ (J.). **Histoire de la formation de la population française.** Les Étrangers en France sous l'Ancien Régime. Tome premier : Les Orientaux et les Européens. Grecs, Turcs, Maures, Polonais, Russes, Hongrois, Arméniens, Bohémiens, Indiens et Nègres. 1919, gr. in-8 de 400 pages..... 35 fr.
Tome II : (Les Allemands, les Hollandais, les Scandinaves), 357, 456 p. 35 fr.
Formera 5 volumes auxquels on souscrit. L'ouvrage d'une portée générale considérable est le premier à traiter complètement cette question : il a sa place dans toutes les grandes bibliothèques à côté de l'ouvrage classique de Taine.
- MAULDE (R. de). **Les Juifs dans les États français du Saint-Siège au Moyen-Age.** Documents pour servir à l'histoire des Israélites et de la Papauté. S. d., in-8. 9 fr.
Les Juifs, très nombreux en Provence, dès les premiers temps du Moyen-Age, formèrent, au XIII^e siècle, une véritable nation qui sut trouver défense et protection dans les États du Pape (Avignon, Carpentras, Ise, Cavaillon) : nombreuses pièces justificatives et publication des statuts des Juifs.
- MAURRAS (Charles). **L'Étang de Berre.** 1920, nouvelle édition revue, in-8 écu. 10 fr.
Quelques exemplaires sur Hollande.
- **Anthinea;** d'Athènes à Florence. Édition revue, in-8 écu de XII-304 p.... 10 fr.
— Trois idées politiques, Chateaubriand, Michelet, Sainte-Beuve, in-12 carré. 3 fr.
— **Pages littéraires choisies** (Sous presse).
- MOLLAT (Abbé G.). **Études et documents sur l'histoire de Bretagne (XIII^e-XVI^e siècles).** 1907, in-8..... 9 fr.
Mention au concours des antiquités nationales.
Important recueil de pièces du XIV^e siècle concernant les abbayes, les diocèses, les évêques et la cour des ducs de Bretagne.
- MULLER (Daniel). **Les rentes viagères de Voltaire.** 1920, in-8 de VI-113 p..... 4 fr.
- NAPOLÉON. **Ordres et apostilles de Napoléon,** 4 volumes in-8°..... 46 fr. 25
Un mot, une phrase, suffit au Consul, à l'Empereur, pour exprimer sa volonté, pour trancher une question, lever une difficulté, prononcer un jugement, apprécier un homme, et certaines de ces apostilles sont des coups de griffe.
Nous voyons ici Napoléon dans son activité prodigieuse, s'occupant aussi bien des fourrages ou des harnais que des plus hautes questions de l'État.
Les officiers, sous officiers et soldats défilent tous dans cet ouvrage indispensable à tout historien de l'Empire par les documents inédits qu'il renferme en si grand nombre.
- NOLHAC (Pierre de). **Ronsard et l'humanisme.** 1921, in-8 de 366 p., avec 2 planches et fac-similé..... 35 fr.
Quelques exemplaires sur papier d'Arches..... 60 fr.
- **Pétrarque et l'humanisme.** Nouvelle édition, 2 vol. in-8 et pl..... 30 fr.
- NOUAILLAC (J.). **Villeroy, secrétaire d'État et ministre de Charles IX, Henri III et Henri IV (1543-1610).** In-8. 2 fr. — **Un envoyé hollandais à la cour de Henri IV. Lettres inédites de F. d'Aerssen et J. Valcke, trésorier de Zélande, 1599-1603.** In-8. 7 fr. 50
Prix GOBERT à l'Académie française.
- PINGAUD (Albert). **Les hommes d'État de la République Italienne, 1802-1805.** 1914, in-8 de 236 p..... 13 fr. 25
Prix THIERS à l'Académie française pour l'ensemble.
- PRUNIÈRES (H.). **L'Opéra italien en France avant Lulli.** 1914, in-8, avec Appendice musical de 32 p..... 18 fr.
Ouvrage couronné par l'Académie française.
- AVANT-PROPOS. — INTRODUCTION. — **L'Italianisme musical au XVI^e siècle.** Initiation de la France à l'art mélodramatique. Les comédiens italiens en France. Le goût de la musique italienne sous Louis XIII. L'Opéra en Italie sous le Pontificat d'Urbain VIII. Les premières opéras représentés à Paris. L'Orfeo. Opéras, concerts et ballets italiens à la cour (1653-1659). Les fêtes du mariage royal (1659-1661). L'Ercole Amante et la cabale anti-italienne. Influence des opéras italiens sur le théâtre et la musique en France. — PIÈCES JUSTIFICATIVES. — BIBLIOGRAPHIE. — INDEX ALPHABÉTIQUE.

7731

LIBRAIRIE ANCIENNE, HONORÉ CHAMPION
EDOUARD CHAMPION, 5, QUAI MALAQUAIS — PARIS

- RAMBAUD (P.). *L'Assistance publique à Poitiers jusqu'à l'an V*. 1914, 2 forts vol. grand in-8, ill. hors texte..... 45 fr.
Première mention au Concours des Antiquités nationales (1915). — Par ses données générales, intéresse toute l'histoire charitable de la France depuis le Moyen Age jusqu'à la Révolution.
- REBELLIAU (A.). *La Compagnie secrète du Saint-Sacrement. Lettres du groupe parisien au groupe marseillais (1639-1662)*. 1908, in-12..... 5 fr. 25
- REUSS (R.). *L'Alsace au XVII^e siècle au point de vue géographique, historique, administratif, économique, social, intellectuel et religieux*. 1896-1898, 2 forts vol. grand in-8..... 57 fr.
- RÉVÉREND (A.). *Les familles titrées et anoblies au XIX^e siècle*.
— I. *Armorial du I^{er} Empire*. 4 vol. gr. in-8, 1450 p..... 150 fr.
— *Album de l'Armorial du I^{er} Empire*, avec la collaboration du Comte E. Villeroy. xi-117 pl. petit in-folio de 30 écussons chacune..... 300 fr.
— II. *Titres. Paires et Anoblissements de la Restauration*. 6 vol. gr. in-8, 2.600 pages..... 225 fr.
— III. *Titres et confirmations de Titres (1830-1908)*. 1 vol. gr. in-8, 700 p. en 2 parties..... 75 fr.
- REYNAUD (L.). *Les origines de l'influence française en Allemagne*. — Étude sur l'histoire comparée de la Civilisation en France et en Allemagne pendant la période précomtoise (950-1150). Tome I^{er}. *L'Offensive politique et sociale de la France*. In-8..... 18 fr.
- RIBIER (R. de). *Preuves de la noblesse d'Auvergne*. T. I. Recherche générale. T. II. Pages auvergnats. T. III. Gentilshommes auvergnats admis dans les Écoles militaires. T. IV. Demoiselles auvergnates admises à Saint-Cyr. 4 vol. gr. in-8. 127 fr. 50
- ROBERT (Samuel), lieutenant en l'élection de Saintes. *Lettres*, publiées par le baron de La Morinerie. In-8..... 12 fr.
Documents importants pour l'histoire de la Fronde à Paris et en Saintonge.
- RUBLE (Baron A. de). — *Antoine de Bourbon et Jeanne d'Albret*. 4 vol. gr. in-8 40 fr.
— *Jeanne d'Albret et la guerre civile*. [Suite de *Antoine de Bourbon et Jeanne d'Albret*]. Tome I, seul paru. In-8, 475 p..... 5 fr.
— *Le mariage de Jeanne d'Albret*. In-8, xiv et 321 pages, avec un portrait gravé. Édition sur papier de Hollande..... 15 fr.
— *Mémoires et poésies de Jeanne d'Albret*. In-8, 241 p. et un portr..... 12 fr.
— *Le traité de Cateau-Cambrésis* (3 avril 1559). In-8, 347 p..... 10 fr.
— *L'assassinat de François de Lorraine, duc de Guise* (18 février 1563). In-8, 238 p..... 6 fr.
- SCHMIDT (Ch.). *Les sources de l'histoire de France depuis 1789 aux Archives nationales*. In-8..... 7 fr. 50
- SERBAT (L.). *Les assemblées du clergé de France, origines, organisation, développement (1561-1615)*. 1915, in-8..... 18 fr.
Couronné par l'Académie des Inscriptions.
- SOL (E.). *Les rapports de la France avec l'Italie, du XII^e siècle à la fin du premier Empire d'après la série K. des Arch. nationales*. 1905, in-8..... 11 fr. 25
- STERN (A.). *Vie de Mirabeau*. Traduit de l'allemand par MM. Busson, Lespès, Pasquet et Pèret. Édition revue par l'auteur et précédée d'une préface écrite spécialement pour l'édition française. 1895-96, 2 vol. in-8..... 22 fr. 50
Pièces justificatives inédites. Index des discours et travaux de Mirabeau.
- TOURNEUX (M.). *Bibliographie de l'histoire de Paris pendant la Révolution française*. 5 vol. gr. in-8. Chaque..... 20 fr.
- TUETÉY. *Répertoire des sources manuscrites de l'Histoire de Paris pendant la Révolution française*. 11 vol. Chaque gr. in-8..... 20 fr.
- WOELMONT (Baron Henry de). *Les Marquis Français*. Nomenclature de toutes les familles françaises, subsistantes ou éteintes depuis l'année 1864, portant le titre de marquis avec l'indication de l'origine de leur titre. 1919, 1 vol. in-8, 180 p. 9 fr. 75
- REVUE BÉNÉDICTINE, XXXIII^e année. 1921. Abonn. annuel 17 fr. 50

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES



1010675604

944.034
L496
v.3

87577117
07577117
944.034
L496 V3 C1
HISTOIRE DE LA REGE
1959



THE HISTORY OF THE
LIFE OF
SAMUEL JOHNSON
BY
JAMES BOSWELL
OF GLASGOW
IN TWO VOLUMES
THE SECOND VOLUME
LONDON
PRINTED BY A. MILLAR, IN ST. PAUL'S CHURCH-YARD
1791